Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 3

Le lundi 25 mai 2020

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le vendredi 22 mai 2020

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal, qui se déroulera exceptionnellement à huis clos, est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 25 mai 2020, à 13 h**, **dans la salle du conseil de l'édifice Lucien-Saulnier, située au 2e étage du 155, rue Notre-Dame Est.** Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, Lucien-Saulnier building, street level)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 3

Le lundi 25 mai 2020

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 25 mai 2020 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 21 mai 2020.

Nous attirons votre attention sur l'ajout de l'article 7.15.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Assemblée ordinaire du conseil municipal
du lundi 25 mai 2020

ORDRE DU JOUR

VERSION 3

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 20 avril 2020

03.03 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 14 mai 2020

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la Loi *sur les cités et villes*

04.04 *Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil* - 1204320003

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil à la suite du rapport d'étude et des recommandations portant sur la période de questions du public au conseil municipal

04.05 *Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil* - 1204320004

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil à la suite du rapport d'étude et des recommandations portant sur la rédaction épicène des contenus émanant de la Ville de Montréal

04.06 *Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil* - 1204320005

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport et aux recommandations du Conseil des Montréalaises dans son mémoire intitulé « Le langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes »

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 23 avril 2020

07.02 *Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics* - 1207192001

Bilan annuel 2019 de l'arrondissement du Sud-Ouest faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.03 *Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe* - 1200717002

Dépôt du bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie au 31 décembre 2019

07.04 *Service du greffe* - 1200132002

Dépôt du rapport d'activités 2019 du Conseil du patrimoine de Montréal

07.05 *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1207968003

Dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil interculturel de Montréal

07.06 *Conseil des Montréalaises* - 1207721001

Dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil des Montréalaises

07.07 *Conseil Jeunesse* - 1207181001

Dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil jeunesse de Montréal

07.08 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1200029004

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019

07.09 *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1207968002

Dépôt de l'avis du Conseil interculturel de Montréal intitulé : « Racisme systémique : agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes » ainsi que les 10 recommandations émises à ce sujet

07.10 *Office de consultation publique de Montréal* - 1201079003

Dépôt du rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal

07.11 *Office de consultation publique de Montréal* - 1201079004

Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal, sur le programme particulier d'urbanisme - PPU - Partie nord de L'Île-des-Soeurs

07.12 *Office de consultation publique de Montréal* - 1201079005

Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal sur le projet de règlement pour une métropole mixte

07.13 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 14 mai 2020

07.14 *Service du greffe*

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019

07.15 *Service du greffe*

Dépôt des résultats du plan de redressement de 123,4 M$ pour contrer la crise économique et financière

08 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

08.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « Problématique des locaux vacants sur les artères commerciales : Rapport et recommandations »

08.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulé « Montréal, objectif zéro déchet - Consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 : Rapport et recommandations »

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1208528004

Exercer l'option de la deuxième prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 214 981,40 $, taxes incluses, pour la location de trois tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement pour une période de quatre mois et demi, compris entre le 1er août 2020 et le 1er août 2021, dans le cadre du contrat accordé à Les Équipements Colpron inc. (CA16 290196), majorant ainsi le montant total du contrat de 859 925,61 $ à 1 074 907,01 $, taxes incluses

20.02 *Service de la concertation des arrondissements* - 1207286003

Accorder un contrat à Services d'entretien Alphanet inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour les services de gestion des brigades de propreté alternées dans 15 arrondissements, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 1 101 980,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18127 (2 soum.)

20.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968006

Accorder un contrat à Bruneau Électrique inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse dans 50 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 1 160 965,81 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 447933 (5 soum.)

20.04 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231019

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie dans l'arrondissement de Ville-Marie (PCPR-PRCPR 2020) - Dépense totale de 1 151 188,31 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458723 (6 soum.)

20.05 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1200025002

Autoriser une dépense additionnelle de 78 003,05 $, taxes incluses, pour réaliser des travaux sur le réseau câblé de la Ville dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89), dans le cadre du contrat accordé à Vidéotron s.e.n.c. (CM16 0923), majorant ainsi le montant total du contrat de 164 204,55 $ à 242 207,60 $, taxes incluses

20.06 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231028

Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 9 912 300 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458018 (2 soum.)

20.07 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1204928001

Accorder un contrat à Procova inc., pour l'exécution des travaux de rénovation de la bibliothèque Saint-Henri, située au 4707, rue Notre-Dame Ouest, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 1 266 748,56 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15581 (6 soum.)

20.08 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1190552001

Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Michel de Broin, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Atelier MdB ltée, pour une somme maximale de 632 362,50 $, taxes incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art « Sporophores » pour le projet d'aménagement de la diagonale piétonne du projet MIL Montréal / Approuver un projet de convention à cette effet

20.09 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1191146001

Résilier les contrats de services professionnels en gestion de projet accordés à Macogep inc. (CM16 0941) relativement au programme de construction des cours de services (contrat #1) et programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques (contrat # 2)

20.10 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1200575001

Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat de services professionnels à FNX-Innov inc. pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) sur le boulevard Pie-IX - Dépense totale de 4 938 470,90 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17802 (4 soum.)

20.11 *Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine* - 1208047002

Accorder une contribution financière maximale de 300 000$ à l'Institution royale pour l'avancement des sciences de l'Université McGill pour initier le projet de création d'outils de gestion et d'analyse de données sociales dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention de contribution à cet effet

20.12 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1197233006

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 26 641 800 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022 / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

20.13 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1204368002

Autoriser la modification de l'aspect financier du contrat accordé à PBSC Solutions Urbaines inc., pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années (CM20 0403), afin d'imputer les dépenses aux règlements d'emprunt de compétence corporative (19-027) et (08-062)

20.14 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231012

Accorder un contrat à Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.), pour des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée dans la rue Gosford, entre les rues du Champ-de-Mars et Notre-Dame - Dépense totale de 1 067 315,22 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 417710 (un soum.)

20.15 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231047

Autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat accordé à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91$ à 3 974 051,16 $, taxes incluses.

20.16 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1193286001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM 15349 (3 soum.)

20.17 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231007

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal, d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel - Dépense totale de 2 935 846,35 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 438610 (5 soum.)

20.18 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231024

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 8 796 999,30 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458019 (2 soum.)

20.19 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231040

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458014 (2 soum.)

20.20 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231011

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill - Dépense totale de 7 318 016,99 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 416311 (5 soum.)

20.21 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1196037010

Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-L'Île-de-Montréal, un terrain vacant d'une superficie de 33 434,87 mètres carrés, situé au nord du boulevard Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une somme de 5 470 000 $, plus les taxes applicables

20.22 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1203496002

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal accorde mainlevée pure et simple de l'inscription du droit de résolution résultant de l'acte de vente par la Ville de Montréal à M. Sylvain Bélanger, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 906 376, relativement à un immeuble situé au 2, 45^{e} Avenue, anciennement connu sous le nom de la caserne Lachine-Summerlea, dans l'arrondissement de Lachine

20.23 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1204435001

Approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268, sur lequel se trouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 mètres carrés, pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables

20.24 *Service de la culture* - 1208781001

Accorder un contrat aux entreprises ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil inc., équipe lauréate du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles, pour la fourniture de services professionnels - Dépense totale de 264 442,50 $ taxes et contingences incluses

30 – Administration et finances

30.01 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1203843005

Adopter la proposition de plan de redressement de 28,7 M$ dans les arrondissements et autoriser le Service des finances à procéder aux virements de crédits nécessaires

30.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201097006

Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux afin de sécuriser la piste cyclable de l'avenue Christophe-Colomb, au droit de l'entrée charretière du restaurant A&W, située à l'intersection du boulevard Crémazie, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1208839001

Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissements dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles, afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2020 sur le réseau artériel administratif de la ville (RAAV), en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.04 *Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe* - 1200717001

Autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction entretien de l'éclairage, marquage et signalisation (EESM) de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie avec les arrondissements suivants : Ahunstic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont–La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

30.05 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201097007

Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal de prendre en charge la conception et la réalisation de la modification du sens de la circulation et du lien cyclable de la rue Gilford entre les rues Garnier et Fullum, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.06 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201097008

Accepter l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux du sentier multifonctionnel et cyclable dans le parc Ahuntsic, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.07 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201097009

Accepter les trois offres de service de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux d'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle dans la rue de Rouen, entre les rues d'Iberville et Du Havre, l'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle dans la rue Larivière, entre les rues Fullum et Dufresne, ainsi que dans la rue Dufresne, entre la rue Larivière et le parc Walter-Stewart, et l'aménagement de la rue De Rouen, entre l'avenue Gascon et la rue du Havre, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.08 *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1198662001

Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses / Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre dudit concours d'architecture

30.09 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201097005

Accepter l'offre de service du conseil de l'arrondissement du Sud-Ouest de prendre en charge la conception, la réalisation et la surveillance des travaux associés à la mise en place temporaire de la piste cyclable faisant partie du Réseau Express Vélo (REV) dans les rues Saint-Antoine, entre les rues de Courcelle et Guy, et Saint-Jacques, entre les rues Rose-de-Lima et Guy, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1204815001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour les travaux relatifs aux installations sportives extérieures

41.02 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1205186001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 51 676 000 $ pour le financement des travaux de réaménagement de parcs et de maintien des actifs connexes

41.03 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1207682001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 24 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement de lieux d'élimination de neige et l'amélioration des équipements connexes

41.04 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1204396002

Avis de motion et dépôt - Règlement abrogeant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du pouvoir de fermer et de vendre des ruelles du conseil de la ville au conseil de l'arrondissement de Lachine (05-051)

41.05 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1195979001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Avis de motion et dépôt - Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales

41.06 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1200575002

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968005

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation

42.02 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190603018

Adoption - Règlement autorisant l'agrandissement et l'occupation d'une résidence à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998 du cadastre du Québec

42.03 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1200649001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que des travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal

42.04 *Service des finances , Direction des revenus* - 1203843002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les taxes (exercice financier 2020) (19-055)

42.05 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1207796006

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108)

Adoption - Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période

42.06 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1207796005

Adoption - « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » / Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

43 – Avis de motion et adoption d'un projet de règlement et procédure nécessaire à cette fin

43.01 *Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine* - 1204334004

Avis de motion, présentation et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le terrain portant le numéro de lot 1 852 819 du cadastre du Québec et bordé des rues Richmond, Ottawa, du Séminaire et du parc linéaire du canal de Lachine (09-004) et le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown », dans le but de permettre la construction d'une école et, dans le parc du Bassin-à-Bois, d'un pavillon / Tenue d'une consultation publique

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Service du greffe* - 1203430001

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux » aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2)

44.02 *Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs* - 1197204010

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal »

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service du greffe* - 1200132003

Approuver le renouvellement du mandat de monsieur Michel Rochefort, urbaniste, à titre de membre du Comité Jacques-Viger jusqu'au 25 avril 2023

51.02 *Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel* - 1207520002

Approuver la nomination de Nadine Mailloux à titre d'Ombudsman à compter de la date de résolution du Conseil municipal ou d'une autre date convenue entre les parties, pour un mandat déterminée d'une durée de 4 ans / Autoriser le directeur général à signer le contrat de travail pour et au nom de la Ville de Montréal

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour obliger le port d'un couvre-visage dans les transports en commun

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour reporter les travaux majeurs non essentiels sur les artères commerciales

65.03 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour que la Ville de Montréal soutienne le milieu artistique et culturel montréalais

65.04 *Service du greffe*

Motion non partisane visant à réclamer que le gouvernement du Canada finance de toute urgence les transports en commun pour assurer leur viabilité pendant la crise de la Covid-19 et pour aider les exploitants de services de transport en commun à en reconstituer l'achalandage

65.05 *Service du greffe*

Motion non partisane visant à permettre à tous les électeurs de voter par la poste

65.06 *Service du greffe*

Motion non partisane visant à demander la collecte de données relatives à la race lors de l'interpellation de piétons et d'automobilistes par le SPVM et la STM sur le territoire de l'agglomération de Montréal

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1194069016*

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent, à des fins d'entreposage, un local d'une superficie totale de 331,1 pieds carrés, au sous-sol de l'immeuble situé au 105, rue Ontario Est, pour une période de 12 ans, 2 mois et 4 jours, à compter du 1er janvier 2020, pour un loyer total de 28 783,56 $, plus les taxes applicables

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.02 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1204565001*

Approuver un projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 8334960 Canada inc., un espace à bureaux d'une superficie de 6 030 pieds carrés, situé au 6850, boulevard Joseph-Renaud, pour le poste de quartier 46 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans et 21 jours, à compter du 10 septembre 2020 jusqu'au 30 septembre 2025 - Dépense totale de 838 967,69 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.03 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA - 1207711003*

Exercer l'option de renouvellement, pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 1 073 627,22 $, taxes, contingences et variations de quantités incluses, dans les cadre des contrats accordés à Groupe Gladiateur (LAC - CA19 19 0249), Déneigement Discount inc. (LAS - CA18 20 0434), 100 Limites Environnement inc. (RDP - CA18 30 0357), MJ Contach (RDP - CA18 30 0357), REM Groupe Extreme inc. (RPP - CA18 26 024818) et J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement (VMA - CA18 240581), pour des services de remorquage liés aux opérations de déneigement, majorant ainsi le montant total des contrats de 2 174 541,46 $ à 3 248 168,67 $, taxes, contingences et variations de quantités incluses

Compétence d'agglomération : *Dépannage, remorquage et remisage des véhicules*

20.04 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204982003*

Conclure une entente-cadre avec Lumen, division de Sonepar Canada inc, pour une durée de 36 mois, incluant deux options de prolongation, pour la fourniture et la livraison des gilets de sécurité et de vêtements de pluie - Montant estimé de l'entente : 1 401 901,06 $, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18000 (9 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.05 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - intelligence d'affaires - 1206871002*

Exercer les options de prolongation, pour une période de deux ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 589 821,76 $, taxes incluses, pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires, dans le cadre du contrat accordé à Keyrus Canada (CG17 0267), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 655 577,57 $ à 3 245 399,33 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.06 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1208008001*

Autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire de 196 709,05 $, taxes incluses, pour l'entretien du réseau de captage du biogaz et du rehaussement des puits au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) dans le cadre du contrat accordé à Pronex Excavation inc. (CG18 0291), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 369 682,31 $ à 1 566 391,36 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.07 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204982004*

Conclure une entente-cadre avec Québec Linge Co., pour une période de 36 mois, incluant une option de prolongation pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques - Montant estimé de l'entente : 1 164 844,91 $, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-17839 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.08 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1203775004*

Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs généraux, pour le projet de construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Kirkland - Dépense totale de 2 156 581,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10344 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.09 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1204565002*

Approuver un projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de 8334960 Canada inc., un espace à bureaux d'une superficie de 6 135 pieds carrés, situé au 11 756, boulevard O'Brien, pour le poste de quartier 10 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, 1 mois et 6 jours, à compter du 25 août 2020 jusqu'au 30 septembre 2025 - Dépense totale de 884 570,42 $, taxes, contingences et incidences incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1205350001*

Autoriser une dépense additionnelle de 188 515,34 $, taxes incluses, pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers n° 31 située au 7041, rue Saint-Dominique, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG19 0290), majorant ainsi le montant total maximal du contrat de 1 742 676,08 $ à 1 931 191,42 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.11 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231025*

Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc. pour des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (PCPR-PRCPR 2020) - Dépense totale de 4 315 434,33 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458713 (8 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

20.12 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1208264001*

Accorder un contrat à 9163-8478 Québec inc. (Clôtures Summum), pour des travaux de mise aux normes des terrains de tennis au parc La Fontaine et d'amélioration des installations au parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 216 955,98 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-6491 - (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.13 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1208177001*

Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc. (Lot 1), pour la construction de divers travaux en architecture de paysage dans les parcs-nature - Dépense totale de 736 555,42 $, taxes, contingences, variations de quantités et incidences incluses - Appel d'offres public 19-6458 (5 soum.)

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

20.14 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale - 1208798001*

Accorder un soutien financier de 300 000 $ à Intégration Jeunesse du Québec inc., pour l'année 2020, pour réaliser les projets « Camps pédagogiques : volet Sauveteurs de piscine et « Camps pédagogiques : volet Moniteurs de camp de jour », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté*

20.15 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1204565003*

Approuver la première convention de modification du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Développement Olymbec inc., un espace à bureaux d'une superficie de 8 060 pieds carrés, situé au 5501, rue Westminster, dans la Ville de Côte-Saint-Luc, pour le poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 6 ans et 5 mois, à compter du 1er septembre 2020 jusqu'au 31 janvier 2027 - Dépense totale de 2 124 146,36 $, taxes, travaux d'aménagement, contingences et incidences inclus

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.16 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1203775001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet de construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges - Dépense totale de 4 414 929,62 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10341 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.17 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1203775003*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet de construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent - Dépense totale de 2 245 820,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10343 (6 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.18 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1205308001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Multi Recyclage S.D. inc. (3 125 637 $, taxes incluses), un contrat à GFL Environmental inc. (1 030 778 $, taxes incluses), et un contrat à Tria Écoénergie inc. (837 018 $, taxes incluses), pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 (4 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.19 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231031*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Entrepeneurs Construction Viatek inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis, de la rue Jarry au boulevard Crémazie, et dans la rue Berri, du boulevard Crémazie au boulevard Gouin - Dépense totale de 5 542 321,12 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 456111 (5 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

20.20 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231030*

Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin - Dépense totale de 7 016 070,18 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 456110 (6 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

20.21 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1207026001*

Conclure une entente-cadre avec M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de quatre armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et d'accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 381 428,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18063 (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.22 *Service de police de Montréal - 1192748003*

Accorder un contrat à MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17400 (groupe 1 : 2 soum.; groupe 2 : 3 soum.; groupe 5 : 1 soum.) / Autoriser un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération :	*Élément de la sécurité publique qu'est l'élaboration et l'adoption du schéma de sécurité civile et du schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie*

20.23 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1200160001*

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec WSP Canada inc. (2 618 222,20 $, taxes incluses), FNX-INNOV inc. (1 631 150,33 $, taxes incluses) et Stantec Experts-Conseils ltée (1 095 585,28 $, taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en oeuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité, pour une durée de trois ans - Appel d'offres public 20-17732 (6 soum.)

20.24 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207952001*

Autoriser la résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Fondation du Startup de Montréal

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.25 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets - 1200575003*

Approuver l'addenda no.1 à l'entente détaillée entre la Ville de Montréal et l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB) (CG18 0234)

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

30 – Administration et finances

30.01 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1206496001*

Mandater Conservation de la nature Canada (CNC), en tant que copropriétaire avec la Ville de Montréal, à déposer une demande de financement au Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue sur le territoire métropolitain de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), pour des travaux de protection et de mise en valeur de milieux naturels et d'accessibilité à l'île Bonfoin

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Écoterritoires*

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438006*

Adoption - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-057) », de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 $ pour un total de 29 300 000 $

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.02 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438005*

Adoption - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RGC15-058) », de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 $ pour un total de 68 000 000 $

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.03 *Service des finances , Direction des revenus - 1203843003*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030)

42.04 *Service des finances , Direction des revenus - 1204309001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.05 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179004*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal - Commerce) (RCG 15-082)

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.06 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179005*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.07 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179006*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine (RCG 17-023)

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.08 *Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales - 1208468005*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017)

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

42.09 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1207796008*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017)

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.10 *Service de sécurité incendie de Montréal - 1202021011*

Adoption - « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) », afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 2 juillet 2020

Compétence d'agglomération :	*Élément de la sécurité publique qu'est l'élaboration et l'adoption du schéma de sécurité civile et du schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie*

45 – Règlement de la Société de transport de Montréal

45.01 *Société de transport de Montréal - 1208464003*

Approuver le Règlement R-170-1 modifiant le Règlement R-170 autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer la construction du nouveau Centre de transport Bellechasse, afin de modifier les objets, le terme et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 $

Compétence d'agglomération :	*Transport collectif des personnes*

45.02 *Société de transport de Montréal - 1208464002*

Approuver le Règlement R-168-1 modifiant le Règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 $

Compétence d'agglomération :	*Transport collectif des personnes*

45.03 *Société de transport de Montréal - 1208464001*

Approuver le Règlement R-156-2 modifiant le Règlement R-156 autorisant un emprunt de 29 500 000 $ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, tel que modifié par le Règlement R-156-1 ayant modifié les objets et le libellé du Règlement 156 et augmenté le montant de l'emprunt de 394 500 000 $, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 $

Compétence d'agglomération :	*Transport collectif des personnes*

50 – Ressources humaines

50.01 *Service des ressources humaines , Direction des relations de travail - 1200044001*

Approuver l'entente relative à la COVID-19 entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section locale 125), signée le 26 mars 2020

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

50.02 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1195326004*

Approuver le projet d'addenda modifiant, rétroactivement au 1er avril 2019, l'entente de détachement d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 20 avril 2020 13 h

Séance tenue le lundi 20 avril 2020 salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Tous les élus ci-après nommés étaient présents par téléconférence.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Marie Desormeaux, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

Avant de débuter, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, souhaite reconnaître que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Nous remercions la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en ce territoire non cédé.

La présidente du conseil invite les membres à observer un moment de silence dédié à la mémoire des personnes décédées et atteintes de la COVID-19 sur le territoire montréalais, et solidairement avec le reste des villes et agglomérations du monde. Au nom des membres du conseil, la présidente souhaite offrir ses condoléances aux familles et aux proches des victimes, son soutien et ses encouragements aux personnes malades, notamment au leader de la majorité, M. François Limoges qui a perdu sa mère, feu Mme Huguette Limoges, le 14 avril dernier, des suites de la COVID-19. Puis, elle indique que les membres du conseil soutiennent en pensées la population de la Nouvelle-Écosse qui se relève d'une terrible fusillade.

La présidente déclare la séance ouverte et mentionne que tous les élu.e.s sont présents à distance. Il s'agit ainsi d'un conseil virtuel qui se tiendra entièrement par téléconférence, afin d'éviter les déplacements non essentiels et de respecter les mesures sanitaires en vigueur. À cet effet, la présidente du conseil dépose un nouveau plan de banquettes.

Au chapitre des célébrations internationales, la présidente du conseil rappelle la « Semaine nationale du don d'organes et de tissus (SNDOT) » de Transplant Québec qui a débuté aujourd'hui.

En conclusion, la présidente du conseil souligne les anniversaires de naissance du mois d'avril des conseillères et conseillers, soient : M. Craig Sauvé, Mme Sophie Mauzerolle, Mme Effie Giannou et Mme Suzanne Décarie. Elle termine en souhaitant une excellente première séance virtuelle à toutes et tous.

La présidente du conseil cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La mairesse Plante salue l'ensemble des membres du conseil présents par téléconférence et les remercie de s'être adaptés en si peu de temps à cette nouvelle façon de gérer la vie démocratique. La mairesse poursuit en transmettant ses vœux d'encouragement et de condoléances aux proches des victimes de la tuerie en Nouvelle-Écosse. À cet égard, la mairesse précise que les drapeaux sont mis en berne dans la Cité administrative en guise de solidarité.

Également, elle rappelle que le 20 avril marque la Journée du souvenir de toutes les victimes de l'Holocauste, le Yom HaShoah, et que cette commémoration est toujours aussi importante et pertinente, et ce, après 75 ans. La mairesse mentionne l'importance de demeurer solidaires afin que tous aient une place dans la société. Pour terminer, la mairesse remercie les Montréalais et les Montréalaises pour leur discipline, leur résilience et leur générosité en cette période de pandémie; ses pensées vont aux familles et aux proches qui ont perdu un être cher. Elle souhaite à toutes et à tous un conseil serein.

La présidente du conseil remercie la mairesse Plante pour son intervention et cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle joint sa voix à celle de la mairesse de Montréal et transmet ses vœux de condoléances aux proches des victimes de la COVID-19, au leader de la majorité, M. Limoges, qui a perdu sa mère. De plus, il offre ses condoléances aux familles des victimes de la tuerie en Nouvelle-Écosse. M. Perez fait aussi mention du 20 avril 2020 comme étant la Journée de commémoration de l'Holocauste qui, cette fois, sera différente puisqu'il n'y aura ni célébrations, ni commémorations à Montréal, ni ailleurs dans le monde en cette période de confinement. Il rappelle qu'il est primordial de se souvenir, il en va de notre humanité et de nos valeurs.

La présidente du conseil remercie le chef de l'opposition officielle pour son intervention.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Demande si l'Administration va reporter la date butoir pour déposer une demande de révision du rôle d'évaluation foncière / Est-ce que l'Administration peut demander au gouvernement du Québec de revoir l'échéance
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et agents de sécurité dans les HLM – Suivi demandé concernant le déploiement d'agents de sécurité dans les HLM et quels sont les critères d'embauche pour ce type d'emploi? / Est-ce que les données concernant la COVID-19 dans les HLM peuvent être accessibles?
M. Alan DeSousa	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Budget 2020 et COVID-19 – Aimerait connaître les impacts et les solutions envisagées pour faire face financièrement à cette pandémie / Réitère sa question quant à une mise à jour des prévisions budgétaires 2020
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Tests de dépistage de la COVID-19 – Est-ce que l'Administration souhaite maintenir la priorité de dépistage au grand public? / Aimerait savoir pourquoi la clinique de dépistage dans le Quartier des spectacles est fermée et, est-ce que des « tests avec résultats rapides » seront disponibles à Montréal?

Question de	À	Objet
M. Marvin Rotrand	M. Craig Sauvé (M. Benoit Dorais)	Société de transport de Montréal (STM) et COVID-19 – Est-ce que les inspecteurs de la santé publique ont de la difficulté à faire leur travail à la STM et le cas échéant, quels sont les impacts chez les employés? / Quelles sont les pistes d'amélioration envisagées entre la STM et ses travailleurs d'entretien?
M. Aref Salem	Mme Valérie Plante (M. Luc Rabouin)	Commerces montréalais et COVID-19 – Est-ce que l'Administration prévoit des fermetures de commerces à la suite de cette pandémie?

À 13 h 56,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. François Limoges

de prolonger la période de questions des membres de 15 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Question de	À	Objet
M. Aref Salem	Mme Valérie Plante (M. Luc Rabouin)	Souhaite que l'Administration mette en place des mesures concrètes pour aider les petites entreprises en difficulté
Mme Chantal Rossi	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Société de transport de Montréal (STM) – Quelle est la fréquence de nettoyage des autobus? / Comment la distanciation sociale peut être respectée dans le transport en commun et, quelle est l'orientation de l'Administration concernant le port d'un masque (artisanal) à cet effet?
M. Abdelhaq Sari	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato) (Mme Nathalie Goulet)	Violence conjugale et confinement – Aimerait un état de la situation de la part du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à cet effet et les solutions envisagées / Est-ce qu'il y a une stratégie et des moyens particuliers pour faire face à cette situation durant la pandémie?

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 14 h 11.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, remercie l'ensemble des élu.e.s pour leur participation à cette première période de questions des membres du conseil entièrement à distance et cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges, pour la suite de l'ordre du jour.

Avant de débuter l'étude des points inscrits à l'ordre du jour, le leader de la majorité soulève une question de privilège sur les propos du conseiller Marvin Rotrand lors de son intervention. M. Limoges précise que M. Rotrand a conclu à tort à l'absence du conseiller Craig Sauvé lorsque M. Dorais a

répondu à la question destinée à M. Sauvé. M. Limoges confirme la présence de M. Sauvé et stipule que c'est la prérogative de l'Administration de désigner qui sera répondeur aux questions.

La présidente du conseil abonde dans le sens de M. Limoges et rappelle que si ce n'est pas l'élu attendu qui répond à une question cela ne signifie pas que ce dernier soit absent. M. Rotrand l'admet volontiers et présente ses excuses.

La présidente du conseil cède la parole au greffier de la Ville de Montréal, M^{e} Yves Saindon, qui fait l'appel des membres du conseil présents via la téléconférence.

CM20 0323

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 20 avril 2020, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand dépose pour inscription à la prochaine assemblée du conseil municipal, conformément à l'article 32 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051),* la motion intitulée « Motion visant à réclamer que le gouvernement du Canada finance de toute urgence les transports en commun pour assurer leur viabilité pendant la crise de la COVID-19 et pour aider les exploitants de services de transport en commun à en reconstituer l'achalandage ».

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM20 0324

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 23 mars 2020

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 23 mars 2020, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 16 avril 2020 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

CM20 0325

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 29 mars 2020

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 29 mars 2020, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 16 avril 2020 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.03

CM20 0326

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 2 avril 2020

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 2 avril 2020, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 16 avril 2020 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.04

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, pour la période du 1er au 31 mars 2020.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er au 31 mars 2020.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er au 31 mars 2020.

_____

Un débat s'engage.

_____

_____

5 - Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

Aucune résolution déposée.

_____

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Aucune réponse déposée.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand demande au conseiller Sauvé s'il a bien reçu sa lettre exposant différentes questions au sujet de la STM, notamment concernant la COVID-19 et le projet d'agrandissement du centre de transport. Le cas échéant, le conseiller Rotrand aimerait savoir à quel moment il recevra une réponse.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Craig Sauvé qui s'excuse du délai et s'engage à déposer la réponse à la prochaine assemblée.

La leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, prend la parole et demande au leader de la majorité, M. François Limoges, que les réponses qui n'ont pu être transmises avant 10 h, selon les règles en vigueur, puissent être acheminées prochainement.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité.

Le leader de la majorité indique qu'il a pris note de la requête de Mme Boivin-Roy et que l'Administration transmettra les réponses dans les meilleurs délais.

_____

7 - Dépôt

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 26 mars 2020.

7.02 Dépôt du rapport de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 29 mars 2020.

7.03 Dépôt du rapport de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 2 avril 2020.

CM20 0327

Dépôt du rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 4 139 100 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 4 139 100 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.04 1207848002

CM20 0328

Dépôt du rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 500 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 500 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, et le conseil en prend acte.

07.05 1207848003

CM20 0329

Dépôt du rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* / L'organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.06 1207848004

CM20 0330

Dépôt du rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* / L'organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, et le conseil en prend acte.

07.07 1207848005

CM20 0331

Dépôt du rapport annuel 2019 de l'ombudsman de Montréal

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport annuel 2019 de l'ombudsman de Montréal, et le conseil en prend acte.

07.08

CM20 0332

Bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Verdun faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Verdun faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04 041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.09 1206960002

CM20 0333

Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2019

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2019, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

Le président du comité exécutif, M. Benoit Dorais, soulève une question de privilège à la suite de l'intervention de la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, à l'effet que l'Administration exerce une influence dans le traitement des dossiers en matière d'accès à l'information; M. Dorais réfute ces allégations. Mme Boivin-Roy, de même que M. Dorais, réitèrent leurs propos.

La présidente du conseil municipal, Mme Cathy Wong, clôt l'échange en demandant aux membres de faire preuve de prudence dans leurs prises de parole et de s'en tenir aux faits.

07.10 1200498003

---

11 - Dépôt de pétitions

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucune pétition déposée.

À 14 h 52, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0334

Accorder un contrat à Megatel inc. pour la fourniture d'une fraiseuse à commande numérique (CNC) - Dépense totale de 227 665,68 $ taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17696 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Megatel inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture d'une fraiseuse à commande numérique (CNC), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 206 968,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17696;

2- d'autoriser une dépense de 20 696,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1198378002
80.01 (20.01)

CM20 0335

Conclure une entente-cadre avec Dalex-Québec inc. pour la remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation, pour une période de cinq ans - Montant estimé de l'entente : 779 858,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17870 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq ans, par laquelle Dalex-Québec inc., seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services de remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes, incluant les services d'entretien et de réparation, pour une somme maximale de 779 858,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17870;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de sécurité incendie de Montréal - Direction stratégique et de la prévention incendie, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1203838001
80.01 (20.02)

CM20 0336

Renouveler le contrat de maintenance et de support du système M-IRIS (Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), prévu au contrat conclu le 29 novembre 2007 (CG07 0437) avec Niche Technology inc., pour une période de cinq ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 3 922 992,76 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le renouvellement du contrat de maintenance et de support du système M-IRIS (Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), prévu au contrat conclu le 29 novembre 2007 (CG07 0437) avec Niche Technology inc., pour une période de 5 ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 3 922 992,76 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Dimitrios (Jim) Beis
M. Michel Bissonnet
Mme Christine Black
Mme Karine Boivin-Roy
Mme Catherine Clément-Talbot
M. Josué Corvil
Mme Suzanne Décarie
Mme Mary Deros
M. Alan DeSousa
Mme Effie Giannou
M. Richard Guay
M. Benoit Langevin
M. Francesco Miele
M. Lionel Perez
M. Dominic Perri
Mme Chantal Rossi
M. Marvin Rotrand
M. Aref Salem
M. Abdelhaq Sari

1206634001
80.01 (20.03)

CM20 0337

Accorder un contrat à JSI Telecom pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses - Fournisseur unique

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à JSI Telecom (fournisseur unique), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), soit pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1205035001
80.01 (20.04)

CM20 0338

Accorder un contrat à Aérofil inc. pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75e Avenue, dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 180 288,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18007 (2 soum., 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Aérofil inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75e Avenue dans l'arrondissement de LaSalle, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 180 288,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18007;

2- d'ajuster la base budgétaire de la Direction de l'épuration des eaux usées pour l'année 2021 et les suivantes au montant de 168 000 $ net de ristournes de taxes. Ce montant tient compte d'une majoration de 2% pour l'année 2021;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203438012
80.01 (20.05)

À 15 h 04, la présidente, Mme Cathy Wong, quitte la présidence du conseil par téléconférence et est remplacée par le vice-président, M. Michel Bissonnet.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0339

Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions ltée, pour une période de 36 mois, pour les services d'un lieu d'enfouissement technique, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 709 839,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18066 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Complexe Enviro Connexions ltée., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour les services d'un lieu d'enfouissement technique pour une période de 36 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 709 839,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18066;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1203438015
80.01 (20.06)

CM20 0340

Exercer la seule option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle estimée de 288 475,02 $, pour une période de 12 mois, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Albert Viau Division de Emco Corporation (CG15 0334) pour la fourniture de poteaux d'incendie, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 849 039,45 $ à 2 137 514,47 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'exercer l'option de prolongation de 12 mois, et d'autoriser une dépense additionnelle de 288 475,02 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande de poteaux d'incendie, pour la période du 28 mai 2020 au 27 mai 2021, dans le cadre du contrat accordé à la firme Albert Viau Division de Emco Corporation (CG15 0334), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 849 039,45 $ à 2 137 514,47 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 288 475,02 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1204132003
80.01 (20.07)

CM20 0341

Accorder un contrat à Adobe Systems inc., pour une période d'un an, soit du 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées - Dépense totale de 809 811,99 $, taxes incluses - Fournisseur unique

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc., fournisseur unique, pour une période d'un an, soit du 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant leur entretien et le rehaussement à des versions normalisées, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 809 811,99 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le Directeur de la direction Solutions d'affaires institutionnelles du Service des technologies de l'information à signer ladite entente et tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208057002
80.01 (20.08)

CM20 0342

Autoriser une dépense additionnelle de 174 762 $, taxes incluses, pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat accordé à Cimota inc. (CG19 0366) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 797 476,94 $ à 1 972 238,94 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 174 762 $, taxes incluses, pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat accordé à Cimota inc. (CG19 0366) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 797 476,94 $ à 1 972 238,94 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1203438013
80.01 (20.09)

CM20 0343

Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex pour le projet de construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Pierrefonds - Dépense totale de 2 468 283,30 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10342 (6 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Les Entreprises Cogenex, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Pierrefonds, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 056 902,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10342;

2- d'autoriser une dépense de 205 690,28 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 205 690,28 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1203775002
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0344

Accorder un contrat à Macogep inc. pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal - Dépense totale de 467 821,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18030 (3 soum., 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Macogep inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 425 292,53 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18030;

2- d'autoriser une dépense de 42 529,25 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203438010
80.01 (20.11)

CM20 0345

Accorder un soutien financier maximal de 955 000 $ à l'organisme Jalon MTL (JALON) pour initier le projet de mise en place d'une plateforme numérique de mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier maximal de 955 000 $ à Jalon MTL (JALON) pour démarrer le projet de mise en place d'une plateforme numérique de mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada;

2 - d'approuver un projet de convention de contribution entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1207598004
80.01 (20.12)

CM20 0346

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Hampstead crée en faveur de la Ville de Montréal, sans aucune contrepartie, une servitude réelle et perpétuelle d'égout, concurremment avec la renonciation par la Ville de Hampstead à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 252 600, dont la Ville de Hampstead est bénéficiaire, grevant le même immeuble, dont l'assiette est située dans le prolongement nord de la rue Dufferin, de la rue Finchley à l'avenue Macdonald, dans la Ville de Hampstead

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Hampstead crée en faveur de la Ville de Montréal, sans aucune contrepartie, une servitude réelle et perpétuelle d'égout, concurremment avec la renonciation, par la Ville de Hampstead, à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 252 600, dont la Ville de Hampstead est bénéficiaire, grevant des parties des lots 5 930 797 et 5 930 798 du cadastre du Québec, dans la Ville de Hampstead, sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

Adopté à l'unanimité.

1206462001
80.01 (20.13)

CM20 0347

Accorder un soutien financier de 306 600 $, sur une période de 3 ans, au Centre international pour la prévention de la criminalité, afin de réaliser le projet « Laboratoire de sécurité urbaine de Montréal », dans le cadre des budgets du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (276 600 $) et du Service de police de la Ville de Montréal (30 000 $) / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier de 306 600 $, sur trois ans, au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour 2020, soit un versement de 140 000 $ pour 2020, un de 83 300 $ en 2021 et un dernier de 83 300 $ en 2022 afin de réaliser le projet « Laboratoire de sécurité urbaine de Montréal », dans le cadre des budgets du Service de la diversité et de l'inclusion sociale et du Service de police de la Ville de Montréal;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1208741001
80.01 (20.14)

CM20 0348

Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Mathieu Lévesque, artiste professionnel, pour une somme maximale de 270 421,21 $, taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art « Dédale et Icare » qui sera intégrée aux infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver un projet de contrat d'exécution d'œuvre d'art par lequel Mathieu Lévesque, artiste professionnel, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Dédale et Icare » qui sera intégrée aux infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1, pour une somme maximale de 245 931,53 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat;

2- d'autoriser une dépense de 24 489,68 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1207641001
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.20) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0349

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Simo Management inc., pour l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Simo Management inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 984 698,79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17858;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1206261001
80.01 (20.16)

CM20 0350

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder 10 contrats à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation - Dépense totale de 11 980 775 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18067 (3 soum.) / Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Recyclage Notre-Dame inc., plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles, pour une période totale de 36 mois, les commandes pour le traitement par compostage d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18064;

Firme	Articles	Montant (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc.	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - 15 000 tonnes (lot 1)	2 166 301 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - 10 000 tonnes (lot 2)	1 261 391 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - 5 000 tonnes (lot 3)	630 695 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - 5 000 tonnes (lot 4)	630 695 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - 15 000 tonnes (lot 5)	2 193 206 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - 10 000 tonnes (lot 6)	1 261 391 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - 5 000 tonnes (lot 7)	630 695 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - 5 000 tonnes (lot 8)	630 695 $
	Transport et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) à partir du CTMO - 10 000 tonnes (lot 9)	1 294 504 $
	Transport et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) à partir du CTMO - 5 000 tonnes (lot 10)	647 252 $

3- d'autoriser une dépense de 633 950 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

Firme	Articles	Montant (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc.	Contingences - lot 1	216 630 $
	Contingences - lot 2	25 228 $
	Contingences - lot 3	12 614 $
	Contingences - lot 4	12 614 $
	Contingences - lot 5	219 321 $
	Contingences - lot 6	25 228 $
	Contingences - lot 7	12 614 $
	Contingences - lot 8	12 614 $
	Contingences - lot 9	64 725 $
	Contingences - lot 10	32 363 $

4- d'autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ au net, en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération, vers le budget de fonctionnement 2020 du Service de l'environnement;

5- d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ au net, en 2021;

6- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208260002
80.01 (20.17)

CM20 0351

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 7 011 635,40 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15507 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à HVAC inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 4 869 191,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15507;

3- d'autoriser une dépense de 973 838,25 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 1 168 605,90 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1206810002
80.01 (20.18)

CM20 0352

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly - Dépense totale de 3 372 454,59 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP19075-171156-C (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 643 712,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP19075-171156-C;

3- d'autoriser une dépense de 396 556,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépenses de 132 185,61 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

5- d'autoriser une dépense de 200 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203438014
80.01 (20.19)

CM20 0353

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux - Dépense totale de 3 474 102,61 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP19025-172689-C (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 728 418,84 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP19025-172689-C;

3- d'autoriser une dépense de 409 262,83 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépenses de 136 420,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

5- d'autoriser une dépense de 200 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203438016
80.01 (20.20)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.21) à 80.01 (20.25) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0354

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les excavations Lafontaine inc., pour la réhabilitation du collecteur Ste-Catherine Est entre les rues Papineau et de Lorimier - Dépense totale de 2 331 869,02 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP20004-180119-C (2 soum, 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Les excavations Lafontaine inc., le contrat pour la réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine Est, entre les rues Papineau et de Lorimier, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 776 557,51 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP20004-180119-C;

3- d'autoriser une dépense de 266 483,63 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépenses de 88 827,88 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

5- d'autoriser une dépense de 200 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203438017
80.01 (20.21)

CM20 0355

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq firmes suivantes (montants, taxes incluses) : Groupe ABS inc. (5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283,40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc. (3 958 888,19 $), pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public 19-17934 (8 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure cinq ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction de critères de sélection préétablis, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17934;

Contrat	**Soumissionnaire**	**Montant** (taxes incluses)
Contrat no 1	Groupe ABS inc.	5 006 212,71 $
Contrat no 2	Solmatech inc.	4 951 283,40 $
Contrat no 3	Les Services EXP inc.	4 677 700,39 $
Contrat no 4	SNC-Lavalin GEM Québec inc.	3 882 314,84 $
Contrat no 5	FNX-Innov. inc.	3 958 888,19 $

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203855002
80.01 (20.22)

CM20 0356

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels - Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17582 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure une entente-cadre, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, par laquelle KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17582;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

À 15 h 47, Mme Cathy Wong, reprend la présidence du conseil par téléconférence.

Adopté à l'unanimité.

1207684001
80.01 (20.23)

CM20 0357

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels en ingénierie d'une durée de 4 ans avec Les Services EXP inc. et SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis et la surveillance de travaux - Dépense totale : 2 944 189,69 $, taxes et contingences incluses, pour le contrat A, et 2 929 967,68 $, taxes et contingences incluses, pour le contrat B - Appel d'offres public 20-18002 (contrat A : 4 soum. et contrat B : 3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de quatre ans, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en ingénierie pour les études, la conception, la préparation des plans et devis, la surveillance de travaux sur le réseau principal d'aqueduc, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18002 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Les Services EXP inc.	contrat A	2 858 436,59 $
SNC-Lavalin inc.	contrat B	2 844 628,82 $

3 - d'autoriser une dépense de 85 753,10 $ pour le contrat A et de 85 338,86 $ pour le contrat B, toutes taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1206945001
80.01 (20.24)

CM20 0358

Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation pour l'aménagement de pistes cyclables à divers endroits de la ville de Montréal - Dépense totale de 1 977 389,43 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 424911 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder aux Entrepreneurs Bucaro inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation à divers endroits de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 597 597,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 424911;

2- d'autoriser une dépense de 164 791,68 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 215 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1207231020
80.01 (20.25)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0359

Autoriser une modification dans la source de financement du dossier initial (CG17 0352) afin de tenir compte de la portion reliée aux travaux de pistes cyclables réalisés dans le cadre du projet Griffintown sur la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire au montant de 323 544,19 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'autoriser une modification dans la source de financement du dossier initial (CG017 0352) pour tenir compte de la portion des travaux de pistes cyclables du Plan de transport dans le cadre du projet dans Griffintown, sur la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire, d'un montant de 323 544,19 $, taxes incluses;

Cette modification, qui n'implique aucun coût supplémentaire pour la Ville, se détaille comme suit :

- Retour d'un montant de 159 369,77 $ (145 525,85 $, net des ristournes) au Règlement d'emprunt 13-038, ce règlement est de compétence locale;

- Retour d'un montant de 164 174,41 $ (149 913,12 $, net des ristournes) au Règlement d'emprunt 15-097, ce règlement est de compétence locale;

- Affectation d'un montant de 323 544,19 $ (295 438,97 $, net des ristournes) au Règlement d'emprunt RCG18-028 – Développement du réseau cyclable, qui est de compétence d'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

1207669001
80.01 (20.26)

CM20 0360

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation « Osmose » de Montréal pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, d'une superficie de 2 595,6 mètres carrés, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 14 ans, de 2036 à 2050, dont la rente annuelle à partir de 2036 sera de 4 800 $

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation « Osmose » de Montréal, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 14 ans, soit de 2036 à 2050, pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, constitué du lot 1 878 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 2 596 mètres carrés, pour une rente annuelle de 4 800 $, à partir de 2036, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2 - d'imputer le revenu de la rente conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1196037007
80.01 (20.27)

CM20 0361

Conclure une entente-cadre avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 16 mois, soit du 1er mai 2020 au 28 août 2021, pour un montant maximale de 11 724 403,20 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, de portables, de portables robustes, de moniteurs et de tablettes électroniques, pour une durée de 16 mois, soit du 1er mai 2020 au 28 août 2021, pour un montant maximal de 11 724 403,20 $, taxes incluses;

2 - d'accorder, conformément aux dispositions de la loi, au Centre de services partagés du Québec (CSPQ) le contrat à cette fin, conformément à son offre de service en date du 29 août 2019;

3 - d'autoriser le directeur de la Direction solutions d'affaires à signer, pour et au nom de la Ville de Montréal, le formulaire d'adhésion aux contrats à commander du CSPQ

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des Services corporatifs et des Villes liées, et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208057001
80.01 (20.28)

CM20 0362

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 843 885 $ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi - Lespérance, de l'organisme Vilavi Québec

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 843 885 $ à Vilavi Québec pour la réalisation du projet de logement social Vilavi - Lespérance, situé aux 2190-2200, rue Lespérance, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1208833001
80.01 (20.29)

CM20 0363

Accorder un soutien financier de 187 000 $ à Moisson Montréal inc., pour l'année 2020, pour le projet « Développement social », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier de 187 000 $ à Moisson Montréal inc., pour l'année 2020, pour le projet « Développement social », pour la période du 1er avril au 31 mars 2021 », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208741003
80.01 (20.30)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.31) à 80.01 (20.34) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0364

Accorder un soutien financier de 300 000 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), en trois versements totalisant 100 000 $ par année, pour 2020, 2021 et 2022, afin de réaliser un projet de trois activités pilotes : « Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires », « Brigades de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyers modiques (HLM) de Montréal » et, « Brigade citoyenne en salubrité », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier de 300 000 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal, à raison de versements de 100 000 $ par année pour les années 2020, 2021 et 2022, afin de réaliser un projet de trois activités pilotes : « Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires », « Brigades de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyers modiques (HLM) de Montréal », et « Brigade citoyenne en salubrité », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208741002
80.01 (20.31)

CM20 0365

Approuver le projet d'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Printemps numérique (CG20 0058) et le projet d'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Esplanade (CG19 0070), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets financés au contexte engendré par la pandémie - Dépense totale de 1 055 000 $

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale intervenue entre la Ville et l'organisme Printemps numérique (CG20 0058);

2- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale intervenue entre la Ville et l'organisme Esplanade (CG19 0070);

3- d'imputer la dépense totale de 1 055 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1200191002
80.01 (20.32)

CM20 0366

Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver un contrat de prêt de quarante millions de dollars (40 M$) entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19;

2- d'approuver un projet de contrat de prêt établissant les modalités et conditions de versement de ce prêt;

3- d'approuver la création d'un compte de bilan permettant la réception de la somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208468003
80.01 (20.33)

CM20 0367

Accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 200 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail pour mettre en oeuvre une aide destinée aux commerçants montréalais et visant l'adoption de plateformes numériques dans le contexte de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail afin de mettre en œuvre une aide destinée aux commerçants montréalais et visant l'adoption de plateformes numériques dans le contexte de la COVID-19;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203931001
80.01 (20.34)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0368

Autoriser une dépense totale de 6 000 000 $ pour financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024 en lien avec le « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) »

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense totale de 6 000 000 $ afin de donner suite au présent dossier;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1191179002
80.01 (30.01)

CM20 0369

Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2020 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2019 à 2023;

Attendu que la Ville de Montréal doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

que la Ville de Montréal :

- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;
- s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2019-2023;
- approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux de l'année 2020 ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;
- s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations qui lui est imposé pour l'ensemble des cinq années du programme;
- s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution;
- atteste par la présente résolution que la programmation de travaux de l'année 2020 ci-jointe comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de coûts des travaux admissibles.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1207814001
80.01 (30.02)

CM20 0370

Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

Attendu le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-012);

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter la résolution suivante :

1- d'assujettir au droit de préemption aux fins de logement social, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1° dans le PDUES (Plan de développement urbain, économique et social) Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau, les lots :

1 350 800	1 867 958	1 868 885	2 334 548
1 350 841	1 867 962	1 870 109	2 334 549
1 350 848	1 867 965	1 870 110	2 334 552
1 350 851	1 867 968	1 870 111	2 334 553
1 350 852	1 867 969	2 247 870	2 334 585
1 351 132	1 867 976	2 247 872	2 334 586
1 351 133	1 867 983	2 247 873	2 334 587
1 351 136	1 867 987	2 247 874	2 334 588
1 866 568	1 868 016	2 249 691	2 334 589
1 867 464	1 868 017	2 249 734	2 334 590
1 867 505	1 868 724	2 249 773	2 334 619
1 867 506	1 868 728	2 249 774	2 334 638
1 867 555	1 868 733	2 249 775	2 334 745
1 867 558	1 868 744	2 249 812	2 335 567
1 867 755	1 868 747	2 249 813	2 335 569
1 867 845	1 868 758	2 249 816	2 335 572
1 867 885	1 868 774	2 249 825	2 590 264
1 867 902	1 868 775	2 334 493	6 034 617
1 867 916	1 868 811	2 334 495	6 231 659
1 867 917	1 868 830	2 334 501	6 231 660

2° dans l'arrondissement de Ville-Marie, le lot:

Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE ET UN MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SEPT (3 361 267) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, incluant tous les droits, titres et intérêts de 3476847 Canada inc. ou ses ayants droit, à titre de propriétaire, ainsi que tous les droits, titres et intérêts de 3476847 Canada inc. ou ses ayants droit, à titre d'emphytéote, aux termes des actes 2 401 617, 2 469 275 et 4 129 219. La Ville de Montréal détenant déjà les droits de propriétaire sur certaines parties du lot 3 361 267 du cadastre du Québec.

2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1206678002
80.01 (30.03)

CM20 0371

Adopter le projet de modification de la Charte du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le projet de modification de la Charte du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1205330004
80.01 (30.04)

CM20 0372

Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2019 - volet conseil d'agglomération

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter un budget supplémentaire de 177 000 $ au Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022, provenant de report de surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables d'agglomération au 31 décembre 2019, et ce, pour les arrondissements de Ville-Marie et de Saint-Laurent.

Adopté à l'unanimité.

1205929002
80.01 (30.05)

À 16 h 46, le leader de la majorité, M. François Limoges, avec le consentement unanime des membres du conseil, reporte l'étude de l'article 80.01 (30.06) à une phase ultérieure.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) à 80.01 (42.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0373

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1193276001
80.01 (42.01)

CM20 0374

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1201081002
80.01 (42.02)

CM20 0375

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1201081003
80.01 (42.03)

CM20 0376

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042) ».

Adopté à l'unanimité.

1201179001
80.01 (42.04)

CM20 0377

Adoption - Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) ».

Adopté à l'unanimité.

1191179002
80.01 (42.05)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.06) à 80.01 (42.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0378

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vannes situées sous une partie de l'avenue McGill College

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vannes situées sous une partie de l'avenue McGill College », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1206707001
80.01 (42.06)

CM20 0379

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 200 000 $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 7 200 000 $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1206707003
80.01 (42.07)

CM20 0380

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1208244001
80.01 (42.08)

CM20 0381

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) ».

Adopté à l'unanimité.

1207518002
80.01 (42.09)

CM20 0382

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social ».

Adopté à l'unanimité.

1206678001
80.01 (42.10)

CM20 0383

Autoriser, rétroactivement, le prêt de service d'un cadre civil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour une période d'un an, à compter du 2 décembre 2019, et ce, jusqu'au 1er décembre 2020

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser rétroactivement le prêt de service d'un cadre civil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour une période d'un an, à compter du 2 décembre 2019, et ce, jusqu'au 1er décembre 2020;

2 - d'autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1195326006
80.01 (50.01)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0384

Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de 100 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques en 2020, dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 501 003,60 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0463;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, fournisseur exclusif, pour le raccordement électrique de 100 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, soit pour une somme maximale de 501 003,60 $, taxes incluses ;

2- d'autoriser le directeur de la Direction des infrastructures à signer, pour et au nom de la Ville, les lettres d'acceptation des travaux à cet effet ;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1207231022

CM20 0385

Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 84 bornes de recharge pour véhicules électriques - Dépense totale de 644 664,83 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0473;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder, conformément au décret 839-2013 du Gouvernement du Québec, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc., fournisseur unique, pour la fourniture de 84 bornes de recharge pour véhicules électriques, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 644 664,83 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1202968004

CM20 0386

Exercer l'option de la deuxième prolongation, pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 89 429,16 $, pour la fourniture, sur demande, de balises coniques, dans le cadre du contrat accordé à Plastipro Canada ltée (CM16 0767), majorant ainsi le montant total du contrat de 282 568,92 $ à 360 333,41 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0457;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la deuxième prolongation pour une période de douze mois, et autoriser une dépense additionnelle de 77 764,49 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison sur demande de balises coniques, dans le cadre du contrat accordé à Plastipro Canada ltée (CM16 0767), majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 282 568,92 $ à 360 333,41 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 11 664,67 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1204983002

CM20 0387

Conclure une entente-cadre avec Lafarge Canada inc., pour une période de 36 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierres concassées nettes et prémélangées - Montant estimé de l'entente : 9 063 385,90 $, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18025 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0458;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle Lafarge Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir et livrer à la Ville, sur demande, des pierres concassées nettes et prémélangées pour une somme maximale de 7 881 205,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18025;

2- d'autoriser une dépense de 1 182 180,77 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1204983003

CM20 0388

Exercer l'option de prolongation, pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 220 854,32 $, pour des services de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement et dans le cadre du contrat accordé à 3D Mec inc. (CE19 1558), majorant ainsi le montant total du contrat de 262 141,62 $ à 527 166,80 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0459;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation pour une période de 12 mois, et d'autoriser une dépense additionnelle de 220 854,32 $, taxes incluses, pour des services de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement, dans le cadre du contrat accordé à 3D Mec inc. (CE19 1558), majorant ainsi le montant total du contrat de 262 141,62 $ à 527 166,80 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense au montant de 33 128,15 $, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'autoriser une dépense au montant de 11 042,72 $, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1204922002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0389

Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour l'acquisition d'analyseurs et des capteurs pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau, pour l'année 2020 - Dépense totale de 366 517,31 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public AO 20-18115 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0469;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Atera Enviro inc, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'acquisition d'analyseurs et de capteurs pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau pour l'année 2020, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 366 517,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public AO 20-18115;

2- d'autoriser une dépense de 47 806,61 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1208696003

CM20 0390

Exercer l'option de renouvellement, pour la saison hivernale 2020-2021, des contrats accordés à Pavages d'Amour inc. et à Marina matériaux et équipements, pour des services de déneigement clé en main, pour une somme maximale de 1 075 807,65 $ (LAC-102-1620) et de 784 941,57 $ (LAC-104-1620), majorant respectivement le montant total des contrats de 4 157 152,17 $ à 5 232 959,82 $, taxes incluses (LAC-102-1620) et de 2 999 609,60 $ à 3 784 551,17 $, taxes incluses (LAC-1040-1620)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0460;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation d'une année pour la saison hivernale 2020-2021, et d'autoriser des dépenses additionnelles de 896 506,37 $ et de 654 117,98 $, taxes incluses, dans le cadre des contrats accordés (CM16 0770) respectivement à Pavages d'Amour inc. (LAC-102-1620) et à Marina matériaux et équipements (LAC-104-1620);

2- d'autoriser une dépense au montant de 232 593,65 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'autoriser une dépense au montant de 77 531,22 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1207711001

CM20 0391

Exercer l'option de renouvellement, pour la saison hivernale 2020-2021, des contrats accordés à Transporteurs en vrac St-Hyacinthe, pour des services de transport de la neige, pour une somme maximale de 398 612,88 $ (VSP-205-1820) et de 339 740 $ (VSP-206-1820), majorant respectivement le montant total des contrats de 654 520,71 $ à 1 053 133,59 $, taxes incluses (VSP-205-1820) et de 557 851,69 $ à 897 591,69 $, taxes incluses (VSP-206-1820)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0461;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de renouvellement d'une année pour la saison hivernale 2020-2021, et d'autoriser une dépense additionnelle de 332 117,40 $, taxes incluses, pour le contrat VSP-205-1820 et de 283 116,67 $, taxes incluses, pour le contrat VSP-206-1820, pour des services de transport de la neige, dans le cadre des contrats accordés à Transporteurs en vrac St-Hyacinthe (CM18 1119), majorant ainsi respectivement le montant total des contrats de 654 520,71 $ à 1 053 133,59 $, taxes incluses et de 557 851,69 $ à 897 591,69 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 92 294,11 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'autoriser une dépense de 30 764,70 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette somme conformément aux informations financières au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1204922003

CM20 0392

Conclure une entente-cadre avec EnviroServices inc., pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour des services spécialisés en prélèvement d'échantillons des sols, d'analyses chimiques et de rapports d'analyses - Montant estimé de l'entente : 1 043 821,38 $, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18036 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0464;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre avec la firme EnviroServices inc. pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour des services spécialisés en prélèvement d'échantillons des sols, d'analyses chimiques et de rapports d'analyses, au montant de 907 670,77 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-18036;

2- d'autoriser une dépense de 136 150,61 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1204982002

CM20 0393

Exercer l'option de renouvellement, pour la saison hivernale 2020-2021, pour des services de transport de la neige, dans le cadre du contrat accordé à Transport H. Cordeau inc. pour une somme maximale de 1 679 138,62 $ (CE19 1750), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 660 869,06 $ à 3 340 007,68 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0462;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation de 12 mois, et d'autoriser une dépense additionnelle de 1 399 282,19 $, taxes incluses, pour le lot S-O-201-19201 pour des services de transport de la neige, dans le cadre du contrat accordé à Transport H. Cordeau inc. (CE19 1750);

2- d'autoriser une dépense de 209 892,33 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'autoriser une dépense de 69 964,10 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1207711002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0394

Exercer l'option de la deuxième prolongation prévue au contrat pour la fourniture et la livraison sur demande de briquettes de chlore destinées aux chlorinateurs de marque Pulsar, dans le cadre du contrat accordé à Aquatechno spécialistes aquatiques inc. (CM16 0729), pour la période du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 - Montant estimé pour la période de prolongation de 312 732 $, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 140 950,59 $ à 1 453 682,59 $, taxes incluses / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui de la prolongation, soit 46 909,80 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0465;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois et d'autoriser une dépense additionnelle de 312 732 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison sur demande de briquettes de chlore destiné aux chlorinateurs de marque Pulsar, pour la période du 23 juin 2020 au 22 juin 2021, dans le cadre du contrat accordé à Aquatechno spécialistes aquatiques inc. (CM16 0729), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 140 950,59 $ à 1 453 682,59 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 46 909,80 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1204338001

CM20 0395

Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 9 990 187,72 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458012 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0477;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à FORACTION inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 877 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458012;

2- d'autoriser une dépense de 887 744,34 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 225 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1207231021

CM20 0396

Accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie à CIMA+ S.E.N.C. pour la conception du projet de reconstruction et de réfection des structures du passage inférieur Christophe-Colomb/Des Carrières - Dépense maximale de 1 066 680,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17879 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0479;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à CIMA+ s.e.n.c., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie pour la conception du projet de reconstruction des structures du passage inférieur Christophe-Colomb / Des Carrières (projet 16-12), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 066 680,56 $, taxes et déboursés inclus, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17879;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1197000002

CM20 0397

Accorder un soutien financier de 546 300 $ à AlterGo, pour l'année 2020, pour le redistribuer aux organismes financés par le Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020 par sa résolution CE20 0485;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 546 300 $ à AlterGo, pour l'année 2020, pour le redistribuer en divers montants aux organisations locales, demandeurs de services d'accompagnateurs pour les activités de loisir des personnes ayant des limitations fonctionnelles dans le cadre du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM);

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1207986001

CM20 0398

Exercer l'option de prolongation, pour une période de 12 mois, soit du 29 mai 2020 au 28 mai 2021, de l'entente-cadre avec Les Reliures Caron & Létourneau ltée, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents (CM18 0637) - Dépense estimée à 225 000 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0507;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation, et d'autoriser une dépense estimée à 225 000 $, taxes incluses, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents, pour une période de 12 mois, soit du 29 mai 2020 au 28 mai 2021, dans le cadre de l'entente-cadre d'approvisionnement conclue avec Les Reliures Caron & Létourneau ltée (CM18 0637);

2- d'imputer cette dépense de consommation à même les unités d'affaires concernés, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1200138002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

Le conseil débute l'étude des articles 20.16 à 20.20.

_____

Un débat s'engage.

_____

À 17 h 30, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, suspend les travaux jusqu'à 19 h.

_____

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 20 avril 2020
13 h

Séance tenue le lundi 20 avril 2020, 19 h
salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Marie Desormeaux, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, souhaite un bon retour à toutes et à tous, puis déclare la séance ouverte.

Préalablement à la tenue de ce conseil virtuel à huis clos, la période de questions a été ouverte aux citoyens et citoyennes cinq jours avant la séance, par le biais notamment d'un formulaire en ligne sur le site Internet de la Ville. Par la suite, un tirage a été effectué afin de déterminer un ordre de lecture.

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

La présidente du conseil fait la lecture des 15 questions transmises par le public via un formulaire Web.

Prendre note que toutes les questions du public reproduites au procès-verbal, ci-dessous, apparaissent telles qu'elles ont été reçues, sans révision, ni modification.

Question de	À	Objet
M. Jacques Ammann	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Avec les mesures de confinement et les déplacements limités causés par la pandémie du coronavirus, nous aimerions obtenir plus de temps pour monter notre dossier de comparables et décider si nous contesterons notre évaluation municipale. L'augmentation de 27 % de la valeur foncière de la propriété que nous possédons depuis 1987 a des incidences sérieuses sur notre sécurité financière. Nous aimerions avoir plus de temps pour rencontrer l'évaluateur de la Ville afin de discuter de notre dossier et voir si une révision est possible. La fermeture des comptoirs à la clientèle du Service de l'évaluation foncière de Montréal a rendu cette opération très difficile. De plus, il est impossible pour les bénévoles contactés par Montréal pour tous de nous informer adéquatement sur la valeur de notre propriété avant la fin avril. Merci de bien vouloir donner suite à notre demande, ainsi qu'à celles de nombreux citoyens montréalais, de reporter l'échéance du dépôt d'une demande de révision (DDR).
M. René Jones	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Pourquoi refusez-vous de reporter la date limite de dépôt d'une demande de révision de l'évaluation d'une résidence fixée au 1er mai 2020?
M. Mathieu Jacques	Mme Valérie Plante (M. Craig Sauvé)	Pourquoi que plusieur employé de la STM sont requis au travail quand nous avons même pas de sorti (garage Legendre carrosserie et d'autres secteur aussi) nous réparons des véhicules immobile qui ne sont pas nécessaire pour le moment alors nous passons de régions en régions ce qui n'est plus permis pour un travail non nécessaire la stm profite d'une pandémie pour remettre sur pieds leur flotte de véhicule allant a l'encontre de plusieurs recommandations de la santé public je trouve ca opportunistes et égoïste de plus de mettre la vie de plusieurs centaines d'employés en jeux !!!
M. Marc Poulin	M. Philipe Tomlinson	Le 2 mars dernier M. Tomlinson et ses conseillères d'arrondissement Projet Montréal présentait un avis de motion afin d'augmenter le salaire des conseiller.e.s d'arrondissement de plus de 12 000$ par an soit plus de 38%. Cette augmentation se voulait rétroactive et puisque que non budgétée, serait puisée à même les surplus de l'arrondissement. Lors du conseil d'arrondissement du 6 avril, Mme Patreau de Projet Montréal nous apprenait que le vote sur cette motion serait suspendu le temps de la crise du COVID 19, suspendu mais pas annulé. Dans la mesure ou de nombreux citoyens perdent leur emploi ou subissent des baisses de revenus importantes, et que les finances de l'arrondissement vont subir des contre coups significatifs, comment Projet Montréal peut-il justifier de vouloir présenter à nouveau cette motion d'augmentation de salaire pour ses conseillères rétroactive et non budgétée?
Other Jackson Jack	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Dear Executives, thank you for hearing this question. At this time of pandemic crisis, world leaders are urging everyone to stay home. Transportation is getting difficult and limited since travelling between regions and countries is impacted. Is the administration looking into banning of eviction notices exceptionally to the given situation for dwellings if no lessee is to take over? Specifically in the case of students, universities all around Canada such as UBC, Waterloo, University of Toronto and McGill are offering lease extensions to students who have nowhere to go.

		Concordia University on the other hand is fully evicting its residents on May 4th. What is your stand on this decision? Shouldn't everyone stay where they are at this time?
M. Lucien Pigeon	Mme Valérie Plante (Mme Laurence Lavigne Lalonde)	Le Pape François affirme que la nature a répondu au changement climatique en nous infligeant la COVID-19. Les responsables de la destruction de l'environnement se croient gagnants mais la nature aura toujours le dernier mot. Pourquoi acceptons-nous d'être victimes de la cupidité de ces grandes corporations d'hommes blancs qui, se considérant plus intelligents que la planète, nous conduisent tous sur la voie des épidémies et des catastrophes climatiques? Le dérèglement climatique favorise l'émergence de nouvelles épidémies.pdf https://drive.google.com/file/d/1gKi-4pgcPXo5qs5xRHx8CbtgoiSce01/view?usp=sharing
M. Pierre Pagé	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Allez-vous réviser votre décision et demander à Québec de reporter par décret d'un mois l'échéance du dépôt d'une DDR? Étant donné les conditions actuelles exceptionnellement difficiles malgré des ajustements très récents pour avoir accès aux informations et formulaires du SÉFM, aux évaluateurs, aux bureaux de poste et pour avoir l'esprit libre pour bien comprendre ces dossiers bien complexes! Étant donné que Revenu Canada et Québec, des administrations municipales au Canada ont reporté des échéances similaires! Sinon ce droit de poser une DDR n'aura que peu exister en pratique. Merci.
M. Mario Pelletier	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Montréal est la ville au canada avec le plus de cas de civid-19 pourquoi?
Mme Linda Cloutier	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Est-ce possible que vous preniez les mesures nécessaires pour que les relations de travail et la sécurité des employés soit amélioré de façon rapide et significative? Je crois que vous avez déjà des informations pour prendre les décisions qui s'imposent. Merci de prendre de votre temps pour cette demande.
Mme Josée Paiement	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Comme le beau temps arrive, pourquoi garder fermer l'estacade cyclable du Pont Champlain? Afin de respecter le 2 mètres et comme il n'a a pas de travailleurs de la construction actifs, l'accès qui est utilisé normalement pour les camions / autobus, pourrait être utilisé pour les cyclistes.
Ms Judy Scott	M. Jean-François Parenteau (M. Benoit Dorais)	Pourquoi le conseil municipal est-il sur le point de considérer un montant pour la construction d'un parc a chiens, inutile (nous avons déjà un parc naturelle - le bord de l'eau) et même potentiellement dangereuse a la population, dans le parc Honorable Georges O'Reilly durant cette crise financière exceptionnelle ou chaque dollar disponible pour l'arrondissement devrait être utilisé uniquement pour les besoins financiers cruciaux et fondamentaux de nos concitoyens, qui sont sur le point de perdre leurs entreprises opérant dans notre ville ainsi que leurs maisons et qu'on devraient plutôt exiger un moratoire sur ce projet non-essentiel pour au moins les deux prochaines années.
M. Ossman Cruz	M. Robert Beaudry M. Craig Sauvé	Étant donner les circonstances exceptionnelles et les séquelles dû au C19 par rapport aux personnes et surtout aux familles qui n'auront pas trouver un nouveau logement d'ici le premier juillet. Quel est votre plan d'action? Quelles ressources supplémentaires seront disponibles pour les arrondissements pour loger des locataires à risque de se retrouver sans logement?

Question de	À	Objet
Mme Darby MacDonald	M. Craig Sauvé (M. Robert Beaudry)	Considering the housing crisis in Montreal that was going on before the pandemic, as well as the exceptional circumstances to which the province has yet to proactively respond to in regards to housing; what kind of commitment can Montreal expect from their local government to support tenants who can't pay their rent? Will the city stand up to the Rental board and insist on exceptions and protections for tenants who have been thrust into precarious situations during this crisis?
Mme Isabelle Canarelli	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Pourquoi refusez-vous de reporter la date limite de dépôt d'une demande de révision de l'évaluation d'une résidence fixée au 1er mai 2020?
Mme Anne Bessin	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Lorsqu'on conteste l'évaluation de notre propriété, il s'ensuit la visite d'un expert de la Ville pour justifier, ou non, la diminution demandée au vu de l'état réel de la propriété. Je l'ai déjà fait et la diminution accordée avait été substantielle parce que la valeur estimée ne correspondait en rien à la valeur réelle si nous voulions vendre la propriété ! Dans la situation présente, les experts ne se déplaceraient pas chez nous ! C'est pourquoi nous demandons le report à la date où les visites redeviendraient possibles. Merci d'agir avec diligence !

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyennes et des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* (06-051), la présidente du conseil déclare la période de questions du public close à 19 h 35. Elle remercie les six personnes s'identifiant comme femmes, les huit personnes s'identifiant comme hommes et la personne s'identifiant comme autre, qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs doléances aux membres du conseil.

À 19 h 36, la présidente du conseil cède respectivement la parole aux conseillères Effie Giannou, Émilie Thuillier et Mary Deros pour une déclaration sur la Journée de commémoration du génocide arménien.

La conseillère Giannou nous rappelle les faits marquants de ce génocide et souligne le courage de cette communauté et sa forte contribution à notre société.

La conseillère Thuillier prend à son tour la parole et souligne que nous commémorons le 105^{e} anniversaire de cette tragédie et rappelle l'importance du devoir de mémoire. Elle invite la population à lire le livre de Mme Rima Elkouri à ce sujet. Mme Thuillier exprime également toute la force et la vitalité de cette communauté à Montréal.

Pour terminer, la conseillère Deros rappelle des pans marquants de son histoire personnelle et des conséquences pour tous ceux qui ont été touchés, de près ou de loin par des génocides ailleurs dans le monde. Elle souhaite que la société en général s'ouvre toujours davantage aux différentes communautés culturelles qui habitent notre planète.

La présidente du conseil remercie les conseillères pour leurs interventions.

À 19 h 44, le conseil reprend ses travaux avec la poursuite de l'étude des articles 20.16 à 20.20.

CM20 0399

Accorder un contrat à Accessoires Outillage limitée (pour le lot 1) pour la location de six balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 verges cubes, sans opérateur, avec entretien, pour une période de huit mois, sans options de renouvellement - Dépense totale de 575 271,75 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17915 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0508;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Accessoires Outillage limitée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de six balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 verges cubes, sans opérateur, avec entretien, pour une période de huit mois, pour une somme maximale de 546 628,86 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17915;

2- d'autoriser une dépense de 28 588,89 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1208528003

CM20 0400

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadre avec les firmes WSP, Stantec Experts-Conseils, CIMA+ S.E.N.C, et SNC-Lavalin, pour des services professionnels en ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une durée de 48 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 8 206 453,44 $, taxes et déboursés inclus - Appel d'offres public 19-17880 (7 soum.)

Le conseiller Alan DeSousa déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0522;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de 48 mois avec une possibilité de prolongement de 12 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels d'ingénierie, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17880;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
WSP	CONTRAT # 1	2 561 678,93 $
STANTEC EXPERTS-CONSEILS	CONTRAT # 2	2 234 412,65 $
CIMA+ S.E.N.C	CONTRAT # 3	1 824 653,25 $
SNC-LAVALIN	CONTRAT # 4	1 585 708,61 $

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de l'urbanisme et de la mobilité, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1197000001

CM20 0401

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 13 784 093,17 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458016 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0514;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 12 245 084,70 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458016;

3- d'autoriser une dépense de 1 224 508,47 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 314 500 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1207231009

CM20 0402

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458013 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0518;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 052 030,68 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458013 ;

3- d'autoriser une dépense de 205 203,07 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 74 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1207231013

CM20 0403

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à PBSC Solutions Urbaines inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale de 17 421 244,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17994 (1 seul soum., conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0509;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire PBSC Solutions Urbaines inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 17 421 244,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 20-17994;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

À 19 h 54, la présidente, Mme Cathy Wong, quitte la présidence du conseil par téléconférence et est remplacée par le vice-président, M. Michel Bissonnet.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1204368002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 et 20.22 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0404

Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux de réparation ponctuelle de conduites d'égouts secondaires de la Ville de Montréal - Dépense totale de 901 214,87 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10339 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0513;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de réparation ponctuelle de conduites d'égouts secondaires de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 790 539,36 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10339;

2- d'autoriser une dépense de 79 053,94 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 31 621,57 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1208023001

CM20 0405

Accorder un contrat à Environnement Routier NRJ inc. pour la collecte et le transport des matières recyclables, de l'arrondissement de Rosemont–La Petite Patrie, pour une période de six mois, sans option de prolongation - Dépense totale de 1 610 869,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18098 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2020 par sa résolution CE20 0560;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Environnement Routier NRJ inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la collecte et le transport des matières recyclables de l'arrondissement de Rosemont–La Petite Patrie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 610 869,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18098;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1206717001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

À 20 h 08, Mme Cathy Wong, reprend la présidence du conseil par téléconférence.

CM20 0406

Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de marquage, de signalisation et d'aménagements évolutifs, dans le boulevard Gouin entre l'avenue Ozias-Leduc et la 87e Avenue afin de réaménager la piste cyclable et un sentier piéton, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0536;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'accepter l'offre de service de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de marquage, de signalisation et d'aménagements évolutifs, dans le boulevard Gouin entre l'avenue Ozias-Leduc et la 87e Avenue afin de réaménager la piste cyclable et un sentier piéton, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.*

Adopté à l'unanimité.

30.01 1201097001

CM20 0407

Accepter deux offres de service de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge le financement, la conception et la réalisation des travaux, dans l'avenue Cedar, la rue Saint-Mathieu et le boulevard de Maisonneuve et dans la rue Wellington, entre les rues King et Soeurs-Grises, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0537;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'accepter deux offres de services de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge le financement, la conception et la réalisation des travaux : dans l'avenue Cedar, la rue Saint-Mathieu et le boulevard de Maisonneuve; et dans la rue Wellington entre les rues King et Soeurs-Grises, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1201097002

CM20 0408

Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2019 - volet conseil municipal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0540;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'adopter un budget supplémentaire de 303 712 000 $ au Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022, provenant du report des surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables au 31 décembre 2019, et ce, pour l'ensemble des arrondissements selon le document présenté en pièce jointe;

2 - de signifier aux arrondissements qu'ils ont l'entière responsabilité de prévoir le budget de fonctionnement requis à l'exploitation de tout nouvel équipement.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1205929001

CM20 0409

Autoriser, conformément à l'article 64 et du chapitre VI.1 de la *Loi sur le patrimoine culturel*, l'Académie Centennial à réaliser des travaux et actes visant à modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment et à modifier une fenêtre de sous-sol située à l'arrière du bâtiment, à l'emplacement de l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal constitué du lot 6 295 149 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0548;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

ATTENDU les articles 64 et 179.1 de la *Loi sur le patrimoine culturel* (RLRQ, chapitre P-9.002) (ci-après la « LPC »);

ATTENDU l'article 1.1 du Règlement intérieur du conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville au comité exécutif en matière d'aménagement, d'urbanisme et de patrimoine (15-077);

d'adopter une résolution autorisant, en vertu de l'article 64 et du chapitre VI.1 de la *Loi sur le patrimoine culturel*, l'Académie Centennial à réaliser des travaux et actes visant à modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment et à modifier une fenêtre de sous-sol située à l'arrière du bâtiment, à l'emplacement de l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal identifié comme le lot 6 295 149 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (numéro de référence SATSA de la demande : 20195455);

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1- La présente résolution s'applique à la propriété identifiée comme le lot 6 295 149 du cadastre du Québec sur le plan de l'annexe A intitulée « Plan cadastral » jointe à la présente résolution.

La propriété visée par la présente résolution est située dans le site patrimonial du domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice, classé en vertu de la LPC.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2- Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, le conseil de la Ville autorise :

L'Académie Centennial
2075, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1B9

à réaliser les actes ou travaux suivants :

- modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment. L'ouverture sera agrandie afin de permettre l'installation d'une porte qui permettra l'accès au futur hall d'entrée;
- modifier une fenêtre de sous-sol afin de permettre l'installation d'une gaine métallique, à l'arrière de l'aile ouest, découlant de l'installation d'un équipement mécanique.

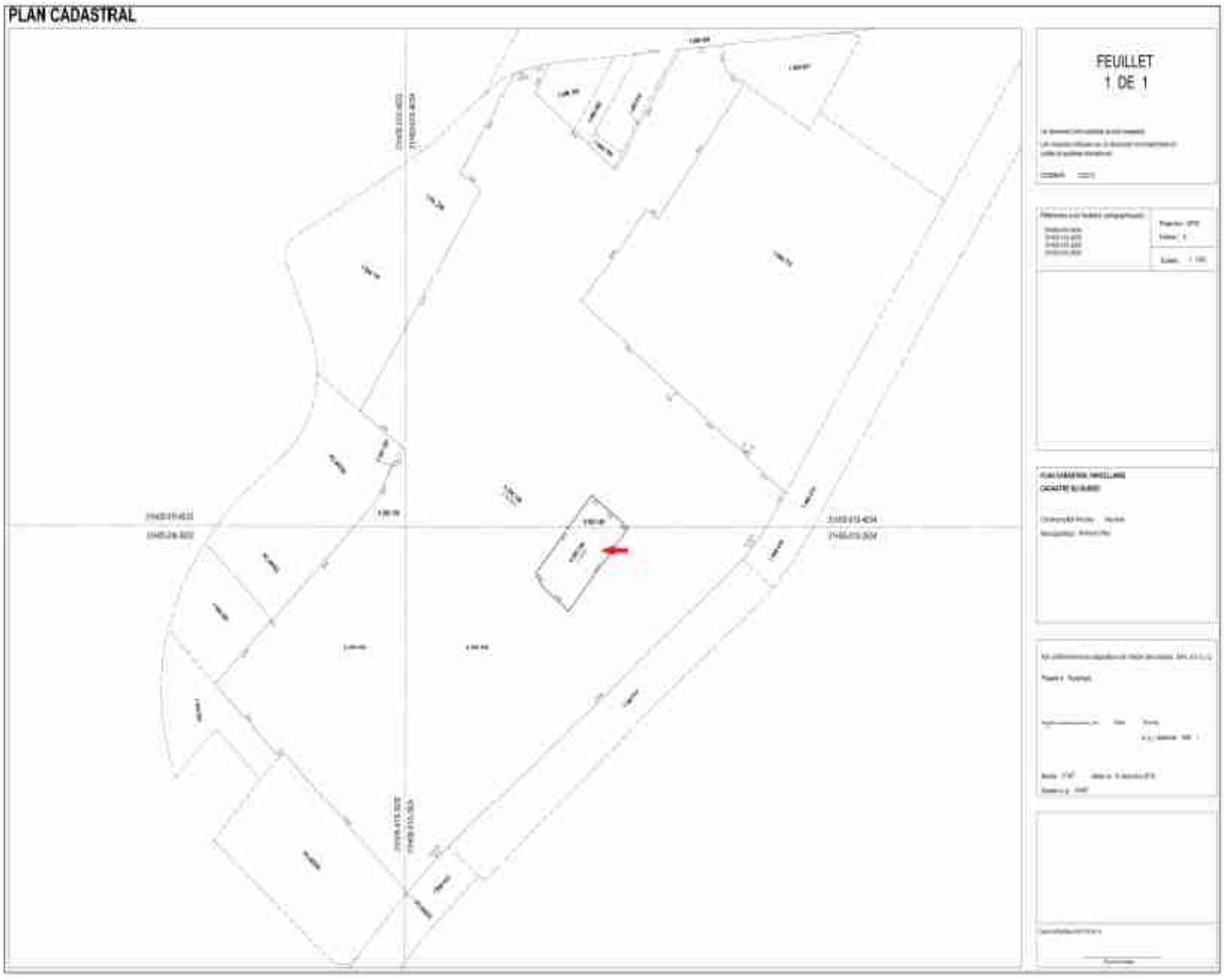
Le tout conformément aux plans de l'annexe B intitulée « Plans SK-17, SK-18-1 et SK-18-2 » préparés par Zinno Zappitelli, architectes, datés du 19 mars 2020.

3- Tous autres travaux non autorisés par la présente résolution doivent faire l'objet d'une autorisation distincte de l'instance appropriée.

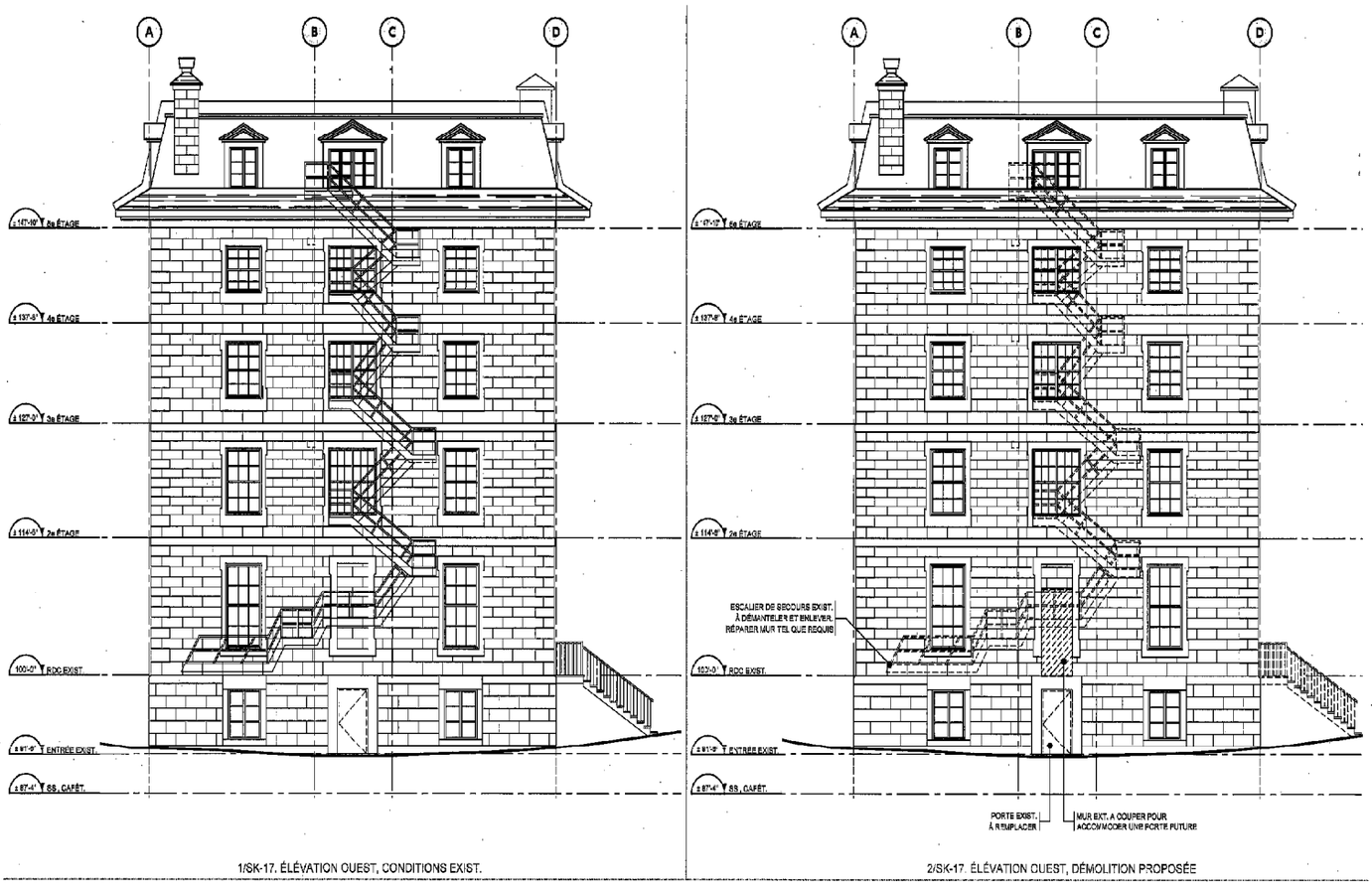
Adopté à l'unanimité.

30.04 1196924001

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « PLAN CADASTRAL »



ANNEXE B
PLANS INTITULÉS « PLANS SK-17, SK-18-1 ET SK-18-2 »



1/SK-17. ÉLÉVATION OUEST, CONDITIONS EXIST.

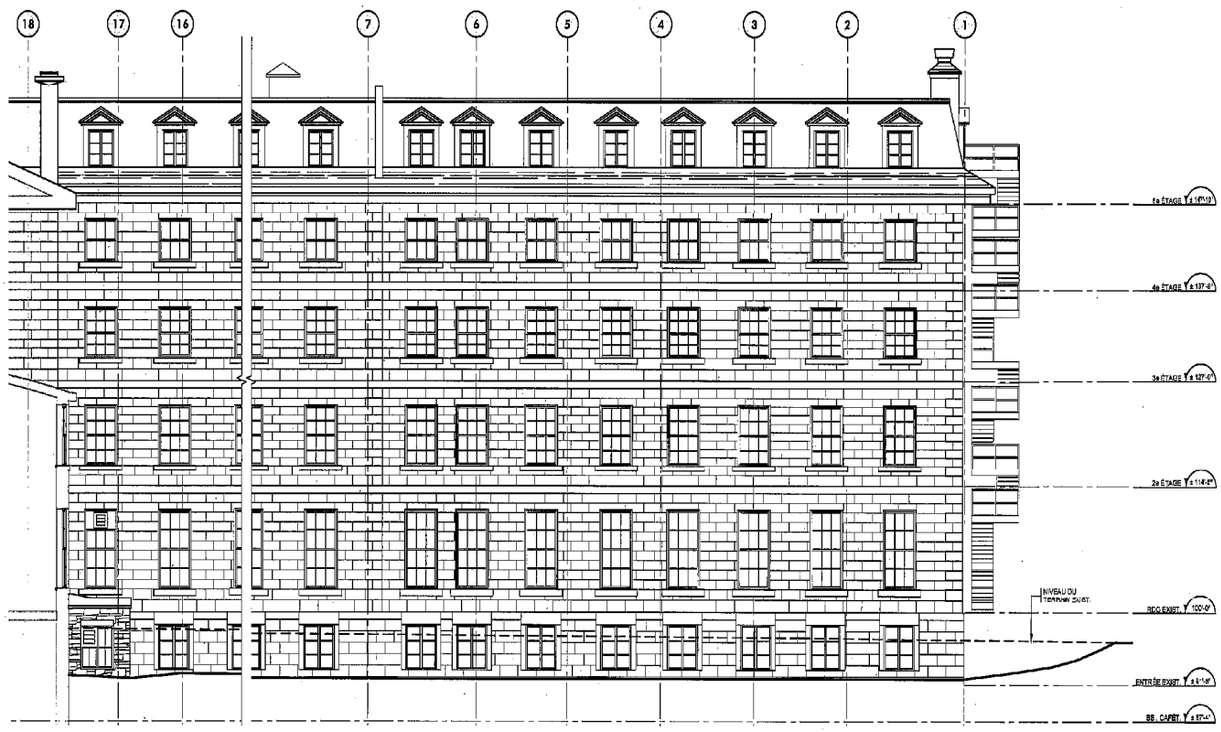
2/SK-17. ÉLÉVATION OUEST, DÉMOLITION PROPOSÉE

ÉLÉVATIONS - ÉCHELLE: 3/32" = 1'-0"

ZINNO ZAPPITELLI ARCHITECTES
4480 Côte De Liesse, Suite 305, TMR, Qc, H4N 2R1 T. 5[illegible] 4.735.5661 F. 514.735.4242 E. info@zzarch.com

CENTENNIAL ACADEMY
2065 Sherbrooke Ouest, Montréal, Qc.

2020-03-18
SK-17



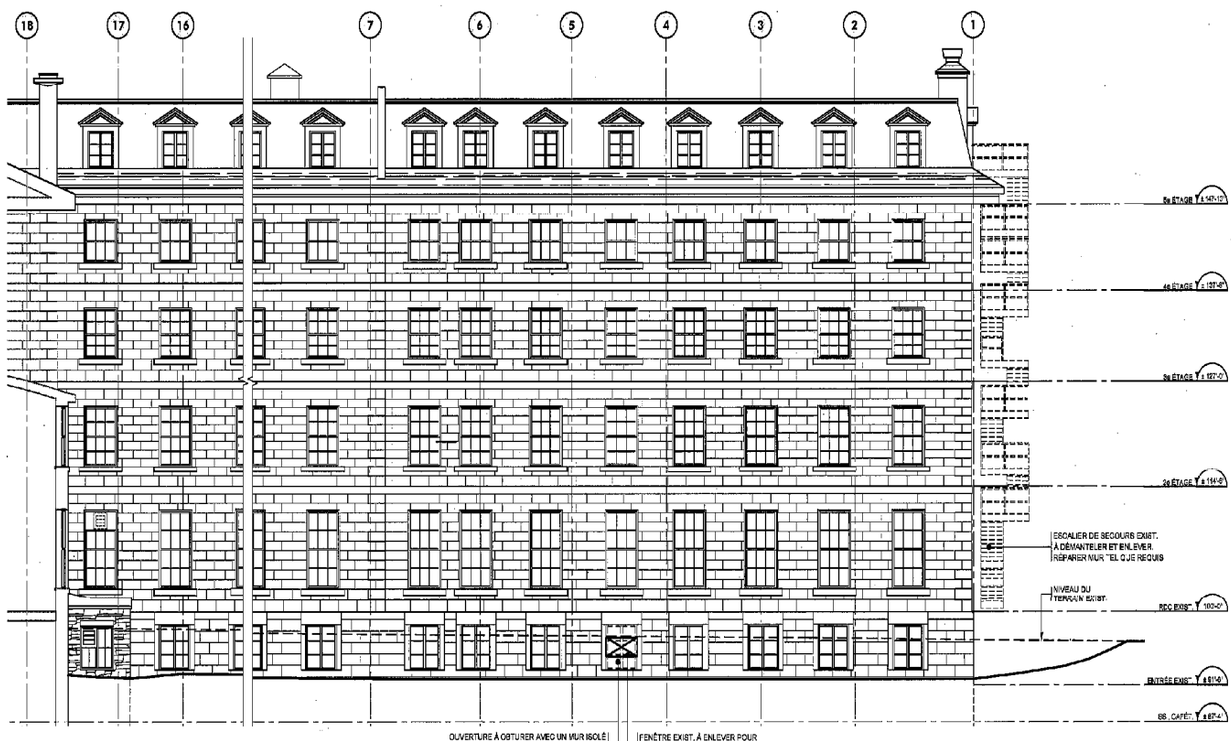
1/SK-18-1. ÉLÉVATION ARRIÈRE PARTIEL, CONDITIONS EXIST.

ÉLÉVATIONS - ÉCHELLE: 3/32" = 1'-0"

ZINNO ZAPPITELLI ARCHITECTES
4480 Côte De Liesse, Suite 305, TMR, Qc, H4N 2R1 T. 514.735.5661 F. 514.733.4242 E. info@zzarch.com

CENTENNIAL ACADEMY
2065 Sherbrooke Ouest, Montréal, Qc.

2020-03-19
SK-18-1



1/SK-18-2 ÉLÉVATION ARRIÈRE PARTIEL. DÉMOLITION PROPOSÉE

ÉLÉVATIONS - ÉCHELLE: 3/32" = 1'-0"

ZINNO ZAPPITELLI ARCHITECTES
4480 Côte De Liesse, Suite 305, TMR, Qc, H4N 2R1 T. 514.735.5661 F. 514.733.4242 E. info@zzarch.com

CENTENNIAL ACADEMY
2065 Sherbrooke Ouest, Montréal, Qc.

2020-03-19
SK-18-2

CM20 0410

Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2019, la détermination des surplus de gestion des arrondissements / Adopter l'affectation de surplus 2019 à des dossiers spécifiques

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0542;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion, dégagés de l'exercice financier de 2019 de la Ville de Montréal;

2- d'approuver la méthode de calcul permettant d'établir les résultats financiers de 2019 des arrondissements, dans le but d'établir leur surplus de gestion;

3- d'adopter l'affectation du surplus d'un montant de 72 945,1 $ (en milliers de dollars) aux arrondissements et d'en autoriser les transferts;

4- de récupérer le déficit de 2019 des arrondissements, pour un montant de 330 $ (en milliers de dollars) et de réserver du surplus libre du conseil municipal, le même montant pour couvrir la récupération future du déficit des arrondissements;

5- d'adopter l'affection du surplus d'un montant de 2 757 $ (en milliers de dollars) à la Commission des services électriques pour le fonds de stabilisation des taux de redevances;

6- d'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 4 000 $ (en milliers de dollars) pour couvrir les coûts des prochaines élections municipales;

7- d'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 40 000 $ (en milliers de dollars) afin d'assurer une gestion responsable de l'endettement;

8- d'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 17 526,6 $ (en milliers de dollars) du conseil municipal, pour financer la portion locale du déficit cumulé de l'agglomération;

9- d'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 19 067,4 $ (en milliers de dollars) du conseil municipal, pour l'activité de déneigement et d'autoriser le virement au Service des finances;

10- d'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 12 740 $ (en milliers de dollars) du conseil municipal, pour l'équilibre budgétaire 2020;

11- d'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 40 000 $ (en milliers de dollars) du conseil municipal, pour pallier le ralentissement économique;

12- d'adopter l'affectation du surplus des autres demandes d'affectations, pour un montant total de 26 152,4 $ (en milliers de dollars), conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1205205001

À 20 h 16, le leader de la majorité, M. François Limoges, avec le consentement des membres du conseil, rappelle les articles 80.01 (30.06) et 30.06 afin d'en faire l'étude au même moment.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.06) et 30.06 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0411

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020 par sa résolution CE20 0554;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre acte du dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du rapport Reddition de comptes financière pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019;

2 - de ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

Un débat s'engage.

Le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, et le conseiller Alan DeSousa, déposent une lettre adressée au président du comité exécutif, M. Benoit Dorais, ayant pour objet « Mise à jour des prévisions budgétaires de la Ville de Montréal dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 ».

Adopté à l'unanimité.

30.06 1200029001

CM20 0412

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre acte du dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du rapport Reddition de comptes financière pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019;

2 - de ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

Un débat s'engage.

Le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, et le conseiller Alan DeSousa, déposent une lettre adressée au président du comité exécutif, M. Benoit Dorais, ayant pour objet « Mise à jour des prévisions budgétaires de la Ville de Montréal dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 ».

Adopté à l'unanimité.

1200029002
80.01 (30.06)

CM20 0413

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges, de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal, du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1202968005

CM20 0414

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant l'agrandissement et l'occupation d'une résidence à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998 du cadastre du Québec

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges, de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal, du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'agrandissement et l'occupation d'une résidence à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, du cadastre du Québec », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1190603018

CM20 0415

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que des travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges, de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal, du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrains ainsi que des travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1200649001

CM20 0416

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les taxes (exercice financier 2020) (19-055)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les taxes (exercice financier de 2020) (19-055) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1203843002

CM20 0417

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108)

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant divers Règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.05 1207796006

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0418

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0290;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0290;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020, par sa résolution CE20 0358;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1192621002

Règlement 20-011

CM20 0419

Adoption - Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0291;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0291;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020, par sa résolution CE20 0343;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1194039016

Règlement 20-012

CM20 0420

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles - Pôle du Quartier latin

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles - Pôle du Quartier latin à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0292;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles - Pôle du Quartier latin » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0292;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020, par sa résolution CE20 0348;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public, dans le cadre du programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles - Pôle du Quartier latin », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1201009002

Règlement 20-013

CM20 0421

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue, entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue, entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0293;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue, entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0293;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020, par sa résolution CE20 0344;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue, entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains »;

2- de créer une servitude d'utilités publiques aux fins de télécommunications et de distribution d'énergie sur les lots 6 331 078 et 6 331 079 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont l'assiette est délimitée par les lettres KDEJK sur le plan S-163 Rivière-des-Prairies.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1194386005

Règlement 20-014

CM20 0422

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0294;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0294;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020, par sa résolution CE20 0349;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.05 1201081001

Règlement 20-015

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.06 à 42.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0423

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 48 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0295;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0295;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020, par sa résolution CE20 0354;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.06 1196707002

Règlement 20-016

CM20 0424

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 98 200 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 98 200 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0296;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 98 200 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0296;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020, par sa résolution CE20 0356;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 98 200 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.07 1206707002

Règlement 20-017

CM20 0425

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000 $ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000 $ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0297;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000 $ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0297;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020, par sa résolution CE20 0353;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000 $ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.08 1208244002

Règlement 20-018

CM20 0426

Adoption - Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie

Vu l'avis de motion donné du Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0298;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0298;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020, par sa résolution CE20 0415;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.09 1200867001

Règlement 20-019

CM20 0427

Adoption - Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques

Vu l'avis de motion donné du Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0299;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques » à l'assemblée du conseil municipal du 23 mars 2020 par sa résolution CM20 0299;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020, par sa résolution CE20 0417;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.10 1207796002

Règlement 20-020

CM20 0428

Nomination de la présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 avril 2020 par sa résolution CE20 0551;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver la nomination de madame Isabelle Chabot à titre de présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal dans la fourchette salariale FM09 (minimum : 108 185 $, maximum normal : 135 232 $, maximum mérite : 162 280 $), à compter du 20 avril 2020 ou d'une autre date convenue entre les parties, pour un mandat d'une durée de quatre ans, conformément à l'article 10.2.2 de la Politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal et à l'article 5 des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal;

2- d'autoriser le directeur général à signer le contrat de travail pour et au nom de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1207520001

Article 65.01

Motion de l'opposition officielle visant la mise sur pied d'un Plan d'aide économique commerciale en temps de crise du COVID-19

Le conseiller Aref Salem retire l'article 65.01 de l'ordre du jour, conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

CM20 0429

Motion imposant un moratoire contre la fusion des postes de police 9 et 11

Attendu que les Montréalais ont été bien servis par le modèle novateur de police communautaire mis en place dans les années 1990 par le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal à la suite d'importantes consultations publiques;

Attendu que ce modèle, qui met l'accent sur la prévention du crime plutôt que sur la répression, ouvre le dialogue avec les organismes communautaires, encourage la mise sur pied de comités consultatifs locaux et donne aux citoyens un accès plus facile aux postes de police locaux, connaît un grand succès auprès de la population;

Attendu qu'au cours des dernières années, le Service de police de la Ville de Montréal a, sans tenir de véritable débat public, commencé, tout en conservant certaines caractéristiques de la police communautaire, à retourner à son ancien modèle organisationnel comportant des postes de police plus importants et moins accessibles;

Attendu qu'en 2014, les efforts du SPVM pour fermer le poste 45 de Rivière-des-Prairies ont entraîné une importante mobilisation de la population qui s'est opposée à cette proposition, forçant ainsi le SPVM à abandonner son projet de fermeture;

Attendu que, comme dans le cas de Rivière-des-Prairies, le Service de police de la Ville de Montréal a unilatéralement décidé, sans consulter les résidents de Notre-Dame-de-Grâce ni ceux des municipalités de Côte-Saint-Luc, Hampstead et Montréal-Ouest, de fusionner les postes de police 9 et 11 qui fournissent des services de sécurité publique à ces communautés et annoncé que cette fusion aurait lieu à l'automne 2020;

Attendu que le quartier de Notre-Dame-de-Grâce comporte une population de 65 000 personnes et que des dizaines de milliers d'autres personnes accèdent quotidiennement à ses institutions publiques, dont une université et plusieurs centres de soins de santé, et qu'avec le changement proposé, Notre-Dame-de-Grâce deviendrait le plus important quartier de toute l'île de Montréal à ne pas comporter de poste de police local;

Attendu que le SPVM s'est contenté d'informer les maires des localités concernées de sa décision de fusionner les postes 9 et 11, alors que les conseillers municipaux de ces collectivités n'ont reçu aucun avis formel à l'avance;

Attendu que; alors que se répand la nouvelle de cette fusion, l'indignation de la population ne fait qu'augmenter que les maires de Côte-Saint-Luc et de Hampstead se sont opposés publiquement à ce plan de fusion et que, parallèlement, un important mouvement communautaire a pris naissance à Notre-Dame-de-Grâce et lancé une pétition qu'il fait circuler dans la collectivité pour s'opposer à la fusion et qu'au moment du dépôt de cette motion, cette pétition a déjà recueilli près de 2 500 signatures;

Attendu que le commentaire du membre du comité exécutif responsable de la sécurité publique, qui a déclaré que le poste 11 ne peut rester ouvert parce que le SPVM n'a pas renouvelé le bail du poste de police de l'avenue Somerled, donne une impression de mauvaise volonté et de manque de considération envers l'opinion des citoyens et des élus locaux;

Attendu que la Commission de la sécurité publique n'a pas organisé de séance sur la fermeture du poste 11 et sa fusion avec le poste 9 ni sur la question plus large qui concerne l'avenir de la police communautaire à Montréal;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Luis Miranda
Mme Andrée Hénault

1- qu'un moratoire d'un an commençant à la date d'adoption de cette motion soit décrété en ce qui concerne la fermeture du poste 11;

2- que la Commission de la sécurité publique soit mandatée pour tenir des séances de consultation publique sur l'avenir de la police communautaire à Montréal et sur la fusion des postes 9 et 11;

3- que, dans le cadre de ses travaux, la Commission de la sécurité publique organise au moins une séance publique dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce et une autre dans le Ville de Côte-Saint-Luc.

_____

Un débat s'engage.

_____

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Marvin Rotrand fait une brève présentation de la motion. Il poursuit son intervention en procédant à un historique de la situation. Pour terminer, le conseiller Rotrand indique qu'il a reçu l'assurance qu'une séance d'information pour les citoyens de Notre-Dame-de-Grâce aura lieu lorsque les autorités de la santé publique en donneront l'autorisation. Il remercie les élus de concerter leurs efforts à ce sujet.

La présidente du conseil remercie le conseiller Rotrand pour son intervention et cède la parole au conseiller Christian Arsenault.

Le conseiller Arsenault remercie le conseiller Rotrand d'avoir soumis cette proposition. Le conseiller Arsenault informe le conseil qu'à la suite de discussions avec la conseillère Rosannie Filato, et avec sa collaboration, l'Administration étudiera la faisabilité de cette proposition au cours des prochains mois.

_____

Le débat se poursuit.

_____

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Marvin Rotrand qui exerce son droit de réplique et demande, avec le consentement unanime des membres du conseil, de retirer la motion conformément à l'article 88, du *Règlement sur la procédure et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La présidente du conseil déclare l'article 65.02 retiré, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02

_____

CM20 0430

Motion visant à élargir le mandat donné à la Commission sur les transports et les travaux publics dans le cadre de la motion CM20 0317 afin d'y inclure l'étude de la possibilité d'équiper de caméras les autobus de la STM qui utilisent des voies réservées

Attendu que l'utilisation de caméras placées à l'extérieur des autobus scolaires et des autobus utilisés pour les transports en commun peut permettre d'améliorer la sécurité et de réduire la durée des trajets;

Attendu que, lors de la séance du 23 mars, le Conseil municipal a adopté la motion CM 20 0317 qui donne à la Commission sur le transport et les travaux publics le mandat d'étudier les trois propositions suivantes :

1. que le conseil municipal réclame que le gouvernement du Québec adopte un cadre législatif permettant l'installation de caméras sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires;

2. que, conformément au consensus voulant que le fait de dépasser un autobus scolaire dont le signal d'arrêt est déployé et les clignotants allumés constitue une infraction sérieuse au code de la sécurité routière, le conseil municipal réclame l'adoption de mesures législatives pour permettre l'installation de caméras sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires et faire en sorte que les vidéos enregistrées par ces caméras soient considérées comme des preuves admissibles, afin que la présence en cour d'un témoin comme le chauffeur de l'autobus scolaire ne soit plus nécessaire;

3. que, pour tenir compte de la capacité des caméras à recueillir de grandes quantités de renseignements, le conseil municipal invite le gouvernement du Québec à restreindre la portée d'éventuelles mesures législatives relatives aux caméras installées sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires afin d'assurer le respect du droit à la protection des renseignements personnels des personnes qui figurent sur les enregistrements vidéo, mais ne sont pas reconnues coupables d'infraction.

Attendu que la Metropolitan Transportation Authority (MTA) de la Ville de New York a récemment équipé de caméras les autobus de plusieurs lignes de cette ville dans le cadre d'un projet visant à utiliser cette technologie pour donner des contraventions aux conducteurs de véhicules qui obstruent les voies réservées aux autobus en s'y stationnant ou en les empruntant illégalement;

Attendu qu'il existe une corrélation manifeste entre la vitesse à laquelle circulent les autobus et leur achalandage, car, lorsque les citoyens constatent que les autobus sont plus rapides et plus ponctuels, ils les utilisent davantage;

Attendu que les voies réservées constituent un moyen rapide et abordable d'accélérer la circulation des autobus, ainsi qu'un élément essentiel de la stratégie des organismes de gestion du transport en commun de notre communauté métropolitaine pour attirer de nouveaux passagers.

Attendu que lorsque des véhicules se stationnent dans des voies réservées aux autobus ou les empruntent illégalement, cela réduit l'efficacité de ces voies réservées, ralentit la circulation et rend donc les transports en commun moins attrayants pour de nouveaux passagers;

Attendu que l'installation de caméras sur les autobus utilisés pour le transport en commun constitue une solution aussi efficace qu'abordable et que, dans un communiqué qu'elle a récemment publié, la MTA a écrit que, sur les lignes dont les autobus ont été équipés de caméras extérieures, la durée des voyages a diminué de 36 %, alors que l'achalandage a fait un bond impressionnant de 25 %;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Luis Miranda

que le mandat donné à la commission sur le transport et les travaux publics dans le cadre de la résolution CM20 0317 soit élargi pour y inclure une étude des avantages potentiels d'équiper de caméras extérieures les autobus de la Société de transport de Montréal qui utilisent des voies réservées sur le plan de la promotion de l'utilisation des transports en commun.

_____

Un débat s'engage.

_____

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

M. Rotrand remercie l'Administration d'avoir adopté la motion qu'il a présentée au dernier conseil, à savoir de donner un mandat à la Commission sur le transport et les travaux publics d'étudier la possibilité d'installer des caméras sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires. M. Rotrand demande aujourd'hui d'élargir le mandat de cette Commission afin d'ajouter la possibilité d'équiper de caméras les autobus de la Société de transport de Montréal (STM) qui circulent sur des voies réservées.

Le conseiller Rotrand dépose à ce sujet un communiqué de presse du Metropolitan Transportation Authority (MTA) de New-York.

_____

Le débat se poursuit.

_____

La présidente déclare l'article 65.03 adopté à l'unanimité et,

il est

RÉSOLU

en conséquence

65.03

_____

Avant de lever l'assemblée, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, prend la parole pour souligner le travail remarquable de l'ensemble du personnel ayant œuvré sur le projet de transition numérique du conseil municipal dans un contexte difficile pour toutes et tous. Elle tient à remercier personnellement les équipes impliquées, à savoir :

Le Service des technologies de l'information :

- Antoine Fugulin-Bouchard
- Eliott Talec
- Luc Martineau
- Patrick Boucher
- Claude Vézina
- Patrick Dulong Boubreau

Le Service du greffe :

- Yves Saindon, greffier de la Ville
- Emmanuel Tani-Moore
- Marie-Ève Bonneau
- Marc Lebel
- Lysanne Brizard
- Stéphanie Espach

Le Service du matériel roulant et atelier :

- Maxime Painchaud
- Martial Lamothe
- Serge Boissé

Le Service des ressources humaines

- Alexandre Pelletier
- Sophie Lucchese

Le leader de la majorité, M. François Limoges, demande de prendre la parole. Il souligne l'anniversaire de la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, à la fin du mois d'avril, et lui transmet ses meilleurs vœux au nom de tous les membres du conseil.

La présidente du conseil remercie le leader de la majorité et donne rendez-vous à toutes et tous pour l'assemblée de mois de mai.

À 21 h 22, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente du conseil déclare l'assemblée levée.

Cathy Wong
PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

Valérie Plante
MAIRESSE

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal
du 14 mai 2020
14 h

Séance tenue le jeudi 14 mai 2020
Salle du conseil de l'hôtel de Ville, Édifice Lucien-Saulnier

---

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Les élus ci-après nommés étaient tous présents par téléconférence.

PRÉSENCES :

M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLU.E.S* :

Mme Valérie Plante.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice

Avant de débuter, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, souhaite reconnaître que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Nous remercions la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en ce territoire non cédé.

La présidente du conseil invite les membres à observer un moment de silence dédié à la mémoire des personnes décédées et atteintes de la COVID-19 sur le territoire montréalais.

Ensuite, elle déclare la séance ouverte et mentionne que les élu.e.s sont tous présent.e.s à distance pour cette séance extraordinaire du conseil qui se tient par téléconférence. Elle rappelle aux membres que les procédures sur la marche à suivre leurs ont déjà été acheminées et les invite à les mettre en application pour le bon déroulement de la séance. La présidente du conseil poursuit et informe les membres du conseil qu'ils devront utiliser le bouton « Main levée » pour demander un droit de parole et le bouton « Baisser la main » à la fin de l'intervention. Elle rappelle que l'option clavardage du programme Zoom est réservé aux questions de privilège et/ou de règlement et d'abstenir son utilisation à d'autres fins, les invite à fermer la caméra et le micro sur leur ordinateur s'ils ne désirent pas intervenir afin d'éviter tout bruit d'arrière plan lors des interventions des membres et précise que le service du soutien technique est disponible en tout temps pour résoudre les difficultés avec n'importe quel programme ou l'ordinateur.

La présidente du conseil remercie les membres du conseil pour leur attention et souhaite une bonne séance à toutes et à tous.

---

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, appelle le point « Période de questions du public »

La présidente d'assemblée fait lecture de l'unique question transmise par le public via un formulaire Web à cause de la tenue à huis clos de la séance du conseil.

Prendre note que la question du public ci-dessous est reproduite au procès-verbal telle qu'elle a été reçue, sans révision, ni modification.

Question de	À	Objet
Mme Sandy Wodarka	Mme Sue Montgomery (Mme Magda Popeanu) (M. Lionel Perez) (M. Marvin Rotrand)	Attendu que le nombre d'atteintes au parc locatif augmente de façon exponentielle dans le quartier, que la majorité des résidents de Côte-des-Neiges sont des locataires, que ces atteintes touchent les plus démunis de notre société, que les impacts sont violents pour les locataires et touchent l'ensemble de la communauté, que plusieurs arrondissements se sont déjà dotés de réglementations visant à protéger le parc locatif, comment pouvez vous justifier le report du dépôt des motions du dernier conseil et pouvez vous nous donner une date où vous allez enfin procéder ?

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, la présidente du conseil déclare la période de questions du public close à 14 h 11. Elle remercie la seule personne s'identifiant comme femme qui a transmis sa question par écrit à l'avance pour faire état de sa doléance aux membres du conseil.

* Aucune personne s'identifiant comme autre n'a posé une question.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	M. Benoit Dorais	Décision en ce qui concerne le port du masque ou couvre visage dans le transport collectif dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 / Souhaite savoir si l'Administration rendra obligatoire le port de masque ou laissera cette décision à la discrétion des usagers d'ici la distribution de masques par la Société de transport de Montréal et des autres sociétés de transport
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Assurance que les mesures sanitaires seront appliquées dans les aires communes des tours d'habitations à loyer modique (HLM) pour éviter la propagation de la COVID-19 dans ces immeubles / Demande de rendre disponibles les données sur le nombre de cas de la COVID-19 répertorié dans le parc d'habitation des HLM afin de contrôler toute contamination
M. Alan DeSousa	Mme Rosannie Filato	Souhaite que les décideurs locaux des arrondissements déclarés foyers d'éclosion de la pandémie de la COVID-19 soient consultés pour les cliniques de dépistage mobile et informés des résultats afin qu'ils puissent prendre des mesures pour informer tous les citoyennes et citoyens et assurer un contrôle la propagation

Question de	À	Objet
M. Alan DeSousa	Mme Rosannie Filato	***SUITE*** - Déplore la difficulté pour les citoyennes et citoyens vulnérables qui ne communiquent dans aucune des deux langues officielles d'avoir accès a ces informations et demande à l'Administration de trouver des mesures pour que ces informations se rendent à cette population
M. Marvin Rotrand	M. Craig Sauvé	Souhaite connaître les raisons que le contrat pour l'installation de 1 900 plexiglas pour la protection des chauffeurs d'autobus soit octroyé à l'entreprise privée au lieu d'utiliser l'expertise des employés syndiqués de la Société de transport de Montréal (STM) pour effectuer ces installations à moindre coût / Demande la raison empêchant la STM de rendre obligatoire le port de masque pour tous les usagers du transport collectif comme c'est le cas dans la majorité des grandes villes
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais) (Mme Rosannie Filato)	Demande à l'Administration d'assurer son leadership pour éviter d'attendre que le gouvernement du Québec décide pour solutionner les problèmes de Montréal en matière de gestion de la crise de la COVID-19 / Souhaite que l'Administration demande à Québec de prendre des mesures qui répondront aux besoins réels de la population en matière de santé publique

À 14 h 38, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, demande aux élu.e.s d'éviter de faire de commentaires lors de l'intervention d'un autre membre, afin de permettre aux personnes qui écoutent la séance via le web diffusion de bien comprendre.

M. Aref Salem	M. Luc Rabrouin	Souhaite connaître le raison du retard de la distribution des prêts aux entreprise par PME-Montréal – échéancier de la réception des montants par les commerçants / Explications du retard de deux mois pour la distribution de la subvention de 5 M$ aux commerçants

À 14 h 51,

Il est proposé par Mme Karine Boivin Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de prolonger la période de questions des membres du conseil de 15 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La présidente du conseil remercie la leader de l'opposition officielle et cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole et propose une prolongation pour terminer la liste des membres du conseil voulant intervenir, et ainsi permettre à la conseillère Christine Black de poser ses questions.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Mme Christine Black	Mme Valérie Plante (Mme Nathalie Goulet)	Demande à l'Administration de s'engager à prendre des mesures pour fournir des masques, des désinfectants et tout le soutien nécessaire pour aider l'arrondissement de Montréal-Nord à passer à travers cette crise et à réduire la propagation de la COVID-19 / Souhaite que la mairesse impose son leadership pour aider et répondre aux besoins de l'arrondissement

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 14 h 51.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

CM20 0431

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 14 mai 2020, tel que livré aux membres du conseil ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

À 14 h 51, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour. Veuillez noter que l'article 41.01 a été numéroté avant les articles 80.01 (20.01) et 80.01 (20.02).

CM20 0432

Avis de motion et dépôt - Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales afin de verser en 2020 (remises 2019) des subventions totales non récurrentes de 734 077 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et réserver une somme de 81 564 $ visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1207796005

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles (80.01) 20.01 et (80.01) 20.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0433

Approuver les projets d'addendas aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL, conditionnellement à l'autorisation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Attendu que le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) a adopté le programme *Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* (COVID-19) et qu'il a conclu avec la Ville un contrat de prêt par lequel la Ville reçoit un prêt de 40 000 000 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le« Fonds d'urgence »);

Attendu que la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et la Ville concluront l'Entente relative au Fonds régions et ruralité (ci-après l' « Entente FRR »), voir le sommaire décisionnel 1208468008, laquelle remplace l'Entente relative au Fonds de développement des territoires;

Attendu que la Ville souhaite confier aux six organismes du réseau PME MTL la gestion du Fonds d'urgence et la responsabilité d'octroyer des aides financières aux entreprises ainsi que la mise en œuvre de mesures financées par le Fonds régions et ruralité (FRR) et, qu'à cette fin les ententes de délégation conclues avec chacun de ces organismes doivent être modifiées par addendas;

Attendu qu'en vertu de l'article 126.4 de la *Loi sur les compétences municipales* (LCM), la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation peut autoriser, après consultation du ministre de l'Économie et de l'Innovation, la municipalité régionale de comté, soit l'agglomération de Montréal, à confier l'exercice des pouvoirs prévus à l'article 126.2 à un organisme à but non lucratif et qu'aux fins des présentes il est requis de demander à la ministre des Affaires municipales et de Habitation de modifier la délégation existante;

Attendu que cette autorisation doit être donnée sur la foi des projets d'addendas aux ententes de délégation présentés par la Ville de Montréal au soutien de sa demande de modification de l'autorisation de délégation existante;

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 14 mai 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver les projets d'addendas aux ententes de délégation à intervenir entre la Ville de Montréal et :

PME MTL Centre-Est;
PME MTL Centre-Ouest;
PME MTL Centre-Ville;
PME MTL Ouest-de-L'Île;
PME MTL Est-de-L'Île;
PME MTL Grand Sud-Ouest,

afin de confier à ces six organismes la gestion du Fonds d'urgence et la responsabilité d'octroyer des aides financières aux entreprises ainsi que la mise en œuvre de mesures financées par le Fonds régions et ruralité;

d'autoriser la Ville à octroyer un prêt de 40 000 000 $ aux six organismes du réseau PME MTL indiqués ci-dessus en vue de leur permettre de gérer et de déployer le Fonds d'urgence, selon la répartition prévue aux addendas aux ententes de délégation;

d'autoriser la Ville à verser aux six organismes du réseau PME MTL indiqués ci-dessus la contribution provenant du FRR selon la répartition prévue aux addenda aux ententes de délégation;

le tout, conditionnellement à l'autorisation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation de modifier la délégation existante de l'exercice des pouvoirs prévus à l'article 126.2 de la *Loi sur les compétences municipales* de la Ville de Montréal afin que celle-ci puisse confier la gestion du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (COVID-19) du ministre de l'Économie et de l'Innovation aux six organismes du réseau PME MTL, indiqués précédemment, et la mise en œuvre des mesures financées par le FRR;

2- de transmettre à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation cette demande d'autorisation de modification de la délégation de l'exercice des pouvoirs prévus à l'article 126.2 de la *Loi sur les compétences municipales*;

3- d'autoriser le greffier à signer les six addendas aux ententes de délégation, pourvu qu'ils soient substantiellement conformes, de l'avis de la Direction des affaires civiles, aux projets d'addendas aux ententes de délégation joints au présent sommaire décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208468006
80.01 (20.01)

CM20 0434

Approuver le projet d'Entente 2020-2025 relative au Fonds régions et ruralité - Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional, d'une valeur totale de 50 096 935 $, entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au budget du Service du développement économique d'un montant total de 50 096 935 $, pour les années 2020 à 2024

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 14 mai 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le projet d'Entente 2020-2025 relative au Fonds régions et ruralité - volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional, d'une valeur totale de 50 096 935 $, entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal;

2- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses d'un montant total de 50 096 935 $, pour les années 2020 à 2024, au Service du développement économique;

3- d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208468008
80.01 (20.02)

Avant de lever l'assemblée, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, remercie tous les élu.e.s pour leur participation à cette séance extraordinaire ainsi que le leader de la majorité et souhaite une excellente fin de journée à toutes et tous.

À 15 h 07, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente du conseil déclare l'assemblée levée.

_____

_____
Cathy Wong
PRÉSIDENTE DU CONSEIL

_____
Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie Plante
MAIRESSE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
28 MAI 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 30 AVRIL 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 AVRIL 2020 AU 30 AVRIL 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CIMA+ S.E.N.C.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1203438009	ACCORDER UN CONTRAT À CIMA+ S.E.N.C., POUR LA FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS EN HYDROLOGIE URBAINE POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DU RÉSEAU DE DRAINAGE DU BASSIN LANGELIER - DÉPENSE TOTALE DE 205 003,76 $, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 178 264,14 $ + CONTINGENCES 26 739,62 $) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 20-18008 - 4 SOUMISSIONNAIRES.	CE20 0430	2020-04-01	205 003,76 $
SIEMENS CANADA LIMITÉE	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1204087001	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME SIEMENS CANADA LIMITÉE POUR LA FOURNITURE, LE REMPLACEMENT ET LE RECONDITIONNEMENT DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES DE L'USINE POINTE-CLAIRE - DÉPENSE TOTALE DE 467 822,54 $, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 406 802,21 $ + CONTINGENCES : 61 020,33 $) - APPEL D'OFFRES PUBLIC N°19-17663 - (2 SOUMISSIONNAIRES).	CE20 0583	2020-04-29	467 822,54 $

NOMBRE DE CONTRATS : 2

TOTAL : 672 826,30 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 MAI 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 30 AVRIL 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 AVRIL 2020 AU 30 AVRIL 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
9032-2454 QUÉBEC INC. (TECHNIPARC	100% VILLE	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	1191543006	EXERCER L'OPTION DE PROLONGATION PRÉVUE AU CONTRAT DE SERVICES POUR L'ENTRETIEN DES TERRAINS SPORTIFS DU COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD À L'ENTREPRISE 9032-2454 QUÉBEC INC., PORTANT ÉGALEMENT LE NOM DE TECHNIPARC, POUR UN PREMIER TERME D'UNE DURÉE D'UN AN, SOIT DU 16 AVRIL 2020 AU 31 MARS 2021 (APPEL D'OFFRES 17-16394 - CE18 0326) ET AUTORISER À CET EFFET, UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE MAXIMALE DE 113 860,32 $, TAXES INCLUSES, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 227 720,63 $ À 341 580,95 $, TAXES INCLUSES.	CE20 0475	2020-04-08	113 860,00 $
LES SERVICES EXP INC.	100% VILLE	SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ	DIRECTION DE LA MOBILITÉ	1207000002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS D'INGÉNIERIE À LES SERVICES EXP INC. POUR LA SURVEILLANCE DE TRAVAUX D'URGENCE ET DE TRAVAUX DE RÉPARATION DE STRUCTURES ROUTIÈRES - DÉPENSE MAXIMALE DE 454 749,12 $ TAXES ET DÉBOURSÉS INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 20-17967 - 2 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	CE20 0526	2020-04-17	454 749,00 $
CONSTRUCTION CAMARA / 6742114 CANADA INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1207231006	ACCORDER UN CONTRAT À CONSTRUCTION CAMARA / 6742114 CANADA INC., POUR DES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES BRANCHEMENTS D'EAU DANS LA RUE LACOMBE. DÉPENSE TOTALE DE 513 257,48 $ (CONTRAT: 415 876,07 $ + CONTINGENCES: 62 381,41 $ + INCIDENCES: 35 000,00 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 460110 - 12 SOUMISSIONNAIRES	CE20 0520	2020-04-16	513 257,48 $

NOMBRE DE CONTRATS : 3

TOTAL : 1 081 866,48 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 MAI 2020

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 30 AVRIL 2020

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 AVRIL 2020 AU 30 AVRIL 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE L'HABITATION	DIRECTION	1200498002	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE 20 000 $ AU BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC POUR L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE RECONNAISSANCE DE FORMATION SUR L'ENSEMBLE DES EXIGENCES DE LA NORME BNQ 3009-600 SUR LA CONTAMINATION DES BÂTIMENTS PAR LES MOISISSURES. APPROUVER LE PROJET D'ENTENTE DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À CET EFFET.	CE20 0433	2020-04-01	20 000,00 $
CENTRAIDE DU GRAND MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1205970002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 150 000 $, POUR L'ANNÉE 2020, À CENTRAIDE DU GRAND MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION DE SON FONDS D'URGENCE - COVID-19 / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET / AUTORISER À CETTE FIN UN VIREMENT BUDGÉTAIRE DE 150 000 $ EN PROVENANCE DES DÉPENSES CONTINGENTES IMPRÉVUES D'ADMINISTRATION LOCALE VERS LE SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	CE20 0434	2020-04-01	150 000,00 $
SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE MONTRÉAL	50% VILLE 50% AUTRE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 136 000 $ À LA SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE MONTRÉAL POUR L'ANNÉE 2020 AFIN DE POURSUIVRE LE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL 2018-2021 ENTRE LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS ET LA VILLE DE MONTRÉAL / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE20 0483	2020-04-08	136 000,00 $
ASSOCIATION DES PARENTS DE CÔTE-DES-NEIGES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $
ASSOCIATION YEMBA DU CANADA	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
BAOBAB FAMILIAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	4 970,00 $
PROMIS (PROMOTION - INTÉGRATION - SOCIÉTÉ NOUVELLE)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $
LE CENTRE DU VIEUX MOULIN DE LASALLE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	3 758,00 $
ÉVÉNEMENTS PRIMA DANSE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $
LA TABLE DE QUARTIER HOCHELAGA-MAISONNEUVE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	4 558,00 $
ASSOCIATION RÉCRÉATIVE MILTON-PARC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CUISINES COLLECTIVES DU GRAND PLATEAU	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $
FESTIVAL DE CONTES IL ÉTAIT UNE FOIS...	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $
COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $
MAISON DES JEUNES L'ESCAMPETTE INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $
ATELIERS L'AQUARIUM ET LE GLOBE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $
CENTRE COMMUNAUTAIRE RADISSON INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	5 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
RÉSEAU CITOYEN DE SOLIDARITÉ ICIÉLA	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	4 600,00 $
BRIQUE PAR BRIQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	4 875,00 $
ASSOCIATION RACINES SOCIOCULTURELLES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	11 208,00 $
INSTITUT PACIFIQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	20 000,00 $
DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	19 505,00 $
MUSÉE DE L'HOLOCAUSTE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	20 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LE CENTRE CONSULTATIF DES RELATIONS JUIVES ET ISRAÉLIENNES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	17 332,00 $
CENTRE SOCIAL D'AIDE AUX IMMIGRANTS	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	17 500,00 $
CORPORATION WAPIKONI MOBILE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	20 000,00 $
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	20 000,00 $
MISSIONS EXEKO	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	20 000,00 $
ASSOCIATION MULTI-ETHNIQUE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	17 960,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNÉE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	15 000,00 $
REGROUPEMENT INTERCULTUREL SAINT-LÉONARD	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	14 050,00 $
J'APPRENDS AVEC MON ENFANT	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	19 979,00 $
J'APPRENDS AVEC MON ENFANT	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	19 962,00 $
CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	19 578,00 $
GO JEUNESSE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	15 783,00 $

7/9

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LES YMCA DU QUÉBEC, FAISANT AUSSI AFFAIRE SOUS - LES YMCA DU QUÉBEC - CENTRE-VILLE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	12 753,00 $
MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL (MONTREAL CITY MISSION)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	20 000,00 $
MUSÉE AFRO-CANADIEN	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	19 100,00 $
RÉSEAU CITOYEN DE SOLIDARITÉ ICIÉLA	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	18 750,00 $
L'ORGANISATION DES JEUNES DE PARC-EXTENSION	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	20 000,00 $
AFRIQUE AU FÉMININ	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207986002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 474 971 $, À 36 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE 38 PROJETS, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE POUR LE PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL 2020 ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0584	2020-04-29	18 750,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CONSORTIUM DE RESSOURCES ET D'EXPERTISES COOPÉRATIVES	100% VILLE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET AFFAIRES INTERNATIONALES	1208468004	COVID – 19 : ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT D'UN MAXIMUM DE 280 000$ À 3 ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF, POUR LA PÉRIODE ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'APPEL DE PROPOSITIONS AUX OBNL POUR LE SOUTIEN TECHNIQUE AUX ENTREPRISES. / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET.	CE20 0588	2020-04-29	100 000,00 $
ARCHITECTURE SANS FRONTIÈRES, QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET AFFAIRES INTERNATIONALES	1208468004	COVID – 19 : ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT D'UN MAXIMUM DE 280 000$ À 3 ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF, POUR LA PÉRIODE ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'APPEL DE PROPOSITIONS AUX OBNL POUR LE SOUTIEN TECHNIQUE AUX ENTREPRISES. / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET.	CE20 0588	2020-04-29	150 000,00 $
ASSOCIATION CENTRE-VILLE LACHINE	100% VILLE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET AFFAIRES INTERNATIONALES	1208468004	COVID – 19 : ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT D'UN MAXIMUM DE 280 000$ À 3 ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF, POUR LA PÉRIODE ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'APPEL DE PROPOSITIONS AUX OBNL POUR LE SOUTIEN TECHNIQUE AUX ENTREPRISES. / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET.	CE20 0588	2020-04-29	30 000,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 44

TOTAL : 1 060 971,00 $

9/9

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 MAI 2020

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 AVRIL 2020

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COFORCE INC.	1408887	16 AVR. 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	377A02PGA1I.PVC Dossier d'archives légal vert, imprimé, avec tiers onglet à gauche. #16.10.708-1 (03-2006). Voir l'annexe pour la soumission	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 892,42 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1407642	03 AVR. 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Services judiciaires - Postes Canada - Achat de timbres pour le compte # 4012474 selon la facture 9722021254	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 829,42 $	
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1409792	24 AVR. 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Affaires civiles - Banque de Données - SOQUIJ - période mars 2020 - Voir pièce jointe pour facture Marchandises Case Lecture seule désélectionnée 24-04-2020 11:25:00 Fractionner Voir N	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 406,02 $	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1407874	07 AVR. 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	BCO - Formation-Démarche de consolidation d'équipe- Bureau des réclamations	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 351,74 $	
TECHNOLOGIA FORMATION	1407497	02 AVR. 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Facture 107676- Services de formation en développement interpersonnel- gestion efficace du temps et des priorités le 10 mars 2020. Service des affaires juridiques	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 018,39 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	383941	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 19-001641	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 885,61 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	383942	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 17-000384	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 714,20 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	383945	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 18-000558	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 879,57 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	383946	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 18-004443	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 033,88 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	383947	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 19-001865	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 272,20 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	384417	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 20-000555	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 631,00 $	
BLAKE CASSELS & GRAYDON	2177985	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 14-003219	Affaires juridiques	Affaires civiles	10 260,43 $	
CABINET JURIDIQUE ST-LAWRENCE S.E.N.C.R.L.	6354	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-001866	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 228,37 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	154857	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 18-003559	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 834,61 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	162009	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-003271	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 122,50 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	162259	07 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier;19-003353	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 562,02 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	162892	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 15-003637	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 481,43 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	163470	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier;Sue Montgomery	Affaires juridiques	Affaires civiles	22 381,29 $	
LES AVOCATS LE CORRE ET ASSOCIES S.E.N.C.R.L.	54332	02 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaores juridiques frais avocats dossier; 18-001439	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 804,76 $	
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L., S.R.L.	9090213498	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais honoraires dossier; 19-001982	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 719,20 $	
PFD NOTAIRES S.E.N.C.R.L.	20d108600241	07 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais notaires dossier; 19-003315	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 779,55 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	32026	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-002071	Affaires juridiques	Affaires civiles	26 392,11 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	32029	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-002402	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 834,66 $	
LABRADOR SOURCE	1410129	28 AVR. 2020	BOULIANE, CLAUDE	Bon ouvert pour Commande de 4L d'eau lors de bris ou intervention de l'Aqueduc - N'est pas en lien avec l'entente 1263989 qui concerne les urgences majeures demandant de grandes quantités	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	2 189,48 $	
SIGNEL SERVICES INC	1408861	16 AVR. 2020	LETOURNEAU, SYLVIE	BCO - TP - Achat de signalisation routières année 2020	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $	1232492
SYSTEMES URBAINS INC.	1409956	27 AVR. 2020	LETOURNEAU, SYLVIE	ANJ - BCO - 2020 - TP - ENTRETIEN DES AÉRATEURS AU LAC DE RETENUE	Anjou	Réseaux d'égout	6 299,25 $	
2865-8169 QUEBEC INC.	1407775	06 AVR. 2020	GAUTHIER, DEAN	Matériel et main d'oeuvre requise en prévision du réaménagement des équipes du Service de l'approvisionnement au 255 Crémazie Est (3678)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15 495,32 $	
BARRIERE QMB INC.	1386108	14 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Projet Thimens - Achat d'atténuateur d'impact TL-2/TL-3	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	421,52 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1407905	09 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON,PLUIE,BAVETTE,ORANGE FLUO	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	8,40 $	
CHAUSSURES BELMONT INC	1408334	15 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,8",SOULIER DE SECURITE SPORT EN SUEDE BEIGE,BOTTINE,SECURITE,HAUT. 6",	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	104,99 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CUBEX LIMITED	1409246	21 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	ANJOU / REAPPRO. (INVENTAIRE -PIÈCES RAVO POUR BALAIS)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	120,74 $	
EQUIPEMENT G.N. JOHNSTON LTEE	1408772	16 AVR. 2020	DESBIENS, JEAN-GUY	Batteries pour transpalette	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 896,61 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1408704	16 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE / BOMBARDIER)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	22,99 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1407790	07 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	PIERREFONDS / REAPPRO. (INVENTAIRE - CHAINE GOHIER)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	173,23 $	
FASTENAL CANADA LTEE	1409645	28 AVR. 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAPP COLBERT - COUVRE LUNETES	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	393,70 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	1408363	14 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPRO. (INVENTAIRE - BUSE ET CAPUCHON)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	31,50 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1407574	02 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masques N95 pour le Centre Colbert	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	62,99 $	
MORNEAU SHEPELL LTE	1401517	24 AVR. 2020	GAUTHIER, DEAN	BCO 2020 - Services professionnels - PAE - Service de l'Approvisionnement	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 204,74 $	1310883
PEINTURES ENNIS CANADA ULC	1408464	14 AVR. 2020	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	Commande pour peinture inventaire signalisation	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	157,48 $	
PRODUITS PRAXAIR	1409378	22 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COUVRE-LUNETTE,SOUDEUR,MONTURE FLEXIBLE,VERRES RESISTANTS AUX CHOCS,RELEVABLE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	50,39 $	
SACS INDUSTRIELS INC	1407817	08 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - ATTACHE EN ACIER A DOUBLE BOUCLE, SAC EN POLYPROPYLENE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	367,46 $	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1409882	27 AVR. 2020	CLAVEAU, MARYSE	Honoraires professionnels - Préparation et Facilitation pour atelier #3	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	3 937,03 $	
TECHNO FEU INC	1407527	03 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE- PIÈCES CAMION INCENDIE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $	
TECHNO FEU INC	1407950	08 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIECES CAMION INCENDIE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
TECHNO FEU INC	1408288	14 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $	
TECHNO FEU INC	1408929	20 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO (INVENTAIRE - PIECES POUR CAMION DE POMPIERS)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
TECHNO FEU INC	1409996	29 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIECES CAMION INCENDIE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $	
7774672 CANADA INC.	1407334	08 AVR. 2020	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP COLBERT - GEL DESINFECTANT	Bilan	Entretien et nettoyage	18 896,18 $	
ACIER TAG / RIVE-NORD	1406404	20 AVR. 2020	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	FE/3/16" X 49" X 97",PLEXIGLASS,CLAIR,MASQUE,USAGE,GENERAL	Bilan	Construction	3 464,59 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1407794	06 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - 0.006" X 20' X 100', PELLICULE,POLYETHYLENE CLAIR	Bilan	Construction	23 726,13 $	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1409606	23 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT -ROBINET-VANNE,COUVERCLE DE REPARATION POUR BOITE DE SERVICE,D67M PREMIER,BORNE FONTAINE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	13 787,25 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1409606	23 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT -ROBINET-VANNE,COUVERCLE DE REPARATION POUR BOITE DE SERVICE,D67M PREMIER,BORNE FONTAINE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 942,27 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1409606	23 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT -ROBINET-VANNE,COUVERCLE DE REPARATION POUR BOITE DE SERVICE,D67M PREMIER,BORNE FONTAINE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 981,13 $	1048943
ALFAGOMMA CANADA INC.	1409655	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RACCORD,BOYAU,JARDIN,MALE-FEMELLE,LANCE,ARROSAGE,AJUSTABLE,2 1/2" X 15',BOYAU,INCENDIE,CAOUTCHOUC	Bilan	Environnement et nature	2 581,18 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	1409655	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RACCORD,BOYAU,JARDIN,MALE-FEMELLE,LANCE,ARROSAGE,AJUSTABLE,2 1/2" X 15',BOYAU,INCENDIE,CAOUTCHOUC	Bilan	Matériel roulant	397,61 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	1409655	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RACCORD,BOYAU,JARDIN,MALE-FEMELLE,LANCE,ARROSAGE,AJUSTABLE,2 1/2" X 15',BOYAU,INCENDIE,CAOUTCHOUC	Bilan	Construction	488,19 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	1409655	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RACCORD,BOYAU,JARDIN,MALE-FEMELLE,LANCE,ARROSAGE,AJUSTABLE,2 1/2" X 15',BOYAU,INCENDIE,CAOUTCHOUC	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 459,24 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1407722	06 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - BOTTE,HANCHE,CAOUTCHOUC,HOMME,BOTTE-CULOTTE,CAOUTCHOUC NOIR,HOMME	Bilan	Vêtement et équipement de travail	56 877,87 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1407903	09 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GILET,SECURITE,ORANGE,HAUTE VISIBILITE,GILET,VESTE,SECURITE,ARPENTEUR,ORANGE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 755,92 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1407903	07 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GILET,SECURITE,ORANGE,HAUTE VISIBILITE,GILET,VESTE,SECURITE,ARPENTEUR,ORANGE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	10 137,10 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1408926	17 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,HAUT.6", COUVRE-CHAUSSURE,10"	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 719,64 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1408926	16 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,HAUT.6", COUVRE-CHAUSSURE,10"	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 375,98 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1409345	21 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,HAUT.8",DOUBLEE,TAN	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 766,63 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1409994	27 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GILET,VESTE,SECURITE,ARPENTEUR,ORANGE,PANTALON,PLUIE,BAVETTE ORANGE FLUO	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 369,30 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1410116	28 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,SOULIER DE SECURITE SPORT...	Bilan	Vêtement et équipement de travail	56 290,47 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	1408640	15 AVR. 2020	DESJARDINS, LOUISE	VÉRIFIER ET RÉPARER RADIATEUR POUR CAMION INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	2 761,17 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	1409866	27 AVR. 2020	DESJARDINS, LOUISE	VÉRIFIER ET RÉPARER RADIATEUR CAMIONS INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	2 923,14 $	
BARRIERE QMB INC.	1386108	23 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Projet Thimens - Achat d'atténuateur d'impact TL-2/TL-3	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	26 509,34 $	
BATTERIES DIXON INC.	1407344	01 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - BATTERIES)	Bilan	Matériel roulant	2 606,68 $	1349708
B.BOX	1408416	14 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOITE,ARCHIVE,COUVERCLE INTEGRE,SANS FENETRE	Bilan	Transport et entreposage	4 510,26 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1407905	07 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON,PLUIE,BAVETTE,ORANGE FLUO	Bilan	Vêtement et équipement de travail	14 553,56 $	
CHAUSSURES BELMONT INC	1408334	13 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,8",SOULIER DE SECURITE SPORT EN SUEDE BEIGE,BOTTINE,SECURITE,HAUT. 6",	Bilan	Vêtement et équipement de travail	8 369,86 $	
CONFIAN	1404805	30 AVR. 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - LUNETTE SECURITE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 144,17 $	
CONFIAN	1407259	02 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 4 L/ALCOOL ISOPROPYLIQUE 70 %	Bilan	Énergie et produit chimique	3 181,12 $	
CONFIAN	1409010	17 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COUVRE-OREILLE,SERRE TETE,PROTECTION POUR ENVIRONNEMENT,SERRE-TETE,ECRAN DE SECURITE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 459,44 $	
CUBEX LIMITED	1409246	20 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	ANJOU / REAPPRO. (INVENTAIRE -PIÈCES RAVO POUR BALAIS)	Bilan	Matériel roulant	3 752,17 $	
DORFIN INC	1403877	08 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ASSAINISSANT MAIN GEL ALCOOL AVEC POMPE	Bilan	Entretien et nettoyage	3 144,21 $	
DORFIN INC	1403877	30 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ASSAINISSANT MAIN GEL ALCOOL AVEC POMPE	Bilan	Entretien et nettoyage	2 789,31 $	
DORFIN INC	1407279	20 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAP COLBERT - SPRAY DESINFECTANT MAIN	Bilan	Entretien et nettoyage	78 803,62 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1407818	07 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ATTACHE CABLE EN NYLON	Bilan	Construction	8 346,51 $	
ELECTROMEGA LTEE	1410190	29 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ENS. MONTAGE POTENCE,TUBE 58"	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 571,11 $	1402964
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	1410278	29 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 56 FE ESSUIE-TOUT,JETABLE,WYPALL,L40,BLANC 12.5" X 13"	Bilan	Entretien et nettoyage	7 886,03 $	
ENVELOPPE LAURENTIDE INC	1409012	17 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ENVELOPPES BRUNE,12"X16"	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 937,03 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1408704	16 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE / BOMBARDIER)	Bilan	Matériel roulant	4 641,08 $	
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1409374	21 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT * 5 GALLONS, PEINTURE BLANCHE,TERRAIN JEU	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	26 779,37 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1407790	06 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	PIERREFONDS / REAPPRO. (INVENTAIRE - CHAINE GOHIER)	Bilan	Matériel roulant	1 732,29 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1407790	07 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	PIERREFONDS / REAPPRO. (INVENTAIRE - CHAINE GOHIER)	Bilan	Matériel roulant	293,96 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1410315	29 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - ARBRE DE TOURNIQUET)	Bilan	Matériel roulant	2 027,83 $	
ETIQUETTES MIJO INC.	1401421	14 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - POLYETHYLENE,TRANSPARENT,DEPOT	Bilan	Transport et entreposage	2 620,49 $	
EXPERT AU TRAVAIL	1408102	09 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTE,15",CAOUTCHOUC,HOMME	Bilan	Vêtement et équipement de travail	8 503,98 $	
EXPROLINK INC.	1410317	29 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - BUSE)	Bilan	Matériel roulant	5 352,00 $	
FASTENAL CANADA LTEE	1409645	29 AVR. 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAPP COLBERT - COUVRE LUNETES	Bilan	Vêtement et équipement de travail	6 561,72 $	
FASTENAL CANADA LTEE	1409843	24 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masques chirurgicaux	Bilan	Sécurité et santé	262 468,75 $	
FERTILEC LTEE	1409661	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PINCE,REBUT,32"	Bilan	Outillage et machinerie	2 960,65 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1410281	29 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ATTACHE CABLE «TY-RAP»,LAMPE VAPEUR SODIUM,HAUTE PRESSION,150W	Bilan	Construction	2 154,34 $	
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1403922	03 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	COVID19 - Purell 237ml	Bilan	Entretien et nettoyage	53 543,62 $	
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1406115	03 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	COVID19 - Purell 237ml	Bilan	Entretien et nettoyage	35 981,32 $	
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1406313	13 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures exceptionnelles - 900 Distributeurs 1200ml (SGPI-408; Besoins ad hoc VDM-358; OHMH-134) 900 Supports plancher (SGPI-408; Besoins ad hoc VDM-358; OHMH-134) 1550 Recharges, 4x1200ml (SGPI-300; Besoins ad hoc VDM-1000; OHMH-250)	Bilan	Entretien et nettoyage	238 247,61 $	
GELPAC POLY BRAMPTON INC.	1409927	27 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SAC,ORDURE NOIR,SAC,ORDURE,48" X 50",CLAIR,3 MIL,POUR POUBELLE,COMPACTEUR "BIG BELLY" ENTENTE 1276659	Bilan	Environnement et nature	7 909,08 $	1276659
GESTION PARA-MEDICAL INC.	1409344	21 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMPLETE DE "PREMIERS SECOURS" EN METAL POUR BATIMENT ET PISCINE	Bilan	Sécurité et santé	4 913,41 $	1239899
GOODYEAR CANADA INC.	1410255	29 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE PNEUS)	Bilan	Matériel roulant	3 730,96 $	1348816
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC.	1409647	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ATTACHE CABLE «TY-RAP»,ENS/3 MORCEAUX,BALLAST,LAMPE,VAPEUR,SODIUM	Bilan	Construction	6 565,94 $	
GROUPE DPI INC.	1409667	23 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de visières de protection faciale	Bilan	Vêtement et équipement de travail	5 291,37 $	
GROUPE DPI INC.	1409667	24 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de visières de protection faciale	Bilan	Vêtement et équipement de travail	52 661,73 $	
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1410319	29 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES MÉCANIQUE)	Bilan	Matériel roulant	2 888,54 $	
HAZMASTERS INC.	1408431	14 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COUVRE-CHAUSSURE,JETABLE,COMBINAISON JETABLE,TRAVAIL,AVEC CAPUCHON	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 435,72 $	
HAZMASTERS INC.	1408563	20 AVR. 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	MÉSURES URGENCE COLBERT GANTS NITRILE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 783,44 $	
HAZMASTERS INC.	1408563	21 AVR. 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	MÉSURES URGENCE COLBERT GANTS NITRILE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	755,28 $	
HAZMASTERS INC.	1408662	15 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SUBSTITUT COMBINAISON JETABLE,TRAVAIL,AVEC CAPUCHON,TAILLE XX-LARGE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 073,50 $	
INVESTISSEMENTS PATRICK J. MERCIER INC. - CANADIAN TIRE	1407326	08 AVR. 2020	ROY, GUY	REAP COLBERT GEL DESINFECTANT	Bilan	Entretien et nettoyage	10 341,10 $	
IPL INC.	1407446	07 AVR. 2020	URRA, PAULA	Achat de bacs (entente 1317213 + 2 soumissions pour portion gré à gré) pour le service de l'environnement	Bilan	Environnement et nature	28 916,60 $	1317213
J.A. LARUE INC	1406408	06 AVR. 2020	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	VIS,ALIMENTATION 44",RECONDITIONNEE,CONVOYEUR,SOUFFLEUSE LARUE	Bilan	Matériel roulant	10 345,69 $	
KENWORTH MONTREAL	1408286	09 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES POUR LA MÉCANIQUE)	Bilan	Matériel roulant	4 405,24 $	
KENWORTH MONTREAL	1409255	20 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - CHAMBRE À FREIN)	Bilan	Matériel roulant	8 942,77 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LE GROUPE J.S.V. INC	1407793	06 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MOUSQUETON,HARNAIS DOUBLE,BRULEUR POUR TORCHE A SOUDER,PELLE,CARREE,ACIER FORGE	Bilan	Construction	55,12 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1407793	06 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MOUSQUETON,HARNAIS DOUBLE,BRULEUR POUR TORCHE A SOUDER,PELLE,CARREE,ACIER FORGE	Bilan	Outillage et machinerie	834,23 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1407793	06 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MOUSQUETON,HARNAIS DOUBLE,BRULEUR POUR TORCHE A SOUDER,PELLE,CARREE,ACIER FORGE	Bilan	Matériaux de fabrication et usinage	1 976,70 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1409604	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PINCE,COUPE DIAGONALE,TRUELLE,TRANSPLANTATION,RATEAU,JARDIN,ACIER	Bilan	Outillage et machinerie	3 295,89 $	1344950
LE GROUPE J.S.V. INC	1409604	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PINCE,COUPE DIAGONALE,TRUELLE,TRANSPLANTATION,RATEAU,JARDIN,ACIER	Bilan	Outillage et machinerie	2 319,64 $	1344947
LE GROUPE J.S.V. INC	1409648	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SANGLE FIXATION,CAOUTCHOUC & CROCHETS,BIDON,PLASTIQUE TRANSPARENT,TRUELLE DE JARDIN	Bilan	Construction	2 204,74 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1409648	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SANGLE FIXATION,CAOUTCHOUC & CROCHETS,BIDON,PLASTIQUE TRANSPARENT,TRUELLE DE JARDIN	Bilan	Transport et entreposage	163,15 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1409648	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SANGLE FIXATION,CAOUTCHOUC & CROCHETS,BIDON,PLASTIQUE TRANSPARENT,TRUELLE DE JARDIN	Bilan	Outillage et machinerie	138,73 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1409648	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SANGLE FIXATION,CAOUTCHOUC & CROCHETS,BIDON,PLASTIQUE TRANSPARENT,TRUELLE DE JARDIN	Bilan	Environnement et nature	425,58 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1409839	24 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masques chirurgicaux niv.1	Bilan	Sécurité et santé	272 967,50 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1409926	27 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PINCE,COUPE DIAGONALE,TAILLE-BORDURE,PEINTURE AEROSOL	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 291,85 $	1374956
LE GROUPE J.S.V. INC	1409926	27 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PINCE,COUPE DIAGONALE,TAILLE-BORDURE,PEINTURE AEROSOL	Bilan	Outillage et machinerie	625,51 $	1344950
LE GROUPE J.S.V. INC	1409926	27 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PINCE,COUPE DIAGONALE,TAILLE-BORDURE,PEINTURE AEROSOL	Bilan	Environnement et nature	2 336,13 $	1344947
LE GROUPE J.S.V. INC	1409926	27 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PINCE,COUPE DIAGONALE,TAILLE-BORDURE,PEINTURE AEROSOL	Bilan	Outillage et machinerie	1 300,13 $	1344947
LE GROUPE J.S.V. INC	1409926	27 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PINCE,COUPE DIAGONALE,TAILLE-BORDURE,PEINTURE AEROSOL	Bilan	Construction	2 857,47 $	1374956
LE GROUPE J.S.V. INC	1410280	29 AVR. 2020	LIEBMANN, RICHARD	Mesures d'urgences - Achat de masques chirurgicaux	Bilan	Sécurité et santé	2 204 737,50 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1375855	17 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - AVIS,EMPLOYE,4 PARTIES,REGISTRE DE LA RONDE DE SECURITE	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	5 157,32 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	1408363	14 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPRO. (INVENTAIRE - BUSE ET CAPUCHON)	Bilan	Matériel roulant	2 193,71 $	
LES INDUSTRIES DE METAL B. & F. (CANADA) LTEE	1409986	27 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PATTE DE BARRICADE,TYPE A EN ACIER	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	12 716,09 $	
LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION R. OUGNY LTEE	1409652	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BRIQUE,ARGILE CUITE,EGOUT,2 1/4"X3 1/2"X7 1/2"	Bilan	Construction	2 809,87 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1409995	27 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SALOPETTE,TRAVAIL,BLEU,CHEMISE,TRAVAIL,BLEU,MANCHE COURTE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	6 474,14 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1407906	07 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - POLAR,ORANGE,HAUTE VISIBILITE, GILET,PLUIE,CAPUCHON INTEGRE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	42 427,20 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1407574	08 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masques N95 pour le Centre Colbert	Bilan	Vêtement et équipement de travail	31 496,25 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1409838	24 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masques chirurgicaux	Bilan	Sécurité et santé	283 466,25 $	
MAYRAND LTEE	1407466	08 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAP COLBERT - DESINFECTANT MAIN	Bilan	Entretien et nettoyage	83 146,32 $	
MESSER CANADA INC.	1408335	13 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT GANT,CUIR DE VACHE,FEMME,GANT ENDUIT COMPLET NITRILE HYLITE,GANT,NYLON POLYURETHANE ENTENTE 1321906	Bilan	Vêtement et équipement de travail	11 222,24 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1408927	16 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GANT,NYLON POLYURETHANE,HAUTE DEXTERITE,GANT,CUIR DE VACHE ET COTON	Bilan	Vêtement et équipement de travail	9 762,95 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1409352	21 AVR. 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - Gants nitryle	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 954,56 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MESSER CANADA INC.	1410195	29 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GANT,GR. X-LARGE,CUIR,VACHE,NON DOUBLE,DOS COTON,GANT,TRAVAIL,X-LARGE,NON DOUBLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	8 592,17 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1410328	29 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - GANTS DE TRICOT, NYLON, TRAVAIL...	Bilan	Vêtement et équipement de travail	25 510,44 $	1321906
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1409572	22 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - PNEUS)	Bilan	Matériel roulant	13 328,96 $	1348797
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1410322	29 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO (INVENTAIRE - PNEUS)	Bilan	Matériel roulant	4 168,09 $	1348797
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	1407320	01 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 4L,DESINFECTANT TOUT USAGE	Bilan	Entretien et nettoyage	13 603,36 $	
ORANGE TRAFFIC INC	1410192	29 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE,FEU FLECHE VERTE A DEL ROND,TETE DE FEUX EN POLYCARBONATE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	51 338,15 $	1402907
PEINTURES ENNIS CANADA ULC	1408464	14 AVR. 2020	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	Commande pour peinture inventaire signalisation	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	7 670,91 $	
PETROLES DUPUIS & FILS INC.	1402305	01 AVR. 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	produit atelier	Bilan	Matériel roulant	1 808,26 $	
PETROLES DUPUIS & FILS INC.	1402305	07 AVR. 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	produit atelier	Bilan	Matériel roulant	667,51 $	
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1402144	09 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - PNEUS CLOUTÉS)	Bilan	Matériel roulant	5 140,13 $	
PREMA CANADA ULC	1408316	10 AVR. 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	MESURES URGENCES PURELL SPRAY ET LINGETTES	Bilan	Entretien et nettoyage	7 009,81 $	
PRODUITS PRAXAIR	1409378	21 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COUVRE-LUNETTE,SOUDEUR,MONTURE FLEXIBLE,VERRES RESISTANTS AUX CHOCS,RELEVABLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 947,53 $	
SACS INDUSTRIELS INC	1407817	21 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - ATTACHE EN ACIER A DOUBLE BOUCLE, SAC EN POLYPROPYLENE	Bilan	Environnement et nature	1 415,76 $	
SACS INDUSTRIELS INC	1407817	07 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - ATTACHE EN ACIER A DOUBLE BOUCLE, SAC EN POLYPROPYLENE	Bilan	Construction	4 251,99 $	
SACS INDUSTRIELS INC	1407817	07 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - ATTACHE EN ACIER A DOUBLE BOUCLE, SAC EN POLYPROPYLENE	Bilan	Environnement et nature	22 047,37 $	
SACS INDUSTRIELS INC	1409845	24 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures D'urgences - Achat de masques chirurgicaux	Bilan	Sécurité et santé	52 493,75 $	
SACS INDUSTRIELS INC	1409966	27 AVR. 2020	LIEBMANN, RICHARD	Mesures d'urgence - Achat de masques chirurgicaux	Bilan	Sécurité et santé	892 393,75 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1405202	03 AVR. 2020	CHRÉTIEN, NORMAND	COMMANDE D HUILE EN VRAC POUR MADISON	Bilan	Matériel roulant	10 163,75 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1410054	28 AVR. 2020	LEBRUN, ANDRÉ	huile vrac atelier	Bilan	Matériel roulant	3 571,46 $	
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1408711	15 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - ELEMENT ASSECHEUR)	Bilan	Matériel roulant	4 096,11 $	
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1409570	24 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO (INVENTAIRE - ASSECHEUR)	Bilan	Matériel roulant	1 049,87 $	
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1409570	22 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO (INVENTAIRE - ASSECHEUR)	Bilan	Matériel roulant	1 193,60 $	
SIGNOPLUS	1407567	02 AVR. 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP LAS - POTEAU TELESPAR ACIER GALVANISE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 073,50 $	
SOLUTIONS CHIMIQUES DESCO INC.	1407849	07 AVR. 2020	ROY, GUY	Réap St-Léonard	Bilan	Entretien et nettoyage	2 399,75 $	
SPMEDICAL	1408309	10 AVR. 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	MESURES URGENCES LINGETTES DESINFECT COLBERT	Bilan	Entretien et nettoyage	3 179,02 $	
STELEM (CANADA) INC.	1407721	06 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CORPS (2H1P) 2 X 64MM (2 1/2") ET 1 X 101MM (4") ENTENTE 1222638	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 796,87 $	1222638
STELEM (CANADA) INC.	1409342	21 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PRISE D'EAU 64MM	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 555,94 $	1222638
STELEM (CANADA) INC.	1409609	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GARNITURE DU CHAPEAU,MANCHON DE RUPTURE,BRIDE DE RUPTURE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	9 224,20 $	1222638
STELEM (CANADA) INC.	1409662	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ENS/TRANSFORMATION HYDRALUB,BORNE FONTAINE,ROBINET,GUILLOTINE,BORNE FONTAINE,COUDE 90*,ROBINET DE BORNE-FONTAINE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	14 855,73 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1409607	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RACCORD FLEXIBLE,BOUCHON,REMPLACEMENT,FONTE,TRAPPE,PUISARD,11"	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 133,56 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1409607	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RACCORD FLEXIBLE,BOUCHON,REMPLACEMENT,FONTE,TRAPPE,PUISARD,11"	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 639,93 $	1277188
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	1408940	16 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO (INVENTAIRE - COMPRESSEUR)	Bilan	Matériel roulant	32,07 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	1408940	16 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO (INVENTAIRE - COMPRESSEUR)	Bilan	Outillage et machinerie	4 659,90 $	
TACEL LIMITEE	1410191	29 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - TETE DE FEUX PIETON COMPLET	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	67 596,50 $	1390025
TECHNO FEU INC	1407527	02 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE- PIÈCES CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	4 299,56 $	
TECHNO FEU INC	1407527	02 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE- PIÈCES CAMION INCENDIE)	Bilan	Construction	1 468,36 $	
TECHNO FEU INC	1407950	07 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIECES CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	2 888,56 $	
TECHNO FEU INC	1408288	09 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	6 076,81 $	
TECHNO FEU INC	1408686	15 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	5 833,13 $	1325286
TECHNO FEU INC	1408929	16 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO (INVENTAIRE - PIECES POUR CAMION DE POMPIERS)	Bilan	Matériel roulant	2 653,61 $	
TECHNO FEU INC	1409996	27 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIECES CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	6 348,21 $	
TENAQUIP LIMITED	1407127	08 AVR. 2020	LEARY, GENEVIEVE	Mesures d'urgences - Achat de masques respiratoires pour le Centre Colbert	Bilan	Vêtement et équipement de travail	12 611,10 $	
TENAQUIP LIMITED	1407203	08 AVR. 2020	LEARY, GENEVIEVE	Mesures d'urgences - Achat de masques respiratoires pour le Centre Colbert	Bilan	Vêtement et équipement de travail	17 149,71 $	
TENAQUIP LIMITED	1408226	09 AVR. 2020	COUTURE, MICHEL	MESURES URGENCE COLBERT Gants Nitriles	Bilan	Vêtement et équipement de travail	27 893,08 $	
TENAQUIP LIMITED	1408426	14 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SERRE-TETE AJUSTABLE POUR VISIERE (ECRAN DE FIGURE)	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 865,85 $	
TENAQUIP LIMITED	1409651	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ENSEMBLE COURROIE ET TENDEUR,TABLIER, MENUISIER, DENIM	Bilan	Transport et entreposage	3 105,53 $	
TENAQUIP LIMITED	1409651	23 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ENSEMBLE COURROIE ET TENDEUR,TABLIER, MENUISIER, DENIM	Bilan	Vêtement et équipement de travail	90,21 $	
TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC.	1409844	24 AVR. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masque chirurgicaux	Bilan	Sécurité et santé	110 236,87 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1408643	16 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO (INVENTAIRE - PIÈCES POUR LA MÉCANIQUE)	Bilan	Matériel roulant	166,51 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1408643	15 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO (INVENTAIRE - PIÈCES POUR LA MÉCANIQUE)	Bilan	Matériel roulant	3 159,83 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1408685	15 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - GROTE)	Bilan	Matériel roulant	2 169,34 $	1231921
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1408685	15 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - GROTE)	Bilan	Construction	187,23 $	1231915
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1408685	15 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - GROTE)	Bilan	Matériel roulant	1,71 $	1231915
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1409155	20 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - GROTE)	Bilan	Matériel roulant	1,45 $	1231915
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1409155	20 AVR. 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - GROTE)	Bilan	Matériel roulant	4 345,91 $	
VALMONT WEST COAST ENGINEERING	1410189	29 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RALLONGE DE 36 POUCES POUR FUT CARRE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 141,74 $	1224056
WOLSELEY CANADA INC.	1410188	29 AVR. 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SELLETTE UNIVERSELLE EN PVC POUR EGOUT,MANCHON DE PERFORATION EN ACIER RECOUVERT D'EPOXY	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 645,85 $	1137506
KPMG S.R.L.	1408211	09 AVR. 2020	BISHOP, BRIGITTE	BC 2020 - Analyse et recommandation - gestion documentaire des enquêtes. Voir doc. de GÀG joints / BIG	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	57 853,36 $	
WOLTERS KLUWER CANADA LTEE	1408537	14 AVR. 2020	BISHOP, BRIGITTE	BCO 2020 - Mises à jour du livre Droit Municipal : Principes généraux et contentieux en feuilles mobiles - Compte # 626363 , voir facture#2778793	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	3 254,61 $	
DIGITAL DAYS INC / L'ERE NUMERIQUE INC.	1276466	28 AVR. 2020	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2018-15 Appel d'offre 18-BVG04	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	14 278,30 $	
GHISLAIN PELLETIER	1373918	06 AVR. 2020	GALIPEAU, MICHELE	Contrat BVG-SP-2019-16	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	16 798,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PARKOUR3 INC.	976530	28 AVR. 2020	GALIPEAU, MICHELE	Contrat de services professionnels BVG-SP-2014-12	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	4 409,47 $	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1382715	06 AVR. 2020	GALIPEAU, MICHELE	Contrat BVG-SP-2019-21	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	10 498,75 $	
144528 CANADA INC.	1409626	23 AVR. 2020	WU, CANDY YU	SAMSUNG TAB ACTIVE PRO*	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 037,36 $	
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1407894	07 AVR. 2020	WU, CANDY YU	-PA 16446 ¿ rue Ste-Catherine, étude 20181574, c. 1501. -Viaduc Rachel	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	18 152,61 $	
BELL CANADA	1409747	24 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Enfouissement du réseau Bell aérien desservant les adresses 189 à 215 Montagne suite à la construction des conduits de l'étude CSÉM 20171311. Aucun retrait de poteaux n'est prévu par Bell sur ce projet.	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	19 372,30 $	
BELL CANADA	1409830	24 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Pose d¿un conduit client sur une distance de 42 m du poteau jusqu¿à la salle électrique par l¿entrepreneur du client.	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	21 854,36 $	
BELL CANADA	1410154	28 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Travaux d¿enfouissement PIQA rue Centre et Island	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	42 482,32 $	
LABRE ET ASSOCIES, ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1408403	14 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Service professionnel-C.1692 É20130949-S19 É20130949-S22 Localisation: 15451-55 Rue Notre Dame Est 15715 Rue Notre Dame Est	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	2 036,76 $	
LABRE ET ASSOCIES, ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1408482	14 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Service professionnel-C.1692 E20150386_S03 E20150386_S09 E20150386_S10 Localisation: 11950 Rue Lachapelle 11960 Rue Lachapelle 1285 Boulevard Laurentien	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	3 016,82 $	
LE GROUPE GENINOV INC.	1350144	09 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Renouvellement : Surveillance des travaux de la CSEM : mandat 1659	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	12 874,35 $	
LE GROUPE GENINOV INC.	1358624	08 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Renouvellement Surveillance des travaux de la CSEM : mandat 1658	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	27 689,47 $	
MESSER CANADA INC.	1409147	20 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Fourniture en vêtements et gants avec broderie logo - soumission du 08/04/2020	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	53 014,20 $	
PLASTIPRO CANADA LTEE	1409642	23 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Cônes orange 28" 4.0 lbs avec 2 bandes réfléchissantes et gravés 2 côtés avec le logo de la CSEM	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 587,50 $	
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1408238	09 AVR. 2020	WU, CANDY YU	AutoCAD Licence commerciale Utilisateur-unique Renouvellement d'abonnement annuel Renouvellement de 5 mois pour ajouter en co-terminus sur le contrat existant # 110001811475 qui expire le 2/10/2020- soumission 00275227	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 590,53 $	
TELECON DESIGN INC.	1408982	17 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Contrat 1706 - Négociation et obtention de servitudes en faveur de la Ville de Montréal	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	57 609,35 $	
TRANSELEC / COMMON INC.	1408858	16 AVR. 2020	WU, CANDY YU	Contrat 1172 - Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains dans l¿emprise de la Montée de Liesse entre le Chemin de Liesse et la rue Reverchon - intérêts	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	24 113,02 $	
ATELIER DE LOCATION TURBO INC	454886	29 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 751,04 $	
BELL CANADA	533763420200313	08 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 119,90 $	
BELL CANADA	533763420200413	29 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 119,90 $	
BELL MOBILITE INC	534014179070420	23 AVR. 2020	PROVENCHER, MYLENE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 169,95 $	
C3F TELECOM INC.	5309	14 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	23 109,29 $	
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	10002000159495	21 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	11 496,66 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CONSULTANTS ET EXPERTISES EN MEDECINE DU TRAVAIL ET	ce0120	09 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 388,49 $	
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC	48598600465930012 00331	02 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	7 226,20 $	
GEOMAP GIS AMERIQUE INC.	inv003965	16 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	10 891,57 $	
GPL ASSURANCE INC	1268943	30 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 956,09 $	
HAYES COMMUNICATIONS INC.	67430	23 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 058,07 $	
HYDRO-QUEBEC	29900003067420032 4	01 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 141,58 $	
LES ENTREPRISES RESO M L A INC.	1800	28 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 529,51 $	
LES INVESTISSEMENTS DALU INC.	2012	30 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	14 887,96 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	2079054000	07 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 531,27 $	
MINISTÈRE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE	f142257	27 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	7 401,79 $	
NWD-MICROAGE	in65187901	08 AVR. 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 349,76 $	
ASSOCIATION QUEBECOISE DES TRANSPORTS	1409791	24 AVR. 2020	EZZAHER, DRISS	Formation pour l'escouade mobilité - Installation de la signalisation de chantiers routiers volet 2 et 3	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	8 950,71 $	
COMPUGEN INC.	1408951	17 AVR. 2020	PUGI, BENJAMIN	Renouvellement 1 an - Licence Autodesk - Pour Halim Boulala	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 114,88 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1377645	23 AVR. 2020	BRISSON, GUYLAINE	CARRIÈRE ST-MICHEL - Location de 2 camionnettes	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	2 066,15 $	1266110
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1392836	06 AVR. 2020	EZZAHER, DRISS	Article 2.2, CATÉGORIE 127B - Location de Camionnette 4X4 cabine allongé (2 ou 4 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500 ou 2500, RAM 2500, Ford F-150 ou F-250, GMC Sierra 1500 ou 2500, 20	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	517,05 $	1266110
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1392836	02 AVR. 2020	EZZAHER, DRISS	Article 2.2, CATÉGORIE 127B - Location de Camionnette 4X4 cabine allongé (2 ou 4 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500 ou 2500, RAM 2500, Ford F-150 ou F-250, GMC Sierra 1500 ou 2500, 20	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	65,33 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1392836	14 AVR. 2020	EZZAHER, DRISS	Article 2.2, CATÉGORIE 127B - Location de Camionnette 4X4 cabine allongé (2 ou 4 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500 ou 2500, RAM 2500, Ford F-150 ou F-250, GMC Sierra 1500 ou 2500, 20	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	12 772,78 $	1266110
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1392836	06 AVR. 2020	EZZAHER, DRISS	Article 2.2, CATÉGORIE 127B - Location de Camionnette 4X4 cabine allongé (2 ou 4 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500 ou 2500, RAM 2500, Ford F-150 ou F-250, GMC Sierra 1500 ou 2500, 20	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	62,59 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1392836	02 AVR. 2020	EZZAHER, DRISS	Article 2.2, CATÉGORIE 127B - Location de Camionnette 4X4 cabine allongé (2 ou 4 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500 ou 2500, RAM 2500, Ford F-150 ou F-250, GMC Sierra 1500 ou 2500, 20	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	456,22 $	1266110
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1409776	24 AVR. 2020	EZZAHER, DRISS	Article 1.2, CATÉGORIE 211B - Location MENSUELLE de Camionnette 4X2 cabine allongé (2 ou 4 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500 ou 2500, RAM 1500 ou 2500, Ford F-150 ou F-250, GMC Sierra 1500 ou 2500	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	36 115,65 $	1407595
LES CONSULTANTS VERRET INC.	1408774	16 AVR. 2020	EZZAHER, DRISS	Formation escouade mobilité - Clientèles difficiles ou agressives-Intervenir de façon sécuritaire	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	3 412,10 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC	1407319	01 AVR. 2020	DESMEULES, CATHERINE	Facture - Rogers Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	594,49 $	1137408
COMMUNICATIONS CANADA INC	1407319	01 AVR. 2020	DESMEULES, CATHERINE	Facture - Rogers Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	467,23 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC	1407319	01 AVR. 2020	DESMEULES, CATHERINE	Facture - Rogers Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Administration, finances et approvisionnement	55,39 $	1137408
COMMUNICATIONS CANADA INC	1407319	01 AVR. 2020	DESMEULES, CATHERINE	Facture - Rogers Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Rel. avec les citoyens et communications	7 052,20 $	1137408

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1407319	01 AVR. 2020	DESMEULES, CATHERINE	Facture - Rogers Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	171,68 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1407319	01 AVR. 2020	DESMEULES, CATHERINE	Facture - Rogers Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	664,35 $	1137408
SERVICE URGENCES ANIMALES INC.	1408681	15 AVR. 2020	EZZAHER, DRISS	COVID-19 - Mise en place d'un système de dépannage pour les personnes qui ont besoin que leur animal soit temporairement hébergé.	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	10 498,75 $	
ENGLOBE CORP.	1407850	07 AVR. 2020	BAUDIN, CYRIL	BC Ouvert printemps 2020 - Élimination et traitement des sols contaminés de type BC (avec odeur) et de type C-RESC (organique)	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	8 294,01 $	1399594
ENVIROSERVICES INC	1408445	14 AVR. 2020	BAUDIN, CYRIL	BC Ouvert 2020 - Prélèvement et analyse de sol en pile pour Madison et Darlington	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $	1405728
LOISELLE INC.	1407855	07 AVR. 2020	BAUDIN, CYRIL	BC Ouvert printemps 2020 - Élimination et traitements des sols contaminés de type BC (sans odeur) suite à la nouvelle entente en vigueur	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	2 842,01 $	1399671
LOISELLE INC.	1407863	07 AVR. 2020	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	BC Ouvert printemps 2020 - TRAITEMENT ET VALORISATION DES SOLS CONTAMINÉS DE TYPE AB	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	21 522,44 $	1402167
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1409473	22 AVR. 2020	HOOPER, CHANTAL	Achat de plusieurs grosses pièces d'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	6 476,78 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1409473	22 AVR. 2020	HOOPER, CHANTAL	Achat de plusieurs grosses pièces d'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	1 006,82 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1409473	22 AVR. 2020	HOOPER, CHANTAL	Achat de plusieurs grosses pièces d'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	52,49 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1409481	22 AVR. 2020	HOOPER, CHANTAL	Pièces d'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	3 238,39 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1409481	22 AVR. 2020	HOOPER, CHANTAL	Pièces d'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	2 246,74 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1409481	22 AVR. 2020	HOOPER, CHANTAL	Pièces d'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	31,50 $	
ANNEXE COMMUNICATIONS INC.	1407311	01 AVR. 2020	MARTIN, NATHALIE	Facture - Relations de Presse pour la 8e Édition de Montréal Joue - Service de la culture	Culture	Bibliothèques	3 779,55 $	
BERNARD & ASSOCIES INC.	1408343	14 AVR. 2020	LALIBERTE, ANNABELLE	Étude de marché pour l'aménagement du café boutique du Centre d'histoire de Montréal.	Culture	Musées et centres d'exposition	7 874,06 $	
BIBLIOPRESTO.CA	1407669	03 AVR. 2020	FILION, IVAN	Abonnement à la plateforme pretnumerique.ca des bibliothèques de Montréal selon la population pour la période allant du 01 janvier au 31 décembre 2020.	Culture	Bibliothèques	76 250,01 $	
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.	1408627	15 AVR. 2020	PICHET, GENEVIEVE	Effectuer un test de conductivité thermique sur le site de la bibliothèque de Rivière-des-Prairies (2459)	Culture	Bibliothèques	47 449,10 $	
GEORGES NICOLAS TREMBLAY	1408340	13 AVR. 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	Administration : 1h Gestion : 3.5h Recherche et préparation de l¿atelier : 29.5h Atelier introduction à la danse contemporaine 1 : 3.5h Préparation du document Word : 4.5h Show #1 à l¿Agora de la danse : 3h Total : 45h Tarif: 50$/h	Culture	Autres - activités culturelles	2 250,00 $	
LUPIEN MATTEAU INC	1407514	02 AVR. 2020	FILION, IVAN	Rédaction du programme fonctionnel et technique (PFT) pour le projet de Construction de la bibliothèque de Villeray (5575) - Contrat 15597	Culture	Bibliothèques	72 756,33 $	
META + FORME PAYSAGES INC.	1408763	15 AVR. 2020	ROSE, STEPHANIE	Proposition de services ¿ Analyse des proposition d¿¿uvres d¿art - Place du Centenaire.	Culture	Autres - activités culturelles	2 074,55 $	
MICHELE DAGENAIS	1407490	02 AVR. 2020	LALIBERTE, ANNABELLE	Services professionnels pour la revision des chroniques rédigées par le Centre Histoire de Montréal -MEM, dans le cadre de la réalisation de la muséographie préliminaire et finale du projet du MEM	Culture	Musées et centres d'exposition	21 002,07 $	
PAUL FAYAD	1408740	15 AVR. 2020	LALIBERTE, ANNABELLE	Conception, recherche, rédaction et suivi infographie. (Élaboration de la charte graphique du MEM et Développement des supports numériques...).	Culture	Musées et centres d'exposition	4 300,00 $	
SIGNALISATION S.A.I.C. INC	1409002	17 AVR. 2020	ROSE, STEPHANIE	Fabrication et l'installation du panneau d'identification de l'¿uvre Signe solaire.	Culture	Autres - activités culturelles	3 123,87 $	
EBSCO CANADA LTEE	8040488	30 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 096,49 $	
JOSEE DESSUREAULT	ma2019056	15 AVR. 2020	QUIRION, AMELIE	Subventions aux artistes GDD 1171361002 - CM17 0813 : MA2019056 : 9-04-2020	Culture	Autres - activités culturelles	2 199,00 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	47226	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 332,78 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	47403	03 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 439,72 $	
LA MAISON DE L'EDUCATION (LIBRAIRE) INC.	179454	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 103,42 $	
LIBRAIRIE ASSELIN	108143	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 104,29 $	
LIBRAIRIE ASSELIN	108157	30 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	8 691,12 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	163713	06 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 253,56 $	
LIBRAIRIE DU SQUARE INC.	3900	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 222,57 $	
LIBRAIRIE DU SQUARE INC.	3901	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 101,40 $	
LIBRAIRIE MONET INC	229141	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 810,41 $	
LIBRAIRIE MONET INC	229165	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 158,19 $	
LIBRAIRIE MONET INC	229607	08 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 134,30 $	
LIBRAIRIE MONET INC	231808	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 792,67 $	
LIBRAIRIE MONET INC	231943	30 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 931,07 $	
LIBRAIRIE PAULINES	136435	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 319,42 $	
LIBRAIRIE PAULINES	136500	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 221,55 $	
LIBRAIRIE PAULINES	136501	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 528,81 $	
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7162648	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 095,37 $	
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7162649	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 517,54 $	
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7162666	30 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	8 793,14 $	
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	39768	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 534,39 $	
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	39770	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	9 334,47 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20054419	08 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 805,76 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20062688	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 055,95 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20071115	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 524,52 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20071133	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 161,75 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20073362	02 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 894,88 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20083010	08 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 415,51 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20092856	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 032,09 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20104428	29 AVR. 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 183,20 $	
RENEE LAVAILLANTE	av2019059	03 AVR. 2020	QUIRION, AMELIE	Subventions aux artistes GDD 1171361002 - CM17 0813	Culture	Autres - activités culturelles	3 401,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AVIVA, COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA	50022251162189	23 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 18-004074	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 000,00 $	
AVIVA, COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA	50022251188184	23 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier;18-004090	Dépenses communes	Autres - Administration générale	12 500,00 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	50022247805180	07 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 18-002280	Dépenses communes	Autres - Administration générale	13 000,00 $	
CHARRON DUSSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC	62230	02 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais huissiers de justice	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 406,17 $	
CO-PROPRIETE DU 34 ST-PAUL OUEST	50022257280191	23 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-002131	Dépenses communes	Autres - Administration générale	12 500,00 $	
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de200310dasresshum01	07 AVR. 2020	CLERVEAUX, REGINALD	Contrat# Q1637 ; Retraités St-Laurent centre des coûts C208- pour la période 02	Dépenses communes	Rémun. et cotisations de l'employeur - À redistribuer	20 571,78 $	
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de200406dsresshum	07 AVR. 2020	CLERVEAUX, REGINALD	Contrat # Q1637 - Retraités St-Laurent centre des coûts C208- pour la période 03	Dépenses communes	Rémun. et cotisations de l'employeur - À redistribuer	21 921,48 $	
FELIX GERMEK-MICHAUD	50032702081177	07 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlements dossier 17-001909	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 045,86 $	
GEO-ENERGIE INC.	2836	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais ingénieur dossier; 19-001751	Dépenses communes	Autres - Administration générale	12 535,51 $	
GOHIER MIRABEL INC.	141931	23 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais évaluateur expert dossier;18-002406	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 613,14 $	
HYDRO-QUEBEC	50022259078	02 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dosssier ;19-002908	Dépenses communes	Autres - Administration générale	33 200,00 $	
INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE	50017108362198	17 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-001604	Dépenses communes	Autres - Administration générale	99 000,00 $	
INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE	50022256221197	02 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-001862	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 000,00 $	
KELLERMAN HOSS-DESMARAIS	50022253695194	06 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-000613	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 000,00 $	
MARIE-CLAIRE PINET	202024	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais sténographe dossier; 18-003852	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 439,91 $	
MARTIN TREMBLAY	123	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais expetises dossier;17-002789	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 559,10 $	
NEO-PORT INC.	50032161500204	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 20-000458	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 000,00 $	
NEO THI PHAN ET PAUL CHUNG QUAI CHEN	50032161500204	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 20-000458	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 000,00 $	
PRIMMUM COMPAGNIE D'ASSURANCE	5002224821518	07 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier 18-002430	Dépenses communes	Autres - Administration générale	12 500,00 $	
PROMUTUEL REASSURANCE	50022257278195	23 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-002392	Dépenses communes	Autres - Administration générale	22 156,97 $	
PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES	5701a	15 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais évaluateur agrée dossier;18-000031	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 824,19 $	
PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES	5766	23 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais igéénérie dossier;17-000709	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 741,49 $	
PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES	5770	21 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais évaluateur agrée dossier; 18-000031	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 072,75 $	
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	50017103854181	02 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 18-002386	Dépenses communes	Autres - Administration générale	90 000,00 $	
SBSC ENVIRONNEMENT INC.	3222024060	07 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais étude dossier; 19-001018	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 709,99 $	
SYNDICAT DE LA COPROPRIETE ROCCABELLA	50022257999195	29 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-002459	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 000,00 $	
TECHNORM INC.	046622	17 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais étude dossier;19-0010703	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 598,46 $	
THEMIS MULTIFACTUM INC.	30569	23 AVR. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques reproduction de documents dossier; 10-001076	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 007,37 $	
VALERIE JOANNETTE	1398607	06 AVR. 2020	DOUCET, VERONIQUE	Valérie Joannette - Graphisme bilan 2019. Voir Devis #000702- SDÉ	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 334,40 $	
CLUB VOYAGES AFFAIRES	1408372	14 AVR. 2020	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Factures - Club voyage affaires : Divers billets avion, train et hôtel - DG	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 660,89 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COHESION STRATEGIES INC	1384751	28 AVR. 2020	GUIDOIN, STEPHANE	Service - réalisation d¿une démarche depositionnement stratégique et de conception d¿outils de communication - Direction générale	Direction générale	Gestion de l'information	19 816,39 $	
MACK COMMUNICATIONS	1409741	24 AVR. 2020	THERRIEN, JEAN	Facture - Acquisition de services professionnels de traduction - Document Consultation réconciliation - Stratégie de réconciliation 2020-2025 (Direction générale)	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 671,93 $	
MATIERE BRUTE	1408943	16 AVR. 2020	RIBAUX, SIDNEY	Facture -Accompagnement en design et facilitation d'un atelier participatif - Lac-à-l'épaule du BTER - 2e versement - Direction générale	Direction générale	Protection de l'environnement	3 753,30 $	
PROTOS	1407641	03 AVR. 2020	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Protos Inc: Services de secrétariat de l'Ordre de Montréal pour l'année 2020 - Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	26 771,81 $	
SIA PARTENAIRES INC.	1384759	28 AVR. 2020	GUIDOIN, STEPHANE	Service - Démarche de réflexion stratégique pour à doter Montréal d¿une stratégie et d¿un plan d¿action en technologies numériques - Direction générale	Direction générale	Gestion de l'information	45 154,07 $	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1408015	08 AVR. 2020	RIBAUX, SIDNEY	Coaching de développement de monsieur Sidney Ribaux /1er rencontre - fit et d¿analyse des besoins, et ouverture du dossier - DG	Direction générale	Protection de l'environnement	6 299,25 $	
GRAME	1193983001200401	01 AVR. 2020	LESPERANCE, YANICK	Bourse du carbone Scol'ERE. Paiement 2 de 2. Dossier: 1193983001 / CE19 0327.	Direction générale	Protection de l'environnement	50 000,00 $	
CROP INC.	1382498	20 AVR. 2020	BASTIEN, NADIA	Évaluer l¿impact de la campagne de communication produite dans le cadre du volet 1 de la Stratégie Montréal inclusive au travail.	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	9 343,89 $	
DPA	1409404	21 AVR. 2020	DEROME, JOHANNE	Accorder un contrat de services professionnels de 12 000 $ à Donrock Pierre Alexis pour un mandat d'accompagnement du SDIS	Diversité et inclusion sociale	Développement social	6 000,00 $	
DPA	1409404	21 AVR. 2020	DEROME, JOHANNE	Accorder un contrat de services professionnels de 12 000 $ à Donrock Pierre Alexis pour un mandat d'accompagnement du SDIS	Diversité et inclusion sociale	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	6 000,00 $	
PUBLICIS CANADA INC	1363964	20 AVR. 2020	BASTIEN, NADIA	Octroyer un contrat à Publicis pour la création et la production d¿une campagne de communication pour le BINAM	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	14 067,19 $	
PUBLICIS MEDIA CANADA INC.	1409121	18 AVR. 2020	BASTIEN, NADIA	Service prof.-Média auprès de journal Metro et Youtube -achat média de la compagne "Journée portes fermées" dans le cadre de la stratégie Montréal inclusive au travail- Service de la Diversité et de l¿inclusion	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	60 868,44 $	
DERICHEBOURG CANADA ENVIRONMENT INC.	1407966	07 AVR. 2020	URRA, PAULA	2020 - Fourniture camions tasseurs, collecte et transport des matières recyclables aux arrondissements d'Anjou, RDP-PAT et Saint-Laurent	Environnement	Matériaux secs - collecte et transport	18 278,32 $	1305055
DERICHEBOURG CANADA ENVIRONMENT INC.	1407966	17 AVR. 2020	URRA, PAULA	2020 - Fourniture camions tasseurs, collecte et transport des matières recyclables aux arrondissements d'Anjou, RDP-PAT et Saint-Laurent	Environnement	Matériaux secs - collecte et transport	38 018,91 $	1305055
DERICHEBOURG CANADA ENVIRONMENT INC.	1407968	07 AVR. 2020	SAINT-MLEUX, FREDERIC	2020 -Gré à gré - Fourniture de camions tasseurs avec éboueur à l'heure : Collecte et transport des CRD et encombrants pour l'arrondissement de Saint-Laurent les vendredis lorsque requis	Environnement	Matériaux secs - collecte et transport	18 278,32 $	
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.	1409563	22 AVR. 2020	BUDKA, ARNAUD	2020 - Mandat d¿accompagnement pour évaluer la nécessité d¿avoir un véhicule dédié à la protection des travailleurs en amont de tous travaux de très courte durée	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	20 997,50 $	
IPL INC.	1407446	02 AVR. 2020	URRA, PAULA	Achat de bacs (entente 1317213 + 2 soumissions pour portion gré à gré) pour le service de l'environnement	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport	45 398,10 $	
IPL INC.	1409774	24 AVR. 2020	URRA, PAULA	ACHAT DE BAC ROULANT VERT 360L et 240L POUR L'ARRONDISSEMENT VSMPE	Environnement	Matières recyclables - collecte sélective - collecte et transport	52 544,39 $	1317213
MATTE GROUPE CONSEIL INC.	1407838	07 AVR. 2020	BUDKA, ARNAUD	Service de coaching de carrière - selon facture du 3 avril 2020	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	2 099,75 $	
9753745 CANADA LTD.	1409469	22 AVR. 2020	LARRIVEE, MAXIM	Modification à la base de données et au serveur ainsi que la maintenance de la plateforme et appli pour les appareils mobiles pour eButterfly et abeilles citoyennes selon la soumission en date du 24 mars 2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	25 000,00 $	
ACCES COMMUNICATIONS	1408489	14 AVR. 2020	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Achat de cinq (5) radios émettrices CP200 numériques et analogiques	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 013,31 $	
ATELIER GRIS INC.	1395865	16 AVR. 2020	SCHOEB, AMELIE	Modification îlot central - Restaurant du Jardin botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 210,00 $	
CHRISTINE PLOUFFE	1408872	16 AVR. 2020	LAURENCE, ETIENNE	(PRO.PUB) - Contrat de services professionnels - Produire les patrons de 4 marionnettes, à rédiger et mettre en forme la marche à suivre de fabrication et à en faire des tutoriels vidéo dans le cadre du projet web Coco incognito	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 050,00 $	
CIDRERIE MICHEL JODOIN INC.	1410105	28 AVR. 2020	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Désinfectant à mains	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 654,00 $	
KOEHN MALVEZZI/PELLETIER DE FONTENAY/JODOIN	1408768	15 AVR. 2020	LARRIVEE, MAXIM	Plans 3D du nouvel Insectarium selon la soumission du 6 avril 2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	28 500,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LA COOP UNIFRONTIERES	1408339	13 AVR. 2020	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Semences d'engrais verts	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 612,42 $	
LAQUILA INC.	1408483	14 AVR. 2020	BERNIER, MARTINE	Démantèlement du volet paysagé de l'Odyssée des plantes pour la zone des vagues, la zone demain et le trajet complet selon la soumission #1291	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 500,00 $	
LES ENSEIGNES PROFESSIONNELLES	1407977	08 AVR. 2020	LE NAY, ALBANE	Habillage de 6 mobiliers INK-1.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 750,00 $	
LES RAISINS DE LA GRAPPE	1409542	22 AVR. 2020	LAURENCE, ETIENNE	(PRO.PUB.) - Contrat de services professionnels -Administration, réalisation et rémunération des comédiens (contrats UDA)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 777,08 $	
L'INSTITUT DE TOURISME ET D'HOTELLERIE DU QUEBEC	1407434	01 AVR. 2020	BOISVERT, SUZANNE	Contrat de formation Approche-Client pour la réouverture du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	29 250,00 $	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1409622	23 AVR. 2020	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Location d'une nacelle pour une période de 2 semaines	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 793,63 $	
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	1407993	08 AVR. 2020	BERNIER, MARTINE	Recherche et développement - Phase 1 selon la lettre d'entente pour les installations phytotechnologies	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 100,00 $	
SALUT GALARNEAU!	1409540	22 AVR. 2020	LAURENCE, ETIENNE	(PRO.PUB) - Contrat de services professionnels de retouche de textes, de booking d'artistes et de droits d'utilisation musicaux	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $	
SOCIETE DE TELEDIFFUSION DU QUEBEC (TELE QUEBEC)	1408777	16 AVR. 2020	LE NAY, ALBANE	Afin d'effectuer le paiement d'une facture de plus de 10K - Publicité Plantes étranges de madame Z.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 449,30 $	
STUDIO HARMONIE	1407535	02 AVR. 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	SP.BOBE : enregistrement de la narration de Birth of the planet earth	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 678,03 $	
THE POTENTIAL PROJECT CANADA INC.	1407745	06 AVR. 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Programme de formation sur la résilience Accélérateurs de résilience incluant séances d¿entraînement	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 900,00 $	
UNISTELLAR CORP.	1409530	22 AVR. 2020	JODOIN, JULIE	REC.CONF : eVscope bundle ¿ incluant le sac de transport et 2 ans de garantie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 877,54 $	
BELL MEDIA INC.	15223331	21 AVR. 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #184 : Publicités diffusées sur les ondes de CKMF (Radio Énergie) durant la relâche scolaire - Lucia et Plantes étranges.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
CISION QUEBEC INC.	62750	07 AVR. 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #188 : Surveillance de la visibilité média radio-télévision, Surveillance mensuelle de la presse écrite, coupures avec sommaire, résumé de nouvelles éditées et droit d'auteur pour l'Espace pour la vie - Mars 2020.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 128,32 $	
COGECO MEDIA ACQUISITIONS INC.	4811991	01 AVR. 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #175 : publicité diffusée sur les ondes de The Beat 92.5 - Semaine de relâche.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 710,00 $	
DUBOIS AGRINOVATION INC.	394709	16 AVR. 2020	GAGNE, ANNIE	Couvre sol, toile blanc et sac vert avec attaches	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 191,24 $	
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	01512609	17 AVR. 2020	BEDARD, LOUISE	BC-213344 livraison et montage	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 564,08 $	
HYDROCULTURE GUY DIONNE INC.	20200120	01 AVR. 2020	GAGNE, ANNIE	Flow master, sediment filter, carbon filter et reverse osmosis membrane	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 117,65 $	
LE DEVOIR INC.	de214206	23 AVR. 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #223 : Publicité parue dans le cahier spécial relâche - Le Devoir - 2020-02-15.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 900,00 $	
PUBLICITE SAUVAGE INC.	4060011	23 AVR. 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #221 : Affichage extérieur - Montréal - du 24-02-2020 au 22-03-2020 - Plantes étranges.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 385,00 $	
RONDEAUNET INC.	10226	17 AVR. 2020	BEDARD, LOUISE	BC-213424 nettoyage verrière de tropicale sud	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $	
TELE-UNIVERSITE	017526	06 AVR. 2020	GAGNE, ANNIE	Contribution en espèces 2020 pour le support du Reboisement ligniculture Québec	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 000,00 $	
UNIVERSITE DE MONTREAL	053498	17 AVR. 2020	BEDARD, LOUISE	BC-213166 sem de garde, déplacement	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 775,00 $	
UNIVERSITE DE MONTREAL	590946	17 AVR. 2020	BEDARD, LOUISE	BC-213166 Fournitures d'analyses bactériologiques	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 483,30 $	
VELO QUEBEC EDITIONS	ed10341	16 AVR. 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #206 : Publicité parue dans le magazine Québec Science avril/mai 2020 - Naissance de l'Univers.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $	
AGENCE DIALEKTA INC.	1408597	15 AVR. 2020	VIDAL, STEPHANIE	Agence dialekta - Placement média - Campagne Parc Nature 2019-2020, voir facture #105206	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	7 874,06 $	
GROUPE CONTEX INC.	1408541	14 AVR. 2020	DESROCHES, SOPHIE	Groupe Contex - Placement média - Ordre de Montréal (couru 2019), voir fact # 475	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 553,83 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HELENE CAMIRAND	1410032	28 AVR. 2020	VIDAL, STEPHANIE	Helene Camirand - Illustration - SUM REV-Vélo. Voir soumission # 56 S-V.MONTRÉAL	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 414,72 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112506110	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 515,10 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112506111	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 240,79 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112506112	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 520,84 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112506113	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 400,30 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112507643	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 789,66 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112507644	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 635,86 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112509456	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 160,21 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112511304	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 496,43 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112517193	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 953,29 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112517843	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 005,42 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112517844	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 944,15 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112522623	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 550,43 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112523420	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 907,00 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112525536	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	18 661,14 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112525537	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 678,49 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579983	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 394,82 $	
LES PETROLES PARKLAND	29670126	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 852,71 $	
LES PETROLES PARKLAND	29670127	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 849,77 $	
LES PETROLES PARKLAND	29726850	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 848,78 $	
LES PETROLES PARKLAND	29726860	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 926,95 $	
LES PETROLES PARKLAND	29726861	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 872,17 $	
LES PETROLES PARKLAND	29746476	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 994,49 $	
LES PETROLES PARKLAND	29746477	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 818,66 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	29746480	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	16 851,33 $	
LES PETROLES PARKLAND	29746482	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 848,61 $	
LES PETROLES PARKLAND	29746483	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 013,73 $	
LES PETROLES PARKLAND	29746485	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 928,23 $	
LES PETROLES PARKLAND	29841575	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 824,34 $	
LES PETROLES PARKLAND	29841576	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	16 938,81 $	
LES PETROLES PARKLAND	29841583	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 262,20 $	
LES PETROLES PARKLAND	29841584	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 938,00 $	
LES PETROLES PARKLAND	29841589	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 580,39 $	
LES PETROLES PARKLAND	29861217	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 810,22 $	
LES PETROLES PARKLAND	29893321	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 888,80 $	
LES PETROLES PARKLAND	29893326	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 686,75 $	
LES PETROLES PARKLAND	29907575	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 751,53 $	
LES PETROLES PARKLAND	29907579	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 995,25 $	
LES PETROLES PARKLAND	29907580	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 012,35 $	
LES PETROLES PARKLAND	29959203	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	15 992,36 $	
LES PETROLES PARKLAND	30009235	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 835,67 $	
LES PETROLES PARKLAND	30009236	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 562,04 $	
LES PETROLES PARKLAND	30035891	08 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 654,27 $	
LES PETROLES PARKLAND	30139426	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 696,97 $	
LES PETROLES PARKLAND	30157691	15 AVR. 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 626,05 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal201975p	15 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 978,70 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202009p	05 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 068,13 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202011p	01 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 887,96 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202014p	05 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 889,93 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202015p	15 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 782,29 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202016p	26 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 262,12 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202017p	26 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 887,01 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20200302jcorv	20 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 500,00 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl202009e	05 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 314,80 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl202010e	01 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 618,62 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl202011e	01 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 328,16 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl202012e	05 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 620,79 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl202013e	15 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 078,85 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl202014e	26 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 190,95 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl202015e	26 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 617,60 $	
JEAN-RODOLPHE LATORTUE	finaldepelec16dec2018reginaldpierre	27 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 795,23 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojetmtl201918a	20 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 594,92 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojetmtl202002a	02 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	39 711,03 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal201918e	21 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	19 881,81 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal201921e	27 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 439,26 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal202002e	02 AVR. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	59 343,50 $	
9160-7580 QUEBEC INC. A/S GROUPE MACH INC.	1386437	27 AVR. 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Location d'un local pour l¿entreposage de documents de retour interbibliothèques (en transit) de la bibliothèque Mercier (0811) - Incidences 15494	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	2 519,70 $	
9309-0496 QUEBEC INC.	1408394	14 AVR. 2020	LABOS, COSTAS	OUEST - LE SUD-OUEST - PASSERELLE POUR FILTRES, GARDE CORPS ET ECHELLE DE CONDUIT DE CHAUFFAGE - CENTRE SPORTIF SAINT-CHARLES, 1055 RUE D'HIBERNIA - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 543,15 $	
9356-4698 QUEBEC INC.	1408045	08 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Contrat de peinture intérieur à la bibliothèque Ahuntsic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 550,74 $	
9365-3228 QUEBEC INC.	1409731	24 AVR. 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST TEM TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE CENTRE JEAN CLAUDE MALEPART KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	19 133,97 $	
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1408990	17 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Inspection annuelle des systèmes d'alarme incendie et autres composantes dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 271,58 $	
ALTEL INC	1409402	21 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Maintenance des tourniquets et entretien des portillons	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 884,44 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1408825	16 AVR. 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST VILLE MARIE CHANGEMENT DE SABLE POUR FILTRE DE PISCINE CENTRE JEAN CLAUDE MALEPART KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 128,64 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1409274	21 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Vezina - Fourniture Sable de filtration et latéraux, Filtreurs Piscine Père-Marquette	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 223,64 $	
ASCENSEUR NEOSERVICES INC.	1407551	02 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Contrat d'entretien d'équipements de transport vertical pour l'année 2020 - Bâtiments SPVM - Résolution CE18 1437	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	46 464,63 $	
ASCENSEUR NEOSERVICES INC.	1407737	06 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Changer la nomenclature de étages de l'ascenseurs #243 du bâtiment 1106	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 994,24 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1407729	06 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux électrique dans 2 bâtiments. 0213 et 3116	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 877,00 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1407743	06 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de nature électrique dans 2 bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 486,52 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1407882	07 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'électricité à la caserne 9.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 248,01 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1408994	17 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacer plusieurs appareils d'éclairage dans la caserne et effectuer les branchements électrique et les rendre conforme.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 102,75 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1410092	28 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'électricité dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 403,04 $	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1410134	28 AVR. 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST LE SUD OUEST POMPAGE DE PUISARDS CENTRE SPORTIF SAINT CHARLES DESROCHERS , ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 498,70 $	
CARLOS OLIVA	1408362	14 AVR. 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture et installation de quatre pochoirs grand formats sur les parois à l¿entrée des quatre écosystèmes, le tout à l¿intérieur du Biodôme de Montréal (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
CERAMIQUE BO-T	1409153	20 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Thays - Réparation de céramique centre aquatique RDP TEM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 337,30 $	
C.F.H. SECURITE INC	1409507	22 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux sur panneaux incendie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 604,81 $	
CIM CONSEIL EN IMMOBILISATION ET MANAGEMENT INC.	1409335	28 AVR. 2020	SOULIERES, MICHEL	Mise en ¿uvre de projets d¿appels d¿offres et soutien à l¿approvisionnement en lien avec divers dossiers pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (0001)	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	49 871,16 $	
CLOTURES CITADELLE INC.	1409013	17 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	TORRES - RÉPARATION CLÔTURE POUR PAT:4397	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 797,97 $	
CLOTURES SPEC II INC.	1409262	20 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Fournir et installer barrière coulissante simple montée sur rail	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 296,63 $	
COFORCE INC.	1407443	02 AVR. 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Entretien ménager du garage du bureau de taxi. Période du 01 janvier au 30 avril 2020 (1 heure par semaine) et du 1er mai au 31 octobre 2020 (1 heure par 2 semaines).	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 150,00 $	
COFORCE INC.	1409395	21 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Réparation de tuiles de plancher	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 296,53 $	
COFORCE INC.	1409782	24 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	16 175,64 $	
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES	1408502	14 AVR. 2020	LABOS, COSTAS	OUEST - ADMINISTRATION - FORMATION EN MECANIQUE - REGION OUEST - BURGY, JOHANNE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 121,59 $	
COMPUGEN INC.	1406640	07 AVR. 2020	GIROUX, MICHELE	Achat de 40 moniteurs de 24 et 27 pouces DELL (inventaire informatique) - soumission 3982946 SQ - 20200318	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	6 009,07 $	1163303
CONSTRUCTIONS LEON DE MONE INC.	1409356	21 AVR. 2020	LABOS, COSTAS	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - REFECTION DE LA FILTRATION - CENTRE SPORTIF DE LA PETITE-BOURGOGNE, 1825 RUE NOTRE-DAME OUEST - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	57 002,96 $	
CONSTRUCTIONS LUSSIER & FRERES INC.	1408007	08 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'électricité dans le bâtiment	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 612,62 $	
CONSTRUCTIONS LUSSIER & FRERES INC.	1410183	29 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux à la caserne 22. Faire une ouverture dans la maçonnerie avec support de retenu pour faire travaux de plomberie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 954,68 $	
CONSULTANTS DND INC.	1409214	20 AVR. 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Réaliser les plans et devis et surveillance en chantier du projet pour 3 bâtiments (0370-0405-1713), dans le programme de remplacement des systèmes énergétiques au mazout - Contrat 15609	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	10 507,15 $	
CONSULTANTS DND INC.	1409214	20 AVR. 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Réaliser les plans et devis et surveillance en chantier du projet pour 3 bâtiments (0370-0405-1713), dans le programme de remplacement des systèmes énergétiques au mazout - Contrat 15609	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	21 014,30 $	
CONSULTANTS DND INC.	1409220	20 AVR. 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Réaliser les plans et devis et surveillance en chantier du projet pour 2 bâtiments (3116-3762), dans le programme de remplacement des systèmes énergétiques au mazout - Contrat 15610	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	12 913,46 $	
CONSULTANTS DND INC.	1409221	20 AVR. 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Réaliser les plans et devis et surveillance en chantier du projet pour 2 bâtiments (3752-3784), dans le programme de remplacement des systèmes énergétiques au mazout - Contrat 15611	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	26 456,84 $	
CONSULTANTS GKM INC.	1358467	14 AVR. 2020	CAPPELLI, JEAN	Effectuer le suivi des vibrations sur les bâtiments avoisinants l¿édifice Hôtel de Ville (0001) - Incidences 15193	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	12 673,78 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1406642	07 AVR. 2020	CORBEIL, SEBASTIEN	Achat de matériels informatiques - AUDIT - Télégestion (SSIM et SPVM) - IPADS (gestionnaires) - soumission 3076410 - 11 mars 2020	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	30 294,72 $	1164102
DAFCO FILTRATION GROUP CORPORATION	1409486	22 AVR. 2020	LABOS, COSTAS	OUEST LE SUD OUEST FILTRE CENTRE GADBOIS DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 200,03 $	
DECOR LACHARITE INC.	1408714	21 AVR. 2020	CAPPELLI, JEAN	Travaux de démantèlement de marbre dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (0001)	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	12 610,29 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1408559	14 AVR. 2020	REICHSON, JORDY	Location de 2 camions du 27 janvier au 26 février 2020. Utilisation au 1402 des Carrières (Serge Boucher)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 202,64 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1410389	30 AVR. 2020	REICHSON, JORDY	Location de 2 camions du 24 février au 26 mars 2020. Utilisation au 1402 des Carrières (Serge Boucher)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 276,07 $	
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	1408087	08 AVR. 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Achat d'échafaudages déjà en place au Biodome ref. contrat 067573	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	23 620,00 $	
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	1408997	17 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Dans le cadre du programme Rassure-toi, diverses inspections et réparations de toitures dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 267,78 $	
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	1409883	27 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Inspection préventive de toutes les toitures de l'usine de filtration Des Baillets, ouvrage 0393.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 608,97 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FILTRATION PLUS INC.	1409521	22 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Entretien et inspection mensuel du système de filtration d'air de la salle de tir dans plusieurs bâtiments pour l'année 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	28 163,69 $	
GESTION DE PROJET BENOIT LALONDE INC.	1408210	09 AVR. 2020	GIROUX, MICHELE	Octroyer une banque d¿heures à GPBL pour l¿accompagnement dans les projets d¿amélioration continue. - soumission du 27 mars 2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 828,32 $	
GESTION PFB	1409260	20 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments pour l'année 2020 - partie 2 -	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	20 997,50 $	
GESTION PFB	1409295	21 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments pour l'année 2020. - partie 3 -	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	20 997,50 $	
GESTION PFB	1409887	27 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Fournir et entreposer 50 feuilles de lexan de 48x96x3/16. Pour une période de 6 mois. 50 feuilles à 375$/feuilles.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	19 685,16 $	
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1407253	01 AVR. 2020	REICHSON, JORDY	Fournir le mobilier de cuisine pour les suites 260 et 229 situées au deuxième étage du 2580 St-Joseph Est (3665)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 829,17 $	
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1409197	20 AVR. 2020	REICHSON, JORDY	Fournir le mobilier de bureau pour les suites 260 et 229 situées au 2e étage du 2580 boulevard Saint-Joseph Est (3665)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	38 940,20 $	
HONEYWELL LTEE	1409006	17 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remettre la réserve de glycol à niveau (80 litres)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 264,25 $	
HONEYWELL LTEE	1409399	21 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacer un humidificateur Armstrong série 900	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 929,79 $	
HYDRO-QUEBEC	1407488	02 AVR. 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST TEM ENTENTE DE RÉALISATION BIBLIO. & MAIS.CULT.COTE-DES-NEIGES - 5290 Chemin de la Côte-des-Neiges KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	26 259,59 $	
J.C. LANCTOT INC.	1407498	02 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Installation de nouvelles tuiles de vinyle. Application de scellant. Préparation du plancher	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 308,42 $	
JOHNSTON INDUSTRIAL PLASTICS LTD	1408575	15 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Richer - Lexan	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 971,18 $	
JOHNSTON INDUSTRIAL PLASTICS LTD	1409729	24 AVR. 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST VILLE MARIE FEUILLES DE LEXAN STATION ÉLEC. ANNEXE SERRE COMPLEXE A KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 616,82 $	
JOHNSTON INDUSTRIAL PLASTICS LTD	1409832	24 AVR. 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST TEM ACHAT DU PLEXIGLASS OUVRAGE DESSERVI RÉGION OUEST KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 498,71 $	
JOHNSTON INDUSTRIAL PLASTICS LTD	1409860	27 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Thays - polycarbonate	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 052,60 $	
LE CONSORTIUM JACK WORLD INC.	1408471	14 AVR. 2020	SOULIERES, MICHEL	Fourniture et installation d¿aménagements pour enfants à la bibliothèque de Pierrefonds (3101) - Contrat 15620 - Incidences 13539	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	92 282,82 $	
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	1408302	09 AVR. 2020	LAMOUREUX, KARINE	BCO2020 - Analyses d'échantillons en vrac (amiante) - Cour de voirie 2140 avenue Madisson	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 149,62 $	
LE GROUPE SPECTRE SONORE	1408488	14 AVR. 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture d¿équipements DMX et de colliers, dans le cadre du projet de réfection d¿éclairage des vivariums au Biodôme de Montréal (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 203,50 $	
LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	1408862	16 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Construction et installation de murs coupe-feu à l'ilot voyageur.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 823,89 $	
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1407451	03 AVR. 2020	SAUVE, STEPHANE	CORBEIL - ACHAT MATÉRIEL POUR BAT: 9997	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 702,59 $	
LES CORDAGES BARRY LTEE	1409953	27 AVR. 2020	BOUVRETTE, JEAN	Services de consultation, d'expertise et de support technique pour le travail en hauteur, afin d'assurer la santé et sécurité des employés au Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	30 322,68 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1407741	06 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Installation d'une génératrice temporaire et diverses vérifications et réparations . Bâtiment 3331	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 139,88 $	
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1408626	15 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Sécurisation d'un tuyau d'amiante bâtiment 2492	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 469,04 $	
LES ENTREPRISES VERRECCHIA INC.	1387001	20 AVR. 2020	SOULIERES, MICHEL	Fabrication, la livraison et l'installation de cages et d'une structure en acier inoxydable pour les quartiers de nuits de la volière du Saint-Laurent marin au Biodôme Migration 2.0.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 898,00 $	
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1410053	29 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	richer -EPI Visières et masques	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 723,38 $	
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1408512	28 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Déneigement 2020 (SUITE DU 1369353)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 232,11 $	
LES PLASTIQUES LAIRD (CANADA) INC	1409592	23 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	RICHER - ACHAT DE POLYCARB CLEAR POUR BAT:9996	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 942,84 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1408625	15 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	réparation de portes de garage	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 784,78 $	
LES SERVICES EXP INC.	1409623	23 AVR. 2020	LAMBERT, ERLEND	CORPO - Mise en oeuvre du processus de la mise en service (MES) dans le cadre du projet de mise aux normes de l¿Auditorium de Verdun et aréna Denis-Savard (3234) - Incidences 15280	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	24 599,23 $	
MECANIQUE RH 2003 LTEE	1409545	22 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	POTVIN - Remplacement Système de ventilation AC3 POUR BAT:0868	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	24 840,04 $	
MON PARKING	1409004	17 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de peinture au bâtiment 0025	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 110,42 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NCK INC.	1380324	08 AVR. 2020	BOUVRETTE, JEAN	Services professionnels pour la production de plans et devis ainsi que pour le suivi de travaux de construction des supports structuraux du bassin du quartier de nuit dans le cadre des travaux du projet Migration Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 400,00 $	
NEDCO	1398209	14 AVR. 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - UNITÉS D'URGENCE - REGION OUEST - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 863,11 $	
NEDCO	1408528	15 AVR. 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE - INTERIEUR CHAUFFAGE STELPRO - ARENA DOUG-HARVEY (ANC. CONFEDERATION), 4985 AVENUE WEST HILL - DESROCHERS, ERIC POUR KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 135,39 $	
NEDCO	1409420	22 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	RICHER - ACHAT EN ÉLECTRICITÉ POUR BAT: 889	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 053,73 $	
PEINTURE IDECOUPE INC.	1408820	16 AVR. 2020	LABOS, COSTAS	OUEST TEM TRAVAUX DE LA PEINTURE EDIFICE GOSFORD COUR MUNICIPALE KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	43 355,53 $	
PEINTURE IDECOUPE INC.	1410267	29 AVR. 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - VILLE-MARIE - EFFECTUER LA PEINTURE DANS DES LOCAUX - EDIFICE GOSFORD COUR MUNICIPALE, 775 RUE GOSFORD - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 046,94 $	
PERCOLAB COOP	1409961	27 AVR. 2020	SOULIERES, MICHEL	Accompagnement du processus d'amélioration continue pour travail en hauteur au Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	57 120,50 $	
PLOMBERIE BENOIT PREVOST DEVISION DRAINAGE	1409290	21 AVR. 2020	CAPPELLI, JEAN	Travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (0001)	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 707,28 $	
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	1407900	07 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacement du serpentin de refroidissement de l'unité UT-1	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 162,81 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1407726	06 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Effectuer diverses réparations de plomberie tel que drains, toilettes, urinoirs et valves d'évacuation sou -sol.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 279,99 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1407888	07 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de plomberie au Pavillon Lafontaine bâtiment -891. Remplacer les valves pneumatique, purgeurs et trappe d'accès	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 723,41 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1407891	07 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de plomberie bâtiment 2459. Fournir et installer 2 fontaines réfrigérées	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 479,36 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1407897	07 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de plomberie au bâtiment 2459. Remplacer valves d'évacuation de toilette et d'urinoir, spod de toilette, robinet concierge, rallonge et autres travaux	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 036,09 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1407898	07 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de plomberie bâtiment 0891. Retirer, réparer et réinstaller pompe de surpression	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 822,34 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1408654	15 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de plomberie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 987,68 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1409482	22 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacer l'abreuvoir simple par un modèle à 2 niveaux	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 387,38 $	
PORTOMATIK INC.	1392534	16 AVR. 2020	RINFRET, SIMON	OUEST MÉTIER PORTE MOBILE BON DE COMMAND OUVERT POUR LES APPLES DE SERVICE DESJARLAI, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	15 748,12 $	
REGULVAR INC	1407889	07 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Domenico	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 334,69 $	
RICHARD ARCHAMBAULT	1407447	02 AVR. 2020	LALONDE, SOPHIE	Gré à Gré - Cité des Hospitalières - Entretien complet du terrain, de ses plates-bandes de vivaces et d'annuelles, potager, etc. Période du 06 avril au 30 octobre 2020, soit 30 semaines.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	27 000,00 $	
ROUSSEAU LEFEBVRE INC.	1408356	14 AVR. 2020	SOULIERES, MICHEL	Services professionnels, dans le cadre du projet de la construction d¿un bassin additionnel au jardin aquatique du Jardin botanique de Montréal (0350)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	48 110,50 $	
SANDRINE LAPERRIERE	1407386	01 AVR. 2020	CAPPELLI, JEAN	Services d¿accompagnement en tant que ressource muséale pour le musée dans le cadre des travaux de restauration au Château Dufresne (0407) - Incidences 14293	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	10 281,60 $	
SAUVE VITRES	1409894	27 AVR. 2020	BOUVRETTE, JEAN	Nettoyage des garde-corps en verre des écosystèmes du Golfe du St-Laurent et de la Forêt tropicale, en incidence au projet de réfection des toilettes du Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	12 920,00 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1407746	06 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Installation de tapis - Section 1 bâtiment 3668	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 100,68 $	
SHQ SOLUTIONS INC.	1407964	07 AVR. 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Fournir et installer lignes de vies pour le Saint-Laurent Marin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	29 369,14 $	
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL (SHDM)	1407307	03 AVR. 2020	GIROUX, MICHELE	Prêt de 3 employés - Planification, coordination et le développement d'activités de promotion des espaces commerciaux et des salles utilisées lors d'événements au Marché Bonsecours - Entente 20 décembre 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	100 000,00 $	
SOCIETE LOGIQUE INC.	1406903	15 AVR. 2020	CAPPELLI, JEAN	Analyse en accessibilité universelle des espaces accessibles au publics pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (0001)	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	19 373,25 $	
SOLENIS CANADA ULC	1369638	15 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	st-amour - test novembre et decembre	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	262,47 $	
SOLENIS CANADA ULC	1369638	14 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	st-amour - test novembre et decembre	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 574,82 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOLENIS CANADA ULC	1369638	27 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	st-amour - test novembre et decembre	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	262,47 $	
SOLUTIONS D'AFFAIRES UL CANADA INC.	1407871	08 AVR. 2020	LALONDE, SOPHIE	Formation bilan, perspectives et défis pour 15 employés sur demies journées 28-29 avril 2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 343,89 $	
SOLUTIONS WAVX INC.	1408754	15 AVR. 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Vérification d¿indices de présence de chauves-souris à la maison Mary-Dorothy-Molson (3757) du parc-nature du Bois-de-Saraguay - Contrat 15619	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 395,33 $	
TOITURES PME INC	1407515	02 AVR. 2020	SAUVE, STEPHANE	OUEST MÉTIER TOITURE TRAVAUX DE DÉNEIGEMENT DES CARRIÈRES DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 624,69 $	
TTI ENVIRONNEMENT INC.	1409132	19 AVR. 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Service d'enlèvement des déchets et du recyclage au 7140 Albert-Einstein, St-Laurent - Service 2 X mois. Période du 15 avril au 31 décembre 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 303,42 $	
TTI ENVIRONNEMENT INC.	1409132	20 AVR. 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Service d'enlèvement des déchets et du recyclage au 7140 Albert-Einstein, St-Laurent - Service 2 X mois. Période du 15 avril au 31 décembre 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 145,94 $	
TYCO FEU ET SECURITE INTEGRES CANADA, INC.	1409009	17 AVR. 2020	LEVESQUE, PIERRE	Appel de service pour fuite au sous-sol. 77-410189	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 411,88 $	
VAP SOLUTION	1334367	27 AVR. 2020	LAMBERT, ERLEND	CORPO - Déménagement et d'entreposage du mobilier de l'aréna mont-Royal (0479) Incidences 15350	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	2 124,11 $	
VENTILATION PIERRE GAMACHE INC.	1409674	23 AVR. 2020	LAMBERT, ERLEND	Remplacer un ventilateur au 1500 des Carrières (0105) - Incidences 14771	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	3 818,24 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1409238	27 AVR. 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - LE SUD-OUEST - POMPAGE DU SOUS-SOL SUITE AU DEGAT D'EAU - CENTRE SPORTIF SAINT-CHARLES, 1055 RUE D'HIBERNIA - KAMIL, AZIZE POUR DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 239,13 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1397951	16 AVR. 2020	BUTEAU, FRANCOIS	GASTON - ACHAT DE MATÉRIEL POUR LE BAT: 0868	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 146,36 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1409027	17 AVR. 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST CÔTE DES NEIGES NOTRE DAME DE GRÂCE STATION LAVAGE OUVERAGE DESSERVI RÉGION OUEST AZIZE KAMIL	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 443,96 $	
YVES POITEVIN B.A.P. CONSULTANT	1354738	08 AVR. 2020	BOUVRETTE, JEAN	Services professionnels de surveillance des travaux du projet d'aménagement d'un nouvel habitat des aras du Biodôme.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 250,00 $	
BAULNE INC.	w20793	02 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213365 : REMPLACEMENT DES VALVES SOLÉNOIDES	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 932,53 $	
BMR MATCO RAVARY	6081505	14 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213110 : L72-73	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 697,83 $	
BMR MATCO RAVARY	6085528	14 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213110 : L83 A 85	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 101,71 $	
CONSTRUCTION GUILLAUME MAILHOT INC.	1416	14 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213459 : AMÉNAGEMENT DE LA POCHETTE SLM	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 162,38 $	
CONSULTE-FAB	202608	14 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213471 : FEUILLES PVC	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 518,25 $	
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	142020978953	02 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213394: PIECES MODIFICATION RESEAU FILTRATION	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 050,50 $	
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	142020981765	02 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213404: VANNE PAPILLON	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 561,84 $	
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	142020985501	30 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213474 : PIÈCES MODIFICATIONS PLOMBERIE COUCHE OZONE DU CASTOR	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 245,00 $	
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	145650	03 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213411 : FB-H1-LY82 RÉPARATION BIODOME	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 325,00 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	3403786	14 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213477: L2 FIXTURES D'ÉCLAIRAGES LED	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 055,00 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	3406142	30 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213434: STOCK MAGASIN	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 778,00 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	3411808	30 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213477: LED ETANCHE	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 765,60 $	
DUMOULIN & ASSOCIES REPARATIONS DE BETON LTEE	110238	14 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213491 : TRAVAUX PLANCHER RÉPARATION DE FISSURES	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 900,05 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	069493	03 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213357: LOC. ECHAFAUD	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 537,95 $	
ERGOCENTRIC SYSTEME DE SIEGES	702686	30 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC212877: FAUTEUIL ET TABLE AJUSTABLE	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 194,50 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1000106086	03 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213380 : STOCK MAGASIN	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 387,14 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	105508	03 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213105: L22	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 022,00 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	105636	14 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213310 : MOTORÉDUCTEUR POUR DÉPOUSSIÉREUR	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 950,00 $	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	724347c4	06 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC212934 : LOC. NACELLE Z45-25J	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 219,74 $	
MACHINERIE PLUS LTEE	130197	06 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213447: PERCEUSE KING INDUSTRIEL	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $	
MECANICACTION INC.	013775	14 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213490 : REMPL. LIGNE DE DRAINAGE BOUCHÉE	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 390,25 $	
METAL M-PACT INC.	041438	07 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213396 : METAL POUR ATELIER	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 839,00 $	
PRODUITS CHIMIQUES CARTIER LTEE	200088	27 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213182 : GLYCOL RECOTHERM	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 926,00 $	
RICHPORTER RECHERCHE EN ECLAIRAGE INC.	3017	08 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213236 : PANNEAUX DÉCO PLAFONDS SERV. TECHNIQUE	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 238,44 $	
TECHNO-CONTACT INC.	84160	08 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213251: CHANGEMENT SUR MICROLOGIC ARMOIRE	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 950,00 $	
VENTILATION MANIC INC.	13356	30 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213094 : ENLEVER ET INSTALLER CONDUIT DE VENTILLATION	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 125,00 $	
WOLSELEY CANADA INC.	400473	08 AVR. 2020	LAPALME, JULIE	BC213330: STOCK MAGASIN	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 918,16 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1408444	14 AVR. 2020	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Produit chimique pour vannes à Flottes CSCR	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	3 884,12 $	
CLOTURE FORTIN	1407365	01 AVR. 2020	ARNAUD, CLEMENT	Travaux de mise aux normes des clôtures au parc Angrignon_20-6490	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	63 008,14 $	
ENTREPRENEUR PAYSAGISTES STRATHMORE (1997) LTEE	1407638	03 AVR. 2020	DUPLANTIE, SYLVIA-ANNE	Réalisation d'un essai floristique pour le pré fleuri de la futur place des Montréalaises - 20-6489	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	24 504,00 $	
ENTREPRENEUR PAYSAGISTES STRATHMORE (1997) LTEE	1407638	06 AVR. 2020	DUPLANTIE, SYLVIA-ANNE	Réalisation d'un essai floristique pour le pré fleuri de la futur place des Montréalaises - 20-6489	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	2 450,40 $	
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN	1407476	02 AVR. 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Accorder un contrat pour l'élaboration et la mise en ¿uvre des activités de sensibilisation et d'information aux citoyens concernant la coexistence avec le coyote_20-6496	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	68 939,00 $	
LA SOCIETE DE VERDISSEMENT DU MONTREAL METROPOLITAIN	1409217	20 AVR. 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Accorder un contrat pour effectuer la plantation d'arbres de remplacement des frênes privés abattus dans le cadre du programme de subvention relatif à l'abattage et remplacement 20-1089	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	92 400,00 $	
LES ENTREPRISES ANDRE BARSALOU INC.	1407348	01 AVR. 2020	ST-PIERRE, MARIETTE	Ouverture et fermeture des trappes de sable CSCR le 20 et 22 mars 2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 624,68 $	
MICHEL MORELLI DESIGNERS INC.	1409689	23 AVR. 2020	BILODEAU BALATTI, STEVE	Contribuer financier avec l'arrondissement Lasalle au contrat pour la conception et fabrication des accoudoirs au mobilier des bancs du parc Lafontaine et obtenir un avis de personnaliser du mobilier standard	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	10 498,75 $	
PRO ACTION TRANSPORT INC.	1407354	01 AVR. 2020	FRAPPIER, GENEVIEVE	Recouvrement de la piste d'athlétisme 11 mars au 16 mars 2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	5 774,31 $	
PROVENCHER ROY + ASSOCIES ARCHITECTES INC.	1378050	22 AVR. 2020	DUPLANTIE, SYLVIA-ANNE	18-1990_Assistance technique en architecture pour le projet de réaménagement du Square Viger, des rues et trottoirs limitrophes	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 824,28 $	
SCOTTS CANADA LTEE	1408818	16 AVR. 2020	DESILETS, MICHEL	Accorder un contrat pour la fourniture de terreau avec écorces pour la Pépinière municipal	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	2 557,50 $	
ULINE CANADA CORP	1408402	14 AVR. 2020	ST-PIERRE, MARIETTE	Entreposage de sable pour l'ouverture de la trappe de sable.	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 141,74 $	
ULINE CANADA CORP	1408402	15 AVR. 2020	ST-PIERRE, MARIETTE	Entreposage de sable pour l'ouverture de la trappe de sable.	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	193,16 $	
AMEL GHERBI	1409805	24 AVR. 2020	BONNEAU, MARIE-EVE	Acquisition d'un service de soutien aux communication du Conseil interculturel de Montréal (Service du greffe)	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	8 750,00 $	
ARPENT ACTUALISATION RESPONSABLE PERENNE ET NOVATRICE DU	1409808	24 AVR. 2020	BONNEAU, MARIE-EVE	Acquisition d'un service de recherche et rédaction sur l'effet de la pandémie de la situation du logement à Montréal. CjM (Service du greffe)	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	14 173,31 $	
CATHERINE BROWNE	1410019	28 AVR. 2020	BONNEAU, MARIE-EVE	Service de traduction vers l¿anglais de l'Avis sur le racisme systémique du Conseil interculturel de Montréal (Service du greffe)	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	5 039,40 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1408776	16 AVR. 2020	MCSWEEN, BRIGITTE	DA 2020 Greffe - COOP ZONE - Achat d'un MacBook pro MVVK2C/A APPLE 16 TB Gris i9 9e 2.3GHz 16Go 1To SSD pour Thierry Bruyère-L'Abbé - Cabinet de la Mairesse et du comité exécutif - Dérogation R429367 - Greffe	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 448,32 $	
LES PRODUCTIONS QUARTIER CARTIER	1410201	29 AVR. 2020	MCSWEEN, BRIGITTE	Facture - LES PRODUCTIONS QUARTIER-CARTIER / Création d'une vidéo pour la mairesse. Inclus: 1 journée de tournage, montage vidéo, sous-titrage et location du matériel de tournage (Service du greffe)	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 204,74 $	
LOUISE MARTIN INTERPRETE LSQ	1409223	20 AVR. 2020	MCSWEEN, BRIGITTE	BCO 2020 Greffe - LOUISE MARTIN INTERPRÈTE LSQ - Service d'interprète pour les conférences de presse de la Mairesse (Service du greffe)	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 149,62 $	
MEDIAQMI INC.	1407463	02 AVR. 2020	SINCLAIR, NANCY	MÉDIAQMI / Avis public sur le projet de règlement sur les districts électoraux. Conforme à la facture ER00188558.	Greffe	Greffe	7 893,72 $	
POUDRE NOIRE INC.	1408775	16 AVR. 2020	SAINDON, YVES	POUDRE NOIRE INC. / Conception, développement et hébergement du site internet d'Élection Montréal. AO20-17975 - Service du greffe	Greffe	Greffe	135 911,57 $	
S.E.C. PLAZA VAL MARIE	1389555	16 AVR. 2020	SINCLAIR, NANCY	PLAZA VAL MARIE / Location d'un local dans le cadre de l'élection partielle dans l'Arrondissement Saint-Léonard. Période du 01 janvier au 31 mars 2020 (Service du greffe)	Greffe	Greffe	5 984,29 $	
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL (SHDM)	1407312	01 AVR. 2020	SINCLAIR, NANCY	Factures - SHDM / 41 permis mensuel au stationnement Chaussegros-de-Léry pour le mois de janvier 2020 (conseillers de Ville). 165.26/ch. - Service du greffe	Greffe	Greffe	9 611,86 $	
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	1409723	23 AVR. 2020	CLOUTIER, MARIANNE	Services professionnels-OBNL- pour la Démarche de concertation des acteurs sur les questions entourant le 1er juillet 2020 et la crise du logement en contexte de la pandémie de COVID-19. Service de l¿habitation	Habitation	Autres biens - Rénovation urbaine	54 593,50 $	
FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES CHEZ DORIS INC. (LA)	de200409	17 AVR. 2020	KABANGE, MBOMBO MICHELINE	Approuvé par Johanne Bellemare- voir note- la prochaine fois seras traité par SDF - Simona	Habitation	Autres biens - Rénovation urbaine	250 000,00 $	
BELL CANADA	1380547	02 AVR. 2020	BOULIANNE, MARTIN	IN 329701 - Ajout au BC - Entente Bell et Ville (50%-50%), puits d'accès Bell 1BPA11 situé sur la rue Sherbrooke - Dem. Francisco Rinano - Réso tr. CM16 0541 - Gré à gré - Utilités publiques	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	18 690,92 $	
CANADIEN NATIONAL	1407342	01 AVR. 2020	GOUDREAULT, JACQUES	Pour payer la facture du Canadien National #Facture 91505418	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 397,50 $	
CANADIEN NATIONAL	1408650	15 AVR. 2020	GOUDREAULT, JACQUES	Pour payer la facture du Canadien National MARS 2020	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 397,50 $	
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	1410059	28 AVR. 2020	GOUDREAULT, JACQUES	Chemin de Fer Canadien Pacifique | Contrat des feux clignotants | Avril 2020	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 285,50 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1410121	28 AVR. 2020	VIEL, CHRISTIAN	CPU 3073850 Z4G4 512GB Nvidia P620 | Ordinateur Peter Vallières | DDS R414636	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 403,26 $	
ELECTRO FUSION	1379300	09 AVR. 2020	BOULIANNE, MARTIN	SO 402410 - Projet de l'Esplanade Clark du Quartier des spectacles, lot 2, procéder à la peinture de deux Superstructures d'éclairages. Dem. François Hubert - Gré à gré - V/S 5209	Infrastructures du réseau routier	Éclairage des rues	89 344,36 $	
MINISTRE DES FINANCES	1410239	29 AVR. 2020	PALLU, TATIANE	Indemnité provisionnelle SRB Luc Viet Khoi Nguyen SAI-M-263928-1708	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	7 429,23 $	
MINISTRE DES FINANCES	1410244	29 AVR. 2020	PALLU, TATIANE	Indemnité provisionnelle SRB Gestion centre pie-ix inc. SAI-M-263902-1708 acquisition servitude	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	19 795,83 $	
MINISTRE DES FINANCES	1410250	29 AVR. 2020	PALLU, TATIANE	Indemnité provisionnelle SRB 9098-5722 Québec inc.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	3 253,30 $	
MINISTRE DES FINANCES	1410256	29 AVR. 2020	PALLU, TATIANE	Indemnité provisionnelle SRB Corporation Pétroles Parkland SAI-M-263904-1708	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	5 676,16 $	
MINISTRE DES FINANCES	1410261	29 AVR. 2020	PALLU, TATIANE	Indemnité provisionnelle SRB Restaurants McDonald du Canada Limitée SAI-M-263888-1708	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	3 765,30 $	
SOCIÉTÉ DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL LAURIER	1409433	22 AVR. 2020	OSTIGUY, MONYA	IN 284401 - Achat et installation de bacs de sapins de Noël. Demandeur : Fernando Rivera. Réso tr. CM 16 1265. Gré à gré. V/Réf: Facture no. 81R	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	3 317,60 $	
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1407773	06 AVR. 2020	GOUDREAULT, JACQUES	Renouvellement AutoCAD Map 3D commerciale Utilisateur-unique Renouvellement d'Abonnement Annuel Transféré de Maintenance (Année 1) (Contract Number: 110002082491)	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	16 630,02 $	
SOLUTIONS NOTARIUS INC	1409756	24 AVR. 2020	PARENT, MARIE	Signatures numériques de nos scientifiques	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 690,31 $	
GESTION CONSEIL STC INC.	1407699	06 AVR. 2020	LAMBERT, LYNE	LAS BCR TP 2020 - RÉPARATION DU BRANCHEMENT D'ÉGOUT DANS L'EMPRISE PUBLIC (COUPE FENÊTRE POUR UNE RÉPARATION PONCTUELLE) POUR LE 18, 6E AVENUE DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	18 215,33 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GESTION CONSEIL STC INC.	1409206	28 AVR. 2020	LAMBERT, LYNE	LAS BCR TP 2020 - RÉPARATION DU BRANCHEMENT D'ÉGOUT DANS L'EMPRISE PUBLIC (COUPE FENÊTRE POUR UNE RÉPARATION PONCTUELLE) POUR LE 115, 9e AVENUE DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	5 797,93 $	
GESTION CONSEIL STC INC.	1409206	20 AVR. 2020	LAMBERT, LYNE	LAS BCR TP 2020 - RÉPARATION DU BRANCHEMENT D'ÉGOUT DANS L'EMPRISE PUBLIC (COUPE FENÊTRE POUR UNE RÉPARATION PONCTUELLE) POUR LE 115, 9e AVENUE DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	15 853,10 $	
LES SERVICES EXP INC.	1409385	21 AVR. 2020	GAUTHIER, BENOIT	LAS-BCR-TP 2020 SP INGENIERIE ELECTRIQUE TERRAINS TENNIS CAVELIER	LaSalle	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	12 556,50 $	
STEVE GIASSON	exposition200402	03 AVR. 2020	SING, THON DEE	Animation-exposition interactive de la page Facebook de LaSalle du 2 au 30 avril 2020	LaSalle	Autres - activités culturelles	2 137,55 $	
8189838 CANADA INC.	1409796	28 AVR. 2020	ROY, PATRICK	entretent du lift garage facture 126320	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 043,20 $	
AB EXPRESS-MERCIER	SLT965370	09 AVR. 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 141,76 $	
AB EXPRESS-MERCIER	SLT965516	15 AVR. 2020	BRISEBOIS, LUC	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 139,16 $	
ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITEE	AVM963927	14 AVR. 2020	OUIMET, GUY	M221280	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 620,49 $	
AGRITEX	CAR962891	16 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	MAIN D'OEUVRE POUR INSPECTION ANNUELLE SELON SOUMISSION # 43914	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 640,99 $	
AGRITEX	CAR962892	16 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	MAIN D'OEUVRE POUR INSPECTION ANNUELLE SELON LA SOUMISSION # 43914	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 596,12 $	
B-LINE EQUIPEMENT & ACCESSOIRES POUR PNEUS	1409064	17 AVR. 2020	MASSE, PAUL	Achat PTI - Machine Équilibreuse et Élévateur ciseau pour pneus - Atelier Des Carrières - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	5 542,58 $	
BRANDT TRACTEUR	CAR945719	16 AVR. 2020	PORTELANCE, RAYMOND	ENTRETIEN ANNUEL D'UN TRACTEUR CHARGEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 101,80 $	
BRANDT TRACTEUR	MAD965062	17 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	RÉPARATION CULASSE MOTEUR.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	53,28 $	
BRANDT TRACTEUR	MAD965062	03 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	RÉPARATION CULASSE MOTEUR.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 148,32 $	
BRANDT TRACTEUR	MAD965869	22 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO A BRANDT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	17 649,68 $	
CAMFIL FARR (CANADA) INC.	ROS964960	01 AVR. 2020	LESSARD, SIMON	BOITE 6 FILTRE 059413001 3030-4X23.37X 23.37-(24X24)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 405,01 $	
CAMION & REMORQUE H.K. INC.	CAR966372	29 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR P/O POUR RÉPARATIONS DE BENNE ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	18 959,08 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	AVM965798	21 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 90275 INTERANJOU POUR REP. KING PIN ET CHECK ENGINE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 564,26 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	1409719	23 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	4s. PTI ACQUISITION (68102)- Gré à Gré- Achat de Tracteur de classe 413-A pour Service de l'Espace Pour la Vie (gré à gré) (devis 41320A11)- MRA	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	90 463,53 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR964877	21 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	P/O POURCAMION GAGNON POMPE A EAU + ENTRETIEN REGULIER SELON # DE FACT: 421827	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 200,40 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR965049	21 AVR. 2020	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	ENTRETIEN ANNUEL + REMPLACEMENT DU E.G.R. COOLER D'UN CAMION D'AQUEDUC DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 751,42 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR965051	16 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	TRAVAUX EFFECTUER SELON L' INSPECTION PEP ET SELON SOUMISSION # 306997	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 400,07 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR965052	23 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN FOURGON DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 356,62 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR965330	09 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	ENVOYER UNITÉ CHEZ CENTRE DE MÉCANIQUE GAGNON POUR VÉRIFIER FUITE D'HUILE MOTEUR SELON SOUMISSION # 307060	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 271,65 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR965439	14 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 756,07 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR965736	21 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	P/O POUR CENTRE DE MECANIQUE GAGNON POUR INSP REGULIERE SELON SOUMISSION # 307099	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 003,30 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR965817	27 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	P/O POUR CENTRE CAMION GAGNON INSP PEP+VIGNETTE SELON # DE FACT: 421883	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 503,51 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR966058	24 AVR. 2020	PORTELANCE, RAYMOND	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN VÉHICULE MULTISEGMENTS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 842,77 $	
CERTIFLO INC.	CAR965845	22 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O REPARATION CITERNE AUTORISÉ PAR B.ALLARD VOIR FCT #97983	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 325,26 $	
CERTIFLO INC.	DIC966157	27 AVR. 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A CERTIFLO POUR LE REMPLACEMENT DU CONTROLE DE PRESSION DEFECTUEUX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 904,31 $	
CERTIFLO INC.	MAD966204	28 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	Fournir PO pour transformation du système d'arrosage fait par CERTIFLO.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 676,38 $	
CERTIFLO INC.	SLD964923	06 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	sld-mecanique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 925,30 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	MAD964766	16 AVR. 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	0KCV-266 TUYAU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 410,10 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	MAD964767	07 AVR. 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	0W703902-S403 GOUJON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 057,08 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	SLD965756	29 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 865,58 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	SLT965901	22 AVR. 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	service	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 461,15 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	DIC965924	22 AVR. 2020	RECTON, YAN	FOURNIR UN PO A CLIFFORD UNDERWOOD POUR LA REPARATION DES BARRURES DU CYLINDRE AVANT ET ARRIERE.FACTURE:2020-71392	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 017,86 $	
CLUB VOYAGES AFFAIRES	1409084	17 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Facture #502113668 Billet d'avion et d'hôtel pour voyage à Londres de Philippe Saint-Vil - janvier 2020- MRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 271,34 $	
COMMUNICATION J. POISSANT ENR.	1408005	08 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	Négociation gré à gré -Contrat pour services de démontage des équipements d¿urgence sur véhicules de SPVM (mise au rancart), selon tableau des prix pour un montant maximal de 100 000 $, taxes incluses ¿ SMRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	41 995,00 $	
CORE EQUIPEMENT INC.	1409060	17 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	Paiement facture 2016 Core Equipement Inc.-Webasto DBW2010, Bracket for Mounting - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 155,41 $	
CORE EQUIPEMENT INC.	CAR965188	06 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR ENTRETIENT HORD SAISON ET INSTALLATION 2 VISEURS LASER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	35 775,96 $	
CORE EQUIPEMENT INC.	CAR966148	28 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE PIÈCES POUR FUSIL PEINTURE, CAMION TRACEUR 307-17266	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 996,89 $	
CUMMINS CANADA ULC	ROS965331	08 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REBATIR MOTEUR DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	17 175,83 $	
CUMMINS CANADA ULC	ROS965457	14 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR PO FACTURE # AN-51523 CUMMINS (REPARATION SELON ESTIME) (216) 347-12594	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 229,50 $	
CUMMINS CANADA ULC	ROS965619	16 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE MOTEUR CUMMINS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 825,47 $	
CUMMINS CANADA ULC	ROS966384	29 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 942,23 $	
CUMMINS CANADA ULC	SLT965911	22 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	ATELIER SERVICES EXTERNES VEH 309-13106 FACTURE 53142	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 346,70 $	
CYCLO CHROME INC.	1409525	22 AVR. 2020	HOGUE, ROBERT	Réparation et entretien de vélo de police sur la route et en boutique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 394,82 $	
D M GOOS DIESEL INC	CAR965968	23 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O POUR ENTRETIEN VOIR FCT#10678	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 717,44 $	
ELEVEX INC.	CAR951206	16 AVR. 2020	AUDY, MICHEL	C1457004 (INSTALLATION DE PNEU NEUF SUR ROUTE)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 800,72 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	SLT948919	01 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	SERVICE PREVENTIF	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	18 230,94 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	AVM965603	16 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 7000493 TWIN EQUIPEMENT POUR REPARATION BOITE D'ASPHALTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 699,26 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	AVM965604	16 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 5079180 TEIN EQUIPEMENT POUR REPARATION DE LA BOITE D'ASPHALTE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	20 543,90 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR964965	02 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	BARRE HORIZONTALE OU EST FIXÉ LE MOTEUR DU SPINNER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 062,05 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR965598	16 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	REPARER LE FIBRE FISSURE SUR LE JIB SELON LA SOUMISSION # S-5097403	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 555,97 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	SLT964295	08 AVR. 2020	VERMETTE, SUZANNE	989642 - 293-04374 - PIECES POUR REPARATION DE BENNE SUR CAMION FREIGHTLINER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 372,74 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	SLT964296	08 AVR. 2020	VERMETTE, SUZANNE	988764 - VEH 396-14064 - PIECES POUR REPARATION DE BENNE SUR CAMION FREIGHTLINER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 306,06 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR965278	15 AVR. 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION PANIER DE NACELLE - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 624,69 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR965696	20 AVR. 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO - MAIN D'OEUVRE - INSPECTION ANNUELLE DE LA NACELLE + LES REPARATIONS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 014,59 $	
EXPROLINK INC.	CAR963760	08 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE PIÈCES POUR RÉPARATIONS SUITE À L'INSPECTION ANNUELLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 228,81 $	
FORD LINCOLN GABRIEL	MAD965496	15 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO A FORD GABRIEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 005,98 $	
FORD LINCOLN GABRIEL	MAD965765	21 AVR. 2020	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO A FORD GABRIEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 731,17 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1388696	06 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	2020 - Pièces d'origine pour camions Freightliner	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,75 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	AVM965208	07 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	M221595	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 538,48 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR964963	01 AVR. 2020	LUSSIER, STEPHANIE	14-19372-000 STEERING BOX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 266,91 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR965928	27 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	0CORE EGR VALVE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 111,16 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DEU41336	14 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	Z-283 RÉPARATION GLOBOCAM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 894,70 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC965642	29 AVR. 2020	RECTON, YAN	Achat de pièces pour réparer marche-pied passager arracher ainsi que tuyau de dpf endommagé.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 962,72 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC965779	21 AVR. 2020	BLOUIN, BERTRAND	DDE/A4711405675 EGR COOLER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 793,16 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD964781	02 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	TDA/2210Q7661 S CAM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 566,71 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD965072	03 AVR. 2020	BRISEBOIS, JOEL	BHT/CU077001 RADIATEUR MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 130,37 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD965772	22 AVR. 2020	BRISEBOIS, JOEL	BW/K147136 CALIPER AVANT DROIT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 447,34 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD965805	21 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO A GLOBOCAM ANJOU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 960,13 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD966013	23 AVR. 2020	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO A GLOBOCAM ANJOU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 736,56 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD966116	27 AVR. 2020	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO A GLOBOCAM ANJOU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 325,75 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD966139	27 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO GLOBOCAM ANJOU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 024,85 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS965621	16 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 442,54 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	SLD963799	06 AVR. 2020	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 237,49 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	LAS964066	08 AVR. 2020	LAPLANTE, JEAN-MARC	1SURGE TANK	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 556,91 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR964932	03 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	0NUT-HEX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 570,47 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR964932	04 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	6CORE (AIR COMPR.)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 100,98 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR965363	15 AVR. 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG DEMARREUR, COMP. AIR, GASKET	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 058,31 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR965363	20 AVR. 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG DEMARREUR, COMP. AIR, GASKET	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 100,98 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR965475	22 AVR. 2020	BOURRET, YANICK	FITTING BAS RAD + DRAIN PLUG ALLISON + MANIFOLD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 787,24 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR965475	29 AVR. 2020	BOURRET, YANICK	FITTING BAS RAD + DRAIN PLUG ALLISON + MANIFOLD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	541,84 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR965800	21 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	2020 ILE BIZARD SERV. EXT. REP MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 960,19 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR966234	28 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	0CORE (MODULE)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 258,01 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	VER966012	27 AVR. 2020	LEFEBVRE, RICHARD	2FACT: 1371785 CONTROL 16-19567-000	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 903,89 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	VER966012	24 AVR. 2020	LEFEBVRE, RICHARD	0FACT:1371779 / NUT 23-13833-110	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 066,08 $	
GLOBOCAM RIVE-SUD, SOCIETE EN COMMANDITE - GLOBOCAM	AVM966232	28 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 129072 GLOBOCAM RIVE SUD SUITE AU PEP ET REPARATIONS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 393,22 $	
GORDON YVON.COM INC.	PIR956498	29 AVR. 2020	LATOUR, REMI-PAUL	ENTRETIEN SAISONNIER (FACT. # 33139)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 616,59 $	
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	CAR965712	20 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	VALVE POUR LEVE BAC COMPLET	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 064,66 $	
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	CAR965714	20 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	VALVE POUR LEVE BAC COMPLET VOIR PHOTO QUI VAS SUIVRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 090,93 $	
HEBDRAULIQUE INC.	1409077	17 AVR. 2020	MASSE, PAUL	Achat PTI 68103 - fourniture d¿une unité de puissance pour l¿entretien d¿épandeur - Atelier Outremont - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	6 850,96 $	
HEBDRAULIQUE INC.	CAR965813	21 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	LOT DE FITTING HYDRAULIQUE EN VRAC SELON SOUMISSION # C99-359089	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 300,56 $	
HEBDRAULIQUE INC.	ROS958000	01 AVR. 2020	LESSARD, SIMON	FOURNIR P/O POUR HEBDRAULIQUE POUR SOUMISSION S99-116931	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 242,68 $	
HEBDRAULIQUE INC.	ROS965789	21 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNITURE DE RACCORDS HYDRAULIQUES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 141,12 $	
J.A. LARUE INC	1406408	06 AVR. 2020	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	314,96 $	
J.A. LARUE INC	CAR966265	28 AVR. 2020	MASSE, PAUL	FOURNIR P.O REPARATION SOUFFLEUR LARUE VOIR FCT#S000006731	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	65 189,99 $	
J.A. LARUE INC	CAR966267	28 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O REPARATION SOUFFLEUR LARUE VOIR FACT S000007358	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 771,09 $	
J.A. LARUE INC	SLT950141	07 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 592,14 $	
J.A. LARUE INC	SLT960439	27 AVR. 2020	BRISEBOIS, LUC	086102N FILTRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 681,23 $	
J.A. LARUE INC	SLT965247	07 AVR. 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 048,74 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	CAR964928	27 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	P/O POUR JOE JOHNSON INC INSPECTION COMPLETE ET INSPECTION PEP SELON LA FACTURE # S10063	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 255,27 $	
KENWORTH MONTREAL	ROS965192	06 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR PO FACTURE # 1526022 KENWORTH (REPARAATION SSELAON ESTIMATION TRAVAUX) (416) 337-09210	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 974,02 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	DIC965478	14 AVR. 2020	ARCE, CRISTIAN	modification pour souffleuse a neige	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 115,48 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	PIR962472	27 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	2020 GRANDS PARCS SERV. EXT. REPARATION TRANSMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 825,35 $	
LASSONDE MARINE INC.	MAD965417	14 AVR. 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	779715 HUILE XD-100 MOTEUR HORS BORD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 834,66 $	
LE GROUPE GUY INC.	MAD964995	01 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	Fournir PO pour remplacer ECM et faire l'inspection SAAQ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 152,83 $	
LE GROUPE GUY INC.	MAD965445	14 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO POUR DES RÉPARATIONS SUITE À UNE INSPECTION SAAQ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 908,85 $	
LE GROUPE SIMONEAU INC.	DIC965480	14 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	demonter , remettre a neuf bouilloire camion aquadec reinstaller certifier et mettre en marche bouilloire rebatit	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 641,48 $	
LE GROUPE SIMONEAU INC.	DIC965535	15 AVR. 2020	RECTON, YAN	Fournir un bon de commande pour les réparation de la remorque a asphalte.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 360,75 $	
LE GROUPE SIMONEAU INC.	SLD963806	16 AVR. 2020	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 268,76 $	
LES CHARIOTS KIRMAR INC.	1406827	20 AVR. 2020	THIBAULT, MAXIME	RÉPARATION CHARIOT TOYOTA COLBERT REF 940003263	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 488,03 $	
LES CONTENANTS DURABAC INC	1409070	17 AVR. 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	PTI - Aménagement d'un véhicule dans le cadre de dossiers SST - Facture 39081 - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	10 184,99 $	
LES CONTENANTS DURABAC INC	1409073	17 AVR. 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	PTI - Aménagement d'un véhicule dans le cadre de dossiers SST - Factures 038550 -Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	10 741,02 $	
LES DISTRIBUTIONS LARCO	SLT958520	06 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	PIECES ATELIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 288,75 $	
LES EQUIPEMENTS C.M. INC	LAS964072	08 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	0LENS POUR TEMOIN DE : BAH ON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 607,98 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	MAD963536	21 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	Fournir PO pour rebâtir le moteur et réparer l'embrayage.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 144,86 $	
LES PROS DU CAMION	AVM965210	07 AVR. 2020	OUIMET, GUY	M221596	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 885,57 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD965152	06 AVR. 2020	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO RESSORT LASALLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 294,25 $	
LES SAVONS EVY INC	MAD965068	03 AVR. 2020	BRISEBOIS, JOEL	PURELL (OU EQUIVALENT) FORMAT 500ML.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 719,35 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1409083	17 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Location d'un transit connect pour RDP/PAT pour une durée de 6 mois (mai à octobre 2020) - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 735,48 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	DIC966010	23 AVR. 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A LONGUE POINTE DODGE POUR LA DIAGNOSTIQUE ET REMPLACEMENT DE LA POMPE A ESSENCE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 098,06 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	DIC966176	27 AVR. 2020	RECTON, YAN	Fournir po pour la réparation de la transmission.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 303,89 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	ROS966345	29 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE CAMIONNETTE DU SIM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 879,83 $	
LONGUS EQUIPEMENT INC.	1368373	17 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Prolongation d'un mois de location pour la rétrocaveuse CASE 590SN avec godet EDF avant et arrière - (15 février au 15 mars 2020)- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 333,41 $	
MACHINERIES NORDTRAC LTEE	DIC965608	16 AVR. 2020	THIBAULT, DENIS	FACT,# ROC-28228 / FOURNIR UN PO A NORDTRAC POUR LA REPARATION D'UNE FUITE HYDRAULIQUE ET UN ENTRETIEN 600 H EN REFERENCE AU DOCUMNE # ROC-28228 CI-JOINT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 023,01 $	
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE INC.	1406399	15 AVR. 2020	BRISEBOIS, LUC	pieces	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 300,18 $	
MERCEDES-BENZ LAVAL	MAD965791	21 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	Fournir PO pour travaux fait par MERCEDES LAVAL soit; reprogrammer transmission, remplacer ball joints, amortisseurs av., housing filtre et câble de shifter.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 721,47 $	
MERCEDES-BENZ LAVAL	MAD966203	28 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	Fournir PO pour effacer plusieurs témoins allumés au tableau de bord, remplacer pompe et module ESP.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 450,36 $	
M.G. HYDROTHERMIE INC.	CAR965897	22 AVR. 2020	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O BOUILLOIRE VOIR FCT #306597	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 801,01 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	CAR965301	08 AVR. 2020	LUSSIER, STEPHANIE	ACHAT PNEU LOADER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 985,02 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	MAD965568	28 AVR. 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	M67042 11R22.5 LRH XZE2	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 390,57 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MICHEL LABRECQUE AUTO LTEE	LAS965195	07 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	LS14163 REMPLACEMENT DE TRAVERSE DE LONGERON POURRI (VOIR SOUMISSION)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 923,94 $	
MICHEL LABRECQUE AUTO LTEE	LAS965196	07 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	LS14164 REMPLACEMENT DE LONGERON POURRI (VOIR SOUMISSION)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 923,94 $	
NORBEC COMMUNICATION	1407317	01 AVR. 2020	MASSE, PAUL	Achat PTI 68103 - Équipement de sonorisation et projection - Section Électronique-service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	7 657,84 $	
O.J. COMPAGNIE	LAS966213	28 AVR. 2020	DAVID, STEPHANE	04368726 / O RING	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 066,15 $	
PERFORMANCE TRANSMISSION INC.	PIR965872	29 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	2020 ILE BIZRD SERV. EXT. REP. TRANSMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 637,42 $	
P.E.S. CANADA INC.	1409090	17 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	3s. AMENAGEMENT DE 15 DODGE CHARGER 2019 (SPVM) - SOUMISSION 2020-03-31 - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	25 197,00 $	
PETROLES DUPUIS & FILS INC.	CAR965606	20 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	EMPLIR RESERVOIR ANTIGEL EN VRAC LONG LIFE ENVIRON 1000 LITRES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 829,42 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1388757	15 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	2020 - FOURNITURE SUR DEMANDE DE PIÈCES AUTOMOBILES DIVERSES POUR GARAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 299,25 $	
PIE IX CHRYSLER	DIC964209	09 AVR. 2020	LEBRUN, ANDRÉ	DIVERSES PIECES SUSPENSION ET MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 131,76 $	
PIE IX CHRYSLER	DIC965332	08 AVR. 2020	RECTON, YAN	Fournir po pour réparation de la transmission qui glisse..	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 217,99 $	
PNEUS METROPOLITAINS INC.	CAR965378	09 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	PNEU A FAIRE REPARER 4 GROS ET 4 PETIT DE TRAILER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 566,76 $	
POMPETECH INC	CAR965546	16 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	POMPE A EAU COMPLET ASSEMBLY	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 192,15 $	
P.R. DISTRIBUTION INC.	MAD965926	27 AVR. 2020	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO A PR DISTRIBUTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 465,52 $	
PRODUITS SANY	1407653	03 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Contrat gré à gré- Contrat d'entretien pour appareil de type T300, incluant 4 visites par année pour 3 ans. Le contrat de service doit prévoir le remplacement des lames des jupes et l'ajustement des batteries en eau distillée- service du ma	Materiel roulant et ateliers	Autres - Activités récréatives	9 511,56 $	
PRODUITS SANY	1407653	03 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Contrat gré à gré- Contrat d'entretien pour appareil de type T300, incluant 4 visites par année pour 3 ans. Le contrat de service doit prévoir le remplacement des lames des jupes et l'ajustement des batteries en eau distillée- service du ma	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 889,77 $	
PRODUITS SANY	1407656	03 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Contrat gré à gré- Contrat d'entretien pour appareil de type T500 incluant 4 visites par années pour 3 ans. Le contrat de service doit prévoir le remplacements des lames des jupes et l'ajustement des batteries en eau distillé.- MRA	Materiel roulant et ateliers	Autres - Activités récréatives	34 250,10 $	
PRODUITS SANY	1407656	03 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Contrat gré à gré- Contrat d'entretien pour appareil de type T500 incluant 4 visites par années pour 3 ans. Le contrat de service doit prévoir le remplacements des lames des jupes et l'ajustement des batteries en eau distillé.- MRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 236,26 $	
PRODUITS SANY	1407658	03 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Contrat gré à gré- Aréna Maurice-Richard - Fourniture d'autolaveuses et programme d'entretien 3 ans- service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 346,48 $	
PRODUITS SANY	1407658	03 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Contrat gré à gré- Aréna Maurice-Richard - Fourniture d'autolaveuses et programme d'entretien 3 ans- service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Autres - Activités récréatives	24 738,53 $	
PRODUITS SANY	SLT965974	23 AVR. 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	pieces	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 598,44 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR960212	16 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS DIVERSES SUITE À INSPECTION D'UN CAMION MULTIMODE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 590,63 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR962780	01 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 826,06 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR963295	01 AVR. 2020	PORTELANCE, RAYMOND	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 252,48 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR963792	01 AVR. 2020	PORTELANCE, RAYMOND	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION D'AQUEDUC DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 486,34 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964933	03 AVR. 2020	PORTELANCE, RAYMOND	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATION DE LA SUSPENSION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 025,12 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964946	01 AVR. 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 282,30 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964948	01 AVR. 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 645,12 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964951	01 AVR. 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 283,73 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964966	01 AVR. 2020	PORTELANCE, RAYMOND	ENTRETIEN ANNUEL D'UN CAMION MULTIMODE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 846,88 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964983	01 AVR. 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 557,18 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964986	01 AVR. 2020	TROTTIER, LUC	FACTURE F0169866 - FOURNIR PO POUR MAIN D'OEUVRE - INSPECTION PEP + LES REPARATIONS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 168,73 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR965312	08 AVR. 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 489,81 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR965485	15 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATIONS DE SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 888,56 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR965561	16 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	FOURNIR P.O. A RESSORT IDEAL POUR INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS QUI S'EN SUIVENT AU MONTANT DE 2857.45$ AVANT TAXE # FACT F0168736	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 999,97 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR965564	16 AVR. 2020	JUTEAU, JACQUES	FOURNIR P.O. A RESSORT IDEAL POUR INSPECTION PEP + GHF ET LES REPARATION QUI S'EN SUIVENT AU MONTANT DE 4235.37$ AVANT TAXE # FACT F0169483	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 446,61 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR965899	22 AVR. 2020	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O REPARATION SUSPENSION VOIR FCT# F0170502	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 927,24 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC963732	20 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	fournir po pour réparation de suspension arriere	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 590,62 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC964305	07 AVR. 2020	LEBRUN, ANDRÉ	RÉPARATION SUSPENSION ARRIERE ET ALIGNEMENT F0170227	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 504,01 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC965053	02 AVR. 2020	TREMBLAY, MICHEL	REPARATION SUITE A INSPECTION SAAQ*F0169640*	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 113,61 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965085	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 564,81 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965086	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 723,91 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965090	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 568,01 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965095	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 068,70 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965096	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 612,13 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965101	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 378,37 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965104	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 593,75 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965107	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 377,86 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965135	06 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR PO POUR RESSORT IDEAL F0170086	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 651,02 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS965450	14 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR P/O POUR RESSORT IDEAL # DE FACTURE F0169631	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 390,78 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS966394	29 AVR. 2020	CHARRON, DANIEL	REPARATION DE LA SUSPENSION ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 194,40 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	ANJ964697	27 AVR. 2020	MILLETTE, ROBERT	766-15656/277-05225 INSPECTION P.E.P PIÈCES ET MAIN D'OEUVRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 236,63 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	AVM966039	23 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR POSUITE AU PEP ET REPARATIONS FACTURE 1023909 LES PROS DU CAMION DIVISON DE RESSORT MTL NORD.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 563,36 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	AVM966189	28 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	M221668	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 086,97 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	AVM966235	28 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO POUR FACTURE 1024115 RESSORTS MTL NORD SUITE AU PEP ET REPARATIONS.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 539,94 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	CAR964935	27 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	MAIN D'OEUVRE POUR INSPECTION PEP+VIGNETTE SELON # DE FACTURE # 1023933	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 092,14 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	CAR966125	27 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR BON DECOMMANDE POUR RÉPARATION DE SUSPENSION AVANT ET ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 740,28 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC965587	16 AVR. 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 538,53 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC965589	16 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 314,60 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC966001	23 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 809,41 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC966113	27 AVR. 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 187,33 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1322368	28 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	B/C OUVERT POUR RÉCUPÉRATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR L'ANNÉE 2019, POUR L'ATELIER DES INCENDIES AU 2269 RUE VIAU.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 898,53 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1410234	29 AVR. 2020	DESJARDINS, LOUISE	B/C OUVERT POUR RÉCUPÉRATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR ATELIER DES INCENDIES.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 548,58 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR965244	07 AVR. 2020	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	EMPLIR HUILE HYDRAULIOQUE EN VRAC AW46 ENVIRON 1000 LITRES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 404,21 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	DIC963405	09 AVR. 2020	THIBAULT, DENIS	FACT.#82669176 / FAIRE REMPLIR RESERVOIR D'HUILE DE TRANSMISSION , TDH, 5W20	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 538,49 $	
SERRURIER K.G.O. INC.	PIR964566	17 AVR. 2020	LATOUR, REMI-PAUL	ANNEAUX 1 1/2	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 770,90 $	
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	LAS956766	16 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	TUYAU D'EXHAUST DU TURBO JUSQU'AU FLEXIBLE AVEC COLLETS FACT1338122	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 976,63 $	
SM CONSTRUCTION INC.	1407404	01 AVR. 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Facture #537025 -Travaux d¿entretien et réparation au poste de carburant de la cour de voirie du 1501 Bercy ¿ appel de service les 10 et 11 mars 2020 - service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 544,58 $	
SM CONSTRUCTION INC.	1408430	14 AVR. 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Paiement des différentes factures-Travaux aux postes de carburant des cours de voirie de St-Laurent, des Carrières, de LaSalle et de Madison, Appels de service entre les 17 et 26 mars 2020- service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 107,17 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC.	PIR965735	23 AVR. 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG SERV. EXT. REPARATION SUSP. AVANT ET ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 319,52 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC.	PIR965910	23 AVR. 2020	MOCANU, SILVIU	2020 ILE BIZARD SERV. EXT. REP. SUPPORT DE SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 059,37 $	
TECHNO FEU INC	ROS964936	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	pieces de camion de pompier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 225,01 $	1325290
TECHNO FEU INC	ROS964936	03 AVR. 2020	GARNEAU, DOMINIC	pieces de camion de pompier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15,75 $	
TECHNO FEU INC	ROS965055	22 AVR. 2020	CHARRON, DANIEL	#88400787, MOTEUR ET BOITIER POUR STYLE 8840	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 644,07 $	
TECHNO FEU INC	ROS965698	20 AVR. 2020	AUBIN, FREDERIC	AUCUN FRAIS DE TRANSPORT TEL QU'ENTENDU AVEC PASCAL CHEZ TECHNO FEU, RÉF. SOUMISSION - NO. TRANSACTION # BV10002325	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 680,11 $	
TECHNO FEU INC	ROS965828	23 AVR. 2020	BELANGER, BRUNO	MODULE USM CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	367,46 $	
TECHNO FEU INC	ROS965828	22 AVR. 2020	BELANGER, BRUNO	MODULE USM CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 258,62 $	
TENCO INC.	DIC965636	21 AVR. 2020	ARCE, CRISTIAN	CYLINDRE BENNE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 906,80 $	
T.M.S. MAITRES DES CAMIONS LTEE	CAR964451	15 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 936,49 $	
T.M.S. MAITRES DES CAMIONS LTEE	CAR964451	17 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 166,19 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TOROMONT CAT (QUEBEC)	PIR958082	07 AVR. 2020	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	APPEL DE SERVICE: DIAGNOSTIQUE + RÉPARATION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	22 777,84 $	
UAP INC.	ROS955256	20 AVR. 2020	PASCAL, RAOUL	DEP: CARROSSERIE COMPTES OUVERT (DIVERS PEINTURE , SOLVANT ET FOURNITURE D'ATELIER) CHEZ C-MAX CHOMEDEY 01 JAN 2020 AU 31 DÉC 2020	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 498,75 $	
ULINE CANADA CORP	DIC965742	28 AVR. 2020	BRANCONNIER, SERGE	Mobilier pour salle de diner pour mécanicien et casier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 148,46 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	PIR963441	02 AVR. 2020	BOURRET, YANICK	LAVE VITRE VRAC	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 870,52 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1409086	17 AVR. 2020	SAVAGE, CLAUDE	Facture - Travaux de pompage d'un réservoir d'essence contaminé à l'eau à la cour de voirie de l'Assomption (23 mars 2020)- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 733,38 $	
VILLE DE KIRKLAND	1408447	14 AVR. 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Facture #2020-000006-Consommation de diésel pour les véhicules du SIM - période du 1er janvier au 31 mars 2020 (caserne 54)- service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 610,23 $	
W. COTE ET FILS LTEE	MAD963306	20 AVR. 2020	VEILLETTE, PATRICK	Pièces M221156 REF-760469 C001485987	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 636,02 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	012942	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473051	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 260,65 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	013003	02 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472138	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 805,90 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	013020	09 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472388	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 812,69 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	013046	16 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472732	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 505,65 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	013064	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472826	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 611,04 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	013072	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472884	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 466,68 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	013077	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473077	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 716,15 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	8093	09 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVMhttp://apps-maximop01:9080/maximo/webclient/skins/ NoFactMaximo:472390	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 403,76 $	
CENTRE 2000 AUTO ELECTRIQUE MECANIQUE INC.	009891a	15 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472600	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 044,22 $	
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	36949a	04 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472295	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 245,53 $	
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	37092a	11 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472725	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 439,05 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	46305	08 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472131	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 002,76 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	46530	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472876	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 277,22 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	46533	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472873	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 426,89 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	46534	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472868	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 241,08 $	
CHENIER AUTO SERVICE INC.	6948	23 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473116	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 309,98 $	
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	1642	23 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473033	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 195,13 $	
EXPEDITIONS SUR LES RAPIDES DE LACHINE LIMITEE	202023	29 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473190	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 603,72 $	
EXPEDITIONS SUR LES RAPIDES DE LACHINE LIMITEE	202024	29 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473191	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 392,33 $	
EXPEDITIONS SUR LES RAPIDES DE LACHINE LIMITEE	202025	29 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473192	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 925,94 $	
EXPEDITIONS SUR LES RAPIDES DE LACHINE LIMITEE	202026	29 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473193	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 389,25 $	
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	168635	11 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472587	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 051,97 $	
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	168670	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472812	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 320,04 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LASSONDE MARINE INC.	9016	02 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472091	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 717,60 $	
LASSONDE MARINE INC.	9035	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472890	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 047,21 $	
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	92734	04 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472307	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 399,49 $	
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	92942	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472763	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 310,17 $	
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	92965	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472832	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 078,36 $	
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	92970	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472837	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 850,33 $	
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	92987	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472909	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 558,43 $	
LES ENT. DM LEO INC.	64611	25 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471664	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 931,56 $	
LES INDUSTRIES HALRAI INC.	38005	16 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472702	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 420,18 $	
PIE IX CHRYSLER	365292	04 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472286	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 730,02 $	
PIE IX CHRYSLER	365516	08 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472515	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 201,66 $	
PNEUS SP INC.	668976	04 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472305	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 396,18 $	
PNEUS SP INC.	669240	04 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472304	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 106,39 $	
PNEUS SP INC.	669625	11 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472579	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 598,88 $	
PNEUS SP INC.	669929	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472817	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 541,08 $	
RADIATEUR PLUS	52978	04 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472157	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 001,84 $	
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	8050	01 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472053	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 309,72 $	
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	8071	09 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472378	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 452,01 $	
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	8132	16 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472728	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 188,23 $	
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	8135	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472949	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 912,65 $	
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	8149	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473092	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 133,59 $	
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	8155	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473093	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 469,31 $	
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	8156	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473074	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 051,36 $	
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	8160	22 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473063	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 752,51 $	
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	8168	25 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:473131	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 036,76 $	
TRANSMISSION CR	029567	11 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472539	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 337,93 $	
TRANSMISSION CR	029693	18 AVR. 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472920	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 119,14 $	
CONSTRUCTION ET PAVAGE PORTNEUF INC.	1409022	17 AVR. 2020	MORISSETTE, PIERRE	Achat d'asphalte chaude en vrac pour la division de la Voirie pour l'année 2020 selon l'entente 1339435.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $	1339435
LABRADOR SOURCE	1409029	17 AVR. 2020	NETEDU, CORINA-ISABELA	Commande d'eau pour service d'urgence. Commande 2020. Entente 1407362.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	2 611,04 $	1407362
TELTECH SIGNALISATION INC.	1408977	17 AVR. 2020	DIN, RASHED	Commande ouverte de service de location et installation de signalisation pour la voirie de MHM pour l'année 2020. Selon l'entente 1307671.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	7 874,06 $	1307671
BEAUPRÉ MICHAUD ET ASSOCIES, ARCHITECTES S.E.N.C.R.L.	1409373	21 AVR. 2020	VASSART, CLAIRE	DA 639065: Prolongation projet des scènes musicales aux parcs Eusèbe-Ménard et Gouin, C-20-019	Montréal-Nord	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18 078,85 $	
EBI ENVIROTECH INC.	1410073	28 AVR. 2020	TAILLEFER, FRANCINE	DA 641640- Paiement de facture.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	2 330,72 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1409705	23 AVR. 2020	TAILLEFER, FRANCINE	DA 641313 - 641318 Paiement de facture.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	3 547,27 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PLOMBERIE MIRAGE INC	1407569	02 AVR. 2020	BEDARD, GILBERT	Coupe fenêtre du branchement d'égout à l'adresse 5631 Rue Aubin, Mtl-Nord	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	5 354,36 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1382636	14 AVR. 2020	VASSART, CLAIRE	DA 639630-623535 :Amender BC Réparation conduite d'égout - 6430 rue Renoir - Réparation d'une conduite d'égout au 6430 rue Renoir	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	5 693,47 $	
TECHNISERV A.G. INC.	1387078	14 AVR. 2020	VASSART, CLAIRE	DA 626922-626204: Station de pompage Henri-Bourassa - Démarreur progressif et installation d'une sonde - Paiement de facture - Appel de services du 4 octobre 2019 pour réparation du démarreur - Station de pompage Henri-Bourassa	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	7 219,99 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1408048	08 AVR. 2020	VASSART, CLAIRE	DA 640428 - Demande de soumission coupe fenêtre du branchement d'égout à 6280 Boulevard Léger, Montreal Nord	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	6 299,25 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1409279	21 AVR. 2020	BEAUDOIN, STEPHANE	R. BENOIT CONSTRUCTION INC. -Service d'excavation, réfection, réparation et branchement d'urgence APPRO S. BEAUDOIN - (Pierrefonds-Roxboro)	Pierrefonds - Roxboro	Réseaux d'égout	30 708,84 $	
9292-8217 QUEBEC INC.	1407649	03 AVR. 2020	GAGNON, JEAN-YAN	Convention de services professionnels - 9292-8217 QUEBEC INC - négociation du renouvellement de convention collective entre le Ville de Montréal et Syndicat des employées et employés de professionnel- juristes	Ressources humaines	Gestion du personnel	22 828,34 $	
ANDRE LADOUCEUR INC	1410321	29 AVR. 2020	ROUSSEL, TANIA	Honoraires professionnels André Ladouceur inc.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 952,77 $	
ARBITRAGE DENIS TREMBLAY INC	1408592	15 AVR. 2020	ROCHETTE, JEAN	Grief : 02-098-00-10 / Audience au 4 novembre 2019 - Rédaction de la décision et dépôt au Ministère	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 317,60 $	
ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.	1407351	01 AVR. 2020	ROCHETTE, JEAN	Grief : 18-0627 - Audiences, délibéré et rédaction - Facture 17610	Ressources humaines	Gestion du personnel	15 280,89 $	
CAISSE DESJARDINS DU RSEAU MUNICIPAL (MONTREAL-LONGUEUIL	1408401	14 AVR. 2020	GREGOIRE, SOPHIE	Frais pour l'administration du Régime de congé à traitement différé de 2015 à 2019 par Desjardins	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 816,32 $	
CARLOS MARIANO LOPEZ	1408728	15 AVR. 2020	DUFOUR, BERNARD	Animation d'ateliers CO Nord pour les ressources humaines	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 771,66 $	
CARLOS MARIANO LOPEZ	1408732	15 AVR. 2020	DUFOUR, BERNARD	Rencontres d¿équipe, interventions , suivi, Références	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 233,61 $	
CARLOS MARIANO LOPEZ	1409897	27 AVR. 2020	DUFOUR, BERNARD	Rencontres d'équipes + intervention section métroSelon la facture 05/20	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 926,53 $	
DANIEL DION	1409448	22 AVR. 2020	CORMIER, MELISSA	Service Daniel Dion - développement d'un parcours d'apprentissage Accueil	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 409,47 $	
DANIEL DION	1409452	22 AVR. 2020	CORMIER, MELISSA	Service Daniel Dion - finalisation de la matrice de formation	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 409,47 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1408105	09 AVR. 2020	LANDRY, ANNE-MARIE	Expertise Neurosciences, Facture: 23316, Dr Marc-André Laliberté, psychiatre	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 937,03 $	
JACQUES GIRARD	1408397	14 AVR. 2020	CORMIER, MELISSA	Service Jacques Girard - programme de coaching exécutif pour Monsieur Dave Waterhouse	Ressources humaines	Gestion du personnel	10 393,76 $	
NOVACONCEPT FORMATION INC.	1409453	22 AVR. 2020	CORMIER, MELISSA	Service NovaConcept- Accueil et intégration (ajustements et ajouts)	Ressources humaines	Gestion du personnel	12 466,22 $	
RESEAU RH D'ANNIE INC.	1407901	07 AVR. 2020	BEAUDIN, ALEXANDRE	2 ateliers de formation en coaching pour les parrains, marraines de la Ville de Montréal dans le cadre du projet Tremplin-Travail personne handicapée - fournisseur Réseau RH d'Annie Inc	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 117,61 $	
RHR SERVICES CONSEILS INC.	1407646	03 AVR. 2020	GAGNON, JEAN-YAN	Convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et RHR Services Conseils inc. concernant le dossier policiers / assesseur patronal / litige / Annexe K	Ressources humaines	Gestion du personnel	17 647,09 $	
RHR SERVICES CONSEILS INC.	1407648	03 AVR. 2020	GAGNON, JEAN-YAN	Contrat services professionnels - RHR Services Conseils inc. - négociations des conventions collectives entre CSÉM et SCFP	Ressources humaines	Gestion du personnel	22 828,34 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC	1408819	16 AVR. 2020	BEAUREGARD, GENEVIEVE	Service ROGERS - Téléphonie cellulaire Année 2020 Direction PARH	Ressources humaines	Gestion du personnel	10 498,75 $	
SERVICE D'ARBITRAGE ACCELERE INC.	1407521	02 AVR. 2020	ROCHETTE, JEAN	Griefs : SPPMM18-05 à SPPMM18-08, SPPMM18-14 et SPPMM18-24 - services professionnels - Facture 1417-3 - Relation de travail RH	Ressources humaines	Gestion du personnel	17 688,38 $	
VIE AUTONOME-MONTREAL	1407647	03 AVR. 2020	CORMIER, MELISSA	3 ateliers de formation offerts aux parrains, marraines et gestionnaires de la Ville de Montréal dans le cadre du projet Tremplin-Travail personne handicapée - fournisseur Vie autonome-Montréal	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 233,00 $	
LAFARGE CANADA INC	1390094	29 AVR. 2020	FLEURANT, DALILA	Bon de commande ouvert 2020 pour la fourniture de pierre concassée VM-2, pré mélangée normalisée 6VM-9	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	14 587,60 $	1195735
GDLC EXCAVATION INC.	1408215	21 AVR. 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation d'urgence de conduite d'égout située au 6575, rue Viau dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie (2 soum.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	14 383,29 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1408215	09 AVR. 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation d'urgence de conduite d'égout située au 6575, rue Viau dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie (2 soum.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	14 383,29 $	
PLOMBERIE MIRAGE INC	1407738	06 AVR. 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation de la conduite d'égout située au 6319, 3e Avenue (4 soum.) ¿ DTET RPP (O.V.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	7 979,05 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1401064	16 AVR. 2020	BEAULIEU, PIERRE	Appels de service d'hydro-excavation pour la section Aqueduc de la Voirie de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie pour les mois de février et mars 2020 (D.D)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 665,38 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1401064	15 AVR. 2020	BEAULIEU, PIERRE	Appels de service d'hydro-excavation pour la section Aqueduc de la Voirie de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie pour les mois de février et mars 2020 (D.D)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 393,72 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1407652	03 AVR. 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux en urgence - réparation complète de la conduite d'égout au 7101, rue Alexandra (3 soum.) ¿ DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	8 818,95 $	
ATERA ENVIRO INC.	1409706	23 AVR. 2020	PERIARD, MICHEL	Achat d'électrodes PT-435 de Palintest - Section Plomb - Division expertise d'entretien - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	134 803,95 $	1407141
CONCEPT NUMERIQUE INC.	1407852	07 AVR. 2020	PERIARD, MICHEL	Achat de tablette numérique Industrielle Kalliope Modèle 7 et accessoires - Division expertise d'entretien - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 663,02 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1407581	03 AVR. 2020	LEMIRE, LUCIE	Achat d'un portable pour Bruno Lagacé et Guylaine Parent - Division Stratégies et pratiques d'affaires	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 874,43 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1407581	03 AVR. 2020	LEMIRE, LUCIE	Achat d'un portable pour Bruno Lagacé et Guylaine Parent - Division Stratégies et pratiques d'affaires	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	906,98 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1409748	24 AVR. 2020	LOGE, HERVE	Achat licence pour le logiciel Visio standard - Section réglementation Plomb - Gestion Durable de l'eau - DRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 876,66 $	
DISTRIBUTIONS LG INC.	1409164	20 AVR. 2020	PIROG, MACIEJ	BC ouvert 2020 - lettres pour la relève des compteurs - Distribution (non relié à l'entente-cadre) - Mesure consommation d'eau - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $	
HELENE RALAY	1391657	17 AVR. 2020	LACROIX, REMI	Services professionnels pour la mise en route du plan d'action pour éliminer les entrées de service en plomb d'ici 2030 - Division expertise d'entretien - DRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 000,00 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1405916	14 AVR. 2020	LACROIX, REMI	Location d'une voiture Ford escape 4x4 ecoboost gyrophare pour 4 mois - Section intervention - Division expertise d'entretien - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 839,39 $	
PIERRE PREVOST CONSEIL INC.	1407710	06 AVR. 2020	MORISSETTE, CHANTAL	Honoraires professionnels pour l'accompagnement de la Ville de Montréal dans la révision de la fiscalité de l'eau - Direction Service de l'eau	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	45 656,66 $	
ZERO TECHNOLOGIES LLC	1388290	07 AVR. 2020	DEVEAU, DOMINIQUE	Achat de fourniture de pichets d'eau et cartouches de rechanges pour une période de 12 mois - Division expertise d'entretien -Section Plomb - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	19 573,62 $	
ROSEMARIE PATCH	rmi00014918000014 87750004	17 AVR. 2020	Système RECLAM	ROSEMARIE PATCH\Paiement d'une indemnité pour le dossier 20-000072, sur la liste de paiement 2004IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 237,00 $	
SSQ ASSURANCES_5	rmi00014761600013 92030001	22 AVR. 2020	Système RECLAM	SSQ ASSURANCES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-008123, sur la liste de paiement 2004IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 160,00 $	
JULIE BILODEAU	1407815	07 AVR. 2020	TAPSOUKE, YACOUBA	Convention de services professionnels pour de la médiation culturelle dans le cadre du projet de médiation culturelle Carnet 01 - DCSLDS	Sud-Ouest	Autres - activités culturelles	5 852,00 $	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1409556	22 AVR. 2020	STRASBOURG, PIERRE	Renouvellement - Logiciel PARALLELS Desktop 15 MAC (53x)- Période de avril 2020 à avril 2021 - Conformément à la soumission 101156	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 173,25 $	
FORM.IO	1407277	01 AVR. 2020	HAIDAR, GHAYATH	Project Subscriptions. (1) Enterprise level project - 1er janvier au 31 décembre 2020 - Soumission (Quote) 1696	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 427,11 $	
GOSECURE INC.	1408689	15 AVR. 2020	MONET, PHILIPPE	70910.01_Autoriser une dépense de 39 455,00 CA$ (avant taxes) soit 41 422,81 CA$ (Net) pour l¿achat de deux Check Point 2x interface card Chez GoSecure_Robert Randelac14/04/2020- Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 794,25 $	
IBM CANADA LTEE	1408399	14 AVR. 2020	PAGE, MARTIN	Renouvellement - Support étendu de l'équipement de stockage - Ordinateur central - DS 8000 - Période du 15 avril au 31 décembre 2020 - Conformément à la soumission daté edu 27 mars 2020 (CB3325)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	32 721,07 $	
LUCIE COUASNON	1409864	27 AVR. 2020	MONET, PHILIPPE	70151_autoriser une dépense auprès de la consultante Lucie Couasnon pour un montant total de 60 000$ (montant sans taxes)_Sylvain Hébert_22/04/2020- Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	31 622,23 $	
NOXENT INC.	1409175	20 AVR. 2020	NUNES, DEMIS	Nouveau câblage afin de résoudre des problèmes de réseaux et pour séparer le trafic client du réseau de centre de données. - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 471,61 $	
ORACLE CANADA ULC	1410131	28 AVR. 2020	MONET, PHILIPPE	68092_Octroyer un contrat de gré à gré à la firme Oracle Canada pour l¿utilisation de la licence Oracle Fusion Sourcing Cloud, pour un montant de 72 750,16 taxes incluses pour une durée de 24 mois_Abdelmalek Boukhezar_23/04/2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	33 348,16 $	
PLURALSIGHT, LLC	1407628	03 AVR. 2020	PARENTEAU, LYNE	Licences de formation, accès virtuel, accès annuel renouvellement au 31 mars 2020 au 30 mars 2021 / Pluralsight Plus e-learning subscription (31 march 2020 to 30 march 2021)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	37 929,02 $	
RESEAU DE L'INFORMATIQUE MUNICIPALE DU QUEBEC	1407718	06 AVR. 2020	GRENIER, RICHARD	COTISATION ANNUELLE 2020 POUR LE SERVICE DES TI SELON FACTURE 0167	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 011,57 $	
SC360 INC	1407357	01 AVR. 2020	NUNES, DEMIS	Facturation câblage - Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 574,58 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOLUTIONS CONSORTECH INC.	1407325	01 AVR. 2020	MONET, PHILIPPE	69205 - FME-DATA-NW2 FME Database Edition (Licence réseau additionnelle) avec 1 an de maintenance (pour la série S0607A4032) selon la soumission QUO-10465	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 006,85 $	
STEPHANIE GIROUX	1408156	09 AVR. 2020	MONET, PHILIPPE	74925_Autoriser l¿acquisition de services professionnels spécialisés en UI/UX auprès de Stéphanie Giroux pour un montant de 34 020,00$ taxes non incluses pour supporter les équipes de la Ville _CHarles Gaumond_07/04/2020- Service des techno	Technologies de l'information	Gestion de l'information	35 716,75 $	
BELL CANADA	526218253200401	21 AVR. 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuels Internet_No compte:526218253	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 443,18 $	
BELL CANADA	532822084200320	21 AVR. 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuels Internet_No compte: 532822084	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 443,17 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2141167202	24 AVR. 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frias mensuels cellulaire_No facture: 2141167202	Technologies de l'information	Gestion de l'information	16 341,67 $	
TELUS	35061056017	20 AVR. 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuels téléphones cellulaires_No facture: 35061056017	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 753,26 $	
CONSULTATION TK	1409725	23 AVR. 2020	VACHON, DOMINIC	Facture #17381 Services professionnels - Enquête sur les relations de travail d'un employé- SUM	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 025,74 $	
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL	1394623	14 AVR. 2020	CARRIER, JEAN	2020 - Phase 3 Institution gouvernementale- Prog de recherche portant sur le développement d'éléments préfabriqués et de rép. pour les infras. avec les bétons fibrés à haute et ultra haute performance (PFHP et BFUP)-Ref : Étienne CANTIN-SUM	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	18 262,67 $	
EMPREINTE HUMAINE CANADA 2019 INC.	1409125	18 AVR. 2020	GAGNON, LUC	Services professionnels -Présentation d'ateliers webinaires aux gestionnaires du SUM pour les soutenir en période de télétravail et de confinement dans le cadre de la COVID-19.- SUM	Urbanisme et mobilité	Exploitation des stationnements	11 548,62 $	
FNX-INNOV INC.	1407877	07 AVR. 2020	CARRIER, JEAN	Projet 17-02 Services professionnels d¿ingénierie pour l¿assistance pour gérer les accès des structures axe de l'avenue Pierre-Dupuy de la jetée Mackay jusqu'à l'Île Notre-Dame. BC Fermé. Fournisseur remplacé par FNX Innov. SUM	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	12 367,07 $	
GASCON A.-G. INC.	1407323	01 AVR. 2020	BESSETTE, HUGUES	Acquisition d'une servitude nécessaire à l'installation d'une base de FC au quadrant Nord-ouest de l'intersection Linton et Decelle - Ref : Trung Thu Nguyen	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	2 257,23 $	
HYDRO-QUEBEC	1408934	16 AVR. 2020	BOURQUE, LOUIS-HENRI	Nouveau branchement électrique souterrain de base tension - Rue Buchan.	Urbanisme et mobilité	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 149,11 $	
MARIA ALEJANDRA LOPEZ MANDUJANO	1409109	17 AVR. 2020	SAINTE MARIE, PIERRE	Services professionnels pour la division de l'aménagement et des grands projets - Ref : Martin Lacroix	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	21 630,00 $	
NATIONAL ASSOCIATION OF CITY TRANSPORTATION	1407533	02 AVR. 2020	GAGNON, LUC	Member Fee - Leadership 2020 for Valérie Gagnon - Ref : Thameur Souissi	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 028,00 $	
OODA TECHNOLOGIES INC.	1409127	18 AVR. 2020	GAGNON, LUC	Analyses données MTL Trajet pour PUM - Ref : Olivier Audet	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	26 036,90 $	
APTUM TECHNOLOGIES (CANADA) INC.	1408615	15 AVR. 2020	DUFRESNE, ALAIN	00-00-30-4322 : enlèvement de fibre optique dans le garage de l'édicule Émilie-Gamelin au 505 Sainte-Catherine Est.	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	8 112,38 $	
ATLAS SYSTEMES D'ASSECHEMENT LTEE	1408165	09 AVR. 2020	ALI, SAMBA OUMAR	Location (durée approximative 2 semaines) - Pompe 4" sur remorque - Angle des rues Peel et Cypress (voir soumission M-20055 en annexe) - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 199,50 $	
CDTEC CALIBRATION INC.	1409900	27 AVR. 2020	BELLEVILLE, ERIC	2020 - BC ouvert - Réparation/Entretien - Étallonage et certification de détecteur 4 gaz pour espace clos - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseaux d'égout	2 099,75 $	
CLEAN WATER WORKS INC	1409312	21 AVR. 2020	ONOFRE, KETY	Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage structural - Rue Du Havre entre La Fontaine et Maisonneuve - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseaux d'égout	36 745,73 $	
CLEAN WATER WORKS INC	1409954	27 AVR. 2020	ALI, SAMBA OUMAR	Paiement de facture - Travaux réhabilitation 2 drains de puisard rue Charlotte (effondrement chaussée) - Facture J017686	Ville-Marie	Réseaux d'égout	6 299,25 $	
DANSE CARPE DIEM/EMMANUEL JOUTHE	1410135	28 AVR. 2020	TREMBLAY, GINA	Facture 1920-018 - Médiation culturelle Et si on dansait?	Ville-Marie	Autres - activités culturelles	4 199,50 $	
DASSYLOI	1410306	29 AVR. 2020	ALI, SAMBA OUMAR	Test de pression et chloration pour raccordement - Avenue Goulet - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $	
DEMIX BETON	1397392	08 AVR. 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dan l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	724,41 $	
DEMIX BETON	1397392	08 AVR. 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dan l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 364,84 $	1340660
DEMIX BETON	1397392	08 AVR. 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dan l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 162,78 $	1340657

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENGLOBE CORP.	1400923	20 AVR. 2020	DUFRESNE, ALAIN	2020 - BC ouvert - Entente 1388161 - Pour élimination et le traitement des sols contaminés caractérisés - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	7 011,27 $	
GROUPE AKIFER INC.	1395109	07 AVR. 2020	DUFRESNE, ALAIN	2020 - BC ouvert - Échantillonnages des sols potentiellement contaminés, analyses et rapports - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $	
G-TEK	1407530	02 AVR. 2020	ALI, SAMBA OUMAR	Paiement de facture - Services de disposition des liquides contaminés (hydro excavation) - Facture M-37417	Ville-Marie	Réseaux d'égout	2 197,86 $	
LABRADOR SOURCE	1324083	09 AVR. 2020	DUFRESNE, ALAIN	2019 - BC ouvert pour eau embouteillée format 4L pour les situations d'urgence - TP aqueduc Entente 1263989	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 157,98 $	
LABRADOR SOURCE	1408224	09 AVR. 2020	DUFRESNE, ALAIN	2020 - BC ouvert - Eau embouteillée format 4 litres pour situations d'urgences - Entente 1407362 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	8 031,54 $	1407362
LABRADOR SOURCE	1408224	09 AVR. 2020	DUFRESNE, ALAIN	2020 - BC ouvert - Eau embouteillée format 4 litres pour situations d'urgences - Entente 1407362 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 726,34 $	
LOCATION DE CAMIONS EUREKA INC.	1394969	21 AVR. 2020	DUFRESNE, ALAIN	Paiement de factures - Location d'un camion grue Hiab pour formation (incluant assurances, essence, KM et livraison)- TP - Aqueduc (Marcel Brisson)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	7 467,71 $	
MACOGEP INC.	1409683	23 AVR. 2020	DUFRESNE, ALAIN	Services en économie de la construction pour l'aménagement de la place publique rue Ottawa. 20062-mac-0417	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	21 081,49 $	
MANOREX INC.	1409955	27 AVR. 2020	LABELLE, MARC	Paiement de factures - Travaux - Urgence - 3534-3550 Université/McGill College - Gainage conduite d'égoût et travaux du service d'égoût - Factures 1053 et 1054	Ville-Marie	Réseaux d'égout	26 456,85 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1404216	23 AVR. 2020	BELLEVILLE, ERIC	ACHAT DE REGARD AVEC ENSEMBLE DE PIECES DE BÉTON SELON LA SOUMISSION #SC-71667 POUR LE PROJET RUE MAYOR ET CITY COUCILLORS.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 716,31 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1409207	20 AVR. 2020	BELLEVILLE, ERIC	ACHAT DE SECTION INFERIEURE DE BOITE DE VANNE	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 341,22 $	
TELTECH SIGNALISATION INC.	1393875	20 AVR. 2020	ONOFRE, KETY	2020 - BC ouvert - Entente 1307671 - Services d'interventions diverses en signalisation routière - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	52 493,75 $	1307671
TELTECH SIGNALISATION INC.	1393875	07 AVR. 2020	ONOFRE, KETY	2020 - BC ouvert - Entente 1307671 - Services d'interventions diverses en signalisation routière - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	26 246,87 $	1307671
TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	1320886	21 AVR. 2020	ONOFRE, KETY	2019 - BC ouvert -pour services de signalisation. Entente 1225128. Fin de l'entente: 28 septembre 2020 Montant estimé: 437000$ avant taxes TP aqueduc arr. Ville-Marie	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 602,97 $	
WSP CANADA INC.	1409684	23 AVR. 2020	DUFRESNE, ALAIN	Service en ingénierie compatibles avec le contrat-cadre pour une assistance technique nécessaire, afin de préparer une estimation Classe D ainsi qu¿une validation de concept. P19-11032-24	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 730,32 $	
CREUSAGE RL	1408109	09 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un hydro-vac avec opérateur le 6 avril 2020 pour les travaux de branchement d'égout au 8075 De Lormier et le 7 avril pour Bris d'eau	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 892,41 $	
CREUSAGE RL	1408109	21 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un hydro-vac avec opérateur le 6 avril 2020 pour les travaux de branchement d'égout au 8075 De Lormier et le 7 avril pour Bris d'eau	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	1 979,01 $	
CREUSAGE RL	1408109	21 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un hydro-vac avec opérateur le 6 avril 2020 pour les travaux de branchement d'égout au 8075 De Lormier et le 7 avril pour Bris d'eau	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	304,46 $	
CREUSAGE RL	1409600	23 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavateur avec opérateur pour des travaux effectués au 4149, 55e rue et 8801, 10e avenue.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 587,94 $	
CREUSAGE RL	1410270	29 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavateur avec opérateur le 28 avril 2020	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 283,48 $	
CREUSAGE RL	1410348	30 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavateur avec opérateur pour des travaux effectués au 7003 Champagneur le 29 avril 2020.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 131,25 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1409879	27 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 8315 Wiseman en urgence	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	7 979,05 $	
LAFARGE CANADA INC	1410156	28 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Fourniture de pierre concassée 0-3/4" selon l'entente 1402405	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	19 265,20 $	1402405
LOCATION LORDBEC INC.	1407659	03 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Réparation d'une fuite d'eau en urgence au 7995 ave de Chateaubriand	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	4 173,25 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1408043	08 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement en urgence au 8075 De Lormier	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	10 157,54 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1403990	22 AVR. 2020	BEAUDREAULT, BRIGITTE	CANOPÉE - Location d'un camion-citerne pour 4 mois.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Horticulture et arboriculture	10 368,57 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1407701	06 AVR. 2020	CADOTTE, ANNICK	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout 1er/2e avenue - 21e/Jean-Talon - 6e/L.O.-David.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	4 729,69 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409436	22 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout Jean-Talon et Guizot O.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 364,84 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 30 AVRIL 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409437	22 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout sur la rue Guizot Est	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 364,84 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409438	22 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout pour des travaux effectués rue Guizot et rue Lajeunesse.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 364,84 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409492	22 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout sur Jarry Ouest et Acadie.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 364,84 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409494	22 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout sur la rue Birman	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 364,84 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409503	22 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout sur D'Anvers et De Liège	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 364,84 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409597	23 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout sur le boul. Jean-Talon	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 225,73 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409939	27 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout sur le boul. Crémazie le 22 avril	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 364,84 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409943	27 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout sur la rue Liège Ouest et Jean-Talon	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 364,84 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1409946	27 AVR. 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location d'un camion combiné pour le nettoyage d'égout sur le boul. Crémazie et St-Laurent le 24 avril 2020.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 364,84 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1409784	24 AVR. 2020	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - ACHAT DE VANNES	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	3 689,68 $	
							14 205 180,55 $	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.04

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1204320003

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil à la suite du rapport d'étude et des recommandations portant sur la période de questions du public au conseil municipal.

Il est recommandé au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux rapports de la Commission de la présidence du conseil portant sur l'étude de la période de question du public au conseil municipal.
Il est recommandé au comité exécutif de mandater la direction générale afin de mettre en oeuvre les quatre recommandations énoncées qui permettront d'ajuster les modalités de participation du public au conseil municipal.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-28 12:35

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204320003**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil à la suite du rapport d'étude et des recommandations portant sur la période de questions du public au conseil municipal.

CONTENU

CONTEXTE

La Commission de la présidence du conseil a déposé le 19 août 2019 quatre recommandations auprès du conseil municipal. Ce rapport faisait suite à la consultation publique tenue entre le 24 avril et le 22 mai 2019 par la Commission auprès de la population concernant la période de question du public aux séances du conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la Commission de la présidence du conseil, le comité exécutif dépose son rapport sur ces questions.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la Loi sur les cités et villes et à la Charte
de la Ville de Montréal, leur mission consiste à éclairer la prise de décision des personnes élues au niveau municipal et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La réponse déposée par le comité exécutif intègre une analyse du service liée à la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif - séance visée : 13 mai 2020
Conseil municipal - séance visée : 25 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-04-28

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL À LA SUITE DU RAPPORT D'ÉTUDE ET DES RECOMMANDATIONS PORTANT SUR LA PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC AU CONSEIL MUNICIPAL.

À l'issue de la consultation publique portant sur la période de questions du public au conseil municipal, la Commission de la présidence du conseil a déposé le 19 août 2019 quatre recommandations auprès du conseil municipal et le 22 août 2019 auprès du conseil d'agglomération. Le comité exécutif remercie la Commission pour cet exercice qui propulse Montréal au 21e siècle en proposant des actions qui reflètent la transition écologique et la transition numérique tout en préservant le caractère humain de la Ville, notamment en mettant au coeur de ses priorités la conciliation famille-travail-implication. L'accès à la démocratie est un pilier de notre institution et la Ville de Montréal constate l'impératif besoin de multiplier les façons de rejoindre les citoyen.nes afin qu'elles et ils partagent la pluralité de leurs voix.

Lors de la pandémie de la COVID-19, le gouvernement du Québec a autorisé les municipalités à tenir les séances du conseil à huis clos et aux personnes élues d'y participer par tout moyen de communication (exemple : par téléphone). La mise en oeuvre de la participation à distance des personnes élues et des citoyen.nes aux instances décisionnelles a ainsi été accélérée et plusieurs solutions technologiques ont été explorées afin de répondre à la nécessité de poursuivre un exercice démocratique transparent et efficace dans les courts délais. Notamment, la Ville de Montréal a expérimenté la réception de formulaire électronique pour la période de questions du public à distance lors des séances ordinaires et extraordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération en mars et en avril 2020. Le conseil de ville a ainsi intégré le type de formulaire web pour la réception des questions que des arrondissements[1] avaient déjà mis en place, des mesures qui contribuent à moderniser les instances démocratiques. Également, en avril, un nouveau projet de conseil virtuel a pris forme avec une participation par vidéo-conférence des personnes élues pour le conseil de ville du 20 avril. Il s'agit d'une adaptation importante des pratiques et traditions qui sera peaufinée dans les prochains mois.

Le comité exécutif souligne l'agilité, la flexibilité et la rigueur dont ont fait preuve les services de la Ville de Montréal en rendant possible la tenue à distance par voie téléphonique et électronique des séances de conseil dans le contexte de la COVID-19 et il souhaite que la Ville de Montréal poursuive ses efforts afin de faciliter la participation démocratique des personnes élues et des citoyen.nes à distance. Le déploiement efficace de solution technologique en contexte de crise a permis aux personnes élues de participer et de débattre à distance. Le comité exécutif considère que la table est mise pour améliorer et pérenniser les mesures déjà mises en place et souhaite que des mesures supplémentaires soient étudiées, notamment en termes de vote électronique ou d'autres pistes également énoncées dans le rapport du conseil du 21e siècle.

[1] Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La Petite-Patrie, Verdun et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension procèdent à l'inscription des citoyen.nes en ligne en amont à la séance de leur conseil d'arrondissement.

Le comité exécutif a pris connaissance du rapport de la Commission et bien qu'il soit en accord avec les constats et les recommandations déposées par les membres de la Commission de la présidence du conseil, il souhaite développer une vision plus large qui intègre notamment la participation permanente à distance des personnes élues et du public aux instances décisionnelles. En ce sens, le comité exécutif répond aux quatre recommandations de la Commission.

R-1 MODIFIER LE RÈGLEMENT pour permettre les inscriptions à la période de questions du public à distance, par formulaire web, du lundi précédant l'assemblée du conseil municipal jusqu'au lundi de la séance à 17h ;

Réponse à R-1 Le comité exécutif est favorable à la modification du règlement afin de permettre les inscriptions à la période de questions du public le lundi précédant la tenue de la séance du conseil municipal. Cette modification réglementaire permettra une meilleure conciliation vie personnelle-travail pour les citoyen.nes. Le comité exécutif mandate la Direction générale afin de préparer le dossier décisionnel pour modifier le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)* - sous-section 2, art. 52.

Le comité exécutif souhaite également que la mise en place d'un dispositif de vote électronique informatisé soit étudié en raison de la présence à distance des élu.e.s durant cette période de pandémie et ultérieurement. Ainsi, un changement règlementaire sera également requis et une révision des articles 104 à 112 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* sera à effectuer. Cet ajout vient également répondre aux réflexions sur la gouvernance numérique et à la recommandation 3 de la Commission de la présidence du conseil dans son autre rapport intitulé le Conseil du 21e siècle déposé au conseil municipal le 16 décembre 2019.

R-2 DÉVELOPPER un service numérique permettant de recevoir en amont les inscriptions et le sujet de la question de toutes les personnes qui souhaitent participer à la période de questions du public; et recueillir le sujet de la question et le libellé de la question des personnes qui ne prévoient pas se déplacer en personne à la séance du conseil municipal ;

Réponse à R-2 Le comité exécutif est favorable au développement d'un service numérique qui permet de recevoir les inscriptions, le sujet de la question et toutes autres informations nécessaires à l'inscription des citoyen.nes à la période de questions du public. La transition vers un service numérique est cohérente avec la vision du conseil du 21^{e} siècle. Le comité exécutif mandate la Direction générale pour développer de manière permanente une solution afin de répondre aux besoins identifiés.

R-3 AJUSTER LE PROCESSUS d'inscription à la période de questions du public en appliquant les étapes suivantes :

- Permettre les inscriptions à la période de questions du public à distance, par formulaire web, du lundi précédant l'assemblée du conseil municipal jusqu'au lundi de la séance à 17h ;

- Permettre les inscriptions en personne le lundi de la séance entre 17h et 18h30 ;
- Procéder au tirage visant à déterminer l'ordre des interventions des personnes qui poseront leur question lors du conseil municipal, en personne, le lundi 18h30, le jour de la séance ;
- Procéder au tirage visant à déterminer l'ordre des questions posées de façon numérique, en personne, le lundi 18h30, le jour de la séance ;
- Diffuser la liste et l'ordre de toutes les personnes inscrites, incluant le sujet de leur question, dès 18h45 ce jour-là ;
- Compiler toutes ces données à des fins statistiques en tenant compte de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ;

Réponse à R-3 Le comité exécutif est favorable à l'ajustement du processus d'inscription à la période de questions du public de manière permanente. Cette mesure s'inspire des pratiques locales (exemple : arrondissements de Rosemont–La-Petite-Patrie et de Verdun) qui permettent de réduire les efforts fournis par les citoyen.nes en termes de déplacement, d'attente et de processus et elle a d'ailleurs été expérimentée avec succès aux séances de conseil municipal et d'agglomération en mars et en avril 2020. Alors que la recommandation est applicable à une séance de conseil municipal ordinaire, le comité exécutif souhaite que différentes mesures soient proposées afin de correspondre aussi à de multiples scénarios potentiels, comme celui du confinement dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 ou des mesures d'urgence. Le comité exécutif mandate la Direction générale pour ajuster le processus d'inscription à la période de questions du public après l'élaboration d'un plan d'action, et ce, en conformité aux modifications réglementaires approuvées par le conseil de ville.

R-4 MODIFIER LE *RÈGLEMENT* *sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)* afin de réserver, à la suite de la période de questions réservée aux personnes présentes le lundi soir d'une **durée d'une heure, un bloc de trente minutes** pour la lecture des questions préalablement transmises par formulaire web, en prévoyant les mêmes modalités de traitement et de réponses des personnes élues à ces questions qu'aux questions de personnes présentes.

Réponse à R-4 Le comité exécutif est en accord avec cette proposition et mandate la Direction générale pour préparer le dossier décisionnel afin de modifier le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

La modification permettra de recevoir des questions du public acheminées via le service numérique et de réserver un bloc maximal de **trente minutes** pour la lecture par la présidence d'assemblée des questions du public lors de la séance du lundi soir (jour 1).

Ainsi, la période de question du public **en personne** sera d'une durée de trente minute avec possibilité de prolongation de 30 minutes. Le comité exécutif souhaite que nous débutions d'abord avec la période de question du public dédiée aux personnes présentes. Suivra ensuite, pour une durée maximale de 30 minutes, la lecture des questions numériques des

citoyennes et citoyens. La durée totale de la période de question du public demeurera la même.

Le comité exécutif recommande également, si reprise de la séance pour une seconde journée (jour 2), de poursuivre la lecture des questions **numériques** du public non lues en séance 1, s'il y a lieu, pour une durée de 15 minutes. Cette lecture des questions se déroulera après la période de question du public en personne d'une durée de 15 minutes avec possibilité de prolongation de 15 minutes.

Le tableau illustre bien les changements à apporter au règlement et les nouvelles durées de cette période de question.

Règlement actuel (art. 53)	**Durée inscrite**	**Possibilité de prolongation**
Séance jour 1	60 minutes	30 minutes
Séance jour 2	30 minutes	15 minutes

Règlement modifié	**Durée inscrite**	**Possibilité de prolongation**
Séance jour 1	60 minutes (30 + 30)	30 minutes
Séance jour 2	30 minutes (15 + 15)	15 minutes

Détails des modifications

Règlement modifié (art. 53)	**Durée de la période de question du public - <u>en personne</u>**	**Possibilité de prolongation**
Séance jour 1	30 minutes	30 minutes
Séance jour 2	15 minutes	15 minutes

Règlement modifié	**Durée de la période de question du public - <u>numérique</u>**	**Possibilité de prolongation**
Séance jour 1	30 minutes	Aucune
Séance jour 2	15 minutes	Aucune

En conclusion

Les recommandations ont été étudiées avec attention et les membres du comité exécutif remercient la Commission de la présidence du conseil pour ce rapport d'étude et de recommandations qui permettra de développer un mécanisme de consultation adapté aux citoyen.nes qui souhaitent faire entendre leur voix tout en propulsant Montréal au 21e siècle.

Alors que le récent et soudain contexte de confinement suite à la pandémie de la COVID-19 a précipité la mise en oeuvre de solutions technologiques, le comité exécutif y voit une occasion d'alimenter les réflexions afin d'appliquer à moyen et long termes des pratiques pour tenir l'ensemble des séances des instances décisionnelles si le besoin se présente.

Le comité exécutif encourage l'Administration et la Commission de la présidence du conseil à poursuivre la mise en oeuvre d'actions innovantes qui facilitent une participation citoyenne digne d'une métropole et à l'image d'une institution tournée vers l'avenir.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.05

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1204320004

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil à la suite du rapport d'étude et des recommandations portant sur la rédaction épicène des contenus émanant de la Ville de Montréal.

Il est recommandé au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil portant sur la rédaction épicène des contenus émanant de la Ville de Montréal.
Il est recommandé au comité exécutif de mandater la direction générale afin de mettre en oeuvre les cinq recommandations énoncées.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-11 16:30

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204320004**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil à la suite du rapport d'étude et des recommandations portant sur la rédaction épicène des contenus émanant de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

La Commission de la présidence du conseil a déposé le 22 octobre 2018 cinq recommandations auprès du conseil municipal dans son rapport intitulé « Rédaction épicène des contenus émanant de la Ville de Montréal ». Ce rapport faisait suite à un mandat d'initiative de la Commission de la présidence.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des cinq recommandations contenues au rapport de la Commission de la présidence du conseil, le comité exécutif dépose son rapport sur ces questions.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la Loi sur les cités et villes et à la Charte
de la Ville de Montréal, leur mission consiste à éclairer la prise de décision des personnes élues au niveau municipal et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette réponse est soumise en tenant compte du contexte de la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif - séance visée : 20 mai 2020
Conseil municipal - séance visée : 25 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-11

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-05-11

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DE LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL SUR LA RÉDACTION ÉPICÈNE DES CONTENUS ÉMANANT DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Mise en contexte

La langue française n'a pas toujours eu cette suprématie du masculin sur le féminin. Ce n'est qu'à partir du 17e siècle que des règles ont été introduites en la matière. Au 21e siècle, il est temps de revoir notre façon de s'exprimer pour assurer l'inclusion des divers types de genre humain.

Plusieurs équipes de recherche ont émis des recommandations et plusieurs organisations ont déjà intégré la rédaction épicène dans leurs façons de faire.

La Ville de Montréal a reçu deux rapports d'études qui vont sensiblement dans la même direction et dont les élus souhaitent s'inspirer pour établir sa directive interne :

- Rédaction épicène des contenus émanant de la Ville de Montréal : Rapport d'étude et recommandation - Commission de la présidence du conseil - 22 octobre 2018 ;
- Langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes - Conseil des Montréalaises - 19 août 2019.

Le comité exécutif a pris connaissance du rapport de la Commission de la présidence du conseil et il est en accord avec les constats et les recommandations déposées par les membres de la Commission. Le comité exécutif répond à ses cinq recommandations.

R-1
Rédaction épicène et féminisation linguistique à la Ville de Montréal

Que l'Administration suive l'Avis de recommandation de l'Office québécois de la langue française (OQLF) en matière de féminisation linguistique des noms de personne et de rédaction épicène et qu'elle fasse sien le matériel de formation de l'Office en la matière.

Réponse à R1
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation de l'OQLF en matière de féminisation linguistique des noms de personne et de rédaction épicène. Il prend également acte de la qualité du matériel de formation de l'Office et entend s'en inspirer dans l'élaboration et la mise à jour des outils de la Ville.

R-2
Application de la rédaction épicène à la Ville de Montréal

Que les pratiques de rédaction épicène s'appliquent à tous les contenus émanant de la Ville de Montréal, qu'ils soient administratifs, journalistiques, promotionnels ou informatifs (allocutions, communiqués de presse, fiches d'information à la population; politiques, règlements, avis publics, lettres, notes de service, rapports, campagnes promotionnelles, affichage, etc.), en incluant notamment les contenus visuels, les dénominations d'immeubles et de lieux ainsi que les titres des documents

Et

Qu'une attention particulière soit portée aux communications orales formelles, notamment aux discours officiels des personnes élues et aux textes officiels à caractère administratif (procès-verbaux, politiques, règlements, notes de service, offres d'emploi, etc.) de la Direction générale, du Service des communications, du Service des ressources humaines, du Service des affaires juridiques et du Service du greffe.

R-3
Directive de la rédaction épicène à la Ville de Montréal

Que l'Administration adopte une directive interne de rédaction épicène et qu'elle la diffuse à chacune de ses unités administratives et aux 19 arrondissements

Et

Que cette directive vise essentiellement la rédaction des nouveaux contenus, tout en prévoyant que les documents existants soient révisés au fur et à mesure que des mises à jour de ces contenus sont requises.

R-4
Formation de la fonction publique et des personnes élues

Que l'Administration donne suite à l'engagement pris au *Plan d'action 2015-2018 : Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal* en assurant la formation de la fonction publique montréalaise et des personnes élues en ajoutant la capsule de formation en ligne de l'OQLF[1] en rédaction épicène à la série de formations obligatoires dispensées en ligne via l'Intranet.

R-5
Entrée en vigueur et responsabilité de la directive

Que l'entrée en vigueur de la directive et la formation de la fonction publique se fassent dans les meilleurs délais, compte tenu de la disponibilité des outils de formation de l'OQLF.

Et

Qu'une personne membre du comité de direction soit désignée à titre de responsable du suivi de la mise en œuvre de la directive

Réponse à R2, R3, R4 et R5

Le comité exécutif est favorable à ce que les pratiques de rédaction épicène s'appliquent à tous les contenus émanant de la Ville de Montréal. Le comité exécutif mandate la Direction générale (SECC) à produire une directive Ville en ce sens sous forme d'encadrement administratif.

Le comité exécutif recommande de favoriser l'application de l'écriture inclusive à toutes les communications formelles externes et internes, qu'elles soient écrites ou orales. Il recommande également la production d'un guide et d'un aide-mémoire qui seront diffusés lors des formations et mis en ligne sur l'Intranet de la Ville.

[1] https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/index.html#formation_epicene

Le comité exécutif est en accord avec la proposition de former la fonction publique et les personnes élues. Il recommande plus spécifiquement de former le personnel en communication, les secrétaires de direction, les élues et élus, ainsi qu'une personne-ressource au sein de chaque unité de la Ville qui aura pour mandat de promouvoir la communication inclusive tout en étant responsable de la mise à jour des contenus existants.

Le comité exécutif est favorable à une entrée en vigueur rapide de la directive. Celle-ci devra prévoir la tenue de rencontres annuelles afin de définir, de suivre et d'évaluer l'état d'avancement des résultats. Le calendrier d'implantation proposé implique que la directive soit partagée et les formations soient commencées au plus tard en juin 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.06

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1204320005

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport et aux recommandations du Conseil des Montréalaises dans son mémoire intitulé « Le langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes ».

Il est recommandé au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport et aux recommandations du Conseil des Montréalaises dans son mémoire intitulé « Le langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes ».
Il est recommandé au comité exécutif de mandater la direction générale afin de mettre en oeuvre les huit recommandations énoncées.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-12 09:49

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204320005**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport et aux recommandations du Conseil des Montréalaises dans son mémoire intitulé « Le langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes ».

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil des Montréalaises a déposé le 19 août 2019 huit recommandations auprès du conseil municipal dans son mémoire intitulé « Le langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes ». Ce rapport faisait suite à un mandat d'initiative du Conseil des Montréalaises adopté par les membres à leur assemblée de juin 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0239 - 22 février 2017 : Prendre acte et entériner les projets de réponse aux avis sur l'itinérance produits par le Conseil des Montréalaises de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal
CM1919 1043 - 17 septembre 2019 **:** Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.
CM19 0808 -19 août 2019 : Prendre connaissance du Mémoire « Le langage non sexiste: un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil des Montréalaises.

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des huit recommandations contenues au rapport du Conseil des Montréalaises, le comité exécutif dépose son rapport sur ces questions.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE17 0239, adoptée le 22 février 2017 et CM1919 1043, adoptée le 17 septembre 2019, le comité exécutif prend connaissance des

recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les mémoires et avis déposés par le Conseil des Montréalaises au conseil municipal permettent de contribuer aux réflexions de la Ville sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes et à la condition féminine.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette réponse est soumise en tenant compte du contexte de la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif - séance visée : 20 mai 2020
Conseil municipal - séance visée : 25 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-11

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-05-12

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DES MONTRÉALAISES SUR LA RÉDACTION ÉPICÈNE DES CONTENUS ÉMANANT DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Mise en contexte

La langue française n'a pas toujours eu cette suprématie du masculin sur le féminin. Ce n'est qu'à partir du 17e siècle que des règles ont été introduites en la matière. Au 21e siècle, il est temps de revoir notre façon de s'exprimer pour assurer l'inclusion des divers types de genre humain.

Plusieurs équipes de recherche ont émis des recommandations et plusieurs organisations ont déjà intégré la rédaction épicène dans leurs façons de faire.

La Ville de Montréal a reçu deux rapports d'études qui vont sensiblement dans la même direction et dont les élus souhaitent s'inspirer pour établir sa directive interne :

- Rédaction épicène des contenus émanant de la Ville de Montréal : Rapport d'étude et recommandation - Commission de la présidence du conseil - 22 octobre 2018 ;
- Langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes - Conseil des Montréalaises - 19 août 2019.

Le comité exécutif a pris connaissance du rapport du Conseil des Montréalaises et il est en accord avec les constats et les recommandations déposées par les membres du Conseil. Le comité exécutif répond à ses huit recommandations.

R-1
Que la Ville de Montréal applique les pratiques de langage non sexiste à tous ses contenus, autant écrits et oraux que visuels.

R-2
Que la Ville de Montréal applique les principes de la rédaction non sexiste dans la rédaction de tous les titres et de toutes les descriptions des emplois.

R-3
Que la Ville de Montréal crée un guide du langage non sexiste incluant un outil d'application pratique des lignes directrices du langage non sexiste pour toutes et tous les employé.es et les élu.es, et qu'elle en fasse la promotion.

R-4
Que la Ville de Montréal forme au langage non sexiste le personnel du Service des communications de la ville centre ainsi que des arrondissements.

R-5
Que la Ville de Montréal crée une banque de personnes-ressources formées au langage non sexiste et qu'elle diffuse cette liste auprès de l'ensemble des employé.es.

R-6

Que la Ville de Montréal mette en oeuvre son engagement en matière de communication et de formation en faveur de l'égalité, tel qu'indiqué dans son Plan d'action 2015-2018 : pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal.

R-7
Que la Ville de Montréal inclue dans ses actions et engagements relatifs à l'égalité pour 2019-2021 des mesures visant à appliquer le langage non sexiste, avec des engagements chiffrés et un calendrier d'implantation.

R-8
Que les élu.es soient systématiquement formé.es au langage non sexiste.

Réponse à R1 R2, R3, R4, R5, R6, R7 et R8

Le comité exécutif est favorable à ce que les pratiques de rédaction épicène s'appliquent à tous les contenus émanant de la Ville de Montréal. Le comité exécutif mandate la Direction générale (SECC) à produire une directive Ville en ce sens sous forme d'encadrement administratif.

Le comité exécutif recommande de favoriser l'application de l'écriture inclusive à toutes les communications formelles externes et internes, qu'elles soient écrites ou orales. Il recommande également la production d'un guide et d'un aide-mémoire qui seront diffusés lors des formations et mis en ligne sur l'Intranet de la Ville.

Le comité exécutif est en accord avec la proposition de former la fonction publique et les personnes élues. Il recommande plus spécifiquement de former le personnel en communication (au SECC ainsi que dans les arrondissements), les secrétaires de direction, les élues et élus, ainsi qu'une personne-ressource au sein de chaque unité de la Ville qui aura pour mandat de promouvoir la communication inclusive tout en étant responsable de la mise à jour des contenus existants.

Le comité exécutif est favorable à une entrée en vigueur rapide de la directive. Celle-ci devra prévoir la tenue de rencontres annuelles afin de définir, de suivre et d'évaluer l'état d'avancement des résultats. Le calendrier d'implantation proposé implique que la directive soit partagée et les formations soient commencées au plus tard en juin 2020.

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 23 avril 2020, à 17 h

Au CM du lundi 25 mai 2020, à 13 h

Article 7.01

20.01	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198378002

Accorder un contrat à Megatel inc. pour la fourniture d'une fraiseuse à commande numérique (CNC) - Dépense totale de 227 665,68 $ taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17696 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie - 1203838001

Conclure une entente-cadre avec Dalex-Québec inc. pour la remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation, pour une période de cinq ans - Montant estimé de l'entente : 779 858,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17870 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.03	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1206634001

Renouveler le contrat de maintenance et de support du système M-IRIS (Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), prévu au contrat conclu le 29 novembre 2007 (CG07 0437) avec Niche Technology inc., pour une période de cinq ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 3 922 992,76 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1205035001

Accorder un contrat à JSI Telecom pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses - Fournisseur unique

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438012

Accorder un contrat à Aérofil inc. pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75e Avenue, dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 180 288,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18007 (2 soum., 1 seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438015

Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions ltée, pour une période de 36 mois, pour les services d'un lieu d'enfouissement technique, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 709 839,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18066 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.07	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204132003

Exercer la seule option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle estimée de 288 475,02 $, pour une période de 12 mois, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Albert Viau Division de Emco Corporation (CG15 0334) pour la fourniture de poteaux d'incendie, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 849 039,45 $ à 2 137 514,47 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles - 1208057002

Accorder un contrat à Adobe Systems inc., pour une période d'un an, soit du 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées - Dépense totale de 809 811,99 $, taxes incluses - Fournisseur unique

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438013

Autoriser une dépense additionnelle de 174 762 $, taxes incluses, pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat accordé à Cimota inc. (CG19 0366) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 797 476,94 $ à 1 972 238,94 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.10	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1203775002

Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex pour le projet de construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Pierrefonds - Dépense totale de 2 468 283,30 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10342 (6 soum.)

Adoptée à la majorité des voix.

20.11	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438010

Accorder un contrat à Macogep inc. pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal - Dépense totale de 467 821,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18030 (3 soum., 1 seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.12	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine - 1207598004

Accorder un soutien financier maximal de 955 000 $ à l'organisme Jalon MTL (JALON) pour initier le projet de mise en place d'une plateforme numérique de mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.13	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1206462001

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Hampstead crée en faveur de la Ville de Montréal, sans aucune contrepartie, une servitude réelle et perpétuelle d'égout, concurremment avec la renonciation par la Ville de Hampstead à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 252 600, dont la Ville de Hampstead est bénéficiaire, grevant le même immeuble, dont l'assiette est située dans le prolongement nord de la rue Dufferin, de la rue Finchley à l'avenue Macdonald, dans la Ville de Hampstead

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction - 1208741001

Accorder un soutien financier de 306 600 $, sur une période de 3 ans, au Centre international pour la prévention de la criminalité, afin de réaliser le projet « Laboratoire de sécurité urbaine de Montréal », dans le cadre des budgets du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (276 600 $) et du Service de police de la Ville de Montréal (30 000 $) / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service de la culture , Direction du développement culturel - 1207641001

Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Mathieu Lévesque, artiste professionnel, pour une somme maximale de 270 421,21 $, taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art « Dédale et Icare » qui sera intégrée aux infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.16	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1206261001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Simo Management inc., pour l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.17	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1208260002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder 10 contrats à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation - Dépense totale de 11 980 775 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20 18067 (3 soum.) / Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1206810002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 7 011 635,40 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15507 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438014

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly - Dépense totale de 3 372 454,59 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP19075-171156-C (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.20	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438016

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux - Dépense totale de 3 474 102,61 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP19025-172689-C (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.21	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438017

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les excavations Lafontaine inc., pour la réhabilitation du collecteur Ste-Catherine Est entre les rues Papineau et de Lorimier - Dépense totale de 2 331 869,02 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP20004-180119-C (2 soum, 1 seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1203855002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq firmes suivantes (montants, taxes incluses) : Groupe ABS inc. (5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283,40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc. (3 958 888,19 $), pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public 19-17934 (8 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.23	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles - 1207684001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels - Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17582 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.24	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1206945001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels en ingénierie d'une durée de 4 ans avec Les Services EXP inc. et SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis et la surveillance de travaux - Dépense totale : 2 944 189,69 $, taxes et contingences incluses, pour le contrat A, et 2 929 967,68 $, taxes et contingences incluses, pour le contrat B - Appel d'offres public 20-18002 (contrat A : 4 soum. et contrat B : 3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.25	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231020

Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation pour l'aménagement de pistes cyclables à divers endroits de la ville de Montréal - Dépense totale de 1 977 389,43 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 424911 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.26	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207669001

Autoriser une modification dans la source de financement du dossier initial (CG17 0352) afin de tenir compte de la portion reliée aux travaux de pistes cyclables réalisés dans le cadre du projet Griffintown sur la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire au montant de 323 544,19 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.27	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1196037007

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation « Osmose » de Montréal pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, d'une superficie de 2 595,6 mètres carrés, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 14 ans, de 2036 à 2050, dont la rente annuelle à partir de 2036 sera de 4 800 $

Adopté à l'unanimité.

20.28	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles - 1208057001

Conclure une entente-cadre avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 16 mois, soit du 1er mai 2020 au 28 août 2021, pour un montant maximale de 11 724 403,20 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.29	Service de l'habitation , Direction - 1208833001

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 843 885 $ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi - Lespérance, de l'organisme Vilavi Québec

Adopté à l'unanimité.

20.30	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction - 1208741003

Accorder un soutien financier de 187 000 $ à Moisson Montréal inc., pour l'année 2020, pour le projet « Développement social », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.31	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction - 1208741002

Accorder un soutien financier de 300 000 $ à Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), en 2020, en trois versements totalisant 100 000 $ par année, pour 2020, 2021 et 2022, afin de réaliser un projet de trois activités pilotes : « Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires », « Brigades de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyers modiques (HLM) de Montréal » et, « Brigade citoyenne en salubrité », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.32	Service du développement économique , Direction - 1200191002

Approuver le projet d'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Printemps numérique (CG20 0058) et le projet d'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Esplanade (CG19 0070), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets financés au contexte engendré par la pandémie - Dépense totale de 1 055 000 $

Adopté à l'unanimité.

20.33	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1208468003

Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.34	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1203931001

Accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 200 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail pour mettre en oeuvre une aide destinée aux commerçants montréalais et visant l'adoption de plateformes numériques dans le contexte de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

30.01	Service du greffe , Direction

Autoriser une dépense totale de 6 000 000 $ pour financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024 en lien avec le « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) »

Mention spéciale: Dossier en lien avec l'article 42.05

Adopté à l'unanimité.

30.02	Service de l'eau , Direction - 1207814001

Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2020 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

Adopté à l'unanimité.

30.03	Service de l'habitation , Direction - 1206678002

Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

Adopté à l'unanimité.

30.04	Direction générale , Cabinet du directeur général - 1205330004

Adopter le projet de modification de la Charte du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

30.05	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1205929002

Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2019 - volet conseil d'agglomération

Adopté à l'unanimité.

30.06	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1200029002

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs

Adopté à l'unanimité.

41.01	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438006

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG 15-057)

Traité.

41.02	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438005

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RGC15-058)

Traité.

41.03	Service des finances , Direction des revenus - 1203843003

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030)

Traité.

41.04	Service des finances , Direction des revenus - 1204309001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031)

Traité.

41.05	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179004

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal - Commerce) (RCG 15-082)

Traité.

41.06	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179005

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)

Traité.

41.07	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179006

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine (RCG 17-023)

Traité.

42.01	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1193276001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc

Adopté à la majorité des voix.

42.02	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1201081002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Adopté à l'unanimité.

42.03	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1201081003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules

Adopté à l'unanimité.

42.04	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

Adopté à l'unanimité.

42.05	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1191179002

Adoption - Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale)

Mention spéciale: Dossier en lien avec l'article 30.01

Adopté à l'unanimité.

42.06	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1206707001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vannes situées sous une partie de l'avenue McGill College

Adopté à l'unanimité.

42.07	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1206707003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 200 000 $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest

Adopté à l'unanimité.

42.08	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1208244001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles

Adopté à l'unanimité.

42.09	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1207518002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Adopté à l'unanimité.

42.10	Service de l'habitation , Direction - 1206678001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

Adopté à l'unanimité.

50.01	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1195326006

Autoriser, rétroactivement, le prêt de service d'un cadre civil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour une période d'un an, à compter du 2 décembre 2019, et ce, jusqu'au 1er décembre 2020

Adopté à l'unanimité.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.02

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1207192001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des parcs et horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2019 de l'Arrondissement Le Sud-Ouest sur l'utilisation des pesticides

De déposer au conseil municipal le bilan 2019 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement, tel que prévu au paragraphe 2 de l'article 32 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-04-16 11:28

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 avril 2020	Résolution: CA20 22 0096

Dépôt du bilan annuel 2019 de l'Arrondissement du Sud-Ouest sur l'utilisation des pesticides (dossier 1207192001)

Il est proposé par Sophie Thiébaut

appuyé par Craig Sauvé

ET RÉSOLU :

De déposer au conseil municipal le bilan 2019 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement, tel que prévu au paragraphe 2 de l'article 32 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1207192001

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Daphné CLAUDE
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207192001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des parcs et horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2019 de l'Arrondissement Le Sud-Ouest sur l'utilisation des pesticides

CONTENU

CONTEXTE

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire l'utilisation des pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.
La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), doivent se faire dans le respect de la Loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA04 220139; 4 mai 2004; Ordonnance en vertu de laquelle le Règlement 04-041 relatif à l'utilisation des pesticides est applicable à compter du 15 mai 2004; Dossier no: 1041137008
CM14 0111; 24 février 2014; Dépôt du bilan annuel 2013; Dossier no: 1134876002.
CA15220030; 13 janvier 2015; Dépôt du bilan annuel 2014; Dossier no: 1144876004.
CA15220270; 7 juillet 2015; Autorisation de dépense maximale de 315 000.00$ pour l'achat d'insecticide Tree Azin et l'entretien du matériel d'injection pour la période de 2015 à 2017 auprès du fournisseur unique, la firme BioForest Technologies inc.; Dossier no: 1154876002.
CM16 0162 ; 22 février 2016; Dépôt du bilan annuel 2015; Dossier no: 1157192001.
CM17 0103; 20 février 2017; Dépôt du bilan annuel 2016; Dossier no: 1177193001.
CM180283; 26 mars 2018; Dépôt du bilan annuel 2017; Dossier no 1187193001

DA194534001; 19 février 2019; Accorder un contrat de 63 914,60$ (ttc) à la firme Extermination Inspex inc. pour le services d'extermination d'insectes nuisibles et de capture de rongeurs, pour une période de 3 ans,appel d'offre sur invitation # 211902 (2 soumissionnaires)
CM190244; 25 mars 2019; Dépôt du bilan annuel 2018; Dossier no 1187193003

DESCRIPTION

L'application du Règlement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest vise à s'assurer de l'utilisation raisonnée des pesticides tout en optimisant la satisfaction du citoyen dans les limites de nos moyens et effectifs.
Le dossier des pesticides concerne plusieurs services sous différents volets.

1- Extermination
Suite à la décentralisation des services d'extermination, l'Arrondissement a octroyé un contrat de service par appel d'offres sur invitation (211902) pour la période du 1er mars 2019 au 28 février 2022, au montant de 63 914,60$, taxes incluses, à Extermination Inspex inc.

Différents intervenants se partage la gestion du contrat comme suit :
· La division des ressources immobilières gère la portion du contrat couvrant les interventions à l'intérieur des bâtiments (punaises de lit, souris, etc.).
· La division de la voirie gère la portion touchant la dératisation dans les puisards.
· La division des parcs et horticulture gère l'extermination de fourmis charpentières et de guêpes sur le domaine public

2- Traitements phytosanitaires sur les arbres
La division des parcs et horticulture réalise à l'interne les pulvérisations contre les pucerons et les psylles, selon les requêtes citoyennes.

3- Gestion de l'agrile du frêne
Suivant le plan de gestion de la lutte à l'agrile du frêne, la division des Parcs et horticultures :
· Annuellement accepte l'offre de service du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports en lien avec la répétition bisannuelle du traitement des frênes publics aux Tree AzinMD.
· A octroyé, en 2019, un contrat de services professionnels à GDG Environnement pour la mise en place d'un dispositif expérimental de lutte intégrée à l'aide du FraxiprotecMC au montant de 12 399,19 $. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports offre le soutien financier à la hauteur de 50% des coûts.

4- Demande de permis temporaire d'utilisation de pesticides
Une demande de permis reçue en 2019, dont le permis a été délivré.

JUSTIFICATION

Tel qu'exigé par le Règlement 04-041, au dernier paragraphe de l'article 32, le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer au conseil municipal, un rapport faisant état de l'application de ce Règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

NA

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 32 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

François GOSSELIN, Le Sud-Ouest
Ruy Paulo FERREIRA, Le Sud-Ouest

Lecture :

François GOSSELIN, 9 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin M VENNE
Agent Technique horticulture et arboriculture

Tél : 514 872-7943
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

Hamza REHAB
C/D Horticulture et Parcs

Tél : 514 872-5135
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude DUBOIS
directeur(trice) - travaux publics en arrondissement
Tél :
Approuvé le : 2020-02-07

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1207192001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des parcs et horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2019 de l'Arrondissement Le Sud-Ouest sur l'utilisation des pesticides

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daphné CLAUDE
Agente de recherche

Tél : 514 872-1950
Télécop. : 000-0000



Bilan annuel 2019

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement Le Sud-Ouest

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **9**

Personnel dédié à l'application du règlement **10**

Activités de communication et de sensibilisation **12**

Gestion des demandes de citoyens **13**

Formation des employés **14**

Inspections sur les pesticides **14**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **15**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **15**

Évolution des demandes de permis **15**

Infractions et poursuites judiciaires **16**

Lutte intégrée **17**

Conclusion **19**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **20**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

L'application du Règlement sur le territoire de l'arrondissement Le Sud-Ouest vise à s'assurer de l'utilisation raisonnée des pesticides tout en optimisant la satisfaction du citoyen dans les limites de nos moyens et effectifs.

L'équipe d'horticulture et arboriculture est appelée à intervenir sur quatre volets soit:

- L'analyse des demandes de permis d'application temporaire de pesticides déposées au BAM.
- L'analyse des demandes d'intervention en lien avec les populations du puceron du tilleul et du psylle du micocoulier. L'agent technique offre le support technique sur la planification des interventions à réaliser par le contremaître responsable de l'horticulture et son équipe afin d'optimiser nos interventions.
- L'analyse des demandes de service portant sur l'extermination de fourmis charpentières et de nids de guêpes sur le domaine public et la gestion du contrat d'extermination.
- La gestion des interventions sur la population de frênes de l'arrondissement en lien avec le plan d'action, visant le traitement des frênes et leur remplacement progressif par une diversité d'essences d'arbres. Ce plan de gestion permet d'améliorer la résilience de la forêt urbaine, d'assurer la conservation et l'évolution des services écologiques des arbres tout en conservant le contrôle sur les opérations arboricoles.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement 04-041 sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	20 000 $ accordé à l'Arr. pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation
CM15 0690	2015-05-25	Adoption du règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal	Dossier 1166688004
CM15 0690	2015-05-25	Agrile du frêne : Délégation de l'application du règlement aux arrondissements	Dossiers nos: 1146620009 et 1146620016. Adoption du règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville.

No de la résolution	Date	Objet de la décision	Note complémentaire
	2015-06-15	Adoption du règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques	
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète d'utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes.
CM16 0482	2016-04-18	Modification au règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques. (R.V.M. 15-063-1)	
CE17 0789	2017-05-10	Règlement 15-040 modifié	Annexe A modifiée; zones à risque
	2018-06-18	Modification au règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées (R.V.M. 15-063-2)	Supression de : *comprises dans des zones à risques ;* Plusieurs modifications d'importance sont apportées.
	2019-04-15	Modification au règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées (R.V.M. 15-063-3)	Nouvelle offre de subvention de traitement au Tree Azin^{MD} clé en main sur le domaine privé.
ARRONDISSEMENT			
CA04220139	2004-05-04	Ordonnance en vertu de laquelle le Règlement 04-041 relatif à l'utilisation des pesticides est applicable à compter du 15 mai 2004. (dossier 1020696005)	Dossier no: 1041137008
CA05220152	2005-05-03	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence Dossier no: 1052636003.	Ordonnance permettant au directeur des Travaux publics ou au chef de division de la Division parcs ou à son remplaçant, d'autoriser l'usage de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, conformément à l'article 27.6 du règlement 04-041.

No de la résolution	Date	Objet de la décision	Note complémentaire
CA09220076	2009-03-03	Bilan annuel	Dossier no : 1094955001.
CA11220026	2011-02-01	Bilan annuel	Dossier no: 1114201001.
CA12220050	2012-02-07	Bilan annuel	Dossier no: 1124876001.
CA13220469	2013-12-03	Bilan annuel	Dossier no: 1134876001.
CA14220239	2014-05-26	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Autorisation d'une affectation budgétaire de 1 436 000 $ sur 4 ans pour la mise en place du plan local de gestion de l'agrile du frêne. Dossier : 1144876002.
CA14220057	2014-02-04	Bilan annuel	Dossier no: 1134876002.
CA15220030	2015-01-13	Bilan annuel	Dossier no: 1144876004.
CA15220270	2015-07-07	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Autorisation d'une entente de fourniture avec BioForest Technologies inc., fournisseur unique, pour l'achat d'insecticide Tree Azin^{MD} et du matériel d'injection, incluant son entretien, à prix réduit pour une dépense maximale de 315 000$ sur la période de 2015 à 2017. Dossier no: 1154876002.
CA16220027	2016-01-12	Bilan annuel	Dossier no : 1157192001.
CA17220035	2017-02-07	Bilan annuel	Dossier no : 1177193001
CM 180283	2018-03-26	Bilan annuel	Dossier no : 1187193001
CM 190244	2019-03-25	Bilan annuel	Dossier no : 1187193003

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

Le dossier des pesticides concerne plusieurs services sous différents volets.

1- **Extermination**
Suite à la décentralisation des services d'extermination, l'Arrondissement octroi un contrat de service par appel d'offre sur invitation (211902) pour la période du 1er mars 2019 au 28 février 2022, au montant de 63 914,60$, taxes incluses, à Extermination Inspex inc.

Différent intervenants se partage la gestion du contrat comme suit :
- La division des ressources immobilières gère la portion du contrat couvrant les interventions à l'intérieur des bâtiments (punaises de lit, souris etc.).
- La division de la voirie gère la portion touchant la dératisation dans les puisards.
- La division des parcs et horticulture gère l'extermination de fourmis charpentières et de guêpes sur le domaine public

2- **Traitements phytosanitaire sur les arbres**
La division des parcs et horticulture réalise à l'interne les pulvérisations contre les pucerons et les psylles, selon les requêtes citoyennes.

3- **Gestion de l'agrile du frêne**
Suivant le plan de gestion de la lutte à l'agrile du frêne, la division des Parcs et horticulture :
- accepte l'offre de service du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports en lien avec la répétition bisannuelle du traitement des frênes publics aux Tree Azin[MD].
- octroi un contrat de service professionnel à GDG Environnement pour la mise en place d'un dispositif expérimental de lutte intégrée à l'aide du Fraxiprotec[MC] 12 399,19$. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports offre le soutient financier à la hauteur de 50% des coûts.

Les principales dépenses de la division des parcs et de l'horticulture sont ventilées ainsi:

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	0	Le matériel utilisé est fourni par les services centraux.
Formation	780,57$	Salaires des participants
Lutte intégrée	18 567,53$	Valeurs des dépenses contractuelles
Salaires (RH)	8 411,06$	Salaire employés
Budget global	**27 759,16$**	

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Inspectrice en horticulture	3	Traitement Requêtes maladies et insectes, extermination (excepté l'agrile) ; Suivi du contrat d'extermination en lien avec ses demandes.
Agent technique	3	Traitements des requêtes Agrile; gestions entourant l'agrile ; gestion du contrat de lutte intégré ; bilan annuel ; demandes de permis temporaire d'application ;
Total	6	

Commentaires et recommandations

COMMUNICATION ET SENSIBILISATION
Les dépliants d'informations sur les pesticides et l'agrile du frêne sont disponibles à l'accueil du BAM.

FORMATION
Comité municipal sur les pesticides et la lutte intégrée, 2 avril 2019

- Inspectrice en horticulture et arboriculture : 1x 7h00 x34.37$/h = 240.59$
- Contremaitre Parc : 2x 7h00 x38.57$ = 539.98$

LUTTE INTÉGRÉE
1- Aucune opération réalisée à l'interne en 2019

2- Lutte biologique à l'agrile du frêne :
Convention de service avec la firme GDG Environnement Ltée dans le cadre d'un projet expérimental pour la mise en place d'un dispositif expérimental de lutte intégrée à l'aide du Fraxiprotec[MC]
TOTAL : 12 399,19$ + tx = 14 255,97$

3- Contrat d'extermination :
22 demandes de nid de guêpes traitées
3 demandes de fourmis charpentières traitées
25 demandes x 150$/ demande = 3 750$ + tx = 4 311,56$

SALAIRES
1- Traitement des requêtes phytosanitaire et extermination
Inspectrice en arboriculture : 10 jours x 7h x 34,37$ = 2 405,90$
Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne : col blanc 28,47% = 684,96$
Total = 3 090,86$

2- Gestion de l'agrile du frêne
Agent technique en horticulture et arboriculture : 2 semaines x 35h x 39,44$/h = 2 760,80$
Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne : col blanc 28,47% = 786,00$
Total = 3 546,80$

3- Gestion du dossier pesticide et montage du bilan annuel
Agent technique en horticulture et arboriculture : 5 jours x 7h x 39,44$/h = 1 380,40$
Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne : col blanc 28,47% = 393,00$
Total = 1 773,40$

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2019

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Dépliants mis à la disposition du citoyen à l'accueil (non comptabilisé).	Sensibiliser à la réglementation en Vigueur sur les pesticides et en lien avec l'agrile du frêne ; à l'entretien ménager ; au jardinage écologique ; à l'entretien écologique de la pelouse ; à l'utilisation de pesticides à faible impact.	n.d.

Commentaires et recommandations

L'Arrondissement relais les communications issues des Services Centraux sur la plateforme de médias sociaux de l'Arrondissement.

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Les demandes de citoyens sont acheminées via le bureau accès Montréal et la ligne téléphonique 311. Ce n'est qu'exceptionnellement que des demandes de citoyens nous parviennent par d'autres canaux de communication.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	9	19	Divers demandes
Arbres et arbustes	na	14	Diverses maladies
Fourmis	na	6	Demande d'éradication-traitement pesticide.
Guêpes	na	31	Demande d'éradication-traitement pesticide.
Pesticides	2	na	Demande d’autorisation d’utilisation
Pucerons	na	22	Demande de contrôle-traitement pesticide.
Psylle du micocoulier	na	0	Demande de contrôle-traitement pesticide.
TOTAL	11	92	

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Comité municipal sur les pesticides	Bureau de la transition écologique et de la résilience	2019-04-02	3

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

1- Les demandes de permis temporaire d'application de pesticides sont acheminées au BAM par les citoyens/entreprises.

2- Le BAM fait le lien avec l'agent technique en horticulture et arboriculture de la division des parcs et de l'horticulture qui analyse le dossier. Celui-ci vérifie si la demande respecte la réglementation en vigueur. Une inspection peut avoir lieu dans le cadre de l'analyse de la demande et suite à l'octroi du permis temporaire. L'agent technique valide la conformité (ou non) et retourne le formulaire au BAM.

3- Le BAM accorde le cas échéant le permis temporaire d'application et s'assure du paiement auprès du requérant. Une copie finale du permis est remise à l'agent technique.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
aucune	0

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Infestation	0	1	1
	Sous-total	0	1	1
Permis refusés	Aucun	0	0	0
	Sous-total			

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides

Cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Aucune cette année			

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2017	0	0	0
2018	0	0	0
2019	1	0	1
Total	1	0	1

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Aucune infraction ni poursuite judiciaire ces trois dernières années.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Lutte intégrée

Mise en contexte

Les principaux problèmes phytosanitaires rencontrés nécessitant une intervention portent sur l'agrile du frêne, le puceron du tilleul, les guêpes, les fourmis charpentières et le psylle du micocoulier.

Dans le cadre de la lutte contre l'agrile du frêne, en plus des traitements préventifs d'injection au Tree Azin, un projet de lutte intégrée biologique est déployé depuis 3 ans. La répétition de traitement d'injection des frênes publics a été réalisée par le SGPMRS en 2019.

Aucune intervention réalisée en 2019 pour le traitement de pucerons et de psylles du micocoulier.

Les interventions réalisées :

AGRILE DU FRÊNE

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Tree Azin[MD] (No Hom. 30559)	SGPMRS Contrat octroyé à Bio-Contrôle arboricole inc.	Juin-Août	2 404 frênes publics	415,620 L
Tree Azin[MD] (No Hom. 30559)	SGPMRS Contrat octroyé à Bio-Contrôle arboricole inc.	25/06/2019 au 31/08/2019	98 frênes privés	18,59L
Fraxiprotect; *Beauvaria bassiana CFL-1* (protocole expérimental)	GDG Environnement ltée	28 Juin au 8 août	15 frênes publics	15 pochettes

GUÊPES

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Extermination : Tetramethrin / d-phenotrhin 0,20% # hom. 31411	Extermination Inspex	Juin-octobre	22	n.d. aérosol

FOURMIS CHARPENTIÈRES

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Extermination Niban 5% granules # hom. 26565	Extermination Inspex	Juin-octobre	3	+/- 5g.

Conclusion

L’Arrondissement vise à minimiser son utilisation de pesticides sur le territoire en lien avec la règlementation en place. L’objectif de biodiversité fixé par l’Arrondissement vise à améliorer la résilience de la forêt urbaine face aux éléments perturbateurs, tel que les ravageurs et les changements climatiques.

Le plan d’action de l’agrile du frêne vise le remplacement graduel de sa population de frênes par une biodiversité d’arbres. Dans le cadre de cette stratégie, des interventions sont nécessaire pour assurer la survie des frênes à court et moyen terme. La lutte intégrée consiste à combattre une situation problématique par le biais de divers moyens d’action. En ce sens, l’Arrondissement supporte un projet de lutte biologique à l’agrile du frêne en accueillant un protocole expérimental dans le parc Angrignon en zone aménagée. Cette approche utilise un champignon entomopathogène spécifique à l’agrile, au stade adulte.

La sélection du bon arbre au bon endroit, permet également d’éviter de reproduire des situations de nuisances causées par exemple par le puceron du tilleul et le psylle du micocoulier.

Certain ravageur tel que la guêpe et la fourmi charpentière demandent une intervention pour des raisons de sécurité publique.

Notre équipe mets tout en œuvre pour assurer la sécurité du public, le bien-être de ses citoyens, le maintient et le développement de la résilience de sa forêt urbaine.

Meilleures salutations

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement Le Sud-Ouest
Direction de l'Arrondissement
Division du bureau de projet

Auteur
Martin Venne, agr.
Agente technique en horticulture et arboriculture

04 février 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.03

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1200717002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont--La Petite-Patrie au 31 décembre 2019

Il est recommandé :
De recevoir et de déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont--La Petite-Patrie au 31 décembre 2019.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-09 15:34

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 avril 2020	Résolution: CA20 26 0081

Déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont−La Petite-Patrie au 31 décembre 2019

Il est proposé par François William Croteau

appuyé par Stephanie Watt

Et résolu :

De recevoir et de déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont--La Petite-Patrie au 31 décembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

30.08 1200717002

François William CROTEAU
_____
Maire de l'arrondissement

Arnaud SAINT-LAURENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 avril 2020

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.03

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1200717002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont--La Petite-Patrie au 31 décembre 2019

Il est recommandé :
De recevoir et de déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont--La Petite-Patrie au 31 décembre 2019.

Signé par Daniel LAFOND **Le** 2020-03-24 12:42

Signataire : Daniel LAFOND

Directeur d'arrondissement
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200717002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont--La Petite-Patrie au 31 décembre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement 02-002 de la Ville de Montréal (Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de ville aux conseils d'arrondissement, dans son 12e paragraphe du premier alinéa mentionne que le conseil de la ville délègue aux conseils d'arrondissement l'application de la réglementation relative à l'enlèvement, au transport et au dépôt des matières résiduelles ainsi que les activités d'opération en lien avec cette compétence, y compris le suivi et la gestion des contrats, les communications avec les citoyens, la gestion des requêtes des citoyens et la distribution des outils de collecte.
Plus loin dans le règlement, il est fait mention que spécifiquement pour l'application des pouvoirs délégués au 12e paragraphe du premier alinéa, le conseil d'arrondissement doit:

- fournir au comité exécutif et au directeur de service- Environnement, dans le format établi par ce dernier:
- un rapport semestriel d'évolution budgétaire;
- un rapport faisant état de l'exercice des activités déléguées au 15 mars et au autre au 15 novembre de chaque année, comportant notamment des informations de nature technique permettant d'élaborer des indicateurs de production concernant la gestion des activités;
- un bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées;
- toute recommandation qu'il juge appropriée relativement à l'amélioration de l'exercice des activités déléguées.

Nous déposons donc le bilan de l'année 2019 dans le présent dossier qui comprend les autres familles de dépenses et la rémunération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Voir le bilan 2019 détaillé dans le document "pièces jointes".
La présentation du bilan 2019 a été déterminée par l'arrondissement de Rosemont--La Petite-Patrie, en attendant que le Service de l'Environnement nous communique le format voulu comme stipulé dans le règlement 02-002 de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Il est donc demandé au Conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan 2019 et de déposer celui-ci au Comité exécutif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Type d'objet	Famille d'objets	Budget original	Budget modifié	Réel	Disponibilité budgétaire s budget mod
Charges	Rémunération globale	3 078 300	3 078 300	3 369 868	-291
	Autres familles de charges	98 900	98 878	87 784	11
Charges		**3 177 200**	**3 177 178**	**3 457 652**	**-280**
TOTAL		**3 177 200**	**3 177 178**	**3 457 652**	**-280**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'adoption de la recommandation ne présente aucun enjeu, opportunité ou risque particulier en lien avec la situation actuelle découlant de la pandémie du virus COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan 2019 à la séance du :

- Conseil d'arrondissement du 6 avril 2020
- Comité exécutif du 13 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Arnaud BUDKA, Service de l'environnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESJARDINS
Agente de bureau

Tél : 514 868-3812
Télécop. : 514 872-7064

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-11

Oana BAICESCU-PETIT
C/d ress. fin. Mat.Informationnelles Rosemont - La Petite-Patrie

Tél : 514 868-3563
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
Activités de fonctionnement
BV - 304162 - GMR - 2019 par CResp-activité-objet

Période numéro: '201913', Centre de responsabilité parent: 'B91026', Centre de responsabilité: '304162', Activité: '04311, 04321', Objet premier: '51000', Objet dernier: '69999'

Source: 0010000 - Budget régulier

Direction	Centre de responsabilité	Activité	Famille de dépenses	Budget original	Budget modifié	Réel	Surplus / (Déficit)
Dir. Des travaux publics	304162 - RPP - Voirie - GMR et Hygiène	04311 - Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport	Rémunération	2 345 500	2 345 500	2 627 660	-282 160
			Cotisations de l'employeur	732 800	732 800	742 208	-9 408
			Services professionnels, techniques et autres		7 609	0	7 609
			Location, entretien et réparation	68 200		0	0
			Biens non durables	15 000	57 394	56 881	513
			Biens durables	5 000	940	940	0
		04311 - Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport		**3 166 500**	**3 144 242**	**3 427 688**	**-283 446**
		04321 - Matières recyclables - collecte sélective - collecte et transport	Services professionnels, techniques et autres	6 200	26 781	23 810	2 972
			Biens non durables	4 500	6 154	6 154	0
		04321 - Matières recyclables - collecte sélective - collecte et transport		**10 700**	**32 935**	**29 964**	**2 972**
	304162 - RPP - Voirie - GMR et Hygiène			**3 177 200**	**3 177 178**	**3 457 652**	**-280 474**
Dir. Des travaux publics				**3 177 200**	**3 177 178**	**3 457 652**	**-280 474**
TOTAL				**3 177 200**	**3 177 178**	**3 457 652**	**-280 474**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.04

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1200132002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Conseil du patrimoine de Montréal et Comité Jacques-Viger
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport d'activités 2019 du Conseil du patrimoine de Montréal

Il est recommandé :
De prendre acte du dépôt, conformément à l'article 18 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136), du rapport annuel d'activités 2019 du Conseil du patrimoine de Montréal.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-04-06 16:45

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200132002**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Conseil du patrimoine de Montréal et Comité Jacques-Viger
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport d'activités 2019 du Conseil du patrimoine de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 18 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136), le conseil rend compte de ses activités au conseil municipal par le dépôt de son rapport annuel 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0376 - 15 avril 2019 - Dépôt du rapport d'activités 2018 du Conseil du patrimoine de Montréal.
CM18 0429 - 23 avril 2018 - Dépôt du rapport d'activités 2017 du Conseil du patrimoine de Montréal.
CM17 1082 - 25 septembre 2017 - Dépôt du rapport d'activités 2016 du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger.
CM17 0005 - 23 janvier 2017 - Dépôt du rapport d'activités 2015 du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger.
CM15 1159 - 14 octobre 2015 - Dépôt du rapport d'activités 2014 du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger.
CM15 0103 - 23 février 2015 - Dépôt du Rapport d'activités 2013 du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger.
CM13 0692 - 26 août 2013 : Dépôt du Rapport d'activités 2012 du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger.

DESCRIPTION

Dépôt du Rapport d'activités 2019 du Conseil du patrimoine de Montréal.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Mai 2020
Conseil municipal : Mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-06

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-04-06

CONSEIL
DU PATRIMOINE
DE MONTRÉAL

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019

AVRIL 2020

Montréal

PRODUCTION

Direction et mot du président
Peter Jacobs

Coordination et rédaction
Julie St-Onge

Disponible sur le site Internet du Conseil du patrimoine de Montréal
ville.montreal.qc.ca/cpm

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2020

978-2-7647-1752-3 – imprimé français
978-2-7647- 1753-0 – PDF français

Pour plus d'information :
Conseil du patrimoine de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage, bureau 6a-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514-872-4055

Table des matières

MOT DU PRÉSIDENT 2

LES ENJEUX DE 2019 4
- Retour sur l'année 2019 4
- Façadisme 5
- Le contexte patrimonial 5
- Parcs et places publiques 7
- Commémoration 8
- Développement durable 9
- Écoterritoire 10
- Plans directeurs et planification d'ensemble 10
- Propriétés privées 10
- Requalification d'une église 11
- Bâtiments appartenant à la Ville 12

MEMBRES DU CONSEIL 13

MEMBRES SUPPLÉANTS 15

LE PERSONNEL DE SOUTIEN 17

MISSION ET MANDAT DU CPM 18
- Mandat 18
- Pouvoir d'initiative 19
- Fonctionnement 19
- Comité mixte 20

ANNEXE 21

MOT DU PRÉSIDENT

Alors que Montréal connait un renouvellement important et que de nombreux grands projets sont réalisés, le sort de notre patrimoine bâti et naturel, pilier de l'âme montréalaise, est loin d'être assuré. L'impact des projets de développement de plus en plus denses, de même que les impacts anticipés dus aux changements climatiques, parmi plusieurs autres enjeux, laissent de moins en moins d'espace aux traces de notre patrimoine autant naturel que bâti.

Nous nous demandons si les anciens bâtiments dont les façades architecturales sont maintenant collées sur de nouvelles tours sont le témoin fidèle des temps passés. Ces vestiges partiels sont-ils porteurs d'un sens authentique? Le façadisme reflète-t-il les objectifs de la Ville quant à la conservation et la mise en valeur de notre histoire et de notre patrimoine? Le CPM se demande si la pratique est devenue une stratégie courante plutôt qu'un acte d'exception.

C'est à travers sa préoccupation pour le respect des valeurs patrimoniales et en tant qu'instance consultative de la Ville que le Conseil de Patrimoine de Montréal (CPM) a mis sur pied un comité sur le façadisme en 2019, conjointement avec ses partenaires issus d'arrondissements et de services centraux, afin de se pencher sur cette question. Les constats et recommandations issus de ce comité ont été soumis aux instances concernées afin d'être bonifiés et seront ensuite intégrées dans la révision du Plan d'urbanisme de Montréal prévue dans les prochaines années.

La vision du Plan d'urbanisme de Montréal offre un excellent point d'appui quant à l'avenir de la Ville, la nature de son tissu urbain et la qualité de vie attendue. Le Plan doit aussi encadrer plusieurs enjeux liés à la sauvegarde de notre patrimoine bâti et naturel. Ainsi, le rôle, le caractère et la portée du patrimoine doivent être abordés de façon explicite. Enfin, le Plan doit proposer des politiques, programmes, et moyens afin de valoriser et protéger les legs patrimoniaux, naturels et construits, avant qu'ils ne deviennent vulnérables, se dégradent et soient appelés à disparaitre. Il faut éviter que nos bâtiments et espaces verts se détériorent à cause d'un manque d'entretien, soient vouées à l'abandon et ensuite à la démolition.

En parallèle à la révision en cours du Plan d'urbanisme, il faut trouver des stratégies afin de mieux partager et mobiliser les connaissances en patrimoine. Notamment, je souhaite que l'ensemble des études réalisées pour la Ville sur le patrimoine soit diffusé et accessible à tous. Il faut que les données existantes sur le patrimoine soient colligées, que les données manquantes soient identifiées, qu'elles deviennent accessibles et que des modalités d'emploi de ces données soient élaborées afin d'assurer la pérennité du patrimoine montréalais. Il est également essentiel que le réseau des professionnels et défenseurs du patrimoine soit élargi et que des moyens et outils soient mis en place afin de faciliter les échanges tout en arrimant les expertises et préoccupations de chacun, y compris de la population montréalaise.

Au cours de la dernière année, le Conseil du Patrimoine a connu une hausse importante des dossiers qui lui ont été soumis pour avis, ce nombre passant de 25 à 35 pour le Conseil et de 11 à 21 pour le comité mixte, composé du Conseil et du Comité Jacques-Viger. Ce dernier a lui également connu une augmentation substantielle du nombre de projets qui lui été soumis, ce nombre ayant grimpé de 6 à 13 dossiers. Ainsi, la charge de travail a presque doublé en une année, et cette hausse semble se maintenir pour l'année en cours. Force est de constater que cette augmentation de la charge de travail a un impact important sur notre capacité à assurer le bon fonctionnement de nos activités et à répondre adéquatement aux demandes d'avis qui nous sont transmises par nos partenaires des Arrondissements et des services centraux de la Ville. Nous sommes fortement préoccupés par les délais occasionnés par cette surcharge de travail et par l'impact qu'ils peuvent avoir sur la réalisation des projets, ainsi que sur notre mission et mandat.

Vous trouvez dans les pages suivantes un court résumé des enjeux qui nous ont occupés durant l'année 2019. Je vous souhaite bonne lecture.



Peter Jacobs

LES ENJEUX DE 2019

Au moment d'écrire ces lignes, la presque totalité des projets sur lesquels le CPM a émis des avis en 2019 n'a pas été soumise à une instance décisionnelle (conseil municipal, conseil d'arrondissement ou décision déléguée au directeur d'arrondissement), faisant en sorte que les avis du CPM sur ces projets ne sont pas publics. Par conséquent, leur contenu ne peut être présenté de manière explicite. Nous avons donc rassemblé les enjeux qui apparaissaient dans plusieurs de ces avis afin de faire le tour des préoccupations qui nous ont habités en 2019. Les avis dont le contenu est public sont présentés de manière plus détaillée.

Retour sur l'année 2019

En début d'année, le CPM a pris l'initiative d'évaluer sa performance depuis les dernières années à l'aide d'un questionnaire et d'entretiens avec plusieurs partenaires des arrondissements et services centraux de la Ville. Les résultats se sont avérés très positifs, les répondants appréciant le rôle du CPM comme groupe d'experts indépendants dans la bonification des projets.

Certains ont toutefois souligné l'impact, sur l'échéancier des projets, des délais de présentation au CPM et au comité mixte. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi 121, qui induit un transfert de pouvoirs du ministère de la Culture et des Communications à la Ville de Montréal[1], un nombre accru de demandes d'avis est soumis au CPM et au comité mixte. En effet, l'année 2019 a été marquée par une hausse importante des demandes d'avis au Conseil du patrimoine de Montréal et au comité mixte (composé des membres du Conseil du patrimoine et du Comité Jacques-Viger), c'est-à-dire des hausses respectives de 40% et de 90%. Les statistiques détaillées pour l'année 2019, qui parlent d'elles-mêmes, sont en annexe.

Cela a pour conséquence que l'équipe du CPM et du CJV est surchargée et que les services et arrondissements qui demandent un avis sont confrontés à des délais de plus en plus longs pour la présentation de leur projet et l'émission des avis. Au moment d'écrire ces lignes, il y a actuellement un délai de trois à quatre mois pour la présentation d'un projet. De plus, en raison de cette hausse importante de demandes, les avis du CPM et du comité mixte sont également remis dans des délais beaucoup plus grands qu'à l'habitude. Tout cela nuit grandement à la capacité du CPM de remplir son mandat et à son engagement à bonifier les projets visant des éléments patrimoniaux reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel. Et cela, sans compter l'impact sur les échéanciers et les budgets des projets.

Certaines mesures ont été mises en place afin d'améliorer ces délais, notamment l'octroi de quelques mandats à des consultants externes pour la rédaction des avis. Plusieurs tâches ont également été suspendues, parmi lesquelles la publication d'un bulletin d'information et l'organisation des colloques biannuels. Il est devenu évident que le personnel actuellement en poste à la permanence ne suffit à réaliser pleinement le mandat du CPM.

[1] En vertu de la loi 121, entrée en vigueur le 18 septembre 2018.

Façadisme

En 2019, quatre projets de façadisme ont été présentés au CPM ou au comité mixte. Tous les quatre étant prévus au centre-ville (comme la grande majorité des projets de ce type). Le CPM est fortement préoccupé par la banalisation de la disparition du patrimoine au centre-ville de Montréal. Et ce, sans compter le grand nombre de projets qui sont réalisés de plein droit, sans nécessiter l'avis du CPM. Celui-ci est grandement inquiet de la multiplication des projets de ce type à Montréal. Il s'inquiète du manque d'intégration général des projets de façadisme dans le contexte urbain. De manière générale, le CPM est d'avis que c'est la programmation qui doit s'adapter au bâtiment patrimonial, et non l'inverse.

Inquiet de l'absence de réflexion d'ensemble sur cette pratique, et se demandant s'il s'agit d'une pratique souhaitable de conservation du patrimoine, le CPM, de concert avec ses partenaires de la Direction de l'urbanisme du Service de l'urbanisme et de la mobilité et des Arrondissements centraux, a formé un comité de travail visant à se pencher sur cette problématique.

Comme il l'a précisé dans son rapport d'activités 2018, les hauteurs et densités permises au centre-ville exercent une énorme pression sur les bâtiments patrimoniaux de petit gabarit, appelés à être démolis et remplacés par des constructions de densité et de hauteur plus importantes[2]. Le comité de travail a permis de mettre en lumière plusieurs autres facteurs contribuant à l'augmentation du nombre de projets de façadisme, parmi lesquels le manque d'entretien et l'inoccupation des bâtiments patrimoniaux. Le rapport contenant les constats et recommandations du comité de travail sera déposé au printemps 2020.

Par ailleurs, face à la présentation de nombreux projets de démolition (partielle ou totale), le CPM perçoit que l'on passe à côté d'un des aspects fondamentaux du développement durable : la prolongation de la durée de vie des bâtiments existants par l'entretien et la conservation. En effet, la conservation des bâtiments s'inscrit au cœur d'une approche de développement durable qui vise notamment la réduction de l'impact environnemental des travaux de construction, de démolition et de réaménagement. Le recyclage des bâtiments s'impose donc comme une solution permettant de réduire notre impact environnemental.

Le contexte patrimonial

Le patrimoine matériel et immatériel, bâti et naturel sont des composantes cruciales de l'identité de la ville. Il marque le caractère des rues, des quartiers, des places publiques et des parcs, en plus d'être porteur de l'histoire, de la culture et du sens des lieux. Le mandat du CPM est d'analyser l'impact d'un projet sur les valeurs patrimoniales d'un lieu. Son défi est de s'assurer du respect, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine dans les projets proposés, de formuler des recommandations afin de les bonifier et de proposer des pistes de solution.

Par conséquent, afin qu'il puisse remplir son mandat, il est nécessaire de lui présenter

[2] Voir à ce sujet rapport 2018.

ces éléments. Il conçoit difficilement que des projets de démolition, par exemple, lui soient présentés sans une étude patrimoniale et des études structurales sur l'état de l'enveloppe. Lorsque les concepteurs font le choix de puiser dans les références historiques tout en conservant ou en ajoutant des éléments contemporains, il importe que ces choix soient justifiés par une analyse patrimoniale. Il arrive par conséquent de plus en plus fréquemment que le CPM doive émettre des avis préliminaires alors que le requérant souhaite un avis « final », lorsque les données lui permettant d'analyser l'impact du projet sur les caractéristiques patrimoniales ne lui sont pas présentées. Le CPM n'insistera jamais trop sur la nécessité de réaliser une étude patrimoniale préalablement à l'élaboration d'un projet d'intervention sur un bâtiment historique et de fournir un dossier documentaire complet

Il est surpris que la valeur patrimoniale d'un lieu ne semble souvent pas avoir été prise en compte au sein d'un projet. Un exemple des préoccupations du CPM concernant le respect du patrimoine est le projet de construction de deux tours (de 35 et 45 étages) sur un terrain vacant adjacent à l'église du Gesù (immeuble patrimonial classé). Le site du projet est bordé, du côté de la rue De Bleury, par un vestige du mur de pierres grises de l'ancien collège Sainte-Marie. Or, le CPM a jugé que le projet était fait au détriment des caractéristiques patrimoniales du site. Soulignant la richesse des conditions existantes sur le site, sa qualité paysagère et son cadre historique (église du Gesù et vestiges de l'ancien collège Sainte-Marie), le CPM a affirmé que ces éléments auraient dû être perçus comme des opportunités et contribuer à dicter la conception du projet. Il a recommandé que l'approche de conservation des vestiges du mur s'appuie sur de meilleures pratiques afin de conserver sa valeur patrimoniale. Il a également émis plusieurs recommandations afin d'améliorer le traitement de l'interface entre le site du projet et l'église du Gesù. Au final, le CPM s'est positionné défavorablement à la position de l'accès véhiculaire sur la rue De Bleury, qui engendrait d'importantes contraintes sur le maintien des vestiges du mur de l'ancien collège Sainte-Marie. Il a jugé que le projet ne permettait pas de tirer parti ni de mettre en valeur les conditions existantes du site.

Ce respect du contexte patrimonial se fait également dans la façon dont une nouvelle construction s'arrime au bâtiment ancien, tant au niveau de la volumétrie que de la matérialité. Même si le bâtiment en question n'a pas de statut patrimonial en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec, il importe que les projets concernant des bâtiments ou des sites anciens visent à respecter, voire à mettre en valeur ses caractéristiques patrimoniales. À cet effet, à l'opposé du mimétisme, le nouveau bâtiment devrait présenter une architecture qui se distingue de l'ancien et qui lui est subordonnée. De plus, les matériaux choisis pour le nouveau volume doivent contribuer à mettre en valeur le bâtiment patrimonial. Le nouveau volume ne doit pas nuire à la lisibilité et la mise en valeur du bâtiment patrimonial, mais au contraire doit le mettre en valeur. Le CPM apprécie particulièrement la simplicité et la sobriété dans les nouvelles interventions. À cet égard, il souhaite également mettre en garde les concepteurs contre une certaine tendance à réaliser des

aménagements s'inspirant trop fortement de tendances esthétiques actuelles et qui risquent de ne pas être adaptés aux besoins à long terme et de mal vieillir. Il recommande de réaliser des aménagements intérieurs qui soient sensibles à la fonction et au caractère patrimonial du bâtiment historique en misant sur un vocabulaire architectural qui traversera le temps. Pour le CPM, il importe que les équipes mandatées pour la conception de projets sur des bâtiments patrimoniaux aient une expertise dans la planification et l'intervention en milieu patrimonial, et que ce critère soit inclus dans les appels d'offres.

Enfin, le respect du contexte patrimonial s'applique également à l'usage d'un lieu. Le CPM insiste pour que la programmation et l'utilisation d'un site patrimonial respectent sa valeur et ne nuisent pas à la préservation de ses valeurs patrimoniales et à l'intégrité du site.

Parcs et places publiques

De nombreux projets d'aménagement de parcs, places publics et de parties du domaine public ont été présentés au CPM en 2019. Cette quantité importante de projets de ce type amène le CPM à constater que les lieux sont réaménagés relativement fréquemment à Montréal. Il se demande pourquoi remplacer et réaménager ce qui fonctionne encore bien et qui a été conçu il y a sommes toute peu de temps; pourquoi ne pas plutôt miser sur l'entretien plutôt que de faire table rase? Dans une optique de développement durable, il est réticent à ce que l'on propose de nouveaux aménagements alors que certains n'ont pas encore atteint leur durée de vie utile. Il rappelle à cet effet que les débris de construction, de rénovation et de démolition des bâtiments représentent de 15 à 20% de l'ensemble des matières résiduelles générées au Québec[3]. Privilégiant la restauration des éléments existants plutôt que leur remplacement, le CPM encourage la Ville à miser sur l'entretien des espaces qui fonctionnent encore bien plutôt que leur réaménagement complet. Et, lorsqu'un réaménagement est nécessaire, il encourage la Ville à miser sur la pérennité des aménagements en privilégiant l'utilisation de matériaux durables, sachant qu'une plus grande qualité de matériaux rend un projet plus durable et moins cher à long terme. Il est d'avis que l'on doit prévoir, dès la conception d'un projet, les sommes nécessaires à l'entretien du bâtiment et du site, puisque cela permettra de prolonger sa durée de vie.

Dans de nombreux projets qui lui ont été présentés au cours de la dernière année, le CPM remarque une tendance à vouloir donner une signature à chaque espace réaménagé. Il se questionne sur cette atomisation des réflexions sur les espaces publics et se demande s'il est nécessaire que chaque espace ait son identité propre. Cela a souvent pour conséquence de surcharger le lieu de propositions d'aménagement, au détriment des éléments patrimoniaux du lieu dont la mise en valeur participerait de façon plus sobre et significative à rendre ce lieu unique. Le CPM craint par conséquent une surenchère de signatures, particulièrement au centre-

[3] Cette donnée concerne l'année 2008. Source : Recyc-Québec, 2009, dans Collectivités viables, « Recyclage des bâtiments », collectivitesviables.org. Pour plus de détails à ce sujet, consulter le Rapport d'activités 2018 du Conseil du patrimoine de Montréal, section « Enjeux ».

ville. Il rappelle que « less is more » et qu'il est préférable de simplifier les aménagements proposés en diminuant la quantité de matériaux choisis et en investissant dans la qualité des matériaux et de la réalisation.

Fréquemment, le CPM recommande que l'on prenne mieux en compte la saison hivernale dans les propositions d'aménagement. Celles-ci ne doivent pas viser uniquement la saison estivale élargie. En regard des sommes investies pour l'aménagement des espaces, les périodes d'accessibilités doivent être conséquentes. Les lieux devraient dont être accessibles en hiver également, ce qui implique dans certains cas une stratégie de déneigement. Il importe également de développer une programmation hivernale. Enfin, afin que les aménagements paysagers soient également adaptés à l'hiver, le CPM recommande de prévoir des plantations qui seront visibles et adaptés à la saison froide.

En ce qui concerne plus spécifiquement les aménagements prévus sur le mont Royal, le CPM croit que la proposition de nouvelles interventions construites sur la montagne va à l'encontre de la préservation de ses valeurs paysagères du lieu, qui sont à la base même de la raison de sa citation et sa déclaration comme site patrimonial. Par conséquent, les interventions proposées sur la montagne doivent se subordonner au paysage du mont Royal; elles doivent êtres délicates et discrètes et viser la sobriété, en respectant et en s'inscrivant dans le caractère paysager du mont Royal. Au regard de certains projets qui visaient des interventions trop lourdes pour la montagne et qui ne respectaient pas le caractère du lieu, le CPM rappelle que la mise aux normes ne doit pas nuire à la conservation et au respect des caractéristiques patrimoniales d'un bâtiment ou d'un lieu.

Commémoration

Cet effet de surcharge commenté plus haut s'applique également aux intentions de commémoration. En effet, le CPM perçoit une multiplicité des intentions de commémoration; pratiquement chaque projet ayant une telle proposition. Bien qu'il apprécie l'attention ainsi portée à l'histoire et au patrimoine de la Ville, il est d'avis qu'il importe de se questionner sur le bien-fondé de commémorer tel événement ou élément. Ce n'est pas tout qui mérite d'être évoqué. Il importe également d'évaluer si la manière proposée cadre bien avec l'élément que l'on souhaite évoquer et si le lieu choisi est propice. Pour être convaincante, la commémoration d'élément doit être en lieu direct avec l'histoire du lieu.

De plus, l'évocation ne doit pas être une porte de sortie afin de justifier la démolition d'éléments porteurs de sens sous prétexte qu'ils seront commémorés. Les choix de commémoration doivent être explicites et reposer sur une stratégie de commémoration. Notamment, le CPM souligne que le marquage au sol n'est, en général que très peu lisible et compréhensible pour les passants. Ce type d'évocation nécessite souvent un panneau explicatif, ce qui a pour conséquence de surcharger le lieu. De plus, il peut être difficile de savoir si le marquage au sol sert à évoquer un élément disparu, ou s'il sert à indiquer une rue partagée ou une zone

piétonne, confondant aussi les différents usages.

Développement durable

Ce thème est présent à travers toute la section sur les enjeux, notamment à travers la volonté de réduire les réaménagements, de restaurer et de miser sur la pérennité des aménagements. C'est que, pour le CPM, il s'agit d'une composante essentielle de l'analyse de chaque projet qui lui est présenté. Il est par ailleurs heureux que de plus en plus de projets proposent une réduction des surfaces minéralisée en faveur de surfaces perméables, une augmentation du couvert arboricole et végétal, une diversification des espèces végétales et des méthodes de gestion des eaux de pluie visant à les détourner des égouts. Il croit fermement que tous les projets doivent proposer de telles intentions quant à l'adaptation et la résilience face aux impacts des changements climatiques.

Ces principes de développement durable doivent être à la base de chaque projet. Notamment, une diversification des espèces d'arbres permet d'éviter la disparition massive d'arbres qui, lorsqu'ils sont d'une même espèce, répondent de façon similaire aux stress environnementaux et, par conséquent dépérissent et meurent au même moment. Le CPM encourage également le choix de végétaux pollinisateurs dans les aménagements paysagers afin de contribuer à augmenter la biodiversité. Également, il encourage à s'assurer que l'on prévoit un sol et une grandeur de fosse appropriés pour les arbres plantés en milieu urbain afin non seulement d'assurer leur survie, mais qu'ils se déploient à leur plein potentiel. Enfin, il se réjouit que les projets aient tendance à privilégier les transports actifs en accordant une place plus grande (et surtout plus sécuritaire) aux piétons et aux cyclistes.

Tel que mentionné plus haut, il encourage également la Ville à utiliser des matériaux pérennes et durables afin de prolonger la durée de vie des sites et des bâtiments. Toutefois, il importe de prendre en compte, outre la durabilité d'un matériau, son impact social et environnemental. Un matériau durable ne signifie pas nécessairement qu'il a un faible impact environnemental. Le CPM remarque l'utilisation de plus en plus fréquente du bois d'ipé, considéré avantageux pour sa résistance, sa durabilité, sa facilité d'entretien et son faible coût à long terme. Toutefois, le CPM n'est pas convaincu que cette essence d'arbre est si avantageuse en raison de ses impacts environnementaux et énergétiques. En effet, celle-ci étant originaire d'Amérique du Sud, il faut prendre en compte les impacts liés au transport du matériau, et ce, sans compter les conséquences liées à la déforestation. Le choix des matériaux doit respecter les objectifs que la Ville s'est fixés dans son plan de développement durable « Montréal durable 2016-2020 ». Le CPM encourage par conséquent l'utilisation d'essences de bois locales.

Le CPM est également soucieux de la tendance à vouloir éclairer 24 heures sur 24 certains bâtiments patrimoniaux, parcs et lieux publics. Bien qu'il comprenne les enjeux relatifs à la sécurité, il croit que la Ville doit faire des efforts sur le plan énergétique et réduire la pollution lumineuse. Et ce, sans compter l'impact de

l'éclairage de nuit sur les différentes espèces fauniques. Il souhaite par conséquent que les stratégies de mise en lumières soient le plus discrètes possible.

Écoterritoire

En vertu de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, le CPM est mis à contribution pour les projets se réalisant dans un écoterritoire[4]. À cet effet, il s'est penché sur un projet de nouvelle construction au sein d'un écoterritoire. Soucieux de l'impact du projet sur le patrimoine naturel du lieu, le CPM a émis des recommandations à l'effet de revoir l'implantation du bâtiment et de réduire les surfaces minéralisées en faveur des surfaces perméables afin de préserver le corridor écologique.

Dans le cadre de certains projets prévus sur la montagne, le CPM a grandement apprécié l'attention donnée au respect du corridor écologique par la création d'un passage faunique afin d'assurer la connectivité animale au sein de l'écoterritoire des Sommets et flancs du mont Royal[5].

Plans directeurs et planification d'ensemble

Les plans directeurs d'aménagement sont des outils essentiels à la conception, la programmation et la réalisation de projets cohérents en lien avec la conservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager. Ils servent à orienter les projets particuliers sur le territoire de la ville et à arrimer les éléments existants et leurs valeurs patrimoniales aux les préoccupations et aux besoins actuels. Trois plans directeurs et planifications d'ensembles ont été présentés au CPM en 2019. Il a pu les évaluer à différentes étapes de leur développement afin de bonifier les principes de développement, d'assurer la conservation et la mise en valeur des composantes patrimoniales, et d'orienter les projets spécifiques à l'intérieur des territoires visés par les plans.

Le CPM est toutefois toujours en attente d'une stratégie de développement centrée autour du site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal. Il est préoccupé par de nombreux projets situés au sein du site patrimonial qui lui sont présentés à la pièce et en l'absence d'une vision et d'une stratégie d'ensemble, parmi lesquels le projet de réaménagement de l'échangeur Côte-des-Neiges/Remembrance. Le CPM attend également une stratégie de requalification des institutions de grande valeur patrimoniale autour du mont Royal, parmi lesquelles l'ancien hôpital Royal Victoria. En l'absence de plans directeurs, il est difficile de prévoir une requalification et une mise en valeur des bâtiments et des sites patrimoniaux en question.

Propriétés privées

Concernant les nombreux projets privés de construction, de démolition ou de modification à un bâtiment situé dans un site patrimonial cité, classé ou déclaré ou dans une aire de protection, le CPM recommande en général que les interventions doivent viser un retour aux

[4] Ville de Montréal, Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, Montréal, Ville de Montréal, 2004, p. 14.
[5] Pour connaître la liste des écoterritoires sur l'île de Montréal, consultez https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7377,105171573&_dad=portal&_schema=PORTAL.

caractéristiques d'origine ou être identiques à l'existant.

Toutefois, alors que la plupart des projets situés dans un site patrimonial concernent des interventions sur une construction existante, le CPM s'est penché en 2019 sur un projet de nouvelle construction au sein du site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet et d'une aire de protection. Il avait vu à plusieurs des versions antérieures de projets de construction sur ce site. Dans le cas d'une nouvelle construction, l'enjeu majeur pour le CPM est son intégration au caractère du site patrimonial et sa subordination au bâtiment patrimonial classé pour lequel une aire de protection a été définie, puisque c'est la présence de ce dernier qui doit primer. Ainsi, l'expression architecturale du bâtiment proposé méritait d'être raffinée et épurée afin de favoriser son intégration au caractère patrimonial du lieu. Puisqu'il s'agit d'un site patrimonial reconnu pour sa valeur paysagère, le CPM a également souligné l'importance de réaliser des aménagements paysagers qui s'intègrent au caractère du site.

Le CPM s'est aussi penché sur un cas d'agrandissement au sein du site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet, qui visait l'ajout d'un étage sur une résidence de type bungalow d'un étage. De manière générale, pour les agrandissements, le CPM croit que les interventions doivent viser à maintenir la lisibilité du volume de la maison d'origine. Le nouveau volume ne doit pas nuire à la lecture du volume d'origine et l'agrandissement doit être perçu de façon indépendante du volume d'origine. La sobriété, le parti contemporain et le choix des matériaux constituent des éléments propices à la réalisation d'un projet qui participe positivement à l'évolution du bâti résidentiel au sein du site patrimonial.

Outre les cas de nouvelle construction ou de modification, le CPM remarque la démolition de nombreux bâtiments du patrimoine vernaculaire pour cause de manque d'entretien. Cela touche surtout le patrimoine des quartiers qui n'a pas de statut patrimonial, et donc aucune protection. L'impact cumulatif de ces disparitions constitue une préoccupation importante pour le CPM. Il réitère l'importance de se pencher sur cet enjeu dans le contexte de la transformation et de la densification des quartiers centraux, qui induisent le remplacement de nombreux bâtiments anciens ayant subi un déficit d'entretien. Le CPM est d'avis qu'une sensibilisation et qu'une meilleure connaissance de la valeur patrimoniale du bâti ancien permettrait d'éviter, ou du moins de diminuer, la démolition du patrimoine vernaculaire.

Requalification d'une église

Le CPM, de concert avec le Comité Jacques-Viger, s'est penché en 2019 sur deux projets visant une église : un projet de démolition et de remplacement, et un projet de requalification. Il est conscient du problème de financement pour l'entretien des églises et de la difficulté à leur trouver un nouvel usage lorsqu'elles sont désaffectées. Malgré tout, il n'est pas favorable à la démolition d'une église lorsque celle-ci est récupérable. Il comprend le fait qu'un lieu de culte est endommagé et que la paroisse n'a pas l'argent requis pour effectuer les travaux d'entretien. Toutefois, cela ne

justifie pas, pour le CPM, la démolition d'une église. Avant de lui soumettre un projet de démolition, il souhaite que l'on étudie de manière sérieuse le potentiel de réutilisation. Dans une optique de développement durable, il juge inconcevable que l'on démolisse un bâtiment qui possède des qualités architecturales et patrimoniales incontestables et qui est récupérable, sous prétexte que le programme ne cadre pas avec la volumétrie de l'église. Dans un contexte patrimonial, c'est l'usage qui doit s'adapter au bâtiment, et non l'inverse. Cela dit, le CPM est heureux que l'on ait visé la requalification d'un lieu de culte, puisqu'il est conscient de la difficulté à adapter ces bâtiments à un nouvel usage.

Bâtiments appartenant à la Ville

Le CPM s'inquiète du devenir de nombreux bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal. Au cours des dernières années, plusieurs bâtiments municipaux laissés à l'abandon ont dû être démolis, en totalité ou en partie, parmi lesquels l'ancien bain Hushion, la clinique des viandes Casgrain, etc. Il se soucie notamment de la conservation de l'ancien incinérateur Dickson, vacant depuis les années 1980. Ce bâtiment, propriété de la Ville, est un témoin exceptionnel du patrimoine industriel montréalais. Le CPM souhaite que ce bâtiment soit préservé et mis en valeur.

Le CPM le répète depuis plusieurs années. La Ville a la responsabilité et le devoir de veiller à l'entretien des bâtiments patrimoniaux dont elle est propriétaire et de ses espaces publics. Faut-il le rappeler, la Ville a pris l'engagement, dans la Politique du patrimoine (2004), et l'a réitéré dans son Plan d'action en patrimoine 2017-2022, d'être un « propriétaire et un gestionnaire exemplaires ». En ce qui concerne notamment la place des Nations, le CPM note que la Ville ne finance pas suffisamment les travaux relatifs à l'entretien, la protection et la réfection d'un site patrimonial auquel elle a elle-même accordé un statut. Il en va de son devoir d'exemplarité en matière de gestionnaire de son patrimoine culturel.

Le CPM constate aussi que certains projets de réfection de bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville sont lancés avant même que l'on ait trouvé une vocation au bâtiment. Le CPM est très inquiet de l'inoccupation des bâtiments municipaux et des conséquences que cela peut avoir sur l'état du bâtiment. Il encourage la Ville à trouver des usages qui soient compatibles au bâtiment, mais il rappelle que c'est la programmation qui doit s'adapter au bâtiment historique, et non l'inverse.

Enfin, tel que mentionné plus haut, le CPM est inquiet des impacts de la mise aux normes des bâtiments, qui sont parfois très lourds. Il est d'avis que celle-ci ne doit pas se faire au détriment des caractéristiques architecturales d'un bâtiment historique. Il importe de trouver un équilibre entre la mise aux normes et le respect de l'intégrité et de la mise en valeur des caractéristiques patrimoniales.

MEMBRES DU CONSEIL

Le CPM relève du conseil municipal et sa gestion administrative est assurée par le Service du greffe. Au cours de l'année 2019, la responsable politique du CPM a été Mme Émilie Thuillier, mairesse de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville et membre du comité exécutif. Le CPM constitue un groupe pluridisciplinaire représentatif des différentes facettes des patrimoines naturel et culturel. Il est formé de neuf membres, dont un président et deux vice-présidentes, nommés par le conseil municipal à la suite d'un appel public de candidatures et des recommandations du comité de sélection. Le mandat des membres est de trois ans, renouvelable une fois.

Peter Jacobs, Président



Architecte et architecte paysagiste, Peter Jacobs est professeur émérite à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal. Actif tout au long de sa carrière dans plusieurs comités abordant les problématiques de l'environnement et du développement durable, il a été président de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik de 1979 à 2017, et président émérite de la Commission sur la planification environnementale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Il a travaillé sur de nombreux projets de restauration et de réaménagement de grands espaces verts montréalais, dont le parc des trois sommets sur le mont Royal, le parc Jean-Drapeau et la place Émilie-Gamelin. Il a une longue expérience en lien avec les audiences publiques portant sur la conservation de la nature et les projets de développement urbain. Il a été élu membre de l'Académie royale des arts du Canada en 2015.

Alena Prochazka, Vice-présidente



Maître en architecture et docteure en études urbaines, Alena Prochazka est enseignante à l'École d'architecture de l'Université de Montréal et professeure associée à l'École de design de l'Université du Québec à Montréal. Spécialiste dans le domaine de la conception et de l'analyse du cadre bâti des villes, ses recherches portent notamment sur la contribution des projets d'architecture et d'aménagement urbain au façonnement et à l'actualisation de l'identité urbaine du paysage bâti au regard du développement durable.

Nicole Valois, Vice-présidente



Architecte paysagiste, Nicole Valois est professeure agrégée à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal. Elle y donne le cours de patrimoine et paysage et enseigne dans les ateliers de projet. Elle est également chercheuse associée à la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, où elle poursuit ses études sur les valeurs

patrimoniales des espaces publics de la période moderne.

Cécile Baird



Cécile Baird a fait ses études en histoire de l'architecture à Paris-Villemin ainsi qu'à l'*Architectural Association* de Londres. Architecte depuis 1990, elle acquiert de l'expérience dans plusieurs bureaux d'architectes, dont ceux de Michael Graves aux États-Unis et de Melvin Charney à Montréal, avant de cofonder l'Atelier B.R.I.C. en 2001, puis son propre bureau en 2014. Elle y réalise des études patrimoniales, analyses urbaines et projets de diverses échelles visant à révéler le génie des lieux bâtis et naturels. Depuis 2008, elle donne des cours et des ateliers à la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal.

Madeleine Demers



Architecte et urbaniste, Madeleine Demers compte 40 ans d'expérience professionnelle dans la sphère privée et dans la fonction publique, aux niveaux municipal, métropolitain, provincial et fédéral. Sa carrière couvre un registre allant de la surveillance de chantier à la planification urbaine, comprenant des mandats de recherche et d'élaboration de politiques et de lignes directrices d'aménagement en relation avec le patrimoine et le design urbain. Elle a été chargée du dossier du « Plan de la capitale du Canada de 2017 à 2067 » à la Commission de la capitale nationale du Canada. Elle a contribué à différents dossiers en matière de patrimoine culturel pour la Ville de Québec, la Commission des biens culturels du Québec et la Ville de Montréal. Elle a fait partie des conseils d'administration de l'Ordre des architectes du Québec, de la Commission de la capitale du Québec, ainsi que de comités de ces organismes et d'ICOMOS Canada.

Georges Drolet



Architecte et historien de l'architecture, Georges Drolet a contribué, en 30 ans de pratique professionnelle, à la mise en valeur de nombreux sites et bâtiments patrimoniaux. Sa double formation l'a amené à développer des approches intégrées pour l'évaluation de bâtiments patrimoniaux, l'élaboration de lignes directrices d'intégration architecturale et la conception de nouvelles constructions en milieu historique. Associé de l'agence EVOQ Architecture (anciennement FGMDA), il est aussi régulièrement sollicité pour œuvrer dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle en conservation du patrimoine.

Martin Drouin



Professeur au Département d'études urbaines et touristiques de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG UQAM), Martin

Drouin est formé en histoire et en études urbaines. Il s'intéresse aux mécanismes de la patrimonialisation et à la requalification du patrimoine dans une perspective à la fois historique et contemporaine. Il porte également un grand intérêt à la mise en valeur et à la médiation du patrimoine. Il est d'ailleurs directeur de Téoros, une revue pluridisciplinaire derecherche en tourisme. L'histoire du patrimoine à Montréal le passionne depuis de nombreuses années.

Luce Lafontaine



Architecte, Luce Lafontaine cumule près de 30 ans d'expérience, de façon indépendante, auprès de la fonction publique ou en association avec d'autres firmes. Sa pratique est avant tout généraliste. Elle développe une expertise particulière dans la remise aux normes de bâtiments anciens, ce qui l'amène à parfaire sa spécialisation en conservation et mise en valeur du patrimoine bâti. Elle travaille également à l'élaboration de termes de référence pour les études patrimoniales. À titre de membre d'associations de conservation du patrimoine, de critique ou de professeur invité, elle participe, comme observatrice ou analyste, à la présentation de différents projets pressentis sur le territoire de l'île de Montréal.

Ève Wertheimer



Ève Wertheimer est architecte spécialisée en conservation du patrimoine au sein de l'agence ERA Architectes. Depuis les 20 dernières années, elle œuvre à la conservation et à la mise en valeur des bâtiments et sites patrimoniaux, explorant la relation entre théorie et pratique telle qu'elle se manifeste dans les politiques publiques et les projets. Ayant occupé des postes dans les secteurs privé et gouvernemental, elle a été amenée à travailler sur un éventail de projets dans l'Est canadien, ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre d'outils de gestion en conservation. Son intérêt porte notamment sur la notion de paysage culturel et sa mise en œuvre, particulièrement dans le contexte des aires naturelles protégées, et sur le rapport entre conservation des patrimoines naturel et culturel.

MEMBRES SUPPLÉANTS

Daniel Durand



Daniel Durand est architecte depuis 1986. Il a reçu une formation de technologue et d'architecte à Montréal. Il a parfait sa formation en Italie pendant plus de deux ans. Il cumule plus de 30 ans d'expérience au Québec, auprès de plusieurs agences d'architecture, dans la fonction publique et à titre d'architecte autonome. Tout au long de sa carrière, il s'est intéressé à l'histoire de l'architecture, l'architecture moderne et la rénovation d'immeubles existants. Depuis le milieu des années 1990, sa pratique est centrée dans les domaines de la restauration et de la réalisation d'expertises techniques et d'études patrimoniales. Associé de la firme DFS inc. architecture & design, il œuvre à des projets gouvernementaux,

universitaires, religieux et résidentiels de grande envergure.

Cornelia Garbe



Écologiste forestière de formation, Cornelia Garbe s'est spécialisée dans les effets de la biodiversité, et de sa perte, sur le fonctionnement des écosystèmes, que ce soit en forêt ou en ville. Après avoir géré un projet de reboisement d'envergure pour le Grand Montréal pendant plusieurs années (375 000 arbres), elle a travaillé en tant que consultante, surtout en milieu municipal, afin d'augmenter la résilience de la forêt urbaine et, par conséquent, de la société qui en dépend. Elle est aujourd'hui directrice générale de CANOPÉE.

Audrey Monty



Architecte associée du bureau Provencher Roy à Montréal, Audrey Monty est diplômée de l'École d'architecture du Languedoc-Roussillon (aujourd'hui l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier - ENSAM) et de l'Université Laval. Elle possède une expertise en conception d'architecture durable acquise sur des projets d'architecture réalisés dans des contextes et climats variés, allant du Grand Nord aux Caraïbes. Sa compréhension des contextes environnementaux et des enjeux ainsi que sa capacité d'analyse et d'organisation ont été mises à contribution dans la gestion de projets atypiques. C'est une conférencière reconnue dans le domaine de l'architecture durable pour son engagement.

Christian Gates St-Pierre

Christian Gates St-Pierre est archéologue. Il



a œuvré pendant plusieurs années au sein de firmes d'archéologie préventive, et il est actuellement professeur adjoint au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal, où il dirige le Laboratoire d'archéologie préhistorique. Ses recherches portent principalement sur l'archéologie des Peuples autochtones du Québec et du Nord-Est américain. Il collabore régulièrement avec des membres des communautés autochtones, des institutions muséales, des entreprises privées et des organismes publics relevant de différents paliers de gouvernement. Il s'intéresse également aux dimensions éthiques de la pratique de l'archéologie, en plus d'être actif dans le domaine de la vulgarisation scientifique et de la sensibilisation citoyenne aux enjeux patrimoniaux. De 2015 à 2018, il a présidé le Comité de défense de l'intérêt public de l'Association canadienne d'archéologie.

LE PERSONNEL DE SOUTIEN

Le CPM est soutenu dans l'accomplissement de son mandat par une équipe de trois personnes affectées à la permanence, qui est partagée avec le Comité Jacques-Viger. Ce personnel en soutien aux comités fait partie de l'équipe du Service du greffe.

Plusieurs secrétaires se sont succédé en 2019 : Carla Ferreira Guimaraes, responsable de la planification et de la gestion des activités quotidiennes, a été remplacée par Barbara Leroy Bernardin, puis par Pascale Matte.

Deux professionnelles, conseillères en aménagement, font la recherche, l'analyse et la rédaction associées au mandat du CPM et le représentent au sein de divers comités et groupes de travail : Julie St-Onge, historienne formée en patrimoine; ainsi que Myriam St-Denis, urbaniste, entrée en fonction en mars 2019 en remplacement d'Hilde Wuyts.

MISSION ET MANDAT DU CPM

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) est l'instance consultative de la Ville de Montréal en matière de patrimoine. Constitué formellement en 2002, il est entré en activité en février 2003. À l'image des diverses facettes qui composent le patrimoine, il est composé de professionnels et d'experts, extérieurs à la Ville, dans les domaines de l'architecture de paysage, l'architecture, l'écologie, l'archéologie, l'histoire et le développement durable.

Mandat

Le rôle du CPM est de faire des commentaires et des recommandations aux élus du conseil municipal afin de les éclairer dans leurs prises de décision sur des projets qui concernent des bâtiments ou des sites patrimoniaux. Plaçant le respect des valeurs patrimoniales au cœur de son analyse des projets, le CPM conseille la Ville en toute impartialité et objectivité.

Les types de projets devant être soumis au CPM pour avis ont été bonifiés dans le cadre de la mise en place des nouveaux pouvoirs d'autorisation de la Ville.

Ainsi, en vertu de son règlement, modifié le 24 septembre 2018, le CPM doit obligatoirement produire un avis à propos de :

- modifications au Plan d'urbanisme touchant des territoires ou immeubles reconnus pour leur valeur patrimoniale (cités, classés ou déclarés ou aire de protection) en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (LPC);
- tout projet dérogatoire adopté en vertu des paragraphes 1 à 3 et 5 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal touchant des territoires ou immeubles reconnus pour leur valeur patrimoniale (cités, classés ou déclarés) en vertu de la LPC;
- tout projet d'identification d'un élément du patrimoine immatériel, d'un personnage, d'un événement ou d'un lieu historique, en vertu de la LPC;
- tout projet de citation d'un bien patrimonial : immeuble et site, ainsi qu'objet ou document appartenant à la Ville de Montréal, en vertu de la LPC;
- tout projet de démolition visant une des interventions suivantes, à l'exception de celles projetées à l'égard d'une dépendance construite après 1975 :
  - la transformation ou le retrait d'une caractéristique architecturale d'un bâtiment compris dans un immeuble patrimonial cité ou dans un site patrimonial classé en vertu de la LPC, telle que le revêtement, le couronnement, la toiture, les ouvertures et les saillies, sauf si l'intervention vise à lui conserver ou lui restaurer sa forme, ses matériaux et son apparence actuels, d'origine ou issus d'une période marquante dans l'histoire du bâtiment;
  - la démolition de plus de 40 % du volume hors sol d'un bâtiment situé dans un site patrimonial cité ou déclaré en vertu de la LPC;

- tout projet de démolition de plus de 40 % du volume hors sol d'un bâtiment situé dans une aire de protection délimitée en vertu de la LPC, à l'exception de celui projeté à l'égard d'une dépendance construite après 1975 ou de celui devant être autorisé par le ministre conformément à la LPC;
- tout projet d'aménagement et de réaménagement du domaine public, telles une place publique ou une voie publique, qui est prévu dans une aire de protection ou un site patrimonial cité, déclaré ou classé en vertu de la LPC;
- tout projet majeur de construction ou de transformation relatif à un immeuble appartenant à la Ville, visé par la LPC et répertorié comme étant d'intérêt patrimonial par la direction responsable de l'expertise en patrimoine à la Ville;
- tout projet de demande de désignation d'un paysage culturel patrimonial en vertu de la LPC;
- tout projet de destruction de tout ou partie d'un document ou d'un objet patrimonial cité en vertu de la LPC.

De plus, conformément à la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, le CPM est mis à contribution pour l'étude de tout projet proposé dans un milieu naturel situé dans un écoterritoire ou à moins de 30 mètres d'un tel milieu[6].

Pouvoir d'initiative

Le mandat du CPM lui permet également :

- de recommander au conseil municipal, au comité exécutif et aux conseils d'arrondissement la réalisation d'études relatives à la protection et la mise en valeur du patrimoine;
- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la Politique du patrimoine;
- d'organiser des activités de sensibilisation au patrimoine et d'élaborer des outils pédagogiques;
- de demander la réalisation et la mise à jour d'inventaires du patrimoine montréalais;
- de former des comités relativement à des questions particulières;
- de rédiger des mémoires sur des projets ou des enjeux relatifs aux patrimoines naturel et culturel.

Fonctionnement

Les projets devant obtenir un avis du CPM lui sont présentés en réunion en présence des représentants de la Ville et des représentants externes qui le proposent. Après la présentation du projet et la discussion subséquente, le CPM consigne ses recommandations et commentaires dans des avis. Ceux-ci peuvent être de deux types : un avis préliminaire ou un avis. Ils peuvent être favorables ou défavorables, ou encore contenir des recommandations sans se positionner en faveur ou non du projet, par exemple lorsque la documentation présentée est jugée insuffisante à sa compréhension et à son analyse.

[6] La liste des écoterritoires peut être consultée en ligne sur le site de la Ville de Montréal, dans la section sur les grands parcs.

Lorsqu'il est appelé à examiner un projet à une étape préalable à son élaboration, le CPM produit un avis préliminaire, dont le contenu ne sera jamais rendu public. Cela permet aux requérants de retravailler le projet et de revenir le présenter au CPM afin d'obtenir un avis.

Les avis du CPM sont officiels et rendus publics à la suite de la présentation du dossier devant le conseil d'arrondissement ou le conseil municipal. Les avis publics sont disponibles sur le site Internet du CPM.

Le CPM peut également consigner ses recommandations dans un commentaire. Cette procédure peut être utilisée si la réunion se tient exceptionnellement sans que le quorum ait été atteint, ou encore si les données fournies sont insuffisantes pour la production d'un avis. Le CPM peut aussi transmettre des commentaires aux arrondissements ou aux services centraux à propos d'interventions mineures qui ne requièrent pas de présentation en réunion. Comme l'avis préliminaire, le commentaire n'est jamais rendu public.

Comité mixte

Depuis 2012, le CPM se réunit parfois avec le Comité Jacques-Viger dans le cadre d'un comité mixte afin d'étudier des projets dont les enjeux relèvent de leurs expertises complémentaires en patrimoine, architecture, aménagement, design urbain, architecture de paysage et urbanisme. Ce comité paritaire est composé de trois à cinq membres de chaque entité, dont les présidents. L'avis du comité mixte est alors considéré comme émanant des deux instances consultatives. Parmi les types de projets vus par le comité mixte, mentionne ceux prévoyant une modification au Plan d'urbanisme visant un immeuble ou un secteur protégé en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel ainsi que les projets dérogatoires (alinéas 1, 2, 3 et 5 de l'article 89 de la Chartre de la Ville) visant un immeuble ou un secteur protégé en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

ANNEXE

AVIS ET COMMENTAIRES ÉMIS PAR LE CPM ET LE COMITE MIXTE EN 2019

Projet	Nature du projet	Type d'avis		Reconnaissance patrimoniale
		CPM	Comité mixte	
Ahuntsic-Cartierville				
Agrandissement et aménagements paysagers 2644, boulevard Gouin Est	Démolition d'une véranda, agrandissement et aménagements paysagers	Avis (1)		Site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet
Aménagements sur la rue Saint-François-d'Assise	Aménagement du cul-de-sac à l'entrée du parc de l'île de la Visitation	Avis (1)		Site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet
Nouvelle construction 10820, rue du Pressoir	Nouvelle construction sur un lot vacant	Avis (1)		Aire de protection de la maison du Pressoir Site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet
École Sophie-Barat 1289, boulevard Gouin Est	Réaménagement des berges	Commentaire (1)		Site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet
Nouvelle construction 9040, boulevard Gouin Est	Nouvelle construction sur un terrain non construit	Commentaire (1)		Écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce				
Place de la Laurentienne	Réaménagement d'une place publique sur le campus de la montagne de l'Université de Montréal	Avis (1)		Grande propriété à caractère institutionnel Site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal Écoterritoire Les sommets et les flancs du Mont-Royal
Collège Villa-Maria 4245, boulevard Décarie	Aménagements paysagers aux abords d'une	Commentaire (1)		Grande propriété à caractère institutionnel Comprend un immeuble

	nouvelle entrée pour les élèves			patrimonial classé (maison James-Monk) Situé dans l'aire de protection de la maison James-Monk Lieu historique national du Canada de Monklands (couvent Villa Maria)
Collège Villa-Maria 4245, boulevard Décarie	Modification au revêtement d'une dépendance, remplacement de fenêtres, etc.	Note (1)		Grande propriété à caractère institutionnel Comprend un immeuble patrimonial classé (maison James-Monk) Situé dans l'aire de protection de la maison James-Monk Lieu historique national du Canada de Monklands (couvent Villa Maria)
Collège Villa-Maria 4245, boulevard Décarie	Remplacement de portes et fenêtres	Note (1)		Grande propriété à caractère institutionnel Comprend un immeuble patrimonial classé (maison James-Monk) Situé dans l'aire de protection de la maison James-Monk Lieu historique national du Canada de Monklands (couvent Villa Maria)
Station de métro Édouard-Montpetit	Agrandissement de l'édicule sud, adjacent au stade d'hiver du CEPSUM de l'Université de Montréal		Avis (2)	Site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal Écoterritoire les sommets et les flancs du Mont-Royal
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve				
Marché Maisonneuve	Travaux d'amélioration et	Avis (1)		--

4375, rue Ontario Est	de mise aux normes			
Incinérateur Dickson 2200, rue Dickson	Préoccupations quant à l'abandon du bâtiment	Note (1)		--
Arrondissement d'Outremont				
Aménagements paysagers 34, avenue Maplewood	Travaux de terrassement (modification à la topographie) et aménagements paysagers	Note (1)		Site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal Écoterritoire Les sommets et les flancs du Mont-Royal
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro				
Église Saint-Barnabas 12301, rue Colin	Projet de démolition et de remplacement		Avis préliminaire (1)	Lieu de culte d'intérêt identifié au Plan d'urbanisme
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal				
Démolition 3443-3445 et 3447-3449, boulevard Saint-Laurent	Démolition et évocation des façades des bâtiments démolis dans un nouveau projet	Avis préliminaire (1)		Situé dans l'aire de protection du Monastère du Bon Pasteur Situé dans l'aire de protection de la Maison William-Notman Lieu historique national du Canada de *La Main*
Arrondissement de Montréal-Nord				
Maison Brignon-dit-Lapierre 4251, boulevard Gouin Est	Aménagement et mise en valeur du site de la maison	Avis préliminaire (1)		Immeuble patrimonial cité
Arrondissement de Saint-Laurent				
Maison Robert-Bélanger 3900, chemin du Bois-Franc	Restauration générale et mise en valeur	Avis préliminaire (1) et avis (1)		Immeuble patrimonial cité
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles				
12635, 69e Avenue	Remplacement des portes et fenêtres	Commentaire (1)		Site patrimonial cité de l'Ancien-Village-de-Rivière-des-Prairies
Arrondissement de Ville-Marie				
Place des Nations	Projet de démolition de deux mâts à drapeau	Avis (1)		Site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène

Nouvelle construction 455, boulevard René-Lévesque Ouest	Nouvelle construction sur le terrain adjacent à l'église du Gesù	Avis (1)		Secteur de valeur exceptionnelle « La rue Sainte-Catherine du Square Philips à Jeanne-Mance.
Men's Athletic Association 2070, rue Peel	Démolition partielle et intégration de la façade à un nouveau volume (façadisme)	Avis (1)		Bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle au Plan d'Urbanisme Situé dans l'aire de protection de l'édifice Mount Royal Club (immeuble patrimonial classé)
Grand Séminaire de Montréal 2065, rue Sherbrooke Ouest	Opération cadastrale	Note (1)		Grande propriété institutionnelle Site patrimonial classé du Domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice Monument historique classé (Tour du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice) Aire de protection des Tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice Lieu historique national du Canada (Domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice).
Académie Centennial 2065, rue Sherbrooke Ouest	Modifications aux ouvertures de l'aile ouest du Grand Séminaire des sulpiciens pour y aménager une entrée en vue de loger une institution d'enseignement	Avis préliminaire (1)		Grande propriété institutionnelle Site patrimonial classé du Domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice Monument historique classé (Tour du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice) Aire de protection des Tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice

				Lieu historique national du Canada (Domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice).
Parc Thérèse-Casgrain	Remplacement d'un escalier	Avis préliminaire (1)		Site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal Écoterritoire Les sommets et les flancs du Mont-Royal
Plan directeur du parc Jean-Drapeau	Élaboration d'un plan directeur d'aménagement	Avis préliminaire (1)		Site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène
Pôle de mobilité Parc Jean-Drapeau	Réaménagement de la boucle d'autobus et du lien vers la station de métro	Note (1)		Site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène
Appartements Riga 330, rue Christin	Démolition et remplacement	Note (1)	Avis préliminaire (1)	Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle inscrit au Plan d'urbanisme
1812-1834, rue Amherst	Démolition et remplacement	Note (1)		--
1428-1434, rue du Fort	Démolition partielle et construction d'un nouveau volume	Note (1)	Commentaire (1)	Secteur de valeur exceptionnelle « Le village Lincoln »
Gare Windsor 1100, avenue des Canadiens-de-Montréal	Ajout d'une construction sur le toit	Note (1)		Site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada
Ancienne école Alexandra 1240, rue Sanguinet	Démolition partielle et intégration de la façade à une nouvelle construction (façadisme)		Avis préliminaire (1)	Secteur de valeur intéressante au Plan d'urbanisme Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle au Plan d'urbanisme
Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs	Développement d'un PPU pour encadrer le redéveloppement du secteur des Faubourgs		Avis préliminaire (1) et avis (1)	Le territoire visé par cet avis comprend : la maison l'Archevêque (immeuble patrimonial cité)

				plusieurs éléments classés : la maison Marguerite-Hay (immeuble patrimonial classé) et son aire de protection, l'ensemble d'immeubles patrimoniaux de Saint-Pierre-Apôtre (immeuble patrimonial classé) et la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant (immeuble patrimonial classé)
Église Saint-Vincent-de-Paul 2340, rue Sainte-Catherine Ouest	Modification au Plan d'urbanisme en vue de permettre un nouvel usage		Avis préliminaire (1)	Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural indiqué au Plan d'urbanisme
Services centraux				
Place Gérald-Godin	Réaménagement de la place publique aux abords de la station de métro Mont-Royal	Avis préliminaire (1)		Situé dans l'aire de protection d'un immeuble patrimonial classé (Sanctuaire du Saint-Sacrement)
Hôtel de ville 275, rue Notre-Dame Est	Réfection des façades	Avis (1)		Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Vieux-Montréal Propriété municipale d'intérêt patrimonial Site patrimonial déclaré du de Montréal (Vieux-Montréal) L'Hôtel-de-Ville-de-Montréal est désigné « lieu historique national du Canada »
Hôtel de ville 275, rue Notre-Dame Est	Restauration et mise en valeur de l'hôtel de ville (phase 2)	Avis préliminaire (1) et avis (1)		Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Vieux-Montréal Propriété municipale d'intérêt patrimonial Site patrimonial déclaré du de Montréal (Vieux-

				Montréal) L'Hôtel-de-Ville-de-Montréal est désigné « lieu historique national du Canada »
Pôle famille/pavillon des baigneurs Parc La Fontaine	Réaménagement du pôle famille et restauration du pavillon des baigneurs	Avis (2)		--
Square Phillips et place du Frère-André	Réaménagement	Avis préliminaire (1) et avis (1)		Aire de protection de la maison William-Dow (immeuble patrimonial classé)
Intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et du chemin Remembrance	Réaménagement de l'échangeur	Avis préliminaire (1) et avis (1)		Site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal Écoterritoire Les sommets et les flancs du Mont-Royal À proximité directe du cimetière Notre-Dame-des-Neiges désigné « lieu historique national du Canada »
Parc Maisonneuve	Réaménagement du pôle sud, en lien avec la réfection de l'Insectarium	Avis (1)		--
Réservoir et station de pompage McTavish	Réfection de la station de pompage et aménagements paysagers	Avis (1)		Site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal Écoterritoire Les sommets et les flancs du Mont-Royal
Réservoir et station de pompage Côte-des-Neiges	Reconstruction de la station de pompage, réfection du réservoir et réaménagement de la cour de voirie	Avis (1)		Site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal Écoterritoire Les sommets et les flancs du Mont-Royal
Plan directeur de l'Université de Montréal	Développement d'un plan		Avis préliminaire et avis (1)	Grande propriété à caractère institutionnel

	directeur d'aménagement			Site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal Écoterritoire Les sommets et les flancs du Mont-Royal
Place des Montréalaises	Aménagement d'une place publique adjacente à la station de métro Champs-de-Mars et d'une passerelle piétonne		Avis préliminaire (2) et avis (1)	Secteur de valeur patrimoniale intéressante Site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal)
Cité administrative	Mise en valeur de la Cité administrative		Avis préliminaire (1) et avis (1)	Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Vieux-Montréal Site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal)
Théâtre de Verdure Parc La Fontaine	Réfection du Théâtre de Verdure		Avis préliminaire (1) et avis (1)	--
Avenue McGill College	Projet de réaménagement de l'avenue McGill College		Avis préliminaire (1) et avis (1)	Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle de la rue Sainte-Catherine, de Stanley au Square Philips Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle de la rue Sherbrooke Ouest (campus McGill)
Édicule technique de l'hôtel de ville	Démolition de l'édicule piétonnier de la station de métro Champs-de-Mars et remplacement par un édicule technique		Avis (1)	Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Vieux-Montréal Site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal) L'Hôtel-de-Ville-de-Montréal est désigné « Lieu historique national du Canada »

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.05

2020/05/25 13:00

(1)

Dossier # : 1207968003

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil interculturel de Montréal

Il est recommandé :
de prendre acte du dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil interculturel de Montréal pour le conseil municipal de la Ville de Montréal.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-15 15:26

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207968003**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil interculturel de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Instance municipale consultative indépendante, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) conseille la Ville sur toutes questions relevant des relations interculturelles. Le CIM est constitué de quinze membres bénévoles, dont un à la présidence et deux à la vice-présidence, représentant la diversité culturelle de Montréal et provenant de milieux professionnels différents. À ce titre, sa principale mission est de conseiller et de donner des avis au comité exécutif et au conseil municipal sur les politiques à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des personnes de toutes origines à la vie politique, économique, sociale et culturelle de Montréal. D'une manière générale, le CIM conseille les personnes élues de Montréal et, sur demande, les services corporatifs et les arrondissements. Annuellement, le Conseil doit rendre compte de ses activités au conseil de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1043 - 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (1194320002).
CM19 0629 - 17 juin 2019 - Dépôt du rapport d'activité 2018 du Conseil interculturel de Montréal (1197968003).
CM02 0137 - 25 mars 2002 - Adoption d'un règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (1020960001).

DESCRIPTION

Le rapport d'activité 2019 du Conseil interculturel de Montréal rend compte de ses publications, activités et réalisations au cours de l'année 2019, de janvier à décembre. Parmi les travaux les plus significatifs de l'année 2019, le dépôt de l'avis "Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique

interculturelle", le dépôt d'un mémoire sur la période de questions au conseil municipal à la Commission de la présidence du conseil et d'un mémoire sur le racisme systémique dans le cadre de la Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal, en plus de l'organisation d'activités de réflexion et de sensibilisation.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 41 du Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051), il est attendu que le Conseil interculturel de Montréal soumette au conseil municipal son rapport d'activité annuel. En effet, "au plus tard le 31 mai de chaque année, le conseil rend compte au conseil de la ville de son rapport d'activités et des perspectives de l'année suivante".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N.A.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'équité sociale étant une dimension du développement durable, les activités menées par le Conseil ainsi que ses publications sont des actions qui visent à favoriser à la fois le rapprochement interculturel et un mieux vivre-ensemble. De plus, le rapport d'activité 2019 est imprimé sur papier écologique (papier 100% recyclé, certifié FSC, avec Écologo) en 50 copies.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la diffusion de son rapport d'activité annuel, le Conseil interculturel de Montréal rend compte des actions mises en oeuvre pour atteindre les objectifs suivants : 1) Influencer et conseiller l'administration municipale; 2) Participer à la vie publique et encourager la participation citoyenne; 3) Sensibiliser aux enjeux interculturels; et 4) Consulter les citoyennes et citoyens et favoriser des collaboration. La publication de ce rapport assure une meilleure visibilité des actions du Conseil interculturel de Montréal et la promotion des enjeux liés aux relations interculturelles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N.A.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion du rapport d'activité auprès des partenaires externes et internes et mise en ligne sur le site Internet du Conseil interculturel de Montréal et sur les réseaux sociaux du CIM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du rapport à la séance du conseil municipal du 25 mai 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude HAINCE
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514-868-4490
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-04-15

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019



Conseil interculturel de Montréal

Montréal

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

Conseil interculturel de Montréal

Ce rapport d'activité a été adopté par les membres du Conseil interculturel de Montréal le 5 février 2020.

RÉDACTION
Marie-Claude Haince

SECRÉTARIAT
Barbara Leroy Bernardin

RÉVISION LINGUISTIQUE
Édith Sans Cartier

CONCEPTION ET RÉALISATION GRAPHIQUES
Francis Therrien

CRÉDITS PHOTO
Manoucheka Lorgis

DÉPÔT LÉGAL
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
© Conseil interculturel de Montréal

ISBN 978-2-7647-1754-7 – imprimé français
ISBN 978-2-7647-1755-4 – PDF français

Tirage : 50 copies

POUR PLUS D'INFORMATION
Conseil interculturel de Montréal (CIM)
1550, rue Metcalfe
14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
cim@ville.montreal.qc.ca

CIMMtl
CIMMtl
cim_mtl
Conseil interculturel

TABLE DES MATIÈRES

Lettre à la présidente du conseil 6

Mot du président 7

Le Conseil interculturel de Montréal en bref 9

- Historique
- Cadre législatif et règlementaire
- Structure organisationnelle
- Mandat

Fonctionnement 13

- Membres
- Vie organisationnelle
- Équipe de soutien
- Ressources financières

Les actions 2019 25

1. Influencer et conseiller l'administration municipale
2. Participation citoyenne et vie publique
3. Sensibilisation et réflexion
4. Consultation, engagement et collaborations

Perspectives 2020 33

Remerciements 34

LETTRE À LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Montréal, le 29 janvier 2020

Madame Cathy Wong
Présidente du conseil municipal
Ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Dépôt du rapport d'activité 2019

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de vous transmettre, au nom des membres du Conseil interculturel de Montréal, le rapport d'activité de l'année 2019.

Ce rapport résume les activités du Conseil, ses projets et ses réalisations ainsi que les perspectives de développement pour l'année 2020.

Je vous en souhaite une bonne lecture et vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président du Conseil interculturel de Montréal,



Souleymane Guissé

MOT DU PRÉSIDENT

En 2019, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) a fait montre d'une grande proactivité dans des dossiers importants pour la Ville de Montréal, notamment la question de la participation citoyenne et les enjeux en matière de gestion de la diversité et de racisme systémique. Afin de porter les préoccupations des citoyennes et citoyens, d'enrichir et d'approfondir ses réflexions et de s'assurer de la pertinence de ses actions, le CIM a sollicité l'opinion des organismes des milieux communautaire et universitaire, de même que des citoyennes et citoyens appartenant aux différentes communautés ethnoculturelles de Montréal.

Dans la conduite de ses travaux, le CIM a ainsi joué un rôle de mobilisateur auprès d'une grande diversité d'actrices et acteurs de la scène municipale, en plus de favoriser une participation active des citoyennes et citoyens dans le cadre des activités qu'il a organisées. Les activités de consultation et d'échange de connaissances ont pris une place importante dans les actions du CIM en 2019. Ces espaces d'engagement, de partage, de dialogue et de débat ont permis au CIM de se positionner comme une référence incontournable en matière de relations interculturelles, non seulement auprès de la Ville de Montréal (personnes élues, services, commissions), mais aussi, plus largement, auprès de la population montréalaise.

L'année 2019 a été l'occasion de réfléchir plus amplement aux obstacles auxquels font face les personnes racialisées aussi bien dans l'appareil municipal que dans la cité. La réflexion s'est notamment centrée sur les mécanismes de la participation citoyenne, un sujet exploré en 2018 dans un avis et qui a été poussé plus loin en donnant lieu à la publication d'un mémoire; sur l'importance pour Montréal de se doter d'une politique interculturelle, une question qui a mené à la production d'un avis; et enfin sur le racisme systémique, qui a fait l'objet d'un mémoire présenté dans le cadre de la Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal.

Pour le CIM, 2019 a été une année de grandes réalisations où la consultation a été centrale. Par leur dévouement et leur présence active dans la vie publique montréalaise, les membres du CIM ont contribué à positionner le Conseil comme un acteur incontournable de la participation citoyenne montréalaise, à même de porter les voix des citoyennes et citoyens de la diversité montréalaise.

J'aimerais, en terminant, souligner l'importante contribution des membres qui ont quitté le CIM en 2019 – Coline Camier, Sabine Monpierre, Moussa Sène et Despina Sourias – et profiter de cette occasion pour saluer le travail majeur réalisé par le président sortant, Moussa Sène, dont l'engagement a été remarquable.

Le président du Conseil interculturel de Montréal,



Souleymane Guissé

LE CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL EN BREF

LE CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL EN BREF

LE CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL

Instance municipale consultative indépendante, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) conseille la Ville sur toute question relevant des relations interculturelles. Le CIM est constitué de 15 membres bénévoles, dont un à la présidence et deux à la vice-présidence, représentant la diversité culturelle de Montréal et provenant de milieux professionnels différents.

Sa principale mission est de conseiller et de donner des avis au comité exécutif et au conseil municipal sur les politiques à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des personnes de toutes origines à la vie politique, économique, sociale et culturelle de Montréal. D'une manière générale, le CIM conseille les personnes élues de Montréal et, sur demande, les services municipaux et les arrondissements.

HISTORIQUE

2002 : création du Conseil

2003 : début des activités

2018 : 15e anniversaire

CADRE LÉGISLATIF ET RÈGLEMENTAIRE

– Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051)

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Conseil interculturel de Montréal relève du conseil municipal. Sa gestion administrative est assurée par la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil du Service du greffe. Mme Magda Popeanu, vice-présidente du comité exécutif, responsable de la culture et de la diversité montréalaise, et conseillère de la Ville de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, est la responsable politique du CIM. La responsable politique des trois conseils consultatifs est actuellement Mme Émilie Thuillier, membre du comité exécutif, responsable de la démocratie et de la transparence, des communications et de l'expérience citoyenne ainsi que du patrimoine, et mairesse de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.

MANDAT

– Le CIM fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de ville, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles et soumet des recommandations au conseil de ville.

– Il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux relations interculturelles.

– Il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.








FONCTIONNEMENT







FONCTIONNEMENT

Les 15 membres du Conseil interculturel de Montréal sont bénévoles. Toutefois, les titulaires du poste de présidence et des deux postes de vice-présidence reçoivent une somme, versée sous forme de jetons de présence. Cette allocation est en place depuis septembre 2019. Les membres sont nommés par le conseil municipal par un vote pris à la majorité simple pour un mandat de trois ans, sur recommandation d'un comité de sélection composé de personnes élues. Un mandat est renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois.

Les personnes membres du Conseil interculturel de Montréal sont choisies parmi la population montréalaise provenant de divers secteurs d'activité. Ce choix doit refléter la diversité ethnoculturelle, linguistique, sociale et géographique de Montréal, ainsi que la représentativité hommes/femmes et intergénérationnelle.

MEMBRES



Moussa Sène • *président (2018-2019)*

Moussa Sène a été nommé président du Conseil interculturel de Montréal du 22 janvier 2018 au 21 novembre 2019 et a été membre du CIM depuis novembre 2016. Sociologue et organisateur communautaire, il a occupé différentes fonctions touchant notamment la consultation des publics et l'accompagnement en matière d'actions concertées autour d'enjeux interculturels. Il s'intéresse à la façon dont les constructions sociales comme la race, la nation, le genre et la religion créent des rapports de pouvoir qui affectent aussi bien les individus que les communautés. Arrivé au Québec il y a 14 ans, Moussa a pris racine à Montréal; à présent, il juge important de se mettre au service de la ville et de ses communautés. Par sa propre expérience consistant à naviguer entre des identités plurielles, il place au cœur de son action l'esprit Ubuntu. Ce concept philosophique africain rappelle que, dans une communauté, une personne est ce qu'elle est grâce à ce que sont les autres.



Sabine Monpierre • *1re vice-présidente (2018-2019)*

Sabine Monpierre a été nommée première vice-présidente du Conseil interculturel de Montréal du 22 janvier 2018 au 21 novembre 2019 et a été membre du CIM depuis novembre 2016. Sensible aux différents enjeux touchant les personnes réfugiées et immigrantes, elle est reconnue pour son expertise en développement communautaire et en accompagnement interculturel, et pour sa grande expérience en organisation et en analyse des relations interculturelles. Impliquée dans différents lieux, elle cherche à favoriser l'inclusion des femmes et des familles immigrantes à la société québécoise. Femme de conviction et d'action, Sabine assure la coordination de la distribution de denrées alimentaires ainsi que la conception et la coordination de projets culturels et d'intégration pour soutenir les personnes immigrantes dans leur processus post-migratoire. D'origine guadeloupéenne, elle milite pour la valorisation des femmes des cultures créoles, en mettant en lumière la patrimonialisation de leur histoire. En s'impliquant au CIM, elle souhaitait contribuer à l'avancement des débats et aux décisions qui touchent les Montréalais et Montréalaises.



François Fournier • *2e vice-président (2016-2019)*

François Fournier a été nommé deuxième vice-président du Conseil interculturel de Montréal du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019; il a entamé un second mandat en 2019. Titulaire d'une maîtrise en science politique et d'un doctorat en sociologie, il a notamment développé, au fil des 30 dernières années, une expertise en matière de racisme, de diversité culturelle et de vivre-ensemble. Au début des années 1990, le Comité d'intervention sur la violence raciste l'a engagé pour synthétiser ses consultations publiques, coordonner et animer les discussions du comité, effectuer la recherche pertinente et rédiger un rapport. De 2007 à 2008, à titre d'analyste senior à la commission Bouchard-Taylor, il a mené plusieurs recherches d'appoint pour alimenter l'analyse et les recommandations liées au mandat de la commission. De 2008 à 2010, il a participé comme consultant au Groupe de travail du Conseil de l'Europe sur les compétences interculturelles dans les services sociaux. En 2011, il a été directeur exécutif du Symposium international sur l'interculturalisme, tenu à l'initiative du professeur Gérard Bouchard et du Conseil de l'Europe. Présentement, il est coordonnateur scientifique pour l'Unité de soutien à la recherche axée sur le.la patient.e.



Wafa Al-Hamed • *membre*

Wafa Al-Hamed est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 janvier 2018. Originaire du Yémen, elle œuvre depuis plusieurs années dans le domaine des communications, et de la communication interculturelle en particulier. Arrivée à Montréal en 2013, Wafa fait de la promotion et de l'acceptation des différences une priorité. Récipiendaire du Dubai Municipality Award of Appreciation en 2006, elle a travaillé à la Banque mondiale et a mis sur pied sa propre compagnie, Culture and Company, en 2007. Elle est particulièrement préoccupée par l'intégration des personnes immigrantes et les facteurs favorisant leur intégration. Son expertise en matière de relations interculturelles a été mobilisée dans des programmes qu'elle a développés pour les expatrié.e.s dans la région du MENA (*Middle East and North Africa*, Moyen-Orient et Afrique du Nord). Aujourd'hui, elle est au service des personnes demandant l'asile, à titre d'intervenante en accueil pour l'organisme montréalais PRAIDA. En tant que membre du CIM, elle entend mettre à profit son expérience personnelle et professionnelle au bénéfice de la population montréalaise.



Rafael Benitez • *membre*

Rafael Benitez est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 janvier 2018. Mexicain d'origine, il est un artiste multidisciplinaire (illustrateur et conteur) qui travaille sur des questions concernant l'identité, la diversité culturelle, la culture populaire et l'enfance. Il est présentement candidat à la maîtrise en médiation interculturelle à l'Université de Sherbrooke. Il est aussi cofondateur de PAAL partageons le monde, un organisme de sensibilisation et de promotion de la diversité culturelle qui met en œuvre des programmes de médiation interculturelle. Il est intéressé par les initiatives qui s'adressent aux enfants migrants. Pour lui, s'occuper des enfants signifie investir pour l'harmonie à Montréal. Les enfants ont besoin de projets qui leur rappellent leurs origines et les aident à retrouver la richesse de leurs traditions. En favorisant un dialogue entre les cultures des habitant.e.s de Montréal, on apprend aux enfants à écouter les autres et à se sentir fiers d'appartenir à une société riche et multiethnique comme celle de Montréal.



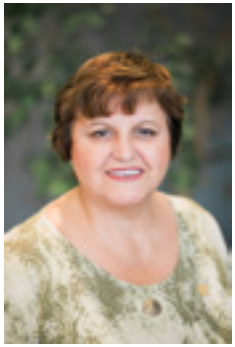
Coline Camier • *membre (2015-2019)*

Coline Camier a été nommée membre du Conseil interculturel de Montréal le 21 septembre 2015. Sociologue de formation, spécialisée dans les domaines des relations ethniques, de l'immigration et du racisme, elle est responsable de l'accès à l'égalité en emploi au sein d'Action travail des femmes. Elle a accompagné des femmes dans l'intégration d'emplois décents et a animé dans de nombreux organismes montréalais des ateliers sur l'accès à l'égalité, particulièrement pour les personnes immigrantes. Coline Camier s'est toujours intéressée à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes dans un contexte interculturel et anime, encore aujourd'hui, des formations sur cet enjeu dans les organismes de coopération internationale. Elle est titulaire d'une maîtrise en études internationales; ses champs de recherche sont l'intersectionnalité et les impacts de la discrimination systémique sur le parcours des femmes immigrées et racisées au Québec. Pendant quatre ans, elle a été membre du conseil d'administration de Groupe Orientation Emploi, un organisme visant l'intégration socioprofessionnelle des personnes issues de la diversité. Elle a travaillé au Burkina Faso pour le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI). Désormais basée à Montréal, elle est chargée de projets en aide humanitaire et travaille notamment avec les équipes du CECI au Mali, au Sénégal, au Népal et en Haïti.



Frédéric Dejean • *membre*

Frédéric Dejean est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 17 décembre 2018. Il est professeur au Département de sciences des religions de l'Université du Québec à Montréal. Originaire de la France, il s'est établi au Québec en 2011 après avoir achevé un doctorat en études urbaines en cotutelle (INRS-UCS et Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense). Les relations interculturelles se situent au cœur de ses recherches puisqu'il s'intéresse à la problématique de la diversité religieuse en contexte urbain, à la place du fait religieux dans les institutions ou encore au rôle des institutions religieuses auprès des personnes immigrantes, notamment les réfugié.e.s et les demandeurs et demandeuses d'asile. Son expérience professionnelle au Québec comprend plusieurs années de recherches post-doctorales en sociologie, en philosophie et en aménagement, ainsi que trois années comme chercheur dans un centre de recherche en milieu collégial, l'Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (Collège de Maisonneuve). Au cours de ces trois années, il a développé une expertise dans les questions liées aux relations interculturelles au sein des organisations (entreprises, syndicats, établissements d'éducation). L'ensemble de sa pratique de recherche est placé sous le signe de l'interdisciplinarité, du transfert de connaissances et des échanges novateurs entre le milieu académique et le reste de la société, en particulier les organismes communautaires et les institutions publiques. Il est par ailleurs coresponsable de l'axe « Immigration, conditions de vie et religion » du Centre de recherche interdisciplinaire en études montréalaises.



Cécile Deschamps • *membre*

Cécile Deschamps est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 janvier 2018. Elle est titulaire d'un baccalauréat en travail social et a terminé sa scolarité de maîtrise en intervention sociale. Elle a été travailleuse sociale pour le Centre jeunesse de la Montérégie auprès de jeunes issus de différentes communautés ethniques, dont les communautés latino-américaine et autochtone. Elle a aussi été intervenante spécialisée auprès de jeunes contrevenantes, à titre d'agente de probation juvénile. En plus de ses activités de dirigeante syndicale au sein de la Confédération des syndicats nationaux – Fédération de la santé et des services sociaux, elle a été membre fondatrice du Carrefour culturel de l'amitié Québec-Cuba en 1979, et en a été la présidente de 1983 à 1989. Maintenant à la retraite, elle poursuit ses activités comme bénévole pour différents organismes communautaires de l'arrondissement Ville-Marie. Depuis 2017, elle s'implique comme administratrice au sein du conseil d'administration du Carrefour de ressources en interculturel du Centre-Sud (CRIC) et comme femme-relais interculturelle (programme d'accompagnement pour les nouvelles arrivantes). C'est son implication au CRIC et sa participation régulière aux rencontres de l'arrondissement Ville-Marie qui ont motivé sa candidature au CIM.



Fanny Guérin • *membre*

Fanny Guérin est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 23 mars 2015 et a entamé un second mandat en 2018. Après une maîtrise en communication internationale et interculturelle à l'Université du Québec à Montréal, Fanny a multiplié ses engagements professionnels et sociaux en faveur d'une meilleure représentation de la diversité qui compose la population montréalaise. Elle agit présentement à titre de directrice des communications à Diversité artistique Montréal. Interpellée par les enjeux d'équité et de discrimination, elle tente continuellement de devenir une meilleure alliée au sein des luttes antiracistes.



Souleymane Guissé • *membre*

Souleymane Guissé est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 21 novembre 2016 et a entamé un second mandat en 2019. Il est un professionnel de l'insertion socioprofessionnelle et du développement de carrière, et s'est spécialisé en immigration et en relations interculturelles. Son implication citoyenne l'a amené à siéger au Conseil consultatif des personnes immigrantes, à participer à des projets de recherche universitaires et à collaborer à la réalisation de films documentaires qui touchent ses sujets de prédilection. À titre de conférencier, il aborde des thèmes relatifs aux flux migratoires et à l'intégration des étudiants internationaux dans leur pays d'accueil. Au Conseil interculturel de Montréal, il entend continuer à œuvrer pour l'intégration économique des personnes immigrantes, à contribuer à la lutte contre le profilage racial et à faire la promotion du vivre-ensemble. Souleymane est titulaire d'un master en études anglophones de l'Université de Grenoble, en France, et d'une maîtrise en médiation interculturelle de l'Université de Sherbrooke.



Stendolph Ismael • *membre*

Stendolph Ismael est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 janvier 2018. Il est comptable professionnel agréé et détient un baccalauréat en comptabilité de l'Université du Québec à Montréal et un diplôme d'études supérieures de l'Université de Sherbrooke. Il a pratiqué dans de grandes institutions et entreprises comme Revenu Québec, Desjardins et Ernst & Young. Aujourd'hui, il est consultant et offre ses services à plusieurs compagnies. Son intérêt pour les relations interculturelles date de l'enfance : il a grandi dans des quartiers multiethniques de Montréal, ce qui lui a permis de développer une ouverture quant aux relations interculturelles. Depuis plusieurs années, il a acquis une expérience solide en matière de relations interculturelles grâce à son engagement dans divers organismes multiculturels, dont le conseil d'administration de la Jeune Chambre de commerce haïtienne, Carrefour Hochelaga et Maison Oxygène.



Marie Christine Jeanty • *membre*

Marie Christine Jeanty est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 janvier 2018. Diplômée en animation et recherche culturelles (baccalauréat par cumul en communications), elle surprend par l'éclectisme de son parcours académique et professionnel. Un fil conducteur : sa détermination à contribuer à l'édification d'un monde meilleur, ouvert à toutes les différences, résolu à promouvoir et à défendre l'égalité entre tous les humains. Sa passion pour la culture l'a amenée d'abord à s'impliquer bénévolement dans différents festivals, puis l'a poussée à utiliser le micro et la plume pour à la fois faire rayonner ces cultures dont on parle trop peu dans l'espace public et créer des ponts entre les individus. Comme le dit Dany Laferrière : « Que reste-t-il quand tout tombe? La culture. Et l'énergie d'une forêt de gens remarquables. » Engagée dans la communauté depuis près de 20 ans, c'est dans le nord-est de la ville qu'on peut aujourd'hui la croiser, dans les bibliothèques de Montréal-Nord ou à la Maison d'Haïti dans Saint-Michel. Elle éprouve un attachement particulier pour les habitant.e.s de ces quartiers à l'énergie et à la bonne humeur contagieuses.



Aranzazu Recalde • *membre*

Aranzazu Recalde est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 25 février 2019. Détentrice d'un doctorat en anthropologie de l'Université de Montréal (2012), elle est une experte en matière de droits des migrants, de gestion de la migration internationale et de politiques publiques. Elle a réalisé une recherche postdoctorale à la Chaire Hans et Tamar Oppenheimer en droit international public de l'Université McGill (2013-2015) afin d'examiner les effets de la participation croissante de femmes migrantes à l'« industrie globale de soins ». Dans sa carrière, Aranzazu s'est intéressée aux expériences des personnes migrantes vivant des situations de précarité socioéconomique, légale et environnementale ainsi qu'aux conséquences de cette précarité sur leurs familles. Son expertise a été mise à profit dans le cadre de plusieurs collaborations avec les milieux institutionnel et communautaire. Elle a notamment œuvré à la promotion et à la protection des droits des enfants au Bureau international des droits des enfants, a travaillé à titre d'analyste de politiques et de programmes pour Citoyenneté et immigration Canada (aujourd'hui IRCC) et a assuré le développement et le financement de nouveaux programmes ainsi que la coordination et l'administration d'un réseau d'organismes pour les personnes réfugiées et migrantes en Colombie-Britannique, au sein de la Surrey Delta Immigrant Services Society. Depuis mars 2019, Aranzazu est analyste au Bureau du commissaire à l'admission aux professions.



Juste Rajaonson • *membre*

Juste Rajaonson est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 17 décembre 2018. Il fait partie des 30 leaders, ambassadeurs et ambassadrices de la diversité du programme Leadership Montréal. Titulaire d'un doctorat en études urbaines, il œuvre depuis 13 ans au succès de politiques, de programmes et de projets urbains et régionaux de développement à travers des mandats variés dans les secteurs public et universitaire. Il a travaillé pour divers organismes gouvernementaux et instituts de recherche, dont le Bureau du Conseil privé, Développement économique Canada (pour les régions du Québec), le Bureau du vérificateur général du Québec, la Conférence régionale des élus de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Centre de recherche interuniversitaire en analyse des organisations, l'Institut national de la recherche scientifique et l'École nationale d'administration publique. Ses recherches sur les mesures de performance en matière de développement durable l'ont amené à publier dans les revues scientifiques *Ecological Indicators* et *Social Indicators Research*, à siéger à divers comités d'experts et à présenter le fruit de ses travaux en Europe, aux États-Unis et ailleurs au Canada lors de conférences internationales sur les villes de 2011 à 2017. Avant 2011, Juste a travaillé pendant cinq ans dans le secteur municipal, où il s'est fait connaître pour sa contribution à de nombreux projets environnementaux et d'aménagement durable à Montréal.



Angela Sierra • *membre*

Angela Sierra est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 23 mars 2015. D'origine colombienne, elle est devenue citoyenne canadienne en 2004. Elle vit et travaille à Montréal depuis 1999. Elle détient un baccalauréat en communication et journalisme de l'Universidad Javeriana de Bogotá, en Colombie, et un diplôme en cinéma et télévision de l'Université Aix-en-Provence, en France. Elle a œuvré comme recherchiste en production audiovisuelle pour des émissions d'affaires publiques à Montréal et en Colombie, ainsi qu'en communication et production événementielles en France. Depuis 2007, elle occupe la direction générale de la Fondation LatinArte, la première vitrine pour les artistes d'origine latino-américaine à Montréal. En octobre 2012, la Chambre de commerce latino-américaine du Québec l'a nommée parmi les finalistes de son concours d'entrepreneuriat, dans la catégorie « Leadership en action ». La même année, l'agence Média Mosaïque l'a placée dans son palmarès « Top 20 diversité ». Depuis 2017, Angela Sierra mobilise la communauté latino-américaine autour de la Maison des Amériques, le premier centre mettant en lumière le continent américain et misant sur une offre d'affaires, culturelle et communautaire de proximité, accessible à un large public.



Despina Sourias • *membre (2016-2019)*

Despina Sourias a été nommée membre du Conseil interculturel de Montréal le 21 novembre 2016. Elle compte plus de 15 ans d'expérience en développement communautaire au sein d'organismes œuvrant auprès des jeunes, des femmes et des populations immigrantes. Elle est quadrilingue et détient un baccalauréat en développement international de l'Université McGill ainsi qu'un DESS en administration internationale de l'École nationale d'administration publique. Son désir d'aider les jeunes issus des communautés culturelles à trouver leur voie sur le marché de travail l'a conduite vers les carrefours jeunesse-emploi à Montréal. Elle a été présidente du conseil d'administration de FEM International ainsi que vice-présidente du Forum jeunesse de l'île de Montréal, et elle est membre de l'équipe du Salon des jeunes entrepreneurs international depuis ses débuts. Grâce à son expertise en développement socioéconomique, elle a su initier et organiser plusieurs projets novateurs. Habile communicatrice reconnue pour son dynamisme et son leadership collaboratif, Despina Sourias s'implique dans plusieurs initiatives qui font rayonner la diversité montréalaise et créent des ponts entre actions locales et internationales.

LES MEMBRES SUIVANTS ONT QUITTÉ LE CONSEIL EN 2019 :

- Coline Camier (2015-2019)
- Sabine Monpierre (2016-2019)
- Moussa Sène (2016-2019)
- Despina Sourias (2016-2019)

Le CIM tient à les remercier pour leur contribution soutenue à ses travaux et activités.

VIE ORGANISATIONNELLE

L'assemblée du conseil



L'assemblée du conseil est composée des 15 membres du CIM. Les décisions y sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, la présidence peut exercer un vote prépondérant. Le Conseil doit tenir au moins six assemblées régulières par année. En 2019, le CIM a tenu neuf assemblées.

Les comités du CIM en 2019

Comité de direction

Membres : *Moussa Sène, président, Sabine Monpierre, 1re vice-présidente, et François Fournier, 2e vice-président*

7 rencontres

Le comité de direction est composé du président et des deux vice-président.e.s. Il a notamment pour mandat de préparer les ordres du jour des assemblées du Conseil, et de veiller à la réalisation des orientations stratégiques et à la mise en œuvre du plan d'action annuel adopté par les membres en début d'année. Il assure la prise de décision entre les assemblées.

Comités de travail

Communications et activités

Coresponsables : *Marie Christine Jeanty et Angela Sierra*
Membres : *Wafa Al-Hamed, Cécile Deschamps, Stendolph Ismael, Moussa Sène*

7 rencontres

Ce comité s'attache à la mise en œuvre d'activités visant à accroître la visibilité et le rayonnement du CIM et à sensibiliser la population aux enjeux interculturels. Il participe à la réalisation des activités et des événements du CIM tout en établissant et en maintenant des relations avec divers publics. Il assure également une veille de l'actualité en lien avec le mandat du CIM.

Avis et recherche

Responsable : *Souleymane Guissé*
Membres : *Rafael Benitez, Coline Camier, Frédéric Dejean, François Fournier, Fanny Guérin, Sabine Monpierre, Juste Rajaonson, Aranzazu Recalde, Despina Sourias, Moussa Sène*

Ce comité se penche sur des enjeux en lien avec le plan d'action du Conseil et propose la réalisation de travaux, comme des avis, des mémoires et des activités de réflexion. Il s'engage activement dans le processus de production des avis et des mémoires, et formule des recommandations qui découlent de ceux-ci. Il effectue une veille sur des sujets d'actualité en lien avec les questions interculturelles et mène des consultations auprès de divers organismes et intervenant.e.s.

7 rencontres

Les membres du comité avis et recherche ont également participé à trois rencontres statutaires avec les personnes élues pour présenter leur mémoire sur la période de questions au conseil municipal et leur avis en faveur d'une politique interculturelle. De plus, six rencontres de travail ont été organisées en lien avec le chantier de réflexion sur la question des personnes aînées racisées et immigrantes.

Les membres du CIM ont aussi participé activement aux diverses activités de la démarche de consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal ainsi qu'aux travaux du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) sur la révision des règlements en matière de profilage racial et social.

ÉQUIPE DE SOUTIEN

– **Marie-Claude Haince** • *secrétaire-recherchiste*

– **Christine De Kinder** • *secrétaire d'unité administrative, partagée avec le Conseil des Montréalaises et le Conseil jeunesse de Montréal*

– **Xania Labrèche** • *stagiaire en recherche de janvier à avril 2019*

– **Phillip Rousseau** • *chargé de projet d'avril à septembre 2019 pour la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*

– **Amel Gherbi** • *contractuelle en soutien à la recherche et aux communications de septembre à décembre 2019*

RESSOURCES FINANCIÈRES

Le conseil de ville met à la disposition du CIM les sommes nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Le budget de fonctionnement du Conseil interculturel de Montréal est de 61 100 $ pour l'année 2019.







ACTIONS 2019









ACTIONS 2019

1. INFLUENCER ET CONSEILLER L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

Le cœur du mandat du CIM est de conseiller la Ville sur les politiques à mettre en œuvre pour favoriser la pleine participation et l'inclusion des citoyennes et citoyens de toutes origines. Les actions du Conseil en 2019 se sont donc centrées sur cet aspect. Il en a résulté trois publications importantes visant à assurer que Montréal soit à l'image de toutes et de tous.



L'une des réalisations les plus importantes en la matière est la production de l'avis *Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle*. Cet avis du CIM insiste sur l'importance pour la Ville de Montréal de se doter d'une politique interculturelle qui permette de faire face aux défis que représente la diversification sans cesse grandissante de sa population. Six recommandations ont été formulées par le CIM pour garantir une formalisation adéquate de la perspective culturelle tout en renforçant les efforts déjà en place. Il s'agit là d'une invitation à revoir l'importance accordée à la dimension interculturelle pour qu'elle soit effectivement intégrée et transversale.



Une autre action phare de l'année 2019 a été la production d'un *Mémoire dans le cadre de la Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémique dans les compétences de la Ville de Montréal*. Dans le cadre de cette initiative, le CIM est allé à la rencontre des citoyennes et citoyens en réalisant plusieurs activités de consultation. Le mémoire met en évidence le besoin urgent de transformer la culture institutionnelle. Trois objectifs devraient être considérés comme étant prioritaires : 1) faire preuve de responsabilité et d'engagement; 2) renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux; et



3) sensibiliser et changer les attitudes. Le mémoire conclut à la nécessité de promouvoir une vision antiraciste et interculturelle et de mettre en place des politiques et des pratiques capables de lutter efficacement contre toutes les formes de racisme et de discrimination.



Enfin, en mai 2019, le CIM a présenté à la Commission de la présidence du conseil son *Mémoire sur les obstacles et les modalités liés à la participation démocratique des citoyennes et des citoyens issu.e.s des communautés ethnoculturelles à Montréal*. S'intéressant plus généralement à la question de la participation citoyenne, le mémoire propose huit recommandations pour favoriser la participation des citoyennes et citoyens à la période de questions du conseil municipal. Prônant une démocratisation du gouvernement de proximité, les recommandations se concentrent principalement sur deux aspects : 1) briser le cercle de l'exclusion et de la trivialité; et 2) moduler le partage de l'information en fonction des besoins de la diversité montréalaise. Le mémoire conclut qu'il est impératif de faire entendre les diverses voix qui composent Montréal.

2. PARTICIPATION CITOYENNE ET VIE PUBLIQUE



La participation citoyenne est un aspect central des activités du CIM. Assurer une présence active dans la sphère publique à travers la prise de parole lors d'événements majeurs et la participation à des activités phares a été en 2019 au cœur des réalisations des membres du Conseil, qui souhaitent mobiliser les citoyennes et citoyens autour d'enjeux touchant la diversité montréalaise.

Parmi les activités d'engagement citoyen dans la vie publique montréalaise auxquelles ont participé des membres du CIM, notons entre autres :

Prise de parole lors d'événements et de rencontres

- Lancement du Mois de l'histoire des Noirs
- Rendez-vous Concertation Montréal
- Lancement de la Semaine d'actions contre le racisme
- Célébration de Norouz – Centre MTO Shahmaghsoudi

- Table ronde « Développement économique et lutte contre le racisme » organisée par la Table de quartier de Montréal-Nord
- Présentation de l'avis *Montréal, cité interculturelle* au Rotary Club
- Visite d'experts – Cités interculturelles, Conseil de l'Europe
- Visite d'experts – Council for Migrant Integration at the Prague City Hall
- École d'influence de l'Institut du Nouveau Monde
- Dia de Muertos NDG



Activités de représentation

- Commémoration à l'hôtel de ville de la tuerie du 29 janvier 2017 à la grande mosquée de Québec
- Lancement de la Semaine d'actions contre le racisme
- Grand Prix du Conseil des arts de Montréal
- Célébration de Norouz – Centre MTO Shahmaghsoudi
- Festival Vues d'Afrique
- Caravane de la démocratie
- Inauguration de l'exposition *Omar Ba. Vision partagée* au Musée des beaux-arts de Montréal
- Iftar ramadanesque du centre culturel Dar al-Maghrib
- Fête nationale du Québec à Montréal
- 50e anniversaire de la Ligue des Noirs du Québec et Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition
- Lancement du Mois de l'héritage latino-américain
- Rentrée judiciaire – Barreau de Montréal
- Dévoilement du Plan d'action en développement social – Ville de Montréal
- Lancement de l'étude sur l'insertion socio-professionnelle des femmes immigrantes – Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre
- Lancement du projet Pareil pas pareil
- Événement de reconnaissance – Intégration jeunesse du Québec
- Journée de réflexion sur les identités multiples – C.O.R.

Par ailleurs, le CIM a poursuivi sa stratégie de visibilité en utilisant les réseaux sociaux comme moyen de diffusion, de rayonnement et de mobilisation. Le nombre d'abonnés au compte Facebook du CIM est passé de 3 102 en janvier à 3 406 en décembre, une augmentation qui est constante d'année en année. De plus, en 2019, sept capsules vidéo ont été produites par le CIM et diffusées sur Facebook. Six de ces capsules résumaient les témoignages des participantes et participants à l'activité *Bibliothèque vivante* organisée par le CIM le 23 mars 2019 dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme et une autre faisait un retour sur le lancement de l'avis du CIM *Montréal, cité interculturelle*.

CIMMtl
CIMMtl
cim_mtl
Conseil interculturel

3. SENSIBILISATION ET RÉFLEXION

Les activités de sensibilisation et de réflexion sont chères aux membres du CIM. Elles offrent l'occasion de réunir des publics de divers milieux et d'échanger sur des enjeux de grande importance pour la diversité montréalaise. En 2019, le Conseil interculturel a initié des activités qui ont fourni à la population montréalaise des espaces de rencontre, de dialogue et de partage et ont aidé à mieux faire connaître le CIM et ses actions.

- Activité *Bibliothèque vivante* dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme
- Lancement de l'avis du CIM *Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle*
- Journée portes ouvertes au CIM



4. CONSULTATION, ENGAGEMENT ET COLLABORATIONS

Les membres du CIM sont des citoyennes et citoyens engagés dans leurs communautés, et leur engagement se reflète dans leurs actions. En 2019, les activités de consultation ont occupé une place importante dans les actions du Conseil, non seulement pour mobiliser les Montréalaises et Montréalais autour d'enjeux qui sont au cœur de leurs préoccupations, mais surtout pour aider les membres à mieux comprendre leurs réalités quotidiennes.

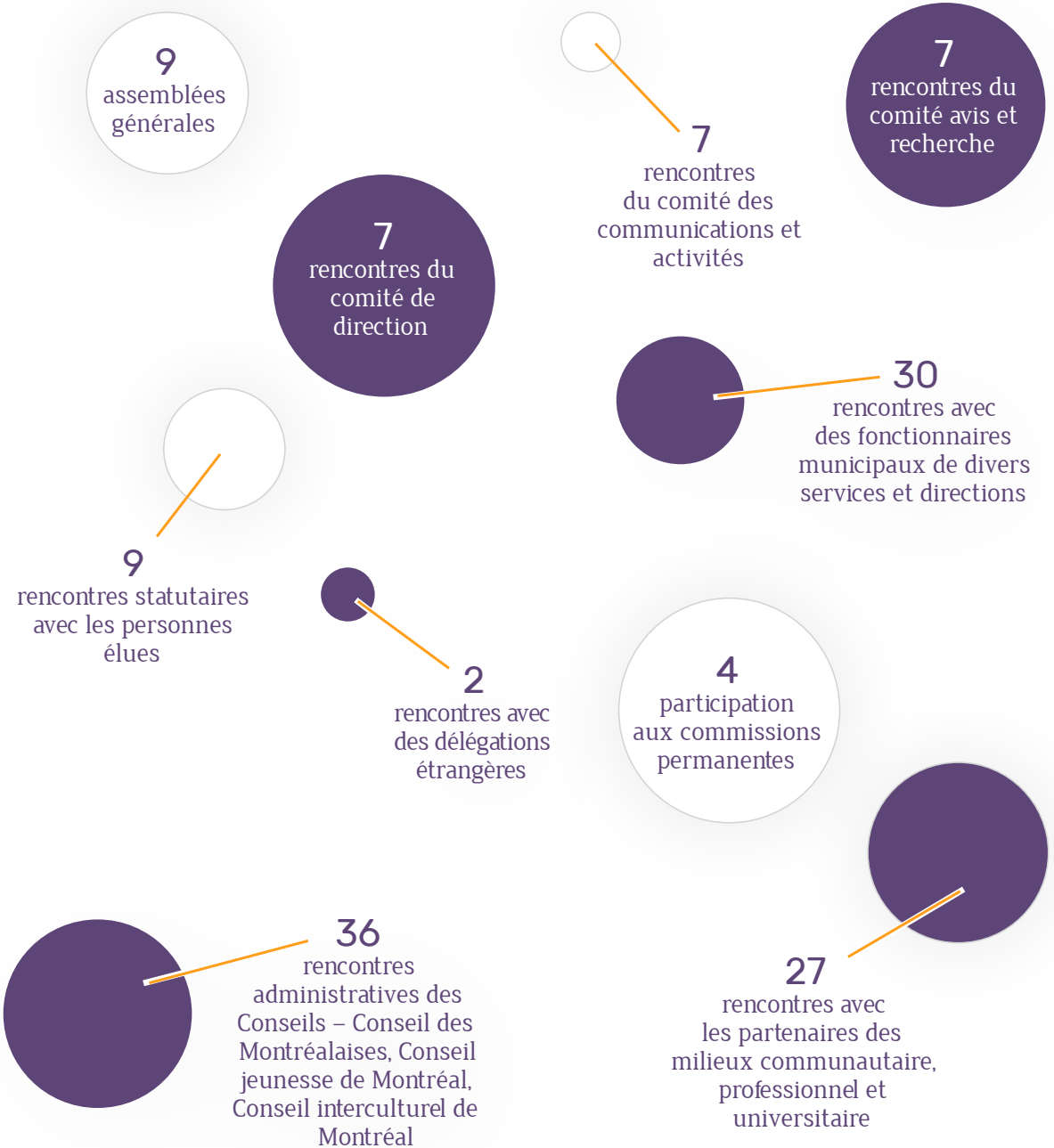






- Groupe de discussion pour le mémoire sur la période de questions au conseil municipal (7 février)
- Séance d'échange de connaissances dans le cadre de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal (14 mai)
- Activité contributive citoyenne grand public dans le cadre de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques (6 août)
- Activité contributive citoyenne privée dans le cadre de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques (26 août)
- Activité contributive citoyenne dans les milieux communautaire et associatif dans le cadre de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques (4 septembre)
- Séance d'échange de connaissances avec les organismes dans le cadre du chantier de réflexion sur les personnes aînées immigrantes et racisées (28 octobre)
- Rencontres du Réseau des municipalités en immigration et relations interculturelles
- Partenariat « Villes interculturelles »
- Programme Montréal interculturel
- Comité de travail Projet Stations-Femmes

ACTIVITÉS


9
assemblées générales
7
rencontres du comité avis et recherche
7
rencontres du comité des communications et activités
7
rencontres du comité de direction
30
rencontres avec des fonctionnaires municipaux de divers services et directions
9
rencontres statutaires avec les personnes élues
2
rencontres avec des délégations étrangères
4
participation aux commissions permanentes
27
rencontres avec les partenaires des milieux communautaire, professionnel et universitaire
36
rencontres administratives des Conseils – Conseil des Montréalaises, Conseil jeunesse de Montréal, Conseil interculturel de Montréal

PERSPECTIVES 2020

Lors de leur journée de réflexion de janvier 2020, les membres du CIM ont ciblé deux enjeux sur lesquels elles et ils souhaitent porter leur attention au cours de l'année :

1. La cohésion des interventions et des pratiques dans la gestion de la diversité ethnoculturelle par les services municipaux;
2. Le racisme.

Pour ce faire, les membres du CIM se sont fixé deux objectifs généraux et cinq moyens pour les atteindre :

1. Favoriser la participation des membres du CIM dans les instances institutionnelles municipales.
    a. Développer une stratégie afin de maximiser la sphère d'influence du CIM.
    b. Participer à des événements stratégiques dans les arrondissements et dans l'administration.
2. Quantifier et documenter les impacts des contributions du CIM (avis, activités, mémoires).
    a. Développer et automatiser des outils de suivi des activités et des avis du CIM.
    b. Poursuivre le travail d'inventaire des recommandations et de leur mise en œuvre depuis 2003.
    c. Réactualiser les recommandations.

Ces objectifs orienteront les projets et les actions du CIM pour l'année à venir. Le CIM continuera en 2020 à consulter et à mobiliser les citoyennes et citoyens de même que ses partenaires dans le cadre de ses travaux. Plusieurs activités de consultation, de réflexion et de sensibilisation seront ainsi au programme. Le CIM mettra également en œuvre une stratégie de communication pour accroître la visibilité de ses travaux et de ses activités.

REMERCIEMENTS

Les membres du Conseil interculturel de Montréal tiennent à remercier tout spécialement les élues Mme Magda Popeanu, Mme Émilie Thuillier et Mme Cathy Wong pour leur soutien aux travaux du CIM en 2019.

Le Conseil est également reconnaissant envers ses partenaires et ses collaborateurs, dont le Service du greffe, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale – incluant le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal–, le Bureau des relations internationales, le Service des ressources humaines, le Service de l'expérience citoyenne et des communications, le Bureau du contrôleur général, le Service des finances et le Service des affaires juridiques pour leur soutien professionnel, logistique et financier.

Enfin, les membres du Conseil remercient la permanence du CIM : Mme Marie-Claude Haince, secrétaire-recherchiste, et Mme Christine De Kinder, secrétaire d'unité administrative, qui a été remplacée en décembre par Mme Barbara Leroy-Bernardin en raison d'un départ à la retraite bien mérité.



Conseil inteculturel de Montréal
ville.montreal.qc.ca/cim

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.06

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1207721001

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil des Montréalaises.

Il est recommandé :

de prendre acte du dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil des Montréalaises pour le conseil municipal de la Ville de Montréal.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-04-28 10:05

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207721001**
Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil des Montréalaises.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a procédé en mai 2004 à la création du Conseil des Montréalaises dont les membres ont été nommées en septembre de la même année. Le Conseil des Montréalaises est une instance consultative auprès de l'Administration municipale sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la condition féminine. Il contribue, par son expertise, à l'avancement des débats et des décisions touchant les Montréalaises.
Chaque année, les membres déterminent leurs objectifs et leur plan d'action selon différents axes. Elles travaillent, par différents moyens, à l'atteinte de ces objectifs pour améliorer les conditions de vie et de travail de toutes les Montréalaises. Le compte-rendu des réalisations du Conseil des Montréalaises est présenté dans son rapport d'activité 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1043 : 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).

DESCRIPTION

Le Conseil des Montréalaises présente son rapport d'activité 2019. Il contient sa mission, ses grandes orientations, les dossiers traités, les avis et mémoires produits ainsi que les activités et les représentations réalisées au cours de l'année 2019. De plus, il fait part de ses priorités pour l'année 2020.

JUSTIFICATION

Par la production de son rapport d'activité, le Conseil des Montréalaises assure une reddition de compte au conseil municipal concernant ses activités en 2019 et démontre ainsi comment il remplit son mandat. Conformément à l'article 41 du règlement 19-051, "au plus

tard le 31 mai de chaque année, il rend compte au conseil de la ville de son rapport d'activité et des perspectives de l'année suivante".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes nécessaires à la production de ce document ont été prises à même le budget du Conseil des Montréalaises.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le travail mené par le Conseil des Montréalaises s'inscrit dans l'objectif d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes et à ce titre, rejoint le principe de développement durable qui vise la collectivité au coeur du développement durable. De plus, le rapport d'activité 2019 est imprimé sur papier écologique (papier 100 % recyclé, certifié FSC, avec Écologo). Le nombre de copies imprimées est de 50 (il était de 200 pour le rapport 2016).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La diffusion du rapport d'activité participe à la réalisation des objectifs fixés par l'Administration municipale et vise la consolidation de l'intervention municipale en matière de condition féminine. De plus, elle assure une meilleure visibilité des actions du Conseil des Montréalaises et la promotion des enjeux de condition féminine. Le rapport d'activité permet aussi au conseil municipal d'approfondir sa connaissance de cette assemblée consultative.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N.A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion des rapports d'activité auprès des partenaires externes et internes et mise en ligne sur le site internet de la Ville de Montréal :
www.ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises et sur les réseaux sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt à la séance du conseil municipal du 25 mai 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kenza BENNIS
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-9074
Télécop. :

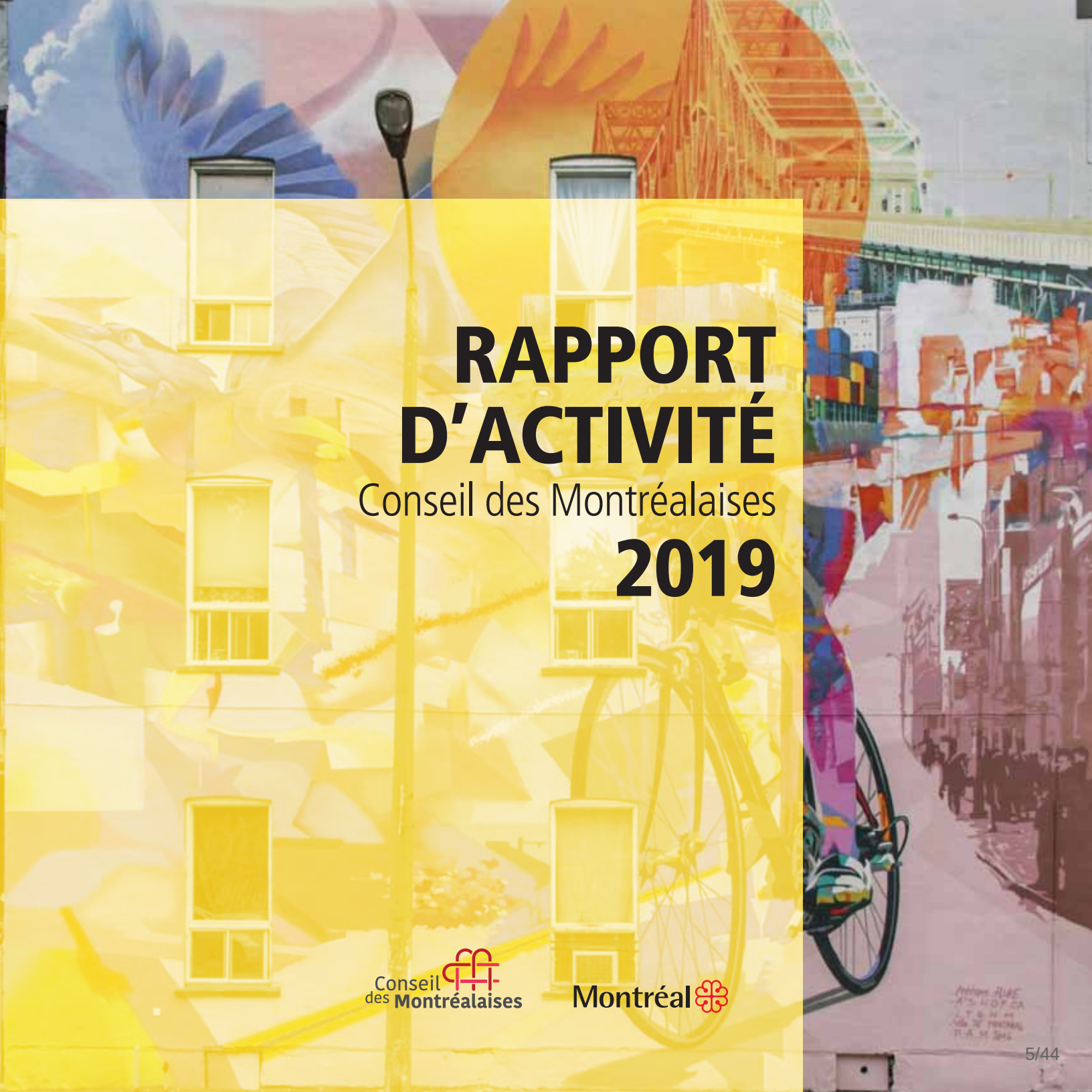
ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-04-28



RAPPORT D'ACTIVITÉ

Conseil des Montréalaises

2019

Conseil des Montréalaises

Montréal

Ce rapport d'activité a été adopté par les membres du Conseil des Montréalaises en mars 2020.

Rédaction
Kenza Bennis

Révision linguistique
Edith Sans Cartier

Conception et réalisation graphiques
Caroline Marcant – zigomatik.ca

Photos
Christine Bourgier, Kevin Calixte, Concertation Montréal, Philippe-Benoit Côté, Sylvain Légaré, Manoucheka Lorgis (Lachérie photographie), Nathalie Nguyen, Émilie Pelletier, Caroline Perron, Ville de Montréal

Mai 2020
Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020

ISBN : 978-2-7647-1774-5 – imprimé français
978-2-7647-1775-2 – PDF français

Conseil des Montréalaises
1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-9074

conseildesmontrealaises@ville.montreal.qc.ca
ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises

conseildesmontrealaises
C_Montrealaises

Le CM utilise le langage non sexiste dans ses communications et la rédaction de ses recherches. Cet engagement est une étape vers l'adoption d'un langage qui représente et inclut les personnes non binaires et trans.

REMERCIEMENTS

Chaque année, le Conseil des Montréalaises (CM) poursuit son travail pour l'égalité entre toutes les femmes et les hommes. Pour ce faire, il bénéficie de l'apport et de la collaboration de partenaires œuvrant au sein de la Ville de Montréal et d'organismes externes. Ce travail collectif et ces partenariats donnent tout leur sens aux réalisations du Conseil.

C'est pourquoi nous désirons remercier toutes les personnes qui ont contribué aux activités du CM en 2019. Nous soulignons l'appui de Nathalie Goulet, membre du comité exécutif responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse ; de Laurence Lavigne Lalonde, membre du comité exécutif anciennement responsable de la transparence, de la démocratie, de la gouvernance, de la vie citoyenne et d'Espace pour la vie ; de Suzie Miron, conseillère de la ville et conseillère associée aux infrastructures, à l'eau et à la condition féminine ; et d'Émilie Thuillier, membre du comité exécutif responsable de la démocratie, de la transparence, des communications, de l'expérience citoyenne et du patrimoine. Nous remercions le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), avec qui nous collaborons sur plusieurs projets, pour son leadership et son dynamisme, et le Bureau de la présidence du conseil pour son soutien et son engagement. L'appui de la présidente du conseil, Cathy Wong, nous a été d'une grande aide, notamment pour la réalisation de la formation et simulation Cité Elles MTL.

Le travail de nos précieuses collaboratrices mérite également d'être souligné : Marie-Ève Desroches, Laurie Gagnon-Bouchard et Selma Tannouche Bennani pour la recherche ; Sarah Beaudoin et Rosalie Montplaisir pour la rédaction ; Caroline Marcant et Daphné Miljours pour la réalisation graphique ; Carmen Desmeules, Edith Sans Cartier et Chantal Tellier pour la révision. Nous remercions sincèrement

la secrétaire-recherchiste Kenza Bennis, l'agente de recherche Aurélie Lebrun, les secrétaires d'unité administrative Christine De Kinder et Barbara Leroy-Bernardin, ainsi que Marie-Pier Kouassi, contractuelle en soutien aux communications, et Mollie Dujardin, stagiaire en communication, qui ont travaillé avec conviction à concrétiser les nombreux projets du CM.

Finalement, nous saluons l'engagement citoyen soutenu de chacune des membres du CM. Grâce à leurs compétences, à leur expérience, à leur ardeur et à la pluralité de leurs points de vue, elles réussissent à animer cette instance démocratique qui fait résonner une voix féministe en faveur de l'égalité entre toutes les femmes et les hommes à Montréal.

TABLE DES MATIÈRES

Lettre à la présidente du conseil 6

Message de la présidente 7

1 Le Conseil des Montréalaises 8
1.1 L'historique 8
1.2 Le cadre juridique 8
1.3 La mission 9
1.4 Les fonctions 9
1.5 La structure et la vie associative 11
1.6 Les membres 12

2 Les actions de 2019 21
2.1 Documenter des enjeux 21
2.2 Agir en concertation 25
2.3 Participer à la vie publique 26
2.4 Faire partie d'un réseau et prendre la parole 27
2.5 S'impliquer au sein du Conseil des Montréalaises 32

3 Le Conseil des Montréalaises en chiffres 35
3.1 Les rencontres du Conseil des Montréalaises 35
3.2 Les ressources du Conseil des Montréalaises 36

4 Les actions prioritaires pour 2020 37

LETTRE À LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Cathy Wong, présidente du conseil municipal,
Mesdames et messieurs les élu.es,
Honorables partenaires,
Chères citoyennes et chers citoyens de Montréal,

Il me fait plaisir de vous présenter, au nom de toute l'équipe du Conseil des Montréalaises, le compte rendu de nos réalisations pour l'année 2019.

Cette année encore, nous nous sommes investies avec beaucoup d'enthousiasme dans plusieurs projets pour améliorer les conditions de vie de toutes les Montréalaises et la condition féminine au sein de l'administration municipale.

Nous espérons que ce travail portera fruit et mènera la Ville encore plus loin sur le chemin de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

La présidente,



Dorothy Alexandre

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

La vitalité du Conseil des Montréalaises se perpétue depuis 15 ans, car toutes les membres de notre comité consultatif sont animées d'une conviction profonde : il reste encore beaucoup à faire pour atteindre une égalité de fait entre toutes les femmes et les hommes au sein de notre métropole.

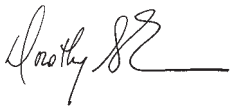
Il importe de multiplier nos efforts sans relâche, de tendre la main sans jugement et d'affronter nos angles morts sans complaisance.

Le Conseil des Montréalaises est d'ailleurs engagé dans une démarche rigoureuse de concertation avec les groupes de femmes et les citoyennes qui nourrissent ses réflexions et ses actions, et ce, depuis sa création. Force est de constater que le Conseil s'avère une éloquente illustration de l'apport de la participation citoyenne des femmes à Montréal.

Son indépendance constitue son principal moteur. Son expertise assoit sa crédibilité. Sa diversité crée sa richesse.

Nous sommes conscientes que les politiques publiques mises en place par la Ville de Montréal ont permis d'enregistrer d'importantes avancées en matière de condition féminine. C'est pourquoi nous sommes déterminées à poursuivre notre travail collaboratif, qui est ancré dans des valeurs humanistes.

Ce rapport d'activité en fait foi. Bonne lecture !



La présidente,
Dorothy Alexandre

1 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES

1.1 L'historique

Le Conseil des Montréalaises (CM) constitue le plus jeune des trois conseils regroupés au sein de la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil au Service du greffe. Au cours du Sommet de Montréal en 2002, des citoyennes de toutes origines et des groupes de femmes ont pris la parole et partagé haut et fort leurs attentes et leurs revendications quant à la condition féminine à la Ville de Montréal. Une délégation de femmes a soumis d'importantes recommandations, dont certaines ont été retenues par l'administration municipale et par les personnes présentes au Sommet. La mise en place d'une structure consultative – qui a conduit à la création du Conseil des Montréalaises – était une de ces recommandations.

1.2 Le cadre juridique

Le conseil municipal de la Ville de Montréal, à la séance du 26 avril 2004, a adopté la résolution CM04 0305 à l'effet d'entériner le projet de règlement constituant le CM. À la séance du 28 septembre 2004, il a nommé ses 15 premières membres par la résolution CM04 0665. Le 16 septembre 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté un nouveau cadre juridique pour les conseils consultatifs de la Ville : le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).

1.3 La mission

Le CM agit en tant qu'assemblée consultative auprès de l'administration municipale, à la demande du conseil municipal ou de sa propre initiative, en ce qui a trait à la condition féminine et à l'égalité entre toutes les femmes et les hommes. Il utilise l'analyse féministe intersectionnelle[1] pour appréhender les réalités et les enjeux vécus par les Montréalaises.

À l'instar d'autres conseils existants, il constitue un précieux outil démocratique et offre un lieu de participation unique. Il est à l'affût d'idées et de courants de pensée tout en étant attentif aux préoccupations exprimées par la population. Sa démarche vise à favoriser une plus grande place pour les femmes dans une perspective d'implication active dans la vie publique montréalaise à titre de citoyennes, de travailleuses ou d'élues à la Ville de Montréal.

1.4 Les fonctions

Le Conseil des Montréalaises exerce les fonctions suivantes (19-051, art. 13) :

A- il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes et à la condition féminine, et soumet des recommandations au conseil de la ville ;

1 L'analyse féministe intersectionnelle est une analyse qui prend en compte les différentes discriminations basées sur le genre et d'autres facteurs comme le statut socioéconomique, le handicap, le statut autochtone, l'identité de genre ou l'ethnicité.

B- il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'égalité entre les femmes elles-mêmes et à la condition féminine ;

C- il contribue à la mise en œuvre et au suivi d'une politique d'égalité entre les femmes et les hommes à la Ville de Montréal ;

D- il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Pour ce faire, le CM est à l'écoute des divers réseaux œuvrant à l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes dans une perspective de justice sociale. Il se sent particulièrement interpellé par le travail des groupes de femmes, car ces derniers acquièrent une connaissance au quotidien des réalités, souvent complexes et multiples, vécues par les Montréalaises. Participer à la réalisation de projets communs permet au CM de mieux cibler ses analyses et ses actions auprès du conseil municipal.

Par ailleurs, le CM crée des liens avec les élues, les mairesses d'arrondissement et les conseillères siégeant au conseil municipal ou dans les arrondissements puisqu'elles sont aussi au cœur des milieux de vie. Il est également attentif aux politiques, engagements et activités de la Ville susceptibles d'influencer les conditions de vie des Montréalaises.

1.5 La structure et la vie associative

Le CM est composé de 15 membres bénévoles dont une présidente et deux vice-présidentes, lesquelles forment le comité exécutif, où la secrétaire-recherchiste siège d'office. Le mandat de chaque membre est d'une durée de trois ans et est renouvelable une fois.

Les membres se réunissent en assemblée environ une fois par mois. Elles œuvrent aussi au sein de comités chargés de réaliser les objectifs du plan d'action annuel. Ces comités se rencontrent selon les exigences des différents dossiers et participent à la détermination des orientations et aux décisions nécessaires à l'avancement des travaux. Plusieurs comités ont été actifs en 2019 : le comité exécutif, le comité communication, le comité recherche et le comité traite ainsi que quelques comités ponctuels. De plus, les membres représentent le CM et contribuent activement à le faire connaître par leur participation à de nombreuses activités liées aux dossiers qui touchent les femmes.

L'équipe permanente du CM soutient l'ensemble des travaux en fonction des objectifs que le Conseil s'est fixés. Cette équipe est constituée de la secrétaire-recherchiste Kenza Bennis et, jusqu'à son départ à la retraite en décembre 2019, de la secrétaire d'unité administrative (que le CM partage avec le Conseil jeunesse de Montréal et le Conseil interculturel de Montréal) Christine De Kinder. Elle a été remplacée par Barbara Leroy-Bernardin. En 2017, la Ville a accordé des ressources financières additionnelles pour permettre au CM de mener à bien le mandat de recherche sur la traite des femmes lors du Grand Prix du Canada de Formule 1, proposé par l'administration municipale et accepté par le CM en mai 2017. En octobre 2017, l'agente de recherche Aurélie Lebrun a été recrutée pour réaliser ce mandat de trois ans. Enfin, des contractuelles et des stagiaires contribuent également à la réalisation de certains projets.

1.6 Les membres

Dorothy Alexandre, présidente Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension



Entrepreneure en communication, Dorothy Alexandre utilise sa plume et sa voix afin de créer des ponts entre des gens de divers horizons. Ancienne journaliste, elle est productrice de contenu engagé, consultante, animatrice d'événements et modératrice de tables rondes portant sur des enjeux de société, l'égalité et la condition féminine, la jeunesse, la représentativité, la participation citoyenne et l'entrepreneuriat. Ses démarches s'inscrivent dans une volonté de valoriser et de faire rayonner des voix et des perspectives diverses. Engagée socialement depuis plus de 15 ans, particulièrement auprès des filles et des femmes, elle a à cœur de contribuer à l'édification d'une société plus juste, égalitaire et inclusive.

Michèle Chappaz Verdun



Titulaire d'une maîtrise en counseling et récipiendaire d'une médaille de bravoure, Michèle Chappaz a toujours œuvré, à titre professionnel ou bénévole, au sein d'organismes communautaires montréalais, plus particulièrement dans le mouvement féministe. L'expérience qu'elle a pu acquérir dans ce domaine s'étend sur les 30 dernières années. Elle a travaillé comme intervenante, puis gestionnaire dans plusieurs organismes tels que le Centre des femmes de Verdun et Partageons l'espoir, et occupe présentement les fonctions de directrice générale au Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal. Comme membre du CM, elle s'intéresse notamment à l'aménagement sécuritaire et à la lutte à la pauvreté.



Mélissa Côté-Douyon Rosemont–La Petite-Patrie

Détentrice d'une maîtrise en urbanisme et candidate au doctorat en études urbaines à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), Mélissa Côté-Douyon est passionnée par les enjeux du genre et de la ville. Sa thèse porte sur l'approche de genre en planification urbaine et son adoption au Vietnam. En parallèle avec ses recherches doctorales, elle travaille avec Femmes et villes international, une organisation qui se consacre à l'égalité des sexes et à la participation des femmes et des filles au développement urbain. Elle collabore également avec Concertation Montréal pour le projet MTElles, qui vise la participation égalitaire des femmes à la vie démocratique municipale et communautaire.



Dominique Daigneault Rosemont–La Petite-Patrie

Dominique Daigneault est présidente du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN (Confédération des syndicats nationaux), dont le rôle est d'appuyer les luttes syndicales de ses 100 000 membres. Elle y est entre autres responsable des dossiers de la condition féminine, de la santé et des services sociaux. Féministe de longue date, elle a été intervenante sociale au Centre des femmes de Verdun, professeure en Techniques de travail social (en matière de condition féminine) et membre du comité femmes de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec-CSN. La question de la pauvreté des femmes lui tient particulièrement à cœur.



Rose Lyndsay Daudier Le Plateau-Mont-Royal

Depuis son jeune âge, Rose Lyndsay se préoccupe des questions d'égalité et de justice, notamment de la place qu'occupent dans la ville les femmes, les personnes des minorités visibles ainsi que les plus démuni.es. Diplômée en urbanisme, en droit et en gestion, elle s'implique dans de nombreux dossiers concernant les enjeux urbains, particulièrement

les questions touchant la place des femmes et des familles. Ses engagements témoignent de son désir de maximiser les collaborations afin d'augmenter leur impact social dans différentes communautés. Elle est présentement directrice générale de Fusion jeunesse et de Robotique FIRST Québec, deux organismes œuvrant dans le domaine de la persévérance scolaire.

Anuradha Dugal Le Sud-Ouest



Anuradha Dugal est directrice des programmes de prévention de la violence à la Fondation canadienne des femmes depuis plus de 10 ans. Elle œuvre à prévenir la violence faite aux femmes et à promouvoir l'équité entre les personnes, dans une perspective intersectionnelle. Elle a travaillé comme directrice d'un organisme de prévention de la violence chez les jeunes et à la Fédération des femmes du Québec dans le cadre de la Marche mondiale des femmes. Elle rêve d'une ville où les logements et l'offre de transport seraient sécuritaires, adaptés aux personnes vivant avec un handicap et abordables pour toutes les Montréalaises et tous les Montréalais.

Christine Hoang Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension



Engagée dans sa communauté depuis un très jeune âge, Christine Hoang a contribué à la réalisation de plusieurs projets au cours de ses études secondaires, collégiales et universitaires. Elle s'intéresse notamment à la participation citoyenne, aux droits des femmes et aux droits des enfants. Diplômée en administration des affaires avec une spécialisation en gestion internationale, elle travaille aujourd'hui comme coordonnatrice et intervenante jeunesse au Forum jeunesse de Saint-Michel, un organisme à but non lucratif favorisant l'engagement public des jeunes de 12 à 30 ans du quartier. Adhérant à l'approche intersectionnelle, elle s'est jointe au CM pour contribuer à faire de Montréal une ville plus égalitaire et inclusive.



Zina Laadj Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Titulaire d'une maîtrise en aménagement et développement social, Zina Laadj est intervenante sociale depuis plus de 10 ans à La Maisonnée, un organisme qui œuvre à l'accueil et à l'intégration des personnes nouvellement arrivées au Québec. Son travail de terrain lui a permis de développer une bonne connaissance des enjeux de l'intégration des femmes immigrantes et des problématiques liées à l'accessibilité au logement. Membre du comité de protection des réfugiés de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), Zina Laadj souhaite mettre son expertise et son expérience au service de la communauté et du CM pour contribuer à faire de Montréal une ville égalitaire, inclusive et reflétant la diversité de la population montréalaise.



Josiane Maheu, vice-présidente Verdun

Géographe humaine de formation, Josiane Maheu est présentement coordonnatrice de projets pour l'organisme féministe de liaison et de transfert de connaissances Relais-femmes. Elle y fait de la formation en analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+), de l'accompagnement, de la recherche, de la concertation ainsi que de la liaison et du transfert de connaissances, notamment dans le cadre du partenariat de recherche en violence conjugale Trajetvi. Elle a auparavant travaillé dans le milieu de la coopération internationale et dans le secteur parapublic. Elle rêve d'un Montréal plus humain, sécuritaire et égalitaire pour toutes les femmes.



Marie-Ève Maillé Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Marie-Ève Maillé est conseillère en communication et médiation environnementales et professeure associée au Centre de recherche interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la société et l'environnement de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Détentrice d'un doctorat en communication et d'une maîtrise en sciences de l'environnement,

elle s'est spécialisée dans les questions d'acceptabilité sociale des grands projets de développement. Elle est à l'origine de la page Facebook Décider entre hommes, qui dénonce avec humour l'absence de femmes dans les lieux décisionnels. Elle a publié deux essais : « Acceptabilité sociale : sans oui, c'est non » (avec Pierre Batellier) en 2017 et « L'affaire Maillé » en 2018.

André-Yanne Parent Verdun



Détentrice d'une maîtrise en anthropologie, André-Yanne Parent est directrice générale du Projet de la réalité climatique Canada, un organisme à but non lucratif destiné à accélérer la mise en œuvre de solutions à la crise climatique. Elle a été directrice principale des opérations et de la philanthropie pour les communautés inuites et des Premières Nations chez Fusion jeunesse, un organisme dont la mission est de favoriser la persévérance scolaire, et a cofondé DestiNATIONS, un organisme qui se consacre à la création, à la diffusion, à la production et à la reconstruction des cultures des peuples autochtones. Elle siège aussi aux conseils d'administration de plusieurs organismes autochtones.

Youla Pompilus-Touré, vice-présidente Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension



Titulaire d'une maîtrise en résolution des conflits, Youla Pompilus-Touré s'est spécialisée en intégration de populations fragilisées dans les réponses aux crises humanitaires. Elle a plaidé auprès de l'Organisation des Nations unies pour améliorer la lutte aux violences commises contre les femmes durant les guerres. Elle a en outre été directrice des programmes à la Fondation World Wide Hearing, qui favorise l'accès à des soins et à des appareils auditifs pour les enfants de pays à faible revenu. Elle s'est jointe au CM afin de permettre une exploration collective des enjeux qui affectent les Montréalaises dans leur grande diversité.



Marie-Ève Rancourt Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Avocate spécialisée dans les enjeux liés aux droits de la personne, Marie-Ève Rancourt travaille comme conseillère syndicale à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et est notamment responsable du dossier de la condition des femmes. Elle a auparavant œuvré dans le milieu communautaire, principalement dans les secteurs de la lutte à la pauvreté et de la défense collective des droits. Militante et féministe, elle est engagée depuis de nombreuses années dans la défense et la promotion des droits de la personne. Son engagement pour une plus grande justice sociale l'a amenée à organiser de multiples actions, tant au Québec qu'à l'étranger.



Jeannette Uwantege Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Jeannette Uwantege a été directrice adjointe de l'Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées, responsable d'une maison d'hébergement pour femmes victimes de violences et issues des communautés culturelles, et coordonnatrice de la Maison Parent-Roback, qui rassemble notamment des groupes de femmes nationaux et régionaux. Elle est actuellement directrice générale de Monde sans limites (MSL), un organisme qui œuvre pour le bien-être et l'intégration socioprofessionnelle des personnes issues des communautés ethnoculturelles et ayant des limitations fonctionnelles, ainsi que coordonnatrice de la maison des jeunes de Pointe-Saint-Charles, un organisme qui se consacre à l'amélioration de la persévérance scolaire et à la prévention de la délinquance juvénile.



Nelly Esméralda Zarfi Le Sud-Ouest

Titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et droit international, Nelly Esméralda Zarfi a siégé au Comité québécois femmes et développement de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale et a collaboré avec la Table de concertation

de Laval en condition féminine. Elle a aussi été consultante en intégration des politiques d'égalité femmes-hommes en Indonésie, où elle a, en parallèle avec son mandat, mis sur pied un projet de théâtre communautaire visant à sensibiliser les jeunes à l'égalité des genres. Elle s'intéresse particulièrement à la citoyenneté culturelle des femmes, de par sa profession de comédienne, ainsi qu'à leur contribution au développement de Montréal comme ville intelligente.

Nouvelles membres en 2019

Sylvie Cajelait

Lachine



Sylvie Cajelait a deux passions : les gens et la communication. Depuis plus de 25 ans, elle participe activement au développement d'organismes à but non lucratif et d'associations caritatives et non caritatives en tant que membre du personnel, membre du conseil d'administration ou bénévole. Aujourd'hui consultante en communication d'entreprise, elle a été conseillère en communication pour l'Association des établissements privés conventionnés et a travaillé pour la FADOQ, la Table d'action et de concertation en petite enfance de LaSalle et la Fondation québécoise du cancer. Elle rêve de voir tous les quartiers de Montréal devenir plus sécuritaires et aménagés selon les besoins des femmes de tous les âges.

Andrée Fortin

Verdun



Titulaire d'un doctorat en psychologie, Andrée Fortin a été professeure de psychologie à l'Université de Montréal pendant plus de 30 ans. Membre du Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes, qu'elle a contribué à fonder, elle a mené plusieurs recherches en partenariat avec les milieux communautaires. Elle est l'autrice de nombreuses publications, notamment sur

la maltraitance envers l'enfant et la violence conjugale, et a été conférencière et professeure invitée dans diverses universités européennes. Engagée à promouvoir l'égalité des femmes et à faire reconnaître leur expertise, elle a aussi présidé le Comité permanent sur le statut de la femme à l'Université de Montréal.



Mélissa Gaboury Le Plateau-Mont-Royal

Diplômée en relations internationales et droit international, Mélissa Gaboury est passionnée des questions de justice sociale, d'égalité et d'équité. Elle a travaillé pour diverses organisations internationales à Montréal et à l'étranger, notamment sur des projets de coopération visant la protection des droits des femmes et des enfants. Elle souhaite mettre sa créativité au service de la communauté pour faire de Montréal une ville plus inclusive.



Selma Tannouche Bennani Rosemont–La Petite-Patrie

Selma Tannouche Bennani est directrice de projets pour Humanov·is, un organisme qui soutient l'innovation sociale. Originaire du Maroc, où elle était journaliste, elle s'est redirigée vers la recherche en sciences humaines dès son arrivée au Québec en 2013. Elle a travaillé sur le vieillissement des Québécois.es issu.es de l'immigration, la sécurité des femmes, et les actes haineux à caractère raciste et islamophobe. Selma est engagée au sein de la Fondation Paroles de femmes, qui crée des espaces de parole pour les femmes racisées et autochtones de Montréal, ainsi que du GRIS-Montréal, qui démystifie la diversité sexuelle et de genre dans les écoles.

Stéphanie Viola-Plante Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles



Stéphanie Viola-Plante enseigne au Département de science politique de l'UQAM depuis 2007 et à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa depuis 2013. Les questions d'administration publique, de relations entre les institutions politiques et administratives, de management public et de droit administratif constituent ses champs d'intérêt et d'expertise. Elle termine d'ailleurs un doctorat sur ces questions. Elle a aussi œuvré dans des organisations communautaires et gouvernementales pendant plusieurs années, et a siégé au conseil d'administration de plusieurs organismes.

Elles ont quitté le Conseil en 2019

Michèle Chappaz	Verdun (2013-2019)
Rose Lyndsay Daudier	Le Plateau-Mont-Royal (2016-2019)
Christine Hoang	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (2016-2019)
Marie-Ève Maillé	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (2018-2019)
Youla Pompilus-Touré	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (2016-2019)
Nelly Esmeralda Zarfi	Le Sud-Ouest (2018-2019)

LES ACTIONS DE 2019 2

2.1 Documenter des enjeux

Afin de documenter les enjeux sur lesquels il conseille l'administration municipale, le Conseil des Montréalaises effectue des études et des recherches, seul ou avec des partenaires. Il publie ses travaux sous forme d'avis, de mémoires ou de portraits. Il fait aussi des présentations auprès de différentes instances de la Ville de Montréal.

Mémoire « Pour favoriser la participation des Montréalaises à la période de questions du public du conseil municipal » (avril)

Ce mémoire visait à répondre à l'invitation des membres de la Commission de la présidence du conseil et de Laurence Lavigne Lalonde, membre du comité exécutif, responsable de la transparence, de la démocratie, de la gouvernance, de la vie citoyenne et d'Espace pour la vie (en décembre 2018), lors de la consultation sur la période de questions du public au conseil municipal de Montréal.

Les recommandations formulées dans ce document s'appuient principalement sur l'état des lieux de « MTElles : pratiques participatives pour l'égalité », un projet de recherche sur la participation citoyenne des femmes à la vie démocratique montréalaise, réalisé par Relais-femmes en partenariat avec Concertation Montréal (CMTL) et la Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ).

Le CM, qui fait partie du comité élargi de ce projet, a émis 27 recommandations afin de rehausser la participation des femmes à la vie démocratique municipale. Les membres recommandent notamment que la Ville de Montréal offre des formations à la vie municipale pour les groupes en marge des instances démocratiques ; qu'elle forme l'ensemble du personnel du Service du greffe et de la sécurité travaillant lors de la période de questions à l'hôtel de ville en matière d'accueil sécuritaire, de communication

interculturelle et d'accessibilité universelle ; et qu'elle mette en place une alternance des tours de parole entre femmes, hommes et personnes non binaires.

Mémoire « Le langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes » (août)

Depuis plusieurs années déjà, le CM applique dans ses communications les principes de la rédaction non sexiste (ou rédaction épicène) afin de rendre visibles les femmes et de tendre ainsi vers une plus grande égalité entre les genres. C'est dans cet esprit que, en 2012 puis en 2017, le CM a recommandé à la Ville de Montréal d'utiliser la rédaction épicène. Il a aussi été invité à donner son avis sur cette question à la Commission de la présidence du conseil en 2018.

Dans ce mémoire, les membres du CM expliquent que le langage non sexiste n'est pas qu'une simple question linguistique, mais un enjeu politique, car la langue n'est pas neutre : elle reflète une conception du monde et de la place des femmes et des hommes dans la société. Le mémoire comprend un bref historique de la féminisation des textes, une présentation des principales pratiques en rédaction non sexiste et des mythes à ce sujet, ainsi que huit recommandations. Parmi ces dernières se trouvent l'application des principes de la rédaction non sexiste dans la conception de tous les titres et de toutes les descriptions des emplois, la création d'un guide du langage non sexiste, et la formation des élu.es et du personnel en communication de la Ville de Montréal.



Présentation du mémoire sur le langage non sexiste aux élu.es de la Commission de la présidence du conseil
De gauche à droite : Sterling Downey, Cathy Wong, Josiane Maheur (CM), Mélissa Côté-Douyon (CM), Sue Montgomery et Aref Salem.



« Se loger à Montréal : avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement » (novembre)

Cet avis a été élaboré en réponse à une revendication de longue date des groupes féministes : que les femmes aient accès à des logements abordables, sécuritaires et accessibles. Il est basé sur une recherche exploratoire au cours de laquelle des entretiens ont été menés avec 30 personnes, dont certaines faisaient partie d'organismes communautaires qui ont pour mandat principal la défense des droits des personnes en situation de handicap. Une revue de littérature non exhaustive a aussi été réalisée.

L'avis met en lumière des angles morts préoccupants touchant un droit fondamental dans notre société et témoigne des réalités des femmes en situation de handicap, peu prises en compte dans les politiques municipales. Ces femmes rencontrent de nombreux obstacles lorsqu'elles cherchent à louer un logement. Elles doivent composer avec le manque de logements disponibles, les listes d'attente et les logements trop petits. Elles font aussi face au nombre insuffisant de logements accessibles et au manque d'information. Elles portent souvent seules le fardeau de l'accessibilité de leur logement. Autre constat : ces femmes sont également l'objet de nombreux préjugés de la part des propriétaires de logements, qui ne les considèrent pas comme des locatrices désirables.

Il ressort de cet avis que les femmes en situation de handicap sont victimes de discrimination systémique lorsqu'elles veulent se loger à Montréal. Pour lutter contre cette discrimination, le CM a formulé 34 recommandations à la Ville de Montréal, portant notamment sur la lutte contre les discriminations et le capacitisme, les normes d'accessibilité universelle, le logement social et communautaire et le Programme d'adaptation de domicile (PAD).

Recherche sur la traite des femmes lors du Grand Prix de Formule 1 du Canada

En mai 2017, les membres du CM ont accepté un mandat de recherche de trois ans sur la traite des femmes lors du Grand Prix du Canada de Formule 1 (GP). En 2019, Aurélie Lebrun, agente de recherche au CM, a complété la collecte des données et a amorcé leur analyse ainsi que la rédaction du rapport de recherche. Elle a également organisé une formation sur la prévention des violences sexuelles et genrées et l'inclusion de toutes et tous dans les contextes festifs, pour interpeller sur ces enjeux les actrices et acteurs liés à l'événement du GP. Cette formation a été donnée par l'organisme à but non lucratif PLURI (Peace, Love, Unity, Respect Initiative), qui cherche à réduire le harcèlement et à améliorer l'inclusivité du milieu festif.

Portraits de femmes élues à la Ville de Montréal

Afin de rendre visible le travail des élues et de valoriser l'implication des femmes en politique, les membres du CM ont invité les 53 femmes élues à Montréal à s'exprimer sur plusieurs enjeux autant municipaux que féministes, dont les motivations qui les ont amenées à se lancer en politique, leurs priorités et ce qu'apportent les femmes en politique. À la suite de ces entrevues, 40 portraits de la mairesse et de conseillères municipales ont été diffusés sur la page Facebook et le site Internet du Conseil. Ils ont suscité de nombreux commentaires positifs et ont été rediffusés à maintes reprises.



En 2019, le CM a publié des entrevues avec 40 femmes élues de la Ville de Montréal. De haut en bas : Valérie Plante, Karine Boivin-Roy, Stephanie Watt, Lise Zarac

2.2 Agir en concertation

Le Conseil des Montréalaises est convaincu de l'importance de travailler en concertation pour l'avancement des dossiers qui touchent à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes. Ainsi, il s'associe régulièrement à des partenaires qui visent des objectifs similaires à Montréal.

- Participation au comité de commémoration associé à l'aménagement de la place des Montréalaises, créé par le Service de la mise en valeur du territoire (14 et 30 janvier).
- Partenariat avec la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil et le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) pour l'organisation de l'événement Cité Elles MTL 2019 (25, 29 et 30 mars). Lors de cette quatrième édition, 52 femmes ont pu vivre une simulation du conseil municipal et bénéficier du mentorat de personnes élues.
- Participation à la Caravane de la démocratie destinée aux personnes aînées (23 mai) dans l'arrondissement Ville-Marie. Cette initiative, pilotée par la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil, permet aux élu.es et aux représentant.es des conseils consultatifs de la Ville, du SDIS, de l'Ombudsman et de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) d'aller à la rencontre des citoyennes et des citoyens dans leur quartier. Plus de 30 personnes aînées étaient présentes à cette activité.
- Implication à titre de membre du comité directeur élargi dans le projet MTElles sur la participation citoyenne des femmes, mis sur pied par Concertation Montréal en partenariat avec Relais-femmes et la Coalition montréalaise des tables de quartier.

Les participantes de Cité Elles MTL 2019 et les élu.es-mentor.es



- Participation à titre de membre au comité scientifique qui accompagne le Centre d'histoire de Montréal dans sa transformation en un nouvel espace muséal appelé Mémoire des Montréalais, destiné à faire connaître la ville, son identité, ses citoyennes et ses citoyens.
- Implication à titre de membre du comité d'experts dans le projet Stations-Femmes : pour des récits inclusifs dans le métro de Montréal, mené par le Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM) de l'Université McGill, qui s'intéresse à la représentation féminine dans la toponymie montréalaise.

2.3 Participer à la vie publique[2]

Les membres représentent le Conseil des Montréalaises à de nombreux événements en lien avec leurs préoccupations, organisés par la Ville de Montréal, par des organismes paramunicipaux ou par des groupes de femmes et communautaires.

- Discussion avec Maryam Monsef, ministre des Femmes et de l'Égalité des genres, et Mary Ng, ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations, sur le futur de l'entrepreneuriat au féminin et la pleine participation économique des femmes, organisée par Femmessor – 15 janvier
- Déjeuner-causerie avec Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du premier ministre de France, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) – 15 janvier

2 Les points 2.3 et 2.4 mentionnent les principales représentations, mais les listes ne sont pas exhaustives.



- Commémoration de l'attentat de la mosquée de Québec, organisée par la Ville de Montréal – 29 janvier
- Salon international de la femme noire – 9 juin
- Soirée 20e anniversaire du Réseau des femmes en environnement – 11 juin
- Cérémonie pour la rentrée judiciaire du Barreau de Montréal – 5 septembre
- Vin d'honneur à l'occasion de la Journée internationale de la paix, organisé par la Ville de Montréal – 20 septembre
- Soirée de lancement de la campagne contre le harcèlement de rue du Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF) – 1er octobre
- Journée de réflexion sur les identités multiples dans le cadre de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles – 8 novembre
- Gala Arc-en-ciel du Conseil québécois LGBT – 16 novembre
- Inauguration de la nouvelle plaque de la place du 6-Décembre-1989, organisée par la Ville de Montréal – 5 décembre

2.4 Faire partie d'un réseau et prendre la parole

Il est important de continuer à faire connaître et rayonner le Conseil des Montréalaises ainsi que ses travaux, tant auprès de l'administration municipale que dans les différents réseaux concernés par les problématiques touchant les Montréalaises.

- Présentation du CM à l'École d'influence de l'Institut du Nouveau Monde (INM) – 27 janvier

- Discussion sur l'accès à l'emploi et aux services pour les femmes sourdes ou en situation de handicap dans le cadre du projet « Juste et bien ! », lancé par la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) en partenariat avec le Réseau d'action des femmes handicapées Canada (RAFH Canada) et Action des femmes handicapées de Montréal – 31 janvier
- Présentation du CM aux membres de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ-CSQ) lors de la journée de formation du comité de la condition des femmes – 1er février
- Discussion avec Dorothy Alexandre dans le cadre de la série de conférences « Montreal as seen by… » organisée par le Programme d'études sur le Québec, l'Association des étudiantes et étudiants en études québécoises et le Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises – 21 février
- Participation à une table ronde lors des Rendez-vous de CMTL sur la présence des femmes et des membres de minorités visibles dans les conseils d'administration d'organismes à but non lucratif de la région de Montréal, organisée par Concertation Montréal – 7 mars



Forum jeunesse de Saint-Michel. De gauche à droite : Fabiola Mizero, Rhita Harim, Dorothy Alexandre (présidente du CM).



Les Rendez-vous de Concertation Montréal. De gauche à droite : Youla Pompilus-Touré (vice-présidente du CM), Rym El Ouazzani (Conseil jeunesse de Montréal), Moussa Sène (Conseil interculturel de Montréal), Pierre Morissette (directeur général du Centre d'action bénévole de Montréal), Simon Blanchette (chercheur pour Concertation Montréal), Gisèle Pouhe Njall (administratrice du Forum jeunesse de l'île de Montréal et membre du Réseau jeunes femmes leaders) et Richard Deschamps (conseiller de la ville et président de Concertation Montréal).

- Présentation du CM à Geneviève Hamelin, présidente du conseil municipal de Québec, à l'hôtel de ville de Montréal – 25 mars
- Participation à la table ronde « Gender, Sexuality, and Planning » lors du symposium de l'École d'urbanisme de l'Université McGill, organisé par l'Organization of Urban Planning Students – 29 mars
- Participation à la conférence sur l'égalité et la place des femmes racisées dans les instances décisionnelles, organisée par le Forum jeunesse de Saint-Michel et Oxfam Québec – 26 avril
- Participation à Itinérance chez les femmes au Québec : table ronde pour faire le point sur leurs réalités, organisée par le Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CREMIS) – 9 mai
- Conférence « Les femmes dans l'espace public : entre contraintes, résistances et possibilités », lors de la journée d'échanges Contrer les violences sexuelles dans l'espace public montréalais, organisée par la Ville de Montréal et le réseau de la santé et des services sociaux – 17 mai
- Présentation du mémoire « Pour favoriser la participation des Montréalaises à la période de questions du public du conseil municipal » à la Commission de la présidence du conseil – 22 mai
- Présentation du CM au sous-comité femmes du comité développement social et communautaire de la Ville de Sherbrooke – 21 juin
- Présentation du CM à Camille Martinez, doctorante française qui travaille sur la mise en politique du genre dans les politiques urbaines – 2 juillet
- Présentation de l'avis « Montréal, une ville festive pour toutes » à l'université d'été de Trajetvi (Trajectoires de violence conjugale et de recherche d'aide) sur la violence conjugale dans le continuum des violences faites aux femmes – 22 août

- Kiosque d'information lors de la semaine de sensibilisation et d'éducation sur les diversités sexuelles et l'égalité entre les genres du Cégep du Vieux-Montréal – 24 septembre
- Présentation du mémoire « Le langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes » au Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal – 30 septembre
- Présentation du CM à l'école d'influence de l'Institut du Nouveau Monde – 29 septembre
- Allocution sur l'« empowerment » des femmes lors du Forum des femmes hispaniques du Québec – 5 octobre
- Participation à la journée de bilan et d'établissement des priorités pour l'année 2020 du plan d'action « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », organisée par la Ville de Montréal – 29 octobre
- Lancement de « Se loger à Montréal : avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement » à la Maison du développement durable, en présence d'une cinquantaine de personnes – 13 novembre
- Présentation du CM à des étudiant.es en urbanisme de l'UQAM – 19 novembre
- Présentation de « Se loger à Montréal : avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement » à l'OCPM dans le cadre de la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques – 19 novembre
- Présentation du CM aux étudiant.es du cours « Issues in Women's Health » à l'Université McGill – 22 novembre



Lancement de l'avis «Se loger à Montréal : avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement»

15e anniversaire du CM

Créé en 2004, le CM a fêté son 15e anniversaire en 2019. À cette occasion, les membres ont réalisé une capsule vidéo qui retrace l'histoire du Conseil, son fonctionnement et ses réalisations, et ont organisé une soirée festive. Près de 140 personnes ont assisté à ce cocktail, dont plusieurs anciennes membres, des élu.es de la Ville de Montréal et de nombreuses femmes issues des groupes de femmes. Lors de leurs allocutions respectives, Dorothy Alexandre, présidente du CM, Cathy Wong, présidente du conseil municipal, et Émilie Thuillier, membre du comité exécutif responsable de la démocratie, de la transparence, des communications, de l'expérience citoyenne et du patrimoine, ont tour à tour parlé de leurs liens privilégiés avec le Conseil et de l'importance de cette instance féministe pour la Ville de Montréal et pour les Montréalaises dans toute leur diversité. Pour clore la soirée, les invité.es ont eu le plaisir d'assister à une prestation musicale de l'autrice-compositrice-interprète Inès Talbi, accompagnée de la pianiste Virginie Reid.





L'autrice-compositrice-interprète Inès Talbi lors de la soirée 15e anniversaire du CM

2.5 S'impliquer au sein du Conseil des Montréalaises

Fortes de leur engagement, les membres se sont rencontrées à de nombreuses reprises pour faire avancer les dossiers qu'elles ont priorisés en début d'année.

Comité exécutif

Les membres du comité exécutif s'assurent du respect des orientations déterminées lors de la journée de planification. Elles planifient les assemblées, suivent les dossiers entre les assemblées, représentent le Conseil auprès des élu.es et des organismes et partenaires, et veillent à la réalisation du plan d'action.

Comité communication

Les membres de ce comité sont à l'affût d'outils structurants pour les communications externes et internes du Conseil des Montréalaises. Elles établissent un plan de communication lors des événements publics organisés par le CM et assurent une présence régulière sur les médias sociaux.

Comités recherche

Pour chaque thème sur lequel le CM veut se pencher, un comité recherche ad hoc est mis sur pied. Les membres de ces comités déterminent ou précisent les sujets qui feront l'objet de recherches en vue de produire des avis et des recommandations. Elles encadrent et soutiennent le travail des chercheuses.



Les nouvelles membres du CM.
De gauche à droite : Mélissa Gaboury, Selma Tannouche Bennani, Stéphanie Viola-Plante, Andrée Fortin et Sylvie Cajelait.

Comité traite

Le comité traite est un comité ad hoc créé pour trois ans (2017-2020). Il a pour tâche de faire le suivi du mandat sur la traite des femmes pendant le Grand Prix du Canada de Formule 1 accepté par le CM en mai 2017, à la suite de la proposition de l'administration municipale. Son objectif est de documenter le sujet et de faire des recommandations appropriées. Le comité traite est composé de plusieurs membres du CM et d'Aurélie Lebrun, l'agente de recherche qui est responsable de cette recherche.

Vie associative

- Nominations par le conseil municipal :
  Cinq membres – août
  Une membre – décembre
- Accueil et intégration des nouvelles membres
- Accueil et accompagnement d'une stagiaire en communication



De gauche à droite :
Mélissa Côté-Douyon, Anuradha Dugal et Darly Joseph (nouvelle membre).



De gauche à droite :
à l'arrière, Andrée Fortin, Dominique Daigneault, Marie-Ève Rancourt, Josiane Maheu ;
à l'avant, André-Yanne Parent, Selma Tannouche Bennani, Dorothy Alexandre, Mélissa Côté-Douyon, Anuradha Dugal.

Rose Lyndsay Daudier





De gauche à droite :
Nelly Esméralda Zarfi, Josiane Maheu et Marie-Ève Maillé.



De gauche à droite :
Anuradha Dugal, Kenza Bennis (secrétaire-recherchiste), Sharon Hackett, Josiane Maheu, Zina Laadj, Marie-Ève Maillé, Dorothy Alexandre, Michèle Chappaz, Mélissa Côté-Douyon, Aurélie Lebrun (agente de recherche), Christiane Hoang, Jeannette Uwantege, Marie-Ève Rancourt.

LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES EN CHIFFRES 3

3.1 Les rencontres du Conseil des Montréalaises

Vie associative

Assemblées	7
Comité exécutif	12
Comité communication	8
Comités recherche	21
Comité traite	3
Rencontres statutaires avec les élues responsables de la condition féminine au comité exécutif de la Ville	6
Rencontres administratives des conseils (Conseil interculturel de Montréal, Conseil jeunesse de Montréal et CM)	36

Concertation avec les partenaires

Comité organisateur de Cité Elles MTL	20
Table des groupes de femmes de Montréal	8
Agente de développement de Concertation Montréal pour le projet MTElles sur la participation des femmes dans les consultations publiques, piloté par Concertation Montréal, la Coalition montréalaise des tables de quartier et Relais-femmes	1
Office de consultation publique de Montréal	3
Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations de la Ville de Montréal	1
Élu.es et fonctionnaires de la Ville de Montréal	11

Représentation

Participation à des colloques, conférences, événements publics	11
Présentations faites par le Conseil lors d'événements publics	23

Présences dans les médias 5

Publications

Avis	1
Mémoires	2

3.2 Les ressources du Conseil des Montréalaises

Ressources financières

61 100 $ (budget de fonctionnement) + 25 000 $ (budget de fonctionnement alloué pour le mandat sur la traite), soit un total de 86 100 $.

Équipe de soutien

- Kenza Bennis, secrétaire-recherchiste
- Christine De Kinder, secrétaire d'unité administrative, partagée avec le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal jusqu'en décembre 2019, puis remplacée par Barbara Leroy-Bernardin
- Mollie Dujardin, stagiaire en communication de janvier à avril 2019
- Marie-Pier Kouassi, contractuelle en soutien aux communications de septembre à décembre 2019

LES ACTIONS PRIORITAIRES POUR 2020[3] 4



Émettre un avis sur le bilan du plan d'égalité de la Ville de Montréal

Comme indiqué dans la politique d'égalité de la Ville, les membres du CM ont le mandat de faire le suivi du bilan du plan d'action 2015-2018 « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal » et de publier un avis à ce sujet.

Publier un avis sur la traite des femmes pendant le Grand Prix du Canada de Formule 1

En mai 2017, les membres du CM ont accepté un mandat de recherche de trois ans sur la traite des femmes pendant le Grand Prix du Canada de Formule 1 (GP). Ce mandat proposé par l'administration municipale consiste à évaluer l'existence et l'ampleur du phénomène de la traite des femmes lors du GP, et à formuler des recommandations aux instances appropriées. En 2020, les membres du CM vont déposer l'avis du CM sur la traite et la sécurité des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal.

Former des Montréalaises à la politique municipale : Cité Elles MTL 2020

Le CM est partenaire du Bureau de la présidence du conseil et du Service de la diversité et de l'inclusion pour organiser la cinquième édition de Cité Elles MTL, une simulation du conseil municipal. Cet événement d'une durée de deux jours et demi permet aux participantes de s'initier à la politique municipale, de vivre une simulation du conseil à partir d'études de cas réels et de bénéficier du mentorat de personnes élues.

3 Étant donné la pandémie de COVID-19, il est probable que certaines activités soient reportées.

4

Documenter les enjeux municipaux reliés aux changements climatiques et aux femmes

En vue d'un prochain avis, les membres vont commencer à documenter les enjeux municipaux liés aux changements climatiques dans une perspective féministe intersectionnelle et organiser une conférence à ce sujet.

Documenter les enjeux concernant les femmes immigrantes et sans statut et le logement

En vue d'un prochain avis, les membres du CM vont commencer à documenter les obstacles que rencontrent les femmes immigrantes et sans statut dans le domaine du logement.

Augmenter le rayonnement du Conseil des Montréalaises

Les membres du CM poursuivront leur participation à des événements publics ainsi que la promotion du Conseil par différents moyens. Par ailleurs, elles continueront à répondre positivement aux invitations d'organismes à présenter le Conseil et diffuseront largement ses travaux tout au long de l'année. Elles seront également plus présentes que jamais dans les médias sociaux.



Photo de couverture :
Murale du Collectif A'Shop : Fluke, Ankh One, *Cycliste* (2016)
Organisme producteur :
La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve
Programme d'art mural 2016, volet 2, de la Ville de Montréal


Conseil des Montréalaises
montréal.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.07

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1207181001

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil jeunesse de Montréal.

Il est recommandé:
De prendre acte du dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil jeunesse de Montréal pour le conseil municipal.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-30 10:34

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207181001

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2019 du Conseil jeunesse de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est une instance consultative de la Ville de Montréal, responsable de conseiller l'Administration municipale sur toutes les questions relatives aux jeunes et de s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations. Annuellement, il doit rendre compte par le dépôt d'un rapport de ses activités. Le présent rapport d'activité 2019 illustre sommairement l'ensemble des réalisations du Conseil jeunesse.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1043 en date du 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (1194320002).
CM19 0787 en date du 18 juin 2019 - Dépôt du rapport d'activité 2018 du Conseil jeunesse de Montréal (1197181002).

DESCRIPTION

Le rapport d'activité du CjM 2019 présente les membres, en plus de rendre compte des publications, projets et événements organisés, ainsi que des collaborations développées. Parmi les travaux les plus significatifs de l'année 2019, nous comptons la publication d'un avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es, un avis sur l'économie circulaire à Montréal, un mémoire sur le racisme et la discrimination systémiques, un mémoire sur le règlement pour une métropole mixte, ainsi que des recommandations portant sur la période de questions du public au conseil municipal. Outre ces publications, le CjM a entre autres tenu cette année un panel sur l'économie circulaire et une activité d'échange entre les jeunes et la Ville portant sur la transition écologique. Les perspectives pour l'année 2020 sont présentées à la fin du rapport d'activité.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 41 du Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051), il est attendu que le Conseil jeunesse de Montréal soumette au conseil municipal son rapport d'activité annuel. En effet, "au plus tard le 31 mai de chaque année, le conseil rend compte au conseil de la ville de son rapport d'activités et des perspectives de l'année suivante".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses liées à la réalisation de ce document ont été entièrement assumées par le budget de fonctionnement du CjM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le rapport d'activité 2019 est imprimé sur papier écologique (papier 100% recyclé ou certifié FSC; à haute teneur en matières recyclées; avec Écologo) avec encre végétale. Le nombre d'exemplaires imprimés est de 50.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la diffusion de son rapport d'activité annuel, le CjM end compte des actions mises en œuvre pour exercer ses fonctions tel que présentées à l'article 15 du Règlement 19-051: 1- il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative aux préoccupations des jeunes et soumet des recommandations au conseil de la ville; 2- il sollicite des opinions, reçoit et entend les représentations de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux préoccupations des jeunes; 3- il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion du rapport d'activité auprès des partenaires externes et internes et mise en ligne sur le site internet de la Ville de Montréal (ville.montreal.qc.ca/cjm) et sur les réseaux sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance visée - comité exécutif : 13 mai 2020
Séance visée - conseil municipal : 25 mai 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-872-4801
Télécop. : 514-868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-04-30

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019



Montréal

Page couverture
Les membres du CjM participaient à la marche mondiale pour le climat, le 27 septembre 2019.

Rédaction
Geneviève Coulombe

Révision linguistique
Louise-Andrée Lauzière

Conception et réalisation graphiques
Francis Therrien

Photos
Concertation Montréal | Forum jeunesse de l'île de Montréal
Mollie Dujardin
Lachérie Photographie
Audrey-Frédérique Lavoie
Sylvain Légaré

Soutien administratif
Christine De Kinder
Barbara Leroy Bernardin
Mollie Dujardin

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
© Conseil jeunesse de Montréal, 2020

ISBN
Version papier : 978-2-7647-1772-1
Version électronique : 978-2-7647-1773-8

Conseil jeunesse de Montréal
1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
cjm@ville.montreal.qc.ca
www.cjmtl.com

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA PRÉSIDENTE **6**

LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL ET SES MEMBRES **7**

Le Conseil jeunesse de Montréal **8**
Historique 8
Cadre juridique 8
Composition 8
Fonctions 8
Structure et vie associative 9
Comités 9
Comité exécutif 9
Comité Communic-Action 9
Comité Avis 9

Les membres et l'équipe **10**
Membres 10
Ils ont quitté le CjM en 2019 18
Équipe 18

LE PORTRAIT DES RÉALISATIONS DE 2019 ..... **19**

Avis et mémoires **20**
Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans 20
Avis sur l'économie circulaire à Montréal : une transition vers un futur durable 21
Mémoire sur le racisme et la discrimination systémiques 22
Mémoire sur le règlement pour une métropole mixte 22
Recommandations portant sur la période de questions du public au conseil municipal 22
Autre publication 22

Projets et événements particuliers **23**
Panel sur l'économie circulaire 23
Activité d'échange entre les jeunes et la Ville sur la transition écologique 24
Le Lab municipal 24
Conseils jeunesse d'arrondissement et Journée interconseils jeunesse 25
Rubrique dans le journal *Métro* 25
Montréal à notre image 26
15e anniversaire des trois conseils consultatifs 26

Concours photo du Centre d'histoire de Montréal 27
Vox pop sur les enjeux environnementaux 27
Concertation avec les partenaires 28
TRYSPACES 28
Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville 29
Projet Stations-Femmes 29
Rencontres avec les élu.es et l'administration municipale 30
Élu.es 30
Administration municipale 31
Le CjM en activité 32
Événements, rencontres, formations, consultations 32
Le CjM dans les médias et les réseaux sociaux 39
Autres activités réalisées 39
2019 en chiffres 40

LES PERSPECTIVES POUR 2020 41
Nouvelles études 41
Poursuite des projets existants 41
Organisation d'événements 41
Suivi des avis passés 41

REMERCIEMENTS 42

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Pour la seizième année, c'est avec fierté que les membres du Conseil jeunesse de Montréal vous présentent leurs réalisations!

Cette année a été marquée par une grande productivité : outre le lancement de l'*Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans*, en début d'année, nous avons amorcé et terminé l'*Avis sur l'économie circulaire à Montréal : une transition vers un futur durable*. Nous avons également élaboré et déposé des mémoires aux consultations publiques sur la période de questions du public au conseil municipal de Montréal, sur la discrimination et le racisme systémiques et sur le projet de règlement pour une métropole mixte. En outre, nous avons tenu deux événements liés à la préoccupation majeure des jeunes Montréalais.es en matière d'environnement et de résilience avec un panel sur l'économie circulaire, ainsi qu'une activité d'échange entre les jeunes et la Ville sur le thème de la transition écologique. Ces événements, tenus salle comble, nous ont permis de constater l'intérêt des jeunes ainsi que la grande réceptivité des élu.es montréalais.es pour ces sujets.



En parallèle, nous avons poursuivi notre engagement auprès des jeunes Montréalais.ses en matière de sensibilisation et d'éducation à la citoyenneté active au niveau municipal lors de divers événements organisés par nos partenaires, dont les conseils jeunesse en arrondissement et les écoles de citoyenneté. Dans cette même veine, nous avons créé un atelier interactif et pédagogique sur le sujet de l'engagement dont nous sommes fier.es : *Le Lab municipal*, présenté deux fois avec succès au cours de l'année.

Je suis particulièrement heureuse, comme présidente, de constater que notre conseil continue de se développer, de mûrir et de rayonner, enrichi par la participation, l'engagement et la créativité de ses membres. Je vous souhaite une excellente lecture de notre rapport d'activité!

Alice Miquet

LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL ET SES MEMBRES



LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Historique

C'est pour mieux tenir compte des préoccupations des jeunes Montréalais et Montréalaises et les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent que l'Administration municipale a décidé de procéder, en 2002, à la création du Conseil jeunesse de Montréal (CjM).

Cadre juridique

Le CjM fut créé en vertu du règlement 02-177, adopté pendant le conseil municipal de la Ville de Montréal du 23 septembre 2002. Le CjM a pris son envol le 11 février 2003.

Le 16 septembre 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté un nouveau cadre juridique pour les conseils consultatifs de la Ville : le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).

Composition

Le CjM est composé de 15 membres âgés de 16 à 30 ans, dont une personne à la présidence et deux personnes à la vice-présidence, lesquelles forment le comité exécutif. Ils et elles sont choisi.es de manière à refléter la représentativité hommes/femmes et la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise. Les membres sont nommé.es pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois. Pour devenir membre, il faut poser sa candidature pendant la campagne de recrutement qui a lieu aux deux ans.

Fonctions

- Fournir, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative aux préoccupations des jeunes et soumettre des recommandations au conseil de la ville ;
- Solliciter des opinions, recevoir et entendre les représentations de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux préoccupations des jeunes ;
- Effectuer ou faire effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Structure et vie associative

Les membres se réunissent en assemblée environ une fois par mois. Ils et elles œuvrent aussi au sein de comités chargés de réaliser les objectifs du plan d'action annuel. Ces comités se rencontrent selon les exigences des différents dossiers, participent à la détermination des orientations et aux décisions nécessaires à l'avancement des travaux. Plusieurs comités ont été actifs en 2019 : le comité exécutif, le comité Communic-Action, le comité Avis ainsi que quelques comités ponctuels. De plus, les membres représentent le CjM et contribuent activement à le faire connaître par leur participation à de nombreuses activités liées aux dossiers qui touchent les jeunes.

L'équipe permanente du CjM soutient l'ensemble des travaux en fonction des objectifs que le Conseil s'est fixés. Cette équipe est constituée de la secrétaire-recherchiste Geneviève Coulombe et de la secrétaire d'unité administrative (que le CjM partage avec le Conseil des Montréalaises et le Conseil interculturel de Montréal) Christine De Kinder, jusqu'à son départ à la retraite en décembre 2019 ; elle a été remplacée par Barbara Leroy Bernardin.

Comités

Comité exécutif

Le comité exécutif (CE) se réunit tous les mois et a notamment la responsabilité de voir au bon déroulement des activités du CjM et d'en assurer le suivi. Le CE est aussi responsable du traitement des différentes demandes issues tant du milieu municipal que du milieu associatif. Il planifie et organise les réunions régulières du CjM, il dynamise les actions et assure la cohésion, le bien-être et la motivation de tous les membres.

Comité Communic-Action

Le comité Communic-Action détermine et planifie le positionnement médiatique du Conseil et veille à la réalisation de sa stratégie de communication. Il a aussi pour rôle d'organiser diverses activités pour que le CjM soit plus visible et mieux connu des jeunes Montréalais.es, des partenaires et des élu.es. Il organise des événements rassembleurs permettant aux jeunes et aux élu.es de se rencontrer et de dialoguer.

Comité Avis

Le comité Avis détermine les problématiques sur lesquelles le CjM souhaite se pencher et en clarifie les angles de recherche. Le comité assure également le suivi des recommandations des avis précédemment déposés au conseil municipal.

LES MEMBRES ET L'ÉQUIPE

Alice Miquet, 29 ans
Le Plateau-Mont-Royal
Présidente depuis janvier 2019



C'est en poursuivant une maîtrise en urbanisme à l'Université de Montréal qu'Alice Miquet a commencé à réfléchir aux moyens d'améliorer la ville, que ce soit par des actions concrètes ou politiques. Sa recherche universitaire a porté sur les jeunes et les espaces publics à Hanoï au Vietnam, et avait pour but de faire entendre la voix des jeunes, souvent négligée dans les questions d'aménagement et de démocratie. Elle travaille comme chargée de projets en habitation communautaire afin de construire et fournir du logement abordable à celles et ceux qui en ont besoin tout en revitalisant les quartiers montréalais.

Au sein du CjM, Alice Miquet souhaite aborder les enjeux d'urbanisme, de participation publique, mais aussi d'inclusion sociale et d'accessibilité universelle.

Yazid Djenadi, 24 ans
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Vice-président depuis janvier 2020



Depuis son plus jeune âge, Yazid Djenadi est passionné de sciences et technologies. Il poursuit d'ailleurs des études en génie de la production automatisée à l'École de technologie supérieure (ÉTS), en plus d'œuvrer à titre de conseiller technique chez Robotique FIRST Québec. Résidant actuellement dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, il a grandi dans trois différents quartiers de Montréal depuis son arrivée de l'Algérie, ce qui lui a permis de découvrir une très grande partie de la diversité montréalaise. Motivé par son engagement d'être un modèle pour les jeunes, de les inspirer à découvrir de nouveaux domaines d'intérêts et développer leur créativité comme moteur de développement de soi, il est le fondateur d'AlveoLab, un laboratoire créatif de développement technologique pour et par les jeunes.

Au CjM, Yazid Djenadi a comme préoccupations l'éducation, l'inclusion et l'implication des jeunes, ainsi que le développement de l'innovation et de la technologie au sein de la Ville. Sa principale motivation est de donner aux jeunes d'aujourd'hui une éducation ouverte, un environnement plus diversifié et créatif afin qu'ils soient outillé.es pour répondre aux besoins de demain.

Audrey-Frédérique Lavoie, 22 ans

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Vice-présidente depuis janvier 2020
Coresponsable du comité Communic-Action en 2019



Native de Montréal, Audrey-Frédérique Lavoie a élu domicile dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce. Elle aime profiter des grands parcs montréalais, du canal Lachine, du marché Jean-Talon ainsi que des nombreux musées et cafés. Audrey-Frédérique étudie actuellement à l'Université McGill, où elle complète un baccalauréat combinant les sciences politiques et le commerce. Très impliquée tout au long de ses études dans les associations étudiantes et les simulations onusiennes (NMUN NYC), elle a entre autres siégé au Cercle de la relève de la Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants, au *Desautels Sustainability Network* (DSN) et à plusieurs conseils d'administration en politique partisane. En ce sens, les dossiers qui touchent plus précisément à la mobilité en ville, la place accordée aux jeunes entrepreneurs en commerce durable, l'urbanisme et la valorisation de la culture diverse montréalaise l'interpellent beaucoup. Audrey-Frédérique Lavoie désire s'assurer que les préoccupations des jeunes Montréalais.es reliées à ces enjeux soient prises en considération par les instances municipales.

Jessica Condemi, 24 ans

Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Coresponsable du comité Avis en 2019



Titulaire d'un baccalauréat en développement international et relations internationales de l'Université McGill, Jessica Condemi est animée par le désir de faire rayonner Montréal sur la scène internationale. Elle est présentement étudiante en droit civil et effectue un D.É.S.S. en *common law* nord-américaine (J. D.) à l'Université de Montréal. Les relations internationales sont au centre de ses expériences personnelles. Elle a participé à une multitude de conférences à Montréal, à Bruxelles et à New York portant sur les enjeux discutés à l'Organisation des Nations unies. Elle a également collaboré à l'organisation de ce genre de conférences à Montréal. Elle s'est impliquée également à titre de coordonnatrice des communications pour les Jeunes diplomates du Canada. La jeune femme d'origine italienne a également été chargée du projet *Étudiant.e.s en droit d'aider* mené par le Réseau national des étudiant(e)s Pro Bono du Canada, visant à accroître l'accessibilité à la justice. Elle est également membre de la Runnymede Society, qui vise à promouvoir et débattre des enjeux du droit constitutionnel et des droits et libertés fondamentaux.

Particulièrement touchée par l'enjeu de la diversité, des droits linguistiques et fondamentaux, Jessica Condemi espère pouvoir aider les jeunes Montréalais.es à se faire entendre sur la scène municipale.

Rime Diany, 17 ans
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce



Rime Diany étudie présentement au baccalauréat international en sciences de la nature au collège Jean-de-Brébeuf. Récipiendaire de la Médaille du lieutenant-gouverneur pour la jeunesse, elle a un désir ardent de s'impliquer dans sa communauté et de faire une différence autour d'elle. À l'École internationale de Montréal, elle était présidente du conseil étudiant et membre de plusieurs comités. De plus, elle s'engage au sein de la population plus âgée en faisant régulièrement du bénévolat au Centre d'hébergement Saint-Andrew. Elle a d'ailleurs participé au programme *Missive*, un stage intensif combinant du bénévolat au sein du CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal et des séminaires éducatifs portant sur le système de santé. Elle a également organisé une campagne de sensibilisation et de collecte de fonds pour les Rohingyas dans le cadre du programme *Quand la jeunesse parraine une personnalité publique,* organisé par Oxfam-Québec.

Ayant grandi dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Rime Diany est fière d'être Montréalaise. En tant que membre du CjM, elle s'engage à s'assurer que le bien-être, les valeurs et les préoccupations des jeunes soient écoutés et pris en compte. Ses principaux objectifs sont l'inclusion de tous les jeunes, peu importe leur situation socioéconomique, et l'accès à l'éducation sous toutes ses formes.

Sherlyne Duverneau, 27 ans
Anjou



Originaire d'Haïti, Sherlyne Duverneau s'est installée à Montréal avec sa famille à la suite du tremblement de terre qui a frappé le pays en 2010. Titulaire d'un baccalauréat en communication et politique de l'Université de Montréal, elle fait présentement une maîtrise en administration publique à l'ENAP, concentration Développement des ressources humaines et des organisations.

Sherlyne Duverneau a toujours été très impliquée au sein de sa communauté. Elle est actuellement la présidente de son association étudiante (AEENAP) et elle se sent interpellée par l'enjeu de la diversité et de la représentativité dans la fonction publique municipale. Dans le cadre de son implication scolaire, elle organise des événements « carrière et développement professionnel » pour permettre aux étudiant.es de rencontrer des professionnel.les provenant de différents ministères et organismes.

Passionnée par la politique et par tout ce qui touche la justice sociale, elle souhaiterait entamer des études en droit dans un avenir proche pour défendre les « sans-voix ». Sherlyne Duverneau s'implique au CjM pour promouvoir l'accès à l'éducation et contribuer à l'essor d'une ville inclusive où tous les jeunes se sentent à leur place.

Benjamin Herrera, 23 ans
Verdun



Résident de l'arrondissement de Verdun, Benjamin Herrera est présentement étudiant à l'École du Barreau du Québec, après avoir récemment complété un double diplôme en droit civil et en *common law* à la faculté de droit de l'Université McGill. Impliqué dans sa communauté depuis le secondaire, il a consacré son énergie au cours de ses études en droit à l'enjeu de l'accessibilité à la justice pour les populations vulnérables de Montréal. Ainsi, il a contribué à titre de clinicien bénévole à la Clinique juridique itinérante de Montréal, où il travaillait au Refuge des Jeunes de Montréal, ainsi qu'à la Clinique d'information juridique à McGill.

Passionné de droit et de politique internationale, il a également été stagiaire auprès du juge Daniel Dortélus et a été recruté par Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. où il entamera son stage du Barreau en septembre 2020. Dans le cadre de son implication au sein du CjM, il désire mettre de l'avant la diversité qui est au cœur de l'identité montréalaise, l'accessibilité à la justice ainsi que les enjeux d'équité sociale. Finalement, Benjamin Herrera souhaite une collaboration intellectuelle entre les membres du Conseil, afin que les recommandations produites soient représentatives de tous les Montréalais.es et apportent des solutions pratiques à des problèmes concrets.

Rizwan Ahmad Khan, 21 ans
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension



Rizwan Ahmad Khan étudie en sciences humaines au collège Ahuntsic. Interpellé par la politique ainsi que par les enjeux collectifs, il a été président de son association étudiante de 2017 à 2019. Il y participait à la défense des droits et intérêts académiques et socioculturels de la population étudiante par l'entremise de différentes instances du collège. Il a entre autres activement revendiqué la mise en place d'assurances santé pour les étudiant.es ainsi qu'une augmentation salariale des employé.es au café étudiant, et ce, dans le but d'atteindre l'objectif du salaire minimum à 15 $ l'heure.

De plus, il s'implique dans son quartier natal, notamment au sein du comité d'action de Parc-Extension (CAPE), qui défend les droits des locataires. Il est également coresponsable de Montréal Populaire, un groupe fondé avec des collègues, qui a comme objectif de réunir les jeunes de Parc-Extension pour réfléchir et trouver des pistes de solutions aux enjeux municipaux du quartier tels que l'insalubrité des logements, le manque de logements sociaux et le taux de décrochage scolaire élevé.

Par sa participation au CjM, Rizwan Ahmad Khan désire mettre de l'avant l'implication ainsi que l'intérêt des jeunes dans les enjeux collectifs de la ville.

Xiya Ma, 25 ans
Saint-Laurent



Montréalaise d'origine chinoise, Xiya Ma est étudiante en médecine à l'Université de Montréal. Elle s'implique dans le projet *Sensibilisation aux études, à l'université et à la recherche* en donnant des conférences sur la médecine et en faisant du mentorat dans plusieurs écoles secondaires de Montréal, dont celle de Saint-Laurent. Elle œuvre également auprès de l'*International Student Surgical Network*, au sein duquel elle travaille présentement comme coprésidente. Passionnée par la chirurgie, elle a mené, durant ses années préclinques, le groupe d'intérêt en chirurgie de son université. En plus de ses études, la jeune polyglotte aime apprendre de nouvelles langues et s'immerge dans la peinture, le dessin et l'art digital.

Ayant grandi dans l'arrondissement de Saint-Laurent, Xiya Ma a toujours adoré la diversité culturelle et l'importance que la ville accorde aux voix des jeunes. Ayant un intérêt particulier pour la santé et l'éducation, elle espère pouvoir encourager l'implication des jeunes Montréalais.es dans les dossiers qui leur tiennent à cœur et aider le CjM à répondre aux besoins de cette population.

Philippe Marceau-Loranger, 26 ans
Rosemont–La Petite-Patrie



C'est alors qu'il était page au sénat du Canada, lors de ses études à la licence en droit civil à l'Université d'Ottawa, que Philippe Marceau-Loranger développe sa passion et affine ses connaissances de la chose publique. En 2017, il élit domicile à Montréal et complète une mineure en urbanisme à l'Université de Montréal afin de se familiariser avec certaines notions fondamentales de l'aménagement du territoire et des divers courants urbanistiques, et a l'opportunité de travailler un été au service d'urbanisme de la ville de Pointe-Claire. Il rallie subséquemment les rangs de l'École nationale d'administration publique, où il entreprend une maîtrise en administration publique pour professionnels, afin d'approfondir sa compréhension de l'appareil étatique et du processus d'élaboration des politiques publiques.

Il a également la chance de contribuer à titre d'assistant de recherche à un projet portant sur les redevances réglementaires en matière d'aménagement du territoire et de transition énergétique. Parallèlement à ses études, Philippe Marceau-Loranger accepte en 2019 de nouvelles responsabilités à titre de greffier adjoint de la Cour municipale de la municipalité régionale de comté de Montcalm, dans Lanaudière.

Anne Xuan-Lan Nguyen, 20 ans

Ville-Marie
Coresponsable du comité Communic-Action en 2019



Récipiendaire des médailles du souverain pour les bénévoles, du lieutenant-gouverneur et du gouverneur général pour la jeunesse, Anne Xuan-Lan Nguyen est engagée à faire une différence dans la communauté. Son expérience en tant que monitrice bénévole au camp Plein Air à Plein Cœur a éveillé sa conscience sociale sur les obstacles auxquels font face les communautés marginalisées. En 2017, elle a représenté les jeunes de son arrondissement en tant qu'ambassadrice de l'engagement dans le cadre du projet Jeunesse375Mtl.

Aujourd'hui, elle continue d'agir dans sa communauté et poursuit des études en médecine à l'Université McGill. Par son implication au CjM, Anne Xuan-Lan Nguyen désire promouvoir l'engagement citoyen et communautaire des jeunes.

Sébastien Oudin-Filipecki, 22 ans

Ville-Marie



Français d'origine, Sébastien Oudin-Filipecki a complété l'essentiel de sa scolarité à l'étranger, habitant successivement l'Espagne, la République dominicaine et les États-Unis, avant de déménager à Montréal. Résident de l'arrondissement de Ville-Marie, il est étudiant au baccalauréat en sciences politiques à l'Université McGill. Engagé dans la vie participative de son école secondaire à Miami, il a contribué à créer un programme de mentorat destiné à aider les étudiants ayant des difficultés. Son implication citoyenne aux États-Unis lui a valu plusieurs distinctions, dont la *Congressional Medal of Merit*.

Passionné de politique, il couvre la campagne électorale municipale de 2017 pour le journal étudiant *Le Délit* et développe un intérêt prononcé pour les enjeux municipaux. Son passage au seul journal francophone de l'Université McGill l'a aussi conduit à couvrir une multitude de sujets tels que la violence sexuelle sur les campus universitaires et les mouvements étudiants pour la rémunération des stages. En outre, il a été bénévole à Amnistie internationale ainsi que stagiaire au bureau canadien du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. En tant que membre du CjM, Sébastien Oudin-Filipecki souhaite échanger avec un maximum d'acteurs afin de donner la parole aux jeunes Montréalais.es et encourager leur implication dans la prise de décisions municipales, notamment quant à l'accessibilité à la justice et aux instances municipales ainsi qu'au développement durable.

Pentcho Tchomakov, 24 ans
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve



Originaire de la Bulgarie, Pentcho Tchomakov est résident de Montréal depuis plus de 20 ans. Il poursuit présentement ses études à la maîtrise en génie informatique à l'École polytechnique de Montréal, où il aborde notamment l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine.

Pentcho Tchomakov a toujours été impliqué au sein de sa communauté. Récemment, il a présidé le congrès annuel de la Fédération canadienne étudiante de génie, rassemblant des étudiants de 53 universités canadiennes, où l'impact de la profession d'ingénieur sur la société et l'environnement ont été discutés. Il s'est également impliqué au sein de l'Association étudiante de génie de l'Université McGill pour laquelle il a notamment contribué à la refonte budgétaire, l'écriture de la constitution et la création d'un plan quinquennal.

Passionné par la politique locale et tous les enjeux qui touchent sa ville d'accueil, Pentcho Tchomakov souhaite se pencher sur des sujets comme l'action citoyenne des jeunes, le transport et les services en commun, et la planification de sa ville.

Shophika Vaithyanathasarma, 20 ans
Ahuntsic-Cartierville



Au cœur des préoccupations de Shophika Vaithyanathasarma se place le désir de léguer un monde plus beau aux futures générations. Pour cela, elle s'implique dans sa communauté dès l'âge de neuf ans en animant une émission de radio dans sa langue maternelle, le tamoul. Toute aussi fière de sa culture québécoise que de ses origines sri-lankaises, elle souhaite bâtir un Montréal vivant et dynamique pour les jeunes qui y habitent.

Shophika Vaithyanathasarma se soucie particulièrement du développement durable. Ainsi, elle s'implique dans différents comités environnementaux, organise des collectes de déchets, démarre des programmes de recyclage et de compostage et anime des kiosques dans des écoles secondaires et des cégeps. Elle s'intéresse à l'agriculture urbaine et à la consommation locale, siège au conseil d'administration d'une coopérative scolaire et s'implique activement dans son association étudiante et de nombreux comités à l'université. Par ailleurs, elle fait du bénévolat pour Les P'tits Lutins au Marché Jean-Talon et auprès des personnes âgées au CIUSS de son arrondissement pour redonner à sa communauté. Passionnée des mathématiques, elle entreprend actuellement des études au baccalauréat en mathématiques à l'Université de Montréal dans l'espoir de promouvoir les études dans les domaines scientifiques. Au CjM, Shophika Vaithyanathasarma désire promouvoir le développement durable, l'implication des jeunes, la promotion de l'éducation et des domaines scientifiques et la parité entre les hommes et les femmes.

Michael Wrobel, 26 ans

Ahuntsic-Cartierville
Coresponsable du comité Avis en 2019



Curieux de nature, Michael Wrobel croit en l'importance de continuellement réexaminer ses convictions politiques et d'écouter activement d'autres opinions que les siennes. Il détient un baccalauréat avec double majeure en journalisme et en affaires publiques. En tant que chef des nouvelles au journal étudiant *The Link*, il a couvert la campagne électorale municipale de 2013 en accordant une attention particulière aux préoccupations des jeunes. Il a été membre du conseil d'administration du Syndicat des étudiants et étudiantes de Concordia.

Depuis la création de l'Institut du journalisme d'enquête de l'Université Concordia, en juin 2018, il y travaille et coordonne des enquêtes d'envergure nationale et d'intérêt public. En 2019, onze médias ont publié les résultats d'un projet mené par l'Institut en collaboration avec une dizaine d'universités explorant les lacunes dans les normes et contrôles de qualité de l'eau potable. Au Québec, *Le Devoir*, Global News et l'Institut ont dévoilé, entre autres, que les méthodes prescrites par la règlementation provinciale pour mesurer le plomb dans l'eau potable de tous les Québécois.es camouflaient des résultats élevés et potentiellement dangereux pour la santé. En réaction, le gouvernement Legault a promis d'adopter les normes plus strictes de Santé Canada.

L'inclusion sociale, la lutte contre les changements climatiques et les impacts des technologies perturbatrices sur les municipalités sont des sujets qui l'intéressent particulièrement. Comme membre du CjM, Michael Wrobel veut encourager les jeunes à participer activement à la vie de leur ville afin qu'ils contribuent à la façonner à l'image de leurs rêves.

Ils ont quitté le CjM en 2019

Simon Cousineau
Rosemont–La Petite-Patrie
(2018-2019)

Omid Danesh Shahraki
Le Plateau-Mont-Royal
(2016-2019)

Valérie Du Sablon
Ahuntsic-Cartierville
(2018-2019)

Rami Habib
Le Plateau-Mont-Royal
(2016-2019)

Niamh Leonard
Le Sud-Ouest
(2018-2019)

Kathryn Verville-Provencher
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
(2014-2019)

Équipe

Geneviève Coulombe
Secrétaire-recherchiste

Christine De Kinder
Secrétaire d'unité administrative
jusqu'en décembre 2019

Barbara Leroy Bernardin
Secrétaire d'unité administrative
depuis décembre 2019

Mollie Dujardin
Stagiaire en communication
(janvier à avril 2019)

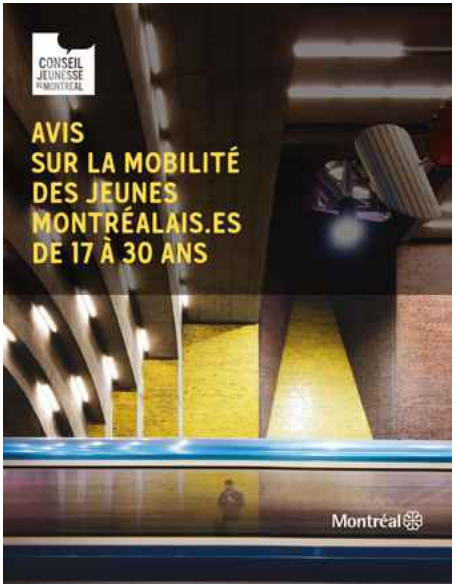
Contractuelle
(mai 2019 à aujourd'hui)

LE PORTRAIT DES RÉALISATIONS DE 2019



Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans

En 2007, le Conseil jeunesse de Montréal lançait un avis sur la question des transports viables dans une perspective jeunesse. Cet avis avait été rédigé en prévision du premier *Plan de transport de Montréal* (2008) afin de cerner les préoccupations des jeunes quant aux enjeux de transport à Montréal. Déjà, le CjM avait reconnu l'importance de cette thématique pour la jeunesse montréalaise et souhaitait s'exprimer à ce sujet pour alimenter le débat public et la planification de la Ville. Onze ans plus tard, le CjM a remis cette question à l'honneur dans un contexte où la mobilité durable est de plus en plus présente sur la scène politique montréalaise et québécoise. La conjoncture étant donc propice, les membres du CjM ont souhaité prendre part à ces réflexions.



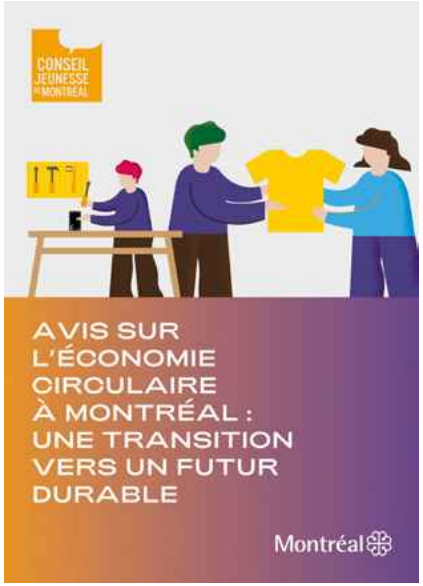
En outre, alors que la Ville de Montréal établissait son second plan de transport, il leur paraissait crucial de bien connaître les habitudes de transport des jeunes Montréalais.es, les freins à leurs déplacements et leurs besoins. L'avis se veut donc un outil de référence. D'une part, le CjM espère qu'il permettra à la Ville de porter une plus grande attention aux enjeux présents et futurs liés la mobilité durable. D'autre part, il présente 16 recommandations permettant non seulement de mieux répondre aux besoins des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans, mais d'assurer la pérennisation de leurs pratiques en vue d'une mobilité durable.

Ce 24e avis du CjM a été déposé au conseil municipal le 28 janvier 2019 et un lancement public avec transmission web a été organisé au Centre d'histoire de Montréal le 20 février 2019 devant 55 personnes.

De nombreuses retombées ont été observées à la suite de cet avis, dont un article dans le journal *Métro*, une entrevue réalisée par le vice-président du CjM, M. Rami Habib, dans le cadre de l'émission *Homerun* à CBC Radio Montréal. De plus, l'avis a été nommé dans la catégorie *Développement et amélioration des services de transport collectif* du Gala des prix Guy-Chartrand décernés par Trajectoire Québec. De surcroît, en raison de l'expertise développée dans le cadre de cet avis, le CjM a été appelé à poser sa candidature afin de siéger au Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville. Enfin, la présidente du CjM a aussi été appelée à contribuer au panel *Posséder une auto : est-ce encore raisonnable ?* organisé par la Maison du développement durable et Communauto, le 24 septembre dernier.

Avis sur l'économie circulaire à Montréal : une transition vers un futur durable

Les jeunes Montréalais.es sont sensibles et sensibilisés à l'enjeu des changements climatiques, comme l'a entre autres montré la Marche pour le climat du 27 septembre 2019, qui a rassemblé des dizaines, voire des centaines de milliers de jeunes parmi le demi-million de personnes qui ont marché dans les rues de la métropole. Les jeunes s'imposent véritablement comme la locomotive du changement sur cet enjeu.



Les conséquences du réchauffement climatique sont maintenant bien tangibles et se manifestent de différentes manières. Le modèle économique dans lequel nous vivons constitue la principale cause du problème. En effet, le modèle linéaire (extraire – produire – distribuer – consommer – jeter) présume une disponibilité infinie de ressources à partir de laquelle on cherche à maximiser la vente d'unités de toute sorte afin de produire de la richesse. L'économie circulaire se propose comme une solution de rechange à l'économie linéaire et se définit comme un « système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités[1] ».

Par son avis sur l'économie circulaire, le CjM désirait donc non seulement joindre sa voix à celles des jeunes de tous les pays pour tirer la sonnette d'alarme auprès des dirigeant.es, mais plus encore, il souhaitait participer à la transition en proposant 10 recommandations aux élu.es afin de rendre la ville plus circulaire, et ce, dans les meilleurs délais.

Achevé en 2019, ce 25e avis du CjM était déposé au conseil municipal en janvier 2020.

1 *L'économie circulaire : une transition incontournable*, S. Sauvé, D. Normandin et M. McDonald, 2016, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 20.

Mémoire sur le racisme et la discrimination systémiques



Le 27 juillet 2018, en vertu du droit d'initiative en consultation publique permettant à la population de demander la tenue d'une consultation publique sur un sujet précis, le Service du greffe de la Ville de Montréal a reçu une pétition réclamant la tenue d'une consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques. La pétition ayant recueilli plus que les 15 000 signatures requises pour lancer un mandat de consultation, elle a été jugée valide. Conformément à ses obligations en vertu de la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative, la Ville a ainsi confié à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) le mandat de préparer et de tenir une telle consultation. Le mémoire du CjM a donc été déposé lors de cette consultation à l'automne 2019. Le mémoire comporte 41 recommandations ayant trait à la participation à la vie démocratique, à l'emploi et l'entrepreneuriat, au logement, à la culture et au profilage racial et social.

Mémoire sur le règlement pour une métropole mixte



Ce mémoire du CjM a été déposé dans le cadre d'une autre consultation de l'OCPM, tenue en octobre 2019, portant sur le projet de règlement pour une métropole mixte et la modification du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal qui ont pour objectifs d'améliorer la mixité sociale dans les quartiers, de favoriser une offre résidentielle équilibrée et de qualité sur l'ensemble du territoire et soutenir les ménages à faible revenu ou à besoins particuliers.

Dans celui-ci, les membres du CjM appuient les principes sous-jacents du règlement qui favorisent l'inclusion, la mixité, la diversité et l'équité. Dans le contexte du logement actuel, mais aussi parce qu'en tout temps les jeunes sont davantage touchés par les conditions du marché locatif et des propriétés, les membres du CjM croient que le projet de règlement sera favorable à la jeunesse et qu'il contribuera à garder les jeunes en ville, et les jeunes familles plus particulièrement. Dans ce mémoire, ils proposent une série de mesures qui permettraient de favoriser encore davantage l'inclusion des jeunes, quelle que soit leur situation.

Recommandations portant sur la période de questions du public au conseil municipal

Un document proposant huit recommandations a été déposé dans le cadre de la Commission de la présidence du conseil sur l'amélioration de la période de questions du public au conseil municipal de la Ville de Montréal, qui s'est déroulée en avril 2019.

Autre publication

- Rapport d'activité 2018 du Conseil jeunesse de Montréal | **mai 2019**

Panel sur l'économie circulaire

Dans la foulée de la préparation de son avis sur l'économie circulaire, le CjM a réuni des expert.es en la matière le 5 juin 2019, à la Maison du développement durable, afin de commencer à envisager des pistes de recommandations à soumettre aux élu.es de la Ville.



Cet événement, qui a rassemblé une soixantaine de personnes et qui a également été transmis sur le web, avait pour objectifs de définir le concept de l'économie circulaire, de présenter les efforts actuellement déployés en termes d'économie circulaire à Montréal, de préciser les leviers à la disposition des citoyennes, des entreprises et des municipalités pour intégrer et favoriser une économie circulaire et, enfin, de déterminer des actions qui pourraient être envisagées par la Ville de Montréal pour améliorer sa circularité.

Ce panel réunissait :

- Mme Ariane Legault, chargée de projet à l'Institut de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire (EDDEC) ;
- Mme Caroline Cyr, designer sociale, conseillère en aménagement et auteure de la *Cartographie des acteurs et initiatives en économie circulaire sur le territoire de l'agglomération de Montréal* ;
- Mme Hélène Gervais, agente de développement industriel chez RECYC-QUÉBEC et chargée de cours en économie circulaire dans le cadre de la maîtrise en environnement à l'Université de Sherbrooke ;
- Mme Nadra Wagdy, directrice services-conseils et financement – Économie sociale, à PME-MTL Centre-Est.



Le panel a été brillamment animé M. Éric Desrosiers, journaliste au *Devoir*. Enfin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable de la transition écologique et de la résilience, a procédé au mot de clôture.

Activité d'échange entre les jeunes et la Ville sur la transition écologique
Le 19 novembre 2019, à la Maison du développement durable, le CjM organisait une activité d'échange entre les jeunes et la Ville sur le thème de la transition écologique.





Les objectifs de cet événement étaient entre autres de créer un dialogue entre les jeunes et la Ville de Montréal sur le thème de la transition écologique, de prendre le pouls des actions actuelles et futures de la Ville en cette matière, de faire connaître les outils de la Ville à la disposition des jeunes afin qu'ils et elles puissent faire une différence en termes de transition écologique et, enfin, d'inspirer la Ville de Montréal.

D'entrée de jeu, M. Sidney Ribaux, directeur du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville, a présenté les enjeux et défis du prochain plan climat de Montréal. Puis, les jeunes participant.es ont eu un long moment pour poser leurs questions à M. Ribaux. Avant l'événement, le CjM avait collaboré avec Mme Émilie Tremblay, enseignante en sixième année à l'école primaire Jonathan-Wilson de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, située à l'Île-Bizard, ainsi qu'avec M. Nicolas Théoret, enseignant d'histoire aux 3e et 4e secondaires au collège Notre-Dame, afin que les élèves de leur classe respective préparent une question à adresser à M. Ribaux. L'événement, animé par M. Alexandre Warnet, fut un énorme succès ; il a rassemblé 85 personnes sur place, plus les gens en direct sur le web.

Le Lab municipal
Dans le cadre de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde (INM) qui avait lieu le 15 août 2019, les membres ont conçu et animé un atelier portant sur les champs de compétence municipale et la manière dont la Ville de Montréal fonctionne pour prendre des décisions.



Dans un premier temps, l'atelier présentait les différentes instances décisionnelles de la Ville et les responsabilités et compétences de chacune d'elles. Ensuite, il présentait les outils dont la Ville dispose pour administrer son territoire et y agir. Pour finir, les divers types de participation citoyenne étaient exposés.

Tout au long de l'atelier, les participant.es étaient amené.es à mettre en pratique les connaissances acquises par des études de cas concrets, à formuler des recommandations en lien les champs des compétences municipales et à choisir un type de participation citoyenne adéquat.

Conseils jeunesse d'arrondissement et Journée interconseils jeunesse
Les membres du CjM ont poursuivi leurs démarches de soutien à la création des conseils jeunesse d'arrondissement, en collaboration avec le Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJÎM), qui a le mandat d'appuyer les responsables administratifs et les jeunes membres des conseils, d'offrir des ateliers de formation et d'assurer la coordination entre tous les acteurs impliqués.

Les membres du CjM ont participé à l'organisation de la troisième édition de la Journée interconseils jeunesse, qui s'est déroulée le samedi 23 novembre 2019 à la BAnQ Vieux-Montréal. L'événement, cette année coordonné par le Forum jeunesse de l'île de Montréal, a réuni des membres et responsables administratifs des sept conseils jeunesse d'arrondissement existants.



Rubrique dans le journal *Métro*
Le CjM a poursuivi sa collaboration avec le journal *Métro* pour sa rubrique mensuelle qui, depuis 2012, présente une série de portraits de jeunes Montréalais.es ayant, par leurs réussites, un impact positif au sein de la ville. Les profils publiés cette année sont ceux de Kerna Nessa Dessalines, Pierre-Michel Jean-Louis, Amel Medjahed, Antoine Solodovnikova, Gabriel April-Lalonde, Audrey-Anne Pouliot, Sébastien Labine, Olivier Courtois, Jacob Matthew Drum, Émile Julien et Marie-Lye Fortin.

15e anniversaire des trois conseils consultatifs

Le 13 février 2019, la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, a souhaité souligner les 15 ans des trois conseils consultatifs de la Ville, soit le Conseil interculturel, le Conseil des Montréalaises et le Conseil jeunesse.





Lors d'une réception tenue à l'hôtel de ville, la mairesse a reconnu l'apport de chacun des conseils devant plusieurs invité.es. Ensuite, un panel réunissant d'ancien.es président.es des conseils, dont M. François Marquette, président du CjM de 2015 à 2017, a été animé par Mme Cathy Wong, présidente du conseil municipal.

Montréal à notre image

Montréal à notre image est un programme de formation en leadership interculturel de l'organisme Iciéla conçu pour les jeunes de 12 à 17 ans. Il vise à former des jeunes leaders qui veulent avoir un impact dans leur communauté et proposer des solutions concrètes aux défis du vivre-ensemble afin de bâtir un Montréal plus inclusif, pacifique et solidaire. Ainsi, il reconnaît la place des jeunes comme acteurs de changement en leur faisant jouer un rôle de premier plan pour valoriser la diversité et bâtir des ponts entre les communautés.

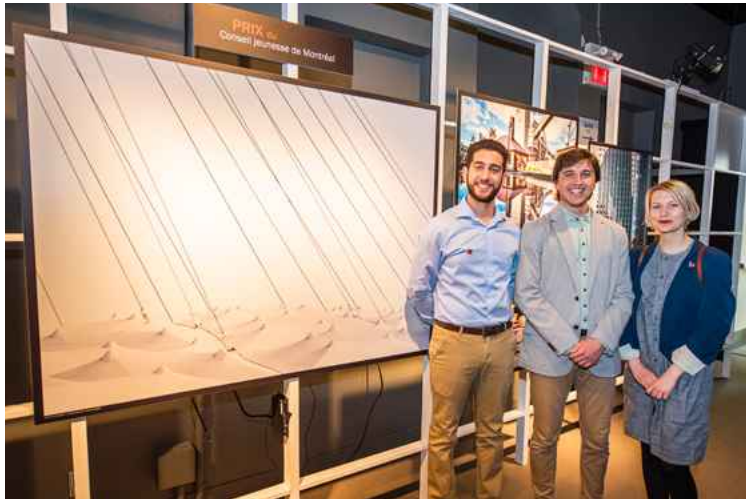


Cette année, le CjM a été partenaire de ce projet qui a permis à une vingtaine de jeunes de 12 à 17 ans de rencontrer la présidente du CjM, Mme Alice Miquet, lors d'une activité d'échange organisée par le FÎJM à la Factry, le 9 juillet 2019. À la suite de cette activité, le CjM a permis aux participant.es de se rendre à l'édifice Lucien-Saulnier pour une visite de l'hôtel de ville de Montréal et une rencontre d'échange avec M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement pour Projet Montréal dans Lachine.

Concours photo du Centre d'histoire de Montréal

Le CjM s'est associé au Centre d'histoire de Montréal dans le cadre de la 40e édition du concours photo *Montréal à l'œil*, sous le thème « Montréal histoire et patrimoine ». Ce concours s'est déroulé du 15 septembre 2018 au 15 février 2019 et le CjM y encourageait les jeunes à saisir le caractère historique de Montréal et à nous montrer le patrimoine qu'ils et elles aiment.

Un prix spécial était offert aux participant.es âgés de 12 à 30 ans et le CjM a remis un chèque-cadeau de La Vitrine culturelle d'une valeur de 500 $ à Louis-Olivier Brassard, gagnant de la catégorie jeunesse pour son œuvre intitulée *Rêves suspendus / Olympic Dreams*.



Vox pop sur les enjeux environnementaux

L'année 2019 fut marquée, ici et ailleurs, par les préoccupations environnementales et c'est pourquoi les membres du CjM ont souhaité porter la voix des jeunes aux élu.es municipaux en regard de ces enjeux. Pour ce faire, ils ont réalisé un vox pop auprès des jeunes Montréalais.es en leur posant des questions sur leurs connaissances des enjeux environnementaux, leur opinion quant aux priorités environnementales et leurs connaissances plus spécifiques des enjeux municipaux en matière de transition écologique.



Le vox pop a ensuite été diffusé sur les réseaux sociaux du CjM et projeté dans le cadre de l'activité d'échange entre les jeunes et la Ville sur la transition écologique qui a eu lieu en présence de M. Sidney Ribaux, directeur du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal.

CONCERTATION AVEC LES PARTENAIRES

Le CjM est convaincu de l'importance du travail accompli en concertation avec les partenaires pour l'avancement des dossiers qui préoccupent les jeunes Montréalais.es. Ainsi, il s'associe régulièrement à des partenaires qui traitent de sujets liés à la réalisation de sa mission.

TRYSPACES

TRYSPACES (*Transformative Youth Spaces*) est un projet de recherche collaboratif impliquant des chercheur.es, des étudiant.es interdisciplinaires, des artistes multimédias, des intervenant.es sociaux, des professionnel.les de la Ville et des jeunes provenant de Mexico, Montréal, Paris et Hanoi sur une période de plus de 6 ans (2017-2023). Les partenaires du projet explorent la relation entre la présence des jeunes dans l'espace public, physique et virtuel, et la façon dont ils vivent cette visibilité. Les jeunes étant à l'avant-plan des transformations culturelles, sociales, économiques et politiques de notre époque, ils sont de plus en plus visibles dans ces espaces parce que leurs pratiques déforment, dérangent et repoussent les limites imposées par les normes sociales. L'objectif général de TRYSPACES est de mieux comprendre les effets des pratiques transgressives des jeunes sur la gouvernance urbaine.



La question relative à la place qu'occupent les jeunes dans l'espace public intéresse sans contredit les membres du CjM, qui a produit par le passé des avis sur le sentiment d'appartenance des jeunes à leur ville, sur les graffitis ainsi que sur le sentiment de sécurité des jeunes dans l'espace public. Le CjM voit donc comme une occasion privilégiée ce partenariat avec l'Institut national de recherche scientifique (INRS), porteur du projet, pour contribuer à l'avancement des connaissances en matière de jeunesse et de politiques publiques.

Dans le cadre de ce projet, le CjM a participé en 2019 au comité de pilotage ainsi qu'au comité TRYMontréal. De plus, le 5 décembre 2019, le CjM a offert l'atelier intitulé *Le Lab municipal* à un petit groupe d'adolescentes dans le cadre d'une étude de cas menée à Pointe-aux-Trembles pour connaître les usages, comportements et besoins des adolescentes dans l'espace public.

Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville

Le Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville (CCUV) est formé de personnes possédant une expertise en matière de mobilité et d'aménagement urbain ou représentant les intérêts de certains usagers et usagères du système routier (piéton.nes, cyclistes, conducteur.trices et passagers, passagères de tous les âges et de toutes les conditions). Il a pour mandat de conseiller la Ville de Montréal, en formulant des recommandations afin qu'elle puisse améliorer son bilan routier pour tendre vers une Vision Zéro, de sorte que personne ne soit tué ou gravement blessé en se déplaçant dans les rues.

De par son expertise développée par le biais de l'*Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans*, le CjM a été sollicité pour poser sa candidature afin de participer à ce comité consultatif. La présidente du CjM, Mme Alice Miquet, agit à titre de représentante du CjM aux rencontres de ce comité depuis le 4 juillet 2019.

Projet Stations-Femmes

Stations-Femmes : pour des récits inclusifs dans le métro de Montréal est un projet de recherche soutenu par Mme Julie Ravary-Pilon, chercheuse postdoctorante au Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM) à l'Université McGill. Ce projet s'intéresse à la représentation féminine de la toponymie montréalaise, plus particulièrement en ce qui concerne le nom des stations de métro, où les femmes sont peu représentées. Le projet vise donc à renverser cette tendance et ce constat. Un comité d'expert.es a donc été mis en place et le CjM a été sollicité pour y participer. Au cours des trois rencontres qui ont eu lieu en 2019, une liste de noms de femmes à mettre en lumière a été élaborée et servira de base à une exposition historique et artistique.





RENCONTRES AVEC LES ÉLU.ES ET L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

Le CjM se doit de faire connaître son existence et ses travaux et d'effectuer le suivi des recommandations déjà formulées, tant auprès des fonctionnaires de la Ville qu'auprès des élu.es. Au cours de la dernière année, les membres ont participé à plusieurs rencontres en ce sens.

Élu.es[1]		
Mme Nathalie Goulet membre du comité exécutif et responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse, lors de rencontres statutaires **4 juin, 3 septembre, 15 octobre, 26 novembre**	**Mme Laurence Lavigne Lalonde** membre du comité exécutif et responsable de la transparence, de la démocratie, de la gouvernance, de la vie citoyenne et d'Espace pour la vie, lors de rencontres statutaires **22 janvier, 12 février, 19 mars, 26 novembre**	**Mme Émilie Thuillier** membre du comité exécutif et responsable de la démocratie et transparence, des communications et de l'expérience citoyenne ainsi que du patrimoine, lors d'une rencontre statutaire pour la présentation du Règlement des trois conseils consultatifs **23 avril, 14 août**
Mme Cathy Wong présidente du conseil municipal, lors de la présentation du règlement des trois conseils consultatifs **14 août**	**M. Robert Beaudry** membre du comité exécutif et responsable du développement économique et commercial, de l'habitation ainsi que du design, lors d'une rencontre statutaire **26 novembre**	**M. Éric Alan Caldwell** membre du comité exécutif et responsable de l'urbanisme, de la mobilité et de l'Office de consultation publique de Montréal, dans le cadre d'une assemblée des membres **30 mai**

Rencontres avec différent.es élu.es dans le cadre des séances du conseil municipal
28 janvier, 25 février, 17 juin, 16 septembre, 18 novembre

1 Il s'agit des titres que portaient les élu.es au moment de la rencontre.

- Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre d'une rencontre d'échange sur les projets à réaliser en 2019 | **29 avril**
- Le Bureau de la présidence du conseil concernant le règlement des trois conseils consultatifs | **14 août, 23 octobre**
- Le Bureau de la transition écologique et de la résilience dans le cadre d'une assemblée des membres et pour l'événement organisé par le CjM intitulé *Activité d'échange entre les jeunes et la Ville sur la transition écologique* | **25 septembre, 19 novembre**
- Le Service des affaires juridiques pour l'offre d'une formation sur l'organisation municipale | **2 mai**
- Le Bureau du contrôleur général pour l'offre d'une formation sur l'éthique dans le cadre d'une assemblée des membres | **23 octobre**
- Le Service des ressources humaines pour l'offre de la formation sur le respect de la personne dans le cadre d'une assemblée des membres | **28 novembre**





LE CJM EN ACTIVITÉ

Le CjM s'intéresse aux questions jeunesse sous toutes leurs formes, ce que démontrent les thèmes des 25 avis qu'il a produits à ce jour. Au cours de la dernière année, les membres du CjM ont été appelés à participer à plusieurs événements pour développer leurs connaissances, renforcer les liens avec les acteurs municipaux et être au fait des réalités jeunesse montréalaises.

Événements, rencontres, formations, consultations

- *Politique et pouvoir : quelles sont les règles de l'engagement ?*, conférence organisée par Inclusion Jeunesse et le FÎJM | **15 janvier**
- Rencontre des acteurs du changement organisée par la Maison du développement durable | **17 janvier**
- *La santé de la forêt urbaine montréalaise et les moyens pour augmenter la diversité et la résilience des arbres urbains*, rencontre organisée par le bureau québécois du WWF-Canada | **22 janvier**



- Lancement de la 32e édition de la simulation du Jeune Conseil de Montréal | **25 janvier**
- Présentation du CjM dans le cadre du lunch des conseillères et conseillers du Jeune Conseil de Montréal | **27 janvier**
- Présentation du CjM dans le cadre de l'activité intitulée *Exploration des trois Conseils | lieux d'engagement institutionnel* à l'École d'influence de l'Institut du Nouveau Monde | **27 janvier**
- Première assemblée du Conseil jeunesse de Ville-Marie | **29 janvier**
- Dépôt de l'*Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans* au conseil municipal | **28 janvier**
- *Policy Case Competition Workshop on Policy Brief 2019,* organisé par McGill Policy Association | **30 janvier**
- *Does Rising Populism Threaten Good Public Policy ?,* panel organisé par McGill's Max Bell School of Public Policy | **5 février**
- Dîner-causerie du Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises | **7 février**

- Comité de pilotage TRYSPACES | **8 février**
- Organisation d'une visite de l'hôtel de ville de Montréal pour les membres des conseils jeunesse de Ville-Marie, Montréal-Nord et Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce | **13 février**
- 15e anniversaire des trois conseils consultatifs | **13 février**



- Rencontre avec l'OCPM concernant le calendrier de la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques | **14 février**
- École d'hiver de l'Institut du Nouveau Monde | **16 février**
- Lancement de l'*Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans* | **20 février**
- Jury du concours de photographie *Montréal à l'œil*, du Centre d'histoire de Montréal | **20 février**



- Rencontre avec Mme Valérie Amiraux et Mme Cécile Van De Velde, chercheuses et collaboratrices au projet TRYSPACES | **22 février**
- Nominations au conseil municipal | **25 février**
- *180 minutes pour faire rayonner votre organisation avec les médias sociaux*, formation offerte par Concertation Montréal | **4 mars**

- Participation d'une membre du CjM au panel intitulé *Parité et diversité dans les conseils d'administration*, organisé par Concertation Montréal | **7 mars**



- Déjeuner-causerie organisé par la mairesse de Montréal pour la Journée internationale des droits des femmes | **11 mars**
- Rencontre de deux représentantes de l'association Trajectoire Québec pour présenter l'*Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans* | **14 mars**
- Remue-méninges sur le thème de la participation citoyenne organisé par l'OCPM dans le cadre de la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques | **14 mars**
- Séance d'information de la consultation publique de la Commission de la présidence du conseil portant sur la période de questions du public au conseil municipal | **20 mars**
- 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal | **21 mars**
- *Rencontres Maîtres chez vous 2019,* organisées par Force jeunesse | **6 avril**



- Cérémonie de remise des prix de la 40e édition du concours de photographie *Montréal à l'œil* du Centre d'histoire de Montréal | **10 avril**
- Rencontre avec une représentante de l'Institut du Nouveau Monde en vue de l'animation, par le CjM, d'un atelier dans le cadre de l'École d'été | **15 avril**
- Événement régional jeunesse 2019 du FÎJM | **25 avril**
- Présentation des recommandations du CjM dans le cadre de la consultation de la Commission de la présidence du conseil portant sur la période de questions du public au conseil municipal | **30 avril**
- Présentation du CjM à une délégation du Conseil communal des jeunes Levallois en France | **2 mai**
- Formation sur l'organisation municipale offerte aux membres des trois conseils consultatifs par le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal | **2 mai**

- Jury des prix Forces AVENIR 2019 | **7 mai**
- Événement *Maire et mairesse d'un jour* de l'arrondissement de Montréal-Nord | **8 mai**



- Rencontre des responsables administratifs des conseils jeunesse d'arrondissement | **15 mai**
- Consultation de l'OCPM sur la discrimination et le racisme systémiques – Séance d'information | **15 mai**
- Assemblée générale annuelle de l'aile jeunesse du Chantier de l'économie sociale | **21 mai**
- Consultation de l'OCPM sur la discrimination et le racisme systémiques – Soirée thématique culture | **21 mai**
- Consultation de l'OCPM sur la discrimination et le racisme systémiques – Soirée thématique emploi | **28 mai**
- Rencontre avec le Conseil Parisien de la Jeunesse | **28 mai**



- Consultation de l'OCPM sur la discrimination et le racisme systémiques – Soirée thématique profilage racial et social | **29 mai**
- Événement organisé par SPEForum intitulé *Zero Waste Cities : Reality or Fantasy ?* | **4 juin**
- Organisation d'un panel intitulé *L'économie circulaire : le rôle des citoyen.nes, des entreprises et des municipalités* | **5 juin**
- Comité de pilotage TRYSPACES | **7 juin**
- Nomination et dépôt du *Rapport d'activité 2018* du CjM au conseil municipal | **17 juin**
- Cérémonie *Citoyenne d'honneur* de la Ville de Montréal en présence de Mme Michelle Bachelet | **18 juin**
- Cocktail de la Jeune Chambre de commerce de Montréal intitulé *Mythes à déconstruire* | **19 juin**

- Formation sur l'organisation d'événements offerte par bête féroce | **26 juin**
- Rencontre du Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville | **4 juillet**
- Participation au projet *Montréal à notre image* de l'organisme Iciéla | **9 juillet**
- Présentation du CjM à une délégation de l'Association Collectif, Liberté, Égalité, Fraternité, Ensemble, Unis (ACLEFEU) provenant de Clichy-sous-Bois en France | **12 juillet**



- Rencontre avec Mme Valérie Amiraux, chercheuse et collaboratrice au projet TRYSPACES | **31 juillet**
- Gala de reconnaissance de l'engagement jeunesse 2019 de la Coalition de l'engagement jeunesse dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse | **10 août**
- Rencontre avec M. Antoine Rayroux, de l'Institut Goethe de Montréal, pour le projet *Our Digital future – C'est ICI* | **15 août**
- Animation de l'atelier *Le Lab municipal* dans le cadre de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde | **15 août**



- Rencontre d'échange avec la Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations portant sur le développement économique et entrepreneurial | **21 août**
- 50e anniversaire de la Ligue des Noirs du Québec et Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition à l'hôtel de ville de Montréal | **22 août**
- Rencontre avec Mme Amanda Vega Lopez, du FÎJM concernant les conseils jeunesse d'arrondissement et la Journée interconseils jeunesse | **10 septembre**
- Rencontre avec Mme Alexandra Marchand et Mme Darine Benkalha, conseillères en sensibilisation et engagement, Gouvernement ouvert, Bureau du dirigeant principal de l'information, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada | **11 septembre**

- Comité de pilotage TRYSPACES | **12 septembre**
- Lancement du *Plan en développement social 2019-2020* de la Ville de Montréal | **12 septembre**
- Nominations au conseil municipal | **16 septembre**
- Vin d'honneur dans le cadre de la Journée internationale de la paix à l'hôtel de ville | **20 septembre**
- Comité organisateur de la Journée interconseils jeunesse au FÎJM | **23 septembre**
- Participation de Mme Alice Miquet au panel intitulé *Posséder une auto : est-ce encore raisonnable ?* organisé par la Maison du développement durable et Communauto | **24 septembre**
- Marche mondiale pour le climat | **27 septembre**



- Participation de M. Rami Habib au panel sur les lieux institutionnels dans le cadre de l'École d'influence de l'Institut du Nouveau Monde | **29 septembre**
- Rencontre du Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville | **1er octobre**
- Lancement du projet *Our Digital Future – C'est Ici*, organisé par l'Institut Goethe de Montréal | **1er octobre**
- Assemblée publique de la Commission de la sécurité publique intitulée *Le nouveau Service des affaires internes : réalisations et défis* | **1er octobre**
- Portes ouvertes de la Cité des Hospitalières | **2 octobre**
- Thinkathon : Montréal/Bruxelles Citoyenneté 4.0 dans le cadre du projet Our Digital Future – C'est Ici organisé par l'Institut Goethe de Montréal | **10 octobre**



- Comité organisateur de la Journée interconseils jeunesse au FÎJM | **7 octobre**
- Assemblée générale annuelle du projet TRYSPACES | **10 octobre**

- Gala Forces AVENIR 2019 | **10 octobre**
- Présentation du Plan directeur d'aménagement et de développement du parc Jean-Drapeau | **16 octobre**
- Rencontre du projet Stations-Femmes du Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises | **17 octobre**
- Rencontre d'une délégation française et belge organisée par LOJIQ | **21 octobre**
- Présentation du mémoire du CjM lors de la consultation publique de l'OCPM pour une métropole mixte | **24 octobre**
- Bilan du plan d'action 2015-2018 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal de la Ville de Montréal | **29 octobre**
- Présentation de notre mémoire sur le racisme et la discrimination systémiques dans le cadre de la consultation de l'OCPM | **5 novembre**
- Participation au conseil d'arrondissement de LaSalle pour souligner la nomination des membres du nouveau Conseil jeunesse de LaSalle | **6 novembre**
- Comité organisateur de la Journée interconseils jeunesse au FÎJM | **7 novembre**
- Lancement de *Se loger à Montréal – avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement* du Conseil des Montréalaises | **13 novembre**
- Présentation des résultats de l'étude sur les usages, comportements et besoins des jeunes filles adolescentes de Pointe-aux-Trembles réalisée dans le cadre du projet TRYSPACES | **14 novembre**
- *Better Policy for a Better World*, conférence organisée par McGill University's Max Bell School of Public Policy | **14 novembre**
- Nominations au conseil municipal | **18 novembre**
- Organisation de l'événement Transition écologique : échange entre les jeunes et la Ville | **19 novembre**
- Agora citoyenne du vivre-ensemble organisée par Iciéla | **21 novembre**
- Journée interconseils jeunesse 2019 organisée par le FÎJM | **23 novembre**
- Forum Vision Zéro organisé par la Ville de Montréal | **26 novembre**
- 15e anniversaire du Conseil des Montréalaises | **27 novembre**
- Atelier *Le Lab municipal* offert par le CjM à un groupe de jeunes adolescentes de Pointe-aux-Trembles dans le cadre du projet TRYSPACES | **5 décembre**
- Comité de pilotage TRYSPACES | **9 décembre**
- Participation à une demi-journée de bénévolat chez Moisson Montréal | **19 décembre**

LE CJM DANS LES MÉDIAS ET LES RÉSEAUX SOCIAUX



Une entrevue réalisée par le vice-président du CjM, M. Rami Habib, dans le cadre de l'émission *Homerun* à CBC Radio Montréal, à la suite de la parution de l'*Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans*.

- 11 portraits de jeunes Montréalais.es impliqués dans leur communauté, présentés par le CjM dans le journal *Métro*
- 6 articles ou entrevues sur des projets ou des activités du Conseil
- 1 vox pop sur le thème de l'environnement
- 5 portraits de membres du CjM sur notre compte Instagram

4 022 mentions « J'aime » (3 714 en 2019)

3 440 abonné.es (3 379 en 2019)

1 557 abonné.es (1 190 en 2019)

en date du 25 février 2020

AUTRES ACTIVITÉS RÉALISÉES

- Élection par les membres d'une présidente et de deux vice-président.es
- Nomination, accueil et intégration de six nouveaux et nouvelles membres
- Journée de réflexion annuelle
- Accueil et accompagnement d'une stagiaire
- Mise à jour, réédition et impression du dépliant du CjM
- Rencontre administrative avec la gestionnaire responsable des conseils consultatifs regroupés au sein du Service du greffe, au Bureau de la présidence du conseil, et rencontres entre les trois conseils
- Veille et suivi des répercussions des nombreux avis publiés par le CjM

2019 EN CHIFFRES

Vie associative

Rencontres

8
Assemblées

9
Comité exécutif

12
Comité Avis

9
Comité Communic-Action

6
Comités ponctuels

Concertation interne

Rencontres

12
Administration et élu.es

8
Élu.es responsables du dossier jeunesse au comité exécutif de la Ville

36
Rencontres administratives des conseils – CjM, CM et CiM

Représentation, formation et consultation

58
Activités de représentation

4
Activités de formation

10
Activités de consultation

Travail en collaboration

Rencontres

13
Présentation du CjM à des partenaires

13
Développement et suivi de projets avec des partenaires

3
Rencontres de démarrage et d'implantation de conseils jeunesse d'arrondissement

3
Comité d'organisation de la Journée interconseils

7
Projet TRYSPACES

2
Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville

3
Projet Stations-Femmes

Budget de fonctionnement initial du Conseil jeunesse de Montréal en 2019 :

61 100 $

LES PERSPECTIVES POUR 2020

Une année bien remplie s'achève, laissant place à une nouvelle année qui amènera elle aussi son lot d'activités, de travaux et d'événements. Toutefois, étant donné la pandémie de la COVID-19 qui sévit, il est probable que certaines activités soient reportées ou annulées.

Nouvelles études

En 2020, le CjM procédera à la rédaction d'un avis sur l'offre de logements locatifs pour les jeunes Montréalais.es en situation de précarité. Dans cet avis, le CjM formulera des recommandations à la Ville de Montréal qui viseront à augmenter l'offre de logements locatifs abordables pour les jeunes Montréalais.es, et ce, particulièrement pour les jeunes issu.es de la diversité, les jeunes en situation de précarité économique et les jeunes étudiant.es, tout en considérant la situation des étudiant.es internationaux.

De plus, en 2019, le CjM a amorcé un partenariat de recherche dans le cadre du projet TRYSPACES. Sous le thème *Montréal, ville nocturne*, les chercheur.es de TRYSPACES procéderont dans un premier temps à une recherche qualitative visant à recueillir des données sur l'utilisation des espaces publics durant la nuit par les jeunes Montréalais.es et à connaître leurs besoins. En fonction des résultats de la recherche, le CjM formulera des recommandations à la Ville dans le cadre d'un avis.

Poursuite des projets existants

- Participation au comité de pilotage et aux activités du projet TRYSPACES
- Rubrique dans le journal *Métro*
- Collaboration au concours photo du Centre d'histoire de Montréal
- Collaboration au projet *Montréal à notre image* de l'organisme Iciéla
- Collaboration au projet Stations-Femmes
- Participation au Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville
- Appui à la mise sur pied de conseils jeunesse d'arrondissement, en collaboration avec le FÎJM

Organisation d'événements

- Organisation d'une journée portes ouvertes lors de la campagne de recrutement des membres
- Lancement du prochain avis portant sur l'offre de logements locatifs pour les jeunes Montréalais.es en situation de précarité
- Participation à l'organisation d'une 4e Journée interconseils

Suivi des avis passés

Au fil des ans, le CjM a produit 25 avis et 22 mémoires qui ont permis de formuler de nombreuses recommandations pour le développement de Montréal. Il apparaît essentiel de poursuivre le suivi de ces travaux auprès des services centraux et des arrondissements.

REMERCIEMENTS

Pour leur intérêt manifeste et leur soutien indéfectible au développement de la jeunesse montréalaise et aux actions du CjM, nous tenons à remercier Mme Nathalie Goulet, membre du comité exécutif et responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse, ainsi que Mme Laurence Lavigne Lalonde, qui a également agi à titre de responsable du CjM en 2019 alors qu'elle occupait les fonctions de membre du comité exécutif responsable de la transparence, de la démocratie, de la gouvernance, de la vie citoyenne et d'Espace pour la vie.

Aussi, nous souhaitons remercier Mme Émilie Thuillier, membre du comité exécutif et responsable de la démocratie et transparence, des communications et de l'expérience citoyenne ainsi que du patrimoine.

Également, nous souhaitons remercier M. Hadrien Parizeau, conseiller associé en matière de jeunesse, de sports et de loisirs, ainsi que Mme Cathy Wong, présidente du conseil municipal.

Nous nous devons de reconnaître également l'appui des répondant.es jeunesse qui nous permettent de rejoindre localement les jeunes et les organismes qui œuvrent auprès d'eux. Nos remerciements s'adressent également aux organismes jeunesse qui collaborent avec nous de manière ouverte.

Un grand merci aux instances administratives de la Ville, dont le Bureau de la présidence du conseil, le Service du greffe, le Service des communications, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale, le Service des affaires juridiques, le Bureau de la transition écologique et de la résilience et le Service des ressources humaines et à leurs représentant.es, avec qui nous travaillons étroitement.

Nous transmettons également nos vœux de succès les plus sincères à Simon Cousineau, Omid Danesh Shahraki, Valérie Du Sablon, Niamh Leonard, membres du CjM, ainsi qu'à Rami Habib et Kathryn Verville-Provencher, respectivement vice-président et présidente en 2018, qui nous ont quittés au cours de l'année passée pour relever de nouveaux défis. Votre contribution aux échanges de points de vue nous a permis de pousser davantage nos réflexions sur les besoins des jeunes.

Enfin, un merci spécial à notre secrétaire-recherchiste, Geneviève Coulombe, de même qu'à Barbara Leroy Bernardin, secrétaire, pour son travail de soutien administratif. Nous souhaitons également souligner la contribution de Christine De Kinder, secrétaire d'unité administrative, qui a pris sa retraite en décembre 2019 et qui a, durant les dernières années,

marqué les membres et le personnel de la Ville par sa grande gentillesse. Ces personnes investissent temps, énergie et enthousiasme pour concrétiser nos idées. Nous ne pouvons non plus passer sous silence l'apport précieux de notre stagiaire en communication devenue collaboratrice, Mollie Dujardin, qui contribue de par son expertise et son engagement au bon déroulement des activités du CjM.

Au plaisir de vous croiser de nouveau dans le cadre de nos activités!



CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

cjmtl.com



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.08

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1200029004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

Je recommande :

- de prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 et de le déposer à l'assemblée du conseil municipal du 25 mai 2020.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-05 16:40

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200029004**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois ». Étant donné le contexte de la pandémie COVID-19 survenue au cours du mois de mars 2020, causant différents délais au niveau des travaux de préparation et d'audit des formulaires prescrits du MAMH, la Ville de Montréal n'a pas été en mesure de déposer en même temps que son rapport financier consolidé vérifié, ces formulaires.
Toutes les données financières contenues dans ces formulaires prescrits du MAMH ont été vérifiées. Les données présentées aux formulaires prescrits du MAMH sont les mêmes que celles qui ont été présentées au rapport financier consolidé vérifié. Seulement la présentation de quelques tableaux diffère du rapport financier consolidé vérifié.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1200029001- CM20 0411 - Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du 20 avril 2020 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

DESCRIPTION

Prendre connaissance des formulaires prescrits du MAMH vérifiés de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

JUSTIFICATION

Étant donné le contexte de la pandémie COVID-19 survenue au cours du mois de mars 2020, causant différents délais au niveau des travaux de préparation et d'audit des formulaires prescrits du MAMH, la Ville de Montréal n'a pas été en mesure de déposer en même temps que son rapport financier consolidé vérifié ces formulaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du GDD 1200029005 au conseil d'agglomération.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-05-05
Raoul CYR	Raoul CYR	

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2020-05-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-05-05

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Courchesne, Yves, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Montréal (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

Signature Yves Courchesne, CPA, CGA Date 2020-04-21

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9

Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 10
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 11
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 12
  - Situation financière par organismes 13
- Charges par objets 14
- Fonds local d'investissement (FLI) 15
- Fonds local de solidarité (FLS) 16
- Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 17
- Excédent (déficit) accumulé 18
- Avantages sociaux futurs 19

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 21
Analyse des charges consolidées 22

Annexe : Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences 23

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

Deloitte.

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales
Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages 11, 12, 13, 18-1, 18-2 et 18-3, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Cependant, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMH. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement aux états financiers consolidés de la Ville, ayant été déposés au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états
La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport financier annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le Rapport financier annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celle-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes et renseignements complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	3 554 693 000	3 529 631 000	3 460 181 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3	426 130 000	425 936 000	418 105 000
Transferts	4	1 301 698 000	1 233 622 000	1 506 828 000
Services rendus	5	1 807 738 000	1 812 902 000	1 725 422 000
Imposition de droits	6	248 418 000	369 332 000	318 973 000
Amendes et pénalités	7	208 413 000	179 463 000	189 033 000
Revenus de placements de portefeuille	8	116 842 000	152 612 000	128 401 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 521 000	15 963 000
Autres revenus	10	110 296 000	97 592 000	121 294 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 063 751 000	8 090 466 000	8 148 617 000
Charges				
Administration générale	14	772 875 000	706 143 000	678 195 000
Sécurité publique	15	1 071 467 000	1 123 864 000	1 105 533 000
Transport	16	2 912 408 000	2 885 702 000	2 642 669 000
Hygiène du milieu	17	668 089 000	665 280 000	688 239 000
Santé et bien-être	18	176 496 000	182 698 000	149 178 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	303 306 000	323 907 000	244 862 000
Loisirs et culture	20	768 794 000	807 605 000	782 920 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	536 514 000	510 653 000	500 709 000
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 209 949 000	7 205 852 000	6 792 305 000
Excédent (déficit) de l'exercice	25	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		9 791 705 000	8 435 393 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		9 791 705 000	8 435 393 000
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		10 676 319 000	9 791 705 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	902 734 000	563 290 000
Débiteurs (note 5)	2	5 057 134 000	4 773 083 000
Prêts (note 6)	3	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 739 808 000	2 880 376 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 970 000	1 592 000
	8	8 759 246 000	8 255 928 000
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	578 396 000	456 280 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 313 560 000	2 024 366 000
Revenus reportés (note 12)	12	577 139 000	318 613 000
Dette à long terme (note 13)	13	12 980 955 000	12 342 217 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	308 651 000	316 864 000
	15	16 758 701 000	15 458 340 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	157 844 000	133 716 000
Stocks de fournitures	19	98 134 000	92 911 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	131 551 000	161 278 000
	21	18 675 774 000	16 994 117 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	10 676 319 000	9 791 705 000

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(3 015 347 000)	(2 747 389 000)	(2 911 897 000)
Produit de cession	3	6 701 000	21 652 000	29 925 000
Amortissement	4	1 070 928 000	1 054 966 000	1 016 695 000
(Gain) perte sur cession	5	(6 701 000)	(11 262 000)	(16 449 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 944 419 000)	(1 682 033 000)	(1 881 726 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(24 128 000)	(3 133 000)
Variation des stocks de fournitures	9		(5 223 000)	(7 329 000)
Variation des autres actifs non financiers	10		29 727 000	107 309 000
	11		376 000	96 847 000
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 090 617 000)	(797 043 000)	(428 567 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	884 614 000	1 356 312 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres			
- Gain sur cession d'immo.	3	(11 262 000)	(16 449 000)
-	4		
	5	1 928 318 000	2 356 558 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(284 051 000)	(567 308 000)
Autres actifs financiers	7	(20 013 000)	(4 757 000)
Créditeurs et charges à payer	8	234 999 000	94 208 000
Revenus reportés	9	258 526 000	155 782 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(8 213 000)	(142 052 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(24 506 000)	766 000
Stocks de fournitures	12	(5 223 000)	(7 329 000)
Autres actifs non financiers	13	29 727 000	107 309 000
	14	2 109 564 000	1 993 177 000
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 693 194 000)	(2 815 718 000)
Produit de cession	16	21 652 000	29 925 000
	17	(2 671 542 000)	(2 785 793 000)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(691 647 000)	(562 448 000)
Cession	21	832 215 000	756 191 000
	22	140 568 000	193 743 000
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 946 086 000	2 110 169 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 307 348 000)	(1 045 617 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25	122 116 000	(182 019 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	760 854 000	882 533 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	339 444 000	283 660 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	563 290 000	279 630 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	563 290 000	279 630 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	902 734 000	563 290 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

Voir la note 1 à la page S11-11.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ("NCCSP"). Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 25 et 28.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

Voir la note 2.A à la page S11-11.

b) Partenariats

S/O.

B) Comptabilité d'exercice

S/O.

C) Actifs

.

a) Actifs financiers

Voir la note 2.C à la page S11-12.

b) Actifs non financiers

Voir la note 2.E à la page S11-15.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Voir la note 2.D aux pages S11-13 et S11-14.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

E) Revenus

Voir la note 2.F à la page S11-16.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Voir la note 2.D.e à la page S11-14.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

H) Instruments financiers

Voir la note 2.G.c à la page S11-18.

I) Autres éléments

Voir la note 2.B à la page S11-12 et la note 2.G aux pages S11-17 à S11-19.

3. Modification de méthodes comptables

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	846 398 000	558 190 000
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	56 336 000	5 100 000
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	902 734 000	563 290 000
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	103 027 000	198 144 000

Note

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôt. Ils portent intérêt à des taux variant de 1,89 % à 2,40 % (2,10 % en 2018). Dans l'état consolidé des flux de trésorerie, à la page S10, le coût des immobilisations impayées au 31 décembre 2019 est établi à 660,3 M$ (606,1 M$ en 2018). La variation de ce coût entre 2019 et 2018 est retranchée des créditeurs et charges à payer ainsi que des acquisitions puisqu'elle n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	100 505 000	119 208 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 199 872 000	3 970 088 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	273 690 000	256 620 000
Organismes municipaux	15	56 063 000	57 694 000
Autres			
- Services rendus et autres	16	427 004 000	369 473 000
-	17		
	18	5 057 134 000	4 773 083 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 886 157 000	2 862 834 000
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 886 157 000	2 862 834 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	134 889 000	128 500 000

Note

Voir la note 5 aux pages S11-20 et S11-21.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts

Prêts à un office d'habitation	24	5 691 000	5 376 000
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Aux PME Montréal	26	45 493 000	29 080 000
- Soldes prix de vente et autres	27	6 416 000	3 131 000
	28	57 600 000	37 587 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Voir la note 6 à la page S11-22.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	2 377 291 000	2 566 743 000
Autres placements	31	362 517 000	313 633 000
	32	2 739 808 000	2 880 376 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	2 377 291 000	2 566 743 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Voir la note 7 aux pages S11-22 et S11-23.

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(31 445 000)	(28 003 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(277 206 000)	(288 861 000)
	37	(308 651 000)	(316 864 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	331 418 000	236 878 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	(1 966 000)	22 067 000
Régimes à cotisations déterminées	40	1 460 000	1 277 000
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	2 902 000	2 777 000
	43	333 814 000	262 999 000

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Voir la note 8 aux pages S11-24 à S11-27.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	1 970 000	1 592 000
Autres	45		
	46	1 970 000	1 592 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018

10. Emprunts temporaires

Voir la note 10 à la page S11-28.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	835 248 000	708 693 000
Salaires et avantages sociaux	48	586 547 000	567 554 000
Dépôts et retenues de garantie	49	256 812 000	230 631 000
Provision pour contestations d'évaluation	50	40 708 000	39 153 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	83 141 000	83 907 000
Assainissement des sites contaminés	52	77 227 000	99 367 000
Autres			
- Int. courus sur la dette à LT	53	92 506 000	88 398 000
- Autres provisions	54	108 473 000	89 747 000
- Gouv. du Qc et entreprises	55	51 015 000	54 469 000
- ARTM	56	96 987 000	10 744 000
- Autres	57	84 896 000	51 703 000
	58	2 313 560 000	2 024 366 000

Note

Voir la note 11 à la page S11-29.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	16 170 000	16 185 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		5 256 000
Fonds parcs et terrains de jeux	62	55 421 000	34 795 000
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Prime à l'émission de titres	68	74 856 000	62 651 000
- Autres transferts	69	384 806 000	155 716 000
- Fonds de dév. logement social	70	22 205 000	18 198 000
- Autres	71	23 681 000	25 812 000
	72	577 139 000	318 613 000

Note

Voir la note 12 à la page S11-30.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	11,00	2020	2045	73	12 779 514 000	12 224 323 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,75	7,25	2020	2029	80	201 441 000	117 894 000
					81	12 980 955 000	12 342 217 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( )	( )
					83	12 980 955 000	12 342 217 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2019	
2020	84	200 000 000	92	417 701 000	100	109	11 214 000	117	628 915 000	
2021	85	600 000 000	93	421 329 000	101	110	10 145 000	118	1 031 474 000	
2022	86	59 000 000	94	706 174 000	102	111	49 648 000	119	814 822 000	
2023	87	810 000 000	95	636 187 000	103	112	7 354 000	120	1 453 541 000	
2024	88	954 500 000	96	239 621 000	104	113	7 071 000	121	1 201 192 000	
2025 et +	89	6 779 972 000	97	955 030 000	105	114	116 009 000	122	7 851 011 000	
	90	9 403 472 000	98	3 376 042 000	106	115	201 441 000	123	12 980 955 000	
Intérêts et frais accessoires					107	( )		124	( )	
	91	9 403 472 000	99	3 376 042 000	108	116	201 441 000	125	12 980 955 000	

Note
Voir la note 13 aux pages S11-30 à S11-32.

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	2 473 247 000	158	257 947 000	185	36 919 000	212	2 694 275 000
Eaux usées	131	3 398 852 000	159	204 770 000	186	452 818 000	213	3 150 804 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	4 181 838 000	160	448 532 000	187	242 054 000	214	4 388 316 000
Autres	133	6 109 943 000	161	559 701 000	188	79 049 000	215	6 590 595 000
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 120 244 000	163	546 976 000	190	14 727 000	217	4 652 493 000
Améliorations locatives	136	131 831 000	164	19 005 000	191	352 000	218	150 484 000
Véhicules	137	3 686 172 000	165	325 153 000	192	89 053 000	219	3 922 272 000
Ameublement et équipement de bureau	138	652 540 000	166	170 937 000	193	66 654 000	220	756 823 000
Machinerie, outillage et équipement divers	139	473 580 000	167	58 818 000	194	40 797 000	221	491 601 000
Terrains	140	1 396 431 000	168	151 534 000	195	2 895 000	222	1 545 070 000
Autres	141	13 089 000	169	4 016 000	196		223	17 105 000
	142	26 637 767 000	170	2 747 389 000	197	1 025 318 000	224	28 359 838 000
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	26 637 767 000	172	2 747 389 000	199	1 025 318 000	226	28 359 838 000
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	704 732 000	173	82 960 000	200	36 897 000	227	750 795 000
Eaux usées	146	1 951 749 000	174	108 159 000	201	452 819 000	228	1 607 089 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 642 884 000	175	199 962 000	202	242 053 000	229	1 600 793 000
Autres	148	2 142 267 000	176	229 736 000	203	79 050 000	230	2 292 953 000
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 733 675 000	178	125 028 000	205	14 515 000	232	1 844 188 000
Améliorations locatives	151	73 916 000	179	11 831 000	206	274 000	233	85 473 000
Véhicules	152	1 274 250 000	180	157 179 000	207	82 409 000	234	1 349 020 000
Ameublement et équipement de bureau	153	294 429 000	181	98 174 000	208	66 132 000	235	326 471 000
Machinerie, outillage et équipement divers	154	213 447 000	182	41 866 000	209	40 779 000	236	214 534 000
Autres	155	206 000	183	71 000	210		237	277 000
	156	10 031 555 000	184	1 054 966 000	211	1 014 928 000	238	10 071 593 000
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	16 606 212 000					239	18 288 245 000
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

Voir la note 15 à la page S11-33. Le poste autres infrastructures comprend les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

infrastructures suivantes: Réseau du métro de 3 274 M$, Conduits souterrains 1 219 M$, réseau d'éclairage 289 M$, parcs 1 499 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 15 M$, décharges de neige 123 M$, centre de tri de matières recyclables 56 M$ et infrastructures régionales de la STM 87 M$ (en 2018, réseau du métro 3 020 M$, Conduits souterrains 1 153 M$, réseau d'éclairage 260 M$, parcs 1 393 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 14 M$, décharges de neige 145 M$, centre de tri de matières recyclables 16 M$ et infrastructures régionales de la STM 80 M$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	159 814 000	135 308 000
	253	159 814 000	135 308 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	1 970 000	1 592 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	157 844 000	133 716 000

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Dépôt achat métros et bus	256	54 523 000	92 400 000
- Dépôt achat d'autres actifs	257	5 169 000	
- Frais d'émission et d'escompte	258	60 182 000	60 011 000
Autres			
- Autres	259	11 677 000	8 867 000
-	260		
	261	131 551 000	161 278 000

Note

Voir la note 17 à la page S11-34.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

Voir la note 18 à la page S11-34.

19. Droits contractuels

Voir la note 19 à la page S11-35.

20. Passifs éventuels

Voir la note 20 aux pages S11-35 et S11-36.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018
262			

Voir la note 20d à la page S11-36.

b) Auto-assurance

Voir la note 20a à la page S11-35.

c) Poursuites

Voir la note 20a à la page S11-35.

d) Autres

Voir les notes 20b et 20c aux pages S11-35 et S11-36.

21. Actifs éventuels

Voir la note 21 à la page S11-36.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O.

23. Données budgétaires

Voir la note 23 à la page S11-37.

24. Instruments financiers

Voir la note 24 aux pages S11-37 et S11-38.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 Excédent accumulé
Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

26 Revenus de transferts
Voir la note 26 à la page S11-41.

27 Revenus d'intérêts
Voir la note 27 à la page S11-41.

28 Remboursement de la dette
Voir la note 28 à la page S11-41.

29 Information relative aux apparentés
Voir la note 29 à la page S11-42.

30 Transfert d'actifs, de passifs, d'obligations et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation
Voir la note 30 à la page S11-42.

31 Événements postérieurs à la date des états financiers
Voir la note 31 à la page S11-43.

32 Chiffres de l'exercice précédent
Voir la note 32 à la page S11-43.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1er janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (la Charte de la Ville de Montréal) (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1er janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 88 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

---

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (la SHDM), le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal (la SCSM), le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

B) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux NCCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits contractuels, des obligations contractuelles, des actifs éventuels et des passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les provisions pour dévaluation de prêts, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, des revenus relatifs aux services rendus par la STM à l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

b) Placements de portefeuille

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

c) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

d) Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Cet élément est constaté à titre de contribution à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel le prêt est consenti. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel. Lorsque des faits laissent présager une perte, une provision pour moins-value est constatée à l'état consolidé des résultats. Cette provision peut être réduite si le recouvrement du prêt est par la suite considéré probable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs

a) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062. Ces charges sont présentées au net des redevances découlant de la valorisation des biogaz.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

b) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés présentés, le cas échéant, au net des revenus de transferts.

c) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

d) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux et pour le Fonds de développement du logement social sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs (suite)

e) Passif au titre des avantages sociaux futurs

Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas quatre ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles et de l'expérience réelle des régimes, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2019, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

La charge de ces régimes est établie selon la méthode de la comptabilisation d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge ou le revenu d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro - infrastructures	20 à 40 ans
Réseau du métro - tunnels	100 ans
Voitures de métro	40 et 60 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 25 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 $. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

c) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

F) Revenus

a) Taxes et compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

b) Quotes-parts

Les charges de l'administration municipale reliées à l'exercice des compétences d'agglomération sont partagées entre les villes liées au moyen de quotes-parts. Ces quotes-parts sont inscrites à titre de revenus à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles.

c) Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement cédant à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

d) Services rendus

En vertu de la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3), l'ARTM a le mandat de financer les services de transport collectif. Les services rendus comprennent notamment les revenus provenant de l'ARTM correspondant à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire de la STM. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon un budget établi annuellement.

Les autres services rendus sont constatés à titre de revenus lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

e) Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments

a) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;

- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;

- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;

- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement;

- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes incluant le logement social et la sécurité du revenu;

- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;

- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;

- la fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

b) Contributions à des organismes

Les contributions à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

c) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes de swap et de la dette couverte. La Ville n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ni de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

d) Conversion de devises étrangères

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est constaté immédiatement à l'état consolidé des résultats.

e) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

f) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

g) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), l'administration municipale exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

3. MODIFICATION DE MÉTHODE COMPTABLE

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars)

Voir note 4 à la page S11-3 ou 9-3(2).

5. DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Taxes	100 505	119 208
Gouvernement du Canada et ses entreprises	273 690	256 620
Gouvernement du Québec et ses entreprises [1]	4 199 872	3 970 088
Organismes municipaux	56 063	57 694
Services rendus et autres	427 004	369 473
	5 057 134	4 773 083

[1] Comprend les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme de 2 886,2 M$ (2 862,8 M$ en 2018) dont la juste valeur s'établit à 2 990,9 M$ (2 912,1 M$ en 2018).

Une provision pour créances douteuses de 134,9 M$ (128,5 M$ en 2018) a été déduite des débiteurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

5. DÉBITEURS (suite)
(en milliers de dollars)

Les encaissements des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2019, s'établissent comme suit :

		Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2019				
	2020	325 596	3,33 %	4 175
	2021	284 389	3,22 %	21 268
	2022	253 989	3,19 %	13 358
	2023	217 214	3,16 %	62 206
	2024	149 867	3,25 %	99 262
	1 à 5 ans	1 231 055	3,24 %	200 269
	6 à 10 ans	335 381	2,77 %	525 728
	11 à 15 ans	151 421	2,71 %	377 173
	16 à 20 ans	45 778	2,79 %	19 352
		1 763 635	3,09 %	1 122 522
31 décembre 2018				
	2019	334 482	3,65 %	14 590
	2020	296 647	3,43 %	4 249
	2021	255 019	3,32 %	21 565
	2022	224 618	3,30 %	13 656
	2023	188 572	3,27 %	62 504
	1 à 5 ans	1 299 338	3,42 %	116 564
	6 à 10 ans	359 742	3,05 %	460 697
	11 à 15 ans	140 343	2,75 %	403 364
	16 à 20 ans	54 109	2,92 %	28 677
		1 853 532	3,28 %	1 009 302

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. PRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Prêts aux PME MTL	45 493	29 080
Prêts à un office municipal d'habitation	5 691	5 376
Prêts à des organismes à but non lucratif	4 534	2 303
Soldes de prix de vente	1 882	828
	57 600	37 587

Les prêts aux PME MTL, échéant en 2021, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,3 M$ (2,7 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à un office municipal d'habitation, échéant de 2020 à 2033, ne portent pas intérêt. Un montant de 1,9 M$ (2,3 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à des organismes à but non lucratif, échéant en 2033 et 2034, ne portent pas intérêt. Un montant de 4,0 M$ (1,5 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Au 31 décembre 2019, aucune provision pour moins-value n'a été constatée (aucune en 2018).

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE
(en milliers de dollars)

	2019			2018
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Dépôts à terme et autres titres	-	106 743	106 743	141 062
Obligations et débentures	2 377 291	255 774	2 633 065	2 739 314
	2 377 291	362 517	2 739 808	2 880 376

Au 31 décembre 2019, la juste valeur des placements s'établit à 2 820,8 M$ (2 913,3 M$ en 2018).

Au 31 décembre 2018, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffraient respectivement à 2 566,7 M$ et à 313,6 M$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps et des établissements de la santé et des services sociaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures émises par la Ville de Montréal et la STM qui s'élèvent à 505,1 M$ (700,0 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débentures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2019				
2020	106 743	394 763	501 506	2,73 %
2021	-	211 302	211 302	4,06 %
2022	-	143 061	143 061	2,89 %
2023	-	193 331	193 331	3,25 %
2024	-	409 668	409 668	3,12 %
1 à 5 ans	106 743	1 352 125	1 458 868	3,12 %
6 à 10 ans	-	878 991	878 991	3,24 %
11 à 15 ans	-	212 603	212 603	3,91 %
16 à 20 ans	-	166 973	166 973	3,91 %
Plus de 20 ans	-	22 373	22 373	4,10 %
	106 743	2 633 065	2 739 808	3,27 %
31 décembre 2018				
2019	141 062	385 925	526 987	3,78 %
2020	-	417 462	417 462	2,85 %
2021	-	191 149	191 149	4,09 %
2022	-	135 342	135 342	2,91 %
2023	-	191 895	191 895	3,29 %
1 à 5 ans	141 062	1 321 773	1 462 835	3,41 %
6 à 10 ans	-	976 515	976 515	3,42 %
11 à 15 ans	-	237 121	237 121	3,68 %
16 à 20 ans	-	181 010	181 010	3,62 %
Plus de 20 ans	-	22 895	22 895	4,10 %
	141 062	2 739 314	2 880 376	3,45 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Régimes de retraite à prestations déterminées	31 445	28 003
Autres régimes	277 206	288 861
Passif au titre des avantages sociaux futurs	308 651	316 864

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 329,5 M$ (258,9 M$ en 2018). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 1,5 M$ (1,3 M$ en 2018) et à 2,9 M$ (2,8 M$ en 2018).

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles disponibles couvrent les exercices 2016 à 2018.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	20 741 485	-	19 741 973	-
Obligation au titre des prestations constituées	(20 583 458)	(292 262)	(19 391 122)	(299 862)
Excédent (déficit)	158 027	(292 262)	350 851	(299 862)
Pertes (gains) actuarielles non amorties	(51 711)	15 056	(42 526)	11 001
Actif (passif) au titre des prestations constituées	106 316	(277 206)	308 325	(288 861)
Provision pour moins-value	(137 761)	-	(336 328)	-
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(31 445)	(277 206)	(28 003)	(288 861)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(8 746 045)	(292 262)	(6 787 150)	(299 862)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	8 235 411	-	6 208 473	-
Déficit	(510 634)	(292 262)	(578 677)	(299 862)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 741 973	-	19 018 793	-
Rendement prévu des actifs des régimes	1 164 263	-	1 136 308	-
Gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	347 775	-	20 142	-
Rendement réel des actifs des régimes	1 512 038	-	1 156 450	-
Cotisations de l'employeur	327 976	9 689	391 010	9 987
Cotisations des employés	233 696	-	209 706	-
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Solde à la fin de l'exercice	20 741 485	-	19 741 973	-
Juste valeur des actifs des régimes [1]	21 318 594	-	19 427 822	-

[1] La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M$ (303,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2019		2018	
	Régimes de retraite [1]	Autres régimes	Régimes de retraite [1]	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 391 122	299 862	18 893 396	304 886
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Pertes (gains) survenues dans l'exercice sur l'obligation	270 179	1 806	(22 445)	(15 365)
Solde à la fin de l'exercice	20 583 458	292 262	19 391 122	299 862

[1] Au 31 décembre 2019, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 2 196,1 M$ (1 771,1 M$ au 31 décembre 2018) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Cotisations des employés	(233 696)	-	(209 706)	-
Gains actuariels non amortis constatés lors de modifications de régimes	(134 220)	(2 580)	-	(4)
Amortissement des pertes actuarielles	65 809	331	96 031	1 743
Charge au titre des avantages de retraite	541 827	(12 429)	357 569	11 160
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 164 263)	-	(1 136 308)	-
Charge (revenu) d'intérêt	(11 842)	10 463	(53 395)	10 907
Variation de la provision pour moins-value	(198 567)	-	(67 296)	-
Charge totale	331 418	(1 966)	236 878	22 067

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,70% à 6,20%	3,00% à 3,50%	5,90% à 6,20%	3,50%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,70% à 6,25%		5,90% à 6,50%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,10%	2,10%	2,00% à 2,10%	2,25%
Taux de croissance des salaires	2,20% à 2,75%	2,20% à 2,50%	2,50% à 2,85%	2,50% à 3,10%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 7,50%		3,00% à 7,50%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 5,00%		3,00% à 5,00%
Années où le taux devrait se stabiliser		2027 et 2028		2027 et 2028

Tables de mortalité

Pour ses principaux régimes de retraite, à l'exception de celui des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014 combinée avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement.

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par Retraite Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2019	2018
Régimes à cotisations déterminées	1 460	1 277
Régimes de retraite des élus municipaux	2 902	2 777

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

9. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Voir la note 9 à la page S11-4.

10. EMPRUNTS TEMPORAIRES

	2019		2018	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Marges de crédit à demande	312 000	-	319 100	66 500
Titres [1]	1 781 500	578 396	1 762 200	389 780
	2 093 500	578 396	2 081 300	456 280

[1] Le montant total des titres autorisés de 1 781,5 M$ (1 762,2 M$ en 2018) se compose de la limite autorisée de 750,0 M$ à la STM et de 1 031,5 M$ en vertu de la Charte de la Ville de Montréal qui autorise jusqu'à 20 % des crédits budgétaires pour l'émission de titres temporaires. La Ville peut emprunter, en tout ou en partie, au moyen de billets, d'acceptations bancaires, de papier commercial ou d'autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme.

Au 31 décembre 2018, le taux moyen pondéré des marges de crédit utilisées était de 2,39 %.

Au 31 décembre 2019, le taux moyen pondéré des titres émis est de 1,87 % (2,17 % en 2018)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

11. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Fournisseurs	835 248	708 693
Rémunération et charges sociales	586 547	567 554
Dépôts et retenues de garantie	256 812	230 631
Intérêts courus sur la dette à long terme	92 506	88 398
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides [1]	83 141	83 907
Passif environnemental [2]	77 227	99 367
Contestations d'évaluation	40 708	39 153
Autres	108 473	89 747
Gouvernement du Québec et ses entreprises [3]	51 015	54 469
Autorité régionale de transport métropolitain	96 987	10 744
Autres	84 896	51 703
	2 313 560	2 024 366

[1] La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les charges totales estimatives non actualisées se chiffrent à 145,2 M$ (153,2 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018).

[2] La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement peut être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2019, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 54,1 M$ (76,9 M$ en 2018), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation prévue s'échelonne jusqu'en 2045, se chiffrent à 73,5 M$ (96,5 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux ne peut être établie est de 23,1 M$ (22,5 M$ en 2018). Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils sont confirmés et qu'ils satisfont à tous les critères de comptabilisation, sont portés en réduction du passif. Des recouvrements de 9,8 M$ (9,8 M$ 2018) ont réduit la provision au 31 décembre 2019.

[3] En 2017, le Gouvernement du Québec et la Société nationale du cheval de course ont cédé à la Ville certains lots d'un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal. Cette cession fut faite sans contrepartie monétaire immédiate mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du prix de vente de ces terrains. Au 31 décembre 2019, le montant payable au Gouvernement du Québec comptabilisé aux livres de la Ville est estimé à 39,3 M$ (39,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. REVENUS REPORTÉS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts	384 806	160 972
Primes à l'émission de titres	74 856	62 651
Acquisition et aménagement de parcs et de terrains de jeux	55 421	34 795
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	16 170	16 185
Fonds de développement du logement social	22 205	18 198
Autres	23 681	25 812
	577 139	318 613

13. DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Obligations et emprunts bancaires [1]	12 779 514	12 224 323
Emprunts à terme et hypothèques immobilières [2]	177 972	90 645
Autres dettes à long terme	23 469	27 249
	12 980 955	12 342 217

[1] Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M$ (1 294,9 M$ en 2018).

[2] Les hypothèques immobilières, au montant de 5,1 M$ (11,1 M$ en 2018), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 20,6 M$ (33,3 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2019	2018
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	4 753 298	4 276 154
De l'agglomération	2 583 345	2 281 092
Placements du fonds d'amortissement	2 377 291	2 566 743
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 886 157	2 862 834
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	380 864	355 394
	12 980 955	12 342 217

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 278,5 M$ (183,5 M$ en 2018). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2019, tous les emprunts contractés en devises font l'objet d'une couverture.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2019			2018		
Années	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net
2019				1 301 788	242 780	1 059 008
2020	628 915	57 431	571 484	587 777	88 011	499 766
2021	1 031 474	297 167	734 307	964 097	297 167	666 930
2022	814 822	461 024	353 798	748 637	461 023	287 614
2023	1 453 541	579 812	873 729	1 319 772	507 072	812 700
2024	1 201 192	203 102	998 090	-	-	-
1 à 5 ans	5 129 944	1 598 536	3 531 408	4 922 071	1 596 053	3 326 018
6 à 10 ans	4 217 670	1 377 610	2 840 060	4 261 707	1 119 630	3 142 077
11 à 15 ans	1 234 463	93 321	1 141 142	722 607	80 365	642 242
16 à 20 ans	1 345 148	191 183	1 153 965	1 382 102	151 811	1 230 291
2043	934 556	-	934 556	934 556	-	934 556
2045	119 174	-	119 174	119 174	-	119 174
TOTAL	12 980 955	3 260 650	9 720 305	12 342 217	2 947 859	9 394 358

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

	2019	2018
Années d'échéance	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	3,57 %	3,75 %
6 à 10 ans	3,15 %	3,59 %
11 à 15 ans	4,13 %	4,13 %
16 à 20 ans	3,36 %	3,60 %
2043	6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %	6,00 %
	3,66 %	3,89 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 14 255,7 M$ (13 109,1 M$ en 2018). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

14. ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

Voir la note 14 à la page S11-6.

15. IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Cessions / Radiations	Solde à la fin de l'exercice
COÛT				
Infrastructures	13 144 042	1 203 507	797 927	13 549 622
Réseau du métro - infrastructures	2 691 757	267 443	12 913	2 946 287
Réseau du métro - tunnels	328 081	-	-	328 081
Voitures de métro	1 964 959	104 565	-	2 069 524
Bâtiments	4 120 244	546 976	14 727	4 652 493
Améliorations locatives	131 831	19 005	352	150 484
Véhicules	1 721 213	220 588	89 053	1 852 748
Ameublement et équipement de bureau	652 540	170 937	66 654	756 823
Machinerie, outillage et équipement	473 580	58 818	40 797	491 601
Terrains	1 396 431	151 534	2 895	1 545 070
Autres	13 089	4 016	-	17 105
	26 637 767	2 747 389	1 025 318	28 359 838
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures	5 558 715	517 650	797 906	5 278 459
Réseau du métro - infrastructures	775 855	99 769	12 913	862 711
Réseau du métro - tunnels	107 062	3 398	-	110 460
Voitures de métro	286 249	42 741	-	328 990
Bâtiments	1 733 675	125 028	14 515	1 844 188
Améliorations locatives	73 916	11 831	274	85 473
Véhicules	988 001	114 438	82 409	1 020 030
Ameublement et équipement de bureau	294 429	98 174	66 132	326 471
Machinerie, outillage et équipement	213 447	41 866	40 779	214 534
Autres	206	71	-	277
	10 031 555	1 054 966	1 014 928	10 071 593
VALEUR COMPTABLE NETTE	16 606 212	1 692 423	10 390	18 288 245

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 1 115,7 M$ au 31 décembre 2019 (1 231,8 M$ en 2018). Aucune réduction de valeur n'a été opérée au cours de l'exercice (aucune en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

16. PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Voir la note 16 à la page S11-8.

17. AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	54 523	92 400
Dépôts pour l'achat d'autres actifs	5 169	-
Frais d'émission de titres	60 182	60 011
Autres	11 677	8 867
	131 551	161 278

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 3 069,0 M$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2020	2021	2022	2023	2024	2025-2050	Total
704,6 M$	424,0 M$	339,7 M$	262,8 M$	201,4 M$	1 136,5 M$	3 069,0 M$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 5 617,6 M$, dont 821,9 M$ pour l'acquisition de bus et 482,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

19. DROITS CONTRACTUELS

Les droits contractuels liés aux activités de fonctionnement, estimés à 1 138,5 M$, représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 578,9 M$ et de services rendus de 559,6 M$ associés à la location de locaux et de prêts d'employés.

L'échéancier des droits contractuels est établi ainsi :

2020 [1]	2021	2022	2023	2024	2025-2065	Total
301,4 M$	147,3 M$	128,1 M$	58,1 M$	46,3 M$	457,3 M$	1 138,5 M$

[1] Comprend les droits contractuels associés à des ententes à durée indéterminée au montant de 114,3 M$. Ils sont liés à des revenus de transferts de 97,7 M$ et de services rendus de 16,6 M$ associés à des prêts d'employés.

Les droits contractuels liés aux activités d'immobilisations se chiffrent à 1 994,7 M$ dont 811,4 M$ pour l'acquisition de bus et 392,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

20. PASSIFS ÉVENTUELS

a) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 2 451,8 M$ (2 074,7 M$ en 2018).

Elles comprennent notamment une action collective de 1 500,0 M$ intentée par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (le RAPLIQ) et autorisée par la Cour supérieure le 26 mai 2017. Le RAPLIQ est un organisme qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des personnes en situation de handicap. Selon lui, le réseau de transport collectif que gèrent la STM, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) (et les entités qui lui ont succédé) et l'administration municipale serait inaccessible et violerait les droits et libertés des personnes ayant un handicap physique. Les réclamations comprennent également une action collective de 171 M$ intentée par la Ligue des Noirs du Québec et autorisée par la Cour supérieure le 7 août 2019. Cette action collective concerne toute personne physique des communautés noires et culturelles qui aurait subi du profilage racial entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019. À l'heure actuelle, la Ville n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces actions collectives.

Les avocats de la Ville considèrent que le règlement des autres réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Toutefois, elle a prévu à son budget une somme de 32,0 M$ afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement des condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

b) Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des syndicats d'employés en contestation à cette loi. Puisque le résultat de ces démarches et l'ampleur des montants en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été considérées au 31 décembre 2019.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

20. PASSIFS ÉVENTUELS (Suite)

c) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

d) Garanties d'emprunts

En vertu des dispositions de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre C-37.01) (la CMM), de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3) (l'ARTM) et de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Les quotes-parts de l'administration municipale dans l'endettement total net à long terme de ceux-ci se chiffrent à 193,6 M$ (201,7 M$ en 2018).

Dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal), la Ville cautionne des prêts contractés par des organismes à but non lucratif responsables de la réalisation des projets pour un montant maximal de 150,0 M$. Au 31 décembre 2019, le montant des prêts cautionnés par la Ville se chiffre à 8,6 M$. Il est prévu qu'une partie de ces prêts, estimée à 3,2 M$, sera remboursée à même une contribution ultérieure de la Ville. Le passif éventuel relié aux prêts cautionnés est de 5,4 M$. Aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, aucune n'étant jugée probable.

---

21. ACTIFS ÉVENTUELS

Afin d'éviter toutes incidences négatives sur le dénouement des poursuites qu'elle a intentées, la Ville a choisi de ne pas divulguer le montant qu'elle juge probable de récupérer.

---

22. REDRESSEMENT AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (S/O)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

23. DONNÉES BUDGÉTAIRES

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison des données réelles avec les données budgétaires consolidées.

À l'état consolidé des résultats, les données budgétaires sont constituées du budget de l'administration municipale adopté par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération en novembre 2018 ainsi que des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés. Elles tiennent aussi compte d'ajustements apportés aux données budgétaires de l'administration municipale, afin de se conformer aux NCCSP et d'éliminations d'opérations réciproques. Une conciliation des budgets déposés et du budget présenté à l'état consolidé des résultats est montrée au tableau de la page S11-44.

À l'état consolidé de la variation de la dette nette, les données budgétaires relatives à l'acquisition des immobilisations proviennent de la combinaison du budget d'immobilisations de l'administration municipale adopté en novembre 2018 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération ainsi que des budgets d'immobilisations adoptés par les principaux organismes contrôlés.

24. INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt auxquelles l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ni de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2019, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

24. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2019		2018	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Placements	2 820 754	2 739 808	2 913 333	2 880 376
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 990 942	2 886 157	2 912 118	2 862 834
Dette à long terme	14 255 749	12 980 955	13 109 158	12 342 217

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2019, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	236 774	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	459 777	442 550
Réserves financières et fonds réservés	606 280	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	(982 306)	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 270 212)	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	11 626 006	10 718 932
	10 676 319	9 791 705

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales.

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Les réserves financières et fonds réservés correspondent à la partie de l'excédent accumulé réservée à des fins particulières en vertu de dispositions législatives et contractuelles. Ces réserves et fonds réservés servent notamment à l'aménagement et à l'entretien d'unités de stationnement, à la fourniture des services de l'eau et de la voirie et à l'acquisition d'immobilisations.

Déficit des activités d'immobilisations

Le déficit des activités d'immobilisations correspond à la différence entre le coût des immobilisations et le total des sources de financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)
(en milliers de dollars)

Charges constatées à taxer ou à pourvoir

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1er janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce solde net est viré par affectations à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté selon les montants prévus au budget ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025);

- l'application des mesures d'allègements pour atténuer les impacts de la crise financière de 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2022);

- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);

- l'application permise pendant la période allant de 2014 à 2017 des mesures d'allègements liées au changement de la méthode de remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) (affectations sur une période maximale de 10 ans);

- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

26. REVENUS DE TRANSFERTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	5 596	5 488
Gouvernement du Québec	402 233	327 129
Communauté métropolitaine de Montréal	42 988	37 603
	450 817	370 220
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	28 874	34 378
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	163	25 502
Gouvernement du Québec		
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes	275 391	526 522
Programme d'aide financière du fonds de l'insfrastructure de transport en commun	320 620	251 325
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	31 613	168 296
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	45 806	38 743
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	30 237	44 002
Autres	50 101	47 840
	782 805	1 136 608
	1 233 622	1 506 828

27. REVENUS D'INTÉRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Placements du fonds d'amortissement	96 471	78 926
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres	56 141	49 475
	152 612	128 401
Arriérés de taxes	14 521	15 963
	167 133	144 364

28. REMBOURSEMENT DE LA DETTE DANS LES DONNÉES FINANCIÈRES ÉTABLIES À DES FINS FISCALES

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et les charges de fonctionnement pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

29. INFORMATION RELATIVE AUX APPARENTÉS

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont la mairesse, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Au cours de l'année financière 2019, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

30. TRANSFERT D'ACTIFS, DE PASSIFS, D'OBLIGATIONS ET DE RESPONSABILITÉS ENTRE ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2019, l'administration municipale avait débuté ou complété des démarches visant le transfert d'actifs, de passifs et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation de la Ville.

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Technoparc Montréal

En vertu d'une entente intervenue le 19 décembre 2019, Technoparc Montréal a cédé à l'administration municipale, sans compensation monétaire, l'ensemble de ses éléments d'actifs en contrepartie de la prise en charge, par l'administration municipale de son passif et de ses obligations et responsabilités. Les actifs, d'une valeur comptable nette de 18,5 M$, sont composés de propriétés destinées à la revente et d'immobilisations. Les passifs, au montant de 4,4 M$, sont principalement lié aux propriétés destinées à la revente.

Le transfert de ces actifs et passifs a été effectués à la valeur comptable nette à la date du transfert. Il n'a aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville. À compter du 1er janvier 2020, les activités associées à la gestion des actifs transférés seront exercées par l'administration municipale. Le processus de dissolution de Technoparc Montréal se poursuivra en 2020.

Exercice subséquent

Société en commandite Stationnement de Montréal

Le 31 décembre 2019, l'administration municipale a résilié l'entente qu'elle avait conclue en 1995 avec la Société en commandite Stationnement de Montréal, par laquelle elle lui avait confié l'exploitation du stationnement tarifé sur son territoire. Les parties ont signé un acte de cession qui fait en sorte que l'administration municipale devient propriétaire, le 1er janvier 2020, des immeubles et autres biens meubles liés à l'exploitation du stationnement tarifé. Cette cession est consentie sans compensation monétaire et en considération de la prise en charge, par l'administration municipale, de certains contrats, réclamations et recours de la SCSM. Le 1er janvier 2020, la valeur comptable nette des actifs cédés est de 12,4 M$.

Agence de mobilité durable

L'Agence de mobilité durable, nouvel organisme du périmètre comptable, a été constituée le 13 février 2019 en vertu de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. À compter du 1er janvier 2020, conformément à une l'entente intervenue entre les parties, l'administration municipale lui a confié la gestion, le développement et la promotion du stationnement tarifé et lui cède certains actifs pour une considération équivalente à leur valeur comptable nette de 7,4 M$. Cette transaction, constatée à la valeur comptable nette, n'aura aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 2020.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Organisation et gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal

Depuis le 1er juin 2017, la STM est assujettie à la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3).

En vertu de cette loi, l'ARTM doit acquérir de la STM et de la Ville des équipements et des infrastructures qui ont un caractère métropolitain. Les contrats de transfert des actifs devront préciser la date et les modalités de transfert des biens. Il est prévu que ces actifs seront acquis à leur valeur comptable nette, déduction faite de toute aide gouvernementale reçue. Inversement, les actifs auparavant désignés comme métropolitains, dont l'usage est exclusif aux usagers de la STM, seront transférés à cette dernière. Il est prévu que la STM transférera à l'ARTM des voies réservées, des stationnements incitatifs et des terminus et que cette dernière cédera des stationnements incitatifs et des terminus.

COVID-19 (maladie à coronavirus 2019)

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 4 mai 2020.

Face à cette pandémie, la Ville a adopté plusieurs mesures spécifiques qui comprennent notamment l'annulation de festivals, événements sportifs et rassemblements publics sur l'ensemble du territoire montréalais jusqu'au 2 juillet ainsi que la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives, des bureaux Accès Montréal et de différents comptoirs de services. La Ville a également reporté au 2 juillet les deuxièmes versements des taxes foncières et des quotes-parts exigées des municipalités liées et suspendu l'augmentation annuelle des tarifs des parcomètres. Des mesures d'aide aux personnes vulnérables et aux commerces et entreprises ont aussi été prises. La Ville continue d'assurer les services municipaux essentiels, comme l'accès à l'eau potable, les services d'urgence, le transport collectif et la collecte des ordures et du recyclage.

De plus, la COVID-19 a aussi des incidences financières importantes telle la baisse de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite qui pourrait affecter les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers consolidés et sur la situation financière de la Ville au cours des exercices futurs.

---

32. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

CONCILIATION DES BUDGETS DÉPOSÉS ET DU BUDGET CONSOLIDÉ PRÉSENTÉ À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS *(en milliers de dollars)*

	2019				
	Budgets déposés				
	Administration municipale	Organismes contrôlés [1]	Ajustements [2]	Éliminations [3]	Budget consolidé
Revenus					
Taxes	3 577 627	-	-	(22 934)	**3 554 693**
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	-	-	-	**275 845**
Quotes-parts	426 130	-	-	-	**426 130**
Transferts	320 344	814 146	212 000	(44 792)	**1 301 698**
Services rendus	316 538	1 585 772	-	(94 572)	**1 807 738**
Imposition de droits	248 418	-	-	-	**248 418**
Amendes et pénalités	208 413	-	-	-	**208 413**
Intérêts	151 678	16 315	-	(37 473)	**130 520**
Autres revenus	24 210	86 986	1 100	(2 000)	**110 296**
	5 549 203	2 503 219	213 100	(201 771)	**8 063 751**
Charges					
Administration générale	765 321	-	15 579	(8 025)	**772 875**
Sécurité publique	1 042 111	-	30 025	(669)	**1 071 467**
Transport	1 047 736	1 683 395	282 361	(101 084)	**2 912 408**
Hygiène du milieu	432 542	-	236 786	(1 239)	**668 089**
Santé et bien-être	115 107	74 550	1 667	(14 828)	**176 496**
Aménagement, urbanisme et développement	257 999	6 100	42 263	(3 056)	**303 306**
Loisirs et culture	589 601	49 418	165 172	(35 397)	**768 794**
Frais de financement	408 677	165 310	-	(37 473)	**536 514**
	4 659 094	1 978 773	773 853	(201 771)	**7 209 949**
Excédent avant financement et affectations	890 109	524 446	(560 753)	-	**853 802**
Financement					
Remboursement de la dette à long terme	(498 425)	-	498 425	-	**-**
Affectations (note 25)					
Excédent des activités de fonctionnement affecté	23 830	-	(23 830)	-	**-**
Réserves financières et fonds réservés	(434 661)	-	434 661	-	**-**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	19 147	-	(19 147)	-	**-**
	(391 684)	-	391 684	-	**-**
Excédent consolidé budgété de l'exercice	-	524 446	329 356	-	**853 802**

[1] Les revenus et les charges des organismes contrôlés ont été inscrits dans les catégories correspondantes à celles utilisées par l'administration municipale. La charge d'amortissement des immobilisations des organismes contrôlés, au montant de 297,1 M$, est répartie dans les fonctions suivantes : transport 286,3 M$, santé et bien-être 10,7 M$ et aménagement, urbanisme et développement 0,1 M$.

[2] Les ajustements sont relatifs aux données budgétaires de l'administration municipale. Ils sont nécessaires pour calculer l'excédent de l'exercice budgété sur la base des NCCSP. Ils consistent à inclure les revenus liés aux activités d'immobilisations de 213,1 M$ ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations au montant de 773,8 M$. En contrepartie, le remboursement de la dette à long terme et les affectations sont éliminés car ils n'ont aucune incidence sur l'excédent établi selon ces mêmes normes.

[3] En vertu des NCCSP, les opérations entre les organismes inclus dans le périmètre de consolidation sont éliminées.

S12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 482 078 000	3 577 627 000	3 554 283 000			3 529 631 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 417 000	275 845 000	274 855 000			274 855 000
Quotes-parts	3	418 105 000	426 130 000	425 936 000			425 936 000
Transferts	4	283 068 000	320 344 000	358 668 000		143 846 000	450 817 000
Services rendus	5	313 510 000	316 538 000	313 994 000		1 580 772 000	1 812 902 000
Imposition de droits	6	318 973 000	248 418 000	369 332 000			369 332 000
Amendes et pénalités	7	189 033 000	208 413 000	179 463 000			179 463 000
Revenus de placements de portefeuille	8	117 142 000	100 527 000	122 043 000		30 569 000	152 612 000
Autres revenus d'intérêts	9	43 660 000	51 151 000	50 683 000			14 521 000
Autres revenus	10	46 420 000	24 210 000	28 452 000		57 908 000	74 360 000
Effet net des opérations de restructuration	11			8 472 000			
	12	5 476 406 000	5 549 203 000	5 686 181 000		1 813 095 000	7 284 429 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	191 429 000	212 000 000	149 323 000		633 482 000	782 805 000
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 386 000	1 100 000	9 129 000			9 129 000
Autres	18	7 752 000		13 620 000		5 530 000	14 103 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	206 567 000	213 100 000	172 072 000		639 012 000	806 037 000
	21	5 682 973 000	5 762 303 000	5 858 253 000		2 452 107 000	8 090 466 000
Charges							
Administration générale	22	673 533 000	765 321 000	701 590 000	13 747 000		706 143 000
Sécurité publique	23	1 077 332 000	1 042 111 000	1 096 757 000	27 802 000		1 123 864 000
Transport	24	1 016 709 000	1 047 736 000	1 023 479 000	274 090 000	1 691 394 000	2 885 702 000
Hygiène du milieu	25	466 652 000	432 542 000	442 469 000	224 096 000		665 280 000
Santé et bien-être	26	94 991 000	115 107 000	123 976 000	1 462 000	71 726 000	182 698 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	200 721 000	257 999 000	278 220 000	41 199 000	10 228 000	323 907 000
Loisirs et culture	28	597 210 000	589 601 000	617 601 000	157 848 000	67 728 000	807 605 000
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	397 165 000	408 677 000	400 983 000		145 832 000	510 653 000
Effet net des opérations de restructuration	31					13 519 000	
Amortissement des immobilisations	32	726 848 000	773 852 000	740 244 000	(740 244 000)		
	33	5 251 161 000	5 432 946 000	5 425 319 000		2 000 427 000	7 205 852 000
Excédent (déficit) de l'exercice	34	431 812 000	329 357 000	432 934 000		451 680 000	884 614 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	431 812 000	329 357 000	432 934 000	451 680 000	884 614 000
Moins: revenus d'investissement	2	(206 567 000)	(213 100 000)	(172 072 000)	(639 012 000)	(806 037 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	225 245 000	116 257 000	260 862 000	(187 332 000)	78 577 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	726 848 000	773 852 000	740 244 000	314 722 000	1 054 966 000
Produit de cession	5	29 863 000	6 701 000	18 576 000	3 076 000	21 652 000
(Gain) perte sur cession	6	(24 138 000)	(6 701 000)	(12 547 000)	1 285 000	(11 262 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7				5 047 000	
	8	732 573 000	773 852 000	746 273 000	324 130 000	1 065 356 000
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	33 148 000	38 900 000	60 380 000		26 110 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(506 440 000)	(540 244 000)	(541 991 000)	(109 335 000)	(651 326 000)
	18	(473 292 000)	(501 344 000)	(481 611 000)	(109 335 000)	(625 216 000)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(17 704 000)	( )	(10 531 000)	(51 143 000)	(61 674 000)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	117 980 000	23 830 000	159 109 000	273 000	159 382 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(354 486 000)	(434 661 000)	(437 312 000)	(9 095 000)	(446 407 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(17 622 000)	22 066 000	14 069 000	3 616 000	51 955 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(271 832 000)	(388 765 000)	(274 665 000)	(56 349 000)	(296 744 000)
	26	(12 551 000)	(116 257 000)	(10 003 000)	158 446 000	143 396 000
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	212 694 000		250 859 000	(28 886 000)	221 973 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

11

S12-G

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 482 078 000	3 577 627 000	3 554 283 000			3 529 631 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 417 000	275 845 000	274 855 000			274 855 000
Quotes-parts	3	418 105 000	426 130 000	425 936 000			425 936 000
Transferts	4	283 068 000	320 344 000	358 668 000		143 846 000	450 817 000
Services rendus	5	313 510 000	316 538 000	313 994 000		1 580 772 000	1 812 902 000
Imposition de droits	6	318 973 000	248 418 000	369 332 000			369 332 000
Amendes et pénalités	7	189 033 000	208 413 000	179 463 000			179 463 000
Revenus de placements de portefeuille	8	117 142 000	100 527 000	122 043 000		30 569 000	152 612 000
Autres revenus d'intérêts	9	43 660 000	51 151 000	50 683 000			14 521 000
Autres revenus	10	46 420 000	24 210 000	28 452 000		57 908 000	74 360 000
Effet net des opérations de restructuration	11			8 472 000			
	12	5 476 406 000	5 549 203 000	5 686 181 000		1 813 095 000	7 284 429 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	191 429 000	212 000 000	149 323 000		633 482 000	782 805 000
Imposition de droits	16						
Effet net des opérations de restructuration				5 047 000			
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 386 000	1 100 000	9 129 000			9 129 000
Autres	18	7 752 000		8 573 000		5 530 000	14 103 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	206 567 000	213 100 000	172 072 000		639 012 000	806 037 000
	21	**5 682 973 000**	**5 762 303 000**	**5 858 253 000**		**2 452 107 000**	**8 090 466 000**
Charges							
Administration générale	22	673 533 000	765 321 000	701 590 000	13 747 000		706 143 000
Sécurité publique	23	1 077 332 000	1 042 111 000	1 096 757 000	27 802 000		1 123 864 000
Transport	24	1 016 709 000	1 047 736 000	1 023 479 000	274 090 000	1 691 394 000	2 885 702 000
Hygiène du milieu	25	466 652 000	432 542 000	442 469 000	224 096 000		665 280 000
Santé et bien-être	26	94 991 000	115 107 000	123 976 000	1 462 000	71 726 000	182 698 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	200 721 000	257 999 000	278 220 000	41 199 000	10 228 000	323 907 000
Loisirs et culture	28	597 210 000	589 601 000	617 601 000	157 848 000	67 728 000	807 605 000
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	397 165 000	408 677 000	400 983 000		145 832 000	510 653 000
Effet net des opérations de restructuration	31					13 519 000	
Amortissement des immobilisations	32	726 848 000	773 852 000	740 244 000	(740 244 000)		
	33	**5 251 161 000**	**5 432 946 000**	**5 425 319 000**		**2 000 427 000**	**7 205 852 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	34	**431 812 000**	**329 357 000**	**432 934 000**		**451 680 000**	**884 614 000**

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	480 333 000	786 817 000	115 917 000	902 734 000
Débiteurs (note 5)	2	2 925 473 000	3 166 130 000	3 044 763 000	5 057 134 000
Prêts (note 6)	3	37 386 000	55 718 000	1 882 000	57 600 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 265 385 000	2 292 332 000	447 476 000	2 739 808 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 592 000	1 592 000	378 000	1 970 000
	8	5 710 169 000	6 302 589 000	3 610 416 000	8 759 246 000
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		199 385 000	379 011 000	578 396 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 668 213 000	1 803 411 000	569 820 000	2 313 560 000
Revenus reportés (note 12)	12	311 275 000	564 107 000	13 032 000	577 139 000
Dette à long terme (note 13)	13	9 221 042 000	9 922 209 000	4 152 834 000	12 980 955 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	304 546 000	287 199 000	21 452 000	308 651 000
	15	11 505 076 000	12 776 311 000	5 136 149 000	16 758 701 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 794 907 000)	(6 473 722 000)	(1 525 733 000)	(7 999 455 000)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	10 868 497 000	11 944 998 000	6 343 247 000	18 288 245 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	120 839 000	157 844 000		157 844 000
Stocks de fournitures	19	50 276 000	46 915 000	51 219 000	98 134 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	50 044 000	51 648 000	79 903 000	131 551 000
	21	11 089 656 000	12 201 405 000	6 474 369 000	18 675 774 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	215 822 000	246 596 000	(9 822 000)	236 774 000
Excédent de fonctionnement affecté	23	377 047 000	417 508 000	42 269 000	459 777 000
Réserves financières et fonds réservés	24	82 643 000	440 531 000	165 749 000	606 280 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 184 066 000)	(1 212 485 000)	(113 591 000)	(1 270 212 000)
Financement des investissements en cours	26	(251 026 000)	(708 673 000)	(273 633 000)	(982 306 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	6 054 329 000	6 544 206 000	5 137 664 000	11 626 006 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	5 294 749 000	5 727 683 000	4 948 636 000	10 676 319 000

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	1 773 917 000	1 834 881 000	2 609 478 000	2 516 290 000
Charges sociales	2	521 380 000	512 177 000	752 082 000	667 314 000
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	956 568 000	976 814 000	1 319 803 000	1 222 658 000
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	317 152 000	305 492 000	364 347 000	342 744 000
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	30 889 000	34 699 000	115 424 000	130 436 000
D'autres tiers	10	59 221 000	57 048 000	20 886 000	18 982 000
Autres frais de financement	11	1 415 000	3 744 000	9 996 000	8 547 000
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	639 142 000	581 334 000	581 334 000	590 778 000
Transferts	13				
Autres	14	48 552 000	51 990 000	293 000	210 000
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	238 036 000	310 016 000	327 274 000	223 566 000
Amortissement des immobilisations	17	773 852 000	740 244 000	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres					
- Autres	18	72 822 000	16 880 000	49 969 000	54 085 000
-	19				
-	20				
	21	5 432 946 000	5 425 319 000	7 205 852 000	6 792 305 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés	3	606 280 000	239 297 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)
Financement des investissements en cours	5	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 626 006 000	10 718 932 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	10 676 319 000	9 791 705 000
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	246 596 000	215 822 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(9 822 000)	(3 897 000)
	11	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Affect. À l'exercice suivant	12	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	13	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	14	124 866 000	107 136 000
- Exc.affect.-Autres fins	15	53 785 000	59 858 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	417 508 000	377 047 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
- Exc.affect.-Autres fins	22	42 269 000	65 503 000
-	23		
-	24		
	25	42 269 000	65 503 000
	26	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Gestion de la voirie	27	26 791 000	34 538 000
- Gestion de l'eau	28	27 541 000	35 337 000
- Immobilisations	29	375 450 000	282 000
-	30		
-	31		
	32	429 782 000	70 157 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	3 570 000	3 768 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	7 000 000	7 000 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	814 000	2 183 000
Organismes contrôlés et partenariats	42	6 057 000	6 057 000
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Immobilisations	45	152 692 000	143 597 000
- U. de stationnement et autres	46	6 365 000	6 535 000
	47	176 498 000	169 140 000
	48	606 280 000	239 297 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	(6 117 000)	(6 117 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	(191 827 000)	(199 140 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(42 700 000)	(57 000 000)
Autres	52	((123 375 000))	((162 856 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	(117 269 000)	(99 401 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(152 469 000)	(136 201 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	(6 740 000)	(8 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	(6 740 000)	(8 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(5 511 000)	(4 030 000)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Act.de fonc. financées	72	(1 402 538 000)	(1 355 985 000)
- Act.de fonc. à financer	73	(88 803 000)	(89 318 000)
	74	(1 496 852 000)	(1 449 333 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	5 511 000	4 030 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	289 476 000	251 517 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	79	90 862 000	106 149 000
	80	385 849 000	361 696 000
	81	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	740 373 000	746 346 000
Investissements à financer	83	(1 722 679 000)	(1 334 567 000)
	84	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente	86	159 814 000	135 308 000
Prêts	87	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	2 377 291 000	2 566 743 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	20 882 950 000	19 345 850 000
Ajustements aux éléments d'actif	91	(308 276 000)	(279 044 000)
	92	20 574 674 000	19 066 806 000
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(12 980 955 000)	(12 342 217 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	( )	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 886 157 000	2 862 834 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 113 062 000	1 104 468 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	33 068 000	27 041 000
	98	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
	101	11 626 006 000	10 718 932 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	12	2	21

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(28 003 000)	(182 135 000)
Charge de l'exercice	4	(331 418 000)	(236 878 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	327 976 000	391 010 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	20 741 485 000	19 741 973 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(20 583 458 000)	(19 391 122 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	158 027 000	350 851 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(51 711 000)	(42 526 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	106 316 000	308 325 000
Provision pour moins-value	12	(137 761 000)	(336 328 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	24	24
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	8 235 411 000	6 208 473 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(8 746 045 000)	(6 787 150 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(510 634 000)	(578 677 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	510 410 000	470 637 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	333 524 000	607 000
	20	843 934 000	471 244 000
Cotisations salariales des employés	21	(233 696 000)	(209 706 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	610 238 000	261 538 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	65 809 000	96 031 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(134 220 000)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	(198 567 000)	(67 296 000)
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	343 260 000	290 273 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 152 421 000	1 082 913 000
Rendement espéré des actifs	33	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(11 842 000)	(53 395 000)
Charge de l'exercice	35	331 418 000	236 878 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 512 038 000	1 156 450 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	347 775 000	20 142 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(270 179 000)	22 445 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 074 198 000	1 033 986 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	21 318 594 000	19 427 822 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	(140 421 000)	(135 167 000)
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	435 066 000	391 650 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 761 018 000	1 379 432 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,86 %	5,97 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,87 %	6,04 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,52 %	2,68 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,02 %	2,02 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(288 861 000)	(276 781 000)
Charge de l'exercice	56	((1 966 000))	(22 067 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	9 689 000	9 987 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(292 262 000)	(299 862 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	15 056 000	11 001 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(277 206 000)	(288 861 000)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(292 262 000)	(299 862 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	10 105 000	9 953 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	(20 285 000)	(532 000)
	72	(10 180 000)	9 421 000
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	(10 180 000)	9 421 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	331 000	1 743 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(2 580 000)	(4 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	(12 429 000)	11 160 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	10 463 000	10 907 000
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	10 463 000	10 907 000
Charge de l'exercice	87	(1 966 000)	22 067 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(1 806 000)	15 365 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92	9 689 000	9 987 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	13	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	3,15 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,29 %	2,90 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,10 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,46 %	6,06 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,70 %	4,12 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2 028	2 028
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	1 460 000	1 277 000
	113	1 460 000	1 277 000

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	103	106

Description du régime

.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	472 000	426 000
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	1 615 000	1 436 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	1 287 000	1 341 000
	120	2 902 000	2 777 000

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 751 043 000	2 736 686 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	103 332 000	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7			
Autres	8	2 099 000	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 399 754 000	3 329 417 000
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	23 969 000	23 969 000	24 373 000
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 192 000	14 096 000
Autres				
- Taxe immatriculation	14	36 032 000	36 032 000	35 778 000
- Autres	15	626 000	626 000	650 000
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18	7 449 000	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	20 509 000	20 509 000	21 145 000
Activités d'investissement	21			
	22	116 130 000	116 130 000	117 191 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	25	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	26	129 877 000	129 877 000	130 764 000
	27	3 554 283 000	3 529 631 000	3 460 181 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	37 581 000	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	76 048 000	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39			
	40	1 754 000	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 239 000	13 600 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	274 855 000	264 417 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	21 752 000	21 752 000	20 130 000
Sécurité publique				
Police	54	11 455 000	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	8 157 000	8 157 000	8 246 000
Sécurité civile	56	4 000 000	4 000 000	
Autres	57	120 000	120 000	125 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	2 355 000	2 355 000	2 777 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	666 000	693 000
Autres	60	693 000	693 000	1 079 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	2 508 000	84 430 000	80 368 000
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	394 000	394 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	10 718 000	10 718 000	13 886 000
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	450 000	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	149 000	149 000	183 000
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	1 896 000	1 896 000	443 000
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80	28 106 000	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	14 897 000	14 897 000	15 583 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 767 000	1 767 000	2 043 000
Promotion et développement économique	85	54 677 000	54 677 000	18 849 000
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	1 515 000	11 712 000	11 457 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	4 700 000	4 700 000	4 820 000
Autres	89	8 739 000	8 769 000	9 429 000
Réseau d'électricité	90			
	91	201 215 000	293 364 000	217 585 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	(1 503 000)	(1 503 000)	4 359 000
Sécurité publique				
Police	93	36 000	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	56 000	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 525 000	3 525 000	29 402 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	(20 000)	(20 000)	800 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		633 482 000	945 179 000
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106	87 000	87 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	33 545 000	33 545 000	57 588 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	27 861 000	27 861 000	37 382 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119	1 966 000	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123	563 000	563 000	
Promotion et développement économique	124			
Autres	125	34 000	34 000	1 265 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	73 502 000	73 502 000	11 701 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000	4 142 000
Autres	128	264 000	264 000	36 000
Réseau d'électricité	129			
	130	149 323 000	782 805 000	1 136 608 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	23 004 000	23 004 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136			8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138	134 449 000	134 449 000	124 089 000
	139	157 453 000	157 453 000	152 635 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	507 991 000	1 233 622 000	1 506 828 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000	8 000
Autres	152			
Transport collectif	153		1 406 494 000	1 343 301 000
Autres	154			
	155	8 000	1 406 502 000	1 343 309 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	320 000	320 000	264 000
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	328 000	1 406 822 000	1 343 573 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183	311 000	311 000	359 000
Évaluation	184	130 000	130 000	75 000
Autre	185	33 019 000	33 019 000	31 656 000
	186	33 460 000	33 460 000	32 090 000
Sécurité publique				
Police	187	44 560 000	27 762 000	24 207 000
Sécurité incendie	188	517 000	517 000	615 000
Sécurité civile	189			
Autres	190	61 000	61 000	30 000
	191	45 138 000	28 340 000	24 852 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	4 711 000	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 684 000	9 200 000	11 869 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195		(735 000)	(848 000)
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			17 000
Autres	199	12 691 000	82 413 000	80 245 000
	200	70 864 000	97 367 000	98 114 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 379 000	1 379 000	849 000
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	217 000	217 000	799 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	146 000	146 000	571 000
Matières recyclables	206	480 000	480 000	524 000
Autres	207	409 000	409 000	249 000
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209	856 000	856 000	1 538 000
Autres	210	25 000	25 000	60 000
	211	7 567 000	7 567 000	9 125 000
Santé et bien-être				
Logement social	212	409 000	65 295 000	55 335 000
Sécurité du revenu	213	18 919 000	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000	133 000
	215	19 461 000	84 347 000	78 049 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	42 269 000	43 038 000	30 631 000
Rénovation urbaine	217	440 000	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 537 000	1 537 000	3 148 000
Autres	219	59 080 000	62 777 000	58 576 000
	220	103 326 000	107 792 000	92 809 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	19 253 000	32 518 000	29 487 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	548 000	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	14 141 000	16 792 000
	224	33 850 000	47 207 000	46 810 000
Réseau d'électricité	225			
	226	313 666 000	406 080 000	381 849 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	313 994 000	1 812 902 000	1 725 422 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228		55 953 000	55 953 000	65 423 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231		4 000	4 000	
	232		369 332 000	369 332 000	318 973 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		179 463 000	179 463 000	189 033 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	100 527 000	122 043 000	152 611 000	122 769 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	51 151 000	50 683 000	14 522 000	15 315 000
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		14 547 000	14 547 000	16 387 000
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	467 000	8 661 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239		9 129 000	9 129 000	7 386 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun – Taxe sur l'essence	240			5 530 000	5 982 000
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Autres	243		22 011 000	67 919 000	82 878 000
	244		46 154 000	97 592 000	121 294 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000		
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	245		8 472 000		

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	60 916 000	137 000	61 053 000	61 016 000	56 977 000
Greffe et application de la loi	2	81 148 000	2 921 000	84 069 000	82 464 000	82 872 000
Gestion financière et administrative	3	296 659 000	1 220 000	297 879 000	299 480 000	256 640 000
Évaluation	4	16 656 000	96 000	16 752 000	16 793 000	17 248 000
Gestion du personnel	5	69 419 000	138 000	69 557 000	69 557 000	64 641 000
Autres						
- Autres	6	176 792 000	9 235 000	186 027 000	176 833 000	199 817 000
-	7					
	8	701 590 000	13 747 000	715 337 000	706 143 000	678 195 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	702 442 000	11 904 000	714 346 000	714 347 000	705 828 000
Sécurité incendie	10	357 878 000	15 753 000	373 631 000	373 631 000	380 999 000
Sécurité civile	11	18 901 000	145 000	19 046 000	19 045 000	1 406 000
Autres	12	17 536 000		17 536 000	16 841 000	17 300 000
	13	1 096 757 000	27 802 000	1 124 559 000	1 123 864 000	1 105 533 000
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	134 465 000	236 241 000	370 706 000	370 706 000	369 331 000
Enlèvement de la neige	15	207 436 000	13 818 000	221 254 000	221 254 000	205 050 000
Éclairage des rues	16	33 941 000	18 002 000	51 943 000	51 943 000	51 109 000
Circulation et stationnement	17	54 263 000	825 000	55 088 000	124 077 000	124 319 000
Transport collectif						
Transport en commun	18	541 887 000		541 887 000	2 044 541 000	1 852 819 000
Transport aérien	19					
Transport par eau	20	2 000		2 000	2 000	
Autres	21	51 485 000	5 204 000	56 689 000	73 179 000	40 041 000
	22	1 023 479 000	274 090 000	1 297 569 000	2 885 702 000	2 642 669 000

22-1

S28-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations 2019	Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	26 718 000	81 203 000	81 203 000	76 896 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	94 555 000	68 227 000	162 782 000	162 782 000	154 225 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	57 773 000	120 626 000	120 626 000	127 791 000
Réseaux d'égout	26	40 556 000	65 282 000	105 838 000	105 838 000	102 804 000
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	51 711 000	2 918 000	54 629 000	54 629 000	51 063 000
Élimination	28	34 152 000		34 152 000	34 152 000	42 324 000
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	30 732 000	522 000	31 254 000	31 254 000	30 424 000
Tri et conditionnement	30	13 835 000		13 835 000	13 835 000	9 730 000
Matières organiques						
Collecte et transport	31	10 252 000		10 252 000	10 536 000	14 803 000
Traitement	32	7 395 000		7 395 000	7 395 000	1 339 000
Matériaux secs	33	18 977 000	545 000	19 522 000	19 522 000	36 409 000
Autres	34	3 796 000	284 000	4 080 000	3 796 000	2 567 000
Plan de gestion	35					
Autres	36	3 199 000		3 199 000	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	13 480 000	1 827 000	15 307 000	15 307 000	16 743 000
Autres	39	2 491 000		2 491 000	1 206 000	17 976 000
	40	442 469 000	224 096 000	666 565 000	665 280 000	688 239 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	64 412 000	1 462 000	65 874 000	123 134 000	85 356 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000		17 528 000	17 528 000	21 467 000
Autres	43	42 036 000		42 036 000	42 036 000	42 355 000
	44	123 976 000	1 462 000	125 438 000	182 698 000	149 178 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	98 215 000	6 989 000	105 204 000	108 502 000	75 496 000
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	2 716 000		2 716 000	2 716 000	2 744 000
Autres biens	47	42 042 000	151 000	42 193 000	42 193 000	34 912 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	126 273 000	356 000	126 629 000	126 629 000	95 566 000
Tourisme	49	2 164 000		2 164 000	2 164 000	2 203 000
Autres	50	448 000		448 000	448 000	359 000
Autres	51	6 362 000	33 703 000	40 065 000	41 255 000	33 582 000
	52	278 220 000	41 199 000	319 419 000	323 907 000	244 862 000

22-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	71 044 000	13 582 000	84 626 000	84 626 000	81 445 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 879 000	15 918 000	51 797 000	51 797 000	51 289 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 537 000	10 370 000	45 907 000	45 907 000	49 797 000
Parcs et terrains de jeux	56	200 062 000	91 929 000	291 991 000	291 991 000	272 746 000
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	73 000		73 000	73 000	65 000
Autres	59	18 178 000	798 000	18 976 000	66 489 000	64 606 000
	60	360 773 000	132 597 000	493 370 000	540 883 000	519 948 000
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	19 983 000	4 525 000	24 508 000	24 508 000	24 093 000
Bibliothèques	62	96 142 000	11 274 000	107 416 000	96 142 000	107 740 000
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	76 293 000	8 931 000	85 224 000	85 224 000	85 301 000
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	64 410 000	521 000	64 931 000	60 848 000	45 838 000
	66	256 828 000	25 251 000	282 079 000	266 722 000	262 972 000
	67	617 601 000	157 848 000	775 449 000	807 605 000	782 920 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	399 553 000		399 553 000	539 133 000	519 772 000
Autres frais	70	(2 314 000)		(2 314 000)	(38 476 000)	(27 610 000)
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 744 000		3 744 000	9 996 000	8 547 000
	73	400 983 000		400 983 000	510 653 000	500 709 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	740 244 000	(740 244 000)			

22-3

ANNEXE

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS VENTILÉS

PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	32
Analyse des charges sans amortissement	33
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	35
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	36
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	37
Charges par objets	38
Excédent (déficit) accumulé	39
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	41
Analyse des charges sans amortissement	42

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	48 300 000	49 385 000	48 879 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 482 954 000	2 480 633 000	2 392 611 000
Transferts	4	128 363 000	152 506 000	91 966 000
Services rendus	5	56 150 000	62 053 000	60 047 000
Imposition de droits	6	1 969 000	1 838 000	1 963 000
Amendes et pénalités	7	102 497 000	85 033 000	85 937 000
Revenus de placements de portefeuille	8	36 882 000	47 662 000	44 763 000
Autres revenus d'intérêts	9	37 473 000	36 162 000	27 697 000
Autres revenus	10	2 175 000	2 286 000	16 807 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	2 896 763 000	2 917 558 000	2 770 670 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	87 000 000	90 783 000	149 841 000
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		17 000	8 000
Autres	18		695 000	220 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
	20	87 000 000	91 495 000	150 069 000
	21	2 983 763 000	3 009 053 000	2 920 739 000
Charges				
Administration générale	22	279 675 000	286 917 000	278 729 000
Sécurité publique	23	1 034 073 000	1 086 838 000	1 065 162 000
Transport	24	621 585 000	564 534 000	573 573 000
Hygiène du milieu	25	229 799 000	229 452 000	239 584 000
Santé et bien-être	26	49 134 000	62 352 000	30 412 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	97 887 000	92 913 000	72 630 000
Loisirs et culture	28	110 421 000	121 102 000	107 819 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	134 800 000	129 534 000	132 713 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000
Excédent (déficit) de l'exercice	33	426 389 000	435 411 000	420 117 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	426 389 000	435 411 000	420 117 000
Moins: revenus d'investissement	2	(87 000 000)	(91 495 000)	(150 069 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	339 389 000	343 916 000	270 048 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	38 900 000	11 195 000	10 225 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(171 707 000)	(168 730 000)	(160 485 000)
	18	(132 807 000)	(157 535 000)	(150 260 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(1 632 000)	(6 425 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	(86 170 000)	18 000	23 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(147 618 000)	(152 029 000)	(121 393 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	27 206 000	27 088 000	(7 633 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(206 582 000)	(126 555 000)	(135 428 000)
	26	(339 389 000)	(284 090 000)	(285 688 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		59 826 000	(15 640 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	91 495 000	150 069 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(47 272 000)	(42 559 000)
Sécurité publique	3	(49 450 000)	(57 683 000)
Transport	4	(37 325 000)	(33 185 000)
Hygiène du milieu	5	(268 998 000)	(278 756 000)
Santé et bien-être	6	(2 061 000)	(25 827 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 832 000)	(4 016 000)
Loisirs et culture	8	(159 000 000)	(146 482 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(566 938 000)	(588 508 000)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	296 894 000	251 713 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	1 632 000	6 425 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	21 205 000	171 417 000
	18	22 837 000	177 842 000
	19	(247 207 000)	(158 953 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(155 712 000)	(8 884 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	912 149 000	945 393 000	922 416 000
Charges sociales	2	228 466 000	250 601 000	299 548 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	276 991 000	281 295 000	246 393 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	81 070 000	74 787 000	81 807 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	16 152 000	17 557 000	27 150 000
D'autres tiers	10	37 473 000	36 190 000	23 746 000
Autres frais de financement	11	105 000	1 000 000	10 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	610 833 000	553 318 000	562 887 000
Transferts	13			
Autres	14	38 466 000	38 310 000	35 650 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	113 276 000	143 482 000	91 264 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	242 393 000	231 709 000	209 751 000
-	19			
-	20			
	21	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(36 934 000)	(96 760 000)
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés	3	160 513 000	26 797 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(5 035 000)	((27 539 000))
Financement des investissements en cours	5	(255 948 000)	(100 236 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Exc.aff.- Projets spécifiques	9	6 711 000	6 729 000
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	3 869 000	4 293 000
- Gestion de l'eau	20	17 451 000	21 586 000
- Immobilisations	21	138 487 000	212 000
-	22		
-	23		
	24	159 807 000	26 091 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	706 000	706 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Règlements d'emprunt fermés	30		
-	31		
	32	706 000	706 000
	33	160 513 000	26 797 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(7 720 000)	(9 914 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(21 955 000)	(29 355 000)
Autres	37	((133 772 000))	((171 654 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	((104 097 000))	((132 385 000))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	((104 097 000))	((132 385 000))
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 740 000)	(4 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 740 000)	(4 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(116 594 000)	(30 200 000)
- Charges de fonc. à financer	58	((10 386 000))	(70 356 000)
	59	(106 208 000)	(100 556 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	651 000	455 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs	64	165 000	195 000
	65	816 000	650 000
	66	(5 035 000)	((27 539 000))

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	255 668 000	237 653 000
Investissements à financer	68	(511 616 000)	(337 889 000)
	69	(255 948 000)	(100 236 000)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1		
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9		
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10		
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13		
Autres			
- Immatriculation	14	36 032 000	35 778 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	49 385 000	48 879 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	49 385 000	48 879 000
	27	49 385 000	48 879 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Réalisations 2019**	**2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
	36		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	8 948 000	7 900 000
Sécurité publique			
Police	54	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	7 869 000	7 946 000
Sécurité civile	56	4 000 000	
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	753 000	1 114 000
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	6 000	365 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	2 437 000	3 208 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	259 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	10 474 000	13 619 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	1 138 000	350 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	13 310 000	13 642 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84	606 000	745 000
Promotion et développement économique	85	34 374 000	9 865 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	10 000	22 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89	876 000	2 591 000
Réseau d'électricité	90		
	91	124 621 000	70 471 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	111 000	
Sécurité publique			
Police	93	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	1 157 000	3 057 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	118 000	145 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	61 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	10 728 000	68 101 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	16 692 000	30 521 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	146 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125	34 000	903 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	54 156 000	2 316 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	257 000	44 000
Réseau d'électricité	129		
	130	90 783 000	149 841 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		**2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136	6 826 000	8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	21 059 000	12 628 000
	139	27 885 000	21 495 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	243 289 000	241 807 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	320 000	264 000
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	320 000	264 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	76 000	82 000
Évaluation	184	126 000	71 000
Autres	185	668 000	2 012 000
	186	870 000	2 165 000
Sécurité publique			
Police	187	45 189 000	41 279 000
Sécurité incendie	188	517 000	615 000
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191	45 706 000	41 894 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	23 000	(43 000)
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199	5 846 000	6 332 000
	200	5 869 000	6 289 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	614 000	(50 000)
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	(26 000)	374 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	2 000	1 000
Matières recyclables	206	6 000	
Autres	207	435 000	344 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	782 000	704 000
Autres	210		
	211	5 868 000	5 908 000
Santé et bien-être			
Logement social	212	409 000	218 000
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215	409 000	218 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	385 000	311 000
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218	21 000	19 000
Autres	219		
	220	406 000	330 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	2 605 000	2 979 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223		
	224	2 605 000	2 979 000
Réseau d'électricité	225		
	226	61 733 000	59 783 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	62 053 000	60 047 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	1 838 000	1 963 000
Droits de mutation immobilière	229		
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232	1 838 000	1 963 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	85 033 000	85 937 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	47 662 000	44 763 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	36 162 000	27 697 000
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239	17 000	8 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	2 981 000	17 027 000
	245	2 998 000	17 035 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	860 000	839 000
Greffe et application de la loi	2	48 098 000	49 367 000
Gestion financière et administrative	3	9 392 000	1 584 000
Évaluation	4	16 656 000	17 118 000
Gestion du personnel	5	638 000	666 000
Autres			
- Autres	6	211 273 000	209 155 000
-	7		
	8	286 917 000	278 729 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	700 517 000	689 397 000
Sécurité incendie	10	357 992 000	365 215 000
Sécurité civile	11	18 374 000	1 150 000
Autres	12	9 955 000	9 400 000
	13	1 086 838 000	1 065 162 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	1 699 000	1 735 000
Enlèvement de la neige	15	86 000	128 000
Éclairage des rues	16	188 000	234 000
Circulation et stationnement	17	207 000	219 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	541 829 000	551 450 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20		
Autres	21	20 525 000	19 807 000
	22	564 534 000	573 573 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	52 993 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	24 475 000	23 886 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	59 632 000
Réseaux d'égout	26	8 577 000	9 228 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	9 000	
Élimination	28	33 790 000	36 103 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	65 000	12 000
Tri et conditionnement	30	13 836 000	9 730 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	5 000	6 169 000
Traitement	32	7 349 000	1 322 000
Matériaux secs	33	13 654 000	31 230 000
Autres	34	1 257 000	
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	9 097 000	9 279 000
Autres	39		
	40	229 452 000	239 584 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	45 591 000	12 936 000
Sécurité du revenu	42		
Autres	43	16 761 000	17 476 000
	44	62 352 000	30 412 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 705 000	2 627 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	2 606 000	2 709 000
Autres biens	47	3 407 000	6 461 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	80 280 000	58 633 000
Tourisme	49	2 164 000	2 200 000
Autres	50		
Autres	51	1 751 000	
	52	92 913 000	72 630 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	1 329 000	496 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	531 000	414 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	76 000	128 000
Parcs et terrains de jeux	56	36 894 000	31 438 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58		
Autres	59	4 280 000	3 446 000
	60	43 110 000	35 922 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61		
Bibliothèques	62	11 918 000	11 709 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	46 781 000	41 508 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	19 293 000	18 680 000
	66	77 992 000	71 897 000
	67	121 102 000	107 819 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	127 874 000	130 639 000
Autres frais	70	660 000	2 064 000
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	1 000 000	10 000
	73	129 534 000	132 713 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

1113193

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	3 529 327 000	3 504 898 000	3 433 199 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	191 981 000	206 162 000	191 102 000
Services rendus	5	262 314 000	254 509 000	256 933 000
Imposition de droits	6	246 449 000	367 494 000	317 010 000
Amendes et pénalités	7	105 916 000	94 430 000	103 096 000
Revenus de placements de portefeuille	8	63 645 000	74 380 000	72 379 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 522 000	15 963 000
Autres revenus	10	22 035 000	26 166 000	29 613 000
Effet net des opérations de restructuration	11		8 472 000	
	12	4 711 190 000	4 825 888 000	4 683 712 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	125 000 000	58 540 000	41 588 000
Imposition de droits	16			
Effet net des opérations de restructuration			5 047 000	
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	1 100 000	9 112 000	7 378 000
Autres	18		7 878 000	7 532 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	19			
	20	126 100 000	80 577 000	56 498 000
	21	4 837 290 000	4 906 465 000	4 740 210 000
Charges				
Administration générale	22	759 921 000	688 875 000	694 237 000
Sécurité publique	23	883 985 000	885 997 000	842 701 000
Transport	24	916 764 000	949 841 000	935 366 000
Hygiène du milieu	25	464 931 000	473 452 000	465 294 000
Santé et bien-être	26	71 599 000	67 250 000	68 950 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	212 692 000	237 875 000	163 101 000
Loisirs et culture	28	576 701 000	593 959 000	567 566 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	273 877 000	271 449 000	264 452 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	**4 160 470 000**	**4 168 698 000**	**4 001 667 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	33	**676 820 000**	**737 767 000**	**738 543 000**

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	676 820 000	737 767 000	738 543 000
Moins: revenus d'investissement	2	(126 100 000)	(80 577 000)	(56 498 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	550 720 000	657 190 000	682 045 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		6 029 000	5 725 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		6 029 000	5 725 000
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		49 185 000	22 923 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(368 537 000)	(373 260 000)	(345 954 000)
	18	(368 537 000)	(324 075 000)	(323 031 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(8 899 000)	(11 279 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	110 000 000	159 091 000	117 957 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(287 043 000)	(285 283 000)	(233 093 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(5 140 000)	(13 020 000)	(9 990 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(182 183 000)	(148 111 000)	(136 405 000)
	26	(550 720 000)	(466 157 000)	(453 711 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		191 033 000	228 334 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	80 577 000	56 498 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(64 082 000)	(61 022 000)
Sécurité publique	3	(1 097 000)	(1 235 000)
Transport	4	(519 347 000)	(504 397 000)
Hygiène du milieu	5	(238 448 000)	(234 789 000)
Santé et bien-être	6	(192 000)	(65 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(93 073 000)	(62 829 000)
Loisirs et culture	8	(339 597 000)	(268 656 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(1 255 836 000)	(1 132 993 000)
Propriétés destinées à la revenue			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	785 693 000	667 068 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	8 899 000	11 279 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	15 155 000	10 150 000
Réserves financières et fonds réservés	17	63 577 000	255 026 000
	18	87 631 000	276 455 000
	19	(382 512 000)	(189 470 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(301 935 000)	(132 972 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	861 768 000	889 488 000	862 259 000
Charges sociales	2	292 914 000	261 576 000	281 111 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	681 503 000	698 087 000	629 077 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	236 082 000	230 705 000	222 722 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 737 000	17 142 000	17 763 000
D'autres tiers	10	21 748 000	20 858 000	22 933 000
Autres frais de financement	11	1 310 000	2 744 000	1 034 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	2 085 133 000	2 082 713 000	2 002 397 000
Transferts	13		13 680 000	
Autres	14	10 086 000		13 526 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	124 760 000	166 534 000	118 240 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	(169 571 000)	(214 829 000)	(169 395 000)
-	19			
-	20			
	21	4 160 470 000	4 168 698 000	4 001 667 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	283 530 000	312 582 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés	3	280 018 000	55 846 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)
Financement des investissements en cours	5	(452 725 000)	(150 790 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affect. À l'exercice suivant	9	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	10	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	11	118 155 000	100 407 000
- Exc.affect.-Autres fins	12	53 785 000	59 858 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	22 922 000	30 245 000
- Gestion de l'eau	20	10 090 000	13 751 000
- Immobilisaitons	21	236 963 000	70 000
-	22		
-	23		
	24	269 975 000	44 066 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	3 570 000	3 768 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	108 000	1 477 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Unités de stationnement	30	6 106 000	6 218 000
- Autres	31	259 000	317 000
	32	10 043 000	11 780 000
	33	280 018 000	55 846 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(91 201 000)	(96 320 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(20 745 000)	(27 645 000)
Autres	37	(10 397 000)	(8 798 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	(122 343 000)	(132 763 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	(157 543 000)	(169 563 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 000 000)	(4 000 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 000 000)	(4 000 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(1 341 810 000)	(1 352 781 000)
- Charges de fonc. à financer	58	(84 621 000)	(42 277 000)
	59	(1 426 431 000)	(1 395 058 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	288 827 000	251 062 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	64	90 697 000	105 954 000
	65	379 524 000	357 016 000
	66	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	484 705 000	508 693 000
Investissements à financer	68	(937 430 000)	(659 483 000)
	69	(452 725 000)	(150 790 000)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 758 583 000
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7		
Autres	8	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 351 314 000
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	23 969 000	24 373 000
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 096 000
Autres			
- Autres	14	626 000	650 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20	20 508 000	21 145 000
Activités d'investissement	21		
	22	66 744 000	68 312 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24	13 748 000	13 573 000
	25	13 748 000	13 573 000
	26	80 492 000	81 885 000
	27	3 504 898 000	3 433 199 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**2019**	**2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39		
	40	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 600 000
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	264 417 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	12 804 000	12 230 000
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	288 000	300 000
Sécurité civile	56		
Autres	57	120 000	125 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	1 602 000	1 663 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	693 000
Autres	60	687 000	714 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	71 000	38 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	135 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	244 000	267 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76	149 000	183 000
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	758 000	93 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	1 587 000	1 941 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 161 000	1 298 000
Promotion et développement économique	85	20 303 000	8 984 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	1 505 000	1 435 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	4 700 000	4 820 000
Autres	89	7 863 000	6 808 000
Réseau d'électricité	90		
	91	76 594 000	59 962 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	(1 614 000)	4 359 000
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	2 368 000	26 345 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	(138 000)	655 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	26 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	22 817 000	(10 513 000)
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	11 169 000	6 861 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	417 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		362 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	19 346 000	9 385 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000
Autres	128	7 000	(8 000)
Réseau d'électricité	129		
	130	58 540 000	41 588 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		**2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	16 178 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	113 390 000	111 461 000
	139	129 568 000	131 140 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	264 702 000	232 690 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	8 000	8 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	8 000	8 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	235 000	277 000
Évaluation	184	4 000	4 000
Autres	185	32 971 000	31 183 000
	186	33 210 000	31 464 000
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190	61 000	30 000
	191	61 000	30 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 996 000	61 091 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		17 000
Autres	199	6 845 000	5 516 000
	200	65 330 000	73 455 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 419 000	1 565 000
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204	249 000	425 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	144 000	570 000
Matières recyclables	206	474 000	524 000
Autres	207	17 000	27 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	74 000	834 000
Autres	210	25 000	60 000
	211	2 402 000	4 005 000
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000
	215	19 052 000	22 714 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	41 884 000	33 926 000
Rénovation urbaine	217	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 516 000	3 129 000
Autres	219	59 361 000	55 162 000
	220	103 201 000	92 671 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	16 648 000	15 350 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	16 705 000
	224	31 245 000	32 586 000
Réseau d'électricité	225		
	226	254 501 000	256 925 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	254 509 000	256 933 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité **SERVICES RENDUS (suite)**		**Budget 2019**	**Réalisations 2019**	**2018**
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228		54 115 000	63 460 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231		4 000	
	232		367 494 000	317 010 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		94 430 000	103 096 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234		74 380 000	72 379 000
INTÉRÊTS	235		14 522 000	15 963 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	4 646 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		9 112 000	7 378 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		33 577 000	32 499 000
	245		43 156 000	44 523 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	246		8 472 000	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	62 114 000	57 411 000
Greffe et application de la loi	2	33 206 000	32 104 000
Gestion financière et administrative	3	293 921 000	252 442 000
Évaluation	4	14 887 000	14 424 000
Gestion du personnel	5	68 781 000	63 834 000
Autres			
- Autres	6	215 966 000	274 022 000
-	7		
	8	688 875 000	694 237 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	537 445 000	536 827 000
Sécurité incendie	10	294 756 000	289 183 000
Sécurité civile	11	1 785 000	1 381 000
Autres	12	52 011 000	15 310 000
	13	885 997 000	842 701 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	139 299 000	157 647 000
Enlèvement de la neige	15	207 359 000	192 391 000
Éclairage des rues	16	33 934 000	34 939 000
Circulation et stationnement	17	54 469 000	55 243 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	454 702 000	484 855 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20	2 000	
Autres	21	60 076 000	10 291 000
	22	949 841 000	935 366 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	67 940 000	67 684 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	97 517 000	93 302 000
Traitement des eaux usées	25	88 701 000	83 317 000
Réseaux d'égout	26	43 351 000	42 349 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	51 704 000	48 302 000
Élimination	28	27 452 000	34 585 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	30 667 000	29 853 000
Tri et conditionnement	30	12 668 000	1 294 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	10 247 000	8 330 000
Traitement	32	6 407 000	6 255 000
Matériaux secs	33	16 746 000	14 201 000
Autres	34	3 744 000	3 823 000
Plan de gestion	35		
Autres	36	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	7 919 000	10 061 000
Autres	39	5 190 000	18 793 000
	40	473 452 000	465 294 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	21 447 000	19 922 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000	21 467 000
Autres	43	28 275 000	27 561 000
	44	67 250 000	68 950 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	97 832 000	65 311 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	1 636 000	1 378 000
Autres biens	47	42 011 000	31 118 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	85 808 000	62 173 000
Tourisme	49	1 851 000	1 787 000
Autres	50	448 000	359 000
Autres	51	8 289 000	975 000
	52	237 875 000	163 101 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	70 688 000	66 748 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 930 000	34 282 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 528 000	38 660 000
Parcs et terrains de jeux	56	189 101 000	180 834 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58	73 000	65 000
Autres	59	16 877 000	18 853 000
	60	348 197 000	339 442 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61	19 983 000	19 247 000
Bibliothèques	62	95 868 000	94 196 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	64 774 000	58 957 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	65 137 000	55 724 000
	66	245 762 000	228 124 000
	67	593 959 000	567 566 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	271 679 000	265 395 000
Autres frais	70	(2 974 000)	(1 977 000)
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	2 744 000	1 034 000
	73	271 449 000	264 452 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

1211193

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14
Annexe : Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences	15

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	229 467 000	229 467 000	240 878 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	166 363 000	166 363 000	165 726 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	419 862 000	419 862 000	410 358 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 670 000	28 670 000	24 840 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	41 669 000	41 669 000	41 025 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	1 338 000	2 529 000
Parcs et terrains de jeux	10	119 858 000	119 858 000	169 090 000
Autres infrastructures	11	75 478 000	356 574 000	285 116 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	71 340 000	303 184 000	247 941 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	243 792 000	243 792 000	172 474 000
Améliorations locatives	15	15 878 000	19 005 000	13 206 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		104 565 000	627 359 000
Autres	17	47 901 000	220 588 000	142 384 000
Ameublement et équipement de bureau	18	105 700 000	170 937 000	122 968 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	21 303 000	58 818 000	54 274 000
Terrains	20	123 234 000	150 584 000	79 826 000
Autres	21	2 822 000	4 016 000	8 201 000
	22	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	68 608 000	68 608 000	69 060 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	64 555 000	64 555 000	46 971 000
Autres infrastructures	27	610 206 000	891 302 000	822 387 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	160 859 000	160 859 000	171 818 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	101 808 000	101 808 000	118 755 000
Autres infrastructures	32	117 881 000	117 881 000	124 259 000
Autres immobilisations	33	631 970 000	1 275 489 000	1 468 633 000
	34	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

1354193

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4	2 566 743 000	622 624 000	812 076 000	2 377 291 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 276 154 000	830 423 000	353 279 000	4 753 298 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 281 092 000	664 353 000	362 100 000	2 583 345 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 123 989 000	2 117 400 000	1 527 455 000	9 713 934 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	355 394 000	62 168 000	36 698 000	380 864 000
	18	3 218 228 000	428 254 000	379 461 000	3 267 021 000
	19	12 342 217 000	2 545 654 000	1 906 916 000	12 980 955 000
Dette en cours de refinancement	20	( )			( )
Reclassement / Redressement	21		(599 568 000)	(599 568 000)	
Dette à long terme	22	12 342 217 000	1 946 086 000	1 307 348 000	12 980 955 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	6 475 925 000	3 446 284 000	9 922 209 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	452 725 000	255 948 000	708 673 000
Activités de fonctionnement à financer	3	84 622 000	(10 388 000)	74 234 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
- Acq. prop. destinées revente	5	46 292 000	10 855 000	57 147 000
-	6			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	7	1 380 244 000	554 162 000	1 934 406 000
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8			
Débiteurs	9	139 492 000	1 364 431 000	1 503 923 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10			
Autres montants	11			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12			
Autres				
- Montant à recouvrer redevances	13	391 127 000		391 127 000
-	14			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 148 701 000	1 784 106 000	6 932 807 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	177 972 000	1 343 856 000	1 521 828 000
Endettement net à long terme	17	5 326 673 000	3 127 962 000	8 454 635 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	18			
Communauté métropolitaine	19	12 640 000		12 640 000
Autres organismes	20	180 977 000		180 977 000
Endettement total net à long terme	21	5 520 290 000	3 127 962 000	8 648 252 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	2 585 042 000		
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23			
	24	2 585 042 000		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	8 105 332 000		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	5 212 000	5 212 000	5 189 000
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	541 829 000	541 829 000	551 450 000
Autres	10	320 000	320 000	318 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	1 143 000	1 143 000	1 138 000
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	16 795 000	16 795 000	16 720 000
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	4 224 000	4 224 000	4 205 000
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	11 811 000	11 811 000	11 758 000
Réseau d'électricité	24			
	25	581 334 000	581 334 000	590 778 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1	72 114 000	66 128 000
Charges sociales	2	30 906 000	28 340 000
Biens et services	3	1 719 754 000	1 627 033 000
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 822 774 000	1 721 501 000

1409193

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	2 195,00	37,50	3 806 339,00	259 635 000	85 740 000	345 375 000
Professionnels	2	3 015,30	35,00	5 032 326,00	266 969 000	72 793 000	339 762 000
Cols blancs	3	6 426,70	35,00	11 432 926,00	365 875 000	105 206 000	471 081 000
Cols bleus	4	4 499,70	36,00	9 218 069,00	315 672 000	113 111 000	428 783 000
Policiers	5	4 325,30	35,00	8 706 739,00	452 262 000	101 881 000	554 143 000
Pompiers	6	2 352,00	42,00	5 167 253,00	235 384 000	59 571 000	294 955 000
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	22 814,00		43 363 652,00	1 895 797 000	538 302 000	2 434 099 000
Élus	9	103,00			11 198 000	4 781 000	15 979 000
	10	22 917,00			1 906 995 000	543 083 000	2 450 078 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	2 508 000				2 508 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	394 000	86 000	(309 000)		171 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	61 000	23 835 000	9 710 000		33 606 000
Traitement des eaux usées	14	10 718 000	2 744 000	2 744 000		16 206 000
Réseaux d'égout	15	4 000	16 870 000	10 987 000		27 861 000
Autres	16	301 995 000	76 751 000	5 905 000	42 988 000	427 639 000
	17	315 680 000	120 286 000	29 037 000	42 988 000	507 991 000

10

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	501 000	551 000
Évaluation	2	60 000	58 000
Autres	3	27 228 000	25 922 000
	4	27 789 000	26 531 000
Sécurité publique			
Police	5	4 893 000	5 090 000
Sécurité incendie	6	10 072 000	10 608 000
Sécurité civile	7	59 000	
Autres	8	774 000	835 000
	9	15 798 000	16 533 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	100 907 000	101 254 000
Enlèvement de la neige	11	9 967 000	9 616 000
Autres	12	12 157 000	11 489 000
Transport collectif	13	33 721 000	35 829 000
Autres	14	2 139 000	
	15	158 891 000	158 188 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	11 854 000	10 969 000
Réseau de distribution de l'eau potable	17	28 438 000	26 725 000
Traitement des eaux usées	18	25 302 000	25 671 000
Réseaux d'égout	19	26 858 000	26 177 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 997 000	1 963 000
Matières recyclables	21	439 000	477 000
Autres	22	117 000	529 000
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	751 000	
Autres	25		128 000
	26	95 756 000	92 639 000
Santé et bien-être			
Logement social	27	601 000	661 000
Sécurité du revenu	28	6 554 000	6 555 000
Autres	29		
	30	7 155 000	7 216 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	4 763 000	5 025 000
Rénovation urbaine	32	874 000	1 036 000
Promotion et développement économique	33	1 180 000	1 044 000
Autres	34	13 855 000	13 421 000
	35	20 672 000	20 526 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	60 192 000	59 890 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 426 000	1 792 000
Autres	38	8 304 000	13 850 000
	39	74 922 000	75 532 000
Réseau d'électricité	40		
	41	400 983 000	397 165 000

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Arseneault, Christian	86 550	17 352
Barbe, Manon	111 018	17 352
Battista, Mario	47 318	17 352
Beaudry, Robert	122 272	17 352
Beis, Dimitrios	91 929	17 352
Belinga, Renée-Chantal	47 708	17 294
Biron, Michèle D	48 741	17 352
Bissonnet, Michel	81 547	17 352
Black, Christine	93 744	17 352
Blanchet, Nancy	59 186	17 352
Blanco, Josefina	70 176	17 352
Boivin Roy, Karine	103 616	17 352
Boukala, Younes	59 505	17 352
Bourgeois, Caroline	100 508	16 761
Caldwell, Éric Alan	123 671	17 352
Christensen, Lisa	51 227	17 352
Clément-Talbot, Catherine	65 375	17 352
Cohen, Jacques	53 054	17 352
Corbeil, Jean-Marc	34 637	17 294
Corvil, Josué	59 668	16 761
Croteau, François William	153 871	17 352
Décarie, Suzanne	71 620	17 352
Declos, Serge	48 503	17 352
Deros, Mary	74 262	17 352
Deschamps, Richard	83 907	17 352
DeSousa, Alan	108 978	17 352
Déziel, Gilles	44 573	17 352
Dorais, Benoit	163 163	17 352
Downey, Sterling	96 391	17 352
Ferrandez, Luc	56 846	7 246
Filato, Rosannie	119 075	17 352
Flannery, Michèle	59 695	17 352
Fumagalli, Giuliana	88 615	17 352
Gagnon, Luc	56 003	17 352
Giannou, Effie	60 595	17 352
Gignac, Yves	41 845	17 352
Giguère, Marianne	92 336	17 352
Gosselin, Christine	91 811	17 352
Goulet, Nathalie	125 304	17 352
Guay, Richard	70 628	17 352
Hénault, Andrée	70 738	17 352
Langevin, Benoit	73 186	17 352
Larocque, Christian	48 835	17 352
Lattanzio, Patricia	63 498	15 607
Lavigne Lalonde, Laurence	114 778	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Leblanc, Richard	34 637	17 294
Leroux, Louise	34 637	17 294
Lessard-Blais, Pierre	107 462	17 352
L'heureux, Pierre	54 280	17 352
Limoges, François	128 535	17 352
Magini, Fanny	48 499	17 352
Marceau, Suzanne	34 637	17 294
Marinacci, Normand	113 700	17 352
Marsolais, Kristine	34 637	17 294
Mauger, Marie-Andrée	90 091	17 352
Mauzerolle, Sophie	101 092	17 352
McQueen, Peter	103 734	17 352
Miele, Francesco	100 197	17 352
Miranda, Luis	76 986	17 352
Miron, Suzie	108 354	17 352
Montgomery, Sue	100 126	17 352
Normand, Jerôme	94 791	17 352
Norris, Alex	109 657	17 352
Ouellet, Sylvain	163 763	17 352
Palestini, Laura-Ann	48 503	17 352
Parent, Marie-Josée	86 034	17 352
Parenteau, Jean-François	132 842	17 352
Parizeau, Hadrien	86 542	17 352
Patreau, Valérie	57 156	17 352
Pauzé, Jocelyn	93 079	17 352
Perez, Lionel	107 027	17 352
Perri, Dominic	76 986	17 352
Pierre-Antoine, Nathalie	44 573	17 352
Plante, Valérie	179 759	17 352
Plourde, Marie	98 105	17 352
Poirier, Jean-Marc	47 708	17 294
Pollak, Mindy	52 689	17 352
Popeanu, Magda	147 813	17 352
Provost, Julie-Pascale	48 879	17 352
Rabouin, Luc	14 663	2 985
Rapana, Giovanni	72 915	17 352
Rossi, Chantal	79 527	17 352
Rotrand, Marvin	60 729	17 352
Rouleau, Micheline	83 186	17 352
Ryan, Richard	106 129	17 352
Salem, Aref	80 904	17 352
Samoszewski, Robert	48 499	17 352
Sarault, Yves	52 129	17 352
Sari, Abdelhaq	71 401	17 352
Sauvé, Craig	113 220	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Shand, Lynne	34 637	17 294
Sigouin, Anne-Marie	103 138	17 352
Thiébaut, Sophie-Gabrielle	55 350	17 352
Thuillier, Émilie	133 938	17 352
Tomlinson, Philipe	88 738	17 352
Tremblay, Lili-Anne	54 185	17 352
Tremblay, Véronique	50 286	17 352
Troilo, Josée	48 503	17 352
Vaillancourt, Alain	67 786	17 352
Vilain, Maeva	67 725	17 352
Vodanovic, Maja	127 235	17 352
Watt, Stéphanie	72 895	17 352
Wong, Cathy	126 342	17 352
Zarac, Lise	66 813	17 352

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 050 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 / 3 / 4		X	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 / 6		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	$		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 / 9		X	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 / 11		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	$		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 / 14	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	182 000 000 $		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 / 17	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	20 509 000 $		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 / 20		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	$		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 / 23	X	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 / 25		X
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 / 27		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 / 30		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 / 33		X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	34		$
b) autres formes d'aide	35		$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36		
Facteur comparatif de 2019	37	0,00	
Valeur uniformisée	38		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 ____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 ____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 ____ $

b) Dépenses d'investissement — 42 ____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 ____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 ____

b) Date d'adoption de la résolution — 45 ____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

	OUI	NON
	46 [X]	47 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 CG10 0209

b) Date d'adoption de la résolution — 49 2010-05-20

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	☐	51	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52			
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53			
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice				
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54			
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55			
Mesures d'encadrement				
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56			
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :				
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57			
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58			
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :				
- la mort	59			
- une blessure grave	60			
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61			

ANNEXE

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS VENTILÉS PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	18
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	18
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	19
Questionnaire	20
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	22
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	22
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	23

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	102 173 000	106 376 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	53 520 000	65 435 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	24 777 000	15 272 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	(202 000)	426 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 404 000	919 000
Aires de stationnement	9		4 000
Parcs et terrains de jeux	10	28 376 000	77 584 000
Autres infrastructures	11	116 000	145 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	37 673 000	69 696 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 919 000	47 216 000
Améliorations locatives	15	10 316 000	8 599 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	24 419 000	16 503 000
Ameublement et équipement de bureau	18	55 700 000	43 964 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 343 000	4 470 000
Terrains	20	89 780 000	23 495 000
Autres	21	(475 000)	4 702 000
	22	566 938 000	588 508 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	31 289 000	19 590 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	23 566 000	12 014 000
Autres infrastructures	27	31 533 000	39 500 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	70 884 000	86 786 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	29 954 000	53 421 000
Autres infrastructures	32	64 150 000	68 538 000
Autres immobilisations	33	248 675 000	218 645 000
	34	566 938 000	588 508 000

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
	Ensemble des municipalités		
66023	Montréal		2 042 217 000
66112	Baie-D'Urfé		12 006 000
66107	Beaconsfield		20 771 000
66058	Côte-Saint-Luc		28 254 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		41 791 000
66087	Dorval		70 927 000
66062	Hampstead		9 843 000
66092	L'Île-Dorval		80 000
66102	Kirkland		28 745 000
66072	Mont-Royal		51 633 000
66007	Montréal-Est		17 310 000
66047	Montréal-Ouest		5 822 000
66097	Pointe-Claire		63 384 000
66127	Senneville		3 375 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		7 098 000
66032	Westmount		56 082 000
		1	2 459 338 000
	Certaines municipalités		
66023	Montréal		12 480 000
66112	Baie-D'Urfé		250 000
66107	Beaconsfield		517 000
66058	Côte-Saint-Luc		382 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		842 000
66087	Dorval		1 584 000
66062	Hampstead		216 000
66092	L'Île-Dorval		1 000
66102	Kirkland		653 000
66072	Mont-Royal		1 095 000
66007	Montréal-Est		366 000
66047	Montréal-Ouest		95 000
66097	Pointe-Claire		1 380 000
66127	Senneville		77 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		199 000
66032	Westmount		1 158 000
		2	21 295 000
		3	2 480 633 000

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ $	
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	2 / 3	[ ]	[X]
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	4	_____ $	
b) autres formes d'aide	5	_____ $	
3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	6 / 7	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	8	_____ $	
4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	9 / 10	[ ]	[X]
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM?	11 / 12	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	13	_____ $	

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	127 294 000	134 502 000
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	112 843 000	100 291 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	395 085 000	395 086 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 872 000	24 414 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	40 265 000	40 106 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	2 525 000
Parcs et terrains de jeux	10	91 482 000	91 506 000
Autres infrastructures	11	75 362 000	54 834 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	33 667 000	28 065 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	214 873 000	125 258 000
Améliorations locatives	15	5 562 000	3 016 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	23 482 000	23 234 000
Ameublement et équipement de bureau	18	50 000 000	39 724 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	18 960 000	14 439 000
Terrains	20	33 454 000	52 494 000
Autres	21	3 297 000	3 499 000
	22	1 255 836 000	1 132 993 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	37 319 000	49 469 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	40 989 000	34 956 000
Autres infrastructures	27	578 673 000	552 751 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	89 975 000	85 033 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	71 854 000	65 335 000
Autres infrastructures	32	53 731 000	55 720 000
Autres immobilisations	33	383 295 000	289 729 000
	34	1 255 836 000	1 132 993 000

152193

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	14 887 000	14 424 000
Autres	3	263 943 000	288 999 000
Sécurité publique			
Police	4	534 888 000	531 811 000
Sécurité incendie	5	294 866 000	289 362 000
Sécurité civile	6	1 258 000	1 270 000
Autres	7	44 432 000	7 410 000
Transport			
Réseau routier	8	6 784 000	20 947 000
Transport collectif	9	454 644 000	460 609 000
Autres	10	29 434 000	10 553 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	194 788 000	186 375 000
Matières résiduelles	12	58 705 000	47 166 000
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	4 679 000	4 988 000
Autres	15	2 698 000	
Santé et bien-être			
Logement social	16	19 421 000	18 409 000
Autres	17	3 000 000	2 682 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 322 000	2 165 000
Rénovation urbaine	19	4 902 000	4 196 000
Promotion et développement économique	20	45 889 000	31 611 000
Autres	21	3 397 000	975 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	30 527 000	30 050 000
Activités culturelles	23	67 249 000	48 395 000
Réseau d'électricité	24		
	25	2 082 713 000	2 002 397 000

15193

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	3
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	4
Notes complémentaires	5

Vérificateur général de la Ville de Montréal

Deloitte.

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit du tableau « Ventilation des dépenses mixtes par compétence » entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été établi par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable
Nous attirons l'attention sur la note 3 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de Montréal de répondre aux exigences réglementaires. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville, ayant été déposé au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau
La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

S50

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019						2018
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Total		
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	159 432 000	167 972 000	150 571 000	135 841 000	309 854 000	303 666 000	292 214 000
Sécurité publique	2							
Transport	3	1 634 000	1 843 000	55 390 000	58 527 000	57 024 000	60 366 000	63 023 000
Hygiène du milieu	4	7 430 000	7 680 000	18 913 000	18 322 000	26 342 000	26 001 000	27 984 000
Santé et bien-être	5	2 572 000	2 253 000	985 000	1 055 000	3 557 000	3 308 000	3 121 000
Aménagement, urbanisme et développement	6	4 978 000	5 458 000	8 170 000	8 222 000	13 148 000	13 680 000	12 720 000
Loisirs et culture	7	7 391 000	7 143 000	21 689 000	22 187 000	29 080 000	29 327 000	29 570 000
Frais de financement	8							
	9	183 437 000	192 349 000	255 718 000	244 154 000	439 005 000	436 348 000	428 632 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

Voir les notes 1 et 2 à la page S61-2.

2. Principales méthodes comptables

Voir la note 3 à la page S61-2.

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES – NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2019

1. DÉPENSES MIXTES

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les dépenses engagées par la Ville de Montréal dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

2. VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 31 décembre 2006, et ses modifications subséquentes.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une dépense mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice de compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des dépenses d'administration à appliquer aux dépenses d'agglomération, à l'exclusion des dépenses du service de la dette, des dépenses de contribution, des dépenses contingentes et des dépenses mixtes d'administration générale. Le taux des dépenses d'administration est calculé annuellement en fonction des critères définis au règlement mentionné ci-dessus. Le taux applicable en 2019 est de 9,88 %.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les dépenses présentées dans le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, lesquels sont dressés conformément aux NCCSP. La note 2 des états financiers consolidés décrit les méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les dépenses mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
La Tour Deloitte
1190, avenue des
Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal (Québec) H3B 0M7
Canada

Tél. : 514-393-7177
Téléc. : 514-390-4111
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal,
au trésorier

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Montréal (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Le 21 avril 2020

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	3 504 898 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (199 000)	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	7 658 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	13 748 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	12 439 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 242 211 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	2 633 000
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	2 241 525 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	239 531 928 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	240 719 820 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	240 125 874 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | 0 | , | 9 | 3 | 3 | 5 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11
Annexe : Compétences d'agglomération	12

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 891 233 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	408 741 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	103 616 000
Activités de fonctionnement	6	155 387 000
Activités d'investissement	7	
Autres	8	632 000
	9	3 559 609 000
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	19 671 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	8 824 000
Autres		
- Enseignes publicitaires	14	640 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	5 631 000
Pouvoir général de taxation	19	20 557 000
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	55 323 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	14 934 000
	25	14 934 000
	26	70 257 000
	27	3 629 866 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	37 586 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	37 586 000
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	76 512 000
Cégeps et universités	7	61 924 000
Écoles primaires et secondaires	8	47 675 000
	9	186 111 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 769 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	1 769 000
	14	225 466 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	37 351 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	2 092 000
Taxes d'affaires	17	
	18	39 443 000
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	13 230 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	13 230 000
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	2 212 000
	24	2 212 000
	25	280 351 000

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	2 /100$		3				
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5 /100$		6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8 /100$		9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11 /100$		12				
Immeubles industriels	13	x	14 /100$		15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17 /100$		18				
Autres	19	x	20 /100$		21				
Immeubles agricoles	22	x	23 /100$		24				
Total					25	26 ( )	27 (3 230 000)	28 2 894 463 000	29 2 891 233 000
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	30	x	31 /100$		32				
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34 /100$		35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37 /100$		38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40 /100$		41				
Immeubles industriels	42	x	43 /100$		44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46 /100$		47				
Autres	48	x	49 /100$		50				
Immeubles agricoles	51	x	52 /100$		53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57 408 741 000	58 408 741 000

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
	100,0000	7	Autres

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

Montréal

Taux de taxation de 2020 (en $/100$)[1]

Secteurs / Arrondissements	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis	Terrains vagues non desservis[2]	Taxes PTI d'arrondis-sement
Anjou	0,6340	0,6380	2,6202	3,1407	1,2680	0,6340	0,0831
Taxe spéciale de l'eau	0,0963	0,0844	0,3210		0,0963		
Lachine	0,5895	0,5559	2,5463	3,0668	1,1790	0,5895	0,0526
Taxe spéciale de l'eau	0,0927	0,0746	0,2925		0,0927		
LaSalle	0,5837	0,5101	2,5387	3,0592	1,1674	0,5837	0,0466
Taxe spéciale de l'eau	0,0897	0,0731	0,2820		0,0897		
L'Île-Bizard	0,6040	0,6080	2,5195	3,0400	1,2080	0,6040	0,0772
Taxe spéciale de l'eau	0,0973	0,0736	0,2905		0,0973		
Montréal	0,6372	0,6412	2,6427	3,1633	1,2744	0,6372	
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3472		0,1043		
Ahuntsic-Cartierville							0,0483
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce							0,0311
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve							0,0511
Plateau Mont-Royal							0,0314
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles							0,0724
Rosemont–Petite-Patrie							0,0409
Le Sud-Ouest							0,0408
Ville-Marie							0,0064
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension							0,0445
Montréal-Nord	0,6277	0,6316	2,5991	3,1196	1,2554	0,6277	0,0671
Taxe spéciale de l'eau	0,0888	0,0686	0,1457		0,0888		
Outremont	0,6043	0,5675	2,5706	3,0911	1,2086	0,6043	0,0307
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3495		0,1043		
Pierrefonds	0,5891	0,5520	2,5273	3,0478	1,1782	0,5891	0,0646
Taxe spéciale de l'eau	0,0957	0,0752	0,3109		0,0957		
Roxboro	0,6071	0,6110	2,5301	3,0506	1,2142	0,6071	0,0604
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0687	0,3017		0,0951		
Sainte-Geneviève	0,5891	0,5683	2,5593	3,0798	1,1782	0,5891	0,0768
Taxe spéciale de l'eau	0,0922	0,0809	0,2622		0,0922		
Saint-Laurent	0,6129	0,6168	2,5506	3,0711	1,2258	0,6129	0,0522
Taxe spéciale de l'eau	0,0981	0,0800	0,2949		0,0981		
Saint-Léonard	0,6132	0,6171	2,5521	3,0726	1,2264	0,6132	0,0605
Taxe spéciale de l'eau	0,0925	0,0790	0,2935		0,0925		
Verdun	0,5915	0,5644	2,5419	3,0624	1,1830	0,5915	0,0385
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0796	0,3192		0,0951		

Taxe spéciale voirie	Résidentiel	Non résidentiel
Ville de Montréal	0,0035	0,0228

T.G.T. pondéré[3]	Ens. Supérieur, Santé,S.Sociaux	Ens. P et Sec
1,1073	84,5%	71

Taxe relative à l'ARTM	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis
Ville de Montréal	0,0024	0,0024	0,0102	0,0123	0,0048

Verdun	Secteur IDS	Secteur TFE
Taxe pour travaux municipaux	0,0083	0,0037

Montréal-Nord	
Eau (non-résidentiel)	0,17921

Divers	OBNL	STM	Terrains
Ville de Montréal	0,5000	1,0175	0,5800

Tarification des immeubles résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Ahuntsic-Cartierville	s. o.	s. o.
Anjou	Tarifs fixes variés : 20 $ par logement, 10 $ par chambre.	s. o.
Côte-des-Neiges– Notre-Dame-de-Grâce	s. o.	s. o.
Lachine	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
LaSalle	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : chalet d'été, 30 $ par unité; maison de chambres, 20 $ par chambre; autres immeubles, 30 $ par logement. Sainte-Geneviève : tarif fixe de 30 $ par logement ou 30 $ par immeuble pour les maisons de chambres.	L'Ile-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 60 $ par logement ou 50 $ par chambre
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	s. o.	s. o.
Montréal-Nord	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Outremont	s. o.	100 $ par logement
Pierrefonds-Roxboro	Tarif fixe de 30 $ par logement.	Pierrefonds : 60 $ par logement Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	s. o.	s. o.
Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles	s. o.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	s. o.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif fixe de 25 $ par logement.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Sud-Ouest	s. o.	s. o.
Verdun	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
Ville-Marie	s. o.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	s. o.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées.

Tarification des immeubles non résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Tous	Tarif de 0,58 $/m^3 pour toute consommation excédant 100 000 m^3, en plus des tarifs présentés ci-dessous.	s. o.
Ahuntsic-Cartierville	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Anjou	Tarif au compteur de 0,1869775 $/m^3. Un crédit de 227 m^3 par logement ou par chambre est alloué pour les immeubles mixtes.	s. o.
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Lachine	Tarifs variés selon le secteur (immeubles mixtes et non résidentiels) : Lachine, le plus élevé de : a) 30 $ par logement ou 150 $ par établissement; b) 0,33 $/m^3 pour 454 609 m^3 et 0,2552 $/m^3 sur l'excédent. Saint-Pierre, le plus élevé de : a) 0,90 $/m^3; b) 30 $ par logement ou 360 $ par établissement; c) selon le type de compteur : de 1 300 $ à 4 700 $.	s. o.
LaSalle	Tarif de base de 90 $ par local pour les premiers 255 m^3, tarif de 0,37 $/m^3 jusqu'à 425 m^3 et de 0,41 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : commerce dans un immeuble mixte, 160 $ par local; autres commerces : 270 $ par local. Sainte-Geneviève : tarif de base de 175 $ par local pour les premiers 227,3 m^3 et tarif au compteur de 0,274967 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Montréal-Nord	Le plus élevé de : tarif fixe de 0,18353 $ par 100 $ d'évaluation foncière non résidentielle ajustée ou 0,165 $ du m^3.	s. o.
Outremont	s. o.	s. o.
Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds : tarif de base de 85 $ par local pour les premiers 360 m^3 et taux de 0,21 $/m^3 sur l'excédent. Roxboro : tarifs fixes par local, variant de 180 $ à 360 $ selon le type de commerce.	s. o.
Plateau-Mont-Royal	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum variable selon le diamètre du compteur. Tarif de 0,396 $/m^3 jusqu'à 909 200 m^3 et de 0,297 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif minimum de 85 $ par établissement pour les premiers 318 m^3 et tarif au compteur de 0,26708 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Sud-Ouest	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Verdun	Tarif minimum de 78 $ par unité pour les premiers 228 m^3 et tarif au compteur de 0,19 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Ville-Marie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	3 629 866 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (235 000)		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	9 690 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	14 934 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	8 651 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	1 287 919 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	2 328 052 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 259 476 245 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 12 0 , 8 9 7 2 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 788 443 000		11 843 000	21 652 000	275 280 000	139 000
De secteur	2	47 607 000		376 000	1 943 000	36 424 000	20 000
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	1 858 000				113 000	
Autres	5	33 229 000				5 084 000	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	14 934 000					
	8	1 886 071 000		12 219 000	23 595 000	316 901 000	159 000

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	1 164 452 000	16 000	38 149 000	3 299 974 000
De secteur	10	167 155 000	2 000	5 476 000	259 003 000
Autres	11			632 000	632 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	3 660 000			5 631 000
Autres	13	11 379 000			49 692 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				14 934 000
	16	1 346 646 000	18 000	44 257 000	3 629 866 000

10

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	X	13		14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	82 000 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-11				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

PORTRAIT GLOBAL

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	5 729 429 000 $
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	531 193 000 $
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	421 159 000 $
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	86 245 000 $

Les questions 10 et 11 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

		OUI		NON
10. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	32	X	33	
11. Date d'adoption du budget d'agglomération par le conseil	34	2019-12-13		

ANNEXE

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	14
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	15

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	36 270 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 340 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	49 610 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	49 610 000
	27	49 610 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10	X	11	
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13	X	14	
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16	X	17	

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	X	19		20	
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	X	22			

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	**OUI**	**NON**

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?	23	X	24	
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	25	X	26	
9. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	27	X	28	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Yves Courchesne , atteste que le rapport financier consolidé
de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-28.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Montréal.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-21 12:55:35

Date de transmission au Ministère :

S68

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.09

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207968002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis « Racisme systémique: agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes » et des 10 recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

Il est recommandé:

de prendre acte du dépôt auprès du conseil municipal de la Ville de Montréal de l'avis intitulé « Racisme systémique : agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes » réalisé par le Conseil interculturel de Montréal et des 10 recommandations émises à ce sujet.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-05 10:24

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207968002**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis « Racisme systémique: agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes » et des 10 recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Instance municipale consultative indépendante, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) conseille la Ville sur toutes questions relevant des relations interculturelles. Le CIM est constitué de quinze membres bénévoles, dont une personne à la présidence et deux à la vice-présidence, représentant la diversité culturelle de Montréal et provenant de milieux professionnels différents. À ce titre, sa principale mission est de conseiller et de donner des avis au comité exécutif et au conseil municipal sur les politiques à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des personnes de toutes origines à la vie politique, économique, sociale et culturelle de Montréal. D'une manière générale, le CIM conseille les personnes élues de Montréal et, sur demande, les services corporatifs et les arrondissements.
Afin d'assurer la prise en compte des préoccupations et des enjeux touchants les diverses communautés ethnoculturelles dans l'élaboration des politiques municipales, le CIM est appelé à rédiger divers travaux répondant aux besoins de ces communautés.

Au cours des dernières années, le CIM a participé activement à la réalisation d'avis, dont l'avis « Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle » (2019), l'avis « Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous : Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale » (2018), un « Avis sur le profilage racial dix ans après 2006-2016 » (2017), un avis sur le « Portrait médiatique de l'intégration économique des immigrants dans la métropole » (2014), un « Avis sur le programme d'accès à l'égalité en emploi de la Ville de Montréal » (2011) et plusieurs projets sur des sujets tels que l'égalité en emploi, l'inclusion sociale, la gestion municipale des lieux de cultes minoritaires et le plan de développement de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1043 – 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.
CM19 0294 – 25 mars 2019 – Prendre connaissance de l'avis « Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

DESCRIPTION

Cet avis émane de l'initiative des membres du CIM et s'appuie sur les travaux et les consultations réalisé dans le cadre de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal tenue par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en 2019.
À la lumière des constats posés par le CIM au fil des années et sur la base d'un état des connaissances récentes, on constate que diverses formes de racismes et de discriminations systémiques participent encore aujourd'hui à l'invisibilisation et à la normalisation de mécanismes de distinction entre les groupes et les individus tout en légitimant une certaine distribution sociale des exclusions et des privilèges. Face à ce constat, le CIM met de l'avant l'idée qu'une politique municipale antiraciste et interculturelle, intégrée et transversale s'imposent désormais. Pour éviter des réponses inadéquates ou n'étant pas à même de s'attaquer à l'ensemble des enjeux associés aux racismes et discriminations systémiques, il importe pour la Ville de Montréal de reconnaître sans détour l'existence des différentes formes de racismes et de discriminations. Une fois ce premier pas franchi, le CIM encourage la Ville à se donner les moyens nécessaires et de déployer des solutions et des actions structurantes parmi lesquelles la nécessité de développer une politique capable d'élargir son champ de compétences en la matière.

Le CIM propose donc, dans le cadre de cet avis, des points de départs indispensables pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités des citoyennes et des citoyens. Ainsi, 10 recommandations sont formulées pour faire de Montréal une ville inclusive, respectueuses de sa diversité et offrant des chances égales à tous et à toutes. Concevoir des actions de lutte contre les racismes et les discriminations prioritairement et conjointement dans ces domaines permettrait d'espérer une véritable transformation de la culture organisationnelle qui encourage et reproduit certaines formes de racismes et de discriminations encore aujourd'hui trop prégnantes.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de son mandat, le CIM fournit, de sa propre initiative ou à la demande du conseil de la ville ou du comité exécutif, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles ou sur toute question relative aux relations interculturelles dans le domaine de compétences municipales et soumet des recommandations au conseil de la ville et au comité exécutif.
C'est donc à l'initiative des membres du CIM que le présent avis sur le racisme systémique a été réalisé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts associés à la réalisation de cet avis ont entièrement été assumés par le budget de fonctionnement annuel du CIM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'équité sociale étant une dimension du développement durable, les activités menées par le Conseil ainsi que ses publications sont des actions qui visent à favoriser à la fois le

rapprochement interculturel et un mieux vivre-ensemble. De plus, le présent avis est imprimé sur papier écologique (papier 100% recyclé, certifié FSC, avec Écologo). Le nombre de copies est de 100 en français et de 50 en anglais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les recommandations soumises dans cet avis contribuent à la réflexion sur les enjeux de racisme systémique et peuvent orienter concrètement les actions de la Ville de Montréal aussi bien en ce qui a trait aux réalités que vivent les personnes touchées par les diverses formes de racismes et de discriminations, qu'à une prise en compte exhaustive des enjeux liés aux racismes et discriminations systémiques, un sujet d'une actualité et d'un intérêt certain.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'avis du CIM a fait l'objet de recherches et de rédaction avant le contexte de la Covid-19 dans le cadre des consultations publiques de l'Office de consultation publique de Montréal. Cet avis ne comporte pas de section ou ne traite pas des enjeux spécifiques liés à la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cet avis sera diffusé sur le site Internet du CIM et sera envoyé aux partenaires concernés par le sujet abordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif - séance visée : 20 mai 2020
Conseil municipal - séance visée : 25 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Chef de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-05-05

Conseil interculturel de Montréal

Racisme systémique

Agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes



Montréal

Avis adopté lors de l’assemblée des membres du 11 mars 2020.

Membres du CIM

Souleymane Guissé, président
Marie-Christine Jeanty, v.-p.
Angela Sierra, v.-p.
Rafael Benitez
Cécile Deschamps
Sonia Djelidi
François Fournier
Fanny Guérin
Stendolph Ismael
Idil Issa
Bertrand Lavoie
Catherine Limperis
Juste Rajaonson
Aranzazu Recalde
Rémy-Paulin Twahirwa

Membres du comité avis et recherche

François Fournier
Fanny Guérin
Souleymane Guissé
Bertrand Lavoie
Catherine Limperis
Juste Rajaonson
Aranzazu Recalde

Collaboration

Frédéric Dejean,
membre du CIM (2018-2020)

Coordination de l’avis et recommandations

Marie-Claude Haince, Ph.D., secrétaire-recherchiste
Amel Gherbi, M.Sc.

Activités de consultation, recherche et orientations

Phillip Rousseau, Ph.D.

Rédaction

Amel Gherbi, M.Sc.
Marie-Claude Haince, Ph.D.
Phillip Rousseau, Ph.D.

Secrétariat

Christine De Kinder
Barbara Leroy-Bernardin

Révision linguistique

Christophe Horguelin

Traduction

Catherine Browne

Graphisme et mise en page

Amélie Lefort

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
© Conseil interculturel de Montréal, 2020
ISBN 978-2-7647-1768-4 – imprimé français
ISBN 978-2-7647-1769-1 – PDF français

Couverture : © Aaron Blanco Tejedor

Racisme systémique

Agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes

Synthèse

Racisme quotidien, racisme institutionnel, racisme structurel, daltonisme racial, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) éclaire ici ces « racismes 2.0 » aux formes insidieuses sur lesquels repose le racisme systémique en montrant comment, encore aujourd'hui et dans le contexte montréalais, ce phénomène participe à l'invisibilisation et à la normalisation de mécanismes de distinction entre les groupes et les individus tout en légitimant une certaine distribution sociale des exclusions et des privilèges. En se référant à la littérature sur le sujet et en allant à la rencontre de citoyennes et des citoyens de différents horizons et d'organismes interpellé.e.s par ces enjeux, le CIM a pu mettre en évidence des formes concrètes du phénomène qui affecte une partie importante la population montréalaise.

Pour y faire face, une approche axée sur la diversité et l'inclusion, bien que louable dans sa vision et ses intentions, laisse des limites et des angles morts non négligeables qui apparaissent dès lors que nous interrogeons les citoyennes et citoyens montréalais faisant l'expérience de racismes et de discriminations. Il ressort des consultations menées en 2019 qu'il faut prendre au sérieux le savoir non institutionnel des citoyennes et des citoyens si l'on veut consolider une démarche pérenne, flexible et évolutive permettant une amélioration continuelle afin d'assurer une lutte efficace et constante contre les diverses formes de racismes et de discriminations systémiques toujours à l'œuvre. Débordant largement le cadre des relations entre les administrations publiques et les citoyennes et citoyens, nous constatons par ailleurs que les stéréotypes et les amalgames bien ancrés, comme les agressions frontales envers les Montréalais.es né.e.s ici ou ailleurs, offrent un terreau fertile à des processus d'exclusion et de marginalisation plus ou moins implicites qui traversent des sphères structurantes de la vie dans la cité (pensons notamment à la discrimination à l'embauche, dans les milieux de travail et dans l'accès au logement, aux interpellations et incarcérations importantes, à la sous-représentation au sein des instances décisionnelles et dans les postes de cadres). Il en découle des inégalités manifestes du point de vue de la santé, du travail, de l'habitation, de la sécurité, du transport et de l'accès aux services, aux installations et aux espaces décisionnels. Sans un effort concerté qui mobilise de nouvelles compétences et des instruments de mesure adaptés pour s'attaquer à un tel système d'injustices, certain.e.s citoyennes et citoyens de plein droit continueront à être relégué.e.s dans la marge économique, sociale et culturelle si l'on ne s'y attache pas de façon substantielle. L'inaction comme le manque de leadership assumé en matière d'initiatives antiracistes de la part de l'administration municipale suggéreraient alors, pour les Montréalais.es touché.e.s par le phénomène, une certaine indifférence, un manque volonté de combler les écarts qui consacrent une citoyenneté à deux vitesses.

Par conséquent, nous estimons que les solutions et interventions doivent être pensées en fonction de trois principaux objectifs, à savoir :

1) Faire preuve de responsabilité et d'engagement;

2) Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux;

3) Sensibiliser et changer les attitudes.

Faire preuve de responsabilité et d'engagement c'est reconnaître publiquement l'existence du problème du racisme systémique à Montréal et s'engager à tout mettre en œuvre pour changer la situation. À cet égard, nous estimons que seule une politique antiraciste et interculturelle permettra de lutter contre toutes les formes de racismes et de discriminations, et nous proposons une série d'actions pour élaborer cette politique. Le renforcement des capacités et de l'autonomisation répond au désir exprimé par plusieurs personnes ayant participé à nos activités de consultation : il convient de placer les citoyennes et citoyens ciblé.e.s par les racismes et les discriminations au cœur des actions entreprises par la Ville de Montréal sur ces enjeux. Elles et ils auront ainsi à la fois plus de moyens et plus de latitude pour proposer et mettre en place des initiatives et des projets ayant le potentiel de faire une différence. Enfin, nous pensons qu'en matière de sensibilisation, la Ville de Montréal se doit d'être plus proactive si elle veut véritablement opérer le changement d'attitudes nécessaire pour éliminer toute forme de racisme et de discrimination.

Le présent avis fait une large place aux voix des citoyennes et citoyens de Montréal. Plusieurs extraits de témoignages évocateurs recueillis auprès de plus de cinquante citoyennes et citoyens racialisé.e.s et représentant.e.s d'organismes et de milieux associatifs interpellé.e.s par le phénomène y sont mis de l'avant. Afin de lutter contre les manifestations concrètes de racismes et de discriminations dégagées à l'issue de la démarche, nous avons formulé et articulé une série de recommandations essentielles à la définition d'un cadre d'action municipale résolument antiraciste susceptible d'être adopté par les différents acteurs concernés.

Le tableau suivant résume ces recommandations que nous souhaitons porteuses.

Pour agir. Tableau des recommandations, actions et moyens

	Faire preuve de responsabilité et d'engagement	
	ACTIONS	**MOYENS**
Recommandation 1 Que la Ville reconnaisse publiquement le racisme systémique	› Affirmer publiquement l'existence du problème du racisme systémique à Montréal et prendre des engagements pour s'y attaquer › Faire preuve de leadership en établissant et en maintenant des coalitions antiracistes avec d'autres villes	› Faire adopter une motion au Conseil municipal pour affirmer l'existence du problème › Demander à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise d'établir la liste des engagements de la Ville en la matière › Réaliser une campagne de sensibilisation antiraciste
Recommandation 2 Que la Ville mette en place une politique interculturelle antiraciste	› Élaborer une politique interculturelle antiraciste qui orientera l'ensemble des politiques, plans d'action et mesures de la Ville sur les enjeux de racisme, de discrimination et plus largement de diversité et d'inclusion › Informer et sensibiliser la population sur la politique mise en place › Encourager et promouvoir le développement de matériel de sensibilisation antiraciste et interculturel	› Développer une vision antiraciste › Définir une politique antiraciste en collaboration avec des organismes impliqués dans la lutte contre les racismes et les discriminations › Instaurer des initiatives et des procédures au diapason d'une vision interculturelle antiraciste › Proposer un glossaire antiraciste à l'intention de tous les services de la Ville. Sur la base de ce glossaire, revoir la terminologie employée par la Ville dans ses communications avec ses employé.e.s et les citoyennes et citoyens › Offrir une formation antiraciste à l'ensemble des employé.e.s municipaux afin de mieux tenir compte des enjeux de racisme et de discrimination dans la prestation des services › Mettre en place des programmes d'éducation antiraciste destinés aux jeunes Montréalais.e.s

Faire preuve de responsabilité et d'engagement

	ACTIONS	MOYENS
Recommandation 3 Que la Ville fasse une veille stratégique à la fois sur les diverses formes de racismes et de discriminations dans la communauté montréalaise et sur les actions municipales prises en matière de lutte contre les racismes et les discriminations	› Utiliser les données et les recherches existantes et partager les résultats publiquement › Réaliser une collecte de données concernant les incidents en matière d'actes haineux, de racisme et de discrimination et de profilage racial, et partager les résultats publiquement › Recueillir et examiner des données concernant les diverses formes de racismes et de discriminations dans des champs de compétences spécifiques à la Ville comme le logement, la culture et le loisir › Utiliser des indicateurs communs pour tous les services de manière à rendre compte des incidents et des tendances en matière de racismes et de discriminations et de profilage racial › Auditer les divers aspects des opérations au sein de l'ensemble des services (planification, politiques et programmes, pratiques et procédures)	› Publier un rapport annuel sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les racismes et les discriminations à Montréal › Développer un gabarit pour la production des bilans des services afin d'inclure une section sur les impacts des réalisations en matière de lutte contre les racismes et les discriminations › Mettre en place des indicateurs pour suivre l'évolution du statut socioéconomique des groupes visés (Autochtones et personnes racialisées) › Préparer des profils démographiques exhaustifs de tous les quartiers afin de guider l'élaboration de politiques et d'initiatives et la planification des programmes › Présenter des données ventilées sur les interpellations policières, particulièrement en ce qui concerne les personnes autochtones et racialisées, afin de pouvoir mesurer le phénomène › Réaliser des études particulières sur des problématiques prégnantes › Rendre disponibles les données produites dans le cadre de ces études sur le portail des données ouvertes de la Ville de Montréal
Recommandation 4 Que la Ville élabore des indicateurs pour évaluer l'effet de ses mesures de lutte contre les racismes et les discriminations	› Définir des objectifs atteignables en matière de lutte contre les racismes et les discriminations › Mesurer l'effet des mesures, initiatives et politiques mises en œuvre par la Ville › Identifier les barrières systémiques qui touchent les groupes visés (autochtones et racialisés)	› Développer des cibles en lien avec les objectifs de lutte contre les racismes et les discriminations › Élaborer des indicateurs communs pour mesurer l'effet des actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations › Élaborer des instruments de mesure pour documenter puis contrer les barrières systémiques rencontrées par les groupes visés (autochtones et racialisés)

Faire preuve de responsabilité et d'engagement

	ACTIONS	MOYENS
Recommandation 5 Que la Ville crée un poste de commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion	› Mettre en place un mécanisme de plaintes sous l'autorité d'un.e commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion › Informer les Montréalais.e.s sur les actions mises en œuvre par la Ville en matière d'inclusion et d'antiracisme › Consulter régulièrement les groupes visés par les actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations › Recevoir les plaintes des groupes visés (autochtones et racialisés)	› Réaliser des sondages périodiques sur les actions de la Ville en la matière › Faire l'évaluation des politiques, initiatives et mesures mises en place par la Ville en matière d'antiracisme et d'inclusion › Informer la population sur la mise en place de ces nouveaux mécanismes de traitement des plaintes › Recueillir et traiter les plaintes des personnes victimes d'actes haineux, de racisme, de discrimination et de profilage racial › Établir des partenariats avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations pour faciliter la prévention et les interventions en la matière et ainsi diminuer le nombre d'incidents à la source des plaintes › Tenir une consultation publique annuelle sur l'état de la situation › Publier un rapport annuel sur la lutte aux racismes et aux discriminations et sur la diversité et l'inclusion › Faire des recommandations en vue d'améliorer les pratiques et les normes en vigueur dans l'administration municipale en matière de racismes et de discriminations et d'inclusion
Recommandation 6 Que la Ville mette sur pied un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère haineux	› Mettre en place, sous forme de projet pilote, un centre d'aide et de lutte contre les crimes et agressions à caractère racial, haineux ou discriminatoire, sur le modèle des CALACS (Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel), en ciblant un ou deux arrondissements	› Promouvoir une culture de l'inclusion en vue d'enrayer la culture discriminatoire, incluant un volet prévention, notamment en ce qui concerne les actes de profilage racial › Établir des partenariats avec le SPVM, le/la commissaire à l'antiracisme et la CDPDJ pour faciliter la prévention et les interventions en la matière et ultimement diminuer le nombre d'incidents à caractère haineux › Établir des partenariats avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations › Recueillir et traiter les données brutes anonymisées sur les interpellations policières

Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux

	ACTIONS	MOYENS
Recommandation 7 Que la Ville revoie les règles d'octroi des subventions aux organismes intervenant auprès des personnes racialisées et/ou victimes de racismes et de discriminations et ce, afin de pérenniser les actions en matière de lutte contre les racismes et les discriminations	› Mettre en œuvre des programmes de subvention particuliers pour la lutte contre les racismes et les discriminations › Offrir des incitatifs financiers aux organismes souhaitant instaurer des programmes de lutte contre les racismes et aux discriminations › Réserver des budgets spécifiques pour les organismes de lutte contre les racismes et les discriminations	› Favoriser et soutenir la tenue de forums citoyens pour sensibiliser la population montréalaise aux enjeux de racisme et de discrimination › Créer des espaces d'échanges et de rencontres interculturelles › Promouvoir les initiatives des organismes intervenant auprès des personnes racialisées et/ou victimes de racismes et de discriminations
Recommandation 8 Que la Ville s'assure que de la documentation et des services soient disponibles dans d'autres langues que le français	› Offrir des services dans d'autres langues que le français › Offrir certains documents d'information dans les langues (4 ou 5) les plus parlées à Montréal › Développer des partenariats avec les médias communautaires pour mieux diffuser l'information concernant la Ville	› Actualiser le Réseau d'aide volontaire des employés interprètes (RAVEI) en mettant à jour la liste existante et en recrutant des nouvelles et nouveaux employé.e.s › Identifier, avec le concours d'organismes et de regroupements citoyens, la documentation devant être disponible dans plusieurs langues › Offrir des guides d'information sur les services de la Ville dans plusieurs langues › Offrir des séances d'information pour les nouveaux arrivants dans plusieurs langues › Augmenter l'offre des bibliothèques en d'autres langues que le français et l'anglais › Soutenir les initiatives et programmes de francisation déjà existants
Recommandation 9 Que la Ville assure un accès équitable au transport en commun	› S'assurer que l'offre de transport en commun est suffisante dans tous les quartiers de Montréal › S'assurer que les services offerts répondent aux besoins des populations des territoires d'inclusion prioritaire (TIP) et des arrondissements fortement diversifiés	› Augmenter la fréquence du service sur certaines lignes d'autobus plus excentrées › Diversifier l'offre de transport des quartiers excentrés › Mettre en œuvre une tarification différenciée en fonction des revenus des ménages

Recommandation 10
Que la Ville mette en place un programme de développement de son personnel issu des minorités visibles et autochtones afin de favoriser leur accès aux fonctions de cadre supérieur

Sensibiliser et changer les attitudes

ACTIONS	MOYENS
› Mettre en place un programme de développement destiné aux personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible ou autochtone › Favoriser le développement des compétences en gestion pour les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible › Mettre en place un processus de dotation favorisant les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible aux postes de cadres	› Créer des occasions de perfectionnement (formations spécifiques) pour les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible › Offrir une formation particulière aux conseillers en ressources humaines pour les sensibiliser aux enjeux antiracistes › Revoir les modalités des processus de dotation pour favoriser l'ascension professionnelle des personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible

Table des matières

Synthèse v

Mot du président 2

Mandat du Conseil interculturel de Montréal 3

Introduction 4

1. Mise en contexte 5

1.1 Contextualiser le racisme 5
1.2 Enjeux canadiens en matière de racisme, de discrimination et de lutte antiraciste 8
1.3 Ce que fait Montréal 9

2. Démarche 11

2.1 Circonscrire la problématique 11
2.2 Recherche documentaire 12
2.3 Collecte de données 12
2.4 Limites 14

3. Racisme systémique : les manifestations concrètes 15

3.1 Prendre au sérieux le savoir non institutionnel des citoyennes et citoyens 15
3.2 Des microagressions aux biais institutionnels 17
3.3 Deux écarts à combler 22

4. Pour agir : transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités des citoyennes et des citoyens 23

4.1 Faire preuve de responsabilité et d'engagement 24
4.2 Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux 30
4.3 Sensibiliser et changer les attitudes 32

Conclusion 33

Remerciements 34

Références 35

Mot du président

Au nom des membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), je suis heureux de soumettre à nos interlocutrices et interlocuteurs de l'administration montréalaise cet avis intitulé *Racisme systémique : agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes*.

Si le phénomène qui fait l'objet de cet avis préoccupe le CIM depuis sa création, au fil des ans diverses facettes ont été examinées, parmi lesquelles le profilage racial (2006 et 2017), la cohabitation urbaine et les usages des lieux de cultes minoritaires (2009), l'accès à l'égalité en emploi (2011), l'intégration économique des personnes immigrantes dans la métropole (2014), la participation des Montréalais.es issu.e.s de la diversité à la vie municipale (2018 et 2019b) et une stratégie intégrée pour une politique interculturelle (2019a). Depuis le printemps 2019, le travail et les activités du CIM ont accordé une place centrale à la question du racisme systémique.

Les lectrices et lecteurs à qui les travaux du CIM sont familiers retrouveront dans le présent avis une pierre d'assise des recommandations formulées à ce jour : la nature systémique des difficultés rencontrées par les personnes d'origines ethnoculturelles diverses, et l'urgence d'agir pour mettre fin au phénomène du racisme systémique et à ses conséquences dans la société. C'est d'ailleurs en étant déterminé à appuyer les actions porteuses en matière de lutte contre les différentes formes de racismes et de discriminations que le CIM a souhaité rencontrer des citoyennes et des citoyens ainsi que des intervenant.e.s de première ligne afin de confronter sans détour tant leurs sources que leurs effets, susceptibles de mettre à mal les valeurs de reconnaissance, d'inclusion, de justice et d'égalité envers tou.te.s les Montréalais.es.

Dans cet esprit, le CIM réitère son soutien et son offre de collaboration pour l'ensemble des initiatives qui feront de Montréal une cité durablement antiraciste et interculturelle.

Bonne lecture !



Souleymane Guissé

Président du CIM

Mandat du Conseil interculturel de Montréal

Le règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement et les activités du Conseil. En vertu de ce règlement, le Conseil interculturel de Montréal exerce les fonctions suivantes :

- Il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles et soumet des recommandations au conseil de la ville;
- Il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux relations interculturelles;
- Il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Dans le cadre son mandat, le CIM réalise des travaux de recherche dans le but d'identifier et d'éclairer certains enjeux centraux à sa mission afin d'attirer l'attention de l'administration municipale sur leur importance et de proposer des pistes d'action en harmonie avec les prérogatives de la Ville. C'est dans cette optique que le CIM formule le présent avis, qui donne suite au mémoire qu'il a déposé dans le cadre de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal* tenue par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en 2019.

Conseil interculturel de Montréal

1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6

T. : 514-868-5809
@ : cim@ville.montreal.qc.ca
www.ville.montreal.qc.ca/cim

Introduction

Après plus de quinze ans d'engagement à informer les politiques publiques en matière de relations entre les Montréalais. es de tous horizons et d'appartenances multiples, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) accueille favorablement la démarche de consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans les champs de compétence de la Ville initiée par les citoyennes et les citoyens de Montréal. C'est pour cette raison que, le 11 novembre 2019, le CIM déposait, dans le cadre de cette consultation, un mémoire (2019c) sur lequel le présent avis s'appuie largement.

À la lumière des constats établis par le CIM au fil des années et sur la base d'un état des connaissances récentes présentés dans les première et troisième sections de cet avis, nous constatons que diverses formes de racismes[1] et de discriminations systémiques contribuent encore aujourd'hui à l'invisibilisation et à la normalisation de mécanismes de distinction entre les groupes et les individus tout en légitimant une certaine distribution sociale des exclusions et des privilèges. Pour contrer le problème, une approche axée sur la diversité et l'inclusion, bien que louable dans sa vision et ses intentions, présente des limites et des angles morts non négligeables qui apparaissent dès lors que nous interrogeons les citoyennes et citoyens montréalais qui font l'expérience de racismes et de discriminations. Dans sa démarche de consultation auprès de citoyennes et citoyens de différents horizons et des organismes interpellés par ces enjeux, qui est présentée dans la deuxième section, le CIM a pu reconnaître des formes concrètes du phénomène qui affectent certaines franges de la population. Si nous pouvons nous réjouir du caractère pluraliste de la population montréalaise, il faut également reconnaître l'hétérogénéité de ses conditions de vie de manière à garantir la justice sociale pour toutes et tous.

Pour ce faire, nous mettons de l'avant, dans la quatrième section de l'avis, l'idée qu'une politique municipale interculturelle antiraciste, intégrée et transversale s'impose désormais. Elle nous semble d'autant plus nécessaire dans le contexte sociopolitique international et régional actuel, marqué à la fois par des inégalités de traitement et des discriminations persistantes envers des groupes ciblés. Nous soutenons qu'une démarche franche de cette nature constitue un levier efficace, direct et durable pour assurer le bien-être des citoyennes et citoyens montréalais.e.s et renforcer leur appartenance au sein de leurs milieux de vie. Pour éviter des réponses inadéquates et incapables de s'attaquer à l'ensemble des enjeux associés aux racismes et discriminations systémiques, cette démarche exige que la Ville de Montréal reconnaisse sans détour l'existence des différentes formes de racismes et de discriminations. Une fois ce premier pas franchi, nous encourageons la Ville à se donner les moyens nécessaires et à déployer des solutions et des actions structurantes, en particulier le développement d'une politique capable d'élargir son champ de compétences en la matière. Nous proposons ensuite des actions indispensables servant de points de départ pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités des citoyennes et des citoyens.

[1] Le Conseil interculturel de Montréal a fait le choix de conjuguer le terme « racisme » au pluriel tout au long de cet avis dans le but de souligner, d'une part, les diverses formes sous lesquelles s'incarne et se reconfigure le racisme à travers le temps, et d'autre part, la manière dont il affecte spécifiquement divers groupes. Ce terme englobe notamment et non exclusivement le racisme envers les Autochtones, les Noir.e.s (« racisme anti-noir »), l'antisémitisme, l'islamophobie et toute autre forme de racisme visant des segments de la population en raison de leur « race », leur origine ethnique ou nationale, leur religion, leur couleur de peau ou tout autre caractéristique spécifique.

1. Mise en contexte

Nowadays we seem to have a lot of racism but very few racists. How do you explain this paradox?

James M. Blaut, « The Theory of Cultural Racism »

1.1 Contextualiser le racisme

L'une des difficultés premières de l'étude et de l'analyse du racisme tient au fait qu'il n'existe pas de définition unique du racisme qui fasse consensus (Este, Lorenzetti et Sato 2018, Fleras 2014, Labelle 2011, Satzewich et Liodakis 2017). Ce fait complique d'emblée son appréhension.

Pour tenter de cerner le racisme, il importe d'abord de comprendre la manière dont il opère et ce qu'il produit. Néanmoins, il faut noter qu'il existe diverses façons de concevoir le racisme. L'une d'elles le considère comme une idéologie – composée de mots, d'actions et de croyances – qui conçoit les minorités racialisées comme inférieures (Fleras et Elliot 2007:362, Fleras 2014:27, James 2003:136). Ce racisme est à la fois enchâssé dans les lois et institutionnalisé dans des pratiques organisationnelles et dans des programmes gouvernementaux; il est présenté comme le problème des minorités, véhiculé à travers des politiques et des programmes qui renforcent les privilèges du groupe majoritaire blanc (Fleras 2014:27). Ce type de racisme s'exprime plutôt ouvertement, de manière directe et souvent délibérée (Fleras 2014:27). Il prend corps dans cette idée ayant prévalu jusqu'au milieu du XX[e] siècle d'une hiérarchie entre les populations humaines[2], plaquant une différenciation de fait sur des individus pourtant égaux en droits (Gouvernement du Québec 2006:10). S'il est largement admis que la race n'existe pas en tant que catégorie biologique, il n'en demeure pas moins que la racialisation[3], comme processus, est toujours à l'œuvre et s'appuie sur un construit social de la race permettant de catégoriser les individus et les groupes en fonction d'une conception raciale (Este, Lorenzetti et Sato 2018:4).

D'autres formes de racisme, plus subtiles, coexistent. Ce sont ces formes plus diffuses et difficilement cernables qui structurent les rapports sociaux et qui se systématisent au point de devenir presque invisibles et souvent plus acceptées, voire acceptables. En effet, malgré les meilleures intentions, le racisme continue à être présent aujourd'hui dans la société canadienne (Fleras 2014, Henry et Tator 2010, Satzewich 2011) et québécoise (Labelle 2011, Renaud, Germain et Leloup 2004, Zaazaa et Nadeau 2019).

Dans son document de consultation en vue de l'élaboration d'une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination, le gouvernement du Québec soulignait il y quinze ans que :

> Des conceptions sociales s'apparentant au racisme classique continuent à se manifester sous des formes renouvelées, car les logiques sociales et identitaires qui ont créé cette idéologie sont toujours à l'œuvre et imprègnent les visions du monde et les pratiques les plus diverses. Ainsi, des personnes d'origine asiatique, noire ou arabe nées au Québec ou [établies] au Québec depuis longtemps continuent à être considérées par certains comme des étrangers, avec des valeurs présumées différentes de celles des Québécois et exclues sur la base de cette différence. La dépréciation de ces personnes et la négation de leurs droits se font en raison d'une prétendue inadaptation culturelle plutôt que d'une infériorité biologique. Cela n'enlève rien au caractère injuste de l'exclusion et ne diminue pas les préjudices subis. Si l'on tient compte de ces formes modernes de discours

[2] La Commission ontarienne des droits de la personne (2005:12) rappelle que « dans le passé on a défini la race comme étant un sous-ensemble biologique ou naturel de l'espèce humaine, en fonction de distinctions physiques, notamment la couleur de le peau et d'autres caractéristiques corporelles. Cette notion de race a vu le jour dans le cadre de la domination impériale par l'Europe de pays et de peuples "non blancs" et a servi de base à une nomenclature des peuples ».

[3] À propos de la racialisation, la Commission ontarienne des droits de la personne, dans ses *Politiques et directives sur le racisme et la discrimination raciale* (2005:12-13), souligne que « la racialisation s'étend non seulement aux membres d'un groupe en général, mais aussi à des traits et attributs spécifiques ayant un rapport quelconque avec les personnes racialisées et qui sont jugées "anormaux", marques d'une valeur moindre. Chez certains, les préjugés se rattachent à des caractéristiques racialisées ». Matthew Clair et Jeffrey Denis (2015:15) abondent dans le même sens.

> et d'attitudes qui s'inscrivent dans la logique raciste et des discriminations qu'elles produisent, le racisme cesse de paraître marginal ou anachronique (Gouvernement du Québec 2006:12)[4].

Comme l'ont bien montré David Este, Liza Lorenzetti et Christa Sato (2018) dans leur ouvrage *Racism and Anti-Racism in Canada*, ces formes plus subtiles de racisme sont toujours à l'œuvre aujourd'hui et elles structurent les relations sociales au quotidien. Cinq formes de racisme ont particulièrement retenu notre attention, car elles font écho aux témoignages recueillis lors des activités de consultation que le CIM a menées dans le cadre de l'élaboration du mémoire déposé lors de la Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal tenue par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM).

Pour prendre toute la mesure de l'étendue du racisme dans la vie quotidienne des individus qui en sont victimes, Philomena Essed (1991) a élaboré la notion de racisme quotidien (*everyday racism*); elle rendait compte ainsi de l'incorporation du racisme dans la quotidienneté de pratiques. Il s'agissait pour elle d'éclairer la manière dont le racisme est vécu par des personnes racialisées[5] dans leurs interactions avec des personnes du groupe majoritaire (blanc), notamment en ce qui concerne les gestes posés, les paroles et discours prononcés, de manière consciente ou inconsciente. Selon cette approche, le racisme quotidien est ancré à la fois dans des interactions interpersonnelles et dans des pratiques institutionnalisées.

Une deuxième forme de racisme toujours à l'œuvre dans nos sociétés est le racisme institutionnel (*institutional racism*) ou systémique. Comme le soulignent Frances Henry et Carol Tator (2010:44), le racisme institutionnel fait référence aux politiques, pratiques et procédures des institutions au sens large qui peuvent directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, encourager, maintenir ou solidifier des inégalités (groupes racialisés) ou des privilèges (groupe majoritaire) pour certains groupes de personnes. Dans tous les cas, les effets sont les mêmes : certaines personnes se trouvent opprimées par ces pratiques qui produisent inévitablement des discriminations.

Le sociologue Eduardo Bonilla-Silva (2015:1360), quant à lui, met l'accent sur le caractère structurel du racisme (*structural racism*). Selon lui, le racisme est avant tout le fait de pratiques et de comportements qui sont le produit d'un structure raciale mettant en jeu un réseau de relations (sociales, politiques, économiques, culturelles, idéologiques, etc.) qui façonne les vies et les expériences des personnes racialisées. Selon lui, c'est cette structure qui serait responsable de la production et de la reproduction d'avantages systémiques pour les uns (groupe majoritaire) et de désavantages pour les autres (groupes racialisés). C'est donc dire que le racisme est une forme d'organisation sociale qui crée des inégalités et des divisions, permettant une hiérarchie sociale basée sur la race en tant que construction sociale (Mensah et Williams 2017:34).

Selon Frances Henry et Carol Tator (2010), le racisme culturel ou idéologique teinte les valeurs sociétales, ce qui le rend encore plus difficile à déceler et à cerner car il est incorporé dans les croyances collectives de la société (et du groupe majoritaire). Ce type de construction sociale permet de perpétuer certaines représentations erronées et certains stéréotypes concernant un groupe racialisé. Le racisme culturel, nous disent Henry et Tator (2010:45), est ce qui permet d'établir une distinction entre « nous » et « eux » : un groupe racial (le groupe majoritaire) est considéré comme meilleur que les autres (groupes racialisés). Cette forme de racisme s'appuie sur un ensemble de croyances et de valeurs ethnocentriques qui ont pour effet de maintenir, dans l'imaginaire collectif, une perception raciste des Autres.

Le daltonisme racial (*colorblind racism*) est une idée sur laquelle Edouardo Bonilla-Silva (2002, 2015) a abondamment réfléchi. Cette cinquième forme de racisme serait incorporée dans les discours libéraux dominants, où les Blancs refusent de reconnaître l'existence d'inégalités raciales, soutenant même que le racisme n'existe pas (Bonilla-Silva 2002:63). Cette forme de racisme justifie par le fait même la non-intervention en la matière. Elle est particulièrement présente dans la société québécoise en ce moment. Pensons aux réactions suscitées par l'idée d'appropriation culturelle à l'été 2018 ou encore à l'annulation de la consultation publique québécoise sur le racisme systémique à l'automne 2017. Ces deux exemples montrent à quel point cet angle mort persiste au Québec, notamment. Cette forme de racisme est effectivement dominante de nos jours.

Nous avons donc vu apparaître ces dernières décennies de nouvelles formes de racisme, plus processuelles, des « racismes 2.0 » pour reprendre le terme de l'anthropologue Augie Fleras (2014). Ces formes de racisme sont beaucoup moins conscientes et directes, elles sont même parfois normalisées et banalisées. Elles se constituent notamment, mais pas seulement, à partir de microagressions, de croyances selon lesquelles certaines pratiques (culturelles, religieuses, etc.) sont incompatibles avec les valeurs de la société d'accueil et sont un frein à l'« intégration », et de la négation de l'existence même du racisme (Fleras 2014). C'est donc sous leurs formes les plus insidieuses que les racismes actuels sont à débusquer[6].

---

[4] Sur la persistance du racisme au Québec, consulter également Renaud, Germain et Leloup (2004).

[5] Nous avons opté pour cette expression, car elle nous paraît, pour l'instant, la moins biaisée. Nous nous appuyons sur la terminologie privilégiée par la Commission ontarienne des droits de la personne. La CODP (2005:13) mentionne à ce sujet : « Lorsqu'il est nécessaire de donner une description collective de certaines gens, les termes "personnes racialisées" ou "groupes racialisés" sont préférables à ceux de "minorités raciales", "minorités visible", "personnes de couleur" ou "non-Blancs", puisqu'ils dénotent l'aspect construit social de la race plutôt que les traits biologiques perçus. En outre, ces autres termes renvoient à celui de "Blanc" pris comme norme de comparaison et ont tendance à regrouper toutes les personnes racialisées sous une catégorie unique, comme si elles étaient toutes pareilles. »

[6] Sur les nouvelles formes de racisme, consulter également l'ouvrage de Martin Barker (1981), *The New Racism : Conservatives and the Ideology of the Tribe*.

Parmi ces formes de racismes de plus en plus prégnantes, l'islamophobie est sans contredit un phénomène qui prend une ampleur croissante dans les sociétés occidentales. Pour l'anthropologue Ghassan Hage (2017), l'islamophobie serait un racisme colonial s'appuyant à la fois sur des pratiques et des conceptions de l'Autre hérités du passé colonial et sur un mode de gouvernance des personnes racialisées (2017:11). Selon lui, les événements du 11 septembre 2001 n'ont fait qu'accentuer cette envie de dominer, voire de domestiquer, l'Autre musulman perçu comme étant « impossible à contenir », à gouverner (2017:39; 45), tout comme d'autres groupes ont été perçus dans l'histoire récente. Les stéréotypes véhiculés par les médias, occidentaux surtout, ont contribué à dépeindre les musulman.e.s comme des êtres « hors norme », pouvant difficilement s'intégrer dans les sociétés euro-américaines (Gottschalk et Greenberg 2008; Shryock 2010; Sinno 2010; Zine 2012) et incarnant un « ennemi idéal », pour reprendre les termes d'Arun Kundnani (2014). Ce sont là les conditions de possibilité qui ont permis ce rejet de l'Autre qui fait en sorte qu'aujourd'hui l'islamophobie, cette forme de racisme s'appuyant sur une aversion profonde envers les Musulman.e.s, est si présente en Occident et qu'elle produit systématiquement exclusion et discrimination envers le groupe ciblé.

Revenons un moment sur le racisme institutionnel, qui est le socle sur lequel repose le racisme systémique. Comme le soulignaient Henry et Tator (2010) à propos du racisme au Canada, le racisme institutionnel implique que les attitudes et les comportements racistes sont intégrés au sein même des politiques et des pratiques des institutions au sens large : le gouvernement et l'administration publique, les médias, le système d'éducation et de santé, le système de justice et le marché du travail. Par conséquent, si l'on veut comprendre comment et pourquoi ces diverses formes de racisme continuent à opérer et à se reproduire, il faut étudier : la manière dont les valeurs, les idéologies, les croyances et les pratiques du groupe majoritaire affectent le développement et le maintien de structures et de systèmes socioéconomiques inéquitables; les diverses manifestations du racisme, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé; les conditions de possibilité de la perpétuation du racisme; et enfin les diverses façons dont la société d'accueil (le Canada, le Québec, Montréal) répond aux racismes.

Nous avons donc choisi, dans cet avis, de nous focaliser sur le racisme systémique sous toutes ses formes et manifestations, aussi bien flagrantes que subtiles. La définition que nous avons retenue est celle du Barreau du Québec, car elle nous semble celle qui cerne mieux le phénomène tout en restant accessible à un large public :

> Nous entendons par racisme systémique la production sociale d'une inégalité fondée sur la race dans les décisions dont les gens font l'objet et les traitements qui leur sont dispensés. L'inégalité raciale est le résultat de l'organisation de la vie économique, culturelle et politique d'une société.

Cette définition posée, reste à savoir comment l'étudier. Comment mesurer la prévalence du racisme systémique et son institutionnalisation ? Comment saisir un phénomène aussi diffus qu'intangible si ce n'est à travers les effets qu'il produit ? Les chercheurs s'entendent sur le fait qu'il est très difficile de mesurer le racisme et que les méthodes élaborées pour ce faire servent surtout à mesurer les attitudes ou les pratiques racistes indirectes (Satzewich 2011:12). Parmi les méthodes développées, citons les sondages d'attitudes et de mesure de la distance sociale, l'autodéclaration et la sur- ou sous-représentation statistique (Satzewich 2011:12-18). Cependant, toutes ces méthodes ont des limites, et aucune n'est à même de donner un portrait exhaustif de la situation, encore moins de montrer comment le racisme en vient à s'institutionnaliser.

Tenter d'exposer un problème aussi difficilement cernable que le racisme systémique représente donc un défi. Nous avons choisi de l'examiner sous l'angle de ses manifestations, en considérant le point de vue des personnes qui en sont victimes[7].


© Alessandro Venturi

[7] Nous revenons sur ce choix dans la section 2, portant sur la démarche.

1.2 Enjeux canadiens en matière de racisme, de discrimination et de lutte antiraciste

Présentons maintenant le contexte dans lequel opère le racisme systémique aujourd'hui. Nous l'avons souligné, loin d'avoir disparu, le racisme sous différentes formes est à l'œuvre au Canada, au Québec et, par conséquent, à Montréal.

En 2002[8], Statistique Canada a réalisé une enquête sur la diversité ethnique auprès de 42 500 personnes âgées de 15 ans et plus dans dix provinces. Les résultats, tels que résumés par le ministère de l'Immigration du Québec, sont éloquents :

Les personnes de toutes les minorités visibles à l'échelle canadienne se sentent victimes de discrimination ou de traitement injuste, notamment 50 % des Noirs, 35 % des Asiatiques du Sud-Est, 29 % des Latino-Américains et 26 % des Arabes. Pour la région métropolitaine de recensement de Montréal, 31 % des minorités visibles ont répondu avoir été victimes de discrimination. Dans le cas des communautés noires, cette proportion s'élève à 41 %.

Les personnes de confession hindoue (36 %), les musulmans (30 %), les bouddhistes (31 %), les Sikhs (27 %) et les Juifs (23 %) ont déclaré avoir été victimes de discrimination. On notera qu'à l'exception des personnes de confession juive, la presque totalité de ces répondants appartiennent également aux minorités visibles (Gouvernement du Québec 2006:16).

Le constat du gouvernement du Québec lui-même en 2006 est, quant à lui, frappant et toujours d'actualité :

> Sous des arguments et des discours différents, ces logiques aboutissent aux mêmes résultats. Toute définition trop rigide de la société d'accueil et de la culture nationale produit des formes d'intolérance, de discrimination et d'exclusion. Dans certains pays, ces formes peuvent être récupérées par des formations politiques et cristallisées dans des projets politiques qui intègrent la discrimination ou la ségrégation. Pour assurer aux communautés culturelles les mêmes chances qu'aux autres citoyens de participer à la vie sociale et politique, d'avoir accès à des emplois correspondant à leurs qualifications et de recevoir des services adaptés à leurs besoins et à leurs caractéristiques, il faut intervenir à la fois sur le racisme, les préjugés et la discriminations sous toutes ses formes (Gouvernement du Québec 2006:13).

Les chiffres présentés récemment par Statistique Canada (2019) font état d'une augmentation importante des crimes haineux[9] en 2017, particulièrement au Québec et en Ontario, crimes majoritairement motivés par la haine d'une « race », d'une origine ethnique ou d'une religion.

En effet, on y note que :

> Après avoir connu des hausses constantes, mais relativement faibles, depuis 2014, le nombre de crimes haineux déclarés par la police au Canada s'est nettement accru en 2017, en hausse de 47 % par rapport à l'année précédente. […] En 2017, les crimes motivés par la haine à l'égard d'une race ou d'une origine ethnique représentaient 43 % de tous les crimes haineux, suivis de ceux ciblant la religion (41 %) (Statistique Canada 2019:6).

Tant les données sur les perceptions que celles sur les crimes rapportés témoignent de la persistance du racisme au Canada et au Québec, et ce, malgré la mise en place de dispositifs normatifs pour lutter contre les racismes et les discriminations, à l'échelle internationale, nationale et québécoise.

Il importe en effet de souligner que depuis le milieu du XX[e] siècle plusieurs États, dont le Canada, ont mis en place des dispositifs normatifs comme des déclarations, des conventions et des pactes internationaux (Gouvernement du Québec 2006:13) pour lutter contre le racisme. Cela s'est parfois traduit par des engagements ayant eu un impact sur la législation et par la mise en œuvre de mesures concrètes.

La Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance en 2001 a certainement marqué un tournant dans la lutte antiraciste puisque c'est à cette occasion qu'une véritable stratégie a été élaborée. Cette stratégie en six points visait à :

> Aider les victimes et les groupes vulnérables au racisme et autres formes de discrimination; élaborer des stratégies axées sur l'avenir en vue de promouvoir la diversité et de lutter contre le racisme; accroître le rôle de la société civile; accroître la coopération régionale et internationale; sensibiliser les enfants et les jeunes à la lutte contre le racisme et à la diversité; contrer les actes motivés par la haine et les préjugés (Gouvernement du Canada 2005:3).

Parmi les initiatives mises en place par le gouvernement canadien, notons les suivantes :

- Plan d'action pour combattre le racisme et la discrimination (2005)
- Stratégie antiraciste (2019)

[8] Il est à noter qu'il n'y a pas eu d'enquête de ce type depuis. L'Enquête sociale générale (ESG) conduite annuellement par le Canada ne permet pas de mesurer le phénomène avec une telle précision.

[9] Il s'agit de crimes haineux déclarés à la police. La récente étude sur les actes haineux de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (2019a) montre que le phénomène serait encore plus important que ces données le laissent entendre.

Au Québec, la lutte contre les racismes et les discriminations est une préoccupation depuis le milieu des années 1970[10]. En effet, en 1975, avec de l'adoption de la *Charte des droits et libertés de la personne*, on interdisait la discrimination basée sur la « race », la couleur, l'origine ethnique ou nationale et la religion. Il s'agissait là d'une première mesure concrète pour lutter contre le racisme.

Depuis, le gouvernement du Québec a mis en place divers dispositifs normatifs, parmi lesquels :

- Déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales (1986)
- *Au Québec pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration* (1990)[11]
- *Plan d'action gouvernemental. Des valeurs partagées, des intérêts communs* (2004-2007)[12]
- *La diversité : une valeur ajoutée. Politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec* (2008)
- *La diversité : une valeur ajoutée. Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec 2008-2013* (2008)

Toutefois, comme nous venons le voir, l'efficacité de ces politiques (et des mesures associées) demeure limitée puisque les personnes racialisées, elles, se disent encore victimes de racismes et de discriminations malgré les efforts et les mesures déployés.

L'adhésion aux conventions et traités internationaux et la mise en place de ces initiatives montrent que les problèmes et les possibilités de solution sont connus et qu'il reste donc à la société d'accueil à mettre en œuvre des mesures pour s'y attaquer directement et durablement.

1.3 Ce que fait Montréal

Dans le document de consultation qu'elle a préparé pour l'OCPM en 2019, la Ville de Montréal affirme être active en matière de lutte contre diverses formes de racismes et de discriminations sur deux fronts principaux : 1) le racisme et la discrimination, et 2) l'intégration des personnes issues de l'immigration et l'inclusion de chaque citoyenne et citoyen (Ville de Montréal 2019a :15). Par ailleurs, dans le *Document d'information générale* préparé pour cette même consultation (Ville de Montréal 2019b), la Ville détaille les initiatives qu'elle juge liées de manière directe ou indirecte à la lutte contre le racisme et la discrimination systémiques et à l'inclusion de la diversité[13]. Dans ce document, la Ville met en évidence l'ampleur et la variété des initiatives, des programmes et des services qu'elle offre[14]. Ces deux documents révèlent de quelle façon la Ville de Montréal perçoit son rôle et exposent le fin détail de ses initiatives[15]. De l'examen de cette documentation, nous pouvons dégager quelques constats.

De manière générale, on peut observer que la Ville est passée d'une approche axée sur l'intégration à une approche axée sur l'inclusion. Le concept d'inclusion insiste davantage sur la participation de « plein droit » et la multitude des besoins spécifiques, au-delà d'une intégration qui serait plutôt axée sur l'adaptation des différences à une norme quelconque. Comme l'approche axée sur l'inclusion est relativement nouvelle, elle ne semble pas avoir été totalement assimilée par l'ensemble des instances administratives de la Ville.

On remarque par ailleurs l'importance que la Ville accorde au « développement social », qualifié de « pivot » de sa politique (Ville de Montréal 2019a). La plupart des thèmes ou champs d'intervention ciblés relèveraient de ce développement social :

> Les interventions de la Ville sont regroupées ici par thème : développement social, économie, habitation, emploi, sécurité publique, culture, etc. *Il est à souligner que la grande majorité d'entre elles relèvent du développement social*, qui a largement fait ses preuves au fil des décennies et qui, pour cette raison, constitue le premier thème abordé (Ville de Montréal 2019b:24, nous soulignons).

[10] Notons que le Québec a adhéré en 1978 à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée en 1965.

[11] Comme le souligne Micheline Labelle (2011:7), cet énoncé de politique « repose sur trois principes dont l'un affirme la nécessité de combattre la discrimination. […]. La lutte contre le racisme est prise en compte sans faire l'objet d'une politique spécifique ».

[12] Ce plan d'action faisait « de la lutte contre la discrimination un de ses objectifs prioritaires » (Gouvernement du Québec 2006:15).

[13] Nous ne citons pas ici toutes les initiatives mises en place par la Ville de Montréal; nous renvoyons directement le lecteur ou la lectrice au document.

[14] Une des limites de ce document tient au fait que la Ville ne mentionne jamais quels critères ont été utilisés afin d'inscrire telle ou telle initiative dans le tableau. En d'autres termes, la Ville n'explique pas en quoi plusieurs des initiatives répertoriées seraient aptes à lutter contre le racisme et la discrimination et à quel problème spécifique elles viendraient répondre. La quantité des initiatives prime, en quelque sorte, leur qualité (efficacité, résultats, etc.).

[15] Notons la similarité entre les deux objectifs, mais aussi le léger glissement. On semble suggérer que le premier document s'attarderait davantage à la lutte contre racisme et la discrimination, alors que le deuxième soulignerait également les initiatives liées à l'inclusion. Or, cette distinction ne semble pas vraiment s'appliquer aux documents en question puisque les deux traitent de lutte contre racisme et la discrimination et d'inclusion de la diversité.

Le développement social n'est donc pas simplement un champ d'intervention, c'est aussi une perspective générale. Cette catégorie, mais surtout la politique du même nom (*Politique de développement social*, 2017), est le cadre prééminent au moyen duquel la Ville de Montréal cherche à se rendre plus inclusive, en développant les multiples capacités sociales des résident.e.s. Montréal veut […] mettre en place et renforcer les conditions requises pour que :

- Chaque individu puisse développer pleinement ses potentiels, participer activement à la vie sociale et tirer sa juste part de l'enrichissement collectif;
- La collectivité puisse progresser socialement, culturellement et économiquement, dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable, soucieux de la justice sociale (Ville de Montréal 2019b:25).

Le développement social devient ainsi un des principaux leviers de la lutte contre le racisme et la discrimination. Il s'agit faire disparaître les conditions d'exclusion de toutes et de tous.



© David Trang

Soutenir et stimuler le développement social est présenté par la Ville de Montréal comme une approche pour lutter contre l'exclusion et la pauvreté (Ville de Montréal 2019a:41) en misant sur la diversité sociale.

Il faut donc s'interroger sur la manière dont cette approche se déploie présentement au sein des diverses instances de la Ville et se demander si elle est à même de combler certaines lacunes des cadres normatifs antérieurs. S'il est clair que la Ville de Montréal adhère à de nombreux principes de la lutte contre les racismes et les discriminations et qu'elle met en œuvre plusieurs initiatives, les limites de ces actions et interventions doivent être relevées le cas échéant.

2. Démarche

Cet avis s'inscrit dans la continuité des travaux réalisés par le Conseil interculturel de Montréal. Au cours des dernières années, en effet, le CIM a fait de la lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations, de la participation citoyenne et de la cohésion des initiatives de la Ville en la matière une préoccupation majeure de ses travaux.

La démarche retenue ici se décline en trois étapes :

- Premièrement, afin de circonscrire la problématique, nous décrivons les formes concrètes de racismes et de discriminations qui produisent et reproduisent le racisme systémique, en nous appuyant à la fois sur une revue de la littérature et sur des témoignages.
- Deuxièmement, afin de nous inspirer des meilleures pratiques en matière de lutte contre les racismes et les discriminations, nous avons réalisé une revue de la littérature notamment parmi les publications officielles, les documents de consultation et les rapports produits par la Ville de Montréal, par d'autres villes et paliers de gouvernement et par des organisations non gouvernementales.
- Troisièmement, afin de nous appuyer sur une interprétation juste des divers points de vue des parties prenantes et de faire entendre les voix des citoyennes et citoyens interpellé.e.s par la problématique du racisme systémique, nous avons analysé le contenu de la documentation produite par la Ville de Montréal dans le cadre de la Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal et nous avons tenu des activités de consultation citoyenne.

2.1 Circonscrire la problématique

Cet avis cherche d'abord à contribuer à une meilleure compréhension de la problématique des racismes et des discriminations systémiques. Pour ce faire, il fallait avant tout définir le phénomène et identifier les principaux enjeux. Très rapidement, nous avons pu constater que le phénomène, quoique très peu documenté à la Ville de Montréal, est bien connu non seulement des citoyennes et des citoyens en général, mais aussi des employé.e.s de la Ville. La littérature sur le sujet est foisonnante, et nombreuses sont les solutions qui ont été identifiées pour lutter contre les diverses formes de racismes et de discriminations.

Considérant cela, nous avons choisi de brosser un portrait succinct des formes concrètes de racisme et de discrimination qui tendent à (re)produire le racisme systémique en nous basant sur la littérature qui existe sur le sujet mais aussi sur les témoignages des résidentes et résidents de Montréal.

Le premier objectif de cet avis est de présenter le racisme systémique en brossant un portrait des formes concrètes de racisme et de discrimination qui tendent à le (re)produire tant au niveau de l'administration (Ville) que de la communauté montréalaise (ville). Le second objectif est de montrer empiriquement comment se consolide une certaine distribution sociale des exclusions et des privilèges tout en illustrant les limites de l'approche de la Ville (la manière dont le système fonctionne/opère).

Le phénomène et ses enjeux étant bien connus, les solutions également, nous avons donc cherché, dans le cadre de cet avis, à encourager la Ville à aller encore plus loin dans ses actions, notamment en l'invitant à reconnaître l'existence du racisme systémique et à développer une stratégie capable d'élargir son champ de compétences en la matière. Comme nous le verrons dans les pages qui suivent, une approche trop restreinte ou non transversale n'est tout simplement pas en mesure de permettre le déploiement de milieux d'accueil pleinement inclusifs. Nous avons voulu nous concentrer sur des solutions et actions structurantes pour donner à la Ville de Montréal les moyens de lutter efficacement contre les diverses formes de racismes et de discriminations qui persistent encore aujourd'hui.

2.2 Recherche documentaire

Cet avis s'appuie aussi sur une revue de la littérature – articles scientifiques, articles de presse, littérature grise (rapports gouvernementaux, rapports d'organismes, textes normatifs, etc.). Dans cette recherche documentaire ont d'abord été ciblées les diverses initiatives, politiques, pratiques et actions mises en œuvre par des villes et municipalités au Canada et ailleurs. Le but de cette recension était de relever les meilleures pratiques en matière de lutte contre les racismes et les discriminations et de s'en inspirer pour formuler des recommandations qui permettront à la Ville de Montréal de passer à l'action et de mettre de l'avant une véritable stratégie antiraciste. Loin d'être exhaustif, notre examen de la littérature scientifique a néanmoins permis d'identifier les enjeux centraux de cette problématique en plus de fournir des bases pour la définition des notions retenues. Enfin, nous avons analysé la documentation préparée par la Ville en vue de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal* (2019). Cette analyse a mis en lumière l'étendue et les limites des actions et interventions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations, d'identifier des angles morts et de déterminer des champs d'action prioritaires pour la Ville à l'avenir.

2.3 Collecte de données

Cet avis s'appuie enfin sur un croisement de l'analyse du contenu des diverses séances d'information tenues dans le cadre de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal* et des données recueillies auprès de la population montréalaise lors d'activités publiques et privées organisées par le CIM.

Analyse du contenu des séances d'information. Dans le cadre de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*, l'OCPM a tenu quatre séances publiques d'information : une séance d'information générale (15 et 16 mai 2019), une soirée thématique sur la culture (21 mai 2019), une soirée thématique sur l'emploi (28 mai 2019) et une soirée thématique sur le profilage racial et social (29 mai 2019). Nous avons procédé à une analyse de contenu des documents présentés par la Ville et par les requérant.e.s de la consultation dans le cadre de ces séances d'information, ainsi que des interactions et des échanges avec les panélistes[16] et les citoyennes et citoyens qui ont eu lieu à ces occasions. Pour chacune des séances, il s'agissait de relever les éléments marquants de la présentation de la Ville de Montréal et de celle des requérant.e.s pour connaître la représentation qu'ils se font des enjeux. Ont également été recensés les enjeux soulevés par les citoyennes et les citoyens lors de la période de questions. Cette recension nous a permis d'identifier les enjeux d'importance pour les Montréalaises et les Montréalais interpellé.e.s par la question du racisme systémique et de mieux arrimer nos recommandations à leurs besoins et préoccupations.

Consultation auprès des citoyennes et citoyens et des organismes du milieu. Le Conseil interculturel de Montréal a de plus en plus recours à des démarches de consultation citoyenne dans l'élaboration de ses avis et mémoires. Pour les besoins de cet avis sur les enjeux de racismes et de discriminations, il nous est apparu nécessaire de consulter la population. Nous avons donc organisé quatre activités pour échanger avec des citoyennes et citoyens de Montréal.

[16] Pour chacune des sessions thématiques, l'OCPM avait invité des panélistes à présenter, à la suite des présentations de la Ville de Montréal et des requérant.e.s, un état des lieux des enjeux abordés.

	Quatre activités contributives avec des citoyennes et citoyens et des organismes du milieu[17]	
14 avril 2019 Bureaux du CIM	Séance d'échange de connaissances autour de la documentation préparée par la Ville de Montréal et par son Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) en vue de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*	› 15 représentant.e.s d'organismes intéressé.e.s à soumettre un mémoire ou à organiser une activité contributive citoyenne dans le cadre de la consultation
6 août 2019 Bureaux du CIM	Groupe de discussion public orienté sur l'identification des divers obstacles entraînant l'exclusion et des bonnes pratiques qui permettent de mieux les surmonter	› 23 personnes
26 août 2019 Quartier Côte-des-Neiges	Groupe de discussion privé au sujet des expériences et idées du point de vue des personnes racialisées	› 7 personnes
4 septembre 2019 Quartier Saint-Michel	Séance d'échange de connaissances autour des définitions du phénomène, des enjeux prioritaires et des bonnes pratiques en matière de lutte contre les racismes et les discriminations systémiques	› 13 représentant.e.s de groupes communautaires et du milieu associatif

Dans les pages qui suivent, nous présentons les résultats de ces consultations en utilisant des citations anonymisées de plusieurs citoyennes et citoyens ayant participé aux groupes de discussion ou à la séance d'information, afin de souligner leur grand apport à notre réflexion.

[17] Nous avons synthétisé dans ce tableau les diverses activités que nous avons menées. Se référer au mémoire déposé en novembre 2019 (2019c) pour plus de détails quant au contenu de ces activités.

2.4 Limites

Si l'intersectionnalité[18] est sans contredit une approche pertinente pour éclairer les enjeux de racismes et de discriminations – car elle prend en compte les manières dont ces phénomènes affectent et touchent de manière différenciée les individus en fonction de leur sexe, de leur classe sociale, etc. –, nous n'avons malheureusement pas été en mesure, dans le cadre de cet avis, de la mettre à contribution. En effet, ni les données présentées dans la documentation de la Ville de Montréal ni celles que nous avons recueillies pour réaliser cet avis ne nous permettent de faire une analyse intersectionnelle et de montrer comment les expériences diffèrent en fonction de diverses variables (sexe, classe, âge, origine, religion, etc.). Nous sommes néanmoins conscient.e.s que les personnes victimes de racisme et de discrimination sont affectées de diverses manières et que la combinaison de plusieurs variables peut peser encore plus lourd.

Nous sommes aussi conscient.e.s des limites des données que nous avons recueillies, notamment en ce qui concerne le profil des personnes ayant participées à nos activités de consultation. En effet, la très grande majorité de ces personnes avaient une éducation de niveau universitaire. C'est donc dire que nous n'avons pu rejoindre des groupes plus vulnérables, et ce, malgré notre volonté d'aller à leur rencontre en réalisant deux de nos activités dans des quartiers fortement diversifiés sur le plan socioéconomique et ethnoculturel, soit Côte-des-Neiges et Saint-Michel.

Enfin, l'une des limites les plus importantes de notre travail réside dans le temps imparti pour réaliser cet avis. La *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal* a débuté en mai 2019 et les activités de consultation se sont déroulées jusqu'en septembre. Ce calendrier a fait peser de réelles contraintes sur les manières de faire du CIM. En effet, pour réaliser ses travaux, celui-ci prévoit généralement un échéancier d'au moins 12 mois. Les cinq mois de la consultation étaient largement insuffisants pour effectuer une collecte de données exhaustive, analyser en profondeur toute la documentation soumise par la Ville et faire une recension adéquate des travaux sur le sujet.

En dépit de ces contraintes, le Conseil interculturel de Montréal émet ici un avis qui présente l'état de la situation et propose un cadre à l'intérieur duquel des solutions pourraient être élaborées pour lutter plus efficacement contre les diverses formes de racisme et de discrimination qui persistent à Montréal.

[18] L'usage du concept d'intersectionnalité s'est largement répandu depuis le début du XXIe siècle, non seulement dans les milieux académiques, mais aussi dans les milieux politiques, professionnels, communautaires et militants (Hill Collins et Bilge 2016:1). D'une manière générale, l'intersectionnalité peut être comprise, à la suite de Patricia Hill Collins et Sirma Bilge (2016), comme une manière d'appréhender et d'analyser le monde, les gens et les expériences humaines. Les événements et les conditions politiques et sociales de la vie de même que le soi peuvent rarement être considérés comme étant façonnés par un seul facteur. En effet, ils sont généralement le résultat de facteurs divers qui interviennent de diverses manières. Par exemple, lorsqu'il est question d'inégalités sociales, l'expérience des gens de même que la répartition du pouvoir dans une société donnée se comprennent mieux lorsque l'on considère que ce phénomène a pris corps non pas à partir d'un seul axe de division sociale – que ce soit le genre, la race ou la classe – mais plutôt à partir de plusieurs axes qui traversent ensemble et s'influencent mutuellement. L'intersectionnalité, en tant qu'outil analytique, donne les moyens aux gens de saisir la complexité du monde dans lequel ils vivent et de se comprendre eux-mêmes. Bref, la perspective intersectionnelle permet la prise en compte de l'articulation d'une multitude de facteurs – race, genre, classe, notamment – dans l'appréhension d'un phénomène complexe, notamment les systèmes d'oppression.

3. Racisme systémique : les manifestations concrètes

3.1 Prendre au sérieux le savoir non institutionnel des citoyennes et citoyens

Dans ses interventions, nous l'avons vu, le Conseil interculturel de Montréal tient à s'appuyer sur le savoir des citoyennes et citoyens racialisé.e.s tel qu'il s'exprime lorsqu'on leur offre des espaces pour ce faire. Leurs perspectives sont (et doivent être) une source primordiale lorsqu'on veut mettre en lumière la portée et les diverses déclinaisons de racismes et de discriminations systémiques (Essed 1991:1-2).

> *« C'est très important d'impliquer les usagers et de comprendre leur parcours et l'héritage colonial qu'ils portent de leur point de vue pour proposer des réponses adéquates[19]. »*

Nos interlocuteur.trice.s sont souvent en mesure de bien identifier les manifestations de racisme les plus récurrentes, de mettre le doigt sur certaines zones d'ombre ou biais institutionnels, d'expliquer les divers mécanismes d'expression et de reconduction du racisme (sa systématisation), mais surtout de ne pas le minimiser, comme sont parfois porté.e.s à le faire ceux et celles qui n'en subissent pas quotidiennement les effets.

> *« Pour nous, la différence entre la dimension systémique du racisme et les préjugés, la méconnaissance ou le manque d'information, c'est le fait que des groupes sociaux exploitent d'autres groupes sociaux en tirant des avantages qui justifient pour eux la perpétuation de la situation. L'avantage, ça peut être d'avoir du* cheap labor*, à savoir une main-d'œuvre qualifiée mais qu'on peut payer moins cher, ou encore d'instrumentaliser la question [de la diversité ethnoculturelle] pour recueillir plus de votants pour des élections. »*

> *« Depuis le temps que ça dure, je n'ose pas croire qu'on commence tout juste à en parler ouvertement. »*

En ce sens, le manque d'écoute attentive, de recherche, d'accompagnement et d'intervention revient à minimiser – et donc à reconduire – les formes de racismes et de discriminations systémiques auxquelles ces citoyennes et citoyens montréalais.es font face.

> *« On peut tu faire partie de la table de discussion, nous autres les immigrants ? Quand on se trouve dans le milieu administratif, il n'y a pas d'émotion, mais dans des espaces d'échanges, comme celui-là, ça nous touche nécessairement, ça nous rentre dedans, ça refoule en dedans de nous. On est des êtres humains et on peut parler pour nous-mêmes ! Ça fait 32 ans que je suis ici, c'est ici que j'ai fait mes études, c'est ici chez moi. »*

Comme l'ont exprimé nos interlocuteur.trice.s, le racisme systémique est multiforme et diffus et doit être cherché ailleurs que dans une simple structure facilement identifiable (p. ex. un racisme d'État explicite) ou dans une idéologie sans équivoque (p. ex. le suprémacisme blanc).

> *« Il faut aller plus loin que la couleur de la peau, l'ethnie ou autre. Prenons l'exemple d'une femme blanche issue de l'immigration. Si elle n'a pas les traits de minorités visibles, une femme de l'Europe de l'Est par exemple, dès qu'elle commence à parler, on entend son accent, on se doute que ce n'est pas une personne qui vient d'ici nécessairement. Le racisme systémique peut se manifester [à l'encontre d'une telle personne] et donc c'est un racisme qui se base sur des préjugés qui sont très ancrés. »*

Aux discriminations implicites ou explicites, conscientes ou inconscientes, s'ajoutent des pratiques d'exclusion aux foyers multiples qui tendent à se renforcer mutuellement si elles ne sont pas contrées de manière transversale. Les témoignages de nos interlocuteur.trice.s l'expriment clairement : les micro-agressions (dans les pratiques, les attitudes, les discours) tendent à former un obstacle infranchissable, précisément parce qu'il est suffisamment flexible pour se transformer, évoluer, s'enraciner et ainsi perdurer.

[19] Cette citation, ainsi que celles qui suivront dans la section 3, sont reprises des consultations menées par le CIM en 2019. Elles sont présentées de telle sorte à assurer le respect de l'anonymat des participant.e.s.

« Les gens le vivent au quotidien. Dès qu'ils sortent pour aller au travail, jusqu'à leur retour. Ils le vivent dans les moyens de transport, au sein de leur milieu de travail, pendant leur pause, au centre d'achat. Vraiment ça traverse la vie quotidienne. Il faudra donc impliquer davantage tous les milieux concernés. »



© Steve Long

Il apparaissait donc fondamental pour le CIM de s'attarder à la réalité complexe de la consolidation des diverses formes de racismes et de discriminations avant d'examiner les compétences de la Ville de Montréal. Ces compétences, comme les ressources humaines et financières, limitent indéniablement ce que peut faire la Ville. Il nous paraît néanmoins essentiel qu'elles puissent être adaptées au problème, faute de quoi la systématisation du racisme risque de se poursuivre. En d'autres termes, s'en remettre trop rapidement à ses compétences prédéfinies risque de faire en sorte que la Ville néglige le développement de compétences propres en matière de lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations systémiques. La Ville pourrait ainsi produire une réponse trop parcellaire, voire inadéquate, faisant fi des relations problématiques qui débordent ses champs d'intervention et d'action mais qui structurent pourtant ce qui se passe sur son territoire.

« Il y a des femmes musulmanes qu'on rencontre qui se font cracher dessus dans la rue. Le problème c'est que suivre quelqu'un ou l'insulter, ce n'est pas illégal. Seul le harcèlement criminel est contre la loi, et ce, seulement si une personne s'en prend spécifiquement à toi comme personne. Comme on l'a déjà vu, si une femme accompagnée de ses enfants avec le voile ou qui a la peau noire se fait suivre systématiquement jusqu'à chez elle en se faisant insulter – "Retourne chez toi immigrante! [...]" –, il n'y a rien à faire. Ça pourrait être bien de travailler là-dessus avec la Ville parce que ça pourrait faire en sorte qu'il y ait des espaces de vie sécuritaires. »

Nous le verrons, la Ville doit impérativement se doter d'une véritable stratégie antiraciste qui aille bien au-delà d'une simple posture non raciste[20]. La différence entre antiraciste et non raciste n'est pas anodine. Il s'agit de consolider une démarche plus proactive que réactive et de ne pas trop s'en remettre à des repères normatifs (chartres, déclarations, politiques, etc.). Ceux-ci, bien qu'essentiels, sont davantage des ancrages symboliques qu'une démarche pérenne, flexible et évolutive permettant une amélioration continuelle afin d'assurer une lutte efficace et constante contre les diverses formes de racismes et de discriminations systémiques. C'est donc dire qu'en élargissant ses champs d'intervention, la Ville peut se faire le chef de file de cette lutte, comme elle a su s'illustrer auparavant dans d'autres domaines, l'immigration notamment.

[20] La perspective antiraciste est au cœur de l'idée de politique interculturelle que nous avons récemment proposée dans le cadre de l'avis *Montréal, cité interculturelle* (2019a).

3.2 Des microagressions[21] aux biais institutionnels

Nos interlocuteur.trice.s (tout comme la littérature sur le sujet) l'ont répété maintes fois : au-delà des cas de racisme frontal et des agressions plus directes – et plusieurs exemples médiatisés ou répertoriés récemment démontrent malheureusement la persistance de ces situations déplorables –, plusieurs citoyennes et citoyens montréalais.es se retrouvent également confronté.e.s à une panoplie de microagressions plus subtiles qui se déploient dans l'espace social[22].

> *« Le racisme ne touche pas que les personnes issues de l'immigration. Moi, par exemple, je suis native, de troisième génération. Pourtant, j'en vis au quotidien. Même si j'ai un travail et des amis. On va me dire : "Wow, tu parles donc bien français !", ou "C'est quoi tes origines ?" Mais on me dit ça seulement parce que je suis noire. Je ne sais plus quoi répondre parce que je suis née ici. Alors je me remets en question : est-ce qu'ici c'est chez-moi ? »*

> *« On nous parle souvent que les problèmes sont au niveau de la recherche d'emploi, au moment des entrevues, mais le racisme et la discrimination existent même une fois que tu es employé. Ce phénomène ne se termine pas une fois que tu as été embauché. »*

Aux stéréotypes répétés *ad nauseam* s'ajoutent désormais des modes d'exclusion plus implicites. Les individus ciblés ne sont plus seulement accusés d'être des « voleurs de job », des « b.s. » ou des « radicaux » ; désormais, ils joueraient trop « à la victime », se plaindraient constamment pour rien et, de toute façon, n'en feraient jamais suffisamment pour s'intégrer. Il importe de constamment surveiller la manière dont la société dite d'accueil cherche à montrer les limites de cet accueil. On le voit, le vocabulaire peut évoluer, se déplacer ou même s'affiner, mais l'exclusion, elle, persiste.

Une interlocutrice dans une de nos activités contributives citoyennes l'a formulé de manière percutante : le racisme systémique « traverse l'espace ». Quelques semaines plus tard, au cours d'une autre activité organisée par le CIM, un participant y est allé d'une observation similaire, affirmant que le racisme systémique « traverse la vie quotidienne, du lever au coucher ». Ces affirmations illustrent l'étendue spatiale et temporelle du racisme, qui déborde largement le cadre administratif. Elles ont été suivies de discussions au cours desquelles les participant.e.s ont pu dire à l'envi où, comment et quand des Montréalais.es sont la cible d'invectives, de harcèlement, de mépris, d'indifférence dans les lieux publics (transports en commun, parcs), les écoles, au travail, etc.

> *« Dans un programme de recherche d'emploi, la personne m'a suggéré de prendre le nom de mon mari de l'époque en me disant que la communauté italienne aujourd'hui était acceptée. Moi, j'ai une dizaine d'années de carrière, j'ai un nom et des productions. J'ai fait tellement de jobs alimentaires, jusqu'à récemment où j'ai mis en place un organisme et un espace super safe où on respecte tout le monde. Mais il n'y a pas longtemps, j'ai eu une entrevue pour habiter dans une coop et en entrant la personne m'annonce au comité de sélection : "c'est elle, la Brésilienne !" On me demande alors : "Vous habitez dans quel quartier ?" Je réponds dans Rosemont et là ils ajoutent : "J'imagine en colocation ?" Hhh... Mais non, j'habite super bien, dans un trois et demi, seule. Je souhaite juste habiter en coopérative parce que c'est un mode de vie qui m'intéresse, je suis immigrante, j'aimerais participer autrement et connaître mes voisins tout simplement. Je pense que j'étais en choc. Ça m'a découragé. Maintenant, ça me donne envie de demander avant d'appliquer : est-ce qu'il y a de la diversité dans votre coop ? »*

On a également témoigné de la difficulté constante à faire admettre que certain.e.s concitoyen.ne.s n'appartenant pas au groupe majoritaire puissent être né.e.s et avoir été élevé.e.s ici, et de l'infantilisation tout aussi répandue des nouveaux arrivants ou des non-francophones, auxquels on prête souvent un manque d'intelligence ou de compréhension des « valeurs » ou « manières de faire » de la société d'accueil.


© Kkamil S.

[21] Dans son ouvrage, *Migroaggressions and Modern Racism*, Charisse C. Levchak, revient sur la généalogie du concept de microaggressions (2018:6). Ce concept aurait d'abord été formulé par Chester Pierce dans le livre *Offensive Mechanisms* (1970:266-267) qui le conçoit comme des formes subtiles voire banalisées d'agression raciale, donc pouvant être difficilement cernées de manière flagrante, mais qui n'en produisent pas moins, dans les interactions quotidiennes, des effets concrets sur les personnes en subissant les préjudices.

[22] Sur les microagressions, consulter également Fleras (2016).

« Quand on se demande comment est perçu le racisme, c'est toujours un sentiment d'injustice. On se dit : comment ça se fait que moi on me traite de cette façon et qu'une autre on la traite de telle façon ? On entend fréquemment : moi ça fait longtemps que je vis ici, j'aime le Québec mais on me traite comme une autre, comme une personne qui n'appartient pas à cette société. »

« Lorsqu'une personne qu'on catégorise selon son accent fait affaire avec des entreprises, des organisations ou d'autres institutions, et qu'on tente de la décourager de faire entendre ses droits, il faut se poser de sérieuses questions sur l'égalité et la justice dans notre société. »

« On est systématiquement la cible primaire de l'attention. On est toujours prêt à détecter le moindre de nos faux mouvements. On en vient à se sentir mal dans sa peau alors qu'on devrait se sentir bien peu importe où on est. Une avocate devrait pouvoir aller plaider avec son afro en étant aussi crédible qu'une autre personne avec les cheveux naturellement raides. »

« On me racontait que dans une entrevue d'embauche, une femme s'était fait demander par l'homme blanc devant elle : nommez moi une pièce de Mozart. C'était une manière selon elle de justifier que son ignorance culturelle était une raison pour laquelle elle ne pouvait pas être prise. Il associait le fait qu'elle soit noire au fait d'être inculte au niveau de la culture musicale classique. »

« Lorsqu'ils arrivent, les immigrants prennent des formations : les premières démarches pour ci ou ça, la francisation, la connaissance du Québec et des Québécois […] Mais il faudrait aussi que les Québécois en apprennent sur leurs concitoyens qui viennent les rejoindre et aussi sur la réalité de l'immigration, car ça fait partie de la réalité. Il faut davantage informer sur l'histoire du monde. »

« Il existe bien une formation sur les relations interculturelles existante dans la formation des policiers, mais il faut savoir qu'elle n'est pas obligatoire. Le résultat : personne [ne] s'est pointé. Ça me fait dire que les gens de certaines institutions ne veulent même pas se donner la peine de comprendre pour faire en sorte que les rapports de pouvoir soient égalitaires. »

Ce que nos interlocuteur.trice.s n'ont eu de cesse de souligner, c'est aussi la tendance répandue à trouver que quelque chose semble toujours clocher chez ces prétendus « Autres ». De plus, ce sont ces « Autres » qui sont constamment blâmés pour leur supposé manque d'éducation ou d'adaptation, alors que la société d'accueil se borne à offrir quelques formations interculturelles qui ne sont ni obligatoires ni adéquates.


© Mikaala Shackelford

On le voit, le soupçon[23], l'absence de confiance ou même l'insolence consolident ici un racisme moins « direct » mais tout aussi pernicieux que les agressions frontales. Les effets sont d'ailleurs tout aussi néfastes. S'il ne s'agit pas ici de l'établissement d'une idéologie fondée sur la supériorité de la « race blanche » (suprémacisme blanc) – dont la prolifération contemporaine est bien sûr problématique –, le fait de n'accorder sa confiance qu'à ses « semblables » tend néanmoins à ériger un privilège blanc version « pure laine ». Il s'agit là d'une tendance lourde qui contribue à minimiser l'apport des diverses vagues migratoires ayant forgé l'identité montréalaise et donc québécoise. L'identité québécoise ne se déploie pas à partir d'un tracé généalogique unique, et certainement pas sans Montréal.

« Il faudrait mieux faire comprendre, sortir des statistiques et montrer combien de personnes de chaque culture et depuis quand. Il faut le faire comprendre dès l'éducation en bas âge. Moi je viens de commencer à comprendre d'où je viens mais pourtant j'ai eu des cours d'histoire et on ne m'[en] a jamais parlé ! On me disait que les personnes afros sont venues ici depuis les années 1990. C'est en décalage avec l'histoire qui montre que les premières personnes afro sont arrivées dans les années 1600. C'est la même chose pour toutes les cultures qui composent aujourd'hui le Québec. Les migrations ne sont pas d'hier mais les gens ne sont pas au courant alors ils sont surpris. Notre histoire est celle de l'interculturalité, il faudra l'accepter et [accepter] de l'inscrire dans les cahiers pédagogiques, d'en parler, de faire des ateliers. C'est aussi apprendre d'autres langues ! »

[23] Consulter le texte de Leila Benhadjoudja (2014) sur ce sujet.

Certains choix terminologiques des institutions tendent également à reconduire et conforter de telles exclusions. La Ville de Montréal inclue dans la catégorie « personnes issues de l'immigration » les personnes nées au Québec de parents ayant immigré au Canada (p. ex. Ville de Montréal 2019a:10, n5)[24]. Des citoyennes et citoyens se retrouvent ainsi cantonné.e.s sur le plan rhétorique dans un état de transition perpétuel : jamais vraiment établies, jamais vraiment d'ici.

> *« Tu as beau dire que tu es Québécois, on va jamais te considérer comme tel. Tu es nécessairement considéré comme venant d'ailleurs. Et ça c'est sûrement encore plus fatiguant quand tu es né ici. »*

L'usage statistique ou autre de concepts comme « minorité visible » devient également inadéquat aujourd'hui. Les « Blancs » ne sont en effet jamais marqués par la couleur de leur peau, même lorsque minoritaires comme c'est le cas dans plusieurs arrondissements montréalais. De tels exemples nous montrent comment une « majorité » blanche en vient à se distinguer des « minorités » et comment la « diversité » se trouve constamment réservée à cette population en périphérie qu'une majorité bien centrée se charge de « gérer ». On cherche alors à établir une gestion de la diversité sous forme d'un problème en marge ou en périphérie, et par le fait même jamais pleinement intégrée (et sans jamais situer la majorité dans cette diversité).

Ces quelques exemples ne font qu'effleurer la surface du problème des microagressions quotidiennes subies par plusieurs citoyennes et citoyens montréalais.es. Il suffit bien sûr d'écouter celles et ceux qui en sont la cible pour voir apparaître l'étendue du problème. À cela s'ajoute un contexte politique et médiatique où s'exprime un refus quasi systématique de reconnaître que le problème existe. Ce refus s'autorise d'une tolérance présupposée, laquelle serait déjà trop grande, bien qu'en réalité elle soit extrêmement volatile puisque susceptible d'être retirée dès que des voix s'attardent à souligner les conditions moins glorieuses dans lesquelles baignent plusieurs concitoyen.ne.s. Comme le soulignait un interlocuteur, une telle logique sert encore une fois à distinguer une majorité prédisposée à la tolérance de minorités incapables ou peu soucieuses de reconnaître les efforts d'ouverture de la société d'accueil. Les consultations publiques tenues par le CIM et par l'OCPM, comme la littérature sur le sujet, tendent pourtant à démontrer que cette autoperception de la majorité est précisément l'une des sources majeures d'exclusion constante de la voix et de la présence des personnes racialisées ou marginalisées. En d'autres termes, cette logique cherche à établir l'image d'une majorité foncièrement raisonnable (toujours suffisamment tolérante) aux prises avec des revendications qui, elles, ne le seraient pas.

> *« J'ai fait mes études en anglais et français dans un collège et une université à Montréal. Dans un entretien de placement pour un poste en marketing et commerce, on m'a posé une question qui m'a tellement choquée que j'en suis restée figée. J'ai un nom de famille long. La personne m'a dit : "As-tu pensé changer ton nom de famille...pour quelque chose qui est un peu plus compréhensible, plus facile à prononcer comme Tremblay? Vous recevrez probablement plus de retours d'appel." Je suis née ici, même si je change mon nom, les gens vont forcément voir que je ne suis pas une Annie Tremblay, voyons! J'ai rien dit… J'ai jamais pensé faire une plainte. J'ai laissé ça passer. Au final, c'était en quelque sorte insulter mes parents, et on n'a jamais pris en considération mon parcours et mes compétences. »*

Cette réalité ne se limite évidemment pas à des stéréotypes ou à une terminologie inappropriée. Elle se manifeste à travers une série de pratiques d'exclusion, institutionnelles ou non. On connaît bien, par exemple, les difficultés d'accès à l'emploi (à la Ville de Montréal comme ailleurs[25]) aussi bien pour les personnes immigrantes que pour les personnes racialisées, le manque de reconnaissance des compétences, le manque d'accès aux emplois de qualité, l'absence de réponse lors de l'envoi d'un curriculum vitae, jusqu'aux suggestions – ou même une impression personnelle d'être obligé – de changer de nom, de ne pas donner l'adresse d'un quartier peu réputé ou le lieu d'obtention des diplômes.

> *« Quand on arrive au Québec, on ne trouve pas d'emploi parce qu'on n'a pas l'expérience québécoise que les entreprises demandent. Du coup, c'est un cercle vicieux. Les personnes se retrouvent à faire des petites jobs suite à leur émigration parce qu'elles ne trouvent pas leur place alors qu'elles ont été sélectionnées sur la base de leurs qualifications. Il y a le racisme par rapport à la peau, par rapport à l'origine mais aussi par rapport à l'immigration en général. »*

> *« Si les gens ont un emploi, ils peuvent mieux s'organiser. Comment ces gens peuvent-ils s'organiser, parler, se développer s'ils n'ont pas de travail? Il faut toucher le racisme par la racine. »*

> *« Si la Ville peut ou croit pouvoir résoudre le racisme systémique, elle passera à côté si elle n'intervient pas sur les milieux de travail. Car c'est là que les dégâts de la discrimination se vivent surtout. Les milieux d'affaires et les employeurs doivent être impliqués sur la question de l'accès équitable à l'emploi. »*

[24] Ce fait a également été relevé à maintes reprises par les citoyennes et les citoyens lors de la séance d'information publique et des soirées thématiques tenues par l'OCPM.

[25] Voir à ce sujet la recherche de Paul Eid (2012).

S'ajoutent à ces difficultés une différence marquée des salaires et des blocages dans les promotions (plafond de verre). Sur le plan du logement, plusieurs interlocuteur.trice.s relèvent des problèmes similaires : le nom ou le lieu de résidence peuvent être des facteurs dans l'obtention d'un nouveau logement; cette difficulté vaut aussi pour la location de locaux pour des événements ou activités de toutes sortes.


© Marcus Lenk

« Quand on me dit "on veut pas de ghetto", moi je leur réponds que ça passe par la possibilité pour tous d'avoir droit à un logement de qualité et abordable. Mais les personnes se retrouvent discriminées dans l'accès à ces logements salubres. »

Plusieurs mentionnent également l'accès difficile aux services ou une attente plus longue (pour les soins de santé, p. ex.). L'écart d'espérance de vie entre les arrondissements[26] montréalais tend à confirmer de tels obstacles, qui s'expriment également par un accès plus difficile à des installations sportives et à des aliments frais (la vétusté des logements est également montrée du doigt pour expliquer les problèmes de santé liés à cet écart).

« Les logements auxquels les immigrants ont accès sont souvent des logements insalubres. Ça, ça fait partie du racisme systémique. Et la Ville n'a presque pas d'inspecteurs. Si les gens ont au moins un logement en bon état, des logements sociaux le plus possible, ce serait une chose que la Ville pourrait faire. »

Le manque de ressources et d'investissement dans certains quartiers, dans une panoplie de secteurs (transports en commun, parcs, services), a également été souligné, alors que la Ville n'offre aucun instrument de mesure des dépenses budgétaires ni un portrait de leur distribution géographique par arrondissement.

« Au niveau des organismes communautaires qui connaissent bien le milieu dans lequel ils travaillent, il y a souvent d'excellentes idées et des projets valorisants. Malheureusement, les critères de subvention sont souvent très stricts et ça ne laisse pas suffisamment d'autonomie sur le terrain pour développer des programmes intéressants. »

Sur le plan de la représentation, le portrait n'est pas plus reluisant, non seulement en emploi, mais aussi dans les espaces décisionnels, les partis politiques, les médias, les arts[27], le patrimoine de Montréal, etc.

« Dans les milieux communautaires déjà, c'est vrai qu'on retrouve des intervenant.e.s de diverses origines sociales. Mais quand on remonte aux conseils d'administration, on est ailleurs ! »

Si des mesures ont été mises en place pour corriger certaines situations – en emploi, notamment –, cela ne semble pas suffire à combler les écarts. À la sous-représentation dans les secteurs cités s'ajoute une surreprésentation dans le chômage, les emplois précaires, les salaires moins élevés, les logements insalubres les contacts avec les forces de l'ordre, etc.

---

[26] Concernant la pauvreté endémique de certains quartiers, la Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal soulignait récemment : « En 2011 certains territoires de Montréal étaient touchés de façon disproportionnée, comme Parc-Extension, par exemple, qui se distingue malheureusement avec 43,8 % de ses habitants en situation de pauvreté » (2017:13).

[27] À la suite d'une consultation sur le racisme dans les arts, l'organisme Diversité artistique Montréal (DAM) concluait récemment : « La réalité du racisme s'illustre dans le milieu des arts, de la culture et des médias par un grand nombre d'obstacles systémiques qui mettent à mal le processus d'équité culturelle » (DAM 2018:26). L'organisme en relève d'ailleurs plusieurs symptômes : la sous-représentation dans les équipes de travail, dans les espaces décisionnels et médiatiques, la composition homogène des jurys, les critères esthétiques ethnocentriques dominants de la majorité, l'instrumentalisation des personnes racisées, la représentation stéréotypée, le cantonnement de la production artistique à l'art « ethnique », un financement déficient et cantonné à l'art de la « diversité », les préjugés sur certains, la déqualification des compétences, l'appropriation culturelle et l'invisibilisation de l'autre, etc. Le Conseil des arts du Canada reconnaît par ailleurs que la discrimination systémique joue un rôle dans la création de conditions d'inégalité (DAM 2018:28). On note une forte tendance à présupposer que le public québécois ou montréalais n'est pas prêt à une forte représentation de la diversité, bien que celle-ci soit bien présente, notamment dans la ville de Montréal elle-même; on aboutit donc à un contenu qui vise constamment une majorité blanche comme clientèle.

« Il faudrait qu'on puisse revoir les mécanismes de plaintes à la police pour assurer que le processus soit indépendant. Il ne faudrait pas qu'un corps policier enquête sur un autre corps policier. Il faudrait que ce soient des personnes extérieures formées à la question du racisme systémique pour donner un avis impartial. »

Le profilage racial illustre probablement le mieux la fragilité ou même l'inexistence du lien de confiance entre les personnes issues de la diversité et les institutions de la Ville de Montréal (et plus particulièrement son corps policier). En ce sens, la question du profilage racial et social est devenue un enjeu emblématique et s'inscrit évidemment dans un contexte plus large d'exclusion et de marginalisation[28].

« Il y a des personnes qui ont peur d'aller voir la police quand il y a des problématiques de violence conjugale ou d'agression sexuelle. Cette personne ne va pas porter plainte parce qu'elle ne veut pas de problème avec l'immigration. La structure policière maintient cet état de fait. Au niveau de la Ville, il faudrait revoir le système répressif. »

« La Ville a fait un premier pas avec la politique d'accès sans peur pour les personnes sans statut. Mais la Ville devrait dire que les policiers ne devraient pas collaborer avec les systèmes frontaliers parce que c'est une discrimination qui est systémique basée sur des intérêts qui ont fait que ces personnes sont devenues réfugiées. Les personnes doivent pouvoir avoir accès aux services de la Ville mais elles ne doivent pas non plus se faire réprimer directement ou indirectement par la Ville. »

Parmi les autres aspects relevés par nos interlocuteur.trice.s, signalons : le traitement inadéquat des crimes haineux, la difficulté de porter plainte et le manque de suivi sur le cheminement d'une plainte, l'invisibilisation de la violence envers les femmes racialisées, le harcèlement de rue, le peu de recours qui s'offrent aux personnes sans statut, notamment en termes d'accès aux services (les garderies, par exemple).

« Il y a des situations invisibilisées, surtout pour les femmes autochtones et racisées qui sont surreprésentées dans l'industrie du sexe et au niveau des violences sexuelles. Depuis l'histoire coloniale, malheureusement, ces femmes sont assignées à ces spécificités auxquelles la société s'attend. Des situations dégradantes sont normalisées et en quelque sorte banalisées. On n'en parle pas sauf dans certains cas comme les crimes d'honneur, ce qui a par ailleurs comme effet d'alimenter l'islamophobie et le racisme. Il faut rendre visibles ces formes de violence qui sont invisibilisées, ce qui demande une certaine volonté d'investir dans ces enjeux spécifiques. »

Les problèmes énumérés dans les pages précédentes sont-ils répandus au point de pourrir l'ensemble du tissu social montréalais[29] ? Il est difficile de l'affirmer sans pousser davantage la recherche et sans trouver les moyens de documenter ces situations de façon plus systématique. L'accumulation des expériences citées lors des séances introductives de la démarche de l'OCPM et lors des activités contributives citoyennes organisées par le CIM est néanmoins très préoccupante et vient confirmer ce que plusieurs recherches indiquaient déjà par ailleurs. Entendre, par exemple, des citoyennes et citoyens montréalais.es francophones appartenant à des groupes racialisés dire qu'ils se sentent mieux dans des milieux anglophones que francophones – comme ce fut le cas lors d'une activité contributive citoyenne organisée par le CIM – devrait minimalement nous amener à questionner le milieu d'accueil d'une majorité qui, à ce jour, peine à admettre publiquement l'existence même d'une problématique que plusieurs instances municipales, provinciales ou fédérales canadiennes semblent plus enclines à reconnaître et à contrer de façon proactive. Le racisme n'est peut-être pas endémique, mais notre démarche suggère qu'il est grand temps de reconnaître que le problème existe et qu'il faut s'y attaquer de manière plus systématique. Le manque ou l'absence de données devient une excuse trop facile, à partir de laquelle on peut simplement supposer que le problème n'existe pas.

[28] Le CIM fait état de profilage racial depuis 2006, et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse depuis 2003. Des efforts ont été déployés, mais il est difficile d'en mesurer le succès. Note-t-on, par exemple, une augmentation ou diminution des cas ou mêmes des plaintes de profilage racial ou social ? Cette question de base n'est clarifiée ni dans le dernier plan d'action de la SPVM, ni dans la documentation préparée par la Ville de Montréal pour la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques. Le plus récent plan stratégique du SPVM s'intitule *Écouter, comprendre, agir* 2018- 2021. Plan stratégique pour soutenir le personnel du SPVM en matière de prévention du profilage racial et social. Notons l'étrange formulation de ce titre : on semble se soucier davantage du soutien offert aux policiers que des victimes de profilage racial et social.

[29] Toutes ces formes de racismes et de discriminations ne s'expriment évidemment pas de la même manière que l'on soit noir, autochtone, musulman, homme, femme, trans, enfant, riche, pauvre, etc. D'où l'importance d'une approche intersectionnelle et de données bien ventilées.

3.3 Deux écarts à combler

Cela va sans dire, plusieurs des enjeux que nous soulevons débordent largement la capacité d'intervention de la Ville de Montréal, tant en raison des limites des compétences municipales qu'en raison des ressources nécessaires. La description qui précède illustre néanmoins une logique collective qui tend à privilégier un certain groupe (la majorité blanche) au profit d'un autre groupe relégué sous les traits de l'Autre ou de l'étranger (même si un bon nombre sont né.e.s ici). Entre le suprémacisme blanc et le privilège blanc, les procédés discriminatoires et racistes diffèrent (plus ou moins subtils, plus ou moins intenses), mais il en résulte dans les deux cas des processus d'exclusion aux effets bien réels qui repoussent certain.e.s citoyennes et citoyens de plein droit dans la marge économique, sociale et culturelle. Face à un système d'injustices, la réponse doit également être systémique, par un effort concerté, en faisant les mobilisations nécessaires au-delà de l'administration montréalaise si la réponse n'est pas adéquate, c'est-à-dire en s'adressant aux autres paliers de gouvernement. Ainsi, un premier écart existe et tend à se creuser entre la dimension normative et la réalité vécue par plusieurs citoyennes et citoyens montréalais.es. La Ville ne peut donc pas se contenter de se proclamer non raciste, elle doit désormais s'affirmer et s'activer par un antiracisme conséquent.



© Matthew T. Rader

Un deuxième écart, que le CIM relevait d'ailleurs récemment dans un mémoire consacré à la participation citoyenne (CIM 2019b), concerne la confiance envers les institutions de la Ville de Montréal. L'inaction fait partie des mécanismes de consolidation du racisme et des discriminations systémiques, puisqu'elle permet une certaine indifférence et un manque d'écoute à l'égard des enjeux soulevés ci-dessus. Plusieurs citoyennes et citoyens se sentent invisibles ou de trop, jamais pleinement reconnu.e.s et écouté.e.s.

L'exemple des documents déposés par la Ville pour la consultation le démontre également : très peu de critères ou d'indicateurs sont mobilisés afin d'évaluer le succès ou l'insuccès de telle ou telle initiative. Ce manque quasi systématique d'instruments de mesure mine la crédibilité des initiatives, dont la portée est somme toute limitée.

S'attarder aux racismes et aux discriminations systémiques dans le cadre des compétences de la Ville de Montréal est en quelque sorte contradictoire. La Ville n'a pas, à ce jour, développé de compétence particulière pour reconnaître et intervenir sur la dimension systémique du racisme. Même si les initiatives de la Ville sont limitées, elles ne peuvent pas faire abstraction de ce contexte plus large sur lequel elle devra trouver le moyen d'intervenir de manière indirecte. Il faut que la Ville prenne pleinement acte de la réalité du phénomène et qu'elle mobilise les ressources nécessaires là où elle ne peut pour l'instant s'attaquer aux enjeux soulevés. La première compétence à développer par la Ville est celle d'une approche transversale qui, paradoxalement, doit aller au-delà de ses compétences telles qu'elles sont présentement définies. Sinon, elle devra expliquer à une part grandissante de ses citoyennes et citoyens pourquoi elle juge acceptable de voir perdurer une citoyenneté à deux vitesses.

4. Pour agir : Transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités des citoyennes et des citoyens

S'agissant des actions et interventions mises en œuvre par la Ville de Montréal jusqu'à présent, l'un des premiers éléments qu'il faut noter est qu'elle ne semble pas avoir adopté de stratégie intégrée en matière de lutte contre les racismes et les discriminations[30]. En ce qui concerne les actions répertoriées dans les deux documents préparés par la Ville pour la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans les champs de compétence de la Ville (2019a et 2019b), nous pouvons noter l'absence, dans plusieurs cas, d'indicateur permettant de mesurer précisément leurs effets sur les diverses formes de racismes et de discriminations à l'œuvre. Bien souvent, la liste des actions présentées ne permet pas d'identifier le problème auquel elles sont censées remédier[31].

De plus, dans la mise en œuvre des actions, dans les arrondissements notamment, il est difficile d'avoir un portrait général de la distribution géographique des ressources budgétaires ainsi que des initiatives.

On trouve également très peu de données sur les plaintes liées aux racismes et aux discriminations systémiques, que ce soit à la Ville de Montréal directement ou au bureau de l'ombudsman ou encore au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)[32].

Par ailleurs, il n'y a pas, dans la documentation fournie par la Ville, d'état des lieux circonstancié sur le racisme et la discrimination systémiques hors de l'administration municipale montréalaise qui permettrait de mieux contextualiser le phénomène. Le danger ici est que chaque fois que des cas seront relevés, la Ville s'en remette à son absence de compétences en la matière, compétences qui, pourtant, devraient inclure le bien-être de la population montréalaise et la protection des droits de l'ensemble des résidentes et résidents. Certains enjeux auxquels la Ville fait face ne sont pas pris en compte sous prétexte qu'ils n'entreraient pas dans ses champs de compétences.

S'il est vrai que la Ville met en œuvre plusieurs initiatives en matière de lutte contre les racismes et les discriminations, il n'en demeure pas moins que la perception des citoyennes et citoyens de Montréal (en particulier celles et ceux rencontré.e.s lors de nos consultations et plus généralement celles et ceux ayant participé aux activités de consultation de l'OCPM) est que la Ville n'en fait pas assez ou qu'elle ne fait pas ce qu'il faut.

On peut donc se demander s'il ne serait pas important et nécessaire que la Ville se donne les moyens de mieux documenter les diverses formes de racismes et de discriminations telles qu'elles se manifestent au-delà de l'administration municipale et de ses rapports directs avec la population montréalaise. Cela lui permettrait par la suite de mieux cibler ses actions et interventions et de mesurer leur efficacité.

Nous croyons qu'il faut remédier aux lacunes constatées, et nous proposons, dans les pages qui suivent, un cadre général pour ce faire.

À partir des consultations que nous avons menées, nous avons identifié quatre champs d'action et d'intervention prioritaires :

- l'accès aux services
- la participation citoyenne
- l'employabilité
- la sécurité urbaine

[30] Nous faisons le même constat en ce qui concerne les relations interculturelles (CIM 2019a).

[31] Nous avions fait un constat similaire au sujet des actions de la Ville en matière de relations interculturelles dans les sections 2.1 et 2.2 de notre avis intitulé Montréal, cité interculturelle (2019a).

[32] Lors de la présentation du nouveau Service des affaires internes du SPVM à la Commission de la sécurité publique le 1er octobre 2019, aucune donnée n'a été présentée à ce sujet, bien que ce soit le Service des affaires internes qui reçoive ces plaintes. Il était plutôt question du processus de cheminement des plaintes et des mesures mises en place pour y répondre.

Concevoir des actions de lutte contre les racismes et les discriminations prioritairement et conjointement dans ces domaines permettrait, nous semble-t-il, d'espérer une véritable transformation de la culture organisationnelle qui aujourd'hui encourage et reproduit certaines formes de racismes et de discriminations. Cela permettrait, à terme, de changer les attitudes, non seulement au sein de l'appareil municipal, mais plus généralement parmi la population montréalaise. Au final, ce qui serait possible, c'est un renforcement des capacités des citoyennes et des citoyens.

Ces solutions ou interventions de la Ville de Montréal devraient être pensées en fonction de trois principaux objectifs :

1) Faire preuve de responsabilité et d'engagement;

2) Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux;

3) Sensibiliser et changer les attitudes.

4.1 Faire preuve de responsabilité et d'engagement

La première action à accomplir pour faire preuve de responsabilité et d'engagement serait de reconnaître publiquement le problème du racisme systémique. Il est important de reconnaître le phénomène et son ampleur, par-delà les champs de compétences de la Ville, considérant les effets quotidiens qu'il a sur les personnes racialisées résidant à Montréal.

Cette reconnaissance permettrait d'instaurer une relation de confiance avec tout un pan de la population montréalaise directement affecté par les racismes et les discriminations systémiques de même que par des actes haineux.

R1 – Que la Ville reconnaisse publiquement le problème du racisme systémique

ACTIONS	MOYENS
› Affirmer publiquement l'existence du problème du racisme systémique à Montréal et prendre des engagements pour s'y attaquer › Faire preuve de leadership en établissant et en maintenant des coalitions antiracistes avec d'autres villes	› Faire adopter une motion au Conseil municipal pour affirmer l'existence du problème › Demander à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise d'établir la liste des engagements de la Ville en la matière › Réaliser une campagne de sensibilisation antiraciste

La prise en compte effective du problème du racisme systémique passe aussi, selon nous, par la mise en place d'une politique articulant antiracisme et interculturel. Selon nous, seule la mise en œuvre d'une vision antiraciste qui cherche à l'éliminer toutes les formes de racismes et de discriminations permettra de s'attaquer au problème d'une manière conséquente et structurante.

Rappelons que l'antiracisme désigne « l'ensemble des actions citoyennes et des politiques publiques visant l'élimination du racisme tant au plan des interactions personnelles que des structures sociales et des institutions » (Labelle 2011:45). Une perspective antiraciste prend en compte la façon dont les dynamiques associées à la diversité (en termes de race, de classe, de genre, d'orientation sexuelle, de religion, de langue, etc.) sont actualisées, médiatisées, mises en œuvre, par les gens au quotidien (Este, Lorenzetti et Sato 2018:8).

Ainsi, la mise en place d'une politique interculturelle résolument antiraciste permettrait la sensibilisation et l'éducation non seulement des actrices et acteurs de l'administration municipale, mais plus largement de la population montréalaise. Il importe effectivement de favoriser l'éducation populaire pour que la population montréalaise puisse être à même de comprendre pourquoi la Ville intervient sur ces enjeux de racismes et de discriminations systémiques, car ce qui est visé, à terme, c'est un changement de culture important, non seulement au sein de l'administration municipale, mais plus largement au sein de la société montréalaise. La population montréalaise doit comprendre comment fonctionnent les processus de racialisation à l'œuvre et quels effets ils produisent. Nous pensons qu'une vision antiraciste permettrait de travailler en profondeur les institutions et de favoriser des changements systémiques et structurants pour mettre fin aux diverses formes de racismes et discriminations qui persistent. Une politique interculturelle ancrée dans l'antiracisme aurait le mérite de nommer explicitement les enjeux de racisme et de prendre en considération les relations de pouvoir qui s'y rattachent (Dei 2000:27).

R2 – Que la Ville mette en place une politique interculturelle antiraciste[33]

ACTIONS

- Élaborer une politique interculturelle antiraciste[34] qui orientera l'ensemble des politiques, plans d'action et mesures de la Ville sur les enjeux de racisme, de discrimination et plus largement de diversité et d'inclusion
- Informer et sensibiliser la population sur la politique mise en place
- Encourager et promouvoir le développement de matériel de sensibilisation antiraciste et interculturel

MOYENS

- Développer une vision antiraciste
- Définir une politique antiraciste en collaboration avec des organismes impliqués dans la lutte contre les racismes et les discriminations
- Instaurer des initiatives et des procédures au diapason d'une vision interculturelle antiraciste
- Proposer un glossaire antiraciste à l'intention de tous les services de la Ville. Sur la base de ce glossaire, revoir la terminologie employée par la Ville dans ses communications avec ses employé.e.s et les citoyennes et citoyens
- Offrir une formation antiraciste à l'ensemble des employé.e.s de la Ville afin de mieux tenir compte des enjeux de racisme et de discrimination dans la prestation des service[35]
- Mettre en place des programmes d'éducation antiraciste destinés aux jeunes Montréalais.es

De même, pour mieux circonscrire la problématique et mettre en œuvre des solutions adaptées, il importe de recueillir des données probantes[36] sur lesquelles on puisse s'appuyer pour concevoir des politiques, réviser les pratiques et les procédures en place et mettre en œuvre des initiatives proprement antiracistes.

En décembre 2017, le gouvernement ontarien divulguait une stratégie antiraciste, *Ontario's Anti-Black Racism Strategy*, qui insistait justement sur l'importance d'appuyer le développement et la mise en œuvre de politiques publiques antiracistes sur des données exhaustives (*evidence-based policies*).

Nous estimons que Montréal, en tant que métropole du Québec, se doit d'être un *leader* en la matière. Seules des données probantes permettent de faire état de la situation avec justesse et d'établir des indicateurs fiables pour mesurer les effets des actions préconisées.

[33] En 2017 dans son *Avis sur le profilage racial dix ans après 2006-2016*, le CIM recommandait « que la Ville de Montréal adopte une stratégie intégrée […] pour lutter contre la discrimination et les inégalités, vers un meilleur vivre-ensemble ». En 2019, dans son avis *Montréal, cité interculturelle* (2019a), le CIM a proposé l'élaboration d'une politique interculturelle s'appuyant sur une perspective antiraciste. Aujourd'hui, nous sommes d'avis que cette politique interculturelle doit être primordialement antiraciste pour être à même de lutter efficacement contre le racisme systémique.

[34] Cette recommandation va dans le même sens que la recommandation 1 formulée dans le mémoire que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a déposé dans le cadre de la consultation publique tenue par l'OCPM. La CDPDJ (2019b:112) y recommande en effet « que la Ville de Montréal élabore une politique de lutte contre le racisme et la discrimination systémiques qui tienne compte des réalités particulières que vivent les personnes autochtones, les personnes racisées et les personnes immigrantes ». La CDPDJ propose que « cette politique soit élaborée de concert avec les groupes concernés », un aspect que nous jugeons aussi crucial.

[35] L'idée qu'une formation antiraciste est nécessaire est partagée par la CDPDJ, qui en fait la recommandation 6 de son mémoire (CDPDJ 2019b:114).

[36] En 2011, dans son rapport sur le profilage racial, la CDPDJ (2011:36) formulait également une telle recommandation pour mieux documenter la situation, se disant préoccupée par l'absence de données disponibles publiquement.

R3 – Que la Ville fasse une veille stratégique à la fois sur les diverses formes de racismes et de discriminations dans la communauté montréalaise et sur les actions municipales prises en matière de lutte contre les racismes et les discriminations

ACTIONS

- Utiliser les données et les recherches existantes et partager les résultats publiquement
- Réaliser une collecte de données concernant les incidents en matière d'actes haineux, de racisme et de discrimination et de profilage racial, et partager les résultats publiquement
- Recueillir et examiner des données concernant les diverses formes de racismes et de discriminations dans des champs de compétences spécifiques à la Ville comme le logement, la culture et le loisir
- Utiliser des indicateurs communs pour tous les services[37] de manière à rendre compte des incidents et des tendances en matière de racismes et de discriminations et de profilage racial
- Auditer les divers aspects des opérations au sein de l'ensemble des services (planification, politiques et programmes, pratiques et procédures)

MOYENS

- Publier un rapport annuel sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les racismes et les discriminations à Montréal[38]
- Développer un gabarit pour la production des bilans des services afin d'inclure une section sur les impacts des réalisations en matière de lutte contre les racismes et les discriminations
- Mettre en place des indicateurs pour suivre l'évolution du statut socioéconomique des groupes visés (Autochtones et personnes racialisées)
- Préparer des profils démographiques exhaustifs de tous les quartiers afin de guider l'élaboration de politiques et d'initiatives et la planification des programmes
- Présenter des données ventilées sur les interpellations policières, particulièrement en ce qui concerne les personnes autochtones et racialisées, afin de pouvoir mesurer le phénomène[39]
- Réaliser des études particulières sur des problématiques prégnantes
- Rendre disponibles les données produites dans le cadre de ces études sur le portail des données ouvertes de la Ville de Montréal

La mise en place de politiques et de stratégies n'est qu'une première étape pour s'attaquer aux facteurs systémiques qui perpétuent le racisme au sein des institutions. Une mise en œuvre adéquate et l'évaluation de l'efficacité des politiques et stratégies déployées sont également nécessaires. C'est justement cet aspect de l'évaluation qui manque aux initiatives actuellement mises en place par la Ville de Montréal et qui nous semble fondamental pour lutter efficacement contre les formes persistantes et systémiques de racisme et de discrimination.

Par ailleurs, l'évaluation est un mécanisme essentiel pour permettre la révision des politiques et initiatives, notamment en termes d'efficacité. En ce sens, des indicateurs devraient être établis pour pouvoir mesurer l'effet des actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations.

---

[37] La CDPDJ formule une recommandation semblable. En effet, elle recommande que « la Ville de Montréal, le SPVM et la STM se dotent d'indicateurs uniformes afin d'effectuer une collecte de données fiables » (CDPDJ 2019b:115).

[38] À la suite du rapport de la Commission conjointe sur la lutte contre les profilages social et racial (2017), la Ville a confié en 2018 le suivi de la mise en œuvre des 42 engagements qu'elle a pris au Service de la diversité et de l'inclusion sociale qui publie annuellement un rapport. Toutefois, nous sommes d'avis que l'ensemble des services de la Ville devraient produire un bilan sur leurs actions en matière de diversité, d'inclusion et de lutte contre les racismes et les discriminations; ces bilans seraient compilés dans un rapport annuel. Le mandat de produire le rapport serait confié à la personne exerçant les fonctions de commissaire à la diversité et à l'antiracisme (voir la recommandation 5). Ce point rejoint un des aspects de la recommandation 8 de la CDPDJ sur la reddition de comptes (2019b:115).

[39] Cet aspect est en lien avec la recommandation 2 du rapport de Victor Armony, Mariam Hassaoui et Massimiliano Mulone (2019) sur *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées*. Dans ce rapport, les chercheur.e.s proposaient ceci : « Le SPVM devrait produire et rendre public un rapport annuel présentant l'évolution des indicateurs en matière de profilage racial ». Le CIM est d'avis qu'il faille également présenter les données brutes d'interpellation pour que d'autres instances ou groupe de la société civile puisse être en mesure d'évaluer l'ampleur du phénomène. Nous saluons aussi le SPVM pour s'être engagé à mettre en œuvre les recommandations des chercheur.e.s et l'invitons à aller encore plus loin en rendant public ces données.

R4 – Que la Ville élabore des indicateurs pour évaluer l'effet de ses mesures de lutte contre les racismes et les discriminations

ACTIONS

- Définir des objectifs atteignables en matière de lutte contre les racismes et les discriminations
- Mesurer l'effet des mesures, initiatives et politiques mises en œuvre par la Ville
- Identifier les barrières systémiques qui touchent les groupes visés (autochtones et racialisés)

MOYENS

- Définir des cibles en lien avec les objectifs de lutte contre les racismes et les discriminations
- Élaborer des indicateurs communs pour mesurer l'effet des actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations
- Élaborer des instruments de mesure pour documenter puis contrer les barrières systémiques rencontrées par les groupes visés (autochtones et racialisés)

Pour assurer une veille sur les manifestations des diverses formes de racismes et de discriminations à Montréal et au sein de l'appareil municipal, nous sommes d'avis que cette responsabilité doit incomber à une instance ou à une personne pouvant agir en toute indépendance. Tout comme le rapport final de la *Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations* le recommandait en décembre 2019, la création d'un poste de commissaire à la diversité et à l'antiracisme serait essentielle pour assurer un tel mandat.

Nous le disions, pour évaluer les politiques, pratiques et initiatives, il importe de créer des outils et des indicateurs qui soient à même de mesurer l'efficacité de ce qui se fait en matière de lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations. L'ensemble des services devraient réaliser un bilan annuel de leurs actions en la matière afin d'assurer une veille sur les actions prises pour contrer les diverses manifestations de racismes et de discriminations. La personne occupant le poste de commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion aurait, entre autres, pour mandat de produire le bilan annuel de la Ville faisant état de ce qui a été réalisé et de ce qu'il reste à faire, en consultation avec des groupes de la société civile.

Nous pensons également qu'il est essentiel d'impliquer les citoyennes et les citoyens dans la vie civique montréalaise en leur donnant une voix dans l'élaboration des politiques et des initiatives antiracistes. À l'instar de villes comme Toronto et Londres (Foster 2010), Montréal pourrait tenir des consultations publiques annuelles sur l'état de la situation en matière de racismes et de discriminations et tenir compte des résultats dans l'élaboration et la mise à jour de ses politiques et initiatives. La Ville pourrait aussi faire des sondages périodiques auprès des populations et groupes concernés pour s'assurer de l'efficacité de ses actions et interventions. Elle pourrait enfin confier à un comité citoyen l'évaluation annuelle des mesures et politiques antiracistes élaborées et mises en œuvre.

R5 – Que la Ville crée un poste de commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion[40]

ACTIONS

- Mettre en place un mécanisme de plaintes sous l'autorité d'un.e commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion
- Informer les Montréalais.es sur les actions mises en œuvre par la Ville en matière d'inclusion et d'antiracisme
- Consulter régulièrement les groupes visés par les actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations
- Recevoir les plaintes des groupes visés (autochtones et racialisés)

MOYENS

- Réaliser des sondages périodiques sur les actions de la Ville en la matière
- Faire l'évaluation des politiques, initiatives et mesures mises en place par la Ville en matière d'antiracisme et d'inclusion
- Informer la population sur la mise en place de ces nouveaux mécanismes de traitement des plaintes
- Recueillir et traiter les plaintes des personnes victimes d'actes haineux, de racisme, de discrimination et de profilage racial
- Établir des partenariats avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations pour faciliter la prévention et les interventions en la matière et ainsi diminuer le nombre d'incidents à la source des plaintes
- Tenir une consultation publique annuelle sur l'état de la situation
- Publier un rapport annuel sur la lutte contre les racismes et les discriminations et sur la diversité et l'inclusion
- Faire des recommandations en vue d'améliorer les pratiques et les normes en vigueur dans l'administration municipale en matière de racismes et de discriminations et d'inclusion

Étant donné le manque de confiance envers la Ville de plusieurs citoyennes et citoyens appartenant à des groupes racialisés, nous pensons que la Ville de Montréal devrait revoir son mécanisme de réception et de traitement des plaintes en matière de racismes et de discriminations, d'actes haineux et de profilage racial. En 2017 dans son *Avis sur le profilage racial dix ans après 2006-2016* (CIM 2017), le CIM proposait (recommandation 3) une collaboration avec la CDPDJ pour le traitement des plaintes afin « d'alléger les procédures relatives au traitement des plaintes pour profilage racial et de réduire les délais ». Aujourd'hui, nous affirmons l'importance d'aller encore plus loin. Comme nous venons de le suggérer, le traitement des plaintes devrait se faire par une instance indépendante, ce qui permettrait, entre autres, de rétablir le lien de confiance avec les citoyennes et citoyens.

Par ailleurs, à la suite de la publication du rapport sur *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées* préparé par Victor Armony, Mariam Hassaoui et Massimiliano Mulone (2019)[41], et au vu des constats formulés, nous pensons que le processus de plainte en matière de profilage racial reçu par le SPVM devrait aussi faire l'objet d'une révision. En effet, plusieurs de nos interlocutrices et interlocuteurs se sont dits préoccupé.e.s par le traitement des plaintes en matière de profilage racial et de discrimination par le SPVM. Nous proposons qu'un mécanisme de plainte plus transparent et indépendant soit mis en place. Selon nous, le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) devrait recevoir toutes les plaintes de nature criminelle lorsque la plaignante ou le plaignant s'identifie comme appartenant à une minorité visible, comme c'est présentement le cas pour les plaignant.e.s autochtones, et le BEI pourrait aussi traiter toutes les plaintes en matière de profilage racial. Cela permettrait aux victimes d'avoir confiance non seulement envers les institutions, mais aussi envers les processus lui-même.

[40] Le CIM se met à disposition des élu.e.s et des services de la Ville pour réfléchir conjointement au mandat et aux champs de compétences couverts par la personne commissaire à l'antiracisme. Les moyens ici présentés offrent des pistes intéressantes à cet égard.

[41] Le CIM appuie les recommandations de ce rapport, notamment la recommandation 2 selon laquelle «Le SPVM devrait produire et rendre public un rapport annuel présentant l'évolution des indicateurs en matière de profilage racial». Nous nous réjouissons à cet égard que la Ville de Montréal et son service de police se soient engagés à mettre en œuvre les recommandations formulées dans le cadre de ce rapport. Néanmoins, nous proposons que la Ville aille plus loin dans le traitement des plaintes en matière de profilage racial.

R6 – Que la Ville mette sur pied un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère haineux

ACTIONS

- Mettre en place, sous forme de projet pilote, un centre d'aide et de lutte contre les crimes et les agressions à caractère racial, haineux ou discriminatoire, sur le modèle des CALACS (Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel)[42] en ciblant un ou deux arrondissements
- Mener une campagne d'information concernant ce nouveau centre d'aide

MOYENS

- Promouvoir une culture de l'inclusion en vue d'enrayer la culture discriminatoire, incluant un volet prévention, notamment en ce qui concerne les actes de profilage racial
- Établir des partenariats avec le SPVM, le/la commissaire à l'antiracisme et la CDPDJ pour faciliter la prévention et les interventions en la matière et ultimement diminuer le nombre d'incidents à caractère haineux
- Établir des partenariats avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations
- Recueillir et traiter les données brutes anonymisées sur les interpellations policières

Afin de reconnaître et de prendre au sérieux les conséquences du phénomène sur les victimes de violence haineuse et de profilage, il serait souhaitable de mettre sur pied un centre d'aide et de lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations sous la forme d'un projet pilote. Ce lieu alternatif, sécuritaire et indépendant, destiné aux victimes de profilage et d'agression à caractère raciste, est ici envisagé comme un moyen de (re)bâtir la confiance entre les victimes et la Ville. Le centre aurait pour mission d'accompagner les personnes victimes d'actes haineux à caractère racial, de racisme, de discrimination et de profilage racial, mais aussi de documenter et de prévenir ces phénomènes en travaillant en collaboration avec les services et les différentes instances de la Ville, de même qu'avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) et d'autres partenaires. De concert avec l'ensemble des acteurs et actrices, le centre veillerait à soutenir la recherche de solutions pérennes en la matière.

Dans ce cadre, les actions du centre pourraient se réaliser en trois volets :

1) Aider et accompagner les victimes et leurs proches au sein d'un environnement sécuritaire et par le biais d'un mécanisme de plainte indépendant (notamment pour traiter les plaintes en matière de profilage racial);
2) Sensibiliser le public par des campagnes de prévention et des formations;
3) Encourager une mobilisation concertée avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations afin d'enrayer toute forme de violence à caractère racial.

[42] Le modèle des CALACS de même que l'approche contre les agressions sexuelles (culture du viol vs culture du consentement à transposer pour les cas d'agressions racistes : culture discriminatoire vs culture d'inclusion) apparaissent ici porteurs.

4.2 Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux

Plusieurs personnes ayant participé à nos activités de consultation nous ont fait part de leur désir d'être au cœur des actions entreprises par la Ville de Montréal en matière de lutte contre les racismes et les discriminations. Elles et ils souhaiteraient avoir à la fois plus de moyens et plus de latitude pour pouvoir mettre en place des initiatives et des projets ayant le potentiel de faire une différence.

La question du financement est revenue fréquemment dans les discussions. Mieux financer, financer de manière durable, financer davantage, et davantage de projets. Telles sont les demandes des citoyennes et des citoyennes et des organismes du milieu qui connaissent bien la réalité du terrain et qui sont mieux à même de mettre en œuvre des solutions pour lutter efficacement contre les diverses formes de racismes et de discriminations. Nous pensons donc qu'il serait souhaitable de revoir les règles d'octroi des aides et subventions aux organismes pour assurer une meilleure représentation de la diversité et pour pérenniser les actions de lutte contre les racismes et les discriminations.

R7 – Que la Ville revoie les règles d'octroi des subventions aux organismes intervenant auprès des personnes racialisées et/ou victimes de racismes et de discriminations afin de pérenniser les actions en matière de lutte contre les racismes et les discriminations

ACTIONS	MOYENS
› Mettre en œuvre des programmes de subvention particuliers pour la lutte contre les racismes et les discriminations › Offrir des incitatifs financiers aux organismes souhaitant instaurer des programmes de lutte contre les racismes et les discriminations › Réserver des budgets spécifiques pour les organismes de lutte aux racismes et aux discriminations	› Favoriser et soutenir la tenue de forums citoyens pour sensibiliser la population montréalaise aux enjeux de racisme et de discrimination › Créer des espaces d'échanges et de rencontres interculturelles › Promouvoir les initiatives des organismes intervenant auprès des personnes racialisées et/ou victimes de racismes et de discriminations

Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et des citoyens veut aussi dire leur permettre de s'approprier la ville et ses services. Pour cela, il faut leur en donner les moyens, notamment sur le plan linguistique. En effet, la barrière de la langue est revenue à plusieurs reprises dans les échanges que nous avons eus avec les citoyennes et les citoyens. Nous pensons qu'il serait important d'actualiser le Réseau d'aide volontaire des employés interprètes (RAVEI) en mettant à jour la liste existante et en recrutant des nouvelles et nouveaux employé.e.s, mais aussi de créer un bottin avec les langues parlées par les employé.e.s dans chaque unité administrative[43], de manière à pouvoir offrir des services de qualité aux citoyennes et citoyens pour qui la communication en français ou en anglais est plus difficile.

[43] Une telle mesure a d'ailleurs été mise en place par la Ville de Vancouver en 1995 (Foster 2010:24).

R8 – Que la Ville s'assure que de la documentation et des services soient disponibles dans d'autres langues que le français

ACTIONS	MOYENS
› Offrir des services dans d'autres langues que le français › Offrir certains documents d'information dans les langues (4 ou 5) les plus parlées à Montréal › Développer des partenariats avec les médias communautaires pour mieux diffuser l'information concernant la Ville	› Actualiser le Réseau d'aide volontaire des employés interprètes (RAVEI) en mettant à jour la liste existante et en recrutant des nouvelles et nouveaux employé.e.s › Identifier, avec le concours d'organismes et de regroupements citoyens, la documentation devant être disponible dans plusieurs langues › Offrir des guides d'information sur les services de la Ville dans plusieurs langues › Offrir des séances d'information pour les nouveaux arrivants dans plusieurs langues › Augmenter l'offre des bibliothèques en d'autres langues que le français et l'anglais › Soutenir les initiatives et programmes de francisation déjà existants

Un autre élément important à considérer dans l'accès aux services est la mobilité. Nos groupes de discussion ont insisté sur le fait que certaines populations, de par leur excentration géographique, sont moins bien desservies par les transports en commun, ce qui contribue à leur isolement, voire à leur exclusion.

Nous pensons que pour que les citoyennes et les citoyens puissent s'approprier leur ville, il faut que l'administration municipale s'engage à augmenter l'accès à la mobilité afin que tous les quartiers soient bien desservis par les transports en commun.

R9 – Que la Ville assure un accès équitable au transport en commun

ACTIONS	MOYENS
› S'assurer que l'offre de transport en commun est suffisante dans tous les quartiers de Montréal › S'assurer que les services offerts répondent aux besoins des populations des territoires d'inclusion prioritaire (TIP) et des arrondissements fortement diversifiés	› Augmenter la fréquence du service sur certaines lignes d'autobus plus excentrées › Diversifier l'offre de transport des quartiers excentrés › Mettre en œuvre une tarification différenciée en fonction des revenus des ménages

4.3 Sensibiliser et changer les attitudes

En matière de sensibilisation, nous estimons que la Ville de Montréal se doit d'être plus proactive si elle veut véritablement opérer le changement d'attitudes nécessaire pour éliminer toute forme de racisme et de discrimination.

Nous l'avons souligné, il nous semble aussi important que la Ville de Montréal revoie son plan de communication général de manière à ce qu'il témoigne de la diversité de sa population et qu'il soit effectivement représentatif. Dans le même ordre d'idées, nous le disions, il faudrait que la terminologie employée par les divers services et unités administratives de la Ville soit elle aussi revue de manière à refléter une vision antiraciste.

Nous pensons que le changement d'attitude doit s'opérer à partir des centres décisionnels. Pour ce faire, il faut impérativement s'attacher à ce que les cadres de la fonction publique montréalaise reflètent la composition de la population. Les récentes donnés en matière d'embauche à la Ville montrent que celle-ci accuse un retard important en ce qui concerne le recrutement des personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible aux postes de cadres administratifs et surtout de cadres de direction. Nous pensons donc que la Ville doit déployer tous les moyens nécessaires pour combler ce retard.

R10 – Que la Ville mette en place un programme de développement de son personnel issu des minorités visibles et autochtones afin de favoriser leur accès aux fonctions de cadre supérieur

ACTIONS	MOYENS
› Mettre en place un programme de développement destiné aux personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible ou comme Autochtones	› Créer des occasions de perfectionnement (formations spécifiques) pour les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible
› Favoriser le développement des compétences en gestion pour les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible	› Offrir une formation particulière aux conseillers en ressources humaines pour les sensibiliser aux enjeux antiracistes
› Mettre en place un processus de dotation favorisant les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible aux postes de cadres	› Revoir les modalités des processus de dotation pour favoriser l'ascension professionnelle des personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible

Pour changer les attitudes, il faut aussi, selon nous, mettre en place des programmes d'éducation antiraciste qui touchent l'ensemble de la population, mais plus particulièrement les jeunes et les enfants. La Ville devrait collaborer étroitement avec les institutions scolaires et les écoles de son territoire pour développer ces programmes.

De même, plusieurs participant.e.s à nos activités de consultation nous ont dit que la Ville devrait mettre à la disposition de ses citoyennes et citoyens des espaces pour favoriser les rencontres interculturelles et inter-religieuses, rencontres qui seraient prises en charge par les citoyennes et citoyens mêmes. Cela fait écho à l'idée que nous avions développée dans notre avis intitulé *Montréal, cité interculturelle* (2019a), selon lequel une politique interculturelle devait s'appuyer entre autres sur des interactions productives. En effet, nous croyons que les projets communs, les espaces d'échanges et de rencontres sont essentiels au bien vivre-ensemble. Pour sensibiliser la population et changer les attitudes, il faut favoriser ces moments de dialogue interculturel où l'écoute et l'empathie permettent de dépasser la polarisation et de déconstruire les préjugés. Nous sommes d'avis que la Ville a un rôle important à jouer dans le développement de projets communs entre les citoyennes et les citoyens de tous horizons.

Enfin, nous estimons que la valorisation de la diversité est un aspect essentiel de la sensibilisation antiraciste. Promouvoir la richesse de la diversité passe par toute une série d'actions, certaines symboliques, d'autres plus concrètes. Certaines villes, comme Toronto[44], ont adopté un slogan témoignant de l'engagement de la Ville en matière de valorisation de la diversité. Une journée de promotion de l'héritage culturel de toutes et tous (et pas seulement de certains groupes racialisés) permettrait de reconnaître les apports de l'ensemble de la diversité montréalaise, y compris celle du groupe dit majoritaire. La reconnaissance de la contribution des Montréalais.es de la diversité pourrait être plus visible si l'on nommait plus fréquemment, par exemple, des rues et des parcs en leur honneur. Ces actions auraient une portée symbolique non négligeable et témoigneraient de la reconnaissance de la Ville envers sa diversité.

[44] Le slogan de Toronto est « Diversity Our Strength ».

Conclusion

Le Conseil interculturel de Montréal est d'avis que les villes sont en mesure de construire des sociétés inclusives, respectueuses de la diversité et offrant des chances égales. De par l'échelle à laquelle elles opèrent et les actions qu'elles peuvent entreprendre, elles ont le potentiel de faire une différence dans le quotidien des personnes qui résident sur leur territoire. En effet, les villes sont à la fois des organisations, des communautés et les gardiennes de l'intérêt public (Foster 2010:11).

Comme nous l'avons souligné dans notre avis intitulé *Montréal, cité interculturelle* (2019a), il y a encore du chemin à faire pour « combler l'écart entre le caractère inclusif visé par la Ville de Montréal à travers ses textes normatifs et l'exclusion de plusieurs pans de la population qui font face à des barrières malheureusement trop récurrentes, voire systémiques » (CIM 2019a:vii). Pour être une ville exemplaire en matière de lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations, Montréal se doit de promouvoir une vision antiraciste et de mettre en place des politiques et des pratiques capables de lutter efficacement contre toutes les formes du phénomène. Et elle doit se doter d'une vision englobante pour donner de la consistance à ces actions.

Nous croyons que les principes devant guider cette stratégie antiraciste devraient être les suivants[45] :

- La reconnaissance de la diversité
- L'égalité et les droits de toutes et tous
- Les interactions productives

Reconnaître les apports de la diversité montréalaise, nous le disions (CIM 2019a:16), passe par la reconnaissance de la dimension sociohistorique de l'exclusion et de la persistance de certaines formes de racismes et de discriminations. Reconnaître publiquement ces angles morts permet d'envisager des rapports plus égalitaires, sur lesquels pourra s'établir une relation de confiance entre les citoyennes et citoyens racialisé.e.s et la Ville et entre tou.te.s les Montréalais.es. Il s'agit là d'une étape essentielle à la constitution d'une ville inclusive prônant l'antiracisme.

La reconnaissance de l'apport de la diversité, nous le disions également (CIM 2019a:16-17), doit nécessairement s'appuyer sur les droits fondamentaux inscrits dans les chartes et, plus particulièrement, sur le droit à la non-discrimination inscrit dans la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec. L'égalité des droits doit être un principe directeur à mettre en pratique et non un simple énoncé.

Enfin, pour agir sur le sentiment d'appartenance commun des Montréalaises et Montréalais de tous horizons, il importe de prendre en considération l'importance des interactions (CIM 2019a:17-18). Les relations interculturelles productives doivent s'articuler autour de projets communs permettant de rassembler et d'inclure tous les groupes composant le tissu montréalais.

Nous estimons donc que c'est en opérationnalisant ces trois principes (reconnaissance, égalité, interactions productives) à la base d'une vision antiraciste que Montréal pourra enfin se donner les moyens de lutter proactivement et efficacement contre toutes les formes de racismes et de discriminations.

[45] Il s'agit des trois piliers sur lesquels nous avons basé notre proposition de politique interculturelle (CIM 2019a).

Remerciements

Le Conseil interculturel de Montréal souhaite remercier chaleureusement tou.te.s celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de cet avis et du mémoire déposé à l'OCPM en novembre 2019.

Nous tenons d'abord à saluer les citoyennes et les citoyens montrélais.es qui ont participé à la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*, consultation engagée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). Le CIM remercie particulièrement, un à un, les citoyennes et citoyens et les représentant.e.s des milieux associatifs et communautaires montréalais qui ont généreusement donné de leur temps lors de la séance d'échange de connaissances du 14 mai 2019, puis lors des activités contributives qui se sont déroulées du 6 août au 4 septembre de la même année. Vous avez été nombreuses et nombreux à partager vos connaissances de première main, et vos riches expériences et témoignages ont permis d'éclairer les enjeux prioritaires et d'identifier des actions à déployer en matière de lutte contre les racismes et les discriminations systémiques.

Nous désirons également souligner la contribution indispensable du chercheur Phillip Rousseau, responsable de la recherche, de la conceptualisation et de la rédaction du mémoire déposé à l'OCPM, sans qui un tel travail n'aurait pas été possible. Nous remercions pareillement Amel Gherbi pour son soutien à la recherche et à la rédaction.

Enfin, nous reconnaissons le soutien essentiel et la confiance cruciale de plusieurs personnes œuvrant au sein de diverses instances de la Ville de Montréal, parmi lesquelles Mehdi Lekehal (Service de la diversité et de l'inclusion sociale), Geneviève Locas (Service de la diversité et de l'inclusion sociale) et Stéphane Patry (Service des ressources humaines).

Références

Armony, V., M. Hassaoui, et M. Mulone, 2019. *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées. Analyse des données du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) et élaboration d'indicateurs de suivi en matière de profilage racial. Rapport final remis au SPVM*. Montréal : Service de police de la Ville de Montréal.

Benhadjoudja, L., 2014. « Vivre-ensemble au-delà du soupçon à l'égard de l'Autre », dans *Le Québec, la Charte, l'Autre. Et après?* M.-C. Haince, Y. El-Ghadban et L. Benhadjoudja, dir. Pp. 55-74, Montréal : Mémoire d'encrier.

Blaut, J. M., 1992, « The Theory of Cultural Racism », *Antipode*, 24(4): 289-299.

Bonilla-Silva, E., 2015. « The Structure of Racism in Color-Blind, 'Post-Racial' America », *American Behavioral Scientist*, 59(11): 1358-1376.

Clair, M. et J. Denis, 2015. « Sociology of Racism », *Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, 2e édition, 19: 857-863.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), 2011. *Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés. Rapport de la consultation sur le profilage racial et ses conséquences*. Montréal : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), 2019a. *Les actes haineux à caractère xénophobe, notamment islamophobe : résultats d'une recherche menée à travers le Québec. Étude présentée dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 : La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble*. Montréal : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), 2019b. *Mémoire à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques*. Montréal : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Commission ontarienne des droits de la personne (CODP), 2005. *Politique et directives sur le racisme et la discrimination raciale*. Toronto : Commission ontarienne des droits de la personne.

Conseil interculturel de Montréal, 2006. *Avis sur le profilage racial à Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2009. *Avis sur les lieux de cultes minoritaires à Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2011. *Avis sur le programme d'accès à l'égalité en emploi de la Ville de Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2014. *Avis sur l'intégration économique des immigrants dans la métropole*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2017. *Avis sur le profilage racial dix ans après 2006-2016*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2018. *Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2019a. *Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2019b. *Mémoire sur les obstacles et les modalités liés à la participation démocratique des citoyennes et des citoyens issu.e.s des communautés ethnoculturelles à Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2019c. *Mémoire du Conseil interculturel de Montréal présenté dans le cadre de la Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Dei, G. J. S., 2000, « Towards an Anti-Racism Discursive Framework », dans G. J. S. Dei et A. Calliste, dir. Pp. 23-40. *Power, Knowledge and Anti-Racism Education*. Halifax : Fernwood Press.

Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 2017. *La pauvreté et les inégalités sociales de graves menaces à la santé des populations. Mémoire des directeurs de santé publique de Montréal et de la Capitale-Nationale*. Montréal : Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Eid, P., 2012. *Mesurer la discrimination à l'embauche subie par les minorités racisées : résultats d'un "testing" mené dans le grand Montréal*. Montréal : Commission des Droits de la Personne et des Droits de la Jeunesse (CDPDJ).

Essed, P., 1991. *Understanding Everyday Racism. An Interdisciplinary Theory*. Newbury Park (Californie) : Sage Publications.

Este, D., L. Lorenzetti et C. Sato, 2018. *Racism and Anti-Racism in Canada*. Halifax : Fernwood Press.

Fleras, A., 2016. « Theorizing Micro-agressions as Racism 3.0 : Shifting the Discourse », *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada*, 48(2): 1-19.

Fleras, A., 2014. *Racism in a Multicultual Canada*. Waterloo (Ontario) : Wilfrid Laurier University Press.

Fleras, A. et J. L. Elliot, 2007. *Unequal Relations : An Introduction to Race, Ethnic and Aboriginal Dynamics in Canada*. Toronto : Pearson.

Foster, L., 2010. *Enhancing the Role of Municipalities Against Racism and Discrimination*. Report presented to Canadian Race Relations Foundation (CRRF), Ontario Human Rights Commission (OHRC) and York University Centre for Public Policy Law (CPPL). Toronto : York University.

Gottschalk, P. et G. Greenberg, 2008. *Islamophobia. Making Muslims the Enemy*. New York : Rowman and Littlefield Publishers Inc.

Gouvernement de l'Ontario, 2011, *Ontario's Anti-Black Racism Strategy*. Toronto : Gouvernement de l'Ontario.

Gouvernement du Canada, 2005. *Plan d'action canadien contre le racisme*. Ottawa : Gouvernement du Canada.

Gouvernement du Québec, 2006. *Pour la pleine participation des Québécoises et des Québécois des communautés culturelles. Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination*. Document de consultation. Montréal : Gouvernement du Québec.

Hage, G., 2017. *Le Loup et le Musulman. Le racisme est-il une menace écologique?* Paris :Wildproject.

Henry, F. et C. Tator, 2010. *The Colour of Democracy : Racism in Canadian Society*. 4e édition. Toronto : Nelson Education.

Hill Collins, P. et S. Bilge, 2016. Intersectionality. Londres : Polity Press.

James, C. E., 2003. *Seeing Ourselves : Exploring Race, Ethnicity and Culture*. 3e édition. Toronto : Thompson Educational Publishing, Inc.

Kundnani, A., 2014. *The Muslims are Coming! Islamophobia, Extremism, and the Domestic War on Terror*. Londres : Verso.

Labelle, M., 2011. *Racisme et antiracisme au Québec. Discours et déclinaisons*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Mensah, J. et C. J. Williams, 2017. *Boomerang Ethics : How Racism Affects Us All*. Halifax : Fernwood Publishing.

Renaud, J., A. Germain et X. Leloup, 2004. « Présentation », dans *Racisme et discrimination : Permanence et résurgence d'un phénomène inavouable*, J. Renaud, A. Germain et X. Leloup, dir. Pp. 19-27. Québec : Presse de l'Université Laval.

Satzewich, V., 2011. *Racism in Canada*. Londres : Oxford University Press.

Satzewich V. et N. Liodakis, 2017. *'Race' and Ethnicity in Canada. A Critical Introduction*. Xe édition. Londres : Oxford University Press.

Shryock, A., ed., 2010. *Islamophobia/Islamophilia. Beyond the Politics of Enemy and Friend*. Bloomington and Indianapolis : Indiana University Press.

Sinno, A., ed., 2009. *Muslims in Western Politics*. Bloomington and Indianapolis : Indiana University Press.

Statistique Canada, 2019, « Les crimes haineux déclarés par la police au Canada, 2017 ». Ottawa : Statistique Canada.

Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), 2018 *Écouter, comprendre, agir 2018- 2021. Plan stratégique pour soutenir le personnel du SPVM en matière de prévention du profilage racial et social*. Montréal : Ville de Montréal.

Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations, 2019. *Rapport final. Présentation des résultats des travaux de la Table à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre des consultations publiques sur le racisme et les discriminations systémiques*. Montréal : Ville de Montréal.

Ville de Montréal, 2019a. *Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques. Document de consultation*. Montréal : Ville de Montréal.

Ville de Montréal, 2019b. *Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques. Document d'information générale*. Montréal : Ville de Montréal.

Zaazaa A., et C. Nadeau, 2019. *11 brefs essais contre le racisme. Pour une lutte systémique*. Montréal : Somme toute.

Zine, J., ed. 2012. *Islam in the Hinterlands. Exploring Muslim Cultural Politics in Canada*. Vancouver : UBC Press.



ville.montreal.qc.ca/cim

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.10

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1201079003

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal

Il est recommandé de déposer au conseil municipal le rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2020-05-01 16:25

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201079003**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Organisme indépendant dont les membres ne sont ni des élus ni des employés municipaux, l'Office de consultation publique de Montréal a été créé en 2002 dans le cadre de la mise sur pied de la nouvelle Ville de Montréal.
Créé par l'article 75 de la Charte, l'Office a pour mission de réaliser des mandats de consultation publique relativement aux différentes compétences municipales en urbanisme et en aménagement du territoire et sur tout projet désigné par le conseil municipal ou le comité exécutif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0488 - 13 mai 2019: Dépôt du rapport annuel 2018 de l'Office de consultation publique de Montréal.

DESCRIPTION

À travers la douzaine de mandats que nous avons entrepris, menés ou terminés en 2019, c’est plus de 25 000 participations enregistrées pour s’informer sur un sujet ou pour exprimer une opinion. Il s’agit de la seconde année consécutive où nous atteignons de tels chiffres de participation, un phénomène que nous interprétons comme un indicateur d’un changement profond de culture participative.
Depuis les balbutiements du développement de nouvelles technologies associées à l’engagement citoyen jusqu’à leur utilisation de plus en plus massive, il a importé à l’Office de mener une réflexion sur les conditions d’un dialogue citoyen authentique, fructueux et utile à la décision publique en utilisant le numérique. Les expérimentations des dernières années nous ont permis de redynamiser de nombreux dispositifs de participation, tout en évitant de créer de nouvelles formes de fractures et d’exclusions.

Nos recherches sur la participation sans exclusion, qui nous ont amené à développer de

nouvelles façons de mettre l'intelligence collective au travail, portent également fruit en créant des outils (jeux de rôle, prototypage, mises en situation, etc.) qui rendent l'engagement citoyen moins intimidant par des exercices de délibération collective, tantôt ludiques, tantôt créatifs, mais toujours éclairants pour saisir les enjeux et mener à une prise de décision. Ces éléments contribuent à créer des environnements participatifs qui interpellent plusieurs segments de la population qui traditionnellement participent moins.

Forts de ces expériences, nous estimons avoir atteint un équilibre intéressant entre les activités en présentiel et en virtuel. Le présentiel qui s'incarne par des ateliers, colloques, portes ouvertes, séances d'information et d'audition des opinions, demeure encore le grand garant de l'intégrité du processus, car rien ne saurait remplacer la qualité des informations recueillies lors de ces interactions. Mais, le recours aux méthodes virtuelles (questionnaires, plateformes, visualisation 3D, etc.) a permis de lever la plupart des obstacles matériels et temporels à la participation.

Loin d'être en concurrence, nous notons que ces deux modes se nourrissent mutuellement pour aider à participer plus et à participer mieux. Combinés, ils facilitent l'accès d'un public plus large, qui n'a pas toujours le temps ou l'envie de se rendre aux assemblées publiques, tout en conservant le cadre de débat prévisible et constructif qui assure des contributions éclairées.

Par ailleurs, bien que nous le réclamions depuis plus d'une décennie, la question des suivis se pose de façon de plus en plus accrue depuis deux ans. Des 10 mandats terminés en 2018 et 2019, un seul a fait l'objet d'une réponse officielle aux recommandations de l'Office. Il est vraiment paradoxal de constater qu'au moment où l'enjeu n'est plus ni la représentativité de la participation, ni la compétence des participants, ni la prise en compte des opinions exprimées, ce sont les processus qui mènent à la prise finale de décision et qui deviennent de plus en plus opaques. Sans rétroaction, la consultation publique est un exercice démocratique sympathique, mais sans impact réel sur les enjeux.

Le principal frein à la participation a toujours été l'impression que ça ne servait à rien, que les décisions étaient déjà prises et que les principaux intéressés ne souhaitaient pas être influencés. En faisant le bilan des interpellations que l'Office reçoit, on se rend compte que la population ne se contente plus de participer et d'attendre de lire nos rapports. Pour retrouver la confiance en leurs instances démocratiques, les gens veulent savoir ce qu'il est advenu de leurs prises de position et des recommandations qui en ont découlé. Il ne suffit plus d'affirmer qu'on veut construire la ville de demain avec la population, il importe pour les décideurs d'incarner concrètement ce désir en justifiant les choix qui sont faits et en expliquant comment les propositions citoyennes ont ou n'ont pas été intégrées.

Dans un autre registre, nous souhaitons soulever la question des mandats qui doivent venir à l'Office. Déjà en 2004, le premier président de l'Office, Jean-François Viau, appelait à un élargissement des cas où le recours à l'Office est obligatoire. Il indiquait que la consultation publique indépendante devrait être réintroduite pour toutes les modifications au Plan d'urbanisme et que l'Office devrait pouvoir intervenir sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. La consultation sur le secteur Namur-Hippodrome jumelée à la controverse suscitée par les différentes moutures du projet de Royalmount est un bel exemple des avantages que comporteraient pour les citoyens un tel élargissement en permettant de considérer des enjeux métropolitains dans leur ensemble et de tenir compte des interactions des projets entre eux.

Il faut discuter de la possibilité pour l'OCPM d'avoir un rôle statutaire dans la gestion des dossiers touchant plusieurs arrondissements ou villes de l'agglomération ainsi que dans la gestion des ensembles emblématiques ou stratégiques. Cela pourrait aussi signifier que d'autres instances telles le conseil d'agglomération, les conseils d'arrondissement et les conseils municipaux des villes liées puissent nous mandater sur des sujets relevant de leurs

compétences.

Autre question qui mérite réflexion, la multiplication dans la dernière année des droits d'initiative et l'introduction du droit de recueillir des signatures en ligne. En 2019, en plus de l'exercice en cours sur le racisme et la discrimination systémiques, trois objets de consultation en vertu du droit d'initiative ont été jugés recevables par le greffe. La disparité de traitement que ces dossiers reçoivent selon l'instance qui conduit la consultation a été soulevée par plusieurs citoyens, organismes et entreprises. Il nous semble que la communauté montréalaise gagnerait à refaire le consensus autour de ce mécanisme, du type de consultations qui peuvent être demandées, du nombre de signatures requises et des instances qui peuvent les réaliser.

JUSTIFICATION

Article 83 de la Charte de la Ville de Montréal : « L'Office rend compte au conseil municipal de ses activités à la demande de celui-ci ou du comité exécutif et au moins une fois l'an. À cette occasion, il peut lui faire toute recommandation. »

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La rédaction et la préparation du rapport annuel se fait à même les ressources internes de l'Office. Les frais d'impression sont pris à même le budget de l'Office.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La majorité des copies du rapport annuel 2019 se retrouvent sur des supports électroniques. L'Office réduit ainsi ses coûts et son empreinte écologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La publication du rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal permettra aux élus, aux médias, aux associations et au public en général de mieux apprécier le travail fait par l'Office dans le cadre des mandats qui lui sont confiés et dans la réalisation de ses activités en général.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le rapport sera expédié à tous les élus municipaux ainsi qu'à un certain nombre de partenaires. Il est aussi disponible en version papier ainsi que sur le site Internet de l'Office, en français et en anglais. Un communiqué sera émis lorsque le rapport sera rendu public et la présidente en fera la présentation à l'occasion d'une séance publique de la Commission de la présidence du conseil en juin. Par ailleurs, une version résumée accessible sur les tablettes et téléphones intelligents sera aussi disponible à travers les médias sociaux utilisés par l'Office. Le rapport et la version web sont disponibles tant en anglais qu'en français.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

12 mai : publication du rapport
20 mai : dépôt au comité exécutif
25 mai : dépôt au conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OCPM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556



OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

Rapport annuel 2019

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 1 20-04-30 19:16

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 2 20-04-30 19:16

PRODUCTION

Coordination de la rédaction
Luc Doray

Collaboration
Hadrien Chénier-Marais
Anik Pouliot
Geneviève Robitaille

Révision
Lizon Levesque
Geneviève Robitaille

Traduction
Joanne Gibbs

Photographies
Josée Lecompte
Frédéric Tougas
Sylvie Trépanier

Conception graphique
Elisabeth Doyon

Dépôt légal - Bibliothèque et archives nationales du Québec, 2020
Dépôt légal - Bibliothèque et archives, Canada 2020
ISBN 978-2-924750-71-1 (imprimé)
ISBN 978-2-924750-72-8 (PDF)

Version électronique disponible en ligne : ocpm.qc.ca
English paper version available upon request
English PDF available online

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 3 20-04-30 19:16

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 4 20-04-30 19:16

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

Madame Cathy Wong
Présidente du conseil municipal
Ville de Montréal
Montréal (Québec)

Madame la présidente,

Conformément à la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal.

Le présent rapport rend compte des activités de l'Office pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

Je vous prie d'agréer, Madame la présidente, l'expression de mes sentiments distingués.

La présidente de l'Office de consultation publique de Montréal,

Dominique Ollivier
Le 1er mai 2020

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 5 20-04-30 19:16



Merci!

L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) tient à remercier tous ses collaborateurs pour leur contribution à la promotion des activités de l'Office en 2019.

L'OCPM profite également de l'occasion pour remercier les groupes, organismes, citoyens, fonctionnaires et promoteurs qui ont participé aux diverses consultations publiques.

Les séances de consultation publique tenues par l'Office ont connu un franc succès grâce à l'engagement de tous les employés, professionnels, cadres et élus des arrondissements et des services centraux qui ont apporté leur aide et expertise pour assister les citoyens et les commissaires dans la compréhension des projets et des enjeux.

Sans la bonne volonté de tous, les consultations publiques de l'OCPM n'auraient pas atteint leur objectif premier de transmettre l'information et les données pertinentes sur les divers projets aux Montréalaises et aux Montréalais, en vue de recueillir leurs opinions et leurs commentaires.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 6 20-04-30 19:16

Table des matières

Message de la présidente	8
Mission et mandat	11
Activités	14
Communications	24
Rayonnement	30
Budget	34
Annexe I Notes biographiques de la présidente et des commissaires en 2019	38
Annexe II Extraits de la Charte de la Ville de Montréal	58
Annexe III Organisation, pratiques et code de déontologie	62
Annexe IV Liste des employés et collaborateurs en 2019	67

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 7 20-04-30 19:16

C'est devenu une tradition depuis quelques années d'amorcer le rapport annuel de l'Office sur des constats qui témoignent du désir croissant de participation de la population montréalaise, avec comme réponse à apporter à ce désir, des mécanismes qui permettent de recevoir toujours davantage de contributions. 2019 ne fera pas exception à cette règle.

En 2015, nous avions identifié trois défis à relever : la diversification et l'accroissement de la participation; l'appropriation des outils et des méthodes numériques ainsi que leur intégration dans nos processus; la nécessité de faire des mécanismes de rétroaction une partie intrinsèque du processus de consultation. Au moment d'entamer une nouvelle décennie, l'Office peut fièrement dire mission accomplie sur deux de nos trois objectifs.

En effet, à travers la douzaine de mandats que nous avons entrepris, menés ou terminés en 2019, c'est plus de 22 000 participations qui auront été comptabilisées pour s'informer sur un sujet ou pour exprimer une opinion. Il s'agit de la seconde année consécutive où nous atteignons de tels chiffres de participation, un phénomène que nous interprétons comme un indicateur d'un changement profond de culture participative.

Un bel équilibre dans nos méthodes

Depuis les balbutiements du développement de nouvelles technologies associées à l'engagement citoyen jusqu'à leur utilisation de plus en plus massive, il a importé à l'Office de mener une réflexion sur les conditions d'un dialogue citoyen authentique, fructueux et utile à la décision publique en utilisant le numérique. Les expérimentations des dernières années nous ont permis de redynamiser de nombreux dispositifs de participation, tout en évitant de créer de nouvelles formes de fractures et d'exclusions.

Nos recherches sur la participation sans exclusion, qui nous ont amené à développer de nouvelles façons de mettre l'intelligence collective au travail, portent également fruit en créant des outils (jeux de rôle, prototypage, mises en situation, etc.) qui rendent l'engagement citoyen moins intimidant par des exercices de délibération collective, tantôt ludiques, tantôt créatifs, mais toujours éclairants pour saisir les enjeux et mener à une prise de décision. Ces éléments contribuent à créer des environnements participatifs qui interpellent plusieurs segments de la population qui traditionnellement participent moins.

Forts de ces expériences, nous estimons avoir atteint un équilibre intéressant entre les activités en présentiel et en virtuel. Le présentiel, qui s'incarne par des ateliers, colloques, portes ouvertes, séances d'information et d'audition des opinions, demeure encore le grand garant de l'intégrité du processus, car rien ne saurait remplacer la qualité des informations recueillies lors de ces interactions. Mais, le recours aux méthodes virtuelles (questionnaires, plateformes, visualisation 3D, etc.) a permis de lever la plupart des obstacles matériels et temporels à la participation.

Loin d'être en concurrence, nous notons que ces deux modes se nourrissent mutuellement pour aider à participer plus et à participer mieux. Combinés, ils facilitent l'accès d'un public plus large, qui n'a pas toujours le temps ou l'envie de se rendre aux assemblées publiques, tout en conservant le cadre de débat prévisible et constructif qui assure des contributions éclairées.

Des mécanismes de suivi qui tardent à venir

Bien que nous le réclamions depuis plus d'une décennie, la question des suivis se pose de façon de plus en plus accrue depuis deux ans. Des 10 mandats terminés en 2018 et 2019, un seul a fait l'objet d'une réponse officielle aux recommandations de l'Office. Il est vraiment paradoxal de constater qu'au moment où l'enjeu n'est plus ni la représentativité de la participation, ni la compétence des participants ni la prise en compte des opinions exprimées; ce sont les processus qui mènent à la prise finale de décision qui deviennent de plus en plus opaques.

Sans un effort de transparence pour justifier les décisions prises, la participation ne peut réellement devenir un levier de transformation de l'action publique. Sans rétroaction, la consultation publique est un exercice démocratique sympathique, mais sans impact réel sur les enjeux.

Le principal frein à la participation a toujours été l'impression que ça ne servait à rien, que les décisions étaient déjà prises et que les principaux intéressés ne souhaitaient pas être influencés. En faisant le bilan des interpellations que l'Office reçoit, on se rend compte que la population ne se contente plus de participer et d'attendre de lire nos rapports. Pour retrouver la confiance en leurs instances démocratiques, les gens veulent savoir ce qu'il est advenu de leurs prises de position et des recommandations qui en ont découlé. Il ne suffit plus d'affirmer qu'on veut construire la ville de demain avec la population, il importe pour les décideurs d'incarner concrètement ce désir en justifiant les choix qui sont faits et en expliquant comment les propositions citoyennes ont été ou non intégrées.

Une réflexion dont on ne peut plus faire l'économie

La nouvelle articulation souhaitée de la démocratie participative et de la démocratie représentative a également multiplié les lieux et les instances où se déroulent des exercices participatifs. Outre les exercices de consultation, notre mandat comprend deux autres volets : une veille des meilleures pratiques et une fonction conseil. C'est pourquoi, au cours des deux dernières années, l'Office a formé à Montréal plus de 200 fonctionnaires et une trentaine d'élus aux meilleures pratiques de la consultation publique. Le matériel pédagogique conçu à cet effet rayonne bien au-delà de l'espace métropolitain, un élément de fierté pour nous.

À ce sujet, il faut aussi saluer le geste posé par l'administration municipale en nous confiant un premier mandat officiel nous associant à la conception et à l'accompagnement d'une démarche de consultation entreprise par le Centre d'histoire de Montréal. Ce mandat de l'exécutif confirme les possibilités pour l'Office de faire bénéficier les instances de la Ville de son expertise, d'y consacrer des ressources et d'agir à titre de garant de l'accessibilité des processus menés par d'autres instances de la Ville.

Il nous faut formaliser ce nouveau fonctionnement. Comme nous l'avons dit l'an dernier, il existe présentement un contexte qui nous invite plus largement à apporter des précisions sur les dispositifs de consultation à Montréal, à en harmoniser l'application et à mieux en définir les finalités.

Déjà en 2004, le premier président de l'Office, Jean-François Viau appelait à un élargissement des cas où le recours à l'Office est obligatoire. Il indiquait que la consultation publique indépendante devrait être réintroduite pour toutes les modifications au Plan d'urbanisme et que l'Office devrait pouvoir intervenir sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. La consultation sur le secteur Namur-Hippodrome, jumelée à la controverse suscitée par les différentes moutures du projet de Royalmount est un bel exemple des avantages que comporteraient pour les citoyens un tel élargissement, en permettant de considérer des enjeux métropolitains dans leur ensemble et de tenir compte des interactions des projets entre eux.

Comme le suggéraient mes deux prédécesseurs, il nous faut discuter de la possibilité pour l'OCPM d'avoir un rôle statutaire dans la gestion des dossiers touchant plusieurs arrondissements ou villes de l'agglomération ainsi que dans la gestion des ensembles emblématiques ou stratégiques. Cela pourrait aussi signifier que d'autres instances telles le conseil d'agglomération, les conseils d'arrondissement et les conseils municipaux des villes liées puissent nous mandater sur des sujets relevant de leurs compétences.

Autre élément à prendre en considération, la multiplication dans la dernière année des droits d'initiative et l'introduction du droit de recueillir des signatures en ligne. En 2019, en plus de l'exercice en cours sur le racisme et la discrimination systémiques, trois objets de consultation en vertu du droit d'initiative ont été jugés recevables par le greffe. La disparité de traitement que ces dossiers reçoivent selon l'instance qui



> La question des suivis se pose de façon de plus en plus accrue. Des 10 mandats terminés en 2018 et 2019, un seul a fait l'objet d'une réponse officielle aux recommandations de l'Office.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 9 20-04-30 19:16



conduit la consultation a été soulevée par plusieurs citoyens, organismes et entreprises. Il me semble que la communauté montréalaise gagnerait à refaire le consensus autour de ce mécanisme, du type de consultations qui peuvent être demandées, du nombre de signatures requises et des instances qui peuvent les réaliser.

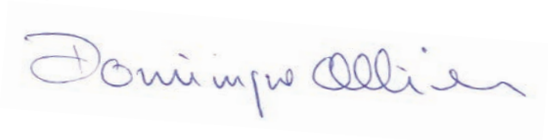
Une réflexion est présentement engagée sur l'élaboration d'une nouvelle politique montréalaise de consultation publique qui pourrait aussi se pencher sur ces questions. Après 18 ans d'existence de l'Office, une Charte montréalaise des droits et responsabilités qui n'a pas été révisée depuis 2011, une expansion tangible des pratiques de consultation, il nous semble qu'on ne peut plus, collectivement, faire l'économie d'une discussion sur ces sujets.

Vers la mutualisation des savoirs

Je m'en voudrais de passer sous silence l'augmentation du budget de fonctionnement qui nous a été octroyée, en 2019 pour 2020. Cet apport vient combler en partie les déficits d'investissements qui ont résulté de quinze années d'opération sans indexation des budgets. Il nous permettra de consolider nos processus, d'accroitre notre visibilité et de continuer à innover.

Tant de chantiers restent encore à explorer pour arriver à tirer pleinement avantage de la mine de savoirs d'usage recueillis par l'Office depuis sa fondation. Sur le plan des contenus, en mettant en lumière les points de convergence dans ses analyses, l'Office contribue continuellement au décodage et à la reconnaissance des valeurs sociales communes. Il rend compte de l'évolution de la Ville et de sa conception. Quartiers complets, rues partagées, ville verticale, tant de concepts ont trouvé écho dans nos consultations et nos rapports! Forts de toutes ces années d'animation du débat public, ne serait-il pas temps que l'Office serve aussi de creuset pour vulgariser et faire émerger de nouvelles réflexions, moins liées à un thème ou à un territoire, mais plus à des sujets génériques? Ainsi, on pourrait se pencher sur des débats tels que comment habiter un centre-ville de façon pérenne, quels devraient être les éléments d'une politique de logement ou comment favoriser les conditions de cohabitation d'une mixité de fonction, etc. De tels travaux permettraient sans nul doute d'aider à façonner les priorités de demain, tout en mutualisant les ressources disponibles à l'Office et dans d'autres réseaux pour favoriser l'engagement citoyen dans la réalisation du droit à la ville.

La présidente,



Dominique Ollivier

15/73
RA2019_francais_30_avril_GR.indd 10 20-04-30 19:16

La mission et le mandat de l'Office

La mission

Créé par l'article 75 de la Charte de la Ville de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal a pour mission de réaliser des mandats de consultation publique relativement aux différentes compétences municipales en urbanisme et en aménagement du territoire, et à tout projet désigné par le conseil municipal ou le comité exécutif.

Le mandat

Organisme indépendant dont les membres ne sont ni des élus ni des employés municipaux, l'Office de consultation publique de Montréal, établi depuis septembre 2002, reçoit ses mandats du conseil municipal et du comité exécutif.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 11 20-04-30 19:16

La Charte de la Ville de Montréal définit ainsi le mandat de l'OCPM :

Article 83

1° de proposer des règles visant à encadrer la consultation publique faite par une instance de la ville responsable de cette consultation en vertu de toute disposition applicable afin d'assurer la mise en place de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces;

2° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement révisant le plan d'urbanisme de la ville;

2.1° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la ville, à l'exception de ceux adoptés par un conseil d'arrondissement;

2.2° de tenir la consultation publique sur le projet de règlement édictant la politique de participation publique prévue à l'article 80.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), malgré l'article 80.4 de cette loi;

3° de tenir, sur tout projet désigné par le conseil ou le comité exécutif de la ville et à la demande de l'un ou de l'autre, des audiences publiques sur le territoire de la ville;

4° de tenir une consultation publique sur tout élément désigné à cette fin dans la politique de participation publique adoptée en vertu de l'article 80.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Les articles 89 et 89.1 prévoient également que l'OCPM devra tenir une consultation publique sur tout règlement que le conseil de la ville pourrait adopter concernant la réalisation d'un projet relatif à :

- un équipement collectif ou institutionnel : équipement culturel, hôpital, université, collège, centre de congrès, établissement de détention, cimetière, parc régional ou jardin botanique;
- de grandes infrastructures : aéroport, port, gare, cour ou gare de triage, établissement d'assainissement, de filtration ou d'épuration des eaux;
- un établissement résidentiel, commercial ou industriel situé dans le centre des affaires ou, s'il est situé hors du centre des affaires, dont la superficie de plancher est supérieure à 15 000 mètres carrés;
- un bien culturel reconnu ou classé, un monument historique cité conformément à la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4) ou dont le site envisagé est situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans un site du patrimoine au sens de la Loi.

Le 7 décembre 2005, le décret 1213-2005 modifiant la Charte de la Ville de Montréal a été adopté par le gouvernement. Ce décret permet au Conseil d'agglomération, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001), d'autoriser des projets relevant de ses compétences n'importe où sur son territoire, et de confier la consultation publique à l'Office de consultation publique de Montréal. Cette disposition est entrée en vigueur le 1er janvier 2006.

Le 12 juin 2008, le projet de loi 82 qui modifiait l'article 89.1 de la Charte de la Ville de Montréal était sanctionné afin que, dans le cadre du processus d'approbation référendaire en vertu du paragraphe 4 de l'article, le territoire de référence soit celui du ou des arrondissements dans lesquels est situé un projet. Soulignons que cette modification ne s'applique qu'aux projets situés en tout ou en partie dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal.

Le 20 juin 2008 était sanctionné le projet de loi 22 qui redonne au conseil de ville le pouvoir, conjointement avec les conseils d'arrondissement, de prendre l'initiative d'une modification au Plan d'urbanisme sur un objet sur lequel porte déjà un projet de modification adopté par le conseil de ville. Par suite de cette modification, les fonctions de l'Office ont été revues afin de lui attribuer la responsabilité de la consultation publique sur toute modification au Plan engagée par le conseil de la ville.

Le 15 juin 2012 était sanctionné le projet de loi 69 qui, entre autres choses, redéfinit les critères à partir desquels des mandats peuvent être donnés à l'Office en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal. Le projet de loi remplace, dans le paragraphe 1 du premier alinéa de l'article, les mots « une université, un collège » par « un établissement public d'enseignement, un établissement d'enseignement de niveau collégial ou universitaire ». La portée de cette modification est de permettre l'application des dispositions de cet article aux écoles secondaires et primaires.



Le même projet de loi, par son article 25, donne la possibilité à la Ville de modifier, par règlement et sans autre formalité, certaines dispositions du « Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation du Centre universitaire de santé McGill, sur un emplacement situé à l'est du boulevard Décarie, entre la rue Saint-Jacques et la voie ferrée du Canadien Pacifique », et ce, malgré l'article 89.1 de la Charte de la Ville.

Le 16 juin 2017 était sanctionné le projet de loi 122 qui vise principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité. La loi prévoit la possibilité pour une municipalité d'adopter un règlement édictant une politique de participation publique selon certains critères. L'adoption de cette politique rend caduques les dispositions référendaires prévues dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Ce règlement doit faire l'objet d'une consultation publique. Pour Montréal, la loi apporte des modifications à la Charte de la Ville (article 83) qui prévoit que ledit projet de règlement sur la participation publique doit faire l'objet d'une consultation publique devant l'Office de consultation publique de Montréal. Une autre modification au même article 83 prévoit donner le pouvoir à l'Office de tenir une consultation publique sur tout élément désigné à cette fin dans la politique de participation publique.

Le 21 septembre 2017 était sanctionné le projet de loi 121, portant sur le statut de Montréal comme métropole. La loi modifie une disposition de la Charte et fait passer de 25 000 mètres carrés à 15 000 mètres carrés la superficie des projets résidentiels, commerciaux ou industriels pour lesquels l'article 89 de la Charte peut être évoqué et la consultation requise par la Loi peut être confiée à l'Office et être soustraite ainsi du recours référendaire.

Règlement municipal sur le droit d'initiative

Le conseil municipal, lors de sa séance du 22 août 2017, a modifié le règlement sur le droit d'initiative afin de rendre possible le recours à l'Office pour les consultations prévues en arrondissement dans le cadre de l'exercice de ce droit.



Activités

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 14 20-04-30 19:16

L'action de l'Office de consultation publique de Montréal se fait à la lumière de deux articles de la Charte de la Ville de Montréal, les articles 83 et 89. Il y est prévu que l'Office doit tenir des consultations sur des mandats qui lui sont donnés en fonction de critères stipulés à la Charte. On y mentionne aussi que l'Office doit faire la promotion des meilleures pratiques de consultation publique, notamment auprès des instances de la Ville. La Charte indique également que le conseil d'agglomération peut mandater l'Office pour tenir la consultation sur son territoire lorsqu'un projet visé par l'article 89 de la Charte fait partie d'une compétence d'agglomération.

Les mandats de règlementation d'urbanisme sont généralement donnés en vertu de l'article 89, alors que l'examen de plans ou de politiques ainsi que les modifications au Plan d'urbanisme se font en vertu de l'article 83. Cet article nous permet aussi de développer des partenariats ou d'offrir des conseils ou du soutien sur toute consultation menée par une instance de la Ville.

Un grand nombre de consultations se sont tenues en 2019, certaines étant des suites de dossiers entrepris en 2017 et en 2018. Il en a été ainsi de la consultation publique sur le projet de Plan directeur du parc Jean-Drapeau qui a connu sa conclusion en 2019. Le rapport conclut que les Montréalais comprennent et acceptent la double vocation d'espace nature et de lieu de diffusion de grands événements du Parc, mais constatent un important déséquilibre entre ces vocations. La commission y constate la nécessité d'un retour de balancier important en faveur de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine naturel et bâti des îles.

La commission y recommande que la vision développée pour le prochain plan directeur s'appuie sur quatre prémisses : le retour à la notion de grand parc urbain animé, vert et bleu; l'affirmation résolue de son caractère public et accessible; la cohabitation harmonieuse des différentes activités et des différents usagers du Parc; et l'importance de miser sur le savoir-faire montréalais pour mettre en valeur ce lieu exceptionnel.

De la même façon, la consultation sur le projet pilote de retrait de la circulation de transit pour les véhicules particuliers sur la voie Camillien-Houde et le chemin Remembrance s'est finalisée par la publication du rapport au printemps 2019. Cette consultation, lancée dans un contexte de forte controverse, s'est traduite par une participation record des Montréalais et des Montréalaises. La démarche d'évaluation mise en place par l'OCPM comportait plusieurs types d'activités permettant de donner son point de vue à différents moments du projet pilote. Plus de 13 000 participations ont été dénombrées, soit via les outils virtuels de diffusion et de consultation ou lors des activités d'information, des ateliers de création et des séances d'audition des opinions. La commission a reçu près de 2 000 opinions, soit la plus importante contribution à la phase formelle d'une consultation de l'Office.

Dans son rapport, la commission présente plusieurs constats résultant tant des interventions des citoyens que des données fournies par la Ville quant à l'évaluation du projet pilote. Du point de vue des citoyens, la baisse de la circulation liée à l'interdiction du transit semble s'être faite au détriment des parcours alternatifs, créant ainsi de la congestion dans les quartiers avoisinants. Le projet pilote a généré une perception d'un accès plus complexe à la montagne. De plus, il ne semble pas qu'il ait permis d'améliorer de façon significative la cohabitation des usagers. Enfin, la commission souligne le manque d'acceptabilité sociale du projet pilote découlant d'une grande polarisation du débat.

À la lumière des données fournies et des opinions exprimées, la commission estime que les résultats du projet pilote sont peu concluants sous les aspects de l'accessibilité à la montagne, de l'expérience des usagers et de l'amélioration de la sécurité. En conséquence, la commission recommande de maintenir la circulation automobile sur l'ensemble de l'axe Camillien-Houde/Remembrance, tout en prévoyant le réaménagement de cet axe en chemin de plaisance. Ce concept permettrait la mise en valeur de l'expérience du mont Royal et la découverte de ses patrimoines paysagers, naturels et culturels, tout en réduisant et décourageant le transit. En bref, un chemin qu'on emprunterait parce qu'il est agréable et non en quête d'un raccourci.

Deux autres dossiers ont connu un parcours semblable, à savoir des activités de consultation en 2018 et la publication du rapport dans la première moitié de 2019. Il s'agit de la consultation sur le réaménagement de l'avenue McGill College et celle sur le projet de parc-nature dans le secteur de la cour Turcot.

Dans le premier cas, celui de l'avenue McGill College, la commission estime que profiter des travaux en cours pour doter le centre-ville d'un espace public réaménagé, unique et dynamique qui met en valeur les vues sur le mont Royal est un projet bien accueilli avec un potentiel structurant pour la Ville et la métropole. Selon elle, la nouvelle vocation de l'avenue McGill College devrait être de devenir la porte d'entrée symbolique du centre-ville de Montréal, un lieu de détente à l'ambiance distinctive afin de favoriser l'expérience déambulatoire, tout en réaffirmant son positionnement



central par rapport aux réseaux des affaires, aux infrastructures de transport et aux espaces publics adjacents.

Pour ce qui est du secteur du parc Turcot, le projet proposé reçoit un large assentiment de la population et présente un potentiel intéressant d'incarner l'audace et le savoir-faire montréalais. Néanmoins, pour assurer sa viabilité, il mériterait d'être bonifié. À cet effet, la commission a fait une vingtaine de recommandations, dont celle de revoir les limites du territoire d'implantation pour y englober non seulement le nouveau lien nord-sud projeté, mais également la bande verte à proximité du parc ainsi que la falaise Saint-Jacques et le parc Terry-Fox. Une telle modification permettrait à l'ensemble du territoire de jouir d'une protection adéquate.

Certains mandats reçus en 2018 ont fait l'objet d'activités de consultation en 2019. C'est le cas de la démarche d'amont qui mènera à l'adoption d'un Programme particulier d'urbanisme (PPU) dans le secteur des Faubourgs de l'arrondissement de Ville-Marie. C'est une consultation qui s'est faite sur un vaste territoire de l'arrondissement de Ville-Marie aux problématiques multiples. En effet, le territoire faisant l'objet de la consultation s'étend de la rue Saint-Hubert à l'ouest à la rue Fullum à l'est, et de la rue Sherbrooke au nord jusqu'au fleuve. Il y a là des secteurs déjà très densément bâtis, mais aussi des secteurs à redévelopper comme celui de l'usine Molson/Coors, le site de Radio-Canada, ou celui de la porte Sainte-Marie. Plus de 2 600 participations ont été recensées aux exercices prospectifs proposés en personne ou en ligne. La commission a reçu 223 contributions d'opinions (105 mémoires et 118 opinions en ligne) et entendu 58 intervenants.

Dans son rapport, la commission démontre que les attentes des participants sont claires, documentées et bien définies, le secteur ayant fait l'objet de plusieurs consultations publiques au cours des quinze dernières années. Elle y propose différentes recommandations qui permettront à la Ville de préparer un projet de PPU en phase avec l'importance stratégique du territoire et les aspirations de tous. Parmi celles-ci, on retrouve notamment celle de ne pas restreindre le PPU aux seules notions d'usage, de densité, de paramètres normatifs ou discrétionnaires d'encadrement de projets d'infrastructures ou d'équipements publics. La commission est d'avis que ce PPU doit aussi s'ouvrir sur la notion de développement durable, qui inclut les dimensions économiques, sociales et environnementales, et qu'il doit s'appuyer sur la culture du lieu, son histoire et les caractéristiques des populations qui l'habitent et la fréquentent.

La commission reconnaît aussi que les nouveaux îlots à requalifier accueilleront des immeubles de plus grande hauteur que les milieux de vie existants, car la construction immobilière dans un secteur central répondra nécessairement aux lois économiques. Elle y affirme que de plus grandes hauteurs peuvent néanmoins être acceptables lorsqu'elles

sont associées à de larges espaces publics accueillants et ouverts, des commerces de proximité, des équipements publics, des emplois, du transport actif et collectif et une qualité des composantes architecturales des bâtiments qui doivent également être en harmonie avec le caractère et l'identité du lieu d'insertion.

Le dossier de la consultation sur le secteur de Lachine-Est a connu un cheminement semblable. Il s'agit là aussi d'un vaste secteur, mais qui est presque complètement à développer, un des derniers à proximité du centre-ville. Là aussi, les activités de consultation publique se sont tenues dans la première moitié de 2019. La consultation a permis la participation d'environ 1 300 personnes aux différentes activités proposées, dont 450 répondants à la consultation virtuelle portant sur les milieux de vie et sur la mobilité. Plus de 150 citoyens ont assisté aux portes ouvertes et à la séance d'information tenue le 24 février 2019. Une soixantaine de personnes ont participé aux ateliers créatifs; la commission a reçu 127 opinions écrites (63 mémoires et 64 opinions en ligne), dont 34 ont fait l'objet d'une présentation, auxquelles s'ajoutent deux présentations orales sans dépôt de mémoire.

Dans son rapport, la commission recommande que le programme particulier d'urbanisme en préparation favorise les conditions de développement d'un quartier complet, durable et résilient, dont les principales caractéristiques visent la mixité sociale et fonctionnelle, une offre adéquate de services publics et collectifs, l'atteinte de standards élevés de performance énergétique pour le cadre bâti et pour les aménagements du domaine public, le respect des normes d'aménagement architectural et paysager conformes aux qualités patrimoniales du secteur et harmonisées au milieu d'insertion, ainsi que la préservation des milieux naturels. Compte tenu de l'importance du patrimoine archéologique et industriel, elle invite l'arrondissement à adopter un principe de précaution et à interdire tout projet de démolition ou d'excavation jusqu'à ce que soit complété un énoncé d'intérêt patrimonial pour le secteur. La commission constate également que l'acceptabilité sociale en matière de densité et de cohabitation de fonctions est intimement liée au transport et fait plusieurs recommandations à ce sujet.

L'exercice de consultation pour le secteur de l'Assomption Sud–Longue-Pointe s'est finalement tenu, alors que le mandat reçu avait été abrogé en 2018 pour être remplacé par une autre version. Cette consultation invitait la population à réfléchir au projet de requalification du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe, un secteur au riche passé industriel, situé au sein d'une zone industrialo-portuaire dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Le projet soumis par la Ville avait pour objectif de contribuer à la relance économique de l'est de Montréal. Pour ce faire, elle misait sur des aménagements urbains exemplaires qui contribueraient à attirer des entreprises dynamiques soucieuses de leur milieu d'accueil et gravitant autour de créneaux industriels durables qui permettront de générer des emplois stables, permanents et bien rémunérés, tout en favorisant une saine cohabitation avec les milieux résidentiels déjà implantés.







RA2019_francais_30_avril_GR.indd 17 20-04-30 19:16







Plus de 2 600 personnes ont participé aux diverses étapes de la consultation publique en personne et en ligne. La commission a reçu et entendu plus de 165 opinions et pris en considération les points de vue des quelque 730 répondants au questionnaire en ligne.

Dans son rapport, la commission souligne que la vision proposée reçoit un accueil différent de la population selon que le projet est examiné d'une perspective métropolitaine ou locale. La consultation a mis en lumière l'énorme défi de faire cohabiter des zones industrielles et résidentielles, traversées par de lourdes infrastructures. Les milieux économiques le saluent, alors que les résidents et riverains du secteur qui subissent un niveau élevé de nuisances demeurent très préoccupés par la nouvelle proposition.

La vaste consultation sur le racisme et la discrimination systémiques, issue d'un droit d'initiative, s'est poursuivie tout au long de l'année. Plusieurs rencontres se sont tenues au printemps et au début de l'automne 2019. De plus, les citoyens ont été invités à participer à des activités contributives citoyennes pendant les mois d'août et septembre. Les auditions de mémoires se sont tenues du 4 novembre au 4 décembre et ont nécessité 10 séances. Au total, on a pu compter sur la participation de plus de 6 800 personnes pour cette consultation.

D'autres nouveaux dossiers ont aussi été initiés en cours d'année et connaîtront leur conclusion au début de 2020.

Tout d'abord, une consultation d'amont sur le futur du secteur Bridge-Bonaventure. D'une superficie de 2,3 km^2, situé à cheval sur les arrondissements du Sud-Ouest et de Ville-Marie, il comprend les abords des ponts Samuel-De Champlain et Victoria, le parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, les rives du fleuve, les bassins Peel et Wellington, la Cité du Havre, la Pointe-du-Moulin ainsi que le quai Bickerdike.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 18 20-04-30 19:16

Le secteur Bridge-Bonaventure est actuellement un secteur fortement minéralisé, morcelé par les infrastructures de transport, peu convivial pour les transports actifs, mais aux paysages et patrimoines uniques. Le secteur, également occupé par des activités économiques diversifiées, est très peu habité.

De mai à octobre, plusieurs activités de consultation en personne et en ligne se sont tenues afin de permettre à tous de s'informer, de discuter de la vocation du secteur, de mieux le découvrir, de s'inspirer d'exemples d'ici et d'ailleurs et de donner son opinion. Les principaux sujets de discussion ont été : la vocation du territoire, les éléments patrimoniaux à mettre en valeur, les déplacements en transport actif et collectif, les espaces publics et leur connectivité, le renouvellement des activités économiques, les entrées de ville et l'idée d'un stade de baseball dans le secteur. La participation a été très importante et active. Les résultats de la consultation permettront à la Ville de Montréal de préparer un document de planification comprenant des hypothèses de mise en valeur.







RA2019_francais_30_avril_GR.indd 19 20-04-30 19:16



En septembre, l'Office a entrepris la consultation sur le projet de modification du Plan d'urbanisme et sur un règlement qui a trait aux conditions de construction de logements sociaux et abordables, mieux connu sous le nom de règlement pour faire de Montréal une métropole mixte. La commission doit rendre son rapport au printemps 2020.

Il en sera de même pour la consultation qui a porté sur un projet de Programme particulier d'urbanisme, un PPU, pour le secteur nord de L'Île-des-Sœurs. Situé dans l'arrondissement de Verdun, le secteur de planification est d'une superficie d'environ 79 hectares. Principale porte d'entrée sud du centre-ville de Montréal, il est à l'intersection des autoroutes 10 et 15 et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le secteur comprend la Place du Commerce, principal noyau commercial de L'Île-des-Sœurs, le Campus Bell Canada et la Pointe-Nord, un quartier mixte combinant résidences et commerces.



Le projet de Programme qui a été soumis à la consultation vise la création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD (Transit-Oriented Development) aux abords de la future station du Réseau express métropolitain (REM). La consultation a connu une participation très importante, tant dans ses aspects présentiels que virtuels.

Un nouveau mandat a aussi été donné à l'Office pour examiner le projet de mise en valeur du site Namur-Hippodrome dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. La Ville entend requalifier le site de l'ancien hippodrome et des abords de la station de métro Namur. Elle propose d'y développer un milieu de vie complet, inclusif et carboneutre axé sur le transport actif et collectif. Plus de 6 000 logements pourraient y être construits. Cette consultation permettra de mieux comprendre les attentes et les besoins des citoyens et des acteurs du milieu afin de construire une vision commune pour ce futur quartier.



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 20 20-04-30 19:16



Le territoire du futur quartier Namur-Hippodrome est composé des abords de la station de métro Namur et du site de l'ancien hippodrome, propriété de la Ville de Montréal depuis 2017. Cet ensemble de 75 hectares est bordé à l'est par l'avenue Mountain Sights, au sud et à l'ouest par les emprises des voies ferrées du CP, et au nord par la limite de la Ville de Mont-Royal. Une première soirée d'information s'est tenue le 20 novembre et d'autres activités ont été tenues au début de 2020.

Finalement, nous avons reçu deux mandats règlementaires cette année en vertu de l'article 89 de la Charte. Le premier visait un projet d'agrandissement de l'école St-George dans l'arrondissement de Ville-Marie. Cette école secondaire privée est située au 3100, Le Boulevard. La direction d'école souhaitait incorporer à son site une construction de trois étages, incluant des serres et des murs végétaux à des fins essentiellement pédagogiques. Il y était prévu que l'agrandissement accueille des salles de classe, des laboratoires et des espaces conviviaux d'apprentissage. Le taux d'implantation actuel du bâtiment est de 48,5 % par droits acquis. Le présent projet porterait ce taux à 54 %, c'est-à-dire 5,5 % de plus.

La commission a recommandé d'avaliser le projet. À son avis, les responsables du dossier ont déployé de bons efforts pour présenter un projet de qualité qui tient compte d'un environnement aussi emblématique que le mont Royal. Le rapport indique que le projet ne présente pas de problème d'acceptabilité sociale, la commission n'a constaté que quelques objections de principe. Le rapport fait néanmoins quelques mises en garde quant à l'échéancier de réalisation et attire l'attention sur les enjeux de circulation véhiculaire et sur des mesures visant à assurer les relations de bon voisinage pendant le chantier.



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 21 20-04-30 19:16







Le deuxième dossier vise à amender un règlement déjà adopté en vertu de l'article 89 sur le site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants. La modification vise un lot sur lequel une tour d'habitation devait être construite en vertu du règlement actuel. Le mandat a été donné en septembre à l'Office, mais la Ville n'a pas fourni la documentation permettant la tenue de la consultation en 2019.

Aussi, à la demande du comité exécutif, l'Office a collaboré avec le Centre d'histoire de Montréal afin d'accompagner le Centre dans le développement de l'approche et du concept de la « Mémoire des Montréalais mobile », la MEM. Des activités de prototypage ont été réalisées et un rapport d'étape a été publié; ce mandat se poursuivra en 2020. L'Office a aussi complété le cycle de formation à la consultation publique à l'intention des élus, comme nous le faisons après chaque élection générale. Une première session s'est tenue en décembre 2018 en collaboration avec le bureau de l'Ombudsman, et deux autres ont eu lieu en février 2019.

L'Office a aussi poursuivi sa participation à une opération de promotion des pratiques de consultation de la Ville, organisée par le Bureau de la présidence du conseil municipal. Cette activité, connue sous le nom de « Caravane de la démocratie », permet aux citoyens d'un quartier de prendre connaissance des mécanismes de consultation publique de la Ville et d'échanger avec les responsables. En plus de l'Office, la caravane comprend plusieurs autres intervenants, notamment l'Ombudsman, les conseils consultatifs et les commissions du conseil.

En terminant, il faut signaler qu'un mandat demeure en suspens; il porte sur la tenue d'une consultation sur le rapport du comité interministériel sur l'usage des édifices excédentaires des centres hospitaliers universitaires des universités de Montréal (CHUM) et McGill (CUSM). En l'absence du document devant faire l'objet de la consultation, aucune action n'a été réalisée relativement à ce mandat. Ce mandat a été confié à l'Office par le comité exécutif en septembre 2013.

Au total cette année, nous cumulons donc plus de 22 630 participations à l'une ou l'autre des activités de l'Office, soit en présentiel lors des consultations, soit en posant des questions, déposant des mémoires ou en participant au moyen des outils numériques dont l'Office fait de plus en plus usage.

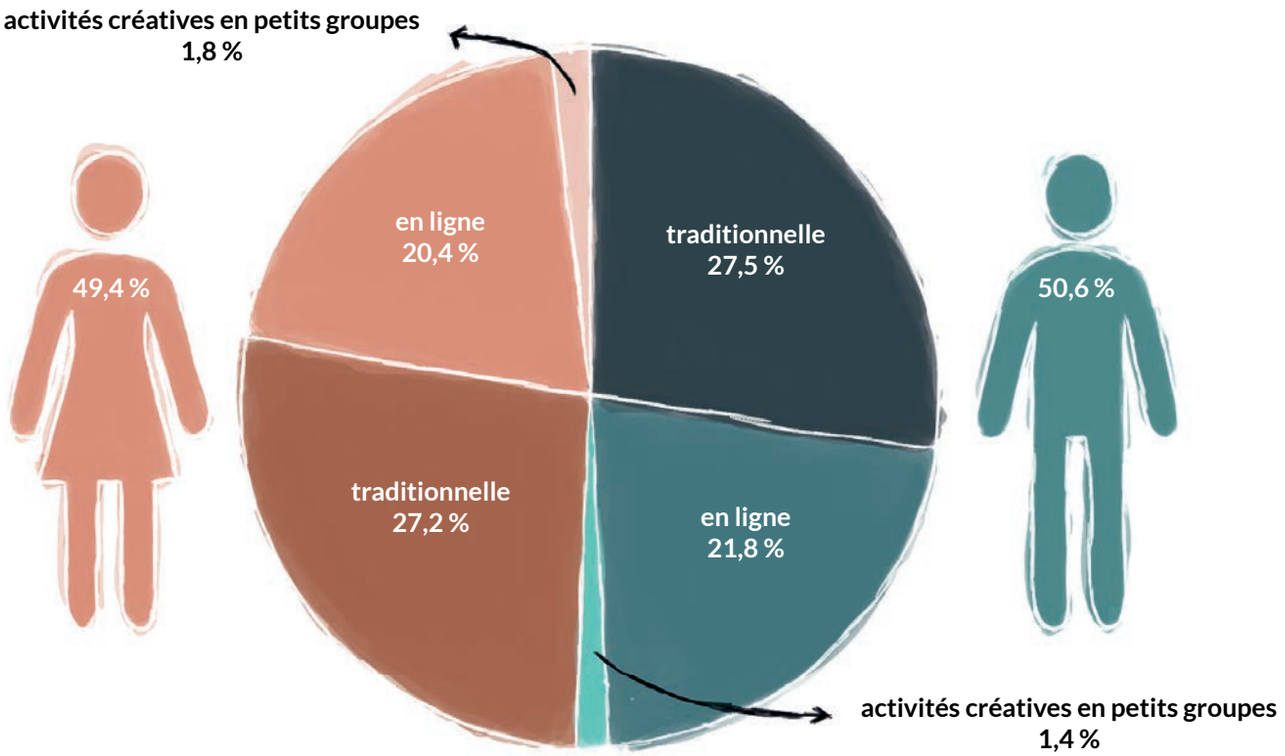
RA2019_francais_30_avril_GR.indd 22 20-04-30 19:16

Participations en 2019

	Total	Participation par genre*	
		Femmes	Hommes
Assomption-sud - Longue-Pointe	2 573	54,3 %	45,7 %
Avenir de Lachines-Est	1 189	54,3 %	45,7 %
École St-George	175	60,0 %	40,0 %
PPU de la partie nord de l'Île-des-Sœurs	3 122	47,1 %	52,9 %
Quartier Namur-Hippodrome	1 455	41,7 %	58,3 %
Racisme et discrimination systémiques	6 618	57,0 %	43,0 %
Règlement pour une métropole mixte	850	49,0 %	51,0 %
Secteur Bridge-Bonaventure	3 645	46,2 %	53,8 %
Secteur des Faubourgs	2 381	50,6 %	49,4 %
		49,4 %	**50,6 %**

* Pour les activités où celle-ci a été compilée.

Par type d'activité de consultation



Depuis deux ans, nous participons à l'initiative MTElles, pilotée par Concertation Montréal, qui vise la participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie démocratique municipale et communautaire.

Plusieurs actions ont été prises afin d'y arriver notamment :

- **Priorité aux parents et alternance homme/femme pour la période de questions**
- **Halte-garderie gratuite aux séances d'information**
- **Mise en valeur de la participation des femmes dans nos communications**
- **Utilisation accrue de l'écriture épicène**

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 23 20-04-30 19:16



Communications

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 24 20-04-30 19:16

L'année 2019 a donné lieu à une série de succès du point de vue des communications. Tant au niveau des mentions médiatiques de nos consultations, des interactions suscitées sur Facebook ou du trafic du site Web, nous avons eu une année record.

Lorsque l'OCPM tient une consultation publique, il déploie une panoplie de moyens de communication afin de joindre les gens et de leur transmettre de l'information conviviale et accessible. En 2019, l'Office a publié trois avis publics dans un quotidien et a émis 24 communiqués de presse ou invitations aux médias. Aussi, pour chacune des consultations publiques, une campagne publicitaire sur Facebook et Instagram a été réalisée. À cela, nous avons intégré à nos habitudes publicitaires, le placement d'encarts sur des sites Web. Trois campagnes publicitaires ont ainsi été réalisées. Pour ce faire, nous avons choisi Atedra, un réseau québécois de plus de 350 sites Internet utilisant le géociblage afin de joindre les citoyens dans les quartiers visés par nos consultations.

L'Office envoie aussi, selon le cas, des invitations directes à des citoyens et à des organismes concernés par le projet de consultation en cours. Généralement, l'Office distribue un dépliant d'information annonçant la consultation à la population concernée par un projet donné. Selon les consultations, cette distribution peut couvrir de 1 500 à 68 000 foyers. L'an dernier, c'est plus de 177 000 dépliants qui ont été distribués dans les secteurs voisins des projets faisant l'objet de consultations. Des dépliants et des affiches ont également été distribués à des organismes concernés et dans certains points d'accès de la Ville.

L'Office donne aussi très régulièrement des nouvelles de ses activités par le biais de son infolettre. Cette année, 52 infolettres ont ainsi été envoyées. La liste de diffusion rassemblant plus de 6 500 citoyens ou organismes abonnés, c'est près de 322 000 messages qui ont ainsi été livrés.

L'Office fait une utilisation soutenue des réseaux sociaux pour promouvoir ses activités auprès des Montréalais. Nous faisons une utilisation régulière de Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn, YouTube et Flickr.

Par ailleurs, c'est toujours Facebook qui demeure notre communauté la plus dynamique et le canal le plus efficace pour interagir avec les Montréalais, les informer et susciter leur participation. Il nous fournit aussi des outils publicitaires avantageux, permettant de cibler avec précision les citoyens concernés par nos consultations. Nous avons terminé 2019 en dépassant le cap des 10 000 abonnés à notre page Facebook. Cette année, c'est près de 37 000 personnes qui ont interagi avec notre page, alors que la portée totale de nos publications se situe à plus de 1,1 million, c'est-à-dire le nombre de personnes qui ont vu l'un ou l'autre des contenus associés à notre page (les deux dernières statistiques compilent les utilisateurs uniques/jour).





RA2019_francais_30_avril_GR.indd 25 20-04-30 19:16





Deux consultations auront été l'occasion de grands projets spéciaux en communication. D'abord la consultation sur le secteur des Faubourgs, avec la campagne *#101histoires1territoire* où nous invitions les citoyens à nous raconter l'identité de leur quartier par la mise en récit et en image de leurs témoignages. Un site Internet dédié a été créé afin de rassembler dans une infographie épurée la démarche de la consultation, les principaux contenus, la carte interactive que nous avions développée à la fin de 2018, ainsi que la trousse d'activités contributives citoyennes (ACC) développée pour *#101histoires1territoire*. Ensuite, pour la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques, nous avons aussi développé un site dédié et une trousse d'activités contributives citoyennes (ACC).

ACC : comment ça fonctionne ?

Une activité contributive citoyenne (ACC) est une animation auto-organisée à partir d'une trousse à télécharger. Celle proposée dans le cadre de la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques était d'une durée de 2h30. Elle proposait des discussions en petits groupes, orientées vers la recherche de solutions concrètes, novatrices et mobilisatrices à mettre en œuvre par la Ville pour lutter contre les inégalités. Elle s'adressait à tous ceux qui désiraient contribuer au débat : individus, corporations, organismes communautaires, syndicats, associations, etc. leur permettant d'organiser leur propre consultation, puis de nous en transmettre les résultats.



Les webdiffusions de plus en plus écoutées
Depuis l'an dernier, nous diffusons toutes les séances d'information sur le Web et sur Facebook. Cette année, nous avons ajouté Twitter/Périscope et avons aussi diffusé les soirées synthèses, la conférence sur la mise en récit dans le cadre de la consultation sur le secteur des Faubourgs, ainsi que toutes les conférences et les panels du colloque de la consultation sur le secteur Bridge-Bonaventure. Ces diffusions ont permis 12 395 visionnements en direct ou en différé. Grand nombre de citoyens nous ont partagé leur satisfaction de pouvoir voir ou revoir ces séances au moment et à l'endroit de leur choix.

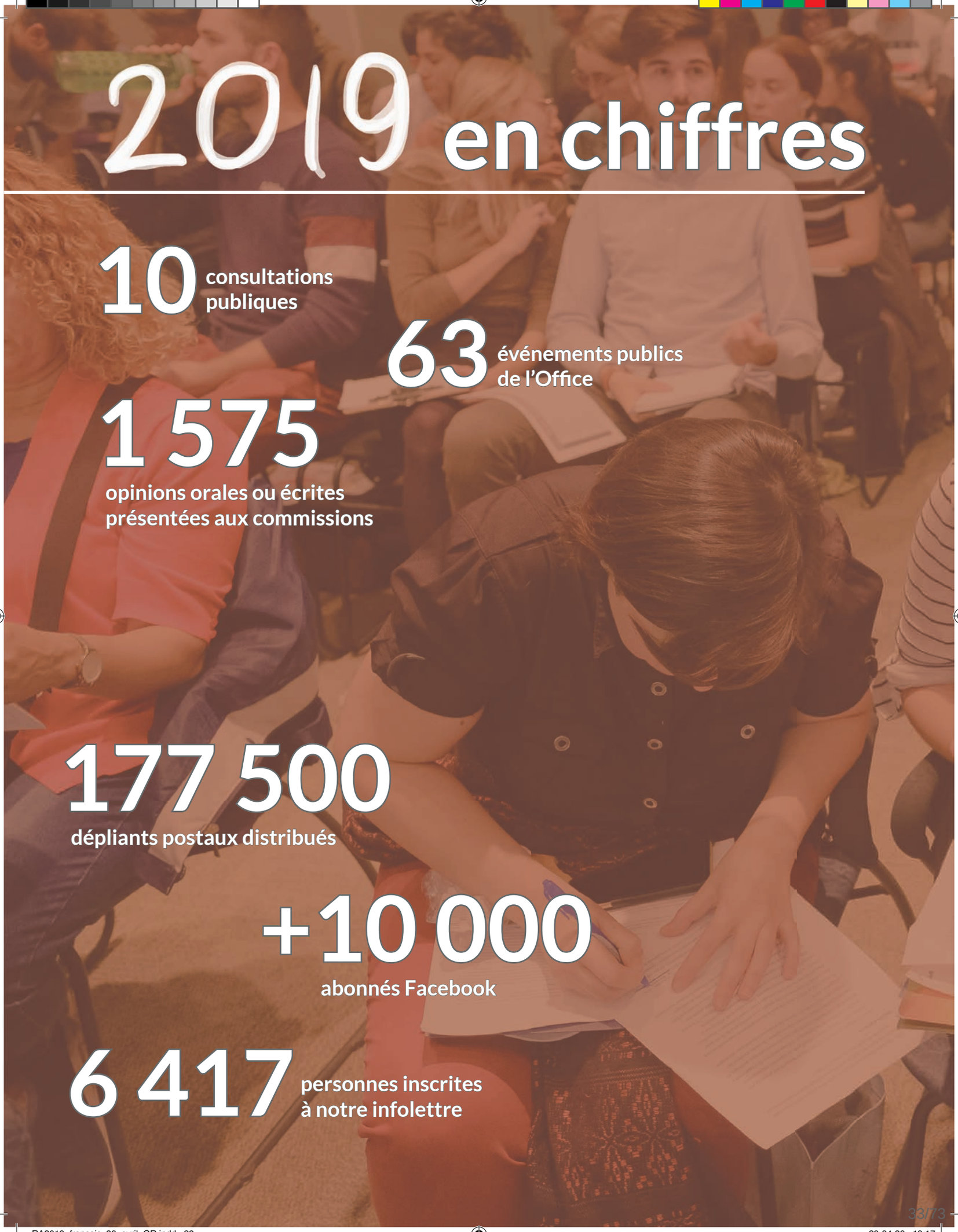
Site Internet
Le site Web de l'OCPM continue d'informer les citoyens et les groupes intéressés par les consultations publiques, il reste une source documentaire importante en aménagement urbain avec près de 18 000 documents.

Cette année, le site Internet de l'Office a connu un grand bond de croissance au rythme soutenu des consultations. Ainsi, la fréquentation du site et la masse documentaire n'ont cessé de croître. C'est plus de 60 000 visiteurs qui ont consulté les pages du site, une augmentation de 33 % par rapport à l'année précédente, qui en fait notre meilleure année à ce jour. Cette année, nous avons aussi poursuivi le développement de sites dédiés lorsque les mandats exigeaient une démarche plus complexe. Ce fut le cas pour la consultation sur le secteur des Faubourgs ainsi que pour celle sur le racisme et la discrimination systémiques qui ont toutes deux requis le développement d'un site présentant l'information et la démarche de la consultation de façon attrayante et illustrée, en une seule page, en plus de développer des pages spécialement consacrées à la présentation des trousses d'activités contributives citoyennes.

Depuis 2018, la possibilité de donner son opinion en ligne lors de la phase d'audition des opinions a été étendue à l'ensemble des consultations. Ainsi, près de 1000 contributions d'opinions ont été recueillies en ligne à l'aide de formulaires thématiques et de questions suggérées par les commissaires afin de susciter la réflexion citoyenne.

Enfin, l'Office poursuit ses efforts pour améliorer l'accessibilité de ses outils Web, leur convivialité et leur capacité à s'adapter aux différents appareils mobiles. En 2019, beaucoup de travail a été effectué afin de procéder à une mise à jour du site Web en 2020.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 27 20-04-30 19:17



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 28 20-04-30 19:17



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 29 20-04-30 19:17



Rayonnement

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 30 20-04-30 19:17

Depuis sa mise sur pied en 2002, l'Office a eu l'occasion de développer un réseau de contacts auprès d'organismes ayant des missions semblables à la sienne. Ces contacts ont contribué à améliorer les façons de faire de l'OCPM. Les activités externes de l'Office favorisent la diffusion du savoir-faire, la mise en valeur et le partage des expériences montréalaises.

Localement et au Québec, et tout au long de l'année, l'Office est appelé à présenter son rôle et ses activités à différents groupes. En tout premier lieu, à la Commission de la présidence du conseil municipal, devant laquelle la présidente de l'Office présente le bilan des activités et échange avec les membres de la commission sur les travaux de l'OCPM et les orientations à venir. La présidente de l'Office a aussi contribué au colloque du comité Jacques-Viger sur les processus discrétionnaires d'urbanisme par une présentation. Le secrétaire général a pu, quant à lui, présenter les mécanismes de consultation publique à des responsables du programme « Cités interculturelles » du Conseil de l'Europe.

Toujours localement, signalons la présence de notre présidente comme conférencière d'honneur au colloque annuel de Rues principales, un organisme citoyen à Québec. Elle a aussi participé à un panel lors de ce même événement. De plus, elle a été sollicitée pour participer à un webinaire sur la participation publique sous la responsabilité du Conseil privé à Ottawa.

Des rencontres ont aussi eu cours avec une grande variété de groupes : étudiants, groupes de citoyens intéressés à la consultation publique, et ce, dans plusieurs arrondissements et avec des groupes de l'extérieur. Dans cette catégorie, notons la visite de délégations de Strasbourg, de la Fédération des villes suédoises, du ministère de l'Intérieur du gouvernement slovaque et d'une délégation de maires sénégalais.

L'Office a également accueilli deux conférenciers français venus offrir un partage d'expérience inspirant. Dans les deux cas, les participants en salle ont été ravis et les écoutes en différé des webdiffusions ont été nombreuses. Nous remercions Julian Perdrigeat, directeur de cabinet du maire de Loos-en-Gohelle, qui nous a partagé l'expérience de mise en récit de sa ville lors de la consultation sur le secteur des Faubourgs, ainsi que Julien Lahaie, directeur de la Mission Vallée de la Chimie pour le Grand Lyon, qui a prononcé la conférence d'ouverture lors du colloque sur l'avenir du secteur Bridge-Bonaventure.







À noter aussi, la participation de la directrice des communications de l'Office à une mission en Ukraine du 23 mai au 1er juin, à l'invitation de Nord-Ouvert dans le cadre d'un programme du National Democratic Institute (NDI). Elle a eu l'occasion de présenter le travail de l'Office lors d'un forum national organisé par le NDI et UK-Aid et de discuter des grands principes favorisant la participation citoyenne dans ce pays en route vers un fonctionnement plus démocratique. Plusieurs rencontres à Lviv et à Kiev ont permis d'échanger avec les organisations qui développent des projets de consultations publiques sur le terrain, des représentants du gouvernement ukrainien ainsi que des professionnels en communications.

Par ailleurs, notre collaboration avec l'OCDE s'est poursuivie cette année par la participation de la présidente à une mission au Maroc et une autre en Tunisie. Une importante délégation de ce dernier pays a aussi pu observer les consultations de l'Office à l'occasion d'une mission dans le cadre du Programme pour un leadership inclusif de la Fédération canadienne des municipalités, la FCM.

En 2019, l'Office est devenu partenaire institutionnel du Centre Jacques Cartier. Le Centre Jacques Cartier a été fondé en 1984 et rassemble une grande diversité d'acteurs institutionnels, universitaires, culturels et sociaux du Québec et de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de leurs grands centres urbains, à savoir Montréal, Lyon, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand. Le Centre est le responsable de l'organisation des Entretiens Jacques Cartier, le plus grand rassemblement d'échanges de la francophonie. En alternance entre le Québec et la France, les entretiens qui se tiennent chaque année permettent une valorisation et un échange des meilleures expertises de ses participants. Les entretiens de 2019 ont eu lieu à Montréal et l'Office y a organisé un atelier avec ses partenaires du Grand Lyon et qui portait sur les nouveaux défis de la participation citoyenne. L'Office a développé des liens avec la Direction de la prospective et du dialogue public du Grand Lyon depuis 2011 et les échanges se font sur une base régulière pour partager nos expertises.



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 32 20-04-30 19:17







Nous avons poursuivi encore cette année une importante collaboration à un projet initié par Concertation Montréal. Il s'agit de MTElles. En partenariat avec la « Coalition montréalaise des Tables de quartier » et « Relais-femmes », MTElles soutient l'instauration de pratiques innovantes au sein des conseils d'arrondissements, des conseils de ville (agglomération de Montréal), des instances consultatives montréalaises et des tables de quartier. L'objectif est de favoriser la participation égalitaire à la vie démocratique et communautaire des femmes d'origines diverses et issues de tous les milieux socio-économiques. Initiée en 2017, c'est une démarche qui se poursuivra au cours des prochaines années.

L'Office assure aussi une présence dans différents forums internationaux qui s'intéressent aux questions de démocratie participative. Le principal de ces forums est l'Observatoire international de la démocratie participative, l'OIDP. L'Office est membre de ce réseau depuis de nombreuses années. En 2019, l'Office a participé à la dix-neuvième édition de cette conférence à Mexico. L'Office était responsable de deux ateliers. Le premier portait sur les jeux de rôles dans le débat public : succès et limites, alors que le deuxième avait pour thème l'initiative citoyenne, source d'innovation démocratique.

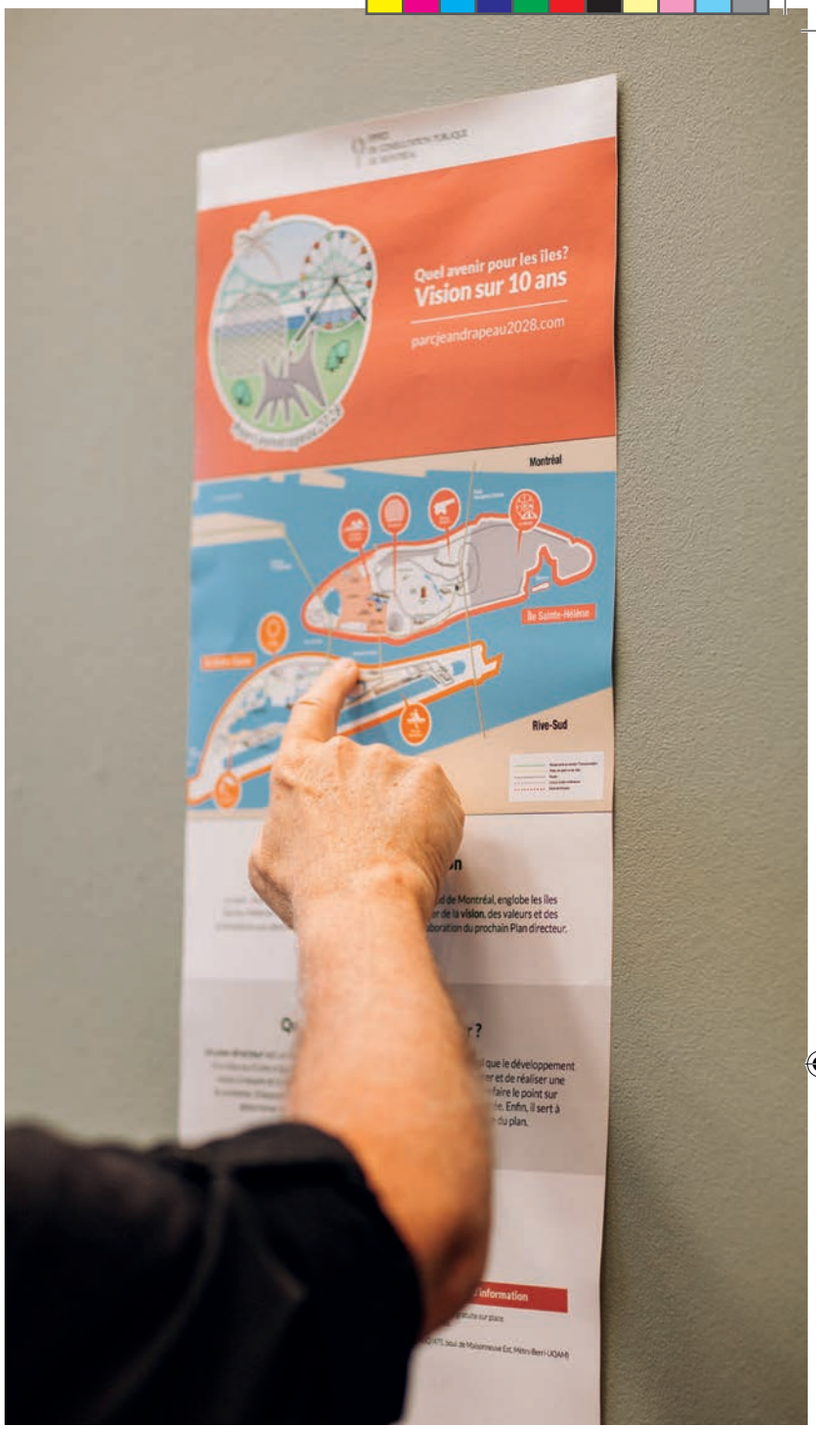
Finalement, la présidente de l'Office a été invitée par l'Association mondiale des grandes métropoles à une rencontre sur les indicateurs de cohésion sociale qui s'est tenue à Barcelone au mois de juin, alors que le secrétaire général rencontrait des responsables du Cabinet du ministre-président de Bruxelles-Capitale qui souhaitaient connaître plus à fond la mission et le fonctionnement de l'Office.



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 34 20-04-30 19:17







Conformément à la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal met à la disposition de l'Office les sommes nécessaires à la réalisation de son mandat. En vertu des articles 83 et 89 de la Charte, l'Office est tenu de mener toutes les consultations qui lui sont demandées par le comité exécutif ou le conseil municipal. Les états financiers de l'Office sont vérifiés par le bureau du vérificateur général de la Ville et sont présentés au conseil municipal.

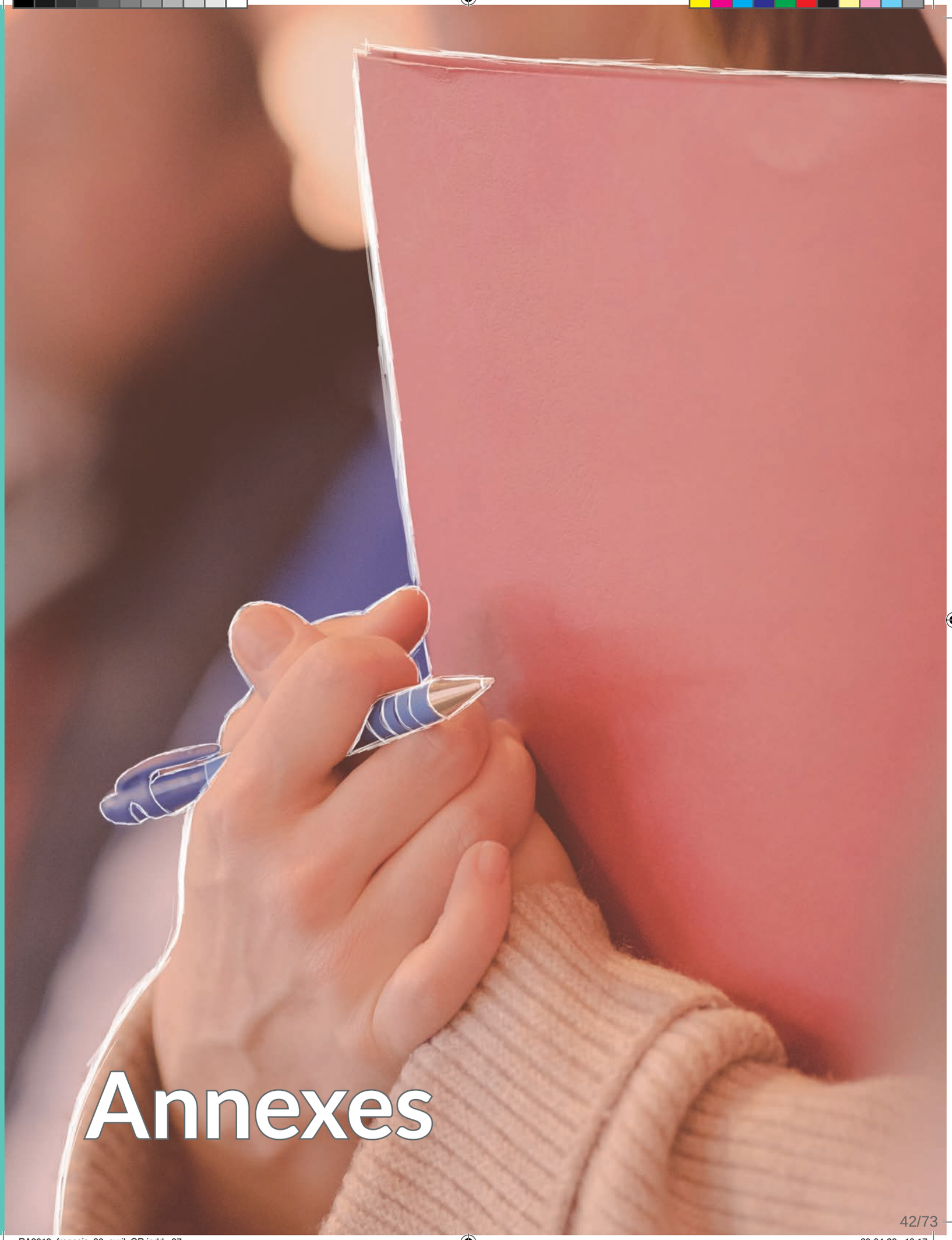
En 2019, le nombre de mandats reçus et le niveau des diverses activités de l'Office ont fait en sorte que les sommes affectées en début d'année dans le cadre du budget annuel de la Ville se sont avérées insuffisantes pour réaliser tous les mandats. En conséquence, le comité exécutif a accordé à l'Office des crédits additionnels de 840 k$, tel que le prévoit l'article 82 de la Charte de la Ville de Montréal. C'est la troisième fois depuis 2013 que des crédits additionnels sont requis en cours d'année, mais la septième fois dans l'histoire de l'Office.

Voici la répartition des dépenses par grandes familles.

Budget 2019

Rémunération	850 000 $
Avantages sociaux	170 000 $
Transports et communications	210 000 $
Services professionnels et administratifs	1 600 000 $
Location et entretien	280 000 $
Biens non durables	56 000 $
TOTAL	**3 166 000 $**

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 36 20-04-30 19:17



Annexes

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 37 20-04-30 19:17

Annexe I

NOTES BIOGRAPHIQUES



DOMINIQUE OLLIVIER
Présidente

Dominique Ollivier a une formation en génie et une maîtrise en administration publique de l'École nationale d'administration publique. Elle possède plus de 25 ans d'expérience de travail en gestion, tant de projet que d'organismes, ainsi qu'en communications.

Elle a occupé différents postes au sein d'organismes sociaux, de cabinets ministériels au gouvernement du Québec (1995-2001) et au Cabinet du chef du Bloc québécois à Ottawa (2001-2006) avant d'assumer la direction générale de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA), de 2006 à 2011.

Forte de cette expérience variée, Mme Ollivier a fondé en mars 2011, le cabinet-conseil Ki3, spécialiste en communication stratégique, en recherche et en évaluation, notamment dans le domaine de la transformation sociale et du gouvernement ouvert.

La carrière de Mme Ollivier est aussi marquée par son implication bénévole auprès de nombreux organismes communautaires nationaux et internationaux, ainsi que par sa participation répétée à des jurys du milieu du développement social et de la culture.

Elle est l'auteure de plusieurs textes et mémoires traitant des questions de diversité culturelle, de participation civique et d'éducation des adultes, ainsi que de nombreux articles publiés dans différents journaux et revues.

Elle a également agi à titre de commissaire *ad hoc* de l'OCPM entre février 2009 et le 15 septembre 2014 où elle a été nommée à la présidence.

« Tant de chantiers restent encore à explorer pour arriver à tirer pleinement avantage de la mine de savoirs d'usage recueillis par l'Office depuis sa fondation ! Ne serait-il pas temps que l'Office serve aussi à faire progresser ou émerger de nouvelles réflexions afin d'aider à façonner les priorités de demain ? »

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 38 20-04-30 19:17

Les commissaires à temps partiel ou *ad hoc* en 2019



MARYSE ALCINDOR

Maryse Alcindor est titulaire d'un baccalauréat en pédagogie (1966) de l'Université de Montréal et d'une maîtrise en histoire (1978) de l'UQAM, ainsi que d'une licence en droit (1980) de l'Université de Montréal. Elle a été admise au Barreau du Québec en 1981 et a reçu l'Ordre national du Québec pour sa contribution exceptionnelle à la société québécoise en 2010.

Elle a un parcours riche et diversifié qui l'a amenée de la pratique du droit à la haute fonction publique où elle a été la première femme noire à occuper un poste de sous-ministre. Son passage comme directrice de l'Éducation à la Commission des droits de la personne du Québec l'a amenée à s'intéresser de près à la formation et à la consultation, notamment en ce qui a trait à la promotion et à la défense des droits des femmes. Retraitée de la fonction publique québécoise depuis 2012, elle demeure active auprès de plusieurs organismes sociaux montréalais et organisations vouées à la coopération internationale.



PRISCILLA ANANIAN

Architecte, urbaniste et designer de formation (UNESP, Brésil, 2001 et 2005) et docteure en art de bâtir et urbanisme (Université catholique de Louvain, Belgique, 2010), son parcours professionnel est jalonné d'expériences tant dans le monde académique de l'enseignement et de la recherche que dans les milieux de pratique en matière de réalisation de projets d'aménagement dans trois pays différents : le Brésil, la Belgique et le Canada.

Spécialiste de la construction d'un urbanisme collaboratif fondé sur la médiation, la négociation et la concertation des parties prenantes dans une dynamique d'intelligence collective, Madame Ananian a développé une expertise précieuse sur les processus de projet lorsque la planification urbaine et l'urbanisme règlementaire ne suffisent pas à eux seuls à apporter des réponses socialement pertinentes aux défis de nos sociétés.



CLAUDIA ATOMEI

Urbaniste de formation, Claudia Atomei accompagne depuis trois ans différents acteurs québécois dans l'élaboration participative de projets, plans et politiques, notamment relativement à l'aménagement du territoire, favorisant ainsi des systèmes alimentaires plus justes et soutenables. Récipiendaire du Prix d'excellence de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal dans le cadre de sa maîtrise, elle a porté des projets de recherche interdisciplinaire sur trois continents. Claudia est aussi engagée dans la collectivité montréalaise — elle est co-instigatrice et administratrice de Lande, une organisation qui accompagne des groupes de citoyens dans des processus collaboratifs de réappropriation et de valorisation de terrains vacants à Montréal.



ISABELLE BEAULIEU

Détentrice d'un doctorat en science politique de l'Université de Montréal, Isabelle Beaulieu cumule plus de 20 années d'expérience en recherche, réalisation d'études et enseignement. Elle a également été membre du Conseil supérieur de la langue française du Québec de 2002 à 2007. Madame Beaulieu possède une solide expérience professionnelle à l'international; de 1995 à 1999, elle a été directrice d'études pour la firme Taylor Nelson Sofres à Kuala Lumpur, en Malaisie. Plus récemment, elle a travaillé aux États-Unis où elle a été Directrice du Bureau du Québec à Washington.

Au cours de sa carrière, elle a réalisé des projets de recherche pour divers organismes, notamment le Conseil interprofessionnel du Québec et l'Institut de Coopération pour l'éducation des adultes. Elle a mené à bien plusieurs consultations et études, entre autres, sur le développement économique de Montréal, l'accessibilité à l'emploi pour les groupes minoritaires et les défis de l'économie sociale à Montréal. Elle s'intéresse activement à la production d'outils didactiques en communication destinés à divers publics, ainsi qu'à la participation citoyenne, politique et sociale des groupes à risque d'exclusion. Elle se spécialise dans l'animation de groupe, la rédaction stratégique, l'analyse et l'élaboration de méthodologies innovantes.



MOUNIA BENALIL

Mounia Benalil détient un doctorat en études interculturelles et théories postcoloniales de l'Université de la Colombie-Britannique. Elle a mené plusieurs recherches subventionnées par le Fonds de recherche du Québec – Société et culture, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes sur des enjeux contemporains en lien avec le vivre-ensemble et l'interculturel. Elle est aussi l'auteure de plusieurs publications scientifiques.

Elle accorde une place de choix à l'interface entre la recherche et l'action publique dans le champ des sciences sociales et s'intéresse à l'application du savoir aux enjeux sociaux par le biais de la recherche-action et par l'évaluation des impacts et des considérations légales et politiques sur les projets. Ce qui implique la mobilisation et le transfert continu des connaissances. Elle a été bénévole d'affaires pour plusieurs organisations à but non lucratif et a également travaillé avec plusieurs acteurs de la société civile dans la conduite de projets structurants pour la communauté, acteurs issus de Condition féminine Canada, de la Conférence régionale des élus de Montréal (Concertation Montréal) et de la Ville de Montréal.



BRUNO BERGERON

Membre de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) depuis 1980, Bruno Bergeron détient un baccalauréat en Design de l'environnement et une maîtrise en Analyse et gestion urbaine. Il a une vaste expérience dans le milieu de l'urbanisme municipal et, par intérêt pour la conciliation et la médiation auprès de grands groupes en matière d'urbanisme et d'environnement, il a récemment poursuivi des études de 2e cycle en Prévention et règlement des différends à la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke.

Plusieurs des travaux qu'il a dirigés ont été primés dont : l'Espace maskoutain de Saint-Hyacinthe par l'Ordre des architectes du Québec; le parc Vincent d'Indy de Boucherville par l'Institut de Design Montréal; et la frayère de la rivière aux Pins de Boucherville par le Plan nord-américain de gestion de la Sauvagine.

Sa pratique professionnelle en planification urbaine se caractérise par une approche intégrée où les multiples intervenants qui marquent le paysage municipal sont interpellés. Il mise aussi sur sa capacité de proposer des solutions dans des dossiers de médiation et de résolution de problèmes en requalification urbaine. Il est membre de l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec et commissaire de l'Office de consultation publique de Montréal depuis avril 2008.

Il fut président de l'Association des coordonnateurs municipaux en rénovation urbaine, président de l'OUQ et vice-président de l'Association des urbanistes municipaux du Québec. Il est récipiendaire de la Médaille du mérite de l'OUQ et du prix du mérite du Conseil Interprofessionnel du Québec.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 41 20-04-30 19:17



BRUNO-SERGE BOUCHER

Bruno-Serge Boucher possède une expertise approfondie en communication stratégique, en gouvernance démocratique et en rédaction. Détenteur d'un 3e cycle de l'Université de Paris II en science de l'information, monsieur Boucher a travaillé de nombreuses années au sein d'une formation politique à titre de directeur des communications du parti, d'attaché de presse et de directeur adjoint de cabinet du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec. Il fut également directeur des communications et des relations publiques de la Délégation générale du Québec à Bruxelles.

De 2008 à 2015, il évolue au sein de la Fédération des chambres de commerce du Québec, où il occupe, notamment le poste de Vice-président communications, Soutien au réseau et formation. À ce titre, il était responsable de la gouvernance, de l'animation et de la mobilisation d'un réseau de près de 150 chambres de commerce, de même que du programme de formation continue du personnel. En 2015 et 2016, il devient Senior Program Manager pour le National Democratic Institute à Rabat, au Maroc. Après plus d'une année comme directeur des communications chez Aéro Montréal, il profite maintenant d'une retraite active et agit à titre de consultant et formateur.



NICOLE BRODEUR

Nicole Brodeur est détentrice d'un Baccalauréat ès arts et a obtenu une maîtrise en linguistique de l'Université de Paris-X-Nanterre. L'essentiel de sa carrière s'est déroulé en administration publique où elle a occupé de très nombreux postes de direction.

Après avoir enseigné au Cégep Édouard-Montpetit, elle occupera différents postes de cadre jusqu'à celui de Directrice générale du Cégep Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse. Son parcours la conduira par la suite au Ministère de l'Éducation où elle prendra en charge la Direction générale de l'enseignement collégial. Plus tard, elle se joindra au ministère du Conseil exécutif comme secrétaire générale associée au Secrétariat à la condition féminine.

Elle travaillera une dizaine d'années au ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration, d'abord comme sous-ministre associée et ensuite comme sous-ministre en titre. Elle contribuera d'ailleurs très activement à la mise en place de ce nouveau ministère qui succédait alors au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Elle a occupé le poste de secrétaire générale associée, au Secrétariat à la réforme administrative, pour ensuite agir comme présidente-directrice générale du Centre de référence des directeurs généraux et des cadres du réseau de la santé et des services sociaux.

Au fil des ans, elle occupera des fonctions au sein de nombreux conseils d'administration, notamment à la Régie des rentes du Québec, à l'École nationale d'administration publique, au Conseil des universités du Québec et au Collège Regina Assumpta. Elle est aujourd'hui consultante. Elle a été nommée commissaire *ad hoc* de l'OCPM en février 2009.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 42 20-04-30 19:17



JEAN BURTON

Détenteur d'un doctorat en Sciences biologiques de l'Université de Montréal, Jean Burton possède une vaste expérience dans le domaine de l'environnement en tant que conseiller et planificateur scientifique.

De décembre 2003 à juin 2007, il a travaillé pour l'Agence canadienne de développement international (en détachement) en tant que conseiller canadien à l'Initiative du bassin du fleuve Niger. De 1989 à 2003, il a agi comme conseiller, planificateur et coordonnateur scientifique et adjoint au directeur à Environnement Canada au Centre Saint-Laurent, où il a coprésidé le comité de concertation sur le suivi de l'état du Saint-Laurent. En 1999, il était responsable de la participation canadienne à la Maison du citoyen dans le cadre du deuxième Forum Mondial de l'eau à La Haye. M. Burton a également travaillé en tant que vice-président aux communications et ressources humaines à la SOQUEM. Il a débuté sa carrière comme professeur invité au Département de Sciences biologiques de l'Université de Montréal et attaché de recherches au Centre de recherches écologiques de Montréal de mai 1974 à juin 1982.

M. Burton a remporté plusieurs prix et mentions d'excellence au cours de sa carrière, notamment pour sa participation à Americana 2001 et pour la coordination du travail sur le bilan environnemental du fleuve Saint-Laurent.

Depuis 2007, il est commissaire *ad hoc* à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) et membre du conseil d'administration de la Corporation d'aménagement pour le développement de la rivière L'Assomption (CARA).



JEAN CAOUETTE

Originaire de Québec, Jean Caouette a fait des études en philosophie à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et a, par la suite, complété un baccalauréat en architecture à l'Université Laval. Il a aussi terminé une maîtrise en administration des affaires (MBA) à l'École des hautes études commerciales.

Monsieur Caouette a entrepris sa carrière d'architecte auprès de divers bureaux de Montréal, Québec et Toronto. Il a ensuite occupé les fonctions de directeur des services immobiliers au sein d'une grande entreprise avant de fonder sa propre firme d'architectes en 1992. Un bon nombre des mandats qu'il a réalisés concernaient la réhabilitation/transformation de bâtiments existants ou la construction et l'agrandissement d'usines, ainsi que la réfection d'édifices scolaires. Ses travaux l'ont mené notamment aux États-Unis et en Algérie.

Son implication communautaire l'a conduit à siéger au conseil d'administration de l'Hôpital Jean-Talon, à celui de la CDEC Rosemont-Petite-Patrie, au comité consultatif d'urbanisme de Rosemont–La-Petite-Patrie et au Fonds d'assurance responsabilité de l'Ordre des architectes du Québec.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 43 20-04-30 19:17



ÉRIC CARDINAL

Titulaire d'un baccalauréat en science politique et d'une maîtrise en droit public (spécialisée en droit autochtone), Éric Cardinal possède plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des relations publiques, de l'acceptabilité sociale et des relations avec les communautés. Après avoir commencé sa carrière comme journaliste, il a bifurqué vers le service public, notamment en tant que chef de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones et, récemment, celui de directeur des communications du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs.

Jumelant efficacement son expertise en droit autochtone et ses talents en communication publique pour développer une expertise unique au Québec, il a cumulé un grand nombre de mandats auprès des communautés et organisations des Premières Nations au Québec. Sa participation à la création du Centre de développement communautaire autochtone à Montréal (Autochtone Montréal) a largement contribué au développement de programmes efficaces de relations avec les communautés pour diverses entreprises, organisations et municipalités.

Il a dirigé sa propre firme pendant dix ans, avant de piloter la pratique en affaires autochtones et acceptabilité sociale d'une grande agence de relations publiques, puis celle en acceptabilité sociale et relations avec le milieu d'une importance firme d'ingénierie-conseil. Il occupe présentement le poste de Vice-président d'une entreprise autochtone sise à Montréal.

Son expertise particulière, permettant une compréhension optimale et une analyse en profondeur de divers enjeux, facilite la construction de liens de confiance avec l'ensemble des parties prenantes.



DANIELLE CASARA

Danielle Casara a mené une carrière riche et diversifiée dans le monde syndical pendant plus de vingt ans. D'abord vice-présidente du Syndicat des employés de la Banque Laurentienne du Canada, elle deviendra secrétaire générale puis présidente du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain. Danielle a également fait partie du bureau de direction de la FTQ en tant que vice-présidente représentant les femmes de 2007 à 2010.

Le développement de l'emploi a été au cœur de son implication au sein du Conseil emploi métropole et du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Montréal.

Passionnée de développement économique et social, elle a présidé plusieurs comités d'investissement local du Fonds de solidarité de la FTQ.

Les enjeux de solidarité sociale et de lutte à l'exclusion ont animé le travail de Danielle en tant qu'arbitre au sein du Conseil arbitral de l'assurance-emploi du Grand Montréal pendant plus de dix ans. Elle a également été membre du conseil d'administration de Centraide du Grand Montréal de 2005 à 2011.

Valorisant le travail en concertation, elle a été membre du comité de direction de la Conférence régionale des élus de Montréal et a participé à la mise sur pied de Concertation Montréal. Elle a coprésidé la Table de consultation sur le développement social du Forum montréalais sur la métropole.

Citoyenne engagée, Danielle a fait partie du Conseil des Montréalaises de 2006 à 2012. Elle a également agi à titre de commissaire lors de la consultation publique de la Communauté métropolitaine de Montréal sur le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles en 2015.



PIERRE-CONSTANTIN CHARLES

Pierre-Constantin Charles possède une formation en service social et est détenteur d'un MBA de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. Il évolue dans l'action communautaire et sociale depuis plus de trente ans à titre de gestionnaire d'organisme auprès des nouveaux arrivants et de consultant en gestion de la diversité et en activités philanthropiques. Les enjeux de développement territorial et humain sont au cœur de ses actions professionnelles. Ses fonctions actuelles de conseiller en planification et responsable des relations avec les milieux à Centraide du Grand Montréal lui ont permis de développer une expertise particulière en analyse sociale et territoriale, en évaluation de projet et en concertation.



LORÈNE CRISTINI

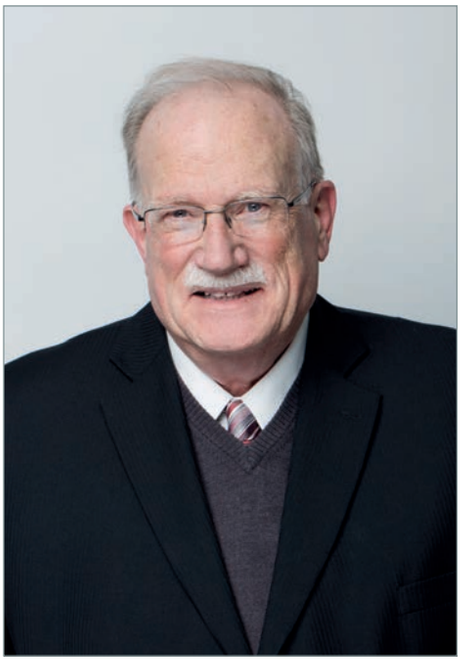
Spécialisée dans les stratégies de responsabilité sociétale et leurs applications aux pratiques d'affaires ainsi qu'en développement organisationnel et gouvernance d'OBNL, elle a travaillé plusieurs années en conseil, comme directrice responsabilité sociétale, puis à des postes de direction d'organismes de bienfaisance en environnement, en tant que directrice générale et directrice stratégie, opérations et richesses humaines.

Elle œuvre actuellement à titre de directrice générale adjointe de l'Observatoire québécois des inégalités, en vue d'accompagner l'organisation à maximiser son impact social à travers ses programmes, ses processus et ses activités grand public. Elle développe un programme destiné aux organisations pour réduire leur empreinte inégalité et elle travaille également en recherche sur les dynamiques entre inégalités socioéconomiques et changements climatiques.

Elle est également présidente du conseil d'administration de Poly-Mer et administratrice de l'Institut de biomimétisme. Son passage au Forum jeunesse de l'île de Montréal ainsi que ses nombreux engagements dans le domaine de l'économie sociale et des organismes à but non lucratif l'ont familiarisé avec les processus de consultation publique. En 2016, elle a été sélectionnée Jeune Femme Leader par Concertation Montréal.

Lorène détient un baccalauréat en administration des affaires et études internationales, une maîtrise en stratégie et un D.E.S.S. en développement durable et responsabilité sociétale à HEC Montréal. Elle a complété sa formation par un certificat en droit de l'Université de Montréal, une formation en gouvernance du Collège des administrateurs de sociétés et un programme en développement organisationnel de l'école des dirigeants d'HEC Montréal. Elle est membre de l'Association canadienne des parajuristes.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 45 20-04-30 19:17



ALAIN DUHAMEL

Monsieur Duhamel a fait une longue carrière comme journaliste. Il est détenteur d'un baccalauréat ès arts (science politique) de l'Université d'Ottawa et diplômé en communications de l'Université Saint-Paul.

Il a débuté sa carrière au journal Le Droit d'Ottawa, pour ensuite devenir correspondant parlementaire du réseau TVA à Ottawa et, par la suite, successivement journaliste au Jour, au Devoir et au Journal Les Affaires. Il a aussi été conseiller auprès du président du comité exécutif de la Ville de Montréal de 1986 à 1994.

Alain Duhamel a été actif dans le mouvement coopératif. Il a été dirigeant élu de la Caisse Desjardins d'Ahuntsic pendant près de 32 ans et a présidé son conseil d'administration pendant dix ans. Il a aussi été représentant au Conseil régional des caisses pour la région Ouest de Montréal du Mouvement Desjardins et enseignant formateur à l'Institut coopératif Desjardins.

Ces récentes années, M. Duhamel collabore à l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP).



HABIB EL-HAGE

Directeur de l'Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPI) du Collège de Maisonneuve, M. Habib El-Hage est détenteur d'un doctorat en sociologie de l'UQAM. Ses intérêts portent sur les pratiques de prévention, d'intervention et de gestion de la diversité dans les entreprises et les institutions publiques. Il est chercheur associé au Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) et membre de l'équipe Migration et ethnicité dans les interventions en santé et en services sociaux (METISS) et de l'équipe Recherche et action sur les polarisations sociales (RAPS).

Il était président du Conseil interculturel de Montréal, où il a coordonné, participé à la rédaction et présenté publiquement plusieurs avis et mémoires aux instances politiques de la Ville de Montréal. Aussi, il était impliqué au Comité sur les services aux nouveaux arrivants et aux communautés culturelles de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le Comité interculturel de l'Association canadienne en santé mentale. Il collabore à plusieurs recherches portant sur la radicalisation. Il a publié récemment les résultats d'une étude portant sur les multiples barrières que vivent les personnes LGBTQ racisées à Montréal ainsi qu'un guide sur l'intervention en contexte de diversité au collégial. Au sein de l'OCPM, M. El-Hage a collaboré aux consultations publiques portant sur l'Agriculture urbaine et la Stratégie centre-ville. Il est également commissaire dans le dossier de consultation publique portant sur le racisme et la discrimination systémiques.



ARIANE ÉMOND

Journaliste indépendante, Ariane Émond a touché à tous les aspects de la communication. Elle a collaboré au *Devoir*, à *Alternatives*, à *La Gazette des femmes*, et à Radio-Canada pendant une vingtaine d'années, ainsi qu'à Télé-Québec. Elle a cofondé le magazine féministe d'actualité *La Vie en rose*. Elle a contribué à une quinzaine de documentaires québécois et remporté plusieurs prix pour son travail au cinéma et en journalisme (dont le Prix René-Lévesque et le Prix Judith-Jasmin). Elle a été la première directrice générale de Culture Montréal.

Son intérêt pour les questions sociales (inégalités, éducation et décrochage, immigration et intégration, enjeux des villes et renouvellement de leur cadre de vie, etc.) traverse son engagement professionnel. Depuis plus de 25 ans, elle agit à titre d'animatrice d'événements, colloques, congrès et débats publics organisés par des ministères, des universités, des municipalités ou le milieu associatif.

Elle est marraine de la fondation *60 millions de filles* (http://60millionsdefilles.org/fr/) qui soutient l'éducation des filles dans les pays en développement. Auteure, elle a publié, notamment, *Les Ponts d'Ariane* (VLB 1994), collaboré à l'album photo *éLOGES* (éditions du passage 2007) et *Les Auberges du cœur : L'art de raccrocher les jeunes* (Bayard Canada 2012) sur les jeunes déboussolés et sans abri dans nos villes. Elle est commissaire à l'OCPM depuis 2008.



CHRISTIAN GIGUÈRE

Détenteur d'un baccalauréat en psychosociologie de la communication (animation de groupe) et d'une maîtrise en philosophie politique – profile éthique publique, Christian Giguère est président, membre fondateur (1999) du Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté (CDEC). Il en a été le directeur général jusqu'en 2015.

Le CDEC a développé et déployé des activités d'éducation et des processus de participation citoyenne et démocratique, touché à plus de 350 000 élèves des écoles de plusieurs régions du Québec et reçu trois prestigieux prix, dont le prix québécois de la citoyenneté Claire Bonenfant pour les valeurs démocratiques décerné par l'Assemblée nationale du Québec.

M. Giguère a prononcé des conférences sur l'éducation, la citoyenneté et la participation démocratique et publié des articles traitant notamment des obstacles à la participation citoyenne.

Élu commissaire scolaire à la Commission scolaire de Montréal en 2007, il a présidé (2007-14) le comité institutionnel sur l'éthique et la gouvernance, piloté la politique sur l'initiation à la vie démocratique, présidé le caucus des commissaires (2012-13) et représenté (2010-13) la CSDM au conseil général de la Fédération des commissions scolaires du Québec. Il y a occupé un poste à la commission politique et a été élu au bureau de direction en 2013. M. Giguère a été nommé commissaire à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en mai 2017, il est affecté à la commission du secteur des Faubourgs où il participe à mettre en place un processus de consultation sur l'avenir du quartier. On lui a également confié le mandat de proposer des façons de rejoindre davantage de jeunes lors des consultations.



JUDY GOLD

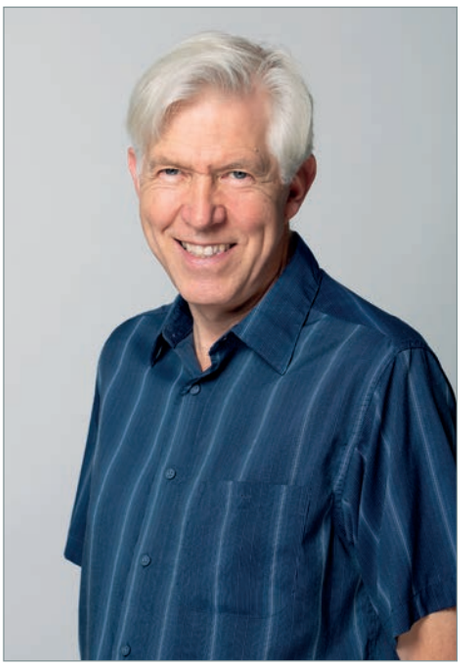
Judy Gold a une formation en anthropologie de l'Université McGill et en service social de l'Université de Montréal.

Commissaire *ad hoc* à l'Office de consultation publique de Montréal depuis 2004, elle a participé, à titre de commissaire ou de présidente, aux consultations publiques sur divers projets dont la politique de développement culturel pour la Ville de Montréal, le plan directeur de développement du site Contrecoeur, le réaménagement des secteurs de l'entrée Peel et de la Clairière du Mont-Royal, le plan d'action famille de Montréal, le projet de réaménagement des Places l'Acadie et Henri-Bourassa, le projet de requalification du secteur Namur–Jean-Talon Ouest, l'*Opération Carte Blanche* du 375e anniversaire de Montréal, l'aménagement du quartier Saint-Raymond et des abords du CUSM et, plus récemment, le racisme et la discrimination systémiques.

Membre à temps partiel au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de 2003 à 2009, elle a siégé à la commission du Projet de prolongement de l'axe du Vallon à Québec et à la commission du Projet d'amélioration des infrastructures de transport terrestre près de l'aéroport Montréal-Trudeau.

En outre, elle travaille depuis plus de trente ans dans le domaine des droits humains, notamment en matière de diversité culturelle, d'inclusion sociale et de développement communautaire, et ce, dans la gestion d'organismes, l'élaboration de programmes et l'analyse de politiques gouvernementales.

Judy Gold a siégé au Tribunal des droits de la personne du Québec de 2009 à 2019.



DAVID HANNA

Retraité depuis 2016, mais encore actif comme professeur associé en urbanisme au département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM, David Hanna est détenteur d'un doctorat en économie de l'Université McGill. Expert en transport urbain et en patrimoine urbain, il possède une longue expérience en consultation publique, ayant notamment mené des mandats pour le Comité consultatif de la Ville de Montréal pour la protection des biens culturels de 1991 à 2003. De 1996 à 2004, il a également exercé la fonction de président du Conseil du patrimoine religieux du Québec. Tout au long de sa carrière, comme en font foi ses nombreuses publications et contributions à des congrès scientifiques, il a développé une vision pertinente et ouverte des enjeux humains économiques, architecturaux et patrimoniaux inhérents à la vie dans la cité.



JACQUES INTERNOSCIA

Titulaire d'un baccalauréat en géographie économique et d'une maîtrise en administration des affaires, Jacques Internoscia s'est spécialisé dans les domaines des transports et des infrastructures. Anciennement commissaire au développement économique des transports à la Ville de Montréal, il a notamment occupé les fonctions de directeur de la planification corporative de la Société de transport de Montréal et de vice-président de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

Sa carrière s'est poursuivie auprès d'OBNL à titre de directeur des projets stratégiques de l'Association de l'aluminium du Canada et de la grappe industrielle de l'aluminium du Québec, AluQuébec, où l'objectif était de développer l'empreinte de ce secteur au Québec, notamment dans les champs des transports, des infrastructures et du bâtiment durable.

Gestionnaire visionnaire, il a aussi dirigé le Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) et occupé des fonctions-conseils dans ses domaines d'expertise.



STÉPHANIE JÉRÉMIE

Stéphanie Jérémie a développé une bonne expertise dans le travail auprès des jeunes pour les inciter à vivre une citoyenneté pleine et entière. Ses compétences en coordination de démarches participatives et en résolution de conflits lui servent à innover et à cocréer des programmes qui stimulent la prise de parole des jeunes et leur engagement social. Tout au long de sa jeune carrière, elle s'est dévouée à la défense des droits de la personne, notamment à travers la mise en récit des voix des citoyens. Son dévouement à représenter les communautés ethnolinguistiques minoritaires montréalaises amène de nouvelles perspectives dans la recherche de la participation sans exclusion.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 49 20-04-30 19:17



DANIELLE LANDRY

Danielle Landry a à son actif trente années d'expérience en intervention éducative et sociale dans le but d'encourager l'engagement volontaire, le leadership et l'action démocratique au sein de la société civile. Elle a acquis une solide expérience en gestion de programme, tant dans la fonction publique québécoise que dans le milieu communautaire.

Détentrice de plusieurs distinctions d'envergure montréalaise et canadienne, son rayon d'action l'a amenée à agir à titre de catalyseur de la capacité des collectivités et de l'inclusion sociale dans les projets de participation publique et d'éducation. Elle est également très engagée dans les mouvements de conservation de la nature et de protection de l'environnement et dirige sa propre entreprise de services-conseils.



HÉLÈNE LAPERRIÈRE

Hélène Laperrière est titulaire d'un baccalauréat en géographie/sciences économiques de l'Université Laval, d'une maîtrise en urbanisme et d'un doctorat en aménagement de l'Université de Montréal, et a été doublement boursière postdoctorale (CRSH et INRS-Urbanisation). Mme Laperrière est membre de l'OUQ depuis 1982.

Spécialisée en études urbaines, en planification stratégique et en aménagement culturel et patrimonial, Hélène Laperrière exerce l'urbanisme en pratique privée, tout en œuvrant en recherche appliquée. Elle a enseigné en Chine en 2009 et a conseillé les autorités universitaires en développement urbain. Sa pratique professionnelle est fondée sur l'écoute, la mise en place de méthodologies innovantes et ciblées, de même que sur la recherche de solutions orientées vers une amélioration constante du développement urbain durable au bénéfice de la collectivité.

De 2000 à 2003, elle a participé au jury d'architecture, puis au comité de construction de la BnQ. De 1999 à 2009, elle a également été vice-présidente du CA du MAI. De 2005 à 2008, elle a été membre du Comité éditorial de la revue Urbanité. Elle est l'auteure de guides historiques et patrimoniaux des régions du Québec, signe de nombreux articles et prononce régulièrement des conférences.

Depuis 2004, Mme Laperrière est impliquée à l'OCPM, tour à tour comme expert, commissaire et présidente de commission. De plus, au cours de ces années et à diverses occasions, elle a représenté l'Office à titre de conférencière et animatrice d'ateliers et de tables rondes.



MARIE LEAHEY

Marie Leahey est maintenant retraitée après avoir été coordonnatrice du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes. Auparavant, elle a travaillé à la Fédération québécoise des organismes communautaires famille et dans un service d'employabilité, le SORIF. Son intérêt pour le développement régional l'a amené à travailler à la Conférence régionale des élus de Montréal. Diplômée de l'UQAM en Éducation, elle est une administratrice certifiée de société par le Collège des administrateurs de l'Université Laval.

Préoccupée par l'autonomie financière des femmes et l'apport de celles-ci au développement social et économique, elle s'est impliquée dans plusieurs organismes, dont la présidence du Conseil des Montréalaises et le Réseau habitation femmes. Elle est l'une des membres fondatrices de Vivacité, société immobilière équitable. Elle siège actuellement au conseil d'administration de la Fondation Béati.



GAÉTAN LEBEAU

Gaétan Lebeau s'intéresse depuis longtemps aux problématiques de vie en milieu urbain. En 1974, il participe à la fondation du Rassemblement des Citoyens de Montréal. Élu conseiller municipal (1974-1978), il s'intéresse particulièrement aux enjeux d'aménagement, de participation citoyenne et de démocratie. Dans les années 1980, il œuvre en CLSC et participe à la mise sur pied de divers organismes communautaires ou de concertation.

À la Société de transport de Montréal pendant une vingtaine d'années, il exerce différents rôles professionnels seniors en communication, en développement organisationnel, en gestion du changement ainsi qu'en amélioration des processus d'affaires et de la performance. Il a développé une expertise particulière pour l'animation des groupes qui s'engagent dans une démarche de résolution de problèmes ou d'amélioration.

Parallèlement, en tant que membre du Conseil d'administration de l'Institut d'administration publique du Grand Montréal (IAPGM-IAPC), de 1992 à 2004, il assume les fonctions de secrétaire, puis de président du comité de programmation. En 2000, il initie la mise sur pied de l'organisme *Jeunes Fonctionnaires d'un jour*, dont il préside la destinée jusqu'en 2008. Cet OBNL contribue à la persévérance scolaire, tout en valorisant la qualité des services publics en offrant des stages dans les organisations publiques pour les jeunes des écoles secondaires.

Il a mené des études de maîtrise en sociologie et détient une maîtrise en administration publique. Il a été formateur associé à l'École nationale d'administration publique (ENAP) puis à l'École de technologie supérieure (ÉTS) où il enseigne toujours. Il poursuit aujourd'hui sa pratique comme consultant.



MARIE CLAUDE MASSICOTTE

Architecte paysagiste de formation et possédant de nombreuses attestations en gestion de projets et en environnement, Marie Claude Massicotte détient plus de 33 années d'expérience en gestion de projets en milieu urbain et métropolitain. Professionnelle et gestionnaire reconnue pour son expertise dans le développement des réseaux verts et bleus, la régénération de sites perturbés (friche, lieux contaminés), l'aménagement riverain et le design urbain, elle a travaillé pendant plus de 29 ans comme architecte paysagiste, chef d'équipe et gestionnaire en milieu municipal. Dans ses projets, elle valorise l'innovation, la concertation, le ralliement par la vision et le renforcement par la multidisciplinarité. Elle a coordonné et planifié la mise en œuvre de plusieurs parcs urbains et grands projets de développement dont plusieurs ont reçu des distinctions. Elle a aussi orchestré des projets de coopération internationale (Paris, Shanghai). Elle est récipiendaire du prix Frederick Todd 2015 de l'AAPQ (Association des architectes paysagistes du Québec).

Elle opère présentement son bureau d'expertise en architecture de paysage et enseigne depuis 2016 à la faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal (école d'urbanisme et d'architecture de paysage) aux niveaux BAC et maîtrise en architecture de paysage.



SUZANN MÉTHOT

Suzann Méthot a été présidente de 2016 à 2019 du COMEX (Comité d'examen sur les répercussions sur l'environnement et le milieu social), un organisme indépendant composé de membres nommés par les gouvernements du Québec et de la nation crie responsable de l'évaluation et de l'examen des impacts des projets régis par la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ). Les vingt dernières années de sa carrière lui ont permis de renforcer son expertise dans les domaines de l'environnement, du développement responsable et durable, des relations gouvernementales (municipales, provinciales, fédérales et autochtones) et des relations avec les parties prenantes du Nord québécois.

Communicatrice rassembleuse, elle a également piloté tout au long de sa carrière de nombreux exercices de consultation et de concertation pour la mise en œuvre de projets de développement durable et de gouvernance respectueuse des relations avec les nations autochtones. Suzann poursuit aujourd'hui sa carrière à titre de consultante auprès d'organisations diverses.



MARTINE MUSAU

L'expérience professionnelle de Martine Musau cadre parfaitement avec les mandats de l'Office. Tant les fonctions d'officier municipal qu'elle a occupées entre 2012 et 2019 à titre de directrice des affaires juridiques et greffière des villes d'Amqui et de Kirkland que sa pratique actuelle d'avocate en droit municipal, l'ont amenée à bien saisir les enjeux rencontrés par les décideurs municipaux.

Elle a notamment chapeauté la refonte des règlements d'urbanisme d'une ville liée, a contribué à la création de cadres de consultation publique transparents et efficaces, a eu à élaborer pour des gouvernements locaux des stratégies relatives aux questions d'urbanisme et d'aménagement, de gestion contractuelle et d'éthique. Elle a également dirigé des sessions de formation pour des élus et des cadres municipaux.



NADJA RAPHAËL

Nadja Raphaël est avocate et coach certifiée par l'*International Coach Federation* (ICF).

Elle possède un profil multidisciplinaire en droit, en relations publiques et en coaching. Avant d'être à la tête de son cabinet en coaching professionnel, elle a occupé des postes stratégiques, notamment celui de chef de cabinet du bâtonnier du Québec et celui de responsable des relations avec les médias au sein d'un ministère canadien voué au développement économique des PME au Québec. Elle connaît bien les milieux institutionnels et gouvernementaux, où se côtoient intimement des enjeux politiques et administratifs.

Nadja possède un intérêt marqué pour « l'empowerment », tant d'un point de vue individuel que collectif. C'est d'ailleurs la principale raison qui l'a menée à obtenir un diplôme d'études supérieures en Prévention et résolution des différends (médiation et négociation raisonnée) et à s'intéresser à la participation publique.



DANIELLE SAUVAGE

Danielle Sauvage est une gestionnaire culturelle de haut niveau. Au cours de sa carrière, elle a notamment occupé le poste de Directrice générale du Conseil des arts de Montréal de 2002 à 2013. Sous sa gouverne, le rayonnement du Conseil et son impact au sein du milieu culturel montréalais se sont accrus considérablement. Elle s'intéresse particulièrement à la promotion et à l'inclusion de la relève et de la diversité ainsi qu'aux pratiques novatrices.

Récipiendaire de plusieurs prix et distinctions, dont l'ordre du Québec reçu en 2018, elle a participé à titre de consultante en communications à l'organisation de nombreuses consultations publiques, notamment sur les projets d'agrandissement du Musée des beaux-arts de Montréal, de la salle de l'Orchestre Symphonique de Montréal et du Musée d'art contemporain de Montréal.



MICHEL SÉGUIN

Michel Séguin est détenteur d'un baccalauréat en sciences sociales de l'Université d'Ottawa, d'une maîtrise en études environnementales de l'Université York à Toronto et d'un doctorat en sociologie de l'Université de Montréal.

Il a œuvré dans le domaine des communications à la CBC, à Communications Canada et à la chaîne française de TVOntario, mais aussi dans le domaine de l'environnement. Il a été représentant des groupes environnementaux au Conseil canadien des ministres de l'environnement. Parmi ses réalisations, notons la mise sur pied de la Semaine québécoise de réduction des déchets, célébrée depuis 2001. Il a également coordonné le projet C-Vert de la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman entre 2005 et 2015, projet lauréat d'un Phénix de l'environnement en 2012. En 2015, il préside la Commission indépendante de consultation publique du projet de Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Il a aussi été actif dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, entre autres, comme chercheur associé aux universités de Sherbrooke et de Montréal et est l'auteur de nombreux livres et publications, principalement dans le domaine de l'environnement.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 54 20-04-30 19:17



LUBA SERGE

Luba Serge détient une maîtrise en urbanisme et un doctorat en sciences sociales. Elle est membre de l'Ordre des urbanistes du Québec et possède une expérience dans divers domaines liés à l'habitation et à la revitalisation des quartiers. Elle a participé à la mise sur pied de projets de coopératives d'habitation dans des quartiers montréalais, à la planification et au développement du projet Milton Parc, ainsi qu'à l'élaboration du projet de la Fiducie foncière communautaire Benny Farm. Elle a travaillé au Service de l'habitation de la Ville de Montréal lors de l'élaboration de l'énoncé de politique sur l'habitation et à la Société d'habitation et de développement de Montréal, où elle a entrepris le suivi et l'évaluation du Programme d'acquisition de logements locatifs et son impact sur la revitalisation des quartiers et sur l'amélioration de la sécurité et la prévention de la criminalité.

En tant que consultante, elle a entrepris des études sur la question du sans-abrisme, le logement pour personnes âgées, l'exclusion sociale, ainsi que le logement abordable et communautaire. De plus, elle a participé à divers projets tels l'introduction des méthodes de construction domiciliaire canadienne en Russie et un projet pilote de mise sur pied de fiducies foncières communautaires dans deux quartiers montréalais. De 1992 à 1998, elle a été membre du CCU de la Ville de Montréal-Ouest. Outre son travail en tant que consultante, elle enseigne aux niveaux collégial et universitaire. Elle a été nommée commissaire *ad hoc* de l'OCPM en avril 2008.



FRANCINE SIMARD

Francine Simard est détentrice d'un MBA des HEC. Elle est présentement présidente-directrice générale de Repère communication et recherche, une firme spécialisée dans la recherche qualitative et quantitative, l'animation de groupes de discussion et d'entretiens individuels, le développement de méthodologies de consultation, ainsi que la gestion de projets et d'équipes.

L'essentiel de sa carrière s'est déployé au cours des vingt-cinq dernières années, à titre de vice-présidente recherche chez Léger Marketing (1990-2000) et chez Baromètre (2000-2002) et de PDG à Repère communication et recherche (2002-…). Elle a parmi ses clients des agences gouvernementales, des médias, des ministères, des entreprises culturelles et des associations professionnelles. Sa vaste expérience auprès d'un ensemble de clientèles lui permet d'utiliser diverses techniques pour explorer les besoins et les attentes de groupes variés et d'évaluer leur intérêt pour des services nouveaux, des politiques novatrices ou des projets existants ou à améliorer.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 55 20-04-30 19:17



JEAN-FRANÇOIS THUOT

Jean-François Thuot est détenteur d'un Ph. D. en science politique (UQAM). Il est également membre de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec (Adm.A) et administrateur de sociétés certifié (ASC). Sa carrière a débuté dans l'enseignement universitaire en formation à distance, à la Télé-université. Il a œuvré ensuite dans le monde des professions réglementées, au sein duquel il a notamment assumé, de 2007 à 2017, la direction générale du Conseil interprofessionnel du Québec, le regroupement des 46 ordres professionnels. Il a su, au fil de ces années, parfaire son rôle de facilitateur et rallier avec diplomatie des groupes de parties prenantes.

Il agit maintenant à titre de conseiller stratégique, d'analyste et de formateur en gouvernance. Il est également l'auteur de plusieurs articles portant sur les processus démocratiques et divers enjeux de politiques publiques.



RADOUAN TORKMANI

Formé en architecture et en ingénierie, Radouan Torkmani œuvre présentement à l'élaboration, la planification et la coordination de projets de nouvelles écoles à la CSDM. Ses recherches en architecture misent sur l'échange avec les utilisateurs pour déterminer les formes et les parcours. Spécialiste de la recherche active de consensus, il a démontré un engagement social exemplaire et une grande capacité à exercer du leadership et de la vision. Il est notamment membre du « Groupe des 30 » de Concertation Montréal qui réunit 30 ambassadrices et ambassadeurs issus des groupes ethnoculturels ayant de l'expérience au sein de conseils d'administration (CA) pour inciter d'autres personnes talentueuses à suivre leurs pas.



ARLINDO VIEIRA

Arlindo Vieira est diplômé de la faculté de science politique et de droit de l'UQAM et titulaire d'un diplôme de deuxième cycle de la faculté de droit de l'Université de Montréal.

Outre les années accumulées comme avocat de pratique privée, Arlindo Vieira possède une vaste expérience de décideur et de gestionnaire dans divers milieux gouvernementaux et communautaires. Il y a exercé, à différentes époques, la fonction de directeur d'un cabinet ministériel, de président du Conseil des relations interculturelles (C.R.I.), de juge administratif à la Régie des alcools, des courses et des jeux et de directeur général de Radio Centre-Ville.

Alors qu'il assumait les fonctions de président du C.R.I., Arlindo Vieira a eu l'occasion d'agir à titre de médiateur et de diriger plusieurs consultations sur des enjeux reliés aux relations interculturelles et à la gestion de la diversité dans la société québécoise et dans l'agglomération montréalaise.

Arlindo Vieira a également à son crédit une expérience de consultation publique dans le domaine du patrimoine à titre de membre du Groupe conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec.

Arlindo Vieira est aussi reconnu pour son engagement social ayant œuvré dans multiples comités et organismes communautaires. La Ligue des droits et libertés, le Centre Multiethnique Saint-Louis, la Caisse Populaire des Portugais, le Centre sociocommunautaire de Montréal, le Centre Justice et Foi, le Comité des communautés culturelles du Barreau du Québec et la Fondation de la Tolérance sont quelques-uns des organismes où il siège ou qui ont bénéficié de son leadership et de son engagement au fil des ans.

Il a été commissaire de l'OCPM de 2008 à 2011, et a été renommé en 2015 pour un autre mandat



JOSHUA WOLFE

Joshua Wolfe détient une maîtrise en urbanisme de l'Université de Montréal, de même qu'un baccalauréat en Science & Human Affairs de l'Université Concordia. Il agit comme conseiller en développement durable pour les municipalités et les ONG. En 1990, il a été reçu membre de l'American Institute of Certified Planners. Il a enseigné le développement durable des villes et la participation publique à l'Université Concordia, à l'UCLA Extension Public Policy Program, à l'Université McGill, ainsi qu'à l'Institut international de gestion des grandes métropoles et l'International Association for Public Participation.

Natif de Montréal, M. Wolfe a aussi vécu en Californie où il a effectué des études d'impact environnemental et préparé des plans d'urbanisme pour diverses municipalités et autres organismes publics des régions de San Francisco et de San Diego. À Montréal, il a été directeur général de la Fondation Héritage Montréal et a contribué sur une base régulière à la chronique d'architecture et d'urbanisme du journal *The Gazette*. De plus, il est l'auteur d'une cinquantaine d'articles, chapitres de livres et papiers scientifiques et coauteur du Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal (Éditions Écosociété). Il a mis sur pied le Comité du patrimoine bâti juif et a fait partie du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine religieux du Québec. Il a été un des fondateurs de la coopérative d'habitation les Tourelles, à Milton-Parc, où il a vécu pendant plus de quinze ans. Ayant déjà siégé au conseil d'administration national de la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP), il a été président de SNAP-Québec de 2013 à 2015.

Annexe II

EXTRAITS
CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, L.R.Q., c. C.-11.4

SECTION I
OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE

Institution.

75. Est institué l'Office de consultation publique de Montréal.

2000, c. 56, ann. I, a. 75.

Président.

76. Le conseil, par une décision prise aux deux tiers des voix de ses membres, et parmi des candidats qui ont une compétence particulière en matière de consultation publique, désigne un président de l'office et peut désigner des commissaires. Il peut, dans la même résolution, déterminer leur rémunération et leurs autres conditions de travail, sous réserve, le cas échéant, d'un règlement adopté en vertu de l'article 79.

Mandat.

Le mandat du président est d'une durée de quatre ans. Il exerce ses fonctions à plein temps.

Mandat.

La durée du mandat d'un commissaire est précisée dans la résolution qui le nomme et ne peut être supérieure à quatre ans. À défaut de mention à ce sujet dans la résolution, elle est de quatre ans.

2000, c. 56, ann. I, a. 76; 2001, c. 25, a. 257.

Commissaire supplémentaire.

77. Le conseil de la ville peut, sur demande du président de l'Office et par une décision prise aux deux tiers des voix exprimées, nommer, pour la période déterminée dans la résolution, tout commissaire supplémentaire choisi à même une liste dressée par le comité exécutif, et déterminer sa rémunération et ses autres conditions de travail.

Liste.

Le président peut, annuellement, proposer une liste au comité exécutif.

Restrictions.

Seules peuvent être sur une liste visée au premier ou au deuxième alinéa des personnes qui ont des compétences particulières en matière de consultation publique.

2000, c. 56, ann. I, a. 77; 2001, c. 25, a. 258.

Inhabilité.

78. Les membres du conseil de la ville ou d'un conseil d'arrondissement ainsi que les fonctionnaires et employés de la ville sont inhabiles à exercer les fonctions de président et de commissaire.

2000, c. 56, ann. I, a. 78.

Rénumération.

79. Le conseil de la ville peut, par un règlement adopté aux deux tiers des voix exprimées, fixer la rémunération du président et celle des commissaires. Ceux-ci ont droit au remboursement par l'office des dépenses autorisées par celui-ci et engagées dans l'exercice de leurs fonctions.

2000, c. 56, ann. I, a. 79; 2001, c. 25, a. 259.

Personnel.

80. Le président peut s'adjoindre le personnel dont il a besoin pour l'exercice des fonctions de l'Office et fixer sa rémunération. Les employés de l'Office ne sont pas des employés de la ville.

Affectation d'employé.

Le conseil de la ville peut également affecter aux fonctions de l'Office tout employé de la ville qu'il désigne.

Trésorier.

Le trésorier de la ville ou l'adjoint qu'il désigne est le trésorier de l'Office.

2000, c. 56, ann. I, a. 80.

Exercice financier et vérification.

81. L'exercice financier de l'Office coïncide avec celui de la ville et le vérificateur de cette dernière vérifie les états financiers de l'Office et, dans les 120 jours suivant la fin de l'exercice financier, fait rapport de son examen au conseil.

2000, c. 56, ann. I, a. 81.

Sommes nécessaires.

82. Le conseil met à la disposition de l'Office les sommes nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Sommes minimales.

Le conseil doit, par règlement, prescrire le montant minimal des sommes qui doivent être mises annuellement à la disposition de l'Office. Le trésorier de la ville doit inclure le montant ainsi prescrit dans le certificat qu'il prépare conformément à l'article 474 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19).

2000, c. 56, ann. I, a. 82.

Fonctions.

83. L'Office a pour fonctions :

1° de proposer des règles visant à encadrer la consultation publique faite par une instance de la ville responsable de cette consultation en vertu de toute disposition applicable afin d'assurer la mise en place de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces;

2° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement révisant le plan d'urbanisme de la ville;

2.1° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la ville, à l'exception de ceux adoptés par un conseil d'arrondissement;

2.2° de tenir la consultation publique sur le projet de règlement édictant la politique de participation publique prévue à l'article 80.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), malgré l'article 80.4 de cette loi;

3° de tenir, sur tout projet désigné par le conseil ou le comité exécutif de la ville et à la demande de l'un ou de l'autre, des audiences publiques sur le territoire de la ville;

4° de tenir une consultation publique sur tout élément désigné à cette fin dans la politique de participation publique adoptée en vertu de l'article 80.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Dispositions non applicables.

Toutefois, ni le paragraphe 2° du premier alinéa, ni les articles 109.2 à 109.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ne s'appliquent à un projet de règlement dont l'unique but est de modifier le plan d'urbanisme de la ville afin de permettre la réalisation d'un projet visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89.

Comptes.

L'Office rend compte au conseil de ses activités à la demande de celui-ci ou du comité exécutif et au moins une fois l'an. À cette occasion, il peut lui faire toute recommandation.

2000, c. 56, ann. I, a. 83; 2003, c. 19, a. 61; 2003, c. 28, a. 23; 2008, c. 19, a. 6.

(…)

SECTION II
COMPÉTENCES PARTICULIÈRES DE LA VILLE

§ 1. — *Généralités*

88. Le plan d'urbanisme de la ville doit comprendre, en plus des éléments mentionnés à l'article 83 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), un document complémentaire établissant des règles et des critères dont doivent tenir compte, dans tout règlement visé à l'article 131, les conseils d'arrondissement et obligeant ces derniers à prévoir, dans un tel règlement, des dispositions au moins aussi contraignantes que celles établies dans le document.

Règles d'hamonisation.

Il peut comprendre, en outre des éléments mentionnés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, relativement à tout ou partie du territoire de la ville, des règles visant à assurer l'harmonisation des règlements qui peuvent être adoptés par un conseil d'arrondissement en vertu de l'article 131 ou la cohérence du développement de la ville.

2000, c. 56, ann. I, a. 88; 2001, c. 25, a. 265.

Projets permis par règlement de la ville.

89. Le conseil de la ville peut, par règlement, permettre, malgré tout règlement adopté par un conseil d'arrondissement, la réalisation d'un projet relatif :

1° à un équipement collectif ou institutionnel, tel un équipement culturel, un hôpital, un établissement public d'enseignement, un établissement d'enseignement de niveau collégial ou universitaire, un centre des congrès, un établissement de détention, un cimetière, un parc régional ou un jardin botanique;

2° à de grandes infrastructures, tel un aéroport, un port, une gare, une cour ou une gare de triage ou un établissement d'assainissement, de filtration ou d'épuration des eaux;

3° à un établissement résidentiel, commercial ou industriel situé dans le centre des affaires ou, s'il est situé hors du centre des affaires, dont la superficie de plancher est supérieure à 15 000 m^2;

4° à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8);

5° à un bien culturel reconnu ou classé ou à un monument historique cité conformément à la Loi sur les biens culturels (chapitre B-4) ou dont le site envisagé est situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans un site du patrimoine au sens de cette loi.

Centre des affaires.

Aux fins du paragraphe 3° du premier alinéa, le centre des affaires comprend la partie du territoire de la ville délimité par la rue Saint-Urbain, depuis la rue Sherbrooke Ouest jusqu'à la rue Sainte-Catherine Ouest, par la rue Sainte-Catherine Ouest jusqu'à la rue Clark, par la rue Clark jusqu'au boulevard René-Lévesque Ouest, par le boulevard René-Lévesque Ouest jusqu'à la rue Saint-Urbain, par la rue Saint-Urbain jusqu'à la côte de la Place d'Armes, par la côte de la Place d'Armes jusqu'à la Place d'Armes, de la Place d'Armes jusqu'à la rue Notre-Dame Ouest, par la rue Notre-Dame Ouest jusqu'à la rue de la Montagne, par la rue de la Montagne jusqu'à la rue Saint-Antoine Ouest, par la rue Saint-Antoine Ouest jusqu'à la rue Lucien-Lallier, par la rue Lucien-L'Allier jusqu'au boulevard René-Lévesque Ouest, par le boulevard René-Lévesque Ouest jusqu'à la rue de la Montagne, par la rue de la Montagne jusqu'aux terrains bordant le côté nord du boulevard René-Lévesque, des terrains bordant le côté nord du boulevard René-Lévesque jusqu'à la rue Drummond, de la rue Drummond jusqu'à la rue Sherbrooke Ouest et de la rue Sherbrooke Ouest jusqu'à la rue Saint-Urbain.

Règles d'urbanisme.

Un règlement visé au premier alinéa ne peut contenir que les règles d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet. Il a pour effet de modifier tout règlement en vigueur adopté par le conseil d'arrondissement, dans la mesure qu'il doit prévoir de manière précise et spécifique.

2000, c. 56, ann. I, a. 89; 2001, c. 25, a. 265; 2002, c. 77, a. 13; 2003, c. 19, a. 62.

Approbation référendaire.

89.1. Malgré le troisième alinéa de l'article 123 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), un règlement adopté par le conseil de la ville en vertu de l'article 89 n'est pas susceptible d'approbation référendaire, sauf dans le cas d'un règlement permettant la réalisation d'un projet visé au paragraphe 5° du premier alinéa de cet article.

Consultation publique.

Le projet d'un règlement visé au premier alinéa de l'article 89 doit faire l'objet d'une consultation publique effectuée par l'Office de consultation publique de Montréal, qui doit à cette fin tenir des audiences publiques et rendre compte de cette consultation au moyen d'un rapport dans lequel il peut faire toute recommandation.

Interprétation.

La consultation publique visée au deuxième alinéa tient lieu de celle prévue aux articles 125 à 127 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Dans le cas d'un règlement susceptible d'approbation référendaire, le dépôt au conseil du rapport de l'Office de consultation publique tient lieu, pour l'application de l'article 128 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, de la tenue de l'assemblée publique visée à l'article 125 de cette loi.

Dispositions non applicables.

Pour l'application des articles 130 à 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme à un règlement permettant la réalisation d'un projet visé au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 89, lorsque ce projet est situé dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, les dispositions suivantes s'appliquent :

1° les demandes de participation à un référendum en fonction du second projet de règlement peuvent provenir de l'ensemble de l'arrondissement dans lequel le projet est envisagé, ou de l'ensemble des arrondissements touchés par le projet, le cas échéant;

2° l'avis public prévu à l'article 132 est dispensé de la description et de la mention des zones ou secteurs de zone d'où peut provenir une demande;

3° la demande prévue à l'article 133 est dispensée d'indiquer clairement la zone ou le secteur de zone d'où elle provient;

4° malgré l'article 136.1 de cette loi, le règlement qui, le cas échéant, a été adopté en vertu de l'article 136 de cette loi doit être approuvé par les personnes habiles à voter de l'arrondissement touché par le projet, ou par celles de l'ensemble des arrondissements touchés par le projet, le cas échéant.

Dispositions non applicables.

Toutefois :

1° le quatrième alinéa ne s'applique pas à un règlement ayant pour but de permettre la réalisation d'un projet, visée au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 89, projeté par le gouvernement ou par l'un de ses ministres, mandataires ou organismes;

2° ni le deuxième alinéa, ni les articles 125 à 127 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ne s'appliquent au projet d'un règlement dont l'unique but est de permettre la réalisation d'un projet visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89.

2001, c. 25, a. 265; D. 1308-2001, a. 11; 2003, c. 19, a. 63; 2008, c. 18, a. 6.

89.1.1 Pour l'application des articles 89 et 89.1, lorsque la décision de réaliser un projet visé au premier alinéa de l'article 89 ou de permettre sa réalisation, sous réserve des règles d'urbanisme applicables, fait partie de l'exercice d'une compétence d'agglomération prévue par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001), la mention d'un règlement adopté par un conseil d'arrondissement vise également un règlement adopté par le conseil d'une municipalité mentionnée à l'article 4 de cette loi.

L'adaptation prévue au premier alinéa s'applique en outre de toute autre qui découle de cette loi, notamment celles selon lesquelles la mention du conseil de la ville signifie le conseil d'agglomération et la mention du territoire de la ville signifie l'agglomération. Cette seconde adaptation s'applique particulièrement, dans le cas visé au premier alinéa, aux fins de la compétence de l'Office de consultation publique de Montréal qui est prévue au deuxième alinéa de l'article 89.1.

D. 1213-2005, a. 7

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 61 20-04-30 19:17

Annexe III

LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE L'OFFICE

L'Office s'est doté de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces aux termes desquels il rend compte, dans un rapport, des opinions exprimées par les citoyens présents aux audiences.

Conformément à ses obligations et responsabilités, l'Office chapeaute les commissions et gère ses activités. Le secrétariat général est responsable d'appuyer le travail des commissaires et d'effectuer l'administration générale de l'Office.

Les ressources matérielles

Les bureaux de l'Office sont situés au 1550, rue Metcalfe, 14e étage. En plus des espaces pour son secrétariat, l'Office dispose de salles qui servent pour des réunions préparatoires aux consultations et aux audiences publiques.

Les ressources humaines

L'équipe de l'Office est constituée de commissaires, nommés par le conseil municipal, d'un personnel administratif et de collaborateurs externes, embauchés sur une base contractuelle. Ces derniers sont responsables de la préparation des consultations et du soutien aux commissaires dans leur travail.

Les commissaires

En septembre 2018, le conseil municipal a nommé Mme Dominique Ollivier à titre de présidente de l'Office pour un deuxième mandat de quatre ans. Sur recommandation de la présidence, un certain nombre de commissaires à temps partiel sont nommés par le conseil municipal pour tenir les consultations. Ces derniers ne peuvent être des employés de la Ville ou des élus municipaux.

Les commissaires ont la responsabilité de siéger aux consultations publiques et de rédiger les rapports pour le conseil municipal. Dans ces rapports, ils font toute recommandation qu'ils jugent appropriée.

La présidente

Dominique Ollivier

Les commissaires *ad hoc* en 2019

Maryse Alcindor, Priscilla Ananian, Claudia Atomei, Isabelle Beaulieu, Mounia Benalil, Bruno Bergeron, Bruno-Serge Boucher, Nicole Brodeur, Jean Burton, Jean Caouette, Éric Cardinal, Danielle Casara, Pierre-Constantin Charles, Lorène Cristini, Alain Duhamel, Habib El-Hage, Ariane Émond, Christian Giguère, Judy Gold, David Hanna, Jacques Internoscia, Stéphanie Jérémie, Danielle Landry, Hélène Laperrière, Marie Leahey, Gaétan Lebeau, Marie Claude Massicotte, Suzann Méthot, Martine Musau, Nadja Raphaël, Danielle Sauvage, Michel Séguin, Luba Serge, Francine Simard, Jean-François Thuot, Radouan Torkmani, Arlindo Vieira, Joshua Wolfe.

Les notes biographiques des commissaires se retrouvent en Annexe I de ce document.

Le personnel

Pour appuyer les commissaires dans la préparation et la tenue des consultations ainsi que dans la rédaction des rapports, l'Office a mis en place une structure administrative.

C'est ainsi que l'Office s'est donné un secrétariat général réduit, constitué d'un secrétaire général, M. Luc Doray, appuyé par une petite équipe d'employés. M. Doray est un fonctionnaire permanent de la Ville de Montréal qui a été affecté à l'OCPM par le comité exécutif à l'automne 2002. Des employés contractuels sont aussi embauchés au besoin. La Charte de la Ville de Montréal prévoit que les employés de l'Office ne sont pas des employés de la Ville, mais que le conseil de la ville peut affecter aux fonctions de l'Office tout employé qu'il désigne (article 80).

Les collaborateurs

L'Office peut s'appuyer sur un réseau fidèle de collaborateurs pour la réalisation de son mandat. En outre, pour assister les citoyens et les commissaires dans la compréhension des projets et de leurs enjeux, l'Office a pu compter sur le soutien et l'expérience des employés, des professionnels, des cadres, des élus des arrondissements et des services centraux.

De plus, un bon nombre de ressources externes ont mis à notre disposition leurs connaissances et leur expertise. Sans la collaboration de chacun, l'Office n'aurait pas réussi à diffuser l'information pertinente aux citoyens en vue d'obtenir leurs points de vue sur les projets présentés en consultation publique.

LES PRATIQUES DE L'OFFICE

L'OCPM a élaboré un *code de déontologie* pour encadrer la pratique des commissaires. En plus des dispositions générales, le code couvre la question de l'indépendance des commissaires et de leur devoir de réserve.

LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES COMMISSAIRES

L'Office de consultation publique de Montréal a pour mandat de tenir des consultations publiques crédibles, transparentes et efficaces. Toute personne qui accepte d'agir comme commissaire de l'Office, que ce soit à temps plein, partiel ou *ad hoc*, doit agir dans l'intérêt public, avec équité, intégrité, dignité, honneur et impartialité. Elle s'engage, notamment à respecter le code de déontologie de l'Office.

Dispositions générales

1. Les commissaires servent le public de façon irréprochable et au meilleur de leur connaissance.

2. Les commissaires évitent toute activité incompatible avec l'exercice de leurs fonctions ou qui risque de nuire à l'image et à la crédibilité de l'Office et de ses commissaires.

3. Les commissaires avisent la présidence de l'Office de toute situation qui risquerait d'entacher sa crédibilité ou celle de l'Office.

4. Les commissaires font preuve de neutralité politique dans l'exercice de leurs fonctions.

5. Les commissaires n'utilisent pas indûment leur titre ou leur statut de commissaire.

6. Les commissaires respectent la loi ainsi que les règles de procédure, les politiques et les orientations générales de l'Office. Dans leurs décisions touchant la bonne marche d'un mandat, ils respectent le principe de la saine gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

Indépendance

7. Les commissaires évitent tout conflit d'intérêts. Ils évitent aussi de se placer dans une situation qui pourrait évoluer vers un conflit d'intérêts ou les mettre en position de vulnérabilité.

8. Les commissaires doivent informer sans délai la présidence de l'Office de toute situation pouvant mettre en cause leur indépendance ou leur impartialité.

9. Les commissaires ne peuvent accorder, solliciter ou accepter, pour eux-mêmes ou pour une autre personne, une faveur ou un avantage indu. Ils ne peuvent se laisser influencer par la perspective d'un tel avantage ni utiliser à leur profit un bien municipal ou une information privilégiée obtenue en leur qualité de commissaire.

Devoir de réserve

10. Les commissaires font preuve de réserve autant dans l'expression publique de leurs opinions politiques qu'à l'égard d'un projet controversé.

11. Les commissaires ne commentent pas publiquement les rapports de l'Office. Les rapports peuvent être présentés ou expliqués par la présidence de l'Office.

12. Durant leur mandat, les commissaires s'abstiennent de prendre position publiquement sur tout projet faisant l'objet d'un mandat de l'Office.

13. Durant leur mandat, les commissaires s'abstiennent de commenter publiquement les décisions relatives aux projets qui ont fait l'objet d'un rapport de l'Office. Après l'expiration de leur mandat, ils s'abstiennent de commenter publiquement les décisions relatives aux projets ayant fait l'objet d'un examen par une commission sur laquelle ils ont siégé.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 63 20-04-30 19:17

Consultation publique

14. Les commissaires n'ont aucun intérêt particulier dans le dossier qui leur est confié. Ils n'ont ni participé à l'élaboration du projet ni émis publiquement d'opinion à son sujet. Ils n'occupent aucune fonction de décideur dans un organisme participant à la consultation.

15. Les commissaires acquièrent une connaissance aussi complète que possible du dossier et s'assurent d'en terminer l'analyse dans les délais fixés.

16. Les commissaires évitent toute rencontre privée avec les responsables et les personnes-ressources liées au projet faisant l'objet d'une commission dont ils font partie.

17. En séance publique, les commissaires favorisent la participation pleine et entière des intéressés. Ils facilitent l'accès des citoyens à l'information, les aident à bien comprendre les projets et les incitent à exprimer leur opinion sans contrainte.

18. Les commissaires appliquent la procédure avec équité à l'égard de tous les participants. Ils agissent en tout temps de la façon la plus transparente possible.

19. Les commissaires font preuve de réserve, de courtoisie, de sérénité et de considération envers tous les participants d'une consultation publique, quelles que soient leurs opinions et sans discrimination. Ils suscitent le respect mutuel de toutes les personnes qui assistent ou qui participent aux travaux de la commission.

20. Pour leur analyse et pour l'avis destiné au rapport de la commission, les commissaires n'utilisent que la documentation accessible au public dans le cadre de la consultation publique et l'information communiquée en assemblée ou en audience, ou après celles-ci, dans la mesure prévue aux règles de procédure de l'Office. Ils peuvent aussi utiliser les connaissances courantes des disciplines abordées et la littérature existante dans les domaines pertinents.

21. Les commissaires respectent en tout temps le caractère confidentiel des délibérations de la commission. Ils respectent aussi la confidentialité du rapport de la commission jusqu'à ce qu'il soit rendu public.

LA MISE EN ŒUVRE D'UNE CONSULTATION PUBLIQUE

Lorsqu'un mandat de consultation est confié à l'Office, la présidence nomme une commission formée d'un seul ou plusieurs commissaires. Le secrétaire général, pour sa part, forme l'équipe qui appuiera les commissaires dans leur travail. L'Office s'assure ensuite qu'un dossier de documentation soit produit. Ce dossier est disponible aux bureaux de l'Office, sur son site Internet, de même qu'aux bureaux de dépôt établis selon la nature du dossier.

L'avis public

Pour les dossiers comprenant une modification à la règlementation d'urbanisme, l'Office, après avoir reçu le mandat de tenir une consultation publique et complété le dossier de documentation, publie un avis convoquant une assemblée publique dans un ou plusieurs journaux distribués sur le territoire de la Ville de Montréal. L'avis public mentionne, notamment :

- l'objet de la consultation publique;
- les date, heure et lieu de la ou des séances de consultation publique;
- les endroits où la documentation est disponible;
- les délais et modalités de dépôt d'un mémoire, le cas échéant.

Les communications

Selon le cas, des moyens de communication supplémentaires sont utilisés pour aviser la population. À ce chapitre, l'Office peut recourir aux journaux locaux et aux quotidiens. En plus, l'Office produit généralement des feuillets distribués de porte en porte dans le secteur touché par un projet ou peut déposer des affiches et des dépliants dans des lieux publics. De même, l'Office expédie, à l'aide de listes d'envoi constituées en fonction de la nature des dossiers qui font l'objet de consultations, de l'information aux personnes, groupes et organismes intéressés. En outre, l'Office utilise des médias sociaux tels Facebook pour faire connaître ses consultations.

Le dossier de documentation

Le dossier de documentation évolue suivant les documents déposés tout au long du processus de consultation. Les pièces originales du dossier sont conservées à l'Office. Après la publication du rapport de la commission, le dossier de documentation demeure accessible aux bureaux de l'OCPM et sur son site Internet.

Le dossier de documentation comprend habituellement :

- tout document descriptif ou explicatif du projet comprenant une synthèse des études ayant servi à son élaboration. Le document présente la raison d'être du projet, les principes et les orientations qui ont servi à son élaboration, ses principales caractéristiques et, le cas échéant, les options soumises à la consultation publique;
- le dossier décisionnel préparé par les différentes instances de la Ville;
- la documentation relative à la justification du projet, à ses divers aspects et à ses impacts;
- au besoin, les extraits pertinents du plan et de la règlementation d'urbanisme en vigueur;
- les principaux plans, cartes de localisation, esquisses et simulations visuelles nécessaires à la compréhension du projet, si applicables.

Les rencontres préparatoires de la commission

La commission rencontre habituellement le promoteur ainsi que les représentants de l'arrondissement et des services municipaux qui feront la présentation du projet en assemblée publique. De telles rencontres préparatoires servent à s'assurer que les dossiers de documentation sont complets et que la présentation est bien soutenue par des outils audiovisuels. La commission s'assure que les commissaires ont une bonne compréhension du projet à l'étude et que tous les intervenants comprennent bien leurs rôles respectifs et le déroulement d'une séance publique. La commission veille à ce que chacun soit prêt à répondre à toutes les questions pertinentes, telles l'impact, les conséquences et les étapes ultérieures du projet. Les comptes rendus de ces rencontres préparatoires sont versés sur le site Internet de l'Office.

La tenue de la consultation publique

La consultation se déroule toujours en deux parties distinctes : la période de questions et l'expression des opinions.

La première partie permet aux participants, de même qu'à la commission, d'entendre la description du projet soumis à la consultation publique et la présentation du cadre règlementaire, en plus de poser des questions sur le projet. Durant cette première partie, ce sont les représentants du promoteur et des services municipaux qui présentent eux-mêmes les composantes du projet et répondent aux questions du public et des commissaires. Il peut arriver que des ateliers ou des séances thématiques visant à examiner un aspect particulier du projet sous étude soient organisés dans le cadre de la première partie.

La deuxième partie permet aux participants d'exprimer leurs préoccupations, leurs opinions et leurs commentaires sur le projet. Leur intervention peut se faire sous forme de mémoire écrit aussi bien que de commentaires oraux. Dans cette deuxième partie, les représentants du promoteur et des services municipaux n'interviennent plus, bien qu'ils puissent être présents dans la salle. À la fin de la deuxième partie, un représentant du promoteur ou de la Ville peut demander à exercer un droit de rectification afin d'apporter une correction ou une précision sur des données factuelles. Ces deux parties sont séparées par un délai intermédiaire variable d'environ 21 jours pour permettre aux participants de préparer leur mémoire ou leur énoncé d'opinion.

Toutes les séances d'une consultation sont publiques. Elles doivent être tenues dans un lieu approprié et accessible à la population. Les séances sont enregistrées et, généralement, les débats sont pris en notes sténographiques rendues publiques avec la documentation. De plus, les présentations lors de la séance d'information sont diffusées sur Internet permettant ainsi à des personnes qui n'ont pas pu se déplacer d'en prendre connaissance.

Selon la nature ou la complexité des dossiers faisant l'objet des consultations, d'autres formules peuvent être utilisées, telles des conférences, colloques, séminaires, journées portes ouvertes, consultation en ligne, questionnaires, plateforme interactive, etc.

L'analyse et le rapport de la commission

À la suite de la consultation publique, la commission prépare un rapport qui est déposé au comité exécutif et au conseil municipal. Les rapports de l'Office comprennent habituellement une description sommaire du projet à l'étude ainsi qu'un résumé des préoccupations des participants. La commission complète ensuite son analyse et fait ses recommandations. Ce rapport est rendu public au plus tard dans les quinze jours suivant son dépôt au maire et au président du comité exécutif.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 65 20-04-30 19:17

LE DÉROULEMENT TYPIQUE D'UNE ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION STANDARD

Le président ouvre l'assemblée et expose le mandat confié à l'Office de consultation publique. Il présente les personnes affectées à la commission, notamment le ou les autres commissaires, et invite les responsables et les personnes-ressources à se présenter.

Le président explique le fonctionnement de l'assemblée qui se déroulera en deux parties : la première est consacrée à la présentation du projet et aux questions des citoyens, et la seconde, à leurs commentaires et opinions. Les séances sont enregistrées et les enregistrements seront accessibles au public dans le dossier de documentation. De plus, les notes sténographiques des séances seront disponibles sous format écrit pour consultation ou en version électronique sur le site Internet de l'Office. Le président déclare qu'il ne permettra aucune forme de manifestation ni remarque désobligeante et ni propos diffamatoires, et ce, dans le but de favoriser des débats sereins.

À l'invitation du président, les responsables présentent le projet et expliquent le cadre règlementaire dans lequel il s'inscrit.

Le président annonce que les personnes désirant poser des questions doivent d'abord s'inscrire au registre et qu'elles peuvent maintenant le faire. Un participant peut intervenir plusieurs fois, mais il devra chaque fois se réinscrire.

Le président invite les personnes dans l'ordre d'inscription. Les questions sont adressées au président, qui les dirige au responsable ou aux personnes-ressources pouvant y répondre. Le président et les commissaires peuvent poser toute question susceptible d'éclairer le public sur l'objet de la consultation.

Le président s'assure que toute question obtienne réponse. Si la réponse ne peut être donnée au cours de la séance, elle devra être fournie par écrit dans les meilleurs délais et sera versée au dossier de documentation.

Le président met fin à la période de questions quand la liste des personnes inscrites est épuisée et qu'il n'y a pas d'information supplémentaire à obtenir.

Le président invite les citoyens à signifier au secrétariat de l'Office leur intention de présenter une opinion à la commission et les invite à la séance qui entendra les mémoires qui a lieu généralement trois semaines plus tard. Un participant ne peut intervenir qu'une fois pour présenter son opinion.

Le président invite les personnes dans l'ordre convenu au préalable entre les citoyens et le secrétariat de l'Office lors de leur inscription. Après chaque présentation, le président ou les commissaires peuvent poser des questions aux intervenants dans le but d'assurer une bonne compréhension des opinions exprimées.

À la fin de la séance, le président peut, selon les modalités qu'il établit, entendre un représentant du promoteur ou de la Ville qui souhaite rectifier des faits ou corriger des données objectives.

Une fois les opinions et commentaires entendus, le président déclare que l'assemblée publique est terminée.

Annexe IV

LISTE DES EMPLOYÉS ET COLLABORATEURS EN 2019



Employés

Brunelle-Amélie Bourque
Louis-Alexandre Cazal
Luc Doray
Elisabeth Doyon
Laurent Maurice Lafontant
Lizon Levesque
Élise Naud
Faustin Nsabimana
Anik Pouliot
Gilles Vézina

Collaborateurs

Sheba Akpokli
Eduardo Alvaro Toledo
Matthieu Bardin
Alain Benoit
Andréanne Bernier
Abdelmadjid Bourada
Laurent Canigiani
Hadrien Chénier-Marais
Reinaldo De Freitas
Joanne Gibbs
Pierre Goyer
Guy Grenier
Dylan Hervé
Marina Jolly
Ousmane Kouyaté
Marc-Olivier Lamothe
Marc-André Lapointe
Christelle Lollier-Théberge
Patrick Marais
Paul Marchand
Denise Mumporeze
Youla Pompilus-Touré
Olivier Rinfret
Gilles Rioux
Vincent Roy
Joseph Tchinda Kenfo
Marie-Odile Trépanier
Nicole Uwimana
Akos Verboczy
Henri Vézina
Stéfanie Wells
Mohamed-Ali Yanouri

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 67 20-04-30 19:18

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
info@ocpm.qc.ca
ocpm.qc.ca

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 68 20-04-30 19:18

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.11

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1201079004

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal, sur le programme particulier d'urbanisme - PPU - Partie nord de L'Île-des-Soeurs

Il est recommandé de déposer le rapport de la consultation publique tenue par l'Office de consultation publique de Montréal sur le programme particulier d'urbanisme - PPU - de la pointe nord de L'Île-des-Soeurs.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2020-05-06 15:08

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201079004**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal, sur le programme particulier d'urbanisme - PPU - Partie nord de L'Île-des-Soeurs

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 août 2019, l'Office a été mandaté pour tenir une consultation publique sur le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs. Un Programme particulier d'urbanisme (PPU) est une composante du Plan d'urbanisme. Il s'agit d'un plan détaillé produit lorsqu'un secteur doit faire face à des changements importants. Il permet de dégager une vision d'ensemble et d'encadrer les interventions futures sur un territoire donné à partir d'orientations. Il fixe des objectifs pour l'avenir et propose des mesures pour les atteindre, incluant de nouveaux règlements d'urbanisme, des aménagements publics améliorés ainsi que des programmes et des politiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0942 - 20 août 2019 : soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi.

DESCRIPTION

Le territoire de planification, d'une superficie d'environ 79 hectares, est situé dans la partie nord de L'Île-des-Sœurs, à l'intersection des autoroutes 10 et 15 et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le secteur doit recevoir, à partir de 2021, une station du Réseau express métropolitain (REM) et, en raison de l'arrivée d'un mode de transport structurant, l'entièreté de sa superficie correspond à l'aire TOD indiquée au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) ainsi qu'au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD).
La section du secteur localisée au sud de l'autoroute est occupée par la Place du Commerce, sur laquelle se concentrent les principales activités commerciales et de services de l'île. Du côté nord de l'autoroute, on trouve le campus Bell Canada, le plus important employeur du

secteur, ainsi que le quartier Pointe-Nord, une zone mixte regroupant des résidences et des activités commerciales. Le territoire du PPU borde le fleuve sur plus de la moitié de son périmètre. Il est entouré au sud par des quartiers résidentiels et, à l'est, par un ancien secteur industriel en transformation.

La construction du nouveau pont Samuel-De Champlain ainsi que l'arrivée de la station du REM auront un impact sur l'actuelle configuration du secteur. Le nouveau pont vient remplacer l'ancien pont Champlain, dont la déconstruction est prévue au cours des années à venir. Le projet du REM, quant à lui, prévoit une station aérienne localisée entre les voies de l'autoroute 15, au nord de la Place du Commerce.

JUSTIFICATION

Pour la Ville, le projet de PPU offre l'opportunité de réfléchir à l'avenir du secteur qui connaîtra de grandes transformations dans les années à venir avec l'arrivée de la station du REM et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le REM permettra de faciliter l'accès à l'île depuis le centre-ville de Montréal et autres pôles de la région métropolitaine. Suivant les orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) et du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), le secteur sera redéfini comme un milieu de vie et de travail diversifié, selon les principes de l'approche TOD, qui vise à concentrer l'habitation et les noyaux de services autour des stations de transports collectifs structurants.
Selon la vision présentée dans le PPU, le territoire de planification sera réaménagé afin de consolider la vocation économique du secteur et bonifier des espaces commerciaux ou pour affaires, en intégrant les éléments d'un quartier complet dans lequel il y aura de nombreuses options pour travailler, habiter, se déplacer, se divertir et consommer. La Ville souhaite ainsi promouvoir un milieu de vie et de travail diversifié avec un développement immobilier mixte à plus forte densité et une offre de logements pour des clientèles variées.

Toujours selon l'énoncé de vision, l'adoption du projet de PPU contribuera à la consolidation de la trame urbaine existante et donnera de nouvelles options de déplacement pour permettre de consacrer plus d'espace aux mobilités actives et au transport collectif. De plus, le secteur favorisera la détente, la contemplation et les activités récréatives en créant différents espaces collectifs. Enfin, le réaménagement de certaines rues, la création de lieux publics de rencontre, l'aménagement d'espaces verts et de jardins, ainsi que la mise en réseau de sites riverains favoriseront l'émergence de pratiques environnementales exemplaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les questions financières n'ont pas été abordées dans le cadre de cette consultation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La planification d'un développement plus dense autour d'un équipement de transport collectif va dans le sens des pratiques conformes au développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La commission accueille favorablement l'objectif de densification. Elle tient cependant à souligner les inquiétudes légitimes des participants et recommande que les planificateurs en tiennent compte et mettent en place des mesures visant à mitiger, réduire ou annuler les effets négatifs appréhendés. Ainsi, la commission est d'avis que l'objectif de densification pourrait être assuré d'un plus grand succès par l'inclusion des secteurs limitrophes, notamment le secteur anciennement industriel situé sur le littoral ouest ainsi que la planification immédiate du terrain identifié au PPU en planification différée. Aussi, le concept

de mixité dans toutes ses facettes devrait être au cœur de cette planification. Il s'agit, d'une part, de la mixité sociale qui exige de formuler des objectifs clairs en matière d'insertion de logement social et abordable et, d'autre part, de la mixité des usages afin de favoriser la formation d'un quartier complet et animé.
La consultation a permis de faire ressortir la diversité des enjeux liés à la mobilité : la question des accès à l'île, la congestion du transport collectif, la planification de la mobilité active, les conditions de circulation automobile et l'offre de stationnement ont amené les participants à identifier la mobilité comme un enjeu majeur de l'exercice. La commission retient que les accès à l'île doivent être rapidement améliorés pour les véhicules d'urgence et le transport actif et collectif, notamment par la construction d'un pont local qui relierait les deux rives de l'arrondissement. Au cœur du PPU, l'implantation de la station du REM amène une réflexion globale sur l'amélioration du transport collectif sur l'ensemble de l'île en considérant l'introduction des modes alternatifs de transport collectif et des mesures ciblées d'encouragement au transfert modal. La commission appuie les propositions de la Ville à l'égard du déploiement d'un important réseau piétonnier et cyclable convivial et sécuritaire, mais recommande d'y ajouter une piste cyclable de haute capacité entre la pointe sud de l'île et la gare pour encourager l'utilisation du vélo en provenance et en direction de la station du REM.

Compte tenu des insuffisances du réseau viaire et de la densification projetée, la commission s'interroge sur la pertinence de supprimer des voies de circulation dans le territoire, comme le fait le PPU. La commission s'interroge aussi sur les mesures relatives au stationnement. Elle est d'avis qu'il faut réduire l'offre de stationnement sur l'espace public et procéder à la déminéralisation des grands espaces de stationnement, mais n'appuie pas les propositions de réduction du nombre de cases de stationnement privé des secteurs résidentiel ou commercial telles que formulées au PPU.

Concernant les propositions d'aménagement, la commission constate qu'aucun espace public ou lieu de rassemblement n'est envisagé près de la station du REM, pourtant appelé à devenir le principal point de convergence de l'île. Dans ce contexte, il apparaît essentiel de repenser la planification des parcs, des espaces verts, des lieux publics et des sites d'intérêt patrimonial avec le double objectif de constituer un réseau abritant une diversité de fonctions culturelles, récréatives ou sportives et d'une meilleure accessibilité à la gare. Afin de traverser toute l'île et accéder à la future station du REM, la commission recommande l'aménagement d'un axe nord-sud, plutôt que l'axe vert est-ouest proposé. Enfin, tout en déplorant le peu d'informations relatives à sa mise en œuvre, la commission appuie l'objectif de consolidation du parcours riverain. Elle recommande d'apporter une attention particulière aux zones riveraines les plus écosensibles et d'élargir la perspective en favorisant les connectivités écologiques propices à la biodiversité.

Au sujet du développement économique, la commission a entendu - et fait siennes - les réserves des participants relatives au potentiel du secteur. Afin de créer un quartier complet dans le secteur à l'étude, la commission recommande d'adopter une stratégie de développement économique misant principalement sur les commerces et services de proximité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lorsque le rapport sera rendu public, l'Office émettra un communiqué de presse, déposera le rapport sur son site et le fera parvenir à tous ceux et celles qui en auront fait ou qui en feront la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera rendu public le 14 mai 2020 et déposé au conseil municipal du 25 mai.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-06

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OCPM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556



Rapport de consultation publique

PROJET DE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME (PPU)

PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SŒURS

Projet de règlement 04-047-205

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

30 avril 2020





OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

PROJET DE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME (PPU)

PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SOEURS

Projet de règlement 04-047-205

Rapport de consultation publique

Le 30 avril 2020

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
Internet : ocpm.qc.ca
Courriel : info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2020
ISBN 978-2-924750-80-3 (imprimé)
ISBN 978-2-924750-79-7 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 30 avril 2020

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur le projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU) Partie nord de L'Île-des-Sœurs

---

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur la consultation visant à transformer un secteur de 79 hectares dans la Partie nord de L'Île-des-Sœurs, cœur de l'activité économique du quartier en un milieu de vie et d'emploi structurant. L'outil règlementaire retenu à cet effet est un programme particulier d'urbanisme (PPU) qui vient encadrer la croissance du quartier en prenant aussi en compte la cohésion sociale et en optimisant les interventions en termes d'aménagement, de mobilité et d'accessibilité.

Près de 3700 personnes ont participé aux diverses étapes de la démarche. La commission a reçu plus de 550 opinions écrites dont 28 ont fait l'objet de présentation. À ce nombre s'ajoutent 13 interventions orales sans dépôt de mémoire. C'est donc dire l'intérêt que suscite l'avenir de ce territoire au riche passé agricole et ayant été urbanisé sur le modèle de la cité-jardin. La vision d'avenir mise au jeu se déclinait en cinq orientations axées sur une densification souhaitable avec

l'arrivée prochaine d'une station du REM, une transformation de la mobilité vers des modes de déplacements plus actifs, une mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères ainsi qu'un encadrement de la forme bâtie et de sa performance environnementale.

De l'avis de la commission, la vision et les grandes orientations proposées reçoivent un accueil plutôt favorable, alors que le concept d'aménagement et les interventions proposées sont très loin de susciter l'adhésion. De plus, plusieurs inquiétudes sont exprimées par les participants quant aux nuisances provoquées par les travaux, la connectivité de l'île au reste du territoire et l'arrivée d'une forme bâtie qui ne s'inscrit pas, selon eux, en continuité avec l'esprit de la cité-jardin.

La commission reconnaît le positionnement unique du secteur et le bien-fondé d'en faire un milieu de vie plus dense, socialement diversifié et agréable, tant pour les résidents et travailleurs actuels que pour ceux à venir. C'est avec ces éléments en tête qu'elle fait vingt-cinq recommandations pour mieux incarner la vision, célébrer le patrimoine, améliorer les déplacements et en faire un véritable milieu de vie et d'emploi verdoyant et innovant. Elle identifie également des actions qui semblent prioritaires ou préalables à tout futur développement. Finalement, à la lumière des commentaires entendus, la commission constate le grand intérêt des acteurs institutionnels, privés, communautaires et des citoyens à collaborer pour faire de la transformation du secteur un projet soucieux de la préservation de la qualité de vie et de la spécificité du secteur. À cet effet, elle invite la Ville à faire preuve de leadership pour regrouper toutes les parties prenantes dans un mécanisme approprié et efficace de concertation afin de s'assurer que tous travaillent dans le sens de l'intérêt commun.

L'Office rendra ce rapport public le 14 mai 2020, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Monsieur Éric Alan Caldwell, responsable de l'OCPM
Monsieur Jean-François Parenteau, maire de l'arrondissement de Verdun

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. Le projet de la consultation publique et de la démarche 3

1.1 Le mandat 3

1.2 Le territoire 3

1.2.1 Historique 4

1.3 Le portrait du secteur 5

1.3.1 Socio-économique 5

1.3.2 Mobilité 6

1.3.3 Équipements et espaces collectifs 7

1.3.4 Aménagement 7

1.3.5 Projets majeurs 8

1.4 Le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs 8

1.4.1 Énoncé de vision 9

1.4.2 Orientations 10

1.4.3 Concepts d'aménagements et interventions détaillées 10

1.4.4 Mise en œuvre 10

1.5 Le dossier de documentation 12

1.6 La démarche de consultation 13

1.6.1 Séance d'information 13

1.6.2 Consultation en ligne 13

1.6.3 Audition des opinions 14

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 15

2.1 Hauteurs et densité 16

2.2 L'aménagement 16

2.2.1 Les tendances générales selon les moyens de consultation 16

2.2.2 Habitation 19
2.2.3 Règlementation 20
2.2.4 Les aires d'ambiance 24
2.2.5 Quartiers avoisinants 27
2.2.6 Terrains vacants 28
2.2.7 Percées visuelles et entrée de ville 28
2.2.8 Qualité architecturale 29
2.2.9 Sécurité 29
2.3 La mobilité 30
2.3.1 Accès à l'île 31
2.3.2 Transport collectif 31
2.3.3 Accès au REM 32
2.3.4 Mobilité active 33
2.3.5 Circulation automobile 35
2.3.6 Stationnement 36
2.4 Les équipements collectifs 38
2.5 L'économie locale et l'emploi 40
2.5.1 Commerces et services 40
2.5.2 Offre d'emploi 41
2.6 L'environnement 42
2.6.1 Parcs et espaces verts 42
2.6.2 L'aménagement des rives et du parcours riverain 44
2.6.3 Verdissement et canopée 45
2.6.4 Nuisances 45
2.6.5 Certifications et normes 46
2.6.6 Agriculture urbaine 46
2.7 Le patrimoine 47
2.8 La gouvernance 48
2.8.1 Consultation, concertation et partenariat 48

3. Les constats et l'analyse de la commission 51
3.1 La mise en contexte 51
3.1.1 Prémisses et considérations générales 52
3.1.2 Les informations disponibles 53
3.1.3 Le cadre de référence de la commission 54
3.2 Aménager un TOD 55
3.2.1 La vision et les orientations du PPU 55
3.2.2 Le territoire de planification 56
3.2.3 Développer la mixité 57
3.3 Les hauteurs et la densité du territoire à l'étude 62
3.3.1 Les paramètres généraux 62
3.3.2 Quartier Pointe-Nord 63
3.3.3 La place du Commerce 64
3.4 Les balises d'aménagement 65
3.4.1 Implantation et forme des bâtiments 65
3.4.2 Guide d'aménagement 66
3.5 Espaces verts, espaces publics et connectivité 67
3.5.1 Axe vert, lieu de rassemblement, de convergence 69
3.5.2 Rives, parcours riverain 70
3.5.3 Milieux naturels – connectivité écologique 71
3.5.4 Verdissement, toits écoperformants et agriculture urbaine 72
3.5.5 La performance environnementale 73
3.6 Le patrimoine 74
3.7 La mobilité, élément clé du TOD 75
3.7.1 Accès à l'île 75
3.7.2 Réseau viaire et circulation 77
3.7.3 Transport collectif 77
3.7.4 Mobilité active 78
3.7.5 L'offre de stationnement 79

3.7.6 Plan de gestion des déplacements 80
3.8 Développement économique 83
3.9 Les nuisances 84
3.10 Gouvernance et concertation 85
Conclusion 89
Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 93
Annexe 2 – La documentation 97
Annexe 3 – Projet de règlement P-04-047-205 105
Annexe 4 – Les recommandations 111

Introduction

Un Programme particulier d'urbanisme (PPU) est une composante du Plan d'urbanisme[1]. Il s'agit d'un plan détaillé produit lorsqu'un secteur doit faire face à des changements importants. Il permet de dégager une vision d'ensemble et d'encadrer les interventions futures sur un territoire donné à partir d'orientations. Il fixe des objectifs pour l'avenir et propose des mesures pour les atteindre, incluant de nouveaux règlements d'urbanisme, des aménagements publics améliorés, des programmes et des politiques[2].

Le 20 août 2019, l'Office a été mandaté pour tenir une consultation publique sur le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs. Dans le cadre de son mandat, la commission, présidée par Isabelle Beaulieu et composée de Marie Claude Massicotte et Gaétan Lebeau, a tenu des activités afin d'informer et de recueillir l'opinion du plus grand nombre de participants.

Une vaste documentation concernant le secteur et les divers règlements s'appliquant au territoire de planification ont été mis à la disposition du public sur la page web de la consultation. Un questionnaire, dont les objectifs étaient de mobiliser les participants et de connaître leur opinion générale sur le projet a été mis en ligne du 26 septembre au 4 novembre 2019. Une séance d'information, précédée de la présentation des projets et des grands chantiers en cours sur le secteur, a été organisée par l'OCPM le 30 septembre 2019. Ce processus a été accompagné d'une période d'opinions en ligne où les citoyens ont été invités à se prononcer sur certains aspects spécifiques de la vision et les orientations d'aménagement proposées par la Ville. Finalement, cinq séances d'audition des opinions ont été tenues du 28 au 30 octobre 2019 au centre communautaire Elgar.

Le premier chapitre de ce rapport décrit le projet de PPU et la démarche de consultation mise en place par l'OCPM. Le deuxième chapitre fait une synthèse des préoccupations et des opinions exprimées par les participants. Enfin, le troisième et dernier chapitre est consacré à l'analyse et aux recommandations de la commission.

[1] L'article 85 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) présente les composantes d'un PPU, de même que certaines des actions publiques que peut poser une municipalité dans le cadre de sa mise en œuvre.
[2] Le petit guide des programmes particuliers d'urbanisme (PPU) à Montréal : http://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/publications/fr/le_petit_guide_des_programmes_particuliers_d039urbanisme_ppu-fr.pdf






OCPM.QC.CA
OFFICE

1. Le projet de la consultation publique et de la démarche

1.1 Le mandat

Le 20 août 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal a mandaté l'OCPM afin de tenir une consultation publique sur le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur de planification partie nord de L'Île-des-Sœurs.

1.2 Le territoire

Le territoire de planification, d'une superficie d'environ 79 hectares, est situé dans la partie nord de L'Île-des-Sœurs, à l'intersection des autoroutes 10 et 15 et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le secteur doit recevoir, à partir de 2021, une station du Réseau express métropolitain (REM) et, en raison de l'arrivée d'un mode de transport structurant, l'entièreté de sa superficie correspond à l'aire TOD[3] indiquée au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD)[4] ainsi qu'au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD)[5].

La section du secteur localisée au sud de l'autoroute est occupée par la place du Commerce, sur laquelle se concentrent les principales activités commerciales et de services de l'île. Du côté nord de l'autoroute, on trouve le campus Bell Canada, le plus important employeur du secteur, ainsi que le quartier Pointe-Nord, une zone mixte regroupant des résidences et des activités commerciales. Le territoire du PPU borde le fleuve sur plus de la moitié de son périmètre. Il est entouré au sud par des quartiers résidentiels et, à l'est, par un ancien secteur industriel en transformation.

La construction du nouveau pont Samuel-De Champlain ainsi que l'arrivée de la station du REM auront un impact sur l'actuelle configuration du secteur. Le nouveau pont vient remplacer l'ancien pont Champlain, dont la déconstruction est prévue au cours des années à venir. Le projet du REM, quant à lui, prévoit une station aérienne localisée entre les voies de l'autoroute 15, au nord de la place du Commerce.

[3] *« Le TOD (Transit-Oriented Development) est un développement immobilier de moyenne à haute densité structuré autour d'une station de transport en commun à haute capacité, comme une gare de train, une station de métro, une station de SLR ou un arrêt de bus (axes de rabattement ou service rapide par bus [SRB]). Situé à distance de marche d'un point d'accès important du réseau de transport collectif, le TOD offre des opportunités de logement, d'emploi et de commerce et n'exclut pas l'automobile.* » Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), doc. 4.1.3, p. 80

[4] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, doc. 4.1.4, p. 134

[5] Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), doc. 4.1.3, p. 87

Plan des limites du territoire d'application pour le secteur de planification du PPU



Source : doc. 3.1, p. 13

1.2.1 Historique

L'Île-des-Sœurs est l'un des trois quartiers de l'arrondissement de Verdun. Elle doit son nom aux Sœurs de la congrégation de Notre-Dame, qui acquiert progressivement la totalité de l'île au cours du 18e siècle. Par ailleurs, des fouilles ont démontré une occupation amérindienne datant de la période paléohistorique, près de 6 000 ans avant aujourd'hui. Un site archéologique à proximité du pont Samuel-De Champlain témoigne de cette présence.

Le deuxième site archéologique présent dans le secteur, le site Leber, commémore le passé agricole et marchand de l'ancienne Ville-Marie. Aucun des deux sites n'est actuellement classé au sens de la Loi sur le patrimoine culturel, mais les deux sont inscrits à l'inventaire des sites archéologiques du Québec, du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Les activités liées à l'agriculture et à la foresterie deviennent prédominantes au 19e siècle, puis en 1950, les Sœurs de la congrégation Notre-Dame vendent l'île à un groupe privé : la *Quebec*

Home and Mortgage Corporation. C'est alors que débute l'urbanisation de l'île, accélérée avec l'arrivée du pont Champlain en 1962.

Le premier plan directeur de développement de l'île est conçu au cours des années 1960 et proposait une proportion de 40 % de résidentiel, 25 % d'affaires et 35 % de parcs, voiries et infrastructures municipales[6]. Près de 3 000 logements de typologies diverses sont construits dans la partie centrale de l'île, au sud du secteur de planification, selon l'approche de la cité-jardin. La planification repose alors sur la construction en hauteur afin de dégager de plus grands espaces au sol (parcs, espaces communautaires, etc.), l'aménagement public de la berge, une séparation entre la circulation piétonne et la circulation automobile ainsi qu'une orientation des bâtiments permettant les percées visuelles sur le fleuve[7]. À partir des années 1970, des vagues d'urbanisation se succèdent, renforçant les fonctions résidentielles et commerciales de l'île et lui donnant sa configuration actuelle.

La relation du milieu avec la nature et le fleuve constitue l'une des principales caractéristiques de l'urbanisation de l'île, notamment dans sa partie sud. La partie nord, concernée par le projet de PPU à l'étude et où se trouve le noyau de commerces et de services de l'île, a évolué différemment et offre un paysage urbain plus minéralisé, axé sur les déplacements automobiles.

Finalement, l'inauguration du pont Samuel-De Champlain en 2019 et l'ouverture de la station du REM, prévue pour 2021, constituent les deux projets majeurs en cours dans le secteur.

1.3 Le portrait du secteur

1.3.1 Socio-économique

Selon Statistique Canada, L'Île-des-Sœurs comptait 20 461 habitants en 2016, une augmentation de plus de 10 % par rapport à 2011. Cette population était répartie en 9 635 ménages, dont le revenu moyen s'élevait à 142 373 $, très supérieur à celui de l'agglomération de Montréal qui était de 69 047 $. Malgré cela, l'analyse des données[8] indique une certaine diversité socio-économique puisque près du tiers des ménages de l'île avait un revenu brut de moins de 50 000 $ en 2010.

Comparativement à l'ensemble de la population de Verdun et de l'agglomération de Montréal, la population de L'Île-des-Sœurs est plus fortement représentée par les 35-79 ans, compte moins d'enfants par famille, est plus scolarisée et présente un taux de bilinguisme élevé (72 %)[9]. L'Île-des-Sœurs compte aussi 38,87 % de personnes immigrantes, de diverses origines.

[6] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 13
[7] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 16
[8] Portrait-diagnostic de la population de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.7, p. 8-11
[9] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 16

En 2016, on dénombrait 8 715 employés sur l'île, répartis entre 63 commerces et services, dont 32 aux abords de la place du Commerce, et dans plusieurs espaces de bureaux, dont le Campus Bell, au nord de l'autoroute. L'offre commerciale du secteur est diversifiée et principalement orientée vers la desserte de services à la clientèle locale[10].

1.3.2 Mobilité

Trois liens routiers permettent d'accéder à L'Île-des-Sœurs. La durée du parcours automobile entre le centre-ville et l'entrée de L'Île-des-Sœurs, hors des heures de pointe, est d'environ 6 minutes. La voiture individuelle est le principal moyen de transport, la majorité des déplacements vers et depuis L'Île-des-Sœurs se fait en automobile (± 75 %)[11]. Dans le secteur de planification, les trois voies principales sont les boulevards de L'Île-des-Sœurs et René-Lévesque ainsi que la rue Place du commerce. Il y a deux stations Communauto, une à la place du Commerce et l'autre dans le quartier Pointe-Nord.

La présence récente des grands chantiers liés aux travaux de construction du nouveau pont Samuel-De Champlain et de la future station du REM a des impacts importants sur la circulation et la congestion automobile aux entrées et sorties du secteur.

En ce qui concerne le transport collectif, le secteur est desservi par quatre parcours de la Société de transport de Montréal (STM) et un du Réseau de transport de Longueuil (RTL). Les services de transport collectif sont limités et nécessitent amélioration. En vue de pallier cette situation et de s'adapter à l'arrivée du REM, la STM a mené une consultation publique dans le cadre de sa stratégie de refonte du réseau de bus[12]. Les résultats de cette consultation ne sont pas connus en date de la rédaction de ce rapport. Il est à noter qu'un terminus d'autobus est prévu aux abords de la future station du REM pour y faciliter l'accès.

En ce qui a trait au transport actif, avec l'ouverture du pont Samuel-De Champlain, trois liens piétons cyclables permettent d'accéder à L'Île-des-Sœurs. Néanmoins, aucun d'entre eux ne permet un lien direct avec le centre-ville de Montréal. Le secteur est desservi sur l'île par un important réseau cyclable d'est en ouest et notamment le long des berges. Deux stations Bixi se trouvent sur le territoire de planification, à proximité des stations Communauto. La majorité des rues du secteur sont dotées de trottoirs et l'on note l'existence de quelques sentiers piétons entre les quartiers.

Le territoire est néanmoins parsemé d'entraves au transport actif, comme la présence de grands terrains et de vastes espaces de stationnement. La barrière formée par l'autoroute 15 affecte particulièrement les déplacements actifs dans l'axe nord-sud du secteur.

[10] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 26
[11] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 18
[12] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 58

1.3.3 Équipements et espaces collectifs

La plupart des équipements collectifs de l'île sont concentrés dans le secteur Elgar, qui comprend un centre communautaire, une bibliothèque, une piscine extérieure, des espaces sportifs et une école[13]. Néanmoins, ce secteur se trouve au centre de l'île, éloigné du territoire de planification. Dans le secteur du PPU, l'on retrouve une caserne de pompiers, une esplanade ayant un emplacement de location de kayak et un quai, ainsi que des terrains de basketball et des aires de jeux pour enfants.

Le secteur à l'étude est fortement minéralisé et compte une faible quantité de parcs et espaces publics, la place de la Grande-Marguerite et le parc de l'Esplanade étant les plus significatifs. Une portion importante des terrains situés le long des berges est de propriété municipale et donne accès au fleuve.

1.3.4 Aménagement

Les bâtiments présents dans le secteur ont été construits entre la fin des années 1960 et aujourd'hui. Le quartier Pointe-Nord est le plus récent et aussi celui avec les plus hautes tours d'habitation de l'île. Les bâtiments sur la place du Commerce sont les plus anciens et présentent, en général, un grand recul par rapport à la voie publique pour laisser place à de grands espaces de stationnement. Ces espaces occupent une partie considérable du territoire, 55 % du secteur au sud de l'autoroute est imperméable, ce qui induit un manque de verdissement et la multiplication des îlots de chaleur. Le pourcentage de canopée est faible dans le secteur, environ 16 % au sud de l'autoroute. Au nord de l'autoroute, des boisés sont présents le long des berges et ont été conservés[14].

Outre la relation privilégiée avec le fleuve, la partie nord de L'Île-des-Sœurs offre des vues vers le centre-ville, le mont Royal et la Rive-Sud. Le Plan d'urbanisme indique d'ailleurs des corridors visuels à préserver vers et à partir de l'île[15].

La majorité des terrains dans le secteur du PPU sont de propriété privée (46 %), dont plusieurs sous la forme d'emphytéose[16], notamment dans la partie ouest de la place du Commerce. Comme on l'a vu plus haut, la Ville de Montréal possède des terrains le long du littoral[17] et les autres paliers de gouvernement détiennent environ 27 % des terrains, majoritairement constitués des emprises des autoroutes[18].

[13] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 20
[14] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 24
[15] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 23
[16] « *Un bail emphytéotique est essentiellement un bail en vertu duquel le bailleur emphytéotique permet à un emphytéote d'utiliser un bien-fonds (et tous les biens immeubles s'y trouvant) pour une période donnée (minimum de 10 ans et maximum de 100 ans) en échange d'une contrepartie* ». Source : https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/publications/p-174/baux-emphyteotiques.html
[17] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 22
[18] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 25

1.3.5 Projets majeurs

Le pont Samuel-De Champlain, inauguré à l'été 2019, et l'ouverture de la station du REM, prévue pour 2021, constituent les deux projets majeurs en cours dans le secteur. Le nouveau pont vient remplacer le pont Champlain et comprend dans sa structure de 3,4 km un corridor de transport collectif lourd (le REM) et une nouvelle piste cyclable avec accès à L'Île-des-Sœurs. L'arrivée du pont apporte aussi des modifications en ce qui concerne l'aménagement des voies d'accès au secteur et la création d'un passage piéton et cycliste sous l'autoroute 15, donnant accès à la future station du REM.

Le projet du REM, dont le promoteur est la Caisse de dépôt et placement du Québec Infra (CDPQi), prévoit 26 stations se déployant sur un réseau de 67 kilomètres dans l'agglomération de Montréal. Un réseau ferroviaire comportant quatre antennes reliées est prévu, dont l'antenne ayant comme destination la Rive-Sud, qui desservira la future station de L'Île-des-Sœurs. Cette station sera aérienne, localisée entre les voies de l'autoroute 15, accessible par le passage cité plus haut. Aucun stationnement incitatif n'est prévu aux abords de la station, néanmoins un dépose-minute et un terminus d'autobus font partie des aménagements proposés. On prévoit 20 supports à vélos.

Outre ces deux projets, le démontage de l'ancien pont Champlain et la possible transformation de l'autoroute Bonaventure en boulevard urbain s'annoncent comme d'importants chantiers pour les années à venir.

1.4 Le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs

D'après le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec, un PPU est entièrement élaboré par la municipalité qui souhaite réaliser elle-même une planification détaillée et peut comprendre :

- *« l'affectation détaillée du sol, c'est-à-dire l'utilisation future qu'entend permettre la municipalité à l'intérieur du secteur concerné par le PPU et la densité de son occupation;*
- *le tracé projeté et le type des voies de circulation, des réseaux de transport, d'électricité, de gaz, de télécommunications et de câblodistribution;*
- *la nature, l'emplacement et le type des équipements et des infrastructures destinés à l'usage de la vie communautaire;*
- *la nomenclature des travaux prévus, leurs coûts approximatifs de réalisation et une indication des organismes concernés;*
- *les règles de zonage, de lotissement et de construction proposées qui guideront l'élaboration des règlements d'urbanisme (p. ex. la révision de la règlementation de zonage sur les normes d'implantation; les usages commerciaux et la mixité; la dimension des enseignes et affiches; l'aménagement paysager; la localisation des accès aux terrains et des stationnements; les critères d'intégration et d'implantation architecturale des bâtiments);*

- *la séquence de construction ou l'ordre de priorité qu'entend donner la municipalité à la réalisation des équipements urbains et des réseaux et terminaux d'aqueduc et d'égouts;*
- *la durée approximative des travaux*[19]*. »*

Le projet de Programme particulier d'urbanisme[20] pour la partie nord de L'Île-des-Sœurs a pour but d'optimiser l'aménagement du secteur, mieux planifier le développement immobilier et accroître la mobilité durable et active. Il contient une première section de mise en contexte du projet, suivie d'une section traçant le portrait du secteur de planification. La section 3 décrit les grands principes du projet et énonce la vision, les orientations et les objectifs du PPU, tandis que la section 4 présente des concepts d'aménagement pour les illustrer. Dans la section 5, la Ville détaille les interventions selon les aires d'ambiance et la sixième et dernière section explique les principaux moyens de mise en œuvre du PPU au fil du temps.

1.4.1 Énoncé de vision

Pour la Ville, le projet de PPU offre l'opportunité de réfléchir à l'avenir du secteur qui connaîtra de grandes transformations dans les années à venir avec l'arrivée de la station du REM et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le REM permettra de faciliter l'accès à l'île depuis le centre-ville de Montréal et autres pôles de la région métropolitaine. Suivant les orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) et du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), le secteur sera redéfini comme un milieu de vie et de travail diversifié, selon les principes de l'approche TOD, qui vise à concentrer l'habitation et les noyaux de services autour des stations de transports collectifs structurants.

Selon la vision présentée dans le PPU[21], le territoire de planification sera réaménagé afin de consolider la vocation économique du secteur et bonifier des espaces commerciaux ou pour affaires, en intégrant les éléments d'un quartier complet dans lequel il y aura de nombreuses options pour travailler, habiter, se déplacer, se divertir et consommer. La Ville souhaite ainsi promouvoir un milieu de vie et de travail diversifié avec un développement immobilier mixte à plus forte densité et une offre de logements pour des clientèles variées.

Toujours selon l'énoncé de vision, l'adoption du projet de PPU contribuera à la consolidation de la trame urbaine existante et donnera de nouvelles options de déplacement pour permettre de consacrer plus d'espace aux mobilités actives et au transport collectif. De plus, le secteur favorisera la détente, la contemplation et les activités récréatives en créant différents espaces collectifs. Enfin, le réaménagement de certaines rues, la création de lieux publics de rencontre, l'aménagement d'espaces verts et de jardins, ainsi que la mise en réseau de sites riverains favoriseront l'émergence de pratiques environnementales exemplaires.

[19] Guide de la prise de décision en urbanisme – Programme particulier d'urbanisme, doc. 4.1.1
[20] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1
[21] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33

1.4.2 Orientations

Afin de mettre en pratique cette vision, la Ville de Montréal présente cinq orientations pour la partie nord de L'Île-des-Sœurs[22] et des objectifs sous-jacents :

1. La création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD aux abords de la station du REM. Cette orientation a pour objectif de soutenir la densité construite; consolider le noyau de commerces, services et affaires de la place du Commerce; promouvoir une diversité dans l'offre de logements; et favoriser l'intégration de nouveaux équipements et espaces collectifs;
2. L'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs. Avec cette orientation, la Ville vise à améliorer l'accès à l'île et privilégier des aménagements au profit des piétons, cyclistes et usagers du transport collectif;
3. La mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères. Les objectifs relatifs à cette orientation sont les suivants : favoriser une complémentarité avec la cité-jardin; consolider le parcours riverain; mettre en valeur l'entrée de ville et les vues d'intérêt; et mettre en valeur l'histoire du lieu;
4. L'encadrement harmonieux de la forme bâtie. Cette orientation permettrait à la Ville une gestion optimale des gabarits et favoriser une architecture et des aménagements de qualité en relation avec l'espace public;
5. La performance environnementale. Cette orientation a pour but d'encourager une gestion écologique des sites par des pratiques innovantes et durables.

Chaque objectif contient une série d'interventions préconisées pour leur mise en œuvre décrite dans la section 3 du projet. Le PPU présente également une série de plans et de cartes pour illustrer l'organisation spatiale et les grands principes du projet.

1.4.3 Concepts d'aménagements et interventions détaillées

Le projet de PPU comporte une section consacrée à la présentation d'un concept d'aménagement pour l'ensemble du secteur, et une autre liée à des interventions détaillées selon les aires d'ambiance. Les sections 4 et 5 du PPU présentent des exemples d'ambiance qui illustrent les intentions de la Ville. Un axe vert ainsi que des allées de commerces y sont représentés. Ces sections contiennent aussi des plans, des coupes et des images 3D à titre indicatif pour illustrer les orientations de la Ville, sans représenter des contraintes aux futurs développements.

1.4.4 Mise en œuvre

La dernière section du PPU expose les moyens de mise en œuvre des orientations et des objectifs cités plus haut. Parmi ces moyens, le projet propose des modifications importantes concernant

[22] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 34

la densité et la limite des hauteurs des constructions. Au sud de l'autoroute, ces paramètres sont augmentés par rapport à ceux actuellement en vigueur, tandis que pour la partie au nord de l'autoroute, le PPU introduit des limites de hauteur et révise la densité de construction.

Le projet de PPU propose donc l'ajout d'une nouvelle carte des limites des hauteurs et la modification de la carte de densités du PU. Cette dernière apporte notamment le découpage du territoire et présente les coefficients d'occupation du sol (COS)[23] minimal et maximal par secteur de densité. Les COS peuvent aller de 2 à 6, selon le secteur. Ces densités et hauteurs sont différentes de part et d'autre de l'autoroute 15 qui traverse le territoire. Aux abords de l'autoroute, le PPU permet des bâtiments pouvant aller jusqu'à 63 mètres de hauteur, tandis qu'au sud, la hauteur maximale est de 57 mètres. La densité atteindra 110 logements par hectare, en accord avec le PMAD et le SAD.

Des bâtiments de plus grands gabarits sont ainsi permis aux abords de l'autoroute et de la gare du REM, alors que la hauteur et la densité tendent à diminuer à proximité des quartiers résidentiels au sud et à l'ouest du secteur. Néanmoins, deux secteurs ne sont pas affectés par ces changements : le secteur établi 24-10, dans lequel se trouvent le campus Bell et une partie du quartier Pointe-Nord, qui ont récemment fait l'objet d'un développement immobilier; et le secteur 24-08, principal site du littoral, est occupé en grande partie par un concessionnaire automobile et fait l'objet d'une « *planification différée*[24] ».

Le projet propose également les modifications suivantes aux règlements d'urbanisme :

- Taux d'implantation au sol des bâtiments égal ou supérieur à 35 % et inférieur à 60 %;
- Taux de verdissement minimal de 35 %, incluant une partie des toits végétalisés;
- Au moins 95 % des aires de stationnement localisées à l'intérieur des bâtiments;
- Nombre maximal de cases de stationnement autorisé par logement ne dépassant pas 0,75;
- Nombre maximal de cases de stationnement autorisé pour tout usage commercial de 1 case/50 m²;
- Des marges de recul minimales et maximales afin d'encadrer les rues par les façades des constructions;
- L'intégration d'une partie basse au bâtiment (basilaire) afin de soutenir un rapport d'échelle harmonieux avec le piéton.

La dernière section présente également une proposition de phasage sommaire des interventions publiques et une carte des usages autorisés contenant l'affectation du sol. La carte des usages a été modifiée afin de densifier le secteur et créer un quartier de type TOD.

[23] « *La densité de construction est exprimée par le coefficient d'occupation du sol qui correspond au rapport entre la superficie de plancher totale d'un bâtiment et l'aire du terrain sur lequel il est érigé* ». Source : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2761,3096724&_dad=portal&_schema=PORTAL

[24] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 111

1.5 Le dossier de documentation

Dans le cadre de la présente consultation, la Ville de Montréal a déposé, outre le projet de PPU, plusieurs documents complémentaires d'information, dont :

Portrait diagnostic complet[25] : Ce document constitue une analyse de la partie nord de L'Île-des-Sœurs. Il est composé d'une mise en contexte du territoire, d'un portrait actuel et futur du territoire, ainsi que d'un diagnostic de ses potentiels et contraintes. Enfin, il apporte une synthèse des principaux constats et des défis et opportunités dans le cadre de la démarche de planification.

Compte rendu des activités participatives réalisées[26] (2018) dans le cadre de la consultation en amont du projet de PPU. Ce *rapport synthèse*[27] présente une mise en contexte de la consultation en amont réalisée par le Centre d'écologie urbaine de Montréal, mandaté par la Ville et l'arrondissement de Verdun, le profil des participants et la rétroaction des citoyens, des propriétaires et des promoteurs à la vision préliminaire de développement proposée par la Ville.

Évaluation du potentiel de développement résidentiel[28] (2017). L'atelier a rassemblé des professionnels municipaux et un expert-conseil externe. Le rapport vise à présenter les différents éléments discutés. Il présente la méthodologie, les participants et une série de commentaires et réponses à des questions liées au potentiel de développement résidentiel du secteur.

Évaluation du potentiel de développement économique[29] (2017). Les objectifs de cette démarche sont de documenter et évaluer les impacts et retombées des grands projets d'infrastructure sur le développement résidentiel, commercial et de bureau de la partie nord de L'Île-des-Sœurs, et d'identifier les outils à mettre en place et les actions à mener pour assurer que le développement du secteur soit conforme aux orientations municipales et métropolitaines. Le rapport est structuré en trois étapes : soit les constats, tendances et perspectives; les potentiels, effets et enjeux; et les stratégies; en plus des conclusions.

Outre la documentation fournie par la Ville de Montréal, l'OCPM a rendu disponible sur la page web de la consultation des documents et des liens utiles pour appuyer les groupes et personnes dans leur réflexion. Ces informations ont été organisées sous huit thématiques, à savoir : aménagement, planification et règlementation d'urbanisme; patrimoine; environnement; mobilité; habitation; consultation précédente; histoire; et informations relatives à l'arrondissement[30].

[25] Portrait diagnostic complet — septembre 2018, doc. 3.2
[26] Activités participatives réalisées — novembre 2018, doc. 3.3
[27] Rapport synthèse, doc. 3.3.1
[28] Évaluation du potentiel de développement résidentiel — Atelier de discussion, doc. 3.4
[29] Évaluation du potentiel de développement économique, doc. 3.5
[30] Toute la documentation est accessible sur la page web de la consultation à l'adresse suivante : http://ocpm.qc.ca/fr/PPUnordIDS/documentation

1.6 La démarche de consultation

L'étape de communication et de mobilisation, qui a débuté en septembre 2019, comprenait le lancement de la page web de la consultation sur le site Internet de l'OCPM, l'annonce de la consultation sur les divers réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram), l'envoi des infolettres aux personnes et groupes abonnés, ainsi que la distribution d'environ 15 300 dépliants sur l'ensemble du territoire de L'Île-des-Sœurs.

Afin d'informer le public et recueillir l'opinion du plus grand nombre de participants, l'OCPM a mis en place une démarche de consultation en plusieurs étapes :

- La séance d'information (le 30 septembre 2019)
- La consultation en ligne (du 3 octobre au 3 novembre 2019)
- Les séances d'audition des opinions (du 28 au 31 octobre 2019)

Au total, près de 3 500 personnes ont pris part aux activités de la démarche de consultation.

1.6.1 Séance d'information

Le 30 septembre, la commission a tenu une séance d'information au centre communautaire Elgar. Dans l'heure qui précédait la séance d'information, les quelque 400 participants ont pu discuter, s'informer et poser des questions aux représentants de la Société de transport de Montréal (STM), des Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) et du Réseau express métropolitain (REM), qui tenaient des tables d'information sur les projets et les grands chantiers en cours dans le secteur de planification.

Ensuite, les citoyens ont assisté à la présentation du projet de PPU par les représentants de la Ville. Après une pause a eu lieu la période de questions lors de laquelle les participants ont pu interroger les représentants de l'arrondissement et de la Ville.

La séance d'information a été intégralement diffusée en direct sur Facebook, Twitter et sur le site web de l'OCPM. La vidéo a, par la suite, été mise en ligne et reste à la disposition pour le visionnement différé sur YouTube[31]. Toute la séance a été sténographiée et transcrite; cette transcription se trouve sur la page web de la consultation[32].

1.6.2 Consultation en ligne

La consultation en ligne était composée de deux éléments. Le premier élément consistait en un questionnaire à choix multiple, ayant pour objectif de connaître l'avis général de la population sur certains aspects des orientations d'aménagement présentés par le PPU. Les résultats des questionnaires en ligne ne peuvent être assimilés à ceux d'une enquête ou d'un sondage

[31] Vidéo de la séance d'information : https://www.youtube.com/watch?v=Trrriy6Ni1o&feature=youtu.be
[32] Transcription de la séance d'information : http://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P105/6.1_transcription_ids.pdf

nécessitant un processus d'échantillonnage et une analyse statistique éprouvée. Ces résultats illustrent seulement l'opinion des personnes qui ont volontairement choisi de participer à l'exercice. Un total de 966 participants a répondu au questionnaire.

Le deuxième élément était composé de questions ouvertes déposées au site de l'Office, portant sur huit thématiques distinctes, soient la *mobilité, les équipements et services publics, l'environnement, l'habitation, l'économie locale et emploi, l'aménagement, le patrimoine* et *autres*. Les personnes avaient la possibilité de donner leur opinion sur le nombre de thématiques de leur choix et les réponses ne pouvaient pas dépasser 250 mots. Les opinions en ligne ont récolté un total de 428 réponses.

Les résultats de la consultation en ligne ont été pris en compte au même titre que les mémoires écrits et les interventions orales. Ces opinions seront exposées au chapitre suivant.

1.6.3 Audition des opinions

Les activités de consultation se sont conclues avec la tenue de 5 séances d'audition des opinions. Toutes les séances ont eu lieu au centre communautaire Elgar, en après-midi ou en soirée, entre le 28 et le 30 octobre 2019. Elles ont été l'occasion pour tous ceux qui le désiraient de présenter devant la commission leur opinion concernant le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs.

La commission a reçu 87 mémoires écrits, dont 28 ont été présentés en personne lors des séances d'audition, auxquels se sont ajoutées 13 présentations orales sans dépôt de mémoire.

Au terme de la démarche de consultation, la commission a procédé à l'analyse de l'ensemble des opinions déposées tout au long du processus et a formulé des recommandations qui ont ensuite été remises aux élus municipaux.

Tableau synthèse de la participation

ACTIVITÉ	DATE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Séance d'information	30 septembre 2019	400
Visionnement de webdiffusion	En direct ou en différé	1589
Questionnaire en ligne	26 septembre au 4 novembre 2019	966
Opinions en ligne	3 octobre au 3 novembre 2019	428
Séances d'audition des opinions	28 au 30 octobre 2019	166
Opinions orales et écrites :		
Mémoires déposés avec présentation		28
Interventions sans dépôt de mémoire		13
Mémoires déposés sans présentation		46

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

Ce chapitre propose une synthèse des préoccupations, des attentes et des opinions exprimées par les participants.

2.1 L'accueil général

Le projet de PPU reçoit un accueil mitigé de la part des participants à la consultation. Si la majorité des participants est en accord avec la vision et les orientations du projet, bon nombre d'entre eux considèrent que les modalités du projet viennent modifier radicalement leur milieu de vie et ne répond pas aux besoins de tous les résidents de l'île[33]. De plus, plusieurs intervenants estiment que le processus de planification devrait englober l'entièreté du territoire de l'île et pas seulement sa partie nord[34]. Quelques participants s'opposent clairement au projet[35] et Les Verrières sur le Fleuve suggère que « *cet exercice de consultation devrait se solder par une révision complète de ce projet de PPU qui, malheureusement, ne s'harmonise pas suffisamment avec le reste de L'Île-des-Sœurs*[36]*.* »

Jugé insatisfaisant et incomplet selon quelques participants, le projet ne prendrait pas en compte les spécificités ou ce que certains appellent l'ADN de L'Île-des-Sœurs[37]. Dans le même ordre d'idées, Forum considère que les objectifs et les principes directeurs du PPU sont satisfaisants, mais demande une révision « *de certains éléments directeurs et des outils de mise en œuvre*[38] ».

Malgré certaines critiques, un citoyen estime également que « *le document (PPU) est exhaustif et sa structure s'inscrit dans les bonnes pratiques (diagnostic, vision, proposition générale et détaillée, balises d'aménagement, etc.)*[39] ». D'autres participants reconnaissent plusieurs éléments positifs dans le projet et comprennent le besoin de revoir la planification du secteur avec l'arrivée du REM pour en faire une aire de Transit-Oriented Development (TOD). Ainsi, plusieurs recommandations et pistes de solutions sont proposées par les participants afin de bonifier et de compléter le document présenté par la Ville, en vue d'un aménagement cohérent avec le milieu existant et dans l'intérêt des résidents actuels et futurs[40].

[33] Marc Prevost, doc. 8.1.60; Yolanda Mena, doc. 8.3.35; Michel Jacques, doc. 7.27, p. 2; Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 5
[34] Pierre Gastaldy, doc. 8.7.41; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.7.43; François Simoneau, doc. 8.7.44; Michel Jacques, doc. 7.27, p. 2; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 1
[35] Alejandro Alvarez, doc. 7.39, p. 1; Céline Hallée, doc. 7.57, p. 1; John Lyons, doc. 7.63, p. 1; Louise Mongeau, doc. 7.80, p. 1; Suzanne Pelland, doc. 8.1.59
[36] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 11
[37] Samuel Levy, doc. 8.2.5; Le groupe Maurice - Résidence Ambiance, doc. 7.60, p. 5; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 1; Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 3
[38] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23.2, p. 12
[39] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 5
[40] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 6-7; Campus Bell, doc. 7.7.1, p. 47; Michèle Riva, doc. 7.82, p. 1; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 5

Les thèmes les plus abordés au long de la consultation concernent les questions liées à l'aménagement, à la mobilité et à l'environnement. On dénombre aussi plusieurs interventions concernant les équipements collectifs, l'habitation et la gouvernance.

Pour les fins du présent rapport, les opinions et commentaires ont été regroupés en six thèmes : l'aménagement, la mobilité, les équipements collectifs, l'économie locale et l'emploi, l'environnement, le patrimoine et la gouvernance.

2.2 L'aménagement

Les contributions concernant le concept d'aménagement et les interventions détaillées se réfèrent principalement aux questions liées aux changements proposés aux règlements d'urbanisme, y compris les limites de hauteurs et densités, et à l'aménagement de parties spécifiques du territoire, en plus des observations ponctuelles.

2.2.1 Hauteurs et densité

Selon le PPU, « *afin de favoriser l'utilisation du transport collectif et d'intégrer un milieu de vie structurant selon les principes d'un TOD, de nouvelles constructions plus denses que certains bâtiments présents, et intégrants des usages mixtes, devront être planifiées dans le secteur*[41]. » À cet effet, le projet présente des cartes qui indiquent le découpage des secteurs de densité de construction et les paramètres relatifs aux limites de hauteur des bâtiments autorisées sur le territoire de planification[42].

Ces questions ont interpellé un nombre important de participants pour qui ces paramètres constituent la principale préoccupation. Pour ce qui est des limites de hauteur, même s'il n'y a pas de consensus sur les valeurs maximales qui devraient être permises dans les différentes parties du secteur, quelques tendances se dégagent.

Pour la partie au nord de l'autoroute, les abords immédiats de la station du REM et les pourtours de l'île, la majorité des intervenants est plutôt favorable à la construction de bâtiments en hauteur, pouvant atteindre dans certains cas jusqu'à une centaine de mètres[43], ce qui, d'après eux, conjugué avec la densité de construction et le taux d'implantation sur le terrain, permettrait un plus grand dégagement au sol[44]. Le Groupe Maurice tient cependant à mettre en garde contre la multiplication de tours, et estime que « *bien que la densité soit l'une des clés de succès d'un*

[41] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 25
[42] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 108-109
[43] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32; MACH, doc. 7.10.2, p. 72; Cité de l'île, doc. 7.48, p. 2; Samuel Levy, doc. 8.6.4; Jean Patenaude, doc. 8.6.12; Ahmad Munir, doc. 8.6.32; Rosana Faria, doc. 8.6.46; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Lise Truchon, doc. 8.6.38; Renée Piette, doc. 8.6.40; Jean Page, doc. 8.6.54; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82; Mitch Leblanc, doc. 8.6.68; Jean-Pierre Gauvin, doc. 8.4.11; Christine Belanger, doc. 8.6.24
[44] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 7; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 4

redéveloppement urbain à proximité de la future gare du REM, il est important de limiter la construction trop massive d'immeubles en hauteur[45]*.* »

MACH tient à souligner qu'il existe « *un différentiel allant de 6 mètres à 21 mètres entre les hauteurs maximales qui seront permises au nord et celles autorisées au sud [de l'autoroute], alors que des coefficients d'occupation au sol (COS) identiques sont prescrits de part et d'autre*[46]. », et demande que la Ville procède à une harmonisation des limites de hauteur entre ces deux parties du territoire.

De l'avis de la majorité des participants, les hauteurs permises par le PPU au sud de l'autoroute, et aux abords de la rue place du Commerce sont trop importantes; les immeubles ne devraient pas dépasser une dizaine étages[47]. À ce sujet, quelques résidents soulignent la nécessité de préserver les percées visuelles, tant à l'intérieur de l'île que vers le mont Royal, le centre-ville de Montréal et le fleuve[48]. Certains s'inquiètent aussi de l'impact visuel de la construction de bâtiments de grande hauteur sur l'entrée de ville, pour ceux qui empruntent le pont Samuel-De Champlain en provenance de la Rive-Sud[49].

D'autres limiteraient davantage les hauteurs[50] et favoriseraient la construction de maisons de ville « *[…] ou condos d'un maximum de 3 étages pouvant accueillir des familles avec enfants*[51]*.* » En effet, nombreux sont ceux qui craignent que l'édification de grands immeubles ne nuise davantage au concept de cité-jardin[52] que l'on retrouve dans le reste de l'île.

[45] Le groupe Maurice - Résidence Ambiance, doc. 7.60, p. 7
[46] MACH, doc. 7.10, p. 5
[47] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Pierre-Gabriel Jobin, doc. 7.62, p. 2; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 1; Gaston Carrière, doc. 7.78, p. 1; Jean Patenaude, doc. 8.6.12; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Jane Renaud, doc. 8.4.19; Jean Pealy, doc. 8.1.30; Carole Beaulac, doc. 8.1.56; Gilles Hébert, doc. 8.1.71; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Gabrielle R., doc. 8.6.63; Robert Rainville, doc. 8.6.64; George Bagramyantsev, doc. 8.6.67; Danielle Lagacé, doc. 8.6.73; Françoise Caron, doc. 8.6.87; Guy Pare, doc. 8.1.65; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.2.51; Michèle Riva, doc. 8.4.67; Renée Simard, doc. 8.7.36
[48] Danielle Lagacé, doc. 8.6.73; Gabrielle R., doc. 8.6.63; Marjolaine Nobert, doc. 8.6.79; Gilles Lavoie, doc. 8.6.90; Guy Wells, doc. 8.6.91; Marie Lecavalier, doc. 8.7.25; Ghislaine Guay, doc. 8.7.34; Louise Desjardins, doc. 8.6.41; Michèle Riva, doc. 8.4.67; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.6.84; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 11; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 14
[49] Yaniv Dahan, doc. 8.6.21
[50] Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Denis France, doc. 8.4.22; Lise Truchon, doc. 8.6.38; Ahmed Chetioui, doc. 8.3.27; Cynthia Provencher, doc. 8.6.1; Johanne Bouchard, doc. 8.6.10; Marie La Rue, doc. 8.6.14; Micheline Ralet, doc. 8.6.25; Denyse Gérin, doc. 8.6.50; Michel Lorion, doc. 8.6.65; Richard Provost, doc. 8.6.78; Marjolaine Nobert, doc. 8.6.79; Alan Gosselin, doc. 8.6.81; Ghislaine Guay, doc. 8.7.34; Izak Almaleh, doc. 8.8.19; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.4.37; Louise Desjardins, doc. 8.4.45; Mireille Chabarekh, doc. 8.4.50
[51] Marie La Rue, doc. 8.4.39
[52] Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Sherman Carroll, doc. 8.3.43

Quelques résidents jugent que le secteur est déjà suffisamment bâti et, par conséquent, proscrivent la construction de toute nouvelle construction en hauteur, qu'elle soit résidentielle ou mixte, sur l'ensemble du territoire[53].

Quelques participants considèrent excessive la densité résidentielle minimale de 110 logements/hectare prescrite pour l'ensemble du territoire de planification[54], établie au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD)[55]. Pourtant, aucun consensus ne semble se dégager autour de la densité souhaitée.

Selon Les Verrières sur le Fleuve, « *les hauteurs et densités proposées pourraient être limitées à une quarantaine de mètres et à 80 logements à l'hectare ce qui permettrait d'obtenir à la fois une densité intéressante et un tissu urbain mieux adapté à L'Île-des-Sœurs*[56] ». Alors que l'Association des architectes paysagistes du Québec propose d'adopter « *un règlement qui intègrerait un seul COS (coefficient d'occupation au sol) pour IDS visant un seuil minimal de densité de 60 log/ha et un seuil maximal de densité de 110 log/ha*[57] », un citoyen plaide pour « *un ratio de 30 logements par hectare afin de respecter le concept de cité-jardin*[58]*.* » Enfin, pour plusieurs participants, la Ville devrait, au mieux, maintenir les normes actuelles de densité et de hauteur permises[59] pour l'ensemble du territoire de planification.

Des avis favorables à une plus grande densification du secteur se font également entendre, surtout aux abords de la future station du REM[60]. À ce sujet, MACH souligne que « *s'il n'y a pas assez de densité qui est donnée aux propriétaires existants, ils ne vont jamais transformer leurs immeubles. Parce que ces immeubles, ils génèrent du revenu actuellement*[61] ». Cependant, selon les participants, certaines conditions à l'augmentation de la densité s'imposent[62]. Parmi ces conditions, les citoyens demandent notamment l'inclusion de « *parcs et autres espaces verts — sans toutefois négliger les boulevards et rues plantés*[63] » ainsi que « *plus d'espaces publics agréables, plus de transport public réel et au moins deux accès routiers à Montréal*[64]*.* » Enfin,

[53] Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; John Lyons, doc. 7.63, p. 1; Anthony Gagnon, doc. 8.6.6; Luc Gingras, doc. 8.6.13; Marc T, doc. 8.6.47; Denyse Gérin, doc. 8.6.50; Hugues Polin, doc. 8.6.53; Jean Houle, doc. 8.6.69; Geneviève Paquin, doc. 8.6.83; Marie Bernier, doc. 8.4.40; Gilles Lemieux, doc. 8.7.39; Denis France, doc. 8.5.11; Alejandro Alvarez, doc. 8.2.13; Cynthia Provencher, doc. 8.3.1

[54] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 10; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 6; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 1; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Samuel Levy, doc. 8.6.4; Anthony Gagnon, doc. 8.4.4

[55] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, doc. 4.1.4, chapitre 3

[56] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 9-10

[57] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 6

[58] Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3

[59] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Sherman Carroll, doc. 8.3.43; Alfredo Briceno, doc. 8.4.66; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8; Pierre Gastaldy, doc. 8.6.80; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82; Françoise Caron, doc. 8.6.87; Gilles Lavoie, doc. 8.6.90; François Simoneau, doc. 8.6.88

[60] Voyagez Futé, doc. 7.54, p. 6; MACH, doc. 7.10.2, p. 72

[61] MACH, doc. 7.10.2, p. 72

[62] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23.2, p. 13

[63] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 1

[64] Marie-Nicole Hébert, doc. 7.77, p. 1

comme le résume un participant, les personnes sont « *d'accord sur beaucoup de points dont augmenter la densité, mais cela doit se faire de façon intelligente*[65]*.* »

Alors qu'un participant considère qu'il est « *cohérent de favoriser une densification verticale plutôt qu'horizontale*[66] », pour d'autres, « *la densité n'est pas nécessairement synonyme de hauteur [et] c'est beaucoup plus par la compacité et la connectivité que nous pouvons l'atteindre*[67]*.* »

2.2.2 Habitation

La densité de construction, mesurée en nombre de logements par hectare, a un lien direct avec la question de l'habitation et de la quantité de nouveaux résidents potentiels sur le territoire de planification. Selon le PPU, « *L'aire TOD indiquée inclut l'entièreté de la superficie du secteur de planification et prescrit une densité résidentielle minimale brute de 110 logements/hectare. Cette densité liée à l'aire TOD est également établie au SAD*[68]*.* » Toujours d'après les projections du PPU, la capacité d'accueil du secteur de planification rendrait possible la construction de 3 700 unités résidentielles sur un horizon de 20 ans[69].

La grande majorité des participants estiment excessifs[70] les chiffres présentés dans le projet et considèrent que l'île a déjà atteint son point de saturation en termes du nombre d'habitants[71]. Pour ce qui est du questionnaire en ligne, 59,4 % des répondants se disent « *pas du tout favorable* » à l'accueil d'environ 3 700 nouvelles unités résidentielles. Seulement 21,2 % des répondants se manifestent de façon « *assez favorable* » ou « *très favorable* » à cette prévision.

D'après un citoyen, avec ces chiffres, « *on se dirige vers une population de +/- 30 000, sans compter toute augmentation provenant du développement du reste de L'Île-des-Sœurs*[72]*.* » Selon plusieurs participants, les infrastructures, jugées déjà déficitaires, ne seront pas en mesure de supporter une telle augmentation de la population. Ceux qui partagent ce point de vue citent notamment le manque d'école, les infrastructures sanitaires, les problèmes de mobilité et le manque d'espaces verts comme les raisons principales de leur opposition à l'arrivée de nouveaux

[65] Jean Poulin, doc. 7.73, p. 1
[66] Projet Paysage, doc. 7.17, p. 7
[67] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 7
[68] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3,1, p. 5
[69] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 51
[70] Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3; Sammy Dalva, doc. 8.4.41; Marc T, doc. 8.4.47; Yves Jacquier, doc. 8.4.55; Marie-Claude Gervais, doc. 8.4.62 et doc. 7.66, p. 1; France Letarte, doc. 8.4.63; Guy Belanger, doc. 8.4.71; Marie Bouvet, doc. 8.4.3; Sieg Arnold, doc. 8.4.35; Carole Giroux, doc. 8.4.36
[71] Renée Piette, doc. 8.1.42; Johanne Bouchard, doc. 8.4.8; Luc Gingras, doc. 8.4.14; Monique Beauchemin, doc. 8.4.17; Mireille Chabarekh, doc. 8.4.50; Martine LaBreche, doc. 8.4.52; Marie-France Mirtain, doc. 8.4.57; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8; Ron Campbell, doc. 8.8.21; Gérard Vibien, doc. 8.6.61; Emmanuelle Ouimet, doc. 8.4.42; Andy Lamarre, doc. 8.3.26
[72] Anthony Gagnon, doc. 8.4.4

résidents sur l'île[73] en si grand nombre. Une citoyenne résume ainsi ces arguments : « *nous manquons déjà cruellement d'infrastructure et services publics à l'Île compte tenu de la population actuelle (école, école secondaire, piscine intérieure, aréna, bibliothèque trop petite, etc.). [Et] l'accès à l'Île et aux sorties sont déjà problématiques et ne répondent pas aux besoins des résidents*[74]. »

Quant aux besoins spécifiques de certaines clientèles en termes de logements, quelques participants s'opposent à la construction de logements sociaux et abordables dans le secteur[75], en particulier au nord de l'autoroute[76]. D'autres, au contraire, considèrent que « *l'offre de logements doit être pour des logements abordables*[77] », sociaux ou à coût raisonnable[78]. À cet égard, des organismes comme le CIUSS, le CACV et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, soutiennent les propos de Concertation en développement social de Verdun, qui recommande « *qu'une politique plus large en habitation, visant à répondre aux besoins des personnes à faible et modeste revenu et à garantir le droit au logement, soit élaborée dans la prochaine année de façon urgente. Cette politique devra notamment inclure une stratégie foncière visant à acquérir des terrains pour développer du logement social*[79]. »

Bon nombre d'intervenants soulignent également des besoins particuliers, notamment pour les aînés et les familles[80] et, en ce sens, souhaitent des habitations avec une plus grande mixité sociale[81]. Enfin, Concertation en développement social de Verdun souhaite « *Que la planification du secteur prenne en compte les besoins des personnes plus démunies*[82]. »

2.2.3 Règlementation

Les nouveaux paramètres proposés par le PPU « *rendront aussi nécessaires certaines modifications dans le contenu des règlements d'urbanisme de l'arrondissement applicables au*

[73] Jean Guichard, doc. 8.4.2; Béatrice Fortin, doc. 8.4.5; Nicole Desrochers, doc. 8.4.58; Serge Leclerc, doc. 8.4.60; Guy Belanger, doc. 8.4.71; Alfredo Briceno, doc. 8.4.66; Renée Piette, doc. 8.6.43; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Jean Houle, doc. 8.4.65; Hugues Polin, doc. 8.6.53; Michel Guerra, doc. 8.3.34; Cristian Mateo, doc. 7.30, p. 1
[74] Nathalie Faucher, doc. 8.6.60
[75] Christine Belanger, doc. 8.4.21; Lise Labrie, doc. 8.4.31; Louise Desjardins, doc. 8.4.45; Mitch Leblanc, doc. 8.4.64; Sina Nabavi, doc. 8.4.72; Mireille Dubuc, doc. 8.6.11
[76] Ann-Judith Bélanger, doc. 8.4.1; D. Cloutier, doc. 8.4.7; Denise Dion, doc. 8.4.44
[77] Lise Truchon, doc. 8.4.38
[78] Brigithe Leduc, doc. 8.4.49; Renée Piette, doc. 8.4.43; Flo Ds, doc. 8.4.51; Denis France, doc. 8.4.22; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 14; Adrian Sheppard, doc. 7.6.2, p. 23; Daniel Leblanc, doc. 7.31, p. 2; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 9; Pierre-Gabriel Jobin, doc. 7.62, p. 2; Mary Jeanne Phelan, doc. 8.8.17; Mireille Chabarekh, doc. 8.4.50
[79] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 9
[80] Suzy Boisvert, doc. 8.4.13; Manon Sénécal, doc. 8.4.20; Christine Belanger, doc. 8.4.21; Michel Millette, doc. 8.4.29; Louise Desjardins, doc. 8.4.45; Rosana Faria, doc. 8.4.46; Marc T, doc. 8.4.47; Dorothée Faust, doc. 8.4.48; Haleh Malek zadeh, doc. 8.4.61; Sina Nabavi, doc. 8.4.72; Nathalie Joannis, doc. 8.7.17; Renée Piette, doc. 8.4.43; Richard Provost, doc. 8.4.69
[81] Lise-Anne Laverdure, doc. 8.4.37; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 13; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 6
[82] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 6

territoire[83] ». Quelques-unes de ces modifications ont mérité une attention particulière de la part des participants et ont fait l'objet de recommandations bien précises.

Taux d'implantation — le projet de PPU prévoit un taux d'implantation moyen, allant de 35 % à 60 % pour l'ensemble du territoire de planification[84]. À ce propos, Proment se demande « *pourquoi proposer un taux d'implantation minimum*[85] ». Selon ce promoteur, ne pas établir de taux minimum d'implantation permettrait davantage de dégager de l'espace au sol pour l'aménagement des espaces verts. De plus, selon Lemay « *les densités proposées sont acceptables pour le territoire toutefois, lorsque combinées aux taux d'implantation minimums prescrits, il est impossible d'atteindre les densités permises*[86] ».

Basilaire — le PPU a comme balise d'aménagement l'intégration de basilaires pour les bâtiments de grande hauteur « *afin de soutenir un rapport d'échelle harmonieux avec les piétons*[87] ». Cité de l'île juge qu'un « *basilaire commercial n'est pas requis ni nécessairement souhaité*[88] » et demande à la Ville de revoir à la baisse le nombre d'étages destinés à cette fin ou d'enlever cette obligation. Dans la même veine, une citoyenne estime que « *bien que cette pratique donne de bons résultats dans les milieux urbains denses traditionnels, il s'agit d'une forme totalement étrangère à L'Île-des-Sœurs*[89]*.* »

Distance entre les tours — le PPU propose également de respecter une distance de 80 mètres entre les murs de la partie haute (au-delà du 9^{e} étage) des bâtiments de grande hauteur[90]. Plusieurs participants demandent à la Ville de réviser ce chiffre à la baisse[91], car selon eux, pour l'approbation d'un projet, d'autres critères devraient entrer en ligne de compte comme *« la localisation, l'orientation, le traitement architectural, l'effet de masse, etc.*[92] ». Lemaymichaud abonde dans le même sens et propose une distance entre les tours de 30 mètres puisque, « *une orientation et implantation réfléchie des tours permettra de les rapprocher, augmentant ainsi la densité du secteur, tout en préservant les axes de vue et l'ensoleillement du secteur*[93] ». Cité de l'île demande que cette règle ne soit pas applicable pour les bâtiments commerciaux[94].

Superficie de plancher — l'un des critères pour les bâtiments de grande hauteur est celui de « *tendre vers une superficie de plancher par étage, à partir du 9e étage, ne dépassant pas 900 m²*

[83] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 105
[84] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 112
[85] Proment, doc. 7.22, p. 20
[86] Lemay, doc. 7.21, p. 6
[87] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 118
[88] Cité de l'île, doc. 7.48, p. 2
[89] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 8
[90] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 118
[91] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32; Lemay, doc. 7.21, p. 4; First Capital Realty, doc. 7.16, p. 4; Pierre Malo, doc. 7.11, p. 8; Nuntip, doc. 7.20, p. 6-7
[92] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30
[93] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32
[94] Cité de l'île, doc. 7.48, p. 2

afin d'assurer un affinement du volume construit[95] », ce qui contribuerait en particulier à la préservation des percées visuelles. Plusieurs intervenants estiment que cette limitation, notamment pour les bâtiments commerciaux, est trop restrictive et recommandent la suspension de ce critère[96]. Selon Gestion Sandalwood, cette norme favoriserait la construction d'édifices de type « *gâteau de noce* » et la restriction de la superficie de plancher toucherait les « *niveaux les plus intéressants, ce qui va à l'encontre de toute logique économique et ne donne pas des édifices efficaces, viables ou encore rentables*[97]*.* »

Marges de recul — le PPU contient une carte qui indique des marges de recul minimale et maximale afin de « *favoriser un encadrement de la rue par la forme construite*[98] ». Les marges sont réduites le long de la place du Commerce en vue d'obtenir un alignement des façades avec la rue, et beaucoup plus larges à certains endroits pour permettre des zones tampons et plus de verdissement. À cet égard, une citoyenne estime qu'une implantation rapprochée de la rue « *est aussi étrangère à L'Île-des-Sœurs*[99] » et selon Gestion Sandalwood, « *ne cadre aucunement avec l'esprit de type pavillonnaire qui a toujours été privilégié sur L'Île-des-Sœurs et qui en a fait son originalité*[100] ». Ils considèrent que des marges plus importantes sur l'ensemble du territoire de planification offriraient davantage d'espace pour le verdissement et la création d'espaces verts. Lemaymichaud, à son tour, estime que « *Des marges de recul favorisant un rapprochement des façades aux lignes de lot permettront un plus grand dégagement des espaces jardin, tout en structurant le tissu urbain du secteur*[101]*.* », alors qu'un citoyen souhaite des marges assez larges sur la place du Commerce « *afin de pouvoir y intégrer l'élargissement de la place piétonnière et les espaces de verdissement*[102] ».

Usages — le projet de PPU présente une carte qui montre les groupes d'usages autorisés sur le territoire de planification[103]. Le règlement de zonage doit respecter ces groupes d'usages, sous réserve de certaines restrictions. Un certain nombre de participants émettent des critiques concernant ce plan. De l'avis d'un participant, « *la Ville souhaite ponctuellement ségréger les fonctions dans le territoire, plutôt que d'y intégrer largement la notion de mixité; ce qui est contraire à toute logique de planification et de création d'un TOD*[104]*.* » Plus spécifiquement, Forum préconise de « *maintenir l'autorisation des usages commerciaux et de bureaux actuels dans l'ensemble des zones du secteur 24-T7*[105] » localisé immédiatement au nord du boulevard

[95] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 118
[96] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30; Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32; Lemay, doc. 7.21, p. 5; Cité de l'île, doc. 7.48, p. 2; First Capital Realty, doc. 7.16, p. 5
[97] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 12
[98] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 115-116
[99] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 8
[100] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 13
[101] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32
[102] Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 5
[103] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113
[104] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 10
[105] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16

René-Lévesque. Les compagnies Loblaw Limitée insiste sur ce point et estime que « *La restriction des usages projetés est une des plus grandes préoccupations du PPU*[106]*.* »

Le CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal est favorable aux restrictions d'usages préconisées par le PPU de manière générale et recommande de « *ne pas implanter à moins de 150 mètres des autoroutes des usages destinés à des populations pouvant être plus sensibles aux effets des polluants (enfants, aînés, personnes ayant des maladies chroniques)*[107] ». Cela respecterait également « *les recommandations de la DRSP (Direction Régionale de Santé Publique) dans son avis quant aux usages permis aux abords d'un axe autoroutier*[108] ». Allant dans le même sens, une citoyenne estime qu'il faut « *éviter de promouvoir l'habitation près des voies rapides, ce qui ne crée jamais un lieu de résidence agréable*[109]*.* » La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, quant à elle, « *désire faire valoir l'importance d'inclure dès maintenant au plan d'urbanisme la présence d'espaces zonés "institutionnels"*[110] » notamment pour l'implantation de nouvelles écoles.

La carte du plan des usages « *exprime également la volonté d'exiger des usages commerciaux au rez-de-chaussée des bâtiments localisés sur des terrains le long des axes structurants*[111]*.* » La plupart des participants se montrent plutôt d'accord avec cette proposition. Forum ajoute qu'il serait pertinent de « *permettre la présence de bâtiments avec façade arrière donnant sur le boulevard René-Lévesque*[112] », et Gestion Sandalwood exprime le même souhait pour la « *nouvelle rue longeant l'emprise du pont Samuel-De Champlain*[113] ».

Finalement, pour bon nombre d'intervenants les objectifs et critères proposés par le PPU sont trop contraignants et « *impose(nt) davantage de dispositions règlementaires que d'autres aires TOD profitant également d'une certaine proximité avec le centre-ville*[114]. » Selon plusieurs participants, il serait plus judicieux que la Ville de Montréal se dote d'outils urbanistiques plus flexibles[115], « *misant davantage sur le qualitatif que sur le normatif*[116] ». Un citoyen propose qu'une règlementation rigide « *doit plutôt céder la place à une gestion du développement plus négociée entre l'Administration municipale et le promoteur*[117]*.* » Pour le CRE-Montréal, même si ces éléments font l'objet de plusieurs critiques, « *il faut que le PPU soit assorti de modifications*

[106] Les Compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 6
[107] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 10
[108] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 11
[109] Renée Piette, doc. 8.6.40
[110] Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, doc. 7.51, p. 2
[111] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113
[112] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16
[113] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 18
[114] Lemay, doc. 7.21, p. 2 et 9
[115] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 31; Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 3; Pierre Malo, doc. 7.11, p. 8; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 5; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 19; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 11; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6; Sobeys, doc. 7.55, p. 2
[116] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 31
[117] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 13

au règlement de zonage, des PIIA, de différents outils règlementaires et d'urbanisme qui vont, finalement, traduire la vision du PPU en actions concrètes[118]*.* »

2.2.4 Les aires d'ambiance

Le projet de PPU présente, à titre indicatif, une planification détaillée et spécifique de certaines unités de paysage appelées « *aires d'ambiance*[119] *»*. Parmi les aires d'ambiance décrites dans le PPU, certaines ont fait l'objet de commentaires et de recommandations bien précises de la part des intervenants.

Littoral est

Le secteur 24-08[120], aussi nommé « *Pôle du littoral*[121] » ou « *littoral est*[122] » dans le projet de PPU, a fait l'objet de plusieurs interventions. Des participants rappellent qu'une grande partie des terrains, occupés actuellement par un concessionnaire automobile, sont sous bail emphytéotique jusqu'à 2064[123] et « *représentent une réserve foncière importante, avec un grand potentiel de développement*[124] », dû essentiellement à sa proximité avec la future gare du REM et les berges du fleuve.

Un intervenant constate que « *[…] la Ville dans son projet de PPU remet à plus tard la planification de ce secteur en le plaçant en zone de planification différée*[125] » et, à l'instar d'autres participants[126], déplore le peu d'information concernant les raisons de ce choix. Tous s'accordent pour dire que la Ville devrait procéder immédiatement à la planification du secteur[127], et émettent plusieurs hypothèses. Alors que certains souhaitent que le secteur soit converti en espace vert[128], d'autres proposent l'application de paramètres similaires à ceux des secteurs adjacents[129], ce qui permettrait la mixité d'usages ainsi qu'une plus grande densité ainsi que la construction de bâtiments de plus grande hauteur[130].

[118] CRE-Montréal, doc. 7.25.2, p. 51
[119] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 66
[120] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 109
[121] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 53 et 54
[122] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 67
[123] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 6; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7
[124] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 6
[125] Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 1
[126] IDU —Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 5
[127] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30; Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 3; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 19; Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 2; MACH, doc. 7.10, p. 7; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 12; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3
[128] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 12; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Marie-José Deschamps, doc. 8.3.36
[129] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30; MACH, doc. 7.10.2, p. 74; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 19
[130] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 1 et 3; Robert Rainville, doc. 8.6.64

Place du Commerce

De nombreux résidents estiment que « *le secteur de la Place du Commerce est un secteur en requalification et en redéveloppement qui exige effectivement une planification détaillée afin d'avoir des espaces harmonieux et réfléchis […]*[131] ». Dans cette perspective, plusieurs participants souhaitent que la place du Commerce devienne un lieu de rassemblement et de rencontre, dotée d'espaces verts et d'équipements publics. Les répondants au questionnaire en ligne, à la hauteur de 57 %, pensent que « *L'accroissement de la convivialité de la rue : trottoirs plus larges, nouveau mobilier urbain, verdissement, mobilité active, etc.* » est la meilleure manière de revitaliser la place du Commerce. Ils demandent également le maintien des immeubles commerciaux avec des loyers raisonnables pour assurer une offre commerciale variée[132].

Pour une citoyenne, il faut « *reconnaître la Place du Commerce comme le cœur de L'Île-des-Sœurs et réviser le scénario de développement pour assurer la continuité avec la forme urbaine qui prévaut sur L'Île-des-Sœurs et protéger l'esprit du lieu*[133] ».

D'autres s'opposent au réaménagement du secteur commercial de la place du Commerce et considèrent que sa configuration actuelle répond adéquatement aux besoins des résidents[134]. Ils demandent le maintien du nombre de places de stationnement et jugent qu'il faut préserver la viabilité des commerces déjà sur place[135].

Axe vert est-ouest

Des participants veulent davantage d'espaces verts, mais s'opposent à l'aménagement de l'axe est-ouest proposé par le PPU. Selon une citoyenne, « *l'axe vert, de type "rambla", proposé et autour duquel s'organisent des commerces est un type d'aménagement totalement étranger à L'Île-des-Sœurs*[136]*.* » Un citoyen souligne également que l'axe vert proposé occuperait la place de *« l'aire de service actuelle [qui] est nécessaire à la bonne marche de ces commerces*[137] ».

Un participant émet des commentaires sur l'orientation de l'axe et suggère que la connectivité urbaine se fasse plutôt « *transversalement entre le boulevard René-Lévesque et la Place du Commerce vers la nouvelle rue proposée le long de l'emprise du pont Champlain et non pas longitudinalement tel que proposé*[138]*.* »

[131] Nicolas Rancourt, doc. 8.6.29
[132] Guy Pare, doc. 8.1.65; Gabrielle R., doc. 8.6.63; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8; Michèle Bolduc, doc. 8.6.9
Jean Patenaude, doc. 8.6.12; Marie-Claude Gervais, doc. 8.6.59; Nicole Carrier, doc. 8.6.86; François Simoneau, doc. 8.6.88; Alain Carrier, doc. 8.7.12
[133] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 7
[134] Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 1; Maryse Bayard et Pierre Arthur, doc. 7.58, p. 2; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; René Carier, doc. 8.6.42; Ahmed Chetioui, doc. 8.3.27; Micheline Ralet, doc. 8.6.25; Denyse Gérin, doc. 8.6.50
[135] Alain Carrière, doc. 7.32, p. 1; Luc Gingras, doc. 8.6.13; Nicole Beauchemin, doc. 8.6.44; Rosana Faria, doc. 8.6.46; Gérard Vibien, doc. 8.6.61
[136] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 8
[137] Alain Carrière, doc. 7.32, p. 1
[138] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 6

Quartier Pointe-Nord

En ce qui concerne le secteur situé au nord de l'autoroute, la grande majorité des intervenants est en désaccord[139] avec les nouveaux paramètres proposés par le PPU et demande que la Ville permette au promoteur de conclure le développement du quartier Pointe-Nord. Rappelons que l'aménagement de ce quartier a été réalisé selon un guide d'aménagement adopté en 2010 par le conseil de l'arrondissement de Verdun[140].

Toujours dans le même esprit, des participants évoquent la notion de « *contrat social*[141] » établi entre le promoteur, les propriétaires et la Ville. À cet égard, d'après un organisme du secteur, « *le plan d'ensemble initial ne devrait pas, à ce stade, faire l'objet de changement de règlements tels que proposés par le Programme Particulier d'Urbanisme (PPU) puisque cela viendrait non seulement modifier l'aspect visuel de la Pointe-Nord dans son ensemble mais surtout s'opposer au contrat social et moral intervenu avec les résidents*[142] ». Ainsi, certains demandent à la Ville de distinguer le quartier Pointe-Nord du restant du territoire de planification ou de l'exclure du projet de PPU[143].

Quelques intervenants estiment que les balises d'aménagement proposées dans le PPU sont moins satisfaisantes que celles actuellement en vigueur[144] dans le quartier et que celles-ci sont plus à même d'atteindre les objectifs de la Ville en termes de densification et d'urbanisme. À ce titre, un citoyen juge également que si le promoteur est autorisé à compléter son projet, « *on améliorera l'ambiance du parcours d'entrée de la ville de Montréal tel que souhaité par le PPU*[145] ».

[139] Catherine Fol, doc. 8.6.23; François Boivin, doc. 8.6.28; Pierre Simoneau, doc. 8.6.30; Huguette Tremblay, doc. 8.4.15; Johanne Leblanc, doc. 8.6.75; Hélène Blier, doc. 8.4.28

[140] Projet Paysage, doc. 7.17, p. 7; Proment, doc. 7.22, p. 2; Adrian Sheppard, doc. 7.6.2, p. 18; Nuntip, doc. 7.20, p. 8; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 6; Justin Jones, doc. 7.85.1, p. 4; Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 9; Sally Cooke, doc. 7.70.1, p. 3; Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7; Janique Pilon, doc. 7.36, p. 1; Daniel Poirier, doc. 7.37, p. 1; Mireille Dubuc, doc. 7.38, p. 1; Faisal Sanji, doc. 7.41, p. 1; Anastasia Tsotroudis, doc. 7.42, p. 1; Louis-Alexandre Taillon, doc. 7.43, p. 1; Sévilla Dorotea, doc. 7.47, p. 1; Khanh Nguyen, doc. 7.59, p. 1; Carlos Tous, doc. 7.65, p. 1; Ying Zhao, doc. 8.1.23; Samer Sayour, doc. 8.2.47; Jean-Pierre Gauvin, doc. 8.4.11; Dominic Nadon, doc. 8.4.24; Jian Wang, doc. 8.4.25; Bernard Boire, doc. 8.4.18; Jane Renaud, doc. 8.4.19; Sieg Arnold, doc. 8.4.32; Carole Giroux, doc. 8.4.33; Ghislaine Giroux, doc. 8.4.34; Denise Dion, doc. 8.4.44; François de Champlain, doc. 8.6.15; Chantal Raymond, doc. 8.6.17; Dan-Thanh Nguyen, doc. 8.6.18; Jean Hébert, doc. 8.6.19; François Boivin, doc. 8.6.28; Michel Eric, doc. 8.6.31; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Marc Yergeau, doc. 8.6.74; Daniel Leblanc, doc. 8.6.85; Yves Comtois et Klaus Heinemann, doc. 8.6.89; Chantal Roy, doc. 8.7.3; Matvei Morozov, doc. 8.7.4; François Paquin, doc. 8.7.5; Linda Martin, doc. 8.7.7; Hai Liang, doc. 8.7.10; Yan Jiang, doc. 8.7.11; Hélène Camaraire, doc. 8.7.14; Michel Eric, doc. 8.7.15; Mitch Leblanc, doc. 8.7.29; Sylvie Picard, doc. 8.7.37; Lily Michael, doc. 8.8.1; Lisa Knyszynska, doc. 8.8.2; Tsotroudis Anastasia, doc. 8.8.3; Sergey Kruglov, doc. 8.8.5; Tomasz Pietraszek, doc. 8.8.6; Maryam Rahimi, doc. 8.8.8; Stephen Cohen, doc. 8.8.10; Claus Tohn, doc. 8.8.11; Lilia Sirosh, doc. 8.8.12; Borowsky Kirill, doc. 8.8.13; Jonathan Cao, doc. 8.8.14; Alex Filiposki, doc. 8.8.15; Mary Jeanne Phelan, doc. 8.8.17; Pierre Pistagnesi, doc. 8.4.12; Michel Eric, doc. 8.4.27

[141] IDU —Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7; Proment, doc. 7.22, p. 30 ; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 29; Clifford Gentes, doc. 8.8.4

[142] Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1

[143] Antonino Urbano, doc. 8.8.22; Proment, doc. 7.22, p. 30; Jean Hébert, doc. 8.6.19; Serge Chamberland, doc. 8.7.8

[144] Jean-Pierre Gauvin, doc. 8.4.11; Wei Liu, doc. 8.4.16; Mireille Dubuc, doc. 8.6.11; Julien Monteil, doc. 8.6.22; Benoit Legault, doc. 8.7.6; Nuntip, doc. 7.20, p. 8; Daniel Leblanc, doc. 8.6.85

[145] Georges Badeaux, doc. 7.86.1, p. 9; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30

D'autres intervenants mentionnent le fait que la construction d'édifices plus hauts que la limite de 78 mètres proposée par le PPU pour le dernier terrain à construire dans le secteur permettrait moins d'emprise au sol, plus d'espaces verts et une cohérence architecturale avec l'ensemble du quartier et le concept de la cité-jardin[146]. Dans le même ordre d'idées, selon Nuntip, « *la ville ne devrait pas encourager la construction de longs immeubles dont les unités font face au pont*[147] » et miser plutôt sur des bâtiments de grande hauteur.

Quelques participants demandent que la Ville établisse des limites au développement du quartier Pointe-Nord[148]. Certains sont pour le développement d'une tour supplémentaire sur le site, mais considèrent que celle-ci « *devrait être le dernier aménagement résidentiel de la Pointe-Nord*[149] ». Fahey Associés, à son tour, estime que « *[…] la rue de la Rotonde doit conserver son aménagement à échelle humaine encadrée de bâtiments ayant un maximum de trois étages*[150]*.* » Alors qu'un citoyen estime, quant à lui, que la construction de nouvelles tours entre le nouveau pont Samuel-De Champlain et les édifices déjà existants est « *tout à fait déplorable*[151] ».

2.2.5 Quartiers avoisinants

L'intégration entre les aménagements proposés par le PPU et les quartiers avoisinants est une préoccupation majeure pour plusieurs intervenants[152]. Selon Les Verrières sur le Fleuve, « *des doutes existent quant à la pertinence et l'harmonie du cadre bâti souhaité par le PPU avec l'environnement existant*[153]*.* » Ainsi, à l'instar de plusieurs participants, un citoyen insiste qu'il « *est primordial que ce nouveau développement se fasse en harmonie avec le reste de l'île, dans le respect du concept de cité-jardin*[154]*.* »

Dans ce même état d'esprit, une citoyenne estime que « *L'implantation des bâtiments projetés ne respecte pas la trame urbaine existante dans ce secteur… ni celle qui prévaut dans la majeure partie de l'île, notamment quant au dégagement de la rue, à la densité des plantations et au gabarit des édifices*[155] ». Pour ces raisons, l'IDU recommande que « […] *les nouveaux développements devront s'arrimer de façon cohérente avec l'existant et viser un juste équilibre*

[146] Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 3; Proment, doc. 7.22, p. 30; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 7; Sana Najmi, doc. 8.4.23; Sana Najmi, doc. 8.6.26; Redouane Jamali, doc. 8.6.27; Nicolas Rancourt, doc. 8.6.29; Julie Vandal-Lemoyne, doc. 8.7.18; François Boivin, doc. 8.6.28; Louis-Alexandre Taillon, doc. 7.43, p. 1; Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 75-76; Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1
[147] Nuntip, doc. 7.20, p. 3; Bernard Tessier, doc. 8.3.4
[148] Valeriya Malakhova, doc. 8.8.20; Yves Comtois Klaus Heinemann, doc. 8.6.89; Ahmad Ghourab, doc. 7.84.1, p. 65; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Michel Millette, doc. 8.6.34; Daniel Dereser, doc. 8.4.30; Sina Mirzaeifard, doc. 7.45, p. 1; Martine LaBreche, doc. 8.3.25; Brian Ho, doc. 8.8.16; Carol Anne Laramée, doc. 8.6.7
[149] Marie Bouvet, doc. 8.6.3; Christian Chris, doc. 8.6.36
[150] Fahey Associés, doc. 7.19, p. 17
[151] Rafik Marouf, doc. 8.7.13
[152] Fahey Associés, doc. 7.19, p. 11; Georges Badeaux, doc. 7.86.1, p. 8; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3; Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 7; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 5; François Morache, doc. 8.4.56; Françoise Caron, doc. 8.6.87
[153] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 9
[154] Marcel Barthe, doc. 7.50
[155] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 4

entre le caractère organique et paysager de la cité-jardin et le caractère plus urbain d'un quartier complet de type TOD[156]*.* »

2.2.6 Terrains vacants

On retrouve encore quelques terrains vacants ou sous-utilisés dans le secteur de planification. Ces terrains ont fait l'objet de nombreuses propositions de la part des citoyens. D'entrée de jeu, un participant suggère que « *La meilleure utilisation des terrains vacants n'est pas nécessairement la construction d'édifices de 15 à 25 étages*[157]*.* » Bon nombre d'intervenants y suggèrent la création de parcs et espaces verts[158], alors que d'autres désirent l'implantation d'équipements et services manquants sur l'île[159], comme des services d'urgence[160].

Certains y envisagent l'installation de commerces de proximité et la construction de logements abordables[161]. Comme le résume un citoyen, « *La meilleure façon d'utiliser de tels terrains est de créer des espaces où les immeubles ont des dimensions humaines (maximum 6 étages), comportant des milieux mixtes de logements sociaux et des logements urbains*[162]*.* »

2.2.7 Percées visuelles et entrée de ville

Un grand nombre de participants s'inquiètent de l'impact de nouvelles constructions sur les percées visuelles existantes sur l'île ou à partir du pont Samuel-De Champlain[163]. Alors que Les Verrières sur le Fleuve déplore le fait que « *Bien qu'un effort d'identification de ces vues ait été réalisé dans le PPU pour celles situées dans le secteur visé, aucune considération n'a été apportée aux vues existantes ailleurs sur l'Île*[164] », le Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe-Nord estime que « *l'orientation des nouvelles tours bloquerait la vue des résidents des tours*

[156] IDU —Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 5
[157] Jean Page, doc. 8.6.54
[158] Geneviève Paquin, doc. 8.6.83; Mireille Chabarekh, doc. 8.6.49; Johanne Bouchard, doc. 8.6.10; Ahmad Munir, doc. 8.6.32; Anita Paula Tataru, doc. 8.6.33; François Bomal, doc. 8.6.37; Ron Campbell, doc. 8.8.21; Wei Ella, doc. 8.8.7
[159] George Bagramyantsev, doc. 8.6.67; Renée Piette, doc. 8.6.40; Pierre Gastaldy, doc. 8.6.80; Christine Belanger, doc. 8.6.24; Micheline Ralet, doc. 8.6.25
[160] George Bagramyantsev, doc. 8.6.67
[161] Gérard Vibien, doc. 8.6.61; Mitch Leblanc, doc. 8.6.68; Richard Provost, doc. 8.6.78; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Daniel Leblanc, doc. 8.6.85; Guy Wells, doc. 8.6.91; Renée Piette, doc. 8.6.40
[162] Guy Wells, doc. 8.6.91
[163] Campus Bell, doc. 7.7, p. 1; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 8-9; Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 9; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 8; Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Sherman Carroll, doc. 8.3.43; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.4.37; Lise Truchon, doc. 8.4.38; Monique Beauchemin, doc. 8.6.16; Christine Belanger, doc. 8.6.24; Ahmad Munir, doc. 8.6.32; Rosana Faria, doc. 8.6.46; Michel Lorion, doc. 8.6.65; Michel Guerra, doc. 8.6.70; Pierre Gastaldy, doc. 8.6.80; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82; Françoise Caron, doc. 8.6.87
[164] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 8-9

actuelles[165] ». Dans le même sens, nombreux sont ceux qui demandent la préservation des vues d'intérêt à partir des édifices déjà existants[166].

Ainsi, une citoyenne considère que « *si les édifices en hauteur sont souhaitables pour plusieurs raisons […], leur localisation doit être soigneusement étudiée*[167] ». D'après une participante, c'est « *du devoir de l'arrondissement et de la ville de protéger [la silhouette de la ville]*[168] » vue à partir de l'île. Parmi les vues à préserver, les intervenants citent notamment le fleuve, la Rive-Sud, le mont Royal et le centre-ville de Montréal[169].

En ce qui concerne l'entrée de ville, un citoyen estime que le projet de PPU représente « *une opportunité unique pour redéfinir le rôle de porte d'entrée principale de Montréal que joue L'Île-des-Sœurs*[170] ». Dans cette perspective, quelques participants demandent que la construction de la tour la plus rapprochée du nouveau pont soit autorisée selon la proposition du promoteur immobilier[171], afin de « *permettre une signature iconique à la porte d'entrée de la ville de Montréal*[172] ».

2.2.8 Qualité architecturale

Quelques personnes soulignent l'importance de l'aspect visuel et de la qualité architecturale des aménagements et des futurs bâtiments[173]. Dans cette perspective, un participant souhaite que « *les édifices résidentiels, commerciaux et d'affaires qui seront construits constituent des exemples d'une architecture de grande qualité qui représenteront avec panache le patrimoine de demain*[174] ». À cet égard, un intervenant signale que ces éléments sont « *essentiels afin que le développement de ce secteur soit harmonieux et vieillisse bien à long terme*[175] ».

2.2.9 Sécurité et accessibilité universelle

La sécurité soulève des inquiétudes chez certains participants. Selon un intervenant, « *des façades trop longues sans connectivité ni perméabilité sont peu sécuritaires, même si elles sont vitrées et transparentes*[176]*.* » Un citoyen, à son tour, pense que l'axe vert est-ouest « *de type*

[165] Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1
[166] Guy Pare, doc. 8.1.65; Marie La Rue, doc. 8.6.14; Lise Truchon, doc. 8.4.38; Ahmad Munir, doc. 8.6.32; Danielle Durette et Jean-Marc Latour, doc. 8.6.45
[167] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 9
[168] Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2
[169] Guy Pare, doc. 8.1.65; Marie La Rue, doc. 8.6.14; Renée Piette, doc. 8.6.40; Danielle Durette et Jean-Marc Latour, doc. 8.6.45; Jean Page, doc. 8.6.54; Jocelyne Harvey, doc. 8.6.57; Mitch Leblanc, doc. 8.6.68; Jean Houle, doc. 8.6.69; Marjolaine Nobert, doc. 8.6.79
[170] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 5
[171] Georges Badeaux, doc. 7.86.1, p. 9; Lemay, doc. 7.21, p. 4
[172] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30
[173] Jean Poulin, doc. 7.73, p. 2; Robert Rainville, doc. 8.6.64
[174] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 7
[175] Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 77
[176] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 7

"fond de cour" va créer un environnement accidentogène où la sécurité des piétons et des cyclistes exigent une visibilité à partir du domaine public. Les personnes âgées, les femmes seules et les enfants ne pourront se sentir en sécurité dans ces passages de 14 mètres de largeur et cachés des voies publiques[177]*.* »

À ce sujet, l'aménagement de certaines voies sous forme de rue partagée est source d'inquiétude pour Campus Bell qui souligne le fait que « *la cohabitation excessive entre plusieurs modes de déplacement pose ainsi la question de la sécurité et du bien-être des usagers*[178]*.* »

Ainsi, First Capital estime que « *[…] la Ville doit prévoir des aménagements publics sécuritaires et conviviaux qui mettent en valeur les domaines public et privé et qui favorisent surtout l'accessibilité aux différents espaces commerciaux tant pour la clientèle que pour les activités d'opération*[179]*.* » Finalement, quelques participants[180] exigent, à l'instar du CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, que « *l'ensemble des aménagements prévus respecte les principes d'accessibilité universelle*[181] ».

2.3 La mobilité

La mobilité est au cœur de la planification du secteur avec la construction du nouveau pont Samuel-De Champlain et l'arrivée de la future station du Réseau express métropolitain. Grâce à ce mode de transport structurant, le secteur a été « *désigné comme une aire de Transit-Oriented Development (TOD) au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) ainsi qu'au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD)*[182] ».

Vue comme un enjeu majeur pour un grand nombre de participants, la mobilité fait donc l'objet de nombreux commentaires et propositions. Tout d'abord, en ce qui concerne la désignation du secteur comme aire TOD, un citoyen estime que L'Île-des-Sœurs est « *un cas unique dans le réseau [du REM] quant à l'inexistence de connexion avec le tissu urbain environnant et l'impossibilité d'y rabattre les réseaux de mobilité*[183] ». Ces particularités soulèvent des questions liées aux accès à l'île elle-même et à la future station du REM, à la mobilité active et collective, et à la circulation automobile et à l'offre de stationnement.

[177] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 3
[178] Campus Bell, doc. 7.7, p. 1
[179] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 3
[180] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 15; Jean Pealy, doc. 8.1.30; Josée Paiement, doc. 8.7.31
[181] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 8
[182] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 3
[183] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 4

2.3.1 Accès à l'île

L'accès à l'île est vu comme problématique et, à ce titre, considéré comme une priorité pour un grand nombre de participants[184]. Ceux-ci déplorent en particulier les problèmes de congestion automobile et, à cet égard, un citoyen souligne que « *la circulation est difficile en début et en fin de journée dans les entrées, les sorties et le carrefour giratoire de l'Ile, voisin de la place du Commerce. Des bouchons de circulation se débordent jusque sur les autoroutes 10 et 15*[185]*.* » Cette problématique a été accentuée ces dernières années par les chantiers de construction du nouveau pont Samuel-De Champlain et la réfection du réseau routier d'accès à l'île.

Quelques participants soulèvent également des questions liées à la sécurité des habitants en cas d'urgence[186], vu que les embouteillages aux entrées et sorties de l'île rendent difficile la circulation de véhicules d'urgence tels les ambulances, les voitures de police et les camions de pompiers. En ce sens, un grand nombre d'intervenants s'entendent pour dire que la principale solution à cette question serait la construction d'un lien supplémentaire entre L'Île-des-Sœurs et l'île de Montréal.

Ce lien prendrait la forme d'un pont local, réservé exclusivement aux transports collectif et actif et aux véhicules d'urgence, préférablement à l'axe de la rue Galt, à Verdun, et du boulevard Marguerite Bourgeoys, à L'Île-des-Sœurs[187]. Certains conditionnent toute augmentation de la population de l'île à la création de ce nouveau lien[188].

Cependant, Les Verrières sur le Fleuve considère que « *l'hypothèse d'un nouveau lien vers Verdun est […] peu crédible*[189] », vu que les discussions pour la création de ce lien durent depuis de nombreuses années et sont restées sans suite. Toutefois, un résident s'oppose catégoriquement à la construction de ce nouveau pont[190].

2.3.2 Transport collectif

De nombreux citoyens constatent l'inefficience du système de transport en commun sur l'île. De tous les répondants au questionnaire en ligne, 14,8 % déclarent emprunter le transport collectif pour se rendre et pour circuler à l'intérieur du secteur. Le CRE-Montréal rappelle que « *dans un*

[184] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 2; Jean-Marie Tétreault et Denyse Gérin, doc. 7.79, p. 1; CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Normand Charron, doc. 8.1.57; Gilles Hébert, doc. 8.1.71; Yves Jacquier, doc. 8.4.55; Marjolaine Nobert, doc. 8.6.79; Alan Gosselin, doc. 8.6.81; Geneviève Paquin, doc. 8.7.38
[185] Pierre-Gabriel Jobin, doc. 7.62, p. 1
[186] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 3; Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 6; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5; R. Raymond, doc. 8.1.45; Samuel Levy, doc. 8.6.4; Anthony Gagnon, doc. 8.7.1; Marie Lecavalier, doc. 8.7.25
[187] Claude Giguère, doc. 7.68.2, p. 15; Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 9; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5; Anthony Gagnon, doc. 8.1.11; Claire Peyrache, doc. 8.1.34; Manon Sénécal, doc. 8.2.16; Claire Peyrache, doc. 8.2.33; Françoise Caron, doc. 8.6.87; Gilles Bélanger, doc. 8.7.24; Geneviève Paquin, doc. 8.7.38; François Bomal, doc. 8.1.35; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 9
[188] Nicole Desrochers, doc. 8.1.51; Anthony Gagnon, doc. 8.7.1
[189] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 5
[190] Norbert Morin, doc. 8.1.47

TOD, le transport en commun n'est pas réductible à une seule station. Le REM est certes la pierre angulaire de ce TOD, mais tout le transport en commun ne doit pas reposer uniquement sur elle[191]*.* » Dans cette perspective, des participants préconisent que le PPU soit assorti d'un plan de gestion des déplacements « *en lien avec les cibles du plan local de déplacement de l'arrondissement*[192] » et encourage les entreprises et les promoteurs immobiliers à faire de même[193].

Un citoyen estime que « *les réseaux actuels doivent être bonifiés avant de multiplier la population résidente et les travailleurs dans des commerces de détail ou de services*[194]*.* » En ce sens, des participants réclament l'amélioration immédiate du service d'autobus[195], en particulier avec l'augmentation de la fréquence et des plages horaires des lignes reliant l'île au centre-ville et à l'arrondissement de Verdun. Le service d'autobus doit également relier l'ensemble de l'île, desservir les commerces et la future station du REM[196]. De plus, quelques participants demandent la construction d'un terminal à côté de la future gare pour faciliter les connexions et l'intermodalité[197]. Finalement, un citoyen recommande que « *[…] des voies réservées [aux autobus] soit aménagées pour soutenir l'achalandage de la station REM de l'Île*[198] ».

2.3.3 Accès au REM

Par ailleurs, pour donner accès à la future station du REM, un très grand nombre de participants préconise la mise en place d'un système de navettes desservant l'ensemble de l'île[199]. Le fonctionnement de ce système est résumé de la façon suivante par l'Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs (APRIDS) : « *La Ville en partenariat avec la STM doit promouvoir un système de navettes électriques (éventuellement autonomes) à fréquence élevée et reliant le*

[191] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7
[192] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7
[193] Michel Jacques, doc. 7.27, p. 2; Voyagez Futé, doc. 7.54, p. 8
[194] Anthony Gagnon, doc. 8.6.6
[195] Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 7; Celine Caudrelier, doc. 8.1.2; Patricia Klein, doc. 8.1.3; Paule Desgroseilliers, doc. 8.1.4; Marie Bouvet, doc. 8.1.6; Manon Sénécal, doc. 8.1.25; Lise Labrie, doc. 8.1.33; François Bomal, doc. 8.1.35; Michel Jacques, doc. 8.1.36; Marie La Rue, doc. 8.1.38; Rosana Faria, doc. 8.1.46; Alexis Bergeron, doc. 8.1.62; Geneviève Paquin, doc. 8.1.67; François Simoneau, doc. 8.1.69; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Sina Nabavi, doc. 8.1.72; Luc Gingras, doc. 8.1.18; Colette Vezina-Gagnon, doc. 8.2.6
[196] Marie La Rue, doc. 8.1.24; Christopher Leung, doc. 8.1.40; Christine Côté, doc. 8.1.27; Micheline Ralet, doc. 8.6.25; MACH, doc. 7.10, p. 9
[197] Diane Desrochers, doc. 8.1.17; Renée Piette, doc. 8.1.42
[198] Réjean Benoit, doc. 7.53, p. 16
[199] Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 42; Jean-Marie Tétreault et Denyse Gérin, doc. 7.79, p. 1; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3; Patricia Klein, doc. 8.1.3; Diane Poulin, doc. 8.1.9; Béatrice Fortin, doc. 8.1.15; Johanne Bouchard, doc. 8.1.16; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Monique Beauchemin, doc. 8.1.21; Jocelyne Harvey, doc. 8.1.54; Norbert Morin, doc. 8.1.47; Marie Bernier, doc. 8.1.39; Denis France, doc. 8.1.29; Manon Sénécal, doc. 8.1.25; Alexis Bergeron, doc. 8.1.62; Pierre Gastaldy, doc. 8.1.63; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.1.64; Guy Pare, doc. 8.1.65; Marie-Claude Gervais, doc. 8.1.68; François Simoneau, doc. 8.1.69; Ron Campbell, doc. 8.8.21; Sophie Therrien, doc. 8.1.5; Claire Peyrache, doc. 8.1.34; Martine LaBreche, doc. 8.1.48; Richard Provost, doc. 8.1.66; Gilles Hébert, doc. 8.1.71; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 7; Diane Desrochers, doc. 8.1.17; Renée Simard, doc. 8.7.36

plus grand nombre possible de rues avec la station du REM et tous les commerces de la partie nord[200]*.* »

Bon nombre de personnes privilégient, à leur tour, des accès pour les vélos[201] et les piétons[202], à l'abri des intempéries. Voyagez Futé demande ainsi qu'une « *attention particulière devrait être apportée dans l'aménagement des abords de la station en faveur de ces usagers : accès piétons et cyclistes adéquats, stationnements vélo de différents types (sécurisé et non sécurisé) idéalement couverts*[203]*.* » Comme le signale le CRE-Montréal, la gare du REM est « *une plateforme de transfert intermodale qu'on veut le plus efficace et le plus conviviale possible*[204] » et aux dires d'un citoyen, « *le PPU devra réussir à ramener vers la station l'ensemble des déplacements quotidiens des résidents vers le centre-ville*[205]*.* »

Quelques participants déplorent l'absence de stationnements incitatifs à proximité de la future gare[206]. À ce sujet, certains suggèrent la mise en place d'un dépose-minute, permettant aux voitures de s'arrêter le temps de déposer des passagers[207]. Une citoyenne suggère l'installation d'une station pour les automobiles partagées[208], alors que d'autres proscrivent la création de tout type de stationnement qui, selon eux, serait source de congestion aux alentours de la gare[209].

2.3.4 Mobilité active

La mobilité active a également fait l'objet d'un grand nombre de contributions « *afin de favoriser largement les déplacements à énergie humaine*[210] » et réduire les émissions de GES[211]. On constate que seulement 16,7 % des répondants au questionnaire en ligne utilisent des moyens de transports actifs pour se rendre et pour circuler dans le secteur. En ce qui concerne les déplacements à pied, certains demandent l'amélioration du réseau piétonnier, l'ajout de sentiers pédestres et l'aménagement de passages piétons pour accéder au REM[212]. À cet égard, un

[200] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 12
[201] Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Jocelyne Harvey, doc. 8.1.54; Guy Pare, doc. 8.1.65; Sophie Therrien, doc. 8.1.5; Christine Belanger, doc. 8.1.28; Lise Labrie, doc. 8.1.33; Renée Piette, doc. 8.1.42; François Morache, doc. 8.1.44; Richard Provost, doc. 8.1.66
[202] Johanne Bouchard, doc. 8.1.16; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Jocelyne Harvey, doc. 8.1.54; Guy Pare, doc. 8.1.65; Sophie Therrien, doc. 8.1.5; Paule Desgroseilliers, doc. 8.1.4; Christine Belanger, doc. 8.1.28; Lise Labrie, doc. 8.1.33; Renée Piette, doc. 8.1.42; Richard Provost, doc. 8.1.66; Brian Ho, doc. 8.8.16
[203] Voyagez Futé, doc. 7.54, p. 4
[204] CRE-Montréal, doc. 7.25.2, p. 43
[205] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5
[206] Carol Anne Laramée, doc. 8.1.14; Kiana Vojdani, doc. 8.1.41; Jean Houle, doc. 8.1.58; Pierre Gastaldy, doc. 8.1.63; François Simoneau, doc. 8.1.69 ; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3
[207] Patricia Klein, doc. 8.1.3
[208] Hélène Bellisle, doc. 8.1.12
[209] Denis France, doc. 8.1.29; Marie Bernier, doc. 8.1.39
[210] Denis France, doc. 8.1.29
[211] Réjean Benoit, doc. 7.53, p. 16
[212] Marie Bouvet, doc. 8.1.6; Hélène Bellisle, doc. 8.1.12; Julien Monteil, doc. 8.1.26; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Daniel Dereser, doc. 8.1.32; Martine LaBreche, doc. 8.1.48; Michel Millette, doc. 8.1.31; Christine Belanger, doc. 8.6.24

citoyen souligne que « *la partie centrale d'une aire TOD est en réalité un POD (Pedestrian-Oriented Developpement) : un développement axé sur le piéton*[213] », ce à quoi fait écho Forum, pour qui « *l'élaboration d'une esquisse qui reprend les principes d'un POD permettrait, par exemple, une meilleure mobilité des usagers du transport actif et un meilleur gage de succès pour le PPU*[214]*.* »

Considérées comme des priorités pour bon nombre de participants, les pistes cyclables font l'objet de plusieurs propositions afin de les améliorer[215] et les raccorder aux réseaux cyclables de la Ville[216]. Dans cette perspective, certains recommandent la mise en place d'un lien cyclable entre la partie nord du territoire de L'Île-des-Sœurs et le centre-ville de Montréal[217] via l'autoroute Bonaventure. Allant dans le même sens, l'éventuelle passerelle multifonctionnelle mentionnée plus haut reliant l'île à l'arrondissement de Verdun servirait également, selon les propos d'un citoyen, à « *boucler le réseau cyclable et de se rabattre vers les pistes du pont Samuel-De-Champlain et de l'estacade*[218]*.* »

Des idées ont également été émises pour la mise en place de stations de vélos partagés[219] supplémentaires, ainsi que des stationnements pour les vélos privés[220], à l'abri des intempéries, sécuritaires et en nombre suffisant sur l'ensemble du territoire, en particulier aux abords de la station du REM.

Par ailleurs, dans un souci de sécurité, des intervenants s'opposent à l'aménagement de rues partagées et considèrent qu'il est impératif de séparer les piétons, les cyclistes et les automobiles[221].

Selon le PPU, « *[…] la CDPQi prévoit aménager un nouveau passage piéton et cyclable sous l'autoroute, mais non accessible depuis la place du Commerce*[222] ». De nombreux participants estiment qu'un lien plus direct entre la pointe nord et le reste de l'île « *sans avoir à faire un grand*

[213] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 6
[214] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 6
[215] Voyagez Futé, doc. 7.54, p. 5; Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, doc. 7.51, p. 2; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Rosana Faria, doc. 8.1.46; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.1.64
[216] Bernard Tessier, doc. 7.75, p. 1; Michel Eric, doc. 8.6.31
[217] Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 12; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Patricia Klein, doc. 8.1.3; Christine Côté, doc. 8.1.27; Jean Houle, doc. 8.1.58; Alexis Bergeron, doc. 8.1.62
[218] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5
[219] Norbert Morin, doc. 8.1.47; Jean Houle, doc. 8.1.58; Renée Piette, doc. 8.1.42; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3
[220] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 30; Bernard Tessier, doc. 8.1.13; Béatrice Fortin, doc. 8.1.15
[221] Denyse Gérin, doc. 8.6.50; Hélène Bellisle, doc. 8.1.12; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Geneviève Paquin, doc. 8.1.67; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2; Campus Bell, doc. 7.7, p. 1; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 3; Marie La Rue, doc. 8.4.39; Nicole Beauchemin, doc. 8.6.44
[222] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 18

détour par le bord de l'eau[223] » serait essentiel, et recommande la création d'un passage sous l'autoroute[224], au niveau de la future station du REM.

2.3.5 Circulation automobile

La congestion automobile est la principale crainte d'un grand nombre de participants. Elle constitue actuellement une problématique, notamment aux heures de pointe, pour les entrées et sorties de l'île. De plus, l'automobile reste le principal moyen de transport pour se rendre et pour circuler dans le secteur de planification pour 68,5 % des répondants au questionnaire en ligne. Un grand nombre de personnes s'inquiètent de la situation future avec l'ajout de milliers de nouveaux résidents et travailleurs dans le secteur[225], car, comme l'explique une citoyenne, « *bien qu'il soit attendu que la venue du REM entraîne un changement notable de la part modale du transport collectif, il est peu probable [qu'ils] se tournent complètement vers le transport collectif et qu'ils n'utilisent plus ou peu leur voiture*[226]*.* » Des participants ont également réclamé que la Ville réalise des études de mobilité[227] pour « *connaître les prévisions sur la circulation routière avec l'ajout d'autant de résidents*[228]*.* »

Un citoyen rappelle que « *[…] malgré le souhait de favoriser les transports en commun au maximum, l'automobile ne peut être exclue comme moyen de transport nécessaire pour plusieurs résidents selon l'âge et les circonstances*[229]*.* » Ainsi, la voiture reste le moyen de transport à privilégier pour quelques participants[230] qui demandent l'amélioration du réseau et des accès routiers à l'île. Des interventions ponctuelles (élargissement de ronds-points, suppression de feux de circulation, ajout de ralentisseurs, etc.) sont également préconisées en vue d'apaiser la circulation, d'améliorer la fluidité du trafic et d'éviter des points de congestion[231]. Dans cette perspective, quelques intervenants recommandent de ne pas réduire le nombre de voies de circulation pour les automobiles sur la place du Commerce[232]. Enfin, pour des raisons de sécurité, des participants recommandent d'éliminer les espaces de stationnement projetés[233] le long de cet axe.

[223] Lise Labrie, doc. 8.1.33
[224] Christine Côté, doc. 8.1.27; Samuel Levy, doc. 8.1.8; Christine Belanger, doc. 8.1.28; Lise Labrie, doc. 8.1.33; Richard Provost, doc. 8.1.66; Geneviève Paquin, doc. 8.1.67; Marie-Claude Gervais, doc. 8.1.68; Valeriya Malakhova, doc. 8.8.20
[225] Christine Senécal, doc. 8.1.49; Carole Beaulac, doc. 8.1.56; Michel Guerra, doc. 8.1.61; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 9; Campus Bell, doc. 7.7, p. 1; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 42; Mona Quesnel, doc. 7.35, p. 1; Josée Lafleur, doc. 7.61, p. 1; Pierre-Gabriel Jobin, doc. 7.62, p. 1; Louise Mongeau, doc. 7.80, p. 1; Firouzeh Nikpour-Naini, doc. 8.1.10; Marielle et Charles Paquette Lambert, doc. 8.7.32; Ghislaine Guay, doc. 8.7.34
[226] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5
[227] Michel Guerra, doc. 8.1.61; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 9
[228] Marie Lecavalier, doc. 8.7.25
[229] Guy Pare, doc. 8.1.65
[230] Carol Anne Laramée, doc. 8.1.14; Serge Leclerc, doc. 8.1.55
[231] Jean Houle, doc. 8.1.58; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Julien Monteil, doc. 8.1.26; Lise Labrie, doc. 8.1.33; Alexis Bergeron, doc. 8.1.62
[232] Aram Seropian, doc. 8.8.23; Françoise Caron, doc. 8.6.87; Nicole Beauchemin, doc. 8.6.44; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5.3, p. 31; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 4
[233] Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 5; Marie La Rue, doc. 8.4.39; Aram Seropian, doc. 8.8.23

2.3.6 Stationnement

Le projet de PPU propose de réduire l'offre de stationnement sur l'ensemble du secteur et préconise l'aménagement de toutes les places à l'intérieur des bâtiments. Toutefois, « *des cases de stationnement extérieures pourront être autorisées pour visiteurs, personnes à mobilité réduite, autopartage au bénéfice des usagers du projet ou pour courte durée*[234] ». Pour les nouvelles constructions, le nombre maximal de cases de stationnement autorisé par logement est de 0,75 et en ce qui concerne les usages commerciaux, la limite est de 1 case/50 m² de superficie[235].

Ces propositions ont reçu de vives critiques de la majorité des intervenants[236]. Pour sa part, Forum juge qu'elles « *[…] viendraient exacerber le manque actuel général en stationnement dans ce secteur*[237] », de même que Gestion Sandalwood qui considère que « *ces nouvelles règles sont totalement irréalistes*[238] » et ne correspondent pas aux habitudes et aux besoins des résidents de l'île.

En ce qui a trait aux cases de stationnement résidentiel, la plupart des participants s'accordent pour dire que le ratio de 0,75 par logement serait insuffisant pour les résidents des nouveaux projets[239]. Même s'il n'y a pas de consensus sur le nombre idéal de cases par unité d'habitation, de l'avis de la majorité des intervenants, ce chiffre devrait être minimalement de 1 par logement[240], avec un pourcentage supplémentaire de places hors sol pour les visiteurs[241]. Certains[242] craignent que, vu le nombre limité de places à l'intérieur des futurs bâtiments, il y ait du « *débordement sur les quartiers au niveau du stationnement*[243] ».

Quant aux espaces de stationnement d'usage commercial, la quasi-totalité des participants affiche une attitude très claire contre les mesures proposées dans le PPU en les considérant drastiques et trop restrictives. À ce sujet, selon la firme Lemay, il « […] *apparaît irréaliste de s'attendre à ce que les bas ratios de stationnement proposés puissent continuer à desservir*

[234] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3,1, p. 115
[235] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 115
[236] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 6; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 13; Denise Dion, doc. 8.4.44; Samuel Levy, doc. 8.6.4; Carol Anne Laramée, doc. 8.6.7
[237] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 13
[238] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 13
[239] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 6; Justin Jones, doc. 7.85.1, p. 5; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 3; Jean Poulin, doc. 7.73, p. 1; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 4; Huguette Tremblay, doc. 8.4.15; Sieg Arnold, doc. 8.4.35; Carole Giroux, doc. 8.4.36; Michel Eric, doc. 8.6.31; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Benoit Legault, doc. 8.7.6; Antonino Urbano, doc. 8.8.22; Dominic Nadon, doc. 8.4.24; Jean-Pierre Gauvin, doc. 8.4.11; Louise Desjardins, doc. 8.3.22
[240] Proment, doc. 7.22, p. 31; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 29; Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 4; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 4; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Sina Nabavi, doc. 8.1.72; Bernard Boire, doc. 8.4.18; Daniel Leblanc, doc. 8.6.85; Mitch Leblanc, doc. 8.7.29
[241] Proment, doc. 7.22, p. 31; Nathalie Joannis, doc. 8.7.17; Benoit Legault, doc. 8.7.6
[242] Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 10; Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1; Julie Vandal-Lemoyne, doc. 8.7.18
[243] Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 76

efficacement les usagers des commerces de l'île, dont un grand nombre continueront à utiliser la voiture, à essence ou électrique[244]*.* »

Par ailleurs, plusieurs participants estiment que la disponibilité de places de stationnement en quantité suffisante est essentielle à la survie des commerces et services de proximité du secteur[245]. À cet égard, First Capital rappelle « *[…] qu'une part importante de la population de L'Île-des-Sœurs habite à plus de 10 minutes de marche du pôle commercial et, par conséquent, vient faire ses achats en automobile*[246]*.* » D'autres soulignent les besoins particuliers des résidents, notamment des familles et des personnes âgées, pour qui l'usage de l'automobile, et conséquemment des stationnements, serait indispensable[247].

Toujours dans cet esprit, un certain nombre d'intervenants demandent le maintien de l'entièreté des stationnements existants[248] dans le secteur. D'autres proposent des améliorations ponctuelles dans les stationnements comme « *une meilleure canopée paysagère*[249] » en vue de réduire les îlots de chaleurs provoqués par les grandes surfaces minéralisées, ou une « *période transitoire*[250] » permettant la mise en place progressive de mesures plus restrictives[251] en termes de nombre de places par mètre carré. À cet égard, Lemay considère qu'il « *faudrait prévoir une flexibilité aux propriétaires et commerçants de pouvoir continuer à opérer sans craindre de devoir subitement réduire leur offre en stationnement*[252]*.* »

Finalement, quelques intervenants se disent favorables à l'aménagement des places de stationnement en souterrain, mais suggèrent que, le cas échéant, le PPU n'impose pas de nombre maximal pour ces cases[253]. De plus, quelques participants plaident pour que les futurs stationnements souterrains demeurent gratuits[254].

[244] Lemay, doc. 7.21, p. 7
[245] Hélène Rousseau, doc. 8.1.1; Michel Jacques, doc. 8.1.36; Guy Pare, doc. 8.1.65; Monique Beauchemin, doc. 8.5.8; Jean Patenaude, doc. 8.6.12; Lise Truchon, doc. 8.6.38; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 11; Alain Carrière, doc. 7.32, p. 3; Louis-Alexandre Taillon, doc. 7.43, p. 1; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 4; Gaston Carrière, doc. 7.78, p. 1; Michel Jacques, doc. 7.27, p. 2; Sobeys, doc. 7.55, p. 2; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 7-8
[246] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 3
[247] Marie La Rue, doc. 8.1.24; George Bagramyantsev, doc. 8.6.67; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5.3, p. 31
[248] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 18; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 8; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Jean Houle, doc. 8.1.58; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.2.51; Diane Poulin, doc. 8.6.5; Gilles Lemieux, doc. 8.7.40; Pierre Malo, doc. 7.11, p. 7; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 6; Louise Desjardins, doc. 8.1.43; Martine LaBreche, doc. 8.1.48; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.1.64; Samuel Levy, doc. 8.5.4; André Larmée, doc. 8.7.22; Ghislaine Guay, doc. 8.7.34
[249] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16
[250] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5
[251] Mitch Leblanc, doc. 8.7.46
[252] Lemay, doc. 7.21, p. 7
[253] Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 3; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 18 et 19; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 5
[254] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 8; Sina Nabavi, doc. 8.1.72; Gilles Lemieux, doc. 8.7.40; Aram Seropian, doc. 8.8.23; Colette Vezina-Gagnon, doc. 8.2.6

Le PPU exige également « *qu'un minimum de 1 case de stationnement sur 10 soit équipée pour la recharge d'un véhicule électrique*[255]*.* » Quelques intervenants accueillent favorablement cette proposition[256] afin de privilégier « *les propriétaires de voitures hybrides ou électriques*[257]*.* »

Contrairement à la majorité des participants, deux personnes se disent favorables[258] de manière générale aux critères proposés dans le PPU. Le CRE-Montréal affirme que le réaménagement des espaces de stationnement « *constituerait également un moyen de décourager l'autosolo au profit des autres modes de transport durable*[259] ».

2.4 Les équipements collectifs

Plusieurs intervenants constatent le manque d'équipements collectifs et services publics dans le secteur[260], plus particulièrement au nord de l'autoroute[261], et déplorent que le PPU ne les prévoit pas de manière explicite. À ce titre, la grande majorité des participants réclame la construction de nouveaux établissements scolaires[262] de niveaux primaire et secondaire. Également, un nombre considérable d'intervenants demande la mise en place d'un complexe sportif doté d'un gymnase et d'une piscine intérieure[263], alors que d'autres désirent un nouveau centre communautaire multifonctionnel équipé d'une bibliothèque[264].

Toujours dans le même ordre d'idées, des participants demandent une série d'équipements et services, entre autres : des garderies, des parcs à chiens, des patinoires, des pistes de ski de fond,

[255] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 115
[256] Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5.3, p. 31
[257] Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3
[258] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 3; Gérard Vibien, doc. 8.6.61
[259] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 4
[260] Gilles Hébert, doc. 8.1.71; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 3-4; Maryse Bayard et Pierre Arthur, doc. 7.58, p. 2; Josée Lafleur, doc. 7.61, p. 1; Jacques Thibault, doc. 8.2.9
[261] Jane Renaud, doc. 8.2.14; Yaniv Dahan, doc. 8.2.15; Brian Ho, doc. 8.8.16; Valeriya Malakhova, doc. 8.8.20
[262] Daria Kapnik, doc. 8.2.20; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.2.26; Kiana Vojdani, doc. 8.2.29; Serge Leclerc, doc. 8.2.44; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Anne Bélair, doc. 7.33, p. 1; Anthony Gagnon, doc. 8.2.7; Johanne Bou, doc. 8.2.10; Christine Belanger, doc. 8.2.18; Marie La Rue, doc. 8.2.27; Renée Piette, doc. 8.2.31; Pierre-Luc Mercille, doc. 8.2.32; Claire Peyrache, doc. 8.2.33; Sylvie Cadieux, doc. 8.2.34; Jean Houle, doc. 8.2.45; Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.2.51; Marie-Claude Gervais, doc. 8.2.53; François Simoneau, doc. 8.2.54; Alfredo Briceno, doc. 8.4.66; Nathalie Joannis, doc. 8.7.17; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 4; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 40; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Alan Gosselin, doc. 8.6.81
[263] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 6; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Anne Bélair, doc. 7.33, p. 1; Alexandre Veillette, doc. 8.2.25; Michel Guerra, doc. 8.2.46; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Eric Gravel, doc. 8.2.22; Mireille Chabarekh, doc. 8.2.37; Diane Parento, doc. 8.2.36; Jocelyne Harvey, doc. 8.2.42; Brigithe Leduc, doc. 8.2.41; Sylvie Cadieux, doc. 8.2.1; Tusco Sesame, doc. 8.2.2; Anthony Gagnon, doc. 8.2.7; Béatrice Fortin, doc. 8.2.8; Marie La Rue, doc. 8.2.27; Emmanuelle Ouimet, doc. 8.2.30; Renée Piette, doc. 8.2.31; Pierre-Luc Mercille, doc. 8.2.32; Claire Peyrache, doc. 8.2.33; Martine LaBreche, doc. 8.2.38; Jean Houle, doc. 8.2.45; Louise Desjardins, doc. 8.5.17; François Simoneau, doc. 8.2.54; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 40; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2
[264] Denise Rochefort, doc. 8.2.3; Celine Caudrelier, doc. 8.2.11; Marie Bernier, doc. 8.2.28; Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49; Marie-Claude Gervais, doc. 8.2.53; François Simoneau, doc. 8.2.54; Sylvie Cadieux, doc. 8.2.1; Louise Desjardins, doc. 8.5.17; Alfredo Briceno, doc. 8.4.66; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 4; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 40; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Colette Vezina-Gagnon, doc. 8.2.6

des services de santé ainsi que des établissements récréatifs et culturels en général[265]. Comme le résume une citoyenne : « *cette partie nord devrait devenir un pôle de services multifonctionnels, à mi-chemin entre les pointes nord et sud*[266] » de l'île. Enfin, Concertation en développement social de Verdun demande *« qu'une attention particulière soit consacrée aux besoins des organismes communautaires (en locaux ou besoins financiers) qui travaillent auprès des populations vulnérables*[267] ». Cependant, quelques personnes soulèvent des enjeux de sécurité, demandant une présence accrue du personnel policier ou l'installation d'un poste de police[268] permanent sur l'île.

Il n'y a pas de consensus quant à la localisation de ces équipements et services, mais plusieurs recommandent que la Ville identifie et réserve des terrains à ces fins au plus vite[269], en particulier pour ce qui est des établissements scolaires. Ce à quoi fait écho la CSMB pour qui *« […] l'arrondissement Verdun et les promoteurs doivent prévoir des terrains pour de nouvelles écoles et un zonage approprié pour de telles constructions*[270] ».

D'autres participants recommandent que la Ville élabore une stratégie foncière pour la mise en place des équipements collectifs. Pour le CIUSSS, il est impératif « que la *Ville procède à l'acquisition en amont de terrains et/ou de bâtiments afin de réserver des espaces pour le développement d'un nouveau pôle de services communautaires, culturels et sportifs, de même que des services de garde éducatifs à l'enfance*[271]*.* » Alors que l'APRIDS recommande que la Ville réserve des terrains par « *des mécanismes contraignants ou par ententes avec les propriétaires*[272] », un citoyen estime, quant à lui, qu'il est *« primordial que la ville exproprie des propriétés en vue de ces futurs équipements*[273] *».*

À l'opposé, Forum estime que la révision des usages[274] autorisés pour le secteur proposé dans le projet de PPU, ferait partie d'une stratégie foncière qui, à long terme, « *permettrait à la Ville d'exproprier ou encore d'exercer son droit de préemption afin d'acquérir [son] site "à moindre*

[265] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 32; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 33; Eric Gravel, doc. 8.2.22; Mireille Chabarekh, doc. 8.2.37; Sylvie Cadieux, doc. 8.2.1; Béatrice Fortin, doc. 8.2.8; Aram Seropian, doc. 8.8.23; Christine Côté, doc. 8.2.17; Christine Belanger, doc. 8.2.18; Michel Millette, doc. 8.2.21; Pierre Gastaldy, doc. 8.5.22; François Simoneau, doc. 8.2.54; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.2.51; Nathalie Joannis, doc. 8.7.17; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 32; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Marie Bouvet, doc. 8.2.4; Carole Levac, doc. 8.3.42
[266] Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82
[267] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 10
[268] Joëlle Lemire, doc. 8.2.39; Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49; Jean Houle, doc. 8.5.21; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5.3, p. 31
[269] Andrée Marsot, doc. 7.24.1, p. 31; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 10; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 41; Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5; Bruno Courtemanche, doc. 7.87.1, p. 57; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 9; Cristian Mateo, doc. 7.30, p. 1; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 3; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Samuel Levy, doc. 8.2.5; R. Raymond, doc. 8.2.35; François Simoneau, doc. 8.2.54; MACH, doc. 7.10.2, p. 74; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 10
[270] Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, doc. 7.51, p. 2
[271] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 15
[272] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 8
[273] Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49
[274] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113

coût" en vue d'y installer des équipements institutionnels[275] ». Au même titre, sans s'opposer à l'intégration d'équipements publics sur leurs terrains, Gestion Sandalwood[276] et Gravel Automobile font part de leurs inquiétudes quant à une éventuelle expropriation « *advenant l'absence d'entente permettant la mise en œuvre de la nouvelle vocation souhaitée par la Ville*[277] ».

Une minorité considère que l'offre d'équipements et services est suffisante et s'oppose à tout nouveau développement[278].

2.5 L'économie locale et l'emploi

2.5.1 Commerces et services

Parmi les objectifs d'aménagement du PPU, on retrouve celui de « *Consolider le noyau de commerces, services et affaires de la place du Commerce*[279]*.* » Selon le projet, le réaménagement du secteur permettrait de consolider le développement commercial et des affaires, et de nouveaux types d'entreprises seraient encouragées à s'y installer. D'après le PPU, la capacité d'accueil projetée pour le territoire est de « *±70 000 m² de commerces/services [et de] ±110 000 m² de bureaux/affaires*[280]. » Pour certains participants, ces chiffres sont surestimés et, à cet égard, Lemay considère « *que les retombées en termes de superficie d'emplois (commerces et bureaux) pour le site de la partie nord de L'Île-des-Sœurs devraient [être] grandement inférieures aux projections annoncées au PPU*[281]*.* »

Quant à l'aspect commercial et de services, des participants reconnaissent le besoin de revitaliser la place du Commerce[282], mais soulignent l'importance du maintien des activités présentes actuellement[283]. De ce point de vue, Forum considère que « *la révision du plan des usages retire à des commerçants […] le droit fondamental d'offrir des services à la population puisque les usages commerciaux ne sont plus autorisés sur certaines propriétés-clés au cœur du secteur commercial de l'île*[284]*.* »

Plusieurs participants demandent plus de diversité dans l'offre de commerce locale[285], sans que pour autant le secteur devienne un pôle d'attraction commercial ou un centre d'achats[286], vu la

[275] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 11
[276] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 17
[277] Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 2
[278] Ron Campbell, doc. 8.8.21; Luc Gingras, doc. 8.2.12; François Bomal, doc. 8.2.24
[279] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 35
[280] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 51
[281] Lemay, doc. 7.21, p. 3
[282] Jocelyne Harvey, doc. 8.5.19; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 7
[283] Samuel Levy, doc. 8.5.4; Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 5
[284] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 6
[285] Suzanne Trudel, doc. 8.5.24; Catherine Mondou, doc. 7.34, p. 1; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1
[286] François Simoneau, doc. 8.5.23; Luc Gingras, doc. 8.5.7; Jocelyne Harvey, doc. 8.5.19; Anthony Gagnon, doc. 8.5.5; Andy Lamarre, doc. 8.6.2; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 17

proximité à ceux localisés au centre-ville et sur la Rive-Sud. Dans cette perspective, le CRE recommande que la Ville identifie plus précisément les orientations économiques pour le secteur afin « *d'assurer sa résilience sociale et économique à travers sa complémentarité aux pôles d'emploi et de commerce voisins*[287]. » À cet égard, 34,3 % des répondants au questionnaire en ligne estiment que « *l'augmentation de l'offre commerciale* » est le meilleur moyen de revitaliser ce secteur.

Comme le suggère Lemay, l'offre commerciale du secteur devrait être composée majoritairement de « *commerces de proximité et commerces de biens non réfléchis*[288]. » Une telle vision est appuyée par la grande majorité des résidents qui, à ce titre, demandent l'implantation d'une série de commerces tels cafés, pharmacie, épiceries fines, librairies, boulangeries, quincaillerie, un espace réservé pour un marché extérieur et une offre plus variée de restaurants[289]. Pour ce qui est des services, les intervenants demandent des garderies pour les enfants, des cliniques médicales, des professionnels de santé en général et des services spécialisés pour les aînés[290].

Contrairement à la majorité, quelques participants s'opposent à l'augmentation de l'offre commerciale qu'ils jugent suffisante[291] et, à ce sujet, certains soulignent qu'il y a actuellement des espaces commerciaux vacants[292] dans le secteur.

2.5.2 Offre d'emploi

Quelques contributions soulèvent également la question de l'offre d'emploi. Alors que deux participants réclament la création d'espaces de coworking[293] pour attirer des startups, une citoyenne juge qu'il faut plutôt attirer de grands employeurs, comme ceux déjà présents sur l'île[294], pour augmenter l'achalandage des commerces. Une résidente favorise plutôt l'implantation des « *entreprises gouvernementales/médias et d'évènements culturels, sportifs et de santé*[295] ».

[287] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 4
[288] Lemay, doc. 7.21, p. 3
[289] Denis France, doc. 8.5.11; Sylvie Cadieux, doc. 8.5.1; Jacqueline Claude, doc. 8.5.2; Marie Bouvet, doc. 8.5.3; Marie-Michèle Pelletier, doc. 8.5.6; Christine Côté, doc. 8.5.9; Christine Belanger, doc. 8.5.10; Daniel Dereser, doc. 8.5.13; Marie Bernier, doc. 8.5.14; Emmanuelle Ouimet, doc. 8.5.16; Louise Desjardins, doc. 8.5.17; Jocelyne Harvey, doc. 8.5.19; Jean Houle, doc. 8.5.21; Pierre Gastaldy, doc. 8.5.22; François Simoneau, doc. 8.5.23; Antonino Urbano, doc. 8.8.22
[290] Christine Belanger, doc. 8.5.10; Louise Desjardins, doc. 8.5.17; Marie-Michèle Pelletier, doc. 8.5.6; Marie Bouvet, doc. 8.5.3; Jean Houle, doc. 8.5.21; Pierre Gastaldy, doc. 8.5.22
[291] Johanne Bouchard, doc. 8.6.10; Richard Gallo, doc. 8.7.45; Sammy Dalva, doc. 8.5.15; Richard Provost, doc. 8.2.48; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1
[292] Michel Lorion, doc. 8.6.65; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82
[293] Louise Desjardins, doc. 8.5.17; Pierre Gastaldy, doc. 8.5.22
[294] Louise Desjardins, doc. 8.5.17
[295] Christine Belanger, doc. 8.5.10

Une participante signale qu'il faut « *garder à l'esprit que le télétravail est une réalité de plus en plus fréquente qui diminue le besoin en espaces à bureaux*[296] ». Allant dans le même sens, un citoyen fait remarquer que « *il y a actuellement plusieurs espaces à bureaux vacants*[297] » et s'interroge sur la nécessité d'en créer de nouveaux. Cette proposition est corroborée par Gestion Sandalwood qui considère que « *[…] le marché du bureau sur L'Île-des-Sœurs est relativement stagnant. […] Conséquemment, la demande provenant de l'extérieur de l'île est quasiment inexistante*[298]*.* »

Finalement, quelques personnes s'opposent à de nouveaux développements commerciaux ou économiques sur l'île[299], à l'instar d'un participant qui estime que « *[…] le TOD de L'Île-des-Sœurs, à cause de son caractère insulaire qui ne permet aucune connectivité avec le tissu urbain avoisinant, devrait tout d'abord miser sur le caractère résidentiel et vert de son plan et sur sa place dans le corridor comme pôle spécialisé d'emploi*[300]*.* »

2.6 L'environnement

Dans son projet de PPU, la Ville présente cinq grandes orientations qui devront guider le processus de transformation du secteur de planification. Parmi ces orientations, « *la mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères*[301] » est considérée comme prioritaire pour la majorité des répondants au questionnaire en ligne. Ainsi, les thématiques liées à l'environnement ont reçu un grand nombre de contributions.

2.6.1 Parcs et espaces verts

Plusieurs interventions concernent les parcs et espaces verts. Les répondants au questionnaire en ligne sont massivement favorables à la présence accrue de parcs et espaces verts dans le secteur, 73,7 % la considérant comme « *très importante* ». La majorité des participants constate le manque de tels espaces[302] et, à cet égard, certains regrettent la disparition d'une partie de la forêt qui se trouvait au nord de l'autoroute[303].

Une citoyenne signale que le projet de PPU prévoit « *des rues — ou boulevards — bordées d'arbres, mais il n'y a aucun parc — ou square — de prévu*[304]*.* » Ainsi, plusieurs participants recommandent que les nouveaux aménagements laissent assez de place pour permettre la

[296] Lise-Anne Laverdure, doc. 8.4.37
[297] Renée Simard, doc. 8.7.36
[298] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 6
[299] Ron Campbell, doc. 8.8.21; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8
[300] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 4
[301] PPU, doc. 3.1, p. 34
[302] Patricia Klein, doc. 8.3.2; Béatrice Fortin, doc. 8.3.5; Marie-Michèle Pelletier, doc. 8.3.7; Lise Labrie, doc. 8.3.18; Geneviève Paquin, doc. 8.3.40; Monique Beauchemin, doc. 8.3.9
[303] Marie-France Mirtain, doc. 8.4.57; Marie Bernier, doc. 8.3.21
[304] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 1

création de parcs et espaces publics[305]. Selon quelques participants, ces espaces devraient être dotés d'équipements tels que des bancs, des gyms extérieurs, des terrains de jeux, etc.[306]. Pour d'autres, ces espaces prendraient la forme d'une place; aux dires d'un citoyen : « *grande, accueillante, boisée, idéalement autour d'un point d'eau [et] qu'on atteindrait rapidement en entrant dans l'Île*[307]. » Au même titre, selon l'APRIDS, « *la Ville doit s'assurer que le développement prévoit en son centre un square boisé de dimension suffisante pour en faire un endroit de nature et de repos pour les usagers de ce secteur commercial*[308]*.* » Cette place aurait également pour fonction d'être un lieu de convergence et de rassemblement et donnerait un accès direct à la future station du REM[309].

Quelques participants, à leur tour, suggèrent de réserver une partie ou la totalité des terrains vacants ou sous-utilisés[310] afin de les convertir en parcs. Selon les propos d'une citoyenne, *« Il faut arrêter de construire d'autres condos ou autres habitations afin de laisser des terrains pour des espaces verts [qu'elle] considère insuffisants*[311] ». Dans le même esprit, un participant propose de localiser les nouvelles constructions « *sur le chemin du Golf au lieu des entrepôts [pour] garder les espaces verts restants intacts*[312] », alors que deux personnes s'opposent à ce qu'ils appellent l'urbanisation de l'île[313].

À l'opposé, un participant recommande que « *la Ville de Montréal permette une plus grande densification des terrains développés ou redéveloppés par le biais d'ententes, pour faire en sorte qu'on puisse en partenariat créer des parcs, des espaces verts*[314]*.* »

En ce sens, pour quelques participants il est impératif de prendre en compte l'esprit de la cité-jardin[315] dans les futurs aménagements. D'après les propos d'une citoyenne, il faut « *inscrire les paysages, la canopée, le concept de la cité-jardin de L'Île-des-Sœurs comme faisant partie du patrimoine naturel à maintenir, à protéger et comme balises pour toutes les interventions futures en paysage sur l'ensemble de l'île*[316]*.* » Par ailleurs, un participant estime que « *Dans sa forme*

[305] Anita Paula Tataru, doc. 8.6.33; Carl Dewald, doc. 8.3.14; Daniel Dereser, doc. 8.3.17; Louise Desjardins, doc. 8.3.22; Carole Levac, doc. 8.3.42; Sherman Carroll, doc. 8.3.43; Renée Piette, doc. 8.6.40; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Antonino Urbano, doc. 8.8.22; Aram Seropian, doc. 8.8.23; Marie La Rue, doc. 8.3.20; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Pierre Gastaldy, doc. 8.3.38; Anne Bélair, doc. 7.33, p. 1; Mona Quesnel, doc. 7.35, p. 1; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 32; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Marie Bouvet, doc. 8.3.3; Alan Gosselin, doc. 8.6.81
[306] Marie-Michèle Pelletier, doc. 8.3.7; Marie La Rue, doc. 8.3.20; Martine LaBreche, doc. 8.3.25; Aram Seropian, doc. 8.8.23; Christine Belanger, doc. 8.3.13; CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 12
[307] Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49
[308] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 10
[309] Denis Proulx, doc. 7.8.3, p. 62; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 3; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37
[310] Michel Millette, doc. 8.3.16; François Bomal, doc. 8.3.19; Denis France, doc. 8.4.22; Pierre Therrien, doc. 8.6.20; Serge Leclerc, doc. 8.3.30; Marc Prevost, doc. 8.3.33; Philippe Gingues, doc. 8.3.23; Mireille Chabarekh, doc. 8.3.24; Cynthia Provencher, doc. 8.3.1
[311] Geneviève Paquin, doc. 8.3.40
[312] Guy Belanger, doc. 8.4.70
[313] Madeleine Proulx, doc. 8.7.35; Danielle Frank, doc. 8.4.68
[314] Dany Tremblay, doc. 7.13.2, p. 40
[315] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 1; Ahmed Chetioui, doc. 8.3.27
[316] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 20

actuelle, le PPU ne contribue en rien à maintenir le caractère typique de cité-jardin qui a guidé l'aménagement de l'Île[317] ».

Contrairement à la majorité des participants, seulement quelques intervenants jugent que les parcs et espaces verts existants dans le secteur de planification sont suffisants[318].

2.6.2 L'aménagement des rives et du parcours riverain

L'aménagement des rives fait l'objet de plusieurs contributions. Comme le dit le CRE, « *Le fleuve, le chenal de L'Île-des-Sœurs, les berges et les espaces verts existants sont des composantes naturelles et paysagères qu'il importe de mettre en valeur*[319]*.* » À l'instar d'autres participants, un citoyen souligne « *l'importance d'inclure l'accès au fleuve par une bande riveraine publique accessible aux piétons et aux vélos dans tout nouveau développement*[320] ». Pour ces mêmes raisons, des intervenants réclament d'entretenir, de réaménager et de compléter le parcours riverain interrompu par les divers travaux qui ont eu lieu ces dernières années[321]. À cet effet, selon Fahey Associés « *[…] une vision d'ensemble pour l'aménagement des berges de l'ensemble de L'Île-des-Sœurs devrait être élaborée*[322]*.* »

La Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent plaide pour la délimitation d'une « *bande naturelle de conservation qui inclut les milieux naturels existants le long des littoraux et du parcours riverain*[323] » et qui servirait, entre autres, à protéger et maintenir la biodiversité locale[324]. En plus de la préservation et de l'entretien des espaces verts le long du littoral[325], beaucoup de participants y souhaitent l'implantation d'une série d'équipements tels du mobilier urbain convivial, des bancs, des tables de pique-nique, des quais pour kayak et une piste de ski de fond[326]. Néanmoins, des citoyens ne recommandent pas l'installation de commerces le long des rives, car cela « *pourrait attirer trop de foule*[327] » ou, au contraire, empêcher le libre accès à tous[328]. Deux personnes s'opposent à tout aménagement des berges et estiment que les parcours riverains doivent rester « *sauvages*[329] ».

[317] François Simoneau, doc. 8.3.44
[318] Luc Gingras, doc. 8.3.8; Michel Eric, doc. 8.3.15; Ron Campbell, doc. 8.8.21
[319] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 8
[320] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 9
[321] André Lavallée, doc. 8.3.11; Serge Leclerc, doc. 8.3.30; Marie-José Deschamps, doc. 8.3.36; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Pierre Gastaldy, doc. 8.3.38; Richard Provost, doc. 8.3.39; François Simoneau, doc. 8.3.44; Sina Nabavi, doc. 8.3.45; Anthony Gagnon, doc. 8.6.6; Micheline Ralet, doc. 8.6.25
[322] Fahey Associés, doc. 7.19, p. 18
[323] Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent, doc. 7.56, p. 10
[324] Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent, doc. 7.56, p. 10; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 10; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 32
[325] Jane Renaud, doc. 8.3.10; Martine LaBreche, doc. 8.3.25; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.3.41; Louise Desjardins, doc. 8.3.22; Jane Renaud, doc. 8.3.10; Marie Bouvet, doc. 8.6.3; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 11; Richard Provost, doc. 8.3.39
[326] Marie La Rue, doc. 8.3.20; Jane Renaud, doc. 8.3.10; Béatrice Fortin, doc. 8.3.5; Johanne Bouchard, doc. 8.3.6; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1
[327] Johanne Bouchard, doc. 8.3.6
[328] Micheline Ralet, doc. 8.6.25; Béatrice Fortin, doc. 8.3.5
[329] Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 4; Jean Houle, doc. 8.3.32

2.6.3 Verdissement et canopée

Le Plan d'action canopée de la Ville de Montréal fixe un seuil minimal de 25 % de canopée sur l'ensemble du territoire montréalais[330]. Selon le PPU, « c*ela devrait également être respecté pour le secteur de planification, dont le pourcentage de canopée est très faible*[331] ». Afin d'atteindre cet objectif, certains participants désirent que des arbres matures et indigènes soient plantés sur l'ensemble du territoire[332], prioritairement le long des boulevards et au bord de l'autoroute, ce qui aurait également pour fonction d'atténuer les nuisances[333] liées à ces infrastructures.

Le projet de PPU détermine qu'un *« taux de verdissement minimal de 35 % doit être prescrit à la règlementation d'urbanisme. Aux fins du calcul de ce taux, une partie d'un toit végétalisé peut être prise en compte*[334]*.* » Un citoyen est d'avis contraire et exige un taux minimum de verdissement exclusivement au sol, car même s'il se déclare favorable aux toits verts, cela ne doit pas se faire « *aux dépens de ne plus en avoir [de verdissement] au sol*[335] ». D'autres citoyens estiment que la Ville pourrait aussi « *Encourager le verdissement des aires de stationnement extérieur pour les volets commercial/bureaux*[336] ». D'après quelques intervenants, ces actions auraient pour effet la création d'îlots de fraîcheur[337] lors des périodes chaudes de l'année.

2.6.4 Nuisances

À propos des nuisances, l'Association des architectes paysagistes du Québec préconise « *des mesures créatives immédiates dans le PPU actuel permettant l'atténuation de la pollution sonore, de la pollution atmosphérique, de la pollution visuelle et du ruissellement*[338] ». Ces mesures se réfèrent en particulier aux nuisances liées aux infrastructures routières qui traversent le secteur.

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent également de la durée des travaux liés à la transformation du secteur et de la nature des nuisances générées pendant cette période[339], tels la poussière, le bruit et les embouteillages.

[330] Plan d'action canopée, doc. 4.3.1, p. 3
[331] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 8
[332] Marie Bouvet, doc. 8.3.3; Monique Beauchemin, doc. 8.3.9; André Lavallée, doc. 8.3.11; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 8; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 31; Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 9
[333] Marie Bouvet, doc. 8.3.3; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.1.64; Pierre Therrien, doc. 7.44, p. 1; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 10; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 16; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 10
[334] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 112
[335] Claude Giguère, doc. 7.68.2, p. 16
[336] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 7
[337] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 9; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 4; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 7; Claude Savage, doc. 8.3.31
[338] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 7
[339] Christine Senécal, doc. 8.1.49; Jean Houle, doc. 8.3.32; Marie-Claude Gervais, doc. 8.4.62; Renée Simard, doc. 8.7.36; Louiselle SaintongeqM, doc. 8.7.27; Pierre Gastaldy, doc. 8.7.41; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 4; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 5; Alejandro Alvarez, doc. 8.1.20

Cette préoccupation est due, selon une citoyenne, à la récente et « *très longue période de travaux immenses à cause du pont et de la construction du nouveau réseau routier*[340]. » À cet égard, selon l'APRIDS, « *la population de l'Île aspire fortement à retrouver un peu de quiétude et il est donc essentiel que les travaux de la partie nord soient retardés ou du moins coordonnés avec les autres projets pour éviter que sa qualité de vie n'en soit encore une fois trop affectée*[341]*.* » Les Verrières sur le Fleuve soutient cette proposition et recommande que l'échéancier de mise en œuvre du PPU prenne en compte les autres chantiers déjà en cours sur le territoire de planification, « *afin d'accorder un répit aux résidents et travailleurs actuels de L'Île-des-Sœurs*[342] ».

Deux personnes abondent dans le même sens et demandent de « *Décréter un moratoire de 5 ans, jusqu'en 2024 avant de finaliser toutes formes d'aménagement de la partie nord de l'Île, et en particulier de la Place du commerce*[343]*.* »

2.6.5 Certifications et normes

En ce qui a trait aux certifications et normes de performance environnementale, un citoyen estime que « *Les concepteurs peuvent exiger une certification LEED des bâtiments et pourquoi pas LEED ND pour l'ensemble du secteur*[344]*.* » Son propos est appuyé par d'autres organismes[345], comme Projet Paysage, qui considère que « *les objectifs LEED-ND sont en parfaite adéquation avec les objectifs de développement énoncés de la ville dans le cadre du développement de son PPU*[346] ».

Dans le même ordre d'idées, un participant trouve qu'un projet de PPU « *de cette ampleur est une excellente occasion pour les décideurs politiques de s'engager dans un projet novateur qui servirait de modèle pour un développement durable axé sur la lutte contre le changement climatique*[347]*.* »

2.6.6 Agriculture urbaine

Finalement, selon le CRE, « *l'agriculture urbaine trouvera certainement sa place en divers endroits sur le secteur à l'étude, notamment le long du futur Axe vert, et sur les toits de certains immeubles résidentiels, commerciaux et de bureaux*[348]*.* » Une citoyenne abonde dans le même sens et évoque la possibilité de faire de l'agriculture urbaine sur des saillies de trottoirs[349].

[340] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 1
[341] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 9
[342] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 13
[343] Maryse Bayard et Pierre Arthur, doc. 7.58, p. 3
[344] Bernard Tessier, doc. 8.3.4
[345] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 7; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7
[346] Projet Paysage, doc. 7.17, p. 3
[347] Bernard Tessier, doc. 8.3.4
[348] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 11
[349] Brigithe Leduc, doc. 8.3.29

2.7 Le patrimoine

On peut lire dans le PPU que « *dans le secteur de planification, parmi les tours résidentielles et les maisons en rangée du quartier Pointe-Nord, deux sites archéologiques reconnus et protégés témoignent de l'histoire des Premières Nations et agricole de L'IDS et de son évolution dans le temps*[350]*.* » Le projet de PPU préconise la mise en valeur de ces deux sites archéologiques ainsi que l'ancien pont Champlain qui « *a marqué le paysage pendant près de 50 ans et peut difficilement être oublié*[351] ».

Plusieurs participants ont fait des propositions concernant les éléments patrimoniaux présents dans le secteur. Tout d'abord, Proment recommande « *que la Ville étudie s'il existe vraiment un site officiel patrimonial à protéger et identifie ses limites exactes avant de limiter le développement sur une propriété privée*[352]*.* » Le groupe Patrimoine Naturel et Urbain de Montréal déclare à son tour avoir fait une demande de classement patrimonial pour les sites archéologiques auprès du gouvernement du Québec, mais qui a été refusée. Il recommande néanmoins « *que le PPU lui fasse une place particulière et qu'on trouve une façon d'honorer un lieu pillé par les prérogatives de notre ère moderne*[353] », vu son importance historique.

Alors que Projet Paysage considère que la localisation des sites archéologiques sous le nouveau pont Samuel-De Champlain peut poser des problèmes[354], un citoyen estime que la mise en valeur de l'espace sous la structure du pont constitue une opportunité de pratique innovante[355]. Dans le même ordre d'idées, d'après un participant, « *La proposition de mise en valeur du pôle Le Ber […] en lien avec les sites archéologiques et le littoral, afin d'offrir un lieu de commémoration et de récréation est une idée attrayante*[356]*.* » Pour Fahey Associés, il serait opportun de relocaliser les vestiges archéologiques récupérés lors des fouilles réalisées avant la construction du nouveau pont et de créer « *Un espace commémoratif en plein air [qui] pourrait être apprécié par les citoyens et enrichirait l'expérience du parcours riverain*[357]*.* »

L'Association des architectes paysagistes du Québec propose, pour sa part, « *[d'] Intégrer des pistes et sentiers de sensibilisation avec une signalétique en vue et une accessibilité tels ceux des Tracés fondateurs*[358] » pour commémorer la mémoire de ces lieux.

Enfin, un citoyen estime, quant à lui, que les interventions patrimoniales ne devraient pas se limiter aux sites archéologiques identifiés, mais également « *aborder la naissance de*

[350] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 16
[351] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 40
[352] Proment, doc. 7.22, p. 31
[353] Groupe Patrimoine Naturel et Urbain de Montréal, doc. 8.6.55
[354] Projet Paysage, doc. 7.17.2, p. 21
[355] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 8
[356] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 8
[357] Fahey Associés, doc. 7.19, p. 18
[358] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 9

l'urbanisation à l'île avec la contribution de grands architectes et planificateurs […] et le choix du concept urbanistique de la cité-jardin[359]*.* »

2.8 La gouvernance

2.8.1 Consultation, concertation et partenariat

Une démarche de consultation et participation publiques a été réalisée par la Ville et l'arrondissement de Verdun au cours de l'année 2018[360], en amont de l'élaboration du projet de PPU, « *en vue de discuter de la vision et des orientations du PPU auprès de deux grandes catégories de parties prenantes : les citoyens de l'île ainsi que les principaux propriétaires et promoteurs immobiliers du secteur de planification*[361]*.* » Pourtant, un participant juge que ce processus « *a en réalité consisté en un exercice d'information*[362] » et que le projet a été élaboré en « *vase clos*[363] », alors que d'autres déplorent le fait de ne pas avoir été consultés réellement[364].

Ainsi, quelques personnes insistent sur la nécessité d'informer et de consulter constamment l'ensemble des résidents de l'île[365]. Concertation en développement social de Verdun souhaite que le processus de consultation et de participation citoyenne « *soit mis en place durant toute la durée du développement du secteur*[366]. » Cet organisme demande particulièrement la mise en place de mécanismes permettant de « *rejoindre les populations les plus démunis-es ainsi que les populations qui prennent habituellement moins la parole lors de consultations publiques*[367]*.* » Dans le même ordre d'idées, le CIUSSS propose « *que des exercices d'aménagements participatifs, en collaboration avec les partenaires communautaires, soient réalisés pour la création des aménagements prévus au PPU*[368]*.* »

Le projet de PPU mentionne à maintes reprises le besoin d'établir des ententes avec les différents acteurs du territoire pour assurer sa mise en œuvre. Dans cette perspective, plusieurs recommandent que la Ville entame un processus de concertation et de partenariat[369] avec les différentes parties prenantes ayant des intérêts sur le territoire de planification. À cet égard, un citoyen propose que le processus d'adoption du projet de PPU soit reporté *sine die* jusqu'à « *la constitution d'un "Comité des riverains" afin de répondre aux besoins réels des parties*

[359] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 10
[360] Activités participatives réalisées – novembre 2018, doc. 3.3
[361] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 9
[362] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 1
[363] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 1
[364] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 8; Nuntip, doc. 7.20, p. 6; Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 2
[365] Yolanda Mena, doc. 8.7.33; Hélène Roy, doc. 8.7.42; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3; Céline Cloutier, doc. 8.7.21
[366] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 10
[367] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 11
[368] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 17
[369] Lachance Immobilier, doc. 7.3.2, p. 84; Pierre Malo, doc. 7.11, p. 3; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 45; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9.2, p. 38

prenantes[370] » du secteur. Le comité, formé par des propriétaires et des résidents de l'île, serait chargé d'accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du PPU.

Plusieurs participants recommandent également l'adoption d'une approche collaborative[371] entre la Ville, les propriétaires et les locataires des espaces commerciaux existants pour redéfinir les paramètres règlementaires et « *afin d'éviter des frais légaux importants, autant pour les commerçants que pour la Ville*[372]*.* » Ainsi, la prise en compte de l'existence de baux emphytéotiques toujours en vigueur est une préoccupation majeure pour un certain nombre de participants[373]. À ce sujet, First Capital Realty signale que « *les exigences de plusieurs […] locataires sont protégées pour de nombreuses années encore*[374] » et que toute modification majeure des espaces commerciaux doit obtenir préalablement l'approbation des locataires. Sobeys abonde dans le même sens et signale que « *En plus de contraintes pratiques, la mise en œuvre du PPU risque fort de se heurter aux enjeux contractuels liant la plupart des locataires commerciaux à leurs bailleurs, si sa mouture actuelle n'est pas révisée en profondeur*[375]*.* »

Le projet de PPU indique aussi la possibilité d'établir des partenariats avec les propriétaires pour l'intégration d'équipements et espaces collectifs au sein de projets privés[376]. Cette proposition trouve écho chez quelques participants et, à ce sujet, Gestion Sandalwood et Gravel Automobile[377] se disent ouverts à discuter sur « *la possible intégration d'équipements collectifs au sein d'un projet mixte comprenant des usages résidentiels et des commerces de services de proximité, le cas échéant*[378]*.* » De son côté, Forum se montre favorable à une discussion avec la Ville « *en vue de réaliser un projet d'ensemble, à moyen terme, permettant l'intégration d'équipements institutionnels sur [sa] propriété*[379]*.* » Un citoyen, quant à lui, envisage plutôt de « *négocier avec les autres partenaires gouvernementaux et privés, l'acquisition ou la possibilité d'occupation d'espaces pour des équipements collectifs et l'augmentation de la canopée […]*[380]*.* »

Plusieurs participants demandent plus de flexibilité de la part de la Ville dans la mise en œuvre du PPU pour permettre une transformation graduelle du secteur[381]. En cas de travaux de rénovation ou de reconstruction des bâtiments commerciaux, certains s'inquiètent de la gestion

[370] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 3
[371] Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 8; Sobeys, doc. 7.55, p. 3; Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23.2, p. 12; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30
[372] Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 8
[373] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 8; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6; Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 8
[374] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 4
[375] Sobeys, doc. 7.55, p. 2
[376] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 37
[377] Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 3
[378] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 17
[379] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16
[380] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 8
[381] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 4; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6; Denis Proulx, doc. 7.8.3, p. 66

des droits acquis[382]. À cet égard, First Capital souligne le fait que « *Au PPU, rien n'est indiqué en termes de mesures de transition ou de droits acquis*[383]*.* » À ce sujet, un citoyen souligne que les mesures règlementaires proposées en matière de stationnement « *non seulement sont difficilement applicables, mais surtout, risquent de créer un statu quo*[384] ». Pour sa part, afin de ne pas « *conduire les opérations dans le bâtiment existant en opérant en droits acquis pour les prochains 28 ans*[385] », ce qui serait contraire aux objectifs du PPU, Forum estime que pour relocaliser des activités, « *un phasage flexible serait absolument nécessaire afin de ne pas nuire aux services essentiels fournis aux résidents de l'île*[386]*.* »

Par ailleurs, la carte de phasage présentée par le PPU fait référence à des « *interventions sur des propriétés municipales ou sur des propriétés autres pour lesquelles des négociations sont en cours ou à venir*[387] ». Quelques propriétaires de terrains situés aux abords de la future station du REM souhaitent établir un dialogue avec la Ville afin de planifier l'aménagement de cette partie du territoire. Alors que Gestion Sandalwood demande à la Ville d'entamer des discussions en vue d'un échange de terrains « *pour la prolongation des parties de la boucle place du commerce avec la nouvelle rue longeant l'emprise du pont*[388]*.* », Proment, pour sa part, souhaite travailler avec la Ville « *pour la planification de l'intersection du REM et des sentiers qui mènent au parc riverain*[389] ». Cette dernière proposition reçoit le soutien de quelques participants qui demandent à la Ville d'impliquer les promoteurs immobiliers de la partie au nord de l'autoroute dans les décisions concernant, entre autres, l'accès à la future station du REM[390].

Selon le PPU, « *Un travail soutenu de collaboration avec les différents partenaires responsables de ces projets (le nouveau pont Samuel-De Champlain et le REM) est nécessaire afin d'assurer une complémentarité avec les interventions proposées par la présente démarche de planification et de minimiser les impacts négatifs sur les usagers de l'île*[391]*.* » À ce sujet, plusieurs personnes proposent la formation d'un groupe de travail[392] « *formé des entités gouvernementales et institutionnelles impliquées dans le projet d'implantation de la station du REM (CDPQ-infra, ARTM, Ville de Montréal, arrondissement de Verdun, PJCCI, STM) ainsi que les propriétaires riverains concernés dans le but de définir un plan d'ensemble*[393] ». Cette recommandation est appuyée par l'IDU qui, de plus, incite la Ville à se doter d'un « *plan de communication pour faire comprendre les réels enjeux du PPU aux différentes parties prenantes*[394] ».

[382] Lemay, doc. 7.21, p. 9; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6; Sobeys, doc. 7.55, p. 2
[383] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 4
[384] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 5
[385] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23.2, p. 7
[386] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 11
[387] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 103
[388] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 18
[389] Proment, doc. 7.22, p. 31
[390] Jean Hébert, doc. 8.6.19; Julien Monteil, doc. 8.6.22
[391] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 30
[392] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 6; Pierre St-Cyr, doc. 7.4.1, p. 5; Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 79; François Simoneau, doc. 8.7.44
[393] Pierre St-Cyr, doc. 7.4.1, p. 5
[394] IDU —Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7






stm


Montréal



3. Les constats et l'analyse de la commission

3.1 La mise en contexte

Le projet de règlement du Programme particulier d'urbanisme *Partie nord de L'Île-des-Sœurs* (PPU) soumis à la consultation a suscité une participation importante, comme en témoigne le précédent chapitre. Porte d'entrée de la ville, le territoire visé par le PPU est appelé à subir une transformation profonde, induit principalement par l'arrivée d'une station du Réseau express métropolitain (REM) à L'Île-des-Sœurs (IDS).

Au cœur du PPU se trouve la volonté de densifier un secteur de l'île et planifier l'arrivée de milliers de nouvelles unités d'habitation dans un territoire appelé à devenir un quartier de type « *Transit-Oriented Development* » (TOD) :

> « *Le TOD est un développement immobilier de moyenne à haute densité, structuré autour d'une station de transport en commun à haute capacité (…) Situé à distance de marche d'un point d'accès important du réseau de transport en commun, le TOD est un quartier qui conjugue notamment les déplacements actifs, la mixité sociale et le design urbain. Le TOD entend répondre aux changements de valeur exprimés par la population en matière de développement durable*[395]*. »*

Identifié au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) comme une aire TOD, ce territoire restreint est traversé par l'autoroute 15. Le PPU vise le réaménagement des secteurs situés de part et d'autre de l'autoroute. Les objectifs de densification sont ambitieux : sur un horizon de 20 ans, on identifie un potentiel de construction d'environ 3 700 nouvelles unités résidentielles, 25 000 m² d'espaces institutionnels, 110 000 m² de bureaux/affaires et 70 000 m² de nouveaux commerces[396]. On vise à transformer cette partie de L'Île-des-Sœurs en un quartier dense, comptant plus de 110 logements à l'hectare.

La commission constate que la vision et les grandes orientations du PPU reçoivent un accueil positif, bien qu'un nombre considérable de résidents actuels de L'Île-des-Sœurs expriment des réserves importantes. La commission, elle aussi, accueille favorablement les grandes orientations et la vision proposées. Elle tient toutefois à souligner que les contraintes du secteur, autant que ses atouts et spécificités, doivent être davantage prises en compte pour y planifier un quartier comportant un développement immobilier, économique et social de grande qualité.

Plusieurs considérants et prémisses apparaissent d'une grande importance pour planifier la transformation du territoire à l'étude selon les principes d'un quartier de type TOD, que l'on

[395] Source : CMM https://cmm.qc.ca/projets/projets-novateurs-tod/
[396] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 51

souhaite durable et complet. Ces prémisses ont guidé l'analyse de la commission et forment son cadre de référence.

3.1.1 Prémisses et considérations générales

Le territoire visé sera impacté par l'arrivée d'une gare du REM qui améliorera l'offre de transport collectif pour entrer et sortir de L'Île-des-Sœurs. Il est important de noter que le territoire du PPU regroupe tous les liens qui donnent accès à l'ensemble de l'île, dont le développement s'est fait sur le modèle de la banlieue regroupant principalement des habitations de typologie peu variée, des commerces de proximité regroupés dans un seul secteur, celui du PPU, un marché du travail limité et peu d'équipements collectifs. La plupart des résidents de l'île travaillent et se divertissent ailleurs, utilisant leur voiture dans la majorité des cas[397], pour des déplacements pendulaires.

L'ensemble du territoire est enclavé et déjà d'accès difficile, particulièrement aux heures de pointe. La problématique pour les véhicules d'urgence est documentée et les liens à d'autres quartiers sont limités par la qualité insulaire du lieu. Dans le territoire à l'étude les besoins sont grands en matière d'aménagements publics, de parcs et espaces verts ainsi que d'équipements collectifs pour réaliser un quartier complet. Le déficit en équipements scolaires, culturels, communautaires ou sportifs pour desservir la population actuelle est connu. La commission note aussi que le parc d'habitations ne comprend aucune forme de logement social.

Contrairement au reste de l'île dont le développement a été axé sur l'approche « *cité-jardin*[398] », une partie importante du territoire du PPU est encore fortement minéralisé, surtout la place du Commerce avec ses grands stationnements. La transformation de ce noyau commercial devra prendre en compte les besoins des résidents de l'île dans son ensemble. La commission note que les quelques immeubles de bureaux existants sont considérés comme peu compétitifs dans le marché actuel[399] et que la situation des emphytéoses des terrains sur lesquels sont bâtis ces immeubles peut freiner la transformation souhaitée[400].

Notons aussi que la gare du REM, le cœur du TOD, est située entre les voies de l'autoroute 15 et ne sera accessible que par tunnel. La distance de marche entre la gare et les habitations ou les lieux de travail demeurera importante. Les trajets seront localisés près de l'autoroute 15, à découvert, exposés aux intempéries et aux nuisances (bruits et poussières). La connectivité dans cette aire TOD est donc limitée, d'autant plus que le territoire n'est pas connecté à la trame urbaine en raison de son caractère insulaire.

[397] Portrait diagnostic complet – septembre 2018, doc. 3.2, p. 23
[398] Portrait diagnostic complet – septembre 2018, doc. 3.2, p. 13
[399] Évaluation du potentiel de développement économique – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.5, p. 70
[400] Évaluation du potentiel de développement économique – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.5, p. 123

Très peu d'interventions sont prévues au PPU concernant la portion située au nord de l'autoroute 15 nommée le « *quartier Pointe-Nord* » (à ne pas confondre avec le PPU qui lui se nomme *Partie nord*), sa construction est presque terminée. Au cours des dix dernières années, ce nouveau quartier a été développé en suivant un guide d'aménagement et des plans développés selon des ententes avec les autorités municipales. La consultation a mis en lumière des questionnements quant aux nouvelles balises d'aménagement proposées dans le PPU. Rappelons qu'au nord de l'autoroute se trouvent aussi des immeubles de bureaux, ceux de Bell Canada. Entre le campus Bell et l'autoroute 15, il reste une bande de terrain à développer, limitrophe des voies de l'autoroute.

3.1.2 Les informations disponibles

Un PPU comporte généralement un volet diagnostic duquel découlent des enjeux d'aménagement. Pour cette consultation, des données manquent sur plusieurs enjeux.

La démarche de consultation n'a pas permis d'obtenir des informations sur la configuration de la gare du REM ou ses accès. À l'heure actuelle, aucun accès au REM du côté sud de l'autoroute n'est planifié dans le PPU[401]. Bien « *qu'améliorer les accès à l'île* » fasse partie des orientations du PPU[402], les problèmes d'accès à l'île, particulièrement pour les services d'urgence aux heures de pointe, demeurent entiers. Le plan de la STM pour desservir l'ensemble de L'Île-des-Sœurs et les milliers de nouveaux résidents n'est pas connu. Une consultation à ce sujet a été menée par la STM, dont les résultats sont attendus dans les prochains mois. La gestion des déplacements pour les travailleurs n'est pas abordée. La réalisation d'un lien cyclable vers le centre-ville est mentionnée, mais non prévue à court ou moyen terme.

Le PPU reporte l'aménagement du littoral est. Les gestes et les sites pour créer des espaces publics et parcs ne sont pas connus. Aucun nouvel équipement scolaire n'est prévu, malgré les besoins actuels et ceux que pourrait engendrer l'arrivée de milliers de nouveaux résidents. Aucun nouvel équipement sportif, communautaire ou culturel n'est planifié dans le PPU.

Il manque aussi d'information sur les outils et les moyens que la Ville entend déployer pour faire de ce quartier très dense un endroit sécuritaire et accessible pour tous, incluant les femmes et les personnes âgées. Un quartier de marcheur n'est pas utilisé de la même façon par tous les groupes de citoyens et une analyse différenciée selon les sexes n'a pas été menée[403].

Les outils et les moyens que la Ville entend utiliser pour assurer une diversité dans l'offre de logements, la construction de logements sociaux et de logements communautaires et abordables ne sont pas connus. Finalement, ne sont pas connues les projections de constructions d'habitation sur l'ensemble de l'île et la croissance de sa population totale. Rappelons que cette

[401] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 12
[402] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 34
[403] Ville de Montréal, Réponses de la Ville, doc. 5.3.1, p. 6

croissance limitrophe au territoire du PPU aura un impact sur le nouveau quartier qui regroupe tous les accès à l'île, la gare du REM et le seul pôle économique et commercial.

3.1.3 Le cadre de référence de la commission

Adopter un PPU veut dire plus qu'aborder les notions d'usage, de densité, de paramètres normatifs ou discrétionnaires d'encadrement de projets urbains ou d'infrastructures ou d'équipements publics. Le PPU peut aborder toutes questions visant à *« assurer le maintien et l'amélioration de la qualité de vie de la population du quartier*[404] », et donc s'ouvrir sur la notion de développement durable qui inclut les notions économiques, sociales et environnementales.

La commission s'appuie sur les opinions exprimées tout au long de la consultation pour formuler ses recommandations dans les prochaines sections de ce chapitre avec un objectif clair, celui de proposer des pistes visant à bonifier le projet de PPU pour réussir la transformation souhaitée par les autorités municipales.

Ainsi, l'analyse de la commission et les recommandations qui en découlent intègrent les idées directrices suivantes :

- S'inspirer de l'esprit « *cité-jardin* » dans tout le PPU malgré la densité; ce qui veut dire renforcer l'esprit du lieu en mettant en valeur les qualités intrinsèques de L'Île-des-Sœurs ainsi que son côté innovant, qui diffère des quartiers centraux de Montréal. Il faut créer et mettre en réseau quantité d'espaces verts ou publics.
- Planifier la mixité sociale. Actuellement, il n'y a pas de logement social sur le territoire du PPU ni sur l'ensemble de l'île. La mixité sociale est une condition de réalisation du futur TOD et la densification présente une opportunité de corriger cette situation.
- Accroître les accès physiques à l'île, notamment pour les véhicules d'urgence, pour améliorer la connectivité avec l'île de Montréal, l'accès aux services situés au centre de Verdun et à sa station de métro.
- Planifier des espaces et équipements scolaires et collectifs. Le volet « *se divertir* » dans l'objectif de faire un quartier de type TOD devrait être développé.
- Devant les défis de densifier et planifier des espaces collectifs, la mixité verticale devrait être encouragée et développée.
- Transformer la place du Commerce et densifier; ceci implique de permettre des hauteurs plus importantes.
- Transformer un quartier appelle aussi un développement exemplaire visant les plus hauts standards environnementaux pour les bâtiments et pour l'ensemble des aménagements.

Le PPU doit proposer une planification qui dépasse les seules dimensions spatiales et prendre en compte toutes les notions d'aménagement et de développement urbain durable. Il faut y inclure

[404] Guide de la prise de décision en urbanisme – Programme particulier d'urbanisme, doc. 4.1.1

les composantes du développement social et environnemental. La création d'un TOD présente une opportunité en ce sens. La commission est d'avis qu'il faudra préciser, développer, modifier certains aspects du PPU pour en faire un projet cohérent et porteur.

Dans cette perspective, il convient de s'inspirer des principes d'aménagement de la cité-jardin. Parmi ceux-ci, une attention particulière au rapport entre le cadre bâti et les espaces libres et un plus grand dégagement au sol favoriserait la multiplication des espaces verts et des espaces publics. Aussi, doivent être pris en compte le caractère distinct de l'île, la mixité des usages et la localisation des équipements collectifs pour favoriser les points de rencontre et de rassemblement. Enfin, la cohabitation des différentes populations et la mixité sociale devraient se retrouver au cœur de ce type d'aménagement. Ainsi, l'aménagement de la partie nord de L'Île-des-Sœurs pose le défi d'associer ces principes à la volonté de densification d'une aire TOD.

3.2 Aménager un TOD

3.2.1 La vision et les orientations du PPU

« *La vision du programme mise sur la transformation du principal noyau de commerces et de services de l'île en un quartier pour y vivre, travailler et se divertir »,* peut-on lire dans le sommaire décisionnel qui présente le PPU[405]. Une densification importante du territoire est planifiée, en concordance avec le Schéma d'aménagement et le PMAD.

Le PPU vise à créer un milieu de vie et d'emploi de type TOD aux abords de la station du REM, l'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs, la mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères, l'encadrement harmonieux de la forme bâtie, et la performance environnementale[406]. La commission accueille favorablement ces grandes orientations et la vision proposées.

Le « *concept d'aménagement »*, proposé à la section 4 du PPU et « *les interventions détaillées »* qui sont regroupées à la section 5, soulèvent néanmoins beaucoup de questions. Tout au long de la consultation, la commission a constaté un accueil défavorable à plusieurs interventions proposées, puisqu'elles ne permettraient pas, selon les participants, la réalisation de la vision énoncée. Comme le résumait un intervenant à la consultation : « *le PPU bien qu'il ait des qualités évidentes et très nombreuses, ne permet pas dans sa forme actuelle, par les critères qu'il stipule, d'atteindre ses propres grandes orientations, soit de créer réellement un milieu de vie de type TOD, et de construire un milieu de vie axé sur le piéton, le cycliste, les parcs, l'espace public, tout ça en respectant l'ADN de L'Île-des-Sœurs*[407]*. »*
Bien qu'accueilli favorablement par la commission, l'objectif de densification, entre autres, inquiète certains résidents de l'île. Rappelons que toutes les interventions prévues prendront

[405] Sommaire décisionnel – Ville de Montréal, doc. 1.1, p. 2
[406] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 34
[407] Pierre Mierski, doc. 7.15.2, L. 1335

forme dans un endroit déjà construit, et non pas sur une page blanche et que les contraintes sont nombreuses. Ces observations méritent d'être prises en compte afin de planifier des interventions visant à mitiger, réduire ou annuler les effets négatifs appréhendés. La commission entend faire état de ces préoccupations et formulera son analyse dans les pages suivantes.

Recommandation #1
La commission recommande d'aller de l'avant avec la vision proposée et les grandes orientations inscrites au PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs, à condition de revoir le concept d'aménagement et les interventions proposées afin de mieux les arrimer à cette vision.

3.2.2 Le territoire de planification

Territoire restreint appelé à se densifier, la commission s'interroge sur les limites territoriales choisies pour le PPU. Le territoire à l'étude est essentiellement composé de trois zones : une au nord de l'autoroute 15, dont la construction est presque terminée, et deux autres formant la place du Commerce, qui sont à transformer.

La vaste majorité des terrains constructibles ou transformables dans le secteur sont de propriété privée. Les abords des grands axes autoroutiers appartiennent à des autorités gouvernementales. La Ville de Montréal possède toutefois des terrains le long du littoral. Plusieurs propriétaires et locataires du secteur opèrent avec des baux ou des emphytéoses[408] qui ne viennent à échéance qu'en 2064. Ainsi, l'occupation actuelle du territoire rend complexe la transformation souhaitée.

Afin de planifier, entre autres, les futures habitations, les espaces publics, les parcs, les équipements collectifs et autres composantes requises pour un quartier dense, durable et complet, les limites prévues au PPU gagneraient à être revues.

La commission note que le PPU est bordé à l'ouest par un secteur anciennement industriel en cours de transformation, comme l'indique une carte dans un document déposé par la Ville[409]. Cette zone, située sur le littoral ouest, à l'ouest du chemin du Golf et jusqu'au boulevard Marguerite-Bourgeoys, regroupe actuellement des bâtisses de petite hauteur, en face du chenal et du centre-ville de Verdun. Ce territoire fait partie de l'écoterritoire des Rapides de Lachine. Comme il a été suggéré en consultation[410], la commission est d'avis que ce territoire pourrait être inclus dans l'exercice de planification en cours. Inclure cette portion du territoire permettrait d'augmenter la connectivité et la cohérence visée par la transformation du nord de L'Île-des-Sœurs, mais aussi la planification des équipements et services pour toute l'île, dans une vision d'ensemble.

[408] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 22
[409] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 3
[410] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 4

Outre le pourtour du territoire à revoir, un terrain identifié au PPU en « *planification différée*[411] » devrait aussi être inclus dans la planification en cours. Plusieurs questions concernant cette zone sont demeurées sans aucun éclairage de la part de la Ville, et comme l'indique une participante : « *Aucune explication n'est fournie quant à la planification différée du littoral est. Il est essentiel que ce secteur soit inclus maintenant dans les plans pour que tout soit planifié de façon holistique*[412]*.* » En effet, ce secteur, situé dans la zone d'influence de la station du REM et aux abords du littoral est, le secteur 24-8, où se trouve actuellement un concessionnaire automobile, est localisé tout près du cœur du futur TOD. À défaut d'informations satisfaisantes, la commission estime qu'il n'est pas justifié de soustraire cette portion du territoire, pourtant stratégique, à l'exercice de planification en cours.

Recommandation #2
La commission recommande de planifier dès maintenant la zone identifiée en « planification différée » et d'étudier les possibilités de revoir les limites du territoire pour inclure une plus grande partie du littoral ouest.

3.2.3 Développer la mixité

La densification et la transformation du territoire appellent le déploiement de stratégies pour transformer la place du Commerce, y introduire de l'habitation et ériger des immeubles de part et d'autre de l'axe autoroutier. Pour y parvenir, la commission est d'avis que le concept de mixité dans toutes ses facettes devrait être au cœur de la planification du PPU : mixité sociale, mixité des activités (usages), mixité horizontale et verticale. Dans la version actuelle du PPU, la mixité est évoquée, mais l'exercice de planification n'en tient pas compte concrètement.

Mixité sociale

> *« Le développement de la partie nord, et particulièrement selon les principes du Transit-Oriented Development (TOD), est une occasion pour développer des logements sociaux et assurer ainsi une certaine mixité socio-économique dans le secteur*[413]*. »*

La transformation souhaitée au PPU devrait permettre de dynamiser des écosystèmes locaux et créer des formes de développement économique plus durable, mais aussi contribuer à la réduction des inégalités sociales. Un effort constant doit être fait pour assurer un cadre bâti et urbain de qualité, mais aussi une mixité dans l'offre de logements afin de répondre aux différents besoins des ménages et assurer une diversité sociale. Les principes du PMAD et du Schéma d'aménagement font du soutien à la mixité sociale un des éléments clés des exercices de

[411] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 111
[412] Marie Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2
[413] CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 13

planification[414]. La commission constate et déplore que la description des composantes d'un TOD dans le PPU à l'étude omette les objectifs de mixité sociale. Dans la liste des principales composantes définissant un TOD, on parle de densité et de mobilité, mais la mixité sociale n'est pas mentionnée[415].

Comme l'indique la documentation de la Ville, L'Île-des-Sœurs ne compte actuellement aucun logement social ou abordable[416], alors que près de 20 % des ménages locataires de l'île consacrent plus de 50 % de leurs revenus au logement[417]. Dans ce contexte, les mesures proposées semblent insuffisantes. Le PPU prévoit la création de quelques 3 700 nouvelles unités d'habitations et mentionne que « *Les nouveaux développements immobiliers mixtes, de plus forte densité que la forme construite actuelle de la place du Commerce, contribueront à diversifier l'offre en logements pour des clientèles variées*[418] *»*. Cependant, peu de précisions ont été portées à l'attention de la commission concernant les interventions pour y parvenir, si ce n'est que le souhait formulé de « *Favoriser l'implantation de projets intégrant du logement social et communautaire, abordable et pour familles*[419]. »

D'après un organisme, en ce qui a trait aux moyens de mise en œuvre « *ils sont relativement faibles et ne garantissent pas la construction d'un nombre conséquent de logements sociaux*[420] *».* Le PPU prévoit de promouvoir le respect de la Stratégie d'inclusion de logements abordables jusqu'à la mise en application du règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial[421].

Le règlement actuel ne garantit pas la réalisation d'un nombre suffisant d'unités. Les constructeurs peuvent choisir de contribuer *au Fonds de contribution au logement social* plutôt que de développer des logements sociaux. La probabilité de voir se développer 20 % de logements sociaux parmi les 3 700 unités résidentielles prévues est faible. De plus, comme il a été souligné pendant la consultation, « le *développement de 20 % de logements sociaux dans le secteur ne serait pas suffisant si l'on tient compte des besoins actuels et du rattrapage à effectuer à l'échelle de l'IDS*[422] *».*

La mixité sociale, notamment par la construction de logements sociaux, devrait faire partie des objectifs affirmés au PPU. La commission s'interroge sur les possibilités de voir se matérialiser la mixité sociale dans ce nouveau quartier. Des outils et des moyens pour assurer la construction de logements sociaux, ou communautaires abordables, doivent être identifiés et déployés. Les

[414] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD), p. 141; Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), p. 82
[415] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 5
[416] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 47
[417] Comité d'action des citoyen.ne.s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.12, p. 2
[418] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33
[419] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 36
[420] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 8
[421] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 100
[422] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 8

futurs projets immobiliers de la zone au nord de l'autoroute 15, bien que peu nombreux, devraient aussi permettre d'atteindre cet objectif. Ainsi, la commission est d'avis que la situation exige l'élaboration d'une stratégie foncière (programme d'acquisition ou d'échanges, droit de préemption, etc.), assortie de mesures règlementaires facilitant la mixité verticale pour la réalisation de projets multifonctionnels où coexistent habitations et équipements collectifs et/ou institutionnels.

Recommandation #3
La commission recommande que le PPU bonifie ses interventions en matière de mixité sociale, notamment :

- ***En formulant des objectifs en termes de nombre ou pourcentage d'unités de logements sociaux à construire;***
- ***En se dotant d'une stratégie d'acquisition foncière pour permettre la construction de logements sociaux dans tout le territoire du PPU. Cette stratégie devrait inclure l'utilisation d'une variété d'outils, dont le droit de préemption;***
- ***En encourageant les promoteurs à céder des terrains ou des parties d'immeuble pour construire des logements sociaux ou communautaires plutôt que de faire des contributions financières à la place d'une telle cession.***

Mixité des usages

Les outils de planification et de règlementation, dont le zonage, conçus auparavant pour soutenir la séparation des activités gagnerait à être revu. L'actuelle gestion des usages sur l'île est fondée sur un principe de séparation des fonctions urbaines, par exemple, l'habitation, le commerce et les institutions. Après des années de ségrégation des activités dans la planification de la ville et de L'Île-des-Sœurs, les obstacles au changement sont nombreux : le territoire présente peu d'opportunités foncières et des valeurs foncières très élevées. La résistance au changement existe dans les quartiers situés au sud du PPU; elle est motivée par la demande de tranquillité, et pour d'autres quartiers ailleurs, par le refus de nouvelles contraintes.

La commission est d'avis qu'il faut favoriser la mixité des activités au sein de chaque zone du territoire et ne pas introduire une séparation d'usages comme le propose actuellement le PPU. Le plan des usages présenté au projet de PPU illustre cette ségrégation entre les parties du territoire[423]. Par exemple, un centre commercial se voit retirer sa fonction de commerce, et l'habitation (sous conditions) est maintenant permise dans certaines zones à proximité de l'autoroute, alors qu'elle est interdite dans d'autres. Également, la commission note que la partie du secteur qui se voit retirer l'usage commercial au profit d'usages institutionnels est située en périphérie du nouveau quartier, loin du centre du TOD, loin du quartier Pointe-Nord et hors de

[423] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113

l'aire d'influence de la gare. Ces décisions ne semblent pas optimales et n'ont pas été expliquées lors de la consultation.

La mixité des usages, souhaitée dans un quartier complet et durable, réfère à la présence de différentes activités dans un même lieu : activités résidentielles et socio-économiques (bureaux, commerces, institutions, services publics, parcs, etc.). Cette diversité s'observe à l'échelle de la rue et du territoire (mixité horizontale) ou à l'intérieur d'un même bâtiment (mixité verticale). La mixité s'oppose à la séparation des usages. Les emplois et les services ne sont pas incompatibles avec les habitations. Une part des nuisances appréhendées est plutôt liée à des choix d'implantation (design, retrait, aires de livraison, etc.) ou des modalités d'usage et d'occupation de l'espace (plages horaires, éclairage, stationnement, réseau viaire, etc.). La règlementation municipale peut intervenir pour minimiser ces nuisances. Bien que la présence de l'axe autoroutier fasse de ce TOD un projet atypique, le choix d'implantation, le design et l'innovation doivent primer sur une approche règlementaire qui restreint la mixité des usages. La commission constate que les *usages sensibles* – l'habitation, les équipements collectifs ou institutionnels – sont parfois interdits ou sous conditions près de l'axe autoroutier[424]. Le centre du TOD, nommément la gare du REM, étant localisé entre les voies de l'autoroute, le PPU devra gérer les nuisances autrement que par un zonage restrictif. Ici encore, la mixité à l'échelle du bâtiment, la mixité verticale, devrait être envisagée : les matériaux, le design, l'implantation et la hauteur[425], entre autres, peuvent jouer un rôle dans la gestion des nuisances. Un très grand nombre de questions ont été soulevées au sujet du « *plan des usages*[426] » et des ségrégations introduites. Pour la commission, il apparaît plus pertinent de développer une approche basée sur la négociation plutôt qu'une approche règlementaire contraignante.

Recommandation #4
La commission recommande de planifier l'ensemble du territoire en usages mixtes, incluant l'habitation, assortis de règles d'insertion.

Équipements collectifs

Un quartier mixte ne peut se résumer à des habitations, des emplois et une gare. Il comprend aussi des équipements collectifs tels que centre communautaire, parcs et espaces publics, écoles, bibliothèque, etc. Si le PPU identifie des localisations potentielles, on n'y retrouve aucune précision quant à la satisfaction de besoins actuels ni aucune projection pour les équipements requis par l'augmentation anticipée de la population.

« *… l'offre actuelle en équipements est déjà déficiente sur l'île et le secteur Elgar est au maximum de sa capacité. Avec la venue d'une nouvelle population, les besoins seront encore plus grands. … les résidents et travailleurs devraient pouvoir profiter d'une offre intéressante pour bouger et se*

[424] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113-114
[425] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 16
[426] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113-114

divertir à proximité. Cela permettrait de minimiser l'effet d'isolement parfois perceptible sur L'IDS, où la traversée vers la rive de l'île de Montréal est quelquefois nécessaire pour accéder à des services aux citoyens non existants sur L'IDS[427] *»*. Ce constat inscrit au PPU est clair.

La question des écoles a été largement abordée par les participants à la consultation. Faisant face à une pénurie d'espace, la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys a déjà localisé une annexe d'une école dans l'immeuble situé au 14 place du Commerce, près de l'autoroute 15. Dans cet esprit et comme il est proposé au *Plan d'action de la stratégie centre-ville*[428], la commission encourage la Ville, la commission scolaire et le ministère de l'Éducation à revoir les paramètres légaux et règlementaires en termes d'approche foncière, d'insertion et de conception architecturale afin d'intégrer des écoles en milieu dense.

Par ailleurs, la Ville peut étudier la possibilité de développer des projets en partenariat avec des promoteurs dans des projets immobiliers mettant à profit la hauteur et la mixité verticale. Cette réflexion s'applique également à tous les équipements collectifs qui peuvent être intégrés dans des bâtiments multifonctionnels.

Avant l'arrivée de milliers de nouvelles familles dans le territoire du PPU, mais également sur toute L'Île-des-Sœurs, la commission est d'avis qu'il faut identifier des lieux et des outils pour implanter des équipements collectifs et au minimum une école; une école ouverte sur sa communauté avec bibliothèque, installations culturelles, salles multifonctionnelles, gymnases, et installations sportives diverses. À cet effet, la commission scolaire a précisé lors de cette consultation : « (qu') *elle doit être prête à innover et réinventer l'école. Elle croit en une école au cœur de sa communauté par l'aménagement d'équipements collectifs sportifs, culturels et sociocommunautaires*[429]*. »*

Recommandation #5
Afin de doter le secteur du PPU d'équipements collectifs, scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, de parcs et espaces publics, et d'en faire des lieux de socialisation sécuritaires, conviviaux et accessibles, la commission recommande :

- ***D'élaborer une stratégie foncière pour l'acquisition de terrains;***
- ***De développer une approche favorisant la mixité verticale au sein de projets privés.***

[427] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 27
[428] Plan d'action de la Stratégie centre-ville, Sommaire décisionnel – Ville de Montréal, 2017, p. 24 source : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/proj_urbains_fr/media/documents/Plan_Action_Strategie_centre-ville_web.pdf
[429] Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, doc. 7.51, p. 2

3.3 Les hauteurs et la densité du territoire à l'étude

3.3.1 Les paramètres généraux

> « *Le PPU prévoit une intensification des activités du territoire aux abords du REM en lien avec l'aire TOD. Ainsi, le présent PPU vient modifier les paramètres portant sur la hauteur et la densité des bâtiments. Ces dernières se voudront plus importantes aux abords du REM, lequel est localisé au centre de l'autoroute. Toutefois, en se rapprochant des quartiers résidentiels existants au sud et à l'ouest, ces paramètres diminuent, concordant tout à fait avec l'approche d'un TOD*[430]*. »*

La densité de construction est l'un des paramètres règlementaires qui conditionnent le plus fortement le potentiel de développement du terrain et sa valeur foncière. La hauteur est un facteur tout aussi important. Le PPU propose d'augmenter les densités et hauteurs sur une grande partie du territoire à l'étude.

Cet objectif d'augmenter les hauteurs et densités près du REM reçoit un accueil plutôt favorable d'une majorité d'opinions exprimées lors de la consultation. Toutefois, beaucoup de résidents actuels de l'île ont exprimé leur désaccord. Ils sont inquiets de cette densité et ne veulent pas de ce qu'ils ont qualifié de « *nouveau Griffintown*[431] » ce qui, selon eux, se traduit par un quartier hautement densifié, peu desservi par des équipements et services publics et d'une signature architecturale qui ne cadre pas avec L'Île-des-Sœurs. C'est pourquoi la qualité des projets, le dégagement au sol, la création ou la préservation d'espaces et de vues d'intérêt devrait primer, et ce lieu devrait rester distinct des quartiers centraux de Montréal, fortement minéralisés.

Afin de densifier le territoire du PPU, en accord avec les politiques de la Ville, le SAD et le PMAD, la commission est d'avis que miser sur la hauteur, tout en préservant des percées visuelles, est souhaitable. Les paramètres règlementaires doivent supporter cette orientation. Cependant, il semble y avoir contradiction à ce sujet. La carte des hauteurs proposée à la page 108 du PPU a suscité beaucoup de questions, notamment en ce qui a trait aux hauteurs près de la gare du REM. Comme plusieurs participants, la commission note un manque de cohérence entre les paramètres suggérés au PPU pour les limites de hauteur sur certains terrains et l'objectif de densification aux abords de la station du REM. De plus, le PPU introduit un écart allant de 6 à 21 mètres entre les hauteurs maximales qui seront permises de part et d'autre de l'autoroute. Ces choix n'ont pas été clairement expliqués.

[430] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 107
[431] Micheline Ralet, doc. 8.6.25; Nicolas Rancourt, doc. 8.6.29; Renée Piette, doc. 8.6.40; Louise Desjardins, doc. 8.6.41; Jean Page, doc. 8.6.54; Nathalie Faucher, doc. 8.6.60; Joelle-Marie Morin, doc. 8.6.62; Gabrielle R., doc. 8.6.63; Robert Rainville, doc. 8.6.64; Michèle Riva, doc. 8.6.72; Marc Yergeau, doc. 8.6.74; Pierre Gastaldy, doc. 8.6.80; Yves Comtois Klaus Heinemann, doc. 8.6.89

Pour réussir le TOD et la vision du PPU, la même hauteur devrait être permise sur les terrains adjacents à l'autoroute, au nord comme au sud, afin de créer et de mettre en valeur une entrée de ville de grande qualité visuelle. Près de l'autoroute, la construction d'immeubles de grande hauteur, à l'architecture soignée, est à privilégier. À ce propos, le PPU précise « *Les premiers projets de développement immobilier devront être exemplaires pour bien marquer la porte d'entrée de l'île, fournir un encadrement construit d'intérêt pour la station du REM en référence aux principes d'un TOD et annoncer la facture architecturale à venir pour l'ensemble du secteur de planification*[432] *»*.

La commission est d'avis qu'il faut permettre des hauteurs plus importantes près de la gare du REM, avec des hauteurs décroissantes à mesure qu'on s'en éloigne. Les immeubles de grande hauteur peuvent permettre non seulement de densifier le territoire et de développer la mixité verticale, mais aussi de dégager beaucoup plus d'espace au sol. Ceci permettrait de créer de grandes signatures architecturales, tout en cadrant avec l'esprit du lieu. L'île s'est développée en ne favorisant pas les empreintes massives au sol et en misant sur un cadre bâti où les vues et la verdure sont mises en valeur.

3.3.2 Quartier Pointe-Nord

Plus spécifiquement, dans le quartier Pointe-Nord, un dernier terrain constructible a suscité beaucoup de contributions lors de la consultation. De l'avis de la commission, ce terrain, dont le zonage permet la fonction d'habitation, devrait accueillir des projets immobiliers de très grande hauteur. C'était prévu avant le PPU, le promoteur ayant développé le quartier Pointe-Nord prévoyait débuter rapidement la construction de la dernière phase de son projet[433]. Plusieurs citoyens et experts appuient la volonté de compléter cette phase qui prévoit, entre autres, une tour de plus de 100 mètres. De nombreux résidents du quartier Pointe-Nord sont en faveur de la complétion de l'aménagement de leur quartier selon les principes d'aménagement ayant guidé le développement de cette partie du territoire au cours des dernières années. Ils évoquent la notion de « *contrat social* » établi entre le promoteur, les propriétaires et la Ville. Ils mentionnent également le fait que des édifices plus hauts permettent moins d'emprise au sol, plus d'espaces verts et une cohérence architecturale avec l'ensemble du quartier.

Pour la commission, un projet de cette ampleur est souhaitable aux abords de la gare du REM et du nouveau pont Samuel-De Champlain, car il favoriserait l'atteinte des objectifs de densité au cœur du TOD. De très grandes tours pourraient aussi comprendre des éléments de mixité d'usages. L'implantation au sol et la qualité architecturale devront être planifiées pour en faire un atout pour l'encadrement de l'entrée de ville et contribuer à la densification de l'aire TOD. En appui à la complétion du quartier Pointe-Nord selon son guide d'aménagement, un mémoire résume bien l'enjeu : « *The towers are relatively high compared to the other surrounding buildings, yet their foot print is moderately small. This notion freeing as much land as possible to*

[432] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 103
[433] La Corporation Proment, doc. 7.22, p. 30

retain (or create) maximum green spaces in exchange for high is totally consistent with the Garden-City concept[434] ». De l'avis de plusieurs participants à la consultation, ces objectifs ne peuvent pas être atteints par l'implantation d'un projet immobilier massif et de mi-hauteur à cet endroit, tel que suggéré sur les illustrations du PPU[435], de plus : « *The strength of the Pointe-Nord's initial plan lies in a definite experiential visual order. It is unfortunate that this new proposal compromises the whole*[436]. »

3.3.3 La place du Commerce

Concernant le sud de l'autoroute, plusieurs citoyens, promoteurs et experts appuient la densification et la transformation de la place du Commerce. Les investissements nécessaires appellent toutefois une règlementation rendant possible la réalisation de projets intéressants. Les hauteurs, densités et marges de recul proposées apparaissent comme autant de freins à cette transformation. Par exemple, le PPU propose de conserver deux immeubles de bureaux de 6 et 10 étages situés sur la place du Commerce, jouxtés à la gare du REM. Toutefois, si une plus grande hauteur était autorisée, les propriétaires se disent ouverts à construire de nouvelles bâtisses adaptées au lieu et à créer des places publiques et passages pour transformer la trame piétonnière et l'ambiance au cœur du TOD[437].

Portée à l'attention de la commission, l'initiative des propriétaires d'imaginer ensemble la transformation d'une partie de la place du Commerce limitrophe de la gare du REM est intéressante : « *tous les propriétaires se sont mis ensemble pour y réfléchir, ça nous permet, nous comme architectes, de développer une espèce de vision holistique et globale pour tous ces terrains, un peu comme on avait fait pour la Pointe-Nord où on peut réfléchir à un secteur, à tout un secteur, plutôt que de travailler lot par lot*[438]. »

Ils proposent des gestes qui rejoignent un grand nombre de souhaits émis par les citoyens et participants à la consultation. Leur approche est différente de celle proposée au PPU. Elle introduit des éléments réclamés par plusieurs personnes, notamment des places publiques, des espaces verts, un meilleur réseau piéton, des connexions vers le REM et l'animation commerciale des rues[439]. En lien avec l'esprit du lieu, on propose des bâtiments beaucoup plus hauts, des empreintes au sol moins importantes pour dégager de l'espace, créer des lieux publics et de meilleures vues. Contrairement aux immeubles de mi-hauteur aux empreintes au sol massives, en érigeant des édifices en hauteur, on s'éloigne des sources de bruits. Les étages inférieurs près du pont, de la gare du REM, ou de l'autoroute, peuvent être consacrés à d'autres usages que l'habitation[440].

[434] Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 3
[435] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 91
[436] Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 3
[437] MACH, doc. 7.10, p. 5; Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 3 et 15
[438] Pierre Mierski, doc. 7.15.2, p. 45, L. 1330
[439] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 29
[440] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 20

Pour toutes ces considérations, la commission appuie l'approche de la Ville en matière de densité accrue, mais estime que la carte des hauteurs doit être revue si on veut créer un quartier de qualité qui s'inspire de la cité-jardin, avec verdure et vues, et qui évite l'effet massif, comme au centre-ville, qui n'est pas souhaitable à L'Île-des-Sœurs.

Recommandation #6
En matière de hauteurs permises, la commission recommande de :

- ***Revoir et augmenter les hauteurs permises aux abords de la station du REM afin de réaliser une densité intensive, selon les principes d'un TOD;***
- ***Augmenter les hauteurs permises au sud de l'autoroute 15 pour harmoniser les hauteurs aux abords de l'axe autoroutier;***
- ***Permettre de compléter le quartier Pointe-Nord selon les principes prévus à son Guide d'aménagement et autoriser la construction de tours de plus de 100 mètres en soignant leur implantation au sol et leur architecture.***

3.4 Les balises d'aménagement

3.4.1 Implantation et forme des bâtiments

Plusieurs questions se posent concernant l'articulation des modifications règlementaires proposées dans le PPU. Ces dispositions ont été critiquées par plusieurs citoyens, par des experts et des promoteurs, dont les marges de recul trop étroites, les taux d'implantation, les basilaires massifs qui encadrent les rues, la superficie étroite des étages en hauteur, la distance de 80 mètres entre les bâtiments de grande hauteur, etc. Ces questions, soulevées lors des travaux de la commission, demandent à être réexaminées. Selon plusieurs, ces choix règlementaires laissent présager l'impossibilité de réaliser la densification et la transformation souhaitées, en plus de soulever des questions d'équité entre les projets immobiliers à venir.

Ces critères, qui seront intégrés au PIIA[441], limitent les possibilités de développement ou réaménagement de certains terrains. De l'avis de plusieurs, la limitation de la superficie de plancher à 900 m² à partir du 9e étage « *rend quasiment impossible les options de développement, puisque ceux-ci sont trop éloignés de la réalité du marché. Un immeuble à bureaux standard à Montréal a une superficie de plancher d'environ 1500 mètres carrés*[442] *»* comme le résumait un promoteur. Il a aussi été porté à la connaissance de la commission l'importance de retirer ces normes : « *pour supporter les coûts de construction et de réaménagements des locaux commerciaux et maintenir les loyers à un niveau acceptable*[443]. » D'autres ont souligné que le cadre normatif proposé « *va à l'encontre de toute logique*

[441] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 118
[442] Développements Cité de l'île, doc. 7.48, p. 1
[443] First Capital Reality, doc. 7.16, p. 4

économique et ne donne pas des édifices efficaces, viables ou encore rentables[444] *».* Par ailleurs, cette proposition encourage une forme architecturale – le « *gâteau de noce*[445] *»* – trop contraignante et étrangère au cadre bâti de l'île. Ces choix règlementaires n'ont pas été expliqués et la commission s'interroge sur leur impact quant à la possibilité de transformer le quartier et de développer des projets immobiliers exemplaires, durables et innovants.

En lien avec l'argumentaire développé plus haut, la commission retient l'opinion des citoyens et des promoteurs qui n'adhèrent pas au concept d'encadrement de rue proposé au PPU tel qu'illustré à la page 70 du document. Les marges de recul limitées sont jugées inacceptables pour L'Île-des-Sœurs et tout à fait contraires à l'esprit de la cité-jardin. Plusieurs citoyens sont d'avis qu'il faut éviter de ressembler aux quartiers centraux de Montréal et demandent plutôt de s'inspirer du modèle de la cité-jardin. Les contributions ont été nombreuses aussi pour détailler l'effet « *fond de cours* » proposé par certaines illustrations et le sentiment d'insécurité ainsi créé. Pour corriger la situation, la commission est d'avis que la carte des marges proposées à la page 116 du PPU doit être revue.

Finalement, les taux d'implantation au sol devraient aussi être revus pour permettre un plus grand dégagement au sol et plus de flexibilité en termes de créativité architecturale. Le PPU « *prévoit un taux d'implantation moyen pour l'ensemble du secteur de planification. … la règlementation d'urbanisme doit prescrire un taux d'implantation égal ou supérieur à 35 %, mais ne dépassant pas 60 %*[446] *»*. La commission est d'avis qu'aucun taux minimum ne devrait être imposé.

En conséquence, la commission est d'avis que l'alignement des façades, les marges de reculs et le taux minimal d'implantation au sol, tels que proposés, sont des concepts étrangers au contexte architectural de l'île.

Recommandation #7
Concernant la forme des bâtiments et leur implantation, la commission recommande de revoir les paramètres d'encadrement afin de s'inspirer du type local d'implantation, de favoriser de grands dégagements au sol et d'encourager la créativité architecturale.

3.4.2 Guide d'aménagement

Afin de planifier la transformation de la place du Commerce et le développement des derniers terrains situés au nord de l'autoroute, il faut une approche globale, un plan, un guide d'aménagement. Cet outil permettrait d'encadrer les projets privés, de planifier le domaine public et devrait se déployer sur l'ensemble du territoire. De plus, cet outil devrait établir une approche axée sur la qualité des interventions et offrir beaucoup de flexibilité dans la

[444] Sandalwood, doc. 7.26, p. 12
[445] Sandalwood, doc. 7.26, p. 12
[446] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 112

règlementation pour favoriser l'expressivité architecturale et le design urbain tout en reflétant l'esprit du lieu. Il faut penser globalement, coordonner et orchestrer la transformation souhaitée.

Cet ensemble interagit et ne peut être pensé lot par lot au cours des 20 prochaines années. La commission conclut qu'un guide d'aménagement détaillé doit être produit pour penser le lieu et viser à réaliser un quartier qui pourrait dans l'avenir se qualifier pour des certifications de performance environnementale. Ce guide devrait comprendre plusieurs éléments, par exemple : les accès au REM, les voies de circulation, l'aménagement du pôle commercial et économique comprenant accès et aires techniques, les pôles de mobilité, un plan lumière, un plan sécurité et de convivialité, les mesures d'accessibilité universelle, un plan d'art public, un réseau de places publiques, parcs et espaces verts, les équipements collectifs, les circuits patrimoniaux et culturels, les normes environnementales.

Ce guide comprendrait un phasage beaucoup plus détaillé que celui proposé au PPU et serait revu selon des périodes déterminées qui gagneraient à ne pas dépasser 5 ans. Le PPU fournit quelques indications sur la séquence et l'horizon prévus des travaux à réaliser, mais ce n'est pas suffisant[447]. La commission note que la phase 1, horizon de 0 à 3 ans, comporte un seul projet; réaliser un passage vers le REM au sud de la gare. Le lien illustré est sur propriété privée; il faudra établir des ententes avec le propriétaire, mais celui-ci a déclaré devant la commission ne pas avoir été contacté. Quant à la phase 3, horizon 10 ans et plus, on retrouve la transformation de la bretelle de l'autoroute 15, une voie importante au cœur du TOD, l'axe vert est-ouest et l'aménagement de la promenade du littoral. Ces interventions ne peuvent pas être réalisées après la transformation de la place du Commerce. Il faut revoir ce phasage.

Le guide d'aménagement et son phasage devront être conçus en concertation avec les propriétaires, les institutions, les promoteurs et autres parties prenantes qui œuvreront à la transformation du secteur de planification.

Recommandation #8
La commission recommande l'élaboration d'un guide d'aménagement, en concertation avec les parties prenantes, comprenant un plan d'ensemble, des critères d'aménagement et un phasage détaillé pour réussir un quartier de type TOD de qualité.

3.5 Espaces verts, espaces publics et connectivité

Les constats dans le PPU sont clairs, le secteur de planification est différent du reste de l'île et présente peu de caractéristiques de la cité-jardin : « *Le développement d'une grande partie de l'île s'est fait selon les principes de la cité-jardin. Ces derniers se reflètent toutefois très peu dans le secteur de planification, où ils se limitent principalement aux alignements de plantation sur rue*

[447] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 103-104

et à l'intégration de boulevards sous la forme de promenades plantées (parkways) en périphérie[448] *».*

Actuellement, l'île compte plusieurs parcs et places qui reflètent la qualité paysagère du lieu, mais une très faible proportion de ces espaces se trouve dans le secteur de planification[449]. La vision élaborée pour ce PPU propose de modifier cette situation. Il est préconisé que *« Le réaménagement de certaines rues, la création de lieux publics de rencontre, l'aménagement d'espaces verts et de jardins de même que la mise en réseau des sites riverains contribueront grandement à l'appropriation collective du secteur et favoriseront également l'émergence de pratiques environnementales exemplaires*[450] *».*

Cette vision et les grands objectifs du PPU sont appuyés par un grand nombre de personnes[451] et par la commission. Ce sont les propositions d'aménagement et leur mise en œuvre qui semblent, encore ici, ne pas permettre l'atteinte de ces objectifs.

Le PPU réserve une place importante au verdissement. Cependant, la commission constate que la mention de parcs, d'espaces verts et de lieux publics est sommairement traitée. De plus, la carte de la page 104 qui présente le phasage prévu par la Ville ne mentionne presque aucun projet de verdissement, de parcs ou d'espaces publics, ou alors ceux-ci sont prévus dans plus de 10 ans.

En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et du Schéma d'aménagement, tout nouveau développement doit comprendre au moins 10 % en espaces verts[452], ce qui n'est pas couvert en ce moment par le PPU. Par ailleurs, en vertu de la règlementation d'urbanisme de la Ville de Montréal concernant ce volet[453], la commission est d'avis que ce pourcentage doit exclusivement être versé à des fins de parcs, espaces verts et publics, et non en contribution monétaire.

Comme il a été dit en consultation, il est intéressant de rappeler que « *les rues, les réseaux piétonniers, les parcs, les places permettent au tissu urbain dense de respirer. Or, ce domaine public doit être structuré et planifié de concert avec la planification du développement des terrains privés et vice versa. […] Il est recommandé que la Ville revoit la planification du territoire du projet de PPU sous l'angle de la « forme urbaine »; en d'autres termes, elle devra planifier un réseau d'espaces publics hiérarchisés et complets autour et le long desquels sera articulée une intensité et densité de développement*[454]*. »*

[448] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 39
[449] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 20
[450] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33
[451] André Marsot, doc. 7.24; CRE-Montréal, doc. 7.25; Regroupement des résidents de l'est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1; Anne Bélair, doc. 7.33; Marc Nawar, doc. 7.81; Christine Bélanger, doc. 8.3.13
[452] Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, art 117.4. http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/a-19.1)
[453] Ville de Montréal, Urbanisme, Frais de parcs
https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517,142865571&_dad=portal&_schema=PORTAL
[454] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 7

Par ailleurs, il y aurait lieu d'« *inscrire les paysages, la canopée, le concept de la cité jardin de L'Île-des-Sœurs comme faisant partie du patrimoine naturel à maintenir, à protéger et comme balises pour toutes les interventions futures en paysage sur l'ensemble de l'île*[455]. »

En ce sens, la commission est d'avis que le PPU doit produire au sein du guide d'aménagement un plan directeur des parcs, espaces verts et lieux publics du secteur du PPU inspiré de la cité-jardin, valorisant la diversité des fonctions, des activités (récréatives, sportives, de détente, patrimoniales et culturelles), de sa préservation relativement au milieu riverain, et la connectivité entre ces espaces, le but étant de créer et mettre en place « *de nouveaux parcs et espaces publics extérieurs sécuritaires et intergénérationnels, d'aménager ces espaces de façon à les rendre universellement accessibles et utilisables tout au long de l'année*[456]*. »*

Recommandation #9
La commission recommande de planifier immédiatement les lieux publics (parcs, espaces verts, etc.) en y assurant la diversité des fonctions et des activités (récréatives, sportives, de détente, patrimoniales, culturelles et de conservation), la connectivité entre ses espaces et répondant aux besoins de la population actuelle et future.

3.5.1 Axe vert, lieu de rassemblement, de convergence

On constate à la lecture du PPU qu'aucun aménagement d'espaces publics ou de lieu de rassemblement n'est envisagé près de la station du REM. Comme l'ont mentionné plusieurs intervenants[457], dans le PPU, l'accès à la station du REM par la place du Commerce n'offre pas de place publique invitante et propice à la création d'espaces conviviaux et connectés. Il faudrait corriger cette situation et travailler avec les parties prenantes propriétaires et locataires des lieux actuels. Ils sont d'ailleurs ouverts à le faire.

Un peu plus au sud, on planifie un axe vert est-ouest, mais le phasage indique que celui-ci sera réalisé en phase 3, sur un horizon de 10 ans et plus[458]. Selon la commission, il y aurait lieu de promouvoir des lieux de rassemblement sous forme de places publiques et non uniquement sous forme de déambulation piétonne. Il faut considérer que les gens ne font pas seulement se rendre d'un point A à un point B, mais souhaitent se reposer, vivre des expériences récréatives et de qualité de vie dans des espaces communs. L'apport de mobilier urbain doit aussi y être considéré.

Il y aurait lieu, selon la commission, de magnifier l'entrée et l'accueil vers le REM en y créant et consolidant une place d'envergure, de rassemblement, et un lieu de convergence pour la population pouvant y effectuer diverses activités telles que marché, expositions, espace

[455] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 20
[456] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 16
[457] Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66; MACH, doc. 7.10.1
[458] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 104

rencontre, etc. Point central du TOD, la place publique devrait percoler dans l'ensemble du territoire à l'étude et de l'île. En ce sens, le réseau des voies et des espaces publics permettrait de converger vers ce principal point de rassemblement.

À cet effet, plusieurs citoyens ont fait mention ***« …** que la proposition d'un axe longitudinalement est-ouest entre la place du Commerce et le boulevard René-Lévesque s'inscrit à l'encontre de la dimension humaine et de la sécurité*[459] *».* Ceux-ci considèrent qu'il y aurait lieu de créer plutôt un axe nord-sud permettant de déambuler et de traverser toute l'île pour converger vers la gare du REM[460]. La commission partage cet avis.

Recommandation #10
La commission recommande de créer un axe vert nord-sud reliant l'ensemble de l'île à la station du REM, en définissant ses fonctions et activités telles qu'espaces publics, aires de repos, réseau de déambulation, etc. ainsi que sa connectivité au réseau viaire.

Recommandation #11
La commission recommande de planifier l'aménagement d'une place publique, au sud de la gare du REM, un lieu de rassemblement servant de point d'accueil et de lieu de convergence pour les usagers et citoyens du secteur et de l'ensemble de l'île.

3.5.2 Rives, parcours riverain

Par son caractère insulaire, L'Île-des-Sœurs offre un paysage singulier et de rives procurant des percées visuelles magnifiques vers le fleuve et le centre-ville de Montréal. Le littoral jouit d'une belle couverture végétale qu'il faut préserver[461]. À ce sujet, le PPU s'appuie sur le Schéma d'aménagement et le chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme pour inscrire dans ses orientations la consolidation du parcours riverain[462]. La commission appuie cet objectif et souhaite souligner quelques éléments à prendre en considération.

Une grande partie des rives est de propriété municipale[463] et se retrouve en zones de conservation[464]. La préservation et la mise en valeur du littoral exigent de la prudence et de la vigilance en regard des diverses étapes de mise en valeur et de préservation : « *il serait important de mener des études écologiques pour identifier les écosystèmes de rives sensibles au stress et à l'activité humaine,* et ce *avant de recommander de favoriser l'implantation de nouvelles activités à proximité de la rive*[465]*.* »

[459] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 3
[460] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 6
[461] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 24
[462] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 39
[463] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 20
[464] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 109
[465] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 10

La commission constate le peu d'informations dans la mise en œuvre de ce volet dans le secteur du PPU, d'autant plus que plusieurs programmes semblent être envisagés dans d'autres secteurs de L'Île-des-Sœurs pour la valorisation du parcours riverain et la restauration des rives[466].

Par ailleurs, on peut lire au PPU que « *le parcours riverain sera bonifié et mis en valeur en maximisant l'interaction avec le littoral, qu'il intégrera des espaces de commémoration et de mise en valeur de l'histoire des lieux*[467]*.* » Les gestes à poser ne sont pas spécifiés. La commission souhaiterait qu'un plus grand nombre d'actions concrètes soit identifié dans le PPU.

Les demandes d'élargissement de sentiers ou de combinaison avec le réseau cyclable et piétonnier en bordure de rives, qui parfois sont très étroits, devraient être étudiées attentivement afin de préserver l'équilibre précaire de cet écosystème et favoriser une saine cohabitation d'usages récréatifs et de conservation sur les rives.

Aussi, il a été mentionné que dans le secteur du PPU, certains tronçons du parcours riverain sont manquants[468], notamment à la suite des grands chantiers sur les rives et par la présence de plusieurs types d'habitations et autres infrastructures. Selon la commission, ceci doit être corrigé.

Recommandation #12
La commission recommande d'analyser et d'identifier les zones riveraines les plus écosensibles requérant des aménagements particuliers de protection et de mise en valeur afin d'assurer une saine cohabitation des usages récréatifs et de conservation.

3.5.3 Milieux naturels — connectivité écologique

L'Île-des-Sœurs est un lieu unique et privilégié pour la faune et la flore, notamment à travers son réseau vert (parcs, canopée, etc.) et riverain. Nombreux aussi sont des sites de haute valeur écologique en bordure du fleuve, identifiés au PMAD[469]. Notons aussi l'inclusion d'une partie de l'écoterritoire du canal de Lachine dans le territoire du PPU. Ces milieux riches sont représentatifs de grande biodiversité; ils doivent être préservés. Cependant, aucune orientation ou action favorisant la consolidation de la biodiversité et des liaisons écologiques n'est mise de l'avant dans le PPU.

Comme le souligne le CRE, la prise en considération de l'ensemble de ces composantes naturelles peut contribuer à « *la biodiversité, la connectivité écologique et la résilience des aménagements face aux stress urbains et aux changements climatiques*[470]*. »* À ce sujet la commission est d'avis qu'il faut s'assurer de maintenir et consolider l'ensemble des composantes vertes du secteur

[466] Restaurer nos bandes riveraines : une priorité ! – Ville de Montréal, 2020, source : https://montreal.ca/actualites/restaurer-nos-bandes-riveraines-une-priorite
[467] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33
[468] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 39-40
[469] Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), doc. 4.1.3, p. 186
[470] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 8

(zones de conservation, zones riveraines, etc.) pour y établir une continuité écologique, paysagère et expérientielle, tout en tenant compte de la politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels de la Ville de Montréal[471].

L'élargissement du secteur de planification vers le littoral ouest, comme proposé plus haut, permettrait l'intégration du parcours riverain existant à l'écoterritoire du canal de Lachine, lui assurant une protection supplémentaire.

Recommandation #13
La commission recommande :

- ***D'inscrire au PPU les actions permettant la préservation et la mise en valeur des liaisons écologiques et favorisant la consolidation et l'augmentation de la biodiversité sur le secteur;***
- ***De consolider le lien avec l'écoterritoire des rapides de Lachine en y ajoutant le parcours riverain existant et le littoral ouest agrandi du secteur du PPU.***

3.5.4 Verdissement, toits écoperformants et agriculture urbaine

Le PPU se donne pour objectif de « *Maximiser le verdissement dans le secteur de planification*[472] » et « *Limiter l'impact des îlots de chaleur en maximisant le verdissement et la canopée et en favorisant la biodiversité*[473] ». Dans le secteur de planification, on constate actuellement un manque de verdissement, une grande partie des terrains privés étant minéralisée[474].

La commission est d'avis que les cibles de verdissement établies par la Ville, soit un taux minimal de 35 %, sont pertinentes. Le PPU précise toutefois qu'aux fins du calcul de ce taux, la végétalisation des toits pourra être prise en compte. Plusieurs personnes ont émis des réserves à cet effet. Certes, les toitures écoperformantes, vertes ou autres, sont souhaitables. Elles contribuent à atténuer les effets d'îlot de chaleur et, selon leur conception, peuvent également réduire plusieurs autres nuisances (bruit, pollution) ainsi qu'assurer une meilleure gestion des eaux pluviales. Néanmoins, plusieurs craignent que la végétalisation des toitures ne se fasse au détriment du verdissement au sol. La commission abonde dans le même sens.

Aussi, la volonté exprimée dans le PPU de promouvoir l'agriculture urbaine afin de commémorer « *l'ancienne vocation agricole*[475] » de l'île est louable, mais il faut aussi y ajouter la préoccupation du développement durable, afin de nourrir la ville et de diminuer l'empreinte écologique. Il y a donc lieu de prévoir une stratégie pour permettre des projets d'agriculture urbaine,

[471] Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, (PPMVMN) – Ville de Montréal, 2007
[472] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 39
[473] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 42
[474] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 25
[475] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 40

possiblement sur les toits. Il y a lieu aussi d'envisager certains espaces publics pouvant accueillir de nouveaux projets, des aires de jardins partagés et/ou communautaires. Montréal a une expertise en la matière qu'il convient de mettre à profit sur le territoire à l'étude.

Recommandation #14
La commission recommande :

- ***De viser un taux de verdissement de 35 %, sans y inclure la végétalisation des toitures;***
- ***D'encourager le développement de l'agriculture urbaine sur le territoire, notamment en identifiant des lieux et des toitures propices à cette activité.***

3.5.5 La performance environnementale

Dans le contexte de lutte aux changements climatiques, tout développement, de nature publique ou privée, devrait respecter les plus hauts standards en termes de performance environnementale, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources, y compris les eaux pluviales. La vision du PPU propose d'assurer l'aménagement d'un quartier axé sur l'intégration de principes écologiques novateurs dans l'aménagement des sites et des bâtiments.

La commission est d'avis que les principes évoqués dans l'énoncé de vision et ceux de l'orientation 5 du PPU sont pertinents. Mais, comme le mentionnait un mémoire « *le PPU devrait présenter l'objectif de la performance environnementale comme un trait intégré à l'ADN même du TOD*[476]*. »*

Dans le cadre d'un grand projet de transformation, le PPU gagnerait à englober tous les aspects liés à la performance environnementale. Le PPU devrait encourager l'obtention de certifications de performance environnementale (LEED ou autres), pour le cadre bâti et pour l'aménagement des domaines public et privé et afin de contribuer à la lutte aux changements climatiques et transformer le lieu selon les principes du développement durable.

Recommandation #15
La commission recommande l'obtention de certifications de performance environnementale pour toute nouvelle construction ou nouvel aménagement, tant sur le domaine public que sur le domaine privé. De plus, la Ville devrait adopter des mesures visant à encourager le même niveau de performance environnementale dans le cadre bâti existant.

[476] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7

3.6 Le patrimoine

En ce qui a trait à la question patrimoniale, le PPU propose dans son orientation 3 « *la mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères*[477] » en mettant l'accent, en particulier, sur la mise en valeur de l'histoire du lieu. On retrouve dans le secteur *« deux sites archéologiques reconnus et protégés témoignant de l'histoire agricole et des premières nations de L'IDS et de son évolution dans le temps*[478]*. »*

Aussi, l'évaluation du patrimoine urbain identifie dans la partie au sud du PPU trois ensembles urbains d'intérêt et un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle (cité-jardin), ainsi que deux secteurs d'intérêt archéologique[479].

En fait, plusieurs personnes remarquent que les sites répertoriés sont mis en valeur de manière isolée[480]. La commission déplore l'absence d'une vue d'ensemble pour L'Île-des-Sœurs. Selon la commission, cette perspective globale pourrait prendre la forme d'un plan de mise en valeur visant à créer un parcours d'interprétation des valeurs historiques et patrimoniales. Ce plan doit être complété par une stratégie de diffusion d'informations relatant l'histoire de L'Île-des-Sœurs, autant dans les lieux de commémoration que dans les équipements publics de l'arrondissement (bibliothèques, espaces communautaires, etc.).

Les interventions préconisées pour la mise en valeur du site Le Ber et de la sépulture autochtone, sous la structure du nouveau pont Samuel-De Champlain, sont accueillies favorablement par certains participants. Toutefois, la commission est d'avis que la conception de cette place publique devrait assurer la sécurité et la convivialité des usagers (éclairage, raccordement, signalisation, etc.) et émet des réserves quant à la viabilité d'une place publique de commémoration sous le pont.

Finalement, la commission souhaite que l'ensemble de ces interventions viennent compléter la mise en valeur du patrimoine paysager exceptionnel de L'Île-des-Sœurs.

Recommandation #16
En ce qui a trait aux questions patrimoniales, la commission recommande d'élaborer un plan de mise en valeur du patrimoine pour l'ensemble du secteur du PPU et de L'Île-des-Sœurs. Ce plan comprendrait :

- ***Un circuit d'interprétation des valeurs historiques et patrimoniales;***
- ***L'aménagement sécuritaire et convivial des lieux, particulièrement en ce qui a trait à la place publique commémorative sous le pont Samuel-De Champlain;***

[477] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 34
[478] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 16
[479] Évaluation du patrimoine urbain – Arrondissement de Verdun, doc. 4.2.1
[480] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 10; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14

- ***Un programme de communication et de diffusion, incluant des activités d'interprétation du patrimoine, autant dans des lieux publics (bibliothèque, espaces communautaires, parcs, etc.) que sur les sites répertoriés.***

3.7 La mobilité, élément clé du TOD

L'énoncé de vision du PPU est clair en matière de mobilité, il propose une extension du réseau cyclable, le déploiement d'un important réseau piétonnier convivial et sécuritaire, une offre enrichie de transport en commun, une reconversion d'espaces extérieurs aujourd'hui réservés à l'automobile et au stationnement[481]. La commission appuie cette vision qui est aussi bien accueillie par la majorité des gens qui se sont exprimés tout au long de la consultation.

La thématique de la mobilité soulève d'importants enjeux. L'arrivée du REM, conjuguée aux interventions proposées pour la place du Commerce, affectera toute la population de l'île et non pas seulement le territoire du PPU. Aussi, la question de la mobilité dans le contexte de l'importante densification proposée mérite des précisions, notamment à l'égard des accès à l'île, de la congestion automobile, de l'offre de stationnement, du report modal et de l'intermodalité.

On fait face à deux importants défis. Le premier a trait au transfert modal de l'automobile vers le transport collectif et actif, puisqu'actuellement 63 % des déplacements produits par L'Île-des-Sœurs et 71 % des déplacements vers l'île se font en auto[482]. Le deuxième défi est de proposer un cocktail de transport qui permettra à la population d'utiliser différents moyens de transport dans leurs déplacements quotidiens.

3.7.1 Accès à l'île

> *« L'insularité induit une complexité d'accès interrives et peut parfois occasionner une impression de "captivité" chez les résidents et travailleurs de l'île, particulièrement en période de chantier tel que celui du pont Samuel-De Champlain. Le secteur de planification inclut pour le moment les seuls accès permettant de desservir l'ensemble de l'île*[483]*. »*

Concernant les accès à l'île, que ce soit en bus, à pied, à vélo ou en auto, on fait actuellement converger plus de 20 000 résidents et 8 000 travailleurs vers trois liens automobiles et trois liens cyclables, tous localisés dans le territoire à l'étude.

Plusieurs interventions faites lors de la consultation ont souligné deux problématiques : la congestion et les dangers inhérents à la difficulté d'accès des services d'urgence. Ces problèmes, déjà présents sur le territoire, seront progressivement aggravés avec l'arrivée de milliers de résidents et travailleurs, conséquence de l'importante densification de l'aire TOD.

[481] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 32
[482] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 17
[483] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 28

Depuis plusieurs années, un projet de nouveau pont local réservé aux véhicules d'urgence, aux autobus, aux cyclistes et aux piétons est discuté. En 2008 déjà, un comité de l'arrondissement recommandait de relier les rives de Verdun et de L'Île-des-Sœurs par un pont local pour les véhicules d'urgence, d'entretien et le transport actif[484]. Plus récemment, le *Plan local de déplacement 2017* adopté par l'arrondissement de Verdun s'est donné pour objectif de « *Créer un nouveau pont local dédié aux transports actifs entre L'Île-des-Sœurs et les autres quartiers de Verdun*[485] *»*.

Le PPU évoque l'idée d'un pont local, mais n'en prévoit pas la construction. À l'objectif 2.1 du PPU, on peut lire : « *Évaluer la mise en place d'un nouveau lien piéton, cyclable, pour transport collectif et pour véhicules d'urgence dans le prolongement de la rue Galt et du boulevard Marguerite-Bourgeoys, au-dessus du chenal de L'Île-des-Sœurs*[486]. »

Plusieurs personnes se sont prononcées sur les accès à l'île et sont d'accord avec la mise en place d'un nouveau lien avec la terre ferme, réservé aux transports collectif et actif et aux véhicules d'urgence. « *Augmenter le nombre de personnes qui vivent et travaillent à l'île des Sœurs à proximité du REM sans prévoir la construction d'un nouveau pont près du Club Marin ou près du Golf est irresponsable* », résumait aussi une des participantes[487].

De plus, comme le spécifiait une personne : « *On ne le réalise pas, mais à L'Île-des-Sœurs on est à 800 mètres d'une station de métro* (station De L'Église à Verdun)*. Elle est inaccessible*[488]… » précisait à la commission : « *Il y a tous les espaces, les empattements sont déjà là. C'est là où la rivière est la plus courte. C'est certain qu'il y aura une opposition un peu à ça. Il y a des gens qui aiment continuer à ghettoïser L'Île-des-Sœurs. Ce n'est pas ma vision à moi, mais en réalité, c'est là que ça a le plus de sens. Le métro est juste à côté, la plage, l'auditorium, l'hôpital*[489]*. »*

Pour la commission, il importe de désenclaver l'île; c'est pourquoi ce pont est nécessaire. Améliorer l'accès à l'île pour les véhicules d'urgences, les autobus, les cyclistes et les piétons par un pont local est une condition essentielle pour le développement de L'Île-des-Sœurs dans son ensemble ainsi que pour le secteur du PPU.

Recommandation #17
La commission recommande de réaliser rapidement la construction d'un pont local reliant Verdun et L'Île-des-Sœurs, réservé aux véhicules d'urgence, aux autobus, aux cyclistes et aux piétons.

[484] Arrondissement de Verdun, 2008, http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARR_VER_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PONT_IDS_RAPPORT_FINAL200608-2.PDF
[485] Plan local de déplacements de l'arrondissement de Verdun, doc. 4.4.8, p. 9, 22 et 23
[486] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 37
[487] Danielle Lareau, doc. 6.64, p. 1
[488] Claude Giguère, doc. 6.6, p. 15
[489] Claude Giguère, doc. 6.6, p. 19

3.7.2 Réseau viaire et circulation

Le réseau actuel de voies de circulation dans le territoire du PPU est restreint et congestionné. Il rend l'accès au territoire et la circulation interne complexes. Le portrait diagnostic précise également : « *Le nombre de voies publiques limité ainsi que la trame de rue non orthogonale sont liés à l'approche d'urbanisation initiale plus organique et champêtre associée à la cité-jardin sur L'IDS. Ce qui en résulte est un nombre restreint d'intersections ainsi que de très grands îlots avec des lots parfois très profonds et irréguliers. L'adossement à l'autoroute 15 rend également l'accessibilité à ces lots plus difficile*[490]*. »*

Le PPU reconnaît cette situation, mais ne prévoit pas de nouvelles voies. Il propose tout de même de supprimer des voies sur la rue qui traverse la place du Commerce. La commission s'interroge sur la pertinence de supprimer ces voies. Comme le résume une intervention : « *Dans ce contexte, la réduction de 4 à 2 voies de la rue Place du commerce est inappropriée, d'autant plus qu'il est possible de maintenir l'objectif de la ville, c'est-à-dire d'augmenter la largeur des trottoirs et des îlots de verdure, avec l'espace actuel et en augmentant si nécessaire la marge de recul des nouveaux bâtiments qui seront construits le long de cette rue*[491] *».*

La commission note aussi que les aménagements proposés pour cette rue incluent une nouvelle piste cyclable et la création de cases de stationnement sur rue[492]. Pour la circulation des autobus et pour des raisons de fluidité et de sécurité, on peut s'étonner de cette proposition.

Le réseau de voies étant limité, le projet de transformer la rue Levert en « *rue partagée*[493] » et d'y créer des espaces de stationnement devrait aussi être réévalué. Cette rue est un des seuls accès à la place du Commerce où se développeront plus d'habitations, d'équipements collectifs, d'institutions, de commerces et de bureaux. En faire une rue partagée, où piétons, automobiles, camions de livraison, etc. cohabitent dans les mêmes voies semble peu approprié et dangereux.

Recommandation #18
La commission recommande de maintenir le nombre et la configuration des voies de circulation existantes dans le secteur du PPU.

3.7.3 Transport collectif

Le PPU s'inscrit dans les grandes politiques de la Ville et se donne pour objectif de réduire l'utilisation de l'automobile au profit du transport actif et collectif, dans l'île ou vers d'autres destinations. Le PPU propose d'améliorer le service de transport collectif et identifie les

[490] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 31
[491] Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 5
[492] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 69
[493] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 73

interventions requises[494]. Dès l'ouverture de la gare du REM, le PPU devra réussir à ramener vers la station une partie importante des déplacements quotidiens des résidents. La commission rappelle que le succès d'un TOD passe par la mobilité, comme l'indiquent les grands objectifs et la vision du PPU.

Pour réduire l'utilisation de l'automobile, il importe de doter L'Île-des-Sœurs d'un réseau performant et adapté de transport collectif. Rappelons qu'en 2019, la STM a consulté la population sur la refonte du transport collectif sur l'île, mais les résultats ne sont pas encore connus. La commission recommande d'agir promptement pour assurer que le service actuel soit corrigé et amélioré avant de densifier le territoire.

Pour développer un TOD qui réponde aux besoins, plusieurs idées ont été émises par les citoyens et devraient être prises en compte par la STM. Par exemple, plusieurs ont souligné la nécessité de garder des liaisons efficaces par autobus, voire d'en créer de nouvelles, entre l'île et Montréal terre ferme, de manière complémentaire au REM.

D'autres personnes ont également repris l'idée de mettre en place une navette électrique pour desservir de façon fréquente l'ensemble du territoire de l'île, de la pointe sud à la pointe nord, pour accéder à la gare du REM et aux activités de la place du Commerce[495]. Le PPU est l'occasion de réaliser ce projet.

Recommandation #19
En matière de transport collectif, la commission recommande à la Ville, de concert avec la STM :

- ***D'améliorer significativement l'offre de transport collectif sur l'île;***
- ***De prévoir la mise en place d'une navette écoénergétique à fréquence élevée desservant toute l'île.***

3.7.4 Mobilité active

Le PPU encourage l'utilisation du transport actif et, à cette fin, prévoit diverses interventions. La commission constate un fort appui à cette orientation. Plusieurs personnes ont toutefois soulevé des questions et apporté des suggestions quant aux tracés, à la sécurité dans la coexistence piétons-cyclistes, à la cohabitation vélos autos ou aux stationnements pour les vélos[496].

En ce qui concerne l'aménagement des pistes cyclables, la commission est d'avis qu'en plus de compléter le réseau actuel, quelques gestes contribueraient à stimuler l'utilisation du vélo.

[494] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 58
[495] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 12; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 42; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5
[496] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 3 et 12; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2

Par exemple, l'aménagement d'une piste sécuritaire et de haute capacité du sud de l'île vers le REM traversant la place du Commerce, ainsi que l'implantation de station de vélos en partage méritent d'être considérés.

Particulièrement, le PPU mentionne l'installation de supports à vélos aux abords du REM. Ces supports, en quantité suffisante, devraient être à l'abri des intempéries et sécuritaires et peut-être localisés dans les stationnements en sous-sol ou étagés.

Ainsi, la nouvelle piste proposée en bordure de la rue place du Commerce[497], entre le trottoir et les places de stationnement, présente des risques d'emportiérage. La commission est d'avis qu'il faut privilégier des pistes en site propre pour assurer une sécurité accrue des cyclistes.

Par ailleurs, le document du PPU propose de créer un lien piéton et cyclable convivial et sécuritaire à même le pont Clément - l'autoroute 10 - vers le centre-ville de Montréal[498]. La commission considère ce projet souhaitable pour désenclaver l'île, créer un lien supplémentaire vers Montréal et encourager le transport actif par un moyen structurant.

Concernant l'axe vert est-ouest actuellement esquissé au PPU, il ne semble pas adéquat, entre autres parce qu'il ne rejoint pas la gare du REM. Aussi, plusieurs personnes ont exprimé le besoin d'espaces verts; elles ne privilégient toutefois pas le modèle d'aménagement de cet axe qui leur apparaît plutôt étranger à L'Île-des-Sœurs[499].

Recommandation #20
En matière de mobilité active, la commission recommande de :

- ***Compléter et renforcer les réseaux piétonniers et cyclables en site propre;***
- ***Prévoir une piste cyclable de haute capacité entre le sud de l'île et la gare du REM;***
- ***Prévoir un très grand nombre de supports à vélo aux abords de la gare du REM;***
- ***Développer l'offre de vélos partagés;***
- ***Donner suite au projet de lien cyclable et piétonnier à même le pont Clément vers le secteur Bridge-Wellington.***

3.7.5 L'offre de stationnement

La vision du PPU s'inscrit en continuité avec les politiques de la Ville. Sous la rubrique Stationnement et pôles de mobilité, on peut lire en page 8 du PPU *« L'une des mesures prioritaires mentionnées dans la politique de stationnement vise l'encadrement règlementaire obligeant l'offre de stationnement pour modes alternatifs à l'auto […]. L'augmentation de l'offre*

[497] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 70
[498] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 37
[499] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 8

en stationnement intérieur, notamment sous la forme de mutualisation, est également mentionnée comme une tendance à prioriser qui permet d'offrir de meilleures performances environnementales[500] ».

Ces grandes orientations ne semblent pas se concrétiser dans la planification proposée. Il est peu fait mention des pôles de mobilité. Également, on prescrit une diminution significative des cases de stationnement dans les projets privés. De plus, l'exigence du PPU de localiser les cases à l'intérieur dépend de la transformation des bâtiments. C'est pourquoi la commission est d'avis qu'il faut déminéraliser les stationnements extérieurs pendant la période de transition.

La réduction du nombre de cases de stationnement dans les projets privés s'accompagne d'une création de cases sur la voie publique. La commission est d'avis que ces concepts sont à revoir. Afin de réduire l'utilisation de l'automobile, la réduction des cases de stationnement sur les propriétés privées semble moins porteuse que d'offrir des modes de transport alternatifs. La mutualisation d'espace de stationnement existant ou futur pourrait être mise à contribution pour satisfaire la demande. Comme il a été écrit plus haut, la commission est d'avis que de créer de nouvelles cases de stationnement sur rue n'est pas judicieux.

Finalement, l'offre de stationnement pour modes de transport alternatifs, particulièrement autour du REM, pose aussi problème. Le PPU ne prévoit aucune stratégie ou action en cette matière et s'en remet à la CDPQi qui, pour le moment, prévoit 20 supports à vélos[501], ce qui paraît nettement insuffisant.

Le stationnement résidentiel

Le PPU propose de limiter à 0,75 le nombre de cases de stationnement par unité de logement pour les nouvelles constructions. Plusieurs participants, tout en se disant d'accord avec l'idée de réduire l'usage de l'automobile, ont jugé cet objectif irréaliste. Utiliser davantage le transport collectif signifie, par ailleurs, laisser son auto à la maison. Des ratios aussi bas n'existent pas actuellement dans les quartiers centraux de Montréal pourtant beaucoup mieux connectés entre eux et mieux desservis en transports collectifs. Comme le rappelle un citoyen : « *Low car ownership makes sense WITHIN a denser urban context but not on an island which is relatively distant from the city centre*[502] *».*

Compte tenu du caractère insulaire du lieu, la commission est d'avis que les exigences de stationnement ne peuvent être aussi limitées. Rappelons que les territoires concurrents directs de l'île sur le marché immobilier induit par l'arrivée du REM, le centre-ville de Montréal et Brossard, n'ont pas ces exigences en matière de restriction de stationnement.

[500] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 8
[501] Ville de Montréal, Réponses de la Ville, doc. 5.3.1, p. 2
[502] Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 4

Le stationnement commercial

En ce qui concerne le stationnement desservant les commerces et les bureaux, le PPU propose de réduire de manière importante le nombre total de cases, même si elles sont situées à l'intérieur des bâtiments. Actuellement, les cases de stationnement des commerces et bureaux de la place du Commerce sont déjà très utilisées[503]. La commission est d'avis que le PPU devrait inclure des mesures transitoires pour verdir et déminéraliser les surfaces de stationnements en attendant leur transformation qui pourra prendre plus de 20 ans.

La commission note que la réduction importante des espaces alloués aux stationnements, plus que leur transformation, est dénoncée par les commerçants et les milieux d'affaires. Notons que les stationnements sont des éléments importants des baux en vigueur, pour plusieurs jusqu'en 2064. La commission est d'avis que cet élément est important et comme le résume une intervention : « *Dans le commerce de détail, les baux font partie des enjeux importants sur la planification à long terme pour une bannière. De nombreuses dispositions obligent le propriétaire à fournir un nombre minimal d'espaces de stationnement… Dans le cadre du bail de Provigo qui s'étend sur une période de près de 30 ans, un minimum de ± 1,2 case/30 m² est requis*[504] *»*. L'autre supermarché de l'île, le IGA situé à la place du Commerce, s'estime menacé par les normes prescrites au PPU qui font passer de 160 à 62 leur nombre de cases de stationnement, ceci pouvant mettre en péril leur survie disent-ils[505].

Cette situation contractuelle présente un fort risque de bloquer toute transformation de la place du Commerce, comme le précise un participant : « … *le projet de PPU ne tient pas compte de l'emphytéose jusqu'en 2064 qui limite les opportunités de redéveloppement ou encore des baux en vigueur avec les différents commerçants qui définissent certains engagements, notamment au niveau de l'offre en cases de stationnement. La réduction draconienne du nombre de cases- de stationnement autorisées et l'obligation de mettre toutes les cases de stationnement en souterrain apparaît comme une mesure excessive*[506] *»*.

La commission rappelle que ce secteur commercial dessert toute l'île et non pas seulement les habitants du secteur du PPU. Bon nombre de résidents ont exprimé leur surprise et leur désarroi à l'idée qu'on allait les priver d'utiliser leur véhicule pour aller faire leurs emplettes à la place du Commerce. Plusieurs personnes à mobilité réduite ont demandé comment ils allaient s'y prendre pour transporter leurs sacs à provisions, d'autres pour se déplacer avec le poupon et la poussette, etc.

Compte tenu de l'accroissement important de la population et de l'achalandage prévu, un gel du nombre total de cases de stationnement réservées aux commerces représenterait déjà une

[503] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 38
[504] Les Compagnies Loblaw Limitée (Provigo & Pharmaprix), doc. 7.52, p. 3
[505] Sobeys, doc. 7.55
[506] IDU – Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6

limitation significative. De plus, tel que déjà suggéré dans le document du PPU, il convient de prévoir des espaces extérieurs pour stationnement de courte durée.

Globalement, la commission est d'avis qu'il faut revoir la question du stationnement, permettre les cases de stationnement à l'intérieur et la possibilité d'en conserver durant la période de transition à l'extérieur, sur terrains privés, dans des aires aménagées avec de hauts standards de verdissement.

Enfin, la commission s'interroge sur la création de cases sur la voie publique, sur la future rue place du Commerce et sur la rue Levert tel que proposé au PPU. Ne pas retrancher des voies sur le réseau viaire déjà congestionné est important, autant pour la vitalité économique que pour le transport collectif, mais il faut surtout éviter d'utiliser l'espace public pour créer de nouvelles cases de stationnement.

Recommandation #21
Concernant l'offre de stationnement, la commission recommande :

- ***Pour le stationnement résidentiel, limiter à 1 le nombre de cases de stationnement par unité de logement, sans imposer de minimum;***
- ***Pour le stationnement commercial, maintenir les ratios en vigueur et le nombre total de cases actuel;***
- ***Ne pas introduire de nouvelles cases de stationnement sur rue dans tout le territoire du PPU.***

3.7.6 Plan de gestion des déplacements

L'arrivée potentielle de nouveaux résidents et travailleurs aura un impact sur la congestion dans le territoire à l'étude. La commission est d'avis qu'il serait possible de mettre les entreprises à contribution pour planifier le transport de leurs travailleurs. Comme le rappelait un organisme : « *Une façon efficace de réduire l'utilisation de la voiture au profit d'autres modes plus durables est de gérer la demande en mettant à la disposition des employés et des résidents des mesures incitatives à ces modes durables*[507]*. »*

Le PPU gagnerait à mieux planifier les déplacements générés par les activités économiques dans le secteur et, pour ce faire, les plans de gestion des déplacements (PGD), spécifiquement pour les lieux de travail, sont des outils intéressants. Les PGD se développent en entreprise; ils visent à mieux planifier les déplacements des travailleurs qui font la navette entre le travail et la maison. Le PPU pourrait s'inspirer de l'expérience de l'arrondissement de Saint-Laurent dont la règlementation impose les PGD aux grandes entreprises.

[507] Voyagez Futé (Centre de gestion des déplacements), doc. 7.54, p. 7

Cette règlementation demande à l'employeur de se fixer des objectifs de diminution de l'utilisation de l'auto solo, de proposer à ses employés plusieurs incitatifs visant le covoiturage, ainsi que l'utilisation des transports actif et collectif. Une mesure de ce type pourrait s'appliquer dans le secteur du PPU lors de demande de permis pour toute nouvelle construction, agrandissement ou réfection d'un bâtiment qui dispose, par exemple, de plus de 50 cases de stationnement, en surface ou non.

Recommandation #22
Afin de réduire l'utilisation de l'automobile individuelle pour se rendre au travail, la commission recommande que l'offre d'alternatives soit développée, par exemple en imposant les plans de gestion des déplacements aux entreprises.

3.8 Développement économique

« *La place du Commerce et ses abords seront aménagés afin de consolider la vocation économique de l'île, tout en intégrant également toutes les composantes d'un quartier complet*[508]*. »* propose le PPU. Le document évoque des chiffres ambitieux : sur un horizon d'environ 20 ans, « *la capacité d'accueil du secteur de planification rend possible la construction de : ±70 000 m² de commerces/services* (et) *±110 000 m² de bureaux/affaire*[509] ». Le PPU détaille ensuite quelques interventions portant sur les aménagements physiques du territoire en termes de cadre bâti, marges de recul, mobilité active et aires techniques. Le PPU ne propose pas de gestes pour stimuler l'activité économique dans le secteur. Les propriétaires d'immeubles, les développeurs et divers spécialistes ayant participé à la consultation mettent en doute la capacité du territoire à accueillir autant de nouveaux mètres carrés réservés aux commerces et bureaux[510].

L'évaluation du potentiel économique déposé par la Ville conclut que le potentiel est limité pour les bureaux et les commerces[511]. Concernant le marché immobilier pour bureaux, le secteur du PPU n'offre pas l'attrait du centre-ville ou la fiscalité de la banlieue. Les taxes élevées, le milieu de vie et la localisation jouent en défaveur de l'île[512]. Pour le commerce de détail, l'arrivée de nouveaux résidents augmentera la demande, mais principalement pour une pharmacie, des services personnels, de la restauration et peut-être un supermarché additionnel. L'île n'est pas propice à voir le développement de commerces de destination. Les faiblesses du marché sont nombreuses : embouteillages fréquents, localisation insulaire enclavée, faible bassin de population, rayonnement commercial limité et la présence de concurrents majeurs à proximité, au centre-ville et au quartier DIX30[513].

[508] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33
[509] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 51
[510] Sandalwood, doc. 7.26, p. 6; Stéphane Tremblay, doc. 7.21, p. 2
[511] Évaluation du potentiel de développement économique, doc. 3.5, p. 8
[512] Évaluation du potentiel de développement économique, doc. 3.5, p. 10
[513] Évaluation du potentiel de développement économique, doc. 3.5, p. 70

Il faudra identifier des objectifs et des outils en matière de développement économique, comme le formulait le Conseil régional de l'environnement de Montréal : « *Nous recommandons à la Ville d'identifier plus précisément les orientations économiques à privilégier dans le secteur nord de L'Île-des-Sœurs dans le double objectif de développer l'identité propre à ce TOD et d'assurer sa résilience sociale et économique à travers sa complémentarité aux pôles d'emploi et de commerce voisins*[514] *».*

Mentionnons que beaucoup de résidents de l'île ont abordé la question des commerces de proximité. Ils veulent une meilleure offre et limiter la croissance des projets de bureaux : « *Les fonctions commerces et bureaux sur l'île des Sœurs devraient majoritairement être des commerces de proximité*[515] *».* « *La part du bureau ne devrait pas prendre une place prépondérante à l'intérieur de l'aire du PPU*[516]. »

La problématique du commerce de détail et sa présence sur rue dépassent largement le territoire à l'étude. Les habitudes de nombreux consommateurs se transforment et le commerce en ligne est en croissance. Le phénomène des locaux commerciaux vides est connu. C'est pourquoi créer des milliers de pieds carrés de nouveaux commerces à l'île est peut-être à revoir. Le PPU mise sur l'aménagement, l'implantation des bâtiments, l'encadrement de la rue pour stimuler le commerce. La commission est d'avis que c'est plutôt une stratégie de développement économique qu'il faut élaborer.

Recommandation #23
Afin de créer un quartier complet dans le secteur à l'étude, la commission recommande de développer une stratégie de développement économique en portant une attention particulière aux commerces et services de proximité.

3.9 Les nuisances

Deux types de nuisances affectent les résidents de L'Île-des-Sœurs : les nuisances temporaires liées aux travaux de construction passés et à venir, et les nuisances générées par l'infrastructure autoroutière. La mitigation de ces nuisances doit être au cœur de l'exercice de planification. Comme le rappelle une association, *« il faut prendre des mesures créatives immédiates dans le PPU actuel permettant l'atténuation de la pollution sonore, de la pollution atmosphérique, de la pollution visuelle et du ruissellement*[517]*. »*

Au chapitre des nuisances temporaires, beaucoup de résidents et riverains du secteur qui subissent depuis longtemps un niveau élevé de nuisances demeurent très préoccupés. Cependant, le PPU n'aborde ces questions que sous l'angle des grands travaux publics (REM,

[514] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 4
[515] Stéphane Tremblay, doc. 7.21, p. 2
[516] Stéphane Tremblay, doc. 7.21, p. 2
[517] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 7

nouveau et ancien pont, aménagement du domaine public, etc.) même s'il reconnaît que « *les différents partenaires doivent avoir un travail soutenu de collaboration afin d'assurer une complémentarité avec les interventions proposées par la présente démarche de planification afin de minimiser les impacts négatifs sur les usagers de l'île*[518]. »

Compte tenu de l'ampleur des développements projetés et du long calendrier probable de réalisation, la commission est d'avis qu'il faut aussi considérer les nuisances générées par les futurs projets émanant du secteur privé.

Au chapitre des nuisances anthropiques, on ne retrouve au PPU aucune mesure concrète de mitigation, cet aspect n'étant abordé que par la restriction des usages autorisés aux abords de l'autoroute.

La commission estime que la Ville devrait se doter d'un plan d'action visant à mettre en place des mesures d'atténuation des nuisances. La Ville pourrait intégrer à son guide d'aménagement du secteur les dispositifs visant à mesurer et surveiller en continu les nuisances générées aussi bien par les infrastructures routières que par les activités de construction sur tout le territoire, tels que proposés au PPU[519].

Les niveaux de nuisances ainsi que l'ensemble de mesures visant à les mitiger doivent faire l'objet d'un plan de communication pour assurer la diffusion régulière d'informations détaillées.

Recommandation #24
La commission recommande une gestion rigoureuse des nuisances temporaires et permanentes, appuyée par une surveillance continue, une communication régulière, ainsi que la recherche constante de mesures d'atténuation.

3.10 Gouvernance et concertation

Sous le titre *« une coordination requise des divers intervenants dans le secteur*[520] », le document du PPU mentionne que *« certains échéanciers ou objectifs par projet, sur lesquels la Ville n'a pas de contrôle, complexifient l'arrimage entre les différentes interventions. Un travail soutenu de collaboration entre les différents partenaires responsables de ces projets est nécessaire afin d'assurer une complémentarité avec les interventions proposées par la présente démarche de planification et de minimiser les impacts négatifs sur les usagers de l'Île*[521] *».*

[518] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 30
[519] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 102
[520] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 30
[521] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 30

Plusieurs intervenants ont déploré ce qui leur apparaît comme l'absence de volonté de concertation et de collaboration de la part des autorités municipales[522]. Cette question est importante étant donné que la Ville a besoin de l'accord et de la collaboration de la communauté pour réaliser ses projets. Plusieurs sont venus dire à la commission qu'ils étaient prêts à collaborer avec la Ville pour favoriser la mise en place des infrastructures ou des équipements requis par le PPU[523].

De plus, comme l'essentiel des terrains à développer n'appartient pas à la Ville, il va de soi que les différents partenaires, publics et privés, devront s'entendre clairement sur les travaux à réaliser et leur phasage[524].

Finalement, malgré la tenue d'une démarche d'information en 2018[525], certains ont présenté le PPU comme un document qui aurait été élaboré en vase clos, ou sans tenir suffisamment compte de la réalité existante. Une démarche fondée sur davantage de négociation et de concertation permettrait d'éviter une approche règlementaire trop rigide.

La mise en œuvre du PPU demande la collaboration et l'implication de plusieurs acteurs institutionnels, essentiels au développement du secteur : la Caisse de dépôt et placement du Québec — Infra (CDPQi), Infrastructure Canada, Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (PJCC), Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), Société de transport de Montréal (STM), etc. Cependant, le projet de PPU ne prévoit pas la création d'un lieu formel de coordination et d'échange entre ces institutions.

Aussi, plusieurs intervenants ont dit souhaiter que la Ville négocie et se concerte avec les acteurs privés du territoire (propriétaires et promoteurs immobiliers, commerçants) pour faire avancer le dossier dans le respect des règles de droit. En effet, de nombreuses préoccupations ont été émises à l'égard de la gestion foncière du secteur, en particulier en ce qui a trait aux ententes contractuelles en vigueur (baux à long terme et leurs conditions assorties, emphytéoses, etc.). Ainsi, comme l'exprime un participant : « *Il y a un cadre bâti, il y a des activités commerciales. Il y a, en plus de ça, des locataires de ces espaces commerciaux qui sont sous contrat et qui ont des obligations. Il y a un bail emphytéotique*[526] *».*

La commission estime qu'il s'avère nécessaire de permettre aux citoyens d'exprimer leur point de vue et de faire des suggestions tout au long du processus de mise en œuvre du PPU. Aussi, les citoyens de l'île devraient aussi avoir accès à une information pertinente, claire et constante sur l'évolution du PPU, tant au niveau de la conception/planification que de la mise en œuvre[527].

[522] IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 8
[523] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 17 et 18; Lachance Immobilier, doc. 7.3.2, p. 84; Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 79
[524] Pierre St-Cyr, doc. 7.4.1, p. 5
[525] Activités participatives réalisées, doc. 3.3
[526] IDU – Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9.2, p. 30
[527] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 10; CIUSSS Centre-Sud-de-L'Île de Montréal, doc. 7.1, p. 17

La commission souhaite que la Ville choisisse les moyens les plus appropriés, efficaces et souples pour s'assurer que tous travaillent dans le même sens et dans l'intérêt commun. À ce chapitre, la Ville doit faire preuve de leadership, tant auprès des acteurs institutionnels, des acteurs du marché immobilier que de l'ensemble de la communauté, afin de les regrouper à titre de partenaires au sein de différents mécanismes d'échange et de concertation.

Recommandation #25
Pour assurer la mise en œuvre du PPU, la commission recommande que la Ville mette en place une démarche appropriée de concertation des partenaires institutionnels et privés et des groupes de citoyens. Ainsi, elle propose :

- ***La mise sur pied d'un comité de coordination regroupant l'ensemble des acteurs institutionnels, maîtres d'œuvre de grands travaux;***
- ***L'instauration de mécanismes permanents d'échange avec les promoteurs, les propriétaires privés et les citoyens;***
- ***La création d'un mécanisme récurrent de reddition de compte et d'échange d'information avec la communauté.***




OFFICE


Réseau express métropolitain (REM)

CONCLUSION

La consultation sur le PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs a suscité un grand nombre de commentaires et de propositions. Tel que formulé dans le PPU, le secteur à l'étude arrive à un tournant important en termes d'aménagement du territoire. Dans ce contexte de grande transformation, la discussion sur le devenir du secteur a permis d'identifier autant les priorités de la communauté que des questionnements sur le potentiel de développement, la capacité d'absorption du territoire, les modalités d'insertion des projets immobiliers, ainsi que sur les propositions d'aménagement.

Les activités menées dans le cadre de la consultation ont permis aux participants d'exprimer leur fierté d'habiter l'île, leurs perceptions à l'égard de la situation actuelle, tout autant que leur vision du développement. La commission constate que la vision et les grandes orientations du PPU reçoivent généralement un accueil positif. Transformer la place du Commerce, compléter le quartier Pointe-Nord, densifier le territoire autour de la gare du REM et créer un quartier complet de type TOD sont des interventions souhaitables. La commission est d'avis que la Ville et l'arrondissement de Verdun doivent aller de l'avant avec la vision proposée. Toutefois, le concept d'aménagement et les interventions proposées doivent être modifiés.

La commission rappelle que la consultation a été menée en l'absence de nombreuses informations, notamment : la configuration de la gare du REM et de ses accès, les conclusions de la consultation menée par la STM, la planification des nouveaux équipements scolaires, sportifs, communautaires ou culturels, parcs et espaces publics, les projections de construction résidentielle sur l'ensemble de l'île, l'offre de logement social, communautaire ou abordable.

D'entrée de jeu, la commission tient à souligner que le premier plan directeur de développement de l'île a été conçu selon une approche de cité-jardin. Si les vagues suivantes d'urbanisation n'ont pas toujours permis de répondre aux intentions et aux exigences de l'approche initiale, la commission souhaite toutefois que la poursuite du développement s'en inspire, notamment en privilégiant les interventions susceptibles de modifier la trop forte minéralisation d'un paysage urbain axé sur les déplacements automobiles.

Compte tenu des caractéristiques du secteur, la commission reconnaît la difficulté de respecter intégralement les principes d'aménagement d'un développement de type TOD : la présence, au cœur du projet, d'un axe autoroutier majeur, ainsi que le caractère insulaire du lieu, associé à l'absence de liens efficaces avec la terre ferme ne peut que générer un TOD atypique.

Les préoccupations des participants ont couvert un large éventail des thèmes. La commission a retenu particulièrement les questions relatives à la densification, à la mobilité, à la création d'un quartier durable et complet, aux qualités naturelles, paysagères et patrimoniales de l'île, tout comme aux exigences souvent formulées à l'égard de la performance environnementale des propositions d'aménagement et de développement.

La commission accueille favorablement l'objectif de densification. Elle tient cependant à souligner les inquiétudes légitimes des participants et recommande que les planificateurs en tiennent compte et mettent en place des mesures visant à mitiger, réduire ou annuler les effets négatifs appréhendés. Ainsi, la commission est d'avis que l'objectif de densification pourrait être assuré d'un plus grand succès par l'inclusion des secteurs limitrophes, notamment le secteur anciennement industriel situé sur le littoral ouest ainsi que la planification immédiate du terrain identifié au PPU en planification différée. Aussi, le concept de mixité dans toutes ses facettes devrait être au cœur de cette planification. Il s'agit, d'une part, de la mixité sociale qui exige de formuler des objectifs clairs en matière d'insertion de logement social et abordable et, d'autre part, de la mixité des usages afin de favoriser la formation d'un quartier complet et animé.

La consultation a permis de faire ressortir la diversité des enjeux liés à la mobilité : la question des accès à l'île, la congestion du transport collectif, la planification de la mobilité active, les conditions de circulation automobile et l'offre de stationnement ont amené les participants à identifier la mobilité comme un enjeu majeur de l'exercice. La commission retient que les accès à l'île doivent être rapidement améliorés pour les véhicules d'urgence et le transport actif et collectif, notamment par la construction d'un pont local qui relierait les deux rives de l'arrondissement. Au cœur du PPU, l'implantation de la station du REM amène une réflexion globale sur l'amélioration du transport collectif sur l'ensemble de l'île en considérant l'introduction des modes alternatifs de transport collectif et des mesures ciblées d'encouragement au transfert modal. La commission appuie les propositions de la Ville à l'égard du déploiement d'un important réseau piétonnier et cyclable convivial et sécuritaire, mais recommande d'y ajouter une piste cyclable de haute capacité entre la pointe sud de l'île et la gare pour encourager l'utilisation du vélo en provenance et en direction de la station du REM.

Compte tenu des insuffisances du réseau viaire et de la densification projetée, la commission s'interroge sur la pertinence de supprimer des voies de circulation dans le territoire, comme le fait le PPU. La commission s'interroge aussi sur les mesures relatives au stationnement. Elle est d'avis qu'il faut réduire l'offre de stationnement sur l'espace public et procéder à la déminéralisation des grands espaces de stationnement, mais n'appuie pas les propositions de réduction du nombre de cases de stationnement privé des secteurs résidentiel ou commercial telles que formulées au PPU.

Concernant les propositions d'aménagement, la commission constate qu'aucun espace public ou lieu de rassemblement n'est envisagé près de la station du REM, pourtant appelé à devenir le principal point de convergence de l'île. Dans ce contexte, il apparaît essentiel de repenser la planification des parcs, des espaces verts, des lieux publics et des sites d'intérêt patrimonial avec le double objectif de constituer un réseau abritant une diversité de fonctions culturelles, récréatives ou sportives et d'une meilleure accessibilité à la gare. Afin de traverser toute l'île et accéder à la future station du REM, la commission recommande l'aménagement d'un axe nord-sud, plutôt que l'axe vert est-ouest proposé. Enfin, tout en déplorant le peu d'informations

relatives à sa mise en œuvre, la commission appuie l'objectif de consolidation du parcours riverain. Elle recommande d'apporter une attention particulière aux zones riveraines les plus écosensibles et d'élargir la perspective en favorisant les connectivités écologiques propices à la biodiversité.

Au sujet du développement économique, la commission a entendu - et fait siennes - les réserves des participants relatives au potentiel du secteur. Afin de créer un quartier complet dans le secteur à l'étude, la commission recommande d'adopter une stratégie de développement économique misant principalement sur les commerces et services de proximité.

Finalement, la participation des citoyens et parties prenantes tout au long de la mise en œuvre du PPU devrait être orchestrée par les autorités municipales. La commission propose de porter une attention particulière à la coordination des acteurs institutionnels, maîtres d'œuvre des grands travaux, au partage d'information entre la Ville et les agents de la promotion immobilière et à un échange formel et récurrent d'information auprès de l'ensemble de la communauté de L'Île-des-Sœurs.

La commission remercie chaleureusement tous les participants, le personnel de l'OCPM et souligne la contribution du personnel de la Ville de Montréal tout au long de cette consultation publique.

Fait à Montréal, le 30 avril 2020.

Isabelle Beaulieu
Présidente de commission

Marie Claude Massicotte
Commissaire

Gaétan Lebeau
Commissaire







Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le 20 août 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal a mandaté l'OCPM afin de tenir une consultation publique sur le projet de règlement intitulé « *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)* » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur de planification partie nord de L'Île-des-Sœurs.

La consultation publique

L'étape de communication et de mobilisation a débuté en septembre 2019. Elle comprenait le lancement de la page web de la consultation sur le site Internet de l'OCPM, l'annonce de la consultation sur les divers réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram), l'envoi des infolettres aux personnes et groupes abonnés et la distribution d'environ 15 300 dépliants sur l'ensemble du territoire de L'Île-des-Sœurs.

Afin d'informer le public et recueillir l'opinion du plus grand nombre de participants, l'OCPM a mis en place une démarche de consultation à plusieurs étapes. La commission a tenu une séance d'information le 30 septembre 2019. Dans l'heure qui précédait la séance d'information, les quelque 566 participants ont pu discuter, s'informer et poser des questions aux représentants de La Société de transport de Montréal (STM), des Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) et du Réseau express métropolitain (REM), qui tenaient des tables d'information sur les projets et les grands chantiers en cours dans le secteur de planification.

Les séances d'audition des opinions ont eu lieu du 28 au 31 octobre 2019. Les activités de consultation se sont conclues avec la tenue de cinq séances d'audition des opinions. Toutes les séances ont eu lieu au centre communautaire Elgar.

La consultation en ligne a permis de recueillir des opinions du 3 octobre au 3 novembre 2019. Au total, près de 3122 personnes ont pris part aux activités de la démarche de consultation.

La commission a reçu 87 mémoires, dont 28 ont été présentés en personne lors des séances d'audition, auxquels se sont ajoutées 13 présentations orales sans dépôt de mémoire. Au terme de la démarche de consultation, la commission a procédé à l'analyse de l'ensemble des opinions déposées tout au long du processus et a formulé des recommandations qui ont ensuite été remises aux élus municipaux.

La commission et son équipe
Isabelle Beaulieu, présidente de la commission
Marie Claude Massicotte, commissaire
Gaétan Lebeau, commissaire
Reinaldo De Freitas, analyste
Pierre Goyer, analyste

L'équipe de l'OCPM

Abdelmadjid Bourada, accueil
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Hadrien Chénier-Marais, responsable de la mobilisation et de la participation en ligne
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Guy Grenier, consultant
Laurent Maurice Lafontant, adjoint administratif
Lizon Levesque, adjointe administrative
Paul Marchand, analyste
Élise Naud, coordonnatrice des analystes
Anik Pouliot, directrice des communications
Eduardo Toledo, accueil
Nicole Uwimana, accueil
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Pour le service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal
Maxime Lemieux, conseiller en aménagement
Lise Bernier, chef de division, urbanisme

Pour l'arrondissement de Verdun
Stéphane Bernaquez, directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Les participants à la séance d'information par ordre d'inscription

Soirée d'information - 30 septembre 2019

Stéphane Tremblay	Philippe Bédard	Geneviève Guay
David Poiré	Christine Lalonde	Louis Papineau
Dany Tremblay	Norbert Morin	Lise-Anne Laverdure
Pierre Malo	Sarah Lanoue	Philippe Ricart
Denis Proulx	Patrick Gibault	Marie-Josée Drouin
Sally Cooke	Denyse Lecat	Bruno Courtemanche
Jean Cardyn	Jean Cardyn	Lise Filion
Karl Oman	Johanne Tellier	Jean-Claude Gravel
Martine Labrèche	Robert Ouellet	Louise Larivière
Gisèle Chapleau	Daria Lebidoff	Pierre St-Cyr
Gilles Beaudry	Pierre Mierski	France Landry
Geneviève Guay	Bianca Roy	Svein Hubinette
	Claude Guigère	Daniel Manseau

La liste des citoyens et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec ou sans présentation orale apparaît à l'annexe 2 sous la rubrique 7.







Annexe 2 – Le dossier de documentation

1. Procédure et objet du mandat

- 1.1. Sommaire décisionnel
- 1.2. Recommandation
- 1.3. Pièces jointes
  - 1.3.1. Avis comité Jacques-Viger – 14 juin 2019
- 1.4. Intervention – Service des affaires juridiques
  - 1.4.1. Règlement modifiant le plan d'urbanisme (04-047)
    - 1.4.1.1. Annexe A – Densité de construction
    - 1.4.1.2. Annexe B – Limites de hauteurs
    - 1.4.1.3. Annexe C – Secteur de planification (voir 3.1)
  - 1.4.2. Règlement de contrôle intérimaire
    - 1.4.2.1. Annexe A – Territoire d'application
    - 1.4.2.2. Résolution
- 1.5. Résolutions
  - 1.5.1. Comité exécutif – CE19 1323
  - 1.5.2. Conseil municipal – Avis de motion - CM19 0939
  - 1.5.3. Conseil municipal – CM19 0929
  - 1.5.4. Conseil municipal – CM19 0942

2. Démarche de consultation

- 2.1. Dépliant

3. Documentation déposée par la Ville de Montréal

- 3.1. Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des Sœurs – juillet 2019
  - 3.1.1. Cartes de localisation du secteur
- 3.2. Portrait diagnostic complet – septembre 2018
- 3.3. Activités participatives réalisées – novembre 2018
  - 3.3.1. Rapport synthèse
  - 3.3.2. Présentation
  - 3.3.3. Guide du participant
  - 3.3.4. Q/R
- 3.4. Évaluation du potentiel de développement résidentiel – Atelier de discussion - avril 2017
- 3.5. Évaluation du potentiel de développement économique – août 2017
- 3.6. Présentation de la Ville de Montréal et de l'arrondissement de Verdun – Séance d'information – 30 septembre 2019
- 3.7. Portrait-diagnostic de la population de L'Île-des-Sœurs – octobre 2017
- 3.8. Project Report – Réalisons Montréal – Partie nord de L'Île-des-Sœurs – Septembre 2019

4. Documents et liens utiles

4.1. AMÉNAGEMENT, PLANIFICATION ET RÉGLEMENTATION D'URBANISME

4.1.1. Guide de la prise de décision en urbanisme - Programme particulier d'urbanisme
4.1.2. Les programmes particuliers d'urbanisme – Ville de Montréal
4.1.3. Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD)
4.1.4. Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal
4.1.5. Plan d'urbanisme de Montréal
4.1.6. Plan d'urbanisme – Verdun – Le chapitre d'arrondissement
4.1.7. Plan d'urbanisme – Verdun – La synthèse des orientations pan-montréalaise
4.1.8. Plan d'urbanisme – Verdun – L'affectation du sol
4.1.9. Plan d'urbanisme – Verdun – La densité de construction
4.1.10. Plan d'urbanisme – Verdun – Les parcs et espaces verts
4.1.11. Plan d'urbanisme – Verdun – Le patrimoine bâti
4.1.12. Verdun – Carte interactive de zonage
4.1.13. Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)
4.1.14. Droit de préemption
4.1.15. Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis
4.1.16. Plan de développement stratégique 2015-2025
4.1.17. Déclaration sur l'école de demain (arrondissement de Verdun)

4.2. PATRIMOINE

4.2.1. Évaluation du patrimoine urbain – Arrondissement de Verdun

4.3. ENVIRONNEMENT

4.3.1. Plan d'action Canopée
4.3.2. Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020
4.3.3. Montréal durable 2016-2020
4.3.4. Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal
4.3.5. Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables

4.4. MOBILITÉ

4.4.1. Réseau express métropolitain – REM
4.4.2. Pont Samuel-De Champlain
4.4.3. Déconstruction du pont Champlain
4.4.4. Montréal Vélo
4.4.5. Carte du réseau cyclable de Montréal
4.4.6. Plan de transport de Montréal
4.4.7. Politique de stationnement de Montréal
4.4.8. Plan local de déplacement – Verdun
4.4.9. Transporter le Québec vers la modernité - politique de mobilité durable – 2030
4.4.10. Électrisons Montréal – Stratégie d'électrification des transports 2016-2020

4.5. HABITATION

4.5.1. Stratégie d'inclusion (2005 – Révision 2015)

4.5.2. Plan d'action local pour améliorer l'offre et l'accès à des logements abordables
4.5.3. Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (règlement pour une métropole mixte)
4.5.4. Accès logis Montréal
4.5.5. Déclaration sur l'inclusion et l'intégration de logements sociaux et abordables dans le développement de L'Île-des-Sœurs
4.6. CONSULTATION PRÉCÉDENTE
4.6.1. Centre d'écologie urbaine de Montréal - Planification de la partie nord de L'Île-des-Sœurs – 2018
4.6.2. Plateforme Réalisons Montréal
4.7. HISTOIRE
4.7.1. Histoire du quartier de L'Île-des-Sœurs
4.8. INFORMATIONS RELATIVES À L'ARRONDISSEMENT
4.8.1. Profils sociodémographiques

5. Travaux de la commission
5.1. Compte rendu de la rencontre avec la Ville de Montréal et l'arrondissement de Verdun – 23 septembre 2019
5.2. Questions des citoyens pour la Ville de Montréal
5.2.1. Réponse de la Ville de Montréal – 21 octobre 2019
5.3. Questions de la commission pour la Ville de Montréal
5.3.1. Réponse de la Ville de Montréal – 21 octobre 2019

6. Transcription et webdiffusion
6.1. Transcription de la séance d'information du 30 septembre 2019
6.1.1. Webdiffusion de la séance d'information du 30 septembre 2019
6.2. Transcription de la séance d'audition des opinions du 28 octobre 2019
6.3. Transcription de la séance d'audition des opinions du 29 octobre 2019 en pm
6.4. Transcription de la séance d'audition des opinions du 29 octobre 2019 en soirée
6.5. Transcription de la séance d'audition des opinions du 30 octobre 2019 en pm
6.6. Transcription de la séance d'audition des opinions du 30 octobre 2019 en soirée

7. Opinions
7.1. CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
7.1.1. Présentation
7.1.2. Transcription
7.2. Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord
7.2.1. Document complémentaire
7.2.2. Transcription
7.3. Lachance Immobilier
7.3.1. Présentation
7.3.2. Transcription
7.4. Pierre St-Cyr
7.4.1. Présentation
7.4.2. Transcription

7.5. Association des Propriétaires et Résidents de L'Île-des-Sœurs (APRIDS)
7.5.1. Présentation
7.5.2. Document complémentaire
7.5.3. Transcription
7.6. Andrian Sheppard
7.6.1. Présentation
7.6.2. Transcription
7.7. Campus Bell
7.7.1. Transcription
7.8. Denis Proulx
7.8.1. Présentation
7.8.2. Document complémentaire
7.8.3. Transcription
7.9. IDU – Institut de développement urbain du Québec
7.9.1. Document complémentaire
7.9.2. Transcription
7.10. Groupe MACH
7.10.1. Présentation
7.10.2. Transcription
7.11. Pierre Malo
7.11.1. Présentation
7.11.2. Transcription
7.12. Comité d'action des citoyen.ne.s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun
7.12.1. Présentation
7.12.2. Transcription
7.13. Dany Tremblay
7.13.1. Présentation
7.13.2. Transcription
7.14. Association des architectes paysagistes du Québec
7.14.1. Transcription
7.15. Lemaymichaud Architecture Design
7.15.1. Présentation
7.15.2. Transcription
7.16. First Capital Realty
7.16.1. Transcription
7.17. Projet Paysage
7.17.1. Présentation
7.17.2. Transcription
7.18. Josée Bérubé
7.18.1. Transcription
7.19. Fahey et associés
7.19.1. Présentation
7.19.2. Transcription
7.20. Nuntip
7.20.1. Transcription
7.21. Stéphane D Tremblay
7.21.1. Transcription

7.22. La Corporation Proment
7.22.1. Présentation
7.22.2. Transcription
7.23. Forum – Immeubles Marché Centre le Village
7.23.1. Présentation
7.23.2. Transcription
7.24. Andrée Marsot
7.24.1. Transcription
7.25. CRE-Montréal
7.25.1. Présentation
7.25.2. Transcription
7.26. Sandalwood
7.26.1. Transcription
7.27. Michel Jacques
7.27.1. Transcription
7.28. Gravel Automobile
7.28.1. Transcription
7.29. Les Verrières sur le Fleuve I, II, III, IV et V
7.29.1. Présentation
7.29.2. Transcription
7.30. Cristian Mateo
7.31. Daniel Leblanc
7.32. Alain Carriere
7.33. Anne Bélair
7.34. Catherine Mondou
7.35. Mona Quesnel
7.36. Janique Pilon
7.37. Daniel Poirier
7.38. Mireille Dubuc
7.39. Alejandro Alvarez
7.40. Djamila Touil
7.41. Sanji Faisal
7.42. Anastasia Tsotroudis
7.43. Louis-Alexandre Taillon
7.44. Pierre Therrien
7.45. Sina Mirzaeifard
7.46. Robert Léveillé
7.47. Dorotea Sevilla
7.48. Les Développement Cité de L'Île Inc.
7.49. Concertation en développement social de Verdun
7.50. Marcel Barthe
7.51. Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
7.52. Les Compagnies Loblaw Limitée (Provigo & Pharmaprix)
7.53. Réjean Benoit
7.54. Voyagez Futé (Centre de gestion des déplacements)
7.55. Sobeys
7.56. Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent
7.57. Céline Hallée

7.58. Pierre Arthur
7.59. Khanh Nguyen
7.60. Le Groupe Maurice
7.61. Josée Lafleur
7.62. Pierre-Gabriel Jobin
7.63. John Lyons
7.64. Danielle Lareau
7.65. Carlos Tous
7.66. Marie-Claude Gervais
7.66.1. Document complémentaire
7.67. Constance Ramacieri
7.67.1. Présentation
7.67.2. Transcription
7.68. Claude Giguère
7.68.1. Présentation
7.68.2. Transcription
7.69. Pierre Marcoux
7.69.1. Présentation
7.69.2. Transcription
7.70. Sally Cooke
7.70.1. Présentation
7.70.2. Transcription
7.71. Denyse Lecat
7.71.1. Présentation
7.71.2. Transcription
7.72. Paul Roy
7.73. Jean Poulin
7.74. Alexis Bergeron et Diane Roussel
7.75. Bernard Tessier
7.76. Joelle-Marie Morin
7.77. Marie-Nicole Hébert
7.78. Gaston Carrière
7.79. Jean-Marie Tétreault et Denyse Gérin
7.80. Louise Mongeau
7.81. Marc Nawar
7.82. Michèle Riva
7.83. Nicolas Rancourt
7.83.1. Transcription
7.84. Ahmad Ghourab
7.84.1. Transcription
7.85. Justin Jones
7.85.1. Transcription
7.86. Georges Badeaux
7.86.1. Transcription
7.87. Bruno Courtmanche
7.87.1. Transcription

8. Opinions présentées en ligne

8.1. Mobilité
8.2. Équipements et services publics
8.3. Environnement
8.4. Habitation
8.5. Économie locale et emploi
8.6. Aménagement
8.7. Autres opinions
8.8. English/





Annexe 3 – Projet de règlement P-04-047-205

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) AFIN D'Y INTÉGRER LE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU SECTEUR DE PLANIFICATION PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SŒURS

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 109 et 109.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Verdun, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. L'action 8.4 de l'objectif 8 de la sous-section 24.3.6 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est abrogée.

3. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par l'insertion, après la sous-section intitulée « La densité de construction », de la sous-section suivante :

« **Les limites de hauteur**

Des paramètres indiquant les limites de hauteur de construction pouvant être autorisées s'appliquent pour encadrer les gabarits de bâtiments dans une partie de l'arrondissement de Verdun. Les hauteurs prescrites sont exprimées en mètres plutôt qu'en nombre d'étages pour tenir compte de la nature des projets susceptibles d'être réalisés sur ce territoire de l'arrondissement. Cet encadrement est nécessaire puisque la hauteur des étages peut varier considérablement d'un bâtiment à un autre, ce qui, en regard des densités de construction autorisées, pourrait autrement se traduire par des écarts de hauteur significatifs entre des bâtiments comportant un même nombre d'étages. Ces paramètres de hauteur expriment les intentions du Plan d'urbanisme quant au caractère souhaité pour le territoire. ».

4. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par la création d'un nouveau secteur établi 24-10 dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

« Secteur 24-10 :
- bâti de trois étages hors-sol ou plus;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 2,0;
- C.O.S. maximal : 4,0. ».

5. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par la création des nouveaux secteurs à transformer 24-T4, 24-T5, 24-T6 et 24-T7 dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

« Secteur 24-T4 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 6,0;

Secteur 24-T5 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 5,0;

Secteur 24-T6 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 4,0;

Secteur 24-T7 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 2,0;
- C.O.S. maximal : 4,0. ».

6. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun présentant les caractéristiques de densité de construction pour les secteurs à transformer ou à construire est modifiée par le remplacement des caractéristiques des secteurs 24-C1 et 24-C3 par les caractéristiques suivantes :

« Secteur 24-C1 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3.0;
- C.O.S. maximal : 6.0;

Secteur 24-C3 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 6,0. ».

7. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par l'insertion, après la carte intitulée « La densité de construction », de la carte intitulée « Les limites de hauteurs » jointe en annexe B au présent règlement.

8. La section 24.6 intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par l'ajout de la sous-section suivante :

« 24.6.3 Secteur Partie nord de L'Île-des-Sœurs

Situé dans le quartier Île-des-Sœurs de l'arrondissement, à proximité du fleuve Saint-Laurent, ce secteur arrive à un tournant important en termes d'aménagement du territoire avec la construction de deux projets majeurs d'infrastructures : le nouveau pont Samuel-De Champlain par le gouvernement fédéral et le Réseau express métropolitain (REM), train léger sur rail, par la Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructures (CDPQ Infra). L'arrivée de ces deux projets représente une occasion à saisir pour optimiser les aménagements de ce secteur en partie déstructuré, pour mieux planifier le développement immobilier et également pour accroître la mobilité durable et active, particulièrement pour les piétons et les cyclistes. Le tout confirmera définitivement le rôle de L'Île-des-Sœurs comme porte d'entrée majeure au territoire montréalais et se voudra profitable tant pour les résidents et travailleurs actuels de l'île que pour ceux à venir.

Le programme particulier d'urbanisme identifie cinq orientations stratégiques et des objectifs associés à celles-ci (voir ci-dessous). Ceux-ci sont accompagnés de moyens de mise en œuvre décrits dans le programme particulier d'urbanisme joint à la partie IV du Plan d'urbanisme.

1. La création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD aux abords de la station du REM	▪ Soutenir la densité construite ▪ Consolider le noyau de commerces, services et affaires de la place du Commerce ▪ Promouvoir une diversité dans l'offre de logements ▪ Favoriser l'intégration de nouveaux équipements et espaces collectifs
2. L'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs	▪ Améliorer les accès à l'île ▪ Privilégier des aménagements au profit des piétons, cyclistes et usagers du transport collectif
3. La mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères	▪ Favoriser une complémentarité avec la cité-jardin ▪ Consolider le parcours riverain ▪ Mettre en valeur l'entrée de ville et les vues d'intérêt ▪ Commémorer et mettre en valeur l'histoire du lieu
4. L'encadrement harmonieux de la forme bâtie	▪ Prévoir une gestion optimale des gabarits ▪ Favoriser une architecture et des aménagements de qualité en relation avec l'espace public
5. La performance environnementale	▪ Encourager une gestion écologique des sites par des pratiques innovantes et durables

».

9. La partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout du document intitulé « Programme particulier d'urbanisme – Secteur de planification partie nord de L'Île-des-Sœurs » joint en annexe C au présent règlement.

ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE B
CARTE INTITULÉE « LES LIMITES DE HAUTEURS »

ANNEXE C

PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME – SECTEUR DE PLANIFICATION PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SŒURS

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal *Le Devoir* le XX 2019, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2019 et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1198416001





Annexe 4 – Liste des recommandations

Recommandation #1
La commission recommande d'aller de l'avant avec la vision proposée et les grandes orientations inscrites au PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs, à condition de revoir le concept d'aménagement et les interventions proposées afin de mieux les arrimer à cette vision.

Recommandation #2
La commission recommande de planifier dès maintenant la zone identifiée en « planification différée » et d'étudier les possibilités de revoir les limites du territoire pour inclure une plus grande partie du littoral ouest.

Recommandation #3
La commission recommande que le PPU bonifie ses interventions en matière de mixité sociale, notamment :

- ***En formulant des objectifs en termes de nombre ou pourcentage d'unités de logements sociaux à construire;***
- ***En se dotant d'une stratégie d'acquisition foncière pour permettre la construction de logements sociaux dans tout le territoire du PPU. Cette stratégie devrait inclure l'utilisation d'une variété d'outils, dont le droit de préemption;***
- ***En encourageant les promoteurs à céder des terrains ou des parties d'immeuble pour construire des logements sociaux ou communautaires plutôt que de faire des contributions financières à la place d'une telle cession.***

Recommandation #4
La commission recommande de planifier l'ensemble du territoire en usages mixtes, incluant l'habitation, assortis de règles d'insertion.

Recommandation #5
Afin de doter le secteur du PPU d'équipements collectifs, scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, de parcs et espaces publics, et d'en faire des lieux de socialisation sécuritaires, conviviaux et accessibles, la commission recommande :

- ***D'élaborer une stratégie foncière pour l'acquisition de terrains;***
- ***De développer une approche favorisant la mixité verticale au sein de projets privés.***

Recommandation #6
En matière de hauteurs permises, la commission recommande de :

- ***Revoir et augmenter les hauteurs permises aux abords de la station du REM afin de réaliser une densité intensive, selon les principes d'un TOD;***
- ***Augmenter les hauteurs permises au sud de l'autoroute 15 pour harmoniser les hauteurs aux abords de l'axe autoroutier;***
- ***Permettre de compléter le quartier Pointe-Nord selon les principes prévus à son Guide d'aménagement et autoriser la construction de tours de plus de 100 mètres en soignant leur implantation au sol et leur architecture.***

Recommandation #7
Concernant la forme des bâtiments et leur implantation, la commission recommande de revoir les paramètres d'encadrement afin de s'inspirer du type local d'implantation, de favoriser de grands dégagements au sol et d'encourager la créativité architecturale.

Recommandation #8
La commission recommande l'élaboration d'un guide d'aménagement, en concertation avec les parties prenantes, comprenant un plan d'ensemble, des critères d'aménagement et un phasage détaillé pour réussir un quartier de type TOD de qualité.

Recommandation #9
La commission recommande de planifier immédiatement les lieux publics (parcs, espaces verts, etc.) en y assurant la diversité des fonctions et des activités (récréatives, sportives, de détente, patrimoniales, culturelles et de conservation), la connectivité entre ses espaces et répondant aux besoins de la population actuelle et future.

Recommandation #10
La commission recommande de créer un axe vert nord-sud reliant l'ensemble de l'île à la station du REM, en définissant ses fonctions et activités telles qu'espaces publics, aires de repos, réseau de déambulation, etc. ainsi que sa connectivité au réseau viaire.

Recommandation #11
La commission recommande de planifier l'aménagement d'une place publique, au sud de la gare du REM, un lieu de rassemblement servant de point d'accueil et de lieu de convergence pour les usagers et citoyens du secteur et de l'ensemble de l'île.

Recommandation #12
La commission recommande d'analyser et d'identifier les zones riveraines les plus écosensibles requérant des aménagements particuliers de protection et de mise en valeur afin d'assurer une saine cohabitation des usages récréatifs et de conservation.

Recommandation #13
La commission recommande :

- ***D'inscrire au PPU les actions permettant la préservation et la mise en valeur des liaisons écologiques et favorisant la consolidation et l'augmentation de la biodiversité sur le secteur;***
- ***De consolider le lien avec l'écoterritoire des rapides de Lachine en y ajoutant le parcours riverain existant et le littoral ouest agrandi du secteur du PPU.***

Recommandation #14
La commission recommande :

- ***De viser un taux de verdissement de 35 %, sans y inclure la végétalisation des toitures;***
- ***D'encourager le développement de l'agriculture urbaine sur le territoire, notamment en identifiant des lieux et des toitures propices à cette activité.***

Recommandation #15
La commission recommande l'obtention de certifications de performance environnementale pour toute nouvelle construction ou nouvel aménagement, tant sur le domaine public que sur le domaine privé. De plus, la Ville devrait adopter des mesures visant à encourager le même niveau de performance environnementale dans le cadre bâti existant.

Recommandation #16
En ce qui a trait aux questions patrimoniales, la commission recommande d'élaborer un plan de mise en valeur du patrimoine pour l'ensemble du secteur du PPU et de L'Île-des-Sœurs. Ce plan comprendrait :

- ***Un circuit d'interprétation des valeurs historiques et patrimoniales;***
- ***L'aménagement sécuritaire et convivial des lieux, particulièrement en ce qui a trait à la place publique commémorative sous le pont Samuel-De Champlain;***
- ***Un programme de communication et de diffusion, incluant des activités d'interprétation du patrimoine, autant dans des lieux publics (bibliothèque, espaces communautaires, parcs, etc.) que sur les sites répertoriés.***

Recommandation #17
La commission recommande de réaliser rapidement la construction d'un pont local reliant Verdun et L'Île-des-Sœurs, réservé aux véhicules d'urgence, aux autobus, aux cyclistes et aux piétons.

Recommandation #18
La commission recommande de maintenir le nombre et la configuration des voies de circulation existantes dans le secteur du PPU.

Recommandation #19
En matière de transport collectif, la commission recommande à la Ville, de concert avec la STM :

- ***D'améliorer significativement l'offre de transport collectif sur l'île;***
- ***De prévoir la mise en place d'une navette écoénergétique à fréquence élevée desservant toute l'île.***

Recommandation #20
En matière de mobilité active, la commission recommande de :

- ***Compléter et renforcer les réseaux piétonniers et cyclables en site propre;***
- ***Prévoir une piste cyclable de haute capacité entre le sud de l'île et la gare du REM;***
- ***Prévoir un très grand nombre de supports à vélo aux abords de la gare du REM;***
- ***Développer l'offre de vélos partagés;***
- ***Donner suite au projet de lien cyclable et piétonnier à même le pont Clément vers le secteur Bridge-Wellington.***

Recommandation #21
Concernant l'offre de stationnement, la commission recommande :

- ***Pour le stationnement résidentiel, limiter à 1 le nombre de cases de stationnement par unité de logement, sans imposer de minimum;***
- ***Pour le stationnement commercial, maintenir les ratios en vigueur et le nombre total de cases actuel;***
- ***Ne pas introduire de nouvelles cases de stationnement sur rue dans tout le territoire du PPU.***

Recommandation #22
Afin de réduire l'utilisation de l'automobile individuelle pour se rendre au travail, la commission recommande que l'offre d'alternatives soit développée, par exemple en imposant les plans de gestion des déplacements aux entreprises.

Recommandation #23
Afin de créer un quartier complet dans le secteur à l'étude, la commission recommande de développer une stratégie de développement économique en portant une attention particulière aux commerces et services de proximité.

Recommandation #24
La commission recommande une gestion rigoureuse des nuisances temporaires et permanentes, appuyée par une surveillance continue, une communication régulière, ainsi que la recherche constante de mesures d'atténuation.

Recommandation #25
Pour assurer la mise en œuvre du PPU, la commission recommande que la Ville mette en place une démarche appropriée de concertation des partenaires institutionnels et privés et des groupes de citoyens. Ainsi, elle propose :

- ***La mise sur pied d'un comité de coordination regroupant l'ensemble des acteurs institutionnels, maîtres d'œuvre de grands travaux;***
- ***L'instauration de mécanismes permanents d'échange avec les promoteurs, les propriétaires privés et les citoyens;***
- ***La création d'un mécanisme récurrent de reddition de compte et d'échange d'information avec la communauté.***

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.12

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1201079005

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de la consultation publique faite par l'OCPM sur le projet de règlement pour une métropole mixte

Il est recommandé de déposer au conseil municipal le rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le projet de règlement pour une métropole mixte.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2020-05-06 15:11

Signataire : Dominique OLLIVIER

_____

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201079005**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de la consultation publique faite par l'OCPM sur le projet de règlement pour une métropole mixte

CONTENU

CONTEXTE

En 2017, un amendement à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) a donné le pouvoir aux municipalités du Québec de règlementer l'offre en matière de logement social, abordable ou familial sur leur territoire. L'amendement faisait suite à l'adoption de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter, à ce titre, leur autonomie et leurs pouvoirs.
Afin que la Ville de Montréal puisse faire usage de ces nouveaux pouvoirs et mettre en œuvre son *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (couramment nommé « *règlement pour une métropole mixte* »), les dispositions comprises aux articles 145.30.1 à 145.30.3 de la LAU exigent l'inscription d'orientations spécifiques à cette fin dans le Plan d'urbanisme. Par ailleurs, en vertu de l'article 83 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, tout projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme doit faire l'objet d'une consultation publique tenue par l'Office. La Ville, se trouvant ainsi dans l'obligation de soumettre à la consultation son projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, a fait le choix de consulter également la population sur son projet de règlement pour une métropole mixte.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0785 - 18 juin 2019: Soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi.

DESCRIPTION

Les modifications requises au Plan d'urbanisme ont pour but de répondre aux obligations de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), afin de permettre à la Ville d'adopter le règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial. Ces modifications sont présentées comme des ajustements ponctuels n'impliquant pas une

mise à jour complète du Plan d'urbanisme.
Le projet de règlement pour une métropole mixte permettrait de *systématiser et* d'élargir les pratiques introduites par la Stratégie d'inclusion en vigueur.

Par exemple, dans la version actuelle du Plan d'urbanisme, un logement est considéré abordable *lorsqu'il permet à un ménage à revenu faible ou modeste d'en faire la location ou l'acquisition sans avoir à y consacrer plus de 30 % de son revenu brut* . Le ménage à faible revenu quant à lui gagne moins de 80 % du revenu médian de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), et éprouve *de la difficulté à louer un logement à un prix compatible avec sa capacité financière.* Le ménage à revenu modeste qui gagne entre 80 et 120 % du revenu médian de la CMM, éprouve quant à lui *de la difficulté à accéder à la propriété sur le marché montréalais* . Le logement social est qualifié de *sous-ensemble du logement abordable* . Il se destine aux clientèles à faible revenu et répond aux critères des programmes gouvernementaux dédiés.

Dans la révision proposée au Plan, le logement abordable se distingue entièrement du logement social et devient *celui dont le prix ou le loyer est comparativement plus abordable que dans le reste du marché ou qui est comparable aux prix les plus bas du marché .* Le logement familial est ajouté à l'ensemble. Ce peut être *un logement social, abordable ou au prix du marché, dans la mesure où il comporte au moins trois chambres et une superficie suffisante pour une famille .*

Enfin, la Ville souhaite intégrer, au second objectif de l'orientation 2.1, un troisième moyen d'action intitulé : « *Assurer une offre de logements diversifiée et équilibrée qui répond aux besoins des ménages montréalais* ». En appui à cette action, la Ville indique que « *pour rester mixte et abordable, Montréal a besoin d'un développement résidentiel vigoureux à même d'accueillir* . »

JUSTIFICATION

La Ville souhaite inscrire le règlement pour une métropole mixte parmi ses outils d'habitation afin de répondre à ses « *objectifs montréalais* ». Ces objectifs globaux consistent à préserver le caractère mixte et abordable de Montréal, ainsi qu'à favoriser une offre résidentielle équilibrée, de qualité et pérenne sur l'ensemble du territoire, par le soutien au développement et le maintien du parc résidentiel existant. Ces objectifs visent également à répondre aux ménages à faible revenu et à ceux présentant des besoins particuliers de logement non comblés par le marché.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les questions financières n'ont pas été abordées dans le cadre de la consultation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La commission reconnaît le travail effectué par la Ville préalablement au dépôt de ces deux projets de règlement. Elle reconnaît tout autant l'investissement des individus, des groupes, des organismes et des sociétés qui, œuvrant ou militant dans le domaine de l'habitation, se sont impliqués en amont du processus et ont communiqué leurs attentes, leurs analyses ainsi que des pistes de solution en participant à la consultation d'une manière ou d'une autre. C'est bien là la démonstration que les forces vives dans la ville n'hésitent pas à coopérer lorsque les défis sont partagés.
L'habitation est un enjeu collectif qui ne laisse guère indifférent. En matière de diversité,

d’accessibilité et de qualité des logements destinés à une variété étendue de clientèles de toutes conditions sociales et économiques, la commission invite la Ville à une direction forte et sans faille, ouverte à des approches nouvelles et attentive à la notion de milieu de vie complet animé par de multiples apports citoyens.

L’urgence d’agir ne saurait à elle seule justifier de sauter des étapes. C’est pourquoi la commission a cru utile de rappeler certaines phases du continuum de planification auxquelles la Ville, de concert avec les parties prenantes, devrait consacrer dès à présent du temps et des ressources. Cela ne signifie pas qu’elle doive renoncer dans l’immédiat à améliorer l’offre de logement. Pour la commission, administrer dans la continuité garantit de poursuivre ce qui fonctionne bien tout en actualisant, voire en renforçant, les leviers dont elle dispose déjà. La commission suggère donc de mettre en oeuvre dès maintenant les modifications concernant le logement social, tout en ne disposant pas des questions relatives au logement abordable qui devraient être examinées dans le cadre de le révision du Plan d'urbanisme et de l'adoption d'une politique d'habitation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lorsque le rapport sera rendu public, l'OCPM le déposera sur son site Internet, émettra un communiqué de presse et fera parvenir une copie du rapport à tous ceux et celles qui en auront fait la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera rendu public le 14 mai et déposé au conseil municipal du 25 mai.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-06

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OCPM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556



Rapport de consultation publique

RÈGLEMENT POUR UNE MÉTROPOLE MIXTE

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

30 avril 2020




L'habitation :
un défi collectif

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT POUR UNE MÉTROPOLE MIXTE

Projet de règlement P-04-047-204
Projet de règlement P-19-041

Rapport de consultation publique

Le 30 avril 2020

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
Internet : ocpm.qc.ca
Courriel : info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2020
ISBN 978-2-924750-75-9 (imprimé)
ISBN 978-2-924750-77-3 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 30 avril 2020

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur le projet de Règlement pour une métropole mixte

---

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur la consultation sur le projet de règlement visant à définir les orientations municipales et à accroître l'offre en matière d'habitation sociale, d'habitation abordable et d'habitation pour les familles sur son territoire.

Plus de 1000 personnes ont participé aux diverses étapes de la démarche qui s'est déroulée entre le 19 septembre et le 27 octobre 2019. La commission a reçu 233 opinions écrites et entendu 46 présentations orales. La qualité et la diversité des contributions reçues témoignent bien de l'intérêt que suscite cette question chez une grande variété d'intervenants.

Il est important de souligner que les deux projets de règlement soumis à la consultation ont été élaborés dans le contexte d'effervescence immobilière prévalant en 2019, aussi bien dans la grande région métropolitaine qu'à l'échelle locale. Il faut également rappeler que la consultation

a eu lieu avant la crise sanitaire qui a vu des centaines de milliers de personnes à Montréal mettre leur vie en pause et être confinées à leur domicile. Il y a fort à parier que cette situation exceptionnelle peut avoir changé la donne, fait évoluer bien des réalités et transformé des perceptions. Elle risque aussi d'avoir modifié les priorités de l'action gouvernementale et fait émerger de nouveaux leviers d'action. La lecture de ce rapport doit donc se faire avec ces paramètres en tête.

De façon générale, la consultation publique a mis en lumière des convergences intéressantes au niveau des principes et des orientations parmi des participants aux intérêts très divers. Si les intervenants s'entendent globalement sur la dimension de logement social des règlements proposés, beaucoup de concepts et de paramètres concernant les volets abordable et familial sont remis en cause par la majorité des participants. Plusieurs ont également souligné que le processus d'adoption des règlements se déroulait sans égard à des échéanciers de révision de divers documents de planification, d'ententes gouvernementales et de programmes en lien avec la problématique plus large de l'habitation, qui auront des répercussions sur la capacité d'agir de la Ville. De plus, la mise en œuvre du règlement et son suivi suscitent des interrogations et des inquiétudes que partage la commission.

De nombreuses propositions visant à conférer davantage de flexibilité et d'ouverture au règlement afin que celui-ci atteigne mieux les objectifs énoncés ont été portées à l'attention de la commission. Cela l'amène à conclure que tous les éléments constitutifs des projets de règlement ne sont pas également aboutis, et que plusieurs aspects mériteraient d'être approfondis avant leur adoption.

La commission reconnaît néanmoins qu'il y a urgence d'agir puisque les populations les plus vulnérables à qui s'adressent justement ces mesures sont importantes et que les besoins des autres ménages censés bénéficier des retombées du règlement doivent aussi être adéquatement pris en compte. Elle prend acte du travail d'amont et de concertation effectué par l'administration municipale avant la consultation et salue l'investissement des individus, des groupes, des organismes et des sociétés qui, œuvrant ou militant dans le domaine de l'habitation, ont communiqué leurs attentes et leurs analyses lors des différentes étapes de cette consultation.

Avec cela en tête, la commission fait seize recommandations pour que le tandem règlementaire proposé permette d'améliorer dans l'immédiat l'offre de logement, de consacrer les ressources et le temps nécessaires pour réaliser certaines phases incontournables du continuum de planification ainsi que de poursuivre ce qui fonctionne déjà bien. Tout cela étant fait dans l'optique d'instaurer une nouvelle façon de penser la ville inclusive qui fera de Montréal un chef de file en la matière.

L'Office rendra ce rapport public le 14 mai 2020, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Monsieur Éric Alan Caldwell, responsable de l'OCPM







TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. Les projets de règlement 3

1.1 Le mandat 3

1.2 La Stratégie d'inclusion d'hier à aujourd'hui 3

1.2.1 Un premier bilan 5

1.2.2 Vers une révision de la Stratégie d'inclusion 5

1.2.3 Un second bilan 6

1.3 Les modifications requises au Plan d'urbanisme 7

1.4 Le règlement pour une métropole mixte 9

1.4.1 Les constats et les objectifs 9

1.4.2 L'application 10

1.4.3 Les territoires d'application 10

1.4.4 Le logement social 12

1.4.5 Le calcul des contreparties et des contributions financières 12

1.4.6 Le logement abordable 14

1.4.7 Le logement familial 15

1.4.8 Les exigences combinées 15

1.4.9 Le fonds de contribution 16

1.4.10 L'entrée en vigueur et les mesures transitoires 16

1.4.11 L'indexation et le suivi de la mise en œuvre 17

1.4.12 Les retombées appréhendées 17

1.4.13 Les impacts sur le marché 17

1.5 La documentation déposée par la Ville 18

1.5.1 Rapport sur les groupes de discussion 18

1.5.2 Direction de l'habitation – Atelier de travail avec les experts de l'immobilier 18

1.5.3 Une démarche de concertation 18

1.5.4 CIRANO – Impacts d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation 19

1.6 La démarche de consultation 19
1.7 La participation 20

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 21
2.1 Le contexte d'insertion du projet de règlement 21
2.1.1 L'habitation 21
2.1.2 Le Plan d'urbanisme 28
2.1.3 Les rôles et compétences 28
2.2 Les modalités d'application 33
2.2.1 Le cadre règlementaire et le caractère obligatoire de l'inclusion 33
2.2.2 Le champ d'application du règlement 35
2.2.3 Les objectifs et les retombées annuelles projetées 39
2.2.4 Le territoire 42
2.2.5 Les fonds de contribution 44
2.3 Les catégories de logement visées 46
2.3.1 Le logement social 46
2.3.2 Le logement abordable 56
2.3.3 Le logement familial 62
2.3.4 La pérennité des logements abordable et familial 64
2.4 La mise en œuvre du règlement 68
2.4.1 Les programmes d'aide au logement 69
2.4.2 Une stratégie foncière municipale 74
2.4.3 Une politique d'habitation 76
2.4.4 L'entrée en vigueur du règlement 77
2.4.5 Le suivi et le bilan 79
2.5 Les impacts économiques appréhendés 81
2.5.1 L'offre et la demande de logements 81
2.5.2 L'indexation des montants prévus au règlement 81
2.6 Les autres considérations 88
2.6.1 La préservation du logement locatif et du logement abordable 89

2.6.2 Le logement social dans son milieu 91

2.6.3 La production des logements social, abordable et familial 94

2.6.4 L'intégration de modèles variés 98

3. Les constats et l'analyse de la commission 103

3.1 La réception des projets de règlements 103

3.1.1 Le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, familial et abordable 104

3.1.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial 105

3.2 Les changements apportés par les projets de règlements par rapport à la Stratégie d'inclusion 110

3.2.1 Le règlement modifiant le Plan d'urbanisme 110

3.2.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial 111

3.3 Les projets de règlements dans le contexte de l'habitation aux échelles métropolitaine et locale 114

3.3.1 L'échelle métropolitaine 114

3.3.2 L'échelle locale 116

3.4 L'examen des projets de règlement et les recommandations de la commission 117

3.4.1 Le projet de règlement visant l'amendement au Plan d'urbanisme 118

3.4.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial 119

3.4.3 Les partenaires essentiels 128

3.4.4 D'autres paramètres à réviser 132

3.4.5 Des pistes de réflexion pour une métropole mixte 138

Conclusion 141

Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 143

Annexe 2 – La documentation 145

Annexe 3 – Le projet de règlement 04-047-204 155

Annexe 4 – Le projet de règlement P-19-041 159

Annexe 5 – Les recommandations 175

Introduction

En 2017, un amendement à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) a donné le pouvoir aux municipalités du Québec de règlementer l'offre en matière de logement social, abordable ou familial sur leur territoire. L'amendement faisait suite à l'adoption de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter, à ce titre, leur autonomie et leurs pouvoirs.

Afin que la Ville de Montréal puisse faire usage de ces nouveaux pouvoirs et mettre en œuvre son *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (couramment nommé « *règlement pour une métropole mixte* »), les dispositions comprises aux articles 145.30.1 à 145.30.3 de la LAU exigent l'inscription d'orientations spécifiques à cette fin dans le Plan d'urbanisme. Par ailleurs, en vertu de l'article 83 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, tout projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme doit faire l'objet d'une consultation publique tenue par l'Office. La Ville, se trouvant ainsi dans l'obligation de soumettre à la consultation son projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, a fait le choix de consulter également la population sur son projet de règlement pour une métropole mixte.

La commission de cette consultation était composée d'Hélène Laperrière (présidente), de Nadja Raphaël (commissaire) et d'Alain Duhamel (commissaire). La soirée d'information a eu lieu le 19 septembre 2019. La commission a entendu les citoyen.ne.s environ un mois plus tard, lors de cinq séances d'audition des opinions.

Les participants et les participantes se sont prononcés presque exclusivement sur le projet de règlement pour une métropole mixte et très peu sur celui concernant l'amendement requis au Plan d'urbanisme.

Le premier chapitre du rapport fait état des deux projets de règlement ainsi que de la démarche de consultation mise en place par l'OCPM. Le second chapitre rassemble les préoccupations, les opinions et les suggestions exprimées par les participants. Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'analyse de la commission et à ses recommandations.

Toute la documentation reçue et produite dans le cadre de cette consultation est disponible sur le site web de l'OCPM à l'adresse suivante : ocpm.qc.ca/metropole-mixte.





1. Les projets de règlement

1.1 Le mandat

Le 18 juin 2019, le conseil municipal a mandaté[1] l'Office de consultation publique de Montréal pour tenir la consultation publique requise par la loi sur le projet de règlement intitulé « *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* ».

Accessoirement à cette consultation, le conseil municipal a chargé l'OCPM de consulter la population sur le règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial[2].

Après une mise en contexte centrée sur la Stratégie d'inclusion en vigueur, ce chapitre présente un résumé des modifications requises au Plan d'urbanisme et du projet de règlement pour une métropole mixte. Il offre un aperçu des documents déposés par la Ville et décrit les étapes de la consultation publique.

1.2 La Stratégie d'inclusion d'hier à aujourd'hui

Au début des années 2000, le marché de l'habitation montréalais est en effervescence. La forte production immobilière qui marque cette période s'accompagne d'une augmentation rapide des coûts de construction et des prix de vente, tandis que le taux d'inoccupation des logements est sous le taux d'équilibre de 3 %[3].

La *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*, mise en application à partir de 2005, est l'une des mesures proposées par la Ville pour contrer la pénurie de logements abordables et stimuler la création de milieux de vie diversifiés. De pair avec l'opération *Solidarité 5 000 logements* (2002) et avec la modification du volet *Création de nouveaux logements* du programme Rénovation Québec (2004), la Stratégie d'inclusion vise à atteindre l'un des objectifs du Plan d'urbanisme de Montréal (2004) : favoriser la production de 60 000 à 75 000 nouveaux logements d'ici 2014, dont 30 % seraient des logements abordables[4].

Dans le cadre de la Stratégie, cette cible est partagée entre 15 % de logements à vocation sociale et communautaire, et 15 % de logements abordables privés, à vendre ou à louer[5]. Il est prévu que tous les projets dépassant 200 unités d'habitation devront inclure 30 % de logements

[1] Ville de Montréal, Sommaire décisionnel, doc. 1.1.1, p. 1
[2] Ville de Montréal, Sommaire décisionnel, doc. 1.2.1, p. 1
[3] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 8
[4] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 15
[5] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 6

abordables. Pour que cette condition s'applique aussi aux projets privés, leur réalisation nécessitera une « *modification réglementaire importante*[6] ». Dans ce type de projets, le promoteur peut acquitter sa promesse en matière d'inclusion de logement social et communautaire par la cession d'un terrain dont le potentiel constructible équivaut à 15 % du projet total, ou par le versement d'une contribution financière équivalente[7]. Une contribution financière est également possible en matière de logement abordable privé.

La Stratégie définit comme étant *abordable* tout logement dont le loyer ou l'hypothèque mensuelle (incluant les taxes foncières et les frais de chauffage) ne dépasse pas la capacité de payer d'un ménage donné, soit 30 % de son revenu mensuel brut. En outre, un tel logement doit répondre aux besoins des ménages en matière de superficie et être localisé à distance « *raisonnable*[8] » des emplois, des services et du transport en commun. La Stratégie s'adresse aux ménages à faible revenu éprouvant des difficultés à se trouver un logement locatif dont le loyer correspond à leur capacité de payer, ainsi qu'aux ménages à revenu moyen désireux d'accéder à la propriété, mais qui ne trouvent pas à Montréal de logement correspondant à leur budget. Pour sa part, le logement social et communautaire (ci-après nommé « *logement social* ») est présenté dans la Stratégie comme une forme de logement abordable complémentaire à ceux offerts par le secteur privé, répondant ainsi à divers besoins que le marché, seul, ne peut combler. La réalisation de ce type de logement est rendue possible par les deux programmes gouvernementaux alors en vigueur : AccèsLogis et Logement abordable Québec – volet social et communautaire[9].

En 2005, la loi québécoise ne permet pas aux municipalités de règlementer l'inclusion de logement social, abordable et familial sur leur territoire, comme ce sera le cas à partir de 2017. Ce faisant, la Stratégie d'inclusion ne peut être que de nature incitative. Malgré tout, la non-conformité de certains projets résidentiels privés et les demandes de modification règlementaire en découlant offrent à la Ville un espace de négociation balisé par des outils juridiques tels que :

- La modification au Plan d'urbanisme;
- La modification au règlement de zonage;
- L'approbation d'un projet en vertu de l'article 89 de la Charte de Montréal;
- L'approbation d'un projet en vertu des Projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI)[10].

[6] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 21
[7] Présentation des modifications apportées en décembre 2015 à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.3, p. 6
[8] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 2
[9] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 2 et 3
[10] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 28

1.2.1 Un premier bilan

La première version de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels prévoit que celle-ci sera « *évolutive* », et qu'un « *bilan sera fait dans les deux ans pour prendre la mesure des réalisations et cibler avec nos partenaires les ajustements à apporter*[11] *»*. Un premier bilan paraîtra donc en 2007.

Parmi les points positifs relatifs à l'application de la Stratégie, il est indiqué au bilan que l'objectif selon lequel 30 % de la production résidentielle devait être abordable a été dépassé. Il est aussi mentionné que « *la Stratégie a permis l'émergence de projets d'inclusion exemplaires*[12] *»* tels que les Lofts Impérial, Le Nordelec et la Biscuiterie Viau, et qu'un « *nombre significatif de promoteurs privés et communautaires intègrent les objectifs d'inclusion et de mixité dès le début de la conception de leur projet*[13] ».

D'autre part, le document présente un certain nombre de défis à relever. Il s'agit d'abord de répondre à la demande en matière de logement social et de programmer des interventions visant des clientèles ciblées sur l'ensemble du territoire dans un « *espace budgétaire souvent limité*[14] *»*. Dans le cas des sites majeurs, l'échelonnement des projets sur plusieurs années exige de « *mettre au point un certain nombre de mécanismes destinés à s'assurer que la proportion de logements abordables soit véritablement réalisée*[15] *»*.

Le document souligne enfin que plus du tiers des unités réalisées s'adressent à des clientèles familiales. Néanmoins, « *la grande majorité des logements abordables d'initiative privée sont de petite taille et n'offrent que peu de solutions aux ménages familiaux, en particulier ceux comptant deux enfants ou plus, aussi bien sous l'angle de la superficie et de la conception architecturale que du prix*[16]*. »*

1.2.2 Vers une révision de la Stratégie d'inclusion

En 2012, la Stratégie d'inclusion est assortie d'un fonds de contribution afin de gérer les sommes versées par les promoteurs pour lesquels la cession d'un terrain risque de compromettre la viabilité du projet. Le fonds est partagé entre les 19 arrondissements, qui gèrent de façon indépendante les contributions financières versées sur leurs territoires respectifs[17].

[11] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 15
[12] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 2
[13] *Ibid.*
[14] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 3
[15] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 36
[16] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 3
[17] Règlement pour une métropole mixte – Montréal, métropole de l'habitation, doc. 3.1, p. 29

C'est aussi à partir de 2012 que des stratégies d'inclusion locales apparaissent dans certains arrondissements[18]. Reprenant l'essentiel de la Stratégie municipale, les stratégies locales sont souvent plus exigeantes quant à la taille des projets, aux pourcentages d'unités sociales et d'unités abordables exigés, ainsi qu'aux contributions financières, entre autres éléments[19].

La Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels a été révisée en 2015. Elle s'applique désormais à tous les projets de 100 unités et plus nécessitant une modification règlementaire à l'usage, à la densité ou à la hauteur. La contribution financière en matière de logement social est haussée à 20 % du projet[20]. La Ville de Montréal introduit également la notion de « *secteur de marché*[21] ». Ces secteurs de marché permettent de calculer, selon l'emplacement du projet sur le territoire, le montant des contributions financières pour le logement social et le montant des garanties financières exigées en matière de logement abordable privé. Enfin, la Stratégie d'inclusion révisée présente de nouveaux loyers maximums selon le nombre de chambres pour les logements abordables privés (les premiers avaient été établis en 2008), assortis d'une « *méthode pour leur mise à jour annuelle*[22] ». Cet ensemble de modifications vise notamment à faciliter l'application de la Stratégie d'inclusion et à la rendre plus prévisible auprès des promoteurs.

1.2.3 Un second bilan

Un second bilan de la Stratégie d'inclusion a été publié en septembre 2019. D'après ce document, les retombées de la Stratégie d'inclusion pour la période 2004-2018 sont de 6 564 logements sociaux et de 5 704 logements abordables privés (construits, en cours de réalisation ou faisant l'objet d'ententes), auxquels s'ajoutent des contributions financières de 22,6 millions de dollars[23]. Elle a permis de réaliser des projets d'inclusion dans 14 arrondissements. En 2018, environ 47 % des logements en construction à Montréal se trouvaient dans des projets ayant fait l'objet d'ententes dans le cadre de la Stratégie d'inclusion municipale ou de stratégies locales[24].

Pour la période 2004-2014, le Plan d'urbanisme visait la production de 60 000 à 75 000 logements, dont 15 % d'unités sociales et 15 % d'unités abordables privées. Le bilan fait état de 83 000 logements réalisés, dont 11 000 logements sociaux (incluant ceux produits grâce à la

[18] Après le Sud-Ouest et Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (2012), ce sera au tour du Plateau-Mont-Royal et de Rosemont–La Petite-Patrie (2015) d'adopter leur propre stratégie, suivis de Verdun (2016), d'Ahuntsic-Cartierville, Lachine et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (2018), puis de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (2019)

[19] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 8 et 9

[20] Ville de Montréal, Modifications apportées à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.3, p. 6

[21] Ville de Montréal, Modifications apportées à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.3, p. 7

[22] Ville de Montréal, Modifications apportées à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.3, p. 10

[23] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 26

[24] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 10

Stratégie), soit une proportion de 13,3 % pour ce type de logements. Bien que la part totale de logements abordables privés ne soit pas précisée, le bilan laisse entendre qu'elle est probablement inférieure à ce pourcentage. En effet, dans le cadre de la Stratégie d'inclusion, les 15 % de logement social sont calculés sur l'ensemble d'un projet, tandis que les 15 % de logement abordable privé sont comptabilisés uniquement sur le nombre de logements privés prévus dans ce projet[25].

Cependant, la tendance des stratégies locales à inclure des projets de petite taille a « *entraîné une hausse marquée du nombre d'engagements*[26] ». En 2018 par exemple, sur un total de 101 engagements pris dans le cadre des stratégies d'inclusion municipales et locales, 33 d'entre eux découlaient des stratégies locales[27].

Enfin, alors que 22,6 millions de dollars en contributions financières ont été versés au fonds de contribution, seuls 3,5 millions ont été déboursés pour la réalisation de logements sociaux. Cette utilisation restreinte des contributions financières est considérée comme « *l'une des principales limites observées dans le bilan*[28] ». Elle s'explique par la fragmentation du fonds entre les arrondissements, ces derniers ne disposant souvent pas, pris isolément, des sommes nécessaires pour financer l'achat d'un terrain.

1.3 Les modifications requises au Plan d'urbanisme

Les modifications requises au Plan d'urbanisme ont pour but de répondre aux obligations de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), afin de permettre à la Ville d'adopter le règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial. Ces modifications sont présentées comme des ajustements ponctuels n'impliquant pas une mise à jour complète du Plan[29].

Le chapitre 2 du Plan d'urbanisme est intitulé « *Les orientations d'aménagement* », et sa première orientation (2.1), « *Des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets* ». Au titre du second objectif, un ajustement proposé consiste à remplacer « *favoriser la construction de 60 000 à 75 000 logements entre 2004 et 2014* » par « *favoriser un développement résidentiel soutenu et diversifié*[30] ». En lien avec cet objectif révisé, la Ville dit vouloir « *augmenter la part de ménages de la région métropolitaine qui s'installeront à Montréal*[31] » au cours des prochaines années. Elle souhaite également « *soutenir un développement résidentiel capable de répondre à*

[25] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 16 et 19
[26] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 23
[27] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 23
[28] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 21 et 26
[29] Ville de Montréal, Sommaire décisionnel, doc. 1.1.1, p. 1
[30] Modification proposée au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 23
[31] Modification proposée au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 23

une variété de besoins[32] », afin de « *développer et de préserver la diversité sociale, économique et démographique dans les quartiers montréalais*[33] ».

La Ville intègre ensuite à cet objectif un portrait du développement résidentiel depuis 2004. Dans un contexte immobilier en rapide expansion, où « *les immeubles multirésidentiels sont de plus en plus prédominants, les nouveaux logements plus petits et les projets fortement regroupés dans les zones centrales*[34] », elle estime que le défi consiste désormais à « *soutenir la vigueur du développement tout en assurant une offre résidentielle diversifiée répondant notamment aux besoins des familles et des ménages à revenus faibles ou modestes*[35] ». En ce sens, le projet de règlement pour une métropole mixte permettrait de « *systématiser et d'élargir*[36] » les pratiques introduites par la Stratégie d'inclusion en vigueur.

Dans la version actuelle du Plan d'urbanisme, un logement est considéré comme abordable « *lorsqu'il permet à un ménage à revenu faible ou modeste d'en faire la location ou l'acquisition sans avoir à y consacrer plus de 30 % de son revenu brut*[37] ». Le ménage à faible revenu gagne moins de 80 % du revenu médian de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), et éprouve « *de la difficulté à louer un logement à un prix compatible avec sa capacité financière*[38]. » Le ménage à revenu modeste, qui gagne entre 80 et 120 % du revenu médian de la CMM, éprouve quant à lui « *de la difficulté à accéder à la propriété sur le marché montréalais*[39] *»*. Le logement social est qualifié de « *sous-ensemble du logement abordable*[40] *»*. Il se destine aux clientèles à faible revenu et répond aux critères des programmes gouvernementaux dédiés.

Dans la révision proposée au Plan, le logement abordable se distingue entièrement du logement social et devient « *celui dont le prix ou le loyer est comparativement plus abordable que dans le reste du marché ou qui est comparable aux prix les plus bas du marché*[41]. » Le logement familial est ajouté à l'ensemble. Ce peut être « *un logement social, abordable ou au prix du marché, dans la mesure où il comporte au moins trois chambres et une superficie suffisante pour une famille*[42]. »

Enfin, la Ville souhaite intégrer, au second objectif de l'orientation 2.1, un troisième moyen d'action intitulé : « *Assurer une offre de logements diversifiée et équilibrée qui répond aux besoins des ménages montréalais*[43]. » En appui à cette action, la Ville indique que « *pour rester mixte et abordable, Montréal a besoin d'un développement résidentiel vigoureux à même d'accueillir*[44] »

[32] Modification proposée au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 24
[33] *Ibid.*
[34] Modification requise au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 25
[35] *Ibid.*
[36] *Ibid.*
[37] Modification requise au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 26 (version avant modification)
[38] *Ibid.*
[39] *Ibid.*
[40] *Ibid.*
[41] *Ibid.*
[42] *Ibid.*
[43] Modification requise au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 30
[44] *Ibid.*

sa population grandissante. Elle a aussi besoin « *d'un développement résidentiel équilibré et adapté aux besoins de sa population, tant en termes de prix qu'en matière de typologies, afin de maintenir et créer des quartiers mixtes*[45]. » Les moyens de mise en œuvre prévus pour y parvenir incluent l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, la mise en œuvre et la révision des politiques et programmes, ainsi qu'un suivi des mesures employées et de leurs retombées[46].

1.4 Le règlement pour une métropole mixte

1.4.1 Les constats et les objectifs

Le document explicatif du projet de règlement pour une métropole mixte présente tout d'abord les constats de la Ville en matière d'habitation. On y mentionne que, malgré un marché immobilier d'une vigueur « *sans précédent*[47] », environ un ménage locataire sur trois dépense 30 % ou plus de son revenu pour se loger, et que de ce nombre, plus de la moitié y consacrent une part de leur revenu excédant 50 %[48]. Alors que le taux d'inoccupation est aussi bas que 1,9 % sur le marché locatif et 0,8 % pour les logements familiaux (2018), et que les loyers et les prix des copropriétés connaissent des hausses marquées dans les quartiers centraux, l'offre résidentielle diversifiée participant à la mixité sociale des quartiers est « *soumise à d'importantes pressions*[49] ». La réponse du secteur immobilier, consistant à offrir des logements plus petits et concentrés dans les zones centrales, « *contribue à répondre au problème du logement abordable*[50] ». Cependant, « *il ne peut s'agir de la seule solution face à la diversité des besoins*[51]. »

Dans ce contexte, la Ville souhaite inscrire le règlement pour une métropole mixte parmi ses outils d'habitation afin de répondre à ses « *objectifs montréalais* ». Ces objectifs globaux consistent à préserver le caractère mixte et abordable de Montréal, ainsi qu'à favoriser une offre résidentielle équilibrée, de qualité et pérenne sur l'ensemble du territoire, par le soutien au développement et le maintien du parc résidentiel existant. Ces objectifs visent également à répondre aux ménages à faible revenu et à ceux présentant des besoins particuliers de logement non comblés par le marché[52].

De façon plus spécifique, la Ville espère que le règlement sera à la fois viable, adapté et prévisible : « *Viable, parce que nous devons préserver un développement résidentiel vigoureux. Adapté, parce qu'il est essentiel de s'adapter à la nature et à l'emplacement de chaque projet. Et*

[45] Modification requise au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 30
[46] Ville de Montréal, Modification proposée du Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 30
[47] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 3
[48] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 6
[49] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 7
[50] *Ibid.*
[51] *Ibid.*
[52] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 8 et 9

prévisible, parce qu'il est nécessaire de créer un cadre stable pour les promoteurs, tant privés que communautaires[53]*.* »

1.4.2 L'application

Le projet de règlement pour une métropole mixte est un des outils de mise en œuvre du Plan d'urbanisme. Applicable à tous les projets résidentiels dont la superficie est de 450 m² et plus, son adoption rendrait nécessaire, pour le promoteur, la conclusion d'une entente préalable avec la Ville sur l'offre de logements social, abordable et familial avant l'obtention d'un permis de construction.

Le règlement définit certains termes afin d'encadrer les projets assujettis. Par exemple, un « *projet résidentiel* » est un « *projet assujetti à un permis de construction pour la construction de logements ou pour la transformation d'un bâtiment ayant pour effet l'ajout de logements sur un même emplacement*[54]. » La définition de « *phase* » permet de certifier qu'une portion du projet est bien une phase de celui-ci, et non un projet distinct[55]. Pour les projets comprenant plusieurs phases, et donc nécessitant autant de permis de construction, une entente-cadre est conclue pour l'ensemble du projet avant la délivrance du premier permis[56]. Un permis peut être suspendu ou révoqué s'il a été émis sur la base de fausses informations[57].

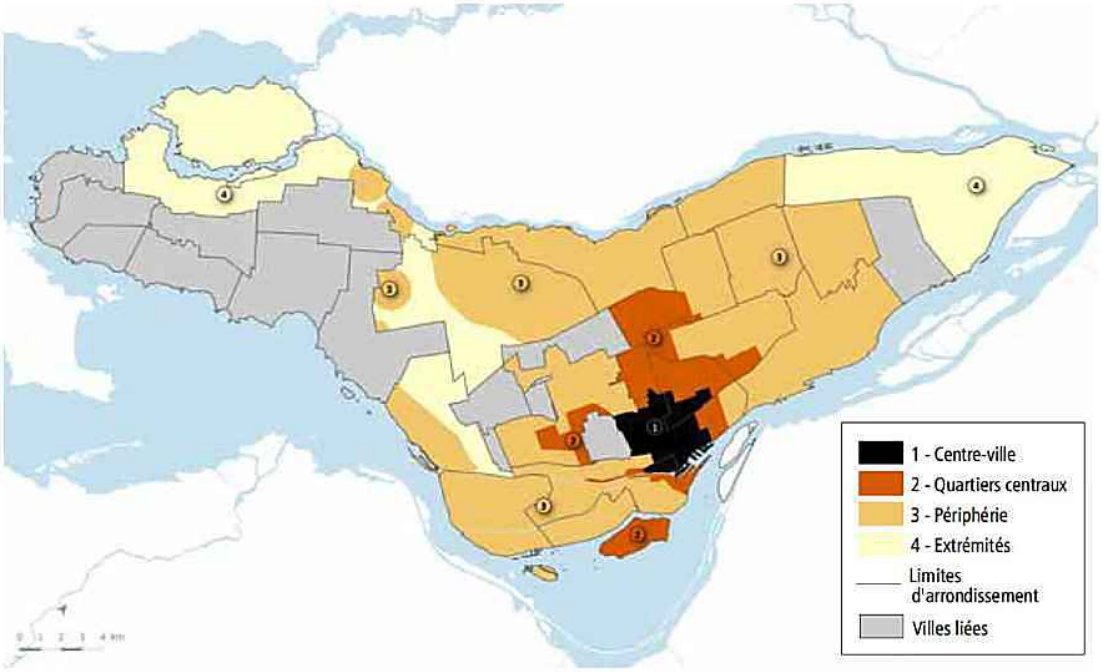
Certains types de projets résidentiels sont exemptés de l'application du règlement, notamment les résidences pour personnes âgées, les résidences étudiantes, les projets résidentiels visant la réalisation de logements locatifs abordables par un organisme à but non lucratif (OBNL) ou une coopérative et recevant une aide financière d'un gouvernement ou de la Ville, ou encore les projets résidentiels où plus de 80 % des unités bénéficient d'un programme permettant de réduire la mise de fonds à moins de 5 % du prix de vente[58].

1.4.3 Les territoires d'application

Aux fins du projet de règlement, la Ville de Montréal est partagée en quatre territoires d'application, établis à partir d'une analyse des valeurs foncières. Ces territoires, qui suivent « *autant que possible les limites des arrondissements*[59] », sont le centre-ville, les quartiers centraux, la périphérie et les extrémités. Ils servent avant tout à déterminer les pourcentages de logements social, abordable et familial requis selon la localisation du projet.

[53] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 2
[54] Ville de Montréal, Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 3
[55] Ville de Montréal, Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 2
[56] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 14
[57] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 3364-3367
[58] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 15
[59] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 16

Plan 1. Territoires d'application



Source : Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 16

Essentiellement, les territoires d'application incluent les secteurs suivants :

- Le centre-ville couvre l'arrondissement de Ville-Marie depuis sa limite ouest jusqu'à la rue Atateken, le quartier Griffintown (arrondissement du Sud-Ouest), ainsi qu'une zone au sud de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, s'étirant à l'est jusqu'à l'avenue Papineau;

- Les quartiers centraux comprennent L'Île-des-Sœurs (arrondissement de Verdun), une portion de l'arrondissement du Sud-Ouest longeant le canal de Lachine, une portion de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce allant jusqu'à la rue Benny du côté ouest, et jusqu'au chemin Queen-Mary du côté nord, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (excepté la partie incluse dans le territoire du centre-ville), les secteurs de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie situés au sud du boulevard Saint-Joseph et à l'ouest de la rue Saint-Hubert, et une partie de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension depuis sa limite ouest jusqu'à l'avenue des Érables;

- La périphérie englobe les parties restantes des arrondissements du Sud-Ouest, Verdun, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Rosemont–La Petite-Patrie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, l'arrondissement de LaSalle, la partie de l'arrondissement de Lachine située au sud de l'autoroute 20, la partie de l'arrondissement de Saint-Laurent située à l'est des autoroutes 13 et 40 ainsi qu'une zone rayonnant autour du boulevard Alfred-Nobel, deux zones de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro rayonnant autour

du boulevard Gouin, de même que les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'Ahuntsic-Cartierville, de Montréal-Nord, de Saint-Léonard et d'Anjou;

- Les extrémités couvrent les parties restantes des arrondissements de Lachine, de Saint-Laurent et de Pierrefonds-Roxboro, ainsi que les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

1.4.4 Le logement social

Un logement social est un « *logement dont la construction est subventionnée par un programme de logement social et communautaire du gouvernement du Québec*[60]. » Les deux programmes actuellement en vigueur sont AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal. Au sein des projets de logement social et communautaire, environ la moitié des ménages reçoivent une aide financière leur permettant de consacrer moins de 30 % de leurs revenus à se loger, tandis que l'autre moitié paie un loyer inférieur à la moyenne du marché[61].

Afin de satisfaire aux exigences du règlement en matière de logement social, un promoteur peut choisir entre céder un immeuble, verser une contribution financière ou combiner ces deux options.

Un immeuble cédé est, soit un terrain vacant que la Ville utilisera pour construire des logements sociaux et communautaires, soit un projet clé en main, c'est-à-dire un terrain comprenant un projet social et communautaire livré par le constructeur. Quel que soit l'immeuble cédé, le projet social construit ou à construire doit correspondre à 20 % de la taille du projet privé. Cet immeuble peut être localisé n'importe où dans un rayon de deux kilomètres du site. Cependant, pour favoriser la mixité, la part des projets sociaux hors site s'élève à 22 % pour tous les territoires d'application, à l'exception du centre-ville où elle demeure à 20 %[62].

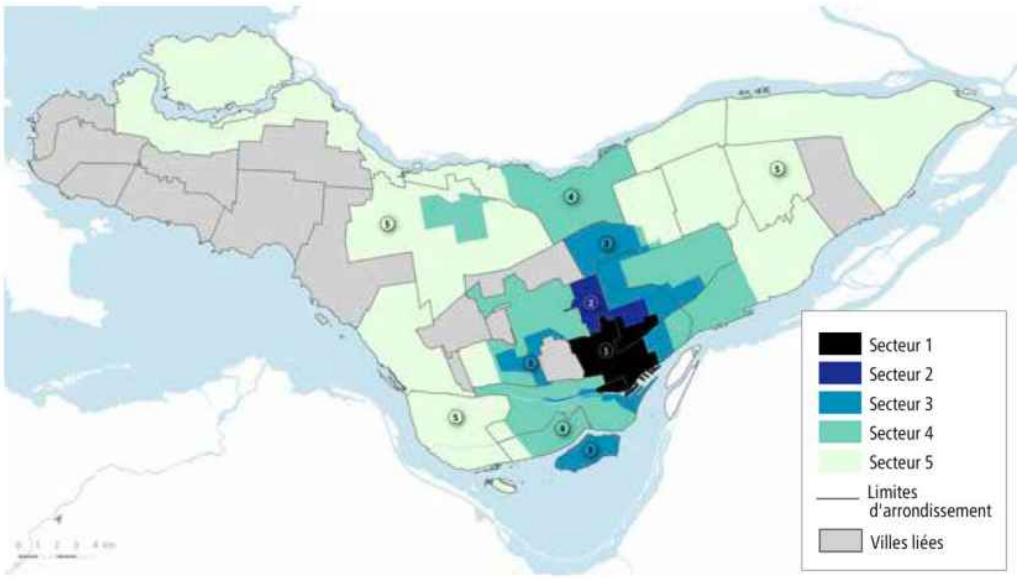
La Ville estime que les projets sociaux comprenant moins de 30 logements, ou moins de 50 logements s'ils sont pourvus d'un ascenseur, sont « *les plus susceptibles d'afficher des problèmes de viabilité*[63] ». L'inclusion de logement social étant fixée à 20 %, la Ville prévoit que les plus petits projets privés soient « *environ 150 logements et moins, verseront principalement des contributions financières*[64]. »

1.4.5 Le calcul des contreparties et des contributions financières

Outre les territoires d'application, le règlement partage le territoire en cinq secteurs de valeur.

[60] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 17
[61] *Ibid.*
[62] *Ibid.*
[63] *Ibid.*
[64] *Ibid.*

Plan 2. Secteurs de valeur



Source : Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 18

Les secteurs de valeur servent à calculer le montant de la contrepartie financière versée par la Ville au promoteur en échange d'une cession d'immeuble. Chaque secteur prévoit un montant à multiplier par le nombre de mètres carrés constructibles du projet de logement social[65]. Par exemple, le secteur 2, voisin du centre-ville, fixe la contrepartie à 463 $ du mètre carré, alors que le secteur 5, situé plutôt aux extrémités, établit cette valeur à 213 $ du mètre carré.

Lorsqu'un promoteur choisit de répondre aux exigences du règlement en versant une contribution financière plutôt qu'en cédant un terrain, le montant de cette contribution financière est calculé à l'aide des secteurs de valeurs. Un tableau prévoit alors, pour chaque secteur, un montant à multiplier par le nombre de mètres carrés constructibles du projet de logement social, selon les différents paliers de superficie atteints par le projet.

Figure 1. Montant de la contribution financière par m² selon les paliers de superficie résidentielle et les secteurs de valeur

	Montant par secteur de valeur pour le calcul de la contribution financière				
Paliers de superficie	1	2	3	4	5
450 à 1 800 m²	59 $	49 $	41 $	31 $	23 $
1 801 à 9 000 m²	74 $	62 $	51 $	38 $	28 $
9 001 à 12 500 m²	88 $	74 $	61 $	46 $	34 $
12 501 à 22 500 m²	103 $	87 $	76 $	54 $	40 $
22 501 m² ou plus	118 $	99 $	82 $	61 $	46 $

Source : Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 19

[65] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 18

Afin « *d'inciter financièrement*[66] » les promoteurs à céder des immeubles plutôt qu'à verser des contributions, le règlement est calibré de façon à rendre les cessions plus avantageuses.

Advenant qu'un immeuble cédé n'atteigne pas les superficies résidentielles exigées, à savoir 20 % ou 22 % de la superficie résidentielle du projet privé, le promoteur doit verser la portion manquante sous forme de contribution financière.

1.4.6 Le logement abordable

En plus des exigences en logement social, le projet de règlement établit des exigences en logement abordable pour tous les projets de 50 unités ou plus. Un logement abordable se définit comme étant un « *logement privé à vendre ou à louer, dont le prix est légèrement inférieur au marché ou égal à celui d'une unité de conception modeste*[67]. » Il vise à répondre « *aux besoins des accédants à la propriété et des locataires à revenu moyen*[68]. » Si, à la différence du logement social, il existe une « *production naturelle*[69] » de logement abordable, l'objectif de mixité au cœur de ce volet consiste plutôt à « *éviter d'avoir des secteurs entiers qui vont se redévelopper avec seulement du logement haut de gamme ou seulement des petites unités*[70]. »

Le règlement exige 20 % de logements abordables dans tous les territoires d'application, à l'exception du centre-ville, où « *cette cible étant plus difficile à atteindre, l'exigence est abaissée à 15 %*[71] ». Prise à même ce pourcentage, une part correspondant à 5 % du projet privé est allouée au logement abordable familial.

En fonction des territoires d'application, le règlement indique des prix et loyers plafonds pour chaque typologie de logement : studio, une chambre, deux chambres, trois chambres ou plus (logement familial). Par exemple, un loyer d'une chambre coûtera au maximum 720 $ aux extrémités, et 1 040 $ au centre-ville. Un loyer familial coûtera pour sa part 927 $ aux extrémités et 2 000 $ au centre-ville. Dans le cas d'une copropriété, le prix plafond sera de 225 000 $ pour un studio au centre-ville et dans les quartiers centraux, et de 450 000 $ pour un logement familial dans ces mêmes territoires[72].

Lorsque les logements abordables sont offerts sur le marché locatif, une annexe au bail garantit que le loyer payable pour les cinq premières années ne sera pas augmenté de plus de 2 % annuellement[73].

[66] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 17
[67] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21
[68] *Ibid.*
[69] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 577
[70] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 581-584
[71] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21
[72] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21 et 22
[73] Ville de Montréal, Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 11

Un constructeur peut s'acquitter des exigences en logement abordable par le versement d'une contribution financière. Le règlement prévoit alors un montant par logement abordable selon la typologie et le territoire d'application. Toutefois, la Ville ne privilégiant pas cette option, la charge imposée au promoteur sera proportionnellement supérieure à celle qu'implique l'inclusion des logements au projet[74].

S'il choisit d'inclure les logements abordables à son projet, un promoteur peut associer ces derniers à des programmes facilitant l'accession à la propriété et, plus spécifiquement, à des programmes tels qu'Accès Condo, permettant de réduire à moins de 5 % du prix de vente la part de l'acheteur à la mise de fonds. Conçue pour « *mieux rejoindre les ménages qui ont réellement besoin de logements abordables en facilitant grandement l'accession à la propriété*[75] », cette approche réduit l'exigence en logement abordable à 10 % au centre-ville et à 15 % dans les autres territoires d'application.

1.4.7 Le logement familial

Les projets de 50 unités ou plus sont également soumis à une exigence en matière de logement familial. En vertu du règlement, un logement familial est une unité de trois chambres ou plus, dont la superficie atteint minimalement 86 m² au centre-ville et dans les quartiers centraux, et 96 m² dans le reste de l'île[76].

La part de logement familial requise est divisée entre le logement social, le logement abordable et les unités au prix du marché. Elle s'établit à 15 % au centre-ville et à 20 % dans les autres territoires d'application. Malgré ce qui précède, la présence suffisante d'habitations unifamiliales aux « *extrémités* » fait en sorte que le règlement n'y fixe aucune exigence de logement familial au prix du marché[77].

1.4.8 Les exigences combinées

Les exigences en matière de logement social, de logement abordable et de logement familial sont résumées dans le tableau suivant :

[74] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 22
[75] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 23
[76] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 25
[77] *Ibid.*

Figure 2. Exigences en matière de logement social, abordable et familial selon la localisation et le nombre d'unités du projet résidentiel

Nombre d'unités du projet	Logement social		Logement abordable		Logement familial		
	Centre-ville	Autres territoires	Centre-ville	Autres territoires	Centre-ville	Quartiers centraux et périphérie	Extrémités
5 (450 m²) à 49 logements	Contributions financières	Contributions financières	NA	NA	NA	NA	NA
50 logements ou plus	20 % ou Contributions financières	20 % sur site ou 22 % hors site ou Contributions financières	10 à 15 % dont 5 % logements familiaux ou Contributions financières	15 à 20 % dont 5 % logements familiaux ou Contributions financières	5 % sans contrôle de prix	10 % sans contrôle de prix	NA

Source : Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Résumé, doc. 3.1.1, p. 5

1.4.9 Le fonds de contribution

Les contributions financières des promoteurs seront déposées dans un fonds de contribution centralisé, partagé entre le logement social et le logement abordable. En matière de logement social, ce fonds consolidé vise à financer la hausse des contreparties financières par rapport à la Stratégie d'inclusion[78], particulièrement au centre-ville où les écarts entre ces contreparties et les coûts de production sont les plus importants[79]. Le fonds de contribution associé au volet abordable « *pourra servir à développer des nouveaux outils d'intervention qui permettront [de réaliser] du logement abordable pérenne*[80] ».

1.4.10 L'entrée en vigueur et les mesures transitoires

Il est prévu que le règlement entre en vigueur le 1er janvier 2021 « *afin de laisser au marché le temps de s'adapter aux nouvelles exigences*[81] ». Après cette date, un projet normalement assujetti pourra tout de même être exempté de son application, aux conditions suivantes :

- ayant fait l'objet d'un engagement en faveur de la Ville avant le 17 juin 2019, il garantit la cession d'un immeuble ou le versement d'une contribution financière pour le développement de logement social;
- ayant fait l'objet d'un engagement en faveur de la Ville entre le 17 juin 2019 et le 1er janvier 2021, il inclut ou permet d'inclure des logements sociaux correspondant à 17,6 % de la superficie résidentielle du volet privé, ou une contribution financière calculée à partir de montants prévus pour cette période. Il comprend également des logements abordables correspondant à 15 % du nombre de logements prévus dans le volet privé;

[78] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 29
[79] Ville de Montréal, Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 833-846
[80] Ville de Montréal, Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 1184-1187
[81] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 26

- dans les deux cas, il a fait l'objet du dépôt d'une lettre de garantie financière, d'un acte d'hypothèque immobilière ou de l'acceptation d'une convention d'acquisition clé en main.

1.4.11 L'indexation et le suivi de la mise en œuvre

Le projet de règlement prévoit qu'à partir de son entrée en vigueur le 1er janvier 2021, tous les montants inscrits, à savoir les contreparties financières de la Ville, les contributions financières des promoteurs et les prix et loyers maximaux pour le logement abordable, seront indexés de 2 % annuellement. L'indexation d'une unité abordable cesse toutefois à sa vente s'il s'agit d'une copropriété, et à la signature du bail s'il s'agit d'un logement locatif. Les montants convenus dans une entente entre la Ville et un promoteur ne sont pas indexés[82].

Deux ans après l'entrée en vigueur du règlement, un bilan de la mise en œuvre « *permettra de revoir ces paramètres à la lumière des données économiques et démographiques les plus récentes*[83]. »

1.4.12 Les retombées appréhendées

Basant ses projections sur « *les données des trois dernières années*[84] », la Ville estime les retombées annuelles du règlement à 600 nouveaux logements sociaux et communautaires, 1 000 nouveaux logements abordables, dont 300 logements abordables familiaux, et 500 nouveaux logements familiaux au prix du marché. Le montant total annuel des contributions financières déposées au fonds par les promoteurs est estimé à 13,7 millions de dollars. En déduisant les montants versés aux promoteurs sous forme de contrepartie financière, le montant annuel disponible pour financer l'achat de terrains hors des projets d'inclusion serait d'environ 3,3 millions de dollars. La Ville s'attend toutefois à ce que ces retombées varient selon la vigueur du marché[85].

1.4.13 Les impacts sur le marché

Une modélisation de différents projets de copropriétés réalisée par la Ville, de même qu'une étude commandée au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), amènent la Ville à conclure que « *l'impact sur les prix*[86] », entraîné par le règlement, se situera entre 1 % et 2 % sur la majeure partie du territoire, à l'exception du centre-ville où il sera d'environ 4 %. Si l'impact anticipé sur les projets de moins de 50 unités sera « *marginal*[87] »,

[82] Ville de Montréal, Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 5
[83] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 26
[84] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 665
[85] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 660-673
[86] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 30
[87] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 31

celui des unités abordables familiales au centre-ville sera « *plus significatif*[88] ». Cependant, d'après la Ville, les incitatifs mis en place, tels que les subventions à la décontamination et la réduction des exigences en logement abordable, permettront de réduire « *significativement*[89] » l'impact du règlement sur l'ensemble des projets.

1.5 La documentation déposée par la Ville

Divers documents déposés par la Ville dans le cadre de cette consultation rendent compte de la démarche d'élaboration du projet de règlement pour une métropole mixte.

1.5.1 Rapport sur les groupes de discussion[90]

Le 10 mai 2018, le Service de l'habitation de la Ville a tenu deux rencontres avec des experts de l'immobilier social et privé, afin de connaître leurs préoccupations et leurs suggestions sur le projet de règlement pour une métropole mixte. Les thèmes abordés comprenaient la transition entre la Stratégie d'inclusion et le règlement, les conditions de réalisation des logements sociaux et communautaires, le caractère viable, adapté et prévisible du règlement, la définition des logements abordable et familial, et la vision de la Ville en matière d'habitation. À propos de ces rencontres, les participants ont « *salué la décision de la Ville de Montréal de les consulter en début de processus*[91] », et ont exprimé « *un fort intérêt à être associés aux prochaines étapes de l'élaboration du règlement*[92]. »

1.5.2 Direction de l'habitation – Atelier de travail avec les experts de l'immobilier[93]

L'expérience a été répétée le 29 août 2018, cette fois concernant les volets social et abordable. Se référant à une liste d'éléments propres au règlement, tels que les projets assujettis, les contributions exigées et le logement abordable privé, les participants devaient identifier les approches les plus prometteuses, les approches à éviter, ainsi que les stratégies spécifiques auxquelles le règlement devrait laisser une place. En matière de logement social, les participants avaient également pour tâche de répondre à des questions précises sur le mode de calcul du prix de vente des terrains, les modulations des exigences, ainsi que l'inclusion sur site et hors site.

1.5.3 Une démarche de concertation[94]

Afin d'évaluer l'impact du règlement sur les prix du logement, la Ville a développé un outil dynamique qui « *construit des projets types et leur applique différents scénarios d'exigences*

[88] *Ibid.*
[89] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 30 et 31
[90] Groupes de discussion – Rapport – 2018, doc. 3.2
[91] Groupes de discussion – Rapport – 2018, doc. 3.2, p. 6
[92] Groupes de discussion – Rapport – 2018, doc. 3.2, p. 6
[93] Atelier de travail avec les experts de l'immobilier – Aide-mémoire – 2018, doc. 3.3
[94] Panel d'experts, doc. 3.8.1 à 3.8.11

réglementaires[95] ». Il s'agit d'une « *pratique standard pour les municipalités qui se dotent d'un règlement sur le logement abordable*[96]*. »* Puis, entre octobre 2018 et février 2019, une démarche de concertation menée avec des consultants et un panel d'experts « *constitué de personnes reconnues pour leur expertise en construction et financement de projets immobiliers résidentiels*[97] » lui a permis de recueillir des avis sur le plan méthodologique.

1.5.4 CIRANO - Impacts d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation[98]

La Ville de Montréal a mandaté le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) afin de réaliser « *une analyse complète et précise des impacts du règlement proposé sur l'offre des unités d'habitation et sur l'éventuelle hausse de prix résultante dans la ville de Montréal*[99]. » En travaillant à partir d'une liste de 4 300 terrains développables transmise par la Ville et partagée entre des terrains vacants et des bâtiments à redévelopper[100], le CIRANO avait pour mandat de détailler l'impact des mesures proposées sur le nombre de nouvelles unités d'habitation disponibles, le nombre total d'unités générées à Montréal, les prix sur le marché résidentiel ainsi que les répercussions sur l'offre de logement dans la banlieue. Les résultats du CIRANO sont venus appuyer ceux obtenus par la Ville grâce à sa modélisation.

1.6 La démarche de consultation

La consultation publique s'est déroulée du 7 août 2019 au 27 octobre 2019. Elle a été réalisée en deux parties. La commission a d'abord tenu une soirée d'information le 19 septembre 2019. Les représentants de la Direction de l'habitation y ont présenté le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme et le projet de règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, avant de répondre aux questions du public.

La commission a tenu par la suite cinq séances d'audition des opinions :

- le 22 octobre en soirée,
- le 23 octobre en après-midi,
- le 24 octobre en après-midi,
- le 24 octobre en soirée,
- le 25 octobre en après-midi.

Ce fut l'occasion pour tous ceux et celles qui le désiraient de donner leur avis sur les deux projets de règlement et leurs composantes. Chaque personne disposait d'environ 20 minutes pour présenter son opinion et répondre aux questions des commissaires.

[95] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 30
[96] *Ibid.*
[97] Panel d'experts, doc. 3.8.11
[98] CIRANO, Impact d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation, 2019, doc. 3.4
[99] CIRANO, Impact d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation, 2019, doc. 3.4, p. 3
[100] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 31

Les personnes qui souhaitaient participer à la consultation sans soumettre de mémoire écrit ou présenter oralement leur opinion à la commission avaient la possibilité d'émettre une opinion en ligne. Elles pouvaient répondre en moins de 250 mots à des questions ouvertes sur des thèmes liés aux enjeux de la consultation. Les thèmes suggérés étaient :

- logement,
- mixité,
- exigences et coûts,
- économie,
- territoires,
- english,
- autres opinions.

1.7 La participation

La commission a reçu 147 mémoires écrits, 86 opinions en ligne et entendu 43 présentations lors des séances d'audition des opinions. Incluant les personnes présentes en salle et celles ayant visionné les transmissions des différents événements sur le web, en direct ou en différé, la consultation sur le règlement pour une métropole mixte a recueilli un total de 1 084 participations. Le tableau suivant donne le détail de la participation citoyenne aux différentes activités :

Tableau synthèse de la participation

	Nombre de participants	Date(s)
Séance d'information - Sur place - En ligne (en direct et en différé)	 154 560	19 septembre 2019
Séances d'audition des opinions - Assistance - Mémoires déposés avec présentation - Mémoires déposés sans présentation - Intervention sans mémoire	 136 43 104 1	22, 23, 24 et 25 octobre 2019
Opinions recueillies en ligne	86	27 septembre au 27 octobre 2019
Total	**1 084**	

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

Ce chapitre présente les opinions des citoyen.ne.s concernant le projet de règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, aussi nommé règlement pour une métropole mixte. Les points de vue y sont rassemblés sur le contexte d'insertion du projet de règlement, l'approche règlementaire prévue, les catégories de logement visées, la mise en œuvre et les impacts économiques appréhendés. La dernière partie du chapitre est consacrée aux recommandations qui, débordant le cadre actuel du projet de règlement, ont pour objectif d'en étendre la portée. Étant donné la masse de commentaires recueillis et l'important risque de répétitions, nous ajoutons à l'occasion des renvois vers d'autres sections pour une meilleure compréhension de certains arguments à l'appui des opinions exprimées.

2.1 Le contexte d'insertion du projet de règlement

Les participants ont abondamment commenté le contexte socio-économique dans lequel le projet de règlement viendrait s'insérer. Si quelques-uns d'entre eux s'intéressent avant tout à la vigueur immobilière résidentielle, la plupart décrivent les difficultés en matière d'habitation auxquelles fait face une partie de la population montréalaise.

2.1.1 L'habitation

Les commentaires énoncés à propos de l'habitation sont regroupés en deux thématiques : le marché immobilier et les besoins exprimés.

Le marché immobilier

Aux dires de certains participants, différents facteurs contribuent à faire de Montréal un marché immobilier « *florissant*[101] ». C'est d'abord un mouvement de retour à la ville qui, « *entre 2008 et 2017*[102] », s'est accompagné d'une « *importante reprise du développement résidentiel au centre-ville*[103]. » Ce sont ensuite le taux de chômage très faible et les indices de confiance élevés[104], la hausse des revenus après impôts et la diminution relative des taux d'intérêt sur les hypothèques[105] qui en ont porté l'élan.

Certes, ajoute la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, la croissance démographique inférieure à celle de la banlieue et le prix du pied carré, « *propulsé [par] la raréfaction des terrains vacants*[106] », ont de quoi « *décourager les jeunes familles et les ménages*

[101] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 2
[102] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 7
[103] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 7
[104] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 2
[105] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 15
[106] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3

de la classe moyenne de choisir Montréal pour y loger[107]. » Citant la SCHL, l'Institut de développement urbain (IDU) indique toutefois que, malgré une « *légère surchauffe »,* les prix des habitations *« sont restés en phase avec les facteurs économiques et démographiques fondamentaux, tels le revenu personnel disponible et la population de jeunes adultes*[108]. »

Ces interlocuteurs rappellent qu'en matière de loyer médian et de prix au pied carré, Montréal se compare avantageusement à Toronto et Vancouver[109], de même qu'à Boston, Berlin et Stockholm[110]. Si Montréal a pu se tailler une place en tant que ville universitaire, si elle a pu attirer une main d'œuvre qualifiée, au point de devenir une plaque tournante de l'intelligence artificielle et des industries créatives, c'est d'abord parce qu'elle est abordable[111]. D'après le professeur Mario Polèse « *les prix globalement abordables à Montréal (comparés à d'autres villes) ne sont pas un accident*[112] »; ils sont le fruit de la concurrence au sein de l'industrie, mais aussi de « *l'interventionnisme modéré des administrations municipales passées, qui ont consenti un degré de latitude aux forces du marché*[113]. »

Au lieu d'adopter un règlement, Ensemble Montréal croit que la Ville devrait miser « *prioritairement sur un plan de densification intelligente et d'intensification urbaine au centre-ville*[114] », en développant des secteurs de haute densité qui « *devront répondre aux caractéristiques des aires de Transit-Oriented Development (TOD) et favoriser la mixité sociale et l'accessibilité à l'habitation*[115]. » C'est l'avis de la Corporation Cadillac Fairview, d'après laquelle « *l'attractivité d'une Ville ne résulte pas seulement [du] prix des logements »,* mais aussi *« des services adéquats, des écoles saines et bien pensées [et] des mesures de soutien à la réalisation de projets pilotes innovants*[116]. » S'il est vrai que les quartiers centraux connaissent une pression sur les prix, et que le nombre de logements locatifs convertis en copropriétés est en hausse, on y observe néanmoins une « *mixité bien réelle*[117] » : « *des professionnels y côtoient des familles à revenus modestes, des artistes, des étudiants et des retraités*[118] », et les locataires s'y trouvent « *à des proportions très élevées*[119] ».

La majorité des répondants ayant abordé la question de l'abordabilité pose un diagnostic nettement plus sombre du développement immobilier actuel, en soulignant ses implications socio-économiques. Ce propos d'ensemble est résumé par la Direction régionale de santé publique de Montréal, selon laquelle « *derrière le développement immobilier dynamique qui*

[107] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3
[108] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 13
[109] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 13; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 1
[110] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 4
[111] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 4
[112] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 5
[113] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3
[114] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 30
[115] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 30
[116] Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 10
[117] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 5
[118] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 5
[119] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 5

transforme la métropole depuis le début des années 2000, des dizaines de milliers de ménages montréalais peinent toujours à se loger adéquatement[120]. »

Pour certains, un tel état de fait tient à la transformation progressive de l'habitation en un « *marché immobilier*[121] », dont « *les populations défavorisées sont bien souvent incapables de suivre financièrement les évolutions*[122] ». Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) note que ce « *regain de la construction à Montréal [...] n'arrange en rien la situation des locataires, ce qui se construit ne répondant pas à leurs besoins*[123]. » Une citoyenne le résume ainsi : « *Les logements neufs style condo [...] ne servent que d'investissement à des couples aisés ou âgés, mais dont [sic] aucune famille de plus d'un enfant ne veut car trop petit et trop cher*[124]. »

Tout en affirmant que cela devient un enjeu à Montréal, les chercheurs Richard Shearmur et Nik Luka placent les problèmes de l'accessibilité au logement et de la ségrégation sociale qui en résulte sur la toile de fond des « *inégalités structurelles plus vastes*[125] » : « *Si une portion de plus en plus petite de la population jouit d'une part de plus en plus grande de la richesse, il est malheureusement naturel (sans être souhaitable du point de vue de l'équité) que les marchés répondent de plus en plus à la demande émanant de cette petite portion*[126]. »

Cette activité immobilière exerce une pression sur les prix au sein du parc résidentiel existant, dont se ressent particulièrement le logement locatif[127]. Dans les quartiers centraux, divers modes de spéculation en accentuent l'effet : la conversion d'unités locatives en copropriété indivise ou leur fusion en logement unifamilial[128], les « *reprises de possessions factices*[129] », l'augmentation abusive du loyer[130], les rénovations qui entraînent « *une augmentation quasi systématique du loyer*[131] », et le remplacement de logements abordables par des hébergements touristiques temporaires de type Airbnb[132]. La conséquence est un « *effritement de l'offre locative*[133] », et à plus forte raison de l'offre locative familiale[134], qui « *chasse les ménages locataires à faible et modeste revenus de leur milieu de vie*[135]. »

[120] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 5
[121] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 4
[122] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 4
[123] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 11
[124] Aurélie Sasias, doc. 8.1
[125] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4
[126] *Ibid.*
[127] Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 2
[128] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5
[129] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 11; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 2; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 7
[130] Centre des femmes de Verdun, doc. 7.68, p. 2-3
[131] *Ibid.*
[132] Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 2
[133] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 6
[134] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 13; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 7
[135] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 11

Divers citoyens partagent leur expérience personnelle de cette situation. D'après Zora Pagé, la raréfaction des logements disponibles augmente la compétition pour les obtenir : « *Les trois et demi avec une chambre fermée et les quatre et demi sont simultanément convoités par les personnes seules, les couples, les étudiants en colocation, les familles monoparentales et les couples ayant un enfant... Résultat : très difficile à trouver pour moins de 900 $!*[136] ». Cette compétition pénalise les plus vulnérables : « *On veut une population jeune, instruite, dynamique... Les moins bien nantis, les vieux, les grosses familles ont été chassés*[137]. » Le surcroît de pouvoir dont profitent les propriétaires fait donc que « *tous ne sont pas égaux*[138] » devant le marché locatif, une discrimination qui affecte particulièrement les ménages immigrants et les familles[139]. Une participante cite également des pratiques de « *harcèlement [...] des propriétaires sur les personnes aînées afin qu'elles quittent leur logement*[140]. »

Une citoyenne remarque que « *la situation actuelle signifie que je ne suis plus en mesure de trouver un logement à moins de 50 minutes de transport en commun de mon lieu de travail (près de l'Hôpital Jean-Talon*)[141] », ce qui représente « *plus de 500 heures de transport par an*[142]. » Cet avis est largement partagé : « *construction constante [...] chasse les gens plus pauvres vers les banlieues, ce qui contribue à l'augmentation du trafic automobile et donc du bruit, même dans notre quartier, mais aussi au cataclysme climatique*[143]. » Quant aux ménages qui trouvent un nouveau logement dans leur quartier, ils doivent désormais consacrer « *une part beaucoup trop importante de leur revenu pour se loger, ce qui contraint leur capacité à combler d'autres besoins de base*[144]. » Par contrecoup, des personnes qui souhaiteraient déménager n'osent s'y risquer :

> *« Je me sens complètement exclue. La seule pensée de déménager, de faire d'importantes recherches pour me trouver un nouveau logement me crée un niveau d'anxiété inimaginable. J'aime donc mieux rester dans mon logement inadéquat, dans lequel j'ai froid l'hiver car le propriétaire retarde sans cesse les travaux. Plus de 40 % de mon salaire va dans mon logement. Les listes d'attente sont très longues dans les coopératives, les critères de sélection sont de plus en plus précis en raison de la forte demande et [du] peu d'offres*[145]*. »*

[136] Zora Pagé, doc. 8.1
[137] Michèle Fournier, doc. 8.2
[138] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6
[139] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6; Conseil jeunesse de Montréal, doc. 7.12, p. 10; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 2; Rachel Shugart, doc. 7.50, p. 1; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 7; Julie M., doc. 8.1
[140] Nathalie Nadon, doc. 8.1
[141] Zora Pagé, doc. 8.1
[142] Zora Pagé, doc. 8.1
[143] Antoine Beaupré, doc. 8.1
[144] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 4
[145] Marie-Andrée Gauthier, doc. 8.1

Les besoins exprimés

Dans le cas plus spécifique des familles, des participants soulignent que le manque de logements abordables contraint plusieurs d'entre elles à vivre dans des logements trop chers, trop petits, insalubres, ainsi qu'à déménager fréquemment afin d'améliorer leurs conditions d'habitation[146]. Considérant que « *la localisation géographique du logement a des impacts sur la santé des individus*[147] », la Direction régionale de santé publique de Montréal précise que « *l'instabilité résidentielle peut engendrer des effets néfastes sur le développement physique, intellectuel et émotif des enfants, sur leur santé, et sur leur sécurité alimentaire*[148]. » L'organisme L'Ancre des jeunes, qui vient en aide aux jeunes du Sud-Ouest issus de familles à faible revenu, craint pour sa part « *l'impact que le déplacement de telles familles et la pression financière supplémentaire générée par la gentrification auront sur les jeunes en situation de décrochage ou à risque de décrocher*[149]. »

La Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain indique qu'il « *ne faut pas se fermer les yeux sur le lien rattachant la croissance de l'itinérance et les problèmes de logement vécus par les populations des quartiers centraux*[150] ». Puisque le « *manque de logements sociaux, abordables et familiaux tend à alimenter l'engorgement des ressources d'hébergement et de logements transitoires*[151] », l'itinérance guette un nombre croissant de ménages[152], mais aussi « *de plus en plus de femmes*[153] » risquant d'être « *évincées de leur logement en raison de leur incapacité à supporter les coûts élevés de loyer*[154]. » Afin de prévenir ce résultat, des participants estiment que « *si la Ville a la réelle volonté d'augmenter l'offre de logements accessibles financièrement pour les ménages mal-logés, c'est essentiellement par du logement social qu'elle peut y parvenir*[155] ».

C'est également par du logement social que la Ville pourra répondre à l'enjeu du vieillissement de la population, croit la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal. Alors que les personnes âgées représenteront « *21 % de la population en 2036* », que 51 % d'entre elles sont locataires et que 25 % vivent sous le seuil de pauvreté dans les quartiers centraux[156], on observera une

[146] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 15; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 3; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 4
[147] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 15
[148] *Ibid.*
[149] L'Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1
[150] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 3
[151] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 5
[152] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 6; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 2; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 2; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 2; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 2; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 7
[153] Centre des femmes de Verdun, doc. 7.68, p. 2-3
[154] Centre des femmes de Verdun, doc. 7.68, p. 2-3
[155] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 6
[156] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 4

augmentation des besoins liés à la perte de mobilité et à l'accès au logement, « *qui sont presque exclusivement comblés par le logement social*[157]. » Par conséquent, la Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM) suggère à la Ville de « *reprendre les constats et les recommandations compris dans le Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020*[158]*, et de les intégrer, au besoin, dans le Règlement*[159]. »

La hausse des loyers au centre-ville fragilise la situation des personnes atteintes du VIH ou qui y sont vulnérables, ce secteur offrant la majorité des ressources en soins et en prévention[160]. La Table des Organismes Communautaires Montréalais de lutte contre le Sida trace un lien entre l'adhésion de Montréal à la Déclaration des villes pour le logement convenable et son rôle dans l'initiative Montréal sans sida[161].

En matière d'accessibilité universelle, Ex aequo rappelle que dans le document intitulé Portrait des logements accessibles et adaptés : parc des logements sociaux et communautaires de l'agglomération de Montréal (2016), il est estimé que « *seuls »* 13,5 % des logements sociaux sont adaptables ou nécessitent des adaptations mineures, et que 1,7 % des logements sont adaptés[162]. Pourtant, ajoute l'organisme, l'accessibilité universelle est l'approche la plus appropriée en habitation, *« puisqu'elle répond aux besoins de l'ensemble de la population* » en favorisant la liberté de choix des personnes[163]. Une citoyenne estime qu'il incombe à l'administration municipale « *de s'assurer que tous les Montréalais aient un accès équitable aux services offerts partout sur le territoire de la Ville. Pourquoi [...] ne pas faire de l'accessibilité universelle un critère d'approbation obligatoire de tous les projets soumis à la Ville et aux arrondissements?*[164] ».

Les intervenants ayant pris la parole au nom de « *l'importante population étudiante*[165] », décrivent celle-ci comme étant « *en sandwich entre un marché locatif existant de plus en plus restreint et sous pression, et un marché de développement qui ne répond pas à ses besoins*[166]. » La propension des étudiants à habiter les quartiers centraux pour accéder aisément aux institutions d'enseignement[167], mais aussi le manque de résidences étudiantes[168], font en sorte qu'ils paient, « *individuellement, entre 30 % et 46 % de plus pour leur loyer que la population montréalaise en général*[169]. » Ainsi, étant en concurrence pour les loyers, ils contribuent aux

[157] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 4
[158] Plan d'action municipale pour les personnes aînées 2018-2020, doc. 4.6
[159] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 12
[160] Table des Organismes communautaires Montréalais de lutte contre le sida, doc. 7.81, p. 2
[161] *Ibid.*
[162] Ex aequo, doc. 7.5, p. 5
[163] Ex aequo, doc. 7.5, p. 8
[164] Jody Negley, doc. 7.133, p. 1
[165] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 7
[166] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 7
[167] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 6
[168] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 12; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13
[169] Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, doc. 7.7, p. 2

« *importantes pressions auxquelles fait face l'abordabilité du parc locatif*[170]. » Selon l'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE), cette situation s'applique particulièrement à la population étudiante internationale*, « que Montréal affirme vouloir attirer, et qui arrive en ville souvent quelques jours seulement avant le début de la session*[171]. » Si la réduction des options force déjà certains étudiants à « *se rabattre sur des appartements parfois insalubres [...] ou sur la banlieue*[172] », des loyers semblables à ceux de Toronto ou de Vancouver pourraient bien amener « *certains jeunes, surtout les moins fortunés, à faire d'autres choix que de poursuivre leurs études, ou à s'installer ailleurs, ce qui réduirait progressivement le dynamisme de la métropole québécoise*[173]. »

Le logement social est donc « *une solution prioritaire pour répondre aux défis rencontrés par de nombreux locataires*[174] ». Pourtant, la « *très faible présence* » de logements sociaux dans certains quartiers « *contraste avec l'ampleur et l'urgence des besoins*[175]. » Parc-Extension a « *désespérément besoin de logement social*[176] », dit Brique par brique, au point où l'organisme se demande si la Ville n'est pas « *en train de condamner les résidents et résidentes de longue date du quartier à le quitter*[177]. » La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve est aussi d'avis qu'une offre « *adéquate »* en logements sociaux peut apaiser les tensions sociales causées par les transformations du marché immobilier, en s'assurant que « *la venue de populations nouvelles ne pousse pas celles déjà présentes*[178]. »

Pour Vivacité - Société immobilière solidaire, « *la crise actuelle du logement [...] appelle à un renouvellement des pratiques en logement abordable*[179]. » Il importe de considérer des éléments de société tels que « *la santé, la violence conjugale, l'autonomie des aînés, l'autonomie des handicapés, la mobilité des travailleurs, la famille et le phénomène des enfants Tanguy ou Boomerang*[180] » comme ayant un « *dénominateur commun : ils sont tous directement influencés par l'accessibilité à un logement abordable et/ou adapté à une situation particulière*[181]. » Des répondants invitent aussi la Ville à « *s'engager concrètement pour limiter les impacts dévastateurs de la spéculation immobilière et de la gentrification*[182] », par exemple, en rendant « *plus difficile pour un proprio d'expulser des locataires et de convertir un logement*[183] ». Alors que Montréal demeure le lieu de vie de nombreuses personnes à faibles revenus et à besoins

[170] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 7
[171] *Ibid.*
[172] Conseil Jeunesse de Ville-Marie, doc. 7.25, p. 3
[173] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 7
[174] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 3
[175] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.35, p. 2; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 4; Pilar Hernandez Romero, doc. 8.2
[176] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9
[177] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9
[178] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 5
[179] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 4
[180] Stéphanie LeBlanc, doc. 8.7
[181] Stéphanie LeBlanc, doc. 8.7
[182] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12
[183] Carole Ste-Marie, doc. 8.1

spécifiques[184], « *il est indispensable de permettre aux ménages qui le désirent [...] de demeurer ou de s'établir en ville. L'accès aux emplois, aux activités urbaines ainsi qu'à la qualité de vie offerte à Montréal ne devrait surtout pas être limité aux ménages les plus aisés ou à ceux sans enfants*[185]. »

2.1.2 Le Plan d'urbanisme

En vertu des articles 145.30.1 à 145.30.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'utilisation par la Ville de Montréal des pouvoirs règlementaires visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial sur son territoire, nécessite l'inscription d'orientations spécifiques à cette fin dans le Plan d'urbanisme[186]. Ces orientations, soumises à la consultation publique, figurent au Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal[187].

Bien qu'il s'agisse du véritable motif de la consultation publique menée par l'OCPM, ces modifications au Plan d'urbanisme ont peu retenu l'attention des participants. Habiter Ville-Marie y voit tout de même une « *opportunité pour la Ville de Montréal de concrétiser au sein du Plan d'urbanisme sa volonté de développer une offre résidentielle équilibrée en des termes clairs, chiffrés et contraignants*[188]. » De pair avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, l'organisme souhaite voir inscrits, pour la Ville et chaque arrondissement, des objectifs quant à la réalisation d'unités de logement social pour diverses catégories de population, incluant les familles[189].

L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) croit, pour sa part, que les orientations, stratégies et cibles en matière d'inclusion devraient être inscrites au Plan d'urbanisme révisé[190] préalablement à l'adoption du Règlement pour une métropole mixte[191]. Selon Rayside Labossière, la révision de l'ensemble du Plan serait l'occasion d'aborder la création de milieux mixtes et l'inclusion de logements sociaux, abordables et familiaux, comme des « *éléments fondamentaux de la planification urbaine dans les zones en transformation*[192] ».

2.1.3 Les rôles et compétences

Bien que le projet de règlement soit de compétence municipale, des participants de tous horizons recommandent de considérer également les contextes provincial, fédéral et métropolitain pour le rendre plus efficace.

[184] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 3
[185] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 1
[186] Sommaire décisionnel, doc. 1.1.1, p. 1
[187] Règlement, doc. 1.1.3.1, p. 1 à 5
[188] Habiter Ville-Marie, 7.22, p. 6
[189] Habiter Ville-Marie, 7.22, p. 6; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[190] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 1235-1238
[191] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 13-14
[192] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 30

Les paliers de gouvernement supérieurs

Plusieurs interventions attribuent à « *l'inaction des instances publiques*[193] » l'état actuel du logement social au Québec, faisant qu'aujourd'hui, « *des milliers de ménages à faible revenu sont sur des listes d'attente pour avoir accès à des logements qui correspondent à leurs besoins*[194]. » Les répondants s'accordent néanmoins pour dire que l'accessibilité au logement est un projet de société à partager entre l'ensemble des contribuables[195]. Pour Richard Shearmur et Nik Luka, « *dans un monde idéal l'état financerait et construirait des logements sociaux et abordables, et la ville ne serait pas obligée d'imaginer des politiques d'aménagement pour palier(SIC) aux problèmes d'équité et de distribution des richesses*[196] ».

En somme, même si la part de logement social exigée par le règlement est une « *addition utile*[197] », « *sans financement public adéquat (qu'il vienne d'Ottawa ou de Québec, ou des deux) le volet logement social ne sera jamais plus qu'un pansement sur une plaie beaucoup plus grande*[198]. » Des intervenants croient donc que la Ville doit « *résister à la tentation de faire cavalier seul, et surtout éviter de transposer les coûts d'inclusion de logements sociaux aux promoteurs immobiliers et aux acheteurs montréalais*[199]*. »* Le fait que « *toute la population participe au bien-être général*[200] » en matière de logement est une question d'équité[201], d'efficacité et de stabilisation économique[202]. Pour l'Institut de développement urbain, l'équité est la raison principale justifiant la centralisation des politiques redistributives : « *La centralisation se justifie par l'iniquité fiscale que finiraient par créer les mouvements migratoires associés à des politiques de redistribution décentralisées*[203]. »

Le gouvernement fédéral ayant lancé sa Stratégie nationale sur le logement en 2017, des participants disent s'étonner que le projet de Règlement n'en tienne pas compte[204]. Considérant les sommes versées à l'Ontario dans le cadre de cette Stratégie, l'IDU estime à un milliard de dollars sur dix ans le montant qu'une entente Québec-Canada porterait à Montréal[205]. Pour cette raison, l'Institut considère « *inefficace pour la Ville de développer et de mettre en œuvre [un*

[193] Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 4
[194] DevMcGill, doc. 7.110, p. 3
[195] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 1; Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 8; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 5; Prével, doc. 7.9, p. 2-3; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10; Groupe de sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5; Canderel, doc. 7.72, p. 2; Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 9-10; Vivre en ville, doc. 7.137, p. 2; Bruno Lemieux, doc. 8.2
[196] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8
[197] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 1
[198] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 1
[199] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10
[200] Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 9-10
[201] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 8; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 5; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9; Canderel, doc. 7.72, p. 2
[202] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 8
[203] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 8
[204] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9; Association des professionnels de la construction du Québec (APCHQ), doc. 7.105, p. 5;
[205] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 11

règlement] en vase clos[206] ». L'APCHQ croit de même que « *l'adoption d'une telle entente fédérale-provinciale aurait dû être un préalable à l'adoption par la Ville d'un nouveau Règlement d'inclusion. La Ville pourrait ainsi harmoniser son Règlement avec les exigences de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), qui deviendrait un important bailleur de fonds*[207]. »

Dans un esprit similaire, les participants en faveur d'un règlement d'inclusion appliqué aux projets immobiliers privés croient que l'apport des promoteurs doit être considéré comme complémentaire à celui des instances publiques[208]. Pour la Direction régionale de santé publique de Montréal, « *la prépondérance des investissements publics [...] demeure essentielle pour pallier l'incapacité du marché privé*[209] *»* de répondre aux besoins des ménages en matière de logement social et abordable[210]. Elle est également nécessaire pour affronter « *la surenchère des coûts de construction et de réalisation dans les quartiers centraux, dont la hausse récente et drastique a mis sur la glace de nombreux projets sociaux*[211]. » En conséquence, nombre d'intervenants pressent la Ville d'intensifier ses démarches[212] auprès des paliers de gouvernement supérieurs afin de réclamer une part de financement *« adéquat et à long terme*[213]. »

D'autres éléments mériteraient des réclamations de la part de la Ville au gouvernement du Québec, selon divers participants. Tout d'abord, citant les chiffres du gouvernement selon lesquels la proportion d'acheteurs étrangers sur l'île de Montréal a augmenté de 28 % en 2017, et à nouveau de 21,5 % en 2018[214], des intervenants encouragent la Ville à réitérer ses demandes afin d'obtenir le pouvoir de taxer les transactions immobilières effectuées par des investisseurs étrangers[215]. La FECHIMM suggère aussi d'inclure « *l'achat-revente dans de courts laps de temps*[216] » à cette taxation.

La FECHIMM ajoute à ce sujet le fait que l'évaluation municipale, tel qu'elle est menée actuellement, pénalise le logement communautaire :

[206] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 11
[207] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 5
[208] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 5; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 14
[209] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 5
[210] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 28
[211] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 36
[212] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 15; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 28; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 10; Guillaume Le Nigen, doc. 7.40, p. 8; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 3; Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 5; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11
[213] Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le sida, doc. 7.81, p. 2
[214] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6
[215] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 14; Corporation de développement communautaire, doc. 7.111, p. 7; Caucus des député.e.s montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 6
[216] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6

> *« [...] les coopératives d'habitation sont évaluées de la même façon que le secteur privé à but lucratif, alors qu'elles existent avant tout dans le but de fournir des logements à des ménages à revenus faibles et modestes, y compris au centre-ville de Montréal. Il nous apparaît contradictoire que la Ville, tout en affirmant soutenir le logement social, impose à ce dernier un fardeau fiscal qui découle en partie de la spéculation à laquelle il cherche à échapper*[217]*. »*

Pour éviter cet écueil, la Fédération propose de solliciter l'introduction d'une nouvelle catégorie à la Loi sur la fiscalité municipale permettant aux coopératives et aux OSBL en habitation d'obtenir un statut fiscal différencié, qui tiendrait compte de leur mission sociale et de leur statut non spéculatif[218].

Afin de protéger le parc de logements locatifs et ceux qui y vivent, les Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne réclament un « *pouvoir d'inquisition plus important*[219] » de la Régie du logement dans ses dossiers d'expulsion de locataires, la possibilité de règlementer le zonage selon le mode de tenure, et l'application d'un moratoire sur les conversions en copropriétés indivises[220].

Enfin, considérant que la « *concentration d'étudiants exerce une forte pression sur le parc locatif, mais plus particulièrement sur les logements de grande taille*[221] » dans les quartiers centraux, la Table de quartier Peter-McGill demande à la Ville et au gouvernement de s'entendre sur la création d'un plus grand nombre de résidences étudiantes abordables, à l'intention des personnes issues de familles à revenu faible ou modeste[222].

La communauté métropolitaine

De nombreux interlocuteurs ont exprimé leur désaccord face à une application exclusive du règlement au territoire de la Ville de Montréal.

Dans les mots de l'APCHQ, la Ville a « *occulté [...] le contexte métropolitain du marché de l'habitation dans lequel elle évolue*[223]. » De même, Broccolini déplore que « *la réflexion sur l'inclusion de logements sociaux et abordables se déroule de façon morcelée* », alors qu'elle nécessiterait « *une approche coopérative entre toutes les entités de la région métropolitaine*[224] ». Des chercheurs résument le risque associé à une démarche individuelle de la façon suivante : « *Proposer de réglementer le logement sans se préoccuper des conditions structurelles dans*

[217] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 15
[218] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 15
[219] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 6
[220] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 6
[221] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13
[222] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13
[223] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6
[224] Broccolini, doc. 7.134, p. 3

lesquelles l'habitation se déploie risque de mener à l'échec, avec des retombées peu intéressantes pour les populations censées bénéficier du règlement proposé[225]*. »*

En effet, des intervenants soulignent la concurrence que se livrent les municipalités de la région métropolitaine pour attirer promoteurs et résidents[226]. À celle-ci s'ajoute l'arrivée prochaine du Réseau express métropolitain (REM), qui facilitera les déplacements vers des zones où les contraintes du règlement ne s'appliquent pas[227]. Dans un contexte où « *la croissance démographique est déjà plus forte en banlieue qu'à Montréal*[228] », et où l'île de Montréal « *ne connaît une croissance que grâce à l'immigration internationale, que le gouvernement du Québec veut limiter*[229] », d'aucuns jugent mal avisé de hausser les coûts de développement dans la métropole[230] et d'agrandir les écarts d'abordabilité par rapport à la banlieue[231]. Une telle perte de compétitivité[232] favoriserait le déplacement des projets et de leur clientèle « *aux limites de la ville et à l'extérieur du cadre réglementaire*[233] », causant ainsi une « *dégradation économique relative de la métropole*[234] ». Pour de nombreux intervenants, cette dégradation serait aussi environnementale, du fait de l'étalement urbain encouru[235].

Selon le Groupe de sociétés Westcliff, les distorsions produites par le règlement au sein du marché métropolitain posent un risque de ségrégation sociale et de mauvais appariement spatial entre les fonctions économiques et résidentielles : « *[...] des tendances qui pourraient s'avérer contre-productives par rapport au Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable 2015-2020*[236] ». Par exemple, Montréal en viendrait à disposer « *d'une offre encore plus disproportionnée de logements sociaux et abordables sur son territoire par rapport aux municipalités environnantes*[237]. »

L'Institut de développement urbain soutient que « *plus le territoire de financement et d'application d'une politique redistributive est étendu, moins de tels effets de débordement se font sentir*[238] ». L'Association des biens immobiliers du Canada souscrit à cette vision et énumère

[225] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4
[226] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6; Prével, doc. 7.9, p. 5; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4
[227] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 26; ; Prével, doc. 7.9, p. 5; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8
[228] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6
[229] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8
[230] Prével, doc. 7.9, p. 5
[231] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2
[232] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6; Prével, doc. 7.9, p. 5
[233] Prével, doc. 7.9, p. 5
[234] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 9
[235] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 14; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6; Prével, doc. 7.9, p. 5; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 6; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 15; Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Devimco Immobilier, doc. 7.142, p. 1
[236] Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 6
[237] Broccolini, doc. 7.134, p. 3
[238] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 9

les avantages d'une application au niveau provincial : « *Research shows that defining [inclusionary zoning] requirements and thresholds at the provincial level creates a more stable, consistent, and predictable development climate*[239]. »

En considération de ces éléments, les participants invitent la Ville à « *travailler de concert*[240] » avec la CMM afin de trouver des solutions aux enjeux d'habitation, voire à « *user de son influence*[241] *»* pour inciter les autres municipalités à se doter des objectifs et des outils nécessaires au développement de l'offre de logement social, abordable et familial sur leur territoire[242].

2.2 Les modalités d'application

Cette section aborde le cadre règlementaire du projet de règlement, son champ d'application, ses objectifs, le partage du territoire qu'il implique, ainsi que les fonds de contribution pour le logement social et abordable.

2.2.1 Le cadre règlementaire et le caractère obligatoire de l'inclusion

Le caractère obligatoire du projet de règlement et certains aspects propres à son champ d'application ont suscité de nombreuses réactions.

Bien que la Stratégie d'inclusion se soit globalement avérée « *un outil pertinent qui a permis à des dizaines de coopératives et d'OBNL d'habitation d'accéder à des sites prisés, dans des secteurs bien desservis ou présentant un grand potentiel de dynamisation*[243] », de nombreux participants se réjouissent que la Ville puisse « *enfin contraindre les promoteurs immobiliers à inclure des logements sociaux dans leurs projets résidentiels, sans être limités aux projets nécessitant une modification dérogatoire*[244]. » Il s'agit pour eux d'une « *réelle avancée*[245] » par rapport à la

[239] Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 5
[240] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8
[241] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7
[242] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 4
[243] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 2
[244] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 3; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 8; Comité logement Ahuntsic Cartierville, doc. 7.26, p. 6; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 11; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 3; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 3; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 2; Corporation Mainbourg, doc. 7.45,p. 2; Michèle Perrozzino, doc. 7.46, p. 1; Gilbert St-Arnaud, doc. 7.47, p. 1; Jillur Rob et Seema Laskar, doc. 7.51, p. 1; Marguerite Wotto, doc. 7.52, p. 1; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 3; Brin d'Elles, doc. 7.59, p. 2; Richard Lessard, doc. 7.60, p. 1; Gustave Arroyo, doc. 7.69, p. 1; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2; Comité des Organisme Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 6; Association des groupes de ressources techniques du Québec, doc. 7.127, p. 6; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 2; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 1; Nathalie Turenne, doc. 7.147, p. 1; Céline Robert, doc. 8.2
[245] Ibidem

Stratégie d'inclusion, voire de la « *principale avancée du Règlement pour une métropole mixte*[246] ».

Que le logement social soit « *d'abord du ressort des gouvernements supérieurs*[247] » n'empêche pas que, « *pour favoriser un accès plus juste et équitable à l'habitation, la contribution du privé doit s'ajouter à celle du public*[248]. » Le projet de règlement représente donc « *une opportunité à ne pas manquer*[249] », son caractère règlementaire faisant de lui « *un outil incontournable pour réguler le marché immobilier et assurer que ce dernier réponde aux besoins de l'ensemble de la population, et non seulement de ceux des couches plus favorisées*[250]. » Pour le Groupe CDH, la participation du secteur privé au financement du droit au logement se justifie de la façon suivante :

> *« Les promoteurs privés ne sont pas responsables de répondre à tous les besoins de logement social et abordable. Les nouveaux projets qu'ils réalisent visent des ménages à revenu relativement élevé et sont rendus possibles grâce à l'investissement public en transport et d'autres infrastructures. Il est donc tout à fait équitable que la Ville récupère une partie de la valeur pour favoriser la mixité sociale*[251]. »

Des intervenants craignent toutefois qu'en l'absence d'un financement conséquent des gouvernements supérieurs, le développement du logement social et abordable ne se fasse « *à la remorque* » du développement privé[252]. D'après le Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH), même si le règlement « *permettra sans contredit une augmentation non négligeable du nombre d'unités de logement social, abordable ou familial*[253] », sa dépendance envers les cycles économiques et les stratégies d'investissement des promoteurs risque d'accentuer la financiarisation du marché du logement[254]. En d'autres termes, une telle approche « *tend à amenuiser les effets de l'explosion des condos sur les prix des logements locatifs*[255] », car si certains ménages pourront bénéficier des logements subventionnés, « *les autres subiront de plein fouet les effets du rouleau compresseur de la gentrification*[256] ». La FECHIMM s'inquiète également « *de la possibilité que des projets de coopératives continuent d'émerger de façon entièrement autonome*[257]. »

[246] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 9
[247] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 4; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 4; Comité logement Ville-Marie, doc. 7.39, p. 5
[248] Vivre en Ville, doc. 7.137, p. 1
[249] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 4;
[250] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 3
[251] Groupe CDH, doc. 7.34.2, p. 4
[252] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 13; Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6; Association des locataires de Villeray, doc. 7.35, p. 5; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 4; Concertation en développement social de Verdun
[253] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 4
[254] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 4
[255] Association des locataires de Villeray, 7.35, p. 5
[256] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5
[257] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6

Par conséquent, si la contribution du secteur privé « *semble être une bonne chose, elle ne doit en aucun cas dédouaner la Ville de Montréal de ses responsabilités dans le développement du logement social*[258]. » Le chercheur Simon Tremblay-Pépin croit de même que la Ville devrait « *non seulement contraindre les promoteurs à construire des logements en phase avec les besoins de la population, mais aussi devenir un acteur de premier plan dans la planification du développement immobilier*[259]. »

2.2.2 Le champ d'application du règlement

D'autres intervenants déplorent la rigidité d'application du projet de règlement. Selon leurs points de vue, l'approche « *coercitive*[260] » ou « *plus punitive qu'incitative*[261] » du règlement va « *à l'encontre de l'efficience dans l'atteinte des objectifs*[262] » de la Ville. Une telle approche risque de s'exercer « *to the detriment of the City of Montreal's business competitiveness and affordability for families and those looking to buy homes and grow businesses*[263]. » Une certaine souplesse règlementaire est essentielle selon certains universitaires, particulièrement lorsque le marché commence à fléchir : « *Dès qu'il y a un ralentissement économique, il risque d'y avoir un ralentissement d'autant plus abrupt de la construction de logements que le règlement impose des contraintes non-négociables aux promoteurs*[264]. »

Un cadre règlementaire plancher

Outre ces remarques générales, le « *cadre réglementaire plancher*[265] » du projet de règlement est une source particulière d'appréhension pour de nombreux interlocuteurs. Dans les mots de Prével, « *les administrations locales auront le pouvoir, à l'occasion de la délivrance des permis, de revoir son application seulement avec des exigences à la hausse*[266]. » Cette situation « *engendrera de l'incertitude pour les promoteurs*[267] », en favorisant la « *surenchère de contraintes plus ou moins arbitraires*[268] » que les arrondissements imposent actuellement en sus de la Stratégie d'inclusion[269]. L'APCHQ note qu'en pareilles circonstances, les promoteurs « *n'ont guère d'autres choix que de négocier avec l'arrondissement, faute de quoi ils auront beaucoup de difficulté à obtenir leur permis*[270]. »

[258] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 7
[259] Simon Tremblay-Pépin, doc. 7.144, p. 2
[260] Devimco Habitation, doc. 7.142, p. 1
[261] Proment , doc. 7.117, p. 3
[262] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 37
[263] Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 1
[264] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6
[265] Prével, doc. 7.9, p. 5
[266] Prével, doc. 7.9, p. 5
[267] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 9
[268] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7
[269] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24; Dany Tremblay, doc. 7.17, p. 3; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 14
[270] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24

Les participants jugent donc qu'il serait « *responsable*[271] » d'assurer une application identique du règlement au sein des arrondissements, ou encore « *qu'un mécanisme de substitution puisse abaisser certains seuils pour faire place à des priorités locales*[272]. » Prével suggère que des « *variables à la carte* » permettraient de « *préserver l'équilibre entre la qualité des projets et l'offre de logements* », tout en offrant une meilleure prévisibilité aux promoteurs[273].

Les projets de plein droit

L'application du règlement aux projets de plein droit, c'est-à-dire à ceux conformes à la règlementation actuelle, est sujette à controverse. La Table de quartier Peter-McGill rappelle tout d'abord qu'en 2011, une révision à la hausse du cadre des densités et des hauteurs au centre-ville y a rendu la Stratégie d'inclusion inopérante, « *puisque les projets de construction devenaient ainsi des projets de plein droit, [et] que cette dernière ne s'appliquait que sur les projets dérogatoires*[274]. » Il en a résulté « *une grande carence »* en matière de logement social au centre-ville, *« et le retard sera presque impossible à combler à cause de la vitesse de construction des grands projets et la rareté des terrains*[275]. » En ce sens particulièrement, le projet de règlement constitue « *un progrès par rapport à la politique d'inclusion actuelle*[276] ».

De nombreux intervenants y voient cependant un enjeu d'équité[277], étant d'avis que « *l'assujettissement des projets de plein droit sans compensation constitue [...] une appropriation par le secteur public d'une valeur privée qui ne se justifie pas dans notre système de droit*[278]. » Selon la Corporation Cadillac Fairview, il s'agit d'une « *expropriation déguisée*[279] » des immeubles à développer, étant donné que les propriétaires visés ont préalablement acquis « *leur propriété de bonne foi, mais sans connaître cette intention de la Ville*[280]. » En effet, explique Broccolini, « *les terrains de plein droit sont acquis à un coût beaucoup supérieur que [sic] les terrains qui nécessitent une modification au zonage*[281]. » Le coût d'acquisition de ces terrains est lié à leurs revenus potentiels, « *eux-mêmes tributaires du type de développement permis par le zonage et la réglementation en vigueur au moment de l'achat*[282]. » Or, dans les circonstances actuelles, la « *diminution de rentabilité*[283] » qu'engendrent les exigences annoncées par la Ville fait en sorte « *que les détenteurs de ces terrains à développer sont pénalisés par le nouveau Règlement, et ce, même s'il n'est pas encore en vigueur*[284]. »

[271] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 14
[272] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24
[273] Prével, doc. 7.9, p. 6
[274] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 9
[275] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 9
[276] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 3
[277] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6
[278] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Canderel, doc. 7.72, p. 3
[279] La Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 3
[280] La Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 3
[281] Broccolini, doc. 7.134, p. 3
[282] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12
[283] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12
[284] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12

L'application du règlement aux projets de plein droit sans mesures compensatoires envoie « *un message sans équivoque à l'industrie immobilière sur sa responsabilité présumée aux enjeux de mixité*[285] », selon Canderel. Ce faisant, la Ville s'expose à « *des démêlés avec la justice qui pourraient s'étirer sur plusieurs années et mettre en péril l'efficacité de son propre règlement*[286]. » Par ailleurs, les promoteurs seront forcés de diminuer la qualité de leurs projets pour faire face aux nouvelles contraintes[287]. À moyen terme, croient Maître carré et District Atwater, « *c'est l'apparence de Montréal et la qualité de vie de ses citoyen(ne)s qui en souffriront*[288]*. »*

Des participants font remarquer que, si plusieurs règlements d'inclusion nord-américains s'appliquent aux projets de plein droit, « *tous, à [leur] connaissance, prévoient des compensations ou des incitatifs pour les promoteurs*[289]. » Il y aurait donc lieu d'adopter « *une approche collaborative non punitive avec l'ensemble des parties prenantes*[290] », autrement, le zonage inclusif de plein droit sans compensations devrait être aboli[291]. Un professeur estime, pour sa part, que l'application du règlement aux projets de plein droit sera « *moins potentiellement dommageable* » que son extension aux projets de moyenne envergure (50 à 100 unités), « *mais à condition de ne pas trop s'éloigner de la philosophie incitative (du moins jusque là) du modèle montréalais*[292]. »

Le traitement des demandes

Plusieurs participants établissent un lien entre « *l'échafaudage réglementaire complexe*[293] » produit par la Ville et « *le coût qu'il risque d'infliger aux entrepreneurs en temps et en démarches bureaucratiques*[294]. » Partant du principe selon lequel « *l'investissement de temps et les délais administratifs supplémentaires ont un impact immédiat sur le financement intérimaire d'un projet et font la différence entre le succès d'un projet et une mauvaise expérience*[295] », ces personnes craignent qu'une augmentation de la complexité administrative et du nombre d'intervenants requis n'amplifie les délais « *déjà longs*[296] » pour l'obtention des permis.

[285] Canderel, doc. 7.72, p. 2
[286] Ensemble Montréal, l'Opposition officielle à l'hôtel de ville de Montréal, doc. 7.109, p. 18
[287] Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 14
[288] *Ibid.*
[289] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Broccolini, doc. 7.134, p. 3
[290] Canderel, doc. 7.72, p. 2
[291] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 34; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 22
[292] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 4
[293] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3
[294] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3
[295] Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 6
[296] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24

« Rien dans le règlement [...] ne garantit que la ville traitera les demandes de permis plus rapidement, qu'elle accélérera les processus administratifs ou qu'elle facilitera certains aspects de la construction afin de reconnaître le poids administratif et la complexité accrus de la promotion immobilière que ce règlement ajoute[297]*. »*

Si la plupart redoutent que cette complexité « *ne nuise au dynamisme souple du marché résidentiel et de sa contribution au logement social, abordable et familial*[298] », Mario Polèse croit que « *l'effet de dissuasion risque surtout de jouer pour des petits projets et entrepreneurs [...] qui n'auront pas les ressources financières et professionnelles pour y faire face*[299]. » Pour ces motifs, l'APCHQ estime que la Ville devrait :

- *« [...] accélérer le traitement des demandes de permis et instaurer des guichets rapides auprès des autres intervenants tels que la SCHL, la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la SHDM*
- *[...] prévoir des mesures afin de traiter en priorité les demandes de permis des projets d'inclusion, en particulier lorsque le constructeur choisit de livrer des logements clé en main dans le cadre du volet social*[300]*. »*

Gascon et associés remarque, par ailleurs, que le libellé de l'article 28 du projet de règlement selon lequel « *l'entente doit minimalement comporter [...] les modalités de toute garantie requise pour s'assurer que les engagements prévus à l'entente soient réalisés*[301] » semble conférer à la Ville un pouvoir discrétionnaire[302]. En effet, constate la firme, « *la négociation de l'entente ayant lieu plutôt au début d'un projet immobilier et avant l'octroi de son financement de construction, le promoteur pourrait se voir obligé de consentir des garanties qui pourraient être incompatibles avec les conditions préalables dudit financement ou des demandes d'un département de crédit*[303]. »

Enfin, malgré la nature des ententes prévues au règlement, des participants croient important que la Ville « *conserve un pouvoir de négociation qui pourrait s'appliquer dans les cas où une modification réglementaire est nécessaire*[304] », afin d'atteindre ses objectifs en matière de mixité sociale.

[297] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8
[298] Groupe de sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 9
[299] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3
[300] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24
[301] Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 13
[302] Gascon & associés S.E.N.C.R.L., doc. 7.113, p. 1-2
[303] Gascon & associés S.E.N.C.R.L., doc. 7.113, p. 2
[304] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 7; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5

Les exceptions au règlement

L'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE) « *salue l'exemption des résidences et du logement étudiant communautaire*[305] », inscrite au projet de règlement. Selon l'organisme, il s'agit d'une « *mesure essentielle pour éviter que le règlement ne nuise à ces développements [...] d'autant que c'est la seule section du règlement adaptée au modèle de l'UTILE : le logement étudiant réalisé par un OBNL*[306]. »

2.2.3 Les objectifs et les retombées annuelles projetées

Les « *objectifs montréalais* » inscrits au document explicatif[307] qui consistent à préserver le caractère mixte et abordable de Montréal, à favoriser une offre résidentielle équilibrée, de qualité et pérenne sur l'ensemble du territoire, ainsi qu'à répondre aux ménages à faible revenu et à ceux présentant des besoins particuliers de logement non comblés par le marché, rencontrent l'assentiment d'une majorité de participants à la consultation. D'aucuns estiment que la Ville transmet par eux « *un message fort [...] montrant une volonté d'écouter les besoins des citoyen(ne)s*[308] », besoins par ailleurs « *bien compris et rapportés dans la documentation fournie*[309] ». Plusieurs interlocuteurs marquent leur « *adhésion aux principes de mixité*[310] », ou approuvent « *l'idée d'offrir un éventail de produits résidentiels qui répondent aux besoins des différents types de ménages et de familles*[311]. » Pourtant, et malgré l'important soutien en faveur d'une approche règlementaire (voir 2.2.1), la plupart des intervenants affirment que le projet de règlement « *soulève questions et inquiétudes quant à sa capacité à répondre à ses objectifs, particulièrement pour les ménages locataires*[312] », ou que la méthode employée « *n'est pas celle qui favorisera une réelle mixité ni celle qui retiendra les ménages à Montréal*[313]. » L'incapacité du règlement à atteindre les seuils fixés par la Ville en matière de logement social, abordable et familial dans les quartiers centraux est vivement pressentie[314].

[305] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 18
[306] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 18 et 20
[307] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 8
[308] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 11
[309] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3
[310] Prével, doc. 7.9, p. 1
[311] Proment, doc. 7.117, p. 3
[312] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 4; Comité logement Ville-Marie, doc. 7.39, p. 5; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 2; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 2; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 4
[313] Proment, doc. 7.117, p. 3
[314] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 10; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p.7; Anaïs Flanquart, doc. 8.1; Flore Cebollada, doc. 8.1; Marie Karla Leduc, doc. 8.1; Lisabell Phan, doc. 8.1; Marie-France Lavoie-Sergerie, doc. 8.1; Emilie Fournier, doc. 8.1; Genevieve Godin, doc. 8.1; Claudia Bouchard, doc. 8.1; Nina Pourteau, doc. 8.1; Sarah Landry, doc. 8.1

Le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal souhaiterait, par exemple, que le règlement « *aille au-delà de simplement limiter les impacts négatifs des projets immobiliers*[315]. » Pour Brique par brique, cela ne paraît pas envisageable dans le contexte du quartier de Parc-Extension :

> *« Tandis que la Ville se targue de vouloir protéger l'abordabilité, elle joue un rôle actif dans [...] la promotion de Montréal comme une plaque tournante de l'intelligence artificielle, en sachant que ce développement économique se concentre à proximité d'un quartier populaire. [...] Le règlement d'inclusion n'offre pas de réponse à ces pressions, qui vont continuer d'augmenter dans les prochaines années. Du point de vue de Parc-Extension, la Ville de Montréal fait donc davantage pour réduire l'abordabilité du quartier que pour la bonifier ou même la maintenir*[316]*. »*

Le Comité logement de la Petite Patrie exprime un avis similaire, affirmant que « *si l'actuelle proposition de règlement n'est pas modifiée, il est plus que probable que ses mécanismes autorisant les constructions de condos contribueront aux difficultés de logement des ménages à revenus modestes*[317]. » Par conséquent, des quartiers « *vibrants et animés deviendront [...] socialement uniformes, sauf dans une poignée d'immeubles*[318]. »

Pour certains répondants, de telles embûches tiennent à la conception même de la mixité sociale :

> *« Je trouve ça drôle quand les élu(e)s se targuent de promouvoir la mixité sociale de la Ville, cette belle utopie où les classes sociales se côtoient en harmonie. En réalité, c'est toujours des riches qui s'installent dans des quartiers pauvres (où les terrains coûtent moins chers) et qui finissent par les chasser. [...] Donc c'est toujours une mixité à sens unique*[319]*. »*

Quant à l'intention spécifique au projet de règlement d'avoir des « *impacts raisonnables sur le marché*[320] », Concertation en développement social de Verdun déclare : « *Sous-entendre qu'il ne faut pas toucher au marché car ce serait préjudiciable pour tout le monde et parler d'un "équilibre montréalais à préserver*[321]*" nous semble inapproprié, tant le nombre de personnes ayant de la difficulté à se loger croît dans de nombreux quartiers*[322]. » Pour plusieurs organismes, l'atteinte des objectifs fixés exige donc de « *choisir de ne pas considérer le logement comme une marchandise*[323] *»*, puis de « *favoriser ouvertement le logement social, véritablement structurant,*

[315] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 14
[316] Brique par brique, doc. 7.13, p. 4
[317] Comité logement de la Petite Patrie, doc. 7.24, p. 4
[318] *Ibid.*
[319] Sasha Dyck, doc. 7.73, p. 2-3
[320] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 30
[321] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 6
[322] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 8
[323] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 5; Comité d'action de Parc-Extension doc. 7.14, p. 5

pour garantir aux familles et aux personnes à faible et à moyen revenus leur droit au logement, de manière pérenne[324]. »

À l'image d'autres acteurs économiques[325], la Corporation Cadillac Fairview est d'avis que « *plusieurs éléments de l'approche de la Ville sont en contradiction avec les objectifs qu'elle cherche à atteindre, et pourraient avoir des effets pervers pour les acheteurs et locataires, ainsi que sur le rythme des constructions et les types de logements qui seront mis en chantier*[326]. » L'un de ces effets pervers, selon Broccolini, « *consiste à encourager le développement immobilier à l'extérieur du territoire montréalais*[327]. »

En matière de logement étudiant, l'UTILE souligne que « *si la Ville a fait de grandes avancées dans la reconnaissance des enjeux »* qui y sont liés, le projet de règlement « *n'offre aucune réponse structurante à ce besoin*[328]. »

En somme, résume un intervenant, l'application du règlement « *risque de rendre le marché de logement globalement moins abordable sans pour autant améliorer l'accès au logement des ménages les plus démunis*[329]. »

Les retombées projetées

Les retombées annuelles projetées par la Ville en matière de logement social et communautaire, de logement abordable et de logement familial ont suscité peu de réactions. La Corporation Proment formule toutefois à ce sujet une série d'observations et d'interrogations[330]. Tout d'abord, concernant les travaux réalisés par la Ville et son panel d'experts sur la méthodologie à employer pour évaluer les impacts du règlement, Proment note que les évaluations municipales « *offrent un portrait global et ne nous informent pas sur l'impact à prévoir plus spécifiquement dans chacun des arrondissements*. » Ensuite, attendu qu'à l'exception du « *très politique chiffre de 12 000 logements* », les seules données chiffrées fournies par la Ville sont des projections et non des objectifs[331], Proment demande sur quels critères le Service de l'habitation basera l'évaluation des retombées, et comment ce dernier déterminera « *qu'une disposition ou une autre devrait être ajustée »*. Enfin, considérant que la Ville « *ne participe plus directement à la production de logements depuis longtemps* », et qu'en dehors des groupes de ressources techniques, « *peu d'organismes communautaires ont cette mission* », Proment s'inquiète de ne

[324] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 5; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 5

[325] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 10; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 6; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5

[326] La Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 2-3

[327] Broccolini, doc. 7.135, p. 3

[328] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 4-5

[329] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 4

[330] Proment, doc. 7.117, p. 4

[331] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 659-673

trouver « *aucun indice dans ce règlement qui garantisse que les logements projetés seraient bel et bien construits à l'intérieur de délais raisonnables*[332]. »

Au chapitre de l'abordabilité, Vivacité - Société immobilière solidaire qualifie de « *mensongère*[333] » cette affirmation de la Ville :

> *« Grâce au règlement, les Montréalais vivront en 2030 dans une ville plus mixte, où les résultats du règlement auront créé un effet structurant : […] 3 000 logements abordables pour familles, des milliers de logements abordables réalisés au moyen d'une formule pérenne, sans compter les autres logements abordables et familiaux*[334]*. »*

L'organisme fait au contraire la projection suivante :

> *« Sans ajouter de mécanismes qui garantissent l'abordabilité perpétuelle, après 10 ans, les Montréalais auront plutôt perdu 3 000 logements abordables pour les familles. Les seuls logements qui resteront abordables seront ceux nouvellement construits. Parions qu'ils seront moins nombreux que dans les premières années de la mise en place du règlement alors que les espaces disponibles pour de nouvelles constructions ne cesseront de diminuer. Ainsi, nous nous retrouverons dans 10 ans au mieux, exactement au même point qu'aujourd'hui*[335]*. »*

2.2.4 Le territoire

Aux fins du projet de règlement, la ville de Montréal est partagée en quatre territoires d'application et en cinq secteurs de valeur, établis à partir d'une analyse des valeurs foncières. Alors que les territoires d'application sont associés aux exigences du règlement en matière de logements social, abordable et familial, les secteurs de valeur permettent de calculer la valeur des contributions financières versées par les promoteurs et des contreparties financières versées par la Ville[336].

Si pour certains les spécificités et la cohérence territoriale des quartiers[337] devaient s'ajouter aux valeurs foncières en tant que critères de partage du territoire, pour Brique par brique, seule la « *capacité de payer de la population actuelle*[338] » devrait être prise en compte. Cet organisme souligne qu'en classifiant parmi les « *quartiers centraux*[339] » des quartiers traditionnellement

[332] Proment, doc. 7.117, p. 3
[333] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[334] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 27
[335] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[336] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 16 et 18
[337] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 18; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 12
[338] Brique par brique, doc. 7.13, p. 11
[339] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 16

abordables, mais sujets à la spéculation, le règlement aura pour effet d'y « *accélérer l'augmentation des prix*[340] » :

> *« Considérant que les loyers considérés « abordables » dans Parc-Extension sont les mêmes que dans Ville-Marie, et que le règlement d'inclusion représente une contrainte comparativement beaucoup plus élevée au centre-ville, nous craignons que le règlement ne crée une pression pour déplacer le développement immobilier privé vers des secteurs où l'écart entre les valeurs des terrains et les loyers actuels sont les plus élevés – donc les secteurs les plus vulnérables à la spéculation immobilière*[341] *».*

En vertu de ce principe, Parc-Extension devrait être reclassifié en « *périphérie*[342] » plutôt que comme quartier central, ce qui permettrait « *d'atténuer la pression spéculative*[343] » sur le quartier.

Au regard des développements majeurs en préparation dans le secteur Bridge-Bonaventure et sur les sites de Radio-Canada, de Molson et de Portes Sainte-Marie dans le quartier Centre-Sud, des participants demandent, à l'inverse, que « *le découpage des territoires proposé par le présent règlement [prévoie] l'intégration de secteurs à fort potentiel dans les paliers d'exigences les plus élevés*[344]. » En conséquence, le secteur Bridge-Bonaventure[345] devrait être inclus au territoire d'application « *centre-ville* », et le Centre-Sud[346] (ou simplement le district Sainte-Marie) devrait compter entièrement parmi les « *quartiers centraux* ».

L'Institut de développement urbain résume en quelque sorte ces observations lorsqu'il signale que « *le taux de croissance de la valeur des terrains varie considérablement d'un secteur à l'autre*[347] ». Pour l'IDU, cela pose un dilemme d'équité : « *Alors que le taux spécifié pour un secteur quelconque pourrait, par coïncidence, correspondre à la valeur marchande d'un terrain offert au bénéfice de la Ville, il est raisonnable de croire que cette situation sera rarement observée*[348]. » À titre d'exemple, la classification en « *périphérie* » d'un projet situé à proximité d'une station de métro, et donc « *à quelques minutes du centre-ville*[349] », fait en sorte que « *les budgets associés à de tels projets ne reflètent en aucun cas la réalité du marché*[350]. »

[340] Brique par brique, doc. 7.13, p. 6
[341] *Ibid.*
[342] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 16
[343] Brique par brique, doc. 7.13, p. 6
[344] Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 4
[345] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 7; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 6
[346] Habiter Ville-Marie, 7.22, p. 18; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 4
[347] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 35
[348] *Ibid.*
[349] Prével, doc. 7.9, p. 7
[350] *Ibid.*

2.2.5 Les fonds de contribution

La Stratégie d'inclusion comporte trente-huit fonds de contribution, à raison de deux par arrondissement : l'un est assigné au développement du logement social et l'autre au développement du logement abordable. Le projet de règlement mise, pour sa part, sur une gestion centralisée des fonds de contribution, réduisant leur nombre total à deux (l'un destiné au logement social, l'autre au logement abordable) pour l'ensemble de la municipalité[351]. Le présent point s'intéresse à la gestion de ces deux fonds et à l'usage des sommes qui y seront versées.

En leur forte majorité, les participants n'ont toutefois pas distingué ces deux fonds et ont parlé presque exclusivement « *du* » fonds de contribution. Par souci de cohérence avec leurs propos, l'expression « *fonds de contribution* » sera utilisée au singulier.

Qu'ils soient favorables ou non à la centralisation du fonds de contribution, les participants craignent généralement que les sommes versées au fonds ne soient pas réinvesties dans le secteur qui les a produites. C'est pour cette raison qu'une majorité de répondants ayant pris position sur la question dit préférer une gestion décentralisée[352]. D'après ceux-ci, la centralisation du fonds fait courir le risque de « *favoriser la réalisation de projets d'inclusion en périphérie et aux extrémités, tout en étant financés par la contribution financière des promoteurs réalisant des projets au centre-ville et dans les quartiers centraux*[353]. » Ils prétendent qu'édifier des logements sociaux à proximité des projets privés à l'origine des contributions financières[354] aurait pour avantage d'en « *contrer les effets pervers, induits tant sur le prix du foncier que celui des loyers*[355] », en plus de « *mettre à l'abri les locataires les plus vulnérables [...] des augmentations abusives de loyer*[356] » et des conversions de logements locatifs en copropriétés.

[351] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 29
[352] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 12; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 9; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 9; Fédération des coopératives d'habitation, doc. 7.21, p. 13; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 27; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 21-22; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 11; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 3; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 11; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 8; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[353] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 21-22
[354] Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Comité logement de Montréal-Nord, doc. 7.54, p. 14; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 14; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 16; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Association coopérative d'économie familiale de l'Est de Montréal, doc. 7.76, p. 4; Action dignité de Saint-Léonard, doc. 7.77, p. 4; Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul, doc. 7.80, p. 6; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; La Petite Maison de la Miséricorde, doc. 7.87, p. 4; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, doc. 7.89, p. 7; Christa Smith-Kingston, doc. 7.94, p. 4; La Marie Debout, centre de femmes, doc. 7.99, p. 4; Comité BAILS, doc. 7.102, p. 5; François Bruneau, Isabelle Charrier et Giacomo Valzania, doc. 7.104, p. 16; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Projet PAL, doc. 7.123, p. 4
[355] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 9
[356] *Ibid.*

Certains intervenants perçoivent des avantages clairs à la centralisation du fonds de contribution. C'est le cas de Rayside Labossière, pour qui elle représente « *une opportunité d'assurer une planification plus cohérente à l'échelle de la Ville et de défaire la lourdeur administrative et la fragmentation engendrées par les 38 fonds locaux*[357]. » L'Institut de développement urbain juge, pour sa part, que le nouveau fonds répond à l'enjeu d'efficacité en offrant la flexibilité nécessaire pour réaliser « *des unités au plus bas coût marginal possible*[358]. »

Que plusieurs participants approuvent la centralisation du fonds ne les empêche pas de déplorer un manque d'information relativement à la répartition des sommes recueillies[359]. En l'absence de telles précisions, le Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH) craint que les arrondissements densément construits « *continuent d'être les parents pauvres*[360] *»* du logement social, et cela, même si la centralisation du fonds « *peut représenter une forme de péréquation qui permettra un meilleur et surtout réalisable réinvestissement*[361] *»* dans ce type d'habitation. Par conséquent, des participants demandent de clarifier le processus décisionnel entourant la gestion des sommes à venir[362] et de celles présentes au fonds de la Stratégie d'inclusion[363], l'arrimage décisionnel entre la ville-centre et les arrondissements[364], ainsi que les critères proposés pour développer du logement social. Des précisions sont également demandées quant au mode de gestion du fonds dans le cas où les montants recueillis ne suffiraient pas au paiement des contreparties financières[365].

Afin que « *l'ensemble des quartiers puissent bénéficier des retombées positives de ce règlement*[366] *»*, des intervenants préconisent d'associer au fonds des « *mécanismes de contrôle reposant sur l'analyse des besoins*[367] » et, plus généralement, un « *mécanisme de concertation impliquant les arrondissements et les acteurs locaux*[368] ». À ce propos, La Coalition montréalaise des tables de quartier soutient que « *c'est en impliquant les arrondissements, les organismes en logement et les concertations locales que la Ville pourra rester connectée avec les besoins du milieu*[369]. »

Certaines propositions visent à étendre la portée du fonds de contribution. Rayside Labossière espère que sa centralisation donnera lieu à une « *stratégie immobilière plus agressive de la part*

[357] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 16
[358] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2.1, L. 715-755
[359] Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 11; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 7; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 15; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1
[360] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5
[361] *Ibid.*
[362] *Ibid.*
[363] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 7
[364] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5
[365] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 11
[366] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 15
[367] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7
[368] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 24
[369] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 7

de la Ville pour l'acquisition de terrains hors inclusion [...] qui sera notamment bénéfique pour les petits projets sociaux[370]. » L'Ancre des jeunes suggère d'utiliser le fonds pour l'achat « d'immeubles occupés[371] ». Groupe MACH demande, quant à lui, une mesure de « *traçabilité* » des contributions qui y sont versées, afin que des promoteurs puisse les utiliser « *dans d'autres projets [...] pour faire du logement social, même si ce n'est pas requis*[372]. »

2.3 Les catégories de logement visées

Le projet de règlement fixe des exigences en matière de logement social, abordable et familial.

2.3.1 Le logement social

Le logement social a fait l'objet de commentaires et de suggestions de la plupart des interlocuteurs concernant : la part de logement social requise, le seuil d'application en matière d'inclusion de logement social, la cession d'immeuble, la cession d'immeuble incluant un projet de logement social clé en main, la contrepartie financière à la cession d'immeuble et la contribution financière du promoteur.

La part de logement social requise

Des organismes accueillent favorablement la révision à la hausse des exigences en logement social à 20 %[373] par rapport à la Stratégie d'inclusion, et estiment que le règlement « *constitue une avancée en ce qui a trait au logement social*[374] *»*. Néanmoins, certains déplorent que la méthode employée pour calculer le nombre de logements sociaux à intégrer, basée sur la superficie du volet résidentiel privé et non sur la superficie totale d'un projet, ait pour effet de réduire le pourcentage réel de logement social à 16,7 % au lieu des 20 % annoncés[375]. Ces intervenants proposent donc de retenir la méthode de la Stratégie d'inclusion afin que la somme des unités attribuées au logement social corresponde bien à 20 % du projet[376].

Une forte majorité des participants s'étant prononcés sur le pourcentage de logement social requis par le règlement estiment insuffisant l'objectif de 20 %. Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) se demande, par exemple, comment « *avec un objectif aussi maigre [...] Montréal va réussir à assurer la mixité sur son territoire* », et cela « *même en diversifiant les outils* » pour développer davantage de logements sociaux[377]. Considérant « *l'ampleur du défi à relever, notamment dans un contexte de financiarisation de l'habitation et*

[370] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 16
[371] Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 2
[372] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1855-1875
[373] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 8; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 5
[374] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 4
[375] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 8
[376] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 8; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 4; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 1
[377] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7

de fragilisation du droit de cité[378] *»*, ces participants recommandent à la Ville de revoir à la hausse ses ambitions en matière de logement social[379], d'élever son objectif à 40 %[380], voire que ces 40 % constituent un minimum[381]. Comme indiqué à la section 2.3.2 suivante, nombre d'intervenants formulent ces mêmes requêtes en réaction à la définition et aux paramètres en matière de logement abordable et familial.

Sans s'avancer sur un pourcentage précis, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal recommande de fixer la part du logement social « *en fonction des besoins de la population et du taux d'effort des ménages, de même qu'en tenant compte des enjeux de maintien des populations locales dans des quartiers en pleine gentrification*[382]*. »* Brique par brique abonde en ce sens[383], précisant que ce « *chiffre* » devrait tenir compte du pourcentage de la population bénéficiaire et du « *manque à gagner* » selon les quartiers[384].

Des participants font remarquer que la définition du logement social ne signifie pas systématiquement un logement subventionné, mais comprend aussi les logements offerts sans programme de subvention au loyer (PSL). Estimant par conséquent que la Ville de Montréal « *rate sa cible déjà insuffisante de 20 % de logements sociaux*[385] », ils demandent que la totalité de ces logements bénéficient d'une telle subvention, ou à tout le moins que le pourcentage de logements sociaux accompagnés à 100 % du programme de subvention au loyer soit augmenté « *de façon significative*[386] ». La Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM) réclame

[378] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6

[379] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 5; Michèle Perrozzino, doc. 7.46, p. 1; Gilbert St-Arnaud, doc. 7.47, p. 1; Jillur Rob et Seema Laskar, doc. 7.51, p. 1; Marguerite Wotto, doc. 7.52, p. 1; Richard Lessard, doc. 7.60, p. 1

[380] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 4; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 8; Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 12

[381] Ex aequo, doc. 7.5, p. 12; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 6; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 6; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 4; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Comité logement de Montréal-Nord, doc. 7.54, p. 14; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 14; Brin d'Elles, doc. 7.59, p. 6; Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu, doc. 7.62, p. 6; Le sac à dos, doc. 7.63, p. 6; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; OSBL Habitation Montréal (OHM), doc. 7.66, p. 7; Maison St-Dominique, doc. 7.67, p. 6; Maison l'Éclaircie de Montréal, doc. 7.70, p. 7; Chambreclerc, doc. 7.74, p. 6; Association Logement Amitié Inc., doc. 7.75, p. 7; Les Toits de Mercier, doc. 7.78, p. 7; Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul, doc. 7.80, p. 7 ; Espace La Traversée, doc. 7.82, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Un Toit En Ville, doc. 7.85, p. 6; La Petite Maison de la Miséricorde, doc. 7.87, p. 4; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, doc. 7.89, p. 7; Christa Smith-Kingston, doc. 7.94, p. 4; Rêvanous, doc. 7.95, p. 6; La Marie Debout, centre de femmes, doc. 7.99, p. 4; François Bruneau, Isabelle Charrier et Giacomo Valzania, doc. 7.104, p. 15; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Les Habitations du Réseau de l'Académie, doc. 7.119, p. 6; La Maison Marguerite de Montréal, doc. 7.121, p. 6; Sous le toit de PAL, doc. 7.122, p. 6; Projet PAL, doc. 7.123, p. 4; Habitations populaires de Parc Extension, doc. 7.124, p. 6; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 1

[382] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 7

[383] Brique par brique, doc. 7.13, p. 11

[384] Brique par brique, doc. 7.13.1, L. 1960-1975

[385] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 5; Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul, doc. 7.80, p. 7

[386] Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2

que la part de logement social s'élève à 40 % des projets encadrés par le règlement, et que de ce pourcentage, au moins la moitié des unités soient dotées d'un programme de subvention au loyer[387].

Le seuil d'application en matière d'inclusion de logement social

La Ville de Montréal prévoit que le règlement pour une métropole mixte s'appliquera à tous les projets résidentiels de 450 m² et plus. Si quelques intervenants approuvent ce seuil d'application[388], plus nombreux sont ceux réclamant que « *tout projet de développement privé soit soumis à l'inclusion, quel que soit le nombre d'unité*s[389]. » À cet égard, le Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun soulignent que le règlement constitue un recul par rapport à la situation actuelle dans leur arrondissement, la politique locale d'inclusion de logements abordables de Verdun ne comportant pas un tel minimum[390].

À l'inverse, Vivre en Ville recommande fermement « *de ne pas assujettir les petits joueurs de l'immobilier*[391] » et de porter le seuil d'application du règlement à 20 logements. D'après l'organisme, les projets de plus petite échelle « *assurent une diversité au sein des projets d'habitation et offrent bien souvent des réponses à des besoins spécifiques non comblés par les acteurs traditionnels plus imposants sur le marché*[392] *»*. L'Association de la construction du Québec recommande, pour sa part, de hausser le seuil d'application à 900 m² sur plus de deux étages[393], et l'APCHQ, au même niveau que celui des volets abordable et familial, soit 50 logements[394]. Sans préciser de limite, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain demande également de « *laisser le petit promoteur tranquille*[395]. » Ces propositions font écho aux préoccupations transmises quant à l'impact économique du règlement sur les petits promoteurs présentées à la section 2.5.1.

[387] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10
[388] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 3; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 5
[389] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 14; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 1; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 2; Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 6; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 2; Sébastien Jean, doc. 8.1; Nathalie Nadon, doc. 8.1; Manuel Johnson, doc. 8.1
[390] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 5
[391] Vivre en Ville, doc. 7.137, p. 2
[392] *Ibid.*
[393] Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 6
[394] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 8
[395] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32.1, L. 2708

La cession d'immeuble

Un promoteur dont le projet est encadré par le règlement peut choisir entre céder un immeuble afin qu'y soient construits des logements sociaux, verser une contribution financière pour le développement de logement social, ou combiner ces deux options si le potentiel constructible de l'immeuble cédé est insuffisant. Un immeuble cédé doit pouvoir accueillir un développement social correspondant à 20 % du projet privé s'il jouxte celui-ci (inclusion sur site), et à 22 % du projet privé s'il se trouve dans un rayon de deux kilomètres (inclusion hors site). Au centre-ville, la proportion demeure constante à 20 %[396].

L'inclusion de logements sociaux sur site « *semble [...] être un bon moyen de favoriser la mixité, notamment dans les secteurs centraux*[397] » selon l'Atelier Habitation Montréal. Rayside Labossière y voit également un « *outil intéressant pour garantir que les projets sociaux qui voient le jour disposent d'un milieu urbain attrayant, proche des services et au cœur de la ville*[398]*. »*

Cela étant dit, l'établissement à 150 unités et plus de l'obligation de céder un terrain est problématique pour de nombreux répondants. Divers participants regrettent que le nombre minimal de logements pour imposer l'inclusion ait augmenté par rapport au seuil de 100 unités fixé dans la Stratégie d'inclusion municipale[399]. En exigeant des promoteurs immobiliers une contribution financière pour les projets en deçà de 150 logements « *la Ville répond-elle à son objectif de mixité? A-t-elle bien anticipé les impacts sur le nombre de projets de logements sociaux qui ne pourront être construits in situ ou dans un rayon de deux kilomètres?*[400] » demande l'organisme Multi-Femmes.

Plusieurs intervenants expriment une vive inquiétude concernant le règlement qui, selon eux, ne permettra pas la construction de nouveaux logements sociaux dans les secteurs densément construits[401]. Le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal résume la situation en disant que « *dans les quartiers centraux, les terrains sont souvent petits, avec des hauteurs et densités permises qui ne sont pas compatibles avec la réalisation de logements sociaux. L'inclusion sur site, et même hors site, devient alors très difficile*[402]*. »* Une assertion que vient corroborer l'expérience locale du Comité logement de la Petite Patrie : « *Sauf de rares exceptions, la densité résidentielle*

[396] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 17
[397] Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 5
[398] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 16
[399] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 7; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 7; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 3; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 5-6
[400] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3
[401] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 3; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 10; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11; Anaïs Flanquart, doc. 8.1; Flore Cebollada, doc. 8.1; Marie Karla Leduc, doc. 8.1; Lisabell Phan, doc. 8.1; Marie-France Lavoie-Sergerie, doc. 8.1; Emilie Fournier, doc. 8.1; Genevieve Godin, doc. 8.1; Claudia Bouchard, doc. 8.1; Wennita Charron, doc. 8.1; Nina Pourteau, doc. 8.1; Sarah Landry, doc. 8.1
[402] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17

de La Petite-Patrie n'autorise pas de projets de cette ampleur[403]*. »* Le Comité propose donc d'exiger la cession de terrain pour tous les projets de 50 logements et plus, une disposition qui pourrait « *s'adresser seulement aux quartiers avec une trame urbaine dense*[404]*. »* Le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) estime également que « *même si le Règlement est une initiative intéressante, il mènera à très peu de logements répondant aux besoins dans un quartier comme Parc-Extension*[405]*. »* Des propos similaires sont tenus concernant les quartiers Villeray[406], Saint-Michel[407] et Hochelaga-Maisonneuve[408].

La rareté des terrains disponibles fait craindre à la Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve que même dans le cas où un projet serait assez important pour impliquer une cession d'immeuble, les promoteurs « *ne soient trop souvent tentés de contribuer au fonds de [contribution] pour garder un maximum d'unités à vendre*[409]*. »*

Pour ces mêmes raisons, Atelier habitation Montréal croit essentiel de livrer les unités sociales sur le site du projet privé, en particulier dans les quartiers centraux[410]. Quant aux quartiers « *non centraux [...] en développement urbain rapide comme Montréal-Nord* », la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) n'en estime pas moins qu'il faille éviter le recours au fonds de contribution « *pendant que nous pouvons encore avoir un impact sur le tissu urbain*[411]*. »* Quelques intervenants appellent ainsi la Ville à exiger des promoteurs qu'ils démontrent l'impossibilité d'une inclusion sur site ou à proximité avant de pouvoir recourir au versement d'une contribution financière[412]. Le règlement devrait inciter à l'inclusion, même pour les projets inférieurs à 150 unités[413], et traiter les contributions financières comme des exceptions, car selon la Coalition de la Petite-Bourgogne, « *les montants versés en compensation, s'ils ne sont pas utilisés, perdront de la valeur très rapidement et les pourcentages d'inclusion seront moindres*[414]*. »* En ce sens, Le Groupe CDH demande un suivi « *extrêmement serré* » de la Ville, afin d'apporter promptement les ajustements nécessaires au maintien de la « *priorité terrain*[415] ». Un moyen d'inciter les promoteurs privés à céder un terrain serait d'accélérer le processus d'approbation des projets d'habitation sociale, selon des participants[416]. La longueur

[403] Comité logement de la Petite Patrie, doc. 7.24, p. 9
[404] Comité logement de la Petite Patrie, doc. 7.24, p. 10
[405] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 7
[406] Association des locataires de Villeray, doc. 7.35, p. 4
[407] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 7
[408] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 7
[409] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 6
[410] Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 6
[411] Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7
[412] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p.9; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 2
[413] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 7
[414] Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3
[415] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3
[416] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5

et la lourdeur de tels processus représentent un coût pour les promoteurs, ce qui peut « *atténuer leur ouverture à réaliser des logements sociaux sur site*[417]*. »*

Malgré le fait que la Ville ait précisé, dans sa documentation[418] et lors de la soirée d'information[419], qu'un développeur pourrait choisir la modalité qu'il préfère entre une cession d'immeuble et une contribution financière, la Corporation Cadillac Fairview dit constater que « *le règlement induit déjà un fort biais*[420]. » En effet, selon ce participant, la structure du règlement force au choix d'une cession d'immeuble « *dans le cas des projets de plus fort gabarit* », et l'affirmation de la Ville selon laquelle « *les plus petits projets (environ 150 logements ou moins) verseront principalement des contributions financières*[421] », porte à penser que la préférence du promoteur n'aura pas de poids réel. Par conséquent, la Corporation demande à la Ville de « *confirmer formellement dans le règlement que les contributeurs pourront choisir la modalité de contribution qui leur convient*[422]. »

Corollaire des 150 unités nécessaires à une cession d'immeuble, le seuil minimal de 30 unités pour la réalisation d'un projet de logement social suscite sa part d'interrogations : « *Pourquoi décréter également que les projets de logements sociaux de 30 unités et moins ne sont pas viables?*[423] » demande le FRAPRU. Considérant que « *la présente administration et le milieu du logement social et communautaire ont si souvent fait preuve d'ingéniosité*[424] *»*, la Ville devrait agir avec souplesse et « *consulter le milieu pour analyser si le projet est développable ou pas, avant de l'exclure*[425] *»*. Des intervenants justifient la validité des projets d'habitation sociale de petite taille par leur propre expérience positive en la matière. Le Réseau habitation femme/La chrysalide souligne que ses immeubles de 6 à 30 unités « *n'ont pas de problèmes de viabilité »* et favorisent *« une vie communautaire significative pour bâtir des liens*[426] ». Il en résulte une « *meilleure inclusion dans le secteur, ce qui permet une réelle mixité*[427] ». C'est également l'avis de la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, selon laquelle des « *milieux de vie de taille modeste et [une] diversité de structures parviennent à intégrer et maintenir en logement des personnes qu'aucune autre forme de logement ne saurait accueillir*[428] ».

Dans le même esprit, l'expérience terrain des Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne les amène à conclure que « *des coopératives ou des OBNL d'habitation dans d'immenses projets de centaines de logements rendent plus difficiles le vivre-*

[417] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p.9;
[418] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 28
[419] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 2589-2593
[420] La Corporation Cadillac Fairview Ltée, doc. 7.29, p. 7
[421] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 17
[422] La Corporation Cadillac Fairview Ltée, doc. 7.29, p. 9
[423] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7
[424] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7
[425] Comité des Organisme Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4
[426] Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[427] Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[428] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 6

ensemble[429] *»*. Une telle position est toutefois nuancée par Groupe MACH dans le contexte particulier du centre-ville : « *Il devrait aller de soi, en 2019, que le droit de vivre en ville s'accompagne de l'obligation de vivre en milieu dense*[430] *»*. C'est pour cette raison que « *dans des complexes immobiliers d'envergure, on devrait permettre la création de très grands complexes de logements social densifiés*[431] *»*.

Avant la cession d'un immeuble vacant, le Groupe CDH estime « *impératif que son potentiel de construction soit effectivement et complètement démontré*[432]*. »* Cette précaution permettrait de corriger l'entente conclue avec le promoteur impliqué si, pour des raisons physiques, légales ou normatives, il s'avérait impossible de réaliser le potentiel constructible du terrain tel qu'estimé[433]. Quant à l'exigence de remblayer un site vacant préalablement à sa cession, le même organisme la croit superflue et propose qu'un « *travail conjoint puisse être mis en place entre le promoteur cédant et la Ville de Montréal ou l'organisme porteur du projet social* », afin d'éviter une nouvelle excavation[434].

Le projet de règlement prévoit qu'un terrain soit cédé par le promoteur à la Ville de Montréal, qui l'attribuera ensuite à un organisme communautaire porteur d'un projet de développement de logement social. Cette clause reçoit l'assentiment de la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), qui déplore toutefois que sa formulation « *ne précise pas la façon dont cette cession se fera ni les critères qui l'encadreront*[435] *»*. Conséquemment, la FECHIMM demande d'intégrer, « *dans les critères guidant l'attribution d'un lot ou d'un bâtiment à un organisme porteur d'un projet de développement de logements coopératifs ou sans but lucratif, les mécanismes de concertation locale soutenant celui-ci*[436]*. »*

La cession d'immeuble incluant un projet de logement social clé en main

En vertu du projet de règlement, le promoteur cédant un immeuble peut réaliser lui-même les logements sociaux qui y sont prévus. Plusieurs intervenants s'interrogent quant au mode de livraison des logements sociaux envisagé par la Ville pour ce type d'inclusion.

Concernant les logements sociaux à livrer, le Groupe CDH indique ne pas trouver au règlement de précisions concernant « *le contrôle de la conception par la Ville ou par les organismes communautaires qui en assureront ultimement la gestion*[437] ». Le règlement prévoit un minimum

[429] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5
[430] Groupe MACH, doc. 7. 18, p. 5
[431] *Ibid.*
[432] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 5
[433] *Ibid.*
[434] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4
[435] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 15
[436] *Ibid.*
[437] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4

de mètres carrés à réaliser, mais aucun « *pouvoir coercitif à la Ville de Montréal afin de s'assurer que ces projets répondent réellement aux besoins du quartier*[438] ».

Rayside Labossière mentionne que la formule clé en main établit un rapport de force favorable au promoteur constructeur, ce qui « *distancie l'architecte des usagers et du propriétaire du futur projet de logement social*[439]*. »* En conséquence, « *il y a un risque accru que ce soit le projet de logement social qui s'adapte au projet immobilier et non le projet immobilier qui s'adapte au projet de logement social*[440]*. »* D'après l'expérience de Communauté Saint-Urbain, ce rapport de force a un impact sur la qualité des matériaux et du bâtiment dans son ensemble : « *Les projets clé en main, c'est des cauchemars pour les groupes, parce que les entrepreneurs vont faire leur beau projet, puis à côté, [ils vont] faire un petit clé en main tellement cheap que ça marche pas et que les OBNL après sont pris pendant des années et des années à réparer des déficiences*[441]*. »* Le Réseau habitation femmes/La Chrysalide ajoute que le développement de projets de logements sociaux n'est pas qu'une simple opération technique, car il peut bénéficier concrètement aux futurs résidents : « *Il s'agit d'une occasion d'impliquer les actuelles et futures locataires et ainsi contribuer à leur empowerment*[442]*. »*

Des participants estiment donc nécessaire d'intégrer les organismes communautaires dès la conception des projets[443], voire « *bien avant la signature des ententes d'inclusion*[444] ». Parce que les futurs résidents des projets de logement social ont souvent des limitations fonctionnelles et des besoins spécifiques[445], les OBNL d'habitation, notamment les groupes de ressources techniques (GRT), sont des « *acteurs incontournables* » pour que ces besoins et limitations se traduisent dans la construction des logements sociaux[446]. Disant avoir eu « *très peu de contrôle* » sur le processus de construction dans le cadre de la Stratégie d'inclusion[447], des intervenants réclament de pouvoir faire le choix d'obtenir un terrain vacant ou un projet clé en main[448].

Enfin, l'inclusion de logement social selon le mode clé en main « *pèse lourdement sur la formule coopérative*[449] *»*, selon la FECHIMM. Le développement de projets clé en main étant réalisé par le haut, il va à l'encontre de la dynamique coopérative qui « *repose sur l'engagement d'un groupe de personnes prêtes à se mobiliser pendant un processus assez long, [afin] de mettre en place un processus démocratique et responsable d'un fonctionnement efficace*[450]*. »*

[438] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4
[439] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 22
[440] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 22
[441] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11.1, L. 3410-3413
[442] Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[443] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8-9
[444] Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 7
[445] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8-9
[446] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8-9; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 7
[447] Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[448] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6; Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[449] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6
[450] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6

La contrepartie financière à la cession d'immeuble

Le projet de règlement prévoit qu'une contrepartie financière sera versée par la Ville à un promoteur en retour d'une cession d'immeuble.

Considérant les « *besoins urgents des ménages à faible revenu* », Concertation en développement social de Verdun est d'avis que la hausse des contreparties par rapport aux montants prévus à la Stratégie d'inclusion est « *beaucoup trop élevée*[451] ». L'organisme croit « *totalement injustifié qu'un tel soutien financier soit versé aux constructeurs afin d'amoindrir l'impact du Règlement sur leurs profits* », ajoutant que la cession d'un immeuble « *ne constitue pas une perte pour le constructeur, mais une diminution du profit*[452]*. »* Le Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun se disent également préoccupés que la « *majorité [sic] des sommes collectées* » sous forme de contributions financières soit reversée en contrepartie de cessions d'immeubles. En revanche, ces organismes sont « *conscients [...] que de telles cessions offriront des retombées plus importantes que les contributions financières qui pourraient être faites à leur place*[453]*. »*

Davantage de participants estiment que les contreparties financières prévues au règlement sont insuffisantes. Selon l'APCHQ, ces « *barèmes de prix prévus pour la cession de terrains [...] ne sont pas alignés sur les valeurs réelles du marché*[454] », d'où une perte importante pour les promoteurs[455]. D'après le Groupe de sociétés Westcliff, les écarts par rapport aux taux du marché sont « *parfois significatifs* », et pourraient « *décourager les développeurs de continuer à investir dans la ville de Montréal*[456]*. »* Un moyen pour les promoteurs d'obtenir « *une juste contrepartie* » serait de procéder à une évaluation du terrain par un tiers désigné[457]. Des participants craignent, pour leur part, que les contreparties financières prévues ne suffisent pas à convaincre les promoteurs de choisir la cession d'un terrain plutôt que le versement d'une contribution financière[458], notamment dans les secteurs où les valeurs foncières sont particulièrement élevées[459]. Le Comité logement Petite-Patrie propose donc de les bonifier et de financer une telle mesure « *en haussant le montant des contributions financières afin de rendre celles-ci réellement dissuasives*[460]*. »*

[451] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 9
[452] *Ibid.*
[453] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 4
[454] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 11
[455] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 9
[456] Le Groupe de sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 7
[457] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21
[458] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 7
[459] Comité logement Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 10
[460] Comité logement Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 10

La contribution financière du promoteur

Afin de remplir les exigences du règlement en matière de logement social, un promoteur peut choisir de verser une contribution financière plutôt que de céder un immeuble.

« *Compte tenu des prix actuellement observés sur le marché montréalais*[461] *»*, les participants ayant abordé la question doutent que les contributions financières exigées incitent les promoteurs à privilégier la cession d'immeuble[462]. Au contraire, Habiter Ville-Marie craint qu'elles n'invitent les promoteurs à y « *recourir systématiquement* », et que « *l'application du règlement ne produise les mêmes résultats que ceux obtenus par l'application de la Stratégie d'inclusion au centre-ville*[463] ». En outre, les contributions versées pour des projets dans les quartiers centraux risquent de servir surtout à financer des projets en périphérie ou aux extrémités[464], « *où les résidents et résidentes [...] les plus durement touché(e)s par la crise du logement seraient alors invité(e)s à se reloger, loin de leurs réseaux et services auxquels ils et elles ont accès*[465] ».

Les participants insistent donc pour que les montants prévus à titre de contributions financières « *soient suffisamment élevés*[466] » et, plus généralement, qu'ils soient haussés[467] afin d'inciter clairement à la cession d'immeuble. Certains suggèrent de prendre exemple sur la stratégie locale de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, en imposant une contribution financière « *équivalente à 50 % du nombre logements privés du projet*[468] ». Le Réseau habitation femmes/La Chrysalide demande de rendre les contributions financières « *toujours plus coûteuses que les cessions en terrains ou en projets clé en main, quel que soit le nombre d'unités développées*[469]*. »* Il est également proposé que la part de 20 % de logement social soit « *majorée à un pourcentage significativement plus élevé, lorsque ce pourcentage est utilisé pour le calcul d'une contribution financière*[470] ».

[461] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6
[462] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 10; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 10; Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 12
[463] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4
[464] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 19
[465] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 10
[466] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 6
[467] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 4; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 19; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 16; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 10; L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 1; Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5
[468] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 10; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 10; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 12
[469] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 10
[470] Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 3

2.3.2 Le logement abordable

En plus des exigences identifiées en logement social, le règlement impose des exigences en logement abordable pour tous les projets de 50 unités ou plus. Le règlement définit ce type d'habitation comme « *un logement privé à vendre ou à louer, dont le prix est légèrement inférieur au marché ou égal à celui d'une unité de conception modeste*[471]. »

La définition du logement abordable

La définition du logement abordable est difficilement dissociable des prix plafonds qui y sont associés.

Bien qu'il soit « *tout à fait légitime*[472] » d'intégrer un volet abordable au règlement, ses objectifs étant distincts de ceux du logement social et de sa clientèle issue « *de la classe moyenne ne pouvant pas se permettre un logement convenable au prix du marché*[473] », de nombreux répondants pensent que la définition proposée par la Ville est « *inappropriée pour mesurer l'abordabilité*[474]*. »*

La notion d'un prix « *légèrement inférieur au marché ou égal à celui d'une unité de conception modeste*[475] » employée par la Ville est perçue comme étant « *extrêmement timide, voire volontairement floue*[476] » par plusieurs. Selon ces intervenants, il est « *paradoxal que les loyers plafonds ciblés pour les logements abordables soient calculés en fonction du marché et non en fonction des revenus des ménages locataires*[477]*. »*

Il s'agit d'un « *dilemme* » que résume ainsi Mario Polèse : « *Le problème du volet "abordable" est qu'il est difficilement applicable dans les faits, raison pour laquelle il est resté de facto inopérant dans la réglementation actuelle. [...] Ou bien le Règlement fixe les seuils de prix trop bas (une contre-incitation à construire) ou bien il les fixe proches du marché, ce qui va à l'encontre même de l'intention du règlement*[478]*. »*

Nombre de participants font une telle constatation. Ils affirment que le logement abordable ne favorisera pas de véritable mixité sociale[479] parce que sa définition omet « *les besoins et les*

[471] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21
[472] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 28
[473] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 28
[474] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 13
[475] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21
[476] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 8
[477] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 9; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 8; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 3; Notre-Dame-de-Grace Community Council, doc. 7.100, p. 1
[478] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2
[479] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 7-8

réalités socioéconomiques des ménages[480] ». Il y aurait donc lieu de revenir à la définition du logement abordable inscrite à la Stratégie d'inclusion[481], et de calculer l'abordabilité « *en fonction des revenus des ménages locataires et de la capacité à payer leur loyer sans compromettre leurs autres besoins de base*[482]*. »* Cela correspond, pour plusieurs, à 30 % du revenu avant impôt d'un ménage donné[483], et concorde ainsi avec la définition utilisée par la Société canadienne d'hypothèque et de logement[484].

Certaines interventions mettent en relief une autre source d'ambiguïté concernant la définition du logement abordable, relative à sa nature de bien privé. L'Association des biens immobiliers du Canada soutient que « *the government is free to set the rates on their own public housing units but should be cautioned against setting fixed rates on privately owned and operated units*[485]*. »* L'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE) souligne de son côté que le volet abordable étant « *cédé à des tiers privés (ménages acheteurs ou propriétaire privé de l'offre locative), la définition de logement abordable au règlement encourage la privatisation partielle de terrains publics dans les cas où il n'y serait pas réalisé exclusivement du logement social*[486]*. »*

Les prix et loyers plafonds

Dans chacun des territoires d'application qu'il définit, le règlement stipule des prix et des loyers plafonds selon le type d'unité d'habitation : studio, une chambre, deux chambres, trois chambres et plus (« *grands logements* »).

Les commentaires reçus concernant les prix et loyers plafonds du logement abordable se divisent essentiellement en deux groupes : les partisans d'une nette réduction des montants prévus afin de mieux correspondre à la capacité de payer des résidents actuels des quartiers, et les partisans d'une hausse afin de se rapprocher davantage des prix pratiqués dans le marché immobilier.

Un propos récurrent à propos des logements abordables tels que définis au règlement est que ceux-ci devraient être revus à la baisse, car ils « *ne sont pas abordables pour une forte proportion de locataires lorsque l'on rapporte le prix des loyers à leur revenu*[487]*. »* Nombre de répondants se sont prêtés à ce calcul, afin de mesurer l'adéquation des prix et loyers plafonds applicables dans leurs quartiers respectifs aux revenus annuels de différents types de ménages. Plusieurs se

[480] Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7
[481] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 22; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 9; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8
[482] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 13
[483] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 22; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 6; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 9; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Daniel Berlowitz, doc. 8.1; Kim Thibault, doc. 8.1; Antoine Beaupré, doc. 8.1
[484] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 8; Association des biens Immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 2; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7
[485] Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 5
[486] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 19
[487] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 9

demandent par exemple « *quels ménages dans le centre-ville ou les quartiers centraux pourront accéder à des logements dont les loyers varient entre 880 $ pour un studio et 2 000 $ pour un logement de trois chambres à coucher et plus*[488]*. »* Qu'il s'agisse de Ville-Marie[489], de Griffintown[490], de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce[491], de Parc-Extension[492] ou de Saint-Michel[493], ils arrivent à la conclusion que la location ou l'achat d'un studio pour une personne seule et d'un logement de trois chambres à coucher pour une famille excèdent le revenu médian des ménages du secteur. Les prix plafonds prévus au règlement sont aussi « *largement supérieurs à ceux qui étaient retenus par les autorités municipales dans le bilan de la Stratégie d'inclusion réalisée peu de temps avant l'élaboration du projet de règlement*[494]*. »* Même si, en regard du marché, « *le logement "abordable" sera offert à un prix très intéressant au centre-ville*[495] », la Direction régionale de santé publique de Montréal avance que « *les unités réellement abordables en fonction de leur revenu se trouvent dans [les] dernières zones pour une importante proportion de locataires*[496]*. »*

L'UTILE évalue que seuls 20 % des étudiant(e)s auront les moyens d'acquitter les loyers prévus au règlement pour les logements abordables, bien que leur roulement au sein des logements dans les quartiers centraux fasse en sorte qu'ils « *paient presque systématiquement plus cher que la moyenne du marché*[497] ».

Plusieurs intervenants font remarquer que les prix et loyers plafonds prévus au règlement sont souvent plus élevés que les coûts moyens des logements dans les secteurs correspondants. Le règlement risque ainsi de créer un effet inflationniste[498] sur les loyers des logements privés existants, « *les propriétaires d'immeubles locatifs [ayant] alors beau jeu pour augmenter leurs loyers*[499]*. »* Par ailleurs, l'imposition de prix plafonds constitue une garantie que les prix demandés pour les nouveaux logements ne seront jamais inférieurs à ces montants, car « *dans un marché qui fait face à une pénurie de logement et dont la demande surpasse l'offre, quel avantage tirerait un promoteur à louer ou à vendre à un prix moindre de ce qui lui est permis*?[500] ». De tels prix, cautionnés comme abordables par la Ville, pourraient bien renforcer leur

[488] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7
[489] *Ibid.*
[490] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 9
[491] Notre-Dame-de-Grace Community Council, doc. 7.100, p. 1
[492] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 7
[493] Vivre Saint-Michel en santé, 7.27, p. 7
[494] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 32
[495] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, 7.10, p. 13
[496] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 34
[497] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, 7.10, p. 6, 9 et 11
[498] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 10; Direction régionale de santé publique de Montréal doc. 7.28, p. 32; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 22; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9; Mélanie Baril, doc. 8.1
[499] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 10
[500] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9

acceptabilité sociale[501], mais « *au bout du compte* », demande l'APCHQ, « *se perdra-t-il plus de logements abordables qu'il ne s'en créera?*[502] ».

Des interlocuteurs estiment en revanche que les prix et loyers plafonds sont trop éloignés des valeurs du marché[503]. L'Institut de développement urbain les qualifie de « *significativement inférieurs aux prix [et] loyers de marché des unités neuves correspondantes*[504]*. »* Alors que les règlements d'inclusion existants en Amérique du Nord établissent « *généralement* » la valeur du logement abordable entre 80 % et 90 % de celle du marché[505], l'écart prévu au règlement « *va parfois jusqu'à 50 % et, dans certains cas, le prix plafond est même en dessous du prix de revient des copropriétés*[506]*. »* Par conséquent, l'établissement de prix et loyers maximaux adéquats pour les unités abordables impliquerait de déterminer « *un écart maximal (plafond) entre l'abordable et le neuf pour toutes les typologies de logement et tous les territoires*[507]*. »*

L'Association des biens immobiliers du Canada se dit contraire à l'idée même de prix et de loyers plafonds appliqués à des logements privés. Elle soutient que « *detaching unit prices from markets effectively ignores the factors that continue to contribute towards market-wide affordable housing in Montreal. Rather it carries the potential to hand select residents an affordability windfall while increasing costs for everyone else*[508]*.* »

La part de logement abordable requise

En forte majorité, les participants considérant que l'inclusion de logements abordables ne répondra pas aux besoins des ménages à revenu faible ou modeste, et que « *seul le logement social est une véritable solution*[509] », déclarent ne pouvoir souscrire à l'objectif de 20 % de logements abordables[510]. Ils recommandent donc à la Ville de « *favoriser l'inclusion de logements sociaux – qui permettent réellement de répondre aux besoins des ménages locataires*[511] », voire

[501] Brique par brique, doc. 7.13, p. 10
[502] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 10
[503] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 5-6; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 2; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 12
[504] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 5-6
[505] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 29-30; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21
[506] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21
[507] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 29-30
[508] Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 2
[509] Ex aequo, doc. 7.5, p. 11
[510] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 12
[511] Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 4; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Comité logement de Montréal-Nord, doc. 7.54, p. 14; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 14; Brin d'Elles, doc. 7.59, p. 6; Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu, doc. 7.62, p. 6; Le sac à dos, doc. 7.63, p. 6; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; OSBL Habitation Montréal, doc. 7.66, p. 7; Maison St-

d'abandonner la cible de 20 % de logement abordable et d'augmenter concurremment la part de logement social à 40 %[512]. De l'avis du FRAPRU, une telle mesure exigera davantage d'investissements de la part de la Ville et des paliers de gouvernement supérieurs, mais elle ne devrait pas déséquilibrer le marché de la construction ni nuire à l'attractivité de Montréal auprès des promoteurs comparativement à d'autres villes canadiennes[513].

La contribution financière au logement abordable

Un promoteur qui ferait le choix de ne pas inclure de logement abordable à un projet visé par le règlement, se verrait obligé de verser une contribution financière[514] dans un fonds destiné au développement de ce type de logement[515].

En concordance avec une majorité de commentaires cités aux points précédents, les propositions portant sur les contributions financières au logement abordable traduisent la méfiance envers la formule retenue pour ce type de logement. Ayant souligné que « *peu d'informations ont été divulguées concernant l'utilisation de ce fonds*[516] *»*, des intervenants souhaitent que les sommes amassées en contributions servent plutôt au développement du logement social « *hors inclusion*[517] » ou d'un autre modèle à but non lucratif, ce qui représente « *la meilleure façon d'assurer que des logements soient réellement abordables à long terme*[518]. » En effet, les participants insistent pour que le réinvestissement des contributions financières permette la construction de logements abordables à perpétuité[519], par exemple selon un modèle d'habitation à capitalisation partagée. D'après Bâtir son quartier, la Ville semble envisager cette possibilité lorsqu'elle écrit : « *Certaines sommes associées au logement abordable pourraient, en outre, être utilisées pour soutenir le développement de logements abordables pérennes*[520]*. »*

Dominique, doc. 7.67, p. 6; Maison l'Éclaircie de Montréal, doc. 7.70, p. 7; Chambreclerc, doc. 7.74, p. 6; Association Logement Amitié Inc., doc. 7.75, p. 7; Association coopérative d'économie familiale de l'Est de Montréal, doc. 7.76, p. 4; Action dignité de Saint-Léonard, doc. 7.77, p. 12; Les Toits de Mercier, doc. 7.78, p. 7; Espace La Traversée, doc. 7.82, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Un Toit En Ville, doc. 7.85, p. 6; La Petite Maison de la Miséricorde, doc. 7.87, p. 4; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, doc. 7.89, p. 7; Christa Smith-Kingston, doc. 7.94, p. 4; Rêvanous, doc. 7.95, p. 6; Habitations Nouvelles Avenues, doc. 7.97, p. 6; La Marie Debout, centre de femmes, doc. 7.99, p. 4; Centre des Aînés de L'Asie du Sud-Est, doc. 7.101, p. 6; Comité BAILS, doc. 7.102, p. 5; François Bruneau, Isabelle Charrier et Giacomo Valzania, doc. 7.104, p. 15; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Les Habitations du Réseau de l'Académie, doc. 7.119, p. 6; La Maison Marguerite de Montréal, doc. 7.121, p. 6; Sous le toit de PAL, doc. 7.122, p. 6; Projet PAL, doc. 7.123, p. 4; Habitations populaires de Parc Extension, doc. 7.124, p. 6; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 1

[512] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), doc. 7.20, p. 8; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 10; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Comité logement Ahuntsic Cartierville, doc. 7.26, p. 10; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 12; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 6; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 6; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Notre-Dame-de-Grace Community Council, doc. 7.100, p. 1

[513] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8

[514] Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 9

[515] Transcription de la séance d'audition des opinions du 25 octobre 2019, doc. 6.6, L. 2909-2916

[516] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 14

[517] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 14; L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 2

[518] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 7

[519] Brique par brique, 7.13, p. 12; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11

[520] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 29

Vivacité - Société immobilière solidaire formule également une proposition quant à la répartition des sommes selon les modes de tenure et demande « *que les contributions recueillies soient réinvesties de façon équitable entre les projets locatifs et ceux liés à l'acquisition, afin de répondre aux besoins des ménages de la classe moyenne*[521]*. »*

L'aide à la mise de fonds

Un promoteur qui choisirait d'associer les logements abordables inclus à son projet à des programmes facilitant l'accession à la propriété verrait les exigences du règlement revues à la baisse pour cette catégorie de logement[522].

Les intervenants ayant abordé cet aspect du règlement pensent qu'il ne profitera « *qu'à une poignée de ménages*[523] », à savoir les premiers acquéreurs[524]. En effet, dit l'organisme Vivacité, la diminution de la mise de fonds nécessaire à l'achat d'une propriété impose aux acheteurs de souscrire à une hypothèque plus grande, synonyme d'un endettement accru des ménages[525]. Le mécanisme a plusieurs conséquences, selon cet interlocuteur : en relevant le seuil de revenu nécessaire des acheteurs, il n'accroît pas l'abordabilité des propriétés visées et ne permet donc pas « *de rejoindre des acheteurs aux revenus plus près du revenu médian*[526]*. »* La pression qu'il exerce sur le parc immobilier agit au contraire comme un « *accélérateur de gentrification*[527] ». Le Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie croit également qu'à l'aide à la personne, centrée sur un ménage unique et offerte de manière ponctuelle, on devrait toujours préférer un investissement à long terme dans l'habitation elle-même[528].

Le règlement prévoit d'autre part qu'un projet résidentiel comportant plus de 80 % de logements assortis d'une aide à la mise de fonds serait exempté de son application[529]. D'après Brique par brique, les prix « *très élevés* » des logements abordables font en sorte qu'il s'agit là d'une « *échappatoire majeure pour des projets de développement immobilier qui pourraient éviter entièrement de réaliser du logement social*[530]*. »*

L'APCHQ rappelle que, pour chaque projet impliqué, l'aide à la mise de fonds requerra une accréditation des logements abordables par la SHDM dans le cadre de son programme Accès Condos. Puisqu'une telle procédure requiert du temps, des négociations et des frais, certains

[521] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11
[522] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 23
[523] Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 8
[524] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[525] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[526] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[527] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[528] Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie, doc. 7.129, p. 11
[529] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 15
[530] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9

acteurs économiques s'interrogent sur sa viabilité pour un petit nombre d'unités[531]. Pour cette raison, disent-ils, la SHDM devrait s'engager à traiter les demandes d'accréditation pour des projets de moindre envergure[532].

2.3.3 Le logement familial

La présente section aborde les différents types de logement familial, soit le logement familial social ou communautaire, abordable et au prix du marché.

L'accueil

L'inclusion au règlement d'un volet consacré au logement familial[533] reçoit dans l'ensemble un accueil favorable. Des répondants saluent, par exemple, la « *vision forte*[534] » de la Ville, celle-ci reconnaissant que « *la rétention [des familles] dans les quartiers centraux représente un enjeu social, économique et environnemental de première importance*[535] », auquel le logement social familial « *répond d'emblée*[536] ». L'ajout du volet familial paraît aussi « *pertinent pour maintenir la cohabitation intergénérationnelle* » qui, selon Bâtir son quartier[537], contribue au dynamisme des quartiers centraux.

La définition du logement familial

Si l'obligation d'inclure du logement familial est bien reçue, la définition qu'en donne le règlement est généralement remise en question. Des acteurs économiques avancent, en effet, que les grands logements sont souvent « *plus difficiles à écouler et moins rentables*[538] », une situation qui s'explique par le coût « *prohibitif*[539] » de leur construction. Le fait d'imposer un quota sur ce type de logement n'y changera rien, selon Proment[540]. En outre, dit Mario Polèse, la difficulté de vendre les unités familiales agira comme une « *contre-incitation à construire*[541] » si les prix ou les proportions imposés s'éloignent trop de la demande.

[531] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 16; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 9
[532] *Ibid.*
[533] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 8; Table de concertation du quartier des Grands Jardins, doc. 7.19, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 6; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 14; Comité des Organisme Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 5; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9
[534] Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 6
[535] Table de concertation du quartier des Grands Jardins, doc. 7.19, p. 6
[536] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6
[537] *Ibid.*
[538] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 29
[539] Proment, doc. 7.117, p. 4
[540] *Ibid.*
[541] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3

Plusieurs participants estiment donc que « *la double obligation de respecter une superficie minimale et un nombre minimal de trois chambres à coucher n'est pas une bonne réponse*[542] » aux besoins en matière de logement familial. Ils réclament « *une définition plus large*[543] » de ce que constitue un logement familial, afin de prendre en compte « *une réalité bien plus variable que celle considérée aujourd'hui*[544] ». Ils observent au passage que les règlementations vancouvéroise[545] et ontarienne[546] incluent les unités de deux chambres dans leur définition. Le Groupe Sélection croit qu'il serait acceptable de modifier les exigences en matière de logements familiaux « *lorsque les projets comportent des espaces communs servant à agrandir les milieux de vie des résidents*[547]*.* » Ces espaces communs destinés aux familles pourraient inclure des « *gymnases pour tout-petits, des salles de jeux, des cuisines communautaires*[548] », ou encore « *une piscine, [...] des salons collectifs ou des terrasses*[549]*.* »

Au-delà des composantes du logement lui-même, Gestion Canderel est d'avis que la définition du logement familial devrait « *prendre en compte les parcs, équipements collectifs, écoles, bibliothèques, garderies et autres services axés sur la famille*[550] » disponibles à proximité.

La part de logement familial requise

Le projet de règlement fixe à 20 % sa cible globale en matière de logement familial, à l'exception du centre-ville où elle est réduite à 15 %[551].

La part de logement familial requise dans les nouveaux projets où le règlement s'applique est estimée insuffisante par divers participants. Alors que certains encouragent globalement la Ville à « *adopter des objectifs plus ambitieux*[552] » en matière de logement familial, d'autres lui reprochent d'établir des attentes différentes pour ce type de logement au centre-ville[553]. D'après ces derniers, une cible plus faible de logements familiaux au centre-ville contredit l'un des objectifs du règlement[554], à savoir « *d'assurer la mixité sociale au centre et dans les nouveaux secteurs [et] de créer les conditions du maintien de la mixité dans les quartiers déjà établis*[555]*.* » La Table de quartier Peter-McGill dénonce ce qu'elle qualifie de traitement « *doublement*

[542] Dany Tremblay, doc. 7.17, p. 3
[543] Broccolini, doc. 7.134, p. 4
[544] Proment, doc. 7.117, p. 6
[545] *Ibid.*
[546] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45; Prével, doc. 7.9, p. 7; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3
[547] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 5
[548] Prével, doc. 7.9, p. 7
[549] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 5
[550] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3
[551] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 25
[552] Michèle Perrozzino, doc. 7.46, p. 1; Gilbert St-Arnaud, doc. 7.47, p. 1; Jillur Rob et Seema Laskar, doc. 7.51, p. 1; Marguerite Wotto, doc. 7.52, p. 1; Richard Lessard, doc. 7.60, p. 1; Nathalie Turenne, doc. 7.147, p. 1
[553] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 21; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13-14; Fondation Habitation Marcel-Roy, 7.90, p. 6-7; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9
[554] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 21
[555] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 8, cité dans Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 21

inéquitable » de la population du centre-ville, puisque celle-ci « *doit subir certaines retombées négatives de la densification, sans pouvoir par ailleurs en récolter les retombées positives*[556]*.* » Par conséquent, des organismes demandent de hausser à 25 % la part totale du logement familial exigée par le règlement[557], et que « *cet objectif s'applique au centre-ville comme ailleurs*[558]*.* »

En matière de logement familial de type social ou communautaire, L'Ancre des jeunes s'inquiète du « *caractère très faible* » des exigences du règlement, celles-ci pouvant « *résulter dans la création d'aussi peu que 5 % d'unités abordables pour les familles à faible et modeste revenu lorsqu'un projet est soumis à l'inclusion*[559]*.* » La Corporation de développement communautaire Centre-Sud, qui souhaite également faire hausser la proportion de logements familiaux à 25 %, recommande « *que la moitié de ces logements familiaux soit des logements sociaux*[560]*.* »

La Fondation Habitation Marcel-Roy avoue comprendre « *le surcoût apparent du logement social familial dans les quartiers densément peuplés comme le centre-ville*[561] ». Elle croit cependant que d'éviter les coûts directs et indirects de l'étalement urbain, tels que la construction et l'entretien des infrastructures, la perte de productivité associée aux embouteillages, l'accroissement des gaz à effets de serre, la dévitalisation des quartiers centraux et la perte de terres agricoles, « *représente dans les faits une économie majeure pour l'État*[562]. » Quant aux coûts de construction dans le centre-ville, amplifiés par l'usage du béton et de l'acier, Inter-Loge reconnaît qu'ils rendent les projets sociaux « *vraiment très chers à produire par unité*[563]*.* » Toutefois, puisque la mixité doit aussi s'appliquer au centre-ville, l'organisme recommande à la Ville de « *concentrer ses investissements en logements sociaux familiaux dans des projets denses portés par des opérateurs de logements sociaux offrant des garanties de bonne performance* », de manière à mitiger les risques[564].

2.3.4 La pérennité des logements abordable et familial

Concernant le logement abordable locatif, l'article 23 du règlement stipule « *l'obligation d'inclure une annexe au bail afin de prévoir que le loyer payable pour les 5 années suivant la date à laquelle le bâtiment sera prêt pour l'usage auquel il est destiné ne sera pas augmenté de plus de 2 % par année* [...][565] ». Le règlement ne comporte pas de clause concernant le maintien du logement abordable privé ni du logement familial au prix du marché.

[556] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13-14
[557] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Fondation Habitation Marcel-Roy, 7.90, p. 6-7; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 2
[558] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 2
[559] L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 2
[560] Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[561] Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 6-7
[562] *Ibid.*
[563] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8
[564] *Ibid.*
[565] Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 11

La question de « *l'absence de pérennisation*[566] » des logements abordable et familial est la caractéristique du règlement ayant suscité le plus de commentaires au cours de cette consultation publique.

Tout d'abord, de nombreuses voix issues d'horizons divers s'accordent pour dénoncer l'absence de conditions d'admissibilité aux logements abordable et familial[567]. Brique par brique soutient, par exemple, qu'un enjeu du règlement est que « *la Ville ne peut pas contrôler les personnes ayant accès aux logements abordables*[568]*. »* Selon l'Institut de développement urbain du Québec, le fait que le règlement ne comporte pas de définition du profil des ménages visés est « *de nature à exclure certains ménages vulnérables au profit d'autres qui le sont moins*[569] ». Une telle situation pose un problème d'équité[570], car « *les ménages modestes seront en concurrence avec des ménages plus aisés qui seront certainement favorisés*[571]*. »* Puisque rien ne garantit de priorité dans l'accès au logement abordable, Fondation Habitation Marcel-Roy indique avoir « *du mal à identifier à quel(s) profil(s) socioéconomique(s)* » ce segment s'adresse[572]. Mario Polèse dit « *s'interroger sur l'utilité de ce volet; si ce n'est pour donner l'apparence d'agir*[573]*. »*

En second lieu, les intervenants déplorent que le règlement n'assure pas que les unités abordables « *demeurent (relativement) abordables*[574] *»* après leur cession à des tiers[575]. Le

[566] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7

[567] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2; Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8; Prével, doc. 7.9, p. 7-8; Brique par brique, doc. 7.13, p. 9; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 8; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 8; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Comité logement Ahuntsic Cartierville, doc. 7.26, p. 7; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 7; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 9; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, 7.116, p. 8; District Atwater Inc. et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 12; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12

[568] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9

[569] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6

[570] *Ibid.*

[571] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 7

[572] Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8

[573] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2

[574] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 8

[575] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 26; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 7; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8; Prével, doc. 7.9, p. 7-8; Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 6; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 8; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 8; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 11; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, 7.32, p. 9; Table de quartier Peter-McGill, 7.33, p. 12; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 4; Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 13; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 3; Comité des Organisme Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 3; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12; Vivre en Ville, doc. 7.137, p. 3-4

règlement ne comporte pas de restriction sur la revente ou la sous-location,[576] et si le contrôle des loyers par annexe au bail pendant cinq ans « *apparaît comme une bonne mesure pour compenser l'exemption [...] prévue au Code civil pour la même période*[577] », les mécanismes de la Régie du logement qui pourront s'appliquer ensuite « *ne suffisent pas pour endiguer des hausses de loyer plus rapides que l'inflation – surtout dans les arrondissements centraux*[578]*. »*

Les unités abordables privées représentent donc des « *opportunités exceptionnelles de plus-value pour des spéculateurs*[579] ». Pour de nombreux intervenants, un encadrement des prix limité à la vente initiale revient littéralement à « *subventionner la spéculation immobilière*[580]*. »* Vivacité - Société immobilière solidaire précise, à ce titre, que même si les unités abordables ont été conçues pour être moins coûteuses, « *l'appréciation de la valeur des propriétés est davantage liée à l'emplacement, au quartier et à la qualité du bâtiment dans son ensemble qu'aux composantes intrinsèques du logement. Ces unités vont donc s'apprécier autant que le marché en général*[581] *»*. Comparée à la durée de vie des bâtiments construits[582], l'abordabilité des logements pourrait donc n'être qu'un « *phénomène bien éphémère*[583] », « *un feu de paille*[584] » laissant « *le problème brûlant de la flambée des valeurs immobilières complètement irrésolu pour les deuxièmes et futures générations d'acheteurs et de locataires montréalais*[585]*. »*

De semblables commentaires ont été formulés sur le logement familial abordable ou au prix du marché. Étant donné l'absence de critères pour s'assurer que les logements familiaux seront occupés par des familles[586], tout autant que l'absence d'une définition de ce que l'on entend par famille, l'APCHQ prédit que « *rien n'empêchera des ménages sans enfant d'acheter les logements plus grands, quitte à en modifier la configuration par la suite*[587]*. »* D'après ce groupe, les logements ayant subi des transformations telles que l'abattement de murs pourraient ne plus être considérés comme des unités familiales[588]. Habiter Ville-Marie croit que le manque de contrôle quant à l'attribution des logements familiaux aux familles va « *nuire à la mixité effective visée par le règlement*[589]*. »*

[576] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6
[577] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 14
[578] *Ibid.*
[579] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6
[580] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 8; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12
[581] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[582] Brique par brique, doc. 7.13, p. 10; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[583] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 7
[584] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6
[585] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[586] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 11; Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, 7.116, p. 8; District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10
[587] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 7
[588] *Ibid.*
[589] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 11

Parce que « *tous les logements qu'on protège sont autant de logements que nous n'aurons plus à produire dans l'avenir*[590] », l'abordabilité et la vocation familiale des unités concernées doivent être maintenues, selon un citoyen. Plusieurs propositions sont énoncées en ce sens. Des participants recommandent en premier lieu de déterminer un « *profil précis*[591] » des ménages admissibles aux unités abordables et familiales, ce qui pourrait inclure des seuils de revenu[592] ou la présence d'enfants[593], et « *permettre à chacun de choisir son logement en fonction des biens et services de la ville dont il souhaite bénéficier*[594]*. »* District Atwater et Maître carré soutiennent que « *tous les règlements semblables qui ont été instaurés aux États-Unis prescrivent des limites de revenus aux ménages qui louent ou achètent des logements abordables*[595]*. »* À défaut d'appliquer un critère de sélection basé sur le profil socio-économique, des participants recommandent que la Ville abandonne le segment abordable et rehausse la part de logement social à 40 %[596].

Le Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH) rappelle qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), article 145.30.3, une entente entre la Ville et un promoteur peut « *établir des règles permettant d'assurer le caractère abordable des logements pour la durée qu'elle détermine*[597] ». Le CRACH juge donc essentiel que la Ville « *exploite au maximum ce que la LAU lui permet de faire afin d'enrayer, ou du moins minimiser, les risques de flip immobilier des unités abordables*[598]. » Les mesures proposées comprennent :

- l'introduction d'une clause contractuelle liant les futurs acquéreurs aux termes de l'entente en cas de vente ou de cession de l'immeuble[599];
- l'application de pénalités à la revente avant une période donnée[600];
- la remise d'un pourcentage de gain en capital lors de la revente[601];
- le maintien des loyers à un certain pourcentage inférieur au niveau du marché pour une durée déterminée[602];
- l'introduction d'une clause engageant les promoteurs à maintenir les loyers abordables pour la durée de vie de l'immeuble[603];

[590] Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1
[591] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44
[592] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 9; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8
[593] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 6
[594] Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5
[595] District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10
[596] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8
[597] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 7
[598] *Ibid.*
[599] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 33
[600] Vivre en Ville, doc. 7.137, p. 3
[601] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44
[602] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 20
[603] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 33

- la réduction des contraintes imposées aux promoteurs, appliquée uniquement lorsque ceux-ci garantissent une abordabilité perpétuelle[604];
- la création d'un registre du logement, toutes tenures confondues et construit à partir du rôle d'évaluation[605].

Alors que certains participants demandent de garantir l'abordabilité sur une période de vingt-cinq[606] ou trente[607] ans, davantage d'entre eux réclament une abordabilité perpétuelle[608]. À ce propos, un citoyen souligne que le principe d'abordabilité à perpétuité est discuté dans la Politique locale d'inclusion de logements abordables de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal[609], et qu'il est en application dans la ville de Burlington, aux États-Unis[610]. Encore une fois, des intervenants considèrent qu'» *à défaut de disposer des outils légaux pour contrôler à long terme les prix de revente et les loyers des logements abordables, [...] il serait préférable de diminuer la cible de logement abordable et d'augmenter celle du logement social*[611]. »

Au-delà des propositions énoncées précédemment, l'Association des groupes de ressources techniques du Québec croit qu'en « *limitant la reconnaissance et le déploiement de projets collectifs, coopératifs ou à but non lucratif dans le cadre du volet logement abordable, la Ville se prive d'idées nouvelles pour le développement de logements communautaires et l'accès à la propriété offrant une abordabilité durable*[612]*.* » Elle estime que la pérennité de l'abordabilité ne peut être garantie à long terme que par des coopératives et des OSBL, et demande donc à la Ville « *d'afficher une préférence claire pour ce type de logement*[613] » au sein de son règlement.

Les propositions ayant trait notamment à la création d'un registre du logement, à la capitalisation partagée et à la reconnaissance du logement à but non lucratif dans le volet abordable, sont approfondies à la section 2.6.

2.4 La mise en œuvre du règlement

Cette section présente les opinions et propositions citoyennes sur les programmes d'aide au logement, la possibilité d'une stratégie foncière et d'une politique d'habitation, l'entrée en vigueur du règlement, et le bilan effectué par la suite.

[604] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11
[605] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 10; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 8
[606] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 11
[607] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 13
[608] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Brique par brique, doc. 7.13, p. 10; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11; Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 8
[609] Politique locale d'inclusion de logements abordables dans les projets résidentiels, doc. 4.2.3, p. 13
[610] Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1
[611] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 10; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 11
[612] Association des groupes de ressources techniques du Québec, doc. 7.127, p. 11
[613] *Ibid.*

2.4.1 Les programmes d'aide au logement

AccèsLogis

Même si le projet de règlement apparaît comme un « *élément de solution*[614] » au financement du logement social, son application repose en grande partie sur le financement octroyé par le gouvernement du Québec par le programme AccèsLogis[615]. Or, non seulement les coûts moyens de réalisation des projets AccèsLogis, estimés à 185 000 $ en 2015[616], « *ne sont plus en phase avec la réalité*[617] » des coûts des terrains et de la construction, mais « *l'actualisation des coûts maximums admissibles d'AccèsLogis en 2019 était déjà en retard [sur] la nouvelle réalité du marché immobilier*[618]. » Dans les quartiers centraux en particulier, Inter-Loge rappelle que « *ce programme n'a pas permis de produire les unités prévues en raison de coûts maximums admissibles [CMA] par unité insuffisants*[619]. » Les ajustements récents apportés dans le cadre d'AccèsLogis Montréal[620] ne résolvent pas entièrement le problème des « *écarts entre les coûts réels et les CMA*[621] », selon l'IDU :

> *« Bien qu'AccèsLogis Montréal n'impose pas de plafond au coût d'un projet, la subvention accordée est fixée en fonction des CMA. Lorsque le prix obtenu après un appel d'offres dépasse les sommes des subventions disponibles, une aide exceptionnelle peut être accordée dans certaines circonstances pour garantir un loyer économique inférieur à 95 % du loyer médian du marché*[622]*. »*

Pour Vivre Saint-Michel en santé, le financement offert « *à la mission des groupes communautaires capables de porter les projets est trop limité, ce qui est encore plus critique lorsque les projets s'adressent à des populations très vulnérables, comme en Volet 2 ou 3*[623]. » L'organisme considère donc problématique que le projet de règlement lui-même « *ne [vienne] pas agir sur la capacité financière des acteurs à viabiliser des projets de logement sociaux et communautaires*[624]*. »*

En conséquence, les participants s'accordent pour dire que « *le règlement d'inclusion proposé ne peut en aucun cas se substituer à une bonification du programme AccèsLogis et à son adaptation*

[614] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 18
[615] Caucus des député(e)s montréalais(es) de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 5
[616] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 18
[617] *Ibid.*
[618] *Ibid.*
[619] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 6; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 5
[620] Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratifs (AccèsLogis Montréal) – Codification administrative au 10 septembre 2019, http://ville.montreal.qc.ca/sel/sypre-consultation/afficherpdf?idDoc=19834&typeDoc=1
[621] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 27
[622] *Ibid.*
[623] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 6
[624] *Ibid.*

à la réalité des coûts de réalisation dans les quartiers centraux, surtout au centre-ville[625] ». Considérant que : *« ni les sommes consacrées à AccèsLogis dans le dernier budget du gouvernement caquiste, qui sont étalées sur sept ans et qui ne concernent que des projets déjà prévus dans des budgets précédents, ni l'indexation prochaine des barèmes financiers du programme, annoncée en juillet dernier par la ministre Andrée Laforest, ne suffiront à la tâche,*[626] » la Ville de Montréal devra « *engager le dialogue*[627] » avec le gouvernement du Québec, et s'assurer que « *des fonds suffisants proviendront à un rythme adéquat pour financer la réalisation [des] projets*[628]. » Quant à la fréquence de révision des CMA, des participants recommandent de synchroniser ceux-ci avec la réalité économique des projets de logement social[629]. Pour l'Association des locataires de Villeray, une partie du financement d'AccèsLogis Montréal pourrait également provenir du règlement lui-même[630].

Puisque la Ville de Montréal peut désormais redéfinir les composantes du programme AccèsLogis, la FECHIMM lui recommande de réviser le mécanisme de fixation des loyers « *afin que ceux-ci soient déterminés en fonction d'échelles de revenus des ménages qui ne peuvent avoir accès à la propriété plutôt que des loyers médians du marché*[631]. » Atelier habitation Montréal souhaite que le règlement réponde aussi aux besoins des clientèles ayant des besoins spéciaux en matière de logement temporaire ou permanent, auxquelles est consacré le volet 3 d'AccèsLogis. Pour sa part, Inter-Loge propose le développement d'un volet distinct afin d'assurer « *la production effective de logements sociaux familiaux dans le secteur Centre-Ville*[632]. »

La population étudiante est exclue des programmes de logement subventionné tels qu'AccèsLogis, sur la base du statut transitoire des études[633]. Pourtant, répond l'UTILE, « *même si c'est une phase temporaire à l'échelle individuelle, c'est une population permanente à l'échelle municipale*[634]. » Pour l'organisme, l'exclusion du logement étudiant abordable de la définition de logement social inscrite au règlement a un double effet : « *ce volet de l'inclusion ne peut mener à la réalisation de logement étudiant, et les projets de logement étudiant abordable ne sont pas considérés comme du logement social*[635]. »

[625] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 8
[626] Caucus des député(e)s montréalais(es) de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 5
[627] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 40
[628] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9
[629] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 43; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 18; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 5; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 8
[630] Association des locataires de Villeray, doc. 7.35.1, L. 236-240
[631] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 9
[632] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 6-7
[633] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 8
[634] *Ibid.*
[635] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 10

Accès Condos

En plus des commentaires déjà exprimés à la section 2.3.2 sur l'aide à la mise de fonds dans le volet abordable, des intervenants soutiennent que les programmes, tels Accès Condo « *ne permettent d'aucune façon de contrer la spéculation qui est au cœur des enjeux d'abordabilité et de mixité auxquels le règlement [...] tente de répondre*[636]. » Ensemble Montréal donne un exemple tiré du projet H3C dans Griffintown, accrédité par Accès Condos :

> *« Une unité abordable de trois chambres, vendue à 387 893 $ par Accès Condos, a été remise sur le marché dès sa livraison à 585 000 $. Dans le cas d'une revente, Accès Condos demande un remboursement de 10 % de la plus-value de la propriété à la SHDM. Si cette propriété est bel et bien vendue au prix annoncé, il en résultera une plus-value de 197 107 $. De cette plus-value, une somme de 19 711 $ sera ainsi versée à la SHDM et il en résultera un profit brut de 177 396 $ pour l'investisseur, qui n'aura vraisemblablement pas dormi une seule nuit dans ce logement*[637]*. »*

La Ville aurait donc intérêt à transformer ses programmes de soutien à la mise de fonds « *de sorte qu'ils participent à la création d'un parc immobilier perpétuellement abordable*[638] », croit Vivacité - Société immobilière solidaire.

Au sujet des candidatures à l'habitation au sein du même projet H3C, un participant énumère une série de difficultés pratiques auxquelles les personnes ont été confrontées :

- *Afin d'être admis à la liste d'attente de ce projet, les candidats devaient remplir le plus rapidement possible le formulaire d'admission le jour de l'ouverture de la liste d'attente;*
- *Malgré que le formulaire d'admission était relativement long, le maximum de 800 inscriptions fut atteint en 5 minutes et les premiers n'ont pris que quelques secondes pour s'inscrire;*
- *Pour éviter de ralentir le processus de vente, il fallait être pré-approuvé par une institution financière pour une hypothèque. [...]*[639]*. »*

Selon lui, la Ville devrait empêcher qu'une telle situation ne se reproduise dans de futurs projets afin d'éviter des frustrations et des démarches inutiles aux candidats non retenus[640].

[636] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[637] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 18-19
[638] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 12
[639] Guillaume Le Nigen, doc. 7.40, p. 14
[640] Guillaume Le Nigen, doc. 7.40, p. 16

L'harmonisation des programmes

Des intervenants signalent ne trouver, au projet de règlement, « *aucuns éléments nous permettant de comprendre comment la Ville a analysé les impacts du règlement proposé en termes de concurrence ou de congruence avec les programmes de logement existants*[641]. » L'APCHQ insiste sur l'importance de coordonner les différents programmes et outils en habitation vers l'atteinte d'un même but, notamment grâce à l'harmonisation de tous les prix admissibles au sein des programmes AccèsLogis Montréal, Appui à l'acquisition résidentielle et Habitations urbaines pour familles, en fonction du nouveau règlement[642]. À titre d'exemple, l'APCHQ indique que « *les prix actuels du marché [...] dépassent largement les prix admissibles du programme d'Appui à l'acquisition résidentielle pour plusieurs combinaisons taille/secteur*[643] » :

> *« Un ménage avec enfants qui souhaiterait acheter un logement familial de trois chambres dans l'un des quartiers centraux dont le seuil d'abordabilité est fixé à 450 000 $ par le Règlement n'aurait droit à aucune aide dans le cadre du programme Appui à l'acquisition résidentielle puisque le prix admissible y est de 400 000 $ hors centre-ville*[644]*. »*

Outre une bonification des prix admissibles et des montants forfaitaires, la Ville pourrait envisager une grille plus avantageuse pour l'achat des propriétés neuves, d'emblée plus chères que les propriétés existantes comparables, afin de stimuler la construction neuve[645]. L'APCHQ révèle une incongruité similaire entre le projet de règlement et le programme Habitations urbaines pour familles, destiné aux constructeurs :

> *« Pour être admissible à ce programme, le prix de vente du logement familial ne doit pas dépasser 400 000 $, taxes incluses. De l'autre côté, dans le Règlement, le prix plafond d'un logement familial abordable est de 450 000 $ au centre-ville et dans les quartiers centraux. Cela signifie que le constructeur qui respecte les critères d'abordabilité du Règlement en vendant une unité familiale à 450 000 $ n'aura même pas droit à l'aide financière du programme Habitations urbaines pour familles*[646] *».*

Dans ce cas, revoir les paramètres de ce programme « *permettrait d'optimiser la mise en œuvre du volet familial du règlement en fournissant un incitatif aux constructeurs*[647]. »

[641] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7
[642] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 22
[643] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 15-16
[644] *Ibid.*
[645] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 15
[646] *Ibid.*
[647] *Ibid.*

Les autres programmes à réviser ou à mettre en œuvre

Aux commentaires énoncés précédemment, s'ajoutent quelques propositions au sujet de programmes à réviser ou à mettre en œuvre. Des intervenants jugent nécessaire d'actualiser et d'augmenter les budgets des programmes d'achat-rénovation afin de mieux les adapter aux réalités du centre-ville, d'augmenter la création de logements sociaux[648] et d'éviter que des ensembles locatifs abordables ne soient sujets à « *rénoviction*[649] ». En effet, constate l'APCHQ, « *pendant que l'on exige d'un côté l'inclusion de logements sociaux et abordables dans les immeubles neufs, il est possible, d'un autre côté, qu'il en disparaisse davantage parmi les logements existants si rien n'est fait pour les maintenir en bon état*[650]. » Considérant les loyers des nouveaux logements locatifs, « *il est probable qu'un dollar dépensé en rénovation soit plus bénéfique qu'un dollar investi en construction neuve*[651]. »

Rayside Labossière suggère de « *revoir les modalités de financement pour rendre viables la construction et la gestion de plus petits projets sociaux, surtout pour des clientèles nécessitant une attention particulière*[652] », et d'adapter les programmes et exigences relatifs à une meilleure intégration des familles dans les immeubles de grande hauteur[653]. Une citoyenne demande de remanier le Programme d'adaptation de domicile « *pour le rendre plus transparent et donner davantage de contrôle aux bénéficiaires*[654]. »

Pour l'organisme Communauté Saint-Urbain, il serait bon que la Ville et le milieu communautaire fassent œuvre commune afin de « *répondre aux besoins des personnes exclues des programmes gouvernementaux en raison de leur rigidité*[655]. » Cela permettrait « *à de nouvelles formes de projet social d'émerger, notamment en reconversion de patrimoine ou en architecture innovante*[656] », et de « *rendre viable des projets comprenant des volets différents au sein d'un même bâtiment (par exemple, [...] des ateliers d'artistes et des logements pour familles au sein du même projet social)*[657]. »

Les normes de construction du logement social

S'appuyant sur des exemples de bonnes pratiques, le mémoire soumis par District Atwater et Maître Carré souligne l'urgence de travailler, « *en tant que société, [...] à accorder une image plus*

[648] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 10; Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11
[649] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 8
[650] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 23-24
[651] *Ibid.*
[652] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18
[653] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 20
[654] Jody Negley, doc. 7.133, p. 2
[655] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6
[656] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18
[657] *Ibid.*

positive aux logements sociaux[658]. » Pour ces participants, la culture du plus bas soumissionnaire conforme appliquée systématiquement à ce type de projets a des effets indésirables :

- Réduire la qualité des bâtiments entraîne une *« ségrégation du cadre bâti, souvent visible à l'œil nu, entre la qualité des logements sociaux et celle des logements privés, ce qui participe à projeter une perception négative sur les logements sociaux;*
- *[...] Ce modèle du plus bas soumissionnaire incite certains constructeurs à présenter un budget volontairement trop bas pour ensuite charger des extras;*
- *[...] Comble du malheur, choisir le projet le moins cher n'est souvent pas si économique au final lorsque l'on doit faire face à des malfaçons, de l'usure prématurée et même des poursuites*[659]*. »*

Le Groupe MACH appuie l'assertion de District Atwater et Maître Carré selon laquelle « *une refonte et un allègement de [la] réglementation*[660] » permettraient d'optimiser le modèle d'affaires des projets de logement social et d'accélérer leur réalisation. Citant un projet en construction, le Groupe MACH dit se trouver dans une impasse entre l'obligation de respecter la norme Novoclimat, qui implique des produits Energy Star, et celle de suivre le Code national du bâtiment, qui ne permet pas de fournir les produits conformes[661]. Par ailleurs, certains standards « *basés sur des guides qui ont été écrits il y a environ 25 ans*[662] », relatifs à la superficie des pièces, à la longueur des comptoirs, au nombre de tablettes dans les armoires, à la localisation des espaces de rangement[663], ainsi que les « *multiples points de validation*[664] *»* avec la Régie du logement*,* « *ralentissent de manière considérable le processus*[665]. »

2.4.2 Une stratégie foncière municipale

Parce que l'atteinte de ses objectifs ne pourra reposer uniquement sur le milieu privé, de nombreux interlocuteurs enjoignent la Ville à asseoir sa « *maîtrise foncière [...] pour répondre aux enjeux d'habitation et de développement urbain durable*[666]. » Le projet de règlement fournit l'occasion d'une « *réflexion large et d'une révision des outils actuels dont dispose la Ville pour réellement améliorer les conditions*[667] » dans lesquelles le logement social est développé et maintenu[668], sans dépendre de l'inclusion[669]. Une majorité d'intervenants recommandent donc l'élaboration d'une stratégie foncière municipale s'appuyant sur le droit de préemption, la mise

[658] District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 6
[659] District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 5
[660] District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 8
[661] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1787-1805
[662] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1827
[663] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1822-1826
[664] Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 9
[665] *Ibid.*
[666] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4
[667] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12
[668] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 5
[669] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 13; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7

en réserve et l'achat de gré à gré[670], des mécanismes qui « *gagneraient à être mieux exploités*[671] ». Selon Inter-Loge, une telle stratégie foncière pourrait être concertée entre la Ville de Montréal et les autres paliers de gouvernement, afin de rendre « *accessibles aux porteurs de projets d'habitation sociale des terrains et des immeubles existants, institutionnels ou non*[672]. »

Quels que soient les outils employés, le développement des sites publics est une question de volonté politique, selon Vivre Saint-Michel en santé :

> *« Par exemple, nous avons à Saint-Michel une opportunité incroyable que la Ville ne cherche pas à valoriser : l'ancienne carrière Francon, un site de 94 hectares situé en plein cœur du quartier, utilisé aujourd'hui en clos de voierie et dépôt à neige, alors qu'il pourrait être valorisé en un milieu de vie inclusif et accueillir la construction de plusieurs centaines de logements sociaux*[673] *».*

Nombre d'intervenants souhaitent que les immeubles excédentaires de propriété provinciale ou fédérale soient acquis par la Ville ou d'autres organisations, afin d'y assurer la « *prérogative*[674] » du logement social. Craignant de revivre l'expérience du centre de tri postal dans l'arrondissement du Sud-Ouest, une ancienne propriété fédérale dont la seule portion allouée au développement social et communautaire risque d'être tronquée pour permettre l'implantation d'une école[675], certains demandent à la Ville d'inscrire « *une attente claire à l'endroit des acteurs publics d'adopter une position exemplaire, dans la mise en disponibilité de propriétés publiques en termes de développement de logements sociaux, qui aille au-delà de ce qui est attendu des promoteurs privés*[676]. » Ainsi, de la même façon que les terrains acquis par la Ville sont entièrement destinés au logement social[677], les sites financés par les contribuables tels que l'ONF[678], le bassin Peel, l'ancien hippodrome Blue Bonnets et l'Hôtel-Dieu[679] :

> *« [...] ne devraient en aucun cas être soumis à l'inclusion de la même façon que les développements immobiliers sur des sites privés, mais plutôt comprendre des cibles plus ambitieuses en matière de développement de logements sociaux ainsi que d'équipements*

[670] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 29; Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, doc. 7.30.1, L. 1390-1416; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 12; Association des locataires de Villeray, doc. 7.35.1, L. 242-249; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 10; Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2;
[671] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 12
[672] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 6
[673] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 6
[674] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4
[675] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 16
[676] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9
[677] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 3
[678] Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 5
[679] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 16; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 6; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 4; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 9-10

> *collectifs pour bâtir des communautés complètes (parcs, écoles, bibliothèques, CPE, centres communautaires, stations de métro, etc.)*[680] *».*

Pour les Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, l'objectif « *n'est pas de négocier des retombées une fois les terrains privatisés, mais de développer l'ensemble du site en réponse aux besoins locaux et ceux des Montréalais(e)s, en partenariat avec des acteurs publics, parapublics, communautaires et de l'économie sociale*[681]. »

En conséquence, plusieurs intervenants demandent que les sites publics soient réservés exclusivement au développement de logements sociaux et abordables ainsi qu'à des équipements publics et communautaires[682].

2.4.3 Une politique d'habitation

Divers participants croient que le projet de règlement « *pourrait acquérir une plus grande cohérence s'il s'inscrivait dans une vision plus large à l'intérieur d'une politique sur le logement*[683]. »

Pour une majorité d'intervenants, cette politique de l'habitation serait fondée sur la reconnaissance du droit au logement et du droit à la ville[684]. Elle viendrait renforcer le leadership de la Ville[685] et « *chapeauter l'éventail d'outils dont elle dispose afin de répondre aux immenses besoins en logements salubres et réellement abordables*[686]. » Le Comité logement de la Petite Patrie en suggère des composantes « *pour agir efficacement et durablement sur tous les fronts* » :

> *« Réserve foncière, taxe à la spéculation, zonage locatif, moratoire des conversions en copropriété divise et indivise, limitation efficace des locations temporaires touristiques, mises aux normes des logements et interventions pour une abordabilité réelle et pérenne du parc résidentiel*[687] *».*

[680] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 7
[681] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5
[682] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 15; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 14; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 4; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 4; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 5; Association coopérative d'économie familiale de l'Est de Montréal, doc. 7.76, p. 4; La Petite Maison de la Miséricorde, doc. 7.87, p. 4; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, doc. 7.89, p. 6; La Marie Debout, centre de femmes, doc. 7.99, p. 4; Comité BAILS, doc. 7.102, p. 5; Projet PAL, doc. 7.123, p. 4
[683] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7
[684] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 6-7; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 27; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[685] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 27
[686] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 6-7
[687] Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 13

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain privilégie l'adoption d'une stratégie d'habitation au détriment du règlement. Pour la Chambre, cette stratégie « *plus souple*[688] » permettrait une densité accrue dans les quartiers centraux et à proximité des stations de transport collectif, améliorerait les incitatifs pour les premiers acheteurs, ralentirait la conversion de logements locatifs en copropriétés, et soutiendrait les initiatives de logements destinés aux étudiants[689].

2.4.4 L'entrée en vigueur du règlement

Les avis sur l'entrée en vigueur du règlement sont nettement partagés. Si pour les uns l'urgence de la situation en matière de logement réclame une entrée en vigueur rapide, pour les autres, il faut laisser le temps au marché de s'adapter.

Considérant la situation « *dramatique*[690] » de nombreux locataires montréalais, et alors que « *la catastrophe qu'implique de laisser aller le marché est largement documentée et observable*[691] », plusieurs participants disent ne pas comprendre le choix d'attendre 2021 pour ratifier le règlement[692]. Ce délai avant l'application du règlement « *nuit à la capacité de la Ville d'agir dès que possible pour s'attaquer à la crise du logement*[693] », selon le Comité d'action de Parc-Extension. Par conséquent, la Ville doit « *avoir le courage*[694] » de mettre son règlement en vigueur dès l'adoption de ce dernier, plutôt qu'en 2021[695].

Advenant la ratification du règlement en 2021, des intervenants reconnaissent tout de même l'importance de l'appliquer « *plus rapidement pour les grands chantiers de réaménagement urbain*[696] », comme ceux de Lachine-Est et de l'hippodrome Blue Bonnets[697]. Pour Rayside Labossière et le Comité logement Lachine-LaSalle, les grands secteurs en transformation sur l'île représentent « *une opportunité sans pareille*[698] », et l'entrée en vigueur du règlement « *ne doit*

[688] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[689] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[690] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 7
[691] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 13
[692] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 7; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 13; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 4; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 14-15; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12
[693] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 11
[694] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 15
[695] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 14; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53; Comité logement de Montréal-Nord, doc. 7.54; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 12; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Association coopérative d'économie familiale de l'Est de Montréal, doc. 7.76, p. 4; Action dignité de Saint-Léonard, doc. 7.77, p. 11; Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul, doc. 7.80, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12
[696] Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 1
[697] Transcription de la séance d'audition des opinions du 22 octobre 2019, doc. 6.2, L. 845-860
[698] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 14

pas nous faire rater des cibles importantes d'inclusion[699] ». De plus, la Ville devrait profiter de la période de transition vers le règlement pour réviser les paramètres de la Stratégie d'inclusion[700]. En particulier, rehausser dès à présent les barèmes pour la cession de terrains à des fins de logement social permettrait d'éviter que des promoteurs ne soient « *tentés de retarder le développement de leurs projets au moment de l'application prévue du règlement en 2021 (afin d'obtenir un prix d'acquisition des parcelles plus près des valeurs du marché)*[701]. » Bien que le document explicatif du règlement annonce une révision de la Stratégie, la nature de celle-ci n'est pas explicitée[702].

Quant à l'idée selon laquelle les budgets disponibles et les programmes en vigueur ne rendront pas possible à court terme le développement des projets de logement social, Bâtir son quartier estime que ce ne serait « *surtout pas une raison pour retarder le règlement* » :

> *« La Ville a les moyens, les outils pour acheter des terrains. Advenant le cas où le pire des scénarios se passait et que le gouvernement du Québec n'allait pas ou retardait un peu sa reconduction de programme, bien ne perdons pas des occasions pendant qu'il se fait du développement à Montréal, ne perdons pas les occasions de réserver des lieux, des sites qui vont permettre le développement du logement communautaire*[703]*. »*

À l'inverse, plusieurs arguments sont favorables au report de l'entrée en vigueur du règlement ou encore à sa mise en œuvre progressive. Les participants concernés estiment généralement que le temps imparti aux promoteurs pour s'adapter aux nouvelles règles est trop court[704], d'autant plus que la version finale du règlement ne sera dévoilée que quelques mois avant sa ratification[705]. La Corporation Cadillac Fairview explique que « *le temps moyen requis pour la conception d'un projet immobilier, son autorisation globale par un arrondissement, la prévente (d'environ 60 % des unités) et l'obtention du financement est d'environ 24 mois, ce qui est beaucoup plus long que le délai de mise en œuvre du règlement proposé par la Ville*[706]. » Une telle durée fait en sorte que des projets en cours de réalisation ont été amorcés sur la base de coûts distincts de ceux associés au règlement et, qu'en conséquence, « *les budgets et montages financiers [...] ne sont plus valides et n'auront d'autre choix que d'être révisés*[707]. » Illustrant en quelque sorte ce propos, l'Association de la construction du Québec prétend que les dispositions du règlement « *suscitent énormément d'inquiétude chez les promoteurs de certains projets dont*

[699] Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 1
[700] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 24; Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 8; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14; Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3
[701] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 8
[702] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14
[703] Bâtir son quartier, doc. 7.23.1, L. 3913-3921
[704] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 34; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9; La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 3; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7; Broccolini, doc. 7.134, p. 4
[705] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 5
[706] La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 3
[707] *Ibid.*

le montage financier est déjà ficelé et dont les unités sont déjà en vente, mais qui n'ont toujours pas obtenus de permis de construction[708]. »

Par ailleurs, des intervenants estiment qu'en raison des faiblesses systémiques du projet de règlement, de son inaptitude à atteindre les cibles désirées et du besoin de l'harmoniser avec d'autres politiques[709], « *il est beaucoup trop tôt pour l'adopter tel quel*[710]. » S'ils s'entendent pour réclamer minimalement deux ou trois années de sursis entre l'adoption du règlement et son entrée en vigueur[711], les participants croient également qu'une « *mise en œuvre progressive d'un nouveau règlement permet de mieux limiter les effets sur la dynamique de marché*[712]. » Des chercheurs affirment à ce sujet que « *si l'on espère que l'ensemble du marché – y compris le prix du foncier – va s'adapter aux nouvelles réalités de façon fluide, il faudrait un plan de mise en œuvre sur plusieurs années*[713]. » L'Institut de développement urbain suggère de procéder par phases en matière de mixité, c'est-à-dire d'exclure le logement abordable et familial du projet de règlement d'ici à ce que l'on précise notamment :

- *« les moyens pour s'assurer d'atteindre les ménages ciblés et les familles;*
- *les mesures pour assurer la pérennité des unités;*
- *les mesures compensatoires pour les promoteurs;*
- *la cohérence d'un règlement d'inclusion dans une perspective métropolitaine, et l'intégration des stratégies de la Ville avec celles des gouvernements supérieurs*[714]*. »*

2.4.5 Le suivi et le bilan

La Ville prévoit réaliser un bilan du règlement deux ans après son entrée en vigueur. Ce bilan vise à revoir certains paramètres à la lumière des données économiques et démographiques plus récentes, à savoir le montant des contreparties financières versées par la Ville lors d'une cession d'immeuble, le montant des contributions financières versées par les promoteurs aux fins de logement social ou abordable, ainsi que les prix et loyers maximaux pour le logement abordable[715].

Les participants ayant commenté la question du bilan s'accordent à dire que « *l'administration municipale ne doit pas attendre à 2023 avant de réajuster les paramètres du Règlement*[716]*. »* Il

[708] Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 5
[709] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1
[710] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9
[711] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9; Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 13; Broccolini, doc. 7.134, p. 4
[712] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 34
[713] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7
[714] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 43
[715] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 26
[716] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10

faudrait plutôt produire des bilans périodiques[717] basés sur un suivi continu de ce que le règlement permet d'accomplir[718] et sur une « *veille régulière du marché immobilier*[719]*. »* Rappelant que la Stratégie d'inclusion prévoyait aussi un bilan unique au bout de deux ans, Habiter Ville-Marie affirme que :

> *« La réalisation périodique de bilans de la Stratégie aurait sans doute permis de mieux en évaluer les résultats, d'y apporter certains ajustements plus rapidement, ou tout simplement d'y apporter des ajustements qui n'ont jamais été apportés, notamment afin d'améliorer la performance de la Stratégie dans l'arrondissement de Ville-Marie*[720]*. »*

Diffusés publiquement[721], ces bilans présenteraient le nombre de logements sociaux, abordables et familiaux construits par arrondissement au cours d'une période donnée[722], le montant des contributions financières versées au fonds et leur utilisation[723], les moyens mis en œuvre pour le développement de logements sociaux sur les terrains municipaux[724], et l'impact des nouvelles unités sur l'offre et les prix du marché[725]. Ils contribueraient à assurer « *le respect des ententes et le maintien de l'abordabilité des logements dans les projets et dans le temps*[726]. » Grâce à la définition d'indicateurs de suivi des résultats, la Ville serait à même « *d'évaluer le degré d'atteinte des objectifs et d'apporter les ajustements nécessaire*s[727]. »

À court terme, si la réévaluation des barèmes devait tenir compte des taux d'intérêt, du taux de chômage et des coûts des matériaux[728], suivi et bilans ne devraient pas non plus négliger une perspective à long terme :

> *« [...] vu la lenteur de l'octroi de permis de construire à Montréal et la durée de mise en place de projets, les conséquences néfastes du règlement ne se feront voir que sur une période de cinq à dix ans. Or, bien d'autres choses pourront changer sur cette période : la*

[717] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 27; Prével, doc. 7.9, p. 7; Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 11; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5-6

[718] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5-6

[719] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 14

[720] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 29

[721] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 29; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25; Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5-6; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 16; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 2; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 22

[722] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25

[723] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 16; Groupe Sélection, 7.135, p. 7

[724] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8

[725] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45

[726] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 33

[727] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25

[728] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 26

conjoncture économique, les rapports Canada-US, les gouvernements nationaux et fédéraux[729] *».*

Invoquant davantage de transparence en matière de suivi[730], plusieurs intervenants réclament une implication des parties prenantes. Ils proposent, par exemple, de « *mettre à contribution la Table des partenaires en habitation*[731] » ou de créer une « *table de concertation permanente regroupant les décideurs et des experts, dont des représentants des développeurs et des promoteurs*[732] ». Pour le Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, la Ville aurait dû s'inspirer des mesures de suivi mises en place par certains arrondissements dans le cadre de leurs stratégies locales, telles que les comités de suivi mixtes impliquant élus, partenaires communautaires et institutionnels à Verdun et à Rosemont–La Petite-Patrie, ou encore les présentations annuelles à la population et les tables de concertation à Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et à Ahuntsic-Cartierville[733]. Chez tous ces participants, convier les représentants des milieux impliqués à une forme de consultation sur les modifications à apporter est donc nécessaire pour « *assurer la mise en œuvre et la réalisation des objectifs du Règlemen*t[734] ».

2.5 Les impacts économiques appréhendés

La section suivante aborde les impacts économiques appréhendés du règlement pour une métropole mixte, ce dernier étant considéré dans son ensemble.

2.5.1 L'offre et la demande de logements

De nombreux participants consacrent une part substantielle de leur argumentaire aux impacts du règlement sur l'offre et la demande de logements.

Afin de bien évaluer les implications financières du règlement, des acteurs économiques pensent que celui-ci « *ne devrait pas être étudié en ignorant le cumul des contributions récentes imposées aux développeurs montréalais*[735] ». Ces contributions sont les frais de parc, « *désormais calculés sur la valeur marchande plutôt que sur l'évaluation municipale*[736] », la redevance liée à la construction du Réseau express métropolitain (REM), l'obligation plus fréquente de décontaminer un site en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement[737] et le Règlement modifiant le Code de construction pour introduire des exigences en matière d'accessibilité à

[729] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8
[730] Prével, doc. 7.9, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11; Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 7
[731] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10
[732] Prével, doc. 7.9, p. 7
[733] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5-6
[734] Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 11
[735] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2
[736] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19
[737] Corporation Proment, doc. 7.117, p. 5

l'intérieur des nouveaux logements d'habitation[738]. Pourraient également s'ajouter à celles-ci le projet de règlement sur la construction et la transformation de bâtiment (11-08), qui propose d'établir « *des superficies et des dimensions minimales à respecter pour les pièces d'un logement*[739] », ainsi que l'élargissement à la valeur de l'immeuble – et non plus seulement du bâtiment – du dépôt de garantie financière à des fins de conservation du patrimoine bâti[740].

Les hausses de prix des logements observées à Montréal « *ne proviennent pas de l'avidité des acteurs du milieu*[741] », mais résultent du cumul de ces exigences qui « *ont probablement dévoré une bonne part de la marge de manœuvre de plusieurs développeurs*[742]. » Or, selon l'Association de la construction du Québec, ces exigences issues de tous les paliers de gouvernement « *ne font l'objet d'aucune concertation et sont présentées à la pièce*[743]*. »* En excluant le projet de règlement pour une métropole mixte, leur application consolidée représenterait pourtant « *une hausse des prix de plus de 10 % au cours des deux dernières années*[744] », contribuant à rendre ces prix « *significativement plus élevés à Montréal que dans le reste de la RMR*[745] ».

L'APCHQ indique qu'une telle augmentation « *est de nature à influer sur les attentes des institutions de financement quant au risque et au rendement des investissements immobiliers résidentiels*[746] *»* d'où un recul possible de la disponibilité du capital pour les promoteurs immobiliers. D'après Richard Shearmur et Nik Luka, les promoteurs évoluent dans un environnement très compétitif où c'est leur part des profits – et non celle des consortiums financiers qui les soutiennent – qui est la plus exposée[747]. Ainsi, « *sans prétendre qu'aucune marge de manœuvre n'existe pour les promoteurs [...] il est crucial de bien appréhender les processus de promotion et de financement et de s'assurer que les règlements locaux ne vont pas étouffer la construction d'immeubles*[748]. »

Nombre de participants prédisent que le projet de règlement entraînera une hausse des coûts de production[749] et rendra plus difficile aux promoteurs « *d'offrir des produits accessibles à la*

[738] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; Proment, doc. 7.117, p. 5; Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 4; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 8
[739] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19
[740] *Ibid.*
[741] Corporation Proment, doc. 7.117, p. 5
[742] La Corporation Cadillac Fairview Ltée, doc. 7.29, p. 6
[743] Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 3
[744] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 8
[745] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19
[746] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12
[747] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4
[748] *Ibid.*
[749] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3; Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 12; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1; Prével, doc. 7.9, p. 5; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7; La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 3; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; DevMcGill, doc. 7.110, p. 4; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 3; Proment, doc. 7.117, p. 4; Proment, doc. 7.117, p. 5; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5, Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Devimco Immobilier, doc. 7.142, p. 1

classe moyenne[750]*. »* La Corporation Cadillac Fairview affirme par exemple : « *Afin de trouver un financement, les développeurs qui doivent présenter des bilans positifs aux investisseurs n'auront d'autre choix que d'internaliser ces coûts dans les projets. Ils devront, de ce fait, rehausser les prix de vente ou de location des unités qui ne sont pas assujetties au règlement*[751]. »

La demande sur le marché locatif inquiète particulièrement. Alors que ce marché a représenté « *la moitié*[752] » des nouvelles constructions en 2018, la demande y est « *nettement moins élastique que celle pour les copropriétés*[753] ». S'il est possible que l'élasticité sur le marché du condo « *pourra moduler les prix*[754] » et faire en sorte que les acheteurs soient « *peu affectés*[755] », les hausses appliquées au locatif « *auront pour effet d'accroître la proportion des revenus consacrés au loyer des ménages au budget déjà serré*[756]*. »* Les impacts du règlement seront donc plus grands sur les performances financières des projets[757]. Selon Prével, le manque à gagner pour respecter les exigences du règlement en matière de logement abordable et familial sera même « *trop important pour être réparti sur le prix des autres unités*[758] », au point de compromettre la faisabilité des projets locatifs. Soulignant que ce mode de tenure est « *souvent une alternative pour les familles, les étudiants, les personnes à faible revenu ou les premiers arrivants qui ne peuvent accéder à la propriété*[759] », des intervenants demandent d'exclure les projets immobiliers locatifs du règlement[760].

L'effet du règlement sur les petits promoteurs cause également des appréhensions[761]. District Atwater et Maître Carré déclarent sans détour : « [...] *avec des conditions règlementaires comme celles suggérées, nous n'aurions pu nous établir dans le marché*[762]*. »* Ces intervenants prétendent que le règlement induira une augmentation générale des coûts et de la complexité du développement, « *deux facteurs qui diminuent grandement la capacité de nouveaux acteurs à percer le marché*[763]*. »* La Chambre de commerce du Montréal métropolitain ajoute que la solution d'accroître le nombre d'unités en guise de compensation n'est guère envisageable pour des promoteurs aux moyens limités[764]. La difficulté de supporter longtemps les coûts d'un terrain non développé jouerait également contre les petits promoteurs si le nouveau règlement devait entraîner des délais supplémentaires d'approbation des projets par la Ville[765].

[750] DevMcGill, doc. 7.110, p. 5
[751] La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 4
[752] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[753] *Ibid.*
[754] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 3
[755] *Ibid.*
[756] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[757] Prével, doc. 7.9, p. 4
[758] *Ibid.*
[759] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3
[760] Prével, doc. 7.9.1, L. 300; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3; Vivre en ville, doc. 7.137, p. 3
[761] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12; Prével, doc. 7.9.1, L. 390; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32.1, L. 2708; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 13
[762] District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 16
[763] *Ibid.*
[764] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32.1, L. 2708
[765] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12

Le projet de règlement pose le risque, en somme « *d'évincer les petits joueurs pour concentrer le développement entre les mains de quelques gros promoteurs immobiliers uniquement, comme c'est le cas à Toronto*[766] ». Cela « *ne servira pas le marché*[767] », dit Prével. Une forte concurrence a pour avantages de « *limiter les excès de flambée de prix et de mieux répartir les bénéfices*[768] », en plus de favoriser l'innovation et la créativité qui confèrent à l'architecture un caractère hétérogène et riche[769]. Enfin, District Atwater et Maître Carré avancent que grâce à leurs structures plus souples, les entreprises de la relève sont en mesure d'entretenir une relation de proximité avec les populations locales. Elles peuvent ainsi aligner leur développement sur les attentes du milieu[770].

Pour les raisons précédemment exposées, certains croient que la mise en œuvre du règlement incitera les promoteurs privés à favoriser la réalisation de nouveaux projets immobiliers hors du territoire montréalais[771], en quête d'un meilleur rendement sur leur investissement et d'exigences municipales plus aisées à satisfaire[772]. Le cas échéant, une telle décision se traduira par une diminution de l'offre de logement, « *ce qui, à terme, affaiblira la métropole et nous éloignera de notre objectif d'inclusion*[773]*. »* District Atwater et Maître Carré prévoient en outre que l'augmentation du prix des logements neufs « *aura nécessairement des externalités significatives sur le parc de logements existant, en incitant davantage de reconversions de plex et de multi-logements en condominiums afin de contourner le règlement*[774]*. »* Il en résultera « *une baisse de stock de logements locatifs et une aggravation de la pénurie sur le territoire*[775] ».

Les interlocuteurs estimant que le règlement entraînera une hausse des coûts de production sont également d'avis que ces coûts se répercuteront sur la classe moyenne, d'où une diminution pour cette dernière de l'accessibilité au logement[776]. Selon le Groupe de Sociétés Westcliff, « *cette démarche apparaît comme peu équitable parce qu'elle exercera une forte pression financière sur une minorité de la population, les acheteurs et les locateurs de logement neuf non admissibles au*

[766] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 8
[767] Prével, doc. 7.9, L. 390
[768] District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 13
[769] *Ibid.*
[770] *Ibid.*
[771] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 12; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 4
[772] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6
[773] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3
[774] District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10
[775] *Ibid.*
[776] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1; Prével, doc. 7.9, p. 5; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 8; La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 4; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 3; DevMcGill, doc. 7.110, p. 4; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 3; Proment, doc. 7.117, p. 4; Proment, doc. 7.117, p. 5; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5, Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Devimco Immobilier, doc. 7.142, p. 1

règlement[777]*. »* DevMcGill pense que cette pression financière aura « *un effet dévastateur sur la capacité des personnes ayant un budget limité à habiter au centre de la métropole*[778] », de quoi décourager « *les jeunes adultes, familles et mêmes de plus en en plus des retraités qui sont à la recherche d'un mode de vie urbain et écologique*[779]. »

Si l'on peut « *néanmoins s'attendre à ce que les unités trouvent preneurs au début – forte demande aidant*[780] », nombreux sont ceux qui prévoient une « *aggravation de l'exode vers la banlieue*[781] » d'une partie de la classe moyenne[782]. D'après l'Institut de développement urbain, les prix plus faibles et la taille supérieure des propriétés, les espaces disponibles plus importants et la présence de gares du Réseau express métropolitain risquent fort d'inciter les ménages à s'établir en banlieue, malgré les heures supplémentaires passées à se rendre au travail[783]. DevMcGill conclut qu'en « *accentuant le départ de la classe moyenne et en créant seulement des logements pour les plus pauvres et les plus riches, le règlement risque d'être catastrophique pour le maintien d'une mixité sociale à Montréal*[784]*. »* Ce participant corporatif insiste du même souffle sur l'aptitude de la classe moyenne à faciliter la cohabitation entre les autres classes sociales[785].

Le Groupe de Sociétés Westcliff cite la SCHL[786], selon laquelle « *les investisseurs qui achètent une propriété pour accroître leurs revenus en la louant ont peut-être joué un rôle essentiel dans l'augmentation de l'offre de logements neufs*[787]*. »* Le Groupe estime donc que des mesures atténuant l'intérêt des investisseurs à financer la construction d'habitations pourraient nuire à l'offre de logements à long terme et, par le fait même, à l'offre de logement social, abordable et familial[788]*.* Prével s'exprime de façon similaire à propos des logements locatifs, affirmant que les résidents d'unités nouvellement construites – même si elles sont plus dispendieuses que l'offre existante – « *libèrent d'autres unités plus abordables et enlèvent ainsi une pression de la demande sur l'offre. Il est donc essentiel que les mises en chantier locatives se poursuivent*[789] ». Pour Mario Polèse, préserver cette « *fluidité de l'offre*[790] » en favorisant la construction résidentielle est « *la seule façon d'assurer que le logement reste globalement abordable*[791] » à Montréal. Le Groupe de Sociétés Westcliff croit d'autant plus nécessaire de « *maximiser le développement* »

[777] Le Groupe de Sociétés Westcliff
[778] DevMcGill, doc. 7.110, p. 7
[779] *Ibid.*
[780] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[781] DevMcGill, doc. 7.110, p. 7
[782] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 33; Prével, doc. 7.9, p. 5; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 6; DevMcGill, doc. 7.110, p. 7; Proment, doc. 7.117, p. 5; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5
[783]Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 26
[784] DevMcGill, doc, 7.110, p. 7
[785] *Ibid.*
[786] Examen de l'escalade des prix des logements dans les grands centres métropolitains du Canada, doc. 3.5.6, p. 5
[787] Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 9
[788] *Ibid.*
[789] Prével, doc. 7.9, p. 4
[790] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 4
[791] *Ibid.*

résidentiel en ces temps propices que l'activité immobilière pourrait « *ralentir prochainement*[792] ».

Plusieurs intervenants réclament des mesures compensatoires ou des incitatifs financiers face aux « *pertes de rentabilité*[793] » que le règlement pourrait occasionner aux promoteurs[794] et, plus particulièrement, pour l'assujettissement au règlement des projets de plein droit[795]. Ces mesures sont la bonification de la densité[796], la réduction de taxes ou de frais associés notamment aux permis de construction[797], la compensation totale ou partielle de taxe pour le Réseau express métropolitain[798], ainsi qu'une baisse des exigences relatives au stationnement ou à certaines normes[799].

Des interlocuteurs appréhendant que l'augmentation prévisible des coûts soit assumée par un nombre trop réduit d'individus, demandent de « *mettre à contribution le plus vaste éventail possible de contributeurs*[800]. » Un problème global nécessitant des solutions globales[801], il y aurait lieu de répartir « *l'effort financier à l'ensemble des ménages ou, à tout le moins, des ménages propriétaires*[802]. » Pour l'APCHQ, une façon d'opérationnaliser cette répartition sans taxation additionnelle serait « *comme la Ville le fait déjà pour l'eau, la voirie et l'ARTM, [de] réinvestir une partie des revenus supplémentaires en droits de mutation immobilière et en licences et permis découlant d'une activité immobilière plus importante que prévu*[803]*. »*

Certaines opinions concernant les impacts du règlement sur l'offre et la demande de logements divergent du scénario d'ensemble exposé précédemment. Rayside Labossière croit tout d'abord difficile de déterminer si l'application du règlement influencera le prix du foncier à la baisse, « *en raison des obligations supplémentaires associées au développement*[804] », ou à la hausse, « *en raison de la rareté des terrains disponibles pour le développement et la cession*[805]. » L'Association des groupes de ressources techniques du Québec estime, pour sa part, que « *l'arrivée de*

[792] Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 8
[793] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 5
[794] Dany Tremblay, doc. 7.17.1, L. 1560; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7; La Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 3; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 9; Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 5; DevMcGill, doc. 7.110, p. 9; Proment, doc. 7.117, p. 6; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 16; Kim Thibault, doc. 8.1
[795] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; Broccolini, doc. 7.134, p. 3
[796] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 13; Prével, doc. 7.9, p. 3; Dany Tremblay, doc. 7.17.1, L. 1560; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7; La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 6; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3; Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 23; DevMcGill, doc. 7.110, p. 9; Proment, doc. 7.117, p. 6; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 16; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5; Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 6
[797] Proment, doc. 7.117, p. 6
[798] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 6
[799] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6
[800] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 38
[801] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5
[802] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 23
[803] *Ibid.*
[804] Rayside Labossière, doc. 7.3, p. 36
[805] *Ibid.*

nouvelles règles du jeu ne bousculera pas le marché ni les prix de vente ou de revente[806]. » De telles règles s'inscrivent en continuité avec la Stratégie d'inclusion, et viennent « *rééquilibrer les obligations pour tous, exiger plus d'équité pour les promoteurs immobiliers petits et grands*[807]. » Simon Tremblay-Pépin qualifie les mises en garde contre l'augmentation des prix et la diminution des projets découlant du règlement, de « *cris de panique lancés par une industrie qui se voit contrainte de tenir compte de ses effets sociaux plus larges*[808] ».

En référence à l'augmentation des prix des nouveaux logements, un citoyen juge prioritaire de calmer l'effervescence spéculative du marché afin de diminuer les coûts de construction[809]. Il cite en exemple la Ville de Vancouver, « *where a building boom of high-rise towers has resulted in an even worse housing crisis, where up to half of the units built don't even have residents living in them while the owners don't even need any to be profitable*[810]. »

2.5.2 L'indexation des montants prévus au règlement

Le projet de règlement prévoit qu'à partir de son entrée en vigueur le 1er janvier 2021, tous les montants inscrits, à savoir les contreparties financières de la Ville, les contributions financières des promoteurs et les prix et loyers maximaux pour le logement abordable, seront indexés de 2 % annuellement[811].

De nombreux participants ont signifié leur désaccord face au pourcentage de cette indexation et à sa nature invariable. Richard Shearmur et Nik Luka font d'abord remarquer que « *les coûts de construction et de financement n'augmentent pas nécessairement au taux annuel de 2 %, mais suivent plutôt le prix des matériaux, les conventions collectives dans les métiers de la construction, et le coût de l'argent sur les marchés financiers*[812]. » Plusieurs participants notent que le niveau d'indexation proposé par la Ville est « *en deçà de l'augmentation du marché*[813] », ce qu'attestent les hausses de valeur des propriétés de 5,9 % au rôle d'évaluation 2017-2019, et de 13,7 % au rôle 2020-2022[814].

L'une des principales inquiétudes face à une indexation « *insuffisante pour suivre la cadence immobilière*[815] », est que les contributions financières deviendront rapidement plus intéressantes que les cessions d'immeubles aux yeux des promoteurs[816]. Pour reprendre la

[806] Association des groupes de ressources techniques du Québec, doc. 7.127, p. 10
[807] *Ibid.*
[808] Simon Tremblay-Pépin, doc. 7.144, p. 2
[809] Louis Rastelli, doc. 8.1
[810] *Ibid.*
[811] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 26
[812] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7
[813] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14-15
[814] *Ibid.*
[815] Prével, doc. 7.9, p. 4
[816] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 36; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 18; Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14-15; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9

formulation du Groupe CDH, « *la contribution financière représentera une moins grande perte que le manque à gagner liée à la cession des immeubles*[817]. » Par ailleurs, les contreparties financières progressant moins vite que la valeur des terrains, les promoteurs se sentiront tout de même « *pénalisés*[818] » et tendront à multiplier les « *petites unités à des prix très élevés*[819] » dans la portion du projet au prix du marché. L'écart par rapport au marché fera en sorte que les contributions financières ne suffiront pas à l'achat d'autres sites pour du logement social[820]. Quant à l'abordabilité « *déjà relative*[821] » des logements abordables, elle « *ne fera que s'étioler au fil des années*[822] », si l'on considère que l'augmentation annuelle du revenu médian au Québec fut inférieure à 1 % entre 2005 et 2015. La Fédération des OSBL d'habitation de Montréal croit qu'une indexation annuelle de 2 % « *risque de rendre l'ensemble du mécanisme incapable de fonctionner d'ici quelques années*[823]. »

En réponse aux difficultés entrevues, des participants proposent que l'indexation reflète plutôt les variations du marché par le biais d'ajustements périodiques[824]. L'Institut de développement urbain suggère d'indexer les montants « *annuellement selon un indice de prix immobiliers à déterminer* », tel que l'indice de Statistique Canada des prix de la construction des bâtiments résidentiels par RMR[825]. Bâtir son quartier note cependant que la Ville « *ne se donne aucun pouvoir par ordonnance et devra donc à chaque fois passer au conseil municipal pour modifier le Règlement*[826]. » Par conséquent, « *il faut qu'elle se donne cette souplesse-là pour être agile, rapide, qu'on ne soit pas obligé de repasser à [l'OCPM] ou qu'on aille à l'agglomération, à la CMM. Que ça puisse se faire par l'exécutif*[827]. » note l'organisme.

2.6 Les autres considérations

Cette dernière section du chapitre 2 couvre l'éventail des propositions de diverses natures visant à étendre la portée du projet de règlement.

[817] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3
[818] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 11
[819] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 18
[820] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 13; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 11; Comité de logement Rosemont, doc. 7.15, p. 11; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 10; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 14; Comité logement Ahuntsic Cartierville, doc. 7.26, p. 12
[821] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 8
[822] *Ibid.*
[823] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7. 57, p. 12
[824] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 39; Prével, doc. 7.9, p. 7; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7; Bâtir son quartier, doc. 7.23.1, L. 3830; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 18; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14-15; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 3; Rachel Julien, doc. 14
[825] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45
[826] Bâtir son quartier, 7.23, p. 8
[827] Bâtir son quartier, 7.23.1, L. 3840

2.6.1 La préservation du logement locatif et du logement abordable

Au fil des interventions, différents moyens ont été proposés pour préserver et accroître la part des logements locatifs et abordables. Ce sont : la création d'un registre municipal du logement, l'application du règlement à la conversion du logement locatif en copropriété, la création d'un fonds de protection de l'abordabilité et la part de logement locatif dans les nouveaux projets.

La création d'un registre municipal du logement

De nombreux participants recommandent à la Ville de créer son propre registre du logement, toutes tenures confondues, en attendant la création d'un registre national[828]. Basé sur le rôle d'évaluation municipal, un tel registre contribuerait à freiner la spéculation affectant le parc de logements locatifs, en fournissant aux locataires montréalais un historique des loyers et des moyens de contestation[829] propres à « *ne pas subir des augmentations abusives de loyer*[830]*. »* De même, étant donné l'absence de conditions d'admissibilité et de dispositions assurant la pérennité du logement abordable et du logement familial au prix du marché (voir 2.3.4), ce registre permettrait d'effectuer « *le suivi des ventes de condos abordables*[831] *»* afin d'éviter *« la spéculation foncière qu'un volet abordable pourrait faire naître*[832].

L'application du règlement à la conversion du logement locatif en copropriété

Face à l'intensité du phénomène de conversions en copropriétés, tel que relaté à la section 2.1.1, quelques propositions visent à garantir le caractère « *pérenne et stable*[833] » du parc de logements locatifs existant. Des intervenants estiment que l'application du règlement aux conversions en copropriétés, par exemple en exigeant une contribution financière pour le développement de logement social[834], contribuerait à « *protéger les locataires déjà en place lorsqu'il y a une*

[828] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 15; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 9; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 9; Multi-Femmes INC., doc. 7.44, p. 6; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 6; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 14; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu, doc. 7.62, p. 6; Le sac à dos, doc. 7.63, p. 6; Maison St-Dominique, doc. 7.67, p. 6; Maison l'Éclaircie de Montréal, doc. 7.70, p. 7; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2; Chambreclerc, doc. 7.74, p. 6; Association Logement Amitié Inc., doc. 7.75, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Un toit en ville, doc. 7.85, p. 6; Sous le toit de PAL, doc. 7.122, p. 6; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 1; Zora Pagé, doc. 8.1

[829] Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, doc. 7.30.1, p. 1341-1385

[830] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; 870, Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 9; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 9; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2

[831] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 9; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 9; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2

[832] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 28

[833] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 6

[834] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 15; Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 8; Mélanie Baril, doc. 8.1; Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4

rénovation majeure ou un changement de propriétaire[835]*. »* Pour leur part, Les Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne en appellent à « *une intervention proactive et concertée des pouvoirs municipaux*[836] *»* par l'application d'un ensemble de mesures. En plus d'instaurer une « *taxation dissuasive* » sur les conversions, l'organisme recommande à la Ville d' :

- *« utiliser son pouvoir d'inspection pour s'assurer que les permis de construction, rénovation et transformation octroyés n'ont pas été utilisés tout simplement pour expulser les locataires et hausser le coût du loyer sans procéder à la réalisation des travaux, le permis n'étant pas garant de la réalisation des travaux;*
- *utiliser les nouveaux pouvoirs accordés par Québec [...] afin d'acquérir à des fins de logements communautaires tout immeuble dont l'état de délabrement présente un risque pour la santé et la sécurité des personnes et un risque de faire l'objet d'un développement spéculatif;*
- *exercer le droit de préemption accordé par Québec [...] afin de cibler les secteurs à forte teneur locative et assurer leur protection contre les conversions*[837]*. »*

La création d'un fonds de protection de l'abordabilité

Parce que le manque de terrains vacants y favorise les « *achats rénovations* » aux dépens des « *développements de gros projets de condos*[838] », des organismes de Parc-Extension réclament pour leur quartier un « *Fonds de protection de l'abordabilité [...] pour soutenir l'acquisition de logements existants par des sociétés acheteuses, dans le but d'en protéger le caractère réellement abordable*[839]. » Pour ces participants, la pertinence d'un tel fonds tient, non seulement à l'inapplicabilité relative du fonds de contribution prévu au règlement, mais aussi au contexte immobilier du secteur :

> *« [...] quand on voit une opportunité pour développer un projet dans le quartier, puisqu'il y a beaucoup, beaucoup de spéculation, beaucoup de compétition, on n'est pas capable de rentrer dans les programmes non seulement à cause des contraintes financières, mais à cause des contraintes de temps. Parce que les compétiteurs au privé sont capables de sortir des immeubles très rapidement en payant comptant. Et les programmes en place demandent des promesses d'achat de six mois, de douze mois, de dix-huit mois puis on voit des immeubles sortir dans 48 heures. Donc, si on avait un fonds de réserve, on pourrait sortir des immeubles, les étudier proprement et ensuite s'ils ont du potentiel, les développer sinon les remettre sur le marché*[840] *».*

[835] Ginette Hébert, doc. 8.1
[836] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 6
[837] *Ibid.*
[838] Brique par brique, doc. 7.13.1, L. 2040-2070
[839] Brique par brique, doc. 7.13, p. 11; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 15
[840] Brique par brique, doc. 7.13.1, L. 2040-2070

La part de logement locatif dans les nouveaux projets

Alors que de nombreux participants souhaitent que soient abandonnés les 20 % de logement abordable requis au profit du logement social et communautaire, d'autres suggèrent de remplacer cette exigence par une proportion égale de logement locatif[841]. Le règlement doit contribuer à « *maintenir un bassin de locataires* », selon Communauté Saint-Urbain[842]. Les raisons avancées par l'organisme sont que Montréal est « *une ville de locataires* », que « *les condos aussi ont des limites en termes de participation démocratique* », et que le règlement laisse « *dans un flou* » la population incapable d'accéder tant au logement social qu'à la propriété[843].

2.6.2 Le logement social dans son milieu

Outre la construction des logements sociaux, de nombreux participants estiment que la localisation de ces logements, la présence sur place de soutien communautaire, l'accessibilité universelle des divers espaces et la proximité de services adéquats influencent de façon déterminante la qualité de vie de leurs résidents.

La localisation des nouveaux logements sociaux et abordables

Plusieurs répondants soulignent l'importance d'un contexte d'insertion répondant aux besoins des ménages qui y résident, ayant estimé, à la suite de la soirée d'information tenue le 19 septembre 2019, une absence de considération de la Ville quant à la localisation des futurs logements sociaux à construire hors site[844].

Le fait que le logement social « *s'adresse souvent aux personnes aînées à faibles revenus ainsi qu'aux personnes à mobilité réduite*[845] » rend primordial d'accéder, à distance de marche, aux transports en commun et aux services de proximité[846]. Multi-Femmes inc. traduit cet enjeu par la possibilité pour ces personnes « *d'exercer tant leur subsistance que leur droit fondamental à vivre dans l'espace public*[847]. » L'organisme demande que le règlement prenne en compte ce principe d'accessibilité, d'autant plus que « *la Mairesse s'est engagée à l'ONU à réduire les émissions de gaz à effet de serre de Montréal de 55 % d'ici 2030*[848]. » Par ailleurs, si l'implantation

[841] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 6
[842] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11.1, L. 3495-3545
[843] *Ibid.*
[844] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 4; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 4; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 6-7
[845] Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2
[846] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 29; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 4; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 4; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 6-7; Brin D'ELLES, doc. 7.59, p. 6; Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu, doc. 7.62, p. 6; Le sac à dos, doc. 7.63, p. 6; OSBL Habitation Montréal, doc. 7.66, p. 7; Maison St-Dominique, doc. 7.67, p. 6; Maison l'Éclaircie de Montréal, doc. 7.70, p. 7; Chambreclerc, doc. 7.74, p. 6; Association Logement Amitié Inc., doc. 7.75, p. 7; Les Toits de Mercier, doc. 7.78, p. 7; Espace La Traversée, doc. 7.82, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Un Toit En Ville, doc. 7.85, p. 6
[847] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 4
[848] *Ibid.*

de logements sociaux dans « *des secteurs attrayants et recherchés (localisation avantageuse, proximité de services, milieu de vie de qualité)* » est souhaitable pour la préservation de la mixité, Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé soutient « *qu'une mixité réussie est celle où chaque composant de la société a accès aux services dont il a besoin et ce, peu importe son pouvoir économique*[849]. » En ce sens, « *prévoir des espaces à vocation communautaire et social aidera à une meilleure cohabitation puisque la création ou l'implantation des services de proximité sera plus facile*[850]. »

En somme, s'assurer que tous les résidents d'un quartier trouvent des réponses à leurs besoins passe par une planification urbaine cohérente : « *Il serait contre-productif, par exemple, d'obliger d'inclure des logements familiaux dans des secteurs inadéquats pour les familles*[851]. » Indiquant que l'attrait d'un milieu de vie pour les familles commence par « *un nombre suffisant de places en garderie, l'implantation d'écoles de qualité, l'accès à des parcs sécuritaires et à des infrastructures de loisirs adéquates*[852] », Broccolini prétend que le règlement « *ne peut trouver sa cohérence sans un engagement clair*[853] » de la Ville à cet égard.

La Direction régionale de santé publique de Montréal met l'emphase sur l'implantation des logements sur des sites « *sains* », c'est-à-dire « *éloignés des sources de menaces à la santé (bruits, proximité de autoroutes, sols contaminés, sources de pollution de l'air, etc.)*[854]. » À ce sujet, elle prescrit des « *zones tampons entre les générateurs de risques et les projets résidentiels*[855]. »

Afin de garantir une insertion réussie des logements sociaux, des participants recommandent l'implication de la communauté locale dans le processus[856] ainsi que « *la détermination des critères géographiques (et de qualité) qui détermineront où seront redirigés les projets qui ne peuvent être développés sur site*[857] ».

Le soutien communautaire

Au sujet des résidents de logements sociaux ayant des besoins spécifiques, la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal note que si « *la mixité sociale est un objectif louable [...] elle ne se fait pas toujours de façon harmonieuse si elle n'est pas assortie de conditions gagnantes pour une intégration réussie dans le quartier*[858]*. »* En conséquence, le règlement devrait s'assurer que

[849] Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3
[850] *Ibid.*
[851] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9
[852] Broccolini, doc. 7.134, p. 5
[853] *Ibid.*
[854] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 35
[855] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28.2, L. 1930-1970
[856] Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24.2, L. 2251-2310; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 6
[857] Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 6
[858] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 9

la construction de ces logements « *soit accompagnée des fonds nécessaires pour l'obtention de soutien communautaire dans le milieu*[859]. »

L'accessibilité universelle

Divers groupes et citoyens ont relevé des difficultés en lien avec l'accessibilité universelle du parc de logements sociaux. L'organisme Communauté Saint-Urbain recommande d'abord à la Ville d'élaborer, en collaboration avec les acteurs du milieu, des normes de construction en matière d'accessibilité universelle qui dépasseraient celles du Code du bâtiment[860] :

> *« [...] actuellement, on a des projets que, oui, le Code du bâtiment va dire : " Faites ça, faites ça, faites ça, puis ça va être accessible. " Mais ce n'est pas vrai, O.K. Il faut un plus et malheureusement, les programmes existants ne paient pas pour ça. Alors, si ton OBNL n'a pas les reins solides, bien, il ne paiera pas les suppléments*[861]*. »*

L'actualisation des normes se traduirait par ce que Rayside Labossière nomme la « *super-adaptabilité des unités*[862] ». La conception des logements doit s'adapter aux besoins des personnes en situation de handicap : « *C'est une question de s'assurer que derrière le mur de la salle de bain, c'est solidifié pour permettre l'installation d'une barre d'appui*[863]. » Pour des participants, « *assurer que l'accessibilité universelle soit un critère d'approbation obligatoire*[864] » des projets permettrait de « *maintenir beaucoup plus longtemps*[865] » dans leurs lieux de vie les personnes concernées, par le biais des soins à domicile. Cela permettrait également d'éviter des situations telles que celle racontée par Dominique Marsan, une personne en situation de handicap visitant sa mère en fin de vie[866]. Enfin, si prévoir l'adaptabilité d'un logement à sa construction peut être coûteux, « *imaginez le coût à falloir le faire après*[867] », dit une citoyenne.

Cette dernière recommande une meilleure gestion du parc de logements adaptés administré par la Ville, considérant que beaucoup de ces logements « *sont attribués à des personnes qui ne sont même pas handicapées*[868] ». La création d'un registre des logements adaptés en faciliterait la visibilité et donc leur juste attribution[869].

[859] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 5; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 9; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 3; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 11
[860] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11.1, L. 3378-3384
[861] *Ibid.*
[862] Rayside Labossière, doc. 7.4.2, L. 795-830
[863] Jody Negley, doc. 7.133.1, L. 950-976
[864] *Ibid.*
[865] Rayside Labossière, doc. 7.4.2, L. 795-830
[866] Dominique Marsan, doc. 7.140.1, L. 252-300
[867] Jody Negley, doc. 7.133.1, L. 950-976
[868] *Ibid.*
[869] *Ibid.*

Les services de proximité

L'évolution générale du marché immobilier montréalais a suscité des commentaires en faveur de la préservation des services de proximité. Julien Deschênes suggère que « *les principes qui guident le règlement devraient aussi être étendus aux usages culturel et commercial*[870] », des fonctions « *aussi cruciales à l'écosystème que le résidentiel et [qui] contribuent tout autant sinon plus au développement d'une métropole mixte*[871]. » Selon un participant, les projets de développement résidentiel devraient aussi contribuer à soutenir ce type de fonctions. La Coalition montréalaise des tables de quartier note que « *certaines interventions ne sont pas développées dans le règlement, et permettraient pourtant à la Ville de se doter d'outils supplémentaires afin de jouer un rôle plus structurant pour atteindre les objectifs de mixité, de cohésion et d'inclusion*[872]. » Elle propose l'élaboration d'une stratégie complémentaire basée sur ces objectifs, « *avec un souci particulier pour le maintien des offres commerciales et communautaires qui desservent les quartiers*[873]. » La Coalition est également d'avis que certains locaux vacants dans les bâtiments de logement social auraient avantage à être mutualisés, afin de permettre leur utilisation par des groupes communautaires[874].

2.6.3 La production des logements social, abordable et familial

Les modes de production des logements social, abordable et familial inscrits au règlement ont suscité de nombreuses interventions réclamant davantage de clarté et de flexibilité.

La sélection des projets de logement social

Alors que la Ville se réserve le droit de désigner l'organisme porteur d'un projet de logement social[875], de nombreux intervenants se questionnent quant à l'absence de critères ou de processus officiels justifiant ce choix. Selon certains, l'établissement de critères serait pourtant utile « *afin de déterminer, en fonction de la localisation du terrain cédé et des besoins exprimés par la communauté, quelles populations devraient être priorisées dans un projet donné, ainsi que le mode de tenure*[876]. » La Ville aurait donc intérêt à appuyer ses décisions en s'appuyant sur l'expérience d'organismes locaux de type comités logement, ou de regroupements locaux tels que les tables de quartier et les tables en habitation[877]. Selon Inter-Loge, l'arbitraire auquel cette

[870] Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 2
[871] *Ibid.*
[872] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 10
[873] *Ibid.*
[874] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 8
[875] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 18
[876] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 26; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17
[877] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 26; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 11; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 10

situation laisse place appelle à une gestion plus transparente et équitable des fonds publics[878]. L'organisme recommande la création de comités permanents d'évaluation et de sélection des projets de logements sociaux pour chacun des arrondissements, afin d'assurer *« une meilleure représentativité des besoins locaux*[879] » et d'identifier « *les meilleurs porteurs pour chacune des opportunités de développement*[880] ».

Des intervenants déplorent la « *forte concentration*[881] » des livraisons d'unités sociales entre les mains de quelques groupes porteurs, certains arguant que « *le Service de l'habitation devrait prendre acte que les GRT ne sont pas les seuls représentants de la communauté, comme il semble parfois le croire*[882]. » Au lieu de restreindre la diversité et l'expertise des porteurs de projets, Atelier habitation Montréal croit que la Ville devrait « *fortement encourager les promoteurs privés à diversifier leurs livreurs communautaires*[883] » si elle souhaite atteindre ses objectifs. Proposant une « *nouvelle forme de mixité dans de grands ensembles immobiliers en requalification de type "social + condo + locatif + abordable + bureau"* », le Groupe MACH suggère d'en confier systématiquement l'administration à des OBNL d'habitation, pour tout projet de plus de 50 unités. Selon le Groupe :

> *« Dans un tel modèle, les fonctions qui auraient été habituellement réalisées par un groupe de ressources techniques (GRT) pour lancer le projet seraient désormais exécutées entièrement par un OBNL d'habitation, car le double niveau d'administration dans les projets d'envergure (et les coûts qui s'y rattachent), comme c'est imposé présentement, ne serait plus nécessaire, ni justifié [...] Cette mesure permettrait d'apaiser l'inquiétude chronique des services de l'habitation de la Ville de Montréal voulant que les coopératives d'habitation ne savent pas gérer un projet comportant une très grande quantité d'unités ou encore que leurs membres n'ont pas les compétences ou le niveau de mobilisation nécessaire pour travailler en cogestion avec un syndicat de copropriétaires ou un gestionnaire immobilier*[884]*. »*

La collaboration entre OBNL et promoteurs

Dans un esprit similaire à celui relaté au point précédent, des participants sont favorables à une collaboration plus soutenue entre les promoteurs privés et les organismes à but non lucratif. De meilleurs échanges en amont des projets de développement permettraient de « *réellement répondre aux besoins*[885] » des milieux, selon le Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent. En matière de logement abordable, Vivacité - Société immobilière solidaire croit également que

[878] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 10; Corporation de développement communautaire, doc. 7.111, p. 6
[879] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 10
[880] *Ibid.*
[881] Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8
[882] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 26; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 9
[883] Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8
[884] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 6
[885] Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4

l'ajout au règlement de mesures favorisant la collaboration entre ces parties, produirait une abordabilité à la fois meilleure et pérenne[886].

Du côté des promoteurs privés, le Groupe MACH estime que sa contribution importante au développement du logement social devrait justifier sa participation au processus décisionnel, dans plus de transparence :

> *« Présentement, on est après développer des sites dans lesquels il y a beaucoup de logement social et on est exclu du choix des négociations qui se font avec les groupes avec lesquels on va partager les sites. [...] On ne sait pas quelles vont être les clientèles cibles, qui vont être les GRT avec qui on va travailler, et, un des points, on veut pouvoir choisir nos partenaires*[887]. »

Par ailleurs, situant à moins de 500 la production annuelle de logements sociaux sur l'île de Montréal ces dernières décennies, le Groupe MACH ajoute que la structure actuelle de production par projets isolés de 40 ou 50 unités « *ne répond pas [...] aux carences qu'on a présentement*[888]. » Aux yeux du Groupe, la solution repose dans l'intégration de gestionnaires professionnels de type OBNL détaillant des « *besoins structurés*[889] », à des équipes « *capables de mettre de l'avant des projets d'envergure majeure*[890]. »

La mise en commun des exigences

Non incluse au projet de règlement, la mise en commun des exigences entre promoteurs a été évoquée par deux participants. Parce que le modèle d'affaires d'un projet, sa localisation et les services disponibles à proximité « *peuvent influencer la pertinence de créer des logements sociaux et abordables in situ* », le Groupe Sélection estime « *fallacieux d'amorcer la réflexion en considérant qu'il est nécessaire d'inclure des logements sociaux et abordables dans chaque nouveau projet de construction*[891]. » Ainsi, le transfert des obligations entre promoteurs, « *sans passer par l'intermédiaire de la Ville*[892] », permettrait à ceux-ci de « *combiner leurs obligations dans le même projet social et abordable, de façon à réduire les coûts*[893]. » Le Groupe CDH y voit plutôt un moyen d'atteindre les minimums de superficie résidentielle visés par le règlement[894], afin que « *le 20 % social se concrétise le plus souvent possible* » par une cession d'immeuble[895]. Maintenir à 20 % plutôt qu'à 22 % la part de logement social exigée, même si le terrain cédé n'est

[886] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11
[887] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1725-1745
[888] *Ibid.*
[889] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1890-1934
[890] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1747-1772
[891] Groupe Sélection, 7.135, p. 6
[892] *Ibid.*
[893] *Ibid.*
[894] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4
[895] Groupe CDH, doc. 7.34.1, L. 2185-2215

pas adjacent à leur projet, pourrait notamment encourager les promoteurs à prendre cette initiative[896].

La substitution des exigences

Considérant que « *la ville de Montréal a des besoins multiples et [que] ces besoins sont différents selon l'environnement dans lequel un projet se trouve*[897] », des acteurs économiques demandent d'autoriser la substitution de certaines exigences. La Chambre de commerce du Montréal métropolitain note que le règlement « *ne tient pas compte des projets à vocation particulière* », et que ses modalités d'application n'incluent aucun critère qualitatif[898]. Il y aurait lieu, selon ces participants, de « *faire preuve de plus de flexibilité [...] dans certaines conditions particulières complexes*[899] » telles que la conservation d'immeubles patrimoniaux, ou de « *ne pas nuire aux projets qui souhaitent se démarquer*[900] » sur les plans architectural et environnemental. De même, l'inclusion aux projets de salles communautaires, d'ateliers d'artistes, d'agriculture urbaine communautaire ou d'espaces culturels devrait pouvoir satisfaire aux exigences du règlement en matière de logement social[901].

Le réemploi de l'existant

Une variété de participants croit nécessaire de réviser le projet de règlement pour que celui-ci ait des retombées dans des secteurs fortement bâtis ne comprenant que peu de terrains vacants[902]. En ce sens, la recommandation la plus fréquente faite à la Ville consiste à « *prévoir et développer des mécanismes pour l'achat de terrains ou d'immeubles occupés dans le but de les convertir en logements sociaux*[903] », ou de façon similaire, à « *permettre la cession d'immeubles occupés*[904] *»* dans ce même objectif. Entre autres mécanismes permettant d'acquérir des immeubles occupés, des groupes mentionnent l'utilisation du fonds de contribution[905], la reprise de bâtiments pour cause d'insalubrité ou de non-paiement de taxes foncières[906], et la saisie de bâtiments laissés à l'abandon[907]. Quant à la possibilité même d'acquérir des logements pour leur

[896] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4
[897] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13
[898] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8
[899] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 25
[900] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13
[901] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 25; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13
[902] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 4; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 22; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 14; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[903] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 21
[904] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 4
[905] Brique par brique, doc. 7.13, p. 12; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 21; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 2
[906] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 4; Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4
[907] France Franc, doc. 7.108, p. 1; Sébastien Jean, doc. 8.1

conférer une vocation communautaire, une représentante de la FECHIMM rappelle que la chose s'est déjà pratiquée à Montréal : « *[...] il y a beaucoup de choses dont on doute aujourd'hui, mais qui ont déjà existé. [...] Quand le RCM a pris le pouvoir, [...] je demeurais aussi à Côte-des-Neiges dans les rues qui avaient mauvaise réputation, et il y a eu des achats massifs d'immeubles d'appartements pour les socialiser*[908]. »

Soulignant que le projet de règlement est basé « *exclusivement sur le neuf*[909] », l'Institut de développement urbain suggère la possibilité pour un promoteur « *de s'acquitter de ses obligations en rénovant des logements existants à des fins d'habitation abordable*[910]. » D'après l'IDU, une telle mesure stimulerait la mise à niveau du parc de logements privés, dans un contexte où « *8 % des ménages de la Ville de Montréal disent occuper un logement nécessitant des réparations majeures*[911] ». Ces logements pourraient être inscrits au « *répertoire de vulnérabilité*[912] » proposé par le Conseil jeunesse de Montréal, qui aurait pour fonction de « *déterminer les bâtiments vacants à revaloriser dans le cadre de projets d'habitation cédés ou construits clés en main par les promoteurs*[913]. »

Le Comité logement Lachine-LaSalle voit dans le changement d'affectation de grands immeubles à des fins résidentielles, l'occasion d'y développer du logement social et communautaire[914]. L'organisme soutient toutefois que la préservation de la mixité socio-économique dans les quartiers « *ne saurait se réaliser par un développement qui repose sur une échelle de 20 logements communautaires pour 80 logements en condominium*[915] ». Il faudrait par conséquent hausser le pourcentage d'inclusion exigé, voire « *permettre aux conseils d'arrondissement de fixer l'exigence majorée de logements communautaires de façon suffisamment élevée pour [...] favoriser l'acquisition de ces immeubles par des coopératives et des OSBL d'habitation*[916]. »

2.6.4 L'intégration de modèles variés

Divers commentaires traduisent la volonté « *d'encourager l'expérimentation*[917] » et d'intégrer au règlement « *des modèles innovateurs d'habitations inclusives*[918] ». Pour ce faire, et pour favoriser la diversification des acteurs immobiliers, il est notamment recommandé de « *renforcer l'appui aux projets portés par des groupes ou des organisations à but non lucratif qui présentent des caractéristiques et des modes de tenures qu'on retrouve trop peu sur le marché*[919]. »

[908] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21.1, L. 1173-1180
[909] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 36-37
[910] *Ibid.*
[911] *Ibid.*
[912] Conseil jeunesse de Montréal, doc. 7.12, p. 13
[913] *Ibid.*
[914] Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 2
[915] *Ibid.*
[916] *Ibid.*
[917] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45
[918] *Ibid.*
[919] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4

La mixité des fonctions et des tenures

S'appuyant sur leur propre expérience dans le changement de vocation de l'Hôtel-Dieu, les représentants de Communauté Saint-Urbain croient que le règlement devrait permettre « *à de nouvelles formes de projet d'émerger, notamment des projets sociaux regroupant différentes fonctions au sein du même bâtiment*[920] ». Pop Maya Labs MTL invite aussi à « *s'affranchir des codes habituels de la construction pour chercher à développer des projets "sur-mesure", adaptés à l'environnement local et proposer une richesse de programmes et des qualités de services urbains plus poussés*[921]. » Reposant sur la fédération d'acteurs locaux par un promoteur, les grands projets urbains sont alors pensés comme « *des lieux mixtes où les activités se croisent et se regroupent*[922]*. »*

La Corporation Cadillac Fairview cite l'exemple de la Ville de Chicago, où un partenariat entre la Chicago Housing Authority et la Chicago Public Library s'est conclu par la réalisation de trois projets alliant chacun une bibliothèque à un ensemble d'habitations à loyers mixtes (« *mixed-income housing* »). Grâce à un concours architectural, la Chicago Housing Authority s'est assurée que les trois firmes d'architectes sélectionnées produisent « *an architecturally significant and community-inclusive building*[923]. » Les critères de sélection étaient :

> *« - the quality and context of the architecture relative to each site*
> *- the sustainability of the building systems and materials*
> *- their respective layout, landscaping and design innovations*[924] *».*

À l'instar de l'organisme Communauté Saint-Urbain, des participants croient nécessaire de « *redéfinir la notion de mixité et du vivre-ensemble*[925] », par exemple en facilitant « *la cohabitation de différentes populations dans un même bâtiment, voire sur un même étage*[926]. » Le Groupe MACH élabore sur ce point :

> *« Nous pensons même qu'en ayant recours à des droits superficiaires, du logement social pourrait être cédé sur plusieurs étages au sein d'une grande tour en copropriété. Car si l'objectif premier est vraiment de fournir de l'habitation abordable à des gens qui en ont besoin, sans vision dogmatique ni préjugés, il n'y a pas de raison de les empêcher de cohabiter avec des propriétaires de condos ou des employés de bureaux. Évidemment, certaines dispositions visant à protéger spécifiquement le logement social dans un tel*

[920] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7
[921] Pop Maya Labs MTL, doc. 7.138, p. 1
[922] Pop Maya Labs MTL, doc. 7.138, p. 2
[923] La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29.4, p. 2
[924] La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29.4, p. 5
[925] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 4
[926] *Ibid.*

système devraient être déployées, mais nous estimons qu'il est grandement temps de réinventer le modèle pour le bien de tous[927]*. »*

Conscient que ce type de mixité n'est pas une voie privilégiée par la Ville de Montréal, le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal croit que « *cette avenue doit tout de même être considérée, en tirant des leçons des expériences menées par le passé, ainsi que dans d'autres villes du Canada et dans le monde*[928]. »

La création et le maintien de l'abordabilité

En réponse aux objectifs de la Ville en matière d'abordabilité[929], des interlocuteurs croient possible d'appliquer des « *formules permettant de concilier propriété privée et abordabilité à perpétuité*[930]. » La principale proposition à ce sujet provient de Vivacité - Société immobilière solidaire, qui mise sur un modèle de capitalisation partagée. D'après cet organisme, la capitalisation partagée s'adresse aux ménages de la classe moyenne « *disposant de revenus avoisinant le revenu médian, souhaitant devenir propriétaires, admissibles à un prêt hypothécaire, mais ne disposant pas d'une mise de fonds suffisante*[931]. » Vivacité permet au ménage d'accéder à la propriété en lui versant le montant correspondant à la mise de fonds, qu'il n'aura pas à rembourser. Plus tard, lorsque le ménage souhaitera vendre, il conservera les sommes personnellement investies, plus 25 % de l'appréciation de la valeur marchande. Vivacité gardera les 75 % restants de la plus-value de manière à poursuivre ses activités[932]. Une telle méthode comporte plusieurs avantages selon l'organisme :

- alors que les programmes d'aide à la personne utilisent les fonds publics sous forme de dépenses, la capitalisation partagée « *permet un recyclage complet des investissements publics initiaux*[933] » en continuant à « *soutenir l'abordabilité au fil du temps pour les générations futures*[934] »;
- la capitalisation partagée capte ensuite les valeurs foncières associées aux marges bénéficiaires et aux plus-values « *pour non seulement créer un commun, mais le faire fructifier en tant qu'actif collectif, sans qu'un apport public ne soit requis*[935] »;
- en limitant le recours des ménages au crédit, elle favorise une « *réduction significative*[936] » de leur endettement;

[927] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 5
[928] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17
[929] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 10
[930] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 22
[931] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 15
[932] *Ibid.*
[933] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 18
[934] *Ibid.*
[935] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[936] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 17

- en leur permettant de devenir propriétaires et de conserver une part de la plus-value à la vente, elle accroît leur autonomie financière[937].

Donnant l'exemple de la SCHL, l'APCHQ souligne que ce principe implique pour les acheteurs de souscrire à un programme, avec « *l'avantage de permettre la sélection des ménages qui sont admissibles*[938]. »

Vivacité - Société immobilière solidaire dit s'être inspirée du Community Land Trust Network fondé en 1975 à Burlington (Vermont), dont le portfolio comprend aujourd'hui 9 585 propriétés à capital partagé. D'après une étude longitudinale américaine citée par Vivacité, « *ces programmes se révèlent à la hauteur de leurs promesses : les propriétaires amassent une équité au moins équivalente à de l'épargne à haut rendement, les propriétés demeurent en dessous des prix du marché, les ménages parviennent à consolider leur statut de propriétaire au fil des années et présentent une mobilité similaire à celle de la moyenne nationale*[939]. »

Selon Vivre en ville, faire émerger une diversité de projets d'habitation exige de réévaluer les contraintes règlementaires imposées aux acteurs non traditionnels[940]. Par exemple, adapter les cadres administratif et légal à leurs besoins faciliterait la tâche des groupes d'autopromotion, ces « *ménages qui se regroupent pour devenir les maître d'œuvre de leur projet d'habitation sans l'intermédiaire d'un promoteur immobilier traditionnel*[941]. »

Le logement étudiant abordable

La situation « *extrêmement préoccupante des étudiantes et des étudiants en matière de logement*[942] *»* a été rappelée à plusieurs reprises au fil des mémoires et des interventions. Citant un article intitulé « *Student Housing In Canada Is Being Ignored, And It Might Be Why You Can't Afford Rent*[943] », la Chambre de commerce du Montréal métropolitain indique que Montréal est « *la ville canadienne aux prises avec la plus forte pénurie en matière de logement étudiant (plus de 50 000 lits)*[944] ». L'UTILE, dont le modèle de financement du logement étudiant a été « *reconnu comme une innovation à l'échelle canadienne par le Fonds d'innovation en logement abordable de la SCHL*[945] », propose de remédier à cette situation par la mise en place d'un programme de financement du logement étudiant abordable. L'organisme y voit divers avantages :

- l'expansion du parc locatif échappant à la logique spéculative renforcerait l'abordabilité à long terme de la métropole;

[937] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 15
[938] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 20
[939] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 15
[940] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4
[941] *Ibid.*
[942] Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, doc. 7.7, p. 4
[943] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[944] *Ibid.*
[945] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 3

- l'expansion du parc immobilier destiné à la population étudiante atténuerait la pression que son fort roulement impose aux loyers des quartiers centraux;
- comme cela fut constaté à Boston, la construction de logements étudiants permet de libérer des logements pour les familles[946].

L'UTILE note cependant que, sans incitatif pour que le logement abordable soit un OBNL, voire de « *reconnaissance par la Ville que cela est possible, il est pour ainsi dire impossible qu'un développeur social louant ses unités en bas des loyers maximaux prévus au règlement puisse offrir un partenariat intéressant à un promoteur privé*[947]. » Pourtant, ajoute l'organisme, certaines conditions, telles qu'un financement prévisible de l'OBNL et la possibilité pour le promoteur de lui vendre en bloc le segment abordable, seraient commercialement avantageuses pour le promoteur[948]. L'UTILE insiste sur l'intégration du logement étudiant au volet abordable du règlement, « *pour éviter que les projets étudiants ne se retrouvent en concurrence avec les projets de logement réellement social*[949] ».

En complément à ces propositions, le Conseil jeunesse de Montréal recommande d'accroître la mixité à l'intérieur même des projets destinés aux étudiant(e)s, en favorisant la création de logements reflétant leurs diverses réalités : « *les étudiants monoparentaux, les étudiants mariés et les étudiants à mobilité réduite, etc.*[950] ».

[946] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 9
[947] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 15
[948] *Ibid.*
[949] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 20; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11-12
[950] Conseil jeunesse de Montréal, doc. 7.22, p. 9


Montréal











3. Les constats et l'analyse de la commission

Le mandat de consultation publique confié à l'OCPM est double : tenir une consultation publique sur un projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal[951] et, accessoirement, tenir une consultation publique sur un nouveau règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial[952].

Le premier projet de règlement a pour but d'habiliter la Ville de Montréal à adopter le second projet de règlement en se prévalant des dispositions nouvelles de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* découlant de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* adoptée en juin 2017 à l'Assemblée nationale du Québec[953].

Le second projet de règlement a pour but de déterminer le cadre règlementaire à l'intérieur duquel se concrétiseraient les orientations municipales en matière d'habitation sociale, d'habitation abordable et d'habitation pour les familles.

Le « *Règlement pour une métropole mixte* », nom par lequel est identifié le projet d'encadrer l'inclusion et la diversité en habitation, coiffe aussi des intentions et des engagements de nature administrative ne découlant pas d'un règlement du conseil municipal, mais constituant tout de même des volets importants de la démarche municipale. Ainsi, la nouvelle gouvernance du fonds des contributions et l'intention de réaliser, deux ans après son adoption, un bilan de la mise en œuvre en sont. Ces deux volets ont été abondamment mentionnés dans les opinions exprimées puisque perçus comme faisant partie du « *Règlement pour une métropole mixte* ». Bien qu'ils soient de nature administrative plutôt que règlementaire, la commission en traitera tout de même dans son analyse.

3.1 La réception des projets de règlement

La commission constate que les deux projets de règlement à l'étude ont fait l'objet d'une attention différenciée de la part des participants. Sans surprise, ces derniers ont perçu le premier projet de règlement comme le préambule au second projet de règlement. C'est donc ce second projet qui a suscité le plus de commentaires et de suggestions.

[951] Sommaire décisionnel, Ville de Montréal, doc. 1.1.1; Règlement, doc. 1.1.3.1
[952] Intervention - Service des affaires juridiques, doc. 1.2.3; Règlement, doc. 1.2.3.1
[953] Projet de loi no 122, sanctionné le 16 juin 2017, Recueil annuel des lois du Québec, chapitre 13

3.1.1 Le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, familial et abordable

Bien qu'il soit à l'origine de cette consultation publique, le règlement modifiant le Plan d'urbanisme est passé pratiquement inaperçu des participants, si l'on en juge par la quasi-absence de commentaires à son endroit. Évidemment, les objectifs et les actions qu'il propose trouvaient, dans le second projet de règlement aussi nommé « *Règlement pour une métropole mixte* », une application plus concrète et susceptible d'affecter durablement les milieux de vie et leurs résidents, de même que les conditions de leur développement. Il était donc naturel que les participants se sentent avant tout interpellés par ce second projet de règlement. De ce point de vue, la commission retient qu'il est fondé que la plupart des concepts s'y trouvant et sur lesquels s'appuient les modifications au Plan d'urbanisme aient été amplement débattus. C'est le cas, par exemple, des notions de quartiers mixtes, d'offre diversifiée et équilibrée de logements, d'abordabilité, d'offre résidentielle répondant aux besoins des familles et de développement résidentiel vigoureux.

Cela étant dit, les nuances d'interprétation de ces termes ont généré de nombreux questionnements au cours de la consultation. Les intervenants s'étant exprimés sur le Plan d'urbanisme, qu'il s'agisse de la modification proposée ici ou de la révision d'ensemble en cours, ont souligné les avantages qu'il y aurait, pour favoriser l'atteinte des objectifs, à exprimer ceux-ci de façon plus précise. En ce sens, la commission estime que toute nouvelle inscription au Plan d'urbanisme devrait concourir à :

- stimuler le développement d'une offre résidentielle équilibrée grâce à l'emploi de termes clairs, chiffrés et contraignants;
- exprimer des attentes claires envers les constructeurs, grâce à des indicateurs de suivi des résultats permettant d'évaluer le degré d'atteinte des objectifs;
- aborder la création de milieux mixtes et l'inclusion de logements sociaux, abordables et familiaux, comme autant d'éléments fondamentaux de la planification urbaine.

Plus généralement, la commission retient que de nombreux participants ont souhaité que les vocables utilisés, par exemple, le logement social, l'abordable et le familial, mais également des termes tels que « *clientèles ciblées* » soient définis et précisés et qu'ils concordent avec la terminologie employée dans les autres documents de planification municipale et ceux des paliers supérieurs de gouvernement[954].

[954] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p.9, 12; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p.2; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 5; Multi-femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p.6, 23; Kim Thibault, doc. 8.1, #10; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 8, 9; UTILE, doc. 7.10, p.18, 19 et 21; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 11; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7; POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 9; CIUSSS du Centre de l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 22; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Inter-loge,

3.1.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial

En créant ce projet de règlement, la Ville de Montréal souhaitait en faire l'un de ses outils d'habitation afin de répondre aux objectifs suivants :

- préserver le caractère mixte et abordable de ses quartiers;
- favoriser une offre résidentielle équilibrée, de qualité et pérenne par le soutien au développement et le maintien du parc résidentiel existant;
- répondre aux ménages à faible revenu et à ceux présentant des besoins particuliers de logement non comblés par le marché.

Ce règlement serait viable grâce au maintien d'un développement immobilier vigoureux, prévisible par la création d'un cadre stable pour les promoteurs privés et communautaires et, enfin, adapté à la nature et à l'emplacement de chaque projet.

Exprimés en termes généraux, les objectifs de la Ville ont rencontré l'adhésion quasi unanime des participants. Le portrait de l'habitation dressé par la Ville dans son document explicatif sonne juste pour nombre d'entre eux, ce que la commission partage. Il y est question du taux d'inoccupation sur les marchés locatif et familial, de la pression exercée sur les quartiers centraux traditionnellement mixtes, de la hausse marquée des loyers et des prix des copropriétés, de même que de la part du revenu que les ménages montréalais consacrent à se loger. Les intervenants perçoivent dans l'initiative municipale une volonté d'écouter les besoins des citoyens et d'agir en ce sens. Toutefois, tel que proposé, le projet de règlement fait l'objet de nombreuses interrogations quant à sa capacité d'atteindre les objectifs énoncés. La perception qu'en ont les participants varie selon leurs préoccupations et leurs domaines d'expertise. La commission a été sensible à cette préoccupation des participants vis-à-vis la mise en œuvre du projet de règlement.

La perception des groupes communautaires

Certains aspects globaux du règlement ont été perçus comme une avancée par les groupes communautaires par rapport à la Stratégie d'inclusion en vigueur. Attendu depuis longtemps, le pouvoir de contraindre les promoteurs privés à l'inclusion sans besoin de recourir à la négociation et l'application du règlement aux projets ne nécessitant pas de dérogation règlementaire, est vu comme un outil incontournable pour s'assurer que le marché immobilier réponde aux besoins de l'ensemble de la population. Quoique considérée insuffisante en regard des besoins, l'augmentation de la part de logement social est bien reçue, d'autant plus que le logement social est le seul volet du règlement considéré véritablement structurant et apte à garantir aux familles

doc. 7.8, p. 9; Sasha Dyck, doc. 7.73, p. 1; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 7; Dany Tremblay, doc. 7.17, p. 5; Corporation Proment, doc. 7.117, p. 6; Canderel, doc. 7.72, p. 3; Broccolini, doc. 7.134, p. 4; Prével, doc. 7.9, p. 7

et aux personnes à faible revenu un logement de manière pérenne. L'ajout d'un volet consacré au logement familial a également été salué; la commission partage ce constat.

S'ils approuvent son caractère obligatoire, les groupes communautaires redoutent toutefois qu'en l'absence d'un financement conséquent des gouvernements supérieurs, un règlement placé à la remorque du marché ne participe à la financiarisation du logement, déplorée par ailleurs. Le seuil minimal de 30 unités fixé par la Ville pour la réalisation de projets de logement social leur fait craindre que le règlement ne puisse permettre la construction de nouveaux logements sociaux dans les secteurs denses où les terrains disponibles sont d'une taille insuffisante. Plusieurs défendent la viabilité des projets sociaux comptant moins de 30 unités, en soutenant que ces projets répondent néanmoins aux besoins en logement non comblés par le marché. La commission considère ces inquiétudes comme autant d'obstacles potentiels à la réalisation de logements sociaux.

La centralisation du fonds de contribution désavantagerait également les secteurs densément construits. En effet, la commission entend les appréhensions des intervenants qui pensent que l'exiguïté des terrains conduira le plus souvent les promoteurs à verser des contributions financières pour satisfaire aux exigences en logement social, plutôt qu'à céder des immeubles. Par conséquent, ils craignent, et la commission partage ce point de vue, qu'un fonds centralisé ne favorise l'usage des contributions produites au centre-ville ou dans les quartiers centraux pour développer des logements sociaux dans les secteurs plus éloignés.

Le dévoilement de critères ou de processus officiels guidant l'attribution des projets sociaux aux organismes porteurs serait nécessaire, de même que des précisions relatives au contrôle de la conception des projets clé en main, afin que ces projets apportent une réponse adaptée aux besoins des milieux de vie. Les participants ont déploré ce qu'ils perçoivent comme une absence de considération de la part de la Ville quant au contexte d'insertion des projets sociaux ainsi qu'à la présence ou non d'équipements collectifs répondant aux besoins de leurs clientèles à mobilité réduite ou familiale. Pour la commission, l'absence de considération des milieux d'insertion constitue un des points faibles du projet de règlement.

La perception des acteurs économiques

Estimant que l'accessibilité au logement pour tous est une responsabilité collective à financer par le biais de politiques redistributives, ces participants disent s'étonner que le règlement fasse abstraction de la Stratégie nationale sur le logement du gouvernement fédéral, en attente de signature entre les gouvernements fédéral et provincial. La commission s'en étonne également.

Pour la même raison, ils déplorent que les coûts induits par le règlement se répercuteraient sur la part des logements privés non encadrée, étant ainsi absorbés par un nombre réduit d'individus. Ils pensent, par conséquent, que cette population issue de la classe moyenne pourrait se voir contrainte de chercher en dehors du territoire montréalais des logements à des prix plus

accessibles. La commission retient que cette iniquité ne devrait pas être induite par le projet de règlement.

L'augmentation générale des coûts imposés aux promoteurs suscite des appréhensions quant à la capacité des nouveaux acteurs immobiliers à percer le marché, et à celle des projets de petite et moyenne envergure à demeurer viables. Les promoteurs dénoncent l'application du règlement aux projets de plein droit, en particulier aux immeubles acquis avant l'annonce du règlement, mais pour lesquels aucune demande de permis et certificats n'a encore été faite. La commission estime que le projet de règlement aurait pu refléter davantage la réalité montréalaise composée aussi d'acteurs immobiliers concourant, à l'échelle des quartiers, à les singulariser. Par ailleurs, elle considère que la question de l'application du règlement aux projets de plein droit mérite d'être débattue.

La possibilité pour les arrondissements de continuer à appliquer des règles additionnelles, comme cela se faisait dans le cadre de la Stratégie, ne serait plus autorisée dans l'administration du projet de règlement. Malgré cette absence de négociation locale induite par le projet de règlement, nombreux ont été ceux à craindre que les arrondissements continuent tout de même d'imposer diverses conditions spécifiques. Cela est perçu comme étant contraire à l'objectif de prévisibilité souhaité. La commission estime que cela devrait être précisé de manière à lever toute source d'ambiguïté.

L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) croit essentiel de coordonner dans le règlement les différents outils et programmes municipaux, tels que AccèsLogis Montréal, Appui à l'acquisition résidentielle et Habitations urbaines pour familles, afin que tous tendent vers un même but[955]. Indiquant qu'un logement existant coûte moins cher à rénover qu'un logement neuf à construire, elle est d'avis que l'actualisation des budgets des programmes d'achat-rénovation permettrait d'éviter des rénovictions dans les ensembles locatifs abordables. La commission retient ici que l'harmonisation des outils municipaux est incontournable dans la constitution d'un coffre à outils efficace et adapté à la réalité immobilière.

Enfin, l'application du règlement à la seule ville de Montréal nuirait à sa compétitivité au sein de la communauté métropolitaine, donnant libre cours aux constructeurs de développer leurs projets dans des municipalités avoisinantes aux règlementations moins restrictives. La commission s'en inquiète.

Les opinions partagées

Malgré des intérêts divergents, la commission constate que les opinions des organismes communautaires et des acteurs économiques se sont rejointes sur plusieurs points.

[955] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 15, 16 et 22

Au chapitre du logement social, une proposition partagée consiste à permettre la mise en commun des obligations entre promoteurs afin de s'acquitter des exigences du règlement au sein d'un même secteur. Outre l'avantage de réduire les coûts de construction, cette pratique permettrait d'atteindre plus souvent les seuils requis pour la réalisation de projets sociaux. La commission pense que ce type d'alliance ne peut être ignoré.

La commission retient que la définition et les paramètres des volets abordable et familial au prix du marché sont globalement remis en cause. Pour les groupes communautaires, ces volets s'avèrent mal accordés aux besoins de ménages qui, incapables de suivre la cadence des prix dans les quartiers centraux, n'ont pas non plus accès au logement social. Pour les acteurs économiques et certains chercheurs, la charge qu'ils imposent aux promoteurs pourrait influer à la baisse sur la production de nouveaux logements sans pour autant soutenir la mixité. Dans ce cas et la commission s'en préoccupe, le règlement produirait l'effet contraire à celui recherché. Un organisme communautaire en arrive aussi à cette conclusion lorsqu'il indique que le volet abordable fixe des prix plafonds plus élevés que la valeur moyenne des logements dans certains quartiers. De la sorte, le volet abordable pourrait exercer une pression à la hausse sur ces valeurs, ce qui mettrait en péril le maintien des ménages vulnérables dans leur milieu de vie.

Une forte majorité d'intervenants de tous horizons ont également signifié leur étonnement à ne trouver aucun mécanisme garantissant la pérennité des logements abordable et familial au prix du marché. De l'avis général que la commission partage, en plus de ne profiter qu'aux premiers acheteurs et d'attirer les spéculateurs, le manque de contrôle quant à l'attribution de ces logements aux clientèles cibles nuirait à la mixité pourtant au cœur du projet de règlement.

Les participants ont regretté l'absence de précisions concernant les indicateurs de suivi des résultats, la fréquence envisagée des bilans ainsi que leur dévoilement. Ils sont également nombreux à avoir partagé leurs inquiétudes au sujet de l'indexation annuelle des montants prévus au règlement, établie à 2 %. Ce pourcentage étant nettement inférieur au taux de croissance du marché résidentiel des dernières années, les groupes communautaires craignent que les contributions financières ne deviennent rapidement plus intéressantes, financièrement parlant, que les cessions d'immeubles pour les promoteurs. Quant aux promoteurs, ils redoutent que les contreparties financières offertes par la Ville en échange des immeubles cédés s'éloignent aussi des valeurs du marché. La commission retient que ces questions méritent d'être approfondies, de concert avec les acteurs du milieu, afin de lever toute ambiguïté qui pourrait nuire à la prévisibilité attendue.

À plusieurs reprises, au sujet de l'attribution des projets sociaux aux groupes porteurs, de la conception des projets clé en main, de l'utilisation du fonds de contribution et des mesures de suivi, entre autres éléments, des participants issus de milieux divers ont rappelé leur désir de prendre part à des mécanismes de concertation continue réunissant la Ville et différents acteurs. Bien que cette volonté soit en elle-même positive, la commission comprend qu'elle témoigne

aussi d'une certaine défiance envers la mise en œuvre du règlement, où des intervenants perçoivent un manque de transparence.

Des ajouts proposés au règlement

La commission a entendu une variété de propositions visant à conférer davantage de flexibilité et d'ouverture au règlement, afin que ce dernier atteigne mieux les objectifs énoncés.

Des interlocuteurs estiment que le règlement acquerrait une plus grande cohérence s'il s'inscrivait dans la perspective plus large d'une stratégie d'habitation, par exemple sous la forme d'une politique municipale. Venant chapeauter l'éventail d'outils conçus pour répondre aux besoins en logement des ménages, celle-ci serait fondée sur la reconnaissance du droit à la ville et renforcerait le leadership montréalais. Plusieurs organismes communautaires émettent l'idée d'une stratégie foncière s'appuyant sur un meilleur usage des outils disponibles, en particulier le droit de préemption et la mise en réserve, afin d'asseoir plus solidement la maîtrise foncière municipale. Ils souhaitent que la Ville acquière les terrains excédentaires de propriété provinciale et fédérale afin d'y établir, tout comme sur ses propres terrains, des cibles plus ambitieuses en matière de logement social et d'équipements collectifs. La commission retient de ces propos que le projet de règlement doit s'inscrire dans une perspective plus large, en reconnaissant un ensemble d'outils qu'elle estime indispensables pour en augmenter la portée.

Considérant les retombées potentiellement limitées du règlement dans certains quartiers densément construits, mais aussi le risque que des promoteurs le contournent en procédant à la conversion de logements locatifs en copropriétés, divers intervenants conseillent de prévoir des mécanismes pour l'achat d'immeubles occupés dans le but de les convertir en logements sociaux, de permettre la cession d'immeubles occupés, ou d'inclure la rénovation de logements existants à des fins d'habitation abordable. La commission considère que l'ajout de projets initiés à même le parc immobilier existant rendrait plus équitable l'application du règlement d'un arrondissement à l'autre.

Pour plusieurs, la collaboration entre la Ville, le milieu communautaire et les promoteurs privés devrait permettre à de nouvelles formes de projets résidentiels d'émerger, ce que partage la commission. Des organismes communautaires suggèrent de redéfinir les notions de mixité et de vivre-ensemble, grâce à des projets sociaux regroupant différentes fonctions au sein d'un même bâtiment, voire sur un même étage. Le promoteur immobilier Groupe MACH croit qu'il est grandement temps de réinventer le modèle d'habitation, surtout en secteurs de haute densité tels que le centre-ville, par une cohabitation poussée des fonctions, des types de logements et des tenures au sein de grandes tours. La commission pense qu'il s'agit d'une réflexion à initier.

Selon des organismes communautaires, le dilemme posé par les prix plafonds du logement abordable pourrait être résolu par la reconnaissance et le déploiement de projets coopératifs ou à but non lucratif dans ce volet. Cette approche permettrait d'y intégrer le logement étudiant,

exclu du projet de règlement, mais dont la clientèle subit et participe tout à la fois aux conséquences du bas taux d'inoccupation sur le marché résidentiel, notamment pour les logements de grande dimension. Les besoins des ménages souhaitant devenir propriétaires, mais ne disposant pas d'une mise de fonds suffisante, pourraient trouver réponse dans l'habitation à capitalisation partagée, qui concilie l'abordabilité pérenne à la propriété privée. La commission salue ces suggestions comme autant d'innovations qui mériteraient d'être analysées.

3.2 Les changements apportés par les projets de règlement par rapport à la Stratégie d'inclusion

Comme son titre l'annonce, le *« Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial*[956] *»* ouvre la voie au nouveau *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial*. Les deux projets de règlement forment en quelque sorte le tandem règlementaire qui encadrerait dorénavant l'inclusion en habitation.

3.2.1 Le règlement modifiant le Plan d'urbanisme

Le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme poursuit une seule fin : permettre à la Ville d'adopter un nouveau règlement pour améliorer l'offre de logement social, abordable et familial.

Les modifications proposées au Plan d'urbanisme consistent à reformuler des orientations en termes généraux, c'est-à-dire qu'on entend y favoriser le développement résidentiel en assurant une offre de logements diversifiée et équilibrée « *qui répond aux besoins des ménages montréalais*[957]. » Ce faisant, le nouveau texte ne contient plus aucune référence à des indicateurs cibles chiffrés.

Le milieu sociocommunautaire perçoit dans cette absence de cibles et d'indicateurs une hésitation, voire un refus de s'engager. Par exemple, pour Habiter Ville-Marie, la Ville rate ainsi l'occasion d'affirmer sa volonté et de s'engager fermement, en particulier envers les arrondissements, à réaliser ses objectifs. « *(...) Une telle modification [au Plan d'urbanisme] représente une opportunité pour la Ville de Montréal de concrétiser au sein du Plan d'urbanisme sa volonté de développer une offre résidentielle équilibrée en des termes clairs, chiffrés et contraignants. Nous recommandons donc que la modification du Plan d'urbanisme proposée soit révisée pour inclure des objectifs municipaux et par arrondissement en termes de réalisation d'unités de logement social pour diverses populations, et surtout pour les familles*[958]. »

[956] Sommaire décisionnel, doc. 1.1.3.1, Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de définir des orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial

[957] Idem, doc 1.1.3.1, article 4, action 2.3

[958] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 6

Pour l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), les retards observés dans l'actuelle révision du Plan d'urbanisme et l'absence de cibles en matière d'inclusion deviennent des facteurs d'imprévisibilité en augmentant les risques de toute entreprise de développement et de construction. « *Il aurait été grandement souhaitable que la Ville élabore en amont un nouveau Plan d'urbanisme dans lequel elle définit les nouvelles orientations, les objectifs, les stratégies et les cibles en matière d'inclusion, afin que les propriétaires actuels sachent davantage à quoi s'attendre*[959] ».

En outre, dans le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, le potentiel de construction de nouveaux logements a été maintenu à 130 000 unités[960], réparties sur des terrains vacants, des sites à transformer ainsi que des bâtiments non résidentiels pouvant être transformés à des fins d'habitation, tel que le déterminait le Plan d'urbanisme en 2004.

En réponse aux questions de la commission à ce sujet[961], le Service d'habitation renvoie à une mise à jour effectuée en 2015 dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération montréalaise : pour toute l'île de Montréal, le potentiel est estimé à au moins 175 000 unités. Cette information n'a pas été incorporée au texte du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme. Le Service de l'habitation s'en explique en ces termes : « *La forme et le contenu d'une prochaine version du Plan d'urbanisme n'étant pas encore déterminés, il est impossible de confirmer à cette étape que le plan comprendra une mise à jour de ce potentiel précisément. Cependant, l'intention est de munir cette prochaine version d'un plan de cibles et d'indicateurs qui exigent d'effectuer une reddition de compte à la population et l'habitation demeurera un thème principal du document de planification*[962] ». La commission estime que cette intention devrait constituer un engagement incontournable.

3.2.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial

Bien que la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* et le *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* aient le même objet, ils ne sont pas semblables. En voici les caractères distinctifs.

Caractère et portée

Le changement le plus remarqué par toutes les parties prenantes a trait au caractère et à la portée de l'intervention municipale pour assurer la mixité à Montréal. La Stratégie d'inclusion avait un caractère incitatif et une portée limitée aux projets résidentiels de 100 unités ou plus nécessitant des dérogations aux règles d'urbanisme applicables.

[959] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc 7.6, p. 13
[960] Modification proposée du Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 23
[961] Réponses de la Ville de Montréal - 21 octobre 2019, doc. 5.2.1
[962] Réponses de la Ville de Montréal - 21 octobre 2019, doc. 5.2.1, p. 2

Le règlement proposé a plutôt un caractère contraignant et obligatoire : il assujettit désormais l'émission d'un permis de construction d'un ensemble résidentiel de cinq unités ou plus, même si ce dernier est conforme à la règlementation d'urbanisme applicable, de même qu'à la conclusion d'une entente entre le promoteur requérant et l'administration municipale, entente portant sur un apport complémentaire à des fins de logement social, de logement abordable et de logement familial dont la forme et les paramètres sont prescrits dans le texte même du règlement. Pour la commission, il s'agit là d'une modification majeure dans la façon de concevoir la mixité.

Nouvelle gouvernance

Un autre changement notable, mais moins abordé dans les opinions, réside dans un déplacement de la gouvernance politique de l'inclusion. La Stratégie d'inclusion a été adoptée en 2005 par le comité exécutif qui en a aussi suivi l'administration. Le règlement le sera par le conseil municipal qui aura ainsi la responsabilité d'en suivre l'administration et d'exiger des comptes.

Ainsi, à la différence de la Stratégie d'inclusion qui permet l'application de stratégies locales à l'échelle des arrondissements, le règlement s'appliquerait dans toute la ville et ne peut donc varier au gré des frontières politiques et administratives. D'ailleurs, seul le conseil municipal peut l'amender par résolution[963]. La commission remet en question ce manque de flexibilité qui pourrait nuire à la diversité des arrondissements.

Relation promoteur/Ville

Le règlement proposé change aussi les rapports entre le promoteur et l'administration. Dans la Stratégie d'inclusion, le promoteur devait convenir avec le Service de l'habitation que la construction de logements sociaux ou familiaux *in situ* ou hors site était impossible ou non pertinente, du moins dans les proportions recherchées, avant de se résoudre à verser une somme compensatoire au fonds d'inclusion. Dans le projet de règlement, il fait un choix discrétionnaire au début du processus d'approbation de son projet; après, il se plie aux barèmes du règlement. Dans la compréhension de la commission, il n'y a plus d'espace règlementaire pour un échange compensatoire sous la forme, par exemple, de dérogations de hauteur ou de densité.

Abordabilité

Le projet de règlement énonce une définition nouvelle de l'abordabilité : un logement est dit abordable lorsque son prix ou son loyer est légèrement inférieur à celui du marché courant. Cette définition se démarque de celles que la Ville a utilisées jusqu'à présent.

[963] Règlement pour une métropole mixte, doc. 3.1.1, p. 28

En 2005, dans la Stratégie d'inclusion, l'abordabilité d'un logement était définie par rapport au taux d'effort des ménages (au maximum 30 %). Le programme AccèsLogis Montréal et les programmes de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (fonds de co-investissement, financement de la construction de logements locatifs, fonds d'innovation pour le logement abordable) définissent le seuil d'abordabilité en se référant à un loyer médian du marché ou à un revenu médian des ménages dans un secteur donné[964]. Pour la commission, cette question de l'abordabilité mérite d'être approfondie en en soupesant les conséquences sur les taux d'efforts des ménages.

Proportions dévolues aux types de logements

Le projet de règlement est plus exigeant que la Stratégie d'inclusion ne l'était en regard des proportions dévolues au logement social et au logement abordable. Le règlement porte de 15 % à 20 % la proportion statutaire dévolue au logement social et celle dévolue au logement abordable dans les projets de construction résidentielle. Il ajoute une exigence de 20 % en logement familial, celle-ci pouvant être comptabilisée à même le logement social, le logement abordable ou encore dans l'offre de logements au prix courant du marché.

La commission constate qu'entre la *Stratégie d'inclusion* et le *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial*, la première a certes inspiré le second, mais celui-ci, loin de la pérenniser en la poursuivant, la remplace complètement et propose une toute nouvelle donne en matière de construction résidentielle à Montréal.

De nombreux mémoires et témoignages entendus ont souligné à la commission l'importance du changement proposé et la signification qu'il avait pour eux. Si certains y voient un progrès, comme Bâtir son quartier[965], d'autres, tels la Corporation Cadillac Fairview[966] et Gestion Canderel[967] le perçoivent comme une contrainte inefficace. Les points de vue sont à ce sujet diamétralement opposés. Après 15 ans d'application, la Stratégie d'inclusion avait su créer certains consensus. Ainsi, l'Association des groupes de ressources techniques du Québec a bien résumé le *modus vivendi* qui s'était installé : « *Avec plus de 70 ententes conclues dans le cadre de la Stratégie d'inclusion depuis 2005 (...) la preuve est faite que le développement immobilier bien orchestré peut impliquer des promoteurs privés, publics et communautaires sans aller à l'encontre des besoins des collectivités. Il est possible de travailler ensemble pour des quartiers inclusifs et sans que cela ne soit dommageable pour le marché privé*[968] ». Toutefois, la Stratégie d'inclusion a fréquemment été dénoncée quant à son inefficacité à répondre aux besoins dans certains arrondissements, ce qui a amené ces derniers à adopter des stratégies complémentaires plus contraignantes. La commission reconnaît qu'à l'usage, la Stratégie d'inclusion a permis de

[964] Service de l'habitation, Ville de Montréal, Définition du logement abordable dans différents programmes, doc. 3.10
[965] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 10
[966] Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 10
[967] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 1-2
[968] Association des GRT du Québec, doc. 7.127, p. 11

développer des alliances, et ce, malgré des divergences maintes fois rapportées. Elle souhaite que l'application du règlement puisse donner lieu à une adhésion encore plus grande.

3.3 Les projets de règlement dans le contexte de l'habitation aux échelles métropolitaine et locale

Les deux projets de règlement ont été élaborés dans un contexte d'effervescence immobilière, et ce, aussi bien dans la grande région métropolitaine qu'à l'échelle locale.

Certains y voient la cause d'une demande de logement largement supérieure à une offre tout de même limitée et de plus en plus inabordable, notamment en ce qui a trait au logement de qualité et de bonne dimension. Ainsi, à l'instar de nombreux autres interlocuteurs, la Direction régionale de santé publique de Montréal a rappelé à la commission que quelque 36 % des ménages locataires montréalais dépensaient plus de 30 % de leur revenu pour se loger[969]. Des chercheurs universitaires, Richard Shearmur et Nik Luka, constatent qu'en effet, le phénomène prend de l'ampleur à Montréal, bien qu'à un degré moindre par rapport à d'autres métropoles[970]. Comme l'ont rappelé plusieurs, et la commission le constate, ces transformations contribuent à l'effritement du parc immobilier locatif observé dans divers secteurs montréalais, notamment dans les quartiers centraux en raison de leur fort potentiel de transformation, combiné à une localisation exceptionnelle[971].

En contrepoint, d'autres voient dans cette effervescence un révélateur d'une économie en bonne santé, du moins si l'on se fie au cycle haussier des investissements immobiliers, toutes catégories confondues, et du niveau record observé de mises en chantier. Cela contribuerait à l'abordabilité de Montréal, qui se traduit par une réduction du nombre de ménages aux besoins impérieux et une augmentation du nombre d'unités abordables[972]. Un autre chercheur universitaire, Mario Polèse, a corroboré, au bénéfice de la commission, ce propos émis par des professionnels de l'immobilier, en rappelant que Montréal a, à ce chapitre, réussi dans l'ensemble à maintenir un développement urbain durable par une fluidité de l'offre dont elle peut être fière[973].

3.3.1 L'échelle métropolitaine

Tel que l'indique le projet de règlement, le territoire d'application est celui de la Ville de Montréal, puisque c'est cette dernière qui est à l'origine de l'initiative. Reconnaissant l'urgence d'agir, comme le lui rappellent le milieu sociocommunautaire et les comités logement depuis des

[969] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 5
[970] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 1
[971] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 11; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ), doc. 7.48, p. 3; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 4; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, document 7.116, p. 7; et Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 5
[972] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 4, 6; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p. 15
[973] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 4

années, l'administration municipale presse le pas. L'absence de considération du contexte métropolitain à l'intérieur duquel la Ville s'inscrit pourtant a été remise en question, aussi bien par les groupes communautaires que par les acteurs économiques. La commission partage cette inquiétude.

Parmi les groupes sociocommunautaires et les comités logement, et bien que la majorité salue l'initiative municipale, ils sont nombreux à rapporter la nécessité d'une vision métropolitaine en habitation, dotée d'objectifs et d'outils similaires, dans une optique d'équité entre les municipalités, tout en contribuant à freiner l'étalement urbain[974].

Du côté des acteurs économiques, l'Institut de développement urbain du Québec craint de potentiels impacts négatifs en agissant ainsi en vase clos[975]. D'autres participants ont, de la même façon, rappelé l'intérêt que le projet de règlement puisse trouver écho à l'échelle de la CMM[976]. Ainsi, invite-t-on la Ville à travailler de concert avec la CMM afin de trouver des solutions communes aux enjeux d'habitation.

La commission prend acte que les travaux en matière d'habitation à l'échelle métropolitaine progressent lentement, mais elle y reconnaît malgré tout un cheminement utile. Une politique d'habitation d'échelle métropolitaine a bel et bien été annoncée dès 2003 par la commission du logement social de la CMM[977], sans toutefois se concrétiser comme annoncé. La commission salue cependant l'aboutissement d'une réflexion sous la forme du *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable* [PAMLSA] *2015-2020*, lui-même assorti d'une *Vision 2025*. On y lit qu'« *Atteindre une plus grande cohésion métropolitaine dans les interventions en logement social et abordable* » compte parmi les trois objectifs principaux poursuivis[978]. La CMM y invite d'ailleurs les municipalités du Grand Montréal à « *poursuivre leur participation aux travaux de la Table technique CMM-Municipalités en logement social*[979] ». De plus, la CMM note que : « *Plusieurs municipalités réviseront ou développeront, au cours de la période 2015-2020, des politiques, des plans et des stratégies qui orienteront leurs actions en matière d'habitation*[980] », ce que peu d'entre elles ont développé dans les faits, du moins à ce jour. En soutien aux municipalités la composant, la CMM affirme dans ses prévisions budgétaires 2020, sa volonté de soutenir l'inclusion : « *C'est pourquoi la Communauté prévoit en 2020 la diffusion d'un guide d'élaboration d'un règlement d'inclusion ainsi que la tenue d'un forum ou d'un atelier*

[974] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4 et p. 6-7; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 2; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 7; Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, doc. 7.111, p. 4
[975] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 26
[976] Prével, doc. 7.9, p. 6; Vivre en ville, doc. 7.137, p. 2; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p.6; Association des professionnels de la construction et de l'habitation, doc. 7.6, p. 6
[977] Le Devoir, « *Logement social - Une politique globale d'ici deux ans* », 24 mai 2003
[978] Voir à ce sujet https://cmm.qc.ca/planification/plan-daction-metropolitain-pour-le-logement-social-et-abordable-pamlsa/
[979] CMM, *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable 2015-2020*, p. 121
[980] *Ibid.*

métropolitain au sujet de l'inclusion[981]. » La commission estime qu'il s'agit ici d'une initiative marquante pouvant favoriser le développement d'une offre adéquate de logement social et abordable à l'échelle métropolitaine.

Pour la commission et malgré la reconnaissance de l'autonomie municipale conférée par la Loi 122[982], l'absence de considération ou de référence au Plan d'action en vigueur de la CMM est préoccupante. La simple urgence d'agir ne saurait remplacer l'avantage d'encadrer une telle intervention par une réflexion globale et bienveillante impliquant des alliées parmi les autres municipalités de la CMM. Ainsi, la limitation du territoire d'application du règlement à la seule ville de Montréal représente bel et bien un risque de déplacement de projets immobiliers ailleurs dans la CMM. Pour la commission, cela semble aller à l'encontre de l'intention du projet de règlement de retenir, voire d'attirer des ménages à Montréal.

Dès lors, la Ville serait la seule à proposer non pas une politique, mais déjà un règlement afin d'orienter ses actions en matière d'habitation. La CMM prévoit réaliser en 2020 une prochaine édition du PAMLSA qui, entre autres, « *mettra l'emphase sur l'action 7, soit assurer la pérennité et le développement des logements sociaux dans les aires TOD et le long des corridors de transport en commun*[983] ». À ce sujet, dans ses prévisions budgétaires 2020, la CMM précise cette intention : « *Comme prévu au Plan d'action 2019-2023 du PMAD, des études sur les valeurs foncières dans les aires TOD sont en cours. La CMM sera ainsi outillée pour identifier en 2020 des mesures à déployer pour assurer la pérennité et le développement du logement social et abordable dans les aires TOD*[984] ».

Sur ce dernier point, la commission portera attention à la présence ou non dans ces aires d'une station du REM, dans le contexte de la contribution financière obligatoire pour tout projet immobilier situé dans un rayon d'un kilomètre d'une station ou de 500 mètres dans le cas des stations REM du centre-ville (soit les gares McGill, Centrale et Édouard-Montpetit). La commission craint que ce que d'aucuns ont nommé la « *taxe REM* » puisse en effet dissuader l'implantation de projets de logements sociaux ou abordables à ces endroits, contredisant ainsi l'intention même énoncée précédemment.

3.3.2 L'échelle locale

À la perspective métropolitaine des enjeux en matière d'habitation souhaitée par nombre de participants, s'ajoute une préoccupation en regard de la requalification des grands sites publics, institutionnels ou industriels, qui ne sont pas considérés par les projets de règlements, ce que la commission remet en question.

[981] CMM, Prévisions budgétaires 2020, section 6. Logement social, n.p.
[982] Gouvernement du Québec, *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, sanctionnée le 17 juin 2017.
[983] Voir à ce sujet https://cmm.qc.ca/planification/plan-daction-metropolitain-pour-le-logement-social-et-abordable-pamlsa/
[984] CMM, Prévisions budgétaires 2020, section 6. Logement social, n.p.

Comme le rappelle la Communauté Saint-Urbain dédiée à la requalification de l'ancien site de l'Hôtel-Dieu, l'inclusion des grands secteurs en transformation sur l'île constituerait une opportunité sans pareille en permettant à Montréal de préserver sa compétitivité sur le marché résidentiel tout en contenant l'étalement urbain[985].

Le projet de règlement ne comporte, en effet, aucune considération envers de grands sites publics, institutionnels ou industriels disposant pourtant d'un potentiel de redéveloppement élevé, notamment là où il y a pénurie de terrains disponibles. Or, le second projet de règlement, en ne s'adressant qu'à la construction neuve, prive les Montréalais de projets qui pourraient contribuer à bonifier l'offre en matière d'habitation, en incluant aussi le bâti existant.

Sur le plan de l'équité de traitement entre les arrondissements, le projet de règlement ne comporte pas ou peu d'accommodements pour les territoires et quartiers déjà développés ou ne disposant pas de terrains suffisants au développement de projets nouveaux. C'est une des lacunes observées du projet de règlement, ce que partage la commission.

L'équité d'un arrondissement à l'autre va de pair avec la prévisibilité revendiquée par les promoteurs, toutes catégories confondues. Ces interlocuteurs se disent en effet soucieux de l'absence de prévisibilité découlant de l'application du règlement et se traduisant pour eux par une méconnaissance des règles qui continueront ou non de s'appliquer dans les arrondissements. Puisque certains d'entre eux (neuf sur les dix-neuf arrondissements) ont déjà des politiques locales en matière de logement social et de logement abordable et donc divers critères applicables, ceux-ci ne peuvent que s'additionner à ce que suggère le futur règlement, tout comme c'est le cas pour l'actuelle Stratégie d'inclusion. La commission estime que des clarifications devront être apportées à ce sujet.

Le patrimoine fait également partie de ces exigences supplémentaires que ne voudront peut-être pas abandonner certains arrondissements en faisant état de spécificités locales à cet égard. En ce sens, le règlement est perçu comme un cadre règlementaire plancher en laissant toute la latitude aux arrondissements souhaitant ajouter des exigences[986]. La commission craint de possibles effets négatifs sur la préservation et la valorisation du patrimoine dont le projet de règlement ne semble pas prendre en compte.

3.4 L'examen des projets de règlement et les recommandations de la commission

La commission a pu apprécier la très grande qualité des suggestions et commentaires émis par les participants. Elle a tout autant accueilli avec intérêt la vaste gamme des propositions

[985] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7

[986] Prével, doc. 7.9, p. 5-6; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3 et 9; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 14; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 24

concernant la mise en œuvre du projet de règlement. La commission en déduit, qu'à l'image des populations visées qui sont très variées, les solutions envisageables doivent être multiples. En ce sens, le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial ne peut, à lui seul, même assorti d'un coffre d'outils détenu par la Ville, régler tous les problèmes du vivre en ville et du vivre-ensemble pour des populations de plus en plus marginalisées. Un projet de règlement perçu comme étant difficile à mettre en œuvre risque de nuire aux efforts par ailleurs consentis en habitation aussi bien par la Ville que par ses partenaires.

La commission reconnaît que la question de l'habitation est à ce point importante qu'elle mérite d'être approfondie. Ce sont les populations les plus vulnérables à qui s'adressent justement ces enjeux et une bienveillance à leur égard est essentielle.

C'est pourquoi, en raison de l'urgence d'agir, la commission pense que la Ville devrait aller de l'avant en ce qui a trait au logement social et communautaire, et reporter l'adoption des volets abordable et familial d'ici à ce que des modifications les rendent plus conformes aux besoins des ménages censés en bénéficier. La commission estime, en effet, que tous les éléments constitutifs des projets de règlement ne sont pas également aboutis et, ce faisant, que certains mériteraient d'être approfondis avant leur mise en œuvre. Cela est à considérer dans le contexte plus large de la dynamique métropolitaine en habitation et aussi en regard d'échéanciers de révision non précisés concernant divers documents de planification, d'ententes gouvernementales et de programmes en lien avec la problématique plus large de l'habitation.

Recommandation #1
La commission recommande d'adopter le projet de « règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial » uniquement dans sa dimension propre au logement social et communautaire, et ce, selon les paramètres à convenir dans le second projet de règlement.

3.4.1 Le projet de règlement visant l'amendement au Plan d'urbanisme

Plusieurs participants perçoivent les retombées du tandem règlementaire, mesurées selon les résultats d'exercices de modélisation comme des objectifs, malgré les mises en garde du Service de l'habitation à ce sujet[987].

Or, en l'absence de cibles ou d'indicateurs chiffrés de résultats inscrits dans le Plan d'urbanisme, la commission pense que c'est en regard des retombées issues de projections provenant d'exercice de modélisation que sera mesurée et évaluée la performance du tandem règlementaire au moment du premier bilan de sa mise en œuvre, prévu deux ans après son

[987] Transcription de la séance du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 665 et 1820

adoption. Ce faisant, elle conçoit qu'il pourrait y avoir un risque de méprise sur l'effet réel des règlements dans l'offre en habitation en général et en particulier dans l'offre de logements sociaux et familiaux à prix abordables.

Les résultats d'un exercice de modélisation ont certes été utiles dans la préparation du règlement visant l'amélioration de l'offre en habitation pour mieux appréhender ses répercussions. Toutefois, la commission estime qu'ils ne devraient pas tenir lieu de cibles et d'indicateurs de résultat en regard desquels la Ville mesurera périodiquement l'avancement de sa stratégie d'inclusion. Elle rappelle que l'utilité d'un bilan réside dans ses conclusions au sujet des résultats obtenus et des corrections ou ajustements qu'il suggère pour réaliser les objectifs de diversité et d'équilibre à l'origine même des règlements.

Recommandation #2
La commission recommande d'indiquer, à même le projet de règlement, les cibles chiffrées qu'elle vise en matière de diversité et d'équilibre de l'offre dans l'ensemble de la ville.

3.4.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial

Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial est salué quant à ses objectifs. Des craintes ont toutefois été exprimées en regard de sa portée réelle, de sa maîtrise d'œuvre et de l'absence de concertation au niveau de la CMM et de ses villes partenaires.

Portée

Dans l'optique d'une intervention que l'on souhaiterait globale en habitation, des représentants d'opinions diverses ont indiqué que le règlement, à lui seul, ne règlerait pas tous les problèmes vécus[988]. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est présenté par les autorités municipales comme un outil parmi d'autres dont dispose la Ville pour intervenir. La commission partage ce point de vue en rappelant qu'outre les programmes, stratégies et règlements, l'habitation constitue un champ d'intervention vaste qu'il convient aussi d'aborder sous l'angle d'une planification urbaine d'ensemble, de même qu'au niveau des quartiers dits complets où services, transport collectif, commerces de proximité, etc. contribuent à la constitution et au maintien de véritables milieux de vie.

[988] Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2 et 3; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4 et 7; Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), doc. 7.20, p. 4 et 5; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 8; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 8; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p. 38; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH), doc. 7.37, p. 5 et 6; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 16

- **Révisions attendues**

La portée du projet de règlement semble limitée du fait qu'il précède un ensemble de révisions attendues. Il est aussi proposé en l'absence d'une politique d'habitation et préalablement à la conclusion, prochaine espère-t-on, de l'entente à convenir entre les gouvernements fédéral et québécois dans le cadre de la Stratégie nationale du logement[989].

Pour en accroître la portée, de nombreux commentaires ont été formulés au sujet d'actions qui auraient dû, logiquement, lui être préalables, à savoir la révision du Plan d'urbanisme et des programmes en habitation, la création d'un registre foncier et celle d'une liste des grandes propriétés désaffectées ou en voie de l'être. On a également suggéré diverses bonifications et innovations, soit l'inclusion du parc immobilier existant, le transfert du logement abordable vers le logement social, des bonus de densité, etc. prenant tour à tour la forme d'exclusions ou encore d'ajouts souhaités au projet de règlement afin de lui permettre d'atteindre son plein potentiel[990]. La commission reconnaît que la portée du règlement pourrait être restreinte en raison de la persistance d'inconnues quant aux outils existants à réviser.

- **Paramétrage restreint**

La portée du projet de règlement se trouve également limitée en raison d'un paramétrage excluant diverses composantes du parc immobilier, de même que des manières de faire autres. Diverses suggestions ont retenu l'attention de la commission en ce qui a trait aux différents types de logements ciblés par le projet de règlement.

[989] Habiter Ville-Marie, doc. 7.2, p. 4; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), doc. 7.21, p. 7; Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 13; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 12; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7; Association des locataires de Villeray, doc. 7.35, p. 6; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7; CDC Action solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 8; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12; Guillaume Lessard, doc. 8.1, p. 1; Joceline Chabot, doc. 8.1 p. 49; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 12

[990] Comité d'action de Parc-Extension (CAPE), doc. 7.14, p. 15; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; CDC Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Services juridiques communautaires de Pointe Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 8; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 1-2; Émilie Ouellette, doc. 8.1, p. 41; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Mario Polèse, doc. 7.1, p.4; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p. 34et 40; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 22; Canderel, doc. 7.72, p. 3; Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 6; District Atwater Inc. et Maître carré, doc. 7.120, p. 14

- Logement social

Le projet de règlement ne visant que le logement neuf, de nombreux interlocuteurs se sont dits déçus que le parc immobilier existant en soit d'emblée exclu, une opinion que partage la commission. Pour accélérer l'inclusion de logement social, il aurait été tout indiqué de profiter d'opportunités de développement à même le parc immobilier existant. Non seulement des unités ajoutées pour le logement social auraient pu être comptabilisées dans des quartiers déjà développés où l'absence de terrains vacants est observée, mais à cette occasion, de grands sites publics, institutionnels ou industriels disponibles ou en voie de l'être auraient pu contribuer significativement à la requalification de secteurs urbains déstructurés.

Des doléances ont également été exprimées quant au logement social familial, considéré comme le parent pauvre des initiatives réalisées en matière de logement social. Si pour l'heure, les règles de sélection des projets favorisent davantage les unités de petite dimension, la commission estime qu'il y aurait lieu de les revoir de manière à répondre autant aux clientèles familiales qu'à celles représentées par des personnes seules, majoritairement aînées.

Globalement, la commission considère que l'abandon du pouvoir de négociation pour les promoteurs, tel qu'il existe dans l'actuelle Stratégie d'inclusion, de même que le manque de flexibilité permettant d'adapter les exigences à la nature des projets, par exemple à caractère patrimonial, constituent des éléments pouvant entraîner des retards potentiels dans la réalisation de logements sociaux.

- Logement abordable et pérennité

La commission se questionne quant au parti de ne pas avoir retenu l'habituelle définition d'un logement abordable déterminée en fonction du revenu. Elle doute, en effet, que le logement abordable tel qu'ici défini trouve preneur auprès des clientèles qui en auraient besoin, mais qui ne pourraient pas se l'offrir, de même que chez les professionnels de la construction qui n'y voient pas un avantage significatif sans contreparties pour s'y investir.

La commission reconnaît que le problème d'équité soulevé par l'Institut de développement urbain du Québec[991] est bien réel puisque cette absence de conditions d'admissibilité et une pérennité limitée à cinq ans font en sorte que les clientèles par ailleurs visées par cette mesure ne seraient pas nécessairement celles qui en bénéficieraient. La commission partage l'interrogation que pose Mario Polèse quant à l'utilité de ce volet abordable[992].

[991] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6
[992] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2

- Logement familial et logement pour étudiants

La commission retient que la définition du logement familial proposée par le projet de règlement ne fait pas l'unanimité. Si l'intention de la Ville de s'en préoccuper est saluée, les moyens mis en œuvre pour y arriver sont, pour plusieurs, inadéquats. Selon différents interlocuteurs, l'obligation de comporter trois chambres devrait être révisée, puisque des projets réservant des unités de deux chambres et des aires communes aux familles conviennent à ces clientèles. La prise en compte du milieu d'insertion contribue également à l'attraction et à la rétention des familles. Sans perdre de vue les besoins exprimés, la commission estime que la définition du logement familial devrait être assouplie de manière à garantir leur présence à l'intérieur de projets qui autrement les excluraient. Elle estime également que, tout comme c'est le cas pour le logement abordable, l'absence de conditions d'admissibilité et de règles en garantissant la pérennité fragilise la production de grands logements destinés aux familles.

De plus, comme divers interlocuteurs, la commission s'interroge quant à la proportion moindre de logement familial au centre-ville (15 % contre 20 % ailleurs). Elle tient à rappeler que la mixité sociale à laquelle participent les familles est à considérer sur l'ensemble du territoire visé. Comme le mentionne la Fondation Habitation Marcel-Roy, le manque de mixité au centre, dû entre autres au peu de logements sociaux familiaux s'y trouvant, contribue directement et indirectement à l'étalement urbain[993], une problématique dépassant largement les limites municipales. Pour le contrer, ou à tout le moins le freiner, une action globale et concertée doit être envisagée, ce qui interpelle les paliers supérieurs de gouvernement. Dans cette perspective, la commission reconnaît que le logement familial de type social ou communautaire mérite d'être considéré relativement à la problématique de l'étalement urbain, qui constitue un coût important.

Pour la commission et en raison d'un paramétrage inadéquat à bien des égards, tel que l'ont rapporté de nombreux interlocuteurs d'horizons variés, la viabilité même du logement familial tel qu'ici défini serait compromise. La commission questionne donc, du moins tel que paramétré, l'utilité de cette catégorie de logement à l'intérieur du projet de règlement, faisant sienne l'interrogation soulevée par un chercheur universitaire quant à la pertinence de règlementer ce qui se fait déjà dans l'industrie : « *quelle est l'utilité d'imposer ce 20 % comme condition d'obtention d'un permis de construire? Pourquoi réglementer – avec les nouvelles démarches administratives que cela impliquera nécessairement – ce qui se fait déjà*[994]? ».

Il en va de même des modèles novateurs de logements réservés aux étudiants, qu'il conviendrait à tout le moins d'examiner et d'appuyer, le cas échéant, à l'intérieur ou à

[993] Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 6-7
[994] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2-3

l'extérieur du cadre règlementaire proposé. Si Montréal apprécie le dynamisme des nombreux étudiants qui la choisissent, la commission pense qu'il y aurait lieu d'entreprendre une réflexion quant aux logements pouvant leur être destinés de façon exclusive. Cela aurait de plus le mérite de cibler plus précisément les ménages familiaux pour le logement que l'on souhaite leur attribuer en priorité.

- **Imprévisibilité**

En raison du court délai précédant l'entrée du projet de règlement, divers interlocuteurs l'ont assimilé à une nouvelle imprévisibilité s'additionnant à celle du morcellement des programmes, outils et règlementations, observé aussi bien au niveau des gouvernements supérieurs qu'à celui des arrondissements, disposant parfois de critères additionnels à ceux suggérés par le projet de règlement[995]. À ce sujet, la commission est préoccupée de l'absence de considérations des politiques locales en vigueur. Elle estime que l'équité entre les arrondissements, qui se traduit par une préoccupation de stabilité et de prévisibilité du règlement, est fondée. Elle considère que les arrondissements connaissent intimement leurs réalités locales et s'en soucient au moment de l'émission des permis et certificats. La ville-centre devrait en tenir compte dans l'administration de son règlement et, comme le recommande Prével : « *Accorder de la flexibilité aux arrondissements avec une approche à la carte*[996] *»*.

La commission pense que la Ville, dans l'actuel processus de révision de son Plan d'urbanisme, gagnerait à y préciser ses objectifs et ses engagements en matière d'habitation au moyen de cibles et d'indicateurs de résultats chiffrés et déterminés dans le temps. Cela permettrait à toutes les parties prenantes de disposer des mêmes repères en matière d'inclusion.

De plus, la commission considère que la mise à jour des documents de planification permettrait une meilleure adéquation du coffre à outils présenté par la Ville; elle déplore à ce sujet l'existence d'inconnues en raison de révisions annoncées, mais non encore réalisées et sans échéancier précis pour nombre d'entre elles. L'énoncé d'une politique municipale d'habitation devrait faire partie de cette démarche de planification en en précisant les intentions et les objectifs municipaux découlant de la démarche entreprise auprès de la CMM et des villes partenaires, tout en fixant précisément les balises règlementaires qui en résulteraient.

[995] Association de la construction du Québec (ACQ), doc. 7.105, p. 5; Groupe Mach, doc. 7.18, p. 7; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 12; Prével, doc. 7.9, p. 5
[996] Prével, doc. 7.9, p. 6

Maîtrise d'œuvre et suivi

Pour les groupes, organismes et citoyens impliqués dans le logement, l'urgence d'agir justifie une entrée en vigueur du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* dès son adoption ou dans les plus brefs délais. Un nombre tout de même important des opinions exprimées s'interroge quant aux moyens de mise en œuvre et leur suivi, soulignant tantôt des manquements, tantôt des irritants qui ne pourront qu'éloigner, croit-on, l'administration municipale des objectifs poursuivis.

Certains vont même jusqu'à reconsidérer l'urgence de règlementer, dès à présent, le domaine sensible de l'habitation, justement parce qu'une mise en œuvre boiteuse aurait des effets néfastes sur les clientèles vulnérables que l'on souhaite précisément aider.

L'impression que le projet de règlement n'est pas abouti, en dépit de la situation préoccupante du logement à Montréal, a été partagée par d'autres participants représentant pour la plupart l'industrie immobilière, mais aussi des chercheurs et professeurs intéressés par les questions de l'accès au logement. Pour eux, une période de transition, voire un report *sine die* afin d'être en mesure d'aligner tous les paramètres de l'habitation à Montréal et de réaliser les études nécessaires, serait préférable si l'on souhaite atteindre les objectifs mêmes énoncés par la Ville pour motiver son action rapide[997].

Dans la grande majorité des mémoires, la mise en œuvre du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* et son suivi suscitent interrogations et inquiétudes que partage la commission.

- **Rigidité appréhendée**

  Le projet de règlement prescrit des méthodes de calcul, des barèmes de prix et même leur indexation; les amender ou les ajuster requerra, à chaque fois, une résolution du conseil municipal. À cette rigidité appréhendée du projet de règlement s'ajouteraient des délais dans la prestation des services municipaux, fréquemment mentionnés comme des facteurs supplémentaires de risque, d'imprévisibilité et, à terme, d'augmentation des coûts de développement et de réalisation des projets. La commission s'en inquiète.

  La simplification et l'harmonisation des rapports entre les services centraux de la Ville et ceux en arrondissement en matière d'approbation des projets et de délivrance des permis et certificats sont largement souhaités : « *La clarté et la prévisibilité des exigences, de même que de l'ensemble du processus d'approbation, apparaissent comme des facteurs de réussite*

[997] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 13; Association de la construction du Québec (ACQ), doc. 7.105, p. 5; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p.34, 38 et 43; Broccolini, doc. 7.134, p. 4; Corporation Proment, doc. 7.117, p. 5; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7

majeurs. » peut-on lire dans l'aide-mémoire d'un atelier de travail ayant eu lieu en août 2018 avec la participation d'experts de l'immobilier[998].

- **Innovation en habitation**

Dans le projet de règlement, le peu d'ouverture envers des modèles tiers d'habitation inclusive (projets communautaires ou autres, logements locatifs abordables) ou encore envers des projets sociaux multifonctionnels comme pourrait le devenir le site de l'Hôtel-Dieu, a été source de déception pour certains interlocuteurs[999]. La commission s'étonne de l'absence, dans le projet de règlement, de manières différentes de penser l'habitation (tenures, cessions immobilières, cogestion, contribution du patrimoine, etc.).

Des suggestions qui lui ont été faites, la commission retient différentes avenues qui mériteraient d'être explorées. Une banque de terrains publics et institutionnels permettrait une planification plus précise des projets d'habitation, notamment ceux destinés au logement social, auxquels pourraient se greffer des équipements collectifs et communautaires. Cette banque pourrait inclure des sites industriels disqualifiés ou en voie de l'être. L'exemple du site de la Molson illustre ce que d'aucuns ont perçu comme une nécessité en matière de sites à requalifier à même les quartiers construits[1000].

Bien que le projet de règlement, par son article 14, indique des seuils minimums pouvant être acceptables afin d'atteindre une viabilité financière, il en va autrement pour de plus petits projets visant des clientèles spécifiques. La commission estime, comme on le lui a suggéré, que l'abaissement des seuils en deçà des 30 unités et la fusion de propriétés immobilières constitueraient des moyens intéressants pour rendre possible la réalisation de projets de moindre envergure et le regroupement de petites propriétés afin d'atteindre la viabilité financière[1001]. À cela pourraient s'ajouter des partenariats entre promoteurs afin de transférer ou de combiner leurs obligations de manière à réduire les coûts, ce que ne semble pas permettre le projet règlementaire actuel[1002].

La commission est préoccupée de l'impossibilité que soient convertis des logements locatifs existants en logements sociaux ou abordables, notamment là où très peu de terrains s'avèrent disponibles pour en construire. À l'instar des participants s'étant exprimés sur la

[998] Aide-mémoire, Atelier de travail avec les experts de l'immobilier, 2018, doc. 3.3, p. 7
[999] Institut de développement urbain, doc. 7.2, p. 45; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 26; Groupe CDH, doc. 7.34, p. 7
[1000] Comité d'action de Parc-Extension (CAPE), doc. 7.14, p. 9; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ), doc. 7.48, p. 4; Corporation de développement communautaire (CDC) Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 8; Nathalie Germina, doc. 7.136, p. 2; Vivre en ville, doc.7.137, p. 4; Marc Jarry, doc. 8.1, #14; Émilie Ouellette, doc. 8.1, #41
[1001] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4; Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 7; Comité logement de la Petit-Patrie, doc. 7.24, p. 9-10
[1002] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 6

question, la commission est d'avis que cette mesure pourrait contribuer à une meilleure équité entre les arrondissements, tout en s'assurant que ces logements dédiés soient implantés dans des milieux de vie déjà constitués[1003]. On y verrait ainsi un accroissement significatif du nombre de logements réalisés dans cette catégorie.

La question de la conversion de logements locatifs en copropriété demeure une source d'inquiétude pour les participants se demandant pourquoi cette catégorie de logements est exclue du projet de règlement[1004]. La commission suggère que la question soit soulevée, et ce, à l'échelle du territoire montréalais, même si cette réalité est davantage vécue dans les quartiers centraux.

De plus, la commission estime que l'intégration d'acteurs locaux dès la conception de projets devrait devenir la norme, puisqu'ils connaissent les besoins citoyens et, ce faisant, sont les mieux placés pour inspirer les professionnels de l'immobilier qui façonnent les milieux de vie[1005].

La commission est ouverte à l'ajout de financements différents des créneaux habituels, y voyant une façon « *de financer des projets d'achat-rénovation afin de créer de nouveaux logements communautaires abordables pour les familles et les ménages du Québec*[1006] *»*. Elle estime, comme d'autres, que les projets non traditionnels, à visée sociale et le plus souvent de petite taille, pour la plupart destinés à des clientèles spécifiques, devraient aussi pouvoir être considérés dans l'éventail des solutions offertes en habitation[1007].

- **Contexte d'implantation**

Pour certains interlocuteurs, la diversité tient moins de l'efficacité d'un règlement municipal que du contexte urbain dans lequel elle peut s'installer et s'épanouir. La Direction régionale de la santé publique le rappelle ainsi : « *Il importe que la Ville assure l'intégration des nouveaux logements dans une planification urbaine cohérente, en mesure de développer les transports collectifs, les services publics et les services de proximité pour les futurs résidents de ces secteurs*[1008]. »

[1003] Broccolini, doc. 7.134, p. 4; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 36-37; Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun & Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p.3-4; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 9

[1004] Comité logement la Petit-Patrie, doc. 7.24, p. 8 et 13; Comité d'action de Parc-Extension (CAPE), doc. 7.14, p. 15; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p.6-7; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 5; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 5; Manuel Johnson, doc. 8.1, #31

[1005] Pop Maya Labs MTL, doc. 7.138, p. 1-2; Comité des Organismes Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4

[1006] Association des groupes de ressources techniques du Québec, doc. 7.127, p. 4

[1007] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13; Groupe CDH, doc. 7.34, p. 6

[1008] Direction régionale de la santé, doc. 7.28, p. 4

La commission est de cet avis, ce qui replace à l'avant-scène la révision en cours du Plan d'urbanisme et l'actualisation de ses orientations à cet égard.

- **Monitorage, coopération et reddition du futur règlement**

Le Service de l'habitation a élaboré le projet de règlement en commandant, en amont et auprès d'experts, des recherches et des analyses des impacts et des retombées. Il a de plus invité des architectes et des professionnels praticiens de l'immobilier privé et social à participer à des groupes de discussion et des ateliers de travail. Les comptes rendus de ces rencontres sont disponibles dans la documentation de la commission.

Les participants ont souhaité que cette collaboration se poursuive en aval, non seulement pendant la période de transition, mais aussi par la suite, lorsque le règlement sera pleinement en vigueur. Ainsi, Bâtir son quartier déplore le silence du projet de règlement sur le monitorage en continu de sa mise en œuvre[1009]. L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) propose, quant à elle, que la Ville et l'industrie forment un comité permanent de consultation qui deviendrait alors leur lieu collaboratif d'échanges et de recherches en continu[1010].

La commission constate qu'il y a, dans les milieux de la promotion immobilière et des organismes sociocommunautaires, une volonté de « *garder le contact* » et « *de poursuivre la conversation* » en s'associant au Service de l'habitation dans la mise en œuvre du futur cadre règlementaire, donc dès la période de transition. La commission estime que la Ville gagnerait à s'en prévaloir.

Recommandation #3
La commission recommande d'adopter le règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial seulement dans sa dimension propre au logement social, en prenant en compte les éléments suivants :

- ***veiller à harmoniser les outils destinés à l'habitation, notamment le Plan d'urbanisme et les divers politiques et programmes municipaux afférents;***
- ***préciser les critères guidant la Ville dans la détermination des projets de logement social, notamment le type de clientèle visé en fonction des besoins du secteur et de sa localisation;***
- ***s'assurer que la part de logement social familial dépasse le pourcentage estimé (5 % sur les 20 %);***
- ***faciliter dès le début du processus les liens entre les constructeurs et les futurs gestionnaires de projets sociaux;***

[1009] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 8
[1010] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 27

- ***permettre aux constructeurs de mettre en commun des exigences relatives à l'inclusion de projets de logements sociaux, et ce, en priorité dans les secteurs disposant d'équipements publics et de services de proximité en lien avec ces clientèles;***
- ***autoriser la réalisation de projets de logements sociaux dont le nombre est inférieur à 30 unités;***
- ***consacrer au logement social et en particulier au logement social familial de grands sites publics, institutionnels ou industriels;***
- ***inclure la conversion de bâtiments existants à des fins de logement social ou social familial comme projets d'inclusion;***
- ***prescrire la révision annuelle des méthodes de calcul, des barèmes de coûts et de prix et d'indexation;***
- ***instituer un mécanisme de monitorage en continu et la publication d'un bilan annuel de l'inclusion.***

Recommandation #4
La commission recommande de reporter l'application des volets « logement abordable » et « logement familial » afin de réviser ou de préciser :

- ***la définition de l'abordabilité, en s'inspirant de celle de la Stratégie d'inclusion ou de celle du schéma d'aménagement et de développement;***
- ***les conditions d'admissibilité à la location ou à l'acquisition d'un logement abordable et d'un logement familial;***
- ***les garanties de pérennité et d'abordabilité;***
- ***l'application du règlement à des modèles tiers d'habitation inclusive, de manière à offrir aux OBNL et aux entrepreneurs des partenariats mutuellement avantageux en matière de logement abordable et de logement familial;***
- ***les moyens de prioriser la construction d'unités familiales dans des secteurs disposant d'infrastructures et de services publics adaptés aux familles, tels que le partage des exigences d'inclusion entre promoteurs.***

Recommandation #5
La commission recommande d'explorer la possibilité d'appliquer le règlement aux projets impliquant la conversion d'unités locatives en copropriétés afin de ralentir le déficit croissant de ce type d'unités.

3.4.3 Les partenaires essentiels

L'habitation est un champ de compétence qui relève du gouvernement provincial, mais qui implique la participation d'acteurs provenant de différents horizons. Cela est particulièrement vrai pour le logement social et abordable où la contribution des gouvernements supérieurs est

mise à contribution pour la conception des programmes, pour le financement et pour la gestion des projets d'habitation, et ce, le plus souvent en partenariat avec les acteurs locaux.

La variété des interlocuteurs ayant fait part de leur opinion est riche et illustre bien l'intérêt considérable manifesté envers la question de l'habitation : promoteurs immobiliers, comités logements, tables de concertations, coopératives, OBNL d'habitation, associations, instituts, organismes communautaires, chambre de commerce, professeurs et chercheurs, pour n'en citer que quelques-uns. De façon quasi unanime, ils ont salué la volonté de la Ville d'améliorer l'offre de logements. Certains ont souligné l'urgence d'agir et voient dans le projet de règlement une occasion favorable d'accélérer la réalisation de logements[1011]. Pour y parvenir, plusieurs intervenants ont porté à l'attention de la commission le rôle déterminant de certains partenaires, tant en amont de l'adoption du projet de règlement qu'en aval, soit au moment de sa mise en œuvre et de son suivi.

La commission considère pertinent de s'interroger sur les partenaires incontournables qu'on a portés à son attention, sur leur rôle, de même que sur les différentes façons de bénéficier de leur contribution pour maximiser la portée et le succès du projet de règlement.

Gouvernements supérieurs

À l'instar du domaine de la santé et de celui de l'éducation, bon nombre d'intervenants ont souligné l'importance, pour les gouvernements supérieurs, de porter plus activement le dossier du logement social et d'en faire un enjeu de société[1012].

La commission estime que cette responsabilité implique la signature, dans les meilleurs délais, de l'entente Canada-Québec de la *Stratégie nationale sur le logement*. En effet, il importe que le gouvernement du Québec sache de quelles sommes il pourra disposer pour le logement, et ce, afin d'établir précisément ses priorités en matière d'habitation et de logement social. La signature de cette entente favoriserait non seulement une planification responsable, minutieuse et efficace des deniers publics, elle permettrait également de bonifier les mesures pour le logement destiné aux clientèles vulnérables qui sont visées par les projets de règlement.

Toujours dans l'optique d'une contribution significative des gouvernements supérieurs et dans les limites de leurs compétences, deux autres possibilités ont retenu l'attention de la commission, estimant qu'elles mériteraient d'être examinées afin d'augmenter l'offre de logements destinés à des populations vulnérables économiquement.

[1011] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3

[1012] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8; Convergence itinérance Montréal Mission Old Brewery, doc. 7.71, p. 3; Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le sida, doc. 7.81, p. 2; Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 5

Tout d'abord, le contexte immobilier des dernières années a donné naissance à un phénomène grandissant de spéculation, notamment par des investisseurs immobiliers intéressés par la propriété de luxe, en copropriété ou non. Ce phénomène a eu et continue d'avoir un effet direct sur la hausse des prix et sur celle de l'évaluation foncière. Pour compenser cette situation d'un point de vue fiscal, la commission estime qu'un pouvoir de taxation à l'égard des investisseurs immobiliers étrangers[1013] constituerait une avenue à explorer. Pour ce faire, la Ville pourrait proposer au gouvernement du Québec d'examiner la question. Cette taxe pourrait servir spécifiquement à financer des projets de logements sociaux et de logements abordables.

En second lieu, plusieurs intervenants ont partagé leurs préoccupations quant à un accès efficace aux différents modes de transport collectif, de même qu'à la durée de leurs déplacements en lien avec des milieux de vie qualifiés de complets. Ainsi, ils souhaiteraient voir se développer les nouveaux projets résidentiels, notamment sociaux et abordables, dans des environnements où la mobilité durable est prise en compte. Derrière cette préoccupation se dessine la question de l'insertion du logement social ou abordable *in situ* ou à proximité des grands projets envisagés dans les environs des futures stations du REM. Étant donné que la mobilité constitue un des critères importants de l'insertion dans un contexte de mixité, particulièrement pour les clientèles du logement social et abordable, la commission estime qu'il conviendrait que les promoteurs s'y investissant puissent être compensés d'une façon ou d'une autre. Puisque la redevance liée au REM relève du gouvernement provincial, il y aurait lieu d'explorer avec ce dernier divers moyens d'exemption, plus précisément quant à la portion de logement social ou abordable dans les projets localisés dans les aires identifiées entourant les futures stations du REM.

Recommandation #6
La commission recommande à la Ville de presser les gouvernements supérieurs afin qu'il y ait entente sur la portée et l'application de la « Stratégie nationale sur le logement » afin que les actions publiques prévues soient entreprises rapidement, selon une approche complémentaire et équitable.

Recommandation #7
La commission recommande à la Ville d'inviter les gouvernements supérieurs à lui offrir, en priorité, leurs immeubles excédentaires afin de les verser dans une réserve publique destinée au logement social.

Recommandation #8
La commission recommande à la Ville de demander au gouvernement du Québec d'explorer des moyens pour assouplir le « Règlement concernant la redevance de transport à l'égard du Réseau express métropolitain » afin que puisse être exemptée la portion des projets immobiliers visant le logement social dans les aires réservées des futures stations du REM.

[1013] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 14

Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

Alors que l'échéance du *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable* (PAMLSA) 2015-2020 est imminente et que le contexte de l'habitation demeure difficile, la commission estime que la CMM pourrait et même devrait jouer un rôle de chef de file en matière de planification auprès de ses 82 membres qui sont ou seront confrontés à des réalités similaires à ce que vit Montréal à l'heure actuelle.

De plus, le projet de règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial précède la diffusion d'un guide d'élaboration d'un règlement d'inclusion et la tenue d'un forum métropolitain au sujet de l'inclusion[1014].

Étant donné son poids à l'intérieur de l'organisation, la Ville pourrait entreprendre une telle réflexion et contribuer à ce que le rôle de la CMM soit clairement défini relativement à une vision commune sur l'habitation. Les exemples des villes de Laval, de Longueuil et de Saint-Bruno-de-Montarville qui se sont récemment dotées de politiques d'habitation pourraient être inspirants à cet égard.

Recommandation #9
La commission recommande d'harmoniser les intentions municipales à celles de la CMM et d'explorer la possibilité d'entreprendre une réflexion quant à une vision partagée de l'habitation inclusive.

Organismes locaux

La commission constate que de nombreux interlocuteurs étaient des représentants d'organismes locaux dont les missions varient certes, mais qui ont en commun une réelle volonté de prendre part aux échanges sur le logement. Ces organismes souhaitent partager leurs connaissances, leurs compétences et leurs expériences et les mettre à contribution dans la recherche de solutions innovantes. C'est dans cette optique que la commission considère les organismes locaux comme faisant partie des solutions et donc, comme des partenaires essentiels pour parvenir à améliorer l'offre en matière de logement.

Or, le projet de règlement ne mentionne, à titre d'acteurs, que la Ville, le propriétaire de l'emplacement et le promoteur, la qualité de ce dernier n'étant pas clairement définie. Compte tenu de leurs compétences et leurs pratiques sur le terrain, mais aussi en considérant les besoins pressants en logement social et abordable, le moment semble opportun pour mettre à contribution d'autres acteurs que ceux traditionnellement impliqués et pris en compte dans le projet de règlement. Cela permettrait d'inclure de nouvelles façons de faire qui ont d'ailleurs, pour la plupart, déjà fait leurs preuves. Concrètement, cela pourrait se traduire par une meilleure

[1014] CMM, Prévisions budgétaires 2020, section 6. Logement social, n.p.

collaboration entre promoteurs privés et OBNL, une variété accrue de porteurs de projets, de même que par une plus grande diversité d'acteurs dans le processus de sélection et de suivi des projets. La commission estime que cet élargissement des partenaires ne pourrait qu'être bénéfique dans l'amélioration souhaitée de l'offre de logement.

Recommandation #10
La commission recommande d'inclure des interlocuteurs locaux dans le processus de sélection et de suivi des projets.

3.4.4 D'autres paramètres à réviser

La commission retient divers autres paramètres qui seraient à réviser selon elle. Ces paramètres font écho aux commentaires et suggestions d'interlocuteurs d'horizons variés.

Gouvernance du fonds de contribution à l'inclusion et mise en œuvre du cadre règlementaire

Le nouveau cadre règlementaire proposé comprend, outre deux projets de règlements, le projet d'instaurer une nouvelle gouvernance pour le fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*.

Institué en 2012, le fonds de contribution est dépositaire des sommes qu'y versent les promoteurs immobiliers lorsque l'inclusion de logements sociaux ou de logements abordables en site ou hors site n'est pas possible.

Le fonds a deux volets correspondant à ses deux missions : le développement de logements sociaux et communautaires et le développement de logements privés abordables ou pour les familles. Chaque arrondissement y a un compte à deux volets dans lequel sont déposées les contributions reçues pour les projets mis en chantier dans son territoire. Ainsi, le fonds se décompose en 38 comptes distincts.

Désormais, la Ville se propose de comptabiliser et de centraliser la gestion des contributions financières dans un seul fonds. Ce changement mettra fin à la pratique de fonds distincts pour les arrondissements, chacun étant à l'heure actuelle créditeur des sommes provenant des projets en chantier dans son territoire.

Le bilan annuel du fonds[1015] donne une indication du niveau d'activité et de sa répartition dans la ville. Le dernier bilan, en date du 31 décembre 2018, montre que dix arrondissements sur 19 disposaient d'un solde et confirme, si besoin était, la concentration des projets générateurs de contributions dans deux arrondissements : le Sud-Ouest, avec un solde de plus de 7 millions de dollars dans les volets social et abordable, et Ville-Marie, avec un solde de 4,6 millions de dollars

[1015] Agglomération de Montréal, Bilan annuel du fonds de contribution pour l'année 2018, déposé le 28 mars 2019, dossier 1190498001, doc. 4.1.5

dans le volet social. Parmi les arrondissements qui avaient un solde en fin d'exercice, les moins nantis à cet égard étaient Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension avec 63 500 $ et Verdun avec 418 600 $.

La gestion centralisée proposée inquiète les organismes communautaires, lesquels craignent que des sommes perçues dans le territoire d'un arrondissement servent à la construction de logements sociaux ou abordables dans un autre arrondissement. En effet, plusieurs organisations communautaires vouées aux enjeux de l'habitation se méfient d'une telle gestion centralisée, l'estimant trop éloignée de leurs préoccupations locales. Ainsi, manifestent-elles ouvertement un sentiment peu solidaire d'appropriation exclusive des sommes compensatoires générées dans leur quartier que suggérerait, selon elles, une gestion centralisée pouvant avoir comme conséquence le développement de logements sociaux dans un arrondissement se faisant au détriment d'un autre.

Certes, la commission ne peut que constater que la décentralisation de la gestion par arrondissement des sommes disponibles désavantage les arrondissements peu générateurs d'activités de construction résidentielle où les besoins en logements sociaux sont pourtant bien réels et pressants. C'est ce que le Service de l'habitation a d'ailleurs rappelé : « *(...) La grande majorité [des fonds] ne détient que de faibles sommes, insuffisantes pour avoir un effet réel sur le développement de projets*[1016] ».

Le fonds de contribution n'a pas été créé par un règlement du conseil municipal et ne peut être, sur le plan budgétaire, assimilé à une réserve financière ou encore à un fonds réservé. Sa gestion relève de politiques financières et de pratiques administratives de la Ville. Le fonds de contribution agit comme un levier de l'inclusion dont se sert l'administration municipale pour gérer les sommes reçues. Sa gouvernance n'est pas assujettie non plus ni même évoquée dans l'un ou l'autre des deux projets de règlement proposés à la consultation publique.

Le second projet de règlement prescrit des barèmes de prix lorsque le promoteur immobilier choisit de contribuer au fonds plutôt que d'inclure des logements sociaux ou familiaux dans son projet. Pour plusieurs organismes, la contribution compensatoire doit être perçue comme un débouché de dernier recours et non comme une voie de contournement ou d'évitement des exigences de l'inclusion.

La documentation municipale fait peu état de la gestion centralisée envisagée. Le sommaire décisionnel[1017] rappelle que, selon la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme,* toute somme reçue par l'effet du règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial doit être utilisée à la construction de logements sociaux, abordables ou familiaux.

[1016] Sommaire décisionnel, doc. 1.2.1, p. 9
[1017] Ville de Montréal, doc. 1.2.1, p. 8

La Ville estime que le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre lui procurera environ 13,7 millions de dollars par année. De plus, elle estime qu'environ 75 % de cette somme servira à financer des contreparties prescrites par le projet de règlement lui-même.

La Coalition montréalaise des tables de quartier déplore le vacuum d'information au sujet de la gestion du fonds et invite la Ville à communiquer, voire à partager ses priorités et son mode opératoire avec les partenaires locaux[1018]. La commission est de cet avis.

Recommandation #11
La commission recommande de communiquer au public et aux parties prenantes les orientations et les balises devant guider la gestion centralisée du fonds de contribution.

Dotation du fonds de contribution

Dans la Stratégie d'inclusion comme dans le nouveau cadre règlementaire proposé, la dotation du fonds de contribution demeure tributaire de l'activité et des choix des promoteurs et des entrepreneurs. La dotation du fonds est donc vulnérable aux cycles haussiers et baissiers de la construction résidentielle, elle-même sensible aux variations des taux d'intérêt et à tout resserrement du crédit hypothécaire. Mais les besoins sociaux, eux, demeurent élevés et bien réels, quels que soient les mouvements cycliques dans l'offre d'habitation neuve.

L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) a suggéré dans son mémoire de rediriger une partie des recettes des droits sur les mutations immobilières, des licences et des permis provenant de l'activité immobilière vers les initiatives visant la diversité et le soutien aux projets de logements sociaux[1019]. La commission estime que cette suggestion mérite d'être approfondie. Elle pense également que cette initiative pourrait contribuer à financer la construction, la transformation ou la reconversion de bâtiments résidentiels à des fins de logements sociaux.

Recommandation #12
La commission recommande d'explorer l'hypothèse de renforcer la dotation du fonds de contribution d'une portion des revenus perçus des droits sur les mutations immobilières, des licences et des permis provenant de l'activité immobilière, dans le but de stabiliser le fonds en élargissant sa base de financement.

De plus, elle recommande qu'une partie des sommes versées au fonds de contribution pour le logement abordable puisse être attribuée à la préservation du parc immobilier existant

[1018] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 7
[1019] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 23

Coordination, concertation et bilan

Pour l'heure, le modèle clé en main est favorisé dans une optique de simplification du processus de réalisation de projets d'habitation. Or, de l'avis de plusieurs, cette manière de faire contrevient à l'esprit même de la dynamique communautaire et coopérative qui valorise plutôt une implication tout au long du processus, même si celui-ci prend du temps. La responsabilisation des gestionnaires tout autant que des usagers est ici au cœur des revendications que la commission estime légitimes.

Cela porte à penser qu'une implication de toutes les parties prenantes plus tôt dans le processus de réalisation des projets, soit au moment de la conception comme le suggèrent des participants[1020], faciliterait la gestion courante au-delà du transfert de la propriété aux usagers et aux gestionnaires.

De la même façon, la commission estime que cette démarche de suivi pourrait se réaliser de concert avec les différentes parties prenantes (promoteurs immobiliers à but lucratif et à but non lucratif, groupes de ressources techniques, associations de quartier et comités de logement, etc.). Celles-ci ont rappelé à la commission qu'elles étaient intéressées à garder le contact et à participer ainsi à un processus continu du suivi plutôt qu'à l'occasion de consultations sporadiques et sur invitation[1021]. Selon la commission, la Ville aurait tort de s'en priver.

Le mandat d'un forum de monitorage devrait être suffisamment étendu pour qu'il puisse agir à titre-conseil auprès du Service de l'habitation sur des questions touchant le mode opératoire, telle l'harmonisation des paramètres de la Stratégie d'inclusion dès la période de transition, ou encore quant à l'accélération souhaitée du traitement des projets sociaux.

En l'état actuel de sa démarche, le Service de l'habitation annonce son intention d'effectuer un premier bilan de l'administration du futur règlement visant à améliorer l'offre deux ans après sa mise en vigueur, laquelle est prévue le 1er janvier 2021. Le premier bilan serait donc effectué vraisemblablement au cours du premier semestre de 2023. Il s'agit d'un engagement de l'administration municipale et non d'une prescription règlementaire. Il a été suggéré[1022] que la Ville n'attende pas aussi longtemps pour ajuster son mode opératoire et modifier ses paramètres, le cas échéant, afin de tenir compte de l'expérience et de l'évolution sur le terrain.

[1020] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8-9 et Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 7
[1021] Groupe CDH, doc. 7.34, p.3; Prével, doc. 7.9, pp. 7 et 8; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p.29; CIUSSS du Centre-Sud-de l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, pp 22 et 25; Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p.11; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, pp 5 et 6; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, pp 5 et 6; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p.2; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, pp.11 et 12; Groupe Sélection, doc. 7.135, p.7; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p.10; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p.16; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p.33; POPIR Comité logement, doc. 7.3, p.10
[1022] Notamment par la CCMM, doc. 7.32, p.10

Le format, le contenu et l'étendue de ce bilan ne sont pas connus. S'agissant d'une question touchant une dimension fondamentale du vivre en ville et du vivre-ensemble, la commission estime que le bilan projeté ne devrait pas s'en tenir à l'énumération administrative des résultats, lesquels seront de toute façon difficiles à mesurer en l'absence d'objectifs ciblés et chiffrés. Le bilan devrait aussi comporter une mise à jour sans complaisance de l'expérience d'application et suggérer les moyens à mettre en œuvre pour en assurer l'avancement continu.

Recommandation #13
La commission recommande d'étudier la possibilité qu'un processus de concertation continu, tel un forum de monitorage, puisse être mis en place en impliquant les parties prenantes.

Recommandation #14
De plus, la commission recommande de préciser, dès à présent, le format et le contenu de la reddition à convenir envers les partenaires et le public, et de dresser dès la première année un bilan annuel comportant des précisions sur les éléments statutaires qui en feront l'objet.

Qualité de construction, patrimoine et accessibilité universelle

Dans le projet de règlement, peu de considérations rendent compte de la qualité de construction souhaitée ou encore de la prise en compte de la valeur patrimoniale d'un projet et de l'accessibilité universelle. Or, des inquiétudes ont été exprimées à la commission à ce sujet, notamment dans le cas de logements abordables définis par un prix du marché moindre. Cet enjeu de la qualité architecturale du logement social a été soulevé par des participants soucieux du bien-être des occupants de ce type de logement, aussi bien que de celui des gestionnaires de ces immeubles[1023]. Divers exemples montréalais ont été donnés pour illustrer le fait que mieux planifier et mieux construire, à des coûts tout de même raisonnables, permettait une gestion facilitée des immeubles au terme de la cession de ces derniers aux futurs responsables. À cela s'ajoutent des normes de construction propres au logement social, lesquelles sont perçues comme étant trop spécifiques et surtout, mal harmonisées entre les différentes instances les imposant. Cela pose une difficulté, voire une impossibilité à faire face à ces normes, ce qui ralentit et complexifie la réalisation de projets.

La question de l'accessibilité universelle a été soulevée non pas comme un élément de réflexion à considérer, mais bien comme une obligation dans le contexte d'un règlement visant justement des clientèles vulnérables qui peinent toujours à se loger convenablement, faute de projets adaptés à leur réalité. En se préoccupant d'adaptabilité en amont, c'est-à-dire au moment de la conception des projets, les coûts s'avèrent moindres que lorsque les logements doivent être

[1023] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18 et 22; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Maître carré, doc. 7.120, p. 8-9

adaptés une fois construits[1024]. C'est ce que Rayside Labossière définit comme étant la « *super-adaptabilité des unités*[1025] », une notion qui devrait être prise en compte selon la commission.

L'absence de considérations patrimoniales dans le projet de règlement a été soulignée par le Comité Jacques-Viger et d'autres interlocuteurs[1026]. Le promoteur Rachel Julien estime qu'elles devraient non seulement être prises en compte, mais également faire l'objet de certains allègements vis-à-vis de la règlementation proposée, de manière à en garantir la viabilité financière[1027]. La commission pense qu'il s'agit là d'une lacune qu'il conviendrait de combler. Elle est d'avis que la Ville doit être exemplaire à cet égard et le signifier clairement dans ses règles de développement de projet.

De plus, en renonçant à intégrer le parc immobilier existant, la commission estime que la Ville se prive d'occasions d'innover, aussi bien en matière architecturale qu'en matière patrimoniale, ce qu'elle trouve inconcevable à l'ère du développement durable. Le parc immobilier existant, bien que de qualité architecturale et de valeur patrimoniale variables, mérite, selon elle, d'être pris en considération.

Recommandation #15
La commission recommande d'étudier la possibilité que des normes de construction en matière de logement social puissent, dans la mesure du possible, être assouplies et harmonisées.

Elle recommande également que des normes de construction en matière d'accessibilité universelle puissent être élaborées en collaboration avec les acteurs du milieu et visant, dans la mesure du possible, la super-adaptabilité des unités.

Enfin, elle recommande que des normes en développement durable puissent être prises en compte, et que la qualité architecturale des projets et la valeur patrimoniale de certains bâtiments à recycler soient considérées.

Imprévisibilité

L'imprévisibilité liée aux rapides mutations que vivent certains quartiers, celle liée aux frais de développement additionnels occasionnés par la signature d'une entente pour chacun des projets, celle encore associée aux exigences supplémentaires des arrondissements, sont autant d'irritants que le projet de règlement ne semble pas régler.

[1024] Stéphanie LeBlanc, doc. 8.1, #18; Émilie Ouellette, doc. 8.1, #41; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6; Conseil jeunesse de Montréal, doc. 7.12, p. 13; Jody Negley, doc. 7.133, p. 2; Ex Aequo, doc. 7.5, p.4, 12
[1025] Rayside Labossière, doc. 7.4.2, L 795-830
[1026] Comité Jacques-Viger, avis du 15 mars 2019, doc. 1.1.4.2, p. 3; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13
[1027] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13

La commission est d'avis qu'il y aurait lieu, dans ce contexte d'imprévisibilité, d'établir des mécanismes spécifiques à cet égard, et ce, en étroite collaboration avec les arrondissements, ceux-ci étant davantage au fait de l'évolution du marché dans leurs différents quartiers.

Recommandation #16
La commission recommande d'étudier la possibilité que le projet de règlement puisse inclure, immédiatement dans son volet social et dans ses volets abordable et familial par la suite, des précisions quant aux exigences additionnelles pouvant provenir des arrondissements.

3.4.5 Des pistes de réflexion pour une métropole mixte

La commission a pris connaissance des très nombreuses suggestions faites par les participants. Qu'il s'agisse de nouveaux concepts à explorer, de nouveaux paramètres à intégrer pour élargir le champ d'intervention de l'inclusion, de nouveaux partenariats à convenir avec les gouvernements supérieurs et des acteurs du milieu, ou encore de nouvelles façons de faire en impliquant en continu les parties prenantes, la commission estime que les idées ne manquent pas pour faire de la mixité sociale une stratégie gagnante non seulement à Montréal, mais aussi dans la CMM.

En prenant en compte les remarques et suggestions des nombreux groupes communautaires et des citoyens impliqués en habitation, la commission considère que la Ville démontrerait qu'elle est ouverte à l'innovation et qu'elle reconnaît leur travail de proximité et du quotidien. Cela permettrait de mieux arrimer leurs compétences et expériences terrain et ainsi contribuer sereinement à atténuer les effets négatifs de la surchauffe immobilière observée.

En prenant acte des inquiétudes manifestées par les professionnels de l'immobilier, mais aussi en accueillant leur disponibilité à collaborer sur une base continuelle, la Ville se doterait d'alliés appréciables.

En définitive, ce que la commission a pu constater, ce sont les forces vives du milieu qui ne demandent qu'à être parties prenantes, dès à présent, des décisions touchant leur quotidien.

Diversité englobante

En matière de diversité, des participants ont mentionné que cette dernière ne devait pas être assimilée seulement à l'habitation, mais davantage aux milieux de vie composant les quartiers. Ainsi, a-t-on suggéré à la commission de prendre en considération la possibilité d'intégrer des affectations culturelles et commerciales aux actions visant à mieux structurer les milieux de vie que l'on souhaite complets[1028]. La question déborde peut-être le cadre strict du mandat de la

[1028] Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p.9-10

commission, mais selon elle, cette question mérite tout de même d'être examinée dans une optique de vision d'ensemble de l'aménagement urbain.

Règles de l'intégration « in situ »

La nécessité d'intégrer les logements sociaux *in situ* a été rappelée par divers interlocuteurs. L'inquiétude majeure tient à différents facteurs : rareté et prix élevé des terrains, seuil de 150 unités estimé trop élevé et inquiétude quant à la facilité du recours au fonds de contribution pour les promoteurs immobiliers. Cela fait dire à plusieurs que dans les quartiers centraux principalement et dans ceux en rapide développement, très peu d'inclusion *in situ* ou à proximité pourra, dans les faits, être effectuée[1029]. Ainsi, suggère-t-on à la Ville qu'elle exige des promoteurs la démonstration de l'impossibilité de l'inclusion sur site ou à proximité avant de pouvoir recourir au versement d'une contribution financière, que d'aucuns estiment d'ailleurs insuffisante pour être dissuasive[1030]. En contrepartie, la Ville pourrait accélérer le processus d'approbation des projets d'habitation sociale, ce qui inciterait les promoteurs à en réaliser plutôt qu'à souhaiter faire une contribution financière[1031]. À ce sujet, des exemples probants réalisés ailleurs ont été portés à l'attention de la commission et mériteraient, selon elle, d'être étudiés. Le plus souvent, c'est le caractère incitatif plutôt que coercitif qui est mentionné pour créer de réels partenariats entre les promoteurs et les villes et, bien sûr, les mesures incitatives telles les bonus de densité qui constituent un incitatif puissant à la réalisation de projets d'habitation sociale, accessible et familiale[1032]. La commission partage ces inquiétudes en reconnaissant que les suggestions émises méritent d'être étudiées.

[1029] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 3; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 10; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11; Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17; Comité logement de la Petite Patrie, doc. 7.24, p. 9-10; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 7; Association des locataires de Villeray, doc. 7.35, p. 4; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 6; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 6; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7; Anaïs Flanquart, doc. 8.1, #32; Flore Cebollada, doc. 8.1, #33; Marie Karla Leduc, doc. 8.1, #34; Lisabell Phan, doc. 8.1, #40; Marie-France Lavoie-Sergerie, doc. 8.1, #42; Émilie Fournier, doc. 8.1, #43; Genevieve Godin, doc. 8.1, #45; Claudia Bouchard, doc. 8.1, #46; Wennita Charron, doc. 8.1, #47; Nina Pourteau, doc. 8.1, #48; Sarah Landry, doc. 8.1, #50

[1030] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 2

[1031] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5

[1032] Groupe de sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 9; Canderel, doc. 7.72, p.2-3; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.105, p. 2, 4 et 5; DevMcGill, doc. 7.110, p. 9; Corporation Proment, doc. 7.117, p. 6; Maître carré, doc. 7.120, p. 16; Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7

Sensibilisation au logement social

Des participants ont indiqué qu'une sensibilisation, voire une éducation serait à faire quant au logement social comme composante de la mixité urbaine souhaitée[1033]. Cela serait rendu nécessaire en raison d'une perception négative de ce type de logement, notamment lorsqu'un projet visant cette clientèle s'insère dans une trame urbaine déjà bâtie. Pour la commission, cette préoccupation d'intégration sociale trouverait sa place à l'intérieur d'une politique municipale d'habitation au même titre, par exemple, que l'harmonisation des typologies résidentielles à l'intérieur des milieux de vie et des quartiers.

[1033] Julie M, doc. 8.1, #39; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 5; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 3; Multi-femmes inc., doc. 7.44, p. 5 ; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 10; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 4

CONCLUSION

La consultation publique a mis en lumière des convergences intéressantes au niveau des principes et des orientations. En effet, les parties prenantes dont les intérêts socio-économiques diffèrent s'entendent sur la pertinence des objectifs de diversité et d'accessibilité que poursuit la Ville en matière d'habitation inclusive.

Dans les opinions exprimées par les intervenants dans toute leur diversité, la commission a perçu une volonté de poursuivre avec l'administration municipale la réflexion sur l'évolution de l'inclusion dans toutes ses formes et du monitorage quant à sa mise en œuvre.

Pour la commission, ces convergences sont porteuses et essentielles alors que la Ville, forte de l'expérience de la Stratégie d'inclusion, propose d'affermir la mixité sociale dans une règlementation. Les deux projets de règlement à l'étude constituent un tandem règlementaire qui change la manière de gérer l'inclusion en habitation et de la réaliser dans les faits.

La commission reconnaît le travail effectué par la Ville préalablement au dépôt de ces deux projets de règlement. Elle reconnaît tout autant l'investissement des individus, des groupes, des organismes et des sociétés qui, œuvrant ou militant dans le domaine de l'habitation, se sont impliqués en amont du processus et ont communiqué leurs attentes, leurs analyses ainsi que des pistes de solution en participant à la consultation d'une manière ou d'une autre. C'est bien là la démonstration que les forces vives dans la ville n'hésitent pas à coopérer lorsque les défis sont partagés.

L'habitation est un enjeu collectif qui ne laisse guère indifférent. En matière de diversité, d'accessibilité et de qualité des logements destinés à une variété étendue de clientèles de toutes conditions sociales et économiques, la commission invite la Ville à une direction forte et sans faille, ouverte à des approches nouvelles et attentive à la notion de milieu de vie complet animé par de multiples apports citoyens.

L'urgence d'agir ne saurait à elle seule justifier de sauter des étapes. C'est pourquoi la commission a cru utile de rappeler certaines phases du continuum de planification auxquelles la Ville, de concert avec les parties prenantes, devrait consacrer dès à présent du temps et des ressources. Cela ne signifie pas qu'elle doive renoncer dans l'immédiat à améliorer l'offre de logement, bien au contraire. Pour la commission, administrer dans la continuité garantit de poursuivre ce qui fonctionne bien tout en actualisant, voire en renforçant, les leviers dont elle dispose déjà. Les opinions reçues, de très grande qualité rappelons-le, sont un réservoir important de solutions dont l'administration municipale aurait tort de se passer.

La volonté maintes fois exprimée d'installer une coopération en continu, dont la forme reste à déterminer, entre l'administration et les parties prenantes apparaît à la commission comme une

occasion à saisir et à développer. Il y a peut-être là une nouvelle façon de penser la ville qui pourrait faire de Montréal un chef de file en la matière.

Enfin, la commission souhaite que la Ville exerce un rôle rassembleur dans l'esprit même de l'inclusion. Sur la foi des opinions qu'elle a entendues, l'inclusion apparaît et peut être comprise comme un vecteur de développement bien plus que comme une contrainte règlementaire.

Du point de vue de son développement social et économique et de son rayonnement comme ville centrale de la Métropole, Montréal et ses arrondissements doivent rendre l'inclusion plus attrayante et franchement intéressante pour ceux et celles qui y vivent comme pour ceux et celles qui veulent y étudier, y travailler ou y faire des affaires. Cela pourrait se traduire dans l'esprit tout autant que dans la manière d'accueillir les projets et de les traiter avec diligence et efficience.

En somme, l'expérience montréalaise a démontré que l'inclusion en habitation est possible et porteuse. Il reste désormais à la rendre gagnante pour tous.

Fait à Montréal, le 30 avril 2020.

Hélène Laperrière
Présidente de commission

Nadja Raphaël
Commissaire

Alain Duhamel
Commissaire










Montréal



Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le 18 juin 2019, le Conseil municipal a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal pour tenir une consultation publique sur le projet de règlement P-04-047-204 intitulé « *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* », ainsi que sur le projet de règlement P-19-041 intitulé « *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* ». Ce mandat est encadré par l'article 83 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (L.R.Q., c. C-11-4).

La consultation publique

Un avis public annonçant la consultation est paru le 7 août 2019 dans le journal 24 heures. À compter de cette date, la documentation relative au projet a été rendue disponible aux bureaux de l'OCPM ainsi que sur son site Internet.

Pour diffuser l'information relative aux consultations publiques, l'OCPM s'appuie aussi sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités. Ainsi, la présente consultation a été annoncée aux plus de 6 000 abonnés à son infolettre ainsi qu'aux 13 000 abonnés à ses pages Facebook et Twitter. Des campagnes publicitaires sur Internet ont aussi été réalisées afin d'inviter les citoyens à participer à la consultation.

Deux rencontres préparatoires ont eu lieu avec les représentants du Service de l'habitation de la Ville de Montréal. La première s'est déroulée le 20 juin 2019 aux bureaux du Service de l'habitation, et la seconde, le 26 juin à l'OCPM.

La commission a tenu une séance d'information le 19 septembre aux locaux de l'OCPM, ainsi que cinq séances d'audition des opinions entre le 22 et le 25 octobre, au même endroit.

La séance d'information a été intégralement diffusée en vidéo sur ses réseaux sociaux et suivie par 560 personnes, en direct ou en différé, en plus des personnes présentes dans la salle.

La commission et son équipe
Hélène Laperrière, présidente de la commission
Nadja Raphaël, commissaire
Alain Duhamel, commissaire
Marc-André Lapointe, analyste
Pierre Goyer, analyste

L'équipe de l'OCPM
Eduardo Alvaro Toledo, préposé à l'accueil
Sheba Akpokli, préposée à l'accueil
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Lizon Levesque, adjointe administrative
Paul Marchand, préposé à l'accueil
Anik Pouliot, directrice des communications
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Les porte-parole de la Ville de Montréal
Marianne Cloutier, directrice, Service de l'habitation
Laurent Lussier, conseiller, Service de l'habitation

Les personnes-ressources

Pour le Service de l'habitation
Marthe Boucher, Chef de division, Division logement social et inclusion logement abordable
Martin Ferland, conseiller
Marie-Ève Lafortune, conseillère
Daniel Legault, chef d'équipe

Pour le Service de l'urbanisme et de la mobilité
Caroline Lépine, Chargée de projet, Division de la planification urbaine, Direction de l'urbanisme

Pour la Société d'habitation et de développement de Montréal
Marie-Claude Cantin, coordonnatrice – analyse immobilière

Participants à la séance d'information (par ordre d'inscription)

Maryse Chapdelaine	Éric Michaud	Claire Adamson
Carl Cloutier	Mireille Foisy	Xavier Santerre
Sandrine Belley	Martin Blanchard	Alain Arsenault
Kenny Harrouche	Céline Magontier	Éric Barbeau
Louise Constantin	François Bernier	Dany Tremblay
Jean Poulin	Mélanie Beauregard	Vincent Robert-Huot
Mabyane Ngot	Cédric Glorioso	

La liste des citoyens et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec ou sans présentation orale apparaît à l'annexe 2 sous les rubriques 7 et 8.

Annexe 2 – Le dossier de documentation

1. Procédure et objet du mandat

1.1. Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)
- 1.1.1. Sommaire décisionnel
- 1.1.2. Recommandation
- 1.1.3. Interventions – Service des affaires juridiques
  - 1.1.3.1. Règlement
- 1.1.4. Pièces jointes au dossier
  - 1.1.4.1. Modification proposée du Plan d'urbanisme
  - 1.1.4.2. Avis du comité Jacques-Viger – 15 mars 2019
- 1.1.5. Résolutions
  - 1.1.5.1. Résolution comité exécutif du 12 juin 2019 – CE19 1038
  - 1.1.5.2. Résolution conseil municipal du 18 juin 2019 – CM19 0785

1.2. Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial
- 1.2.1. Sommaire décisionnel
- 1.2.2. Recommandation
- 1.2.3. Intervention – Service des affaires juridiques
  - 1.2.3.1. Règlement
  - 1.2.3.2. Annexe A – Territoires d'application
  - 1.2.3.3. Annexe B – Secteurs de valeur pour le logement social
  - 1.2.3.4. Annexe C – Secteurs de valeurs aux fins de l'article 32
- 1.2.4. Pièces jointes au dossier
  - 1.2.4.1. Carte 1 – Territoires d'application du règlement
  - 1.2.4.2. Carte 2 – Contrepartie financière versée – cession d'immeuble
  - 1.2.4.3. Carte 3 – Contribution financière – volet social
  - 1.2.4.4. Pièce 4 – Prix et loyers
  - 1.2.4.5. Pièce 5 – Contribution financière – volet abordable
  - 1.2.4.6. Pièce 6 – Volet familial – exigences
- 1.2.5. Résolution
  - 1.2.5.1. Résolution comité exécutif du 12 juin 2019 – CE19 1037
  - 1.2.5.2. Résolution conseil municipal du 18 juin 2019 – CM19 0784

2. Démarche de consultation

2.1. Dépliant

2.2. Avis public

3. Documentation déposée par la Ville de Montréal

3.1. Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019
- 3.1.1. Règlement pour une métropole mixte – Résumé – 2019
- 3.1.2. Présentation du Service de l'habitation de la Ville de Montréal – Soirée d'information du 19 septembre 2019

3.2. Groupes de discussion – Rapport 2018

3.3. Atelier de travail avec les experts de l'immobilier – Aide-mémoire 2018
3.4. Impact d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation – Rapport CIRANO – 2019
3.5. Documents de référence cités dans le Document explicatif (3.1)
  3.5.1. La mixité sociale en habitation - Rapport de recherche réalisé pour le Service de l'habitation de la Ville de Montréal – 2002
  3.5.2. Étude auprès des acheteurs de copropriétés au Centre-Ville et dans Griffintown – 2014
  3.5.3. Étude sur l'application du concept de rapprochement travail-résidence au secteur Assomption – 2016
  3.5.4. The Effect of Local Government Policies on Housing Supply – Terner Center for Housing Innovation at UC Berkeley – 2016
  3.5.5. La qualité de vie dans les projets résidentiels denses – Balises concernant la cohabitation en contexte de mixité – 2017
  3.5.6. Examen de l'escalade des prix des logements dans les grands centres métropolitains du Canada – SCHL – 2018
  3.5.7. Guide d'application du Règlement concernant la redevance de transport à l'égard du Réseau express métropolitain – ARTM – 2018
  3.5.8. Rapport sur le marché locatif dans la RMR de Montréal – SCHL – 2018
  3.5.9. Strengthening Inclusionary Housing Feasibility Studies – Grounded Solutions Network et al. – 2018
  3.5.10. Baromètre du marché résidentiel dans la Région métropolitaine de Montréal – FCIQ – 1er trimestre 2019
  3.5.11. Projections financières en matière de développement résidentiel locatif au centre-ville – PBA Immobilier – 2019
3.6. Outil de calcul dynamique – Méthodologie – octobre 2018
3.7. Coûts de réalisation détaillés de projets résidentiels sur le territoire de la Ville de Montréal – février 2019
3.8. Panels d'experts
  3.8.1. Panel 1 – Analyse des impacts d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation – Acquisition de « Services professionnels » - décembre 2017
  3.8.2. Panel 1 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Méthodologie préliminaire – octobre 2018
  3.8.3. Panel 1 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Rapport – octobre 2018
  3.8.4. Panel 2 – Méthode d'analyse
  3.8.5. Panel 2 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Méthodologie – novembre 2018
  3.8.6. Panel 2 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Rapport – décembre 2018
  3.8.7. Panel 2 – Suivi de la méthode d'analyse
  3.8.8. Panel 2 – Analyse d'impact sur le marché de l'habitation – Mise à jour sur la méthodologie et les intrants – février 2019
  3.8.9. Panel 3 – Méthode d'analyse
  3.8.10. Panel 3 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Mise à jour sur la méthodologie et les intrants – février 2019

3.8.11. Panel 3 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Méthodologie – février 2019

3.9. Règlement pour une métropole mixte – Revue des expériences internationales – 2017-2018

3.10. Définition du logement abordable dans différents programmes – Novembre 2019

3.11. Mémoires déposés à l'OCPM – Rectificatifs – Novembre 2019

4. Documents et liens utiles

4.1. Évolution de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.1.1. 2005 – Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.1.2. 2007 – Stratégie d'inclusion de logements abordables – Avancement de la mise en œuvre

4.1.3. 2015 – Modifications apportées à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.1.4. 2019 – Bilan des retombées 2005-2018 – Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.1.5. Agglomération de Montréal - Conseil d'agglomération - Bilan du Fonds de contribution pour l'année 2018 (p. 123-130)

4.2. Stratégies d'inclusion locales

4.2.1. Verdun – 2015 – Plan d'action local pour améliorer l'offre et l'accès à des logements abordables

4.2.2. Sud-Ouest – 2016 – Plan d'action en matière d'inclusion de logements abordables dans les projets résidentiels du Sud-Ouest

4.2.3. Plateau-Mont-Royal – 2017 – Politique locale d'inclusion de logements abordables dans les projets résidentiels

4.2.4. Ahuntsic-Cartierville – 2018 – Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.2.5. Lachine – 2018 – Politique locale d'inclusion de logements sociaux et abordables

4.2.6. Mercier-Hochelaga-Maisonneuve – 2018 – Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.2.7. Rosemont-La Petite-Patrie – 2018 – Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte contre l'insalubrité

4.2.8. Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension – 2018 – Politique locale d'inclusion sociale

4.2.9. Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce – 2019 – Politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial

4.3. Politiques d'habitation

4.3.1. Ville de Laval – Politique de l'habitation – Juin 2017

4.3.2. Ville de Longueuil - Politique d'habitation et du logement social - Juin 2017

4.3.3. Agglomération de Longueuil - Politique-cadre du logement social – Juin 2017

4.3.4. Saint-Bruno-de-Montarville - Politique de l'habitation - 2018

4.4. Vérificateur général – Rapport 2018 – Gestion de l'inclusion de logements abordables – Mars 2019
4.5. Ville de Montréal – Accessibilité universelle – Plan d'action 2015-2018
4.6. Ville de Montréal – Plan d'action municipale pour les personnes aînées 2018-2020
4.7. Communauté métropolitaine de Montréal – Vision 2025 – 2003
4.8. Communauté métropolitaine de Montréal – Orientations en matière de logement social et abordable – 2005
4.9. Communauté métropolitaine de Montréal – Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable - 2015-2020

5. Travaux de la commission

5.1. Compte-rendu de la rencontre préparatoire avec la Ville - 5 septembre 2019
5.2. Demandes de la Commission – 11 octobre 2019
5.2.1. Réponses de la Ville de Montréal – 21 octobre 2019

6. Transcriptions

6.1. Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019
6.1.1. Webdiffusion
6.2. Transcription de la séance d'audition des opinions du 22 octobre 2019
6.3. Transcription de la séance d'audition des opinions du 23 octobre 2019 en pm
6.4. Transcription de la séance d'audition des opinions du 24 octobre 2019 en pm
6.5. Transcription de la séance d'audition des opinions du 24 octobre 2019 en soirée
6.6. Transcription de la séance d'audition des opinions du 25 octobre 2019

7. Opinions

7.1. Mario Polèse
7.1.1. Présentation
7.1.2. Transcription
7.2. Institut de développement urbain du Québec (IDU)
7.2.1. Transcription
7.2.2. Document déposé
7.3. P.O.P.I.R. Comité logement
7.3.1. Transcription
7.4. Rayside Labossière
7.4.1. Présentation
7.4.2. Transcription
7.5. Ex aequo
7.5.1. Présentation
7.5.2. Transcription
7.6. Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)
7.6.1. Présentation
7.6.2. Transcription

7.7. Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM)
  7.7.1. Document déposé
  7.7.2. Transcription
7.8. Inter-Loge
  7.8.1. Transcription
  7.8.2. Document déposé
7.9. Prével
  7.9.1. Transcription
7.10. Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE)
  7.10.1.
  7.10.2. Transcription
7.11. Communauté Saint-Urbain
  7.11.1. Transcription
7.12. Conseil jeunesse de Montréal
  7.12.1. Présentation
  7.12.2. Document déposé 1
  7.12.3. Document déposé 2
  7.12.4. Transcription
7.13. Brique par brique
  7.13.1. Transcription
7.14. Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)
  7.14.1. Transcription
7.15. Comité de logement Rosemont
  7.15.1. Transcription
7.16. Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun
  7.16.1. Transcription
7.17. Dany Tremblay
  7.17.1. Transcription
7.18. Groupe MACH
  7.18.1. Présentation
  7.18.2. Transcription
7.19. Table de concertation du quartier des Grands Jardins
  7.19.1. Transcription
7.20. Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
  7.20.1. Transcription
7.21. Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM)
  7.21.1. Transcription
7.22. Habiter Ville-Marie
  7.22.1. Transcription
7.23. Bâtir son quartier
  7.23.1. Transcription

7.24. Comité logement de la Petite Patrie
7.24.1. Présentation
7.24.2. Transcription
7.25. Conseil Jeunesse de Ville-Marie
7.25.1. Transcription
7.26. Comité logement Ahuntsic Cartierville
7.26.1. Présentation
7.26.2. Transcription
7.27. Vivre Saint-Michel en santé
7.27.1. Présentation
7.27.2. Transcription
7.28. Direction régionale de santé publique de Montréal
7.28.1. Présentation
7.28.2. Transcription
7.29. La Corporation Cadillac Fairview Limitée
7.29.1. Présentation
7.29.2. Transcription
7.29.3. Document déposé 1
7.29.4. Document déposé 2
7.29.5. Document déposé 3
7.29.6. Document déposé 4
7.29.7. Document déposé 5
7.30. Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges
7.30.1. Document déposé
7.30.2. Transcription
7.31. Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
7.31.1. Présentation
7.31.2. Transcription
7.31.3. Document déposé
7.32. Chambre de commerce du Montréal métropolitain
7.32.1. Transcription
7.33. Table de quartier Peter-McGill
7.33.1. Présentation
7.33.2. Transcription
7.34. Groupe CDH
7.34.1. Transcription
7.34.2. Document déposé
7.35. Association des locataires de Villeray
7.35.1. Transcription
7.36. Vivacité Société immobilière solidaire
7.36.1. Présentation
7.36.2. Transcription

7.37. Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH)
  7.37.1. Présentation
  7.37.2. Transcription
7.38. Coalition montréalaise des Tables de quartier
7.39. Comité logement Ville-Marie
  7.39.1. Transcription
7.40. Guillaume Le Nigen
  7.40.1. Présentation
  7.40.2. Transcription
7.41. Julien Deschênes
7.42. Au cœur de l'enfance
7.43. Anne-Sophie Jean-Charles et Maxime-Olivier Eyoum-Jong
7.44. Multi-Femmes inc.
7.45. Corporation Mainbourg
7.46. Michèle Perrozzino
7.47. Gilbert St-Arnaud
7.48. Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec
7.49. Comité logement Saint-Laurent
7.50. Rachel Shugart
7.51. Jillur Rob et Seema Laskar
7.52. Marguerite Wotto
7.53. Comité logement du Plateau Mont-Royal
7.54. Comité logement de Montréal-Nord
7.55. Regroupement des organismes du Montréal-ethnique pour le logement
7.56. LogisAction Notre-Dame-de-Grâce
7.57. Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM)
7.58. Louis Bériau
7.59. Brin d'Elles
7.60. Richard Lessard
7.61. Richard Shearmur
7.62. Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu
7.63. Le sac à dos
7.64. CDC Action Solidarité Grand Plateau
7.65. Le Groupe de Sociétés Westcliff
7.66. OSBL Habitation Montréal (OHM)
7.67. Maison St-Dominique
7.68. Centre des femmes de Verdun
7.69. Gustave Arroyo
7.70. Maison l'Éclaircie de Montréal
7.71. Convergence itinérance Montréal – Mission Old Brewery, Mission Bon Accueil, Maison du Père et Accueil Bonneau
7.72. Gestion Canderel Inc.
7.73. Sasha Dyck
7.74. Chambreclerc
7.75. Association Logement Amitié Inc.

7.76. ACEF de l'Est de Montréal
7.77. Action dignité de Saint-Léonard
7.78. Les Toits de Mercier
7.79. Table 0-5 ans des Faubourgs
7.80. Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul
7.81. TOMS- Table des Organismes communautaires Montréalais de lutte contre le sida
7.82. Espace La Traversée
7.83. Sophie Girondin
7.84. Comité promoteur du logement social (CPLS) de Saint-Léonard
7.85. Un Toit En Ville
7.86. Table des Groupes de Femmes de Montréal
7.87. La Petite Maison de la Miséricorde
7.88. Coalition de la Petite-Bourgogne / Quartier en santé
7.89. Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
7.90. Fondation Habitation Marcel-Roy
7.91. Habitations communautaires vie urbaine
7.92. Gestion Habitat +
7.93. Atelier habitation Montréal
7.94. Christa Smith-Kingston
7.95. Rêvanous
7.96. Concertation en développement social de Verdun
7.97. Habitations Nouvelles Avenues
7.98. Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
7.99. La Marie Debout, centre de femmes
7.100. Notre-Dame-de-Grace Community Council
7.101. Centre des Aînés de L'Asie du Sud-Est
7.102. Comité BAILS
7.103. À nous les quartiers
7.104. François Bruneau, Isabelle Charrier et Giacomo Valzania
7.105. Association de la construction du Québec
7.106. Mères avec pouvoir
7.107. L'Ancre des Jeunes
7.108. France Franc
7.109. Ensemble Montréal, l'Opposition officielle à l'hôtel de ville de Montréal
7.110. DevMcGill
7.111. Corporation de développement communautaire Centre-Sud
7.112. Comité des Organismes Sociaux de Saint-Laurent (COSSL)
7.113. Gascon & Associés s.e.n.c.r.l.
7.114. Real Property Association of Canada/Association des Biens Immobiliers du Canada
7.115. Infologis de l'Est de l'Île de Montréal
7.116. Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne
7.117. Proment
7.118. La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve
7.119. Les Habitations du Réseau de l'Académie

7.120. District Atwater inc et Maître Carré
7.121. La Maison Marguerite de Montréal
7.122. Sous le toit de PAL
7.123. Projet PAL
7.124. Habitations populaires de Parc Extension
7.125. Rachel Julien
7.126. Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM)
7.127. Association des groupes de ressources techniques du Québec
7.128. Réseau habitation femmes / la chrysalide
7.129. Le Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie
7.130. Comité logement Lachine-LaSalle
7.131. Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)
7.132. Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire
    7.132.1. Transcription
7.133. Jody Negley
    7.133.1. Transcription
7.134. Broccolini
7.135. Groupe Sélection
7.136. Nathalie Germain
7.137. Vivre en Ville
    7.137.1. Transcription
7.138. Pop Maya Labs MTL
7.139. Dispensaire diététique de Montréal
7.140. Dominique Marsan
    7.140.1. Transcription
7.141. RAPSIM
    7.141.1. Transcription
7.142. Devimco Immobilier
7.143. Conseil des Montréalaises
7.144. Simon Tremblay-Pepin
7.145. Olga Castrillon
7.146. Groupe d'intervention Sainte-Marie (GISM)
7.147. Nathalie Turenne
7.148. Imagine Lachine-Est

8. Opinions présentées en ligne

8.1. Logement
8.2. Mixité
8.3. Exigences et coûts
8.4. Économie
8.5. Territoire
8.6. English
8.7. Autres opinions





Annexe 3 – Projet de règlement 04-047-204

Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) AFIN DE DÉFINIR LES ORIENTATIONS AUX FINS DE L'ADOPTION D'UN RÈGLEMENT VISANT À AMÉLIORER L'OFFRE EN MATIÈRE DE LOGEMENT SOCIAL, ABORDABLE ET FAMILIAL.

Vu les articles 109 et 145.30.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du…..... 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'introduction de l'orientation 2.1 du chapitre 2 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée :

1° par le remplacement, dans l'énoncé de l'objectif 2, des mots « la construction de 60 000 à 75 000 logements entre 2004 et 2014 » par les mots « un développement résidentiel soutenu et diversifié »;

2° dans l'encadré intitulé « Habiter Montréal : la stratégie municipale en matière d'habitation » :

a) au troisième alinéa intitulé « 1. Assurer une offre résidentielle équilibrée » :

i) par la suppression du mot « nombreuses »;

ii) par le remplacement des mots « diversité sociale dans les grands projets » par les mots « offre résidentielle équilibrée »;

b) au cinquième alinéa intitulé « 3. Promouvoir le développement résidentiel », par le remplacement des mots « Afin de concrétiser l'objectif de construire de 60 000 à 75 0000 logements entre 2004 et 2014, la » par le mot « La ».

2. L'objectif 2 de l'orientation 2.1 du chapitre 2 de la partie I de ce plan d'urbanisme est modifié :

1° dans l'énoncé de l'objectif 2, par le remplacement des mots « la construction de 60 000 à 75 000 logements entre 2004 et 2014 » par les mots « un développement résidentiel soutenu et diversifié »;

2° au deuxième alinéa, par l'ajout, après les mots « entre 1991 et 2001. », des mots « La Ville consacrera des efforts importants au cours des prochaines années afin de voir augmenter la part de ménages de la région métropolitaine qui s'installeront à Montréal. »;

3° par la suppression du troisième alinéa;

4° au sixième alinéa, par le remplacement des mots « La Ville entend soutenir la construction d'une diversité de logements en s'appuyant notamment sur les programmes d'aide financière pour la construction. » par les mots « Soucieuse de développer et de préserver la diversité sociale, économique et démographique dans les quartiers montréalais, la Ville se donne également l'objectif de soutenir un développement résidentiel capable de répondre à une variété de besoins. Pour cela, elle s'appuiera notamment sur les programmes d'aide financière pour la construction et aussi sur l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial. »;

5° par le remplacement du texte de l'encadré intitulé « Programme d'aide financière pour la construction de logements » par le suivant :

« **LE DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL DEPUIS 2004**

La Ville s'était donné, lors de l'adoption du Plan d'urbanisme en 2004, l'objectif de favoriser la construction de 60 000 à 75 000 logements pour la période 2004-2014; cet objectif a été largement dépassé.

Le développement résidentiel montréalais a fortement évolué depuis. Les immeubles multirésidentiels sont de plus en plus prédominants, les nouveaux logements plus petits et les projets fortement regroupés dans les zones centrales. Cette tendance s'est récemment accentuée avec l'accélération remarquable de la construction au centre-ville. Signe de l'attrait croissant pour les quartiers propices à la marche et bien desservis par le transport en commun, cette dynamique de construction est également en phase avec l'objectif de consolidation du territoire exprimé dans le Plan.

Dans ce contexte, le défi consiste à soutenir la vigueur du développement tout en assurant une offre résidentielle diversifiée répondant notamment aux besoins des familles et des ménages à revenus faibles ou modestes.

En 2005, la Ville de Montréal a adopté la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels. Cette stratégie vise à stimuler un développement résidentiel mixte et à soutenir la production de logements abordables, tant privés que sociaux et communautaires. Reposant sur des mécanismes incitatifs, cette stratégie s'applique lorsqu'un projet requiert une modification réglementaire majeure.

La Stratégie a généré au cours des années la construction de plusieurs milliers de logements sociaux et abordables. L'introduction, en 2017, de nouveaux pouvoirs en urbanisme permet de systématiser et d'élargir les pratiques qu'elle a introduites (voir action 2.3). ».

6° par le remplacement du texte de l'encadré intitulé « Le logement abordable » par le suivant :

« **LE LOGEMENT SOCIAL, ABORDABLE ET FAMILIAL**

Les interventions de la Ville de Montréal en habitation visent l'ensemble des ménages, en se concentrant sur ceux dont les besoins sont moins bien desservis par le marché privé. Le logement social et communautaire est destiné à des clientèles à revenus faibles et modestes et répond aux critères des programmes gouvernementaux en la matière.
Un logement est généralement considéré comme abordable lorsqu'il permet à un ménage à revenu faible ou modeste de se loger adéquatement sans y consacrer une part excessive de son revenu. Par ailleurs, aux fins de l'action 2.3, on entend par logement abordable celui dont le prix ou le loyer est comparativement plus abordable que dans le reste du marché ou qui est comparable aux prix les plus bas du marché.

Un logement familial peut être un logement social, abordable ou au prix du marché, dans la mesure où il comporte au moins trois chambres et une superficie suffisante pour une famille. ».

7° par le remplacement, au septième alinéa :
   a) des mots « Par ailleurs, la Ville se fixe comme cible qu'une proportion d'environ 30 % des nouvelles constructions résidentielles à Montréal soit des logements à coût abordable pour les ménages à revenu faible ou modeste. » par les mots « Par ailleurs, la Ville prévoit développer des outils qui favorisent l'émergence d'une offre diversifiée et équilibrée de logements. »;
   b) des mots « logements abordables par les mots « logements sociaux, abordables ou familiaux »;

8° par le remplacement, au huitième alinéa, des mots « Pour atteindre son objectif de construction de 60 000 à 75 000 logements et de production de logements abordables » par les mots « Pour atteindre son objectif de favoriser un développement résidentiel soutenu et diversifié ».

3. L'action 2.1 de l'orientation 2.1 du chapitre 2 de la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout, dans le deuxième moyen de mise en œuvre, des mots « et d'exigences réglementaires en vue d'améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial » après les mots « Soutenir, notamment à l'aide de programmes ».

4. L'orientation 2.1 du chapitre 2 de la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout, après l'action 2.2, de l'énoncé d'action et des alinéas suivants :

« **action 2.3**
Assurer une offre de logements diversifiée et équilibrée qui répond aux besoins des ménages montréalais

Montréal se distingue, en matière d'habitation, par son caractère mixte et abordable. La plupart de ses quartiers comportent une offre résidentielle qui permet de répondre à une variété de besoins et de créer des milieux de vie inclusifs. Avec une offre d'habitation diversifiée, Montréal est également bien équipée pour prévenir l'itinérance, lutter contre la

pauvreté et l'exclusion et attirer une diversité de travailleurs, d'étudiants et de créateurs qui en alimentent le dynamisme. Ces atouts, Montréal doit les préserver.

Plusieurs phénomènes sont cependant préoccupants. Encore aujourd'hui, 85 000 ménages locataires à Montréal consacrent plus de la moitié de leurs revenus à se loger, alors que l'augmentation des loyers érode progressivement le parc locatif abordable. Les ménages à revenu moyen peinent de plus en plus à accéder à la propriété. La construction de logements répondant aux besoins des familles est très limitée, particulièrement dans les secteurs centraux.
Pour rester mixte et abordable, Montréal a besoin d'un développement résidentiel vigoureux à même d'accueillir la population grandissante de la Ville. Montréal a également besoin d'un développement résidentiel équilibré et adapté aux besoins de sa population, tant en termes de prix qu'en matière de typologies, afin de maintenir et créer des quartiers mixtes.

La Ville de Montréal se dote donc d'outils structurants permettant de moduler le développement résidentiel; ces outils prennent la forme de programmes de subvention et d'investissements.

De plus, la Ville de Montréal compte adopter un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial. Issu de nouveaux pouvoirs conférés aux municipalités du Québec en 2017, cet outil permettra d'assujettir la délivrance de permis pour la construction d'unités résidentielles à la conclusion d'une entente visant à améliorer l'offre en matière de logement abordable, social et familial, conformément à l'intention précédemment énoncée d'assurer un développement résidentiel équilibré et adapté aux besoins de sa population. Ce règlement visera à ce que les projets résidentiels comprennent une proportion de logements sociaux, abordables et familiaux.

Cette volonté de la Ville d'assurer une offre de logement diversifiée et équilibrée se réalisera en favorisant aussi une architecture de qualité, en harmonie avec le caractère de chaque lieu et respectueuse de l'environnement (voir objectif 12).

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE

- Adopter un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.
- Conjuguer les efforts de la Ville en vue de la construction d'une gamme variée de logements sur l'ensemble du territoire montréalais, notamment par la mise en œuvre et la révision des politiques et programmes en la matière.
- Assurer un suivi des mesures et de leurs retombées. »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le XXXXXX.

GDD : 1190491001

Annexe 4 – Projet de règlement P-19-041

Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

Les annexes A – Territoires d'application, B – Secteurs de valeur pour le logement abordable et C – Secteurs de valeur aux fins de l'article 32, sont disponibles au point 1.2.3 du dossier de documentation, accessible à l'adresse suivante :
https://ocpm.qc.ca/fr/metropole-mixte/documentation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX

RÈGLEMENT VISANT À AMÉLIORER L'OFFRE EN MATIÈRE DE LOGEMENT SOCIAL, ABORDABLE ET FAMILIAL

Vu les articles 145.30.1 à 145.30.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète ce qui suit :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Aux fins de l'application du présent règlement, les mots et les expressions ci-après mentionnés ont la signification suivante :

« chambre à coucher » : un espace fermé doté d'une fenêtre constituant une pièce d'un logement et ne devant pas faire partie d'une pièce combinée au sens du Code de construction du Québec (RLRQ, B-1.1, r. 2), sauf s'il s'agit d'une autre chambre, auquel cas cette pièce combinée sera considérée comme constituant une seule et même chambre à coucher;

« directeur » : le directeur du Service de l'habitation de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé;

« emplacement » : un ensemble formé d'un ou de plusieurs lots qui répond à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1° a fait l'objet d'une même résolution d'un conseil d'arrondissement visant à autoriser un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ou d'un même règlement visant à autoriser un projet en vertu du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

2° est composé de lots qui sont contigus ou qui le seraient s'ils n'étaient pas séparés par une voie de circulation et qui appartiennent, en tout ou en partie, à un même propriétaire ou à une personne liée à ce propriétaire ou sont acquis par ces personnes à l'intérieur d'une période de 2 ans à partir de la conclusion de l'entente;

« immeuble » : un terrain formé d'un ou de plusieurs lots;

« logement » : pièce ou suite de pièces servant ou destinée à servir de domicile à une ou plusieurs personnes et comportant des appareils sanitaires et des espaces où l'on peut préparer et consommer des repas et dormir;

« logement abordable » : logement dont le prix ou le loyer est conforme à l'article 22 du présent règlement;

« logement d'une chambre » : logement comprenant deux ou trois pièces, dont au moins une chambre à coucher;

« logement de deux chambres » : logement comprenant quatre pièces, dont au moins deux chambres à coucher;

« logement de trois chambres et plus » : logement comprenant au moins cinq pièces, dont au moins trois chambres à coucher;

« logement familial » : logement de trois chambres et plus, d'une superficie minimale de 96 m² pour un logement situé dans les territoires délimités comme périphérie et extrémité à l'annexe A, et de 86 m², dans les territoires délimités à cette annexe comme centre-ville et quartiers centraux, ces mesures étant prises à partir de la face externe des murs extérieurs;

« logement familial abordable » : logement familial dont le prix est conforme à l'article 22 du présent règlement;

« logement social » : logement admissible ou bénéficiant d'une subvention en vertu d'un programme municipal de subvention à la réalisation de logement social, coopératif et communautaire;

« phase » : toute étape de réalisation d'un projet résidentiel nécessitant un permis de construction distinct au cours de laquelle seule une partie des logements prévus sur l'emplacement du projet résidentiel sont réalisés;

« personne liée » : aux fins de la définition du mot emplacement, est une personne liée à un propriétaire :

1° lorsque celui-ci est une personne morale, tout administrateur, dirigeant, ou actionnaire détenant directement ou indirectement des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de cette personne morale ou toute personne morale ayant en commun au moins un dirigeant, administrateur ou actionnaire détenant directement ou indirectement des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de cette personne morale;

2° lorsque celui-ci est une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés, et, le cas échéant, un de ses autres dirigeants et, lorsque l'associé ou le dirigeant est une personne morale, les personnes décrites au paragraphe 1°;

3° lorsque celui-ci est un promoteur au sens de l'article 1093 du Code civil du Québec, le syndicat de copropriété constitué par la publication de la déclaration de copropriété;

« projet résidentiel » : tout projet assujetti à un permis de construction pour la construction de logements ou pour la transformation d'un bâtiment ayant pour effet l'ajout de logements sur un même emplacement;

« résidence pour personnes âgées » : bâtiment d'habitation collective où sont offerts, contre le paiement d'un loyer, des chambres à coucher ou des logements destinés à des personnes âgées et des services principalement reliés à la sécurité, à l'aide à la vie domestique ou à la vie sociale;

« résidence pour étudiants » : bâtiment d'habitation collective où sont offerts, contre le paiement d'un loyer, des chambres à coucher ou des logements destinés à des étudiants et des services principalement reliés à la vie académique ou à la vie sociale;

« studio » : logement comprenant une pièce;

« superficie résidentielle » : somme de la superficie de plancher mesurée à partir de la face externe des murs extérieurs de chacun des planchers du projet résidentiel, incluant toutes les aires communes, mezzanines, escaliers, ascenseurs et lobby. Sont exclues du calcul de la superficie résidentielle, la superficie des espaces commerciaux et la superficie des planchers en sous-sol, à l'exception des logements ou parties de logements;

Aux fins de la présente définition, dans le cas d'un bâtiment jumelé ou contigu, la ligne de propriété fait office de mur extérieur;

« volet privé » : partie d'un projet résidentiel qui est composée des logements autres que les logements sociaux.

SECTION II
APPLICATION

2. Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tout projet résidentiel à l'exception d'un projet :

1° visant la réalisation d'une résidence pour étudiants qui appartient à une université, un CÉGEP, à un organisme à but non lucratif ou une coopérative;

2° visant exclusivement la réalisation de logements sociaux tel que défini au présent règlement;

3° visant la réalisation de logements locatifs abordables par un organisme à but non lucratif ou une coopérative et recevant une aide financière aux fins de la construction de logements locatifs abordables par un gouvernement, la Ville ou un de leur mandataire;

4° dont plus de 80% des unités bénéficient d'un programme d'un gouvernement, de la Ville, d'un de leur mandataire ou de la Société d'habitation et de développement de Montréal permettant de réduire à moins de 5% du prix de vente l'apport de l'acheteur à la mise de fonds;

5° réalisé sur un immeuble faisant l'objet d'une entente conclue avec la Ville dans le cadre de la vente d'un immeuble municipal et comprenant des dispositions sur l'offre de logement social, abordable ou familial.

3. Outre les exceptions prévues à l'article 2, ne s'appliquent pas aux résidences pour étudiants et aux résidences pour personnes âgées :

1° les pourcentages minimaux relatifs au logement familial abordable de la section IV;

2° les dispositions de la section V.

4. Nul ne peut obtenir un permis de construction pour la réalisation d'un projet résidentiel visé au présent règlement sans qu'une entente entre le propriétaire de l'emplacement et la Ville n'ait été conclue en vue d'améliorer l'offre de logement social, abordable et familial et que les garanties prévues à une telle entente n'aient été obtenues par la Ville.

5. Lorsqu'un projet résidentiel est réalisé en plusieurs phases nécessitant un permis de construction, l'entente prévue à l'article 4 doit être conclue pour l'ensemble des phases du projet résidentiel préalablement à l'émission du premier permis de construction pour ce projet résidentiel.

Les exigences du présent règlement sont alors calculées en considérant le nombre de logements et la superficie résidentielle de l'ensemble des phases du projet résidentiel.

6. Nul ne peut obtenir un permis de construction pour la réalisation d'un projet résidentiel visé au présent règlement ayant fait l'objet d'une entente, mais dont la superficie résidentielle, le nombre de logements ou l'emplacement est modifié d'une manière qui n'a pas été prévue dans cette dernière.

Dans ce cas, l'entente doit être modifiée de façon à tenir compte, sous réserve du troisième alinéa, des engagements requis en vertu du présent règlement en fonction des changements apportés au projet résidentiel ou à l'emplacement.

Malgré le deuxième alinéa, aucune contribution financière déjà versée ne peut être remboursée et aucun immeuble déjà cédé ne peut être rétrocédé au propriétaire advenant une modification de l'entente et aucun crédit ne peut être appliqué sur les exigences requises dans le cadre d'un autre projet résidentiel.

7. La conclusion et la signature de toute entente en vertu du présent règlement relève du directeur, sous réserve d'une entente en vertu de laquelle la Ville s'engage à acquérir un immeuble moyennant la contrepartie prévue à l'article 15, auquel cas l'entente doit être approuvée par l'instance compétente avant d'être signée.

Toute entente conclue en vertu du présent règlement doit être signée par chaque propriétaire de l'emplacement.

8. Les montants prévus aux articles 15, 16, 19 et 22 sont indexés de 2% annuellement, au premier janvier de chaque année suivant celle de l'entrée en vigueur du règlement.

Malgré le premier alinéa, une fois ces montants convenus dans une entente, ceux-ci ne sont pas indexés, à l'exception des montants prévus à l'article 22 qui doivent être indexés jusqu'au moment de la vente ou de la signature du bail de chaque logement abordable construit.

SECTION III

EXIGENCES EN VUE D'AMÉLIORER L'OFFRE EN MATIÈRE DE LOGEMENT SOCIAL

9. En plus de toute exigence prévue aux sections IV et V, pour tout projet résidentiel dont la superficie résidentielle est de 450 m² et plus, l'entente doit prévoir l'un ou l'autre des engagements suivants :

1° la cession d'un immeuble en faveur de la Ville;

2° une contribution financière d'un montant calculé conformément à l'article 16;

3° une combinaison des exigences des paragraphes 1° et 2° conformément à l'article 18.

SOUS-SECTION 1
CESSION D'UN IMMEUBLE EN FAVEUR DE LA VILLE

10. Aux fins du paragraphe 1° de l'article 9, les immeubles suivants peuvent être cédés en faveur de la Ville s'ils sont conformes aux caractéristiques prévues à la présente soussection :

1° un immeuble vacant;

2° un immeuble sur lequel se trouvent des logements sociaux.

11. L'immeuble visé aux paragraphes 1° et 2° de l'article 10 doit être situé à une distance de moins de 2 km du projet résidentiel, calculée à partir d'une des limites de l'emplacement.

Malgré le premier alinéa, si le projet résidentiel est situé en tout ou en partie à l'intérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, l'immeuble doit être situé à l'intérieur de ce territoire.

12. L'immeuble pouvant être cédé en vertu du paragraphe 1° de l'article 10 doit permettre la réalisation d'une construction d'une superficie résidentielle estimée correspondant minimalement :

1° lorsque le projet résidentiel et l'immeuble cédé sont situés en tout ou en partie à l'intérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, à 20% de la superficie résidentielle du volet privé;

2° lorsque le projet résidentiel et l'immeuble cédé sont entièrement situés à l'extérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A:

a) à 20% de la superficie résidentielle du volet privé, si le lot cédé fait partie de l'emplacement du projet résidentiel;

b) à 22% de la superficie résidentielle du volet privé, si le lot cédé ne fait pas partie de l'emplacement du projet résidentiel;

Malgré le premier alinéa, un immeuble ne peut être cédé en vertu de l'entente à moins de permettre la réalisation d'une construction d'une superficie résidentielle estimée minimale de :

1° 2700 m², si cette superficie est établie sur la base d'un bâtiment de 3 étages hors-sol et moins;

2° 4500 m², si cette superficie est établie sur la base d'un bâtiment de 4 étages hors-sol et plus.

Aux fins du premier alinéa, l'entente doit établir la superficie résidentielle estimée de l'immeuble visé aux paragraphes 1° et 2° de l'article 10 sur la base des règles d'urbanisme applicables à cet immeuble au moment de la conclusion de l'entente, en tenant compte notamment de la présence de toute contrainte légale telle une servitude et de toute contrainte physique pouvant affecter l'implantation, la construction ou l'exploitation d'un bâtiment.

13. L'immeuble visé au paragraphe 1° de l'article 10 doit :

1° être exempt de tout bâtiment;

2° être exempt de tout équipement, de toute fondation ou de toute autre structure hors-sol ou souterraine;

3° respecter les normes environnementales en vigueur pour un usage résidentiel;

4° être remblayé avec des sols nivelés et compactés.

14. L'immeuble pouvant être cédé en vertu du paragraphe 2° de l'article 10 doit comporter des logements sociaux dont la superficie résidentielle correspond minimalement :

1° lorsque le projet résidentiel et l'immeuble cédé sont situés en tout ou en partie à l'intérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, à 20% de la superficie résidentielle du volet privé;

2° lorsque le projet résidentiel et l'immeuble cédé sont entièrement situés à l'extérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A :

a) à 20% de la superficie résidentielle du volet privé, si le lot cédé fait partie de l'emplacement du projet résidentiel;

b) à 22% de la superficie résidentielle du volet privé, si le lot cédé ne fait pas partie de l'emplacement du projet résidentiel.

Malgré les paragraphes 1° et 2° du premier alinéa, l'immeuble cédé en vertu de l'entente doit comporter des logements sociaux dont la superficie résidentielle minimale est de 2700 m², s'ils sont compris dans un bâtiment de 3 étages et moins et de 4500 m² s'ils sont compris dans un bâtiment de 4 étages et plus.

15. Lorsque l'entente prévoit la cession d'un immeuble visé aux paragraphes 1° ou 2° de l'article 10, elle doit prévoir le versement, au moment de la cession, d'une contrepartie financière correspondant au montant établi dans le tableau ci-dessous par m² de superficie résidentielle estimée de cet immeuble, selon les secteurs de valeur définis à l'annexe B où il se situe :

Montant par m^2 par de la contrepartie financière par secteur de valeur défini à l'annexe B :				
Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5
552 $	463 $	383 $	287 $	213 $

Aux fins de la présente sous-section, si l'immeuble cédé fait partie de plus d'un secteur de valeur défini à l'annexe B, la compensation est calculée selon le secteur de valeur dont le montant est le plus élevé.

SOUS-SECTION 2
CALCUL DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

16. Aux fins du paragraphe 2° de l'article 9, lorsque l'entente prévoit une contribution financière, celle-ci doit être calculée en multipliant la superficie résidentielle du volet privé par les montants indiqués dans le tableau ci-dessous pour chaque palier de superficie résidentielle, selon les secteurs de valeur définis à l'annexe B où est situé le projet résidentiel :

Paliers de superficie résidentielle	Montant par secteur de valeur pour le calcul de la contribution financière				
	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5
450 à 1800 m²	59 $	49 $	41 $	31 $	23 $
1801 à 9 000 m²	74 $	62 $	51 $	38 $	28 $
9 001 à 12 500 m²	88 $	74 $	61 $	46 $	34 $
12 501 à 22 500 m²	103 $	87 $	76 $	54 $	40 $
22 501 m² et plus	118 $	99 $	82 $	61 $	46 $

17. Aux fins de la présente sous-section, si le projet résidentiel est réalisé sur un emplacement faisant partie de plus d'un secteur de valeur, la contribution financière est calculée selon le secteur de valeur dont le montant est le plus élevé.

18. Malgré les articles 12 et 14, l'entente peut prévoir la cession d'un immeuble visé à l'article 10 dont la superficie résidentielle n'atteint pas les pourcentages minimaux prévus au premier alinéa de l'article 12 et au premier alinéa de l'article 14, dans la mesure où une contribution financière complémentaire est versée.

La contribution financière complémentaire est alors calculée de la manière prévue à la présente sous-section, sur la base de l'écart entre la superficie résidentielle exigée et la superficie résidentielle pouvant être construite sur l'immeuble cédé et selon les paliers qui auraient été applicables si la portion des engagements réalisés par la cession d'un immeuble l'avait été par une contribution financière.

SECTION IV

EXIGENCES RELATIVES AU LOGEMENT ABORDABLE

19. En plus de toute exigence prévue aux sections III et V, pour tout projet résidentiel dont le volet privé comprend au moins 50 logements, l'entente doit prévoir un engagement du propriétaire à respecter l'une ou l'autre des exigences suivantes :

1° si le projet résidentiel est situé à l'intérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, l'une ou l'autre des exigences suivantes, calculée sur le nombre total de logements dans le volet privé :

a) la construction d'au moins 15% de logements abordables, dont un minimum de 5% doit être des logements familiaux abordables;

b) la construction d'au moins 10% de logements abordables qui bénéficient d'un programme d'un gouvernement, de la Ville, d'un de leur mandataire ou de la Société d'habitation et de développement de Montréal, permettant de réduire à moins de 5% du prix de vente l'apport de l'acheteur à la mise de fonds, dont un minimum de 5% doit être des logements familiaux abordables.

c) une contribution financière calculée selon la formule et les montants suivants :

(Nombre de logements familiaux abordables exigés en vertu du sous-paragraphe a) x 45 000 $) + (Nombre de logements abordables autres que familiaux exigés en vertu du sous-paragraphe a) x 25 000 $);

2° si le projet est situé hors du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, l'une ou l'autre des exigences suivantes, calculées sur le nombre total de logements dans le volet privé :

a) la construction d'au moins 20% de logements abordables, dont un minimum de 5% doit être des logements familiaux abordables;

b) la construction d'au moins 15% de logements abordables qui bénéficient d'un programme d'un gouvernement ou de la Ville ou d'un de leur mandataire permettant de réduire à moins de 5% du prix de vente l'apport de l'acheteur à la mise de fonds, dont un minimum de 5% doit être des logements familiaux abordables;

c) selon le territoire où se trouve le projet, une contribution financière calculée selon la formule et les montants du tableau ci-dessous :

(Nombre de logements familiaux abordables exigés en vertu du sous-paragraphe a) x Montant du tableau selon le territoire) + (Nombre de logements abordables exigés en vertu du sous paragraphe a) x Montant du tableau selon le territoire) :

Type de logement	*Quartiers centraux*	*Périphérie*	*Extrémités*
Logements abordables familiaux abordables exigés en vertu du sous-paragraphe a)	*45 000 $*	*27 000 $*	*13 500 $*
Logements abordables autres que familiaux abordables exigés en vertu du sous-paragraphe a)	*25 000 $*	*15 000 $*	*7 500 $*

Aux fins du présent article, le nombre de logements exigé est arrondi à l'unité la plus près; cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5.

20. Malgré l'article 19, l'entente peut prévoir une combinaison des exigences prévues aux sous-paragraphes a), b) et c) des paragraphes 1° et 2° de cet article, dans la mesure où l'addition de ces exigences résulte en un nombre de logements correspondant aux pourcentages prévus aux sous-paragraphes a) de cet article en fonction des règles d'équivalence suivantes :

1° le nombre de logements abordables autres que familiaux fournis conformément aux sous-paragraphes b) de l'article 19 est multiplié :

a) par 2 pour le territoire du centre-ville délimité à l'annexe A;

b) par 1,5 hors du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A;

2° chaque contribution financière d'un montant conforme à celui prévu aux sous paragraphes c) de l'article 19 équivaut à la construction d'un logement correspondant à ce montant.

Aux fins du premier alinéa :

1° le pourcentage prévu aux sous-paragraphes a) de l'article 19 auquel doit équivaloir la combinaison des exigences est celui ajusté en vertu de l'article 26 lorsque celui-ci trouve application ;

2° le nombre de logements exigé est arrondi à l'unité la plus près; cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5.

21. Aux fins de la présente section, si le projet résidentiel est réalisé sur un emplacement faisant partie de plus d'un territoire identifié à l'annexe A, les exigences du territoire dont le chiffre est le plus élevé à cette annexe s'appliquent.

22. Aux fins de la définition de « logement abordable » :

1° le prix de vente maximal est établi dans le tableau ci-dessous, pour chaque territoire défini à l'annexe A et selon la typologie, incluant tout espace d'entreposage résidentiel, les taxes et les ristournes et excluant tout espace de stationnement :

Type de logement	*Centre-ville*	*Quartiers centraux*	*Périphérie*	*Extrémités*
Studio	*225 000 $*	*225 000 $*	*200 000 $*	*180 000 $*
Logement d'une chambre	*280 000 $*	*280 000 $*	*250 000 $*	*200 000 $*
Logement de deux chambres	*325 000 $*	*325 000 $*	*280 000 $*	*240 000 $*
Logement abordable de trois chambres et plus	*450 000 $*	*450 000 $*	*400 000 $*	*350 000 $*
Logement abordable familial abordable	*450 000 $*	*450 000 $*	*400 000 $*	*350 000 $*

2° le loyer maximal est établi dans le tableau ci-dessous selon le territoire défini à l'annexe A et selon la typologie, incluant, le cas échéant, tous services offerts avec le loyer :

Type de logement	*Centre-ville*	*Quartiers centraux*	*Périphérie*	*Extrémités*
Studio	*880 $*	*880 $*	*675 $*	*585 $*
Logement d'une chambre	*1 040 $*	*1 040 $*	*810 $*	*720 $*
Logement de deux chambres	*1 440 $*	*1 440 $*	*990 $*	*810 $*
Logement abordable de trois chambres et plus	*2 000 $*	*2 000 $*	*1 170 $*	*927 $*
Logement abordable familial abordable	*2 000 $*	*2 000 $*	*1 170 $*	*927 $*

23. Lorsque les logements abordables visés à l'article 19 sont offerts sur le marché locatif, l'entente doit prévoir l'obligation d'inclure une annexe au bail afin de prévoir que le loyer payable pour les 5 années suivant la date à laquelle le bâtiment sera prêt pour l'usage auquel il est destiné ne sera pas augmenté de plus de 2 % par année et qu'il ne pourra faire l'objet d'une fixation par le tribunal.

SECTION V
EXIGENCES RELATIVES AU LOGEMENT FAMILIAL

24. En plus de toute exigence prévue aux sections III et IV, pour tous les projets résidentiels dont le volet privé comprend au moins 50 logements, l'entente doit prévoir :

1° si le projet est situé dans le territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, la construction d'au moins 5% de logements familiaux;

2° si le projet est situé ailleurs que dans le territoire du centre-ville et des extrémités délimitées à l'annexe A, la construction d'au moins 10% de logements familiaux.

25. Aux fins de la présente section :

1° le nombre de logements familiaux est calculé sur la base du nombre de logements dans le volet privé;

2° le nombre de logements familiaux est arrondi à l'unité la plus près;

3° si le projet résidentiel est réalisé sur un emplacement faisant partie de plus d'un territoire identifié à l'annexe A, les exigences du territoire dont le chiffre est le plus élevé à cette annexe s'appliquent.

SECTION VI
AUTRES RÉPARTITIONS DES EXIGENCES

26. Si la superficie résidentielle estimée de l'immeuble cédé à la Ville conformément au paragraphe 1° de l'article 9 représente un pourcentage excédant les seuils minimaux prévus au premier alinéa de l'article 12, chaque point de pourcentage excédentaire permet de soustraire l'un ou l'autre des pourcentages suivants selon qu'il soit appliqué aux exigences de logement abordable ou à celles de logement familial :

1° dans le territoire du centre-ville délimité à l'annexe A:

a) en matière de logement abordable, 2% du pourcentage de logement abordable autre que familial exigé en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 1° de l'article 19, sauf si toutes les exigences sont réalisées conformément au sousparagraphe b) du paragraphe 1° de cet article, auquel cas le pourcentage est de 1 %;

b) en matière de logement familial, 2% du pourcentage de logement familial exigé en vertu de l'article 24;

2° hors du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A:

a) en matière de logement abordable, 2% du pourcentage de logement abordable autre que familial exigé en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2° de l'article 19, sauf si toutes les exigences sont réalisées conformément au sous-paragraphe b) du paragraphe 1° de cet article, auquel cas le pourcentage est de 1,3 %;

b) en matière de logement familial, 2% du pourcentage de logement familial exigé à l'article 24.

27. Si le nombre de logement familial abordable du projet résidentiel réalisé conformément l'article 19 représente un pourcentage excédant les exigences minimales prévues à cet article, chaque point de pourcentage excédentaire permet de soustraire 2% des exigences en logement familial prévues à l'article 24.

SECTION VII
CONTENU DE L'ENTENTE

28. L'entente doit minimalement comporter les éléments suivants :

1° une déclaration assermentée d'un expert dans le domaine quant aux lots composant l'emplacement, à la superficie résidentielle du projet résidentiel et au nombre d'unités qui y est prévu, basée sur les plans et esquisses du projet disponibles au moment de la signature de l'entente;

2° les engagements pris par le propriétaire en vertu du présent règlement;

3° les modalités de toute garantie requise pour s'assurer que les engagements prévus à l'entente soient réalisés.

SECTION VIII
AUTRES MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

29. Le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) est modifié par :

1° l'ajout, à l'article 38, du paragraphe suivant :

« 6° dans le cas où la demande de permis est assujettie au Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement abordable, social et familial (19-XXX), la demande est accompagnée d'une copie de l'entente prise en vertu de ce règlement et conforme aux travaux qui font l'objet de la demande de permis de construction. »;

2° l'ajout, à l'article 45, du paragraphe suivant :

« 4° lorsque l'entente conclue en vertu du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement abordable, social et familial (19-XXX) a été conclue sur la base de fausses représentations ou d'informations erronées. »

SECTION IX
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

30. Le présent règlement prend effet le 1er janvier 2021.

31. Toute demande de permis de construction pour un projet résidentiel faisant l'objet d'un engagement pris en faveur de la Ville avant le 17 juin 2019 n'est pas assujettie au présent règlement si cet engagement répond minimalement aux critères suivants :

1° il vise l'une ou l'autre des obligations suivantes en matière de logement social :

a) la cession d'un immeuble;

b) le versement d'une contribution financière;

2° il a été pris sous forme écrite;

3° il est réalisé ou fait l'objet d'une garantie prenant l'une ou l'autre des formes suivantes :

a) le dépôt d'une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville;

b) la publication d'un acte d'hypothèque immobilière en faveur de la Ville. Aux fins du troisième paragraphe, lorsque l'engagement vise la cession d'un immeuble sur lequel sont construits des logements sociaux, celui-ci est considéré réalisé lorsque le permis de construction pour la réalisation de tels logements est délivré.

Lorsque le projet résidentiel faisant l'objet d'un engagement décrit au premier alinéa est réalisé en plusieurs phases, seules les demandes de permis de construction visant les phases faisant déjà l'objet d'un engagement sont exemptées du présent règlement.

32. Toute demande de permis de construction pour un projet résidentiel faisant l'objet d'un engagement pris en faveur de la Ville entre le 17 juin 2019 et la date de prise d'effet du présent règlement n'y est pas assujettie si cet engagement a été accepté par le directeur et répond minimalement aux critères suivants :

1° en matière de logement social :

a) il vise la cession d'un immeuble ou le versement d'une contribution financière ou une combinaison des deux;

b) s'il prévoit la cession d'un immeuble, celui-ci est vacant ou comporte des logements sociaux ou constitue une combinaison des deux et est situé sur l'emplacement du projet résidentiel ou dans un rayon de 2 km des limites de celui-ci;

c) s'il prévoit la cession d'un immeuble vacant :

i) celui-ci permet la réalisation d'une construction d'une superficie résidentielle estimée correspondant minimalement à 17,6% de la superficie résidentielle du volet privé, dans la mesure où ce pourcentage équivaut à une superficie résidentielle minimale conforme au deuxième alinéa de l'article 12;

ii) celui-ci doit être conforme aux paragraphes 1° à 3° de l'article 13;

d) s'il prévoit la cession d'un immeuble qui comporte des logements sociaux, leur superficie résidentielle doit correspondre minimalement à 17,6 % de la superficie résidentielle du volet privé;

e) s'il prévoit une contribution financière, celle-ci doit correspondre minimalement au montant obtenu en multipliant la superficie résidentielle du volet privé par le montant du tableau ci-dessous selon le secteur de valeur défini à l'annexe C où se trouve le projet, ou s'il fait partie de plus d'un secteur, selon le secteur de valeur le plus élevé :

Secteur	Contribution financière par m^2 du volet privé
Secteur 1	64,44 $
Secteur 2	46,66 $
Secteur 3	45,55 $
Secteur 4	37,77 $
Secteur 5	31,11 $
Secteur 6	25,55 $
Secteur 7	23,33 $

f) s'il prévoit à la fois la cession d'un immeuble et le versement d'une contribution financière, la contribution financière est calculée sur la base de l'écart entre la superficie résidentielle exigée et la superficie résidentielle pouvant être construite sur l'immeuble cédé, multiplié par le montant indiqué au tableau du sous-paragraphe précédent, selon le secteur;

g) il est réalisé ou garanti soit par le dépôt d'une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville ou par la publication d'un acte d'hypothèque immobilière ou par une combinaison des deux, dans la mesure où la garantie vise un montant au moins égal à la contribution financière exigée pour le projet calculée selon le sous-paragraphe e). Lorsque l'engagement vise la cession d'un immeuble sur lequel sont construits des logements sociaux, celui-ci est considéré réalisé lorsque le permis de construction pour la réalisation de tels logements est délivré;

2° en matière de logement abordable :

a) il doit prévoir la construction d'un nombre de logements abordables correspondant à au moins 15 % du nombre de logements prévu dans le volet privé du projet résidentiel;

b) il est réalisé ou garanti par le dépôt d'une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville dont le montant correspond minimalement au nombre de logements devant être construit en vertu du paragraphe a) ci-dessus multiplié par le montant du tableau ci-dessous selon le secteur de la carte à l'annexe C où se trouve le projet :

Secteur	Montant de garantie bancaire exigé par logement abordable du volet privé
Secteur 1	20 000 $
Secteur 2	10 000 $
Secteur 3	10 000 $
Secteur 4	10 000 $
Secteur 5	10 000 $
Secteur 6	5 000 $
Secteur 7	5 000 $

L'engagement mentionné au premier alinéa est exempté malgré le fait que son contenu ait été calculé sur la base de la portion de la superficie résidentielle du volet privé dont la réalisation est rendue possible suivant l'adoption d'une résolution ou d'un règlement ayant pour effet de déroger à une règle d'urbanisme applicable relative à la hauteur, à la densité ou à l'usage ou de la modifier.

Lorsque le projet résidentiel faisant l'objet d'un engagement décrit au premier alinéa est réalisé en plusieurs phases, seules les demandes de permis de construction visant les phases faisant déjà l'objet d'un engagement sont exemptées du présent règlement.

33. Aux fins du présent règlement, lorsqu'un projet résidentiel est réalisé sur un immeuble faisant l'objet d'une entente avec la Ville qui fait suite à un avis d'assujettissement au droit de préemption et qui est conclue à partir du 17 juin 2019 et avant l'adoption du présent règlement, les engagements prévus à une telle entente, dans la mesure où ils sont conformes au présent règlement, doivent être déduits des exigences requises en vertu du présent règlement aux fins de l'entente à être conclue en vertu de celuici.

Malgré le premier alinéa, un engagement peut être déduit des exigences requises en vertu du présent règlement même s'il déroge à l'article 15.

ANNEXE A
TERRITOIRES D'APPLICATION DU RÈGLEMENT
ANNEXE B
SECTEURS DE VALEUR POUR LE LOGEMENT SOCIAL
ANNEXE C

SECTEURS DE VALEUR AUX FINS DE L'ARTICLE 32

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le XXXXXX.

GDD : 1197252001





Annexe 5 – Liste des recommandations

Recommandation #1
La commission recommande d'adopter le projet de « règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial » uniquement dans sa dimension propre au logement social et communautaire, et ce, selon les paramètres à convenir dans le second projet de règlement.

Recommandation #2
La commission recommande d'indiquer, à même le projet de règlement, les cibles chiffrées qu'elle vise en matière de diversité et d'équilibre de l'offre dans l'ensemble de la ville.

Recommandation #3
La commission recommande d'adopter le règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial seulement dans sa dimension propre au logement social, en prenant en compte les éléments suivants :

- ***veiller à harmoniser les outils destinés à l'habitation, notamment le Plan d'urbanisme et les divers politiques et programmes municipaux afférents;***
- ***préciser les critères guidant la Ville dans la détermination des projets de logement social, notamment le type de clientèle visé en fonction des besoins du secteur et de sa localisation;***
- ***s'assurer que la part de logement social familial dépasse le pourcentage estimé (5 % sur les 20 %);***
- ***faciliter dès le début du processus les liens entre les constructeurs et les futurs gestionnaires de projets sociaux;***
- ***permettre aux constructeurs de mettre en commun des exigences relatives à l'inclusion de projets de logements sociaux, et ce, en priorité dans les secteurs disposant d'équipements publics et de services de proximité en lien avec ces clientèles;***
- ***autoriser la réalisation de projets de logements sociaux dont le nombre est inférieur à 30 unités;***
- ***consacrer au logement social et en particulier au logement social familial de grands sites publics, institutionnels ou industriels;***
- ***inclure la conversion de bâtiments existants à des fins de logement social ou social familial comme projets d'inclusion;***
- ***prescrire la révision annuelle des méthodes de calcul, des barèmes de coûts et de prix et d'indexation;***
- ***instituer un mécanisme de monitorage en continu et la publication d'un bilan annuel de l'inclusion.***

Recommandation #4
La commission recommande de reporter l'application des volets « logement abordable » et « logement familial » afin de réviser ou de préciser :

- ***la définition de l'abordabilité, en s'inspirant de celle de la Stratégie d'inclusion ou de celle du schéma d'aménagement et de développement;***
- ***les conditions d'admissibilité à la location ou à l'acquisition d'un logement abordable et d'un logement familial;***
- ***les garanties de pérennité et d'abordabilité;***
- ***l'application du règlement à des modèles tiers d'habitation inclusive, de manière à offrir aux OBNL et aux entrepreneurs des partenariats mutuellement avantageux en matière de logement abordable et de logement familial;***
- ***les moyens de prioriser la construction d'unités familiales dans des secteurs disposant d'infrastructures et de services publics adaptés aux familles, tels que le partage des exigences d'inclusion entre promoteurs.***

Recommandation #5
La commission recommande d'explorer la possibilité d'appliquer le règlement aux projets impliquant la conversion d'unités locatives en copropriétés afin de ralentir le déficit croissant de ce type d'unités.

Recommandation #6
La commission recommande à la Ville de presser les gouvernements supérieurs afin qu'il y ait entente sur la portée et l'application de la « Stratégie nationale sur le logement » afin que les actions publiques prévues soient entreprises rapidement, selon une approche complémentaire et équitable.

Recommandation #7
La commission recommande à la Ville d'inviter les gouvernements supérieurs à lui offrir, en priorité, leurs immeubles excédentaires afin de les verser dans une réserve publique destinée au logement social.

Recommandation #8
La commission recommande à la Ville de demander au gouvernement du Québec d'explorer des moyens pour assouplir le « Règlement concernant la redevance de transport à l'égard du Réseau express métropolitain » afin que puisse être exemptée la portion des projets immobiliers visant le logement social dans les aires réservées des futures stations du REM.

Recommandation #9
La commission recommande d'harmoniser les intentions municipales à celles de la CMM et d'explorer la possibilité d'entreprendre une réflexion quant à une vision partagée de l'habitation inclusive.

Recommandation #10
La commission recommande d'inclure des interlocuteurs locaux dans le processus de sélection et de suivi des projets.

Recommandation #11
La commission recommande de communiquer au public et aux parties prenantes les orientations et les balises devant guider la gestion centralisée du fonds de contribution.

Recommandation #12
La commission recommande d'explorer l'hypothèse de renforcer la dotation du fonds de contribution d'une portion des revenus perçus des droits sur les mutations immobilières, des licences et des permis provenant de l'activité immobilière, dans le but de stabiliser le fonds en élargissant sa base de financement.

De plus, elle recommande qu'une partie des sommes versées au fonds de contribution pour le logement abordable puisse être attribuée à la préservation du parc immobilier existant

Recommandation #13
La commission recommande d'étudier la possibilité qu'un processus de concertation continu, tel un forum de monitorage, puisse être mis en place en impliquant les parties prenantes.

Recommandation #14
De plus, la commission recommande de préciser, dès à présent, le format et le contenu de la reddition à convenir envers les partenaires et le public, et de dresser dès la première année un bilan annuel comportant des précisions sur les éléments statutaires qui en feront l'objet.

Recommandation #15
La commission recommande d'étudier la possibilité que des normes de construction en matière de logement social puissent, dans la mesure du possible, être assouplies et harmonisées.

Elle recommande également que des normes de construction en matière d'accessibilité universelle puissent être élaborées en collaboration avec les acteurs du milieu et visant, dans la mesure du possible, la super-adaptabilité des unités.

Enfin, elle recommande que des normes en développement durable puissent être prises en compte, et que la qualité architecturale des projets et la valeur patrimoniale de certains bâtiments à recycler soient considérées.

Recommandation #16

La commission recommande d'étudier la possibilité que le projet de règlement puisse inclure, immédiatement dans son volet social et dans ses volets abordable et familial par la suite, des précisions quant aux exigences additionnelles pouvant provenir des arrondissements.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 14 mai 2020, à 16 h

Au CM du lundi 25 mai 2020, à 13 h

20.01	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1208468006

Approuver les projets d'addendas aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL, conditionnellement à l'autorisation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Mention spéciale: En lien avec l'article 20.02

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales - 1208468008

Approuver le projet d'Entente 2020-2025 relative au Fonds régions et ruralité - Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional, d'une valeur totale de 50 096 935 $, entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au budget du Service du développement économique d'un montant total de 50 096 935 $, pour les années 2020 à 2024

Mention spéciale: En lien avec l'article 20.01

Adopté à l'unanimité.

41.01	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales - 1208468005

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017)

Traité.

41.02	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1207796008

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017)

Traité.

41.03	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction - 1202021011

Avis de motion et dépôt - « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) », afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 2 juillet 2020

Traité.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.14

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1200029005

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

Je recommande :

- de prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 et de les déposer à l'assemblée du conseil d'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-06 11:57

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200029005**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois ». Étant donné le contexte de la pandémie COVID-19 survenue au cours du mois de mars 2020, causant différents délais au niveau des travaux de préparation et d'audit des formulaires prescrits du MAMH, la Ville de Montréal n'a pas été en mesure de déposer en même temps que son rapport financier consolidé vérifié, ces formulaires.
Toutes les données financières contenues dans ces formulaires prescrits du MAMH ont été vérifiées. Les données présentées aux formulaires prescrits du MAMH sont les mêmes que celles qui ont été présentées au rapport financier consolidé vérifié. Seulement la présentation de quelques tableaux diffère du rapport financier consolidé vérifié.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1200029002- CG20 0219 - Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

DESCRIPTION

Prendre connaissance des formulaires prescrits du MAMH vérifiés de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

JUSTIFICATION

Étant donné le contexte de la pandémie COVID-19 survenue au cours du mois de mars 2020, causant différents délais au niveau des travaux de préparation et d'audit des formulaires prescrits du MAMH, la Ville de Montréal n'a pas été en mesure de déposer en même temps que son rapport financier consolidé vérifié, ces formulaires..

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-05-05
Raoul CYR	Raoul CYR

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2020-05-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-05-06

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Courchesne, Yves, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Montréal (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

Signature Yves Courchesne, CPA, CGA Date 2020-04-21

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9

Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 10
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 11
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 12
  - Situation financière par organismes 13
- Charges par objets 14
- Fonds local d'investissement (FLI) 15
- Fonds local de solidarité (FLS) 16
- Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 17
- Excédent (déficit) accumulé 18
- Avantages sociaux futurs 19

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 21
Analyse des charges consolidées 22

Annexe : Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences 23

Vérificateur général de la Ville de Montréal

Deloitte.

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales
Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages 11, 12, 13, 18-1, 18-2 et 18-3, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Cependant, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMH. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement aux états financiers consolidés de la Ville, ayant été déposés au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états
La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport financier annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le Rapport financier annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celle-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes et renseignements complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	3 554 693 000	3 529 631 000	3 460 181 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3	426 130 000	425 936 000	418 105 000
Transferts	4	1 301 698 000	1 233 622 000	1 506 828 000
Services rendus	5	1 807 738 000	1 812 902 000	1 725 422 000
Imposition de droits	6	248 418 000	369 332 000	318 973 000
Amendes et pénalités	7	208 413 000	179 463 000	189 033 000
Revenus de placements de portefeuille	8	116 842 000	152 612 000	128 401 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 521 000	15 963 000
Autres revenus	10	110 296 000	97 592 000	121 294 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 063 751 000	8 090 466 000	8 148 617 000
Charges				
Administration générale	14	772 875 000	706 143 000	678 195 000
Sécurité publique	15	1 071 467 000	1 123 864 000	1 105 533 000
Transport	16	2 912 408 000	2 885 702 000	2 642 669 000
Hygiène du milieu	17	668 089 000	665 280 000	688 239 000
Santé et bien-être	18	176 496 000	182 698 000	149 178 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	303 306 000	323 907 000	244 862 000
Loisirs et culture	20	768 794 000	807 605 000	782 920 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	536 514 000	510 653 000	500 709 000
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 209 949 000	7 205 852 000	6 792 305 000
Excédent (déficit) de l'exercice	25	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		9 791 705 000	8 435 393 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		9 791 705 000	8 435 393 000
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		10 676 319 000	9 791 705 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	902 734 000	563 290 000
Débiteurs (note 5)	2	5 057 134 000	4 773 083 000
Prêts (note 6)	3	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 739 808 000	2 880 376 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 970 000	1 592 000
	8	8 759 246 000	8 255 928 000
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	578 396 000	456 280 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 313 560 000	2 024 366 000
Revenus reportés (note 12)	12	577 139 000	318 613 000
Dette à long terme (note 13)	13	12 980 955 000	12 342 217 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	308 651 000	316 864 000
	15	16 758 701 000	15 458 340 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	157 844 000	133 716 000
Stocks de fournitures	19	98 134 000	92 911 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	131 551 000	161 278 000
	21	18 675 774 000	16 994 117 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	10 676 319 000	9 791 705 000

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(3 015 347 000)	(2 747 389 000)	(2 911 897 000)
Produit de cession	3	6 701 000	21 652 000	29 925 000
Amortissement	4	1 070 928 000	1 054 966 000	1 016 695 000
(Gain) perte sur cession	5	(6 701 000)	(11 262 000)	(16 449 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 944 419 000)	(1 682 033 000)	(1 881 726 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(24 128 000)	(3 133 000)
Variation des stocks de fournitures	9		(5 223 000)	(7 329 000)
Variation des autres actifs non financiers	10		29 727 000	107 309 000
	11		376 000	96 847 000
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 090 617 000)	(797 043 000)	(428 567 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	884 614 000	1 356 312 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres			
- Gain sur cession d'immo.	3	(11 262 000)	(16 449 000)
-	4		
	5	1 928 318 000	2 356 558 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(284 051 000)	(567 308 000)
Autres actifs financiers	7	(20 013 000)	(4 757 000)
Créditeurs et charges à payer	8	234 999 000	94 208 000
Revenus reportés	9	258 526 000	155 782 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(8 213 000)	(142 052 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(24 506 000)	766 000
Stocks de fournitures	12	(5 223 000)	(7 329 000)
Autres actifs non financiers	13	29 727 000	107 309 000
	14	2 109 564 000	1 993 177 000
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 693 194 000)	(2 815 718 000)
Produit de cession	16	21 652 000	29 925 000
	17	(2 671 542 000)	(2 785 793 000)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(691 647 000)	(562 448 000)
Cession	21	832 215 000	756 191 000
	22	140 568 000	193 743 000
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 946 086 000	2 110 169 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 307 348 000)	(1 045 617 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25	122 116 000	(182 019 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	760 854 000	882 533 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	339 444 000	283 660 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	563 290 000	279 630 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	563 290 000	279 630 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	902 734 000	563 290 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

Voir la note 1 à la page S11-11.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ("NCCSP"). Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 25 et 28.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

Voir la note 2.A à la page S11-11.

b) Partenariats

S/O.

B) Comptabilité d'exercice

S/O.

C) Actifs

.

a) Actifs financiers

Voir la note 2.C à la page S11-12.

b) Actifs non financiers

Voir la note 2.E à la page S11-15.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Voir la note 2.D aux pages S11-13 et S11-14.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

E) Revenus

Voir la note 2.F à la page S11-16.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Voir la note 2.D.e à la page S11-14.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

H) Instruments financiers

Voir la note 2.G.c à la page S11-18.

I) Autres éléments

Voir la note 2.B à la page S11-12 et la note 2.G aux pages S11-17 à S11-19.

3. Modification de méthodes comptables

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	846 398 000	558 190 000
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	56 336 000	5 100 000
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	902 734 000	563 290 000
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	103 027 000	198 144 000

Note

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôt. Ils portent intérêt à des taux variant de 1,89 % à 2,40 % (2,10 % en 2018). Dans l'état consolidé des flux de trésorerie, à la page S10, le coût des immobilisations impayées au 31 décembre 2019 est établi à 660,3 M$ (606,1 M$ en 2018). La variation de ce coût entre 2019 et 2018 est retranchée des créditeurs et charges à payer ainsi que des acquisitions puisqu'elle n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	100 505 000	119 208 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 199 872 000	3 970 088 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	273 690 000	256 620 000
Organismes municipaux	15	56 063 000	57 694 000
Autres			
- Services rendus et autres	16	427 004 000	369 473 000
-	17		
	18	5 057 134 000	4 773 083 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 886 157 000	2 862 834 000
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 886 157 000	2 862 834 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	134 889 000	128 500 000

Note

Voir la note 5 aux pages S11-20 et S11-21.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts

Prêts à un office d'habitation	24	5 691 000	5 376 000
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Aux PME Montréal	26	45 493 000	29 080 000
- Soldes prix de vente et autres	27	6 416 000	3 131 000
	28	57 600 000	37 587 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Voir la note 6 à la page S11-22.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	2 377 291 000	2 566 743 000
Autres placements	31	362 517 000	313 633 000
	32	2 739 808 000	2 880 376 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	2 377 291 000	2 566 743 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Voir la note 7 aux pages S11-22 et S11-23.

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(31 445 000)	(28 003 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(277 206 000)	(288 861 000)
	37	(308 651 000)	(316 864 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	331 418 000	236 878 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	(1 966 000)	22 067 000
Régimes à cotisations déterminées	40	1 460 000	1 277 000
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	2 902 000	2 777 000
	43	333 814 000	262 999 000

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Voir la note 8 aux pages S11-24 à S11-27.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	1 970 000	1 592 000
Autres	45		
	46	1 970 000	1 592 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018

10. Emprunts temporaires

Voir la note 10 à la page S11-28.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	835 248 000	708 693 000
Salaires et avantages sociaux	48	586 547 000	567 554 000
Dépôts et retenues de garantie	49	256 812 000	230 631 000
Provision pour contestations d'évaluation	50	40 708 000	39 153 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	83 141 000	83 907 000
Assainissement des sites contaminés	52	77 227 000	99 367 000
Autres			
- Int. courus sur la dette à LT	53	92 506 000	88 398 000
- Autres provisions	54	108 473 000	89 747 000
- Gouv. du Qc et entreprises	55	51 015 000	54 469 000
- ARTM	56	96 987 000	10 744 000
- Autres	57	84 896 000	51 703 000
	58	2 313 560 000	2 024 366 000

Note

Voir la note 11 à la page S11-29.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	16 170 000	16 185 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		5 256 000
Fonds parcs et terrains de jeux	62	55 421 000	34 795 000
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Prime à l'émission de titres	68	74 856 000	62 651 000
- Autres transferts	69	384 806 000	155 716 000
- Fonds de dév. logement social	70	22 205 000	18 198 000
- Autres	71	23 681 000	25 812 000
	72	577 139 000	318 613 000

Note

Voir la note 12 à la page S11-30.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	11,00	2020	2045	73	12 779 514 000	12 224 323 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,75	7,25	2020	2029	80	201 441 000	117 894 000
					81	12 980 955 000	12 342 217 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( )	( )
					83	12 980 955 000	12 342 217 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2019	
2020	84	200 000 000	92	417 701 000	100	109	11 214 000	117	628 915 000	
2021	85	600 000 000	93	421 329 000	101	110	10 145 000	118	1 031 474 000	
2022	86	59 000 000	94	706 174 000	102	111	49 648 000	119	814 822 000	
2023	87	810 000 000	95	636 187 000	103	112	7 354 000	120	1 453 541 000	
2024	88	954 500 000	96	239 621 000	104	113	7 071 000	121	1 201 192 000	
2025 et +	89	6 779 972 000	97	955 030 000	105	114	116 009 000	122	7 851 011 000	
	90	9 403 472 000	98	3 376 042 000	106	115	201 441 000	123	12 980 955 000	
Intérêts et frais accessoires					107	( )		124	( )	
	91	9 403 472 000	99	3 376 042 000	108	116	201 441 000	125	12 980 955 000	

Note
Voir la note 13 aux pages S11-30 à S11-32.

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	2 473 247 000	158	257 947 000	185	36 919 000	212	2 694 275 000
Eaux usées	131	3 398 852 000	159	204 770 000	186	452 818 000	213	3 150 804 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	4 181 838 000	160	448 532 000	187	242 054 000	214	4 388 316 000
Autres	133	6 109 943 000	161	559 701 000	188	79 049 000	215	6 590 595 000
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 120 244 000	163	546 976 000	190	14 727 000	217	4 652 493 000
Améliorations locatives	136	131 831 000	164	19 005 000	191	352 000	218	150 484 000
Véhicules	137	3 686 172 000	165	325 153 000	192	89 053 000	219	3 922 272 000
Ameublement et équipement de bureau	138	652 540 000	166	170 937 000	193	66 654 000	220	756 823 000
Machinerie, outillage et équipement divers	139	473 580 000	167	58 818 000	194	40 797 000	221	491 601 000
Terrains	140	1 396 431 000	168	151 534 000	195	2 895 000	222	1 545 070 000
Autres	141	13 089 000	169	4 016 000	196		223	17 105 000
	142	26 637 767 000	170	2 747 389 000	197	1 025 318 000	224	28 359 838 000
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	26 637 767 000	172	2 747 389 000	199	1 025 318 000	226	28 359 838 000
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	704 732 000	173	82 960 000	200	36 897 000	227	750 795 000
Eaux usées	146	1 951 749 000	174	108 159 000	201	452 819 000	228	1 607 089 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 642 884 000	175	199 962 000	202	242 053 000	229	1 600 793 000
Autres	148	2 142 267 000	176	229 736 000	203	79 050 000	230	2 292 953 000
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 733 675 000	178	125 028 000	205	14 515 000	232	1 844 188 000
Améliorations locatives	151	73 916 000	179	11 831 000	206	274 000	233	85 473 000
Véhicules	152	1 274 250 000	180	157 179 000	207	82 409 000	234	1 349 020 000
Ameublement et équipement de bureau	153	294 429 000	181	98 174 000	208	66 132 000	235	326 471 000
Machinerie, outillage et équipement divers	154	213 447 000	182	41 866 000	209	40 779 000	236	214 534 000
Autres	155	206 000	183	71 000	210		237	277 000
	156	10 031 555 000	184	1 054 966 000	211	1 014 928 000	238	10 071 593 000
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	16 606 212 000					239	18 288 245 000
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

Voir la note 15 à la page S11-33. Le poste autres infrastructures comprend les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

infrastructures suivantes: Réseau du métro de 3 274 M$, Conduits souterrains 1 219 M$, réseau d'éclairage 289 M$, parcs 1 499 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 15 M$, décharges de neige 123 M$, centre de tri de matières recyclables 56 M$ et infrastructures régionales de la STM 87 M$ (en 2018, réseau du métro 3 020 M$, Conduits souterrains 1 153 M$, réseau d'éclairage 260 M$, parcs 1 393 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 14 M$, décharges de neige 145 M$, centre de tri de matières recyclables 16 M$ et infrastructures régionales de la STM 80 M$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	159 814 000	135 308 000
	253	159 814 000	135 308 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	1 970 000	1 592 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	157 844 000	133 716 000

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Dépôt achat métros et bus	256	54 523 000	92 400 000
- Dépôt achat d'autres actifs	257	5 169 000	
- Frais d'émission et d'escompte	258	60 182 000	60 011 000
Autres			
- Autres	259	11 677 000	8 867 000
-	260		
	261	131 551 000	161 278 000

Note

Voir la note 17 à la page S11-34.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

Voir la note 18 à la page S11-34.

19. Droits contractuels

Voir la note 19 à la page S11-35.

20. Passifs éventuels

Voir la note 20 aux pages S11-35 et S11-36.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018
262			

Voir la note 20d à la page S11-36.

b) Auto-assurance

Voir la note 20a à la page S11-35.

c) Poursuites

Voir la note 20a à la page S11-35.

d) Autres

Voir les notes 20b et 20c aux pages S11-35 et S11-36.

21. Actifs éventuels

Voir la note 21 à la page S11-36.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O.

23. Données budgétaires

Voir la note 23 à la page S11-37.

24. Instruments financiers

Voir la note 24 aux pages S11-37 et S11-38.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 Excédent accumulé
Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

26 Revenus de transferts
Voir la note 26 à la page S11-41.

27 Revenus d'intérêts
Voir la note 27 à la page S11-41.

28 Remboursement de la dette
Voir la note 28 à la page S11-41.

29 Information relative aux apparentés
Voir la note 29 à la page S11-42.

30 Transfert d'actifs, de passifs, d'obligations et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation
Voir la note 30 à la page S11-42.

31 Événements postérieurs à la date des états financiers
Voir la note 31 à la page S11-43.

32 Chiffres de l'exercice précédent
Voir la note 32 à la page S11-43.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1er janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (la Charte de la Ville de Montréal) (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1er janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 88 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

---

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (la SHDM), le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal (la SCSM), le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

B) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux NCCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits contractuels, des obligations contractuelles, des actifs éventuels et des passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les provisions pour dévaluation de prêts, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, des revenus relatifs aux services rendus par la STM à l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

b) Placements de portefeuille

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

c) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

d) Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Cet élément est constaté à titre de contribution à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel le prêt est consenti. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel. Lorsque des faits laissent présager une perte, une provision pour moins-value est constatée à l'état consolidé des résultats. Cette provision peut être réduite si le recouvrement du prêt est par la suite considéré probable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs

a) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062. Ces charges sont présentées au net des redevances découlant de la valorisation des biogaz.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

b) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés présentés, le cas échéant, au net des revenus de transferts.

c) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

d) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux et pour le Fonds de développement du logement social sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs (suite)

e) Passif au titre des avantages sociaux futurs

Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas quatre ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles et de l'expérience réelle des régimes, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2019, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

La charge de ces régimes est établie selon la méthode de la comptabilisation d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge ou le revenu d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro - infrastructures	20 à 40 ans
Réseau du métro - tunnels	100 ans
Voitures de métro	40 et 60 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 25 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 $. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

c) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

F) Revenus

a) Taxes et compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

b) Quotes-parts

Les charges de l'administration municipale reliées à l'exercice des compétences d'agglomération sont partagées entre les villes liées au moyen de quotes-parts. Ces quotes-parts sont inscrites à titre de revenus à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles.

c) Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement cédant à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

d) Services rendus

En vertu de la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3), l'ARTM a le mandat de financer les services de transport collectif. Les services rendus comprennent notamment les revenus provenant de l'ARTM correspondant à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire de la STM. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon un budget établi annuellement.

Les autres services rendus sont constatés à titre de revenus lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

e) Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments

a) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;

- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;

- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;

- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement;

- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes incluant le logement social et la sécurité du revenu;

- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;

- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;

- la fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

b) Contributions à des organismes

Les contributions à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

c) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes de swap et de la dette couverte. La Ville n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ni de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

d) Conversion de devises étrangères

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est constaté immédiatement à l'état consolidé des résultats.

e) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

f) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

g) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), l'administration municipale exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

3. MODIFICATION DE MÉTHODE COMPTABLE

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars)

Voir note 4 à la page S11-3 ou 9-3(2).

5. DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Taxes	100 505	119 208
Gouvernement du Canada et ses entreprises	273 690	256 620
Gouvernement du Québec et ses entreprises [1]	4 199 872	3 970 088
Organismes municipaux	56 063	57 694
Services rendus et autres	427 004	369 473
	5 057 134	4 773 083

[1] Comprend les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme de 2 886,2 M$ (2 862,8 M$ en 2018) dont la juste valeur s'établit à 2 990,9 M$ (2 912,1 M$ en 2018).

Une provision pour créances douteuses de 134,9 M$ (128,5 M$ en 2018) a été déduite des débiteurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

5. DÉBITEURS (suite)
(en milliers de dollars)

Les encaissements des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2019, s'établissent comme suit :

		Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2019				
	2020	325 596	3,33 %	4 175
	2021	284 389	3,22 %	21 268
	2022	253 989	3,19 %	13 358
	2023	217 214	3,16 %	62 206
	2024	149 867	3,25 %	99 262
	1 à 5 ans	1 231 055	3,24 %	200 269
	6 à 10 ans	335 381	2,77 %	525 728
	11 à 15 ans	151 421	2,71 %	377 173
	16 à 20 ans	45 778	2,79 %	19 352
		1 763 635	3,09 %	1 122 522
31 décembre 2018				
	2019	334 482	3,65 %	14 590
	2020	296 647	3,43 %	4 249
	2021	255 019	3,32 %	21 565
	2022	224 618	3,30 %	13 656
	2023	188 572	3,27 %	62 504
	1 à 5 ans	1 299 338	3,42 %	116 564
	6 à 10 ans	359 742	3,05 %	460 697
	11 à 15 ans	140 343	2,75 %	403 364
	16 à 20 ans	54 109	2,92 %	28 677
		1 853 532	3,28 %	1 009 302

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. PRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Prêts aux PME MTL	45 493	29 080
Prêts à un office municipal d'habitation	5 691	5 376
Prêts à des organismes à but non lucratif	4 534	2 303
Soldes de prix de vente	1 882	828
	57 600	37 587

Les prêts aux PME MTL, échéant en 2021, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,3 M$ (2,7 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à un office municipal d'habitation, échéant de 2020 à 2033, ne portent pas intérêt. Un montant de 1,9 M$ (2,3 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à des organismes à but non lucratif, échéant en 2033 et 2034, ne portent pas intérêt. Un montant de 4,0 M$ (1,5 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Au 31 décembre 2019, aucune provision pour moins-value n'a été constatée (aucune en 2018).

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE
(en milliers de dollars)

	2019			2018
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Dépôts à terme et autres titres	-	106 743	106 743	141 062
Obligations et débentures	2 377 291	255 774	2 633 065	2 739 314
	2 377 291	362 517	2 739 808	2 880 376

Au 31 décembre 2019, la juste valeur des placements s'établit à 2 820,8 M$ (2 913,3 M$ en 2018).

Au 31 décembre 2018, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffraient respectivement à 2 566,7 M$ et à 313,6 M$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps et des établissements de la santé et des services sociaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures émises par la Ville de Montréal et la STM qui s'élèvent à 505,1 M$ (700,0 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débentures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2019				
2020	106 743	394 763	501 506	2,73 %
2021	-	211 302	211 302	4,06 %
2022	-	143 061	143 061	2,89 %
2023	-	193 331	193 331	3,25 %
2024	-	409 668	409 668	3,12 %
1 à 5 ans	106 743	1 352 125	1 458 868	3,12 %
6 à 10 ans	-	878 991	878 991	3,24 %
11 à 15 ans	-	212 603	212 603	3,91 %
16 à 20 ans	-	166 973	166 973	3,91 %
Plus de 20 ans	-	22 373	22 373	4,10 %
	106 743	2 633 065	2 739 808	3,27 %
31 décembre 2018				
2019	141 062	385 925	526 987	3,78 %
2020	-	417 462	417 462	2,85 %
2021	-	191 149	191 149	4,09 %
2022	-	135 342	135 342	2,91 %
2023	-	191 895	191 895	3,29 %
1 à 5 ans	141 062	1 321 773	1 462 835	3,41 %
6 à 10 ans	-	976 515	976 515	3,42 %
11 à 15 ans	-	237 121	237 121	3,68 %
16 à 20 ans	-	181 010	181 010	3,62 %
Plus de 20 ans	-	22 895	22 895	4,10 %
	141 062	2 739 314	2 880 376	3,45 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Régimes de retraite à prestations déterminées	31 445	28 003
Autres régimes	277 206	288 861
Passif au titre des avantages sociaux futurs	308 651	316 864

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 329,5 M$ (258,9 M$ en 2018). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 1,5 M$ (1,3 M$ en 2018) et à 2,9 M$ (2,8 M$ en 2018).

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles disponibles couvrent les exercices 2016 à 2018.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	20 741 485	-	19 741 973	-
Obligation au titre des prestations constituées	(20 583 458)	(292 262)	(19 391 122)	(299 862)
Excédent (déficit)	158 027	(292 262)	350 851	(299 862)
Pertes (gains) actuarielles non amorties	(51 711)	15 056	(42 526)	11 001
Actif (passif) au titre des prestations constituées	106 316	(277 206)	308 325	(288 861)
Provision pour moins-value	(137 761)	-	(336 328)	-
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(31 445)	(277 206)	(28 003)	(288 861)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(8 746 045)	(292 262)	(6 787 150)	(299 862)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	8 235 411	-	6 208 473	-
Déficit	(510 634)	(292 262)	(578 677)	(299 862)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 741 973	-	19 018 793	-
Rendement prévu des actifs des régimes	1 164 263	-	1 136 308	-
Gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	347 775	-	20 142	-
Rendement réel des actifs des régimes	1 512 038	-	1 156 450	-
Cotisations de l'employeur	327 976	9 689	391 010	9 987
Cotisations des employés	233 696	-	209 706	-
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Solde à la fin de l'exercice	20 741 485	-	19 741 973	-
Juste valeur des actifs des régimes [1]	21 318 594	-	19 427 822	-

[1] La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M$ (303,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2019		2018	
	Régimes de retraite [1]	Autres régimes	Régimes de retraite [1]	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 391 122	299 862	18 893 396	304 886
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Pertes (gains) survenues dans l'exercice sur l'obligation	270 179	1 806	(22 445)	(15 365)
Solde à la fin de l'exercice	20 583 458	292 262	19 391 122	299 862

[1] Au 31 décembre 2019, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 2 196,1 M$ (1 771,1 M$ au 31 décembre 2018) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Cotisations des employés	(233 696)	-	(209 706)	-
Gains actuariels non amortis constatés lors de modifications de régimes	(134 220)	(2 580)	-	(4)
Amortissement des pertes actuarielles	65 809	331	96 031	1 743
Charge au titre des avantages de retraite	541 827	(12 429)	357 569	11 160
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 164 263)	-	(1 136 308)	-
Charge (revenu) d'intérêt	(11 842)	10 463	(53 395)	10 907
Variation de la provision pour moins-value	(198 567)	-	(67 296)	-
Charge totale	331 418	(1 966)	236 878	22 067

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,70% à 6,20%	3,00% à 3,50%	5,90% à 6,20%	3,50%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,70% à 6,25%		5,90% à 6,50%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,10%	2,10%	2,00% à 2,10%	2,25%
Taux de croissance des salaires	2,20% à 2,75%	2,20% à 2,50%	2,50% à 2,85%	2,50% à 3,10%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 7,50%		3,00% à 7,50%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 5,00%		3,00% à 5,00%
Années où le taux devrait se stabiliser		2027 et 2028		2027 et 2028

Tables de mortalité

Pour ses principaux régimes de retraite, à l'exception de celui des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014 combinée avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement.

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par Retraite Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2019	2018
Régimes à cotisations déterminées	1 460	1 277
Régimes de retraite des élus municipaux	2 902	2 777

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

9. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Voir la note 9 à la page S11-4.

10. EMPRUNTS TEMPORAIRES

	2019		2018	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Marges de crédit à demande	312 000	-	319 100	66 500
Titres [1]	1 781 500	578 396	1 762 200	389 780
	2 093 500	578 396	2 081 300	456 280

[1] Le montant total des titres autorisés de 1 781,5 M$ (1 762,2 M$ en 2018) se compose de la limite autorisée de 750,0 M$ à la STM et de 1 031,5 M$ en vertu de la Charte de la Ville de Montréal qui autorise jusqu'à 20 % des crédits budgétaires pour l'émission de titres temporaires. La Ville peut emprunter, en tout ou en partie, au moyen de billets, d'acceptations bancaires, de papier commercial ou d'autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme.

Au 31 décembre 2018, le taux moyen pondéré des marges de crédit utilisées était de 2,39 %.

Au 31 décembre 2019, le taux moyen pondéré des titres émis est de 1,87 % (2,17 % en 2018)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

11. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Fournisseurs	835 248	708 693
Rémunération et charges sociales	586 547	567 554
Dépôts et retenues de garantie	256 812	230 631
Intérêts courus sur la dette à long terme	92 506	88 398
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides [1]	83 141	83 907
Passif environnemental [2]	77 227	99 367
Contestations d'évaluation	40 708	39 153
Autres	108 473	89 747
Gouvernement du Québec et ses entreprises [3]	51 015	54 469
Autorité régionale de transport métropolitain	96 987	10 744
Autres	84 896	51 703
	2 313 560	2 024 366

[1] La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les charges totales estimatives non actualisées se chiffrent à 145,2 M$ (153,2 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018).

[2] La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement peut être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2019, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 54,1 M$ (76,9 M$ en 2018), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation prévue s'échelonne jusqu'en 2045, se chiffrent à 73,5 M$ (96,5 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux ne peut être établie est de 23,1 M$ (22,5 M$ en 2018). Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils sont confirmés et qu'ils satisfont à tous les critères de comptabilisation, sont portés en réduction du passif. Des recouvrements de 9,8 M$ (9,8 M$ 2018) ont réduit la provision au 31 décembre 2019.

[3] En 2017, le Gouvernement du Québec et la Société nationale du cheval de course ont cédé à la Ville certains lots d'un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal. Cette cession fut faite sans contrepartie monétaire immédiate mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du prix de vente de ces terrains. Au 31 décembre 2019, le montant payable au Gouvernement du Québec comptabilisé aux livres de la Ville est estimé à 39,3 M$ (39,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. REVENUS REPORTÉS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts	384 806	160 972
Primes à l'émission de titres	74 856	62 651
Acquisition et aménagement de parcs et de terrains de jeux	55 421	34 795
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	16 170	16 185
Fonds de développement du logement social	22 205	18 198
Autres	23 681	25 812
	577 139	318 613

13. DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Obligations et emprunts bancaires [1]	12 779 514	12 224 323
Emprunts à terme et hypothèques immobilières [2]	177 972	90 645
Autres dettes à long terme	23 469	27 249
	12 980 955	12 342 217

[1] Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M$ (1 294,9 M$ en 2018).

[2] Les hypothèques immobilières, au montant de 5,1 M$ (11,1 M$ en 2018), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 20,6 M$ (33,3 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2019	2018
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	4 753 298	4 276 154
De l'agglomération	2 583 345	2 281 092
Placements du fonds d'amortissement	2 377 291	2 566 743
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 886 157	2 862 834
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	380 864	355 394
	12 980 955	12 342 217

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 278,5 M$ (183,5 M$ en 2018). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2019, tous les emprunts contractés en devises font l'objet d'une couverture.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2019			2018		
Années	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net
2019				1 301 788	242 780	1 059 008
2020	628 915	57 431	571 484	587 777	88 011	499 766
2021	1 031 474	297 167	734 307	964 097	297 167	666 930
2022	814 822	461 024	353 798	748 637	461 023	287 614
2023	1 453 541	579 812	873 729	1 319 772	507 072	812 700
2024	1 201 192	203 102	998 090	-	-	-
1 à 5 ans	5 129 944	1 598 536	3 531 408	4 922 071	1 596 053	3 326 018
6 à 10 ans	4 217 670	1 377 610	2 840 060	4 261 707	1 119 630	3 142 077
11 à 15 ans	1 234 463	93 321	1 141 142	722 607	80 365	642 242
16 à 20 ans	1 345 148	191 183	1 153 965	1 382 102	151 811	1 230 291
2043	934 556	-	934 556	934 556	-	934 556
2045	119 174	-	119 174	119 174	-	119 174
TOTAL	12 980 955	3 260 650	9 720 305	12 342 217	2 947 859	9 394 358

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

	2019	2018
Années d'échéance	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	3,57 %	3,75 %
6 à 10 ans	3,15 %	3,59 %
11 à 15 ans	4,13 %	4,13 %
16 à 20 ans	3,36 %	3,60 %
2043	6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %	6,00 %
	3,66 %	3,89 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 14 255,7 M$ (13 109,1 M$ en 2018). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

14. ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

Voir la note 14 à la page S11-6.

15. IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Cessions / Radiations	Solde à la fin de l'exercice
COÛT				
Infrastructures	13 144 042	1 203 507	797 927	13 549 622
Réseau du métro - infrastructures	2 691 757	267 443	12 913	2 946 287
Réseau du métro - tunnels	328 081	-	-	328 081
Voitures de métro	1 964 959	104 565	-	2 069 524
Bâtiments	4 120 244	546 976	14 727	4 652 493
Améliorations locatives	131 831	19 005	352	150 484
Véhicules	1 721 213	220 588	89 053	1 852 748
Ameublement et équipement de bureau	652 540	170 937	66 654	756 823
Machinerie, outillage et équipement	473 580	58 818	40 797	491 601
Terrains	1 396 431	151 534	2 895	1 545 070
Autres	13 089	4 016	-	17 105
	26 637 767	2 747 389	1 025 318	28 359 838
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures	5 558 715	517 650	797 906	5 278 459
Réseau du métro - infrastructures	775 855	99 769	12 913	862 711
Réseau du métro - tunnels	107 062	3 398	-	110 460
Voitures de métro	286 249	42 741	-	328 990
Bâtiments	1 733 675	125 028	14 515	1 844 188
Améliorations locatives	73 916	11 831	274	85 473
Véhicules	988 001	114 438	82 409	1 020 030
Ameublement et équipement de bureau	294 429	98 174	66 132	326 471
Machinerie, outillage et équipement	213 447	41 866	40 779	214 534
Autres	206	71	-	277
	10 031 555	1 054 966	1 014 928	10 071 593
VALEUR COMPTABLE NETTE	16 606 212	1 692 423	10 390	18 288 245

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 1 115,7 M$ au 31 décembre 2019 (1 231,8 M$ en 2018). Aucune réduction de valeur n'a été opérée au cours de l'exercice (aucune en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

16. PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Voir la note 16 à la page S11-8.

17. AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	54 523	92 400
Dépôts pour l'achat d'autres actifs	5 169	-
Frais d'émission de titres	60 182	60 011
Autres	11 677	8 867
	131 551	161 278

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 3 069,0 M$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2020	2021	2022	2023	2024	2025-2050	Total
704,6 M$	424,0 M$	339,7 M$	262,8 M$	201,4 M$	1 136,5 M$	3 069,0 M$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 5 617,6 M$, dont 821,9 M$ pour l'acquisition de bus et 482,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

19. DROITS CONTRACTUELS

Les droits contractuels liés aux activités de fonctionnement, estimés à 1 138,5 M$, représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 578,9 M$ et de services rendus de 559,6 M$ associés à la location de locaux et de prêts d'employés.

L'échéancier des droits contractuels est établi ainsi :

2020 [1]	2021	2022	2023	2024	2025-2065	Total
301,4 M$	147,3 M$	128,1 M$	58,1 M$	46,3 M$	457,3 M$	1 138,5 M$

[1] Comprend les droits contractuels associés à des ententes à durée indéterminée au montant de 114,3 M$. Ils sont liés à des revenus de transferts de 97,7 M$ et de services rendus de 16,6 M$ associés à des prêts d'employés.

Les droits contractuels liés aux activités d'immobilisations se chiffrent à 1 994,7 M$ dont 811,4 M$ pour l'acquisition de bus et 392,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

20. PASSIFS ÉVENTUELS

a) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 2 451,8 M$ (2 074,7 M$ en 2018).

Elles comprennent notamment une action collective de 1 500,0 M$ intentée par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (le RAPLIQ) et autorisée par la Cour supérieure le 26 mai 2017. Le RAPLIQ est un organisme qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des personnes en situation de handicap. Selon lui, le réseau de transport collectif que gèrent la STM, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) (et les entités qui lui ont succédé) et l'administration municipale serait inaccessible et violerait les droits et libertés des personnes ayant un handicap physique. Les réclamations comprennent également une action collective de 171 M$ intentée par la Ligue des Noirs du Québec et autorisée par la Cour supérieure le 7 août 2019. Cette action collective concerne toute personne physique des communautés noires et culturelles qui aurait subi du profilage racial entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019. À l'heure actuelle, la Ville n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces actions collectives.

Les avocats de la Ville considèrent que le règlement des autres réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Toutefois, elle a prévu à son budget une somme de 32,0 M$ afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement des condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

b) Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des syndicats d'employés en contestation à cette loi. Puisque le résultat de ces démarches et l'ampleur des montants en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été considérées au 31 décembre 2019.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

20. PASSIFS ÉVENTUELS (Suite)

c) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

d) Garanties d'emprunts

En vertu des dispositions de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre C-37.01) (la CMM), de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3) (l'ARTM) et de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Les quotes-parts de l'administration municipale dans l'endettement total net à long terme de ceux-ci se chiffrent à 193,6 M$ (201,7 M$ en 2018).

Dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal), la Ville cautionne des prêts contractés par des organismes à but non lucratif responsables de la réalisation des projets pour un montant maximal de 150,0 M$. Au 31 décembre 2019, le montant des prêts cautionnés par la Ville se chiffre à 8,6 M$. Il est prévu qu'une partie de ces prêts, estimée à 3,2 M$, sera remboursée à même une contribution ultérieure de la Ville. Le passif éventuel relié aux prêts cautionnés est de 5,4 M$. Aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, aucune n'étant jugée probable.

---

21. ACTIFS ÉVENTUELS

Afin d'éviter toutes incidences négatives sur le dénouement des poursuites qu'elle a intentées, la Ville a choisi de ne pas divulguer le montant qu'elle juge probable de récupérer.

---

22. REDRESSEMENT AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (S/O)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

23. DONNÉES BUDGÉTAIRES

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison des données réelles avec les données budgétaires consolidées.

À l'état consolidé des résultats, les données budgétaires sont constituées du budget de l'administration municipale adopté par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération en novembre 2018 ainsi que des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés. Elles tiennent aussi compte d'ajustements apportés aux données budgétaires de l'administration municipale, afin de se conformer aux NCCSP et d'éliminations d'opérations réciproques. Une conciliation des budgets déposés et du budget présenté à l'état consolidé des résultats est montrée au tableau de la page S11-44.

À l'état consolidé de la variation de la dette nette, les données budgétaires relatives à l'acquisition des immobilisations proviennent de la combinaison du budget d'immobilisations de l'administration municipale adopté en novembre 2018 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération ainsi que des budgets d'immobilisations adoptés par les principaux organismes contrôlés.

---

24. INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt auxquelles l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ni de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2019, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

24. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2019		2018	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Placements	2 820 754	2 739 808	2 913 333	2 880 376
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 990 942	2 886 157	2 912 118	2 862 834
Dette à long terme	14 255 749	12 980 955	13 109 158	12 342 217

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2019, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	236 774	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	459 777	442 550
Réserves financières et fonds réservés	606 280	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	(982 306)	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 270 212)	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	11 626 006	10 718 932
	10 676 319	9 791 705

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales.

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Les réserves financières et fonds réservés correspondent à la partie de l'excédent accumulé réservée à des fins particulières en vertu de dispositions législatives et contractuelles. Ces réserves et fonds réservés servent notamment à l'aménagement et à l'entretien d'unités de stationnement, à la fourniture des services de l'eau et de la voirie et à l'acquisition d'immobilisations.

Déficit des activités d'immobilisations

Le déficit des activités d'immobilisations correspond à la différence entre le coût des immobilisations et le total des sources de financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)
(en milliers de dollars)

Charges constatées à taxer ou à pourvoir

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1er janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce solde net est viré par affectations à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté selon les montants prévus au budget ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025);

- l'application des mesures d'allègements pour atténuer les impacts de la crise financière de 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2022);

- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);

- l'application permise pendant la période allant de 2014 à 2017 des mesures d'allègements liées au changement de la méthode de remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) (affectations sur une période maximale de 10 ans);

- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

26. REVENUS DE TRANSFERTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	5 596	5 488
Gouvernement du Québec	402 233	327 129
Communauté métropolitaine de Montréal	42 988	37 603
	450 817	370 220
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	28 874	34 378
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	163	25 502
Gouvernement du Québec		
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes	275 391	526 522
Programme d'aide financière du fonds de l'insfrastructure de transport en commun	320 620	251 325
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	31 613	168 296
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	45 806	38 743
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	30 237	44 002
Autres	50 101	47 840
	782 805	1 136 608
	1 233 622	1 506 828

27. REVENUS D'INTÉRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Placements du fonds d'amortissement	96 471	78 926
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres	56 141	49 475
	152 612	128 401
Arriérés de taxes	14 521	15 963
	167 133	144 364

28. REMBOURSEMENT DE LA DETTE DANS LES DONNÉES FINANCIÈRES ÉTABLIES À DES FINS FISCALES

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et les charges de fonctionnement pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

29. INFORMATION RELATIVE AUX APPARENTÉS

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont la mairesse, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Au cours de l'année financière 2019, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

30. TRANSFERT D'ACTIFS, DE PASSIFS, D'OBLIGATIONS ET DE RESPONSABILITÉS ENTRE ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2019, l'administration municipale avait débuté ou complété des démarches visant le transfert d'actifs, de passifs et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation de la Ville.

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Technoparc Montréal

En vertu d'une entente intervenue le 19 décembre 2019, Technoparc Montréal a cédé à l'administration municipale, sans compensation monétaire, l'ensemble de ses éléments d'actifs en contrepartie de la prise en charge, par l'administration municipale de son passif et de ses obligations et responsabilités. Les actifs, d'une valeur comptable nette de 18,5 M$, sont composés de propriétés destinées à la revente et d'immobilisations. Les passifs, au montant de 4,4 M$, sont principalement lié aux propriétés destinées à la revente.

Le transfert de ces actifs et passifs a été effectués à la valeur comptable nette à la date du transfert. Il n'a aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville. À compter du 1er janvier 2020, les activités associées à la gestion des actifs transférés seront exercées par l'administration municipale. Le processus de dissolution de Technoparc Montréal se poursuivra en 2020.

Exercice subséquent

Société en commandite Stationnement de Montréal

Le 31 décembre 2019, l'administration municipale a résilié l'entente qu'elle avait conclue en 1995 avec la Société en commandite Stationnement de Montréal, par laquelle elle lui avait confié l'exploitation du stationnement tarifé sur son territoire. Les parties ont signé un acte de cession qui fait en sorte que l'administration municipale devient propriétaire, le 1er janvier 2020, des immeubles et autres biens meubles liés à l'exploitation du stationnement tarifé. Cette cession est consentie sans compensation monétaire et en considération de la prise en charge, par l'administration municipale, de certains contrats, réclamations et recours de la SCSM. Le 1er janvier 2020, la valeur comptable nette des actifs cédés est de 12,4 M$.

Agence de mobilité durable

L'Agence de mobilité durable, nouvel organisme du périmètre comptable, a été constituée le 13 février 2019 en vertu de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. À compter du 1er janvier 2020, conformément à une l'entente intervenue entre les parties, l'administration municipale lui a confié la gestion, le développement et la promotion du stationnement tarifé et lui cède certains actifs pour une considération équivalente à leur valeur comptable nette de 7,4 M$. Cette transaction, constatée à la valeur comptable nette, n'aura aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 2020.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Organisation et gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal

Depuis le 1er juin 2017, la STM est assujettie à la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3).

En vertu de cette loi, l'ARTM doit acquérir de la STM et de la Ville des équipements et des infrastructures qui ont un caractère métropolitain. Les contrats de transfert des actifs devront préciser la date et les modalités de transfert des biens. Il est prévu que ces actifs seront acquis à leur valeur comptable nette, déduction faite de toute aide gouvernementale reçue. Inversement, les actifs auparavant désignés comme métropolitains, dont l'usage est exclusif aux usagers de la STM, seront transférés à cette dernière. Il est prévu que la STM transférera à l'ARTM des voies réservées, des stationnements incitatifs et des terminus et que cette dernière cédera des stationnements incitatifs et des terminus.

COVID-19 (maladie à coronavirus 2019)

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 4 mai 2020.

Face à cette pandémie, la Ville a adopté plusieurs mesures spécifiques qui comprennent notamment l'annulation de festivals, événements sportifs et rassemblements publics sur l'ensemble du territoire montréalais jusqu'au 2 juillet ainsi que la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives, des bureaux Accès Montréal et de différents comptoirs de services. La Ville a également reporté au 2 juillet les deuxièmes versements des taxes foncières et des quotes-parts exigées des municipalités liées et suspendu l'augmentation annuelle des tarifs des parcomètres. Des mesures d'aide aux personnes vulnérables et aux commerces et entreprises ont aussi été prises. La Ville continue d'assurer les services municipaux essentiels, comme l'accès à l'eau potable, les services d'urgence, le transport collectif et la collecte des ordures et du recyclage.

De plus, la COVID-19 a aussi des incidences financières importantes telle la baisse de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite qui pourrait affecter les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers consolidés et sur la situation financière de la Ville au cours des exercices futurs.

---

32. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

CONCILIATION DES BUDGETS DÉPOSÉS ET DU BUDGET CONSOLIDÉ PRÉSENTÉ À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS *(en milliers de dollars)*

	2019				
	Budgets déposés				
	Administration municipale	Organismes contrôlés [1]	Ajustements [2]	Éliminations [3]	Budget consolidé
Revenus					
Taxes	3 577 627	-	-	(22 934)	**3 554 693**
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	-	-	-	**275 845**
Quotes-parts	426 130	-	-	-	**426 130**
Transferts	320 344	814 146	212 000	(44 792)	**1 301 698**
Services rendus	316 538	1 585 772	-	(94 572)	**1 807 738**
Imposition de droits	248 418	-	-	-	**248 418**
Amendes et pénalités	208 413	-	-	-	**208 413**
Intérêts	151 678	16 315	-	(37 473)	**130 520**
Autres revenus	24 210	86 986	1 100	(2 000)	**110 296**
	5 549 203	2 503 219	213 100	(201 771)	**8 063 751**
Charges					
Administration générale	765 321	-	15 579	(8 025)	**772 875**
Sécurité publique	1 042 111	-	30 025	(669)	**1 071 467**
Transport	1 047 736	1 683 395	282 361	(101 084)	**2 912 408**
Hygiène du milieu	432 542	-	236 786	(1 239)	**668 089**
Santé et bien-être	115 107	74 550	1 667	(14 828)	**176 496**
Aménagement, urbanisme et développement	257 999	6 100	42 263	(3 056)	**303 306**
Loisirs et culture	589 601	49 418	165 172	(35 397)	**768 794**
Frais de financement	408 677	165 310	-	(37 473)	**536 514**
	4 659 094	1 978 773	773 853	(201 771)	**7 209 949**
Excédent avant financement et affectations	890 109	524 446	(560 753)	-	**853 802**
Financement					
Remboursement de la dette à long terme	(498 425)	-	498 425	-	**-**
Affectations (note 25)					
Excédent des activités de fonctionnement affecté	23 830	-	(23 830)	-	**-**
Réserves financières et fonds réservés	(434 661)	-	434 661	-	**-**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	19 147	-	(19 147)	-	**-**
	(391 684)	-	391 684	-	**-**
Excédent consolidé budgété de l'exercice	-	524 446	329 356	-	**853 802**

[1] Les revenus et les charges des organismes contrôlés ont été inscrits dans les catégories correspondantes à celles utilisées par l'administration municipale. La charge d'amortissement des immobilisations des organismes contrôlés, au montant de 297,1 M$, est répartie dans les fonctions suivantes : transport 286,3 M$, santé et bien-être 10,7 M$ et aménagement, urbanisme et développement 0,1 M$.

[2] Les ajustements sont relatifs aux données budgétaires de l'administration municipale. Ils sont nécessaires pour calculer l'excédent de l'exercice budgété sur la base des NCCSP. Ils consistent à inclure les revenus liés aux activités d'immobilisations de 213,1 M$ ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations au montant de 773,8 M$. En contrepartie, le remboursement de la dette à long terme et les affectations sont éliminés car ils n'ont aucune incidence sur l'excédent établi selon ces mêmes normes.

[3] En vertu des NCCSP, les opérations entre les organismes inclus dans le périmètre de consolidation sont éliminées.

S12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 482 078 000	3 577 627 000	3 554 283 000			3 529 631 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 417 000	275 845 000	274 855 000			274 855 000
Quotes-parts	3	418 105 000	426 130 000	425 936 000			425 936 000
Transferts	4	283 068 000	320 344 000	358 668 000		143 846 000	450 817 000
Services rendus	5	313 510 000	316 538 000	313 994 000		1 580 772 000	1 812 902 000
Imposition de droits	6	318 973 000	248 418 000	369 332 000			369 332 000
Amendes et pénalités	7	189 033 000	208 413 000	179 463 000			179 463 000
Revenus de placements de portefeuille	8	117 142 000	100 527 000	122 043 000		30 569 000	152 612 000
Autres revenus d'intérêts	9	43 660 000	51 151 000	50 683 000			14 521 000
Autres revenus	10	46 420 000	24 210 000	28 452 000		57 908 000	74 360 000
Effet net des opérations de restructuration	11			8 472 000			
	12	5 476 406 000	5 549 203 000	5 686 181 000		1 813 095 000	7 284 429 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	191 429 000	212 000 000	149 323 000		633 482 000	782 805 000
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 386 000	1 100 000	9 129 000			9 129 000
Autres	18	7 752 000		13 620 000		5 530 000	14 103 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	206 567 000	213 100 000	172 072 000		639 012 000	806 037 000
	21	5 682 973 000	5 762 303 000	5 858 253 000		2 452 107 000	8 090 466 000
Charges							
Administration générale	22	673 533 000	765 321 000	701 590 000	13 747 000		706 143 000
Sécurité publique	23	1 077 332 000	1 042 111 000	1 096 757 000	27 802 000		1 123 864 000
Transport	24	1 016 709 000	1 047 736 000	1 023 479 000	274 090 000	1 691 394 000	2 885 702 000
Hygiène du milieu	25	466 652 000	432 542 000	442 469 000	224 096 000		665 280 000
Santé et bien-être	26	94 991 000	115 107 000	123 976 000	1 462 000	71 726 000	182 698 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	200 721 000	257 999 000	278 220 000	41 199 000	10 228 000	323 907 000
Loisirs et culture	28	597 210 000	589 601 000	617 601 000	157 848 000	67 728 000	807 605 000
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	397 165 000	408 677 000	400 983 000		145 832 000	510 653 000
Effet net des opérations de restructuration	31					13 519 000	
Amortissement des immobilisations	32	726 848 000	773 852 000	740 244 000	(740 244 000)		
	33	5 251 161 000	5 432 946 000	5 425 319 000		2 000 427 000	7 205 852 000
Excédent (déficit) de l'exercice	34	431 812 000	329 357 000	432 934 000		451 680 000	884 614 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	431 812 000	329 357 000	432 934 000	451 680 000	884 614 000
Moins: revenus d'investissement	2	(206 567 000)	(213 100 000)	(172 072 000)	(639 012 000)	(806 037 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	225 245 000	116 257 000	260 862 000	(187 332 000)	78 577 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	726 848 000	773 852 000	740 244 000	314 722 000	1 054 966 000
Produit de cession	5	29 863 000	6 701 000	18 576 000	3 076 000	21 652 000
(Gain) perte sur cession	6	(24 138 000)	(6 701 000)	(12 547 000)	1 285 000	(11 262 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7				5 047 000	
	8	732 573 000	773 852 000	746 273 000	324 130 000	1 065 356 000
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	33 148 000	38 900 000	60 380 000		26 110 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(506 440 000)	(540 244 000)	(541 991 000)	(109 335 000)	(651 326 000)
	18	(473 292 000)	(501 344 000)	(481 611 000)	(109 335 000)	(625 216 000)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(17 704 000)	( )	(10 531 000)	(51 143 000)	(61 674 000)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	117 980 000	23 830 000	159 109 000	273 000	159 382 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(354 486 000)	(434 661 000)	(437 312 000)	(9 095 000)	(446 407 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(17 622 000)	22 066 000	14 069 000	3 616 000	51 955 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(271 832 000)	(388 765 000)	(274 665 000)	(56 349 000)	(296 744 000)
	26	(12 551 000)	(116 257 000)	(10 003 000)	158 446 000	143 396 000
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	212 694 000		250 859 000	(28 886 000)	221 973 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

11

S12-G

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 482 078 000	3 577 627 000	3 554 283 000			3 529 631 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 417 000	275 845 000	274 855 000			274 855 000
Quotes-parts	3	418 105 000	426 130 000	425 936 000			425 936 000
Transferts	4	283 068 000	320 344 000	358 668 000		143 846 000	450 817 000
Services rendus	5	313 510 000	316 538 000	313 994 000		1 580 772 000	1 812 902 000
Imposition de droits	6	318 973 000	248 418 000	369 332 000			369 332 000
Amendes et pénalités	7	189 033 000	208 413 000	179 463 000			179 463 000
Revenus de placements de portefeuille	8	117 142 000	100 527 000	122 043 000		30 569 000	152 612 000
Autres revenus d'intérêts	9	43 660 000	51 151 000	50 683 000			14 521 000
Autres revenus	10	46 420 000	24 210 000	28 452 000		57 908 000	74 360 000
Effet net des opérations de restructuration	11			8 472 000			
	12	5 476 406 000	5 549 203 000	5 686 181 000		1 813 095 000	7 284 429 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	191 429 000	212 000 000	149 323 000		633 482 000	782 805 000
Imposition de droits	16						
Effet net des opérations de restructuration				5 047 000			
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 386 000	1 100 000	9 129 000			9 129 000
Autres	18	7 752 000		8 573 000		5 530 000	14 103 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	206 567 000	213 100 000	172 072 000		639 012 000	806 037 000
	21	**5 682 973 000**	**5 762 303 000**	**5 858 253 000**		**2 452 107 000**	**8 090 466 000**
Charges							
Administration générale	22	673 533 000	765 321 000	701 590 000	13 747 000		706 143 000
Sécurité publique	23	1 077 332 000	1 042 111 000	1 096 757 000	27 802 000		1 123 864 000
Transport	24	1 016 709 000	1 047 736 000	1 023 479 000	274 090 000	1 691 394 000	2 885 702 000
Hygiène du milieu	25	466 652 000	432 542 000	442 469 000	224 096 000		665 280 000
Santé et bien-être	26	94 991 000	115 107 000	123 976 000	1 462 000	71 726 000	182 698 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	200 721 000	257 999 000	278 220 000	41 199 000	10 228 000	323 907 000
Loisirs et culture	28	597 210 000	589 601 000	617 601 000	157 848 000	67 728 000	807 605 000
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	397 165 000	408 677 000	400 983 000		145 832 000	510 653 000
Effet net des opérations de restructuration	31					13 519 000	
Amortissement des immobilisations	32	726 848 000	773 852 000	740 244 000	(740 244 000)		
	33	**5 251 161 000**	**5 432 946 000**	**5 425 319 000**		**2 000 427 000**	**7 205 852 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	34	**431 812 000**	**329 357 000**	**432 934 000**		**451 680 000**	**884 614 000**

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	480 333 000	786 817 000	115 917 000	902 734 000
Débiteurs (note 5)	2	2 925 473 000	3 166 130 000	3 044 763 000	5 057 134 000
Prêts (note 6)	3	37 386 000	55 718 000	1 882 000	57 600 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 265 385 000	2 292 332 000	447 476 000	2 739 808 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 592 000	1 592 000	378 000	1 970 000
	8	5 710 169 000	6 302 589 000	3 610 416 000	8 759 246 000
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		199 385 000	379 011 000	578 396 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 668 213 000	1 803 411 000	569 820 000	2 313 560 000
Revenus reportés (note 12)	12	311 275 000	564 107 000	13 032 000	577 139 000
Dette à long terme (note 13)	13	9 221 042 000	9 922 209 000	4 152 834 000	12 980 955 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	304 546 000	287 199 000	21 452 000	308 651 000
	15	11 505 076 000	12 776 311 000	5 136 149 000	16 758 701 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 794 907 000)	(6 473 722 000)	(1 525 733 000)	(7 999 455 000)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	10 868 497 000	11 944 998 000	6 343 247 000	18 288 245 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	120 839 000	157 844 000		157 844 000
Stocks de fournitures	19	50 276 000	46 915 000	51 219 000	98 134 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	50 044 000	51 648 000	79 903 000	131 551 000
	21	11 089 656 000	12 201 405 000	6 474 369 000	18 675 774 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	215 822 000	246 596 000	(9 822 000)	236 774 000
Excédent de fonctionnement affecté	23	377 047 000	417 508 000	42 269 000	459 777 000
Réserves financières et fonds réservés	24	82 643 000	440 531 000	165 749 000	606 280 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 184 066 000)	(1 212 485 000)	(113 591 000)	(1 270 212 000)
Financement des investissements en cours	26	(251 026 000)	(708 673 000)	(273 633 000)	(982 306 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	6 054 329 000	6 544 206 000	5 137 664 000	11 626 006 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	5 294 749 000	5 727 683 000	4 948 636 000	10 676 319 000

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	1 773 917 000	1 834 881 000	2 609 478 000	2 516 290 000
Charges sociales	2	521 380 000	512 177 000	752 082 000	667 314 000
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	956 568 000	976 814 000	1 319 803 000	1 222 658 000
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	317 152 000	305 492 000	364 347 000	342 744 000
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	30 889 000	34 699 000	115 424 000	130 436 000
D'autres tiers	10	59 221 000	57 048 000	20 886 000	18 982 000
Autres frais de financement	11	1 415 000	3 744 000	9 996 000	8 547 000
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	639 142 000	581 334 000	581 334 000	590 778 000
Transferts	13				
Autres	14	48 552 000	51 990 000	293 000	210 000
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	238 036 000	310 016 000	327 274 000	223 566 000
Amortissement des immobilisations	17	773 852 000	740 244 000	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres					
- Autres	18	72 822 000	16 880 000	49 969 000	54 085 000
-	19				
-	20				
	21	5 432 946 000	5 425 319 000	7 205 852 000	6 792 305 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	23		
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés	3	606 280 000	239 297 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)
Financement des investissements en cours	5	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 626 006 000	10 718 932 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	10 676 319 000	9 791 705 000
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	246 596 000	215 822 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(9 822 000)	(3 897 000)
	11	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Affect. À l'exercice suivant	12	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	13	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	14	124 866 000	107 136 000
- Exc.affect.-Autres fins	15	53 785 000	59 858 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	417 508 000	377 047 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
- Exc.affect.-Autres fins	22	42 269 000	65 503 000
-	23		
-	24		
	25	42 269 000	65 503 000
	26	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Gestion de la voirie	27	26 791 000	34 538 000
- Gestion de l'eau	28	27 541 000	35 337 000
- Immobilisations	29	375 450 000	282 000
-	30		
-	31		
	32	429 782 000	70 157 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	3 570 000	3 768 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	7 000 000	7 000 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	814 000	2 183 000
Organismes contrôlés et partenariats	42	6 057 000	6 057 000
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Immobilisations	45	152 692 000	143 597 000
- U. de stationnement et autres	46	6 365 000	6 535 000
	47	176 498 000	169 140 000
	48	606 280 000	239 297 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	(6 117 000)	(6 117 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	(191 827 000)	(199 140 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(42 700 000)	(57 000 000)
Autres	52	((123 375 000))	((162 856 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	(117 269 000)	(99 401 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(152 469 000)	(136 201 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	(6 740 000)	(8 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	(6 740 000)	(8 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(5 511 000)	(4 030 000)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Act.de fonc. financées	72	(1 402 538 000)	(1 355 985 000)
- Act.de fonc. à financer	73	(88 803 000)	(89 318 000)
	74	(1 496 852 000)	(1 449 333 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	5 511 000	4 030 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	289 476 000	251 517 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	79	90 862 000	106 149 000
	80	385 849 000	361 696 000
	81	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	740 373 000	746 346 000
Investissements à financer	83	(1 722 679 000)	(1 334 567 000)
	84	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente	86	159 814 000	135 308 000
Prêts	87	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	2 377 291 000	2 566 743 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	20 882 950 000	19 345 850 000
Ajustements aux éléments d'actif	91	(308 276 000)	(279 044 000)
	92	20 574 674 000	19 066 806 000
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(12 980 955 000)	(12 342 217 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	( )	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 886 157 000	2 862 834 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 113 062 000	1 104 468 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	33 068 000	27 041 000
	98	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
	101	11 626 006 000	10 718 932 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	12	2	21

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(28 003 000)	(182 135 000)
Charge de l'exercice	4	(331 418 000)	(236 878 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	327 976 000	391 010 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	20 741 485 000	19 741 973 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(20 583 458 000)	(19 391 122 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	158 027 000	350 851 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(51 711 000)	(42 526 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	106 316 000	308 325 000
Provision pour moins-value	12	(137 761 000)	(336 328 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	24	24
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	8 235 411 000	6 208 473 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(8 746 045 000)	(6 787 150 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(510 634 000)	(578 677 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	510 410 000	470 637 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	333 524 000	607 000
	20	843 934 000	471 244 000
Cotisations salariales des employés	21	(233 696 000)	(209 706 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	610 238 000	261 538 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	65 809 000	96 031 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(134 220 000)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	(198 567 000)	(67 296 000)
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	343 260 000	290 273 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 152 421 000	1 082 913 000
Rendement espéré des actifs	33	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(11 842 000)	(53 395 000)
Charge de l'exercice	35	331 418 000	236 878 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 512 038 000	1 156 450 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	347 775 000	20 142 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(270 179 000)	22 445 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 074 198 000	1 033 986 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	21 318 594 000	19 427 822 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	(140 421 000)	(135 167 000)
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	435 066 000	391 650 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 761 018 000	1 379 432 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,86 %	5,97 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,87 %	6,04 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,52 %	2,68 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,02 %	2,02 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(288 861 000)	(276 781 000)
Charge de l'exercice	56	((1 966 000))	(22 067 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	9 689 000	9 987 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(292 262 000)	(299 862 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	15 056 000	11 001 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(277 206 000)	(288 861 000)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(292 262 000)	(299 862 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	10 105 000	9 953 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	(20 285 000)	(532 000)
	72	(10 180 000)	9 421 000
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	(10 180 000)	9 421 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	331 000	1 743 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(2 580 000)	(4 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	(12 429 000)	11 160 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	10 463 000	10 907 000
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	10 463 000	10 907 000
Charge de l'exercice	87	(1 966 000)	22 067 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(1 806 000)	15 365 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92	9 689 000	9 987 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	13	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	3,15 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,29 %	2,90 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,10 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,46 %	6,06 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,70 %	4,12 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2 028	2 028
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	1 460 000	1 277 000
	113	1 460 000	1 277 000

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	103	106

Description du régime

.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	472 000	426 000
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	1 615 000	1 436 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	1 287 000	1 341 000
	120	2 902 000	2 777 000

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 751 043 000	2 736 686 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	103 332 000	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7			
Autres	8	2 099 000	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 399 754 000	3 329 417 000
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	23 969 000	23 969 000	24 373 000
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 192 000	14 096 000
Autres				
- Taxe immatriculation	14	36 032 000	36 032 000	35 778 000
- Autres	15	626 000	626 000	650 000
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18	7 449 000	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	20 509 000	20 509 000	21 145 000
Activités d'investissement	21			
	22	116 130 000	116 130 000	117 191 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	25	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	26	129 877 000	129 877 000	130 764 000
	27	3 554 283 000	3 529 631 000	3 460 181 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	37 581 000	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	76 048 000	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39			
	40	1 754 000	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 239 000	13 600 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	274 855 000	264 417 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	21 752 000	21 752 000	20 130 000
Sécurité publique				
Police	54	11 455 000	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	8 157 000	8 157 000	8 246 000
Sécurité civile	56	4 000 000	4 000 000	
Autres	57	120 000	120 000	125 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	2 355 000	2 355 000	2 777 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	666 000	693 000
Autres	60	693 000	693 000	1 079 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	2 508 000	84 430 000	80 368 000
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	394 000	394 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	10 718 000	10 718 000	13 886 000
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	450 000	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	149 000	149 000	183 000
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	1 896 000	1 896 000	443 000
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80	28 106 000	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	14 897 000	14 897 000	15 583 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 767 000	1 767 000	2 043 000
Promotion et développement économique	85	54 677 000	54 677 000	18 849 000
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	1 515 000	11 712 000	11 457 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	4 700 000	4 700 000	4 820 000
Autres	89	8 739 000	8 769 000	9 429 000
Réseau d'électricité	90			
	91	201 215 000	293 364 000	217 585 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	(1 503 000)	(1 503 000)	4 359 000
Sécurité publique				
Police	93	36 000	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	56 000	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 525 000	3 525 000	29 402 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	(20 000)	(20 000)	800 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		633 482 000	945 179 000
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106	87 000	87 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	33 545 000	33 545 000	57 588 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	27 861 000	27 861 000	37 382 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119	1 966 000	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123	563 000	563 000	
Promotion et développement économique	124			
Autres	125	34 000	34 000	1 265 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	73 502 000	73 502 000	11 701 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000	4 142 000
Autres	128	264 000	264 000	36 000
Réseau d'électricité	129			
	130	149 323 000	782 805 000	1 136 608 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	23 004 000	23 004 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136			8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138	134 449 000	134 449 000	124 089 000
	139	157 453 000	157 453 000	152 635 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	507 991 000	1 233 622 000	1 506 828 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000	8 000
Autres	152			
Transport collectif	153		1 406 494 000	1 343 301 000
Autres	154			
	155	8 000	1 406 502 000	1 343 309 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	320 000	320 000	264 000
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	328 000	1 406 822 000	1 343 573 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183	311 000	311 000	359 000
Évaluation	184	130 000	130 000	75 000
Autre	185	33 019 000	33 019 000	31 656 000
	186	33 460 000	33 460 000	32 090 000
Sécurité publique				
Police	187	44 560 000	27 762 000	24 207 000
Sécurité incendie	188	517 000	517 000	615 000
Sécurité civile	189			
Autres	190	61 000	61 000	30 000
	191	45 138 000	28 340 000	24 852 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	4 711 000	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 684 000	9 200 000	11 869 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195		(735 000)	(848 000)
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			17 000
Autres	199	12 691 000	82 413 000	80 245 000
	200	70 864 000	97 367 000	98 114 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 379 000	1 379 000	849 000
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	217 000	217 000	799 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	146 000	146 000	571 000
Matières recyclables	206	480 000	480 000	524 000
Autres	207	409 000	409 000	249 000
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209	856 000	856 000	1 538 000
Autres	210	25 000	25 000	60 000
	211	7 567 000	7 567 000	9 125 000
Santé et bien-être				
Logement social	212	409 000	65 295 000	55 335 000
Sécurité du revenu	213	18 919 000	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000	133 000
	215	19 461 000	84 347 000	78 049 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	42 269 000	43 038 000	30 631 000
Rénovation urbaine	217	440 000	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 537 000	1 537 000	3 148 000
Autres	219	59 080 000	62 777 000	58 576 000
	220	103 326 000	107 792 000	92 809 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	19 253 000	32 518 000	29 487 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	548 000	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	14 141 000	16 792 000
	224	33 850 000	47 207 000	46 810 000
Réseau d'électricité	225			
	226	313 666 000	406 080 000	381 849 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	313 994 000	1 812 902 000	1 725 422 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228		55 953 000	55 953 000	65 423 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231		4 000	4 000	
	232		369 332 000	369 332 000	318 973 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		179 463 000	179 463 000	189 033 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	100 527 000	122 043 000	152 611 000	122 769 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	51 151 000	50 683 000	14 522 000	15 315 000
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		14 547 000	14 547 000	16 387 000
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	467 000	8 661 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239		9 129 000	9 129 000	7 386 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun – Taxe sur l'essence	240			5 530 000	5 982 000
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Autres	243		22 011 000	67 919 000	82 878 000
	244		46 154 000	97 592 000	121 294 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000		
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	245		8 472 000		

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	60 916 000	137 000	61 053 000	61 016 000	56 977 000
Greffe et application de la loi	2	81 148 000	2 921 000	84 069 000	82 464 000	82 872 000
Gestion financière et administrative	3	296 659 000	1 220 000	297 879 000	299 480 000	256 640 000
Évaluation	4	16 656 000	96 000	16 752 000	16 793 000	17 248 000
Gestion du personnel	5	69 419 000	138 000	69 557 000	69 557 000	64 641 000
Autres						
- Autres	6	176 792 000	9 235 000	186 027 000	176 833 000	199 817 000
-	7					
	8	701 590 000	13 747 000	715 337 000	706 143 000	678 195 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	702 442 000	11 904 000	714 346 000	714 347 000	705 828 000
Sécurité incendie	10	357 878 000	15 753 000	373 631 000	373 631 000	380 999 000
Sécurité civile	11	18 901 000	145 000	19 046 000	19 045 000	1 406 000
Autres	12	17 536 000		17 536 000	16 841 000	17 300 000
	13	1 096 757 000	27 802 000	1 124 559 000	1 123 864 000	1 105 533 000
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	134 465 000	236 241 000	370 706 000	370 706 000	369 331 000
Enlèvement de la neige	15	207 436 000	13 818 000	221 254 000	221 254 000	205 050 000
Éclairage des rues	16	33 941 000	18 002 000	51 943 000	51 943 000	51 109 000
Circulation et stationnement	17	54 263 000	825 000	55 088 000	124 077 000	124 319 000
Transport collectif						
Transport en commun	18	541 887 000		541 887 000	2 044 541 000	1 852 819 000
Transport aérien	19					
Transport par eau	20	2 000		2 000	2 000	
Autres	21	51 485 000	5 204 000	56 689 000	73 179 000	40 041 000
	22	1 023 479 000	274 090 000	1 297 569 000	2 885 702 000	2 642 669 000

22-1

S28-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations 2019	Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	26 718 000	81 203 000	81 203 000	76 896 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	94 555 000	68 227 000	162 782 000	162 782 000	154 225 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	57 773 000	120 626 000	120 626 000	127 791 000
Réseaux d'égout	26	40 556 000	65 282 000	105 838 000	105 838 000	102 804 000
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	51 711 000	2 918 000	54 629 000	54 629 000	51 063 000
Élimination	28	34 152 000		34 152 000	34 152 000	42 324 000
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	30 732 000	522 000	31 254 000	31 254 000	30 424 000
Tri et conditionnement	30	13 835 000		13 835 000	13 835 000	9 730 000
Matières organiques						
Collecte et transport	31	10 252 000		10 252 000	10 536 000	14 803 000
Traitement	32	7 395 000		7 395 000	7 395 000	1 339 000
Matériaux secs	33	18 977 000	545 000	19 522 000	19 522 000	36 409 000
Autres	34	3 796 000	284 000	4 080 000	3 796 000	2 567 000
Plan de gestion	35					
Autres	36	3 199 000		3 199 000	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	13 480 000	1 827 000	15 307 000	15 307 000	16 743 000
Autres	39	2 491 000		2 491 000	1 206 000	17 976 000
	40	442 469 000	224 096 000	666 565 000	665 280 000	688 239 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	64 412 000	1 462 000	65 874 000	123 134 000	85 356 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000		17 528 000	17 528 000	21 467 000
Autres	43	42 036 000		42 036 000	42 036 000	42 355 000
	44	123 976 000	1 462 000	125 438 000	182 698 000	149 178 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	98 215 000	6 989 000	105 204 000	108 502 000	75 496 000
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	2 716 000		2 716 000	2 716 000	2 744 000
Autres biens	47	42 042 000	151 000	42 193 000	42 193 000	34 912 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	126 273 000	356 000	126 629 000	126 629 000	95 566 000
Tourisme	49	2 164 000		2 164 000	2 164 000	2 203 000
Autres	50	448 000		448 000	448 000	359 000
Autres	51	6 362 000	33 703 000	40 065 000	41 255 000	33 582 000
	52	278 220 000	41 199 000	319 419 000	323 907 000	244 862 000

22-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	71 044 000	13 582 000	84 626 000	84 626 000	81 445 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 879 000	15 918 000	51 797 000	51 797 000	51 289 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 537 000	10 370 000	45 907 000	45 907 000	49 797 000
Parcs et terrains de jeux	56	200 062 000	91 929 000	291 991 000	291 991 000	272 746 000
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	73 000		73 000	73 000	65 000
Autres	59	18 178 000	798 000	18 976 000	66 489 000	64 606 000
	60	360 773 000	132 597 000	493 370 000	540 883 000	519 948 000
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	19 983 000	4 525 000	24 508 000	24 508 000	24 093 000
Bibliothèques	62	96 142 000	11 274 000	107 416 000	96 142 000	107 740 000
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	76 293 000	8 931 000	85 224 000	85 224 000	85 301 000
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	64 410 000	521 000	64 931 000	60 848 000	45 838 000
	66	256 828 000	25 251 000	282 079 000	266 722 000	262 972 000
	67	617 601 000	157 848 000	775 449 000	807 605 000	782 920 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	399 553 000		399 553 000	539 133 000	519 772 000
Autres frais	70	(2 314 000)		(2 314 000)	(38 476 000)	(27 610 000)
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 744 000		3 744 000	9 996 000	8 547 000
	73	400 983 000		400 983 000	510 653 000	500 709 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	740 244 000	(740 244 000)			

22-3

ANNEXE

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS VENTILÉS

PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	32
Analyse des charges sans amortissement	33
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	35
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	36
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	37
Charges par objets	38
Excédent (déficit) accumulé	39
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	41
Analyse des charges sans amortissement	42

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	48 300 000	49 385 000	48 879 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 482 954 000	2 480 633 000	2 392 611 000
Transferts	4	128 363 000	152 506 000	91 966 000
Services rendus	5	56 150 000	62 053 000	60 047 000
Imposition de droits	6	1 969 000	1 838 000	1 963 000
Amendes et pénalités	7	102 497 000	85 033 000	85 937 000
Revenus de placements de portefeuille	8	36 882 000	47 662 000	44 763 000
Autres revenus d'intérêts	9	37 473 000	36 162 000	27 697 000
Autres revenus	10	2 175 000	2 286 000	16 807 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	2 896 763 000	2 917 558 000	2 770 670 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	87 000 000	90 783 000	149 841 000
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		17 000	8 000
Autres	18		695 000	220 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
	20	87 000 000	91 495 000	150 069 000
	21	2 983 763 000	3 009 053 000	2 920 739 000
Charges				
Administration générale	22	279 675 000	286 917 000	278 729 000
Sécurité publique	23	1 034 073 000	1 086 838 000	1 065 162 000
Transport	24	621 585 000	564 534 000	573 573 000
Hygiène du milieu	25	229 799 000	229 452 000	239 584 000
Santé et bien-être	26	49 134 000	62 352 000	30 412 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	97 887 000	92 913 000	72 630 000
Loisirs et culture	28	110 421 000	121 102 000	107 819 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	134 800 000	129 534 000	132 713 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000
Excédent (déficit) de l'exercice	33	426 389 000	435 411 000	420 117 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	426 389 000	435 411 000	420 117 000
Moins: revenus d'investissement	2	(87 000 000)	(91 495 000)	(150 069 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	339 389 000	343 916 000	270 048 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	38 900 000	11 195 000	10 225 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(171 707 000)	(168 730 000)	(160 485 000)
	18	(132 807 000)	(157 535 000)	(150 260 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(1 632 000)	(6 425 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	(86 170 000)	18 000	23 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(147 618 000)	(152 029 000)	(121 393 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	27 206 000	27 088 000	(7 633 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(206 582 000)	(126 555 000)	(135 428 000)
	26	(339 389 000)	(284 090 000)	(285 688 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		59 826 000	(15 640 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	91 495 000	150 069 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(47 272 000)	(42 559 000)
Sécurité publique	3	(49 450 000)	(57 683 000)
Transport	4	(37 325 000)	(33 185 000)
Hygiène du milieu	5	(268 998 000)	(278 756 000)
Santé et bien-être	6	(2 061 000)	(25 827 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 832 000)	(4 016 000)
Loisirs et culture	8	(159 000 000)	(146 482 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(566 938 000)	(588 508 000)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	296 894 000	251 713 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	1 632 000	6 425 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	21 205 000	171 417 000
	18	22 837 000	177 842 000
	19	(247 207 000)	(158 953 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(155 712 000)	(8 884 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	912 149 000	945 393 000	922 416 000
Charges sociales	2	228 466 000	250 601 000	299 548 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	276 991 000	281 295 000	246 393 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	81 070 000	74 787 000	81 807 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	16 152 000	17 557 000	27 150 000
D'autres tiers	10	37 473 000	36 190 000	23 746 000
Autres frais de financement	11	105 000	1 000 000	10 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	610 833 000	553 318 000	562 887 000
Transferts	13			
Autres	14	38 466 000	38 310 000	35 650 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	113 276 000	143 482 000	91 264 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	242 393 000	231 709 000	209 751 000
-	19			
-	20			
	21	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(36 934 000)	(96 760 000)
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés	3	160 513 000	26 797 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(5 035 000)	((27 539 000))
Financement des investissements en cours	5	(255 948 000)	(100 236 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Exc.aff.- Projets spécifiques	9	6 711 000	6 729 000
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	3 869 000	4 293 000
- Gestion de l'eau	20	17 451 000	21 586 000
- Immobilisations	21	138 487 000	212 000
-	22		
-	23		
	24	159 807 000	26 091 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	706 000	706 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Règlements d'emprunt fermés	30		
-	31		
	32	706 000	706 000
	33	160 513 000	26 797 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(7 720 000)	(9 914 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(21 955 000)	(29 355 000)
Autres	37	((133 772 000))	((171 654 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	((104 097 000))	((132 385 000))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	((104 097 000))	((132 385 000))
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 740 000)	(4 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 740 000)	(4 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(116 594 000)	(30 200 000)
- Charges de fonc. à financer	58	((10 386 000))	(70 356 000)
	59	(106 208 000)	(100 556 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	651 000	455 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs	64	165 000	195 000
	65	816 000	650 000
	66	(5 035 000)	((27 539 000))

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	255 668 000	237 653 000
Investissements à financer	68	(511 616 000)	(337 889 000)
	69	(255 948 000)	(100 236 000)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1		
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9		
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10		
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13		
Autres			
- Immatriculation	14	36 032 000	35 778 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	49 385 000	48 879 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	49 385 000	48 879 000
	27	49 385 000	48 879 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2019	2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
	36		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	8 948 000	7 900 000
Sécurité publique			
Police	54	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	7 869 000	7 946 000
Sécurité civile	56	4 000 000	
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	753 000	1 114 000
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	6 000	365 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	2 437 000	3 208 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	259 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	10 474 000	13 619 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	1 138 000	350 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	13 310 000	13 642 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84	606 000	745 000
Promotion et développement économique	85	34 374 000	9 865 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	10 000	22 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89	876 000	2 591 000
Réseau d'électricité	90		
	91	124 621 000	70 471 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	111 000	
Sécurité publique			
Police	93	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	1 157 000	3 057 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	118 000	145 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	61 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	10 728 000	68 101 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	16 692 000	30 521 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	146 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125	34 000	903 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	54 156 000	2 316 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	257 000	44 000
Réseau d'électricité	129		
	130	90 783 000	149 841 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		**2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136	6 826 000	8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	21 059 000	12 628 000
	139	27 885 000	21 495 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	243 289 000	241 807 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	320 000	264 000
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	320 000	264 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	76 000	82 000
Évaluation	184	126 000	71 000
Autres	185	668 000	2 012 000
	186	870 000	2 165 000
Sécurité publique			
Police	187	45 189 000	41 279 000
Sécurité incendie	188	517 000	615 000
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191	45 706 000	41 894 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	23 000	(43 000)
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199	5 846 000	6 332 000
	200	5 869 000	6 289 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	614 000	(50 000)
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	(26 000)	374 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	2 000	1 000
Matières recyclables	206	6 000	
Autres	207	435 000	344 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	782 000	704 000
Autres	210		
	211	5 868 000	5 908 000
Santé et bien-être			
Logement social	212	409 000	218 000
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215	409 000	218 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	385 000	311 000
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218	21 000	19 000
Autres	219		
	220	406 000	330 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	2 605 000	2 979 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223		
	224	2 605 000	2 979 000
Réseau d'électricité	225		
	226	61 733 000	59 783 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	62 053 000	60 047 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	1 838 000	1 963 000
Droits de mutation immobilière	229		
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232	1 838 000	1 963 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	85 033 000	85 937 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	47 662 000	44 763 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	36 162 000	27 697 000
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239	17 000	8 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	2 981 000	17 027 000
	245	2 998 000	17 035 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	860 000	839 000
Greffe et application de la loi	2	48 098 000	49 367 000
Gestion financière et administrative	3	9 392 000	1 584 000
Évaluation	4	16 656 000	17 118 000
Gestion du personnel	5	638 000	666 000
Autres			
- Autres	6	211 273 000	209 155 000
-	7		
	8	286 917 000	278 729 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	700 517 000	689 397 000
Sécurité incendie	10	357 992 000	365 215 000
Sécurité civile	11	18 374 000	1 150 000
Autres	12	9 955 000	9 400 000
	13	1 086 838 000	1 065 162 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	1 699 000	1 735 000
Enlèvement de la neige	15	86 000	128 000
Éclairage des rues	16	188 000	234 000
Circulation et stationnement	17	207 000	219 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	541 829 000	551 450 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20		
Autres	21	20 525 000	19 807 000
	22	564 534 000	573 573 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	52 993 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	24 475 000	23 886 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	59 632 000
Réseaux d'égout	26	8 577 000	9 228 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	9 000	
Élimination	28	33 790 000	36 103 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	65 000	12 000
Tri et conditionnement	30	13 836 000	9 730 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	5 000	6 169 000
Traitement	32	7 349 000	1 322 000
Matériaux secs	33	13 654 000	31 230 000
Autres	34	1 257 000	
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	9 097 000	9 279 000
Autres	39		
	40	229 452 000	239 584 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	45 591 000	12 936 000
Sécurité du revenu	42		
Autres	43	16 761 000	17 476 000
	44	62 352 000	30 412 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 705 000	2 627 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	2 606 000	2 709 000
Autres biens	47	3 407 000	6 461 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	80 280 000	58 633 000
Tourisme	49	2 164 000	2 200 000
Autres	50		
Autres	51	1 751 000	
	52	92 913 000	72 630 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	1 329 000	496 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	531 000	414 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	76 000	128 000
Parcs et terrains de jeux	56	36 894 000	31 438 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58		
Autres	59	4 280 000	3 446 000
	60	43 110 000	35 922 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61		
Bibliothèques	62	11 918 000	11 709 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	46 781 000	41 508 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	19 293 000	18 680 000
	66	77 992 000	71 897 000
	67	121 102 000	107 819 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	127 874 000	130 639 000
Autres frais	70	660 000	2 064 000
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	1 000 000	10 000
	73	129 534 000	132 713 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

1113193

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	3 529 327 000	3 504 898 000	3 433 199 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	191 981 000	206 162 000	191 102 000
Services rendus	5	262 314 000	254 509 000	256 933 000
Imposition de droits	6	246 449 000	367 494 000	317 010 000
Amendes et pénalités	7	105 916 000	94 430 000	103 096 000
Revenus de placements de portefeuille	8	63 645 000	74 380 000	72 379 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 522 000	15 963 000
Autres revenus	10	22 035 000	26 166 000	29 613 000
Effet net des opérations de restructuration	11		8 472 000	
	12	4 711 190 000	4 825 888 000	4 683 712 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	125 000 000	58 540 000	41 588 000
Imposition de droits	16			
Effet net des opérations de restructuration			5 047 000	
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	1 100 000	9 112 000	7 378 000
Autres	18		7 878 000	7 532 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	19			
	20	126 100 000	80 577 000	56 498 000
	21	4 837 290 000	4 906 465 000	4 740 210 000
Charges				
Administration générale	22	759 921 000	688 875 000	694 237 000
Sécurité publique	23	883 985 000	885 997 000	842 701 000
Transport	24	916 764 000	949 841 000	935 366 000
Hygiène du milieu	25	464 931 000	473 452 000	465 294 000
Santé et bien-être	26	71 599 000	67 250 000	68 950 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	212 692 000	237 875 000	163 101 000
Loisirs et culture	28	576 701 000	593 959 000	567 566 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	273 877 000	271 449 000	264 452 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	**4 160 470 000**	**4 168 698 000**	**4 001 667 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	33	**676 820 000**	**737 767 000**	**738 543 000**

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Excédent (déficit) de l'exercice	1	676 820 000	737 767 000	738 543 000
Moins: revenus d'investissement	2	(126 100 000)	(80 577 000)	(56 498 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	550 720 000	657 190 000	682 045 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		6 029 000	5 725 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		6 029 000	5 725 000
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		49 185 000	22 923 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(368 537 000)	(373 260 000)	(345 954 000)
	18	(368 537 000)	(324 075 000)	(323 031 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(8 899 000)	(11 279 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	110 000 000	159 091 000	117 957 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(287 043 000)	(285 283 000)	(233 093 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(5 140 000)	(13 020 000)	(9 990 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(182 183 000)	(148 111 000)	(136 405 000)
	26	(550 720 000)	(466 157 000)	(453 711 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		191 033 000	228 334 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	80 577 000	56 498 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(64 082 000)	(61 022 000)
Sécurité publique	3	(1 097 000)	(1 235 000)
Transport	4	(519 347 000)	(504 397 000)
Hygiène du milieu	5	(238 448 000)	(234 789 000)
Santé et bien-être	6	(192 000)	(65 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(93 073 000)	(62 829 000)
Loisirs et culture	8	(339 597 000)	(268 656 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(1 255 836 000)	(1 132 993 000)
Propriétés destinées à la revenue			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	785 693 000	667 068 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	8 899 000	11 279 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	15 155 000	10 150 000
Réserves financières et fonds réservés	17	63 577 000	255 026 000
	18	87 631 000	276 455 000
	19	(382 512 000)	(189 470 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(301 935 000)	(132 972 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	861 768 000	889 488 000	862 259 000
Charges sociales	2	292 914 000	261 576 000	281 111 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	681 503 000	698 087 000	629 077 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	236 082 000	230 705 000	222 722 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 737 000	17 142 000	17 763 000
D'autres tiers	10	21 748 000	20 858 000	22 933 000
Autres frais de financement	11	1 310 000	2 744 000	1 034 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	2 085 133 000	2 082 713 000	2 002 397 000
Transferts	13		13 680 000	
Autres	14	10 086 000		13 526 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	124 760 000	166 534 000	118 240 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	(169 571 000)	(214 829 000)	(169 395 000)
-	19			
-	20			
	21	4 160 470 000	4 168 698 000	4 001 667 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	283 530 000	312 582 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés	3	280 018 000	55 846 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)
Financement des investissements en cours	5	(452 725 000)	(150 790 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affect. À l'exercice suivant	9	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	10	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	11	118 155 000	100 407 000
- Exc.affect.-Autres fins	12	53 785 000	59 858 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	22 922 000	30 245 000
- Gestion de l'eau	20	10 090 000	13 751 000
- Immobilisaitons	21	236 963 000	70 000
-	22		
-	23		
	24	269 975 000	44 066 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	3 570 000	3 768 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	108 000	1 477 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Unités de stationnement	30	6 106 000	6 218 000
- Autres	31	259 000	317 000
	32	10 043 000	11 780 000
	33	280 018 000	55 846 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(91 201 000)	(96 320 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(20 745 000)	(27 645 000)
Autres	37	(10 397 000)	(8 798 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	(122 343 000)	(132 763 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	(157 543 000)	(169 563 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 000 000)	(4 000 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 000 000)	(4 000 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(1 341 810 000)	(1 352 781 000)
- Charges de fonc. à financer	58	(84 621 000)	(42 277 000)
	59	(1 426 431 000)	(1 395 058 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	288 827 000	251 062 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	64	90 697 000	105 954 000
	65	379 524 000	357 016 000
	66	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	484 705 000	508 693 000
Investissements à financer	68	(937 430 000)	(659 483 000)
	69	(452 725 000)	(150 790 000)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 758 583 000
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7		
Autres	8	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 351 314 000
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	23 969 000	24 373 000
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 096 000
Autres			
- Autres	14	626 000	650 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20	20 508 000	21 145 000
Activités d'investissement	21		
	22	66 744 000	68 312 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24	13 748 000	13 573 000
	25	13 748 000	13 573 000
	26	80 492 000	81 885 000
	27	3 504 898 000	3 433 199 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2019	2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39		
	40	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 600 000
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	264 417 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	12 804 000	12 230 000
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	288 000	300 000
Sécurité civile	56		
Autres	57	120 000	125 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	1 602 000	1 663 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	693 000
Autres	60	687 000	714 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	71 000	38 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	135 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	244 000	267 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76	149 000	183 000
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	758 000	93 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	1 587 000	1 941 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 161 000	1 298 000
Promotion et développement économique	85	20 303 000	8 984 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	1 505 000	1 435 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	4 700 000	4 820 000
Autres	89	7 863 000	6 808 000
Réseau d'électricité	90		
	91	76 594 000	59 962 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	(1 614 000)	4 359 000
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	2 368 000	26 345 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	(138 000)	655 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	26 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	22 817 000	(10 513 000)
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	11 169 000	6 861 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	417 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		362 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	19 346 000	9 385 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000
Autres	128	7 000	(8 000)
Réseau d'électricité	129		
	130	58 540 000	41 588 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	16 178 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	113 390 000	111 461 000
	139	129 568 000	131 140 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	264 702 000	232 690 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	8 000	8 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	8 000	8 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	235 000	277 000
Évaluation	184	4 000	4 000
Autres	185	32 971 000	31 183 000
	186	33 210 000	31 464 000
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190	61 000	30 000
	191	61 000	30 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 996 000	61 091 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		17 000
Autres	199	6 845 000	5 516 000
	200	65 330 000	73 455 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 419 000	1 565 000
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204	249 000	425 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	144 000	570 000
Matières recyclables	206	474 000	524 000
Autres	207	17 000	27 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	74 000	834 000
Autres	210	25 000	60 000
	211	2 402 000	4 005 000
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000
	215	19 052 000	22 714 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	41 884 000	33 926 000
Rénovation urbaine	217	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 516 000	3 129 000
Autres	219	59 361 000	55 162 000
	220	103 201 000	92 671 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	16 648 000	15 350 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	16 705 000
	224	31 245 000	32 586 000
Réseau d'électricité	225		
	226	254 501 000	256 925 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	254 509 000	256 933 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité **SERVICES RENDUS (suite)**		**Budget 2019**	**Réalisations 2019**	**2018**
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228		54 115 000	63 460 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231		4 000	
	232		367 494 000	317 010 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		94 430 000	103 096 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234		74 380 000	72 379 000
INTÉRÊTS	235		14 522 000	15 963 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	4 646 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		9 112 000	7 378 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		33 577 000	32 499 000
	245		43 156 000	44 523 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	246		8 472 000	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	62 114 000	57 411 000
Greffe et application de la loi	2	33 206 000	32 104 000
Gestion financière et administrative	3	293 921 000	252 442 000
Évaluation	4	14 887 000	14 424 000
Gestion du personnel	5	68 781 000	63 834 000
Autres			
- Autres	6	215 966 000	274 022 000
-	7		
	8	688 875 000	694 237 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	537 445 000	536 827 000
Sécurité incendie	10	294 756 000	289 183 000
Sécurité civile	11	1 785 000	1 381 000
Autres	12	52 011 000	15 310 000
	13	885 997 000	842 701 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	139 299 000	157 647 000
Enlèvement de la neige	15	207 359 000	192 391 000
Éclairage des rues	16	33 934 000	34 939 000
Circulation et stationnement	17	54 469 000	55 243 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	454 702 000	484 855 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20	2 000	
Autres	21	60 076 000	10 291 000
	22	949 841 000	935 366 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	67 940 000	67 684 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	97 517 000	93 302 000
Traitement des eaux usées	25	88 701 000	83 317 000
Réseaux d'égout	26	43 351 000	42 349 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	51 704 000	48 302 000
Élimination	28	27 452 000	34 585 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	30 667 000	29 853 000
Tri et conditionnement	30	12 668 000	1 294 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	10 247 000	8 330 000
Traitement	32	6 407 000	6 255 000
Matériaux secs	33	16 746 000	14 201 000
Autres	34	3 744 000	3 823 000
Plan de gestion	35		
Autres	36	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	7 919 000	10 061 000
Autres	39	5 190 000	18 793 000
	40	473 452 000	465 294 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	21 447 000	19 922 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000	21 467 000
Autres	43	28 275 000	27 561 000
	44	67 250 000	68 950 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	97 832 000	65 311 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	1 636 000	1 378 000
Autres biens	47	42 011 000	31 118 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	85 808 000	62 173 000
Tourisme	49	1 851 000	1 787 000
Autres	50	448 000	359 000
Autres	51	8 289 000	975 000
	52	237 875 000	163 101 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	70 688 000	66 748 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 930 000	34 282 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 528 000	38 660 000
Parcs et terrains de jeux	56	189 101 000	180 834 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58	73 000	65 000
Autres	59	16 877 000	18 853 000
	60	348 197 000	339 442 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61	19 983 000	19 247 000
Bibliothèques	62	95 868 000	94 196 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	64 774 000	58 957 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	65 137 000	55 724 000
	66	245 762 000	228 124 000
	67	593 959 000	567 566 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	271 679 000	265 395 000
Autres frais	70	(2 974 000)	(1 977 000)
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	2 744 000	1 034 000
	73	271 449 000	264 452 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

1213193

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14
Annexe : Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences	15

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	229 467 000	229 467 000	240 878 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	166 363 000	166 363 000	165 726 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	419 862 000	419 862 000	410 358 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 670 000	28 670 000	24 840 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	41 669 000	41 669 000	41 025 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	1 338 000	2 529 000
Parcs et terrains de jeux	10	119 858 000	119 858 000	169 090 000
Autres infrastructures	11	75 478 000	356 574 000	285 116 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	71 340 000	303 184 000	247 941 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	243 792 000	243 792 000	172 474 000
Améliorations locatives	15	15 878 000	19 005 000	13 206 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		104 565 000	627 359 000
Autres	17	47 901 000	220 588 000	142 384 000
Ameublement et équipement de bureau	18	105 700 000	170 937 000	122 968 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	21 303 000	58 818 000	54 274 000
Terrains	20	123 234 000	150 584 000	79 826 000
Autres	21	2 822 000	4 016 000	8 201 000
	22	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	68 608 000	68 608 000	69 060 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	64 555 000	64 555 000	46 971 000
Autres infrastructures	27	610 206 000	891 302 000	822 387 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	160 859 000	160 859 000	171 818 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	101 808 000	101 808 000	118 755 000
Autres infrastructures	32	117 881 000	117 881 000	124 259 000
Autres immobilisations	33	631 970 000	1 275 489 000	1 468 633 000
	34	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

1354193

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4	2 566 743 000	622 624 000	812 076 000	2 377 291 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 276 154 000	830 423 000	353 279 000	4 753 298 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 281 092 000	664 353 000	362 100 000	2 583 345 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 123 989 000	2 117 400 000	1 527 455 000	9 713 934 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	355 394 000	62 168 000	36 698 000	380 864 000
	18	3 218 228 000	428 254 000	379 461 000	3 267 021 000
	19	12 342 217 000	2 545 654 000	1 906 916 000	12 980 955 000
Dette en cours de refinancement	20	( )			( )
Reclassement / Redressement	21		(599 568 000)	(599 568 000)	
Dette à long terme	22	12 342 217 000	1 946 086 000	1 307 348 000	12 980 955 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	6 475 925 000	3 446 284 000	9 922 209 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	452 725 000	255 948 000	708 673 000
Activités de fonctionnement à financer	3	84 622 000	(10 388 000)	74 234 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
- Acq. prop. destinées revente	5	46 292 000	10 855 000	57 147 000
-	6			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	7	1 380 244 000	554 162 000	1 934 406 000
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8			
Débiteurs	9	139 492 000	1 364 431 000	1 503 923 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10			
Autres montants	11			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12			
Autres				
- Montant à recouvrer redevances	13	391 127 000		391 127 000
-	14			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 148 701 000	1 784 106 000	6 932 807 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	177 972 000	1 343 856 000	1 521 828 000
Endettement net à long terme	17	5 326 673 000	3 127 962 000	8 454 635 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	18			
Communauté métropolitaine	19	12 640 000		12 640 000
Autres organismes	20	180 977 000		180 977 000
Endettement total net à long terme	21	5 520 290 000	3 127 962 000	8 648 252 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	2 585 042 000		
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23			
	24	2 585 042 000		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	8 105 332 000		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	5 212 000	5 212 000	5 189 000
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	541 829 000	541 829 000	551 450 000
Autres	10	320 000	320 000	318 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	1 143 000	1 143 000	1 138 000
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	16 795 000	16 795 000	16 720 000
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	4 224 000	4 224 000	4 205 000
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	11 811 000	11 811 000	11 758 000
Réseau d'électricité	24			
	25	581 334 000	581 334 000	590 778 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1	72 114 000	66 128 000
Charges sociales	2	30 906 000	28 340 000
Biens et services	3	1 719 754 000	1 627 033 000
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 822 774 000	1 721 501 000

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	2 195,00	37,50	3 806 339,00	259 635 000	85 740 000	345 375 000
Professionnels	2	3 015,30	35,00	5 032 326,00	266 969 000	72 793 000	339 762 000
Cols blancs	3	6 426,70	35,00	11 432 926,00	365 875 000	105 206 000	471 081 000
Cols bleus	4	4 499,70	36,00	9 218 069,00	315 672 000	113 111 000	428 783 000
Policiers	5	4 325,30	35,00	8 706 739,00	452 262 000	101 881 000	554 143 000
Pompiers	6	2 352,00	42,00	5 167 253,00	235 384 000	59 571 000	294 955 000
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	22 814,00		43 363 652,00	1 895 797 000	538 302 000	2 434 099 000
Élus	9	103,00			11 198 000	4 781 000	15 979 000
	10	22 917,00			1 906 995 000	543 083 000	2 450 078 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	2 508 000				2 508 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	394 000	86 000	(309 000)		171 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	61 000	23 835 000	9 710 000		33 606 000
Traitement des eaux usées	14	10 718 000	2 744 000	2 744 000		16 206 000
Réseaux d'égout	15	4 000	16 870 000	10 987 000		27 861 000
Autres	16	301 995 000	76 751 000	5 905 000	42 988 000	427 639 000
	17	315 680 000	120 286 000	29 037 000	42 988 000	507 991 000

10

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	501 000	551 000
Évaluation	2	60 000	58 000
Autres	3	27 228 000	25 922 000
	4	27 789 000	26 531 000
Sécurité publique			
Police	5	4 893 000	5 090 000
Sécurité incendie	6	10 072 000	10 608 000
Sécurité civile	7	59 000	
Autres	8	774 000	835 000
	9	15 798 000	16 533 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	100 907 000	101 254 000
Enlèvement de la neige	11	9 967 000	9 616 000
Autres	12	12 157 000	11 489 000
Transport collectif	13	33 721 000	35 829 000
Autres	14	2 139 000	
	15	158 891 000	158 188 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	11 854 000	10 969 000
Réseau de distribution de l'eau potable	17	28 438 000	26 725 000
Traitement des eaux usées	18	25 302 000	25 671 000
Réseaux d'égout	19	26 858 000	26 177 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 997 000	1 963 000
Matières recyclables	21	439 000	477 000
Autres	22	117 000	529 000
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	751 000	
Autres	25		128 000
	26	95 756 000	92 639 000
Santé et bien-être			
Logement social	27	601 000	661 000
Sécurité du revenu	28	6 554 000	6 555 000
Autres	29		
	30	7 155 000	7 216 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	4 763 000	5 025 000
Rénovation urbaine	32	874 000	1 036 000
Promotion et développement économique	33	1 180 000	1 044 000
Autres	34	13 855 000	13 421 000
	35	20 672 000	20 526 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	60 192 000	59 890 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 426 000	1 792 000
Autres	38	8 304 000	13 850 000
	39	74 922 000	75 532 000
Réseau d'électricité	40		
	41	400 983 000	397 165 000

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Arseneault, Christian	86 550	17 352
Barbe, Manon	111 018	17 352
Battista, Mario	47 318	17 352
Beaudry, Robert	122 272	17 352
Beis, Dimitrios	91 929	17 352
Belinga, Renée-Chantal	47 708	17 294
Biron, Michèle D	48 741	17 352
Bissonnet, Michel	81 547	17 352
Black, Christine	93 744	17 352
Blanchet, Nancy	59 186	17 352
Blanco, Josefina	70 176	17 352
Boivin Roy, Karine	103 616	17 352
Boukala, Younes	59 505	17 352
Bourgeois, Caroline	100 508	16 761
Caldwell, Éric Alan	123 671	17 352
Christensen, Lisa	51 227	17 352
Clément-Talbot, Catherine	65 375	17 352
Cohen, Jacques	53 054	17 352
Corbeil, Jean-Marc	34 637	17 294
Corvil, Josué	59 668	16 761
Croteau, François William	153 871	17 352
Décarie, Suzanne	71 620	17 352
Declos, Serge	48 503	17 352
Deros, Mary	74 262	17 352
Deschamps, Richard	83 907	17 352
DeSousa, Alan	108 978	17 352
Déziel, Gilles	44 573	17 352
Dorais, Benoit	163 163	17 352
Downey, Sterling	96 391	17 352
Ferrandez, Luc	56 846	7 246
Filato, Rosannie	119 075	17 352
Flannery, Michèle	59 695	17 352
Fumagalli, Giuliana	88 615	17 352
Gagnon, Luc	56 003	17 352
Giannou, Effie	60 595	17 352
Gignac, Yves	41 845	17 352
Giguère, Marianne	92 336	17 352
Gosselin, Christine	91 811	17 352
Goulet, Nathalie	125 304	17 352
Guay, Richard	70 628	17 352
Hénault, Andrée	70 738	17 352
Langevin, Benoit	73 186	17 352
Larocque, Christian	48 835	17 352
Lattanzio, Patricia	63 498	15 607
Lavigne Lalonde, Laurence	114 778	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Leblanc, Richard	34 637	17 294
Leroux, Louise	34 637	17 294
Lessard-Blais, Pierre	107 462	17 352
L'heureux, Pierre	54 280	17 352
Limoges, François	128 535	17 352
Magini, Fanny	48 499	17 352
Marceau, Suzanne	34 637	17 294
Marinacci, Normand	113 700	17 352
Marsolais, Kristine	34 637	17 294
Mauger, Marie-Andrée	90 091	17 352
Mauzerolle, Sophie	101 092	17 352
McQueen, Peter	103 734	17 352
Miele, Francesco	100 197	17 352
Miranda, Luis	76 986	17 352
Miron, Suzie	108 354	17 352
Montgomery, Sue	100 126	17 352
Normand, Jerôme	94 791	17 352
Norris, Alex	109 657	17 352
Ouellet, Sylvain	163 763	17 352
Palestini, Laura-Ann	48 503	17 352
Parent, Marie-Josée	86 034	17 352
Parenteau, Jean-François	132 842	17 352
Parizeau, Hadrien	86 542	17 352
Patreau, Valérie	57 156	17 352
Pauzé, Jocelyn	93 079	17 352
Perez, Lionel	107 027	17 352
Perri, Dominic	76 986	17 352
Pierre-Antoine, Nathalie	44 573	17 352
Plante, Valérie	179 759	17 352
Plourde, Marie	98 105	17 352
Poirier, Jean-Marc	47 708	17 294
Pollak, Mindy	52 689	17 352
Popeanu, Magda	147 813	17 352
Provost, Julie-Pascale	48 879	17 352
Rabouin, Luc	14 663	2 985
Rapana, Giovanni	72 915	17 352
Rossi, Chantal	79 527	17 352
Rotrand, Marvin	60 729	17 352
Rouleau, Micheline	83 186	17 352
Ryan, Richard	106 129	17 352
Salem, Aref	80 904	17 352
Samoszewski, Robert	48 499	17 352
Sarault, Yves	52 129	17 352
Sari, Abdelhaq	71 401	17 352
Sauvé, Craig	113 220	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Shand, Lynne	34 637	17 294
Sigouin, Anne-Marie	103 138	17 352
Thiébaut, Sophie-Gabrielle	55 350	17 352
Thuillier, Émilie	133 938	17 352
Tomlinson, Philipe	88 738	17 352
Tremblay, Lili-Anne	54 185	17 352
Tremblay, Véronique	50 286	17 352
Troilo, Josée	48 503	17 352
Vaillancourt, Alain	67 786	17 352
Vilain, Maeva	67 725	17 352
Vodanovic, Maja	127 235	17 352
Watt, Stéphanie	72 895	17 352
Wong, Cathy	126 342	17 352
Zarac, Lise	66 813	17 352

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 050 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 / 3 / 4		X	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 / 6		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	$		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 / 9		X	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 / 11		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	$		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 / 14	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	182 000 000 $		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 / 17	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	20 509 000 $		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 / 20		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	$		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 / 23	X	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 / 25		X
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 / 27		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28	_____ $	
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 / 30		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31	_____ $	
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 / 33		X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	34	_____ $	
b) autres formes d'aide	35	_____ $	
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36		
Facteur comparatif de 2019	37	0,00	
Valeur uniformisée	38		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 ____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 ____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 ____ $

b) Dépenses d'investissement — 42 ____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 ____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 ____

b) Date d'adoption de la résolution — 45 ____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

	OUI	NON
	46 [X]	47 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 CG10 0209

b) Date d'adoption de la résolution — 49 2010-05-20

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	☐	51	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52			
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53			
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice				
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54			
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55			
Mesures d'encadrement				
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56			
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :				
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57			
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58			
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :				
- la mort	59			
- une blessure grave	60			
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61			

ANNEXE

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS VENTILÉS PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	18
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	18
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	19
Questionnaire	20
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	22
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	22
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	23

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	102 173 000	106 376 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	53 520 000	65 435 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	24 777 000	15 272 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	(202 000)	426 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 404 000	919 000
Aires de stationnement	9		4 000
Parcs et terrains de jeux	10	28 376 000	77 584 000
Autres infrastructures	11	116 000	145 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	37 673 000	69 696 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 919 000	47 216 000
Améliorations locatives	15	10 316 000	8 599 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	24 419 000	16 503 000
Ameublement et équipement de bureau	18	55 700 000	43 964 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 343 000	4 470 000
Terrains	20	89 780 000	23 495 000
Autres	21	(475 000)	4 702 000
	22	566 938 000	588 508 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	31 289 000	19 590 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	23 566 000	12 014 000
Autres infrastructures	27	31 533 000	39 500 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	70 884 000	86 786 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	29 954 000	53 421 000
Autres infrastructures	32	64 150 000	68 538 000
Autres immobilisations	33	248 675 000	218 645 000
	34	566 938 000	588 508 000

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
	Ensemble des municipalités		
66023	Montréal		2 042 217 000
66112	Baie-D'Urfé		12 006 000
66107	Beaconsfield		20 771 000
66058	Côte-Saint-Luc		28 254 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		41 791 000
66087	Dorval		70 927 000
66062	Hampstead		9 843 000
66092	L'Île-Dorval		80 000
66102	Kirkland		28 745 000
66072	Mont-Royal		51 633 000
66007	Montréal-Est		17 310 000
66047	Montréal-Ouest		5 822 000
66097	Pointe-Claire		63 384 000
66127	Senneville		3 375 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		7 098 000
66032	Westmount		56 082 000
		1	2 459 338 000
	Certaines municipalités		
66023	Montréal		12 480 000
66112	Baie-D'Urfé		250 000
66107	Beaconsfield		517 000
66058	Côte-Saint-Luc		382 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		842 000
66087	Dorval		1 584 000
66062	Hampstead		216 000
66092	L'Île-Dorval		1 000
66102	Kirkland		653 000
66072	Mont-Royal		1 095 000
66007	Montréal-Est		366 000
66047	Montréal-Ouest		95 000
66097	Pointe-Claire		1 380 000
66127	Senneville		77 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		199 000
66032	Westmount		1 158 000
		2	21 295 000
		3	2 480 633 000

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ $	
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	2 / 3	[ ]	[X]
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	4	_____ $	
b) autres formes d'aide	5	_____ $	
3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	6 / 7	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	8	_____ $	
4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	9 / 10	[ ]	[X]
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM?	11 / 12	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	13	_____ $	

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	127 294 000	134 502 000
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	112 843 000	100 291 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	395 085 000	395 086 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 872 000	24 414 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	40 265 000	40 106 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	2 525 000
Parcs et terrains de jeux	10	91 482 000	91 506 000
Autres infrastructures	11	75 362 000	54 834 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	33 667 000	28 065 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	214 873 000	125 258 000
Améliorations locatives	15	5 562 000	3 016 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	23 482 000	23 234 000
Ameublement et équipement de bureau	18	50 000 000	39 724 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	18 960 000	14 439 000
Terrains	20	33 454 000	52 494 000
Autres	21	3 297 000	3 499 000
	22	1 255 836 000	1 132 993 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	37 319 000	49 469 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	40 989 000	34 956 000
Autres infrastructures	27	578 673 000	552 751 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	89 975 000	85 033 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	71 854 000	65 335 000
Autres infrastructures	32	53 731 000	55 720 000
Autres immobilisations	33	383 295 000	289 729 000
	34	1 255 836 000	1 132 993 000

152193

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	14 887 000	14 424 000
Autres	3	263 943 000	288 999 000
Sécurité publique			
Police	4	534 888 000	531 811 000
Sécurité incendie	5	294 866 000	289 362 000
Sécurité civile	6	1 258 000	1 270 000
Autres	7	44 432 000	7 410 000
Transport			
Réseau routier	8	6 784 000	20 947 000
Transport collectif	9	454 644 000	460 609 000
Autres	10	29 434 000	10 553 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	194 788 000	186 375 000
Matières résiduelles	12	58 705 000	47 166 000
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	4 679 000	4 988 000
Autres	15	2 698 000	
Santé et bien-être			
Logement social	16	19 421 000	18 409 000
Autres	17	3 000 000	2 682 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 322 000	2 165 000
Rénovation urbaine	19	4 902 000	4 196 000
Promotion et développement économique	20	45 889 000	31 611 000
Autres	21	3 397 000	975 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	30 527 000	30 050 000
Activités culturelles	23	67 249 000	48 395 000
Réseau d'électricité	24		
	25	2 082 713 000	2 002 397 000

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes 3
Ventilation des dépenses mixtes par compétences 4
Notes complémentaires 5

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit du tableau « Ventilation des dépenses mixtes par compétence » entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été établi par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable
Nous attirons l'attention sur la note 3 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de Montréal de répondre aux exigences réglementaires. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville, ayant été déposé au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau
La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

S50

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019						2018
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Total		
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	159 432 000	167 972 000	150 571 000	135 841 000	309 854 000	303 666 000	292 214 000
Sécurité publique	2							
Transport	3	1 634 000	1 843 000	55 390 000	58 527 000	57 024 000	60 366 000	63 023 000
Hygiène du milieu	4	7 430 000	7 680 000	18 913 000	18 322 000	26 342 000	26 001 000	27 984 000
Santé et bien-être	5	2 572 000	2 253 000	985 000	1 055 000	3 557 000	3 308 000	3 121 000
Aménagement, urbanisme et développement	6	4 978 000	5 458 000	8 170 000	8 222 000	13 148 000	13 680 000	12 720 000
Loisirs et culture	7	7 391 000	7 143 000	21 689 000	22 187 000	29 080 000	29 327 000	29 570 000
Frais de financement	8							
	9	183 437 000	192 349 000	255 718 000	244 154 000	439 005 000	436 348 000	428 632 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

Voir les notes 1 et 2 à la page S61-2.

2. Principales méthodes comptables

Voir la note 3 à la page S61-2.

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES – NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2019

1. DÉPENSES MIXTES

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les dépenses engagées par la Ville de Montréal dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

2. VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 31 décembre 2006, et ses modifications subséquentes.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une dépense mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice de compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des dépenses d'administration à appliquer aux dépenses d'agglomération, à l'exclusion des dépenses du service de la dette, des dépenses de contribution, des dépenses contingentes et des dépenses mixtes d'administration générale. Le taux des dépenses d'administration est calculé annuellement en fonction des critères définis au règlement mentionné ci-dessus. Le taux applicable en 2019 est de 9,88 %.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les dépenses présentées dans le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, lesquels sont dressés conformément aux NCCSP. La note 2 des états financiers consolidés décrit les méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les dépenses mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
La Tour Deloitte
1190, avenue des
Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal (Québec) H3B 0M7
Canada

Tél. : 514-393-7177
Téléc. : 514-390-4111
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal,
au trésorier

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Montréal (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Le 21 avril 2020

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	3 504 898 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (199 000)	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	7 658 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	13 748 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	12 439 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 242 211 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	2 633 000
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	2 241 525 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	239 531 928 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	240 719 820 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	240 125 874 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | | 0 | , | 9 | 3 | 3 | 5 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11
Annexe : Compétences d'agglomération	12

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 891 233 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	408 741 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	103 616 000
Activités de fonctionnement	6	155 387 000
Activités d'investissement	7	
Autres	8	632 000
	9	3 559 609 000
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	19 671 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	8 824 000
Autres		
- Enseignes publicitaires	14	640 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	5 631 000
Pouvoir général de taxation	19	20 557 000
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	55 323 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	14 934 000
	25	14 934 000
	26	70 257 000
	27	3 629 866 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	37 586 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	37 586 000
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	76 512 000
Cégeps et universités	7	61 924 000
Écoles primaires et secondaires	8	47 675 000
	9	186 111 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 769 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	1 769 000
	14	225 466 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	37 351 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	2 092 000
Taxes d'affaires	17	
	18	39 443 000
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	13 230 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	13 230 000
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	2 212 000
	24	2 212 000
	25	280 351 000

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	2 /100$		3				
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5 /100$		6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8 /100$		9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11 /100$		12				
Immeubles industriels	13	x	14 /100$		15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17 /100$		18				
Autres	19	x	20 /100$		21				
Immeubles agricoles	22	x	23 /100$		24				
Total					25	26 ( )	27 (3 230 000)	28 2 894 463 000	29 2 891 233 000
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	30	x	31 /100$		32				
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34 /100$		35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37 /100$		38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40 /100$		41				
Immeubles industriels	42	x	43 /100$		44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46 /100$		47				
Autres	48	x	49 /100$		50				
Immeubles agricoles	51	x	52 /100$		53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57 408 741 000	58 408 741 000

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe) — **Par unité de logement**

Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
	100,0000	7	Autres

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

Montréal

Taux de taxation de 2020 (en $/100$)[1]

Secteurs / Arrondissements	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis	Terrains vagues non desservis[2]	Taxes PTI d'arrondis-sement
Anjou	0,6340	0,6380	2,6202	3,1407	1,2680	0,6340	0,0831
Taxe spéciale de l'eau	0,0963	0,0844	0,3210		0,0963		
Lachine	0,5895	0,5559	2,5463	3,0668	1,1790	0,5895	0,0526
Taxe spéciale de l'eau	0,0927	0,0746	0,2925		0,0927		
LaSalle	0,5837	0,5101	2,5387	3,0592	1,1674	0,5837	0,0466
Taxe spéciale de l'eau	0,0897	0,0731	0,2820		0,0897		
L'Île-Bizard	0,6040	0,6080	2,5195	3,0400	1,2080	0,6040	0,0772
Taxe spéciale de l'eau	0,0973	0,0736	0,2905		0,0973		
Montréal	0,6372	0,6412	2,6427	3,1633	1,2744	0,6372	
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3472		0,1043		
Ahuntsic-Cartierville							0,0483
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce							0,0311
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve							0,0511
Plateau Mont-Royal							0,0314
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles							0,0724
Rosemont–Petite-Patrie							0,0409
Le Sud-Ouest							0,0408
Ville-Marie							0,0064
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension							0,0445
Montréal-Nord	0,6277	0,6316	2,5991	3,1196	1,2554	0,6277	0,0671
Taxe spéciale de l'eau	0,0888	0,0686	0,1457		0,0888		
Outremont	0,6043	0,5675	2,5706	3,0911	1,2086	0,6043	0,0307
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3495		0,1043		
Pierrefonds	0,5891	0,5520	2,5273	3,0478	1,1782	0,5891	0,0646
Taxe spéciale de l'eau	0,0957	0,0752	0,3109		0,0957		
Roxboro	0,6071	0,6110	2,5301	3,0506	1,2142	0,6071	0,0604
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0687	0,3017		0,0951		
Sainte-Geneviève	0,5891	0,5683	2,5593	3,0798	1,1782	0,5891	0,0768
Taxe spéciale de l'eau	0,0922	0,0809	0,2622		0,0922		
Saint-Laurent	0,6129	0,6168	2,5506	3,0711	1,2258	0,6129	0,0522
Taxe spéciale de l'eau	0,0981	0,0800	0,2949		0,0981		
Saint-Léonard	0,6132	0,6171	2,5521	3,0726	1,2264	0,6132	0,0605
Taxe spéciale de l'eau	0,0925	0,0790	0,2935		0,0925		
Verdun	0,5915	0,5644	2,5419	3,0624	1,1830	0,5915	0,0385
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0796	0,3192		0,0951		

Taxe spéciale voirie	Résidentiel	Non résidentiel
Ville de Montréal	0,0035	0,0228

T.G.T. pondéré[3]	Ens. Supérieur, Santé,S.Sociaux	Ens. P et Sec
1,1073	84,5%	71

Taxe relative à l'ARTM	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis
Ville de Montréal	0,0024	0,0024	0,0102	0,0123	0,0048

Verdun	Secteur IDS	Secteur TFE
Taxe pour travaux municipaux	0,0083	0,0037

Montréal-Nord	
Eau (non-résidentiel)	0,17921

Divers	OBNL	STM	Terrains
Ville de Montréal	0,5000	1,0175	0,5800

Tarification des immeubles résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Ahuntsic-Cartierville	s. o.	s. o.
Anjou	Tarifs fixes variés : 20 $ par logement, 10 $ par chambre.	s. o.
Côte-des-Neiges– Notre-Dame-de-Grâce	s. o.	s. o.
Lachine	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
LaSalle	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : chalet d'été, 30 $ par unité; maison de chambres, 20 $ par chambre; autres immeubles, 30 $ par logement. Sainte-Geneviève : tarif fixe de 30 $ par logement ou 30 $ par immeuble pour les maisons de chambres.	L'Ile-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 60 $ par logement ou 50 $ par chambre
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	s. o.	s. o.
Montréal-Nord	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Outremont	s. o.	100 $ par logement
Pierrefonds-Roxboro	Tarif fixe de 30 $ par logement.	Pierrefonds : 60 $ par logement Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	s. o.	s. o.
Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles	s. o.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	s. o.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif fixe de 25 $ par logement.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Sud-Ouest	s. o.	s. o.
Verdun	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
Ville-Marie	s. o.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	s. o.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées.

Tarification des immeubles non résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Tous	Tarif de 0,58 $/m^3 pour toute consommation excédant 100 000 m^3, en plus des tarifs présentés ci-dessous.	s. o.
Ahuntsic-Cartierville	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Anjou	Tarif au compteur de 0,1869775 $/m^3. Un crédit de 227 m^3 par logement ou par chambre est alloué pour les immeubles mixtes.	s. o.
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Lachine	Tarifs variés selon le secteur (immeubles mixtes et non résidentiels) : Lachine, le plus élevé de : a) 30 $ par logement ou 150 $ par établissement; b) 0,33 $/m^3 pour 454 609 m^3 et 0,2552 $/m^3 sur l'excédent. Saint-Pierre, le plus élevé de : a) 0,90 $/m^3; b) 30 $ par logement ou 360 $ par établissement; c) selon le type de compteur : de 1 300 $ à 4 700 $.	s. o.
LaSalle	Tarif de base de 90 $ par local pour les premiers 255 m^3, tarif de 0,37 $/m^3 jusqu'à 425 m^3 et de 0,41 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : commerce dans un immeuble mixte, 160 $ par local; autres commerces : 270 $ par local. Sainte-Geneviève : tarif de base de 175 $ par local pour les premiers 227,3 m^3 et tarif au compteur de 0,274967 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Montréal-Nord	Le plus élevé de : tarif fixe de 0,18353 $ par 100 $ d'évaluation foncière non résidentielle ajustée ou 0,165 $ du m^3.	s. o.
Outremont	s. o.	s. o.
Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds : tarif de base de 85 $ par local pour les premiers 360 m^3 et taux de 0,21 $/m^3 sur l'excédent. Roxboro : tarifs fixes par local, variant de 180 $ à 360 $ selon le type de commerce.	s. o.
Plateau-Mont-Royal	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum variable selon le diamètre du compteur. Tarif de 0,396 $/m^3 jusqu'à 909 200 m^3 et de 0,297 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif minimum de 85 $ par établissement pour les premiers 318 m^3 et tarif au compteur de 0,26708 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Sud-Ouest	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Verdun	Tarif minimum de 78 $ par unité pour les premiers 228 m^3 et tarif au compteur de 0,19 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Ville-Marie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	3 629 866 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (235 000)		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	9 690 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	14 934 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	8 651 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	1 287 919 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	2 328 052 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 259 476 245 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 12 0 , 8972 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 788 443 000		11 843 000	21 652 000	275 280 000	139 000
De secteur	2	47 607 000		376 000	1 943 000	36 424 000	20 000
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	1 858 000				113 000	
Autres	5	33 229 000				5 084 000	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	14 934 000					
	8	1 886 071 000		12 219 000	23 595 000	316 901 000	159 000

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	1 164 452 000	16 000	38 149 000	3 299 974 000
De secteur	10	167 155 000	2 000	5 476 000	259 003 000
Autres	11			632 000	632 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	3 660 000			5 631 000
Autres	13	11 379 000			49 692 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				14 934 000
	16	1 346 646 000	18 000	44 257 000	3 629 866 000

10

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	X	13		14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	82 000 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-11				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

PORTRAIT GLOBAL

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	5 729 429 000 $
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	531 193 000 $
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	421 159 000 $
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	86 245 000 $

Les questions 10 et 11 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

		OUI		NON
10. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	32	X	33	
11. Date d'adoption du budget d'agglomération par le conseil	34	2019-12-13		

ANNEXE

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	14
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	15

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	36 270 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 340 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	49 610 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	49 610 000
	27	49 610 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10	X	11	
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13	X	14	
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16	X	17	

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	X	19		20	
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	X	22			

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	**OUI**	**NON**
Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.		
8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?	23 X	24
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	25 X	26
9. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	27 X	28

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Yves Courchesne , atteste que le rapport financier consolidé
de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-28.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Montréal.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-21 12:55:35

Date de transmission au Ministère :

S68

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.15

2020/05/25
13:00

(3)

Dossier # : 1203843006

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Présentation des résultats du plan de redressement de 123,4 M$ pour contrer la crise économique et financière

Il est recommandé :

- De prendre connaissance des résultats du plan de redressement.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-22 07:08

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203843006**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Présentation des résultats du plan de redressement de 123,4 M$ pour contrer la crise économique et financière

CONTENU

CONTEXTE

Suite à la crise économique et financière due à la COVID-19, le comité exécutif en sa séance du 23 avril dernier a adopté un plan de redressement de 123,4 M$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0570 – 23 avril 2020 – Mise en place d'un plan de redressement de 123,4 M$ pour contrer la crise économique et financière

DESCRIPTION

Les services centraux ont soumis des économies anticipées de 85,7 M$ auxquels s'ajoutent 9 M$ dans les dépenses contingentes.
Quant aux arrondissements, ils présentent des économies de 28,7 M$ comparativement à l'objectif global de 28,7 M$. Au total, les économies anticipées au sein des services centraux, des arrondissements et des dépenses contingentes sont de 123,4 M$.

JUSTIFICATION

Présentation aux instances décisionnelles du résultat du plan de redressement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire

Tél : 514 872-1293
Télécop. : 514 872-3145

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-21

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire

Tél : 514 872-1293
Télécop. : 514 872-3145

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2020-05-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-05-21

Plan de redressement 2020
Consolidation
- en milliers de dollars* -

Unités d'affaires	Économies identifiées			
	A-p.	Rémunération	Autres familles	Total
SERVICES CENTRAUX				
DIRECTION GÉNÉRALE				
Direction générale	8,4	856,0	552,4	1 408,4
Affaires juridiques	13,0	1 121,7	1 767,8	2 889,5
Finances	2,0	248,4	1 762,1	2 010,5
Police	28,3	2 349,3	2 085,9	4 435,2
Ressources humaines	3,0	828,2	2 071,3	2 899,5
Sécurité incendie	1,0	1 746,2	463,5	2 209,6
Sous-total	55,7	7 149,8	8 703,0	15 852,7
SERVICES INSTITUTIONNELS				
Approvisionnement	-	-	379,8	379,8
Évaluation foncière	3,6	379,3	-	379,3
Gestion et planification immobilière	-	3 137,1	9 871,3	13 008,4
Greffe	4,6	375,7	661,2	1 036,9
Matériel roulant et ateliers	12,0	808,5	6 147,8	6 956,3
Performance organisationnelle	0,9	100,0	1 617,6	1 717,6
Sous-total	21,1	4 800,6	18 677,7	23 478,3
MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ				
Eau	-	-	6 913,6	6 913,6
Grands parcs, mont Royal et sports	8,7	452,2	1 620,4	2 072,6
Infrastructures du réseau routier	5,7	961,1	1 860,8	2 821,9
Urbanisme et mobilité	1,6	282,2	5 656,0	5 938,2
Sous-total	16,0	1 695,5	16 050,8	17 746,3
QUALITÉ DE VIE				
Culture	12,0	722,3	3 853,7	4 576,0
Développement économique	-	98,4	3 338,1	3 436,5
Diversité et inclusion sociale	-	96,4	1 462,5	1 558,9
Environnement	-	532,5	3 764,0	4 296,5
Espace pour la vie	1,5	977,1	2 005,0	2 982,1
Habitation	-	-	4 518,9	4 518,9
Sous-total	13,5	2 426,7	18 942,2	21 368,9
SERVICE AUX CITOYENS				
Concertation des arrondissements	8,3	600,1	1 453,7	2 053,8
Expérience citoyenne et communications	7,7	615,0	505,0	1 120,0
Technologies de l'information	29,0	1 503,0	2 562,1	4 065,1
Sous-total	45,0	2 718,1	4 520,8	7 238,9
TOTAL - SERVICES CENTRAUX	**151,3**	**18 790,7**	**66 894,5**	**85 685,1**

Plan de redressement 2020
Consolidation
- en milliers de dollars* -

Unités d'affaires	Économies identifiées			
	A-p.	Rémunération	Autres familles	Total
ARRONDISSEMENTS				
Ahuntsic-Cartierville	8,3	589,4	1 184,5	1 773,9
Anjou	-	437,0	418,7	855,7
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	-	1 204,0	909,3	2 113,3
Lachine	-	106,7	872,6	979,2
LaSalle	5,1	431,2	824,4	1 255,6
L'Île-Bizard–Ste-Geneviève	7,4	258,6	75,8	334,4
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	12,9	1 027,1	1 019,3	2 046,4
Montréal-Nord	7,0	314,3	1 015,1	1 329,4
Outremont	2,0	343,4	119,5	462,9
Pierrefonds-Roxboro	10,4	555,7	443,7	999,4
Plateau Mont-Royal	-	716,5	984,4	1 700,9
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	-	369,0	1 498,5	1 867,5
Rosemont–La Petite-Patrie	21,6	1 100,1	789,0	1 889,1
Saint-Laurent	26,5	1 602,0	643,2	2 245,2
Saint-Léonard	4,7	407,3	728,1	1 135,4
Sud-Ouest	9,9	1 140,4	583,4	1 723,8
Verdun	-	456,2	679,5	1 135,7
Ville-Marie	-	-	2 974,5	2 974,5
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	1,5	730,7	1 112,4	1 843,1
TOTAL - ARRONDISSEMENTS	**117,4**	**11 789,6**	**16 875,9**	**28 665,4**
DÉPENSES CONTINGENTES	**-**	**-**	**9 000,0**	**9 000,0**
TOTAL - Plan de redressement	**268,6**	**30 580,2**	**92 770,3**	**123 350,5**

*Les données ayant été arrondies, leur somme peut différer légèrement des totaux.

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

Problématique des locaux vacants sur les artères commerciales

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

Examen public

Rapport déposé au conseil municipal
Assemblée du 25 mai 2020

Montréal

Pour suivre les travaux et l'actualité des commissions permanentes

S'abonner à l'infolettre des commissions
Visitez le site Internet des commissions permanentes: ville.montreal.qc.ca/commissions
Suivez-nous sur les réseaux sociaux
@commissions.mtl
@Comm_MTL

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Présidence

M. Richard Ryan
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Vice-présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

M. Yves Gignac
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

M^me^ Fanny Magini
Arrondissement d'Outremont

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

M. Yves Sarault
Arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

M^me^ Véronique Tremblay
Arrondissement de Verdun

M^me^ Maeva Vilain
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Montréal, le 25 mai 2020

Mme Valérie Plante
Mairesse de Montréal
Hôtel de ville de Montréal - Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la Mairesse,

Conformément au *Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal* (06-009), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur le développement économique et urbain et l'habitation, le rapport et les recommandations formulées à la suite de l'examen public sur la problématique des locaux vacants sur les artères commerciales à Montréal pour lequel la Commission a été mandatée par résolution du conseil une première fois en 2014 (CM14 0948), puis par voie de communiqué en 2019.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Richard Ryan
Président

(ORIGINAL SIGNÉ)

Stéphanie Espach
Secrétaire recherchiste

Montréal

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION **6**

1. DÉMARCHE DE CONSULTATION PUBLIQUE **7**

1.1. Communications 7

1.2. Déroulement 7

1.3. Adoption des recommandations 8

2. DOCUMENT DE CONSULTATION **9**

3. ANALYSE ET RECOMMANDATIONS **10**

CONCLUSION **27**

Annexe 1 : Résolution CM14 0948 28

Annexe 2 : Liste des personnes-ressources de la Ville de Montréal 30

Annexe 3 : Liste des personnes et organismes ayant déposé un mémoire 31

Annexe 4 : Rapport minoritaire de l'opposition officielle 32

INTRODUCTION

Le 19 août 2019, le conseil de ville confiait le mandat de tenir une consultation publique au sujet de la problématique sur les locaux vacants sur les artères commerciales à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation (réf. résolution CM14 0948). Les membres de la Commission issus des villes liées n'ont pas participé aux travaux s'agissant d'un mandat de compétence municipale, en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le présent rapport décrit d'abord le déroulement de la consultation publique, incluant les communications et la démarche déployée pour obtenir une variété d'opinions citoyennes. Il propose ensuite une brève synthèse de la présentation effectuée par le Service du développement économique au sujet de la problématique et des pistes de solutions envisagées. La troisième partie présente dans son intégralité les recommandations adoptées publiquement par la Commission, le 7 mai 2020, à la suite de l'analyse de l'ensemble de l'information recueillie.

En annexe, outre la résolution du conseil de ville (annexe 1), se trouve la liste des personnes-ressources en appui à la Commission pour ce mandat (annexe 2), la liste des personnes ayant soumis ou présenté une opinion écrite ou verbale lors des assemblées publiques (annexe 3), ainsi que le rapport minoritaire déposé par les membres de l'opposition officielle (annexe 4).

1. DÉMARCHE DE CONSULTATION PUBLIQUE

1.1. Communications

Des avis publics précisant l'horaire et les modalités de participation sont parus le 26 novembre 2019, dans deux quotidiens montréalais, l'un francophone et l'autre anglophone. Les assemblées ont aussi été annoncées au moyen d'un affichage dans les bureaux Accès Montréal et les bureaux d'arrondissement, ainsi que sur le portail de la Ville de Montréal. De plus, une invitation a été expédiée par courrier électronique à plus de 500 abonnés des commissions permanentes susceptibles d'être intéressés par le sujet.

Un communiqué a également été transmis à tous les médias nationaux et locaux. Enfin, l'information a été relayée sur les réseaux sociaux par le biais des comptes Twitter et Facebook de la Ville de Montréal et ceux de plusieurs commissaires. Finalement, toute l'information relative à la consultation et la documentation ont été rendues accessibles publiquement sur la page Internet dédiée aux travaux de la Commission à l'adresse: ville.montreal.qc.ca/locauxvacants.

1.2. Déroulement

Une démarche novatrice en plusieurs volets a été mise sur pied pour aborder le mandat et solliciter la contribution d'une diversité de parties prenantes impliquées dans la mise en oeuvre de solutions.

À l'automne 2019, le Service du développement économique a réalisé un diagnostic basé sur trois grandes composantes. Premièrement, une démarche de consultation en amont a été réalisée auprès d'acteur.trices clés afin d'établir un premier état de la situation. Une enquête terrain a ensuite été menée afin de connaître la perception de la population commerçante sur la problématique et les pistes de solutions à envisager. Finalement, une revue des pratiques à l'international a été réalisée.

Cet exercice en amont de la consultation a permis d'identifier des pistes de solutions à mettre en oeuvre pour aborder la problématique et réduire le taux de vacance commerciale à Montréal. Ces pistes de solutions ont été compilées dans un document de consultation (en anglais) qui a été présenté à la population lors d'une assemblée publique tenue le 10 décembre 2019.

Des séances d'audition des opinions ont été tenues du 14 au 21 janvier 2020. La Commission a entendu 25 intervenant.es au cours de cinq assemblées publiques, et 23 mémoires ont été déposés sans présentation. La liste des personnes ayant présenté une opinion verbale ou écrite lors des séances d'audition de mémoires est jointe en annexe 3.

En parallèle, d'autres moyens ont été mis à la disposition de la population pour exprimer son opinion, avec le soutien des firmes Percolab et SOM. Un questionnaire en ligne a été diffusé au grand public du 10 décembre 2019 au 20 janvier 2020; et ce sont plus de 4000 personnes qui l'ont complété. Des activités participatives ont été organisées dans les 19 arrondissements du 13 janvier au 4 février 2020. Elles ont permis de rejoindre des centaines de citoyen.ne.s. Finalement, un atelier de cocréation réunissant une trentaine de commerçant.es et propriétaires immobiliers a été tenu le 4 février 2020. Des rapports synthèses pour chacun de ces volets de la consultation ont été rendus accessibles au public sur la page Internet dédiée aux travaux de la Commission.

Les commissaires se sont ensuite réunis à huis clos à huit reprises pour analyser les opinions en vue de préparer les recommandations. Au cours de trois de ces séances, la Commission a fait appel à l'expertise de personnes-ressources du Service du développement économique, du Service des finances, du Service de l'évaluation foncière, ainsi que du Service de l'urbanisme et de la mobilité afin d'approfondir certaines thématiques.

La qualité et la diversité des opinions recueillies tout au long de la démarche de consultation ont permis d'engager une discussion approfondie autour de la problématique de la vacance commerciale et les moyens de la résoudre. La Commission remercie l'ensemble des personnes qui ont contribué à ses travaux.

1.3. Adoption des recommandations

La Commission a adopté publiquement ses recommandations à la majorité le 7 mai 2020, lors d'une assemblée tenue virtuellement par visioconférence, en raison des mesures imposées par les gouvernements en réponse à la crise sanitaire liée au coronavirus.

MM. Dominic Perri, Yves Gignac et Mme Véronique Tremblay ont déposé un rapport minoritaire à la même occasion. Ce rapport minoritaire est joint en annexe 4.

Les recommandations de la Commission constituent le cœur du présent rapport et sont reproduites intégralement au chapitre 3.

2. DOCUMENT DE CONSULTATION

Le document d'information et guide de consultation intitulé « Consultations publiques sur l'enjeu des locaux vacants sur les artères commerciales » a été préparé par le Service du développement économique. Il a été rendu disponible en français et en anglais.

Le document fait état, entre autres, des actions prises par la Ville en matière de soutien aux commerces, de l'état des connaissances sur la situation de la vacance commerciale à Montréal, ainsi que des pistes de solutions envisagées. Il se décline en 5 parties :
- Introduction
- L'état de la situation des locaux vacants sur les artères commerciales à Montréal
- Que font les autres villes confrontées au même problème?
- Pistes de solutions/Questions de consultation
- Conclusion

Le document peut être consulté dans son entièreté et dans sa version résumée, sur la page Internet dédiée à la consultation à l'adresse : ville.montreal.qc.ca/locauxvacants.

3. ANALYSE ET RECOMMANDATIONS

Le présent chapitre reprend intégralement le document contenant les 38 recommandations adoptées à la majorité lors de l'assemblée publique du 7 mai 2020.

Préambule

Vu que la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation a mené ses travaux d'analyse en amont de la crise sanitaire due à la pandémie du coronavirus (COVID-19), les recommandations ont été formulées après analyse des avis, mémoires et opinions entendus durant la consultation publique. Elles visent à répondre à la problématique structurelle de la vacance commerciale telle que définie avant la crise, et ce, dans une perspective long terme.

La Commission appuie les mesures déployées par la Ville de Montréal, de concert avec les gouvernements du Québec et du Canada, pour venir en aide aux entreprises et commerces affectés par la crise actuelle. La Commission identifie également des recommandations à mettre en oeuvre en priorité pour participer à la relance, soutenir l'activité économique des artères commerciales, le commerce local et la vitalité des quartiers. Elles sont présentées sous forme d'addenda à la fin du document.

Le 19 août 2019, la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation - volet municipal a été mandatée par le conseil municipal afin de mener une consultation publique pour trouver des solutions à la problématique des locaux vacants sur les artères commerciales. Ce mandat découle d'une motion adoptée en 2014[1].

Afin d'aborder ce sujet complexe, la Commission a souhaité la mise en place d'une démarche de consultation publique créative et interactive en plusieurs volets. À l'automne 2019, un diagnostic a été réalisé par le Service du développement économique (SDÉ) à l'aide d'entrevues ciblées et d'enquêtes de terrain, ainsi qu'une analyse des pratiques à l'international. Les résultats du diagnostic ont été présentés en séance d'information publique le 10 décembre 2019.

De plus, outre les cinq séances d'audition de mémoire tenues à l'édifice Lucien-Saulnier entre le 14 et le 21 janvier 2020, la Commission a organisé avec le soutien du SDÉ et de la firme Percolab, des activités participatives dans les 19 arrondissements (du 16 janvier au 4 février), ainsi qu'un atelier de co-création (4 février) qui a permis de rassembler une trentaine de commerçant.es et propriétaires immobiliers. Un questionnaire en ligne a également été diffusé au grand public du 10 décembre au 20 janvier 2020 par la firme SOM, et ce sont plus de 4000 personnes qui l'ont complété.

La Commission remercie l'ensemble des personnes qui ont contribué à cette démarche d'envergure en partageant leurs préoccupations et recommandations. Au terme de ses travaux d'analyse, la Commission formule les recommandations suivantes au conseil municipal.

[1] Résolution CM 14 0948 - Motion adoptée par le conseil municipal le 15 septembre 2014 pour étudier l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter.

Recommandation 1. Reconnaître le rôle crucial des artères commerciales dans la vitalité des milieux de vie

ATTENDU que les artères commerciales sont de véritables milieux de vie appréciés en raison de la concentration et de la diversité de leur offre commerciale;

ATTENDU qu'elles jouent un rôle essentiel dans le développement de l'identité locale des quartiers et participent à la cohésion sociale des communautés par l'achalandage et l'ambiance qu'elles génèrent;

ATTENDU leur apport dans l'économie locale et régionale, et leur contribution à la transition écologique, puisqu'elles sont généralement accessibles en transport collectif et actif, et répondent aux besoins d'une clientèle locale;

ATTENDU que bon nombre de participant.es ont fait part des impacts négatifs découlant de la dévitalisation de certaines artères, comme le déclin de l'animation de la rue, la dégradation de la qualité du domaine public, un sentiment d'insécurité, la diminution du sentiment d'appartenance à la communauté, ainsi que la perte d'accessibilité aux services de proximité qui a un impact sur les populations plus vulnérables, en plus de contribuer à l'effritement du tissu social;

ATTENDU qu'avec l'adoption en 2018 du Plan d'action en commerce[2] suite au dépôt du rapport Cormier, l'Administration déploie déjà des d'actions pour aider les commerçant.es montréalais.es et soutenir la vitalité commerciale de la métropole :

- Diminution du taux de taxation sur la première tranche de 500 000 $ de valeur des bâtiments non résidentiels en 2019. Cette action a été bonifiée à 625 000 $ pour l'année 2020, ce qui permet de limiter la croissance du fardeau fiscal pour environ 90 % des commerces montréalais;
- Poursuite de la stratégie de réduction d'écart entre le taux de taxe foncière résidentielle et non résidentielle. Pour 2020, la hausse moyenne des taxes résidentielles est de 2,1%, alors que la hausse est de 1,5% pour la taxe non résidentielle;
- Mise en place de programmes pour aider financièrement les commerces affectés par les effets d'un chantier majeur de construction, une première au Canada;
- Création d'un fonds pour soutenir l'entrepreneuriat commercial (printemps 2019) via le réseau PME MTL, l'organisme mandataire pour le soutien aux entreprises de la Ville de Montréal;
- Octroi en 2019 d'un soutien financier de près de 1,2 M$ aux sociétés de développement commercial (SDC) par le biais d'un programme d'amélioration des affaires pour soutenir les artères commerciales de la métropole, et ce montant a été bonifié pour atteindre 1,7 M$ pour 2020.

ATTENDU que selon les données de la Ville, le taux de vacance moyen des commerces sur les artères de la métropole s'élevait à 15%, en juillet 2019 avant la crise sanitaire; ce qui représente 1000 locaux vacants sur 7000 recensés, alors que ce pourcentage devrait se situer entre 4% et 7% pour être acceptable, selon certains experts;

[2] Il s'agit du septième plan d'action issu de la Stratégie de développement économique de Montréal 2018-2022, adoptée par la Ville de Montréal le 13 juin 2018.

La Commission constate que le dynamisme et la vitalité des artères commerciales sont des éléments cruciaux pour le développement de la métropole et la vitalité des milieux de vie, et constituent un véritable atout pour Montréal. Le dynamisme des artères commerciales fait partie des priorités de l'Administration. Malgré cela, le phénomène de la vacance prend de l'ampleur dans certains secteurs, et les conséquences majeures de la crise sanitaire risquent de l'accentuer encore davantage.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 1.1. Poursuivre le déploiement du *Plan d'action en commerce* et faire de la vitalité des artères et rues commerciales une priorité pour l'ensemble des services et arrondissements de la Ville, afin de contrer le fléau de l'inoccupation commerciale et maintenir des milieux de vie dynamiques, en tenant compte des autres activités économiques;

R 1.2. Bénéficier de la mobilisation sans précédent des forces vives du milieu du développement économique et du commerce, et des acteur.trices locaux pour les impliquer dans le suivi des recommandations et des actions pertinentes à mettre en oeuvre dans leurs contextes respectifs.

Recommandation 2. Adopter une approche globale pour développer des solutions ciblées

ATTENDU que la vacance commerciale est une problématique qui évolue dans le temps, touche certains secteurs plus que d'autres, et varie en fonction du contexte économique, social et démographique, ainsi que de l'environnement urbain d'un secteur;

ATTENDU que la consultation publique a permis de constater qu'il existe des dynamiques propres à chaque quartier dans les 19 arrondissements; et que la réalité vécue au centre-ville et dans les arrondissements centraux est spécifique en raison, entre autres, de la forte concentration de commerces;

ATTENDU que l'une des causes souvent citée pour expliquer le phénomène de la vacance est le comportement spéculatif de certains propriétaires qui n'hésitent pas à laisser vacants les locaux ayant pignon sur rue attendant que la valeur de leur immeuble grimpe, ou encore augmentent démesurément le prix du loyer ce qui pourrait avantager les grandes bannières au détriment des commerces indépendants;

ATTENDU que plusieurs autres facteurs ont été avancés pour expliquer les difficultés vécues par certaines artères et les taux d'inoccupation élevés, comme :

- la multiplication des concentrations commerciales à l'échelle métropolitaine et l'étalement urbain;
- la transformation de la vocation des artères;
- la compétitivité régionale;
- la transformation rapide des habitudes de consommation et les achats en ligne;
- un régime de taxe foncière qui peut avoir des effets variables selon le type de commerces, sa superficie, le fait qu'il soit situé sur une artère commerciale ou non;

- l'impact des travaux sur l'achalandage et l'accès difficile aux destinations commerciales;
- le manque de disponibilité de places de stationnement dans certains secteurs;
- l'accessibilité difficile à la propriété commerciale pour les commerçant.es;
- le manque d'encadrement légal des baux commerciaux;
- l'absence de ressources destinées aux commerçant.es;
- une réglementation trop rigide ou qui manque de rigueur dans son application;
- la transformation du commerce de détail et l'absence de contrôle sur l'armature et la mixité commerciale;
- le grand roulement des commerces;
- le rayonnement de l'offre commerciale (artères de proximité et de destination).

ATTENDU que le commerce sur rue fait face actuellement à de nombreux défis, et que la vitalité commerciale est difficile à mesurer d'un secteur à l'autre, en raison d'un manque de données fiables et précises;

ATTENDU que la vacance commerciale est un problème structurel qui pourrait s'accentuer, en raison de :

- l'augmentation de l'achat et du commerce en ligne;
- l'augmentation des espaces commerciaux dans la grande région et même au cœur de Montréal;
- l'attractivité de Montréal comme ville abordable qui favorise une concentration des propriétés aux mains de quelques joueurs immobiliers qui spéculent pour faire augmenter artificiellement les prix des immeubles, en particulier sur les rues en vogue.

ATTENDU qu'il s'agit d'un phénomène qui n'est pas exclusif à Montréal et que le Regroupement des sociétés de développement commercial du Québec (RSDQC) a interpellé récemment le gouvernement du Québec et les acteurs municipaux pour définir une vision claire et cohérente à l'échelle de la province (communiqué);

ATTENDU que des organismes, regroupements d'affaires et sociétés de développement commercial (SDC) ont recommandé que la Ville, en collaboration avec ses partenaires, fasse des représentations auprès du gouvernement du Québec afin que celui-ci adopte une politique nationale visant à soutenir la vitalité commerciale des cœurs de collectivité du Québec, puisque le développement économique est une responsabilité partagée;

La Commission constate que la consultation publique a permis de mettre en lumière une problématique complexe, aux multiples facettes, qui nécessite d'adopter une approche globale pour identifier des solutions ciblées et adaptées aux causes du problème. La Commission estime que la stratégie à déployer pour lutter contre la vacance commerciale ne pourra être uniforme sur tout le territoire, et que la Ville de Montréal ne pourra à elle seule relever tous les défis du commerce de détail.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 2.1. Que la Ville de Montréal invite le gouvernement du Québec à mettre en place une vision d'ensemble et à soutenir un plan d'action montréalais, assortis de moyens financiers appropriés, afin de faire face au défi de la vacance commerciale de la grande région de Montréal, notamment en limitant la spéculation et la concentration immobilières abusives.

Recommandation 3. Mieux documenter la situation commerciale et créer un registre des locaux commerciaux

ATTENDU que la consultation publique a mis en lumière le manque de données publiques fiables pour mesurer la vitalité et l'armature commerciale de la métropole, et que cette situation est jugée préoccupante par bon nombre;

ATTENDU que la Ville possède déjà certaines données avec le rôle d'évaluation foncière, et que d'autres acteur.trices dont des sociétés de développement commercial possèdent aussi des informations sur les taux d'inoccupation et la valeur locative selon le type de commerce, mais que ces données sont disparates et incomplètes, en plus d'être rarement disponibles publiquement;

ATTENDU que la création d'un registre des locaux commerciaux vacants a été demandée à maintes reprises afin de développer une base de données et d'indicateurs uniformes, recueillis de façon neutre et objective;

ATTENDU qu'il s'agit d'un outil de prise de décision et de planification qui a été jugé indispensable par plusieurs, puisqu'il permettrait, entre autres :

- de mieux comprendre l'évolution de l'offre et de la demande sur les artères et de suivre l'évolution de la vacance à Montréal;
- de générer un répertoire d'information accessible publiquement et en temps réel pour l'ensemble du territoire, permettant la création d'outils d'intégration de données sur le modèle de l'application Live XYZ implantée dans la ville de New York;
- de favoriser les maillages d'entrepreneur.es cherchant un local vacant pour l'ouverture d'un nouveau commerce ou d'une initiative d'occupation temporaire;
- de mettre en place des mesures dissuasives pour les propriétaires qui n'agissent pas suffisamment pour que leurs locaux soient loués ou laissent se détériorer un immeuble.

ATTENDU que pour certain.es, la Ville de Montréal devrait assujettir les propriétaires de locaux vacants sur une artère à l'obligation de payer la cotisation obligatoire à la SDC de son territoire, car en vertu de la Loi sur les cités et villes, une partie du financement des SDC provient des cotisations versées par les commerçant.es membres, et le propriétaire d'un local vacant n'est pas tenu de compenser le manque à gagner, ce qui augmente le fardeau financier des commerçant.es d'une artère; et qu'une telle mesure permettrait aux propriétaires de participer aux décisions;

ATTENDU que de nombreux participant.es ont demandé l'imposition de pénalités aux propriétaires avides ou inactifs et que ces pénalités pourraient prendre la forme d'une taxe à la vacance ou d'une redevance réglementaire à appliquer sous certaines conditions et modalités à déterminer;

ATTENDU que le rapport Cormier (juin 2018) recommandait de mettre en place dès 2019 une redevance réglementaire visant l'inoccupation de certains locaux commerciaux, et que l'application d'une telle mesure exige au préalable d'avoir un portrait clair de la vacance commerciale;

La Commission constate que l'information recueillie durant la consultation publique confirme la nécessité de mieux documenter le phénomène de la vacance commerciale, afin de mieux suivre l'état de la situation et évaluer efficacement. La Commission est d'avis que l'absence de données publiques pour l'ensemble de la région métropolitaine est un frein à l'établissement de mesures ciblées.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 3.1. Créer un outil central, de type registre, pour collecter et mettre à jour des données uniformes et fiables sur l'occupation des locaux commerciaux, et rendre publiques les données recueillies afin de favoriser les maillages;

R 3.2. Mettre en place la délivrance d'un certificat d'inoccupation commerciale, en ligne, à afficher sur la devanture du commerce tant que le local est inoccupé pour permettre la collecte de données à jour sur la vacance;

R 3.3. À la suite de la mise sur pied du registre et d'une collecte de données à jour, analyser la meilleure mesure à implanter entre une taxe à la vacance ou une redevance réglementaire selon le délai de relocation ou d'une nouvelle occupation, et identifier des incitatifs permettant aux propriétaires de se soustraire à la mesure dissuasive retenue en facilitant l'occupation transitoire de locaux notamment;

R 3.4. Évaluer la possibilité de transférer aux propriétaires immobiliers la responsabilité de cotisation obligatoire aux sociétés de développement commercial (SDC) lorsqu'un local commercial est vacant, dans le cas échéant demander au gouvernement du Québec de faire les modifications législatives nécessaires.

Recommandation 4. Poursuivre les efforts pour améliorer la compétitivité de la fiscalité municipale en lien avec le secteur non résidentiel

ATTENDU que le comité consultatif sur le Plan commerce en 2018 et le comité de travail sur la fiscalité non résidentielle et le développement économique en 2016 ont proposé une stratégie pour améliorer la compétitivité fiscale du secteur non résidentiel;

ATTENDU que depuis le budget 2019, la Ville applique une mesure de taux différenciés non résidentiels en vertu de laquelle un taux de taxation inférieur est imposé sur une première tranche de valeur foncière dans le but d'alléger le fardeau fiscal des propriétaires de petits immeubles non résidentiels. En 2020, la Ville a rehaussé le seuil à 625 000 $;

ATTENDU que cette mesure est accompagnée d'une stratégie visant la réduction de l'écart de fardeau fiscal entre les immeubles résidentiels et non résidentiels qui s'étale sur la période 2019-2023;

ATTENDU que nombre de participant.es ont exprimé des inquiétudes quant à l'importance du fardeau fiscal pour les commerces et les propriétaires non résidentiels, et que la baisse ou le gel des taxes a été identifié comme la piste de solution la plus adaptée par ces participant.es;

ATTENDU que l'on constate une forte croissance des valeurs foncières non résidentielles depuis une décennie, particulièrement sur les artères des quartiers centraux;

ATTENDU que cette augmentation des valeurs foncières conduit certain.es propriétaires à transférer de nouvelles charges fiscales aux locataires commerciaux, sous forme de hausse de loyers, ce qui contribue à la dévitalisation de certaines artères et rues commerciales;

ATTENDU que l'impôt foncier demeure la première source de revenus dont dispose la Ville de Montréal pour le financement de son budget;

ATTENDU que plusieurs estiment qu'à l'instar des villes de Toronto et Vancouver, Montréal devrait faire le pas vers l'utilisateur-payeur et aller plus loin en matière d'écofiscalité en tarifant également la collecte des matières résiduelles;

ATTENDU que de nombreux locataires ont émis le souhait d'avoir de l'information plus claire sur les taxes foncières imposées au propriétaire de l'immeuble dans lequel ils opèrent;

La Commission constate que malgré les efforts faits par la Ville pour alléger la fiscalité des commerces et réduire l'écart entre les fardeaux résidentiels et non résidentiels, une pression demeure sur le dos des petits propriétaires et des locataires commerciaux qui doivent assumer des hausses de loyers parfois démesurés. La Commission estime qu'il faut poursuivre la stratégie actuelle et travailler des mesures qui favorisent la justice fiscale, sans perdre de vue les contraintes financières qui pèsent actuellement sur la Ville.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 4.1. Poursuivre la stratégie de réduction de l'écart de fardeau fiscal entre les immeubles résidentiels et non résidentiels, et produire en 2023 une analyse pour mesurer l'avancement de la stratégie et ses retombées;

R 4.2. Mettre sur pied un comité de suivi des mesures fiscales mises en place par la Ville pour en évaluer l'efficacité et les ajustements requis;

R 4.3. Analyser l'application du principe d'écofiscalité à la collecte des matières résiduelles des immeubles non résidentiels, en élargissant la mesure prévue au budget 2020 pour la tarification sur l'eau, en cohérence avec les orientations du futur *Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025*;

R 4.4. Offrir un accompagnement aux commerçant.es pour mieux comprendre le compte de taxes, en rendant plus claire l'information et en examinant la possibilité d'établir des outils de calcul selon les types de baux.

Recommandation 5. Mieux encadrer les hausses des loyers et les baux commerciaux

ATTENDU que plusieurs ont déploré l'absence d'encadrement pour les baux commerciaux, ce qui fait en sorte que :

- l'arbitraire et le manque de contrôle, accentués par les forces du marché, génèrent des situations injustes pour des commerçant.es qui ne peuvent rivaliser avec les grandes bannières ou certains commerces de destination;
- dans certains quartiers, des commerçant.es n'ont plus la capacité de payer leur loyer et doivent fermer leur commerce, ce qui alimente la vacance sur les rues commerciales;
- cette absence d'encadrement laisse place à la spéculation et crée des inégalités dans les rapports de force entre le bailleur et le locataire;
- les contenus des baux sont disparates et parfois complexes à comprendre.

ATTENDU qu'il existe ailleurs, comme en France, un encadrement des baux commerciaux qui prévoit les conditions de la durée minimale du bail, la répartition des travaux et des charges entre le locataire et le propriétaire, le renouvellement de bail ainsi que la hausse maximale du loyer;

ATTENDU que l'instauration d'un cadre qui viendrait régir les baux commerciaux permettrait de réduire les inégalités contractuelles à l'avantage des propriétaires;

ATTENDU que la création d'une régie des baux commerciaux pour réguler les baux est une mesure qui a été proposée par plusieurs;

ATTENDU que l'encadrement des baux commerciaux est une compétence qui relève du gouvernement du Québec;

La Commission estime que les mesures pour pallier la problématique de la vacance doivent inclure des façons de mieux contrôler les baux commerciaux puisque l'absence d'encadrement actuel met en péril la survie des commerces indépendants notamment, et à un impact majeur sur l'évolution du taux d'inoccupation et la vitalité des artères.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 5.1. Mettre à disposition des locataires et propriétaires un modèle de bail type, et soutenir l'offre d'accompagnement via la plateforme Montreal.ca, en amont de la signature du bail ou de son renouvellement;

R 5.2. De concert avec le gouvernement du Québec, rendre obligatoire l'enregistrement des baux commerciaux d'un an et plus au Registre foncier du Québec pour une meilleure protection des locataires commerciaux et une collecte de données uniformes et fiables sur les locaux commerciaux;

R 5.3. Mettre en place un encadrement formel et structuré, assorti d'une gouvernance et des mesures de contrôle nécessaires à éviter les hausses abusives de loyers commerciaux, en vue de soutenir la vitalité et la mixité des quartiers.

Recommandation 6. Moderniser les services offerts aux commerçant.es et offrir un meilleur accompagnement pour s'adapter au défi numérique

ATTENDU que des commerçant.es et entrepreneur.es ont mentionné faire face à de multiples défis pour démarrer et maintenir un commerce en santé (ex. démarches administratives parfois longues et coûteuses, difficulté à obtenir de l'information claire sur les programmes existants, etc.);

ATTENDU que parmi les solutions proposées, il a été demandé de créer un guichet unique ou un comptoir de services dans chaque arrondissement pour faciliter l'accès aux informations pertinentes en un même endroit; et d'offrir un accompagnement dans la compréhension des droits, baux, comptes de taxes, etc.;

ATTENDU que des ressources existent déjà pour soutenir et accompagner les entrepreneur.es et commerçant.es privé.es dans leurs démarches, mais que ces ressources peuvent être réparties de façon inégale sur le territoire (ex. commissaires au développement économique, PME-Montréal, SDC, etc.);

ATTENDU que le comité de 2016 sur la fiscalité municipale, puis le comité Cormier en 2018, recommandaient à la Ville de mieux accompagner les entreprises dans leurs démarches avec les services municipaux et de faciliter le cheminement des demandes administratives;

ATTENDU que l'organisme qui travaille à la promotion du développement commercial sur l'ensemble du territoire de la Ville de Sherbrooke a mis en ligne un guichet virtuel pour les entreprises et commerçant.es afin de centraliser les ressources disponibles et donner accès à un ensemble de données pertinentes (ex. liste des locaux vacants, etc.) via son observatoire commercial;

La Commission constate que l'ouverture d'un nouveau commerce ou son adaptation au marché demande aux entrepreneur.es de franchir plusieurs étapes souvent complexes et pas toujours adaptées à la réalité du commerce. La Commission a entendu l'appel lancé par les commerçant.es pour un accompagnement personnalisé et des processus simplifiés. La Commission est d'avis que la Ville doit proposer une approche modernisée de ses services aux commerçant.es et s'inspirer des meilleures pratiques existantes.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 6.1. Centraliser virtuellement sur Montreal.ca toute l'information pertinente aux commerçant.es et faire le lien avec les arrondissements, afin de faciliter l'accès à l'information sur l'environnement règlementaire et les programmes disponibles, et assurer la promotion de ce comptoir de services virtuel;

R 6.2. Mettre sur pied un guichet rapide pour simplifier et accélérer le traitement des demandes de permis et autres services aux commerçant.es dans les arrondissements;

R 6.3. Développer une vision cohérente du développement commercial à l'échelle de la Ville et des arrondissements, et renforcer le rôle support des commissaires au développement économique auprès des commerçant.es.

ATTENDU que le commerce sur rue fait face à une nouvelle réalité avec la progression de la vente en ligne, et que cette réalité requiert une adaptation des commerçant.es, en matière de positionnement numérique, d'aménagement des locaux et de pratiques de livraison;

ATTENDU que le soutien à la promotion de la fonction commerciale fait partie de la mission des sociétés de développement commercial (SDC), mais que plusieurs artères et rues commerçantes ne sont pas organisées en SDC, et que les intérêts communs d'un secteur peuvent, de ce fait, être moins bien représentés, et le soutien-conseil offert moins présent;

La Commission estime que la Ville a un rôle à jouer pour mettre en place les conditions favorables à la réussite de la transformation du commerce sur rue.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 6.4. Soutenir le développement de stratégies numériques et d'adaptation des commerces sur rue à l'évolution du marché (ex. services de ramassage et livraison modernisés et écologiques, outils de promotion virtuels, etc.);

R 6.5. Mieux soutenir les efforts de mobilisation et de promotion de rues commerciales qui ne sont pas organisées en sociétés de développement commercial (SDC) tout en continuant de les accompagner pour la création de SDC, et en élargissant la définition de territoire des SDC.

Recommandation 7. Limiter l'étalement commercial pour consolider l'offre existante

ATTENDU que l'on constate depuis plusieurs années une croissance élevée de la superficie commerciale dans la région métropolitaine qui se traduit par un étalement commercial sur les artères secondaires et dans les quartiers historiquement résidentiels, au détriment de la viabilité des artères commerciales principales;

ATTENDU que pour certain.es, les habitudes des consommateurs.trices ont changé et la superficie commerciale par personne est vouée à être revue à la baisse; pourtant on déplore qu'il soit encore possible de construire de nouvelles zones commerciales comme des mégas centres d'achat sans égard à l'impact sur l'ensemble de l'armature commerciale de la métropole;

ATTENDU qu'il a été jugé essentiel de lier la réflexion sur la consolidation de l'offre commerciale à une réflexion plus globale en matière de développement urbain, d'organisation de l'offre de transport et de frein à l'étalement urbain;

ATTENDU que certain.es ont demandé l'élaboration d'une politique d'urbanisme commercial pour renforcer les artères commerciales existantes et stimuler l'entrepreneuriat; et qu'une telle politique pourrait s'appliquer aux vastes secteurs qui feront l'objet de projets de requalification résidentielle et commerciale au cours de la prochaine décennie (ex. secteur des Faubourgs, Bridge-Bonaventure, Lachine-Est, Marché Central, Namur-Hippodrome, etc.);

ATTENDU qu'il a été demandé d'assurer une cohérence avec les outils de planification urbaine dont s'est dotée la Ville, comme le *Plan d'action en patrimoine 2017-2022* et le *Plan d'urbanisme de 2004*;

ATTENDU que la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation a réalisé en 2019 une consultation publique sur les impacts du projet *Royalmount* qui a permis de constater les limites de gouvernance dans la région métropolitaine lorsqu'il s'agit de projets d'envergure ayant des impacts régionaux sur l'offre commerciale notamment;

ATTENDU que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU) ne prévoit pas l'insertion d'études d'impacts dans le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération,* l'analyse des effets de la mise en œuvre d'un projet, en particulier en matière de développement commercial, et leur prise en considération;

La Commission constate que la consolidation des milieux de vie passe par une armature commerciale équilibrée, et qu'il est crucial de limiter l'étalement commercial en rationalisant la superficie commerciale existante. La Commission est d'avis que tous les mécanismes d'urbanisme devraient prendre en compte le développement commercial, au même titre que la mobilité et plus globalement la transition écologique. Elle estime qu'une réflexion plus large doit être menée pour adapter les outils d'urbanisme existants afin de mieux lier développement urbain et commercial.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 7.1. Demander au gouvernement du Québec une modification au cadre législatif afin de permettre à l'agglomération de mieux planifier son développement commercial;

R 7.2. Définir et appliquer un cadre d'évaluation pour les nouveaux projets de développement urbain d'envergure qui tienne compte des impacts supralocaux sur la mobilité et la vitalité commerciale des artères existantes;

R 7.3. Tenir compte du portrait actuel de l'étalement commercial et du concept de l'urbanisme commercial dans la prochaine révision du Plan d'urbanisme, afin de maintenir l'activité commerciale dans les zones existantes.

Recommandation 8. Adapter les instruments d'urbanisme pour optimiser la mixité et améliorer l'offre commerciale

ATTENDU que la consultation publique a mis en lumière l'importance d'offrir une mixité commerciale pour renforcer l'attractivité et soutenir la vitalité des artères et rues commerciales;

ATTENDU que sur certaines artères, le nombre de restaurants et de grandes bannières augmentent, au détriment des commerces indépendants ou de proximité établis depuis longtemps;

ATTENDU que plusieurs outils réglementaires comme le zonage, les règlements sur les projets particuliers de construction et le contingentement des usages permettent à la Ville et aux arrondissements de réglementer l'offre de locaux commerciaux et d'agir sur la mixité d'un secteur donné;

ATTENDU que l'application des règlements de zonage est perçue, pour certain.es, comme un frein à la mixité commerciale, en raison de sa rigidité pour l'analyse de certains projets ou de son caractère inadapté entraînant une gestion parfois complexe des droits acquis; et que les procédures pour des projets particuliers occasionnent des délais de plusieurs mois qui peuvent être décourageants pour les entrepreneur.es;

ATTENDU que la création d'espaces commerciaux au rez-de-chaussée de nouveaux immeubles résidentiels sur certaines rues, peut être une exigence des arrondissements qui peut conduire à l'inoccupation des locaux, en raison d'un bassin de consommateur.trices trop faible;

ATTENDU que l'instauration d'un droit de préemption commercial pourrait permettre d'agir sur l'équilibre commercial d'un secteur et contribuer à augmenter le parc d'établissements à l'abri de la pression immobilière; tout comme la création de fiducies d'utilité sociale pour protéger les immeubles commerciaux de la spéculation immobilière et assurer l'abordabilité des espaces commerciaux pour les entrepreneur.es;

ATTENDU qu'en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (C-11.4), la Ville de Montréal n'exerce qu'un contrôle indirect sur le zonage, puisque cette responsabilité échoit pour l'essentiel aux arrondissements; la Ville peut toutefois inclure certaines dispositions dans son *Plan d'urbanisme*, auxquelles les arrondissements sont minimalement tenus de se conformer par concordance;

La Commission constate que des outils performants existent pour agir sur l'environnement commercial, et qu'il est primordial d'exercer une veille sur les besoins et les habitudes des consommateurs.trices qui fréquentent les artères afin de viser la bonne échelle de mixité. La Commission est d'avis que pour planifier une armature commerciale équilibrée, la Ville et ses arrondissements devraient pouvoir appliquer les outils réglementaires existants avec agilité et souplesse.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 8.1. Suivre l'évolution des besoins des populations autour des artères afin d'arrimer l'offre commerciale en appliquant avec agilité les outils réglementaires;

R 8.2. Mettre à jour les règlements d'urbanisme afin de rendre possible l'occupation transitoire ou temporaire, le partage des locaux par plusieurs usages, ainsi que la transformation de locaux commerciaux en résidentiel, lorsque cela ne menace pas la continuité commerciale;

R 8.3. Examiner la possibilité d'instaurer un droit de préemption commercial, ainsi que l'implantation de fiducie d'utilité sociale, pour permettre à la Ville ou ses partenaires d'acquérir des biens commerciaux pour la préservation et le développement d'une mixité de commerces durable;

R 8.4. Étudier avec les partenaires comme les SDC, la création d'une société immobilière sans but lucratif, afin d'acquérir des immeubles sur les artères pour maintenir une abordabilité et assurer une mixité commerciale (ex. la NorthEast Investment Cooperative à Minneapolis);

R 8.5. Favoriser l'acquisition d'immobilier commercial pour les entreprises et commerçant.es indépendant.es;

R 8.6. Poursuivre la réflexion pour adapter les heures d'ouverture des commerces à Montréal selon les territoires et les secteurs d'activités.

Recommandation 9. Faciliter les initiatives d'occupation temporaire ou transitoire

ATTENDU que l'occupation temporaire des locaux vacants est considérée comme une piste de solution prometteuse considérant son impact direct sur l'achalandage et l'attractivité d'un secteur, en plus de diminuer les coûts de maintien et de surveillance, et de préserver et valoriser le patrimoine bâti;

ATTENDU que les phénomènes du *showrooming*, des boutiques *pop-up* ou des marchés éphémères prennent de l'ampleur ces dernières années et sont identifiés comme des tendances du secteur du commerce de détail;

ATTENDU que ces initiatives à caractère temporaire ou transitoire à durée plus limitée sont parfois menées par des entrepreneur.es qui en sont à leur première expérience de location;

ATTENDU que les grandes marques établies, ainsi que les créateurs.trices et entrepreneur.es locaux peuvent y voir une occasion de se rapprocher de leur clientèle, tout en développant leur stratégie de vente en ligne;

ATTENDU qu'un bail temporaire à court terme permet aux entrepreneur.es de tester leur produit dans une formule commerce sur rue, et que le bail temporaire peut se transformer en bail à long terme;

ATTENDU que les activités transitoires ou temporaires peuvent être de nature commerciale, artistique, culturelle ou communautaire;

ATTENDU qu'un.e propriétaire peut être réticent.e à louer à court terme, en raison des revenus qui sont plus faibles et moins réguliers, et de la contrainte administrative liée à la gestion des baux et aux demandes de permis;

À l'instar de plusieurs participant.es, la Commission estime que les initiatives d'occupation temporaire ou transitoire des locaux commerciaux vacants sont intéressantes car elles contribuent grandement à l'animation de la rue, et peuvent servir d'appel pour une clientèle qui ne viendrait pas normalement magasiner sur les rues commerciales. La Commission est d'avis qu'il faut développer un type d'accompagnement plus ciblé et convivial pour soutenir et encourager ces initiatives de natures diverses.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 9.1. Mettre sur pied un programme dédié ou en bonifier un existant, avec des mesures attractives visant à soutenir les initiatives d'occupation temporaire ou transitoire de locaux vacants de nature commerciale, culturelle ou communautaire, en respectant la réglementation d'urbanisme;

R 9.2. Élaborer et appliquer une réglementation sur le modèle d'autres grandes métropoles (ex. Charte de Paris pour les projets d'occupation temporaire) afin de faciliter l'occupation transitoire ou temporaire des locaux vacants;

R 9.3. Faciliter la délivrance de certificat d'occupation pour une occupation temporaire ou transitoire, en examinant notamment l'outil de l'usage conditionnel.

Recommandation 10. Améliorer la dynamique et l'environnement commercial en misant sur l'expérience sur rue

ATTENDU que plusieurs sont d'avis que la Ville devrait investir davantage dans l'expérience sur rue, le mobilier urbain et l'identité visuelle des artères pour que les commerçant.es puissent se démarquer, attirer de nouveaux clients et augmenter l'achalandage;

ATTENDU que les travaux de réfection constituent des opportunités de mettre à niveau l'aménagement des rues commerciales, et qu'une concertation avec les commerçant.es et acteur.trices du milieu est essentielle;

ATTENDU que la Ville développe déjà plusieurs initiatives pour minimiser les impacts des chantiers auprès des commerçant.es tout en maintenant l'achalandage (ex. démarches en amont avec les commerçant.es ou associations, visuel homogène pour les habillages de chantiers, maintien de l'accessibilité aux commerces, mise en place de comités de bon voisinage, etc.);

ATTENDU qu'il a été rapporté que malgré le travail de promotion, peu de commerçant.es ont appliqué au Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, en raison de critères d'admission jugés trop restrictifs, au fait que le programme n'offre pas de soutien aux entreprises installées dans un secteur après le début des travaux, et que seul.es les commerçant.es ayant connu une perte majeure de leur bénéfice brut sont éligibles;

ATTENDU que l'amélioration de l'expérience sur rue passe par l'embellissement; le verdissement et la réduction des îlots de chaleur; l'aménagement de places publiques, d'espaces de détente, de lieux de regroupement; l'amélioration de la propreté de la rue; la réparation des trottoirs endommagés, leur élargissement et accès universel; la modernisation du mobilier urbain et de l'éclairage, l'accès au wifi gratuit pour tous les commerces;

La Commission estime primordial d'investir dans l'expérience sur rue et dans l'aménagement urbain des artères et rues commerciales afin de les rendre attrayantes. À l'instar de plusieurs, la Commission est d'avis que l'expérience client débute dans l'espace public et qu'il faut miser sur la création d'environnements favorables à l'activité commerciale; les travaux de réfection constituent à cet effet des opportunités à saisir pour améliorer l'expérience sur rue offerte par les artères.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 10.1. Promouvoir les meilleures pratiques d'aménagement des artères commerciales, basées sur des objectifs de développement durable et de transition écologique, de mobilité active, de sécurité, de convivialité, de sentiment d'appartenance et d'expérience des usagers;

R 10.2. Travailler avec les SDC, les associations de commerçant.es et les acteurs.trices du milieu afin d'identifier les besoins propres à chaque artère et rue commerciales, en matière de design urbain, d'expérience et d'attractivité, de secteurs distinctifs et d'offre d'équipements;

R 10.3. Évaluer et ajuster au besoin le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, afin que davantage de commerçant.es et entrepeneur.es puissent en bénéficier.

Recommandation 11. Améliorer le cadre bâti des artères commerciales

ATTENDU qu'il n'est pas rare que les locaux vacants soient délabrés, laissés à l'abandon, recouverts de graffitis, et parfois même qu'ils menacent la sécurité des passant.es au point de forcer la fermeture des trottoirs pour des raisons de sécurité;

ATTENDU que l'entretien et la mise en valeur des locaux vacants relèvent entièrement des propriétaires immobiliers qui n'ont pas l'obligation, et parfois un manque d'intérêt, à s'occuper de cette tâche;

ATTENDU le manque d'inspecteur.trices dans les arrondissements pour faire respecter la réglementation municipale sur l'entretien des bâtiments;

ATTENDU que la Ville de San Francisco a mis sur pied un programme de subventions annuelles dédié à la rénovation de commerces ayant plus de 30 années d'existence et qui sont reconnus pour avoir eu un impact sur l'histoire ou sur la culture locale;

La Commission estime que le manque d'entretien de certaines façades de locaux vacants, les vitrines graffitées et placardées nuisent considérablement à l'attractivité de la rue et à l'image du quartier. La Ville devrait s'assurer d'une application rigoureuse de ses règlements, en plus de prévoir des mesures dissuasives aux propriétaires en cas de non-conformité, à l'instar d'autres grandes villes.

La Commission recommande à l'Administration de :

R 11.1. Adopter une réglementation claire sur l'entretien et l'affichage des bâtiments et locaux qu'ils soient vacants ou non, en s'inspirant des meilleures pratiques développées dans d'autres villes;

R 11.2. Inclure au certificat d'inoccupation commerciale (réf. R 3.2) des exigences aux propriétaires, dont celle d'habiller la vitrine, d'entretenir et de nettoyer la devanture commerciale;

R 11.3. Bonifier la dotation aux arrondissements afin d'accroître le nombre d'inspecteur.trices, une mesure essentielle pour faire appliquer les actions précédentes;

R 11.4. Assurer la pérennité et bonifier le programme PRAM-Commerce en élargissement ses critères d'admissibilité et en prévoyant un apport financier renforcé pour soutenir la rénovation des façades des locaux commerciaux et leur entretien.

ADDENDA

La Commission présente ses recommandations dans un contexte de crise sanitaire dû à la COVID-19 avec des conséquences importantes pour les petites et moyennes entreprises (PME) et commerces locaux montréalais. Depuis le début de la crise, la Ville de Montréal a déployé plusieurs mesures concrètes, dont la création d'une page web COVID-19 pour centraliser les ressources disponibles aux PME et commerçant.es et le soutien au virage numérique. La Ville prépare également un plan de relance à déployer sur plusieurs mois pour aider la métropole à se relever.

Dans ce contexte, la Commission a souhaité préciser certaines recommandations formulées précédemment et partager ses réflexions pour soutenir la reprise économique sur les artères et rues commerciales, et s'assurer que les petits commerçants puissent survivre à cette crise.

D'entrée de jeu, la Commission estime que durant la période de relance économique, il est primordial de ne pas ajouter de fardeau financier supplémentaire aux propriétaires et commerçant.es. Aussi, la délivrance d'un certificat d'inoccupation commerciale (R 3.2) devrait s'opérer en ligne et à coût minimal pour les propriétaires. Dans le même esprit, l'imposition d'une taxe à la vacance ou d'une redevance réglementaire (R 3.3) devrait être conditionnelle à un portrait à jour et complet de la vacance commerciale, considérant que cette problématique pourrait prendre une toute autre ampleur dans les prochains mois. À court terme, il apparaît également judicieux de miser sur des incitatifs à la location d'un local vacant, plutôt que sur une éventuelle mesure dissuasive, bien que la Commission, à l'instar de nombreux participant.es, juge incontournable à plus long terme de mener cette analyse et d'appliquer les actions qui en découlent.

La Commission salue également la création d'une plateforme web pour centraliser l'information pertinente aux mesures d'urgence offertes aux commerçant.es et entreprises. Elle encourage la Ville, en collaboration avec ses partenaires, à pérenniser et à bonifier cette plateforme virtuelle afin d'aller vers un guichet unique virtuel (R 6.1, R 6.2 et R 6.3). Le commerce en ligne n'aura jamais été aussi important pour relancer l'économie. Aussi, la Commission accueille avec intérêt le déploiement de la livraison écologique dans plusieurs arrondissements. Elle est d'avis qu'il faut aller encore plus loin et accélérer les efforts pour soutenir le développement de stratégies numériques et d'adaptation des commerces sur rue (R 6.4).

Finalement, la mise en oeuvre des mesures de distanciation sociale prescrites par la Direction de santé publique et qui pourraient se poursuivre au cours des prochains mois, oblige à repenser l'aménagement de nos rues et artères commerciales. Certains arrondissements ont aménagé des corridors sanitaires et élargi les trottoirs de façon temporaire; d'autres pourraient aller encore plus loin et piétonniser certaines artères le temps de la crise pour permettre aux commerçant.es de se déployer sur la rue tout en respectant les règles de distanciation.

La Commission estime qu'il est nécessaire d'intégrer ces nouvelles pratiques à la réflexion sur l'aménagement de nos artères commerciales dans un contexte sécuritaire transitoire de reprise et aussi dans une perspective long terme (R 10.1). En collaboration avec les acteur.trices impliqués, c'est le moment de repenser le partage de nos rues et espaces publics pour faciliter l'accès aux commerces de proximité en toute sécurité et promouvoir l'activité physique et les saines habitudes de vie (R 10.2), tout en favorisant les déplacements piétons et vélos sécuritaires. Finalement, pour

soutenir la relance, la Commission recommande de mener une opération intensive de nettoyage des graffitis tant sur le domaine privé que public, et ce, en collaboration avec les arrondissements, afin d'améliorer le cadre bâti des artères et rues commerciales.

****

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité lors d'une assemblée publique virtuelle tenue le 7 mai 2020, à l'exception de la recommandation R 3.3 pour laquelle M. Gignac, M. Perri et Mme Tremblay ont manifesté leur dissidence et annoncé le dépôt d'un rapport minoritaire.

CONCLUSION

La Commission tient à remercier l'ensemble des personnes et organismes qui ont accepté son invitation à participer à cette consultation publique en vue d'établir des pistes de solutions ciblées pour répondre à la problématique de la vacance commerciale à Montréal. La Commission a été impressionnée par la qualité et la pertinence des interventions, ainsi que par la participation record au questionnaire en ligne avec plus de 4000 personnes répondantes. De façon générale, elle salue la réponse positive de la population à la mise en place de cette démarche novatrice de participation publique, en plusieurs volets.

Les membres de la Commission remercient également les équipes du Service du développement économique pour leur soutien et leur expertise tout au long du mandat. Elle remercie également les personnes ressources des autres services municipaux qui se sont rendus disponibles pour alimenter les travaux de la Commission.

Conformément au *Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal* (06-009), le présent rapport peut être consulté sur la page Internet des commissions permanentes : ville.montreal.qc.ca/commissions, de même qu'à la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil.

Annexe 1 : Résolution CM14 0948

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal	
Assemblée ordinaire du lundi 15 septembre 2014 Séance tenue le 16 septembre 2014	Résolution: CM14 0948

Motion de l'opposition officielle pour encadrer les hausses de baux commerciaux

Attendu que les commerçants jouent un rôle important pour favoriser la vitalité de la métropole et la qualité de vie des citoyens en favorisant l'accès à des services de proximité;

Attendu que les commerçants indépendants contribuent à la diversité de l'offre commerciale et à la vitalité des artères commerciales;

Attendu que le type de commerce qui souffre le plus des travaux, du déficit d'entretien des bâtiments et des hausses de loyers liées à la spéculation immobilière est le commerce ayant pignon sur rue;

Attendu que plusieurs commerçants des quartiers centraux ayant pignon sur rue sont aux prises avec des augmentations de loyers qui mettent en péril la rentabilité de leur commerce;

Attendu qu'un commerce ayant pignon sur rue ne peut déménager à la suite d'une hausse abusive de loyer qu'au risque de perdre sa clientèle;

Attendu qu'aucune instance n'encadre ni ne contrôle présentement l'augmentation des baux commerciaux;

Il est proposé par M. Richard Ryan

appuyé par Mme Érika Duchesne

1 - que le conseil municipal mandate la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour étudier l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter;

2 - qu'en fonction des recommandations de la Commission, le conseil municipal prenne, en collaboration avec le gouvernement du Québec, les actions requises afin d'encadrer les hausses de baux commerciaux à Montréal.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Pierre Desrochers

appuyé par M. Denis Coderre

d'amender la motion présentement à l'étude en y retirant le point 2 du Résolu.

Le président du conseil juge la proposition d'amendement du conseiller Desrochers et du maire recevable.

Un débat s'engage sur la proposition d'amendement

Le président du conseil met aux voix la proposition d'amendement du conseiller Desrochers et du maire et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 55
Contre : 2

Le président du conseil déclare l'amendement du conseiller Desrochers et du maire adopté à la majorité des voix.

Un débat s'engage sur l'article 65.02, tel qu'amendé

Le président du conseil met aux voix l'article 65.02, tel qu'amendé, et le déclare adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

Dissidences : Mme Manon Barbe
M. Richard Deschamps
M. Alan DeSousa

65.02

/pl

Denis CODERRE
Maire

Colette FRASER
Greffière adjointe

(certifié conforme)

Colette FRASER
Greffière adjointe

Signée électroniquement le 18 septembre 2014

Annexe 2 : Liste des personnes-ressources de la Ville de Montréal

Service du développement économique
Mme Maha Berechid, chef de division, division intelligence économique
Mme Josée Chiasson, directrice, direction mise en valeur des pôles économiques
Mme Véronique Doucet, directrice, Service du développement économique
Mme Stéphanie Lapierre, économiste, agente de recherche, division intelligence économique
Mme Noémie Lucas, commissaire, développement économique

Service des finances
Mme Stéphanie Rault, conseillère en planification budgétaire, direction du budget, de la planification financière et fiscale

Service de l'évaluation foncière
M. Pierre Grenier, évaluateur régional
M. Yves Poirier, chef de division, division régionale centre
M. Alexandre Racette, évaluateur régional

Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mme Caroline Lépine, chargée de projet - urbanisme, division de la planification urbaine, direction de l'urbanisme
Mme Monique Tessier, cheffe de division, division de la planification urbaine, direction de l'urbanisme

Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal
M. Luc Guilbaud-Fortin, commissaire, développement économique

Annexe 3 : Liste des personnes et organismes ayant déposé un mémoire

Assemblée du 14 janvier à 19h
Coalition commerce-vie de quartier (Mile End)
Conseil jeunesse de Montréal
Marc Jarry
Montréal pour tous
Pierre-René Fortin
Rayside Labossière
Susan Usher

Assemblée du 15 janvier à 14h
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)
Franck Hénot
Living Lab de Montréal
Sam Boskey

Assemblée du 15 janvier à 19h
Association des Gens d'Affaires du Mile End - AGAME
Collezioni di Vittorio Jewelry
Mezari Atelier & Boutique
Sandra Campanelli

Assemblée du 16 janvier à 14h
Association des SDC de Montréal (ASDCM)
CDEC Montréal-Nord
Fédération canadienne des contribuables
Rues principales

Assemblée du 21 janvier à 14h
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Destination centre-ville
Institut de développement urbain
Groupe Workingirls Inc.
Table de concertation des SDC du Plateau Mont-Royal
Les immeubles Marc Lazar

Sans présentation
Amin Murji
Association des propriétaires du Québec (APQ)
Association Restauration Québec (ARQ)
Barry Lazar
Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal
Coalition montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ)
Écrivain public Montréal - centre d'affaires Entremise
François Gosselin
Imagine Lachine-Est
Jack Dougan
Local 75 Bistro Pub
Maric Snezana Petrovic
Mycoboutique Inc.
Naila Chughtai
Olivier Lapierre
Orthografica Inc.
Paula de Vasconcelos
Ruba Ghazal, députée de Mercier
SDC District Central
SDC Jean-Talon
SDC Plaza St-Hubert
Shopping Tours

Le contenu intégral des mémoires écrits et interventions verbales, ainsi que la webdiffusion en différé des assemblées publiques sont disponibles sur la page Internet dédiée à la consultation : ville.montreal.qc.ca/locauxvacants

Annexe 4 : Rapport minoritaire de l'opposition officielle

Rapport minoritaire de l'Opposition officielle déposé à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation de la Ville de Montréal

Consultation sur la problématique des locaux vacants sur les artères commerciales à Montréal
7 mai 2020

Ensemble Montréal
Opposition officielle à l'hôtel de ville de Montréal

Montréal

INTRODUCTION

L'automne dernier, l'administration a donné le mandat à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation de consulter les Montréalais sur la problématique des locaux commerciaux vacants. Le taux de vacance moyen sur les grandes artères commerciales, qui se situait à 15 % en juillet 2019, est représentatif d'un malaise qui affecte le commerce sur rue dans la métropole. Certaines artères, comme Saint-Denis, affichaient un taux d'inoccupation de 26 %. Les spécialistes estiment que le taux idéal devrait se situer entre 4 et 7 %.

Ensemble Montréal – le parti qui forme l'opposition officielle à l'hôtel de ville – croit que la vitalité commerciale est partie intégrante de la qualité de vie des Montréalais. Pour nous, il est évident qu'une aussi large proportion de locaux inoccupés, en plus de défigurer nos artères commerciales, enlève à la ville une grande partie de son charme et de son attractivité.

Nous avons été heureux de constater que nos préoccupations étaient partagées par un grand nombre de participants qui ont déposé des mémoires à la Commission. Ces derniers ont beaucoup aiguillé les discussions des commissaires.

Les trois conseillers d'Ensemble Montréal membres de la Commission – Dominic Perri (vice-président), Véronique Tremblay et Yves Gignac – tiennent à souligner le travail sérieux des commissaires, qui a permis de dégager des recommandations intéressantes et éclairées. Bien que nous soyons en accord avec la très grande majorité de ces recommandations, nous nous devons d'exprimer notre dissension sur un point majeur, soit la taxe ou la redevance imposée aux propriétaires de locaux vacants. Mais avant d'aborder ce sujet précis, quelques mots sur le contexte particulier dans lequel s'est déroulée la consultation.

LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

À l'heure actuelle, le monde vit une crise sanitaire majeure causée par la pandémie liée à la COVID-19. Avec un nombre record de cas d'infections et de décès au Canada, Montréal est frappée de plein fouet. Parmi les mesures mises de l'avant par le gouvernement, la fermeture des commerces non essentiels à partir du 23 mars est toujours en vigueur au moment d'écrire ces lignes. Cette mesure aura des conséquences désastreuses sur l'activité économique, sur la survie des commerces montréalais et, par conséquent, sur le nombre de locaux vacants.

Bien entendu, quand elle a entamé ses travaux à la fin de l'année 2019, la Commission ne pouvait se douter qu'une pandémie mondiale allait mettre la ville entière sur « pause », incluant les nombreux magasins, boutiques, bars et restaurants qui font le bonheur des Montréalais.

La consultation s'est donc tenue dans un contexte radicalement différent de celui qui prévaut aujourd'hui et qui, selon toute vraisemblance, prévaudra dans un avenir rapproché. Nous avons soulevé cette question à quelques reprises lors de nos réunions de travail, à savoir si les

recommandations élaborées à partir de données pré-COVID-19 pourraient toujours s'appliquer dans un environnement commercial grandement affecté par la pandémie. En quelques semaines seulement, le monde a changé. Nous croyons que les recommandations issues de cette consultation ne répondent tout simplement pas à l'ampleur de la présente crise.

L'incertitude liée à la pandémie nous oblige donc à la prudence dans l'application des différentes recommandations. Selon nous, cette consultation aurait été bien différente si les audiences s'étaient tenues dans le contexte actuel. Il y a fort à parier que l'angle de la consultation n'aurait pas été le même, et que le redressement de l'économie aurait pris une place beaucoup plus grande dans les discussions et les propositions.

Même si la Commission a voulu tenir compte du contexte extraordinaire de la COVID-19 en ajoutant une section sur la crise dans son rapport, nous croyons que cela est loin d'être suffisant pour que les solutions présentées dans le cadre de cette consultation s'appliquent à la nouvelle réalité.

LIMITER LE FARDEAU FISCAL

Comme il a été mentionné plus haut, l'Opposition officielle souscrit à la quasi-totalité des recommandations du rapport de consultation, notamment :

- la création d'un outil, de type registre, pour collecter des données fiables sur l'occupation des locaux commerciaux;
- la délivrance d'un certificat d'inoccupation;
- l'accompagnement des commerçants pour le compte de taxe et un modèle de bail type;
- maintenir l'activité commerciale dans les zones existantes;
- limiter la spéculation immobilière abusive;
- bonifier la dotation des arrondissements pour accroître le nombre d'inspecteurs sur l'affichage et l'entretien des devantures commerciales.

Nous ne pouvons toutefois accepter l'action 3.3, qui aurait pour conséquence d'augmenter le fardeau fiscal des propriétaires d'immeubles non résidentiels et par conséquent, des commerces. L'action 3.3 est libellée ainsi :

> Analyser la meilleure mesure à implanter entre une taxe à la vacance ou une redevance règlementaire selon le délai de relocation ou d'une nouvelle occupation, et identifier des incitatifs permettant aux propriétaires de se soustraire à la mesure dissuasive retenue en facilitant l'occupation transitoire de locaux notamment.

La recommandation est de choisir, après analyse, laquelle des deux mesures fiscales visant à faire payer les propriétaires d'immeubles non résidentiels devra être implantée. L'option de ne pas en implanter n'est pas sur la table.

Pourtant, durant la consultation, nous avons bien vu que l'ajout d'une taxe à la vacance ou d'une redevance règlementaire était une mesure impopulaire chez les participants. Sur les 47 individus et organismes qui ont présenté un mémoire lors des consultations, seulement sept se sont dits favorables à l'instauration d'une taxe à la vacance ou d'une redevance selon le temps d'inoccupation[3].

L'idée de créer une nouvelle taxe est même découragée dans 10 mémoires[4]. La très grande majorité des mémoires déposés n'en discutent pas, mais mentionnent qu'il est important de ne pas augmenter le fardeau fiscal des commerces.

Même son de cloche pour ce qui est du sondage en ligne puisque 81 % des répondants privilégient une approche visant à encadrer le prix des loyers et la spéculation immobilière, et 59 % privilégient la réduction du fardeau fiscal des commerçants. Seulement 30 % des répondants appuient la mise en place de mesures punitives et seulement 12 % des participants aux consultations dans les arrondissements optent pour l'imposition d'une taxe sur la vacance. Bref, il n'y pas d'acceptabilité sociale pour une nouvelle taxe.

En fait, l'imposition d'une taxe ou d'une redevance semble appuyer la croyance (erronée) voulant que tous les propriétaires de locaux vacants refusent de louer leur local pour des motifs de spéculation immobilière.

Or, en visant une minorité de propriétaires délinquants, une telle taxe pénaliserait tous les propriétaires de locaux vacants, sans faire la distinction entre ceux qui ont des comportements indésirables et ceux qui sont victimes de circonstances économiques hors de leur contrôle.

Dans une analyse de 2018, la ville de Cambridge (Massachussetts) identifie une dizaine de facteurs à la base de la mise en vacance[5] d'un local; un seul est attribuable à la spéculation. L'étude commandée par la Ville de Montréal à Demarcom[6] dans le cadre de cette consultation renchérit en affirmant que l'avidité n'est qu'un des motifs expliquant l'allongement de la durée de la vacance. Tous les autres motifs sont reliés aux conditions du marché.

En plus de pénaliser les mauvaises personnes, il n'y a aucune preuve que la taxe à la vacance est efficace pour limiter le nombre de locaux inoccupés. L'étude de Demarcom nous enseigne par exemple que les taxes à la vacance implantées à San Francisco ainsi qu'à Saint-Brieuc (France) n'ont entraîné aucune augmentation de l'occupation[7].

---

[3] Rues principales, Sandra Campanelli, Rayside Labossière, Barry Lazar, Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal, Imagine Lachine et Ruba Ghazal.

[4] La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Destination Centre-ville, Institut du développement urbain, CDEC-Montréal-Nord, Fédération canadienne des contribuables, Fédération canadienne des entreprises indépendantes, Coalition commerce vie de quartier, Susan Usher, Association des propriétaires du Québec et Mycoboutique inc.

[5] Citée dans Demarcom, *Rapport de recherche : revue des pratiques, à l'international, de la problématique des locaux vacants sur les artères commerciales*, Service du développement économique de la Ville de Montréal, Automne 2019, p. 13.

[6] Ibid., p. 22.

[7] Ibid., p. 46 à 60.

Il est même possible que la taxe ait un impact négatif selon les secteurs. L'Institut de développement urbain mentionne que cette taxe pourrait aggraver la situation dans les quartiers économiquement défavorisés, réduire les revenus des propriétaires et limiter leur capacité à rénover. Elle pourrait aussi accroître la concentration immobilière par la vente des immeubles à de plus gros investisseurs, qui sont plus à même d'absorber la taxe.

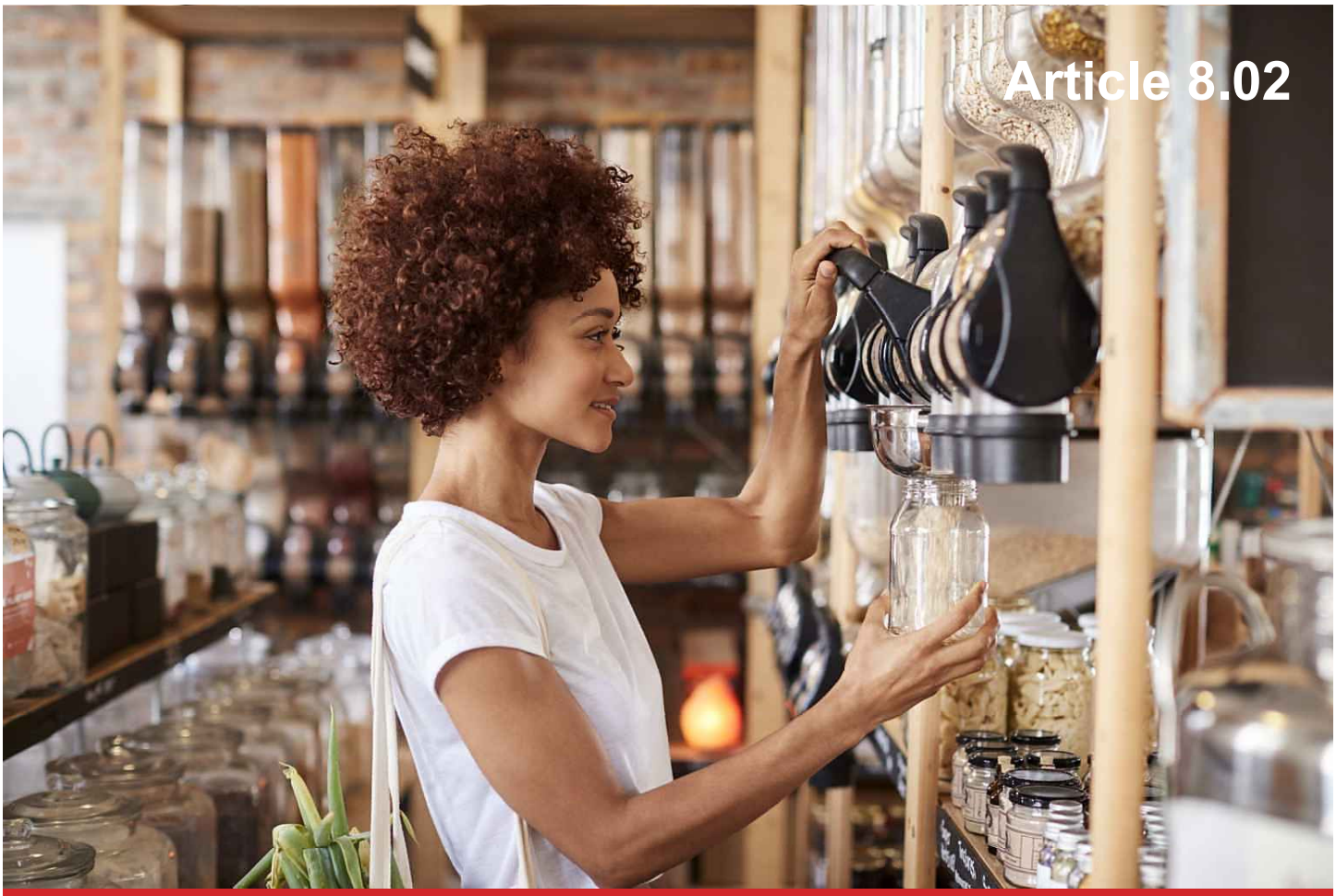
Ajoutons que, depuis 2008, Montréal est la ville où la taxe foncière non résidentielle est la plus importante au Canada. La catégorie des immeubles non résidentiels assume une part importante du fardeau fiscal total qui est imposé à l'ensemble des contribuables montréalais.

Depuis quelques années, une stratégie démarrée sous l'ancienne administration vise à réduire cet écart entre le résidentiel et le non résidentiel. L'implantation d'une taxe à la vacance va à l'encontre de cette volonté. Elle rajoutera au fardeau fiscal des immeubles non résidentiels et limitera l'effet de la stratégie.

CONCLUSION

Nous tenons à remercier tous les participants d'avoir partagé leur expertise avec les commissaires. Il ressort de ce processus démocratique une réflexion en profondeur et un rapport dont nous appuyons la très grande majorité des recommandations, à l'exception de l'instauration d'une taxe à la vacance ou d'une redevance règlementaire.

Malheureusement, le commerce sur rue à Montréal est en train de vivre l'une des pires crises de son histoire. Et malgré la bonne volonté des participants à cette consultation, nous croyons que les mesures qui ont été adoptées par la Commission ne pourront remédier aux conséquences néfastes de la pandémie sur les commerçants montréalais et à la fermeture anticipée de nombreux commerces. Pour ce faire, il faudrait adopter à court terme un programme de relance économique d'envergure qui vise spécifiquement à contrer les effets de la pandémie.



Montréal, objectif zéro déchet

Consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

Rapport déposé au conseil municipal et au conseil d'agglomération
Les 25 et 28 mai 2020

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions, aux conseils consultatifs
et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

PRÉSIDENTE

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

VICE-PRÉSIDENT(E)S

M. Francesco Miele
Arrondissement de Saint-Laurent

Mme Maria Tutino
Ville de Baie-d'Urfé

MEMBRES

Mme Josefina Blanco
Arrondissement du Plateau–Mont-Royal

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Lisa Christensen
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Catherine Clément-Talbot
Arrondissement de Pierrefonds–Roxboro

M. Gilles Déziel
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Fanny Magini
Arrondissement d'Outremont

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Mme Maeva Vilain
Arrondissement du Plateau–Mont-Royal

Montréal, le 25 mai 2020

Madame Cathy Wong
Présidente du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la présidente,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs, le rapport et les recommandations préparés à l'issue de la consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération montréalaise (PDGMR), intitulé Montréal, objectif zéro déchet.

Nous vous prions d'agréer, Madame la présidente, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

- Original signé -

Valérie Patreau
Présidente

- Original signé -

Myriam Laforce
Secrétaire recherchiste

Table des matières

INTRODUCTION **2**

1- PROCESSUS DE CONSULTATION **3**

1.1 – Moyens de communication **3**

1.2 – Bilan de la participation **4**

2- LE PROJET DE PLAN DIRECTEUR DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES 2020-2025 ..... **6**

2.1 – Vision et objectifs : vers une agglomération « zéro déchet » **7**

2.2 – Principes et priorités **7**

2.3 – Les six catégories d'actions proposées **9**

2.3.1 – Réduction à la source *9*
2.3.2 – Valorisation de l'ensemble des matières organiques générées *9*
2.3.3 – Collecte systématisée des matières recyclables *10*
2.3.4 – Augmentation de la récupération des résidus de construction, de rénovation et de démolition *10*
2.3.5 – Stimulation de la participation citoyenne *10*
2.3.6 – Innovation par l'intelligence de marché *11*

3- MÉMOIRES ET COMMENTAIRES: L'ANALYSE DE LA COMMISSION **12**

3.1 – Portrait des opinions déposées **12**

3.1.1 – Des objectifs pertinents et nécessaires *12*
3.1.2 – Réduction à la source : entre encadrement, facilitation et soutien aux initiatives locales *13*
3.1.3 – Le défi d'améliorer la collecte sélective et la valorisation des matières recyclables *14*
3.1.4 – Le caractère clé de l'écofiscalité *14*
3.1.5 – Le rôle des ICI *15*
3.1.6 – L'accès à l'information et la sensibilisation *15*
3.1.7 – Les maillages essentiels *16*

3.2 – Résultats du questionnaire sur la réduction à la source et le réemploi **16**

3.2.1 – Opinions et appui aux mesures proposées *17*
3.2.2 – Comportements de consommation d'articles à usage unique *18*
3.2.3 – Freins à la réduction à la source *18*

3.3 – Synthèse ayant guidé la rédaction des recommandations de la Commission **19**

4- LES RECOMMANDATIONS **20**

4.1 – Recommandations générales **21**

4.2 – Les catégories d'actions proposées **26**

CONCLUSION **36**

ANNEXE 1 : Résolution CG19 0486 37
ANNEXE 2 : Liste des intervenantes et intervenants 38
ANNEXE 3 : Liste des personnes et organismes ayant déposé une opinion écrite 42
ANNEXE 4 : Questionnaire sur la réduction à la source et le réemploi 44
ANNEXE 5 : Sommaire des résultats du questionnaire 54

INTRODUCTION

La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs a reçu du conseil d'agglomération, le 24 octobre 2019, le mandat de tenir une consultation publique portant sur les orientations contenues dans le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025, intitulé *Montréal, objectif zéro déchet*. Cette consultation publique devait mener à l'adoption, au printemps 2020, d'une version finale du Plan directeur qui tracerait la voie pour la mise en œuvre, au cours des cinq prochaines années, d'une cinquantaine d'actions devant permettre à l'agglomération de viser l'atteinte d'un objectif zéro déchet pour l'année 2030. La résolution CG19 0486 en lien avec ce mandat est jointe en annexe (Annexe 1).

Cet examen public s'est déroulé en trois temps: une première séance publique, tenue le 27 novembre 2019, a donné lieu à la présentation du projet de Plan directeur par les responsables du dossier au Service de l'environnement de la Ville de Montréal, suivie d'une première période de questions et de commentaires du public.

Trois mécanismes étaient ensuite déployés pour permettre aux personnes et aux groupes intéressés de transmettre leur opinion à la Commission. D'abord, six assemblées publiques d'audition des mémoires ont été organisées en janvier 2020. Il était également possible, au cours de cette période, de transmettre un avis strictement écrit à la Commission ou d'acheminer tout simplement ses commentaires par courriel. Enfin, la population montréalaise a été invitée, en début d'année, à répondre à un questionnaire en ligne portant plus particulièrement sur des mesures de réduction à la source et de réemploi visant à limiter la production de matières résiduelles sur le territoire de l'agglomération, telles que prévues dans le projet de Plan directeur.

Au terme de cette période, la Commission s'est réunie à dix reprises en séance de travail pour analyser les commentaires et les mémoires reçus, puis elle a formulé ses recommandations, qu'elle a adoptées à l'unanimité à l'occasion d'une assemblée publique, tenue virtuellement le 13 mai 2020 et webdiffusée.

Tel que décrit ci-dessus, l'ensemble de l'exercice de consultation publique sur ce projet de Plan directeur et l'essentiel des travaux d'analyse de la Commission se sont déroulés avant le déclenchement de la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus (COVID-19) au printemps 2020. Les impacts de cette crise sur la gestion des matières résiduelles dans l'agglomération montréalaise n'ont donc pas été spécifiquement pris en compte par la Commission, ni les ajustements qui seront nécessaires pour y répondre. Celle-ci est cependant d'avis qu'une réflexion globale sur la planification des opérations de gestion des matières résiduelles à la lumière du nouveau contexte sanitaire et économique prévalant désormais dans la métropole devra absolument être menée par l'Administration, afin d'adapter la mise en œuvre de chacune des actions contenues dans le Plan à ce nouveau contexte, et ce, dans le respect des principes et des grandes orientations proposés.

1- PROCESSUS DE CONSULTATION

Le processus de consultation sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal (ci-après PDGMR) a officiellement été lancé le 13 novembre 2019, soit 15 jours avant la tenue de la première assemblée publique de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs consacrée à ce dossier.

Au préalable, la Commission s'était réunie à huis clos à deux reprises pour prendre connaissance de la documentation afférente à cette consultation, y compris les données contenues dans le plus récent Bilan des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal (2018)[1]. Les membres de la Commission ont également pu, à cette occasion, commenter les actions proposées ainsi que les éléments retenus pour la présentation publique du projet de Plan par l'équipe de la Direction des matières résiduelles au Service de l'environnement. Cette documentation a été présentée à l'occasion de la séance d'information tenue le 27 novembre 2019.

À l'origine, quatre assemblées publiques d'audition des mémoires étaient ensuite prévues afin de permettre à la Commission d'entendre les personnes interpellées par le sujet et d'échanger avec elles. Étant donné l'intérêt de la population montréalaise pour les enjeux soulevés, ainsi que le nombre élevé d'inscriptions reçues, deux nouvelles assemblées publiques ont dû être ajoutées au calendrier de consultation. Par ailleurs, en réponse à une demande formelle déposée par divers organismes lors de l'assemblée du 27 novembre, qui jugeaient un peu courts les délais habituels fournis pour la transmission des avis écrits en considération de l'importance du dossier, la Commission a accueilli les mémoires et opinions écrites jusqu'au lundi 20 janvier 2020 inclusivement. Les recommandations qu'elle soumet maintenant au conseil d'agglomération ont été préparées après audition des opinions et après analyse de l'ensemble des avis écrits transmis au cours de cette période.

1.1 – Moyens de communication

Tous les détails relatifs à ce processus de consultation ont été annoncés dans un avis public paru le 13 novembre 2019 dans deux quotidiens montréalais, l'un en français et l'autre en anglais, et par la diffusion à tous les médias d'un communiqué de presse. Une invitation a également été directement adressée aux abonnés du bulletin des commissions permanentes ainsi qu'à plusieurs dizaines d'organismes, d'entreprises et d'institutions potentiellement intéressés (groupes spécialisés en gestion des matières résiduelles, associations de commerçants, organismes environnementaux, centres et instituts de recherche, etc.). Cette consultation, ainsi que les modifications apportées au calendrier, ont en outre été publicisées sur les sites web de la Ville de Montréal et des commissions permanentes, ainsi que sur leurs comptes Facebook et Twitter respectifs.

À partir du 16 janvier 2020, la population de l'agglomération a par ailleurs été invitée, par la voie des médias sociaux ainsi que par la Commission elle-même, lors des audiences publiques qui avaient cours à ce moment, à répondre au questionnaire en ligne sur les mesures de réduction à la source et de réemploi diffusé en français et en anglais sur Réalisons Montréal, plateforme de consultation publique de la Ville de Montréal (realisonsmtl.ca/zerodechet / makingmtl.ca/zerowaste). Le questionnaire complet est joint en annexe à ce rapport, pour consultation (voir Annexe 4).

En intégrant à la fois des outils informatifs (grandes étapes de la consultation, bibliothèque de documents) et interactifs (questionnaire et volet « nous joindre »), cette plateforme permettait à toute personne intéressée par les enjeux de réduction à la source de se tenir au courant de l'évolution de la

[1] Ville de Montréal, *Bilan 2018 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal. Réduire pour mieux grandir*, Service de l'environnement, octobre 2019, http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/BILAN_2018_MATIERES_RESIDUELLES.PDF.

consultation, de communiquer avec les responsables du dossier et de donner son opinion, soit par des réponses courtes ou encore par le biais de commentaires plus élaborés. Afin de maintenir l'intérêt pour le projet, les pages d'accueil française et anglaise de la plateforme ont d'ailleurs fait l'objet de mises à jour en continu tout au cours du processus de consultation.

Le projet de Plan directeur et la liste des études techniques et documents de référence ayant servi de base à sa rédaction ont été rendus disponibles en ligne dès le 13 novembre sur la page web consacrée à la consultation à l'adresse ville.montreal.qc.ca/zerodechet, ainsi que sur la plateforme Réalisons Montréal. Les personnes n'ayant pas d'accès internet avaient quant à elle la possibilité de prendre connaissance de la documentation sur place à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier), dans les mairies des villes liées, ainsi que dans l'ensemble des bureaux Accès Montréal en arrondissement.

1.2 – Bilan de la participation

Tout au cours de ce processus, ce sont au total près de 120 personnes qui se sont présentées à l'une ou l'autre des sept assemblées publiques tenues par la Commission, incluant les intervenantes et intervenants qui y ont pris la parole. L'assemblée d'adoption des recommandations, tenue en mode virtuel en respect des normes sanitaires en vigueur au printemps 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, et accessible au public par webdiffusion, a de plus donné lieu à la participation de 12 personnes, qui ont transmis à la Commission des questions et commentaires écrits au sujet des recommandations déposées, questions et commentaires qui ont été lus et auxquels les commissaires ont pu réagir en direct.

L'assemblée de présentation du dossier, qui a eu lieu le 27 novembre 2019, a permis non seulement d'exposer les orientations contenues dans le projet de Plan directeur, mais également de mettre en contexte la démarche d'adoption d'un tel plan. En effet, deux représentantes de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), Mme Céline Remili, conseillère en recherche, Environnement, et Mme Suzy Peate, coordonnatrice exécutive, Planification du territoire métropolitain, ont été invitées à cette occasion à présenter les principales dispositions du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR), auquel le Plan directeur de l'agglomération montréalaise doit se conformer.

M. Arnaud Budka, directeur de la gestion des matières résiduelles au Service de l'environnement, a ensuite présenté un état des lieux de la gestion des matières résiduelles à Montréal, les principaux enjeux auxquels ce secteur fait face dans le contexte actuel, la vision et les objectifs inscrits dans le projet de PDGMR, et les six catégories d'actions qui y sont proposées, y compris celles jugées prioritaires. Son équipe a pu répondre, au cours de la période d'interventions du public qui a suivi, à des questions d'éclaircissement soumises par 15 personnes parmi la trentaine présente. Plusieurs d'entre elles en ont profité pour émettre leurs premiers commentaires au sujet du projet de Plan directeur, commentaires dont la Commission a tenu compte dans la poursuite de ses travaux.

L'expression des opinions plus détaillées a débuté au lendemain du congé des fêtes en janvier 2020 et s'est échelonnée jusqu'au 6 février, date de clôture du questionnaire en ligne sur la réduction à la source et le réemploi. Au cours de cette période, la Commission a entendu en audiences publiques 68 personnes, dont sept sont intervenues à titre de citoyennes ou citoyens, et 61 personnes à titre de représentantes et représentants de 39 organismes, entreprises ou institutions.

Au cours de cette période, et tel qu'indiqué plus haut, la Commission recueillait également les avis de toute personne souhaitant soumettre une opinion écrite sans participer aux audiences publiques. Certains de ces avis ont pris la forme de mémoires formels d'une page ou plus, tandis que d'autres consistaient en quelques phrases ou quelques paragraphes résumant l'opinion des intervenantes et intervenants au sujet des enjeux traités.

Dans le premier cas, la Commission a reçu 27 mémoires d'une page ou plus (dont sept provenant de citoyennes et citoyens et 20 d'organismes, entreprises ou institutions). Dans le second cas, ce sont

95 avis plus courts qui lui ont été transmis par courriel ou encore à travers les plateformes anglaise et française de Réalisons Montréal.

Au-delà des commentaires personnalisés qui ont été transmis, la réponse du public sur cette plateforme s'est par ailleurs révélée particulièrement enthousiaste, alors qu'un total de 7 071 citoyennes et citoyens montréalais ont complété le questionnaire en ligne pendant les trois semaines au cours desquels il était disponible. Un résumé du profil sociodémographique des répondantes et répondants à ce questionnaire est présenté à l'Annexe 5, qui expose également un sommaire des réponses fournies et des grands constats qui en ont été tirés, comme on le verra plus loin. Fait à noter, une surreprésentation, parmi les personnes qui ont répondu au questionnaire, de citoyennes et citoyens provenant de deux arrondissements en particulier (Rosemont–La-Petite-Patrie et Plateau–Mont-Royal) a été enregistrée, ceux-ci constituant plus du tiers des répondantes et répondants alors qu'ils ne représentent que 12 % de la population totale de l'agglomération[2]. Une surreprésentation des groupes d'âge de moins de 50 ans a aussi été notée[3]. L'échantillon de personnes ayant participé était aussi principalement constitué de francophones, dans une proportion de 88 %[4].

Le nombre d'avis déposés en cours de consultation en fonction des catégories de participantes et participants – tous supports confondus (oral, écrit, opinion écrite courte), mais excluant les réponses au questionnaire – est quant à lui présenté en détail dans le tableau suivant.

Tableau 1 :
Dépôt de mémoires et opinions : état de la participation

Catégorie de participantes et participants	Nombre d'avis et d'opinions déposés
Citoyennes et citoyens	109*
Organismes de la société civile (groupes et organismes à vocation environnementale, centrales syndicales, organismes à but non lucratif)	27
Entreprises privées	13
Regroupements et associations d'affaires	13
Centres de recherche et chercheurs indépendants	5
TOTAL	**167**

** dont 95 opinions courtes transmises par courriel ou via la plateforme Réalisons Montréal.*

Les noms des personnes et des groupes qui sont intervenus lors de chacune des séances publiques sont mentionnés à l'Annexe 2, tandis que ceux des personnes et groupes ayant déposé un mémoire ou une opinion écrite plus courte apparaissent à l'Annexe 3. Tous les mémoires et opinions en question ont été versés sur le site web des commissions permanentes au lendemain de leur présentation ou de leur dépôt. Ils peuvent être consultés à l'adresse suivante: ville.montreal.qc.ca/zerodechet.

[2] Les habitants des arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve sont également surreprésentés au sein de l'échantillon, au détriment des autres lieux de résidence. Voir l'analyse sociodémographique complète à l'adresse : realisonsmtl.ca/zerodechet.
[3] Avec 45 % des répondantes et répondants ayant 30 ans ou moins.
[4] La Commission tient à souligner que la conduite de cette enquête ne s'appuyait pas, de manière tout à fait consciente, sur une démarche aléatoire et statistiquement représentative, les répondantes et répondants qui ont participé l'ayant fait sur une base volontaire et ayant présenté « une sensibilité avérée au sujet sondé ». Cela étant, les résultats de ce questionnaire, qui seront présentés au cours des pages qui suivent, ont été utilisés comme complément aux grands constats tirés de la consultation elle-même et comme outil supplémentaire permettant de prendre le pouls de la population et d'obtenir l'avis de certains Montréalais et Montréalaises sur différentes mesures proposées dans le projet de Plan directeur, sur leurs habitudes d'emploi d'articles à usage unique et sur les freins potentiels à l'adoption de comportements propices à la réduction des matières résiduelles à la source.

2- LE PROJET DE PLAN DIRECTEUR DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES 2020-2025

En vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., chapitre Q-2), toute municipalité régionale québécoise a l'obligation d'élaborer et de maintenir en vigueur un plan de gestion des matières résiduelles. Dans la grande région de Montréal, cette responsabilité incombe à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), qui a adopté le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020 (PMGMR), dont la version actuelle est en vigueur depuis 2017. La loi prévoit également que les municipalités locales sont tenues de prendre les mesures nécessaires, notamment sur le plan règlementaire, pour la mise en œuvre du Plan métropolitain sur leur territoire.

Dans l'objectif de proposer une solution globale aux crises périodiques qui affectent l'industrie du recyclage et de refléter l'augmentation des préoccupations citoyennes concernant l'environnement, le PMGMR a fait l'objet, en mai 2019, d'un projet de modification soumis à une consultation publique. Au printemps 2020, ce projet de modification a obtenu l'approbation de RECYC-QUÉBEC et pourra entrer en vigueur une fois adopté par voie règlementaire par le conseil de la Communauté. Ce Plan est conforme aux enjeux pris en compte et aux stratégies d'intervention contenus dans la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* et dans son Plan d'action 2019-2024.

Le projet de Plan directeur étudié par la Commission vise précisément à permettre à l'agglomération de Montréal de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ce Plan métropolitain sur son territoire, et donc de réviser son précédent Plan directeur de gestion des matières résiduelles (2010-2014) afin d'être cohérente avec les grandes orientations retenues à l'échelle régionale. Notons que conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., chapitre E-20.001), l'élaboration et l'adoption du Plan directeur de gestion des matières résiduelles relève de la responsabilité de l'agglomération, tout comme la valorisation des matières résiduelles, leur élimination et tout autre élément relatif à la gestion des matières dangereuses. En tant que municipalité centrale, la Ville de Montréal exerce les compétences de l'agglomération pour la préparation et le suivi du Plan directeur.

Tel que présenté à la population montréalaise, le projet de Plan directeur est constitué de deux documents différents mais complémentaires. D'abord, la **Stratégie**[5] du PDGMR présente la vision proposée pour la gestion des matières résiduelles à Montréal, les objectifs à atteindre, les principes guidant les interventions, les catégories d'actions à déployer ainsi que les initiatives jugées par l'Administration comme étant prioritaires. Le **Plan d'action**[6] décrit quant à lui en détail chacune des 49 mesures incluses dans les six catégories d'actions brièvement exposées dans la Stratégie.

Tandis que la Stratégie donne forme à la vision à développer pour faire de Montréal une agglomération zéro déchet à l'horizon 2030, le Plan d'action porte spécifiquement sur la période 2020-2025, chacune des actions prévues étant associée à un échéancier de réalisation bien précis pour les cinq années à venir.

[5] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/DOC_STRATEGIE_ZERO_20191113.PDF.

[6] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Plan d'action*, octobre 2019, http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/DOC_PLAN_ZERO_20191113.PDF.

2.1 – Vision et objectifs : vers une agglomération « zéro déchet »

Tout en étant d'une grande complexité et impliquant une logistique imposante, la gestion des matières résiduelles à Montréal est une activité aujourd'hui particulièrement dépendante du contexte national et international, tant sur le plan environnemental qu'économique. Tenant compte de ce contexte, et notamment de la fermeture récente et successive de nombreux marchés d'exportation des matières recyclables récupérées, le projet de Plan directeur identifie plusieurs défis, de différentes natures, qui ont guidé la définition des orientations à retenir pour les dix prochaines années : coûts de transport élevés, fournisseurs peu nombreux, capacité de traitement et d'élimination à réévaluer, multiplicité des intervenants, etc.

Face à ces enjeux majeurs, et devant l'importance de prendre dès maintenant des mesures permettant de favoriser une transition écologique juste et équitable, l'agglomération de Montréal a présenté un Plan directeur ambitieux, assorti d'une vision à long terme ainsi décrite :

> *Montréal accélère, par l'innovation, la collaboration, la sensibilisation et l'exemple, le mouvement qui en fera une agglomération zéro déchet et qui rendra ses citoyennes et citoyens fiers. Elle instaure les conditions de succès en termes technologiques, économiques, culturels, d'infrastructures et de déploiement de services qui permettent une gestion efficiente et flexible des matières résiduelles*[7].

Pour l'agglomération, l'atteinte d'un objectif « zéro déchet » signifie « l'aboutissement d'un changement de culture ayant permis d'éliminer toutes les matières résiduelles qui sont actuellement destinées à l'enfouissement »[8]. Cette vision est le reflet de celle proposée par la Déclaration *Advancing Towards Zero Waste*[9] du C40 Cities Climate Leadership Group, dont Montréal est signataire, et par laquelle la Ville s'est engagée, d'ici l'année 2030, à réduire la quantité de déchets produits par habitants d'au moins 15 % par rapport à la production de 2015, à diminuer d'au moins 50 % la quantité de déchets enfouis et incinérés et à augmenter d'au moins 70 % le taux de détournement des matières résiduelles de l'enfouissement.

De fait, les objectifs de récupération et d'élimination inscrits dans le Plan directeur vont même au-delà de l'engagement pris par la signature de cette déclaration, en visant un taux de récupération de 70 % pour l'année 2025, et de 85 % pour 2030. Le taux de réduction des matières générées a quant à lui été fixé à 10 % pour l'année 2025, l'équivalent d'une baisse per capita de 17 % considérant la croissance démographique envisagée. À la lumière des progrès remarquables faits par l'agglomération de Montréal depuis l'entrée en vigueur du précédent Plan directeur il y a maintenant 10 ans, et qui se mesurent par la réduction constante des quantités de matières générées et éliminées, le Plan directeur 2020-2025 a été présenté comme « un levier s'inscrivant à la fois dans la continuité des efforts passés et dans la mise en œuvre d'actions nouvelles et audacieuses »[10].

2.2 – Principes et priorités

Quatre principes directeurs ont été mis de l'avant dans le projet de Plan directeur en vue de guider les interventions devant permettre l'atteinte des objectifs fixés. Ces principes, qui sous-tendent l'ensemble de

[7] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, p. 11.
[8] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Plan d'action*, octobre 2019, p. 8.
[9] Global Covenant of Mayers for Climate and Energy et C40 Cities Climate Leadership Group, *Advancing Towards Zero Waste Declaration*, août 2018, https://c40-production-images.s3.amazonaws.com/other_uploads/images/1586_Zero_Waste_declaration_FINAL_5July.original.pdf?1535129943
[10] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, p. 11.

la démarche, s'inscrivent en cohérence avec les orientations de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* et du PMGMR.

Le premier principe consiste à accorder **priorité à la hiérarchie des 3 RV-E** afin d'assurer une gestion performante des matières résiduelles. Ainsi, la réduction à la source et le réemploi doivent avoir préséance sur le recyclage, la valorisation et, en dernier recours, l'élimination, dans les stratégies de gestion des matières résiduelles mises en œuvre dans l'agglomération.

Dans un deuxième temps, la **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES) a été identifiée comme principe clé de ce Plan directeur, les activités de gestion des matières résiduelles étant responsables de 4 % des émissions de GES à Montréal. La réduction des émissions de GES est d'ailleurs identifiée comme l'un des bénéfices attendus de la mise en œuvre des actions prévues au Plan, la réduction à la source et la diminution des volumes de matières à récupérer et à traiter devant contribuer, entre autres, à une diminution des besoins en matière de transport, secteur qui représente la part la plus importante des émissions de GES de la collectivité montréalaise[11]. Ce principe s'inscrit également en cohérence avec le projet de Plan climat de la Ville de Montréal, actuellement en cours d'élaboration.

Le développement d'une **économie circulaire** sur le territoire de l'agglomération constitue le troisième principe directeur du projet de Plan et plusieurs des actions proposées pour la période 2020-2025 visent à stimuler ce développement. Telle que définie par RECYC-QUÉBEC, l'économie circulaire implique à la fois (1) de repenser nos modes de production et de consommation pour consommer moins de ressources et protéger les écosystèmes qui les génèrent (par l'écoconception, la consommation responsable et l'optimisation des opérations par exemple) et (2) d'optimiser l'utilisation des ressources qui circulent déjà dans nos sociétés, (a) en utilisant les produits plus fréquemment (par l'économie collaborative, entre autres), (b) en prolongeant la durée de vie des produits et des composants (par l'entretien et la réparation, les dons, la revente et le reconditionnement) et (c) en donnant une nouvelle vie aux ressources (par l'écologie industrielle, le recyclage, le compostage et la valorisation)[12].

Le quatrième principe directeur qui sous-tend le projet de Plan consiste en la **mobilisation de tous**, absolument essentielle pour assurer le succès de la mise en œuvre des actions prévues. Trois catégories d'acteurs sont identifiées comme ayant un rôle à jouer : les citoyennes et citoyens d'abord, qui, en étant bien informés et sensibilisés, peuvent participer activement aux différentes collectes municipales et adopter des comportements écoresponsables en matière de consommation; les administrations publiques ensuite, qui doivent agir de manière cohérente et concertée aux différents paliers gouvernementaux; les industries, commerces et institutions (ICI) enfin, qui génèrent, de par leurs activités, d'importants volumes de matières résiduelles pouvant ou non être prises en charge par les collectes municipales.

Le développement d'actions concertées avec l'ensemble des parties prenantes constitue d'ailleurs l'**une des trois grandes priorités** mises de l'avant par l'agglomération dans le PDGMR et qui feront l'objet d'initiatives principales à déployer rapidement au cours des prochaines années. En agissant en priorité à la **mobilisation des parties prenantes**, on pourra « s'assurer de la cohérence des actions mises en œuvre par les partenaires institutionnels et corporatifs avec les cibles de l'agglomération »[13]. Les gouvernements du Québec et du Canada, les producteurs et les institutions de recherche sont identifiés à ce titre comme des partenaires incontournables pour la bonne marche des interventions.

Les deux autres priorités identifiées sont, d'une part, la **réduction à la source** des matières résiduelles générées, de l'ordre de 10 kg par habitant par an. La réduction à la source constitue en effet un élément

[11] Ville de Montréal, *Inventaire 2015 des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalais*e, une production du Bureau de la transition écologique et de la résilience, 2019. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/INVENTAIRECOLLECTIVITEGES_2015.PDF.
[12] RECYC-QUÉBEC, « L'économie circulaire, une priorité », En ligne : https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/economie-circulaire, page consultée le 14 mai 2020.
[13] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, p. 31.

clé de la hiérarchie des 3 RV-E, qui fait l'objet de plusieurs initiatives principales du Plan d'action, qui peut permettre de limiter l'augmentation des coûts de gestion, de valorisation et d'élimination des matières résiduelles et qui constitue « le seul moyen pérenne de maîtriser les impacts sociaux, environnementaux et économiques de la gestion des matières résiduelles »[14].

D'autre part, la priorité a aussi été accordée à la **gestion des matières organiques**, secteur qui représente actuellement le plus grand potentiel de détournement de l'enfouissement, alors que ces matières représentent toujours 55 % des déchets éliminés ou enfouis dans l'agglomération.

2.3 – Les six catégories d'actions proposées

Le projet de Plan directeur 2020-2025 est par ailleurs structuré autour de six catégories d'actions qui découlent directement des objectifs fixés et sont le reflet des priorités et des principes retenus. Telles que présentées dans le document de stratégie, ces catégories d'actions « correspondent aux six leviers dont dispose la Ville pour réduire à la source, augmenter la récupération, et diminuer l'élimination », leviers qui « se déclinent par catégorie de matières résiduelles et incluent [à la fois] la nécessité de recourir à des outils, des technologies et des infrastructures performants [ainsi que] des éléments stimulant les changements de culture requis quant à notre façon d'aborder les matières résiduelles »[15]. Les six grandes catégories d'actions présentées ci-après sont appuyées par 17 initiatives, auxquelles sont associées des actions précises et concrètes, dont le total se chiffre à 49.

2.3.1 – Réduction à la source

Identifiés comme une priorité et incontournables pour l'application du principe des 3 RV-E et l'atteinte de l'objectif « zéro déchet » à l'horizon 2030, la réduction à la source et le réemploi constituent la première catégorie d'actions incluse dans le Plan directeur. Ils sont d'ailleurs considérés comme représentant « les gestes les plus efficaces pour réduire l'impact de la gestion des matières résiduelles »[16].

Pour encourager l'adoption de comportements écoresponsables par l'ensemble des catégories d'acteurs visées par la mise en œuvre du Plan directeur (population, administrations, ICI) et inciter toutes et tous à réduire et à réutiliser davantage leurs biens de consommation, l'agglomération reconnaît qu'elle a un rôle de facilitateur à jouer. Elle se propose d'assumer ce rôle à la fois par des interventions règlementaires (interdire, mieux encadrer) et par des mesures incitatives (soutenir, participer, conseiller), dépendant des cas. Cette catégorie d'actions est assortie de trois initiatives principales (auxquelles sont ensuite associées huit actions précises) :

1. Mettre fin à l'utilisation du plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique
2. Enrayer le gaspillage alimentaire
3. Faciliter les dons de textiles

2.3.2 – Valorisation de l'ensemble des matières organiques générées

La deuxième catégorie d'actions du projet de Plan directeur porte, conformément à la priorité définie précédemment, sur la collecte des matières organiques, que l'on entend bonifier (notamment en élargissant la collecte municipale aux immeubles de neuf logements et plus, actuellement non desservis).

Cette catégorie d'actions vise également à favoriser une valorisation optimale des matières organiques ainsi détournées de l'enfouissement, par une planification et un suivi concertés de la capacité de traitement de l'agglomération et des outils et infrastructures nécessaires pour répondre à l'évolution des

[14] *Idem.*
[15] *Ibid*., p. 24.
[16] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Plan d'action*, octobre 2019, p. 11.

besoins en la matière. Trois initiatives principales sont aussi prévues pour ce qui concerne cette catégorie d'actions (ensuite déclinées en neuf actions plus spécifiques) :

1. Optimiser la valorisation des matières organiques
2. Déployer les infrastructures modernes pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi efficace des extrants
3. Valoriser les boues des eaux usées

2.3.3 – Collecte systématisée des matières recyclables

Reconnaissant les progrès réalisés ces dernières années en matière de collecte des matières recyclables, le projet de Plan directeur propose, par cette troisième catégorie d'actions, d'ajouter diverses dessertes, de manière à pouvoir augmenter la participation à cette collecte et, par le fait même, les quantités de matières récupérées et détournées de l'enfouissement.

Le resserrement des critères à l'importation de matières recyclables par plusieurs marchés étrangers exige par ailleurs de l'agglomération qu'elle s'assure en continu de la bonne performance de ses opérations de tri de ces matières. Ainsi, les deux initiatives principales associées à cette catégorie d'actions (et déclinées en six actions particulières) sont les suivantes :

1. Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage et dans les ICI assimilables à des résidences citoyennes
2. Mettre à profit les technologies de pointe dans le tri et le conditionnement de matières collectées

2.3.4 – Augmentation de la récupération des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD)

La collecte des résidus de CRD représente un domaine où l'agglomération, suivant le Bilan 2018 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal, atteint globalement des taux de récupération conformes aux cibles fixées par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Ainsi, la quatrième catégorie d'actions présente des mesures devant permettre d'améliorer la valorisation des matières triées, dans une perspective d'économie circulaire et de mobilisation de l'ensemble des parties prenantes concernées. Elle comporte trois initiatives principales (assorties de six actions), soit :

1. Accroître la récupération des résidus CRD lors de la déconstruction
2. Compléter la couverture du territoire des écocentres
3. Accroître la récupération des résidus domestiques dangereux (RDD)

2.3.5 – Stimulation de la participation citoyenne

Les actions d'information, de sensibilisation et d'éducation, qui représentent la cinquième catégorie d'actions, sont vues comme des interventions transversales qui doivent être menées pour chacune des catégories de matières résiduelles considérées dans le projet de Plan directeur. La mobilisation constante et positive de citoyennes et des citoyens est en effet présentée comme étant essentielle pour favoriser les changements de comportements associés à une transition vers le « zéro déchet », ainsi que les bons gestes de tri.

Il est d'ailleurs reconnu, dans cette catégorie d'actions, qu'une attention particulière doit être accordée à ce titre aux ICI, considérant que « la sensibilisation, voire l'accompagnement, de différents générateurs de matières résiduelles est nécessaire pour appuyer les programmes de récupération et pour optimiser

l'efficacité et la performance environnementale des infrastructures en place ou en projet »[17]. L'agglomération entend tout particulièrement remédier au manque d'information sur les divers types de récupération et de collectes offerts. Pour ce faire, deux initiatives principales sont proposées (elles-mêmes ensuite déclinées en six actions au total) :

1. Sensibiliser et informer par des communications innovantes
2. Faire preuve d'exemplarité municipale

2.3.6 – Innovation par l'intelligence de marché

La sixième et dernière catégorie d'actions est également transversale à l'ensemble du Plan directeur. Telle que présentée, elle porte sur « l'introduction de corrections réfléchies aux conditions de marché et d'incitatifs économiques par une approche novatrice et par l'écofiscalité »[18]. L'approche novatrice en question repose à la fois sur l'expertise de la Ville en matière économique (pour aborder les enjeux structurels évoqués précédemment) et sur la vigie, la recherche et le développement d'outils de pointe permettant l'atteinte, de manière plus efficace, des cibles fixées (les encouragements en économie comportementale sont donnés en exemple). La collaboration de toutes les parties prenantes est souhaitée ici aussi, y compris les arrondissements responsables des contrats de collecte, les ICI, les institutions de recherche et les organisations privées spécialisées en collecte et gestion des matières résiduelles. La catégorie d'actions no 6 s'appuiera sur quatre grandes initiatives (assorties de 14 actions particulières au total) :

1. Développer des supports pour l'économie circulaire
2. Introduire des outils économiques innovants favorisant une gestion dynamique des matières résiduelles
3. Optimiser la gestion de la logistique des matières résiduelles
4. Évaluer et adapter les besoins en infrastructures

[17] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, p. 29.
[18] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Plan d'action*, octobre 2019, p.30.

3- MÉMOIRES ET COMMENTAIRES: L'ANALYSE DE LA COMMISSION

La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs est heureuse de reconnaître la grande qualité de la participation suscitée par cette consultation publique. La diversité des milieux dont étaient issues les personnes mobilisées (associatif, corporatif, recherche, etc.) a permis de recueillir une variété de points de vue, incluant ceux de femmes et d'hommes qui sont intervenus à titre personnel et pour qui les enjeux à l'étude apparaissait comme étant tout à fait d'intérêt pour l'ensemble de la collectivité montréalaise.

La Commission a analysé avec soin chacune des préoccupations et des suggestions exprimées par les participants et participantes, qu'elles aient été présentées verbalement, par écrit ou via la plateforme Réalisons Montréal. Elle a cherché, au cours de cet examen, à retenir les avenues de bonification du Plan directeur qui seraient les plus prometteuses en fonction des objectifs et des priorités retenus dans le PDGMR, lesquels ont, de manière générale, fait consensus.

La section qui suit présente une synthèse des avis exprimés et des grandes tendances qui s'en dégagent. Tous les avis déposés à la Commission sont disponibles sur la page consacrée à la consultation (section mémoires) ou par le biais de la webdiffusion en différé des six séances d'audition des mémoires tenues en janvier 2020. Les résultats du questionnaire sur la réduction à la source et le réemploi peuvent quant à eux être consultés sur la plateforme Réalisons Montréal, à l'adresse realisonsmtl.ca/zerodechet. Un sommaire est également joint en annexe à ce rapport (Annexe 5).

3.1 – Portrait des opinions déposées

Dans l'ensemble, les participantes et participants à la consultation ont accueilli très favorablement les intentions signifiées par l'agglomération de Montréal dans ce projet de Plan directeur. Toutes et tous ont en effet reconnu la qualité de la proposition fournie par le Service de l'environnement, qui permet d'adapter, de façon tout à fait cohérente à la réalité montréalaise, les grandes orientations québécoises et métropolitaines en matière de gestion des matières résiduelles.

Par-delà les six catégories d'actions prévues, qui ont fait l'objet de plusieurs suggestions d'amélioration intéressantes, de nombreuses opinions exprimées se sont fait écho les unes les autres en se penchant sur des enjeux transversaux qui méritaient, de l'avis d'une majorité d'intervenantes et intervenants, d'être abordés.

3.1.1 – Des objectifs pertinents et nécessaires

En cette période marquée par l'urgence climatique, l'importance d'œuvrer pour diminuer la quantité de déchets, non seulement à éliminer, mais également à collecter, transporter et traiter, est apparue comme une évidence dans l'ensemble des mémoires et opinions déposés, toutes catégories d'intervenantes et intervenants confondues. Ainsi, la Commission a observé une adhésion unanime à la priorité accordée aux initiatives de réduction à la source, telle qu'inscrite dans le PDGMR, ainsi qu'à l'ambition de tendre vers une agglomération zéro déchet à moyen terme.

En effet, autant les citoyennes et citoyens que les organismes de la société civile, les entreprises et les regroupement corporatifs qui se sont prononcés dans le cadre de cette consultation ont signalé avoir déjà amorcé une réflexion sur leurs pratiques en matière de consommation et de génération de matières résiduelles et ajusté leurs comportements en conséquence. Tous se sont donc réjouis de voir la Ville s'engager encore plus fortement dans cette voie, la gestion des matières résiduelles étant au cœur de la transition écologique désormais nécessaire.

Si le caractère ambitieux du projet de Plan directeur a été majoritairement salué, certains ont néanmoins indiqué à la Commission, d'une part, que la réalisation des ambitions qui y sont inscrites et l'atteinte des objectifs qu'il propose dans les délais prévus exigent l'adoption de mesures encore plus innovantes que celles actuellement prévues, qui permettraient d'accélérer significativement le rythme de diminution des taux de matières résiduelles destinées à l'enfouissement (la tarification incitative a à ce titre souvent été donnée en exemple, tel qu'on le verra plus loin).

D'un autre côté, et à certains égards à l'inverse, divers intervenants et intervenantes ont rappelé que la marche vers une agglomération « zéro déchet » doit se faire en tenant compte de la réalité des parties prenantes concernées, notamment celle de certaines industries et exploitants commerciaux, pour qui l'offre de délais raisonnables et l'accompagnement de l'administration municipale sont vus comme nécessaires pour favoriser les changements de pratique auxquels celle-ci en appelle à travers ce projet de Plan.

3.1.2 – Réduction à la source : entre encadrement, facilitation et soutien aux initiatives locales

Les mesures proposées pour soutenir et faciliter les gestes de réduction à la source ont globalement été bien accueillies par les participantes et participants à la consultation, à commencer par les initiatives principales prévues pour enrayer le gaspillage alimentaire et pour faciliter les dons de textiles. Il est à noter, d'ailleurs, que plusieurs des mémoires déposés en cours de consultation étaient entièrement consacrés à l'un ou l'autre de ces enjeux, à bien des égards inédits dans les planifications municipales de gestion des matières résiduelles ces dernières années.

Nombreux sont ceux et celles qui ont à ce titre invité l'agglomération à enrichir les sections de son Plan directeur portant sur ces deux questions, notamment en abordant les dons de textiles sous l'angle du gaspillage vestimentaire, lequel, au même titre que le gaspillage alimentaire, amène chaque année une importante quantité de matières encore valorisables à l'enfouissement. Selon les avis recueillis, la lutte contre ce type de gaspillage passerait non seulement par des initiatives de don et de réemploi des textiles usagés, mais également par la contribution de Montréal au développement de véritables filières de valorisation du textile pré et post-consommation.

Les actions prévues pour mettre fin à l'utilisation du plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique ont, quant à elles, fait l'objet de réactions plus mitigées. Si, d'un côté, citoyennes, citoyens et organismes de la société civile ont majoritairement applaudi à l'approche règlementaire proposée pour interdire divers articles plastique à usage unique – certains jugeant même qu'elle pourrait être plus stricte, plusieurs représentantes et représentants de l'industrie de l'emballage et de l'alimentation ont exprimé des préoccupations quant à la possibilité que des interventions règlementaires mises en œuvre à très court terme et sans consultation préalable des principaux acteurs concernés, puissent avoir des conséquences négatives. Parmi les conséquences évoquées dans les mémoires, notons des coûts importants à absorber pour l'industrie pour développer des solutions alternatives, un risque de pertes d'intrants pour les filières de valorisation qui se développent rapidement dans l'agglomération, et le risque de voir les consommateurs se tourner vers des produits de substitution qui présentent une empreinte environnementale plus élevée ou qui posent des risques du point de vue de la santé publique.

De la même manière, certains ont indiqué que l'emballage plastique joue actuellement un rôle essentiel pour assurer la préservation des aliments et contribue ainsi à éviter le gaspillage que l'agglomération souhaite précisément réduire. Les mesures d'interdiction incluses dans le Plan directeur devraient donc, selon ces personnes, soit être remplacées par des initiatives de soutien à l'écoconception et à l'utilisation de matériaux recyclés pour la fabrication des produits et emballages, soit être appliquées avec prudence par l'Administration montréalaise, notamment en s'appuyant sur les résultats d'études d'impact ou d'analyses de cycle de vie (ACV).

C'est également l'opinion d'organismes qui œuvrent auprès de personnes aînées ou ayant des limitations fonctionnelles, qui souhaitent être inclus dans les réflexions de l'agglomération à cet égard, de manière à

assurer que les actions de réduction à la source prévues au Plan n'induisent pas d'obstacle à leur participation ou ne conduisent pas à des reculs en matière d'accessibilité universelle.

En général, les mesures de facilitation proposées pour stimuler, tant dans la population que chez les commerçantes et commerçants, des comportements de réduction à la source, ont été accueillies tout à fait favorablement (soutien aux marchés de valorisation, aux événements écoresponsables, rôle conseil auprès des exploitants de commerce alimentaire, etc.). Plusieurs interventions, notamment lors de l'audition des mémoires, ont par ailleurs porté sur des initiatives locales de réduction à la source, de réparation ou de réemploi qui mériteraient d'être davantage encouragées par l'agglomération, mieux soutenues ou mieux publicisées (réseau de garde-robes collectives, consignes locales, subvention à la location ou à l'achat de couches lavables ou de produits d'hygiène féminine durables, cafés réparation, etc.).

Il est à noter que l'enjeu de la distribution de circulaires via les sacs publicitaires a suscité un bon nombre de réactions, certains participants et participantes invitant l'Administration à répondre positivement au rapport de consultation déposé par la Commission à ce sujet plus tôt cette année afin de réduire à la source la quantité de matières résiduelles générées par cette activité. D'autres ont aussi demandé, dans le cadre de cette consultation, l'application stricte et immédiate des amendes prévues dans les règlementations d'arrondissements en cas d'infraction.

3.1.3 – Le défi d'améliorer la collecte sélective et la valorisation des matières recyclables

Au moment même où la Commission tenait cette consultation, le gouvernement du Québec a annoncé deux réformes majeures qui transformeront significativement les systèmes de collecte sélective et de valorisation des matières recyclables à travers la province : l'élargissement de la consigne aux contenants de verre et sa bonification d'une part, et le transfert de la gestion des centres de tri au secteur privé d'autre part, sur la base du principe de la responsabilité élargie des producteurs.

Plusieurs personnes ayant participé aux audiences publiques ou transmis un avis écrit en appelaient précisément à ce type de réforme et exprimaient le souhait de voir l'agglomération de Montréal impliquée de manière étroite dans les planifications qui en découleraient. Dans divers mémoires d'ailleurs, c'est l'ensemble du système de collecte pêle-mêle dont l'efficacité était remise en cause, certains proposant des innovations technologiques alternatives pour améliorer le tri et d'autres suggérant de développer à Montréal des systèmes de collecte séparatifs efficaces pour certaines matières, par exemple le verre ou le polystyrène.

S'il ne fait pas de doute que les réformes mises en œuvre par Québec auront à moyen terme un impact sur la performance de la collecte des matières recyclables dans l'agglomération montréalaise, diverses propositions ont été soumises à la Commission dans la perspective d'aller encore plus loin et de maximiser les gains qui pourront être fait au terme de la période d'application du Plan directeur.

C'est le cas tout particulièrement pour la collecte des matières recyclables hors foyer – et notamment dans les grands parcs – qui doit, selon plusieurs, faire l'objet d'interventions plus systématisées de la part de l'agglomération, autant pour limiter les déchets sauvages et les quantités de matières recyclables qui finissent à l'enfouissement que par souci d'exemplarité, pour encourager les Montréalaises et Montréalais à poursuivre, tant dans leurs déplacements qu'à l'extérieur de la maison, leur bon geste de tri.

3.1.4 – Le caractère clé de l'écofiscalité

Tel que proposé, le projet de Plan directeur 2020-2025 introduit pour la première fois la dimension de l'écofiscalité dans les avenues possibles permettant d'améliorer la gestion des matières résiduelles dans l'agglomération de Montréal. La Commission a noté que cette dimension est également présente dans de nombreux mémoires et avis, qui citent l'expérience d'autres villes en Amérique du Nord ayant aujourd'hui recours à la tarification incitative afin de réduire les quantités de matières résiduelles à traiter (et d'augmenter par le fait même les recettes fiscales municipales, permettant dès lors de mieux financer la mise en œuvre d'autres actions stratégiques en gestion des matières résiduelles).

Cependant, alors que l'agglomération se propose « d'étudier » cette dimension au cours des cinq prochaines années, pour être à même, à l'horizon 2025, de mettre en place les mesures les plus prometteuses à cet égard, les participantes et participants à la consultation qui se sont penchés sur cet enjeu ont recommandé d'en faire dès maintenant une priorité, et d'ajouter sans attendre cet outil économique innovant aux mesures pouvant être prises à court terme pour favoriser l'atteinte des objectifs fixés pour les cinq prochaines années, en débutant par exemple, avec des personnes ayant de l'expertise dans ce domaine, par la mise en place de projets pilotes.

3.1.5 – Le rôle des ICI

Les industries, commerces et institutions (ICI) sont identifiés comme l'une des catégories d'acteurs à mobiliser pour assurer le succès des actions incluses dans le projet de Plan directeur. Les disparités dans les pratiques de gestion des matières résiduelles selon le type d'ICI et selon que la génération de matières soit ou non assimilables à celle du secteur résidentiel sont grandes, un élément à la fois reconnu dans le PDGMR et rappelé dans plusieurs avis soumis pendant la consultation. Pour bon nombre d'intervenantes et d'intervenants, les ICI doivent être appelés à en faire plus pour emboîter le pas aux citoyennes et citoyens qui font des efforts en matière de tri et de récupération.

Pour ce faire, l'agglomération de Montréal devrait, selon eux et elles, intensifier ses actions d'information et de sensibilisation à leur égard, notamment au sujet des ressources existantes, travailler en amont à une meilleure documentation des flux de matières résiduelles qui y transitent, et assurer la compatibilité des équipements de tri dédiés à la collecte sélective municipale à ces matières, pour les ICI qui seront desservis par cette collecte et non par une entreprise privée. La Commission a noté un intérêt tout particulier, lors de la consultation, pour les pratiques de gestion des matières résiduelles dans les hôpitaux, lesquels, bien que n'étant pas de juridiction municipale, auraient grand besoin d'accompagnement pour être en mesure d'évaluer et d'adapter ces pratiques dans une perspective de réduction à la source, en reconnaissant tous les défis que le type de matériel utilisé dans ces milieux peut poser, particulièrement dans le contexte actuel.

3.1.6 – L'accès à l'information et la sensibilisation

L'accent mis dans le projet de Plan directeur sur l'analyse, la traçabilité, la collecte de données et leur diffusion en toute transparence a été généralement salué en cours de consultation, par des personnes et des organismes qui ont insisté sur l'importance, pour mieux sensibiliser la population et les ICI, non seulement d'uniformiser et d'intensifier les campagnes de communication à l'échelle de l'île de Montréal, mais également d'avoir l'information juste sur le cheminement des matières collectées, du camion jusqu'à leur lieu de valorisation, en aval même des centres de tri (incluant les résidus de CRD).

Certains ont signalé d'ailleurs ne pas être en mesure d'évaluer convenablement la pertinence de quelques-unes des actions ou cibles proposées, particulièrement celles qui portent sur des domaines où peu de données sont encore disponibles. Par exemple, l'objectif de réduction du gaspillage alimentaire de 50 % d'ici 2025 a soulevé différents doutes en consultation, la définition même de « gaspillage alimentaire » ne faisant pas l'unanimité. De même, quelques participantes et participants ont attiré l'attention de la Commission sur l'importance de reconnaître et de bien expliquer à la population que l'atteinte d'un objectif « zéro déchet » implique tout de même un taux résiduel de 15 % de matières non valorisables (ou de rejets des centres de tri et de traitement) devant être éliminées, et ce, dans les meilleures conditions possibles d'un point de vue environnemental.

À ce titre, les appels à préciser certains des termes utilisés – ou à les remplacer par d'autres, vus comme plus adéquats – ont été notés à quelques reprises. Plusieurs ont suggéré que l'agglomération se dote d'indicateurs supplémentaires à ceux déjà prévus dans le PDGMR et d'outils de suivi, une manière d'assurer que des ajustements pourront si nécessaire être apportés aux actions qui seront déployées au cours de la période d'implantation du Plan directeur, le tout afin de garantir l'atteinte, à terme, des objectifs fixés.

3.1.7 – Les maillages essentiels

Comme indiqué précédemment, la mobilisation des parties prenantes pour une mise en œuvre réussie du Plan directeur a été identifiée à la fois comme principe directeur transversal et comme priorité, une vision partagée par la majorité des personnes qui se sont prononcées lors de cette consultation. Les appels à la collaboration étaient en effet au cœur de plusieurs avis déposés. Un certain nombre d'actions proposées par les participantes et participants dépassaient d'ailleurs les strictes compétences de l'agglomération ou chevauchaient celles d'autres paliers décisionnels, révélant l'importance accordée à une concertation étroite avec ceux-ci, d'une part pour éviter le dédoublement des travaux et des mesures, et d'autre part pour maximiser l'impact des interventions qui seront menées par les différentes administrations en vue de réduire l'impact environnemental de l'activité de gestion des matières résiduelles au pays.

À ce sujet, la Commission a également noté une demande forte des différents milieux pour la poursuite des efforts qui permettraient de décloisonner le domaine de la gestion des matières résiduelles et faire en sorte de renforcer les maillages avec d'autres secteurs de la vie économique et sociale de l'agglomération : centres de recherche, organismes à but non lucratif, secteur privé (notamment les entreprises en technologies environnementales), organisations syndicales, pôles de développement de l'agriculture urbaine, initiatives de symbiose industrielle, etc. Dans la plupart des cas, le principe de proximité était privilégié par les intervenantes et intervenants, qui estimaient que l'Administration devait évaluer chacune de ses collaborations et initiatives de soutien en visant le développement d'une économie circulaire locale et axée le plus possible sur des circuits courts.

Alors que des infrastructures d'envergure pour le traitement des matières organiques sont sur le point d'entrer en fonction (centre de compostage et centre de biométhanisation), et que le projet de Plan directeur propose (action 6.1.4) d'anticiper les besoins futurs et de déterminer les projets d'investissements qui seront nécessaires pour assurer le traitement de toutes les matières résiduelles au fur et à mesure que les taux de récupération augmenteront, l'Administration a par exemple été invitée à soutenir le développement de projets de gestion décentralisée des matières organiques, qui permettraient, entre autres, une réduction des coûts totaux de gestion de ces matières pour la collectivité et une valorisation du compost produit à des fins agricoles. Diverses solutions technologiques innovantes de collecte et de traitement de matières organiques ont aussi été présentées à la Commission par des entreprises spécialisées d'ici. D'après ces entreprises, ces solutions, si elles étaient adoptées par l'agglomération, rendraient possibles, selon les cas, la simplification du tri de ces matières ou encore leur valorisation à des fins énergétiques.

3.2 – Résultats du questionnaire sur la réduction à la source et le réemploi[19]

La diffusion d'un questionnaire portant spécifiquement sur la réduction à la source et le réemploi dans le cadre de cette consultation publique visait trois objectifs bien précis. Il s'agissait :

1- de connaître l'opinion d'un plus grand bassin de citoyennes et citoyens et leur niveau d'appui quant aux mesures de réduction à la source et de réemploi proposées dans le projet de Plan directeur, mesures identifiées comme prioritaires;

2- de documenter les habitudes et comportements des citoyennes et citoyens sur les pratiques de réduction à la source;

3- d'identifier les principaux freins à l'adoption de comportements propices à la réduction des matières résiduelles à la source.

[19] Une description détaillée de la méthodologie retenue et de l'ensemble des résultats enregistrés est disponible à l'adresse realisonsmtl.ca/zerodechet.

3.2.1 – Opinions et appui aux mesures proposées

Globalement, et bien que la variance n'ait pas été très forte entre les mesures proposées qui seraient à prioriser pour réduire à la source, limiter le gaspillage alimentaire et favoriser le réemploi et le recyclage des textiles, c'est l'avenue de l'imposition d'une tarification auprès des institutions, commerçants, industries et restaurants qui acheminent des matières textiles ou compostables encore valorisables à l'enfouissement qui a été le plus fortement appuyée par les répondantes et répondants.

De la même manière, la sensibilisation auprès des commerces afin qu'ils rendent disponibles des solutions de rechange aux contenants à usage unique (par exemple les produits en vrac et les contenants réutilisables) et la promotion des organismes qui récupèrent les articles de seconde main ont été identifiées comme des mesures porteuses à mettre en valeur dans le projet de Plan directeur.

Parmi la dizaine d'autres propositions d'actions soumises dans le questionnaire, et bien qu'elles aient toutes reçu un niveau d'appui important parmi les personnes ayant répondu au sondage, ce sont les mesures d'interdiction (interdiction d'élimination des invendus dans l'industrie et les commerces de textile et interdiction de distribution des articles à usage unique en plastique lors de la consommation d'aliments sur place) qui ont obtenu les taux d'adhésion les plus élevés. Elles ont été suivies de près par la proposition de « conseiller les exploitants de commerce alimentaire sur la lutte contre le gaspillage alimentaire ».

Tout en étant appuyée par une majorité de répondantes et répondants, l'option d'imposer un tarif sur les ordures ménagères est apparue comme la moins populaire, un résultat confirmé par certains des commentaires laissés en fin de questionnaire et selon lesquels plusieurs s'inquiètent de l'adoption éventuelle de mesures qui tendraient à « toucher plus durement et sévèrement les consommateurs ».

De fait, les réponses laissent entrevoir une volonté très nette de voir les industries et commerces en faire plus et être tenus davantage responsables des coûts environnementaux associés aux produits qu'ils fabriquent et mettent en marché, de manière à ce que le fardeau de l'adoption de comportements écoresponsables ne repose pas uniquement sur les épaules des citoyennes et citoyens. En ce sens, les résultats du questionnaire font écho à de nombreux avis transmis à la Commission lors de la consultation publique et aux recommandations recueillies quant au rôle devant être joué par les ICI pour favoriser l'atteinte des objectifs fixés, notamment en matière de réduction à la source.

Les différents types de mesures auxquelles une majorité de participantes et participants ont dit adhérer sont illustrés par la figure suivante :

Figure 1 :
Types de mesures soutenues par une majorité de personnes sondées



Source : Ville de Montréal, *Résultats du sondage sur la réduction à la source*, Analyse réalisée par Aviseo conseil, 11 mars 2020, p. 3, disponible en ligne à l'adresse realisonsmtl.ca/zerodechet.

3.2.2 – Comportements de consommation d'articles à usage unique

Par l'intermédiaire des réponses fournies aux questions portant sur les habitudes de consommation de certains articles à usage unique, la Commission a pu constater un très haut taux de sensibilisation, parmi les répondantes et répondants, quant à la nécessité de recourir le plus possible à des alternatives réutilisables.

En effet, en très grande majorité, il semble que ces articles (pailles, bouteilles, ustensiles, bâtonnets à café en plastique, etc.) soient utilisés moins de dix fois par année par les personnes sondées. Les articles les plus fréquemment utilisés à ce titre demeurent les contenants en plastique (utilisés au moins une fois par semaine par 45 % des répondantes et répondants) et les verres en carton (utilisés au moins une fois par semaine par 22 % des répondantes et répondants). Ceci dit, il faut analyser ces résultats en rappelant que l'échantillon obtenu par réponse volontaire représente une portion de la population « fortement sensibilisée à la réduction de l'emploi d'articles à usage unique et pratiquant déjà de nombreux efforts pour réduire l'utilisation de ce type d'articles »[20] ou se disant tout à fait disposée à modifier ses comportements en conséquence. Les comportements à adopter pour réduire le gaspillage alimentaire et augmenter le recyclage des textiles sont quant à eux moins pratiqués par les personnes sondées, mis à part pour le dépôt de textiles dans des boîtes de dons. Une certaine proportion d'entre elles se sont néanmoins dites enclines à éventuellement modifier leurs habitudes, par exemple pour se rendre davantage dans les magasins de vêtements de seconde main ou encore pour apporter des denrées dans des banques alimentaires.

Cette sensibilisation importante explique en partie que l'accent ait été mis, dans les actions à poser, sur celles visant les industries et les commerces, qui pourraient aider le citoyen à faire un pas de plus pour privilégier les solutions les plus écoresponsables. Ainsi, pour limiter le recours aux verres de carton, c'est un meilleur accès à des alternatives pouvant être utilisées volontairement qui a obtenu le plus de faveurs. Pour limiter l'utilisation de l'ensemble des autres articles à usage unique mentionnés dans le questionnaire, les répondantes et répondants ont priorisé l'interdiction par règlement.

3.2.3 – Freins à la réduction à la source

De manière cohérente avec les résultats présentés plus haut, ce n'est pas faute de sensibilisation que les personnes répondantes disent avoir recours à des articles à usage unique au quotidien, mais avant tout faute de choix. Les deux principales raisons pour lesquelles les participantes et participants se les procurent seraient en effet l'absence d'alternative dans les établissements fréquentés et la difficulté de trouver des aliments et repas sans emballage ou contenant de plastique. Les achats spontanés expliqueraient également cette utilisation, dans une proportion de 47 %.

Au-delà de l'utilisation des articles à usage unique, le principal frein à l'adoption d'un comportement visant la réduction à la source et le réemploi chez les Montréalaises et Montréalais serait le manque d'infrastructures (magasins en vrac, boîtes de dons, etc.) à proximité de leur lieu de résidence. Les obstacles les moins évoqués sont quant à eux l'absence de considération ou d'intérêt pour ces pratiques et le fait que les répondantes et répondants n'auraient jamais vraiment réfléchi à la question, révélant une fois de plus que les intentions de contribuer aux efforts visant la réduction à la source demeurent élevés chez une forte proportion des 7 071 personnes qui ont répondu au questionnaire.

[20] Ville de Montréal, *Résultats du sondage sur la réduction à la source*, Analyse réalisée par Aviseo conseil, 11 mars 2020, p. 21, disponible en ligne à l'adresse realisonsmtl.ca/zerodechet.

3.3 – Synthèse ayant guidé la rédaction des recommandations de la Commission

La Commission a conduit son analyse des avis et commentaires ainsi recueillis en deux temps, méthode qui se reflète dans l'organisation des recommandations présentées ci-après. D'abord, elle a réfléchi à des recommandations d'ordre général qui permettraient de bonifier le Plan directeur, dans l'optique d'accroître encore davantage la cohérence des mesures prévues, d'une part avec les objectifs et priorités largement endossés par les participantes et participants à la consultation et, d'autre part, avec les demandes et aspirations de ces personnes. La Commission propose ensuite de compléter ou d'apporter de légères corrections aux interventions mises de l'avant dans chacune des six catégories d'actions retenues dans le projet de PDGMR.

Trois grands constats se dégagent tout particulièrement de cette analyse. D'abord, il est apparu que la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes, absolument cruciale pour la réalisation des ambitions portées par le document, devait passer par des initiatives d'information, de sensibilisation, d'éducation et de reddition de comptes soutenues auprès de la population de l'agglomération. Clairement, en effet, pour retrouver une certaine confiance dans le système de gestion des matières résiduelles à Montréal, et la motivation nécessaire pour y participer adéquatement, les citoyennes et citoyens, comme les ICI, ont besoin :

- d'être informés sur les bons gestes à poser *(quoi faire?)*;
- que ce soit relativement aisé de poser ces bons gestes *(comment le faire?)*;
- d'être informés sur la contribution de ces gestes à l'amélioration de la qualité de l'environnement et de l'économie à Montréal (et, plus largement, à une échelle globale) *(pourquoi le faire?)*.

La standardisation des directives de récupération pour l'ensemble de l'agglomération pourrait ainsi contribuer grandement à dissiper la confusion et à améliorer globalement la qualité des matières entrant et sortant des centres de tri et de traitement, dans l'intérêt de toutes et tous. À ce titre, la Commission a tenu à reconnaître l'importance d'inclure l'ensemble des villes liées de l'agglomération dans toute réflexion visant une harmonisation des communications et des pratiques, dans le respect des compétences de chacune. Dans tous les cas, la mise en œuvre des actions contenues dans le PDGMR doit contribuer à ce que la solution la plus accessible (sur tous les plans) soit toujours celle dont l'empreinte environnementale est la moindre selon une approche cycle de vie.

Le second grand constat de la Commission porte d'ailleurs sur l'importance de baser les interventions souvent délicates en matière d'encadrement règlementaire ou de mesures incitatives visant certains articles en particulier, sur des analyses scientifiques (multicritères, de cycle de vie, etc.) qui permettent d'évaluer la pertinence relative des alternatives qui peuvent être offertes, par exemple pour les produits à faible contenu recyclé ou difficilement recyclables. Au-delà des débats qui peuvent exister sur l'interdiction ou le bannissement d'articles faits de certaines matières en particulier, il est apparu clairement que c'est le recours à toute option à usage unique qui doit être découragé. Ainsi, la Commission recommande de manière générale que les options réutilisables, durables et disponibles en consigne soient le plus possible soutenues et favorisées par l'agglomération de Montréal au cours des cinq prochaines années.

Le troisième et dernier constat porte sur le rôle et la capacité d'intervention de la Ville de Montréal elle-même. Si la gestion des matières résiduelles est une responsabilité municipale, de nombreux leviers qui permettraient d'en réduire les coûts et d'en améliorer les performances sur le territoire de l'agglomération sont hors de portée directe de l'Administration. La collaboration, la concertation et les représentations auprès d'autres paliers de gouvernement sont donc dans bien des cas nécessaires, pour assurer la cohérence des interventions et en maximiser la portée. Ces principes apparaissent par conséquent dans bon nombre des recommandations qui suivent.

4- LES RECOMMANDATIONS

CONSIDÉRANT que le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal (PDGMR) adhère aux principes énoncés dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, laquelle vise à créer « une société sans gaspillage, qui cherche à maximiser la valeur ajoutée par une saine gestion de ses matières résiduelles », et dont l'objectif fondamental est que « la seule matière résiduelle éliminée au Québec soit le résidu ultime »;

CONSIDÉRANT que le projet de PDGMR s'inscrit dans la démarche de planification du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), adopté en 2017;

CONSIDÉRANT le processus en cours de modification du PMGMR, à l'issue d'une consultation publique d'envergure menée sur le territoire métropolitain, et la nécessité de mettre à jour le Plan directeur de l'agglomération pour que celle-ci se conforme à ses orientations, lesquelles seront en vigueur jusqu'en janvier 2024, y compris les nouvelles dispositions prévues en vue de hausser la performance de recyclage des matières récupérées dans le Grand Montréal;

CONSIDÉRANT l'adhésion de la Ville de Montréal, en août 2019, à la Déclaration Advancing Towards Zero Waste du C40 Cities Climate Leadership Group;

CONSIDÉRANT l'accueil globalement favorable réservé au projet de Plan directeur par les personnes ayant participé à la consultation;

CONSIDÉRANT que les ambitions qu'il propose ont été reconnues par plusieurs comme étant pertinentes, cohérentes et à la hauteur de ce qui est attendu par la population en situation d'urgence climatique et devant les défis majeurs auxquels le secteur de la gestion des matières résiduelles est aujourd'hui tout particulièrement confronté;

CONSIDÉRANT qu'une très forte majorité de groupes et de personnes ont salué l'audace de l'agglomération de Montréal de définir et d'évaluer ses priorités pour les dix prochaines années à partir du principe de réduction à la source et en proposant l'atteinte, à moyen terme, d'un objectif « zéro déchet »;

CONSIDÉRANT la réponse enthousiaste au questionnaire sur la réduction à la source diffusé sur la plateforme Réalisons Montréal en janvier et février 2020, et le large soutien témoigné par les 7 071 personnes ayant participé pour certaines des actions fondamentales proposées dans le projet de Plan directeur[21],

la Commission recommande à l'Administration de :

R-1. Adopter le projet de Plan directeur et mettre en place tous les moyens nécessaires à la mise en œuvre des 49 actions proposées et de celles qui découleront de cette consultation, ainsi qu'à une reddition de comptes annuelle au sujet de chacune d'entre elles, tant par la ville centre que par les arrondissements et les villes liées.

[21] Ville de Montréal, *Résultats du sondage sur la réduction à la source*, Analyse réalisée par Aviseo conseil, 11 mars 2020, disponible en ligne à l'adresse realisonsmtl.ca/zerodechet.

4.1 – Recommandations générales

1. Objectifs, priorités et principes

CONSIDÉRANT l'adhésion générale des parties prenantes aux **trois priorités** inscrites dans le projet de Plan directeur, soit :

(1) la réduction à la source de 10 kg par habitant par an,
(2) le détournement des matières organiques de l'enfouissement, et
(3) la mobilisation des parties prenantes,

et aux **quatre principes** mis de l'avant pour guider les interventions devant permettre à la population de l'agglomération d'atteindre les objectifs fixés, soit :

(1) la priorité aux 3 RV-E[22],
(2) la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES),
(3) l'économie circulaire, et
(4) la mobilisation de tous;

CONSIDÉRANT l'intérêt d'assurer la cohérence de ces priorités et principes, d'une part, avec les initiatives déjà proposées par l'agglomération dans d'autres politiques ou plans d'action (notamment le Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020) et, d'autre part, avec les attentes des différents partenaires interpelés par la mise en œuvre du Plan directeur;

CONSIDÉRANT que la fermeture partielle des marchés étrangers aux matières recyclables collectées ici et la perte de valeur de ces matières rend plus que jamais nécessaire le développement de canaux locaux de valorisation axés sur une économie circulaire durable;

CONSIDÉRANT que l'action 16 du Plan Montréal durable 2016-2020 prévoit « d'intégrer les principes de l'économie circulaire aux pratiques d'affaires de l'organisation »[23];

CONSIDÉRANT les conclusions de l'Avis sur l'économie circulaire à Montréal lancé en mars 2020 par le Conseil jeunesse de Montréal, qui indique, entre autres, que « la transition des villes vers une économie circulaire apparaît non seulement comme une évidence, mais également comme une urgence », et « l'importance pour Montréal de s'engager de plain-pied dans cette transition »[24];

CONSIDÉRANT que cet avis signale également que « la gestion des matières résiduelles constitue sans doute le domaine le plus documenté et où la Ville est le plus avancée en termes de circularité »[25],

la Commission recommande à l'Administration de :

R-2. Remplacer les objectifs et priorités de détournement à l'enfouissement des matières résiduelles inscrits dans le PDGMR par des objectifs et priorités de détournement à l'élimination, afin d'éviter le recours à l'incinération des matières résiduelles générées sur le territoire de l'agglomération[26].

[22] Le principe des 3 RV-E consiste à privilégier la réduction, le réemploi et le recyclage avant la valorisation et l'élimination des matières résiduelles, dans cet ordre, et dans une optique de gestion écologique.
[23] Ville de Montréal, *Montréal durable 2016-2020 – Ensemble pour une métropole durable*, 2016, p. 19, https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/d_durable_fr/media/documents/plan_montreal_durable_2016_2020.pdf.
[24] Conseil jeunesse de Montréal, *Avis sur l'économie circulaire à Montréal*. *Une transition vers un futur durable*, mars 2020, préface, http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_JEUNESSE_FR/MEDIA/DOCUMENTS/AVIS_ECONOMIE_CIRCULAIRE_MONTREAL_CJM.PDF.
[25] *Idem*, p. 33.
[26] Le détournement à l'élimination implique de détourner les résidus ultimes non seulement de l'enfouissement, mais également de l'incinération, qui constitue l'autre mode d'élimination des déchets prévu par la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2).

R-3. Ajouter aux cinq indicateurs généraux qui seront suivis et documentés sur la durée du Plan[27], une cible de réduction des émissions de GES générées par l'activité de gestion des matières résiduelles de l'agglomération, y compris les émissions indirectes (scope 3), afin de prioriser adéquatement la mise en œuvre des actions, tout en évitant les éventuels effets rebonds et transferts d'impacts d'une étape du cycle de vie à une autre.

R-4. Dans la détermination des interventions en économie circulaire qui seront menées lors de la mise en œuvre du Plan directeur :

- stimuler les initiatives qui favorisent l'essor d'une économie circulaire locale ou de proximité;
- intégrer l'approche cycle de vie[28] aux processus décisionnels entourant le déploiement de ces initiatives et viser la « fermeture » de la boucle de l'économie circulaire essentiellement dans les cas où cette fermeture serait bénéfique du point de vue de l'environnement, de la santé publique et de l'économie locale;
- tenir compte des recommandations contenues dans l'avis du Conseil jeunesse de Montréal intitulé Avis sur l'économie circulaire à Montréal. Une transition vers un futur durable.

R-5. En complément des éléments énoncés à la page 23 de la Stratégie du PDGMR quant au principe de la mobilisation de tous[29], reconnaître que les citoyennes et citoyens sont à l'origine d'initiatives novatrices, que l'agglomération peut soutenir et promouvoir et qui contribueront à la réalisation de la vision portée par le Plan directeur et au virage vers le zéro déchet.

CONSIDÉRANT l'opinion exprimée par plusieurs participantes et participants à la consultation quant à la nécessité de prendre dès maintenant des mesures fortes permettant l'atteinte des objectifs fixés dans le projet de PDGMR, notamment l'objectif de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2025;

CONSIDÉRANT l'existence d'expériences innovantes d'autres villes en Amérique du Nord–qui ont testé et mis en œuvre des mesures de tarification incitative pour la gestion de leurs matières résiduelles, mesures qui se sont avérées utiles pour accroître le taux de récupération des matières recyclables[30];

CONSIDÉRANT la récurrence des propositions relatives à l'écofiscalité dans les mémoires déposés et l'importance accordée au concept de « pollueur-payeur »;

CONSIDÉRANT l'intérêt plus limité, chez les répondantes et répondants au questionnaire sur la réduction à la source, pour les mesures de tarification incitative visant les ordures ménagères, et les préoccupations exprimées par plusieurs vis-à-vis de l'imposition de mesures qui risqueraient de toucher plus directement les citoyennes et citoyens, à commencer par les groupes vulnérables,

la Commission recommande à l'Administration de :

[27] Les cinq indicateurs généraux que l'agglomération propose de suivre et de documenter sur la durée du Plan, et pour lesquels elle s'est dotée de cibles, sont les suivants : (1) Génération de matières résiduelles moyenne en kg/hab/an; (2) Proportion de matières recyclées sur le territoire de l'agglomération; (3) Proportion de matières organiques valorisées sur le territoire de l'agglomération; (4) Coût moyen de valorisation des matières résiduelles et (5) Taux de satisfaction des clients de l'agglomération.

[28] L'analyse du cycle de vie est un outil permettant d'évaluer l'impact environnemental, social et économique potentiel d'un produit ou d'un service d'un point de vue holistique, à chacune des étapes de son cycle de vie (acquisition des ressources, production, distribution, utilisation et fin de vie).

[29] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, p. 23.

[30] Silke Kuestner, *Comment réussir la tarification incitative au Québec – un outil pour les municipalités*, Mémoire de maîtrise en environnement, Centre universitaire de formation en environnement et développement durable, Université de Sherbrooke, Juillet 2016, https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/8915/Kuestner_Silke_MEnv_2016.pdf?sequence=1&isAllowed=y; Jessika Brosseau, *La tarification incitative : un outil à considérer pour réduire l'élimination des matières résiduelles au Québec*, Recherche présentée à RECYC-QUÉBEC, https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/article-boursier-jessika-brosseau.pdf.

R-6. Inscrire comme prioritaire dans le Plan directeur la mise en œuvre de mesures d'écofiscalité avant 2025 et mettre sur pied, à cette fin, un comité de travail dédié, formé de personnes expertes et des parties prenantes concernées, chargé d'identifier les meilleures avenues d'intervention, en tenant compte de l'intérêt et des besoins des groupes plus vulnérables de la population montréalaise.

CONSIDÉRANT l'importance, dans une perspective de ville intelligente et pour une mobilisation efficace de l'ensemble des parties prenantes, de faciliter l'accès à l'information, notamment par la collecte de données, leur diffusion et leur utilisation transparente et responsable;

CONSIDÉRANT que pour ce faire, l'agglomération doit pouvoir compter sur la collaboration de toutes les parties prenantes qui détiennent l'information pertinente au sujet des flux de matières résiduelles sur son territoire;

CONSIDÉRANT le souhait, largement exprimé en consultation, de voir les industries, commerces et institutions (ICI) présents sur le territoire de l'agglomération contribuer aux efforts requis pour améliorer la gestion des matières résiduelles et atteindre les cibles fixées;

CONSIDÉRANT le devoir d'exemplarité des organismes publics et des institutions gouvernementales en matière d'approvisionnement et au regard de la gestion des matières résiduelles sur leur territoire, tel que reconnu par le Plan d'action 2019-2024 découlant de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, ainsi que par le projet de PDGMR lui-même, lequel signale que « l'exemplarité municipale apporte une crédibilité à l'atteinte du zéro déchet en 2030 »[31],

la Commission recommande à l'Administration de :

R-7. En collaboration avec les organisations concernées et avec le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, recueillir de manière prioritaire des **données** sur la gestion des matières résiduelles des industries, commerces et institutions (ICI), et ce, que les matières que ceux-ci génèrent soient ou non assimilables à celles du secteur résidentiel.

R-8. Développer des indicateurs de performance à la fois globaux, tel que proposé dans la section « Se mesurer » du document de stratégie du PDGMR, mais également plus spécifiques (taux de récupération et de mise en valeur des matières résiduelles, efficacité des infrastructures de GMR, taux de matières résiduelles intégrées dans des circuits d'économie circulaire, quantités de résidus alimentaires, matières textiles et résidus de construction, rénovation et démolition (CRD) récupérés et enfouis, collectes des matières résiduelles hors foyer, etc.) et en publier annuellement les résultats, en toute **transparence**.

R-9. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur, et pour assurer le succès et la maximisation des retombées des actions qui seront menées à l'échelle de l'agglomération, veiller à ce que la **gouvernance interne** de la GMR à Montréal s'appuie sur :

- une forte collaboration des différents services et des différentes instances de l'agglomération concernés (arrondissements, villes liées, services de l'environnement, du développement économique, de l'expérience citoyenne et des communications, de l'approvisionnement, Bureau de la transition écologique et de la résilience, etc.);
- l'adoption de pratiques exemplaires en matière d'approvisionnement et de gestion des matières résiduelles, non seulement dans les bâtiments, activités et chantiers municipaux, mais également dans les pratiques de financement, de soutien et de partenariat de chacune des villes de l'agglomération;

[31] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Document de présentation*, novembre 2019, p. 16.

- la collecte et le partage de données sur la performance de chaque ville ou arrondissement par rapport aux objectifs fixés et la création, s'il y a lieu, de programmes incitatifs, afin d'améliorer les performances de chaque ville et de chaque arrondissement de l'agglomération;
- la création de mécanismes de partage de bonnes pratiques entre les différents territoires en vue de développer une communauté de pratique en GMR et le maintien d'une veille quant aux pratiques innovantes à l'échelle locale, nationale et internationale.

2. Précisions, clarifications et ajouts

CONSIDÉRANT que les enjeux, réalités, encadrements règlementaires, modes de desserte et niveaux de performance propres à la gestion des matières résiduelles dans le secteur résidentiel et dans le secteur des ICI sont différents;

CONSIDÉRANT l'intérêt de faire un suivi serré des mesures mises en place dans le cadre du PDGMR et d'identifier clairement les éléments problématiques et les avenues d'amélioration,

la Commission recommande à l'Administration de :

R-10. Distinguer le volet résidentiel du volet ICI, chaque fois que possible, dans les documents de présentation du Plan directeur.

CONSIDÉRANT qu'en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles et la gestion des déchets dangereux constituent des compétences qui doivent être exercées par le conseil d'agglomération sur l'ensemble de son territoire, tandis que l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles relève de chacune des 16 villes liées,

la Commission recommande à l'Administration de :

R-11. S'assurer que les mesures proposées visant une harmonisation des pratiques de collecte des matières résiduelles au sein de l'agglomération (par exemple l'action 3.1.1 concernant le déploiement d'îlots de récupération harmonisés à travers l'île de Montréal pour la collecte en bordure de rue) soient élaborées et mises en œuvre en concertation avec les villes liées.

CONSIDÉRANT l'intérêt de susciter l'adhésion de l'ensemble de la population de l'agglomération aux objectifs fixés dans le Plan directeur et de favoriser, chez les citoyennes et citoyens, une perception positive quant à la nécessité et à l'efficacité des efforts qu'ils consentent pour améliorer leurs pratiques de gestion des matières résiduelles au quotidien;

CONSIDÉRANT que les mesures proposées, particulièrement celles visant la réduction à la source, peuvent induire divers obstacles à la participation des personnes aînées ou ayant des limitations fonctionnelles, et avoir des effets sur leur qualité de vie et leur inclusion sociale (l'arrêt de l'offre de pailles pour boire ou l'interdiction de la distribution des bouteilles à usage unique dans les bâtiments municipaux sans alternative accessible, par exemple),

la Commission recommande à l'Administration de :

R-12. Ajouter au glossaire inclus dans le document de stratégie, une définition de ce que l'agglomération entend par les concepts et termes suivants : « zéro déchet », durable, économie circulaire, gaspillage alimentaire, article à usage unique, solution « sans impacts environnementaux », écofiscalité, approche cycle de vie, ICI assimilables, élimination vs enfouissement, récupération vs recyclage.

Et privilégier, dans les communications à venir entourant la mise en œuvre du Plan, une terminologie qui soit la plus simple et mobilisante pour la population.

R-13. Prévoir, dans les mécanismes de gouvernance associés à la mise en œuvre des actions prévues au Plan, une consultation régulière des organismes qui représentent les personnes aînées ou ayant une limitation fonctionnelle.

CONSIDÉRANT que l'atteinte de l'objectif zéro déchet à l'horizon 2030 est associé à un taux de détournement de l'enfouissement de 85 %, ce qui implique un taux de 15 % de résidus ultimes;

CONSIDÉRANT l'intérêt de doter l'agglomération des standards les plus élevés en matière de gestion de ces résidus;

CONSIDÉRANT la fermeture annoncée de l'unique lieu d'enfouissement technique (LET) situé sur le territoire de la CMM, à Terrebonne (secteur Lachenaie)[32],

la Commission recommande à l'Administration de :

R-14. Inclure dans le Plan directeur une stratégie de gestion des résidus ultimes.

CONSIDÉRANT que par l'implantation de systèmes de récupération hors foyer performants, l'agglomération de Montréal peut, d'une part, faire preuve de cohérence et d'exemplarité et, d'autre part, générer un effet d'entraînement favorable à la pratique de l'écocitoyenneté dans la population;

CONSIDÉRANT que la collecte des matières résiduelles dans les grands parcs constitue « un moyen efficace d'améliorer la résilience des milieux naturels, la conservation de la biodiversité et la qualité de l'expérience des visiteurs dans ces espaces essentiels à la qualité de vie des Montréalais et Montréalaises »[33];

CONSIDÉRANT la vétusté et le caractère incomplet des équipements de collecte des matières résiduelles actuellement mis à la disposition des usagères et usagers dans plusieurs grands parcs montréalais, particulièrement dans les parcs du mont Royal, et la faiblesse, voire l'absence d'outils de sensibilisation et d'information pour le public qui les fréquente,

la Commission recommande à l'Administration de :

R-15. En concertation avec les parties prenantes concernées, intégrer au Plan directeur le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des matières résiduelles hors foyer spécifique aux grands parcs (parcs métropolitains, parcs-nature et grands parcs urbains), à commencer par les parcs du mont Royal, avec entre autres pour objectif de :

- mettre en place des initiatives de réduction à la source afin que tous les produits vendus dans les parcs limitent la quantité de matières résiduelles générées;
- prévoir l'implantation d'équipements de collecte et d'outils de sensibilisation les plus uniformisés possibles, mais également adaptés à la réalité des différents lieux (fonctionnalité, esthétisme, etc.);
- optimiser la gestion de la logistique des matières résiduelles dans ces espaces (fréquence des collectes, enjeux saisonniers, coordination entre prestataires de services publics et privés, etc.);

[32] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, p. 2.
[33] Les Amis de la montagne, *Accélérer la collecte des matières résiduelles dans les parcs du mont Royal par l'innovation, la collaboration et la sensibilisation*, mémoire déposé dans le cadre des audiences publiques sur le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) 2020-2025 de l'agglomération de Montréal, 20 janvier 2020, p. 4, http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/MEM_AMISMONTAGNE_20200120.PDF.

- viser, dans une perspective d'amélioration continue, la collecte de données et l'implantation de mécanismes de suivi quant aux niveaux de performance de la gestion des matières résiduelles dans les grands parcs, en les évaluant à l'aune des cibles de réduction à la source inscrites dans le PDGMR.

4.2 – Les catégories d'actions proposées

1- Réduction à la source

Action 1.1 - Mettre fin à l'utilisation du plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique

CONSIDÉRANT l'importance que la très grande majorité des personnes qui se sont adressées à la Commission accordent à la réduction à la source, comme premier moyen permettant à terme d'améliorer la gestion des matières résiduelles et de réduire les externalités négatives de cette activité;

CONSIDÉRANT l'intention du gouvernement du Canada d'interdire certains articles en plastique à usage unique dès 2021;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal travaille actuellement à la modification du Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail (16-051), afin d'étendre cette interdiction à l'ensemble des sacs d'emplettes de plastique à usage unique;

CONSIDÉRANT l'intention annoncée par la Ville de Montréal d'adopter en 2020 un projet de règlement visant à réduire ou à limiter l'utilisation d'articles de plastique à usage unique sur son territoire;

CONSIDÉRANT les résultats d'une analyse du cycle de vie des sacs d'emplettes au Québec, réalisée en 2017 pour RECYC-QUÉBEC, qui a entre autres conclu que les sacs réutilisables, lorsqu'ils sont réutilisés entre 35 et 75 fois, représentent la meilleure solution du point de vue de l'impact sur la santé humaine, la qualité des écosystèmes, l'utilisation des ressources fossiles et l'abandon dans l'environnement[34];

CONSIDÉRANT que selon l'Union des municipalités du Québec (2008), les couches jetables représenteraient le troisième déchet en importance dans les sites d'enfouissement au Québec, avec environ 600 millions de couches jetées par année, soit l'équivalent de 60 000 tonnes de déchets enfouis, tandis que certaines estimations indiquent que l'utilisation de produits hygiéniques féminins à usage unique dans l'agglomération génère en moyenne annuellement 1422 tonnes de déchets[35];

CONSIDÉRANT que l'emballage est le secteur contribuant le plus aux déchets plastique rejetés annuellement au Canada[36] et l'intérêt d'en réduire l'empreinte environnementale, tout en reconnaissant son importance pour préserver les aliments et limiter le gaspillage;
CONSIDÉRANT la pertinence, d'un point de vue environnemental, de favoriser la mise en marché de contenants à remplissage multiple[37];

---

[34] Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG), *Analyse du cycle de vie des sacs d'emplettes au Québec. Rapport technique final*, préparé pour RECYC-QUÉBEC, décembre 2017, https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/acv-sacs-emplettes-rapport-complet.pdf.

[35] Mme L'Ovary, *L'accessibilité des produits d'hygiène féminine durables pour une agglomération montréalaise zéro déchet*, mémoire déposé dans le cadre de la consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal, janvier 2020, p. 15, http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/MEM_OVARY_ZERO_20200116.PDF.

[36] Gouvernement du Canada, *Ébauche d'évaluation scientifique de la pollution plastique*, Environnement et Changements climatiques Canada et Santé Canada, janvier 2020, p. 19, https://www.canada.ca/content/dam/eccc/documents/pdf/pded/plastic-pollution/Evaluation%20Scientifique%20Pollution%20Plastique.pdf.

[37] CIRAIG, *Mise à jour d'une analyse du cycle de vie de contenants de bière au Québec. Rapport final*, préparé pour RECYC-QUÉBEC, 20 août 2015, https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/acv-contenants-biere-rapport-2015.pdf.

CONSIDÉRANT qu'actuellement, diverses initiatives de consignation sont développées à Montréal, avec des critères et des modalités de participation très variables selon les cas (types de contenants, volumes, prix, commerces partenaires, etc.),

la Commission recommande à l'Administration de :

R-16. Étendre la règlementation sur l'interdiction de la distribution des sacs d'emplettes dans les commerces de détail à tous les sacs d'emplettes à usage unique, indépendamment de la matière avec laquelle ils sont fabriqués ou de leur épaisseur, et explorer un système de consigne pour certains cas précis (par exemple les sacs réutilisables). Une période de transition pourrait être envisagée afin de faciliter la mise en place de ces nouvelles pratiques.

R-17. Pour la planification des interventions règlementaires à venir en matière de réduction à la source, assurer une concertation en amont avec les villes liées afin d'offrir à l'ensemble de la population de l'île de Montréal, un environnement règlementaire qui soit le plus harmonisé possible sur ces questions.

R-18. Mettre en place un « Programme zéro déchet »[38], lequel permettrait aux arrondissements de bénéficier d'une contribution financière pour adopter des mesures spécifiques dédiées au soutien à des initiatives zéro déchet, par exemple le développement ou l'élargissement de subventions à l'achat ou à la location de couches lavables et de produits d'hygiène féminine durables, des initiatives de valorisation des invendus alimentaires, des initiatives de « familles zéro déchet », l'établissement de « rues zéro déchet », etc.

Et envisager une planification coordonnée, pour l'ensemble des villes de l'agglomération, d'autres mesures de soutien aux initiatives locales favorables au zéro déchet.

R-19. Analyser les systèmes de consignation en opération à Montréal (autres que les contenants de boissons) et développer, en collaboration avec les porteurs d'initiatives locales, un système de consigne harmonisé à l'échelle de l'agglomération pour contenants à usage multiple (ex. : tasses à café consignées, bocaux pour achat en vrac, etc.).

R-20. Soutenir les initiatives locales d'économie collaborative et du partage permettant de réduire les matières résiduelles générées dans l'agglomération, notamment des projets locaux de type « Bibliothèques d'outils » (ex.: prêt d'équipement, de matériel de construction ou d'entretien (perceuse, tondeuse à gazon, etc.)), ainsi que les initiatives visant à prolonger la durée de vie des produits, notamment par la réparation (ex.: « cafés réparation » pour petits appareils électroménagers, ateliers de couture, etc.).

Action 1.2 - Enrayer le gaspillage alimentaire

CONSIDÉRANT qu'à Montréal, la valeur du gaspillage alimentaire est estimée à 3,4 milliards de dollars, soit quelque 3 500 $ par ménage en moyenne, l'équivalent de 2,5 % du PIB de l'agglomération montréalaise[39];

CONSIDÉRANT que la proportion d'aliments gaspillés au Canada serait de 30 %, et que la part de pertes et gaspillages attribuée aux ménages, en poids, serait de 21 % (79 % du gaspillage alimentaire se produisant donc en amont du consommateur)[40];

[38] Programme à l'image du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux, par exemple.
[39] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Document de présentation*, novembre 2019, p. 10.
[40] Éric Ménard, *Analyse du gaspillage alimentaire à Montréal : études de cas dans les secteurs commercial et industriel*, rapport préparé dans le cadre du Plan d'action régional 2017-2019 de *Montréal, métropole en santé*, 2019, https://regal.quebec/wp-content/uploads/2019/11/Analyse-du-gaspillage-alimentaire-a-Montreal_Etudes-de-cas_2019-11_LD.pdf.

CONSIDÉRANT le chantier sur les pertes et le gaspillage alimentaires actuellement en cours au sein du Système alimentaire montréalais et qui vise, entre autres, à mettre en œuvre les trois initiatives suivantes : (1) Parcours et vitrine du gaspillage alimentaire; (2) Portrait du gaspillage alimentaire à Montréal et (3) Marché en ligne de nouvelles filières de valorisation des surplus et déchets alimentaires;

CONSIDÉRANT que dans le cadre du Défi des villes intelligentes, la Ville de Montréal entend mettre en place un « système alimentaire local intégré », par la « mutualisation de certaines infrastructures et ressources déjà en place » et la création d'une « plateforme technologique pour gérer l'inventaire, les ventes, les dons alimentaires et les livraisons », système ayant entre autres pour objectif de réduire le gaspillage alimentaire[41];

CONSIDÉRANT la tenue prévue par la Commission, à l'automne 2020, d'une consultation publique portant sur la cessation du gaspillage alimentaire, en réponse à une demande citoyenne déposée en vertu du droit d'initiative,

la Commission recommande à l'Administration de :

R-21. Mettre en place des mécanismes de collecte de données aux différentes étapes de la chaîne de production, de transformation, de distribution et de consommation des denrées alimentaires, avec la collaboration des différentes parties prenantes de l'agglomération, et adapter l'objectif de réduction de 50 % inscrit au PDGMR en conséquence.

R-22. Assurer que le plan d'action visant la réduction du gaspillage alimentaire prévu à l'action 1.2.1 du projet de Plan directeur :

- soit conçu dans le cadre d'une démarche collaborative impliquant, entre autres, le Système alimentaire montréalais;
- présente une définition du gaspillage alimentaire qui intègre une perspective de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire;
- adopte la hiérarchie de la récupération alimentaire, qui préconise la réutilisation pour consommation humaine avant la valorisation par compostage, et identifie les solutions de réemploi des aliments invendus;
- s'appuie sur un inventaire des meilleures pratiques de réduction du gaspillage alimentaire, ici et à l'étranger.

R-23. Dans le cadre des interventions visant à « conseiller les exploitants de commerce alimentaire sur la lutte contre le gaspillage alimentaire » (action 1.2.2), promouvoir les meilleures pratiques de revalorisation des aliments invendus ou jugés « invendables » (ex.: légumes ou fruits « imparfaits »), mais encore propres à la consommation humaine.

R-24. Favoriser les alliances et les partenariats avec les commerçants de quartier, les banques alimentaires et les organismes dédiés à la lutte contre le gaspillage alimentaire pour permettre une répartition plus équitable de la nourriture en fonction des besoins de chaque secteur en termes de sécurité alimentaire.

Action 1.3 - Lutter contre le gaspillage vestimentaire

CONSIDÉRANT qu'il est estimé que la génération de textiles représente quelque 12 kg par personne chaque année, dont 11 kg qui se retrouvent dans les ordures ménagères[42];

[41] Ville de Montréal, *Défi des villes intelligentes du Canada. Candidature finale de la Ville de Montréal*, 5 mars 2019, p. 8, https://www.realisonsmtl.ca/4860/widgets/19370/documents/14366/download.
[42] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Plan d'action*, octobre 2019, p. 13.

CONSIDÉRANT « qu'une part de la hausse des quantités de matières textiles générées en bordure de rue par les ménages [enregistrée ces dernières années] peut être attribuable, notamment, au manque de disponibilité de services de récupération, à la méconnaissance des solutions de récupération et au fait que les textiles ne font actuellement l'objet d'aucun programme de mise en valeur structuré et étendu à l'échelle de la province »[43];

CONSIDÉRANT qu'il existe peu, voire aucune filière de recyclage des matières textiles en sol québécois;

CONSIDÉRANT que le Québec demeure l'une des rares provinces canadiennes où l'utilisation des vêtements usés comme matériaux de rembourrage est interdite;

CONSIDÉRANT l'importance d'offrir des espaces de dons proches des citoyennes et citoyens pour favoriser la collecte et encourager le réemploi,

la Commission recommande à l'Administration de :

R-25. Remplacer le titre « Faciliter les dons de textiles » de la section 1.3 du PDGMR par « Lutter contre le gaspillage vestimentaire » afin de souligner le fait qu'une vision globale de l'ensemble des enjeux de ce secteur doit être prise en compte.

R-26. Procéder à une caractérisation des flux de matières textiles sur l'île de Montréal, à une cartographie des acteurs de la chaîne de valeur et à une analyse des meilleures pratiques au Québec et ailleurs.

R-27. En collaboration avec les différents paliers de gouvernement, favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation des textiles, notamment en :

- développant des partenariats pour la réutilisation des échantillons et des résidus de chutes de production;
- demandant l'instauration d'un programme de responsabilité élargie des producteurs pour les matières textiles et le développement de filières de valorisation des matières textiles recyclables et des invendus;
- travaillant au développement de débouchés locaux de recyclage et de valorisation pour le textile post-consommation et post-industriel (autres que la valorisation énergétique), par exemple en faisant des représentations auprès du gouvernement du Québec pour une réforme de la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., chapitre M-5).

R-28. Dans la « Politique d'encadrement des boîtes de dons de textiles » qui sera mise en place (action 1.3.1) :

- privilégier les organismes de réemploi sans but lucratif et issus de la communauté pour l'exploitation des boîtes de dons sur le territoire;
- favoriser le principe de proximité, en envisageant l'installation de telles boîtes notamment dans des espaces publics ou municipaux autres que les écocentres (par exemple les stationnements d'arénas, centres de loisirs, etc.);
- inclure des critères associés au design et à l'esthétique des équipements retenus, dans le respect des spécificités des arrondissements et des villes liées.

[43] RECYC-QUÉBEC et Éco Entreprises Québec, *Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel 2012-2013. Rapport synthèse*, Rapport rédigé avec le soutien de Chamard Stratégies environnementales, en collaboration avec Transfert Environnement et Société, août 2015, p. 14, https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/carac-2012-2013-rapport-synthese.pdf.

R-29. Faire preuve d'exemplarité en privilégiant une gestion responsable et durable des uniformes du personnel de l'agglomération de Montréal, axée sur la prolongation de leur durée de vie et le réemploi, dans la mesure du possible, et également sur l'approvisionnement à l'échelle locale.

R-30. Stimuler l'achat seconde main en impliquant la population dans une circularité don responsable / achat ou location seconde main, en facilitant la mise sur pied d'un réseau de type friperies locales ou d'autres options innovantes telles que les « Garde-robes collectives ».

R-31. Mettre à contribution les designers de mode montréalais ainsi que les commerçants locaux concernés (ateliers de couture, cordonneries, nettoyeurs, etc.) pour développer des communications innovantes permettant d'informer les citoyennes et citoyens sur ce qui peut être fait pour prolonger la durée de vie de leurs vêtements.

2- Valorisation de l'ensemble des matières organiques générées

CONSIDÉRANT la cible fixée dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles, qui consiste à atteindre un taux de recyclage des matières organiques de 60 % d'ici 2025, et celle de 100 % pour 2030 inscrite dans le PDGMR;

CONSIDÉRANT que, selon le plus récent Bilan des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal, le taux de récupération des matières organiques dans l'agglomération était de 26 % pour 2018, révélant à la fois le caractère ambitieux de la cible de 60 %, ainsi que l'importance de prendre des mesures fortes pour l'atteindre;

CONSIDÉRANT, tel qu'indiqué dans le projet de Plan directeur, que « les matières organiques représentent la part la plus importante des matières enfouies ou éliminées (55 %) » et qu'elles « constituent ainsi le plus grand potentiel de détournement » de l'élimination[44];

CONSIDÉRANT le défi d'offrir la collecte des matières organiques aux habitations de neuf logements et plus et aux ICI (entreposage, volume, etc.);

CONSIDÉRANT les contrats octroyés en 2019 pour la conception, la construction et l'exploitation d'un centre de compostage dans l'arrondissement de Saint-Laurent et d'un centre de biométhanisation dans la ville de Montréal-Est, dont les entrées en opération sont respectivement prévues pour 2021 et 2022;

CONSIDÉRANT que la limite de capacité des infrastructures de valorisation actuelles et en construction sera loin d'être atteinte à court terme, mais que la Ville a l'intention de « faire une vigie des besoins futurs en centres de traitement des matières organiques » (action 6.4.1);

CONSIDÉRANT le rôle complémentaire que les projets locaux de compostage de petite échelle peuvent jouer dans l'atteinte des objectifs du PDGMR;

CONSIDÉRANT, tel qu'indiqué par RECYC-QUÉBEC, qu' « une récente étude sur les éléments qui favorisent le rendement des programmes municipaux de récupération des matières organiques démontre que l'usage des sacs n'a pas d'impact direct sur les quantités de résidus alimentaires collectés »[45];

CONSIDÉRANT que les sacs de plastique compostable, dont l'utilisation est permise pour la collecte des matières organiques sur une partie du territoire de l'agglomération, ne se décomposent pas au même rythme que les matières qu'ils contiennent et deviennent donc un rejet des installations de traitement des matières organiques,

[44] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, p. 13.
[45] RECYC-QUÉBEC, « Matières organiques, participation citoyenne – Guide d'utilisation des sacs », en ligne : https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/municipalites/matieres-organiques/participation-citoyenne/guide-utilisation-sacs, page consultée le 18 mars 2020.

la Commission recommande à l'Administration de :

R-32. Soutenir la mise en place et réaliser des suivis de projets pilote de gestion décentralisée des matières résiduelles organiques, particulièrement dans des secteurs industriels ou institutionnels où la génération de matières organiques est importante et à proximité d'installations d'agriculture urbaine permettant la valorisation du compost produit.

R-33. Pour le déploiement des services de collecte des matières organiques auprès des institutions et commerces ciblés (mesure 2.1.4), procéder, dans le cadre d'une collaboration étroite entre le Service de l'environnement et le Service du développement économique, à une étude des besoins particuliers des cafés et des restaurants en vue d'établir des mesures de collecte spécifiques à ce secteur, en visant dans un premier temps certaines matières qui peuvent facilement être valorisées dans un contexte d'économie circulaire (le marc de café par exemple).

R-34. Dans l'ensemble de l'agglomération, faire la promotion de la hiérarchie des options à privilégier pour la collecte des matières organiques à domicile, soit de disposer d'abord de ses matières en vrac, puis d'utiliser ensuite, et dans cet ordre, soit un contenant fait de papier ou de carton réutilisé (journal, boîtes de céréales, etc.), soit un sac à compost en papier, ou soit, enfin, un sac en plastique compostable certifié (là où les installations le permettent).

3- Collecte systématisée des matières recyclables

CONSIDÉRANT les crises cycliques qui secouent l'industrie du recyclage depuis quelques années;

CONSIDÉRANT que plusieurs, en consultation, ont soulevé des questions quant à l'impact du mode de collecte pêle-mêle sur la qualité de la matière et donc sur sa valeur sur les marchés ou sur son potentiel de valorisation, contribuant au manque de débouchés qui est au cœur de ces crises;

CONSIDÉRANT les deux annonces récentes du gouvernement du Québec quant à la modernisation du système de consigne et à une réforme de la gestion des centres de tri, qui permettront de mieux intervenir, à la fois en amont, au niveau du citoyen et du détaillant, et en aval, au niveau du transport et du tri, le tout, dans le respect du principe de la responsabilité élargie des producteurs;

CONSIDÉRANT les défis qui demeurent en matière de collecte sélective, tant pour ce qui concerne la récupération hors foyer que pour les multilogements[46];

CONSIDÉRANT que les matières recyclables générées par les ICI ne sont pas toujours compatibles aux équipements de tri dédiés à la collecte municipale et que les besoins de certains ICI varient souvent (fréquence des collectes, quantités, nature et type de matières recyclables, etc.),

la Commission recommande à l'Administration de :

R-35. Mettre en place une veille afin de recueillir de l'information sur le mode de collecte séparatif pour certaines matières, incluant les forces et les faiblesses, ainsi que le coût et l'efficacité de ce type de collecte (papier et carton séparés des contenants de plastique, de verre et de métal, par exemple).

R-36. En collaboration avec les organismes représentant les ICI (Éco Entreprises Québec, Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec, etc.) :

[46] Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), *Vers une solution globale pour moderniser les systèmes de consigne et de recyclage. Document complémentaire*, mars 2019, https://cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2019/05/20190329_Document_complementaire_ModificationPMGMR.pdf.

- développer un guide permettant de sensibiliser les ICI à l'importance de participer à la collecte des matières recyclables et de les informer quant à l'éventail de services disponibles pour la valorisation des matières dont ils disposent au niveau de l'agglomération de Montréal;
- mettre en place un système volontaire de déclaration de desserte des ICI non assimilables au secteur résidentiel, qui contribuera à la collecte d'information et à la traçabilité de la matière.

R-37. Dans la planification des infrastructures nécessaires à la modernisation de la consigne sur les contenants de boissons, et en collaboration avec le gouvernement du Québec :

- s'assurer qu'un certain nombre de points de dépôt soient issus de l'économie sociale et répondent aux besoins des personnes qui récoltent les matières consignées laissées dans l'espace public (aussi appelés « valoristes »);
- tenir compte du volume de matières consignées générées par les grands festivals et autres événements extérieurs.

R-38. Dans le déploiement des îlots de récupération harmonisés prévu entre 2022 et 2025 (action 3.1.1) :

- privilégier l'installation des poubelles « participatives », munies de supports extérieurs pour contenants consignés, permettant de séparer facilement ces contenants des autres matières qui y sont déposées;
- inclure des organismes représentant des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles, ou qui détiennent une expertise à cet effet, dans le processus d'élaboration et de mise en place de la signalisation et des normes graphiques de ces îlots.

R-39. Travailler avec les différents paliers de gouvernements de façon à ce que les produits mis en marché puissent être récupérés dans les localités dans lesquelles ils sont vendus et puissent être recyclés au sein de filières régionales.

4- Augmentation de la récupération des résidus de construction, rénovation et démolition (CRD)

CONSIDÉRANT que le taux actuel de récupération des CRD dans l'agglomération montréalaise atteint la cible de 70 % fixée par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

CONSIDÉRANT que pour aller plus loin et atteindre la cible de 80 % fixée par l'agglomération pour 2030, l'implication d'autres parties prenantes sera requise, de manière à envisager le développement d'une économie circulaire assurant la valorisation des matières triées[47];

CONSIDÉRANT que 14 % des matières envoyées à l'élimination sur le territoire de l'agglomération constituent des CRD résidentiels et des encombrants, qui ont un potentiel de recyclage et de valorisation[48];

CONSIDÉRANT l'importance d'offrir des points de dépôt de CRD accessibles et à proximité des lieux de résidence de la population;

[47] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Document de présentation*, novembre 2019, p. 12.
[48] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, p. 13.

Considérant que « le marché du traitement des résidus de CRD résidentiels et des encombrants connaît actuellement des difficultés, notamment en ce qui a trait aux débouchés disponibles pour la matière récupérée »[49],

la Commission recommande à l'Administration de :

R-40. Dans l'évaluation des besoins pour de futurs écocentres (action 4.2.2) :

- tenir compte des particularités du territoire et de la population qui doivent être desservis par les installations à venir, dans une perspective de circuit court et d'accessibilité, notamment en transport non motorisé;
- encourager le développement d'écocentres ponctuels pour les territoires moins bien desservis par le réseau actuel des sept écocentres de l'agglomération.

R-41. Développer des mécanismes de soutien aux initiatives d'économie sociale qui contribuent à la valorisation locale des résidus de CRD.

R-42. Orienter les interventions en matière de bonification des services offerts par les écocentres de manière à ce que ceux-ci deviennent de véritables lieux de réemploi, tout particulièrement pour les résidus de CRD. Ces interventions pourraient prendre la forme de projets pilotes dans un premier temps.

R-43. Évaluer la pertinence d'offrir la collecte du polystyrène résidu de CRD dans tous les écocentres de l'agglomération, en vue, entre autres, d'alimenter les filières de récupération et de revalorisation de cette matière qui se mettent actuellement en place au Québec.

5- Stimulation de la participation citoyenne

CONSIDÉRANT, tel qu'indiqué dans le Plan directeur, qu'une « population bien informée et sensibilisée qui participe activement aux différentes collectes municipales est une condition essentielle à la réussite et à la performance des programmes mis en place »[50];

CONSIDÉRANT l'importance de l'éducation relative à l'environnement, comme processus continu qui doit débuter dès l'enfance et se poursuivre ensuite dans les différents milieux de vie, ainsi que le potentiel de contribution créative des jeunes à la transition écologique;

CONSIDÉRANT que les changements comportementaux et de modes de consommation requis par la transition vers une agglomération zéro déchet impliquent de s'assurer d'obtenir une large adhésion de la population aux mesures proposées;

CONSIDÉRANT les conclusions de l'étude Portrait des comportements et attitudes des citoyens québécois à l'égard des 3RV, réalisée pour le compte de RECYC-QUÉBEC[51], notamment le fait que « plus d'un répondant sur deux aimerait contribuer davantage à une saine gestion des matières résiduelles » et que les personnes sondées ont exprimé un fort intérêt envers la transmission de certaines informations qui seraient susceptibles de les amener « à en faire davantage en matière de collecte sélective en vue du recyclage ou du compostage », entre autres au sujet de « la valeur du recyclage et du compostage et les retombées économiques pour leur municipalité », « de l'information expliquant ce qui est fabriqué à partir de matières récupérées » et « des conseils sur leurs habitudes de récupération des matières recyclables et des matières compostables après un diagnostic sur le contenu de leurs bacs de récupération »;

[49] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Plan d'action*, octobre 2019, p. 28.
[50] Ville de Montréal, *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 – Stratégie*, octobre 2019, p. 23.
[51] RECYC-QUÉBEC, *Portrait des comportements et attitudes des citoyens québécois à l'égard des 3RV - Étude réalisée par Recherches et sondages SOM*, octobre 2015, https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/etude-portrait-comportements-citoyens.pdf.

CONSIDÉRANT que l'une des dix cibles collectives du Plan Montréal durable 2016-2020 était, pour la Ville de Montréal, « d'augmenter de 30 % le nombre de certifications environnementales ou d'adhésions à des programmes environnementaux volontaires, à Montréal, d'ici 2020 par rapport à 2010 »[52],

la Commission recommande à l'Administration de :

R-44. Développer et déployer une campagne globale positive, continue et évolutive de sensibilisation à la GMR sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, campagne qui devrait :

- être axée sur la réduction à la source, le réemploi et la réparation;
- être déployée en priorité dans les territoires de l'agglomération où les taux de récupération des différentes matières sont actuellement les plus bas;
- compléter les « campagnes adaptées aux différents publics cibles et selon les différentes matières » prévues à l'action 5.1.2, en tenant compte des besoins des personnes aînées ou ayant des limitations fonctionnelles;
- viser une harmonisation des communications portant sur le tri et la collecte sélective, de manière à favoriser la réduction de la contamination des matières au moment de la collecte, et à réduire les risques liés à la santé et à la sécurité des travailleuses et travailleurs dans les centres de tri;
- comporter un volet d'information quant aux résidus de CRD et aux résidus domestiques dangereux qui peuvent être récupérés dans les différents lieux de collecte;
- comporter un volet de mobilisation autour des pratiques écoresponsables à adopter dans le domaine public, particulièrement dans les grands parcs.

R-45. Intégrer à même le Plan directeur la promotion d'initiatives locales de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement, tel le programme Éco-quartier, et la valorisation de cette expertise pour une gestion des matières résiduelles efficiente.

R-46. Déployer des activités d'éducation et de sensibilisation innovantes visant spécifiquement les institutions d'enseignements et la jeunesse, non seulement pour les matières organiques tel que précisé dans le PDGMR, mais également pour intégrer les principes plus larges du zéro déchet.

R-47. Avec la collaboration du Service du développement économique, et afin de faciliter le choix des citoyennes et citoyens montréalais qui souhaitent consommer de manière responsable et contribuer aux objectifs de réduction à la source :

- développer des outils de communication (numériques, cartographiques, etc.) permettant d'identifier les circuits zéro déchet présents dans les quartiers et de mettre en valeur les commerces sensibilisés à la réduction à la source;
- répertorier les certifications existantes en matière d'écoresponsabilité associée à la gestion des matières résiduelles et évaluer la pertinence et les ressources requises, le cas échéant, pour développer une certification spécifique à l'agglomération montréalaise, en collaboration avec les instances concernées, notamment dans des domaines tels que la restauration ou l'hôtellerie.

6- Innovation par l'intelligence de marché

CONSIDÉRANT que de nombreux participantes et participants à la consultation ont présenté à la Commission diverses initiatives citoyennes novatrices visant la réduction à la source, déployées un peu partout sur le territoire de l'agglomération et qui portent fruit;

[52] Ville de Montréal, *Montréal durable 2016-2020 – Ensemble pour une métropole durable*, 2016, p. 15 https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/d_durable_fr/media/documents/plan_montreal_durable_2016_2020.pdf.

CONSIDÉRANT qu'il est estimé que jusqu'à 80 % des impacts et 70 % des coûts environnementaux et sociaux des produits et services peuvent être déterminés au cours de leur conception[53];

CONSIDÉRANT, tel que reconnu par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, que les millions de tonnes de matières résiduelles produites chaque année au Québec recèlent un potentiel indéniable à exploiter, tant pour la fabrication de biens que pour la production d'énergie,

la Commission recommande à l'Administration de :

R-48. Renommer la sixième catégorie d'actions proposées dans le Plan directeur « Intelligence économique et innovation sociale » et y intégrer spécifiquement l'innovation sociale, comme moyen permettant de stimuler les modifications de comportements nécessaires et d'apporter des réponses créatives devant les enjeux majeurs auxquels fait face le secteur de la gestion des matières résiduelles actuellement.

R-49. Avec les partenaires de la CMM, assurer une représentation soutenue auprès du gouvernement du Québec et d'Industrie Canada pour favoriser la mise en place d'incitatifs financiers et légaux à l'écoconception.

R-50. Exercer une veille des technologies innovantes, durables et responsables en matière de gestion des matières résiduelles, notamment celles qui misent sur la science des données et l'intelligence artificielle, et soutenir le déploiement à plus grande échelle ou la mise en œuvre de projets pilotes pour celles qui sont les plus prometteuses.

R-51. Poursuivre l'implication de l'agglomération de Montréal dans la recherche collaborative avec des centres de recherche québécois pour la valorisation des matières résiduelles, mais également pour le développement de technologies innovantes, de nouvelles filières industrielles au Québec et sur les principes de réduction à la source et de zéro déchet, ainsi que sur les changements de comportement.

R-52. Collaborer avec le monde de la recherche universitaire afin de mettre en place des initiatives de science participative comme mode de communication et de mobilisation de la population (par exemple faire participer la population aux projets-pilotes, citoyens et citoyennes qui veulent contribuer à la solution par l'utilisation des données ouvertes, etc.).

****

Les 52 recommandations, sur proposition de Mme Fanny Magini, appuyée par Mme Maria Tutino, ont été adoptées à l'unanimité lors de l'assemblée publique virtuelle du 13 mai 2020.

[53] Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec, « Écoconception des produits et services », en ligne : https://www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/en-entreprise/diminuer-limpact-environnemental-de-mon-entreprise/ecoconception-des-produits-et-services/, page consultée le 18 mars 2020.

CONCLUSION

Lancée alors qu'une crise frappait le marché des matières recyclables, cette consultation a été conduite dans un contexte mouvant, ponctué par plusieurs annonces importantes de la part du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal ainsi que par la conduite parallèle de la consultation sur le contrôle des circulaires, et un mandat de consultation à venir à l'automne prochain au sujet de la cessation du gaspillage alimentaire. Elle se conclut alors que le monde est plongé dans une crise sanitaire sans précédent, reliée à la COVID-19, qui rendra tout particulièrement nécessaire une adaptation des approches et des pratiques dans tous les domaines d'intervention municipale, y compris la gestion des matières résiduelles.

Tel qu'indiqué dans le document de présentation du PDGMR, cette activité demeure, peu importe le contexte, une affaire complexe, qui fait aujourd'hui face à des enjeux majeurs, de différentes natures, particulièrement à Montréal. Les instruments de planification dont l'agglomération se dote dans ce domaine doivent lui permettre d'œuvrer à l'optimisation constante de la performance de récupération et de recyclage sur son territoire, de manière à répondre aux défis posés à la fois par la pollution de l'environnement, par l'épuisement des ressources et par les exigences de la lutte contre les changements climatiques.

En proposant une vision nouvelle, axée sur la réduction à la source, le projet de Plan directeur orientera les actions de l'Administration et des parties prenantes concernées afin de diminuer le plus possible les quantités de matières à récupérer, recycler, valoriser et éliminer. Ce faisant, il rendra possible une planification des interventions et des installations nécessaires en gestion des matières résiduelles qui sera à l'échelle des besoins réels.

La Commission tient à remercier vivement les centaines de citoyennes, citoyens, représentantes et représentants d'organismes, d'entreprises et d'institutions qui lui ont soumis un avis ou qui ont répondu au questionnaire en ligne diffusé à la population dans le cadre de cette consultation. La Commission remercie également les personnes-ressources du Service de l'environnement de la Ville de Montréal dont les noms sont présentés à l'Annexe 2, pour la qualité du soutien offert tout au cours de la conduite de ce mandat.

Conformément à la règlementation sur les commissions permanentes du conseil municipal, le présent document peut être consulté sur la page dédiée à la consultation sur le site web des commissions permanentes, de même qu'au Service du greffe de la Ville de Montréal, au rez-de-chaussée de l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier, 155, rue Notre-Dame Est). Tous les documents d'information présentés en soutien à cette consultation, ainsi que les mémoires et avis reçus par la Commission, sont aussi disponibles sur la même page web.

ANNEXE 1
Résolution CG19 0486

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 24 octobre 2019 Séance tenue le 24 octobre 2019	Résolution: CG19 0486

Mandater la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour tenir une consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 / Déposer le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 / Déposer le bilan 2018 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2019 par sa résolution CE19 1623;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de mandater la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour tenir une consultation publique sur le projet de Révision du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025;

2- de prendre acte du projet de Révision du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025;

3- de prendre acte du dépôt pour information du Bilan 2018 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1192937004
/pl

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville
Signée électroniquement le 25 octobre 2019

ANNEXE 2
Liste des intervenantes et intervenants

Liste des personnes-ressources impliquées

M. Roger Lachance, directeur, Service de l'environnement, Ville de Montréal

M. Arnaud Budka, directeur, Direction de la gestion des matières résiduelles, Service de l'environnement, Ville de Montréal

Mme Paula Urra, cheffe de division, Collecte, transport et matières résiduelles, Direction de la gestion des matières résiduelles, Service de l'environnement, Ville de Montréal

M. Frédéric Saint-Mleux, chef de section, Planification et développement gestion des matières résiduelles, Division collecte, transport et matières résiduelles, Direction de la gestion des matières résiduelles, Service de l'environnement, Ville de Montréal

Mme Sylvie Mayer, conseillère en planification, Division collecte, transport et matières résiduelles, Direction de la gestion des matières résiduelles, Service de l'environnement, Ville de Montréal

M. Jean-François Lesage, conseiller en planification, Division collecte, transport et matières résiduelles, Direction de la gestion des matières résiduelles, Service de l'environnement, Ville de Montréal

Mme Suzy Peate, coordonnatrice exécutive – Planification du territoire métropolitain, Communauté métropolitaine de Montréal

Mme Céline Remili, conseillère en recherche – Environnement, Communauté métropolitaine de Montréal

Liste des intervenantes et intervenants à l'assemblée publique du 27 novembre 2019

Mme Coralie Deny, directrice générale, Conseil régional de l'environnement de Montréal

Mme Susan Hawker, coordinatrice, Coalition des amis de l'environnement

M. Karel Ménard, directeur général, Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets

M. Reda Kabbaj, citoyen

M. Charles-David Mathieu-Poulin, conseiller principal – Économie circulaire, TC Transcontinental

Mme Katia Forgues, codirectrice, Sustainable Youth Canada – Montréal

Mme Éloïse Carré, citoyenne

M. Éric Saint-Arnaud, directeur général, Renaissance

Mme Agathe Mertz, agente de documentation et chargée de qualité, GRAME – Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement

M. Nicolas Chevalier, citoyen

Mme Marie Legivre, conseillère en gestion des matières résiduelles, Jour de la Terre

Mme Aurore Courtieux-Boinot, coordinatrice, La Vague – Cafés et restaurants pour l'environnement

M. Benoit Labbé, directeur – Affaires publiques, Les Amis de la montagne

M. Nataël Bureau, citoyen

M. Cameron Stiff, directeur du développement, GroLoup Inc.

Liste des intervenantes et intervenants à l'assemblée publique du 9 janvier 2020

M. Georges Hébert, président et **M. Charles Mallory**, membre, STOP

M. Éric Ménard, chercheur indépendant et fondateur, RÉGAL

Mme Atlantide Larouche Desrochers, présidente et fondatrice, Partage & Solidarité

M. Francis Mailly, conseiller, Relations gouvernementales, Division alimentation et **M. Philippe Cantin**, directeur principal, Innovation en développement durable et économie circulaire, Conseil canadien du commerce de détail

M. Gilles Venne, directeur général, Groupe Gagnon

Mme Sophie Perreault, présidente-directrice générale et **Mme Marie de Tarlé Salmon**, responsable des affaires publiques, Association québécoise de la distribution de fruits et légumes (AQDFL)

M. François Saunier, analyste, Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG) - Polytechnique Montréal

M. Éric Camirand, directeur général, Waste Robotics

Liste des intervenantes et intervenants à l'assemblée publique du 10 janvier 2020

Mme Catherine Désautels, citoyenne

M. Mathieu Guillemette, directeur principal, Service aux municipalités, **Mme Geneviève Dionne**, directrice, Écoconception et économie circulaire et **M. Normand Gadoury**, directeur, Développement des marchés et technologies de tri, Éco Entreprises Québec

Mme Ariane Brunet-Juteau, citoyenne

M. Martin Vézina, responsable – Communication et affaires publiques, **M. François Meunier**, vice-président – Affaires publiques et gouvernementales et **Mme Julie Couture**, analyste-recherchiste, Association Restauration Québec

M. Stéphane Guérard, président, Coop Interface

M. Guillaume Cantin, directeur général et co-initiateur, La Transformerie

Mme Aurore Courtieux-Boinot, coordinatrice, La Vague – Cafés et restaurants pour l'environnement

Liste des intervenantes et intervenants à l'assemblée publique du 14 janvier 2020

M. Philippe Siebes, directeur général, Le Support de la Société québécoise de la déficience iIntellectuelle, **M. Gilles Cossette**, vice-président – Exploitation, Certex et **M. Éric Saint-Arnaud**, directeur général, Renaissance (représentant tous trois la Table de concertation sur la récupération et le réemploi du textile)

M. Patrice Léger Bourgoin, directeur général et **M. Olivier Cauchon**, analyste des stratégies et politiques, Association des brasseurs du Québec

Mme Agnès Le Rouzic, chargée de campagne – Océans & Plastique, Greenpeace Québec

M. Gilles Thériault, citoyen

Mme Marion Nuss, administratrice, Association québécoise zéro déchet

Mme Susan Hawker, coordinatrice, Coalition des amis de l'environnement

M. Martin-Pierre Pelletier, conseiller, Association canadienne des boissons

M. Pierre-Alexandre Blouin, président-directeur général **et M. Stéphane Lacasse**, directeur, Affaires publiques et relations gouvernementales, Association des détaillants en alimentation du Québec

Liste des intervenantes et intervenants à l'assemblée publique du 16 janvier 2020

M. Richard Mimeau, directeur général, **Mme Sandra Messih**, administratrice, vice-présidente du comité CRD et **M. Jean-François Pelchat**, administrateur, vice-président du comité matières résiduelles, Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ)

Mme Fanny Hubert, chef des opérations, Mme L'Ovary et **Mme Amélie Côté**, consultante, Incita, coopérative conseil en réduction des matières résiduelles

M. Jonathan Théorêt, directeur, **Mme Viviane Bravo**, chargée de projet – Gestion des matières résiduelles et **M. Billal Tabaichount**, chargé de projets – Environnement, GRAME

Mme Eva Murith, co-fondatrice, PRESERVE

Mme Johanne Pilon, utilisatrice, plateforme FoodMesh

Mme Kelly Martin, responsable du Projet zéro déchet, Foulée des parcs Outremont

M. Charles Montpetit et **M. Pascal Longpré**, citoyens

Liste des intervenantes et intervenants à l'assemblée publique du 20 janvier 2020

Mme Maryline Charbonneau, cheffe – Promotion des intérêts du mont Royal et **M. Benoit Labbé**, directeur – Affaires publiques, Les Amis de la montagne

Mme Colleen Thorpe, directrice générale, Équiterre et **Mme Amélie Côté**, consultante, Incita, coopérative conseil en réduction des matières résiduelles (présentation du mémoire conjoint avec le Conseil régional de l'environnement de Montréal)

M. Claude Rainville, directeur général, **Mme Marie-Ève Cadieux**, coordonnatrice des services aux membres et des communications internes et **Mme Isabelle Bissonnette**, chargée de projet en transition écologique, Société de développement de l'avenue du Mont-Royal

M. Jean-Philippe Vermette, directeur, Interventions et politiques publiques, Laboratoire sur l'agriculture urbaine

M. Mario Grenier, vice-président et directeur général et **Mme Johanna Vanhove**, directrice des ventes et du marketing, Dyne-a-Pak Inc.

M. Cameron Stiff, directeur du développement, GroLoup Inc.

Liste des intervenantes et intervenants à l'assemblée publique du 22 janvier 2020

Mme Louise Hénault-Éthier, chef des projets scientifiques, Fondation David Suzuki

Mme Ève Lortie-Fournier, directrice générale et **Mme Femke Bergsma**, administratrice et coordonnatrice du programme Éco-quartier de l'arrondissement de Lachine, Regroupement des éco-quartiers

M. Stephen Tramley, consultant – Développement durable, Association canadienne de l'industrie des plastiques

M. Eric Hanson, fondateur et porte-parole, Verdun sans bouteilles

M. Gary Spiller, citoyen

M. Gaël Chantrel, directeur, Programmes et gestion des denrées, Les Banques alimentaires du Québec

M. Karel Ménard, directeur général, Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets

Mme Véronika Jolicoeur, citoyenne

Liste des personnes ayant transmis une question ou un commentaire lors de l'assemblée publique virtuelle du 13 mai 2020

M. Antoine Choquette Giguère, citoyen

M. Philippe Siebes, directeur général, Le Support de la Société québécoise de la déficience intellectuelle

Mme Sandrine Deschênes-Lessard, citoyenne

M. Charles Montpetit, citoyen

M. Martin Vézina, responsable - Communication et affaires publiques, Association Restauration Québec

Mme Amélie Côté, consultante, Incita, coopérative conseil en réduction des matières résiduelles

M. Charles-David Mathieu-Poulin, conseiller principal – Économie circulaire, TC Transcontinental

Mme Érica Lebrun-Gauvin, cofondatrice, Mme L'Ovary

M. Guillaume Cantin, directeur général et co-initiateur, La Transformerie

M. Mathieu Caveng, citoyen

M. Sébastien Charron, citoyen

M. Emmanuel Rondia, directeur adjoint, Conseil régional de l'environnement de Montréal

ANNEXE 3

Liste des personnes et organismes ayant déposé une opinion écrite, sans présentation verbale

Liste des personnes et organismes ayant déposé des mémoires ou opinions d'une page ou plus

Organismes

Cascades

Centre de ressources et d'action communautaire de la Petite-Patrie

Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTÉI)

Conseil canadien des manufacturiers de contenants multicouches

Conseil central du Montréal métropolitain – CSN

Conseil de la transformation alimentaire du Québec

Conseil patronal de l'environnement du Québec

Coop Les Valoristes

DéPhy Montréal

Ékodéfi

FOR Solutions

Lange Bleu

Moisson Montréal

MUTREC – Mise en valeur des textiles résiduels dans une approche d'économie circulaire

Pyrowave

Recyclage Éco-Actions

Regroupement des gestionnaires et copropriétaires du Québec

Solon collectif

Solucycle

TC Transcontinental

Personnes

Katia Abdeladim

Éloïse Carré

Patrick Cigana

Carmen Landry

Hatef Mottaghi

Marie-Claire Mayeres

Heidi Quinsey

Liste des personnes ayant transmis une opinion courte par courriel ou via Réalisons Montréal

Zachary Alapi
Albert Albala
Dean Alves
Antoine Ancelin
Marilou Arsenault
Isabelle Baas
Rachelle Bauer
Marie-Julie Besse
Karine Blier
Hélène Boisclair
François Bordez
Jérémy Bouchez
Danielle Boulé
Léonie Brochu
Marie-Pierre Bureau
Dominique Capelle
Christopher Carzello
Yolanda Cespedes
Mohamed Charfi
Matyeu Chartrand Tremblay
Antoine Choquette Giguère
Clelia Chouhani
Gosia Coffman-Warrender
Cécile Comblen
Émilie Comeau
Anne-Laure Corroy
Jean-François Côté
Ginette Cyr
Nathalie Daoust
René De Buck
Gabriel De Cambra
Zoé Delsalle
Leigh Desormeau
Francine Donais
Alexandra Fol
Nicolas Fortin
Mathilde Fromentin
Sébaste Gagné
Julien Gagnon-Ouellette
Sophie Gee
Évannick Godbout
Jim Goill
Hélène Goulet
Martine Guermeur
Gaétane Guimond
Alfonso Hernandez
Sabrina Horan
Sabrina Hould
Jean-François Jacques
Elizabeth Johnstone
Veronika Jolicoeur
Nicholas Jonas
Albert Kwan
Éléonore Lacroix
Sophie Laplante
Chantal Larose
Myriame Larose
François Lavigueur
Annie Laviolette
Laurence Lechasseur Paquet
Chloé Leriche
Yanick Levasseur
Isaul Lopez
Lolita Luppens
Jeanne Marion
Nancy McCowan
Chantal Ménard
Sébastien Ménard
David Murray
Delphine Nguyen
Laurent Oligny
Kristin Orlando
Margot Pelissou
Patrick Pelletier
Manuel Pesquera
Martin Poirier
Eric Poteet
Antoine Proulx
Deborah S. Proulx
Hailey Roop
Charles Rouge
Nathalie-Ann Rozon
Mabel Ruscitti
Pierre Sanschagrin
François Saint-Amant
Dave Saint-Amour
Cynthia Saint-Gelais
Mary Saint-Pierre
Jean-Marc Spaggiari
Andréane Talbot
Nicolas Valente
Rosene Villarama
Karinne Weinberg
Daniel White
Nicola C. Zoghbi

ANNEXE 4
Questionnaire sur la réduction à la source et le réemploi

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (1/10)

Vous souhaitez participer aux orientations de la Ville de Montréal en matière de gestion et de réduction des déchets ?

Donnez-nous votre avis !

Le temps de réponse est évalué à cinq (5) minutes. Toutes les réponses demeurent anonymes.

La réduction à la source et le réemploi sont les fondements du Plan directeur pour atteindre la cible d'une ville *zéro déchet* d'ici 2030. Dans cette optique :

Question 1

La Ville souhaite accentuer les efforts de réduction à la source par diverses mesures touchant l'utilisation de contenants à usage unique et la réutilisation des articles de seconde main. Quelle condition serait la plus utile pour vous permettre de réduire davantage à la source ?

- Avoir plus d'informations sur les alternatives aux contenants à usage unique
- Sensibiliser les commerçants afin qu'ils rendent disponibles des solutions de rechange à des contenants à usage unique (par exemple, les produits en vrac et les contenants réutilisables)
- Améliorer l'accès aux articles de seconde main (par exemple pour les dons et achats)
- Autre (précisez)

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (2/10)

Question 2

Selon vous, quels sont les moyens à privilégier pour sensibiliser les consommateurs sur la lutte contre le gaspillage alimentaire? Indiquez vos choix par ordre d'importance (De 1 à 5, *1 pour le moyen principal)*

- Faire des rappels dans les lieux de consommation (épiceries, marchés, aires de restauration) afin d'avoir plus d'informations pour limiter le gaspillage alimentaire à la maison, au restaurant
- Mettre en œuvre des campagnes d'information générales par les réseaux sociaux
- Mettre en œuvre des campagnes locales dans votre arrondissement/ville
- Imposer une tarification aux institutions, industries, commerçants et restaurants qui acheminent les matières compostables à l'enfouissement
- Imposer un tarif à tous (citoyens, institutions, industries, commerçants et restaurants) au-delà d'un certain seuil (quantité ou volume) d'ordures ménagères, pour inciter à la valorisation des matières compostables

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (3/10)

Question 3

Selon vous, quels sont les moyens à privilégier pour sensibiliser les consommateurs aux dons de textiles (par exemple, les vêtements). Indiquez vos choix par ordre d'importance (De 1 à 6, *1 pour le moyen principal)*

- Promouvoir les organismes qui récupèrent les articles de seconde main (vêtements, meubles)
- Soutenir des initiatives d'échanges d'articles de seconde main
- Imposer une tarification aux institutions, industries, commerçants et restaurants qui acheminent les textiles à l'enfouissement
- Imposer un tarif à tous (citoyens, institutions, industries, commerçants et restaurants) au-delà d'un certain seuil (quantité ou volume) d'ordures ménagères, pour inciter au réemploi et à la valorisation
- Mettre en œuvre des campagnes d'information générales par les réseaux sociaux
- Mettre en œuvre des campagnes locales dans votre arrondissement/ville

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (4/10)

Question 4	À quelle fréquence utilisez-vous l'un de ces articles à usage unique?					
Articles à usage unique	Tous les jours	Trois fois par semaine	Une fois par semaine	Une fois par mois	Moins de dix fois par année	Jamais
Paille en plastique						
Verre en plastique						
Bâtonnet à café en plastique						
Ustensiles en plastique						
Contenant, tasse ou verre en polystyrène expansé (styromousse)						
Contenant en plastique						
Bouteille en plastique						
Verre en carton (pour boisson chaude)						

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (5/10)

Question 5
Indiquez les trois raisons principales pour lesquelles vous utilisez ces articles?

- L'établissement me les fournit sans demander
- Il n'y a pas d'alternative dans les établissements où je vais
- Les établissements que je fréquente ne m'autorisent pas à apporter mes articles réutilisables
- Je trouve cela encombrant de transporter des articles réutilisables
- Je fais des achats spontanés
- Les articles à usage unique sont pratiques et me font économiser du temps
- Il est facile et pratique de se départir d'articles à usage unique
- Je trouve difficile de trouver des aliments et repas sans emballages ou contenants en plastique
- Je ne me pose pas réellement la question
- Ne s'applique pas

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (6/10)

Question 6 Quel type de mesure favoriseriez-vous pour réduire l'utilisation de ces articles à usage unique?				
Articles à usage unique	Interdiction par règlement	Accès à des alternatives pouvant être utilisées volontairement	Imposition d'un coût plus élevé pour l'utilisation d'articles à usage unique	Aucune mesure
Paille en plastique				
Verre en plastique				
Bâtonnet à café en plastique				
Ustensiles en plastique				
Contenant, tasse ou verre en polystyrène expansé (styromousse)				
Contenant en plastique				
Bouteille en plastique				
Verre en carton (pour boisson chaude)				

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (7/10)

Question 7a La Ville de Montréal souhaite agir sur le gaspillage alimentaire et les textiles (vêtements). Seriez- vous prêts à adopter l'un de ces comportements?

Articles à usage unique	Non	Peu probable	Probable	Très probable	Je le fais déjà
Utiliser une tasse réutilisable					
Utiliser des ustensiles réutilisables					
Utiliser une bouteille réutilisable					
Utiliser des contenants réutilisables à l'épicerie					
Utiliser des contenants réutilisables pour les repas à emporter					
Faire la majorité de l'épicerie dans un magasin en vrac					
Planifier mes repas pour réduire le gaspillage alimentaire					
Apporter des produits alimentaires dans des banques alimentaires					

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (8/10)

Question 7b
Si vous avez indiqué non ou peu probable pour certains de ces comportements, veuillez donner les principales raison *(3 choix de réponse possible)*

- Le transport et le nettoyage des contenants et articles réutilisables sont encombrants
- Je ne considère pas ça comme important / Je n'y vois pas l'intérêt
- Ce n'est pas dans mes habitudes
- Il n'y a pas de magasins en vrac, boîtes de don, magasins de vêtements de seconde main et/ou de banques alimentaire proche de chez moi
- Je ne sais pas comment faire / Je trouve cela compliqué
- Je n'aime pas les produits vendus dans les magasins en vrac et/ou les magasins de vêtements de seconde main
- Doutes sur la salubrité des produits
- Produits plus chers
- Autre (raisons médicales, etc.)
- Je ne me suis jamais réellement posé la question

Note: La question 8 a été retirée du sondage en cours de collecte en raison d'un manque de clarté

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (9/10)

Question 9
Indiquez votre niveau d'appui à ces différentes mesures de la Ville de Montréal
(Tout à fait en désaccord, en désaccord, d'accord, tout à fait d'accord)

- Soutenir des programmes et des réseaux fournissant des contenants réutilisables contre une consigne
- Interdire les articles à usage unique en plastique lors de consommation d'aliments sur place
- Mener des campagnes de sensibilisation sur la réduction à la source et le réemploi auprès de citoyens et entreprises
- Conseiller les exploitants de commerce alimentaire (restaurateurs, épiceries) sur la lutte contre le gaspillage alimentaire
- Interdire le non-compostage des matières organiques dans les commerces et épiceries
- Favoriser la collecte de textiles auprès des citoyens par un encadrement des boîtes de dons de textiles
- Soutenir la recherche de débouchés pour les textiles qui ne peuvent plus être portés
- Interdire l'élimination des vêtements invendus au sein de l'industrie et des commerces du textile
- Imposer un tarif sur les ordures ménagères afin de favoriser la réduction à la source, le réemploi et le recyclage
- Autre : Veuillez préciser (possibilité au répondant d'élaborer dans une zone de commentaire)

Sondage présenté aux citoyens de l'agglomération de Montréal (10/10)

Question 10
À quelle tranche d'âge appartenez-vous?

- Moins de 18 ans
- Entre 18 et 30 ans
- Entre 31 et 50 ans
- Entre 51 et 70 ans
- 71 ans et plus

Question 11
Dans quel arrondissement ou ville résidez-vous?

- Ahuntsic-Cartierville
- Anjou
- Baie-D'Urfé
- Beaconsfield
- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Côte-Saint-Luc
- Dollard-Des Ormeaux
- Dorval
- Hampstead
- Kirkland
- Lachine
- LaSalle
- Le Plateau-Mont-Royal
- Le Sud-Ouest
- L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
- Montréal-Est
- Montréal-Nord
- Montréal-Ouest
- Mont-Royal
- Outremont
- Pierrefonds-Roxboro
- Pointe-Claire
- Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
- Rosemont–La Petite-Patrie
- Sainte-Anne-de-Bellevue
- Saint-Laurent
- Saint-Léonard
- Senneville
- Verdun
- Ville-Marie
- Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
- Westmount

Question 12
Au sein de quel type d'habitation habitez-vous?

- Maison unifamiliale
- Maison de rangée jumelée
- Dans un bâtiment de moins de six logements (duplex, triplex, etc.)
- Dans un bâtiment de six à neuf logements
- Dans un bâtiment de 10 à 19 logements
- Dans un bâtiment de 20 à 49 logements
- Dans un bâtiment de 50 à 99 logements
- Dans un bâtiment de 100 à 200 logements
- Dans un bâtiment de plus de 200 logements

Question 13
Combien de personnes vivent au sein de votre ménage?

- 1
- 2
- 3
- 4
- Plus de 4

Si plus de 1…

- Je vis avec mon joint/conjointe
- Avec/sans enfants
- Je vis en colocation

ANNEXE 5

Sommaire des résultats du questionnaire sur la réduction à la source et le réemploi[54]

Mise en contexte

En complément des consultations publiques, la Ville de Montréal a sondé les citoyens sur certaines actions fondamentales du Plan directeur de gestion des matières résiduelles. La réduction à la source est l'un des éléments forts de la stratégie de la Ville dans l'objectif d'atteindre le zéro déchet d'ici 2030.

Les résultats présentés s'appuient sur une enquête réalisée à l'hiver 2020 comportant 13 questions sur la réduction à la source. Un total de 7 071 citoyens a complété le sondage.

Thématiques abordées :

- Réduction des articles à usage unique
- Réduction du gaspillage alimentaire
- Réemploi et recyclage de textiles

Profil des répondants

33%	Vivent dans les quartiers de Rosemont–La Petite-Patrie ou Le Plateau-Mont-Royal
50%	Résident dans un bâtiment de moins de six logements tel qu'un duplex ou un triplex
42%	Partagent leur ménage avec une autre personne
54%	Habitent avec leur conjoint·e

Articles à usage unique les plus fréquemment utilisés :

- Les contenants en plastique sont utilisés au moins une fois par semaine par 45% des répondants
- Les verres en carton sont utilisés au moins une fois par semaine par 22% des répondants

Opinions et appui aux mesures présentées

Une plus grande sensibilisation, mais principalement l'imposition d'une tarification auprès des institutions, commerçants, industries, et restaurants est fortement appuyée et priorisée par les citoyens ayant participé au sondage pour réduire à la source.

Bien que la variance ne soit pas très forte entre les mesures à prioriser, trois d'entre elles sont plus fortement appuyées pour réduire à la source, réduire le gaspillage alimentaire, et pour favoriser le réemploi et le recyclage de textiles :

- Sensibiliser les commerçants afin qu'ils rendent disponibles des solutions de rechange à des contenants à usage unique.
- Imposer une tarification aux ICI qui acheminent les matières compostables à l'enfouissement
- Imposer une tarification aux ICI qui acheminent les textiles à l'enfouissement

Pour l'ensemble des articles à usage unique tels que les contenants, les ustensiles , les bouteilles, les pailles et les bâtonnets en plastique ainsi que les articles en polystyrène expansé, les répondants priorisent l'interdiction par règlement comme mesure pour réduire l'utilisation.

Les répondants favorisent un meilleur accès à des alternatives pouvant être utilisées volontairement pour réduire l'usage de verres en carton.

Répartition des répondants selon l'utilisation moyenne d'articles à usage unique

En nbr de répondants



[54] Les résultats complets sont disponibles à l'adresse realisonsmtl.ca/zerodechet.

Opinions et appui aux mesures présentées

Toutes les mesures présentées reçoivent un appui important parmi les citoyens ayant répondu au sondage. Bien que l'imposition des ordures ménagères rencontre moins de soutien, cette mesure est appuyée par la majorité des répondants.

Classement selon le niveau d'appui des mesures proposées par la Ville de Montréal
Indice de classement sur 100



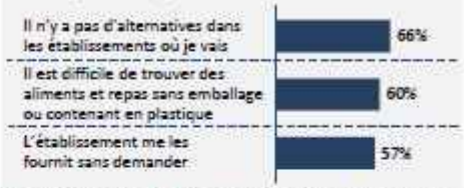
Des suggestions qui peuvent être regroupées en quatre thématiques:

- Davantage de lois et réglementations
- Des interventions fiscales sous forme de taxes
- Une accentuation de la sensibilisation auprès des citoyens
- Du soutien aux initiatives commerciales et citoyennes vers le zéro déchet

Freins à la réduction à la source

Les répondants ont le sentiment qu'ils ont recours à des articles à usage unique faute de choix. Les achats spontanés expliquent également pour 47% des répondants l'utilisation d'articles à usage unique.

Raisons d'utilisation d'articles à usage unique
% des répondants, top 3



Dans l'ensemble, les répondants semblent sensibilisés à l'impact de l'utilisation des articles à usage unique, car uniquement 1% des répondants témoignent ne pas réellement se poser la question.

Freins à l'adoption d'un comportement visant la réduction à la source et le réemploi
Fréquence mentionnée,



Le manque d'infrastructure est rapporté comme frein principal à l'adoption de comportements visant la réduction à la source et le réemploi. Les deux freins mentionnés le moins fréquemment sont le manque de considération et d'intérêt indiquant à nouveau que les intentions de réduire à la source sont présentes.

Commentaires des citoyens sur les mesures du PDGMR

En fin de sondage, plus de 60 répondants ont terminé le questionnaire en laissant un commentaire. L'accessibilité et l'inclusion, l'adhésion et l'intérêt pour la démarche, mais également des suggestions de mesures sont les commentaires prédominants.

Accessibilité

- Sensibilité et inquiétudes sur l'abordabilité des produits en vrac (ex: prix, densité et lieux des magasins, etc.)
- Demandes de prendre en compte les personnes vivant avec un handicap (ex: accessibilité aux pailles en plastique)

« J'habite proche d'un magasin de vrac et parce que ma situation monétaire me le permet, mais (...) plusieurs produits sont souvent beaucoup plus chers dans de tels commerces que dans des épiceries traditionnelles »

Adhésion et intérêt pour la démarche

- Encouragements et appui à la démarche
- Intérêt pour les résultats du sondage et des prochaines actions entamées

« J'aimerais être au courant des conclusions et des suites sur ce sujet qui m'intéresse grandement »

« 100% pour le zéro déchet, Soyons un exemple international! »

« Merci d'aller dans la bonne direction »

Suggestions de mesures

- Propositions de plus de mesures pour la réduction à la source
- Inquiétudes sur les mesures proposées orientées davantage sur les consommateurs

« Compostage pour tous les ménages, même les bâtiments de 6 logements et plus »

« Arrêter la production de petites bouteilles de plastique; interdire la vente de bouteilles d'eau dans tous les formats inférieurs à 4 litres ; bouteilles d'eau bannies »

« Il faut rendre responsables les entreprises (fabricants et distributeurs); Je m'inquiète des mesures qui tendent à toucher plus directement et sévèrement les consommateurs »

ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1208528004

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la deuxième prolongation du contrat avec Les Équipements Colpron inc pour la location de trois (3) tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement pour une période de quatre mois et demi, compris entre le 01 Août 2020 le 01 Août 2021, pour une somme maximale de 214 981,40 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de 859 925,61 $ à 1 074 907,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 16-15397

Il est recommandé :

1. d'autoriser la deuxième prolongation du contrat avec Les Équipements Colpron inc pour la location de trois (3) tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement pour une période de quatre mois et demi, compris entre le 01 Août 2020 le 01 Août 2021, pour une somme maximale de 214 981,40 $, taxes incluses ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement du SMRA. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-28 16:16

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208528004**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la deuxième prolongation du contrat avec Les Équipements Colpron inc pour la location de trois (3) tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement pour une période de quatre mois et demi, compris entre le 01 Août 2020 le 01 Août 2021, pour une somme maximale de 214 981,40 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de 859 925,61 $ à 1 074 907,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 16-15397

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer la fiabilité de son parc de véhicules, la ville de Montréal a procédé au regroupement des ressources humaines et financières dédiées aux activités du matériel roulant. Conséquemment, le Service du Matériel Roulant et des Ateliers (SMRA) est responsable de l'acquisition des véhicules et équipements qui seront mis à disposition des 19 arrondissements et services centraux.
Le 01 Août 2016, le Conseil d'Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro approuvait un contrat, d'une durée de 3 ans, pour la location de trois (3) tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement à raison d'une période de quatre mois et demi par saison, soit du 15 Novembre 2016 au 31 Mars 2017, du 15 Novembre 2017 au 31 Mars 2018 et du 15 Novembre 2018 au 31 Mars 2019. Le contrat comprend deux options de prolongation d'une durée 12 mois pour un lien contractuel maximal de 5 ans. Le SMRA souhaite se prévaloir de la deuxième option de prolongation de 12 mois de façon à prolonger le contrat du 01 Août 2020 au 01 Août 2021, pour une location du 15 Novembre 2020 au 31 Mars 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0194 – 26 février 2019 : Autoriser la prolongation du contrat avec Les Équipements Colpron inc. (CA16 290196) pour la location de trois tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement, pour une période de quatre mois et demi, compris entre le 1er août 2019 et le 1er août 2020, pour une somme maximale de 214 981,40 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 644 944,21 $ à 859 925,61 $, taxes incluses - Appel d'offres 16-15397
CA16 290196 - 01 Août 2016 : Accorder à Les Équipements Colpron inc. le contrat pour la location de trois (3) tracteurs utilitaires sur roues (Option A), 4X4, avec des équipements de déneigement pour une période de trois (3) ans pour l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro au coût total de 644 944,21 $, taxes incluses. Autoriser l'appropriation d'une somme de 246 404,33 $, taxes incluses, à même la réserve neige pour payer en partie le

contrat, la différence étant payée à même le budget de fonctionnement - Appel d'offres public numéro 16-15397 (3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Ce dossier vise à exercer l'option de la deuxième prolongation prévue au contrat pour la location de trois (3) tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement à raison d'une période de quatre mois et demi, soit du 15 Novembre 2020 au 31 Mars 2021, et ce pour la période du 01 Août 2020 au 01 Août 2021, avec l'adjudicataire Les Équipements Colpron inc., pour un montant de 214 981,40 $, taxes incluses.
La deuxième offre de prolongation inscrit dans l'appel d'offres 16-15397 à la section III (CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES) se retrouve plus précisément sous la clause « 4. Prolongation du contrat » (à la page 47 sur 94).

JUSTIFICATION

Étant satisfait du travail accompli par l'adjudicataire Les Équipements Colpron inc. au cours de ses trois précédentes années de contrat, le SMRA souhaite exercer l'option de la deuxième prolongation prévue au contrat pour la location de trois (3) tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement à raison d'une période de quatre mois et demi par saison. Cette prolongation concerne la période du 01 Août 2020 au 01 Août 2021.
Le SMRA souhaite exercer l'option de prolongation prévue à ce contrat afin de s'assurer du bon déroulement des opérations de déneigement de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Un appel d'offres pour l'achat du même type d'équipement est prévu pour l'année courante, mais la livraison ne devrait se faire qu'au début de l'année 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 214 981,40 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 196 306,67 $ (net de ristourne) sera financé par le budget de fonctionnement. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En lien avec les orientations définies dans la Politique verte du matériel roulant 2016-2020, le SMRA s'assure, tout en respectant les besoins opérationnels de ses clients, que les motorisations retenues sont les plus petites des catégories visées. Toutefois, et compte tenu du fait que l'engagement de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro date d'avant le regroupement. le SMRA n'a qu'une faible marge de manoeuvre quant au choix des équipements exploités. Il convient alors de préciser que les prochaines acquisitions prévues permettront d'acheter des équipements plus éco-responsables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le déneigement du territoire est une activité essentielle. Si ce contrat n'est pas octroyé pour supporter les opérations, le service aux citoyens ne pourra être assuré dans l'arrondissement avec les seules ressources de la Ville. La sécurité sur les voies publiques serait grandement compromise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octobre 2020 : émission du bon de commande.
Août 2020 à Août 2021 : deuxième prolongation du contrat de location de trois (3) tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement pour une période de quatre mois et demi.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jason BERTEAU
Agent de recherche

Tél : 514-872-1092
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2020-04-28

Montréal

Service du Matériel Roulant et des ateliers
Direction générale adjointe – Services institutionnels
2269, rue Viau
Montréal (Québec) H1V 3H8

PAR COURRIEL

Le 7 avril 2020

Monsieur Jean Babin
Les Équipements Colpron Inc
5 Ch de La Beauce
Sainte-Martine (Québec) J0S 1V0
Courriel : jbabin1948@gmail.com
Tel : 514-990-7878

Objet : **Renouvellement de contrat**
Appel d'offres n° 16-15397
Location de trois tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserves des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 01 Août 2020 au 01 Août 2021 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à l'adresse : jason.berteau@montreal.ca au plus tôt afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement de contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : JEAN BABIN Jean Babin 8 AVRIL 2020
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Jason Berteau
Agent de recherche
Tél : 514-872-1092
Courriel : jason.berteau@montreal.ca
p. j. : prolongation_2e_annee-Les_Equipements_Colpron
c. c. : Nassiri Radi

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208528004

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Autoriser la deuxième prolongation du contrat avec Les Équipements Colpron inc pour la location de trois (3) tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement pour une période de quatre mois et demi, compris entre le 01 Août 2020 le 01 Août 2021, pour une somme maximale de 214 981,40 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de 859 925,61 $ à 1 074 907,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 16-15397

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208528004 - Prolongation Équipements Colpron.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Jean-François DOYLE
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-7840
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1207286003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division du soutien aux projets et aux programmes , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 e) prendre des mesures adéquates visant à assurer la propreté du domaine public
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Octroyer à Services d'entretien Alphanet Inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de 36 mois pour les services de gestion des brigades de propreté alternées dans 15 arrondissements. Dépense totale de 1 101 980,19$ taxes incluses. Appel d'offres 20-18127 / 2 soumissionnaires.

Il est recommandé d'octroyer à Services d'entretien Alphanet Inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de 36 mois pour les services de gestion des brigades de propreté alternées dans 15 arrondissements. Dépense totale de 1 101 980,19 $ taxes incluses. Appel d'offres 20-18127 / 2 soumissionnaires.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-05-04 13:34

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207286003**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division du soutien aux projets et aux programmes , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 e) prendre des mesures adéquates visant à assurer la propreté du domaine public
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Octroyer à Services d'entretien Alphanet Inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de 36 mois pour les services de gestion des brigades de propreté alternées dans 15 arrondissements. Dépense totale de 1 101 980,19$ taxes incluses. Appel d'offres 20-18127 / 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

À la suite du projet-pilote de brigades alternées de propreté déployées dans 5 arrondissements (Ahuntsic-Cartierville, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Rosemont–La Petite-Patrie, Verdun, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension) du 1er juin au 31 octobre 2018, la Ville a décidé d'étendre ce projet à tous les arrondissements en 2019.
Un contrat avait été octroyé pour l'année 2019 et a du être résilié à la suite de plusieurs manquements de la part du fournisseur retenu.

Un nouvel appel d'offres a donc été lancé afin d'offrir le service pour l'année 2020 ainsi que les années 2021 et 2022 dans 15 arrondissements.

Les brigades de propreté alternées s'intègrent au programme intensif de propreté du Service de la concertation des arrondissements. Le programme intensif de propreté comprend, entre autres, le déploiement de brigades dites « classiques » dans 4 arrondissements (Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau–Mont-Royal, Le Sud-Ouest et Ville-Marie) intervenant 7 jours sur 7.

Pour les brigades dites « alternées » des interventions s'effectuent sur des artères identifiées par les arrondissements à raison de 3 à 5 interventions de 3 à 4 heures par semaine du 1er juin au 31 octobre chaque année.

Les artères sont définies selon les critères suivants:
· Consultation auprès des arrondissements
· Analyse des requêtes
· Achalandage piétonnier et densité de population
· Artère principale
· Secteur commercial d'envergure

· Présence d'une institution d'enseignement, de santé ou culturelle très fréquentée
· Fréquentation touristique
· État de détérioration ou de malpropreté chronique des lieux

Les brigades de propreté alternées, à raison de 2 brigadiers par artères identifiées, sont déployées dans les arrondissements suivants:
· Ahuntsic-Cartierville
· Anjou
· Lachine
· LaSalle
· L'Île-Bizard—Sainte-Geneviève
· Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
· Montréal-Nord
· Outremont
· Pierrefonds-Roxboro
· Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
· Rosemont–La Petite-Patrie
· Saint-Laurent
· Saint-Léonard
· Verdun
· Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

À noter également, que dans le cadre du programme de propreté, les artères identifiées pour le déploiement des brigades de propreté alternées bénéficient, à la discrétion de chaque arrondissement, d'un nettoyage du mobilier urbain et de l'installation de cendriers.

L'appel d'offres public 20-18127 a été lancé le 2 mars 2020. La réception des soumissions a été effectuée le 24 mars 2020. L'appel d'offres était donc d'une durée de 17 jours ouvrables, ce qui est conforme aux processus établis. L'appel d'offres a été publié dans le SEAO ainsi que dans le Journal de Montréal.
Pendant la durée de l'appel d'offres, deux addenda ont été publiés:

· Addenda 1 en date du 4 mars 2020 relativement aux nombres d'année d'expérience et de projets similaires effectués requis par le fournisseur.
· Addenda 2 en date du 12 mars 2020 relativement aux fréquences et horaires de travail des brigadiers établis à l'annexe A du devis technique.

Les soumissions reçues sont valides pour une période de 90 jours après la date d'ouverture des soumissions.

L'octroi de ce contrat sur 36 mois comprend une dépense totale de 1 101 980,19$ taxes incluses.

À noter que l'évaluation des brigades et leur formation sont exclues du présent contrat et font l'objet d'une autre stratégie d'approvisionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0063 - 27 janvier 2020 - Approuver la résiliation du contrat accordé à Hollywood Nettoyage Spécialisé pour les services de gestion des brigades alternées dans 15 arrondissements au montant de 839 274,38 $, taxes incluses (CM18 1491)
CM18 1491 - 17 décembre 2018 - Accorder un contrat à Hollywood Nettoyage Spécialisé pour les services de gestion des brigades alternées dans 15 arrondissements, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 839 274,38 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres 18-17119 (4 soum.).

CE18 0791 - 16 mai 2018 - Accorder à Services d'entretien Alphanet inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le projet-pilote de gestion de brigades de propreté alternées, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, de Rosemont–La Petite-Patrie, de Verdun et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, pour une période de 7 mois, soit pour une somme maximale de 322 289,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16955.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise l'octroi d'un contrat de gestion des brigades de propreté alternées de 1 101 980,19$ taxes incluses.
Le contrat sera effectif pour une durée de 36 mois.

Le fournisseur retenu aura à rendre, dans le cadre de ce contrat, les services suivants, décrits de façon sommaire:
· Embaucher les brigadiers à la propreté et superviseurs de propreté *(à noter que la Ville encourage l'embauche de personnes en réinsertion socio-professionnelle)*
· Veiller à ce que les brigadiers et superviseurs participent aux formations données par la Ville (celles-ci seront adaptées selon les directives prescrites par la Direction de la Santé publique);
· Élaborer et gérer les horaires, déplacements et affectations des brigadiers et superviseurs de façon à assurer une propreté optimale des territoires désignés par la Ville;
· Faire porter aux brigadiers et superviseurs des vêtements adéquats et tout élément d'uniforme fourni par la Ville;
· Fournir tous les outils de travail nécessaires au contrat, incluant les véhicules;
· Fournir toutes les autres ressources humaines et techniques nécessaires à la bonne marche des services de nettoyage du domaine public.

Les brigadiers devront être présents, aux horaires déterminés par la Ville et les arrondissements, dans les territoires d'assignation pour effectuer le nettoyage du domaine public. Leurs tâches incluent, notamment, l'enlèvement des déchets sur le domaine public, le balayage des trottoirs, le nettoyage du mobilier urbain ainsi que l'enlèvement des mauvaises herbes et la collecte des mégots de cigarette des cendriers de la Ville installés sur les artères définies. Des superviseurs devront s'assurer du bon déroulement des opérations, superviser les brigadiers, transporter leur matériel et participer activement aux activités de propreté. Ils auront aussi la responsabilité de signaler à la Ville tout besoin d'entretien et de propreté non couvert par le contrat ainsi que la production de rapports.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'appel d'offres public numéro 20-18127 pour ce contrat visant la gestion des brigades de propreté alternées, il y a eu 3 preneurs de cahier des charges et 2 soumissionnaires.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
ADJUDICATAIRES		
Services d'entretien Alphanet inc.	1 101 980,19 $	1 101 980,19 $
GDI SERVICES (QUÉBEC) S.E.C	1 414 722,65 $	1 414 722,65 $
Dernière estimation réalisée ($)	**1 190 896,43 $**	**1 190 896,43 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)		1 258 351,42 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)		14,19%
Écart entre la plus haute et la plus haute et la plus basse conformes ($)		312 742,46 $
Écart entre la plus haute et la plus haute et la plus basse conformes (%)		28,38%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)		-88 916,24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)		-9,46%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)		312 742,46 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)		-28,38%

En date du 22 avril 2020, l'adjudicataire est conforme au Règlement sur la gestion contractuelle (RGC) et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). L'entreprise Service d'entretien Alphanet Inc. a démontré qu'elle dispose de l'attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat total sur 36 mois est de 1 101 980,19$ toutes taxes incluses. La dépense relève à 100 % de la Ville de Montréal. Ce budget relevant du Service de la concertation des arrondissements est prévu dans le cadre du Programme de propreté.
Le contrat à octroyer couvre les années 2020, 2021, 2022.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel et pour l'année 2020, la date de début des opérations sera ajustée et déterminée conjointement avec l'adjudicataire selon les directives de la Direction de la Santé Publique et conformément aux clauses suivantes :
Clause du contrat concernant le début du contrat:
10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE
10.01 Début de l'exécution du Contrat
Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

Clause de la régie concernant le début du contrat:
1.00 OBJET ET RÉGIE DE L'APPEL D'OFFRES
1.01 Appel d'Offres
Par le présent Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE établit la procédure qui lui permet de retenir, sous réserve de la clause ý1.12.04, l'ADJUDICATAIRE en vue de l'acquisition des Services. Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement obtenir une confirmation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Approbation de l'octroi de contrat par le comité exécutif: 13 mai 2020
- Approbation de l'octroi de contrat par le conseil municipal: 25 mai 2020
- Embauche et formation des brigadiers et superviseurs: juin 2020
- Déploiement des effectifs dans les secteurs identifiés:
Année 2020: date de début à déterminer jusqu'au 31 octobre 2020;
Années 2021 et 2022: du 1er juin au 31 octobre chaque année
- Fin du contrat: 31 octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marlene DUFOUR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-04-23
Chloé ROUMAGÈRE Conseillère en planification		Driss EZZAHER chef de division	
Tél : **Télécop. :**	514 872-6382	**Tél :** **Télécop. :**	514-872-9696 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2020-05-01

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 21 novembre 2018

SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.
A/S MONSIEUR ALEJANDRO FIGUEROA
640, BOUL GUIMOND
LONGUEUIL (QC) J4G 1P8

N° de décision : 2018-CPSM-1061829
N° de client : 3000434450

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide jusqu'au **28 octobre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207286003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division du soutien aux projets et aux programmes , -
Objet :	Octroyer à Services d'entretien Alphanet Inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de 36 mois pour les services de gestion des brigades de propreté alternées dans 15 arrondissements. Dépense totale de 1 101 980,19$ taxes incluses. Appel d'offres 20-18127 / 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18127 pv.pdf 20-18127_TCP.pdf 20-18127_DethCah.pdf 20-18127_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marlene DUFOUR
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-280-1994

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-24

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division : Approvisionnement

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18127 — No du GDD : 1207286003

Titre de l'appel d'offres : Service de gestion des brigades de propreté alternées, 36 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 24 - 3 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 3 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 66,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 6 - 2020

Date d'échéance révisée : 22 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Services d'entretien Alphanet Inc.	1101980,19	√	
GDI Services (Québec) S.E.C.	1414722,65		

Information additionnelle

3 preneurs de cahiers de charges, 2 soumissions reçues. Le formulaire de non-participation du 3ème n'ayant pas soumissionné, indique qu'à la suite des clarifications inscrite à l'addenda 2: "Ne permet pas à tout ADJUDICATAIRE de pouvoir offrir des horaires et des conditions de travail favorables au recrutement et à la rétention du personnel."
2 addenda ont été émis. Services d'entretien Alphanet Inc. est proposé comme adjudicataire.

Préparé par : Marlène Dufour — Le 22 - 4 - 2020

Tableau comparatif des prix reçus

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
GDI Services (Québec) S.E.C.	1 230 461 $		1 414 722,65 $
Services d'entretien Alphanet Inc.	958 452 $		1 101 980,19 $
Dernière estimation réalisée	1 035 787 $		1 190 896,43 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 258 351,42 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			14,2%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			312 742,46 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			28,4%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-88 916,24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-7,5%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			312 742,46 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			28,4%

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18127
Numéro de référence : 1350346
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services de gestion des brigades de propreté alternées, 36 mois.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
GDI Services (Québec) SEC. 695 90e Avenue Montréal, QC, H8R 3A4 http://www.gdi.com	Madame Marine Retailleau Téléphone : 514 368-1504 Télécopieur : 514 368-1691	**Commande : (1709210)** 2020-03-02 15 h 01 **Transmission :** 2020-03-02 15 h 01	3268791 - 20-18127_Addenda1 2020-03-04 11 h 04 - Courriel 3275846 - 20-18127_Addenda 2 2020-03-13 13 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Service d'entretien Alphanet 640, boul. Guilmond Longueuil, QC, J4G1P8	Monsieur Alejandro Figueroa Téléphone : 450 651-1490 Télécopieur : 450 651-2614	**Commande : (1709234)** 2020-03-02 15 h 13 **Transmission :** 2020-03-02 15 h 13	3268791 - 20-18127_Addenda1 2020-03-04 11 h 04 - Télécopie 3275846 - 20-18127_Addenda 2 2020-03-13 13 h 14 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services de placement Horizon-travail 980, rue Saint-Antoine Ouest Bureau 605 Montréal, QC, h3c1a8	Monsieur Luc Labbé Téléphone : 514 933-1141 Télécopieur :	**Commande : (1710708)** 2020-03-04 11 h 42 **Transmission :** 2020-03-04 11 h 42	3268791 - 20-18127_Addenda1 2020-03-04 11 h 42 - Téléchargement 3275846 - 20-18127_Addenda 2 2020-03-13 13 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207286003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division du soutien aux projets et aux programmes , -
Objet :	Octroyer à Services d'entretien Alphanet Inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de 36 mois pour les services de gestion des brigades de propreté alternées dans 15 arrondissements. Dépense totale de 1 101 980,19$ taxes incluses. Appel d'offres 20-18127 / 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207286003 - Services entretien Alphanet.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-30

Jean-François DOYLE
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-7840
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1202968006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 50 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines. Dépense totale : 1 160 965,81 $, taxes incluses (montant du contrat : 967 471,51 $; contingences : 193 494,30 $) - Appel d'offres public 447933 - (5 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Bruneau électrique Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 12 semaines, le contrat pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse, à 50 intersections de la Ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 967 471,51 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 447933;

2. d'autoriser une dépense de 193 494,30 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-30 21:53

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202968006**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 50 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines. Dépense totale : 1 160 965,81 $, taxes incluses (montant du contrat : 967 471,51 $; contingences : 193 494,30 $) - Appel d'offres public 447933 - (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement. La ville de Montréal doit constamment mettre à jour ses infrastructures de feux de circulation afin de maintenir la pérennité des équipements installés et d'assurer un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable.
Les interventions aux feux de circulation ont pour objectifs de :

- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesures préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons et les cyclistes;
- Modifier des feux de circulation suite à des réaménagements de rues de la Ville;
- Soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Prévenir la désuétude des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Comme le nouveau guide de conception des feux pour piétons inclut l'ajout systématique des têtes de feux pour piétons, il est important de souligner que 47 des 50 interventions prévues au présent contrat, impliquent l'installation de feux pour piétons à décompte numérique. Ce projet répond à l'engagement de revoir l'ensemble des feux de circulation, à raison d'un minimum de 250 interventions par année, sur une période maximale de 8 ans, pour assurer des déplacements actifs et collectifs sécuritaires sur l'ensemble du territoire.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a procédé à l'appel d'offres 447933. Lancé le 29 janvier 2020 pour une période de 21 jours de calendrier, il a été publié dans SEAO et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours de calendrier, soit jusqu'au 19 juin 2020.

Un seul addenda en lien avec cet appel d'offres a été publié le 11 février 2020 :

- Amendement au devis et au bordereau de soumission;
- Réponses aux questions des preneurs du cahier de charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM19 0043 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 1 681 858,37 $, taxes incluses (montant du contrat : 764 481,08 $; contingences : 152 896,22 $; incidences : 764 481,08 $) - Appel d'offres public 447910 - (7 soumissionnaires).

CM19 0042 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois - Dépense totale de 2 360 743,53 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447920 (6 soum.).

CM18 1282 - 22 octobre 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 889 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

DESCRIPTION

En vue d'améliorer la sécurité des usagers, le présent contrat de travaux électriques de signalisation lumineuse comprend les modifications suivantes :

- Des feux à décompte numérique pour les piétons (47);
- Des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle (1);
- Des feux pour les cyclistes (1);
- Des feux prioritaires dans le cadre des mesures préférentielles pour autobus (6);
- Des détecteurs véhiculaires pour optimiser et sécuriser les mouvements véhiculaires (1).

De plus, 5 des projets de modification des feux de circulation comprennent aussi une mise à niveau complète des équipements :

- Remplacer les éléments de la signalisation lumineuse non conformes par rapport aux normes édictées par le Ministère des transports du Québec (Tome V);
- Changer les lentilles fonctionnant avec des ampoules incandescentes par des lentilles à diode électroluminescente (DEL) pour des économies d'énergie;
- Repositionner ou ajouter des têtes de feux, lorsque requis, pour respecter les nouvelles normes de visibilité;
- Ajouter des moniteurs de conflits et remplacer des contrôleurs de feux de circulation électromécaniques par des contrôleurs électroniques.

À noter que le choix de recourir à une série de contrats de petite taille plutôt qu'à un seul contrat de grande envergure repose sur deux éléments principaux. D'une part, ceci permet de respecter la capacité de réalisation des plans et devis à l'interne et de procéder à la réalisation des travaux au fur et à mesure. D'autre part, compte tenu de la taille modeste de plusieurs entrepreneurs aptes à soumissionner pour ces travaux, la division en plusieurs

contrats permet une réalisation simultanée des différents contrats par différents entrepreneurs. Ceci a également pour effet de favoriser une saine compétition entre les entrepreneurs.

JUSTIFICATION

Pour l'appel d'offres public 447933, les preneurs de cahier de charges sont les suivants :

- Bruneau Électrique Inc.
- Construction NRC Inc.
- Laurin et Laurin (1991) Inc.
- Michel Guimont Entrepreneur Électricien Ltée
- Néolect Inc.
- Pierre Brossard (1981) Ltée
- Systèmes Urbains Inc.

Sur un total de 7 preneurs de cahier de charge, 5 firmes ont déposé une soumission, soit 71 %. Deux preneurs de cahiers de charge se sont désistés parce qu'ils agissent à titre de sous -traitant.

Résultats de l'appel d'offres et comparaison avec l'estimation:

Soumissions conformes	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Contingences de 20 % (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Bruneau Électrique Inc.	967 471,51 $	193 494,30 $	1 160 965,81 $
Construction NRC Inc.	1 071 322,10 $	214 264,42 $	1 285 586,52 $
Pierre Brossard (1981) Ltée	1 107 128,54 $	221 425,71 $	1 328 554,25 $
Laurin Laurin (1991) Inc.	1 215 841,08 $	243 168,22 $	1 459 009,30 $
Néolect Inc.	2 241 289,07 $	448 257,81 $	2 689 546,88 $
Estimation interne	806 409,19 $	161 281,84 $	967 691,03 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			193 274,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			20,0 %
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse ($)			124 620,71 $
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse (%)			10,7 %

L'estimation de contrôle a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD), au montant de 967 691,03 $ taxes incluses (montant du contrat : 806 409,19 $; contingences : 161 281,84 $).

Le montant de la plus basse soumission est supérieur de 161 062,32 $ à l'estimation, soit un écart de 20,0 %. Cet écart s'explique par un calendrier de travail très serré, soit la réalisation de travaux à 50 intersections en 12 semaines. Les soumissionnaires ont dans l'ensemble tenu compte d'un facteur de risques lors du dépôt de leur offre.

L'écart de 10,7 % entre la 2e plus basse soumission conforme et la plus basse est attribuable aux prix plus élevés soumis pour les volets concernant la mobilisation et le maintien de circulation. Ces frais fixes constituent un facteur de risque qui varient en

fonction de la complexité du contrat, de la capacité de production ou de la stratégie d'affaires de chaque firme.

Compte tenu du résultat de l'analyse des soumissions, il est recommandé d'octroyer un contrat à l'entreprise Bruneau Electrique Inc., plus bas soumissionnaire conforme lors de l'appel d'offres 447933 pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse. Le montant total du contrat à accorder à Bruneau Electrique Inc., plus bas soumissionnaire conforme, est de 967 471,51 $ (incluant les taxes).

Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 2 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés. Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ), ont été effectuées. Une attestation valide de Revenu Québec (RQ) a été déposée avec la soumission.

L'adjudicataire recommandé, Bruneau Electrique Inc. respecte le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038) et possède également une autorisation de l'AMF valide obtenue le 11 juin 2018 qui viendra à échéance le 30 avril 2020 (voir pièce jointe). En date du 16 mars 2020, le nom de l'entreprise Bruneau Electrique Inc. figurait au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA) de l'autorité des marchés publics (voir pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder à Bruneau électrique Inc. est de 967 471,51 $ (incluant taxes) :
Montant sans taxes : 883 430,44 $
TPS (5%) : 42 073,13 $
TVQ (9.975%) : 83 935,88 $
Total contrat : 967 471,51 $

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat, soit un montant 193 494,30 $ (incluant taxes), doivent être ajoutées à ce montant, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements (par exemple, le déplacement de coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués, le besoin de tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires, etc.).

Le montant total des dépenses de la Ville pour ce contrat s'élèvera donc à 1 160 965,81 $. La dépense nette à la charge des contribuables montréalais s'élève à 1 060 116,53 $, après ristournes. La totalité des dépenses sera assumée par la Ville centre.

Le budget requis pour cette dépense a été prévu au programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM). Cette dépense sera financée par le Programme de mise aux normes des feux de circulation et d'équipements de gestion de la circulation (59002) et le règlement d'emprunt utilisé sera le 13-002.

Les montants, contingences et taxes incluses, des dépenses liées à ce contrat seront engagés en 2020.

Les détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'amélioration continue et le maintien des actifs de feux de circulation s'inscrit dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes. Ce projet vise à «Augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun» en intégrant de nouveaux paramètres favorables aux piétons et aux personnes à mobilité réduite pour des déplacements plus sécuritaires pour les usagers des transports actifs. En favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour le transport collectif, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport. Ce projet est en lien avec l'action 1 du Plan d'action de l'administration municipale du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la possibilité d'octroyer des contrats pour améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» et du Plan Montréal durable 2016-2020. En effet, des modifications telles que l'installation des feux à décompte numérique pour les piétons, des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle, ou de feux pour les cyclistes pourraient être retardées. En termes de sécurité et de mobilité, les impacts seraient importants pour les usagers, notamment pour les plus vulnérables. De plus, des projets tels que des mesures préférentielles pour la STM (feux chandelles), ainsi que des mesures prioritaires pour les véhicules d'urgence du SSIM, seraient compromis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la pandémie dûe à la Covid-19, les échéanciers du projets pourraient subir des changements pour des raisons telles qu'un manque de personnel de l'adjudicataire ou de restrictions imposées par la Direction de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal: 25 mai 2020

- Début du contrat : juin 2020
- Réalisation des travaux : juin à septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 9 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-04-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-04-02

RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 447933 — No du GDD : 1202968006

Titre de l'appel d'offres : SP-2020-07 Travaux électriques de signalisation lumineuse (50 projets)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 1 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 20 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 20 - 2 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 71

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 19 - 6 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total $**
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	967 471,51
CONSTRUCTION N.R.C. INC.	1 071 322,10
PIERRE BROSSARD (1981) LTEE	1 107 128,54
LAURIN LAURIN (1991) INC.	1 215 841,08
NEOLECT INC.	2 241 289,07

Estimation	**interne**	806 409,19

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **20,0%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **10,7%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

7.1

Le 11 juin 2018

BRUNEAU ELECTRIQUE INC.
A/S MONSIEUR PATRICE BRUNEAU
527, DOLLARD
JOLIETTE (QC) J6E 4M5

N° de décision : 2018-CPSM-1035845
N° de client : 3000214820

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GÉNÉRATRICE LANAUDIÈRE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). BRUNEAU ELECTRIQUE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 avril 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, rue du Square-Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 16 mars 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : BRUNEAU ELECTRIQUE INC.
Adresse du siège social : 527, BOUL DOLLARD, , JOLIETTE, QC, J6E 4M5, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000214820
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142851337

Autres noms d'affaires
• GÉNÉRATRICE LANAUDIÈRE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 447933
Numéro de référence : 1338896
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP-2020-07 Travaux électriques de signalisation lumineuse (50 projets)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1690503)** 2020-01-30 7 h 55 **Transmission :** 2020-01-30 7 h 55	3251986 - AO 447933 Addenda n°1 2020-02-11 10 h 13 - Courriel 3251988 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 2020-02-11 10 h 17 - Courriel 3251992 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (devis) 2020-02-11 10 h 20 - Courriel 3251993 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (bordereau) 2020-02-11 10 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1691760)** 2020-01-31 14 h 44 **Transmission :** 2020-01-31 15 h 28	3251986 - AO 447933 Addenda n°1 2020-02-11 10 h 13 - Courriel 3251988 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 2020-02-11 10 h 17 - Courriel 3251992 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (devis) 2020-02-11 10 h 20 - Courriel 3251993 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (bordereau) 2020-02-11 10 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1693805)** 2020-02-05 9 h 11 **Transmission :** 2020-02-05 9 h 11	3251986 - AO 447933 Addenda n°1 2020-02-11 10 h 13 - Courriel 3251988 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 2020-02-11 10 h 17 - Courriel 3251992 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (devis) 2020-02-11 10 h 20 - Courriel 3251993 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (bordereau) 2020-02-11 10 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Michel Guimont Entrepreneur électricien ltée. 2222, avenue Charland Montréal, QC, H1Z 1B4 http://www.michelguimont.com	Monsieur Michel Guimont Téléphone : 514 389-9534 Télécopieur : 514 382-5752	**Commande : (1696674)** 2020-02-10 14 h 54 **Transmission :** 2020-02-10 14 h 54	3251986 - AO 447933 Addenda n°1 2020-02-11 10 h 14 - Télécopie 3251988 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 2020-02-11 10 h 18 - Télécopie 3251992 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (devis) 2020-02-11 10 h 51 - Télécopie

			3251993 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (bordereau) 2020-02-11 10 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1689784)** 2020-01-29 8 h 13 **Transmission :** 2020-01-29 8 h 57	3251986 - AO 447933 Addenda n°1 2020-02-11 10 h 13 - Courriel 3251988 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 2020-02-11 10 h 17 - Courriel 3251992 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (devis) 2020-02-11 10 h 20 - Courriel 3251993 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (bordereau) 2020-02-11 10 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1690277)** 2020-01-29 14 h 48 **Transmission :** 2020-01-29 14 h 48	3251986 - AO 447933 Addenda n°1 2020-02-11 10 h 13 - Courriel 3251988 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 2020-02-11 10 h 17 - Courriel 3251992 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (devis) 2020-02-11 10 h 20 - Courriel 3251993 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (bordereau) 2020-02-11 10 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1690138)** 2020-01-29 13 h 01 **Transmission :** 2020-01-29 13 h 01	3251986 - AO 447933 Addenda n°1 2020-02-11 10 h 13 - Courriel 3251988 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 2020-02-11 10 h 17 - Courriel 3251992 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (devis) 2020-02-11 10 h 20 - Courriel 3251993 - AO 447933 Section IV - Formulaire_soumission R1 (bordereau) 2020-02-11 10 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 50 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines. Dépense totale : 1 160 965,81 $, taxes incluses (montant du contrat : 967 471,51 $; contingences : 193 494,30 $) - Appel d'offres public 447933 - (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1202968006 SUM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : 514 868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-30

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgetaire
Tél : 514-872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1207231019

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie dans l'arrondissement Ville-Marie(PCPR-PRCPR 2020). Dépense totale de 1 151 188,31 $ (contrat: 997 443,92 $ + contingences: 99 744,39 $ + incidences: 54 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458723 - 6 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans l'arrondissement Ville- Marie (PCPR-PRCPR 2020), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 997 443,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458723 ;

2. d'autoriser une dépense de 99 744,39 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 54 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-04 09:33

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231019**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie dans l'arrondissement Ville-Marie(PCPR-PRCPR 2020). Dépense totale de 1 151 188,31 $ (contrat: 997 443,92 $ + contingences: 99 744,39 $ + incidences: 54 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458723 - 6 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) s'est vu allouer un budget de 45 M$ pour l'année 2020 afin de poursuivre la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) et le programme de réhabilitation de chaussée par planage et revêtement (PRCPR). Le PCPR vise à améliorer rapidement la qualité du réseau routier. Selon les experts dans le domaine[1], le traitement d'une chaussée d'autoroute par la technique de planage et revêtement permet d'en prolonger la vie sur une période allant jusqu'à 15 ans. En milieu urbain, la Direction de la mobilité soutient que la durée de vie de la chaussée serait prolongée pour une période de 7 à 12 ans.

Parmi toutes les activités de maintien, le PCPR demeure l'activité à privilégier par le plan d'intervention intégrée 2016/25 (PII) pour la remise à niveau de la condition des chaussées à court terme. Nonobstant cette stratégie prometteuse, l'objectif demeure fort ambitieux et pour espérer l'atteindre, il devenait essentiel de revoir nos façons de faire, notamment sur l'assouplissement des critères de conception. C'est dans ce contexte d'optimisation qu'il a été établi que l'élimination des réparations ponctuelles de trottoirs au sein des contrats du PCPR améliorerait grandement notre capacité de réalisation. Les projets de ce programme se limitent donc à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

De plus, ces travaux accessoires prolongent considérablement la durée des interventions, diminuent l'attrait de ces projets auprès des entrepreneurs et sont la cause de difficultés nécessitant la mobilisation de ressources importantes. Toutefois, il peut exister certaines conditions susceptibles de mettre en cause la sécurité des piétons, dans ce contexte, afin d'assurer une certaine flexibilité aux arrondissements dans la gestion de leurs interventions, la liste des rues faisant l'objet du PCPR et PRCPR 2020 leur a été transmise en février 2019

de façon à ce qu'ils puissent planifier la reconstruction des sections de trottoirs jugées critiques avant les travaux de réfection de la chaussée.

Le dernier bilan de condition du réseau routier de la Ville de Montréal, réalisé à la suite de l'auscultation de l'ensemble des chaussées en 2018, montre une proportion importante du réseau en mauvais et très mauvais état. Afin d'améliorer rapidement le niveau de service des chaussées, des investissements importants sont prévus dans les prochaines années.

Les besoins identifiés étant d'une grande ampleur, la remise à niveau d'une portion importante du réseau routier s'étalera sur plusieurs années. Un nouveau programme a été élaboré afin de pallier au déficit des conditions de la chaussée à très court terme. Ce programme portant le nom de Programme de réhabilitation de chaussées par planage revêtement (PRCPR) vise à prolonger la durée de vie des chaussées d'environ 3 à 5 ans, en attente d'une reconstruction des infrastructures. Les interventions se limitent donc à des travaux de planage et de pose d'un nouveau revêtement bitumineux, sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

La sélection des projets est effectuée par la Division de la gestion des actifs routiers et cyclables à la Direction de la mobilité du SUM, alors que la gestion et la réalisation du programme sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du SIRR.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction de la mobilité a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Note: Ce contrat a été sélectionné par la Ville de Montréal pour servir de projet pilote qui vise à mieux protéger les personnes vulnérables (piétons et cyclistes) lors d'accidents avec des poids lourds. Pour cela, la Ville a imposé pour tous les camions qui seront utilisés dans le cadre de ce contrat, qu'ils soient munis de barres latérales protectrices qui comblent le vide entre les roues avant et arrière, empêchant ainsi les piétons ou les cyclistes de glisser sous les roues des camions en cas d'impact.

(NOTE 1: HAAS, Ralph et W. Ronald HUDSON. *Pavement Asset Management,* avec la collaboration de Lynne COWE FALLS, Beverly, MA, Scrivener publishing, 2015.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0080 – 28 février 2019 - Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 $, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public n° 18-17304 (1185249004)

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat pour des travaux de voirie dans l'arrondissement Ville-Marie (PCPR-PRCPR 2020). Ces travaux seront exécutés sur une distance totalisant environ 1,9 kilomètre dont ± 1,7 km de PCPR et ± 0,2 km de PRCPR.
Une liste de rues ainsi qu'une carte de l'arrondissement se trouvent en pièces jointes.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 99 744,39 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

La DGPEC appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 1 151 188,31 $, taxes incluses, comprenant:
- un contrat avec Les Entrepreneurs Bucaro inc pour un montant de 997 443,92 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 99 744,39 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 54 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 1 051 188,37 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt Suivants:

- # 15-019 « Programme complémentaire de planage revêtement » pour un montant de 1 000 088,40 $ et une proportion de 95,14 %
- # 18-047 « Programme de réhabilitation de chaussées par planage revêtement » pour un

montant de 51 099,97 $ et une proportion de 4,86 %

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 08 juillet 2020 le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux du programme complémentaire de planage et revêtement 2020 sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact conditionnel au maintien de la date du 11 mai 2020 pour la reprise des chantiers de construction.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : Août 2020
Fin des travaux : Octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Denis ALLARD, Service des infrastructures du réseau routier
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 2 avril 2020
Jean CARRIER, 2 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourad ACHAB
Ingénieur

Tél : 514-872-6413
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-01

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-05-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-04

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 458723 — No du GDD : 1207231019

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie dans l'arrondissement Ville-Marie (PCPR-PRCPR 2020)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 / 2 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 3 / 3 / 2020

Ouverture faite le : 10 / 3 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
18 / 2 / 2020	Ajout de quantitées aux items 28, 29, 30, 43, 44, 45	13 500.00
24 / 2 / 2020	Publication du tableau des questions-reponses	0.00
28 / 2 / 2020	Repport de la date d'ouverture et modification de l'article 7.11- Gestion des deblais	0.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11 — Nbre de soumissions reçues : 6 — % de réponses : 55

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 / 7 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) — Total
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	997 443.92
LES PAVAGES CEKA INC.	998 628.98
ROXBORO EXCAVATION INC.	1 085 000.00
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	1 097 459.94
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1 168 275.92
4042077 CANADA INC. (DE SOUSA)	1 368 058.44
Estimation — **interne**	988 733.15

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **0.9%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **0.1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMP	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 997 443.92

Montant des contingences ($) : 99 744.39

Montant des incidences ($) : 54 000.00

Date prévue de début des travaux : 3 / 8 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 2 / 10 / 2020

SOUMISSION 458723- LISTE DES RUES

PCPR

Rue 01 : 458723-PL-VO-091 rue Bishop, du boul. René-Lévesque Ouest à la rue Sainte-Catherine Ouest

Rue 02 : 458723-PL-VO-092 rue Clark, de la rue Evans à la rue Sherbrooke Ouest

Rue 03 : 458723-PL-VO-093 avenue du Docteur-Penfield, d'un point à l'ouest d'Atwater au Chemin de la Côte-Des-Neiges

Rue 04 : 458723-PL-VO-094 avenue du Docteur-Penfield, de la rue Redpath à la rue Peel

Rue 05 : 458723-PL-VO-097 rue Saint-Jacques, de la rue McGill à la rue Saint-François-Xavier

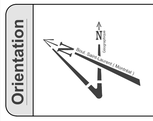
PRCPR

Rue 06 : 458723-PL-VO-098 rue De Longueuil, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame Ouest

RUE NUMÉRO	DESCRIPTION	NATURE DES TRAVAUX	PLAN NO.
	LOCALISATION DES TRAVAUX	PCPR - PRCPR	PL-VO-0000
01	RUE BISHOP, ENTRE LE BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST ET LA RUE SAINTE-CATHERINE OUEST	PCPR	PL-VO-091
02	RUE CLARK, ENTRE LA RUE EVANS ET LA RUE SHERBROOKE OUEST	PCPR	PL-VO-092
03	AVENUE DU DOCTEUR-PENFIELD, ENTRE D'UN POINT À L'OUEST D'ATWATER ET LE CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES	PCPR	PL-VO-093
04	AVENUE DU DOCTEUR-PENFIELD, ENTRE LA RUE REDPATH ET LA RUE PEEL	PCPR	PL-VO-094
05	RUE SAINT-JACQUES, ENTRE LA RUE MCGILL ET LA RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER	PCPR	PL-VO-097
06	RUE DE LONGUEUIL, ENTRE LA RUE SAINT-PAUL OUEST ET LA RUE NOTRE-DAME OUEST	PRCPR	PL-VO-098



Orientation



LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Plan de localisation

Références

Plan d'arpentage:	XXX
Plan EGA:	XXX
Plan BC:	XXX
Plan géométrie:	XXX

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Borne-fontaine
★	Repère géodésique	★	Boîte de vanne
★	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	M	Manchon
		F.C.	Fin de courbe
★	Symbole de forage		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
★	Base à briser et à reconstruire au même emplacement		Chambre de transformateur
★	Base à construire		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
★	Base existante		
★	Base à briser ou à enlever		

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+E	Extension flottante de bouche à clé de vanne à remplacer
TBV+N	Extension flottante de bouche à clé de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RPH	Rampe pour handicapés
PR	Puisard à remplacer	A+R	Anneau à rehausser
T.Q.	Tel quel		

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2020/01/31	Émis pour soumission	S.P.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

CIMA+
T 514-337-2462, F 514-281-1632
740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900 Montréal QC H3C 3X6 CANADA

Intervenants

Élaboré par:
Zhi Chen, Dess. — Logo — 2019 / 08
Simon Lavigne, Ing. jr. — Logo — 2019 / 08
Logo

Vérifié

Sceau de l'ingénieur(e):



Préparé par:
Sylvain Parent, Ing. — Logo

Original signé le:

Projet:

Arrondissement(s): **Ville-Marie**

Nature des travaux:

Travaux de voirie (PCPR / PRCPR 2020)

Titre du plan:

LOCALISATION DES TRAVAUX

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:7500

0 75.0 150.0 225.0 300.0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
458723	PL-VO-0000	1/1	000	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458723	DATE:
#GDD:	1207231019	DRM:	4587	2020/03/14
RESPONSABLE:	Mourad Achab			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie dans l'arrondissement Ville-Marie (PCPR-PRCPR 2020)			

PROJET INVESTI: **55856** Desc et client-payeur: **PCPR- Direction de la mobilité**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1955856033	182036	958 084.27 $	953 842.89 $	95 384.29 $	0.00 $	C
1955856034	182037	42 004.13 $	0.00 $	0.00 $	46 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 000 088.40 $**	**953 842.89 $**	**95 384.29 $**	**46 000.00 $**	

PROJET INVESTI: **55861** Desc et client-payeur: **PRCPR- Direction de la mobilité**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1955861026	182038	43 794.90 $	43 601.03 $	4 360.10 $	0.00 $	C
1955861027	182039	7 305.07 $	0.00 $	0.00 $	8 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**51 099.97 $**	**43 601.03 $**	**4 360.10 $**	**8 000.00 $**	

TOTAL	**1 051 188.37 $**	**997 443.92 $**	**99 744.39 $**	**54 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**1 151 188.31 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458723	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**14/03/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie dans l'arrondissement Ville-Marie (PCPR-PRCPR 2020)**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			997 443.92 $
TRAVAUX CONTINGENTS			99 744.39 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		22 000.00 $	
Surveillance environnementale		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		20 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		7 000.00 $	
Gestion des impacts		0.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	54 000.00	54 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1 151 188.31 $
Imputation (crédits)			1 051 188.37 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		50 062.55	99 874.78
Ristournes TPS et TVQ à 50%		99 999.94	

PLAN NUMÉRO:	CALCULÉ PAR › Mourad Achab

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955856033**	**SOUMISSION:**	**458723**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182036**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4587**	**14/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**PCPR2020 -TRAVAUX DE VOIRIE DANS L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entrepreneurs Bucaro Inc**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			953 842.89 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		95 384.29 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 049 227.18 $
Imputation (crédits)			958 084.27 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		45 628.49	91 028.84
Ristournes TPS et TVQ à 50%		91 142.91	

PLAN NUMÉRO:	CALCULÉ PAR ▸	Mourad Achab

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955856034**	**SOUMISSION:**	**458723**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182037**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**14/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**PCPR 2020 : Travaux de voirie, Incidences techniques et professionnelles**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		20 000.00 $	
Surveillance environnementale		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		15 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		6 000.00 $	
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	46 000.00	46 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			46 000.00 $
Imputation (crédits)			42 004.13 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		2 000.43	3 990.87
Ristournes TPS et TVQ à 50%		3 995.87	

PLAN NUMÉRO:	CALCULÉ PAR ▸	Mourad Achab

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955861026**	**SOUMISSION:**	**458723**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182038**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**14/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**PRCPR2020 - TRAVAUX DE VOIRIE DANS L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entrepreneurs Bucaro Inc**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			43 601.03 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		4 360.10 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			47 961.13 $
Imputation (crédits)			43 794.90 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 085.72	4 161.01
Ristournes TPS et TVQ à 50%	4 166.23	

PLAN NUMÉRO:	CALCULÉ PAR ▸	Mourad Achab

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955861027**	**SOUMISSION:**	**458723**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182039**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**14/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**PRCPR 2020 : Travaux de voirie, Incidences techniques et professionnelles**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		2 000.00 $	
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif		5 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		1 000.00 $	
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	8 000.00	8 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			8 000.00 $
Imputation (crédits)			7 305.07 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		347.90	694.06
Ristournes TPS et TVQ à 50%		694.93	

PLAN NUMÉRO:	CALCULÉ PAR ▸	Mourad Achab

Montréal

Soumission 458723 – Travaux de voirie dans l'arrondissement Ville-Marie (PCPR 2020)

Principes de gestion de la mobilité

Secteur	Mesures de mitigation
459723-PL-VO-091 **Rue Bishop** Du boulevard René-Lévesque Ouest à la rue Sainte-Catherine Ouest	**Travaux de planage:** Entraves partielles de la chaussée, un côté à la fois avec maintien de la circulation sur la chaussée restante. **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Planage et pavage : Lundi au vendredi 7h00 à 15h30.
458723-PL-VO-092 **Rue Clark** De la rue Evans à la rue Sherbrooke Ouest	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la rue Clark entre la rue Evans et la rue Sherbrooke Ouest. Fermeture complète de la rue Evans entre la rue Saint-Urbain et la rue Clark avec maintien de la circulation locale. **Horaire de travail :** Planage et pavage : Lundi au vendredi 9h00 à 19h00.
458723-PL-VO-093 **Avenue du Docteur-Penfield** D'un point à l'ouest d'Atwater au chemin de la Côte-des-Neiges.	**Travaux de planage:** Entraves partielles de la chaussée, un côté à la fois avec maintien de la circulation sur la chaussée restante. **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Planage : Lundi au vendredi 9h30 à 19h00 et samedi et dimanche 8h00 à 19h00. Pavage : Dimanche au vendredi de 22h00 à 5h00.
458723-PL-VO-094 **Avenue du Docteur-Penfield** De la rue Redpath à la rue Peel	**Travaux de planage:** Entraves partielles de la chaussée, un côté à la fois avec maintien de la circulation sur la chaussée restante. **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Planage : Lundi au vendredi 9h30 à 19h00 et samedi et dimanche 8h00 à 19h00. Pavage : Dimanche au vendredi de 22h00 à 5h00.
458723-PL-VO-097 **Rue Saint-Jacques** De la rue McGill à la rue Saint-François-Xavier.	**Travaux de planage:** Entraves partielles de la chaussée, un côté à la fois avec maintien de la circulation sur la chaussée restante. **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Planage : Samedi et dimanche de 8h00 à 15h30. Pavage : Dimanche au jeudi 22h00 à 5h00 et samedi et dimanche 8h00 à 15h30.
458723-PL-VO-098 **Rue de Longueuil** De la rue Saint-Paul Ouest à la rue Notre-Dame Ouest.	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h30 à 15h30.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Les travaux sont prévus d'être réalisés en 2020; - L'Entrepreneur doit redonner les voies à la circulation à la fin de chaque quart de travail; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles; - Ajustement de la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux; - Sécurisation de l'aire de travail des voies de circulation ouvertes à l'aide de repères visuels de type T-RV-7; - Maintien en tout temps, de façon sécuritaire, de tous les mouvements permis aux intersections, à moins d'indication contraire; - Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et de leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves; - Installation de PMVM pour les rues artérielles; - Accommodation et maintien en tout temps d'accès pour les services d'Urgences-Santé, au service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux;

Secteur	Mesures de mitigation
	- Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si requis; - Commercialisation policière pour la gestion des intersections, au besoin; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite; L'Entrepreneur doit coordonner ses interventions avec les travaux exécutés par d'autres entrepreneurs à proximité de son chantier.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 28 février 2017

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
A/S MONSIEUR ANDREA BUCARO
10441, AV BALZAC
MONTRÉAL-NORD (QC) H1H 3L6

N° de décision : 2017-CPSM-1012406
N° de client : 2700022178

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **10 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Autorité des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 1 avril 2019

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
10441, AV BALZAC
MONTRÉAL-NORD QC H1H 3L6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande ;

N° de client : 2700022178

N° de demande : 1900000693

N° de confirmation de paiement : 000252798265

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 458723

Date de publication : 2020-02-10
Date d'ouverture : 2020-03-10

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Ali Excavation inc.
2	Construction Bau-Val inc.
3	Construction Viatek inc.
4	De Sousa / 4042077Canada inc.
5	Demix Construction, une division de CRH Canada inc.
6	Eurovia Québec Construction inc. (Montréal)
7	Les Entrepreneurs Bucaro inc.
8	Les Entreprises Michaudville inc.
9	Les Pavages Céka inc.
10	Pavages Métropolitain inc.
11	Roxboro Excavation inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231019

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie dans l'arrondissement Ville-Marie(PCPR-PRCPR 2020). Dépense totale de 1 151 188,31 $ (contrat: 997 443,92 $ + contingences: 99 744,39 $ + incidences: 54 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458723 - 6 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207231019 SUM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : 514 868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-08

Cédric AGO
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1200025002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	D'autoriser une dépense additionnelle de 78 003,05 $, taxes incluses, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89), et du contrat accordé à Vidéotron (CM16 0923), majorant ainsi le montant total du contrat de 164 204,55 $ à 242 207,60 $, taxes incluses

Il est recommandé:
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 78 003, 05 $, taxes incluses, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89 - Fiche 43) dans le cadre du contrat accordé à Vidéotron CM16 0923, majorant ainsi le montant total du contrat de 164 204,55 $ à 242 207,60 $, taxes incluses;.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2020-04-14 14:59

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200025002**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	D'autoriser une dépense additionnelle de 78 003,05 $, taxes incluses, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89), et du contrat accordé à Vidéotron (CM16 0923), majorant ainsi le montant total du contrat de 164 204,55 $ à 242 207,60 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2000, la CSEM s'est vu confier la gestion des ententes concernant certaines modalités des réseaux câblés entre la Ville de Montréal et les usagers possédant des câbles aériens présents dans les poteaux sur rue. Pour ce, elle s'est dotée d'un plan qui tient compte des prévisions budgétaires et de la capacité de réalisation de ses partenaires.
Le projet de la rue Notre-Dame Est prévu à l'entente 83-89, vise à faire l'enfouissement des réseaux câblés aériens existants. L'entente 83-89 a été conclue entre la Ville et Hydro-Québec afin de procéder à l'enfouissement ou au déplacement hors rue des réseaux câblés d'électricité, de télécommunications et de câblodistribution.
Le 23 août 2016, le Conseil municipal a adopté la résolution CM16 0923 accordant un contrat de gré à gré à Vidéotron pour la réalisation de ses travaux. Depuis, des modifications ont été apportées au projet et l'estimation a été révisée pour en tenir compte.

Ce projet vise le tronçon de la rue Notre-Dame Est situé entre la 55e avenue et la rue Sainte-Maria-Goretti, qui a une longueur d'environ 1 600 mètres et prévoit l'enlèvement de 74 poteaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0923 - 23 août 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron s.e.n.c. pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89 - fiche no 43).

DESCRIPTION

Il s'agit d'augmenter de 164 204,55$ (taxes incluses) à 242 207,60 $ (taxes incluses) le montant du contrat de gré à gré à Vidéotron pour réaliser les travaux de démantèlement de leur réseau câblé aérien.

JUSTIFICATION

Ce contrat d'exécution de travaux doit être accordé de gré à gré, puisqu'il s'agit de travaux de nature exclusive que Vidéotron doit réaliser sur son réseau. Les travaux seront payés selon les coûts réels facturés avec facture à l'appui. La CSEM a validé l'estimation de Vidéotron en comparant les coûts à d'autres projets de nature similaire et en validant les quantités de câbles et d'équipements à démanteler.
Les raisons de l'augmentation des coûts sont principalement pour des heures de conception afin de trouver des routes pour desservir chaque bâtisse visée, pour l'analyse de plusieurs versions des plans préliminaires et pour répondre à des contraintes imposées par d'autres usagers (Hydro-Québec et Bell Canada).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser que la dépense soit augmentée de 164 20
Les crédits sont prévus au poste budgétaire:
2101.0010000.100810.06303.66503.016637.0000.000000.053002.00000.00002101.0010000

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a aucun impact relatif à la Covid-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Mai 2020
Conseil municipal : Mai 2020
Projet qui se complétera pour la fin de l'année 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières (Aminata - Ext OUATTARA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-04-14
Gilles G - Ext GAUDET Directeur STI-Planification		Serge A BOILEAU Président	
Tél :	514-384-6840 poste 244	**Tél :**	514 384-6840
Télécop. :	514-384-7298	**Télécop. :**	514 384-7298

VIDÉOTRON

DÉTAILS DE L'ESTIMÉ

INGÉNIERIE GRAND MONTRÉAL
2155 BOUL. PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC, H1V 2E4

DESCRIPTION DU PROJET

Date d'ouverture du projet	2016-04-27	Délai de livraison	120 jours ouvrables
Concepteur	KARIMA BACHÈNE	Superviseur	Gilles Guénette
Localisation des travaux	NOTRE-DAME EST/53 E AV./SAINTE-MARIA-GORETTI		

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Projet à facturer selon l'entente Bérubé Drapeau : A la demande de la CSEM, nous devons enfouir le réseau sur 2.6Km. Cela engendre l'enlèvement de 2.2Km de réseau aérien (coax et fibre), l'installation de 5Km de câble coaxial et de 0,8 Km de réseau de fibre en souterrain ainsi que le déplacement de 3 sources d'alimentation d'urgence.

INFORMATION CLIENT

Demandeur	Gilles Gaudet, urbaniste
Municipalité	MONTREAL
Date de besoin du client	2018-01-30
No. de projet (référence)	ING-247962

SOMMAIRE DES COÛTS

Catégorie	Nb. d'heure	Coût facturable	% Facturable au demandeur	Coût facturable au demandeur	Coût supporté par Vidéotron
Conception			-		
Conception interne	381,0	74 742,00 $	50 %	37 371,00 $	37 371,00 $
Ingénierie civile interne	30,8	6 067,60 $	50 %	3 033,80 $	3 033,80 $
Gestion C.C	8,0	1 576,00 $	50 %	788,00 $	788,00 $
Droits de passage		9 658,00 $	50 %	4 829,00 $	4 829,00 $
Construction			-		
Construction interne	1 266,8	230 557,60 $	50 %	115 278,80 $	115 278,80 $
Signalisation routière		8 241,00 $	50 %	4 120,50 $	4 120,50 $
Matériel			-		
Matériel interne		39 377,75 $	0 %	- $	39 377,75 $
Autres			-		
Valeur résiduelle du réseau en place		90 480,00 $	50 %	45 240,00 $	45 240,00 $
SOUS-TOTAL	**1 686,6**	**460 699,95 $**		**210 661,10 $**	**250 038,85 $**
TPS (5%)		23 035,00 $		10 533,06 $	12 501,94 $
TVQ (9.975%)		45 954,82 $		21 013,44 $	24 941,38 $
TOTAL	**1 686,6**	**529 689,77 $**		**242 207,60 $**	**287 482,17 $**

PRÉPARÉ PAR: KARIMA BACHÈNE 2020-04-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières

Dossier # : 1200025002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	D'autoriser une dépense additionnelle de 78 003,05 $, taxes incluses, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89), et du contrat accordé à Vidéotron (CM16 0923), majorant ainsi le montant total du contrat de 164 204,55 $ à 242 207,60 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certificat de fonds et de conformité GDD 1200025002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aminata - Ext OUATTARA
Chef comptable
Tél : 514 384 6840 poste 237

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514 384 6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1207231028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 912 300,00 $ (contrat: 8 793 000,00 $ + contingences: 879 300,00 $ + incidences: 240 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458018 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Foraction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 793 000,00$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458018 ;

2. d'autoriser une dépense de 879 300,00$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 240 000,00$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-28 21:26

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207231028**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 912 300,00 $ (contrat: 8 793 000,00 $ + contingences: 879 300,00 $ + incidences: 240 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458018 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2020 sera d'environ vingt-neuf (29) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,86 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux 2020 de réhabilitation de conduite d'eau potable afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats

différents. La présente demande d'octroi de contrat #458018 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires des arrondissements de Rosemont—La-Petite-Patrie et Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension. Ce projet est le sixième des huit (8) projets prévus cette année. Quatre (4) projets ont déjà été octroyés (voir décisions antérieures). Deux (2) autres projets sont présentement en cours. Un (1) appel d'offres est en préparation.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0402 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux: 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires - 1207231013.
CM20 0401 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires - 1207231009.

CM20 0395 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à FORACTION Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 990 187,72 $ (contrat: 8 877 443,38 $ + contingences: 887 744,34 $ + incidences: 225 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458012 - 2 soumissionnaires - 1207231021.

CM20 0276 - 23 mars 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage, dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 598 412,23 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458011 - 2 soumissionnaires - 1207231001.

CM19 0746 – 17 juin 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 520 042,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441223 - 3 soumissionnaires - 1197231043.

CM19 0575 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 5 126 191,04 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441221 - 2 soumissionnaires - 1197231034.

CM19 0572 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen Services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 885 671,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441222 - 3 soumissionnaires - 1197231040.

CM19 0568 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 244 856,93 $ (contrat: 7 343 324,48 $ + contingences: 734 332,45 $ + incidences: 167 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441215 - 2 soumissionnaires - 1197231020.

CM19 0417 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 896 204,82 $ (contrat: 6 141 095,29 $ + contingences: 614 109,53 $ + incidences: 141 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441217 - 2 soumissionnaires - 1197231011.

CM19 0416 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 414 272,68 $ (contrat: 2 133 884,26 $ + contingences: 213 388,42 $ + incidences: 67 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441218 - 3 soumissionnaires - 1197231007.

CM19 0415 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 546 221,90 $ (contrat: 6 721 110,82 $ + contingences: 672 111,08 $ + incidences: 153 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441216 - 2 soumissionnaires - 1197231004.

CM19 0183 - 25 février 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse - Dépense totale de 7 633 786,99 $ (contrat: 6 776 169,99 $ + contingences: 677 617,00 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires - 1187231083.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 4,0 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements de Rosemont—La-Petite-Patrie et Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 879 300,00 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 9.6 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal par rue;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;

4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités sont des pénalités complémentaires à celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l'analyse des deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 2,6 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

Considérant ces informations et que l'écart est inférieur à 10%, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #458018 (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 9 912 300,00 $, taxes incluses et comprend :

- un contrat avec Foraction inc. pour un montant de 8 793 000,00 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 879 300,00 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 240 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense de 9 912 300,00 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 9 051 251,11 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #18-071.

Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 7 août 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document *« Principes de gestion de la mobilité »* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le démarrage du présent contrat est prévu en juin 2020 dans les clauses contractuelles. Étant donné que la reprise des chantiers de construction est prévue le 11 mai prochain, il n'y a pas d'impact significatif lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : juin 2020
Fin des travaux : décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Nathalie VAILLANCOURT, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Daniel LAFOND, Rosemont - La Petite-Patrie
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Nathalie VAILLANCOURT, 23 avril 2020
Daniel LAFOND, 20 avril 2020
Hermine Nicole NGO TCHA, 16 avril 2020
Kathy DAVID, 16 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles GRONDIN
INGÉNIEUR

Tél : 514 872-2357
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-04-28

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 458018 — No du GDD : 1207231028

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme avec clause d'expérience

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 / 3 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 2 / 4 / 2020

Ouverture faite le : 9 / 4 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
26 / 3 / 2020	Repport d'ouverture	N/A
7 / 4 / 2020	Acceptation du cautionnement numérique	N/A

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 67

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 7 / 8 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
FORACTION INC.	8 793 000.00
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	9 796 896.73
Estimation interne	8 568 713.66

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **2.6%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **11.4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : FORACTION INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 8 793 000.00

Montant des contingences ($) : 879 300.00

Montant des incidences ($) : 240 000.00

Date prévue de début des travaux : 22 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 20 / 12 / 2020

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date: 15 avril 2020
Révision: 00
Par: Charles Grondin, ing.

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage et de voirie dans diverses rues de la ville de Montréal
Soumission : 458018

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À		Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Durée de réalisation
RPP-AQ-2020-01	000	Rosemont - La Petite-Patrie	**5e Avenue**	Laurier Est, avenue	Masson, rue	L	Souple	200	278	10 semaines
RPP-AQ-2020-02	000	Rosemont - La Petite-Patrie	**4e Avenue**	Laurier Est, avenue	Masson, rue	L	Souple	200	282	10 semaines
RPP-AQ-2020-03	000	Rosemont - La Petite-Patrie	**Saint-Zotique Est, rue**	Châtelain, rue	Pontoise, rue de	A	Mixte	250	218	8 semaines
RPP-AQ-2020-04	000	Rosemont - La Petite-Patrie	**D'Iberville, rue**	Masson, rue	Dandurand, rue	A	Mixte	200	266	8 semaines
RPP-AQ-2020-05	000	Rosemont - La Petite-Patrie	**18e Avenue**	Saint-Joseph Est, boulevard	Laurier Est, rue	L	Souple	200	286	8 semaines
RPP-AQ-2020-06	000	Rosemont - La Petite-Patrie	**Assomption, boulevard de l'**	Saules, avenue des	Sapins, avenue des	A	Souple	300	200	8 semaines
RPP-AQ-2020-07	000	Rosemont - La Petite-Patrie	**Jean-Talon Est, rue**	De Normanville, rue	Chambord, rue	A	Mixte	150	95	6 semaines
VSE-AQ-2020-01	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**41e Rue**	Pie-IX, boulevard	24e Avenue	L	Souple	150	171	8 semaines
VSE-AQ-2020-02	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**7e Avenue**	8e Avenue	Émile-Journault, avenue	L	Souple	150	173	8 semaines
VSE-AQ-2020-03	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**François-Perrault, rue**	Musset, avenue	Michel-Ange, rue	L	Mixte	200	126	8 semaines
VSE-AQ-2020-05	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**François-Perrault, rue**	Musset, avenue	L.-O.-David, rue	L	Mixte	150 200	121 128	8 semaines
VSE-AQ-2020-06	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**13e Avenue**	Denis-Papin, rue	Émile-Journault, avenue	L	Souple	150	206	8 semaines
VSE-AQ-2020-07	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**17e Avenue**	Louvain Est, rue de	Bressani, rue	L	Mixte	150	300	8 semaines
VSE-AQ-2020-08	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**12e Avenue**	Legendre Est, rue	Louvain Est, rue de	L	Souple	150	266	8 semaines
VSE-AQ-2020-09	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**8e Avenue**	Bélanger, rue	Jean-Talon Est, rue	L	Mixte	150 200	238 91	8 semaines
VSE-AQ-2020-10	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**13e Avenue**	Louvain Est, rue de	Champdoré, rue	L	Mixte	150	225	8 semaines
VSE-AQ-2020-11	000	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	**Tillemont, rue**	De Normanville, rue	Garnier, rue	L	Mixte	200	286	8 semaines
								Total	3956	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458018	DATE:
#GDD:	1207231028	DRM:	4580	2020/04/15
RESPONSABLE:	Charles Grondin			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout - TECQ**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100103	181542	8 832 099.12 $	8 793 000.00 $	879 300.00 $	0.00 $	C
1918100104	181543	219 151.99 $	0.00 $	0.00 $	240 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**9 051 251.11 $**	**8 793 000.00 $**	**879 300.00 $**	**240 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**9 051 251.11 $**	**8 793 000.00 $**	**879 300.00 $**	**240 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**9 912 300.00 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458018	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**15/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			8 793 000.00 $
TRAVAUX CONTINGENTS			879 300.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		50 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		110 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		20 000.00 $	
Gestion des impacts		20 000.00 $	
Surveillance environnementale		20 000.00 $	
Archéologie		20 000.00 $	
		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	240 000.00	240 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			9 912 300.00 $
Imputation (crédits)			9 051 251.11 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		431 063.27	859 971.23
Ristournes TPS et TVQ à 50%		861 048.89	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Charles Grondin

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100103**	**SOUMISSION:**	**458018**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181542**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**15/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Foraction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			8 793 000.00 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		879 300.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			9 672 300.00 $
Imputation (crédits)			8 832 099.12 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	420 626.22	839 149.32
Ristournes TPS et TVQ à 50%	840 200.88	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Charles Grondin

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100104**	**SOUMISSION:**	**458018**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181543**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**15/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		50 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		110 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		20 000.00 $	
Gestion des impacts		20 000.00 $	
Surveillance environnementale		20 000.00 $	
Archéologie		20 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	240 000.00	240 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			240 000.00 $
Imputation (crédits)			219 151.99 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	10 437.05	20 821.92
Ristournes TPS et TVQ à 50%	20 848.01	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Charles Grondin

Montréal

SOUMISSION 458018 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal

Arrondissements	**Rues**	
Rosemont-Petite-Patrie	5e Avenue, 4e Avenue, Saint-Zotique, d'Iberville, 18e Avenue, de l'Assomption, Jean-Talon Est,	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M. Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 et majeure au DTSI-M), les concepts sont résumés ici-bas.
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	41e Rue, 7e Avenue, 8e Avenue, 12e Avenue, 13e Avenue, François-Perrault, 17e Avenue, Tillemont	

RPP-AQ-2020-03 **Rue Saint-Zotique Est** De rue Chatelain à rue de Pontoise	**Occupation :** Fermeture complète avec circulation locale seulement de Saint-Zotique entre boulevard de l'Assomption et boulevard Lacordaire. Fermeture complète de Saint-Zotique entre rue Chatelain et rue de Pontoise avec maintien des vélos, d'un accès à l'entrée de l'hôpital et d'un accès à la rue Jeanne-Jugan. Fermeture complète avec circulation locale de Chatelain entre Bélanger et Beaubien avec maintien des vélos. Fermeture complète avec circulation locale seulement de rue de Pontoise entre Brossard et Saint-Zotique. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et dimanche de 10h à 19h.
RPP-AQ-2020-04 **Rue d'Iberville** De rue Masson à rue Dandurand	**Occupation :** Phase 1 : Fermeture complète d'Iberville entre des Carrières et Masson lors des travaux de remplacement de conduites transversales. Maintien d'une voie par direction lors des autres travaux. Fermeture complète de la direction est de Masson entre Papineau et d'Iberville. Fermeture complète de la voie d'accès à l'est de Masson. Phase 2 : Fermeture complète d'Iberville entre des Carrières et Masson lors des travaux d'excavation. Maintien d'une voie en direction nord lors des autres travaux. Fermeture complète avec circulation locale seulement de la rue Dandurand entre Fullum et 1re Avenue lors des autres travaux. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi de 9h30 à 15h30. Samedi de 8h à 19h et dimanche de 10h à 19h.
RPP-AQ-2020-06 **Boulevard de l'Assomption** De l'avenue des Saules à l'avenue des Sapins	**Occupation :** Fermeture complète du boulevard de l'Assomption entre avenue des Saules et avenue des Sapins et fermeture complète avec circulation locale seulement entre boulevard Rosemont et rue Sherbrooke lors des travaux de remplacement de conduites transversales. Maintien de l'accès pour les résidents et les ambulances. Maintien d'une voie par direction entre avenue des Saules et avenue des Sapins lors des autres travaux. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h30 à 15h30. Samedi de 8h à 19h et dimanche de 10h à 19h.
RPP-AQ-2020-07 **Rue Jean-Talon Est** De rue de Normanville à rue Chambord	**Occupation :** Maintien de deux voies en direction ouest et aucune entrave en direction est sur Jean-Talon entre de Normanville et Chambord. Fermeture complète avec circulation locale seulement de Chambord et de Normanville entre Jean-Talon et Castelnau avec maintien de la piste cyclable sur de Normanville. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et dimanche de 10h à 19h.
VSE-AQ-2020-09 **8e Avenue** De rue Bélanger à rue Jean-Talon Est	**Occupation :** Fermeture complète avec circulation locale seulement de la 8e avenue entre Jean-Talon et Saint-Zotique. Fermeture complète avec circulation locale seulement de la rue Bélanger entre boulevard Saint-Michel et rue d'Iberville lors des travaux de remplacement de conduites. Maintien d'une voie en direction ouest et d'une voie en direction est à contresens sur Jean-Talon à l'intersection avec 8e Avenue. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 19h, lundi au vendredi de 9h30 à 15h30. Samedi et dimanche de 9h à 17h.

Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'Entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. - L'Entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

Copie de l'article 4.1 du cahier des clauses administratives spéciales – A.O. #458018

4.1 Expérience du soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) Contrats qu'il a obtenus, dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'Adjudicataire du Contrat (non pas comme sous-traitant) au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de **1 000 m** en longueur de travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un Contrat dont la nature est semblable aux travaux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet de réhabilitation de conduite d'eau potable, incluant les interventions sur les branchements d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux, ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque Contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);
- le nom de l' (des) arrondissement(s) ou de la (des) municipalité(s) et de l'artère;
- la valeur du Contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture du présent appel d'offres;
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges dûment complété et référant à deux (2) contrats conformément aux exigences énoncées ci-dessus, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. En aucun cas la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit:

- **Adjudicataire du Contrat;**
- **Nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);**
- **Année(s) d'exécution des travaux;**
- **Montant du Contrat;**
- **Montant des travaux réalisés et facturés.**

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 mai 2018

FORACTION INC.
A/S MONSIEUR ROBERT PHANEUF
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QC) J3G 4S6

N° de décision : 2018-CPSM-1029709
N° de client : 3000146636

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous CONSTRUNEL, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). FORACTION INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **11 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 5 novembre 2019

FORACTION INC.
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE QC J3H 0M6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000146636
N° de demande :	1900015129
N° de confirmation de paiement :	053749

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 458018

Date de publication : 09-mars-20
Date d'ouverture : 04-avr-20

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Foraction inc.
2	Le Groupe Lécuyer Ltée.
3	Sanexen Services Environnementaux inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 912 300,00 $ (contrat: 8 793 000,00 $ + contingences: 879 300,00 $ + incidences: 240 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458018 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1207231028.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1204928001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Procova Inc., pour l'exécution des travaux de rénovation de la bibliothèque Saint-Henri (8134), située au 4707, rue Notre-Dame Ouest, dans l'arrondissement Sud-Ouest - Dépense totale de 1 266 748,56 $, taxes incluses (contrat : 956 592.00 $ + contingences : 143 488.80 $ + incidences : 166 667,76 $ - Appel d'offres public (IMM-15581) - (6 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à la compagnie Procova Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de rénovation de la bibliothèque Saint-Henri (8134), située au 4707, rue Notre-Dame Ouest dans l'arrondissement Sud-Ouest, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 956 592,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (# IMM-15581);

2. d'autoriser une dépense de 143 488,80 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 166 667,76 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-28 15:09

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204928001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Procova Inc., pour l'exécution des travaux de rénovation de la bibliothèque Saint-Henri (8134), située au 4707, rue Notre-Dame Ouest, dans l'arrondissement Sud-Ouest - Dépense totale de 1 266 748,56 $, taxes incluses (contrat : 956 592.00 $ + contingences : 143 488.80 $ + incidences : 166 667,76 $ - Appel d'offres public (IMM-15581) - (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 2008, le programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques de Montréal (le Programme RAC) est admissible à un financement dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal conclut entre le Ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) et la Ville de Montréal. Il consiste à soutenir la consolidation et le développement du réseau des bibliothèques de Montréal. La répartition du financement se fait comme suit : 40 % MCCQ et 60 % Service de la culture.

Un des volets du Programme RAC soutient le déploiement du libre-service et de la technologie RFID par le réaménagement des bibliothèques pour accueillir cette nouvelle technologie.

Le programme RFID a été structuré en trois (3) phases :

Phase 1 : Installation de puce RFID dans quatre (4) millions de documents, installation d'équipements pour la lecture des puces et nouveaux portiques antivols.

Phase 2 : Installation des postes de prêts en libre-service.

Phase 3 : Implantation du système de détection avec identification par radiofréquence (RFID) et libre-service.

La phase 3 du programme RFID est divisée en six (6) lots d'environ quatre (4) ouvrages chacun. Le présent sommaire décisionnel concerne une bibliothèque du troisième lot, soit la bibliothèque Saint-Henri, située au 4707, rue Notre-Dame Ouest, Montréal.

Le Service de la culture a confié au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) la mise en œuvre des projets pour le programme RFID - Phase 3.

L'appel d'offres public du projet de construction a été annoncé dans le Journal de Montréal

ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO). Cet appel d'offres d'une durée de trente et un (31) jours a été lancé le 20 janvier 2020 et les offres ont été ouvertes le 20 février 2020. Cinq (5) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres. Le délai de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours. Le contrat doit être octroyé en juin 2020. La nature des addenda est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No. 1	2020-01-21	Ajout d'une lecture de débits d'air des diffuseurs existants et de toutes les unités de CVCA existantes.	non
No. 2	2020-02-03	Question concernant la demande de l'architecte pour effectuer un calcul hydraulique par le soumissionnaire. Demande d'équivalence, le soumissionnaire était dirigé vers l'article 5.3.2 du CCAG.	non
No. 3	2020-02-07	Clarification demandée par le soumissionnaire pour la portion structure. Clarification demandée par le soumissionnaire pour les articles 3.8.1.4.2 et 3.8.1.4.3 de la section ''Instructions aux soumissionnaires''. Questions concernant l'entreposage des rayonnages et le portique antivol pendant les travaux de rénovation. Clarification demandée pour le type de pellicule givrée à installer sur les portes et le type de rayonnage. L'architecte a dirigé les soumissionnaires vers les différents articles de la section spéciale du cahier.	non
No. 4	2020-02-13	Clarifications demandées pour la section signalisation. Clarifications demandées pour la composition de murs, le bordereau de portes, la cloison vitrée et pour la finition.	non
No. 5	2020-02-17	Clarifications demandées pour les métaux ouvrés, l'entreposage temporaire de livres et la chute de retours temporaire.	non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0559 – 13 mai 2019 : Accorder un contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie à CGA architectes inc. et FNX-INNOV inc. (lot 3.4) pour réaliser le programme d'implantation du système de détection avec identification par radiofréquence (RFID) et libre-service - phase 3 - Dépense totale de 301 896,67 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 19-17377 (2 soum.);
CE19 0706 – 1er mai 2019 : Autoriser une dépense totale de 951 962,66 $, taxes incluses, pour les services professionnels en architecture et en ingénierie, afin de réaliser le programme d'implantation du système de détection avec identification par radiofréquence (RFID) et libre-service - phase 3 (lot 3) pour la bibliothèque de La Petite-Patrie (lot 3.1), la bibliothèque Saint-Henri (lot 3.2) et la bibliothèque de Notre-Dame-de-Grâce (lot 3.3), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

CM18 1242 – 22 octobre 2018 : Accorder un contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie à Les Architectes Labonté Marcil s.e.n.c. et Les services EXP inc. (lot 2.4) pour réaliser le programme d'implantation du système de détection avec identification par radiofréquence (RFID) et libre-service - phase 3 - Dépense totale de 249 690,94 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-16927 (2

soum.);

CE18 1602 – 3 octobre 2018 : Autoriser une dépense totale de 866 141,31 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en architecture et en ingénierie, afin de réaliser le programme d'implantation du système de détection avec identification par radiofréquences (RFID) et libre-service - phase 3 - pour les bibliothèques de Côte-des-Neiges (lot 2.1), de Parc-Extension (lot 2.2) et de Mercier (lot 2.3); conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16927 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

CM16 1444 – 20 décembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA+ s.e.n.c. pour la réalisation du programme d'implantation de détection avec identification par radio fréquence (RFID) - Phase 3 dans les bibliothèques identifiées, pour une somme maximale de 7 461 814,27$, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15016 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin;

CE16 1167 – 03 août 2016 : Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le Ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à la compagnie Procova Inc., pour la rénovation de la bibliothèque Saint-Henri.
Les travaux de rénovation comprennent, sans s'y restreindre, les éléments suivants :

· Réaménagement du secteur de l'entrée afin d'optimiser les services aux usagers par l'intermédiaire de la technologie RFID;
· Intégration de solutions de retour et de tri automatisé;
· Révision des espaces de travail des transits interbibliothèques des documents. L'objectif est de favoriser des aménagements sécuritaires qui réduisent les risques d'accident de travail;
· Réalisation des aménagements connexes reliés à ces interventions.

Un montant total pour les incidences de 166 667,76 $ taxes incluses se répartit comme suit :

· Entreposage d'équipements;
· Mobilier libre-service;
· Laboratoires;
· Mobilier;
· Équipement RFID;
· Autres incidences.

(Voir pièce jointe no 1 : Calcul des coûts du projet - SGPI)

JUSTIFICATION

Parmi les onze (11) preneurs du cahier des charges, six (6) ont déposé une soumission. Un (1) a déposé un avis de désistement **(Voir pièce jointe no 2 - Avis de désistement)**. À noter que l'Association de la construction du Québec prend systématiquement le cahier des charges sans déposer de soumission. Nous avons contacté les preneurs pour connaître leurs motifs de désistement et l'un d'eux à signifier que cela était dû à un manque de prix pour les spécialités.

Les onze (11) preneurs de cahier des charges sont :

· ACQ - Provinciale
· Afcor Construction Inc.
· Concept PVR Inc.
· Construction Bralteck Inc.
· Construction CPB Inc.
· Innovtech Construction Inc.
· 2862-5622 Québec Inc. FASRS Le Groupe St-Lambert
· Media Construction
· Procova Inc.
· Senterre Entrepreneur Général Inc.
· Ville de Montréal – Arrondissement Lasalle

Les six (6) preneurs de cahier des charges ayant remis une soumission sont :

· Procova Inc.
· 2862-5622 Québec Inc. FASRS Le Groupe St-Lambert
· Afcor Construction Inc.
· Construction CPB Inc.
· Media Construction
· Construction Bralteck Inc.

L'analyse de conformité des soumissions révèle que les six (6) soumissionnaires sont jugés conformes. **(voir pièce jointe no. 3 : Analyse_conformité_soumissions***).*

Les résultats de l'appel d'offres sont résumés dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires	**Prix taxes incluses**	**Contingences taxes incluses**	**Total taxes incluses**
Procova inc.	956 592,00 $	143 488,80 $	1 100 080,80 $
2862-5622 Québec Inc. FASRS Le Groupe St-Lambert	999 255,77 $	149 888,37 $	1 149 144,14 $
Afcor construction Inc.	1 048 572,00 $	157 285,80 $	1 205 857,80 $
Construction CPB Inc.	1 084 486,28 $	162 672,94 $	1 247 159,22 $
Media Construction	1 312 723,61 $	196 908,54 $	1 509 632,15 $
Construction Bralteck Inc.	1 313 366,32 $	197 004,95 $	1 510 371,27 $
Dernière estimation réalisée par les professionnels	806 492,14 $	120 973,82 $	927 465,96 $
Coût moyen des soumissions conformes			
(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 287 040,90 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			
((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			17,00%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			

(la plus haute conforme – la plus basse conforme)	410 290,47 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	37,30%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	
(la plus basse conforme – estimation)	172 614,84 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	18,61**%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	
(la deuxième plus basse – la plus basse)	49 063,34 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	4,46%

La dernière estimation réalisée par les professionnels datée du 7 janvier 2020 est au montant de 806 492,14 $, taxes incluses.

Les professionnels justifient principalement cet écart par : les montants attribués aux clauses générales et administratives et aux conditions du marché. Cette surchauffe s'explique par le très grand nombre de mises en chantier combiné à la pénurie de main-d'œuvre.

La différence entre la plus basse soumission conforme et l'estimation représente un écart de 18,61 % à la hausse. Le montant attribué par l'entrepreneur au profit et à l'administration justifie l'écart entre la soumission de celui-ci et de l'estimation des professionnels.

L'écart entre Procova et Construction Bralteck peut sûrement s'expliquer par la présence de Procova sur quelques projets RFID ce qui leur permet d'avoir une économie d'échelle avec ses fournisseurs, sous-traitants et personnels. Il faut comprendre que chaque compagnie a sa propre stratégie d'affaires. Par exemple, Procova a pu choisir de viser à obtenir plusieurs chantiers avec un profit moindre, mais qu'au cumulatif, rapporteront plus de profits à la compagnie par la stratégie d'économie d'échelle. Construction Bralteck a possiblement choisi une stratégie différente soit d'obtenir moins de chantiers avec plus de profits.

La compagnie Procova Inc., n'est pas sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni sur le registre des firmes sanctionnées en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Bien que l'attestation de l'autorité des marchés publics (AMP) ne soit pas requise pour l'adjudication, selon la dernière mise à jour du registre en date du 1er mars 2020, la compagnie Procova Inc. détient le numéro de client suivant : 3000144068.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 1 266 748,56 $ taxes incluses, incluant les contingences de 143 488,80 $ taxes incluses et les incidences de 166 667,76 $ taxes incluses **(voir pièce jointe no 1: Calcul des coûts du projet - SGPI)** sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 1 156 710,28 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-018 Programme RFID.

La dépense est réalisée dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

La dépense de 1 156 710,28 $ est subventionnée au montant de 771 178,74 $, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 385 531,54 $ et a fait l'objet de la recommandation de crédit suivante : RC 19-02.01.01.00-0092

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
36615 - Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID - Programme RAC	347	39	-	-	386
	347	39	-	-	386

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet respecte les objectifs de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal. Toutefois, compte tenu du type et de l'envergure des travaux, ce projet ne vise pas la certification LEED. Plusieurs principes de développement durable seront appliqués, soit : le choix de matériaux les moins dommageables pour la santé, d'équipements écoénergétiques, de produits à base de matière recyclée ainsi que la gestion des déchets de construction.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report ou l'annulation de ce contrat aurait un impact majeur sur la réalisation du projet de rénovation de la bibliothèque Saint-Henri et sur le bon déroulement du programme RFID.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les chantiers de construction étant présentement fermés pour une durée indéterminée, il est possible que le début des travaux de ce projet soit retardé en raison de la COVID-19. L'exécution de ces travaux le plus tôt possible apportera un soutien à la relance économique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications. Une stratégie de communication est cependant prévue en amont et durant les travaux ainsi que pour soutenir la promotion du libre-service, une fois les travaux terminés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 13 mai 2020
Conseil municipal : 25 mai 2020
Début des travaux : juin 2020
Fin des travaux : mars 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet a suivi le processus normal d'appel d'offres et d'octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amélie HARBEC, Service de la culture
Mylène BERNARD, Service de la culture

Lecture :

Mylène BERNARD, 9 mars 2020
Amélie HARBEC, 9 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel MONTREUIL
Agent technique en architecture

Tél : 514-872-7695
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-04

Annie DESSUREAULT
Voir délégation de pouvoir, pièce jointe no.4

Tél : 514-872-0435
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-28

Service de la gestion et de la planification immobilière	Projet:	**Appel d'offres IMM-15581**
Direction de la gestion de projets immobiliers		**Travaux de rénovation de la Bibliothèque Saint-Henri**
Division des programmes		**Calcul du coût du projet par le SGPI**

	Montant	TPS 5,000%	TVQ 9,975%	TPS + TVQ	TOTAL
Soumissionnaire	832 000,00 $	41 600,00 $	82 992,00 $	124 592,00 $	956 592,00 $
Contingence	124 800,00 $	6 240,00 $	12 448,80 $	18 688,80 $	143 488,80 $
Total	**956 800,00 $**	**47 840,00 $**	**95 440,80 $**	143 280,80 $	**1 100 080,80 $**
<u>Travaux incidents :</u>					
Entreposage d'équipements	*25 000,00 $*	*1 250,00 $*	*2 493,75 $*	*3 743,75 $*	*28 743,75 $*
Mobilier libre-service	*15 000,00 $*	*750,00 $*	*1 496,25 $*	*2 246,25 $*	*17 246,25 $*
Laboratoires	*15 000,00 $*	*750,00 $*	*1 496,25 $*	*2 246,25 $*	*17 246,25 $*
Mobiler	8 000,00 $	400,00 $	798,00 $	1 198,00 $	9 198,00 $
Équipement RFID	57 000,00 $	2 850,00 $	5 685,75 $	8 535,75 $	65 535,75 $
Autres incidences	24 960,00 $	1 248,00 $	2 489,76 $	3 737,76 $	28 697,76 $
Total	**144 960,00 $**	**7 248,00 $**	**14 459,76 $**	**21 707,76 $**	**166 667,76 $**
Coût des travaux (montant à emprunter)					**1 266 748,56 $**

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**IMM-15581**
Titre d'AO :	**Réaménagement de la Bibliothèque Saint-Henri pour l'implantation de la phase III du proj**
Date d'ouverture :	**20-févr-20**
Heure d'ouverture :	**13h30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Procova Inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	956 592,00 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	2862-5622 Québec inc. FASRS le Groupe St-Lambert
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	999 255,77 $
Dernière estimation :	806 492,14 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	19%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	4%
Nombre de soumissions déposées :	6

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Procova Inc.	956 592,00 $	Conforme	conforme	
2	2862-5622 Québec inc. FASRS le Groupe St-Lambert	999 255,77 $	Conforme	conforme	
3	Afcor Construction Inc.	1 048 572,00 $	Conforme	conforme	
4	Construction CPB Inc.	1 084 486,28 $	Conforme	CONFORME	
5	Media Construction	1 312 723,61 $	Conforme	CONFORME	
6	Construction Bralteck Inc.	1 313 366,32 $	Conforme	CONFORME	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : Pierre Labonté, architecte Date : 2020.03.04

Vérifiée par : Date :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Réaménagement de la Bibliothèque Saint-Henri pour l'implantation de la phase III du projet RFID et libre-service

No D'APPEL D'OFFRES : IMM-15581

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes): 956 592,00 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

Procova Inc.

No SEAO : 1335040

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 1

Pierre Labonté, Architecte
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2020.03.04
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : conforme
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER QUESTIONS	CONSTAT OUI	NON	SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.3.6	2.11	**Règlement sur la gestion contractuelle (RGC)**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC fait partie du Registre RGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			○ Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			○ Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC se trouve sur la ListeRGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☐								
			○ Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☐								
			○ Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☐								
			○ La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☐	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
9	2.2.4.2	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.4.4	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☑	☐	☐							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

2020.03.04
Date

Pierre Labonté. Architecte
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Réaménagement de la Bibliothèque Saint-Henri pour l'implantation de la phase III du projet RFID et libre-service

No D'APPEL D'OFFRES : IMM-15581

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes): 999 255,77 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

2862-5622 Québec inc. FASRS le Groupe St-Lambert

No SEAO : 1335040

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 2

Pierre Labonté, Architecte
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2020.03.04
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : conforme
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.3.6	2.11	**Politique de gestion contractuelle**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			○ Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			○ Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☐								
			○ Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☐								
			○ Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☐								
			○ La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
9	2.2.4.2	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.4.4	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☑	☐	☐							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

2020.03.04
Date

Pierre Labonté. Architecte
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Réaménagement de la Bibliothèque Saint-Henri pour l'implantation de la phase III du projet RFID et libre-service

No D'APPEL D'OFFRES : IMM-15581

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes): 1 048 572,00 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

Afcor Construction Inc.

No SEAO : 1335040

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 3

Pierre Labonté, Architecte
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2020.03.04
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : conforme
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER QUESTIONS	CONSTAT OUI	NON	SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut .	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.3.6	2.11	**Politique de gestion contractuelle**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			○ Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			○ Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☐								
			○ Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☐								
			○ Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☐								
			○ La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
9	2.2.4.2	2.9.1.3	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.4.4	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☑	☐	☐							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

2020.03.04
Date

Pierre Labonté. Architecte
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

Montréal

Service institutionnels Direction gestion des projets immobiliers 303, rue Notre-Dame Est, 3e étage Montréal (Québec) H2Y 3Y8	**AVIS DE DÉSISTEMENT**	Appel d'offres public N° IMM 15581 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20191127

Numéro d'appel d'offres : IMM 15581

Titre de l'appel d'offres : **RÉAMÉNAGEMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE DE SAINT-HENRI POUR L'IMPLANTATION DE LA PHASE III DU PROJET RFID ET LIBRE-SERVICE**

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner le plus tôt possible à l'adresse suivante courriel:

immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges • Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de soumission et d'octroi • Les délais de la Soumission sont insuffisants. • La période de soumission ne convient pas au Soumissionnaire. • Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service • Le Fournisseur est Sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance • Produit ou service non offert. • Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison • Délais de livraison hors d'atteinte. • Les Fournisseurs ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes • Le carnet de commandes du Soumissionnaire est complet présentement.		
Garanties • Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée. • Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres	x	manque de temps

Innovtech Construction

(Nom de l'entreprise)

Mélissa Fonvieille

(Signature du représentant de l'entreprise)

21/02/2020

(Date)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204928001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Procova Inc., pour l'exécution des travaux de rénovation de la bibliothèque Saint-Henri (8134), située au 4707, rue Notre-Dame Ouest, dans l'arrondissement Sud-Ouest - Dépense totale de 1 266 748,56 $, taxes incluses (contrat : 956 592.00 $ + contingences : 143 488.80 $ + incidences : 166 667,76 $ - Appel d'offres public (IMM-15581) - (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1204928001_CULTURE.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Julie NICOLAS
Conseillere budgetaire
Tél : 514 872-7660
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1190552001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Michel de Broin, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Atelier MdB Ltée, au montant maximal de 632 362,50 $ taxes incluses (577 431,25 $ net de ristournes) pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Sporophores" pour le projet d'aménagement de la diagonale piétonne du projet MIL Montréal/ Approuver un projet de convention à cette fin.

1. d'approuver un projet de convention par lequel Michel de Broin, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Atelier MdB Ltée, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin pour une somme maximale de 632 362,50 $ taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-26 14:08

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190552001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Michel de Broin, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Atelier MdB Ltée, au montant maximal de 632 362,50 $ taxes incluses (577 431,25 $ net de ristournes) pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Sporophores" pour le projet d'aménagement de la diagonale piétonne du projet MIL Montréal/ Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

L'octroi de ce contrat d'oeuvre d'art public s'inscrit dans le contexte du projet urbain MIL Montréal (site Outremont et ses abords), pour lequel le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) agit à titre de requérant. Le projet prévoit l'intégration d'une oeuvre d'art public fragmentée le long de la diagonale piétonne située entre les avenues Outremont et Querbes, à proximité du nouveau parc Pierre-Dansereau. Cette intervention a été identifiée dans le document de planification des *Lignes directrices d'aménagement du domaine public du site Outremont et ses abords* finalisé en 2017. Le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) est l'exécutant des travaux d'aménagement et collabore à ce titre à l'intégration de l'oeuvre au site.

En collaboration avec le SUM, le Bureau d'art public du Service de la culture (SC) a tenu un concours sur invitation aux artistes professionnels afin de doter la diagonale piétonne d'une oeuvre d'art public. Lors de la première rencontre du jury tenue le 14 septembre 2018, 30 artistes ont été invités à soumettre un dossier de candidature. Parmi les 14 dossiers de candidature reçus et jugés conformes, ce même jury a désigné, lors de la deuxième rencontre tenue le 8 novembre 2018, quatre artistes finalistes pour produire une proposition complète. Il s'agissait de Patrick Beaulieu, Ludovic Boney, Michel de Broin et Karine Payette. Lors de la rencontre pour le choix du lauréat, le 30 avril 2019, le jury a recommandé la proposition de Michel de Broin intitulée "Sporophores".

Le jury formé spécifiquement pour ce concours était composé de : Yves Banchongphanith, représentant des citoyens; Christine Bernier, professeure d'histoire de l'art, Université de Montréal; Stéphane Bertrand, commissaire indépendant; Louis-Henri Bourque, chef de

division des projets urbains, Service de l'urbanisme et de la mobilité; Annie Gauthier, directrice des collections et de la recherche, Musée national des beaux-arts du Québec; Anne-Marie Poitras, directrice culture, sports, loisirs et développement social, arrondissement d'Outremont et Danièle Racine, commissaire, Service de la culture.

Plusieurs mois se sont écoulés entre la sélection du lauréat par le jury et le présent GDD qui vise l'octroi du contrat à l'artiste. Un réaménagement dans les budgets a entraîné le report de certains projets dont celui-ci. Les budgets étant maintenant à nouveau disponibles, ce projet d'art public pourra être réalisé comme convenu, mais avec un échéancier revisé et adapté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0077 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat de services artistiques à Patrick Bernatchez, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Studio Patrick Bernatchez Inc., au montant maximal de 1 207 237,50$, taxes et contingences incluses (1 102 368,75$ net de ristournes de taxes), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "29 • 53" sur la place centrale du site Outremont / Approuver un projet de convention à cette fin;
CE18 1550 - 5 septembre 2018 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours sur invitation, en collaboration avec le Service de la mise en valeur du territoire, pour l'acquisition d'une oeuvre d'art public pour la diagonale piétonne du Site Outremont. Autoriser une dépense de 45 990 $ taxes incluses (41 995$ net de ristourne), pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet;

CE18 0308 - 28 février 2018 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public, en collaboration avec le Service de la mise en valeur du territoire, pour l'acquisition d'une oeuvre d'art public pour la place centrale du Site Outremont. Autoriser une dépense de 57 487,50 $ taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet;

CM11 0284 - 11 avril 2011 - Adopter le règlement autorisant un emprunt de 120 407 000 $ pour le financement des travaux municipaux et un emprunt de 21 700 000 $ pour le financement de la contribution municipale à l'Université de Montréal, requis dans le cadre du projet du campus Outremont;

DESCRIPTION

L'oeuvre "Sporophores" se compose de plusieurs sculptures en bronze réparties le long de la diagonale piétonne toutes mises en relation les unes avec les autres. Les sporophores, qui sont la partie visible des champignons, suggèrent l’existence souterraine d’un réseau mycélien, un système racinaire complexe. Les sculptures, à la fois industrielles, mécaniques et organiques, s'apparentent aux infrastructures souterraines de la ville. Sensuels, ces organismes fongiques s'enroulent sur eux-mêmes, forment des noeuds et se tordent, offrant un contraste saisissant avec les canalisations industrielles. L'oeuvre constitue également une métaphore des collaborations scientifiques à venir dans le nouveau complexe des sciences de l'UdM qui se situe à proximité de la diagonale, en plus de rappeler la relation entre l'humain et la nature.
À l'échelle du piéton, les composantes de l'oeuvre ont une hauteur approximative de 1m70. Le bronze est un matériau sélectionné en sculpture traditionnellement pour sa malléabilité et assurer la pérennité de l’oeuvre dans le temps. Le choix du bronze permet de garantir une durabilité aux Sporophores et de réaliser la souplesse des silhouettes aux formes arrondies. Compte tenu du positionnement de l'oeuvre dans un parc, un entretien minime sera requis et l'artiste souhaite laisser la patine des sculptures de bronze nues évoluer dans le temps et arborer une teinte vert-de-gris par oxydation naturelle. Le projet est supervisé par un ingénieur mandaté par l'artiste qui s'assurera de la stabilité et de la sécurité des oeuvres en plus de voir à la sécurité des usagers en tenant compte des exigences relatives

à la sécurité des équipements de jeu vu la proximité d'une aire de jeu pour enfants dans le parc. Le projet a été évalué par le Comité technique de la Ville le 23 avril 2019 et il a été soulevé que le choix des matériaux et le traitement qui leur est accordé tenaient compte des exigences de pérennité des oeuvres d'art dans l'espace public.

Les services de l'artiste comprennent notamment : les honoraires et les droits d'auteur; les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'oeuvre; les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'oeuvre; l'achat et la transformation des matériaux; le transport, la fabrication, l'assemblage et l'installation de l'oeuvre; les permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation et à l'installation de l'oeuvre; les frais d'administration et d'assurance. Les travaux de réalisation seront exécutés selon les documents présentés par l'artiste.

Cette dépense est inscrite au PTI 2020-2022 qui prévoit la somme de 577 431,25 $ net de ristournes à la fiche PTI 19_4802_9 :

Frais liés au projet d'art public	Montants avant taxes	Montants taxes incluses	Montants nets de ristournes
Contrat de l'artiste	500 000,00 $	574 875,00 $	524 937,50 $
Contingences	50 000,00 $	57 487,50 $	52 493,75 $
Total	550 000,00 $	632 362,50 $	577 431,25 $

JUSTIFICATION

L’intégration de l’art public aux aménagements du projet MIL Montréal (site Outremont et ses abords) vise à offrir des expériences artistiques variées et adaptées à chacun des contextes d’implantation comme le prévoient les orientations en art public énoncées dans les *Lignes directrices d’aménagement du domaine public du site Outremont et ses abords.* Plus précisément, les interventions en art public participeront à l'expérience du site en soutenant des gestes structurants et en agissant comme repères, à l'échelle du secteur. Ce projet de requalification vise aussi à consolider le rôle de Montréal comme ville de savoir, tout en stimulant des retombées sociales et économiques pour les secteurs environnants. L’intégration de l’art public vise à contribuer à la qualité des aménagements réalisés et à faire des oeuvres des éléments identitaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 632 362,50 $, taxes incluses, incluant des contingences de 57 487,50$ sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 577 431,25 $ net de ristourne sera financé par le règlement d’emprunt de compétence locale # 11-006 ".du règlement – « projet du campus Outremont ».

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 du SUM et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	Total
Projet 39 001 - Campus Outremont - Infrastructures et aménagement	274	303	577
Total budget net par année	**274**	**303**	**577**

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* , en particulier les actions no. 10 et 11 qui visent à "Protéger, restaurer et mettre en valeur le patrimoine montréalais" puis "Soutenir le développement de la culture locale" pour assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé (priorité 3).
Le projet MIL Montréal a été identifié comme premier « projet phare d'aménagement » dans le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise (Montréal Durable 2016-2020). À travers ses interventions, la Ville vise l'intégration de pratiques exemplaires en matière de développement durable à toutes les étapes et dans toutes les dimensions du projet pour permettre à Montréal de se démarquer et de rayonner ici et à l'international.

Par ailleurs, la Ville de Montréal et l'Université de Montréal se sont engagées, dans l'Entente sur les conditions de réalisation signée en 2011, à obtenir la certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) pour l'aménagement de quartiers (LEED-AQ). Les crédits LEED-AQ sous la responsabilité de la Ville visent notamment l'aménagement d'un environnement favorisant les déplacements actifs, la décontamination et la réhabilitation des sols, l'amélioration de l'efficacité énergétique des infrastructures et des équipements, la gestion des déchets de construction et la prévention de la pollution pendant le chantier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'oeuvre de Michel de Broin proposera un parcours déambulatoire le long de la diagonale piétonne qui permettra aux usagers du parc d'interagir avec des oeuvres d'art public accessibles, à échelle humaine, et de réfléchir au sens de ces objets incongrus, mais fascinants.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce projet d'art public fait partie intégrante de la diagonale piétonne du projet MIL Montréal (site Outremont et ses abords). Dans le contexte de la COVID-19, l'octroi de ce contrat aura un impact positif et significatif sur l'ensemble de la communauté artistique, car la rémunération des artistes pour la création d'oeuvres d'art offre un soutien direct aux créateurs en ces temps difficiles. L'échéancier de travail a été ajusté en fonction de la situation actuelle et pourrait l'être à nouveau. L'artiste pourra débuter son travail préparatoire dès l'octroi du contrat puis la réalisation dès la reprise des activités du secteur de la construction.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le CM : 25 mai 2020
Fabrication de l'oeuvre : juin 2020 - juin 2021
Installation: juin 2021 ou automne 2021
Inauguration : à confirmer

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne-Marie POITRAS, Outremont
Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marion DEMARE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Marion DEMARE, 28 juin 2019
Louis-Henri BOURQUE, 28 juin 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle RIENDEAU
Agente de développement culturel

Tél : (514) 872-1244
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-27

Stéphanie ROSE
Chef de division par intérim

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-04-24

CONTRAT D'EXÉCUTION D'OEUVRE D'ART

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la présente résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MICHEL DE BROIN**, artiste, faisant affaire sous le nom Atelier MdB Ltée, ayant sa principale place d'affaire au 6032, rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, H2T 2X5;

TPS : 837 579 770 RT 0001
TVQ : 1220924358 TQ 0001

Ci-après appelé le « **Contractant** »

Le Contractant et la Ville sont individuellement ou collectivement nommés la « Partie » ou les « Parties »

ATTENDU QUE le comité exécutif a adopté, le 5 septembre 2018, une résolution visant la création d'une œuvre d'art fragmentée pour la diagonale piétonne du site Outremont, et qu'il a autorisé les crédits nécessaires à cette fin (CE18 1500);

ATTENDU QU'un concours a été organisé pour le choix de cette Œuvre d'art;

ATTENDU QUE le 30 avril 2019, le jury a retenu la proposition du Contractant;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document préparé par le Contractant, décrivant l'Œuvre d'art et daté du 29 avril 2019;

1.2 « **Annexe 2** » : le texte préparé par l'Unité d'affaires et intitulé « Concours pour une œuvre d'art public sur la diagonale piétonne du site Outremont dans sa version finale datée du 31 juillet 2018;

1.3 « **Annexe 3** » : le plan de localisation de l'Œuvre d'art sur la diagonale piétonne;

1.4 « **Annexe 4** » : le document intitulé : Compte rendu - Rencontre d'information aux finalistes produit à la suite de la rencontre du 10 décembre 2018;

1.5 « **Dessins** » : la représentation de l'Œuvre d'art en deux dimensions sous forme de dessin;

1.6 « **Maquette** » : la représentation de l'Œuvre d'art telle que présentée au jury par le Contractant;

1.7 « **Œuvre d'art** » : l'œuvre intitulée *Sporophores*, décrite à l'Annexe 1 du présent contrat;

1.8 « **Responsable** » : le chef de division de l'Unité d'affaires de la Ville ou son représentant autorisé;

1.9 « **Unité d'affaires** » : la division des Équipements culturel et Bureau d'art public du Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

Aux fins des présentes, la Ville retient les services du Contractant qui s'engage à exécuter l'Œuvre d'art conformément à la Maquette et aux Annexes 1 et 2 du présent contrat, et à l'installer à l'emplacement illustré à l'Annexe 3.

Toute modification aux Annexes des présentes doit être préalablement approuvée par écrit par les Parties.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

3.1 réaliser et installer l'Œuvre d'art conformément à la Maquette et aux Annexes, le cas échéant, à obtenir l'autorisation écrite du Responsable avant d'apporter des changements qui modifient le concept de l'Œuvre d'art tel qu'accepté;

3.2 verser les honoraires ou les salaires aux personnes dont il s'adjoint les services ou avec lesquelles il collabore pour la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art;

3.3 présenter au Responsable, pour approbation écrite, les plans d'ingénieur, les dessins d'atelier ou les plans et devis comprenant les ancrages pour la réalisation de l'Œuvre d'art, le tout approuvé par un ingénieur en structure et modifier, à ses frais, lesdits documents si, de l'avis du Responsable, l'Œuvre d'art présente des dangers pour la sécurité du public;

3.4 fournir tous les matériaux nécessaires à l'exécution et à l'installation de l'Œuvre d'art et procéder à son installation au plus tard le 1er août 2021 et, le cas échéant, remettre le site en état;

3.5 collaborer avec le Responsable et les autres représentants de la Ville, les consultants et les fournisseurs pour assurer, entre autres, le respect du calendrier des travaux;

3.6 transmettre au Responsable les rapports d'étape requis montrant l'avancement des travaux et, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, lui transmettre un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts et du respect du calendrier;

3.7 préparer un devis d'entretien de l'Œuvre d'art;

3.8 transmettre au Responsable le devis d'entretien et un avis lui indiquant que l'Œuvre d'art est prête pour l'acceptation finale par la Ville, selon la procédure établie par le Responsable;

3.9 prendre fait et cause pour la Ville, ses représentants ou ses employés, dans toute réclamation ou poursuite résultant directement ou indirectement du présent contrat, et à tenir la Ville, ses représentants ou ses employés indemnes de toute décision ou jugement qui pourrait être prononcé contre eux en capital, intérêts et frais;

3.10 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ; toute facture ne comportant pas ces informations sera retournée au Contractant pour correction, aux frais de ce dernier;

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, la Ville s'engage à :

4.1 lui verser une somme forfaitaire de **CINQ CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE DOLLARS (574 875 $)**, incluant toutes les taxes applicables, payable comme suit :

- CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 $) lors de la signature du présent contrat;

- CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 $), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable des plans et devis du projet, accompagné d'une facture;

- CENT VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (125 000 $), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ 60 %, accompagné d'une facture;

- CENT VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (125 000 $), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ 85 %, accompagné d'une facture;

- le solde de VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE DOLLARS (24 875 $), dans les trente (30) jours de la remise des documents prévus aux paragraphes 3.7 et 3.8 et de l'acceptation de l'Œuvre d'art par le Responsable, accompagnés dune facture;

4.2 fournir au Contractant la collaboration du Responsable pour toute question qui pourrait être soulevée quant aux obligations des Parties prévues au présent contrat;

4.3 aviser immédiatement le Contractant si des modifications sont apportées à l'aménagement et que celles-ci ont une incidence sur l'Œuvre d'art; dans ce cas, le Responsable doit voir avec le Contractant à ce que ces modifications respectent les principales données de l'Œuvre d'art;

4.4 entretenir l'Œuvre d'art, conformément au devis d'entretien déposé par le Contractant;

4.5 fournir et installer, à ses frais, une plaque d'identification de l'Œuvre d'art faite dans un matériau durable, en indiquant le nom du Contractant ou son pseudonyme, le titre de l'Œuvre d'art et l'année de sa réalisation. La Ville consultera le Contractant sur la localisation et le texte de la plaque.

4.6 fournir et réaliser les fondations nécessaire à l'œuvre d'art, jusqu'à un maximum de CINQUANTE-SEPT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (57 487.50 $), incluant toutes les taxes applicables;

ARTICLE 5
ASSURANCES

5.1 Le Contractant doit souscrire et maintenir en vigueur, pour la durée du présent contrat, à ses frais et à son nom, une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000,00 $) par événement ou accident, dont une copie doit être remise au Responsable dans les dix (10) jours de la signature des présentes; si le Contractant détient déjà une police d'assurance, il s'engage à la modifier de façon à couvrir l'objet du présent contrat.

5.2 Dans tous les cas où le Contractant retient les services d'un sous-traitant aux fins de la réalisation de l'Œuvre d'art, le Contractant doit s'assurer, préalablement à l'embauche de ce sous-traitant, que ce dernier détient une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000,00 $) par événement ou accident. Le Contractant devra remettre au Responsable une copie certifiée de cette assurance dans les dix (10) jours de l'embauche de ce sous-traitant.

ARTICLE 6
DOMMAGES

6.1 Le Contractant est responsable de toute perte ou dommage causé à ou par l'Œuvre d'art, par sa faute ou négligence, ou par celle d'une personne agissant sous sa responsabilité, jusqu'à son acceptation finale par le Responsable.

6.2 Advenant que l'Œuvre d'art soit endommagée ou détruite pendant la période décrite au paragraphe 7.1, le Contractant devra effectuer, à ses frais, le remplacement de l'Œuvre d'art ou faire les réparations nécessaires à la satisfaction du Responsable.

6.3 La Ville s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'Œuvre d'art contre les dommages qui pourraient survenir du fait des travaux d'aménagement exécutés par la Ville, jusqu'à la fin de ceux-ci; tout dommage ainsi causé sera réparé aux frais de la Ville après consultation avec le Contractant.

ARTICLE 7
GARANTIES APPLICABLES À L'OEUVRE D'ART

7.1 Le Contractant garantit l'Œuvre d'art contre tous les bris et les détériorations, pendant une période de trois ans après l'acception finale de l'Œuvre d'art par le Responsable, exception faite de ces bris et détériorations qui résultent de l'usure normale, du défaut d'entretien, du vandalisme, de la négligence ou de l'incurie de la Ville.

7.2 Durant cette période, le Contractant s'engage, sur réception d'un avis écrit du Responsable, à effectuer les réparations requises dans un délai convenable, accepté par les Parties.

ARTICLE 8
ACCEPTATION DE L'OEUVRE D'ART

8.1 Le Responsable devra faire connaître son acceptation ou son refus des travaux dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de remise de l'Œuvre d'art et du devis d'entretien.

8.2 Le Responsable peut refuser la totalité des travaux ou une partie de ceux-ci s'ils ne sont pas conformes à la Maquette ou à tout autre document fourni par le Contractant, et accepté par le Responsable; le Contractant doit, dans ces circonstances, reprendre, à ses frais, les travaux jusqu'à complète satisfaction du Responsable.

8.3 Lorsque l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art dépend de l'exécution de travaux préalables exécutés par d'autres personnes, le Contractant s'assurera qu'ils sont à son entière satisfaction et acceptés par le Responsable, avant de commencer son propre travail.

8.4 Le fait pour le Contractant de commencer l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art constitue en soi une acceptation du travail préalable.

ARTICLE 9
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

9.1 L'Œuvre d'art devient la propriété de la Ville à son acceptation finale par le Responsable et les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés par le Contractant, le deviennent dès leur remise à la Ville.

9.2 La Ville s'engage à conserver l'Œuvre d'art dans son cadre actuel pendant une période de 25 ans. Cependant, la Ville pourra, si l'intérêt public l'exige, après consultation de spécialistes de la Ville, déplacer, relocaliser, entreposer l'Œuvre d'art, pourvu que telle mesure prise par la Ville concerne l'ensemble de l'Œuvre d'art. Après ladite période de 25 ans, la Ville pourra, en outre, à sa seule discrétion, aliéner ou disposer de l'Œuvre d'art. Le Contractant reconnaît expressément que toutes les mesures prises par la Ville en vertu du présent article ne peuvent constituer en aucun cas une atteinte à ses droits moraux.

9.3 Si l'Œuvre d'art est endommagée ou détériorée, la Ville peut, à son entière discrétion, la faire réparer; dans une telle éventualité, elle doit, sauf en cas d'urgence, demander au Contractant, par écrit, une consultation quant aux mesures à prendre. Si le Contractant ne donne pas suite à cet avis dans les trente (30) jours de son expédition, la Ville pourra procéder aux travaux de sa propre initiative, mais après consultation d'un de ses spécialistes en la matière, en essayant de respecter l'honneur et la réputation du Contractant.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier en tout temps le présent contrat sur avis écrit au Contractant à cet effet. Sur réception de cet avis, le Contractant doit immédiatement cesser l'exécution de tous travaux. En pareil cas, le Contractant n'aura droit qu'au remboursement des dépenses faites en vertu du présent contrat et à une indemnité de dix pour cent (10 %) de la somme forfaitaire mentionnée à l'article 4 des présentes.

10.2 Si la somme déjà reçue par le Contractant en vertu du paragraphe 4.1 excède, au moment de telle résiliation, le montant devant lui être remis conformément au paragraphe 10.1, le Contractant devra rembourser cet excédent à la Ville.

10.3 L'Œuvre d'art ainsi inachevée demeurera la propriété du Contractant. Si l'Œuvre d'art est réalisée sur les lieux mêmes de l'emplacement décrit à l'Annexe 3 des présentes, celle-ci demeurera la propriété du Contractant, à condition que ce dernier en prenne possession et procède, à ses frais, à son enlèvement dans les soixante (60) jours de l'avis de résiliation; à défaut par le Contractant de ce faire

dans le délai prescrit, la Ville conservera l'Œuvre d'art inachevée en pleine et entière propriété et pourra en disposer à sa guise.

10.4 Le Contractant n'a aucun recours à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉCÈS

11.1 En cas de décès du Contractant, le cas échéant, avant qu'il n'ait terminé l'Œuvre d'art, ou d'une incapacité l'empêchant de la compléter, selon les termes et conditions des présentes, la Ville pourra, à sa discrétion :

11.1.1 démanteler ou démolir la partie de l'Œuvre d'art déjà exécutée; ou

11.1.2 faire compléter l'exécution de l'Œuvre par une autre personne de son choix, conformément aux plans et devis.

11.2 La Ville devra commencer l'exécution de l'option retenue dans les six (6) mois de la date du décès ou du début de l'incapacité.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1 Le Contractant garantit la Ville qu'il est le titulaire des droits d'auteur et de tous les autres droits de propriété intellectuelle sur l'Œuvre d'art et sur les différents documents mentionnés au paragraphe 12.2 ou l'usager autorisé de tous ces droits et déclare qu'il a le pouvoir d'accorder à la Ville les licences ci-après.

12.2 Le Contractant conserve ses droits d'auteur sur l'Œuvre d'art terminée et accorde à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de représenter ou de reproduire cette Œuvre d'art, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la licence accordée par le Contractant comprend le droit d'intégrer l'Œuvre d'art au site Internet de la Ville et de diffuser des photos de l'Œuvre d'art sur les médias sociaux.

12.3 Le Contractant accorde aussi à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de reproduire tous les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés dans le cadre du présent contrat aux seules fins de construction, d'entretien ou d'archivage de l'Œuvre d'art; la Ville s'engage à respecter et à faire respecter les secrets de fabrication (savoir-faire) du Contractant.

12.4 Les licences décrites aux paragraphes 12.2 et 12.3 du présent article sont non exclusives, incessibles et sont accordées à des fins non commerciales, sans limite territoriale, pour une durée illimitée, en contrepartie d'une somme totale de cinquante-cinq mille dollars (55 000 $), tel que le déclare le Contractant, laquelle somme est comprise dans la somme forfaitaire prévue au paragraphe 4.1 des

présentes. En cas d'aliénation de l'Œuvre d'art, ces licences continueront de s'appliquer pour les fins d'archivage seulement.

12.5 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du Contractant et, s'il y a lieu, le titre de l'Œuvre d'art lors de sa présentation, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

12.6 En cas d'utilisation de l'Œuvre d'art ou de toute reproduction de celle-ci par des moyens audiovisuels par le Contractant ou par les personnes qu'il autorise à ce faire, ce dernier s'engage à mentionner ou à exiger de toute telle personne qu'elle mentionne le nom de la Ville comme propriétaire de l'Œuvre d'art et l'emplacement de celle-ci.

12.7 Les Parties conviennent que ni le Contractant ni la Ville ne sont autorisés à produire des maquettes de l'Œuvre d'art à des fins commerciales ou en vue de cadeaux protocolaires.

ARTICLE 13
DÉLAI D'EXÉCUTION

13.1 L'Œuvre d'art doit être installée sur l'emplacement indiqué à l'Annexe 3, au plus tard le 1er août 2021, à moins que son installation ne soit retardée par le fait de la Ville, notamment par une suspension ou un retard des travaux de construction, auquel cas, si l'installation devait en être retardée après le 1er novembre 2021, la Ville paiera au Contractant, à compter de cette dernière date, les frais d'entreposage, d'assurance et la hausse du coût des matériaux de l'Œuvre d'art, sur présentation des pièces justificatives et, si besoin est, les frais devant être convenus par les Parties.

13.2 Advenant que la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art est retardée après le 1er novembre 2021, dû au fait du Contractant, sous réserve d'un cas de force majeure, le Contractant paiera à la Ville une pénalité de 2 % par mois de retard, jusqu'à un maximum de 10 % de la valeur du contrat.

ARTICLE 14
ARRÊT COMPLET DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Si un arrêt complet des travaux de la Ville survient, le cas échéant, la Ville doit aviser le Contractant que le contrat est résilié. Dans un tel cas, le Contractant aura droit aux sommes prévues à l'article 10 des présentes.

ARTICLE 15
DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui y sont énoncées ont été accomplies, mais au plus tard le 1er novembre 2021. Les dispositions relatives aux garanties et à la propriété intellectuelle continuent de s'appliquer.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 Entente complète

Le présent contrat constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 Divisibilité

Une disposition du présent contrat jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 Représentations du Contractant et l'Artiste

Le Contractant de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 Modification au présent contrat

Aucune modification aux termes du présent contrat n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des Parties.

16.6 Lois applicables et juridiction

Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 Ayants droit liés

Le présent contrat lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement au présent contrat est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 6032, rue Saint-Urbain, Montréal (Québec), H2T 2X5 et tout avis doit être adressé à l'attention de Michel de Broin. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 5e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 Exemplaire ayant valeur d'original

Le présent contrat peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …. e jour de ……. 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le 21 e jour de avril ……. 2020

LE CONTRACTANT

Par : Michel de Broin
_____
Michel de Broin, artiste

Ce contrat a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le 25e jour de mai 2020 (Résolution …….).

Bureau d'art public
Service de la culture
13 mai 2019

FICHE TECHNIQUE

Nouvelle œuvre d'art public

Sporophores de Michel de Broin

Site Outremont et ses abords, arrondissement d'Outremont



Sporophores (détail), modélisation 3D

Mise en contexte

Dans le cadre du projet du campus Outremont, un projet de requalification urbaine localisé au sud de l'ancienne gare de triage d'Outremont, le Bureau d'art public a tenu un concours visant la création d'une œuvre pour la diagonale piétonne. L'intégration de l'art public dans ce secteur est prévue dans les *Lignes directrices d'aménagement du domaine public du site Outremont et ses abords.* Une autre œuvre, réalisée par Patrick Bernatchez, sera installée à proximité de cette-ci, à la place centrale d'Outremont.

Le site d'implantation de l'œuvre pour la diagonale piétonne se concentre entre les avenues Outremont et De l'Épée. L'œuvre d'art en plusieurs éléments sculpturaux dialoguera avec l'aménagement paysager et participera au caractère identitaire du parc. Elle sera en accord avec les usages du parcours piétonnier et participera également à l'expérience de l'usager.

Équipe de travail de la Ville de Montréal

- Service de la culture
- Service de l'urbanisme et de la mobilité
- Arrondissement d'Outremont (direction de la culture, des loisirs et du développement social)

Mode d'acquisition

Concours québécois sur invitation

Comité de sélection

- Annie Gauthier, directrice des collections et de la recherche, Musée national des beaux-arts du Québec;
- Christine Bernier, professeure d'histoire de l'art, Université de Montréal;
- Stéphane Bertrand, commissaire indépendant;
- Yves Banchongphanith, représentant des citoyens;
- Anne-Marie Poitras, directrice, Culture, sports, loisirs et développement social, arrondissement d'Outremont;
- Louis-Henri Bourque, chef de division, Service de l'urbanité et de la mobilité;
- Danièle Racine, commissaire, Service de la culture

Finalistes

- Ludovic Boney
- Michel de Broin
- Patrick Beaulieu
- Karine Payette

Lauréat

- Michel de Broin

Concept lauréat

L'oeuvre "Sporophores" se compose d'une douzaine d'éléments en bronze ponctuant la Diagonale piétonne et mises en relation les unes avec les autres. Les sporophores, qui sont la partie visible des champignons, suggèrent l'existence souterraine d'un réseau mycélien, un système racinaire complexe. Les sculptures, à la fois industrielles, mécaniques et organiques, s'apparentent aux infrastructures souterraines de la ville. Sensuelles, ces organismes fongiques s'enroulent sur elles-mêmes, forment des noeuds et se tordent, offrant un contraste saisissant avec les canalisations industrielles. L'oeuvre constitue également une métaphore des collaborations scientifiques à venir dans le nouveau complexe des sciences de l'UDM qui se situe à proximité de la diagonale en plus de rappeler la relation entre l'humain et la nature.

Biographie de l'artiste

Artiste interdisciplinaire montréalais, Michel de Broin explore, dans sa production, les intersections entre les systèmes technologiques, biologiques et physiques. En construisant des relations imprévues entre déchets, productivité, consommation et risque, de Broin remet en question la valeur d'usage et les associations d'objets et de symboles familiers.

Son travail a été exposé au Québec, au Canada, en Europe. Plusieurs musées et collections publiques ont fait l'acquisition de ses œuvres, notamment le Musée des beaux-arts du Canada; la Art Gallery of Ontario; le Musée des beaux-arts de Montréal; le Musée national des beaux-arts du Québec; la Ville de Montréal; le FRAC Poitou Charentes (France); et le Neuer Berliner Kunstverein (Allemagne). Ses oeuvres d'art public incluent Dendrites (Montréal, 2017); Seuil (Montréal, 2017); Interlude (Québec, 2016); Bloom (Calgary, 2015) ; Possibilities (Mississauga, 2012); Interlace (Changwong, 2012); Majestic (Nouvelle-Orléans, 2011); Revolution (Rennes, 2010); Arc (Montréal, 2009); La maîtresse de la Tour Eiffel (Paris, 2009); Overflow (Toronto, 2008); Encerclement (Christchurch, 2006); Shared Propulsion Car (New York, 2005 et Toronto, 2007) ; Révolutions (Montréal, 2003). En 2007, il a remporté le Sobey Art Award 2007. Il est représenté par la Galerie Division, située à Montréal.

Calendrier

- Octroi du contrat de réalisation à l'artiste lauréat par le CM : juin 2019
- Installation et inauguration de l'œuvre d'art : printemps 2020

Financement

- Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal
- Gouvernement du Québec (Entente sur le Développement culturel)

Budget de l'oeuvre

Frais liés au projet d'art public	Montants avant taxes	Montants taxes incluses	Montants nets de ristourne
Contrat de l'artiste	500 000,00 $	574 875,00 $	524 937,50 $
Fondations	50 000,00 $	57 487,50 $	52 493,75 $
Total	**550 000,00 $**	**632 362,50 $**	**577 431,25 $**




COMPOSANTES DU PARC P4-A
1 . Diagonale piétonne
2 . Espace central
3 . Pente ensoleillée
4 . Jardin de pluie
5 . Jeux d'eau
6 . Emmarchements
7 . Îlots de biodiveristé
8 . Seuils d'entrée au parc
9 . Aire de jeu
Site d'implantation de l'oeuvre
Poteau électrique
AVENUE CHAMPAGNEUR
AVENUE OUTREMONT
AVENUE QUERBES
AVENUE DUCHARME
AVENUE DE L'ÉPÉE
AVENUE QUERBES
Unité paysagère 2
Unité paysagère 3

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190552001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Michel de Broin, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Atelier MdB Ltée, au montant maximal de 632 362,50 $ taxes incluses (577 431,25 $ net de ristournes) pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Sporophores" pour le projet d'aménagement de la diagonale piétonne du projet MIL Montréal/ Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1190552001 oeuvre Sporophores.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances - Dir. conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1191146001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Résilier les contrats de services professionnels en gestion de projet accordés à Macogep inc. par la résolution CM16 0941 relativement au programme de construction des cours de services (contrat #1) et programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques (contrat # 2). appel d'offres public numéro 16-14338

Il est recommandé :
de résilier les contrats de services professionnels en gestion de projet accordés à Macogep inc. par la résolution CM16 0941 relativement au programme de construction des cours de services (contrat #1) et programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques (contrat # 2). appel d'offres public numéro 16-14338.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-29 09:14

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191146001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Résilier les contrats de services professionnels en gestion de projet accordés à Macogep inc. par la résolution CM16 0941 relativement au programme de construction des cours de services (contrat #1) et programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques (contrat # 2). appel d'offres public numéro 16-14338

CONTENU

CONTEXTE

Le 23 août 2016, la Ville de Montréal (Ville) a accordé deux contrats de services professionnels à Macogep inc. (Macogep): Programme de construction des cours de services (contrat # 1) et Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques (contrat # 2). À ce moment, la Direction de la Gestion de projets immobiliers souhaitait la mise en oeuvre de projets simultanément et accélérer la cadence de livraison de ses divers mandats. Des services professionnels en gestion de projet étant nécessaires, la Direction accordait deux contrats à Macogep.
Il importe de souligner que la section 1 - Instructions au soumissionnaire du document d'appel d'offres public 16-14338, article 13, stipule: "Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur des prévisions ou scénarios et n'engagent d'aucune façon la Ville à acquérir quelque quantité que ce soit".

Les nombreux désaccords en lien avec les honoraires facturés par l'entreprise, de même que la volonté de la Ville de gérer à l'interne les divers projets, font en sorte que les contrats accordés à Macogep ne desservent plus adéquatement les intérêts de la Direction.

Conséquemment, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) informait Macogep, le 8 novembre 2019 par "avis de résiliation", qu'elle recommanderait aux instances la résiliation des deux (2) contrats et qu'en espèce, Macogep devait cesser tous ces services.

Le 20 novembre 2019, le SGPI a reçu une lettre de Macogep mentionnant son intention de réclamer les dommages subis dans le cadre de cette résiliation. Nonobstant ce qui précède, le SGPI est toujours d'avis que la Ville à l'entière discrétion de mettre fin aux deux contrats.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0941 - 25 août 2016 - Accorder deux contrats de services professionnels en gestion de projets à Macogep inc. pour le programme de construction des cours de services et pour le programme de construction des bibliothèques - Dépense totale de 13 061 162,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14338 (3 soumissions) / Approuver les projets de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise la résiliation des deux (2) contrats de services professionnels qui avaient été adjugés à Macogep inc. pour des services professionnels en gestion de projets pour la réalisation du Programme des cours de services (contrat # 1) pour une somme maximale de 8 453 137.34$ et du Programme de rénovation, agrandissement, construction de bibliothèques (RAC) (contrat # 2) pour une somme maximale de 4 608 025.54$, en accord avec l'article 16: "La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives" des deux (2) conventions de services liées aux contrats.
Considérant les nouvelles orientations de la Ville de Montréal en matière de gestion des projets, le fondement même, de ces contrats de services, ne répond plus aux besoins, puisque plusieurs tâches sont de la responsabilités des employés de la Ville (coordination, rédaction des GDD, signature des lettres, etc.).

JUSTIFICATION

Les éléments menant à la décision d'opter pour une résiliation de contrats sont les suivants:

- L'évolution de la notion d'imputabilité : la gestion de projets est assurée par les gestionnaires de projet à l'emploi de la Ville de Montréal
- L'octroi de l'ensemble des mandats à une seule firme ne correspond plus à la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal (La Ville utilise des procédures transparentes afin de favoriser la plus grande concurrence possible. Elle doit agir de manière crédible et cohérente envers ses fournisseurs et ses entrepreneurs, et les traiter avec équité.)
- La disponibilité incertaine des PTI en regard de l'ensemble des priorités de la Ville de Montréal
- Les récents appels d'offres en lien avec des volets précis de de la gestion de projet (PFT), ont permis d'obtenir des prix avantageux par rapport aux mandats donnés à travers les deux conventions.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En date du 20 janvier 2020, la Ville de Montréal a déboursé :

- 930 634 $ taxes incluses sur une somme maximale de 8 453 137,34 $ taxes incluses pour le contrat #1 (#14986);
- 1 218 924,31 $ taxes incluses sur une somme maximale de 4 608 025,54 $ taxes incluses pour le contrat #2 (#14985).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En confiant le mandat de gestion de projet à l'interne nous rencontrons une des priorité du plan d'action Montréal durable 2016-2020 qu'est la mobilisation des employés (action 18).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent dossier permettra une meilleure coordination des projets et une gestion plus responsable des fonds publics

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Mai 2020

Conseil municipal : Mai 2020

Résiliation des contrats : Mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les contrats de services professionnels en gestion de projets de la firme Macogep inc peuvent être résiliées comme stipulé à l'article 16 de la convention de service.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin MAILLET
Charge(e)projet-grand projet

Tél : 514 872-0088
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-13

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 5148728702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-01-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-28

Montréal

Services institutionnels
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion de projets immobiliers
Division programmes de projets
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

PAR COURRIEL ET COURRIER RECOMMANDÉ
SANS PRÉJUDICE

Le 8 novembre 2019

Stéphane Grégoire
Vice-président
MACOGEP inc.
700-1255, boul. Robert-Bourassa
Montréal (Québec) H3B 3W1

Objet : **Avis de résiliation**

Contrats de services professionnels en gestion de projet dans le cadre du Programme des cours de services et du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (ci-après « RAC ») des bibliothèques.

Monsieur,

Par la présente, nous vous avisons que nous recommanderons aux instances de la Ville de Montréal (ci-après la « Ville »), la résiliation des deux contrats en gestion de projet qui ont été octroyés à votre société Macogep inc. (ci-après « Macogep ») suite à l'appel d'offres public nº 16-14338 à savoir le Contrat nº 01 portant sur le Programme des cours de services (ci-après le « **Contrat nº 01** ») et le Contrat nº 02 portant sur le Programme RAC des bibliothèques (ci-après le « **Contrat nº 02** »). Le Contrat nº 01 et le Contrat nº 02 sont indistinctement désignés ci-après le « **Contrat** ».

Comme le prévoit l'article 16.2 du Contrat, nous vous demandons de livrer à la Ville au plus tard dans les 10 jours suivant le présent avis tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation et tout document ou tout matériel mis à la disposition de Macogep.

Veuillez nous transmettre une facture finale pour chacun des deux contrats pour le mois en cours. S'il demeure des services rendus, mais non payés, veuillez nous les soumettre au plus tard le 15 décembre 2019 pour que nous puissions les analyser.

Sur la question de la non-réalisation des volumes d'activités et celle du préjudice lié à la diminution des quantités d'heures que Macogep a soulevées à la Ville et qui a fait l'objet de correspondances et de rencontres entre nos organisations respectives, nous réitérons qu'il s'agit d'un Contrat « sur demande » sans engagement quelconque à l'égard des quantités indiquées au bordereau, lesquelles étaient clairement précisées comme étant approximatives et sujettes à variation en fonction des besoins réels de la Ville. D'ailleurs, la Cour d'appel dans la décision *Camko Alignement pneus et mécanique inc. c. Société de transport de Montréal, 2019 QCCA 319* en vient à la conclusion qu'un contrat comme celui intervenu entre la Ville et Macogep fait de l'adjudicataire un fournisseur approuvé sans que ce dernier n'ait de garantie à l'égard de quelque quantité que ce soit.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, soulignons que la résiliation prévue à l'article 16 du Contrat permet unilatéralement à la Ville de mettre fin à celui-ci, peu importe la durée initialement prévue, sans nécessité d'invoquer un motif et sur simple avis écrit. En déposant sa soumission, Macogep a souscrit aux conditions du Contrat qui précise qu'en cas de résiliation les obligations de la Ville se limitent uniquement au paiement des services rendus, Macogep n'ayant « aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation ».

En conclusion, nous allons recommander aux instances de la Ville la résiliation du Contrat. La présentation du dossier de résiliation du Contrat n° 01 et du Contrat n° 02 devrait se faire d'ici un mois et lorsque nous connaîtrons la décision des instances, nous vous la communiquerons. Dans l'intervalle, veuillez cesser toute activité en lien avec le Contrat et nous remettre toute la documentation découlant de la prestation de vos services.

Vous remerciant à l'avance pour votre collaboration, veuillez recevoir, Monsieur Grégoire, nos sincères salutations.

Michel Soulières

Michel Soulières
Directeur – Gestion de projets immobiliers

c.c. : Mme Sophie Lalonde, directrice – Service de la gestion et de la planification immobilière

MACOGEP
Gouvernance et maîtrise des projets

1255, boul. Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal, Québec H3B 3W1

Montréal, 20 novembre 2019

Monsieur Michel SOULIÈRES
Directeur
Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, Bureau 3A-13
Montréal, (QC) H2Y 3Z1

OBJET : Avis de résiliation - Contrats de services professionnels en gestion de projet dans le cadre du Programme des cours de services et du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques

Bonjour M Soulières,

Par la présente, nous accusons réception de votre lettre en date du 08 novembre 2019, dans laquelle vous nous informiez de votre décision de résilier les deux contrats de services professionnels mentionnés en titre en vous prévalant de la clause 16.2 du contrat. Conformément aux conditions de notre contrat, cette résiliation est effective après l'écoulement du délai de rigueur de 10 jours, prévu a la clause 11.2 des clauses administratives générales du contrat.

Nous tenons à vous informer, que Macogep a l'intention de réclamer à la ville de Montréal les dommages qu'elle a subi dans le cadre de la réalisation de ces deux contrats. Tel que nous l'avons mentionné à diverses occasions, les conditions de réalisation de ces deux contrats se sont avérées substantiellement différentes de celles qui étaient annoncées par la Ville de Montréal dans les documents d'appel d'offres.

Comme vous le notez dûment dans votre dernière lettre, il s'agit d'une problématique que Macogep a soulevé fréquemment en cours d'exécution de ces deux contrats et ceci dans l'espoir de trouver une solution minimisant ses dommages, tout en servant les intérêts de la Ville de Montréal.

Veuillez accepter, monsieur Soulières, nos respectueuses salutations

Charles ABOUKHALED, ing., M.Ing., PMP, VMA, MSP
Vice-président – Risques, valeurs, contrats et qualité

c.c. : Mme Sophie Lalonde, directrice – Service de la gestion et de la planification immobilière

Montréal

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DE PROJETS

CONTRAT #1 (14986)
PROGRAMME DES COURS DE SERVICES
DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Appel d'offres n° 16-14338

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière

FÉVRIER 2016

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

ARTICLE 2 - OBJET

ARTICLE 3 - INTERPRÉTATION

ARTICLE 4 - DURÉE

ARTICLE 5 - SERVICES DE GESTION DE PROJETS

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

ARTICLE 8 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 9 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS

ARTICLE 10 - CALCUL DES HONORAIRES

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 12 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

ARTICLE 13 - HONORAIRES MAXIMALES ET AUTRES DÉPENSES

ARTICLE 14 - LIMITE DE RESPONSABILITÉ

ARTICLE 15 - DROITS D'AUTEUR

ARTICLE 16 - RÉSILIATION

ARTICLE 17 - CONDITIONS GÉNÉRALES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

MACOGEP INC., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1255, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700 à Montréal, Québec, H3B 3WI, agissant et représentée par Stéphane GRÉGOIRE, dûment autorisé aux fins des présentes,

en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du (Inscrire la date); 22 juin 2016

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : R127840460
N° d'inscription T.V.Q. : 1006410703

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres pour services professionnels en gestion de projets datés du 2 mars 2016;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 23 mars 2016;

1.4 « **Annexe 3** » : l'Annexe A de l'encadrement administratif « Dépenses à la demande de l'employeur et dépenses afférentes » de la Ville de Montréal;

1.5 « **Ouvrage** » : le(s) bâtiment(s) visé(s) par la présente convention;

1.6 « **Projet** » : le(s) projets spécifiques décrits dans l'Annexe 1 et dans la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à exécuter les services de gestion de projets ci-après décrits relativement au Projet.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services.

ARTICLE 5
SERVICES DE GESTION DE PROJETS

Le Contractant doit rendre à la Ville, sur demande, les services de gestion de projets nécessaires à la réalisation du Projet. Ces services consistent, de façon générale, à gérer l'interface entre les intervenants externes (représentants d'organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux, architectes, ingénieurs, experts-conseils spécialisés, entrepreneurs et autres) et internes (exécutants, requérants et autres) de la Ville, à planifier, organiser, coordonner, informer, contrôler l'ensemble ou une partie des activités et notamment à :

5.1 gérer la planification et l'organisation de toutes les étapes, et toutes les activités nécessaires à la réalisation de chacun des projets spécifiques et effectuer les contrôles requis;

5.2 compléter et rédiger tout document, rapports, formulaires, tableaux, lettres et outils de travail pertinents à la réalisation du Projet (gabarits de formulaires de la Ville, dossier d'approbation du projet, données générales de la mission, journal de bord, ordre du jour, liste des intervenants, rapport de revue, tableau des coûts, procès verbal, etc.);

5.3 élaborer un calendrier détaillé de réalisation sous forme d'un cheminement critique (PERT ou CPM) et sous forme d'un diagramme de Gantt, le commenter, le soumettre pour approbation écrite du Directeur et le réviser à sa demande;

5.4 coordonner et rédiger un programme fonctionnel et technique détaillé (sommaire de travaux et/ou fiche technique), pour la réalisation de chacun des projets spécifiques, en tenant compte du budget, du calendrier et des exigences de contenu et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.5 coordonner la préparation d'un programme détaillé de mise en conformité et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.6 coordonner et élaborer toute étude préalable d'avant-projet nécessaire à la définition complète et détaillée de chacun des projets spécifiques;

5.7 assurer l'administration des conventions de services professionnels intervenues, le cas échéant, entre la Ville et les professionnels, architectes, ingénieurs et spécialistes, retenus pour chacun des projets spécifiques;

5.8 vérifier et recommander au Directeur pour approbation, le cas échéant, tout compte d'honoraires des professionnels, architectes, ingénieurs et spécialistes et en recommander le paiement au Directeur ou lui recommander, après vérification, l'application de toute modalité de la convention intervenue avec ces derniers;

5.9 coordonner et contrôler l'obtention des approbations et permis requis en regard de la préparation des documents préliminaires et définitifs du Projet;

5.10 s'assurer que les plans, devis et autres documents d'appel d'offres respectent les paramètres initiaux approuvés par le Directeur;

5.11 coordonner et gérer tout appel d'offres nécessaire à la réalisation du Projet;

5.12 animer et assister à toute réunion ou comité ciblé (de chantier, de pilotage, CCU, consultatif, PIIA, monitoring, architecture, etc.) nécessaire à la réalisation du Projet;

5.13 vérifier toute demande de paiement des entrepreneurs dûment approuvée par les professionnels, architectes, ingénieurs et spécialistes et analyser toute demande de changement, de prolongation et toute possibilité d'application de pénalité et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.14 superviser l'exécution des travaux et régler toute problématique auprès des entrepreneurs en collaboration avec les professionnels, architectes, ingénieurs et spécialistes;

5.15 assurer la gestion de tout contrat d'entrepreneur pendant la réalisation des travaux;

5.16 élaborer toute stratégie dans la réalisation du Projet et la soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.17 planifier et gérer toute livraison d'aménagement, d'équipement et de mobilier selon l'état d'avancement des travaux de construction ou de livraison de l'Ouvrage;

5.18 collaborer à la rédaction, pour le compte du Directeur, de tout rapport périodique faisant état de l'avancement du Projet et de tout sommaire décisionnel adressé aux instances décisionnelles, en commentant l'adéquation des principaux paramètres approuvés par le

Directeur en termes de calendrier, de budget, de programme et de performance, ainsi que tout autre événement pertinent et déterminant pour la réalisation du Projet;

5.19 coordonner et contrôler les services et le travail de tous les intervenants impliqués dans le Projet, sous réserve des directives du Directeur;

5.20 tenir un registre complet et détaillé de tous les déboursés encourus aux fins du Projet afin de fournir toutes les informations pertinentes nécessaires à la Ville;

5.21 tenir à jour le dossier complet de la réalisation du Projet selon les modalités de classement de la Ville;

5.22 organiser, coordonner et colliger toutes les informations pertinentes aux fins de transmission auprès des professionnels, architectes, ingénieurs, spécialistes et intervenants;

5.23 rédiger la correspondance nécessaire auprès de tous les intervenants impliqués dans le Projet, de façon à favoriser la diffusion de l'information et maintenir une communication efficace et essentielle à la réalisation du Projet;

5.24 gérer, coordonner et assurer le suivi de tout service supplémentaire autorisé par le Directeur conformément à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Dans le cadre des présentes, le Contractant s'engage notamment à :

6.1 exécuter les services décrits à l'article 5, conformément aux termes et conditions de la présente convention et de ses annexes, en collaboration étroite avec le Directeur;

6.2 confier les services décrits à l'article 5, pendant toute la durée de la convention, aux professionnels indiqués dans l'Annexe 2 (ci-après appelés les « Gestionnaires de projets »);

6.3 tenir compte de toutes les instructions et recommandations du Directeur sur la façon d'exécuter tout travail confié aux Gestionnaires de projets;

6.4 ne pas remplacer les Gestionnaires de projets sans l'autorisation préalable écrite du Directeur, étant entendu que toute personne qui pourrait être appelée à le remplacer devra disposer de compétences égales ou supérieures à celui-ci;

6.5 respecter tous les paramètres du Projet déterminé ou approuvé par le Directeur dont notamment le calendrier de réalisation, le budget, le programme de construction et les critères de performance de la Ville, informer le Directeur de tout écart et recommander à celui-ci les modifications appropriées de façon à respecter ces paramètres;

6.6 respecter les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à son Annexe 1, ou déterminés par le Directeur;

6.7 assurer les services des Gestionnaires de projets sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour, de huit heures trente à seize heures trente et à la demande

expresse du Directeur, assurer la disponibilité des Gestionnaires de projets, y compris en dehors des heures prévues, et ce, aux fins d'assurer une coordination maximale des professionnels du Projet;

6.8 assurer le soutien nécessaire aux Gestionnaires de projets dans les services rendus;

6.9 communiquer promptement toute information pertinente au Directeur et à tout intervenant impliqué et engagé dans le Projet;

6.10 assurer la confidentialité de toute donnée ou renseignement qu'il pourra obtenir à l'occasion de l'exécution des présentes et ne pas employer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Directeur pour d'autres fins que celles du Projet, étant entendu que le présent article s'applique également aux Gestionnaires de projets;

6.11 n'avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec le Projet. Sauf les honoraires prévus aux présentes, le Contractant ne devra recevoir de la Ville ou de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec le Projet. Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.12 se conformer aux normes et standards d'aménagement de la Ville ainsi qu'à toute règle et procédure administrative de cette dernière;

6.13 assumer ses frais généraux, tels les repas et les services de secrétariat, ainsi que tous autres frais nécessaires à la réalisation de la présente convention, sous réserve de l'article 7 des présentes;

6.14 assumer les frais de messagerie, de reproduction des documents et autres frais de même nature requis dans le cadre de l'exécution de la convention;

6.15 munir les Gestionnaires de projets d'un téléphone portable intelligent et payer les frais de temps d'antenne et de messagerie qui y sont reliés, ainsi que tout l'équipement et les fournitures nécessaires à la prestation de leurs services, sauf ce qui est spécifiquement décrit à la présente convention comme devant être fourni par la Ville;

6.16 assumer, à ses entiers frais, les heures qu'il (le Contractant) consacre à la formation, à l'encadrement et à la coordination du des Gestionnaires de projets, y compris les heures de participation de ces derniers aux réunions d'équipe du Contractant, à des activités de formation ou d'intégration prévus par le Contractant, ou encore à des événements corporatifs auxquels le Contractant participe; ces activités, réunions et événements ne devront pas figurer au relevé des heures remboursables des Gestionnaires de projets;

6.17 fournir aux Gestionnaires de projets un espace de travail muni d'un poste informatique avec les logiciels nécessaires à l'exécution de la présente convention;

6.18 fournir aux Gestionnaires de projets, les ordinateurs, photocopieurs ou imprimantes et les fournitures de bureau nécessaires à l'exécution de la présente convention;

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

7.1 fournir un seul espace de travail polyvalent avec ordinateur et accès réseau qui sera partagé par l'ensemble des Gestionnaires de projets au 303, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 3Y8 ou à un autre emplacement désigné expressément par le Directeur sur le territoire de la Ville, pendant toute la durée de la convention;

7.2 rembourser au Contractant les frais admissibles suivants les frais de déplacement en voiture des Gestionnaires de projets au taux en vigueur, conformément à l'Annexe 3, étant entendu que la Ville ne rembourse pas les frais de stationnement à l'espace de travail fourni par la Ville.

ARTICLE 8
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

8.1 Le Contractant pourra fournir à la Ville, suite à l'approbation du Directeur, des services supplémentaires tels que :

- des services consultatifs comprenant conseils, expertises, estimations, évaluations, études des structures de taux et tarifs, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusions et de recommandations spécialisées;

- des études préparatoires comprenant des recherches, des explorations, des relevés, des études de sol, la détermination de superficies de bâtiment ou de terrain en regard du programme, l'analyse de conditions de solutions possibles et les études économiques de coût de construction ou d'exploitation et d'analyse de valeur, le tout devant servir de base à des conclusions ou recommandations relatives à la mise en marche d'un projet spécifique;

- des services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'Ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'Ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

- des services de tout autre spécialiste, personne ou société, pour des essais et rapports sur les sols, ou pour des actes de contrôle qualitatifs nécessitant plus qu'une inspection visuelle;

- des services de tout autre spécialiste, personne ou société pour l'élaboration de documents de présentation, tels maquettes, perspectives, audio-visuels.

8.2 Dans tous les cas décrits à l'article 8.1, le Contractant doit obtenir au préalable l'accord écrit du Directeur, avec mention d'une enveloppe budgétaire maximale, avant de procéder à l'exécution de ces services supplémentaires. Tout dépassement de l'enveloppe budgétaire autorisée ou tout engagement d'un service non préalablement autorisé par le Directeur sera assumé par le Contractant.

ARTICLE 9
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS

Lorsque les services supplémentaires prévus à l'article 8 sont exécutés par un tiers avec l'autorisation préalable du Directeur, la Ville remboursera au Contractant les honoraires effectivement payés par lui à ce tiers, le tout majoré de 10 % du montant ainsi payé, à titre de frais d'administration, sans dépasser l'enveloppe budgétaire maximale autorisée par le Directeur.

ARTICLE 10
CALCUL DES HONORAIRES

Les honoraires sont calculés comme suit :

10.1 Méthode horaire pour les services décrits à l'article 5 des présentes

Les honoraires professionnels du Contractant pour les services décrits à l'article 5 sont calculés au taux horaire indiqué à l'Annexe 2 des présentes.

Avant chaque projet spécifique, le Contractant devra fournir, à la demande de la Ville, une offre de services détaillée donnant une estimation budgétaire d'honoraires détaillée du projet, indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celles-ci. Le Contractant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

Le Contractant ne peut en aucun cas facturer à la Ville un taux horaire différent de celui de l'annexe 2, y compris pour les heures supplémentaires autorisées par le Directeur.

Il est entendu que les services décrits à l'article 5 des présentes sont rendus sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour. Aucune heure travaillée en sus de ces 35 heures ne sera rémunérée, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur. Les heures quotidiennes de travail sont réparties de huit heures trente à seize heures trente, moins une heure pour le repas.

Si requis, les Gestionnaires de projets devront modifier leurs horaires de travail en variant le nombre d'heures effectivement travaillées d'une journée à l'autre, incluant le samedi et le dimanche, au besoin, afin de mieux répondre aux exigences de leurs services. Ils devront inscrire sur leurs feuilles de temps les heures effectivement travaillées.

Le Directeur pourrait, au besoin, réduire le nombre d'heures de services à rendre par les Gestionnaires de projets du Contractant. Cette situation exceptionnelle pourrait se produire dans l'éventualité où la charge de travail ne requiert pas les services des Gestionnaires de projets. Les honoraires du Contractant lui sont payés selon le taux horaire prévu à l'Annexe 2 pour les heures travaillées.

Le Contractant tient un registre des heures consacrées par les Gestionnaires de projets à l'exécution de leurs services et transmet cette feuille de temps à la Ville hebdomadairement. Il est entendu que la tenue de ce registre ne constitue pas une obligation de la part de la Ville de payer au Contractant des honoraires additionnels pour des heures supplémentaires, mais

permet de mesurer l'effort réel requis par les Gestionnaires de projets pour s'acquitter de leurs services.

10.2 Méthode horaire pour les services supplémentaires décrits à l'article 8 des présentes :

10.2.1 Dans le cas où des services supplémentaires sont demandés au Contractant, conformément à l'article 8, le Directeur lui indique, avant le dépôt de son offre pour les services supplémentaires demandés, si celle-ci doit être présentée selon la méthode forfaitaire, ou selon la méthode horaire.

10.2.2 La méthode horaire consiste à payer le temps consacré par les membres du personnel du Contractant appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur, si ce dernier choisit ce mode de paiement d'honoraires. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

10.2.3 Le Contractant doit transmettre au Directeur, pour approbation préalable écrite, les noms, les qualifications et le taux horaire qu'il paie aux membres de son personnel affecté à l'exécution d'un service supplémentaire. Ces personnes ne pourront être remplacées sans l'accord écrit du Directeur.

10.2.4 Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel, tel qu'indiqué dans son offre de services et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

10.2.5 Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel du Contractant sera payé à ce dernier par la Ville en temps régulier.

10.2.6 Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maximaux de l'article 10.2.3. Outre les pourcentages ci-dessus, aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

10.2.7 Si le Contractant affecte du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

10.2.8 Les honoraires du Contractant pour les services du personnel de soutien ne sont payés que pour le temps affecté à la saisie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

10.2.9 Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique

consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

10.3 Méthode à forfait pour les services décrits à l'article 8 des présentes

Si ILa méthode de calcul des honoraires choisie par le Directeur pour les services décrits à l'article 8 est celle du forfait. , ill sera versé au Contractant une somme fixe préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur. La Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services payés supplémentaires requis rémunérés selon cette méthode.

ARTICLE 11
MODALITÉS DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

11.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire prévue à l'article 10.1, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires par projet accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement du Projet.

11.3 En ce qui concerne les services supplémentaires exécutés par un tiers (article 9), le Contractant devra soumettre au Directeur un compte accompagné des pièces justificatives attestant les honoraires dus au tiers dont il a retenu les services en conformité avec cet article.

11.4 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12
ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de :

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.3 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.4 La Ville devra aussi être désignée comme coassurée du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13
HONORAIRES MAXIMAUX

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de huit millions cinquante mille six cent six dollars et quatre-vingt-dix-neuf cents (8 050 606,99 $) couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant. Ce montant se répartit comme suit :

13.1 7 318 733,63 $ pour couvrir les honoraires relatifs aux services de base décrits à l'article 5 de la présente convention;
13.2 731 873,36 $ comme budget de contingences.

ARTICLE 14
LIMITE DE RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 13.

Le Contractant s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute action intentée contre elle en raison de la présente convention et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

Le Contractant s'engage à dégager la Ville de toute responsabilité relativement à la prestation de services des Gestionnaires de projets.

ARTICLE 15
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 13, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux en faveur de celle-ci;

15.2 déclare qu'il a la capacité de céder les droits d'auteur décrits à l'article 15.1 et de renoncer à l'exercice des droits moraux en faveur de la Ville;

15.3 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16
RÉSILIATION

16.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

16.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation et tout document ou tout matériel mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

16.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 17
CONDITIONS GÉNÉRALES

17.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention. Si l'adresse du Contractant n'est pas sur le territoire de Montréal, il doit y élire domicile et en aviser le Directeur; à défaut, toute procédure judiciaire lui sera signifiée au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal. Une partie peut élire domicile à une toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

17.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties.

17.3 AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être transmis par écrit comme suit :

POUR LA VILLE :
Le Directeur
Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI)
Division de la gestion immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

POUR LE CONTRACTANT :
MACOGEP INC.,
1255, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal, Québec, H3B 3WI,

17.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.5 CESSION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.6 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.7 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le 7 e jour de Septembre 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Emmanuel Tani-Moore
Greffier adjoint

Le 1 e jour de septembre 2016

MACOGEP inc.

Par : _____

Stéphane GRÉGOIRE, ing. PMP ÉCA

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le 23e jour de août 2016 (Résolution CM16 0941).

MACOGEP
Gouvernance et maîtrise des projets

1255, boul. Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal, Québec H3B 3W1

RÉSOLUTION DE COMPAGNIE

OBJET : Autorisation de signature
Services professionnels en gestion de projet
Contrat 1 – Programme de construction des cours de services
V/d no. 16-14338

EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL d'une assemblée du Conseil d'administration de Macogep inc. tenue au 1255, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700 à Montréal, Québec, H3B 3W1.

IL EST RÉSOLU d'autoriser la personne dont le nom suit à signer pour et au nom de Macogep inc. la convention de services professionnels relatifs à l'appel d'offres cité en rubrique, en conformité avec les documents de soumission préparés par la Ville de Montréal.

NOM	FONCTION
Stéphane GRÉGOIRE, ing. M.Ing. PMP ÉCA	Vice-président Macogep inc.

Cette résolution, signée par le président du Conseil de la compagnie ci-haut mentionnée, certifie que ce qui précède est une copie exacte des minutes de ladite assemblée du Conseil d'administration et que celle-ci a été adoptée conformément à la Loi sur les compagnies du Québec, partie 1A.

Copie certifiée conforme.

SIGNÉE À Montréal, ce 22 juin 2016

Louis yves LeBEAU, ing. M.Ing. ÉCA
Président

Montréal

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DE PROJETS

CONTRAT #2 (14985)
PROGRAMME DE RÉNOVATION, D'AGRANDISSEMENT ET DE CONSTRUCTION DES BIBLIOTHÈQUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Appel d'offres n° 16-14338

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière

FÉVRIER 2016

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

ARTICLE 2 - OBJET

ARTICLE 3 - INTERPRÉTATION

ARTICLE 4 - DURÉE

ARTICLE 5 - SERVICES DE GESTION DE PROJETS

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

ARTICLE 8 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 9 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS

ARTICLE 10 - CALCUL DES HONORAIRES

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 12 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

ARTICLE 13 - HONORAIRES MAXIMALES ET AUTRES DÉPENSES

ARTICLE 14 - LIMITE DE RESPONSABILITÉ

ARTICLE 15 - DROITS D'AUTEUR

ARTICLE 16 - RÉSILIATION

ARTICLE 17 - CONDITIONS GÉNÉRALES

EA

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

MACOGEP INC., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1255, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700 à Montréal, Québec, H3B 3WI, agissant et représentée par Stéphane GRÉGOIRE, dûment autorisé aux fins des présentes,

en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du (Inscrire la date); 22 juin 2016

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : R127840460
N° d'inscription T.V.Q. : 1006410703

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres pour services professionnels en gestion de projets datés du 2 mars 2016;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 23 mars 2016;

1.4 « **Annexe 3** » : l'Annexe A de l'encadrement administratif « Dépenses à la demande de l'employeur et dépenses afférentes » de la Ville de Montréal;

1.5 « **Ouvrage** » : le(s) bâtiment(s) visé(s) par la présente convention;

EA

1.6 « **Projet** » : le(s) projets spécifiques décrits dans l'Annexe 1 et dans la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à exécuter les services de gestion de projets ci-après décrits relativement au Projet.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services.

ARTICLE 5
SERVICES DE GESTION DE PROJETS

Le Contractant doit rendre à la Ville, sur demande, les services de gestion de projets nécessaires à la réalisation du Projet. Ces services consistent, de façon générale, à gérer l'interface entre les intervenants externes (représentants d'organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux, architectes, ingénieurs, experts-conseils spécialisés, entrepreneurs et autres) et internes (exécutants, requérants et autres) de la Ville, à planifier, organiser, coordonner, informer, contrôler l'ensemble ou une partie des activités et notamment à :

5.1 gérer la planification et l'organisation de toutes les étapes, et toutes les activités nécessaires à la réalisation de chacun des projets spécifiques et effectuer les contrôles requis;

5.2 compléter et rédiger tout document, rapports, formulaires, tableaux, lettres et outils de travail pertinents à la réalisation du Projet (gabarits de formulaires de la Ville, dossier d'approbation du projet, données générales de la mission, journal de bord, ordre du jour, liste des intervenants, rapport de revue, tableau des coûts, procès verbal, etc.);

5.3 élaborer un calendrier détaillé de réalisation sous forme d'un cheminement critique (PERT ou CPM) et sous forme d'un diagramme de Gantt, le commenter, le soumettre pour approbation écrite du Directeur et le réviser à sa demande;

5.4 coordonner et rédiger un programme fonctionnel et technique détaillé (sommaire de travaux et/ou fiche technique), pour la réalisation de chacun des projets spécifiques, en tenant compte du budget, du calendrier et des exigences de contenu et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.5 coordonner la préparation d'un programme détaillé de mise en conformité et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.6 coordonner et élaborer toute étude préalable d'avant-projet nécessaire à la définition complète et détaillée de chacun des projets spécifiques;

5.7 assurer l'administration des conventions de services professionnels intervenues, le cas échéant, entre la Ville et les professionnels, architectes, ingénieurs et spécialistes, retenus pour chacun des projets spécifiques;

5.8 vérifier et recommander au Directeur pour approbation, le cas échéant, tout compte d'honoraires des professionnels, architectes, ingénieurs et spécialistes et en recommander le paiement au Directeur ou lui recommander, après vérification, l'application de toute modalité de la convention intervenue avec ces derniers;

5.9 coordonner et contrôler l'obtention des approbations et permis requis en regard de la préparation des documents préliminaires et définitifs du Projet;

5.10 s'assurer que les plans, devis et autres documents d'appel d'offres respectent les paramètres initiaux approuvés par le Directeur;

5.11 coordonner et gérer tout appel d'offres nécessaire à la réalisation du Projet;

5.12 animer et assister à toute réunion ou comité ciblé (de chantier, de pilotage, CCU, consultatif, PIIA, monitoring, architecture, etc.) nécessaire à la réalisation du Projet;

5.13 vérifier toute demande de paiement des entrepreneurs dûment approuvée par les professionnels, architectes, ingénieurs et spécialistes et analyser toute demande de changement, de prolongation et toute possibilité d'application de pénalité et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.14 superviser l'exécution des travaux et régler toute problématique auprès des entrepreneurs en collaboration avec les professionnels, architectes, ingénieurs et spécialistes;

5.15 assurer la gestion de tout contrat d'entrepreneur pendant la réalisation des travaux;

5.16 élaborer toute stratégie dans la réalisation du Projet et la soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.17 planifier et gérer toute livraison d'aménagement, d'équipement et de mobilier selon l'état d'avancement des travaux de construction ou de livraison de l'Ouvrage;

5.18 collaborer à la rédaction, pour le compte du Directeur, de tout rapport périodique faisant état de l'avancement du Projet et de tout sommaire décisionnel adressé aux instances décisionnelles, en commentant l'adéquation des principaux paramètres approuvés par le

Directeur en termes de calendrier, de budget, de programme et de performance, ainsi que tout autre événement pertinent et déterminant pour la réalisation du Projet;

5.19 coordonner et contrôler les services et le travail de tous les intervenants impliqués dans le Projet, sous réserve des directives du Directeur;

5.20 tenir un registre complet et détaillé de tous les déboursés encourus aux fins du Projet afin de fournir toutes les informations pertinentes nécessaires à la Ville;

5.21 tenir à jour le dossier complet de la réalisation du Projet selon les modalités de classement de la Ville;

5.22 organiser, coordonner et colliger toutes les informations pertinentes aux fins de transmission auprès des professionnels, architectes, ingénieurs, spécialistes et intervenants;

5.23 rédiger la correspondance nécessaire auprès de tous les intervenants impliqués dans le Projet, de façon à favoriser la diffusion de l'information et maintenir une communication efficace et essentielle à la réalisation du Projet;

5.24 gérer, coordonner et assurer le suivi de tout service supplémentaire autorisé par le Directeur conformément à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Dans le cadre des présentes, le Contractant s'engage notamment à :

6.1 exécuter les services décrits à l'article 5, conformément aux termes et conditions de la présente convention et de ses annexes, en collaboration étroite avec le Directeur;

6.2 confier les services décrits à l'article 5, pendant toute la durée de la convention, aux professionnels indiqués dans l'Annexe 2 (ci-après appelés les « Gestionnaires de projets »);

6.3 tenir compte de toutes les instructions et recommandations du Directeur sur la façon d'exécuter tout travail confié aux Gestionnaires de projets;

6.4 ne pas remplacer les Gestionnaires de projets sans l'autorisation préalable écrite du Directeur, étant entendu que toute personne qui pourrait être appelée à le remplacer devra disposer de compétences égales ou supérieures à celui-ci;

6.5 respecter tous les paramètres du Projet déterminé ou approuvé par le Directeur dont notamment le calendrier de réalisation, le budget, le programme de construction et les critères de performance de la Ville, informer le Directeur de tout écart et recommander à celui-ci les modifications appropriées de façon à respecter ces paramètres;

6.6 respecter les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à son Annexe 1, ou déterminés par le Directeur;

6.7 assurer les services des Gestionnaires de projets sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour, de huit heures trente à seize heures trente et à la demande

expresse du Directeur, assurer la disponibilité des Gestionnaires de projets, y compris en dehors des heures prévues, et ce, aux fins d'assurer une coordination maximale des professionnels du Projet;

6.8 assurer le soutien nécessaire aux Gestionnaires de projets dans les services rendus;

6.9 communiquer promptement toute information pertinente au Directeur et à tout intervenant impliqué et engagé dans le Projet;

6.10 assurer la confidentialité de toute donnée ou renseignement qu'il pourra obtenir à l'occasion de l'exécution des présentes et ne pas employer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Directeur pour d'autres fins que celles du Projet, étant entendu que le présent article s'applique également aux Gestionnaires de projets;

6.11 n'avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec le Projet. Sauf les honoraires prévus aux présentes, le Contractant ne devra recevoir de la Ville ou de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec le Projet. Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.12 se conformer aux normes et standards d'aménagement de la Ville ainsi qu'à toute règle et procédure administrative de cette dernière;

6.13 assumer ses frais généraux, tels les repas et les services de secrétariat, ainsi que tous autres frais nécessaires à la réalisation de la présente convention, sous réserve de l'article 7 des présentes;

6.14 assumer les frais de messagerie, de reproduction des documents et autres frais de même nature requis dans le cadre de l'exécution de la convention;

6.15 munir les Gestionnaires de projets d'un téléphone portable intelligent et payer les frais de temps d'antenne et de messagerie qui y sont reliés, ainsi que tout l'équipement et les fournitures nécessaires à la prestation de leurs services, sauf ce qui est spécifiquement décrit à la présente convention comme devant être fourni par la Ville;

6.16 assumer, à ses entiers frais, les heures qu'il (le Contractant) consacre à la formation, à l'encadrement et à la coordination du des Gestionnaires de projets, y compris les heures de participation de ces derniers aux réunions d'équipe du Contractant, à des activités de formation ou d'intégration prévus par le Contractant, ou encore à des événements corporatifs auxquels le Contractant participe; ces activités, réunions et événements ne devront pas figurer au relevé des heures remboursables des Gestionnaires de projets;

6.17 fournir aux Gestionnaires de projets un espace de travail muni d'un poste informatique avec les logiciels nécessaires à l'exécution de la présente convention;

6.18 fournir aux Gestionnaires de projets, les ordinateurs, photocopieurs ou imprimantes et les fournitures de bureau nécessaires à l'exécution de la présente convention;

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

7.1 fournir un seul espace de travail polyvalent avec ordinateur et accès réseau qui sera partagé par l'ensemble des Gestionnaires de projets au 303, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 3Y8 ou à un autre emplacement désigné expressément par le Directeur sur le territoire de la Ville, pendant toute la durée de la convention;

7.2 rembourser au Contractant les frais admissibles suivants les frais de déplacement en voiture des Gestionnaires de projets au taux en vigueur, conformément à l'Annexe 3, étant entendu que la Ville ne rembourse pas les frais de stationnement à l'espace de travail fourni par la Ville.

ARTICLE 8
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

8.1 Le Contractant pourra fournir à la Ville, suite à l'approbation du Directeur, des services supplémentaires tels que :

- des services consultatifs comprenant conseils, expertises, estimations, évaluations, études des structures de taux et tarifs, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusions et de recommandations spécialisées;

- des études préparatoires comprenant des recherches, des explorations, des relevés, des études de sol, la détermination de superficies de bâtiment ou de terrain en regard du programme, l'analyse de conditions de solutions possibles et les études économiques de coût de construction ou d'exploitation et d'analyse de valeur, le tout devant servir de base à des conclusions ou recommandations relatives à la mise en marche d'un projet spécifique;

- des services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'Ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'Ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

- des services de tout autre spécialiste, personne ou société, pour des essais et rapports sur les sols, ou pour des actes de contrôle qualitatifs nécessitant plus qu'une inspection visuelle;

- des services de tout autre spécialiste, personne ou société pour l'élaboration de documents de présentation, tels maquettes, perspectives, audio-visuels.

8.2 Dans tous les cas décrits à l'article 8.1, le Contractant doit obtenir au préalable l'accord écrit du Directeur, avec mention d'une enveloppe budgétaire maximale, avant de procéder à l'exécution de ces services supplémentaires. Tout dépassement de l'enveloppe budgétaire autorisée ou tout engagement d'un service non préalablement autorisé par le Directeur sera assumé par le Contractant.

ARTICLE 9
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS

Lorsque les services supplémentaires prévus à l'article 8 sont exécutés par un tiers avec l'autorisation préalable du Directeur, la Ville remboursera au Contractant les honoraires effectivement payés par lui à ce tiers, le tout majoré de 10 % du montant ainsi payé, à titre de frais d'administration, sans dépasser l'enveloppe budgétaire maximale autorisée par le Directeur.

ARTICLE 10
CALCUL DES HONORAIRES

Les honoraires sont calculés comme suit :

10.1 Méthode horaire pour les services décrits à l'article 5 des présentes

Les honoraires professionnels du Contractant pour les services décrits à l'article 5 sont calculés au taux horaire indiqué à l'Annexe 2 des présentes.

Avant chaque projet spécifique, le Contractant devra fournir, à la demande de la Ville, une offre de services détaillée donnant une estimation budgétaire d'honoraires détaillée du projet, indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celles-ci. Le Contractant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

Le Contractant ne peut en aucun cas facturer à la Ville un taux horaire différent de celui de l'annexe 2, y compris pour les heures supplémentaires autorisées par le Directeur.

Il est entendu que les services décrits à l'article 5 des présentes sont rendus sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour. Aucune heure travaillée en sus de ces 35 heures ne sera rémunérée, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur. Les heures quotidiennes de travail sont réparties de huit heures trente à seize heures trente, moins une heure pour le repas.

Si requis, les Gestionnaires de projets devront modifier leurs horaires de travail en variant le nombre d'heures effectivement travaillées d'une journée à l'autre, incluant le samedi et le dimanche, au besoin, afin de mieux répondre aux exigences de leurs services. Ils devront inscrire sur leurs feuilles de temps les heures effectivement travaillées.

Le Directeur pourrait, au besoin, réduire le nombre d'heures de services à rendre par les Gestionnaires de projets du Contractant. Cette situation exceptionnelle pourrait se produire dans l'éventualité où la charge de travail ne requiert pas les services des Gestionnaires de projets. Les honoraires du Contractant lui sont payés selon le taux horaire prévu à l'Annexe 2 pour les heures travaillées.

Le Contractant tient un registre des heures consacrées par les Gestionnaires de projets à l'exécution de leurs services et transmet cette feuille de temps à la Ville hebdomadairement. Il est entendu que la tenue de ce registre ne constitue pas une obligation de la part de la Ville de payer au Contractant des honoraires additionnels pour des heures supplémentaires, mais

permet de mesurer l'effort réel requis par les Gestionnaires de projets pour s'acquitter de leurs services.

10.2 Méthode horaire pour les services supplémentaires décrits à l'article 8 des présentes :

10.2.1 Dans le cas où des services supplémentaires sont demandés au Contractant, conformément à l'article 8, le Directeur lui indique, avant le dépôt de son offre pour les services supplémentaires demandés, si celle-ci doit être présentée selon la méthode forfaitaire, ou selon la méthode horaire.

10.2.2 La méthode horaire consiste à payer le temps consacré par les membres du personnel du Contractant appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur, si ce dernier choisit ce mode de paiement d'honoraires. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

10.2.3 Le Contractant doit transmettre au Directeur, pour approbation préalable écrite, les noms, les qualifications et le taux horaire qu'il paie aux membres de son personnel affecté à l'exécution d'un service supplémentaire. Ces personnes ne pourront être remplacées sans l'accord écrit du Directeur.

10.2.4 Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel, tel qu'indiqué dans son offre de services et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

10.2.5 Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel du Contractant sera payé à ce dernier par la Ville en temps régulier.

10.2.6 Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maximaux de l'article 10.2.3. Outre les pourcentages ci-dessus, aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

10.2.7 Si le Contractant affecte du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

10.2.8 Les honoraires du Contractant pour les services du personnel de soutien ne sont payés que pour le temps affecté à la saisie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

10.2.9 Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique

consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

10.3 Méthode à forfait pour les services décrits à l'article 8 des présentes

Si lLa méthode de calcul des honoraires choisie par le Directeur pour les services décrits à l'article 8 est celle du forfait. , ill sera versé au Contractant une somme fixe préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur. La Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services payés supplémentaires requis rémunérés selon cette méthode.

ARTICLE 11
MODALITÉS DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

11.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire prévue à l'article 10.1, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires par projet accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement du Projet.

11.3 En ce qui concerne les services supplémentaires exécutés par un tiers (article 9), le Contractant devra soumettre au Directeur un compte accompagné des pièces justificatives attestant les honoraires dus au tiers dont il a retenu les services en conformité avec cet article.

11.4 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12
ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de :

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.3 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.4 La Ville devra aussi être désignée comme coassurée du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13
HONORAIRES MAXIMAUX

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre millions trois cent quatre-vingt-huit mille cinq cent quatre-vingt-quinze dollars et soixante-quinze cents (4 388 595,75 $) couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant. Ce montant se répartit comme suit :

13.1 3 989 632,50 $ pour couvrir les honoraires relatifs aux services de base décrits à l'article 5 de la présente convention;

13.2 398 963,25 $ comme budget de contingences.

ARTICLE 14
LIMITE DE RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 13.

Le Contractant s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute action intentée contre elle en raison de la présente convention et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

Le Contractant s'engage à dégager la Ville de toute responsabilité relativement à la prestation de services des Gestionnaires de projets.

ARTICLE 15
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 13, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux en faveur de celle-ci;

15.2 déclare qu'il a la capacité de céder les droits d'auteur décrits à l'article 15.1 et de renoncer à l'exercice des droits moraux en faveur de la Ville;

15.3 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16
RÉSILIATION

16.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

16.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation et tout document ou tout matériel mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

16.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 17
CONDITIONS GÉNÉRALES

17.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention. Si l'adresse du Contractant n'est pas sur le territoire de Montréal, il doit y élire domicile et en aviser le Directeur; à défaut, toute procédure judiciaire lui sera signifiée au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal. Une partie peut élire domicile à une toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

17.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties.

17.3 AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être transmis par écrit comme suit :

POUR LA VILLE :
Le Directeur
Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI)
Division de la gestion immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

POUR LE CONTRACTANT :
MACOGEP INC.,
1255, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal, Québec, H3B 3WI,

17.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.5 CESSION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.6 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.7 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le 7 e jour de Septembre 20.16

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

M[e] Emmanuel Tani-Moore
Greffier adjoint

Le 1 e jour de septembre 20.16

MACOGEP inc.

Par : _____

Stéphane GRÉGOIRE, ing. PMP ÉCA

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le 23 e jour de ..... août ..... 20.16 (Résolution CM.16 .0941).

MACOGEP
Gestion-conseil et maîtrise des projets

1255, boul. Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal, Québec H3B 3W1

RÉSOLUTION DE COMPAGNIE

OBJET : Autorisation de signature
Services professionnels en gestion de projet
Contrat 2 – Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques
V/d no. 16-14338

EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL d'une assemblée du Conseil d'administration de Macogep inc. tenue au 1255, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700 à Montréal, Québec, H3B 3W1.

IL EST RÉSOLU d'autoriser la personne dont le nom suit à signer pour et au nom de Macogep inc. la convention de services professionnels relatifs à l'appel d'offres cité en rubrique, en conformité avec les documents de soumission préparés par la Ville de Montréal.

NOM	FONCTION
Stéphane GRÉGOIRE, ing. M.Ing. PMP ÉCA	Vice-président Macogep inc.

Cette résolution, signée par le président du Conseil de la compagnie ci-haut mentionnée, certifie que ce qui précède est une copie exacte des minutes de ladite assemblée du Conseil d'administration et que celle-ci a été adoptée conformément à la Loi sur les compagnies du Québec, partie 1A.

Copie certifiée conforme.

SIGNÉE À Montréal, ce 22 juin 2016

Louis yves LeBEAU, ing. M.Ing. ÉCA
Président

Montréal
Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 872-3142 - Télécopieur : 872-5655

Le 7 septembre 2016

Monsieur Stéphane Grégoire, ing.
Macogep inc.
1255, boulevard Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3B 3WI

OBJET : **Conventions entre Macogep inc. et la Ville de Montréal**

Contrat no 1 (Programme de construction des cours de services)
Contrat no 2 (Programme de construction des bibliothèques)

Résolution CM16 0941 – 23 août 2016

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint les conventions susmentionnées dûment signées ainsi qu'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil municipal ci-haut décrite et de la résolution CM03 0836.

Espérant le tout conforme, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le greffier adjoint de la Ville,

Emmanuel Tani-Moore, avocat

ETM/jc

p. j.

Montréal
Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 872-3142 - Télécopieur : 872-5655

Note

DESTINATAIRE : Monsieur Alain Lafleur
Gestionnaire immobilier
Service de la gestion et de la planification immobilière

EXPÉDITEUR : M[e] Emmanuel Tani-Moore
Greffier adjoint de la Ville

DATE : **7 septembre 2016**

OBJET : **Conventions entre Macogep inc. et la Ville de Montréal**

Contrat no 1 (Programme de construction des cours de services)
Contrat no 2 (Programme de construction des bibliothèques)

Résolution CM16 0941 – 23 août 2016

Vous trouverez ci-joint 1 exemplaire pour chacune des conventions susmentionnées dûment signées ainsi qu'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil municipal ci-haut décrite et de la résolution CM03 0836.

Nous avons transmis par la poste un exemplaire original de chacune des conventions, dûment signées, aux autres parties.

Pour toute question, n'hésitez pas à communiquer avec Madame Julie Castilloux, au 872-8383.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1200575001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat de services professionnels à FNX-Innov inc. d'un montant de 4 294 322,52 $ taxes incluses, pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) sur le boulevard Pie-IX - Dépense totale de 4 938 470,90 $ (Contrat: 4 294 322,52 $ + Contingences: 644 148,38 $), taxes incluses - Appel d'offres public no 20-17802 (4 soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :
- d'accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) à FNX-Innov Inc., le plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la conception et la préparation des plans et devis du lot Notre-Dame, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme de 4 294 322,52 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offre public no 20-17802.

- d'autoriser une dépense de 644 148,38 $, taxes incluses à titre de budget des contingences.

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est assumée à 35% par la Ville de Montréal et à 65 % par l'ARTM.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-20 09:56

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200575001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat de services professionnels à FNX-Innov inc. d'un montant de 4 294 322,52 $ taxes incluses, pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) sur le boulevard Pie-IX - Dépense totale de 4 938 470,90 $ (Contrat: 4 294 322,52 $ + Contingences: 644 148,38 $), taxes incluses - Appel d'offres public no 20-17802 (4 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Le projet SRB Pie-IX est un projet intégré et codirigé par l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal. En intégrant le lot Notre-Dame qui constitue le dernier tronçon du projet sur le boulevard Pie-IX, le volet transport collectif du projet vise maintenant l'aménagement de treize (13) kilomètres de voies réservées (11 à Montréal et 2 à Laval) entre la rue Notre-Dame à Montréal, et le boulevard Saint-Martin, à Laval. Les voies réservées seront surtout situées au centre du boulevard Pie-IX. Le projet prévoit la construction de vingt (20) stations (18 à Montréal et 2 à Laval). Le projet comprend également la construction d'un stationnement incitatif à proximité du boulevard Saint-Martin, à Laval et la construction de stations intermodales aux intersections de la 56^{e}, la rue Jean-Talon Est et l'avenue Pierre De-Coubertin.
Le volet transport collectif du projet inclut notamment l'installation de systèmes de transport intelligents (STI) dans les stations (afficheurs dynamiques, caméras, équipements de vente et de validation, etc.) et au niveau du corridor (mesures préférentielles aux feux de circulation), ainsi que l'intégration avec les systèmes technologiques en place ou prévus par les différents transporteurs. La Ville de Montréal s'intègre au projet en réalisant les travaux nécessaires aux deux volets suivants :
• Réfection des infrastructures municipales (voirie, réseaux souterrains);

• Bonification de l'aménagement du domaine public (verdissement, élargissement des trottoirs, mobilier urbain).

Le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné, en novembre 2015, une entente détaillée avec l'AMT prévoyant la création d'un bureau de projet conjoint et le lancement de l'ingénierie détaillée du projet intégré SRB Pie-IX. Suite à cette entente, la Ville de Montréal et l'AMT ont octroyé, en février 2016, un mandat d'ingénierie détaillée pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet. Depuis le 1er juin 2017, l'AMT est dissoute et ses missions ont été confiées à l'ARTM et au Réseau de transport métropolitain (RTM). L'ARTM, laquelle demeurera propriétaire des actifs de transport collectif, remplace l'AMT dans le cadre de la réalisation du projet intégré SRB Pie-IX.

En avril 2018, le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape de réalisation du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet.

Les instances gouvernementales et municipales ont annoncé le 13 décembre 2019, le prolongement du SRB Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame et dans le cadre de l'entente détaillée, la Ville de Montréal est responsable du processus d'appel d'offres visant sa réalisation. Le 5 février dernier, le Ministère des transports a fait parvenir la confirmation des budgets associés au prolongement du tracé SRB Pie-IX sur une distance d'environ 1,7 km entre l'avenue Pierre De-Coubertin et la rue Notre-Dame.

Le projet du SRB Pie-IX est un projet de transport collectif performant. Il offrira un service d'autobus rapide, fiable, confortable, sécuritaire et entièrement accessible entre la Rive Nord, Laval et l'est de l'île de Montréal. Il est prévu que les utilisateurs bénéficieront d'un gain de 10 minutes lors des déplacements entre le boulevard Henri-Bourassa et la rue Notre -Dame. L'achalandage actuel de 40 000 déplacements par jour pourra substantiellement augmenter jusqu'à 70 000 déplacements par jour.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0165 - 24 février 2020 - Accepter une contribution d'un montant de 5 179 084 $ (taxes non applicables) de l'ARTM, afin d'assumer les coûts des ressources de la Ville de Montréal - Autoriser une dépense d'un montant total de 5 940 599 $ (taxes non applicables) pour les coûts des ressources de la Ville de Montréal et de l'ARTM ainsi que pour le maintien de la structure du Bureau de projet pour la période de la phase 2 de réalisation des travaux (2018-2023) dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX
CE20 0012 - **8 janvier 2020 -** Autoriser le lancement de l'appel d'offres public # 20-17802 d'un contrat de services professionnels pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame dans le cadre du projet intégré SRB-Pie-IX.

CM19 1102 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 2 213 818 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CM19 1103 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 2 217 044 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel– Parc-Extension, dans le cadre du projet SRB Pie-IX / Abandonner l'expropriation pour remplacement du lot 2 217 044 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, prévue à la résolution CM18 0648;

CM19 1104 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 2 213 510 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CM19 1105 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX de 10 lots : 1 412 734, 1 412 733, 1 412 732, 1 412 731, 1 412 745, 1 412 744, 1 412 730, 1 412 697, 1 412 784 et 1 412 783 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CM19 0765 - 18 juin 2019 - Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 4 588 841 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Montréal-Nord et ce, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CG18 0502 – 20 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Sud du tronçon montréalais, dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 75 676 545 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212003 (3 soum.) / Autoriser une dépense totale de 88 469 719,98 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 173 138,27 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM remboursables par l'ARTM conformément à l'entente intervenue entre la Ville et l'ARTM (CG18 0234);

CM18 1142 – 17 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Nord du tronçon montréalais dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 55 972 336,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212001 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 65 740 233,75 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 1 372 046,82 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM qui sont remboursables par l'ARTM selon l'entente intervenue entre l'ARTM et la Ville (CG18 0234);

CM18 1141 – 17 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Centre du tronçon montréalais dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 60 269 895 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212002 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 70 668 488,93 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 737 205,01 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM qui sont remboursables par l'ARTM selon l'entente intervenue entre l'ARTM et la Ville (CG18 0234);

CM18 0860 – 18 juin 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 53 930 000,00 $ pour le financement de la troisième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX**)**;

CM18 0648 - 29 mai 2018 - Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction dans le cadre du projet SRB-Pie IX / Autoriser le remplacement des plans et des descriptions techniques sur plusieurs lots (CM17 0586 et CM17 0778) / Autoriser l'abandon de l'expropriation relativement au lot 2 216 986 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal / Autoriser une dépense additionnelle de 313 505 $, taxes incluses;

CG18 0234 - 26 avril 2018 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet;

CM18 0486 - 23 avril 2018 - Autoriser la modification du contrat accordé conjointement par la Ville et l'Agence métropolitaine de transport (AMT), maintenant devenue l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), à Aecom Consultants Inc. le 23 février 2016, pour la somme de 9 074 807,74 $, majorant ainsi le montant du contrat à 10 376 494 $, taxes incluses, relativement à la préparation des plans et devis d'ingénierie détaillée du Projet SRB-PIE-IX, tronçon montréalais (CM16 0238) / Autoriser une dépense additionnelle de 623 289,82 $ représentant la part payable par la Ville, celle de l'ARTM étant de 678 397,34 $, soit une majoration totale du contrat de 1 301 687,16 $, taxes incluses / Autoriser l'exercice par la Ville de Montréal, conjointement avec l'ARTM, de l'option d'accompagnement technique en chantier prévue au contrat / Autoriser, à cet effet, une dépense additionnelle de 546 473 $, taxes incluses, pour la Ville de Montréal, celle de l'ARTM étant de 1 275 104,90 $ - Considérant ce qui précède la dépense totale de la Ville associée à ce contrat est alors majorée de 3 216 756 $ à 3 892 205,02 $, taxes incluses, majorant le montant total du contrat de 9 074 807,74 $ à 12 198 070,90 $;

CM17 0778 – 12 juin 2017 – Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles sur 39 lots situés du côté est et 17 lots situés du côté ouest du boulevard Pie-IX, pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction / Autoriser une dépense maximale de 2 415 032,20 $, taxes incluses, pour ces acquisitions;

CM17 0586 - 15 mai 2017 - Abroger la résolution CM16 0758 / Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles sur 25 lots situés du côté ouest du boulevard Pie-IX pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction dans le cadre du projet de SRB-Pie-IX / Autoriser une dépense maximale de 1 163 040,78 $, taxes incluses pour ces acquisitions;

CM16 1443 - 20 décembre 2016 - Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de transport, un contrat de services professionnels à Les services exp inc. pour la revue de qualité et l'estimation de contrôle des plans et devis à 70 % du projet intégré SRB Pie-IX, sur les tronçons de Montréal et de Laval - Dépense totale 424 963,01 $, taxes incluses;

CM16 0758 - 22 juin 2016 - Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de 15 servitudes temporaires essentiellement pour l'installation d'un réseau électrique souterrain de la Commission des services électriques de Montréal sur 15 lots situés du côté ouest du boulevard Pie-IX, entre la 56e Rue et la rue Jean-Rivard, dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IXSRB Pie-IX / Autoriser une dépense d'un montant maximal de 11 448 685 $, taxes incluses;

CE16 1066 - 15 juin 2016 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Gaz Métro, fournisseur unique, pour la réalisation des plans et devis de modification de leur réseau dans la cadre du projet intégré du SRB Pie-IX. Dépense totale de 478 296,00 $, taxes incluses;

CE16 1067 - 15 juin 2016 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Bell Canada, fournisseur unique, pour la réalisation des plans et devis de modification de leur réseau dans la cadre du projet intégré du SRB Pie-IX. Dépense totale de 362 976,08 $, taxes incluses (montant de la soumission: 329 978,25 $; réserve pour imprévus 32 997,82 $);

CM16 0373 - 22 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX);

CM16 0238 - 24 février 2016 - Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de transport, un contrat de services professionnels à Aecom Consultants inc. pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX pour une somme maximale de 9 074 807 $, taxes incluses (comprenant une option d'accompagnement de chantier pouvant ainsi porter le montant total du contrat à 10 722 520 $) / Autoriser une dépense maximale de 2 722 442 $, taxes incluses, pour financer la contribution de Montréal (30 %) à ce contrat. / Approuver un projet de convention à cet effet;

CG15 0703 - 26 novembre 2015 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal pour la mise sur pied d'un bureau de projet intégré visant la reconstruction et la requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation de la portion montréalaise d'un système rapide par bus (SRB) / Autoriser l'embauche de 8 personnes requises pour la création du bureau de projet / Autoriser une dépense globale de 2 714 947 $, taxes non applicables.

DESCRIPTION

Dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX, la réalisation du lot Notre-Dame est le dernier tronçon à réaliser permettant ainsi une desserte du transport collectif sur toute la longueur du boulevard Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame.
Le projet est séparé en cinq (5) lots distincts de travaux sur le territoire montréalais :
- Lot Nord : Rue d'Amos à boulevard des Grandes-Prairies;
- Lot Centre : Boulevard des Grandes-Prairies à rue Everett;
- Lot Jean-Talon : Rue Everett à rue Bélair;
- Lot Sud : Rue Bélair à l'avenue Pierre-De Coubertin;
- Lot Notre-Dame : Avenue Pierre-De Coubertin à la rue Notre-Dame.

Actuellement, les lots Nord, Centre, Sud et Jean-Talon (phase 1) sont en cours de réalisation. La phase 2 du lot Jean-Talon sera en appel d'offres au printemps prochain pour l'octroi d'un contrat de réalisation des travaux qui débuteront en été 2020. Les phases 3 et 4 suivront en 2021 afin de finaliser le lot Jean-Talon. Le lot Notre-Dame constituera donc le dernier lot à réaliser et s'intégrera au projet afin de rejoindre la rue Notre-Dame.

Aucun montant n'étant inscrit au budget d'immobilisation (PTI) pour le tronçon du lot Notre-Dame du projet intégré SRB Pie-IX, une autorisation fût requise par le comité exécutif (CE20 0012) pour lancer un appel d'offres afin d'obtenir les services professionnels d'une firme pour la conception et la préparation des plans et devis visant la réalisation de ce lot.

Suite à l'appel d'offres public # 20-17802, le présent dossier vise à octroyer un contrat de services professionnels afin de :

1- Concevoir et préparer les plans et devis détaillés du projet;

2- Accompagner le bureau de projet pendant le processus d'appel d'offres pour la réalisation et la construction du projet;

3- Accompagner le bureau de projet pendant la réalisation des travaux du lot Notre-Dame à titre de concepteur et non à titre de surveillant.

Ce contrat inclut également des dispositions permettant d'appliquer des pénalités en cas de non-respect de ses clauses prescrites ainsi que dans les Directives techniques et administratives. Quatre (4) types de pénalités pourront être appliqués dans les cas

suivants:
1- Non-respect des délais (1000 $ par jour de retard);
2- Substitution du personnel (15 000,00 $ pour le chargé de projet, 10 000,00 $ pour les responsables de l'ingénierie ou de l'aménagement, 5 000,00 $ pour les ressources professionnelles principales en ingénierie ou en aménagement et 2 000,00 $ pour les techniciens);
3- Utilisation de personnel non approuvé;
4- Non-qualité des livrables. Implicitement, le retard dans la fourniture des Services Professionnels donne lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'imposition de la pénalité.

Étant donné l'ampleur du mandat et des délais de réalisation, la charge de travail des professionnels de la Ville ne permet pas d'exécuter les plans et devis en régie. Il est requis d'avoir recours à des services professionnels externes.

JUSTIFICATION

En vertu de la *Loi sur les cités et villes* et conformément à l'entente avec l'ARTM, le processus d'approvisionnement a été réalisé par la Ville de Montréal dans le respect de ses règles d'approvisionnement.
Un appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appels d'offres (SEAO) du 13 janvier 2020 au 11 février 2020, pour une durée de 28 jours. Un total de 14 firmes ont pris les documents d'appel d'offres dans le système SEAO.

Un nombre de huit (8) addendas en questions et réponses incluant un report de date de remise d'une semaine ont été émis durant l'appel d'offres. Aucun de ces addendas ne concernait des précisions quant au mandat à réaliser. Les demandes de précisions concernaient plutôt des points relativement mineurs. En résumé, ces huit (8) addendas portaient sur les points suivants :

· Précisions sur l'expérience des ressources humaines et sur les pénalités applicables;
· Précisions sur les documents à remettre pour l'offre de service et qu'aucune firmes n'étant exclues de l'appel d'offres;
· Demande de report du dépôt d'une semaine additionnelle pour accorder du temps supplémentaire à la préparation de l'offre de service;
· Précisions sur le nombre de pages de présentations et des CV présentés.
·
La date de dépôt des soumissions était le 11 février 2020. Un total de cinq (5) preneurs du cahier des charges sur quatorze (14) ont déposé une soumission. Une soumission a été déclarée non conforme administrativement et implicitement n'a pas été évaluée par le comité de sélection.

Le comité de sélection, qui s'est tenu le 25 février dernier, était composé en plus de l'agent d'approvisionnement de ce service, de 4 personnes, dont deux gestionnaires de la Ville de Montréal, un gestionnaire de l'ARTM et un professionnel de la Société de transport de Montréal (STM). Suite à ce comité de sélection, la firme FNX-Innov inc. a obtenu la meilleure note finale (0,28).

Soumissions conformes	Note intérim.	Note finale	Total avant taxes	Montant total taxes incluses
FNX-Innov inc	70,1	0,28	3 735 005,45 $	4 294 322,52 $
WSP Canada Inc	73,4	0,27	3 975 577,38 $	4 570 920,09 $
SNC-Lavallin Inc.	70,0	0,23	4 545 893,00 $	5 226 640,48 $
Cima + s.e.n.c.	71,5	0,21	4 945 911,00 $	5 686 561,17 $

Dernière estimation réalisée	3 720 000, 00 $	4 277 070,00 $
Écart entre l'adjudicataire et l'estimation ($ et % avant tx) *(adjudicataire - estimation)*	+15 005,45 $	0,4 %
Écart entre la dernière soumission et l'adjudicataire ($ et % avant tx) *((adjudicataire - estimation) / estimation) x 100*	+ 1 210 905,55 $	32,4 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($ et % avant tx) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)*	+ 240 571,93 $	6,4 %

La firme FNX-Innov inc. détient un certificat valide de l'Autorité des marchés publics (AMP), datée du 8 novembre 2018 pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 7 novembre 2021 (voir pièce jointe). Le nom de la firme figure sur la liste des entreprises autorisées (REA) publiée sur le liste internet de l'AMP mais il ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). La présente soumission n'est pas déposée avec un regroupement de personnes.

La séquence suggérée d'autorisation du contrat par les instances de la Ville et de l'ARTM est donc la suivante:

- Comité corporatif des grands projets d'envergures (CCGPE) - 2 avril 2020;
- Comité coordination des projets d'envergures (CCPE);
- Comité exécutif (CE) de la Ville de Montréal;
- Conseil municipal;
- Conseil d'administration de l'ARTM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Description : Contrat de service professionnel pour la conception et la préparation des plans et devis du lot Notre Dame			
Entrepreneur : FNX-Innov, Inc.			
	Coût Total des Travaux - $	Répartition Ville 35%	Répartition ARTM 65%
	3 735 005,45 $	1 307 251,91 $	2 427 753,54 $
Coût total des travaux	3 735 005,45 $	1 307 251,91 $	2 427 753,54 $
TPS - 5%	186 750,27 $	65 362,60 $	121 387,68 $
TVQ - 9,975%	372 566,79 $	130 398,38 $	242 168,42 $

Coût total des travaux - taxes incluses	4 294 322,52 $	1 503 012,88 $	2 791 309,64 $
Contingence - 15% du montant total des travaux	560 250,82 $	196 087,79 $	364 163,03 $
TPS - 5%	28 012,54 $	9 804,39 $	18 208,15 $
TVQ - 9,975%	55 885,02 $	19 559,76 $	36 325,26 $
Coût total de la contingence - taxes incluses	644 148,38 $	225 451,93 $	418 696,45 $
Coût total des travaux en incluant la contingence + taxes	4 938 470,90 $	1 728 464,81 $	3 210 006,08 $

Les dépenses pour ce mandat seront assumés par la Ville de Montréal et par l'ARTM, basées sur la répartition de coûts conformément à l'entente détaillée de réalisation des travaux (résolution CG18 0234 du 26 avril 2018). Selon l'entente, la Ville de Montréal assume 35% du coût total du mandat et l'ARTM assume 65% du coût total du mandat.

Le coût du contrat est de 4 294 322,52$ (taxes incluses). À ce montant, est ajouté 15% de contingence, soit 644 148,37$ (taxes incluses). Le coût total du mandat est de 4 938 470,90 $ (contingences et taxes incluses) et sera assume comme suit :

Portion Ville de Montréal :

Le coût total des travaux à la charge de la Ville est de 1 728 464,81 $ (contingences et taxes incluses), soit 1 578 319 $ net de ristourne, et représentant 35% du coût total du mandat. Ce montant inclut 15% de contingence, soit 225 451,93 $ (taxes incluses). À cette étape-ci, le montant total du contrat correspondant à la partie assumée par la Ville sera financé par le règlement d'emprunt RE 16-033. Un dossier pour un nouveau règlement d'emprunt suivra au cours de l'année 2020 afin d'intégrer complètement les charges pour le tronçon Notre-Dame dont les travaux de réalisations devront débuter à l'automne 2021 pour se terminer à l'automne 2023.

Portion ARTM
Le coût total des travaux à la charge de l'ARTM est de 3 210 006,08 $ (contingences et taxes incluses), soit 65% du coût total du mandat. Ce montant inclut 15% de contingence, soit 418 696,45 $ (taxes incluses).

Le bon de commande sera émis par l'ARTM qui facturera la Ville de Montréal pour sa contribution, selon les paramètres convenus dans l'entente détaillée.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet intégré de mise à niveau du boulevard Pie-IX contribuera au développement durable en modifiant les comportements de déplacement, en améliorant la qualité de vie des milieux adjacents et en améliorant la gestion de l'eau dans cet axe.
En matière de transport, le SRB Pie-IX augmentera l'utilisation du transport collectif et réduira l'utilisation de l'automobile pour les déplacements de la banlieue nord-est vers Montréal, ainsi que pour les déplacements internes à Montréal. Cet objectif sera atteint grâce à la fois à une augmentation notable de l'offre de transport collectif dans le corridor et à une réduction d'un tiers de la capacité routière du boulevard Pie-IX. La réduction de l'utilisation de l'automobile dans le corridor améliorera la qualité de l'air et réduira les émissions de gaz à effet de serre.

En matière d'aménagement, les plantations d'arbres dans les trottoirs élargis ou dans le terre-plein central verdiront le boulevard, réduiront les îlots de chaleur et amélioreront la qualité de vie du milieu, au bénéfice notamment des nombreux résidants le long du boulevard Pie-IX. L'amélioration combinée de l'accessibilité au transport collectif et de l'aménagement du domaine public favorisera le redéveloppement des terrains vacants et sous utilisés le long du boulevard Pie-IX, particulièrement dans les secteurs de Montréal-Nord et de Saint-Michel. Cette densification de quartiers centraux déjà pourvus en services est de nature à favoriser le développement durable du territoire métropolitain.

En matière de réseaux d'eau, la mise à niveau des réseaux d'aqueduc réduira les fuites souterraines, ce qui réduira d'autant la production d'eau potable. L'augmentation de la capacité du réseau d'égout secondaire limitera les dégâts associés aux refoulements d'égout. L'augmentation des surfaces perméables attribuable au verdissement favorisera une diminution des volumes d'eaux de ruissellement actuellement drainées vers les égouts combinés, ce qui réduira la fréquence de déversement d'eaux usées non traitées à l'exutoire et améliorera ainsi la qualité des eaux du fleuve Saint-Laurent en aval de Montréal.

Le projet SRB Pie-IX s'inscrit donc dans une vision de développement des modes de transport collectif et aura un impact positif sur la mobilité de passagers, de 40 000 personnes/jour à 70 000 personnes/jour.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report de ce dossier décisionnel risquerait de compromettre l'échéancier du projet SRB Pie-IX, prévu se terminer à l'automne 2023.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Bureau de projet et le Service des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2020
Comité exécutif : 13 mai 2020
Conseil municipal : 25 mai 2020

Printemps Octroi du contrat pour les services professionnels et les plans et devis;
Avenant sur les deux ententes détaillées intégrant le lot Notre-Dame;
Été Règlement d'emprunt pour la portion des travaux du lot Notre-Dame.
2021
Printemps Lancement de l'appel d'offres pour le contrat de réalisation des travaux;
Été Octroi du contrat de réalisation des travaux.
2023
Automne Fin des travaux;
Mise en service.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre MORISSETTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Pierre-Paul SAVIGNAC, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Richard P. CÔTÉ, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denys CYR
Cadre sur mandat, projet SRB Pie-IX

Tél : 514-350-0800 # 81687

Tatiane Pallu
Chef de section
Tél: 514-350-0800 # 81623

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Sonia THOMPSON
Chef de section - Projets Champlain et REM

Tél : 514-872-8544

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-03-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-04-17

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 novembre 2018

FNX-INNOV INC.
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 1831973192

Objet : Changement de nom de 11017870 CANADA INC. à FNX-INNOV INC.

Monsieur François Gaudreau,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise 11017870 CANADA INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant FNX-INNOV INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1174002437 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise 11017870 CANADA INC. autorisée le 1ER MAI 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Amélie Bergevin au 1 877 525-0337, poste 4852.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Gaudreau, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sania Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec

Montréal

CNESST

Le 29 janvier 2020

Direction régionale de
Île-de-Montréal
Basilaire 1 centre
5, Complexe Desjardins
C. P. 3, succ. Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H1
Tél. : 514 906-3500 ou 1 866 748-9636
Téléc. : 514 905-3993

Monsieur François Gaudreau
Fnx-innov inc.
FNX-INNOV
433, rue Chabanel Ouest, 12 étage
Montréal (Québec) H2N 2J8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1174002437

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 29 janvier 2020, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La Direction de la cotisation
des employeurs

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres n° 20-17802.

PRÉSENTÉ PAR :

Numéro de fournisseur à la Ville de Montréal : 519223

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville de Montréal, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

Nom complet du soumissionnaire tel qu'indiqué au REQ et figurant sur les factures :

FNX-INNOV Inc.

Adresse : 5101, rue Buchan, bureau 400

Montréal (Québec) H4P 1S4

Téléphone : 514 937-3737 **Télécopieur :** 514 846-4005

Site internet : fnx-innov.com **Courriel corporatif :** info@fnx-innov.com

Numéro d'entreprise (NEQ) : 1174002437

(le NEQ ci-haut doit correspondre au NEQ utilisé pour obtenir les Documents d'Appel d'Offres sur le SEAO)

TPS/TVH : 733179287RT0001 **TVQ :** 1226005052TQ0001

STATUT JURIDIQUE

☐ Entreprise individuelle		☐ Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle
☐ Société en nom collectif		☐ Société en commandite
☐ Regroupement de Personnes		
☒ Société par actions	☒ Régime fédéral	
	☐ Régime provincial	☐ Québec
		☐ Autre (préciser) :
☐ Personne morale sans but lucratif (OBNL)	☐ Québec	

Nom du représentant : Sébastien Legault-Lavallée

Titre : Vice-présidenet adjoint Infrastructures urbaines **Courriel :** slegault@fnx-innov.com

Téléphone : 514 937-3737 **Télécopieur :** 514 846-4005

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

FNX
INNOV

Extrait d'une résolution du conseil d'administration de FNX-INNOV Inc. tenu le 27 janvier 2020.

Il est proposé et unanimement résolu d'autoriser Sébastien Legault-Lavallée, ing., vice-président adjoint - Infrastructures urbaines à signer, pour et au nom de FNX-INNOV Inc., l'offre de services professionnels intitulée « Services professionnels pour la conception et la préparation des plans et devis du projet intégré SRB Pie-IX, tronçon lot Notre-Dame, appel d'offres public n° 20-17802 » et tout document s'y rattachant entre l'entreprise et la Ville de Montréal.

Extrait certifié conforme

27 janvier 2020

Richard Hélie, ing., M.Sc. CEO
Chef de la direction FNX-INNOV Inc.

Contact
tél. : 514.937-3737
téléc. : 514.846-4005

Adresse
5101, rue Buchan, 4e étage
Montréal (Québec) H4P 1S4 CANADA

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1200575001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat de services professionnels à FNX-Innov inc. d'un montant de 4 294 322,52 $ taxes incluses, pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) sur le boulevard Pie-IX - Dépense totale de 4 938 470,90 $ (Contrat: 4 294 322,52 $ + Contingences: 644 148,38 $), taxes incluses - Appel d'offres public no 20-17802 (4 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17802 int. d'octroi.pdf 20-17802 tableau.pdf 20-17802 pv.pdf

SEAO _ Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17802 — No du GDD : 1200575001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la conception et la préparation des plans et devis du projet intégré SRB Pie-IX, tronçon Notre-Dame.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 13 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 4 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 11 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 25 - 2 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 8

Date du dernier addenda émis : 5 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 14

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 35,71

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
AECOM Consultants Inc.	Non-conformité administrative (absence de signature et documents administratifs)

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 9 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
WSP Canada Inc.	4 570 920,09 $		
FNX-Innov Inc.	4 294 322,52 $	X	
SNC-Lavalin Inc	5 226 640,48 $		
Cima+ s.e.n.c.	5 686 561,17 $		

Information additionnelle

Des neuf preneurs n'ayant pas déposé d'offres, un mentionne des délais trop courts, un, manque de ressources et un est sous-traitant d'un soumissionnaire. Nous n'avons pas de réponse des six restants.

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 27 - 2 - 2020

20-17802 - Services professionnels pour la conception et la préparation des plans et devis du projet intégré SRB Pie-IX, tronçon lot Notre-Dame

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et des enjeux 15%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 20%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP Canada Inc.	3,50	11,13	12,75	12,25	15,00	18,75	73,4	4 570 920,09 $	0,27	2
FNX-Innov Inc.	3,50	10,13	14,25	10,00	13,00	19,25	70,1	4 294 322,52 $	0,28	1
SNC-Lavalin Inc.	3,63	10,00	13,75	10,63	14,75	17,25	70,0	5 226 640,48 $	0,23	3
Cima + s.e.n.c.	3,50	10,50	15,50	11,00	14,75	16,25	71,5	5 686 561,17 $	0,21	4
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité

Date	mardi 25-02-2020
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est,4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-17802
Numéro de référence : 1333736
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Services professionnels pour la conception et la préparation des plans et devis du projet intégré SRB Pie-IX, tronçon Notre-Dame

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi. Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1682247)** 2020-01-14 9 h 43 **Transmission :** 2020-01-14 9 h 43	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-14 9 h 43 - Téléchargement 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6

				2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 798-7845 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1681918)** 2020-01-13 15 h 01 **Transmission :** 2020-01-13 15 h 01	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-14 8 h 44 - Courriel 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1681797)** 2020-01-13 13 h 38 **Transmission :** 2020-01-13 13 h 38	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-14 8 h 44 - Courriel 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	EFEL Experts-conseils inc. 835, montée Masson Bureau 201 Terrebonne, QC, J6W2C7 NEQ : 1170233622	Madame Marjolaine Lévesque Téléphone : 450 326-3335 Télécopieur :	**Commande : (1683028)** 2020-01-15 11 h 10 **Transmission :** 2020-01-15 11 h 10	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-15 11 h 10 - Téléchargement 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802

				Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV inc. 5101, rue Buchan Bureau 400 Montréal, QC, H4P 1S4 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1682424)** 2020-01-14 12 h 10 **Transmission :** 2020-01-14 12 h 10	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-14 12 h 10 - Téléchargement 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel

				3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GBi Experts-Conseils inc. 13200, boul. Métropolitain Est Montréal, QC, H1A5K8 http://www.gbi.ca NEQ : 1148115281	Madame Karine Thibault. Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1684380)** 2020-01-17 10 h 44 **Transmission :** 2020-01-17 10 h 44	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-17 10 h 44 - Téléchargement 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 -

				Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Gestion NEUF Associés Inc. 630, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 3200 Montréal, QC, H3B1S6 NEQ : 1140619264	Monsieur Antoine Cousineau Téléphone : 514 847-1117 Télécopieur :	**Commande : (1693508)** 2020-02-04 15 h 23 **Transmission :** 2020-02-04 15 h 23	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-02-04 15 h 23 - Téléchargement 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-02-04 15 h 23 - Téléchargement 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-02-04 15 h 23 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-02-04 15 h 23 - Téléchargement 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-02-04 15 h 23 - Téléchargement 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-02-04 15 h 23 - Téléchargement 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-02-04 15 h 23 - Téléchargement 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 15 h 23 - Téléchargement 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	GHD Consultants Limitée	Monsieur	**Commande**	3233993 - 20-17802

	4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Philippe Savoie Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**: (1687466)** 2020-01-23 15 h 05 **Transmission :** 2020-01-23 15 h 05	Addenda 1 2020-01-23 15 h 05 - Téléchargement 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-23 15 h 05 - Téléchargement 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-23 15 h 05 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-23 15 h 05 - Téléchargement 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Intervia Inc 7505 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2R2N7 http://www.intervia.ca NEQ : 1172472871	Madame Caterina Milioto Téléphone : 514 758-8002 Télécopieur :	**Commande : (1684338)** 2020-01-17 10 h 04 **Transmission :** 2020-01-17 10 h 04	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-17 10 h 04 - Téléchargement 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement

				3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon . Téléphone : 514 316-7936 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1682130)** 2020-01-14 8 h 38 **Transmission :** 2020-01-14 8 h 38	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-14 8 h 44 - Courriel 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date

				2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante. Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1681703)** 2020-01-13 11 h 58 **Transmission :** 2020-01-13 11 h 58	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-14 8 h 44 - Courriel 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8

				2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	MANDAWORKS 2055 Avenue Desjardins, Suite#201 Montréal, QC, H1V 2H1 http://www.mandaworks.com NEQ : 1173501678	Madame Manon Otto Téléphone : 514 831-0115 Télécopieur :	**Commande : (1681968)** 2020-01-13 15 h 37 **Transmission :** 2020-01-13 15 h 37	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-14 8 h 44 - Courriel 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054	**Commande : (1681678)** 2020-01-13 11 h 43 **Transmission :**	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-14 8 h 44 - Courriel 3238560 - 20-17802

		Télécopieur : 418 626-5464	2020-01-13 11 h 43	Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel 3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel 3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel 3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel 3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel 3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon. Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1681700)** 2020-01-13 11 h 57 **Transmission :** 2020-01-13 11 h 57	3233993 - 20-17802 Addenda 1 2020-01-14 8 h 44 - Courriel 3238560 - 20-17802 Addenda 2 (devis) 2020-01-21 14 h 56 - Courriel 3238561 - 20-17802 Addenda 2 (bordereau) 2020-01-21 14 h 56 - Téléchargement 3239103 - 20-17802 Addenda 3 2020-01-22 10 h 53 - Courriel

3240698 - 20-17802 Addenda 4 2020-01-24 8 h 17 - Courriel

3241498 - 20-17802 Addenda 5 report de date 2020-01-24 16 h 29 - Courriel

3243005 - 20-17802 Addenda 6 2020-01-28 15 h 46 - Courriel

3247412 - 20-17802 Addenda 7 2020-02-04 11 h 46 - Courriel

3248972 - 20-17802 Addenda 8 2020-02-06 8 h 43 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises

À propos
À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

répréhensible

non admissibles

Autorité des marchés publics

Autorité des marchés financiers

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200575001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat de services professionnels à FNX-Innov inc. d'un montant de 4 294 322,52 $ taxes incluses, pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) sur le boulevard Pie-IX - Dépense totale de 4 938 470,90 $ (Contrat: 4 294 322,52 $ + Contingences: 644 148,38 $), taxes incluses - Appel d'offres public no 20-17802 (4 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2.SIRR - 1200575001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Reak Sa SEN
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 872-2813
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1208047002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 300 000$ à l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill pour initier le projet de création d'outils de gestion et d'analyse de données sociales dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

Il est recommandé :
- d'accorder une contribution financière maximale de 300 000$ à l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill pour initier le projet de création d'outils de gestion et d'analyse de données sociales dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada.
- d'approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-28 10:13

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208047002**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 300 000$ à l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill pour initier le projet de création d'outils de gestion et d'analyse de données sociales dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 mai 2019, Montréal gagnait le grand prix de 50 000 000$ au Défi des villes intelligentes du Canada. Il s'agit d'un appel à candidature du ministère des infrastructures et des collectivités du Canada visant à financer des projets municipaux et encourageant les collectivités à adopter une approche axée sur les villes intelligentes pour améliorer la qualité de vie de leurs résidents grâce à l'innovation, aux données et aux technologies connectées. La candidature de Montréal porte sur la mobilité et l'accès à l'alimentation pour les personnes vulnérables. De plus, la candidature comprend une composante de partage de données sociales et de données en mobilité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 191701 - 6 novembre 2019 - Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000$ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La contribution financière visée par le présent dossier décisionnel porte sur le soutien à l'Organisme pour lui permettre de raffiner la proposition de projet faite lors du dépôt de la candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes. Par l'octroi de cette contribution financière, le Centre de recherche en études interdisciplinaires de Montréal de l'Université McGill (CRIEM) pourra ainsi développer un dossier de projet détaillé reflétant ses engagements en lien avec la candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada. Le dossier de projet vise à définir la planification globale de l'initiative (comprenant entre autres: l'analyse des besoins, définition de la portée de ce qui sera réalisé, les coûts associés aux différentes étapes de réalisation, les requis en ressources humaines et matérielles, l'établissement d'indicateurs de performance et de mesures d'impact citoyenne) s'appuyant sur une réflexion couvrant une feuille de route sur une durée de 5 ans.

La création d'outils de gestion et d'analyse de données sociales permettra, par l'analyse croisées de données qualitatives et quantitatives, d'approfondir la connaissance de la Ville et des Montréalais et Montréalaises. Les objectifs visés, par la mise en place de cette infrastructure, sont les suivants :

1. Fournir aux organismes communautaires, aux acteurs et actrices du milieu de l'innovation sociale et à l'administration municipale un outil qui leur permettra de repérer et de suivre l'évolution de problématiques liées à des quartiers ou à des segments de la population.
2. Contribuer à la compréhension profonde des dynamiques, des valeurs et des imaginaires collectifs.
3. Faciliter et favoriser le partage et la comparaison de données et matériaux de recherche entre chercheurs, organismes communautaires et administration municipale.

Les données qui alimenteront cette infrastructure devront être stockées et partagées tout en répondant aux plus grandes exigences en matière de gouvernance, d'éthique, de sécurité et d'efficacité. Par une série d'ateliers et de consultations, le CRIEM travaillera à préciser les solutions légales et technologiques répondant à ces besoins.

JUSTIFICATION

La présente demande vise à raffiner la proposition faite par le CRIEM lors du dépôt de sa fiche projet pour la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada, de se doter d'une équipe de réalisation dédiée au projet et de démarrer les activités de développement du pôle de données sociales. Ceci est la première étape en vue de lui octroyer une subvention ultérieure pour la réalisation complète de son initiative sur la durée du Défi de villes intelligentes.

Le dossier de projet produit à l'issu du présent projet indiquera :

• les raisons pour lesquelles le projet doit être entrepris dans le cadre du programme des villes intelligentes;

• les besoins auxquels le projet répond;

• les résultats escomptés et comment ils seront mesurés;

• la définition de ce qui sera livré, et de comment cela devrait être livré;

• la planification de la prochaine phase (qui, quand, quoi, comment et combien pour la phase de planification).

Il s'agira de la base de référence pour partager une vision commune du projet en lien avec le développement du pôle de données sociales de la candidature, et des raisons pour lesquelles cette initiative devrait être financée dans le cadre du programme des villes intelligentes.

Également un rapport de phase sera produit et présentera:

• un résumé de ce qui a été fait pour développer le dossier de projet et des résultats obtenus;

• les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pour d'autres partenaires complétant le même genre de document.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière maximale de 300 000 $ à l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill visant la mise en oeuvre du Projet ainsi que la production de rapports et documents aux fins de reddition de compte mentionnés en Annexe 1 de la convention de contribution financière.

L'ensemble des activités liées au pôle de données sociales va impliquer plusieurs partenaires au cours des 5 prochaines années. Cette somme est prévue au budget approuvé de 50 000 000$ du Laboratoire d'innovation urbaine pour le programme du Défi des villes intelligentes se terminant le 31 mars 2025. Le CRIEM utilisera la contribution financière pour assurer son implication dans le Projet, en permettant de rémunérer le personnel qui sera dédié à la coordination et à la réalisation des activités de mise en œuvre du Projet suivantes:

- Création des partenariats avec des organismes qui vont contribuer à l'identification, la collecte et le partage de données (les organismes ciblés à ce stade sont principalement: Direction régionale de la santé publique, La Fondation du grand Montréal et Centraide;
- Tenue d'activités collectives avec les partenaires,
- Création d'un inventaire partagé des données entre les partenaires
- Création d'un inventaire des données discursives (médias écrits) sur l'alimentation à Montréal;
- Documentation sur les apprentissages;
- Cartographie des projets modèles
- Concertation avec les autres partenaires porteurs et collaborateurs du Défi des villes intelligentes, analyses d'opportunités, production de rapports, etc.) et autres dépenses connexes.

Ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville car les dépenses seront remboursées par la subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) octroyée à la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où la contribution financière ne serait pas accordée à l'Organisme, ce dernier ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités pour la réalisation du dossier de Projet et par la suite poursuivre dans une phase ultérieure la mise en oeuvre du pôle de données sociales, tel que défini dans le dossier de candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada. Ce qui aurait également pour conséquence de compromettre le développement des initiatives associées décrites dans la candidature et potentiellement créer un impact sur le respect de l'engagement de la Ville de Montréal auprès d'Infrastructure Canada, qui a fixé à 5 ans le délai maximum de réalisation des initiatives du Défi des villes intelligentes

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'aura pas d'impacts sur la réalisation des travaux prévus pour la mise en place du pôle de données sociales. Ainsi, le CRIEM aura la capacité de réaliser les livrables prévus dans les délais mentionnés précédemment. De plus, ce projet s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes, qui prévoit la réalisation de projets sur une durée de cinq

ans, avec un échéancier qui ne peut pas être modifié. C'est pourquoi il importe d'entamer les travaux en 2020 afin d'atteindre nos objectifs fixés pour 2025.
Par ailleurs, la création du pôle de données sociales permettra de recueillir diverses données (notamment en alimentation) qui permettront d'apporter des connaissances sur l'état de la situation après la pandémie du COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans l'attente d'une clarification des attentes fédérales en termes de communication et dans une optique de collaboration entière et de valorisation des actions liées au Défi des villes intelligentes, l'Institution royale pour l'avancement des sciences/Université McGill suivra le protocole de visibilité instauré par la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En continu: la réalisation des activités planifiées du Projet jusqu'au 15 février 2021, ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de comptes pour cette période.

Remise du plan pour la réalisation du dossier de projet au plus tard le 31 octobre 2020;
▪ Remise du dossier de projet au plus tard le 15 janvier 2021;
▪ Remise du rapport de phase au plus tard le 15 février 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-15

Marjolaine ST-ARNAUD
Conseillère innovation et contenus statégiques

Tél : 514-243-9506
Télécop. : 00

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

Tél : 514-872-9609
Télécop. : 00

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphane GUIDOIN
Directeur- Laboratoire d'innovation urbaine
Tél : 514-872-7482
Approuvé le : 2020-04-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208047002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 300 000$ à l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill pour initier le projet de création d'outils de gestion et d'analyse de données sociales dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-04-27-Convention contribution à l'IRSCUMcGill.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division droit contractuel
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division, Droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
27 AVR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'hôtel de ville est situé au 275, rue Notre Dame Est, à Montréal, Québec représentée aux présentes par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES DE L'UNIVERSITÉ MCGILL,** personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 845, rue Sherbrooke Ouest à Montréal (Québec) H3A 0G4, agissant et représentée par madame Olga Naiberguer, Directrice, Bureau de la recherche, dûment autorisée à cette fin telle qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 119128981RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006385920TQ0002

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de stimuler la recherche émergente en études montréalaises et fédérer celle qui se fait au sein des différentes disciplines et universités. De plus, l'organisme a pour mission de développer des partenariats, des thématiques et des projets de recherche fondamentale et appliquée avec les milieux économiques, sociaux, culturels et gouvernementaux de Montréal.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Défi des villes intelligentes pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention.

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement.

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »).

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet;

2.2. « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : Chef de division – direction du programme du Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : Laboratoire d'innovation urbaine, direction générale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATION DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable pour des fins de visibilité seulement, cette approbation ne pouvant être refusée sans motif raisonnable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la

Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les soixante (60) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 L'Organisme accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujetti à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*;

À cette fin, l'Organisme s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents sauf, les documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville.

Le traitement des documents de l'Organisme remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de l'Organisme en application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur*

la protection des renseignements personnels.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trois cent mille dollars (**300 000 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de deux cent cinquante mille dollars (**250 000 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de cinquante mille dollars (**50 000 $**), au plus tard le 1er décembre 2020 et conditionnellement à ce que le montant du premier versement ait été entièrement utilisé.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par le professeur Pascal Brissette, Directeur du Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises et son équipe avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 L'une ou l'autre des Parties, peut mettre fin à la présente Convention moyennant un préavis écrit d'au moins soixante (60) jours à l'autre Partie sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'une ou l'autre des Parties. Au moment du préavis ou à toute autre date qui y est mentionnée, la réalisation des activités cesse et seul le coût des activités déjà réalisées est acquitté.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de soixante (60) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours ou dans un délai raisonnable de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3680, rue Sherbrooke Ouest, 8e étage, Montréal, Québec, H3A 0E4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon

Le .....e jour de 2020

L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES DE L'UNIVERSITÉ MCGILL

Par : _____
Olga Naiberguer

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le .... e jour de ..... 2020 (Résolution CM).

ANNEXE 1

Description du projet

Titre	Dossier de projet
Description et utilité	Ce Projet vise à raffiner la proposition faite par l'Organisme lors du dépôt de sa fiche projet pour la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes et de mettre en place les ressources humaines et matérielles pour assurer sa capacité de réalisation pour les prochaines étapes. L'Organisme est le porteur du pôle de données sociales, dont l'objectif est de collecter des données sur la réalité sociale des Montréalais, incluant des données qualitatives comme des analyses ethnographiques, afin d'obtenir un degré de compréhension supérieur à ce que permettent des données quantitatives. Le projet répond ainsi à une problématique bien réelle puisque les connaissances sur Montréal et sa population sont produites par une multitude d'acteurs disséminés dans des institutions variées : universités, gouvernements (municipal, provincial, fédéral), fondations, organismes communautaires, firmes de sondage, etc. Il n'existe aucun outil permettant de rassembler et d'organiser, en vue d'une consultation rapide et ouverte, ces connaissances ni aucun outil permettant de garantir, par des opérations automatisées (anonymisation, ingestion, transformation), un réemploi acceptable d'un point de vue éthique et légal des données existantes. Pour contribuer au bien public et à l'innovation et à la transformation sociales, le pôle de données sociales souhaite créer un outil d'intelligence sociale qui leur permettra d'accéder à des ensembles de données et de résultats de recherche organisés thématiquement au sein d'un tableau de bord, géoréférencés et horodatés, à des outils d'analyse permettant l'interrogation croisée de ces ensembles de données et à des outils permettant la visualisation et une compréhension rapide des résultats de ces analyses. Outre la création d'une infrastructure et d'outils de valorisation de données, le pôle de données sociales devra également créer « un modèle de gouvernance de données avec les partenaires participants. Le présent Projet est donc la première étape en vue de lui octroyer des subventions subséquentes pour la réalisation de son initiative. Plus précisément, les activités et produits suivants seront réalisés en 2020 et 2021: • Création du partenariat, coordination du pôle et tenue d'activités collectives selon un calendrier accepté par les partenaires • Convention de travail sur les principes et valeurs des partenaires du

	Le **rapport de phase** sur ce qui a été produit présentera: • un résumé de ce qui a été fait pour développer le dossier de projet et des résultats obtenus; • les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pour d'autres partenaires complétant le même genre de document. Il s'agira de la base de référence pour le versement final des fonds prévus dans cette convention de financement.
Composition	**Dossier de projet:** • Raison d'être et objectifs du projet • Description de ce qui sera produit dans le cadre du projet • Description de comment le projet sera réalisé et reflète les engagements en lien avec la Candidature de la Ville au défi des villes intelligentes • Planification globale du projet • Évaluation des coûts en lien avec le projet • Gouvernance propre au projet • Plan pour la phase suivante **Rapport de phase:** • Revue de ce qui a été livré • Résultats • Coûts et échéancier par livrable • Risques et enjeux qui se sont présentés • Leçons apprises • Recommandations pour la suite du projet
Éléments requis pour la production du dossier de projet	• Documentation sur la situation actuelle • Analyses des besoins • Analyses des parties prenantes • Analyses de faisabilité • Études de marché (préliminaires) • Tout autre document permettant d'enrichir ce qui est présenté dans le **Dossier du projet** et le **Rapport de phase**.
Format et présentation	Utilisez les gabarits fournis par l'équipe du programme du Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative (dans la bibliothèque de références sur le disque partagé dans Google Drive) et imprimer la version finale en PDF.

Responsabilités	• Réalisation des activités, documents et rapports : Partenaire recevant la subvention • Suivi périodique : Le Responsable du dossier ou son représentant dûment autorisé de l'Unité administrative; • Acceptation : Comité de direction du Défi
Échéancier	• Remise du **plan pour la réalisation du dossier de** projet au plus tard le 31 octobre 2020; • Remise du **dossier de projet** au plus tard le 15 janvier 2021; • Remise du **rapport de phase** au plus tard le 15 février 2021.
Principaux critères de qualité à respecter à la satisfaction de la Responsable	• Alignement et respect des engagements énoncés dans la candidature • Les informations présentées dans le document doivent être appuyés sur des faits ou des informations vérifiables. • Le **dossier de projet** démontre clairement la capacité du partenaire à mener le projet.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal et du Défi des villes intelligentes du Canada

- Faire état de la contribution de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville et le Défi des villes intelligentes pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du Défi des villes intelligentes lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Une initiative de la Ville de Montréal dans le cadre du Défi des villes intelligentes***
- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca et consulter le site : https://mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : montreal.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville de Montréal , du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse et un représentant du Gouvernement du Canada à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les

mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que

le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : (visibilite@montreal.ca)

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208047002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 300 000$ à l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill pour initier le projet de création d'outils de gestion et d'analyse de données sociales dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208047002 McGill.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1197233006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet. Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière. Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie

et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière;

4. d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-22 17:23

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197233006**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet. Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière. Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

CONTENU

CONTEXTE

En 1994, la Ville a conclu avec la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière (la Société), une entente lui permettant d'exploiter le Musée et verse une subvention annuelle à cet organisme à but non lucratif. Depuis, des ententes ont été conclues sur une base annuelle ou triennale en fonction des discussions entre le Musée et la Ville. La dernière entente triennale a pris fin le 31 décembre 2019. Il est proposé de conclure une nouvelle entente pour les années à venir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1503- Le 17 décembre 2018 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, deux (2) immeubles d'une superficie totale de 7 500 m² situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, utilisés à des fins de musée, moyennant un loyer total de 218 006,40 $, excluant les taxes.

Le montant de la subvention immobilière pour la durée de l'entente est de 7 854 750 $ (Bâtiment 2452);

CM17 0589 - Le 15 mai 2017 - Accorder un soutien financier de 7 385 600 $ en 2017, de 8 130 600 $ en 2018 et de 8 380 600 $ en 2019 à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165, 173 et 214 Place d'Youville, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019;

CM15 0525 - Le 28 avril 2015 - Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, couvrant la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016, aux fins de l'exploitation du musée dont la contribution totale est de 5 390 600 $ pour 2014, de 5 640 600 $ en 2015 et de 5 890 600 $ en 2016.

DESCRIPTION

Classé site archéologique et historique national, Pointe-à-Callière couvre plusieurs siècles d'histoire, de la période amérindienne à nos jours. Situé sur des sols qui témoignent de plus de 1000 ans d'activité humaine et sur les lieux mêmes de la fondation de Montréal, il abrite des vestiges architecturaux remarquables qui sont mis en valeur in situ.
Le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière a pour mission de "faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui à travers des actions de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche à l'endroit du patrimoine archéologique et historique montréalais; et tisser avec les réseaux régionaux, nationaux et internationaux concernés, des liens dont bénéficieront les publics." Outre ses expositions permanentes, le Musée propose une programmation constamment renouvelée d'expositions temporaires et d'activités culturelles, ainsi que des programmes scolaires."

Le projet de convention d'une durée de trois ans couvre la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Il établit les obligations des parties, incluant la contribution financière de la Ville. Pour sa part, la Société s'engage notamment à maintenir les activités du musée et à poursuivre la mise en valeur des vestiges archéologiques.

Le projet de convention joint au dossier prévoit les clauses visant une plus grande transparence des organismes à but non lucratif bénéficiant d'importantes contributions financières de la Ville qui découlent des orientations adoptées à cet égard par le comité exécutif le 17 octobre dernier (CE18 1710).

JUSTIFICATION

Inauguré en 1992, à l'occasion du 350e anniversaire de Montréal, le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière est devenu une institution muséale majeure qui met en valeur notamment le lieu de fondation de Montréal, classé site patrimonial par le gouvernement du Québec et lieu historique national du Canada par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Depuis sa création, il a reçu de nombreux prix et reconnaissances pour son architecture et ses activités. En 2018, le musée a accueilli 527 000 visiteurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution financière de 26 641 800$ sera comptabilisé au budget de fonctionnement dans les chapitres de la Ville.
Le budget 2020 prévu aux chapitres est de 8 630 600$.

Ce dossier présente un impact récurrent sur le cadre financier des deux (2) exercices

subséquents jusqu'en 2022.

Ainsi, un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 devra être fait à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière.

De plus, un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière sera requis pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Voici les contributions financières qui ont été accordées à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière au cours des cinq dernières années :

Service ou arrondissement	2014	2015	2016	2017	2018	2019	TOTAL
Service de la culture	1 553 000,00 $	4 631 872,87 $	4 650 000,00 $	19 136 650,00 $	5 266 885,00 $	3 455 000,00 $	**38 693 407,87 $**
Dépense de contribution	4 042 950,00 $	5 640 600,00 $	5 890 600,00 $	7 385 600,00 $	8 130 600,00 $	8 380 600,00 $	**39 470 950,00 $**
Direction générale	-	1 793,93 $	-	-	-	-	**1 793,93 $**
Service de la mise en valeur du territoire	28 000,00 $	195 206,37 $	-	27 000,00 $	10 000,00 $	90 000,00 $	**350 206,37 $**
Arrondissement Ville-Marie	17 500,00 $	12 375,00 $	9 125,00 $	20 000,00 $	15 000,00 $	30 000,00 $	**104 000,00 $**
Total général	**5 641 450,00 $**	**10 481 848,17 $**	**10 549 725,00 $**	**26 569 250,00 $**	**13 422 485,00 $**	**11 955 600,00 $**	**78 620 358,17 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par son soutien à la protection du patrimoine et au dynamisme muséologique et culturel, cette entente participe à la qualité de vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de cette convention permettra à la Société de continuer à exploiter un équipement muséal de première importance, dont le rôle s'inscrit directement dans les objectifs visés par la Ville en matière de patrimoine et de muséologie au profit des Montréalais et des visiteurs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En accord avec les recommandations des autorités de la santé publique et avec les directives de la Ville de Montréal, les institutions muséales montréalaises, dont le Musée Pointe-à-Callière, sont fermées aux publics depuis le 15 mars 2020 et les employés sont en

télé-travail depuis le 19 mars. Malgré cette fermeture, plusieures activités muséales se poursuivent et nécessitent l'apport de nombreuses équipes, notamment les activités relatives à la gestion et la conservation des collections et des vestiges, les activités de développement, la conception et la planification des expositions à court, moyen et long termes ainsi que le développement d'activités éducatives et de médiation. La situation actuelle demande exceptionnellement la re-négociation de plus d'une quarantaine d'ententes internationales. La sécurité et certaines activités d'entretien sont aussi maintenues. Le Musée garde l'essentiel de ses équipes en place afin de pouvoir effectuer le travail nécessaire durant la crise mais aussi prévoir la réouverture. À noter que le musée continue d'offrir des contenus aux citoyens d'ici et d'ailleurs via ses plateformes numériques.
Les revenus autonomes du Musée sont lourdement affectés par la crise sanitaire. Les pertes sont essentiellement liées à la billetterie, aux locations, au restaurant et à la boutique, mais aussi à l'annulation de certaines expositions itinérantes. De plus, les activités de levée de fonds organisées par la Fondation du musée sont aussi annulées pour ce printemps. Le musée analyse présentement les programmes de soutiens gouvernementaux dont il pourrait bénéficier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle GAY
commissaire - a la culture

Tél : 514-872-0580
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-10

Geneviève PICHET
Directrice - développement culturel

Tél : 514-872-1156
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2020-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture par intérim
Tél :
Approuvé le : 2020-04-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197233006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet. Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière. Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-04-20 - Convention contribution Musée Pointe-à-Callières.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division droit contractuel
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division, Droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
20 MAR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SUBVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE**, personne morale, légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa principale place d'affaires au 350, de la Place Royale, Montréal, Québec, H2Y 3Y5, agissant et représentée aux fins des présentes par Madame Francine Lelièvre, directrice générale, tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : R134213917
N° d'inscription TVQ : M1014770808TQ0001
Numéro de Société de charité : 13421-3917-RR0001

Ci-après appelée la « **Société** »

La Société et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignées dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Société a pour mission de faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui à travers des actions de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche à l'endroit du patrimoine archéologique et historique montréalais; et de tisser avec les réseaux régionaux, nationaux et internationaux concernés, des liens dont bénéficiera le public;

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire des immeubles situés au 350, de la Place Royale, Montréal, Québec, H2Y 3Y5 et au 150, rue Saint-Paul Ouest, Montréal, Québec, H2Y 1Z6, ainsi que de la crypte et du tunnel situés sous ces édifices, le tout tel qu'identifié à l'Annexe 2 (ci-après l'« **Immeuble** »);

ATTENDU QUE la Société est propriétaire de l'immeuble situé au 173, Place d'Youville, Montréal, Québec, H2Y 2B2 de même que des immeubles situés aux 165 et 214 Place d'Youville et de l'égout collecteur sous la place d'Youville, le tout tel qu'identifié à l'Annexe 2 (ci-après les « **Édifices** »);

ATTENDU QUE l'Immeuble ainsi que les Édifices abritent le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière (ci-après le « **Musée** »);

ATTENDU QUE, par la résolution CO94 00987, la Ville a accepté de céder à la Société les biens meubles (à l'exception des collections archéologiques) et immeubles relatifs à l'exploitation, la gestion et l'administration du Musée et à lui verser une subvention afin qu'elle exploite le Musée (ci-après, la « **Convention de 1994** »);

ATTENDU QUE la cession de l'Édifice du 173, Place d'Youville, par la Ville à la Société a bel et bien eu lieu en vertu d'un acte de donation conclu entre les Parties le 3 avril 1998 (CO98 00493), mais en ce qui a trait à l'Immeuble, la Société le loue de la Ville en vertu d'une convention de bail approuvée par le conseil municipal le 17 décembre 2018 conformément à la résolution CM18 1503 (ci-après, le « Bail ») afin qu'elle puisse y exploiter le Musée pour une période de 10 ans à compter du 1er janvier 2019;

ATTENDU QUE depuis la conclusion de la Convention de 1994 entre les Parties, la Ville verse une subvention à la Société afin qu'elle puisse exploiter son Musée;

ATTENDU QUE la dernière convention conclue entre les Parties relativement au versement d'une telle subvention a été approuvée par le conseil municipal en vertu de la résolution CM17 0589 du 15 mai 2017 et se terminait le 31 décembre 2019;

ATTENDU QUE la Ville désire continuer de soutenir la Société en lui versant une nouvelle subvention afin qu'elle puisse poursuivre l'exploitation de son Musée;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de subvention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Société a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel elle pourrait être assujettie à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à la Société.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : le calendrier des versements de la subvention;

2.2 «Annexe 2 » : le plan identifiant les propriétaires de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal;

2.3 « Annexe 3 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de la Société, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : aux fins de la présente Convention, le Rapport annuel et les états financiers vérifiés;

2.6 « Responsable » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : le Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la subvention de la Ville à la Société afin que cette dernière puisse poursuivre l'exploitation, la gestion et l'administration de son Musée.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ

En considération des sommes versées par la Ville, la Société s'engage à :

4.1 Utilisation de la subvention :

4.1.1 utiliser la subvention de la Ville aux seules fins d'exploiter le Musée de manière diligente selon les règles de l'art notamment en :

4.1.1.1 maintenant, pendant toute la durée de la présente Convention et selon l'horaire qu'elle détermine, les activités du Musée dans l'Immeuble et les Édifices;

4.1.1.2 fournissant le personnel nécessaire aux activités du Musée, y compris notamment les préposés au gardiennage;

4.1.1.3 prenant toutes les mesures d'usage en vue d'assurer la sécurité du public dans le Musée;

4.1.1.4 assurant la préservation, l'entretien et la conservation des artefacts présentés au Musée;

4.1.1.5 assurant la préservation et l'entretien du mobilier et des équipements audiovisuels du Musée;

4.1.1.6 réalisant la mission du Musée qui consiste à faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui à travers des actions de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche à l'endroit du patrimoine archéologique et historique montréalais; et de tisser avec les réseaux régionaux, nationaux et internationaux concernés, des liens dont bénéficiera le public.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à ses activités et à la réalisation de sa mission et à assumer tout dépassement des coûts requis pour leur réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.1.3 s'assurer, compte tenu de sa mission et de son autonomie de gestion, que ses orientations et ses investissements muséologiques soient en harmonie et en complémentarité avec ceux du Centre d'histoire de Montréal, de manière à diversifier et à enrichir les importants apports de ces institutions à la communauté, dans le respect de leur rôle respectif;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec l'exploitation, la gestion et l'administration du Musée et les activités qui y sont reliées, notamment le paiement des taxes imposées sur les Édifices le cas échéant;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur ainsi qu'aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 3, dans ses communications externes et ses documents promotionnels (ci-après la « **Publication** »).

4.4.2 dans la mesure du possible, associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Musée;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er mai de chaque année et doit couvrir la période comprise entre 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020 pour la première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les cent-vingt (120) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité adéquate et exacte des revenus et dépenses de la Société, laquelle comptabilité devra faire état des fins pour lesquelles la subvention de la Ville a été utilisée et comporter un poste relatif aux dépenses de nature immobilière;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de la Société, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, la Société accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans la mesure où le cumul de toutes les subventions que la Ville verse à la Société au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle subvention soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les subventions que la Ville verse à la Société au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle subvention soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 en sus de ce qui est prévu à l'article 7 de la présente convention, transmettre au Responsable, à la date que lui communiquera celui-ci, son budget prévisionnel de fonctionnement et lui soumettre, pour la durée de la présente Convention ses projets d'immobilisations comportant tous les éléments jugés utiles par le Responsable;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de la Société ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de la Société et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de la Société;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. La Société s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède à la condition que tels dommage, réclamation ou poursuite ne résultent pas de la faute de la Ville;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la subvention est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
TRANSPARENCE DE LA SOCIÉTÉ

La Société s'engage à respecter les principes de transparence et à donner accès aux documents qu'elle détient conformément à l'article 1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (ci-après, la « **Loi sur l'accès** ») comme si elle était un organisme municipal au sens de cette loi.

À cette fin, si une demande d'accès est déposée auprès de la Ville conformément à la Loi sur l'accès, la Société s'engage envers la Ville à lui donner accès à tels documents sauf les documents visés par le secret professionnel. Elle ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi sur l'accès pour refuser de transmettre ces documents à la Ville;

Le traitement des documents de la Société remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de la Société en application de la Loi sur l'accès.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Subvention

En considération de l'exécution par la Société de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-six millions six cent quarante et un mille huit cents dollars (26 641 800 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée aux fins prévues à la présente Convention.

6.2 Versements

Cette subvention se divise comme suit pour chaque année de la présente Convention :

6.2.1 Pour l'année 2020 : une somme maximale de huit millions six cent trente mille six cents dollars (8 630 600 $);

6.2.2 Pour l'année 2021 : une somme maximale de huit millions huit cent quatre-vingt mille six cents dollars (8 880 600 $);

6.2.3 Pour l'année 2022 : une somme maximale de neuf millions cent trente mille six cents dollars (9 130 600 $).

Pour l'année 2020, la somme mentionnée au paragraphe 6.2.1 sera remise à la Société en quatre (4) versements annuels conformément à l'Annexe 1 : le 5e jour de janvier, le 1er jour d'avril, le 1er jour de mai et le 1er jour d'octobre.

Pour les années subséquentes, les sommes mentionnées aux paragraphes 6.2.2 et 6.2.3 seront remises à la Société en quatre (4) versements annuels conformément à l'Annexe 1 : le 5e jour de janvier, le 1er jour d'avril, le 1er jour de juillet et le 1er jour d'octobre de chaque année.

Chaque versement est conditionnel à ce que la Société ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

6.3 Aucun intérêt

La Société ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 7
ÉQUIPEMENTS MUSÉOLOGIQUES, VESTIGES ET EXPOSITIONS PERMANENTES

La Société transmettra annuellement au Responsable, à la date que lui communiquera celui-ci, une demande de projets de renouvellement de ses équipements muséologiques, des vestiges et des expositions permanentes. La Ville, suite aux recommandations du Responsable, pourra compte tenu notamment des ressources disponibles, verser à la Société sous forme de subvention une subvention additionnelle à celle prévue à l'article 6 pour la réalisation des projets retenus. Ces projets devront faire l'objet d'une convention écrite entre les Parties en précisant les conditions et modalités.

ARTICLE 8
RESPECT DE LA CONVENTION DE 1991 ENTRE LA VILLE ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

La Société s'engage à respecter les dispositions de la convention intervenue entre le Gouvernement du Québec et la Ville datée du 18 juin 1991 (CO91 01645) dont elle a obtenu une copie, notamment celles de l'article 5 de cette convention relatives aux polices d'assurance nécessaires pour protéger l'Immeuble et ses équipements.

ARTICLE 9
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

9.1 La Société doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 La Société doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

La Société doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec la Société.

9.3 La Société doit utiliser la subvention octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 La Société est en défaut si :

a) elle ne respecte pas l'une quelconque des obligations que lui impose la présente Convention;

b) si elle fait une cession de biens, est réputée avoir fait une cession de biens, ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par la Société pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers.

c) perd son statut d'organisme à but non lucratif.

10.2 Dans les cas prévus au paragraphe a) de l'article 10.1, le Responsable avise par écrit la Société de son défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que la Société n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, la Société refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention peut être résiliée par la Ville, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par elle pour les dommages occasionnés par ce défaut.

Dans les cas prévus aux paragraphes b) et c) de l'article 10.1, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai dès la survenance de l'événement.

10.4 En cas de résiliation de la présente Convention, la Société doit, dans le délai prescrit par la Ville, remettre gratuitement à celle-ci, exception faite des biens meubles et immeubles appartenant à la Société acquis avec ses propres fonds et qui ne lui ont pas été cédés par la Ville, tout ce qui constitue le Musée, notamment les additions, modifications et améliorations qu'elle aurait pu faire à de tels biens, le tout dans un état jugé satisfaisant par la Ville. De plus, la résiliation de la présente Convention entraîne automatiquement la résiliation du Bail et de tout bail entre les Parties afférent à l'Immeuble.

10.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application du présent article, toute somme non versée à la Société cesse de lui être due. Cette dernière doit également remettre au Responsable toute somme que la Ville lui a payée au prorata des jours compris dans la période pour laquelle lesdites sommes lui ont été versées, et ce, pour la portion correspondante aux jours non écoulés à la date de la résiliation.

10.6 La résiliation de la présente Convention ne donne droit à la Société à aucune indemnité ni compensation pour quelque motif que ce soit et la Société renonce expressément à tout recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 11
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente Convention prend effet le 1er janvier 2020 et se termine le 31 décembre 2022.

Nonobstant la terminaison de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que toutes dispositions de cette dernière qui, implicitement ou explicitement, doivent demeurer en vigueur malgré sa terminaison continueront à produire leurs effets entre les Parties, notamment les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7 et 4.8.

ARTICLE 12
ASSURANCES

12.1 En plus de devoir respecter les dispositions relatives aux polices d'assurance contenues dans le Bail ainsi que dans tout bail subséquent relatif à l'Immeuble, la Société doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

12.2 De plus, les contrats d'assurance doivent contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation des contrats d'assurance par la Société ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans ces contrats d'assurance ne sera applicable à la Ville.

12.3 La Société s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des polices d'assurance ou du certificat des polices. La Société doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement des polices d'assurance, au moins trente (30) jours avant leur échéance.

ARTICLE 13
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

13.1 La Société déclare et garantit :

13.1.1 qu'elle a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

13.1.2 que toutes et chacune des obligations qu'elle assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

14.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

14.4 Représentations de la Société

La Société n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

14.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de la Société

La Société fait élection de domicile au 350, Place Royale, Montréal, Québec, H2Y 3Y5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la Société fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE

Par : _____
Francine Lelièvre, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2020 (Résolution CM .....).

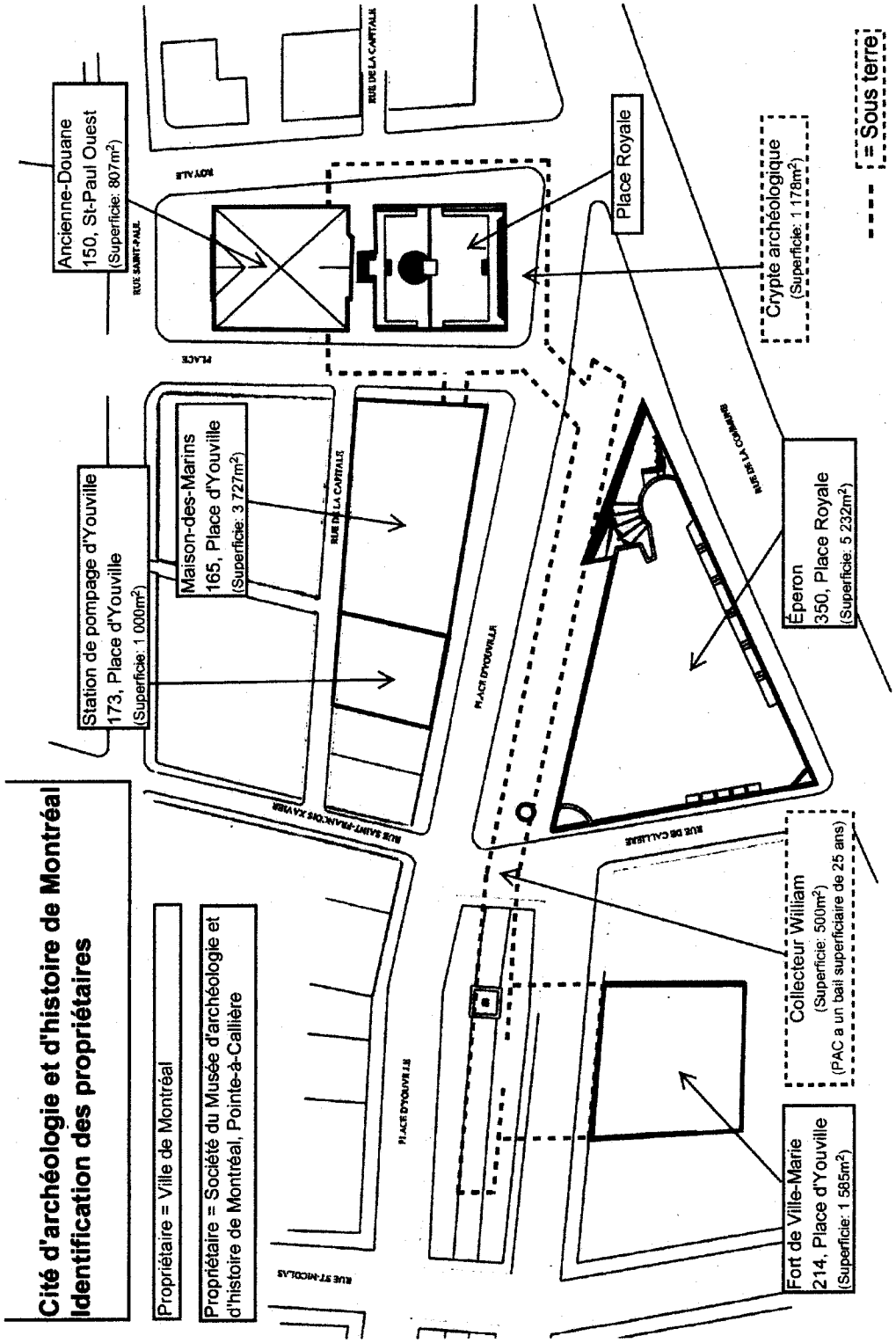
ANNEXE 1

CALENDRIER DES VERSEMENTS

DATES	SOMMES
1er janvier 2020	2 157 650$
1er avril 2020	2 157 650$
1er mai 2020	2 157 650$
1er octobre 2020	2 157 650$
Total 2020	**8 630 600$**
1er janvier 2021	2 220 150$
1er avril 2021	2 220 150$
1er juillet 2021	2 220 150$
1er octobre 2021	2 220 150$
Total 2021	**8 880 600$**
1er janvier 2022	2 282 650$
1er avril 2022	2 282 650$
1er juillet 2022	2 282 650$
1er octobre 2022	2 282 650$
Total 2022	**9 130 600$**
Total sur 3 ans	**26 641 800$**

ANNEXE 2

IDENTIFICATION DES ÉDIFICES ET IMMEUBLES COMPOSANT LE MUSÉE CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL



ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE 3
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

1.1. L'annexe 3, le protocole de visibilité, définit le cadre de la stratégie et des actions de communications relative à la convention entre la Ville et Pointe-à-Callière.

2. Communications

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans les communications par l'ajout du libellé ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***, lorsqu'applicable : communiqués de presse, panneaux de crédits des expositions, rapport annuel, etc.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques.
- Apposer le logo de la Ville sur les outils de communication imprimés et électroniques qui le permettent, notamment les affiches, les dépliants, le site Internet, les infolettres, etc.
- Ajouter le logo de la Ville sur les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus fournis par le Musée pour diffusion sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques, lorsqu'applicable.
- Permettre à la Ville de tenir des conférences de presse dans les salles prévues à cette fin dans le cadre de projets reliés à la culture, au patrimoine ou en lien avec les expositions, sous réserve de la disponibilité des salles et du calendrier de location.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197233006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet. Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière. Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_GDD 1197233006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Tél : 514 872-8914

co-auteurs;
Francine Leboeuf
Chef d'équipe
872-0985

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-19

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514-872-6630

François Martellino
Conseiller en planification budgétaire
872-8440

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.13

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la modification de l'aspect financier du contrat accordé à PBSC Solutions Urbaines Inc., pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années (CM20 0403), afin d'imputer les dépenses aux règlements d'emprunt de compétence corpo (19-027) et (08-062)

Il est recommandé :
1. de présenter une nouvelle structure de financement pour l'octroi de contrat à la firme PBSC Solutions Urbaines Inc. qui ajoute un deuxième règlement d'emprunt dans le montage financier initial.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention Addenda - service des finances. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 16:21

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la modification de l'aspect financier du contrat accordé à PBSC Solutions Urbaines Inc., pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années (CM20 0403), afin d'imputer les dépenses aux règlements d'emprunt de compétence corpo (19-027) et (08-062)

CONTENU

CONTEXTE

Le motif de cette addenda est d'informer les instances que le montage financier initialement présenté doit être revu.
Dans l'aspect financier nous avions indiqué que le montant maximal de 15 907 919 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corpo 19-027 « Acquisition de biens et équipements d'actifs permettant l'expansion du système de vélos Bixi CM190465 ».

Nous aurions dû lire :

Aspects financiers:

Un montant maximal de 15 907 919 $ net de ristourne sera financé comme suit:

- 14 994 181.20$ par le règlement d'emprunt de compétence corpo 19 -027 « Acquisition de biens et équipements d'actifs permettant l'expansion du système de vélos Bixi CM190465 »
- 913 736.87$ par le règlement d'emprunt de compétence corpo 08-062 « Acq. déquip. et mobilier urbain CM08 1092 ».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle MORIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Isabelle MORIN, 8 mai 2020
Valérie G GAGNON, 8 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascal-Bernard DUCHARME
Conseiller budgétaire

514 872-2059
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Autoriser la modification de l'aspect financier du contrat accordé à PBSC Solutions Urbaines Inc., pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années (CM20 0403), afin d'imputer les dépenses aux règlements d'emprunt de compétence corpo (19-027) et (08-062)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1204368002 - Addenda administratif - 07 mai 2020.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget

Tél : 514 868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Étienne GUIMOND
Conseiller Budgétaire

Tél : 514-872-7363
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207231012

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.), pour des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame. Dépense totale de 1 067 315,22 $ (contrat: 927 955,61 $, contingences: 84 359,61 $, incidences: 55 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417710 - un (1) soumissionnaire

Il est recommandé :
1. d'accorder à Travaux Routiers Métropole (9129 2201 Québec inc.), plus bas soumissionnaire unique conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame, aux prix de sa soumission révisée suite à une négociation en vertu de l'article 573.3.3 de la loi sur les cités et villes, soit pour une somme maximale de 927 955,61$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 417710 ;

2. d'autoriser une dépense de 84 359,61$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 55 00,00$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 12:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231012**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.), pour des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame. Dépense totale de 1 067 315,22 $ (contrat: 927 955,61 $, contingences: 84 359,61 $, incidences: 55 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417710 - un (1) soumissionnaire

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a identifié la requalification des abords de l'autoroute Ville-Marie comme l'un des projets prioritaires et d'envergure à mettre en oeuvre. En regroupant un ensemble d'interventions sous un grand projet nommé Secteur Champ-de-Mars, la Ville souhaite définir un cadre urbain attrayant et de grande qualité qui permettra de poursuivre le recouvrement de l'autoroute Ville-Marie, et ce, en reliant la ville ancienne (secteur du Vieux-Montréal) à la ville moderne (centre-ville). Plus précisément le secteur Champ-de-Mars regroupe les projets de réaménagement du square Viger, d'aménagement de la place des Montréalaises ainsi que de mise en valeur de la Cité administrative.

Avec le projet de mise en valeur de la Cité administrative, l'administration municipale souhaite voir émerger un projet d'envergure, innovant sur le plan de la vie collective, qui repositionne la Cité administrative sur le plan symbolique, pour en faire une destination d'exception pour une diversité de publics. Ce projet doit aussi démontrer la grande expertise de la Ville en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine et d'aménagement. Il doit aussi rehausser la qualité de la vie urbaine.

La planification du projet de mise en valeur de la Cité administrative a été initiée en 2014. Une analyse historique, paysagère et urbaine, de même qu'un plan préliminaire de mise en valeur du grand ensemble que forme la Cité administrative ont été réalisés en 2014-2016. La proposition a été élaborée en étroite concertation avec les unités administratives impliquées, de même qu'avec le ministère de la Culture et communications du Québec (MCC), le territoire étant assujetti à la Loi sur le patrimoine culturel.

La première phase de travaux du projet de mise en valeur de la Cité administrative concerne les travaux prioritaires aux abords de l'hôtel de ville. Ces travaux prioritaires doivent être livrés en 2022, soit en même temps que la réouverture de l'hôtel de ville à la suite des travaux de restauration et de mise aux normes réalisés par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI). Ils permettront aussi de relier la place des Montréalaises à la place Vauquelin par les aménagements qui seront réalisés sur le Champ-de-Mars. Ces travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisation 2019-2021 sous la fiche de projet 36207-36213, mais ne concernent que le projet 36213, soit la mise en valeur de la Cité administrative.

La première phase de travaux comprend notamment :

· Le réaménagement des parterres de l'hôtel de ville en bordure des rues Notre-Dame et Gosford;
· Le réaménagement d'une partie de l'esplanade du Champ-de-Mars située derrière l'annexe de l'hôtel de ville et au-dessus des locaux situés en souterrain;
· Le réaménagement de la zone prévue pour l'atterrissage de la passerelle de la place des Montréalaises afin de raccorder cette dernière à la place Vauquelin;
· L'intégration, sur un nouveau support, de la Déclaration contre la discrimination raciale;
· Le réaménagement du trottoir ouest de la rue Gosford;
· **Le déplacement et la mise à niveau de certaines infrastructures (RTU et aqueduc).**

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) agit à titre de service requérant du projet. Dans le présent dossier, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) agit à titre de service exécutant et est appuyé par le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR), l'arrondissement de Ville-Marie et des firmes externes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0606 – 14 mai 2019 - Adoption du règlement autorisant un emprunt de 10 038 000$ afin de financer les travaux de réalignement des abords de l'hôtel de ville de Montréal, lesquels constituent la première phase de travaux du projet de mise en valeur de la Cité administrative. (GDD 1186907001)
CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale). (GDD 1193126002)

CG18 0555 - 25 octobre 2018 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour des services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 12 675 350,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16961 (2 soum.)

CM18 1126 - 17 septembre 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à Lemay CO inc. et SNC Lavalin inc., équipe lauréate du concours « Place des Montréalaises, concours international d'architecture de paysage pluridisciplinaire », pour la conception détaillée, l'élaboration des plans et du cahier des charges ainsi que le suivi et la surveillance de chantier, pour une somme maximale de 7 540 611,23 $, taxes et contingences incluses / Approuver un projet de convention à cette fin (GDD 1187900005)

CE17 1455 - 16 août 2017 - Adoption du plan d'action en patrimoine 2017-2022.

CG15 0514 - 20 août 2015 - Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 9 100 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la place Vauquelin et des abords de l'hôtel de ville réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016

CG15 0509 - 20 août 2015 - Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 31 700 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement d'une place publique aux abords du métro Champ-de-Mars

CE14 0639 - 23 avril 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour une étude comprenant la documentation, l'analyse, la caractérisation et la formulation d'orientations de mise en valeur de la Cité administrative pour une somme maximale de 65 882,97 $, taxes incluses - Dépense totale de 73 023,87 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation (14-1320) - (5 soumissionnaires).

CG13 0347 - 29 août 2013 - Adoption du *Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal* .

DESCRIPTION

Les travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ-de-Mars et Notre-Dame. Ces travaux consistent en :
- la construction de ± 92 mètres de conduites d'eau secondaires d'un diamètre de 300 mm;
- la reconstruction d'une chaussée temporaire;
- la reconstruction des trottoirs touchés par les travaux;
- démantèlement du système d'éclairage et maintien d'éclairage temporaire;
- démantèlement et maintien d'un feu de circulation de façon temporaire.

Le plan des travaux de surface se trouve en pièce jointe.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 84 359,61$, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 9,1 % du coût des travaux assumés par la Ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, de gestion des impacts. Des frais sont également prévus pour le laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présentée dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe. Sur dix (10) preneurs des documents d'appel d'offres, une seule (1) firme a déposé une soumission et neuf (9) n'en ont pas déposé. En ce qui concerne les motifs de désistement, trois (3) firmes sont connues comme fournisseurs ou bien sous-traitant, une(1) firme a déclaré ne pas avoir d'intérêt et cinq (5) n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner.

Dans les circonstances Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.) est le seul soumissionnaire conforme. Le prix soumissionné par ce dernier est de 958 547,72$ taxes incluses. Tel que stipulé à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes «Dans le cas où une municipalité a , à la suie d'une demande de soumission, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité.»

Suivant ces dispositions prévues à la loi, le prix de la soumission de Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.) a été négocié à 927 955,61$ taxes incluses.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l’analyse de la soumission (1) unique et conforme reçue pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 5,0% a été constaté entre la soumission unique révisée suite à la négociation et l’estimation de soumission. En considérant ces informations et dans ce contexte, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat

Le présent dossier ne répond à aucun critère préalable à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 1 067 315,22$, taxes incluses, et comprend :
- un contrat avec Travaux Routiers Métropole inc (9129 2201 Québec inc.) pour un montant de 927 955,61$ taxes incluses;
- plus un budget des contingences de 84 359,61 $ taxes incluses;
- plus un budget des incidences de 55 000,00$ taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, est prévue et répartie entre les différents PTI de l'unité d'affaire de la façon suivante :

· 100 % au PTI du Service de l'urbanisme et mobilité, pour un montant de 1 067 315,22$, taxes incluses.

La dépense totale de 1 067 315,22$ taxes incluses représente un coût net de 974 601,05$, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, laquelle est financée par le règlement d'emprunt suivant :

- CM19 0606 – 14 mai 2019 - Adoption du règlement 19-034 - Réaménagement abords Hôtel VDM - autorisant un emprunt de 10 038 000$ afin de financer les travaux de réalignement des abords de l’hôtel de ville de Montréal, lesquels constituent la première phase de travaux du projet de mise en valeur de la Cité administrative.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
36207-36213 - Mise en valeur de la Cité administrative	975	-	-	-	975
	975	-	-	-	975

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les orientations guidant le projet de mise en valeur de la Cité administrative et plus largement du domaine public du Vieux-Montréal visent l'amélioration de la convivialité des lieux et l'utilisation de matériaux durables et faciles à entretenir, tout en tenant compte des qualités patrimoniales du lieu. Ces orientations vont dans le sens des objectifs du plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, cela empêcherait la livraison des aménagements aux abords de l'hôtel de ville à temps pour sa réouverture prévue à l'été 2022. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 26 juin 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.
L'impact sur la circulation est décrit dans le document fourni en pièce jointe « Principes de gestion de la mobilité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur des outils de communication dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : N/A
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des travaux : juin 2020
Fin des travaux : août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ève CARLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Ève CARLE, 30 avril 2020
Jean CARRIER, 29 avril 2020
Alain DUFRESNE, 29 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien BRETON
Chargé de planification

Tél : 514 872-7237
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855

Approuvé le : 2020-05-06 **Approuvé le :** 2020-05-07

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 417710 — No du GDD : 1207231012

Titre de l'appel d'offres : Travaux de conduite d'eau secondaire dans la rue Gosford, de la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 27 - 2 - 27

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda			Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
31	1	2020	Intervention archéologique - remplacement bordereau - Ajout cahier E et F - Plans feux - Éclairage	50 000.00 $
5	2	2020	Modification de l'adresse courriel des questions durant l'appel d'offres	0.00 $
7	2	2020	Clarification sur le mode de paiement des réfections de la chaussée	0.00 $
19	2	2020	Intégration du rapport préliminaire de forage à l'appel d'offres	0.00 $

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10 — Nbre de soumissions reçues : 1 — % de réponses : 10

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 26 - 6 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée :

Résultats de l'appel d'offres

Soumission conforme	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
TRAVAUX ROUTIERS METROPOLE (91292201 QUEBEC INC)	958 547.72
Estimation **interne**	883 798.12
Écart entre la soumission déposée et l'estimation	**8.5%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMP	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : TRAVAUX ROUTIERS METROPOLE (91292201 QUEBEC INC)

Montant de la soumission négociée avec le soumissionnaire unique (incluant les taxes) ($) : 927 955.61

Écart entre la soumission négociée et l'estimation **5.0%**

Montant des contingences ($) : 84 359.61 $

Montant des incidences ($) : 55 000 $

Date prévue de début des travaux : 15 - 6 - 2020 — Date prévue de fin des travaux : 23 - 8 - 2020

NOTE À L'ENTREPRENEUR

LA LOCALISATION DES CONDUITES EXISTANTES MONTRÉES AU PLAN EST APPROXIMATIVE.

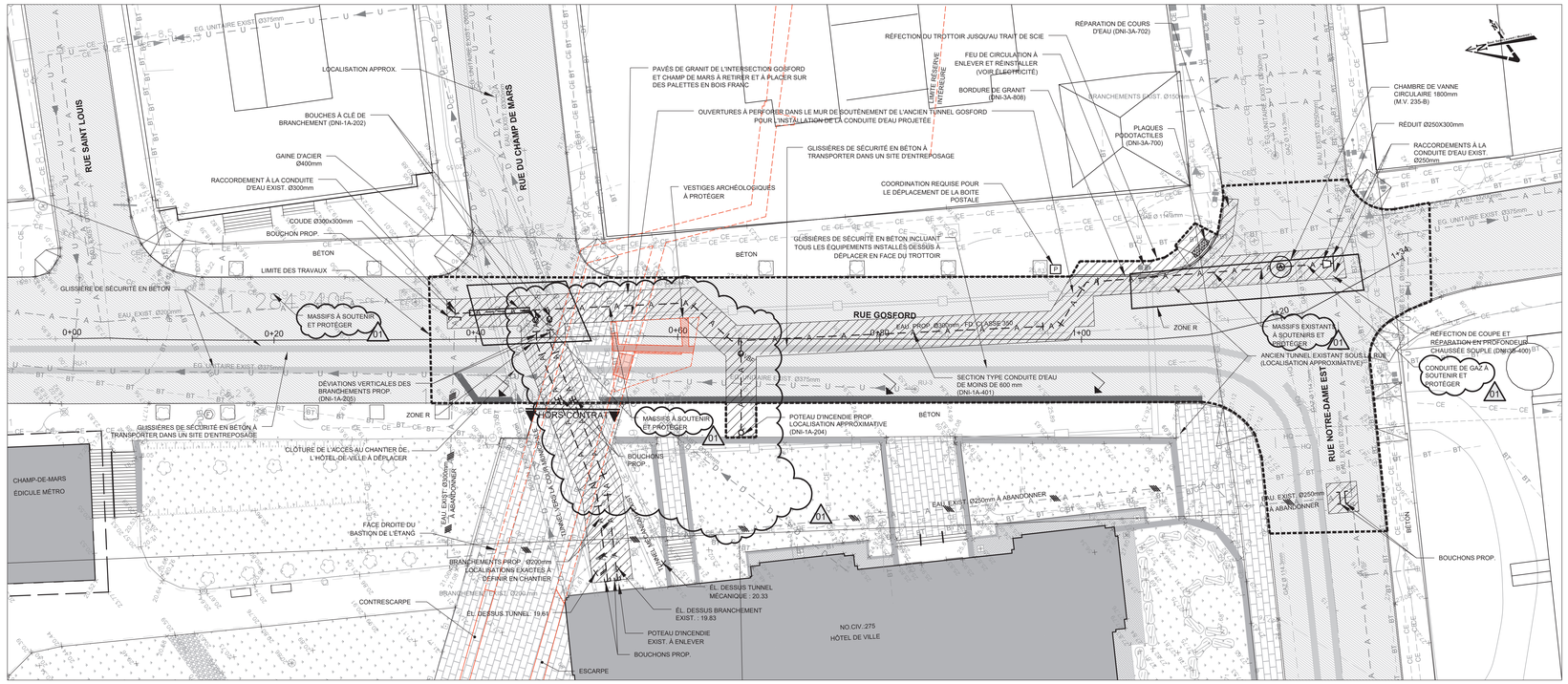
IL EST DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR D'EFFECTUER LES FOUILLES AFIN DE LOCALISER EXACTEMENT LESDITES CONDUITES, AINSI QUE DE VALIDER LES RADIERS.

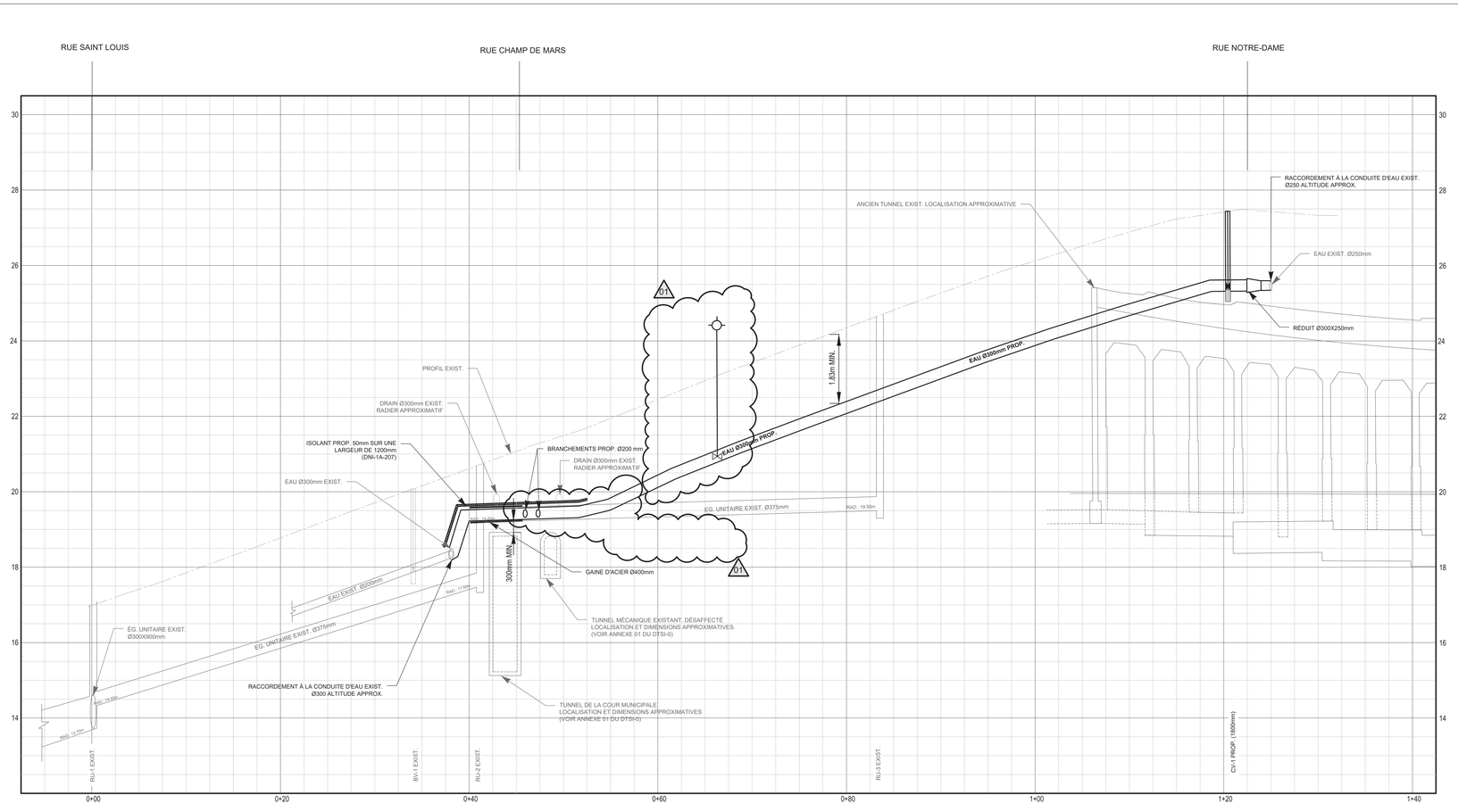
LA LOCALISATION DES TUNNELS SOUTERRAINS MONTRÉS AU PLAN EST APPROXIMATIVE.

L'ENTREPRENEUR DOIT AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, COMMUNIQUER AVEC "INFO-EXCAVATION" AFIN DE FAIRE MARQUER SUR LE SOL LEURS OUVRAGES SOUTERRAINS.

L'ENTREPRENEUR DOIT AVISER IMMÉDIATEMENT LA VILLE DE TOUTES DIVERGENCES OU OMISSIONS.

LES ARBRES EXISTANTS SONT À PROTÉGER





Légende: éléments proposés

- Ø : (mm) — EAU Ø PROP. — Conduite d'eau
- Ø : (mm) — ÉGOUT Ø PROP. — Conduite d'égout
- CV-XX / DNI-1A-XXX — Numérotation; N° de croquis voir DTNI-1A — Chambre de vanne
- RX-XX / DNI-1A-XXX — RPU: Regard puisard unitaire; RP: Regard pluvial; RS: Regard sanitaire; RU: Regard unitaire; Numérotation; N° de croquis voir DTNI-1A — Regard d'égout circulaire
- RX-XX — RP: Regard pluvial; RS: Regard sanitaire; RU: Regard unitaire; Numérotation — Regard d'égout rectangulaire
- PI-XX / DNI-1A-204 — Numérotation; N° de croquis voir DTNI-1A — Poteau d'incendie
- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Puisard de trottoir
- ★ Bouche à clé de vanne
- Conduite ou structure à enlever
- Conduite ou structure à abandonner
- Sens d'écoulement
- Limite de chaussée
- Détail type de tranchée

∗Symbole agrandi pour plus de clarté.

Légende: Éléments existants

Eau
- EAU_E — Conduite d'eau
- EAU_E — Conduite d'eau (hors contrat)
- Regard d'eau
- Boîte de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Bouche à clé de branchement
- Poteau d'incendie

Égout
- ÉG_E — Conduite d'égout unitaire
- DRAIN_E — Conduite de drainage
- Regard d'égout
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire
- Puisard circulaire

Utilités publiques
- BT — Conduite Bell
- GAZ_E — Conduite Gaz
- HQ — Conduite Hydro-Québec
- CE — Conduite CSEM
- Regard Bell
- Regard électrique
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation avec lampadaire
- Unité d'éclairage multiple
- Lampadaire de promenade
- Panneau publique
- Poubelle
- Parcomètre
- Fût de panneau de petite signalisation
- Boite postale

Aménagement
- Arbre
- Bollard
- Limite cadastrale
- Limite de boisé
- Haie
- Clôture
- bas de talus
- haut de talus
- surface asphaltée
- surface de type pavé-uni
- surface de type granite
- surface de gravier
- Repère geodésique
- centre de rue
- Limite des travaux
- Vestige mis au jour

Abréviations

EXIST.	Conduite ou structure existante	FD.	Fonte ductile
PROP.	Conduite ou structure proposée	RACC.	Raccord
RE.	Structure à remplacer	RAD.	Radier
NS.	Nouvelle structure	F.	Feuillet
EN.	Structure à enlever	T.	Tuyau
AB.	Structure à abandonner	H.P.	Haute pression
BA.	Béton Armé	B.P.	Basse pression
BAC.	Béton Acier	EL.	Élévation
FG.	Fonte grise		

Notes Particulières

Massifs d'utilités publiques à supporter ou à briser et à reconstruire si requis.

REPÈRE GÉODÉSIQUE: M13KM007

GOSFORD / NOTRE-DAME

ALTITUDE: 27.225 m (CGVD28)

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 (SCRS).

Plan de localisation



Notes

1. La localisation des conduits et massifs d'utilités publiques est donnée à titre indicatif seulement;
2. Les conduites d'eau secondaires existantes sont en fonte grise, sauf indication contraire;
3. De façon générale, les conduites d'eau existantes et/ou abandonnées ne sont pas montrées aux profils;
4. Les distances et les dégagements minimaux à respecter entre les conduites, les branchements, les structures et les obstacles sont prévus au DTNI-1A.

Références

Plan de la géomatique:	XXXXXXa-scrs	
Plan de géométrie:	XXXX-XX-XX-SARA-XX	
Plans et profils:	PPXXXXX,PPXXXXX	
	Étude(s) technique(s):	Fiche(s) technique(s):
Eau	XX-XXX AAAA-MM-JJ	XX-XXX AAAA-MM-JJ
Égout	XXX-XXX AAAA-MM-JJ XXX-XXX AAAA-MM-JJ XXX-XXX AAAA-MM-JJ	XXX-XXX AAAA-MM-JJ XXX-XXX AAAA-MM-JJ XXX-XXX AAAA-MM-JJ

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
01	2020-01-31	ADDENDA 01	M.B.
00	2020-01-14	ÉMIS POUR SOUMISSION	M.B.

Intervenants

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C0G4

Élaboré par:
Ariane Bégin, ing. jr — 2019-11-18
Azam Dehghan — 2019-11-18

Préparé par:
Mathieu Beauregard, ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
Mathieu Beauregard, ing. — 2020-02-19
Original signé le:

Projet:

Rue Gosford

De la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame

Arrondissement(s): **Ville-Marie**

Nature des travaux:

Travaux de conduite d'eau secondaires

Titre du plan:

Plan et Profil

Ch. 0+00 @ 1+34

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: HORZ.: 1:200 VERT.: 1:50 (mètre) 4 2 0 4 8 12

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
417710	PL-EA-01	1/2	01	01

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	417710	DATE:
#GDD:	1207231012	DRM:		2020/04/08
RESPONSABLE:	Sébastien Breton, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Remplacement d'une conduites d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranché de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame.			

PROJET INVESTI: 36213 Desc et client-payeur: **Cité administrative - Phase 1 - Composante E - Direction de l'urbanisme**

Taxes incluses

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2036213001	182712	924 378.72 $	927 955.61 $	84 359.61 $	0.00 $	C
2036213002	182713	50 222.33 $	0.00 $	0.00 $	55 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**974 601.05 $**	**927 955.61 $**	**84 359.61 $**	**55 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**974 601.05 $**	**927 955.61 $**	**84 359.61 $**	**55 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**1 067 315.22 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**08/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Remplacement d'une conduites d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranché de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame.**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			927 955.51 $
TRAVAUX CONTINGENTS			84 359.61 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		7 500.00 $	
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		35 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5 000.00 $	
Gestion des impacts		7 500.00 $	
Chloration conduites d'eau existantes		0.00 $	
Surveillance environnementale		0.00 $	
Comité du bon voisinage		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	55 000.00	55 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1 067 315.12 $
Imputation (crédits)			974 601.05 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		46 415.10	92 598.12
Ristournes TPS et TVQ à 50%		92 714.16	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2036213001**	**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182712**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Remplacement d'une conduites d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranché de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Travaux Routiers Métropole (9129 2201 Québec inc.)**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			927 955.61 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	9.09%		84 359.61 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 012 315.22 $
Imputation (crédits)			924 378.72 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	44 023.28	87 826.43
Ristournes TPS et TVQ à 50%	87 936.50	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2036213002**	**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182713**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Remplacement d'une conduites d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranché de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame.**			
ENTREPRENEUR	**Services techniques et professionnels**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				
TRAVAUX CONTINGENTS DE	7.00%			0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			7 500.00 $	
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			35 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			5 000.00 $	
Gestion des impacts			7 500.00 $	
XXX				
XXX				
XXX				
		TOTAL À REPORTER	55 000.00	55 000.00 $

Dépenses totales à autoriser	55 000.00 $
Imputation (crédits)	50 222.33 $
Montant de dépôt	

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		2 391.82	4 771.69
Ristournes TPS et TVQ à 50%		4 777.67	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Chloration conduites d'eau existantes		
Surveillance environnementale		
Comité du bon voisinage		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Conception et/ou frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Tableau B – Principes de maintien et gestion de la mobilité

Soumission 417710 : Travaux de conduite d'eau secondaire dans la rue Gosford, de la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame
Arrondissements : Ville-Marie

Phase	Fermetures de voies et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Condition minimale à respecter concernant la gestion des impacts		
Travaux préparatoires	– Travaux mobiles – Heure de travail du lundi au vendredi : 9h30 -15h30	– Dix jours ouvrables avant les travaux, installer les panneaux d'information générale de dimensions 900 mm x 1 200 mm aux approches suivantes : · Sur la rue Gosford en direction sud, à l'intersection avec la rue Saint-Antoine · Sur la rue Saint-Claude en direction nord, en amont de l'intersection avec la rue Notre-Dame · Sur la rue Champ de Mars à l'intersection avec la rue Bonsecours · Sur la rue Notre-Dame en direction est, à l'intersection avec la rue Saint-Laurent · Sur la rue Notre-Dame en direction ouest à l'intersection avec la rue Bonsecours
Mise en place de la signalisation de chantier changement de phase et démobilisation - Toutes les phases	**Entraves de très courte durée** – Travaux mobiles avec véhicule d'accompagnement et signaleur(s) **Entraves de courte durée** – Entraves partielles ou complètes de courte durée lors de la mise en place, le déplacement et la démobilisation des dispositifs de retenue et de protection (glissières de sécurité, atténuateur d'impact, clôtures, etc.) – Heure de travail du lundi au vendredi : 23h00-5h00	– Respecter le plan TTCD-P 001 pour les travaux mobiles (en deçà de 30 minutes) – Pour les travaux mobiles, la présence d'au moins un signaleur est requis (se référer à l'article 5.17 du présent devis pour le nombre de signaleurs à prévoir) – Pour les entraves partielles, maintenir au moins une voie de circulation de 3,2 m sur la rue entravée ; – Pour les fermetures complètes, lorsque la largeur disponible est en deçà de 3 m, implanter des chemins de détour et ne pas impacter plus de deux intersections à la fois
Phase 1 **Entraves de longue durée**	– Fermeture complète de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame – Heure de travail du lundi au samedi : 7h-19h	– Fermer le corridor piéton mis en place par le chantier de l'Hôtel de Ville du côté ouest de la rue Gosford au niveau de la rue Champ de Mars et dévier les piétons sur le trottoir côté est. Ramener les piétons du côté ouest de la rue Gosford au niveau de la rue Notre-Dame. – Déplacer les glissières de sécurité en béton de 10 000 lb chaque du corridor piéton existant sur le bord du trottoir côté ouest de la rue Gosford. (Voir photo du chantier existant à l'Annexe M1) – Les plans de signalisations doivent être faits conformément aux exigences suivantes : · Configurer la direction nord et sud de Gosford à l'image du TLDU-007 adapté à la réalité du site à

Phase	Fermetures de voies et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
		l'intersection Gosford/ Champ de Mars et à l'intersection Gosford/Notre-Dame – Implanter, entretenir et maintenir les détours aux figures 1 et 2 de l'annexe M1 à l'aide des panneaux de dimensions 600 mm x 600 mm avec panonceaux indiquant les destinations visées par le détour en question – Coordonner avec la STM pour déplacer la ligne d'autobus 129 de la rue Gosford
Phase 2 **Entraves de longue durée pendant trois fins de semaine**	– Fermeture complète de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame – Fermeture complète de la rue Notre-Dame à l'intersection avec Gosford – Fermeture complète de la rue Champ de Mars à l'intersection avec Gosford – Circulation locale uniquement sur la rue Notre-Dame entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Gosford de même qu'entre les rues Bonsecours et Gosford – Circulation locale uniquement sur la rue Saint-Claude entre les rues Saint-Paul et Notre-Dame, de même que la rue Gosford entre les rues Saint-Antoine et Champ-de-Mars – Circulation locale uniquement sur la rue Champ de Mars entre les rues Bonsecours et Gosford – Heure de travail samedi et dimanche de 7h à 19h	– Fermer le trottoir du côté nord-ouest de l'intersection Notre-Dame/Gosford. Dévier les piétons à partir du trottoir côté est de la rue Gosford vers le côté sud de la rue Notre-Dame. Ramener les piétons du côté nord de la rue Notre-Dame au niveau de la Place Vauquelin. – Les plans de signalisations doivent être faits conformément aux exigences suivantes : · Configurer la direction est de Notre-Dame à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Notre-Dame/ Saint-Laurent · Configurer la direction ouest de Notre-Dame à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Notre-Dame/ Bonsecours · Configurer la direction nord de Gosford/ Saint-Claude à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Saint-Claude/ Saint-Paul · Configurer la direction sud de Gosford à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Gosford/ Saint-Antoine · Configurer la direction ouest de Champ de Mars à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Bonsecours/ Champ de Mars – Annuler ou déplacer l'arrêt #53673 de la STM – Implanter, entretenir et maintenir les détours de la figure 1 de l'annexe M1 à l'aide des panneaux de dimensions 600 mm x 600 mm avec panonceaux indiquant les destinations visées par le détour en question

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

2-1

Le 29 mars 2016

9129-2201 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR ANTHONY BENTIVEGNA
25, RUE DES IRIS
BLAINVILLE (QC) J7C 6B1

N° de décision : 2016-CPSM-1016408
N° de client : 2700002966

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous TRAVAUX ROUTIERS MÉTROPOLE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). 9129-2201 QUÉBEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **28 mars 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP. ✓

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Montréal

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION (VERSION ABRÉGÉE)

TITRE DE L'AO	Travaux de conduite d'eau secondaire dans la rue Gosford, de la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame		**Prix total soumis** (incluant taxes) **Date :** 2020-02-27	958 547,72 $	
			Prix total négocié (incluant taxes) **Date :** 2020-03-27	927 955,61 $	
SOUMISSIONNAIRE	Travaux Routiers Métropole Inc. / 9129-2201 Québec Inc.		**Rang à l'ouverture**	1 / 1	
No AO	417710	**No SÉAO** 1336570	**Numéro GDD d'octroi**	1207231012	

RÉSULTAT FINAL (conforme / non conforme)	

Signature (responsable de conformité) : _____

(Nom, titre) : Sébastien Breton –chargé de projets

	ITEMS À VÉRIFIER	CONSTAT			STATUT INTÉRIMAIRE				⚠	REMARQUE	DÉCISION FINALE	
#	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	DÉFAUT MINEUR	DEMANDE DE REMÉDIER AU DÉFAUT	RÉPONSE REQUISE AVANT LE : DATE/HEURE	RÉPONSE SATISFAISANTE REÇUE	AVIS JURIDIQUE (DATE DE DEMANDE)	PRÉCISIONS (DÉFAUT, AVIS JURIDIQUE, NON-ADMISSIBILITÉ / NON-CONFORMITÉ)	NON-ADMISSIBLE / NON-CONFORME	ADMISSIBLE / CONFORME
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE / REJET AUTOMATIQUE												
1	A LUI-MÊME COMMANDÉ LE CAHIER DES CHARGES AU SÉAO (MÊME NEQ)	☒	☐								☐	☐
2	FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA VILLE SELON LE DERNIER ADDENDA	☒	☐								☐	☐
3	FORMULAIRE DE SOUMISSION SIGNÉ	☒	☐								☐	☐
4	VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX EFFECTUÉE	☐	☐	☒							☐	☐
5	GARANTIE DE SOUMISSION (ANN B)	☒	☐								☐	☐
6	REGISTRE DES ENTREPRISES DU QUÉBEC *(NON REQUIS SI AMP)*	☐	☐	☒							☐	☐
7	ATTESTATION DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS (AMP)	☒	☐					☐			☐	☐
8	NEQ SOUMISSION = AMP = ARQ	☒	☐								☐	☐
9	INSCRIT AU REGISTRE DES ENTREPRISES NON ADMISSIBLES AUX CONTRATS PUBLICS (RENA) *(NON REQUIS SI AMP)*	☐	☐	☒							☐	☐
10	DÉTENTION D'UNE ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC VALIDE (ARQ)	☒	☐					☐			☐	☐
	ANNEXE D : FORMULAIRE ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC	☐	☐	☒				☐			☐	☐

	ITEMS À VÉRIFIER	CONSTAT			STATUT INTÉRIMAIRE				⚠	REMARQUE	DÉCISION FINALE	
#	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	DÉFAUT MINEUR	DEMANDE DE REMÉDIER AU DÉFAUT	RÉPONSE REQUISE AVANT LE : DATE/HEURE	RÉPONSE SATISFAISANTE REÇUE	AVIS JURIDIQUE (DATE DE DEMANDE)	PRÉCISIONS (DÉFAUT, AVIS JURIDIQUE, NON-ADMISSIBILITÉ / NON-CONFORMITÉ)	NON-ADMISSIBLE / NON-CONFORME	ADMISSIBLE / CONFORME
11	LICENCE DE LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC (RBQ) SANS RESTRICTION	☒	☐					☐			☐	☐
12	INSCRIT AU REGISTRE DES PERSONNES INADMISSIBLES EN VERTU DU RÈGLEMENT GESTION CONTRACTUELLE	☐	☒								☐	☐
13	AVANTAGE INDU DU SOUMISSIONNAIRE ET/OU SOUS-TRAITANT ET CONFLIT D'INTÉRÊT (RGC)	☐	☒								☐	☐
	AUTRES CLAUSES DE REJET AUTOMATIQUE À AJOUTER :											
14	EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE - ANNEXE DÛMENT COMPLÉTÉE	☐	☐	☒							☐	☐
15	PRIX DE L'ITEM ASSURANCES, GARANTIES ET FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER NE DÉPASSE PAS 7%	☒	☐	☐							☐	☐
16		☐	☐								☐	☐
	CONFORMITÉ DES PRIX											
17	PRIX SOUMIS POUR CHAQUE ITEM	☒	☐		☐	☐		☐			☐	☐
	CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION / AUTRE EXIGENCES INCLUSES AU CAHIER DES CHARGES											
18	LETTRE D'INTENTION D'ASSURER UN SOUMISSIONNAIRE (ANN H)	☒	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
19	SOUMISSIONNAIRE EST UN CONSORTIUM?	☐	☒								☐	☐
20	FORMAT : NOMBRE D'EXEMPLAIRES (2), SUPPORT ÉLECTRONIQUE, RATURES PARAPHÉES	☒	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
21	LISTE DES APPAREILS	☐	☐	☒	☐	☐		☐			☐	☐
22	FORMULAIRE A5 CSEM	☐	☐	☒	☐	☐		☐			☐	☐
23	LETTRE BELL CANADA DÛMENT SIGNÉE	☐	☐	☒	☐	☐		☐			☐	☐
24	VISITE DES LIEUX EFFECTUÉE (OPTIONNELLE)	☐	☐	☒	☐	☐		☐			☐	☐
25		☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
26		☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
27		☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐

	ITEMS À VÉRIFIER	CONSTAT			STATUT INTÉRIMAIRE				⚠	REMARQUE	DÉCISION FINALE	
#	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	DÉFAUT MINEUR	DEMANDE DE REMÉDIER AU DÉFAUT	RÉPONSE REQUISE AVANT LE : DATE/HEURE	RÉPONSE SATISFAISANTE REÇUE	AVIS JURIDIQUE (DATE DE DEMANDE)	PRÉCISIONS (DÉFAUT, AVIS JURIDIQUE, NON-ADMISSIBILITÉ / NON-CONFORMITÉ)	NON-ADMISSIBLE / NON-CONFORME	ADMISSIBLE / CONFORME
	LISTE DES FOURNISSEURS À RENDEMENT INSATISFAISANT (LFRI)	☐	☒							Si oui, conforme, mais à mentionner au GDD d'octroi		

Alleluya AHONLONSOU | AA | 2020-04-16

(Nom, titre) | Signature du préparateur | (AAAA-MM-JJ)

Remarque :

Renouvellement AMP – Dossier 2700002966

helene.roy@amp.gouv.qc.ca
Thu 2019-04-11 12:52
To: trmetropole@live.com <trmetropole@live.com>

Bonjour,

Suite au dépôt de votre demande de renouvellement de l'autorisation, votre dossier est présentement en traitement chez nos partenaires. Nous sommes dans l'attente d'une recommandation de l'UPAC afin de pouvoir rendre une décision éclairée. Il se peut que vous vous receviez votre nouvelle lettre d'autorisation après la date d'échéance de celle que vous détenez. Nous sommes dans l'impossibilité de vous donner une date de fin d'analyse de dossier.

Vous devez référer le donneur d'ouvrages au Registre des entreprises autorisées (REA) de l'Autorité. De plus, vous pouvez lui transmettre l'accusé de réception que vous avez reçu suite au dépôt de votre demande de renouvellement à l'Autorité.

Tel que stipulé dans le communiqué émis par le Secrétaire du trésor, lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai.

Voici le lien qui vous dirige vers la publication du Secrétaire du trésor afin d'apporter des précisions concernant le renouvellement des autorisations de contracter avec l'état émise par l'Autorité des marchés financiers.

http://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/publications/info-marches-publics/bulletins/volume-18-numero-4-juin-2016/ .

Ce communiqué a été publié afin d'informer tous les acteurs de l'industrie y compris les donneurs d'ouvrages.

Je demeure disponible pour toute question de votre part.

Merci de votre précieuse collaboration.

Hélène Roy
Agente d'autorisation aux marchés publics
Direction de l'admissibilité aux marchés publics

Autorité des marchés publics
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 646-1564
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 06 avril 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : 9129-2201 QUÉBEC INC.
Adresse du siège social : 25, RUE DES IRIS, , BLAINVILLE, QC, J7C 6B1, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700002966
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1161495636

Autres noms d'affaires
• TRAVAUX ROUTIERS MÉTROPOLE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 417710
Numéro de référence : 1336570
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de conduite d'eau secondaire dans la rue Gosford, de la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1686489)** 2020-01-22 9 h 54 **Transmission :** 2020-01-22 10 h 53	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h 03 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 15 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 28 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 34 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 38 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel

			3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 32 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 32 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1686999)** 2020-01-23 8 h 18 **Transmission :** 2020-01-23 8 h 55	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 13 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 22 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 31 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 36 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel

			3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1685217)** 2020-01-20 13 h 10 **Transmission :** 2020-01-20 13 h 19	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 58 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 11 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 19 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 29 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 34 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel

			3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1685564)** 2020-01-21 8 h 22 **Transmission :** 2020-01-21 8 h 22	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 59 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 20 h 07 - Courriel 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 20 h 10 - Courriel 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 23 - Courriel 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 24 - Courriel 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel

			3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Josée Guindon Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 802-9689	**Commande : (1685654)** 2020-01-21 9 h 13 **Transmission :** 2020-01-21 10 h 25	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h 01 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 20 h 07 - Courriel 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 20 h 10 - Courriel 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 23 - Courriel 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 24 - Courriel 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel

			3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1685361)** 2020-01-20 14 h 59 **Transmission :** 2020-01-20 15 h 08	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h 03 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 14 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 24 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 33 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 37 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda

			no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 32 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 32 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1686149)** 2020-01-21 15 h 30 **Transmission :** 2020-01-21 15 h 30	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 59 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 20 h 07 - Courriel 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 20 h 10 - Courriel 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 23 - Courriel 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 24 - Courriel 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel

			3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Madame Amélie Robitaille Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1685136)** 2020-01-20 11 h 39 **Transmission :** 2020-01-20 13 h 07	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Télécopie 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 39 - Télécopie 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 46 - Télécopie 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 12 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 21 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 30 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 35 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 45 - Télécopie 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Télécopie 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Télécopie 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 14 h - Télécopie 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 32 - Télécopie 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda

			no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 53 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1685043)** 2020-01-20 10 h 33 **Transmission :** 2020-01-20 12 h 38	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 58 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 11 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 20 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 30 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 35 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement

			3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Travaux Routiers Métropole Inc / 9129-2201 Québec Inc 25 rue des Iris Blainville, QC, j7c6b1	Monsieur Anthony Bentivegna Téléphone : 450 430-2002 Télécopieur : 450 430-2010	**Commande : (1685080)** 2020-01-20 11 h 02 **Transmission :** 2020-01-20 12 h 46	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h 02 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 14 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 23 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 32 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 36 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement

3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219
2020-02-19 20 h 17 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231012

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.), pour des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame. Dépense totale de 1 067 315,22 $ (contrat: 927 955,61 $, contingences: 84 359,61 $, incidences: 55 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417710 - un (1) soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207231012 Trav voirie abords Hôtel de Ville.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-7652
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207231047

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat #404010 accordé à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91$ à 3 974 051,15$, taxes incluses

Il est recommandé:
1. d'autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat #404010 accordé à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91$ à 3 974 051,15$, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-01 13:37

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231047**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat #404010 accordé à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91$ à 3 974 051,15$, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a planifié en 2019 des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou et ceci via son *Programme de réfection du réseau routier art ériel.*
Pour la réalisation des travaux, le conseil municipal du 12 juin 2019 a :

1. autorisé 3 725 917,68 $, taxes incluses, comprenant tous les frais incidents;
2. accordé à Charex une somme maximale de 3 458 917,68 $, taxes incluses;
3. autorisé une dépense de 351 581,23 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences.

Les travaux consistent sans s'y limiter en :

- la reconstruction de la chaussée (± 11 250 mètres carrés),
- la reconstruction des trottoirs (± 2 600 mètres carrés),
- la reconstruction et la mise aux normes des lampadaires (± 20 unités).

Le délai contractuel du projet est de cent vingt (120) jours calendrier. Les travaux ont débuté à la fin du mois d'août 2019. Lors de la réunion de démarrage, l'entrepreneur a présenté un échéancier pour que les travaux soient complétés en 2019. Dans l'optique de minimiser les impacts sur les usagers, la proposition a été acceptée par la Ville de Montréal. L'avancement des travaux respectaient la planification initiale jusqu'au moment où plusieurs

bris d'aqueduc ont été observés au début du mois d'octobre. Après investigation, il s'est avéré qu'une intervention sur la conduite d'aqueduc était requise (hors contrat).
À ce moment, deux scénarios se présentaient:

- Colmater localement les bris observés et compléter les travaux de reconstruction de chaussée avec le risque d'avoir d'autres bris qui peuvent compromettre la qualité de l'ouvrage;
- Arrêter les travaux de chaussée amorcés par l'entrepreneur Charex inc. et permettre à un autre entrepreneur spécialisé (Sanexen) mandaté par la Ville de Montréal de réaliser les travaux de réhabilitation sur la conduite d'aqueduc et poursuivre par après les travaux de chaussée par Charex inc.

Afin d'assurer la qualité des travaux et pour minimiser les interventions sur le tronçon, la Direction des infrastructures (DI) a pris la décision d'arrêter les travaux de reconstruction amorcés par l'entrepreneur Charex et réaliser les travaux de réhabilitation par Sanexen. Cette décision a eu un impact sur l'échéancier présenté par l'entrepreneur Charex et sur la suite des travaux. En effet, les travaux de reconstruction de la chaussée ont été arrêtés six (6) semaines pour permettre les travaux sur la conduite. Ces derniers ont été complétés le 8 novembre 2019. À ce moment, lors de la reprise des travaux de reconstruction de chaussée, l'entrepreneur Charex ne pouvait pas réaliser les travaux de pavage en raison des conditions climatiques et de l'arrivée hâtive de l'hiver. En considérant les risques associés aux travaux de pavage en conditions hivernales et les avantages de reporter les travaux de pavage permanent dans des conditions plus appropriées, la Direction des infrastructures a pris la décision de faire exécuter des travaux de pavage temporaire à l'automne. Le pavage final sera mis en place au printemps 2020.

Aucun item n’étant prévu aux bordereaux pour la pose de pavage temporaire et pour les interventions pour les bris d'aqueduc, un dépassement du budget des contingences est anticipé lorsque ces travaux seront complétés en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0744 - Le 18 juin 2019 - Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de voirie et d’éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l’avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou. Dépense totale de 4 077 498,91 $ (contrat: 3 458 917,68 $ + contingences: 351 581,23 $ + incidences: 267 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 404010 - 8 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à majorer le budget de contingences d'un montant maximal de 163 552,25 $, taxes incluses, passant de 351 581,23 à 560 490,72$, incluant des économies de 45 357,25$ réalisées au bordereau des travaux initiaux (voir le tableau d'analyse budgétaire en pièce jointes).
Les travaux additionnels comprennent, entre autres :
· la mise en place et l'enlèvement du pavage temporaire;
· la coordination des travaux de réhabilitation de conduite d'aqueduc réalisé par un autre entrepreneur;
· la réparation des bris d'aqueduc.

JUSTIFICATION

À ce jour, considérant le degré d'avancement des travaux de ce projet, la compilation des quantités finales pour la majorité des items du bordereau est complétée. Toutes les réclamations de l'entrepreneur pour les travaux supplémentaires sont reçues, bien que la

négociation de certaines réclamations soient toujours en cours avec l'entrepreneur. Un montant maximal de 163 552, 25 $ taxes incluses est requis pour payer l'entrepreneur Charex et compléter le contrat.
Une analyse des enveloppes autorisées démontre qu'une disponibilité dans l'enveloppe des dépenses incidentes de 206 055,83 $ taxes incluses, peut être utilisée pour un virement de fonds vers l'enveloppe des contingences du projet nécessitant ainsi une dépense additionnelle de 163 552, 25 $ taxes incluses à faire autoriser par les instances.

Le détail se trouve en pièce jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La majoration de l'enveloppe des contingences demandée de 163 552,25 $, taxes incluses pour le contrat #404010 sera financée par un virement de crédits du même montant provenant de l'enveloppe des dépenses incidentes déjà autorisé (CM19 0744) vers celle des travaux contingents.
La majoration du contrat de 515 133,48$ représente une augmentation de 14.9 %. En effet, la valeur du contrat initial de 3 458 917,68 $ est majorée à 3 974 051,15 $, taxes incluses. À noter cependant que l'enveloppe des contingences du contrat prévue initialement à 351 581,23 $, taxes incluses (10 % du coût des travaux) passe à 560 490,72 $, soit 16,4 % du coût initial des travaux.
Le virement de 163 552,25 $, taxes incluses provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences du contrat, entièrement assumé par la ville centrale, sera imputé dans le PTI de la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité représente un coût au net de 149 345,00 $ financé par le règlement d'emprunt # 17-046
Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible à même l'enveloppe reçue pour le PTI 2020-2022 au projet 55845 - Programme de réfection routière

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55845 - Programme de réfection routière	149		-	-	149
	149	-	-	-	149

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la majoration de la dépense est reportée à une date ultérieure, le projet ne pourra pas être complété jusqu'à la décision des instances et pénalisera la réalisation des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a déjà été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications lors de l'octroi du contrat.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Majoration du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Poursuite des travaux : (après le dégel et la levée du décret de l'arrêt des travaux) mai 2020
Fin des travaux : juin 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 28 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamza JABER
Ingénieur

Tél : 514 872 7271
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Monya OSTIGUY
Chef de division

Tél : 514-872-6444
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur

Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-30

Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-01

Virement des fonds dans le contrat #404010 - Travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou

Contrat à Charex inc

GDD # 1207231047

Taxes incluses

	Contrat: Charex inc. 3 810 498.90 $		Incidences	GRAND TOTAL
	Travaux	Contingences		
Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1197231026)	**3 458 917.67 $**	**351 581.23 $**	**267 000.00 $**	**4 077 498.90 $**
				- $
				- $
Travaux payés à ce jour	2 632 879.93 $	80 482.50 $		**2 713 362.43 $**
- Dégagement de la conduite de Gaz		51 738.75 $		**51 738.75 $**
- Réparation des bris d'aqueduc et coordination des travaux pour le gainage		57 487.50 $		**57 487.50 $**
- Pavage temporaire et condition d'hiver et contingences engagées		101 527.64 $		**101 527.64 $**
Travaux engagés à ce jour:				
				- $
Incidences payées et engagés			62 834.00 $	**62 834.00 $**
Total (payé+engagé+imprevus) Ville	**2 632 879.93 $**	**291 236.39 $**	**62 834.00 $**	**2 986 950.32 $**
Montant disponible pour les travaux et incidences à ce jour :	**826 037.74 $**	**60 344.84 $**	**204 166.00 $**	**1 090 548.58 $**
Travaux à venir (pavage final)	780 680.49 $			**780 680.49 $**
- Enlèvement du pavage		229 013.09 $		**229 013.09 $**
- Renforcement des deux bases de lampadaire		40 241.24 $		**40 241.24 $**
Incidences à venir			10 000.00 $	**10 000.00 $**
Total estimé des travaux et incidences	**3 413 560.43 $**	**560 490.72 $**	**72 834.00 $**	**4 046 885.15 $**
Surplus (insuffisance) budgétaire pour compléter le contrat	**45 357.25 $**	**(208 909.49) $**	**194 166.00 $**	**30 613.75 $**
Virement à faire autoriser				**163 552.25 $**

	Avant majoration	Majoration	Après majoration	% d'augmentation du contrat
Travaux	3 458 917.67 $	(45 357.25) $	3 413 560.43 $	
Contingences	351 581.23 $	208 909.49 $	560 490.72 $	
Total	**3 810 498.90 $**	**163 552.25 $**	**3 974 051.15 $**	**14.9%**
Pourcentage des contingences sur le coût initial des travaux du contrat	**10.2%**		**16.4%**	

Virement de 163 552, 25 $ des incidences vers les contingences

Majoration de 163 552,25 $ taxes incluses, devra être imputé dans le projets SIMON suivant:

176910 (1855845184 - reconstruction Chaussée) - pour un montant de 163 552,25 $ taxes incluses

1) financé par un virement de 163 552,25 $ taxes incluses de l'enveloppe des incidences (projet Simon 176912) vers l'enveloppe des contingences du contrat

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231047

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat #404010 accordé à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91$ à 3 974 051,15$, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207231047 Trav voirie _ éclairage Boul Chateauneuf.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-11

Cédric AGO
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1193286001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). Appel d'offres public IMM 15349 - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Groupe AXINO inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation et d'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et pour l'aménagement des espaces publics extérieurs, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 34 735 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (n^{o} IMM 15349 de l'appel d'offres);

2. d'autoriser une dépense de 5 904 950,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 1 994 881,61 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2020-04-23 11:05

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193286001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). Appel d'offres public IMM 15349 - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réhabilitation et d'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve s'inscrit dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (Programme RAC) en lien avec la « Politique de développement culturel de Montréal ». Le projet vise à combler le déficit de l'arrondissement en matière d'offre de services, tant sur les plans qualitatifs que normatifs, en regard des conclusions du Diagnostic des bibliothèques municipales de l'Ile de Montréal. Depuis la mise en place du programme RAC, cinq projets de bibliothèques ont été réalisés (Le Boisé, Marc-Favreau, Saul-Bellow, Benny et Pierrefonds).
Le bâtiment de la bibliothèque Maisonneuve, antérieurement l'hôtel de ville de la cité de Maisonneuve, est considéré comme un bâtiment d'intérêt patrimonial et sa présence dans le quartier, à l'intersection du boulevard Pie-IX et de la rue Ontario, est un élément structurant pour le tissu urbain.

Le 19 octobre 2016, le comité exécutif a autorisé la poursuite du projet de la bibliothèque Maisonneuve et le lancement d'un concours d'architecture pluridisciplinaire pour la rénovation et l'agrandissement de cette dernière.

Suite au concours d'architecture pluridisciplinaire, le conseil municipal (CM18 0360), sur la recommandation du jury, a accordé le contrat à ÉVOQ architecture inc. et aux firmes de génie-conseil NCK inc. et Pageau Morel & associés inc. pour la réalisation des plans et devis, le suivi en chantier et le suivi des garanties jusqu'à la réception définitive.

Durant la période de conception, des expertises plus précises sur l'état de la maçonnerie ont démontré une dégradation importante de la pierre et de la sous-structure des murs. L'estimation du coût des travaux a alors été réévaluée et un dossier de modification de la portée des travaux a été présenté au comité de coordination des projets d'envergure (CCPE) en décembre 2018. Le dossier a par la suite fait l'objet d'une demande de révision du mandat d'exécution au CE du 16 janvier 2019. En plus des travaux de réhabilitation de la pierre et de la sous-structure, la portée des travaux prévoit également l'ajout de la réfection des trottoirs sur la rue Ontario et sur le boulevard Pie-IX et la réfection de la Place Ernest-Gendreau.

L'appel d'offres public a été annoncé dans le journal Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Cet appel d'offres d'une durée de soixante-douze (72) jours a été lancé le 26 août 2019 et les offres ont été ouvertes le 5 novembre 2019. L'appel d'offres a été prolongé à deux reprises, pour une période de 2 semaines à chaque fois, à la demande des soumissionnaires. Huit (8) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres. Le délai initial de validité des soumissions était de cent vingt (120) jours, soit jusqu'au 5 mars 2020. Une prolongation de la validité de la soumission de quatre-vingt-dix (90) jours additionnels a été demandée au plus bas soumissionnaire conforme, soit jusqu'au 2 juin 2020.
Le Cahier des clauses administratives spéciales exige un entrepreneur en maçonnerie ayant une expérience en réhabilitation de maçonnerie patrimoniale sur des ouvrages dont la date de construction se situe avant 1920 et comprenant des interventions sur des murs en pierre entièrement porteurs, d'une hauteur minimale de 6 mètres.

La nature des addenda est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No 1	2019-09-06	• Émission du bordereau de soumission avec ajustement des quantités • Réémission de plans en architecture	oui
No 2	2019-09-13	• Précisions en architecture • Modifications en mécanique- électricité	oui
No 3	2019-09-24	• Précisions en structure et travaux en sous-oeuvre	oui
No 4	2019-09-30	• Report de 2 semaines de l'ouverture des soumissions • Ajout de nouvelles dates pour visites • Précisions en architecture et structure	oui
No 5	2019-10-04	• Émission du bordereau de soumission révisé • Précisions en architecture • Précisions en mécanique- électricité	oui
No 6	2019-10-11	• Précisions en architecture • Précisions en mécanique- électricité • Précisions en structure	oui

No 7	2019-10-17	• Report de 2 semaines de l'ouverture des soumissions	non
No 8	2019-10-25	• Révision du formulaire de soumission • Précisions en architecture • Précisions en mécanique- électricité • Précisions en structure et civil	oui

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1125 - 22 octobre 2019 : Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de LES IMMEUBLES MITELMAN INC, pour un terme de cinq (5) ans, soit du 1er mars 2020 au 28 février 2025, des locaux au 4e étage, situés au 4115, rue Ontario Est, d'une superficie approximative de 13 661 pi² à des fins de bibliothèque temporaire et de bureaux administratifs, pour une dépense totale de 2 395 959,98 $, incluant les taxes. Bâtiment 8786-001.

CM19 0891 - 19 août 2019 : Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Clément de Gaulejac, artiste professionnel, au montant maximal de 221 326,88 $, taxes incluses, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Bottes de pluie » qui sera intégrée à la bibliothèque Maisonneuve / Approuver un projet de convention à cette fin.

CM19 0329 - **26 mars 2019 :** Autoriser une dépense additionnelle maximale de 668 992 $ taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et Pageau Morel associés inc. en fonction de la modification de la portée du mandat pour la rénovation et agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve. Approuver le projet d'addenda no.1 à la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et ces trois firmes, majorant ainsi le montant maximal du contrat de 2 515 653 $ à 3 184 645 $, taxes incluses.

SMCE198074005 - 16 janvier 2019 : Approbation du mandat d'exécution pour le projet de la bibliothèque Maisonneuve/ Programme RAC.

CE18 1863 - 14 novembre 2018 : Autoriser le Service de la culture (SC) à tenir un concours par avis public, en collaboration avec l'arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, pour l'intégration d'une œuvre d'art public à la bibliothèque Maisonneuve. Autoriser une dépense de 28 743,75$ (26 246,88 $ net de ristournes) pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art et les dépenses générales du projet.

CM18 0360 - 26 mars 2018 : Accorder un contrat de services professionnels à ÉVOQ architecture inc., NCK inc. et Pageau Morel et associés inc. pour la conception et la réalisation du projet d'agrandissement et de rénovation de la bibliothèque Maisonneuve - Dépense totale de 2 827 637,66 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet.

CA17 270405 - 5 décembre 2017 : Adopter et transmettre au comité exécutif de la Ville de Montréal le Programme triennal des dépenses en immobilisations (PTI) 2018-2020 de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - inclut PTI de 750 000$ pour acquisition de la collection bibliothèque Maisonneuve.

CE16 1668 - 19 octobre 2016 : Autoriser la poursuite du projet de construction de la bibliothèque Maisonneuve dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve au

coût de 23 260 696 $, taxes incluses, et autoriser la tenue d'un concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque Maisonneuve à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

CA16 27 0328 - 5 juillet 2016 : 1) Approuver la poursuite du projet au coût de 23 260 696 $ - 2) Entériner le budget de fonctionnement et la majoration approximative de 532 000 $ à compter de 2020 et pour la première année à 607 000 $ - 3) Approuver le PTI de l'arrondissement pour la période 2017-2019 relié au projet, pour un montant de 750 000 $ comprenant l'achat de 15 000 documents.

CE16 0861 - 25 mai 2016 : Approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction RAC des bibliothèques.

CE13 1578 - 2 octobre 2013 : Autoriser dans le cadre du Programme RAC dès 2013, le démarrage de la phase de planification du projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

CA12 27 002 - 7 février 2012 : Autoriser le dépôt d'une demande d'inscription dans le cadre du Programme RAC pour le projet de mise aux normes de la bibliothèque Maisonneuve.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, pour une dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). La bibliothèque est située au 4120, rue Ontario dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.
Ce projet comprend trois (3) lots de travaux inclus dans le présent contrat :

Lot 1
Réhabilitation du bâtiment actuel (superficie brute : 1 240 m^2) :
- Travaux de maintien d'actif sur l'enveloppe de pierre et restauration d'éléments patrimoniaux;
- Démolition sélective et dégarnissage d'éléments du bâtiment existant;
- Travaux de conservation, restauration d'éléments historiques (portes d'acier, mosaïque, céramique, boiserie, moulures de plâtre, vitraux, etc.);
- Mise en valeur, réhabilitation et mise en lumière du bâtiment d'intérêt patrimonial.

Agrandissement de la bibliothèque actuelle (superficie brute : 2 460 m^2) :
- Construction de deux ailes de bâtiment jouxtant le bâtiment historique, afin de former un seul bâtiment : la nouvelle bibliothèque Maisonneuve.

Aménagement des espaces extérieurs (superficie brute : 1 300 m^2) :
- Aménagement du pourtour de la bibliothèque de Maisonneuve sur le terrain de la bibliothèque;
- Aménagement de parterres de vivaces, d'arbustes et d'arbres, de pose de surfaces de pavés préfabriqués et de blocs de calcaire, fabrication et installation de bordures et de murets d'acier atmosphérique, de fourniture et d'installation de mobilier urbain, de fosses d'arbres avec grilles et de bordures de granite;
- Construction des ouvrages de rétention d'eau pluviale et des entrées de service du bâtiment.

Lot 2
Élargissement et réfection des trottoirs de la rue Ontario et du boulevard Pie-IX.

Lot 3
Aménagement et réfection de la place Ernest-Gendreau.

La liste des dépenses incidentes prévues comprend divers équipements (mobilier préfabriqué, équipements technologiques, audiovisuels et RFID, rayonnage, signalisation, etc.), le contrôle qualité, le raccordement de la fibre optique, la téléphonie, les travaux reliés aux services d'eau, d'entrée de gaz et d'électricité, le suivi environnemental de chantier, la thermographie de l'enveloppe du bâtiment ainsi qu'une provision pour des incidences générales.

Le Soumissionnaire s'est engagé à exécuter les travaux requis en vertu du Cahier des charges dans un délai de 20 mois calendrier incluant les congés fériés et les vacances de la construction à compter de la date de l'autorisation à débuter les travaux.

En vertu de la clause d'évaluation du rendement des fournisseurs, les délais d'exécution des travaux seront suivis en prenant en considération la date réelle d'achèvement des travaux par rapport à la date originale fixée lors de l'autorisation de débuter les travaux. Si une évaluation de rendement insatisfaisant survient à l'égard du cocontractant ou de l'un de ses sous-traitants, le cas échéant, après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat.

L'Entrepreneur soumettra un plan de gestion de la circulation, qui sera mis à jour durant toute la durée du chantier. Tout impact sur la voie publique devra être présenté à la Ville au moins trois semaines à l'avance. Le soumissionnaire devra s'informer auprès de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) des travaux planifiés en 2020, rue Ontario et boulevard Pie-IX et coordonner ses travaux avec cette dernière. L'entrepreneur doit s'assurer de maintenir l'accès à l'arrêt d'autobus sur Pie-IX.

En aucune façon, il n'est permis d'interrompre un service, sans un avis préalable suffisant pour permettre la coordination essentielle avec le service concerné et les occupants.

JUSTIFICATION

Durant l'appel d'offres public, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges, dont une (1) association de la construction, un (1) professionnel, quatre (4) sous-traitants et cinq (5) entrepreneurs généraux. Seuls les entrepreneurs généraux étaient admissibles pour déposer une soumission. Le nombre de soumissions reçues est de trois (3) soit 60 % des preneurs admissibles pouvant déposer une soumission. Parmi les deux (2) entrepreneurs n'ayant pas déposé de soumission, un entrepreneur s'est désisté parce qu'il ne se qualifiait pas en termes d'expérience pour des projets institutionnels et patrimoniaux similaires et l'autre soumissionnaire n'a pu être rejoint.
La liste complète des preneurs des documents d'appel d'offres se trouve en pièce jointe n^{o} 1 (liste des preneurs du cahier des charges).

L'analyse de conformité a démontré que les trois (3) soumissionnaires sont conformes (voir pièce jointe n^{o} 2).

Tableau des soumissions reçues :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)

Groupe AXINO inc.	34 735 000,00 $	5 904 950,00 $	40 639 950,00 $
Construction Cybco inc.	35 980 972,17 $	6 116 765,27 $	42 097 737,44 $
Le Groupe Décarel inc.	36 073 000,00 $	6 132 410,00 $	42 205 410,00 $
Dernière estimation réalisée par les professionnels ($)	25 196 376,55 $	4 283 384,01 $	29 479 760,57 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			11 160 189,43 $ 37 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 457 787,44 $ 4 %

Avant l'ouverture des soumissions et après l'émission des addendas, les professionnels responsables de la conception ont estimé les travaux à 25 196 377 $, taxes incluses avant contingences, soit un montant 37 % inférieur à la plus basse soumission. Une estimation a également été obtenue de la part d'une firme d'économistes de la construction et celle-ci a estimé les travaux à 27 361 909 $, taxes incluses avant contingences, soit un montant 27 % inférieur à la plus basse soumission.

Pour les professionnels concepteurs, l'essentiel du dépassement provient des spécialités suivantes : ouvrages de béton (± 0,9 M$), ouvrages métalliques (± 0,9 M$), isolant calorifuge et hydrofuge (± 1,2 M$), portes et fenêtres (± 1,2 M$) et surtout en mur rideau (± 1 M$), ainsi que la mécanique (± 1 M$).

L'écart de 37 % entre la plus basse soumission et l'estimation s'explique principalement par la rareté de main-d'oeuvre spécialisée et le nombre important de chantiers en cours. À cela s'ajoute un contexte de chantier complexe avec un bâtiment d'intérêt patrimonial, un site exigu à proximité de résidences et de commerces, la présence de deux artères achalandées (rue Ontario et boulevard Pie IX), l'obligation de préserver des arbres matures, le niveau élevé de la nappe phréatique ainsi que les difficultés liées à la circulation et au stationnement.

Le plus bas soumissionnaire, Groupe Axino, détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) qui est valide jusqu'au 22 mai 2020 et qui doit être renouvelée avant le 23 février 2020 (voir pièce jointe n^{o} 3). Il n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrat publics), aucune restriction n'apparaît sur sa licence d'entrepreneur délivrée par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Le présent dossier répond aux critères de la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC). En effet, le contrat comporte une dépense de plus de 10 M$.
Aussi, il s'agit d'un contrat d'exécution de travaux supérieur à 2 M$ et il existe un écart de plus de 20 % de l'estimation**.**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 42 634 831,61 $ taxes incluses incluant des contingences 5 904 950 $ et des frais d'incidences de 1 994 881,61 $ sera assumé comme suit :
Service de la culture (Lot 1)

La dépense de 37 222 717,24 $ net de ristourne sera financée par le règlement d'emprunt compétence locale n° 16-071 *Rénovation Acquisition Construction Bibliothèques RAC* et le règlement d'emprunt compétence locale n° 11-023 *Construction rénovation bibliothèque achat collections initiales* .

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021; 2017-2018; et antérieur à 2015.

La dépense de 37 222 717,24 $ est subventionnée au montant de 13 936 910 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 23 285 808 $ et a fait l'objet des recommandations de crédits suivantes : 13-03.01.01.00-0375 ; 14-03.01.01.00-0376; 17-03.01.01.00-0092; 14-03.01.01.00-0388; 17-03.01.01.00-0108; 18-02.01.01.00-0091; 19-02.01.01.00-0092.

Cette dépense sera priorisée dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 du service (en milliers de dollars) :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
36610 Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques	6 734 $	14 310 $	2 242 $	-	23 286 $
	6 734 $	14 310 $	2 242 $	-	23 286 $

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Service de l'urbanisme et de la mobilité (Lot 2)

Un montant maximal de 1 091 737,90 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel.

Cette dépense sera priorisée dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 du service (en milliers de dollars) :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
59070 Programme d'aménagement des rues - Artériel	137 $	921 $	34 $	-	1 092 $
	137 $	921 $	34 $	-	1 092 $

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (Lot 3)

La dépense de 616 828,91 $ net de ristourne sera priorisée dans le programme de réfection routière via le report budgétaire non utilisé de l'année antérieure dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 et sera financée par emprunt à la charge des contribuables de l'arrondissement par le règlement d'emprunt de compétence d'arrondissement # RCA18-27007 pour financer les travaux de réfection routière,

d'éclairage et de signalisation.

Selon les prévisions budgétaires entérinées par le conseil d'arrondissement en 2016 pour une ouverture initialement prévue en 2020, le budget de fonctionnement de la bibliothèque Maisonneuve sera majoré de 607 000 $ à la première année d'ouverture et de 532 000 $ aux années subséquentes. Ce budget devra être actualisé.

Le détail des coûts et du décaissement est indiqué à la pièce jointe no 4.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nouvelle bibliothèque a été conçue et sera réalisée dans le respect des grands principes de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal. La certification LEED - VC Argent est visée avec possibilité d'atteindre le niveau Or. Ce projet se veut exemplaire en terme d'économie d'énergie (faible consommation énergétique, utilisation de la géothermie pour chauffage/climatisation). Il sera réalisé dans le respect des objectifs du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du Québec (PACC2020) et du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet d'agrandissement et de réhabilitation de la bibliothèque Maisonneuve requiert l'octroi du présent contrat de construction. Ce projet permettra de :

1. Jouer un rôle structurant sur le quartier marqué par la mixité sociale;
2. Mettre en valeur et préserver un bâtiment d'intérêt patrimonial et maintenir la vocation civique du lieu;
3. Bonifier l'offre culturelle et consolider le lien avec la maison de la culture voisine;
4. Soutenir les écoles du quartier en plein développement social et économique;
5. Favoriser la littératie en offrant les services d'une bibliothèque de nouvelle génération;
6. Soutenir l'innovation dans les bibliothèques publiques de Montréal.

Tout report dans l'octroi du contrat de construction pourrait entraîner des surcoûts attribuables aux conditions de chantier hivernales.

Advenant un report indéfini ou l'annulation du projet, la subvention de 13,9 M$ (net de ristourne) du ministère de la Culture et des Communications ne serait plus accordée et des dépenses d'environ 530 000 $ seraient quand même à prévoir :

1. Pour la modification du bail de relocalisation temporaire de la bibliothèque durant les travaux (CM19 1125);
2. Pour la résiliation du contrat d'exécution de l'oeuvre d'art accordé suite à un concours (CM19 0891).

De plus, pour remédier à la dégradation du bâtiment d'intérêt patrimonial existant datant de 1912 et du site, des travaux de maintien d'actif sont requis à court terme ce qui représente des investissements d'environ 10,6 M$.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'octroi de ce contrat contribuera à la relance de l'économie affectée par l'arrêt des travaux sur les chantiers de construction.
En référence au Guide COVID-19 de la CNESST, les employés de la Ville appelés à se

présenter sur le chantier devront connaître et appliquer les mesures de prévention à mettre en place pour prévenir la contamination des travailleurs par la COVID-19.

La date indéterminée de retour au travail des travailleurs de la construction pourrait affecter la date prévue de la réception du point de service temporaire au 4115 Ontario. La date indéterminée de retour au travail des employés de la bibliothèque pourrait affecter la date prévue du déménagement vers le point de service temporaire au 4115 Ontario. L'ordonnancement et l'échéancier des travaux du présent contrat seront directement affectés par ces dates. Advenant que le déménagement de la bibliothèque ne soit pas complété, il est envisagé de demander à l'entrepreneur de débuter par les travaux extérieurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ficelage pour Commission permanente sur l'examen des contrats : 27 avril 2020
Comité exécutif (CE) : 6 mai 2020
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Comité exécutif (CE) : 20 mai 2020
Octroi du contrat de construction au Conseil municipal (CM) : 25 mai 2020
Déménagement au point de services temporaire / Début des travaux : 22 juin 2020
Fin des travaux : mars 2022
Réouverture de la bibliothèque printemps 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet a suivi le processus normal d'appel d'offres et d'octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement (Mélanie BRISSON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amélie HARBEC, Service de la culture
Mylène BERNARD, Service de la culture
Patricia PLANTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Marie-Ève LEPROHON, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Francois DE LA CHEVROTIERE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Serge VILLANDRÉ, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Ivan FILION, Service de la culture
Julie LECLAIR, Service de la culture
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Marie-Ève LEPROHON, 20 avril 2020
Ivan FILION, 20 avril 2020
Amélie HARBEC, 17 avril 2020
Jean CARRIER, 17 avril 2020
Julie LECLAIR, 10 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain LAFLEUR
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-6944
Télécop. : 514 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-11

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 872 8702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-22

Projet: **Réhabilitation et agrandissement de la Bibliothèque Maisonneuve et aménagement des espaces publics extérieurs (Ouvrage # 0100)**

Objet: **Calcul des coûts et décaissements**

Contrat: **# 15349 - Groupe Axino Inc.**

Soumission : IMM-15349

Date: **2019-11-05**

Sommaire décisionnel : # 1193286001

	DESCRIPTION	MONTANT AVANT TAXES	TOTAL AVEC TAXES	TOTAL NET RISTOURNE	DÉCAISSEMENT NET DE RISTOURNE			
					2020	2021	2022	total
LOT 1	**Travaux -Lot 1 - AXINO**	**28 861 903,98 $**	**33 183 974,10 $**	**30 301 391,44 $**				
	Contingences	4 906 523,68 $	5 641 275,60 $	5 151 236,54 $				
	Travaux + contingences	33 768 427,66 $	38 825 249,70 $	35 452 627,99 $				
	Incidences équipements	1 250 000,00 $	1 437 187,50 $	1 312 343,75 $	**10 763 873 $**	**22 874 736 $**	**3 584 108 $**	**37 222 718 $**
	Incidences autres	436 000,00 $	501 291,00 $	457 745,50 $				
	Total travaux + contingences + incidences	**35 454 427,66 $**	**40 763 728,20 $**	**37 222 717,24 $**				
LOT 2	**Travaux- Lot 2 AXINO**	**863 452,69 $**	**992 754,73 $**	**906 517,39 $**				
	Contingences	146 786,96 $	168 768,30 $	154 107,96 $				
	Travaux + contingences	1 010 239,65 $	1 161 523,03 $	1 060 625,35 $	**136 884 $**	**921 313 $**	**33 541 $**	**1 091 738 $**
	Incidences	29 634,53 $	34 072,30 $	31 112,55 $				
	Total travaux + contingences + incidences	**1 039 874,18 $**	**1 195 595,34 $**	**1 091 738 $**				
LOT 3	**Travaux - Lot 3 AXINO**	**485 558,75 $**	**558 271,17 $**	**509 775,99 $**				
	Contingences	82 544,99 $	94 906,10 $	86 661,92 $				
	Travaux + contingences	568 103,74 $	653 177,27 $	596 437,91 $	**76 976 $**	**516 403 $**	**23 450 $**	**616 829 $**
	Incidences	19 422,32 $	22 330,81 $	20 391,01 $				
	Total travaux + contingences + incidences	**587 526,06 $**	**675 508,08 $**	**616 828,92 $**				
Lots 1+2+3	**Travaux - Lots 1+2+ 3 AXINO**	**30 210 915,42 $**	**34 735 000,00 $**	**31 717 684,83 $**				
	Contingences de travaux- Lots 1+2+ 3 AXINO	5 135 855,62 $	5 904 950,00 $	5 392 006,42 $				
	Travaux & contingences de travaux- Lots 1+2+ 3 AXINO	35 346 771,04 $	40 639 950,00 $	37 109 691,25 $	**10 977 733 $**	**24 312 452 $**	**3 641 099 $**	**38 931 284 $**
	Incidences	1 735 056,85 $	1 994 881,61 $	1 821 592,81 $				
	Dépense totale - (travaux & contingences & incidences - Lots 1+2+ 3)	**37 081 827,89 $**	**42 634 831,61 $**	**38 931 284,06 $**				

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15349
Numéro de référence : 1298638
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'agrandissement et de réhabilitation de la Bibliothèque Maisonneuve

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
1 ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Madame Geneviève Lacourse Téléphone : 514 354-8249 Télécopieur :	**Commande : (1633928)** 2019-08-27 9 h 15 **Transmission :** 2019-08-27 9 h 15	318 678 - ddenda 1 (dev s) 2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e 318 679 - ddenda 1 (p an) 2 19- 9- 6 13 h 39 - Messager e 318 68 - ddenda 1 (bordereau) 2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement 3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de v s tes (dev s) 2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e 3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (plan) 2 19- 9-13 16 h 41 - Messager e 3188464 - ddenda 3 (dev s) 2 19- 9-24 15 h 8 - Messager e 3188465 - ddenda 3 (p an) 2 19- 9-24 14 h 49 - Courr e 3191234 - ddenda 4 et report de date (dev s) 2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e 3191235 - ddenda 4 et report de date (p an) 2 19- 9-3 14 h 54 - Messager e 3194264 - ddenda 5 (dev s) 2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e 3194265 - ddenda 5 (p an) 2 19-1 - 4 15 h 51 - Messager e 3194266 - ddenda 5 (bordereau) 2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement 3197476 - ddenda 6 (dev s) 2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e 3197477 - ddenda 6 (p an) 2 19-1 -11 13 h 33 - Messager e 3197478 - ddenda 6 (bordereau) 2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement 3199529 - ddenda 7 et report de date (dev s) 2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e 319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau) 2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement 32 374 - ddenda 8 (dev s) 2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e 32 3741 - ddenda 8 (p an) 2 19-1 -28 9 h 55 - Messager e 32 3742 - ddenda 8 (bordereau) 2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectron que Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectron que
2 Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842 **sous-traitant spécialisé**	Madame Erika Lynn Johnson Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1634001)** 2019-08-27 10 h 37 **Transmission :** 2019-08-27 10 h 37	318 678 - ddenda 1 (dev s) 2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e 318 679 - ddenda 1 (p an) 2 19- 9- 6 13 h 39 - Messager e 318 68 - ddenda 1 (bordereau) 2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement 3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (devis) 2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e 3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (plan) 2 19- 9-13 16 h 42 - Messager e 3188464 - ddenda 3 (dev s) 2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e 3188465 - ddenda 3 (p an) 2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e 3191234 - ddenda 4 et report de date (dev s) 2 19- 9-3 13 h 57 - Courr e 3191235 - ddenda 4 et report de date (p an) 2 19- 9-3 14 h 54 - Messager e 3194264 - ddenda 5 (dev s) 2 19-1 - 4 14 h 55 - Courr e 3194265 - ddenda 5 (p an) 2 19-1 - 4 15 h 44 - Messager e 3194266 - ddenda 5 (bordereau) 2 19-1 - 4 14 h 55 - Té échargement 3197476 - ddenda 6 (dev s) 2 19-1 -11 12 h 27 - Courr e 3197477 - ddenda 6 (p an) 2 19-1 -11 13 h 28 - Messager e 3197478 - ddenda 6 (bordereau) 2 19-1 -11 12 h 27 - Té échargement 3199529 - ddenda 7 et report de date (dev s) 2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e 319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau) 2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 56 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

3

Atelier Paul Laurendeau
24, av. Mont-Royal ouest 902
Montréal, QC, H2T 2S2
http://www.paullaurendeau.com NEQ : 1167352021

pas entrepreneur

Monsieur Paul Laurendeau
Téléphone : 514 844-8379
Télécopieur :

Commande : (1635348)
2019-08-29 16 h 43
Transmission :
2019-08-29 16 h 43

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 38 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (dev s)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 41 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 8 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 49 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 53 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 51 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 32 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 55 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

4

Bordures Polycor Inc
76 rue Saint-Paul, Suite 100
Québec, QC, G1K 3V9
http://www.polycor.com NEQ : 1143280379

pas entrepreneur

Monsieur Remi Guillemette
Téléphone : 418 558-7740
Télécopieur : 418 323-2046

Commande : (1650306)
2019-10-08 14 h 55
Transmission :
2019-10-08 14 h 55

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 32 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 53 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

Construction Cybco Inc
7089 Route Transcanadienne
Montréal, QC, H4T 1A2
NEQ : 1161115655

5

1 entrepreneur

Monsieur Pierre-André Caron
Téléphone : 514 284-2228
Télécopieur : 514 284-6576

Commande : (1639206)
2019-09-11 10 h 02
Transmission :
2019-09-11 10 h 22

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9-11 1 h 2 - Messager e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9-11 1 h 2 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9-11 1 h 2 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (dev s)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 42 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (p an)
2 19- 9-3 14 h 54 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 52 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 33 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 55 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Messager e (Purolator)

Groupe Axino inc.
8600, Samuel-Hatt
Chambly, QC, J3L 6W4
NEQ : 1166787185

6

2 entrepreneur

Monsieur Philippe Salicco
Téléphone : 450 658-1888
Télécopieur : 450 658-1188

Commande : (1634092)
2019-08-27 12 h 22
Transmission :
2019-08-27 14 h 02

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 38 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 4 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 9 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 15 h 9 - Messager e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (p an)
2 19- 9-3 14 h 52 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 49 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 31 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 54 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Messager e (Purolator)

Groupe Decarel Inc..
4434 rue Sainte-Catherine O
Westmount, QC, H3Z 1R2
http://www.decarel.com NEQ : 1146738910

7

3 entrepreneur

Madame Claudia Bilodeau
Téléphone : 514 935-6462
Télécopieur : 514 933-9605

Commande : (1636346)
2019-09-03 15 h 44
Transmission :
2019-09-03 15 h 44

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 35 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 35 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 5 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 57 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 5 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 48 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 3 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 51 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er électronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er électronique

KF Construction inc.
1410, rue de Jaffa, bureau 201
Laval, QC, H7P4K9
NEQ : 1160669041

8

4 **entrepreneur**

Monsieur Yves Lefebvre
Téléphone : 450 681-8338
Télécopieur : 450 681-7612

Commande : (1634267)
2019-08-27 16 h 31
Transmission :
2019-08-28 7 h 11

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 34 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 32 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 57 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 47 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 44 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 27 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 29 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 27 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 49 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er électronique
Mode pr v ég é (p an) : Messagerie (Purolator)

Lambert Somec Inc..
1505 rue des Tanneurs
Québec, QC, G1N 4S7
NEQ : 1145371366

9

5 **entrepreneur**

Madame Lucie Deschênes
Téléphone : 418 687-1640
Télécopieur : 418 780-3226

Commande : (1633475)
2019-08-26 11 h 02
Transmission :
2019-08-26 11 h 02

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 36 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 39 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 6 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 51 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 49 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 31 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 52 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er électronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er électronique

Le Groupe Master inc.
451, boul. Lebeau
Montréal-Ouest, QC, H4N1S2
http://www.master.ca NEQ : 1169851384

10

pas entrepreneur

Monsieur Jean-François Brault
Téléphone : 514 787-1500
Télécopieur : 514 788-1773

Commande : (1636015)
2019-09-03 9 h 49
Transmission :
2019-09-03 9 h 49

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 34 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 34 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 4 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 57 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 5 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 47 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 27 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 29 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 27 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 51 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er électronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er électronique

Le Groupe Master inc.
451, boul. Lebeau
Montréal-Ouest, QC, H4N1S2
http://www.master.ca NEQ : 1169851384

10

Monsieur Jean-François Brault
Téléphone : 514 787-1500
Télécopieur : 514 788-1773

Commande : (1641487)
2019-09-17 9 h 49
Transmission :
2019-09-17 9 h 49

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 7 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 53 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 5 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 32 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (dev s)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 54 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

SAJO
1320 Graham Blvd
Ville Mont-Royal, QC, H3P 3C8
NEQ : 1144249928

11

6 entrepreneur

Madame Mayassa Slim
Téléphone : 514 385-0333
Télécopieur : 514 385-0333

Commande : (1637873)
2019-09-06 15 h 24
Transmission :
2019-09-06 15 h 24

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 15 h 24 - Té échargement

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 15 h 24 - Té échargement

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 15 h 24 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (dev s)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 38 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 5 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 51 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 48 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 3 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 51 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 24 janvier 2020

GROUPE AXINO INC.
A/S MONSIEUR MAXIME LORRAIN
645, RUE CARDINAL
SAINT-LAURENT (QC) H4L 3C8

N° de client : 3000214740

Objet : Rappel – Renouvellement de votre autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Nous tenons à vous informer de nouveau que l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public de GROUPE AXINO INC., pour laquelle vous êtes le répondant, est valide jusqu'au **22 mai 2020** et qu'elle devra être renouvelée si vous souhaitez la conserver.

Si vous nous avez déjà transmis votre demande de renouvellement, veuillez ne pas tenir compte de ce rappel.

Renouvellement de votre autorisation

Afin de poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours, vous devez présenter à l'Autorité des marchés publics (AMP) une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date de son expiration[1], c'est-à-dire le ou avant le **23 février 2020**.

- Si nous recevons votre demande avant cette date, l'autorisation de votre entreprise demeure valide, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant sa révocation, jusqu'à ce que l'AMP procède à son renouvellement. Vous serez donc autorisé à poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours durant la période d'analyse de votre demande, de même qu'à conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics.

  Afin d'être en mesure de déposer votre demande de renouvellement dans les délais requis, nous vous suggérons d'effectuer cette transaction par le biais des services en ligne de l'AMP. Vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre votre demande.

[1] Article 21.41 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1).

- Si nous ne recevons pas votre demande dans les délais requis, **le nom de votre entreprise sera retiré du Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter** à la date d'expiration de votre autorisation. **Votre entreprise ne sera donc plus en mesure de conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics visés par les seuils applicables à partir de cette date**. Cependant, vous pourrez poursuivre vos contrats ou vos sous-contrats publics en cours d'exécution jusqu'à ce que l'AMP statue sur votre demande de renouvellement.

Non-renouvellement de votre autorisation

Si vous ne souhaitez pas renouveler votre autorisation, vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre une demande de non-renouvellement à l'aide des services en ligne de l'AMP.

Il est à noter que, si vous exécutez un contrat ou un sous-contrat public en tant que contractant ou sous-contractant et que votre autorisation est expirée, vous serez réputé en défaut d'exécuter ce contrat ou ce sous-contrat au terme d'un délai de 60 jours suivant la date d'expiration de l'autorisation[2].

Renouvellement ou non-renouvellement d'une autorisation par une entreprise étrangère

Si votre entreprise est considérée comme étrangère, nous vous invitons à consulter le site Web de l'AMP au www.amp.quebec. Vous y trouverez plus d'information sur la façon de soumettre votre demande de renouvellement ou de non-renouvellement d'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public.

Pour toute question concernant votre dossier, veuillez communiquer avec la Direction de l'admissibilité aux marchés publics au 1 888 335-5550, ou par courriel à directionLCOP@amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La direction de l'admissibilité aux marchés publics

p. j. Annexe–- Étapes à suivre pour soumettre une demande de renouvellement

[2] Ibid.; article 21.41.1

Annexe – Renouvellement/Non-renouvellement de la demande d'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public par le biais des services en ligne

ÉTAPES À SUIVRE AFIN DE SOUMETTRE UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT

1. Accédez à votre compte client des services en ligne de l'AMP. Sélectionnez l'onglet « **Dossier client – Gestion des liens d'affaires** ». Validez et mettez à jour les liens d'affaires de votre entreprise.

2. Une fois votre mise à jour effectuée, validez vos liens d'affaires en cliquant sur le bouton « **Valider** ».

3. Si vous obtenez des messages d'erreur, corrigez l'information demandée. Lorsqu'il n'y aura plus de messages d'erreur, soumettez la mise à jour de vos liens en cliquant sur le bouton « **Prochaine étape** ».

4. Lorsque la mise à jour de vos liens est transmise, vous pouvez soumettre votre demande de renouvellement, accompagnée des pièces justificatives et du paiement requis. Cette demande est accessible à partir de l'onglet « **Contrats publics – Renouvellement/Non-renouvellement** ». La soumission de votre demande de renouvellement est votre dernière étape à effectuer.

5. La mise à jour de vos liens ainsi que votre demande de renouvellement seront traitées par l'agent affecté à votre dossier.

ÉTAPES À SUIVRE AFIN DE SOUMETTRE UNE DEMANDE DE NON-RENOUVELLEMENT

1. Accéder à votre compte client des services en ligne de l'AMP et sélectionnez la demande de non-renouvellement accessible à l'onglet « **Contrats publics – Renouvellement/Non-renouvellement** ».

2. À l'étape 2 du formulaire, sélectionnez l'option « **Je ne désire pas renouveler mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public** ».

3. Complétez ensuite les étapes, puis soumettez votre demande.

4. Une fois reçue, votre demande de non-renouvellement sera traitée par l'agent affecté à votre dossier.

amp

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
PUBLICS

Numéro de client : 3000214740

Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Confirmation de transmission

Nous confirmons avoir reçu votre demande.

Un accusé de réception sera déposé dans la section « Communications sécurisées ». Si vous devez nous transmettre des pièces justificatives en format papier, un bon de numérisation à joindre avec chacun de ces documents se trouve à la fin de l'accusé de réception.

Veuillez utiliser le numéro ci-dessous pour toute communication avec nous en lien avec cette demande.

N° client: 3000214740

N° de demande: 1900020131

Date de création : 18 février 2020 16:58

Montréal

La bibliothèque actuelle en images



Montréal



2





Le projet en images





Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1193286001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). Appel d'offres public IMM 15349 - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1193286001 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7091

Co-auteure
Julie NICOLAS
Conseillere budgetaire
514-872-7660

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Mathieu PERRIER
Chef de division - conseil et soutien financiers
Tél : 514 868-3410

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.16

2020/05/25 13:00

(2)

Dossier # : 1193286001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). Appel d'offres public IMM 15349 - (3 soumissionnaires).

Rapport - mandat_SMCE193286001.pdf

Dossier # :1193286001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE193286001

Accorder un contrat à l'entreprise Groupe Axino inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $) - Appel d'offres public IMM 15349 (3 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE193286001

Accorder un contrat à l'entreprise Groupe Axino inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $) - Appel d'offres public IMM 15349 (3 soumissionnaires)

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - *un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 13 mai 2020, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier, et ce, en plus de répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que seuls les entrepreneurs généraux pouvaient soumissionner sur ce contrat estimé à 34, 7 M$ qui vise la rénovation de la Bibliothèque Maisonneuve, située dans un immeuble patrimonial et dont le projet a fait l'objet d'un concours d'architecture, en plus d'aménagements extérieurs. Ce projet a dû être révisé en 2018 en raison de l'état de dégradation de la maçonnerie patrimoniale. En 2019, ce sont dix entreprises qui se sont procuré les documents de l'appel d'offres. Parmi celles-ci, trois firmes ont soumissionné. Le Service a expliqué qu'une analyse détaillée a été effectuée avant de recommander l'octroi, et ce, en raison de l'importance de l'écart défavorable de 37% et que cinq scénarios ont été évalués. Au terme de cette analyse, il appert que la principale explication réside dans le contexte d'un marché en surchauffe, provoquant notamment une pénurie de main-d'œuvre, et dans la nature des travaux à effectuer sur ce site à proximité de la nappe

phréatique et d'un flot important de circulation. Le Service recommande l'octroi puisqu'il est d'avis que la firme Axino détient une expertise indéniable et qu'elle a une expérience des plus valables sur différents projets patrimoniaux. En conclusion de sa présentation, le Service a expliqué qu'une subvention gouvernementale de 13, 9 M$ est prévue en lien avec la restauration patrimoniale de différents éléments de cet immeuble.

La Commission comprend que l'état de la maçonnerie patrimoniale et les clauses d'expérience au devis en matière de restauration patrimoniale sont fort probablement à l'origine des écarts observés. Il n'en demeure pas moins que l'écart est considérable par rapport à l'estimé de contrôle. Ceci est d'autant plus préoccupant en contexte de Covid-19 puisque la pandémie aura certainement pour effet de faire grimper les coûts. En conclusion, la Commission craint la banalisation des écarts par rapport aux estimés de contrôle et suggère que la justification d'un écart de cette envergure par le phénomène de surchauffe du marché doit faire l'objet d'une attention accrue. À cet effet, des mesures devraient être prises par l'Administration pour contrer les effets de la pandémie sur les marchés publics.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie faite par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE193286001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Ramcor construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 232 554,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 438610 ;

2. d'autoriser une dépense de 279 885,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 423 405,87 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-28 21:23

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231007**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Quartier des gares est un quartier en effervescence : une nouvelle destination conjuguant la mixité des développements immobiliers, des affaires, du commerce et du divertissement (Centre Bell). Ce quartier requiert un projet d'aménagement favorisant la convivialité du domaine public afin de le rendre plus accueillant. Les objectifs du projet consistent à adapter le domaine public à la densification en cours, améliorer le confort des piétons et l'environnement urbain, favoriser les déplacements piétonniers autour des stations de métro et des gares, augmenter la présence de végétaux, et créer un milieu de vie attrayant au centre-ville. Tel que signifié dans le programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des Gares, le réaménagement vise notamment à conférer au domaine public du quartier un caractère piétonnier très marqué, attrayant pour les résidents, les travailleurs, les étudiants et les touristes.
La phase 1 visait les rues Drummond, entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue des Canadiens, et de la Montagne, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Saint-Antoine. La phase 2 s'est réalisée sur 2 ans (2018-2019):

- La rue Mackay, du boulevard René-Lévesque à l'avenue Overdale;
- L'avenue Overdale, de la rue Lucien-L'Allier à la rue Mackay;
- La rue Lucien-L'Allier, du boulevard René-Lévesque à la rue Saint-Antoine;
- La rue Lucien-L'Allier, de la rue Saint- Jacques à la rue Victor-Hugo;
- La rue Stanley, du boulevard René-Lévesque à l'avenue des Canadiens-de-Montréal;
- L'avenue des Canadiens-de-Montréal, de la rue de la Montagne à la rue Peel.
- La rue Peel, du boulevard René-Lévesque à la rue Saint-Antoine (travaux d'infrastructures souterraines).

Le présent contrat constitue la phase 2A des travaux du projet Quartier des gares. Il s'agit essentiellement de travaux non complétés dans l'avenue-des-Canadiens de Montréal en 2019. Les travaux concernent le tronçon de l'avenue-des-Canadiens entre la rue Stanley et la rue Peel.

La Division des grands projets de la Direction des infrastructures a été mandatée par le Service de l'urbanisme et de la mobilité afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0174 - 6 février 2019 - Approuver un projet d'entente entre la Ville et Black Property Holdings L.P., représentée par son associé commandité La Corporation Cadillac Fairview Limitée et d'approuver un projet d'entente entre la Ville et La Société en commandite Douze/Cinquante/Twelve-Fifty, Company Limited afin de permettre le remboursement à la Ville des coûts des travaux additionnels effectués sur le domaine privé dans le cadre du projet VMP-18-002 – Quartier des Gares phase 2 (1180890002).
CM18 0508 - 28 mai 2018 - Accorder un contrat à Loiselle inc., pour les travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement dans le cadre de la phase 2 du Quartier des gares - Dépense totale de 22 661 565,04 $, taxes incluses (contrat 20 773 101,28 $ + incidences 1 888 463,75 $) - Appel d'offres public VMP-18-002 - 2 soumissionnaires (1180890001).

CM17 0295 - 28 mars 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services exp inc. pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares - Dépense totale de 2 612 420,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-17-002 - 4 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cet effet (1170890003).

CA17 240037 - 14 février 2017 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C 11.4), au Service des infrastructures, de la voirie et des transports, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares dans le cadre de la mise en oeuvre du PPU du Quartier des gares (1176086003).

CG16 0393 - 22 juin 2016 : Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement du Quartier des gares - Phase 1 - Dépense totale de 8 069 287,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-16-020 - 4 soumissionnaires (1160890007).

DESCRIPTION

Les travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel consistent en :

• La gestion de la mobilité;
• Les travaux d'inventaire et de supervision archéologique;
• La reconstruction d'un puits d'accès et de massifs bétonnés de la CSEM;
• La reconstruction de puisards et la mise en place d'un caniveau;
• Les travaux d'imperméabilisation du tunnel piétonnier de la STM;
• La reconstruction complète des trottoirs en pavés de béton sur assise en enrobé bitumineux et fondations granulaires (avec bordure de granit);
• La reconstruction de l'éclairage de rue;
• La reconstruction des feux de circulation;
• La reconstruction complète de la chaussée en pavés de béton sur assise en enrobé

bitumineux et fondation granulaire;
• Le marquage de la chaussée;

Les travaux visés par le contrat du lot de la phase 2A du Quartier des gares faisant l'objet de ce dossier, visent bien la mise à niveau des réseaux de techniques urbains, d'imperméabilisation d'un tunnel piétonnier de la STM et l'aménagement permanent de la surface de la chaussée et des trottoirs en pavés de béton entre les rues Stanley et Peel.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 279 885,82$, taxes incluses, soit 12,5 % du coût du contrat.

La réalisation des travaux de même que le remboursement d'une partie de leur coût par la STM font l'objet d'une entente qui sera soumise au comité exécutif dans un dossier distinct (1201009001)

Dans le cadre du présent projet, afin de faciliter la réalisation du chantier et d'éviter que la Gare Windsor n'effectue des interventions dans l'avenue-des-Canadiens d'ici les prochaines années, il avait été prévu d'intégrer certains travaux de la Gare Windsor au contrat de l'entrepreneur. Ceux-ci représentent à peine 1% du prix soumis (14 021$ taxes incluses). Cependant, étant donné qu'une entente avec Cadillac-Fairview n'a pas pu être conclue dans les délais prescrits, ces travaux seront annulés.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts et agent de liaison, de signalisation, d'achat de mobilier et de feux de circulation, de frais de raccordement pour travaux d'éclairage et de feux de circulation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme Macogep Inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L’équipe de l’économie de la construction (ÉÉC) a analysé les cinq (5) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 13,9 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l’estimation de soumission.

Les écarts dans les articles « Correction de surface à l’aide d’un mortier cimentaire » et « PA modifié type 45 H.L. : 3,3 m » représentent 6.7 % de l’écart total. Dans le premier article, l’évaluation de la firme semble faible, toutefois le PBSC a soumis un prix très élevé pour ces travaux. Dans le deuxième article mentionné en haut, le prix soumis par le PBSC est aussi élevé et l’ÉÉC ne dispose pas d'éléments pouvant justifier ces écarts.

L'écart résiduel de 7,2 % est réparti dans les autres articles de la soumission.

Considérant ces informations et vu que l’écart défavorable de 13,9 % se situe dans les limites acceptables, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Écart entre PBSC et deuxième plus bas soumissionnaire conforme :

L'estimation de soumission de la firme Macogep Inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L’équipe de l’économie de la construction (ÉÉC) a analysé les cinq (5) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres.

L’écart entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et la deuxième plus basse soumission conforme est de 27,13 %.

Les écarts les plus importants se trouvent dans les articles « Préparation des sols d’infrastructures (art. 22) », « Fondation inférieure MG 56 » et « Plans de localisation des infrastructures » (totalisant 12,6 %). Dans le premier article, les prix sont très variables entre tous les soumissionnaires et l’estimation. Cet article inclut des travaux d’enlèvement des chaussées et trottoirs vis-à-vis la structure de tunnel, donc la variance peut être attribuée aux stratégies de chaque estimateur pour ces travaux particuliers. Dans les deux autres articles mentionnés ci-dessus, le deuxième soumissionnaire a présenté des prix très élevés et qui ne reflètent pas les travaux à effectuer, tandis que le PBSC a soumis des prix acceptables qui sont comparables aux prix de l’estimation.

Un autre écart significatif se situe dans le sous-projet des travaux de la CSÉM (totalisant 3,3 %). Tous les entrepreneurs ont fait appel au même sous-traitant pour ces travaux et le deuxième soumissionnaire a majoré ses prix de 11 % plus que le PBSC qui explique cet écart.

L'écart résiduel de 11,2 % est réparti dans les autres articles de la soumission.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Le contrat d’exécution de travaux est d’une valeur de plus de 2 M$ et qu’il présente un écart de prix de plus de 20 % entre l’adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 2 935 846,35 taxes incluses sont partager par la Direction de la mobilité, la CSEM et la STM :

- un contrat avec Ramcor construction inc. pour un montant de 2 232 554,66 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 279 885,82 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 423 405,87 $ taxes incluses.

Un montant maximal de 2 671 398,84 $ net ristournes sera assumé comme suit :

Direction de la mobilité :

Un montant maximal de 2 113 733,77 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-024 Amén., réamén. Quartier des Gares CM17 0190, de plus, une entente éventuelle à venir entre la Ville de Montréal et la STM pourrait réduire ce dossier d'un montant maximal de 299 571.34 $ en cours (1201009001)

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti:

Programme	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
68030 - PPU Quartier des gares - Aménagement du domaine public (Approuvé en décembre 2019)	2 114	-	-	-	2 114
	2 114	-	-	-	**2 114**

Commission des services électriques (CSEM) :

Un montant maximal de 557 665,07 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-033 Conduits souterains/Enfouiss.fils aériens CM19 0605.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réaménagement de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point permettront à la ville d'accomplir plusieurs actions qui répondent à des objectifs de développement durable, autant environnementaux que sociaux :
· limitation des îlots de chaleur par l'augmentation de la présence végétale et l'ajout d'arbres (Action 4);
· promotion des modes de transport actifs par l'élargissement des trottoirs et l'ajout de places publiques (Action 11).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive dans le présent dossier compromettrait l'échéancier global de la réalisation du projet.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 5 juin

2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées (CM 25 mai 2020)
Début des travaux : Juin 2020
Fin des travaux : Novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Sylvie - Ext DAGENAIS, Commission des services électriques
Serge A BOILEAU, Commission des services électriques
Ève CARLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Candy Yu WU, Commission des services électriques
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Ève CARLE, 20 avril 2020
Alain DUFRESNE, 15 avril 2020
Jean CARRIER, 15 avril 2020
Serge A BOILEAU, 15 avril 2020
Sylvie - Ext DAGENAIS, 15 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume B BÉLANGER
Ingénieur

Tél : 514-872-4294
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-04-28

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 438610 — No du GDD : 1207231007

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 / 1 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 30 / 1 / 2020

Ouverture faite le : 6 / 2 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
20 / 1 / 2020	Modifications apportées au bordereau des prix de la formule de soumission, au DTSI-V – Devis technique spécial infrastructures Voirie, au DTSI-E - devis technique spécial infrastructures Éclairage et à un plan de la soumission	-
23 / 1 / 2020	Date d'ouverture des soumissions reportée au 6 février 2020. De plus, des modifications ont été apportées au Cahier des charges, au bordereau de soumission, au DTSI-V – Devis technique spécial infrastructures Voirie et à un plan de la soumission.	-
29 / 1 / 2020	Modifications apportées au bordereau de soumission, au DTSI-V – Devis technique spécial infrastructures Voirie, au DTSI-W – Devis technique spécial infrastructures CSEM et à certains plans de la soumission.	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 21 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 24

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 5 / 6 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) — Total
RAMCOR CONSTRUCTION INC.	2 232 554.66
LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	2 838 267.79
LOISELLE INC.	2 878 981.53
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	2 887 126.88
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	2 892 000.00

Estimation	**externe**	1 959 696.84

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **13.9%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **27.13 %**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : RAMCOR CONSTRUCTION INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 2 232 554.66

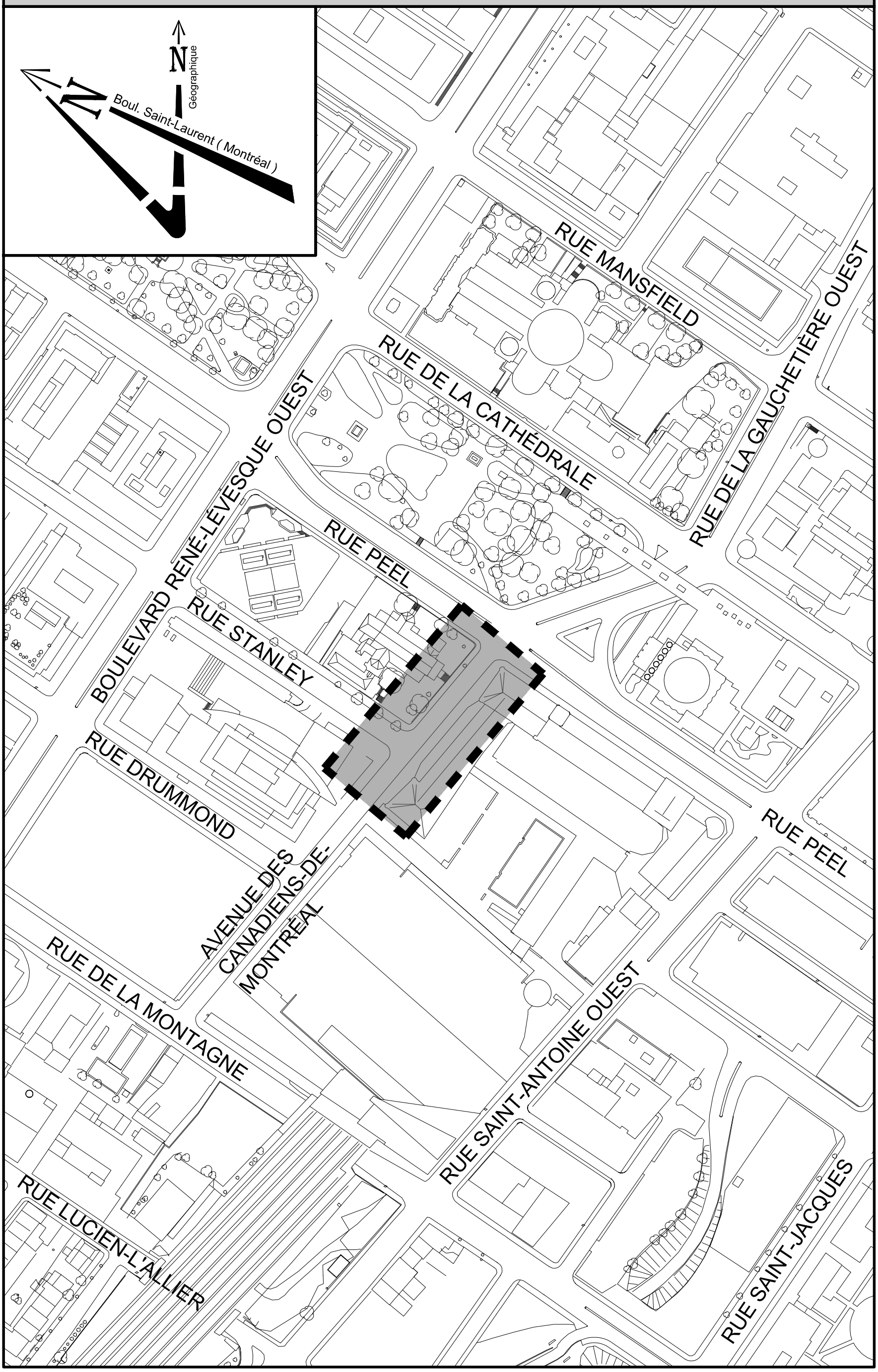
Montant des contingences ($) : 279 885.82

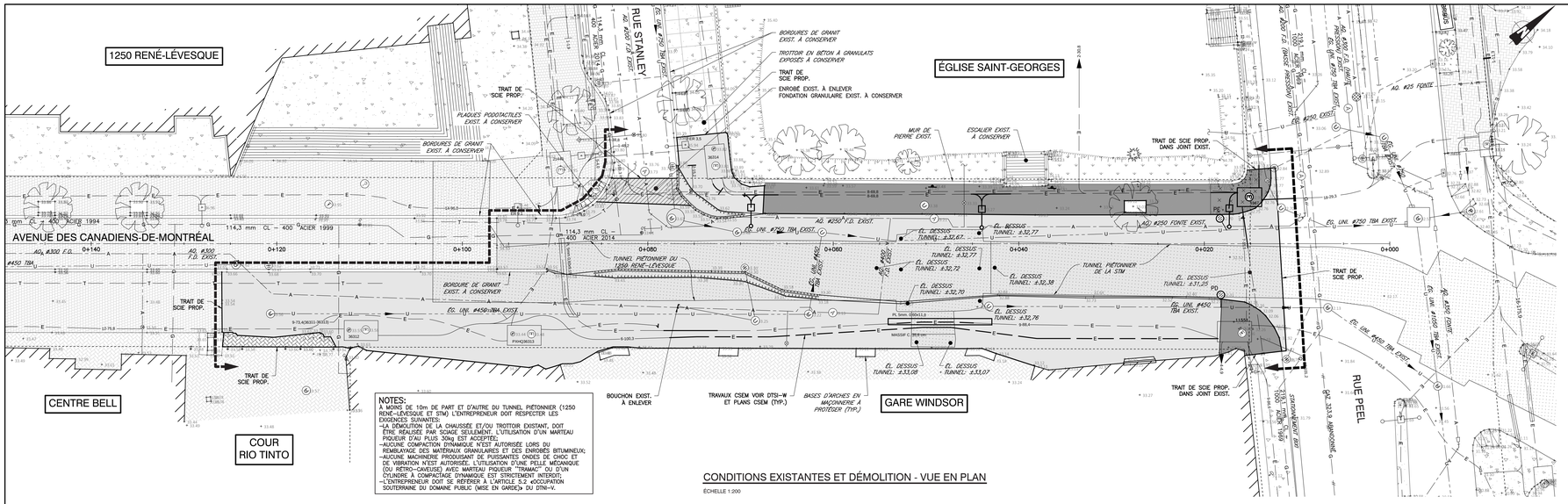
Montant des incidences ($) : 423 405.87

Date prévue de début des travaux : 29 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 5 / 11 / 2020

Plan de localisation

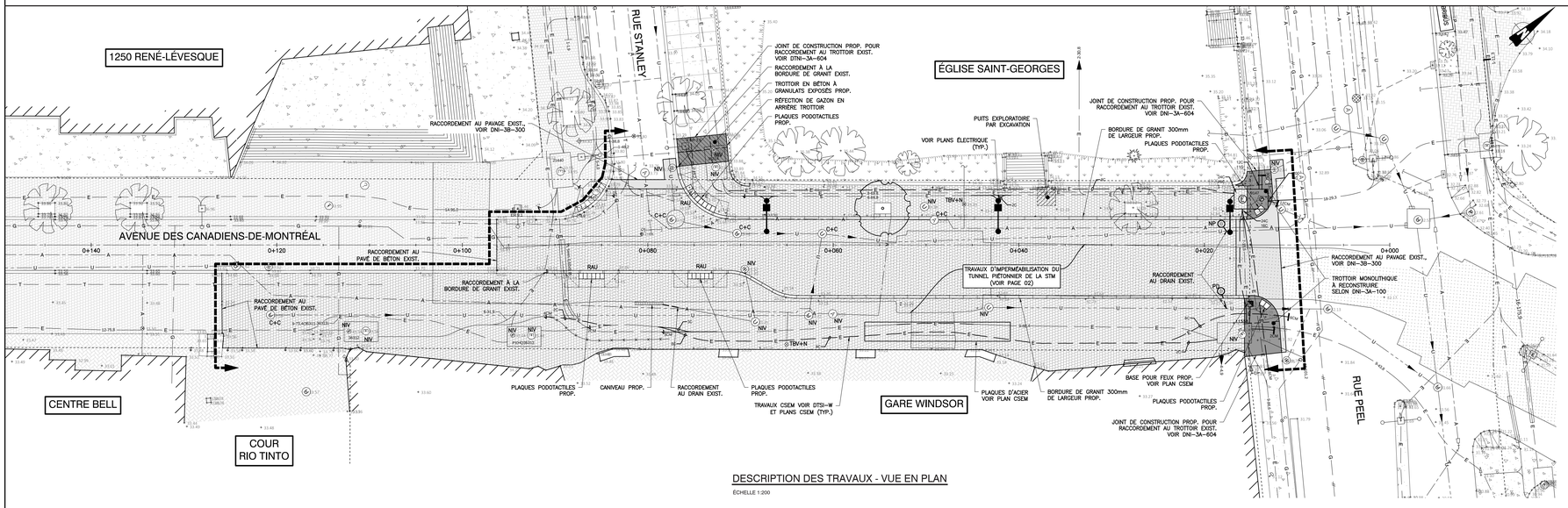
438610





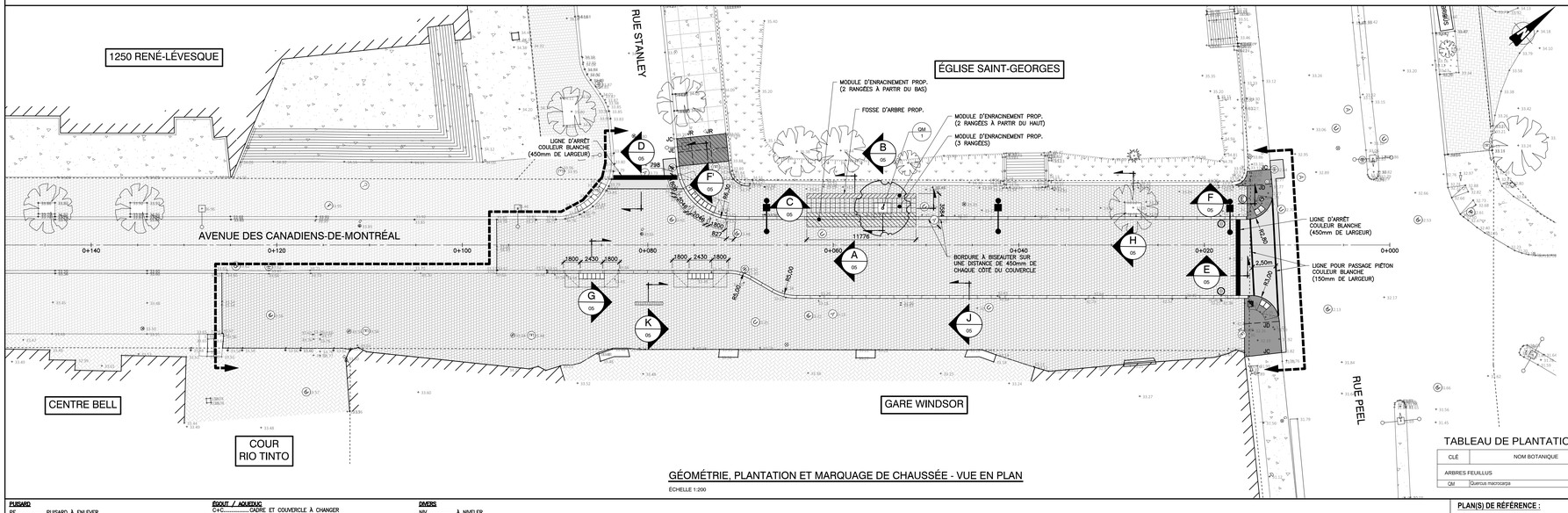
CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION - VUE EN PLAN

ÉCHELLE 1:200



DESCRIPTION DES TRAVAUX - VUE EN PLAN

ÉCHELLE 1:200



JE – JOINT ESTHÉTIQUE (VOIR DNI–3A–600)
JR – JOINT DE RETRAIT (VOIR DNI–3A–601)
JD – JOINT DE DILATATION (VOIR DNI–3A–602)
JC – JOINT DE CONSTRUCTION (VOIR DNI–3A–604)

GÉOMÉTRIE, PLANTATION ET MARQUAGE DE CHAUSSÉE - VUE EN PLAN

ÉCHELLE 1:200

TABLEAU DE PLANTATION

CLÉ	NOM BOTANIQUE	NOM FRANÇAIS	HAUTEUR OU DIAMÈTRE	DISTANCE DE PLANTATION	MODE DE PLANTATION	QUANTITÉ TOTALE ESTIMÉE
ARBRES FEUILLUS						
QM	Quercus macrocarpa	chêne à gros fruits	60 mm Ø	voir plan	P.R.	1

PUISARD
PE.....PUISARD À ENLEVER
PD.....PUISARD À DÉPLACER
PR.....PUISARD À REMPLACER
NP.....NOUVEAU PUISARD
T+C.....TÊTE ET COUVERCLE À CHANGER (PUISARD DE TROTTOIR)
T–C.....TÊTE ET GRILLE À CHANGER
T+C+REP.....TÊTE ET GRILLE À CHANGER (+RÉPARATION)
A+N.....AJUSTABLE À NIVELER
A+C.....AJUSTABLE À CHANGER

ÉGOUT / AQUEDUC
C+C.....CADRE ET COUVERCLE À CHANGER
C+C+REP.....CADRE ET COUVERCLE À CHANGER (+RÉPARATION)
A+N.....AJUSTABLE À NIVELER
A+C.....AJUSTABLE À CHANGER
TBV+N.....TÊTE DE BOITE DE VANNE À NIVELER
TBV+C.....TÊTE DE BOITE DE VANNE À CHANGER

DIVERS
NIV.....À NIVELER
RAU.....RAMPE D'ACCÈS UNIVERSEL À RECONSTRUIRE SELON DNI–3A–700 INCLUANT PLAQUES PODOTACTILES. LA LARGEUR DE LA PARTIE ABAISSÉE PEUT ÊTRE DIFFÉRENTE DE 1,2m SE RÉFÉRER AUX PLANS.

PLAN(S) DE RÉFÉRENCE :

RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE
FAIT PAR NIVELEXE
FICHIER : r1031_Rue Mackay à Peel_v20103.dwg>
REÇU LE 2017-04-19

FAIT PAR ENTREPRENEUR PH.2
FICHIER : r18104-TQC Final (2019-09-18).dwg>
REÇU LE 2019-10-21

FAIT PAR EXP
FICHIER : r18104-Tunnel (2018-10-29).dwg>
REÇU LE 2018-10-29

CADASTRE
TRANSMIS PAR LA VILLE DE MONTRÉAL
FICHIER : r31H05-005-7969_cadque.dwg>
REÇU LE 2017-03-29

CONDUITES ET DRAINAGE
TRANSMIS PAR LA VILLE DE MONTRÉAL
FICHIER : r-NE7969.pdf>
REÇU LE 2017-03-29

UTILITÉS PUBLIQUES

CSEM
FICHIER : <Quartier des gares.dwg>
REÇU LE 2017-03-31

ÉNERGIR 'ANCIENNEMENT GAZ MÉTRO'
FICHIER : <Reseau gazier - EXP.> <dwg>
REÇU LE 2017-04-13

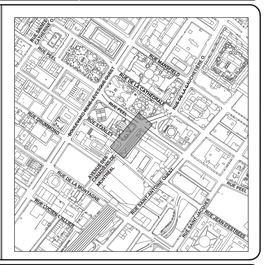
INFO-EXCAVATION
BELL : #2019460861
VIDÉOTRON : #2019460861

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QUE NOTÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 67KM247
RUE DE LA CATHÉDRALE / RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST
ALTITUDE: 27,686 m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Plan de localisation



Note(s) :

1. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
3. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION.
4. LES INTERVENTIONS INDIQUÉES SUR LES RÉSEAUX D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT. L'ENTREPRENEUR DOIT CONSULTER LES PLANS D'ÉCLAIRAGE, DE LA CSEM ET DE BELL POUR CES TRAVAUX.
5. POUR TOUS LES TRAVAUX EFFECTUÉS À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX GAZIERS D'ÉNERGIR, L'ENTREPRENEUR DOIT SE RÉFÉRER AU GUIDE DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX GAZIERS D'ÉNERGIR DISPONIBLE À: ENERGIR.COM/SECURITE.

Légende - symbologie graphique

Légende :

Existant	Démolition
REGARD SAN/PLUV/UN/AQ	
PUISARD TROTT/ORC/RECT	
REGARD PUISARD	
BORNE D'INCENDIE	
VANNE	
RÉDUIT	
ENTRÉE DE SERVICE	
DRAIN PUISARD	
LAMPADAIRE	
FEU DE CIRCULATION	

PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ EXIST. À CONSERVER
PAVÉ DE BÉTON À ENLEVER
CHAUSSÉE À ENLEVER
ENROBÉ EXIST. À ENLEVER ET FONDATION GRANULAIRE EXIST. À CONSERVER
SUPERVISION ARCHÉOLOGIQUE DURANT LES TRAVAUX DE L'ENTREPRENEUR
TROTTOIR DE BÉTON EXIST. À CONSERVER
TROTTOIR DE BÉTON À ENLEVER
GAZON EXIST. À CONSERVER

Légende :

Existant	Proposé
REGARD SAN/PLUV/UN/AQ	
PUISARD TROTT/ORC/RECT	
REGARD PUISARD	
BORNE D'INCENDIE	
VANNE	
RÉDUIT	
BOUCHON	
ENTRÉE DE SERVICE	
DRAIN PUISARD	
LAMPADAIRE	
FEU DE CIRCULATION	

PAVÉ EXIST. À CONSERVER
PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ PROPOSÉ 300x300x100 SUR ENROBÉ BITUMINEUX
CHAUSSÉE PROPOSÉ
TROTTOIR DE BÉTON EXIST. À CONSERVER
TROTTOIR DE BÉTON PROPOSÉ (VOIR DNI–3A–100)
TROTTOIR DE BÉTON À GRANULATS EXPOSÉS PROPOSÉ
GAZON EXIST. À CONSERVER

Légende :

Existant	
ÉGOUT SANITAIRE	S
ÉGOUT PLUVIAL	P
DRAIN PUISARD	
ÉGOUT UNITAIRE	U
CONDUITE DE REFOULEMENT	R
CONDUITE EAU POTABLE (AQUEDUC)	A
DRAIN PERFORÉ	F
PAVAGE	
GRAVIER	
BORDURE	
CLÔTURE	x
FOSSE	
HAUT DE TALUS	
BAS DE TALUS	
HAIE	
LIGNE DE LOT	
LIGNE D'EMPRISE	
SONDAGE/FORAGE (EN PLAN)	
REPÈRES DE NIVELLEMENT	HAUBAN
STATION D'APPENTAGE	BORNE/TIGE DE FER
POTEAU ÉLECTRIQUE	POTEAU DE TÉLÉPHONE
POTEAU DE TÉLÉPHONE AVEC TRANSFO	POTEAU ÉLECTRIQUE/TÉLÉPHONIQUE
ÉLÉC. ENFOUI. / REGARD / BJ	E
GAZ ENFOUI / REGARD	G
TÉLÉPHONE ENFOUI / REGARD / BJ	T
CÂBLODISTRIBUTION ENFOUI / REGARD	V
HYDRO-QUÉBEC ENFOUI / REGARD	HQ
LIMITE DES TRAVAUX	

ARBRE EXIST. À CONSERVER ET À PROTÉGER
ARBRE PROPOSÉ

Émission(s)

Em.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
000	2019-12-13	ÉMIS POUR APPEL D'OFFRES	M.D.	G.H.
C	2019-11-29	ÉMIS POUR 100%	M.D.	G.H.
B	2019-11-22	ÉMIS POUR 90%	M.D.	G.H.
A	2019-11-08	ÉMIS POUR 70%	M.D.	G.H.

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division des grands projets

LES SERVICES EXP Inc.
t : +1.514.931.1080 | f : +1.514.935.1645
1001, Boul. De Maisonneuve Ouest, Bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com

Intervenants

Relevé de terrain : Nivelaxe (avril 2017) et Entrepreneur Ph.2 (octobre 2019)
Dessiné par : Frédéric Verpaelst, tech. 2019-10-25
Préparé par : Mathieu Dufault, ing. 2019-10-23
Responsable du projet (ville de Montréal) : Adiaratou Kanté, ing.
Responsable du projet (consultant) : Guillaume Halde, ing.
Ingénieur(e) : Mathieu Dufault, ing.
Sceau de l'ingénieur(e) : Original signé le : 2019-12-13

PROJET :

AVENUE DES CANADIENS-DE-MONTRÉAL
D'UN POINT À L'OUEST DE LA RUE STANLEY À LA RUE PEEL

ARRONDISSEMENT(S) : VILLE-MARIE

NATURE DES TRAVAUX :

TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION

TITRE DU PLAN :

CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION, DESCRIPTION DES TRAVAUX, GÉOMÉTRIE, PLANTATION ET SIGNALISATION

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : HOR.: 1:200

5 2,5 0 5 10 (mètre)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
438610	PL-VO-01	01/07	000	01

Cartouche révisé le : 2015-11-13

13 décembre 2019 12:19:58, verpaelstf, \\Vrnx.com\Projects\MTR\MTR-0001768-A7\60 Réalisation\63 Dessin\[vol1MONVE-0001768-CEI_DES_GEO_PLs_SIG.dwg

11/60

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	438610	DATE:
#GDD:	1207231007	DRM:	4386	2020/02/12
RESPONSABLE:	Guillaume Bélanger, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel			

PROJET INVESTI: 59070 Desc et client-payeur: **Direction de la Mobilité - Aménagement et grands projets**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1968030009	182026	246 851.86 $	245 759.06 $	24 575.91 $	0.00 $	C
1968030005	182022	289 518.84 $	288 237.15 $	28 823.72 $	0.00 $	C
1968030014	183046	524 544.90 $	522 222.77 $	52 222.28 $	0.00 $	C
1968030010	182027	30 442.17 $	30 307.41 $	3 030.74 $	0.00 $	C
1968030003	182020	30 026.42 $	29 893.50 $	2 989.35 $	0.00 $	C
1968030004	182021	5 774.31 $	5 748.75 $	574.88 $	0.00 $	C
1968030007	182024	357 334.74 $	340 285.33 $	51 042.80 $	0.00 $	C
1968030008	182025	40 637.19 $	38 698.29 $	5 804.74 $	0.00 $	C
1968030011	182028	284 865.42 $	0.00 $	0.00 $	311 964.77 $	C
1968030013	182030	299 571.33 $	298 245.15 $	29 824.52 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**2 109 567.18 $**	**1 799 397.41 $**	**198 888.94 $**	**311 964.77 $**	

PROJET INVESTI: 69097 Desc et client-payeur: **Travaux de la Commission des services électriques de Montréal "CSEM"**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2069156400	182498	484 926.15 $	433 157.25 $	80 996.88 $	38 702.18 $	C
2069156401	182499	72 738.92 $	0.00 $	0.00 $	72 738.92 $	C
SOUS-TOTAL		**557 665.07 $**	**433 157.25 $**	**80 996.88 $**	**111 441.10 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**2 667 232.25 $**	**2 232 554.66 $**	**279 885.82 $**	**423 405.87 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**2 935 846.35 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 438610	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**2020/02/12**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 710 331.89 $
TRAVAUX CONTINGENTS			227 663.54 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques (Bell, HQ, CSEM et Énergir)		56 000.00 $	
Surveillance environnementale et archéologie		80 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		36 812.20 $	
Marquage et signalisation écrite ph 2 du QDG		6 000.00 $	
Gestion des impacts et agent de liaison		20 000.00 $	
Achat de mobilier de feux de circulation au centre de distribution		55 000.00 $	
Frais de raccordement travaux d'éclairage et de feux de circulatio		39 265.59 $	
CSEM		130 328.08 $	
	TOTAL À REPORTER	423 405.87	423 405.87 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			2 361 401.30 $
Imputation (crédits)			2 142 687.35 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		102 691.95	204 870.43
Ristournes TPS et TVQ à 50%		205 127.17	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030009**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182026**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Maintien de la circulation et gestion des impacts**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			245 759.06 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		24 575.91 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			270 334.97 $
Imputation (crédits)			246 851.86 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		11 756.25	23 453.72
Ristournes TPS et TVQ à 50%		23 483.11	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030005**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182022**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de chaussée**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			288 237.15 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		28 823.72 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			317 060.87 $
Imputation (crédits)			289 518.84 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		13 788.25	27 507.56
Ristournes TPS et TVQ à 50%		27 542.03	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030014**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183046**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			522 222.77 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		52 222.28 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			

Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	574 445.05 $
Imputation (crédits)	524 544.90 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	24 981.30	49 837.70
Ristournes TPS et TVQ à 50%	49 900.15	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030010**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182027**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de plantation et aménagements de surface**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			30 307.41 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		3 030.74 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	33 338.15 $
Imputation (crédits)	30 442.17 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	1 449.80	2 892.35
Ristournes TPS et TVQ à 50%	2 895.98	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030003**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182020**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Gestions des sols contaminés**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			29 893.50 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		2 989.35 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			32 882.85 $
Imputation (crédits)			30 026.42 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 430.00	2 852.85
Ristournes TPS et TVQ à 50%		2 856.43	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030004**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182021**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Plan de localisation**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			5 748.75 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		574.88 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			6 323.63 $
Imputation (crédits)			5 774.31 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		275.00	548.63
Ristournes TPS et TVQ à 50%		549.32	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030007**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182024**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'éclairage**			
ENTREPRENEUR	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			340 285.33 $
Ce montant correspond au montant du sp 182024, soit 118 355,27 $ additionné d'un montant de 221 930,06$ qui provient du sp 182029.			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00 %		51 042.80 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser		391 328.13 $
Imputation (crédits)		357 334.74 $
Montant de dépôt		

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	17 017.97	33 950.84
Ristournes TPS et TVQ à 50%	33 993.39	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030008**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182025**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de feux de circulation**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			38 698.29 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00 %		5 804.74 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			44 503.03 $
Imputation (crédits)			40 637.19 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 935.34	3 860.99
Ristournes TPS et TVQ à 50%		3 865.84	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030011**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182028**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel**			
ENTREPRENEUR ›	**Incidences techniques et professionnelles**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques (Bell, HQ, CSEM et Énergir)	56 000.00 $	
Surveillance environnementale et archéologie	80 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif	32 000.00 $	
Marquage et signalisation écrite ph 2 du QDG	6 000.00 $	
Gestion des impacts et agent de liaison	20 000.00 $	
Achat de mobilier de feux de circulation au centre de distribution	55 000.00 $	
Frais de raccordement travaux d'éclairage et de feux de circulatio	15 000.00 $	
CSEM	47 964.77 $	

Ce montant est réservé pour les items suivants de la CSEM : laboratoire 853,20$, surveillance externe 4302,28$, autres dépenses 1706,40$ conception et/ou frais généraux 41 102,89$ (cout net de 41102,89$).

TOTAL À REPORTER	311 964.77	311 964.77 $
Dépenses totales à autoriser		311 964.77 $
Imputation (crédits)		284 865.42 $
Montant de dépôt		

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	13 566.63	27 065.44
Ristournes TPS et TVQ à 50%	27 099.35	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2069156400**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182498**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM)**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			433 157.25 $
Ce montant correspond au montant du sp 182029, soit 655 087,31 $ diminué d'un montant de 221 930,06$ qui sera transféré au sp 182024			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	18.70 %		80 996.88 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		4 812.20 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance externe		24 265.59 $	
Autres dépenses		9 624.39 $	
	TOTAL À REPORTER	38 702.18	38 702.18 $
Dépenses totales à autoriser			552 856.31 $
Imputation (crédits)			484 926.15 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		24 042.46	47 964.70
Ristournes TPS et TVQ à 91,5%		67 930.16	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2069156401**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182499**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM)**			
ENTREPRENEUR ›	**Conception et/ou frais généraux**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Conception et/ou frais généraux		72 738.92 $	
	TOTAL À REPORTER	72 738.92	72 738.92 $
Dépenses totales à autoriser			72 738.92 $
Imputation (crédits)			72 738.92 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 91,5%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030013**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182030**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'imperméabilisation du tunnel piétonnier de la STM**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			298 245.15 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		29 824.52 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			328 069.67 $
Imputation (crédits)			299 571.33 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		14 267.00	28 462.67
Ristournes TPS et TVQ à 50%		28 498.34	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	118001	DATE:
#GDD:	11502660XX	DRM:		2018/01/01
RESPONSABLE:	Madame Unetelle			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'exemple d'aqueduc et de voirie - Sainte-Croix			

PROJET INVESTI: 55845 Desc et client-payeur: **Programme de réfection d'artères - Direction des transports**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1155845122	123456	180 659.00 $	179 859.24 $	17 985.92 $	0.00 $	C
1155845123	456786	892 039.95 $	888 090.95 $	88 809.10 $	0.00 $	C
1155845124	458976	57 527.39 $	0.00 $	0.00 $	63 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 130 226.34 $**	**1 067 950.19 $**	**106 795.02 $**	**63 000.00 $**	

PROJET INVESTI: 59002 Desc et client-payeur: **Travaux d'ajout de signalisation lumineuse et aérienne - Direction des transports**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1155900234	125878	208 512.59 $	198 563.89 $	29 784.58 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**208 512.59 $**	**198 563.89 $**	**29 784.58 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: 56115 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égoût - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1155611323	458794	56 141.79 $	55 893.26 $	5 589.33 $	0.00 $	C
1155611324	654878	23 741.46 $	0.00 $	0.00 $	26 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**79 883.25 $**	**55 893.26 $**	**5 589.33 $**	**26 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**1 418 622.18 $**	**1 322 407.34 $**	**142 168.93 $**	**89 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**1 553 576.27 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 118001	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**2018/01/01**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'exemple d'aqueduc et de voirie - Sainte-Croix**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 322 407.34 $
TRAVAUX CONTINGENTS			142 168.93 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		30 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		26 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		0.00 $	
Gestion des impacts		33 000.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	89 000.00	89 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1 553 576.27 $
Imputation (crédits)			1 418 622.18 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		67 561.48	134 785.16
Ristournes TPS et TVQ à 50%		134 954.06	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155845122**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**123456**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs**			
ENTREPRENEUR	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			179 859.24 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		17 985.92 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			197 845.16 $
Imputation (crédits)			180 659.00 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		8 603.83	17 164.65
Ristournes TPS et TVQ à 50%		17 186.16	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155845123**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**456786**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de chaussées**			
ENTREPRENEUR	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			888 090.95 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		88 809.10 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	976 900.05 $
Imputation (crédits)	892 039.95 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	42 483.15	84 753.89
Ristournes TPS et TVQ à 50%	84 860.10	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155845124**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**458976**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs et de chaussées**			
ENTREPRENEUR	**Services techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques	30 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts	33 000.00 $	
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	63 000.00	63 000.00 $

Dépenses totales à autoriser	63 000.00 $
Imputation (crédits)	57 527.39 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 739.73	5 465.75
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 472.61	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155900234**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**125878**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Signalisation lumineuse**			
ENTREPRENEUR	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			198 563.89 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00 %		29 784.58 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			228 348.47 $
Imputation (crédits)			208 512.59 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		9 930.35	19 811.05
Ristournes TPS et TVQ à 50%		19 835.88	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155611323**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**458794**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'aqueduc**			
ENTREPRENEUR	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			55 893.26 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		5 589.33 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			61 482.59 $
Imputation (crédits)			56 141.79 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	2 673.74	5 334.11
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 340.80	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155611324**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**654878**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'aqueduc**			
ENTREPRENEUR	**Services professionnels**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif	26 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	26 000.00	26 000.00 $

Dépenses totales à autoriser	26 000.00 $
Imputation (crédits)	23 741.46 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	1 130.68	2 255.71
Ristournes TPS et TVQ à 50%	2 258.54	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00 %		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

SOUMISSION 438610- PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel

Arrondissements Ville-Marie **Rues** Avenue des Canadiens-de Montréal Rue Stanley Rue Peel	Les travaux sont répartis sur les rues Peel, Stanley, et l'avenue des Canadiens-de-Montréal pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.
Phase 1 **Travaux de voirie et d'éclairage dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal de la rue Stanley à la rue Peel**	**Occupation :** Fermeture complète de l'avenue des Canadiens-de-Montréal entre les rues Stanley et Peel et fermeture complète avec circulation locale seulement entre les rues Stanley et Drummond, pour la durée de la phase 1. **Accès aux riverains:** Fermeture de l'accès au quai de livraison pour des périodes de 48h consécutives seulement; Aucune entrave devant l'entrée du Centre Bell et celle de la cour Rio Tinto; Maintien de l'accès à l'Église anglicane Saint-Georges (entrée principale lors de mariage). **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h.
Phase 2 **Travaux de voirie et d'éclairage à l'intersection avenue des Canadiens-de-Montréal / rue Stanley**	**Occupation :** Fermeture complète de la rue Stanley entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue des Canadiens-de-Montréal et fermeture complète de l'avenue des Canadiens-de-Montréal entre les rues Stanley et Peel, pour la durée de la phase 2. **Accès aux riverains:** Fermeture de l'accès au quai de livraison pour des périodes de 48h consécutives seulement; Aucune entrave devant l'entrée du Centre Bell; Maintien de l'accès à la garderie. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h.
Phase 3 **Travaux de voirie à l'intersection avenue des Canadiens-de-Montréal / rue Peel**	**Occupation :** Maintien d'une voie de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal entre les rues Stanley et Peel et entrave partielle de la voie de droite (stationnement) sur la rue Peel en direction sud entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue des Canadiens-de-Montréal; Maintien d'une voie de circulation sur la rue Peel en direction sud en dehors de l'heure de pointe et redonner au moins deux voies par direction sur la rue Peel. **Horaire de travail hors pointe:** Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier et lors des manœuvres de machinerie. - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux);

	- Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de caserne d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour handicapés, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; -L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A;

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 6 février 2020

RAMCOR CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR GUY CORMIER
8085, RUE CHAMP D'EAU
SAINT-LÉONARD (QC) H1P 1Y1

N° de décision : 2020-DAMP-1089
N° de client : 2700008871

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. RAMCOR CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 février 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 438610
Numéro de référence : 1330987
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1679213)** 2020-01-07 13 h 38 **Transmission :** 2020-01-07 13 h 38	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
	Monsieur Denis Huard	**Commande : (1679054)** 2020-01-07 10 h 47	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel

Bau-Québec Ltée.. 1370, Labadie, Local 1 Longueuil, QC, J4N1C7	Téléphone : 450 676-8622 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-01-07 11 h 28	3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 19 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 19 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 07 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Bordures Polycor Inc 76 rue Saint-Paul, Suite 100 Québec, QC, G1K 3V9 http://www.polycor.com	Monsieur Remi Guillemette Téléphone : 418 558-7740 Télécopieur : 418 323-2046	**Commande : (1681206)** 2020-01-10 15 h 45 **Transmission :** 2020-01-10 15 h 45	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel

			3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ceveco inc. 2970 Omer Ravary Bureau 100 Montréal, QC, H1W 3Z6 http://www.ceveco.ca	Monsieur Patrick Lapointe Téléphone : 514 521-1042 Télécopieur : 514 521-1048	**Commande : (1678956)** 2020-01-07 9 h 22 **Transmission :** 2020-01-07 9 h 28	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 21 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 16 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 03 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	Monsieur Yanick Blouin Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1680289)** 2020-01-09 10 h 49 **Transmission :** 2020-01-09 10 h 57	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 21 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 21 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 08 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1679616)** 2020-01-08 10 h 09 **Transmission :** 2020-01-08 10 h 19	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 14 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel

			3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 16 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 04 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1679735)** 2020-01-08 11 h 29 **Transmission :** 2020-01-08 11 h 34	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 23 - Télécopie 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 20 h - Messagerie 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 20 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 19 h 02 - Télécopie 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 02 - Télécopie 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 34 - Télécopie 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 32 - Télécopie 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 20 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 27 - Télécopie 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 59 - Télécopie 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 34 - Télécopie 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 08 - Messagerie

			Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1679375)** 2020-01-07 16 h 30 **Transmission :** 2020-01-07 16 h 36	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 17 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 17 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 05 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1678836)** 2020-01-07 7 h 45 **Transmission :** 2020-01-07 7 h 45	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel

3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD
2020-01-23 19 h 02 - Courriel

3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis)
2020-01-23 22 h 31 - Courriel

3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau)
2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement

3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02
2020-01-23 19 h 20 - Courriel

3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28
2020-01-29 13 h 26 - Courriel

3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD
2020-01-29 13 h 27 - Courriel

3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis)
2020-01-29 13 h 33 - Courriel

3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau)
2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement

3243600 - 438610_Plans_AD 03
2020-01-29 20 h 04 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Laurin et Laurin (1991) Inc..
12000 Arthur Sicard
Mirabel, QC, J7J 0E9
http://www.laurinlaurin.ca

Madame Martine Chouinard
Téléphone : 450 435-9551
Télécopieur : 450 435-2662

Commande : (1682908)
2020-01-15 9 h 48
Transmission :
2020-01-15 9 h 48

3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20
2020-01-20 18 h 22 - Courriel

3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01
2020-01-20 18 h 24 - Courriel

3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01
2020-01-21 9 h 12 - Courriel

3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis)
2020-01-20 18 h 30 - Courriel

3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau)
2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement

3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date
2020-01-23 19 h 01 - Courriel

3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD
2020-01-23 19 h 02 - Courriel

3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis)
2020-01-23 22 h 31 - Courriel

3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau)
2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement

3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02
2020-01-23 19 h 20 - Courriel

3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28
2020-01-29 13 h 26 - Courriel

3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD
2020-01-29 13 h 27 - Courriel

3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis)
2020-01-29 13 h 33 - Courriel

			3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions H2D Inc. 12820, chemin Bélanger Suite 300 Mirabel, QC, J7J2N8	Monsieur JEAN DUBÉ Téléphone : 450 963-9217 Télécopieur : 450 963-1960	**Commande : (1678657)** 2020-01-06 14 h 31 **Transmission :** 2020-01-06 14 h 49	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 20 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 20 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 07 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1678318)** 2020-01-06 9 h 56 **Transmission :** 2020-01-06 9 h 56	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel

			3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1679195)** 2020-01-07 13 h 29 **Transmission :** 2020-01-07 13 h 29	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel

			3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1681719)** 2020-01-13 12 h 27 **Transmission :** 2020-01-13 13 h 58	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 23 - Télécopie 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 20 h 01 - Messagerie 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 17 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 31 - Télécopie 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 02 - Télécopie 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 33 - Télécopie 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 32 - Télécopie 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 17 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 27 - Télécopie 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 58 - Télécopie 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 34 - Télécopie 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 05 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1679286)** 2020-01-07 14 h 45 **Transmission :** 2020-01-07 14 h 45	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel

			3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1	Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1678797)** 2020-01-06 18 h 05 **Transmission :** 2020-01-06 18 h 05	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement

			3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1678276)** 2020-01-06 9 h 35 **Transmission :** 2020-01-06 11 h 04	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 18 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 18 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 06 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-	**Commande : (1678564)** 2020-01-06 13 h 26	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 23 - Télécopie

Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Transmission :** 2020-01-06 14 h 38	3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 20 h - Messagerie 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 18 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 31 - Télécopie 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 02 - Télécopie 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 33 - Télécopie 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 32 - Télécopie 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 19 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 28 - Télécopie 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 58 - Télécopie 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 34 - Télécopie 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 06 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1679458)** 2020-01-08 7 h 42 **Transmission :** 2020-01-08 7 h 42	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel

			3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Montréal - Arrondissement Rivière-des-Prairies- Pointe-aux-Trembles 12090, rue Notre-Dame Est Montréal, QC, H1B2Z1 http://www.ville.montreal.qc.ca/rdp-pat	Monsieur Frédéric Lévesque Téléphone : 514 868-5533 Télécopieur : 514 868-4312	**Commande : (1682348)** 2020-01-14 11 h 04 **Transmission :** 2020-01-14 11 h 04	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Westmount 1 BETHUNE WESTMOUNT, QC, H3Z 2L2 http://www.westmount.org	Madame Elisa Gaetano Téléphone : 514 989-5313 Télécopieur : 514 989-5488	**Commande : (1679351)** 2020-01-07 16 h 03 **Transmission :** 2020-01-07 16 h 03	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1207231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1564 Intervention et répartition des coûts GDD1207231007 (002).xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207231007 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Étienne GUIMOND
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.17

2020/05/25 13:00

(2)

Dossier # : 1207231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

Rapport - mandat_SMCE207231007.pdf

Dossier # :1207231007

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231007

Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 – 5 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231007

Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 – 5 soumissionnaires.

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que ce contrat de travaux de voirie s'insère dans le contexte de redéveloppement du quartier des gares, à proximité de la Gare Windsor. L'appel d'offres a permis de recevoir un total de cinq soumissions. Le Service a justifié l'écart de prix de 27% entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme en expliquant que ceci était probablement lié aux frais de préparation des sols et au plan de localisation des infrastructures puisque les prix du second soumissionnaire conforme sont trop élevés pour ces items en regard des ouvrages prévus. Selon l'analyse du Service, ceci serait dû au fait que le deuxième soumissionnaire aurait pris une marge de 11% sur les prix des sous-contractants pour ces travaux.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues relativement à l'écart observé dans ce dossier. Au terme de son examen, la Commission est satisfaite des explications amenées à l'égard des critères d'examen de la Commission. Il a cependant été demandé au Service d'ajouter le justificatif de l'écart exposé lors de la présentation au sommaire décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE1207231007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207231024

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458019 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Sanexen services environnementaux Inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 818 635,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458019 ;

2. d'autoriser une dépense de 781 863,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 196 500,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-24 17:09

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231024**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458019 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaires à réhabiliter par chemisage en 2020 sera d'environ vingt-neuf (29) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,86 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux de

réhabilitation d'aqueduc afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat #458019 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent. Ce projet est le cinquième des huit (8) projets prévus cette année. Quatre (4) projets sont déjà octroyés, un (1) projet est en cours d'octroi et un autre projet est en appel d'offres. L'appel d'offres du huitième projet est en préparation.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0402 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux: 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires - 1207231013.
CM20 0401 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires - 1207231009.

CM20 0395 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à FORACTION Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 990 187,72 $ (contrat: 8 877 443,38 $ + contingences: 887 744,34 $ + incidences: 225 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458012 - 2 soumissionnaires - 1207231021.

CM20 0276 - 23 mars 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage, dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 598 412,23 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458011 - 2 soumissionnaires - 1207231001.

CM19 0746 – 17 juin 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 520 042,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441223 - 3 soumissionnaires - 1197231043.

CM19 0575 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 5 126 191,04 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441221 - 2 soumissionnaires - 1197231034

CM19 0572 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen Services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 885 671,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441222 - 3 soumissionnaires - 1197231040

CM19 0568 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 244 856,93 $ (contrat: 7 343 324,48 $ + contingences: 734 332,45 $ + incidences: 167 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441215 - 2 soumissionnaires - 1197231020

CM19 0567 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Foraction inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 200 630 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441219 - 3 soumissionnaires - 1197231030

CM19 0417 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Aquaréhab Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 896 204,82 $ (contrat: 6 141 095,29 $ + contingences: 614 109,53 $ + incidences: 141 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441217 - 2 soumissionnaires - 1197231011

CM19 0416 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 414 272,68 $ (contrat: 2 133 884,26 $ + contingences: 213 388,42 $ + incidences: 67 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441218 - 3 soumissionnaires - 1197231007

CM19 0415 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 546 221,90 $ (contrat: 6 721 110,82 $ + contingences: 672 111,08 $ + incidences: 153 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441216 - 2 soumissionnaires - 1197231004

CM19 0183 - 25 février 2019 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse - Dépense totale de 7 633 786,99 $ (contrat: 6 776 169,99 $ + contingences: 677 617,00 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires - 1187231083.

CM18 1494 - 17 décembre 2018 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 057 226,22 $ (contrat: 5 397 478,38 $ + contingences: 539 747,84 $ + incidences: 120 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441211 - 2 soumissionnaires - 1187231069.

CM18 0660 - 29 mai 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 11 814 097,22 $ (contrat: 11 569 097,22 $ + incidences: 245 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417611 - 2 soumissionnaires - 1187231020.

CM18 0503 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 135 313,93 $ (contrat: 7 965 313,93 $ + incidences: 170 000,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 417615 - 2 soumissionnaires - 1187231019.

CM18 0500 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 853 509,84 $ (contrat: 5 738 509,84 $ + incidences: 115 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417610 - 3 soumissionnaires - 1187231011.

CM18 0366 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux

inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 7 100 312,86 $ (contrat: 6 960 312,86 $ + incidences: 140 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333711 - 2 soumissionnaires - 1187231003

CM18 0388 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 860 455,97 $ (contrat: 5 745 455,97 $ + incidences: 115 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417612 - 2 soumissionnaires - 1177231099.

CM18 0244 - 19 février 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 11 571 288,64 $ (contrat: 11 341 288,64 $ + incidences: 230 000,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 417613 - 2 soumissionnaires - 1177231090.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur de près de 3.8 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements suivants: Ahuntsic -Cartierville et Saint-Laurent
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 781 863,57 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 9.6 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal par rue;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités sont des pénalités complémentaires à celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme GLT Plus, mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période de l'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l'analyse des deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres et a constaté un écart favorable de 1,4 % entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de contrôle.

Toutefois, la DGPÉC a aussi relevé un écart supérieur à 20% entre la PBSC et la deuxième plus basse soumission conforme, soit 23,1 %.

La DGPÉC a constaté que l'écart le plus important se situe dans l'article de « Maintien de la mobilité et de la sécurité routière » pour lequel le 2^{e} soumissionnaire a soumis des prix très élevés et irraisonnables.

Dans une moindre mesure, des écarts substantiels ont été aussi constatés dans les articles de « réseau d'alimentation temporaire », « Conduite d'eau proposée » ainsi que dans « assurances, garanties et frais généraux de chantier» pour lesquels la DGPÉC a relevé un écart négatif total équivalent dans les articles de « Chambre de vanne préfabriquée», « Branchement d'eau de 50 mm et moins par torpillage ou tirage» ainsi que dans « Nouveau poteau d'incendie sur une conduite existante».

La DGPÉC a remarqué que les prix soumis par le 2^{e} soumissionnaire sont tous arrondis et au dessus du prix du marché pour la plupart, ce qui montre que le 2^{e} soumissionnaire a présenté une soumission très conservatrice.

Considérant ces informations et que l'écart soit favorable à la Ville, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #458019 (voir en pièce jointe).

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, l'écart entre les deux (2) soumissions est de plus de 20%.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 8 796 999,30 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 7 818 635,73 $, des contingences de 781 863,57 $ et des incidences de 196 500,00 $.
Cette dépense de 8 796 999,30 $ taxes incluses, entièrement assumée par la Ville centrale, représente un coût net de 8 032 832,90 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #18-071.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'œuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 17 juillet 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le démarrage du présent contrat était prévu en mai 2020 dans les clauses contractuelles. À cause de la situation actuelle reliée à la Covid-19, les travaux sont maintenant prévus débuter en juin 2020. Si le démarrage a lieu à ce moment, il n'y aura probablement aucun impact. Par contre, si la suspension des activités en chantier devait être prolongée au delà de la période de juin 2020, il est possible que l'entrepreneur ne puisse compléter les travaux du contrat entièrement en 2020. Dans ce cas, une prolongation du délai de réalisation devra être envisagée, sans pénalité pour l'entrepreneur et sans coût pour la Ville. Ceci dit, il est toujours possible que l'entrepreneur tente malgré tout de faire valoir une réclamation à la Ville, laquelle sera contestée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : juin 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Dominique PAQUIN, Ahuntsic-Cartierville
François LAPALME, Saint-Laurent

Lecture :

François LAPALME, 17 avril 2020
Hermine Nicole NGO TCHA, 16 avril 2020
Dominique PAQUIN, 16 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yacine FAKHFAKH
Ingénieur

Tél : 514-872-0451
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures

Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures - En remplacement de Claude Carette
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-24

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 458019 — No du GDD : 1207231024

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme avec clause d'expérience

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 / 2 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 17 / 3 / 2020

Ouverture faite le : 19 / 3 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
27 / 2 / 2020	Dans le DTSI-RA, révision de l'article de gestion des déblais et révision des articles des essais et contrôles sur les conduites d'eau ainsi que la désinfection des conduites d'eau. Aviser et distribuer la nouvelle révision du DTNI-1A.	-
6 / 3 / 2020	Retrait de l'article " Panneaux complémentaires" du formulaire de soumission	-5 000.00
11 / 3 / 2020	Ajustement des quantités des chambres de vanne. Report de la date d'ouverture de la soumission.	500.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 17 / 7 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	7 818 635.73
FORACTION INC.	9 621 000.00
Estimation — **externe**	7 932 108.29

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-1.4%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **23.1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 7 818 635.73

Montant des contingences ($) : 781 863.57

Montant des incidences ($) : 196 500.00

Date prévue de début des travaux : 15 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 20 / 11 / 2020

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date: 13 avril 2020
Révision: 01
Par: Yacine FAKHFAKH, ing

LISTE DES RUES
Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage et de voirie dans diverses rues de la ville de Montréal
Soumission : 458019

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Durée de réalisation	Admissible subvention TECQ
AHU-AQ-2020-07	000	Ahuntsic-Cartierville	**Louisbourg, rue de**	Joseph-Casavant, rue	Suzor-Coté, rue	Mixte	200	137	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-13	000	Ahuntsic-Cartierville	**De Tracy, rue**	Robert-Giffard, avenue	Louisbourg, rue de	Mixte	200	397	10 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-20	000	Ahuntsic-Cartierville	**Jean-Bourdon, avenue**	Henri-D'Arles, rue	Golf, chemin du	Mixte	200	184	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-01	000	Saint-Laurent	**Paulus, rue**	Bois-Franc, chemin du	Dessiant, rue	Souple	300	279	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-02	000	Saint-Laurent	**Toupin, boulevard**	Saint-Charles, rue	Marcel, rue	Souple	250	212	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-03	000	Saint-Laurent	**Collège, rue du**	Alexis-Nihon, boulevard	Dorais, rue	Souple	250	103	6 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-04	000	Saint-Laurent	**Noël, rue**	Alexis-Nihon, boulevard	Gratton, rue	Souple	150	237	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-05	000	Saint-Laurent	**Hodge, rue**	Montpellier, boulevard	Houde, rue	Souple	300	339	10 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-06	000	Saint-Laurent	**Baker, rue**	Geoffrion, rue	Toupin, boulevard	Souple	200	156	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-07	000	Saint-Laurent	**Jules-Poitras, boulevard**	Thompson, boulevard	Non-nommée, voie	Souple	300	180	6 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-08	000	Saint-Laurent	**Marlatt, rue**	Scott, rue	Collège, rue du	Souple	150	486	10 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-09	000	Saint-Laurent	**Saint-Louis, rue**	Abbott, rue	Fraser, rue	Souple	150 250	39 186	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-10	000	Saint-Laurent	**Liesse, montée de**	Côte-de-Liesse, chemin de la	Reverchon, rue	Souple	200 300	127 40	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-12	000	Saint-Laurent	**Valade, rue**	Brunet, rue	Fraser, rue	Souple	200	143	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-13	000	Saint-Laurent	**Saint-Louis, place**	Gratton, rue	Vincent, rue	Souple	150	223	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-14	000	Saint-Laurent	**Dorais, rue**	Fraser, rue	Nantel, rue	Souple	150 200	35 278	8 semaines	Oui
							Total	3781		

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458019	DATE:
#GDD:	1207231024	DRM:	4580	2020/04/15
RESPONSABLE:	Yacine Fakhfakh			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout - TECQ**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100105	181544	7 853 402.22 $	7 818 635.73 $	781 863.57 $	0.00 $	C
1918100106	181545	179 430.68 $	0.00 $	0.00 $	196 500.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**8 032 832.90 $**	**7 818 635.73 $**	**781 863.57 $**	**196 500.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**8 032 832.90 $**	**7 818 635.73 $**	**781 863.57 $**	**196 500.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**8 796 999.30 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458019	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**15/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			7 818 635.73 $
TRAVAUX CONTINGENTS			781 863.57 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		43 500.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		104 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		18 000.00 $	
Gestion des impacts		13 000.00 $	
Surveillance environnementale		18 000.00 $	
Archéologie		0.00 $	
		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	196 500.00	196 500.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			8 796 999.30 $
Imputation (crédits)			8 032 832.90 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		382 561.40	763 209.98
Ristournes TPS et TVQ à 50%		764 166.39	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Yacine Fakhfakh

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100105**	**SOUMISSION:**	**458019**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181544**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**15/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**SANEXEN - Services Environnementaux inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			7 818 635.73 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		781 863.57 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			8 600 499.30 $
Imputation (crédits)			7 853 402.22 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	374 016.06	746 162.04
Ristournes TPS et TVQ à 50%	747 097.08	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine Fakhfakh

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100106**	**SOUMISSION:**	**458019**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181545**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**15/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		43 500.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		104 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		18 000.00 $	
Gestion des impacts		13 000.00 $	
Surveillance environnementale		18 000.00 $	
Archéologie		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	196 500.00	196 500.00 $
Dépenses totales à autoriser			196 500.00 $
Imputation (crédits)			179 430.68 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		8 545.34	17 047.95
Ristournes TPS et TVQ à 50%		17 069.32	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine Fakhfakh

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 458019
Numéro de référence : 1348263
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Foraction inc.. 270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H0M6 http://www.foraction.ca	Madame Monique Ostiguy Téléphone : 450 446-8144 Télécopieur : 450 446-8143	**Commande : (1705906)** 2020-02-25 14 h 59 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 59	3264920 - 458019_Addenda 1_2020-02-27_AD 2020-02-27 17 h 28 - Courriel 3264922 - 03_dtni-1a_modi-1a-2_20200225 2020-02-28 9 h 12 - Messagerie 3271192 - 458019_Addenda 2_2020-03-06 2020-03-06 16 h 44 - Courriel 3271194 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (devis) 2020-03-06 16 h 48 - Courriel 3271195 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (bordereau) 2020-03-06 16 h 48 - Téléchargement 3273956 - 458019_AD_03_Avec report de date d'ouverture 2020-03-11 14 h 23 - Courriel 3273960 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (devis) 2020-03-11 14 h 53 - Courriel 3273961 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (bordereau) 2020-03-11 14 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1705902)** 2020-02-25 14 h 54 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 54	3264920 - 458019_Addenda 1_2020-02-27_AD 2020-02-27 17 h 28 - Courriel 3264922 - 03_dtni-1a_modi-1a-2_20200225 2020-02-28 9 h 11 - Messagerie 3271192 - 458019_Addenda 2_2020-03-06 2020-03-06 16 h 44 - Courriel 3271194 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (devis) 2020-03-06 16 h 48 - Courriel 3271195 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (bordereau) 2020-03-06 16 h 48 - Téléchargement

			3273956 - 458019_AD_03_Avec report de date d'ouverture 2020-03-11 14 h 23 - Courriel 3273960 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (devis) 2020-03-11 14 h 53 - Courriel 3273961 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (bordereau) 2020-03-11 14 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2	Monsieur Daniel Paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1704989)** 2020-02-24 14 h 02 **Transmission :** 2020-02-24 18 h 25	3264920 - 458019_Addenda 1_2020-02-27_AD 2020-02-27 17 h 28 - Courriel 3264922 - 03_dtni-1a_modi-1a-2_20200225 2020-02-28 9 h 13 - Messagerie 3271192 - 458019_Addenda 2_2020-03-06 2020-03-06 16 h 44 - Courriel 3271194 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (devis) 2020-03-06 16 h 48 - Courriel 3271195 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (bordereau) 2020-03-06 16 h 48 - Téléchargement 3273956 - 458019_AD_03_Avec report de date d'ouverture 2020-03-11 14 h 23 - Courriel 3273960 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (devis) 2020-03-11 14 h 53 - Courriel 3273961 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (bordereau) 2020-03-11 14 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1704845)** 2020-02-24 12 h 17 **Transmission :** 2020-02-24 18 h 08	3264920 - 458019_Addenda 1_2020-02-27_AD 2020-02-27 17 h 28 - Courriel 3264922 - 03_dtni-1a_modi-1a-2_20200225 2020-02-28 9 h 09 - Messagerie 3271192 - 458019_Addenda 2_2020-03-06 2020-03-06 16 h 44 - Courriel 3271194 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (devis) 2020-03-06 16 h 48 - Courriel 3271195 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (bordereau) 2020-03-06 16 h 48 - Téléchargement 3273956 - 458019_AD_03_Avec report de date d'ouverture 2020-03-11 14 h 23 - Courriel

3273960 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (devis)
2020-03-11 14 h 53 - Courriel

3273961 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (bordereau)
2020-03-11 14 h 53 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 14 janvier 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD QC J4Z 3V4

Objet : Accusé de réception - Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics) ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007373
N° de demande :	2000020638

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231024

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458019 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1207231024.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.18

2020/05/25 13:00

(2)

Dossier # : 1207231024

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458019 - 2 soumissionnaires

Rapport - mandat_SMCE207231024.pdf

Dossier # :1207231024

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231024

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57$ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 458019 (2 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231024

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 458019 (2 soumissionnaires).

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - *un écart de prix de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que la technique de réhabilitation par chemisage avait été retenue pour ces conduites d'eau. L'appel d'offres, d'une durée de 23 jours et au cours de laquelle trois addendas ont été publiés, a permis de recevoir deux soumissions parmi les quatre preneurs du cahier des charges. Le Service a justifié l'écart de prix de 23,1% entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme en expliquant que ceci était principalement lié à un seul item, « Maintien de la mobilité et de la sécurité routière », pour lequel le deuxième plus bas soumissionnaire conforme a proposé des prix très élevés en regard de ce projet. Ce soumissionnaire a également arrondi tous les coûts à la hausse et l'écart est donc le résultat d'une soumission des plus conservatrices.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues relativement à l'écart observé dans ce dossier. Au terme de son examen, la Commission est satisfaite des explications amenées à l'égard des critères d'examen de la Commission. De plus, elle salue l'obtention d'un prix favorable à la Ville puisque la soumission de l'adjudicataire présente un écart de -1,4% par rapport à l'estimé de contrôle.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - *un écart de prix de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE1207231024 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207231040

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Sanexen services environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 158 683,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458014 ;

2. d'autoriser une dépense de 1 115 868,36 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 232 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-05 12:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231040**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2020 sera d'environ vingt-neuf (29) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,86 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Dans sa stratégie de sollicitation du marché, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux 2020 de réhabilitation de conduite d'eau potable afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats

différents. La présente demande d'octroi de contrat #458014 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires des arrondissements d'Anjou, Outremont, Le Plateau-Mont-Royal et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Ce projet est le septième des huit (8) projets prévus cette année. Quatre (4) projets ont déjà été octroyés (voir décisions antérieures). Deux (2) autres projets sont présentement en cours. Un (1) appel d'offres est en publication.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0395 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à FORACTION Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 990 187,72 $ (contrat: 8 877 443,38 $ + contingences: 887 744,34 $ + incidences: 225 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458012 - 2 soumissionnaires. 1207231021.

CM20 00401 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires. 1207231009.

CM20 0518 - 15 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux: 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires.1207231013.

CM20 0276 - 23 mars 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 598 412,23 $ (contrat: 5 839 011,12 $ + contingences: 583 901,11$ + incidences: 175 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458011 - 2 soumissionnaires. 1207231001.

CM19 0746 – 17 juin 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 520 042,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441223 - 3 soumissionnaires - 1197231043.

CM19 0575 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 5 126 191,04 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441221 - 2 soumissionnaires - 1197231034.

CM19 0572 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen Services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 885 671,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441222 - 3 soumissionnaires - 1197231040.

CM19 0568 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 244 856,93 $ (contrat: 7 343 324,48 $ + contingences: 734 332,45 $ + incidences: 167 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres

public 441215 - 2 soumissionnaires.

CM19 0417 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 896 204,82 $ (contrat: 6 141 095,29 $ + contingences: 614 109,53 $ + incidences: 141 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441217 - 2 soumissionnaires.

CM19 0416 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 414 272,68 $ (contrat: 2 133 884,26 $ + contingences: 213 388,42 $ + incidences: 67 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441218 - 3 soumissionnaires.

CM19 0415 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 546 221,90 $ (contrat: 6 721 110,82 $ + contingences: 672 111,08 $ + incidences: 153 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441216 - 2 soumissionnaires.

CM19 0183 - 25 février 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse - Dépense totale de 7 633 786,99 $ (contrat: 6 776 169,99 $ + contingences: 677 617,00 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires - 1187231083.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 3,4 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements d'Anjou, Outremont, Le Plateau-Mont-Royal et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 115 868,36 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 9.6 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal par rue;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;

3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités sont des pénalités complémentaires à celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme GLT + inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #458014 (voir en pièce jointe).

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 10 000 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 12 506 551,98 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 11 158 683,62 $, des contingences de 1 115868,36 $ et des incidences de 232 000,00 $.
Cette dépense de 12 506 551,98 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 11 420 148,95 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #20-002.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d’obtenir ce financement, la Direction des réseaux d’eau n’a toujours pas reçu le protocole d’entente signé pour cette dernière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l’eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 21 août 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact dans la mesure où la reprise des chantiers est prévue pour le 11 mai 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux :Juillet 2020
Fin des travaux : Novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Raphaëlle HAMEL, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Kathy DAVID, Service de l'eau
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Richard GAGNON, Service de sécurité incendie de Montréal
Sophie LABERGE, Outremont
Stéphane CARON, Anjou

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin RODRIGUEZ
Ingénieur

Tél : 514 872-5156
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-05-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-05

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 458014 — No du GDD : 1207231040

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 / 3 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 21 / 4 / 2020

Ouverture faite le : 23 / 4 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
2 / 4 / 2020	Report de la date d'ouverture	0.00
9 / 4 / 2020	Modification de l'article 2,9,3 des IAS concernant le cautionnement et modification de l'article 9,1 du CCAS concernant la date de début des travaux.	0.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 21 / 8 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	11 158 683.62
FORACTION INC.	11 918 925.63

Estimation	externe	10 367 092.29

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **7.6%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **6.8%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 11 158 683.62

Montant des contingences ($) : 1 115 868.36

Montant des incidences ($) : 232 000.00

Date prévue de début des travaux : 6 / 7 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 20 / 11 / 2020

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date: 12 mars 2020
Révision: 00
Par: Benjamin Rodriguez, ing

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage et de voirie dans diverses rues de la ville de Montréal
Soumission : 458014

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Durée de réalisation
ANJ-AQ-2019-02	000	Anjou	**Fontevrault, avenue**	Choppin, rue	Limite Est de l'arrondissement d'Anjou		200	118	6 semaines
MHM-AQ-2020-02	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Hochelaga, rue**	Duchesneau, rue	Bilaudeau, avenue		200	118	6 semaines
MHM-AQ-2020-03	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Maubourg, avenue**	Ernest-Lavigne, avenue	Rodolphe-Mathieu, avenue		200	113	6 semaines
MHM-AQ-2020-04	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Del Vecchio, avenue**	Ernest-Lavigne, avenue	Rodolphe-Mathieu, avenue		200	113	6 semaines
MHM-AQ-2020-05	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Dézéry, rue**	Ontario Est, rue	Rouen, rue de		200	284	10 semaines
MHM-AQ-2020-06	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Lebrun, avenue**	De Grosbois, rue	Limite nord		250	122	6 semaines
MHM-AQ-2020-07	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Triest, rue**	Lepailleur, rue	Bruxelles, rue de		200	122	6 semaines
MHM-AQ-2020-09	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Émile-Legrand, avenue**	Pierre-De Coubertin, avenue	Marseille, rue de		200	345	10 semaines
MHM-AQ-2020-10	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Rouen, rue de**	Joliette, rue	De Chambly, rue		200	102	6 semaines
MHM-AQ-2020-11	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**De Boucherville, rue**	Fonteneau, rue	Chénier, avenue		200	218	7 semaines
MHM-AQ-2020-12	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Pierre-De Coubertin, avenue**	Cirier, rue	Liébert, rue		200	163	6 semaines
MHM-AQ-2020-13	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Viau, rue**	Marseille, rue de	Sherbrooke Est, rue		300	439	10 semaines
MHM-AQ-2020-14	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Sainte-Catherine Est, rue**	William-David, avenue	Viau, rue		200	265	10 semaines
MHM-AQ-2020-15	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Notre-Dame Est, rue**	Leclaire, rue	Viau, rue		200	77	6 semaines
PLA-AQ-2020-02	000	Le Plateau-Mont-Royal	**Rivard, rue**	De Bienville, rue	Gilford, rue		150	185	8 semaines
PLA-AQ-2020-03	000	Le Plateau-Mont-Royal	**Christophe-Colomb, avenue**	Mont-Royal Est, avenue de	Gilford, rue		200	166	7 semaines
OUT-AQ-2020-01	000	Outremont	**Claude-Champagne, avenue**	Côte-Sainte-Catherine, chemin de la	Mont-Royal, boulevard		200	382	10 semaines

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458014	DATE:
#GDD:	1207231040	DRM:	4580	2020/04/24
RESPONSABLE:	Benjamin Rodriguez			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100043	180993	11 208 302.03 $	11 158 683.62 $	1 115 868.36 $	0.00 $	C
1918100044	180994	211 846.92 $	0.00 $	0.00 $	232 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**11 420 148.95 $**	**11 158 683.62 $**	**1 115 868.36 $**	**232 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**11 420 148.95 $**	**11 158 683.62 $**	**1 115 868.36 $**	**232 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**12 506 551.98 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458014	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**24/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			11 158 683.62 $
TRAVAUX CONTINGENTS			1 115 868.36 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		62 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		100 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		25 000.00 $	
Gestion des impacts		20 000.00 $	
Surveillance environnementale		25 000.00 $	
Archéologie		0.00 $	
		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	232 000.00	232 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			12 506 551.98 $
Imputation (crédits)			11 420 148.95 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		543 881.36	1 085 043.32
Ristournes TPS et TVQ à 50%		1 086 403.02	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Benjamin Rodriguez

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100043**	**SOUMISSION:**	**458014**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180993**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**24/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR	**SANEXEN - Services Environnementaux inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			11 158 683.62 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		1 115 868.36 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			12 274 551.98 $
Imputation (crédits)			11 208 302.03 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		533 792.21	1 064 915.47
Ristournes TPS et TVQ à 50%		1 066 249.95	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Benjamin Rodriguez

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100044**	**SOUMISSION:**	**458014**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180994**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**24/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		62 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		100 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		25 000.00 $	
Gestion des impacts		20 000.00 $	
Surveillance environnementale		25 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	232 000.00	232 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			232 000.00 $
Imputation (crédits)			211 846.92 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		10 089.15	20 127.85
Ristournes TPS et TVQ à 50%		20 153.08	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez

Montréal

SOUMISSION 458014 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal

Arrondissements	**Rues**	
Le Plateau Mont-Royal	Rivard, Christophe-Colomb	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M. Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 et majeure au DTSI-M), les concepts sont résumés ci-bas.
Outremont	Claude-Champagne	
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Hochelaga, Maubourg, Del Vecchio, Dézéry, Lebrun, Triest, Émile-Legrand, Rouen, de Boucherville, Pierre-de-Coubertin, Viau, Sainte-Catherine Est, Notre-Dame Est	
Anjou	Fontevrault	

MHM-AQ-2020-02 **Rue Hochelaga** De rue Duchesneau à avenue Bilaudeau	**Occupation :** Fermeture complète avec circulation locale seulement de la rue Hochelaga en direction Est entre rue des Ormeaux et rue Bilaudeau. Fermeture complète de la rue Hochelaga en direction Est entre rue Aubry et rue Bilaudeau. Aucune entrave dans la direction ouest de la rue Hochelaga. Fermeture complète avec circulation locale seulement de la rue Duschesneau et de l'avenue Fletcher entre rue Hochelaga et avenue Souligny. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi de 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.
MHM-AQ-2020-11 **Rue de Boucherville** De rue Fonteneau à avenue Chénier	**Occupation :** Fermeture complète de la direction nord de la rue de Boucherville entre rue Curatteau et avenue Chénier. Maintien d'un accès à la Place de Boucherville par Curatteau via la rue Fonteneau. Fermeture complète avec circulation locale seulement de la rue Fonteneau. Des PMVM sont prévus pour aviser de la présence des travaux et une coordination avec le MTQ est à prévoir. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi de 21h à 5h.
MHM-AQ-2020-13 **Rue Viau** De rue de Marseille à rue Sherbrooke	**Occupation :** Lors de travaux de remplacement de conduites, fermeture complète de la direction nord de la rue Viau entre rue Hochelaga et rue Sherbrooke de nuit avec maintien des vélos et maintien d'une voie en direction sud et de la bande cyclable. Des PMVM sont prévus pour aviser de la présence des travaux. Lors de travaux d'excavation, fermeture de la direction est de la rue Sherbrooke, de nuit, à la hauteur de la rue Viau. Maintien d'une voie en direction ouest. Aucune entrave dans cette rue lors des autres travaux. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi de 21h à 6h. Lundi au vendredi de 22h à 5h. Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 10h à 19h.

MHM-AQ-2020-15 **Rue Notre-Dame Est** De rue Viau à boulevard Pie-IX	**Occupation :** Sur la rue Notre-Dame Est, maintien d'une voie dans chaque direction entre rue Viau et rue Théodore. Maintien de deux voies par direction entre rue Théodore et boulevard Pie-IX. Fermeture complète avec circulation locale seulement de la direction sud de la rue Viau entre rue Notre-Dame Est et rue Sainte-Catherine Est. Des PMVM sont prévus pour aviser de la présence des travaux. **Horaire de travail :** Dimanche au jeudi de 21h à 5h. Vendredi à samedi de 22h30 à 10h30 et dimanche de 0h à 12h.
Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. -L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

Copie de l'article 4.1 du cahier des clauses administratives spéciales – A.O. #458014

4.1 Expérience du soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) Contrats qu'il a obtenus, dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'Adjudicataire du Contrat (non pas comme sous-traitant) au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de **2 000 m** en longueur de travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un Contrat dont la nature est semblable aux travaux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet de réhabilitation de conduite d'eau potable, incluant les interventions sur les branchements d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux, ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque Contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);
- le nom de l' (des) arrondissement(s) ou de la (des) municipalité(s) et de l'artère;
- la valeur du Contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture du présent appel d'offres;
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges dûment complété et référant à deux (2) contrats conformément aux exigences énoncées ci-dessus, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. En aucun cas la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit :

- **Adjudicataire du Contrat;**
- **Nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);**
- **Année(s) d'exécution des travaux;**
- **Montant du Contrat;**
- **Montant des travaux réalisés et facturés.**

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 mars 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2020-DAMP-1273
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

EXCAVA-TECH
REGENERATION
SANEXEN

EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
REGÉNÉRATION
SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 458014

Date de publication : 2020-03-23
Date d'ouverture : 2020-04-23

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Foration inc..
2	GLT+ inc.
3	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE.
4	Sanexen Services Environnementaux inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231040

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1207231040.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.19

2020/05/25 13:00

(2)

Dossier # : 1207231040

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 - 2 soumissionnaires

Rapport - mandat_SMCE207231040.pdf

Dossier # :1207231040

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231040

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 – 2 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231040

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 – 2 soumissionnaires.

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les détails de ce contrat de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par la technique de chemisage. L'appel d'offres, d'une durée de 30 jours au cours duquel deux addendas ont été publiés, a permis de recevoir deux soumissions parmi les 4 preneurs des documents de l'appel d'offres.

Le Service a présenté l'écart de prix de 7,6% entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimé de contrôle et a expliqué que certains coûts figurant à l'estimé de contrôle, notamment en ce qui a trait au maintien de la mobilité et de la sécurité routière ainsi qu'à la mise en place d'un réseau d'alimentation temporaire, sont significativement plus élevés que les prix obtenus de la part des deux soumissionnaires. De plus, les deux soumissions obtenues sont globalement très similaires.

En conclusion, la Commission a apprécié les explications obtenues relativement à l'écart observé dans ce contrat d'envergure. Au terme de son examen, la Commission est satisfaite des explications amenées à l'égard des critères d'examen. Bien que les efforts mis de l'avant pour ouvrir le marché soient soulignés, la Commission déplore l'envergure de ce contrat, qui n'a pas permis d'attirer plus de deux soumissionnaires. Néanmoins, la

Commission comprend que deux entreprises de ce marché ont fusionné et que ceci a pour effet de diminuer le potentiel de soumissionnaires pour ce type d'appel d'offres. En outre, les commissaires comprennent également que le matériau provient d'un fournisseur unique à l'étranger. Enfin, pour toutes ces raisons, la Commission suggère le retrait de l'information relative à l'exercice d'ouverture du marché pour ce contrat de 12,5 M$.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE207231040 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207231011

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à LOISELLE INC., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill. Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 416311 - 5 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder à LOISELLE INC. , plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 197 288,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 416311 ;

2. d'autoriser une dépense de 619 728,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 501 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits ont été réservés par l'engagement de gestion no. CC07231011. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-24 17:02

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231011**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à LOISELLE INC., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill. Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 416311 - 5 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'eau et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Les travaux du présent dossier s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens sur l'île de Montréal.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire en brique installée en 1876 ainsi que la conduite d'eau secondaire en fonte grise installée en 1892 de la rue de la Commune, entre la rue Prince et la rue McGill, ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. De même, la DRE a révélé l'urgence d'intervenir sur la conduite d'eau secondaire en fonte grise de 250 mm de diamètre, installée en 1890, dans la rue Mill, entre la Riverside et la rue de la Commune par la technique de réhabilitation. Concernant l'autre conduite d'eau secondaire dans la rue Mill, elle n'a pas été retenue dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation de l'année 2020.

Le plan de localisation de ces travaux se retrouve en pièce jointe.

Également, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines dans la rue de la Commune, La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit – via le *Programme Complémentaire de Planage-Revêtement (PCPR)* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du

cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

De plus, la Direction de la mobilité du SUM a le mandat d'appliquer le marquage de la piste cyclable de la rue McGill, entre la rue de la Commune et la rue Saint-Jacques.

La Direction des réseaux d'eau, ainsi que la Direction de la mobilité du SUM ont mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Le lancement du présent appel d'offres #416311 fait suite à la publication d'un appel d'offres annulé. En effet, l'appel d'offres #416310 initialement publié du 12 novembre au 4 décembre 2018, pour des travaux à être réalisés dans la rue de la Commune, a été annulé par la Direction des infrastructures, suite à une recommandation de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Trois (3) soumissions conformes avaient alors été déposées. Les résultats d'ouverture du premier appel d'offres sont joints au dossier. Après analyse des soumissions reçues, un écart défavorable de + 40,8 % avait été constaté entre la plus basse soumission conforme et l’estimation de soumission.

À noter que les travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires dans la rue Mill et les travaux de marquage de la piste cyclable de la rue McGill n'avaient pas été inclus à l'appel d'offres 416310 annulé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux auront lieu dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill seront exécutés sur distance d'environ 350 mètres et consistent en :
- la reconstruction de ± 340 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 375 mm et 750 mm;
- la reconstruction de ± 400 mètres de conduites d'eau secondaires de diamètre variant entre 200 mm et 300 mm;
- la reconstruction partielle de la chaussée (± 2 000 m^2);
- la réhabilitation de chaussée (± 6 550 m^2);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 150 m^2).

Les travaux de réhabilitation de la conduite d'eau secondaires dans la rue Mill, de la rue Riverside à la rue de la Commune, s'étendent sur longueur de ± 500 mètres de conduites à réhabiliter de diamètre variant entre 250 mm et 350 mm.

Les travaux de marquage de la piste cyclable de la rue McGill, entre la rue de la Commune et la rue Saint-Jacques seront exécutés sur une longueur de ± 650 mètres.

Le plan des travaux de surface se trouve en pièce jointe.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 619 728,82 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, d'archéologie, de chloration des conduites d'eau existantes ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Pour l'ensemble du contrat, les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 3.6 du Cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) du cahier des charges. Ces pénalités remplacent celles décrites à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

En plus, des pénalités complémentaires, à celles mentionnées à l'article 3.6 du CCAS qui visent le respect du délai contractuel, peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires dans la rue Mill. En effet, l'article 3.7 du CCAS du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:
1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal des travaux;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue Mill;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la publication de l'appel d'offres par GLT inc., firme mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

La firme a analysé les cinq (5) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. L'écart entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de soumission est de 34,7 % défavorable à la Ville de Montréal.

Selon l'analyse de la firme, les prix des articles suivants (représentant 16,4% d'écart) peuvent être considérés comme sous-estimés ou agressifs dans l'estimation de soumission :
- Massif d'utilités publiques à briser, à supporter et à reconstruire 9 à 12 conduits;
- Maintien de la mobilité et de la sécurité routière;
- Conduite d'eau proposée 300 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée commune).

Un ajustement dans ces articles amène l'écart total à 24,0 %.

Pour les articles suivants (représentant 13,8 % d'écart avant ajustement), les prix du PBSC semblent élevés et la firme ne trouve pas d'éléments pour justifier les écarts :
- Levés terrain progressif;
- Conduite d'égout proposée 450 mm en TBA classe IV (tranchée commune);
- Chambre de vanne préfabriquée 1750 x 1550 sur conduite existante de 250 mm;
- Chemisage de conduite d'eau 250 mm.

L'écart résiduel de 4,5 % est reparti dans les autres articles de la soumission.

Par ailleurs, la firme constate qu'une partie de l'écart peut être expliquée par l'application d'un pourcentage additionnel de risque par le PBSC lié à la localisation de ce projet, le nombre élevé de chantiers futurs dans ce secteur ainsi que le phasage des travaux exigés.

Vu qu'il y a un étalement régulier et concurrentiel entre quatre parmi les cinq (5) soumissions reçues, la DGPÉC est de l'avis qu'un meilleur résultat n'est pas garanti si le projet est annulé et retourné en appel d'offres plus tard.

Considérant ces informations et l'écart défavorable ajusté de 24,0 %, la DGPÉC recommande que la décision d'octroi doive être évaluée selon l'importance du projet dans les planifications du requérant.

La DRE et le SUM ont examiné le dossier. Ils sont en accord avec les recommandations de la DGPÉC au sujet de cet appel d'offres.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC). En effet, le contrat est supérieur à 2 M$ et il existe un écart de plus de 20 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 7 318 016,99 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec LOISELLE INC. pour un montant de 6 197 288,17 $ taxes incluses;
- plus des contingences 619 728,82 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 501 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la Ville centrale, est prévue et répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

· 84.58 % au PTI de la DRE du Service de l'eau pour un montant de 6 189 470,78 $, taxes incluses.
· 15.42 % aux différents PTI de la Direction de la mobilité du SUM pour un montant de 1

128 546,21 $, taxes incluses.

La dépense totale de 7 318 016,99 $, taxes incluses représente un coût net de 6 682 324,90 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :
· # 18-071 « Programme de renouvellement des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout » pour un montant de 5 651 811,80 $;
· #18-045 « Programme de réfection d'artères CM 181155 » pour un montant de 1 030 513,10 $.

Cette dépense sera entièrement réalisée en 2020.

La portion assumée par le règlement d'emprunt #18-071 est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière.

Les portions assumées par les règlements d'emprunt # 18-045 sont prévues et disponibles à même l'enveloppe reçue pour le PTI 2020-2022.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55861 - Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	1 031	-	-	-	1 031
	1 031	**-**	**-**	**-**	**1 031**

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DRE nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'eau et d'égout. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. En cas d'effondrement de l'égout à cause de son état dégradé, la situation pourrait forcer à inscrire un projet de reconstruction en urgence à cause de la proximité de la zone touristique et du centre ville. Ces travaux d'urgence pourraient coûter plus chers.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 23 juin 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un

autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le démarrage du présent contrat était prévu en mai 2020 dans les clauses contractuelles. À cause de la situation actuelle reliée à la Covid-19, les travaux sont maintenant prévus débuter en juin 2020. Si le démarrage a lieu à ce moment, il n'y aura probablement aucun impact. Par contre, si la suspension des activités en chantier devait être prolongée au delà de la période de juin 2020, il est possible que l'entrepreneur ne puisse compléter les travaux du contrat entièrement en 2020, ce qui est une exigence contractuelle. Dans ce cas, une prolongation du délai de réalisation devra être envisagée, sans pénalité pour l'entrepreneur et sans coût pour la Ville. Ceci dit, il est toujours possible que l'entrepreneur tente malgré tout de faire valoir une réclamation à la Ville, laquelle sera contestée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : juin 2020
Fin des travaux : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 21 avril 2020
Jean CARRIER, 16 avril 2020
Karine CÔTÉ, 16 avril 2020
Kathy DAVID, 16 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yacine FAKHFAKH
Ingénieur

Tél : 514-872-0451
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures

Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures, en remplacement du directeur du service
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-24

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 416311 — No du GDD : 1027231011

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 / 1 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 11 / 2 / 2020

Ouverture faite le : 25 / 2 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
3 / 2 / 2020	Mise à jour de la liste des documents normalisé. Précistion sur la largeur maximale de réfection de tranchée. Ajout d'un article descriptif sur le remblai sans retrait pour la conduite principale (DTSI-O). Ajout de précision sur les glissières de sécurité (DTSI-M). Numérotation des articles du DTSI-V	-
7 / 2 / 2020	Report de la date d'ouverture	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 38

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 24 / 6 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) — Total
LOISELLE INC.	6 197 288,17
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	6 199 890,92
L.A. HEBERT LTEE	6 435 746,74
K.F. CONSTRUCTION INC.	6 597 777,77
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	8 485 000,00

Estimation — **externe** — 4 599 294,51

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **34,7%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **0,04%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	x		Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LOISELLE INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 6 197 288,17

Montant des contingences ($) : 619 728,28

Montant des incidences ($) : 501 000,00

Date prévue de début des travaux : 15 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 30 / 10 / 2020

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 416310 — No du GDD : 1187231081

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 4 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 4 - 12 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11 — Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées :

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
Les Entreprises Cogenex inc.	3 533 285,23
Construction Bau-Val inc.	3 885 000,00
Les Entreprises Canbec Construction inc.	4 091 150,06

Estimation	**externe**	2 510 222,68

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **40,8%**

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	416311	DATE:
#GDD:	1207231011	DRM:	4163	2020/04/07
RESPONSABLE:	Yacine FAKHFAKH, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill			

PROJET INVESTI: 56120 Desc et client-payeur: **Renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1756120082	168643	1 555 282,00 $	1 548 396,87 $	154 839,69 $	0,00 $	C
1756120084	168645	2 036 382,31 $	2 027 367,38 $	202 736,74 $	0,00 $	C
1756120083	168644	140 165,96 $	0,00 $	0,00 $	153 500,00 $	C
1756120085	168646	192 671,12 $	0,00 $	0,00 $	211 000,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**3 924 501,39 $**	**3 575 764,25 $**	**357 576,43 $**	**364 500,00 $**	

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Réhabilitation du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100210	181880	1 666 130,49 $	1 658 754,64 $	165 875,46 $	0,00 $	C
1918100211	181881	61 179,92 $	0,00 $	0,00 $	67 000,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**1 727 310,41 $**	**1 658 754,64 $**	**165 875,46 $**	**67 000,00 $**	

PROJET INVESTI: 55856 Desc et client-payeur: **Programme Complémentaire de Planage-Revêtement - SUM**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1955861023	181989	745 198,12 $	741 899,18 $	74 189,92 $	0,00 $	C
1955861025	181991	63 462,76 $	0,00 $	0,00 $	69 500,00 $	C
1955861024	181990	221 852,22 $	220 870,10 $	22 087,01 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
SOUS-TOTAL		**1 030 513,10 $**	**962 769,28 $**	**96 276,93 $**	**69 500,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**6 682 324,90 $**	**6 197 288,17 $**	**619 728,82 $**	**501 000,00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**7 318 016,99 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** **416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**07/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			6 197 288,17 $
TRAVAUX CONTINGENTS			619 728,82 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		116 500,00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généraux		0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		150 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		25 000,00 $	
Gestion des impacts		60 000,00 $	
Surveillance environnementale		113 500,00 $	
Archéologie		30 000,00 $	
Chloration conduites d'eau existantes		6 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	501 000,00	501 000,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			7 318 016,99 $
Imputation (crédits)			6 682 324,90 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		318 243,84	634 896,45
Ristournes TPS et TVQ à 50%		635 692,07	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756120082**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168643**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**LOISELLE INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ..... 1 548 396,87 $
Ce montant inclut la valeur des travaux du sous-projet 1756120082 de 1 193 177,21 $
+ un montant de 355 219,66 $ du sous-projet 1955861024 pour Mobilité et Frais généraux

TRAVAUX CONTINGENTS DE 10,00% ..... 154 839,69 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser ..... 1 703 236,56 $

Imputation (crédits) ..... 1 555 282,00 $

Montant de dépôt .....

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	74 069,87	147 769,38
Ristournes TPS et TVQ à 50%	147 954,56	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756120084**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168645**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UN ÉGOUT COMBINÉ DANS LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**LOISELLE INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET Ce montant inclut la valeur des travaux du sous-projet 1756120084 de 1 562 266,50 $ + un montant de 465 100,88 $ du sous-projet 1955861024 pour Mobilité et Frais généraux			2 027 367,38 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		202 736,74 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			2 230 104,12 $
Imputation (crédits)			2 036 382,31 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES: À payer avant ristournes (100%)	96 982,13	193 479,35
Ristournes TPS et TVQ à 50%	193 721,81	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756120083**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168644**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**SERVICES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS - CONDUITE D'EAU SECONDAIRE**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			0,00 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		43 000,00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif		46 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5 000,00 $	
Gestion des impacts		18 000,00 $	
Surveillance environnementale		35 500,00 $	
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes		6 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	153 500,00	153 500,00 $
Dépenses totales à autoriser			153 500,00 $
Imputation (crédits)			140 165,96 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	6 675,36	13 317,35
Ristournes TPS et TVQ à 50%	13 334,04	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756120085**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168646**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UN ÉGOUT COMBINÉ DANS LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**SERVICES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS - ÉGOUT COMBINÉ**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%			0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			56 000,00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra				
Laboratoire, contrôle qualitatif			61 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			5 000,00 $	
Gestion des impacts			23 000,00 $	
Surveillance environnementale			46 000,00 $	
Archéologie			20 000,00 $	
Chloration conduites d'eau existantes				
		TOTAL À REPORTER	211 000,00	211 000,00 $
Dépenses totales à autoriser				211 000,00 $
Imputation (crédits)				192 671,12 $
Montant de dépôt				

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		9 175,91	18 305,94
Ristournes TPS et TVQ à 50%		18 328,88	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100210**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181880**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RÉHABILITATION DE CONDUITES D'EAU DANS LA RUE MILL, ENTRE LA RUE RIVERSIDE ET DE LA COMMUNE**			
ENTREPRENEUR ›	**LOISELLE INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 658 754,64 $
Ce montant inclut la valeur des travaux du sous-projet 1918100210 de 1 327 796,84 $			
+ un montant de 330 957,80 $ du sous-projet 1955861024 pour Mobilité et Frais généraux			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		165 875,46 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			1 824 630,10 $
Imputation (crédits)			1 666 130,49 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	79 348,99	158 301,24
Ristournes TPS et TVQ à 50%	158 499,61	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100211**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181881**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RÉHABILITATION DE CONDUITES D'EAU DANS LA RUE MILL, ENTRE LA RUE RIVERSIDE ET DE LA COMMUNE**			
ENTREPRENEUR ▸	**SERVICES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS - RÉHABILITATION DE CONDUITES D'EAU**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%			0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			10 000,00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra				
Laboratoire, contrôle qualitatif			22 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			5 000,00 $	
Gestion des impacts			10 000,00 $	
Surveillance environnementale			10 000,00 $	
Archéologie			10 000,00 $	
Chloration conduites d'eau existantes				
		TOTAL À REPORTER	67 000,00	67 000,00 $
Dépenses totales à autoriser				67 000,00 $
Imputation (crédits)				61 179,92 $
Montant de dépôt				

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		2 913,68	5 812,79
Ristournes TPS et TVQ à 50%		5 820,08	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955861023**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181989**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**TRAVAUX DE VOIRIE DE LA COMMUNE, PRINCE ET McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**LOISELLE INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			741 899,18 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		74 189,92 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			816 089,10 $
Imputation (crédits)			745 198,12 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	35 489,85	70 802,25
Ristournes TPS et TVQ à 50%	70 890,98	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955861025**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181991**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**TRAVAUX DE VOIRIE DE LA COMMUNE, PRINCE ET McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**SERVICES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS - TRAVAUX DE VOIRIE**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		7 500,00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif		21 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		10 000,00 $	
Gestion des impacts		9 000,00 $	
Surveillance environnementale		22 000,00 $	
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	69 500,00	69 500,00 $
Dépenses totales à autoriser			69 500,00 $
Imputation (crédits)			63 462,76 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	3 022,40	6 029,68
Ristournes TPS et TVQ à 50%	6 037,24	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955861024**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181990**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**ITEMS COMMUNS POUR LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ›	**LOISELLE**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ---------- 220 870,10 $

Ce montant représente la valeur des travaux du sous-projet 1955861024 de 1 372 148,44 $
- un montant de 355 219,66 $ payé dans le sous-projet 1756120082 pour Mobilité et Frais généraux
- un montant de 465 100,88 $ payé dans le sous-projet 1756120084 pour Mobilité et Frais généraux
- un montant de 330 957,80 $ payé dans le sous-projet 1918100210 pour Mobilité et Frais généraux

TRAVAUX CONTINGENTS DE 10,00% ---------- 22 087,01 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

242 957,11 $

Imputation (crédits) ---------- 221 852,22 $

Montant de dépôt ----------

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	10 565,65	21 078,47
Ristournes TPS et TVQ à 50%	21 104,89	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 416311	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 416311	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ›			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE			0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

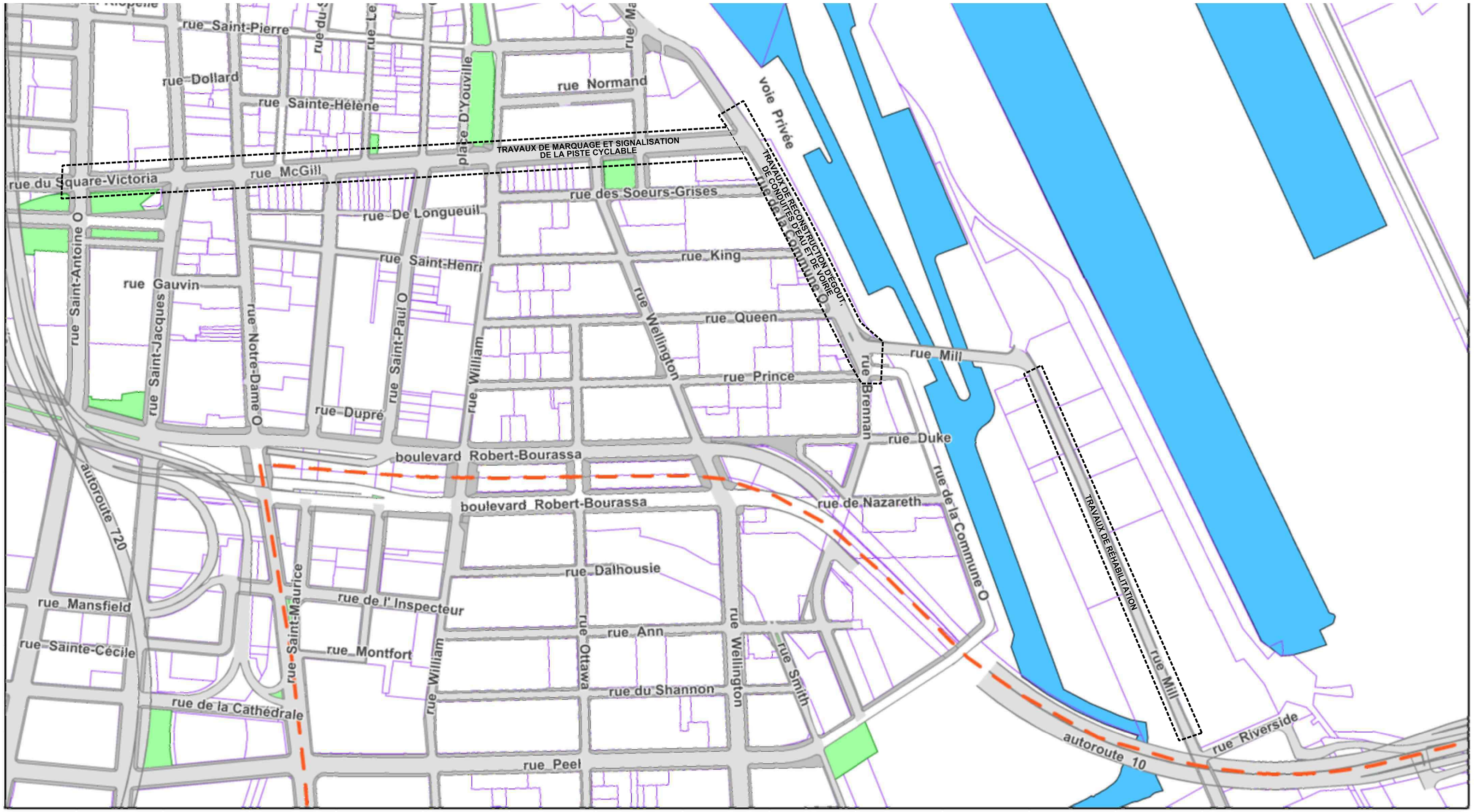
Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE			0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance CSEM, conception et/ou frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Yacine FAKHFAKH, ing.



Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

PROJET:
RUE DE LA COMMUNE
DE LA RUE PRINCE À LA RUE McGILL

NATURE DES TRAVAUX:
TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITES D'EAU ET DE VOIRIE

TITRE DU PLAN:
PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX

SOUMISSION : 416311

ARRONDISSEMENT : VILLE-MARIE

PRÉPARÉ PAR : SIAR MATIULLAH, AG. TECH.

APPROUVÉ PAR : YACINE FAKHFAKH, ING.

DATE : 06 AVRIL 2020

ÉCHELLE : AUCUNE



Orientation

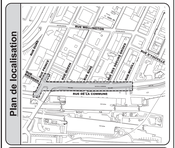
REPÈRE GÉODÉSIQUE: 13A0A006

McGill / Marguerite-D'Youville

ALTITUDE: 13,96 m

LES COORDONNÉES SONT EXPRIMÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 (MTM 8)

Plan de localisation



Références

Plan de marquage : E1650 McGill

Plan géométrie: 19001-SCRS.DGN

Légende

Marques sur la chaussée

- Ligne mixte — Ligne de délimitation de voies
- Ligne pointillée
- Ligne de rive
- Ligne de continuité
- Ligne de guidage
- Ligne pointillée séparation
- Ligne de continuité avec séparation
- Bandes de passage
- Ligne de continuité avec guidage
- Ligne d'arrêt avec guidage
- Ligne d'arrêt

Marque de couleur jaune

Marque existant

Marque proposé

Émission

No.	Date	Description	Préparé par
02	2019-11-26	Émis pour appel d'offre	Alfonso Suarez

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, Te étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Dessiné par: Patrick Collas, dess. — 2019-11-26

Vérifié par: — AAAA-MM-JJ

Approuvé par: — AAAA-MM-JJ

Scellé

Sceau de l'ingénieur(e)

Préparé par: Alfonso Suarez, Ing.

Original signé le

Projet

Rue De La Commune
De la rue Prince
à la rue McGill

Arrondissement(s): **Ville-Marie (30)**

Nature des travaux:

Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie

Titre du plan:

Plan de marquage, chaussée et voie cyclable

DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200

N/D	No. de plan	Feuillet	Émission	Page
416311	PL-VO-02		000	4

Légende Éléments existants

Eau :
- Conduite d'eau
- Boucle à clé
- Boîte de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Vanne de glaceur
- Regard d'eau
- Vanne entrée d'eau
- Poteau d'incendie
- Regard inconnu

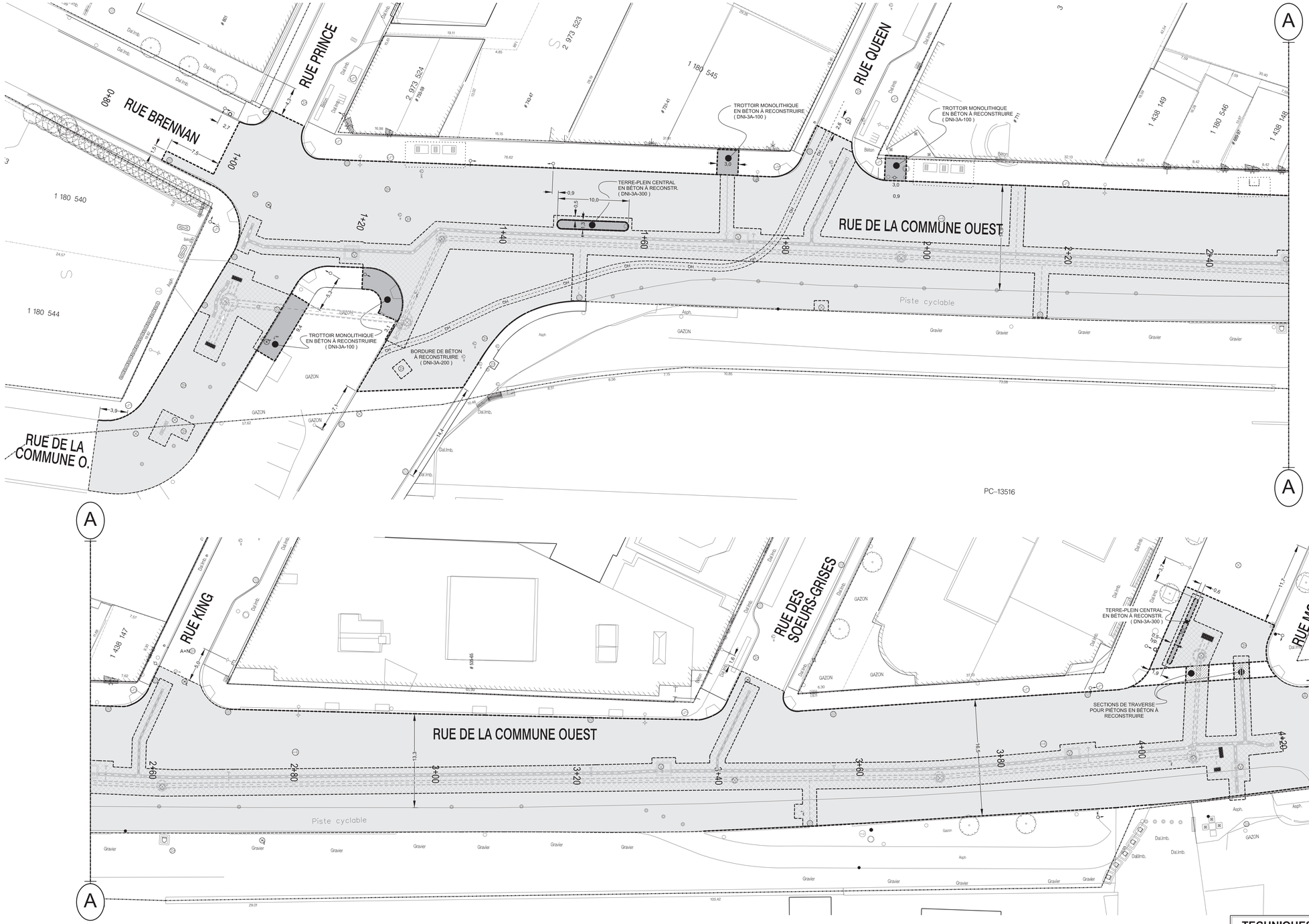
Égout :
- Conduite d'égout unitaire ou sanitaire
- Conduite d'égout pluvial
- Regard d'égout
- Puisard de trottoir
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire

Utilites publiques :
- UP Bell
- UP Gaz
- UP Hydro-Québec
- UP CSEM
- Regard Bell
- Cabine téléphonique
- Regard de la STM
- Grille voute triple
- Regard électrique
- Voute transformateur
- Regard Hydro-Québec
- Regard électrique
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Entrée de gaz
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation double
- Hauban

Aménagement :
- Arbre
- Entrée de porte
- Entrée de garage
- Marche
- Escalier
- Bollard
- Poteau
- Fossé
- Voie ferrée
- Haut et bas de talus
- Muret
- Boisé
- Haie
- Clôture
- Sondage/Forage

Légende Éléments ajoutés
- Nouveau puisard de rue
- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Structure à enlever
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne de gaz
- Regard chambre de la CSEM
- Chambre d'aqueduc
- Regard chambre d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
- Chambre de transformateur
- Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
- Sondage / forage
- F.C. Fin de courbe
- Symboles grossis pour plus de clarté.

Légende Échelle
- Base à briser et à reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Base existante
- Base à briser ou à enlever



TECHNIQUES DE RECONSTRUCTION DE CHAUSSÉE PROPOSÉE

RÉFECTION DE COUPE TEMPORAIRE :

CONTRAIREMENT ÀCE QUI EST DÉFINI DTNI-3B, LA RÉFECTION DE COUPE POUR CHAUSSÉE SOUPLE (AUTRE QUE LOCALE) DOIT ÊTRE SELON DÉCRIT ICI-BAS :

POUR LE CAS OÙLES TRAVAUX NE SERAIENT PAS TERMINÉS AVANT LA PÉRIODE HIVERNALE OU QU'UNE RÉFECTION DE RÉFECTION DE COUPE TEMPORAIRE DOIT ÊTRE EFFECTUÉ, LA STRUCTURE DE CHAUSSÉE RECOMMANDÉE EST LA SUIVANTE:

- (c) PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 400 mm D'ÉPAISSEUR;
- COUCHE UNIQUE D'UN ENROBÉDÉ TYPE ESG-10, 3B, 2, PG 64H-28 DE 50 mm D'ÉPAISSEUR.

(c) LA PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 S'APPUIERA SUR LA PIERRE DE TYPE VM-2 UTILISÉE COMME MATÉRIAU DE REMBLAYAGE DE TRANCHÉE.

RÉHABILITATION PAR PLANAGE :

LE PLANAGE DE LA CHAUSSÉEST PRÉVU SUR LA PLEINE LARGEUR DE LA CHAUSSÉE INCLUANT LA PISTE CYCLABLE SUR RUE.

- PLANAGE DE LA CHAUSSÉE SUR 50 MM D'ÉPAISSEUR;
- BALAYAGE DE LA SURFACE DE FAÇON À ENLEVER LES RÉSIDUS ET LES EXCÈS DE POUSSIÈRE;
- RÉPARATION DE DÉFAUTS PONCTUELS;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE DE TYPE CSS-1H, AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 L/m²;
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28 DE 50 mm D'ÉPAISSEUR.

RÉFECTION DE COUPE CHAUSSÉE SOUPLE (AUTRE QUE LOCALE) :

CONTRAIREMENT ÀCE QUI EST DÉFINI DTNI-3B, LA RÉFECTION DE COUPE POUR CHAUSSÉE SOUPLE (AUTRE QUE LOCALE) DOIT ÊTRE SELON DÉCRIT ICI-BAS :

- (a)PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 300 mm D'ÉPAISSEUR;
- COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28 DE 50 mm D'ÉPAISSEUR;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE CSS-1H, AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 L/m²;
- COUCHE INTERMÉDIAIRE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28 DE 50 mm D'ÉPAISSEUR;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE CSS-1H, AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 L/m²;
- (b) COUCHE SUPÉRIEURE D'UN ENROBÉDE TYPE ESG-10, 3B, 2, PG 64H -28 DE 50 mm D'ÉPAISSEUR;

(a) LA PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 S'APPUIERA SUR LA PIERRE DE TYPE VM-2 UTILISÉE COMME MATÉRIAU DE REMBLAYAGE DE TRANCHÉE.
(b) LA COUCHE SUPÉRIEURE SERA ENLÈVE LORS DES TRAVAUX DE PLANAGE.

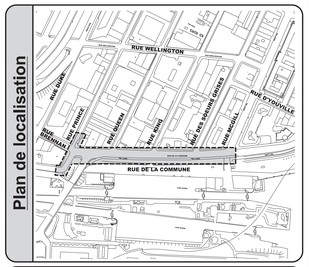
POUR LES RACCORDEMENTS DES CONDUITES AUX RUES SŒURS-GRISES ET MCGILL LA RÉFECTION DE COUPE DOIT ÊTRE LA MÊME QU'INDIQUÉE ICI-HAUT.

Note : - L'ÉPAISSEUR DE LA COUCHE DE PIERRE CONCASSÉE DANS LA RÉFECTION DE COUPE AU-DESSUS DU MASSIF D'HYDRO-QUEBEC EST DE 150 mm D'ÉPAISSEUR.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 13KM006
McGill / Marguerite-D'Youville
ALTITUDE: 13,96 m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83. (SCRS)

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	190061-SCRS.DGN
Plan EGA:	416311-PL-EA-01
Plan BC:	
Plan géométrie:	190061-SCRS.DGN

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:
PDp Pavage — PDt Trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:
Dp Pavage — Dt Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:
NPp Pavage — NPt Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RPH	Rampe pour handicapés

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2020 / 01 / 07	Émis pour appel d'offre	Alfonso Suarez

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

		Visa
Élaboré par: G. Sevastianenko, dess.	2019 / 10 / 22	
R. Côté, a.t.	2019 / 09 / 01	
P. Collas, dess.	2019 / 11 / 27	

Sceau de l'ingénieur(e):
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC Alfonso Suarez Rodriguez 5019585 2020-01-09

Préparé par: Alfonso Suarez, ing.
Original signé le: 2020-01-09

Projet:
Rue De La Commune
De la rue Prince à la rue McGill

Arrondissement(s): **Ville-Marie (20)**

Nature des travaux:
Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie

Titre du plan:
Réhabilitation des éléments de voirie

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200 (0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
416311	PL-VO-01		000	3



Références

N°. de plan:	Description:

Notes

Légende

Marques sur la chaussée

- Ligne solide
- Ligne solide discontinue
- Ligne de rive
- Ligne de contrebifurcation
- Ligne de guidage
- Ligne de passage piétonnier
- Barrière de passage
- Ligne de contrebifurcation (voie cyclable)
- J Marque de couleur jaune
- E À effacer / (E) Tronçon à effacer
- Marque existant
- Marque proposé

Signalisation écrite

- Panneau existant
- AB-12 Panneau proposé
- N Nouvelle signalisation
- C Signalisation à conserver
- R Signalisation à remplacer
- D Signalisation à déplacer
- E Signalisation à enlever

Plan de localisation



Ce plan ne peut être utilisé à d'autres fins que pour celles pour lesquelles il a été préparé sans une autorisation écrite de la direction de la mobilité de la Ville de Montréal.

Émissions

N°	Date	Statut	Resp. projet
03	2019-12-13	Émis pour réalisation	N.M.-T.
02	2019-11-14	Émis pour DI	N.M.-T.
01	2019-10-24	Émis pour commentaires	C.M.-C.N.
00	2019-10-07	Émis pour commentaires	C.M.-C.N.

Intervenants

Montréal

Service de l'urbanisme et de la mobilité
Direction de la mobilité
Division de l'aménagement
et des grands projets

801, rue Brennan, 8e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Conception:
Anny Lévesque, dess.
Nicolas Maltais-Tariant,Ing.

Chef de section:
Katie Tremblay, Ing.

Approuvé par:
Nicolas Maltais-Tariant,Ing.

Sceau de l'ingénieur(e)

Projet:
Rue McGill
Entre la rue Saint-Jacques et la rue de la Commune

Arrondissement(s): Ville-Marie

Nature des travaux:
Marquage

Numéro de projet:
E19150

(Si): DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: A1 — horizontale 1:500 — verticale

Sans	Arrondissement	Dossier	Plan	Émission
1 de 1	06	-	MA	03

50cm

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 mars 2017

EXCAVATION LOISELLE INC.
A/S MONSIEUR SÉBASTIEN CLAVEAU
280, BOUL PIE-XII
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6S 6P7

N° de décision : 2017-CPSM-1017905
N° de client : 2700004312

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). EXCAVATION LOISELLE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 décembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 13 avril 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LOISELLE INC.
Adresse du siège social : 280, BOUL PIE-XII, , SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, QC, J6S 6P7, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700004312
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142482703

Autres noms d'affaires

- EXCAVATION LOISELLE
- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 416311
Numéro de référence : 1336478
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772 Télécopieur :	**Commande : (1687748)** 2020-01-24 9 h 26 **Transmission :** 2020-01-24 9 h 47	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 25 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1686363)** 2020-01-22 8 h 39 **Transmission :** 2020-01-22 8 h 45	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 19 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc.	Monsieur Mathieu Kingsbury	**Commande : (1685209)** 2020-01-20 13 h 05	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel

12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Transmission :** 2020-01-20 13 h 15	3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 22 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction inc. - Agence Chenail 104, boul. St-Rémi c.p. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur :	**Commande : (1686872)** 2020-01-22 16 h 12 **Transmission :** 2020-01-22 16 h 12	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 20 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1704806)** 2020-02-24 11 h 51 **Transmission :** 2020-02-24 11 h 51	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

GLT+ inc. 100-550, Chemin Chambly Longueuil, QC, J4H 3L8 http://www.glt.ca	Madame Anne Boivin Téléphone : 450 679-7500 Télécopieur : 450 679-7141	**Commande : (1686322)** 2020-01-22 8 h 02 **Transmission :** 2020-01-22 8 h 02	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 23 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9	Monsieur Yves Lefebvre Téléphone : 450 681-8338 Télécopieur : 450 681-7612	**Commande : (1685768)** 2020-01-21 10 h 26 **Transmission :** 2020-01-21 11 h 48	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 21 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (1686196)** 2020-01-21 16 h 03 **Transmission :** 2020-01-21 16 h 03	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 23 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1685538)** 2020-01-21 7 h 57 **Transmission :** 2020-01-21 7 h 57	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 22 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Josée Guindon Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 802-9689	**Commande : (1685654)** 2020-01-21 9 h 13 **Transmission :** 2020-01-21 10 h 25	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 21 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1685361)** 2020-01-20 14 h 59 **Transmission :** 2020-01-20 15 h 08	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 21 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1686137)** 2020-01-21 15 h 18 **Transmission :** 2020-01-21 15 h 18	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 23 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1695779)** 2020-02-07 13 h 25 **Transmission :** 2020-02-07 13 h 25	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231011

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à LOISELLE INC., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill. Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 416311 - 5 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1207231011.xlsx

GDD 1207231011 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-auteur
Zamir Henao
Préposé au budget
514 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.20

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207231011

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à LOISELLE INC., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill. Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 416311 - 5 soumissionnaires.

Rapport - mandat_SMCE207231011.pdf

Dossier # :1207231011

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231011

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill - Dépense totale de 7 318 016, 99 $ (contrat: 6 197 288, 17 $ + contingences: 619 728, 82 $ + incidences: 501 000, 00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 416311 (5 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231011

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill - Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 416311 (5 soumissionnaires).

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier et du Service de l'eau, le requérant, ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que ce contrat de travaux d'égouts, de conduites d'eau secondaires et de voirie sur une partie de la rue de la Commune s'insère dans le cadre de la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. L'appel d'offres, d'une durée de 35 jours, a permis de recevoir un total de cinq soumissions parmi les 13 preneurs des documents de l'appel d'offres. De plus, deux addendas ont été publiés au cours de ce processus, l'un pour apporter des précisions et l'autre pour reporter la date d'ouverture des soumissions.

En ce qui a trait au critère d'examen en vertu duquel ce contrat est référé à la Commission, le Service a justifié l'écart de prix défavorable à la Ville, de 37,5%, entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimé interne en expliquant que l'estimé interne montrait une sous-estimation du coût de trois items du devis. Une fois ces coûts ajustés,

on obtient un écart global révisé de 24%. Une explication supplémentaire est amené par le Service pour expliquer l'écart résiduel, et ce, à l'effet que le lieu des travaux aurait amené la firme externe, qui a produit l'estimé de contrôle, à ajouter un pourcentage additionnel pour refléter le risque que comporte la réalisation de travaux dans ce secteur.

Le Service recommande néanmoins l'octroi puisque les cinq soumissions reçues, en réponse à cet appel d'offres, montrent un étalement régulier et concurrentiel. De plus, le Service responsable de l'octroi n'est pas convaincu qu'une relance de l'‘appel d'offres produirait un meilleur résultat. Il a cependant invité le Service de l'eau, qui est requérant dans ce dossier, à évaluer le niveau d'importance de ce projet et celui-ci en a décrit l'urgence aux commissaires en raison de la vétusté de la conduite de grande dimension et de l'imminence d'un bris.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues relativement à l'écart observé dans ce dossier. Au terme de son examen, la Commission est satisfaite des explications amenées à l'égard du critère d'examen et salue la précision du devis qui a permis de recevoir des soumissions très similaires. Il a cependant été demandé au Service de corriger le nombre d'addenda mentionné au sommaire décisionnel qui devrait être 2 plutôt que 3.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE207231011 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.21

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1196037010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-Île-de-Montréal un terrain vacant d'une superficie de 33 434,87 m², localisé au nord du boulevard Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un montant de 5 470 000 $, plus les taxes applicables. N.Ref.: 31H12-005-5573-02

Il est recommandé :

1. d'approuver une promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal un terrain vacant connu et désigné comme étant les lots 1 248 904, 1 248 905, 1 479 950, 1 479 951 et 1 248 882, tous du cadastre du Québec, d'une superficie de 33 434,87 m^2, localisé au nord du boulevard Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un montant de 5 470 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés à la promesse de vente bilatérale.

2. d'autoriser la signature de l'acte de vente résultant de la présente promesse, pourvu que cet acte de vente, soit, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conforme à la promesse.

3. d'imputer cette transaction conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-02 16:41

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196037010**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-Île-de-Montréal un terrain vacant d'une superficie de 33 434,87 m², localisé au nord du boulevard Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un montant de 5 470 000 $, plus les taxes applicables. N.Ref.: 31H12-005-5573-02

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a été mandaté par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (le « SGPMRS ») pour acquérir du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (le « Vendeur »), un terrain vacant composé de 5 lots situés au nord du boulevard Perras, le tout montré, à titre indicatif, sur les plans A et P, ci-joints, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles (l'« Immeuble »). Cette acquisition permettra la protection du milieu naturel et plus précisément d'un boisé.
L'Immeuble a été mis en vente en mars 2019 par la firme de courtage immobilier CBRE. Toutefois, le soumissionnaire retenu par le Vendeur ne s'est pas déclaré entièrement satisfait suite à ses vérifications diligentes. Cette situation a permis au SGPI de négocier une entente de principe datée le 22 octobre 2019, dont les correspondances sont incluses en pièces jointes. Les conditions de cette entente de principe sont stipulées au projet de promesse bilatérale (la «Promesse») soumis pour approbation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel a pour but d'approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville de Montréal s'engage à acquérir du Vendeur, l'Immeuble connu et désigné comme étant les lots 1 248 904, 1 248 905, 1 479 950, 1 479 951 et 1 248 882, tous du cadastre du Québec, d'une superficie de 33 434,87 m^2, pour un prix de 5 470 000 $, plus les taxes applicables.
La Promesse demeure valide jusqu'à la signature de l'acte de vente.

À compter de la date de signature de la Promesse par le Vendeur, la Ville dispose de 180 jours pour réaliser ses vérifications diligentes. Si, à l'intérieur du délai de 180 jours, les vérifications diligentes indiquent la présence d'une contamination des sols supérieure aux

critères B ou C exigée par le Ministère de l'Environnement et du Changement climatique pour un usage parc ou qu'il y a un vice au niveau des titres de propriété, la Ville peut se retirer de la transaction.

La Ville est au fait que l'Immeuble comprend des arbres malades et nécessitants des travaux d'émondage ou d'abattage. Le SGPMRS a débuté une analyse de la situation et prévoit, suite à ce que la Ville soit devenue propriétaire de l'Immeuble, faire réaliser les travaux nécessaires dans les meilleurs délais. De plus, la condition des arbres de l'Immeuble ne fait pas partie des vérifications diligentes prévues à la Promesse.

Le zonage en vigueur qui s'applique sur le terrain est résidentiel unifamilial.

Nous avons reçu la promesse d'achat du CIUSS le 27 novembre 2019.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet la Promesse aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· Le prix d'acquisition de 5 470 000 $ (163,60 $/$m^2$), plus les taxes applicables, a été négocié de gré à gré avec le Vendeur. Le prix d'acquisition est conforme à l'évaluation de la valeur marchande établie par la Division des analyses immobilières du SGPI, en date du 27 septembre 2019.

· L'Arrondissement est en faveur de l'acquisition de l'Immeuble.

· L'acquisition de l'Immeuble permettra la protection du milieu naturel et plus précisément d'un boisé.

· L'approbation du dossier est demandée par le Vendeur pour permettre l'accès à l'Immeuble par la Ville pour la réalisation des vérifications diligentes. Le Service de l'environnement a déjà octroyé un contrat à l'entreprise Solmatech et cette dernière débutera les travaux dès la levée des restrictions liées au Covid-19.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette acquisition de 5 470 000 $ plus les taxes applicables, soit un montant maximal de 5 742 816,25 $ net de ristourne, sera financée par le règlement d'emprunt corpo suivant :

18-072 Acquisition immeubles / travaux / Protection milieux naturels CM18 1541

Le budget net requis pour donner suite à cette acquisition est disponible au PTI 2020-2022 du projet 32300 - Programme d'acquisition de milieux naturels et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
32300 - Programme d'acquisition de milieux naturels	5 743	-	-	-	5 743

Cette acquisition sera assumée à 100 % par la ville centrale.

À titre indicatif, la valeur au rôle foncier (2020-2021-2022) de l'Immeuble est de 4 389 400 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette acquisition permettra la protection du site et l'accès aux espaces verts tout en améliorant la qualité de vie des citoyens. Elle augmentera la protection de l'environnement en assurant la conservation des milieux naturels et la lutte contre les changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation de ce dossier pourrait signifier l'annulation de l'entente et le refus du Vendeur de vendre l'Immeuble au prix négocié, même dans la situation du Covid-19. Le Vendeur pourrait aussi remettre l'Immeuble en vente sur le marché.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Mai 2020
Conseil municipal : Mai 2020
- Autorisation du ministre de la santé et des services sociaux
- Signature de l'acte

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique ANGERS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Pierre-Antoine LAMOUREUX, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Martin COUTU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Véronique ANGERS, 30 mars 2020
Martin COUTU, 30 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier expertise immobilière

Tél : 514 872-6129
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-11

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

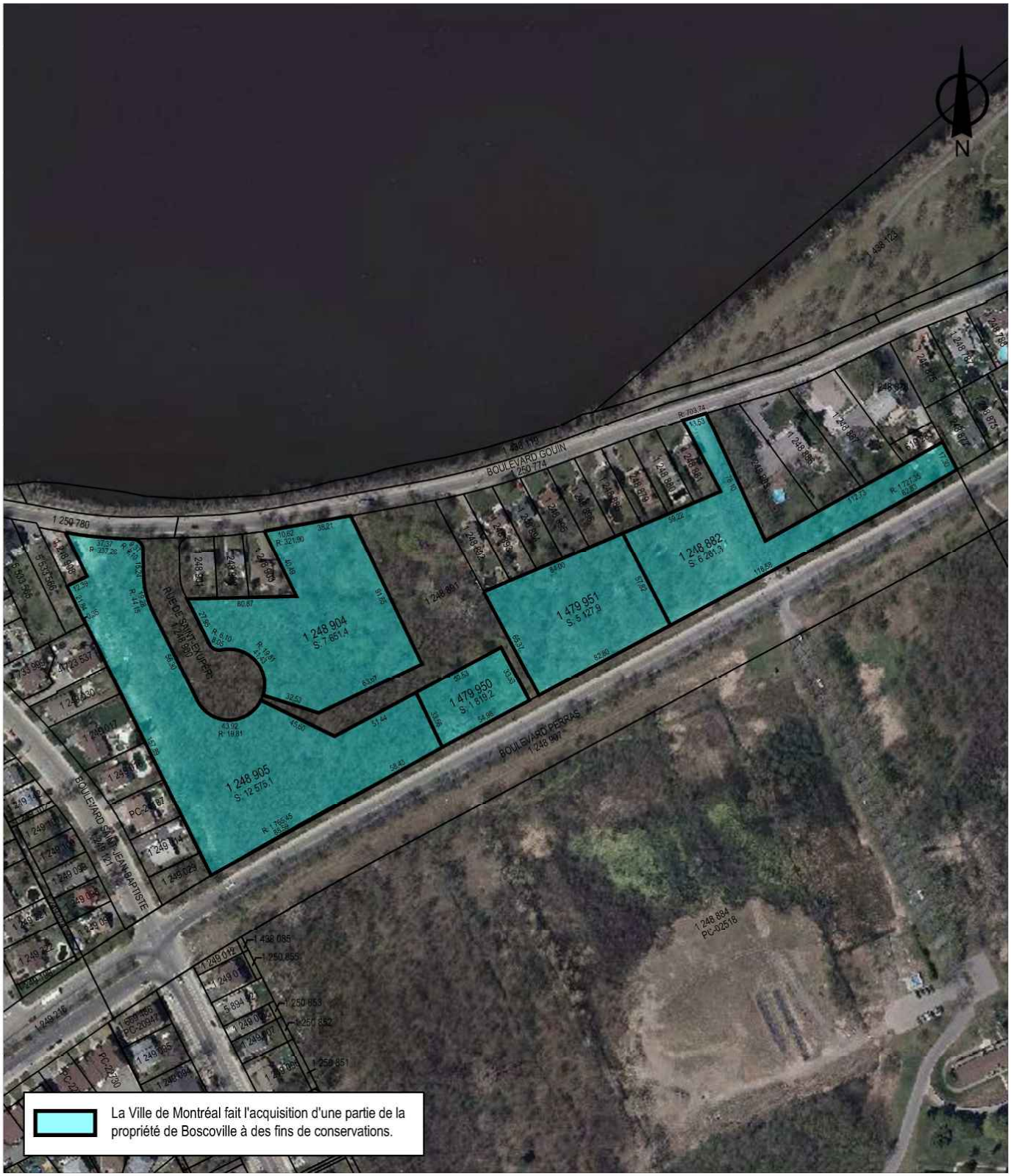
Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-03-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-02



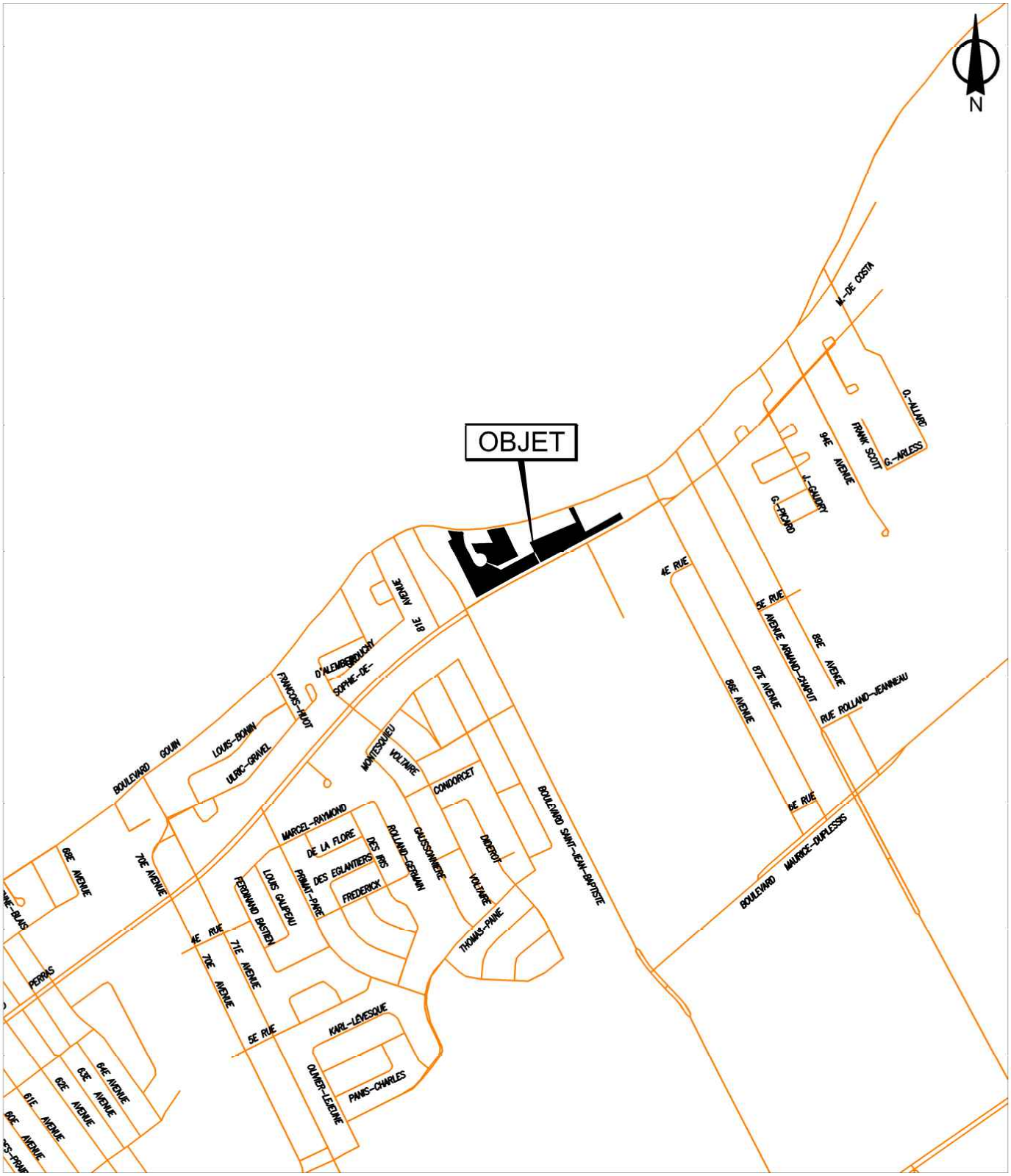
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivières-des-Prairies -
Pointes-aux-Trembles

Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-5573-02
Mandat: 19-0043-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:3000
Date: 29-11-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivières-des-Prairies -
Pointes-aux-Trembles
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-5573-02
Mandat: 19-0043-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 29-11-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
☎: 514 868-0153
🖷 : 514 872-8350
💻 : francine.fortin@ville.montreal.qc.ca

Le 17 octobre 2019

M. Rénald Breton, B.A.A., M.B.A.
Directeur des services technique
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
1560, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 4M1

N/Réf. : 31H12-005-5573- (mandat n° 19-0043-T)

Objet : Offre d'achat pour les lots 1 248 904, 1 248 905, 1 479 950, 1 459 951 et 1 248 882 du cadastre du Québec, situé au nord du boulevard Perras, dans les limites de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, Ville de Montréal.

Monsieur,

Comme suite à votre lettre du 4 octobre dernier, nous comprenons que la Ville de Montréal ne peut demander de modification du prix ou une correction suite aux résultats des vérifications diligentes. Toutefois, en se basant sur le projet de promesse de vente que vous nous avez transmis, la Ville pourrait se retirer de la transaction sans possibilité de recours de part et d'autre si elle vous avise dans les délais impartis. En ce sens, pouvez-vous nous confirmer si notre interprétation est juste ?

Si tel est le cas, nous vous confirmons que la Direction des transactions immobilières poursuivra avec votre organisation les démarches menant ultimement à une approbation d'une acquisition par les instances municipales.

Je vous invite à communiquer avec M. Guillaume Topp, conseiller en immobilier, pour la suite du dossier dont la planification des vérifications diligentes et la rédaction de la promesse bilatérale conforme aux exigences contractuelles de nos organisations.

Espérant le tout à votre satisfaction, veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations.

La directrice,

Francine Fortin, É.A.
Directrice des transactions immobilières

FF/GT/sh

c.c. Me Carole Arbour, Ministère de la Santé et des Services sociaux

Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
du Centre-Sud-
de-l'Île-de-Montréal
Québec

Direction des services techniques

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Montréal, le 22 octobre 2019

Madame Francine Fortin
Directrice
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A-22
Montréal (Québec) G1S 2M1

Objet : Offre d'achat pour les lots 1 248 904, 1 248 905, 1 479 950, 1 459 951 et 1 248 882 du cadastre du Québec situés au nord du boulevard Perras, dans les limites de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, ville de Montréal

Madame la Directrice,

La présente fait suite à votre correspondance du 17 octobre 2019 relativement aux conditions énumérées au projet de promesse bilatérale de vente et d'achat (« Promesse ») qui vous a été soumis le 4 octobre 2019.

À cet effet, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre Sud-de-l'Île-de-Montréal vous confirme que votre interprétation concernant les conditions de la vérification diligente énumérées à l'article 4 de la Promesse est juste.

Pour la suite du dossier, M. Daniel Garant de CBRE communiquera avec M. Guillaume Topp de votre service afin de vous soumettre la Promesse dans les meilleurs délais.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice, nos salutations distinguées.

Rénald Breton, B.A.A., M.B.A.
Directeur des services techniques

c. c. Me Carole Arbour, ministère de la Santé et des Services sociaux

Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
du Centre-Sud-
de-l'Île-de-Montréal
Québec

Direction des services techniques

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Le 4 octobre 2019

Madame Francine Fortin
Directrice
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A-22
Montréal (Québec) G1S 2M1

Objet : Offre d'achat pour les lots 1 248 904, 1 248 905, 1 479 950, 1 459 951 et 1 248 882 du cadastre du Québec, situés au nord du boulevard Perras, dans les limites de l'arrondissement des Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, ville de Montréal

Madame la Directrice,

Par la présente, nous accusons réception de l'amendement à votre offre d'achat du 1er octobre 2019 relativement aux conditions énumérées à notre correspondance du 16 septembre 2019 concernant la vente de l'immeuble mentionné en titre.

À cet égard, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (« CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal ») souhaite vous informer qu'il ne sera pas possible de demander une correction ou un dédommagement suite aux résultats des vérifications diligentes.

Quant aux autres conditions concernant le prix et les délais des vérifications diligentes ainsi que celui de la présentation de l'acte de vente à vos autorités, le CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal accepte votre dernière proposition du 1er octobre 2019.

Nous vous rappelons que dans l'éventualité où une transaction n'interviendrait pas entre nos organismes, nous comptons sur la collaboration de la Ville de Montréal pour faciliter et permettre la vente de l'Immeuble à un tiers.

Dans l'intervalle, nous sommes dans l'attente de votre réponse en ce qui concerne les conditions mentionnées aux présentes, et ce, avant le 18 octobre 2019.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice, nos salutations distinguées.

Rénald Breton
Directeur des services techniques

p. j. Projet de promesse bilatérale de vente et d'achat

c. c. M[e] Carole Arbour, ministère de la Santé et des Services sociaux

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

☎: 514 868-0153
: 514 872-8350
: francine.fortin@ville.montreal.qc.ca

PAR COURRIEL

Le 1er octobre 2019

Monsieur Rénald Breton, B.A.A., M.B.A.
Directeur des services technique
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
1560, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 4M1
Renald.Breton.CCSMTL@ssss.gouv.qc.ca

N/Réf. : 31H12-005-5573- (mandat nº 19-0043-T)

Objet : Offre d'achat pour les lots 1 248 904, 1 248 905, 1 479 950, 1 459 951 et 1 248 882 du cadastre du Québec, situé au nord du boulevard Perras, dans les limites de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, Ville de Montréal.

Monsieur,

Suite à la réception de votre lettre du 16 septembre 2019, vous trouverez ci-dessous la réponse de la Direction des transactions immobilières aux conditions suivantes. Notre réponse, en lien avec la lettre qui vous a été transmise le 19 août 2019, constitue notre offre d'achat amendée.

Prix : Nous acceptons que le prix de vente soit 5 470 000 $, incluant les frais de courtage.

Vérifications diligentes : Compte tenu des obligations liées aux transactions et la gouvernance de la Ville de Montréal, nous désirons qu'un échéancier de cent quatre-vingts (180) jours pour réaliser les vérifications diligentes soit maintenu. Ce délai débutera lorsque la Ville recevra l'acceptation de l'offre d'achat. De plus, par l'acceptation de l'offre d'achat, le propriétaire permet l'accès à la propriété et fournira les informations et les consentements nécessaires pour réaliser les vérifications diligentes.

Toutefois, veuillez noter que notre direction fera tout en son possible pour réaliser les vérifications diligentes dans un délai inférieur à 180 jours. De plus, nous réitérons notre demande pour recevoir une copie des études de caractérisations des sols qui ont été réalisées sur les lots.

Conditions de la vente : En lien avec la clause des vérifications diligentes, nous désirons maintenir le droit de demander une correction ou un dédommagement suite aux vérifications diligentes. Tel qu'inscrit dans la lettre du 19 août 2019, les conditions seront précisées par les parties à l'intérieur de la promesse bilatérale.

Acte de vente : Compte tenu des obligations liées aux transactions et la gouvernance de la Ville de Montréal, nous désirons maintenir le délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la signature de la promesse bilatérale par les parties pour présenter l'acte de vente aux autorités compétentes de la Ville.

Si l'offre d'achat amendée vous convient, nous vous saurions gré de nous répondre par écrit ou par courriel. Par la suite, Guillaume Topp, conseiller en immobilier, prendra contact avec vous pour planifier les vérifications diligentes et la rédaction de la promesse bilatérale.

Espérant le tout à votre satisfaction, veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations.

Francine Fortin, É.A.
Directrice

c. c. Me Carole Arbour, ministère de la Santé et des Services sociaux

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1196037010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-Île-de-Montréal un terrain vacant d'une superficie de 33 434,87 m², localisé au nord du boulevard Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un montant de 5 470 000 $, plus les taxes applicables. N.Ref.: 31H12-005-5573-02

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et sa forme la promesse de vente et d'achat ci-jointe. Nous avons reçu la confirmation du représentant du Vendeur à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet. Toutefois, l'acte de vente ne pourra pas être signé tant qu'il n'aura pas été approuvé par le ministre de la Santé et des services sociaux.

N/D 19-003320

FICHIERS JOINTS

2020-03-20_Promesse_ version finale.DOCX

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-30

Nissa KARA FRECHET
notaire et chef de division
Tél : 514-872-0138
Division : Droit notarial

PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT

ENTRE : **CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux, notamment par l'abolition des agences régionales (RLRQ, c. O-7.2)* et régie par la *Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q. chapitre S-4.2)*, ayant son siège au 1560 Sherbrooke Est, Montréal, province de Québec, H2L 4M1, ici agissant et représentée par Mme Sonia Bélanger, sa présidente-directrice générale, dûment autorisée tel qu'elle le déclare;

(« **Vendeur** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____ dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ● ;

(« **Acheteur** »)

ATTENDU QUE le Vendeur est propriétaire d'un immeuble vacant connu et désigné comme étant composé des lots 1 248 882, 1 248 904, 1 248 905, 1 479 950 et 1 479 951 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après l'« Immeuble »);

ATTENDU QUE le Vendeur est un établissement au sens de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux, notamment par l'abolition des agences régionales (RLRQ, c. O-7.2*);

ATTENDU QUE le ministère de la Santé et des Services sociaux (« Ministère ») et le Vendeur ont mandaté la Société québécoise des infrastructures (« SQI ») en mars 2019 pour vendre l'Immeuble;

ATTENDU QUE le Vendeur a mandaté, par appel d'offres public, une firme de courtage le 26 avril 2016 pour procéder à la vente de l'Immeuble;

ATTENDU QUE le 10 juin 2019, l'Acheteur a confirmé par écrit au Ministère son intérêt pour l'achat de l'Immeuble;

ATTENDU QUE le Vendeur est disposé à procéder à la vente et l'Acheteur à procéder à l'acquisition de l'Immeuble, selon les conditions et modalités énoncées aux présentes (la « Promesse »).

1. Description de l'Immeuble

Un immeuble vacant connu et désigné comme étant composé des lots 1 248 882, 1 248 904, 1 248 905, 1 479 950 et 1 479 951 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« **Immeuble** »).

2. Prix et mode de paiement

2.1 Le prix d'achat sera de CINQ MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DIX MILLE dollars canadiens (5 470 000 $ CA) (« Prix d'Achat ») que l'Acheteur convient de payer au Vendeur à la Date de Clôture par chèque. Le notaire instrumentant retiendra ce chèque représentant le Prix d'Achat jusqu'à ce que l'acte de vente soit publié et porté au registre foncier sans inscription préjudiciable au titulaire du droit publié. Le notaire instrumentant devra confirmer par écrit au Vendeur qu'il a en sa possession le chèque certifié au montant du Prix d'Achat et libellé à l'ordre du Vendeur, et ce, avant la signature de l'acte par le Vendeur.

2.2 Il est entendu et convenu que le Prix d'Achat n'inclut pas la taxe sur les produits et services (TPS) ni la taxe de vente du Québec (TVQ). Le cas échéant, le paiement desdites taxes est à l'entière responsabilité de l'Acheteur.

3. Vérification diligente par l'Acheteur

À compter de la date de signature de la présente promesse bilatérale de vente et d'achat (la « Promesse ») par le Vendeur, l'Acheteur disposera de cent quatre-vingts (180) jours (la « Période de Vérification Diligente ») pour effectuer, selon les modalités prévues aux présentes, les expertises nécessaires afin de se satisfaire des éléments suivants :

- les titres de propriété du Vendeur relativement à l'Immeuble et la condition environnementale.

4. Options de l'Acheteur durant la Période de Vérification Diligente

4.1 Avant la fin de la Période de Vérification Diligente, l'Acheteur doit :

(a) Aviser le Vendeur par écrit de son insatisfaction quant aux éléments suivants de sa vérification diligente :

- problématique liée aux titres de propriété;

- la présence d'une contamination supérieure aux critères à B ou C, de la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte aux changements climatiques (MDDELCC);

ou

(b) Aviser le Vendeur par écrit qu'il se déclare satisfait des résultats de sa vérification diligente.

4.2 Si l'Acheteur néglige de donner l'un des avis prévus au paragraphe 4.1 dans les délais convenus, celui-ci sera réputé être satisfait des résultats de sa vérification diligente.

4.3 Si l'Acheteur remet l'avis écrit visé au paragraphe 4.1(a), le Vendeur devra aviser par écrit l'Acheteur, dans les soixante (60) jours suivant l'expiration de la Période de vérification diligente, soit :

(a) Qu'il est incapable, ou qu'il refuse, à sa seule discrétion, de régler les insatisfactions soulevées par l'Acheteur. Le cas échéant, l'Acheteur aura alors un délai de 15 jours à compter de la réception de l'avis du Vendeur pour l'informer par écrit, soit i) qu'il renonce à son insatisfaction et se

déclare satisfait des résultats de la vérification diligente, ou ii) qu'il maintient son insatisfaction; dans ce dernier cas, la présente Promesse sera automatiquement résiliée sans possibilité de recours de part et d'autre;

OU

(b) Qu'il est disposé à s'engager à régler les insatisfactions soulevées par l'Acheteur avant ou à la Date de Clôture ou à toute autre date convenue entre les parties. Le cas échéant, les parties devront négocier de bonne foi les modalités permettant au Vendeur de régler les insatisfactions dans les délais convenus. Si le Vendeur ne parvenait pas à régler l'insatisfaction de l'Acheteur dans les délais convenus, la Promesse serait alors résiliée de plein droit sans possibilité de recours de part et d'autres.

4.4 À moins de convenir par écrit d'un délai supplémentaire, le défaut par le Vendeur ou l'Acheteur de donner l'un des avis prévus au paragraphe 4.3 ci-devant dans les délais convenus, entraîne la résiliation automatique de la Promesse sans possibilité de recours de part et d'autres.

5. Droit d'Inspection

5.1 Au cours de la Période de Vérification Diligente, moyennant la remise au Vendeur d'un préavis de 72 heures, l'Acheteur sera autorisé à effectuer, pendant les heures normales de bureaux, les tests, expertises et inspections requis relativement à l'Immeuble qui doivent être effectuées sur les lieux. Ces tests, expertises ou inspections devront débuter et se terminer au cours de la Période de Vérification Diligente. Toutefois, sans restreindre le caractère général de ce qui précède, durant la Période de Vérification Diligente et par la suite jusqu'à la Date de Clôture, l'Acheteur pourra accéder à l'Immeuble à ses propres frais et risques avec le consentement préalable du Vendeur et en présence d'un représentant de ce dernier.

5.2 Les tests, inspections et expertises effectués par l'Acheteur ou ses représentants seront réalisés aussi rapidement que possible, au cours de la Période de Vérification Diligente, aux frais et risques de l'Acheteur. Un représentant du Vendeur pourra être présent durant les tests et inspections visés.

5.3 Les dommages causés à l'Immeuble, le cas échéant, par suite de l'accès de l'Acheteur à celui-ci, ou en raison des tests, inspections, expertises ou autre activité de l'Acheteur ou de ses représentants en rapport avec l'Immeuble ou toute partie de celui-ci, seront promptement réparés par l'Acheteur, à moins que celui-ci ne procède à l'acquisition de l'Immeuble sans égard aux modifications qu'il aurait pu causer à l'Immeuble. L'Acheteur indemnisera le Vendeur à l'égard de toute poursuite, frais, responsabilité ou dommages découlant, le cas échéant, de l'accès de l'Acheteur à l'Immeuble, de ses tests, inspections, expertises ou toute autre activité réalisées par l'Acheteur ou par ses représentants aux fins de la vérification diligente de l'Immeuble, conformément au présent paragraphe ou à tout autre paragraphe de la présente Promesse.

5.4 L'Acheteur déclare qu'il s'auto-assurance et en conséquence, il ne sera pas tenu de souscrire aucune assurance de quelque nature que ce soi.

5.5 Les obligations de l'Acheteur stipulées au paragraphe 5.3 des présentes subsistent malgré la résiliation de la présente Promesse.

6. Documentation

Les expertises et documents d'information, s'il en est, communiqués par le Vendeur ne constituent d'aucune façon de la part de ce dernier une représentation écrite ou verbale relativement à l'état, aux questions financières, à la conformité aux lois, règles et règlements, à l'usage, la quantité, à la qualité, à la durabilité, à la condition environnementale, à la condition structurale, à la condition physique de l'Immeuble, ou au fait que l'Immeuble est propre à l'usage auquel l'Acheteur le destine. L'Acheteur

reconnaît que la responsabilité du Vendeur n'est nullement engagée. L'Acheteur dégage, à cet effet, le Vendeur de toute responsabilité en regard desdites expertises et documents.

Le Vendeur ne sera tenu de fournir ni titres, ni certificat de recherche, ni certificat de localisation, ni plan relativement à l'Immeuble.

7. **Modalités de la vente**

7.1 L'Immeuble, ainsi que toutes les installations, accessoires et équipements inclus avec celui-ci, s'il en est, seront vendus sans aucune garantie, ni légale, ni conventionnelle, sur une base « **telle quelle** » et entièrement « **aux risques et périls de l'Acheteur** ».

7.2 Aucune représentation, expresse ou tacite, n'est faite ou ne sera faite par le Vendeur et ses représentants notamment quant au titre, à la description, à la condition, au coût, aux dimensions, aux usages ou destinations possibles, à la valeur, à la conformité pour l'utilisation, à la qualité ou la quantité, ni quant à l'exactitude ou au caractère complet des renseignements ou des énoncés fournis à l'Acheteur.

8. Engagements du Vendeur

Le Vendeur prend les engagements suivants :

a) Le Vendeur devra préserver, entretenir et gérer l'Immeuble en y apportant tout le soin nécessaire comme le ferait un propriétaire prudent et diligent pour qu'à la date de signature de l'acte de vente, l'état de l'Immeuble soit comparable à celui constaté par l'Acheteur lors de son inspection;

b) Le Vendeur fera en sorte qu'il n'existe aucune hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque ni aucun bail, offre de location, droit d'occupation ou autre contrat ou entente affectant l'Immeuble et pouvant lier l'Acheteur lors de l'acquisition de l'Immeuble. L'Immeuble devra également être totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles.

9. Condition préalable à la vente

9.1 La signature de l'acte de vente est conditionnelle à l'obtention des autorisations des autorités gouvernementales et du conseil d'administration du Vendeur.

9.2 Si ces conditions ne peuvent être remplies, le Vendeur pourra, à son gré, résilier la présente Promesse en remettant un avis écrit en ce sens à l'Acheteur et, en pareil cas, le Vendeur et l'Acheteur seront libérés de leurs obligations aux termes des présentes, sans possibilité de recours de part et d'autre.

10. Clôture de la transaction

10.1 Les parties s'engagent à signer l'acte de vente et tous les autres documents accessoires requis, s'il en est, pour donner plein effet à la présente Promesse devant le notaire choisi par l'Acheteur, et ce, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant l'obtention des autorisations prévues au paragraphe 9.1 des présentes ou à toute autre date dont les parties peuvent mutuellement convenir (appelée, aux fins des présentes, la « **Clôture** » ou la « **Date de Clôture** »).

10.2 L'Acheteur deviendra propriétaire et prendra possession de l'Immeuble à la Clôture de l'acte de vente et en assumera tous les risques et responsabilités à compter de cette date. L'Acheteur devra prendre l'Immeuble avec toutes les servitudes actives et passives et autres charges pouvant l'affecter et s'obligera de plus à respecter, s'il y a lieu, toutes les obligations auxquelles s'était engagé le Vendeur dans son ou ses titres d'acquisition le cas échéant.

11. Taxes et impositions foncières

L'Acheteur déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

En conséquence, l'Acheteur remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date de la signature de l'acte de vente, toute portion des taxes municipales ou de sommes en tenant lieu payées en trop.

De plus, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date de la signature de l'acte de vente, toute portion des taxes scolaires payées en trop, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

Tout remboursement de taxes municipales ou scolaires ou de sommes en tenant lieu, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de la vente.

12. Frais

L'Acheteur devra assumer les frais de sa vérification diligente et de la préparation de l'acte de vente, des documents accessoires à l'acte de vente, à sa publication au registre foncier et des copies requises, dont une copie conforme pour le Vendeur. Les parties assumeront les frais de leurs propres conseillers juridiques, consultants et experts, le cas échéant.

L'acte de vente, qui devra reproduire toutes les modalités et conditions pertinentes de la présente Promesse, et les documents accessoires à celui-ci seront préparés et reçus par le notaire désigné par l'Acheteur.

L'Acheteur devra soumettre au Vendeur un projet d'acte de vente au plus tard soixante (60) jours suivant la signature de la présente Promesse par les parties.

La radiation des hypothèques existantes et toute renonciation ou annulation des autres charges existantes, le cas échéant, seront à la charge du Vendeur et à ses frais.

13. Taxe sur les produits et services (TPS) et taxe de vente du Québec (TVQ)

Le cas échéant, la taxe sur les produits et services et la taxe de vente du Québec seront à la charge de l'Acheteur. Les numéros d'enregistrement de l'Acheteur sont : (TPS) 121364749 RT 0001 et (TVQ) 1006001374 TQ0002. Les numéros d'enregistrement du Vendeur sont (TPS) 141690743 et (TVQ) 1019818833.

14. Indivisibilité de la Promesse

La présente Promesse constitue l'intégralité et la totalité de l'entente conclue entre les parties et aucun autre document ou entente verbale antérieur ou concomitant n'est admis pour modifier de quelque façon que ce soit les dispositions de la présente Promesse ou son interprétation, à moins qu'une telle modification ne soit contresignée par les parties.

15. Entente complète

Lorsque l'acte de vente sera signé, il constituera l'entente complète entre les Parties quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente Promesse de vente.

16. Cession de la Promesse

La présente Promesse s'appliquera au profit des parties aux présentes et elle liera celles-ci de même que leurs successeurs respectifs et leurs ayants droit autorisés. L'Acheteur ne peut céder la présente Promesse sans l'approbation préalable du Vendeur. Le cas échéant, le cessionnaire doit s'engager à respecter les modalités et conditions énoncées dans la présente Promesse et à exécuter la totalité des obligations incombant à l'Acheteur en vertu des présentes.

17. Avis

Si un avis, une demande, un accord ou un consentement est exigé ou peut être donné en vertu des présentes, il doit être effectué par écrit et livré en personne ou expédié par poste certifiée, service de messagerie ou par courriel, comme suit :

Si l'avis est destiné au Vendeur : **CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL**
À l'attention du directeur des services techniques
1560, rue Sherbrooke Est
Montréal (QC) H2L 4M1
(Pavillon Champlain, 1er étage, local L-1217-1)
Téléphone : 514 419-8777, poste 24194
Courriel : diane.descoteaux.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca

Si l'avis est destiné à l'Acheteur : **VILLE DE MONTRÉAL**
À l'attention de Mme Francine Fortin
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 514 284-2214, poste 3116
Courriel : francine.fortin@ville.montreal.qc.ca

Tout avis ou autre document est réputé donné et reçu le jour de sa livraison en mains propres ou, s'il est expédié par la poste, deux (2) jours suivant la date de la mise à la poste, ou, s'il est expédié par courriel sera considéré comme reçu le jour et l'heure de sa transmission. L'Acheteur et le Vendeur peuvent, en remettant un avis écrit à l'autre partie, indiquer une autre adresse ou un autre courriel auxquels les avis peuvent être transmis.

18. Jour ouvrable

Advenant qu'une date prévue aux termes de la présente Promesse ou une date marquant la fin d'une période prévue par la présente Promesse tombe un jour férié, un samedi ou un dimanche, la date en question sera réputée être le prochain jour ouvrable.

19. Droit applicable

La présente Promesse est régie par les lois de la province de Québec où est situé l'Immeuble, ainsi que par les lois du Canada applicables dans cette province.

20. Exemplaires

La présente Promesse peut être signée en plusieurs exemplaires, chaque exemplaire signé ayant valeur d'original, et l'ensemble des exemplaires, une fois rassemblés, constituant un seul et même document.

21. Règlement sur la gestion contractuelle

L'Acheteur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et il a remis une copie de ce Règlement au Vendeur. L'acte de vente contiendra une déclaration à cet effet.

22. Courtier

Le Vendeur s'engage à assumer les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant pour l'assister aux fins des présentes.

23. Acceptation de l'offre par le Vendeur

La présente Promesse doit être acceptée par le Vendeur avant 15 h 00 (heure du Québec), le _____ jour de _____ (le « **Délai d'Acceptation** »). Cette acceptation doit être transmise à l'Acheteur au plus tard à la fin du Délai d'Acceptation, sinon la présente Promesse sera nulle et non avenue.

SIGNÉE le _____ jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

ACCEPTÉE le _____ jour de _____ 20_____

CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196037010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-Île-de-Montréal un terrain vacant d'une superficie de 33 434,87 m², localisé au nord du boulevard Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un montant de 5 470 000 $, plus les taxes applicables. N.Ref.: 31H12-005-5573-02

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1196037010 achat terrain RDP-PAT a CIUSS.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-31

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances - Dir. conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.22

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1203496002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal accorde mainlevée pure et simple de l'inscription du droit de résolution résultant de l'acte de vente par la Ville de Montréal à M. Sylvain Bélanger, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 906 376, relativement à un immeuble situé au 2, 45e Avenue, anciennement connu sous le nom de la caserne Lachine-Summerlea, dans l'arrondissement de Lachine N/Réf. : 31H05-005-6048-04

Il est recommandé :

1. d'accorder la mainlevée pure et simple de l'inscription du droit de résolution résultant de l'acte de vente intervenu entre la Ville de Montréal et M. Sylvain Bélanger, publié le 12 juin 2018 au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 906 376, relativement à un immeuble situé au 2, 45^{e} Avenue, dans l'arrondissement de Lachine, anciennement connu sous le nom de la caserne Lachine-Sommerlea.

2. d'autoriser la directrice des transactions immobilières du Service de la gestion et de la planification immobilière, à signer l'acte de mainlevée du droit de résolution, conformément au projet d'acte soumis.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-28 14:08

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203496002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal accorde mainlevée pure et simple de l'inscription du droit de résolution résultant de l'acte de vente par la Ville de Montréal à M. Sylvain Bélanger, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 906 376, relativement à un immeuble situé au 2, 45e Avenue, anciennement connu sous le nom de la caserne Lachine-Summerlea, dans l'arrondissement de Lachine N/Réf. : 31H05-005-6048-04

CONTENU

CONTEXTE

Aux termes d'un acte de vente, la Ville de Montréal a vendu à M. Sylvain Bélanger (l'« Acquéreur ») un immeuble connu et désigné comme étant le lot 5 457 228 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l' « Immeuble »), sur lequel est érigé l'ancienne caserne Lachine-Summerlea, sise au 2, 45^{e} Avenue, dans l'arrondissement de Lachine. Cet acte est intervenu le 12 juin 2018, devant M^{e} Josée Deschamps, notaire, sous le numéro 5422 de ses minutes, et publié le 12 juin 2018 au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 23 906 376.
Dans l'acte de vente, l'Acquéreur s'engageait notamment en lien avec les dispositions de la mainlevée et de la clause résolutoire à :

1. Réaliser un projet immobilier sur l'Immeuble, situé au 2, 45^{e} Avenue, conforme aux lois et règlements en vigueur;

2. Investir une somme minimale de 450 000 $ en travaux de réparation, réfection et construction, incluant des matériaux et de la main-d'oeuvre, dans un délai de trente-six (36) mois;

3. Fournir à la Ville une copie de son permis de construction dans les 60 jours suivant l'émission du permis;

4. Construire un bâtiment contenant un total maximum de deux (2) logements;

5. Aménager sur le terrain une case de stationnement par logement.

Dans l'éventualité où l'Acquéreur désirait modifier l'apparence extérieure du bâtiment, son projet immobilier devra être soumis à l'approbation préalable d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) par le conseil, en vertu du Règlement n^{o} 2561-3 sur les

PIIA (incluant l'amendement n^{o} 2561-9).

L'obligation de rénovation / construction sera réputée complétée sur réception d'un certificat complété par un architecte attestant que la somme minimale de 450 000 $ a été investie dans le bâtiment et que le nombre minimal de logements et de cases de stationnement a été respecté.

Le 27 mars 2020, une mainlevée du droit de résolution a été demandée par Me Josée Deschamps, notaire, afin de radier ce droit réel.

Le présent sommaire a pour but d'approuver le projet d'acte de mainlevée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 190260 – 3 septembre 2019 - Adoption - PPCMOI afin d'autoriser l'ajout de trois logements pour l'immeuble situé au 2, 45e Avenue, sur le lot portant le numéro 5 457 228 du cadastre du Québec
CM18 0656 – 29 mai 2018 - Abroger la résolution CM17 0757 / Approuver le nouveau prix de vente inscrit au projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à M. Sylvain Bélanger, aux fins de transformation et/ou de construction, un emplacement d'une superficie de 931,9 mètres carrés, constitué du lot 5 457 228 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ainsi que la bâtisse érigée au 2, 45^{e} Avenue, dans l'arrondissement de Lachine, pour la somme de 542 111,81 $, plus les taxes applicables / Déduire du nouveau prix de vente les honoraires pour la radiation des hypothèques, au montant de 905,33 $, portant le montant de la transaction à 541 206,48 $

CM17 0757 - 13 juin 2017 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à M. Sylvain Bélanger aux fins de transformation et/ou de construction, un emplacement désigné et connu comme étant le lot 5 457 228 du cadastre du Québec, d'une superficie de 931,9 m² ainsi que la bâtisse érigée au 2, 45e Avenue, dans l'arrondissement de Lachine, pour la somme de 553 000 $, plus les taxes applicables.

CA13 19 0117- 15 avril 2013 - Adoption du Règlement numéro 2710-63 modifiant le Règlement numéro 2710 sur le zonage afin d'inclure l'ancienne caserne Lachine-Summerlea sise au 4470, boulevard Saint-Joseph à l'intérieur de la zone R-111.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel a pour but de recommander aux instances d'accorder une mainlevée pure et simple de l'inscription du droit de résolution résultant de l'acte de vente de l'Immeuble par la Ville de Montréal à l'Acquéreur.
Afin que la Ville puisse consentir à accorder cette mainlevée du droit de résolution, l'Acquéreur doit satisfaire aux conditions suivantes :

- Obtenir un permis de rénovation pour son projet, lequel permet des travaux pour une valeur minimale de 450 000 $ et respecter les critères d'aménagement mentionnés à la clause « Obligation de rénovation », le tout en conformité avec les lois et règlements en vigueur;

- Minimalement, effectuer les travaux d'enlèvement des matériaux reliés au bâtiment situé sur l'Immeuble montrant la présence de mercure, de BPC, de peinture au plomb ou de moisissures;

- Et soumettre une demande de mainlevée par écrit à la Ville.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a procédé à une analyse complète du dossier et recommande d'accorder mainlevée de l'inscription de tout droit de résolution dudit acte de vente étant donné que les conditions énoncées ci-dessous ont été respectées.

- L'Acquéreur a obtenu un permis de construction pour son projet indiquant qu'il entend faire des travaux de rénovation totalisant 864 743 $ (ce montant respecte l'obligation de travaux d'un montant minimum de 450 000 $), voir document joint;

- Le projet de l'Acquéreur a obtenu un avis favorable de l'arrondissement de Lachine relativement à un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), voir document joint;

- L'Acquéreur a remis à la Ville, un document dont une copie est jointe, prouvant qu'il a obtenu une offre de financement émise par un prêteur institutionnel autorisé à faire affaire au Québec;

- L'Acquéreur a soumis une demande de mainlevée par écrit à la Ville, dont une copie est jointe;

- L'Acquéreur a remis à la Ville un rapport d'inspection visuelle suite aux travaux de décontamination du bâtiment émis par Englobe corp., confirmant que le bâtiment est exempt de matériaux contenant de l'amiante (MCA), de peinture de plomb, de mercure, de fientes de pigeons et autres matières dangereuses. De plus, un addenda (HS-01) a été émis, confirmant que tous les matériaux ciblés par la contamination ont tous été éliminés conformément aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux pertinents. Un rapport d'investigation de la qualité de l'air intérieur après travaux de désamiantage a également été transmis à la Ville mentionnant que « la qualité de l'air en ce qui a trait aux fibres respirables incluant l'amiante au RDC dans le bâtiment est très satisfaisante » (voir documents joints).

Afin de garantir les obligations et les engagements contenus au titre « OBLIGATIONS DE RÉNOVATION / CONSTRUCTION », l'Acquéreur a également remis à la Ville une lettre de garantie bancaire, en faveur de celle-ci, émise par une institution financière au montant de 90 000 $ correspondant au montant stipulé au titre « LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE » de l'acte de vente précité. Cette lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle, dont une copie est jointe, demeurera en vigueur jusqu'au 23 mars 2021 et elle est réputée se prolonger automatiquement sans modification pour des périodes d'une année. Elle sera remise par la Ville à l'Acquéreur lorsque ce dernier aura complété le projet immobilier sur l'Immeuble.

Toutes les obligations prévues à l'acte de vente ont été respectées par l'Acquéreur à l'exception de la limitation du nombre de logements et de cases de stationnement.

Cependant, subséquemment à la signature de l'acte de vente, un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) a autorisé l'ajout de trois (3) logements au projet de l'Acquéreur. (voir la résolution no CA19 190260 en pièce jointe).

Ainsi, l'intervention du conseil municipal est requise afin d'approuver le projet d'acte de mainlevée du droit de résolution, considérant qu'un fonctionnaire de niveau A ne peut accorder une mainlevée du droit de résolution lorsque les conditions ne sont pas respectées selon les termes et conditions prévus à l'acte.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande d'approuver le projet d'acte de mainlevée étant donné que l'Acquéreur réalise un projet conforme à la réglementation municipale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Division des analyses immobilières du SGPI a confirmé que malgré l'ajout de trois (3) logements au projet, le prix de vente de l'Immeuble demeure conforme à la valeur marchande.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mainlevée du droit de résolution prévue à l'acte permettra à l'Acquéreur de compléter son projet sur l'Immeuble dans les délais prévus, ce qui permettra d'accueillir les nouveaux occupants.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le retard dans l'approbation de la présente mainlevée du droit de résolution entraînera un délai pour la prise de possession des nouvelles unités d'habitation par les futurs occupants, laquelle prise de possession est prévue à l'été 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Publier la radiation du droit de résolution au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda BERTRAND
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-8186
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

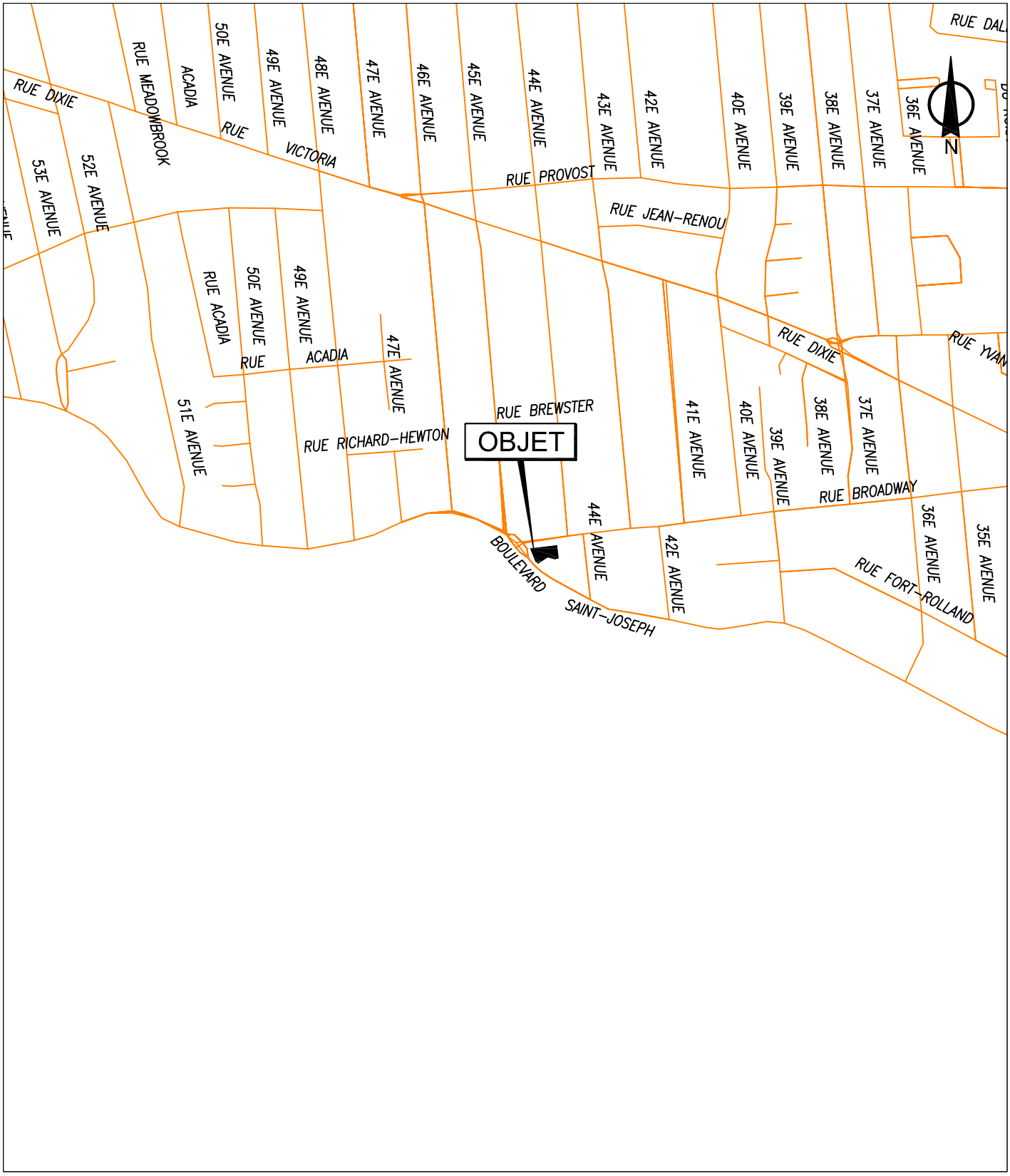
Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-04-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-28

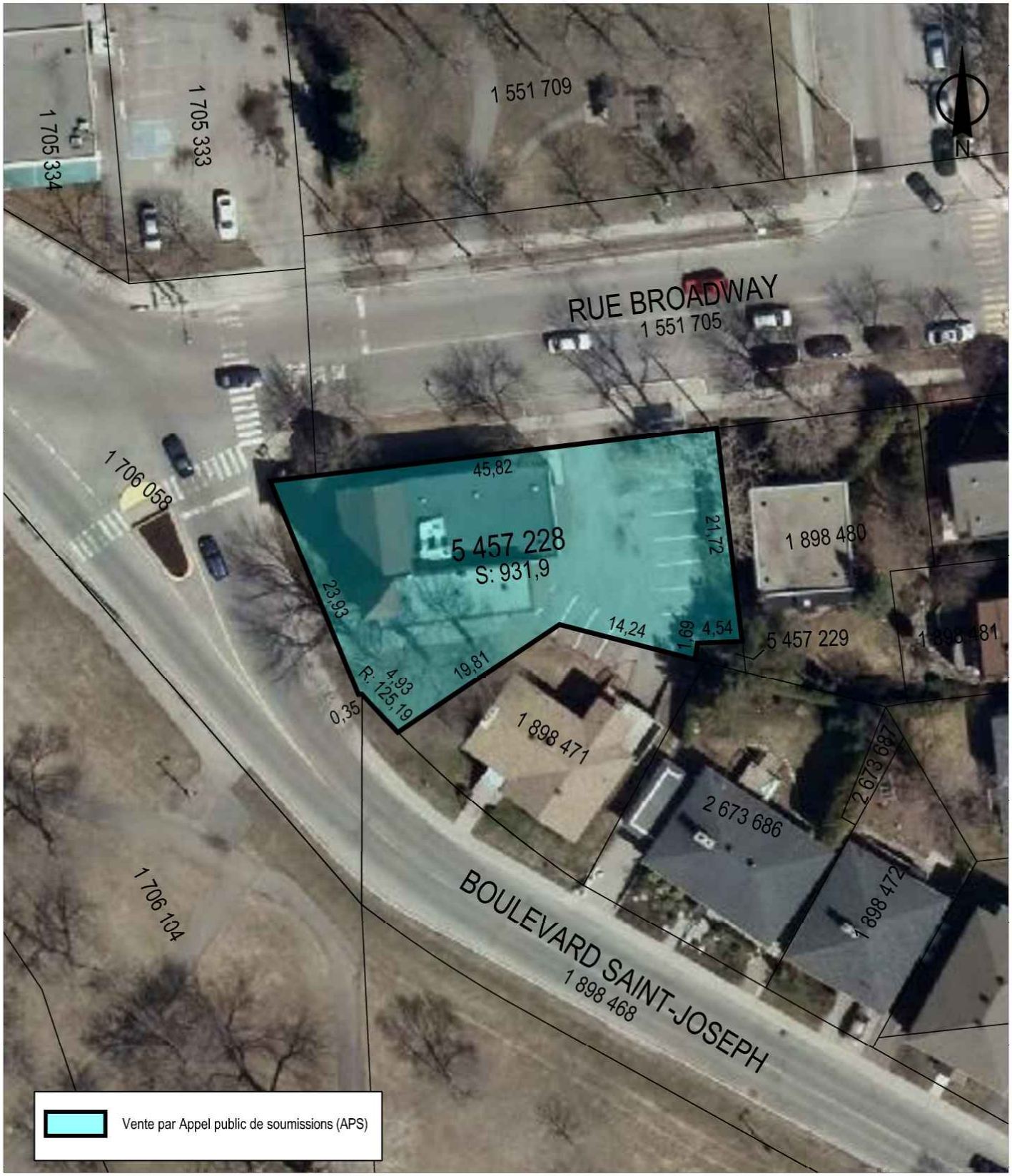


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-6048-04
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:550
Date: 11-04-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-6048-04
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:550
Date: 11-04-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Index des immeubles - Section informatisée

Index des immeubles

Circonscription foncière :	Montréal	**Dates de mise à jour du Registre**	
Cadastre :	Cadastre du Québec	**Droits :**	2020-02-27 12:00
Lot :	5 457 228	**Radiations :**	2020-02-04 16:00
Date d'établissement :	2014-09-09 09:00 Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre		
Plan :	Liste des plans		
Concordance :	Partie du (des) lot(s) 1 898 470.		

Date de présentation	Numéro d'inscription	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
2020-02-27	25 235 637	Hypothèque	Créancier Constituant	CAISSE DESJARDINS DU RÉSEAU MUNICIPAL (Montréal, Longueuil, Repentigny) BÉLANGER, Sylvain	1 800 000,00 $	6 488 874	
2018-06-12	23 906 376	Vente	Vendeur Acquéreur	VILLE DE MONTRÉAL BÉLANGER, Sylvain	542 111,81 $		
2018-06-12	23 906 376	Droit de résolution	Vendeur Acquéreur	VILLE DE MONTRÉAL BÉLANGER, Sylvain		6 019 444	
2017-12-15	23 565 524	Servitude - annulation	1re part 2e part	VILLE DE MONTRÉAL KOEN, SOLOMON	Réf. : 636 709		
2017-12-15	23 565 524	Servitude	Cédant Cessionnaire	VILLE DE MONTRÉAL KOEN, SOLOMON			

Le 19 novembre 2019

Monsieur Sylvain Bélanger
Propriétaire
4488, St-Joseph, Arrondissement Lachine
Montréal, H8T 3G7

Objet: Inspection visuelle suite aux travaux de décontamination
Propriété résidentielle sise au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal
N/Ref. : 040-P-0020904-0-01-260-HS-R-0100-00

Monsieur,

C'est avec plaisir que nous vous transmettons le présent rapport d'inspection du bâtiment mentionné en objet par notre firme.

1 OBJECTIF ET MANDAT

La firme Englobe Corp. (ci-après « Englobe ») a été mandatée par Monsieur Sylvain Bélanger afin de réaliser une inspection visuelle (contrôle de qualité) dans le bâtiment résidentiel sis au 2, 45e avenue, arrondissement Lachine à Montréal suite aux travaux de décontamination qui y ont été effectués.

1.1 PORTÉE ET LIMITATIONS

Ce rapport a été préparé par Englobe au bénéfice du propriétaire du bâtiment à l'étude M. Sylvain Bélanger seulement. La portée et les limitations de la présente étude sont insérées en pièce jointe.

2 CONTEXTE DE L'ÉTUDE

M. Sylvain Bélanger qui a pris possession du bâtiment résidentiel (anciennement institutionnel – propriété de la ville de Montréal) sis au 2, 45e Avenue, arrondissement Lachine à Montréal y a effectué des travaux de décontamination (désamiantage, décontamination fongique, et élimination des matières dangereuses). Pour ce faire, il a enlevé et a éliminé tous les matériaux contenant de l'amiante, tous les matériaux affectés par des moisissures, toutes les peintures contenant du plomb et toutes les matières dangereuses identifiés et localisés par la firme Inspec sol dans leur rapport intitulé «Audit de prédémolition Bâtiment institutionnel 2, 45e Avenue Arrondissement Lachine Montréal, Québec» produit en janvier 2014.

2.1 ÉTUDE ANTÉRIEURE (INSPEC-SOL INC.)

La firme Inspec-Sol inc. a été mandatée par la Ville de Montréal afin d'effectuer un inventaire des matières dangereuses susceptibles d'être présentes dans le bâtiment situé au 2, 45e Avenue de l'Arrondissement Lachine, Montréal. L'inspection du bâtiment à l'étude a été effectuée les 14 et 20 novembre 2013 et le rapport y relevant a été produit le 31 janvier 2014. Dans ce rapport, la firme Inspec Sol a dressé une liste des matières dangereuse qui sont présents dans le bâtiment à l'étude:

2.1.1 Matériaux contenant de l'amiante (MCA)

Les analyses réalisées sur les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (MSCA) observés et échantillonnés par Inspec Sol ont permis de confirmer la présence des fibres d'amiante dans les matériaux suivants :

- Le plâtre-ciment imbriqué dans un treillis métallique constituant le plafond rigide suspendu aux sous-sol, rez-de-chaussée et 2e étage.
- Le plâtre-ciment recouvrant certains murs au2e étage.
- Le crépi cimentaire recouvrant certains murs au sous-sol.
- Les tuiles de vinyle de couleur beige avec ligne grise recouvrant le plancher au 2e étage.

2.1.2 Peintures au plomb

- La peinture beige avec l'endos métallique recouvrant les murs en briques au rez-de-chaussée.
- La peinture beige recouvrant les murs de ciment-plâtre au 2e étage.

2.1.3 Biphényles polychlorés (BPC)

- Aucun ballast contenant des BPC n'a été observé dans le bâtiment à l'étude.

2.1.4 Mercure

- Deux thermostats susceptibles de contenir du mercure ont été observés dans le bâtiment à l'étude : le premier était vidé de son mercure alors que le deuxième en contenait. Ce dernier se trouvait à gauche de la garde-robe dans le local d'accueil des bureaux au rez-de-chaussée.

2.1.5 Mousse isolante d'urée formaldéhyde (MIUF)

- Aucune MIUF n'a été observée dans le bâtiment à l'étude.

2.1.6 Substance appauvrissant la couche d'ozone (SACO)

- Aucune SACO n'a été observée dans le bâtiment à l'étude.

2.1.7 Matériel radioactif

- Aucun matériel pouvant contenir des matériaux radioactifs n'a été observé dans le bâtiment à l'étude.

2.1.8 Fientes de pigeons

- Dans la tour d'observation, des fientes de pigeon étaient présentes en grande quantité ainsi que quelques crottes de raton-laveur. De plus, deux cadavres de pigeon y étaient présents.

2.1.9 Autres matières dangereuses

- Un système d'éclairage de secours à batterie a été observé dans l'escalier donnant accès au 2e étage.

3 INSPECTION EFFCTUÉE PAR ENGLOBE

En date du 13 novembre 2019, le bâtiment à l'étude soit l'ancienne caserne de pompier sise au 2, 45e avenue, arrondissement Lachine à Montréal a été inspecté par M. Alexandre Deschamps, technicien chez Englobe, à la recherche d'indices visuels liés à la présence de contaminants tels que les matériaux contenant de l'amiante (MCA), les peintures au plomb, les matériaux contenant du mercure, les fientes

de pigeons et d'autres matières dangereuses qui ont été identifiés dans l'étude d'Inspec-Sol effectuée en novembre 2013. Les résultats obtenus lors de l'inspection visuelle sont présentés ci-après.

3.1 MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE (MCA)

- Le plâtre-ciment imbriqué dans un treillis métallique constituant le plafond rigide suspendu aux sous-sol, rez-de-chaussée et 2e étage a été retiré au complet : voir photos 5@34.
- Le plâtre-ciment recouvrant certains murs au2e étage a été retiré au complet : voir photos 13@15, 18@26 et 24@31.
- Le crépi cimentaire recouvrant certains murs au sous-sol a été retiré au complet : voir photos 33@34
- Les tuiles de vinyle de couleur beige avec ligne grise recouvrant le plancher au 2e étage ont été retirées au complet : voir photos 20@26.

3.2 PEINTURES AU PLOMB

- La peinture beige avec l'endos métallique recouvrant les murs en briques au rez-de-chaussée a été retirée au complet : voir photos 5@12.
- La peinture beige recouvrant les murs de ciment plâtre au 2e étage a été retirée au complet : voir photos 13@15, 18@26 et 24@31.

3.3 MERCURE

- Le thermostat se trouvant à gauche de la garde-robe dans le local d'accueil des bureaux au rez-de-chaussée a été retiré: voir photos 5@12.

3.4 FIENTES DE PIGEONS

- Les fientes et les cadavres de pigeons ainsi que les crottes de raton-laveur qui étaient présents dans la tour d'observation ont été retirés : voir photos 27@28.

3.5 AUTRES MATIÈRES DANGEREUSES

- Le système d'éclairage de secours à batterie observé dans l'escalier donnant accès au 2e étage a été retiré.

4 CONCLUSION

La firme Englobe a été mandatée par Monsieur Sylvain Bélanger afin de réaliser une inspection visuelle (contrôle de qualité) dans le bâtiment résidentiel sis au 2, 45e avenue, arrondissement Lachine à Montréal suite aux travaux de décontamination qui y ont été effectués. Aucuns indices visuels liés à la présence de contaminants tels que les matériaux contenant de l'amiante (MCA), les peintures au plomb, les matériaux contenant du mercure, les fientes de pigeons et d'autres matières dangereuses qui ont été identifiés dans l'étude d'Inspec-Sol effectuée en novembre 2013 n'ont été décelés dans le bâtiment à l'étude. Nous confirmons que le bâtiment à l'étude est exempt de :

- Matériaux contenant de l'amiante (MCA) : plâtre-ciment imbriqué dans un treillis métallique constituant le plafond rigide suspendu aux sous-sol, rez-de-chaussée et 2e étage - plâtre-ciment recouvrant certains murs au2e étage - crépi cimentaire recouvrant certains murs au sous-sol - tuiles de vinyle de couleur beige avec ligne grise recouvrant le plancher au 2e étage.
- Peintures au plomb : peinture beige avec l'endos métallique recouvrant les murs en briques au rez-de-chaussée et peinture beige recouvrant les murs de ciment plâtre au 2e étage.
- Mercure : thermostat se trouvant à gauche de la garde-robe dans le local d'accueil des bureaux au rez-de-chaussée.

- Fientes de pigeons : les fientes et les cadavres de pigeons ainsi que les crottes de raton-laveur présents dans la tour d'observation.
- Autres matières dangereuses : système d'éclairage de secours à batterie observé dans l'escalier donnant accès au 2e étage.

Je vous invite à communiquer avec l'un des soussignés si des informations supplémentaires s'avéraient nécessaires.

Veuillez accepter, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Rédigé par :
Nour-eddine Rahimi, ing. MBA.
Chargé de projet sénior
Hygiène, santé et sécurité
NER

p. j. Annexe 1 – Propriété et confidentialité et Portée et limitations
Annexe 2 – Rapport photographique

Annexe 1: Propriété et confidentialité Portée et limitations

PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ

« Ce document est destiné exclusivement aux fins qui y sont mentionnées. Toute utilisation du rapport doit prendre en considération l'objet et la portée du mandat en vertu duquel le rapport a été préparé ainsi que les limitations et conditions qui y sont spécifiées et l'état des connaissances scientifiques au moment de l'émission du rapport. Englobe Corp. ne fournit aucune garantie ni ne fait aucune représentation autre que celles expressément contenues dans le rapport.

Ce document est l'œuvre d'Englobe Corp. Toute reproduction, diffusion ou adaptation, partielle ou totale, est strictement prohibée sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite d'Englobe et de son Client. Pour plus de certitude, l'utilisation d'extraits du rapport est strictement interdite sans l'autorisation écrite d'Englobe et de son Client, le rapport devant être lu et considéré dans sa forme intégrale.

Aucune information contenue dans ce rapport ne peut être utilisée par un tiers sans l'autorisation écrite d'Englobe et de son Client. Englobe Corp. se dégage de toute responsabilité pour toute reproduction, diffusion, adaptation ou utilisation non autorisée du rapport.

Si des essais ont été effectués, les résultats de ces essais ne sont valides que pour l'échantillon décrit dans le présent rapport.

Les sous-traitants d'Englobe qui auraient réalisé des travaux au chantier ou en laboratoire sont dûment évalués selon la procédure relative aux achats de notre système qualité. Pour toute information complémentaire ou de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec votre chargé de projet. »

PORTÉE ET LIMITATIONS

Le présent rapport a été préparé par Englobe Corp. (Englobe) et les travaux auxquels il fait référence ont été entrepris par Englobe pour le compte du Client. Il est destiné à l'usage exclusif de celle-ci. Toute utilisation de ce rapport par un tiers, de même que toute décision s'appuyant sur ce rapport est l'unique responsabilité de celle-ci. Englobe décline toute obligation envers toute autre personne ou toute responsabilité quelle qu'elle soit, à l'égard de l'ensemble des pertes, frais, dommages, amendes, pénalités et autres préjudices que pourrait subir toute autre personne en raison de l'utilisation de ce rapport, de la foi qu'elle lui accorde ou de toute décision ou mesure fondée sur ce rapport ou les travaux mentionnés dans ce rapport.

Les investigations menées par Englobe pour ce rapport et toute conclusion ou recommandation présentée dans celui-ci traduisent l'appréciation d'Englobe de l'état des lieux observés au moment de l'inspection, à la date indiquée dans ce rapport ainsi que des informations disponibles au moment de la présentation de ce rapport. Ce rapport a été préparé pour s'appliquer spécifiquement à ce site et est basé, en partie, sur des observations visuelles des lieux, des recherches ainsi que sur des analyses spécifiques (amiante) sur des matériaux précis, tel que décrit dans ce rapport.

À moins d'indications contraires, les conclusions ne peuvent être étendues à des parties de site qui n'étaient pas disponibles pour une investigation directe des matériaux. Des matériaux d'amiante, autres que ceux visés par l'investigation décrite dans ce rapport peuvent exister sur le site. Ces matériaux d'amiante peuvent exister dans des endroits du site qui n'ont pas fait l'objet d'une investigation puisque hors de la portée du mandat ou en raison d'une inaccessibilité.

Si l'état du site ou les normes applicables changent ou si des renseignements supplémentaires deviennent disponibles à une date ultérieure, des modifications des constatations, conclusions et recommandations dans le présent rapport peuvent être nécessaires.

Annexe 2: Rapport photographique



Photo 1 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : vue de l'extérieure



Photo 2 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : vue de l'extérieure



Photo 3 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : vue de l'intérieur



Photo 4 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : murs dégarnis



Photo 5 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : RDC : peinture enlevée des murs en briques et plafond dégarni

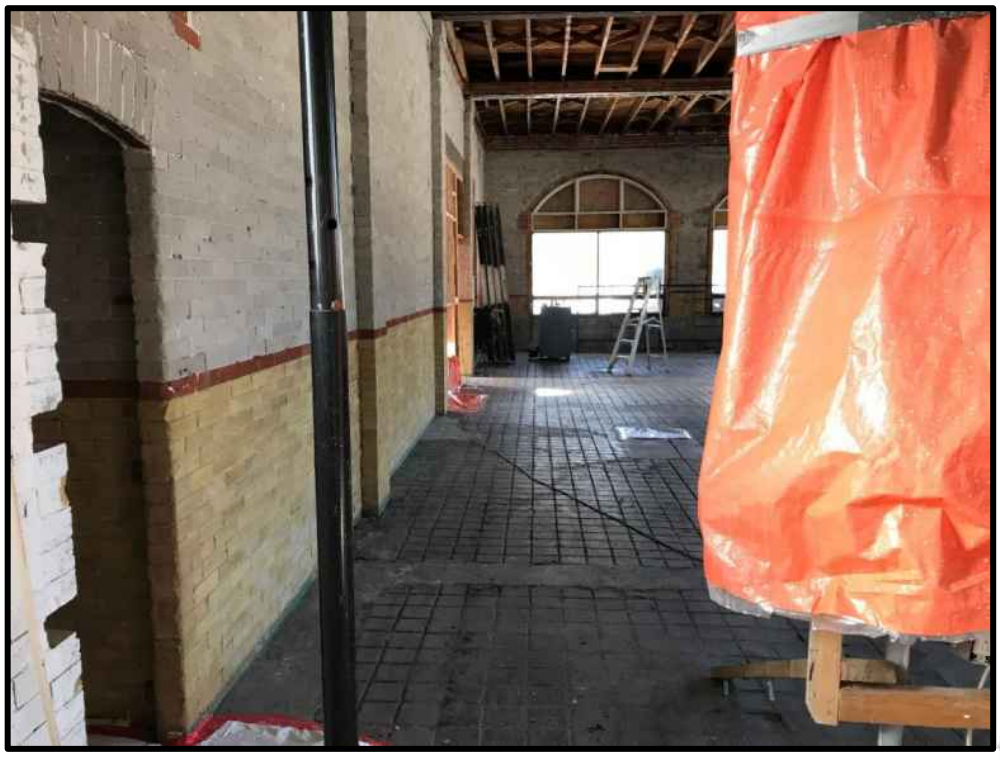


Photo 6 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : RDC : peinture enlevée des murs en briques et plafond dégarni



Photo 7 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : RDC : peinture enlevée des murs en briques et plafond dégarni



Photo 8 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : RDC : peinture enlevée des murs en briques et plafond dégarni



Photo 9 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : RDC : peinture enlevée des murs en briques et plafond dégarni

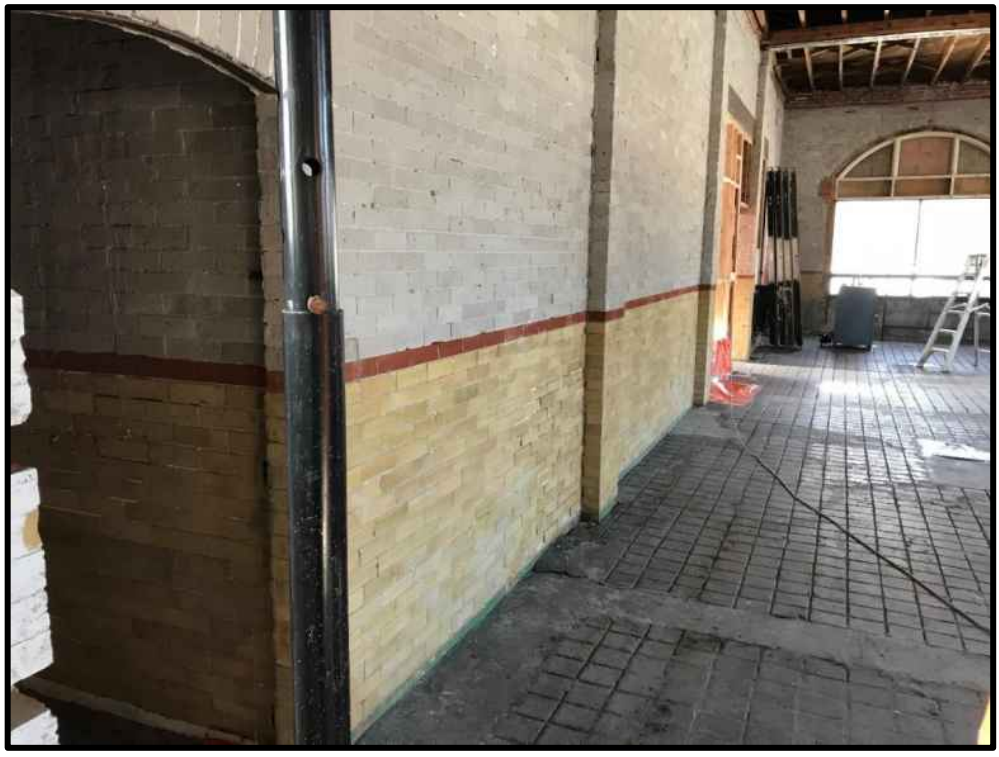


Photo 10 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : RDC : peinture enlevée des murs en briques et plafond dégarni



Photo 11 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : RDC : peinture enlevée des murs en briques et plafond dégarni



Photo 12 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : RDC : peinture enlevée des murs en briques et plafond et murs dégarnis



Photo 13 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage : peinture enlevée des murs en briques et plafond et murs dégarnis



Photo 14 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage : peinture enlevée des murs en briques et plafond et murs dégarnis



Photo 15 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage : peinture enlevée des murs en briques et plafond et murs dégarnis



Photo 16 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : cage d'escalier: murs dégarnis



Photo 17 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : cage d'escalier: plafond dégarni



Photo 18 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: murs et plafonds dégarnis

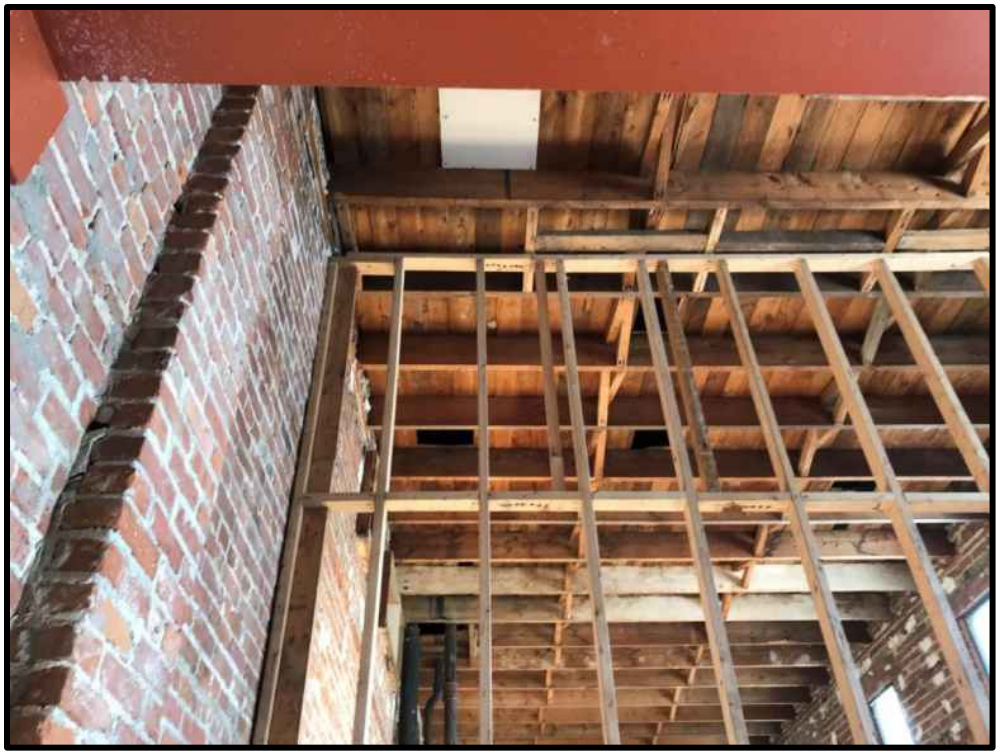


Photo 19 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: murs et plafonds dégarnis



Photo 20 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: mur, plancher et plafond dégarnis



Photo 21 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: mur, plancher et plafond dégarnis



Photo 22 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: mur, plancher et plafond dégarnis



Photo 23 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: plancher et plafond dégarnis



Photo 24 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: plancher et plafond dégarnis



Photo 25 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: plancher dégarni



Photo 26 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: plancher dégarni



Photo 27 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : tour : nettoyée



Photo 28 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : tour : nettoyée



Photo 29 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: plancher et plafond dégarnis



Photo 30 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: plancher et plafond dégarnis



Photo 31 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : 2e étage: plancher dégarnis



Photo 32 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : cage d'escalier menant vers le sous-sol



Photo 33 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : sous-sol : murs dégarnis



Photo 34 Bâtiment résidentiel sis au 2, 45e Avenue, Arrondissement Lachine à Montréal (anciennement caserne de pompiers) : sous-sol : murs dégarnis

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1203496002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal accorde mainlevée pure et simple de l'inscription du droit de résolution résultant de l'acte de vente par la Ville de Montréal à M. Sylvain Bélanger, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 906 376, relativement à un immeuble situé au 2, 45e Avenue, anciennement connu sous le nom de la caserne Lachine-Summerlea, dans l'arrondissement de Lachine N/Réf. : 31H05-005-6048-04

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et sa forme, le projet de convention de mainlevée ci-joint, préparé par Me Josée Deschamps, notaire.

20-000919

FICHIERS JOINTS

V. Finale_Mainlevee.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159
Division : Division du droit notarial

MAINLEVÉE PURE ET SIMPLE

L'AN DEUX MILLE VINGT, le
(- - 2020)

COMPARAÎT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (1er janvier 2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), (ci-après la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, en la ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM
adoptée par le conseil municipal à sa séance du

Ci-après la « **Créancière** »

LAQUELLE, en sa qualité de créancière, accorde mainlevée pure et simple de l'inscription de son droit de résolution, résultant de l'acte de vente par la Ville de Montréal à Sylvain BÉLANGER, reçu devant Me Josée Deschamps, notaire, le douze juin deux mille dix-huit (12-06-2018), et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 906 376.

EN CONSÉQUENCE, la Créancière requiert l'Officier de la publicité foncière de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

DÉCLARATION D'ATTESTATION

Je soussigné, Josée Deschamps, notaire, pratiquant au 360, avenue Lafleur, Montréal (arrondissement LaSalle), Québec, H8R 3H6, atteste que :

- j'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité de la créancière à l'acte de mainlevée;
- l'acte de mainlevée est valide quant à sa forme;
- l'acte de mainlevée traduit la volonté exprimée par la créancière.

Attesté à Montréal, province de Québec, le

_____
Josée DESCHAMPS, notaire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.23

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1204435001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m²), sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m²), tous du cadastre du Québec, sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-04-29 14:01

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204435001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m²), sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

CONTENU

CONTEXTE

La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (la « CSMB ») connaît actuellement une très forte croissance nécessitant de nouveaux locaux. L'arrondissement de Lachine (l'« Arrondissement ») a fait part à la CSMB de la possibilité de mettre à sa disposition l'une de ses propriétés, située au 800, rue Sherbrooke, connue sous le nom de Centre communautaire Albert-Gariépy et du parc adjacent à ce bâtiment, connu comme étant le parc Albert-Gariépy.
Le Centre communautaire Albert Gariépy et son parc sont désignés par les lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268, à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m², tous du cadastre du Québec, et de la circonscription foncière de Montréal, ci-après (l '« Immeuble »). L'immeuble est illustré, à titre indicatif, aux plans A et P, en pièce jointe.

Après analyse, la CSMB est d'avis que cette propriété peut être convertie en école publique pouvant accueillir quatre groupes d'éducation préscolaire et quinze groupes d'enseignement primaire. De ce fait, l'Arrondissement a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») pour donner suite à cette transaction.

Le présent sommaire vise donc à faire approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville vend à la CSMB l'Immeuble mentionné ci-dessus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

En traitement - Approuver le projet de remplacement du lot 2 134 268 du cadastre du Québec, situé à l'ouest de la 7e avenue entre la rue Sherbrooke et la rue Saint-Georges, dans l'arrondissement Lachine, préparé par monsieur François Houle, arpenteur-géomètre, le 2 avril 2020, sous sa minute 20131 (dossier décisionnel 2206895003).
6 avril 2020 - CA - Fermer et retirer du domaine public les lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867), situés au nord de la rue Sherbrooke, entre la 7e et 9e avenue, dans l'arrondissement de Lachine (dossier décisionnel 1204435003).

DESCRIPTION

L'Immeuble convoité par la CSMB a une superficie totale approximative de 9 082, 6 m^2, sur lequel est érigé un bâtiment de deux étages avec sous-sol, portant l'adresse civique 800, rue Sherbrooke. Présentement, ce bâtiment est utilisé comme centre communautaire et l'Arrondissement y accueille une vingtaine d'organismes communautaires et une partie de l'équipe de la Direction - Culture, sports, loisirs et développement social. Depuis plus d'un an, l'Arrondissement a travaillé différents scénarios de relocalisation. Tous les organismes ont été rencontrés et certains organismes partenaires ont déjà quitté les lieux vers d'autres locaux municipaux. Afin de répondre à l'ensemble des besoins, l'Arrondissement devra également louer des espaces commerciaux afin d'y loger trois organismes. La démarche pour la location de ces espaces commerciaux est présentement en cours avec la division des locations du le SGPI et fera l'objet d'un sommaire ultérieurement.
La CSMB deviendra propriétaire de l'Immeuble à la date de signature de l'acte, mais celle-ci consent à ce que les organismes affiliés à la Ville qui occupent des locaux de l'Immeuble puissent y demeurer jusqu'au 31 août 2020.

Au niveau du parc Albert-Gariépy, localisé en front sur la rue Saint-Georges et représenté par la trame hachurée sur le plan P ci-joint, s'y trouve une aire de jeux construite par l'Arrondissement. Afin de maintenir ces installations récréatives, il est prévu à l'acte que la CSMB et l'Arrondissement conviendront d'une entente de type parc-école, laquelle devra être approuvée et signée par les parties avant le 1er juillet 2020.

Au niveau des obligations que l'on retrouve à l'acte, il est notamment prévu :

Pour la CSMB :

· D'investir un montant minimal de 500 000 $ afin de rénover le bâtiment aux fins d'une école publique et de compléter les travaux de rénovation dans un délai de trois ans suivant la signature de l'acte de vente. Cette obligation est garantie par une clause résolutoire. Toutefois, advenant la résolution de cette vente, la Ville ne pourra pas conserver les deniers payés par la CSMB pour l'acquisition de l'Immeuble.

· De permettre à la Ville et à ses organismes d'utiliser, sans contrepartie financière, les installations situées au sous-sol du bâtiment (salle de judo et studios de musique), à l'extérieur des heures de classe et les fins de semaine, une fois les travaux de rénovation du bâtiment réalisés, et ce, jusqu'à ce que le centre communautaire et sportif de l'Arrondissement, prévu dans le secteur Lachine-Est soit construit. Cette utilisation est comprise dans le champ d'application de *l'Entente sur le partage des infrastructures scolaires et municipales.*

· De consentir, sans aucune contrepartie, en faveur d'Hydro-Québec, une servitude réelle et perpétuelle pour régulariser la présence d'un hauban en façade de l'Immeuble, dans l'année suivant une demande à cet effet.

Pour la Ville :

· D’annuler la servitude en faveur d’Hydro-Québec publiée sous le numéro 1 094 001. Cette annulation fait l'objet du dossier décisionnel 2204435001 qui est en cours de traitement.

· D'enlever, au plus tard dans les six mois de la signature de l’acte de vente, l’enseigne annonçant le centre communautaire Albert-Gariepy, laquelle enseigne est située en façade de l’Immeuble sur la rue Sherbrooke.

· D'accorder une mainlevée de la clause résolutoire lorsque la CSMB fournira à la Ville une preuve qui démontrera la réalisation de son obligation d’investissement dans le bâtiment, d’une somme égale ou supérieure à 500 000 $.

Au niveau de l’état de la qualité des sols, la CSMB a procédé à une étude de caractérisation environnementale dans laquelle un budget estimé de 270 805 $ est requis pour réhabiliter les sols. Cependant, il est prématuré de défalquer ce coût du prix de vente, car l’étude réalisée par la CSMB n'est pas encore validée par le Service de l'environnement. De ce fait, une convention de retenue a été rédigée afin que le notaire instrumentant puisse retenir du prix de vente, dans son compte en fidéicommis, un montant de 270 805 $ afin de tenir compte de la possible contamination des sols pour l’usage prévu. La Ville et la CSMB auront jusqu'au 17 décembre 2020 pour s’entendre sur le montant à défalquer. Si le coût estimé par cette nouvelle étude est acceptable aux deux parties, le notaire instrumentant pourra remettre à la CSMB le montant de cette estimation, et le solde de la retenue à la Ville. Si aucune entente n’est intervenue avant le 17 décembre 2020, le notaire instrumentant remettra à la Ville le montant total de la retenue comme paiement final de la transaction. Dans tous les cas, il est convenu que le montant à défalquer du prix de vente ne pourra excéder 270 805 $.

Quant à la garantie, la CSMB acquiert l'Immeuble sans aucune garantie et à ses risques et périls.

JUSTIFICATION

Il est recommandé de procéder à la vente de l'Immeuble pour les motifs suivants, à savoir :

- La CSMB a obtenu le financement du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour la conversion de l'Immeuble en école publique;
- La réalisation de cette école répond à un besoin urgent de trouver des nouveaux locaux pour la CSMB et aide à la rétention des familles sur le territoire;
- La Ville et ses organismes pourront continuer d'utiliser le sous-sol du bâtiment, à l'extérieur des heures de classe et les fins de semaine;
- L'Arrondissement et la CSMB conviendront d'une entente parc-école pour maintenir l'aire de jeux existante et construite par l'Arrondissement;
- L'Arrondissement s'est montré favorable à cette vente en approuvant le retrait et la fermeture du domaine public de l'Immeuble à sa séance du 6 avril dernier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix de vente convenu entre les parties est de 3 840 113 $ (422,8 $/$m^2$) et est conforme à la valeur marchande selon la Division des analyses immobilières.
Le rôle d'évaluation foncière indique une valeur de 4 603 700 $. Cette valeur est toutefois

établie selon les principes et concepts de « valeur réelle » en matière de fiscalité municipale et les paramètres qui lui sont propres.
La valeur aux livres pour fins comptables est de 1 036 347, 56 $
L'intervention du Service des finances comptabilise le produit de la vente ainsi que le coût aux livres.

Quant aux coûts de relocalisation des organismes, ces derniers seront confirmés dans un sommaire distinct lors de l'approbation des baux de location.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de donner suite à cette recommandation, la CSMB ne pourra pas répondre à sa très forte croissance et convertir l'Immeuble en école publique.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'approbation de ce dossier décisionnel n'a aucun risque en lien avec la COVID-19.
Au niveau des enjeux, reporter l'approbation de ce dossier décisionnel au-delà du mois de mai pourrait avoir un impact pour la CSMB. En effet, suite à l'adoption de la loi 40 et ses amendements, la CSMB sera abolie au courant du mois de juin. La CSMB a présentement les résolutions et le pouvoir pour donner suite à l'acquisition de l'Immeuble. Repousser l'approbation aura comme impact d'obtenir des nouvelles résolutions auprès du nouveau Centre administratif, de modifier le projet d'acte et ne ferait que retarder le projet de construction de cette nouvelle école. À noter que la CSMB souhaite accueillir des élèves dès août 2021, faisant en sorte qu' il n'est pas souhaité de retarder l'échéancier des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée et mise en oeuvre par l'arrondissement de Lachine l'an dernier. La vente de l'Immeuble a été communiquée à l'ensemble des organismes partenaires qui occupent le bâtiment. Plusieurs rencontres ont été organisées avec les représentants de ces organismes afin d'assurer une transition harmonieuse de ce changement important.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juin 2020 : Signature de l'acte de vente.
Mai - Juillet : Signature de l'entente parc-école avant le 1er juillet 2020.
Été 2020 : Approbation du dossier décisionnel de la division des locations visant la relocalisation des organismes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ivan TARASYUK)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie HOULE, Lachine

Lecture :

Stéphanie HOULE, 28 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-23

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

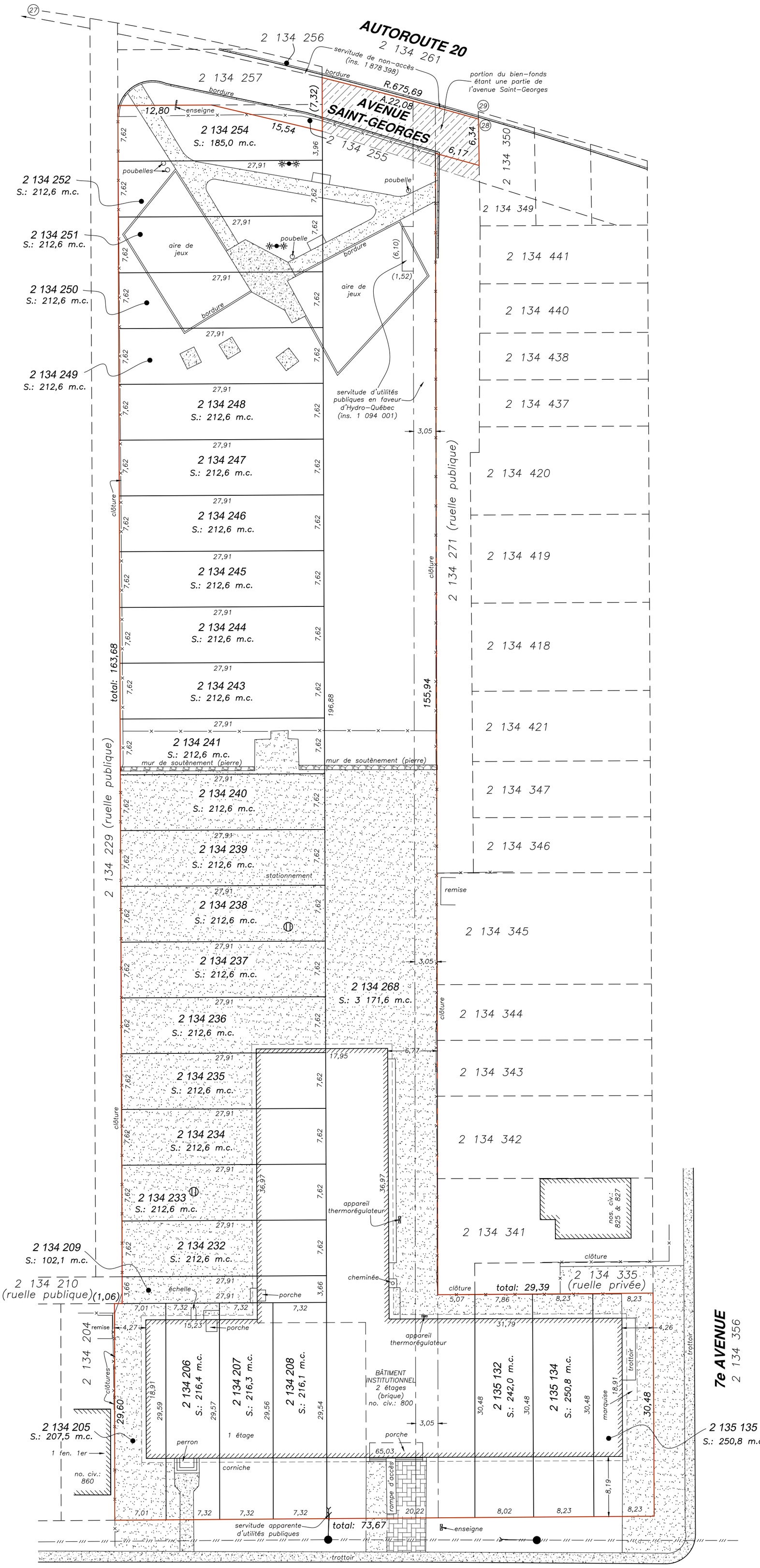
Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-04-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-28



Note(s):

- *Ce plan ainsi que le rapport qui l'accompagne font partie intégrante du présent certificat de localisation, qui a été préparé uniquement pour les fins d'une transaction immobilière et/ou d'un financement.*
- *Il ne devra en aucun temps être utilisé ou invoqué pour d'autres buts sans l'autorisation écrite du soussigné.*
- *Les distances au bâtiment principal ont été mesurées à son parement (brique).*
- *Le levé des lieux a été réalisé le 17 mai 2019.*

Cette minute abroge et remplace la minute 19329 émise le 27 mai 2019.

HOULE
Arpenteurs-Géomètres / Quebec Land Surveyors
655, 32e Avenue
Bureau 206
Lachine, Qc
H8T 3G6
Fax. (514) 634-0908
Tél. (514) 634-2530

Signé à Montréal,

Signé

FRANÇOIS HOULE a.-g.

Copie conforme/True copy . . . . . .

FRANÇOIS HOULE a.-g.

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Échelle / Scale: 1:400 (SI)

Cadastre	QUÉBEC
Lot(s)	2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 134 268, 2 135 132, 2 135 134 & 2 135 135
Municipalité / Municipality	VILLE DE MONTRÉAL
Arrondissement / Borough	LACHINE
Circon. Foncière / Reg.division	MONTRÉAL

Chef d'équipe / Crew chief: VL — Calculé par / Computed by: CML — Dessiné par / Drawn by: CML — Vérifié par / Verify by: FH

Date: 26 juillet 2019

Minute: 19554 — Dossier / File: 52047

52047

CERTIFICAT DE LOCALISATION

800, rue Sherbrooke
Ville de Montréal, arrondissement de Lachine
Lot(s): 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à
2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254,
2 134 268, 2 135 132, 2 135 134 et 2 135 135
Cadastre du Québec

Consultant
François Houle, a.g.

Minute: 19554
Date: 26 juillet 2019

FRANÇOIS HOULE
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE
QUEBEC LAND SURVEYOR

655, 32e Avenue, suite 206
Lachine (Qc) H8T 3G6
Fax : (514) 634-0908
Téléphone : (514) 634-2530

Canada
Province de Québec
Circonscription foncière de Montréal

CERTIFICAT DE LOCALISATION
le rapport

Je, soussigné, François Houle, arpenteur-géomètre, dûment qualifié pour exercer ma profession dans la province de Québec, déclare que :

1. MANDAT

À la demande de « Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys », j'ai préparé ce document qui représente mon opinion sur la situation et la condition actuelles du bien-fonds ci-après mentionné, le tout au sens du règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation (RLRQ, c. A-23, r.10). Conformément audit règlement, j'ai vérifié les éléments mentionnés aux paragraphes 1° à 23° du premier alinéa de l'article 9 dudit règlement, à savoir :

2. OPÉRATIONS D'ARPENTAGE

L'arpentage des lieux a été réalisé le 17 mai 2019, dans le but de contrôler l'occupation et de vérifier la position et les mesures des bâtiments en rapport avec les limites de l'emplacement ci-après désigné.

3. DESCRIPTION ACTUALISÉE DU BIEN-FONDS

Cette propriété est composée de trente lots situés dans la circonscription foncière de Montréal, désignés comme étant les lots **2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 134 268, 2 135 132, 2 135 134 et 2 135 135** du cadastre du Québec. Le périmètre extérieur irrégulier de cet emplacement est borné et décrit de la manière suivante :

BORNANT		**LIGNE**	**MESURE (mètres)**
Nord	2 134 257 (avenue Saint-Georges)	droite	12,80
Nord-est	2 134 255 (avenue Saint-Georges)	droite	15,54
Ouest	2 134 255 et 2 134 257 (avenue Saint-Georges)	droite	7,32
Nord-est	2 134 261 (autoroute 20)	courbe	arc : 22,08 rayon : 675,69
Est	2 134 350 (avenue Saint-Georges)	droite	6,34
Sud-ouest	2 134 271 (ruelle publique)	droite	6,17

Est	2 134 271 (ruelle publique), 2 134 345, 2 134 344, 2 134 343, 2 134 342 et 2 134 341	droite	155,94
Nord	2 134 341 et 2 134 335 (ruelle privée)	droite	29,39
Est	2 134 356 (7e avenue)	droite	30,48
Sud	2 135 131 (rue Sherbrooke)	droite	73,67
Ouest	2 134 204	droite	29,60
Nord	2 134 210 (ruelle publique)	droite	1,06
Ouest	2 134210 et 2 134 229 (ruelles publiques)	droite	163,68

Cet emplacement contient une superficie totale de 9 310,6 mètres carrés.

4. <u>TITRE DE PROPRIÉTÉ</u>

Les recherches au bureau de la publicité des droits ont été effectuées le 21 mai 2019.

« LA VILLE DE LACHINE » est propriétaire du bien-fonds présentement à l'étude pour avoir acquis :

1- une partie du lot 752-402 du cadastre de la Ville de Lachine, de « LES COMMISSAIRES D'ECOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU TRÈS SAINT SACREMENT EN LA CITE DE LACHINE » aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Jean-Marie Trépanier, notaire, le 13 juin 1972 et publié au bureau de la publicité des droits de Montréal le 12 juin 1973 sous le numéro ***2 435 998***. Cette partie du lot 752-402 a été vendue pour permettre l'ouverture et l'entretien d'une route au Sud du boulevard Métropolitain entre la 6e avenue et la 12e avenue, en la Cité de Lachine, maintenant connue comme étant l'avenue Saint-Georges.

2- les lots 752-341 à 752-344, 752-370 à 752-389, 753-989 à 753-991 et une partie des lots 752-345, 752-390 et 752-402 du cadastre de la Ville de Lachine, de « LA COMMISSION SCOLAIRE DU SAULT-SAINT-LOUIS » aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Léopold Gaston, notaire, le 5 décembre 1983 et publié au bureau de la publicité des droits de Montréal le 6 décembre 1983 sous le numéro ***3 425 499*** et corrigé sous le numéro ***3 474 663***.

5. <u>HISTORIQUE CADASTRAL</u>

Le bien-fonds a été immatriculé au cadastre de la façon suivante :

Une partie des lots 752 et 753, lors de la mise en vigueur du cadastre officiel de la Ville de Lachine, le 2 novembre 1877.

Une partie des lots 753-15, 753-16 et 753-17 du cadastre de la Ville de Lachine en vertu d'une subdivision entrée en vigueur le 19 mai 1892 et annulée le 5 avril 1895.

Les lots 753-989, 753-990 et 753-991 du cadastre de la Ville de Lachine en vertu d'une subdivision entrée en vigueur le 17 décembre 1912. Le lot 753-989 est corrigé le 29 mai 1913.

Les lots 752-341 à 752-344, 752-370 à 752-389 et une partie des lots 752-345, 752-390 et 752-402 du cadastre de la Ville de Lachine en vertu d'une subdivision entrée en vigueur le 10 septembre 1913.

Les lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 134 268, 2 135 132, 2 135 134 et 2 135 135 du cadastre du Québec lors du dépôt de la rénovation cadastrale d'une partie du cadastre de la Ville de Lachine le 9 août 2002.

6. <u>CONCORDANCE ENTRE L'OCCUPATION, LE CADASTRE ET LA DESCRIPTION INSCRITE AUX TITRES</u>

Après avoir fait l'analyse des éléments comparables provenant de l'occupation du secteur, des titres de propriété et du cadastre, j'ai constaté :

Que l'immeuble présentement à l'étude correspond à la désignation du bien-fonds, soit une partie du lot 752-402 du cadastre de la Ville de Lachine, mentionnée à la description dudit titre d'acquisition enregistré sous le numéro ***2 435 998*** et les lots 752-341 à 752-344, 752-370 à 752-389, 753-989 à 753-991 et une partie des lots 752-345, 752-390 et 752-402 du cadastre de la Ville de Lachine, mentionnée à la description dudit titre d'acquisition enregistré sous le numéro ***3 425 499*** et corrigé sous le numéro ***3 474 663***.

Que les limites du bien-fonds, établies à partir de l'analyse foncière, sont conformes à celles montrées au plan cadastral du Québec pour les lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 134 268, 2 135 132, 2 135 134 et 2 135 135, au cadastre précédent pour les lots 752-341 à 752-344, 752-370 à 752-389, 753-989 à 753-991 et une partie des lots 752-345, 752-390 et 752-402 du cadastre de la Ville de Lachine et aux titres d'acquisition enregistrés sous les numéros ***2 435 998*** et ***3 425 499***, le tout en considérant spécifiquement la désignation des bornes contenant le bien-fonds.

Considérant les dimensions et la superficie du bien-fonds, établies à partir de l'analyse foncière, j'ai observé des différences comparativement avec celles montrées au plan cadastral du Québec pour les lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 134 268, 2 135 132, 2 135 134 et 2 135 135, au cadastre précédent pour les lots 752-341 à 752-344, 752-370 à 752-389, 753-989 à 753-991 et une partie des lots 752-345, 752-390 et 752-402 du cadastre de la Ville de Lachine et aux titres d'acquisition enregistrés sous les numéros ***2 435 998*** et ***3 425 499***, le tout tel qu'il appert au tableau suivant:

Limites	***Bien-fonds***	***Plan cadastral du Québec***	***Cadastre précédent***	***Titres 2 435 998*** et ***3 425 499***
Nord	*12,80*	*12,80*	*n/a*	*12,80*
Nord-est	*15,54*	*15,08*	*n/a*	*15,08*
Ouest	*7,32*	*7,37*	*n/a*	*6,34*
Nord-est	*a. 22,08* *r. 675,69*	*a. 22,40* *r. 675,69*	*n/a*	*16,37*
Est	*6,34*	*6,34*	*n/a*	*6,34*
Sud-ouest	*6,17*	*6,17*	*n/a*	*n/a*
Est	*155,94*	*157,31*	*n/a*	*154,78*
Nord	*29,39*	*28,89*	*n/a*	*n/a*
Est	*30,48*	*30,48*	*30,48*	*n/a*
Sud	*73,67*	*73,57*	*73,55*	*n/a*
Ouest	*29,60*	*28,96*	*29,60*	*n/a*
Nord	*1,06*	*n/a*	*n/a*	*n/a*
Ouest	*163,68*	*163,68*	*163,68*	*n/a*
Superficie	*9 310,6*	*9 326,1*	*n/a*	*n/a*

Une modification cadastrale pourrait être produite de manière à ce que la description cadastrale de la propriété corresponde à l'assiette foncière déterminée par cette expertise et à l'occupation générale des lieux.

Par ailleurs, les marques d'occupation limitrophes observées sur le site sont situées aux endroits indiqués sur le plan ci-annexé et ne sont pas nécessairement représentatives des limites de propriété, à savoir :

À l'avant du côté Ouest, il y a deux (2) clôtures le long du lot 2 134 204: la clôture la plus à l'Est est située sur la limite de propriété tandis que la seconde clôture est située à l'extérieur du bien-fonds. À l'arrière le long de la ruelle Ouest, la clôture le long des lots 2 134 232 à 2 134 240, est située sur la limite de propriété tandis que la partie le long de lots 2 134 241 et 2 134 243 à 2 134 252 et 2 134 255, est en majeure partie située sur le bien-fonds. De plus, la clôture le long de l'extrême côté Nord et le long du côté Nord-est, est située de part et d'autre de la limite de propriété. Également, du côté Est et du côté Nord, les clôtures le long des ruelles, connues comme étant les lots 2 134 341 et 2 134 335 (ruelle privée), sont situées sur les limites de propriété. Le tout tel qu'il appert au plan accompagnant ce rapport.

7. DESCRIPTION DE LA BÂTISSE

Ce bâtiment institutionnel porte le numéro civique **800, rue Sherbrooke, Ville de Montréal, arrondissement de Lachine**. Les dimensions et la localisation de cette structure de deux étages, dont le revêtement extérieur est en brique, sont montrées sur le plan ci-annexé.

Deux (2) enseignes et deux (2) appareils thermorégulateurs (biblocs) sont également érigés à l'intérieur du bien-fonds.

8. MUR ET LIMITES

Il n'y a aucun mur mitoyen apparent au sens de l'article 1003 du Code civil du Québec.

Le bâtiment présentement à l'étude est entièrement érigé à l'intérieur du périmètre reconstitué par la présente expertise.

La position et la configuration des limites du bien-fonds, illustrées sur le plan accompagnant ce rapport, représentent mon opinion sur celles-ci et n'ont pas un caractère immuable et définitif au sens de la loi car seul un procès-verbal de bornage leur confère ce caractère.

9. EMPIÉTEMENT, SURPLOMB

Il n'y a aucun empiétement apparent sinon ceux qui pourraient découler de l'occupation décrite au dernier paragraphe de l'article « CONCORDANCE ENTRE L'OCCUPATION, LE CADASTRE ET LA DESCRIPTION INSCRITE AUX TITRES » et montrée sur le plan accompagnant ce rapport.

10. ANALYSE DU REGISTRE FONCIER

10.1. Servitudes inscrites

Il n'existe aucune servitude inscrite comme telle sur le registre foncier et qui touche le bien-fonds, à l'exception de ce qui suit :

1 094 001: Servitude d'utilités publiques en faveur d'Hydro-Québec contre une partie du lot 2 134 268.

Selon l'état des lieux lors de notre dernière visite, il m'apparaît que cette servitude semble désormais inutile du fait que nous n'avons constaté la présence d'aucune infrastructure de desserte électrique ou autre à l'intérieur de l'assiette illustrée au plan accompagnant ce rapport.

1 878 398: Servitude de non-accès à la route 2 (Autoroute 20).

4 187 493: Servitude de droit de vue contre une partie du bien-fonds, soit le lot 2 134 205, et en faveur de la propriété voisine, connue comme étant le lot 2 134 204.

10.2. Bornage

Aucun procès-verbal de bornage, établissant une ou des limites du bien-fonds, n'a été publié au registre foncier du bien-fonds.

10.3. Expropriation

Il n'y a aucun avis d'expropriation ou de réserve pour fins publiques enregistré comme tel sur le registre foncier et qui touche le bien-fonds.

10.4. Biens patrimoniaux

Aucun avis n'est inscrit sur le registre foncier à l'effet que le bien-fonds constitue un bien patrimonial ou qu'il est situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une aire de protection ou d'un site patrimonial en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (chapitre P-9.002).

Une recherche notariale approfondie pourrait révéler d'autres droits affectant le bien-fonds à l'étude.

11. CHARGES, SERVITUDES APPARENTES ET AUTRES CONSTATATIONS

11.1. Vues

11.1.1. Vues exercées sur les propriétés voisines

Selon mon opinion, toutes les vues exercées par le bien-fonds sont situées au-delà des distances prescrites aux articles 993 et 994 du Code civil du Québec.

11.1.2. Vues exercées par les propriétés voisines

Dans le mur Est du bâtiment érigé sur la propriété voisine, connue comme étant le lot 2 134 204, il existe une fenêtre au 1er étage située à une distance moindre du bien-fonds que celle prescrite par la loi.

11.2. Charge apparente

Le long de la limite Sud, il existe deux (2) haubans d'utilités publiques pour lesquels aucune servitude n'a été relevée à l'index aux immeubles consultés.

11.3. Autres constatations

À l'avant, du côté Sud, l'enseigne est entièrement érigée à l'intérieur de la rue Sherbrooke, connue comme étant le lot 2 135 131. De plus, à l'arrière, de l'extrême côté Nord, l'enseigne est érigée sur la limite de l'emprise de l'avenue Saint-Georges, connue comme étant le lot 2 134 257. Le tout tel qu'il appert au plan accompagnant ce rapport.

Également, un partie du bâtiment et certaines structures du parc à l'arrière sont situés à l'intérieur de l'assiette de la servitude. Toutefois, tel que mentionné précédemment, il m'apparaît que cette servitude semble désormais inutile du fait que nous n'avons constaté la présence d'aucune infrastructure de desserte électrique ou autre à l'intérieur de celle-ci, tel qu'illustré au plan accompagnant ce rapport.

La partie Nord-est de cette propriété constitue une partie de l'emprise de l'avenue Saint-Georges, tel qu'indiqué plus haut au paragraphe 2 de la section 4.0 « TITRE DE PROPRIÉTÉ », cette partie du lot 752-402 a été vendue pour permettre l'ouverture et l'entretien d'une route au Sud du boulevard Métropolitain (Autoroute 20) entre la 6e avenue et la 12e avenue, en la Cité de Lachine. Cette partie de terrain pourrait faire l'objet d'une opération cadastrale afin qu'elle soit immatriculée distinctement étant donné son aménagement et son usage à titre de voie publique.

12. CONDITION ACTUELLE DE L'IMMEUBLE EN RAPPORT AVEC CERTAINS RÈGLEMENTS ET LOIS QUI PEUVENT L'AFFECTER

12.1. Réglementation municipale de zonage

12.1.1. Zone

La présente propriété est située à l'intérieur de la zone R-327 du plan de zonage en vigueur actuellement.

12.1.2. Conformité de la position

Selon mon opinion, la position de la bâtisse est conforme aux exigences du règlement de zonage municipal en vigueur actuellement, depuis le 30 septembre 2005, et ce quant aux marges minimales de recul en rapport aux limites du bien-fonds, à l'exception de la somme des marges latérales de 8,53 mètres qui est moindre que la somme minimale des marges latérales de 9,1 mètres requise par le présent règlement.

Selon les informations inscrites au rôle d'évaluation de la Ville de Montréal, arrondissement de Lachine, la bâtisse aurait été érigée en 1960.

L'article 3.1 du règlement de zonage numéro 2710 stipule que :

« L'usage dérogatoire d'une construction ou d'un terrain ou une construction dérogatoire existante à la date d'entrée en vigueur du présent règlement est protégé par des droits acquis pourvu que cet usage ou construction ait été effectué conformément aux règlements alors en vigueur. Tout bâtiment principal pour lequel un permis de construction ou d'agrandissement a été émis avant le ***2 septembre 1992****, ou qui a été construit ou agrandi avant le* ***19 mars 1968****, peut demeurer tel qu'il est actuellement érigé et est réputé être et avoir toujours été conforme au règlement de l'époque, s'il ne déroge qu'aux exigences suivantes du présent règlement :*

a) type de bâtiment
b) dimensions minimales du bâtiment
c) hauteur de bâtiment
d) marges de recul minimales du bâtiment
e) pourcentage d'occupation au sol
f) coefficient d'occupation du sol. »

Dans le cadre du présent certificat de localisation, la conformité et la dérogation de la position des structures, bâtiments et dépendances, par rapport aux limites du bien-fonds, ont été vérifiées uniquement en regard du règlement de zonage municipal en vigueur au moment de la préparation dudit certificat.

Ledit règlement de zonage est muet quant aux distances minimales requises des enseignes en rapport aux limites du bien-fonds.

Ledit règlement de zonage est muet quant aux distances minimales requises des appareils thermorégulateurs (biblocs) en rapport aux limites du bien-fonds.

12.1.3. Aire de protection

Aucune disposition n'apparaît au règlement municipal de zonage à l'effet que le bien-fonds constitue un bien patrimonial ou qu'il est situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une aire de protection ou d'un arrondissement historique.

12.1.4. Zone à risque

Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone de protection, d'une bande de protection autre qu'une bande de protection riveraine, d'une zone d'inondation ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage.

12.1.5. Bande de protection riveraine

La propriété présentement à l'étude n'est pas située, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une bande de protection riveraine établie par le règlement municipal de zonage pris en vertu du décret concernant la « Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables » (D. 468-2005, 05-05-18).

12.2. Zone inondable

Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone d'inondation cartographiée en vertu de la Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau, signée en 1976 et ses modifications subséquentes.

12.3. Territoire agricole

Le bien-fonds n'est pas inclus à l'intérieur d'une zone protégée pour fins agricoles en vertu de la Loi sur la Protection du Territoire Agricole (RLRQ, c. P-41.1).

12.4. Zone aéroportuaire

Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone aéroportuaire, établie par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique (L.R.C., c. A-2) et déposé au bureau de la publicité des droits.

12.5. Ensemble immobilier

L'immeuble ne présente pas d'éléments apparents d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la loi sur la régie du logement (RLRQ, c. R-8.1).

13. NOTES

Toutes les dimensions mentionnées dans ce rapport et sur le plan sont des mesures métriques. Toute reproduction est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur R.S.C., C-30, S1.

Ce rapport ainsi que le plan qui l'accompagne font partie intégrante du présent certificat de localisation qui a été préparé uniquement aux fins d'une transaction immobilière et/ou d'un financement. Ce certificat de localisation a été préparé pour le compte et le seul bénéfice du mandant et de ses ayants droit. Il ne devra en aucun temps être utilisé ou invoqué pour d'autres fins auxquelles il est destiné, sans l'autorisation écrite du soussigné.

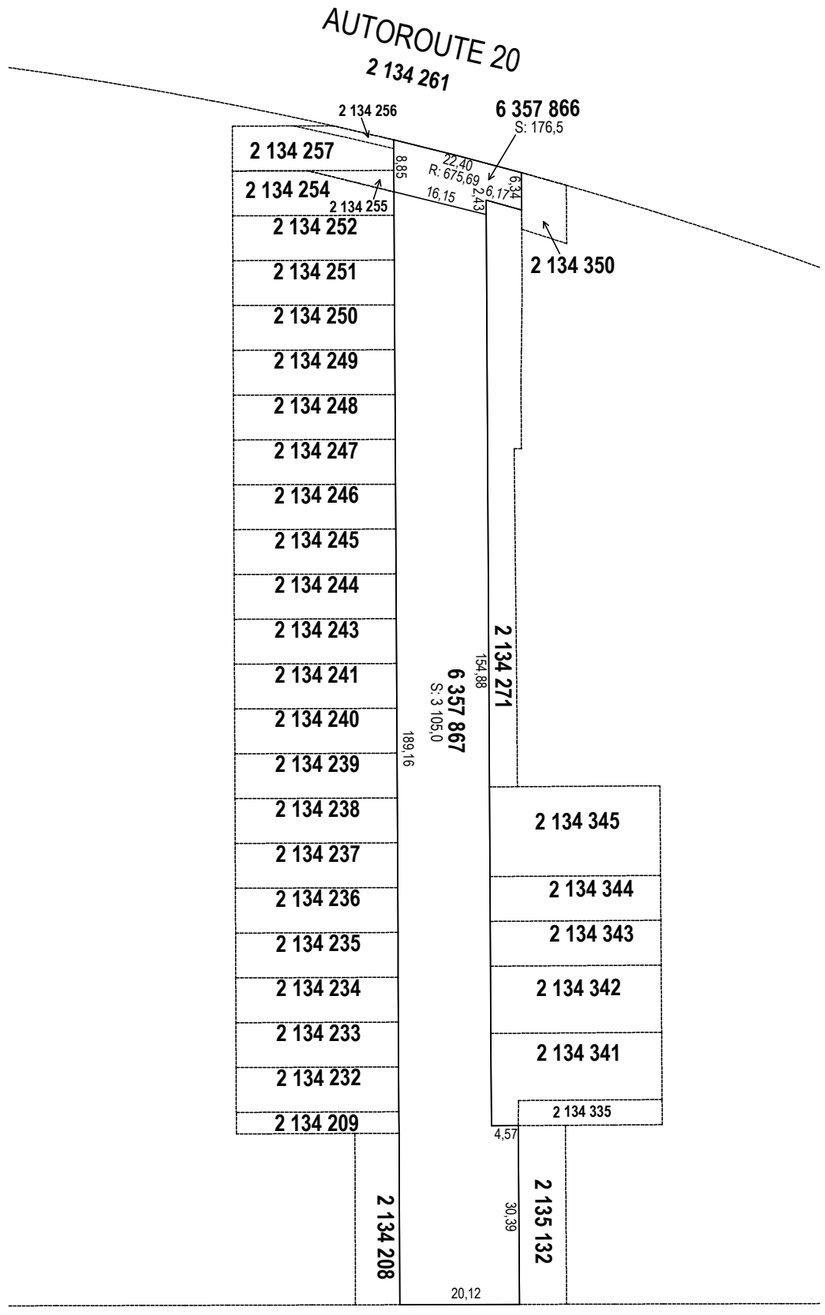
Signé à Montréal, ce 26 juillet 2019, sous le numéro 19554 de mes minutes et classé sous le numéro 52047 des dossiers de l'étude HOULE arpenteurs-géomètres.

Signé
François Houle
arpenteur-géomètre

François Houle
arpenteur-géomètre
copie conforme à l'original

Cette minute abroge et remplace la minute 19329, émise le 27 mai 2019.

PLAN CADASTRAL



Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1255433

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :

31H05-010-3227

Projection : MTM
Fuseau : (8)

Échelle : 1000

ACTIONS DEMANDÉES:

REMPLACER: LE LOT 2 134 268
CRÉER: LES LOTS 6 357 866 ET 6 357 867

NON DÉPOSÉ OFFICIELLEMENT

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

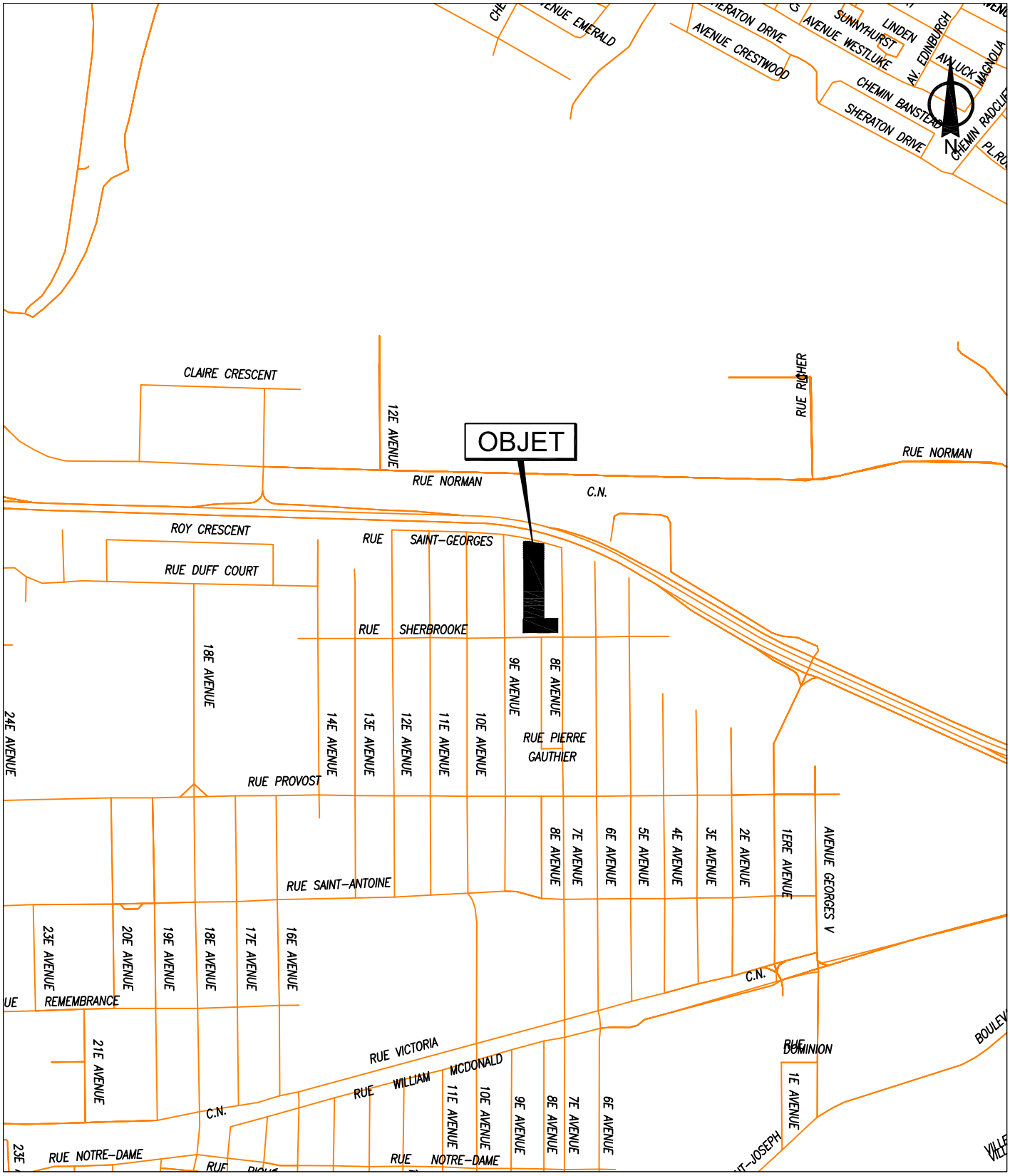
Préparé à Montréal

Signé numériquement par: François Houle
a.-g. (matricule 1969)

Minute: 20131 datée du 2 avril 2020
Dossier ag: 52047

Copie authentique de l'original,
le

Pour le ministre

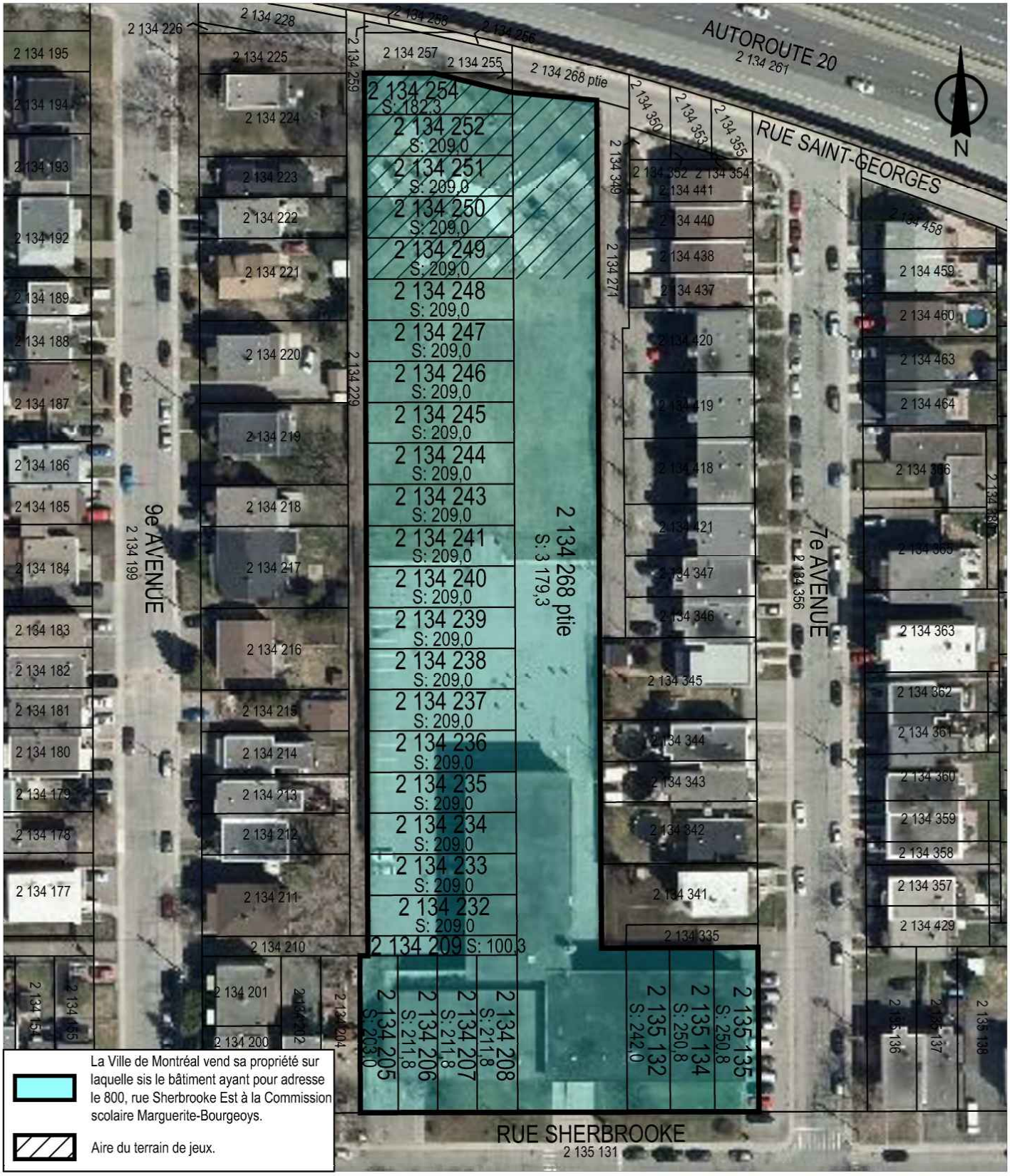


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-6353-08
Mandat: 19-0065-T
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 02-04-2019

Lachine
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-6353-08
Mandat: 19-0065-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1000
Date: 02-04-2019

Lachine
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204435001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m²), sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à leur validité et à leur forme, le projet d'acte de vente et la convention de retenue ci-joints, préparés par Me Isabelle Garneau, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me Isabelle Garneau. Nous avons reçu confirmation de Me Ophélie Scott, avocate de l'acquéreur, à l'effet que l'acquéreur est d'accord avec le projet d'acte et avec la convention de retenue soumis et qu'il s'engage à les signer sans modification.

FICHIERS JOINTS

2020-04-24- Convention de retenue finale (IT).doc

2020-04-24 VENTE-Centre Gariepy version FINALE propre - IT.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ivan TARASYUK
Notaire
Tél : 514-872-2733

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-24

Nissa KARA FRECHET
Chef de division
Tél : 514-464-8731
Division : Droit notarial

VENTE D'UN IMMEUBLE

L'AN DEUX MILLE VINGT
LE JOUR DU MOIS DE

DEVANT **Me Isabelle GARNEAU**, notaire, pratiquant en la ville de Montréal, province de Québec.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ., c. C-11.4), (la « **Charte** »), étant aux droits de l'ancienne Ville de Lachine, en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège social au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM , adoptée par le conseil municipal à sa séance du deux mille vingt (2020);

copie certifiée de cette (ces) résolution(s) demeure(nt) annexée(s) aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Un avis d'adresse pour la Ville a été inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro **6 019 444**.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS, personne morale de droit public constituée conformément aux dispositions de la *Loi sur l'instruction publique*, dont le siège social est situé au 1100, boulevard de la Côte-Vertu, Montréal, Québec H4L 4V1, dûment représentée aux fins des présentes par son directeur général, Monsieur Dominic Bertrand, dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu de la résolution CC18/19-02-108 du conseil des commissaires du 26 février 2019 dont copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'« **Acquéreur** »

La Ville et l'Acquéreur étant également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Acquéreur.

ATTENDU QUE la Ville a transmis une demande d'annulation à Hydro-Québec pour la servitude d'utilités publiques en faveur d'Hydro-Québec publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 094 001.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

Sujet aux définitions contenues aux présentes, les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

Arrondissement : désigne l'arrondissement de Lachine;

Bâtiment : désigne une construction comprenant deux (2) étages avec le sous-sol, portant l'adresse civique du 800, rue Sherbrooke, arrondissement de Lachine, à Montréal, province de Québec, H8S 1H2;

Aire de jeux : installations récréatives construites par l'Arrondissement et localisées en front à la rue Saint-Georges;

Directeur : le directeur de la direction des Transactions immobilières au Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville ou son remplaçant désigné;

Force majeure : désigne tout événement imprévisible et irrésistible échappant au contrôle de l'Acquéreur contre lequel celui-ci ne peut pas se protéger ou se prémunir; comprend notamment et sans limiter la portée de ce qui précède : tout sinistre provoqué par la nature, épidémie, incendie, accident, guerre, insurrection, émeute, acte de terrorisme, grèves illégales, arrêt ou ralentissement de travail spontané, obéissance à un acte du gouvernement ou à une ordonnance d'un tribunal ou d'une autorité publique autre que la Ville;

Entente sur le partage des infrastructures scolaires et municipales : entente-cadre « Réflexe Montréal ».

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend, à des fins d'une école publique, à l'Acquéreur qui accepte, l'immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

Un immeuble situé en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant composé des lots numéros **DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQ (2 134 205)**, **DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT SIX (2 134 206), DEUX MILLIONS**

CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT SEPT (2 134 207), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT HUIT (2 134 208), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT NEUF (2 134 209), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-DEUX (2 134 232), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-TROIS (2 134 233), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-QUATRE (2 134 234), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-CINQ (2 134 235), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-SIX (2 134 236), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-SEPT (2 134 237), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-HUIT (2 134 238), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-NEUF (2 134 239), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE (2 134 240), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE ET UN (2 134 241), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-TROIS (2 134 243), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-QUATRE (2 134 244), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-CINQ (2 134 245), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-SIX (2 134 246), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-SEPT (2 134 247), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-HUIT (2 134 248), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-NEUF (2 134 249), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQUANTE (2 134 250), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQUANTE ET UN (2 134 251), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQUANTE-DEUX (2 134 252), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQUANTE-QUATRE (2 134 254), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-CINQ MILLE CENT TRENTE-DEUX (2 135 132), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-CINQ MILLE CENT TRENTE-QUATRE (2 135 134), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-CINQ MILLE CENT TRENTE-CINQ (2 135 135) et **SIX MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE-SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SEPT (6 357 867)** du **cadastre du Québec**, circonscription foncière de **Montréal**.

Avec une bâtisse portant le numéro **800, rue Sherbrooke, Montréal (arrondissement de Lachine), province de Québec, H8S 1H2** ci-après définie comme « Bâtiment » et les installations récréatives construites par l'arrondissement et localisées en front de la rue Saint-Georges, tel que montrées par une trame hachurée sur un plan joint comme Annexe B, ci-après définies comme « Aire de Jeux »;

Ci-après nommés l'« **l'Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis de la Commission scolaire du Sault Saint-Louis aux termes d'un acte de vente reçu par Me Léopold Gaston, notaire, le cinq (5) décembre mille neuf cent quatre-vingt-trois (1983) et dont copie est publiée au bureau de la publicité

des droits de la circonscription foncière de Montréal le six (6) décembre mille neuf cent quatre-vingt-trois (1983) sous le numéro **3 425 499,** suivi d'un acte de correction reçu par Me Léopold Gaston, notaire, le quinze (15) mai mille neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) et dont copie est publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le seize (16) mai mille neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) sous le numéro **3 474 663.**

FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution numéro CA 20 19 0075, adoptée par le conseil d'arrondissement de Lachine à sa séance du six (6) avril deux mille vingt (2020);

Il est également convenu entre les Parties que l'Acquéreur, et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture de l'Immeuble, de la subsistance, le cas échéant, de tout droit de passage en faveur des propriétaires riverains, malgré ladite fermeture et de la présente vente. L'Acquéreur s'engageant pour lui-même ainsi que pour ses ayants droit renonce de plus à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (les « **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente vente, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni plan, ni certificat de localisation à l'Acquéreur relativement à l'Immeuble.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour avec possession et occupation immédiates.

L'Acquéreur consent à ce que les organismes affiliés à la Ville qui occupent des locaux de l'Immeuble en date des présentes puissent y demeurer jusqu'au trente et un (31) août deux mille vingt (2020).

TRANSFERT DE RISQUES

L'Acquéreur assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

DÉCLARATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare :

a) Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

c) Qu'elle déploiera les efforts nécessaires pour obtenir l'annulation de la servitude d'utilités publiques en faveur d'Hydro-Québec publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 094 001 et que les démarches pour obtenir l'annulation de cette servitude sont en cours;

d) Qu'elle enlèvera, au plus tard, dans les six (6) mois de la signature des présentes, l'enseigne annonçant le centre communautaire Albert-Gariépy, laquelle enseigne est située en face de l'Immeuble sur la rue Sherbrooke.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que l'Acquéreur s'engage à remplir, savoir :

1. Prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve, l'Acquéreur déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

2. Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend

réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

3. Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes et sous réserve des cas d'exemption prévus par la loi;

4. Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif;

5. Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville;

6. Prendre à sa charge les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant, pour l'assister aux fins des présentes.

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT

Cette vente comporte les conditions suivantes relatives à la rénovation du Bâtiment, jugées essentielles pour la Ville et que l'Acquéreur s'engage à remplir, à savoir :

a) L'Acquéreur s'engage à respecter la réglementation en vigueur dans l'Arrondissement pour la réalisation de son futur projet, notamment la réglementation sur le bruit;

b) L'Acquéreur s'engage à investir dans l'Immeuble, un montant minimal de **CINQ CENT MILLE DOLLARS (500 000,00 $)** afin de rénover le Bâtiment et le rendre conforme aux fins d'un établissement scolaire, permettant ainsi d'y ouvrir une école publique dans un délai de trois (3) ans suivant la signature des présentes et ce, en conformité avec toutes les lois et règlements en vigueur;

c) L'Acquéreur s'engage à fournir au Directeur une copie du permis de construction obtenu auprès de l'Arrondissement pour la rénovation du Bâtiment, et ce, dans les **SOIXANTE (60) jours** suivant l'émission de ce permis;

d) L'Acquéreur s'engage à fournir au Directeur un document préparé par un architecte ou par tout autre professionnel ayant l'expertise nécessaire, confirmant que les travaux de réparations, d'améliorations, de réfections et de constructions effectués représentent une somme égale ou supérieure au montant indiqué au paragraphe b) ci-dessus;

e) L'Acquéreur s'engage à compléter lesdits travaux de rénovation du Bâtiment dans un délai de **TROIS (3) ANS** suivant la signature des présentes. Une fois cet investissement réalisé dans le Bâtiment (matériaux installés et main-d'œuvre complétée), la fin de ces

travaux devra être confirmée au Directeur par un certificat d'architecte ou d'ingénieur, à la satisfaction du Directeur.

DROIT DE RÉSOLUTION

Au cas de défaut de l'Acquéreur de se conformer aux obligations prises aux termes des présentes, notamment les obligations contenues au titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT », la Ville pourra, si elle le juge à propos et sans préjudice à ses autres recours, demander la résolution de la présente vente, conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du *Code civil du Québec*, le tout, sans préjudice à ses autres recours. L'Acquéreur s'engage, dans la mesure où la Ville exerce sa clause résolutoire, à signer tout document pertinent pour y donner effet. Dans ce cas, la Ville redeviendra propriétaire de l'Immeuble, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et l'Acquéreur consent à ce que la Ville conserve les bâtiments, impenses, améliorations et additions sur l'Immeuble, à titre de dommages-intérêts liquidés, sans aucune indemnité ou dédommagement pour l'Acquéreur et les tiers. Toutefois, advenant la résolution de la présente vente, la Ville ne pourra pas conserver les deniers payés par l'Acquéreur pour l'acquisition de l'Immeuble.

MAINLEVÉE DU DROIT DE RÉSOLUTION

Pourvu que l'Acquéreur ne soit pas en défaut de remplir l'une quelconque des obligations prises aux termes des présentes, la Ville accordera mainlevée du droit de résolution prévu ci-dessus et ce, dès que :

a) L'Acquéreur aura obtenu son permis de construction pour son projet, lequel permis devra permettre des travaux de rénovation d'une valeur minimale correspondant au montant indiqué au paragraphe b) du titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT »;

b) L'Acquéreur aura remis au Directeur, les documents suivants :

i. une copie dudit permis de construction obtenu auprès de l'Arrondissement pour la rénovation du Bâtiment, démontrant que L'Acquéreur a rencontré les obligations d'investissement établies au titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT »; ou

ii. un document préparé par un architecte ou un ingénieur confirmant que les travaux de réparations, d'améliorations, de réfections et de constructions effectués représentent une somme égale ou supérieure au montant indiqué au paragraphe b) du titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ». La remise de ce rapport au Directeur n'est pas et ne doit pas être interprétée comme une obligation de la Ville de s'assurer que ces travaux ont été faits correctement, mais a uniquement pour but de confirmer à la Ville que ceux-ci ont été réalisés.

c) L'Acquéreur aura soumis une demande de mainlevée par écrit au Directeur, à l'adresse mentionnée au titre « ÉLECTION DE DOMICILE » ci-dessous;

d) L'Acquéreur exploitera le Bâtiment conformément à l'usage projeté en vertu des présentes, soit comme une école publique.

La mainlevée du droit de résolution sera accordée par la Ville lorsque l'ensemble des conditions énoncées ci-dessus aura été rencontré. Aucune mainlevée partielle ou par phase ne pourra être accordée.

La Ville se réserve néanmoins tout droit et recours personnel à l'encontre de l'Acquéreur eu égard aux obligations souscrites par ce dernier aux termes des présentes et notamment, celles contenues au titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DU BÂTIMENT », nonobstant toute mainlevée accordée par la Ville.

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU MAINTIEN DE L'AIRE DE JEUX, ENTRETIEN ET PÉRIODE D'UTILISATION

Les installations récréatives présentes sur l'Aire de jeux feront l'objet d'une **entente de parc-école (ci-après : « entente parc-école) »** distincte de la présente vente entre l'Acquéreur et l'Arrondissement laquelle entente devra être approuvée et signée par les Parties avant le premier (1er) juillet deux mille vingt (2020).

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA PERMISSION D'UTILISER LES INSTALLATIONS SITUÉES AU SOUS-SOL DU BÂTIMENT

L'Acquéreur permettra à la Ville et à ses organismes d'utiliser les installations situées au sous-sol du Bâtiment (salle de judo et dix (10) studios de musique) à l'extérieur des heures de classes et les fins de semaine, une fois que les travaux de rénovation du Bâtiment auront été réalisés conformément aux présentes, et ce, jusqu'à ce que le centre communautaire et sportif de l'Arrondissement prévu dans le secteur Lachine-Est soit construit.

Cette utilisation des installations de l'Acquéreur est comprise dans le champ d'application de l'**Entente sur le partage des infrastructures scolaires et municipales**. Advenant la fin d'application de cette entente, les parties s'entendront sur les conditions de location de la salle de judo et les dix (10) studios de musique, et ce, jusqu'à la construction du Centre communautaire et sportif de l'Arrondissement prévu dans le secteur Lachine-Est. À cet effet, l'Acquéreur s'engage à signer une nouvelle convention sur les conditions de location de la salle de judo et des studios de musique et ce, pour permettre à la Ville et à ses organismes d'utiliser les installations situées au sous-sol du Bâtiment (salle de judo et dix (10) studios de musique).

ENGAGEMENT À CONSENTIR UNE SERVITUDE À HYDRO-QUÉBEC

L'Acquéreur s'engage à consentir, sans aucune contrepartie, en faveur d'Hydro-Québec, une servitude réelle et permanente régularisant la

présence d'un hauban d'utilités publiques, en bonne et due forme, dans l'année suivant une demande à cet effet par la Ville ou par Hydro-Québec.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties reconnaissant que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes les ententes précédentes.

PRIX

Cette vente est faite pour le prix de **TROIS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE MILLE CENT TREIZE DOLLARS (3 840 113,00 $),** que la Ville charge l'Acquéreur de remettre, à la signature des présentes, à son Fiduciaire, M^{e} Isabelle GARNEAU, notaire en fidéicommis, afin que cette dernière en dispose conformément à la Convention de retenue, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

AVIS ET ELECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit ou expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Directeur, au 303, rue Notre-Dame Est, 2^{e} étage, Montréal, H2Y 3Y8;

Avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275 rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec H2Y 1C6.

b) L'Acquéreur : à l'attention du Directeur général, au 1100, boulevard de la Côte-Vertu, Montréal, H4L 4V1.

Pour le cas où l'Acquéreur changerait d'adresse sans dénoncer à la Ville sa nouvelle adresse, l'Acquéreur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

DÉLAIS

Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur. Toutefois, pour déterminer le défaut de l'Acquéreur en raison de quelque délai fixé dans cet acte, on doit tenir compte de tout retard apporté par la Ville elle-même, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder l'accomplissement par l'Acquéreur de ses engagements, ainsi que de toute Force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

DÉCLARATION DES PARTIES RELATIVEMENT À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

La Ville déclare que l'immeuble n'est constitué d'aucune partie occupée à titre résidentiel.

En conséquence, la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*.

Les Parties déclarent que la valeur de la contrepartie est de trois millions huit cent quarante mille cent treize dollars (3 840 113 $).

La TPS représenterait la somme de cent quatre-vingt-douze mille cinq dollars et soixante-cinq cents (192 005,65 $) et la TVQ représenterait la somme de trois cent quatre-vingt-trois mille cinquante et un dollar et vingt-sept cents (383 051,27 $).

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscription sont les suivants :

TPS : 142423862
TVQ : 1021290846

Et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

En conséquence, l'obligation de percevoir les montants de TPS et de TVQ incombe à l'acquéreur.

L'Acquéreur s'engage à effectuer lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le Préambule fait partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE LA *LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES*, (R.L.R.Q., c. D-15.1)

Les parties, ci-après nommées le « cédant » et le « cessionnaire », font, chacune pour elle-même ou conjointement, selon le cas, les déclarations suivantes :

1) Le nom du cédant est : Ville de Montréal;

2) Les nom du cessionnaire est : Commission Scolaire Marguerite-Bourgeoys;

3) Le siège du cédant est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

4) Le siège du cessionnaire est au : 1100, boulevard de la Côte-Vertu, à Montréal, arrondissement de Saint-Laurent, province de Québec, H4L 4V1;

5) L'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

6) Le montant de la contrepartie pour le **transfert de l'Immeuble,** selon le cédant et le cessionnaire, est de **TROIS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE MILLE CENT TREIZE DOLLARS (3 840 113,00 $)**;

7) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : **CINQ MILLIONS CENT QUARANTE-QUATRE MILLE CENT DOLLARS (5 144 100,00 $)**;

6) Le montant du droit de mutation est **de CENT TRENTE-CINQ MILLE QUINZE DOLLARS (135 015,00 $)**;

7) Il y a exonération du paiement du droit de mutation en vertu de l'article 17a) de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*, la Ville, étant un organisme public défini à l'article 1 de la Loi précitée, bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation.

8) Il n'y a pas transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée

ET **LECTURE FAITE**, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé la notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence de la notaire soussignée.

SIGNE : **VILLE DE MONTRÉAL**

_____
Par :

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

_____
Par : Dominic BERTRAND

_____
Me Isabelle GARNEAU, notaire

VRAIE COPIE DE LA MINUTE DEMEURÉE EN MON ÉTUDE

Me Isabelle GARNEAU, notaire

CONVENTION DE RETENUE

ENTRE : **COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS**, personne morale de droit public constituée conformément aux dispositions de la *Loi sur l'instruction publique*, dont le siège social est situé au 1100, boulevard de la Côte-Vertu, à Montréal, province de Québec, H4L 4V1, dûment représentée aux fins des présentes par son directeur général, Monsieur Dominic Bertrand.

ci-après désignée la « **CSMB** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ., c. C-11.4), (la « **Charte** »), étant aux droits de l'ancienne Ville de Lachine, en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège social au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM , adoptée par le conseil municipal à sa séance du deux mille vingt (2020);

ci-après désigné la « **Ville**»

La CSMB et la Ville étant ci-après désignés collectivement les « **Parties** »

ET : **Me Isabelle GARNEAU**, Notaire, ayant son domicile professionnel au 3964, rue Saint-Jacques, Montréal, province de Québec, H4C 1H8;

ci-après désignée le (la) « **Notaire** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la CSMB s'est engagée à acheter de la Ville des immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros deux millions cent trente-quatre mille deux cent cinq (2 134 205), deux millions cent trente-quatre mille deux cent six (2 134 206), deux millions cent

trente-quatre mille deux cent sept (2 134 207), deux millions cent trente-quatre mille deux cent huit (2 134 208), deux millions cent trente-quatre mille deux cent neuf (2 134 209), deux millions cent trente-quatre mille deux cent trente-deux (2 134 232), deux millions cent trente-quatre mille deux cent trente-trois (2 134 233), deux millions cent trente-quatre mille deux cent trente-quatre (2 134 234), deux millions cent trente-quatre mille deux cent trente-cinq (2 134 235), deux millions cent trente-quatre mille deux cent trente-six (2 134 236), deux millions cent trente-quatre mille deux cent trente-sept (2 134 237), deux millions cent trente-quatre mille deux cent trente-huit (2 134 238), deux millions cent trente-quatre mille deux cent trente-neuf (2 134 239), deux millions cent trente-quatre mille deux cent quarante (2 134 240), deux millions cent trente-quatre mille deux cent quarante et un (2 134 241), deux millions cent trente-quatre mille deux cent quarante-trois (2 134 243), deux millions cent trente-quatre mille deux cent quarante-quatre (2 134 244), deux millions cent trente-quatre mille deux cent quarante-cinq (2 134 245), deux millions cent trente-quatre mille deux cent quarante-six (2 134 246), deux millions cent trente-quatre mille deux cent quarante-sept (2 134 247), deux millions cent trente-quatre mille deux cent quarante-huit (2 134 248), deux millions cent trente-quatre mille deux cent quarante-neuf (2 134 249), deux millions cent trente-quatre mille deux cent cinquante (2 134 250), deux millions cent trente-quatre mille deux cent cinquante et un (2 134 251), deux millions cent trente-quatre mille deux cent cinquante-deux (2 134 252), deux millions cent trente-quatre mille deux cent cinquante-quatre (2 134 254), deux millions cent trente-cinq mille cent trente-deux (2 135 132), deux millions cent trente-cinq mille cent trente-quatre (2 135 134), deux millions cent trente-cinq mille cent trente-cinq (2 135 135) et six millions trois cent cinquante-sept mille huit cent soixante-sept (6 357 867) du cadastre du Québec (l'« **Immeuble** ») pour la somme de TROIS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE MILLE CENT TREIZE DOLLARS (3 840 113,00 $), (le « **Prix de vente** »), tel que prévu à la promesse d'achat relative à l'achat de l'Immeuble signée par la CSMB le dix-huit (18) décembre deux mille dix-neuf (2019), (ci-après : la « **PA** »).

ATTENDU que la CSMB a procédé à une étude de caractérisation environnementale des sols sur l'Immeuble, conformément à l'article 6.2 de la première promesse d'achat signée le treize (13) mai deux mille dix-neuf (2019);

ATTENDU que conformément à cette étude, le montant requis pour réhabiliter les sols de l'Immeuble a été estimé à DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE-CINQ DOLLARS (270 865,00 $);

ATTENDU que la Ville estime qu'il est prématuré de défalquer le coût estimé pour la réhabilitation des sols du Prix de vente, étant donné que l'étude effectuée ne respecte pas les critères du Guide de caractérisation des terrains du ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (ci-après : le « **MELCC** »), comme spécifié à l'article 6.2 de la PA;

ATTENDU QUE la CSMB s'est engagée à effectuer à ses frais et sous son entière responsabilité, une nouvelle étude de caractérisation environnementale des sols sur l'Immeuble plus élaborée et conforme avec la politique du MELCC (ci-après : la « **Nouvelle Étude** ») pour une utilisation à des fins institutionnelles;

ATTENDU QUE la CSMB s'est engagée à conclure, avec un Notaire, une convention de retenue contenant une stipulation pour autrui en faveur de la Ville à l'effet qu'il honorera ses engagements;

ATTENDU QUE les Parties consentent à mandater irrévocablement le (la) Notaire pour agir, à leur acquit, à titre de fiduciaire des sommes relatives à la vente de l'Immeuble, et, en conséquence, que le Prix de vente de l'Immeuble, plus les taxes applicables, le cas échéant, lui soit remis en fidéicommis;

ATTENDU QUE les Parties désirent établir entre elles les modalités de gestion du Prix de vente confié en fidéicommis aux termes de l'acte de vente intervenu ou à intervenir entre la Ville et la CSMB.

Sujet aux définitions contenues aux présentes, les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

Responsable du dossier - le directeur de la direction des Transactions immobilières au Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville ou son remplaçant désigné.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES AUX PRÉSENTES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente Convention de retenue (ci-après : la « **Convention** »).

ENGAGEMENT DU (DE LA) NOTAIRE

2. Le (la) Notaire reconnaît que dans les trente (30) jours de la signature de la Convention, la totalité du Prix de vente sera déposé par la CSMB dans le compte en fidéicommis du (de la) Notaire. Ce compte ne fera pas l'objet d'un placement spécial et ne portera aucun intérêt en faveur de CSMB ou de la Ville.

3. Le (la) Notaire s'engage solennellement envers la Ville et la CSMB à effectuer la gestion et les versements du Prix de vente conformément aux dispositions de la Convention.

VERSEMENTS DU PRIX DE VENTE ET LES MODALITÉS DE LA RETENUE DE FONDS À EFFECTUER PAR LE (LA) NOTAIRE

4. Le (la) Notaire s'engage à procéder aux versements du Prix de vente comme suit :

   i) Au moment de la vente, remettre à la Ville un premier versement de TROIS MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-NEUF MILLE DEUX CENT QUARANTE-HUIT DOLLARS (3 569 248,00 $), correspondant au prix de vente de l'Immeuble excluant le Montant retenu. Cette somme sera remise après publication de l'acte de vente au registre foncier sans entrée adverse et après la certification du registre foncier.

   ii) Retenir dans son compte en fidéicommis, sans intérêt, à la suite de la publication de l'acte de vente sans entrée adverse, le montant de DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE-CINQ DOLLARS (270 865,00 $),(le « Montant retenu ») du Prix de vente, afin de tenir compte

de la possible contamination des sols de l'Immeuble conformément aux résultats de la Nouvelle Étude;

5. Advenant que la Nouvelle Étude démontre une contamination des sols qui rencontre la politique du MELCC pour une utilisation à des fins institutionnelles et que le coût estimé de la réhabilitation des sols de l'Immeuble basé sur les prémisses de cette étude soit acceptable aux deux Parties, le (la) Notaire s'engage à disposer du Montant retenu de la façon suivante :

   i) Remettre à la CSMB le montant de cette estimation acceptée par les deux Parties. Le (la) Notaire s'engage et s'oblige envers la Ville à obtenir préalablement le consentement écrit du Responsable du dossier de la Ville avant de libérer le montant de l'estimation à la CSMB;

   ii) Remettre, sans délai, à la Ville tout solde du Montant retenu, le cas échéant.

6. Advenant qu'aucune entente ne soit intervenue entre les Parties quant au montant à défalquer du Prix de vente avant le dix-sept (17) décembre deux mille vingt (2020), le (la) Notaire remettra à la Ville la somme totale du Montant retenu, comme paiement final de la transaction, sans recours de part et d'autre et ce, à la seule demande écrite du Responsable du dossier de la Ville et ce, sans délai.

DÉCLARATIONS DE LA CSMB

7. La CSMB a le pouvoir de conclure la présente Convention.

8. La CSMB s'engage à remettre à la Ville, au plus tard le quinze (15) juin deux mille vingt (2020), une copie conforme de la Nouvelle Étude ainsi que l'estimé du coût pour la réhabilitation des sols de l'Immeuble basé sur les conclusions de cette Nouvelle Étude, le tout sans frais pour la Ville.

9. La présente Convention lie la CSMB de même que ses représentants, agents, mandataires, successeurs, héritiers, liquidateurs, ayants droit, ainsi que toute personne pouvant lui être reliée de quelque façon que ce soit.

10. La CSMB déclare avoir bien lu et bien compris les modalités et conditions de la présente Convention ainsi que sa portée et ses conséquences et reconnaît que ladite Convention représente fidèlement les volontés qu'elle a exprimées.

11. La CSMB reconnaît que le (la) Notaire ne sera pas requis(e) d'instituer, de contester ou d'intervenir dans toutes procédures judiciaires relativement à l'application de la présente convention, ni d'entreprendre toute autre action jusqu'à ce qu'il (elle) soit dûment indemnisé(e), à sa satisfaction, à l'encontre de toute dépense et responsabilité encourues ou à être encourues ou à être encourues par le (la) Notaire.

12. La CSMB dégage le (la) Notaire de toute responsabilité quant à toute somme remise à la Ville suivant les instructions reçues de cette dernière conformément à la présente Convention.

13. La CSMB s'engage à assumer les frais et honoraires du (de la) Notaire pour la gestion du compte en fidéicommis et les déboursés, le tout sans frais pour la Ville.

DÉCLARATIONS DE LA VILLE :

14. La présente Convention lie la Ville de même que ses représentants, agents, mandataires, successeurs, héritiers, liquidateurs, ayants droit, ainsi que toute personne pouvant lui être reliée de quelque façon que ce soit;

15. La Ville déclare avoir bien lu et bien compris les modalités et conditions de la présente Convention ainsi que sa portée et ses conséquences et reconnaît que ladite Convention représente fidèlement les volontés qu'elle a exprimées;

DÉCLARATIONS COMMUNES

Les Parties déclarent et conviennent que :

16. L'article 1299 et suivants du *Code civil du Québec* concernant l'administration du bien d'autrui ne s'applique pas au (à la) Notaire, ni à l'exécution de ses obligations en vertu de la Convention.

DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine lorsque l'ensemble des fonds du Prix de vente et du Montant retenu auront été remis à la CSMB ou à la Ville en conformité avec les dispositions de la Convention.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Divisibilité – Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

Absence de renonciation – Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

Modification à la présente Convention – Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des Parties.

Lois applicables et juridiction – La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

Ayants droit liés – La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

Cession – Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

Avis et élection de domicile – Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de la CSMB – la CSMB fait élection de domicile au 1100, boulevard de la Côte-Vertu, Montréal, Québec H4L 4V1, et tout avis doit être adressé à l'attention de Dominic Bertrand, Directeur Général. Pour le cas où la CSMB changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la CSMB fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville – La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable du dossier.

Élection de domicile du (de la) Notaire – Le (la) Notaire fait élection de domicile au 3964, rue Saint-Jacques, Montréal, province de Québec, H4C 1H8, et tout avis doit être adressé à l'attention de **Isabelle Garneau notaire**. Pour le cas où il (elle) changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le (la) Notaire fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Exemplaire ayant valeur d'original – La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

En foi de quoi, le (la) Notaire et les Parties ont signé à Montréal, ce

deux mille vingt (2020).

_____

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
par :

_____

VILLE DE MONTRÉAL
par :

_____

Me Isabelle GARNEAU, Notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204435001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m²), sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204435001 - 800 Sherbrooke - Lachine.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél:514-872-4065

Co-auteur: Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0470

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-16

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier

Tél : 514 872-6630
Division : Service Des Finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.24

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1208781001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Dépense totale de 264 442,50 $ taxes incluses (Contrat : 229 950,00 $ + contingences : 34 492,50 $) est prévu pour la réalisation du projet.

Il est recommandé :

1. d'octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN , DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Une somme maximale de 229 950,00 $ taxes incluses est prévu pour la réalisation du projet.
2. d'autoriser une dépense de 34 492,50.$, taxes incluses, à titre de budget de contingences

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-04 10:36

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208781001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Dépense totale de 264 442,50 $ taxes incluses (Contrat : 229 950,00 $ + contingences : 34 492,50 $) est prévu pour la réalisation du projet.

CONTENU

CONTEXTE

Dernière phase du projet d'aménagement du pôle de la Place des Arts du Quartier des spectacles, le projet de l'esplanade Tranquille permettra l'ajout d'un nouveau lieu public sur le terrain vacant situé entre les rues Sainte-Catherine et De Montigny, en bordure ouest de la rue Clark. De façon plus spécifique, l'aménagement de l'esplanade Clark inclut :

- l'aménagement d'un vaste lieu public, totalisant une superficie de 3 850 m², comprenant, notamment, des plantations, du mobilier urbain ainsi que des équipements requis pour accueillir les festivals et événements;
- la construction d'une patinoire extérieure réfrigérée de 1 890 m²;
- la construction d'un bâtiment multifonctionnel, du type chalet urbain, d'une superficie de plancher de 4 925 m² comprenant notamment des espaces publics, une offre alimentaire, des salles polyvalentes ainsi que des locaux techniques et d'entreposage;
- la réalisation, dans les rues Clark et De Montigny, de travaux de réaménagement des surfaces en plus de certains travaux de réfection des infrastructures municipales souterraines ainsi que des réseaux techniques urbains (RTU).

Le 14 août 2019, le comité exécutif a approuvé le règlement du concours de design visant la conception d'une famille de mobilier ludique destinée au projet de l'esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles et autorisé le lancement du concours. CE19 - 1317

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de services professionnels à l'équipe lauréate du concours, selon la recommandation du jury, pour qu'elle puisse réaliser la conception finale, élaborer les plans et devis et assurer la surveillance de la fabrication et de l'installation des équipements et aménagements du mobilier ludique sur l'esplanade Tranquille.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 - 1317 - 14 août 2019 - d'approuver le règlement du concours de design visant la conception d'une famille de mobilier ludique destinée au projet de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles et autoriser le lancement du concours.

CE19 – 0555 – 3 avril 2019 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci, afin d'octroyer un contrat de services professionnels aux lauréats du concours de design visant la conception d'une famille de mobilier ludique destinée au projet de l'esplanade Clark, aménagée dans le cadre du Quartier des spectacles.

CM18 0994 – 22 août 2018 - Accorder, dans le cadre du projet du Quartier des spectacles, un contrat à Entreprise de Construction T.E.Q. inc. pour la réalisation de travaux de construction d'une patinoire extérieure réfrigérée, d'un lieu public et d'un bâtiment multifonctionnel sur l'îlot Clark de même que la réalisation de divers travaux d'infrastructures et d'aménagement dans les rues Clark (entre Sainte-Catherine de De Montigny) et De Montigny (entre Clark et Saint-Urbain). Dépense totale maximale de 59 263 238,30 $, taxes incluses. Appel d'offres public no. 402410.

CM17 0770 - 12 juin 2017 - Octroyer un contrat d'une valeur totale de 3 247 000 $, taxes incluses, à 9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo) pour la réalisation de travaux de terrassement et de décontamination de l'îlot Clark dans le Quartier des spectacles. Dépense totale de 3 571 700 $, taxes incluses. Appel d'offres public 402420.

CM17 0194 - 20 février 2017 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par un règlement adopté par le conseil d'agglomération ».

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour objet d'octroyer un contrat de services professionnels pour la conception des plans et devis ainsi que pour le suivi de la production du mobilier ludique qui en découle, selon les bases décrites dans le Règlement du concours, les annexes et les addenda. Le mandat comprend les services nécessaires pour compléter la conception, l'élaboration des plans et devis, la préparation du cahier des charges, la surveillance de la fabrication et de l'installation des équipements et des aménagements ainsi que le montage d'un cahier de réalisation comprenant les plans et devis « tels que construits » pour les travaux.
Selon le règlement du concours - clause 5.3, le montant initial du contrat était de 225 000,00 $ avant taxes. Le montant de 25 000,00 $ avant taxes a déjà versé au contractant à titre de finaliste a été déduit, portant le montant des honoraires pour la réalisation du mandat de services professionnels du contractant à 200 000,00$ $ avant taxes .

Un montant de 30 000.00 $ avant taxes représentant 15% des honoraires est requis pour les contingences pendant l'exécution du mandat. En conséquence un montant total de 230 000,00$ avant taxes est prévu.

Service de base

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de ses obligations, la Ville s'engage à lui verser, pour tous les services de base requis aux fins de la réalisation du projet, déduction

faite des honoraires versés au contractant pour sa proposition conceptuelle lors du concours (25 000,00 $ avant taxes) , un montant global maximal de 200 000,00 $ avant taxes. La méthode de forfait, telle que décrite à l'article 8.1 de la convention professionnelle, sera utilisée pour le calcul des honoraires du Contractant pour les services de base.

La convention balisant le mandat du Contractant est jointe au dossier.

JUSTIFICATION

Concours
Le lancement du concours national de design visait à choisir une équipe de concepteurs pour la conception d'une famille d'éléments de mobilier urbain ludique pour les Montréalais sur la future esplanade Tranquille, sur la base d'une approche conceptuelle originale et distinctive, en adéquation avec les attentes de la Ville. Au terme du concours, le jury a sélectionné et recommandé un lauréat. En vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), la Ville a obtenue, le 12 juin 2019, une autorisation spéciale du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour la tenue du concours.

L'ensemble du processus de ce concours a été dirigé par la conseillère professionnelle Véronique Rioux, ADIQ conseillère professionnelle. Le règlement du concours a été élaboré a partir du règlement type de la Ville pour les concours de design.

Rappelons qu'en décembre 2019 La Ville de Montréal a posé un geste fort en faveur de la qualité du cadre bâti montréalais. En adoptant l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et architecture, elle s'est engagée à miser sur la durabilité, la créativité et l'innovation et à faire des designers et des architectes des alliés pour réussir sa transition écologique et sociale. L'Agenda s'inspire des meilleures politiques en matière de design et d'architecture adoptées à travers le monde La démarche s'appuie sur près de 30 années d'actions municipales en design et en architecture, l'expertise et la notoriété d'un Bureau du design de la Ville,

Montréal a été désignée Ville UNESCO de design en 2006. La désignation de Montréal a été reconduite en juin 2016, à la suite d'un bilan décennal applaudi et cité en exemple par l'UNESCO

Le résultat du concours

L'appel à propositions de la première étape du concours de design pluridisciplinaire visant la conception d'une gamme de mobilier ludique pour l'esplanade Tranquille s'est déroulé du 14 août au 11 octobre 2019. À la fermeture de la période de réception des propositions, 23 propositions ont été reçues par la Ville de Montréal. L'analyse de la conformité de ces propositions a été réalisée le 11 octobre par la conseillère professionnelle du concours. Les 23 propositions ont donc été jugées admissibles et ont été soumises au jury.

Déroulement du jury

Étape - 1 Sélection des finalistes

La réunion du jury s'est par la suite tenue le 17 octobre, à la Ville de Montréal, au 801 rue Brennan, de 9 h 00 à 17 h 00. Les membres du jury présents étaient :

• Marc Fauteux, architecte paysagiste associé, Fauteux et associés
• Jean-François Jacques, designer industriel, cofondateur, Météore Design
• Renée Lebel, agente de développement culturel, Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Ville de Montréal
• Anne Marchand, designer industriel, vice-rectrice associée, vice-rectorat à la recherche, à

la découverte, à la création et à l'innovation, professeure agrégée, École de design de la Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
• Anne Plamondon, directrice de la programmation par intérim, Partenariat du Quartier des spectacles
• Judith Portier, designer de l'environnement, directrice de création et fondatrice, Design par Judith Portier
• Stéphane Ricci, urbaniste, adjoint à la directrice, coordonnateur du Quartier des spectacles, Service de la culture, Ville de Montréal

Les équipes finalistes de ce concours sont, en ordre numérique :

• 351RS / Alto Design et Dikini
• 392UW / PARA-SOL
• 713PJ / Precious Plastic
• 986NC / Aedifica

La décision du jury fut transmise aux concurrents et finalistes le lendemain des délibérations, le 18 octobre 2019.

Étape 2 - Prestations des finalistes et choix du lauréat

Conformément aux exigences du règlement, les finalistes ont complété leur équipe et déposé un dossier de complément d'équipe le 31 octobre 2019 afin de démontrer que leur équipe répondait aux conditions d'admissibilité pour l'étape 2 du concours. La sélection des équipes finalistes a été annoncée publiquement le 13 novembre 2019.

Un comité technique a analysé objectivement les répercussions techniques, programmatiques, réglementaires et budgétaires des prestations.

La composition du comité technique était la suivante :

• François Hubert, ingénieur chargé de planification, Services des infrastructures et du réseau routier, Ville de Montréal
• Geneviève Lacoste, contremaître Parcs et Horticulture, Division circulation et inspection du domaine public, Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie (en remplacement de Juan Carlos Restrepo)
• Pierre Lapointe, directeur des opérations et de la production, Partenariat du Quartier des spectacles
• Simon Pouliot, conseiller en aménagement, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal
• Guy Tremblay, architecte paysagiste, Fauteux et associés

À la suite des présentations de toutes les équipes, les membres du jury ont d'abord évalué la qualification de l'équipe pour réaliser le mandat (section 5). Les autres critères se rapportant à la qualité du concept ont par la suite été évalués. Les arguments qui ont conduits à la décision du jury sont présentés à la section 6 du rapport. (en annexe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier visant à octroyer un contrat au lauréat du concours.
Le coût total maximal de ce contrat de 264 442,50 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 34 492.50 (taxes incluses) sera assumé comme suit : Un montant maximal de 241 471,25 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 17-028 – Amén. et réamén. domaine public

Cette dépense est prévue au programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 du

service (en milliers de dollars) :

OCTROI de contrat						
Projet		2020	2021	2022	Ultérieur	Total
35014 Quartier des spectacles - Réaménagement secteur Place des Arts - Bonification et ilôt Clark (esplanade Tranquille)	BUDGET (montants présentés en milliers $)	206	35			241

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En conformité avec le Plan d'action de l'administration municipale (PAAM) inclus dans le Plan Montréal durable 2016-2020, la tenue d'un concours de design visant la conception de mobilier urbain ludique pour l'esplanade Tranquille a permis notamment :

· de participer à la promotion du Quartier des spectacles et de sa vocation culturelle (action 10 du PAAM);
· de fournir du mobilier urbain exceptionnel, conçu spécialement pour le projet, lequel sera inclusif et accessible à tous en plus de favoriser une forte appropriation citoyenne (action 11 du PAAM);
· de mobiliser la communauté du design et ses acteurs autour du projet d'aménagement de l'esplanade Clark (action 18 du PAAM);
· d'augmenter la visibilité du projet de l'esplanade Tranquille tout en favorisant son rayonnement ici comme ailleurs (action 20 du PAAM).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du mobilier Ludique permettra d'offrir aux utilisateurs de l'esplanade Tranquille, en particulier aux familles, un environnement convivial et unique au coeur du quartier des spectacles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation sanitaire actuelle, il est possible que l'échéancier du projet soit modifié. Le cas échéant , la ville et le contractant devront convenir des ajustements requis.L'article 13 de la convention fait référence à cela.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Actions de communication prévues par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

- Relations presse (communiqué de presse)
- Publication médias sociaux (comptes Ville/ comptes Bureau du design)
- Relais d'informations aux partenaires
- Communications internes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées :

- Octroi d’un contrat au lauréat du concours par le Comité exécutif : mai 2020;

1. Production des plans et devis finaux: août 2020
2. Appel d’offres public pour la fabrication du mobilier ludique : septembre 2020;
3. Octroi du contrat de fabrication par le Comité exécutif : novembre 2020;
4. Production du mobilier ludique : janvier - avril 2021;
5. Livraison du mobilier ludique : mai 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Isabel SERRA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Document juridique visé; ; CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS LAURÉAT;
Me Isabel Serra, avocate au Service des affaires juridiques, Direction des affaires civiles, Droit contractuel,

---

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 872 8813
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-24

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture

Tél : 514.872.9229
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION

Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-05-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208781001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Dépense totale de 264 442,50 $ taxes incluses (Contrat : 229 950,00 $ + contingences : 34 492,50 $) est prévu pour la réalisation du projet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le document juridique ci-attaché.

FICHIERS JOINTS

Convention de services professionnels lauréat_VF_2020-03-11.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabel SERRA
Avocate, division du droit contractuel
Tél : 514 872-6854

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-11

Isabel SERRA
Avocate, division du droit contractuel
Tél : 514 872-6854
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
10 MAR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

LAURÉAT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

No d'inscription TPS : 121364749

No d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

ET :

ALTO DESIGN société de Design industriel ayant sa principale place d'affaires au 2600 rue William-Tremblay, bureau 220, Montréal (Québec) H1Y 3J2, agissant et représentée par Patrick Mainville, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

No d'inscription TPS : 10017 2956 RC0002

No d'inscription TVQ : 1002803042 IC0001

CI-APRÈS APPELÉ LE « LE DESIGNER - Coordonnateur »

DIKINI STUDIO, société de Design industriel, ayant sa principale place d'affaires au 6630 Hutchison, bureau 100, Montréal (Québec) H2V 4E1, représentée par Philippe Carreau déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

No d'inscription TPS : 811523604

No d'inscription TVQ : 1217711483

CI-APRÈS APPELÉ LE « LE DESIGNER »

ET :

Latéral S.E.N.C., bureau d'ingénieurs spécialisé en structure, ayant sa principale place d'affaires au 6610 rue Hutchison, Montréal (Québec) H2V 1A5, représentée par Thibault Lefort déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

No d'inscription TPS : 818751174 RT0001

No d'inscription TVQ : 1221365506 TQ0001

INDUKTION Groupe Conseil Inc. Firme d'ingénierie, ayant sa principale place d'affaires au 10975 Louis-H Lafontaine suite 200, Montréal, Québec, H1J 2E8,représenté par Maxime Dumont, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

No d'inscription TPS : 822285045 RT0001

No d'inscription TVQ : 1220005166 TQ0001

CI-APRÈS APPELÉ LE « L'INGÉNIEUR »

LE DESIGNER ET L'INGÉNIEUR SONT CI-APRÈS APPELÉS COLLECTIVEMENT LE « **CONTRACTANT** »

ATTENDU QUE la *Ville* de Montréal a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes,* règlement qui s'applique au présent contrat, et que le Contractant déclare en avoir pris connaissance;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Concours** » : Concours de design pluridisciplinaire pour la conception d'une gamme de mobilier ludique pour l'esplanade Clark;

1.2 « **Directeur** » : le directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.3 « **Coordonnateur** » : le Designer - coordonnateur qui assume, dans le cadre de la présente convention, la coordination et la conciliation de tous les livrables pour l'ensemble des

disciplines impliquées dans la réalisation du Projet, sous réserve des droits et obligations réservés exclusivement à l'Ingénieur en vertu de la loi. Le Coordonnateur sera répondant de la Ville pour l'ensemble des professionnels impliqués à la réalisation du Projet;

1.4 « **Projet** » : concept de design d'une gamme de mobilier ludique pour l'esplanade Clark;

1.5 « **Annexe 1** » : le Règlement de Concours et ses annexes en date du 31 juillet 2019;

1.6 « **Annexe 2** » : le programme de Concours et ses annexes en date du 31 juillet 2019;

1.7 « **Annexe 3** » : la Proposition du Contractant remise le 4 octobre 2019 en conformité avec le Règlement du Concours;

1.8 « **Annexe 4** » : la Prestation du Contractant déposée le 11 décembre 2019 en conformité avec le Règlement du Concours;

1.9 « **Annexe 5** » : les rapports du Jury portant sur la Proposition et sur la Prestation du Contractant;

1.10 « **Annexe 6** » Guide d'évaluation des fournisseurs pour le domaine d'affaires des services professionnels.

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à réaliser le *Projet* conformément aux termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2, 3, 4 et 5.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de la présente convention et des Annexes 2, 3, 4, 5 et 6 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 2, 3, 4, 5 et 6 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Le texte de l'Annexe 2 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 3, 4, 5 et 6 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.4 Le texte de l'Annexe 5 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 3, 4 et 6 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.5 Le texte de l'Annexe 4 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 3 et 6 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

3.6 Il est convenu que le projet de l'espalande Clark sera dorénavant connu sous le nom de « esplanade Tranquille » Conformément à la résolution CM19 1226 du 18 novembre 2019 - Nommer « Esplanade Tranquille » le nouvel espace public du Quartier des spectacles situé entre les rues Sainte-Catherine Ouest, Clark, De Montigny et Saint-Urbain, dans l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties, suivant la date la plus tardive de signature ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin, sous réserve de l'article 16, lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville, notamment en matière de confidentialité.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Coordonnateur la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 utiliser l'ensemble du mobilier ludique en respectant le contexte d'utilisation pour lequel il a été conçu tel que défini à l'Annexe 4.

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Coordonnateur s'engage à :

6.1 assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis pour compléter le Projet. De plus, il doit concilier et

coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits;

6.2 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant les travaux visés à l'article 2 (« Objet ») et les transmettre au Directeur selon les modalités indiquées par ce dernier;

Le Contractant s'engage à :

6.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2, 3, 4 et 5;

6.4 collaborer entièrement avec la Ville et le Directeur, de même qu'avec les personnes, sociétés ou corporations désignées par ceux-ci;

6.5 prendre connaissance dès leur réception et s'assurer de l'exactitude des plans, croquis ou autres documents qui lui sont remis par la Ville et signaler sans délai au Directeur toute erreur ou inexactitude qu'ils pourraient contenir;

6.6 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui sont remis par la Ville ou ses représentants, sans l'autorisation écrite du Directeur;

6.7 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;

6.8 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement préalable écrit de la Ville;

6.9 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui leur seraient révélés à l'occasion de l'exécution de leurs services, s'abstenir de les utiliser à d'autres fins, à moins d'avoir obtenu, au préalable l'autorisation écrite du Directeur;

6.10 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire direct ou indirect dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la réalisation du Projet ou l'exécution des travaux visés par la présente convention; la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'étant toutefois pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.11 fournir, à ses frais, sur support informatique (disques compacts ou clé USB) les plans, le cahier des charges et les rapports préparés dans le cadre de l'exécution de la présente convention;

6.12 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

6.13 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire à la réalisation du Projet. À cette fin, le Contractant pourra demander que lui soit transmis par écrit le détail des spécifications requises;

6.14 conserver pendant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités et les paiements aux entrepreneurs ou les modifications à apporter aux plans et devis;

6.15 voir à ce que tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux soient respectés ainsi que les droits des tiers, notamment des propriétaires riverains, le Contractant étant responsable des frais encourus par la *Ville* qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non-respect des droits des tiers;

6.16 commencer le Projet seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur;

6.17 tenir compte de toutes les instructions ou recommandations du Directeur sur la façon de préparer et d'exécuter le travail confié. Dans l'éventualité où des services supplémentaires non prévus au moment de la signature de la présente convention sont requis par la Ville, ils seront rémunérés conformément à l'article 11 de la présente convention.

6.18 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.19 dans le cas où la Ville l'a spécifiquement chargé d'obtenir des documents ou de procéder à un relevé nécessaire à l'exécution des présentes, assumer tous les coûts supplémentaires encourus pour la réalisation du Projet découlant de l'inexactitude de ces documents ou relevés;

6.20 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention, et ce, sans frais supplémentaires;

6.21 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des services et travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.22 soumettre à la Ville, pour approbation, toute demande de substitution ou de changement de rôle d'un membre de l'équipe du Contractant. Le curriculum vitae de la personne proposée devra être transmis avec la demande d'approbation;

6.23 n'entreprendre aucun service ou travail susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale mentionnée à l'article 8.1, sans avoir obtenu au préalable, l'autorisation de la Ville;

6.24 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui auront été livrés.

ARTICLE 7

PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation et à l'application de la convention et des Annexes 1, 2, 3, 4 et 5;

7.3 refuser les services ou travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge insatisfaisants ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1, 2, 3, 4 et 5;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces services et travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier;

7.5 exiger du Contractant qu'il reprenne, en tout ou en partie, à ses frais, les plans et le cahier des charges lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme excède le coût estimé des travaux comme prévu lors du dépôt des plans et devis finaux.

ARTICLE 8

HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à verser un montant maximal de deux cent vingt-neuf mille neuf cent cinquante dollars (229 950.00 $) couvrant tous les services rendus aux termes de la présente convention, notamment tous les honoraires ainsi que toutes les dépenses et taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ).

Les honoraires professionnels sont répartis comme suit :

Description	Pourcentage
Étape 1 a : Finalisation de l'avant-projet (concept post-concours)	20 %
Étape 1 b : Élaboration des plans et devis	40 %
Étape 2 : Période d'appel d'offres public	5 %
Étape 3 : Suivi de fabrication, d'assemblage et d'installation du mobilier développé	20 %
Étape 4 : Fermeture du contrat du fabricant	15 %

8.2 Cette somme est payable sur présentation de factures, au prorata du pourcentage d'avancement des travaux.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Aucuns honoraires ne seront versés au Contractant pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission d'un des membres de l'équipe du Contractant mandatée au Projet, du personnel ou d'un tiers dont il retient les services.

ARTICLE 9

ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION

Description	Date
Octroi du contrat du lauréat	Mars 2020
Rencontre de démarrage du projet	Mars 2020
Révision et approbation du concept post-concours	Mai 2020
Plans et devis	Juin - Août 2020
Processus d'appel d'offres de fabrication et d'installation	Septembre - Novembre 2021
Fabrication, prototypage, ajustement, installation	Janvier - Avril 2021
Installation sur la place	Printemps 2021

ARTICLE 10

SERVICES DE BASE

Le Contractant s'engage à effectuer, notamment, les services de base suivants :

Étape 1a : Finalisation de l'avant-projet (concept post-concours)

- Réaliser les recherches supplémentaires au besoin;
- Proposer un échéancier de conception et de mise en œuvre du Projet;

- Assurer la réalisation du mandat en respect du budget alloué et de l'échéancier approuvé par la Ville;
- Développer le design définitif (design industriel) en tenant compte des commentaires du jury;
- Développer le design définitif (design industriel) en tenant compte des besoins de la Ville et des gestionnaires de l'exploitation;
- Produire des images, des plans, des coupes et des perspectives supplémentaires illustrant le mobilier développé à la suite de modifications, le cas échéant;
- Rédiger les comptes rendus des réunions tenues (remis dans un délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la réunion).

Étape 1b : Élaboration des plans et devis

- Mettre à jour l'échéancier, le cas échéant;
- Assurer la réalisation du mandat en respect du budget alloué et de l'échéancier approuvé par la Ville;
- Consulter et s'adjoindre si requis les intervenants techniques pertinents afin d'assurer la faisabilité de la réalisation du mobilier développé;
- Produire les plans et devis (techniques et administratifs) ainsi que les spécifications techniques en vue de la tenue d'un appel d'offres public pour la fabrication, l'assemblage et l'installation du mobilier développé;
- Signer et sceller les plans et devis par l'Ingénieur, en conformité avec la loi;
- Soumettre une évaluation détaillée des coûts de fabrication, d'assemblage et d'installation du mobilier développé;
- Remettre à la Ville trois (3) copies papier ainsi que la copie électronique de l'ensemble des plans et devis et des documents requis pour l'appel d'offres public visant la fabrication, l'assemblage et l'installation du mobilier développé;
- Informer le Directeur des risques potentiels et tenter d'en réduire l'occurrence;
- Rédiger les comptes rendus des réunions tenues (remis dans un délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la réunion).

Étape 2 : Période d'appel d'offres public

- Mettre à jour l'échéancier, le cas échéant;
- Répondre aux questions techniques provenant des soumissionnaires potentiels;
- Assurer l'émission d'addenda conformément aux exigences de la Ville;
- Modifier et/ou ajouter des plans et des détails de construction;
- Ajuster les quantités indiquées au bordereau de soumission.

Étape 3 : Suivi de fabrication, d'assemblage et d'installation du mobilier développé

- Mettre à jour l'échéancier, le cas échéant;
- Assurer de suivi de la fabrication, de l'assemblage et de l'installation en respect du budget alloué et de l'échéancier approuvé par la Ville;
- Ajuster, dans un souci d'optimisation, les plans et devis en fonction des commentaires du fabricant retenu, le cas échéant;
- Soutenir le fabricant en cas de demande de précisions lors de la fabrication et de l'assemblage;
- Valider et approuver les dessins d'atelier produits par le fabricant;
- Assurer le contrôle qualité et le suivi de la fabrication, de l'assemblage du mobilier développé et signaler toute non-conformité au Directeur;
- Assurer le suivi lors de l'installation du mobilier développé sur le chantier de l'îlot Clark;
- Produire et remettre à la Ville des rapports de visite;
- Préparer et effectuer le suivi des listes de déficiences;
- Procéder à l'acceptation provisoire du mobilier développé;
- Assister et coordonner les réunions de suivi avec le fabricant et la Ville;
- Rédiger les comptes rendus des réunions tenues (remis dans un délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la réunion).

Étape 4 : Fermeture du contrat du fabricant

- Produire des plans et devis finaux (TQC);
- Signer et sceller les plans et devis par l'Ingénieur, en conformité avec la loi;
- Produire un cahier du Projet à l'intention des gestionnaires du mobilier développé (Ville et PQDS) comportant les instructions de transport, de montage, d'entretien, de démontage et d'entreposage;
- Soumettre une évaluation détaillée des coûts visés pour l'entretien;
- Effectuer le suivi ponctuel du mobilier développé, en collaboration avec la Ville, pour une année complète à la suite de l'acceptation provisoire;
- Procéder à l'acceptation définitive du mobilier développé.

ARTICLE 11

SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Si la Ville requiert du Contractant des services supplémentaires non prévus, le Directeur fixe une somme forfaitaire à être payée par la Ville pour l'exécution de ces services, en tenant compte, entre autres, des taux horaires mentionnés à l'Annexe 4 et du temps qu'elle estime raisonnablement requis à cette fin.

La somme ainsi fixée inclut les dépenses du Contractant et les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ).

11.1 Le Contractant ne doit entreprendre l'exécution d'aucun service supplémentaire sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.

11.2 La Ville ne versera au Contractant aucune somme excédant la somme forfaitaire préalablement déterminée par le Directeur pour l'exécution d'un service supplémentaire.

ARTICLE 12

MODALITÉS DE PAIEMENT

12.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de sa facture et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard.

12.2 Pour des raisons administratives et de coordination de l'ensemble du Projet dont les responsabilités relèvent du Coordonnateur, les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre du Coordonnateur. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville au Contractant et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard du Contractant. Le Contractant renonce par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

12.3 Le Contractant doit soumettre ses factures conformément au calendrier de paiement qui sera établi avec le Directeur suivant la signature de la présente convention par l'ensemble des parties. Le calendrier de paiement sera organisé selon le plan de travail par livrables prévu à l'article 9 de la présente convention.

12.4 Les factures doivent préciser le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les numéros d'inscription du Contractant attribués par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

12.5 Toute facture présentée par le Coordonnateur doit être accompagnée de toutes les pièces justificatives afférentes et comporter toutes les informations relatives à la TPS et à la TVQ, à défaut de quoi, elle sera retournée au Coordonnateur pour correction.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DES TRAVAUX

13.1 Si les travaux visés par la présente convention sont abandonnés ou suspendus en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services effectivement rendus en date de cet abandon ou de cette suspension, selon les termes et conditions de la présente convention.

13.2 Si l'abandon ou la suspension des travaux ne vise qu'une des disciplines impliquées dans la réalisation du Projet, les prescriptions du présent article ne concernent que cette dernière et n'impliquent en rien les autres disciplines impliquées.

13.3 Tous les documents, plans et études alors réalisés devront être remis au Directeur sans délai.

13.4 Le Contractant doit cesser immédiatement l'exécution de la convention, en attendant la décision de la Ville, lorsque le Directeur avise le Coordonnateur de son intention de recommander l'abandon ou la suspension des travaux.

13.5 L'abandon ou la suspension des travaux ne donne droit au Contractant à aucune compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de tel abandon ou de telle suspension.

13.6 Lorsque la Ville demande au Coordonnateur de reprendre ses services après une suspension, le Contractant doit le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

ARTICLE 14

LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 8 (« Honoraires »).

ARTICLE 15

ASSURANCES

15.1 Le Contractant doit démontrer qu'il est assuré en matière de responsabilité civile générale ou de responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec, par des polices d'assurance.

Les polices d'assurance doivent comporter une protection d'au moins :

15.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile générale; ou

15.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation, dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, le Designer et l'Ingénieur et toutes les autres parties au contrat, le cas échéant, doivent remettre au Directeur une attestation de ces polices d'assurance ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de celles-ci. Par la suite, les parties devront soumettre annuellement au Directeur une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de certificat de renouvellement. À défaut par les parties de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire aux frais du Contractant.

15.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date d'acceptation définitive des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

15.3 Chaque police d'assurance doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

15.4 La Ville doit être désignée comme co-assurée sur les polices des responsabilités civiles générales qui ne doivent compter aucune franchise applicable à la Ville.

ARTICLE 16

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au Règlement de Concours (Annexe 1) et en contrepartie des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention, le Contractant :

16.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci;

16.2 garantit à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant de céder tous les droits de propriété intellectuelle et de renoncer à l'exercice de ses droits moraux et à cet égard, il prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite, réclamation ou demande découlant de cette cession des droits et la tient indemne de toute condamnation ou de jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais;

16.3 s'engage à obtenir de tous ses sous-traitants les droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et autres documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention.

Par ailleurs, la Ville :

16.4 concède gratuitement au Contractant une licence libre de redevances et non exclusive pour une durée illimitée l'autorisant à reproduire sa

prestation, en totalité ou en partie, sur quelque support que ce soit à des fins promotionnelles seulement.

ARTICLE 17

RÉSILIATION

17.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

17.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

17.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 18

SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 6.14 et 16.2 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 19

CONDITIONS GÉNÉRALES

19.1 **VÉRIFICATION**

Le Directeur peut vérifier les pièces, relevés et registres relatifs aux montants qui lui sont facturés et en prendre copie. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Contractant et ce dernier doit prendre toute mesure nécessaire pour faciliter cette vérification.

19.2 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

19.3 **AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

19.4 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

19.5 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

19.6 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

19.7 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

19.8 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

19.9 **AVIS**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour le Contractant

Tout avis doit être adressé au Coordonnateur, à l'attention de M. Patrick Mainville, à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention. Pour le cas où le Coordonnateur changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, les avis au Contractant

seront envoyés au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Pour la Ville

Tout avis doit être adressé à l'attention de monsieur Bruno Jobin, au 801, rue Brennan, 5e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4

19.10 ÉVALUATION DU CONTRACTANT

Évaluation de rendement du Lauréat :

Lorsque le Contrat est attribué par la Ville à la suite d'un concours, la Ville procède à une évaluation du rendement du Lauréat à la fin du Contrat, en respectant les dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19). Cette évaluation est effectuée sur la base des critères indiqués en annexe du Contrat. La Ville peut, lors d'un processus de concours, refuser la Proposition ou la Prestation d'un Concurrent ou d'un Finaliste qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des Propositions ou Prestations dans le cadre d'un appel d'offres ou d'un concours ultérieur, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville.

Rendement insatisfaisant :

Dans le respect des conditions prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), la Ville peut refuser la Proposition ou la Prestation d'un Concurrent ou d'un Finaliste qui, au cours deux (2) années précédant la date d'ouverture des Propositions ou Prestations, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par la Ville, ou dont l'un des sous-contractants, pendant cette même période, a fait l'objet d'une telle évaluation.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2020

ALTO DESIGN

Par : _____

Patrick Mainville

Le e jour de 2020

DIKINI STUDIO

Par : _____

Philippe Carreau

Le e jour de 2020

Latéral S.E.N.C.

Par : _____

Thibault Lefort

Le e jour de 2020

INDUKTION Groupe Conseil Inc.

Par : _____

Maxime Dumont

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le à compléter À à compléter

(Résolution CE À compléter).

ANNEXE 1 DU CONTRAT

Le règlement du concours et ses annexes en date du 31 juillet

ANNEXE 2 DU CONTRAT

Le programme de Concours et ses annexes en date du 31 juillet 2019

ANNEXE 3 DU CONTRAT

La proposition du Contractant déposée le 4 octobre 2019 en conformité avec le Règlement du Concours

ANNEXE 4 DU CONTRAT

La Prestation du Contractant déposée le 11 décembre 2019 en conformité avec le Règlement du Concours et sommaire des taux horaires

ANNEXE 5 DU CONTRAT

Les rapports du jury portant sur la Proposition et sur la Prestation du Contractant

ANNEXE 6 DU CONTRAT

Guide d'évaluation des fournisseurs pour le domaine d'affaires des services professionnels.

Grille d'évaluation

ANNEXE 1 – LE RÈGLEMENT DU CONCOURS

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208781001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Dépense totale de 264 442,50 $ taxes incluses (Contrat : 229 950,00 $ + contingences : 34 492,50 $) est prévu pour la réalisation du projet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1208781001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : 514-872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Mathieu PERRIER
Chef de division
Tél : 514-868-3410
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1203843005

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter la proposition de plan de redressement de 28,7 M$ dans les arrondissements et autoriser le Service des finances à procéder aux virements de crédits nécessaires

Il est recommandé :
§ D'adopter la proposition de plan de redressement de 28,7 M$ dans les arrondissements;

§ D'autoriser le Service des finances à procéder aux virements de crédits nécessaires.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-23 07:11

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203843005**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter la proposition de plan de redressement de 28,7 M$ dans les arrondissements et autoriser le Service des finances à procéder aux virements de crédits nécessaires

CONTENU

CONTEXTE

Le comité exécutif a approuvé, le 23 avril 2020, la mise en place de mesures immédiates visant à contrer, pour 2020, les effets anticipés des impacts de la COVID-19 sur la crise économique et financière.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1203843004 - Mise en place d'un plan de redressement de 123,4 M$ pour contrer la crise économique et financière

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'adoption du plan de redressement de 28,7 M$ réparti entre les 19 arrondissements de Montréal.

JUSTIFICATION

Compte tenu du contexte, il est nécessaire d'adopter un plan pour contrer la perte de revenus et les dépenses supplémentaires non prévues et prémunir la Ville d'un déficit en 2020. Le présent sommaire en donne la répartition entre les arrondissements. Ceci est un enjeu stratégique pour permettre à la Ville d'avoir minimalement des résultats à l'équilibre en 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La diminution de 28,7 M$ représente 3,1 % du budget 2020 des arrondissements. La répartition du plan de redressement pour les arrondissements est présentée en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du plan de redressement permettra l'obtention des résultats escomptés pour l'exercice 2020.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

(en millions de $)	Scénario Optimiste	Scénario Pessimiste
Baisse nette des revenus	(93,0)	(281,3)
Hausse nette des dépenses	11,8	12,8
Impact net sur les opérations de la Ville	**104,8**	**294,1**
Impact sur la contribution à l'ARTM	154,1	244,4
Coût net de la COVID-19	**258,9**	**538,5**

Il est important de noter que ces estimations sont préliminaires. En effet, les impacts exacts de la crise ne seront connus qu'à la fin de celle-ci et selon le rythme de la reprise économique. De plus, la durée de la crise a un impact sur la hausse nette des dépenses puisque la non-réalisation de certains projets et la fermeture de certaines installations génèrent des économies dont l'importance s'accroît avec la durée de la crise. Ceci explique la faible différence entre les deux scénarios en ce qui concerne la hausse nette des dépenses.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un courrier budgétaire, permettant d'encadrer le plan de redressement, sera préparé et disponible sur le site intranet du Service des finances.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire

Tél : 514 872-1293
Télécop. : 514 872-3145

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire

Tél : 514 872-1293
Télécop. : 514 872-3145

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
TRÉSORIER ET DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-04-22

Plan de redressement des arrondissements

(en milliers de $)

Arrondissements	Budget original	Plan de redressement	Pourcentage
Ahuntsic-Cartierville	57 223,2	1 773,9	3,1%
Anjou	27 603,5	855,7	3,1%
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	68 171,0	2 113,3	3,1%
Lachine	31 588,3	979,2	3,1%
LaSalle	40 504,2	1 255,6	3,1%
L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève	10 788,7	334,4	3,1%
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	66 013,5	2 046,4	3,1%
Montréal-Nord	42 883,5	1 329,4	3,1%
Outremont	14 931,9	462,9	3,1%
Pierrefonds-Roxboro	32 237,6	999,4	3,1%
Plateau-Mont-Royal	54 868,0	1 700,9	3,1%
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	60 241,8	1 867,5	3,1%
Rosemont–La Petite-Patrie	60 939,7	1 889,1	3,1%
Saint-Laurent	72 424,6	2 245,2	3,1%
Saint-Léonard	36 625,5	1 135,4	3,1%
Sud-Ouest	55 605,3	1 723,8	3,1%
Verdun	36 635,1	1 135,7	3,1%
Ville-Marie	95 950,1	2 974,5	3,1%
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	59 456,1	1 843,1	3,1%
Total - arrondissements	**924 691,6**	**28 665,4**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.02

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1201097006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux afin de sécuriser la piste cyclable de l'avenue Christophe-Colomb, au droit de l'entrée charretière du restaurant A&W, située à l'intersection du boulevard Crémazie.

Il est recommandé d'accepter l'offre de service de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux afin de sécuriser la piste cyclable de l'avenue Christophe-Colomb, au droit de l'entrée charretière du restaurant A&W, située à l'intersection du boulevard Crémazie.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-30 12:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201097006**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux afin de sécuriser la piste cyclable de l'avenue Christophe-Colomb, au droit de l'entrée charretière du restaurant A&W, située à l'intersection du boulevard Crémazie.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Par ailleurs, le 24 octobre 2019 le conseil d'agglomération avait délégué au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2020, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal. Sachant que l'aménagement et le réaménagement de la piste cyclable sur laquelle il souhaite intervenir est de la juridiction du conseil municipal par délégation du conseil d'agglomération, l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation de l'offre de service de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension constitue l'objet du présent dossier.
L'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension offre de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux afin de sécuriser la piste cyclable de la rue Christophe-Colomb, au droit de l'entrée charretière du restaurant A&W situé à l'intersection du boulevard Crémazie (voir plan de localisation en pièce jointe). Il justifie une intervention rapide à cet endroit ainsi. *« En raison des nombreux accidents entre cyclistes et*

automobilistes survenus dans les dernières années à cet endroit, la sécurité des cyclistes doit être améliorée par rapport aux voitures devant croiser la piste cyclable pour accéder au restaurant, et les automobilistes doivent être encore plus sensibilisés au passage des cyclistes. »

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0483 - 24 octobre 2019 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2020, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - GDD1196407001
CA19 14 0289 - 1er octobre 2019 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux afin de sécuriser la piste cyclable de la rue Christophe-Colomb, au droit de l'entrée charretière du restaurant A&W situé à l'intersection du boulevard Crémazie Est, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. (GDD 1194793005)

DESCRIPTION

Les travaux de sécurisaton consistent à implanter un marquage spécial de couleur verte et à surélever le tronçon de piste cyclable à l'entrée du stationnement du restaurant A&W de l'avenue Christophe-Colomb au sud du boul Crémazie Est (Voir plan de géométrie en pièce jointe).

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés dans le RAAV et touchent également le réseau cyclable identifié au Plan de transport, dont la compétence est déléguée par le conseil d'agglomération à la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement :
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la directrice de la mobilité avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement cyclable.**
  Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur le projet visé. La validation des esquisses préliminaires par la division Développement de projets et intégration des réseaux est donc préalable à l'émission de l'autorisation par la directrice de la Direction de la mobilité. Cette autorisation témoignera de l'accord du SUM quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SUM en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SUM, direction de la mobilité - chef de la Division Développement de projets et intégration des réseaux, comme partie prenante ainsi que le Service des finances comme intervenant pour**

l'imputation des dépenses dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.
Cette intervention confirmera que le SUM assumera l'entièreté des dépenses liées aux aménagements cyclables qui seront faits sur cet axe identifié au plan vélo, selon les conditions émises, y compris les plans et devis.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la mobilité s'engage à assumer les coûts de réalisation du projet, à l'intérieur des budgets prévus du Service de l'urbanisme et de la mobilité, jusqu'à un maximum de 80 000 $. Les travaux doivent être réalisés en 2020.
Les coûts de main d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors contrat seront assumés par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet viendra améliorer la qualité de vie des citoyens en sécurisant les déplacements en vélo.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser à court terme les travaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impact pour l'approbation de l'offre de service de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension lié à la COVID-19, cependant il y a un risque que la réalisation des travaux soit retardée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 : Acceptation par le conseil municipal de l'offre de services de l'arrondissement
Mai 2020 : Octroi du contrat
Été 2020 : Travaux de sécurisation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyn JOBIDON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Stéphane BLAIS
Ingenieur(e)

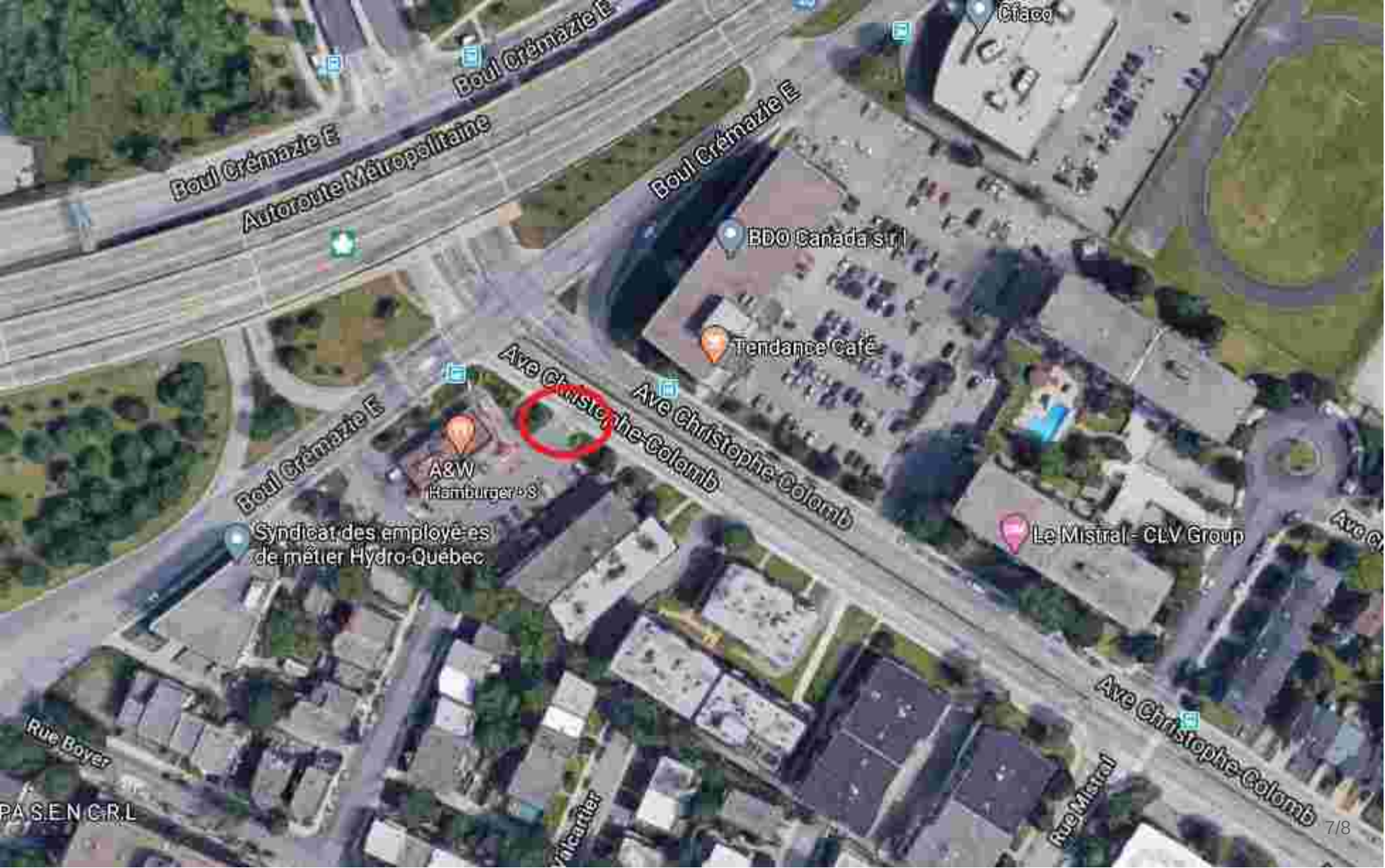
Tél : 514 872-1959
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-04-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-04-29


Boul Crémazie E
Autoroute Métropolitaine
Boul Crémazie E
Boul Crémazie E
Ciaco
BDO Canada s.r.l.
Tendance Café
Ave Christophe-Colomb
Ave Christophe-Colomb
Boul Crémazie E
A&W
Hamburger's
Syndicat des employé·es de métier Hydro-Québec
Le Mistral - CLV Group
Ave Christophe-Colomb
Rue Boyer
Rue Mistral

LÉGENDE DES TRAVAUX

REVÊTEMENT EN BÉTON

REVÊTEMENT BITUMINEUX

oM TIGE DE PANNEAU DE SIGNALISATION

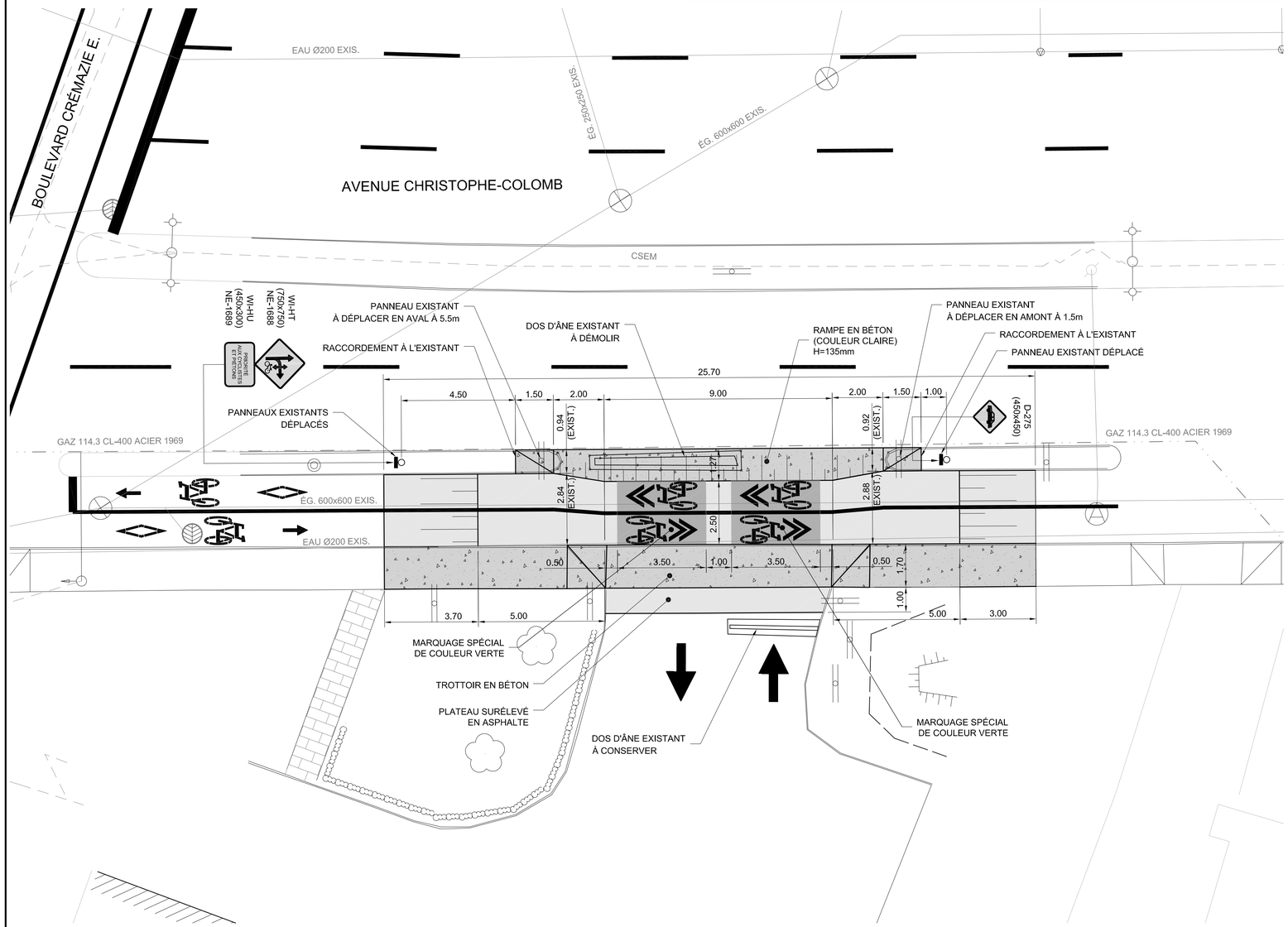
oB BOLLARD

CE : COURS D'EAU CT : CENTRE TROTTOIR

HT : HAUT DE TROTTOIR AT : ARRIÈRE TROTTOIR

NOTES :

LA LOCALISATION DES SERVICES EXISTANTS MONTRÉS SUR LES PLANS EST APPROXIMATIVE.
L'ENTREPRENEUR DOIT S'ASSURER DE FAIRE LOCALISER TOUS LES SERVICES EXISTANTS, MONTRÉS OU NON SUR LES PLANS, AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.



Références

N°. de plan:	Description:
Aqueduc VSMPE.dgn	Plan d'ensemble du réseau d'aqueduc
Égouts VSMPE.dgn	Plan d'ensemble des réseaux d'égouts
gaz.dgn	Plan d'ensemble du réseau de gaz

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de

DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de

DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de

NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Puisard

T + C .....tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G .....tête et grille à changer
T + G + REP .....tête et grille à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TÊTE ..... tête à changer
GRILLE ..... grille à changer

Égout / Aqueduc

C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
CADRE ..... cadre à niveler
COUV ..... couvercle à niveler
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TBV + N ..... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

Divers

NIV ..... à niveler // ..... à enlever
RPH ..... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- * Repère géodésique
- * Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- * Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- P Manchon de parcomètre
- F.C. Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever
- * Symbole grossi pour clarté
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)
- Boîte postale
- Lampadaire double
- Lampadaire simple
- Feux de circulation

Responsables

BELL :
514 870-1237

GAZ MÉTRO :
514 598-3583

C.S.E.M. :
514 868-3686

HYDRO-QUÉBEC :
(RÉSEAU DISTR.)
514 385-8888, # 5118

CIRCULATION :
(MARQ.+SIGN. ÉCR.)
(9 ANCIENS ARROND.)
514 872-6594

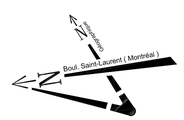
RESPONS. PARC :
-
514 -

RESPONS. ARR. :
-
514 -

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NAD83_SCRS

STA
STATION SUR POTEAU
20193449
COORDONNÉE
N: 5 045 560.268
E: 294 719.136
ALTITUDE : 44.666

ORIENTATION :



Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
2	2020-01-14	Pour Soumission	E.S.	M.D.K.
1	2019-11-25	Commentaires 100%	E.S.	M.D.K.
0	2019-10-25	Préliminaire 75%	E.S.	M.D.K.

Consultant:
AXOR EXPERTS-CONSEILS
axorexperts.com

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Direction du développement du territoire
Division de l'ingénierie et du développement du domaine public
405, avenue Ogilvy, bureau 102, Montréal, Québec, H3N 1M3

Intervenants

Relevé au terrain:
Mélanie Aloi, arpenteur — AXOR — 2019 / 10 / 11

Voirie

Dessiné par:
Evgeniya Sudarikova, tech. — AXOR — 2019 / 10 / 21

Préparé par:
Evgeniya Sudarikova, tech. — AXOR — 2019 / 10 / 21

Ingénieur(e):
Mohamed Drissi Kamili, ing. — AXOR

Sceau de l'ingénieur(e):

Original signé le:

Projet:
SÉCURISATION DE LA PISTE CYCLABLE DE L'AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB SITUÉE PRÈS DU BOULEVARD CRÉMAZIE

Arrondissement(s): **Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension**

Nature des travaux:
RÉAMÉNAGEMENT GÉOMÉTRIQUE MARQUAGE DE LA CHAUSSÉE

Titre du plan:
GÉOMÉTRIE
Avenue Cristophe-Colombe
proche de l'intersection du Boulevard Crémazie (entrée du A&W)

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle:
1 : 100
0 1.25 2.5 3.75 5.0 (mètres)

N° de plan:	Émission:	Feuillet:	Soumission:
C-002	**2**	**-**	**-**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.03

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1208839001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division sécurité et aménagement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles, afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2020 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV).

Il est recommandé d'accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles, afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2020 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV).

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-03 13:40

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208839001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division sécurité et aménagement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles, afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2020 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV).

CONTENU

CONTEXTE

Le programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ) a pour objectif d'accélérer les interventions de sécurisation aux abords des écoles primaires et secondaires de la Ville de Montréal reconnues par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.
Ce programme s'adresse aux 19 arrondissements de la Ville de Montréal. En raison de leur connaissance fine de leur territoire, ils sont les mieux placés pour accélérer la mise en œuvre d'interventions adaptées aux réalités du milieu et ainsi contribuer à faire de Montréal une Ville qui encourage les déplacements actifs des jeunes de 5 à 17 ans vers l'école par des aménagements sécuritaires.

Les responsabilités central/arrondissements sont reparties comme suit :
- Coordination du programme, soutien financier, suivi et évaluation de l'impact des mesures implantées sur la sécurité: Direction de la mobilité; Service de l'urbanisme et de la mobilité.
- Planification, conception et réalisation des travaux sur le réseau routier : Arrondissements via l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, lorsque requis. Cet article stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0469 - 15 avril 2019 - Approuver le règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier aux abords des écoles.

DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur l'acceptation des offres émanant d'un conseil d'arrondissement de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation d'un projet retenu dans le cadre du PSAÉ, et visant l'implantation d'aménagements permanents dans les rues aux abords des écoles faisant partie, en tout ou en partie, du RAAV, et ce, pour l'année 2020. Le PSAÉ est prévu sur 3 ans, mais ce dossier vise à approuver seulement les projets qui ont été retenus pour réalisation en 2020.
Suite à un appel à projet auprès des arrondissements, 21 projets ont été retenus dans 11 arrondissements. Parmi ces projets, 2 prévoient des interventions uniquement sur le RAAV, 11 prévoient des interventions sur le RAAV et le réseau local et 8 projets concernent uniquement le réseau local.

Liste des projets retenus qui prévoient des interventions sur le RAAV :

Nom de l'arrondissement	**Projet**	**Financement PSAE accordé** montant arrondi au 100 $	**Réseau administratif**
Ahuntsic-Cartierville	Écoles François-de-Laval École Augustin-Roscelli	370 000 $	RAAV et local
Ahuntsic-Cartierville	École Louisbourg	178 000 $	RAAV et local
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	École du Petit-Chapiteau	512 900 $	RAAV et local
LaSalle	École Grand-Héron	25 000 $	RAAV et local
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	École Saint-François-d'Assise	300 000 $	RAAV et local
Montréal-Nord	Écoles primaire et secondaire Marie-Clarac	242 300 $	RAAV et local
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	École Michelangelo	300 000 $	RAAV et local
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	École Sainte-Germaine-Cousin	80 000 $	RAAV et local
Rosemont–La Petite-Patrie	École Père-Marquette	160 000 $	RAAV et local
Saint-Léonard	École La Dauversière	185 000 $	RAAV
Saint-Léonard	École Victor-Lavigne	365 000 $	RAAV et local
Saint-Léonard	École Général-Vanier	215 000 $	RAAV et local
Lachine	École Dalbé-Viau	70 000 $	RAAV

Le montant accordé constitue le financement maximal alloué pour le projet. Les travaux doivent être réalisés en totalité en 2020.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services d'un arrondissement

Pour l'exécution des projets, les arrondissements devront se soumettre aux conditions suivantes:

- **Le conseil d'arrondissement devra adopter une résolution pour offrir au conseil de la Ville de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation du projet** qu'il propose et qui sera

implanté, en tout ou en partie, sur une ou des rue(s) du RAAV (en vertu de l'article 85 de la Charte).

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la Directrice de la Mobilité avant de procéder aux lancements des appels d'offres pour la réalisation des plans et devis et les travaux d'aménagement.**
  Cette exigence est requise de façon à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur les projets visés. L'avis favorable du Comité de validation de la Direction de la Mobilité (Carrefour mobilité) est requis à cette fin.

- **L'arrondissement devra inscrire la Direction de la Mobilité comme partie prenante, ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses, dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux.**
  Cette intervention confirme que la Direction de la Mobilité va assumer l'entièreté des dépenses dans les limites des budgets approuvés.

- **L'arrondissement devra coordonner ses actions de communication avec le SUM et le Service des communications de la ville centre pour toute annonce publique liée à l'annonce ou l'inauguration du projet. il devra également collaborer aux actions de communication réalisées par la ville centre.**

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville;
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la ville centre, au processus d'évolution budgétaire. Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement se doit d'informer la ville centre de toutes modifications aux dates charnières de travaux et de la date de fin de travaux une fois ceux-ci terminés;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le

budget et les crédits, un écart budgétaire pourrait ainsi remettre en question le financement d'un projet préalablement approuvé par la Direction de la mobilité ou amener à revoir son envergure;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement;
- L'arrondissement s'engage à compléter la réalisation du projet selon l'échéancier convenu avec la ville centre;
- Le bordereau des appels d'offre doit être conçu de manière à ce qu'il soit possible d'identifier les coûts reliés à chacun des projets.

JUSTIFICATION

En raison de leur connaissance fine de leur territoire, les arrondissements sont les mieux placés pour accélérer la mise en œuvre d'interventions adaptées aux réalités du milieu et ainsi contribuer à faire de Montréal une ville qui encourage les déplacements actifs des jeunes de 5 à 17 ans vers l'école.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans son programme d'aménagements visant la sécurité des déplacements, notamment aux abords des écoles, la Ville de Montréal a obtenu un règlement d'emprunt de 25M$ pour financer le PSAÉ afin de permettre l'implantation d'aménagements permanents sur le réseau routier de la Ville de Montréal.
Ce dossier vise à approuver seulement les projets qui ont été retenus pour réalisation en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets visés par le présent dossier s'inscrivent dans une perspective d'amélioration de l'expérience, de la mobilité et de la sécurité des usagers, dont les plus vulnérables, ainsi que d'amélioration de la qualité de vie, ce qui contribue à atteindre les objectifs de développement et de mobilité durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où les offres de services à venir des d'arrondissements ne sont pas acceptées ou sont retardées, il ne sera pas possible de réaliser les travaux à l'été 2020, avant le retour en classe.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il est possible que les conditions actuelles liées à la pandémie retardent la réalisation des travaux par les arrondissements, ou même les rendent impossibles cette année.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de la résolution : CM du 25 mai 2020
Prise en charge des projets par les arrondissements : 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Hugues BESSETTE, 3 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Halima BENBRAHIM
CPI

Tél : 514-872-8618
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-24

Christianne RAIL
Chef de division

Tél : 514 872-7593
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-04-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-01

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 30.04

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1200717001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissements suivants : Ahunstic-Cartierville, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Il est recommandé :
D'autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissement suivants : Ahunstic-Cartierville, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-09 15:45

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 avril 2020	Résolution: CA20 26 0083

Autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissements suivants : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

Il est proposé par François William Croteau

appuyé par François Limoges

Et résolu :

D'autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissements suivants : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, tel que détaillé au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.10 1200717001

François William CROTEAU
_____
Maire de l'arrondissement

Arnaud SAINT-LAURENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 avril 2020

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.04

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1200717001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissements suivants : Ahunstic-Cartierville, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Il est recommandé :
D'autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissement suivants : Ahunstic-Cartierville, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Signé par Daniel LAFOND **Le** 2020-03-03 09:10

Signataire : Daniel LAFOND

Directeur d'arrondissement
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200717001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissements suivants : Ahunstic -Cartierville, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

CONTENU

CONTEXTE

En 2018, le vérificateur général a réalisé une mission d'audit de performance portant sur les services interunités d'affaires, qui concernait deux arrondissements, dont Rosemont—La Petite-Patrie.
Cet audit avait pour objectif de s'assurer que des bonnes pratiques de gestion sont en place pour que les services rendus à l'interne correspondent aux attentes des requérants, en termes de qualité, échéancier et coûts.

En date du 8 janvier 2019, le vérificateur général a publié son rapport d'audit des services interunités d'affaires.

Le but du présent sommaire est de répondre à une des recommandations de ce rapport, soit de documenter et de tenir à jour les critères appuyant la répartition du budget de « charge interunités » assumé par les unités d'affaires requérantes afin de faciliter l'évaluation des services rendus et pour refléter les besoins des requérants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La Direction entretien de l'éclairage, marquage et signalisation (EESM) de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie a pour mission de répondre aux besoins en matière de sécurité des usagers du réseau public, en fournissant les ressources et l'expertise nécessaires à l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée.
Plus concrètement, les tâches assumées par cette équipe sont les suivantes :
☐ Éclairage et signalisation lumineuse :
- Patrouille préventive pour l'entretien de l'éclairage afin d'apporter des mesures correctives au besoin (environ 17 000 interventions sur une base annuelle);
- Patrouille 7 jours sur 7, pour l'entretien et la réparation des feux de circulation, suite aux appels provenant du 3-1-1 et de l'unité d'intervention rapide;

- Entretien des contrôleurs de feux de circulation deux fois par année (environ 1 800 contrôleurs au total).

☐ Marquage sur la chaussée et signalisation écrite :
- Marquage des symboles (p. ex. les lignes d'arrêt, les passages écoliers, les passages piétons, les flèches, les dos d'âne, les pictogrammes scolaires, les pictogrammes handicapés);
- Marquage des voies cyclables (p. ex. les pictogrammes, les zigzags, les lignes d'arrêt, les hachures);
- Signalisation écrite (environ 14 000 interventions sur une base annuelle).

Pour ces services rendus, deux modes de comptabilisation sont privilégiés, soit l'utilisation d'un budget de « charges interunités » et la facturation interne. Au cours de l'année 2016, les services rendus pour l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage ont été financés par des « charges interunités » totalisant 19,4 M$ et la facturation de travaux d'une valeur de 4,8 M$. Pour ce qui est de 2017, le budget de « charges interunités » prévu pour l'année totalisait 17,4 M$ et au 30 septembre, les travaux facturés totalisaient 2,9 M$.

Les charges interunités représentent la part de budget attribuable à chacun des arrondissements pour les activités gérées par une unité au bénéfice des plusieurs. L'arrondissement fournisseur de services possède l'entièreté du budget d'opérations avec uns charge interunités négative qui totalise l'ensemble des charges interunités se trouvant dans les unités administratives de ses clients. Les charges interunités ne sont pas utilisées dans les transactions courantes des arrondissements.

Un budget annuel de « charges interunités » est réparti entre les unités d'affaires requérantes qui sont principalement les arrondissements de l'ex-Montréal. Pour ce qui est de la dépense réelle, une « charge interunités » est virée mensuellement à l'arrondissement par les unités requérantes, à raison de 1/12 de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet. Le virement mensuel est ventilé entre les centres de responsabilité de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Les services financés par le biais du budget de « charges interunités » sont les suivants :
☐ Le marquage et la signalisation écrite sur le territoire des arrondissements de l'ex-Montréal : Travaux planifiés;
☐ L'entretien de l'éclairage et la signalisation lumineuse sur le territoire des arrondissements de l'ex-Montréal : Travaux planifiés et demandes de travail via les applications: Gestion des demandes clients-Gestion des demandes de travail (GDC-GDT).

JUSTIFICATION

Afin de répondre à une des recommandations de ce rapport, soit, documenter et tenir à jour les critères appuyant la répartition du budget de « charge interunités » assumé par les unités d'affaires requérantes afin de faciliter l'évaluation des services rendus et pour refléter les besoins des requérants, l'arrondissement de RPP a demandé l'aide du SPO.
Un chantier de révision des charges interunités ainsi qu'une analyse des coûts EESM a été mis en place et la présentation de ces travaux se trouve en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les principes directeurs de l'analyse des coûts effectuée par le SPO en collaboration avec EESM sont les suivants :

• La nouvelle méthodologie de calcul des charges interunités se base sur les coûts de l'année précédente et sur la volumétrie reflétant le niveau d'activité pour la même période. Un coût unitaire par activité est calculé.

• Le coût unitaire est ensuite multiplié par la volumétrie pour arriver à un coût par activité par arrondissement.

• Au besoin, le budget des charges interunités est ensuite réparti au pro-rata du coût réel par arrondissement.

• La révision des charges interunités par arrondissement constitue « un ajustement technique ». Les écarts entre les nouvelles charges interunités ne seront pas supportés par les arrondissements, des virements seront fait pour ajuster ces charges.

• Seuls les ajustements futurs issus d'ajouts de services ou d'indexations peuvent être financés par les arrondissements.

L'impact de la nouvelle répartition dans les charges interunités est présenté dans le tableau suivant :

	Nouvelle répartition		Ancienne répartition		Variation	
Arrondissements	**$**	**%**	**$**	**%**	**$**	**%**
Ahuntsic-Cartierville	2 467 204 $	13%	2 082 500 $	11%	384 704 $	2%
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	2 166 122 $	11%	1 833 100 $	9%	333 022 $	2%
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve	2 234 970 $	11%	1 950 000 $	10%	284 970 $	1%
Le Plateau-Mont-Royal	2 101 713 $	11%	2 053 200 $	10%	48 513 $	0%
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	1 882 919 $	10%	1 623 700 $	8%	259 219 $	1%
Rosemont-La Petite-Patrie	2 493 075 $	13%	2 541 000 $	13%	-47 925	0%
Le Sud-Ouest	1 704 629 $	9%	1 707 300 $	9%	2 671 $	0%
Ville-Marie	2 623 017 $	13%	3 733 000 $	19%	-1 109 983 $	-6%
Villeray-saint-Michel-Parc-Extension	1 903 850 $	10%	2 053 700 $	10%	-149 850 $	-1%
Total	**19 577 500 $**	**100%**	**19 577 500 $**	**100%**	**0 $**	**0%**

Le Service des finances ajustera les transferts centraux à la confection du budget 2021 du même montant que le virement.

Cette nouvelle répartition des budgets des charges interunités présente des virements entre les arrondissements à impact nul sur le cadre financier de la Ville. Étant donné que les dépenses afférentes à ces imputations budgétaires totaliseront le budget modifié, les virements demandés n'amèneront pas de surplus ou de déficit aux arrondissements. Cela reflète simplement un ajustement technique afin de proposer un budget plus juste pour chaque unité. D'autre part, un nouvel encadrement a été déposée par la Direction générale (numéro C-RF-DG-P-19-001). La répartition des résultats découlant des charges interunités qui sera traitée par les ajustements au surplus de gestion des arrondissements dans l'exercice de fin d'année financière.

Voir pièce jointe pour la répartition de votre charge interunités par activité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction des services administratifs et du greffe (Ghyslain WILSON)

Certification de fonds :
Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe (Annik GAGNON)

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Luu Lan LE)

Certification de fonds :
Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe (Eugeniu RASCU)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Certification de fonds :
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement (Julien LIMOGES-GALARNEAU)

Certification de fonds :
Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics (Josée BÉLANGER)

Certification de fonds :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Danielle HARDY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mélanie BEAUDOIN, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESJARDINS
Agente de bureau

Tél : 514 868-3812
Télécop. : 514 872-7064

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-03

Oana BAICESCU-PETIT
C/d ress. fin. Mat.Informationnelles Rosemont - La Petite-Patrie

Tél : 514 868-3563
Télécop. :

Montréal

Révision des charges interunités (CIU)

EESM

Présenté par le Service de la performance organisationnelle et Rosemont-La Petite-Patrie

Le 17 décembre 2019

Ordre du jour

1. Contexte & objectifs
2. Analyse de coûts
3. Impacts sur les arrondissements
4. Prochaines étapes

1. Contexte & objectifs

Montréal

Mise en contexte

- Rapport du vérificateur général intitulé « rapport d'audit des services interunités d'affaires » en date du 8 janvier 2019
- Encadrement administratif (C-RF-DG-P-19-001) sur le partage des excédents (déficits) générés par les services rendus à l'interne

Enjeux

- Croissance des services rendus aux arrondissements
- Non-arrimage des charges interunités avec les services rendus

Objectifs de la démarche

- Évaluation des coûts par activité pour chaque unité d'affaires
- Établissement des critères répartition du budget de la charge interunités qui reflète l'évolution des besoins des unités d'affaires
- Reddition de compte.

2. Analyse des coûts EESM

Démarche

Résultats

Impacts sur les arrondissements

Démarche de réalisation: Accompagnement SPO

Montréal

EESM

- Collecte des données opérationnelles par unité d'affaires (Ex: Nombre de feux de circulation)

SPO EESM

- Définition des activités
- Règles d'allocation des dépenses aux bonnes activités

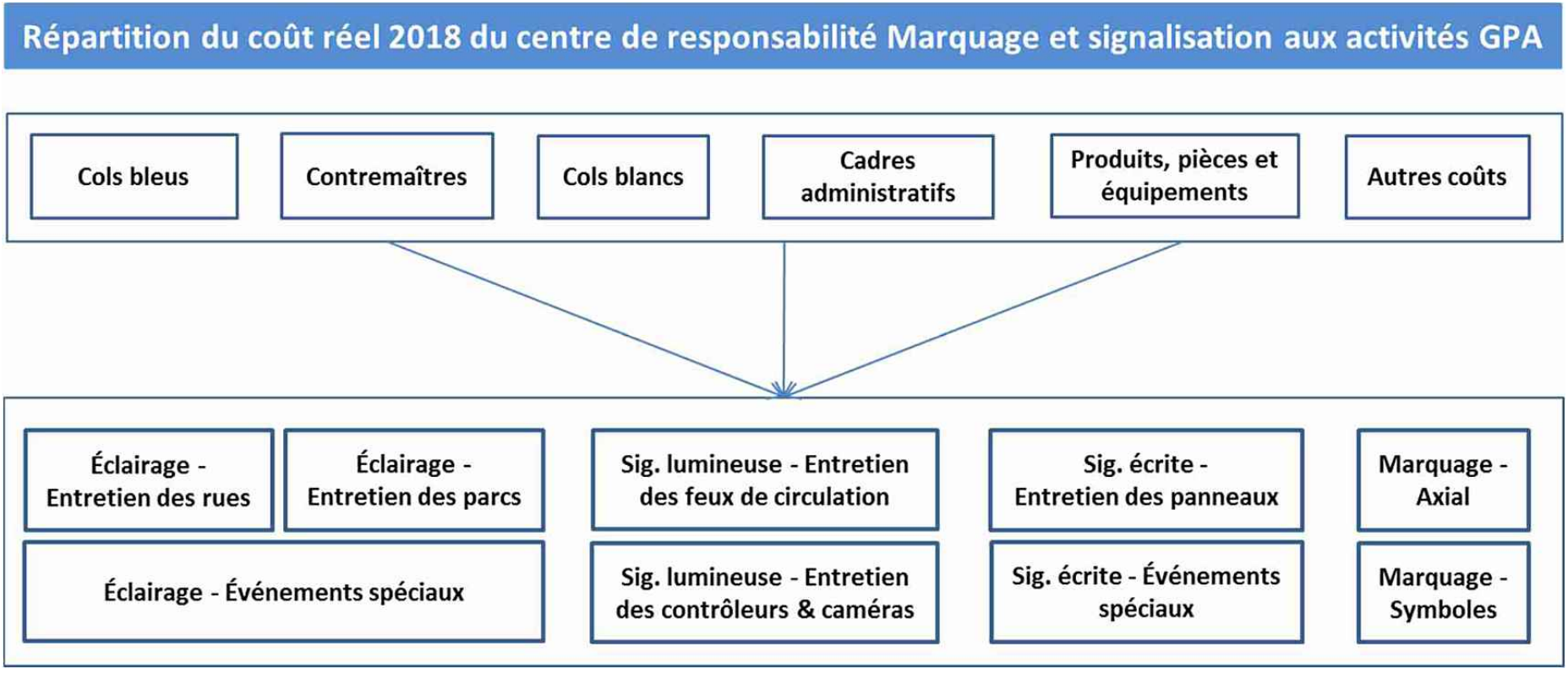
SPO

- Modélisation des coûts unitaires **réels** par activité par unité d'affaires
- Critères de répartition du **budget** de la charge interunités par unité d'affaires

EESM

- Définition des services
- Développement et conclusion des ententes avec les unités requérantes, approuvées par les instances

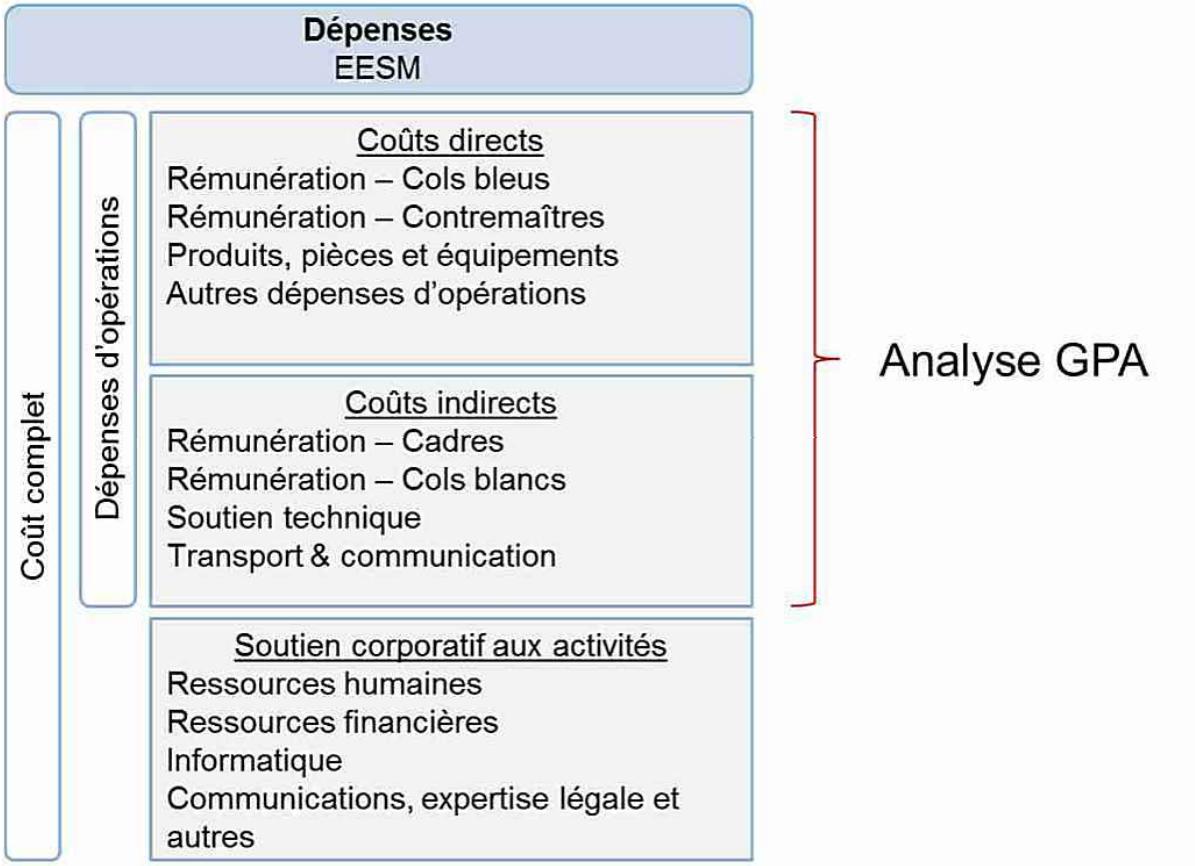
Méthodologie : activités



Pourquoi?

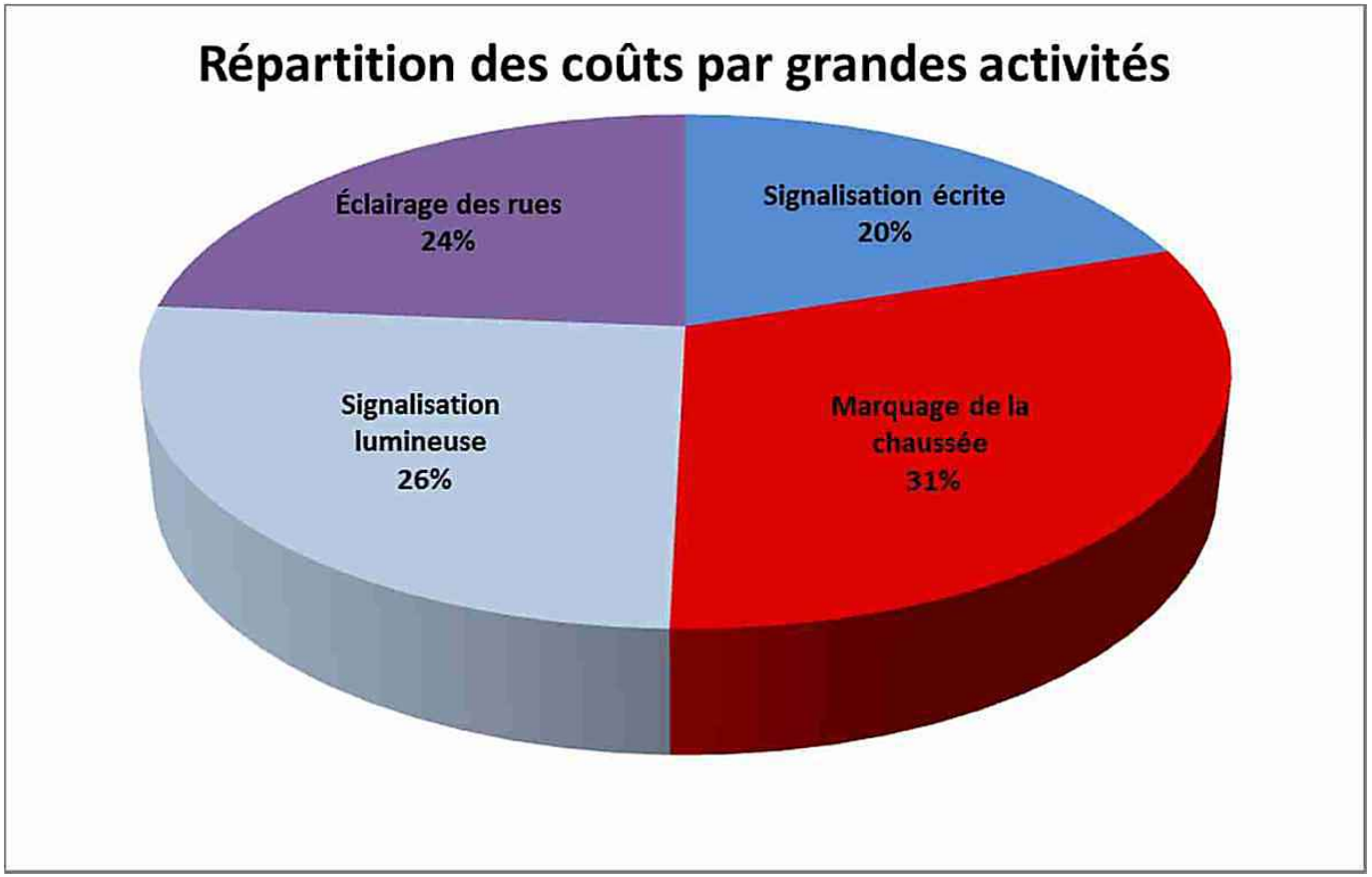
- Le coût unitaire réel (effort) est différent par activité.
- Les arrondissements ne consomment pas les activités de façon uniforme.

Méthodologie: coûts modélisés

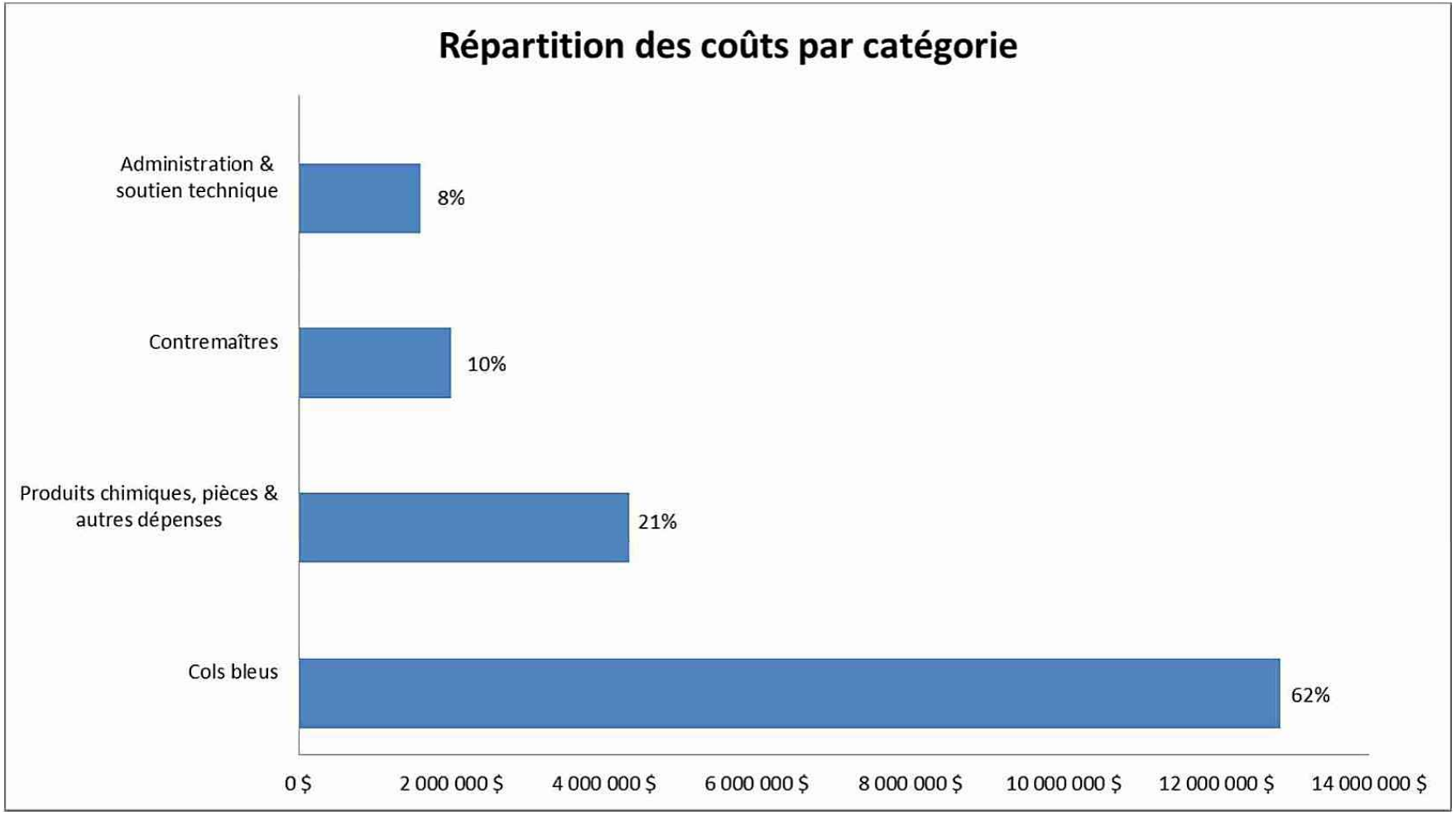


- La démarche inclut l'ensemble des dépenses encourues par la division EESM.
- Les ressources RPP: Finances, RH ne sont pas incluses.
- Le matériel roulant n'est pas inclus.

Résultats (Réel 2018)



Résultats
Réel 2018



Coûts unitaires
Réel 2018

Montréal

Activités	Types de volumétrie	Volumétries	Coûts unitaires
Signalisation écrite - Panneaux	# d'interventions	32 651	107 $
Signalisation écrite - Événements spéciaux	# d'événements	38	16 352 $
Marquage - Axial	# mètres linéaires	2 359 509	1 $
Marquage - Symboles	# symboles	47 669	84 $
Éclairage - Entretien rues	# luminaires	80 144	43 $
Éclairage - Entretien parcs	# luminaires	12 969	107 $
Éclairage - Événements spéciaux	# d'événements	70	1 240 $
Signalisation lumineuse - Feux	# feux par intersection	54 240	66 $
Signalisation lumineuse - Contrôleurs	# de contrôleurs	1 808	1 001 $

Principes directeurs

- La nouvelle méthodologie de calcul des charges interunités se base sur les coûts de l'année précédente et sur la volumétrie reflétant le niveau d'activité pour la même période. Un coût unitaire par activité est calculé.
- Le coût unitaire est ensuite multiplié par la volumétrie pour arriver à un coût par activité **par arrondissement**.
- Au besoin, le budget des charges interunités est ensuite réparti au pro-rata du coût réel par arrondissement.
- La révision des charges interunités par arrondissement constitue « un ajustement technique », comme discuté avec le Service des finances. ➡ Les écarts entre les nouvelles charges interunités n'auront pas à être supportés par les arrondissements.
- Seuls les ajustements futurs issus d'ajouts de services ou d'indexations peuvent être financés par les arrondissements.

3. Impacts : charges interunités (Budget 2020)

Arrondissements	Nouvelle répartition		Ancienne répartition		Variation	
	$	%	$	%	$	%
Ahuntsic-Cartierville	2 467 204 $	13%	2 082 500 $	11%	384 704 $	2%
Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce	2 166 122 $	11%	1 833 100 $	9%	333 022 $	2%
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	2 234 970 $	11%	1 950 000 $	10%	284 970 $	1%
Le Plateau-Mont-Royal	2 101 713 $	11%	2 053 200 $	10%	48 513 $	0%
Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles	1 882 919 $	10%	1 623 700 $	8%	259 219 $	1%
Rosemont–La Petite-Patrie	2 493 075 $	13%	2 541 000 $	13%	-47 925 $	0%
Le Sud-Ouest	1 704 629 $	9%	1 707 300 $	9%	-2 671 $	0%
Ville-Marie	2 623 017 $	13%	3 733 000 $	19%	-1 109 983 $	-6%
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	1 903 850 $	10%	2 053 700 $	10%	-149 850 $	-1%
Total	**19 577 500 $**	**100%**	**19 577 500 $**	**100%**	**0 $**	**0%**

N.B. : la facturation interne continue à être chargée selon les coûts réels.

4. Prochaines étapes

Le budget 2020 étant adopté, apporter des changements aux charges interunités nécessite le traitement financier suivant, lequel a été établi par le Service des finances :

- Il s'agit d'une « reclassification technique ».
- Un sommaire décisionnel sera préparé par RPP avec une intervention des arrondissements touchés pour faire des « virements » permettant de changer la charge interunités pour qu'elle soit en place en 2020.
- Le Service des finances ajustera les transferts centraux à la prochaine confection du budget du même montant que le virement.

Mise à jour annuelle

1. • Charge interunité de l'année précédente
2. • Ajout de l'indexation salariale
3. • Ajout de service si applicable
4. • Nouvelle charge interunité

	Nouvelle Charges interunités (CUI) 2020				
Arrondissements	**Éclairage - 3141**	**Sig. écrite - 3162**	**Sig. lumineuse - 3163**	**Marquage - 3164**	**Total**
Ahuntsic-Cartierville	680 591 $	335 023 $	557 052 $	894 539 $	2 467 204 $
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	466 889 $	416 445 $	678 907 $	603 882 $	2 166 122 $
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve	626 130 $	392 546 $	559 953 $	656 341 $	2 234 970 $
Le Plateau Mont-Royal	379 616 $	608 147 $	577 361 $	536 590 $	2 101 713 $
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	752 200 $	175 229 $	293 032 $	662 458 $	1 882 919 $
Rosemont La Petite-Patrie	515 650 $	540 664 $	571 558 $	865 203 $	2 493 075 $
Sud-Ouest	500 161 $	397 727 $	452 605 $	354 136 $	1 704 629 $
Ville-Marie	425 632 $	593 920 $	998 051 $	605 415 $	2 623 017 $
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	455 565 $	352 427 $	557 052 $	538 807 $	1 903 850 $
Total CIU	**4 802 432 $**	**3 812 127 $**	**5 245 571 $**	**5 717 370 $**	**19 577 500 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics

Dossier # : 1200717001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Objet :	Autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissements suivants : Ahunstic-Cartierville, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1200717001 Répartition CUI 2020_AC.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Josée BÉLANGER
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : (514)872-4142

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-23

Lisa SIMINARO
Directrice rel.avec les citoyens, serv.adm. greffe
Tél : (514) 872-8710
Division : Ahuntsic-Cartierville

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1200717001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Objet :	Autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissements suivants : Ahunstic-Cartierville, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1200717001 CDN NDG Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-13

Guylaine GAUDREAULT
Directrice
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe

Dossier # : 1200717001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Objet :	Autoriser la nouvelle répartition apportée aux charges interunités de la Direction EESM avec les arrondissements suivants : Ahunstic-Cartierville, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1200717001_RPP_Nouvelle répartition charges interunités 2020.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eugeniu RASCU
Agent de gestion des ressources financières

Tél : 514-872-9526

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Marie DESHARNAIS
Directeur des services administratifs_ des relations avec les citoyens_ des communications et du greffe
Tél : 514 872-3504
Division : Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.05

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1201097007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation de la modification du sens de la circulation et du lien cyclable de la rue Gilford entre les rues Garnier et Fullum.

Il est recommandé d'accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation de la modification du sens de la circulation et du lien cyclable de la rue Gilford entre les rues Garnier et Fullum.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-01 13:17

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201097007**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation de la modification du sens de la circulation et du lien cyclable de la rue Gilford entre les rues Garnier et Fullum.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Par ailleurs, le 24 octobre 2019 le conseil d'agglomération avait délégué au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2020, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal. Sachant que l'aménagement et le réaménagement de la piste cyclable sur laquelle il souhaite intervenir est de la juridiction du conseil municipal par délégation du conseil d'agglomération, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation de l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal constitue l'objet du présent dossier. L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal offre de prendre en charge la coordination et la réalisation de la modification du sens de la circulation et du lien cyclable de la rue Gilford entre les rues Garnier et Fullum (voir plan de localisation en pièce jointe). Il justifie une intervention rapide à cet endroit ainsi. *« C'est une mesure d'apaisement de la circulation qui vise principalement à sécuriser les déplacements des cyclistes et réduire le transit véhiculaire sur la rue Gilford. »*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 25 0139 - 6 mai 2019 - Offre au Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (chapitre C-11.4), de prendre en charge l'étude et la mise en oeuvre de la modification du sens de la circulation de la rue Gilford, entre les rues Garnier et Fullum. (GDD 1196407001)

DESCRIPTION

Les travaux consistent à mettre à sens unique la rue Gilford entre les rues Garnier et Fullum et à apporter des modifications au marquage des bandes cyclables de part et d'autre de la chaussée.

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés dans le RAAV et touchent également le réseau cyclable identifié au Plan de transport, dont la compétence est déléguée par le conseil d'agglomération à la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement :
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la directrice de la mobilité avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement cyclables.**
  Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur le projet visé. La validation des esquisses préliminaires par la division Développement de projets et intégration des réseaux est donc préalable à l'émission de l'autorisation par la directrice de la Direction de la mobilité. Cette autorisation témoignera de l'accord du SUM quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SUM en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SUM, direction de la mobilité - chef de la Division Développement de projets et intégration des réseaux, comme partie prenante dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagements cyclables.**

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;

- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts des travaux sont assumés par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet permettra à l'Arrondissement de contribuer aux objectifs de son Plan Local de Développement Durable (PLDD) 2016-2020 en poursuivant les engagements liés à *la priorité d'intervention numéro 1 : Réduire les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance aux énergies fossiles,* Action 1 : Augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun en sécurisant les déplacements actifs des citoyens sur le trajet domicile-école-travail.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de ce projet permettra de poursuivre le programme d'apaisement de la circulation en limitant le transit véhiculaire et en sécurisant les déplacements des cyclistes sur la rue Gilford.
Des impacts sur la circulation sont toutefois à prévoir aux intersections suivantes :

- Papineau/Saint-Joseph Est
- De Lorimier/Saint-Joseph Est
- Papineau/Mont-Royal Est
- De Lorimier/Marie-Anne Est

La Direction de la mobilité s'assurera que l'arrondissement dépose simultanément aux plans et devis les mesures de mitigation à prévoir afin d'atténuer les impacts prévus à ces intersections.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impact pour l'approbation de l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal lié à la COVID-19, cependant il y a un risque que la réalisation des travaux soit retardée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.
Des avis aux résidents seront distribués avant le début des travaux. Cette décision sera aussi annoncée dans le communiqué des faits saillants de la séance du conseil qui est diffusé sur le fil de presse, dans les médias sociaux et l'infolettre, ainsi que sur le site Web de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 : Acceptation par le conseil municipal de l'offre de services de l'arrondissement
Juillet 2020: Travaux de marquage et signalisation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Benoît MALETTE, 23 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Stéphane BLAIS
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-1959
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-04-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-04-30


Système d'information géographique et spatiale
rue Masson
rue Fullum
rue Messier
rue Parthenais
avenue des Érables
rue Franchère
rue D'Iberville
rue Frontenac
terrasse Guindon
rue Robert-Gravel
rue Pauline-Julien
rue Saint-Grégoire
rue Barrette
avenue Laurier Est
rue Marquette
rue Gilford
rue Chambord
rue De Lanaudière
rue Fabre
rue Garnier
avenue Papineau
rue Cartier
rue Lafontaine
rue Marie-Anne Est
rue De Courville
avenue De Lorimier
rue Rachel Est
JMap
0
50
100
200m

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.06

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1201097008

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux du sentier multifonctionnel et cyclable dans le parc Ahuntsic.

Il est recommandé d'accepter l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux du sentier multifonctionnel et cyclable dans le parc Ahuntsic.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-01 13:23

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201097008**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux du sentier multifonctionnel et cyclable dans le parc Ahuntsic.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Par ailleurs, le 24 octobre 2019 le conseil d'agglomération avait délégué au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2020, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal. Sachant que l'aménagement et le réaménagement de la piste cyclable sur laquelle il souhaite intervenir est de la juridiction du conseil municipal par délégation du conseil d'agglomération, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation des deux offres de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville constitue l'objet du présent dossier. L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville propose de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux du sentier multifonctionnel et cyclable dans le parc Ahuntsic. De fait, l'arrondissement justifie une intervention rapide à cet endroit ainsi. « *L'ajout de saillies améliorera la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation* ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 09 0305 - 9 décembre 2019 - Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de sentier multifonctionnel et cyclable dans le parc Ahuntsic dans le cadre de son plan de transport. - GDD 1196074002

CG19 0483 - 24 octobre 2019 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2020, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - GDD 1196407001

DESCRIPTION

Les travaux consistent en l'aménagement du sentier polyvalent dans le parc ainsi que des deux entrées du sentier (rue St-Hubert et rue Lajeunesse). Ce parcours sera intégré aux différentes infrastructures du parc et permettra d'ajouter du mobilier et de la plantation d'arbres afin de consolider le couvert végétal et ainsi contribuer à diminuer les îlots de chaleur. Ce sentier polyvalent, sera conçu pour convenir à divers modes de déplacements et pourra à la fois accueillir piétons et cyclistes de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en transition d'Ouest en Est.

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés dans le RAAV et touchent également le réseau cyclable identifié au Plan de transport, dont la compétence est déléguée par le conseil d'agglomération à la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement de d'Ahuntsic-Cartierville est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement :
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la directrice de la mobilité avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement cyclable.**
  Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur le projet visé. La validation des esquisses préliminaires par la division Développement de projets et intégration des réseaux est donc préalable à l'émission de l'autorisation par la directrice de la Direction de la mobilité. Cette autorisation témoignera de l'accord du SUM quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SUM en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SUM, direction de la mobilité - chef de la Division Développement de projets et intégration des réseaux, comme partie prenante ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux**

d’aménagement.
Cette intervention confirmera que le SUM assumera l’entièreté des dépenses liées aux aménagements cyclables qui seront faits sur cet axe identifié au plan vélo, selon les conditions émises, y compris les plans et devis.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la mobilité s'engage à assumer uniquement les coûts de réalisation jusqu'à concurrence de 500 000 $ pour l'aménagement du sentier multifonctionnel du Parc Ahuntsic à l'intérieur des budgets prévus du Service de l'urbanisme et de la mobilité. Les travaux doivent être réalisés en 2020.
Les coûts de main d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors contrat seront assumés par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux envisagés permettront d'augmenter les options de transport actifs et contribueront ainsi à améliorer la qualité de vie et la sécurité des citoyens et familles de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas accepter cette offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville aurait pour conséquence de ne pas réaliser le sentier polyvalent.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impact pour l'approbation de l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville lié à la COVID-19, cependant il y a un risque que la réalisation des travaux soit retardée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 : Acceptation de l'offre de service de l'arrondissement par le conseil municipal
Mai 2020 : Octroi du contrat
Été 2020 : Travaux du Parc Ahuntsic

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

François GODEFROY
Chef de section

Tél : 514-868-0972
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-04-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-01

Éléments à enlever/relocaliser pour le tracé du sentier multifonctionnel

21 Arbres

8 Lampadaires

Tracé sentier multifonctionnel 5m

Arbre à enlever

Lampadaire à relocaliser

format cartouche : 11" x 17" fichier : PFTCV/P0-P-P-SEN.dwg

B3 paysage interdisciplinaire

5445 ave de gaspé bureau 640
montréal québec h2t 3b2
438.838.8333 atelierb3.com

no. projet
PFTPA

étape de projet
0- ÉTUDE

dessiné par

vérifié par

projet
PROGRAMME FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE
Parc Ahuntsic

titre du dessin
Révision du tracé du sentier multifonctionnel 5m large

émis pour
pour discussion

échelle
1:1500

date
2018-12-10

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.07

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1201097009

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter trois offres de service de l'arrondissement de Ville-Marie en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux 1. d'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle dans la rue de Rouen entre les rues d'Iberville et Du Havre, 2. d'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle dans la rue Larivière entre les rues Fullum et Dufresne ainsi que dans la rue Dufresne entre la rue Larivière et le Parc Walter-Stewart et 3. d'aménagement de la rue De Rouen entre l'avenue Gascon et la rue du Havre.

Il est recommandé d'accepter une offre et deux offres à venir de service de l'arrondissement de Ville-Marie en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux 1. d'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle dans la rue de Rouen entre les rues d'Iberville et Du Havre, 2. d'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle dans la rue Larivière entre les rues Fullum et Dufresne ainsi que dans la rue Dufresne entre la rue Larivière et le Parc Walter-Stewart et 3. d'aménagement de la rue De Rouen entre l'avenue Gascon et la rue du Havre.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-04 11:22

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201097009**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter trois offres de service de l'arrondissement de Ville-Marie en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux 1. d'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle dans la rue de Rouen entre les rues d'Iberville et Du Havre, 2. d'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle dans la rue Larivière entre les rues Fullum et Dufresne ainsi que dans la rue Dufresne entre la rue Larivière et le Parc Walter-Stewart et 3. d'aménagement de la rue De Rouen entre l'avenue Gascon et la rue du Havre.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Par ailleurs, le 24 octobre 2019 le conseil d'agglomération avait délégué au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2020, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal. Sachant que l'aménagement et le réaménagement des pistes cyclables sur lesquelles il souhaite intervenir sont de la juridiction du conseil municipal par délégation du conseil d'agglomération, l'arrondissement de Ville-Marie a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation des offres de service de l'arrondissement de Ville-Marie constitue l'objet du présent dossier.

Première offre (CA20 240039):

L'arrondissement de Ville-Marie propose de prendre en charge la conception et la réalisation

des travaux pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie. Cependant, seul l'aménagement de la rue de Rouen entre les rues d'Iberville et du Havre fait l'objet de l'acceptation de l'offre de service du présent dossier.

Deuxième offre (à venir)
L'arrondissement de Ville-Marie propose de prendre en charge la conception et la réalisation de l'aménagement d'une piste cyclable temporaire dans la rue Larivière entre les rues Fullum et Dufresne ainsi que dans la rue Dufresne entre la rue Larivière et le Parc Walter-Stewart

Troisième offre (à venir)
L'arrondissement de Ville-Marie propose de prendre en charge la conception et la réalisation de l'aménagement de la rue De Rouen entre l'avenue Gascon et la rue du Havre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

À venir - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour les aménagements sur la rue De Rouen entre l'avenue Gascon et la rue du Havre. - GDD 1207763001

À venir - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge l'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue Larivière entre les rues Fullum et Dufresne ainsi que sur la rue Dufresne entre la rue Larivière et le Parc Walter-Stewart. - GDD 1204735009

À venir - Accepter, en partie, l'offre de service du conseil d'arrondissement de Ville-Marie en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge le financement, la conception, la coordination et la réalisation des travaux de la rue Parthenais entre les rues Logan et Ontario et de la rue Plessis entre la rue Sherbrooke et le boulevard René-Levesque. - GDD 1201097003

CA20 240039 - 11 février 2020 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie. - GDD 1204735002

CG19 0483 - 24 octobre 2019 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2020, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - GDD 1196407001

DESCRIPTION

Rue De Rouen entre les rues d'Iberville et Du Havre:
Les travaux consistent en l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle avec mail de plantation du côté sud et en l'élargissement du trottoir du côté nord. Ce tronçon de la rue de Rouen deviendra à sens unique en direction ouest.

Rue Larivière entre les rues Fullum et Dufresne et la rue Dufresne entre la rue

Larivière et le Parc Walter-Stewart
Pour le premier tronçon, la piste cyclable bidirectionnelle se trouvera du côté nord de la rue Larivière entre les rues Fullum et Dufresne. Pour le second tronçon, la piste cyclable bidirectionnelle se trouvera du côté est de la rue Dufresne entre la rue Larivière et le parc Walter-Stewart. Il est à noter que la rue Dufresne sera fermée à la circulation automobile pour la période estivale. Par contre, comme la piste cyclable pourrait demeurer ouverte pendant l'automne, un panneau d'arrêt obligatoire pour les automobiles sera ajouté en direction sud de la rue Dufresne afin de permettre le passage sécuritaire des cyclistes à l'intersection.

Rue De Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon
Les travaux consistent à aménager une piste cyclable bi-directionnelle dans ce tronçon de la rue de Rouen aménagée en rue piétonne et fermée à la circulation automobile.

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés dans le RAAV et touchent également le réseau cyclable identifié au Plan de transport, dont la compétence est déléguée par le conseil d'agglomération à la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement de Ville-Marie, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement de Ville-Marie est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement :
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la directrice de la mobilité avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement cyclable.**
  Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur le projet visé. La validation des esquisses préliminaires par la division Développement de projets et intégration des réseaux est donc préalable à l'émission de l'autorisation par la directrice de la Direction de la mobilité. Cette autorisation témoignera de l'accord du SUM quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SUM en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SUM, direction de la mobilité - chef de la Division Développement de projets et intégration des réseaux, comme partie prenante ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.**
  Cette intervention confirmera que le SUM assumera l'entièreté des dépenses liées aux aménagements cyclables qui seront faits sur ces axes identifiés au plan vélo, selon les conditions émises, y compris les plans et devis.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la mobilité s'engage à assumer les coûts de réalisation de l'aménagement des liens cyclables de la rue de Rouen entre les rues d'Iberville et Gascon, de la rue Larivière entre les rues Fullum et Dufresne et de la rue Dufresne entre la rue Larivière et le Parc Walter-Stewart, jusqu'à concurrence de 155 000 $ à l'intérieur des budgets prévus du Service de l'urbanisme et de la mobilité. Les travaux doivent être réalisés en 2020.
Les coûts associés à l'aménagement et à la réfection des trottoirs et de la chaussée seront assumés par les surplus de gestion de l'arrondissement.
Les coûts de main d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors contrat seront assumés par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux envisagés permettront d'augmenter les options de transport actifs et contribueront ainsi à améliorer la qualité de vie et la sécurité des citoyens et familles de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser à court terme les travaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impact pour l'approbation de l'offre de service de l'arrondissement de Ville-Marie lié à la COVID-19, cependant il y a un risque que la réalisation des travaux soit retardée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 : Acceptation des offres de services de l'arrondissement par le conseil municipal
Mai 2020 : Octroi du contrat
Été-Automne 2020 : Travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-30

François GODEFROY
Chef de section

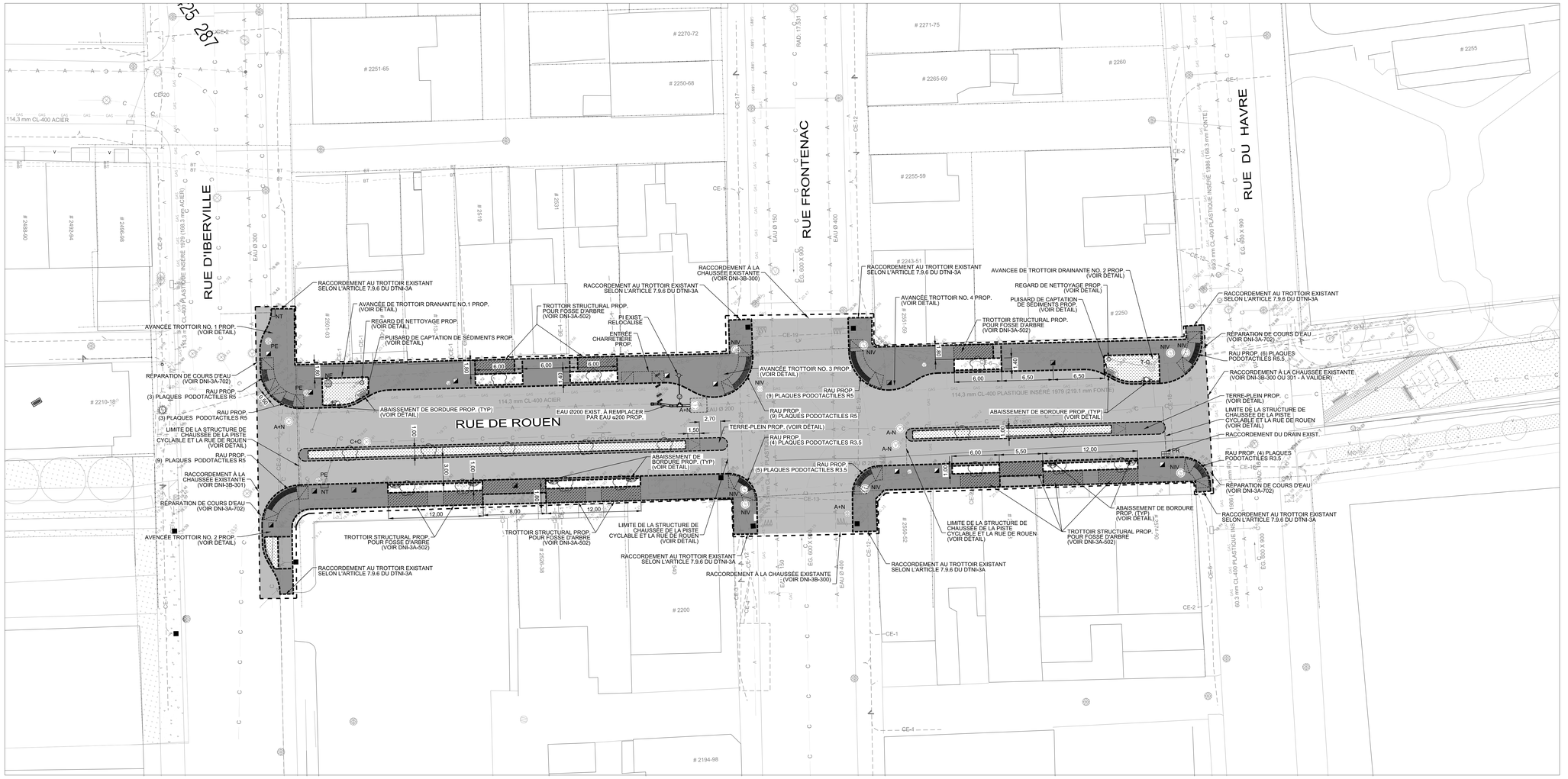
Tél : 514-868-0972
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-05-04

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-04



LÉGENDE DES AMÉNAGEMENTS DE SURFACE:

- ENROBÉ BITUMINEUX PROP.
- TROTTOIR MONOLITIQUE PROP. (VOIR DNI-3A-100)
- TROTTOIR STRUCTURAL POUR FOSSE D'ARBRE PROP.
- AMÉNAGEMENT PAYSAGER PROP.
- TROTTOIR BOULEVARD PROP.
- ARBRE PROP.
- ABAISSEMENT DE BORDURE PROP.
- PUISARD DE CAPTATION DE SÉDIMENT PROP.
- ENROCHEMENT PROP

NOTES

1- LES RAMPES D'ACCÈS UNIVERSEL (RAU) PROPOSÉES DOIVENT ÊTRE CONSTRUITES SELON LE DNI-3A-700, POUR LA LONGUEUR DE LA PARTIE ABAISSÉE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE RÉFÉRER AUX PLANS DE VOIRIE.

2- LES BORDURES SONT EN BÉTON ARMÉDE 300 mm DE LARGEUR ET DOIVENT ÊTRE CONSTRUITES SELON LE DNI-3A-200.

3- LES ARBRES EXISTANTS SONT À ABATTRE PAR L'ARRONDISSEMENT AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

4- RUE DE ROUEN: LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST MIXTE;
RUE D'IBERVILLE: LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST MIXTE;
RUE FRONTENAC: LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST SOUPLE;
RUE DU HAVRE: LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST XX.S.

LÉGENDE DES SERVICES COMPLEMENTAIRES ET AUTRES

- AQUEDUC
- ÉGOUT COMBINE
- DRAIN PLUVIAL
- HYDRO-QUÉBEC
- ÉNERGIR
- VIDÉOTRON
- BELL
- CSEM
- LIGNE DE LOT

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE, IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

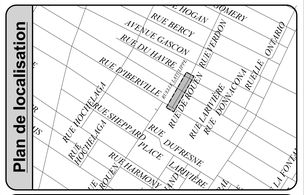
Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 63KM002

ROUEN / IBERVILLE
ALTITUDE: 19.189 m

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 (SCRS).

Plan de localisation



Carfouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Références

Plan d'arpentage:	PLAN ARPENTAGE ROUEN.dwg (Arperpro - 11 octobre 2019)
Plan EGA:	-
Plan BC:	-
Plan géométrie:	-

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Borne-fontaine
	Repère géodésique		Boîte de vanne
	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	M	Manchon
		B	Bollard
		OBS	Puits d'observation
	Symbole de forage	F.C.	Fin de courbe
	Base à briser et à reconstruire au même emplacement		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
	Base à construire		Chambre de transformateur
	Base existante		
	Base à briser ou à enlever		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RAU	Rampe d'accès universel
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
B	2020-04-20	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	É.B.
A	2020-03-24	ÉMIS POUR COMMENTAIRES SUR CONCEPT	É.B.

Ville-Marie
Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
1455, rue Bercy, 2e étage Montréal (Québec) H2K 2V1

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par:		Visite
-	-	-
Catherine Charette, ing. jr.	-	-
Jorge Aguilera	-	-

PRÉLIMINAIRE

VERSION 50%

Préparé par:
Éric Bélanger, ing.

2020 / 04 / 20

Projet:

RUE DE ROUEN
DE LA RUE D'IBERVILLE À LA RUE DU HAVRE

Arrondissement(s): **Ville-Marie (20)**


Nature des travaux:
TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE SIGNALISATION.

Titre du plan:
VUE EN PLAN
DUE DE ROUEN, DE LA RUE D'IBERVILLE À LA RUE DU HAVRE
AMÉNAGEMENT PROPOSE - VOIRIE
Ch. XX+XX @ XX+XX

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:200

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
XXXXXX	PL-VO-C-0003	3/5	B	N/A



Références

N°. de plan:	Description:

Notes

27 places de stationnement retiré sur Larivière

10 places de stationnement retiré sur Dufresne

Reconstruction d'une descente trottoir à l'intersection d'Iberville / Rouen

Légende

Marques sur la chaussée

- Ligne axiale
- Ligne axiale discontinue (3, 6)
- Ligne de délimitation de voies
- Ligne de rive
- Ligne de continuité (1, 3)
- Ligne de guidage (0.5, 1)
- Ligne de corridor pour les piétons
- Bandes de passage (0.4, 2.4, 0.4)
- Ligne de continuité (voie cyclable) (1.5, 1.5)
- (J) Marque de couleur jaune
- (E) À effacer
- { (E) } Tronçon à effacer
- Marque existant
- Marque proposé

Signalisation écrite

- AB-YZ → Panneau existant
- AB-YZ → Panneau proposé
- N Nouvelle signalisation
- C Signalisation à conserver
- R Signalisation à remplacer
- D Signalisation à déplacer
- E / X Signalisation à enlever

Plan de localisation

Boul. Saint-Laurent (Montréal)

N Géographique

Ce plan ne peut être utilisé à d'autres fins que pour celles pour lesquelles il a été préparé sans une autorisation écrite de la direction des transports de la Ville de Montréal.

Révisions

N°	Date	Description	Resp. projet
00	2019-04-30	Émis pour réalisation	R.V.

Montréal

Service de l'urbanisme et de la mobilité
Direction de la mobilité
Division de l'aménagement et des grands projets
801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Intervenants

Conception:
Tristan Fournier-Morand, Ag. Tech.
Ralph Vicière, Ing.

Chef de section:
Katie Tremblay, Ing.

Approuvé par:
Ralph Vicière, Ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
2019-05-01

Projet: Parc Walter Stewart
De la rue Parthenais à la rue de du Havre

Arrondissement(s): Ville-Marie

Nature des travaux:
Marquage, Signalisation et Géométrie

Numéro de projet:
1924

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle:
1 : 500 594mm X 1605mm

RIRE	Arrondissement	Dossier	Plan	Révision
	18		MA-SE-GE	00

agence RELIEFDESIGN
5795, Avenue De Gaspé, Suite 207, Montréal, Québec H2S 2X3. T: 514.500.3605, F: 514.317.9320, www.reliefdesign.ca



PLAN DE LOCALISATION

PROJET

RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE ROUEN DANS LE PARC MÉDÉRIC-MARTIN (Entre les rues du Havre et Gascon) Montréal, Québec

No. Soumission: VMP-20-XXX

CLIENT

Ville-Marie Montréal

Direction des travaux publics
Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

CONSULTANT(S)

GÉNIE CIVIL:
GRAVITAIRE
5139 Boulevard Lasalle
Verdun, Québec H4G 2C1
Tel.: 514-316-8827
www.gravitaire.com

LISTE DES PLANS

FEUILLE NO.	TITRE DU DESSIN	ÉCHELLE	RÉVISION
ARCHITECTURE DE PAYSAGE			
1000	PLAN DES CONDITIONS EXISTANTES ET DE DÉMOLITION	1:100	-
1001	PLAN DE DESCRIPTION DES OUVRAGES	1:100	-
1002	PLAN D'IMPLANTATION	1:100	-
1003	PLAN DE PLANTATION	1:100	-
1004	DÉTAILS DE CONSTRUCTION	VARIABLE	-
GÉNIE CIVIL (GRAVITAIRE)			
CIV-01	GÉNIE CIVIL - CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION	1:100	-
CIV-02	GÉNIE CIVIL - AMÉNAGEMENTS PROPOSÉS ET NIVELLEMENT	1:100	-
CIV-03	GÉNIE CIVIL - DÉTAILS	VARIABLE	-

NOTE: Pour échelle réelle, imprimer le cahier de plan en format "Oversize A1" (900mm x 625mm)

ÉMISSION : POUR COORDINATION

DATE : 2020-03-12

NOTES:

- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES INFORMATIONS PROPOSÉES AUX PLANS ET LES COMPARER AVEC LES CONDITIONS ACTUELLES DU SITE. AVISER IMMÉDIATEMENT LE DIRECTEUR DE TOUTES DIFFÉRENCES ET INCOMPATIBILITÉS IDENTIFIÉS POUR QUE CELUI-CI FASSE LES CORRECTIONS NÉCESSAIRES;
- LA CIRCULATION DE VÉHICULES LOURDS SE FERA UNIQUEMENT À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE DES TRAVAUX AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES RACINES NI DE COMPACTER LE SOL;
- TOUS LES ÉLÉMENTS QUI SONT INDIQUÉS À DÉMOLIR OU ENLEVER, DOIVENT ÊTRE ENLEVÉS DE FAÇON COMPLÈTE ET ÉVACUÉS HORS-SITE CONFORMÉMENT AUX INDICATIONS DU FASCICULE 2-115;
- LES UTILITÉS PUBLIQUES IDENTIFIÉES ET LES CONDUITS ÉLECTRIQUES SUR LES PLANS SONT DONNÉES À TITRE D'INFORMATION. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER LES DÉMARCHES REQUISES AFIN DE LES LOCALISER. EN CAS DE BRIS, IL EST ENTIÈREMENT RESPONSABLE DES DOMMAGES CAUSÉS AUX UTILITÉS PUBLIQUES ET DOIT DÉBOURSER LES MONTANTS NÉCESSAIRES À LA REMISE EN ÉTAT DE CELLES-CI;
- AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE APPROUVER L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES PAR LE DIRECTEUR. LE DIRECTEUR PEUT OPÉRER DES CHANGEMENTS AUX PLANS AVANT ET PENDANT LES TRAVAUX S'IL LE JUGE NÉCESSAIRE;
- L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES DOIT ÊTRE FAIT À L'AIDE D'UNE STATION TOTALE. AU DÉBUT DES TRAVAUX, LE SURVEILLANT FOURNIT À L'ENTREPRENEUR LE FICHIER *AUTOCAD* CONTENANT LES DONNÉES EN COORDONNÉES GÉODÉSIQUES POUR L'IMPLANTATION DES TRAVAUX.
- LA CLÔTURE DESSINÉE SUR LES PLANS N'EST QU'UNE REPRÉSENTATION GRAPHIQUE, CETTE REPRÉSENTATION NE REFLÈTE PAS LA RÉALITÉ. L'EMPLACEMENT DES POTEAUX SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT;
- POUR LES NIVEAUX EXISTANTS SE RÉFÉRER AU PLAN DE NIVELLEMENT 1002.

RUE DU HAVRE

AVENUE GASCON

BACS DE PLANTATION EN BOIS (6)
À ENLEVER ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

MODULE EN BOIS (1)
À ENLEVER ET DISPOSER HORS-SITE,
INCLUANT LES CYLINDRES D'ANCRAGE EN BÉTON
(Voir devis Fasc. 02-115)

TAPIS EN CAOUTCHOUC
À ENLEVER ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

PANNEAU DE SIGNALISATION (1)
À ENLEVER ET REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

ARBRES À TRANSPLANTER
(Voir Plan 1001 et devis Fasc. DTNP-3B)

PLQUES PODOTACTILES (5)
À ENLEVER ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

PANNEAU DE SIGNALISATION (1)
À ENLEVER ET REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

PUISARD D'ÉGOUT À CONSERVER ET AJUSTER
(Voir plan CIV-XXXX et devis fasc. DTNI XX)

SUPPORTS À VÉLOS (2)
À ENLEVER ET À DISPOSER HORS SITE
(Voir devis Fasc. 02-115)

PUISARD D'ÉGOUT À ENLEVER ET À DISPOSER HORS SITE
(Voir plan CIV-XXXX et devis fasc. DTNI XX)

CONDUITE DE GAZ
À ENLEVER ET DISPOSER HORS-SITE
(Voir plan CIV-XXXX et devis fasc. DTNI XX)

PLAQUES PODOTACTILES (2) À ENLEVER
ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir Fasc. 02-115)

*JOINTS DE DILATION SÉPARANT TROTTOIRS MONOLITHIQUE ET BOULEVARD;
SÉPARATION ENTRE LES SECTIONS DE TROTTOIR À CONSERVER ET À DÉMOLIR

CHAISE ADIRONDACK GÉANTE (1)
À ENLEVER ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

BACS DE PLANTATION EN BÉTON (4)
À ENLEVER ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

PANNEAUX DE SIGNALISATION (3)
À ENLEVER ET REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

PLAQUES PODOTACTILES (2) À ENLEVER
ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir Fasc. 02-115)

MARQUAGE DE TRAVERSE PIÉTONNE
À EFFACER
(Voir devis Fasc. 02-115)

BACS DE PLANTATION EN BÉTON (4)
À ENLEVER ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

PANNEAUX DE SIGNALISATION (3)
À ENLEVER ET REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

TABLE DE PING-PONG (1)
À ENLEVER, ENTREPOSER ET À RÉINSTALLER
(Voir devis Fasc. 02-115, 02-477 et Plan 1001)

CHAISE ADIRONDACK GÉANTE (1)
À ENLEVER ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

REGARD D'ÉGOUT À CONSERVER ET AJUSTER
(Voir plan CIV-XXXX et devis fasc. DTNI XX)

REGARD D'AQUEDUC À CONSERVER ET AJUSTER
(Voir plan CIV-XXXX et devis fasc. DTNI XX)

TABLES À PIQUE-NIQUE (2)
À ENLEVER ET REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

PLQUES PODOTACTILES (8)
À ENLEVER ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

PANNEAU DE SIGNALISATION (1)
À ENLEVER, ENTREPOSER ET À RÉINSTALLER
(Voir devis Fasc. 02-115, et Plan 1001)

*JOINTS DE DILATION SÉPARANT TROTTOIRS MONOLITHIQUE ET BOULEVARD;
SÉPARATION ENTRE LES SECTIONS DE TROTTOIR À CONSERVER ET À DÉMOLIR

SUPPORTS À VÉLOS (2) À ENLEVER
ET À DISPOSER HORS SITE
(Voir devis Fasc. 02-115)

ASSISES EN BOIS (2) SUR BASES DE GRANITE (2)
À ENLEVER, ENTREPOSER ET À RÉINSTALLER.
(Voir devis Fasc. 02-115, 02-477 et Plan 1001)

PUISARD D'ÉGOUT À CONSERVER ET AJUSTER
(Voir plan CIV-XXXX et devis fasc. DTNI XX)

CORBEILLES À DÉCHETS (2) ET BASE DE GRANITE (1)
CORBEILLES À ENLEVER, ENTREPOSER ET RÉINSTALLER
BASE DE GRANITE À ENLEVER ET REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115, 02-477 et Plan 1001)

TABLE À PIQUE-NIQUE (1)
À ENLEVER ET REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis Fasc. 02-115)

SIÉGE DE BALANÇOIRE ET PNEU, AVEC CHAÎNES,
À ENLEVER ET À REMETTRE À LA VILLE
(Voir devis fasc. 2-115)

STM

PS

E

LÉGENDE : EXISTANT À CONSERVER:

- VANNE D'AQUEDUC
- REGARD D'AQUEDUC
- BORNE FONTAINE
- BORNE FONTAINE DE LA STM
- REGARD / PUISARD
- REGARD D'ÉGOÛT
- PUITS ÉLECTRIQUE
- LAMPADAIRES
- POTEAU DE SIGNALISATION
- RÉSEAU ÉLECTRIQUE
- RÉSEAU D'ÉGOUT COMBINÉ
- RÉSEAU D'AQUEDUC
- RÉSEAU DE GAZ
- ARBRES EXISTANT PROTECTION INDIVIDUELLE DES TRONCS ET ZONE DE PROTECTION RACINAIRE (Voir devis Fasc. DTNP-3A)
- LIMITES DES TRAVAUX
- CLÔTURES DE CHANTIER

ÉLÉMENTS À ENLEVER, ENTREPOSER ET RÉINSTALLER:

- TERREAU DE PLANTATION (Voir devis Fasc. 02-115)
- ARBRES FEUILLUS EXISTANTS (Voir devis Fasc. 02-115)

ÉLÉMENTS À DÉMOLIR ET DISPOSER HORS DU SITE:

- SURFACE DE TROTTOIR EN BÉTON, INCLUANT LA FONDATION (Voir devis Fasc. 02-115)
- SURFACE D'ASPHALTE, INCLUANT LA FONDATION (Voir devis Fasc. 02-115)
- SURFACE D'ASPHALTE, EXCLUANT LA FONDATION (POUR PISTE CYCLABLE) (Voir devis Fasc. 02-115)
- RÉPARATION PARTIELLE ASPHALTE SUR LA RUE DE ROUEN (Voir devis DTNI-3B)
- TRAITS DE SCIE
  Inclus dans la démolition des surfaces de trottoirs et d'asphalte (Voir devis Fasc. 02-115)

Nom du projet :

RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE ROUEN DANS LE PARC MÉDÉRIC-MARTIN

No de contrat : VMP-20-XXX

Titre du plan :

PLAN DES CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION

B.M. Station de travail no 10 (N-O) Rues De Rouen et Du Havre

Coordonnées : (NAD83) x : 300776.271 y : 5043287.991 z : 20.822

Échelle : 1:100

Date : 2020-02-21

Dessin : D. St-Pierre. / Y. Pilon

Responsable du projet : VdM: A. Melendez, aRD: Y.Pilon

Approbation : VdM.: José Pierre, Chef de division

No	Titre	Date	Par
03	ÉMIS POUR COORDINATION	20-03-12	YP
02	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-27	YP
01	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-21	YP

Révisions

No du plan : 1000

No de l'index : 0252

No 1 X

Direction des travaux publics
Division : Aménagement des parcs et actifs immobiliers

Ville-Marie Montréal

NOTES:

- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES INFORMATIONS PROPOSÉES AUX PLANS ET LES COMPARER AVEC LES CONDITIONS ACTUELLES DU SITE. AVISER IMMÉDIATEMENT LE DIRECTEUR DE TOUTES DIFFÉRENCES ET IMCOMPATIBILITÉS IDENTIFIÉS POUR QUE CELUI-CI FASSE LES CORRECTIONS NÉCESSAIRES;
- LA CIRCULATION DE VÉHICULES LOURDS SE FERA UNIQUEMENT À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE DES TRAVAUX AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES RACINES NI DE COMPACTER LE SOL;
- TOUS LES ÉLÉMENTS QUI SONT INDIQUÉS À DÉMOLIR OU ENLEVER, DOIVENT ÊTRE ENLEVÉS DE FAÇON COMPLÈTE ET ÉVACUÉS HORS-SITE CONFORMÉMENT AUX INDICATIONS DU FASICULE 2-115;
- LES UTILITÉS PUBLIQUES IDENTIFIÉES ET LES CONDUITS ÉLECTRIQUES SUR LES PLANS SONT DONNÉES À TITRE D'INFORMATION. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER LES DÉMARCHES REQUISES AFIN DE LES LOCALISER. EN CAS DE BRIS, IL EST ENTIÈREMENT RESPONSABLE DES DOMMAGES CAUSÉS AUX UTILITÉS PUBLIQUES ET DOIT DÉBOURSER LES MONTANTS NÉCESSAIRES À LA REMISE EN ÉTAT DE CELLES-CI;
- AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE APPROUVER L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES PAR LE DIRECTEUR. LE DIRECTEUR PEUT OPÉRER DES CHANGEMENTS AUX PLANS AVANT ET PENDANT LES TRAVAUX S'IL LE JUGE NÉCESSAIRE;
- L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES DOIT ÊTRE FAIT À L'AIDE D'UNE STATION TOTALE. AU DÉBUT DES TRAVAUX, LE SURVEILLANT FOURNIT À L'ENTREPRENEUR LE FICHIER *AUTOCAD* CONTENANT LES DONNÉES EN COORDONNÉES GÉODÉSIQUES POUR L'IMPLANTATION DES TRAVAUX.
- LA CLÔTURE DESSINÉE SUR LES PLANS N'EST QU'UNE REPRÉSENTATION GRAPHIQUE, CETTE REPRÉSENTATION NE REFLÈTE PAS LA RÉALITÉ. L'EMPLACEMENT DES POTEAUX SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT;
- POUR LES NIVEAUX EXISTANTS SE RÉFÉRER AU PLAN DE NIVELLEMENT 1002.

RUE DU HAVRE

AVENUE GASCON

NOUVEAU PUISARD
Voir Plan CIV-XX

PUISARD À AJUSTER
Voir Civil.

REGARD À AJUSTER
Voir Plan CIV-XX

PUISARD À AJUSTER
Voir Plan CIV-XX

REGARD À AJUSTER
Voir Plan CIV-XX

PS

STM

LÉGENDE : EXISTANT À CONSERVER:

- VANNE D'AQUEDUC
- REGARD D'AQUEDUC
- BORNE FONTAINE
- BORNE FONTAINE DE LA STM
- REGARD / PUISARD
- REGARD D'ÉGOÛT
- PUITS ÉLECTRIQUE
- LAMPADAIRES
- POTEAU DE SIGNALISATION
- RÉSEAU ÉLECTRIQUE
- RÉSEAU D'ÉGOUT COMBINÉ
- RÉSEAU D'AQUEDUC
- RÉSEAU DE GAZ
- ARBRES EXISTANT PROTECTION INDIVIDUELLE DES TRONCS ET ZONE DE PROTECTION RACINAIRE (Voir devis Fasc. DTNP-3A)
- LIMITES DES TRAVAUX
- CLÔTURES DE CHANTIER

ÉLÉMENTS DE SURFACE:

- 1a TROTTOIR MONOLITHIQUES EN BÉTON Voir Plan CIV-XXXX et devis Fasc. DTNI-3A
- 1b TROTTOIR MONOLITHIQUES EN BÉTON Pour fosse de plantation d'arbre de rue Voir Plan CIV-XXXX et devis Fasc. DTNI-3A
- 1c TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON POUR CORBEILLES À DÉCHETS Voir Plan CIV-XXXX et devis Fasc. DTNI-3A
- 1d TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON POUR BANCS DE TYPE VILLE-MARIE Voir Plan CIV-XXXX et devis Fasc. DTNI-3A
- 1e TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON POUR TABLE DE PING-PONG Voir Plan CIV-XXXX et devis Fasc. DTNI-3A
- 1f TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON POUR MODULE DE BOIS Voir Plan CIV-XXXX et devis Fasc. DTNI-3A
- 1g TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON POUR TABLES À PIQUE-NIQUE Voir Plan CIV-XXXX et devis Fasc. DTNI-3A
- 2 BORDURE DE BÉTON COULÉE EN PLACE DE 200mm DE LARGE POUR PISTE CYCLABLE Voir Plan CIV-XXXX et devis Fasc. DTNI-3A
- 3 MURET DE BÉTON ARMÉ COULÉ EN PLACE DE 300mm DE LARGEUR x 600mm DE HAUT (POUR PISTE CYCLABLE) Voir Plan CIV-XXXX et devis fasc. DTNI-3A
- 4 PLAQUES PODOTACTILES Voir Plan CIV-XXXX et devis fasc. DTNI-3A
- CHAUSSÉE EN ENROBÉ BITUMINEUX Incluant fondation, sous-fondation et liant Voir Plan CIV-XXXX et devis fasc, DTNI-3B
- RÉPARATION PARTIELLE Voir Plan CIV-XXXX et devis fasc. DTNI-3B
- SURFACE EN PAVÉS DE BÉTON Voir devis Fasc. 02-514
- TERRE DE CULTURE NO. 1 POUR FOSSE D'ARBRE Voir devis Fasc, DTNP-1A
- TERRE DE CULTURE NO. 2 POUR LITS DE PLANTATION Voir devis Fasc. DTNP-1A
- GAZON EN PLAQUES Voir devis Fasc. DTNP-2A

OUVRAGES:

- A MODULE DE BOIS Voir devis Fasc. 02-446
- B SUPPORT À VÉLO Voir devis Fasc. 02-477
- C BOLLARD DÉLINÉATEUR FLEXIBLE Voir devis Fasc. 02-477
- D BANC DE TYPE LAFONTAINE AVEC DOSSIER, Fourni par la ville Voir devis Fasc. 02-477
- E1 TABLE À PIQUE-NIQUE ADAPTÉE EN BOIS, Fournie par la Ville Voir devis Fasc. 02-477
- E2 TABLE À PIQUE-NIQUE RÉGULIÈRE EN BOIS, Fournie par la Ville Voir devis Fasc. 02-477
- F1 CORBEILLE À DÉCHETS ET RECYCLAGE Fournie par la Ville Voir devis Fasc. 02-477
- F2 CORBEILLE À DÉCHETS ET RECYCLAGE Récupérée sur place Voir devis Fasc. 02-477
- G PARASOLS Fournis par la Ville Voir devis Fasc. 02-477
- H CHAISES DE TYPE "ADIRONDACK" Fournie par la Ville Voir devis Fasc. 02-477
- I ASSISE DE BOIS SUR BASE EN GRANITE, Récupérée sur place Voir devis Fasc. 02-477
- J INSCRIPTION "MÉDÉRIC-MARTIN" Récupérée sur place Voir devis Fasc. 02-477
- K TABLE DE PING-PONG Récupérée sur place Voir devis Fasc. 02-477
- L PANNEAU DE SIGNALISATION Récupéré sur place Voir devis Fasc. 02-477
- ARBRES À TRANSPLANTER Récupéré sur place Voir devis Fasc. DTNP-3B

Nom du projet :

RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE ROUEN DANS LE PARC MÉDÉRIC-MARTIN

No de contrat : VMP-20-XXX

Titre du plan :

PLAN DE DESCRIPTION DES TRAVAUX

B.M. Station de travail no 10 (N-O) Rues De Rouen et Du Havre

Coordonnées : (NAD83) x : 300776.271 y : 5043287.991 z : 20.822

Échelle : 1:100

Date : 2020-02-21

Dessin : D. St-Pierre. / Y. Pilon

Responsable du projet : VdM: A. Melendez, aRD: Y.Pilon

Approbation : VdM.: José Pierre, Chef de division

No	Titre	Date	Par
03	ÉMIS POUR COORDINATION	20-03-12	YP
02	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-27	YP
01	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-21	YP

Révisions

No du plan : 1001

No de l'index : 0252

No 2 X

Direction des travaux publics
Division : Aménagement des parcs et actifs immobiliers

Ville-Marie Montréal

RUE DU HAVRE

AVENUE GASCON

NOTES:

- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES INFORMATIONS PROPOSÉES AUX PLANS ET LES COMPARER AVEC LES CONDITIONS ACTUELLES DU SITE. AVISER IMMÉDIATEMENT LE DIRECTEUR DE TOUTES DIFFÉRENCES ET IMCOMPATIBILITÉS IDENTIFIÉS POUR QUE CELUI-CI FASSE LES CORRECTIONS NÉCESSAIRES;
- LA CIRCULATION DE VÉHICULES LOURDS SE FERA UNIQUEMENT À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE DES TRAVAUX AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES RACINES NI DE COMPACTER LE SOL;
- TOUS LES ÉLÉMENTS QUI SONT INDIQUÉS À DÉMOLIR OU ENLEVER, DOIVENT ÊTRE ENLEVÉS DE FAÇON COMPLÈTE ET ÉVACUÉS HORS-SITE CONFORMÉMENT AUX INDICATIONS DU FASICULE 2-115;
- LES UTILITÉS PUBLIQUES IDENTIFIÉES ET LES CONDUITS ÉLECTRIQUES SUR LES PLANS SONT DONNÉES À TITRE D'INFORMATION. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER LES DÉMARCHES REQUISES AFIN DE LES LOCALISER. EN CAS DE BRIS, IL EST ENTIÈREMENT RESPONSABLE DES DOMMAGES CAUSÉS AUX UTILITÉS PUBLIQUES ET DOIT DÉBOURSER LES MONTANTS NÉCESSAIRES À LA REMISE EN ÉTAT DE CELLES-CI;
- AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE APPROUVER L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES PAR LE DIRECTEUR. LE DIRECTEUR PEUT OPÉRER DES CHANGEMENTS AUX PLANS AVANT ET PENDANT LES TRAVAUX S'IL LE JUGE NÉCESSAIRE;
- L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES DOIT ÊTRE FAIT À L'AIDE D'UNE STATION TOTALE. AU DÉBUT DES TRAVAUX, LE SURVEILLANT FOURNIT À L'ENTREPRENEUR LE FICHIER *AUTOCAD* CONTENANT LES DONNÉES EN COORDONNÉES GÉODÉSIQUES POUR L'IMPLANTATION DES TRAVAUX.
- LA CLÔTURE DESSINÉE SUR LES PLANS N'EST QU'UNE REPRÉSENTATION GRAPHIQUE, CETTE REPRÉSENTATION NE REFLÈTE PAS LA RÉALITÉ. L'EMPLACEMENT DES POTEAUX SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT;
- POUR LES NIVEAUX EXISTANTS SE RÉFÉRER AU PLAN DE NIVELLEMENT 1002.

LÉGENDE : EXISTANT À CONSERVER:

- VANNE D'AQUEDUC
- REGARD D'AQUEDUC
- BORNE FONTAINE
- BORNE FONTAINE DE LA STM
- REGARD / PUISARD
- REGARD D'ÉGOÛT
- PUITS ÉLECTRIQUE
- LAMPADAIRES
- POTEAU DE SIGNALISATION
- RÉSEAU ÉLECTRIQUE
- RÉSEAU D'ÉGOUT COMBINÉ
- RÉSEAU D'AQUEDUC
- RÉSEAU DE GAZ
- ARBRES EXISTANT PROTECTION INDIVIDUELLE DES TRONCS ET ZONE DE PROTECTION RACINAIRE (Voir devis Fasc, DTNP-3A)
- LIMITES DES TRAVAUX
- CLÔTURES DE CHANTIER

Nom du projet :

RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE ROUEN DANS LE PARC MÉDÉRIC-MARTIN

No de contrat : VMP-20-XXX

Titre du plan :

PLAN D'IMPLANTATION

B.M. Station de travail no 10 (N-O) Rues De Rouen et Du Havre

Coordonnées : (NAD83) x : 300776.271 y : 5043287.991 z : 20.822

Échelle : 1:100

Date : 2020-02-21

Dessin : D. St-Pierre. / Y. Pilon

Responsable du projet : VdM: A. Melendez, aRD: Y.Pilon

Approbation : VdM.: José Pierre, Chef de division

No	Titre	Date	Par
02	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-27	YP
01	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-21	YP

Révisions

No du plan : 1003

No de l'index : 0252

No 3 X

Direction des travaux publics
Division : Aménagement des parcs et actifs immobiliers

Ville-Marie Montréal

NOTES:

- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES INFORMATIONS PROPOSÉES AUX PLANS ET LES COMPARER AVEC LES CONDITIONS ACTUELLES DU SITE. AVISER IMMÉDIATEMENT LE DIRECTEUR DE TOUTES DIFFÉRENCES ET INCOMPATIBILITÉS IDENTIFIÉS POUR QUE CELUI-CI FASSE LES CORRECTIONS NÉCESSAIRES;
- LA CIRCULATION DE VÉHICULES LOURDS SE FERA UNIQUEMENT À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE DES TRAVAUX AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES RACINES NI DE COMPACTER LE SOL;
- TOUS LES ÉLÉMENTS QUI SONT INDIQUÉS À DÉMOLIR OU ENLEVER, DOIVENT ÊTRE ENLEVÉS DE FAÇON COMPLÈTE ET ÉVACUÉS HORS-SITE CONFORMÉMENT AUX INDICATIONS DU FASICULE 2-115;
- LES UTILITÉS PUBLIQUES IDENTIFIÉES ET LES CONDUITS ÉLECTRIQUES SUR LES PLANS SONT DONNÉES À TITRE D'INFORMATION. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER LES DÉMARCHES REQUISES AFIN DE LES LOCALISER. EN CAS DE BRIS, IL EST ENTIÈREMENT RESPONSABLE DES DOMMAGES CAUSÉS AUX UTILITÉS PUBLIQUES ET DOIT DÉBOURSER LES MONTANTS NÉCESSAIRES À LA REMISE EN ÉTAT DE CELLES-CI;
- AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE APPROUVER L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES PAR LE DIRECTEUR. LE DIRECTEUR PEUT OPÉRER DES CHANGEMENTS AUX PLANS AVANT ET PENDANT LES TRAVAUX S'IL LE JUGE NÉCESSAIRE;
- L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES DOIT ÊTRE FAIT À L'AIDE D'UNE STATION TOTALE. AU DÉBUT DES TRAVAUX, LE SURVEILLANT FOURNIT À L'ENTREPRENEUR LE FICHIER *AUTOCAD* CONTENANT LES DONNÉES EN COORDONNÉES GÉODÉSIQUES POUR L'IMPLANTATION DES TRAVAUX.
- LA CLÔTURE DESSINÉE SUR LES PLANS N'EST QU'UNE REPRÉSENTATION GRAPHIQUE, CETTE REPRÉSENTATION NE REFLÈTE PAS LA RÉALITÉ. L'EMPLACEMENT DES POTEAUX SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT;
- POUR LES NIVEAUX EXISTANTS SE RÉFÉRER AU PLAN DE NIVELLEMENT 1002.

RUE DU HAVRE

AVENUE GASCON

LÉGENDE : EXISTANT À CONSERVER:

- VANNE D'AQUEDUC
- REGARD D'AQUEDUC
- BORNE FONTAINE
- BORNE FONTAINE DE LA STM
- REGARD / PUISARD
- REGARD D'ÉGOÛT
- PUITS ÉLECTRIQUE
- LAMPADAIRES
- POTEAU DE SIGNALISATION
- RÉSEAU ÉLECTRIQUE
- RÉSEAU D'ÉGOUT COMBINÉ
- RÉSEAU D'AQUEDUC
- RÉSEAU DE GAZ
- ARBRES EXISTANT PROTECTION INDIVIDUELLE DES TRONCS ET ZONE DE PROTECTION RACINAIRE (Voir devis Fasc. DTNP-3A)
- LIMITES DES TRAVAUX
- CLÔTURES DE CHANTIER

Nom du projet :

RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE ROUEN DANS LE PARC MÉDÉRIC-MARTIN

No de contrat : VMP-20-XXX

Titre du plan :

PLAN DE PLANTATION

B.M. Station de travail no 10 (N-O) Rues De Rouen et Du Havre

Coordonnées : (NAD83) x : 300776.271 y : 5043287.991 z : 20.822

Échelle : 1:100

Date : 2020-02-21

Dessin : D. St-Pierre. / Y. Pilon

Responsable du projet : VdM: A. Melendez, aRD: Y.Pilon

Approbation : VdM.: José Pierre, Chef de division

Direction des travaux publics
Division : Aménagement des parcs et actifs immobiliers

No	Titre	Date	Par
03	ÉMIS POUR COORDINATION	20-03-12	YP
02	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-27	YP
01	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-21	YP

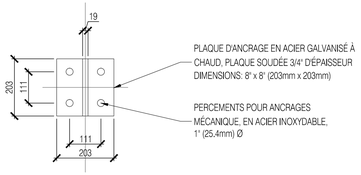
Révisions

No du plan : 1003

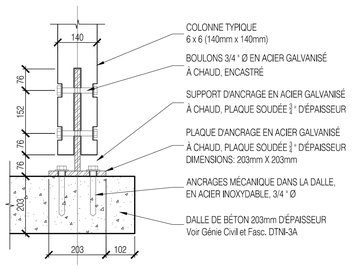
No de l'index : 0252

No 4 X

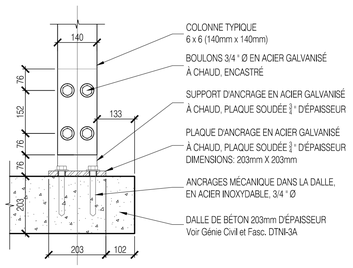
Ville-Marie Montréal



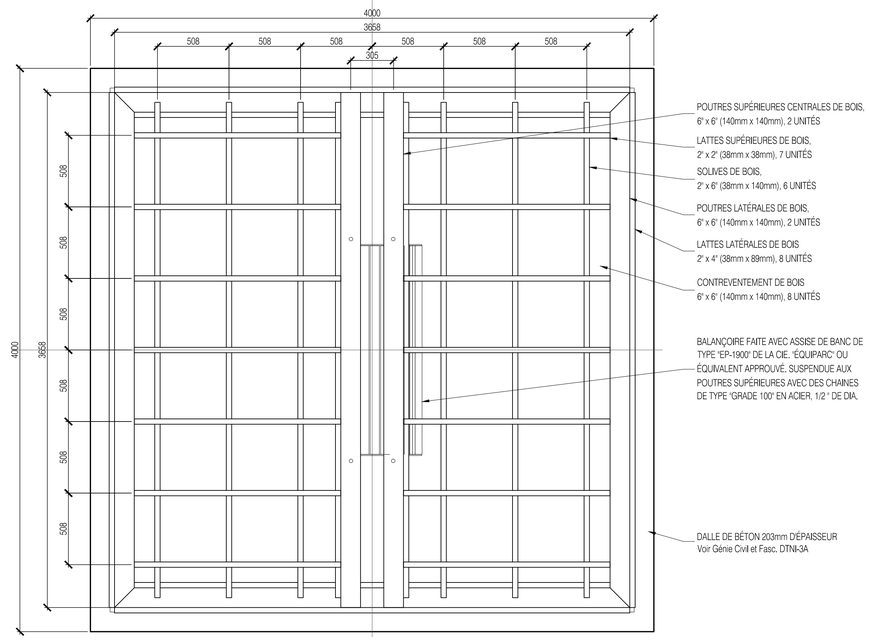
DÉTAIL DE PLAQUE D'ANCRAGE
(Vue en plan. Échelle: 1:10)

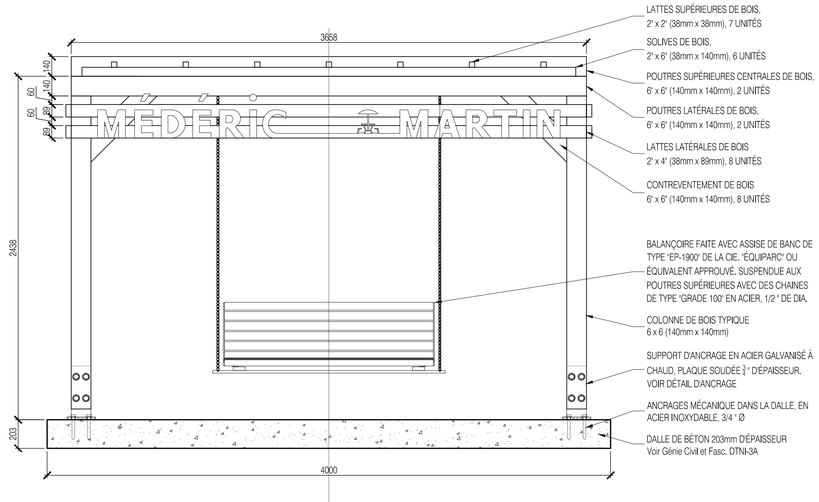


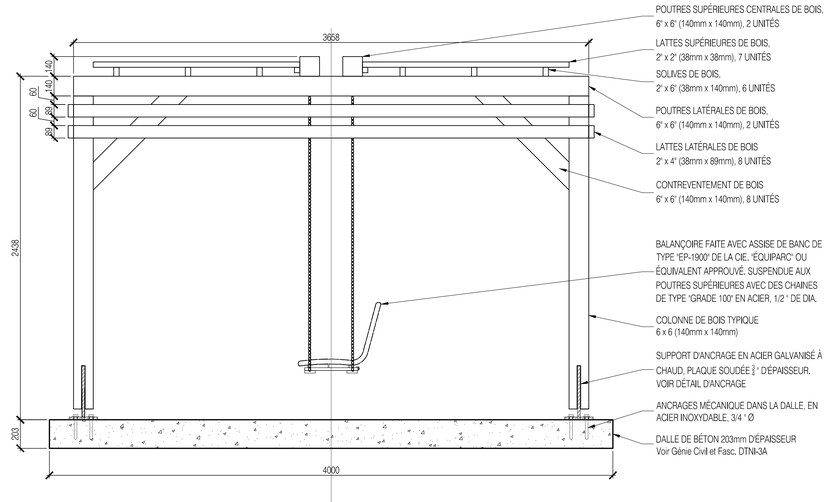
DÉTAIL DE PLAQUE D'ANCRAGE
(Élévation latérale. Échelle 1:10)



DÉTAIL DE PLAQUE D'ANCRAGE
(Élévation frontale. Échelle: 1:10)







A BORDURES DE BÉTON COULÉES EN PLACE
Échelle 1:20

LÉGENDE :

Nom du projet :

RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE ROUEN DANS LE PARC MÉDÉRIC-MARTIN

No de contrat : VMP-20-XXX

Titre du plan :

DÉTAILS DE CONSTRUCTION

B.M. Station de travail no 10 (N-O) Rues De Rouen et Du Havre

Coordonnées : (NAD83) x : 300776.271 y : 5043287.991 z : 20.822

Échelle : 1:100

Date : 2020-02-21

Dessin : D. St-Pierre. / Y. Pilon

Responsable du projet : VdM: A. Melendez, aRD: Y.Pilon

Approbation : VdM.: José Pierre, Chef de division

No	Titre	Date	Par
03	ÉMIS POUR COORDINATION	20-03-12	YP
02	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-27	YP
01	ÉMIS POUR COORDINATION	20-02-21	YP

Révisions

No du plan : 1004

No de l'index : 0252

No 5 X

Direction des travaux publics
Division : Aménagement des parcs et actifs immobiliers

Ville-Marie Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.08

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1198662001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	1 - Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses 2 - Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie

Il est recommandé :

1. d'autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses ;
2. de mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie;
3. d'autoriser les crédits pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses, pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

4. d’imputer ces dépenses, et ce, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Cette dépense sera assumée à 97,68 % par la Ville centre et 2,32 % par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-08 10:55

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198662001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	1 - Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter -McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses 2 - Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le projet du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, est réalisé dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (Programme RAC), qui s'inscrit dans l'axe 3 de l'Entente MCC-Ville sur le développement culturel de Montréal, et du Programme de soutien aux équipements culturels municipaux. Le Programme RAC consiste à rénover, agrandir ou construire des bibliothèques afin d'augmenter et d'améliorer l'offre de services, tout en enrichissant la qualité de vie culturelle de la population montréalaise.

Le Programme de soutien aux équipements culturels municipaux vise la consolidation et le développement d'équipements culturels de proximité.

Afin de mieux desservir la population du district de Peter-McGill en matière de services socioculturels, la Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie œuvrent conjointement depuis 2015 à l'élaboration du futur centre de Peter-McGill qui sera intégré à un vaste projet de développement immobilier sur le site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants.

Le centre entend répondre aux carences du district de Peter-McGill, identifiées d'une part, lors des consultations citoyennes réalisées en 2013 et, d'autre part, lors des diagnostics du réseau Accès culture et du Programme RAC.

Le projet d'aménagement proposé pour le centre de Peter-McGill permettra de regrouper dans un même lieu trois composantes : une bibliothèque, une maison de la culture et des espaces sociaux destinés à l'ensemble de la communauté montréalaise. Ce projet vise donc à doter la partie ouest de l'arrondissement de Ville-Marie de son premier équipement collectif municipal.

Le district de Peter-McGill est le plus populeux de l'arrondissement de Ville-Marie et l'un des districts qui connaît la plus forte croissance démographique à Montréal. Sa population hétérogène et la diversité culturelle, économique et sociale du district, rendent plus complexes la création et le maintien d'un sentiment d'appartenance envers ce secteur.

De plus, il se caractérise par sa densité très élevée et l'effervescence immobilière actuelle du secteur ne fera que renforcer ce fait. Il apparaît donc comme une nécessité d'avoir un lieu permettant l'émergence d'un sentiment d'appartenance au secteur et d'offrir un milieu de vie complet, conformément à la *Stratégie du centre-ville* (août 2016).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240343 (3 juillet 2019) : Approuver une affectation de surplus de 3 485 680 $ en vue de financer la rente d'usufruit pour les années 2021, 2022 et 2023 du futur centre de Peter-McGill.

CE19 8074025 (1er mai 2019) : Mandat d'exécution octroyé par le comité exécutif de Montréal pour permettre au Service de la culture de débuter la phase d'exécution du projet d'aménagement du centre de Peter-McGill /Programme (DAP) – Partie C

CA19 240096 (12 mars 2019) : Approuver la poursuite du projet du centre de Peter-McGill et la participation de l'arrondissement aux budgets d'immobilisation et de fonctionnement selon la répartition prévue dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques de la Ville de Montréal

CM19 0353 (26 mars 2019) : Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières [projets de la bibliothèque Maisonneuve (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve), de la bibliothèque de L'Octogone (arrondissement de LaSalle) et de la bibliothèque de Peter-McGill (arrondissement de Ville-Marie)]

CE19 0253 (13 février 2019) : Inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction et d'aménagement de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente. [projets de la bibliothèque de Maisonneuve (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve), de la bibliothèque de L'Octogone (arrondissement de LaSalle) et de la bibliothèque de Peter-McGill (arrondissement de Ville-Marie)]

CA19 240031 (12 février 2019) : Approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023

CM18 0649 (29 mai 2018) : Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Société en commandite 2300 Tupper Tour 3, un terrain vacant situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme de 242 111,76 $, plus les taxes applicables / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à 9349-8244 Québec inc., aux fins d'assemblage, un terrain vacant situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme de 1 599 489,57 $, plus les taxes applicables

CA18 240245 (8 mai 2018) : Approuver un projet d'acte par lequel 9350-3530 Québec inc., 9350-3423 Québec inc., 9350-3480 Québec inc. et Société en commandite 2300 Tupper Tour 3 cèdent à la Ville de Montréal une servitude d'aménagement d'un parc à des fins publiques, dont l'assiette volumétrique d'une superficie au sol de 543,8 m² est située du côté ouest de la rue du Sussex, au sud de la rue Tupper, dans l'arrondissement de Ville-Marie, laquelle affecte une partie des lots 6 022 781 et le lot 6 022 784 du cadastre du Québec, et ce, sans contrepartie financière

CA18 240268 (8 mai 2018) : Approuver un projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit

CM17 0820 (13 juin 2017) : Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement autorisant la construction d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue Atwater et les rues Tupper et du Sussex. / Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal (04-047) » et son Document complémentaire quant à l'affectation et la hauteur maximale

CM17 0820 (12 juin 2017) : Adopter, en vertu de l'article 89 de la Charte, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue Atwater et les rues Tupper et du Sussex, ainsi qu'un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal - Mandater l'OCPM pour tenir les audiences publiques

CE16 0861 (25 mai 2016) : Approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction RAC des bibliothèques

CA15 240077 (10 février 2015) : Mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie afin de déposer une demande de financement au Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques publiques et dans le cadre du Programme de soutien aux équipements culturels municipaux pour la construction d'un centre communautaire intégré incluant une bibliothèque et un espace de diffusion culturelle dans le district de Peter-McGill de l'arrondissement de Ville-Marie, et approuver un budget de 10 000 $ à même le budget de fonctionnement de la Direction culture, sports, loisirs et développement social pour la réalisation des activités de co-design reliées à l'élaboration de l'avant-projet

CG12 0471 (20 décembre 2012) : Approuver l'Entente de développement culturel 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

CE07 1967 (5 décembre 2007) : Mise en place du programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques (RAC)

DESCRIPTION

Le centre de Peter-McGill sera intégré au projet de requalification du site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants (conversion d'un équipement métropolitain en projet immobilier local).
Le projet de construction privée vise des tours résidentielles d'une hauteur variable et des espaces verts accessibles au public. Dans ces tours seront aménagés des logements (environ 1 500 unités destinées à la vente et à la location), des commerces, des espaces à bureaux et le centre de Peter-McGill. Ce dernier sera situé au basilaire des tours 4 et 5 dans le projet Square Children's du promoteur Devimco.

Le promoteur mettra à la disposition de la Ville de Montréal un base-building conforme aux termes de l'entente d'usufruit signée entre la Ville de Montréal et Devimco (9349-8244 Québec inc.) et approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 8 mai 2018 (CA18 240268).

Dans cet espace bâti de 5 310 m^2 bruts, trois fonctions se répartiront comme suit :

1. une bibliothèque d'environ 3 507 m^2 bruts, incluant des espaces sociaux pour la communauté;
2. une maison de la culture d'environ 1 680 m^2 bruts;
3. un espace à bureaux pour les organismes du milieu de 123 m^2 bruts.

Le Programme fonctionnel et technique (PFT), incluant une estimation budgétaire préparée par un économiste de la construction et la Direction de la gestion de projets immobiliers (DGPI), présente un coût global de projet de 47,5 M$ (net de ristourne), et ce, conformément au mandat d'exécution octroyé par le comité exécutif le 1er mai 2019 (CE19 8074025). De ce montant, 7,9 M$ net de ristourne correspondent à la part de la rente d'usufruit pour le base building conformément à l'entente d'usufruit adoptée le 8 mai 2018 par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA18 240268).

Sur le plan environnemental, une certification LEED Or est visée pour les aménagements intérieurs de ce projet.

Le présent dossier décisionnel a pour but de demander :

- l'autorisation du lancement du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie;
- d'approuver les crédits nécessaires pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses (502 224 $ net de ristourne). Ce montant sera utilisé pour octroyer des contrats individuels d'un maximum de 99 500 $, taxes incluses.

Le concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur, est un processus conforme aux exigences de l'Ordre des architectes du Québec (OAQ), du ministère de la Culture et des Communications (MCC) et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) contribuant ainsi à consolider le statut de *Montréal, Ville UNESCO de design* .

JUSTIFICATION

Le projet du centre de Peter-McGill vise à combler les déficits en matière d'offre de services et d'équipements collectifs, tant sur les plans qualitatifs que normatifs dans l'un des districts

qui connaît la plus forte croissance démographique à Montréal. Au regard des conclusions du *Diagnostic des bibliothèques municipales de l'Île de Montréal* (publié en 2005 et mis à jour en 2007) et du *Diagnostic du réseau municipal de diffusion culturel accès culture 2009* , une intervention est donc justifiée pour offrir à la population de l'ouest de l'arrondissement de Ville-Marie un centre culturel moderne, attrayant, fonctionnel et ouvert à la communauté.
Les efforts et les investissements réalisés dans le cadre du Programme RAC démontrent la volonté de l'administration de faire de Montréal une métropole culturelle de création, de savoir et d'innovation. Le Programme s'inscrit donc dans le cadre de la « Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015 » et dans le plan d'action découlant du « Rendez-vous novembre 2007-2017 Montréal, métropole culturelle ».

En termes d'acceptabilité sociale, le projet se justifie par le besoin de créer un lieu d'ancrage et d'intégration pour la communauté susceptible de soutenir le développement de ses composantes les plus vulnérables notamment en facilitant leur connexion avec les services offerts par le réseau Accès culture et les Bibliothèques de Montréal, mettant ainsi en œuvre son objectif principal de soutien à la cohésion sociale du quartier dans un complexe immobilier en développement, au sein du pôle culturel actif que représente le centre-ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de la culture recommande un vote de crédits d'un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses (502 224 $ net de ristourne), pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill dans l'arrondissement de Ville-Marie.
Ces crédits seront utilisés pour octroyer des contrats individuels d'un maximum de 99 500 $, taxes incluses, aux finalistes non retenus à l'issue de la seconde étape, pour la rémunération du jury, du conseiller professionnel et de certains membres du comité technique, pour les frais de logistique et pour la communication.

Un montant maximal de 502 223,31 $ net de ristourne sera assumé comme suit :

Service de la culture

- 66,05 % au projet 36610 - Programme RAC soit 331 718,50 $ net de ristourne par le règlement d'emprunt de compétence locale 11-023 *Const. renov. bibliothèques et collection initiales*
- 31,63 % au projet 38120 - *Acquisition et valorisation d'équipements culturels* soit 158 853,23 $ net de ristourne par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-043 Acquisition Valorisation Équipements Culturels CM17 0486

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015.

La dépense de 331 718,50 $ est subventionnée au montant de 15 424 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Il y a donc un emprunt net à la charge de la Ville de 475 147,73 $ et celui-ci a fait l'objet de la recommandation de crédit suivante: 13-03.01.01.00-0375.

Cette dépense sera priorisée dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 du service (en milliers de dollars, au net,après subvention) :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
36610 Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques	317	-	-	-	317
	317	-	-	-	317
Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
38120 Acquisition et valorisation d'équipements culturels	159	-	-	-	159
	159	-	-	-	159

Arrondissement Ville-Marie

- 2,32 % par l'arrondissement de Ville-Marie
  11 651,58 $ par le règlement d'emprunt de compétence locale CA-24-285 Progr. protect. bâtiments CA18 240499

Cette dépense sera assumée à 97,68 % par la ville centre et à 2,32 % par l'arrondissement de Ville-Marie

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable et, en ce sens, ce projet contribue directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

Les objectifs des maisons de la culture sont l'accès à la culture, la participation citoyenne, le développement des publics, la diversité culturelle montréalaise et la médiation culturelle.

Le projet du centre de Peter-McGill sera conçu et réalisé dans le respect des grands principes de développement durable et de la transition écologique de la Ville de Montréal, de même que l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture.

Une certification LEED Or pour les aménagements intérieurs est visée pour ce projet, ainsi qu'une certification de scène écoresponsable pour la salle de spectacle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet aura un impact positif et majeur pour l'arrondissement de Ville-Marie. Les résidents du district de Peter-McGill auront accès à une installation culturelle de grande qualité. Elle leur permettra d'avoir accès à une bibliothèque du XXIe siècle, innovante,

technologique avec une variété de services adaptés et une maison de la culture moderne et invitante. Cette nouvelle destination culturelle améliorée favorisera l'appropriation citoyenne dans un contexte de mixité et de diversité.
Le centre de Peter-McGill sera un tiers lieu, un espace communautaire, un lieu de rassemblement, de développement des pratiques artistiques et d'échanges pour tous. À plus long terme, la nouvelle bibliothèque et la maison de la culture deviendront des lieux incontournables déployant des actions structurantes pour rejoindre les clientèles vulnérables, améliorer la maturité scolaire, réduire le décrochage scolaire, de même pour l'amélioration de la qualité de vie et la vie communautaire.

- Développer une offre de services de bibliothèque et de maison de la culture en fonction des nouveaux besoins des citoyens et selon les lignes directrices de qualité pour les bibliothèques publiques de Montréal et le Plan directeur des équipements culturels.

- Créer un centre citoyen et communautaire, un lieu d'ancrage, de rassemblement et d'échanges pour tous visant à offrir un milieu de vie complet.

- Offrir un lieu d'apprentissage collaboratif et de participation culturelle.

- Créer un lieu accueillant, convivial et distinctif pour attirer les citoyens du quartier et les populations plus vulnérables.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le règlement du concours a été adapté aux circonstances actuelles de la crise sanitaire (se référer à la rubrique « Calendrier et étapes subséquentes »). Par ailleurs, ce lancement de concours aura un impact positif sur l'ensemble de l'écosystème des professionnels liés à l'industrie de la construction (architectes, ingénieurs, designers, etc.) en ces temps difficiles, ce qui contribuera à la relance économique et sociale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications, aucune opération de communication n'est prévue pour le présent dossier. Des activités de communication sont toutefois prévues lors du lancement du concours.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Principaux jalons /	Date planifiée (en trimestre)					
Principales activités	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisation du PFT	T2 - T4					
Lancement du concours		T2				
Fin du concept du concours d'architecture - sélection du lauréat		T4				
Dépôt - Plans et devis préliminaires			T1			
Dépôt - Plans et devis définitifs			T3			
Octroi de contrat pour l'exécution des travaux				T1		
Début des travaux				T1		
Travaux complétés à 50 %				T3		
Fin des travaux					T1	
Fin de la mise en opération et ouverture					T3	
Clôture administrative (réception définitive)						T1

L'entente d'usufruit approuvée le 8 mai 2018, par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie

(CA18 240268) prévoit la livraison du base-building le 1er janvier 2020 et le premier versement de la rente 18 mois après, soit le 1er juillet 2021, alors que le centre ne sera pas encore en opération tel qu'illustré au calendrier ci-dessus.

Actuellement, le promoteur Devimco (9349-8244 Québec inc.) est en retard pour la livraison du base-building et serait en mesure de le livrer en juillet 2020, à l'exception de certains espaces extérieurs, notamment la voie d'accès à la zone de débarcadère et aux espaces de déchargement du centre.

Ces espaces extérieurs seraient livrés, conformément aux termes de l'entente d'usufruit, entre novembre 2020 et mai 2021. En effet, une injonction provisoire rendue en sa faveur dans le différend qui l'oppose au propriétaire du terrain voisin permettrait au promoteur de finaliser les travaux requis.

D'un point de vue fonctionnel, la Ville et le promoteur sont en mesure de trouver des solutions alternatives jusqu'en mai 2021.

> Note : Ces échéances tiennent compte de la crise sanitaire de la COVID-19 et sont basées sur une reprise du chantier le 11 mai 2020.

Conséquemment, le Service de la culture recommande de procéder au lancement du concours comme prévu. Si des incertitudes devaient apparaître durant le processus de concours, le règlement du concours prévoit que l'on puisse d'une part, décaler la seconde étape du concours durant laquelle intervient la majorité des dépenses et, d'autre part, de suspendre le processus à tout moment.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier fait partie intégrante de la Politique de développement culturel 2017–2022 de la Ville de Montréal qui a été adoptée par le comité exécutif en 2017. Il permettra plus précisément de contribuer aux priorités 14.18, 14.21 et 14.22 libellées comme suit : 14.18 : « Contribuer au développement d'une communauté inclusive et engagée en renouvelant l'expérience de la bibliothèque du 21e siècle pour les citoyens et en continuant d'offrir aux usagers une expérience de haute qualité ».

14.21 : « Favoriser par la médiation culturelle le croisement entre les pratiques citoyennes et le milieu artistique professionnel, dans une optique permettant de soutenir les rencontres interculturelles, la diversité des expressions et la mixité des pratiques ».

14.22 : « Réaffirmer le rôle essentiel du réseau Accès culture comme outil de démocratisation et de développement culturel, de progrès social et de rapprochement entre les citoyens ».

Ce projet s'inscrit dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard des alinéas « b. » et « e. » de l'article 20 qui disent que la Ville s'engage à « maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation » et « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

Les parties prenantes au dossier approuvent le présent sommaire ainsi que les recommandations qui en découlent.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Cécile TERRASSON, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jabiz SHARIFIAN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Mathieu PERRIER, Service des finances
Lucia PADUANO, Service de la culture
Mylène BERNARD, Service de la culture
Gina TREMBLAY, Ville-Marie
Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie
Isabelle FORTIER, Ville-Marie
Stéphanie ROSE, Service de la culture
Sophie CHARLEBOIS, Service de la culture
Éric POTVIN, Service de la culture
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Julie NICOLAS, Service des finances

Lecture :

Julie NICOLAS, 7 mai 2020
Isabelle FORTIER, 7 mai 2020
Maryse BOUCHARD, 26 mars 2020
Gina TREMBLAY, 10 février 2020
Mylène BERNARD, 17 décembre 2019
Lucia PADUANO, 12 décembre 2019
Cécile TERRASSON, 9 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laure MELAY-GASPERI
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-6601
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-07

Amélie HARBEC
Chef de division RAC

Tél : 514 872-3160
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ivan FILION
Directeur de la direction des bibliothèques
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-05-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2020-05-08

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Le sous-ministre

Québec, le 29 avril 2020

Monsieur Serge Lamontagne
Directeur général
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.105
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Directeur général,

En réponse à votre lettre du 20 décembre 2019, nous vous avisons qu'en application de l'article 573.3.1 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation autorise la Ville de Montréal à octroyer un contrat pour la fourniture de services professionnels au lauréat d'un concours pluridisciplinaire pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill.

Le règlement de concours pour ce projet devra être substantiellement conforme au « projet de règlement type pour un concours d'architecture, pluridisciplinaire ou de design » élaboré par la Ville de Montréal et approuvé par le Ministère – version du 15 décembre 2016. La Ville de Montréal devra également apporter les modifications qui ont été justifiées à l'annexe 1 de votre lettre du 20 décembre 2019. Toute autre modification substantielle au règlement devra préalablement être approuvée par la ministre.

De plus, en raison des montants en jeu, la Ville devra ouvrir le concours à toutes les provinces et territoires du Canada ainsi qu'à l'Union européenne et ses États membres. Les conditions relatives aux certifications professionnelles devront se limiter à une autorisation d'exercer la profession au Québec en vertu des lois applicables.

Enfin, dans les 60 jours suivant le dépôt du rapport du jury, la Ville de Montréal devra publier sur son site Internet une déclaration selon laquelle le concours en question a été tenu en conformité avec le règlement précité et y joindre les renseignements pertinents à cet effet.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Frédéric Guay

Québec
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamh.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1198662001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Objet :	1 - Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses 2 - Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198662001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-07

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198662001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Objet :	1 - Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses 2 - Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1198662001 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposée au budget
Tél : 514 872-9964

Coauteur
Julie Nicolas
Conseillère budgétaire
514 872-7660

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Mathieu PERRIER
Chef de division - conseil et soutien financiers
Tél : 514 868-3410

Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.09

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1201097005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception, la réalisation et la surveillance des travaux associés à la mise en place temporaire de la piste cyclable faisant partie du Réseau Express Vélo (REV) dans les rues Saint-Antoine, entre les rues de Courcelle et Guy, et Saint-Jacques, entre les rues Rose-de-Lima et Guy.

Il est recommandé d'accepter l'offre de service du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception, la réalisation et la surveillance des travaux associés à la mise en place temporaire de la piste cyclable faisant partie du Réseau Express Vélo (REV) dans les rues Saint-Antoine, entre les rues de Courcelle et Guy, et Saint-Jacques, entre les rues Rose-de-Lima et Guy.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-30 12:28

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201097005**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception, la réalisation et la surveillance des travaux associés à la mise en place temporaire de la piste cyclable faisant partie du Réseau Express Vélo (REV) dans les rues Saint-Antoine, entre les rues de Courcelle et Guy, et Saint-Jacques, entre les rues Rose-de-Lima et Guy.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Par ailleurs, le 24 octobre 2019 le conseil d'agglomération avait délégué au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2020, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal. Sachant que l'aménagement et le réaménagement de la piste cyclable sur laquelle il souhaite intervenir est de la juridiction du conseil municipal par délégation du conseil d'agglomération, l'arrondissement du Sud-Ouest a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation de l'offre de service de l'arrondissement du Sud-Ouest constitue l'objet du présent dossier.
L'arrondissement du Sud-Ouest offre de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux associés à la mise en place temporaire de la piste cyclable faisant partie du Réseau Express Vélo (REV) dans les rues Saint-Antoine, entre les rues de Courcelle et Guy, et Saint-Jacques, entre les rues Rose-de-Lima et Guy (voir plan de localisation en pièce

jointe). Il justifie une intervention rapide à cet endroit ainsi. *« Ces liens faciliteront et sécuriseront les déplacements des cyclistes et permettront d'améliorer la santé des citoyens. »*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0483 - 24 octobre 2019 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2020, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - GDD1196407001
CA19 22 0140 - 17 mai 2019 - Offre, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), de prendre en charge la réalisation des travaux associés à la mise en place temporaire d'une piste cyclable (dossier 1190890003)

DESCRIPTION

La phase transitoire du projet, prévue en 2020, consiste à implanter une bande cyclable unidirectionnelle protégée par des bollards et à modifier les feux de circulation pour les deux tronçons suivants :

- rue Saint-Antoine entre les rues de Courcelle et Guy (± 2,6 km) en direction ouest
- rue Saint-Jacques entre les rues Rose-de-Lima et Guy (± 1,5 km) en direction est

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés dans le RAAV et touchent également le réseau cyclable identifié au Plan de transport, dont la compétence est déléguée par le conseil d'agglomération à la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement du Sud -Ouest, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement du Sud-Ouest est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement :
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la directrice de la mobilité avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement cyclable.**
  Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur le projet visé. La validation des esquisses préliminaires par la division Développement de projets et intégration des réseaux est donc préalable à l'émission de l'autorisation par la directrice de la Direction de la mobilité. Cette autorisation témoignera de l'accord du SUM quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SUM en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SUM, direction de la mobilité - chef de la Division Développement de projets et intégration des réseaux, comme partie prenante ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses dans les sommaires décisionnels d'octroi de**

contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux d’aménagement.
Cette intervention confirmera que le SUM assumera l’entièreté des dépenses liées aux aménagements cyclables qui seront faits sur cet axe identifié au plan vélo, selon les conditions émises, y compris les plans et devis.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la mobilité s'engage à assumer les coûts de réalisation du projet, à l'intérieur des budgets prévus du Service de l'urbanisme et de la mobilité sous réserve que le plan final soit approuvé par la division Développement de projets et intégration des réseaux. Les travaux doivent être réalisés en 2020.
Les coûts de main d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors contrat seront assumés par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux projetés auront un impact certain sur la qualité de vie des citoyens. Ces liens faciliteront et sécuriseront les déplacements des cyclistes et permettront d’améliorer la santé des citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser à court terme les travaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impact pour l'approbation de l'offre de service de l'arrondissement du Sud-Ouest lié à la COVID-19, cependant il y a un risque que la réalisation des travaux soit retardée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 : Acceptation par le conseil municipal de l'offre de services de l'arrondissement
Août 2020 : Octroi du contrat
Automne 2020: Travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sandra PICARD, Le Sud-Ouest
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Sandra PICARD, 28 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Stéphane BLAIS
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

Tél : 514 872-1959
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-04-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-04-30

REV Saint-Antoine/Saint-Jacques Phase transitoire

rue Saint-Antoine entre de Courcelle et Guy

A

Guy / Saint-Antoine, Montréal, QC H3C, Canada

B

De Courcelle / Saint-Jacques, Montréal, QC H4C 1E2, Canada

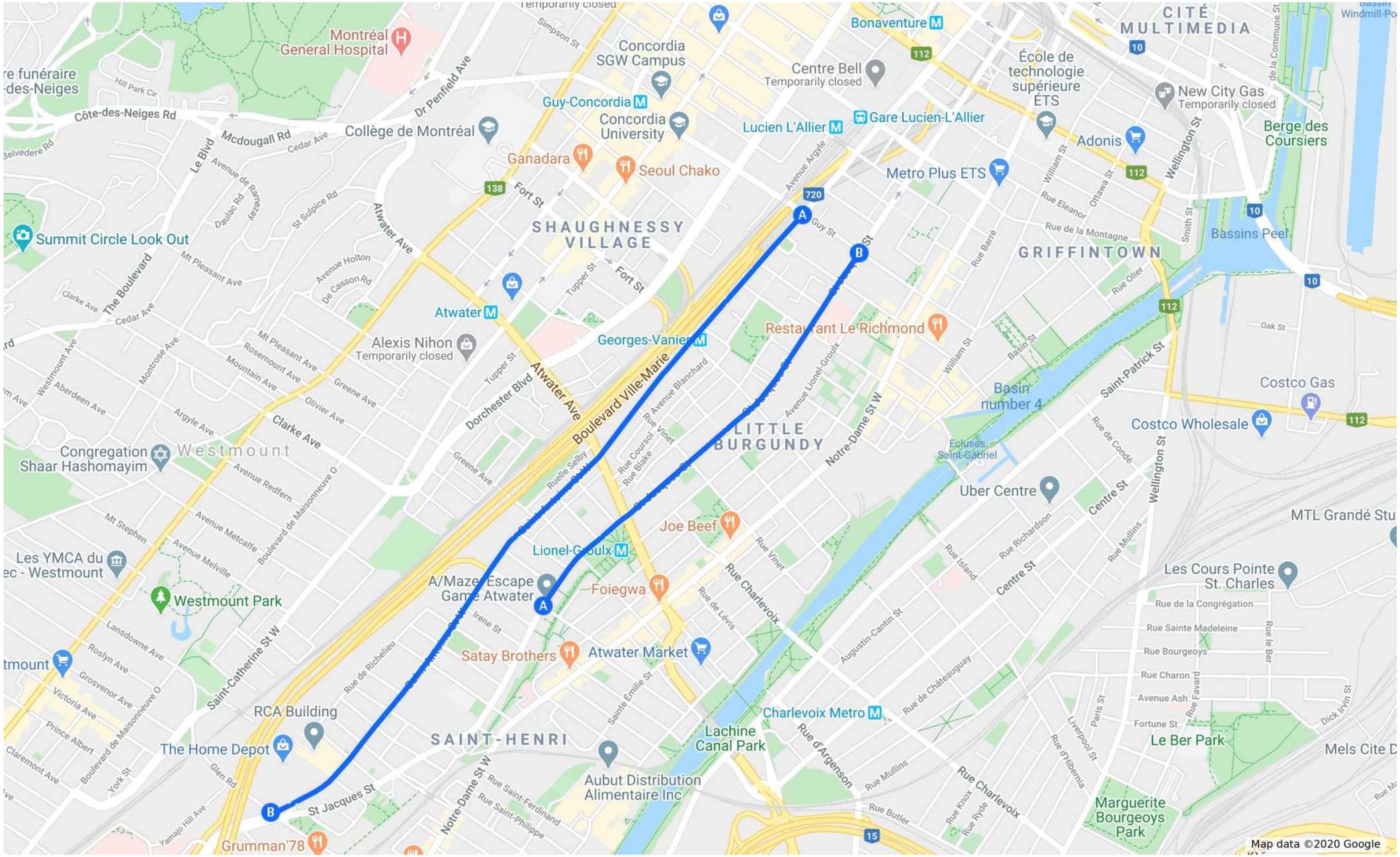
rue Saint-Jacques entre Rose-de-Lima et Guy

A

Saint-Jacques / Greene, Montréal, QC H4C 1H2, Canada

B

Guy / Saint-Jacques, Montréal, QC H3J, Canada



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1204815001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt de 34 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour les travaux relatifs aux installations sportives extérieures.

Il est recommandé :
d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour les travaux relatifs aux installations sportives extérieures ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-17 08:29

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204815001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt de 34 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour les travaux relatifs aux installations sportives extérieures.

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2018, le comité exécutif de la Ville de Montréal adoptait son Plan directeur du sport et du plein air urbains. Basé sur plusieurs sources d'information, le Plan directeur vise à nantir les multiples acteurs de la Ville et du milieu d'une connaissance sur l'état actuel du réseau montréalais et d'en extraire les enjeux afin de prendre des mesures concrètes pour y répondre.
À cet effet, la mise en œuvre du Programme des installations sportives extérieures (PISE), adopté en mars 2019, est l'une des mesures permettant de répondre aux besoins de mise à niveau du réseau sportif. Il s'agit d'un mécanisme par lequel les arrondissements peuvent bénéficier d'une contribution financière de la Ville de Montréal et mener à bien des projets d'immobilisation dans les parcs de leur territoire. Il permet de soutenir financièrement les arrondissements dans la réalisation de leurs projets reliés aux installations et plateaux sportifs extérieurs.

Les objectifs spécifiques du PISE sont multiples :

- La mise à niveau d'installations sportives existantes pour l'amélioration de l'offre de services ou maintien de l'actif;
- L'aménagement de nouvelles installations sportives extérieures aux dimensions réglementaires, c'est-à-dire propices aux activités sportives fédérées;
- L'aménagement d'installations sportives répondant aux besoins des sports émergents;
- L'aménagement d'espaces pour la pratique libre, dont des plateaux sportifs aux dimensions non standard.

Le budget PTI 2020-2022 consacré au PISE permettra notamment aux arrondissements de réaliser les 36 projets priorisés et bénéficiant d'une aide financière de 31,6 M$ à la suite des appels de projets du printemps et de l'automne 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0117 - 22 janvier 2020
Prendre acte du dépôt de la liste des 17 projets d'arrondissements priorisés et bénéficiant d'une aide financière de 15,1 M$ à la suite du premier appel de projets du Programme des installations sportives extérieures.

CE19 1408 - 4 septembre 2019
Prendre acte du dépôt de la liste des 19 projets d'arrondissements priorisés et bénéficiant d'une aide financière de 16,5 M$ à la suite du premier appel de projets du Programme des installations sportives extérieures.

CE19 0409 - 13 mars 2019
Adopter le Programme des installations sportives extérieures pour la période 2019-2029.

CM18 0397 - 26 mars 2018
Adopter le Plan directeur du sport et du plein air urbains et confier à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports le mandat de tenir une consultation publique portant sur le projet de plan d'action.

CM17 0496 - 24 avril 2017
Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection et l'aménagement des plateaux sportifs extérieurs.

CM14 1123 - 24 novembre 2014
Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt d'une valeur de 34 000 000 $ pour le financement du Programme des installations sportives extérieures, un programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise à niveau et l'aménagement de leurs installations sportives extérieures. Ce programme est sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

JUSTIFICATION

Selon la Charte de la Ville de Montréal à l'article 141, le conseil d'arrondissement exerce les compétences de la Ville à l'égard des équipements sportifs ou de loisirs situés dans l'arrondissement. En conséquence, les arrondissements sont responsables de la gestion et du maintien de leurs installations sportives extérieures. Des investissements majeurs sont à prévoir dans plusieurs de celles-ci. Les arrondissements pourront difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à leur mise à niveau et leur aménagement. La Ville peut cependant les aider à actualiser et à consolider leurs installations, entre autres par la création de programmes de soutien.
La mise en vigueur du règlement d’emprunt permettra au SGPMRS d’obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de mise à niveau et d'aménagement d'installations sportives extérieures.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre du PISE et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2020-2022, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 34 000 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge de la Ville centre et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.
La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2020-2022.

Budget autorisé	2020	2021	2022
38375 Programme des plateaux sportifs extérieurs	11 000 000 $	14 000 000 $	9 000 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier est en lien avec les orientations du Plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal. De ce fait, il vise à améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs ainsi qu'à lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le PISE mise sur des objectifs et des projets concrets afin de maintenir, d'améliorer, d'adapter voire même de transformer le réseau d'installations sportives extérieures pour les années à venir.
L'impact des projets soutenus par le PISE sur la collectivité et le tissu urbain est important, en termes de santé et de bien-être collectif, mais également en termes de développement urbain et économique. Les projets soutenus contribueront à mettre en place un environnement et des conditions favorables au sport et à l'activité physique pour les Montréalaises et Montréalais. Ces projets touchent une diversité de sports tels que l'athlétisme, le baseball, le basketball, le pickleball, la planche à roulettes, le soccer et le tennis.

Sans aide financière de la Ville centre, les arrondissements pourront difficilement supporter l'ensemble des coûts requis pour la réfection et la mise aux normes de leurs installations existantes de même que pour de nouveaux aménagements d'installations sportives extérieures.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

25 mai 2020 Avis de motion par le conseil municipal.

- **16 juin 2020** Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal.
- **Juillet - août 2020** Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEMAY
Conseillère en planification

Tél : 514 872-5672
Télécop. : 514 872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-03

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 872-4720
Télécop. : 514 872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics
Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-04-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-04-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204815001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt de 34 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour les travaux relatifs aux installations sportives extérieures.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1204815001 - Installations sportives.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-20

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 34 000 000 $ POUR FINANCER LE PROGRAMME DE SOUTIEN DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS POUR LES TRAVAUX RELATIFS AUX INSTALLATIONS SPORTIVES EXTÉRIEURES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 34 000 000 $ est autorisé pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour les travaux relatifs aux installations sportives extérieures.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD 1204815001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204815001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt de 34 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour les travaux relatifs aux installations sportives extérieures.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 38375 - GDD 1204815001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-10

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1205186001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 51 676 000 $ pour le financement des travaux de réaménagement de parcs et de maintien des actifs connexes.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 51 676 000 $ pour le financement des travaux de réaménagement de parcs et de maintien des actifs connexes.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-28 15:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205186001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 51 676 000 $ pour le financement des travaux de réaménagement de parcs et de maintien des actifs connexes.

CONTENU

CONTEXTE

Le programme du Réseau des grands parcs vise à faire rayonner ses espaces verts pour accroître l'embellissement et l'attractivité de Montréal, inciter les citoyens à être physiquement actifs et à s'approprier les espaces verts.
Pour ce faire, plusieurs projets d'aménagement seront réalisés au cours des trois prochaines années. Ces travaux visent notamment l'amélioration des actifs, la mise en oeuvre des plans directeurs et le réaménagement des berges. Aussi, des acquisitions pour fins de parcs pourraient être nécessaires afin de réaliser certains projets.

Présentement, les projets d'aménagement sont financés par le règlement d'emprunt numéro 16-057 qui arrive bientôt à la limite de sa capacité. Le Service propose donc l'adoption d'un nouveau règlement afin de pouvoir financer les projets d'aménagement et les acquisitions pour fins de parcs. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI 2020-2022).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).
CM17 1044 - 22 août 2017 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de parcs (16-057).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 51 676 000 $ afin de financer les acquisitions et les travaux à réaliser dans les parcs, au port de plaisance de Lachine et à la pépinière municipale.
Le port de plaisance et la pépinière municipale sont des équipements relevant du conseil de Ville.

Les parcs urbains relevant du conseil de Ville sont les suivants :

- parc Angrignon;

- parc Jarry;
- parc La Fontaine;
- parc Maisonneuve, incluant le golf municipal.

Les parcs riverains relevant du conseil de Ville sont les suivants :

- parc de Dieppe;
- parc de la Promenade-Bellerive;
- parc des Rapides;
- parc René-Lévesque.

Sans s'y limiter, voici la liste des principaux projets :

- grands parcs réseau (corpo) - divers contrats de services professionnels;
- parcs urbains - travaux divers de maintien et d'amélioration d'actifs;
- parcs riverains - stabilisation de berges et travaux divers de maintien et d'amélioration d'actifs;
- parc Angrignon - réfection de sentiers et remplacement de mobilier, aménagement du secteur du pavillon de la forêt, réaménagement de divers secteurs;
- parc Jarry - travaux d'éclairage et réfection d'installations sportives, réaménagement du secteur du bassin artificiel et du stationnement;
- parc Maisonneuve - aménagement du pôle d'accueil et restructuration de circulation, d'aires de stationnement et d'entretien;
- parc La Fontaine - réalisation des projets prévus au Plan directeur jusqu'en 2022 : pôle famille, théâtre de Verdure, fontaine lumineuse;
- port de plaisance de Lachine - infrastructure sanitaire et stabilisation des berges;
- pépinière municipale - maintien de l'actif.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SGPMRS d'obtenir les crédits nécessaires pour réaliser les projets d'aménagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des projets prévus à la programmation du PTI 2020-2022 :
34300 - programme de réaménagement du Réseau des grands parcs de Montréal : 25 434 000 $;

34800 - programme de réhabilitation du parc La Fontaine : 26 242 000 $.

Les services et travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans, conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de Ville par la résolution numéro CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'aménagement s'inscrivent dans une démarche globale en lien avec les priorités d'intervention du plan de développement durable *Montréal durable 2016-2020. Ensemble pour une métropole durable.*

Les projets financés par ce règlement d'emprunt visent principalement à assurer une meilleure qualité de vie en améliorant l'accessibilité universelle, l'accès aux espaces verts et aux équipements de loisirs ainsi qu'en protégeant le patrimoine. Dans le cas précis des projets en berge, ils assurent une protection accrue de l'environnement en contribuant à lutter contre les changements climatiques ainsi qu'à conserver les milieux naturels.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'adoption du règlement d'emprunt, les projets d'aménagement ne pourront pas être réalisés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La crise actuelle pourrait avoir un impact sur les échéanciers des projets et sur le coût des travaux liés au retard dans certains projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion - comité exécutif : 13 mai 2020
Avis de motion - conseil de Ville : 25 mai 2020
Adoption - conseil de Ville : 15 juin 2020
Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie BARRIAULT
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-1543
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Steve BILODEAU BALATTI
Chef de division

Tél : 514 872-6472
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-04-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics
En remplacement de Mme Louise-Hélène Lefebvre:
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne madame Sylvia-Anne Duplantie, directrice - Aménagement des parcs et espaces publics, pour me remplacer le 27 avril 2020 dans mes fonctions de directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-04-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1205186001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 51 676 000 $ pour le financement des travaux de réaménagement de parcs et de maintien des actifs connexes.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1205186001 - réaménagement de parcs.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 51 676 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE PARCS ET DE MAINTIEN DES ACTIFS CONNEXES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 51 676 000 $ est autorisé pour le financement des travaux de réaménagement de parcs du Réseau des grands parcs, ainsi que des travaux de maintien d'actifs du port de plaisance de Lachine et de la pépinière municipale.

2. Cet emprunt comprend les frais d'acquisition de terrains à des fins de parcs, les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, le coût d'acquisition d'équipements et de mobilier urbain et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1205186001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205186001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 51 676 000 $ pour le financement des travaux de réaménagement de parcs et de maintien des actifs connexes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 34800 & 34300 - GDD 1205186001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1207682001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme Triennal d'Immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 24 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement de lieux d'élimination de neige et l'amélioration des équipements connexes

Il est recommandé :
D'adopter, dans le cadre du Programme Triennal d'Immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 24 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement de lieux d'élimination de neige et l'amélioration des équipements connexes.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-17 10:53

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207682001**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme Triennal d'Immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 24 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement de lieux d'élimination de neige et l'amélioration des équipements connexes

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal élimine environ 12 000 000 de mètres cubes de neige dans 26 sites d'élimination de neige répartis sur l'ensemble de son territoire. Ces sites d'élimination de neige sont : 13 chutes à l'égout, 11 dépôts de surface et 1 dépôt en carrière.
Le Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 prévoit des investissements principalement pour l'aménagement d'un nouveau site d'élimination de la neige, l'amélioration et l'optimisation de lieux d'élimination de neige existants, et ce, afin de maintenir et d'améliorer la capacité d'élimination de neige de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0776 Adopter, dans le cadre du Programme Triennal d'Immobilisations 2019, un règlement autorisant un emprunt de 4 400 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement de lieux d'élimination de neige et l'amélioration des équipements connexes.
CM17 0192 Adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2017, un règlement autorisant un emprunt de 4 300 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

CM16 0479 Adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2016, un règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

CM19 1235 Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 du conseil municipal.

DESCRIPTION

Ce règlement d'emprunt de 24 000 000 $ pour les années 2020-2022 servira à optimiser la capacité de sites existants, corriger certaines déficiences en rapport aux normes

environnementales, améliorer la sécurité et les opérations sur les lieux d'élimination (chutes ou sites de surface) et à étudier l'aménagement d'un nouveau site d'élimination. Les travaux visés sont principalement :
- Travaux d'aménagement d'un nouveau quai continu en remplacement de la fermeture des quais 9 à 11 sur le dépôt à neige de la carrière Saint-Michel (arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension).
- Travaux d'aménagement d'un nouveau dépôt à neige sur le site Angrignon 2, sur l'ancien terrain dit Solutia (arrondissement LaSalle).
- Travaux de réaménagement de divers des lieux et des équipements existants des Lieux d'Elimination des Neiges usées (LEN) suivants : chute à l'égout Verdun (arrondissement Verdun), chute à l'égout de LaSalle (arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve) , comprenant notamment l'amélioration du drainage, le nettoyage du site et le pavage,
- Travaux de pavage des accès des dépôts de surface Armand-Chaput (arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles) et Ray-Lawson.
- Travaux de mise à niveau de l'assainissement et des bassins sur les dépôt Sartelon et Thimens (arrondissement Saint-Laurent), Armand-Chaput (arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles) et Ray-Lawson (arrondissement Anjou).
- Travaux d'éclairage et de pavage en lien avec les recommandations de la CNESST sur différents sites.
- Évaluation structurale des chutes à l'égout avec recommandations d'intervention.

JUSTIFICATION

Les travaux prévus pour les années 2020-2022 serviront principalement à :
- Aménager complètement un nouveau dépôt pour augmenter la capacité de stockage dans l'Ouest de l'ile, en particulier pour compenser la fermeture définitive ou temporaire mais de longue durée, des sites Anbar et Saint-Pierre-Turcot dans le cadre des travaux de l'échangeur Turcot, mais également des sites Autoroute 13 et Stinson dans le cadre des travaux du REM.
- Aménager un nouveau quai continu en remplacement de 3 des 14 quais de la carrière Saint-Michel qui sont fermés depuis 2018 pour des raisons structurales et de sécurité.
- Corriger des déficiences observées au niveau du drainage et du pavage à l'entrée de plusieurs sites.
- Mettre à niveau le système d'assainissement sur plusieurs sites pour diminuer l'empreinte environnementale des eaux de fonte ou d'infiltration des neiges usées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Règlement d'emprunt de 24 000 000 $ pour les années 2020-2022, soit 4 000 000 $ en 2020, 15 000 000 $ en 2021 et 5 000 000 $ en 2022.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les études et travaux programmés en 2020 pourraient être retardés par la situation actuelle avec la COVID-19, si les mesures de distanciation sociale et la fermeture des entreprises de travaux public sont maintenues au delà du 1er mai 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin PUGI
Ingenieur chef de section

Tél : 514-872-3302
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

André HAMEL
Directeur travaux publics

Tél : 514 872-8900
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2020-04-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2020-04-16

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207682001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme Triennal d'Immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 24 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement de lieux d'élimination de neige et l'amélioration des équipements connexes

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1207682001 - Neige.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-01

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTREAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 24 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LIEUX D'ÉLIMINATION DE NEIGE ET L'AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS CONNEXES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 24 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement de lieux d'élimination de neige et l'amélioration des équipements connexes.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux, le coût d'acquisition de terrains lorsque requis et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1207682001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207682001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme Triennal d'Immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 24 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement de lieux d'élimination de neige et l'amélioration des équipements connexes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207682001 - Règlement d'emprunt SCA.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-26

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.04

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1204396002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement abrogeant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du pouvoir de fermer et de vendre des ruelles du conseil de la ville au conseil d'arrondissement de Lachine (05-051).

Il est recommandé:
- d'approuver le Règlement abrogeant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du pouvoir de fermer et de vendre des ruelles du conseil de la ville au conseil d'arrondissement de Lachine (05-051).

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-28 16:23

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204396002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement abrogeant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du pouvoir de fermer et de vendre des ruelles du conseil de la ville au conseil d'arrondissement de Lachine (05-051).

CONTENU

CONTEXTE

Le fonctionnaire du niveau A de la Direction des transactions immobilières du Service de la gestion et de la planification immobilière (« le SGPI ») détient une délégation de pouvoir du Conseil municipal autorisant d'acquérir ou d'aliéner un immeuble d'une valeur maximum de 150 000 $, en vertu de l'article 26.1 du RCE02-004.
Or, l'arrondissement de Lachine possède également une délégation de pouvoir de la Ville l'autorisant de fermer et d'aliéner des ruelles au prix de 1 $, par voie de règlement, et ce, depuis le 18 septembre 2005 en vertu du Règlement RCA05-19014, qui sera abrogé par le sommaire 1204394004 et qui sera présenté au conseil d'arrondissement de la séance du 4 mai 2020.

Puisque l'Arrondissement souhaite que la Ville effectue les ventes et les fermetures des ruelles publiques sur son territoire, l'Arrondissement donne son accord afin que le Règlement 05-051 soit abrogé.

Le présent sommaire décisionnel vise l'approbation par le conseil municipal du projet de règlement visant l'abrogation du Règlement 05-051.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement RCE 02-004, Article 26.1. Le pouvoir de conclure toute transaction visant l’acquisition ou l’aliénation d’un immeuble d’une valeur maximale de 150 000 $ est délégué au fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière.

DESCRIPTION

Approuver le projet de règlement visant à abroger le Règlement 05-051, par lequel la Ville accordait une délégation de pouvoir à l'arrondissement de Lachine lui permettant de fermer et de vendre des ruelles sur son territoire.

JUSTIFICATION

L'Arrondissement souhaite que toutes les étapes de vente de ruelles sur son territoire soient effectuées par la Direction des transactions immobilières du SGPI, en vertu de la délégation

stipulée à l'article 26.1 du Règlement RCE02-004, lequel est appliqué à l'ensemble des arrondissements de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Un report de l'approbation de ce dossier par les autorités municipales retarde les dossiers de vente des ruelles dans l'arrondissement de Lachine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance du conseil exécutif du 13 mai 2020 - Avis de motion et dépôt du projet de règlement
Séance du conseil municipal du 25 mai 2020 - Adoption du règlement
Publication d'un avis public d'entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ne s'applique pas

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Mélissandre ASSELIN-BLAIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel SÉGUIN, Lachine

Lecture :

Michel SÉGUIN, 29 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FAVREAU
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-8407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-04-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204396002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Adoption - Règlement abrogeant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du pouvoir de fermer et de vendre des ruelles du conseil de la ville au conseil d'arrondissement de Lachine (05-051).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint

FICHIERS JOINTS

Reg_abrogeant_délég_Lachine (vf).docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mélissandre ASSELIN-BLAIN
avocate
Tél : 514-872-6503

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Jean-Philippe GUAY
chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT 20-XXX

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DU POUVOIR DE FERMER ET DE VENDRE DES RUELLES DU CONSEIL DE LA VILLE AU CONSEIL DE L'ARRONDISSEMENT DE LACHINE (05-051)

Vu l'article 366 de la Loi sur les cités et Villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du XXXXX 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du pouvoir de fermer et de vendre des ruelles du conseil de la ville au conseil de l'arrondissement de Lachine (05-051) est abrogé.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucier-Saulnier) et publié dans *Le journal de Montréal* le xxxxxxx.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.05

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1195979001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) » / Adopter le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales

Il est recommandé :

- d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal pour avis de motion le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) » ;
- d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal pour avis de motion le projet de règlement intitulé « Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales » et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-30 08:02

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195979001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) » / Adopter le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales

CONTENU

CONTEXTE

La réglementation municipale sur les branchements et la gestion des eaux pluviales vise essentiellement à protéger le réseau municipal, tant structurellement qu'en termes de capacité afin que chaque usager puisse se connecter à l'aqueduc et à l'égout sans mettre les autres usagers à risque et sans affecter la fiabilité des réseaux.
Le cadre réglementaire qui régit les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics, ainsi que la gestion des eaux pluviales, n'a pas été uniformisé après les fusions municipales. Actuellement, 20 règlements coexistent sur le territoire de la Ville et dictent des règles différentes d'un arrondissement à l'autre. Dans ce contexte, il est également nécessaire d'adopter un règlement afin de modifier le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville au conseils d'arrondissement (02-002).

Par ailleurs, les techniques de gestion des eaux pluviales ont considérablement évolué au cours des vingt dernières années. Le cadre réglementaire doit donc être mis à jour, entre autres, pour favoriser le développement des infrastructures vertes et encourager le verdissement contribuant à réduire les surverses d'égout au fleuve. Compte tenu des changements climatiques, l'intensité des pluies utilisées pour les calculs de rétention des eaux pluviales a été ajustée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0872 - 20 août 2018 : Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulé ''Vers de nouvelles solutions en matière de gestion des eaux pluviales: Évaluation de la possibilité de réaliser un projet-pilote de ''Water Square'' à Montréal (réponse CE18 1346).
CM18 1421 - 17 décembre 2018 : Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur ''L'aménagement des bâtiments dans une perspective de développement durable sur le territoire de la Ville de Montréal'' (réponse CE18 2068).

CG17 0101 - 30 mars 2017 : Entériner l'engagement de l'agglomération de Montréal, auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), à déposer un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire.

DESCRIPTION

Les principales nouvelles dispositions du règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales sont :
Prévention des raccordements inversés :

- spécification des couleurs différentes pour les branchements d'égout sanitaires et pluviaux;
- précision des travaux correctifs faits par la Ville et ceux à la charge du propriétaire;
- possibilité d'exiger un diagnostic de conformité quant à la conformité des branchements.

Matériaux :

- mise à jour des matériaux autorisés, en particulier l'autorisation du PVC pour les branchements d'eau.

Gestion des eaux pluviales :

- exigence de gestion in situ des pluies fréquentes favorisant l'aménagement de moins de surfaces imperméables et de plus d'infrastructures vertes dans le but de réduire les surverses au fleuve;
- ajout d'un crédit pour la plantation d'arbres pour l'interception des pluies fréquentes;
- exigence d'un traitement qualitatif des eaux pluviales rejetées aux cours d'eau et prévention de l'érosion des berges;
- ajout d'une section servant à préciser les critères réglementaires pour des ouvrages avec infiltration;
- majoration de la forte pluie utilisée pour les calculs de rétention des eaux pluviales afin de prendre en compte les changements climatiques;
- détournement des gouttières des toits en pente vers les surfaces perméables;
- ouverture à la construction d'aménagements mutualisés (par exemple de type "water square" ou "place résiliente") dans le cadre d'ententes avec les promoteurs de projet;
- prise en compte, dans les exigences de rétention des eaux pluviales, de la réalisation de projets par phases, pour les institutions, via des plans directeurs de gestion des eaux pluviales.

Intégration et modification des règlements :

- 17-078 - Règlement relatif au remplacement par la Ville de la section privée des entrées de service d'eau en plomb pour les bâtiments à moins de 1,5 m du domaine public (intégration et modification). Les dispositions réglementaires pour procéder au remplacement de l'ensemble des entrées de service en plomb, section publique et section privée, feront l'objet d'une modification réglementaire ultérieure;
- 15-085 - Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout (intégration et modification).

Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) consiste en :

1° l'ajout, au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 1, des sous-paragraphes suivants :

« t) aux branchements sur les réseaux publics d'aqueduc et d'égout, sauf lorsque ceux-ci comportent plus de cinq joints souterrains ou lorsqu'il s'agit de travaux réalisés par l'autorité compétente sur la section privée d'un branchement d'eau;

v) au drainage et à la gestion des eaux pluviales pour des immeubles dont la superficie imperméable est de 1000 mètres carrés et moins »;

2° le remplacement, au paragraphe 4.1° du premier alinéa de l'article 1, des mots « en plomb », par les mots « composées d'un matériau non conforme ».

De plus, l'annexe A est remplacé pour refléter ces changements.

Tarification :

- tarification des dossiers de gestion des eaux de pluie réouverts après dépassement des délais d'analyse ou modifiés après approbation;
- tarification complète des activités de pose de branchements d'eau et d'égouts.

JUSTIFICATION

Ces règlements permettront de mettre à jour et d'harmoniser :

- les conditions pour se brancher sur les réseaux d'aqueduc et d'égout publics afin de protéger les infrastructures publiques;
- la tarification liée à la construction des branchements;
- les critères de rétention sur les lots de plus de 1000 m² de surfaces imperméables (donc surtout des lots institutionnels, industriels, commerciaux ou de grands condominiums et à l'exclusion des voies publiques) pour les 19 arrondissements;
- la pluie de conception des systèmes de rétention afin de prendre en considération les changements climatiques;
- les critères de gestion sur site, pour les lots de plus de 1000 m² de surfaces imperméables, des petites pluies afin de réduire les surverses;
- encourager le verdissement et les infrastructures vertes sur les lots de plus de 1000 m² de surfaces imperméables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Par ces règlements, l'ensemble des activités relatives à la réalisation des branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics doivent être tarifées dans les 19 arrondissements, par équité entre tous les usagers. Cette disposition pourrait générer des revenus supplémentaires de l'ordre de 1,6 M$/an. Ces recettes devront être comptabilisées à l'intérieur du fonds de l'eau et le Service de l'eau pourra exiger une reddition de comptes sur une base annuelle. Un tableau identifiant les "activités, objets et sous-objets", que devront utiliser les arrondissements et le Service de l'eau pour percevoir leurs revenus, est annexé en pièce jointe (annexe 1).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet répond à plusieurs engagements de la Ville en terme de développement durable, soit :

- une responsabilité environnementale accrue par la gestion durable de l'eau par captage, par rétention et par l'infiltration de l'eau dans le sol afin de diminuer les volumes d'eau usée lors de fortes pluies. Cette exigence vise à réduire les surverses d'égout dans les cours d'eau, conformément au rapport du Comité de suivi du projet d'optimisation du réseau d'eau potable intitulé ''Enjeux, orientations et objectifs pour une nouvelle stratégie de l'eau'';
- la réduction des risques de fuites d'eau sur les branchements en encadrant la configuration des branchements d'eau au réseau. En effet, près de la moitié des pertes en eau ont lieu au niveau des branchements de service dans les zones urbaines denses;
- le renforcement de la rétention et la récupération des eaux de pluie conformément à la stratégie montréalaise de l'eau 2011-2020;
- le "verdissement de la réglementation municipale" conformément à l'action 3 du plan de développement durable 2016-2020;
- la protection et l'enrichissement de la forêt urbaine et la biodiversité en contribuant à la plantation d'arbres conformément à l'action 4 du plan de développement durable 2016-2020;
- l'aménagement des aires de stationnement durable conformément à l'action 6 du plan de développement durable 2016-2020;
- la diminution de la consommation d'eau potable et la gestion des eaux pluviales conformément à l'action 9 du plan de développement durable 2016-2020.

Le projet vise aussi à :

- protéger les cours d'eau avec l'introduction de mesures préventives pour éviter les raccordements inversés;
- protéger les cours d'eau avec de nouvelles dispositions de réduction du volume pour des petites pluies entraînant des surverses.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption des projets de règlement aura les conséquences suivantes :

- équité entre les territoires où la rétention des eaux pluviales est requise et les territoires où aucune rétention n'est exigée;
- soulagement des réseaux de drainage pour les lots à forte imperméabilisation;
- contribution des terrains privés à la réduction des surverses d'égout;
- cadre réglementaire adapté aux infrastructures vertes;
- cadre réglementaire adapté aux aménagements mutualisés de type place résiliente ("water square");
- cadre réglementaire adapté à la résilience face aux changements climatiques;
- mesure de prévention des raccordements inversés;
- équité quant à la facturation des branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact en lien avec la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.
Les principales modifications réglementaires touchent les firmes de consultants qui soumettent les plans et calculs pour obtenir un permis de construction.
Un guide d'interprétation et des fiches techniques seront préparés à l'intention des firmes de consultants et des arrondissements.
Un plan de communication interne sera préparé à l'intention des arrondissements concernant les nouvelles dispositions réglementaires, ainsi que des présentations et des outils de formation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

25 mai 2020 : Avis de motion
25 juin 2020 : Adoption des règlements
Prise d'effet à la date de publication du règlement et des dispositions suivantes sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales :
- Chapitre I;
- Sections IX et X du chapitre II;
- Chapitre IV;
- Chapitre V;
- Articles 170 à 173;
- Paragraphes 2° et 3° de l'article 174;
- Paragraphes 2° et 3° de l'article 176.

Prise d'effet à sa date de publication du Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

1er octobre 2020 : Prise d'effet de toutes les autres dispositions.

25 juin 2021 : Fin du délai pour se conformer à l'article 173 sur la disjonction des descentes d'eaux pluviales extérieures (débranchement des gouttières).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie DUGUE
Conseillere aux normes

Tél : 514-872-2729
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-14

Hervé LOGÉ
Chef de Division

Tél : 514 872 3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-04-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1195979001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) » / Adopter le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

2020-04-22 Règlement modifiant le règlement 02-002.doc

2020-04-22 RÈGLEMENT Branchement_v.finale.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 514 872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
20-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par :

1° l'ajout, au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 1, des sous-paragraphes suivants :

« t) aux branchements sur les réseaux publics d'aqueduc et d'égout, sauf lorsque ceux-ci comportent plus de cinq joints souterrains ou lorsqu'il s'agit de travaux réalisés par l'autorité compétente sur la section privée d'un branchement d'eau;

v) au drainage et à la gestion des eaux pluviales pour des immeubles dont la superficie imperméable est de 1000 mètres carrés et moins »;

2° le remplacement, au paragraphe 4.1° du premier alinéa de l'article 1, des mots « en plomb », par les mots « composées d'un matériau non conforme ».

2. L'annexe A de ce règlement est remplacé par l'annexe A du présent règlement.

ANNEXE A
ANNEXE A DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVIORS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD 1195979001

ANNEXE A
ANNEXE A DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVIORS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Conditions et modalités de la délégation relative au remplacement des entrées de service des conduites d'aqueduc composées de matériaux non conformes

1. Le remplacement des entrées de service composées de matériaux non conformes s'effectue dans le cadre du Programme de réfection routière (PRR) local des arrondissements, lors de travaux de reconstruction complète des infrastructures de chaussées.

2. Les travaux de remplacement des entrées de service incluent la fourniture de la main-d'œuvre, des matériaux, de la machinerie et des services nécessaires au remplacement des entrées de service composées de matériaux non conformes, des arrêts de corporation et des vannes de service.

Ces travaux comprennent :

1° le remplacement de la conduite composée de matériaux non conformes par une conduite de cuivre de diamètre approprié pour la résidence à desservir;

2° le remplacement de l'arrêt de corporation, si requis;

3° le remplacement de la boîte de service, si requis;

4° le remblayage approprié de la tranchée excavée;

5° les travaux connexes en lien avec le remplacement des entrées de service tel que le remplacement de branchements d'égout.

3. Chaque arrondissement doit :

1° transmettre à la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau le suivi technique, le suivi de la surveillance du chantier ainsi que toute autre information demandée par la DRE, notamment celle relative aux conduites remplacées;

2° faire approuver par la DRE les plans et devis avant le lancement de l'appel d'offres;

3° transmettre à la DRE l'estimation du coût des travaux avant le lancement de l'appel d'offres, ainsi que les décomptes progressifs au fur et à mesure de leur réception;

4° avant le début des travaux, informer les citoyens concernés du remplacement de la conduite composée de matériaux non conformes sur la propriété de la Ville par la distribution d'une affichette de porte, et recommander qu'ils procèdent au remplacement de celle située sur la propriété privée, à leur frais.

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
20-XXX

RÈGLEMENT SUR LES BRANCHEMENTS AUX RÉSEAUX D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT PUBLICS ET SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

Vu les articles 19 et 25 à 27 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu les articles 4, 6, 19, 21, 23 à 25 et 26 à 28 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu les articles 84 et 87 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 47 de l'annexe C de cette Charte;

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

1. Le présent règlement prévoit les dispositions relatives au raccordement des immeubles aux réseaux publics d'aqueduc et d'égout et à la gestion des eaux pluviales des immeubles sur le territoire de la Ville de Montréal.

SECTION II
DÉFINITIONS

2. Dans le présent règlement, les mots ou expressions suivants signifient :

« **aqueduc** » : l'ensemble des conduites d'eau, appareils, dispositifs et autres ouvrages de même nature appartenant à la Ville et servant à fournir de l'eau potable;

« **autorité compétente** » : le directeur du Service de l'eau de la Ville ou tout autre fonctionnaire responsable d'appliquer les dispositions du présent règlement;

« **branchement d'eau** » : une conduite acheminant l'eau de l'aqueduc à un immeuble. Il est constitué d'une section publique comprise entre une conduite d'aqueduc et la limite

d'emprise de la voie publique et d'une section privée qui s'étend au-delà de la limite d'emprise de la voie publique, sur le domaine privé jusqu'à l'immeuble;

« **branchement d'égout** » : une conduite acheminant les eaux sanitaires ou pluviales d'un immeuble à l'égout public;

« **branchement d'égout pluvial** » : un branchement qui achemine uniquement les eaux pluviales à l'égout public;

« **branchement d'égout sanitaire** » : un branchement qui achemine uniquement les eaux sanitaires à l'égout public;

« **branchement d'égout unitaire** » : un branchement qui achemine à la fois les eaux pluviales et sanitaires à l'égout public;

« **Code** » : le Code national de la plomberie – Canada 2010 (CNRC 53302F) publié par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherches du Canada, tel que modifié par le chapitre III du Code de construction du Québec (RLRQ, c. B-1.1, r. 2);

« **eau domestique** » : l'eau de l'aqueduc utilisé à toutes fins, sauf aux fins de l'alimentation d'un système de protection incendie;

« **égout public** » : la canalisation appartenant à la Ville à laquelle sont raccordés les branchements d'égout des immeubles. L'égout séparatif public reçoit les eaux sanitaires ou pluviales alors que l'égout unitaire public reçoit à la fois les eaux sanitaires et pluviales;

« **immeuble** » : un terrain ou les constructions et ouvrages à caractère permanent qui s'y trouvent. Selon le contexte, cette expression désigne un bâtiment, un terrain ou un équipement telle une fontaine. Est considéré comme étant un seul immeuble l'ensemble constitué de plusieurs lots contigus appartenant à un même propriétaire et servant aux mêmes usages. Le mot « immeuble » exclut les voies publiques au sens du troisième alinéa de l'article 66 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c. C-47.1);

« **système de gestion des eaux pluviales** » : une infrastructure ou un aménagement dont la mise en place vise à drainer ou à réduire les quantités de contaminants, les volumes ou les débits pluviaux rejetés dans l'environnement ou vers un égout public.

3. Les mots et expressions « bâtiment », « collecteur sanitaire », « collecteur unitaire », « égout pluvial », « égout sanitaire », « égout unitaire », « réseau d'évacuation », « réseau sanitaire d'évacuation » et « réseau d'évacuation d'eau pluviale » utilisés dans le présent règlement et qui sont définis par le Code ont, à moins que le contexte n'impose un sens différent, le même sens que celui prévu dans le Code.

SECTION III
PRINCIPES GÉNÉRAUX

4. Les frais payables à la Ville en vertu du présent règlement doivent être payés au directeur du Service des finances, selon les modalités précisées dans le règlement sur les tarifs en vigueur, préalablement à l'exécution des travaux auxquels ils se rapportent.

5. Les travaux exécutés en vertu du présent règlement doivent être conformes aux dispositions applicables du Code, à la norme BNQ 1809-300 – Travaux de construction – Clauses techniques générales – Conduites d'eau potable et d'égout du Bureau de normalisation du Québec, à la Directive 004 – Réseaux d'égout du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, à la Directive 001 – Captage et distribution de l'eau du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et à la norme nationale du Canada CSA W200 :18 – Conception des systèmes de biorétention, à moins d'une disposition contraire prévue à cet effet au présent règlement.

6. Toute intervention effectuée sur le domaine public en vertu du présent règlement doit être réalisée en conformité avec les dispositions du cahier des prescriptions normalisées de la Ville.

7. Le système métrique doit être utilisé dans les plans, les inventaires et les autres documents transmis à l'autorité compétente en vertu du présent règlement.

CHAPITRE II
ALIMENTATION EN EAU

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

8. Il est interdit de raccorder un système d'alimentation en eau potable d'un immeuble à la fois à l'aqueduc et à une source d'alimentation en eau autre que l'aqueduc.

9. Il est interdit de raccorder un système d'alimentation en eau d'un immeuble au branchement d'eau d'un immeuble appartenant à un autre propriétaire.

10. Il est interdit de raccorder un système d'alimentation en eau d'un immeuble relié à l'aqueduc à une tuyauterie, à un appareil ou à toute installation contenant ou susceptible de contenir une substance toxique ou nocive pour la santé.

Tout système d'alimentation en eau relié à l'aqueduc, à une tuyauterie, à un appareil ou à une installation pouvant altérer la qualité de l'eau doit être protégé contre tout danger de contamination conformément aux exigences prévues à la division B du Code.

11. La section publique d'un branchement d'eau appartient à la Ville tandis que la section privée appartient au propriétaire de l'immeuble raccordé à l'aqueduc.

12. Lorsque requis, l'autorité compétente peut interrompre temporairement le service d'alimentation en eau afin d'effectuer des travaux sur toute partie de l'aqueduc.

Avant d'interrompre le service, l'autorité compétente en donne avis aux personnes concernées par un signal sonore, des deux côtés de la rue où le service doit être interrompu, ou par tout autre moyen. En cas d'urgence, cet avis n'est pas requis.

13. Lorsqu'un robinet d'arrêt intérieur d'un immeuble ne peut être fermé, l'autorité compétente peut, à la demande du propriétaire, procéder à la fermeture du robinet d'arrêt extérieur.

Le coût de ces travaux est à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui est facturé selon le montant prévu à cette fin au règlement sur les tarifs en vigueur.

14. La Ville ne garantit ni la pression d'eau, ni la quantité d'eau fournie par l'aqueduc.

SECTION II
AUTORISATIONS

15. Il est interdit d'effectuer les travaux suivants sans l'autorisation préalable de l'autorité compétente :

1° l'installation d'un nouveau branchement d'eau;

2° la reconstruction d'un branchement d'eau à un emplacement différent;

3° le remplacement ou la réhabilitation d'un branchement d'eau existant;

4° l'installation d'un branchement d'eau temporaire;

5° l'installation d'un branchement d'eau face à un terrain vacant, sous une voie publique qui doit être pavée et où les sections publiques de branchements d'eau doivent être posées.

Le remplacement ou la réhabilitation d'un branchement d'eau existant consiste, selon le cas, à installer au même emplacement un branchement de même diamètre que le branchement retiré ou à le réparer.

16. Dès qu'une conduite d'aqueduc est posée sous une voie publique, chaque propriétaire d'un immeuble dont l'une des façades donne sur cette voie doit, sur réception d'un avis à cet effet, présenter une demande à l'autorité compétente afin de faire installer la section publique du branchement d'eau nécessaire à l'alimentation en eau de son immeuble et doit, sur autorisation de l'autorité compétente, procéder à l'installation de la section privée de ce nouveau branchement.

17. Dans le cas prévu au paragraphe 5° de l'article 15, lorsque le propriétaire du terrain ne procède pas à l'installation de la section privée du branchement d'eau ou que la

construction du nouveau bâtiment devant être alimenté en eau ne débute pas dans les 12 mois suivant l'installation de la section publique du branchement d'eau, l'autorité compétente peut disjoindre le branchement d'eau.

Le coût des travaux de disjonction est à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui est facturé selon le montant prévu à cette fin au règlement sur les tarifs en vigueur.

18. Le propriétaire d'un immeuble situé dans une municipalité autre que la Ville de Montréal et dont l'une des façades donne sur la voie publique où est installée une conduite d'aqueduc appartenant à la Ville, peut présenter une demande à l'autorité compétente afin d'installer la section publique du branchement d'eau si une entente intermunicipale est conclue à cet effet entre la Ville et la municipalité où est situé l'immeuble. Dans ce cas, les dispositions du présent chapitre s'appliquent en y faisant les adaptations nécessaires.

19. Pour obtenir toute autorisation visée à la présente section, le propriétaire de l'immeuble doit :

1° transmettre le formulaire de demande rempli et signé par le propriétaire ou son mandataire;

2° transmettre le plan des travaux d'aqueduc à l'échelle permettant de vérifier qu'ils sont conformes aux dispositions du présent règlement;

3° transmettre l'inventaire des appareils consommant l'eau ou un rapport d'estimation du débit signé par un spécialiste en la matière;

4° transmettre la procuration du propriétaire dans le cas où la demande d'autorisation est effectuée par un mandataire;

5° payer le tarif prévu au règlement sur les tarifs en vigueur.

20. Une autorisation délivrée en vertu de la présente section est périmée et les droits qu'elle confère sont perdus lorsque les travaux autorisés n'ont pas commencé dans les 12 mois qui suivent sa date de délivrance.

SECTION III
INSTALLATION

21. Tout immeuble dont l'une des façades donne sur une voie publique doit être alimenté par un branchement d'eau distinct.

Malgré le premier alinéa, un bâtiment entièrement utilisé à des fins institutionnelles ou industrielles peut être alimenté par le branchement d'eau qui alimente les autres bâtiments construits sur le même terrain, si ces bâtiments appartiennent au même propriétaire et sont utilisés aux mêmes fins.

22. Tout branchement d'eau doit être installé en ligne droite et à angle droit avec la conduite d'aqueduc qui le dessert. Le branchement d'eau doit relier un système d'alimentation en eau directement à l'aqueduc, sans traverser un immeuble adjacent.

Malgré le premier alinéa, la section privée du branchement d'eau qui dessert un bâtiment ou un équipement peut être munie d'un seul changement de direction à angle droit dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° lorsque le bâtiment ou l'équipement n'est pas adjacent à une voie publique;

2° lorsqu'un obstacle d'utilité publique rend impossible un branchement en ligne droite.

23. Lorsque plusieurs conduites d'aqueduc desservent un même immeuble et ont des pressions d'eau différentes, le branchement d'eau domestique de l'immeuble doit être raccordé à la conduite ayant la pression d'eau la plus basse.

Malgré le premier alinéa, l'autorité compétente peut exiger que le branchement d'eau soit raccordé à une conduite plutôt qu'à une autre pour protéger l'intégrité structurale des réseaux municipaux, pour assurer la fonction principale des conduites d'aqueduc ou pour limiter l'impact des travaux de raccordement sur la circulation routière.

24. Sous réserve du deuxième alinéa, le raccordement ainsi que les travaux d'installation, de reconstruction, de remplacement ou de réhabilitation de la section privée et de la section publique d'un branchement d'eau sont exécutés par le propriétaire de l'immeuble à ses propres frais.

Toutefois, la pose et le raccordement de la section publique d'un branchement d'eau à la conduite d'aqueduc sont exécutés par l'autorité compétente lorsque l'immeuble raccordé se situe dans l'un des arrondissements identifiés à cet effet à l'annexe A du présent règlement. Les coûts de ces travaux sont à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui sont facturés selon les montants prévus à ces fins au règlement sur les tarifs en vigueur.

25. Le propriétaire d'un immeuble alimenté par deux branchements d'eau raccordés l'un à l'autre doit, lors de l'installation des branchements, installer à ses frais sur chacun des branchements une soupape de retenue avec une vanne de chaque côté avant le point de jonction des deux branchements à l'intérieur de l'immeuble. Ces deux branchements ne peuvent avoir une pression d'eau différente.

26. L'autorité compétente peut, dans le cas d'un immeuble alimenté par plus d'un branchement d'eau, installer une vanne d'isolement sur la conduite d'aqueduc, si cela est nécessaire pour assurer la continuité de l'alimentation en eau de l'immeuble.

Dans ce cas, les coûts d'installation de la vanne d'isolement, d'excavation, de remblayage, de réfection et de finition du domaine public et du mobilier urbain sont à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui sont facturés selon les montants prévus à ces fins au règlement sur les tarifs en vigueur.

27. Le propriétaire d'un immeuble doit, à ses frais, lors de l'installation de la tuyauterie, installer un robinet d'arrêt intérieur sur la section privée du branchement d'eau, à un endroit accessible le plus près possible du mur de fondation, et maintenir le robinet en bon état de fonctionnement.

28. Lorsque la pression de l'aqueduc excède 520 kPa, le propriétaire d'un immeuble doit, à ses frais, installer et maintenir en bon état de fonctionnement un réducteur de pression muni d'un manomètre conforme aux exigences de la norme ANSI A112.26.2 ou de la norme ASSE 1003.

29. Le propriétaire d'un immeuble doit, en tout temps, maintenir la section privée du branchement d'eau en bon état.

SECTION IV
EXCAVATION, REMBLAYAGE ET FINITION

30. Lors de l'installation, de la reconstruction, de la réhabilitation ou du remplacement d'un branchement d'eau, les travaux doivent être exécutés dans cet ordre :

1° le creusage de la tranchée, à la limite d'emprise de la voie publique, jusqu'aux conduites publiques;

2° l'installation, le cas échéant, du branchement d'égout conformément au chapitre III;

3° le remplissage de la tranchée jusqu'au niveau du branchement d'eau tel que prescrit à la présente section du règlement;

4° l'installation du branchement d'eau dans la tranchée;

5° le remplissage de la tranchée jusqu'au niveau de la chaussée;

6° la réfection du domaine public et du mobilier urbain.

L'autorité compétente doit être avisée de la fin de ces travaux dans un délai raisonnable suivant leur réalisation.

31. La tranchée à laquelle réfère l'article 30 doit être creusée de façon à ce que :

1° le branchement d'eau soit situé à 1,8 mètre de profondeur par rapport au profil final de la voie publique et du terrain;

2° le branchement d'eau soit situé à 1,8 mètre de toute autre conduite, d'un puisard extérieur, d'un regard ou de tout autre bien d'utilité publique servant aux fins d'un service de distribution d'électricité, de téléphone, de câblodistribution, de signalisation ou d'un service similaire;

3° le dessous du branchement d'eau soit situé à une distance verticale d'au moins 300 millimètres du branchement d'égout et à une distance horizontale d'au moins 300 millimètres de ce branchement d'égout.

Aux fins du présent article, la profondeur du branchement d'eau se mesure selon la surface du sol après la fin des travaux.

32. Si un branchement d'eau ne peut être installé dans la même tranchée que le branchement d'égout, l'autorité compétente peut autoriser son installation dans une autre tranchée.

33. Lorsque la section privée du branchement d'eau a un diamètre supérieur à celui de la section publique du branchement, le raccordement de l'une à l'autre doit être effectué sur le domaine privé au-delà de la limite d'emprise de la voie publique.

34. Lorsque les travaux d'installation, de reconstruction ou de remplacement du branchement d'eau sont terminés, le propriétaire de l'immeuble doit demander à l'autorité compétente d'ouvrir le robinet d'arrêt extérieur.

35. L'autorité compétente peut apposer une marque sur un immeuble alimenté par un branchement d'eau pour déterminer l'endroit où se trouve le robinet d'arrêt extérieur.

SECTION V
MATÉRIAUX, DIAMÈTRE ET PROTECTION CONTRE LE GEL

36. Tout branchement d'eau doit :

1° pour un branchement d'un diamètre égal ou inférieur à 50 millimètres, être composé de cuivre rouge de type K mou conforme aux exigences de la norme ANSI/AWWA C800;

2° pour un branchement d'un diamètre égal ou supérieur à 100 millimètres, être composé en fonte ductile de classe minimale 350 conforme aux exigences de la norme BNQ 3623-085 ou composé d'un matériau conforme aux exigences prévues au chapitre 6 de la norme BNQ 1809-300 et approuvé dans ce cas par l'autorité compétente.

Lorsque la conduite d'aqueduc est composée de polychlorure de vinyle (PVC) et que le branchement d'eau est d'un diamètre égal ou supérieur à 100 millimètres, le branchement peut être composé en PVC-DR18 conformément aux exigences de la norme BNQ 3624-250.

Malgré le deuxième alinéa, l'utilisation du composé de polychlorure de vinyle (PVC) pour un branchement d'eau est interdite lorsque l'immeuble est situé sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie ou lorsque la conduite d'aqueduc à laquelle est relié le branchement est située sous une voie publique faisant partie du réseau artériel de la Ville selon le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003).

37. Tout branchement d'eau doit être d'un diamètre qui répond aux exigences de la division B du Code.

Le branchement d'eau doit aussi être conforme aux exigences de la division B du Code relatives aux essais de pression.

38. Tout branchement d'eau doit être protégé contre le gel en étant enfoui de la manière prévue à l'article 31.

39. Lorsqu'il est impossible d'enfouir un branchement d'eau de la manière prévue à l'article 31, le branchement doit être protégé du gel par un isolant thermique en polystyrène extrudé de 50 millimètres d'épaisseur, possédant une résistance à la compression de 415 kPa conformément aux exigences de la norme ASTM C578, et il doit être installé conformément aux exigences prévues au chapitre 10 de la norme BNQ 1809-300.

Le cas échéant, le branchement d'eau ne peut être composé de polychlorure de vinyle (PVC).

40. L'autorité compétente peut, sur demande du propriétaire, intervenir sur la section privée du branchement d'eau de son immeuble pour le dégeler, sauf lorsque le branchement d'eau est composé de polychlorure de vinyle (PVC) ou a fait l'objet d'une réhabilitation par gainage.

Le coût de ces travaux est à la charge du propriétaire et lui est facturé selon le montant prévu à cette fin au règlement sur les tarifs en vigueur.

SECTION VI
BRANCHEMENT D'EAU COMPTANT PLUS DE CINQ JOINTS SOUTERRAINS

41. Lorsque la section privée d'un branchement d'eau d'un immeuble utilisé uniquement à des fins résidentielles compte plus de cinq joints souterrains, le propriétaire de l'immeuble est tenu, à son choix :

1° de construire une chambre de compteur raccordée au branchement;

2° d'utiliser, pour le branchement, un matériau à joint fusionné permettant de limiter le nombre de joints.

Aux fins du présent article, une pièce de raccord, tel qu'une union, un coude ou une pièce en T qui se trouve sur la section privée d'un branchement d'eau, est considérée comme étant un seul joint souterrain.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un branchement d'eau composé de tuyaux en cuivre de type K et de pièces de raccord en cuivre dont tous les joints sont soudés avec une brasure en argent et les tuyaux en polychlorure de vinyle (PVC) à joints fusionnés.

42. La chambre de compteur à laquelle réfère le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 41 doit être :

1° conçue et construite selon les exigences prévues à l'annexe B du Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les immeubles utilisés ou destinés à être utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031);

2° munie d'un compteur permettant de mesurer les fuites d'eau, installé sur la tuyauterie alimentant un système d'extincteurs automatiques;

3° protégée contre le gel.

43. Le propriétaire d'un immeuble dont le branchement d'eau est raccordé à une chambre de compteur doit, en tout temps, s'assurer que celle-ci est drainée, facile d'accès et en bon état de fonctionnement.

44. Lorsqu'un branchement d'eau combiné est raccordé à une chambre de compteur, la tuyauterie alimentant le système de protection incendie doit être séparée de celle répondant aux autres besoins de l'immeuble. Cette séparation doit être réalisée à l'intérieur de la chambre de compteur.

Aux fins du présent article, un branchement d'eau combiné est un branchement qui alimente à la fois un système de protection incendie et un système d'alimentation en eau domestique.

SECTION VII
BRANCHEMENT D'EAU TEMPORAIRE

45. Le propriétaire d'un immeuble alimenté par un branchement d'eau temporaire doit, à ses frais, munir le branchement d'un robinet et d'un dispositif anti-refoulement dès que le branchement est installé et il doit protéger le branchement contre le gel et le bris.

La section VI du présent chapitre s'applique à un branchement d'eau temporaire lorsque ce branchement compte plus de cinq joints souterrains.

46. Un branchement d'eau temporaire peut être utilisé pour une période d'au plus 24 mois à compter du jour de son installation.

L'autorité compétente peut, si les circonstances le justifient, prolonger d'au plus 12 mois cette période d'utilisation à la demande du propriétaire de l'immeuble. Toute demande de prolongation doit être transmise à l'autorité compétente dans les 30 jours qui précèdent l'expiration de la période d'utilisation. Le cas échéant, les articles 47 et 48 s'appliquent en y faisant les adaptations nécessaires.

47. Dès qu'il cesse d'utiliser un branchement d'eau temporaire, le propriétaire doit en aviser l'autorité compétente par écrit et la section publique du branchement d'eau doit être disjointe. Dans ce cas, l'article 54 s'applique en y faisant les adaptations nécessaires.

48. L'autorité compétente peut, lorsqu'elle a reçu l'avis requis à l'article 47, ou à l'expiration d'une période de 24 mois suivant l'installation d'un branchement d'eau temporaire, effectuer la disjonction de la section publique du branchement et, si elle a installé un compteur sur le branchement, récupérer ce compteur.

Le cas échéant, les coûts d'excavation, de disjonction, de remblayage, de finition et de réfection du domaine public et du mobilier urbain sont à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui sont facturés selon les montants prévus à ces fins au règlement sur les tarifs en vigueur.

49. Lors de la construction d'un bâtiment, il est permis d'utiliser le branchement d'eau devant alimenter le bâtiment si les robinets d'arrêt sont à fermeture automatique. Le branchement doit être protégé contre le gel et les refoulements et il doit être exempt de bris ou de fuites.

50. Les coûts de réparation de la section publique d'un branchement d'eau temporaire, ainsi que les coûts d'excavation, de remblayage, de réfection et de finition du domaine public et du mobilier urbain sont à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui sont facturés selon les montants prévus à ces fins au règlement sur les tarifs en vigueur.

SECTION VIII
DISJONCTION ET RÉUTILISATION D'UN BRANCHEMENT D'EAU

51. La section publique d'un branchement d'eau qui n'est plus utilisée ou la section publique d'un branchement d'eau d'un bâtiment qui a été détruit suivant un incendie ou toute autre cause doit être disjointe de l'aqueduc.

52. Dans le cas d'un bâtiment qui fait l'objet d'une autorisation de démolition, sous réserve de l'article 55, la section publique d'un branchement d'eau qui l'alimente doit être disjointe de la conduite d'eau avant la démolition du bâtiment.

53. Il est interdit de procéder à la disjonction d'un branchement d'eau sans l'autorisation préalable de l'autorité compétente.

Pour obtenir cette autorisation, le propriétaire de l'immeuble doit transmettre le formulaire fourni à cet effet par l'autorité compétente lequel doit être dûment complété et signé par le propriétaire ou son mandataire autorisé par procuration.

54. La disjonction d'un branchement d'eau et tous les travaux qui y sont reliés sont exécutés par le propriétaire de l'immeuble et les frais ainsi occasionnés sont à sa charge.

Malgré le premier alinéa, la disjonction est effectuée par l'autorité compétente lorsque l'immeuble raccordé au branchement se situe dans l'un des arrondissements identifiés à cet effet à l'annexe A du présent règlement. Dans ce cas, le coût des travaux de disjonction est à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui est facturé selon le montant prévu à cette fin au règlement sur les tarifs en vigueur.

55. Il est interdit, sans l'autorisation préalable de l'autorité compétente, d'utiliser un branchement d'eau existant lorsque le bâtiment desservi a fait l'objet d'une démolition en vertu d'un règlement adopté conformément au chapitre V.0.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), a été détruit suite à un incendie ou à une autre cause et a fait l'objet d'une reconstruction.

Pour obtenir cette autorisation, le propriétaire de l'immeuble doit transmettre à l'autorité compétente un rapport rédigé par un spécialiste en alimentation en eau attestant que le branchement est en bon état structural, qu'il est construit conformément aux exigences du présent règlement et selon les règles de l'art et que son diamètre est suffisant pour répondre à la demande hydraulique du nouveau bâtiment.

SECTION IX
TRAVAUX SUR LA SECTION PUBLIQUE D'UN BRANCHEMENT D'EAU PAR L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

56. L'autorité compétente peut procéder, lors de l'exécution de travaux d'infrastructure, au remplacement ou à la réhabilitation de la section publique d'un branchement d'eau d'un immeuble.

À l'occasion des travaux visés au premier alinéa, l'autorité compétente prolonge le branchement d'eau d'au plus 450 millimètres au-delà de la limite d'emprise de la voie publique afin que le raccordement à la section privée du branchement d'eau puisse être effectué sur le domaine privé. Il est alors interdit de déplacer le raccord à la limite d'emprise de la voie publique ou sur le domaine public.

57. Lorsque l'autorité compétente remplace ou réhabilite la section publique d'un branchement d'eau d'un immeuble et qu'une construction ou un ouvrage privé empiète sur l'emprise de la voie publique à l'endroit où les sections du branchement d'eau sont raccordées, la section publique du branchement d'eau est remplacée ou réhabilitée jusqu'à cette construction ou cet ouvrage.

Lorsque le propriétaire de la construction ou de l'ouvrage qui empiète sur l'emprise de la voie publique remplace la section privée du branchement d'eau, cette section du branchement doit être prolongée jusqu'au robinet d'arrêt extérieur.

Aux fins du présent article, une construction ou un ouvrage privé désigne notamment un escalier, un balcon ou toute autre construction permanente rattachée ou incorporée à l'immeuble.

SECTION X
TRAVAUX SUR LA SECTION PRIVÉE D'UN BRANCHEMENT D'EAU PAR L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

58. Lorsque le mur d'un bâtiment se trouve à 1,5 mètre ou moins du trottoir, l'autorité compétente procède à la reconstruction de la section privée du branchement d'eau jusqu'au robinet d'arrêt intérieur lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° des travaux sont planifiés par la Ville, excluant les travaux d'urgence et les réparations de bris;

2° la nature de ces travaux requiert le remplacement des branchements d'eau composés d'un matériau non conforme;

3° la section privée du branchement d'eau est composée d'un matériau non conforme.

Aux fins du présent article, un branchement d'eau est composé d'un matériau non conforme lorsqu'il s'agit d'un branchement d'un diamètre de 50 millimètres ou moins composé d'un matériau autre que le cuivre.

La distance entre le mur du bâtiment et le trottoir est mesurée à l'endroit où se trouve le branchement à remplacer. En cas d'absence d'un trottoir, la distance est mesurée à l'endroit où se trouve le branchement à remplacer du mur du bâtiment à la bordure de la rue.

59. Lorsque le remplacement de la section privée du branchement d'eau est effectué par l'autorité compétente en vertu de la présente section, celle-ci transmet, avant le début des travaux, un avis au propriétaire l'informant de la période de réalisation des travaux.

60. Le propriétaire qui reçoit l'avis prévu à l'article 59 est tenu de permettre la réalisation des travaux de remplacement de la section privée du branchement d'eau et doit à cette fin :

1° s'assurer que le robinet d'arrêt intérieur est accessible aux dates mentionnées à l'avis;

2° enlever toute entrave qui empêcherait la réalisation des travaux;

3° permettre l'accès à l'immeuble.

Tous les frais encourus aux fins des obligations prévues au présent article sont à la charge du propriétaire de l'immeuble.

61. L'autorité compétente peut accéder à tout immeuble pour y effectuer des travaux de réhabilitation d'un branchement d'eau.

Quiconque refuse de donner accès à l'immeuble ou en empêche l'accès contrevient au présent règlement.

62. Les coûts des travaux de remplacement de la section privée du branchement d'eau sont à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui sont facturés selon le montant prévu à cette fin au règlement sur les tarifs en vigueur.

SECTION XI
SYSTÈMES DE PROTECTION INCENDIE

63. Il est interdit de raccorder un système de protection incendie d'un immeuble à un système utilisant l'eau pour un usage autre que celui de la protection contre les incendies.

Malgré le premier alinéa, un branchement d'eau qui sert à l'alimentation domestique en eau d'un immeuble ou à l'alimentation d'un système de canalisation-incendie peut être raccordé au branchement alimentant un système d'extincteurs automatiques. La jonction doit être faite sur la propriété privée conformément aux exigences prévues à la division B du Code.

64. Tout système de protection incendie raccordé à l'aqueduc doit être conçu de façon à obtenir une pression et une quantité d'eau suffisante répondant aux exigences prévues à la division B du Code.

65. Doivent être protégés contre le gel les branchements d'eau et les appareils reliés à un système d'extincteurs automatiques constitué d'un réseau de tuyaux vides ou sous pression d'air et muni d'extincteurs qui se remplissent d'eau automatiquement dès qu'un détecteur déclenche une soupape principale.

66. Il est interdit de tenir en position ouverte le robinet du branchement de vidange d'un système d'extincteurs automatiques.

67. Le propriétaire d'un immeuble qui cesse d'utiliser un système de protection incendie doit en aviser l'autorité compétente par écrit.

Le cas échéant, la section publique d'un branchement d'eau qui alimente exclusivement un système de protection incendie qui n'est plus utilisé doit être disjointe.

Lorsque la section publique du branchement d'eau est utilisée à la fois pour l'alimentation du système de protection incendie et l'alimentation domestique, elle doit être disjointe en cas de cessation d'utilisation du système de protection incendie uniquement si le diamètre du branchement existant excède celui du branchement requis par le calcul hydraulique. Le cas échéant, le propriétaire doit installer un nouveau branchement aux fins de l'alimentation domestique de l'immeuble.

Les articles 53 et 54 s'appliquent aux travaux de disjonction prévus au présent article, en y faisant les adaptations nécessaires.

CHAPITRE III
ÉGOUT

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

68. Il est interdit de jeter un objet ou de déverser dans l'égout public une substance susceptible de détériorer son état, d'obstruer partiellement ou complètement une de ses composantes, ou de constituer un danger pour la sécurité du public.

69. Sous réserve du deuxième alinéa, il est interdit de pénétrer dans l'égout public et dans toute structure ou bâtiment qui y est relié, d'intervenir dans leur fonctionnement ou de mettre à découvert leurs structures ou accessoires.

Toute personne qui doit pénétrer dans l'égout public pour y effectuer des travaux doit au préalable obtenir de l'autorité compétente un permis d'utilisation d'égout public.

À cet effet, l'autorité compétente délivre un permis d'utilisation d'égout public à toute personne qui transmet le formulaire fourni par l'autorité compétente dûment complété et signé et qui acquitte le tarif prévu à cette fin au règlement sur les tarifs en vigueur.

70. Le propriétaire d'un immeuble est propriétaire du branchement d'égout de cet immeuble jusqu'au point de raccordement à l'égout public.

71. Lorsque requis, l'autorité compétente peut interrompre temporairement le service d'égout afin d'effectuer des travaux sur toute partie de l'égout public.

Avant d'interrompre le service, l'autorité compétente en donne avis aux personnes concernées par un signal sonore, des deux côtés de la rue où le service doit être interrompu, ou par tout autre moyen. En cas d'urgence, cet avis n'est pas requis.

SECTION II
AUTORISATION

72. Il est interdit d'effectuer les travaux suivants sans l'autorisation préalable de l'autorité compétente :

1° l'installation d'un nouveau branchement d'égout;

2° la reconstruction d'un branchement d'égout à un emplacement différent;

3° le remplacement ou la réhabilitation d'un branchement d'égout existant;

4° l'installation d'un branchement d'égout temporaire;

5° l'installation d'un branchement d'égout face à un terrain vacant, sous une voie publique qui doit être pavée et où des raccords d'égouts doivent être posés.

Le remplacement ou la réhabilitation d'un branchement d'égout existant désigne, selon le cas, le fait d'installer un branchement au même emplacement et de même diamètre que le branchement retiré ou de le réparer.

73. Dès qu'une conduite d'égout est posée sous une voie publique, chaque propriétaire d'un immeuble dont l'une des façades donne sur cette voie publique doit procéder, après réception d'un avis de l'autorité compétente à cet effet, à l'installation d'un branchement d'égout et à son raccordement à l'égout public.

Une autorisation à cet effet doit préalablement être obtenue de l'autorité compétente.

74. Dans le cas prévu au paragraphe 5° de l'article 72, si la construction du nouveau bâtiment devant être raccordé à l'égout public ne débute pas dans les 12 mois suivant l'installation du branchement d'égout, celui-ci doit être muré.

Aux fins des travaux de murage visés au premier alinéa, les dispositions de la section IV du présent chapitre s'appliquent en y faisant les adaptations nécessaires.

75. Le propriétaire d'un immeuble situé dans une municipalité autre que la Ville et dont l'une des façades donne sur la voie publique où est installée une conduite d'égout appartenant à la Ville, peut raccorder son immeuble à l'égout public si une entente intermunicipale est conclue à cet effet entre la Ville et la municipalité où est situé l'immeuble. Dans ce cas, les dispositions du présent chapitre s'appliquent en y faisant les adaptations nécessaires.

76. Pour obtenir toute autorisation visée à la présente section, le propriétaire de l'immeuble doit :

1° transmettre le formulaire de demande rempli et signé par le propriétaire ou son mandataire;

2° transmettre le plan des travaux d'égout à l'échelle permettant de vérifier qu'ils sont conformes aux dispositions du présent règlement;

3° transmettre l'inventaire des appareils consommant l'eau ou un rapport d'estimation du débit signé par un spécialiste en la matière;

4° transmettre la procuration du propriétaire dans le cas où la demande d'autorisation est effectuée par un mandataire;

5° payer le tarif prévu au règlement sur les tarifs en vigueur.

77. Une autorisation délivrée en vertu de la présente section est périmée et les droits qu'elle confère sont perdus lorsque les travaux autorisés n'ont pas commencé dans les 12 mois qui suivent sa date de délivrance.

SECTION III
INSTALLATION

78. Tout nouveau bâtiment doit être desservi par un nouveau branchement d'égout.

79. Tout branchement d'égout doit être installé en ligne droite et à angle droit avec la conduite d'égout public qui le dessert. Le branchement d'égout doit relier les systèmes de gestion des eaux pluviales ou le réseau d'évacuation des eaux de l'immeuble directement à l'égout public, sans traverser un immeuble adjacent.

Malgré le premier alinéa, un branchement d'égout peut être muni d'un regard unique au changement de direction en angle droit dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° l'immeuble desservi n'est pas adjacent à une voie publique;

2° un obstacle d'utilité publique rend impossible un branchement en ligne droite.

Le cas échéant, les couvercles des regards sanitaires doivent être étanches.

80. Tout branchement d'égout pluvial doit être situé à gauche du branchement d'égout sanitaire, et ce, de l'immeuble jusqu'à la voie publique.

81. Deux branchements d'égout peuvent être installés dans la même tranchée, un de chaque côté de la ligne de propriété des deux immeubles, si leur raccordement à l'égout public est situé à une distance d'au moins un mètre l'un de l'autre.

82. Lorsque plusieurs conduites d'égout public desservent un même immeuble, l'autorité compétente peut exiger que le branchement d'égout de l'immeuble soit raccordé à une conduite plutôt qu'à une autre lorsque cela est requis pour protéger l'intégrité structurale des réseaux municipaux, pour assurer la capacité hydraulique des réseaux, pour limiter l'impact des travaux de raccordement sur la circulation routière ou pour assurer la fiabilité du service.

83. Sous réserve du deuxième alinéa, le raccordement ainsi que les travaux d'installation, de reconstruction, de remplacement ou de réhabilitation d'un branchement d'égout sont exécutés par le propriétaire de l'immeuble à ses propres frais.

Toutefois, les travaux de raccordement d'un branchement d'égout à l'égout public sont effectués par l'autorité compétente lorsque l'immeuble raccordé se situe dans l'un des arrondissements identifiés à cet effet à l'annexe A du présent règlement. Les coûts de ces travaux sont à la charge du propriétaire et lui sont facturés selon le montant prévu à cette fin au règlement sur les tarifs en vigueur.

84. L'installation et le raccordement d'un branchement d'égout doivent être réalisés conformément aux articles 30 à 32 en y faisant les adaptations nécessaires.

SOUS-SECTION I
ÉGOUT SANITAIRE PUBLIC

85. Le réseau sanitaire d'évacuation d'un immeuble doit être raccordé à une conduite d'égout sanitaire public ou à une conduite d'égout unitaire public desservant l'immeuble.

86. Un réseau sanitaire d'évacuation des dépendances d'un bâtiment peut être raccordé au collecteur sanitaire du bâtiment principal.

87. À la demande du propriétaire d'un immeuble, l'autorité compétente autorise le raccordement d'un réseau sanitaire d'évacuation à une fosse septique dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° l'immeuble n'est pas raccordé à l'égout public et il est situé dans une zone où sont autorisés des usages agricoles;

2° la situation des lieux rend impraticable le raccordement du réseau de l'immeuble à l'égout public.

88. Un réseau sanitaire d'évacuation d'un bâtiment entièrement utilisé à des fins institutionnelles ou industrielles peut être raccordé à un branchement d'égout drainant les eaux des autres bâtiments construits sur le même terrain, si ces bâtiments appartiennent au même propriétaire et sont utilisés pour les mêmes fins.

SOUS-SECTION II
ÉGOUT PLUVIAL PUBLIC

89. Le réseau d'évacuation des eaux pluviales ou le réseau d'égout pluvial d'un immeuble doit être raccordé à une conduite d'égout public pluvial ou à une conduite d'égout public unitaire desservant l'immeuble.

Malgré le premier alinéa, lorsqu'il y a un cours d'eau adjacent à un immeuble, les eaux pluviales de cet immeuble doivent y être drainées. Également, les eaux pluviales doivent être acheminées vers un fossé lorsque celui-ci tient lieu d'égout pluvial.

90. Malgré l'article 89, l'autorité compétente peut exiger que les eaux pluviales d'un immeuble soient rejetées ailleurs que dans l'égout pluvial public lorsque cela est requis pour protéger la capacité hydraulique du réseau ou lorsque cela permet le retour des eaux en milieu naturel.

SOUS-SECTION III
ÉGOUT UNITAIRE PUBLIC ET ÉGOUT SÉPARATIF PUBLIC – PROTECTION DES COURS D'EAU ET DE LA SALUBRITÉ PUBLIQUE

91. Les eaux sanitaires et les eaux pluviales de tout immeuble doivent être évacuées par des collecteurs distincts raccordés respectivement à un branchement d'égout sanitaire et à un branchement d'égout pluvial jusqu'à l'égout public.

Malgré le premier alinéa, lorsqu'un immeuble existant est muni d'un collecteur unitaire raccordé à un branchement d'égout unitaire, les eaux pluviales peuvent être évacuées par ce collecteur unitaire. Toutefois, lorsqu'un collecteur unitaire d'un immeuble existant est remplacé ou démoli, l'évacuation des eaux pluviales de l'immeuble doit alors satisfaire aux exigences contenues au premier alinéa du présent article ainsi qu'aux articles 89 et 90.89

92. Malgré l'article 91, lorsque l'autorité compétente prévoit séparer l'égout pluvial de l'égout sanitaire public, le branchement d'égout pluvial d'un immeuble doit être raccordé temporairement, à l'aide d'un Y, au branchement d'égout sanitaire de l'immeuble au niveau de la ligne d'emprise de la voie publique sur le domaine public, et ce, tant que l'égout pluvial public n'est pas en service. Aucun regard n'est requis pour ce raccordement temporaire. Le branchement doit respecter une pente minimale de 2% et un diamètre minimal de 200 millimètres.

93. Lorsque les raccordements des branchements d'égout sanitaire et pluvial desservant un immeuble sont inversés, l'autorité compétente peut réaliser des travaux pour corriger l'inversement des raccordements sur l'immeuble. Dans ce cas, les articles 59 à 61 s'appliquent en y faisant les adaptations nécessaires.

Les coûts de ces travaux correctifs sont à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui sont facturés selon le montant prévu à cette fin au règlement sur les tarifs en vigueur.

Malgré ce qui précède, lorsqu'une partie ou la totalité des eaux sanitaires et pluviales sont combinées dans le réseau d'évacuation à l'intérieur d'un bâtiment, le propriétaire doit, à ses frais, effectuer les travaux permettant de séparer les eaux sanitaires des eaux pluviales.

SOUS-SECTION IV
MATÉRIAUX, DIAMÈTRES ET PROTECTION CONTRE LE GEL

94. Tout branchement d'égout doit respecter les exigences prévues à la division B du Code et au chapitre 6 de la norme BNQ 1809-300 et il doit être composé en polychlorure de vinyle (PVC) de :

1° classe DR-28 pour un branchement d'un diamètre de 150 millimètres ou moins;

2° classe DR-35 pour un branchement d'un diamètre de plus de 150 millimètres.

95. Le diamètre, la pente et la charge hydraulique maximale de tout branchement d'égout doivent répondre aux exigences prévues à la division B du Code et à la Directive 004 – Réseaux d'égout du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

96. Tout branchement d'égout doit être étanche aux gaz, à l'eau, à l'air et à la fumée conformément aux exigences prévues à la division B du Code et au chapitre 11 de la norme BNQ 1809-300 et doit satisfaire aux essais prévus à ces normes.

97. Le branchement d'égout sanitaire ou unitaire doit être de couleur blanche alors que le branchement d'égout pluvial doit être de couleur verte.

98. Tout branchement d'égout doit être protégé contre le gel de la manière suivante :

1° il doit être enfoui à une profondeur d'au moins 1,4 mètre;

2° la distance entre le branchement et un puisard, un regard ou de tout autre obstacle d'utilité publique doit être d'au moins 1,4 mètre.

Aux fins du présent article, la profondeur du branchement se mesure selon la surface du sol après la fin des travaux.

99. Lorsqu'il est impossible d'enfouir un branchement d'égout de la manière prévue à l'article 98, le branchement doit être protégé du gel par un isolant thermique en polystyrène extrudé de 50 millimètres d'épaisseur, possédant une résistance à la compression de 415 kPa conformément à la norme ASTM C578, et il doit être installé conformément aux exigences prévues au chapitre 10 de la norme BNQ 1809-300.

SECTION IV
MURAGE ET RÉUTILISATION D'UN BRANCHEMENT D'ÉGOUT

100. Le branchement d'égout qui n'est plus utilisé et celui d'un bâtiment qui a été détruit suivant un incendie ou toute autre cause doit être muré.

101. Dans le cas d'un bâtiment qui fait l'objet d'une autorisation de démolition, le branchement d'égout doit être muré avant la démolition du bâtiment.

102. Il est interdit de murer ou de boucher un branchement d'égout sans l'autorisation préalable de l'autorité compétente.

Pour obtenir cette autorisation, le propriétaire de l'immeuble doit transmettre le formulaire fourni à cet effet par l'autorité compétente lequel doit être dûment complété et signé par le propriétaire ou son mandataire autorisé par procuration.

103. Le murage ou le bouchage d'un branchement d'égout et tous les travaux qui y sont reliés sont exécutés par le propriétaire de l'immeuble et les frais ainsi occasionnés sont à sa charge.

Malgré le premier alinéa, le murage ou le bouchage d'un branchement d'égout est effectué par l'autorité compétente lorsque l'immeuble raccordé au branchement se situe dans l'un des arrondissements identifiés à cet effet à l'annexe A du présent règlement. Dans ce cas, le coût des travaux de murage ou de bouchage est à la charge du propriétaire et lui est facturé selon les montants prévus à ces fins au règlement sur les tarifs en vigueur.

104. Le murage d'un branchement d'égout doit se faire le plus près possible de son point de raccordement à l'égout public.

Toutefois, l'autorité compétente peut exiger que le murage soit fait à partir de la conduite de l'égout public ou par une fenêtre pratiquée sur le domaine public lorsque cela est requis pour protéger l'intégrité structurale des réseaux municipaux, pour assurer la fonction principale des conduites d'égout ou pour limiter l'impact des travaux sur la circulation routière.

105. Il est interdit, sans l'autorisation de l'autorité compétente, d'utiliser un branchement d'égout existant lorsque le bâtiment desservi a fait l'objet d'une démolition en vertu d'un règlement adopté conformément au chapitre V.0.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), a été détruit suite à un incendie ou à une autre cause et a fait l'objet d'une reconstruction.

Pour obtenir cette autorisation, le propriétaire de l'immeuble doit transmettre à l'autorité compétente un rapport rédigé et signé par un spécialiste dans le domaine du drainage attestant que le branchement est en bon état structural, qu'il a été construit conformément aux exigences du présent règlement et que son diamètre est suffisant pour répondre à la demande hydraulique du nouveau bâtiment.

SECTION V
ENTRETIEN ET DEMANDE DE TRAVAUX CORRECTIFS

106. Le propriétaire d'un immeuble doit maintenir le branchement d'égout en bon état jusqu'au point de raccordement à l'égout public.

107. Malgré l'article 106, le propriétaire d'un immeuble peut demander à l'autorité compétente d'effectuer les travaux correctifs d'un branchement d'égout lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° le diamètre du branchement d'égout est de 225 millimètres ou moins, s'il est de type pluvial ou unitaire, ou de 150 millimètres ou moins, s'il est de type sanitaire;

2° la défaillance :

a) est localisée sur la partie du branchement d'égout située sur le domaine public;

b) ne résulte pas d'une utilisation fautive ou anormale du branchement d'égout ou de travaux réalisés sur le domaine privé;

c) est de nature structurale.

Aux fins du présent article, sont notamment considérées comme des défaillances de nature structurale les anomalies telles que des bris, des trous, une déformation ou un effondrement et toute autre anomalie laissant ou susceptible de laisser s'échapper les eaux dont des joints décalés ou ouverts. La simple obstruction d'un branchement d'égout ne constitue pas une défaillance de nature structurale.

108. La demande de travaux correctifs prévue à l'article 107 est présentée au moyen du formulaire fourni à cet effet par l'autorité compétente dûment complété et signé par le propriétaire de l'immeuble ou son mandataire. Elle doit être accompagnée des documents suivants :

1° un rapport préparé par un spécialiste du domaine du drainage effectué à l'aide du formulaire fourni à cet effet par l'autorité compétente. Ce rapport doit inclure des plans, des croquis, la localisation du repère du début du chainage et tout autre renseignement nécessaire permettant de démontrer la défaillance structurale et sa localisation;

2° un document vidéo, en format numérique, de l'inspection par caméra de l'intérieur du branchement d'égout sur toute sa longueur et permettant de constater la défaillance structurale et sa localisation identifiées dans le rapport visé au paragraphe 1°. Le document vidéo doit identifier la date de l'enregistrement et contenir un chainage à partir du point de repère fourni dans le rapport;

3° dans le cas où la demande est faite par un mandataire, d'une procuration du propriétaire.

109. Lorsque l'inspection par caméra de l'intérieur du branchement d'égout est impossible en raison d'une obstruction située :

1° sur le domaine privé, le propriétaire de l'immeuble doit exécuter les travaux nécessaires pour désobstruer le branchement et ensuite effectuer l'inspection;

2° sur le domaine public, le rapport auquel réfère le paragraphe 1 de l'article 108 doit en faire état et le document vidéo joint au rapport doit présenter l'intérieur du branchement d'égout jusqu'à cette obstruction.

L'autorité compétente peut, par la suite, exiger du propriétaire de faire la démonstration de la localisation de la défaillance structurale en sa présence, et ce, à l'aide des outils appropriés.

110. Les travaux et les interventions décrites aux articles 108 et 109 sont aux frais du propriétaire de l'immeuble. Cela comprend notamment les coûts d'inspection, de confection de documents, de désobstruction de conduite y compris l'enlèvement et l'alésage des racines ainsi que les coûts liés à la démonstration de la localisation de la défaillance structurale.

111. Lors de travaux correctifs effectués en vertu de la présente section, s'il est constaté que l'intervention de l'autorité compétente n'était pas requise en vertu de l'article 107, tous les frais encourus par la Ville sont à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui sont facturés selon le règlement sur les tarifs en vigueur.

112. L’autorité compétente peut procéder, lors de l’exécution de travaux d’infrastructure, au remplacement de la partie des branchements d’égout raccordés à l’égout public qui se trouve sur le domaine public.

113. L’autorité compétente peut accéder à tout immeuble pour y effectuer des travaux de réhabilitation d’un branchement d’égout. Les articles 59 et 60 s’appliquent à l’égard d’une telle intervention en y faisant les adaptations nécessaires.

SECTION VI
BRANCHEMENT D’ÉGOUT TEMPORAIRE

114. Le propriétaire d'un immeuble alimenté par un branchement d'égout temporaire doit, à ses frais, protéger le branchement contre le gel et le bris.

115. Un branchement d’égout temporaire peut être utilisé pour une période d’au plus 24 mois à compter du jour de son installation.

L’autorité compétente peut, si les circonstances le justifient, prolonger d’au plus 12 mois cette période d’utilisation à la demande du propriétaire de l’immeuble. Toute demande de prolongation doit être transmise à l’autorité compétente dans les 30 jours qui précèdent l’expiration de la période d’utilisation. Le cas échéant, les articles 116 et 117 s'appliquent en y faisant les adaptations nécessaires.

116. Dès qu'il cesse d'utiliser un branchement d’égout temporaire, le propriétaire doit en aviser l’autorité compétente par écrit et le branchement d’égout doit être muré ou bouché. Dans ce cas, l’article 103 s’applique en y faisant les adaptations nécessaires.

117. L’autorité compétente peut, lorsqu'elle a reçu l'avis requis à l’article 116, ou à l'expiration d'une période de 24 mois suivant l'installation d'un branchement d’égout temporaire, effectuer le murage ou le bouchage du branchement.

Le cas échéant, les coûts d’excavation, de murage ou de bouchage, de remblayage, de finition et de réfection du domaine public et du mobilier urbain sont à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui sont facturés selon les montants prévus à ces fins au règlement sur les tarifs en vigueur.

118. Lors de la construction d’un bâtiment, il est permis d’utiliser le branchement d’égout devant desservir le bâtiment. Le branchement doit être protégé contre le gel et il doit être exempt de bris.

Les coûts de réparation du branchement d’égout temporaire, ainsi que les coûts d'excavation, de remblayage, de réfection et de finition du domaine public et du mobilier urbain sont à la charge du propriétaire de l'immeuble et lui sont facturés selon les montants prévus à ces fins au règlement sur les tarifs en vigueur.

CHAPITRE IV
GESTION DES EAUX PLUVIALES

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

119. Tout immeuble dont les eaux pluviales se déversent, directement ou indirectement, dans l'égout public ou dans un cours d'eau et dont la superficie de la surface imperméable est de plus de 1000 mètres carrés doit retenir les eaux pluviales à l'aide d'un système de gestion des eaux pluviales.

Pour un immeuble dont la superficie de la surface imperméable est de 1000 mètres carrés et moins, le drainage des eaux pluviales d'un terrain doit se faire en surface.

Aux fins du présent chapitre, une surface imperméable désigne toute surface sauf une surface composée entièrement de gazon ou d'autres végétaux.

120. Le présent article s'applique uniquement aux immeubles dont les eaux pluviales sont évacuées au moyen de gouttières et de descentes pluviales extérieures.

Pour tout immeuble dont la superficie perméable est supérieure à 20 % de la superficie du toit du bâtiment s'y trouvant, les eaux pluviales provenant de ce toit doivent être dirigées vers les surfaces perméables de l'immeuble sur lequel est construit le bâtiment par un déflecteur, une rallonge ou une surface dure permettant d'éloigner les eaux du bâtiment et de les déverser à une distance d'au moins 1,5 mètre des fondations du bâtiment, des margelles et de toute autre surface adjacente au bâtiment et en contrebas de l'immeuble adjacent.

Malgré le deuxième alinéa, les descentes pluviales extérieures peuvent être raccordées à un réservoir de récupération des eaux pluviales si la sortie du trop-plein respecte les exigences qui y sont prévues.

121. Il est interdit de construire, sur un immeuble visé au premier alinéa de l'article 119, un système de gestion des eaux pluviales sans l'autorisation de l'autorité compétente.

La demande d'autorisation est présentée au moyen du formulaire fourni à cet effet par l'autorité compétente dûment complété et signé par le propriétaire de l'immeuble ou son mandataire. Cette demande doit également être accompagnée :

1° de tout plan, document ou renseignement permettant d'évaluer la conformité du système de gestion des eaux pluviales proposé aux dispositions du présent chapitre;

2° d'une procuration du propriétaire dans le cas où la demande d'autorisation est effectuée par un mandataire;

3° du paiement des frais d'étude de la demande prévus à cette fin au règlement sur les tarifs en vigueur.

Le calcul hydraulique et hydrologique de la performance du système proposé pour la gestion des eaux pluviales doit se faire à l'aide d'un logiciel compatible avec le logiciel libre « Storm Water Management Model ».

122. Lorsque le propriétaire est avisé par l'autorité compétente que sa demande d'autorisation visant la construction d'un système de gestion des eaux pluviales est incomplète ou non conforme aux dispositions du présent règlement, il doit la rendre complète et conforme dans un délai de 60 jours de la réception d'un avis à cet effet. À défaut, l'autorité compétente refuse la demande et ferme le dossier.

123. Dans les 60 jours suivant la fin des travaux de construction d'un système de gestion des eaux pluviales, le propriétaire de l'immeuble doit transmettre à l'autorité compétente :

1° les plans finaux indiquant et illustrant les travaux tels que réalisés;

2° un certificat de conformité signé par un expert dans ce domaine qui a effectué la surveillance des travaux attestant que les travaux ont été réalisés conformément aux plans finaux.

124. Le propriétaire doit maintenir le système de gestion des eaux pluviales de son immeuble en bon état de manière à ce qu'il puisse maintenir sa performance hydraulique en tout temps.

Le propriétaire qui consent à recevoir sur son immeuble les eaux pluviales d'un immeuble adjacent appartenant à un autre propriétaire conformément à l'article 128 est responsable du système de gestion des eaux pluviales sur son immeuble et doit le maintenir en bon état.

125. Le présent chapitre ne s'applique pas sur le territoire des écoterritoires identifiés à la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels de la Ville, sauf aux immeubles à vocation résidentielle, commerciale, institutionnelle ou industrielle qui s'y trouvent.

SECTION II
CRITÈRES DE CONCEPTION

126. La présente section s'applique uniquement aux immeubles soumis à l'obligation de retenir les eaux pluviales et auxquels réfère le premier alinéa de l'article 119.

SOUS-SECTION 1
ASPECTS GÉNÉRAUX

127. Le système de gestion des eaux pluviales d'un immeuble doit être construit entièrement sur ce même immeuble.

128. Malgré l'article 127, lorsque la situation des lieux rend impraticable la construction du système de gestion des eaux pluviales d'un immeuble sur ce même immeuble et que cet immeuble est utilisé à des fins institutionnelles, l'autorité compétente autorise, selon le cas :

1° qu'un immeuble adjacent accueille, en partie ou en totalité, un système de gestion des eaux pluviales visant à recevoir les eaux pluviales;

2° qu'un immeuble adjacent appartenant au même propriétaire compense l'excédent du débit rejeté sur son terrain;

3° qu'un immeuble appartenant au même propriétaire situé dans un bassin versant différent compense l'excédent du débit rejeté pourvu que la ligne piézométrique au point de rejet ne soit pas augmentée ou que l'immeuble ne soit pas susceptible de faire augmenter la fréquence des débordements unitaires.

Pour obtenir une autorisation prévue au présent article, le propriétaire de l'immeuble doit transmettre le formulaire fourni à cet effet par l'autorité compétente lequel doit être dûment complété et signé par le propriétaire ou son mandataire autorisé par procuration.

129. Pour l'application du troisième paragraphe du premier alinéa de l'article 128, lorsqu'un système de gestion des eaux pluviales est construit dans une phase ultérieure d'un projet de construction de l'immeuble, un plan directeur de la gestion de l'eau doit être préalablement transmis à l'autorité compétente.

Le plan directeur doit présenter l'ensemble des moyens permettant de satisfaire les exigences du présent chapitre. Il doit également inclure :

1° la définition de l'objectif hydraulique visé;

2° la définition des techniques de gestion des eaux pluviales choisies;

3° un plan définissant les zones d'intervention;

4° un plan préliminaire décrivant les travaux;

5° un échéancier des travaux;

6° une analyse de l'impact hydraulique sur le réseau;

7° une lettre d'engagement signée par le propriétaire à accomplir dans les délais convenus tout ce qui est prévu dans le plan directeur.

130. Malgré l'article 127, lorsqu'une entente relative à la rétention des eaux sur un terrain municipal avec la Ville est préalablement conclue, l'autorité compétente peut autoriser, sur présentation d'une demande à cette fin, un équivalent technique de la rétention des eaux sur un terrain municipal qui permet de satisfaire à l'obligation prévue au premier alinéa de l'article 119.

Dans ce cas, les systèmes de gestion des eaux pluviales doivent être majoritairement en surface et un plan directeur, tel qu'exigé à l'article 129, doit être préalablement transmis à l'autorité compétente.

131. Pour tout projet de construction, de transformation ou de développement immobilier dont les travaux sont exécutés par phases, chacune des phases du projet doit respecter les dispositions du présent chapitre.

Malgré le premier alinéa, dans le cas d'un projet de construction destiné à des fins institutionnelles, l'autorité compétente autorise, sur présentation d'une demande à cette fin, qu'une phase subséquente du projet compense le surplus de débit rejeté lors d'une phase précédente aux conditions suivantes :

1° les phases du projet doivent être situées sur le même immeuble;

2° le rejet des eaux pluviales doit s'effectuer dans un égout ayant une capacité hydraulique et structurale suffisante;

3° un plan directeur doit être soumis conformément à l'article 129.

SOUS-SECTION 2
EXIGENCES DE PERFORMANCE

132. Aux fins de la présente sous-section, le débit de rejet pluvial total inclut tous les débits suivants :

1° le débit des eaux provenant des eaux souterraines;

2° le débit des eaux de refroidissement qui ne sont pas en contact direct avec aucune matière première, aucun produit intermédiaire, ni aucun produit fini contenant un additif;

3° le débit des eaux pluviales drainées par le système de gestion des eaux pluviales ou autrement que par un tel système.

133. Pour tout immeuble dont les eaux pluviales sont rejetées dans l'égout public, le débit de rejet pluvial total maximal autorisé est le débit correspondant aux taux de rejet indiqués à l'annexe B du présent règlement pour la pluie de conception – contrôle des débits.

134. Pour tout immeuble dont les eaux pluviales sont rejetées dans un cours d'eau, le débit de rejet pluvial total maximal autorisé est le débit correspondant aux taux de rejet indiqués à l'annexe C du présent règlement pour la pluie de conception – contrôle des débits.

135. Pour tout immeuble raccordé à un égout unitaire public, le système de gestion des eaux pluviales doit faire en sorte de retenir en permanence sur l'immeuble un volume de ruissellement pour la pluie de conception – gestion des surverses selon les volumes

indiqués à l'annexe D du présent règlement. Cette gestion des eaux doit se faire par infiltration, réutilisation ou évapotranspiration.

136. Malgré l'article 135, lorsqu'un bâtiment occupe plus de 75 % du terrain sur lequel il est érigé, l'autorité compétente peut, sur présentation d'une demande à cette fin, autoriser un équivalent technique permettant de respecter les volumes indiqués à l'annexe D.

137. Pour tout immeuble dont les eaux pluviales sont rejetées dans l'égout pluvial public ou dans un cours d'eau, le système de gestion des eaux pluviales doit réduire, sur une base annuelle et pour 90 % des événements de pluies, les concentrations de matière en suspension de 60 % selon les volumes indiqués à l'annexe D du présent règlement**.**

Malgré le premier alinéa, la réduction de la concentration de matière en suspension est de 80 % en présence de milieux récepteurs sensibles tels que définis par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le Guide de présentation d'une demande d'autorisation pour réaliser un projet assujetti à l'article 32 (22, 3°) de la Loi sur la qualité de l'environnement.

SOUS-SECTION 3
AUTRES EXIGENCES

138. La rétention des eaux pluviales doit se faire à l'aide de l'un des types d'ouvrage ou d'aménagement suivant :

1° ouvrages ou aménagements de surface, notamment sur les toits des bâtiments, sur les surfaces revêtues, dans des dépressions ou dans des bassins végétalisés ou des bassins de biorétention;

2° ouvrages souterrains, notamment lorsque la rétention est faite dans les vides de la fondation granulaire. Les ouvrages souterrains peuvent notamment être des voûtes en thermoplastique, des tuyaux souterrains ou des réservoirs fermés.

139. La régulation des débits de rejet pluvial doit être faite à l'aide de l'un ou de plusieurs des éléments suivants :

1° régulateurs de débit à vortex;

2° plaques à orifice;

3° drains à débit contrôlé pour les toits;

4° lorsque cela est requis selon l'article 141 d'une pompe branchée sur un groupe électrogène;

5° tout autre dispositif ou méthode, vérifié en laboratoire ou authentifié par un expert en la matière, permettant de répondre aux exigences du présent chapitre.

140. Un clapet antiretour doit être installé en aval du régulateur de tout système de gestion des eaux pluviales raccordé à un réseau d'égout unitaire.

141. Le drainage des eaux pluviales d'un immeuble doit se faire par gravité.

Les eaux pluviales ne peuvent en aucun cas être dirigées vers un niveau plus bas que le niveau de l'égout public pour ensuite être pompées.

Toutefois, le ruissellement d'un terrain en contrebas peut être pompé vers le réseau de rétention ou l'égout public. La pompe doit, dans ce cas, être branchée à des groupes électrogènes.

142. Dans le calcul du volume d'eau à retenir, une hauteur d'au plus 150 millimètres au-dessus des puisards est autorisée pour les eaux pluviales retenues sur les surfaces revêtues d'une aire de stationnement ou de sa voie d'accès. En présence de surfaces revêtues utilisées par des camions aux fins de chargement ou de déchargement, cette hauteur est d'au plus 450 millimètres.

143. Le point de débordement d'un système de gestion des eaux pluviales doit se faire en écoulement de surface vers le domaine public.

144. Tout réseau d'évacuation d'eau pluviale qui se situe sous le niveau géodésique du point de débordement doit être suffisamment étanche pour supporter la pression d'eau générée dans le système de gestion des eaux pluviales. Dans ce cas, la pression peut être supérieure à celle requise en vertu de la division B du Code.

145. Tout réservoir souterrain situé à l'intérieur d'un bâtiment doit être muni d'une trappe d'accès pour le régulateur de débit et d'un tuyau de trop-plein se déversant au-dessus du niveau de la rue. La trappe d'accès doit être située en permanence au-dessus du niveau du point de débordement du réservoir intérieur afin de permettre un accès sécuritaire au bassin. La trappe d'accès doit permettre en tout temps un accès direct au régulateur de débit ou de la pompe.

146. Un réservoir souterrain fabriqué en fibre de verre ou en plastique doit être installé de manière à ne pas subir de soulèvement dû à la poussée hydrostatique générée par la remontée de la nappe phréatique.

147. Le temps de vidange maximal toléré pour le volume de rétention est d'au plus 48 heures.

148. La capacité de rétention initiale d'une structure en pierre nette doit être d'au plus 40 % de son volume et doit être multipliée par un facteur de 0,5 afin de prendre en considération le colmatage à long terme. Pour les structures similaires dotées d'un système de prétraitement, le facteur multiplicateur est de 0,75.

149. Lorsqu'un arbre est planté sur le terrain d'un immeuble, un crédit équivalent à la surface de la canopée multipliée par 2,2 millimètres pour un conifère et 1,1 millimètre pour

un feuillu peut être appliqué sur le volume à retenir en permanence, tel que prévu à l'article 135.

SOUS-SECTION 4
CONDUITES, PUISARDS, REGARDS ET RÉSERVOIRS SOUTERRAINS

150. Toute conduite pluviale d'un système de gestion des eaux pluviales doit être composée de l'un des matériaux suivants :

1° béton armé (TBA);

2° polyéthylène à haute densité (PE-HD);

3° polychlorure de vinyle (PVC);

4° polypropylène (PP);

5° polymère renforcé de fibre de verre (PRV).

151. Les regards et les puisards d'un système de gestion des eaux pluviales doivent respecter les exigences suivantes :

1° ils doivent être faits en béton armé (TBA) ou en polyéthylène à haute densité (PE-HD);

2° un regard accueillant un régulateur doit avoir un diamètre d'au moins 1200 millimètres;

3° un couvercle de regard doit avoir un couvert portant la mention « pluvial » ou une mention qui réfère à l'eau pluviale;

4° la trappe et le bassin de décantation d'un puisard doivent être d'une profondeur d'au moins 300 millimètres sous le radier de la conduite de sortie;

5° un puisard ou un regard doit être situé à l'extrémité de toute conduite.

SOUS-SECTION 5
OUVRAGES AVEC INFILTRATION

152. Les exigences de la présente sous-section s'appliquent lorsque la gestion des eaux pluviales se fait par un ouvrage avec infiltration.

Aux fins de la présente sous-section, un ouvrage avec infiltration désigne la technique permettant de gérer les eaux pluviales par infiltration. Un bassin d'infiltration, une tranchée d'infiltration, un réservoir souterrain sans fond, un bassin de surface avec retenue permanente ou temporaire, un fossé engazonné ou un jardin de biorétention constituent un ouvrage avec infiltration.

153. Toute surface destinée à servir d'ouvrage avec infiltration ne peut être utilisée pour l'entreposage de la neige. Une affiche interdisant l'entreposage de la neige doit être installée à la vue des personnes qui utilisent le terrain sur lequel l'ouvrage est situé.

154. Il est interdit d'installer ou de construire un système de gestion des eaux pluviales non étanche dans des sols dont le niveau de contamination dépasse les niveaux autorisés par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques à l'annexe 2 du Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés.

155. Il est interdit d'installer ou de construire un ouvrage avec infiltration sur un terrain occupé par une station-service, un établissement de recyclage ou de nettoyage de véhicules, une marina ou une aire d'entreposage ou de manipulation de matières dangereuses, de sels, de sables ou de granulats.

156. Il est interdit de construire un ouvrage avec infiltration sans prétraitement.

Aux fins du présent règlement, le prétraitement constitue notamment un bassin de sédimentation, une bande filtrante ou un séparateur hydrodynamique.

157. Tout ouvrage avec infiltration doit respecter les exigences suivantes :

1° à moins de disposer d'un élément étanche entre les constructions et les surfaces faisant l'objet d'une infiltration, l'ouvrage doit être situé à une distance d'au moins 4 mètres des drains de fondation de toute habitation;

2° le fond de l'ouvrage utilisé pour l'infiltration est situé :

a) à une distance minimale d'un mètre du niveau du roc;
b) à une distance minimale d'un mètre d'une mesure ponctuelle du niveau des eaux souterraines;
c) au-dessus du niveau maximal saisonnier des eaux souterraines calculé sur la moyenne des maximums annuels enregistrés sur une période minimale de deux ans, et ce, à l'aide d'un piézomètre ou établi à partir de l'observation du niveau d'oxydoréduction.

3° l'ouvrage ne doit pas être situé dans une aire de protection immédiate d'un point de captage des eaux souterraines, telle que définie dans le Règlement sur le captage des eaux souterraines (RLRQ, c. Q-2, r. 6).

Aux fins du présent article, le fond de l'ouvrage est défini comme le radier du drain, de la conduite ou de l'ouvrage perforé ou non étanche ou bien comme le niveau de la surface si aucun ouvrage souterrain n'est prévu.

158. Un test de conductivité hydraulique à saturation du sol naturel ou importé doit être réalisé pour chaque ouvrage avec infiltration selon la procédure établie à l'annexe B du Guide de gestion des eaux pluviales du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre

les changements climatiques ou bien à l'annexe B de la norme CSA – Conception des systèmes de biorétention.

Ce test doit être réalisé avant le dépôt de la demande d'autorisation visée à l'article 121.

CHAPITRE V
ADMINISTRATION ET INSPECTION

159. Suite à la réalisation des travaux de raccordement d'un immeuble à l'égout public ou au réseau d'aqueduc, le propriétaire doit effectuer une inspection visant à poser un diagnostic de conformité eu égard aux obligations énoncées aux articles 36 et 37, 94 à 97, et 120 du présent règlement.

Le résultat de l'inspection doit être inscrit sur un formulaire fourni par l'autorité compétente à cet effet et transmis à cette dernière dûment complété et signé dans les 30 jours suivant la fin des travaux. Le diagnostic doit être effectué par un spécialiste en la matière qui n'a pas participé à la construction ou à l'installation des éléments étudiés.

160. L'autorité compétente peut pénétrer sur un terrain ou dans un bâtiment, le visiter, y effectuer un essai, une analyse, une mesure, prendre des photographies, faire des enregistrements et effectuer toute autre vérification aux fins de l'application du présent règlement.

161. L'autorité compétente peut inspecter les installations d'un immeuble alimenté par le service d'aqueduc de la Ville afin de s'assurer du bon fonctionnement du système d'alimentation en eau ou plus généralement de l'application du présent règlement.

162. Toute personne doit permettre à l'autorité compétente de pénétrer sur un terrain ou dans un bâtiment sans nuire à l'exécution de ses fonctions.

163. L'autorité compétente doit, sur demande, s'identifier au moyen d'une carte d'identité comportant sa photographie, qui lui est délivrée par la Ville.

164. Lorsqu'une personne refuse de recevoir l'autorité compétente ou son représentant chargé d'inspecter les installations qu'elle contrôle, l'autorité compétente peut suspendre l'alimentation en eau tant que dure ce refus.

165. Lorsqu'une personne utilise l'eau de l'aqueduc d'une façon abusive ou lorsque les installations qu'elle contrôle sont la cause d'un gaspillage ou d'une détérioration de la qualité de cette eau, et qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours après la transmission par l'autorité compétente d'un avis dénonçant le problème, indiquant les mesures correctives à prendre et informant la personne de la suspension de service qu'elle peut subir, cette personne omet de prendre les mesures exigées, l'autorité compétente peut suspendre le service de l'eau.

Cette suspension dure tant que les mesures exigées par l'autorité compétente n'ont pas été prises.

166. Lorsqu'une personne n'effectue pas les travaux requis par l'article 10 relativement à la protection d'une source d'alimentation en eau potable, l'autorité compétente peut, en cas d'urgence, les effectuer aux frais de cette personne.

167. L'autorité compétente peut suspendre toute autorisation délivrée en vertu des chapitres II, III ou IV du présent règlement lorsque les travaux faisant l'objet de l'autorisation ne sont pas effectués en conformité avec les exigences du présent règlement.

Cette suspension débute dès que le propriétaire ou son représentant est avisé du défaut et a effet tant que le défaut n'est pas corrigé.

168. L'autorité compétente peut révoquer une autorisation délivrée à la suite de fausses représentations ou déclarations de la part du requérant de la demande.

169. Quiconque entrave de quelque façon la réalisation des interventions de l'autorité compétente visées aux articles 160 et 161 contrevient au présent règlement.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

170. Le comité exécutif peut, par l'adoption d'une ordonnance à cet effet :

1° modifier les listes des arrondissements jointes en annexe A au présent règlement;

2° modifier la liste des taux de rejet applicables au réseau jointe en annexe B au présent règlement;

3° modifier la liste des taux de rejet applicables aux cours d'eau jointe en annexe C au présent règlement;

4° modifier les tableaux relatifs aux pluies de conception joints en annexe D au présent règlement.

171. Constitue une infraction le fait pour une personne de refuser ou de négliger de se conformer à une demande qui lui est formulée en vertu du présent règlement par l'autorité compétente.

172. Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 500 $ à 1 000 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 2 000 à 4 000 $.

173. Le propriétaire d'un immeuble visé par l'article 120 doit se conformer à l'obligation qui y est énoncée avant le 25 juin 2021. Celui-ci doit également, à l'intérieur de ce même délai, disjoindre les descentes d'eaux pluviales extérieures qui sont raccordées, directement ou indirectement, au tuyau de drainage des fondations ou au réseau d'évacuation du bâtiment.

174. Le présent règlement abroge :

1° le Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales (R.R.V.M., chapitre C-1.1);

2° le Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout (15-085);

3° le Règlement relatif au remplacement par la Ville de la section privée des entrées de service d'eau en plomb (17-078);

4° les articles 4, 5, 6, 7 (a, b), 8 (a), 9 (b, c, g), 10 (a), 11, 12, 13, 14, 17 (a et c), 18 (b), 19 (a, b), 20, 21, 22, 23, 24, 25(e) 26 (a, b, e, g,) et 29 du Règlement numéro 1031 de l'arrondissement d'Anjou intitulé « Règlement concernant l'aqueduc et abrogeant le règlement 72 et ses amendements »;

5° les articles 4 (d), 7, 8, 9 (a, b) et 10 du Règlement numéro 1565 de l'arrondissement d'Anjou intitulé « Règlement adoptant le Code de Plomberie du Québec en y apportant certaines modifications et remplaçant le règlement 1374 et ses amendements »;

6° les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8 du Règlement sur les travaux relatifs aux services d'aqueduc et d'égouts (CA28 0004) de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève;

7° les articles 5, 13, 14, 15, 16, 17, 24, 25 et 36 du Règlement numéro 229 de l'arrondissement de Lachine intitulé « Règlement concernant la construction et l'administration de l'aqueduc de la cité »;

8° les articles 4, 5, 7, 8, 10 et 24 du Règlement numéro 976 de l'arrondissement de Lachine intitulé « Règlement concernant la construction des égouts de la cité de Lachine »;

9° le Règlement numéro 2503 de l'arrondissement de Lachine intitulé « Règlement établissant des normes sur le rejet des eaux pluviales au réseau d'égout de la Ville dans les secteurs industriels »;

10° les articles 3, 5, 7 et les paragraphes 10.5, 10.6, 10.7 et 10.8 de l'article 10 du Règlement numéro 2059 de l'arrondissement de Lasalle intitulé « Règlement concernant l'administration de l'aqueduc et son usage »;

11° les articles 2.17, 3.3, 3.6 (paragraphe 1 et 2), 3.7, 3.8, 4, 5.1, 5.4, 5.6, 5.7, 5.8 et 7.4 du Règlement no 2190 de l'arrondissement de LaSalle intitulé « Règlement concernant la plomberie et abrogeant le règlement 2082 et ses amendements »;

12° les articles 4, 5, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 26 et 27 du Règlement relatif aux raccordements au réseau public d'aqueduc et d'égout (RGCA12-10-0008) de l'arrondissement de Montréal-Nord;

13° le Règlement sur la rétention des eaux pluviales sur la propriété privée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Montréal-Nord (04-091);

14° les articles 3, 4, 5, 6 et 12 du Règlement numéro 1069 de l'arrondissement d'Outremont intitulé « Règlement relatif à la plomberie et abrogeant les règlements numéro 350, 636, 366 et 631 »;

15° les articles 18, 19, 20, 23, 24 (A), 25, 26, 27, 28, 30 (A, B, C, D, E, G, K), 37 et 41 du Règlement 518 de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro intitulé « Règlement concernant l'approvisionnement de l'eau »;

16° l'article 367 du chapitre 22 du Règlement de zonage (CA29 0040) de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

17° les articles 15, 16, 20, 21, 22, 25 et 26 du Règlement numéro 944 de l'arrondissement de Saint-Laurent intitulé « Règlement concernant la distribution et le prix de l'eau dans la Ville de Saint-Laurent »;

18° le Règlement numéro 1047 de l'arrondissement de Saint-Laurent intitulé « Règlement sur la rétention des eaux pluviales sur la propriété privée »;

19° les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 14 du Règlement 134 de l'arrondissement de Saint-Léonard intitulé « Règlement concernant la construction des égouts dans la Ville de Saint-Léonard de Port-Maurice (tel qu'amendé par le règlement no. 446) »;

20° le Règlement numéro 1940 de l'arrondissement de Saint-Léonard intitulé « Règlement relatif à la rétention des eaux pluviales sur la propriété privée »;

21° les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 9 (1.3, 1.5, 1.7) du Règlement numéro 2061 de l'arrondissement de Saint-Léonard intitulé « Règlement concernant la compensation pour la fourniture de l'eau et l'administration du service d'aqueduc »;

22° le Règlement numéro 51 de l'arrondissement de Verdun intitulé « Règlement sur le drainage »;

23° les articles 2, 3, 4, 7 et 9 du Règlement numéro 1120 de l'arrondissement de Verdun intitulé « Règlement concernant l'administration de l'aqueduc et son usage et imposant une taxe de compensation pour l'usage de l'eau ».

175. En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et toute autre disposition règlementaire adoptée par le conseil de ville, la disposition du présent règlement prévaut.

176. Les dispositions suivantes du présent règlement prennent effet au moment de la publication du règlement :

1° le chapitre I;

2° les sections IX et X du chapitre II;

3° le chapitre IV;

4° le chapitre V;

5° les articles 170 à 173;

6° les paragraphes 2° et 3° de l'article 174;

7° l'article 176.

Les autres dispositions du présent règlement prennent effet le 1er octobre 2020.

ANNEXE A
LISTES DES ARRONDISSEMENTS

ANNEXE B
LISTE DES TAUX DE REJET APPLICABLES AU RÉSEAU

ANNEXE C
LISTE DES TAUX DE REJET APPLICABLES AUX COURS D'EAU

ANNEXE D
TABLEAUX RELATIFS À LA PLUIE DE CONCEPTION

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD 1195979001

ANNEXE A
LISTES DES ARRONDISSEMENTS POUR L'EXÉCUTION DE CERTAINS TRAVAUX

1. Conformément au deuxième alinéa de l'article 24, la pose et le raccordement de la section publique d'un branchement d'eau sont exécutés par l'autorité compétente dans les arrondissements suivants :

a. Ahuntsic-Cartierville;
b. Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;
c. LaSalle;
d. Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;
e. Montréal-Nord;
f. Outremont;
g. Plateau-Mont-Royal;
h. Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles;
i. Rosemont–La Petite-Patrie;
j. Saint-Laurent;
k. Sud-Ouest;
l. Ville-Marie;
m. Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

2. Conformément à l'article 54, la disjonction est effectuée par l'autorité compétente dans les arrondissements suivants :

a. Ahuntsic-Cartierville;
b. Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;
c. LaSalle;
d. Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;
e. Montréal-Nord;
f. Outremont;
g. Plateau-Mont-Royal;
h. Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles;
i. Rosemont–La Petite-Patrie;
j. Saint-Laurent;
k. Sud-Ouest;

l. Ville-Marie;
m. Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

3. Conformément au deuxième alinéa de l'article 83, les travaux relatifs au raccordement d'un branchement d'égout à l'égout public sont exécutés par l'autorité compétente dans les arrondissements suivants :

a. Ahuntsic-Cartierville;
b. Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
c. Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;
d. Montréal-Nord;
e. Outremont;
f. Plateau-Mont-Royal;
g. Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles;
h. Rosemont–La Petite-Patrie;
i. Saint-Laurent;
j. Sud-Ouest;
k. Ville-Marie;
l. Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

4. Conformément à l'article 103, le murage ou le bouchage d'un branchement d'égout est effectué par l'autorité compétente dans les arrondissements suivants :

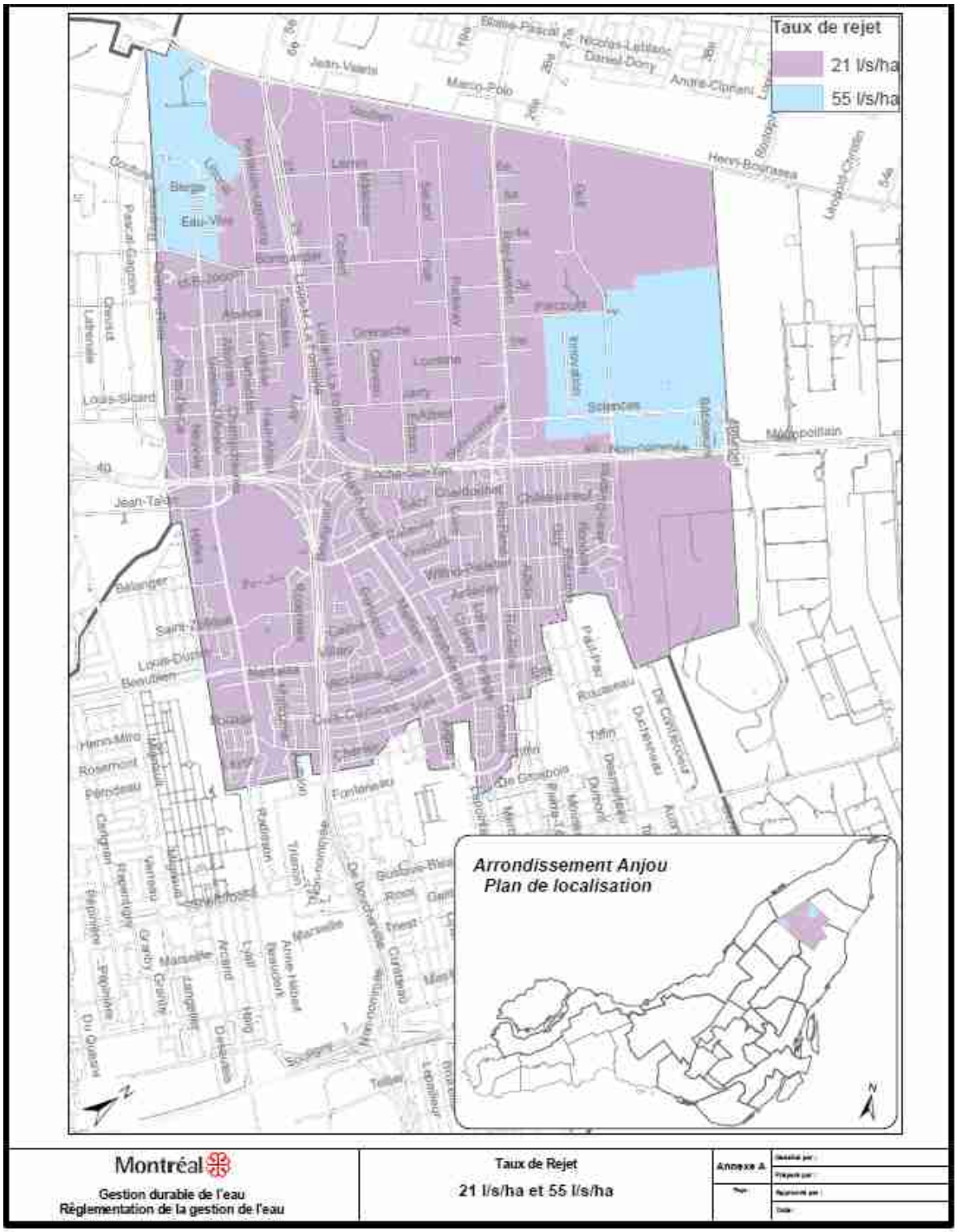
a. Ahuntsic-Cartierville;
b. Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;
c. Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;
d. Montréal-Nord;
e. Outremont;
f. Plateau-Mont-Royal;
g. Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles;
h. Rosemont–La Petite-Patrie;
i. Saint-Laurent;
j. Sud-Ouest;
k. Ville-Marie;
l. Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

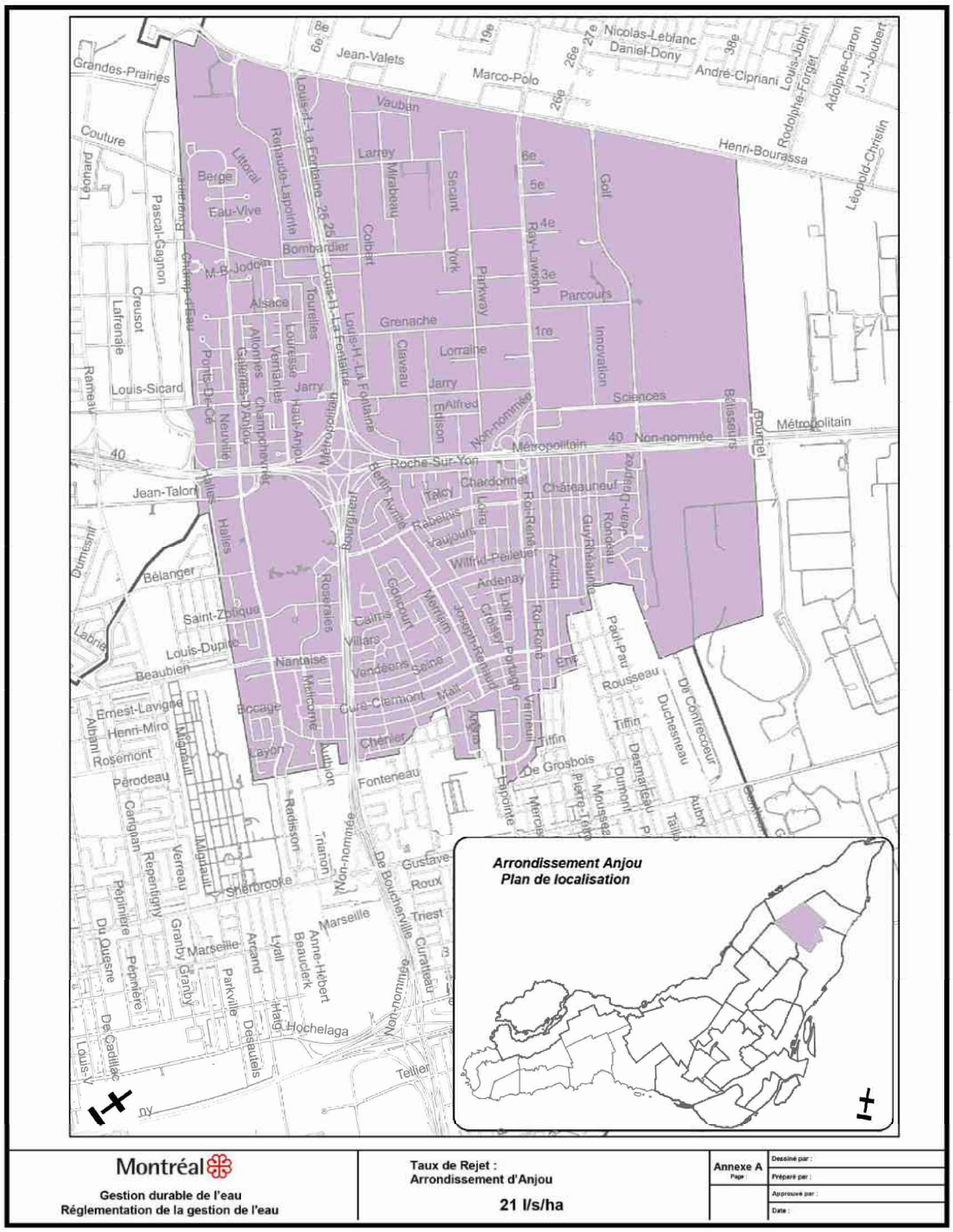
ANNEXE B
LISTE DES TAUX DE REJET APPLICABLES AU RÉSEAU

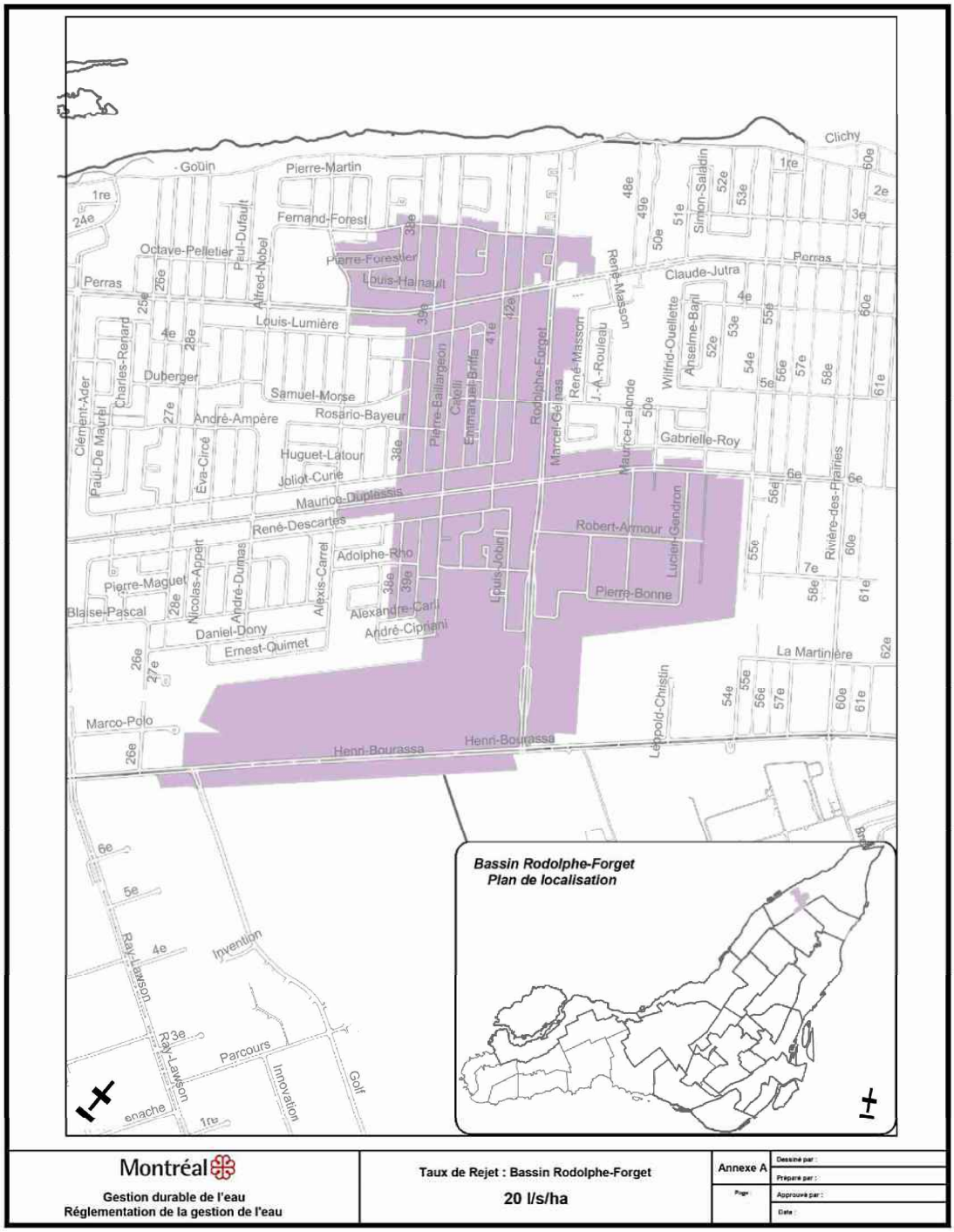
Bassins hydrologiques ou secteurs	Taux de rejet maximal
Arrondissement d'Anjou (secteur 1)	21,0 l/s/ha
Arrondissement d'Anjou (secteur 2)	55,0 l/s/ha
Bassin Rodolphe-Forget (arrondissement d'Anjou et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles)	20,0 l/s/ha
Arrondissement de Lachine (secteur industriel)*	14,0 l/s/ha
Bassin Décarie-Rimbault (arrondissement de Saint-Laurent)*	12,4 l/s/ ha
Bassin F-Est (arrondissement de Saint-Laurent)*	24,7 l/s/ ha
Bassin F-Ouest section 03 (arrondissement de Saint-Laurent)*	14,8 l/s/ ha
Bassin F-Ouest section 02 (arrondissement de Saint-Laurent)*	17,3 l/s/ ha
Bassin F-Ouest section 01 (arrondissement de Saint-Laurent)*	39.5 l/s/ ha
Bassin Leduc (arrondissement de Saint-Laurent)*	10,0 l/s/ ha
Bassin Meilleur-Atlantique (arrondissement de Saint-Laurent)*	12,4 l/s/ ha
Bassin Notre-Dame-de-Grâce (arrondissement de Saint-Laurent)*	12,4 l/s/ ha
Bassin Petite-Rivière-Saint-Pierre (arrondissement de Saint-Laurent)*	12,4 l/s/ ha
Bassin Toupin (arrondissement de Saint-Laurent)*	24,7 l/s/ ha
Bassin Pitfield (arrondissement de Saint-Laurent)*	30,0 l/s/ ha
Arrondissement de Saint-Léonard (secteur industriel)*	11,0 l/s/ha
Bassin Curotte-Papineau (arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Montréal-Nord, d'Ahuntsic-Cartierville et de Rosemont–La Petite-Patrie)*	18,0 l/s/ha
Reste du territoire de la Ville de Montréal	35,0 l/s/ha

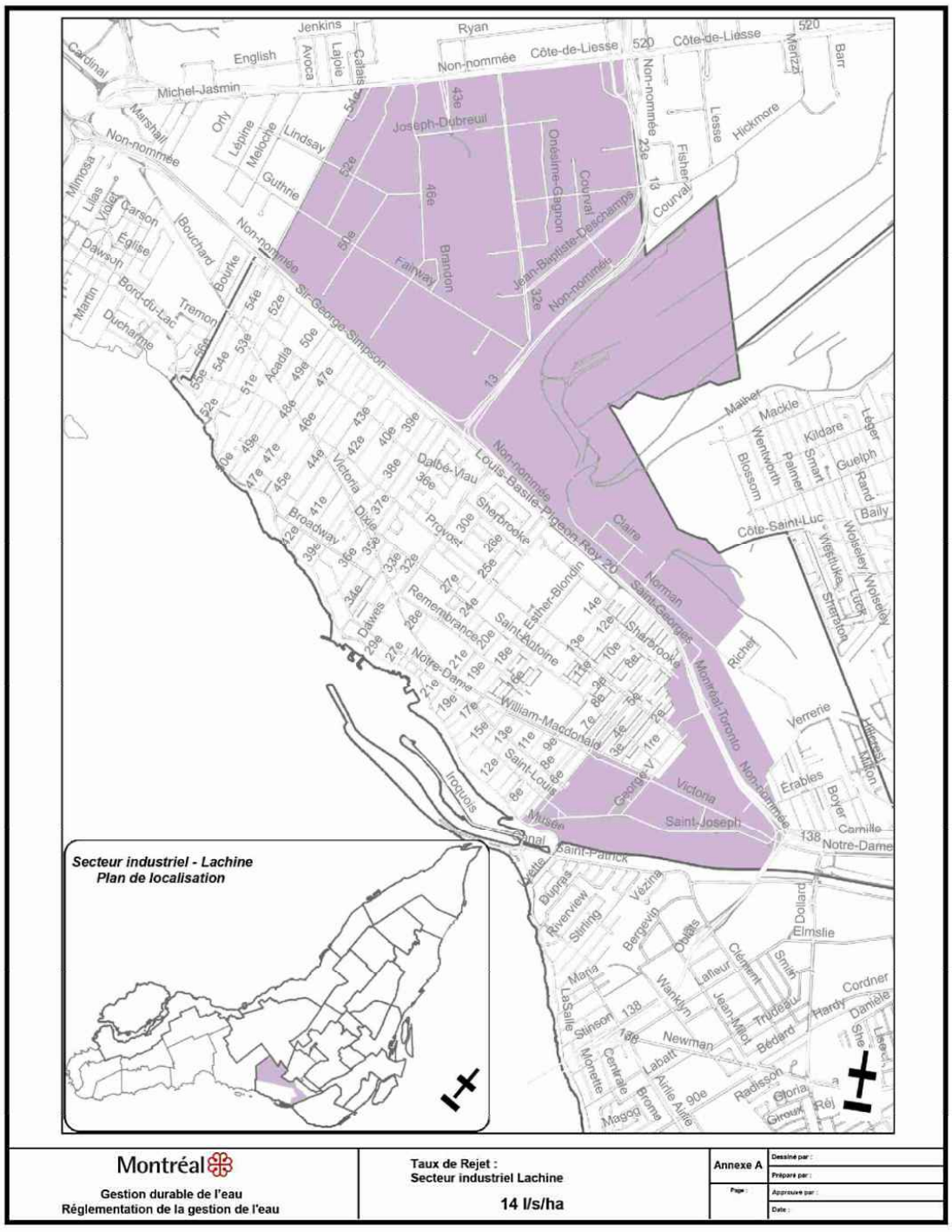
* Une carte numérique des taux de rejet est disponible sur la page Internet suivante : ville.montreal.qc.ca/eau_approbations

* Voir l'annexe D pour les pluies de conception

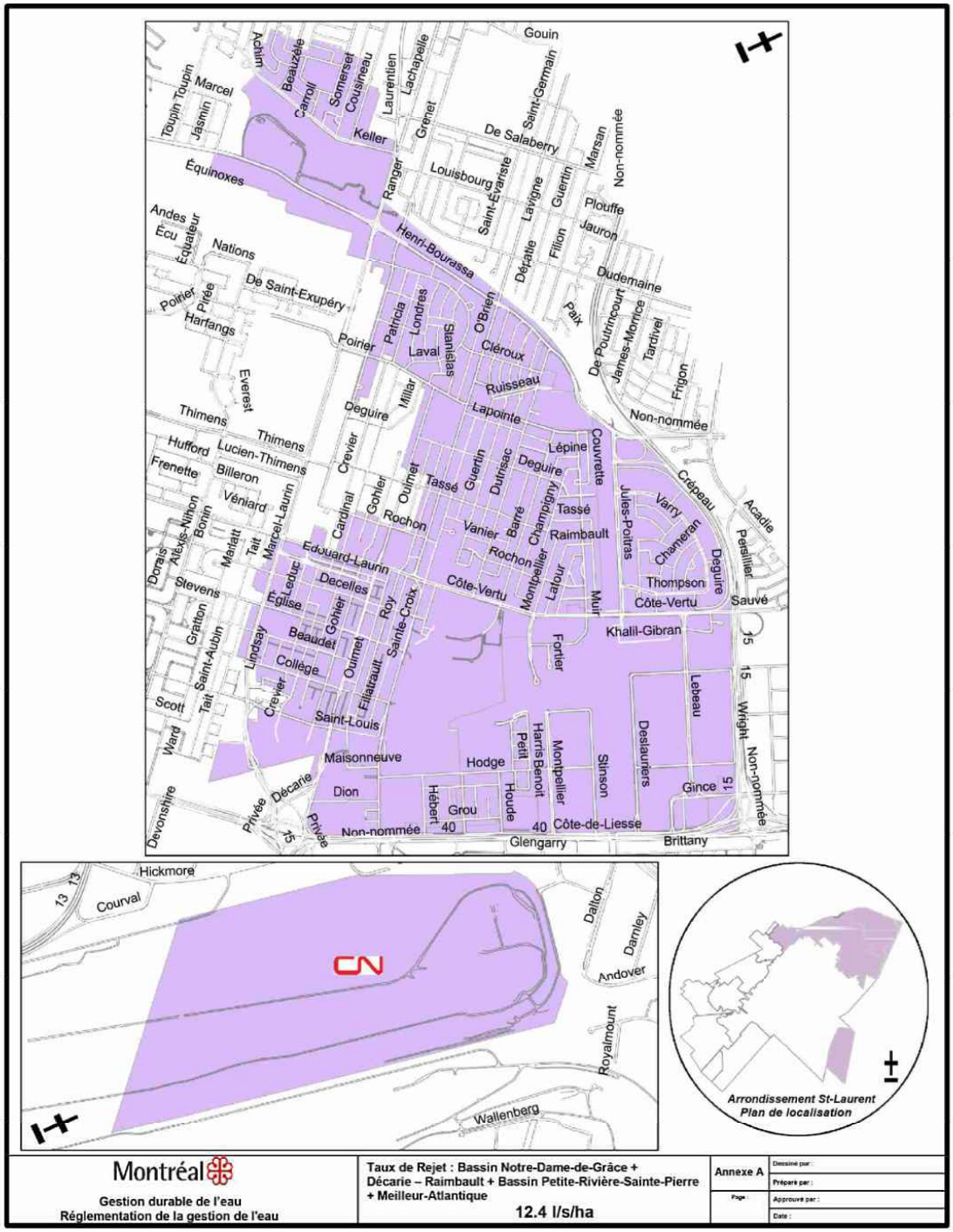

Taux de rejet
21 l/s/ha
55 l/s/ha
Arrondissement Anjou
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Règlementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet
21 l/s/ha et 55 l/s/ha
Annexe A


Arrondissement Anjou
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet :
Arrondissement d'Anjou
21 l/s/ha
Annexe A
Page :
Dessiné par :
Préparé par :
Approuvé par :
Date :


Clichy
Goüin
Pierre-Martin
Fernand-Forest
Octave-Pelletier
Pierre-Forestier
Louis-Hainault
Perras
Louis-Lumière
Duberger
Samuel-Morse
André-Ampère
Rosario-Bayeur
Huguet-Latour
Joliot-Curie
Maurice-Duplessis
René-Descartes
Adolphe-Rho
Pierre-Maguet
Blaise-Pascal
Daniel-Dony
Ernest-Quimet
Alexandre-Cart
André-Cipriani
Marco-Polo
Henri-Bourassa
Claude-Jutra
Gabrielle-Roy
Robert-Armour
Pierre-Bonne
La Martinière
Rivière-des-Prairies
Invention
Parcours
Innovation
Golf
Ray-Lawson
Bassin Rodolphe-Forget
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet : Bassin Rodolphe-Forget
20 l/s/ha
Annexe A
Dessiné par :
Préparé par :
Approuvé par :
Date :


Secteur industriel - Lachine
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet :
Secteur industriel Lachine
14 l/s/ha
Annexe A
Dessiné par :
Préparé par :
Approuvé par :
Date :

20-XX-XXX/44



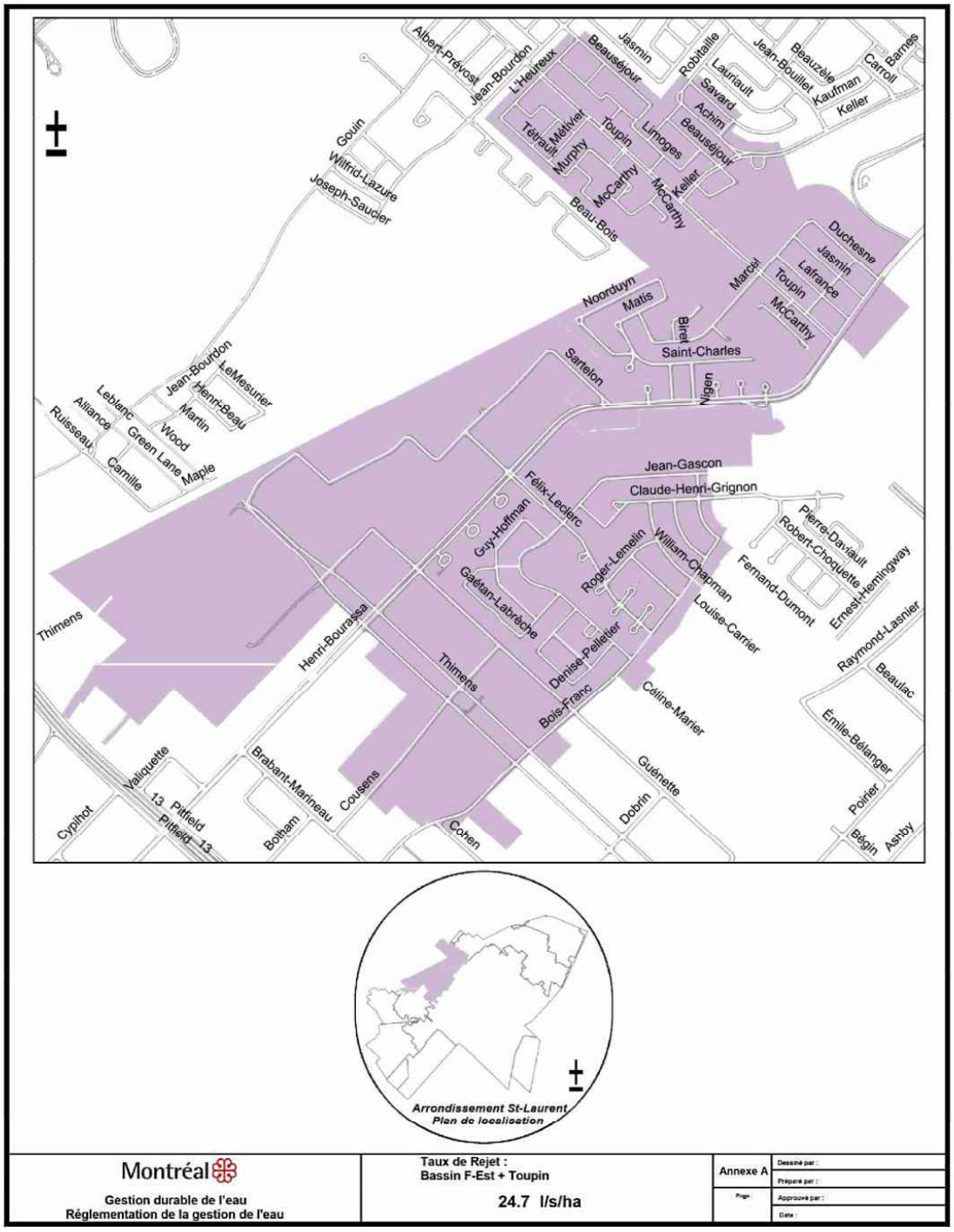
Montréal

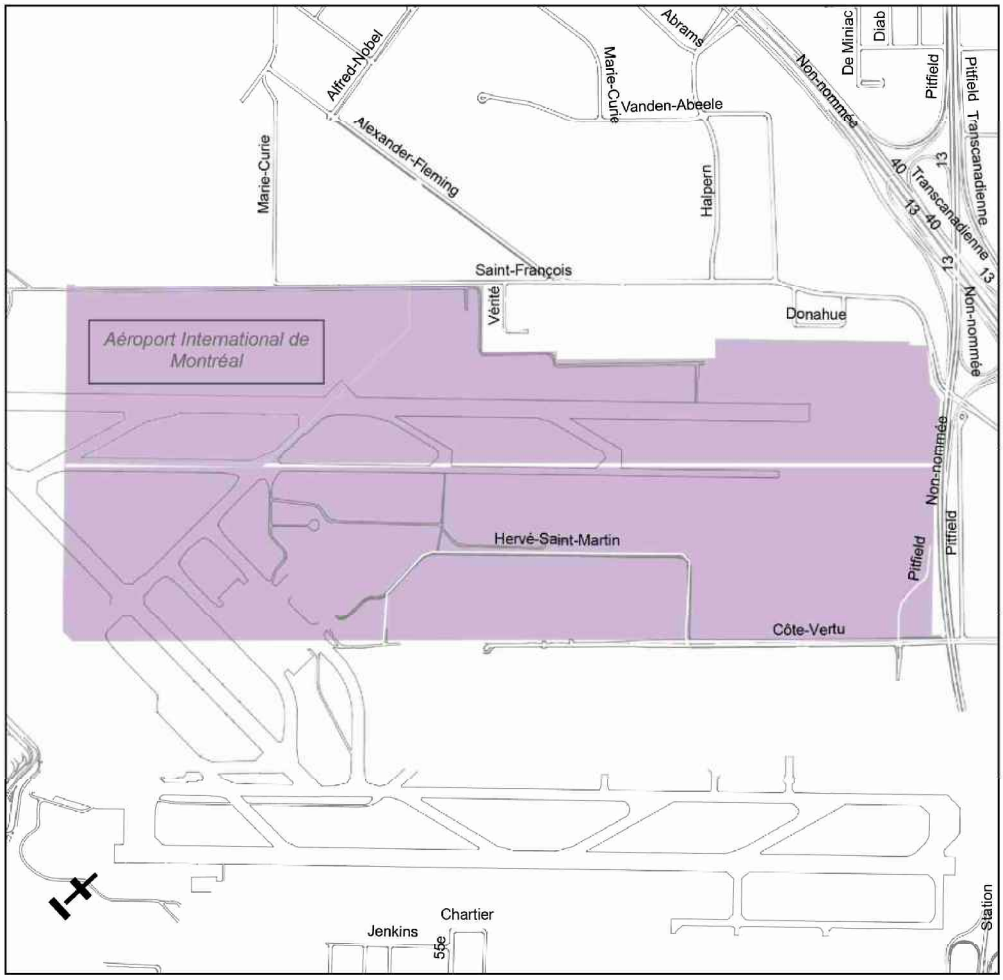
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau

Taux de Rejet : Bassin Notre-Dame-de-Grâce + Décarie – Raimbault + Bassin Petite-Rivière-Sainte-Pierre + Meilleur-Atlantique

12.4 l/s/ha

Annexe A	Dessiné par :
	Préparé par :
Page :	Approuvé par :
	Date :


Albert-Prévost
Jean-Bourdon
L'Heureux
Beauséjour
Jasmin
Robitaille
Lauriault
Savard
Jean-Bouillet
Beauzèle
Kaufman
Carroll
Barnes
Keller
Achim
Limoges
Toupin
Tétrault
Mélivet
Murphy
McCarthy
Keller
Beau-Bois
Gouin
Wilfrid-Lazure
Joseph-Saucier
Duchesne
Jasmin
Lafrance
Toupin
McCarthy
Marcel
Noorduyn
Matis
Biret
Saint-Charles
Nigen
Sartelon
Jean-Bourdon
LeMesurier
Henri-Beau
Martin
Wood
Green Lane
Maple
Leblanc
Alliance
Ruisseau
Camille
Jean-Gascon
Claude-Henri-Grignon
Félix-Leclerc
Guy-Hoffman
Gaétan-Labrèche
Roger-Lemelin
William-Chapman
Louise-Carrier
Fernand-Dumont
Pierre-Daviault
Robert-Choquette
Ernest-Hemingway
Raymond-Lasnier
Beaulac
Émile-Bélanger
Poirier
Ashby
Bégin
Thimens
Henri-Bourassa
Denise-Pelletier
Bois-Franc
Céline-Marier
Guénette
Dobrin
Cohen
Cousens
Brabant-Marineau
Botham
Pitfield
13
Valiquette
Cypihot
Arrondissement St-Laurent
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet :
Bassin F-Est + Toupin
24.7 l/s/ha
Annexe A
Dessiné par :
Préparé par :
Approuvé par :
Date :





Montréal

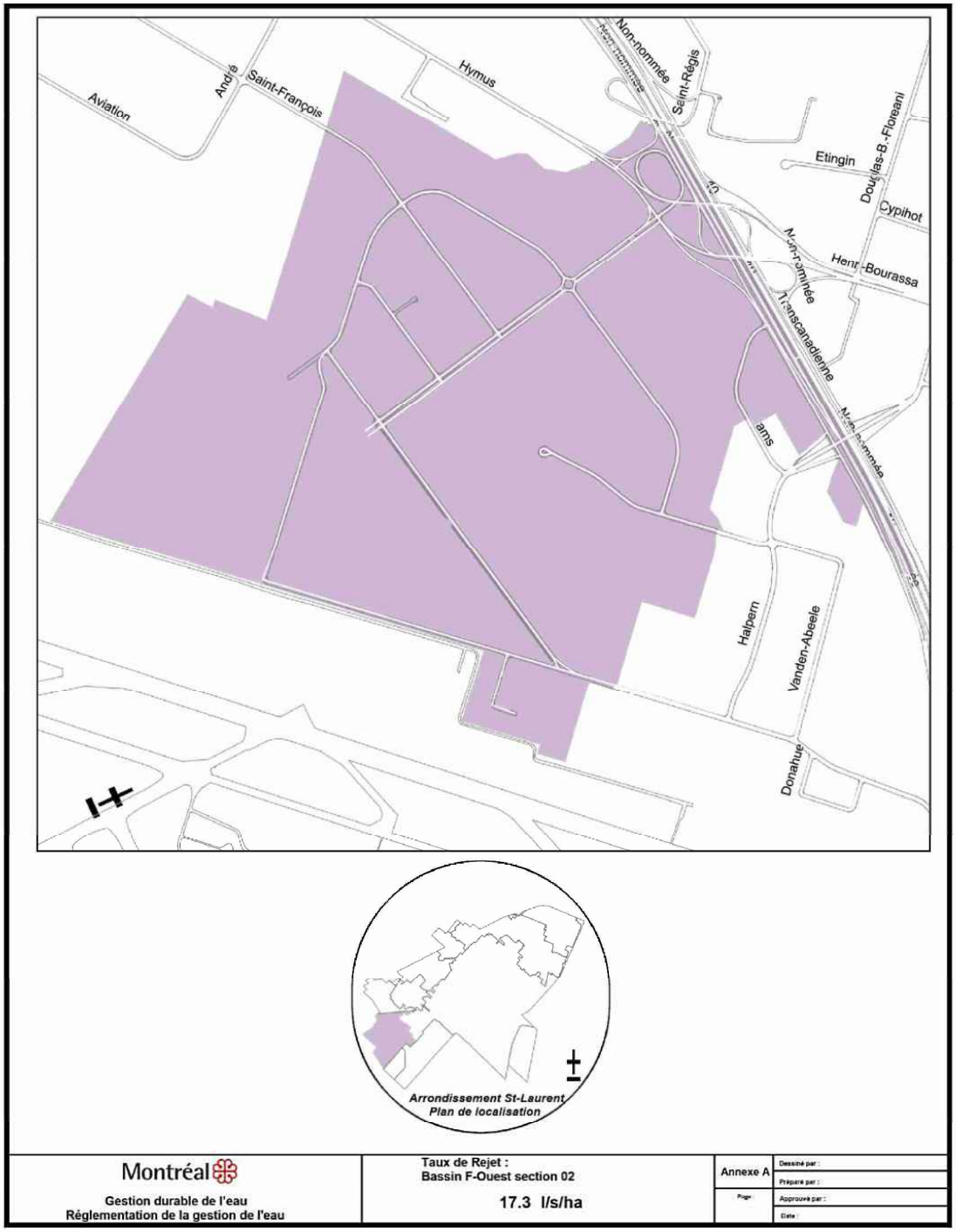
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau

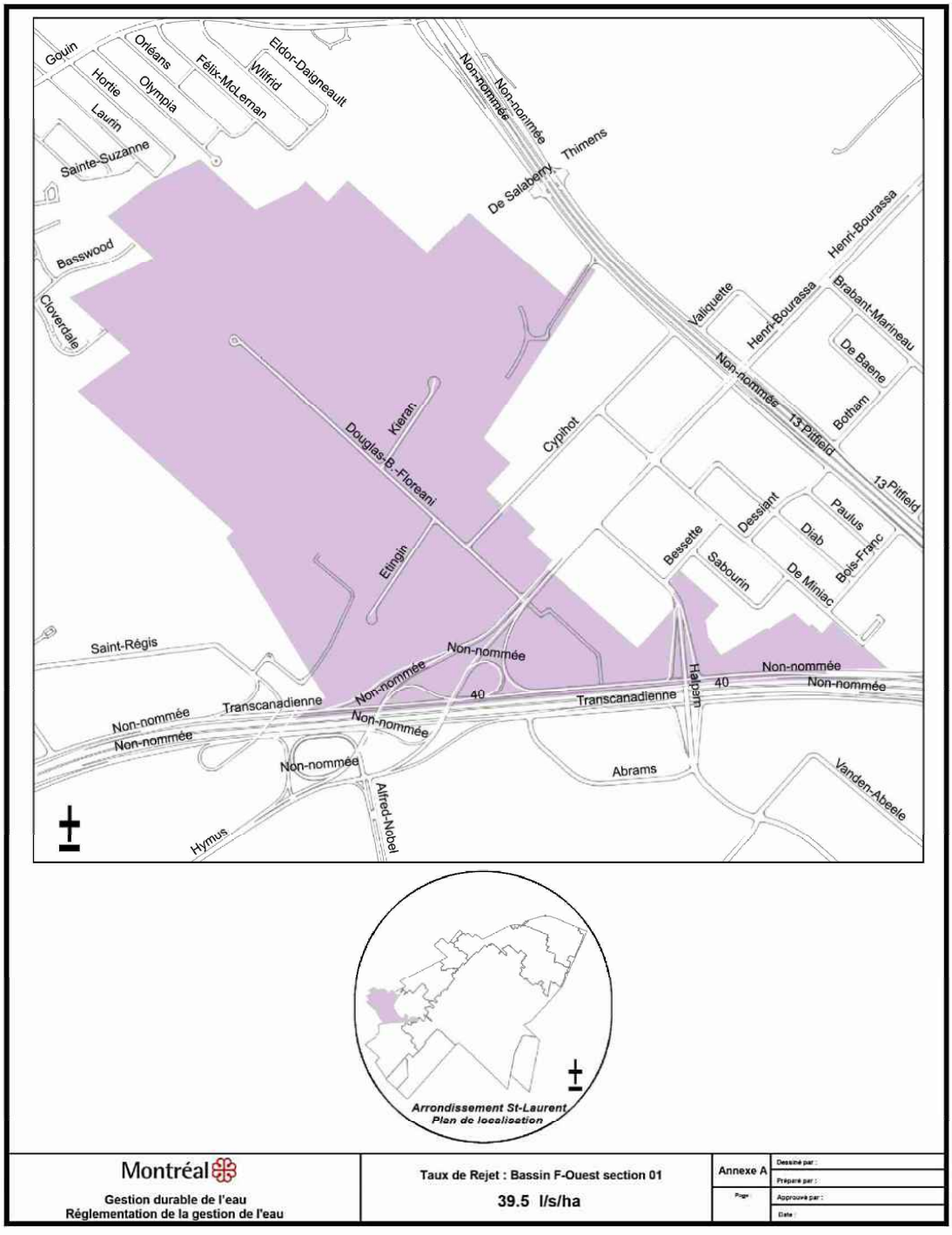
Taux de Rejet :
Bassin F-Ouest section 03

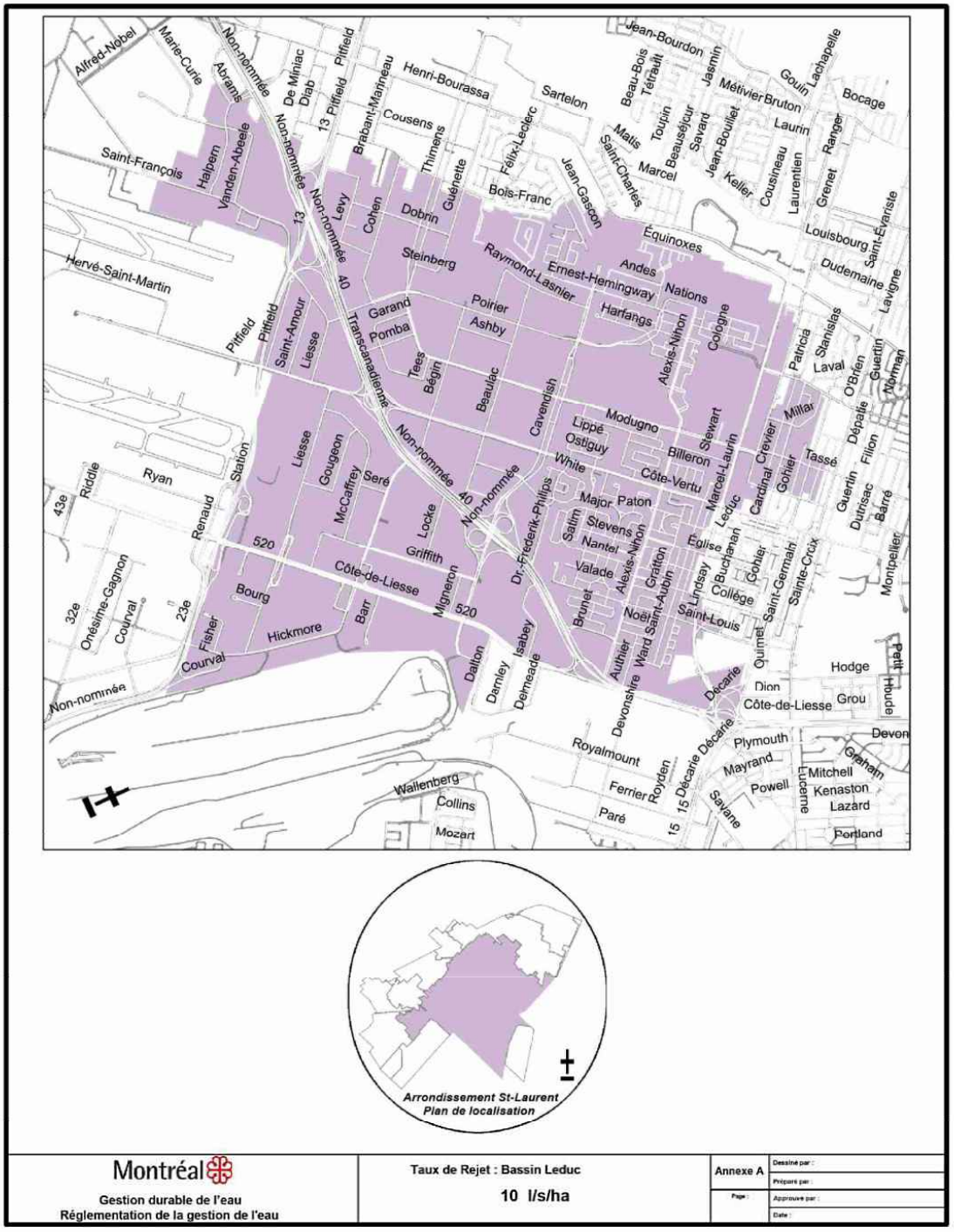
14.8 l/s/ha

Annexe A

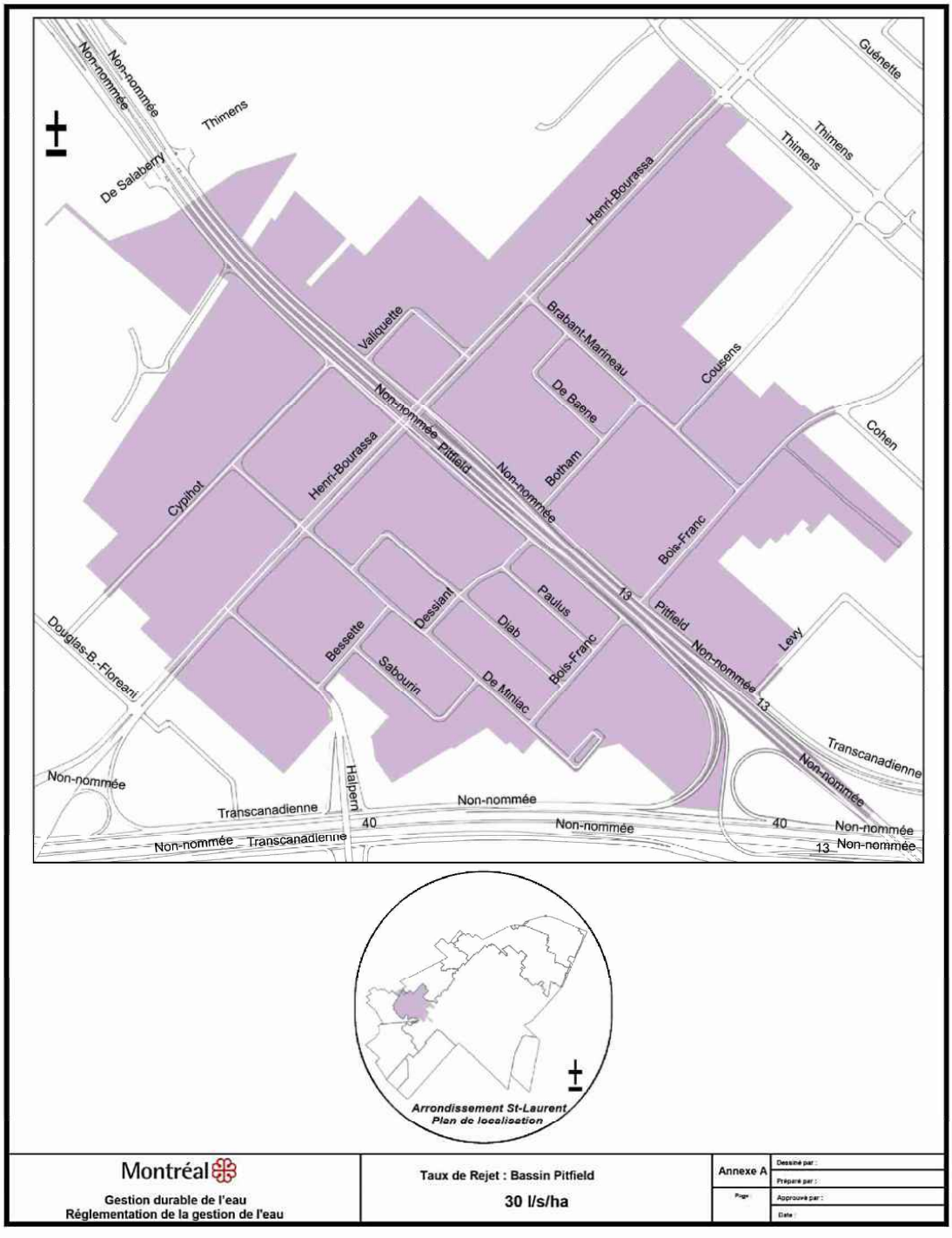
Dessiné par :
Préparé par :
Approuvé par :
Date :

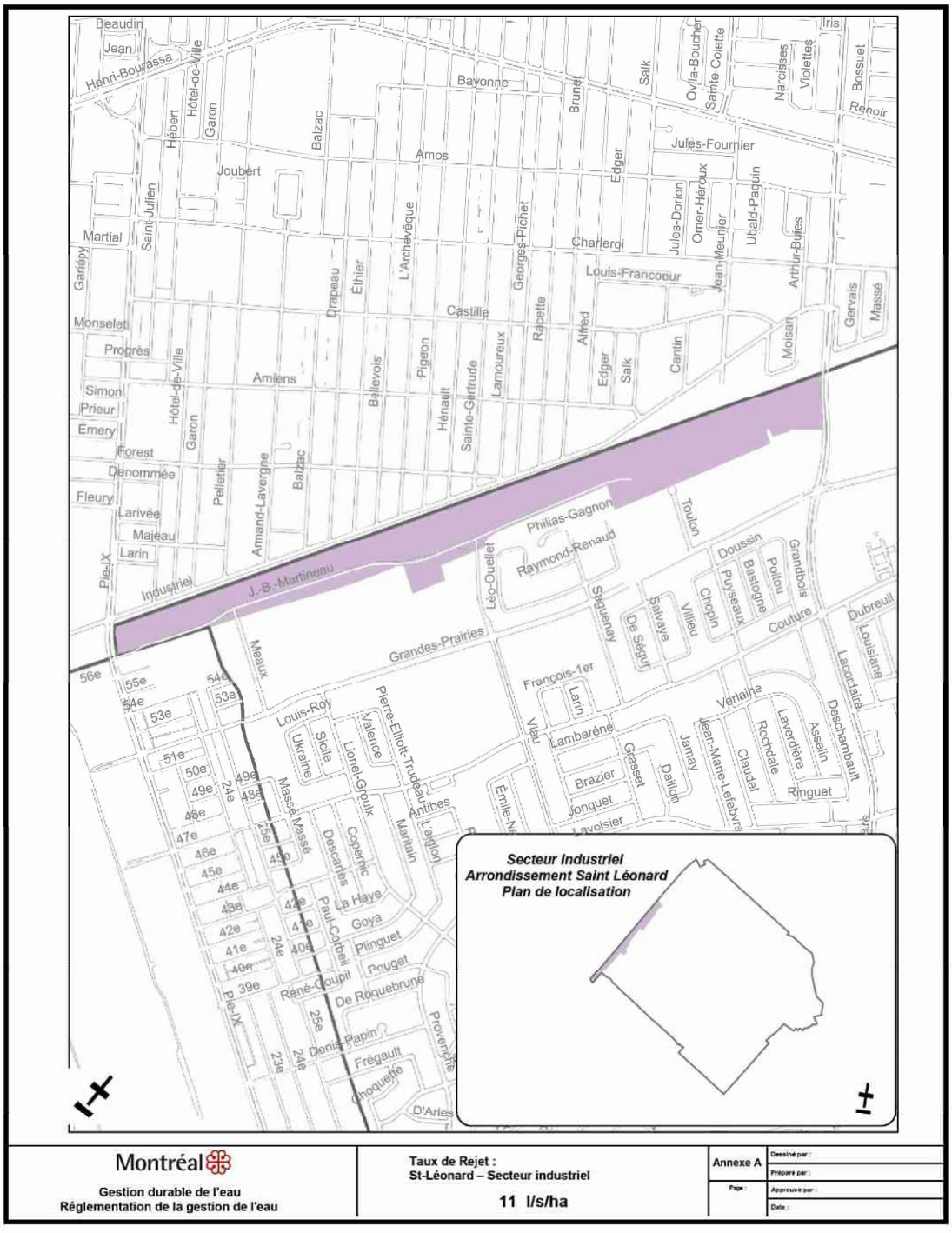

Aviation
André
Saint-François
Hymus
Non-nommée
Saint-Régis
Etingin
Douglas-B.-Floreani
Cypihot
Henri-Bourassa
Transcanadienne
Halpern
Vanden-Abeele
Donahue
Arrondissement St-Laurent
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet :
Bassin F-Ouest section 02
17.3 l/s/ha
Annexe A
Dessiné par :
Préparé par :
Approuvé par :
Date :

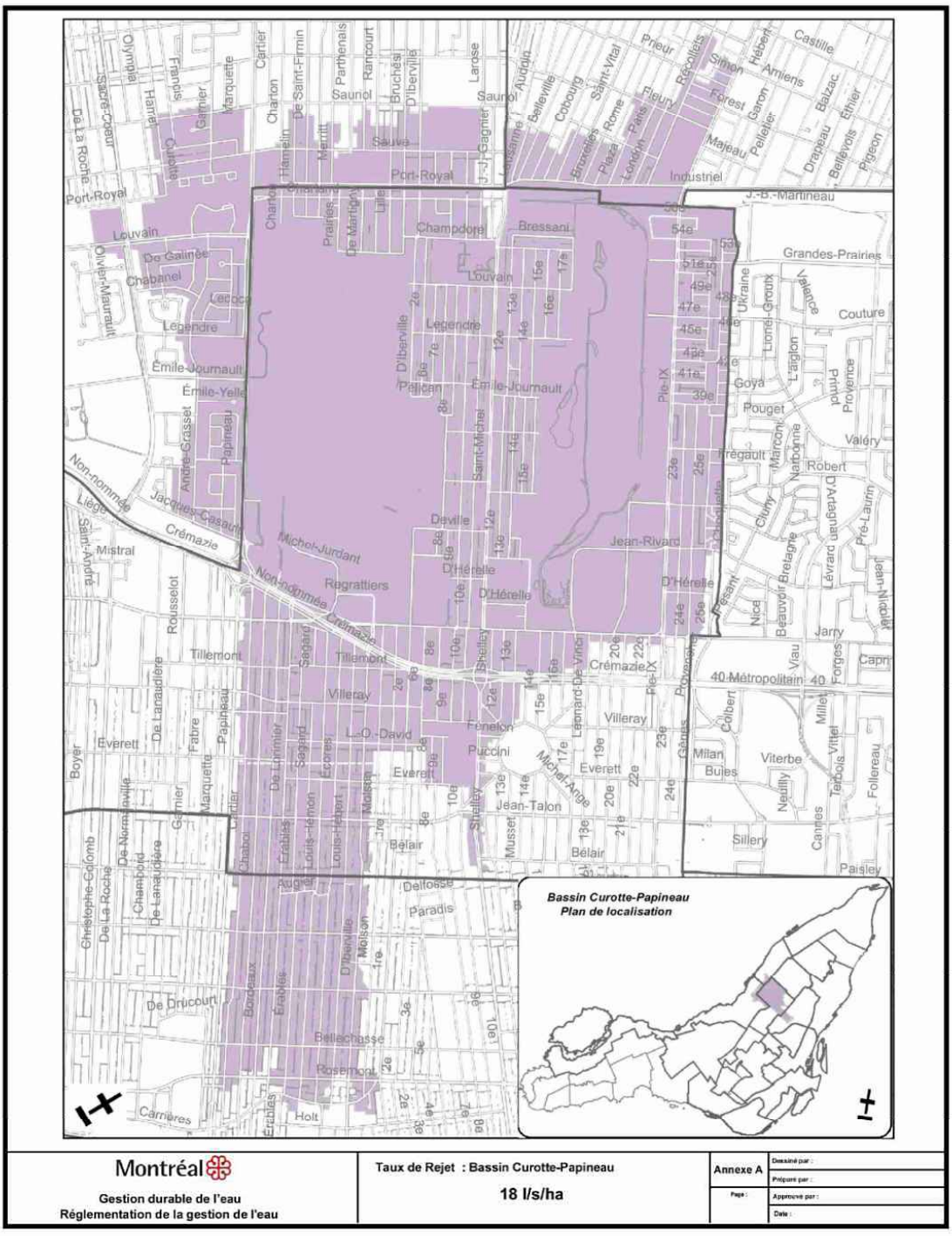

Goyin
Orléans
Hortie
Olympia
Laurin
Sainte-Suzanne
Félix-McLerman
Wilfrid
Eldor-Dalgneault
Non-nommée
Non-nommée
Thimens
De Salaberry
Basswood
Cloverdale
Henri-Bourassa
Valiquette
Henri-Bourassa
Brabant-Marineau
De Baene
Non-nommée
Botham
13 Pitfield
13 Pitfield
Kieran
Douglas-B.-Floreani
Cypihot
Etingin
Dessiant
Paulus
Diab
Bois-Franc
Bessette
Sabourin
De Miniac
Saint-Régis
Non-nommée
Non-nommée
Non-nommée
Transcanadienne
Non-nommée
Non-nommée
40
Transcanadienne
Hanan
40
Non-nommée
Non-nommée
Abrams
Vanden-Abeele
Alfred-Nobel
Hymus
Arrondissement St-Laurent
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet : Bassin F-Ouest section 01
39.5 l/s/ha
Annexe A
Dessiné par :
Préparé par :
Approuvé par :
Date :


Arrondissement St-Laurent
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet : Bassin Leduc
10 l/s/ha
Annexe A
Dessiné par :
Préparé par :
Page :
Approuvé par :
Date :

20-XX-XXX/50


Non-nommée
Non-nommée
Thimens
De Salaberry
Guénette
Thimens
Thimens
Henri-Bourassa
Brabant-Marineau
Cousens
Cohen
Valiquette
De Baene
Botham
Non-nommée
Pitfield
Non-nommée
Cypihot
Henri-Bourassa
Bois-Franc
Dessiant
Paulus
Diab
Bois-Franc
13
Pitfield
Non-nommée
13
Levy
Douglas-B.-Floreani
Bessette
Sabourin
De Miniac
Transcanadienne
Non-nommée
Halpern
Non-nommée
Transcanadienne
40
Non-nommée
40
Non-nommée
Non-nommée
Transcanadienne
13
Non-nommée
Arrondissement St-Laurent
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet : Bassin Pitfield
30 l/s/ha
Annexe A
Dessiné par :
Préparé par :
Approuvé par :
Date :


Secteur Industriel
Arrondissement Saint Léonard
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet :
St-Léonard – Secteur industriel
11 l/s/ha
Annexe A
Dessiné par :
Préparé par :
Page :
Approuvé par :
Date :


Bassin Curotte-Papineau
Plan de localisation
Montréal
Gestion durable de l'eau
Réglementation de la gestion de l'eau
Taux de Rejet : Bassin Curotte-Papineau
18 l/s/ha
Annexe A
Dessiné par :
Préparé par :
Page :
Approuvé par :
Date :

ANNEXE C
LISTE DES TAUX DE REJET APPLICABLES AUX COURS D'EAU

Cours d'eau	Taux de rejet maximal
Rivière à l'Orme	6,0 l/s/ ha
Ruisseau Bertrand	17,3 l/s/ ha
Ruisseau Brook	24,7 l/s/ ha
Ruisseau de la Coulée-Grou	16,4 l/s/ ha
Ruisseau O'Connel	10,0 l/s/ ha
Ruisseau Lauzon	10,0 l/s/ ha
Autres ruisseaux	10,0 l/s/ ha

* Une carte numérique des taux de rejet est disponible en ligne à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/eau_approbations

* Voir l'annexe D pour les pluies de conception

ANNEXE D

PLUIE DE CONCEPTION (1/25ANS) MAJORÉE 10% – CONTRÔLE DES DÉBITS

Pas de temps	Intensité
h : min	mm / h
0:05	4,681
0:10	4,915
0:15	5,176
0:20	5,470
0:25	5,806
0:30	6,193
0:35	6,643
0:40	7,174
0:45	7,813
0:50	8,595
0:55	9,580
1:00	10,859
1:05	12,595
1:10	15,099
1:15	19,045
1:20	26,245
1:25	43,716
1:30	151,282
1:35	151,282
1:40	43,716
1:45	26,245
1:50	19,045
1:55	15,099
2:00	12,595
2:05	10,859
2:10	9,580
2:15	8,595
2:20	7,813
2:25	7,174
2:30	6,643
2:35	6,193
2:40	5,806
2:45	5,470
2:50	5,176
2:55	4,915
3:00	4,681

PLUIE DE CONCEPTION (19 mm) – GESTION DES SURVERSES

Pas de temps	Intensité
h : min	mm / h
0:00	0,000
0:05	0,493
0:10	0,544
0:15	0,693
0:20	1,003
0:25	1,068
0:30	1,417
0:35	1,901
0:40	2,278
0:45	2,026
0:50	2,265
0:55	2,535
1:00	2,916
1:05	2,701
1:10	2,908
1:15	3,987
1:20	4,081
1:25	4,388
1:30	4,429
1:35	4,638
1:40	5,305
1:45	7,019
1:50	10,540
1:55	14,828
2:00	19,295
2:05	17,505
2:10	10,257
2:15	7,277
2:20	5,884
2:25	5,312
2:30	4,417
2:35	4,228
2:40	3,890
2:45	3,312
2:50	2,891
2:55	2,797
3:00	2,322

3:05	1,845
3:10	2,183
3:15	2,368
3:20	2,322
3:25	2,159
3:30	2,054
3:35	2,110
3:40	2,198
3:45	2,135
3:50	1,947
3:55	1,765
4:00	1,416
4:05	1,298
4:10	1,208
4:15	1,008
4:20	1,275
4:25	1,148
4:30	1,053
4:35	1,643
4:40	1,259
4:45	1,236
4:50	1,197
4:55	1,094
5:00	0,823
5:05	0,497
5:10	0,376
5:15	0,266
5:20	0,365
5:25	0,364
5:30	0,493
5:35	0,388
5:40	0,294
5:45	0,146
5:50	0,111
5:55	0,162
6:00	0,196

PLUIE DE CONCEPTION (25 mm) – CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

Pas de temps	Intensité
h : min	mm / h
0:00	0,00
0:10	1,35
0:20	1,42
0:30	1,50
0:40	1,59
0:50	1,71
1:00	1,84
1:10	2,00
1:20	2,21
1:30	2,48
1:40	2,85
1:50	3,37
2:00	4,23
2:10	5,93
2:20	17,37
2:30	34,23
2:40	19,07
2:50	7,54
3:00	5,49
3:10	4,41
3:20	3,73
3:30	3,27
3:40	2,91
3:50	2,64
4:00	2,43
4:10	2,25
4:20	2,10
4:30	1,98
4:40	1,87
4:50	1,77
5:00	1,69
5:10	1,62
5:20	1,54
5:30	1,48
5 :40	1.43
5:50	1,38
6 :00	1,33

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.06

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1200575002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

Il est recommandé:

d'adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)".

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-20 09:52

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200575002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

CONTENU

CONTEXTE

Le projet SRB Pie-IX est un projet intégré codirigé par l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal. En intégrant le lot Notre-Dame qui constitue le dernier tronçon du projet sur le boulevard Pie-IX, le volet transport collectif du projet vise maintenant l'aménagement de treize (13) kilomètres de voies réservées (11 à Montréal et 2 à Laval) entre la rue Notre-Dame à Montréal, et le boulevard Saint-Martin, à Laval. Les voies réservées seront surtout situées au centre du boulevard Pie-IX. Le projet prévoit la construction de vingt (20) stations (18 à Montréal et 2 à Laval). Le projet comprend également la construction d'un stationnement incitatif à proximité du boulevard Saint-Martin, à Laval et la construction de stations intermodales aux intersections de la 56^{e}, la rue Jean-Talon Est et l'avenue Pierre De-Coubertin.
Le volet transport collectif du projet inclut notamment l'installation de systèmes de transport intelligents (STI) dans les stations (afficheurs dynamiques, caméras, équipements de vente et de validation, etc.) et au niveau du corridor (mesures préférentielles aux feux de circulation), ainsi que l'intégration avec les systèmes technologiques en place ou prévus par les différents transporteurs. La Ville de Montréal s'intègre au projet en réalisant les travaux nécessaires aux deux volets suivants :
• Réfection des infrastructures municipales (voirie, réseaux souterrains);

• Bonification de l'aménagement du domaine public (verdissement, élargissement des trottoirs, mobilier urbain).

Le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné, en novembre 2015, une entente détaillée avec l'AMT prévoyant la création d'un bureau de projet conjoint et le lancement de l'ingénierie détaillée du projet intégré SRB Pie-IX. Suite à cette entente, la Ville de Montréal et l'AMT ont octroyé, en février 2016, un mandat d'ingénierie détaillée pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet. Depuis le 1er juin 2017, l'AMT est dissoute et ses missions ont été confiées à l'ARTM et au Réseau de transport métropolitain (RTM). L'ARTM, laquelle demeurera propriétaire des actifs de transport collectif, remplace l'AMT dans le cadre de la réalisation du projet intégré SRB Pie-IX.

En avril 2018, le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape de réalisation du projet de reconstruction

et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet.

Les instances gouvernementales et municipales ont annoncé le 13 décembre 2019, le prolongement du SRB Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame et dans le cadre de l'entente détaillée, la Ville de Montréal est responsable du processus d'appel d'offres visant sa réalisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0012 - **8 janvier 2020 -** Autoriser le lancement de l'appel d'offres public # 20-17802 d'un contrat de services professionnels pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame dans le cadre du projet intégré SRB-Pie-IX.
CM18 0860 – 18 juin 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 53 930 000,00 $ pour le financement de la troisième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX**)**;

CG18 0234 - 26 avril 2018 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet;

CM16 0373 - 22 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX);

CG15 0703 - 26 novembre 2015 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal pour la mise sur pied d'un bureau de projet intégré visant la reconstruction et la requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation de la portion montréalaise d'un système rapide par bus (SRB) / Autoriser l'embauche de 8 personnes requises pour la création du bureau de projet / Autoriser une dépense globale de 2 714 947 $, taxes non applicables.

CM13 0060 - 29 janvier 2013 - Règlement autorisant un emprunt de 33 400 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes à l'implantation d'un système rapide par bus.

DESCRIPTION

Dans le cadre de la réalisation du lot Notre-Dame (LND), le règlement proposé autorisera un emprunt de 32 000 000,00 $ qui permettra de financer, pour la portion assumée par la Ville, la réalisation des travaux du projet du service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX de l'avenue Pierre-De Coubertin jusqu'à la rue Notre-Dame, notamment la mise à niveau des réseaux souterrains, la reconstruction de la voirie et l'aménagement du domaine public. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d’études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s’y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service des infrastructures du réseau routier, d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la

réalisation des travaux du dernier tronçon du projet SRB Pie-IX entre l'avenue Pierre De-Coubertin et la rue Notre-Dame. Cet emprunt constitue la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX. Le règlement d'emprunt permettra à la Ville de Montréal d'assumer sa portion des coûts compris dans l'entente détaillée avec l'ARTM, sur les responsabilités de la réalisation du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX. Étant donné l'état de dégradation des infrastructures actuelles du boulevard Pie-IX (réseaux locaux d'aqueduc et d'égout, chaussées, trottoirs), la Ville a intérêt à intégrer ses travaux de maintien des actifs prévus ou requis au cours des prochaines années à ceux déjà prévus par l'ARTM pour la construction du SRB.

L'intégration des travaux de la Ville et de l'ARTM améliorera la cohérence des ouvrages, réduira les coûts globaux des deux projets et évitera la multiplication des chantiers sur le boulevard Pie-IX au cours des prochaines années, ce qui diminuera grandement les nuisances pour les riverains et les nombreux usagers du boulevard.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt financera les montants du projet SRB qui devront être augmentés en conséquence lors de l'élaboration du PTI 2021-2023 de la Ville de Montréal. Le montant inscrit au programme triennal d'immobilisation (PTI) 2020-2022 est de 70,908 M$ pour le projet 75007 «Reconstruction du boulevard Pie-IX pour SRB-Portion Ville». Le coût total passe de 122,607 M$ à 155,6 M$ en considérant les dépenses passées et les engagements ultérieurs.

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations. La contribution de la Ville au projet intégré SRB Pie-IX doit être assumée par la ville centrale, puisqu'elle servira à financer la réalisation des travaux, notamment la mise à niveau des réseaux souterrains, la reconstruction de la voirie et l'aménagement du domaine public. Ce financement est conditionné à l’approbation du dossier d’affaires (DA) par le conseil des ministres du gouvernement provincial.

La répartition budgétaire pour la période triennale proportionnelle à la troisième tranche se présente comme suit (en milliers de $):

Projet	2021	2022	2023	PTI Total	Ultérieur
75007	12 000	14 000	6 000	32 000	

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le Conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet intégré de mise à niveau du boulevard Pie-IX contribuera au développement durable en modifiant les comportements de déplacement, en améliorant la qualité de vie des milieux adjacents et en améliorant la gestion de l'eau dans cet axe.

En matière de transport, le SRB Pie-IX augmentera l'utilisation du transport collectif et réduira l'utilisation de l'automobile pour les déplacements de la banlieue nord-est vers Montréal, ainsi que pour les déplacements internes à Montréal. Cet objectif sera atteint grâce à la fois à une augmentation notable de l'offre de transport collectif dans le corridor et à une réduction d'un tiers de la capacité routière du boulevard Pie-IX. La réduction de l'utilisation de l'automobile dans le corridor améliorera la qualité de l'air et réduira les émissions de gaz à effet de serre.

En matière d'aménagement, les plantations d'arbres dans les trottoirs élargis ou dans le terre-plein central verdiront le boulevard, réduiront les îlots de chaleur et amélioreront la qualité de vie du milieu, au bénéfice notamment des nombreux résidants le long du boulevard Pie-IX. L'amélioration combinée de l'accessibilité au transport collectif et de l'aménagement du domaine public favorisera le redéveloppement des terrains vacants et sous utilisés le long du boulevard Pie-IX, particulièrement dans les secteurs de Montréal-Nord et de Saint-Michel. Cette densification de quartiers centraux déjà pourvus en services est de nature à favoriser le développement durable du territoire métropolitain.

En matière de réseaux d'eau, la mise à niveau des réseaux d'aqueduc réduira les fuites souterraines, ce qui réduira d'autant la production d'eau potable. L'augmentation de la capacité du réseau d'égout secondaire limitera les dégâts associés aux refoulements d'égout. L'augmentation des surfaces perméables attribuable au verdissement favorisera une diminution des volumes d'eaux de ruissellement actuellement drainées vers les égouts combinés, ce qui réduira la fréquence de déversement d'eaux usées non traitées à l'exutoire et améliorera ainsi la qualité des eaux du fleuve Saint-Laurent en aval de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement d'emprunt permettra de poursuivre la réalisation du SRB Pie-IX de l'avenue Pierre-De Coubertin jusqu'à la rue Notre-Dame, dans le cadre d'un projet intégré de mise à niveau des infrastructures du boulevard Pie-IX. Dans le cas contraire, une révision du calendrier des travaux sera requise et la Ville ne pourra accompagner l'ARTM dans ses travaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée au présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Comité exécutif - Mai 2020;
- Avis de motion au Conseil Municipal;
- Adoption du dossier par le Conseil Municipal;
- Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement;
- Printemps 2021 : Octroi contrat réalisation des travaux (LND);
- Automne 2023 : Fin des travaux et mise en service (SRB Pie-IX).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denys CYR
Cadre sur mandat, projet SRB Pie-IX

Tél : 514-350-0800 # 81687
Télécop. :

Tatiane Pallu, ing. M ing
chef de section SRB Pie-IX

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Sonia THOMPSON
Chef de section - Projets Champlain et REM

Tél : 514-872-8544
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-03-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-04-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1200575002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT ADP - 1200575002 - SRB Pie-IX.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 32 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE LA QUATRIÈME TRANCHE DE LA CONTRIBUTION MUNICIPALE AU PROJET INTÉGRÉ DU SERVICE RAPIDE PAR BUS SUR LE BOULEVARD PIE-IX (SRB-PIE-IX)

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 32 000 000 $ est autorisé afin de financer des travaux municipaux, dont la mise à niveau des réseaux souterrains, la reconstruction de la voirie et l'aménagement du domaine public, connexes au projet d'implantation d'un service rapide par bus dans l'axe du boulevard Pie-IX par l'Autorité régionale de transport métropolitain.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, le coût d'acquisition de terrains lorsque requis et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1200575002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200575002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 75007 - GDD 1200575002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-29

Reak Sa SEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2813
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1202968005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 09:59

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202968005**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

CONTENU

CONTEXTE

En 2004, la Ville de Montréal a amorcé la modernisation des équipements de ses quelques 2300 feux de circulation dans le cadre du programme de mise aux normes des feux. Ce programme prévoit le remplacement des équipements de contrôle par des équipements électroniques de nouvelle génération. Cela permet à la Ville d'opérer les intersections à distance de façon centralisée par le Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU). Le programme de mise aux normes des feux de circulation permet également de rendre conformes les intersections munies de signalisation lumineuse selon les normes provinciales. Le Ministère des transports (MTQ) a d'ailleurs établi un échéancier pour la conformité, soit le mois de décembre 2021.
Le projet a été divisé en trois phases. La première s'est terminée en 2010 avec la réalisation des travaux à environ 800 intersections. La deuxième phase est presque terminée alors que la troisième phase est déjà amorcée. Au total, il reste moins de 300 feux de circulation pour lesquels une mise aux normes est nécessaire, tel qu'exigé par le MTQ.

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par le Conseil municipal (Résolution CM19 1251), des investissements de l'ordre de 11 000 000 $ sont prévus pour l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et de gestion de la circulation sur le réseau routier relevant de la Ville centre. Afin de poursuivre les travaux dans le cadre du programme de mise aux normes des feux de circulation, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) doit faire adopter un règlement d'emprunt d'un montant cumulatif de 4 000 000 $ afin de permettre de financer ces investissements en 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1282 - 22 octobre 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 889 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation

CM16 0251 - 23 février 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ afin de financer l'achat de feux de circulation et d'équipements de gestion du trafic »

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 4 000 000 $ permettant de financer pour 2021, l'achat et l'installation d'équipements de feux de circulation et de gestion de la circulation, y compris les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant dans le cadre de la mise aux normes des feux de circulation.
Les projets de modification des feux consistent essentiellement à :

- Ajouter, là où requis, des composantes supplémentaires en vue d'améliorer la sécurité des usagers, tels des feux pour les piétons, les cyclistes, les autobus, etc;
- Remplacer les éléments de la signalisation lumineuse non conformes par rapport aux normes québécoises de signalisation lumineuse en vigueur;
- Changer les lentilles fonctionnant avec des ampoules incandescentes par des lentilles à diode électroluminescente (DEL) pour des économies d'énergie;
- Ajouter des moniteurs de conflits et remplacer des contrôleurs de feux de circulation électromécaniques par des contrôleurs électroniques.

En accord avec les principes établis par le nouveau guide de conception des feux pour piétons, les interventions aux feux de circulation incluront l'ajout systématique de têtes de feux pour piétons à décompte numérique. Le règlement d'emprunt du programme de mise aux normes des feux de circulation et des équipements de gestion de la circulation (59002) permettra de soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro».

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SUM d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de travaux aux intersections munies de feux de circulation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement durant l'année 2021, du volet mise aux normes du programme «Feux de circulation et équipement de gestion de la circulation» (59002) qui tire à sa fin. Prévu au programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal, la répartition budgétaire était présentée comme suit (en milliers de $) :

Programme	2020	2021	2022	TOTAL
59002	7 000	4 000	-	11 000

Pour l'année 2020, une somme de 7 000 000 $ a déjà été empruntée sur le montant de 11 000 000 $ (18-058). Pour l'année 2021, les besoins de financement du volet mise aux normes du programme «Feux de circulation et équipement de gestion de la circulation» (59002), objet du présent dossier, seront donc de 4 000 000 M$.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisation datée du 1er janvier 2008 et approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise aux normes des feux de circulation s'inscrit dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes et des biens en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes, en intégrant de nouveaux paramètres favorables aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, tout en permettant des déplacements plus sécuritaires pour les usagers des transports actifs. Enfin, en favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour le transport collectif, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport. Le programme « Maintien et amélioration de l'actif feux de circulation afin d'assurer des déplacements actifs et collectifs sécuritaires » est en lien avec les priorités d'intervention du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des projets inscrits dans le programme des feux de circulation et équipements de gestion de la circulation (59002) repose sur la disponibilité de ressources financières et ce, à court, moyen et long termes. Sans ce règlement d'emprunt, la poursuite du programme serait compromise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance du conseil municipal d'avril 2020 : avis de motion

1. Séance du conseil municipal de mai 2020 : adoption
2. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH)
3. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de la publication du règlement ou le 1er janvier 2021, le cas échéant
4. Engagement des fonds : automne 2020
5. Exécution des travaux en 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-18

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-03-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-03-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1202968005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1202968005 - Feux de circulation (mise aux normes).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-28

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 4 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACHAT ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS POUR LA MISE AUX NORMES DES FEUX DE CIRCULATION ET LA GESTION DE LA CIRCULATION

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 4 000 000 $ est autorisé afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1202968005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 59002 - GDD 1202968005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-09

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-6748
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 42.02

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1190603018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

Il est recommandé :

- d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-03-16 15:59

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 9 mars 2020	Résolution: CA20 27 0054

Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Laurence LAVIGNE LALONDE

Et résolu :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1190603018

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 mars 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1190603018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

IL EST RECOMMANDÉ :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux.

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2020-02-28 06:24

Signataire : Serge VILLANDRÉ

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190603018**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

CONTENU

CONTEXTE

La Corporation Maison Charlemagne souhaite augmenter la capacité d'hébergement de sa résidence afin de mieux répondre à la hausse de la clientèle référée par les Services correctionnels du Canada. Pour ce faire, l'organisme a fait l'acquisition du bâtiment mitoyen (lot 1 879 188) en prévision de le transformer afin d'y accueillir 15 personnes supplémentaires. La Corporation Maison Charlemagne détient depuis 2016, une autorisation émise par le conseil municipal, accordée en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, lui permettant d'héberger un maximum de 35 bénéficiaires à l'intérieur de la résidence voisine (lot 1 881 998). Par la réunification des deux établissements, la capacité d'accueil atteindra un maximum total de 50 résidents.

Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) n'autorise pas les centres d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance dans les secteurs mixtes de commerce et d'habitation de catégorie C.1(1) A et H. Il faut donc reprendre les mêmes procédures pour octroyer les autorisations requises.

Le conseil municipal peut recourir aux pouvoirs inscrits au paragraphe 4°de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal afin de permettre à l'organisme d'agrandir son établissement. Celui-ci a déposé une demande à cet effet, le 13 décembre 2019.

La Corporation Maison Charlemagne gère un second centre d'hébergement localisé sur l'avenue Jeanne d'Arc, près de la rue de Rouen.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0800 - 20 juin 2016 - Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4°, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant un établissement servant à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, situé sur le lot 1 881 998 du cadastre du Québec (dossier no 1156399007).

DESCRIPTION

Description de l'organisme

La Corporation Maison Charlemagne œuvre dans les domaines social et communautaire au sein de l'arrondissement depuis plus de 40 ans. Fondée par des communautés religieuses en 1972, sa mission consiste à dispenser l'assistance nécessaire à la réhabilitation et à la réinsertion sociale de contrevenants adultes. Jusqu'à présent, l'organisme opère deux centres d'hébergement offrant une gamme de services professionnels à une clientèle purgeant des sentences provinciales et fédérales. Les sources de financement proviennent essentiellement de contrats conclus avec Ministère de la sécurité publique ainsi qu'avec le Service correctionnel du Canada.

Description de la propriété

Il s'agit d'un bâtiment commercial et résidentiel de deux étages édifié en 1948, construit en mode contigu, recouvert de briques et de pierres. Le terrain comprend le lot 1 879 188 du cadastre du Québec d'une superficie totale de 333,10 mètres carrés. Trois unités de stationnement extérieur desservent l'établissement aménagées à l'arrière. La résidence comporte sept logements avec un local commercial qui abritait autrefois un dépanneur.

Description du milieu

L'immeuble s'insère dans un voisinage dominé par l'habitation avec quelques commerces implantés en bordure de la rue Hochelaga.

Description du projet

Les travaux de transformation consistent à agrandir le bâtiment à l'arrière sur deux étages sur une superficie d'aire au sol de 59,2 mètres carrés. Un corridor reliera les deux immeubles. On y retrouve des salles de réunions, des bureaux de consultation et des chambres à coucher (7), aménagées au niveau du rez-de-chaussée. La cour arrière comprend une aire de détente, des supports à vélos et au moins deux cases de stationnement.

Une fois complété, la nouvelle résidence comprendra 31 chambres pour être en mesure d'accueillir 50 personnes.

La clientèle desservie et les mesures d'encadrement

Le centre d'hébergement opère 24 heures sur 24, toute la semaine, supervisé en permanence par une équipe d'intervenants dont le nombre varie entre 1 et 6 employés, selon le quart de travail. Certains résidents effectuent parfois des démarches de réinsertion sociale à l'extérieur du centre, dans la communauté; ceux-ci quittent la résidence entre 8 h 30 et 9 h 30 en matinée, pour y revenir en fin de journée. L'augmentation de la capacité d'accueil n'apportera pas de changements quant aux habitudes et aux déplacements de la clientèle résidente.

Réglementation d'urbanisme

La propriété du requérant se trouve dans un secteur d'habitation et de commerce (C.1 (1) A et H). Les taux d'implantation (minimum et maximum) doivent se situer entre 30 % et 85 %. Le coefficient de densité se limite à trois. Les hauteurs permises peuvent varier entre deux et trois étages sans jamais dépasser 11 mètres. Seul le mode d'implantation contigu

est autorisé.

Dérogations

L'octroi de la présente autorisation déroge aux points réglementaires suivants :

- Au pourcentage se devant être situé à l'alignement de construction inférieure à 60 % (articles 52 et 60.1);
- À l’usage « centre d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » qui n’est pas autorisé dans les secteurs de commerce et d'habitation C.1(1) A,H (article 124).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande la présente requête pour les raisons suivantes :

- Les registres de l'arrondissement ne relèvent aucune plainte de la part du voisinage relatant de mauvaises relations avec la clientèle de l'établissement. Ce bilan positif démontre bien la qualité de la gestion des lieux autant du côté de l'avenue Jeanne-d'Arc, que sur la rue Hochelaga;
- Les activités de l'organisme se comparent à celles d'une maison de chambres puisqu'elles consistent essentiellement à fournir des services d'hébergement transitoire aux personnes ayant besoin d'aide et d'assistance. La maison de transition opère discrètement dans le voisinage de manière anonyme sans s'afficher publiquement. Ce mode opératoire demeure donc tout à fait compatible avec le milieu environnant;
- Même transformé, l'immeuble conserve à la fois son apparence et sa vocation résidentielle. Par conséquent, le bâtiment d'habitation peut être réutilisé à des fins d'hébergement de personnes dans l'éventualité où la maison de réhabilitation cesse ses activités, à cet endroit;
- La Maison Charlemagne s'engage à fournir toute l'assistance nécessaire auprès des locataires (9) qui habitent présentement l'immeuble, en offrant notamment de l'aide financière pour leur déménagement ainsi que pour les accompagner dans la recherche d'un nouveau logement. D'ailleurs, tous les résidents pourront, selon leur souhait, quitter les lieux avant l'échéance de leurs baux sans subir de pénalité;
- Lors du solstice d’été (jour le plus long), l'étude d'ensoleillement démontre que l'ombrage apparaît seulement vers 12 h. Celui-ci se propage faiblement sur une partie la cour arrière de la résidence localisée du côté est. Pendant le solstice d'hiver (jour le plus court), l'agrandissement ne provoque pas de période d'assombrissement significatif sur les propriétés voisines. Aux équinoxes du printemps et de l'automne (jour égal à la nuit), le nouveau volume réduit temporairement les conditions d'ensoleillement des cours donnant du côté de la ruelle ainsi que celles localisées du côté est, durant la matinée jusqu'à midi. De manière générale, selon les simulations, le niveau de luminosité des propriétés adjacentes demeure sensiblement le même durant toute l'année, sans créer de zone d'ombrage permanent.

La DAUSE a émis certaines lignes directrices relativement au projet de transformation de la résidence proposée par le requérant qui se présentent de la manière suivante, à savoir :

- Utiliser de la pierre;
- Recréer la symétrie avec le bâtiment de droite (effet miroir);
- Maintenir les ouvertures existantes;
- Créer un projet contemporain, qui répond et rencontre l'architecture existante.

Voici en résumé les commentaires de la DAUSE quant à l'architecture du projet de transformation déposée récemment;

- Conserver le faux-toit décoratif avec ses pignons afin de maintenir une composition harmonieuse avec l'ensemble bâti, situé à droite ;
- Maintenir l'option des deux portes à l'étage;
- Reprendre le même type d'ouverture en façade qui était là à l'origine (c'est-à-dire une fenêtre divisée en 2 parts asymétriques formant un carré fixe vitré et le résiduel ouvrant (à guillotine)) ;
- Privilégier la double matérialité c'est-à-dire RDC et étage distincts;
- Conserver l'empreinte de la porte au RDC (bloquée pour les fins du nouvel usage);
- Maintenir le traitement de couronnement proposé sur le corps en saillie;
- Concevoir le bâtiment transformé comme une prolongation du voisin de gauche mais en soulignant son appartenance à l'ensemble bâti de droite.

De plus, la Direction considère que la relecture contemporaine peut être bénéfique mais que pour certaines interventions et certains détails architecturaux, à savoir :

- La DAUSE propose de rattacher les conditions suivantes à l'exercice de la présente autorisation :
- Maintenir la capacité d'hébergement de l'établissement à un maximum de 15 personnes à la fois (lot 1 879 188).
- Soumettre l'émission du permis de transformation à la procédure d'approbation prévue au titre VIII du règlement d'urbanisme (PIIA) pour les deux bâtiments réunifiés (lots lot 1 879 188 et 1 881 998) .

À séance du 4 février 2020, le comité consultatif d'urbanisme a reconnu le bien-fondé de la requête sans formuler de recommandations supplémentaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présente demande d'autorisation n’a pas d’incidence sur le développement durable et vise seulement à permettre la transformation et l’occupation du bâtiment.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation du projet de règlement au conseil d'arrondissement pour avis d'orientation;
- Présentation du projet de règlement au comité exécutif;
- Avis de motion et adoption du projet de règlement en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal par le conseil municipal;
- Adoption du règlement en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 par le conseil municipal;
- Parution d'avis public et entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La présente demande déroge aux articles 52, 60.1 et 124 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), mais peut être traitée et régularisée par l'entremise du conseil municipal en recourant aux pouvoirs prévus au paragraphe 4° de l'article 89° de la Charte de la Ville de Montréal.

Selon le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, la propriété du requérant se trouve dans un « secteur résidentiel ». Un centre d'hébergement à vocation communautaire peut s'implanter à l'intérieur de cette aire d'affectation en toute conformité. Le plan des densités de construction favorise un bâti d'un à quatre étages avec un taux d'implantation au sol moyen ou élevé.

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain DECOSTE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-6066
Télécop. : 514 872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre-Paul SAVIGNAC
Directeur
Tél : 514-872-4160
Approuvé le : 2020-02-27

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2020-01

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 4 février 2020, à 8 h 30
au 6854, rue Sherbrooke Est
à la salle de conférence des élu-es

7.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2020-2211

Dossier n^{o} : 1190603018

Objet : Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : lot 1 879 188, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

Responsable du dossier : M. Sylvain Decoste, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

CONSIDÉRANT QUE les registres de l'arrondissement ne relèvent aucune plainte de la part du voisinage relatant de mauvaises relations avec la clientèle de l'établissement. Ce bilan positif démontre bien la qualité de la gestion des lieux autant du côté de l'avenue Jeanne-d'Arc, que sur la rue Hochelaga;

CONSIDÉRANT QUE les activités de l'organisme se comparent à celles d'une maison de chambres puisqu'elles consistent essentiellement à fournir des services d'hébergement transitoire aux personnes ayant besoin d'aide et d'assistance. La maison de transition opère discrètement dans le voisinage de manière anonyme sans s'afficher publiquement. Ce mode opératoire demeure donc tout à fait compatible avec le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE même transformé, l'immeuble conserve à la fois son apparence et sa vocation résidentielle. Par conséquent, le bâtiment d'habitation peut être réutilisé à des fins d'hébergement de personnes dans l'éventualité où la maison de réhabilitation cesse ses activités, à cet endroit;

CONSIDÉRANT QUE la Maison Charlemagne s'engage à fournir toute l'assistance nécessaire auprès des locataires (9) qui habitent présentement l'immeuble, en offrant notamment de l'aide financière pour leur déménagement ainsi que pour les accompagner dans la recherche d'un nouveau logement. D'ailleurs, tous les résidents pourront, selon leur souhait, quitter les lieux avant l'échéance de leurs baux sans subir de pénalité;

CONSIDÉRANT QUE lors du solstice d’été (jour le plus long), l'étude d'ensoleillement démontre que l'ombrage apparaît seulement vers 12 h. Celui-ci se propage faiblement sur une partie la cour arrière de la résidence localisée du côté est. Pendant le solstice d'hiver (jour le plus court), l'agrandissement ne provoque pas de période d'assombrissement significatif sur les propriétés voisines. Aux équinoxes du printemps et de l'automne (jour égal à la nuit), le nouveau volume réduit temporairement les conditions d'ensoleillement des cours donnant du côté de la ruelle ainsi que celles localisées du côté est, durant la matinée jusqu'à midi. De manière générale, selon les simulations, le niveau de luminosité des propriétés adjacentes demeure sensiblement le même durant toute l'année, sans créer de zone d'ombrage permanent.

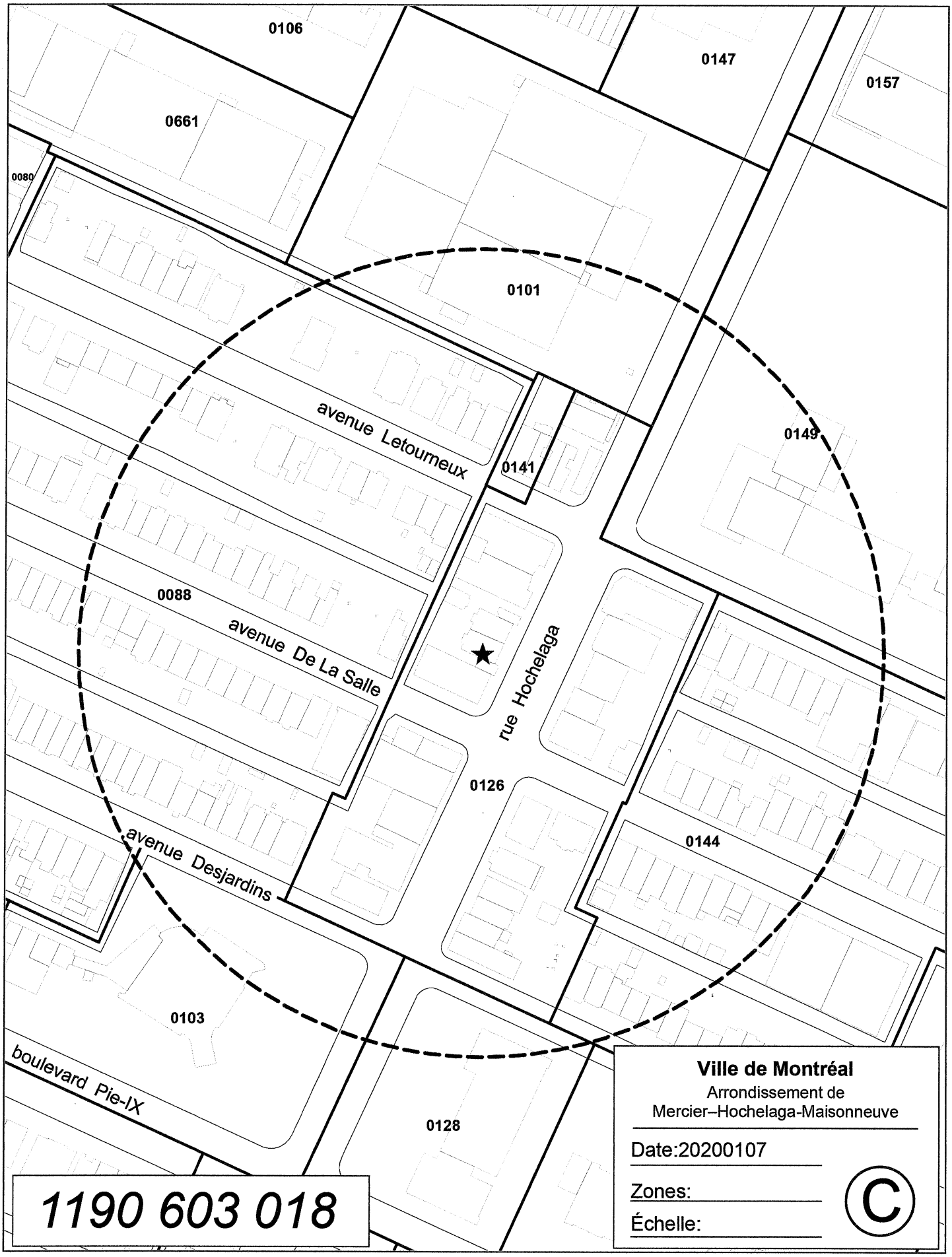
Par conséquent, il est adopté, À L’UNANIMITÉ

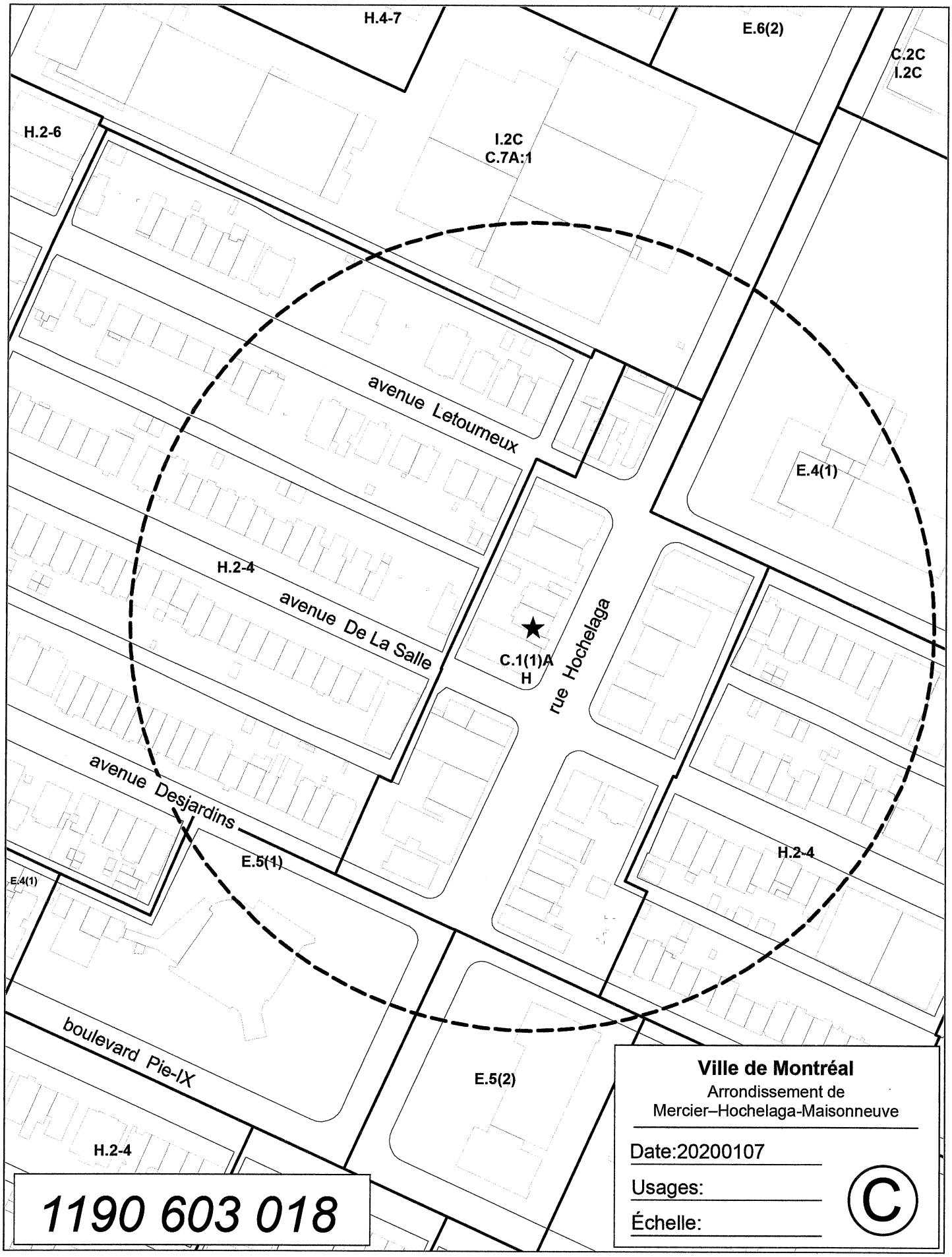
DE RECOMMANDER AU CONSEIL D’ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE SANS CONDITION.

:


1 881 124
1 881 125
1 881 126
1 881 127
1 881 128
1 881 129
1 881 130
2 310 913
1 881 100
1 878 655
1 878 654
1 881 994
avenue Letourneux
1 881 110
5 259 769
5 259 770
1 881 114
1 880 506
1 880 505
1 880 504
1 880 503
1 880 502
1 880 501
1 880 500
1 881 996
1 880 509
1 881 997
1 879 189
1 880 487
1 880 489
1 880 490
1 880 492
1 880 493
PC-21701
PC-21702
1 880 499
1 880 507
1 879 188
1 881 998
avenue De La Salle
1 882 012
rue Hochelaga
1 880 510
1 880 511
1 880 512
1 880 513
1 880 514
1 880 515
1 880 516
1 880 524
1 882 511
1 882 514
1 882 515
1 882 516
1 882 517
1 882 518
1 882 519
1 882 520
1 879 137
1 881 471
1 881 470
1 881 469
PC-08464
1 879 144
1 879 143
1 878 351
1 879 140
1 879 142
1 881 999
avenue Desjardins
1 878 986
1 878 987
1 882 001
1 881 473
1 881 472
1 881 475
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200214
Cadastre: Du Québec
Échelle:
A
1190 603 018


avenue Letourneux
avenue De La Salle
rue Hochelaga
Desjardins
4263
2610
2590
2584
2580
2570
2550
2565
2555
2543
2541
2533
4319
2507
4305
2505
2534
2528
2518
4295
4275
4271
4251
2583
2581
2575
2565
2559
2553
2547
2543
2531
2523
4290
4280
4270
4256
4250
2445
2435
2427
2572
2568
2564
2558
2554
2550
2536
2522
4247
4235
4229
4211
2503
4201
2553
2547
2539
2533
2527
2517
4240
2436
4222
4216
4210
4202
4200
2485
2420
2412
2408
2500
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200107
Utilisation du sol:
Échelle:
B
1190 603 018


0106
0147
0157
0661
0080
0101
avenue Letourneux
0141
0149
0088
avenue De La Salle
rue Hochelaga
0126
0144
avenue Desjardins
0103
boulevard Pie-IX
0128
1190 603 018
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200107
Zones:
Échelle:
©


H.4-7
E.6(2)
C.2C
I.2C
H.2-6
I.2C
C.7A:1
avenue Letourneux
E.4(1)
H.2-4
avenue De La Salle
C.1(1)A
H
rue Hochelaga
avenue Desjardins
E.5(1)
H.2-4
E.4(1)
boulevard Pie-IX
E.5(2)
H.2-4
1190 603 018
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200107
Usages:
Échelle:
©

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190603018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

2020-02-26 Regle_art_89_par_4_1190603018.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 514 872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'AGRANDISSEMENT ET L'OCCUPATION D'UNE RÉSIDENCE À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SUR LES LOTS 1 879 188 ET 1 881 998 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé des lots 1 879 188 et 1 881 998 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire visé à l'article 1, l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé sur le lot 1 879 188 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 52, 60.1 et 124 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITION APPLICABLE POUR LES LOTS 1 879 188 ET 1 881 998 DU CADASTRE DU QUÉBEC

3. Aux fins d'application de l'article 2 du présent règlement, seul l'usage « centre d'hébergement destiné à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement » est autorisé sur les lots 1 879 188 et 1 881 998 du cadastre du Québec.

CHAPITRE IV
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

4. Préalablement à la délivrance d'un permis de transformation ou de construction, les travaux visés par le présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), les objectifs et critères d'évaluation suivants s'appliquent :

Objectif 1

Sauvegarder le caractère des bâtiments tout en maintenant la qualité de leur expression architecturale respective et de leurs composantes.

Critère

1) Les travaux de construction ou de transformation doivent tendre à recréer la symétrie avec le bâtiment mitoyen présentant la même parenté architecturale tout en contribuant à la mise en valeur du caractère de l'ensemble des bâtiments en ce qui a trait aux formes, aux types et à la couleur des matériaux.

Objectif 2

Préserver l'intégrité de l'ensemble architecturale des bâtiments lorsque les travaux de transformation visent l'une ou l'autre de ses caractéristiques tout en maintenant une composition harmonieuse et contemporaine.

Critères

1) Les travaux doivent privilégier le maintien des ouvertures d'origine et la conservation du faux-toit et de ses pignons.

2) Les travaux doivent favoriser le principe de la double matérialité de la composition de la façade en ce qui a trait au traitement du rez-de-chaussée notamment en privilégiant le recours à la pierre.

CHAPITRE V
DÉLAI DE RÉALISATION

5. Les travaux de construction ou de transformation visés par le présent règlement doivent avoir été débutés dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

CHAPITRE VI
DISPOSITION PÉNALE

6. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Le règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1190603018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1200649001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt (fonds 105) autorisant le financement de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

Il est recommandé:
1. d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 278 952 000 $ afin de financer les travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la
surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM)

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2020-03-18 11:08

Signataire : Serge A BOILEAU

_____

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200649001**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt (fonds 105) autorisant le financement de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

CONTENU

CONTEXTE

Afin de procéder à la construction de nouveaux réseaux pour ses usagers et à l'enfouissement des fils aériens dans les différents arrondissements, de maintenir en bon état les différents réseaux électriques et de télécommunication, la Commission des services électriques de Montréal réalise différents travaux d'immobilisation. Ces travaux visent le maintien et le prolongement du réseau. Ils sont jugés prioritaires parce qu'ils sont directement reliés à l'obligation de distribution et de télécommunication par les usagers du réseau de la CSEM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CM19 0605 14 mai 2019 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 73 050 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent rapport vise l'autorisation d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 278 952 000 $ pour réaliser des travaux d'enfouissement et de déplacement des fils et de maintien du réseau de conduits souterrains de la CSEM. L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra à la Commission des services électriques de mener à terme la programmation prévue pour l'année 2020-2022.

Projet	2020 *	2021	2022	TOTAL
Réseau souterrain	66 002 000 $	106 475 000 $	106 475 000 $	**278 952 000 $**

* Pour l'année 2020 le montant est de 104 557 000 $ moins 38 555 000 $ déjà dans le

règlement d'emprunt 19-033 ce qui représente un montant de 66 002 000 $ pour l'année 2020 en cours.

JUSTIFICATION

Le présent règlement permettra d'octroyer des contrats rapidement et de répondre aux besoins des usagers ainsi que de réaliser plusieurs projets majeurs jugés prioritaires pour les usagers de la CSEM dans le cadre du Programme des dépenses d'immobilisation.
Les principaux travaux relatifs au présent règlement d'emprunt sont les suivants:
- Prolongement du réseau de conduits souterrain existant;
- Modifications et ajouts au réseau de conduits souterrain;
- Construction de nouveaux réseaux de conduits souterrains pour de nouveaux développements résidentiels
- Construction de réseaux d'éclairage

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux d'immobilisation qui seront réalisés par la Commission des services électriques figurent au projet de programme triennal d'immobilisation 2020-2022.
La présente dépense est assumée par la Ville Centrale et remboursée à l'aide des redevances payées par les usagers et utilisateurs du réseau de la CSEM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation du règlement d'emprunt permettra de répondre efficacement aux besoins de ses usagers dans les délais impartis par l'obligation de rendre à leurs clients et abonnés les services électriques et de télécommunications.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il faut noter que les travaux faisant l'objet du présent règlement d'emprunt ont été coordonnés avec les Services des infrastructures, du transport et de l'environnement et les arrondissements concernés pour les travaux de nature locale ou dans le cas des contrats généraux (mineur et intermédiaire), ils le seront dès l'identification précise du site de l'intervention.
De plus, pour l'ensemble des travaux, le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement ou l'arrondissement et la CSEM verront à coordonner les interventions lorsque l'échéancier et l'emplacement des travaux seront établis.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion du règlement d'emprunt au conseil municipal (avril 2020)
Adoption du règlement d'emprunt au conseil municipal (mai 2020)
Approbation des octrois de contrats au conseil d'administration de la CSEM (après l'entrée en vigueur du règlement)
Sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales et de l'occupation du territoire.
Octroi des contrats: 2020 à 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe administrative au président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-10

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200649001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt (fonds 105) autorisant le financement de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1200649001 - Conduits souterrains (CSEM).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-872-9382

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-872-9382
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 278 952 000 $ POUR DES TRAVAUX GÉNÉRAUX DE MODIFICATIONS ET D'ADDITIONS AU RÉSEAU MUNICIPAL DE CONDUITS SOUTERRAINS AINSI QUE DES TRAVAUX RELIÉS À L'ENFOUISSEMENT DES FILS AÉRIENS DANS LES LIMITES DE LA VILLE DE MONTRÉAL, SOUS LA SURVEILLANCE DE LA COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 278 952 000 $ est autorisé pour le financement de travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrains ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement de fils aériens dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements doit être de 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

_____

GDD1200649001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1200649001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt (fonds 105) autorisant le financement de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1200649001- CSE-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-11

François MARTELLINO
Conseiller en planification budgétaire
Tél : (514) 872-8440
Division : Service des finances, Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1203843002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier de 2020)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier de 2020).

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-02 15:42

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203843002**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier de 2020)

CONTENU

CONTEXTE

À chaque exercice financier, l'adoption du budget de la Ville comporte l'obligation d'adopter le règlement requis pour imposer les taxes de l'exercice suivant. Ce processus annuel a été complété pour l'année 2020. Par contre, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, la Ville de Montréal a décidé de reporter la seconde échéance des comptes de taxes foncières annuelles au jeudi 2 juillet, 2020. Dans ce contexte, un amendement au Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), 19-055, est donc nécessaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1395 - 17 décembre 2019 - Adoption - Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), 19-055

DESCRIPTION

Le Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), 19-055, prévoit des modes de paiements et des dates d'exigibilités pour des taxes et compensations. Dans le cadre de la COVID-19, la Ville de Montréal a décidé d'amender le règlement afin de reporter la seconde échéance des comptes de taxes foncières annuelles du lundi 1er juin au jeudi 2 juillet, 2020. L'amendement du règlement s'applique :

a) à la taxe foncière générale, la taxe sur les terrains vagues non desservis, la taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM, la taxe spéciale relative au service de la voirie, la taxe spéciale relative au service de l'eau, la taxe spéciale sur les installations publicitaires, les taxes spéciales relatives aux travaux municipaux et les compensations relatives aux immeubles exempts de taxes;et
b) uniquement sur le deuxième versement lorsque le montant du compte est de 300 $ ou plus.

Par ailleurs, plusieurs règlements adoptés par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement font référence aux dispositions relatives aux dates d'échéances du règlement annuel sur les taxes aux fins de fixer les dates d'échéances d'autres taxes et autres mesures fiscales. L'amendement au Règlement sur les taxes aura donc, également une incidence sur ces taxes et autres mesures fiscales notamment, celles prévues par les règlements suivants: Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement

(exercice financier 2020), 19-056; Règlements imposant les taxes d'arrondissement (taxe relative aux services); Règlements d'emprunt des arrondissements (taxe relative aux investissements); Règlements qui prévoient les modalités de perception de la tarification applicable à l'occupation permanente du domaine public; Règlements d'emprunt prévoyant des taxes d'améliorations locales.

JUSTIFICATION

Pour alléger le fardeau fiscal des citoyens dans le cadre dans la pandémie de la Covid-19, la Ville de Montréal a décidé de reporter l'échéance du deuxième paiement des comptes de taxes foncières annuelles au jeudi 2 juillet 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les recettes budgétaires des taxes et autres recettes reportées par l'adoption de ce règlement totalisent approximativement 2 G$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Avril 2020
Conseil municipal : Avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eleni KOUROS
Conseillère recettes fiscales

Tél : 514-868-4438
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Isabelle HÉBERT
Directrice - Revenus

Tél : 514 872-2455
Télécop. : 514 872-2247

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle HÉBERT
Directrice - Revenus

Tél : 514 872-2455
Approuvé le : 2020-03-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
TRÉSORIER ET DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-03-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1203843002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier de 2020)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML -1203843002- Règl modif règl sur les taxes (2020) 19-055.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-29

Véronique BELPAIRE
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514-872-7017
Division : Service des affaires juridiques

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TAXES (EXERCICE FINANCIER 2020) (19-055)

Vu l'article 252 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'article 21 du Règlement sur les taxes (exercice financier 2020) (19-055) est modifié par le remplacement de « 1er juin » par « 2 juillet ».

_____

GDD 1203843002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2020/05/25
13:00

(1)

Dossier # : 1207796006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) / Adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, afin de reporter la date d'échéance du deuxième versement des cotisations des sociétés de développement commercial au 1er septembre 2020

Il est recommandé:
- d'adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) ;

- d'adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-09 08:05

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207796006**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) / Adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, afin de reporter la date d'échéance du deuxième versement des cotisations des sociétés de développement commercial au 1er septembre 2020

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent l'ensemble de l'écosystème commercial dans une grande incertitude financière et plusieurs établissements font face à de graves problèmes de liquidités provoqués par la fermeture actuelle des commerces non essentiels. Dans le contexte de cette crise, un comité a été formé afin de définir les meilleures stratégies visant à soutenir le commerce montréalais. Ce comité, formé de l'association de sociétés de développement commercial de Montréal, de sociétés de développement commercial (SDC), d'arrondissements et de partenaires du milieu commercial, a demandé de repousser l'échéance du deuxième versement des cotisations au 1er septembre 2020.
Le présent dossier décisionnel a ainsi pour objet de soumettre un projet de règlement visant à permettre le deuxième versement des cotisations trois mois plus tard qu'initialement prévu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 250401 (10 décembre 2019) : Adoption du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation à ses membres;
CA19 250402 (10 décembre 2019) : Adoption du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation à ses membres;

CA19 250403 (10 décembre 2019) : Adoption du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis,

pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation à ses membres;

CA19 250404 (10 décembre 2019) : Adoption du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Laurier Ouest - Plateau-Mont- Royal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation à ses membres;

CA19 0318026 (10 décembre 2019) : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 240559 (10 décembre 2019) : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020**;**

CA19 240560 (10 décembre 2019) : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 240561 (10 décembre 2019) : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 220385 (9 décembre 2019) : Adoption - Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Monk et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 220386 (9 décembre 2019): Adoption - Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial (SDC) Les Quartiers du canal et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 090317 (9 décembre 2019) : Adopter un Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial District central pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 09 0316 (9 décembre 2019) : Adopter un Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier Fleury Ouest pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 090315 (9 décembre 2019) : Adopter un Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la S.I.D.A.C. La Promenade Fleury pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 080615 (3 décembre 2019) : Adopter le règlement RCA19-08-6 portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial La Zone Décarie Nord et décréter les cotisations pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 210287 (3 décembre 2019) : Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Wellington pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 260375 (2 décembre 2019) : Adopter le règlement intitulé « Règlement portant sur

l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Promenade Masson, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation »;

CA19 260373 (2 décembre 2019) : Adopter le règlement intitulé « Règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Petite Italie - Marché Jean-Talon - Montréal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation »;

CA 19 260374 (2 décembre 2019) : Adopter le règlement intitulé « Règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Plaza St-Hubert, pour la période de 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation »;

CA 19 170344 (2 décembre 2019) : Adopter un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des -Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 270406 (2 décembre 2019) : Adopter le Règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Hochelaga-Maisonneuve (SDC), pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19-27005);

CA19 160437 (2 décembre 2019) : Adoption - Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Laurier Ouest - Outremont pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 130320 (2 décembre 2019) : Adoption du règlement numéro 2250 intitulé : Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial de la rue Jean-Talon à Saint-Léonard, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CM03 0623 (25 août 2003) : Adopter un règlement intérieur délégant aux conseils d'arrondissement les compétence du conseil en matière de Sociétés de développement commercial.

DESCRIPTION

Le Service du développement économique recommande de repousser l'échéance du deuxième versement des cotisations des SDC au 1er septembre 2020.
Le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) permet au conseil municipal de déléguer aux conseils d'arrondissements ses pouvoirs relatifs à ces sociétés. C'est ainsi que, à chaque année et tel que prévu à l'article 458.20 de la Loi sur les cités et villes, chaque arrondissement dans lequel opère une SDC adopte un règlement approuvant le budget de fonctionnement de chacune des SDC de son territoire et imposant une cotisation à ses membres. Ce règlement approuve le budget de la société, établit les taux et les paramètres de cotisation, ainsi que les modalités de perception des cotisations.

Afin de pouvoir procéder dans les délais et afin d'éviter la modification par chacun des 11 arrondissements du ou des règlements des SDC situés sur leur territoire, le SDE recommande de modifier le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108), de façon à permettre au conseil de la Ville de Montréal de le faire.

Le Service du développement économique recommande également d'adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, qui vise à établir l'échéance du second versement des cotisations SDC trois mois plus tard qu'initialement prévu, soit au 1er septembre 2020.

L'entrée en vigueur du Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période est conditionnelle à l'adoption du Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial par le Conseil de la ville.

JUSTIFICATION

La modification du Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) permettrait d'alléger le processus réglementaire visant la modification de la deuxième échéance du versement des cotisations SDC, en permettant au conseil municipal d'adopter un règlement visant à repousser de trois mois l'échéance du deuxième versement de la cotisation SDC pour chacune des SDC.
Étant donné que les commerces non essentiels se retrouvent dans l'obligation de fermer temporairement leurs portes et ne peuvent admettre de la clientèle dans leurs établissements, ces derniers se voient confrontés à des pertes de revenus et de liquidités importants. L'échéance du second versement de la cotisation SDC étant prévue le 1er juin prochain par le biais de chacun des 22 règlements adoptés par les conseils d'arrondissement, il est souhaitable que les membres des SDC aient tous la chance d'acquitter leur facture de cotisation en date du 1er septembre 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recommandation du Service du développement économique n'a aucun impact financier pour la Ville de Montréal. Elle engendrera toutefois un impact auprès des sociétés de développement commercial qui auront accès aux montants de cotisation perçus par la Ville de Montréal environ trois mois plus tard qu'initialement prévu.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le fait de ne pas adopter la modification au Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) empêcherait le conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, et ainsi d'accorder un répit financier aux établissements membres des SDC. Chaque arrondissement devrait ainsi modifier son règlement approuvant le budget de chacune des SDC et imposant une cotisation à ses membres. La modification de ces 22 règlements adoptés à la fin de l'année 2019 rendrait cette opération complexe.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 20 avril 2020 : avis de motion
- 25 mai 2020 : adoption des règlements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GUILBAUD-FORTIN, Le Plateau-Mont-Royal
Rachad LAWANI, Le Sud-Ouest
Denis COLLERETTE, Service du développement économique
Jean-François SOULIERES, Ahuntsic-Cartierville
Jean-François SIMONEAU, Rosemont - La Petite-Patrie
Julie BOUCHER, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Diane VALLÉE, Verdun
Pierre BOUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Gilles ETHIER, Service des finances
Jeffrey KIRTON, Le Plateau-Mont-Royal
Johanne COUTURE, Saint-Léonard
Laurence BOISVERT-BILODEAU, Outremont

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-08

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207796006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) / Adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, afin de reporter la date d'échéance du deuxième versement des cotisations des sociétés de développement commercial au 1er septembre 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1207796006 - Règl modif règl délég 03-108.doc

HP - 1207796006 - R. modif. R. SDC.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL DE LA VILLE PORTANT DÉLÉGATION AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT DE CERTAINS POUVOIRS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL (03-108)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

> « Le paragraphe 5° du premier alinéa ne s'applique pas à l'égard du pouvoir nécessaire à l'adoption de dispositions réglementaires visant à fixer la date d'échéance du deuxième versement de la cotisation relative à la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 lorsque le montant de cotisation dû est supérieur à 300 $. »

_____

GDD1207796006

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT DIVERS RÈGLEMENTS PORTANT SUR L'APPROBATION DE BUDGETS DE FONCTIONNEMENT DE SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET IMPOSANT DES COTISATIONS POUR CETTE PÉRIODE

Vu l'article 458.28 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19)

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Promenade Fleury, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 09003) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

2. Le sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 4 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier Fleury Ouest pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 09004) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

3. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial District Central pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 09005) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

4. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 17327) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

5. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (2019-15) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

6. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de

développement commercial du Boulevard Saint-Laurent, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (2019-16) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

7. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (2019-17) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

8. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Laurier Ouest – Plateau-Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (2019-18) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

9. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Plaza Monk, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 22016) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

10. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Les Quartiers du Canal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 22017) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

11. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 5 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Hochelaga-Maisonneuve, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19-27005) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

12. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Laurier Ouest - Outremont pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (AO-470) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

13. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Petite-Italie - Marché-Jean-Talon - Montréal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA-153) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

14. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de

l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Plaza St-Hubert, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA-154) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

15. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Promenade Masson, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA-155) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

16. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial La Zone Décarie Nord pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19-08-6) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

17. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial de la rue Jean-Talon à Saint-Léonard pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (règlement numéro 2250) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

18. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Wellington, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19-210009) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

19. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 5 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (CA-24-311) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

20. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (CA-24-312) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

21. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (CA-24-313) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

22. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (CA-24-314) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

23. L'entrée en vigueur du présent règlement est conditionnelle à l'adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (*Insérer ici la référence de ce règlement*) par le conseil de la Ville.

GDD 1207796006

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 42.06

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

Il est recommandé:
- de réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement;

- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales ». avec changement.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-19 10:02

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales doit être modifié afin d'y ajuster les montants de subventions prévus aux SDC de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal pour l'année 2020 (remise 2019).
Pour l'année 2020, une somme de 1 060 901 $ est disponible. Deux volets du Fonds seront mis en place, soit le volet I « Soutien aux SDC » et le volet III « Besoins complémentaires ».

Dans le cadre du volet I, le règlement faisant l'objet du présent dossier permettra de verser une subvention non récurrente aux SDC de 954 811 $ (90 % de l'enveloppe) alors que pour le volet III, un virement de 106 090 $ (10 % de l'enveloppe) à l'arrondissement servira à la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants sur ses différentes rues commerciales.

La contribution à verser à chacune des SDC serait la suivante :

- Société de développement commercial Carrefour du Plateau-Mont-Royal : 371 529 $
- Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent : 388 321 $
- Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 138 938 $
- Société de développement commercial Laurier Ouest - Plateau-Mont-Royal : 56 023 $

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GUILBAUD-FORTIN, Le Plateau-Mont-Royal
Jeffrey KIRTON, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
commissaire - developpement economique

514 868-3140
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

CalculRemiseSDC2019FINAL.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
commissaire - developpement economique

Tél : 514 868-3140
Télécop. : 000-0000

Fonds de dynamisation des rues commerciales - Versements 2020 (revenus nets 2019)

Le Plateau Mont-Royal

Répartition des sommes aux SDC de l'arrondissement

Somme à répartir Volet I Soutien aux SDC : 954 811 $

Paramètres de la répartition	Membership : 50%	Budget : 50%	

	Membres*		Budget*		Poids total	Somme à recevoir avant redistribution du dépassement (s'il y a lieu)
	Nombre	Poids	$	Poids		
SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal	497	15,7%	809 868 $	23,2%	38,9%	371 529 $
SDC du Boulevard Saint-Laurent	697	22,1%	650 000 $	18,6%	40,7%	388 321 $
SDC Pignons rue Saint-Denis	277	8,8%	202 000 $	5,8%	14,6%	138 938 $
SDC Laurier Ouest (Le Plateau Mont-Royal)	108	3,4%	85 539 $	2,4%	5,9%	56 023 $
Total	**1 579**	**50%**	**1 747 407 $**	**50%**	**100%**	**954 811 $**

*Source : Ville de Montréal, Service des finances, Suivi budgétaire des SDC - Exercice 2019 (Web Focus)

Notes: Le Fonds dispose d'une somme totale de 1 060 901 $ dont 90 % (954 811$) est à répartir entre les SDC pour le volet I.

Dossier décisionnel 1207796005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207796005 - addenda règlement FDAC 2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-15

Annie GERBEAU
Avocate

Tél : 514-589-7449
Division : Chef de division, Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL FINANCÉES PAR LE FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES

Vu l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Une subvention, non récurrente, aux montants indiqués ci-après est accordée aux sociétés de développement commercial suivantes :

1. Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal : 371 529 $;

2. Société de développement commercial du Boulevard Saint-Laurent : 388 321 $;

3. Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 138 938 $;

4. Société de développement commercial Laurier Ouest – Plateau Mont-Royal : 56 023 $.

_____

GDD 1207796005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Addenda_1207796005 Fonds de dynamisation des rues commerciales.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget

Tél : (514) 872-0721

Co-auteure:
Sabiha Francis
Conseillère budgétaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-15

David MARCAURELLE
Conseiller(ere) en planification budgetaire

Tél : (514) 872-4529

Division : Division Mise En Oeuvre Et Suivi Budgétaire Corporatif

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.06

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2020 (remises 2019) des subventions totales non récurrentes de 734 077 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 81 564 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

Il est recommandé:
- de réserver une somme de 81 564 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement;

- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales ».

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-26 14:11

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207796005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2020 (remises 2019) des subventions totales non récurrentes de 734 077 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 81 564 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 décembre 2010, à la suite de l'augmentation des tarifs des parcomètres dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et après des discussions avec les représentants des sociétés de développement commercial (SDC) de ce territoire, l'Administration a proposé de mettre en place un fonds visant essentiellement à permettre le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de cette décision. La proposition vise tout particulièrement les parcomètres sur le réseau artériel qui, de l'avis même des représentants des commerçants, devraient être au même tarif que sur le réseau local pour plus de cohérence considérant que les rues s'entrecroisent.
Conséquemment, le 21 mars 2012, le comité exécutif approuvait la création du fonds de dynamisation des rues commerciales (le « Fonds ») . Cette décision implique que les revenus nets supplémentaires générés à la suite à l'augmentation des tarifs sur le réseau artériel sont versés dans ce fonds servant à la vitalité économique des SDC et des regroupements de gens d'affaires de l'arrondissement.

Le Fonds est subdivisé en trois volets :

· Volet I - Soutien aux SDC
· Volet II - Aménagement du domaine public
· Volet III - Besoins complémentaires

À chaque début d'année, le calcul de la somme disponible est effectué par le Service des finances sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente. Par la suite, une partie des revenus générés de l'année précédente par les parcomètres du réseau artériel peut être versée aux SDC et aux associations de commerçants de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

En effet, en vertu de l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), un conseil municipal peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, accorder aux SDC des

subventions pouvant, dans chaque cas, représenter une somme équivalente à la partie des revenus de la SDC prévus à leur budget comme provenant de la cotisation des membres ou une somme n'excédant pas le montant maximum fixé par le règlement. Depuis 2012, suite à une modification réglementaire, le conseil municipal de Montréal est en mesure de verser des subventions financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales aux organismes concernés.

Aussi, depuis 2014, en vertu de l'article 137 de la Charte de la Ville de Montréal, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal assume la gestion du volet III (Besoins complémentaires), soit la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants.

Quant au volet II (Aménagement du domaine public) il n'est pas financé afin de maximiser les sommes disponibles pour les volets I et III destinés aux interventions directes des SDC et des associations de commerçants.

Le Service du développement économique a été mandaté pour assumer la gestion du Fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées.

Le présent dossier vise à autoriser la répartition des sommes recueillies durant l'année 2019 soit :

- à adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales »;
- à réserver la somme associée au volet III et à autoriser son virement à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0462 - 15 avril 2019 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2019 - remises de 2018).
CE19 0428 - 13 mars 2019 - Réserver une somme de 122 346 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

CM18 0858 - 18 juin 2018 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2018 - remises de 2017).

CE18 0928 : 23 mai 2018 - Réserver une somme de 136 489 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement.

CM17 1050 - 21 août 2017 Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2017 - remises de 2016).

CE17 0952 - 31 mai 2017 - Réserver une somme de 103 173 $ pour le volet « Besoins

complémentaires » visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2017 - remises de 2016).

CM16 0478 - 18 avril 2016 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2016 - remises de 2015).

CE16 0336 - 2 mars 2016 - Réserver une somme de 159 317 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2016 - remises de 2015).

CM15 0575 - 28 avril 2015 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2015 - remises de 2014).

CE15 0493 - 18 mars 2015 - Réserver une somme de 169 032 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2015 - remises de 2014).

CE14 0971 - 11 juin 2014 - Approbation d'un projet d'ordonnance modifiant le Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales - Réserver une somme de 58 738 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (2014 - remises 2013).

CM14 0183 - 24 février 2014 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2014 - remises 2013).

CM13 0662 - 4 juillet 2013 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2013 - remises 2012).

CM12 0405 - 14 mai 2012 - Adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) » et du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2012 - remises 2011).

CE12 0394 - 21 mars 2012 - Approbation de la création du Fonds de dynamisation des rues commerciales pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et des règles de gestion s'y rattachant / Mandat à la DUDE pour assumer la gestion de ce fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées.

DESCRIPTION

À chaque début d'année, le Service des finances est en mesure de préciser le montant disponible dans le Fonds sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente. Pour diverses raisons internes, l'Agence de la mobilité durable n'a toujours pas pu, à ce jour, fournir au Service des finances les données nécessaires à la détermination du montant à verser au fonds en 2020. Les SDC ont toutefois des besoins importants afin de dynamiser les artères après la crise de la Covid-19 et de soutenir les entreprises pendant. La répartition des sommes est ainsi basée sur le 2/3 du montant de la remise de l'année 2019. Un second versement pourra être prévu lorsque les calculs auront été effectués. Pour l'année 2019, une somme de 1 223 461 $ était disponible, le montant provisoire disponible en 2020 est de 815 641 $. Deux volets du Fonds seront mis en place, soit le volet I « Soutien aux SDC » et le volet III « Besoins complémentaires ».
Dans le cadre du volet I, le règlement faisant l'objet du présent dossier permettra de verser une subvention non récurrente aux SDC de 734 077 $ (90 % de l'enveloppe) alors que pour le volet III, un virement de 81 564 $ (10 % de l'enveloppe) à l'arrondissement servira à la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants sur ses différentes rues commerciales.

Les règles propres au Fonds ainsi que les modalités de reddition de compte ont été approuvées par la comité exécutif dans sa décision du 21 mars 2012.

JUSTIFICATION

La mise en place du Fonds permet de contribuer à la vitalité économique des rues commerciales traditionnelles par l'entremise des SDC et des associations volontaires de commerçants dans le contexte d'une augmentation des tarifs des parcomètres. Il permet de créer des conditions plus propices aux affaires par des interventions qui favoriseraient un environnement plus compétitif (accessibilité, expérience des clientèles, mise en valeur commerciale, appartenance au milieu, etc.); il favorise le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de l'augmentation du tarif des parcomètres sur le réseau artériel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal; il s'inscrit dans une perspective municipale plus globale favorisant la formule SDC.
Aussi, en participant à l'amélioration des pratiques et à la performance des SDC et des associations volontaires de commerçants, la Ville favorise du même coup le développement d'une offre commerciale complète qui contribue à la vitalité et au rayonnement de Montréal.

Finalement, le versement des subventions demeure conditionnel au respect des exigences documentaires de reddition de compte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La constitution du Fonds s'appuie sur les **revenus nets** supplémentaires puisqu'il faut soustraire du total les coûts marginaux associés à la croissance des revenus découlant de la modification des tarifs (par exemple, les coûts récurrents reliés notamment à la collecte et au comptage ainsi qu'à l'utilisation de cartes de crédit et des coûts ponctuels engendrés, entre autres, par la programmation des bornes et parcomètres, par la pose de nouvelles étiquettes de tarifs, etc.).
La somme disponible pour le volet I « Soutien aux SDC » est de 734 076 $. La répartition entre les SDC est effectuée selon le nombre de membres et le budget des cotisations obligatoires adopté par ces derniers (poids égal à chaque critère). Une règle d'allocation maximale du Fonds limite le montant de la subvention au montant des cotisations obligatoires des membres à leur SDC. La contribution à verser à chacune des SDC serait la suivante :

- Société de développement commercial Carrefour du Plateau-Mont-Royal : 283 222 $
- Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent : 296 984 $
- Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 110 202 $

- Société de développement commercial Laurier Ouest - Plateau-Mont-Royal : 43 669 $

La somme disponible pour le volet III « Besoins complémentaires » est de 81 564 $ et doit être réservée pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal en prévision du transfert de cette somme à cet arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En soutenant le dynamisme des artères commerciales situées au cœur des quartiers, la Ville favorise la consommation à proximité des milieux de vie, un élément important au développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts envisagés sont les suivants :
· pouvoir d'attraction accru par le renforcement concurrentiel des secteurs commerciaux ciblés;
· attraction et fidélisation de la clientèle;
· contribution à une plus grande prise en charge par les commerçants de leur développement au sein des SDC et des associations volontaires.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation de la Covid-19 n'a pas d'impact direct sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 Avis de motion (Volet I)

- Juin 2020 Adoption du règlement (Volet I)
- Juin 2020 Virement de la portion de 10 % à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (Volet III)

- Lorsque les montants relatifs au Fonds auront été déterminés par l'Agence de la mobilité durable, un nouveau dossier décisionnel sera soumis aux instances.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GUILBAUD-FORTIN, Le Plateau-Mont-Royal
Jeffrey KIRTON, Le Plateau-Mont-Royal
Christian C NADEAU, Service des finances
Genevieve LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-06

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-21

FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES DE L'ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Répartir les sommes entre les SDC et réserver un montant à l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal
Année 2020 (remise 2019)

Enveloppe totale année courante : 815 641 $

Volet I – Soutien aux SDC – 734 077 $ (90 % de l'enveloppe)

Organisme	**Nombre de cotisants facturés**	**Budget de cotisation**	**Somme à verser pour l'année 2019 (4)**	**Somme à verser pour l'année 2020 (2/3 du montant de la somme versée en 2019) (3)**
SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal	485 (1)	797 900$ (2)	424 833 $	283 222 $
SDC du Boulevard Saint-Laurent	676 (1)	650 000 $ (2)	445 476 $	296 984 $
SDC Pignons rue Saint-Denis	286 (1)	202 000 $ (2)	165 303$	110 202$
SDC Laurier Ouest - Plateau-Mont-Royal	109 (1)	84 872 $ (2)	65 503 $	43 669 $
			1 101 115 $	734 077 $

(1) Source : Service des finances, Suivi budgétaire des SDC – Exercice 2018 (Web Focus)
(2) Selon répartition, poids égal 50 % - 50 % nombre de cotisants facturés / budget de cotisation. SDC Carrefour du Plateau-Mont-Royal (39 %), SDC du boulevard Saint-Laurent (40 %), SDC Pignons rue Saint-Denis (15 %), SDC Laurier Ouest – PMR (6 %).
(3) Montant provisoire. Le montant final sera calculé, selon le poids relatif de chacune des SDC, lorsque le montant disponible au fonds sera connu.

Volet III – Besoins complémentaires – 81 564 $ (10 % de l'enveloppe)

Arrondissement	Somme à réserver et transférer à l'arrondissement pour l'année 2019	Somme à réserver et transférer à l'arrondissement pour l'année 2020 (2/3 du montant versé en 2019)
Plateau-Mont-Royal	122 346 $	81 564 $

GDD1207796005

NO GDD : GDD 1207796005

BUDGET FONCTIONNEMENT

No d'engagement 2020: DE07796005

Provenance :

	2020
2101.0010000.200234 .06501.66590.000000.0000.000000.000000.00000.00000.00000	815 641.00 $

Imputation de la dépense :

Service du développement économique	**2020**
2101.0010000.105733.06501.66503.000000.0000.000000.000000.00000.00000	734 077.00 $

Arrondissement Le Plateau Mont-Royal	**2020**
2422.0010000.303435.06501.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	81 564.00 $

Total de la dépense :	**815 641.00 $**

Cette dépenses est assumée à 100 % par la Ville centre.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2020 (remises 2019) des subventions totales non récurrentes de 734 077 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 81 564 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207796005 règlement FDAC 2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocat
Tél : 514-589-7449

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL FINANCÉES PAR LE FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES

Vu l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Une subvention, non récurrente, aux montants indiqués ci-après est accordée aux sociétés de développement commercial suivantes :

1. Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal : 283 222 $;

2. Société de développement commercial du Boulevard Saint-Laurent : 296 984 $;

3. Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 110 202 $;

4. Société de développement commercial Laurier Ouest – Plateau Mont-Royal : 43 669 $.

_____

GDD 1207796005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2020 (remises 2019) des subventions totales non récurrentes de 734 077 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 81 564 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207796005 Fonds de dynamisation des rues commerciales.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254
Co-auteur:
Sabiha Francis
Conseillère budgetaire

514-872-9366

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

François MARTELLINO
Conseiller planification budgetaire
Tél : 514 872-8440

Division : Dir. Du Budget Et De La Planification Financière Et Fiscal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 43.01

2020/05/25 13:00

(1)

Dossier # : 1204334004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le terrain portant le numéro de lot 1 852 819 du cadastre du Québec et bordé des rues Richmond, Ottawa, du Séminaire et du parc linéaire du canal de Lachine (09-004) et le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown, dans le but de permettre la construction d'une école et, dans le parc du Bassin-à-Bois, d'un pavillon

D'adopter le règlement modifiant le règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielle et commerciales sur le terrain portant le numéro de lot 1 852 819 du cadastre du Québec (09-004) et le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown, dans le but de permettre la construction d'une école et, dans le parc des Bassins-à-Bois, d'un pavillon.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-04-16 11:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 avril 2020	Résolution: CA20 22 0099

Demande au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un Règlement modifiant le Règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le terrain portant le numéro de lot 1 852 819 du cadastre du Québec et bordé des rues Richmond, Ottawa, du Séminaire et du parc linéaire du canal de Lachine (09-004) et le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown, dans le but de permettre la construction d'une école et, dans le parc des Bassins-à-Bois, d'un pavillon (dossier 1204334004)

Il est proposé par Sophie Thiébaut

appuyé par Craig Sauvé

ET RÉSOLU :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu de l'article 89.3° de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un règlement modifiant le Règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le terrain portant le numéro de lot 1 852 819 du cadastre du Québec et bordé des rues Richmond, Ottawa, du Séminaire et du parc linéaire du canal de Lachine (09-004) et le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown;

Et de mandater l'Office de consultation publique de Montréal de tenir l'audience publique requise à l'article 89.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1204334004

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Daphné CLAUDE
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204334004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un règlement modifiant le règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le terrain portant le numéro de lot 1 852 819 du cadastre du Québec et bordé des rues Richmond, Ottawa, du Séminaire et du parc linéaire du canal de Lachine (09-004) et le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown, dans le but de permettre la construction d'une école et, dans le parc des Bassins-à-Bois, d'un pavillon.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur Griffintown, l'Arrondissement du Sud-Ouest accompagne ses partenaires, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), dans la mise en oeuvre de différents projets permettant de répondre aux besoins de la population grandissante du quartier. Afin de permettre la construction d'une école par la CSDM et un pavillon dans le parc du Bassin-à-Bois, des modifications doivent être apportées au règlement 09-004 adopté en vertu du 3e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal et au PPU du secteur Griffintown.
Le Conseil municipal peut adopter un règlement modifiant un règlement adopté en vertu du 3e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4). De même, le conseil municipal peut adopter un règlement en vertu des articles 109 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM09 0702 - 24 août 2009 (1083468009) - Adoption du Règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le lot 1 852 819 du cadastre du Québec
CM13 0478 - 27 mai 2013 (1134543001) : Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du secteur Griffintown révisé à la suite de la consultation publique tenue par l'OCPM.

DESCRIPTION

Les modifications au règlement 09-004 et au PPU du secteur Griffintown visent à permettre la construction d'un pavillon dans le parc du Bassin-à-Bois et d'une école.
Le pavillon accueillera un vestiaire, un garage et les équipements mécaniques nécessaires à l'opération de la patinoire réfrigérée qui sera aménagée dans le parc du Bassin-à-Bois. Le

pavillon déroge au Titre II (Cadre bâti), Titre IV (Occupation et aménagement des espaces extérieurs), Titre VI (Chargement et stationnement) du règlement d'urbanisme (01-280) et aux articles 9 (Hauteur), 11 (Densité) et 12 (Implantation) du règlement 09-004.

La construction de l'école déroge aux usages, à la densité, à la hauteur, au stationnement, au chargement, au revêtement des toits, à l'aménagement des cours, à l'aménagement des toits et aux clôtures autorisés en vertu du règlement 09-004 et du règlement d'urbanisme (01-280).

JUSTIFICATION

Les modifications réglementaires s'inscrivent dans les orientations du PPU du secteur Griffintown, en dotant le quartier des équipements et des services requis, en lien avec les démarches de la CSDM pour la construction d'une école dans le quartier et l'octroi par la Ville de Montréal du budget pour la réalisation d'une patinoire réfrigérée dans le parc du Bassin-à-Bois.
Avis du Comité Jacques-Viger :
Lors de la séance du 13 mars 2020, le Comité Jacques-Viger a émis un avis favorable à l'égard de la demande de modification du règlement 09-004 et du PPU du secteur Griffintown. L'avis et la fiche de suivi peuvent être consultés en pièce jointe du présent sommaire.

Avis du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :
Lors de la séance du 16 mars 2020, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de la demande de modification du règlement 09-004 et du PPU du secteur Griffintown.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Pour le projet de pavillon dans le parc du Bassin-à-Bois, la Ville de Montréal a déjà octroyé le contrat de service professionnel en architecture et architecture de paysage pour la réalisation des plans et devis. Tout retard dans l'élaboration des plans et devis pour des enjeux de conformité au règlement 09-004 ou au règlement d'urbanisme 01-280 pourrait retarder le début du chantier prévu pour le printemps 2021.
Pour le projet d'école, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) poursuit le développement du projet. Un report dans l'adoption du règlement pourrait compromettre le respect des échéances de la CSDM pour la demande de financement du projet auprès du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur et reporterait l'ouverture de l'école pour la rentrée scolaire 2023.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion par le Conseil d'arrondissement : 14 avril 2020
Résolution du Comité exécutif : 13 mai 2020

Avis de motion et adoption du projet de règlement par le Conseil municipal : 25 mai 2020
Avis annonçant la consultation publique : au moins 15 jours avant la consultation publique
Assemblée publique de consultation : printemps 2020
Dépôt du rapport de l'OCPM au conseil municipal : Été 2020
Adoption du règlement par le Conseil municipal : 24 août 2020
Certificat de conformité et entrée en vigueur : septembre 2020
Avis public d'entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs. Conforme à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Éric COUTURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Charles-Éden GODBOUT, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène BINET-VANDAL
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-4508
Télécop. : 514-827-1945

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-26

Julie NADON
Chef de division

Tél : 514-868-5037
Télécop. : 514-872-1945

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric Y BOUTET
Directeur de l'aménagement urbain et du patrimoine
Tél : 514-872-1451
Approuvé le : 2020-04-08

ANNEXE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Modifications du Règlement 09-004 et du PPU Griffintown : Bassins du Nouveau Havre

C20-SO-01 (AVIS)

Fiche adressée au demandeur de l'avis

Note : Ce tableau a pour but d'informer le Comité Jacques-Viger (CJV) et le conseil municipal (ou le conseil d'arrondissement) des mesures entreprises par le demandeur suite aux recommandations du présent avis.
Veuillez remplir le tableau ici-bas et l'inclure au dossier qui sera transmis au conseil municipal (ou au conseil d'arrondissement). Veuillez également le transmettre par courriel au CJV.
Veuillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	Recommandations (thèmes) *	**Suivi effectué** *(texte à inclure, si applicable)*
01	Raffinement des textes réglementaires du Règlement 09-004	Article 14 (revêtement des toits): aucune modification au projet de règlement, le projet doit se conformer aux normes du règlement d'urbanisme qui énonce déjà des normes en ce sens Article 17 (stationnement): une limite maximale a été ajoutée
02	Ajout de critères d'aménagement, d'architecture et de design à l'article 24 du Règlement 09-004	Les critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement Sud-Ouest (RCA07 22019) s'appliquent aux projets tout comme les critères du règlement 09-004. Nous croyons l'ensemble de ces critères suffisants pour assurer la qualité des projets.
03	Complémentarité de la cour d'école, de l'aire de jeux au toit et du parc du Bassin-à-Gravier	L'aménagement de la cour et la complémentarité avec le parc ne sont pas des éléments visés, ni normés par le règlement 09-004. Toutefois, cette recommandation sera transmise aux partenaires impliqués dans le projet.

* *Vous référer aux recommandations intégrales à la section « Avis et recommandations du Comité Jacques-Viger » de l'avis.*

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 13 MARS 2020
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage*

Modifications du Règlement 09-004 et du PPU Griffintown : Bassins du Nouveau Havre

Libellé du projet :	Modifications du Règlement 09-004 adopté en vertu du paragraphe 3° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal et du Programme particulier d'urbanisme (PPU) Griffintown
Localisation :	Secteur délimité par les rues Ottawa, du Séminaire, Richmond et le canal de Lachine
Demandeur :	Arrondissement du Sud-Ouest

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis à la demande de l'Arrondissement, considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

L'OBJET DE LA DEMANDE

Les modifications réglementaires visent à autoriser la construction d'un pavillon dans le parc du Bassin-à-Bois ainsi qu'une école (projet mixte avec logements sociaux) dans le secteur des Bassins du Nouveau Havre.

D'une part, il est proposé de modifier le Règlement 09-004, lequel régit le secteur des Bassins du Nouveau Havre. Concernant le pavillon, les modifications visent, entre autres, la densité, la hauteur et le taux d'implantation. L'Arrondissement précise cependant que l'état d'avancement des plans du pavillon ne permet pas d'identifier précisément à quels articles du règlement d'urbanisme le projet déroge, mais requiert l'avis du CJV à ce stade considérant les délais administratifs. Concernant le projet mixte école et logements sociaux, un nouveau secteur d'application réglementaire est proposé (B-1b2) ainsi que les modifications suivantes : modifications à l'usage (école), la densité, la hauteur, le stationnement, le chargement, le revêtement des toits, l'aménagement des cours, l'aménagement des toits et les clôtures.

D'autre part, une modification au programme particulier d'urbanisme (PPU) Griffintown est requise afin d'autoriser les « activités communautaires ou socioculturelles et les usages de la catégorie E.4(1) » dans le secteur des Bassins du Nouveau Havre.

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

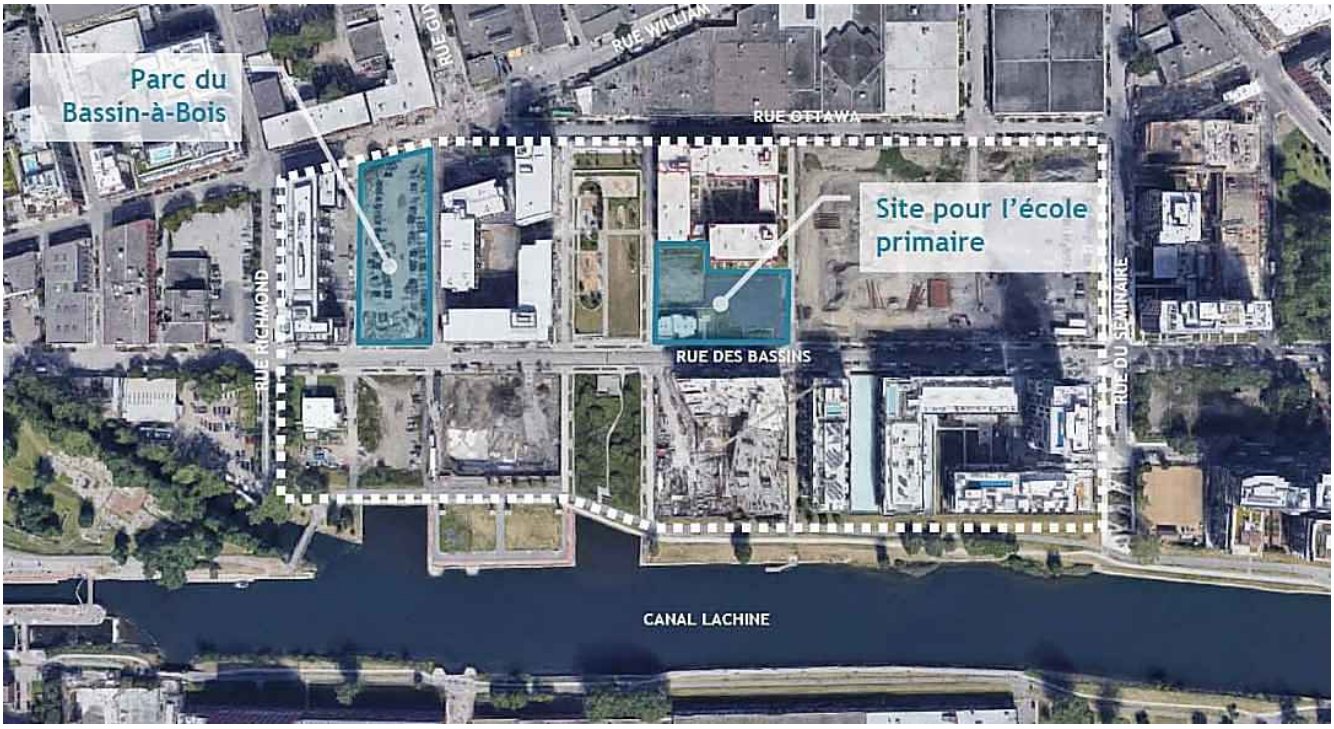
L'HISTORIQUE ET LES AVIS PRÉCÉDENTS

Les Bassins du Nouveau Havre émanent de la proposition d'un plan directeur par la Société immobilière du Canada (SIC) pour l'ancien centre de tri postal de Postes Canada en 2008. Les Bassins du Nouveau Havre sont depuis encadrés par le Règlement 09-004 en vertu du paragraphe 3° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal. Ce règlement a été adopté en 2009 au terme d'un processus de consultation mené par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) où le Comité ad hoc d'architecture et d'urbanisme (CAU) et le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) ont rendu un avis favorable avec recommandations (avis du CAU du 5 décembre 2008 et du CPM A08-SO-02). Le rapport de l'OCPM mentionne que : « Le CAU et le CPM ont souligné l'importance d'aménager les espaces publics et les cours et de prévoir des équipements collectifs favorisant une vie de quartier propice aux familles. » (p.13)

Les Bassins du Nouveau Havre sont par ailleurs situés au centre du secteur de planification particulière de Griffintown. En 2012, le PPU Griffintown a été adopté au terme d'un processus de consultation mené par l'OCPM. Le CAU et le CPM avaient alors émis un avis conjoint favorable avec recommandations (AC12-SO-01). Outre les considérations générales, les recommandations ont porté sur l'aménagement du domaine public, le cadre bâti, la conservation ainsi que la mise en valeur du patrimoine.

LA LOCALISATION ET LA DESCRIPTION DU PROJET

Le secteur des Bassins du Nouveau Havre est délimité par les rues Ottawa, du Séminaire et Richmond ainsi que par le canal de Lachine au sud. Le pavillon est planifié dans le parc du Bassin-à-Bois (bassin no.4) et le projet mixte d'école et de logements sociaux est planifié en tête de l'îlot de la rue des Bassins et des allées des Vraquiers et des Charbonniers.



Secteur des Bassins du Nouveau Havre et sites visés par les modifications (Source : Arrondissement du Sud-Ouest).

Le projet de construction d'un pavillon dans le parc du Bassin-à-Bois vise à accueillir un vestiaire, un garage et les équipements mécaniques nécessaires à l'opération de la patinoire réfrigérée. Ce parc a été planifié au-dessous du niveau de la rue de manière à rappeler la présence des bassins. Les esquisses préliminaires démontrent que le point haut du pavillon, lequel sera doté d'un toit vert, sera accessible par les piétons à partir de la rue. Les travaux d'aménagement du parc et de construction du pavillon sont planifiés pour 2021.

Le projet d'école découle d'un appel d'intérêt lancé par la Commission scolaire de Montréal (CSDM) à l'hiver 2018 et de la proposition par l'organisme Bâtir son quartier, lequel a soumis un projet mixte (école et logements sociaux). Le projet comprend, du côté ouest, une école de 2 à 4 étages avec des classes primaires et préscolaires permettant d'accueillir 324 élèves. Afin de répondre aux besoins du quartier, la CSDM planifiera une seconde école à l'extérieur du secteur des Bassins du Nouveau Havre. Du côté est, le projet comprend un bâtiment de 8 étages accueillant 86 logements sociaux. Les quelques espaces de stationnement requis (livraison, entretien, autopartage) sont planifiés à l'intérieur et un débarcadère pour les élèves est prévu sur la rue des Bassins. La cour d'école est aménagée du côté ouest, ouverte sur le parc du Bassin-à-Gravier. Une seconde aire de jeux est planifiée sur le toit du gymnase de l'école. Des mesures pour la gestion du bruit (zone végétalisée et écran acoustique) sont prévues entre le projet mixte et le projet résidentiel au nord. Le début des travaux est planifié pour 2021 en vue de l'ouverture de l'école en 2023.

LES ENJEUX

Lors de la séance du 13 mars 2020, le Comité Jacques-Viger (CJV) a reçu les représentants de l'Arrondissement du Sud-Ouest, accompagnés de représentants externes, et ceux du Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal. Les représentants ont fait une brève présentation du contexte de la demande, du secteur visé, des projets à l'origine des modifications ainsi que des modifications réglementaires nécessaires à leur réalisation.

Le CJV salue l'arrivée d'une école dans le secteur, du projet de mixité avec des logements sociaux, de même que du projet de pavillon dans le parc du Bassin-à-Bois. Le CJV tient à mentionner qu'il aurait été souhaitable d'analyser des projets plus achevés qui permettent d'identifier précisément les modifications réglementaires requises. Il est cependant conscient des délais administratifs pour la modification du Règlement 09-004 et du PPU, des modalités de financement des écoles et des délais pour la réalisation des projets. Les esquisses préliminaires consultées et les explications apportées par les représentants de l'Arrondissement sur les modifications souhaitées lors de la séance du 13 mars lui permettent, par ailleurs, d'être confiant quant à la suite, malgré l'état d'avancement des projets. Le CJV a cependant identifié une série d'enjeux qui ont pour but d'orienter l'Arrondissement pour la suite du dossier.

Un raffinement des modifications réglementaires

Les documents soumis en amont de la demande d'avis ont fait craindre aux membres que les modifications envisagées favorisaient le retrait de nombreux paramètres de développement qui, à l'origine, faisaient des Bassins du Nouveau Havre un projet innovant en matière de développement urbain durable. En ce qui concerne le parc du Bassin-à-bois, les modifications présentées au CJV sont ni plus ni moins qu'une carte blanche au projet. En ce qui concerne le projet d'école, la formulation des modifications règlementaires semblait être très ouverte et aller au-delà de ce qui est nécessaire pour le projet. Malgré ces inquiétudes de base, les échanges avec les professionnels de l'Arrondissement et les requérants ainsi que les perspectives présentées pour le pavillon du parc et de l'école étaient rassurants. Ainsi, afin

de mieux traduire la qualité des projets proposés dans la modification réglementaire, le CJV invite l'Arrondissement à raffiner sa formulation et préciser son contenu.

Globalement, pour le secteur B-1b2 (école), CJV est favorable aux modifications proposées (usage, hauteur, taux d'implantation, stationnement, chargement, revêtement des toits, aménagement des cours, aménagement des toits et clôtures). Cependant, le CJV invite l'Arrondissement à limiter les dérogations permises. À titre d'exemple, il suggère, pour l'article 14 du Règlement 09-004 (revêtement des toits), de limiter la possibilité de ne pas aménager une surface végétale ou un matériau réfléchissant à la partie du toit de l'école où sera aménagée l'aire de jeux. De plus, il suggère, pour l'article 17 du Règlement 09-004 (stationnement), de limiter le nombre de cases de stationnement qui pourrait être aménagé hors-sol et leur vocation (livraisons, entretien, autopartage).

De plus, le CJV est préoccupé par le maintien des exigences de qualité élevé pour le secteur. Ainsi, il invite l'Arrondissement à ajouter des critères d'aménagement, d'architecture et de design à l'article 24 du Règlement 09-004 afin de mieux baliser les projets visés par la présente en remplacement des normes retirées ou en complément des normes applicables. C'est particulièrement le cas pour le pavillon du parc considérant le retrait des paramètres relatifs à la densité, la hauteur et l'implantation. Par exemple, cet article pourrait prévoir des critères d'intégration au lieu, dont notamment en ce qui concerne l'interaction entre le pavillon et le parc ainsi qu'entre le pavillon et la rue. Ce pavillon pourrait également être soumis à des critères de conception répondants aux principes du développement durable. Quant au projet mixte, la même approche devrait être retenue. À titre d'exemple, bien que la norme relative au matériau réfléchissant pour le toit soit retirée pour l'aire de jeux au toit, il est souhaitable qu'un critère incite le requérant à utiliser, pour cette partie, un matériau ou des composantes qui répondent également aux principes du développement durable.

Une complémentarité à développer entre la cour d'école, l'aire de jeux au toit et le parc du Bassin-à-Gravier

Le CJV constate la faible superficie de la cour d'école et les difficultés d'aménagement qui en découleront (qualité des aménagements et espaces nécessaires). Il note également les défis d'accessibilité de l'aire de jeux sur le toit du gymnase selon l'âge des élèves. Le CJV se questionne également sur la programmation de ces deux espaces. En contrepartie, le CJV souligne la proximité entre la cour de l'école et le parc du Bassin-à-Gravier accessible par la traversée d'une allée non véhiculaire.

Dans ce contexte, le CJV invite l'Arrondissement et les partenaires du projet à tirer profit de la proximité du parc du Bassin-à-Gravier afin d'offrir aux élèves des aires de jeux plus généreuses et végétalisées. Le CJV est également d'avis que la cour d'école doit participer à la vie de quartier et que les équipements devraient être mis à profit pour tous. À ce titre, une entente pour l'utilisation de la cour en tant que parc-école devrait être développée avec le centre de services scolaires. Également, dans la mesure où les aires de jeux sont bonifiées à même le parc, l'aire de jeux sur le toit du gymnase pourrait être dédiée à une autre fin (ex. : jardin éducatif).

Enfin, le CJV invite l'Arrondissement à porter une attention particulière à l'aménagement de la cour (surface poreuse au sol, plantations, gestion des déchets) et au maintien d'une ouverture sur le domaine public.

Les autres enjeux soulevés

Les membres du CJV ont soulevé d'autres enjeux qui peuvent être synthétisés de la manière suivante :

- Le CJV invite l'Arrondissement à planifier les équipements du parc du Bassin-à-bois de manière à ce qu'ils soient polyvalents et qu'ils répondent aux besoins des citoyens. À titre d'exemple, il serait opportun que les bandes de la patinoire soient retirées durant la saison estivale afin de maximiser l'utilisation de cet espace en toute saison.
- Le CJV aurait aimé connaitre les intentions de l'Arrondissement à l'égard des parcs et espaces verts du quartier afin de s'assurer de la complémentarité des projets en termes d'aménagement et d'activités.
- Le CJV comprend l'intention de l'Arrondissement de retirer les exigences minimales en matière de stationnement et les principes d'école de marcheurs mis de l'avant où d'ailleurs un nombre de cases pour vélos minimal doit être offert. Cependant, les abords des écoles sont souvent le lieu de conflits et d'achalandage véhiculaires élevé. Le CJV aurait souhaité mieux comprendre les circulations dans le secteur et l'impact de l'insertion de l'école à cet endroit.
- Le CJV aurait aimé connaitre le territoire desservi par la nouvelle école afin de mettre en évidence les circuits piétons principaux et les carrefours qui seront utilisés quotidiennement par les jeunes.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis favorable à la demande de modifications du Règlement 09-004 et du PPU Griffintown pour la réalisation du pavillon dans le parc du Bassin-à-Bois et du projet mixte d'école et de logements sociaux. Le CJV formule cependant les recommandations suivantes :

01. Raffiner les textes des modifications suggérées au Règlement 09-004 de manière à mieux circonscrire les dérogations visées;
02. Ajouter des critères d'aménagement, d'architecture et de design à l'article 24 du Règlement 09-004 afin de mieux baliser les projets en remplacement des normes retirées ou en complément des normes applicables;
03. Tirer profit de la présence du parc Bassin-à-Gravier et planifier la cour d'école et l'aire de jeux au toit en complémentarité. À ce titre, le projet d'un parc-école pourrait être développé.

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Patrick Marmen

Le 2 avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204334004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Objet :	Adoption d'un règlement modifiant le règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le terrain portant le numéro de lot 1 852 819 du cadastre du Québec et bordé des rues Richmond, Ottawa, du Séminaire et du parc linéaire du canal de Lachine (09-004) et le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown, dans le but de permettre la construction d'une école et, dans le parc des Bassins-à-Bois, d'un pavillon.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir projet de règlement joint

FICHIERS JOINTS

Règlementmod89.SAJ.docxAnnexe B_Secteurs_1500 Ottawa_SIC_Modif (1).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Éric COUTURE
Avocat
Tél : (514) 872-6868

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-07

Jean-Philippe GUAY
Avocat
Tél : 514 872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION D'IMMEUBLES À DES FINS RÉSIDENTIELLES ET COMMERCIALES SUR LE TERRAIN PORTANT LE NUMÉRO DE LOT 1 852 819 DU CADASTRE DU QUÉBEC ET BORDÉ DES RUES RICHMOND, OTTAWA, DU SÉMINAIRE ET DU PARC LINÉAIRE DU CANAL DE LACHINE (09-004) ET LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) RELATIVEMENT AU SECTEUR GRIFFINTOWN

Vu le paragraphe 3° l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le terrain portant le numéro de lot 1 852 819 du cadastre du Québec et bordé des rues Richmond, Ottawa, du Séminaire et du parc linéaire du canal de Lachine (09-004) est modifié par l'insertion, après l'article 7, de l'article suivant :

« **7. 1.** Sur la partie de territoire identifiée comme secteur B-1b2 sur le plan joint en annexe B au présent règlement, les usages de la catégorie E.4(1) sont autorisés. ».

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 9, de l'article suivant :

« **9.1.** Malgré l'article 9 du présent règlement et l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Sud-Ouest (01-280), pour un bâtiment occupé par un usage de la catégorie E.4(1), la hauteur d'un bâtiment peut être inférieure à la hauteur en mètres minimale prescrite sur une superficie maximale de 50% de son implantation au sol. ».

3. L'article 11 de ce règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, sur la partie de territoire identifiée comme secteur B-1b2 sur le plan joint en annexe B au présent règlement la densité minimale prescrite est de 2,0. ».

4. L'article 14 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « d'un matériau réfléchissant », des mots « , à l'exception d'un bâtiment occupé par un usage de la catégorie E.4(1) situé sur la partie de territoire identifiée comme secteur B-1b2 sur le plan joint en annexe B au présent règlement. ».

5. L'article 17 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « d'un bâtiment uniquement », des mots « , à l'exception d'un bâtiment situé sur la partie de territoire identifiée comme secteur B-1b2 sur le plan joint en annexe B au présent règlement pour lequel un maximum de cinq unités de stationnement sont autorisées au niveau du rez-de-chaussée. ».

6. L'article 18 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « le nombre minimal d'unité de stationnement exigée est d'une unité de stationnement pour 2 unités de logement » par les mots « aucune unité de stationnement n'est exigée ».

7. L'article 19 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **19.** Malgré l'article 554 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Sud-Ouest (01-280), pour un bâtiment occupé par un usage de la catégorie E.4(1), aucune unité de chargement n'est exigée. »

8. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 19, de l'article suivant :

« **19.1.** Malgré l'article 633 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Sud-Ouest (01-280), pour un bâtiment occupé par un usage de la catégorie E.4(1), un minimum de 20 unités de stationnement pour vélo est exigé. »

9. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 23, des sous-sections suivantes :

« **SOUS-SECTION 7**
AMÉNAGEMENT SUR UN TOIT

23.1. Malgré l'article 21.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Sud-Ouest (01-280), pour un bâtiment occupé par un usage de la catégorie E.4(1), un parapet ou une terrasse, incluant notamment son garde-corps ou tout élément qui lui est intégré ou fixé peuvent dépasser le toit du dernier étage du bâtiment sans limite de hauteur.

SOUS-SECTION 8
CLÔTURE

23.2. Malgré les articles 428.8 et 428.11 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280), pour un immeuble occupé par un usage de la catégorie E.4(1) :

1° Une clôture peut être implantée à 0,5 m de la limite d'une emprise publique;

2° La hauteur maximale d'une clôture est de 2,5 m.

SOUS-SECTION 9
DÉPENDANCE DANS UN PARC

23.3. Sur la partie de territoire identifiée comme bassin no 4 sur le plan joint en annexe B au présent règlement, une dépendance peut déroger aux titres II, IV et VI du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) et aux articles 9, 11 et 12 du présent règlement.

23.4. Sur la partie de territoire identifiée comme bassin no 4 sur le plan joint en annexe B au présent règlement, une dépendance peut être occupée par l'usage activité communautaire ou socioculturelle. **».**

10. L'annexe B de ce règlement intitulée « SECTEURS D'APPLICATION » est remplacée par le plan joint en annexe A au présent règlement;

11. Le Programme particulier d'urbanisme – Secteur Griffintown, inclus à la partie IV du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), est modifié par le remplacement de la note du plan 18 intitulé « Usages autorisés » par la note suivante :

« * Le règlement prévoit dans cette zone l'usage E.1, les usages de la classe Habitation, les ateliers d'artiste et d'artisan, les galeries d'art et les bureaux, de même que les usages de la classe Commerce des catégories C.1(1), C.1(2), C.2, les salles d'exposition, de réunion, de réception, de spectacle, les restaurants, activités communautaires ou socioculturelles et les usages de la catégorie E.4(1). ».

ANNEXE A
ANNEXE B « SECTEURS D'APPLICATION »

Ce document a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX.

GDD :1204334004

XX-XXX/3

Annexe B

LÉGENDE

RUE GUY

RUE WILLIAM

RUE WILLIAM

RUE OTTAWA

SAINT-THOMAS

RUE DU SEMINAIRE

RUE RICHMOND

D-1

bassin no 4

C-1b2

C-1b1

C-1a

bassin no 3

B-1b

B-1b2

ALLÉE PIÉTONNIÈRE PUBLIQUE

B-1a

bassin no 2

A-1b

A-1a

bassin no 1

Rue Basin

D-2

bassin no 4

C-2

bassin no 3

B-2b

ALLÉE PIÉTONNIÈRE PUBLIQUE

B-2a

bassin no 2

A-2b

A-2a

bassin no 1

CANAL DE LACHINE

PISTE CYCLABLE

PISTE CYCLABLE

PISTE CYCLABLE

RÉAMÉNAGEMENT DU 1500 RUE OTTAWA
MONTRÉAL, QUÉBEC

CANADA LANDS COMPANY
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA

GROUPE CARDINAL HARDY
AMÉNAGEMENT ET DESIGN URBAIN

377 rue de la Commune Ouest
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2Y 2E2
TÉL: (514) 844-1818
FAX: (514) 844-4595
www.cardinal-hardy.ca

EN COLLABORATION AVEC L'OEUF

PROJET:241-003-00 01-12-2009

PLAN DE LOTISSEMENT

NOTES:
1. TOUTES LES DIMENSIONS ET NIVEAUX SONT APPROXIMATIFS
2. TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MÈTRES

NORD

0 10 20 50 M

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.01

2020/05/25 13:00

(2)

Dossier # : 1203430001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

Il est recommandé d'adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2).

Signé par Yves SAINDON **Le** 2020-05-13 07:48

Signataire : Yves SAINDON

Greffier et directeur
Service du greffe , Direction

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 23 mars 2020 Séance tenue le 23 mars 2020	Résolution: CM20 0313

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux » aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2) »

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux », lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

AUTORISATION DE POURSUIVRE LES PROCÉDURES

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser la poursuite des procédures prévues par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* en vue de l'adoption finale du projet de règlement.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le président d'assemblée, M. Sterling Downey, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité soulève un point d'ordre pour demander au conseiller Marvin Rotrand d'axer son intervention uniquement sur le dossier à l'étude.

Ensuite, le président d'assemblée donne respectivement la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, et à la conseillère Émilie Thuillier.

Puis, le président d'assemblée déclare l'article 43.02 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

Dissidences : Mme Giuliana Fumagalli
M. Marvin Rotrand

43.02 1203430001
/cb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 1er avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203430001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

CONTENU

CONTEXTE

Lors de son assemblée régulière du 23 mars 2020, le conseil municipal, par sa résolution CM20 0313, a donné un avis de motion relativement au projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux » en vue de l'élection générale du 7 novembre 2021, et a autorisé la poursuite des procédures prévues à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM).
Comme l'exige la LERM, le greffier a fait paraître dans l'édition montréalaise du lundi 30 mars des quotidiens *Le Devoir* et *The Gazette* , un avis public informant les électeurs de la Ville de Montréal de la teneur de ce projet de règlement, de leur droit respectif de s'y opposer et des modalités pour ce faire, à savoir que tout électeur avait jusqu'au mardi 14 avril, 16 h 30, pour lui signifier son opposition, et ce, dans un écrit formel à cette effet.

La totalité de la documentation a également été versée, dès le 30 mars, sur le site web Élection Montréal (jevotepourmaville.ca). Un onglet sur la page d'accueil du site a été mis en évidence afin de référer les internautes à toute l'information pertinente.

À noter que selon le processus prévu par la LERM, dans l'éventualité où, à l'échéance de ce délai, le greffier aurait ainsi reçu 500 oppositions valides ou plus, le conseil municipal aurait eu l'obligation de convoquer une assemblée publique afin d'entendre les représentations des électeurs sur ce projet de règlement.

Or, le mardi 14 avril dernier, à 16 h 30, le greffier n'ayant reçu que 73 oppositions à ce règlement de la part des électeurs montréalais, le conseil municipal peut conséquemment procéder à l'adoption de ce *Règlement sur les districts électoraux* qu'il a approuvé le 23 mars dernier.

Après son adoption par le conseil municipal, le projet de règlement sera soumis à l'approbation par la Commission de la représentation électorale (CRE) du Québec. Ce n'est qu'à la suite de cette approbation que ce règlement entrera en vigueur (au plus tard le 31 octobre 2020).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Réglementation

514 872-3007
Tél :
Télécop. : 514 872-5655

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 44.01

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1203430001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

Il est recommandé d'adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2).

Signé par Yves SAINDON **Le** 2020-03-13 09:32

Signataire : Yves SAINDON

Greffier et directeur
Service du greffe , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203430001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

CONTENU

CONTEXTE

Le dimanche 7 novembre 2021, comme l'exige la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* , RLRQ., chapitre E-2.2 (ci-après, la LERM), la Ville de Montréal, à instar de l'ensemble des municipalités du Québec, doit tenir une élection générale au poste de maire de la ville ainsi qu'aux 102 autres postes électifs que définit son cadre électoral. En vue de cette élection, la Ville a l'obligation d'adopter au plus tard le 1er juin 2020, un règlement subdivisant son territoire en districts électoraux. Ce règlement, dont l'entrée en vigueur doit être effective avant le 31 octobre 2020, doit également être approuvé par la Commission de la représentation électorale du Québec (CRÉ), instance de qui relève l'application des dispositions de la LERM en cette matière.

Le greffier, à titre de président d'élection, a la responsabilité de voir à la mise en œuvre et à la gestion du processus très précis que prescrit cette loi quant à l'élaboration et l'adoption de ce règlement.

Par ailleurs, il est important de rappeler que la subdivision territoriale de la Ville et de ses arrondissements en districts électoraux doit par définition s'arrimer en tout point avec le cadre électoral établi et en vigueur.

À cet égard, en prévision de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021 et de toute élection générale ou partielle subséquente, c'est le même cadre électoral que celui de l'élection générale de 2017 qui prévaudra puisque sa reconduction a été confirmée par l'article 149 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique* (2016, chapitre 17).

Ainsi, le dimanche 7 novembre 2021, respectivement dans l'un ou l'autre des 58 districts électoraux où ils seront répartis, les quelque 1 140 000 électeurs montréalais seront appelés aux urnes pour combler de nouveau les 103 postes actuels afin d'y élire :

- le maire ou la mairesse de la Ville;
- 18 maires ou mairesses d'arrondissement qui sont par ailleurs conseiller.ères de la ville;
- 46 conseiller.ères de la ville;
- 38 conseiller.ères d'arrondissement.

Et tout comme présentement, à l'issue de cette prochaine élection générale:

- le conseil municipal se composera du maire ou de la mairesse de la ville et des 64 conseiller.ères de la ville, dont les 18 maires ou mairesses d'arrondissement (le maire ou la mairesse de la ville étant d'office maire ou mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie).

- chacun des 19 conseils d'arrondissement comptera un minimum de 5 membres, soit le maire ou la mairesse d'arrondissement et, selon le cadre électoral qui s'applique, le/la ou les conseiller.ères de la ville ainsi que les conseiller.ères d'arrondissement.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent ce dossier et la recommandation que soumet le greffier visant l'adoption de ce règlement par le conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

1. Processus de mise à jour de la délimitation actuelle des districts électoraux
En raison de la reconduction du cadre électoral actuel et la nécessité qui en découle de maintenir l'existence et la répartition des 58 districts électoraux actuels, le processus exigé par la LERM et mis en œuvre par le greffier :

- a donc essentiellement visé à mettre à jour la délimitation actuelle de ces districts électoraux dans chaque arrondissement en s'assurant du respect des critères exigés par la loi quant au nombre d'électeurs qui y sont regroupés;

- n'a conséquemment pas eu pour objet de réviser ni leur nombre, ni la représentativité des postes électifs défini par le cadre électoral établi.

Ainsi, le greffier a vérifié si, dans chacun des arrondissements, la délimitation actuelle de chaque district électoral répond toujours aux exigences de la LERM quant au nombre d'électeurs qui y sont regroupés, eu égard aux variations démographiques, aux développements résidentiels, etc., survenus depuis la dernière révision en 2016, le tout sur la base des données 2020 (nombre d'électeurs par adresse) fournies au greffier de la Ville par le Directeur général des élections du Québec.

Ces exigences tiennent principalement compte de la règle suivante: chaque district électoral doit être délimité de façon à ce que le nombre d'électeurs qu'il regroupe ne soit ni inférieur ni supérieur de plus de 15 % au quotient obtenu par la division du nombre total d'électeurs de l'arrondissement par le nombre de districts compris dans cet arrondissement, la moyenne cible pour cet arrondissement.

Par exemple, dans un arrondissement qui compterait 60 000 électeurs et 4 districts électoraux, le nombre d'électeurs dans chaque district devrait obligatoirement se situer entre 12 750 et 17 250, idéalement à 15 000 qui représente la moyenne cible pour cet arrondissement.

Cette règle du 15 % s'applique à tous les arrondissements comptant une population de 20 000 habitants et plus, soit à tous les arrondissements montréalais à l'exception de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève dont la population est présentement de 19 688 habitants. Dans ce cas, la loi permet que le nombre d'électeurs que regroupe chaque district ne soit ni inférieur, ni supérieur de plus de 25 % à la moyenne par district pour cet arrondissement.

Il est important de mentionner que l'orientation principale du greffier a été de maintenir dans leur délimitation actuelle tous les districts électoraux se conformant à cette règle du 15%.

De plus, comme le prescrit également la LERM, dans l'application de ce premier critère à respecter quant au nombre d'électeurs, le greffier s'est aussi assuré que la délimitation des districts électoraux respecte la plus grande homogénéité socio-économique compte tenu de critères comme les barrières physiques, les tendances démographiques, les limites des arrondissements, la superficie et la distance.

2. Résultat des vérifications effectuées

À l'issue des vérifications effectuées, les districts électoraux dans leur ensemble satisfont toujours pleinement aux exigences de la LERM quant à leur délimitation (voir pièce jointe no 1).

Le seul cas d'exception qui exige un ajustement de sa délimitation est le district de Pointe-aux-Prairies dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles dont le nombre d'électeurs, 31 454, est de 16,6 % supérieur à la moyenne cible de 26 976 électeurs établie pour cet arrondissement.

3. Recommandations

En conséquence, dans le projet de règlement et son annexe A qu'il soumet, le greffier recommande:

a) de maintenir dans leur délimitation actuelle tous les districts électoraux répondant aux exigences de la LERM (les districts de Pointe-aux-Trembles et de Rivière-des-Prairies répondent à ces exigences actuellement mais seront ajustés compte tenu du district de Pointe-aux-Prairies pour les raisons déjà mentionnées);

b) d'approuver la nouvelle délimitation des districts électoraux de Pointe-aux-Prairies, de Pointe-aux-Trembles et de Rivière-des-Prairies dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies –Pointe-aux-Trembles, le tout selon la proposition soumise (voir pièce jointe no 2).

4. Procédure d'adoption du projet de règlement

À la suite du dépôt et de l'adoption du projet de règlement par le conseil municipal, le greffier a l'obligation de publier un avis public par lequel il informe les électeurs de leur droit de s'opposer au projet de règlement dans un délai de 15 jours suivant la publication de l'avis.

Les oppositions doivent être formulées par écrit et être transmises au greffier, soit par la poste, par télécopieur, par courrier électronique ou déposées en personne au Service du greffe. Aucune forme particulière n'est exigée pour formuler une opposition et plusieurs oppositions peuvent être regroupées dans un même document.

Si, à l'expiration du délai pour formuler une opposition, au moins 500 électeurs ont transmis leur opposition, une assemblée publique devra alors être tenue afin de permettre aux personnes présentes de faire des représentations verbales ou de déposer des documents. Il est important de noter que, conformément à la LERM, au moins la moitié des membres du conseil devra assister à cette assemblée. Dans cette éventualité, le greffier dressera un procès-verbal de l'assemblée et le déposera par la suite au conseil municipal.

Si moins de 500 électeurs ont transmis leur opposition, le conseil pourra adopter le règlement sans avoir l'obligation de tenir une telle assemblée publique.

JUSTIFICATION

Obligation et exigence prescrites par la loi.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un avis public sera publié conformément à la LERM et l'ensemble de la documentation sera disponible sur le site Internet de la Ville (www.ville.montreal.qc.ca/election)
Semaine du 30 mars : Publication en français et en anglais de l'avis sur le projet de règlement

Début avril : Période de réception des oppositions au projet de règlement

Fin avril ou début mai : Tenue de l'assemblée publique sur le projet de règlement (si requise)

20 avril ou 25 mai : Adoption du règlement avec (mai) ou sans changement (avril)

Après adoption du règlement: Transmission à la CRÉ

Au plus tard le 31 octobre : Approbation du règlement par la CRÉ

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Réglementation

Tél : 514 872-3007
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-10

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Réglementation

Tél : 514 872-3007
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-03-13

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2016-2020

No	DISTRICTS	2016 Règlement 16-081		2020 Règlement 20-XXX		Variation - Électeurs 2016-2020	
		ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	Nombre	%
AHUNTSIC-CARTIERVILLE			**µ = 22 132**		**µ = 22 167**		
11	Sault-au-Récollet	20 779	-6,11%	20 742	-6,43%	-37	-0,18%
12	Saint-Sulpice	23 318	5,36%	23 814	7,43%	496	2,13%
13	Ahuntsic	22 357	1,02%	22 559	1,77%	202	0,90%
14	Bordeaux-Cartierville	22 075	-0,26%	21 552	-2,77%	-523	-2,37%
	TOTAL	88 529		88 667		138	0,16%
ANJOU			**µ = 9 996**		**µ = 9 900**		
21	Ouest	9 822	-1,74%	9 759	-1,43%	-63	-0,64%
22	Est	9 037	-9,60%	8 861	-10,50%	-176	-1,95%
23	Centre	11 130	11,34%	11 081	11,93%	-49	-0,44%
	TOTAL	29 989		29 701		-288	-0,96%
CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE			**µ = 19 987**		**µ = 19 913**		
31	Darlington	18 533	-7,27%	17 909	-10,06%	-624	-3,37%
32	Côte-des-Neiges	18 864	-5,62%	17 681	-11,21%	-1 183	-6,27%
33	Snowdon	18 620	-6,84%	20 168	1,28%	1 548	8,31%
34	Notre-Dame-de-Grâce	21 845	9,30%	21 929	10,12%	84	0,38%
35	Loyola	22 073	10,44%	21 878	9,87%	-195	-0,88%
	TOTAL	99 935		99 565		-370	-0,37%
LACHINE			**µ = 10 823**		**µ = 10 697**		
41	du Canal	11 572	6,92%	11 642	8,83%	70	0,60%
42	J.-Émery-Provost	10 438	-3,56%	10 239	-4,28%	-199	-1,91%
43	Fort-Rolland	10 459	-3,36%	10 210	-4,55%	-249	-2,38%
	TOTAL	32 469		32 091		-378	-1,16%
LASALLE			**µ = 26 851**		**µ = 26 680**		
51	Sault-Saint-Louis	26 860	0,03%	26 929	0,94%	69	0,26%
52	Cecil-P.-Newman	26 842	-0,03%	26 430	-0,94%	-412	-1,53%
	TOTAL	53 702		53 359		-343	-0,64%

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2016-2020

No	DISTRICTS	2016 Règlement 16-081		2020 Règlement 20-XXX		Variation - Électeurs 2016-2020	
		ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	Nombre	%
L'ILE-BIZARD–SAINTE-GENEVIÈVE	[Écart LERM: 25%]		µ = 3 464		µ = 3 466		
61	Pierre-Foretier	4 081	17,82%	4 170	20,32%	89	2,18%
62	Denis-Benjamin-Viger	3 820	10,29%	3 811	9,96%	-9	-0,24%
63	Jacques-Bizard	3 348	-3,34%	3 233	-6,72%	-115	-3,43%
64	Sainte-Geneviève	2 606	-24,76%	2 649	-23,57%	43	1,65%
	TOTAL	13 855		13 863		8	0,06%
MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE			µ = 24 781		µ = 24 987		
71	Tétreaultville	26 466	6,80%	27 415	9,72%	949	3,59%
72	Maisonneuve–Longue-Pointe	25 803	4,12%	25 830	3,37%	27	0,10%
73	Hochelaga	24 216	-2,28%	24 596	-1,56%	380	1,57%
74	Louis-Riel	22 640	-8,64%	22 106	-11,53%	-534	-2,36%
	TOTAL	99 125		99 947		822	0,83%
MONTRÉAL-NORD			µ = 27 105		µ = 26 757		
81	Marie-Clarac	28 706	5,91%	28 405	6,16%	-301	-1,05%
82	Ovide-Clermont	25 504	-5,91%	25 108	-6,16%	-396	-1,55%
	TOTAL	54 210		53 513		-697	-1,29%
OUTREMONT			µ = 3 931		µ = 3 928		
91	Claude-Ryan	3 979	1,21%	4 093	4,20%	114	2,87%
92	Joseph-Beaubien	4 251	8,13%	4 172	6,21%	-79	-1,86%
93	Robert-Bourassa	3 633	-7,59%	3 572	-9,06%	-61	-1,68%
94	Jeanne-Sauvé	3 862	-1,76%	3 875	-1,35%	13	0,34%
	TOTAL	15 725		15 712		-13	-0,08%
PIERREFONDS-ROXBORO			µ = 24 128		µ = 24 146		
101	Bois-de-Liesse	25 380	5,19%	25 297	5,19%	-83	-0,33%
102	Cap-Saint-Jacques	22 875	-5,19%	22 995	-5,19%	120	0,52%
	TOTAL	48 255		48 292		37	0,08%

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2016-2020

No	DISTRICTS	2016 Règlement 16-081		2020 Règlement 20-XXX		Variation - Électeurs 2016-2020	
		ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	Nombre	%
(LE) PLATEAU-MONT-ROYAL			**µ = 22 026**		**µ = 21 663**		
111	Mile-End	21 272	-3,42%	21 024	-2,95%	-248	-1,17%
112	De Lorimier	23 413	6,30%	22 982	6,09%	-431	-1,84%
113	Jeanne-Mance	21 393	-2,87%	20 982	-3,14%	-411	-1,92%
	TOTAL	66 078		64 988		-1 090	-1,65%
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES			**µ = 26 806**		**µ = 26 976**		
121	La Pointe-aux-Prairies	30 818	14,97%	31 454	16,60%	636	2,06%
122	Pointe-aux-Trembles	24 580	-8,31%	24 395	-9,57%	-185	-0,75%
123	Rivière-des-Prairies	25 021	-6,66%	25 080	-7,03%	59	0,24%
	TOTAL	80 419		80 929		510	0,63%
ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE			**µ = 24 768**		**µ = 25 033**		
131	Saint-Édouard	25 648	3,56%	25 770	2,95%	122	0,48%
132	Étienne-Desmarteau	23 523	-5,02%	23 257	-7,09%	-266	-1,13%
133	Vieux-Rosemont	26 536	7,14%	27 857	11,28%	1 321	4,98%
134	Marie-Victorin	23 363	-5,67%	23 247	-7,13%	-116	-0,50%
	TOTAL	99 070		100 131		1 061	1,07%
SAINT-LAURENT			**µ = 31 173**		**µ = 30 920**		
141	Côte-de-Liesse	32 920	5,60%	33 732	9,09%	812	2,47%
142	Norman-McClaren	29 426	-5,60%	28 108	-9,09%	-1 318	-4,48%
	TOTAL	62 346		61 840		-506	-0,81%
SAINT-LÉONARD			**µ = 25 297**		**µ = 25 570**		
151	Saint-Léonard-Est	21 954	-13,21%	21 853	-14,53%	-101	-0,46%
152	Saint-Léonard-Ouest	28 639	13,21%	29 286	14,53%	647	2,26%
	TOTAL	50 593		51 139		546	1,08%

APRÈS AJUSTEMENT	
26 869	-0,40%
26 622	-1,31%
27 438	1,71%

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2016-2020

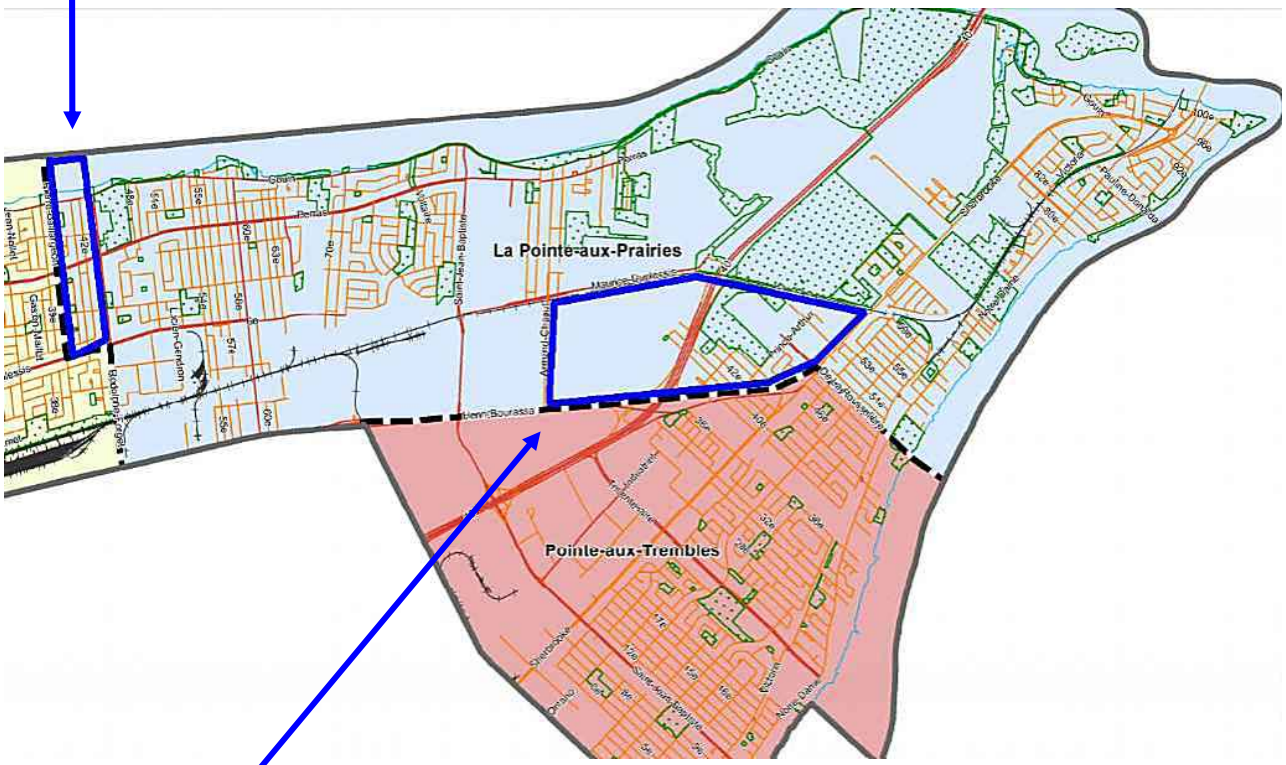
No	DISTRICTS	2016 Règlement 16-081 ÉLECTEURS	2016 Règlement 16-081 ÉCART-LERM %	2020 Règlement 20-XXX ÉLECTEURS	2020 Règlement 20-XXX ÉCART-LERM %	Variation - Électeurs 2016-2020 Nombre	Variation - Électeurs 2016-2020 %
(LE) SUD-OUEST			**µ = 27 281**		**µ = 28 422**		
161	Saint-Henri—Petite-Bourgogne —Pointe-Saint-Charles	29 271	7,29%	32 066	12,82%	2 795	9,55%
162	Saint-Paul–Émard	25 291	-7,29%	24 778	-12,82%	-513	-2,03%
	TOTAL	54 562		56 844		2 282	4,18%
VERDUN			**µ = 24 784**		**µ = 24 846**		
171	Champlain–L'Île-des-Sœurs	26 973	8,83%	27 362	10,13%	389	1,44%
172	Desmarchais-Crawford	22 594	-8,83%	22 329	-10,13%	-265	-1,17%
	TOTAL	49 567		49 691		124	0,25%
VILLE-MARIE			**µ = 19 243**		**µ = 19 752**		
181	Peter-McGill	18 347	-4,65%	19 202	-2,78%	855	4,66%
182	Saint-Jacques	20 958	8,91%	21 732	10,03%	774	3,69%
183	Sainte-Marie	18 423	-4,26%	18 321	-7,24%	-102	-0,55%
	TOTAL	57 728		59 255		1 527	2,65%
VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION			**µ = 22 574**		**µ = 22 273**		
191	Saint-Michel	22 230	-1,52%	21 796	-2,14%	-434	-1,95%
192	François-Perrault	22 798	0,99%	22 690	1,87%	-108	-0,47%
193	Villeray	24 499	8,53%	24 271	8,97%	-228	-0,93%
194	Parc-Extension	20 768	-8,00%	20 335	-8,70%	-433	-2,08%
	TOTAL 22 574	90 295		89 092		-1 203	-1,33%
TOTAL 58 DISTRICTS ÉLECTORAUX ET 19 ARRONDISSEMENTS		**1 146 452**		**1 148 619**		**2 167**	**0,19%**

Modification des limites requises: Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Élection Montréal

Limite ajustée avec RDP

(boulevard Rodolphe-Forget au complet)



Limite ajustée avec PAT

(bloc transféré à l'est de l'avenue Armand-Chaput – jusqu'au chemin de fer – et au sud du boulevard Maurice-Duplessis)

RECOMMANDATION

ACTUEL (2016)

Pointe-aux-Prairies :	16,60 %
Pointe-aux-Trembles :	-9,57 %
Rivière-des-Prairies :	-7,03 %

APRÈS AJUSTEMENTS

Pointe-aux-Prairies :	-0,4 %
Pointe-aux-Trembles :	-1,31 %
Rivière-des-Prairies :	1,71 %

AJUSTEMENTS RECOMMANDÉS

1- Détacher du district de Pointe-aux-Prairies le bloc situé à l'ouest du boulevard Rodolphe-Forget (2 358 électeurs) afin de le rattacher au district de Rivière-des-Prairies

2- Détacher du district de Pointe-aux-Prairies un bloc à l'est de l'Avenue Armand-Chaput et au sud du boulevard Maurice-Duplessis (2 227 électeurs) afin de le rattacher au district de Pointe-aux-Trembles

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES DISTRICTS ÉLECTORAUX

Vu le Chapitre III du Titre I de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2);

Vu les articles 10, 14, 16, 17, 38, 39 et 41.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le Décret 645-2005 du 23 juin 2005, concernant la division en arrondissements et en districts électoraux du territoire de la Ville de Montréal et la composition des conseils d'arrondissement;

Vu les articles 24 et 25 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal (2008, chapitre 19);

Vu l'article 149 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (2016, chapitre 17);

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

1. La délimitation et la dénomination des districts électoraux établies par le présent règlement s'appliquent aux fins de l'élection générale de 2021, et de toute élection partielle tenue avant l'élection générale de 2025.

2. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le centre des voies de circulation et des démarcations indiquées constitue la ligne médiane et la limite effective de celles-ci.

3. Le territoire de la Ville de Montréal étant divisé en 58 districts électoraux répartis dans les 19 arrondissements, la délimitation, la dénomination et le nombre d'électeurs pour chacun de ces districts électoraux sont établis de la manière suivante :

ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE ***88 667 électeurs***

District électoral du Sault-au-Récollet ***20 742 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, la voie ferrée longeant la rue de Louvain Est, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Péloquin, cette dernière avenue, la rue de Port-Royal Est, l'avenue Saint-Charles et son prolongement en direction nord-ouest, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Sulpice ***23 814 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue de Louvain Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est, sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, le boulevard Henri-Bourassa Ouest, l'avenue du Bois-de-Boulogne, la rue Arthur-Lismer et son prolongement en direction nord-est, la voie ferrée longeant la rue René-Bauset, la rue Sauvé Ouest, la rue Clark et son prolongement en direction sud-est, la voie ferrée longeant la rue de Port-Royal Est, la limite nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Ahuntsic ***22 559 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Saint-Charles et de la rue de Port-Royal Est; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, la rue de Port-Royal Est, l'avenue Péloquin et son prolongement en direction sud-est, la voie ferrée longeant la rue de Port-Royal Est, le prolongement en direction sud-est de la rue Clark, cette dernière rue, la rue Sauvé Ouest, la voie ferrée longeant la rue René-Bauset, le prolongement en direction nord-est de la rue Arthur-Lismer, cette dernière rue, l'avenue du Bois-de-Boulogne, le boulevard Henri-Bourassa Ouest, le boulevard de l'Acadie et son prolongement en direction nord-ouest, la limite nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Saint-Charles, cette dernière avenue, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Bordeaux-Cartierville ***21 552 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Pasteur et du boulevard de l'Acadie; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard de l'Acadie, le boulevard Henri-Bourassa Ouest, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest du boulevard de l'Acadie, ce dernier boulevard, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT D'ANJOU ***29 701 électeurs***

District électoral de l'Ouest ***9 759 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'autoroute Métropolitaine (40), l'autoroute 25, la rue Saint-Zotique, le boulevard des Galeries-d'Anjou, la rue Beaubien, les limites sud-ouest, nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de l'Est ***8 861 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Métropolitaine (40) et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Louis-H.-La Fontaine, le boulevard Yves-Prévost, le boulevard Joseph-Renaud, le boulevard Wilfrid-Pelletier, le boulevard Roi-René, l'autoroute Métropolitaine (40), et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Centre ***11 081 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Métropolitaine (40) et du boulevard Roi-René; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Roi-René, le boulevard Wilfrid-Pelletier, le boulevard Joseph-Renaud, le boulevard Yves-Prévost, le boulevard Louis-H.-La Fontaine, les limites sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, la rue Beaubien, le boulevard des Galeries-d'Anjou, la rue Saint-Zotique, l'autoroute 25, l'autoroute Métropolitaine (40), et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE ***99 565 électeurs***

District électoral de Darlington ***17 909 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue de Vimy et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, l'avenue Van Horne, l'avenue Decelles, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Victoria, la rue Jean-Talon Ouest, la limite nord-ouest de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Côte-des-Neiges ***17 681 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Van Horne et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et est de l'arrondissement (servant partiellement de limite

municipale avec Westmount), l'avenue Victoria, l'avenue Dornal, l'avenue de Westbury, l'avenue Isabella, l'avenue de Westbury, l'avenue Saint-Kevin, l'avenue Victoria, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Decelles, l'avenue Van Horne, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Snowdon ***20 168 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Jean-Talon Ouest et de l'avenue Victoria; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Victoria, l'avenue Saint-Kevin, l'avenue de Westbury, l'avenue Isabella, l'avenue de Westbury, l'avenue Dornal, l'avenue Victoria, la limite nord-est de l'arrondissement (servant partiellement de limite municipale avec Westmount), la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-est du chemin de la Côte-Saint-Luc, l'autoroute Décarie (15), le chemin de la Côte-Saint-Luc, la limite d'arrondissement (servant également de limite municipale avec les villes de Hamstead, Côte-Saint-Luc et Mont-Royal), la rue Jean-Talon Ouest, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Notre-Dame-de-Grâce ***21 929 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Notre-Dame-de-Grâce et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est du Grand Boulevard, ce dernier boulevard, la rue de Terrebonne, l'avenue Madison, l'avenue Biermans, l'avenue de Kensington, la limite nord-ouest de l'arrondissement, le chemin de la Côte-Saint-Luc, l'autoroute Décarie (15), la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-est du chemin de la Côte-Saint-Luc, la limite nord-est de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Loyola ***21 878 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Fielding et de l'avenue de Kensington; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue de Kensington et son prolongement en direction sud-est, l'avenue Biermans, l'avenue Madison, la rue de Terrebonne, le Grand Boulevard et son prolongement en direction sud-est, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, l'avenue de Kensington, et ce jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE LACHINE ***32 091 électeurs***

District électoral du Canal ***11 642 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud de l'arrondissement, le prolongement en direction sud de la 32e Avenue, cette dernière avenue, la rue Notre-Dame, la 32e Avenue, la rue Victoria, la 32e Avenue, la rue Saint-Antoine et son prolongement en direction est, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté est de l'avenue George-

V et son prolongement en direction nord, l'autoroute 20, l'autoroute Chomedey (13), la limite nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de J.-Émery-Provost ***10 239 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la 1re Avenue et de l'autoroute 20; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'autoroute 20, le prolongement en direction nord de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté est de l'avenue George-V, cette dernière limite, le prolongement en direction est de la rue Saint-Antoine, cette dernière rue, la 32e Avenue, l'autoroute 20, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Fort-Rolland ***10 210 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du chemin de la Côte-de-Liesse et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'autoroute Chomedey (13), l'autoroute 20, la 32e Avenue, la rue Victoria, la 32e Avenue, la rue Notre-Dame, la 32e Avenue et son prolongement en direction sud, les limites sud, ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE LASALLE ***53 359 électeurs***

District électoral du Sault-Saint-Louis ***26 929 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Saint-Patrick et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est, est et sud de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-ouest de la 80e Avenue, cette dernière avenue, la rue Airlie, le boulevard De La Vérendrye, l'avenue Dollard, la rue Jean-Brillon, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Lapierre, la rue Saint-Patrick, le prolongement en direction nord-ouest de la rue Lapierre, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Cecil-P.-Newman ***26 430 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Dollard et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, la limite nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de la rue Lapierre, la rue Saint-Patrick, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Lapierre, la rue Jean-Brillon, l'avenue Dollard, le boulevard De La Vérendrye, la rue Airlie, la 80e Avenue et son prolongement en direction sud-ouest, les limites sud et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE L'ÎLE-BIZARD–SAINTE-GENEVIÈVE ***13 863 électeurs***

District électoral de Pierre-Foretier ***4 170 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord-ouest et sud-est de l'arrondissement sur le rivage de l'île Bizard, le boulevard Jacques-Bizard, la rue Cherrier, la rue Pierre-Boileau, la rue Jules-Janvril, le boulevard Chèvremont, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue J.-O.-Nantel, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Malo Ouest, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saulnier, la limite sud du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Lavigne, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Bastien, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord du croissant Thibaudeau, la limite ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, le chemin du Bord-du-Lac, la rue Roussin, la limite nord-ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Denis-Benjamin-Viger ***3 811 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Roussin et du chemin du Bord-du-Lac; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, le chemin du Bord-du-Lac, la limite ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord du croissant Thibaudeau, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Bastien, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Lavigne, la limite sud du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saulnier, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Malo Ouest, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue J.O.-Nantel, le boulevard Chèvremont, la rue Jules-Janvril, la rue Pierre-Boileau, la rue Cherrier, le boulevard Jacques-Bizard, le boulevard Chèvremont, la montée de l'Église, le chemin North Ridge, le prolongement en direction sud-est de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue Fournier Ouest, le chemin du Bord-du-Lac, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de l'avenue Théoret et le prolongement de cette dernière limite en direction nord-ouest, la limite nord-ouest de l'arrondissement, la limite nord-ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la rue Roussin, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Jacques-Bizard ***3 233 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du chemin North Ridge et de la montée de l'Église; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la montée de l'Église, le boulevard Chèvremont, le boulevard Jacques-Bizard, les limites sud-est et nord-ouest de l'arrondissement sur le rivage de l'île Bizard incluant l'île Mercier, le prolongement en direction nord-ouest de la limite arrière des propriétés

ayant front sur le côté nord-est de l'avenue Théoret, cette dernière limite, le chemin du Bord-du-Lac, le prolongement en direction sud-est de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue Fournier Ouest, le chemin North Ridge, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Sainte-Geneviève ***2 649 électeurs***

Ce district est constitué du territoire composant l'ancienne Ville de Sainte-Geneviève.

ARRONDISSEMENT DE MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE ***99 947 électeurs***

District électoral de Tétreaultville ***27 415 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Bellerive et de la limite est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de la rue Liébert, cette dernière rue et son prolongement en direction nord-ouest, l'avenue Souligny, la rue Saint-Émile, la rue Hochelaga, la rue Liébert, la rue Sherbrooke Est, l'autoroute 25, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Maisonneuve–Longue-Pointe ***25 830 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Sherbrooke Est et de la rue Liébert; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue Liébert, la rue Hochelaga, la rue Saint-Émile, l'avenue Souligny, le prolongement en direction nord-ouest de la rue Liébert, cette dernière rue et son prolongement en direction sud-est, la limite sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Morgan, cette dernière avenue, la rue Ontario Est, l'avenue Bennett, l'avenue Pierre-De Coubertin, la rue Beauclerk, la rue Sherbrooke Est, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Hochelaga ***24 596 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Adam et de l'avenue Morgan; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Morgan et son prolongement en direction sud-est, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la rue Viau, l'avenue Pierre-De Coubertin, l'avenue Bennett, la rue Ontario Est, l'avenue Morgan, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Louis-Riel ***22 106 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute 25 et de la rue Sherbrooke Est; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, la rue Sherbrooke Est, la rue Beauclerk, l'avenue Pierre-De Coubertin, la rue Viau, la limite nord-ouest de l'arrondissement, l'autoroute 25, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD ***53 513 électeurs***

District électoral de Marie-Clarac ***28 405 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Gouin Est et de l'avenue Alfred; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Alfred, la rue d'Amiens, l'avenue Brunet et son prolongement en direction sud-est, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Alfred, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Ovide-Clermont ***25 108 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Gouin Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Brunet, cette dernière avenue, la rue d'Amiens, l'avenue Alfred et son prolongement en direction nord-ouest, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT ***15 712 électeurs***

District électoral de Claude-Ryan ***4 093 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Van Horne et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'avenue Laurier, l'avenue de l'Épée, le boulevard Saint-Joseph, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Laurier, l'avenue Bloomfield, l'avenue Van Horne, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Joseph-Beaubien ***4 172 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Atlantic et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'avenue Van Horne, l'avenue Bloomfield, l'avenue Laurier, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue McEachran, l'avenue Ducharme, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Bloomfield, la voie ferrée longeant l'avenue Ducharme, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Robert-Bourassa ***3 572 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Laurier et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est, sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, l'avenue de Vimy, l'avenue Kelvin, l'avenue Saint-Germain, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, le

boulevard Saint-Joseph, l'avenue de l'Épée, l'avenue Laurier, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Jeanne-Sauvé ***3 875 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Champagneur et de l'avenue Ducharme; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, l'avenue Ducharme, l'avenue McEachran, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Saint-Germain, l'avenue Kelvin, l'avenue de Vimy, les limites sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la voie ferrée longeant le chemin Bates, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Bloomfield, l'avenue Ducharme, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO ***48 292 électeurs***

District électoral du Bois-de-Liesse ***25 297 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Chomedey (13) et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord-ouest, nord-est et sud-est de l'arrondissement, la rue René-Émard, le chemin de la Rive-Boisée, la rue Marceau, les limites nord-ouest et nord de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Cap-Saint-Jacques ***22 995 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Jacques-Bizard et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, la limite nord-ouest de l'arrondissement, la rue Marceau, le chemin de la Rive-Boisée, la rue René-Émard, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL ***64 988 électeurs***

District électoral de Mile-End ***21 024 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Laurier Est et de l'avenue Christophe-Colomb; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue du Mont-Royal Est, l'avenue du Mont-Royal Ouest, les limites sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la limite nord-ouest des propriétés sises aux 1661 et 1717, rue Saint-Grégoire, la rue Pauline-Julien, la rue De Brébeuf, l'avenue Laurier Est, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de De Lorimier ***22 982 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Saint-Joseph Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers l'est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, l'avenue

du Parc-La Fontaine, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue Laurier Est, la rue De Brébeuf, la rue Pauline-Julien, la limite nord-ouest des propriétés sises aux 1661 et 1717, rue Saint-Grégoire, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Jeanne-Mance ***20 982 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue du Mont-Royal Est et de l'avenue Christophe-Colomb; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue du Parc-La Fontaine, les limites sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, l'avenue du Mont-Royal Ouest, l'avenue du Mont-Royal Est, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES ***80 929 électeurs***

District électoral de La Pointe-aux-Prairies ***26 869 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Félix-Leclerc (40) et de la limite nord de l'arrondissement dans la rivière des Prairies (pont Charles-de-Gaulle); de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord et est de l'arrondissement dans la rivière des Prairies et le fleuve Saint-Laurent, le prolongement en direction sud-est du boulevard De La Rousselière à travers le parc Clémentine-De-La-Rousselière, ce dernier boulevard, la rue Sherbrooke Est, la voie ferrée traversant le Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies et longeant le boulevard Maurice-Duplessis, l'avenue Armand-Chaput, le boulevard Henri-Bourassa Est, le boulevard Rodolphe-Forget, la limite nord-est du parc Gerry-Roufs et son prolongement en direction nord-ouest dans la rivière des Prairies, les limites nord-ouest et nord de l'arrondissement dans la rivière des Prairies, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Pointe-aux-Trembles ***26 622 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Sherbrooke Est et du boulevard De La Rousselière; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard De La Rousselière et son prolongement en direction sud-est à travers le parc Clémentine-De-La-Rousselière, les limites est et sud-est de l'arrondissement dans le fleuve Saint-Laurent puis longeant l'avenue Marien (ville de Montréal-Est), le boulevard Henri-Bourassa Est, l'avenue Armand-Chaput, la voie ferrée longeant le boulevard Maurice-Duplessis et traversant le Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, la rue Sherbrooke Est, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Rivière-des-Prairies ***27 438 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Gouin Est et du boulevard Rodolphe-Forget; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Rodolphe-Forget, la limite sud-est de l'arrondissement sur le boulevard Henri-Bourassa Est, la limite sud-ouest de l'arrondissement longeant le

CEGEP Marie-Victorin et l'Hôpital Rivière-des-Prairies puis le parc André-Cailloux, la limite nord-ouest de l'arrondissement dans la rivière des Prairies, le prolongement en direction nord-ouest de la limite nord-est du parc Gerry-Roufs, cette dernière limite, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE ***100 131 électeurs***

District électoral de Saint-Édouard ***25 770 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Bélanger et de l'avenue Papineau; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Papineau, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, l'avenue Papineau, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Étienne-Desmarteau ***23 257 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de l'arrondissement et de la 16e Avenue; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la 16e Avenue, le boulevard Rosemont, la 13e Avenue, la rue Dandurand, l'avenue Papineau, la limite nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Vieux-Rosemont ***27 857 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Saint-Joseph Est et du boulevard Pie-IX; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Pie-IX, la limite sud-est de l'arrondissement, l'avenue Papineau, la rue Dandurand, la 13e Avenue, le boulevard Rosemont, le boulevard Pie-IX, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Marie-Victorin ***23 247 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Rosemont et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Pie-IX, le boulevard Rosemont, la 16e Avenue, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT ***61 840 électeurs***

District électoral de Côte-de-Liesse ***33 732 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa Ouest et du boulevard Marcel-Laurin, de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Marcel-Laurin, le boulevard de la Côte-Vertu, le boulevard Décarie, le chemin de la Côte-de-Liesse, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le boulevard Marcel-Laurin, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Norman-McLaren ***28 108 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard de la Côte-Vertu et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le chemin de la Côte-de-Liesse, le boulevard Décarie, le boulevard de la Côte-Vertu, le boulevard Marcel-Laurin, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD ***51 139 électeurs***

District électoral de Saint-Léonard-Est ***21 853 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Pascal-Gagnon et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Lacordaire, la limite nord-ouest de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Léonard-Ouest ***29 286 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de l'arrondissement et du boulevard Lacordaire; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Lacordaire, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST ***56 844 électeurs***

District électoral de Saint-Henri-Est–Petite-Bourgogne–Pointe-Saint-Charles–Griffintown ***32 066 électeurs***

En partant d'un point situé à la triple intersection de la rue Notre-Dame Ouest, du boulevard Robert-Bourassa et de l'autoroute Bonaventure (10); de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement (sur l'autoroute Bonaventure (10), le pont Victoria, le fleuve Saint-Laurent, le chenal séparant l'Île-des-Sœurs et l'île de Montréal, la limite nord-est du parc Arthur-Therrien et son prolongement dans l'emprise sud de l'autoroute Décarie (15), l'emprise est de l'avenue Atwater, l'embranchement est de la voie ferrée traversant le canal de Lachine, ce dernier canal, le prolongement en direction sud-est du tronçon sud-ouest de la rue du Square-Sir-George-Étienne-Cartier, cette dernière rue, la rue Saint-Ambroise, la rue De Courcelle, la limite nord-ouest de l'arrondissement (sur l'autoroute Ville-Marie, la limite municipale avec Westmount, la voie ferrée longeant l'autoroute Ville-Marie, la rue Guy et la rue Notre-Dame Ouest), et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Paul–Émard–Saint-Henri-Ouest ***24 778 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Ville-Marie (720) et de la rue De Courcelle; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue De Courcelle, la rue Saint-Ambroise, le tronçon sud-ouest de la rue du Square-Sir-George-Étienne-Cartier, le prolongement en direction sud-est de cette dernière rue, le canal de Lachine, l'embranchement est de la voie ferrée traversant ce dernier canal, l'emprise est de l'avenue Atwater, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, l'autoroute Ville-Marie (720), et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE VERDUN ***49 691 électeurs***

District électoral de Champlain–L'Île-des-Soeurs ***27 362 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Wellington et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et est de l'arrondissement, le prolongement en direction est de la 3e Avenue, le boulevard LaSalle, la rue Rielle et son prolongement en direction ouest, les limites ouest et nord de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

Ce district comprend également l'Île-des-Sœurs.

District électoral de Desmarchais-Crawford ***22 329 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Rielle et du boulevard LaSalle; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud, le boulevard LaSalle, le prolongement en direction est de la 3e Avenue, les limites est, sud et ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction ouest de la rue Rielle, cette dernière rue, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE ***59 255 électeurs***

District électoral de Peter-McGill ***19 202 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Sherbrooke Ouest et de la rue University; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue University, l'autoroute 10, les limites sud-ouest, sud et ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Jacques ***21 732 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Ontario Est et de la rue de la Visitation; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue de la Visitation, le boulevard De Maisonneuve Est, l'avenue Papineau et son prolongement en direction sud-est, les limites est et sud-est de l'arrondissement, l'autoroute 10, la rue University, la limite ouest de l'arrondissement, la rue de la Visitation et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Sainte-Marie ***18 321 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Ontario Est et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord et est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Papineau, cette même avenue, le boulevard De Maisonneuve Est, la rue de la Visitation, les limites ouest et nord de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

Ce district comprend également les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame.

ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION ***89 092 électeurs***

District électoral de Saint-Michel ***21 796 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-est de l'arrondissement et de l'autoroute Métropolitaine (40); de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, l'autoroute Métropolitaine (40), la 1re Avenue, la rue Tillemont, l'avenue De Lorimier, la rue Tillemont, l'avenue Papineau, les limites sud-ouest, nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de François-Perrault ***22 690 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Métropolitaine (40) et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, la rue Garnier, la rue Jarry Est, la rue Fabre, la limite nord-ouest de l'arrondissement, l'avenue Papineau, la rue Tillemont, l'avenue De Lorimier, la rue Tillemont, la 1re Avenue, l'autoroute Métropolitaine (40), et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Villeray ***24 271 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Fabre et de la rue Jarry Est; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, la rue Jarry Est, la rue Garnier, la limite sud-est de l'arrondissement, l'avenue Casgrain, la limite nord-ouest de l'arrondissement, la rue Fabre, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Parc-Extension ***20 335 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de l'arrondissement et de l'avenue Casgrain; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Casgrain, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

4. Ces districts électoraux sont reproduits à la carte figurant à l'annexe « A » du présent règlement.

5. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi à la suite de l'approbation reçue de la Commission de la représentation électorale.

ANNEXE A
CARTOGRAPHIE DES DISTRICTS ÉLECTORAUX

_____

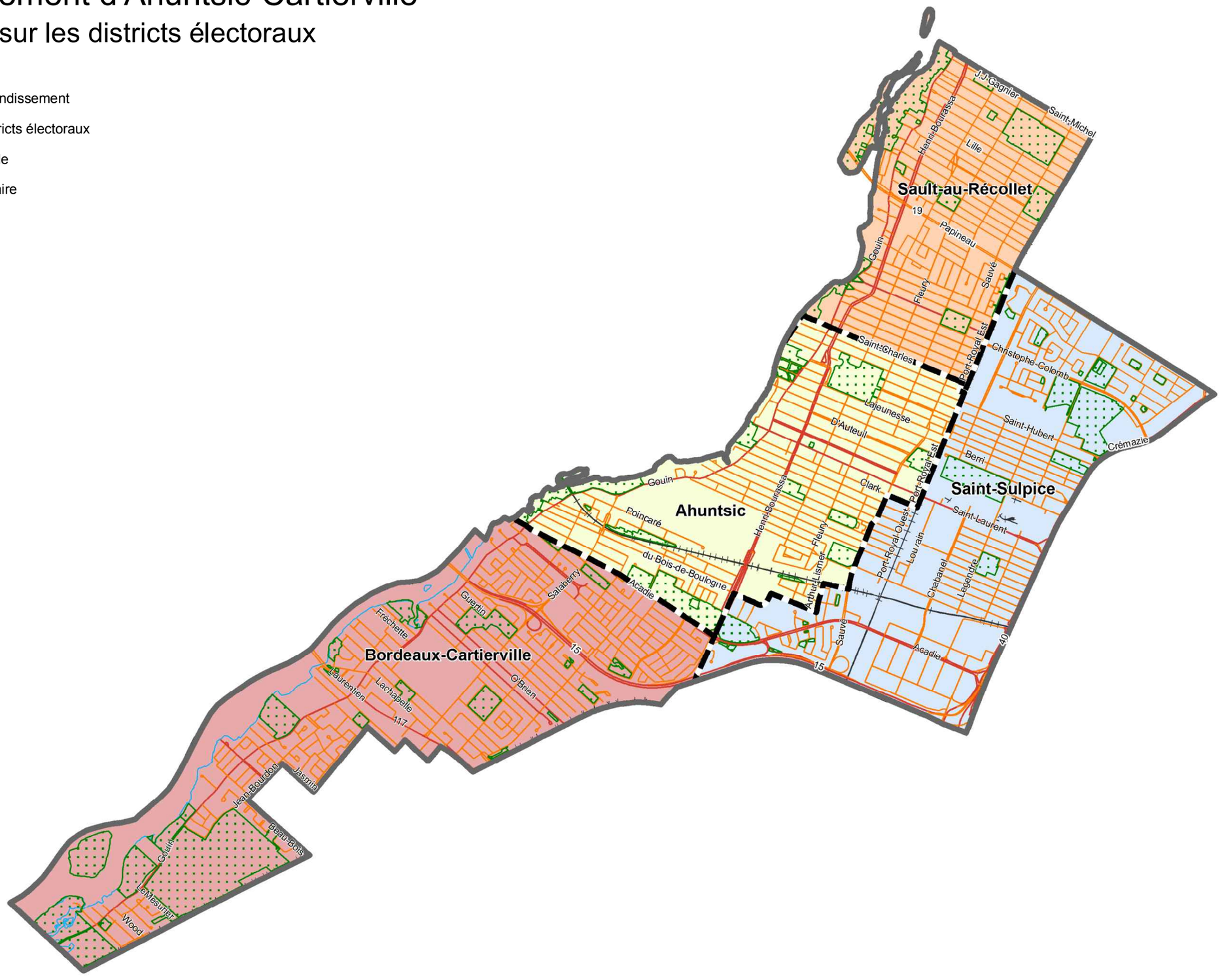
Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le xxx 2020.

GDD 1203430001

Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 36 000

0 500 1 000 m

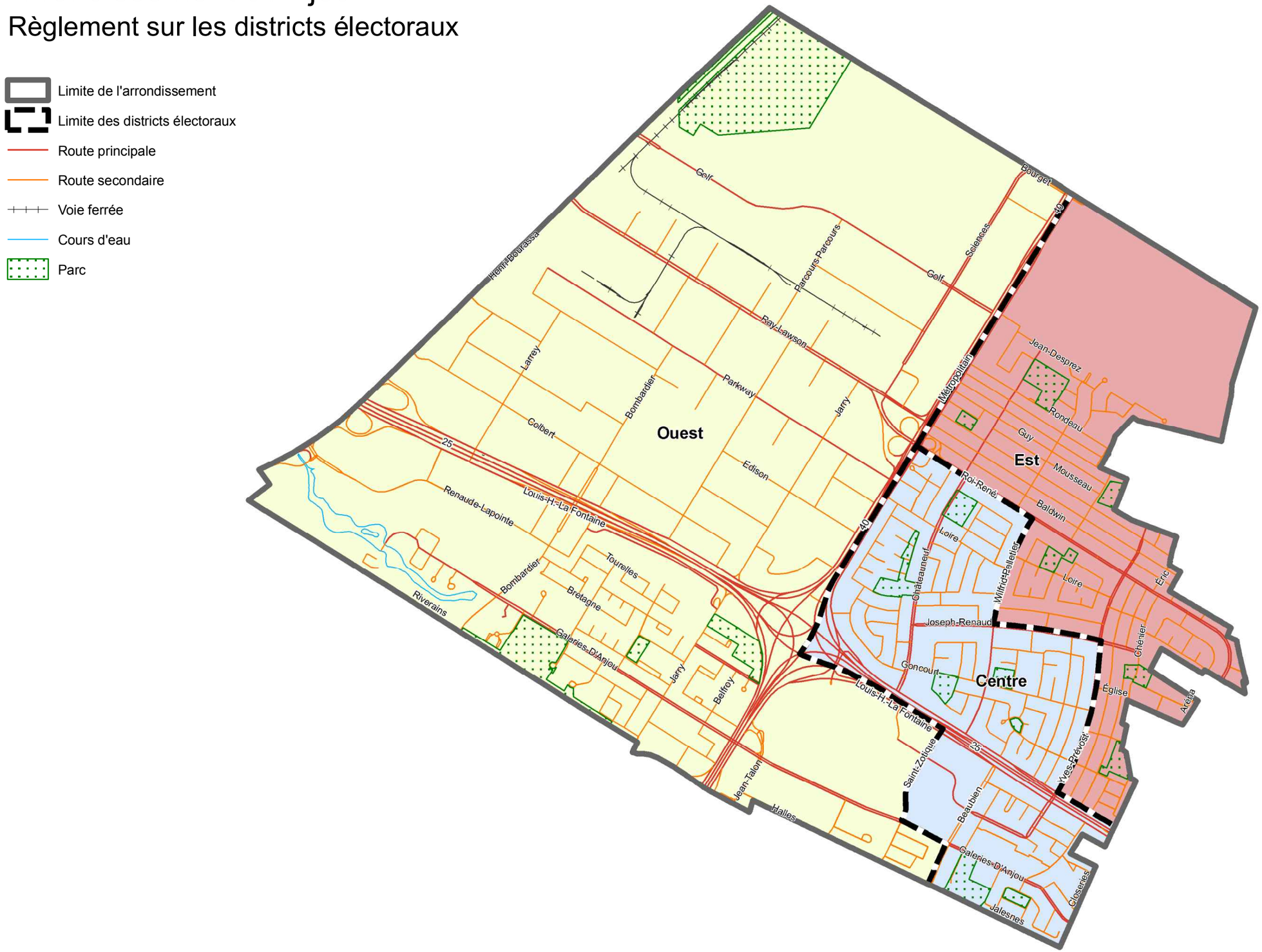
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement d'Anjou

Règlement sur les districts électoraux



Échelle : 1 : 20 000

0 250 500 m

Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

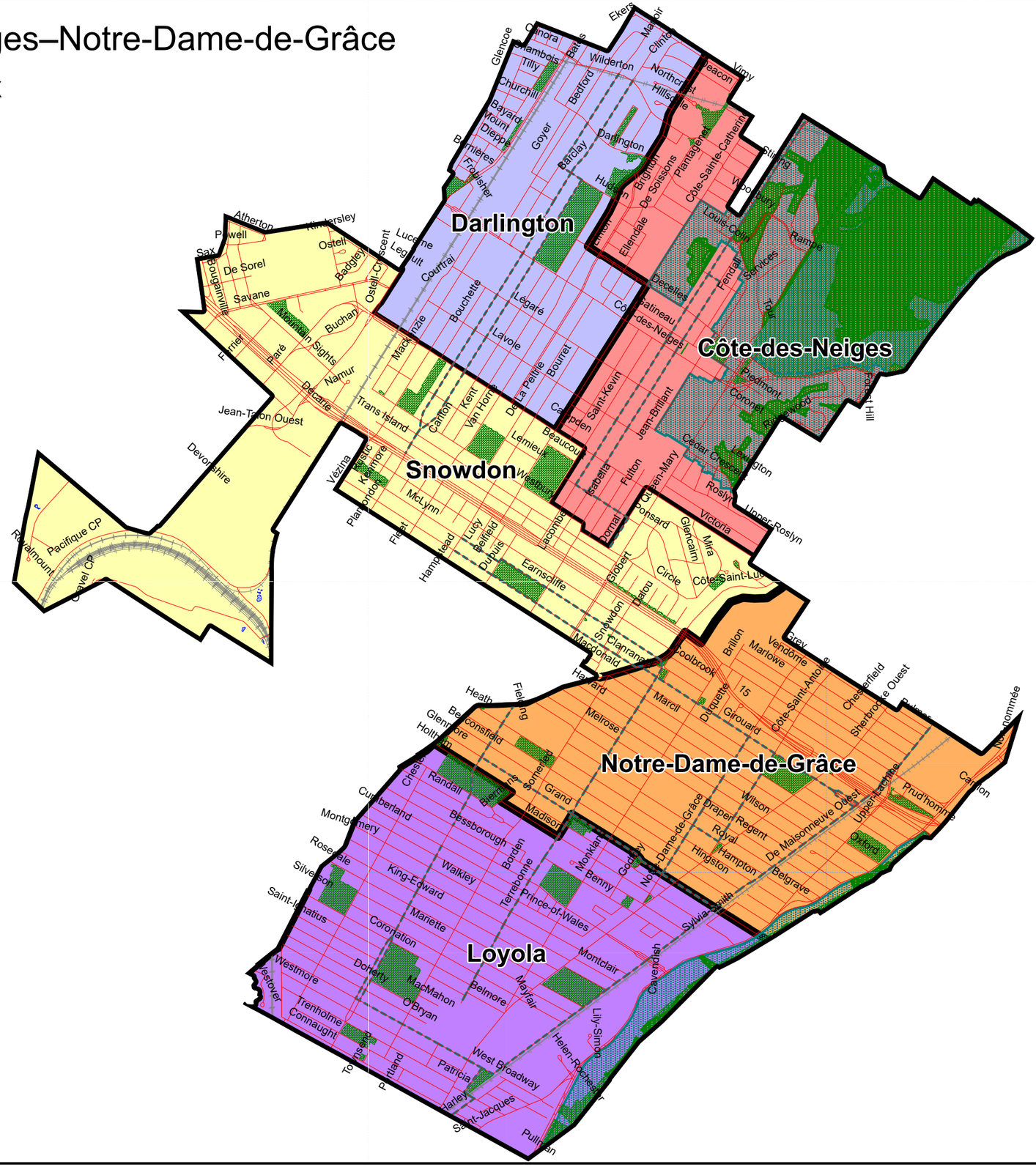
FORMAT 11x17

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Règlement sur les districts électoraux

Légende:

- Limite des districts
- Voie de circulation
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle: 1:27 000

0 500 1000

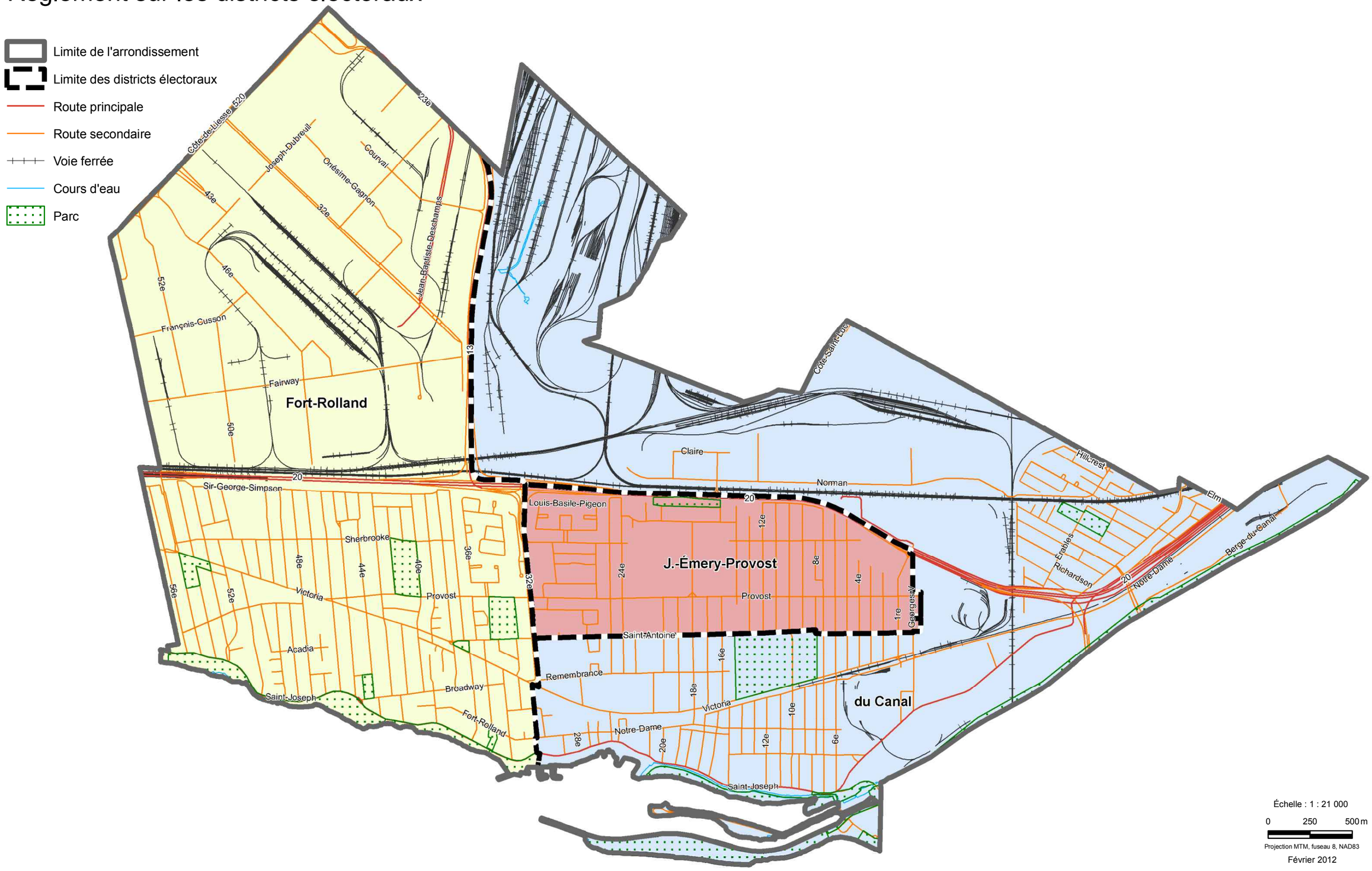
Mètres

Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Novembre 2016

Arrondissement de Lachine

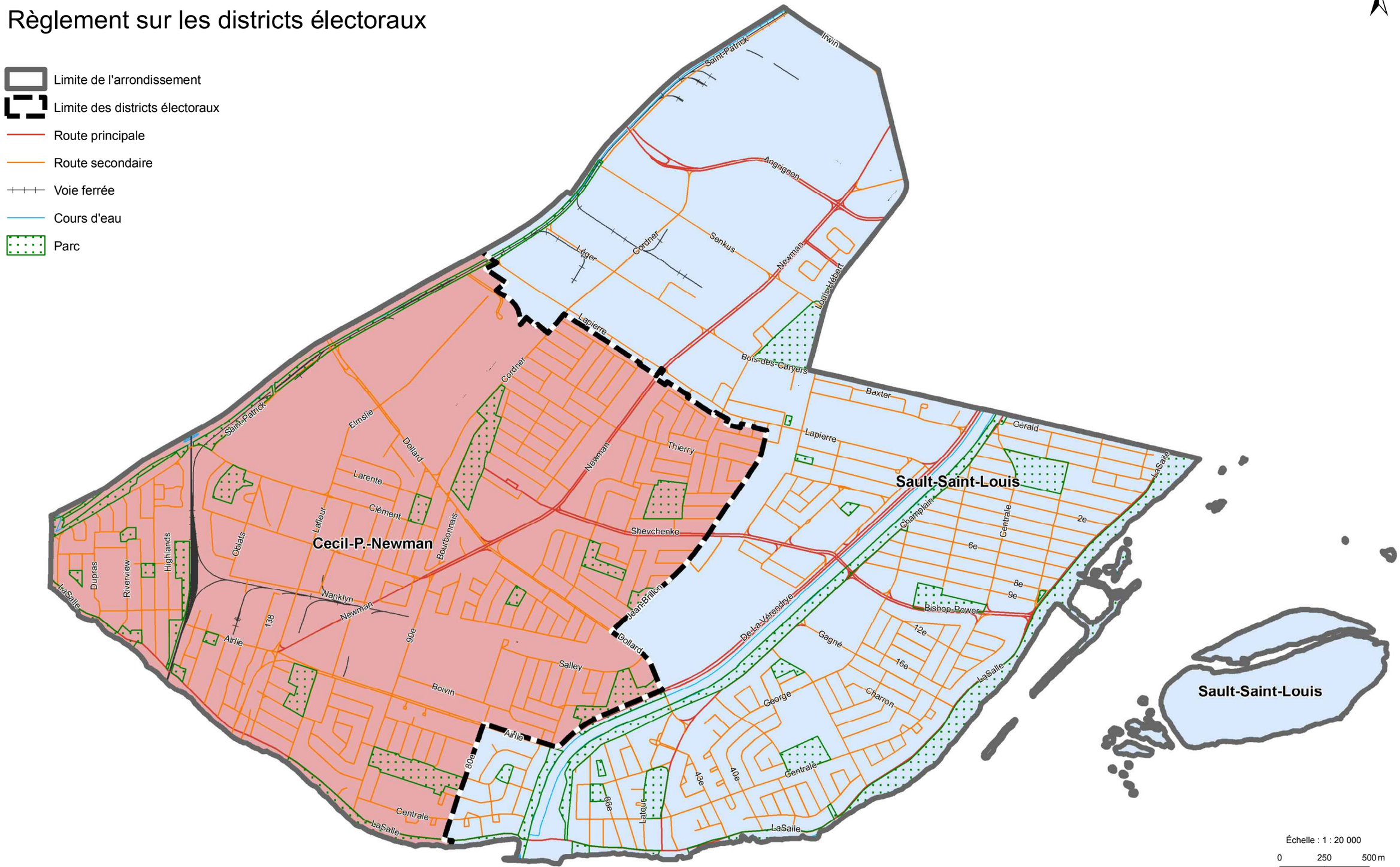
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement de LaSalle

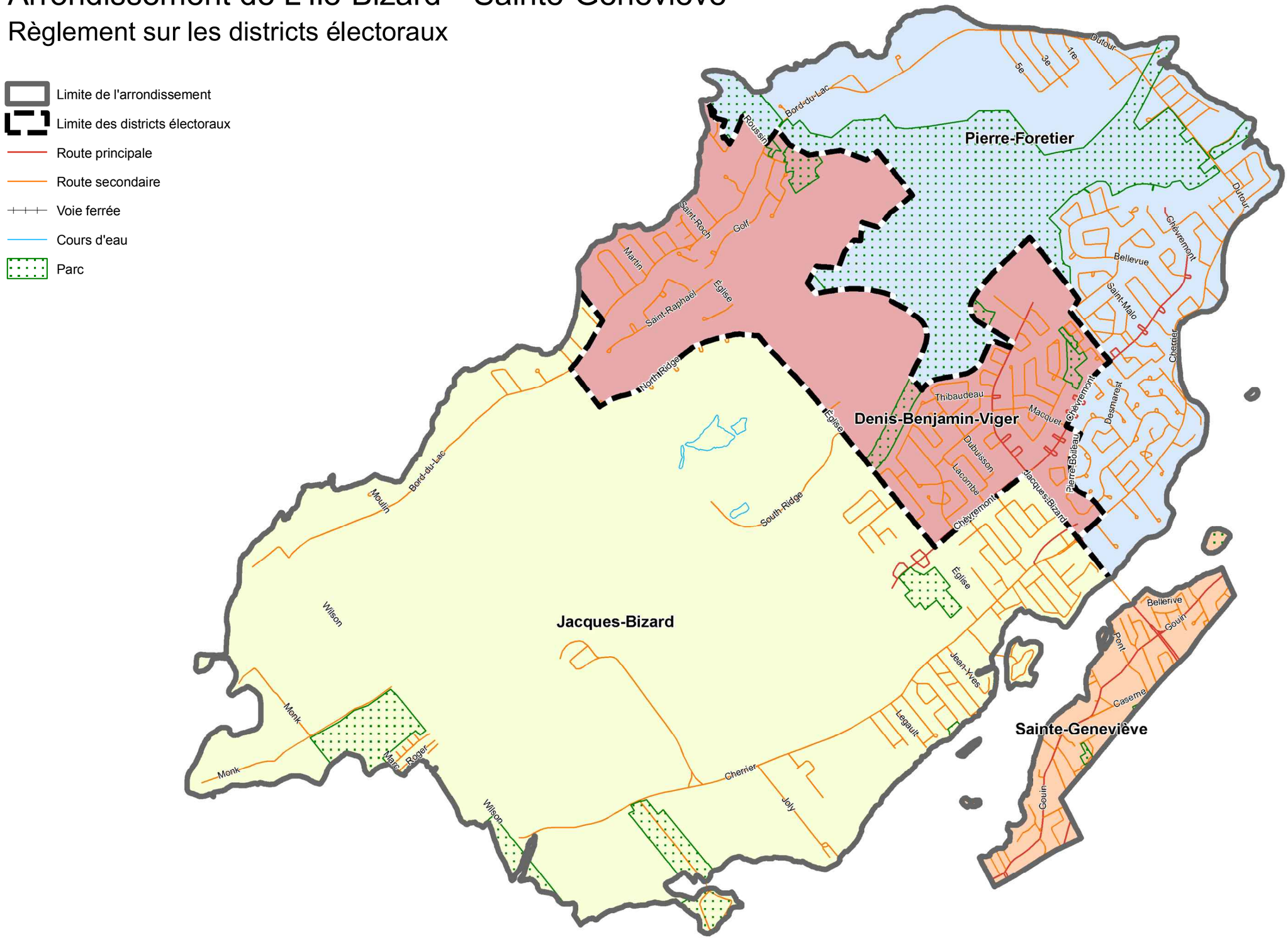
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement de L'Île-Bizard—Sainte-Geneviève

Règlement sur les districts électoraux

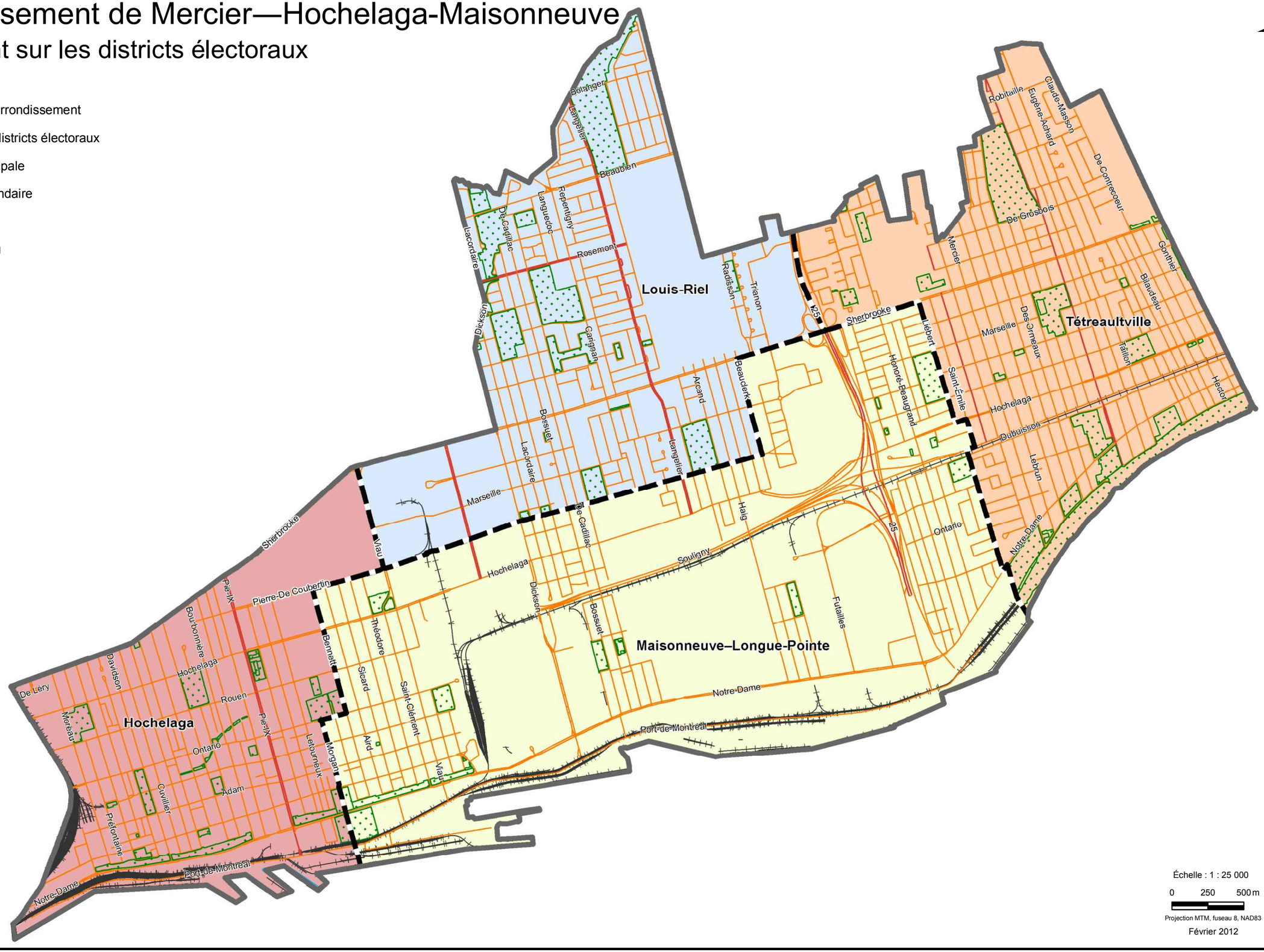


FORMAT 11x17

Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc

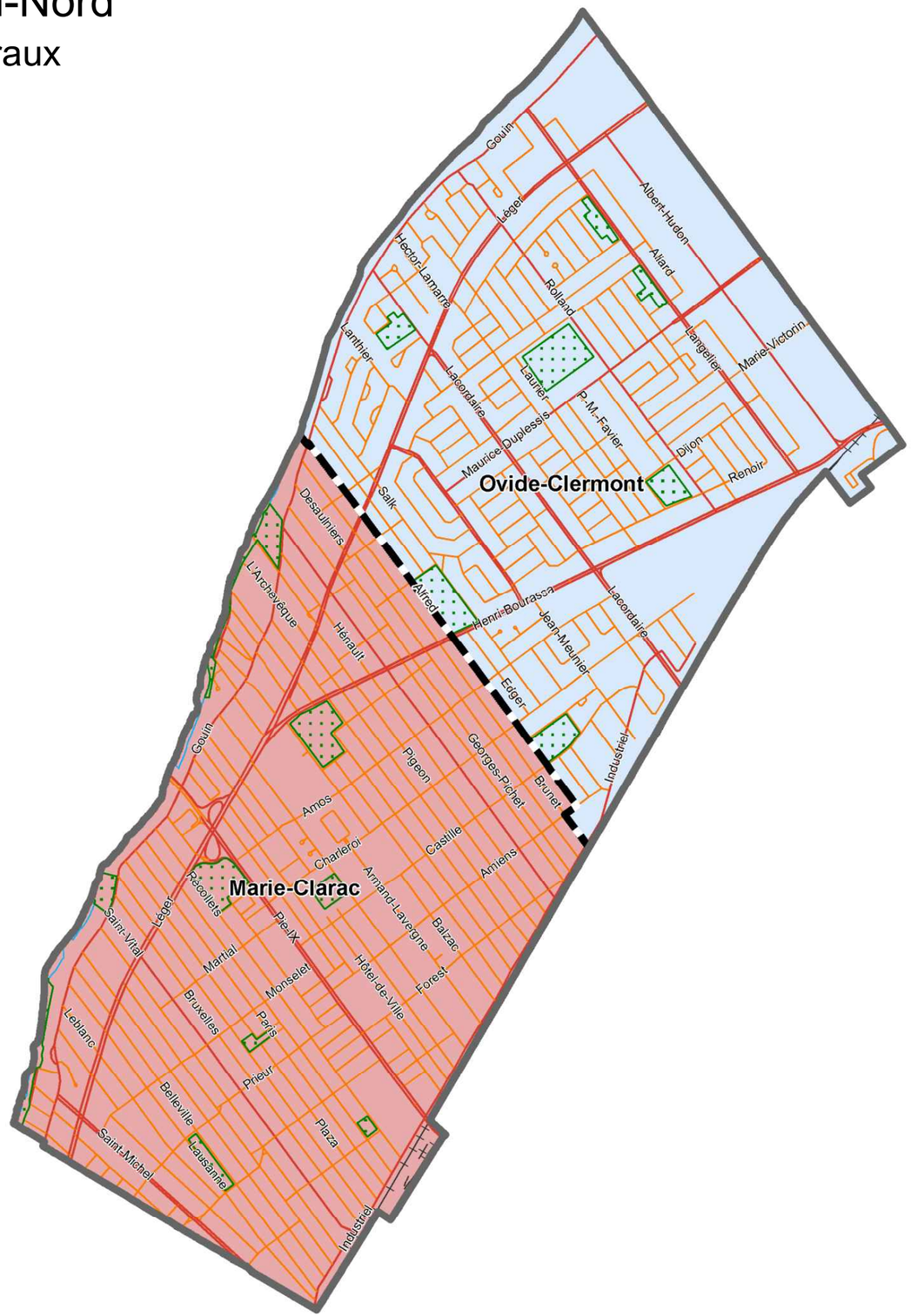


FORMAT 11x17

Arrondissement de Montréal-Nord

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 24 000

0 250 500 m

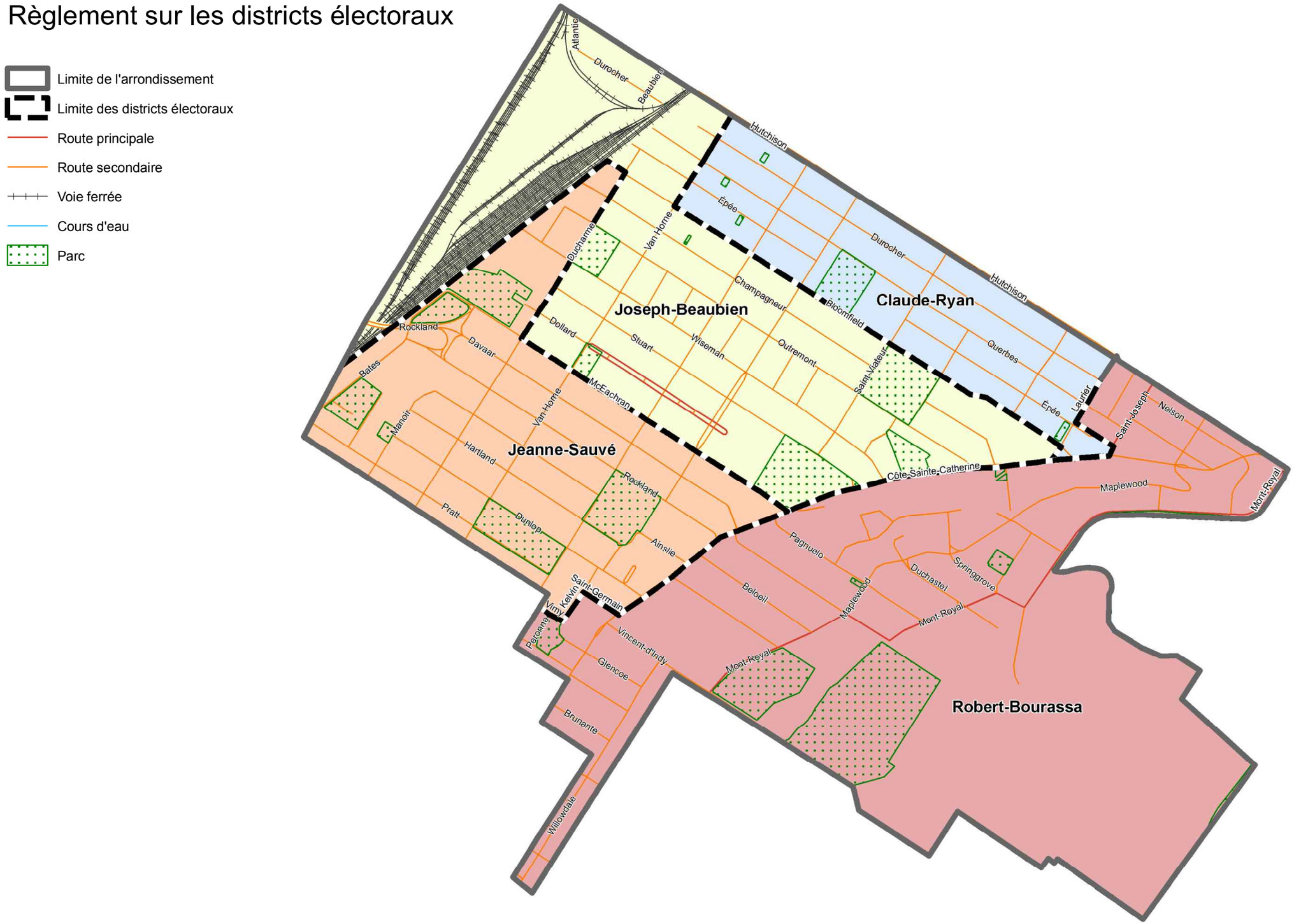
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement d'Outremont

Règlement sur les districts électoraux

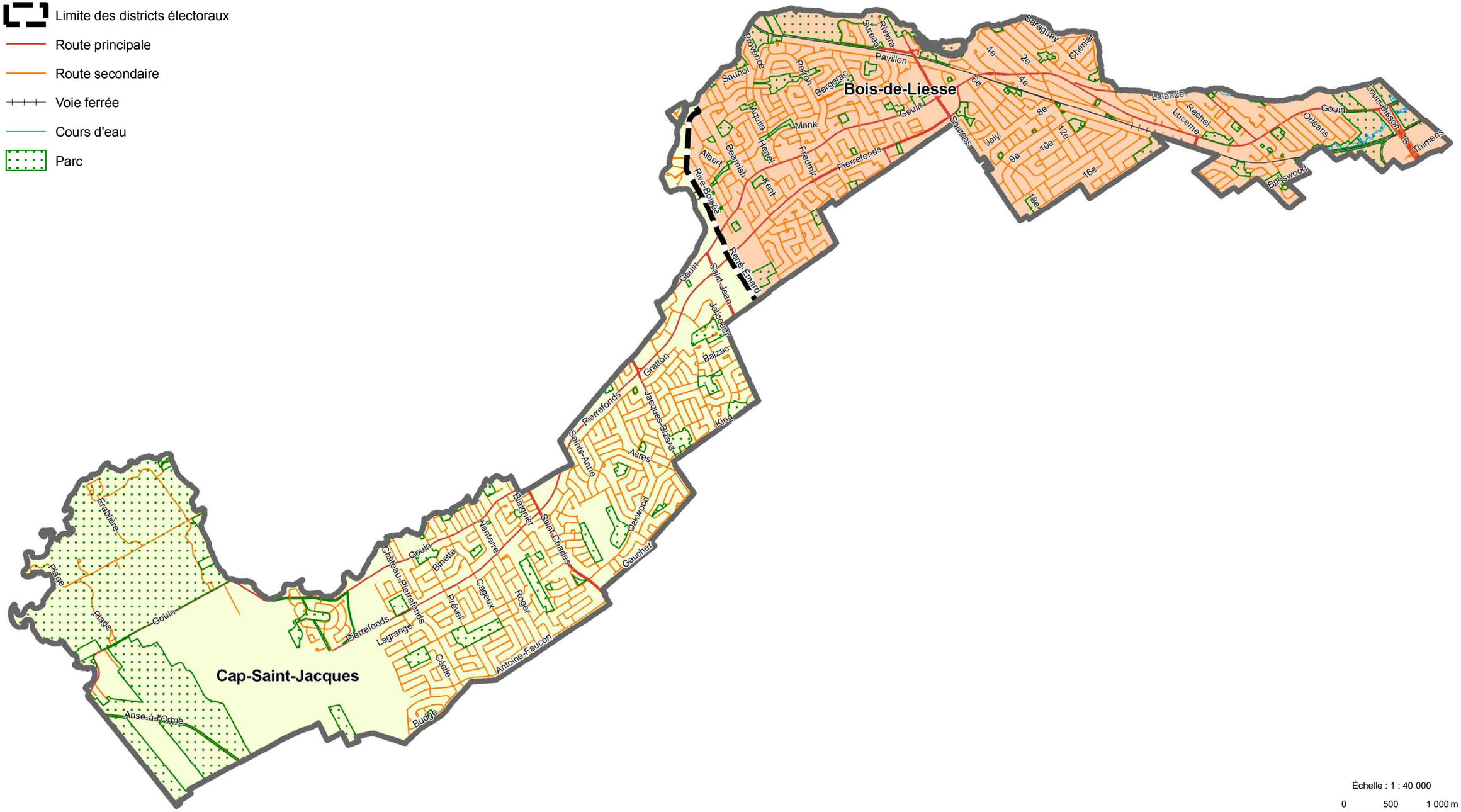


FORMAT 11x17

Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 40 000

0 500 1 000 m

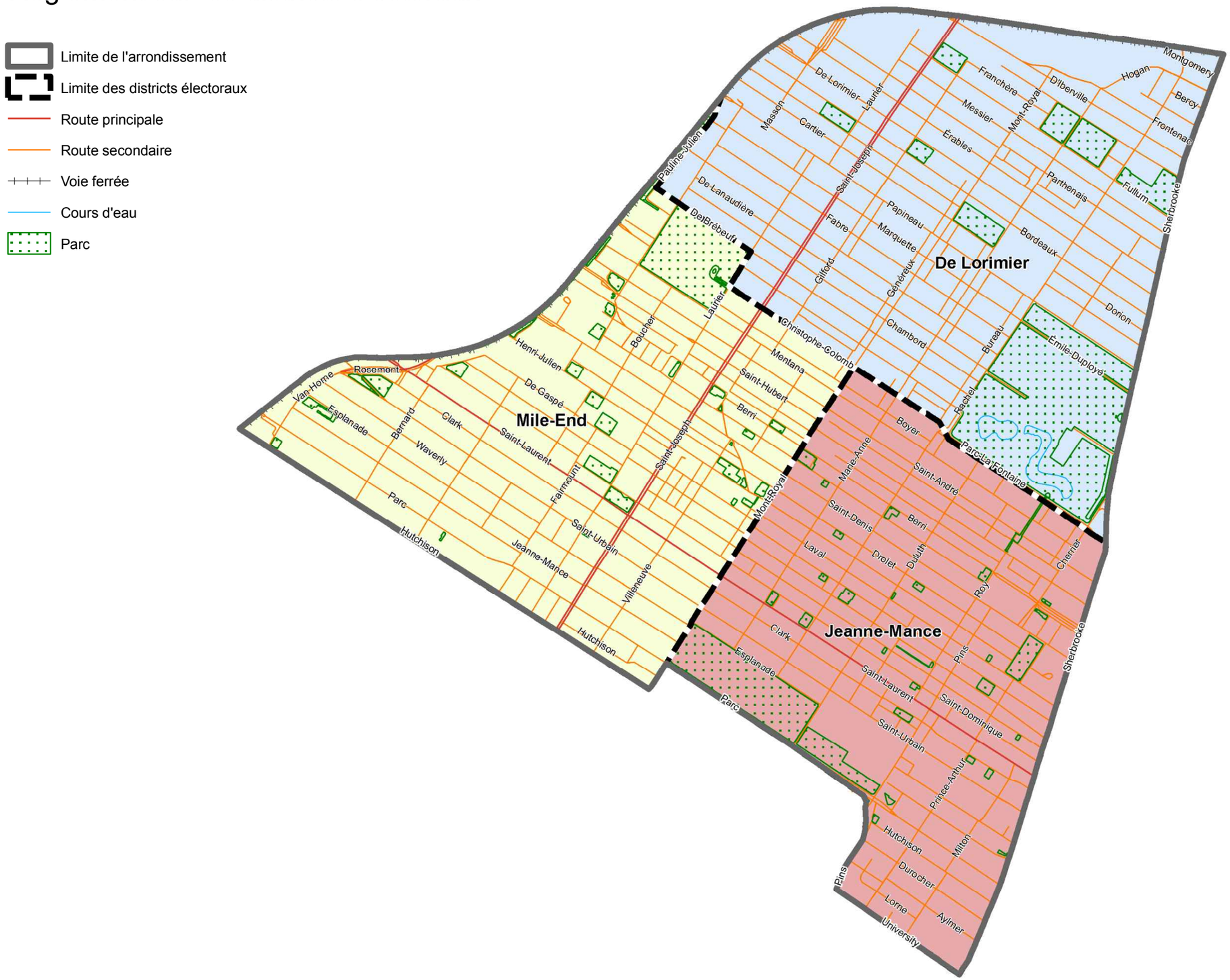
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Règlement sur les districts électoraux



Échelle : 1 : 17 000

0 250 500 m

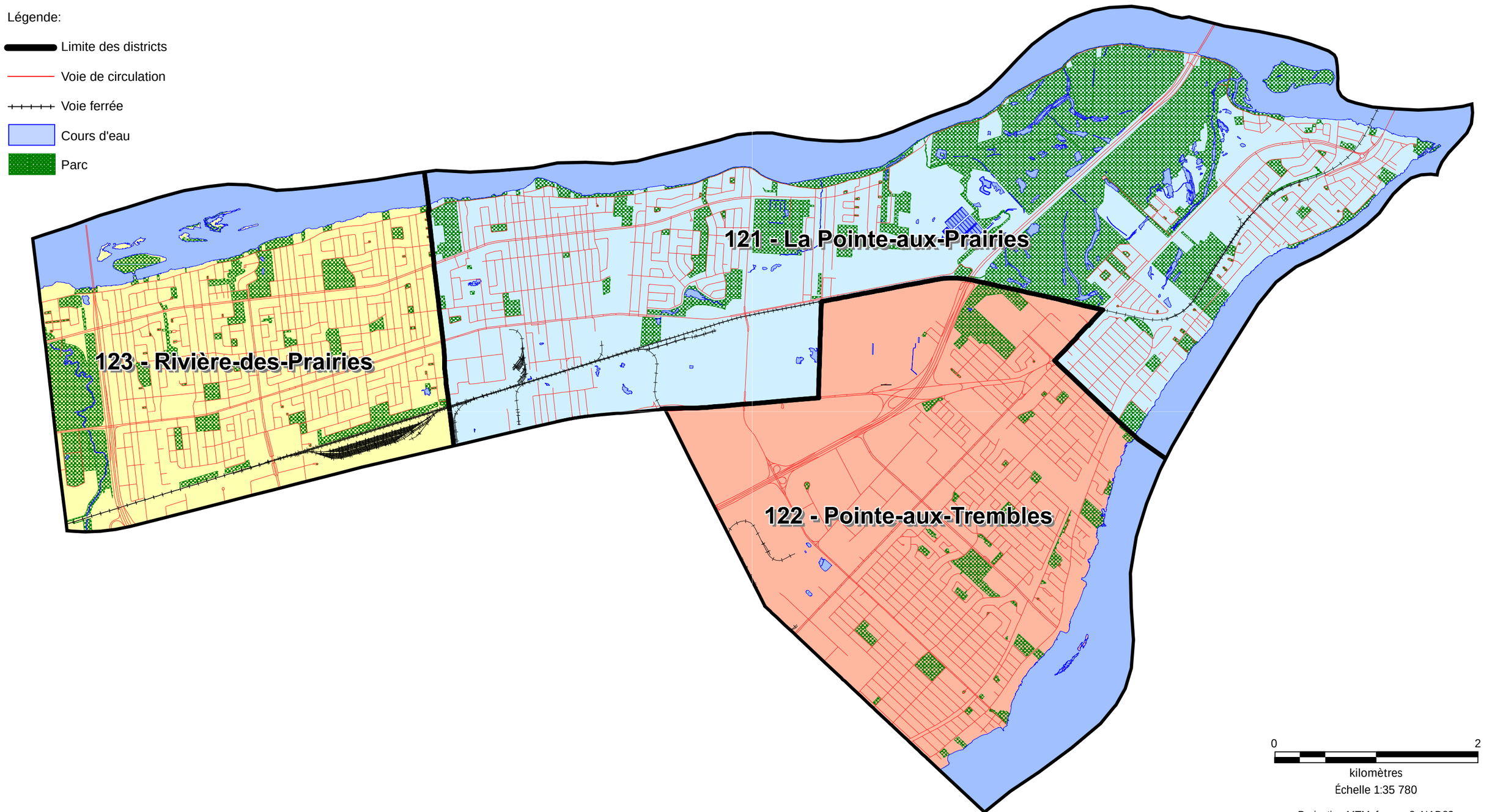
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

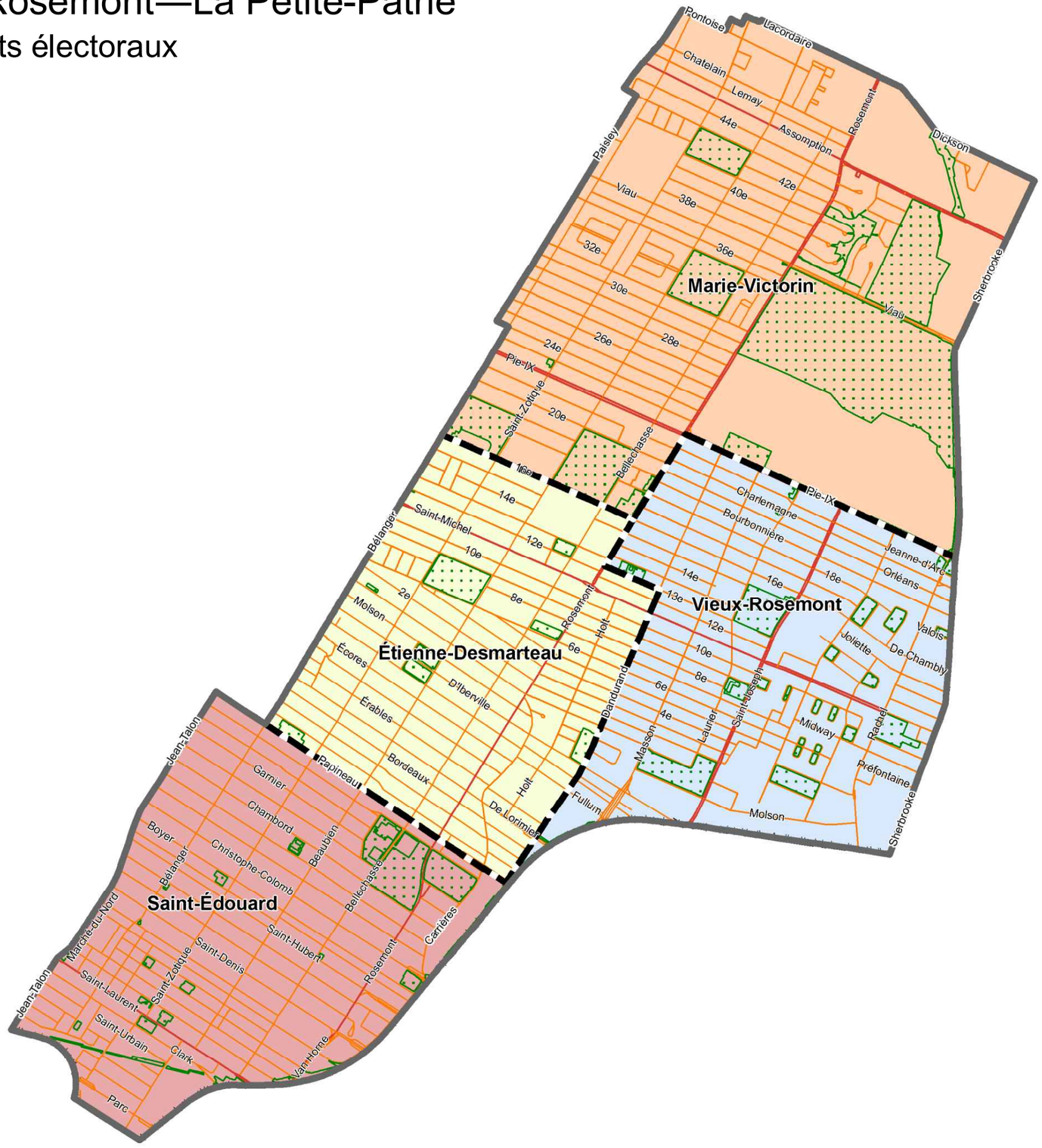
Règlement sur les districts électoraux



Arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 25 000

0 250 500 m

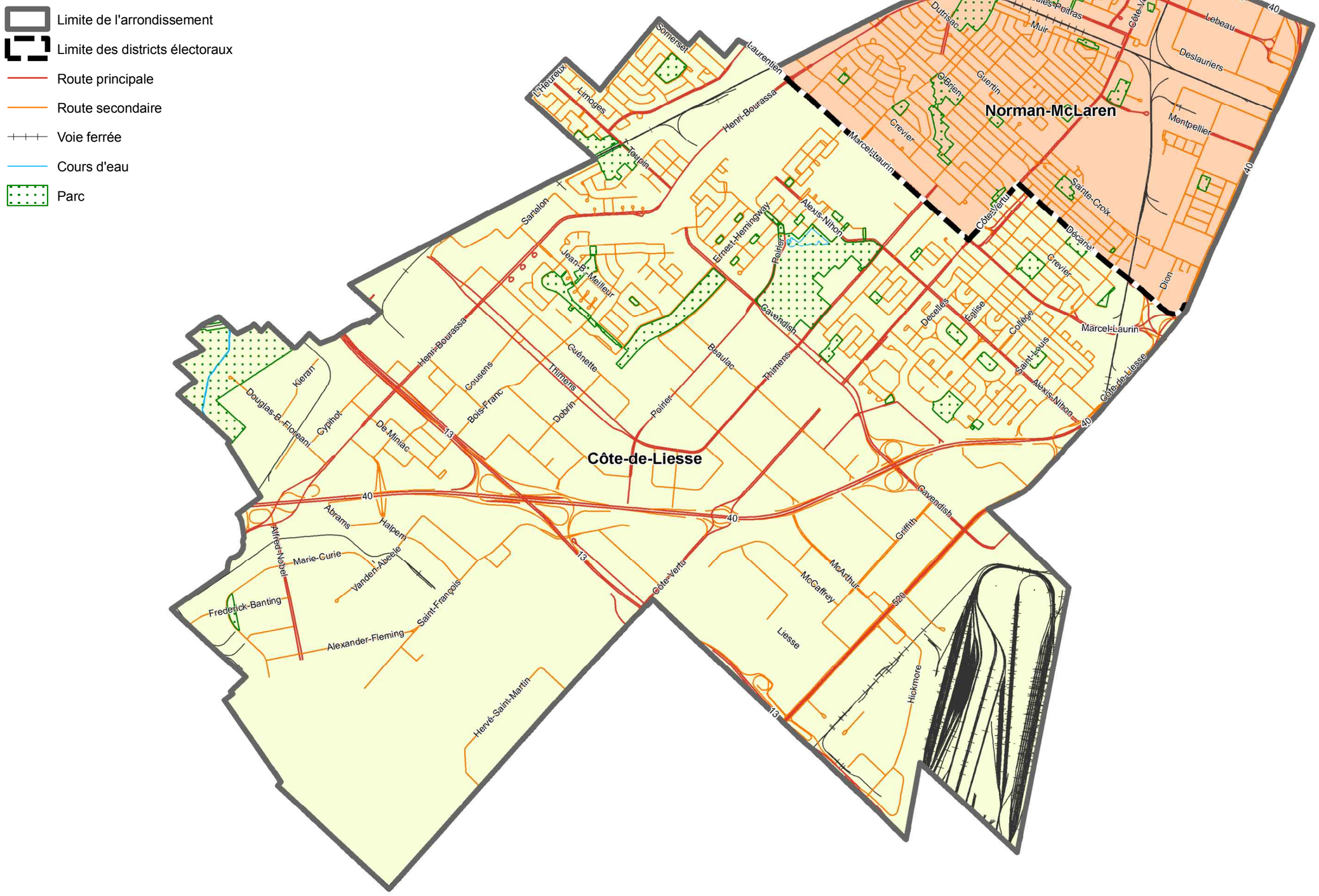
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement de Saint-Laurent

Règlement sur les districts électoraux



Échelle : 1 : 32 000

0 500 1 000 m

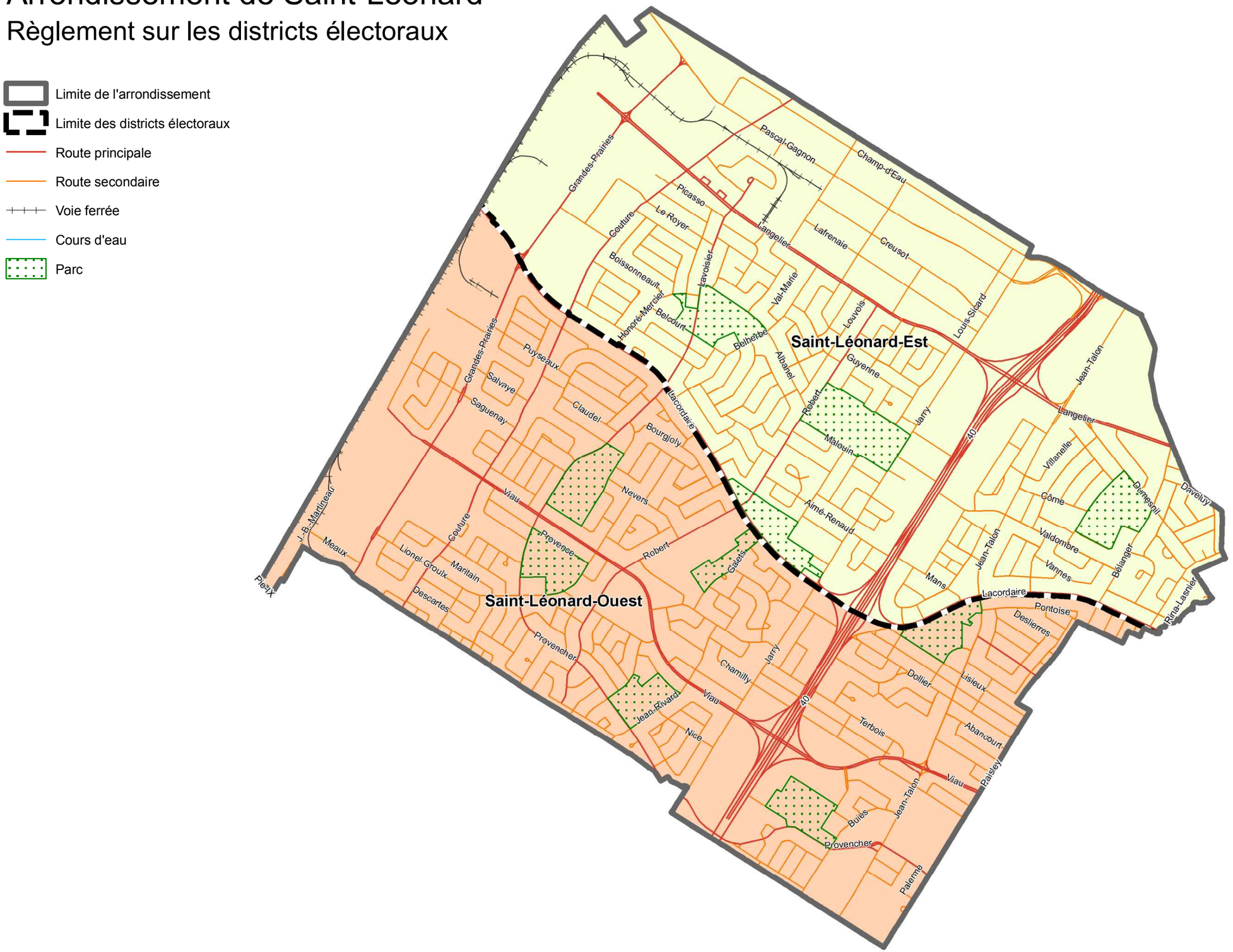
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement de Saint-Léonard

Règlement sur les districts électoraux



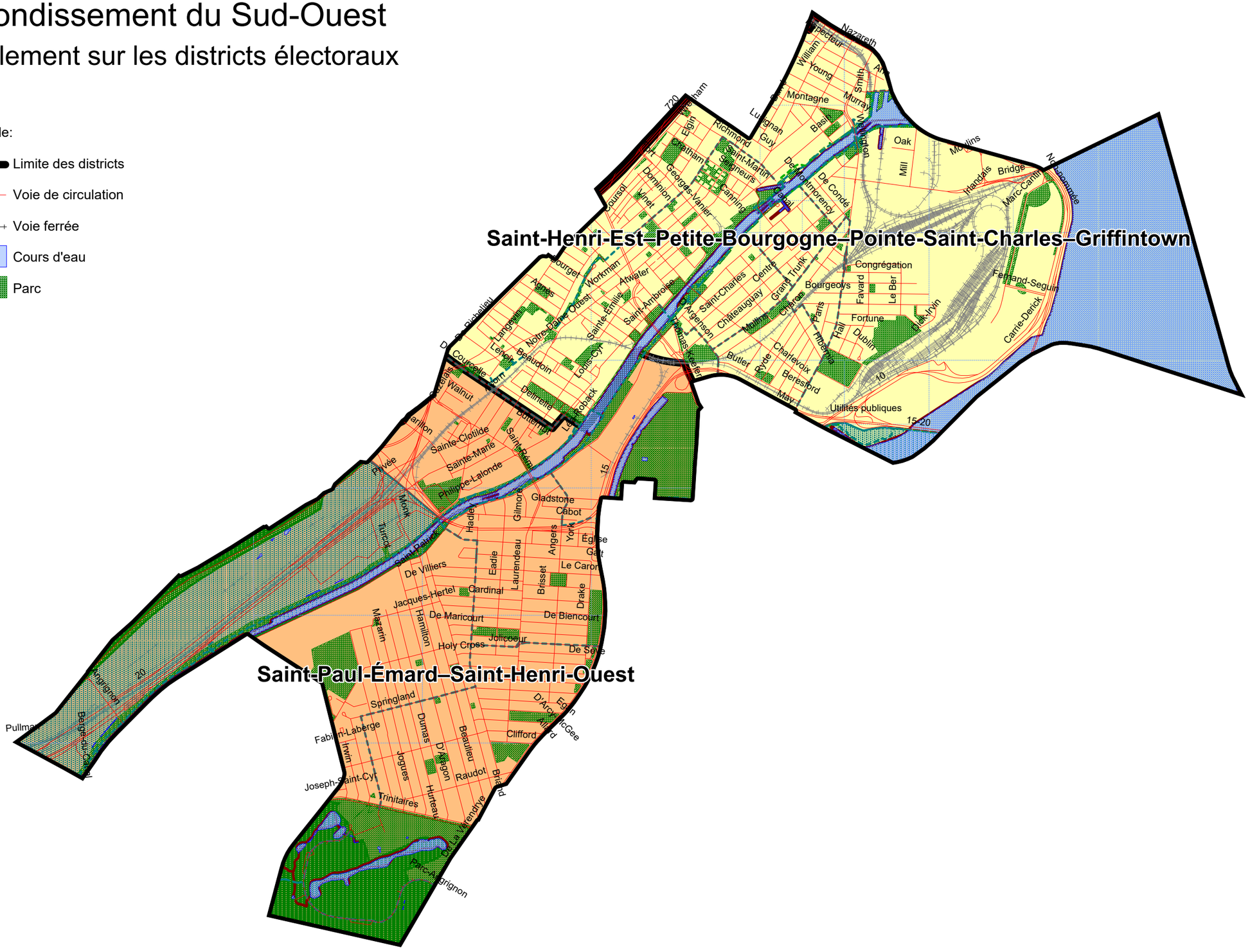
FORMAT 11x17

Arrondissement du Sud-Ouest

Règlement sur les districts électoraux

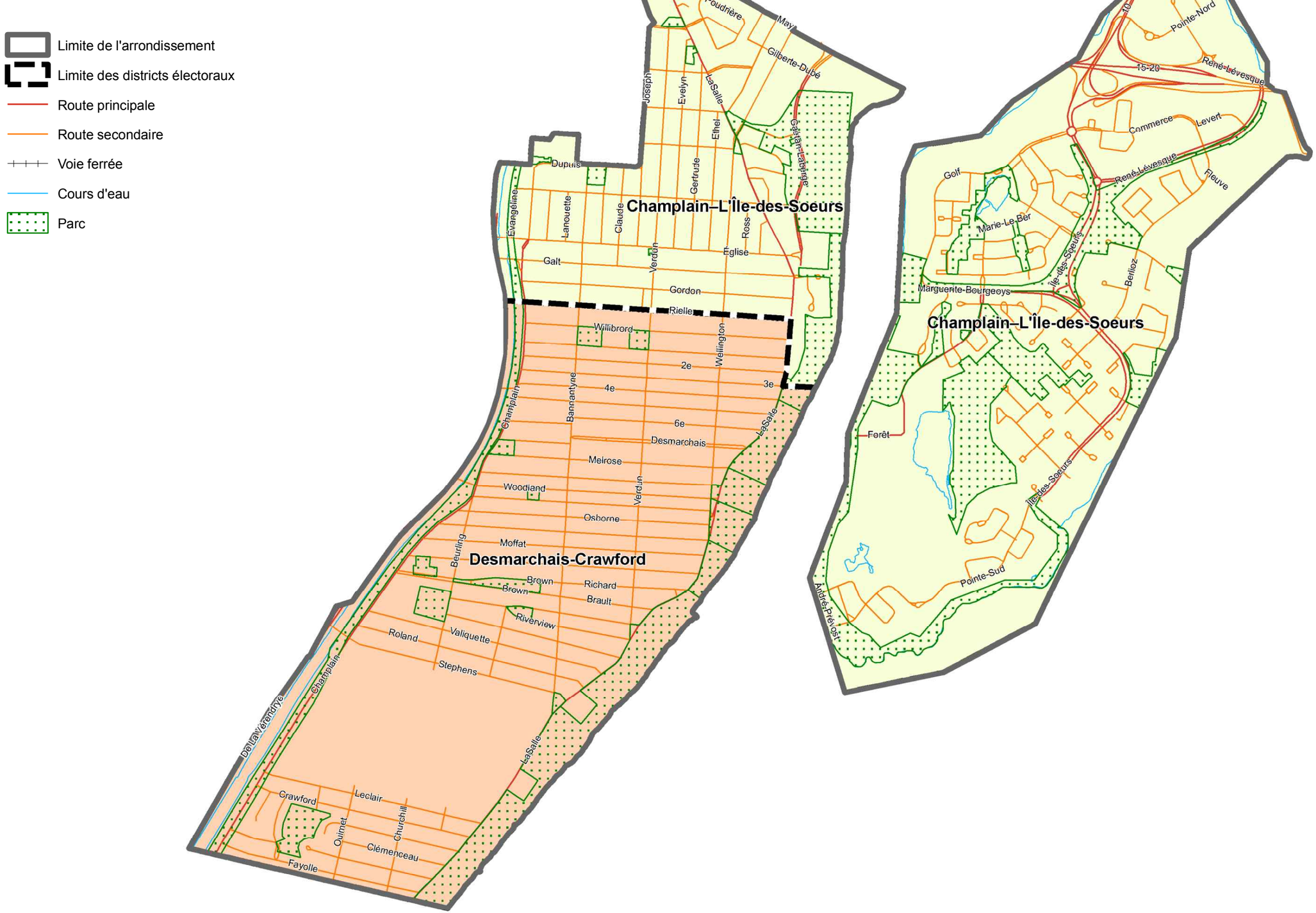
Légende:

- Limite des districts
- Voie de circulation
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Arrondissement de Verdun

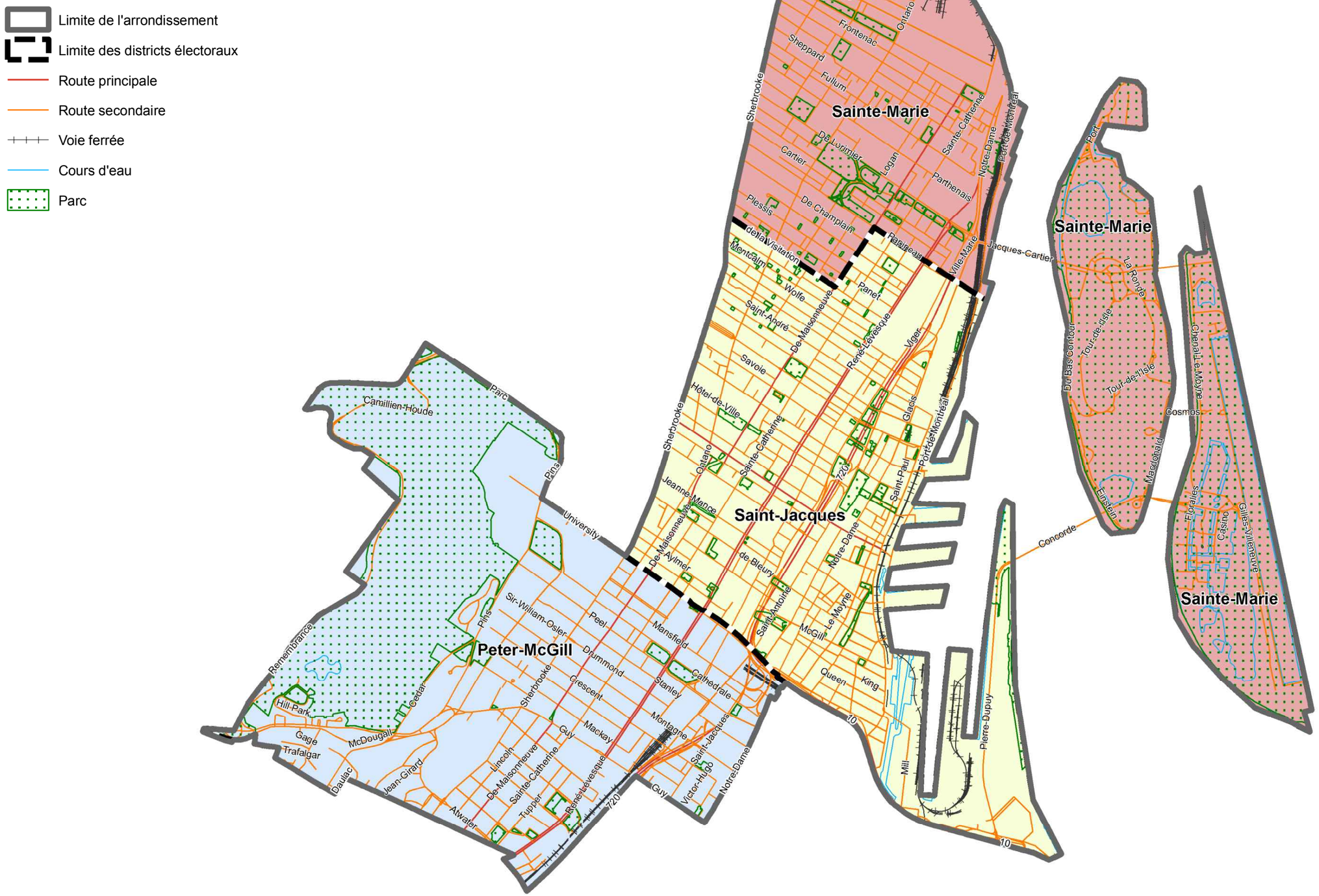
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement Ville-Marie

Règlement sur les districts électoraux

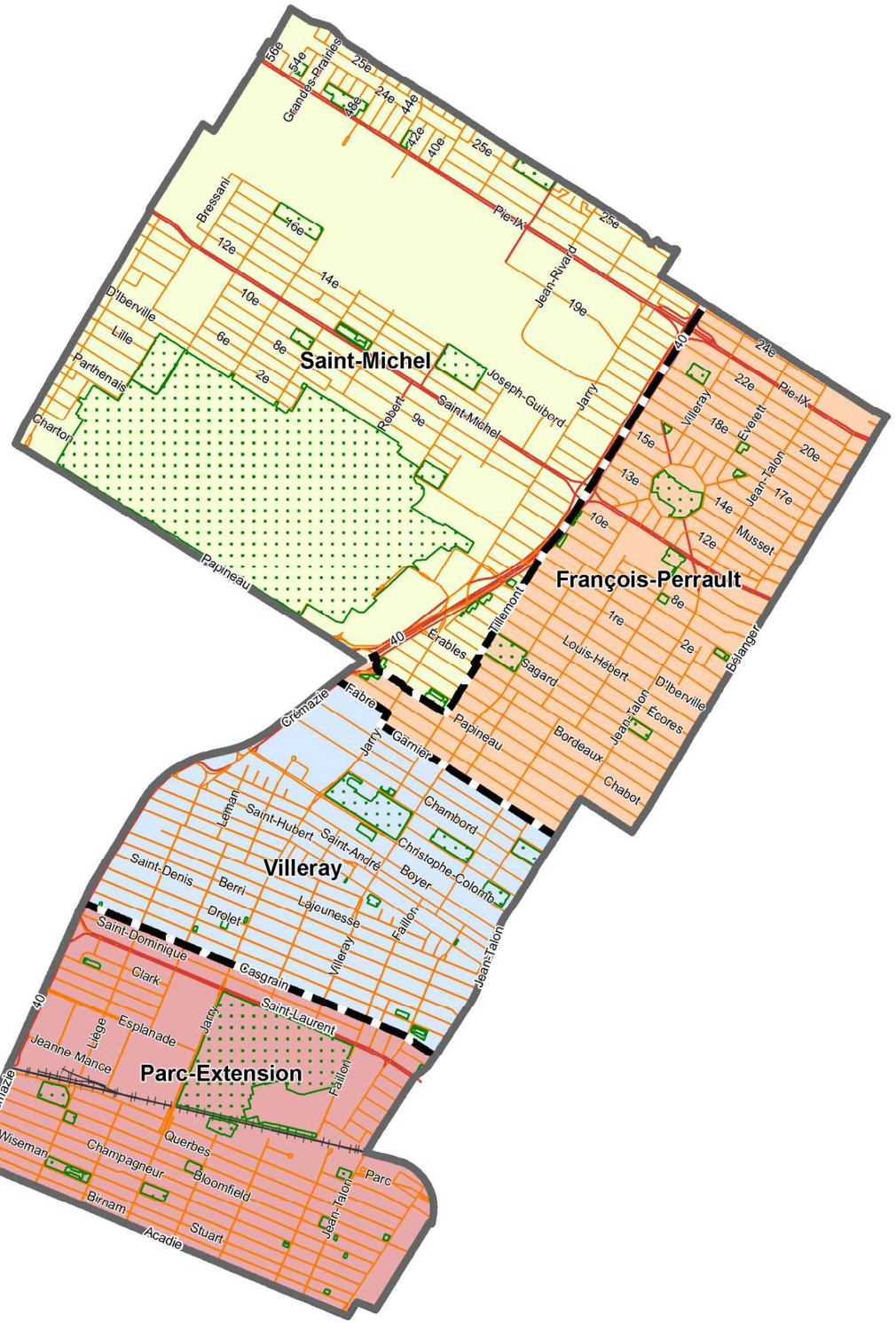


FORMAT 11x17

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 28 000

0 250 500 m

Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.02

2020/05/25 13:00

(2)

Dossier # : 1197204010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

VU l'entrée en vigueur, le 1er avril 2015, du Règlement RCG 14-029 intitulé *Règlement modifiant le Règlement concernant le schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (89 modifié)* ;
VU l'adoption, par le conseil d'agglomération, le 30 avril 2015 du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, en concordance avec le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

ATTENDU QUE les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois suite à l'entrée en vigueur du Schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du Schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58);

De recommander au conseil municipal d'adopter le *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-05-14 12:18

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197204010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

CONTENU

CONTEXTE

Dépôt du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 26 février 2020 à 19 h.

Précisions sur la démarche de modification réglementaire

La présente modification au Plan d'urbanisme se fait de concert avec des modifications réglementaires qui permettent une démarche de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma) adaptée aux particularités du site.

La modification au Plan d'urbanisme introduit les composantes « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » et « Équipement récréatif ou institutionnel ». Cette modification du Plan d'urbanisme permet une modification au Règlement de zonage pour le site Meadowbrook afin de remplacer les usages actuellement autorisés (de nature résidentielle et commerciale) par des usages qui correspondent à l'ensemble des composantes autorisées dans la Grande affectation du territoire déterminée au Schéma. Précisons que certains de ces usages seront encadrés par la procédure portant sur les usages conditionnels.

Outre la détermination des usages, des modifications au Règlement de zonage sont également apportées aux normes d'implantation du bâti afin d'exiger des bâtiments isolés et d'une hauteur maximale de 4 étages et d'interdire d'aménager une voie de circulation à moins de 45 mètres d'un cours d'eau.

Le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale est modifié par la création d'un nouveau secteur de PIIA pour le site Meadowbrook. Cette modification vise la préservation des caractéristiques naturelles et paysagères du site afin qu'un futur projet à l'étude soit tenu de contribuer à l'atteinte de plusieurs objectifs de performance tel que le rehaussement de la valeur écologique des milieux hydriques et des zones boisées, la mise en valeur des qualités paysagères du site (ex. alignements d'arbres qui rappellent l'ancien lotissement agricole), une contribution des nouvelles occupations au maintien des qualités du site (ex. favoriser les déplacements à pied sur le site, ne pas compromettre l'alimentation en eau des milieux naturels, etc.) et ne pas

compromettre la topographie naturelle du sol.

En lien avec ce qui précède, la DAUSE précise au 2e paragraphe de la rubrique «Contexte» du présent sommaire décisionnel (1197204010) que le Règlement sur le zonage (2710) (sommaire décisionnel 1197204011), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (R-2561-3), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale pour les secteurs riverains du boulevard Saint-Joseph ainsi que du secteur résidentiel aux abords du Musée de Lachine (2698) (sommaire 1197204012) ainsi que le Règlement sur les usages conditionnels (RCA05-19010-5) (1197204018) seront modifiés parallèlement à la présente démarche de modification au Plan d'urbanisme afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. La DAUSE prend également soin, à la rubrique « Justification » d'expliquer les raisons pour lesquelles l'arrondissement souhaite faire cette modification au Plan d'urbanisme et ce, malgré l'avis défavorable émis par le comité Jacques-Viger (numéro C18-LAC-02).

La procédure d'adoption de ces règlements a été enclenchée par le conseil d'arrondissement, le 3 février 2020 par l'adoption de la résolution numéro CA 20 19 0019 visant la modification au Plan d'urbanisme ainsi que les résolutions des règlements locaux CA20 19 0020 (zonage), CA20 19 0021 (PIIA) et CA20 19 0022 (usages conditionnels). Au cours de l'assemblée publique du 26 février dernier, qui comportait deux volets (1e partie : le Plan d'urbanisme et 2e partie : les règlements connexes), la personne désignée par la mairesse a expliqué les projets de règlements ainsi que les conséquences de leur adoption et a entendu les personnes qui désiraient s'exprimer à ce sujet. Le procès-verbal respectif a été ajouté comme pièce jointe aux différents sommaires décisionnels touchant ces règlements de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. La rubrique « calendrier et étape (s) subséquente(s) » du présent sommaire décisionnel présente les détails sur le cheminement du dossier.

Également, il importe de mentionner que depuis la rédaction du sommaire à l'automne 2019, la situation juridique du dossier a évolué et confère une pertinence tout aussi grande à la démarche de modifications réglementaires (Plan et règlements d'urbanisme) en cours.

Considérant les précisions présentées dans le présent sommaire addenda, aucune modification n'est apportée au présent règlement modifiant le Plan d'urbanisme et soumis au conseil municipal (de même que pour les règlements d'urbanisme soumis au conseil d'arrondissement). L'approche développée par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises et la Direction de l'urbanisme et mise en œuvre par l'arrondissement de Lachine est conforme aux nouvelles orientations du Schéma à l'effet de faire du site Meadowbrook un grand espace vert ou récréatif, où il est permis de réaliser des aménagements à des fins notamment de récréation tout en préservant les qualités naturelles et paysagères du site sur une propriété privée (voir tableau en pièce jointe intitulée « PIIA Meadowbrook »).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Monique TESSIER, 12 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane ST-GERMAIN
Secretaire de direction

514 634-3471 p. 291
Tél :
Télécop. : 514 780-7709

Direction de l'aménagement urbain
et des services administratifs aux entreprises
1800, boulevard Saint-Joseph
Lachine (Québec) H8S 2N4
Téléphone : (514) 634-3471, poste 287
Télécopieur : (514) 780-7709
lynda.poirier@montreal.ca

Extrait du procès-verbal

ASSEMBLÉES PUBLIQUES DE CONSULTATION

TENUE À LA MAIRIE D'ARRONDISSEMENT DE LACHINE,

LE 26 FÉVRIER 2020

Trois (3) assemblées publiques de consultation ont été tenues le mercredi 26 février 2020. Les sujets à l'ordre du jour ont été présentés de la façon suivante :

18h30 : Mot d'ouverture de l'assemblée publique de consultation.

La présentation par la mairesse, Mme Maja Vodanovic, des membres de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) de l'arrondissement de Lachine présents ainsi que de la personne désignée pour expliquer la nature des modifications demandées ainsi que les conséquences de leur adoption respective et qui entendra les personnes qui désirent s'exprimer à ce sujet.

Présences :
- Seulement cinq (5) personnes étaient présentes;
- Trois (3) membres de la direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
- Deux (2) élus, Mme Maja Vodanovic, mairesse et Mme Micheline Rouleau, conseillère de Ville.

Le déroulement de la soirée a été expliqué par la mairesse

1ère consultation publique – Projet de résolution relatif au projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) visant à autoriser la démolition de l'immeuble situé au 715, 7e Avenue et la construction d'une habitation trifamiliale sur le lot numéro 2 135 006 du cadastre du Québec en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* – Extrait du procès-verbal visant cette 1ère partie de l'assemblée, a fait l'objet d'un procès-verbal distinct.

2ième consultation publique – Projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

3ième consultation publique – Projets de règlements modifiant les règlements sur le zonage, sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale et sur les usages conditionnels.

1. RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

La 2e assemblée publique de consultation a débuté à 19h05.

La personne désignée par la mairesse présente le contexte, les principales modifications proposées au plan d'urbanisme, les autres instances consultées ainsi que la procédure d'adoption du règlement modifiant le plan d'urbanisme dans le cadre des modifications réglementaires modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal pour s'inscrire en concordance avec le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Contexte des modifications réglementaires modifiant le Plan et les règlements d'urbanisme locaux en concordance avec le Schéma

Le présent exercice de concordance fait suite à l'adoption du Schéma et l'entrée en vigueur (1er avril 2015) et inclut une assemblée de consultation publique qui a d'ailleurs été annoncée dans le Journal de Montréal, le 11 février 2020, ainsi que sur le site internet de l'arrondissement de Lachine. La *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU) prévoit que tous les plans d'urbanisme et les règlements d'urbanisme de chaque municipalité (incluant les arrondissements) de l'agglomération de Montréal doivent être modifiés pour s'inscrire en concordance avec le Schéma. Les dispositions visant les éléments de concordance ne sont pas susceptibles d'approbation référendaire. Les modifications contenues dans les règlements de concordance ont un caractère obligatoire et découlent du schéma ou encore figurent dans son document complémentaire. Les règlements touchés sont :

- Le Plan d'urbanisme : 1ère partie
- Les règlements locaux d'urbanisme : 2e partie
    - Le Règlement sur le zonage (2710-98);
    - Les Règlements sur les PIIA (2561-11);
    - Le Règlement sur les usages conditionnels (RCA05-19010-5).

Cet exercice de concordance est partiellement complété car les projets de règlements (de concordance), ne tiennent pas compte de l'obligation contenue dans le Schéma relativement au seuil minimal de densité résidentielle de 80 logements à l'hectare (TOD) applicable au secteur Lachine-Est. À cet effet, l''arrondissement entend demander, sous peu, une modification au Plan d'urbanisme afin d'introduire un secteur de programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur Lachine-Est, ce qui a fait l'objet d'une recommandation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM).

Nature des modifications proposées au Plan d'urbanisme *(sommaire décisionnel numéro 1197204010)*

Deux (2) secteurs de l'arrondissement sont visés par le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme : le secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-Canal et le site Meadowbrook.

En ce qui concerne **l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge du Canal**, le Schéma désigne le secteur comme faisant partie d'une aire d'affectation du territoire « Industrie » à l'intérieur de laquelle l'habitation n'est pas autorisée. Cette affectation reflète les intentions de la Ville de renforcer et consolider le tissu industriel et d'éviter le rapprochement d'usages qui lui sont incompatibles. Les modifications proposées au Plan d'urbanisme visent :

- à remplacer l'affectation du sol «secteur mixte» par «secteur d'emplois»;
- à reconnaître la vocation économique de ce secteur.

Justification

Ces modifications au Plan ont pour objectif de permettre notamment à l'arrondissement d'arrimer l'affectation du sol du secteur à celle des secteurs adjacents situés dans les arrondissements voisins (Lasalle et Le Sud-Ouest), de consolider un secteur d'emplois existant, d'assurer une cohérence avec la planification stratégique pour le secteur Turcot et, finalement, d'être conforme aux orientations du Schéma.

En ce qui concerne le **site Meadowbrook**, lors de l'exercice de modification du Schéma, la Commission du Schéma d'aménagement et de développement recommandait, en 2015, de modifier la vocation résidentielle pour une vocation de type grand espace vert récréatif. L'adoption du Schéma, en avril 2015, détermine ainsi une affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation ». Cette nouvelle affectation répond aux intentions souhaitées, soit le maintien de l'espace vert aux fins d'activités récréatives. La présente modification au Plan s'inscrit dans la foulée du Schéma de 2015 et vise notamment à contribuer à sa mise en œuvre. Les modifications proposées au Plan d'urbanisme visent :

- à introduire la composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » pour le secteur Meadowbrook;
- à retirer les indications relatives à une planification détaillée aux fins résidentielles dans le chapitre d'arrondissement;
- à modifier l'ensemble des cartes et illustrations affectées par ce changement de situation.

Justification

Ces modifications au Plan ont pour objectif de permettre à l'arrondissement, d'autoriser l'ensemble des usages prévus au Schéma et aussi d'introduire des objectifs et des critères de PIIA permettant d'assurer le respect des valeurs paysagères du site Meadowbrook.

Parallèlement à cette démarche de modification au Plan d'urbanisme, et afin d'assurer une concordance réglementaire au Schéma, l'arrondissement entame une démarche de modification de la réglementation d'urbanisme (projets de règlements sur le zonage, sur les PIIA et sur les usages conditionnels).

Autres instances consultées

Le 27 avril 2018, une présentation de la modification au Plan d'urbanisme au Comité Jacques-Viger a été réalisée conjointement avec la Direction de l'urbanisme de la Ville de Montréal ainsi que la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement. Le CJV a émis un avis favorable pour le secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-canal. Toutefois, le CJV considère que la modification au Plan d'urbanisme, afin de compléter l'exercice de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal pour le site Meadowbrook, est prématurée et par conséquent a émis un avis défavorable. *Le CJV considère « qu'une planification d'ensemble est requise afin de définir les orientations d'aménagement ainsi que les objectifs poursuivis en tenant compte des valeurs de l'ensemble du site.».*

Un Sommaire décisionnel (numéro 1197204010) a été préparé par la DAUSE et vise la présente demande de modification au PU pour laquelle la Direction de l'urbanisme de la Ville de Montréal a émis un avis favorable, le 28 novembre 2019.

Le 3 février 2020, les membres du conseil d'arrondissement ont décidé à l'unanimité (résolution numéro CA20 19 0019): « De recommander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».

Un avis a été publié conformément à la Loi, le 11 février dernier, dans le Journal de Montréal et ce, afin d'annoncer la tenue de la présente assemblée publique à toutes les personnes susceptibles d'être intéressées de l'arrondissement de Lachine et des arrondissements voisins (Saint-Laurent, La Salle et le Sud-Ouest);

Procédure d'adoption

Le projet de modification du Plan d'urbanisme devra faire l'objet d'une résolution du comité exécutif, suite à la présente consultation publique (26 février) et le règlement devra être adopté par le conseil municipal lors d'une prochaine assemblée. Dans les meilleurs délais, suite à l'assemblée publique de consultation, la DAUSE rédigera le procès-verbal et acheminera via une résolution d'appui des membres du conseil d'arrondissement, le procès-verbal des assemblées publiques de consultation et les avis du Comité Jacques-Viger, au Comité exécutif d'où émanera une recommandation au conseil municipal. Le conseil municipal a le pouvoir d'adopter ou non, toute résolution visant une demande de modification au Plan d'urbanisme. Un avis de promulgation annonçant l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme est obligatoire afin de permettre son entrée en vigueur conformément à la Loi. Par la suite, le conseil d'arrondissement de Lachine pourra faire l'adoption des Règlements sur le zonage (2710-98), de PIIA (2561-1) et sur les usages conditionnels (RCA05-19010-5).

Période de questions et commentaires (1ère partie)

Q.1 Commentaire d'une citoyenne sur le Comité Jacques-Viger demandant des précisions sur les raisons de l'arrondissement d'entamer la présente démarche de modification au plan d'urbanisme notamment pour le secteur Meadowbrook, puisque celui-ci avait reçu une recommandation défavorable du Comité Jacques-Viger sur cette partie du territoire.

Réponse : La DAUSE a précisé que bien que l'arrondissement entende les commentaires du comité, et comprenne que le site a été développé comme un tout et doit être lu dans une perspective supra-locale, une réflexion régionale à l'intérieur du Schéma devrait précéder à une modification du Plan d'urbanisme en fonction des considérations suivantes :

- *le Service des affaires juridiques recommande aux services centraux et à l'Arrondissement de permettre les usages prévus au Schéma pour l'affectation du sol « Grand espace vert ou récréation » afin d'éviter que la cour d'appel en arrive à la conclusion d'une expropriation déguisée;*

- *les nouvelles orientations du Schéma à l'effet d'en faire un grand espace vert et ce, en permettant un développement aux fins de récréation qui soulève l'enjeu de la préservation des qualités naturelles et paysagères du site sur une propriété privée.*

Q.2 Commentaire d'un citoyen qui s'interroge sur l'affectation parc, de la falaise Saint-Jacques et de l'affectation du sol «industrie» de la cour Turcot par rapport aux différents enjeux pour les arrondissements voisins. Est-ce que le plan d'urbanisme devra être modifié pour l'aménagement d'un grand parc dans la cour Turcot ?

Réponse : La DAUSE a mentionné que la modification au Plan visant l'affectation « secteur d'emplois » du secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-canal reflète les intentions de la Ville de renforcer et consolider le tissu industriel et d'éviter le rapprochement d'usages qui lui sont compatibles. Les arrondissements voisins, Lasalle et Le Sud-Ouest (rue Saint-Patrick et rue Notre-Dame) ont déjà une affectation du sol « secteur d'emplois » à l'intérieur de laquelle l'habitation n'est pas autorisée et que cette modification au plan permettra donc de consolider un secteur d'emplois existant et d'assurer une cohérence avec la planification stratégique pour le secteur Turcot, en plus d'être conforme aux orientations du Schéma. La DAUSE a également mentionné que le redéveloppement du secteur Lachine-Est à des fins résidentielles permettra de répondre aux orientations d'aménagement visant des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets par la création d'un nouveau milieu de vie à distance de marche de ce secteur d'emplois. Finalement, la DAUSE a précisé que le Schéma prévoit que certaines composantes sont permises dans toutes les grandes affectations du territoire comme par exemple, les parcs. Toutefois, l'aménagement d'un grand parc dans la cour Turcot en continuité avec la falaise Saint-Jacques devra faire l'objet de discussions relatives à toute planification stratégique pour le secteur Turcot en lien avec toute *demande de modifications du Plan d'urbanisme (chapitres d'arrondissement) des différents arrondissements touchés par le site Turcot.*

Objectifs et critères de PIIA

Objectifs	*Critères*
Rehausser la valeur écologique du site par une amélioration du régime hydrologique des cours d'eau	➢*Le maintien à l'état naturel d'une bande de protection riveraine le long d'un cours d'eau doit être assuré;* ➢*Les berges d'un cours d'eau doivent être renaturalisées et stabilisées;* ➢*La présence d'une végétation complexe et variée le long d'un cours d'eau afin de permettre la constitution d'un écosystème.*
Rehausser la valeur écologique du site par l'aménagement de zones boisées de qualité	➢*Les plantations d'arbres et les aménagements paysagers sont réalisés de manière à favoriser le rétablissement des strates de végétation dans les zones boisées et l'amélioration de la biodiversité des espèces végétales présentes sur le site;* ➢*La consolidation de toute zone boisée;* ➢*La réduction de la présence d'espèces envahissantes;* ➢*La consolidation de corridors écologiques et récréatifs permettant de relier les zones boisés et les cours d'eau sur le site et à l'extérieur du site.*
Favoriser la mise en valeur paysagère du site	➢*La préservation du tracé d'origine du ruisseau de la petite rivière Saint-Pierre;* ➢*La mise en valeur des alignements d'arbres qui rappellent l'ancien lotissement agricole;* ➢*La conservation des arbres d'intérêt;* ➢*La protection ou la constitution de percées visuelles vers les îlots de verdure, les arbres d'intérêt, les alignements d'arbres ou tout autre élément d'intérêt;*
Favoriser une contribution des nouvelles occupations aux qualités naturelles et paysagères du site	➢*L'aménagement des espaces extérieurs doivent favoriser les déplacements à pied;* ➢*Les constructions et les agrandissements doivent tendre à permettre un dégagement au sol;* ➢*L'implantation d'une construction ou un agrandissement, ainsi que l'aménagement du terrain, doit s'effectuer de manière à ne pas compromettre l'alimentation en eau du milieu naturel;* ➢*Le positionnement d'un nouveau bâtiment, d'un agrandissement à un bâtiment existant ou d'aménagement ou d'agrandissement d'une aire de stationnement doit minimiser l'abattage d'arbres ainsi que l'empiètement dans un milieu humide;*
Tendre à préserver la topographie naturelle du site en limitant les travaux de remblai et de déblai sur le terrain	➢*La conservation du niveau naturel du sol;* ➢*L'écoulement naturel des eaux de pluie doit être encouragé;* ➢*Le remblai autour des arbres doit être évité.*

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 3 février 2020	Résolution: CA20 19 0019

Avis de motion, dépôt d'un projet de règlement et adoption du projet de règlement - *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)*

VU l'entrée en vigueur, le 1er avril 2015, du Règlement RCG 14-029 intitulé *Règlement modifiant le Règlement concernant le schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal* (89 modifié);

VU l'adoption, par le conseil d'agglomération, le 30 avril 2015 du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, en concordance avec le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

ATTENDU QUE les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois suite à l'entrée en vigueur du Schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du Schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58);

Avis de motion est donné par la conseillère Michèle Flannery de l'inscription, pour adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)*, lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

Il est proposé par Younes Boukala

appuyé par Micheline Rouleau

D'adopter le projet de *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

40.03 1197204010

Mathieu LEGAULT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 février 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 44.02

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1197204010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommandation au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

VU l'entrée en vigueur, le 1er avril 2015, du Règlement RCG 14-029 intitulé *Règlement modifiant le Règlement concernant le schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (89 modifié)* ;
VU l'adoption, par le conseil d'agglomération, le 30 avril 2015 du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, en concordance avec le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

ATTENDU QUE les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois suite à l'entrée en vigueur du Schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du Schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58);

De recommander au conseil municipal d'adopter le *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

Signé par Martin SAVARD **Le** 2020-01-24 08:55

Signataire : Martin SAVARD

Directeur d'arrondissement
Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197204010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommandation au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

CONTENU

CONTEXTE

Modification au *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin de compléter l'exercice de concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029) adopté le 29 janvier 2015 et entré en vigueur le 1er avril 2015, et ce, notamment pour le site Meadowbrook et l'îlot industriel Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal et d'autres dispositions connexes. L'Arrondissement doit adopter tout règlement de concordance à la suite de l'entrée en vigueur du Schéma tel que le prévoit la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* . Les modifications réglementaires contenues dans le présent projet de règlement ont un caractère obligatoire.
Le *Règlement sur le zonage* (2710) (sommaire 1197204011), le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (R-2561-3) et le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale pour les secteurs riverains du boulevard Saint-Joseph ainsi que du secteur résidentiel aux abords du Musée de Lachine* (2698) (sommaire 1197204012) ainsi que le *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA05-19010-5) (1197204018) devront être modifiés parallèlement à la présente démarche de modification du Plan d'urbanisme afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement de l'agglomération de la Ville de Montréal* .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1197204011 - Résolution à venir
D'adopter le *Règlement numéro 2710-98 modifiant le Règlement sur le zonage (2 710) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) et autres dispositions connexes*

1197204012 - Résolution à venir
D'adopter le *Règlement numéro 2561-11 modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (R-2561-3) et abrogeant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale pour les secteurs riverains du boulevard Saint-Joseph ainsi que du secteur résidentiel aux abords du Musée de Lachine (2698) et ses amendements afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) et autres dispositions*

connexes

1197204018 - Résolution à venir
D'adopter le *Règlement numéro RCA05-19010-5 modifiant le Règlement relatif aux usages conditionnels (RCA05-19010) afin de permettre, dans la zone REC-600 (secteur Meadowbrook), une fermette, des activités d'agriculture urbaine ainsi que la vente de produits provenant d'activités agricoles servant uniquement aux fins d'une entreprise récréotouristique ou éducative et de prévoir les modalités de traitement d'une demande afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) et autres dispositions connexes*

2015-04-30 - CG15 0325 (1152622003)
D'adopter le document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, conformément à l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, en concordance avec le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

2015-01-29 - CG15 0055 (1140219001)
D'adopter, avec changements, le règlement intitulé : « Règlement modifiant le Règlement concernant le Schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (89 modifié) » afin de le rendre conforme au contenu du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

DESCRIPTION

Le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme vise à compléter l'exercice de concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029) et porte essentiellement sur deux sites, soit l'îlot industriel Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal ainsi que le secteur Meadowbrook. Certains ajustements au texte du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II du Plan d'urbanisme sont également nécessaires.
Comme la présente demande vise des modifications au Plan d'urbanisme, et que le comité Jacques-Viger a pour fonction de formuler des commentaires sur des projets, plans particuliers ou politiques municipales qui lui sont soumis, l'arrondissement de Lachine et les services centraux de la Ville ont déposé, le 27 avril 2018, des demandes d'avis au comité relativement aux modifications au Plan d'urbanisme visant les secteurs de l'îlot Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal et du secteur Meadowbrook. À titre informatif, les avis du comité ont été retranscrits ci-après et ces derniers sont en pièces jointes au présent sommaire décisionnel :

Avis favorable du Comité Jacques-Viger concernant le secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-Canal
Le 10 mai 2018, le comité transmettait un avis écrit favorable portant le numéro C18-LAC-01 au conseil de la ville considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. En résumé, le comité est d'avis de recommander la modification du Plan d'urbanisme pour les motifs suivants, dont les avis du comité accompagnent le présent sommaire décisionnel :

« Afin de circonscrire les entreprises génératrices de nuisances et de consolider la vocation économique et d'emplois du secteur. La planification stratégique en cours d'élaboration pour Turcot-Lachine et la démarche que la Division du patrimoine a entamée pour mieux comprendre les ensembles industriels d'intérêt dans le secteur – Redéveloppement doit être en dialogue avec le canal et son histoire – Absence de vision de développement pour l'ensemble du canal. ».

Avis défavorable du Comité Jacques-Viger concernant le secteur Meadowbrook

Le 9 mai 2018, le comité transmettait un avis écrit défavorable portant le numéro C18-LAC-02 au conseil de la ville considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. En résumé, le comité est d'avis qu'il est prématuré de procéder à la modification du Plan d'urbanisme pour les motifs suivants :

« Un site qui nécessite une planification détaillée et des paramètres de densité (extraits aux pages 2 et 3 de l'avis du comité)

- *L'exercice de planification détaillée : définition de paramètres de densité, est nécessaire afin d'assurer sa mise en valeur, tant au niveau de sa vocation de ses qualités paysagères et écologiques, de son accessibilité et de son rôle de zone tampon;*

Un site qui nécessite une lecture supra-locale :

- *le site de Meadowbrook a été développé comme un tout et doit être lu dans une perspective supra-locale, c'est-à-dire au-delà des enjeux de l'Arrondissement;*
- *d'un point de vue administratif, le site se répartit à l'intérieur des limites de la ville de Côte-Saint-Luc et de la ville de Montréal (arrondissement de Lachine) et est adjacent aux limites de la ville de Montréal-Ouest;*
- *la vocation à privilégier, l'accessibilité et la desserte en services, la préservation des valeurs paysagère et écologique ainsi que la définition du rôle de zone tampon seraient mieux évaluées dans un contexte de planification supra-locale versus une approche ponctuelle à la demande de l'arrondissement;*
- *la planification devrait être inscrite au Schéma (SAD) étant donné les limites administratives dans lesquelles elle s'inscrit, sa portée supra-locale et l'importance de ses caractéristiques dans son ensemble.».*

Le présent projet de règlement modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* vise notamment les éléments suivants :

Secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-Canal
La demande vise à modifier l'affectation de ce secteur afin de reconnaître sa vocation économique de la façon suivante :

1. Remplacement de l'affectation actuelle du sol « Mixte » par une affectation « Secteur d'emplois », ce qui implique notamment que l'usage résidentiel ne sera pas autorisé;

2. Création d'un secteur d'emplois diversifiés faisant en sorte de modifier la carte « 2.4.1 - Le Schéma des secteurs d'emplois » et les illustrations « 2.4.1- Les secteurs d'affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif », « 2.4.2 - Les secteurs d'emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier » et « 2.4.3 - Les secteurs grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d'emplois », puisque ce secteur n'est pas identifié dans ces cartes puisqu'il n'est pas considéré actuellement comme un secteur d'emplois au sens du Plan d'urbanisme;

3. Remplacement de la désignation actuelle « Secteur mixte - Diversification et intensification des activités » par la suivante : « Secteur à transformer - Secteur propice à un développement à des fins d'emplois » dans la carte intitulée « La synthèse des orientations pan-montréalaises »;

4. Remplacement de la désignation actuelle « Mise en valeur du secteur industriel Lachine-Est » par la suivante : « Mise en valeur du secteur industriel » dans la carte intitulée « Le concept local d'organisation spatiale », le tout afin de ne plus favoriser

la conversion à des fins mixtes, notamment résidentielles, et permettre ainsi la consolidation du secteur à des fins d'emplois.

Secteur Meadowbrook
La demande vise, d'une part à intégrer la composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » à l'affectation du sol existant « Grand espace vert ou parc riverain » et prévoir que celle-ci s'applique exclusivement au terrain de Meadowbrook et, d'autre part, à retirer l'identification du terrain Meadowbrook comme secteur de planification détaillée de portée pan-montréalaise dans les différentes cartes « Le concept local d'organisation spatiale » et « Les secteurs de planification détaillée ».

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) de Lachine recommande l'adoption du présent projet de règlement pour les raisons suivantes :
1. l'entrée en vigueur, le 1er avril 2015, du *Règlement RCG 14-029 intitulé R èglement modifiant le Règlement concernant le Schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal* (89 modifié);

2. l'adoption par le conseil d'agglomération, le 30 avril 2015, du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, en concordance avec le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

3. les municipalités et arrondissements doivent, suite à l'entrée en vigueur du Schéma, adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, article 58);

4. les modifications proposées au Plan d'urbanisme concernant le secteur de l'îlot Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal (quartier Saint-Pierre) visent notamment à :

- arrimer l'affectation du sol du secteur à celle des secteurs adjacents situés dans les arrondissements voisins (LaSalle et Le Sud-Ouest);
- consolider un secteur d'emplois existant;
- répondre à la volonté de l'arrondissement de Lachine et des services centraux de la Ville de créer un secteur d'emplois orienté vers des usages complémentaires à ceux que l'on retrouvera à proximité dans le secteur Turcot;
- rendre cohérent les dispositions du Plan d'urbanisme et du chapitre d'arrondissement de Lachine aux orientations du Schéma.

5. l'avis favorable (numéro C18-LAC-01) du Comité Jacques-Viger en lien avec les principales modifications demandées au Plan d'urbanisme concernant le **secteur de l'îlot Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal** permet à l'arrondissement de Lachine de rendre cohérent les dispositions du Plan d'urbanisme et du chapitre d'arrondissement de Lachine aux orientations du Schéma mais surtout d'être en mesure de planifier en amont le redéveloppement du site de façon à ce que celui-ci soit en dialogue avec le canal et son histoire; rendre conforme l'affectation du sol à l'affectation du territoire du Schéma;

6. bien que le Comité Jacques-Viger ait émis un avis défavorable (numéro C18-LAC-02) à la demande de modification du Plan d'urbanisme pour la partie du **site Meadowbrook** située sur le territoire de Lachine, l'arrondissement entend les commentaires du comité mais souhaite compléter l'exercice de concordance au Schéma d'aménagement qui correspond *« à l'aboutissement de multiples réflexions (depuis près d'une vingtaine d'années), avec la*

Ville de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, de propositions de développement résidentiel dense du site par des promoteurs, de contrepropositions par les Amis de Meadowbrook pour réaliser un parc nature et, enfin, de décisions judiciaires », le tout tel que précisé à la page 1 de l'avis du comité. L'arrondissement de Lachine comprend que le site a été développé comme un tout et doit être lu dans une perspective supra-locale et qu'une réflexion régionale à l'intérieur du Schéma devrait précéder à une modification du Plan d'urbanisme, mais celle-ci appuie sa décision visant la présente démarche de modification du Plan d'urbanisme en fonction des considérations suivantes :

- les coûts considérables pour l'aménagement des infrastructures requises pour assurer la desserte et le désenclavement nécessaire au développement du terrain;
- les nouvelles orientations du Schéma à l'effet d'en faire un grand espace vert, et ce, en permettant un développement à des fins de récréation soulèvent l'enjeu de la préservation des qualités naturelles et paysagères du site sur une propriété privée;
- le Service des affaires juridiques recommande aux services centraux et à l'Arrondissement de permettre les usages prévus au Schéma pour l'affectation du sol « Grand espace vert ou récréation » afin d'éviter que la cour d'appel en arrive à la conclusion d'une expropriation déguisée;
- la présente modification réglementaire lui permettra de se rendre conforme au Schéma.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'assemblée publique de consultation pour le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanism de la Ville de Montréal (04-047) a été tenue le 26 février dernier par le conseil d'arrondissement de Lachine. Il n'y a donc aucun impact relativement à l'adoption du présent projet de règlement par le conseil municipal dans le contexte de la pandémie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis publics dans le journal local *Le Messager* et *Le Devoir* annonçant la tenue d'une assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du premier projet de Règlement numéro 04-047-XXX par le conseil d'arrondissement;

- Tenue de la consultation publique touchant simultanément les modifications au Plan d'urbanisme et aux Règlements connexes sur le zonage, de PIIA et d'usages conditionnels qui y sont associés;
- Adoption d'une résolution demandant au conseil municipal d'entériner la modification au Plan d'urbanisme;
- Séance du comité exécutif d'où émanera une recommandation au conseil municipal;

- Adoption du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme (04-047-XXX) par le conseil municipal;
- Publication de l'avis public d'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme (04-047-XXX);
- Adoption des Règlements sur le zonage (2710-98), de PIIA (2561-11) et usages conditionnels (RCA05-19010-5) par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, aux encadrements administratifs et au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain GARCIA, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Sylvain GARCIA, 22 novembre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lynda POIRIER
Conseillère en aménagement
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 634-3471 poste 287
Télécop. : 514 634-8164

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-21

Michel SÉGUIN
Directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 634-3471 poste 290
Télécop. : 514 634-8164

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE LACHINE

***Règlement numéro* 04-047-XXX**
modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029)

Avis de motion et dépôt du projet de règlement	:	3 février 2020
Adoption du projet de règlement	:	3 février 2020
Consultation publique	:	
Adoption du règlement	:	
Avis public	:	
Entrée en vigueur	:	

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE LACHINE

(2)

***Règlement numéro 04-047-XXX* modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029)**

VU l'article 130.3 de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

VU l'article 109 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LRQ., chapitre A-19.1);

À la séance du (date d'adoption du règlement), le conseil d'arrondissement de Lachine décrète :

1. La carte 2.4.1 intitulée « Le schéma des secteurs d'emplois » de la partie I du *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) est modifiée par le remplacement de la partie de cette carte correspondant à l'arrondissement de Lachine par le document joint à l'annexe 1.

2. L'illustration 2.4.1 intitulée « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF » de la partie I de ce Plan est modifiée par le remplacement de la partie de cette illustration correspondant à l'arrondissement de Lachine par le document joint à l'annexe 2.

3. L'illustration 2.4.2 intitulée « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER » de la partie I de ce Plan est modifiée par le remplacement de la partie de cette illustration correspondant à l'arrondissement de Lachine par le document joint à l'annexe 3.

4. L'illustration 2.4.3 intitulée « LES GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS » de la partie I de ce Plan est modifiée par le remplacement de la partie de cette illustration correspondant à l'arrondissement de Lachine par le document joint à l'annexe 4.

5. L'encadré intitulé « DÉFINITIONS DE CERTAINES COMPOSANTES DE L'AFFECTATION DU SOL », de la section 3.1.1 de la partie I de ce Plan est modifié par l'insertion, après la définition « Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive », de la définition suivante :

> « **Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive**
> Activités récréatives intensives pratiquées sur des espaces extérieurs nécessitant des aménagements importants ou à l'intérieur de bâtiments d'envergure. Ces aménagements et bâtiments nécessitent des modifications substantielles des sites, de la topographie et du couvert végétal. Il peut s'agir d'un golf, d'un terrain sportif, d'une piscine, d'un bassin, d'une plage, d'une marina, d'un terrain de jeu, etc. ».

6. Le tableau intitulé « Catégories d'affectation du sol » de la section 3.1.1 de la partie I de ce Plan est modifié :

1° dans la colonne « COMPOSANTES », à la ligne correspondante à la catégorie « GRAND ESPACE VERT OU PARC RIVERAIN », des composantes suivantes :
«
- Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive »;

2° dans la colonne « NOTES », à la ligne correspondante à la catégorie « GRAND ESPACE VERT OU PARC RIVERAIN », de la note suivante :

« La composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » n'est autorisée que pour le secteur Meadowbrook (lot 1 292 249) situé à l'intérieur des limites de l'arrondissement de Lachine. ».

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE LACHINE

Règlement numéro 04-047-XXX **modifiant le** ***Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal*** **(04-047) afin d'assurer la concordance au** ***Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal*** **(RCG 14-029)**

7. La carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol » de la partie I de ce Plan est modifiée par le remplacement de la partie de cette carte correspondant à l'arrondissement de Lachine par les documents joints aux annexes 5A et 5B.

8. La « Table des matières » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par la suppression de l'article 9.3.4 et de son intitulé et par la suppression de l'« Objectif 7 » et de son intitulé.

9. Le troisième alinéa de l'article 9.2 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifié par le remplacement des mots « , de Lachine-Est ou de Meadowbrook » par les mots suivants : « ou de Lachine-Est ».

10. La carte intitulée « La synthèse des orientations pan-montréalaises » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par le remplacement de cette carte par le document joint à l'annexe 6.

11. La section 9.3.4 intitulée « Optimiser l'utilisation du secteur Meadowbrook » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est abrogée.

12. La carte intitulée « Le concept local d'organisation spatiale » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par le remplacement de cette carte par le document joint à l'annexe 7.

13. Le troisième alinéa de l'article 9.4 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifié par le remplacement des mots « , chemin De La Côte-de-Liesse et Meadowbrook » par les mots suivants : « et chemin de la Côte-de-Liesse ».

14. La carte intitulée « Les secteurs de planification détaillée » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par le remplacement de cette carte par le document joint à l'annexe 8.

15. Le tableau intitulé « Catégories d'affectation du sol » de la section 9.5 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifié par l'ajout :

1° dans la colonne « COMPOSANTES », à la ligne correspondante à la catégorie « GRAND ESPACE VERT OU PARC RIVERAIN », de la composante suivante :
«
- Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive »;

2° dans la colonne « NOTES », à la ligne correspondante à la catégorie « GRAND ESPACE VERT OU PARC RIVERAIN », de la note suivante :

« La composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » n'est autorisée que pour le secteur Meadowbrook (lot 1 292 249) situé à l'intérieur des limites de l'arrondissement de Lachine. ».

Règlement numéro 04-047-XXX **modifiant le** ***Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal*** **(04-047) afin d'assurer la concordance au** ***Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal*** **(RCG 14-029)**

16. La sous-section intitulée « Secteurs établis » de la section 9.5 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par l'abrogation du « Secteur 09-09 » et de ses paramètres de densité;

17. Le tableau intitulé « Le plan d'action » de la section 9.6 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifié, dans la ligne correspondante à « Enjeu 4 » et vis-à-vis les colonnes « Enjeux », « Objectifs », « Actions » et « Partenaires », par la suppression des mots et des chiffres.

ANNEXE 1
Carte 2.4.1 « Le schéma des secteurs d'emplois » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 2
ILLUSTRATION 2.4.1 « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 3
ILLUSTRATION 2.4.2 « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 4
ILLUSTRATION 2.4.3 « LES SECTEURS GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 5A
Carte 3.1.1 « L'affectation du sol » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 5B
Carte « L'affectation du sol » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 6
Carte « La synthèse des orientations pan-montréalaises » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 7
Carte « Le concept local d'organisation spatiale » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 8
Carte « Les secteurs de planification détaillée » - Extrait Arrondissement de Lachine

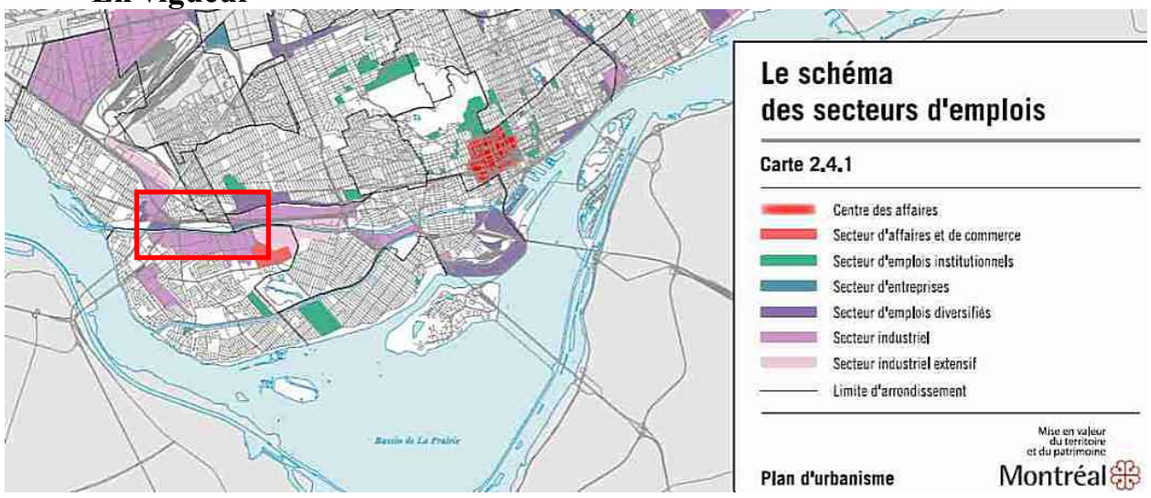
ANNEXES

***Règlement numéro* 04-047-XXX modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029)**

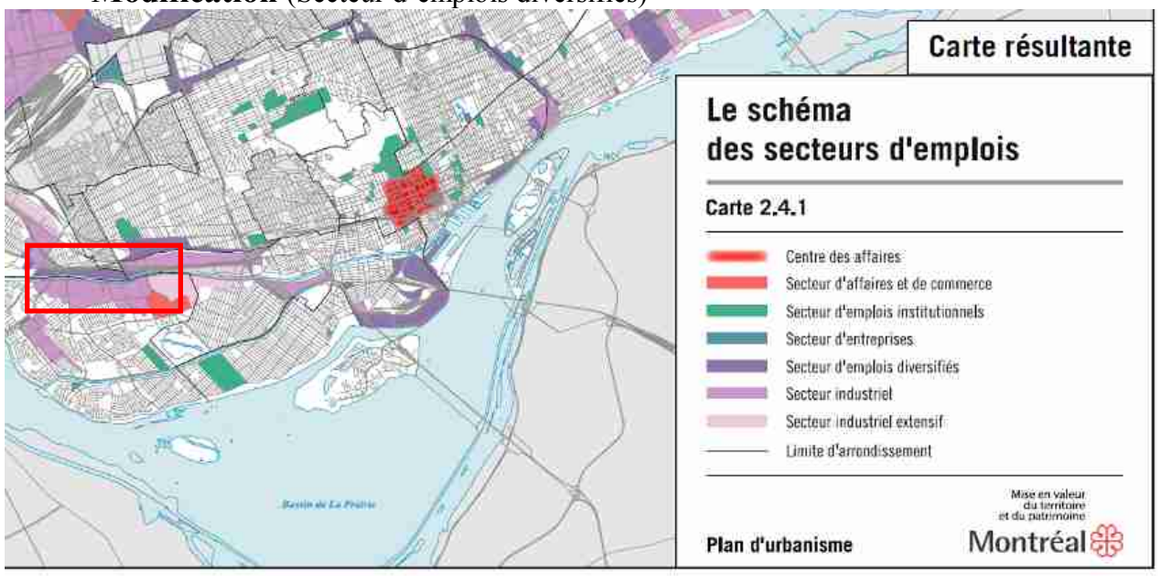
ANNEXE 1

Carte 2.4.1 « Le schéma des secteurs d'emplois » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



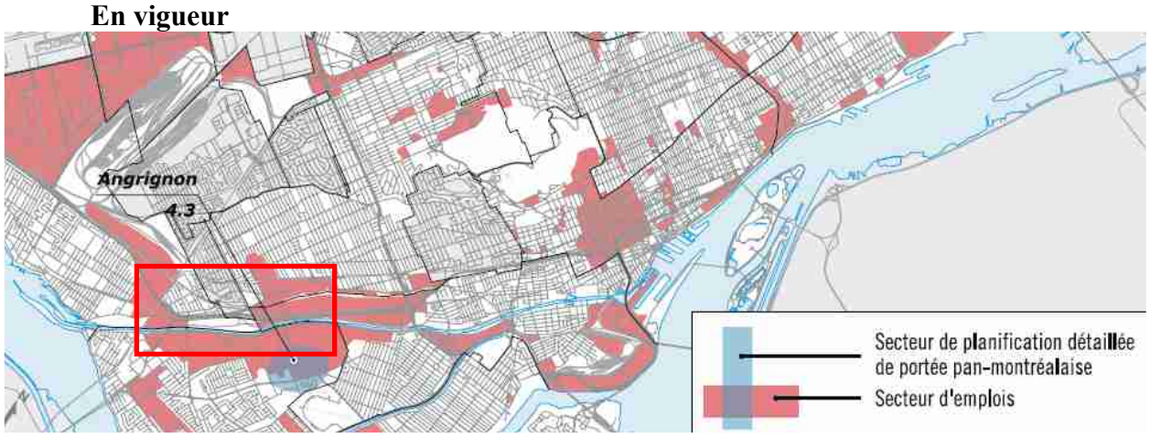
Modification (Secteur d'emplois diversifiés)



ANNEXE 2

ILLUSTRATION 2.4.1 « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



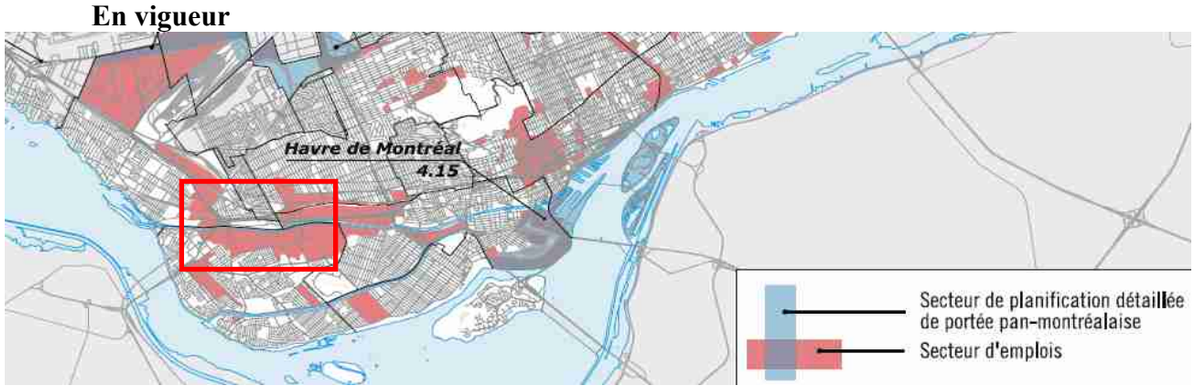
Modification



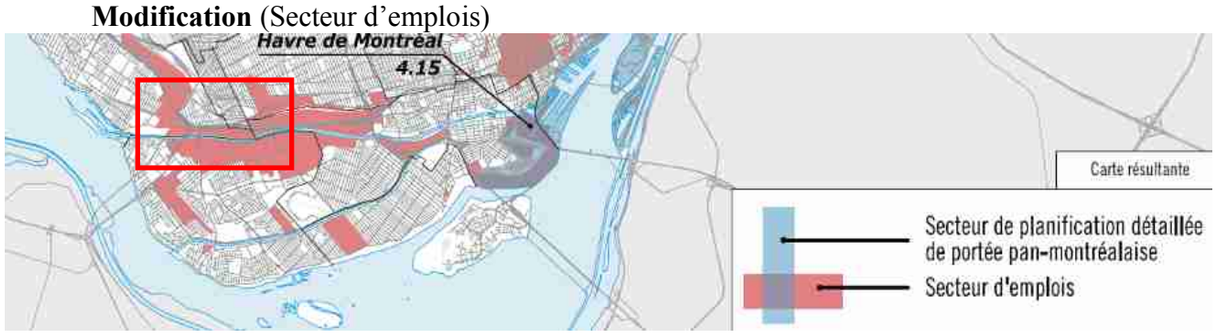
ANNEXE 3

ILLUSTRATION 2.4.2 « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



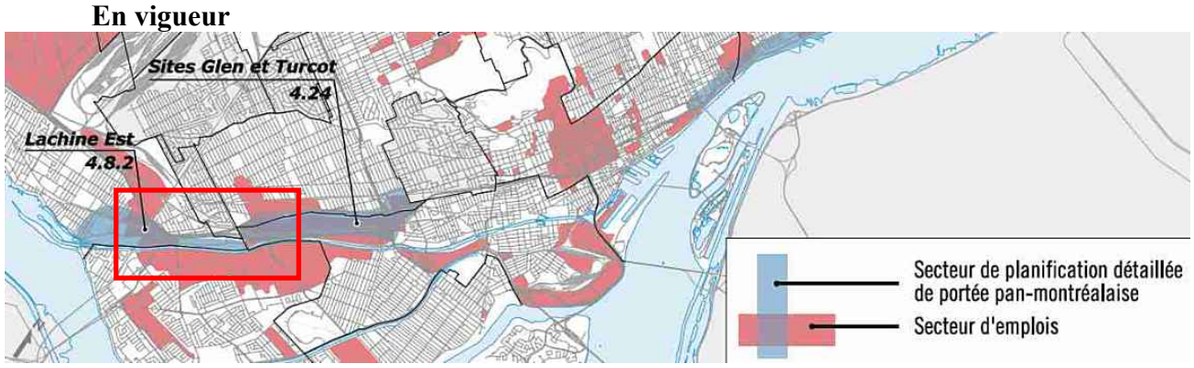
Modification (Secteur d'emplois)



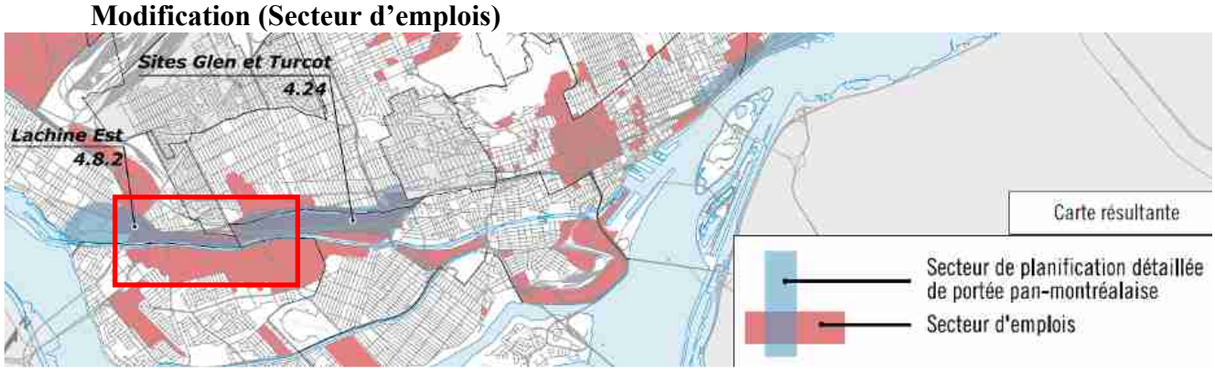
ANNEXE 4

ILLUSTRATION 2.4.3 « LES GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



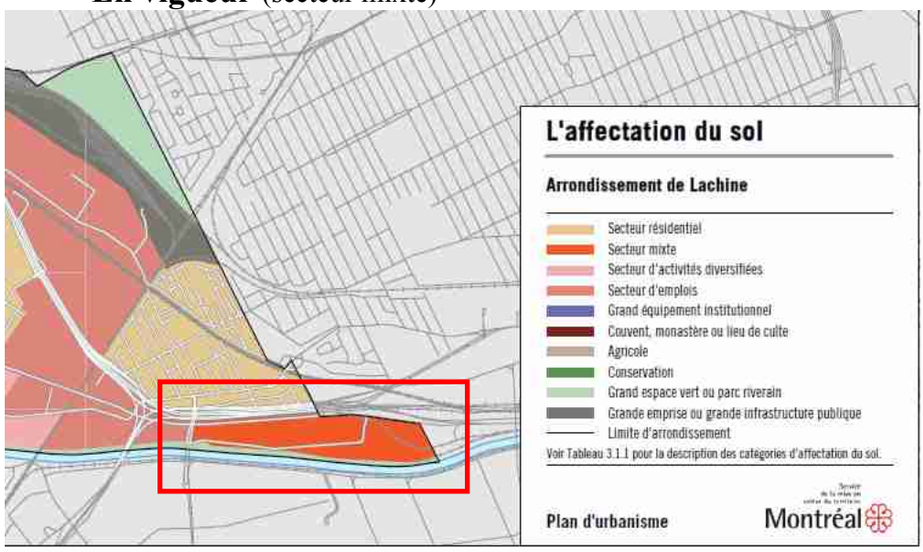
Modification (Secteur d'emplois)



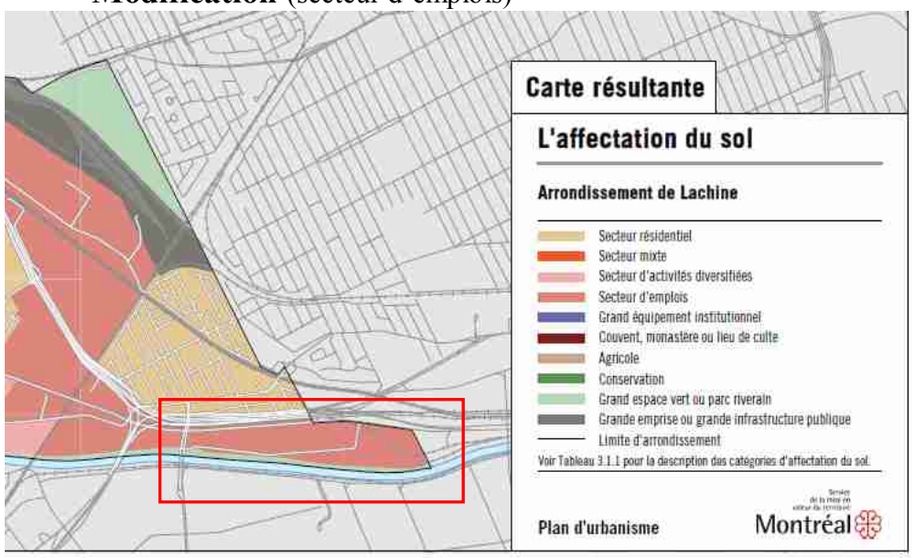
ANNEXE 5A

Carte 3.1.1 « L'affectation du sol » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur (secteur mixte)



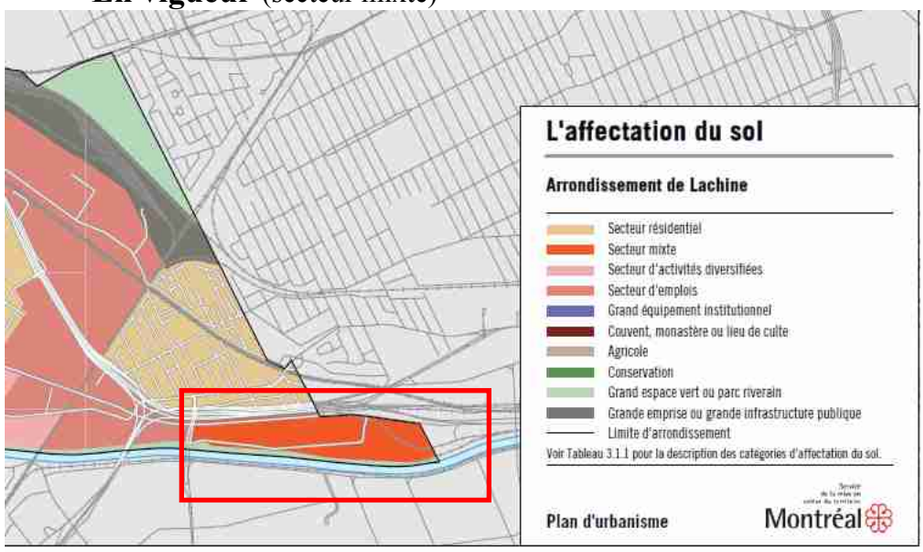
Modification (secteur d'emplois)



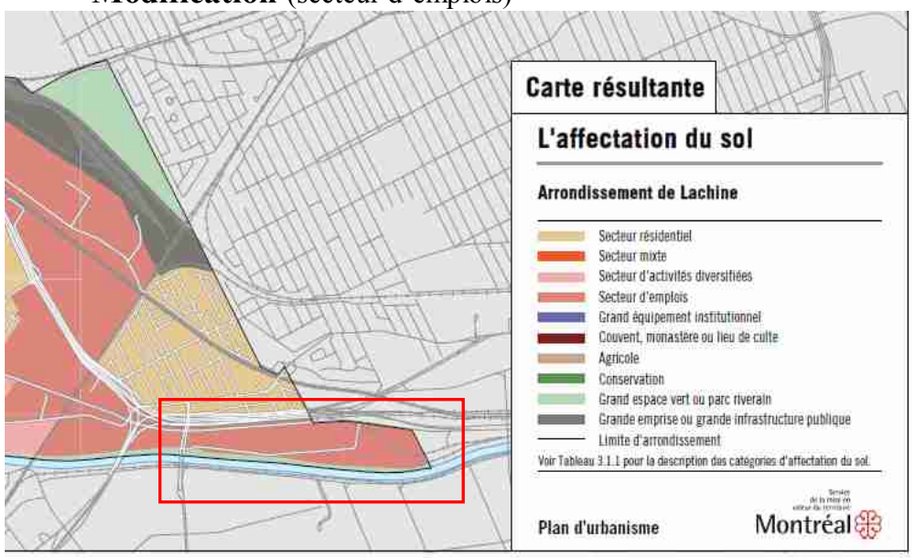
ANNEXE 5B

Carte « L'affectation du sol » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur (secteur mixte)



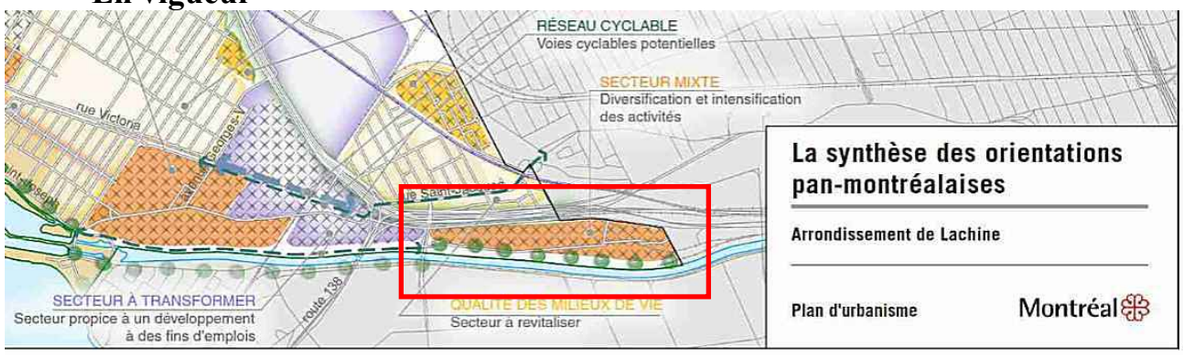
Modification (secteur d'emplois)



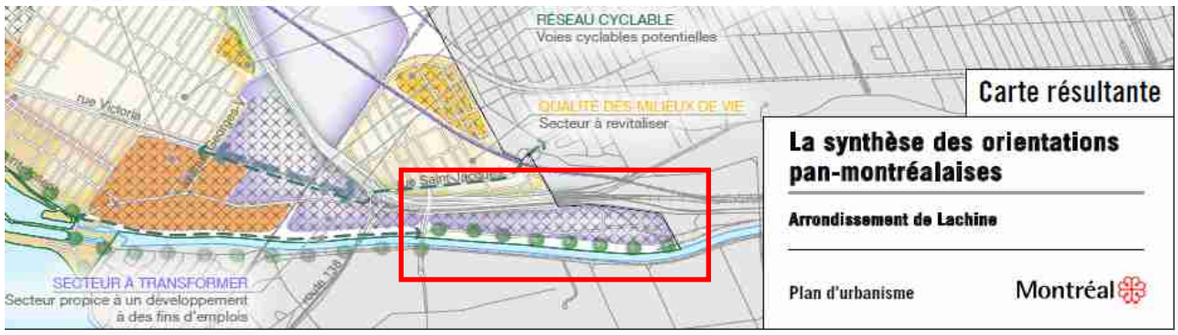
ANNEXE 6

Carte « La synthèse des orientations pan-montréalaises » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



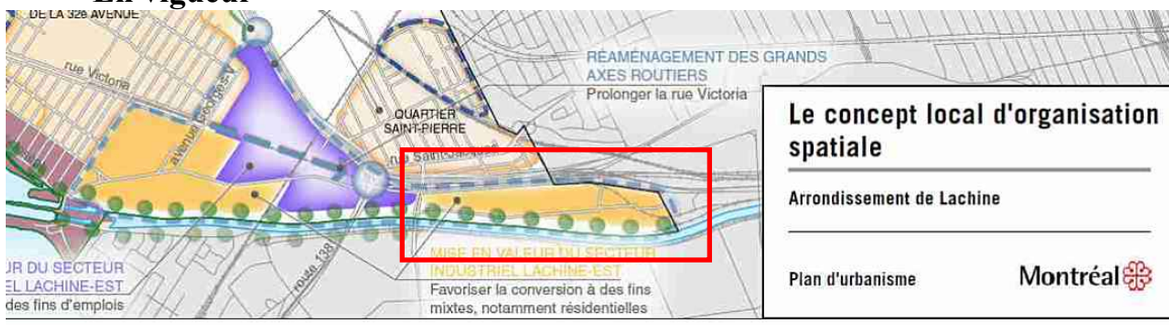
Modification



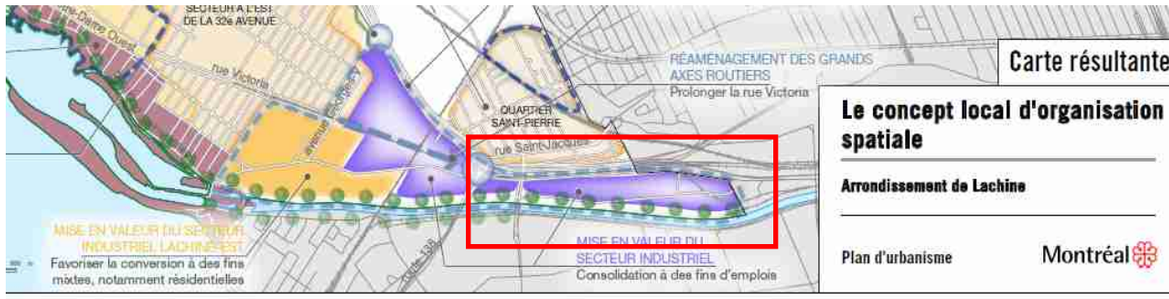
ANNEXE 7

Carte « Le concept local d'organisation spatiale » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



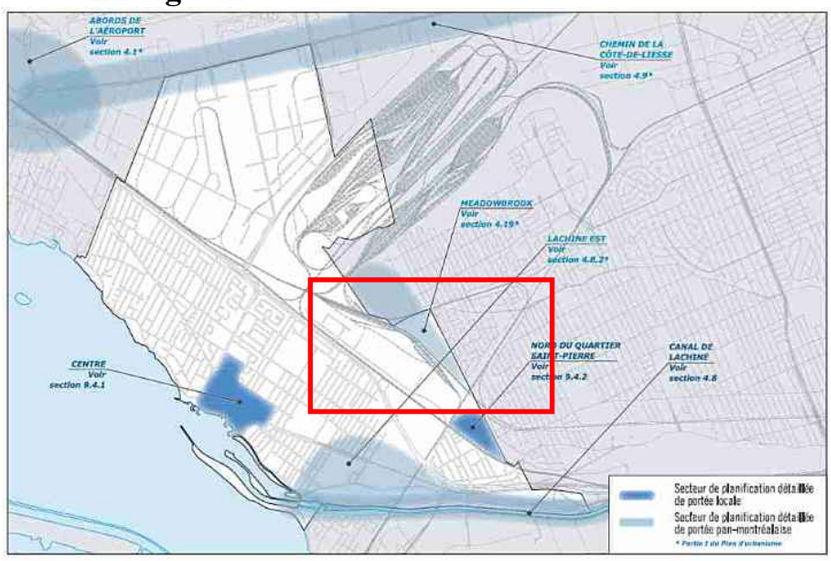
Modification



ANNEXE 8

Carte « Les secteurs de planification détaillée » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



Modification



AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 27 AVRIL 2018
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design et d'architecture de paysage.*

Îlot industriel Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal

Libellé du projet :	Modification du Plan d'urbanisme afin de remplacer l'affectation de l'îlot industriel de « secteur mixte » à « secteur d'emplois » et ainsi reconnaître sa vocation économique
Localisation :	Îlot industriel situé entre les rues Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-Canal, dont l'édifice est sis au 300, rue de la Berge-du-Canal Arrondissement de Lachine
Demandeur :	Développement du territoire et des services administratifs, Arrondissement de Lachine

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis écrit au conseil de la ville considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

LA PROPOSITION

La demande soumise vise à modifier l'affectation pour le secteur de l'îlot industriel Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal afin de reconnaître sa vocation économique. Le secteur visé est situé entre le canal de Lachine et l'autoroute 20 et s'étend le long de la rue de la Berge-du-Canal, entre l'avenue Saint-Pierre et la limite Est de l'Arrondissement de Lachine. Il s'agit d'un secteur enclavé par la présence des grandes infrastructures de transport.

Tel que mentionné dans les documents soumis, ce « secteur témoigne de la présence d'une activité industrielle importante pour l'économie montréalaise depuis le début du XXe siècle. Les rives du canal de Lachine sont devenues, entre 1905 et 1915, le noyau de l'industrie de ville Saint-Pierre. » Ce secteur s'inscrit encore aujourd'hui dans un grand corridor industriel (Turcot—Lachine Est) accueillant majoritairement des entreprises industrielles génératrices de nuisances ou à risques pour le voisinage.

Conformément aux orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, un exercice de planification stratégique est en cours d'élaboration pour le territoire Turcot—Lachine Est. La Ville de Montréal souhaite notamment confirmer la vocation économique de ce secteur et formaliser un corridor d'innovation industrielle dans l'axe des rues Notre-Dame Ouest et Saint-Patrick.

L'Arrondissement soutient ainsi qu'il « serait donc très peu opportun d'autoriser le développement d'unités résidentielles dans un milieu soumis à des nuisances importantes, qui est en marge des quartiers existants et qui est dépourvu de commerces et de services de proximité ». L'intention de l'Arrondissement est, en conformité avec les orientations de la Ville et de l'agglomération, de renforcer et de consolider le tissu industriel de ce corridor offrant des

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

milliers d'emplois et d'éviter le rapprochement d'usages qui lui sont incompatibles, par exemple, l'habitation. Conséquemment, l'Arrondissement souhaite affecter ce secteur à titre de « secteur d'emplois ».

LE PROJET

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a reçu les représentants de l'Arrondissement de Lachine et des services centraux lors de sa réunion du 27 avril 2018. Les représentants ont fait une brève présentation de la modification proposée ainsi que des enjeux relatifs au site.

Le CJV se réjouit de la formalisation d'un secteur d'emplois pour le site tout en retirant la possibilité d'y inclure des usages résidentiels. La modification proposée permettra de circonscrire les entreprises génératrices de nuisances tout en consolidant le pôle d'emplois.

Le CJV salue également l'exercice de planification stratégique en cours d'élaboration pour le territoire Turcot—Lachine Est, exercice qui devrait permettre d'obtenir une vision d'ensemble du corridor économique, au-delà des enjeux par arrondissements.

Selon les informations transmises lors de la réunion, une démarche est en cours par la Division du patrimoine afin de mieux comprendre les ensembles industriels d'intérêt dans le secteur. D'ailleurs, les membres expriment des préoccupations à l'égard d'un redéveloppement du secteur qui ne serait pas en dialogue avec le canal et son histoire. Il déplore l'absence d'une vision de développement pour l'ensemble du canal, concernant autant les secteurs industriels que résidentiels, au-delà de la zone d'intervention de Parc Canada et en tenant compte des orientations données par l'organisme.

Dans ce contexte, le CJV s'interroge sur la séquence des interventions. Sans être contre la modification demandée, il s'interroge sur la nécessité d'agir immédiatement par un changement au Plan d'urbanisme avant d'avoir obtenu les résultats des études en cours et avant qu'une vision d'ensemble ne soit établie. Cela étant, le CJV est convaincu de l'opportunité de consolider ce secteur à des fins économiques, ce qui explique qu'il peut émettre le présent avis.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis favorable à la demande de modification du Plan d'urbanisme considérant l'opportunité de circonscrire les usages industriels et de consolider la vocation économique et d'emplois du secteur. En considérant l'importance historique du canal de Lachine et la multiplication des projets à ses abords, le CJV recommande de définir une vision commune de développement, touchant tant les secteurs industriels que résidentiels, menée par la Ville et les Arrondissements, et tenant compte des orientations de Parcs Canada. Le CJV est ouvert à participer à la démarche de définition de la vision commune.

ORIGINAL SIGNÉ

Pierre Corriveau
Président

Le 10 mai 2018

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 27 AVRIL 2018
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design et d'architecture de paysage.*

Site Meadowbrook

Libellé du projet :	Modification du Plan d'urbanisme afin de compléter l'exercice de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal pour le site Meadowbrook
Localisation :	Lot 1 292 249 Arrondissement de Lachine
Demandeur :	Développement du territoire et des services administratifs, Arrondissement de Lachine

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis écrit au conseil de la ville considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

LA PROPOSITION

La présente demande vise à ajouter la composante « installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » à l'affectation « Grand espace vert ou parc riverain » pour la partie du golf Meadowbrook située sur le territoire de l'arrondissement de Lachine (une partie du terrain de golf est située sur le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc).

Selon les informations soumises par l'Arrondissement, cette demande de modification est l'aboutissement de multiples réflexions avec la Ville de Montréal (et les anciennes et les nouvelles villes suivant la réorganisation municipale du début des années 2000), de propositions de développement résidentiel dense du site par des promoteurs, de contre-propositions par Les Amis de Meadowbrook pour réaliser un parc nature et, enfin, de décisions judiciaires.

Le terrain de golf, dont la superficie totale est de 57 hectares, est situé en haut de la falaise Saint-Jacques aux limites territoriales des villes de Côte-Saint-Luc et Montréal-Ouest et de l'arrondissement de Lachine. De forme triangulaire, le terrain est délimité au sud et à l'ouest par les voies ferrées, la cour de triage et les parcs industriels. Au nord et à l'est, il est borné par les secteurs résidentiels des villes de Côte-Saint-Luc et Montréal-Ouest. Une voie ferrée traverse le terrain de golf au centre, laquelle correspond *grosso modo* à la limite entre la ville de Côte-Saint-Luc et l'arrondissement de Lachine. La partie du terrain de golf située sur le territoire de l'arrondissement qui fait l'objet du présent avis a une superficie d'environ 23,7 hectares. Le site est enclavé et difficile d'accès, particulièrement à partir du réseau routier de l'arrondissement. Du fait de sa localisation, le site joue un rôle de zone tampon entre les secteurs résidentiels, les infrastructures ferroviaires et les activités industrielles. Le seul accès véhiculaire public s'effectue à partir du chemin de la Côte-Saint-Luc et se termine en cul-de-sac dans le golf.

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

Le site accueille depuis 1917 une fonction récréative développée par le propriétaire d'origine, le Canadian Pacifique. Cette fonction récréative s'est rapidement transformée en golf, lequel est ouvert au public depuis 1970. Le site est encore aujourd'hui utilisé comme terrain de golf. L'Arrondissement soutient que les activités actuelles et passées ont permis de ne pas altérer la majorité du sol. Le terrain présente plusieurs qualités et caractéristiques d'intérêt, notamment au niveau paysager et écologique, sans compter un intérêt historique en raison de l'occupation amérindienne. La mise en valeur du site et la préservation de ses qualités naturelles et paysagères représentent l'un des deux grands enjeux du site identifiés par l'Arrondissement.

L'accessibilité et le désenclavement du site représentent le second grand enjeu du site identifié par l'Arrondissement. Depuis les années 1980, de nombreuses propositions de développement résidentiel dense ont été soumises par les promoteurs. En parallèle, Les Amis de Meadowbrook ont à leur tour tenté de convaincre les instances concernées de procéder à l'acquisition du site pour y aménager un parc nature. Les documents soumis par l'Arrondissement font état du refus de la Ville de Montréal de procéder aux investissements majeurs qui auraient été requis pour l'un ou l'autre des projets, soient la desserte en infrastructures municipales et la desserte véhiculaire ou piétonnière.

Aujourd'hui, le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal reconnaît l'ensemble du site comme étant un « grand espace vert ou récréation » où certaines composantes sont autorisées, ce qui exclut tout développement immobilier de type résidentiel. Lors de l'exercice de concordance du Plan d'urbanisme au Schéma d'aménagement en 2016, la Ville de Montréal a affecté la partie du site située sur son territoire à des fins de « grand espace vert ou parc riverain » et a abrogé la section 4.19 concernant le secteur de planification détaillée de portée panmontréalaise portant sur le site Meadowbrook ainsi que les paramètres de densité applicables au secteur.

Afin de compléter la concordance au Schéma d'aménagement, l'Arrondissement demande la modification du Plan d'urbanisme afin d'ajouter la composante « installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » aux composantes autorisées pour le site Meadowbrook. La modification inclut également l'abrogation des références au secteur à titre de secteur de planification détaillée de portée panmontréalaise ainsi qu'aux orientations, problématiques, balises et enjeux qui en découlent.

LE PROJET

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a reçu les représentants de l'Arrondissement de Lachine et des services centraux lors de sa réunion du 27 avril 2018. Les représentants ont fait une brève présentation de l'historique du site, des enjeux ainsi que l'encadrement réglementaire souhaité.

Après avoir entendu les représentants, le CJV est d'avis qu'il est prématuré de procéder à la modification du Plan d'urbanisme pour les motifs qui suivent.

Un site qui nécessite une planification détaillée et des paramètres de densité

Le CJV est d'avis qu'une planification détaillée, incluant la définition de paramètres de densité, est requise en amont de la modification au Plan d'urbanisme afin d'assurer la mise en valeur de ce site d'intérêt supra-local.

Depuis 2004, le site Meadowbrook est identifié à titre de secteur de planification détaillée de portée panmontréalaise

au Plan d'urbanisme, identification qui a été retirée suivant l'exercice de concordance en 2016. Indépendamment de l'affectation prescrite pour le site et des usages qui y seront exercés, le CJV estime qu'une planification détaillée est requise. Celle-ci permettra de définir les orientations d'aménagement ainsi que les objectifs poursuivis en tenant compte des valeurs de l'ensemble du site. Considérant que plusieurs usages de portée publique ou privée pourraient être autorisés, l'absence de planification détaillée risque de porter atteinte aux valeurs paysagères et écologiques ainsi qu'à l'intégrité du site. De plus, la possibilité d'autoriser la construction de plusieurs bâtiments entraînera la perte d'espaces verts et affectera, en conséquence, son rôle de zone tampon. La technique des plans d'implantation et d'intégration architecturale proposée n'a pas convaincu le CJV qu'il s'agit du meilleur mécanisme de contrôle dans les circonstances, particulièrement dans le cas d'un morcellement éventuel de la propriété.

L'exercice de planification détaillée permettra également de définir des paramètres de densité afin d'encadrer le développement selon la ou les vocations retenues et les valeurs du site. Cette réflexion à l'égard du taux d'implantation, du coefficient d'occupation au sol et des hauteurs est ainsi nécessaire en amont d'une modification du Plan d'urbanisme. En son absence, donner l'aval à la modification proposée mènera à des autorisations de développement à la pièce, sans égard aux caractéristiques et aux valeurs du site. Le site pourrait donc subir une grande transformation et perdre ses qualités paysagères et écologiques.

Un site qui nécessite une lecture supra-locale

Le CJV estime que le site Meadowbrook a été développé comme un tout et doit être lu dans une perspective supra-locale, c'est-à-dire au-delà des enjeux et des considérations de l'Arrondissement de Lachine. D'un point de vue administratif, le site se répartit à l'intérieur des limites de la ville de Côte-Saint-Luc et de la ville de Montréal (arrondissement Lachine) et est adjacent aux limites de la ville de Montréal-Ouest. Le CJV est d'avis que la vocation à privilégier, l'accessibilité et la desserte en services, la préservation des valeurs paysagère et écologique ainsi que la définition du rôle de zone tampon seraient mieux évalués dans un contexte de planification supra-locale versus une approche ponctuelle à la demande de l'Arrondissement. En ce sens, étant donné que le site se répartit sur plus d'un territoire municipal et que sa planification implique plusieurs instances municipales, le CJV est d'avis qu'une réflexion régionale à l'intérieur du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal devrait précéder à une modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis défavorable à la demande de modification du Plan d'urbanisme pour la partie du site Meadowbrook située sur le territoire de l'arrondissement de Lachine. Le CJV estime qu'il est prématuré de procéder à sa modification avant la détermination d'orientations d'aménagement et d'objectifs à l'égard de sa vocation et des constructions possibles sur le site. Le CJV considère qu'une planification détaillée, incluant la définition de paramètres de densité, s'avère nécessaire afin d'assurer sa mise en valeur, tant au niveau de sa vocation, de ses qualités paysagères et écologiques, de son accessibilité et de son rôle de zone tampon. Enfin, cette planification devrait être inscrite au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal étant donné les limites administratives dans lesquelles le site s'inscrit, sa portée supra-locale et l'importance de ses caractéristiques dans son ensemble.

ORIGINAL SIGNÉ

Pierre Corriveau

Président

Le 9 mai 2018

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

TABLEAU - Grille d'analyse réglementaire – Document complémentaire (Schéma) – Sommaire décisionnel 1197204010

DISPOSITIONS DU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE	EXERCICE DE CONCORDANCE	
	COMPLETÉE (dispositions déjà eev)	**À VENIR (2710-98 + autres)**
4.1 L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA MOBILITÉ		
Stationnement pour **vélos** – Règlement 2710-92- eev le 6 septembre 2017	✓	
Nombre maximum **d'unités de stationnement** *(rayon de 500 m)* – Règlement 2710-92 – eev le 6 septembre 2017	✓	
Accessibilité universelle *- (PIIA)*		✓
4.2 L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
4.2.1 Dispositions relatives au **verdissement -** (Règl. 2710-92- eev 6 septembre 2017) **+ bonifié dans Règl. 2710-98**	✓	
4.2.2 Dispositions particulières pour un **îlot de chaleur**, *sauf pour les ensembles industriels d'intérêt - (PIIA)*		✓
4.2.3 Dispositions particulières pour les **arbres -** (Règlements 2710-92- eev 6 septembre 2017, 2710-95- eev 20 septembre 2018	✓	
4.3 LE PATRIMOINE		
4.3.1 Site patrimonial déclaré du Mont-Royal	N/A	N/A
4.3.2 ***Grandes propriétés à caractère institutionnel hors du site*** *patrimonial déclaré du Mont-Royal Préservation des caractéristiques architecturales et paysagères, de hauteur et d'implantation - PIIA*		✓
4.3.3 Les ***secteurs de valeur patrimoniale*** *- Protection et mise en valeur des caractéristiques architecturales d'intérêt visibles d'une voie publique des bâtiments situés dans un secteur de valeur patrimoniale (Carte 12- Patrimoine) - PIIA*		✓
4.3.4 ***Lieux de culte d'intérêt*** *Préservation des caractéristiques architecturales et paysagères - PIIA*		✓
4.3.5 ***Patrimoine archéologique*** *Au moment de la demande du permis de lotissement qui vise à créer une emprise publique, faire une évaluation afin d'évaluer la mise en valeur des vestiges archéologiques - PIIA*		✓
4.4 LES TERRITOIRES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE	N/A	N/A
4.5 LE PAYSAGE		
4.5.1 ***Vues depuis et vers le mont Royal - PIIA***		✓
4.5.2 ***Vues sur le fleuve, le lac Saint-Louis****, le lac des Deux Montagnes, la rivière des Prairies, le canal de Lachine ou le canal de l'Aqueduc Implantation et configuration d'un projet de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment, mur, haie, clôture et permettre des vues entre les bâtiments et au-dessus - PIIA*		✓
4.5.3 Paysage agricole et vues sur le paysage agricole	N/A	N/A
4.5.4 Encadrement de **l'affichage commercial**	✓	
4.5.5 Route du ***parcours riverain*** *et* ***voie panoramique*** *- PIIA*		✓

TABLEAU - « Grille d'analyse réglementaire – Document complémentaire (Schéma) - Sommaire décisionnel 1197204010

DISPOSITIONS DU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE	EXERCICE DE CONCORDANCE	
	COMPLETÉE (dispositions déjà eev)	**À VENIR (2710-98 + autres)**
4.6 LES AFFECTATIONS		
4.6.1 Règles d'affectations - PIIA	✓	
4.6.2 Infrastructures publiques	✓	
4.6.3 Les maisons mobiles et les roulottes	N/A	N/A
4.7 LA ZONE AGRICOLE ET SES ACTIVITÉS	N/A	N/A
4.8 LES CONTRAINTES ET NUISANCES		
4.8.1 Zones de forte pente ou de risque d'érosion ou de glissement de terrain	N/A	N/A
4.8.2 La protection des rives, du littoral et des plaines inondables	✓	
Lacs et cours d'eau assujettis	✓	
Dispositions relatives aux rives	✓	
Dispositions relatives au littoral	✓	
- Normes relatives aux interventions à l'intérieur des plaines inondables	✓	
- Détermination de zones de faible et grand courant	✓	
- Dispositions relatives à la plaine inondable	✓	
- Mesures d'immunisation applicables aux constructions, ouvrages et travaux réalisés dans une plaine inondable	✓	
- Critères pour juger de l'acceptabilité d'une demande de dérogation	✓	
- Normes relatives aux opérations cadastrales et de distance d'un cours d'eau	✓	
4.8.3 Sécurité, bruit et vibrations		
4.8.3.1 Occupation d'un terrain adjacent à une gare de triage ferroviaire ou à une voie ferrée principale Les usages sensibles visés sont un usage résidentiel ou un des équipements collectifs et institutionnels (Bibliothèque, centre d'hébergement et de soins de longue durée, centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, centre de réadaptation, centre de services de santé et de services sociaux, centre hospitalier, école, établissement cultuel, tel qu'un lieu de culte et un couvent et garderie)	✓	
4.8.3.2 Occupation d'un terrain adjacent à une gare de triage ferroviaire (à moins de 300 mètres de l'emprise - Carte 24- Réseaux ferroviaires)	✓	
4.8.3.3 Occupation d'un terrain adjacent à une voie à débit important ou à une voie ferrée principale (à moins de 30 m si niveau sonore à l'intérieur du bâtiment est supérieur à 40 dBA Leq (24h))	✓	

Tableau réalisé par la DAUSE – Le 13 septembre 2019.

TABLEAU - « Grille d'analyse réglementaire – Document complémentaire (Schéma) - Sommaire décisionnel 1197204010

DISPOSITIONS DU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE	EXERCICE DE CONCORDANCE	
	COMPLETÉE (dispositions déjà eev)	**À VENIR (2710-98 + autres)**
4.8.3.4 Occupation d'un terrain adjacent à une autoroute ou à une voie rapide (Carte 33 – Densité résidentielle, d'un terrain d'un secteur de planification stratégique indiqué à la carte 3 – Concept d'organisation spatiale ou d'un terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme (PPU))	✓	
4.8.3.5 Occupations dans un secteur situé aux abords de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal	✓	
4.8.4 Voisinage de certains usages et territoires	✓	
4.8.4.1 Cohabitation entre les usages	✓	
4.8.4.2 Secteurs situés dans un rayon de 500 mètres d'un centre de traitement de matières organiques	✓	
4.8.4.3 Cohabitation entre les municipalités – (PIIA)		✓
4.8.4.4 Installation de transport d'hydrocarbures par pipeline	✓	
Définitions	✓	
DENSITÉ - *Carte 32 intitulée « Densité résidentielle » fixant les seuils minimums moyens de densité résidentielle (nombre de logements /ha brute) applicables aux secteurs à construire ou à transformer) Il reste à modifier la densité dans les zones M-347 à intégrer via le PPU sur le secteur Lachine-Est. Remplacer le COS min. de 0,5 à 0,9 dans les zones M-316, M-317, R-400 et M-430.*		✓ ***(pas inclus dans le Règlement 2710-98)***
AFFECTATION DU SOL ***1) Secteur Meadowbrook*** ✓ *Ajouter au PU la composante «Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive» à l'affectation «grand espace vert ou parc riverain» pour le golf Meadowbrook. Avis défavorable du Comité Jacques-Viger;* ✓ *Fixer les usages et normes d'implantation dans la nouvelle zone REC-600 (Règlement numéro 2710-98)*		✓ Règlement sur le Plan d'urbanisme Règlements de zonage + PIIA+ usages conditionnels
2) Secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge du Canal dont l'édifice sis au 300, rue de la Berge du Canal - *Modification au Plan d'urbanisme afin de remplacer un secteur couvert par l'affectation du sol « Secteur mixte » par une affectation du sol « Secteur d'emplois », et ainsi reconnaître sa vocation économique.* Aucun *changement au règlement sur le zonage – Voir le comité sur le Corridor d'innovation « AXEL CANAL INDUSTRIEL» - Avis favorable du Comité Jacques-Viger.*		✓ Règlement sur le Plan d'urbanisme
3) Ajouter une nouvelle classe d'usage « 490-Grandes emprises ou grandes infrastructures publiques» *Modifier l'ensemble des grilles des usages du Règlement sur le zonage* ***+ autoriser cet usage dans la zone REC-600***		✓ Règlement de zonage 2710-98

Tableau réalisé par la DAUSE – Le 13 septembre 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.01

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1200132003

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Conseil du patrimoine de Montréal et Comité Jacques-Viger
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de monsieur Michel Rochefort, urbaniste, à titre de membre du Comité Jacques-Viger jusqu'au 25 avril 2023

Il est recommandé :
d'approuver le renouvellement du mandat de monsieur Michel Rochefort, urbaniste, à titre de membre du Comité Jacques-Viger et ce, jusqu'au 25 avril 2023.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-05-04 15:28

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200132003**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Conseil du patrimoine de Montréal et Comité Jacques-Viger
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de monsieur Michel Rochefort, urbaniste, à titre de membre du Comité Jacques-Viger jusqu'au 25 avril 2023

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité Jacques-Viger (CJV) est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design urbain et d'architecture de paysage. Il formule des avis et émet des commentaires et des recommandations dans le but d'améliorer la qualité des plans, projets et politiques qui lui sont soumis, conformément au *Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022).* Il donne son avis sur les décisions d'urbanisme qui relèvent du Conseil municipal, telles que les modifications au Plan d'urbanisme et les projets adoptés en vertu de l'article 89 (paragraphes 1, 2, 3 et 5) de la Charte de la Ville.
Le comité est constitué de 9 personnes membres, dont une personne à la présidence et deux personnes à la vice-présidence. Les mandats sont d'une durée de trois (3) ans et ne peuvent être renouvelés de façon consécutive qu'une seule fois. À la fin de leur mandat, les personnes membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou nommées de nouveau, le cas échéant.

Le présent dossier vise le renouvellement de mandat d'une personne membre dont le mandat se terminait le 25 avril 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0504 (1170132002) - 25 avril 2017 - Nomination de monsieur Michel Rochefort à titre de membre du Comité Jacques-Viger pour un premier mandat de trois (3) ans.

DESCRIPTION

Le 25 avril dernier, le premier mandat de monsieur Michel Rocherfort, membre du Comité Jacques-Viger, prenait fin.
Monsieur Rochefort nous a confirmé son intérêt à renouveler son mandat pour un second mandat de trois (3) ans.

JUSTIFICATION

Monsieur Patrick Marmen, président du Comité Jacques-Viger, recommande le renouvellement du mandat de monsieur Rochefort, urbaniste de grande expérience, pour un second mandat de trois (3) ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour couvrir la rémunération des membres du Comité Jacques-Viger sont prévus au budget de fonctionnement du Service du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-21

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-05-04

Membre de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)
Membre du Centre de recherche sur la ville (CRV) et du Réseau Villes Régions Monde (VRM)

FORMATIONS ACADÉMIQUES

- 2001 – Doctorat en études urbaines
  Université du Québec à Montréal et Institut national de la recherche scientifique UCS
- 1995 – Mastère en aménagement et en maîtrise d'ouvrage urbaine
  École Nationale des Ponts et Chaussées (Paris)
- 1992 – Baccalauréat en architecture (ancien programme de 120 crédits)
  Université de Montréal

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

- 2016 — Professeur agrégé
  Université du Québec à Montréal
  Département d'études urbaines et touristiques
  Champs d'expertise : instruments de planification et de réglementation en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, analyse des processus de prise de décision
- 2012 - 2016 — Coordonnateur à l'aménagement du territoire métropolitain
  Communauté métropolitaine de Montréal
- 2009 - 2012 — Coordonnateur à l'aménagement du territoire métropolitain
  Communauté métropolitaine de Québec
- 2003 - 2009 — Conseiller à la direction générale
  Communauté métropolitaine de Montréal
- 2001 - 2003 — Conseiller au sous-ministériat aux politiques et à la concertation métropolitaine
  Ministère des Affaires municipales et de la Métropole

RÉALISATIONS RÉCENTES

Chapitre de livre

Rochefort, M. (2018). La planification métropolitaine en aménagement comme « lieu transactionnel » : le cas de la Communauté métropolitaine de Montréal. Dans G. Bettoni, D. Le Bras et F. Navarre (dir.), *Métropoles en chantiers 2, Ambitions métropolitaines, réalités territoriales*. (p. 123-137). France : Berger-Levrault. ISBN : 978-2-7013-1979-7.

Rapport de recherche

Rochefort, M. (2019). Enquête sur l'utilisation des règlements d'urbanisme au Québec.

Rapport :
https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement_territoire/documentation/enquete_rlau_mamh.pdf

Sommaire :
https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement_territoire/documentation/sommaire_enquete_rlau_mamh.pdf).

Ananian, P., Dallaire, J.-P., Declève, B., Jarousseau, E., McCormick, K., Rochefort M., Said V., Ternon A. (2019). Innovation de stratégies de redynamisation par le projet urbain : Bruxelles, Montréal, Lyon et Île-de-France. Association mondiale des grandes métropoles (Métropoles) et Ville de Montréal.

Actes de colloque (CAC)

Rochefort, M. (2018). Le rôle de l'urbaniste dans la standardisation des projets urbains. *Actes du colloque des 20èmes rencontres internationales en urbanisme de l'APERAU « Que reste-t-il du projet ? »*. (p. 195-199). France : Université de Lille, IAUL, Laboratoire TVES, Lille. ISBN : 978-2-9522970-2-8.

Texte de vulgarisation (TVU)

Rochefort, M. (2019). Quelques observations sur l'utilisation des règlements d'urbanisme. Urbanité (Revue de l'Ordre des urbanistes du Québec), Hiver 2019, 21-23.

Présentation à titre de conférencier

2018. Lille (France). APERAU – colloque de l'Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme. *Le rôle des urbanistes dans la standardisation des projets urbains.*

2017. Varsovie (Pologne). EURA 2017 - conférence de l'European Urban Research Association. Defusing Local Resistance to a Metropolitan Land-use and Development Plan through Innovative Partnerships: The Case of the Communauté métropolitaine de Montréal (Canada).

2017. Montréal. ACFAS - Colloque Vivre Montréal : enjeux et défis d'une ville en mutation. Planifier Montréal et sa région : entre continuité, changements et imprévus.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.02

2020/05/25
13:00

(2)

Dossier # : 1207520002

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division recherche de talents et dotation - cadres
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Nadine Mailloux à titre d'Ombudsman à compter de la date de résolution du Conseil municipal ou d'une autre date convenue entre les parties, pour un mandat déterminée d'une durée de 4 ans; autoriser le directeur général à signer le contrat de travail pour et au nom de la Ville de Montréal

Il est reommandé :
1- d'approuver la nomination de Nadine Mailloux à titre d'Ombudsman à compter de la date de résolution du Conseil municipal ou d'une autre date convenue entre les parties, pour un mandat déterminé d'une durée de 4 ans.

2- d'autoriser le directeur général à signer le contrat de travail pour et au nom de la ville.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-19 14:56

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207520002**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division recherche de talents et dotation - cadres
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Nadine Mailloux à titre d'Ombudsman à compter de la date de résolution du Conseil municipal ou d'une autre date convenue entre les parties, pour un mandat déterminée d'une durée de 4 ans; autoriser le directeur général à signer le contrat de travail pour et au nom de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Suite à l'annonce du départ à la retraite de la titulaire actuelle du poste, le rôle d'Ombudsman doit être comblé. Un processus de recrutement interne et externe a donc débuté à la fin de mois de novembre 2019 afin de doter le poste.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La candidate retenue a été soumise à deux étapes d'évaluation.
Elle a été rencontrée en entrevue de sélection par un comité de quatre membres: Aref Salem, Conseiller municipal, Benoit Dorais, Président du comité exécutif, Serge Lamontagne, Directeur général et Julie Meunier, Chef de division, Dotation des cadres.
Les compétences génériques de gestion ont été évaluées par la firme SPB Psychologie organisationnelle.
À l'issue de ce processus, madame Nadine Mailloux a été retenue pour exercer les fonctions d'Ombudsman de la Ville de Montréal.

Madame Mailloux cumule plus de vingt ans d'expérience à titre d'Ombudsman; principalement en milieu universitaire, hospitalier et depuis les dernières années dans l'environnement municipal, à titre d'Ombudsman à la ville de Laval.
Avocate de formation, elle a su se démarquer tout au long de sa carrière, notamment auprès d'organisations visant à mettre de l'avant les meilleures pratiques d'ombudsman.
Elle est vice-présidente du Forum canadien des ombudsmans à travers le Canada et le monde et elle co-dirige le programme de certificat avancé visant les ombudsmans d'expérience - Advanced essentials for ombuds – Faculté de droit Osgoode Hall, à l'Université York.
Elle est également l'une des 3 membres représentant l'Amérique du nord au conseil d'administration de l'Institut International de l'ombudsman.

Nous sommes convaincus que l'expérience, compétences et qualités de Madame Mailloux

seront un atout pour la Ville de Montréal, et principalement pour le Bureau de l'Ombudsman.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Nadine Mailloux sera embauchée à titre d'Ombudsman au salaire 2020 de 177 000$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Considérant le statut contractuel à durée déterminée de Nadine Mailloux, le contrat de travail figurant en pièce jointe devra être signé par les parties.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La nomination de Nadine Mailloux est conforme à l'article 10.2.2 de la Politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal et à l'article 5 des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal. De plus, à la suite des vérifications effectuées, le Service des ressources humaines atteste que ce dossier respecte les règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie MEUNIER
Chef de division, Dotation des cadres

Tél : 514-872-6416
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-19

Julie MEUNIER
C/D Dotation des cadres

Tél : 514-872-6416
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Simon LEFRANÇOIS
Directeur dotation et diversité en emploi
Tél : 514 872-2592
Approuvé le : 2020-05-19

Me NADINE MAILLOUX, Ombudsman Ville de Laval, Médiatrice accréditée
Ombudsman depuis près de 20 ans, parfaitement bilingue oral/écrit - français/anglais

---

PROFIL

Ombudsman de la Ville de Laval depuis 6 ans, j'exerce le rôle d'ombudsman depuis près de 20 ans dont 14 ans dans des environnements hospitaliers et universitaires complexes comptant de multiples parties prenantes dans le secteur de la santé.

Je pratique depuis toujours, une philosophie d'intervention basée sur les principes de médiation et sur la recherche de solutions gagnant-gagnant, qui permettront au citoyen et à sa ville, la poursuite d'une relation de confiance. J'exerce une approche bienveillante et collaborative en m'acquittant de mon rôle de façon impartiale et indépendante. Je réalise des interventions crédibles et construtives, autant pour les plaignants que pour l'organisation.

Je suis très impliquée auprès d'organisations visant à mettre de l'avant les meilleures pratiques d'ombudsman. Je suis vice-présidente du Forum canadien des ombudsmans (ce qui signifie l'opportunité de s'inspirer des meilleures pratiques et de profiter de l'expérience d'ombudsmans reconnus à travers le Canada et le monde, pour leur expertise) et je co-dirige le programme de certificat avancé visant les ombudsmans d'expérience - Advanced essentials for ombuds – Faculté de droit Osgoode Hall, Université York. Ce programme est dispensé par des ombudsmans réputés, du Canada et de l'international et s'adresse à des ombudsmans d'expérience.

Je suis également l'une des 3 membres représentant l'Amérique du nord au conseil d'administration de l'Institut International de l'ombudsman.

FORMATION ACADÉMIQUE ET IMPLICATION PROFESSIONNELLE

- Barreau du Québec 1999;
- Baccalauréat en droit Université de Montréal;
- Médiatrice accréditée par le Barreau du Québec en matière civile 2011;
- Vice-présidente du Forum canadien des ombudsmans;
- Co-directrice du programme de certificat avancé conçu pour les ombudsmans canadiens à la Faculté de droit Osgoode Hall de l'Université de York;
- Membre du conseil d'administration et représentante de l'Amérique du nord auprès de l'Institut International de l'Ombudsman;
- Membre de l'Institut des médiateurs accrédités du Québec;
- Membre de l'Institut d'arbitrage et de médiation du Canada;
- Membre de l'Association des responsables de la gestion des plaintes du Gouvernement du Québec;
- Formatrice – Ombudsmans – Notions essentielles - meilleures pratiques à l'Université de Sherbrooke;
- Formatrice – Enquêtes systémiques pour petits bureaux à l'Université de Sherbrooke 2017;
- Formatrice – Principes essentiels de la fonction - nouveaux ombudsmans fédéraux 2019;
- Formatrice – Présentation sur le langage clair au Colloque Clarity 2018;
- Présentation à de multiples conférences d'ombudsmans;
- Mise sur pied du Regroupement des ombudsmans municipaux;

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

VILLE DE LAVAL - OMBUDSMAN 2013 à ce jour

Nommée en 2013 par la Commission municipale du Québec dans le cadre de la mise en tutelle de la Ville. Relève désormais du Conseil municipal et agit présentement dans le cadre de son second mandat.

RESPONSABILITÉS :

- L'ombudsman est indépendante de l'administration municipale et des élus. Elle est apolitique et impartiale. Elle s'assure que les citoyens soient desservis de façon respectueuse et équitable par la Ville de Laval. Elle intervient ou enquête chaque fois qu'elle a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou est vraisemblablement susceptible de l'être par l'acte ou l'omission de la Ville ou d'un organisme paramunicipal, ou de leurs employés.;
- Elle peut agir de sa propre initiative, à la demande d'un citoyen ou d'un groupe de citoyens, du comité exécutif ou du conseil municipal;
- Elle examine les dossiers afin de dégager des solutions pragmatiques et raisonnables;
- Elle transmet des conclusions écrites motivées au plaignant après les lui avoir expliqué verbalement. Elle s'assure que celles-ci soient bien comprises par le citoyen et le fait avec empathie;
- Elle dresse annuellement le bilan public de ses activités;
- Elle gère l'ensemble des experts externes engagés dans le cadre des dossiers.

RÉALISATIONS:

- Mise en place du Bureau de l'ombudsman dans le contexte d'une crise sans précédent pour la Ville;
- Conception et application d'un plan stratégique sur 5 ans;
    - Élaboration et mise en oeuvre de la procédure du traitement des plaintes du Bureau de l'ombudsman;
    - Ingénierie des façons de faire et processus pour l'ensemble des activités du Bureau;
    - Implantation de paramètres rigoureux d'enquête et de suivi des dossiers;
    - Établissement de la crédibilité du bureau et de la confiance des citoyens envers ce dernier;
    - Promotion d'une philosophie d'approche citoyenne caractérisée par l'ouverture et la bienveillance;
    - Instauration d'un lien de confiance et d'un climat de collaboration avec les gestionnaires et information systématique sur les dossiers de leurs services;
    - Introduction de rencontres statutaires avec la direction générale et la Mairie;
- Rencontres de divers types avec les élus :
    - Présentation sur le rôle de l'ombudsman;
    - Formation sur l'approche citoyenne et sur les mesures alternatives de résolution des différends;
    - Présentation du rapport annuel;
- Coordination et rédaction du rapport annuel ainsi que du dévoilement public de ce dernier;
- Rayonnement du Bureau de l'ombudsman de la Ville de Laval :
    - Rencontres des groupes communautaires et tables de concertation;
    - Multiples conférences et formations dispensées à différents acteurs de la Ville;
    - au sein du Forum canadien des ombudsmans et de l'Institut International de l'ombudsman*;*
    - à titre de co-directrice du programme de certificat - Notions avancées pour les ombudsmans – Faculté de droit Osgoode Hall, Université York.

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JEANNE-MANCE - OMBUDSMAN 2005 à 2013

Établissement affilié à l'Université de Montréal, comptant 3000 employés dont une majorité sont syndiqués, 3 CLSC et 8 centres d'hébergement répartis en 21 points de service au centre-ville de Montréal et quelques milliers d'usagers.

RESPONSABILITÉS :

- Responsable envers le conseil d'administration du CSSS, du respect des droits des usagers et du traitement diligent de leurs plaintes;
- Appliquer la procédure d'examen des plaintes avec impartialité;
- Promouvoir l'indépendance du rôle d'ombudsman et du régime d'examen des plaintes, de même que sa confidentialité;
- Promouvoir et utiliser la médiation et la négociation;
- Transmettre des conclusions motivées verbales et écrites au plaignant;
- Faire des recommandations à l'endroit des différentes directions de façon à mettre de l'avant l'intérêt du patient;
- Intervenir de sa propre initiative lorsqu'elle a des motifs raisonnables de le faire;
- Donner son avis sur toute question de sa compétence que lui soumet le conseil d'administration ou tout comité de l'établissement;
- Dresser le bilan annuel public de ses activités.

RÉALISATIONS:

- Mise sur pied et responsabilité du comité de vigilance du conseil d'administration;
- Établissement d'un lien de confiance et d'un climat de collaboration avec les gestionnaires;
- Présentations multiples auprès des gestionnaires, intervenants et usagers sur le traitement des plaintes afin de favoriser leur adhésion;
- Consultations aux gestionnaires sur la gestion de situations conflictuelles;
- Membre du comité de soutien à l'éthique;
- Rédaction et mise en place de la procédure du traitement des plaintes;
- Formation sur le traitement des plaintes médicales aux médecins de l'établissement;
- Mise sur pied du Regroupement des ombudsmans du réseau de la santé.

HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT – OMBUDSMAN 2003-2005

RESPONSABILITÉS

- Les responsabilités sont essentiellement les mêmes que pour la fonction ci-haut décrite puisque l'ombudsman du réseau de la santé au Québec est un ombudsman législatif.

RÉALISATIONS

- Refonte de la procédure de traitement des plaintes et mise en place;
- Enseignement sur le traitement des plaintes médicales aux médecins de l'établissement;
- Révision du volet juridique des obligations du patient;
- Révision de la politique de réclamations;
- Mise en place d'un système de gestion des 1400 dossiers de plaintes par an;
- Instauration de rencontres multidisciplinaires impliquant les spécialités médicales et le personnel syndiqué.

CENTRE D'HÉBERGEMENT CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL – CONSEILLÈRE À LA DIRECTION GÉNÉRALE 2001-2005

RESPONSABILITÉS

- Responsable du lien entre les comités d'usagers et la direction et le conseil d'administration;
- Membres de tous les comités de sélection des cadres supérieurs et intermédiaires;
- Membre du comité d'éthique clinique;

RÉALISATIONS

- Mise en place de processus de médiation et de négociation entre les différentes instances;
- Avis juridiques au tuteur nommé par le ministre de la santé et des services sociaux en 2003;

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL-CENTRE OMBUDSMAN DE 2E INSTANCE 1999-2001

RESPONSABILITÉS

- Examen en 2e instance des plaintes traitées par les ombudsmans des établissements de santé de Montréal;

RÉALISATIONS

- Séances de formation sur le traitement des plaintes à la communauté anglophone
- Rédaction de mémoires en commission parlementaire sur le régime de traitement des plaintes;

LAPOINTE ROSENSTEIN MARCHAND MELANÇON s.e.n.c.r.l. - STAGIAIRE ET AVOCATE 1998-99

AIR CANADA - AGENT DE BORD ÉTÉS 1997-1998

IMPLICATION CARITATIVE

- Ombudsman pro bono de l'organisme Le Phare, enfants et familles offrant du répit à des enfants souffrant de maladie nécessitant des soins complexes - 2011 à ce jour;
- Présidente de l'Association des parents de Mont-Royal - 2009-2014;
- Coordination de la Clinique juridique bénévole du Pavillon d'éducation communautaire du quartier Hochelaga-Maisonneuve - 1999-2004.

Références fournies sur demande

Contrat de travail à durée déterminée pour l'embauche d'un cadre de direction

Intervenu

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège social au 275, rue Notre-Dame Est, dans les villes et districts de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, représentée aux fins des présentes par le directeur général de la Ville, Serge Lamontagne, dûment autorisé par résolution du conseil municipal.

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : Nadine Mailloux (100266782)

Ci-après appelée l'« **Employée** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet, fonction et objectifs

1.1. Objet

L'Employée rend disponibles et fournit à la Ville, qui les retient, ses services à plein temps pour occuper le poste d'ombudsman (#103700).

L'Employée convient qu'elle doit respecter les règles qui sont applicables à ses fonctions prévues par loi ou règlement. Elle convient également de respecter les politiques, directives et encadrements administratifs de la Ville, tels que modifiés de temps à autre, y incluant notamment le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal. Elle s'engage ainsi notamment à respecter ses valeurs d'intégrité, de loyauté et de respect et d'accomplir les devoirs de ses fonctions.

Le présent contrat de travail est régi par les Conditions des cadres de la Ville de Montréal (ci-après appelées « Conditions des cadres »), telles que modifiées de temps à autre.

1.2. Description de la fonction

Sous l'autorité du conseil municipal et du comité exécutif, et relevant administrativement du directeur général, l'ombudsman a pour mandat de traiter, en dernier recours, les plaintes de citoyens qui se croient lésés en regard à une décision, une recommandation, un acte ou une omission de la Ville de Montréal et qui ont tenté de régler le problème à travers les rouages de l'Administration, sans succès. L'ombudsman devient alors un interlocuteur susceptible de les aider à trouver une solution à leur problème. Il intervient de sa propre initiative, à la demande d'une personne ou d'une instance décisionnelle de la Ville.

1.3. Objectifs

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, l'Employée s'engage à consacrer tous ses efforts pour en assumer pleinement les charges et atteindre ses objectifs qui sont convenus annuellement avec son supérieur immédiat.

Article 2 – Durée

Le présent contrat est pour un mandat d'une durée déterminée de 4 ans. Il entre en vigueur le (date du début du contrat) et prend fin le (date du fin du contrat).

L'Employée sera assujettie à la période de probation prévue aux Conditions des cadres, telles que modifiées de temps à autre.

Article 3 – Rémunération et conditions

Sous réserve des dispositions au présent contrat de travail, la rémunération et les conditions de l'Employée sont prévus aux Conditions des cadres, telles que modifiées de temps à autre.

3.1. Salaire annuel de base

Le salaire annuel de base pour l'année 2020 est fixé à compter du (date du début du contrat) à 177 000 $. Il est indexé annuellement tel que prévu aux Conditions de cadres.

3.2. Régime de retraite

L'Employée adhère automatiquement au régime de retraite applicable aux cadres de direction de la Ville dès qu'elle satisfait aux conditions d'adhésion de ce régime.

Article 4 – Résiliation

Les parties peuvent résilier le présent contrat de la manière prévue pour les cadres de direction à l'article 18 des Conditions des cadres, telles que modifiées de temps à autre.

Article 5 – Règles éthiques après emploi

5.1. Le cadre de direction ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions, accepter une nomination au conseil d'administration ou comme membre d'une entité avec laquelle elle a eu des rapports officiels, directs et importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions ou accepter d'exercer une fonction ou un emploi au sein d'une telle entité.

Le présent paragraphe ne s'applique pas à une nomination au conseil d'administration ou comme membre ou employée du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec ou d'une autre province, d'une ville autre que Montréal, ou d'une société ou organisme d'un de ces gouvernements; le présent paragraphe ne s'applique pas non plus à une nomination au conseil d'administration ou comme membre ou employée d'un organisme sans but lucratif.

5.2. Le cadre qui a cessé d'exercer ses fonctions au sein de l'administration municipale doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures.

Le cadre qui a cessé d'exercer ses fonctions au sein de l'administration municipale ne doit pas communiquer une information confidentielle. Elle ne peut non plus donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Ville ou un tiers avec lequel elle avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions.

Le cadre qui a agi relativement à une procédure, une négociation ou une autre opération particulière ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions au sein de l'administration municipale, agir au nom ou pour le compte d'autrui à l'égard de la même procédure, négociation ou autre opération.

Le cadre ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions, intervenir pour le compte d'une entité auprès d'un service ou d'un arrondissement où elle a travaillé au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions.

Article 6 – Autres conditions

Toutes les politiques, directives, normes et méthodes de la Ville, telles que modifiées de temps à autre, régissent les relations entre les parties comme si elles étaient spécifiquement décrites aux présentes.

Le présent contrat est conditionnel à son approbation par l'autorité compétente.

Article 7 – Signatures

Le présent contrat est signé en trois exemplaires.

La Ville :

_____ _____

Par : Serge Lamontagne Date :

L'Employée :

_____ _____

Par : Nadine Mailloux Date :

Cette nomination a été approuvée par le conseil municipal le __(date)_____ en vertu de la résolution _____.

Motion de l'Opposition officielle **65.01**
Séance du conseil municipal du 25 mai 2020

Motion pour obliger le port d'un couvre-visage dans les transports en commun

Attendu que la COVID-19 se transmet à partir des gouttelettes respiratoires pouvant être projetées dans l'air, sur des biens et objets, ou sur des surfaces et à partir de contacts personnels rapprochés;

Attendu que le port d'un couvre-visage permet de limiter la projection de gouttelettes dans l'environnement;

Attendu que selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le port d'un masque est l'une des mesures de prévention pouvant limiter la propagation de certaines maladies virales respiratoires, dont la COVID-19, lorsqu'il s'accompagne de la distanciation physique et du lavage des mains;

Attendu qu'une portion importante des gens infectés par le coronavirus sont asymptomatiques, soit ne présentent pas de symptômes courants, et qu'ils ne se protégeront peut-être pas d'emblée par le port d'un couvre-visage (notamment dans les endroits clos);

Attendu que les autobus et voitures de métros constituent des espaces relativement clos où il est difficile de faire respecter la distanciation physique de deux mètres;

Attendu que le gouvernement du Québec et la direction régionale de la santé publique recommandent fortement le port d'un couvre-visage dans les lieux publics où la distanciation physique de deux mètres n'est pas possible, par exemple dans les autobus et à l'épicerie;

Attendu que la STM rend disponibles, à tous les employés qui en font la demande, des masques artisanaux ou des couvre-visages et qu'elle invite ses employés à donner l'exemple lorsqu'ils se déplacent en autobus et en métro;

Attendu que la Ville de Montréal distribue des couvre-visages aux différentes populations vulnérables;

Attendu que l'épidémiologiste Nima Machouf et le microbiologiste Karl Weiss estiment que le port d'un couvre-visage artisanal pourrait accélérer le déconfinement tant et aussi longtemps que la population respecte les autres mesures de santé publique, telles que la distanciation physique et le lavage des mains;

Attendu que dans un rapport publié le 7 avril 2020, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) reconnaît que le couvre-visage pourrait être porté dans les lieux publics où il est difficile d'éviter des contacts étroits avec les autres en espérant que ceci diminue le risque de transmission du virus par les personnes asymptomatiques ou peu symptomatiques;

Attendu que l'Agence de la santé publique canadienne a indiqué que le port d'un couvre-visage en public est une mesure additionnelle à la distanciation physique;

Attendu que les gouvernements canadien et québécois ont fourni, dans les dernières semaines, des plans et méthodes permettant de fabriquer des couvre-visages artisanaux;

Attendu que plusieurs pays dont l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, Singapour, et l'État de New York ont imposé le port du masque dans les transports publics et que la France imposera le port du masque dans les transports publics pendant au moins trois semaines après la date de déconfinement;

Il est proposé par	Lionel Perez, conseiller de la Ville du district de Darlington
Et appuyé par	Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord
Et par	Dimitrios Beis, maire de l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro
Et par	Alan DeSousa, maire de l'arrondissement de Saint-Laurent

Que la Ville de Montréal demande à la STM de rendre obligatoire le port d'un couvre-visage artisanal dans l'ensemble de son réseau (autobus et métro);

Que la Ville de Montréal lance une campagne de sensibilisation au port du couvre-visage;

Que la Ville de Montréal demande à la STM d'appliquer les différentes mesures de distanciation physique dans ses véhicules.

Motion de l'Opposition officielle
Séance du conseil municipal du 20 avril 2019 65.02

Motion pour reporter les travaux majeurs non essentiels sur les artères commerciales

Attendu que depuis le 13 mars 2020, des mesures sanitaires telles que le confinement et la fermeture des commerces non essentiels, ont été mises en place par le gouvernement du Québec pour limiter la propagation de la COVID-19;

Attendu que les mesures de confinement, quoique nécessaires, ont un effet négatif sur la vitalité économique de la métropole;

Attendu que Montréal est le deuxième pôle commercial canadien et que les commerces jouent un rôle fondamental dans la qualité de vie des Montréalais et la vitalité des quartiers;

Attendu que selon les résultats préliminaires du sondage effectué par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante le 20 mars dernier, 55 % des petites et moyennes entreprises (PME) au Canada ont dû restreindre leurs activités partiellement ou complètement, plus de la moitié des PME ont commencé à effectuer des mises à pied et un quart ont mis à pied tout leur personnel, et ce, en raison de la crise sanitaire induite par la COVID-19;

Attendu que la COVID-19 a déjà eu des impacts importants sur le chiffre d'affaires des commerces montréalais, entraînant même la faillite et la fermeture définitive de certains commerces, et que cette situation risque fortement de se reproduire;

Attendu que les travaux majeurs sur rue ont aussi des impacts sur les commerces montréalais et que plusieurs commerçants ont été durement touchés par les baisses d'achalandage et donc de chiffre d'affaires provoqués par les travaux;

Attendu qu'effectuer des travaux majeurs sur une artère commerciale tout juste après la période de confinement pourrait nuire sensiblement aux commerces déjà durement affectés par la fermeture obligatoire due à la pandémie;

Attendu que la planification des travaux municipaux pour l'année 2020 n'est pas encore diffusée et qu'elle peut encore être modifiée;

Attendu que le programme triennal d'immobilisations de la Ville prévoit des investissements d'au moins 100 M$ pour la réfection des infrastructures routières artérielles;

Il est proposé par **Aref Salem, conseiller de la Ville du district de Norman-McLaren**

et appuyé par **Alan DeSousa, maire de l'arrondissement de Saint-Laurent**

Que la Ville de Montréal reporte à mai 2021 tous les travaux qui devaient débuter en 2020 sur les artères commerciales, à l'exception de ceux qui sont essentiels pour la sécurité et/ou la santé des Montréalais;

Que la Ville de Montréal encourage ses arrondissements à reporter à mai 2021 tous les travaux majeurs sur leurs artères commerciales.

Motion de l'Opposition officielle **65.03**
Séance du conseil municipal du 25 mai 2020

Motion pour que la Ville de Montréal soutienne le milieu artistique et culturel montréalais

Attendu qu'en raison de la COVID-19, la Ville de Montréal a annulé tous les festivals, les événements sportifs et les rassemblements publics ayant lieu sur son territoire jusqu'au 2 juillet 2020;

Attendu que le gouvernement du Québec a demandé l'annulation de tous les festivals et les événements publics estivaux jusqu'au 31 août 2020;

Attendu que les nombreuses activités artistiques et culturelles qui ponctuent la vie de Montréal en font un pôle culturel du Québec et du Canada;

Attendu que les milieux artistiques québécois et montréalais sont durement touchés par la crise sanitaire et que pour pallier au confinement, plusieurs artistes se sont adaptés aux circonstances et ont choisi de diffuser gratuitement leur œuvre en ligne;

Attendu qu'en 2017, la Ville de Montréal a adopté la *Politique de développement culturel, Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité* 2017-2022, réitérant ainsi l'apport de la culture dans la vie de tous les Montréalais et son statut de métropole culturelle;

Attendu qu'en août 2018, la Ville de Montréal a conclu l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 avec le ministère de la Culture et des Communication, qui est dotée d'un montant triennal de 153 M$ et qui est un véritable levier pour le développement culturel de la métropole;

Attendu que la Ville de Montréal fait bénéficier les Montréalais d'une riche offre culturelle via son réseau *Accès Culture*, composé de 24 diffuseurs pluridisciplinaires en arts de la scène et visuels, répartis dans 60 lieux de diffusion à travers les 19 arrondissements montréalais, qui propose plus de 2 000 spectacles et expositions gratuits ou à prix modeste, que cette offre s'intensifie l'été et que durant l'été 2019, plus de 40 expositions et activités en arts visuels et médiatiques ainsi que près de 600 spectacles ont été présentés;

Attendu que le 17 avril 2020, le gouvernement fédéral a annoncé un investissement de 500 M$ dans la création du Fonds d'urgence relatif à la COVID-19 pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport;

Attendu qu'en réponse à la crise sanitaire, le Conseil des arts du Canada (CDAC) a mis en place un soutien d'urgence visant à devancer le versement de fonds aux organismes artistiques qui reçoivent une subvention de base, qu'en collaboration avec CBC/Radio-Canada, le CDAC a lancé le programme de micro subventions *Connexion création* et qu'il a débloqué 1 M$ afin d'aider les artistes, les groupes et les organismes artistiques à orienter leur création vers la diffusion en ligne;

Attendu que le 31 mars dernier, le Conseil des Arts de Montréal a annoncé qu'il procédera de manière accélérée aux versements de 13 M$, soit 76 % des subventions prévues pour l'année 2020, dans le cadre de plusieurs de ses programmes;

Attendu qu'en raison de la COVID-19, certains arrondissements ont dû résilier des contrats et conventions octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour la tenue de spectacles, d'expositions et d'activités culturelles;

Attendu que les répercussions de la crise sanitaire ne sont pas encore connues et que malgré le déconfinement progressif du Québec amorcé le 4 mai, il est difficile de prévoir quand la reprise complète des activités du milieu culturel sera possible;

Attendu que la Ville de Montréal n'a actuellement présenté aucune mesure de soutien aux artistes et organismes artistiques pour l'après-crise sanitaire;

Il est proposé par **Chantal Rossi**, Conseillère de la Ville du district d'Ovide-Clermont;

et appuyé par **Josué Corvil**, Conseiller de la Ville du district de Saint-Michel;

Que la Ville de Montréal crée une plateforme virtuelle de diffusion en ligne des spectacles, expositions et toute autre activité culturelle afin de s'engager à offrir une programmation culturelle commune des 19 arrondissements montréalais pour la saison automne-hiver 2020-2021, que cette mesure soit étendue à la saison printemps 2021 dans l'éventualité où la reprise des activités culturelles en raison de la COVID-19 est impossible;

Que la Ville de Montréal s'engage à transiter via le réseau *Accès Culture* pour l'achat des spectacles, expositions et activités culturelles dans le cadre de la mesure susmentionnée;

Que chacun des 19 arrondissements montréalais s'engage à fournir deux évènements culturels afin de concrétiser la programmation culturelle automne-hiver 2020-2021, et ainsi assurer la vitalité du milieu artistique et culturel dans l'ensemble des quartiers montréalais.

Article 65.04

Montréal

Motion non partisane
Conseil municipal, le 25 mai 2020

MOTION VISANT À RÉCLAMER QUE LE GOUVERNEMENT DU CANADA FINANCE DE TOUTE URGENCE LES TRANSPORTS EN COMMUN POUR ASSURER LEUR VIABILITÉ PENDANT LA CRISE DE LA COVID-19 ET POUR AIDER LES EXPLOITANTS DE SERVICES DE TRANSPORT EN COMMUN À EN RECONSTITUER L'ACHALANDAGE.

Attendu que l'Autorité régionale de transport métropolitain a indiqué que, le mois dernier, la chute de l'achalandage liée à la pandémie de COVID-19 a fait perdre aux exploitants de services de transports en commun de la grande région de Montréal 90 millions de dollars en revenus provenant de la perception des tarifs et que tout indique que les exploitants continueront à subir des pertes mensuelles de la même ampleur;

Attendu que la chute imprévisible de l'achalandage des transports en commun provoquée par l'épidémie de COVID-19 et les pertes de revenus qu'elle engendre ne touchent pas uniquement Montréal, mais aussi les exploitants de transport en commun de l'ensemble du Canada et des États-Unis, ce qui menace leur viabilité financière;

Attendu que le plus important groupe de pression en matière de transport en commun du Canada, l'Association canadienne du transport urbain (ACTU), dont est membre la STM, a demandé que l'on finance d'urgence les transports en commun afin de réduire les problèmes de liquidité des exploitants et de leur offrir une certaine stabilité financière en attendant que l'achalandage recommence à augmenter;

Attendu que selon l'ACTU, jusqu'à 40 % des réseaux de transports en commun pourraient, au cours des prochains mois, nécessiter un financement provisoire et qu'il faudrait effectuer une injection de 1,2 milliard de dollars pour leur permettre de continuer à offrir un service d'autobus et de trains;

Attendu que l'ACTU demande 400 millions de dollars par mois pour assurer le maintien des services, car les revenus provenant de la perception des tarifs et d'autres sources enregistrent une baisse pouvant atteindre 100 %;

Attendu que, toujours d'après l'ACTU, pour respecter les règles de distanciation physique entre le personnel et les usagers, de nombreux exploitants renoncent complètement à la perception des tarifs et que, selon certains exploitants, il faudra plusieurs années pour que l'achalandage retrouve le même niveau qu'avant la crise;

Attendu que, si le gouvernement du Canada n'injecte pas de fonds rapidement, il est impossible d'assurer que l'on ne perdra pas l'ensemble des gains effectués, au cours de la dernière décennie, en ce qui concerne la part modale des transports en commun par rapport à l'ensemble des déplacements;

Attendu que, quoique les transports en commun soient de compétence provinciale, seul le gouvernement du Canada a la capacité budgétaire de stabiliser les transports en commun pendant la crise de la COVID-19;

Il est proposé par Marvin Rotrand, Conseiller municipal district de Snowdon

et appuyé par Giuliana Fumagalli, Mairesse, Arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Que le Conseil municipal appuie la demande de financement d'urgence de l'ACTU au gouvernement du Canada afin que celui-ci offre immédiatement des liquidités aux exploitants de services de transport en commun et qu'il continue à les financer par la suite pour atténuer leurs pertes de revenus en attendant que l'achalandage reprenne son niveau normal;

Qu'une copie de cette motion soit envoyée au premier ministre du Canada, au ministre des Transports du Canada et au ministre des Finances du Canada.

Article 65.05

Montréal

Motion non partisane
25 mai 2020

MOTION VISANT À PERMETTRE À TOUS LES ÉLECTEURS DE VOTER PAR LA POSTE

Attendu que la pandémie de COVID-19 pourrait avoir une incidence sur notre société pendant plusieurs années, car les médecins et les scientifiques laissent entendre que plusieurs vagues pourraient nous toucher successivement au cours des prochaines années;

Attendu que, pour protéger la santé publique, notre société a dû effectuer des changements sans précédent comme interdire les rassemblements publics, exiger la quarantaine volontaire et promouvoir la distanciation sociale;

Attendu que nos prochaines politiques devraient viser la réduction des risques;

Attendu que les élections municipales amènent beaucoup d'électeurs à se réunir dans les bureaux de vote;

Attendu qu'au Québec, des élections municipales sont prévues le 7 novembre 2021;

Attendu que de nombreuses administrations nord-américaines permettent maintenant le vote par la poste et que certaines d'entre elles exigent que les bulletins de vote soient expédiés par la poste;

Attendu que le vote par la poste facilite la participation démocratique et permet de réduire le nombre de personnes qui se réunissent dans les bureaux de vote;

Il est proposé par Marvin Rotrand, Conseiller municipal du district de Snowdon

Appuyée par Giuliana Fumagalli, Mairesse de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc Extension

Que le conseil accepte le principe de permettre à tous les électeurs d'envoyer leur bulletin de vote par la poste pour les élections municipales de 2021;

Que la Commission de la présidence du conseil soit mandatée pour examiner les modalités du vote par la poste;

Que l'on demande à la Commission de la présidence du conseil de faire rapport au Conseil d'ici la séance du conseil du mois d'août 2020 afin qu'il reste suffisamment de temps pour demander au gouvernement provincial d'effectuer des changements législatifs afin de permettre le vote par la poste.

Article 65.06

Montréal

Motion non partisane
25 mai 2020

MOTION VISANT À DEMANDER LA COLLECTE DE DONNÉES RELATIVES À LA RACE LORS DE L'INTERPELLATION DE PIÉTONS ET D'AUTOMOBILISTES PAR LE SPVM ET LA STM SUR LE TERRITOIRE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Attendu que, selon la Charte montréalaise des droits et responsabilités, tous les résidents et tous les visiteurs de la ville de Montréal jouissent des droits garantis par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (1975) et par la Charte canadienne des droits et libertés (1982), et que le conseil municipal est responsable de veiller à ce que les résidents et visiteurs en question soient traités de façon équitable et reçoivent des services municipaux de haute qualité;

Attendu que, depuis 2011, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) recommande que les institutions publiques collectent systématiquement des données ethno raciales afin de mieux identifier les biais discriminatoires, d'aider les gestionnaires à adopter des mesures pour lutter contre ces biais et de permettre une reddition de comptes périodique;

Attendu que le Royaume-Uni s'est doté de solides normes nationales en ce qui concerne la collecte de données, la prévention de leur utilisation abusive, leur interprétation et leur divulgation au public. Le Royaume-Uni produit et publie des statistiques officielles qui mettent en relief les liens existant entre la race , certaines autres données démographiques et l'emploi, l'éducation, la santé et la justice pénale;

Attendu qu'aux États-Unis, presque tous les corps policiers recueillent des données relatives à la race et à l'origine ethnique et qu'en 2005, quelque 4 000 organismes ont recueilli des renseignements relatifs à la race et à l'origine ethnique par l'intermédiaire des contrôles routiers;

Attendu qu'une étude indépendante sur les interpellations de routine commandée par le SPVM et publiée le 14 octobre 2019 démontre qu'un nombre disproportionné de ces interpellations vise des personnes de couleur ou des personnes d'origine autochtone, et que les femmes d'origine autochtone risquent 11 fois plus, les personnes de race noire, 4,2 fois plus et les personnes d'origine arabe, 2 fois plus que les personnes de race blanche d'être interpellée par la police;

Attendu qu'à la suite de la publication de cette étude, le SPVM a admis avoir « besoin d'effectuer des recherches et d'obtenir plus d'information pour déterminer ce qui se cache derrière ces chiffres »;

Attendu qu'en 2015, l'une des premières études canadiennes sur le profilage racial au sein des services de police, le Kingston Data Collection Project, a conclu que les résidents noirs de Kingston (Ontario) étaient surreprésentés dans les contrôles routiers (2,7 fois) et dans les interpellations de piétons (3,7 fois) par rapport à la proportion qu'ils représentent au sein de l'ensemble de la population de la municipalité;

Attendu qu'à la suite d'une entente conclue en avril 2012 entre la Commission ontarienne des droits de la personne et la Commission de services policiers d'Ottawa, le Service de police d'Ottawa a entrepris un projet intitulé le Projet de collecte de données fondées sur la race aux contrôles routiers, projet dans le cadre duquel les policiers étaient tenus de noter la race (présumée) de tous les conducteurs interpellés;

Attendu qu'une équipe de recherche de l'Université York a examiné les données recueillies dans le cadre de ce projet et publié, en octobre 2016, un rapport indiquant que le nombre de contrôles routiers effectués sur des conducteurs provenant du Moyen-Orient et des conducteurs à la peau noire était considérablement disproportionné par rapport à la proportion qu'ils représentent au sein de l'ensemble de la population;

Attendu que, de juin 2015 à juin 2018, le Service de police d'Ottawa a mené un second projet de collecte de données relatives à la race lors des contrôles routiers. Le rapport publié en novembre 2019 révèle que les conducteurs d'origine arabe et les conducteurs à la peau noire sont toujours surreprésentés et qu'ils subissent un nombre disproportionné de contrôles routiers;

Attendu que, suite à la publication du rapport relatif au projet du Service de police d'Ottawa, la Commission ontarienne a déclaré que la collecte de données fondées sur la « race » est la pierre angulaire de toute stratégie visant à réduire le profilage racial;

Attendu qu'en Ontario, un examen effectué, en 2016, par l'honorable juge Michael H. Tulloch a révélé qu'alors que le Service de police de Toronto effectuait le plus grand nombre de contrôles de routine de toute la province, les données fournies par tous les services de police, y compris ceux d'Hamilton, de Kingston, de London, d'Ottawa, de Peel, de Waterloo, de York, de la PPO et de Toronto ont permis de constater qu'un nombre disproportionné de ces contrôles de routine visaient un ou plusieurs groupes racisés;

Attendu que l'examen indépendant des organismes de surveillance de la police conduit par l'honorable Michael H. Tulloch en 2017 a conclu que la collecte de données permet l'adoption de politiques publiques et la prise de décisions fondées sur des données probantes et favorise la responsabilisation et la transparence et que, si ces données sont utilisées de manière appropriée, elle peut contribuer à rehausser la confiance du public envers les services policiers et les organismes de surveillance de la police;

Attendu que la Politique sur l'élimination du profilage racial en contexte de maintien de l'ordre publiée en novembre 2019 par la Commission ontarienne des droits de la personne exige que les services de police établissent des systèmes permanents de collecte et de conservation des données afin de consigner des données relatives aux droits de la personne dans le cadre de toutes les interpellations et fouilles de civils, de tous les incidents impliquant le recours à la force et de toutes les accusations et arrestations;

Attendu que le Toronto Police Services Board a récemment adopté une politique qui forcera les agents de police de cette ville à prendre note de la « race » de toutes les personnes interceptées lors de contrôles de routine ainsi que de toutes les personnes arrêtées, inculpées ou impliquées dans des interactions lors desquelles les policiers ont utilisé la force;

Il est proposé par Marvin Rotrand, Conseiller municipal du district de Snowdon

Appuyée par Giuliana Fumagalli, Mairesse de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc Extension

Que le Conseil municipal mandate le SPVM afin que celui-ci recueille des données relatives à la race chaque fois que les policiers interpellent quelqu'un pour effectuer un contrôle de routine ou relativement à une infraction au Code de la route, et ce, dans le but d'obtenir des données vérifiables qui permettront de déterminer si les interpellations relatives aux contrôles de routine ou aux infractions au Code de la route font l'objet de préjugés. Cette politique s'appliquerait aussi aux accusations et aux arrestations, ainsi qu'aux situations lors desquelles les policiers font usage d'armes à feu ou d'armes intermédiaires;

Que le Conseil municipal donne au Comité exécutif le mandat de créer un comité consultatif contre le racisme composé de policiers, d'experts et de membres de la collectivité afin d'élaborer, pour le Service de police, une nouvelle politique sur la collecte de renseignements relatifs à la race.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1194069016

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent pour une période de 12 ans, 2 mois et 4 jours, à compter du 1er janvier 2020, un local d'une superficie locative totale de 331,1 pi², situé au sous-sol de l'immeuble sis au 105, rue Ontario Est, pour une recette totale de 28 783,56 $, avant les taxes. (Bâtiment 0057-102)

Il est recommandé :

1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent, pour une période de 12 ans, 2 mois et 4 jours, à compter du 1er janvier 2020, un local d'une superficie totale de 331,1 pi², situé au sous-sol de l'immeuble sis 105, rue Ontario, à des fins d'entreposage, moyennant un loyer total de 28 783,56 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-09 12:20

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194069016**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent pour une période de 12 ans, 2 mois et 4 jours, à compter du 1er janvier 2020, un local d'une superficie locative totale de 331,1 pi², situé au sous-sol de l'immeuble sis au 105, rue Ontario Est, pour une recette totale de 28 783,56 $, avant les taxes. (Bâtiment 0057-102)

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 1997, le Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent (CCFSL) a pour mission de favoriser la concertation entre les intervenants locaux et régionaux, de promouvoir l'économie sociale et de faciliter la mise en place des conditions nécessaires à la création, la croissance et la consolidation des entreprises d'économie sociale sur l'ensemble de l'île de Montréal.
Depuis le 5 mars 2002, le CCFSL détient, pour une période de 20 ans, une propriété superficiaire pour l'espace situé au 2e étage de l'immeuble sis au 105, rue Ontario Est (Caserne 5). En plus du terme de 20 ans, le CCFSL a l'option de renouveler automatiquement la propriété superficiaire pour un terme additionnel de 10 ans, soit jusqu'en 2032.

Depuis le 1er janvier 2010, le CCFSL loue également un espace d'entreposage au sous-sol de cet immeuble. Le local est d'une superficie locative de 331,1 pi² et est utilisé à des fins d'entreposage. Le bail pour cet espace viendra à échéance le 31 décembre 2019 et le CCFSL souhaite prolonger son occupation pour un terme additionnel de 12 ans, 2 mois et 4 jours à compter du 1er janvier 2020, soit jusqu'à l'échéance projetée de la propriété superficiaire.

Le présent sommaire vise à faire approuver ces projets de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0453 - 23 février 2015 - approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent, un local, d'une superficie locative totale de 331,1 pi², situé au sous-sol de l'immeuble sis au 105, rue Ontario Est, pour une période de 5 ans, à compter du 1er janvier 2015.
CE02 0102 - 20 février 2002 - approuver le projet de cession de propriété superficiaire, par

lequel la Ville de Montréal cède à titre gratuit, le 1er l'étage de l'immeuble sis au 105, rue Ontario Est, à l'organisme, le Centre communautaire du Faubourg St-Laurent, pour une durée de 20 ans.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent, pour une période de 12 ans, 2 mois et 4 jours, à compter du 1er janvier 2020, un local d'une superficie totale de 331,1 pi², situé au sous-sol de l'immeuble sis 105, rue Ontario Est, à des fins d'entreposage, moyennant un loyer total de 28 783,56 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
Le bail est négocié pour un terme de 12 ans, 2 mois et 4 jours afin d'arrimer la date de fin de ce bail à la date de fin projetée de la propriété superficiaire puisque le CCFSL compte se prévaloir de son option de renouvellement pour un terme additionnel de 10 ans, ce qui aura pour effet de reconduire jusqu'au 4 mars 2032 la date de fin de la propriété superficiaire.

Si le CCCFSL ne se prévalait pas de son option de renouvellement au plus tard le 5 mars 2021, le bail prévoit la résiliation de l'entente de location pour l'espace d'entreposage et pour le terrain. De plus, si la Ville souhaitait reprendre les espaces, il est prévu au bail qu'il pourra être résilié suivant la réception d'un avis écrit de 90 jours avant la date de résiliation.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière est en accord avec l'occupation de ces locaux par le CCFSL puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales. Le SGPI n'a pas été en mesure de faire approuver le contrat de location dans les temps requis puisque les négociations ont été longues et que le SGPI à reçu le bail signé le 18 février 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la recette pour la durée du terme :

331,10 pi²	Loyer annuel antérieur	Total du 1er janvier 2020 au 4 mars 2032
Loyer avant taxes	2 069,28 $	28 783,56 $
TPS (5 %)	103,46 $	1 439,18 $
TVQ (9,975 %)	206,41 $	2 871,16 $
Loyer taxes incluses	2 379,15 $	33 093,89 $

Pour consulter le détail annuel de la recette, voir le dossier « Détail annuel de la recette » en pièce jointe.

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 7,15 $/pi².

Le taux de location annuel marchand pour ce type de local dans le secteur oscille entre 7 $ et 8 $/pi².

Pour l'année 2019, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation pour ces locaux (électricité, entretien courant et sécurité) est d'environ 1 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la Politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le non-renouvellement du bail entraînera une perte de revenus pour la Ville et aurait des impacts sur les activités de l'organisme.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : Mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane NGUYEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain LEBLANC, -
Mylène LORTIE, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Sylvain LEBLANC, 24 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-23

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514-872-0324
Télécop. :

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-07-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-09-11

Détail annuel de la recette - CCFSL

331,1	Loyer antérieur	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032 (2 mois et 4 jours)	Total du 1er janvier 2020 au 4 mars 2032
Loyer avant taxes	2 069,28 $	2 110,68 $	2 152,89 $	2 195,95 $	2 239,87 $	2 284,67 $	2 330,36 $	2 376,97 $	2 424,51 $	2 473,00 $	2 522,46 $	2 572,91 $	2 624,37 $	474,93 $	28 783,56 $
TPS (5%)	103,46 $	105,53 $	107,64 $	109,80 $	111,99 $	114,23 $	116,52 $	118,85 $	121,23 $	123,65 $	126,12 $	128,65 $	131,22 $	23,75 $	1 439,18 $
TVQ (9,975%)	206,41 $	210,54 $	214,75 $	219,05 $	223,43 $	227,90 $	232,45 $	237,10 $	241,84 $	246,68 $	251,62 $	256,65 $	261,78 $	47,37 $	2 871,16 $
Loyer taxes incluses	2 379,15 $	2 426,75 $	2 475,29 $	2 524,80 $	2 575,29 $	2 626,80 $	2 679,33 $	2 732,92 $	2 787,58 $	2 843,33 $	2 900,20 $	2 958,20 $	3 017,36 $	546,05 $	33 093,89 $

BAIL

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) octobre deux mille six (2006); et

b) la résolution numéro CG20_____, adoptée par le conseil agglomération à sa séance du_____2020;

ci-après nommée le "Locateur"

ET :

CENTRE COMMUNAUTAIRE DU FAUBOURG SAINT-LAURENT, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 105 , rue Ontario Est, bureau 202, à Montréal, province de Québec, H2X 1G9, agissant et représentée par monsieur Bernard Saint-Jacques, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

ci-après nommée le "Locataire"

OBJET : **Local d'entreposage au sous-sol du 105 Ontario Est**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont signé une cession de propriété superficiaire le 5 mars 2002 (la « Propriété superficiaire »), concernant des locaux situés au 2e étage, de l'immeuble sis au 105 rue Ontario Est, à Montréal, pour un terme de 20 ans, débutant le 5 mars 2002 ;

ATTENDU QUE le Locataire détient l'option de prolonger la Propriété superficiaire pour un terme additionnel de 10 ans et qu'il souhaite se prévaloir de son option au moment convenu dans l'acte de cession;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

Locateur	Locataire
	BSTJ

1.0 LIEUX LOUÉSParagraphe

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un local situé au sous-sol de l'édifice portant le numéro 105 rue Ontario Est, à Montréal, province de Québec, H2X 1G9, ci-après appelé (« Espace d'entreposage »), le tout tel que montré sur le plan joint aux présentes comme Annexe A.

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

2.0 SUPERFICIE

L'Espace d'entreposage à une superficie locative de trois cent trente et un virgule un pieds carrés (331,10 pi²).

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de douze (12) ans deux (2) mois et quatre (4) jours commençant le premier (1er) janvier deux mille vingt (2020) et se terminant le quatre (4) mars deux mille trente-deux (2032).

3.2 Ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date ci-devant stipulée en 3.1 et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent DOLLARS (100 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

4.0 RÉSILIATION

4.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours à cet effet.

4.2 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, le Bail prendra fin si :

- le Locataire n'exerce pas son option de prolongation de la Propriété superficiaire pour un temps de 10 ans additionnel ;

- la fin de la Propriété superficiaire.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

5.1 donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire, en tout temps pendant la durée du présent bail ;

5.2 chauffer et maintenir en tout temps dans l'Espace d'entreposage à une température convenable aux besoins du Locataire;

5.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation de l'Espaced'entreposage selon les besoins du Locataire.

Locateur	Locataire
	BSTJ

6.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

6.1 prendre l'Espace d'entreposage dans l'état où ils se trouvent présentement;

6.2 n'utilise l'Espace d'entreposage qu'aux seules fins d'entreposage;

6.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en 5.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable désigné par le Locateur;

6.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage l'Espace d'entreposage; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

6.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

6.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage de l'Espace d'entreposage. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

6.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer à l'Espace d'entreposage résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans l'Espace d'entreposage pendant ses périodes d'occupation;

6.8 assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes à l'Espace d'entreposage, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation de l'Espace d'entreposage par le

Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéraux, provincial ou municipal;

6.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer l'Espace d'entreposage, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

6.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit à l'Espace d'entreposage ou à chacun de leurs accessoires;

Locateur	Locataire
	BSTJ

6.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

6.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans l'Espace d'entreposage sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

6.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans l'Espace d'entreposage à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

6.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que l'Espace d'entreposage soit visité, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement ;

6.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, l'Espace d'entreposage dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

7.0 LOYER

7.1 Pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de deux mille cent dix dollars et soixante-huit cents (2 110,68$), par des versements mensuels de cent soixante-quinze dollars et quatre-vingt-neuf cents (175,89 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour les années suivantes, à la date d'anniversaire du Bail soit le 1er janvier de chaque année, le loyer sera augmenté de deux pour cent (2%).

7.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation, ni déduction.

7.3 Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, selon les règles définies par le Locateur dans de telles circonstances

Locateur	Locataire
	BSTJ

8.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

8.1 Si, pendant la durée du présent Bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

8.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

8.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent Bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

9.0 USAGE DU TABAC

9.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

10.0 FORCE MAJEURE

10.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

Locateur	Locataire
	BSTJ

11.0 AVIS

11.1 Tout avis à être donné en vertu du présent Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soitencore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

- Pour le Locateur :

  Ville de Montréal
  Service des immeubles Gestion des baux
  303, Rue Notre-Dame Est, 2e étage Montréal, Québec
  H2Y 3Y8

  Téléphone : 514-872-1234

- Pour le Locataire :

  CENTRE COMMUNAUTAIRE FAUBOURG SAINT-LAURENT
  Monsieur Bernard Saint-Jacques
  105, rue Ontario Est, Bureau 202 Montréal, Québec, H2X 1G9

  Télécopieur : 514-521-9399

  Téléphone : 514-521-9191

11.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

11.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

12.0 ÉLECTION DE DOMICILE

12.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au Bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

13.1 CONVENTION COMPLÈTE

13.1 Le présent Bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

13.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent Bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

Locateur	Locataire
	BSTJ

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le__e jour du mois de_____2020

Le Locateur

par :_____
Monsieur Yves Saindon

Le__e jour du mois de_____2020

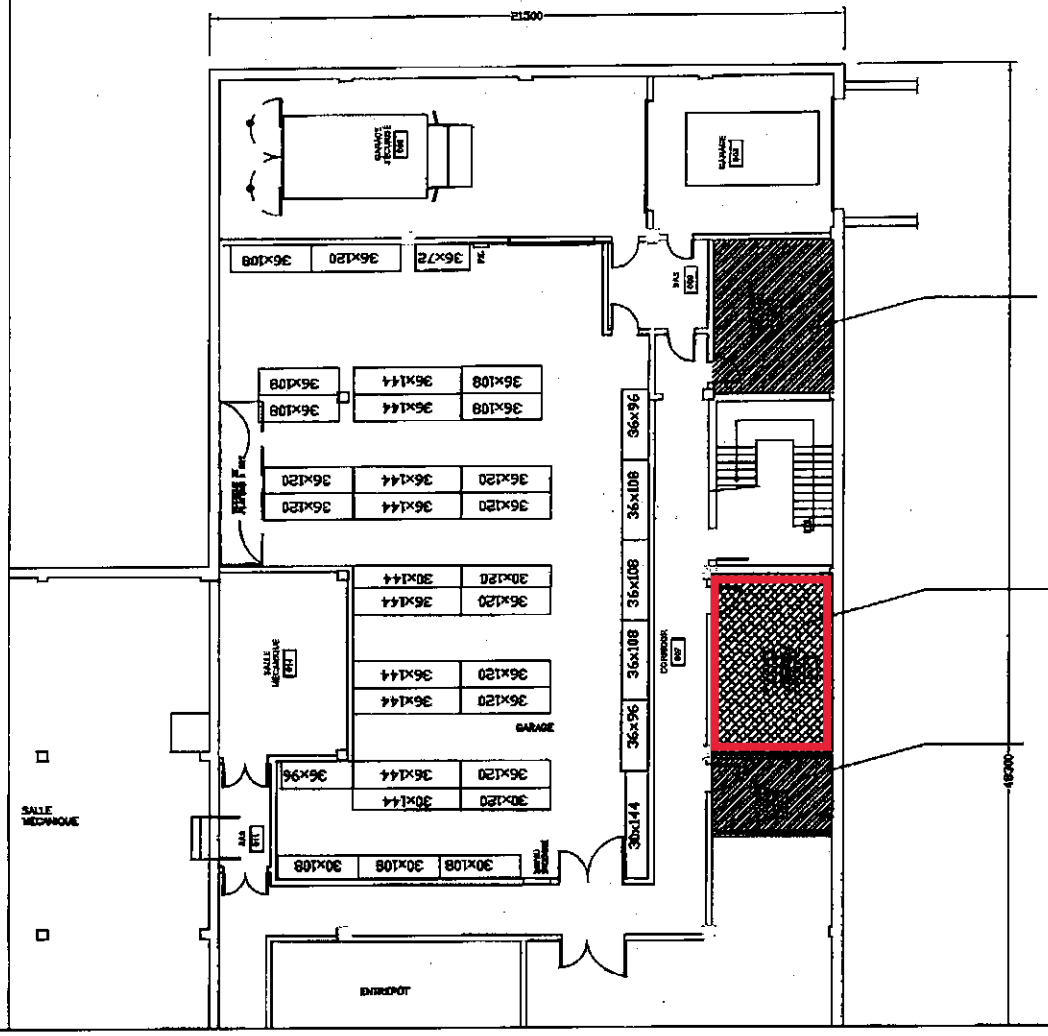
Le Locataire

par :_____
Monsieur Bernard Saint-Jacques, président

Locateur	Locataire
	BSTJ

ANNEXE A

PLAN DES LIEUX LOUÉS



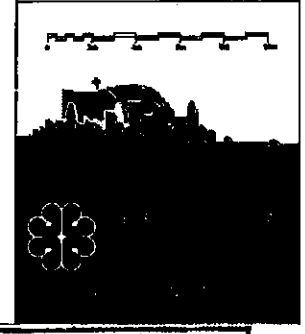
OCCCUPANT LE CENTRE COMMUNAUTAIRE DU FAUBOURG ST-LAURENT
superficie utilisable : 269,74 pi²
superficie locative : 331,10 pi²

HISTORIQUE D'INTERVENTION

Date	Intervenant(e)	Intervention
17/01/2007	M.Verra	Création du plan d'occupation
14/04/2009	M.Verra	Ajout d'un plan d'occupation en noir et blanc (pour la CSST)
2021-07-19	M.Verra	Ajout d'un plan d'occupation en noir et blanc (pour la CSST)

LES SUPERFICIES SONT MESURÉES SELON LA RÈGLE BOMA 1996

Bâtiment: Caserne #05 (ex-poste 33)
Adresse: 75 rue Ontario est
Planifié: sous-sol
No bâtiment: 0057 — No dossier: 0057-51
Dessiné par: d.m. — Échelle: hors échelle 11X17
Date: 14/04/2009 — Chemin d'accès: x:\Docums-Occupation
gestionnaire immobilier: CARLOS MANZONI 872-3957



INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194069016

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent pour une période de 12 ans, 2 mois et 4 jours, à compter du 1er janvier 2020, un local d'une superficie locative totale de 331,1 pi², situé au sous-sol de l'immeuble sis au 105, rue Ontario Est, pour une recette totale de 28 783,56 $, avant les taxes. (Bâtiment 0057-102)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1194069016- Ville loue à Centre comm. Faubourg St-Laurent-#57.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0549

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-23

Cathy GADBOIS
Chef de section
Tél : 514 872-1443
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1204565001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de 5 ans et 21 jours, à compter du 10 septembre 2020 jusqu'au 30 septembre 2025, un espace à bureaux situé au 6850, rue Joseph-Renaud, d'une superficie de 6030 pi² pour le poste de quartier 46 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 838 967,69 $, taxes incluses. Bâtiment 3181.

Il est recommandé :

1. d'approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de 5 ans et 21 jours, à compter du 10 septembre 2020, un espace à bureaux d'une superficie de 6 030 pi² situé au 6 850, rue Joseph-Renaud, à des fins de poste de quartier 46 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 832 069,19 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la troisième convention de modification de bail;

2. d'autoriser une dépense de 3 449,25 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 3 449,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-28 15:46

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204565001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de 5 ans et 21 jours, à compter du 10 septembre 2020 jusqu'au 30 septembre 2025, un espace à bureaux situé au 6850, rue Joseph-Renaud, d'une superficie de 6030 pi² pour le poste de quartier 46 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 838 967,69 $, taxes incluses. Bâtiment 3181.

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de quartier 46 (PDQ 46) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 1er février 1998, un espace à bureaux situé au 6850, rue Joseph-Renaud à Montréal, dont le bail vient à échéance le 9 septembre 2020. En 2010, dans le cadre de la révision du schéma de couverture de services du SPVM, les locaux du PDQ 46 ont fait l'objet d'un agrandissement pour atteindre une superficie totale de 6 030 pi².
Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a reçu du SPVM le mandat de renouveler le bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0075 - 2 avril 2009 - Approuver la deuxième convention de modification de bail pour une durée de 10 ans.
CG07 0318 - 30 août 2007 - Approuver la première convention de modification de bail du PDQ 46 pour une durée de quatre ans.
CG07 0261 - 21 juin 2007 - Approuver le nouveau schéma de couverture de services et la nouvelle structure organisationnelle du Service de police de la Ville de Montréal.
Décision 5378 - 18 juin 1997 : Approbation du bail de l'ex-CUM pour une durée de 10 ans.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel recommande d'approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., un espace à bureaux situé au 6850, rue Joseph-Renaud, d'une superficie de 6 030 pi², pour le PDQ 46, incluant 13 espaces de stationnement. Le terme de la période de renouvellement est de 5 ans et 21 jours, soit du 10 septembre 2020 au 30 septembre 2025.
Le locateur s'engage à effectuer, à ses frais, des travaux de rafraîchissement dans les

locaux. Notamment, le bailleur s'engage à faire des travaux de peinture, d'électricité, de menuiserie et d'ébénisterie. À cet effet, le présent dossier recommande également d'approuver des contingences et incidences dans l'éventualité où la Ville souhaiterait faire quelques travaux additionnels à ceux prévus par le locateur et advenant une détérioration "supplémentaire" des lieux loués (travaux correctifs non négociés et payés par le locateur) entre la période de la visite initiale du local et le début de la prolongation du bail.

JUSTIFICATION

Le bail du PDQ 46 viendra à échéance le 10 septembre 2020. Il est donc justifié de renouveler le bail pour maintenir en opération le poste de quartier.
Le loyer de base antérieur pour les années 2010 à 2020 était de 9 $/pi². Le loyer de base convenu selon l'option prévue au bail (11 $/pi²) sera fixe pour la durée du terme et représente les taux de location du marché pour ce type d'immeuble dans ce secteur. L'augmentation du loyer de base est donc justifiée en l'espèce. Par ailleurs, le locateur s'engage à effectuer, à ses frais, des travaux de rafraîchissement estimés à 40 000 $, plus les taxes applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totale de loyer:

	Loyer annuel actuel (2010-2020)	**Loyer annuel proposé pour le renouvellement**	**Loyer total pour le terme de 5 ans et 21 jours**
Superficie locative	6 030 pi²	6 030 pi²	
Loyer de base	9,00 $/pi²	11,00 $/pi²	
Frais d'exploitation	4,30 $/pi²	4,40 $/pi²	
Taxes foncières	8,00 $/pi²	8,00 $/pi²	
Loyer unitaire brut	21,30 $/pi²	23,40 $/pi²	
Loyer brut annuel	128 439,00 $	141 102,00 $	
Stationnement (4 cases)	1 920,00 $	1 968,00 $	
Loyer total brut annuel	**130 359,00 $**	**143 070,00 $**	
TPS 5 % ($)		7 153,50 $	
TVQ 9,975 % ($)		14 271,23 $	
Loyer annuel total ($)		**164 494,73 $**	**832 069,19 $**
Ristourne TPS (100 %) ($)		(7 153,50) $	
Ristourne TVQ (50 %) ($)		(7 135,62) $	
Loyer net ($)		150 205,61 $	

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

Le loyer de base est fixe pour la durée du terme, les frais d'exploitation seront indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) et les taxes foncières seront ajustées selon les coûts réels.

La base budgétaire du SGPI, pour l'année 2020 et les suivantes, sera ajustée selon les variations de loyer prévues au bail, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 832 069,19 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Coût des travaux pour les contingences et incidences:

Contingences	3 000,00 $
Incidences	3 000,00 $
Total avant taxes	6 000,00 $
TPS (5 %)	300,00 $
TVQ (9,975 %)	598,50 $
Total avec taxes	**6 898,50 $**
Ristourne de TPS	(300,00) $
Ristourne de TVQ	(299,25) $
Coût total net	6 299,25 $

La dépense totale des travaux, incluant la TPS et la TVQ est de 6 898,50 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le renouvellement du bail n'est pas en lien avec la Politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus de la prolongation du bail, le poste de quartier 46 du SPVM devra suspendre ses activités et il faudra trouver un nouveau local.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation actuelle du COVID-19 n'a aucun impact sur le renouvellement du bail. Cependant, il essentiel de régulariser le renouvellement du bail pour assurer la continuité des activités du SPVM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 28 mai 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin M BERNIER, Service de police de Montréal
Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 20 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-19

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-02-27

Aspects financiers

Superficie locative en pi² : 6 030	Loyer actuel	Loyer annuel pour le renouvellement du terme
Loyer de base $/pi²	9,00	11,00
Frais d'exploitation $/pi²	4,30	4,40
Taxes foncières $/pi²	8,00	8,00
Loyer au pi²	21,30	23,40
Loyer annuel avant taxes	128 439,00 $	141 102,00 $
Stationnement	1 920,00 $	1 968,00 $
Loyer annuel total avant taxes	130 359,00 $	143 070,00 $

Loyer pour la période du:	10/09/2020 au 31/12/2020 (3 mois 21 jours)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (1 mois)	01/01/2024 au 31/12/2024 (12 mois)	01/01/2025 au 30/09/2025 (9 mois)		
Loyer total avant taxes	44 113,25 $	143 070,00 $	143 070,00 $	143 070,00 $	143 070,00 $	107 302,50 $		**723 695,75 $**
TPS	2 205,66 $	7 153,50 $	7 153,50 $	7 153,50 $	7 153,50 $	5 365,13 $		36 184,79 $
TVQ	4 400,30 $	14 271,23 $	14 271,23 $	14 271,23 $	14 271,23 $	10 703,42 $		72 188,65 $
Total	**50 719,21 $**	**164 494,73 $**	**164 494,73 $**	**164 494,73 $**	**164 494,73 $**	**123 371,05 $**	**=**	**832 069,19 $**
Ristourne de TPS	2 205,66 $	7 153,50 $	7 153,50 $	7 153,50 $	7 153,50 $	5 365,13 $		36 184,79 $
Ristourne TVQ (50%)	2 200,15 $	7 135,62 $	7 135,62 $	7 135,62 $	7 135,62 $	5 351,71 $		36 094,33 $
Loyer net	46 313,40 $	150 205,62 $	150 205,62 $	150 205,62 $	150 205,62 $	112 654,21 $		759 790,08 $

TROISIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

8334960 CANADA INC., corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 1368, avenue Greene, 3e étage, Montréal, province de Québec, H3Z 2B1, ici représentée par M. Philip Cola, son vice-président dûment autorisé aux fins des présentes; tel qu'il le déclare.

(ci-après appelée le « Bailleur»)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

(ci-après appelée le «Locataire»)

ATTENDU QUE MaBaie Construction Inc. a signé avec la Communauté Urbaine de Montréal une convention de Bail (ci-après appelée le «Bail») le 27 août 1996, concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 4 139 pi² de l'Édifice sis au 6 850, boul. Joseph-Renaud, Ville de Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 1er février 1998 et se terminant le 31 janvier 2008 ;

ATTENDU QUE le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

ATTENDU QUE le 27 août 2007, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une première convention de modification de Bail (ci-après appelée «Première convention de modification») afin, entre autres, de prolonger de 4 ans le terme initial du Bail ;

ATTENDU QUE 15 mai 2009, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une deuxième convention de modification de Bail (ci-après appelée «Deuxième convention de modification») afin, entre autres, d'agrandir les Lieux loués et de prolonger de 10 ans le terme initial du Bail ;

ATTENDU QUE le 13 septembre 2010, à la suite de l'Acceptation provisoire des travaux, le Locataire a confirmé par écrit au Bailleur la date de début de la Deuxième convention de modification, soit le 10 septembre 2010 ;

ATTENDU QUE le 19 décembre 2012, MaBaie Construction Inc. a vendu l'édifice sis au 6 850, boul. Joseph-Renaud, Ville de Montréal, province de Québec, à 8334960 Canada Inc. en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 19 652 645 ;

ATTENDU QUE le Locataire désire exercer la première option de renouvellement prévue au Bail selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 <u>Préambule</u>

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2 Durée

La présente convention de modification est d'une durée de cinq (5) ans et vingt et un (21) jours débutant le 10 septembre 2020 et se terminant le 30 septembre 2025.

3 Loyer

Le Loyer de base annuel est établi à ONZE DOLLARS (11,00 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux Loués pour la Durée du terme.

4 Espaces de stationnement

Le Bailleur fournira au Locataire, sans frais, pour la durée du Bail et des renouvellements, neuf (9) espaces de stationnement réservés et à l'usage exclusif du Locataire sur le terrain extérieur de l'Édifice, le tout tel que décrit sur le plan joint à l'annexe B de la présente convention de modification.

Le Bailleur fournira également au Locataire pour la durée de la présente convention, quatre (4) espaces de stationnement réservés et à l'usage exclusif du Locataire sur le lot 1 113 649, le tout tel que décrit sur le plan joint à l'annexe C de la présente convention de modification, au tarif mensuel fixe de QUARANTE et UN DOLLARS (41,00 $) par espace.

5 Travaux d'aménagement

Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main, les travaux d'aménagement décrits à l'annexe A de la présente convention de modification.

6 Fin des travaux d'aménagement

Les travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une Acceptation définitive par le Bailleur et le Locataire au plus tard le 17 juillet 2020.

7 Enquête de sécurité

Pouvoir : Le bailleur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le bailleur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de la Propriété ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de la Propriété ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Bailleur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité et être approuvé par le Locataire.

Transfert de titres : Advenant le cas où le Bailleur désire vendre la Propriété, le Locataire aura un droit de refus du nouvel acheteur. Le Bailleur fournira au Locataire, le nom et les coordonnées du nouvel acheteur. Le Locataire aura alors une période de vingt (20) jours ouvrables pour faire les vérifications et les enquêtes nécessaires (lorsque le formulaire d'enquête aura été complété correctement) et devra transmettre par écrit, au Bailleur, l'acceptation du nouvel acheteur. Si le Bailleur ne reçoit pas d'avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acheteur.

Résiliation : Si les obligations stipulées au présent article ne sont pas respectées et que le nouvel acheteur ne satisfait pas aux exigences de l'enquête de sécurité, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Bailleur

un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Bailleur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

8 Avis

Tout avis, demande ou déclaration prévue au présent Bail devra être fait par écrit et transmis par messager ou autre moyen électronique de communication graphique, aux parties respectives comme suit :

- dans le cas d'un avis au Bailleur, à l'adresse suivante :

  8334960 Canada Inc.
  1368 Avenue Greene, Suite 300
  Westmount (Québec) H3Z 2B1
  Attention: Joshua Hasen
  Courriel: Josh.hasen@gmail.com

- dans le cas d'un avis au Locataire, à l'adresse suivante :

  Ville de Montréal
  Direction des transactions immobilières
  Division Locations
  303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
  Montréal, (Québec), H2Y 3Y8

9 Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, s'appliqueront mutatis mutandis aux Lieux loués et entre les parties quant aux Lieux loués.

POUR LE BAILLEUR :

Signée par le Bailleur à Montréal ce _____e jour du mois de _____2020

Par _____
Philip Cola

POUR LE LOCATAIRE :

Signée par le Locataire à Montréal ce _____e jour du mois de _____2020

Par _____
Yves Saindon

Ce bail a été approuvé le _____

Résolution no _____

ANNEXE A

Travaux d'aménagement

DESCRIPTION DES TRAVAUX:

- TOUS LES PORTES ET CADRES SONT À REPEINDRE, COULEUR TEL QUE L'EXISTANT;
- RAGRÉER ET PEINDRE LES MURS INDIQUÉS SUR LE PLAN, AVANT LES TRAVAUX DE PEINTURE, RETIRER TOUT CE QUI EST AUX MURS (CADRES, TABLEAUX, ETC, SAUF LES PROTECTIONS MURALES), RÉINSTALLER LE TOUT À LA FIN DES TRAVAUX;
- REMPLACER TOUS LES PROTECTEURS DE COIN PAR DES PROTECTEURS EN ACIER BROSSÉ À VISSER (NE PAS COLLER) DE 48" DE HAUTEUR, FIXER DIRECTEMENT AU-DESSUS DE LA PLINTHE DE VINYLE;
- FAIRE TOUT DÉPLACEMENT DE MOBILIER REQUIS POUR EXÉCUTER LES TRAVAUX;
- FAIRE LE NETTOYAGE DES CONDUITS DE VENTILATION/CHAUFFAGE;
- DIAGNOSTIC ET RÉÉQUILIBRAGE DE LA TEMPÉRATURE DANS L'ENSEMBLE DU POSTE;
- À L'EXTÉRIEUR, ENFONCER LES BANDES DE CAOUTCHOUC DE PAYSAGEMENT PLUS PROFONDÉMENT DANS LE SOL (ELLES DOIVENT ÊTRE PRESQUE À RAS DU SOL);

1. PROTECTION MURALE À REFIXER SOLIDEMENT;
2. ODEUR DU DRAIN À CORRIGER, MUR À RÉPARER;
3. ÉTAGÈRE À ENLEVER (REMETTRE À L'OCCUPANT OU JETER SELON LE CAS), FOND DE CLOUAGE À INSTALLER AU BESOIN, FOURNIR ET INSTALLER UN NOUVEAU MEUBLE POUR 8 PTM (FOURNISSEUR NORBEC COMMUNICATION, GILLES THERRIEN, 514-381-8890, MODÈLE BATKO FR-LAPT-XXX-XX), DESSUS À 60° ET INSTALLER 2 PRISES DUPLEX DERRIÈRE LE PTM;
4. FOURNIR ET INSTALLER PANNEAU EN ACIER INOXYDABLE DE 24" DE HAUT x LA LARGEUR DU MUR, SOUS LA TABLETTE;
5. JOINT DE COMPTOIR À REFAIRE;
6. PLINTHE ÉLECTRIQUE À RÉPARER;
7. PAROI FILTRE À REPEINDRE, COULEUR TEL QUE L'EXISTANT;
8. ENLEVER LE PIGEONNIER ET LE RÉINSTALLER 6" PLUS HAUT; SOLIDIFIER LE COMPTOIR ET LE METTRE DE NIVEAU, Y AJOUTER DES SUPPORTS À CHAQUE EXTRÉMITÉ, TEL QUE L'EXISTANT;
9. PEINDRE LE PLAFOND DE GYPSE EN BLANC, DANS LA SALLE DE CONFÉRENCE PEINDRE LA RETOMBÉE DE PLAFOND;
10. REMPLACER LES 2 TABLETTES DU BAS;
11. REMPLACER LES TUILES DE PLAFOND SOUILLÉES DANS LE BUREAU GÉNÉRAL;
12. FOURNIR ET INSTALLER 2 TOILES SOLAIRES POUR LA PARTIE HAUTE DES FENÊTRES SEULEMENT, TISSU AVEC UNE OUVERTURE DE 5%. PRÉVOIR UNE CANTONNIÈRE EN EXTRUSION D'ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR DE 75mm À LA TÊTE DE CHAQUE FENÊTRE.

NOTE: LES PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS EXPERT, SOUS LEUR RESPONSABILITÉ, DOIVENT VÉRIFIER LES DIMENSIONS ET LES CONDITIONS DU CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX. EN CAS DE NON-CONFORMITÉ, ILS DOIVENT EN AVISER IMMÉDIATEMENT LE CHARGÉ DE PROJET DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

RAGRÉER ET PEINDRE COULEUR 6208-11 DE SICO VOLCAN ENDORMI

RAGRÉER ET PEINDRE COULEUR GRIS TEL QUE L'EXISTANT

NO	DATE	DESCRIPTION	PAR
RÉVISIONS			

Montréal
GESTION IMMOBILIÈRE

TITRE DU CONTRAT:

ANNEXE AU BAIL

NO. BÂTIMENT: 3181

POSTE DE QUARTIER NO 46
6560 BOUL. JOSEPH-RENAUD, ANJOU

TITRE DU PLAN:

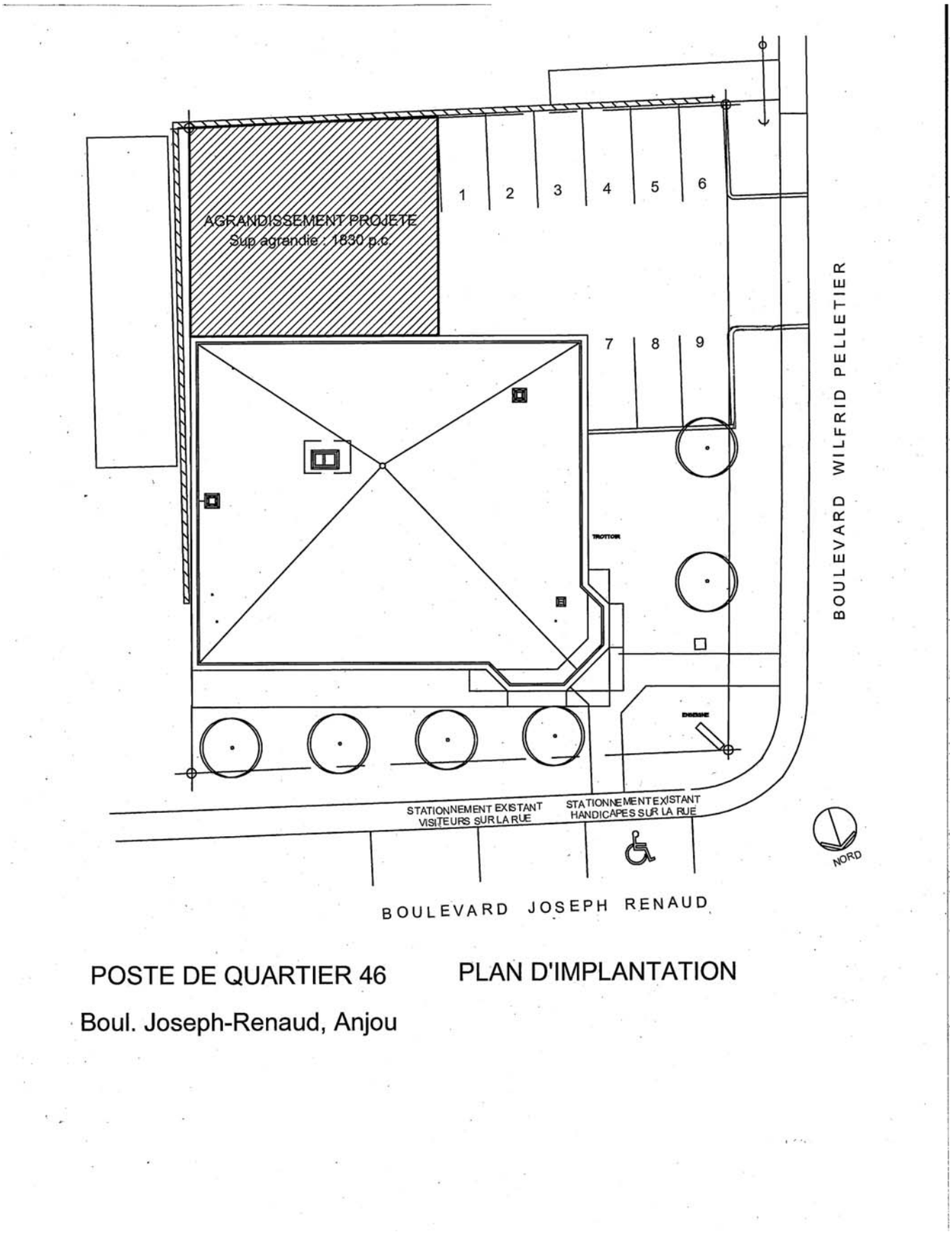
PLAN DES TRAVAUX

DESSINÉ PAR:	VÉRIFIÉ PAR:
CL	

NO. MANDAT:	NO. CONTRAT:	DATE:	
		2019-10-08	1 / 1

ANNEXE B

Plan de stationnement
9 cases



POSTE DE QUARTIER 46 PLAN D'IMPLANTATION

Boul. Joseph-Renaud, Anjou

ANNEXE C

Plan de stationnement
4 cases



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204565001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de 5 ans et 21 jours, à compter du 10 septembre 2020 jusqu'au 30 septembre 2025, un espace à bureaux situé au 6850, rue Joseph-Renaud, d'une superficie de 6030 pi² pour le poste de quartier 46 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 838 967,69 $, taxes incluses. Bâtiment 3181.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204565001 - 6850 Joseph Renaud.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-20

Diane NGUYEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1207711003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépannage, remorquage et remisage des véhicules
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement, pour une période de douze (12) mois, des contrats octroyés aux entreprises Groupe Gladiateur (LAC - CA19 19 0249), Déneigement Discount inc. (LAS - CA18 20 0434), 100 Limites Environnement inc. (RDP - CA18 30 0357), MJ Contach (RDP - CA18 30 0357), REM Groupe Extreme inc. (RPP - CA18 26 024818) et J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement (VMA - CA18 240581) pour des services de remorquage liés aux opérations de déneigement pour une somme maximale de 1 073 627,21$, majorant les contrats de 2 174 541,46$ à 3 248 168,67$, taxes, variation de quantités et contingences incluses. Appel d'offres nos 19-17650, 18-17040,18-17242 et 18-16995.

Il est recommandé:
1. D'autoriser une dépense additionnelles de 894 689,35$, taxes incluses, pour exercer l'option de renouvellement de 12 mois pour des services de remorquage liés aux opérations de déneigement aux entreprises suivantes :

- Groupe Gladiateur
- Déneigement Discount inc.
- 100 Limites Environnement inc.
- MJ Contach
- REM Groupe Extreme inc.
- J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement.

2. d'autoriser une dépense de 44 734,47 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 134 203,40 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-04-16 11:34

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207711003**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépannage, remorquage et remisage des véhicules
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement, pour une période de douze (12) mois, des contrats octroyés aux entreprises Groupe Gladiateur (LAC - CA19 19 0249), Déneigement Discount inc. (LAS - CA18 20 0434), 100 Limites Environnement inc. (RDP - CA18 30 0357), MJ Contach (RDP - CA18 30 0357), REM Groupe Extreme inc. (RPP - CA18 26 024818) et J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement (VMA - CA18 240581) pour des services de remorquage liés aux opérations de déneigement pour une somme maximale de 1 073 627,21$, majorant les contrats de 2 174 541,46$ à 3 248 168,67$, taxes, variation de quantités et contingences incluses. Appel d'offres nos 19-17650, 18-17040,18-17242 et 18-16995.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'agglomération a adopté, lors de la séance tenue le 18 avril 2019, le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs en matière de remorquage aux municipalités liées (RCG 19-016). Ce règlement est entré en vigueur le 22 mai 2019. Il prévoit la délégation à chaque municipalité liée, dont la Ville de Montréal, des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement, notamment l'octroi, le suivi des contrats ainsi que la gestion administrative de ces activités.

Rappelons que l'adoption de ce règlement fait suite à la sanction, le 21 septembre 2017, de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16), qui a eu pour effet de modifier la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001) pour faire du dépannage, remorquage et remisage des véhicules une compétence d'agglomération. Avant la sanction de cette loi, les compétences et responsabilités concernant les activités de remorquage relevaient, pour la Ville de Montréal, du SPVM, des conseils d'arrondissement, du conseil de la ville et du conseil d'agglomération selon la nature des activités de remorquage.

Les contrats visés par l'option de renouvellement ont été octroyés en 2018 et en 2019 par les arrondissements de Lachine, LaSalle, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, Rosemont - La-Petite-Patrie et Ville-Marie. Depuis le 1er janvier 2020, le Service de la

concertation des arrondissements (SCA) est responsable du remorquage liés aux opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et de l'octroi des contrats.

Les arrondissements sont satisfaits des services de remorquages des cocontractants visés. Ainsi, ils souhaitent renouveler les contrats mentionnés en objet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 19-1036 - 17 septembre 2019 - Adoption - Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement aux conseils d'arrondissements.

CG 19 0198 - 18 avril 2019 - Adopter le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement aux municipalités liées.

LAC - CA19 19 0249 - 3 septembre 2019 **-** Octroi d'un contrat à 9379-0434 Québec inc. (Groupe Gladiateur), plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de trois remorqueuses avec opérateurs pour le déplacement des véhicules lors des opérations de déneigement sur le territoire de l'arrondissement de Lachine pour l'année 2019-2020, avec options de renouvellement pour les années 2020-2021 et 2021-2022, au montant maximal de 150 042,39 $, toutes taxes incluses - Appel d'offres public numéro 19-17650 - Deux soumissionnaires.

LAS - CA18 20 0434 - 2 octobre 2018 - Autoriser une dépense approximative de 252 945 $, taxes incluses, pour la location horaire de quatre (4) remorqueuses avec opérateurs pour les travaux de déneigement dans l'arrondissement de LaSalle pour les saisons hivernales de 2018-2019 et 2019-2020. Octroyer le contrat à la compagnie Déneigement Discount inc. suite à l'appel d'offres public no 18-17040 (2 soumissionnaires).

RDP - CA18 30 11 0357 - 6 novembre 2018 - Octroyer deux contrats - 100 Limite environnement inc. et MJ Contach enr. - Fourniture remorqueuses avec opérateurs lors d'opérations de déneigement - saisons 2018-2019 et 2019-2020 - APPEL D'OFFRES PUBLIC - 18-17040 (7 soumissionnaires).

RPP - CA18 26 0248 - 4 septembre 2018 **-** Autoriser une dépense totale de 579 474,00 $, taxes incluses - Accorder un contrat au même montant à « REM Groupe Extrême inc. » pour la location de quatre (4) remorqueuses avec opérateurs pour une durée de deux (2) ans, soit de 2018 à 2020, avec possibilité de renouvellement d'une année - Appel d'offres public numéro RPPS18-04034-OP /18-16995 (2 soumissionnaires).

VMA - CA18 240581 - 21 novembre 2018 **-** Accorder un contrat au prix unitaire de 110 $/h à J.M.A.C Remorquage transport et déneigement inc. pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement des saisons 2018-2019, 2019-2020 et autoriser une dépense maximale de 252 945 $ (appel d'offres public 18-17242 - 4 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Les contrats de remorquage liés aux opérations de déneigement dans les arrondissements de LaSalle, Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite-Patrie et Ville-Marie ont commencé à l'hiver 2018-2019 et les durées initiales étaient de deux (2) saisons hivernales incluant une option de renouvellement pour une période additionnelle de douze (12) mois avec l'accord des deux parties.

Le contrat de remorquage liés aux opérations de déneigement dans l'arrondissement Lachine a commencé à l'hiver 2019-2020 et la durée initiale était d'une (1) saison hivernale incluant une option de renouvellement de deux (2) périodes additionnelles de douze (12) mois avec l'accord des deux parties.

Dans le cas présent, la Ville a informé les adjudicataires de son intention de renouveler pour une période additionnelle de douze (12) mois et ceux-ci ont donné leur consentements par écrit dans les délais prévus.

JUSTIFICATION

Le renouvellement de ces contrats permettra de diminuer le risque de ne pas avoir de soumissionnaires pour un nouvel appel d'offres considérant la pénurie de main-d'oeuvre dans le domaine du remorquage. Les arrondissements ont donné leur accords pour ces renouvellements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les contrats ont été majorés pour compenser l'augmentation de l'IPC et pour couvrir, en termes de précipitations, approximativement 75 % des hivers, comme cela est fait dans toutes les demandes de prolongation de contrat.
Le montant total demandé est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

No Appel d'offres	Adjudicataire	Contrat	Montant, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)
19-17650	Groupe Gladiateur (9379-0434 Québec inc.)	LAC-24	50 764,34 $	7 614,65 $	2 538,22 $	60 917,20 $
	Groupe Gladiateur (9379-0434 Québec inc.)	LAC-25	50 764,34 $	7 614,65 $	2 538,22 $	60 917,20 $
	Groupe Gladiateur (9379-0434 Québec inc.)	LAC-26	50 764,34 $	7 614,65 $	2 538,22 $	60 917,20 $
18-17040	Déneigement Discount inc.	LAS-5	32 092,40 $	4 813,86 $	1604,62 $	38 510,88 $
	Déneigement Discount inc.	LAS-6	32 092,40 $	4 813,86 $	1604,62 $	38 510,88 $
	Déneigement Discount inc.	LAS-7	32 092,40 $	4 813,86 $	1604,62 $	38 510,88 $
	Déneigement Discount inc.	LAS-8	32 092,40 $	4 813,86 $	1604,62 $	38 510,88 $
	100 Limites Environnement inc.	RDP-31	63 858,03 $	9 578,71 $	3 192,90 $	76 629,64 $
	MJ Contach	RDP-32	63 858,03 $	9 578,71 $	3 192,90 $	76 629,64 $
	MJ Contach	RDP-33	63 858,03 $	9 578,71 $	3 192,90 $	76 629,64 $
18-16995	REM Groupe Extreme inc.	RPP-1	73 520,76 $	11 028,11 $	3 676,04 $	88 224,92 $
	REM Groupe Extreme inc.	RPP-2	73 520,76 $	11 028,11 $	3 676,04 $	88 224,92 $
	REM Groupe Extreme inc.	RPP-3	73 520,76 $	11 028,11 $	3 676,04 $	88 224,92 $
	REM Groupe Extreme inc.	RPP-4	73 520,76 $	11 028,11 $	3 676,04 $	88 224,92 $
18-17242	J.M.A.C. Remorquage Transport et Deneigement	VMA-14	64 184,79 $	9 627,72 $	3 209,24 $	77 021,75 $
	J.M.A.C. Remorquage Transport et Deneigement	VMA-15	64 184,79 $	9 627,72 $	3 209,24 $	77 021,75 $
	Total		**894 689,35 $**	**134 203,40 $**	**44 734,47 $**	**1 073 627,21 $**

TTC : Toutes taxes comprises

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de renouveler les contrats entraînera le lancement d'un appel d'offres pour l'hiver prochain.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du renouvellement des contrats : 1er novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christianne CYRENNE, LaSalle
Marie-Josée M GIRARD, Lachine
Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie
Christian LAUZON, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Caroline ST-LAURENT, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Marie-Josée M GIRARD, 14 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2020-04-15

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2020-04-15

Coût - Prolongation des contrats GDD 1207711003

Adjuticataire	No Appel d'offres	Contrat	Montant, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)
Groupe Gladiateur (9379-0434 Québec inc.)	19-17650	LAC-24	50 764.34 $	7 614.65 $	2 538.22 $	60 917.20 $
Groupe Gladiateur (9379-0434 Québec inc.)		LAC-25	50 764.34 $	7 614.65 $	2 538.22 $	60 917.20 $
Groupe Gladiateur (9379-0434 Québec inc.)		LAC-26	50 764.34 $	7 614.65 $	2 538.22 $	60 917.20 $
Déneigement Discount inc.	18-17040	LAS-5	32 092.40 $	4 813.86 $	1 604.62 $	38 510.88 $
Déneigement Discount inc.		LAS-6	32 092.40 $	4 813.86 $	1 604.62 $	38 510.88 $
Déneigement Discount inc.		LAS-7	32 092.40 $	4 813.86 $	1 604.62 $	38 510.88 $
Déneigement Discount inc.		LAS-8	32 092.40 $	4 813.86 $	1 604.62 $	38 510.88 $
100 Limites Environnement inc.		RDP-31	63 858.03 $	9 578.71 $	3 192.90 $	76 629.64 $
MJ Contach		RDP-32	63 858.03 $	9 578.71 $	3 192.90 $	76 629.64 $
MJ Contach		RDP-33	63 858.03 $	9 578.71 $	3 192.90 $	76 629.64 $
REM Groupe Extreme inc.	18-16995	RPP-1	73 520.76 $	11 028.11 $	3 676.04 $	88 224.92 $
REM Groupe Extreme inc.		RPP-2	73 520.76 $	11 028.11 $	3 676.04 $	88 224.92 $
REM Groupe Extreme inc.		RPP-3	73 520.76 $	11 028.11 $	3 676.04 $	88 224.92 $
REM Groupe Extreme inc.		RPP-4	73 520.76 $	11 028.11 $	3 676.04 $	88 224.92 $
J.M.A.C. Remorquage Transport et Deneigement	18-17242	VMA-14	64 184.79 $	9 627.72 $	3 209.24 $	77 021.75 $
J.M.A.C. Remorquage Transport et Deneigement		VMA-15	64 184.79 $	9 627.72 $	3 209.24 $	77 021.75 $
Total			**894 689.35 $**	**134 203.40 $**	**44 734.47 $**	**1 073 627.21 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Montréal

Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca>

RE: Prolongation du contrat LAC-24, 25 et 26 - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-19-17650) - RAPPEL

1 message

Groupe Gladiateur <groupe.gladiateur@hotmail.com> 18 mars 2020 à 16 h 36
À : "scacontrat@ville.montreal.qc.ca" <scacontrat@ville.montreal.qc.ca>
Cc : Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca>

Bonjour Madame Rousselet,

Nous avons bien reçu le message. Ci-joint le formulaire signé.

Merci et bonne journée

Sébastien Bouvier

Groupe GLADIATEUR REMORQUAGE

Groupe Gladiateur Remorquage (9379-0434 Québec inc.)

95 rue Boivin, Châteauguay, J6J 2Z1

Téléphone : 438 863-8010 ou 514 503-7341

Avis de confidentialité : L'information contenue dans ce courriel peut être confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire visé par ce message, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur. Il est interdit de copier ou de modifier ce courriel sans l'autorisation de l'expéditeur. // **Notice of confidentiality:** The information contained in this email may be confidential. If you are not the intended recipient of this message, please destroy it and advise the sender. It is forbidden to copy or modify this email without the sender's consent.

De : Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca>
Envoyé : 18 mars 2020 10:16
À : groupe.gladiateur@hotmail.com; sebastien.bouvier@hotmail.ca
Objet : Prolongation du contrat LAC-24, 25 et 26 - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-19-17650) - RAPPEL

Bonjour,

Considérant que je n'ai pas reçu d'accusé réception du message ci-bas, auriez-vous l'amabilité de me confirmer la réception?

Merci et bonne journée,

Caroline Rousselet, MBA

Conseillère en planification

Direction des travaux publics

Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle

Service de la concertation des arrondissements

Ville de Montréal

425, place Jacques-Cartier

1er étage, bureau 100

Montréal (Québec) H2Y 3B1

514 872-7232

* caroline.rousselet@montreal.ca

---------- Forwarded message ---------
De : **Caroline ROUSSELET** <caroline.rousselet@montreal.ca>
Date: jeu. 12 mars 2020, à 12 h 46
Subject: Prolongation du contrat LAC-24, 25 et 26 - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-19-17650)
To: <groupe.gladiateur@hotmail.com>
Cc: SCA-CONTRAT/MONTREAL <scacontrat@ville.montreal.qc.ca>, Lina PICHE <lina.piche@montreal.ca>, Marie-Josée M GIRARD/MONTREAL <mjgirard@ville.montreal.qc.ca>, Luc PERREAULT <luc.perreault@montreal.ca>

PAR COURRIEL : groupe.gladiateur@hotmail.com

A : Groupe Gladiateur (9379-0434 Québec Inc.)

De : Service de la concertation des arrondissements

Objet : **Prolongation du contrat LAC 24, 25 et 26 - Service de remorquage pour les opérations de déneigement LAC (AO 19-17650)**

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation des contrats LAC 24, 25 et 26 de l'appel d'offres n°19-17650. Cette prolongation serait pour une période additionnelle de 12 mois. Cette option est définie à la clause 15.02 du Contrat cité en objet.

Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat pour le service de remorquage pour les opérations de déneigement serait effective pour l'hiver 2020-2021, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions **au plus tard le 2 avril 2020**, en nous retournant par courriel à scacontrat@ville.montreal.qc.ca la partie ci-dessous dûment remplie et scannée, afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca

Salutations,

Caroline Rousselet, MBA

Conseillère en planification

Direction des travaux publics

Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle

Service de la concertation des arrondissements

Ville de Montréal

425, place Jacques-Cartier

1er étage, bureau 100

Montréal (Québec) H2Y 3B1

514 872-7232

* caroline.rousselet@montreal.ca

c.c. Marie-Josée Girard, directrice des travaux publics

Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation de l'appel d'offres n°19-17650, pour la période hivernale 2020-2021.

_____ _____

Signature Date

Nom (en lettres moulées) :

Titre :

Nom de la compagnie :

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Numérisé depuis un périphérique multifonctions Xerox.pdf
16K

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation de l'appel d'offres n°19-17650, pour la période hivernale 2020-2021.

Signature _____ Date 18/03/2020

Nom (en lettres moulées) : Sébastien Bourier

Titre : Président, Trésorier

Nom de la compagnie : Groupe Gladiateur (9379-0434 Québec inc.)

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

From: Caroline ROUSSELET
Sent: Thursday, March 12, 2020 12:18 PM
To: fatringa@hotmail.com; mjcontachfrank@outlook.com
Cc: SCA-CONTRAT/MONTREAL; Lina PICHE; Christian LAUZON
Subject: Prolongation du contrat RDP-32, 33 - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-18-17040)

PAR COURRIEL : fatringa@hotmail.com

A : MJ Contach
De : Service de la concertation des arrondissements

Objet : **Prolongation du contrat RDP-32 et 33 - Appel d'offres no 18-17040 Service de remorquage pour les opérations de déneigement RDP-PAT**

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation les contrats RDP-PAT 32 et 33 de l'appel d'offres n°18-17040. Cette prolongation serait pour une période additionnelle de 12 mois. Cette option est définie à la clause 15.02 du Contrat cité en objet.

Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat pour le service de remorquage pour les opérations de déneigement serait effective pour l'hiver 2020-2021, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions **au plus tard le 2 avril 2020**, en nous retournant par courriel à scacontrat@ville.montreal.qc.ca la partie ci-dessous dûment remplie et scannée, afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca

Salutations,

Caroline Rousselet, MBA
Conseillère en planification
Direction des travaux publics
Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle

2 Rassarelli 17/03/2020
FRANCESCO MASSARELLI

Service de la concertation des arrondissements
Ville de Montréal
425, place Jacques-Cartier
1er étage, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1
514 872-7232
* caroline.rousselet@montreal.ca

c.c. Monsieur Christian Lauzon, chef de division - Arr. RDP-PAT
Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation de l'appel d'offres n°18-17040, pour la période hivernale 2020-2021.

F Massarelli
Signature

17/03/2020
Date

Nom (en lettres moulées) : FRANCESCO MASSARELLI

Titre : PROPRIETATRIE

Nom de la compagnie : MJ CONTACH

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Montréal

Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca>

Prolongation du contrat LAS-5,6,7 et 8 - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-18-17040)

1 message

Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca> 12 mars 2020 à 12 h 10
À : amb_paysagiste@hotmail.com
Cc : SCA-CONTRAT/MONTREAL <scacontrat@ville.montreal.qc.ca>, Christianne CYRENNE <christianne.cyrenne@montreal.ca>, Lina PICHE <lina.piche@montreal.ca>
Cci : Veronique DECARIE <veronique.decarie@montreal.ca>

PAR COURRIEL amb_paysagiste@hotmail.com

A : Déneigement Discount inc.
De : Service de la concertation des arrondissements

Objet : **Prolongation du contrat LAS-5,6,7 et 8 - Appel d'offres no 18-17040 Service de remorquage pour les opérations de déneigement LAS**

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat LAS-5, 6, 7 et 8 de l'appel d'offres n°18-17040. Cette prolongation serait pour une période additionnelle de 12 mois. Cette option est définie à la clause 15.02 du Contrat cité en objet.

Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat pour le service de remorquage pour les opérations de déneigement serait effective pour l'hiver 2020-2021, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions **au plus tard le 2 avril 2020**, en nous retournant par courriel à scacontrat@ville.montreal.qc.ca la partie ci-dessous dûment remplie et scannée, afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca

Salutations,

Caroline Rousselet, MBA
Conseillère en planification
Direction des travaux publics
Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle
Service de la concertation des arrondissements
Ville de Montréal
425, place Jacques-Cartier
1er étage, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1
514 872-7232
* caroline.rousselet@montreal.ca

c.c. Madame Christiane Cyrenne, directrice des travaux publics - Arr. La Salle
Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation de l'appel d'offres n°18-17040, pour la période hivernale 2020-2021.

_____ _____

Signature Date

Nom (en lettres moulées) :

Titre :

Nom de la compagnie :

Service de la concertation des arrondissements
Ville de Montréal
425, place Jacques-Cartier
1er étage, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1
514 872-7232
* caroline.rousselet@montreal.ca

c.c. Madame Christiane Cyrenne, directrice des travaux publics - Arr. La Salle
Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation de l'appel d'offres n°18-17040, pour la période hivernale 2020-2021.

Signature _____ Date 18 03 2020

Nom (en lettres moulées) :

Titre :

Nom de la compagnie :

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Montréal

Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca>

Re: Prolongation du contrat RDP-31 - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-18-17040)

1 message

Martin Bilodeau <100limitesenvironnement@gmail.com> 16 mars 2020 à 10 h 06
À : Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca>

Bonjour réponse a votre envoi merci

Le jeu. 12 mars 2020 à 12:22, Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca> a écrit :

> Bonjour à tous,
> Une erreur s'est glissée dans l'objet du courriel précédent : nous aurions dû lire :
> Prolongation du contrat **RDP-31** - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-18-17040).
>
> **Caroline Rousselet, MBA**
> Conseillère en planification
> Direction des travaux publics
> Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle
> Service de la concertation des arrondissements
> Ville de Montréal
> 425, place Jacques-Cartier
> 1er étage, bureau 100
> Montréal (Québec) H2Y 3B1
> 514 872-7232
> * caroline.rousselet@montreal.ca
>
> Le jeu. 12 mars 2020, à 12 h 20, Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca> a écrit :
>
> > PAR COURRIEL : 100limitesenvironnement@gmail.com
> >
> > A : 100 Limites Environnement inc.
> > De : Service de la concertation des arrondissements
> >
> > Objet : **Prolongation du contrat RDP-31 - Appel d'offres no 18-17040 Service de remorquage pour les opérations de déneigement RDP-PAT**
> >
> > Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat RDP-31 de l'appel d'offres n°18-17040. Cette prolongation serait pour une période additionnelle de 12 mois. Cette option est définie à la clause 15.02 du Contrat cité en objet.
> >
> > Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat pour le service de remorquage pour les opérations de déneigement serait effective pour l'hiver 2020-2021, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission.
> >
> > Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions **au plus tard le 2 avril 2020**, en nous retournant par courriel à scacontrat@ville.montreal.qc.ca la partie ci-dessous dûment remplie et scannée, afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.
> >
> > Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca

Salutations,

Caroline Rousselet, MBA
Conseillère en planification
Direction des travaux publics
Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle
Service de la concertation des arrondissements
Ville de Montréal
425, place Jacques-Cartier
1er étage, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1
514 872-7232
* caroline.rousselet@montreal.ca

c.c. Monsieur Christian Lauzon, chef de division - Arr. RDP-PAT
Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation de l'appel d'offres n°18-17040, pour la période hivernale 2020-2021.

_____ _____
Signature Date

Nom (en lettres moulées) :

Titre :

Nom de la compagnie :

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

img20200316_10042557.pdf
29K

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca

Salutations,

Caroline Rousselet, MBA
Conseillère en planification
Direction des travaux publics
Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle
Service de la concertation des arrondissements
Ville de Montréal
425, place Jacques-Cartier
1er étage, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1
514 872-7232
* caroline.rousselet@montreal.ca

c.c. *Monsieur Christian Lauzon, chef de division - Arr. RDP-PAT*
Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation de l'appel d'offres n°18-17040, pour la période hivernale 2020-2021.

Signature

16/03/2020
Date

Murlin Bilodeau
Nom (en lettres moulées) :

Titre : Président

Nom de la compagnie :
100 Limites Environnement inc

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Gmail by Google

Karine Leblanc <k.leblanc@remgroupextreme.com>

Fwd: Prolongation du contrat RPP 1, 2, 3 et 4 - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-18-16995)

1 message

Nathalie ellement <nathalie.extreme@hotmail.com> 12 mars 2020 à 12:33
À : Karine Leblanc <k.leblanc@remgroupextreme.com>

Envoyé de mon iPhone

Début du message transféré :

Expéditeur: Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca>
Date: 12 mars 2020 à 12:32:31 HAE
Destinataire: "nathalie.extreme@hotmail.com" <nathalie.extreme@hotmail.com>
Objet: Prolongation du contrat RPP 1, 2, 3 et 4 - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-18-16995)

PAR COURRIEL : nathalie.extreme@hotmail.com

A : REM Groupe Extrême inc.
De : Service de la concertation des arrondissements

Objet : **Prolongation du contrat RPP 1, 2, 3 et 4 - Service de remorquage pour les opérations de déneigement RPP (AO 18-16995)**

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation des contrats RPP 1, 2, 3 et 4 de l'appel d'offres n°18-16995. Cette prolongation serait pour une période additionnelle de 12 mois. Cette option est définie à la clause 15.02 du Contrat cité en objet.

Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat pour le service de remorquage pour les opérations de déneigement serait effective pour l'hiver 2020-2021, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions **au plus tard le 2 avril 2020**, en nous retournant par courriel à scacontrat@ville.montreal.qc.ca la partie ci-dessous dûment remplie et scannée, afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca

Salutations,

Caroline Rousselet, MBA
Conseillère en planification
Direction des travaux publics
Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle
Service de la concertation des arrondissements

Montréal

Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca>

Re: remorquage H.20-21 - RPP 201 et 202 - Groupe Extreme

1 message

Maxence DEVITRY <maxence.devitry@montreal.ca> 10 mars 2020 à 08 h 35
À : Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca>
Cc : Caroline ST-LAURENT <caroline.st-laurent@montreal.ca>

Bonjour Caroline,

L'entrepreneur REM Groupe Extrême est un très bon entrepreneur avec un excellent service et une très bonne productivité.
Nous n'avions jamais eu un si bon service et c'est pour cette raison que nous avions accepté un prix aussi élevé pour le type de travail.
Nous souhaitons certainement continuer avec lui pour la saison prochaine, mais nous comprendrions que vous souhaitez repartir en AO car son prix est le plus élevé sur l'île de Montréal.
Il est plus élevé que les autres, mais il ne faut pas oublier que la qualité se paye, et il garantit des heures à ses chauffeurs si jamais le chargement est interrompu et que la ville décide de couper ses heures.
C'est de cette façon qu'il se garantit des opérateurs de qualité et de confiance qui nous permet d'optimiser nos opérations, car nous n'attendons jamais après nos dépanneurs.
De plus il a un contrat pour 4 dépanneuses dans nos 2 secteurs et il vient toujours avec une cinquième dépanneuse qu'il laisse dans la rue (devant nos bureaux) si jamais il devait avoir un changement de machine à faire.

Bonne journée.

Maxence DEVITRY
Agent technique en ingénierie municipale
Division de la Voirie
Direction des travaux publics
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie
1610, rue des Carrières, 2e étage
Montréal (Québec) H2G 1V8
Téléphone: 514-872-9927
Cellulaire: 514-757-5590
maxence.devitry@montreal.ca

Le jeu. 5 mars 2020, à 18 h 02, Caroline ROUSSELET <caroline.rousselet@montreal.ca> a écrit :

> Bonjour,
> Selon mon dossier, dans vos secteurs de déneigement en régie, vous avez le remorqueur Groupe Extreme. Son contrat pourrait être prolongé d'un an avec son consentement et le vôtre.
> Ma question est : etes-vous satisfaits de ses services?
> Si oui, voulez-vous que le SCA envoie la lettre pour une demande de prolongation (vous serez en c.c.)?
>
> Merci de me répondre rapidement.
>
> **Caroline Rousselet, MBA**
> Conseillère en planification
> Direction des travaux publics
> Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle
> Service de la concertation des arrondissements
> Ville de Montréal
> 425, place Jacques-Cartier
> 1er étage, bureau 100
> Montréal (Québec) H2Y 3B1
> 514 872-7232
> * caroline.rousselet@montreal.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s)

> mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Ville de Montréal
425, place Jacques-Cartier
1er étage, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1
514 872-7232
* caroline.rousselet@montreal.ca

c.c. Madame Caroline St-Laurent, directrice travaux publics
Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation de l'appel d'offres n°18-16995, pour la période hivernale 2020-2021.

Signature

15/3/2020
Date

Nom (en lettres moulées) : Mathieu Leblanc

Titre : Président

Nom de la compagnie : REM Groupe Extreme.

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

De : Caroline ROUSSELET
Envoyé le :12 mars 2020 12:39
À : jmacremorquage@hotmail.com
Cc : SCA-CONTRAT/MONTREAL; Marie-Ève BOIVIN/MONTREAL; Lina PICHE
Objet : Prolongation du contrat VMA-14 et 15 - remorquage lors d'opérations de déneigement (AO-18-17242)

PAR COURRIEL : jmacremorquage@hotmail.com

A : J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement
De : Service de la concertation des arrondissements

Objet : **Prolongation du contrat VMA 14 et 15 - Service de remorquage pour les opérations de déneigement VMA (AO 18-17242)**

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation des contrats VMA 14 et 15 de l'appel d'offres n°18-17242. Cette prolongation serait pour une période additionnelle de 12 mois. Cette option est définie à la clause 15.02 du Contrat cité en objet.

Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat pour le service de remorquage pour les opérations de déneigement serait effective pour l'hiver 2020-2021, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions **au plus tard le 2 avril 2020**, en nous retournant par courriel à scacontrat@ville.montreal.qc.ca la partie ci-dessous dûment remplie et scannée, afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca

Salutations,

Caroline Rousselet, MBA
Conseillère en planification

Direction des travaux publics
Division soutien technique et opérationnel - Section gestion contractuelle
Service de la concertation des arrondissements
Ville de Montréal
425, place Jacques-Cartier
1er étage, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1
514 872-7232
* caroline.rousselet@montreal.ca

c.c. Madame Marie-Eve Boivin, chef de division
Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation de l'appel d'offres n°18-17242, pour la période hivernale 2020-2021.

Signature 12/03/2020
Date

Nom (en lettres moulées) : Sylvain Paul

Titre : vice-président

Nom de la compagnie : J.M.A.C. Remorquage, transport et déneigement inc

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207711003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Exercer l'option de renouvellement, pour une période de douze (12) mois, des contrats octroyés aux entreprises Groupe Gladiateur (LAC - CA19 19 0249), Déneigement Discount inc. (LAS - CA18 20 0434), 100 Limites Environnement inc. (RDP - CA18 30 0357), MJ Contach (RDP - CA18 30 0357), REM Groupe Extreme inc. (RPP - CA18 26 024818) et J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement (VMA - CA18 240581) pour des services de remorquage liés aux opérations de déneigement pour une somme maximale de 1 073 627,21$, majorant les contrats de 2 174 541,46$ à 3 248 168,67$, taxes, variation de quantités et contingences incluses. Appel d'offres nos 19-17650, 18-17040,18-17242 et 18-16995.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207711003 - Renouvellements remorquages.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

André POULIOT
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5551
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1204982003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Lumen, division de Sonepar Canada inc, pour une durée de trente-six (36) mois, incluant deux (2) options de prolongation pour la fourniture et livraison des gilets de sécurité et de vêtements de pluie - Montant estimé de l'entente: 1 401 901,06 $, taxes incluses (entente: 1 219 044,40 $ + variation des quantités: 182 856,66 $) - Appel d'offres public 20-18000 - (9 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre avec la firme Lumen, division de Sonopar Canada inc. pour une période de trente-six (36) mois, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois pour la fourniture et livraison des gilets de sécurité et vêtements de pluie au montant de 1 219 044,40 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-18000;

2. d'autoriser une dépense de 182 856,66 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-15 12:30

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204982003**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Lumen, division de Sonepar Canada inc, pour une durée de trente-six (36) mois, incluant deux (2) options de prolongation pour la fourniture et livraison des gilets de sécurité et de vêtements de pluie - Montant estimé de l'entente: 1 401 901,06 $, taxes incluses (entente: 1 219 044,40 $ + variation des quantités: 182 856,66 $) - Appel d'offres public 20-18000 - (9 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture et la livraison de gilets de sécurité et de vêtements de pluie. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
En février 2016, l'entente-cadre pour la fourniture et la livraison de gilets de sécurité et de vêtements de pluie a été octroyée, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14662, au plus bas soumissionnaire conforme, soit la firme Centre du travailleur FH inc., pour un montant total estimé de 1 040 240,97 $, taxes incluses. Cette entente-cadre était valide pour une période de trente-six (36) mois qui se terminait le 24 février 2019 et incluait deux (2) options de prolongation.

En février 2019, le Service de l'approvisionnement a utilisé la première prolongation de l'appel d'offres 15-14662, d'une durée de douze (12) mois, qui se terminait le 24 février 2020. Le montant total estimé de la prolongation était de 346 746,99 $, taxes incluses.

En date du 24 février 2020, la consommation de l'entente-cadre pour les quarante-huit (48) mois était de 1 235 500,05 $, taxes incluses, ce qui représentait 89 % du contrat octroyé.

L'adjudicataire au contrat, Centre du travailleur FH inc., a refusé la deuxième prolongation de l'appel d'offres 15-14662 en justifiant que les prix soumis à la Ville étaient inférieurs par rapport aux augmentations de prix imposés par leurs fournisseurs.

L'appel d'offres public 20-18000 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de trente-huit (38) jours calendaires, soit du 20 janvier au 27 février 2020. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingts (180) jours calendaires, soit jusqu'au 25 août 2020.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis quatre (4) addenda visant le retrait des garanties de soumission et d'exécution, la précision des informations sur la broderie et le report de la date d'ouverture des soumissions du 20 au 27 février 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 19 0052 - 28 février 2019 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Centre du travailleur FH inc., pour une période de douze (12) mois, pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité - Appel d'offres public 15-14662 (5 soum.) (Montant estimé : 346 746,99 $)
CG 16 0106 - 25 février 2016 - Conclure avec la firme Centre du travailleur FH inc. une entente-cadre de trente-six (36) mois pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité (gilets de sécurité et de vêtements de pluie) - Appel d'offres public 15-14662 (5 soum.) (Montant estimé :1 040 240,97 $)

CG12 0343 - 27 septembre 2012 - Conclure une entente-cadre de trente-six (36) mois, avec Équipement de Sécurité Universel inc. pour la fourniture sur demande de gilets de sécurité et vêtements de pluie - Appel d'offres public 12-12163 (8 soum.) (Montant estimé : 619 277,20 $)

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise la fourniture et la livraison des gilets de sécurité et des vêtements de pluie pour toutes les unités d'affaire de la Ville. La Ville doit fournir ces produits en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, du Code de sécurité pour les travaux de construction ainsi qu'en vertu des conventions collectives de travail en vigueur. Plusieurs groupes d'employés de la Ville sont dans l'obligation de porter ces vêtements. Ce sont des produits à haute visibilité qui permettent, notamment, de mieux percevoir les objets contrastants, de grandes dimensions et brillants (couleur orange ou jaune fluorescente). De ce fait, la sécurité des travailleurs est améliorée lorsqu'ils portent ces vêtements. Les articles de sécurité à haute visibilité qui correspondent aux besoins opérationnels des différents corps de métiers de la Ville comprennent, entre autres, des vestes, des chandails, des gilets et des pantalons imperméables.

Les quantités, inscrites au bordereau de prix, sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des quarante-six (46) derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de trente-six (36) mois, mais elles n’engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Le Service de l’approvisionnement a demandé aux soumissionnaires de présenter des prix, par produit, pour chacune des trois (3) années. Étant donné la nature de ce type d'acquisition, il est préférable de laisser une latitude aux soumissionnaires afin de déterminer leurs prix d'une année à l'autre plutôt que d'appliquer automatiquement une méthode d'indexation des prix. De plus, des prix fermes pour chacune des trois (3) années de l'entente-cadre sécurisent la Ville et lui évite la modification annuelle des prix dans l'entente-cadre.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.
Preneurs du cahier des charges (14):
- Centre du travailleur FH inc.;
- Chaussure Belmont inc.;
- CIMA LTCI CORPORATION;
- Créations Jade;

- Équipement de Sécurité Universel inc.;
- Gestock;
- Les vêtements Utility;
- Logistik Unicorp;
- Lumen division de Sonepar Canada inc.;
- Outdoor Outfit;
- Promotions Plus;
- Quality Sport Ltd.;
- Rampart International Corp;
- Tenaquip Mtl Ltd.

Soumissionnaires (9):
- Centre du travailleur FH inc.;
- Chaussure Belmont inc.;
- CIMA LTCI CORPORATION;
- Créations Jade;
- Les vêtements Utility;
- Lumen division de Sonepar Canada inc.;
- Quality Sport Ltd.;
- Tenaquip Mtl Ltd;
- Promotions Plus.

Aucun soumissionnaire a été déclaré non conforme.

De quatorze (14) preneurs du cahier des charges, neuf (9) ont soumissionné. Des cinq (5) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, seulement un (1) a donné une raison pour son désistement, soit par son manque de capacité puisque son carnet de commandes est complet.

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** Variation de quantités (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Lumen, division de Sonepar Canada inc.	1 219 044,40 $	182 856,66 $	1 401 901,06 $
Quality Sport Ltd.	1 229 743,28 $	184 461,49 $	1 414 204,77 $
Centre du travailleur FH. inc.	1 244 906,87 $	186 736,03 $	1 431 642,90 $
Promotions Plus	1 271 801,71 $	190 770,26 $	1 462 571,97 $
Chaussure Belmont	1 280 101,41 $	192 015,21 $	1 472 116,62 $
Créations Jade	1 363 677,89 $	204 551,68 $	1 568 229,57 $
CIMA LTCI CORPORATION	1 377 343,01 $	206 601,45 $	1 583 944,46 $
Tenaquip Mtl Ltd	1 396 924,52 $	209 538,68 $	1 606 463,20 $
Les Vêtements Utility	1 515 829,25 $	227 374,39 $	1 743 203,64 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 111 024,98 $	166 653,75 $	1 277 678,73 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			124 222,33 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			9,72 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			12 304,31 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	0,88 %

Avant de commencer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 111 024,98 $, taxes incluses, et ce, pour les trente-six (36) prochains mois.

Cette estimation est basée sur l'historique de consommation des quarante-six (46) derniers mois. Elle est calculée en fonction des derniers prix payés pour ces produits, avec une majoration de 9,8 %. Cette majoration représente les prix moyens des quatre (4) soumissionnaires pour la troisième année du dernier contrat 15-14662. Il est à noter que les prix de l'année de prolongation étaient les mêmes que ceux soumis pour la troisième année du dernier contrat. De plus, nous avons majoré notre estimation de 4,5 % afin de considérer l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les deux dernières années.

La raison qui explique l'écart entre l'estimation et les prix du plus bas soumissionnaire est la période de temps entre la publication des deux (2) appels d'offres, soit cinq (5) ans. Nous avons reçu neuf (9) soumissions dont les cinq (5) plus basses avaient un écart de près de 60 000,00 $ représentant environ 5 %. Ainsi, nous pouvons considérer avoir reçu un juste prix dans le contexte actuel pour ce marché.

Le montant total estimé de l'entente-cadre, pour la période de trente-six (36) mois est de : 1 060 269,10 $ + 53 013,46 $ (TPS) + 105 761,84 $ (TVQ) = 1 219 044,40 $

Le montant estimé pour chacune des deux années de prolongation est de 406 348,13 $ taxes incluses.

Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 182 856,66 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des variations de quantités possibles au contrat, pour un montant total estimé de 1 401 901,06 $, taxes incluses.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire

l’objet d’une approbation de crédit. Les dépenses pourraient être des dépenses corporatives ainsi que des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement, pour ce type de service, en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.
La conclusion d'une entente-cadre permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d’assurer la constance, la facilité d’approvisionnement et le niveau de qualité et des services obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du Covid-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l’adoption de la résolution, le Service de l’approvisionnement émettra une entente-cadre avec la firme retenue.
CE: 13 mai 2020
CM: 25 mai 2020
CG: 28 mai 2020
Début du contrat: 28 mai 2020
Fin du contrat: 27 mai 2023
Fin de la première année de prolongation: 28 mai 2024
Fin de la deuxième année de prolongation: 28 mai 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard DAGENAIS
Conseiller en approvisionnement

Tél : (514) 872-2608
Télécop. : (514) 872-0863

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : 514-872-5396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-04-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-04-15

No de l'appel d'offres
20-18000

Agent d'approvisionnement
Madalina Rosca

Conformité Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Lumen										
	1								1 060 269,10 $	1 219 044,40 $
Total (Lumen)									1 060 269,10 $	1 219 044,40 $
Quality Sport Ltd.										
	1								1 069 574,50 $	1 229 743,28 $
Total (Quality Sport Ltd.)									1 069 574,50 $	1 229 743,28 $
Centre du Travailleur F.H. inc.										
	1								1 082 763,10 $	1 244 906,87 $
Total (Centre du Travailleur F.H. inc.)									1 082 763,10 $	1 244 906,87 $
Promotions Plus										
	1								1 106 155,00 $	1 271 801,71 $
Total (Promotions Plus)									1 106 155,00 $	1 271 801,71 $
Chaussures Belmont Inc										
	1								1 113 373,70 $	1 280 101,41 $
Total (Chaussures Belmont Inc)									1 113 373,70 $	1 280 101,41 $
Créations Jade										
	1								1 186 064,70 $	1 363 677,89 $
Total (Créations Jade)									1 186 064,70 $	1 363 677,89 $
CIMA LTCI CORPORATION										
	1								1 197 950,00 $	1 377 343,01 $
Total (CIMA LTCI CORPORATION)									1 197 950,00 $	1 377 343,01 $
Tenaquip Mtl Ltd										
	1								1 214 981,10 $	1 396 924,52 $
Total (Tenaquip Mtl Ltd)									1 214 981,10 $	1 396 924,52 $
Les Vêtements Utility										
	1								1 318 399,00 $	1 515 829,25 $
Total (Les Vêtements Utility)									1 318 399,00 $	1 515 829,25 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18000
Numéro de référence : 1336403
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et livraison de gilets de sécurité et de vêtements de pluie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Centre du Travailleur F.H. inc. 2150 RUE BOMBARDIER Sainte-Julie, QC, J3E2J9 http://WWW.CENTREFH.COM NEQ : 1168767581	Madame Mélanie Bélec Téléphone : 450 467-8271 Télécopieur : 450 467-8082	**Commande : (1685514)** 2020-01-21 6 h 28 **Transmission :** 2020-01-21 6 h 28	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-21 16 h 02 - Courriel 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Chaussures Belmont Inc 655 de l'Argon Québec, QC, G2N2G7 http://www.belmont-inc.com NEQ : 1144004109	Monsieur Marquy Dubois Téléphone : 514 721-5550 Télécopieur : 514 721-6961	**Commande : (1687961)** 2020-01-24 11 h 44 **Transmission :** 2020-01-24 11 h 44	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-24 11 h 44 - Téléchargement 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMA LTCI CORPORATION 372 St-Catherine Ouest, Unit#234 Montréal, QC, H3B 1A2 http://www.cimaltci.com NEQ : 1166961152	Monsieur Luis-Fernando Suarez Téléphone : 514 596-0327 Télécopieur : 514 523-0940	**Commande : (1686528)** 2020-01-22 10 h 18 **Transmission :** 2020-01-22 10 h 18	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-22 10 h 18 - Téléchargement 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Créations Jade 5547 Route 112 Ascot Corner, QC, J0B 1A0 NEQ : 1143828995	Monsieur Serge Maher Téléphone : 819 822-1833 Télécopieur : 819 822-1129	**Commande : (1685892)** 2020-01-21 11 h 36 **Transmission :** 2020-01-21 11 h 36	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-21 16 h 02 - Courriel 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Equipement de Securite Universel Inc 6855 St.Jacques Ouest Montréal, QC, H4B 1V3 NEQ : 1147452214	Monsieur Peter Forlini Téléphone : 514 369-6699 Télécopieur : 514 369-0874	**Commande : (1688916)** 2020-01-27 14 h 38 **Transmission :** 2020-01-27 14 h 38	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-27 14 h 38 - Téléchargement 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Gestock 850 Boul. Pierre-Bertrand Suite 160 Québec, QC, G1M 3K8 NEQ : 1165712119	Monsieur Andrew Buijs Téléphone : 418 660-6060 Télécopieur : 418 907-8160	**Commande : (1685856)** 2020-01-21 11 h 22 **Transmission :** 2020-01-21 11 h 22	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-21 16 h 02 - Courriel 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Vêtements Utility 666, Montée-de-Liesse Montréal, QC, H4T 1P2 http://www.utilitygarments.ca NEQ : 1171471841	Monsieur Stéphane Desrosiers Téléphone : 514 279-8488 Télécopieur : 514 279-0451	**Commande : (1685757)** 2020-01-21 10 h 18 **Transmission :** 2020-01-21 10 h 18	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-21 16 h 02 - Télécopie 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 55 - Messagerie 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 58 - Télécopie 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Logistik Unicorp 820, boulevard du Grand-Bernier Nord Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2W 0A6 NEQ : 1173823296	Madame Danielle Magnant Téléphone : 450 349-9711 Télécopieur : 514 906-6668	**Commande : (1685651)** 2020-01-21 9 h 11 **Transmission :** 2020-01-21 9 h 11	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-21 16 h 02 - Courriel 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lumen 4655, autoroute 440 Ouest Laval, QC, H7P5P9 http://www.lumen.ca NEQ : 1161248001	Monsieur Alain Gagné Téléphone : 819 566-0966 Télécopieur :	**Commande : (1685522)** 2020-01-21 7 h 22 **Transmission :** 2020-01-21 7 h 22	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-21 16 h 02 - Courriel 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Outdoor Outfit 372 Richmond St. W. Suite 400 Toronto, ON, M5V 1X6 NEQ :	Madame Mariecel Schaeffner Téléphone : 416 598-4111 Télécopieur :	**Commande : (1687478)** 2020-01-23 15 h 15 **Transmission :** 2020-01-23 15 h 15	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-23 15 h 15 - Téléchargement 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Promotions Plus 3460, ave. Francis-Hugues Laval, QC, h7l5a9 NEQ : 1140609646	Monsieur Jean-Pierre Gélinas Téléphone : 514 270-9145 Télécopieur :	**Commande : (1690963)** 2020-01-30 12 h 57 **Transmission :** 2020-01-30 12 h 57	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-30 12 h 57 - Téléchargement 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Quality Sport Ltd. 9400 Saint-Laurent 206	Monsieur Richard Mezey Téléphone : 514 934-6099 Télécopieur :	**Commande : (1685767)** 2020-01-21 10 h 26 **Transmission :** 2020-01-21 10 h 26	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-21 16 h 02 - Courriel

	Montréal, QC, H2N 1P3 NEQ : 1146712071			3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Quality Sport Ltd. 9400 Saint-Laurent 206 Montréal, QC, H2N 1P3 NEQ : 1146712071	Monsieur Richard Mezey Téléphone : 514 934-6099 Télécopieur :	**Commande : (1700463)** 2020-02-17 11 h 30 **Transmission :** 2020-02-17 11 h 30	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-02-17 11 h 30 - Téléchargement 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-17 11 h 30 - Téléchargement 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-17 11 h 30 - Téléchargement 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-17 11 h 30 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Rampart International Corp 2574 Sheffield Road Ottawa, ON, K1B 3V7 http://www.rampartcorp.com NEQ :	Monsieur Armon Vaziri Téléphone : 613 729-0446 Télécopieur :	**Commande : (1685790)** 2020-01-21 10 h 39 **Transmission :** 2020-01-21 10 h 39	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-21 16 h 02 - Courriel 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tenaquip Mtl Ltd 22555 Aut. Transcanadienne Senneville, QC, H9X 3L7 http://www.tenaquip.com NEQ : 1143588409	Madame ANNALENE NAICKER Téléphone : 514 457-7122 Télécopieur : 514 457-9807	**Commande : (1686543)** 2020-01-22 10 h 37 **Transmission :** 2020-01-22 10 h 37	3238654 - 20-18000 Addenda no 1 2020-01-22 10 h 37 - Téléchargement 3253361 - 20-18000 Addenda no 2 2020-02-12 14 h 36 - Courriel 3254327 - 20-18001 Addenda no 3 2020-02-13 12 h 26 - Courriel 3255469 - 20-18000 Addenda no 4 2020-02-14 15 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1206871002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - intelligence d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer les options de prolongation pour une période de deux (2) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 589 821,76 $, taxes incluses, pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires, dans le cadre du contrat accordé à octroyé à Keyrus Canada (CG17 0267), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 655 577,57 $ à 3 245 399,33 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 589 821,76 $, taxes incluses, pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires dans le cadre du contrat accordé à à la firme Keyrus Canada (CG17 0267), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 655 577,57 $ à 3 245 399,33 $, taxes incluses;
2. d'autoriser M. Martin-Guy Richard, Directeur centre d'expertise - intelligences d'affaires du Service des technologies de l'information à signer tous documents relatifs au présent contrat, pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-05-04 13:58

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206871002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - intelligence d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer les options de prolongation pour une période de deux (2) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 589 821,76 $, taxes incluses, pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires, dans le cadre du contrat accordé à octroyé à Keyrus Canada (CG17 0267), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 655 577,57 $ à 3 245 399,33 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
En 2017, suite à l'appel d'offres public n° 16-15196, la Ville a octroyé un contrat à Keyrus Canada (CG17 0267) pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires. Ce contrat a permis à la Ville, dans le cadre du projet 70750 - Intelligence d'affaires - Finances, d'acquérir et de mettre en place la plate-forme d'analytique des données Qlik Sense. Cette plate-forme fournit un service d'analytique avancée des données (intelligence d'affaires) afin de répondre aux besoins des unités d'affaires de la Ville pour :

- offrir des outils d'aide à la décision afin d'accompagner les intervenants à travers l'organisation lors de la prise de décisions;
- démocratiser l'accès à l'information d'affaires et rendre autonomes les utilisateurs d'affaires;
- promouvoir la collaboration lors de la production de l'information d'affaires;
- permettre l'exploitation des différentes sources de données internes ou externes;
- faciliter la visualisation et la compréhension des différents jeux de données à la Ville;
- exploiter le plein potentiel des nouvelles sources de données, notamment celles disponibles à travers l'infrastructure de la Ville, pour les offrir à de multiples usages tel qu'en arrondissements, en sécurité publique, en environnement ou en gestion du territoire.

En ce sens, la plate-forme décisionnelle Qlik Sense est une infrastructure commune de gestion des données en appui à des projets stratégiques qui requièrent de l'analytique et des outils de présentation de l'information tels que :

- 60006 - Investissements Ville intelligente et numérique;
- 70750 - Intelligence d'affaires Finances;
- 68122 - Gestion des services aux utilisateurs;
- 68420 - Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM;
- 75400 - Tableaux de bord - subventions à la propriété;
- 72660 - Refonte des systèmes d'accueil - Espace pour la Vie;
- 74830 - Tableau de bord pour le déneigement;
- 70330 - Données ouvertes;
- 70190 - Présence Numérique - Fondation (Portail Internet de la Ville);
- 74840 - Gestion des parcours génériques;
- Ainsi que plusieurs services et arrondissements à travers leurs projets.

La plate-forme d'analytique de données Qlik Sense fournit des outils essentiels dans l'écosystème de plusieurs applications à la Ville. En cours du projet ainsi qu'en exploitation, l'acquisition de la maintenance des produits Qlik Sense a permis d'assurer l'accès aux mises à jour et correctifs du code source des logiciels, d'obtenir le soutien technique directement du manufacturier et d'en respecter les droits d'auteurs incluant les conditions d'acquisition et d'utilisation. Le contrat actuel, octroyé à Keyrus Canada pour une durée de trois (3) ans, arrive à échéance le 30 juin 2020 (CG17 0267). Tel que prévu aux documents de l'appel d'offres public n° 16-15196, et sur avis écrit de la Ville, le contrat pourra être prolongé, aux mêmes termes et au prix soumis, pour un maximum de deux (2) années.

En ce sens, l'objet du présent dossier vise à exercer les options de prolongation pour une période de deux (2) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 589 821,76 $, taxes incluses, pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires, dans le cadre du contrat accordé à octroyé à Keyrus Canada (CG17 0267), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 655 577,57 $ à 3 245 399,33 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0485 - 24 octobre 2019 - Autoriser la modification de la source de financement ainsi que de l'année de la dépense de sorte que la dépense de 294 910,87 $ soit entièrement imputée au PTI 2019, dans le cadre du contrat accordé à Keyrus Canada (CG17 0267) pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires
CG17 0267 - 15 juin 2017 - Accorder un contrat à Keyrus Canada pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires, pour une période de 3 ans, pour une somme maximale de 2 655 577,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15196 (3 soum.) / Autoriser un ajustement de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 147 455,44 $ en 2020

DESCRIPTION

La plate-forme d'analytique de données en intelligence d'affaires Qlik Sense répond à plusieurs types de besoins des services et des arrondissements de la Ville et supporte de multiples projets en gestion des données, notamment pour :

- doter l'ensemble des utilisateurs d'affaires d'outils d'exploration de données, d'analyse, de visualisation et de publication de contenu d'analyse;

- rendre autonomes les utilisateurs de la solution en leur offrant un outil d'analyse facile à utiliser et plus performant;
- faciliter la production de tableaux de bord et d'indicateurs de performance permettant d'améliorer l'efficacité de l'organisation;
- faciliter la diffusion et la collaboration autour de l'information.

Le contrat actuel inclut :

- l'acquisition, l'intégration et la mise en place de la solution logiciel de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires Qlik Sense;
- la formation et les services techniques d'accompagnement pour l'intégration du logiciel Qlik Sense et ses composantes;
- le support et la maintenance du manufacturier et l'accès aux mises à jour des logiciels Qlik Sense.

JUSTIFICATION

La prolongation du contrat de maintenance permettra de protéger les actifs de la Ville, de respecter les droits d'auteurs, et d'avoir accès aux correctifs logiciels, à la maintenance et au support de la plate-forme décisionnelle d'intelligences d'affaires offertes aux différents services et arrondissement de la Ville. L'utilisation des services techniques d'accompagnement prévus au contrat, permettra de continuer le déploiement des projets encours.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 589 821,76 $ taxes incluses, sera répartie sur une période de deux (2) ans payable annuellement, à même le budget de fonctionnement du Service des TI du 1er juillet 2020 au 30 juin 2022.
Tableau de répartition des coûts :

Solution visualisation en BI	**2020-2021**	**2021-2022**	**Total**
Soutien et maintenance de la solution	294 910,88 $	294 910,88 $	589 821,76 $

La dépense de 589 821,76 $ taxes incluses (538 585,88 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette solution interactive et intuitive est très largement diffusée à plusieurs milliers d'employés. Elle confère à la Ville un haut potentiel de développement durable en éliminant à la source l'impression de nombreux rapports d'opérations, de suivis et d'analyses, qui sont visualisés sur l'écran du poste de travail, les tablettes ou les téléphones intelligents.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La plate-forme d'analytique de données permet à la Ville d'analyser les données disponibles, afin d'améliorer la productivité de l'organisation et la prestation de services aux citoyens. La plate-forme est utilisée par de multiples projets pour optimiser les coûts d'investissements grâce à un outil commun qui en facilite l'usage auprès des employés en accédant à de multiples sources de données. Cet outil permet également de supporter le processus de

libéralisation des données ouvertes de la Ville et de faciliter la présentation aux citoyens. L'accès au contrat de maintenance permet de maintenir la solution stable et à jour. Ceci permet de se prémunir des failles de sécurité en ayant accès aux derniers correctifs logiciels auprès du manufacturier.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :
Approbation du dossier au CE - 13 mai 2020;
Approbation du dossier au CM – 25 mai 2020;
Approbation du dossier au CG – 28 mai 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Redouane Blal
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Martin-Guy RICHARD
Directeur

Tél : 514 452-2584
Télécop. :

Tél : 514 945-8929
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
Directeur

Tél : 514 945-8929
Approuvé le : 2020-04-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-04-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1206871002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - intelligence d'affaires
Objet :	Exercer les options de prolongation pour une période de deux (2) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 589 821,76 $, taxes incluses, pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires, dans le cadre du contrat accordé à octroyé à Keyrus Canada (CG17 0267), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 655 577,57 $ à 3 245 399,33 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Courriel Ville de Montréal - RE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
c/s acquisition
Tél : 514-872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Montréal

Robert NORMANDEAU <robert.normandeau@montreal.ca>

RE: [External] Prolongation de contrat appel d'offres 16-15196

1 message

Richard Durocher <Richard.Durocher@keyrus.ca> 13 avril 2020 à 16 h 22
À : Robert NORMANDEAU <robert.normandeau@montreal.ca>
Cc : Claude HOULE <claude.houle@montreal.ca>, Martha Paola MURCIA VELASQUEZ <marthapaola.murciavelasquez@montreal.ca>, Martin-Guy RICHARD <martin-guy.richard@ville.montreal.qc.ca>, Clients-Keyrus <CAYMX.Clients@keyrus.ca>

Bonjour Monsieur Normandeau,

Suite à votre demande, le contrat de l'appel d'offres 16-15196 est prolongé pour une période de deux années en vertu de la Clause particulière 4 de celle-ci. De ce fait, les frais des renouvellements de support de vos licences Qlik pour les 2 prochaines années seront de :

1 juillet 2020 au 30 juin 2021……$256,500

1 juillet 2021 au 30 juin 2022……$256,500

J'ai d'ailleurs attaché à ce courriel une copie de la facture de renouvellement de support 2020-2021.

De plus, ce prolongement vous permet de bénéficier des heures et du montant restant des services professionnels prévu au contrat original. Le contrat prévoyait une banque de 360 d'heures de services professionnels post implantation au tarif de $140 de l'heure. Seulement 10.5 heures ont été consommées ils vous restent donc 349.5 heures de disponibles.

J'espère le tout a votre satisfaction et n'hésiter pas à communiquer avec moi si vous avez des questions ou commentaires.

Richard

Richard Durocher

Directeur développement des affaires

Cel. 514-554-5686

_____

KEYRUS management & transformation data intelligence digital experience

www.keyrus.ca **#InsightIntoValue**

STRICTEMENT PERSONNEL ET CONFIDENTIEL. Ce message et ses pièces attachées sont confidentiels et uniquement à l'attention des destinataires. Tous usages ou diffusions non autorisés sont interdits. Les courriels peuvent être altérés. Ni KEYRUS, ni aucune de ses filiales ne peuvent être tenus responsables de ce message s'il est altéré, modifié ou falsifié. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce courriel, merci de contacter l'expéditeur et de détruire toutes les copies de ce courriel.

S'il vous plait, évitez d'imprimer ce courriel si ce n'est pas nécessaire

From: Richard Durocher
Sent: April 8, 2020 2:50 PM
To: 'Robert NORMANDEAU' <robert.normandeau@montreal.ca>
Cc: Claude HOULE <claude.houle@montreal.ca>; Martha Paola MURCIA VELASQUEZ <marthapaola.murciavelasquez@montreal.ca>; Martin-Guy RICHARD

<martin-guy.richard@ville.montreal.qc.ca>
Subject: RE: [External] Prolongation de contrat appel d'offres 16-15196

Bonjour Monsieur Normandeau,

J'ai bien reçu votre courriel nous informant de la décision de la Ville de Montréal de prolonger le contrat de l'appel d'offres 16-15196 pour une durée de 2 ans.

Je vous en remercie et prendrez les actions nécessaires pour mettre le tout en place.

Bonne fin de journée

Richard

Richard Durocher

Directeur développement des affaires

Cel. 514-554-5686

KEYRUS management & transformation data intelligence digital experience

www.keyrus.ca **#InsightIntoValue**

STRICTEMENT PERSONNEL ET CONFIDENTIEL. Ce message et ses pièces attachées sont confidentiels et uniquement à l'attention des destinataires. Tous usages ou diffusions non autorisés sont interdits. Les courriels peuvent être altérés. Ni KEYRUS, ni aucune de ses filiales ne peuvent être tenus responsables de ce message s'il est altéré, modifié ou falsifié. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce courriel, merci de contacter l'expéditeur et de détruire toutes les copies de ce courriel.

S'il vous plait, évitez d'imprimer ce courriel si ce n'est pas nécessaire

From: Robert NORMANDEAU [mailto:robert.normandeau@montreal.ca]
Sent: April 8, 2020 1:56 PM
To: Richard Durocher <Richard.Durocher@keyrus.ca>
Cc: Claude HOULE <claude.houle@montreal.ca>; Martha Paola MURCIA VELASQUEZ <marthapaola.murciavelasquez@montreal.ca>; Martin-Guy RICHARD <martin-guy.richard@ville.montreal.qc.ca>
Subject: [External] Prolongation de contrat appel d'offres 16-15196

Bonjour

Monsieur Richard Durocher

Directeur développement des affaires

Keyrus Canada inc.

La Ville de Montréal désire vous aviser de la prolongation du contrat pour une durée de deux ans.

Cette prolongation fera l'objet d'un dossier décisionnel soumis aux instances de la Ville.

Cette prolongation est en vertue de la Clause particulière 4 des documents d'appels d'offres.

Cette prolongation est selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous demandons de confirmer la réception de cette avis.

Salutations

--

Robert Normandeau, ing, M.Eng

Agent d'approvisionnement niveau 2

Service de l’approvisionnement

Direction - Acquisition

Section - Eau & Aqueduc, Informatique, Vêtements, Sécurité & Administration

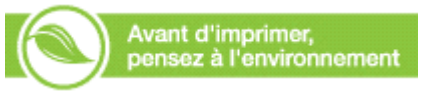
Montréal

255, boul. Crémazie Est, Bureau 403.16

Montréal (Québec) H2M 1L5

robert.normandeau@montreal.ca

Tél. : 514 868-3709



AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l’information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s’il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l’expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu’en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Click here to report this email as spam.

This message has been scanned for malware by Websense. www.websense.com

11105 Ville de montreal.pdf
26K

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206871002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - intelligence d'affaires
Objet :	Exercer les options de prolongation pour une période de deux (2) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 589 821,76 $, taxes incluses, pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires, dans le cadre du contrat accordé à octroyé à Keyrus Canada (CG17 0267), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 655 577,57 $ à 3 245 399,33 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1206871002-Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : 514 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1208008001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire du contrat accordé à Pronex Excavation Inc. pour l'entretien du réseau de captage du biogaz et rehaussement des puits au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) de 196 709,05 $ taxes incluses majorant le montant total du contrat à 1 566 391,36 $ taxes incluses .

Il est recommandé :

1. d'autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire du contrat accordé à Pronex Excavation Inc. pour l'entretien du réseau de captage du biogaz et rehaussement des puits au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) de 196 709,05 $ taxes incluses majorant le montant total du contrat à 1 566 391,36 $ taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-04 08:29

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208008001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire du contrat accordé à Pronex Excavation Inc. pour l'entretien du réseau de captage du biogaz et rehaussement des puits au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) de 196 709,05 $ taxes incluses majorant le montant total du contrat à 1 566 391,36 $ taxes incluses .

CONTENU

CONTEXTE

Le Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) est composé principalement d'un ancien site d'enfouissement d'une superficie de 72 hectares où ont été éliminées ± 39 millions de tonnes de déchets de différentes natures. La portion organique de ces déchets enfouis produit, sous certaines conditions, un gaz appelé biogaz constitué principalement de méthane (CH_4) et de dioxyde de carbone (CO_2). Le biogaz en question est généré tant qu'il reste de la matière organique à décomposer et s'étendra encore sur quelques décennies. Depuis la reprise de la carrière Miron en 1988 par la Ville de Montréal, plus de 60 millions de dollars ont été investis afin de capter ce gaz explosif et nocif pour la santé et l'environnement. Un réseau de conduites de diamètres allant de 100 à 600 mm a d'abord été mis en place avec plus de 270 puits de captage pour ensuite évoluer selon le temps et les besoins opérationnels. Parallèlement aux activités de gestion des biogaz, le CESM a procédé au recouvrement final du site d'enfouissement pour que le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) y amorce un ambitieux projet d'aménagement d'un parc métropolitain grandiose qui porte maintenant le nom de parc Frédéric Back. L'avancement de ce dernier projet a permis en août 2017, l'accès au public à une partie du site représentant environ 20 % de l'ancienne zone exploitée pour l'enfouissement des déchets.

Au fil des ans, plusieurs contrats se sont donc succédés afin de procéder aux modifications et à l'entretien du réseau de captage de biogaz qui, sous l'effet du tassement des déchets, se déforme et/ou se disloque, rendant des portions de conduite et des éléments du réseau inopérants. Le présent contrat comporte donc 2 volets principaux qui sont :

- L'entretien du réseau de captage de biogaz,
- Le rehaussement des puits de captage, piézomètres et infrastructures nécessaires pour l'aménagement du parc Frédéric Back en surface.

Jusque là, ces activités étaient bien connues et maîtrisées, mais maintenant qu'une partie du site est aménagée et accessible au public, des besoins additionnels sont apparus soit :

- La préparation des espaces dans les secteurs déjà aménagés en prévision de travaux sur le réseau de biogaz souterrain,
- La remise en état des lieux après les interventions.

Le lancement de l'appel d'offres public via le Service électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) a eu lieu en février 2018 et un contrat a été octroyé par le conseil d'agglomération le 31 mai 2018 Résolution CG18 0291.

Alors que le contrat est prévu pour une période de 3 ans soit le 10 juin 2018 au 10 juin 2021, la quantité d'intervention à effectuer au niveau de l'entretien du réseau de captage du biogaz a fait en sorte que les sommes autorisées par les instances initialement ont été atteintes. Après consultation auprès du Service de l'approvisionnement - gouvernance et développement, le Service de l'environnement demande aux instances l'autorisation d'augmenter l'enveloppe de dépense pour amener le contrat à terme soit le 10 juin 2021. Il est à noter que le contrat comporte deux volets, l'un pour l'entretien (volet#1) du réseau de captage du biogaz et un second pour la modification (volet #2) des infrastructures de captage du biogaz pour l'aménagement du parc Frédéric Back. Au mois d'avril 2020, approximativement 90% des sommes autorisées pour l'entretien (volet #1) sont dépensées et 20% des sommes pour la modification (volet #2) des infrastructures sont dépensées. L'octroi du contrat a fait l'objet d'un appel d'offre public et une autorisation de la part des instances. Sans une autorisation des instances, le CESM sera à court terme, dans l'impossibilité d'effectuer les travaux (volet #1) nécessaires au bon fonctionnement du réseau de captage de biogaz.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0291 31 mai 2018 Accorder un contrat d'une durée de 3 ans à Pronex excavation inc. pour l'entretien du réseau de captage du biogaz et rehaussement des puits au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une somme maximale de 1 369 682,31 $, taxes incluses - Appel d'offres public ENV CESM 2018-01 (2 soum.)
CE15-1317 29 juillet 2015 Contrat pour le rehaussement des puits de captages et infrastructures pour une période de 3 ans à Opsis gestion d'infrastructures 338 000 $.
CE15-0329 5 mars 2015 Contrat d'entretien du réseau pour une période de trois ans à Pavage Jeskar 495 300 $.
CG 12 0101 19 avril 2012 Contrat d'entretien du réseau pour une période de trois ans à Environnement routier NRJ inc. 1 275 000 $.
CG 09 0293 1er septembre 2009 Contrat d'entretien du réseau pour une période de trois ans à Environnement routier NRJ inc. 1 933 365 $.

DESCRIPTION

Les travaux consistent principalement à :

- réparer, remplacer et à entretenir des conduites enfouies en polyéthylène de divers diamètres liant les puits de captage de biogaz aux équipements destinés à l'aspirer pour le valoriser ou l'éliminer .

Le bordereau original prévoyait déjà des quantités, il n'a pas été modifié, ce sont les quantités réalisées qui seront différentes de celles anticipées et payées dans les postes déjà prévus.

JUSTIFICATION

Lors des dernières années, l'équipe du CESM a effectué plusieurs contrats de nature similaire. L'estimation des coûts a été faite sur la base de données des travaux et des contrats passés et malgré ce fait, la quantité des travaux et les coûts s'y rattachant pour l'entretien du réseau de captage ont dépassé les estimations des professionnels. Les écarts dans les prévisions s'expliquent en outre par des travaux dont l'ampleur et la complexité ont dépassé celles attendues dans un processus d'entretien typique. Des travaux majeurs ont été réalisés sur les infrastructures souterraines de captage de biogaz se trouvant dans un espace aménagé en parc. Les travaux ont été effectués en amont des aménagements de parc. Deux secteurs parc ont été touchés et les ouvertures au public sont prévues pour le printemps 2020 pour le boisé sud et à l'automne 2021 pour la plaine est.
Le Service de l'Environnement a validé sa démarche auprès du Service de l'Approvisionnement afin de confirmer sa faisabilité et conformité. Nous avons ainsi obtenu la procédure ainsi que les conditions préalables à l'obtention éventuelle d'une augmentation de l'enveloppe budgétaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat octroyé était de 1 369 682,31 $ taxes incluses pour la période de 2018 à 2021, dont la somme prévue pour l'entretien pour le service de l'environnement était initialement de 656 481,24 $, taxes incluses, comprenant des travaux contingents s'élevant à 114 975 $, taxes incluses. Durant les deux dernières années (2018 et 2019), les coûts de travaux étaient de 540 882,48 $, soit 82% du montant total de l'entretien.
Une somme additionnelle de 196 709,05$ taxes incluses est requise afin de pouvoir maintenir le contrat jusqu'en 2021, soit une augmentation correspondant à 14,4% de la valeur initiale du contrat. Elle sera répartie comme suit :

Période	2020	2021	Total - taxes incluses
Contrat	114 975,00 $	81 734,05 $	196 709,05 $

Elle est imputée au budget de fonctionnement du service de l'environnement. Elle sera assumée à 100% par l'agglomération à même une provision déjà constituée à cette fin par la Ville de Montréal pour les activités post-fermeture du site d'enfouissement du CESM au Service de l'environnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le captage et l'élimination/valorisation du biogaz font partie de la mission principale du CESM en terme d'engagements réglementaire et social à long terme.
Le 23 septembre 2019, lors du Sommet des Nations unies sur le climat, madame Valérie Plante, mairesse de Montréal a engagée le monde municipal montréalais vers le développement d'un plan de réduction de 55% de nos émissions des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030. L'entretien pour l'exploitation du réseau de captage du biogaz s'inscrit dans ce plan de réduction des GES puisque le méthane est l'un des gaz les plus dommageables parmi les GES, 25 fois plus que le CO_2 (dioxyde de carbone). Au cours de la période de 1990 à 2014, la réduction des GES dans les sites d'enfouissement est passée de 18% à 87%. Le facteur principal expliquant la tendance observée est l'augmentation de l'efficacité des systèmes de captage (Inventaire 2014, Émissions des gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise, page 23, Ville de Montréal). L'entretien du réseau de captage du biogaz au CESM a permis à la Ville de contribuer à cette amélioration. De plus, le biogaz est valorisé en d'énergie électrique et en chauffage urbain via notre partenaire privé, la centrale

Biomont.

L'un des quatre principes directeurs du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025, vise la réduction des émissions de gaz à effet de serre par la gestion efficace des matières résiduelles et leur passif environnemental. Le maintien de l'entretien du réseau de captage du biogaz contribue encore largement à la mise en oeuvre de ce principe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il s'agit d'abord pour le Service de l'environnement de respecter ses engagements de capter le biogaz, qui est un gaz explosif et un puissant GES (25 fois plus dommageable que le CO_2) en maintenant le rendement optimum du réseau.
Le contrat actuel n'ayant pas atteint la date d'échéance de juin 2021, le CESM profite donc pour une période additionnelle de 18 mois des prix soumissionnés en 2018.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le captage et l'entretien du réseau de biogaz est un service essentiel qui doit être maintenu malgré les événements de pandémie pour assurer la sécurité du site en tout temps.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin des travaux: juin 2021
Début: 2018-05-08 **Fin:** 2021-06-10

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lauchar KEK, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Mélanie C BERGERON, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Lauchar KEK, 28 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain LEROUX
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-7684
Télécop. : 514 872-7685

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Luc BORNAIS
Chef de section - soutien tech. et opérations-complexe env. st-michel

Tél : 514 872-1500
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-05-03

Montréal

Sylvain LEROUX <sylvain.leroux@montreal.ca>

1810 10650.33 Prolongation du contrat jusqu'à la date anticipée de fin

Thierry <thierry.navet@pronex.ca> 12 mars 2020 à 08 h 16
À : Sylvain LEROUX <sylvain.leroux@montreal.ca>

Bonjour,

Nous acceptons augmentation de l'enveloppe budgétaire pour la prolongation de contrat selon les mêmes termes et conditions originaux.

Ci-joint une résolution d'assemblée.

Salutations

Thierry Navet

Directeur de projet

PRONEX
Civil | Construction

PRONEX EXCAVATION INC
346, rue Hamford, suite 320
Lachute (Québec)
J8H 3P6

Tél: 450-562-9651

Fax: 450-562-9480

De : Sylvain LEROUX <sylvain.leroux@montreal.ca>
Envoyé : 11 mars 2020 10:59
À : Thierry Navet <thierry.navet@pronex.ca>
Objet : 10650.33 Prolongation du contrat jusqu'à la date anticipée de fin

Bonjour M. Navet,

Selon les clauses de l'article 1.13 du cahier des prescriptions spéciales générales, la fin du contrat est conditionnelle à la date anniversaire de 3 ans qui correspond au 10 juin 2021 ou l'épuisement de l'enveloppe budgétaire. Puisque qu'à ce stade de réalisation du contrat les dépenses atteignent plus de 80% de l'enveloppe globale, nous anticipons qu'elle sera épuisée avant terme.

Compte tenu de notre intention de vouloir poursuivre avec vous la réalisation de ce contrat d'entretien jusqu'au délai de 3 ans, pouvons nous obtenir votre accord afin de poursuivre conjointement un processus de prolongation de contrat selon les mêmes termes et conditions originaux ?

Si vous acceptez, prière de nous faire parvenir votre autorisation officiel ainsi qu'une copie de résolution de votre entreprise autorisant le signataire à prendre cette décision.

Je suis en attente de votre décision

Merci de votre collaboration.

--

Sylvain Leroux

Ingénieur aux opérations

Complexe environnemental de St-Michel

2235 Michel Jurdant

H1Z 4N1

Tél. 514 872-7684

fax 514 872-7685

Cell. 514 233-5440

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Résolution TN.pdf
33K

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208008001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire du contrat accordé à Pronex Excavation Inc. pour l'entretien du réseau de captage du biogaz et rehaussement des puits au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) de 196 709,05 $ taxes incluses majorant le montant total du contrat à 1 566 391,36 $ taxes incluses .

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_ENV 1208008001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-30

Marie-France MILORD
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2679
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1204982004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme QUÉBEC LINGE CO. pour une période de trente-six (36) mois, incluant une (1) option de prolongation pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques (niveau 2) - Montant estimé de l'entente: 1 164 844,91 $, taxes incluses (entente: 1 012 908,62 $ + variation des quantités: 151 936,29 $) - Appel d'offres public 20-17839 - (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre avec la firme Québec Linge co. pour une période de trente-six (36) mois, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois pour la location, entretien et réparation de vêtements avec protection cotre les arcs et les chocs électriques (niveau 2) au montant de 1 012 908,62 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-18000;

2. d'autoriser une dépense de 151 936,29 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-29 10:28

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204982004**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme QUÉBEC LINGE CO. pour une période de trente-six (36) mois, incluant une (1) option de prolongation pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques (niveau 2) - Montant estimé de l'entente: 1 164 844,91 $, taxes incluses (entente: 1 012 908,62 $ + variation des quantités: 151 936,29 $) - Appel d'offres public 20 -17839 - (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques (niveau 2). Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
En janvier 2015, le groupe 2 du contrat pour la fourniture de service de location, d'entretien et de réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13502, au plus bas soumissionnaire conforme, soit la firme QUÉBEC LINGE CO. pour un montant total estimé de 842 708,20 $, taxes incluses. Cette entente-cadre valide pour une période de trente-six (36) mois se terminait le 10 juin 2018 et incluait deux (2) options de prolongation.

En mai 2018, le Service de l'approvisionnement a exercé l'option de la première prolongation d'une durée de douze (12) mois qui se terminait le 10 juin 2019. Le montant restant disponible sur l'entente-cadre pour les trente-six (36) mois était de 176 599,12 $. À ce montant, une demande d'ajouter 67 640,88 $ a été faite afin de couvrir la période visée. Donc, le total du montant estimé de la première prolongation était de 244 240,00 $, taxes incluses.

En mai 2019, le Service de l'approvisionnement a amorcé la deuxième prolongation, d'une durée de douze (12) mois, qui se terminera le 10 juin 2020. Le montant estimé de la deuxième prolongation est de 280 902,74 $, taxes incluses.

En date du 2 avril 2020, la consommation de l'entente-cadre pour les cinquante-huit (58) premiers mois était de 1 143 067,48 $, taxes incluses, ce qui représentait 96 % du contrat octroyé.

L'appel d'offres public 20-17839 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication a eu lieu durant une période de cinquante-sept (57) jours calendaires, soit du 15 janvier au 12 mars 2020. La soumission reçue est valide pour une période de cent quatre-vingts (180) jours calendaires, soit jusqu'au 8 septembre 2020.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis trois (3) addenda pour répondre à certaines questions d'ordres techniques, pour reporter à deux (2) reprises la date d'ouverture, soit du 18 février au 27 février 2020 et du 27 février au 12 mars 2020. Ils visaient aussi la modification du bordereau de prix et de la clause «sommaire des services requis et des prestations attendues».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0224 - 16 mai 2019 - Exercer la deuxième prolongation de douze (12) mois de l'entente-cadre conclue avec QUÉBEC LINGE CO., pour la fourniture de services de location, d'entretien et de réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques à l'usage des électriciens de la Ville de Montréal (groupe 2) - Appel d'offres 14-13502 (1 soum.) (Montant estimé: 280 902,74 $)
CG18 0269 - 31 mai 2018 - Exercer la première prolongation de douze (12) mois de l'entente-cadre conclue avec QUÉBEC LINGE CO., pour la fourniture de service de location, d'entretien et de réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques à l'usage des électriciens de la Ville de Montréal (groupe 2) - Appel d'offres 14-13502 (1 soum.) (Montant estimé: 67 640,88 $)

CG15 0018 29 janvier 2015 - Conclure avec la firme QUÉBEC LINGE CO. une entente-cadre pour une période de trente-six (36) mois, avec une option de prolongation jusqu'à vingt-quatre (24) mois supplémentaires, pour la fourniture de service de location, entretien et réparation de vêtements pour employés de métier et vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques (niveau 2) - Appel d'offres 14-13502. (1 soum.) (Montant estimé: 277 444,56 $ pour le groupe 1, et de 842 708,20 $ pour le groupe 2, Montant estimé total pour les deux (2) groupes de 1 120 152,76 $)

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise la location, l'entretien et la réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques (niveau 2), et est destinée à toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal. La Ville doit fournir ces produits, en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, ainsi qu'en vertu des conventions collectives de travail en vigueur.
À cet effet, quelques deux cents (200) électriciens bénéficient de neuf (9) ensembles d'uniformes, chacun composé d'une chemise à manches longues ou d'un chandail et d'un pantalon avec ou sans poches cargos.

L'entente-cadre actuelle prévoit en complément, au programme de location et d'entretien pour les vêtements, un système de casiers et de chutes à linge qui seraient installés dans chaque unité administrative afin de permettre la rotation des vêtements propres et des vêtements à ramasser. Les vêtements endommagés ou perdus seront remboursés à la fin du contrat à l'adjudicataire, selon une charte de dépréciation.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des cinquante-quatre (54) premiers mois de l'entente-cadre actuelle et sur les prévisions de consommation pour une période de trente-six (36) mois. Elles n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Les prix sont fermes pour les trente-six (36) premiers mois de l'entente-cadre. Par contre,

les prix peuvent être modifiés pour la période de prolongation selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) seulement si la variation est au moins de 2 %. Il est à noter que l'année de prolongation peut être prise à la seule discrétion de la Ville.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de 2 % du montant total, taxes incluses, ainsi qu'une garantie d'exécution de 2 % du montant total du contrat, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.
Preneurs du cahier des charges (6):

- Alexis Cintas.;
- Gestock.;
- QUÉBEC LINGE CO.;
- Unifirst Canada Ltee.;
- Ville de Longueuil;
- Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys.

Soumissionnaire (1):

- QUÉBEC LINGE CO.

Aucun soumissionnaire n'a été déclaré non conforme.

Des six (6) preneurs du cahier des charges, un (1) a soumissionné. Des cinq (5) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, un (1) n'a pas donné de raison pour son désistement, deux (2) sont des organismes publics qui ont pris le cahier des charges pour consultation et deux (2) autres firmes ont donné leur avis de désistement. De ces deux, un (1) des preneurs de cahier des charges indique qu'il n'est pas en mesure de fournir les produits et les services demandés tels que requis par les spécifications. Enfin, l'autre preneur du cahier des charges n'a pas soumissionné puisque la clause 13.04 b du contrat permet à la Ville de mettre fin au contrat sur un avis écrit sans motif après un préavis de dix (10) jours.

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** Variation de quantités (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
QUÉBEC LINGE CO.	1 012 908,62 $	151 936,29 $	1 164 844,91 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 170 204,28 $	175 530,64 $	1 345 734,92 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(180 890,01 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(13,44 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A N/A

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*

Avant de commencer l'analyse proprement dite de la soumission, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription du soumissionnaire sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour la soumission reçue.

Le soumissionnaire dans ce dossier n'est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Le soumissionnaire n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 170 204,28 $, taxes incluses, pour les trente-six (36) prochains mois.
Cette estimation est basée sur l'historique de la consommation pour les cinquante-quatre (54) premiers mois de l'entente-cadre. De plus, les prix soumis par le fournisseur en 2014 (appel d'offres 14-13502) ont été majorés de 12 % afin de refléter la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les années 2014 à 2019.

Le montant total estimé de l'entente-cadre, pour la période de trente-six (36) mois est de : 880 981,62 $ + 44 049,08 $ (TPS) + 87 877,92 $ (TVQ) = 1 012 908,62 $

Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 151 936,29 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des variations de quantités possibles au contrat, pour un montant total estimé de 1 164 844,91 $, taxes incluses.

Le montant estimé de l'année de prolongation est de 337 636,21 $ taxes incluses.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les dépenses pourraient être des dépenses corporatives ainsi que des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La firme QUÉBEC LINGE CO. utilise des procédés de lavage respectueux de l'environnement, et elle est toujours à la recherche de nouvelles stratégies susceptibles de diminuer leur empreinte écologique.
En février 2014, l'entreprise a été l'une des premières buanderies commerciales à travers le monde à obtenir la certification industrielle « Clean Green », ce qui signifie que leurs installations de production sont conformes aux normes internationales les plus élevées relativement à l'utilisation efficace de l'eau, la conservation de l'énergie et l'adoption des meilleures pratiques en matière de réutilisation, de récupération et de recyclage des

ressources.

De plus, la firme a entrepris de nombreuses initiatives dans l'exploitation de leur flotte de véhicules afin de réduire leur consommation d'énergie et leur empreinte carbone.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'une entente-cadre permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité des services obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du Covid-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra une entente-cadre avec la firme retenue.
CE: 13 mai 2020
CM: 25 mai 2020
CG: 28 mai 2020
Début du contrat: 11 juin 2020
Fin du contrat: 10 juin 2023
Fin de l'année de prolongation: 10 juin 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard DAGENAIS
Conseiller en approvisionnement

Tél : (514) 872-2608
Télécop. : (514) 872-0863

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : 514-872-5396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-04-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-04-29

No de l'appel d'offres
20-17839

Agent d'approvisionnement
Andrés Larmat

Conformité	Oui

					Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Total (QUÉBEC LINGE)					880 981,62 $	1 012 908,62 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée Fermer la session

Liste des commandes

Numéro : 20-17839
Numéro de référence : 1335212
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Location, entretien et réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques (niveau 2)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alexis Cintas 2665 dalton #10 Québec, QC, G1P3S8	Monsieur Alexis St-Pierre Téléphone : 418 572-8417 Télécopieur :	**Commande : (1704815)** 2020-02-24 11 h 53 **Transmission :** 2020-02-24 11 h 53	3239822 - 20-17839 - Addenda n° 1 (devis) 2020-02-24 11 h 53 - Téléchargement 3239823 - 20-17839 - Addenda n° 1 (bordereau) 2020-02-24 11 h 53 - Téléchargement 3254311 - 20-17839 - Addenda n° 2 (Report de date) 2020-02-24 11 h 53 - Téléchargement

			3263486 - 20-17839 - Addenda n° 3 (Report de date) 2020-02-26 11 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys 1150 rue Galt Montréal, QC, H4G 2P9 http://csmb.qc.ca	Madame Lydia Lacaille Téléphone : 514 855-4500 Télécopieur : 514 855-4747	**Commande : (1693787)** 2020-02-05 9 h **Transmission :** 2020-02-05 9 h	3239822 - 20-17839 - Addenda n° 1 (devis) 2020-02-05 9 h - Téléchargement 3239823 - 20-17839 - Addenda n° 1 (bordereau) 2020-02-05 9 h - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys 1100, bd de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4L 4V1 http://csmb.qc.ca	Madame Josée Sévigny Téléphone : 514 855-4500 Télécopieur :	**Commande : (1714091)** 2020-03-10 12 h 21 **Transmission :** 2020-03-10 12 h 21	3239822 - 20-17839 - Addenda n° 1 (devis) 2020-03-10 12 h 21 - Téléchargement 3239823 - 20-17839 - Addenda n° 1 (bordereau) 2020-03-10 12 h 21 - Téléchargement 3254311 - 20-17839 - Addenda n° 2 (Report de date) 2020-03-10 12 h 21 - Téléchargement 3263486 - 20-17839 - Addenda n° 3 (Report de date) 2020-03-10 12 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Gestock 850 Boul. Pierre-Bertrand Suite 160 Québec, QC, G1M 3K8	Monsieur Andrew Buijs Téléphone : 418 660-6060 Télécopieur : 418 907-8160	**Commande : (1683026)** 2020-01-15 11 h 09 **Transmission :** 2020-01-15 11 h 09	3239822 - 20-17839 - Addenda n° 1 (devis) 2020-01-23 18 h 53 - Courriel 3239823 - 20-17839 - Addenda n° 1 (bordereau) 2020-01-23 18 h 53 - Téléchargement 3254311 - 20-17839 - Addenda n° 2 (Report de date) 2020-02-13 12 h 16 - Courriel 3263486 - 20-17839 - Addenda n° 3 (Report de date) 2020-02-26 11 h 42 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Quebec Linge co 4375 de Rouen Montréal, QC, H1V 1H2	Monsieur Joel Poisson Téléphone : 514 670-2010 Télécopieur :	**Commande : (1683826)** 2020-01-16 13 h 20 **Transmission :** 2020-01-16 13 h 20	3239822 - 20-17839 - Addenda n° 1 (devis) 2020-01-23 18 h 53 - Courriel 3239823 - 20-17839 - Addenda n° 1 (bordereau) 2020-01-23 18 h 53 - Téléchargement 3254311 - 20-17839 - Addenda n° 2 (Report de date) 2020-02-13 12 h 16 - Courriel 3263486 - 20-17839 - Addenda n° 3 (Report de date) 2020-02-26 11 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Quebec Linge co 4375 de Rouen Montréal, QC, H1V 1H2	Monsieur Benoit Rouillier Téléphone : 514 817-2881 Télécopieur :	**Commande : (1687533)** 2020-01-23 16 h 03 **Transmission :** 2020-01-23 16 h 03	3239822 - 20-17839 - Addenda n° 1 (devis) 2020-01-23 18 h 53 - Courriel 3239823 - 20-17839 - Addenda n° 1 (bordereau) 2020-01-23 18 h 53 - Téléchargement 3254311 - 20-17839 - Addenda n° 2 (Report de date) 2020-02-13 12 h 16 - Courriel 3263486 - 20-17839 - Addenda n° 3 (Report de date) 2020-02-26 11 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Unifirst Canada Ltee 445 3ieme avenue Lévis, QC, G6W 5M6	Madame Nancy Castonguay Téléphone : 819 690-4477 Télécopieur : 418 834-3766	**Commande : (1692684)** 2020-02-03 15 h 15 **Transmission :** 2020-02-03 15 h 15	3239822 - 20-17839 - Addenda n° 1 (devis) 2020-02-03 15 h 15 - Téléchargement 3239823 - 20-17839 - Addenda n° 1 (bordereau) 2020-02-03 15 h 15 - Téléchargement 3254311 - 20-17839 - Addenda n° 2 (Report de date) 2020-02-13 12 h 16 - Courriel 3263486 - 20-17839 -

			Addenda n° 3 (Report de date) 2020-02-26 11 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Longueuil . 4250, Chemin de la Savane Longueuil, QC, J3Y 9G4	Monsieur Jean-Patrick Lebeux Téléphone : 450 463-7100 Télécopieur :	**Commande : (1715051)** 2020-03-11 13 h 53 **Transmission :** 2020-03-11 13 h 53	3239822 - 20-17839 - Addenda n° 1 (devis) 2020-03-11 13 h 53 - Téléchargement 3239823 - 20-17839 - Addenda n° 1 (bordereau) 2020-03-11 13 h 53 - Téléchargement 3254311 - 20-17839 - Addenda n° 2 (Report de date) 2020-03-11 13 h 53 - Téléchargement 3263486 - 20-17839 - Addenda n° 3 (Report de date) 2020-03-11 13 h 53 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs

Contactez-nous

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés publics

Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO

Info et publicité sur Constructo

Conditions d'utilisation

Polices supportées

Partenaires

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1203775004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs généraux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Kirkland", pour un montant de 1 797 151,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10342 – quatre (4) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 156 581,47 $ taxes incluses (contrat : 1 797 151,23 $ + contingences : 179 715,12 $ + incidences : 179 715,12 $)

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme C.M.S. Entrepreneurs généraux, plus bas soumissionnaires conformes, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Pierrefonds, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 797 151,23 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10344 ;

2. d'autoriser une dépense de 179 715,12 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 179 715,12 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-29 12:04

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203775004**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs généraux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Kirkland", pour un montant de 1 797 151,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10342 – quatre (4) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 156 581,47 $ taxes incluses (contrat : 1 797 151,23 $ + contingences : 179 715,12 $ + incidences : 179 715,12 $)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.
Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :
· en 2014, les secteurs Côte Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
· en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
· en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
· en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et Montréal-Ouest.
· en 2019, les secteurs Le Plateau Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield, ainsi que le secteur de suivi du débit Dollard-des-Ormeaux.

Le présent projet couvre le second secteur de suivis du débit pour l'année 2020. Il s'agit du secteur de Kirkland. Deux secteurs de régulation (Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et Pierrefonds - Roxboro) et un autre secteur de suivi du débit (Saint-Laurent) font l'objet d'autres dossiers décisionnels. Comme pour les travaux de 2019, ce premier contrat couvre les travaux de civil, de structure et de mécanique. Les travaux d'électricité et d'instrumentation feront l'objet d'un autre appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 21 février 2020. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'édifice Lucien-Saulnier le 24 mars 2020, soit 32 jours après le lancement.

Un addenda a été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications :

Addenda no 1	2020-03-16	Clarifications et réponses aux soumissionnaires

La validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au 22 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0413 - 18 septembre 2019 - Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour la réalisation de travaux d'électricité et d'automatisation pour les chambres de régulation et de mesure, pour une somme maximale de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, taxes, contingences et incidences incluses.
CG19 0180 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à Groupe Michel Leclerc, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Beaconsfield", pour un montant de 1 765 487,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10296 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 206 858,90 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0122 - 28 mars 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0060 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement du Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG19 0059 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction principalement pour la réalisation du secteur de suivis du débit de la ville liée de Kirkland. Ces travaux visent à mesurer toute l'eau entrant dans la ville et ainsi permettre de se conformer aux exigences du MAMH concernant la mesure de l'eau pour la vente. Ils permettront également d'établir un bilan précis et mieux connaître le comportement du réseau:
· la mise à niveau de la chambre de mesure du débit sur le boulevard Brunswick, à la limite avec la ville de Pointe-Claire;
· la mise à niveau de la chambre de mesure du débit sur la voie de service nord de l'autoroute A-40, à la limite avec la ville de Pointe-Claire;
· la mise à niveau de la chambre de mesure du débit sur la voie de service sud de l'autoroute A-40, à la limite avec la ville de Pointe-Claire;
· la mise à niveau de la chambre de mesure du débit sur le boulevard Hymus, à la limite avec la ville de Pointe-Claire;
· la mise à niveau de la chambre de mesure du débit sur la rue James-Shaw, à la limite avec la ville de Beaconsfield;
· la désaffectation d'une ancienne chambre de mesure sur la rue André-Brunet, à la limite avec la ville de Pointe-Claire.

Le contrat comprend également des travaux pour d'autres secteurs de mesure de débit :

· la construction d'une chambre de mesure du débit sur le boulevard des Anciens-Combattants, à l'entrée de la caserne de pompiers no 51;
· la mise à niveau de la chambre de mesure du débit sur l'avenue Pacific, près de la rue Sainte-Anne;
· la mise à niveau de la chambre de mesure du débit près du boulevard Morgan et de la voie de service nord de l'autoroute A-40;
· la désaffectation de deux anciennes chambres de mesure sur le chemin Sainte-Marie, près du chemin de l'Anse-à-l'Orme.

Les deux premiers points serviront à compléter le secteur de suivi du débit du village de Senneville et le troisième celui de la ville de Baie-d'Urfé.

Les villes liées touchés par les travaux ont été informés.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 179 715,12 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protections d'utilités publiques non identifiées aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc.).

Des frais incidents de 179 715,12 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :
· alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec;
· déplacement d'utilités publiques;
· contrôle qualitatif des matériaux (53 914,54 $, taxes incluses soit 3% des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu dix (10) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, quatre (4) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 40 % des preneurs de documents. Parmi les six (6) qui n'ont pas déposé d'offre, un (1) était un fournisseur et un (1) était un sous-traitant. Enfin, pour les quatre (4) derniers preneurs, ils n'ont pas jugé à propos de nous fournir d'explications quant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé d'offres.

La liste des preneurs de documents se trouve en pièce jointe.
Lors de l'analyse de conformité, tous les soumissionnaires ont été jugés conformes et aucune erreur de calcul n'a été identifiée. L'analyse peut être consultée en pièce jointe. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires conformes :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
C.M.S. Entrepreneurs Généraux	$1,797,151.23	$179,715.12	$1,976,866.35
Ali Excavation	$2,174,637.15	$217,463.72	$2,392,100.87
Roxboro Excavation	$2,247,000.00	$224,700.00	$2,471,700.00
Les Entreprises Cogenex	$2,378,027.93	$237,802.79	$2,615,830.72
Dernière estimation réalisée à l'externe	$2,043,704.77	$204,370.48	$2,248,075.25
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			$2,364,124.48
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			19.6%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			$638,964.36
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			32.3%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-$271,208.89
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-12.1%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			$415,234.51
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			21.0%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 12,1 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L’analyse des montants soumis n’a pas permis d'identifier un site ou une activité en particulier pour expliquer cette différence, elle est répartie sur l’ensemble du bordereau de soumission.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) pour l'adjudicataire recommandé, C.M.S. Entrepreneurs Généraux, est valide jusqu’au 8 mai 2022, on retrouve d’ailleurs le soumissionnaire sur le "registre des entreprises autorisées à contracter et à sous-contracter" de l'Autorité des marchés publics (AMP).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 2 156 581,47 $ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 1 969 246,33 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par le règlement d'emprunt :
- RCG 16-041 Chambres de compteurs

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mesure du débit permet d'établir un bilan de l'eau avec une plus grande précision, ceci nous permet d'identifier rapidement des changements de consommation et de mieux cerner nos investigations lors de recherches de fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 22 juin 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'enjeu avec la pandémie COVID-19 si ce n'est que le début des travaux pourraient être retardé par une ordonnance d'arrêt de travaux de construction émise par le gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 mai 2020
Début des travaux : juillet 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

Tél : 514-872-9402
Télécop. : 514-868-4275

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-03

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

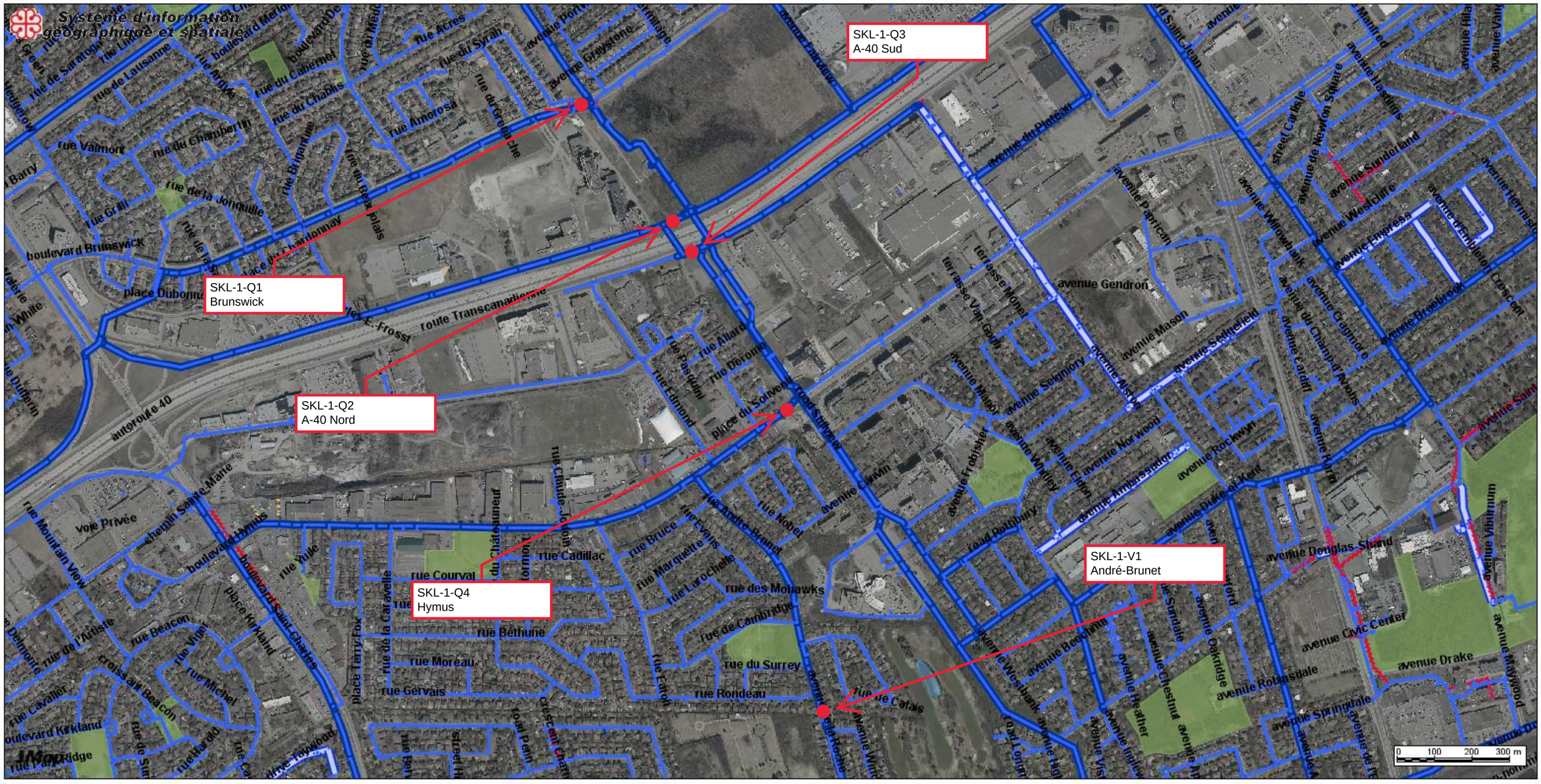
Tél : 514.872.7476
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-04-28

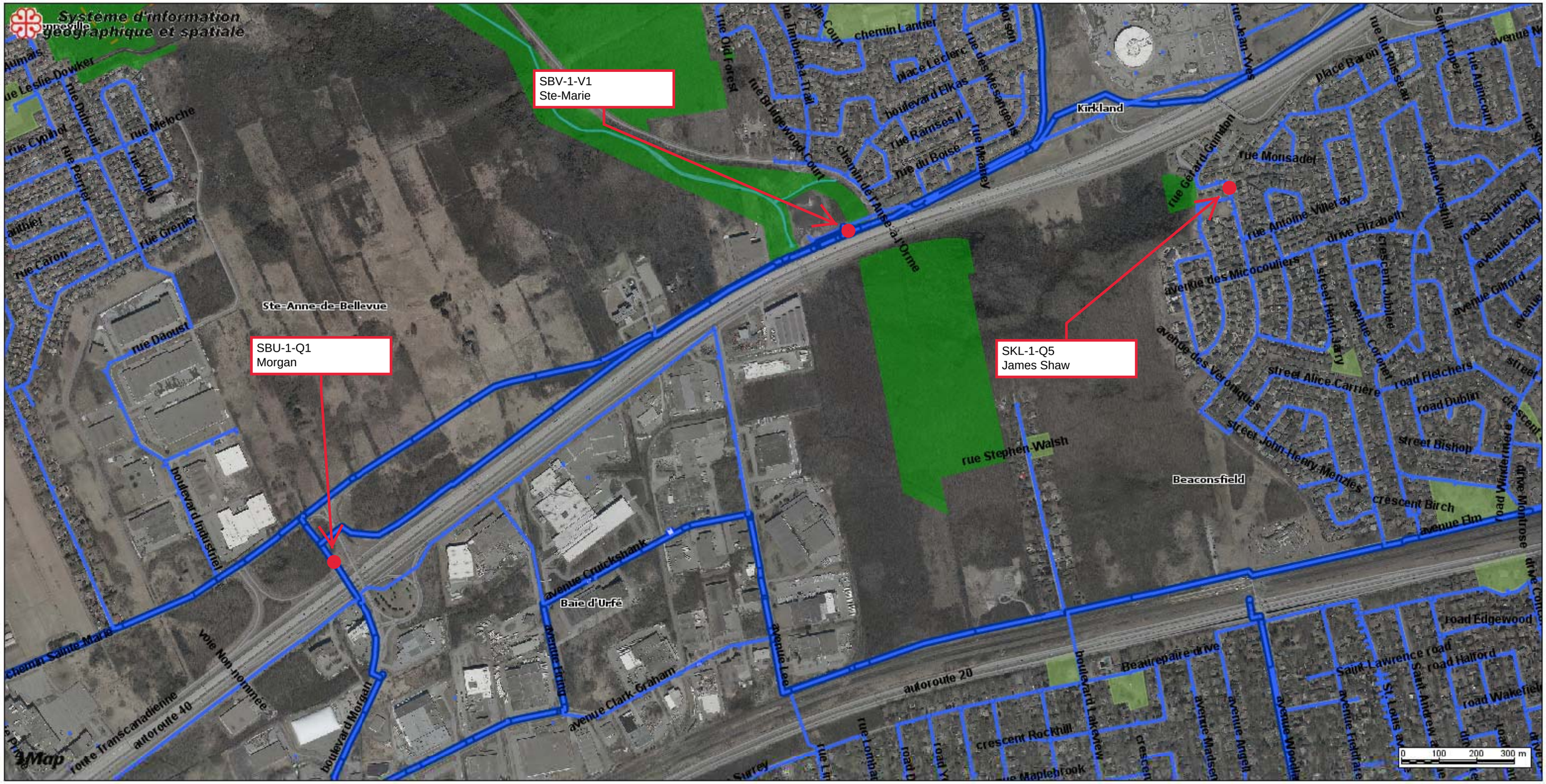


Sites des travaux, SKL-1

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000

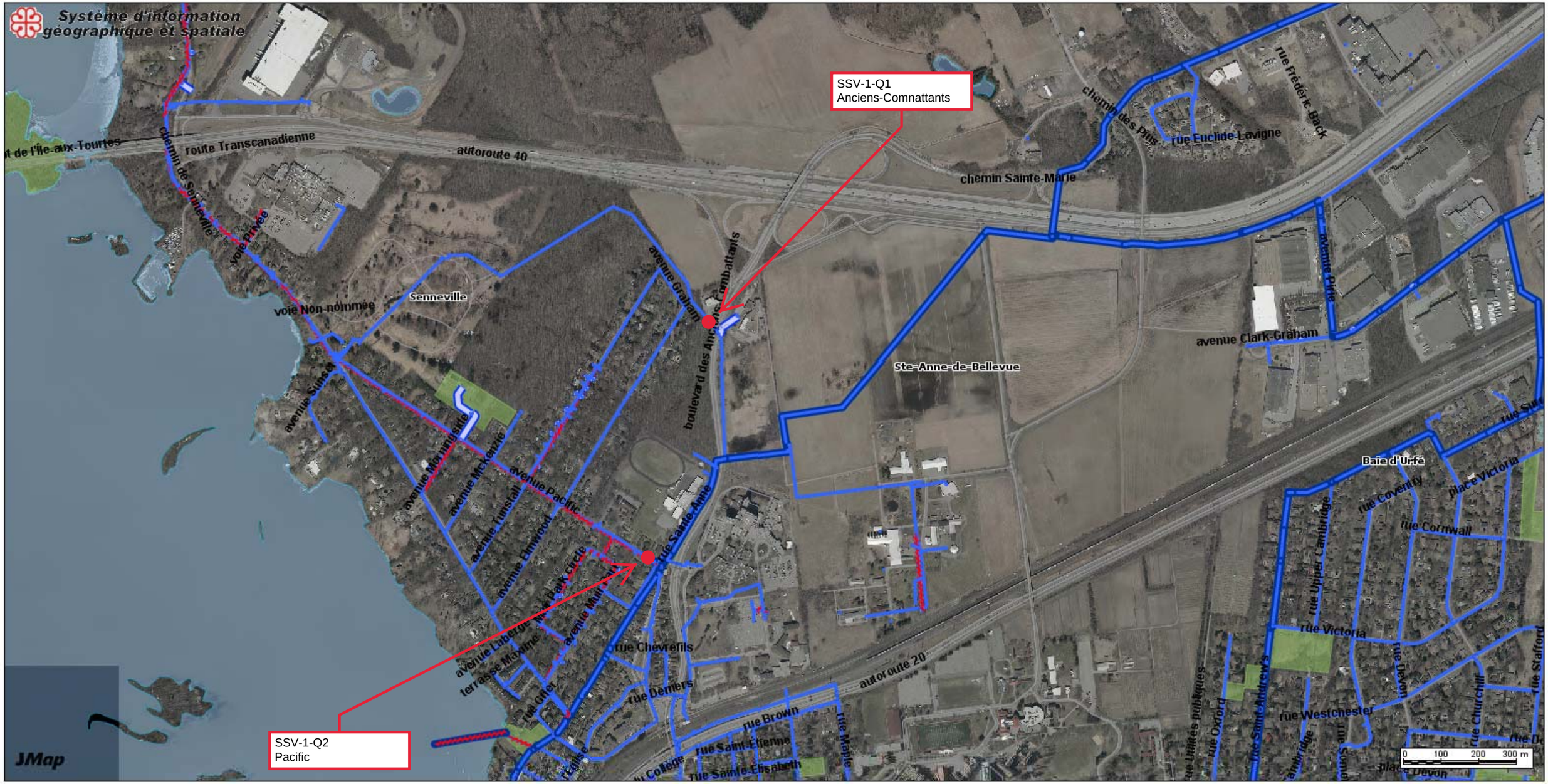


Sites des travaux, SKL-1

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites des travaux, SKL-1

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 9 mai 2019

C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.
A/S MONSIEUR YVAN ST-HILAIRE
3828, RUE SAINT-PATRICK
MONTRÉAL (QC) H4E 1A4

No de décision : 2019-DAMP-0333
N° de client : 2700001636

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **8 mai 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10344
Numéro de référence : 1348425
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Kirkland

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1707354)** 2020-02-27 12 h 05 **Transmission :** 2020-02-27 19 h 24	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
BREBEUF MECANIQUE DE PROCEDE INC. 149 route 323 Brébeuf, QC, J0T1B0 http://www.bmdp.ca	Monsieur François Primeau Téléphone : 819 425-8635 Télécopieur : 819 425-8931	**Commande : (1704380)** 2020-02-24 8 h 16 **Transmission :** 2020-02-24 8 h 16	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 https://cmsgenie.qc.ca	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1706093)** 2020-02-26 7 h 28 **Transmission :** 2020-02-26 8 h 25	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1705772)** 2020-02-25 13 h 21 **Transmission :** 2020-02-25 13 h 21	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Madame Annie Gascon Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1705388)** 2020-02-25 8 h 54 **Transmission :** 2020-02-25 8 h 54	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1706443)** 2020-02-26 11 h 30 **Transmission :** 2020-02-26 16 h 29	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1705928)** 2020-02-25 15 h 15 **Transmission :** 2020-02-25 15 h 15	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1709379)** 2020-03-02 20 h 48 **Transmission :** 2020-03-02 21 h 54	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur : 514 788-4606	**Commande : (1711297)** 2020-03-05 9 h 28 **Transmission :** 2020-03-05 11 h 14	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1706046)** 2020-02-25 17 h 43 **Transmission :** 2020-02-26 5 h 13	3277202 - Addenda 1 2020-03-16 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203775004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs généraux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Kirkland", pour un montant de 1 797 151,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10342 – quatre (4) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 156 581,47 $ taxes incluses (contrat : 1 797 151,23 $ + contingences : 179 715,12 $ + incidences : 179 715,12 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1203775004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1204565002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de 5 ans, 1 mois et 6 jours, à compter du 25 août 2020 jusqu'au 30 septembre 2025, un espace à bureaux situé au 11756, boul O'Brien, d'une superficie de 6135 pi² pour le poste de quartier 10 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 884 570,42 $, taxes incluses. Bâtiment 3298.

Il est recommandé :

1. d'approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de 5 ans, 1 mois et 6 jours, à compter du 25 août 2020, un espace à bureaux d'une superficie de 6 135 pi² situé au 11 756, boul. O'Brien à des fins de poste de quartier 10 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 877 671,92 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la troisième convention de modification de bail;

2. d'autoriser une dépense de 2 299,50 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 4 599 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-28 15:47

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204565002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de 5 ans, 1 mois et 6 jours, à compter du 25 août 2020 jusqu'au 30 septembre 2025, un espace à bureaux situé au 11756, boul O'Brien, d'une superficie de 6135 pi² pour le poste de quartier 10 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 884 570,42 $, taxes incluses. Bâtiment 3298.

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de quartier 10 (PDQ 10) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 15 avril 1997, un espace à bureaux situé au 11756, boul. O'Brien à Montréal, dont le bail vient à échéance le 24 août 2020. En 2010, dans le cadre de la révision du schéma de couverture de services du SPVM, les locaux du PDQ 10 ont fait l'objet d'un agrandissement pour atteindre une superficie totale de 6 135 pi².
Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a reçu du SPVM le mandat de renouveler le bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0074 - 2 avril 2009 - Approuver la deuxième convention de modification de bail pour une durée de 10 ans.
CG07 0315 - 30 août 2007 : Approuver la première convention de modification de bail du PDQ 10 pour une durée de cinq ans.
CG07 0261 - 21 juin 2007 : Approuver le nouveau schéma de couverture de services et la nouvelle structure organisationnelle du Service de police de la Ville de Montréal.
Décision 5244 - 21 août 1996 : Approbation du bail de l'ex-CUM pour une durée de 10 ans.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel recommande d'approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., un espace à bureaux situé au 11756, boul. O'Brien, d'une superficie de 6 135 pi², pour le PDQ 10, incluant 14 espaces de stationnement. Le terme de la période de renouvellement est de 5 ans, 1 mois et 6 jours, soit du 25 août 2020 au 30 septembre 2025. Cette convention peut être résiliée sans frais par la Ville à compter du 25 août 2024.
Le locateur s'engage à effectuer, à ses frais, des travaux de ventilation dans les vestiaires

et installer du vitrage au comptoir d'accueil afin de se conformer aux nouvelles normes de sécurité du SPVM. À cet effet, le présent dossier recommande également d'approuver des contingences et incidences dans l'éventualité où la Ville souhaitait faire quelques travaux additionnels à ceux prévus par le locateur et advenant une détérioration "supplémentaire" des lieux loués (travaux correctifs non négociés et payés par le locateur) entre la période de la visite initiale du local et le début de la prolongation du bail.

JUSTIFICATION

Le bail du PDQ 10 viendra à échéance le 24 août 2020. Il est donc justifié de le renouveler pour maintenir en opération le poste de quartier.
Le loyer de base antérieur pour les années 2010 à 2020 était de 9 $/pi². Le loyer de base convenu selon l'option prévue au bail (11 $/pi²) sera fixe pour la durée du terme et représente les taux de location du marché pour ce type d'immeuble dans ce secteur. L'augmentation du loyer de base est donc justifiée en l'espèce. Par ailleurs, le locateur s'engage à effectuer, à ses frais, des travaux de ventilation et de sécurisation estimés à 20 000 $, plus les taxes applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totale de loyer:

	Loyer annuel actuel (2010-2020)	**Loyer annuel proposé pour le renouvellement**	**Loyer total pour le terme de 5 ans, 1 mois et 6 jours**
Superficie locative	6 135 pi²	6 135 pi²	
Loyer de base	9,00 $/pi²	11,00 $/pi²	
Frais d'exploitation	4,05 $/pi²	4,15 $/pi²	
Taxes foncières	9,25 $/pi²	9,25 $/pi²	
Loyer unitaire brut	22,30 $/pi²	24,40 $/pi²	
Loyer total brut annuel	**136 810,50 $**	**149 694,00 $**	
TPS 5 % ($)		7 484,70 $	
TVQ 9,975 % ($)		14 931,98 $	
Loyer annuel total ($)		**172 110,68 $**	**877 671,92 $**
Ristourne TPS (100 %) ($)		(7 484,70) $	
Ristourne TVQ (50 %) ($)		(7 465,99) $	
Loyer net ($)		157 159,99 $	

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

Le loyer de base est fixe pour la durée du terme, les frais d'exploitation seront indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) et les taxes foncières seront ajustées selon les coûts réels.

La base budgétaire du SGPI, pour l'année 2020 et les suivantes, sera ajustée selon les variations de loyer prévues au bail, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 877 671,92 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Coût des travaux pour les contingences et incidences:

Contingences	2 000,00 $
Incidences	4 000,00 $
Total avant taxes	6 000,00 $
TPS (5 %)	300,00 $
TVQ (9,975 %)	598,50 $
Total avec taxes	**6 898,50 $**
Ristourne de TPS	(300,00) $
Ristourne de TVQ	(299,25) $
Coût total net	6 299,25 $

La dépense totale des travaux, incluant la TPS et la TVQ est de 6 898,50 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le renouvellement du bail n'est pas en lien avec la Politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus de la prolongation du bail, le poste de quartier 10 du SPVM devra suspendre ses activités et il faudra trouver un nouveau local.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation actuelle du COVID-19 n'a aucun impact sur le renouvellement du bail. Cependant, il essentiel de régulariser le renouvellement du bail pour assurer la continuité des activités du SPVM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 28 mai 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin M BERNIER, Service de police de Montréal
Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 20 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-19

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-02-27

Aspects financiers

Superficie locative en pi² : 6 135	Loyer actuel	Loyer annuel pour le renouvellement du terme
Loyer de base $/pi²	9,00	11,00
Frais d'exploitation $/pi²	4,05	4,15
Taxes foncières $/pi²	9,25	9,25
Loyer au pi²	22,30	24,40
Loyer annuel avant taxes	136 810,50 $	149 694,00 $

Loyer pour la période du:	25/08/2020 au 31/12/2020 (4 mois 6 jours)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (1 mois)	01/01/2024 au 31/12/2024 (12 mois)	01/01/2025 au 30/09/2025 (9 mois)		
Loyer total avant taxes	52 312,42 $	149 694,00 $	149 694,00 $	149 694,00 $	149 694,00 $	112 270,50 $		**763 358,92 $**
TPS	2 615,62 $	7 484,70 $	7 484,70 $	7 484,70 $	7 484,70 $	5 613,53 $		38 167,95 $
TVQ	5 218,16 $	14 931,98 $	14 931,98 $	14 931,98 $	14 931,98 $	11 198,98 $		76 145,05 $
Total	**60 146,20 $**	**172 110,68 $**	**172 110,68 $**	**172 110,68 $**	**172 110,68 $**	**129 083,01 $**	**=**	**877 671,92 $**
Ristourne de TPS	2 615,62 $	7 484,70 $	7 484,70 $	7 484,70 $	7 484,70 $	5 613,53 $		38 167,95 $
Ristourne TVQ (50%)	2 609,08 $	7 465,99 $	7 465,99 $	7 465,99 $	7 465,99 $	5 599,49 $		38 072,53 $
Loyer net	54 921,50 $	157 159,99 $	157 159,99 $	157 159,99 $	157 159,99 $	117 869,99 $		801 431,45 $

TROISIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

8334960 CANADA INC., corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 1368, avenue Greene, 3e étage, Montréal, province de Québec, H3Z 2B1, ici représentée par M. Philip Cola, son vice-président dûment autorisé aux fins des présentes; tel qu'il le déclare.

(ci-après appelée le « Bailleur»)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

(ci-après appelée le «Locataire»)

ATTENDU QUE MaBaie Construction Inc. a signé avec la Communauté Urbaine de Montréal une convention de Bail (ci-après appelée le «Bail») le 27 août 1996, concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 4 114 pi² de l'Édifice sis au 11 756, boulevard O'Brien, Ville de Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 15 avril 1997 et se terminant le 14 avril 2007;

ATTENDU QUE le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

ATTENDU QUE le 30 juillet 2007, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une première convention de modification de Bail (ci-après appelée «Première convention de modification») afin, entre autres, de prolonger de 5 ans le terme initial du Bail ;

ATTENDU QUE 15 mai 2009, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une deuxième convention de modification de Bail (ci-après appelée «Deuxième convention de modification») afin, entre autres, d'agrandir les Lieux loués et de prolonger de 10 ans le terme initial du Bail ;

ATTENDU QUE le 26 août 2010, à la suite de l'Acceptation provisoire des travaux, le Locataire a confirmé par écrit au Bailleur la date de début de la Deuxième convention de modification, soit le 25 août 2010 ;

ATTENDU QUE le 19 décembre 2012, MaBaie Construction Inc. a vendu l'édifice sis au 11 756, boulevard O'Brien, Ville de Montréal, province de Québec, à 8334960 Canada Inc. en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 19 652 645 ;

ATTENDU QUE le Locataire désire exercer la première option de renouvellement prévue au Bail selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 <u>Préambule</u>

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2 Durée

La présente convention de modification est d'une durée de cinq (5) ans, un (1) mois et six (6) jours débutant le 25 août 2020 et se terminant le 30 septembre 2025.

3 Loyer

Le Loyer de base annuel est établi à ONZE DOLLARS (11,00 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux Loués pour la Durée du terme.

4 Option de résiliation

Le Bailleur accorde au Locataire l'option de résilier le Bail, sans frais, à compter de la 4e année de la Durée (à partir du 25 août 2024) pourvu qu'il ait préalablement remis un avis écrit au Locateur dix-huit (18) mois avant la date de résiliation.

5 Travaux d'aménagement

Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main, les travaux d'aménagement décrits aux paragraphes 1, 4, 5, 6, 9 et 10 à l'annexe A de la présente convention de modification.

6 Fin des travaux d'aménagement

Les travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une Acceptation définitive par le Bailleur et le Locataire au plus tard le 17 juillet 2020.

7 Enquête de sécurité

Pouvoir : Le bailleur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le bailleur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de la Propriété ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de la Propriété ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Bailleur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité et être approuvé par le Locataire.

Transfert de titres : Advenant le cas où le Bailleur désire vendre la Propriété, le Locataire aura un droit de refus du nouvel acheteur. Le Bailleur fournira au Locataire, le nom et les coordonnées du nouvel acheteur. Le Locataire aura alors une période de vingt (20) jours ouvrables pour faire les vérifications et les enquêtes nécessaires (lorsque le formulaire d'enquête aura été complété correctement) et devra transmettre par écrit, au Bailleur, l'acceptation du nouvel acheteur. Si le Bailleur ne reçoit pas d'avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acheteur.

Résiliation : Si les obligations stipulées au présent article ne sont pas respectées et que le nouvel acheteur ne satisfait pas aux exigences de l'enquête de sécurité, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Bailleur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Bailleur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

8 Avis

Tout avis, demande ou déclaration prévue au présent Bail devra être fait par écrit et transmis par messager ou autre moyen électronique de communication graphique, aux parties respectives comme suit :

- dans le cas d'un avis au Bailleur, à l'adresse suivante :

  8334960 Canada Inc.
  1368 Avenue Greene, Suite 300
  Westmount (Québec) H3Z 2B1
  Attention: Joshua Hasen
  Courriel: Josh.hasen@gmail.com

- dans le cas d'un avis au Locataire, à l'adresse suivante :

  Ville de Montréal
  Direction des transactions immobilières
  Division Locations
  303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
  Montréal, (Québec), H2Y 3Y8

9 Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, s'appliqueront mutatis mutandis aux Lieux loués et entre les parties quant aux Lieux loués.

POUR LE BAILLEUR :

Signée par le Bailleur à Montréal ce _____e jour du mois de _____2020

Par _____
Philip Cola

POUR LE LOCATAIRE :

Signée par le Locataire à Montréal ce _____e jour du mois de _____2020

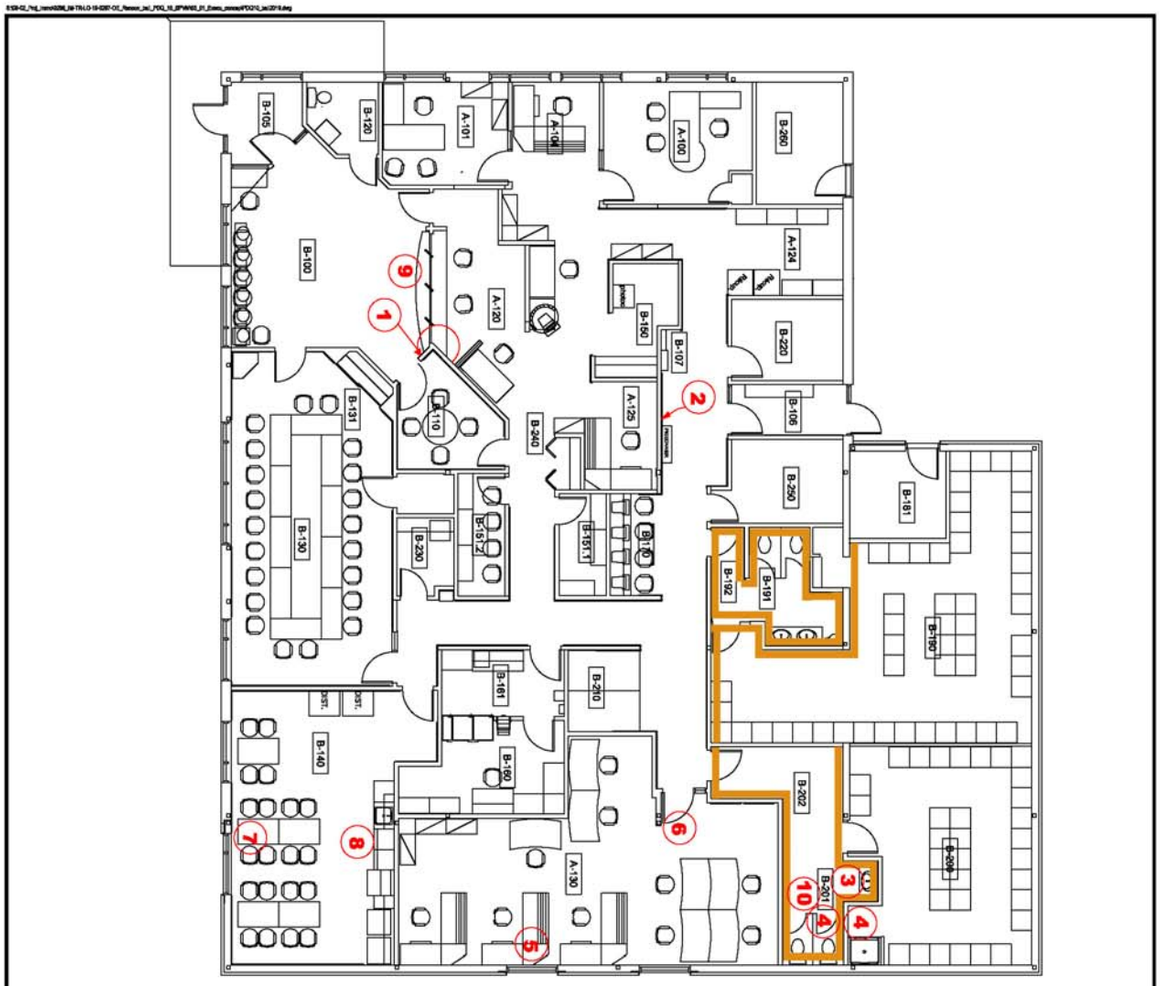
Par _____
Yves Saindon

Ce bail a été approuvé le _____

Résolution no _____

ANNEXE A

Travaux d'aménagement



DESCRIPTION DES TRAVAUX:

- RAGRÉER ET PEINDRE LE MURS INDIQUÉS SUR LE PLAN; AVANT LES TRAVAUX DE PEINTURE; RETIRER TOUT CE QUI EST AUX MURS (CADRES, TABLEAUX, ETC, SAUF LES PROTECTIONS MURALES); RÉINSTALLER LE TOUT À LA FIN DES TRAVAUX;

1. THERMOSTAT À RELOCALISER DANS L'AIRE D'ACCUEIL DES CITOYENS POUR ASSURER UN MEILLEUR CONTRÔLE DE LA TEMPÉRATURE;
2. ENLEVER 4 TABLETTES, CONSERVER CELLE DU BAS AFIN D'ASSURER LA STABILITÉ DU PIGEONNIER ADJACENT, FOND DE CLOUAGE À AJOUTER AU BESOIN, MUR À RÉPARER ET REPEINDRE; FOURNIR ET INSTALLER NOUVEAU MEUBLE POUR 10 PTM (NORBEC COMMUNICATION, GILLES THERRIEN 514-381-8890, MODÈLE BATKO, FR-LAPT-XXX-XX), DESSUS À 60"+ ÉLECTRICITÉ : RELOCALISER LA PRISE EXISTANTE DERRIÈRE LE MEUBLE ET EN AJOUTER UNE 2IÈME À CÔTÉ;
3. PROTECTION MURALE À ENLEVER, RAGRÉER ET PEINDRE;
4. VENTILATION : ÉVACUATION TOILETTES ET DOUCHES À RENDRE FONCTIONNEL SELON LES NORMES;
5. PLINTHE ÉLECTRIQUE À FIXER;
6. AMÉLIORER LE CONTRÔLE DE LA TEMPÉRATURE DU CHAUFFAGE ET CLIMATISATION (TROP FROID) DE LA SALLE DU MAP;
7. PROTECTION DE COIN À AJOUTER;
8. JOINT DE CALFEUTRANT DU COMPTOIR DE CUISINE À REFAIRE;
9. AJOUT DE VITRAGE AU COMPTOIR D'ACCUEIL: VITRES DANS CADRES, LE TOUT TEL QUE L'EXISTANT, ±40" DE HAUT PAR ±17" DE LARGE;
10. PROBLÈME DE REFOULEMENT D'ÉGOUT AU DRAIN DE PLANCHER : RÉGLER LE PROBLÈME À LA SOURCE;
11. REMPLACER L'ABREUVOIR AFIN D'EN AVOIR UN INCLUANT BEC POUR REMPLISSAGE DE BOUTEILLES;

NOTE : LES PROFESSIONNELS ET L'ENTREPRENEUR DEVRONT, SOUS LEURS SEULS RESPONSABILITÉS, VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE SITE, AINSI QUE LES CONDITIONS DU CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX. EN CAS DE NON-CONFORMITÉ, LE DEVRONT EN AVISER IMMÉDIATEMENT LE CHARGÉ DE PROJET DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

RAGRÉAGE ET PEINTURE, COULEUR 6208-11 DE SICO, VOLCAN ENDORMI

NO	DATE	DESCRIPTION	PAR

RÉVISIONS

Montréal
GESTION IMMOBILIÈRE

TITRE DU CONTRAT :

ANNEXE AU BAIL

NO. BÂTIMENT : 3230

POSTE DE QUARTIER 10
11756 O'BRIEN

TITRE DU PLAN :

PLAN DES TRAVAUX

DESSINÉ PAR: CL | VÉRIFIÉ PAR:

NO. MANDAT : | NO. CONTRAT : | DATE : 2020-02-04

1
1

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204565002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de 5 ans, 1 mois et 6 jours, à compter du 25 août 2020 jusqu'au 30 septembre 2025, un espace à bureaux situé au 11756, boul O'Brien, d'une superficie de 6135 pi² pour le poste de quartier 10 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 884 570,42 $, taxes incluses. Bâtiment 3298.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204565002 - 11 756 O'Brien.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-20

Diane NGUYEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1205350001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 188 515,34 $ taxes incluses, pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers n° 31 (# 0293) située au 7041, rue St-Dominique, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à la firme Procova inc. (CG19 0290), majorant ainsi le montant total maximal du contrat de 1 742 676,08 $ à 1 931 191,42 $ taxes incluses.

Il est recommandé
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 188 515,34 $ taxes incluses, pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers no. 31 (# 0293) située au 7041, rue St-Dominique, arrondissement de Rosemont La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à la firme Procova inc. (CG17 0436), majorant ainsi le montant total maximal du contrat de 1 742 676,08 $ à 1 931 191,42 $, taxes incluses;

2. d'autoriser cette dépense additionnelle de 188 515,34 $ taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-04-28 14:19

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205350001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 188 515,34 $ taxes incluses, pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers n° 31 (# 0293) située au 7041, rue St-Dominique, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à la firme Procova inc. (CG19 0290), majorant ainsi le montant total maximal du contrat de 1 742 676,08 $ à 1 931 191,42 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompiers n^{o} 31 est située au 7041, rue Saint-Dominique, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, dans un bâtiment d'intérêt patrimonial construit en 1931 (voir pièce jointe n^{o} 1). L'édifice comporte quatre étages et un sous-sol. Le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) occupe une superficie de 814 m^{2} répartie sur deux étages de même que le sous-sol; l'autre partie du bâtiment d'une superficie de 1 453 m^{2} étant vacante.
En octobre 2018, la Ville a mandaté les firmes Rubin et Rotman inc., Cima + et NCK inc. afin d'évaluer l'état du bâtiment et de ses équipements, d'établir la portée des interventions requises à la caserne et dans la partie inoccupée du bâtiment, d'élaborer les plans et devis, d'estimer les coûts reliés et d'assurer la surveillance des travaux.

En juin 2019, un contrat de 1 742 676,08 $ taxes et contingences incluses a été octroyé à Procova inc. afin de réaliser les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers n° 31. Les contingences prévues pour ce contrat étaient de 15 %.

Les travaux prévus au contrat sont décrits ci-dessous :

- fournir et installer un nouveau système de captation des gaz à la source pour les deux (2) baies de garage (caserne);
- réparer les fissures et le béton désagrégé à l'extrados de la dalle de garage et appliquer une couche de finition (caserne);
- installer une persienne extérieure d'évacuation dans la tour à boyaux (caserne);
- remplacer les colonnes pluviales de tout le bâtiment;

- démolir et reconstruire à l’identique l'escalier extérieur sur l'avenue Shamrock, incluant l’étanchéisation des fondations;
- couler une dalle de béton autour de cet escalier et installer du nouveau pavé uni appareillé à celui de la place Shamrock;
- démolir en conditions d'amiante, plomb et moisissure à risque élevé et sceller les finis des murs, des plafonds et des planchers sur quatre niveaux (4) du bâtiment incluant deux cages d'escalier d'issue (partie inoccupée);
- démolir les cloisons, les portes et cadres, le mobilier intégré et les accessoires divers (partie inoccupée);
- réaliser des travaux d'électricité et d'alarme incendie (partie inoccupée).

Suite aux travaux de démolition et dégarnissage dans la partie inoccupée du bâtiment et dans le garage de la caserne, l’entrepreneur a été confronté à plusieurs imprévus au chantier en raison des conditions existantes inconnues. De plus, une fuite de vapeur pendant la nuit, occasionnée par une vieille valve existante, a causé des dommages importants au bâtiment et aux équipements et installations de décontamination en place. Des interventions supplémentaires se sont avérées nécessaires pour réaliser la portée des travaux au contrat.

Les travaux additionnels requis consistent principalement à :

- modifier la position et le mode d'ancrage des supports du système de captation et ajouter une poutre en raison de la disposition irrégulière des poutres au plafond du garage (caserne);
- effectuer quatorze (14) ouvertures au plafond du garage au lieu de deux tranches (caserne);
- réparer des surfaces additionnelles de 35 m^2 de béton désagrégé sur l'extrados de la dalle de garage (caserne);
- réparer à pleine épaisseur et en condition d'espace clos environ 15 m^2 de dalle structurale située en avant et en arrière du garage (caserne);
- enlever la peinture au plomb du plafond du garage qui s'écaille suite à la fuite de vapeur, préparer la surface et peindre (caserne);
- remplacer le plancher du dortoir des pompiers d'une superficie de 75 m^2, abîmé en profondeur par la fuite de vapeur (caserne);
- remplacer les équipements et refaire les installations de décontamination endommagées suite à la fuite de vapeur;
- démolir un massif électrique existant, découvert lors de l'excavation autour de l'escalier extérieur, et le reconstruire tel que l'existant une fois les murs de fondation en béton de l'escalier complétés;
- retirer et sceller la couche de plâtre au plomb délaminé du plafond au deuxième étage sur une surface supplémentaire d’environ 300 m^2 et de 15 mm d’épaisseur (partie inoccupée);
- dégarnir et sceller les retombées comportant une peinture au plomb du plafond au deuxième étage, suite à l'enlèvement des tuiles acoustiques (partie inoccupée);
- retirer la peinture au plomb et sceller les murs et les plafonds de l'escalier central (partie inoccupée);
- enlever tous les radiateurs à vapeur (30 unités) du premier et du deuxième étage afin de dégarnir la peinture au plomb sur les murs en arrière (partie inoccupée).

Note : Tous les travaux d'enlèvement de peinture, de plâtre et des tuiles de vinyle ainsi que la disposition des déchets sont effectués en conditions de plomb, amiante et moisissure à risque élevé.

La mobilisation au chantier a débuté le 23 septembre 2019 et les travaux sont rendus présentement à 51 % d'avancement. Au 24 mars 2020, les contingences sont engagées à 80 % (182 799,06 $ taxes incluses) et les directives de changement actuellement en négociation vont entraîner le dépassement du montant autorisé en contingences de chantier (voir pièce jointe n° 2).

Un arrêt des travaux à ce stade-ci pour retourner en appel d'offres compromettrait l'intégrité du bâtiment et la sécurité du site puisque la moitié du bâtiment est présentement en travaux de démolition et de dégarnissage en condition de plomb, amiante et moisissure à risque élevé et qu'une partie considérable de la dalle de garage est dégarnie (voir pièce jointe n° 3).

La majoration du budget des contingences permettra à l'entrepreneur de terminer le chantier dans sa totalité.

L'augmentation recommandée de la valeur du contrat d'exécution de travaux aura un impact sur les honoraires des professionnels externes attitrés au projet, afin que ces derniers soient toujours rémunérés sur le coût réel des travaux, tel que prévu, à la convention de services professionnels. Leurs honoraires sont payés à pourcentage dans le cadre d'un contrat valise. L'augmentation de leurs honoraires se fera à même le contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

20 juin 2019 - CG19 0290 - Accorder un contrat à Procova inc. pour des travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers 31 (# 0293) située au 7041, rue St-Dominique, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 899 516,93 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM - 15468 (1 soum.)
25 octobre 2018 - CG18 0542 - Autoriser la cession partielle du contrat accordé à la firme Dupras Ledoux inc. en faveur de la firme CIMA + pour le reste de l'entente conclue entre la Ville de Montréal, Rubin Rotman inc., Dupras Ledoux inc. et NCK inc. (CG15 0247) pour les services en génie électromécanique relatifs aux travaux non réalisés de maintien et de protection des actifs immobiliers pour la caserne no 31, selon les mêmes termes et conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet.

30 avril 2015 - CG15 0247 - Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rotman inc., Dupras Ledoux inc. et NCK inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 31 et du 7070 Casgrain dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour une somme maximale de 1 444 530,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13896 - (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'augmentation de la valeur maximale du contrat de construction accordé à Procova inc. pour terminer les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers n° 31. Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

JUSTIFICATION

Le dépassement du budget des contingences a été occasionné principalement par des conditions existantes inconnues et par les dégâts suite à la fuite de vapeur d'une valve existante.
Dans la partie inoccupée du bâtiment, il était prévu pour le plafond du deuxième étage d'enlever seulement les surfaces de plâtre abîmées en train de se désolidariser du substrat.

Lors des travaux, en grattant la colle, plusieurs morceaux du plafond se détachaient et le reste se désagrégeait. Pour des raisons de sécurité, il a été recommandé de retirer la couche de plâtre délaminé sur toute la superficie du plafond, soit sur environ 300 m^2 additionnels de 15 mm d'épaisseur et par la suite sceller la surface avec une peinture.

De plus, en enlevant les tuiles acoustiques situées en dessous des retombées du même plafond au deuxième étage, il a été constaté la présence de la peinture au plomb. Des travaux de décontamination à jet de sable ont été nécessaires, incluant le ramassage des déchets et leur disposition ainsi que des travaux de peinture pour sceller les surfaces.

Le chauffage du bâtiment est constitué de radiateurs à vapeur. Dans la partie inoccupée du bâtiment, afin de passer le jet de sable pour dégarnir la peinture au plomb en arrière des éléments de chauffage, il a été nécessaire d'enlever ces derniers (30 unités) et les remettre à la fin; du chauffage temporaire a été fourni pendant la réalisation de ces travaux.

Les travaux d'enlèvement de la peinture au plomb des murs et des plafonds de l'escalier situés au centre de la partie inoccupée du bâtiment ont été omis sur les plans et ils s'ajoutent au contrat. Cet escalier sur trois (3) niveaux est étroit et le dégarnissage à jet de sable comporte une certaine complexité dans un espace si restreint.

Une valve existante du système de chauffage à vapeur, située dans le garage de la caserne inoccupée pendant les travaux, s'est brisée pendant la nuit. La vapeur s'est répandue sur tous les étages, endommageant les plafonds et les planchers. Les toiles composant les SAS de décontamination installées par l'entrepreneur en démolition se sont décollées et plusieurs de ses équipements (masques, filtres, etc.) n'étaient plus utilisables après l'exposition à l'humidité. Plusieurs jours de nettoyage des surfaces, d'aspiration d'eau, l'installation de cinq (5) déshumidificateurs pendant deux (2) semaines, le remplacement des équipements irrécupérables de l'entrepreneur et la réinstallation des zones de décontaminations défaites ont été nécessaires pour corriger la situation et reprendre les travaux contractuels. Le plancher du dortoir des pompiers d'une superficie de 75 m^2 a été endommagé en profondeur et il sera à remplacer au complet.

Suite aux premières ouvertures effectuées au plafond du garage de la caserne pour les ancrages du rail du système de captation, il a été constaté que la disposition des poutres était irrégulière. Par conséquent, quatorze (14) ouvertures ponctuelles au plafond ont été nécessaires au lieu de deux longues tranchées, réalisées en condition de plomb avec une enceinte mobile. La position et le mode prévus d'ancrage ont dû être modifiés et une poutre a été ajoutée à l'endroit de l'ancienne ouverture circulaire du mât de descente.

Depuis le relevé de l'état de la dalle de garage en mars 2019, le béton a continué à se désagréger. Suite à un nouveau relevé de marquage lors des travaux huit (8) mois plus tard, des surfaces additionnelles de 35 m^2 de béton désagrégé à réparer ont été décelées sur l'extrados de la dalle. Également, en enlevant les casiers en bois au garage, des fissures supplémentaires ont été découvertes.

Il a été constaté également que les portions de dalle structurales situées en avant et respectivement en arrière du garage sont en mauvais état et que le béton s'effrite sur l'intrados. Une superficie d'environ 15 m^2 nécessite une réparation à pleine épaisseur et en condition d'espace clos. La protection ou l'enlèvement des conduits mécaniques situés en dessous des zones à réparer seront requis pour effectuer ces travaux.

Plusieurs variantes techniques ont été étudiées par les professionnels afin d'identifier la solution optimale pour cette réparation. Considérant l'état actuel de la dalle, il n'est pas recommandé de retrancher ces travaux additionnels, car ils sont nécessaires à la sécurisation et l'intégrité du bâtiment.

Les imprévus ont entraîné une prolongation de l'échéancier global du projet et ils ont reporté de quatre (4) mois la prise de possession de la caserne et la réintégration des pompiers relocalisés.

En plus des dépenses additionnelles connues, reliées aux conditions décrites plus haut, un montant provisionnel est anticipé pour des travaux contingents qui seraient nécessaires en raison d'une situation imprévue qui surviendrait d'ici à la fin du chantier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent sommaire recommande de majorer le montant des contingences du contrat octroyé à Procova inc. de 188 515,34 $ taxes incluses, ce qui représente un pourcentage de 12 % par rapport à la valeur initiale du contrat de 1 515 370,50 $ taxes incluses, excluant les contingences.
Cette augmentation portera le montant total maximal du contrat de 1 742 676,08 $ à 1 931 191,42 $, taxes et contingences incluses.

DESCRIPTION	CONTRAT INITIAL		CONTRAT AUGMENTÉ	
	Montant (t.t.i.)	**Proportion contingences %**	**Montant (t.t.i.)**	**Proportion contingences %**
Budget forfaitaire	1 515 370,50 $		1 515 370,50 $	
Budget contingences	227 305,58 $	15 %	227 305,58 $	15 %
Augmentation budget contingences	- $		*188 515,34 $*	*12 %*
TOTAL	**1 742 676,08 $**	**15 %**	**1 931 191,42 $**	**27 %**

Le montant des contingences dans le contrat initial de l'entrepreneur était de 227 305,58 $ taxes incluses, ce qui représente 15 % de la valeur du contrat. Ce montant sera majoré à un montant total de 415 820,92 $ taxes incluses, ce qui représente 27 % de la valeur du contrat initial.

Cette dépense sera financée à 10 % par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-008 du règlement – Travaux requis pour la captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers ainsi qu'à 90 % par le règlement d'emprunt RCG 17-034 - Travaux de rénovation et de protection d'immeuble.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière dans le programme CSST-SIM Captation des gaz à la source dans les casernes (66300) et dans le programme de protection des bâtiments du SIM (64023).

Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération. Les travaux seront réalisés à 100 % en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entrepreneur aura la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences du plan de développement durable de la Ville de Montréal, relatives à la gestion responsable des déchets de construction, notamment par la mise en place de mesures de contrôle indiquées au devis.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'autorisation pour une dépense additionnelle n'est pas entérinée, le chantier ne pourra pas poursuivre. Considérant l'état présent des travaux en cours, cette situation mettra en péril l'intégrité du bâtiment et la sécurité du site.
De plus, la démobilisation de l'entrepreneur aura comme effet une réclamation de sa part et des coûts supplémentaires seront à défrayer par la Ville.

Tout délai dans l'approbation de ce dossier reportera davantage la date de réintégration des pompiers relocalisés pendant le chantier, déjà retardée de quatre (4) mois suite aux imprévus au chantier et d'un mois et demi (1,5) additionnel pour la suspension des travaux en raison de la pandémie COVID-19.

De plus, selon le schéma de couvertures de risques du SIM, les travaux prévus dans deux autres casernes, desservant le même territoire que la caserne 31, ne pourront pas être entamés aussi longtemps que cette dernière demeure fermée.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La fermeture des chantiers exigée par le gouvernement du Québec le 24 mars passé en raison de la pandémie COVID-19 occasionne un retard additionnel d'un mois et demi à la livraison du projet et à l'ouverture de la caserne 31.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 15468 - Mandat : 19311-2-001

Augmentation du contrat de construction au CG :	mai 2020
Réalisation des travaux :	septembre 2019 à juillet 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain LECOURS, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Sylvain LECOURS, 28 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Despina Ruxandra DOGIOIU
gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5399
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Stéphane PROTEAU
Chef d'équipe

Tél : 514 872-5082
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-04-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-28

Mise à jour: 2020-04-22

Date de début des travaux: **2019-08-12**

Délais contractules (jours calendrier): 215

Avancement contrat forfaitaire au 23 mars 2020 : **51%**

Avancement contingences au 23 mars 2020 : **80,0%**

Date originale de fin de travaux: **2020-03-13**

Date révisée de fin de travaux (sans considérer l'arrêt COVID): **2020-07-17**

ENTREPRENEUR	CONTRAT	TOTAL	PAYÉ À CE JOUR
Procova inc.	FORFAITAIRE	1 318 000,00 $	655 951,28 $
	CONTINGENCES (15%)	197 700,00 $	123 702,57 $
	TOTAL (avant taxes)	1 515 700,00 $	779 653,85 $
	TOTAL (taxes incluses)	**1 742 676,08 $**	**896 407,01 $**

CONTINGENCES

DIRECTIVE ÉMISE	Montant engagé		DIRECTIVE EN NÉGOCIATION	Montant estimé
	avant taxes	***après taxes***		*avant taxes*
DC01 - Réparation supplémentaire béton délaminé dalle garage	21 505,00 $	**24 725,37 $**	DC16 - Frais location échafauds, skyjack, équipement HE	59 671,76 $
DC02 - Ajout travaux décontamination plomb et peinture escalier # 3	16 822,83 $	**19 342,05 $**	DCxx - Réparation dalle avant pleine épaisseur espace cl	23 216,87 $
DC03 - Réparation urgente tuyau chauffage	2 580,38 $	**2 966,79 $**	DCxx - Réparation dalle arrière pleine épaisseur espace	46 783,13 $
DC04 - Travaux électriques l'escalier # 3 et plafond garage	3 058,77 $	**3 516,82 $**	DCxx - Protection ou enlèvement tuyauterie dessous dal	10 000,00 $
DC05 - Démolition et reconstruction massif électrique existant	6 458,86 $	**7 426,07 $**	DCxx - Remplacement valves défectueuses	5 000,00 $
DC06 - Ouverture à obturer dans le mur de fondation existant	2 114,88 $	**2 431,58 $**	DCxx - Remplacement radiateurs/ pièces défectueuses	15 000,00 $
DC07 - Ouvertures (14) et dégarnissage et peinture plafond garage	16 706,50 $	**19 208,30 $**	DCxx - Escalier extérieur	8 000,00 $
DC08 - Retirer plaître au plomb plafond 2e étage - 35 mc supplémentaires	14 540,14 $	**16 717,53 $**		
DC09 - Remplacer panneau électrique de service	728,00 $	**837,02 $**		
DC10 - Démolition casiers en bois au garage	1 727,74 $	**1 986,47 $**		
DC11 - Enlever 30 radiateurs pour décontaminer en arrière	23 129,68 $	**26 593,35 $**		
DC12 - Plancher dortoir	13 589,42 $	**15 624,44 $**		
DC13 - Coûts dégâts fuite à vapeur	21 892,74 $	**25 171,18 $**		
DC14 - Enlever peinture au plomb des retombées au plafond du 2e étage	2 994,00 $	**3 442,35 $**		
DC15 - Modification ancrage supports système de captation gaz	6 060,62 $	**6 968,20 $**		
DC17 - Réparation fissures supplémentaires et ouverture dalle garage	3 115,40 $	**3 581,93 $**		
DC18 - Démolition mur terra cotta	841,23 $	**967,20 $**		
DC19 - Déplacer et protéger les meubles au ssol	600,88 $	**690,86 $**		
DC20 - Démolition supplémentaire 2 épaisseurs gypse	523,20 $	**601,55 $**		

ENGAGÉ	158 990,27 $	**182 799,06 $**	**SOUS -TOTAL**	128 962,03 $
RESTANT	38 709,73 $	**44 506,51 $**	**PROVISION**	35 000,00 $
TOTAL CONTRAT	197 700,00 $	**227 305,58 $**	**TOTAL (avant taxes)**	**163 962,03 $**
			TOTAL AUGMENTATION (t.t.i.)	***188 515,34 $***

RÉSUMÉ			
BUDGET INITIAL (t.t.i.)	**TOTAL**	**ENGAGÉ (%)**	**À VENIR (%)**
FORFAIT	**1 515 370,50 $**	**51%**	**49%**
CONTINGENCES (15%)	**227 305,58 $**	**80,0%**	**20,0%**
MAJORATION CONTINGENCES (12%)	***188 515,34 $***	***65%***	***Provision 35%***

CASERNE 31

Installation d’un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation

- **Photos prises pendant le chantier -**

Démolition et dégarnissage des finis des murs, plafonds et planchers à risque élevée (plomb, amiante et moisissure)

PARTIE INOCUPÉE

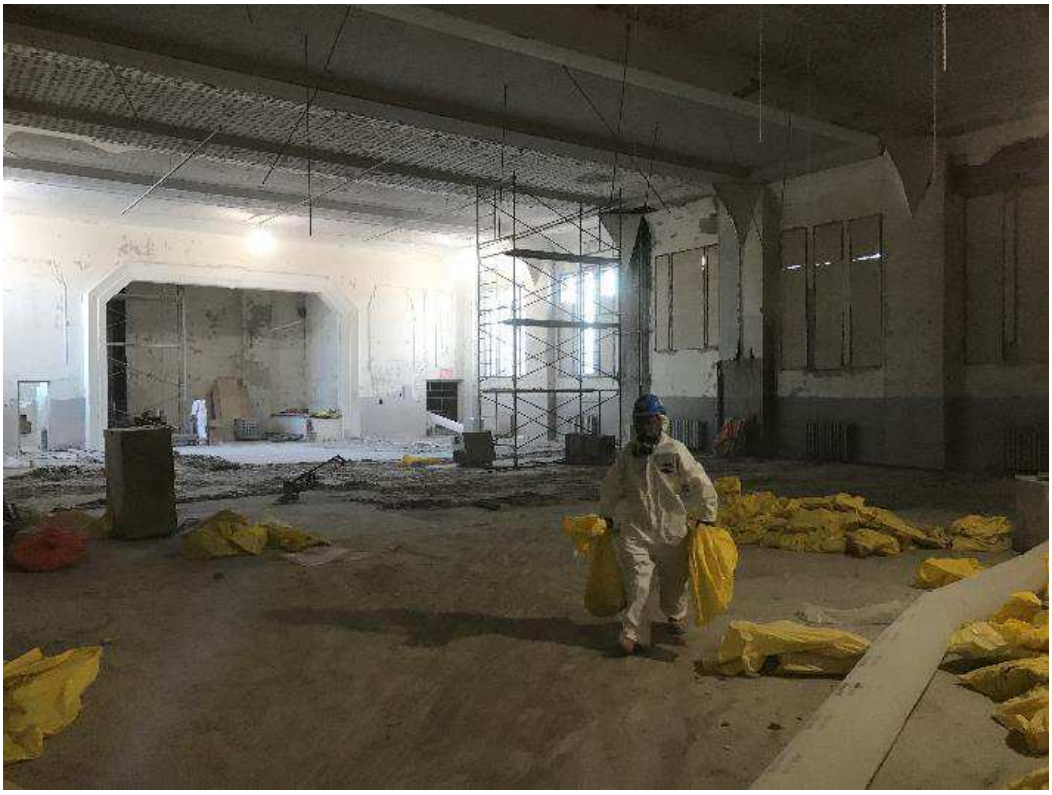
2e étage et mezzanine



















Le dégarnissage du plafond et des retombées au 2e étage















Enlèvement de la colle au plafond et aux retombées du 2e étage







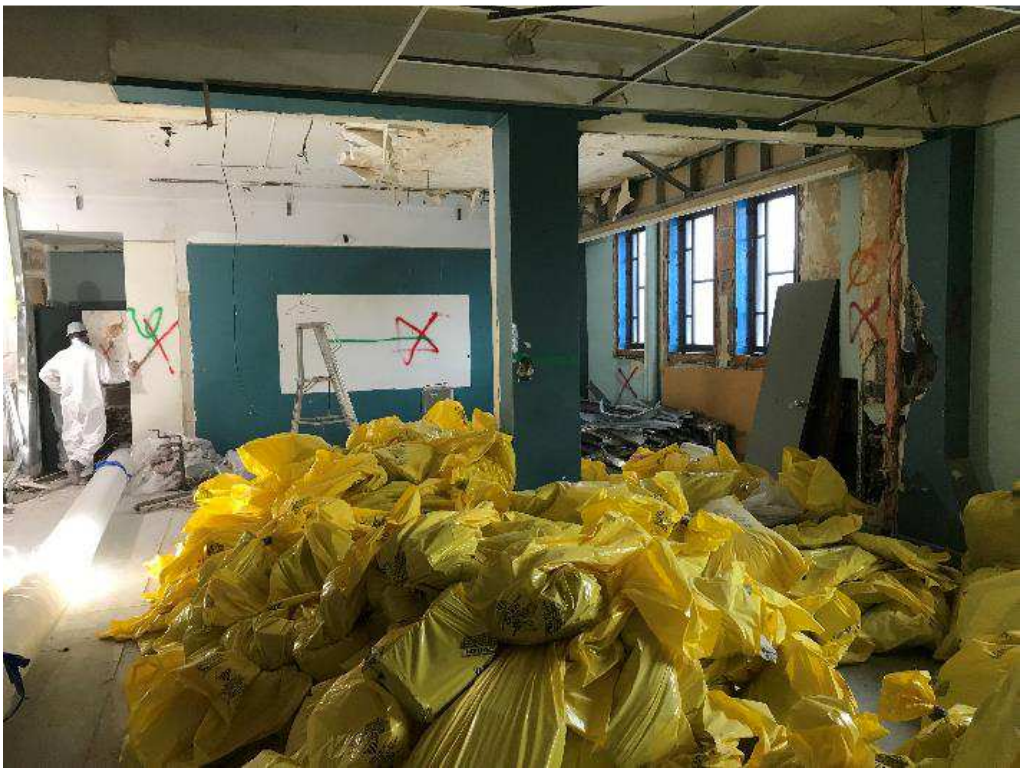


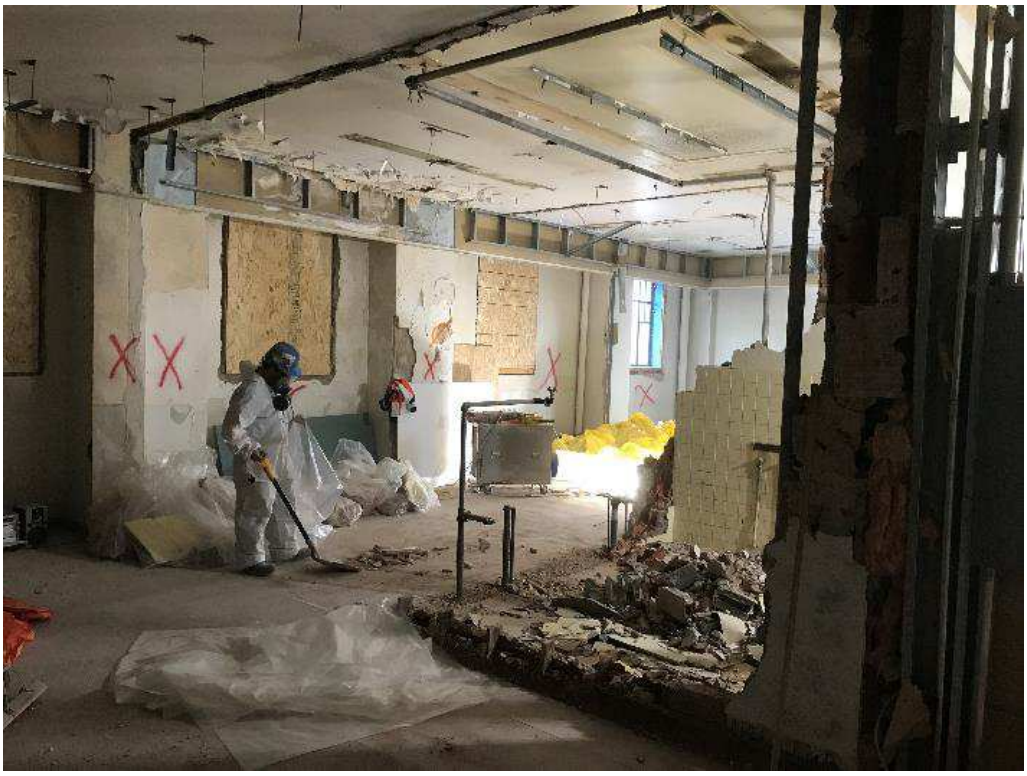

17-mars-2020 09:24
149° SE
66 Av Shamrock
Montréal QC H2S 1A6
Canada

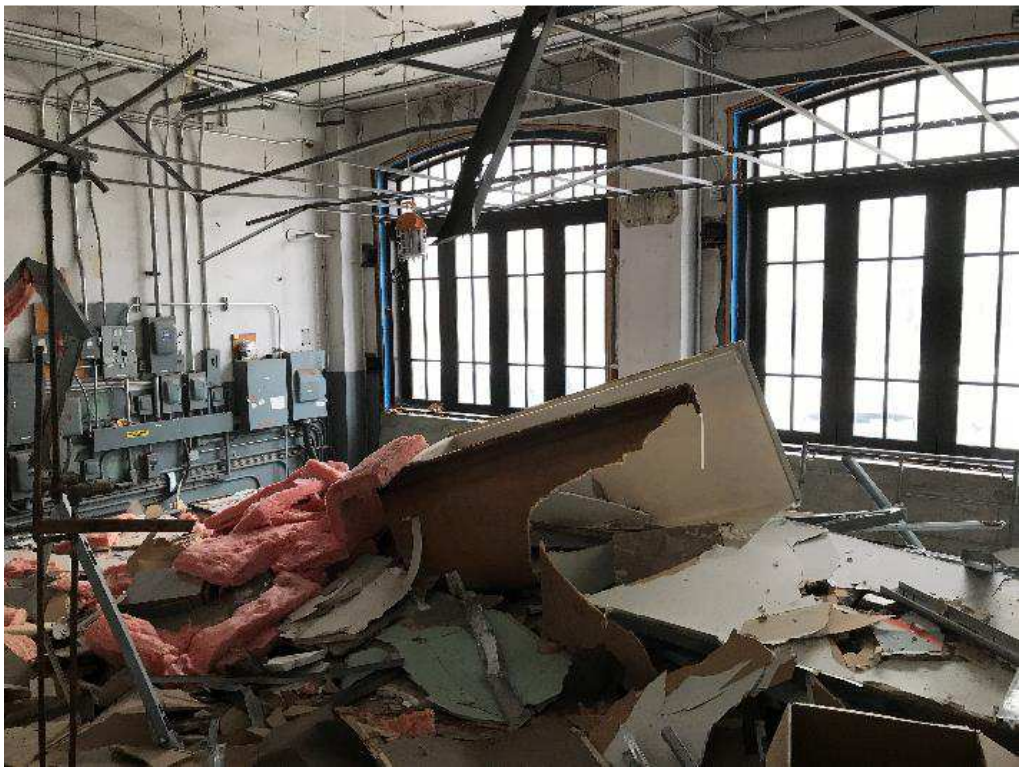
Démolition 1er étage – PARTIE INOCCUPÉE












N
E
S
W
17-mars-2020 09:16
12° N
66 Av Shamrock
Montréal QC H2S 1A6
Canada


17-mars-2020 09:18
317° NW
7062–7144 Rue Saint-Dominique
Montréal QC H2S
Canada

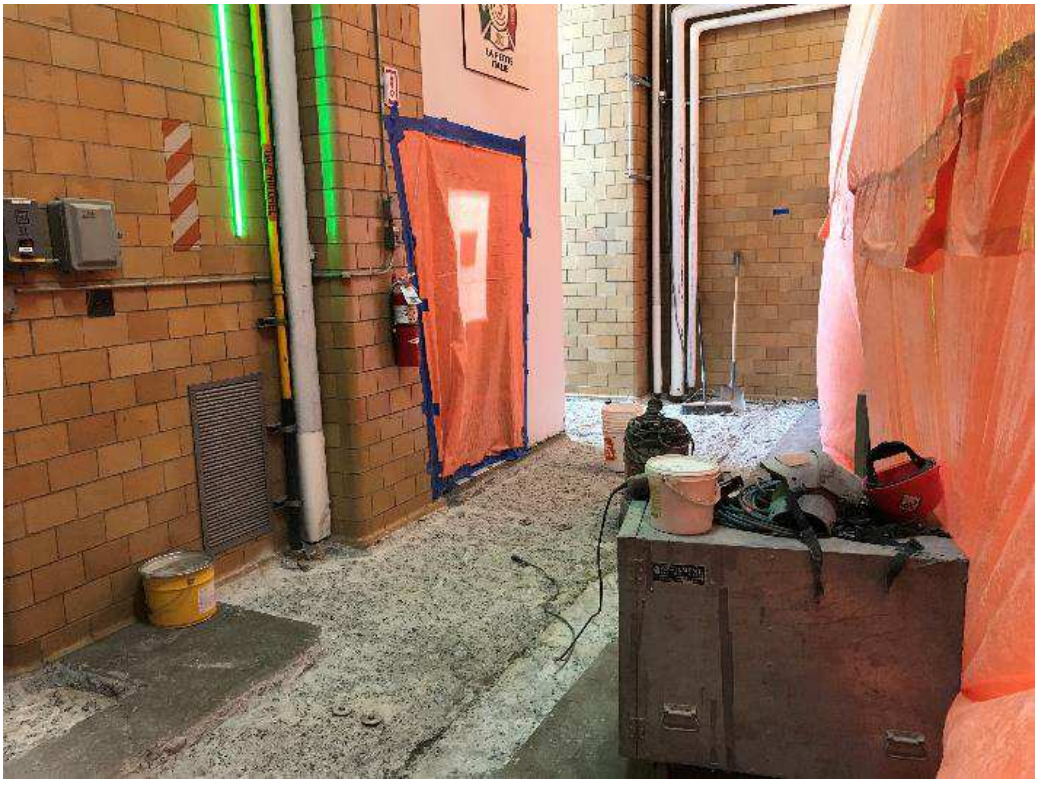
État colonnes pluviales





Démolition dalle structurale de garage - CASERNE







Ouvertures plafond garage (poutres disposées irrégulièrement) – CASERNE




SKYJACK
LOU-TEC
SJ6826 RT
SJ6826 RT 4X4







Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205350001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 188 515,34 $ taxes incluses, pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers n° 31 (# 0293) située au 7041, rue St-Dominique, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à la firme Procova inc. (CG19 0290), majorant ainsi le montant total maximal du contrat de 1 742 676,08 $ à 1 931 191,42 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205350001 - Ajout travaux caserne 31.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1207231025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR-PRCPR 2020). Dépense totale de 4 315 434,33 $ (contrat : 3 743 122,12 $ + contingences: 374 312,21 $ + incidences: 198 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458713 - 8 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Pavage Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR-PRCPR 2020), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 743 122,12 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458713 ;

2. d'autoriser une dépense de 374 312,21 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 198 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 3,42 % par l'agglomération, pour un montant de 134 595,84 $ et à 96,58 % par la ville centrale pour un montant de 3 805 970,89 $ taxes incluses.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-03 13:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231025**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR-PRCPR 2020). Dépense totale de 4 315 434,33 $ (contrat : 3 743 122,12 $ + contingences: 374 312,21 $ + incidences: 198 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458713 - 8 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) s'est vu allouer un budget de 45 M$ pour l'année 2020 afin de poursuivre la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) et le programme de réhabilitation de chaussée par planage et revêtement (PRCPR). Le PCPR vise à améliorer rapidement la qualité du réseau routier. Selon les experts dans le domaine[1], le traitement d'une chaussée d'autoroute par la technique de planage et revêtement permet d'en prolonger la vie sur une période allant jusqu'à 15 ans. En milieu urbain, la Direction de la mobilité soutient que la durée de vie de la chaussée serait prolongée pour une période de 7 à 12 ans.

Parmi toutes les activités de maintien, le PCPR demeure l'activité à privilégier par le plan d'intervention intégré 2016/25 (PII) pour la remise à niveau de la condition des chaussées à court terme. Nonobstant cette stratégie prometteuse, l'objectif demeure fort ambitieux et pour espérer l'atteindre, il devenait essentiel de revoir nos façons de faire, notamment sur l'assouplissement des critères de conception. C'est dans ce contexte d'optimisation qu'il a été établi que l'élimination des réparations ponctuelles de trottoirs au sein des contrats du PCPR améliorerait grandement notre capacité de réalisation. Les projets de ce programme se limitent donc à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

De plus, ces travaux accessoires prolongent considérablement la durée des interventions,

diminuent l’attrait de ces projets auprès des entrepreneurs et sont la cause de difficultés nécessitant la mobilisation de ressources importantes. Toutefois, il peut exister certaines conditions susceptibles de mettre en cause la sécurité des piétons, dans ce contexte, afin d'assurer une certaine flexibilité aux arrondissements dans la gestion de leurs interventions, la liste des rues faisant l’objet du PCPR et PRCPR 2020 leur a été transmise en février 2019 de façon à ce qu'ils puissent planifier la reconstruction des sections de trottoirs jugées critiques avant les travaux de réfection de la chaussée.

Le dernier bilan de condition du réseau routier de la Ville de Montréal, réalisé à la suite de l’auscultation de l’ensemble des chaussées en 2018, montre une proportion importante du réseau en mauvais et très mauvais état. Afin d’améliorer rapidement le niveau de service des chaussées, des investissements importants sont prévus dans les prochaines années.

Les besoins identifiés étant d’une grande ampleur, la remise à niveau d’une portion importante du réseau routier s’étalera sur plusieurs années. Un nouveau programme a été élaboré afin de pallier au déficit des conditions de la chaussée à très court terme. Ce programme portant le nom de Programme de réhabilitation de chaussées par planage revêtement (PRCPR) vise à prolonger la durée de vie des chaussées d’environ 3 à 5 ans, en attente d'une reconstruction des infrastructures. Les interventions se limitent donc à des travaux de planage et de pose d’un nouveau revêtement bitumineux, sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

La sélection des projets est effectuée par la Division de la gestion des actifs routiers et cyclables à la Direction de la mobilité du SUM, alors que la gestion et la réalisation du programme sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du SIRR.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction de la mobilité a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

(NOTE 1: HAAS, Ralph et W. Ronald HUDSON. *Pavement Asset Management,* avec la collaboration de Lynne COWE FALLS, Beverly, MA, Scrivener publishing, 2015.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0080 – 28 février 2019 - Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 $, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public n° 18-17304 (1185249004)

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat pour des travaux de planage et revêtement bitumineux dans les arrondissements Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel -Parc-Extension (PCPR-PRCPR 2020). Ces travaux seront exécutés sur une distance totalisant environ 6,7 kilomètres dont ± 3,3 km de PCPR et ± 3,4 km de PRCPR.
Une réhabilitation d'une piste cyclable dans la rue Rachel (Arrond. RPP et PMR) entre l'avenue Charlemagne et la rue Hogan sur une distance de 1551m a été intégrée à ce

programme, afin de ne pas revenir une nouvelle fois dans le même tronçon et ainsi impacter de nouveau la mobilité dans ce secteur.''

Une liste de rues ainsi qu'une carte des arrondissements se trouvent en pièces jointes.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 374 312.21 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de l’économie de la construction (ÉÉC) de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 4 315 434,33 $, taxes incluses, comprenant:
- un contrat avec Pavage Métropolitain Inc., pour un montant de 3 743 122,12 $ taxes incluses;
- plus des contingences 374 312,21 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 198 000,00 $ taxes incluses

Cette dépense est assumée à 3,42 % par l'agglomération pour un montant de 134 595,84 $ taxes incluses puisqu'elle concerne le réseau cyclable qui est de compétence d'agglomération en vertu de la loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et à 96,58 % par la ville centrale pour un montant de 3 805 970,89 $ taxes incluses, représente un coût net de 3 940 566,73 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- # 15-019 « Programme complémentaire de planage revêtement » pour un montant de 2 227 264,97 $ et une proportion de 56,52 %
- # 18-047 « Programme de réhabilitation de chaussées par planage revêtement » pour un montant de 1 578 705.92 $ et une proportion de 40,06 %
- # RCG 19-035 « Programme de réhabilitation de pistes cyclables » pour un montant de 134 595,84 $ et une proportion de 3,42 %

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est représenté dans le tableau suivant:

Projets	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55856 - PCPR 2020 planage/revêtements div. arrond.	2 227	-	-	-	2 227
55861 - PRCPR 2020 planage/revêtements div arrond.	1 579	-	-	-	1 579
45009 - Programme de maintien du réseau cyclable	135				135
	3 941				3 941

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 17 juillet 2020 le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux du programme complémentaire de planage et revêtement 2020 sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le démarrage du présent contrat est prévu à l'été 2020 tel qu'indiqué dans les clauses contractuelles. Aucun impact anticipé selon le scénario de reprise le 11 mai 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : juillet 2020
Fin des travaux : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Denis ALLARD, Service des infrastructures du réseau routier
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Genny PAQUETTE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Guylaine DÉZIEL, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Benoît MALETTE, 14 avril 2020
Genny PAQUETTE, 8 avril 2020
Jean CARRIER, 8 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Malek YOUCEF
Ingénieur

Tél : 514.872.0782
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-07

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-05-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-01

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 458713 — No du GDD : 1207231025

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie dans les arrondissements Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR - PRCPR 2020)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 / 2 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 19 / 3 / 2020

Ouverture faite le : 19 / 3 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
9 / 3 / 2020	Les modifications ont été apportées: -Au cahier des charges : Ajustement des quantités du formulaire de soumission du fait de l'ajout de l'intersection Saint-Viateur sur le boul. Saint-Laurent, -Au DTSI-V: Modification de l'article "Gestion des déblais" -Aux plans: Révision du plan PL-VO-037 Boul. Saint- Laurent (ajout de l'intersection Saint-Viateur. -Au DTSI-M : Modification du concepte de mobilité engendré par l'ajout de l'intersection Saint-Viateur,	37 000,00
12 / 3 / 2020	Les modifications ont été apportées: -Au cahier des charges : Correction du nom d'un Item du formulaire de soumission	0,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9 — Nbre de soumissions reçues : 8 — % de réponses : 89

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 17 / 7 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
PAVAGES METROPOLITAIN INC.	3 743 122,12
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	3 813 971,80
ROXBORO EXCAVATION INC.	4 065 000,00
LES PAVAGES CÉKA INC.	4 116 875,84
DEMIX CONSTRUCTION, une division de Groupe CRH Canada inc.	4 156 241,62
AMÉNAGEMENT DE SOUSA - 4042077 CANADA INC.	4 177 454,51
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	4 213 751,77
CONSTRUCTION VIATEK INC	4 741 349,98
Estimation **interne**	3 730 761,32

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **0,3%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **1,9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : PAVAGES METROPOLITAIN INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 3 743 122,12

Montant des contingences ($) : 374 312.21

Montant des incidences ($) : 198 000,00

Date prévue de début des travaux : 13 / 7 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 13 / 10 / 2020

LISTE DE RUES

# AO	Progm.	Arrond.	Plan	Rue	De	À	Long. (M)
458713	PCPR	PMR	PL-VO-036	Saint-Laurent, boulevard	du Mont-Royal Est, avenue	Saint-Joseph Est, boulevard	447
			PL-VO-037	Saint-Laurent, boulevard	Laurier Est, avenue	Fairmount Ouest, avenue	194
		RPP	PL-VO-038	Beaubien Est, rue	35e, avenue	Chatelain, rue	844
			PL-VO-039	Christophe-Colomb, avenue	Beaubien Est, rue	Saint-Zotique Est, rue	327
		VSPE	PL-VO-040	D'Iberville, rue	Villeray, rue	Tillemont, rue	208
			PL-VO-041	Henri-Julien, avenue	de Liège Est, rue	Crémazie Est, boul,	278
			PL-VO-042	Papineau, avenue	Jean-Talon Est, rue	Everett, rue	302
			PL-VO-043	Saint-Hubert, rue	du Rosaire, rue	Mistral, rue	563
			PL-VO-044	Shaughnessy, boul,	10e, avenue	François-Perrault, rue	240
						TOTAL	**3403**
	PRCPR	PMR	PL-VO-045	Chambord, rue	Rachel Est, rue	Marie-Anne Est, rue	236
			PL-VO-046	De Rigaud, rue	Saint-Denis, rue	Berri, rue	87
			PL-VO-047	Saint-Joseph Est, boulevard	Fabre, rue	Fullum, rue	752
		RPP	PL-VO-048	Rachel Est, rue	Montgomery, rue	Charlemagne, avenue	1537
			PL-VO-049	Chapleau, rue	Masson, rue	Dandurand, rue	224
			PL-VO-050	Valois, avenue	Sherbrooke Est, rue	Rachel Est, rue	144
		VSPE	PL-VO-051	de l'Esplanade, avenue	de Liège Ouest, rue	Bellarmin, rue	328
						TOTAL	**3308**

1551



RUE NO.	DESCRIPTION	NATURE DES TRAVAUX	PLAN NO.
-	LOCALISATION DES TRAVAUX	PCPR-PRCPR	PL-VO-000
1	BOULEVARD SAINT-LAURENT DE L'AVENUE DU MONT-ROYAL EST AU BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST	PCPR	PL-VO-036
2	BOULEVARD SAINT-LAURENT DE L'AVENUE LAURIER EST À L'AVENUE FAIRMOUNT	PCPR	PL-VO-037
3	RUE BEAUBIEN EST DE LA 35E AVENUE À LA RUE CHATELAIN	PCPR	PL-VO-038
4	AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB DE LA RUE BEAUBIEN EST À LA RUE SAINT-ZOTIQUE EST	PCPR	PL-VO-039
5	RUE D'IBERVILLE DE LA RUE VILLERAY À LA RUE TILLEMONT	PCPR	PL-VO-040
6	AVENUE HENRI-JULIEN DE LA RUE DE LIÈGE EST AU BOULEVARD CRÉMAZIE EST	PCPR	PL-VO-041
7	AVENUE PAPINEAU DE LA RUE JEAN-TALON EST À LA RUE EVERETT	PCPR	PL-VO-042
8	RUE SAINT-HUBERT DE LA RUE DU ROSAIRE À LA RUE MISTRAL	PCPR	PL-VO-043
9	BOULEVARD SHAUGHNESSY DE LA 10E AVENUE À LA RUE FRANÇOIS-PERRAULT	PCPR	PL-VO-044
10	RUE CHAMBORD DE LA RUE RACHEL EST À LA RUE MARIE-ANNE EST	PRCPR	PL-VO-045
11	RUE DE RIGAUD DE LA RUE SAINT-DENIS À LA RUE BERRI	PRCPR	PL-VO-046
12	BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST DE LA RUE FABRE À LA RUE FULLUM	PRCPR	PL-VO-047
13	RUE RACHEL EST DE LA RUE HOGAN À L'AVENUE CHARLEMAGNE	PRCPR	PL-VO-048
14	RUE CHAPLEAU DE LA RUE DANDURAND À LA RUE MASSON	PRCPR	PL-VO-049
15	AVENUE VALOIS DE LA RUE SHERBROOKE EST À LA RUE RACHEL EST	PRCPR	PL-VO-050
16b	AVENUE DE L'ESPLANADE DE LA RUE DE LIÈGE OUEST À LA RUE BELLARMIN	PRCPR	PL-VO-051

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: XXKMXXX

LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage: -

Plan EGA: -

Plan BC: -

Plan géométrie: -

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Borne-fontaine
★	Repère géodésique	✱	Boîte de vanne
★	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	M	Manchon
		B	Bollard
		OBS	Puits d'observation
★	Symbole de forage	F.C.	Fin de courbe
★	Base à briser et à reconstruire au même emplacement		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
★	Base à construire		Chambre de transformateur
★	Base existante		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
★	Base à briser ou à enlever		

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler	TBV+E	Extension flottante de bouche à clé de vanne à remplacer

Divers

NIV	À niveler	RPH	Rampe pour handicapés
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2020-02-14	ÉMIS POUR SOUMISSION	É.B.
B	2020-01-31	ÉMIS POUR 100% RELECTURE	É.B.
A	2020-12-10	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	É.B.

Montréal

Service des infrastructures
du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Étaboré par:
-
Logo -

Neda Satouh, tech.
Logo 2019-11

Catherine Charette, ing. jr.
Logo 2019-11

Visée

Préparé par:
Éric Bélanger, ing.
Logo

Sceau de l'ingénieur(e):
Original signé le: 2020-12-17

Projet:

PCPR - PRCPR 2020
LE PLATEAU-MONT-ROYAL, DE ROSEMONT-LA PETITE-PATRIE ET DE VILLERAY-SAINT-MICHEL

Arrondissement(s):

Nature des travaux:

TRAVAUX DE VOIRIE DANS LES ARRONDISSEMENTS DU PLATEAU-MONT-ROYAL, ROSEMONT-LA PETITE-PATRIE ET VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION (PCPR / PRCPR 2020)

Titre du plan:

LOCALISATION DES TRAVAUX

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle:
AUCUNE

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
458713	PL-VO-000	1/1	000	N/A

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458713	DATE:
#GDD:	1207231025	DRM:	4578	2020/04/01
RESPONSABLE:	Malek Youcef, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie dans les arrondissements Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR - PRCPR 2020)			

PROJET INVESTI: **55856** Desc et client-payeur: **PCPR: Direction de la mobilité**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1955856027	181664	2 129 559.72 $	2 120 132.30 $	212 013.23 $	0.00 $	C
1955856028	181665	97 705.25 $	0.00 $	0.00 $	107 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**2 227 264.97 $**	**2 120 132.30 $**	**212 013.23 $**	**107 000.00 $**	

PROJET INVESTI: **55861** Desc et client-payeur: **PRCPR: Direction de la mobilité**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1955861017	181666	1 495 610.79 $	1 488 989.82 $	148 898.98 $	0.00 $	C
1955861 018	181667	83 095.13 $	0.00 $	0.00 $	91 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 578 705.92 $**	**1 488 989.82 $**	**148 898.98 $**	**91 000.00 $**	

PROJET INVESTI: **45009** Desc et client-payeur: **Pistes Cyclables: Direction de la mobilité**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1945009 003	181668	134 595.84 $	134 000.00 $	13 400.00 $	0.00 $	A
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**134 595.84 $**	**134 000.00 $**	**13 400.00 $**	**0.00 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458713	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**01/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie dans les arrondissements Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR - PRCPR 2020)**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET		3 743 122.12 $
TRAVAUX CONTINGENTS		374 312.21 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:		
Utilités publiques	80 000.00 $	
Gestion des sols excavés	10 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif	80 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation	28 000.00 $	
Gestion des impacts	0.00 $	
XXX	0.00 $	
XXX	0.00 $	
XXX	0.00 $	
TOTAL À REPORTER	198 000.00	198 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL		4 315 434.33 $
Imputation (crédits)		3 940 566.73 $
Montant de dépôt		

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	187 668.38	374 398.41
Ristournes TPS et TVQ à 50%	374 867.59	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-000, PL-VO-036, PL-VO-037, PL-VO-038, PL-VO-039, PL-VO-040, PL-VO-041,PL-VO-042, PL-VO-043, PL-VO-044,PL-VO-045,PL-VO-046, PL-VO-047, PL-VO-048, PL-VO-049, PL-VO-050, PL-VO-051.	CALCULÉ PAR ›	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1 955 856 027**	**SOUMISSION:**	**458713**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181664**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Planage et revêtement de chaussée dans plusieurs tronçons de rues des arrondissements (PCPR)**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			2 120 132.30 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		212 013.23 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Gestion des sols excavés			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			2 332 145.53 $
Imputation (crédits)			2 129 559.72 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	101 419.68	202 332.26
Ristournes TPS et TVQ à 50%	202 585.81	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-036, PL-VO-037, PL-VO-038, PL-VO-039, PL-VO-040, PL-VO-041, PL-VO-042, PL-VO-043, PL-VO-044,	CALCULÉ PAR ▸	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955856028**	**SOUMISSION:**	**458713**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181665**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie, Incidences techniques et professionnelles (PCPR)**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		45 000.00 $	
Gestion des sols excavés		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		45 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		12 000.00 $	
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	107 000.00	107 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			107 000.00 $
Imputation (crédits)			97 705.25 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		4 653.19	9 283.11
Ristournes TPS et TVQ à 50%		9 294.75	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-036, PL-VO-037, PL-VO-038, PL-VO-039, PL-VO-040, PL-VO-041, PL-VO-042, PL-VO-043, PL-VO-044,	CALCULÉ PAR ▸	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1 955 861 017**	**SOUMISSION:**	**458713**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181666**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Planage et revêtement de chaussée dans plusieurs tronçons de rues des arrondissements (PRCPR)**			
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 488 989.82 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		148 898.98 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Gestion des sols excavés			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 637 888.80 $
Imputation (crédits)			1 495 610.79 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	71 228.04	142 099.94
Ristournes TPS et TVQ à 50%	142 278.01	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-045,PL-VO-046, PL-VO-047, PL-VO-048, PL-VO-049, PL-VO-050, PL-VO-051.	CALCULÉ PAR	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955861 018**	**SOUMISSION:**	**458713**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181667**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie, Incidences techniques et professionnelles (PRCPR)**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		35 000.00 $	
Gestion des sols excavés		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		35 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		16 000.00 $	
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	91 000.00	91 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			91 000.00 $
Imputation (crédits)			83 095.13 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		3 957.38	7 894.98
Ristournes TPS et TVQ à 50%		7 904.87	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-045,PL-VO-046, PL-VO-047, PL-VO-048, PL-VO-049, PL-VO-050, PL-VO-051.	CALCULÉ PAR ▸	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1945009 003**	**SOUMISSION:**	**458713**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181668**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Programme de maintien du réseau cylable 2020**			
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			134 000.00 $
Ce montant sert à payer la portion de 134 000,00 $ du bordereau #1955861017 (PRCPR)			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		13 400.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Gestion des sols excavés		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser		147 400.00 $
Imputation (crédits)		134 595.84 $
Montant de dépôt		

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	6 410.09	12 788.13
Ristournes TPS et TVQ à 50%	12 804.16	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-048	CALCULÉ PAR	Malek Youcef, ing.

Montréal

SOUMISSION 458713 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont-La-Petite-Patrie et de Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR 2020)
PL-VO-036 (PCPR) Boulevard Saint-Laurent de l'avenue Mont-Royal Est au boulevard Saint-Joseph Est	**Travaux de planage :** Entrave partielle du côté est ou ouest de la chaussée entre l'avenue Mont-Royal et le boulevard Saint-Joseph avec maintien d'une voie de circulation côté opposé; **Travaux de pavage :** Fermeture complète du boulevard Saint-Laurent entre l'avenue Mont-Royal et le boulevard Saint-Joseph; **Horaire de travail :** Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30 et Samedi et Dimanche 9h à 19h. Pavage : Dimanche au Vendredi 22h à 5h.
PL-VO-037 (PCPR) Boulevard Saint-Laurent, de l'avenue Laurier est à l'avenue Fairmount et l'intersection rue Saint-Viateur et boulevard Saint-Laurent	**Travaux de planage :** • Phase A : Entrave partielle du côté est ou ouest de la chaussée entre le boulevard Saint-Joseph et l'avenue Fairmount avec maintien d'une voie de circulation du côté opposé; • Phase B : Entrave partielle du côté est ou ouest de la chaussée au niveau de l'intersection de la rue Saint-Viateur avec maintien d'une voie de circulation du côté opposé; **Travaux de pavage :** Fermeture complète du boulevard Saint-Laurent entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Viateur inclusivement; **Horaire de travail :** Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30 Samedi et Dimanche 9h à 19h. Pavage : Dimanche au vendredi 22h à 5h.
PL-VO-038 (PCPR) Rue Beaubien Est de la 35e Avenue à la rue Châtelain	**Travaux de planage :** • Phase A : Fermeture complète de la direction est entre le boulevard Pie-IX et la rue Viau. Maintenir une voie de circulation en direction ouest au niveau des travaux; • Phase B : Fermeture complète de la direction est de la rue Beaubien entre la rue Viau et la rue Châtelain avec maintien de la circulation locale. Maintenir une voie de circulation au niveau des travaux; • Phase C : Fermeture complète de la direction ouest entre le boulevard L'Assomption et la 35e Avenue. Maintenir une voie de circulation en direction est au niveau des travaux; • Phase D : Fermeture complète de la direction ouest entre la rue Châtelain et la rue Viau. Maintenir une voie de circulation en direction est au niveau des travaux; **Travaux de pavage :** • Phase A : Fermeture complète entre le boulevard Pie-IX et le boulevard L'Assomption; • Phase B : Fermeture complète de la rue Beaubien entre la rue Viau et la rue Lacordaire; **Horaire de travail :** Planage : Lundi au Vendredi 9h30 à 19h Samedi 7h à 19h Dimanche 10h à 19h.
PL-VO-039 (PCPR) Avenue Christophe-Colomb de la rue Beaubien Est à la rue Saint-Zotique Est	**Travaux de planage :** • Phase A : Fermeture complète de la direction nord entre la rue de Bellechasse et la rue Saint-Zotique et aménager un contresens sur la direction opposée en maintenant une voie de circulation par direction ; • Phase B : Fermeture complète de la direction sud entre la rue de Bellechasse et de la rue Saint-Zotique et aménager un contresens sur la direction opposée en maintenant une voie de circulation par direction; **Travaux de pavage :** Fermeture complète entre la rue de Bellechasse et la rue Saint-Zotique; **Horaire de travail :** Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi 7h à 19h Dimanche 10h à 19h travaux au niveau de la rue Beaubien Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30 Samedi 7h à 19h Dimanche 10h à 19h. Pavage : Samedi 7h à 19h Dimanche 10h à 19h.
PL-VO-040 (PCPR) Rue D'Iberville de la rue Villeray à la rue Tillemont	**Travaux de planage :** • Phase A : Fermeture complète de la direction nord entre la rue Villeray et le boulevard Crémazie. Maintenir une voie de circulation en direction sud; • Phase B : Fermeture complète de la direction sud entre la rue Villeray et le boulevard Crémazie. Maintenir une voie de circulation en direction nord; **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la rue d'Iberville entre la rue Villeray et le boulevard Crémazie; **Horaire de travail :** Planage phase A : Lundi au Vendredi 7h à 15h30 Samedi et Dimanche 9h à 17h. Phase B : Samedi et Dimanche 9h à 17h.

Secteur	Travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont-La-Petite-Patrie et de Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR 2020)
PL-VO-041 (PCPR) Avenue Henri-Julien de la rue de Liège Est au boulevard Crémazie Est	**Travaux de planage et de pavage :** Fermeture complète entre la rue de Liège et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale, sauf lors des travaux de pavage de la chaussée; **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi et Dimanche 9h à 17h.
PL-VO-042 (PCPR) Avenue Papineau de la rue Jean-Talon Est à la rue Everett	**Travaux de planage :** • Phase A : Fermeture complète de la direction nord entre la rue Jean-Talon et la rue Everett et aménager un contresens sur la direction opposée en maintenant une voie de circulation par direction; • Phase B : Fermeture complète de la direction sud entre la rue Jean-Talon et la rue Everett et aménager un contresens sur la direction opposée en maintenant une voie de circulation par direction; **Travaux de pavage :** Fermeture complète de l'avenue Papineau entre la rue Jean-Talon et la rue Villeray; **Horaire de travail :** Planage : Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30 Samedi et Dimanche 9h à 17h. Pavage : Dimanche au Vendredi 22h à 5h Vendredi à Samedi 23h à 7h.
PL-VO-043 (PCPR) Rue Saint-Hubert de la rue Rosaire à la rue Mistral	**Travaux de planage :** • Phase A : Fermeture complète de la direction nord entre la rue Villeray et la rue Mistral. Maintenir une voie de circulation en direction sud; • Phase B : Fermeture complète de la direction sud entre la rue de Liège et la rue du Rosaire. Maintenir une voie de circulation en direction nord; **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la rue Saint-Hubert entre la rue de Liège et la rue Villeray; **Horaire de travail :** Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi et Dimanche 9h à 17h. Pavage : Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi et Dimanche 9h à 17h.
PL-VO-044 (PCPR) Boulevard Shaughnessy de la 10e Avenue à la rue François-Perrault	**Travaux de planage et de pavage :** Fermeture complète entre la 10e Avenue et la rue François-Perrault avec maintien de la circulation locale, sauf lors des travaux de pavage de la chaussée; **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi et Dimanche 9h à 17h.
PL-VO-045 (PRCPR) Rue Chambord de la rue Rachel Est à la rue Marie-Anne Est	**Travaux de planage et de pavage :** Fermeture complète entre la rue Marie-Anne et la rue Rachel avec maintien de la circulation locale, sauf lors des travaux de pavage de la chaussée; **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi et Dimanche 9h à 19h.
PL-VO-046 (PRCPR) Rue De Rigaud de la rue Saint-Denis à la rue Berri	**Travaux de planage et de pavage :** Fermeture complète entre la rue Saint-Denis et la rue Berri avec maintien de la circulation locale, sauf lors des travaux de pavage de la chaussée; **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi et Dimanche 9h à 19h.
PL-VO-047 (PRCPR) Boulevard Saint-Joseph Est, de la rue Fabre à la rue Fullum	**Travaux de planage :** • Phase A : Fermeture des deux voies de gauche sur le boulevard Saint-Joseph en direction est entre la rue Fabre et la rue Fullum avec maintien d'une voie de circulation; • Phase B : Fermeture des deux voies de droite sur le boulevard Saint-Joseph en direction est entre la rue Fabre et la rue Fullum avec maintien d'une voie de circulation; **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la direction est du boulevard Saint-Joseph entre la rue de la Roche et de la rue Fullum et aménager un contresens sur la direction opposée en maintenant une voie de circulation par direction; **Horaire de travail :** Planage : Samedi et Dimanche 8h à 21h. Pavage : Dimanche au Vendredi 22h à 5h Vendredi au Samedi 23h à 6h.
PL-VO-048 (PRCPR) Rue Rachel Est de la rue Montgomery à l'avenue d'Orléans	**Travaux de planage :** • Phase A et B: Fermeture complète de la direction est entre la rue Frontenac et l'avenue Charlemagne. Maintenir une voie de circulation en direction ouest; • Phase C et D: Fermeture complète de la direction ouest entre la rue Montgomery et l'avenue Charlemagne. Maintenir une voie de circulation en direction est; • Phase E et F: Fermeture complète de la piste cyclable entre la rue Hogan et la rue Charlemagne. Mise en place d'une piste cyclable double sens sur rue et aménager un contresens en maintenant une voie de circulation par direction;

Secteur	Travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont-La-Petite-Patrie et de Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR 2020)
	Travaux de pavage : • Phase A et B: Fermeture complète entre la rue Frontenac et l'avenue Charlemagne; • Phase C et D: Fermeture complète de la piste cyclable entre la rue Hogan et l'avenue Charlemagne. Mise en place d'une piste cyclable double sens sur rue et aménager un contresens en maintenant une voie de circulation par direction; **Horaire de travail :** Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi 7h à 19h Dimanche 10h à 19h. Pour les travaux à l'intersection Saint-Michel/Rachel Samedi 7h à 19h Dimanche 10h à 19h. Pavage : Dimanche au Vendredi 22h à 5h.
PL-VO-049 (PRCPR) Rue Chapleau de la rue Masson à la rue Dandurand	**Travaux de planage et de pavage :** Fermeture complète entre la rue Masson et la rue Dandurand avec maintien de la circulation locale, sauf lors des travaux de pavage de la chaussée; **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30 Samedi 7h à 19h Dimanche 10h à 19h.
PL-VO-050 (PRCPR) Avenue Valois de la rue Sherbrooke Est à la rue Rachel Est	**Travaux de planage et de pavage :** Fermeture complète entre la rue Rachel et la rue Sherbrooke avec maintien de la circulation locale, sauf lors des travaux de pavage de la chaussée; **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi 7h à 19h Dimanche 10h à 19h.
PL-VO-051 (PRCPR) Avenue de l'Esplanade de la rue de Liège Ouest à la rue Bellarmin	**Travaux de planage et de pavage :** • Phase A : Fermeture complète de la direction nord entre la rue de Liège et le boulevard Crémazie, avec maintien de la circulation locale, sauf lors des travaux de pavage de la chaussée; • Phase B : Fermeture complète de la direction sud entre la rue de Liège et le boulevard Crémazie, avec maintien de la circulation locale, sauf lors des travaux de pavage de la chaussée; **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h Samedi et Dimanche 9h à 17h.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Les travaux sont prévus d'être réalisés en 2020; - L'Entrepreneur doit redonner les voies à la circulation à la fin de chaque quart de travail; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles; - Ajustement de la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux; - Sécurisation de l'aire de travail des voies de circulation ouvertes à l'aide de repères visuels de type T-RV-7; - Délimitation des voies en contresens à l'aide de repères visuels de type T-RV-10; - Maintien en tout temps, de façon sécuritaire, de tous les mouvements permis aux intersections, à moins d'indication contraire; - Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent de la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et de leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves; - Installation de PMVM pour les rues artérielles; - Accommodation et maintenir en tout temps l'accès pour les services d'Urgences-Santé, au service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si requis; - Commercialisation policière pour la gestion des intersections, au besoin; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite; - L'Entrepreneur doit coordonner ses interventions avec les travaux exécutés par d'autres entrepreneurs à proximité de son chantier.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 9 juillet 2018

PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.
A/S MONSIEUR JEAN CHAGNON
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT (QC) J3Y 6T1

N° de décision : 2018-CPSM-1040068
N° de client : 3000157721

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous RECYCLAGES MÉTROPOLITAIN et RECYCLAGES MÉTROPOLITAIN - BÉTON, ASPHALTE, PIERRES, GRAVIER, TERRE VÉGÉTALE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 1 novembre 2019

PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT QC J3Y 6T1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 3000157721

N° de demande : 1900014781

N° de confirmation de paiement : 036918

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 458713
Numéro de référence : 1348264
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie dans les arrondissements Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR - PRCPR 2020)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Viatek Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 514 370-8371 Télécopieur : 450 664-2819	**Commande : (1706387)** 2020-02-26 11 h 02 **Transmission :** 2020-02-26 16 h 27	3271677 - 458713_Addenda no1 2020-03-09 12 h 48 - Courriel 3271678 - 458713_Bordereau (devis) 2020-03-09 12 h 50 - Courriel 3271679 - 458713_Bordereau (bordereau) 2020-03-09 12 h 50 - Téléchargement 3271681 - 458713_DTSI-M_PCPR_20200306_Addenda_ADD-MTR396522 2020-03-09 12 h 53 - Courriel 3271682 - 458713_Plans 2020-03-09 18 h 25 - Messagerie 3274769 - 458713_Addenda 2_2020-03-12_AD 2020-03-12 12 h 13 - Courriel 3274770 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (devis) 2020-03-12 12 h 17 - Courriel 3274771 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (bordereau) 2020-03-12 12 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1707508)** 2020-02-27 14 h 38 **Transmission :** 2020-02-27 18 h 24	3271677 - 458713_Addenda no1 2020-03-09 12 h 48 - Courriel 3271678 - 458713_Bordereau (devis) 2020-03-09 12 h 50 - Courriel 3271679 - 458713_Bordereau (bordereau) 2020-03-09 12 h 50 - Téléchargement 3271681 - 458713_DTSI-M_PCPR_20200306_Addenda_ADD-MTR396522 2020-03-09 12 h 53 - Courriel 3271682 - 458713_Plans 2020-03-09 17 h 34 - Courriel 3274769 - 458713_Addenda 2_2020-03-12_AD 2020-03-12 12 h 13 - Courriel

			3274770 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (devis) 2020-03-12 12 h 17 - Courriel 3274771 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (bordereau) 2020-03-12 12 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1705573)** 2020-02-25 10 h 37 **Transmission :** 2020-02-25 13 h 27	3271677 - 458713_Addenda no1 2020-03-09 12 h 48 - Courriel 3271678 - 458713_Bordereau (devis) 2020-03-09 12 h 50 - Courriel 3271679 - 458713_Bordereau (bordereau) 2020-03-09 12 h 50 - Téléchargement 3271681 - 458713_DTSI-M_PCPR_20200306_Addenda_ADD-MTR396522 2020-03-09 12 h 53 - Courriel 3271682 - 458713_Plans 2020-03-09 18 h 27 - Messagerie 3274769 - 458713_Addenda 2_2020-03-12_AD 2020-03-12 12 h 13 - Courriel 3274770 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (devis) 2020-03-12 12 h 17 - Courriel 3274771 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (bordereau) 2020-03-12 12 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1706448)** 2020-02-26 11 h 33 **Transmission :** 2020-02-26 11 h 33	3271677 - 458713_Addenda no1 2020-03-09 12 h 48 - Courriel 3271678 - 458713_Bordereau (devis) 2020-03-09 12 h 50 - Courriel 3271679 - 458713_Bordereau (bordereau) 2020-03-09 12 h 50 - Téléchargement 3271681 - 458713_DTSI-M_PCPR_20200306_Addenda_ADD-MTR396522 2020-03-09 12 h 53 - Courriel 3271682 - 458713_Plans 2020-03-09 17 h 34 - Courriel 3274769 - 458713_Addenda 2_2020-03-12_AD 2020-03-12 12 h 13 - Courriel 3274770 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (devis) 2020-03-12 12 h 17 - Courriel 3274771 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (bordereau) 2020-03-12 12 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone	**Commande : (1708350)** 2020-02-28 15 h 18 **Transmission :** 2020-02-28 15 h 18	3271677 - 458713_Addenda no1 2020-03-09 12 h 48 - Courriel 3271678 - 458713_Bordereau (devis) 2020-03-09 12 h 50 - Courriel

	: 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183		3271679 - 458713_Bordereau (bordereau) 2020-03-09 12 h 50 - Téléchargement 3271681 - 458713_DTSI-M_PCPR_20200306_Addenda_ADD-MTR396522 2020-03-09 12 h 53 - Courriel 3271682 - 458713_Plans 2020-03-09 17 h 34 - Courriel 3274769 - 458713_Addenda 2_2020-03-12_AD 2020-03-12 12 h 13 - Courriel 3274770 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (devis) 2020-03-12 12 h 17 - Courriel 3274771 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (bordereau) 2020-03-12 12 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1705898)** 2020-02-25 14 h 53 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 53	3271677 - 458713_Addenda no1 2020-03-09 12 h 48 - Courriel 3271678 - 458713_Bordereau (devis) 2020-03-09 12 h 50 - Courriel 3271679 - 458713_Bordereau (bordereau) 2020-03-09 12 h 50 - Téléchargement 3271681 - 458713_DTSI-M_PCPR_20200306_Addenda_ADD-MTR396522 2020-03-09 12 h 53 - Courriel 3271682 - 458713_Plans 2020-03-09 17 h 34 - Courriel 3274769 - 458713_Addenda 2_2020-03-12_AD 2020-03-12 12 h 13 - Courriel 3274770 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (devis) 2020-03-12 12 h 17 - Courriel 3274771 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (bordereau) 2020-03-12 12 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Pavage Céka inc 1143, boul. St-Jean-Baptiste Québec, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	**Commande : (1707985)** 2020-02-28 10 h 26 **Transmission :** 2020-02-28 10 h 26	3271677 - 458713_Addenda no1 2020-03-09 12 h 48 - Télécopie 3271678 - 458713_Bordereau (devis) 2020-03-09 13 h 21 - Télécopie 3271679 - 458713_Bordereau (bordereau) 2020-03-09 12 h 50 - Téléchargement 3271681 - 458713_DTSI-M_PCPR_20200306_Addenda_ADD-MTR396522 2020-03-09 13 h 04 - Messagerie 3271682 - 458713_Plans 2020-03-09 18 h 26 - Messagerie 3274769 - 458713_Addenda 2_2020-03-12_AD 2020-03-12 12 h 13 - Télécopie 3274770 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (devis) 2020-03-12 12 h 17 - Télécopie

			3274771 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (bordereau) 2020-03-12 12 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1705557)** 2020-02-25 10 h 25 **Transmission :** 2020-02-25 10 h 25	3271677 - 458713_Addenda no1 2020-03-09 12 h 48 - Courriel 3271678 - 458713_Bordereau (devis) 2020-03-09 12 h 50 - Courriel 3271679 - 458713_Bordereau (bordereau) 2020-03-09 12 h 50 - Téléchargement 3271681 - 458713_DTSI-M_PCPR_20200306_Addenda_ADD-MTR396522 2020-03-09 12 h 53 - Courriel 3271682 - 458713_Plans 2020-03-09 17 h 34 - Courriel 3274769 - 458713_Addenda 2_2020-03-12_AD 2020-03-12 12 h 13 - Courriel 3274770 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (devis) 2020-03-12 12 h 17 - Courriel 3274771 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (bordereau) 2020-03-12 12 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur : 514 788-4606	**Commande : (1711035)** 2020-03-04 16 h 53 **Transmission :** 2020-03-04 21 h 47	3271677 - 458713_Addenda no1 2020-03-09 12 h 48 - Courriel 3271678 - 458713_Bordereau (devis) 2020-03-09 12 h 50 - Courriel 3271679 - 458713_Bordereau (bordereau) 2020-03-09 12 h 50 - Téléchargement 3271681 - 458713_DTSI-M_PCPR_20200306_Addenda_ADD-MTR396522 2020-03-09 12 h 53 - Courriel 3271682 - 458713_Plans 2020-03-09 18 h 26 - Messagerie 3274769 - 458713_Addenda 2_2020-03-12_AD 2020-03-12 12 h 13 - Courriel 3274770 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (devis) 2020-03-12 12 h 17 - Courriel 3274771 - 458713_Bordereau_R02_2020-03-12_AD (bordereau) 2020-03-12 12 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR-PRCPR 2020). Dépense totale de 4 315 434,33 $ (contrat : 3 743 122,12 $ + contingences: 374 312,21 $ + incidences: 198 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458713 - 8 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1207231025 - Certification de fonds_VF.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : 514 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1208264001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9163-8478 Québec inc. (Clôtures Summum), au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 216 955,98 $, taxes incluses, pour des travaux de mise aux normes des terrains de tennis au parc La Fontaine et d'amélioration des installations au parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 216 955,98 $, taxes incluses (contrat : 197 232,71 $ + contingences : 19 723,27 $) - Appel d'offres public (20-6491) - (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :

1. D'accorder au seul soumissionnaire 9163-8478 Québec inc. (Clôtures Summum), ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 197 232,71 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (20-6491);

2. D'autoriser une dépense de 19 723,27 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 52,05 % par l'agglomération, pour un montant de 112 919,70 $, taxes incluses.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-04 10:00

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208264001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9163-8478 Québec inc. (Clôtures Summum), au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 216 955,98 $, taxes incluses, pour des travaux de mise aux normes des terrains de tennis au parc La Fontaine et d'amélioration des installations au parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 216 955,98 $, taxes incluses (contrat : 197 232,71 $ + contingences : 19 723,27 $) - Appel d'offres public (20-6491) - (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports souhaite réaliser des travaux de mise aux normes des terrains de tennis au parc La Fontaine et d'amélioration des installations au parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal.
Un système de poteaux et de filets séparateurs est actuellement en place à l'intérieur des terrains de tennis situés au parc La Fontaine. Ces équipements sont à la fin de leur durée de vie utile et doivent être remplacés. Les filets séparateurs sont fortement dégradés et ne permettent plus de retenir les balles à l'intérieur des terrains. Le remplacement des poteaux et des filets séparateurs est devenu prioritaire.

Les terrains de tennis situés au parc Jeanne-Mance doivent faire l'objet de travaux d'amélioration pour répondre aux besoins des utilisateurs. Les terrains de tennis ne possèdent aucun filet séparateur actuellement. Ceux-ci permettront de retenir les fausses balles à l'intérieur des terrains de tennis qui seront utilisés notamment pour les cours. De plus, afin de protéger les clôtures existantes des branches d'arbres qui tombent fréquemment le long de l'avenue de l'Esplanade, un dispositif de protection sera installé entre les poteaux. Des panneaux de clôtures additionnels seront aussi mis à la disposition de l'arrondissement pour des besoins futurs.

Le processus suivi dans le présent cas est celui d'un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges.

L'appel d'offres public n^{o} 20-6491 a débuté le 2 mars 2020 et s'est terminé 22 jours plus tard, soit le 24 mars 2020. Les soumissions ont été ouvertes le 24 mars 2020, à 13 h 30. L'appel d'offres public a été publié dans le Journal de Montréal la première journée et sur les

sites Internet de la Ville et du SÉAO durant toute la période de l'appel d'offres.

Un addenda a été produit. L'addenda, émis le 11 mars 2020, visait l'ajout d'une précision et d'une annexe au cahier des charges. L'addenda a été envoyé à tous les preneurs de documents d'appel d'offres dans les délais prescrits et n'a eu aucun impact sur les prix déposés.

Selon les termes des clauses administratives particulières incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 90 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 22 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0569 - Accorder des contrats de services professionnels en ingénierie à Axor Experts-Conseils inc. (893 758,16 $, taxes incluses) et à WSP Canada inc. (962 858,14 $, taxes incluses), pour la réalisation de services de génie-conseil pour les différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal - Dépense totale de 2 135 108,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15404 (3 soum.) / Approuver deux projets de conventions à cet effet.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat pour des travaux de mise aux normes des terrains de tennis au parc La Fontaine et d'amélioration des installations au parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal.
Plus précisément, les travaux comprennent :

- La protection des arbres et des surfaces de jeu durant les travaux (parcs La Fontaine et Jeanne-Mance);
- L'installation de nouveaux poteaux et de filets séparateurs (parc La Fontaine);
- L'installation d'un système de filets séparateurs (parc Jeanne-Mance);
- L'installation d'un dispositif de renforcement sur les clôtures existantes (parc Jeanne -Mance);
- La fourniture de panneaux de clôtures additionnels (parc Jeanne-Mance).

Le pourcentage de contingences a été fixé à 10 % du contrat, soit 19 723,27 $, taxes incluses.

Accessibles à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un seul entrepreneur général.

Le seul preneur du cahier des charges est l'entrepreneur 9163-8478 Québec inc. (Clôtures Summum). Cet entrepreneur est spécialisé dans les travaux de clôtures, mais détient tout de même les licences d'entrepreneur général requises au contrat.

JUSTIFICATION

L'unique entrepreneur général ayant pris possession du cahier des charges a déposé une soumission conforme. De ce fait, aucun avis de désistement n'a été déposé.

Soumissions conformes	**Prix de base (sans taxes)**	**Taxes**	**Total (taxes incl.)**
9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S Clôtures Summum	171 544,00 $	25 688,71 $	197 232,71 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	162 300,00 $	24 304,43 $	186 604,43 $

Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*	197 232,71 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	0,00 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	s.o.
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	s.o.
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	10 628,28 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	5,70 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	s.o.
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	s.o.

Les prix déposés par le seul soumissionnaire conforme sont supérieurs de 5,70 % à l'estimation réalisée à l'interne.

Les prix déposés initialement par le seul soumissionnaire conforme étaient de 219 652,84 $, ce qui représentait un écart de 17,71 % par rapport à l'estimation réalisée à l'interne.

L'article 573.3.3 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV) prévoit que dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité.

Considérant l'écart de prix observé et dans le contexte où une seule soumission conforme a été déposée, une négociation a donc été entamée avec le soumissionnaire. Les négociations ont permis de constater une anomalie dans un des taux unitaires inscrits par le soumissionnaire. Le soumissionnaire a révisé le taux unitaire, réduisant du même coup le montant de sa soumission de 22 420,13 $, taxes incluses. Aucune modification n'a été apportée aux documents contractuels de la Ville.

Le Service de l'approvisionnement confirme que cette procédure de négociation respecte la LCV, tant que la Ville ne change pas les autres obligations, ce qu'elle n'a pas fait dans le cas présent.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la *Politique de gestion contractuelle de la Ville.* Son numéro de licence RBQ est le 8353-4586-12.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce contrat s'élevant à la somme de 216 955,98 $, taxes incluses, est réparti comme suit :
Travaux prévus au programme G34800 parc La Fontaine :
- Un montant de 94 578,44 $ pour les travaux;
- Un montant de 9 457,84 $ pour les contingences de construction.

Travaux prévus au programmes G34250 parc Jeanne-Mance :
- Un montant de 102 654,27 $ pour les travaux;
- Un montant de 10 265,43 $ pour les contingences de construction.

Le montant lié aux contingences servira en cas d'imprévus ou si des mesures de préventions sanitaires non prévues au cahier des charges sont requises.

Un montant maximal de 198 109,73 $, net de ristournes, sera financé comme suit :

- Un montant de 94 998,99 $, net de ristournes, soit 47,95 % des dépenses, sera assumé par la ville centre via le règlement d'emprunt n^{o} 16-057-1 Travaux Aménagement Parcs CM17 1044;
- Un montant de 103 110,74 $, net de ristournes, soit 52,05 % des dépenses, sera assumé par l'agglomération via le règlement d'emprunt n^{o} RCG 19-033 Prog. réaménagement parc Mont-Royal CG19 0631.

Le parc Jeanne-Mance est situé dans le site patrimonial du Mont-Royal. L'agglomération devra ainsi assumer les dépenses des travaux prévus au parc Jeanne-Mance.

Les montants seront dépensés en totalité en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les interventions projetées s'inscrivent dans une démarche globale en lien avec les orientations du Plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal. De ce fait, elles visent à améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs ainsi que de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les poteaux du parc La Fontaine risquent de basculer si une intervention permanente n'est pas réalisée. Les nouveaux équipements devront être fabriqués sur mesure, impliquant certains délais d'approvisionnement. L'octroi du contrat est donc souhaité dans les meilleurs délais. Un report d'octroi augmenterait le délai d'intervention, impliquant du même coup des risques pour la sécurité des usagers.
L'absence de filets séparateurs au parc Jeanne-Mance entraîne des difficultés de jeu pour les usagers des terrains de tennis. L'installation d'un dispositif de protection sur les clôtures permettra de limiter les risques de dommages et sécurisera de manière adéquate les terrains de tennis et les joueurs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le début des travaux sera conditionnel à ce que toutes les mesures de préventions sanitaires, recommandées par la Direction régionale de santé publique de Montréal, puissent être mises en place par l'entrepreneur, comme prévu aux articles 4.2.1 « Lois » et 4.3.4 « Loi sur la santé et la sécurité du travail » du Cahier des clauses administratives générales (CCAG).
Advenant des frais supplémentaires recevables, les contingences de construction permettront de financer la mise en place de ces mesures, si requises, selon les modalités prévues à l'article 5.1.11 « Gestion des changements » du CCAG. Si un arrêt des travaux

est requis, il sera également possible de suspendre ou différer les travaux temporairement, de prolonger le délai de réalisation ou de résilier le contrat, comme prévu aux articles 4.5.2.2 « Résiliation », 5.1.9 « Modification apportée aux délais », 5.1.13 « Suspension des travaux » et 5.1.21 « Travaux différés » du CCAG.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 13 mai 2020
Passage au conseil municipal : 25 mai 2020
Octroi du contrat au conseil d'agglomération : 28 mai 2020
Début des travaux : mi-juin 2020
Date visée pour la fin des travaux : fin juillet 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie BÉGIN, Le Plateau-Mont-Royal
Stéphanie-Anne GARON, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Stéphanie-Anne GARON, 6 avril 2020
Nathalie BÉGIN, 3 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe AFFLECK
Architecte paysagiste

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-03

Jasmin CORBEIL
Chef de division - Réalisation des projets

Tél :	514-872-7062	**Tél :**	514-872-8751
Télécop. :		**Télécop. :**	872-1416

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics
Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-04-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208264001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Objet :	Accorder un contrat à 9163-8478 Québec inc. (Clôtures Summum), au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 216 955,98 $, taxes incluses, pour des travaux de mise aux normes des terrains de tennis au parc La Fontaine et d'amélioration des installations au parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 216 955,98 $, taxes incluses (contrat : 197 232,71 $ + contingences : 19 723,27 $) - Appel d'offres public (20-6491) - (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208264001b MAN terrains tennis - Clotures Summum.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances - Dir. conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1208177001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats pour la réalisation de divers travaux mineurs en architecture du paysage dans les parcs-nature aux entrepreneurs suivants : Les Terrassements Multi-Paysages inc., pour le lot 1, et à Les Aménagements Fleurs-O-Pavé inc. pour le lot 2, pour la construction de divers travaux mineurs en architecture de paysage dans les parcs-nature; dépense totale de 1 238 525,43 $, taxes incluses – (Contrats : 1 008 953,24 $ taxes incluses, contingences : 100 895,32 $, variation de quantité : 100 895,32 $ et incidences : 27 781,55 $) – Appel d'offres public 19-6458 – Cinq (5) soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les Aménagements Fleurs-O-Pavé inc., plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 2, le contrat pour la réalisation de divers travaux en architecture du paysage dans les parcs-nature, pour une somme maximale de 406 993,12 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-6458;

2. d'autoriser une dépense de 40 699,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 40 699,31 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'autoriser une dépense de 13 578,27 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. de recommander au conseil d'agglomération :

6. d'accorder à Les Terrassements Multi-Paysages inc., plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 1, le contrat pour la réalisation de divers travaux en architecture du paysage dans les parcs-nature, pour une somme maximale de 601 960,12 $, taxes incluses,

conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-6458;

7. d'autoriser une dépense de 60 196,01 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

8. d'autoriser une dépense de 60 196,01 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

9. d'autoriser une dépense de 14 203,28 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

10. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-17 08:26

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208177001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats pour la réalisation de divers travaux mineurs en architecture du paysage dans les parcs-nature aux entrepreneurs suivants : Les Terrassements Multi-Paysages inc., pour le lot 1, et à Les Aménagements Fleurs-O-Pavé inc. pour le lot 2, pour la construction de divers travaux mineurs en architecture de paysage dans les parcs-nature; dépense totale de 1 238 525,43 $, taxes incluses – (Contrats : 1 008 953,24 $ taxes incluses, contingences : 100 895,32 $, variation de quantité : 100 895,32 $ et incidences : 27 781,55 $) – Appel d'offres public 19-6458 – Cinq (5) soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

L'audit des parcs-nature a révélé la désuétude de leurs équipements et infrastructures qui ont atteint la fin de leur vie utile. Afin de réaliser certains travaux, un appel d'offres de construction pour divers travaux mineurs en architecture du paysage dans les parcs-nature a été réalisé. Une planification quinquennale regroupant des mandats de démolition, terrassement, nivellement, plantation et remplacement de mobilier a été élaborée afin que la sécurité des visiteurs et la protection du milieu naturel soient assurées. La valeur estimée de chacun des mandats varie de 50 000.00 $ à 200 000.00 $
La stratégie de sollicitation du marché compte deux (2) lots : l'un regroupe les parcs-nature de Pointe-aux-Prairies, du Ruisseau-De Montigny, du Bois-d'Anjou, du Bois-de-Saraguay et de l'Île-de-la-Visitation, et le second, les parcs-nature du Bois-de-l'Île-Bizard, du Cap-Saint-Jacques, du Bois-de-Liesse, de l'Anse-à-l'Orme, des Rapides-du-Cheval-Blanc et le parc agricole du Bois-de-la-Roche.

Il a été publié le 17 janvier 2020 dans le quotidien Le Journal de Montréal et dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en plus d'être affiché sur le portail officiel de la Ville de Montréal. La durée de la publication dans le SÉAO a été de 41 jours. L'appel d'offres était ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives et selon les termes des instructions aux soumissionnaires incluses au cahier

des charges. La durée de validité des soumissions est fixée à 120 jours suivant la date d'ouverture du 27 février 2020. Les soumissions sont donc valides jusqu'au 26 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Chaque entreprise retenue réalisera sur demande et selon le besoin, les divers mandats de travaux mineurs en architecture de paysage. Les travaux comprennent :

- protection du milieu naturel;
- travaux de démolition;
- travaux de terrassement, de drainage et de nivellement;
- travaux de surfaces (sentiers de poussière de pierre, chemin de service d'asphalte, sentier de pavés de béton préfabriqué, etc.);
- fourniture et de l'installation de mobiliers;
- travaux de menuiserie;
- plantation de végétaux;
- remise en état des sites.

Contingences et incidences
Un montant représentant 10 % de la valeur des contrats est prévu pour les contingences et un montant additionnel représentant 10 % de la valeur des contrats est prévu pour la variation des quantités.

Les incidences représentent 2,5 % du montant total du contrat excluant les contingences, soit 27 727,18 $, taxes incluses. Ce montant comprend les frais affectés suivants :

- contrôle qualitatif;
- diverses expertises techniques;
- impression des documents pour appel d'offres.

Processus d'appel d'offres
Le processus d'appel d'offres public a débuté le 17 janvier 2020 pour se terminer 41 jours plus tard. Il a été publié le 17 janvier 2020 dans le quotidien Le Journal de Montréal et dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en plus d'être affiché sur le portail officiel de la Ville de Montréal. L'ouverture des soumissions s'est déroulée le 27 février 2020.

Les documents ont été pris par un total de 13 entrepreneurs, dont 5 ont déposé une soumission pour le lot N^{o} 1 et 8 pour le lot N^{o} 2.

Cinq (5) addenda furent émis afin de préciser certains aspects du cahier des charges :

- addenda 1 (24 janvier 2020) : questions et réponses;
- addenda 2 (3 février 2020) : modifications au bordereau, questions et réponses;
- addenda 3 (10 février 2020) : questions et réponses;
- addenda 4 (17 février 2020) : questions et réponses;
- addenda 5 (20 février 2020) : questions et réponses.

JUSTIFICATION

Sur la totalité des treize (13) entrepreneurs généraux, preneurs du cahier des charges, 5 ont déposé une soumission pour le lot N^{o} 1 et 4 pour le lot N^{o} 2. Cela représente 39 % des preneurs des documents d'appel d'offres ayant déposé une soumission et 61 % n'ayant pas déposé de soumission. Aucun soumissionnaire n'a complété le formulaire de désistement, à cet effet, on ne peut connaître les vrais motifs de ne pas soumissionner.
À la suite de l'analyse, quatre (4) soumissionnaires ont été déclarés non conformes pour le lot N^{o} 1 et trois (3) non conformes pour le lot N^{o} 2 pour des raisons administratives, dont le dépassement de 7 % de la valeur totale de la soumission à l'item *Assurances, garanties et frais généraux de chantier.*

SOUMISSIONS CONFORMES	**Lot 1**	**Lot 2**	**TOTAL**
	Coût total (taxes incluses)	Coût total (taxes incluses)	(TAXES INCLUSES)
Les Terrassements Multi-Paysage inc.	601 960,12 $	non conforme	601 960,12 $
Les Aménagements Fleurs-O-Pavé inc.	non conforme	406 993,12 $	406 993,12 $
Aménagements Natur'eau-Lac inc.	non conforme	539 477,65 $	539 477,65 $
Construction Novotek inc.	non conforme	non conforme	-
9346-2182 Québec Inc. (Construction & Excavation MAP 2000)	non conforme	non conforme	-
Dernière estimation réalisée ($)	574 025,25 $	410 294,84 $	984 320,10 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($) VOICI LA FORMULE : total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions	601 960,12 $	473 235,39 $	S/O
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) VOICI LA FORMULE : [(coût moyen des soumissions conformes – la plus basse)/la plus basse) x 100]	0,00 %	16,28 %	S/O
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) VOICI LA FORMULE : (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	-	132 484,53 $	S/O
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus haute conforme – la plus basse conforme)/la plus basse) x 100]	-%	32,55 %	S/O
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)	27 934,87 $	(3 301,72) $	S/O
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	4,87 %	-0,80 %	S/O

VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	-	132 484,53 $	S/O
VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	-%	32,55 %	S/O
VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100]			
Montant total à octroyer	601 960,12 $	406 993,12 $	1 008 953,24 $

Conformité de la soumission :

Les validations requises ont été réalisées, selon lesquelles les adjudicataires recommandés ne font pas partie des listes des entreprises à licences restreintes, ni de la liste des firmes à rendement insatisfaisant et n'étaient pas rendus non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'était pas requise pour cet appel d'offres.

Les adjudicataires sont conformes, en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Le prix déposé par le plus bas soumissionnaire pour le lot 1 est supérieur de 4,9 % à l'estimation réalisée à l'interne alors que le prix déposé par le plus bas soumissionnaire pour le lot 2 est inférieur de 0,8 % à l'estimation réalisée à l'interne. Ainsi, suite au lancement de l'appel d'offres public N^{o} 19-6458, il est recommandé d'octroyer les contrats aux deux (2) soumissionnaires suivants :

- Lot 1 : Les Terrassements Multi-Paysages inc. (601 960,12 $, taxes incluses)
- Lot 2 : Les Aménagements Fleurs-O-Pavés inc. (406 993,12 $, taxes incluses)

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal des contrats à octroyer est de 1 238 525,43 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 100 895,32 $, des variations de quantité de 100 895,32 $ et des incidences de 27 781,55 $, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 1 130 938,80 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération N^{o} RCG 16-049 – « Réaménagement des parcs-nature ».

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total

34300 – Programme de réaménagement du réseau des grands parcs de Montréal	377	377	377	-	1 131
	377	377	377	-	1 131

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet s'inscrit en respect du Plan corporatif de Montréal en développement durable et du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020. En vue de protéger et de maximiser la biodiversité, les plantations seront composées uniquement d'espèces indigènes. Les ressources naturelles extraites seront réutilisées sur le site.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les futurs travaux mineurs amélioreront de façon significative les infrastructures et aménagements qui desservent les usagers des parcs-nature.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le début de la réalisation des travaux est prévue pour l'automne 2020. Les travaux seront reportés si leur réalisation ne respecte pas les directives liées à la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun plan de communication n'est associé avec le service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 13 mai 2020
Conseil municipal : 25 mai 2020
Conseil d'agglomération : 28 mai 2020
Début du contrat : juin 2020
Fin du contrat : printemps 2022

Il est également prévu au devis, une possibilité de prolongation du contrat d'une durée d'une année supplémentaire. En effet, sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins trente (30) jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat, le présent contrat pourra être prolongé de douze mois chacune, pour un maximum d'une (1) prolongation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Steve BILODEAU BALATTI, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Steve BILODEAU BALATTI, 6 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia DI GENOVA
conseiller(ere) en planification

Tél : 514-280-2324
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-16

Anne DESAUTELS
Chef de division

Tél : 514 280-6721
Télécop. :

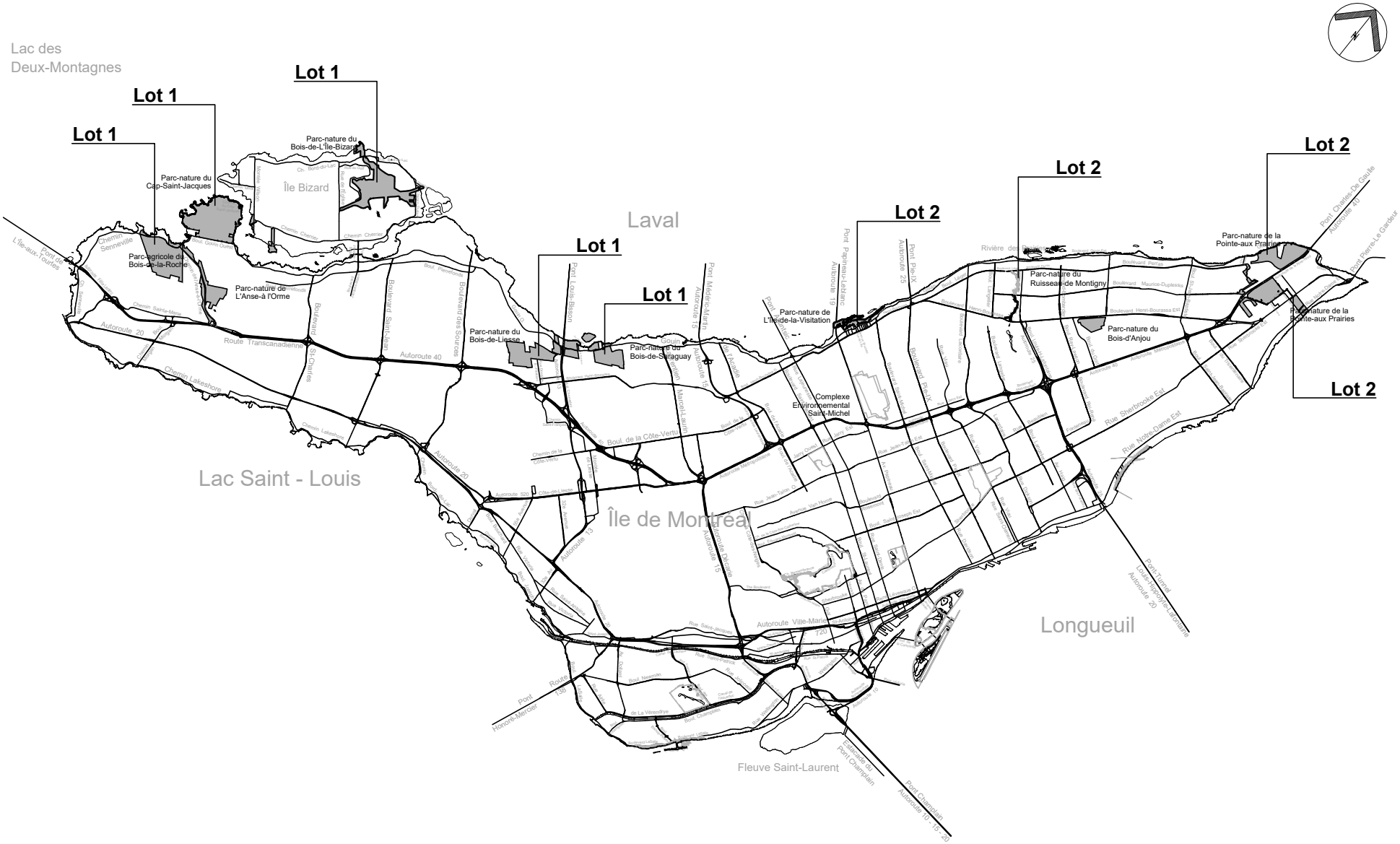
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-04-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-04-14

S:\GESTIONDESDOSSIERS\1800_001_SGPVMR\19-6458_ENTENTECADRE_TRAVAUXMINEURS EN PARCS-NATURE\00_GESTION_DU_PROJET\07_PLANS\2_ESQUISSES_MANDATS PREL À VENIR\19-6458_A4-LOCA



TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES – TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Montréal

Chef de division : Anne Desautels

Nom du Projet : Divers travaux mineurs en architecture de paysage dans les parcs-nature

Titre du plan : Annexe 4 - Localisation des lots

Échelle: -

Date d'émission: 8 janvier 2020

Dessiné par	FML
Chargé de projet	Frédérique Magnan-Lauzon
Approuvé par	Anne Desautels
No du Projet	19-6458

Index 1800_001

No 01

Numéro : 19-6458
Numéro de référence : 1334686
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Divers travaux mineurs en architecture de paysage en parc-nature

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aménagements Natur'Eau-Lac 164 Miquelon Saint-Camille, QC, J0A 1G0 NEQ : 1164817539	Monsieur Jonathan Bolduc Téléphone : 819 570-8247 Télécopieur : 819 821-3026	**Commande : (1693986)** 2020-02-05 11 h 10 **Transmission :** 2020-02-05 16 h 21	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-02-05 11 h 10 - Téléchargement 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-05 11 h 10 - Téléchargement 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-05 11 h 10 - Messagerie 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-05 11 h 10 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 21 h 59 - Courriel 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Courriel 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2 NEQ : 1160680998	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1684510)** 2020-01-17 12 h 54 **Transmission :** 2020-01-17 13 h 23	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Courriel 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 10 h 33 - Messagerie 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 21 h 59 - Courriel 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Courriel 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
BB lawn and stone 2225 Hymus suite 210 Dorval, QC, H9p1j8 NEQ : 1165810731	Monsieur Jon Bowden Téléphone : 514 426-7174 Télécopieur : 514 671-0201	**Commande : (1684446)** 2020-01-17 11 h 24 **Transmission :** 2020-01-17 11 h 24	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Courriel 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 21 h 59 - Courriel 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Courriel

				3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1684435)** 2020-01-17 11 h 16 **Transmission :** 2020-01-17 11 h 16	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Courriel 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 10 h 31 - Messagerie 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 21 h 59 - Courriel 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Courriel 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction MAP 2000 | 9346-2182 Québec Inc 8101, rue Elmslie, suite 200 Montréal, QC, H8N2W6 NEQ : 1172086713	Monsieur Benoit Martin Téléphone : 514 365-6667 Télécopieur : 514 935-0071	**Commande : (1686764)** 2020-01-22 14 h 31 **Transmission :** 2020-01-22 14 h 31	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Courriel 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 21 h 59 - Courriel 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Courriel 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Novotek 5313 boul cléroux Laval, QC, H7T 2E5 NEQ : 1170532213	Monsieur Sylvain Pronovost Téléphone : 450 688-9293 Télécopieur :	**Commande : (1686878)** 2020-01-22 16 h 19 **Transmission :** 2020-01-22 18 h 11	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Courriel 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 10 h 33 - Messagerie 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 21 h 59 - Courriel 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Courriel 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Triselect Inc. 9590 Boul. Henri-Bourassa Est 205 Montréal, QC, H1e 2S4 NEQ : 1165525917	Monsieur Rodolphe Ocsay Téléphone : 514 900-9102 Télécopieur :	**Commande : (1685985)** 2020-01-21 13 h 29 **Transmission :** 2020-01-21 13 h 29	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Courriel 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 21 h 59 - Courriel 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Courriel 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lanco Amenagement INC. 1110 Place Verner Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1143790237	Monsieur Kevin Langlois Téléphone : 450 661-4444 Télécopieur : 450 664-4555	**Commande : (1687744)** 2020-01-24 9 h 23 **Transmission :** 2020-01-24 9 h 25	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Courriel 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 21 h 59 - Courriel 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Courriel 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Aménagements Fleurs-O-Pavé 191 Joseph M. Parent Notre-Dame-des-Prairies, QC, J6E 0S1 http://www.fleurs-o-pave.com NEQ : 1164493570	Monsieur P.A. Savignac Téléphone : 450 752-5656 Télécopieur : 450 398-1127	**Commande : (1684656)** 2020-01-17 15 h 31 **Transmission :** 2020-01-17 15 h 31	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Courriel 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 21 h 59 - Courriel 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Courriel 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Ventec Inc	Monsieur Gino Ventura	**Commande : (1685935)**	3241187 - 19-6458_Addenda 01

	5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	2020-01-21 12 h 22 **Transmission :** 2020-01-21 20 h 49	2020-01-24 15 h 01 - Télécopie 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 45 - Télécopie 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 10 h 34 - Messagerie 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 22 h - Télécopie 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 24 - Télécopie 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 34 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1685092)** 2020-01-20 11 h 10 **Transmission :** 2020-01-20 12 h 48	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Télécopie 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 45 - Télécopie 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 10 h 32 - Messagerie 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 22 h - Télécopie 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 25 - Télécopie 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 34 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Saho construction 424 boul. Raymond Québec, QC, G1C8K9 NEQ : 1167019216	Monsieur Dan Renauld Téléphone : 418 614-3425 Télécopieur : 418 661-1177	**Commande : (1689077)** 2020-01-27 22 h 42 **Transmission :** 2020-01-28 7 h 21	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-27 22 h 42 - Téléchargement 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 45 - Télécopie 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 10 h 34 - Messagerie 3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau) 2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement 3251578 - 19-6458_Addenda 03 2020-02-10 22 h - Télécopie 3256570 - 19-6458_Addenda 04 2020-02-17 15 h 25 - Télécopie 3259478 - Addenda no.05 2020-02-20 13 h 34 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7 NEQ : 1140382590	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1686634)** 2020-01-22 11 h 54 **Transmission :** 2020-01-22 11 h 54	3241187 - 19-6458_Addenda 01 2020-01-24 15 h 01 - Courriel 3246609 - 19-6458_Addenda 02 (devis) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel 3246610 - 19-6458_Addenda 02 (plan) 2020-02-04 9 h 44 - Courriel

3246611 - 19-6458_Addenda 02 (bordereau)
2020-02-04 9 h 44 - Téléchargement

3251578 - 19-6458_Addenda 03
2020-02-10 21 h 59 - Courriel

3256570 - 19-6458_Addenda 04
2020-02-17 15 h 24 - Courriel

3259478 - Addenda no.05
2020-02-20 13 h 33 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208177001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Gestion des parcs-nature
Objet :	Accorder deux contrats pour la réalisation de divers travaux mineurs en architecture du paysage dans les parcs-nature aux entrepreneurs suivants : Les Terrassements Multi-Paysages inc., pour le lot 1, et à Les Aménagements Fleurs-O-Pavé inc. pour le lot 2, pour la construction de divers travaux mineurs en architecture de paysage dans les parcs-nature; dépense totale de 1 238 525,43 $, taxes incluses – (Contrats : 1 008 953,24 $ taxes incluses, contingences : 100 895,32 $, variation de quantité : 100 895,32 $ et incidences : 27 781,55 $) – Appel d'offres public 19-6458 – Cinq (5) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208177001 Trav Architecture Parcs Nature AO 19_6458.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-26

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Direction du Conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1208798001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder deux soutiens financiers à Intégration Jeunesse du Québec Inc., pour l'année 2020, soit un soutien de 300 000 $ pour réaliser le projet « Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine et volet Moniteurs de camp » et un de 50 000 $ pour le projet « Ateliers Jeunesse », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver les deux projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 50 000 $ à Intégration Jeunesse du Québec Inc., pour l'année 2020, pour réaliser le projet « Ateliers Jeunesse », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versements de ce soutien financier:
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

de recommander au conseil d'agglomération :

1. d'accorder un soutien financier de 300 000 $ à Intégration Jeunesse du Québec Inc., pour l'année 2020, dont 165 100 $ pour réaliser le projet « Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine » et 134 900 $ pour le projet « Camps pédagogiques: volet Moniteurs de camp de jour », dans le cadre de l'Entente administrative sur la

gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-27 09:40

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208798001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder deux soutiens financiers à Intégration Jeunesse du Québec Inc., pour l'année 2020, soit un soutien de 300 000 $ pour réaliser le projet « Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine et volet Moniteurs de camp » et un de 50 000 $ pour le projet « Ateliers Jeunesse », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver les deux projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* a institué une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et créé le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets. En 2012, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal ont conclu une sixième Entente administrative (2013-2015) en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale portant sur la gestion du FQIS au titre des Alliances pour la solidarité. Celle-ci a été prolongée jusqu'au 31 octobre 2018.
À l'été 2018, une nouvelle Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) a été signée pour cinq ans, couvrant la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023, pour une somme totale de 44,75 M$.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette entente doivent répondre, notamment, aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement ainsi que soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu;

- Répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,
- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

Le soutien financier accordé ne doit pas se substituer aux programmes réguliers des ministères ou organismes, mais peut contribuer à les bonifier. De plus, seuls les organismes à but non lucratif et les personnes morales y sont admissibles. En ce qui a trait aux salaires, ils doivent correspondre à ceux habituellement versés par l'organisme aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional. Ils doivent également tenir compte de l'expérience et de la compétence des personnes embauchées. Le nombre d'heures salariées admissibles est celui qui correspond aux exigences de l'emploi et aux pratiques en usage au sein de l'organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0235 du 16 mai 2019
Accorder un soutien financier de 300 000 $ à Intégration Jeunesse du Québec Inc. pour la réalisation du projet « Camps pédagogiques », pour l'année 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023)
CE19 0714 du 1er mai 2019
Accorder un soutien financier de 50 000 $ à Intégration Jeunesse du Québec inc. pour la réalisation du projet « Ateliers Jeunesse », pour l'année 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023)
CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville de Montréal la gestion d'une enveloppe totale de 44,75 M$ sur cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023
CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018
CG18 0361 du 21 juin 2018
Accorder un soutien financier de 300 000 $ à Intégration Jeunesse du Québec inc. pour le projet « Camps pédagogiques », pour l'année 2018, dans le cadre de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018)
CE18 1074 du 13 juin 2018
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 150 000 $, dont 100 000 $ à Intégration Jeunesse du Québec inc. pour la réalisation du projet « Programme Valorisation Jeunesse » (...), pour l'année 2018, dans le cadre de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018)

CG17 0250 du 15 juin 2017
Accorder un soutien financier de 400 000 $, pour l'année 2017, à Intégration Jeunesse du Québec inc. pour la réalisation des projets « Camps pédagogiques » et « Programme Valorisation Jeunesse », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (2013-2017)
CG17 0195 du 18 mai 2017
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (CG16 0194), afin de prolonger de six mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017
CG16 0194 du 24 mars 2016
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal afin de prolonger d'un an ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017
CG15 0418 du 18 juin 2015
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal afin de prolonger d'un an ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016
CG12 0286 du 23 août 2012
Approuver un projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale ayant pour but de convenir des modalités administratives pour laquelle la Ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 18 M$ sur deux ans, soit 9 M$ en 2013 - 2014 et 9 M$ en 2014 - 2015, aux fins du financement au cours des années civiles 2013 et 2014 d'une Alliance de solidarité

DESCRIPTION

Organisme : Intégration Jeunesse du Québec inc.
Projet : « Ateliers Jeunesse »
Soutien : 50 000 $
Ce projet permettra à des jeunes de 15 à 17 ans de se préparer à occuper leur premier emploi. L'objectif est d'offrir à 280 jeunes des ateliers de préparation à l'emploi et du soutien à la recherche d'emploi. Un suivi sera assuré auprès des jeunes qui se seront trouvés un emploi à l'été 2020. En parallèle, des employeurs seront sollicités afin d'obtenir des offres d'emploi à être diffusés aux jeunes. Ces employeurs seront accompagnés afin de favoriser l'intégration des jeunes en emploi, mais en leur offrant également du soutien pour la gestion de la diversité. Les jeunes sont en majorité issus de la diversité. Ils fréquentent des écoles de milieu défavorisés dont une majorité proviendra des classes d'accueil.

Organisme : Intégration Jeunesse du Québec inc.
Soutien : 300 000 $
Projets : « Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine » et « Camps pédagogiques: volet Moniteurs de camp de jour »
« Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine » - (165 100 $)
Le projet des sauveteurs de piscine vise à offrir aux jeunes principalement issus des communautés culturelles et des minorités visibles qui fréquentent des écoles à milieux défavorisés la chance d'intégrer le marché du travail. L'idée est de les former à titre de sauveteurs de piscine pour ensuite leur permettre d'être embauchés durant l'été et de vivre pour la plupart leur première expérience de travail au Québec. Il vise à briser le phénomène

d'exclusion sociale en offrant un emploi stimulant et valorisant aux jeunes. Il permet de lutter contre la pauvreté et contribue à former la relève en leur offrant gratuitement une formation adaptée et un support à l'emploi. Il favorise ainsi l'amélioration de la qualité de vie et apporte un soutien à la famille et à l'enfance. Il a également pour but d'aider à la persévérance scolaire, car le projet permet à plusieurs jeunes de trouver ou confirmer leur orientation de carrière. Il offre aussi la possibilité aux jeunes qui se placent à la Ville de Montréal de poursuivre leurs emplois au sein de cet employeur ce qui leur permet d'avoir un bel avenir devant eux. Il amène également les jeunes à développer leur sentiment d'appartenance, d'établir des liens durables avec la communauté et de créer de nouvelles amitiés dans les ateliers de formation ce qui contribue à réduire l'isolement sociale des jeunes.

« Camps pédagogiques: volet Moniteurs de camp de jour » - (134 900 $)
Le projet des moniteurs de camp de jour vise à offrir aux jeunes principalement issus des communautés culturelles et des minorités visibles qui fréquentent des écoles à milieux défavorisés la chance d'intégrer le marché du travail. L'idée est de les former à titre de moniteurs de camps de jour pour ensuite leur permettre d'être embauchés durant l'été et de vivre pour la plupart leur première expérience de travail au Québec. Le projet vise à briser le phénomène d'exclusion sociale en offrant aux jeunes un emploi stimulant et valorisant. Il permet de lutter contre la pauvreté et contribue à former la relève en leur offrant gratuitement une formation adaptée et un support à l'emploi. Il favorise ainsi l'amélioration de la qualité de vie et apporte un soutien à la famille et à l'enfance. Il a également pour but d'aider à la persévérance scolaire, car le projet permet à plusieurs de trouver ou confirmer leur orientation de carrière. Il permet aussi aux jeunes de développer leur sentiment d'appartenance, d'établir des liens durables avec la communauté et de créer de nouvelles amitiés dans les ateliers de formation ce qui contribue à réduire l'isolement sociale des jeunes.

JUSTIFICATION

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) certifie que les projets déposés dans ce dossier décisionnel sont conformes aux balises de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023).
Ces projets s'adressent principalement à des clientèles marginalisées et exclues et aux intervenants œuvrant auprès d'eux, tout en répondant à des priorités de la Ville dans le cadre de la Politique en développement social, dont plus spécifiquement l'axe visant à favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble. Le SDIS a comme mission de mettre en place les conditions favorisant la réalisation de ces initiatives puisqu'elles contribuent à la lutte contre la pauvreté et à l'intégration des immigrants ainsi que des familles et des jeunes issus des communautés culturelles. Après analyse des résultats antérieurs des projets « Camps pédagogiques » et « Ateliers Jeunesse », des demandes présentées cette année, le soutien financier à ces trois projets est recommandé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit une somme de 350 000 $ est prévu au SDIS et est entièrement financé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du gouvernement du Québec dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023). Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

Le soutien financier que la Ville a accordé à cet organisme au cours des dernières années pour ces projets, dont « Ateliers Jeunesse » qui en est à sa deuxième édition, se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2020	Soutien MTESS / projet global (%)
		2017	2018	2019		
Intégration Jeunesse du Québec Inc.	**« Ateliers Jeunesse »**	-	-	50 000 $	**50 000 $**	14,3 %
	« Camps pédagogiques »	300 000 $	300 000 $	300 000 $	**300 000 $**	42,8 %
	« Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine »				(165 100 $)	47,2 %
	« Camps pédagogiques: volet Moniteurs de camp de jour »				(134 900 $)	38,5 %

La date de début du projet est antérieure à celle de l'approbation du dossier décisionnel. Des montages financiers, composés des budgets autonomes de l'organisme auxquels s'ajoutent d'autres sources de financement, ont permis le début des activités.

Le tableau des soutiens versés à cet organisme par tout unité d'affaires de la Ville depuis 2017 est en Pièces Jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s’inscrivent dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets permettent de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des jeunes et des immigrants en leur offrant des activités de socialisation et d'insertion professionnelle. Grâce à son expertise, l'organisme promoteur favorise l'intégration des communautés culturelles à la société montréalaise et québécoise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, l'Organisme confirme que l'ensemble des activités qui devaient se dérouler dans les écoles, dont les activités de recrutement, ont eu lieu comme prévu, soit dès le début de l'année. Les différents montages financiers (revenus autonomes de l'organisme et autres sources de financement) ont permis le début des activités. Les différents groupes de jeunes sont complétés. Plusieurs formations ont déjà eu lieu. L'Organisme a adapté ses différentes activités en misant sur les réseaux sociaux ainsi que sur les différentes options informatiques (entre autres: webdiffusion). Plusieurs avenues sont déjà envisagées par l'Organisme, advenant le fait que les camps de jour seraient reportés ou annulés. L'Organisme est en lien étroit avec la Ville et est tout à fait mobilisé pour répondre à de nouveaux besoins émergents en employabilité pour les jeunes. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptation requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 des projets de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 pour approbation par le comité exécutif d'un soutien financier
Mai 2020 pour approbation par le conseil d'agglomération d'un soutien financier

Les projets feront l'objet d'un suivi de la part du SDIS. Un rapport final pour chacun des projets est requis au plus tard le mois suivant la date de fin du projet. L'organisme s'engage à fournir les rapports aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds : ; Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Veronica PINZON
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514 872-4114
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Patrice ALLARD
c/d diversite sociale

Tél : 514 872-1274
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME

Directrice du SDIS
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2020-04-25

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
1208798001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;
Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ciaprès appelée la « **Ville** »

ET : **INTÉGRATION JEUNESSE DU QUÉBEC INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1212, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2L 1R4, agissant et représentée par Mme Nadine Raymond, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 140723065
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006283868GQ0005
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 118969807RR0001

Ciaprès appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles, et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme soutien à l'intégration des personnes au marché du travail en leur offrant des services intégrés;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : les deux demandes de soutien financier déposées par l'Organisme décrivant les projets, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de visibilité joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert telles que, mais non limitativement, la ventilation des

activités et l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du Projet sur le milieu ou auprès de la clientèle concernée;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la

mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
DÉCLARATION ET GARANTIES

5.1 L'Organisme déclare et garantit :

5.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

5.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

5.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 12 de la présente Convention;

5.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **TROIS CENT MILLE** dollars **(300 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation des deux projets, une somme maximale de **CENT SOIXANTE-CINQ MILLE CENT** dollars **(165 100 $)** pour le projet « Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine » et une somme maximale CENT TRENTE-**QUATRE MILLE NEUF CENTS** dollars **(134 900 $)** pour le projet «Camps pédagogiques: volet Moniteurs de camp de jour».

6.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

un premier versement au montant de **DEUX CENT QUARANTE MILLE** dollars **(240 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention:

- lequel comprend pour le projet « Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine » **CENT TRENTE-DEUX MILLE CENT** dollars **(132 100 $);** et.
- pour le projet « Camps pédagogiques: volet Moniteurs de camp de jour» CENT **SEPT MILLE NEUF CENT VINGT** dollars **(107 920 $)**

un deuxième versement au montant de **SOIXANTE MILLE** dollars **(60 000 $),** dans les trente (30) jours de la remise du rapport final:

- lequel comprend pour le projet « Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine » **TRENTE-TROIS MILLE VINGT** dollars **(33 020 $);** et,
- pour le projet « Camps pédagogiques: volet Moniteurs de camp de jour» **VINGT-SIX MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGTS** dollars **(26 980 $)**

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

6.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

6.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 7
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

7.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

7.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

7.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

8.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

8.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

9.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

9.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 janvier 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars **(2 000 000 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et

irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1212, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2L 1R4, et tout avis doit être adressé à l'attention de le directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

INTÉGRATION JEUNESSE DU QUÉBEC INC.

Par : _____
Mme Nadine Raymond, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ….. jour de …… 2020 (Résolution CG).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
1208798001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **INTÉGRATION JEUNESSE DU QUÉBEC INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1212, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2L 1R4, agissant et représentée par Mme Nadine Raymond, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 140723065
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006283868GQ0005
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 118969807RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles, et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme soutien à l'intégration des personnes au marché du travail en leur offrant des services intégrés;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de

la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de visibilité joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du Projet sur le milieu ou auprès de la clientèle concernée;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le

règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
DÉCLARATION ET GARANTIES

5.1 L'Organisme déclare et garantit :

5.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

5.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

5.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 12 de la présente Convention;

5.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CINQUANTE MILLE** dollars **(50 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

6.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **QUARANTE MILLE** dollars (**40 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **DIX MILLE** dollars (**10 000 $**), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

6.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

6.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 7
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

7.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

7.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

7.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

8.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

8.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

9.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

9.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 27 octobre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1212, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2L 1R4, et tout avis doit être adressé à l'attention de le directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

INTÉGRATION JEUNESSE DU QUÉBEC INC.

Par : _____
Mme Nadine Raymond, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le …….. jour de ……. 2020 (Résolution CE …….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208798001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Objet :	Accorder deux soutiens financiers à Intégration Jeunesse du Québec Inc., pour l'année 2020, soit un soutien de 300 000 $ pour réaliser le projet « Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine et volet Moniteurs de camp » et un de 50 000 $ pour le projet « Ateliers Jeunesse », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver les deux projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208798001 Insertion sociale MTESS.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1204565003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la première convention de modification du bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour une période de 6 ans et 5 mois, à compter du 1er septembre 2020 jusqu'au 31 janvier 2027, un espace à bureaux situé au 5501, rue Westminster à Côte-Saint-Luc, d'une superficie de 8 060 pi² pour le poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 2 124 146,36 $, taxes incluses. Bâtiment 8777.

Il est recommandé :

1. d'approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour une période de 6 ans et 5 mois, à compter du 1er septembre 2020, un espace à bureaux d'une superficie de 8 060 pi² situé au 5501, rue Westminster, Côte-Saint-Luc à des fins de poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 1 572 266,36 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la première convention de modification de bail;
2. d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2020 au locateur Développement Olymbec Inc., représentant un montant de 459 900,00 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 91 980,00 $, pour une dépense maximale de 551 880,00 $, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-29 15:19

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204565003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la première convention de modification du bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour une période de 6 ans et 5 mois, à compter du 1er septembre 2020 jusqu'au 31 janvier 2027, un espace à bureaux situé au 5501, rue Westminster à Côte-Saint-Luc, d'une superficie de 8 060 pi² pour le poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 2 124 146,36 $, taxes incluses. Bâtiment 8777.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet d'intégration des postes de quartier (PDQ) du Service de police de la Ville de Montréal, les postes de quartier 9 et 11 (PDQ 9 et 11) seront regroupés en un seul site.
Le PDQ 9 occupe, depuis le 1er février 2018, un local d'une superficie de 6 060 pi² situé au 5501, rue Westminster à Côte-Saint-Luc, dont le bail vient à échéance le 31 janvier 2027.
Quant au PDQ 11, il occupe, depuis le 1er mai 1997, un local d'une superficie de 7 235 pi² situé au 6 255, rue Somerled à Montréal, dont le bail vient à échéance au mois d'août 2020.

Afin de rencontrer l'objectif de regroupement des deux postes de quartier, le SPVM a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour procéder à la fusion immobilière du PDQ 9 et 11 dans le poste de quartier 9 actuel.

Le bail a été négocié de gré à gré avec le locateur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0479 - 28 septembre 2017 - Approuver le bail du PDQ 9 situé au 5501, rue Westminster pour un terme de 9 ans pour une dépense totale de 2 691 052 $.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'augmenter la superficie locative sous bail de l'actuel poste de quartier 9. Ainsi, il est recommandé d'approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue, du locateur Développement Olymbec inc., un espace à bureaux situé au 5501, rue Westminster, à une superficie agrandie maximum de 8 060 pi², pour le poste de quartier 9 incluant 25 espaces de stationnement. Le terme de la

première convention de modification de bail est de 6 ans et 5 mois, soit du 1er septembre 2020 au 31 janvier 2027.
Le présent dossier recommande également d'approuver le coût des travaux, selon un projet clé en main, pour les travaux d'aménagement de l'agrandissement du PDQ 9, représentant un montant maximum à remettre au locateur de 459 900,00 $, auxquels s'ajoutent des incidences et des contingences pour totaliser 551 880,00 $, taxes incluses. Les travaux seront réalisés en minimisant les impacts sur les employés.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'agrandissement du poste de quartier 9 actuel, car il s'avère que le scénario d'ajouter de la superficie locative au poste de quartier existant permettra une économie du coût des travaux d'aménagement compte tenu qu'une partie des aménagements existants seront conservés. En effet, l'agrandissement à même le site existant limite les travaux à 30 % de la superficie requise plutôt qu'à 100 % dans le cas d'une nouvelle location. De plus, ce site offre la meilleure proposition disponible sur le marché en terme de loyer.
Le loyer de base proposé pour la superficie locative supplémentaire est de 15,00 $/pi². Le loyer proposé demeure avantageux considérant qu'il s'agit d'un local à vocation commerciale et que le locateur fournit 4 espaces de stationnement supplémentaires sans frais. Le taux de location pour un espace commercial pour ce type d'immeuble dans ce secteur oscille entre 15 et 25 $/pi².

De plus, le regroupement des deux postes de quartier procure à la Ville une économie de loyer annuel moyen de 125 248,09 $ taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

SITUATION ACTUELLE:

	Loyer prévu au PDQ 9 en 2021 Superficie 4719 pi² au RdeC Superficie 1341 pi² au S-sol	**Loyer prévu au PDQ 11 si le bail est renouvelé en 2021 Superficie 7 235 pi²**
Loyer de base RdeC	14,00 $/pi²	11,00 $/pi²
Loyer de base Sous-sol	7,22 $/pi²	N/A
Frais d'exploitation	2,25 $/pi²	4,15 $/pi²
Hydro-Québec	2,75 $/pi²	3,50 $/pi²
Taxes foncières et scolaires	3,25 $/pi²	9,35 $/pi²
Entretien ménager	4,00 $/pi²	4,00 $/pi²
Sous-total	**24,75 $/pi²**	**32,00 $/pi²**
Sous-total x superficie locative	149 985,00 $	231 520,00 $
TPS	7 499,25 $	11 576,00 $
TVQ	14 961,00 $	23 094,12 $
Total annuel	**172 445,25 $**	**266 190,12 $**
Loyer annuel PDQ 9 + PDQ 11	**438 635,37 $**	
Loyer total pour 5 ans et 6 mois	**2 375 941,59 $**	

Dépense totale de loyer après le regroupement :

Superficie locative: 8 060 pi²	**Loyer total pour le terme du 1er sept 2020 au 31 janvier 2027**	**Coût total payable à Hydro -Québec pour le terme**	**Coût total payable pour l'entretien ménager pour le terme**	**Coût total pour 6 ans et 5 mois**
Loyer brut total	1 018 386,67 $	142 225,42 $	206 873,33 $	
TPS - 5 %	50 919,33 $	7 111,27 $	10 343,67 $	
TVQ - 9,975 %	101 584,07 $	14 186,99 $	20 635,62 $	
Loyer total	**1 170 890,07 $**	**163 523,67 $**	**237 852,62 $**	**1 572 266,36 $**
Ristourne TPS	(50 919,33 $)	(7 111,27 $)	(10 343,67 $)	
Ristourne TVQ	(50 792,04 $)	(7 093,49 $)	(10 317,81 $)	
Loyer net annuel	1 069 178,70 $	149 318,91 $	217 191,14 $	

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

La dépense totale de loyer pour le terme de 6 ans et 5 mois ans représente un montant de 1 572 266,36 $, incluant les taxes. Le regroupement des deux postes de quartier procure à la Ville une économie totale de loyer pour le terme de 803 675,23 $ taxes incluses au budget de fonctionnement. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Pour les années 2020 à 2031, le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés par le SGPI à même son enveloppe budgétaire. Les sommes proviennent du budget de fonctionnement.

Coût des travaux d'aménagement

	2020
Coût des travaux d'aménagement clé en main	400 000,00 $
TPS (5 %)	20 000,00 $
TVQ (9,975 %)	39 900,00 $
Coût total des travaux à remettre au locateur	**459 900,00 $**
Contingences (+/- 12,5 %)	50 000,00 $
Incidences générales (+/- 5 %)	20 000,00 $
Incidences spécifiques (câblage téléphonique et informatique, mobilier premier)	10 000,00 $
TPS (5 %)	4 000,00 $
TVQ (9,975 %)	7 980,00 $
	91 980,00 $
TOTAL	**551 880,00 $**
Ristourne TPS (100 %)	(24 000,00 $)
Ristourne TVQ (50 %)	(23 940,00 $)
Coût net des travaux	503 940,00 $

Le coût des travaux d'aménagement, incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 551 880 $.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Les travaux sont prévus au PTI 2020-2022 du SGPI.

Cette dépense concerne à la fois le budget de fonctionnement et le PTI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification BOMA BEST n'est pas exigée puisqu'il s'agit d'une location d'un espace ayant une superficie inférieure à 1 000 m². Cependant, le locateur doit respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable de la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que la première convention de modification de bail soit refusée par les instances décisionnelles au mois de mai, le poste de quartier 11 se retrouvera sans local à la fin du mois d'août 2020. En effet, le bailleur a vendu l'immeuble du 6255 Somerled, et dans les conditions de la vente, le nouvel acquéreur exige de prendre possession des locaux vacants à la fin du terme.
L'option de déménager le PDQ 11 dans un nouvel immeuble en location prendra au delà de 24 mois à réaliser. Par ailleurs, il n'existe aucun poste de quartier vacant temporaire disponible pour accueillir de façon temporaire les effectifs du PDQ 11.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Une fois le dossier approuvé, les travaux d'aménagement pourront se réaliser à la suite de la reprise des activités prévu le 11 mai, mettant fin à la période de confinement pour le secteur de la construction. Cependant, il est possible que les travaux accusent un certain retard lié aux nouvelles mesures de distanciation sociale en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera préparé par le SPVM afin de faire connaître aux citoyens le nouvel emplacement du PDQ 11.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 28 mai 2020.
La prise de possession des locaux additionnels est prévue après la réalisation des travaux d'aménagement, soit le 1er septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin M BERNIER, Service de police de Montréal
Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 18 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseiller(ere) en immobilier & expertise immobiliere

Tél : 514 280-4275
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-03-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-29

PREMIERE CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC. une personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 333, boulevard Décarie, 5e étage, Montréal, province de Québec, H4N 3M9, ici représentée par Monsieur Derek Stern, son secrétaire, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare.

(ci-après appelée le « Locateur»)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

(ci-après appelée le «Locataire»)

ATTENDU QUE Développement Olymbec Inc. a signé avec la Ville de Montréal une convention de bail (ci-après appelée le «Bail») le 23 août 2017, concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 6 060 pi² de l'Édifice sis au 5501, avenue Westminster, Ville de Côte-St-Luc, province de Québec, pour un terme de 9 ans commençant le 1er février 2018 et se terminant le 31 janvier 2027;

ATTENDU QUE les parties désirent apporter des modifications au Bail afin, entre autres choses, d'augmenter la superficie des Lieux Loués selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 <u>Préambule</u>

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2 <u>Lieux loués</u>

Les Lieux loués agrandis sont les locaux de l'Édifice, tel que présenté à l'annexe A de la présente convention de modification.

3 <u>Superficie locative des Lieux loués</u>

La Superficie locative augmentée des Lieux loués est fixée à deux mille (2 000 pi²) pieds carrés pour atteindre la nouvelle Superficie locative des Lieux loués de huit mille soixante (8 060 pi²) pieds carrés pour les fins de la présente convention de modification, telle que déclarée par le Locateur, et acceptée par le Locataire.

4 Quote-part d'occupation

La nouvelle Superficie locative des Lieux loués équivaut à sept virgule six pour cent (7,6 %) de la superficie locative de l'Édifice.

5 Stationnement

Le Locateur fournira au Locataire quatre (4) espaces de stationnement supplémentaires réservés et à l'usage exclusif du Locataire, sans frais, sur le terrain extérieur ou à l'intérieur de l'Édifice pour la durée de la présente convention de modification du bail et des renouvellements, et dix (10) espaces de stationnement supplémentaires réservés et à l'usage exclusif du Locataire à l'intérieur de l'Édifice au montant mensuel de soixante-quinze dollars (75,00 $) par espace, le tout tel que décrit sur le plan joint à l'annexe B de la présente convention de modification.

6 Durée

La présente convention de modification est d'une durée approximative de six (6) ans et cinq (5) mois commençant à la dernière des dates suivantes : le 1er septembre 2020 ou le premier jour suivant l'acceptation provisoire des travaux et se terminant le 31 janvier 2027.

7 Loyer de base

Le Loyer de base annuel pour la Superficie locative augmentée des Lieux loués est établi à quinze dollars (15,00 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux Loués pour la Durée de la présente convention de modification.

8 Travaux d'aménagement

Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique, les Travaux d'aménagement requis par le Locataire incluant les Travaux de base du Locateur et devra respecter les dispositions du Bail à cet effet de même que le plan de blocage joint à l'Annexe A de la présente convention de modification, incluant leur addenda, tel que joint à l'annexe C des présentes.

9 Fin des travaux d'aménagement

Les travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire préparée par un Expert et acceptée par le Locataire, au plus tard le 31 août 2020.

10 Période d'emménagement

L'article 5.5 est biffé.

11 Paiement des travaux d'aménagement

Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, lequel représente un montant forfaitaire maximum de QUATRE CENT MILLE DOLLARS (400 000 $), excluant les Taxes de vente, est payable au Locateur sur présentation d'une facture comme suit : quatre-vingt-cinq pour cent (85 %) lors de l'acceptation provisoire des travaux et quinze pour cent (15 %), lors de l'acceptation définitive des travaux.

12 Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette convention de modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, s'appliqueront mutatis mutandis aux Lieux loués et entre les parties quant aux Lieux loués.

POUR LE LOCATEUR :

Signée par le Locateur à Montréal ce _____e jour du mois de _____ 2020

Par _____
Derek Stern

POUR LE LOCATAIRE :

Signée par le Locataire à Montréal ce _____e jour du mois de _____2020

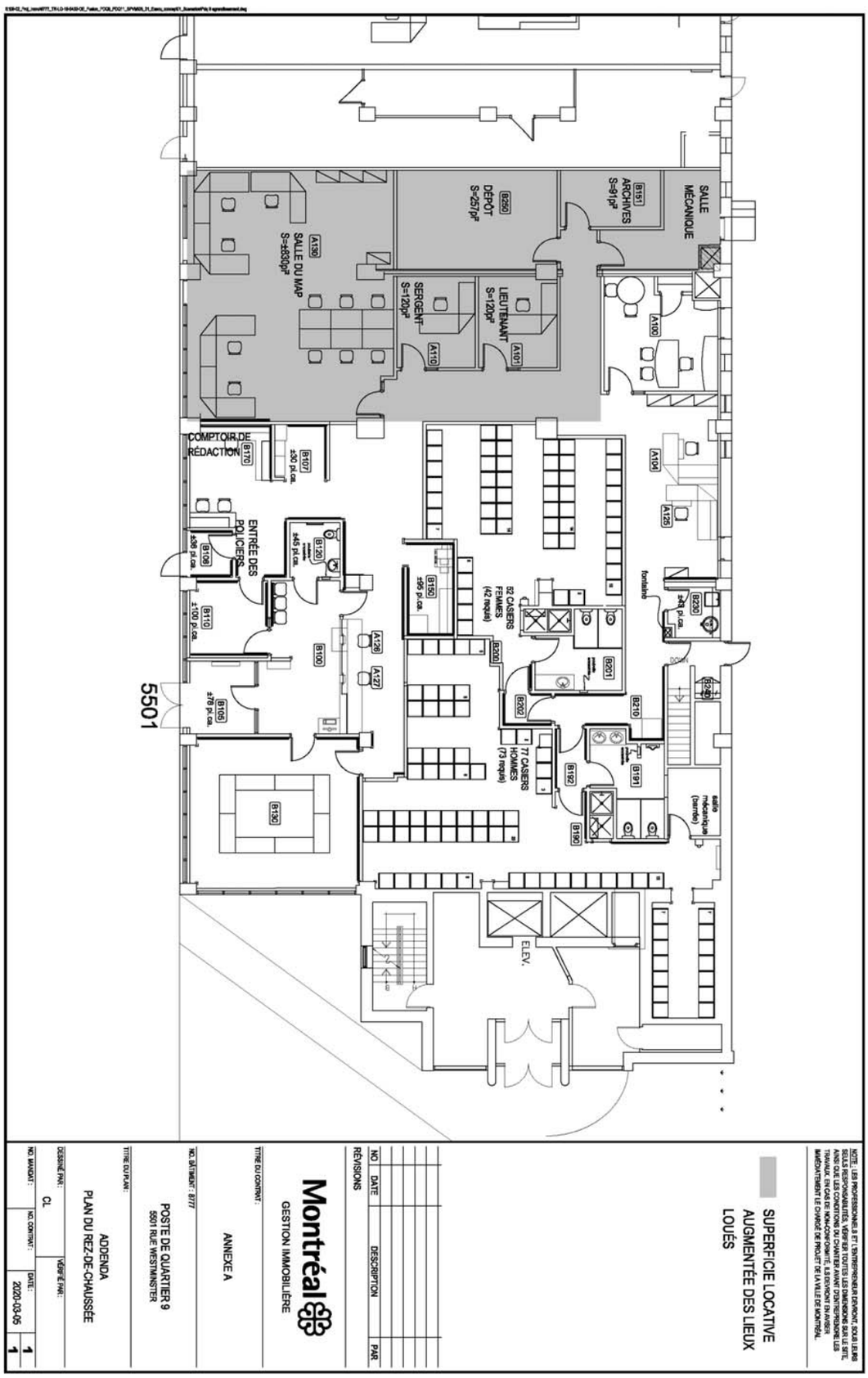
Par _____
Yves Saindon

Cette convention a été approuvée le _____

Résolution no : _____

ANNEXE « A »

Plan des Lieux loués



Annexe « B »

Plan du stationnement :

Cases hachurées en rouge : 14 nouvelles cases
Cases hachurées en bleu : 10 anciennes cases



ANNEXE « C »

Addenda page 1

ADDENDA

LE PRÉSENT ADDENDA VIENT PRÉCISER LA PORTÉE DES TRAVAUX À EFFECTUER DANS LA NOUVELLE PARTIE ET DANS LES AIRES EXISTANTES. IL COMPLÈTE LE PROGRAMME TECHNIQUE ET LE DEVIS DE PERFORMANCE TECHNIQUE.

NOTES GÉNÉRALES:

- AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, TOUS LES EMPLOYÉS QUI SERONT AFFECTÉS À LA CONCEPTION ET À LA RÉALISATION DES TRAVAUX, QUE CE SOIT SUR LE CHANTIER OU NON, DEVRONT REMPLIR ET SIGNER UN FORMULAIRE D'ENQUÊTES DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL. CES FORMULAIRES DOIVENT ÊTRE TRANSMIS AU SPVM. PRÉVOIR UN DÉLAI DE 10 À 15 JOURS OUVRABLES POUR OBTENIR LES RÉSULTATS.
- TOUS LES TRAVAUX REQUIS POUR LES NOUVEAUX LOCAUX DEVRONT ÊTRE CONFORMES AU PROGRAMME TECHNIQUE.LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU POSTE DE QUARTIER 9 DEVRONT ÊTRE EFFECTUÉS EN PHASES. LE BAILLEUR DEVRA PRÉSENTER UN PLAN DE PHASAGE AU LOCATAIRE EN TENANT COMPTE QUE LE POSTE DE QUARTIER DEMEURERA EN OPÉRATION PENDANT LES TRAVAUX.
- LE DÉPLACEMENT DU MOBILIER ET DES SERVICES REQUIS LORS DES PHASES DEVRA ÊTRE INCLUS AUX TRAVAUX DE L'ENTREPRENEUR DU BAILLEUR.
- LE POSTE DE QUARTIER DOIT DEMEURER OPÉRATIONNEL EN TOUT TEMPS.
- LE BAILLEUR DEVRA PRÉVOIR TOUS LES MURS DE PROTECTION REQUIS POUR ISOLER SON CHANTIER ET PROTÉGER LES EMPLOYÉS AINSI QUE LES USAGERS DU SPVM.
- LE BAILLEUR DOIT S'ASSURER QUE SON ENTREPRENEUR PRENNE TOUTES LES MESURES NÉCESSAIRES POUR PROTÉGER LE SURFACES EXISTANTES À CONSERVER AINSI QUE LES ÉQUIPEMENTS ET LE MOBILIER EXISTANTS UTILISÉS PAR LES OCCUPANTS. SI DES ÉLÉMENTS SONT ENDOMMAGÉS, LA RÉPARATION DE CES DERNIERS SERA AUX FRAIS DU BAILLEUR.
- TOUS LES RACCORDEMENTS EN PLOMBERIE, EN VENTILATION, EN CLIMATISATION ET CHAUFFAGE, EN ÉLECTRICITÉ, DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS ENTRE 19H00 ET 20H00 ET AVEC UN PRÉAVIS DE 72 HEURES AVANT L'INTERRUPTION.
- L'ÉLECTRICITÉ, DONT LA CLIMATISATION ET CHAUFFAGE, OU LES TRAVAUX BRUYANTS ET CEUX POUVANT INCOMMODER PAR LEUR ODEUR LES EMPLOYÉS ET LES USAGERS, ILS DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS ENTRE 19H00 ET 7H00.
- ACCÈS AU CHANTIER: PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, LE BAILLEUR EST RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ DES LIEUX. À CHAQUE ÉTAPE DES TRAVAUX, IL DEVRA S'ASSURER QUE LE PÉRIMÈTRE DES LOCAUX EST SÉCURISÉ À LA SATISFACTION DU REPRÉSENTANT DE LA VILLE.
- PRÉVOIR UN NETTOYAGE DES LIEUX TOUCHÉS PAR LES TRAVAUX À LA FIN DE CHAQUE QUART DE TRAVAIL.

NOTE : LES PROFESSIONNELS ET L'ENTREPRENEUR DEVRONT, SOUS LEURS SEULS RESPONSABILITÉS, VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE SITE, AINSI QUE LES CONDITIONS DU CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX. EN CAS DE NON-CONFORMITÉ, ILS DEVRONT EN AVISER IMMÉDIATEMENT LE CHARGÉ DE PROJET DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

NO	DATE	DESCRIPTION	PAR

RÉVISIONS

Montréal

GESTION IMMOBILIÈRE

TITRE DU CONTRAT :

ANNEXE C

NO. BÂTIMENT : 0777

POSTE DE QUARTIER 9
5501 RUE WESTMINSTER

TITRE DU PLAN :

ADDENDA
NOTES GÉNÉRALES

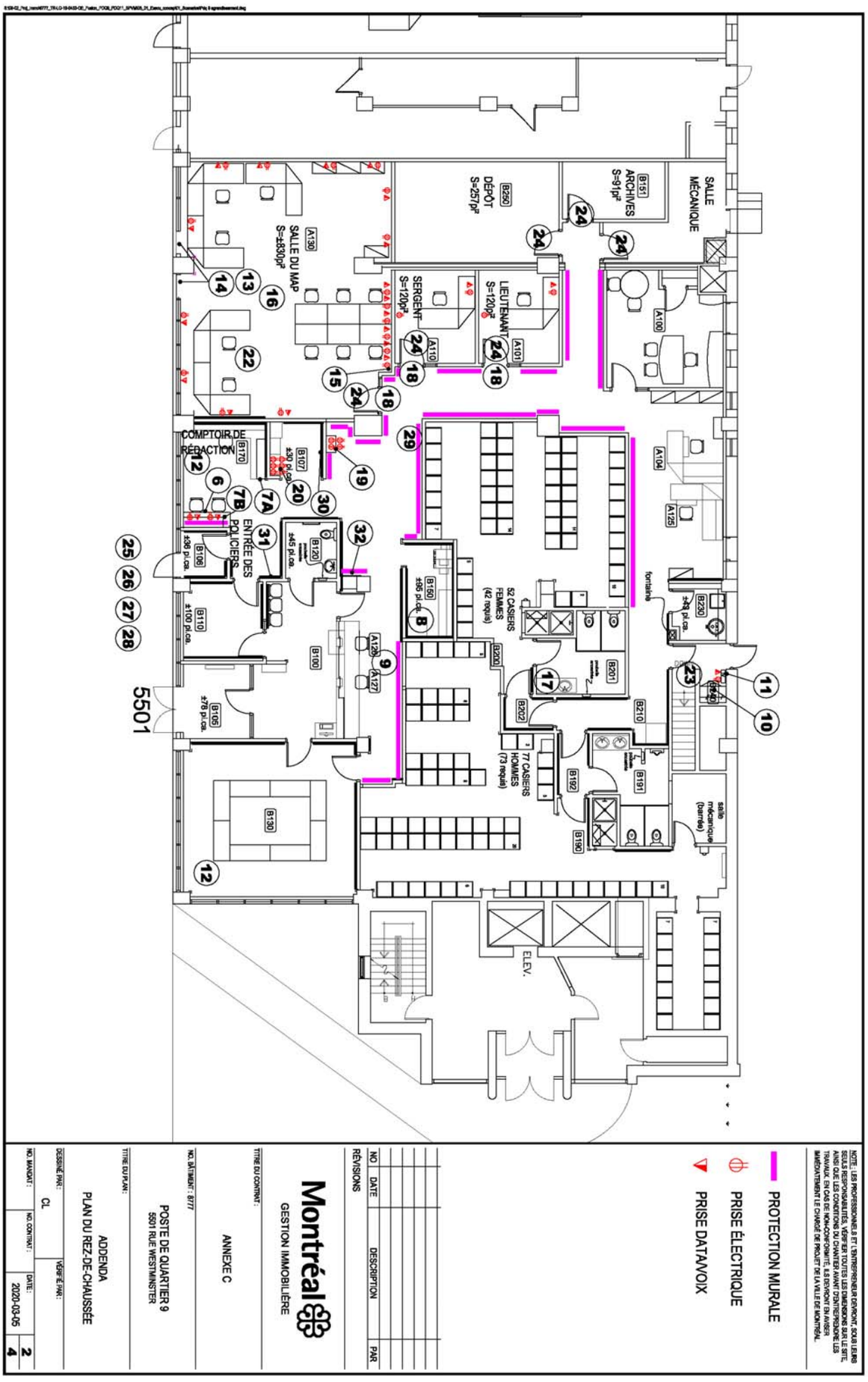
DESSINÉ PAR: CL | VÉRIFIÉ PAR:

NO. MANDAT : | NO. CONTRAT : | DATE: 2020-03-05

1/4

ANNEXE « C »

Addenda page 2



ANNEXE « C »

Addenda page 3

NOTE : LES PROFESSIONNELS ET L'ENTREPRENEUR DEVRONT, AVANT LEURS SOUMISSIONS RESPECTIVES, VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE SITE. AUCUNE RÉCLAMATION SUBSÉQUENTE NE SERA ACCEPTÉE POUR DES TRAVAUX EN CAS DE NON-CONFORMITÉ, ILS DEVRONT EN AVISER IMMÉDIATEMENT LE CHARGÉ DE PROJET DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX

1. PEINDRE TOUTES LES SURFACES TOUCHÉES PAR LES TRAVAUX, DE MÊME COULEUR QUE L'EXISTANT, 1 COUCHE D'APPRÊT ET 2 COUCHES DE FINITION;
2. FOURNIR ET INSTALLER DE LA TUILE ET PLINTHE DE VINYLE, IDENTIQUE À L'EXISTANTE, DANS LES NOUVEAUX LOCAUX ET LES ESPACES TOUCHÉS PAR LES TRAVAUX;
3. AJOUTER DE LA PROTECTION MURALE, TEL QUE L'EXISTANT, LÀ OÙ INDIQUÉ AU PLAN, CONTRAIREMENT À CE QUI EST INDIQUÉ AU PROGRAMME TECHNIQUE, NE PAS INSTALLER DE FOND DE CLOUAGE;
4. FOURNIR ET INSTALLER DES PROTECTEURS DE COIN, TEL QUE L'EXISTANT, SUR TOUS LES COINS DE MURS;
5. S'ASSURER QUE LE MUR MITOYEN EST CONFORME AUX EXIGENCES DU PROGRAMME TECHNIQUE (4.7.3);
6. FOURNIR ET INSTALLER UN COMPTOIR, IDENTIQUE À L'EXISTANT, CHANT EN CORIAN, PRÉVOIR 2 PASSE-FILS;
7. FOURNIR ET INSTALLER DEUX PIGEONNIERS D'ENVIRON 60" DE LONGUEUR, À IDENTIQUE À L'EXISTANT, B-TEL QUE MODÈLE ILLUSTRÉ EN PAGE 4; FOURNIR ET INSTALLER UN APPAREIL D'ÉCLAIRAGE SOUS CHAQUE PIGEONNIER; FOURNIR ET INSTALLER DU LIÉGE AU MUR, SOUS CHACUN DES PIGEONNIERS, SUR TOUTE LA LARGEUR DE CEUX-CI;
8. AJOUTER DES CROCHETS POUR PLANCHETTES À PINCES, ALIGNÉS UN À CÔTÉ DE L'AUTRE, DIRECTEMENT SUR LE HAUT DE LA PROTECTION MURALE EXISTANTE. COORDONNER AVEC LA DIMENSION DES PLANCHETTES À PINCE;
9. CONSERVER LA PAROI FILTRE, L'ENCASTRER DANS LE NOUVEAU MUR;
10. AJOUTER GARDE-ROBE, PORTE PLIANTE, PÔLE ET TABLETTE;
11. FOURNIR ET INSTALLER UNE PRISE ÉLECTRIQUE ET UNE PRISE DATA EN HAUTEUR, À 78" DU PLANCHER (POUR MONITEUR FOURNI ET INSTALLÉ PAR LE SPVM);
12. AU COMPTOIR DE RÉDACTION (B170) ET DANS LA SALLE DE CONFÉRENCE, REMPLACER LES TOILES SOLAIRES PAR DES STORES À LAMELLES, TELS QUE DÉCRITS AU PROGRAMME TECHNIQUE (4.10). MODÈLE À FAIRE APPROUVER PAR LE LOCATAIRE;
13. DANS LA NOUVELLE SALLE DU MAP (A130), FOURNIR ET INSTALLER DES STORES À LAMELLES AINSI QUE DE LA PELLICULE RÉFLÉCHISSANTE (QUI DEVRA RENCONTRER LES EXIGENCES SUIVANTES: TRANSMISSION DE LA LUMIÈRE VISIBLE 10%, RÉFLEXION LUMIÈRE VISIBLE EXTÉRIEURE 83%, RÉFLEXION LUMIÈRE VISIBLE INTÉRIEURE 18%) ET DE LA PELLICULE ANTI-ÉCLAT;
14. A130: REMPLACER LES 2 PORTES EXISTANTES EN FAÇADE PAR DE LA FENESTRATION OU LES CONDAMNER;
15. A130: FOURNIR ET INSTALLER CÂBLE RÉSEAU À 80" DU SOL (POUR UN INTERCOM FOURNI ET INSTALLÉ PAR LE SPVM), RELIÉ À LA SALLE TÉLÉCOM, ET TROIS CÂBLES RÉSEAU DE LA SALLE TÉLÉCOM À LA BASE RADIO DU BUREAU GÉNÉRAL ;
16. A130: FOURNIR ET INSTALLER CÂBLE RÉSEAU AU PLAFOND (POUR UN STROBOSCOPE FOURNI ET INSTALLÉ PAR SPVM), AU CENTRE DE LA PIÈCE, ET UN AUTRE CÂBLE RÉSEAU DE LA SALLE TÉLÉCOM À LA BASE RADIO DU BUREAU GÉNÉRAL;
17. DANS LE SANITAIRE FEMMES (B201), FOURNIR, INSTALLER ET RACCORDER UN LAVABO ET ROBINETTERIE DANS LE COMPTOIR EXISTANT, LE TOUT TEL QUE L'EXISTANT;
18. COMPLÉTER LA SIGNALISATION INTÉRIEURE TEL QUE L'EXISTANT; IDENTIFIER SALLE DU MAP, SERGENT ET DÉPÔT; RÉCUPÉRER ET RÉINSTALLER LA PLAQUETTE DE LA PORTE DU LIEUTENANT ET DE LA SALLE D'ARCHIVE;
19. DÉSINSTALLER ET RÉCUPÉRER L'ÉTAGÈRE PTM AU PDQ 11 ET LA RÉINSTALLER AU PDQ 9. DÉPLACER L'ÉTAGÈRE PTM EXISTANTE; PRÉVOIR 2 PRISES DOUBLES DERRIÈRE CHAQUE ÉTAGÈRE PTM. (VOIR LE SCHÉMA D'INSTALLATION EN PAGE 4);
20. DÉSINSTALLER ET RÉCUPÉRER L'ÉTAGÈRE POUR CHARGEURS DE WT AU PDQ 11 ET LA RÉINSTALLER AU PDQ 9 À CÔTÉ DE L'ÉTAGÈRE WT EXISTANTE. PRÉVOIR 6 PRISES DOUBLES DANS L'ÉTAGÈRE, À LA BASE DE CELLE-CI;
21. ALARME INTRUSION: RELOCALISER UN DÉTECTEUR DE MOUVEMENT VERS L'ACTUELLE SALLE D'ARCHIVES (ALTEL);
22. ALARME INTRUSION: AJOUTER DES DÉTECTEURS DE BRIS DE VERRE DANS LA SALLE DU MAP (ALTEL);
23. CCURE 800: ENLEVER LE CLAVIER EN HAUT DE L'ESCALIER, RAGRÉER ET PEINDRE (ALTEL);
24. NOUVELLES CLÉS SUR CHEMIN DE CLÉ DE LA VILLE: SALLE MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE ET DÉPÔT, POUR LE BUREAU DU SERGENT ET LA SALLE DU MAP QUINCAILLERIE FONCTION CLASSE; RELOCALISER LES SERRURES DU BUREAU DU LIEUTENANT ET DE PAPETERIE/ARCHIVES DANS LES NOUVEAUX LOCAUX;
25. À L'EXTÉRIEUR, PRÉVOIR DES BANCS OU BACS À FLEURS OU BOLLARDS POUR PROTÉGER LES LOCAUX DU SPVM, ET PRÉVOIR ÉGALEMENT UN BOLLARD POUR PROTÉGER LES PASSANTS DE LA PORTE D'ENTRÉE DES POLICIERS;
26. À L'EXTÉRIEUR, DÉPLACER LE CONDUIT DE CAMÉRA "AU-DESSUS" DU LUMINAIRE;
27. FOURNIR ET INSTALLER DES CAMÉRAS AU SOUS-SOL ET À L'EXTÉRIEUR (SI REQUIS) POUR COUVRIR LA NOUVELLE ZONE DE STATIONNEMENT (NORBEC COMMUNICATION, GILLES THÉRIEN, 514-381-8889);
28. À L'EXTÉRIEUR, RÉGLER LE PROBLÈME D'ÉCOULEMENT D'EAU PROVENANT DE LA MARQUISE, QUI FORME DE LA GLACE EN HIVER;
29. DÉSINSTALLER ET RÉINSTALLER LES TABLEAUX DE LIÉGE AVEC TOILES AUTO-DÉROULANTES SUR LE MUR DU NOUVEAU CORRIDOR, VALIDER EMPLACEMENT PRÉCIS AVEC SPVM
30. AJOUTER 12 CROCHETS SUR LE PANNEAU À CLÉS EXISTANT
31. FOURNIR ET INSTALLER UN CONTREPLAQUÉ RUSSE AVEC 3 CROCHETS À MANTEAUX DESSUS, LE TOUT TEL QUE L'EXISTANT;
32. RAGRÉER ET PEINDRE SUITE AU RETRAIT DES 5 PLANCHETTES;
33. INVESTIGUER ET TROUVER UNE SOLUTION POUR LES PROBLÈMES D'ODEURS QUI SURVIENNENT PLUSIEURS FOIS PAR SEMAINE, DANS L'ENSEMBLE DU POSTE DE QUARTIER;
34. FOURNIR LES TRAVAUX DE CÂBLAGE TÉLÉPHONIQUE ET INFORMATIQUE (PUR-TEL);
35. FOURNIR ET INSTALLER LA SIGNALISATION POUR LES NOUVELLES PLACES DE STATIONNEMENT;
36. REFAIRE LE BALANCEMENT DU SYSTÈME MÉCANIQUE;
37. PRÉVOIR UN MÉNAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX, INCLUANT NETTOYAGE DES CONDUITS SI REQUIS;
38. FOURNIR LES NOUVEAUX PLANS D'ÉVACUATION.

NO	DATE	DESCRIPTION	PAR.

RÉVISIONS

Montréal

GESTION IMMOBILIÈRE

TITRE DU CONTRAT :

ANNEXE C

NO. DA / MGIR : 8777

POSTE DE QUARTIER 9
5501 RUE WESTMINSTER

TITRE DU PLAN :

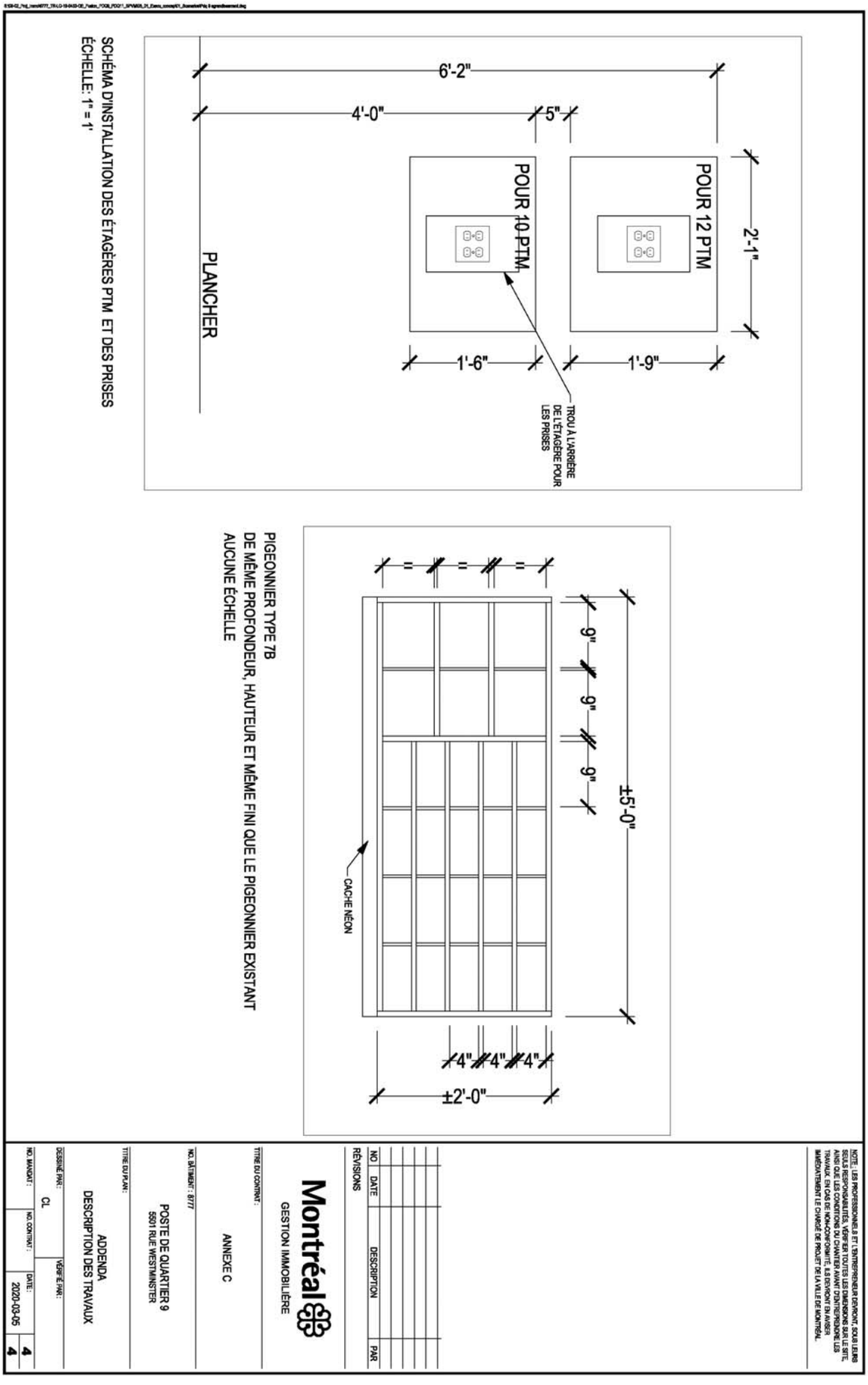
ADDENDA
DESCRIPTION DES TRAVAUX

DESSINÉ PAR : CL | VÉRIFIÉ PAR :

NO. MANDAT : | NO. CONTRAT : | DATE : 2020-03-05 | 3 / 4

ANNEXE « C »

Addenda page 4



Aspects financiers

Superficie locative en pi² :										
6 060	Ancienne sup.		09/2020-01/2021	02/2021-01/2022	02/2022-01/2023	02/2023-01/2024	02/2024-01/2025	02/2025-01/2026	02/2026-01/2027	
2 000	Agrandissement									
Loyer de base $/pi² pour l'ancienne superficie			11,00	12,50	12,50	12,50	14,00	14,00	14,00	
Loyer de base $/pi² pour l'agrandissement			15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	
Frais d'exploitation $/pi²			2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	
Taxes foncières $/pi²			2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	
Loyer au pi²										
Loyer annuel en $		136 960,00 $	57 066,67 $	146 050,00 $	146 050,00 $	146 050,00 $	155 140,00 $	155 140,00 $	155 140,00 $	1 097 596,67 $
Stationnement 10 cases à 75$/mois			3 750,00 $	9 000,00 $	9 000,00 $	9 000,00 $	9 000,00 $	9 000,00 $	9 000,00 $	
Loyer total avant taxes			60 816,67 $	155 050,00 $	155 050,00 $	155 050,00 $	164 140,00 $	164 140,00 $	164 140,00 $	1 018 386,67 $

Loyer pour la période du:	09/01/2020 au 31/12/2020 (4 mois)	01/01/2021 au 31/01/2021 (1 mois)	01/02/2021 au 31/12/2021 (11 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (12 mois)	01/01/2024 au 31/01/2024 (1 mois) 750,00 $	01/02/2024 au 31/12/2024 (11 mois)	01/01/2025 au 31/12/2025 (12 mois)	01/01/2026 au 31/12/2026 (12 mois)	01/01/2027 au 31/01/2027 (1 mois)		
Loyer total avant taxes	48 653,33 $	12 163,33 $	142 129,17 $	155 050,00 $	155 050,00 $	12 920,83 $	150 461,67 $	164 140,00 $	164 140,00 $	13 678,33 $	**1 018 386,67 $**	
TPS	2 432,67 $	608,17 $	7 106,46 $	7 752,50 $	7 752,50 $	646,04 $	7 523,08 $	8 207,00 $	8 207,00 $	683,92 $	50 919,33 $	
TVQ	4 853,17 $	1 213,29 $	14 177,38 $	15 466,24 $	15 466,24 $	1 288,85 $	15 008,55 $	16 372,97 $	16 372,97 $	1 364,41 $	101 584,07 $	
Total	**55 939,17 $**	**13 984,79 $**	**163 413,01 $**	**178 268,74 $**	**178 268,74 $**	**14 855,73 $**	**172 993,30 $**	**188 719,97 $**	**188 719,97 $**	**15 726,66 $**	**= 1 170 890,07 $**	
Ristourne de TPS	2 432,67 $	608,17 $	7 106,46 $	7 752,50 $	7 752,50 $	646,04 $	7 523,08 $	8 207,00 $	8 207,00 $	683,92 $	50 919,33 $	
Ristourne TVQ (50%)	2 426,59 $	606,65 $	7 088,69 $	7 733,12 $	7 733,12 $	644,43 $	7 504,28 $	8 186,48 $	8 186,48 $	682,21 $	50 792,04 $	
Loyer net	51 079,92 $	12 769,98 $	149 217,86 $	162 783,12 $	162 783,12 $	13 565,26 $	157 965,94 $	172 326,48 $	172 326,48 $	14 360,54 $	1 069 178,70 $	

Superficie locative en pi² : 8 060,00	09/01/2020 au 31/12/2020 (4 mois)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (12 mois)	01/01/2024 au 31/12/2024 (12 mois)	01/01/2025 au 31/12/2025 (12 mois)	01/01/2026 au 31/12/2026 (12 mois)	01/01/2027 au 31/01/2027 (1 mois)	
Énergie $/pi²	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	
Dépense au pi²	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	
Énergie totale avant taxes	7 388,33 $	22 165,00 $	22 165,00 $	22 165,00 $	22 165,00 $	22 165,00 $	22 165,00 $	1 847,08 $	142 225,42 $
TPS	369,42 $	1 108,25 $	1 108,25 $	1 108,25 $	1 108,25 $	1 108,25 $	1 108,25 $	92,35 $	7 111,27 $
TVQ	736,99 $	2 210,96 $	2 210,96 $	2 210,96 $	2 210,96 $	2 210,96 $	2 210,96 $	184,25 $	14 186,99 $
Total	**8 494,74 $**	**25 484,21 $**	**25 484,21 $**	**25 484,21 $**	**25 484,21 $**	**25 484,21 $**	**25 484,21 $**	**2 123,68 $**	**163 523,67 $**
Ristourne de TPS (100%)	369,42 $	1 108,25 $	1 108,25 $	1 108,25 $	1 108,25 $	1 108,25 $	1 108,25 $	92,35 $	7 111,27 $
Ristourne TVQ (50%)	368,49 $	1 105,48 $	1 105,48 $	1 105,48 $	1 105,48 $	1 105,48 $	1 105,48 $	92,12 $	7 093,49 $
Énergie net	7 756,83 $	23 270,48 $	23 270,48 $	23 270,48 $	23 270,48 $	23 270,48 $	23 270,48 $	1 939,21 $	149 318,91 $

Superficie locative en pi² : 8 060,00	09/01/2020 au 31/12/2020 (4 mois)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (12 mois)	01/01/2024 au 31/12/2024 (12 mois)	01/01/2025 au 31/12/2025 (12 mois)	01/01/2026 au 31/12/2026 (12 mois)	01/01/2027 au 31/01/2027 (1 mois)	
Entretien ménager $/pi²	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	
Dépense au pi²	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	
Énergie totale avant taxes	10 746,67 $	32 240,00 $	32 240,00 $	32 240,00 $	32 240,00 $	32 240,00 $	32 240,00 $	2 686,67 $	206 873,33 $
TPS	537,33 $	1 612,00 $	1 612,00 $	1 612,00 $	1 612,00 $	1 612,00 $	1 612,00 $	134,33 $	10 343,67 $
TVQ	1 071,98 $	3 215,94 $	3 215,94 $	3 215,94 $	3 215,94 $	3 215,94 $	3 215,94 $	268,00 $	20 635,62 $
Total	**12 355,98 $**	**37 067,94 $**	**37 067,94 $**	**37 067,94 $**	**37 067,94 $**	**37 067,94 $**	**37 067,94 $**	**3 089,00 $**	**237 852,62 $**
Ristourne de TPS (100%)	537,33 $	1 612,00 $	1 612,00 $	1 612,00 $	1 612,00 $	1 612,00 $	1 612,00 $	134,33 $	10 343,67 $
Ristourne TVQ (50%)	535,99 $	1 607,97 $	1 607,97 $	1 607,97 $	1 607,97 $	1 607,97 $	1 607,97 $	134,00 $	10 317,81 $
Énergie net	11 282,66 $	33 847,97 $	33 847,97 $	33 847,97 $	33 847,97 $	33 847,97 $	33 847,97 $	2 820,66 $	217 191,14 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204565003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la première convention de modification du bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour une période de 6 ans et 5 mois, à compter du 1er septembre 2020 jusqu'au 31 janvier 2027, un espace à bureaux situé au 5501, rue Westminster à Côte-Saint-Luc, d'une superficie de 8 060 pi² pour le poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 2 124 146,36 $, taxes incluses. Bâtiment 8777.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204565003 Poste quartier 9.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-20

Diane NGUYEN
conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1203775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $)

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme Sanexen Services Environnementaux, plus bas soumissionnaires conformes, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Côte-des-Neiges, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 679 108,02 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10341 ;

2. d'autoriser une dépense de 367 910,80 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 367 910,80 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-04 09:56

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203775001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.
Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :
· en 2014, les secteurs Côte Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
· en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
· en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
· en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et Montréal-Ouest.
· en 2019, les secteurs Le Plateau Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield, ainsi que le secteur de suivi du débit Dollard-des-Ormeaux.

Le présent projet couvre le premier secteur de régulation pour l'année 2020, il s'agit du second secteur de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Un autre secteur de régulation (Pierrefonds - Roxboro) et d'autres secteurs de suivi du débit (Saint-Laurent et Kirkland) feront l'objet d'autres dossiers décisionnels. Comme pour les travaux de 2019, ce premier contrat couvre les travaux de civil, de structure et de mécanique. Les travaux d'électricité et d'instrumentation feront l'objet d'un autre appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 6 février 2020. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'édifice Lucien-Saulnier le 10 mars 2020, soit 33 jours après le lancement.

Deux addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications :

Addenda no 1	2020-02-26	Addenda à l'étude géotechnique, clarifications et réponses aux soumissionnaires
Addenda no 2	2020-03-03	Clarifications et réponses aux soumissionnaires

La validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au 8 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0413 - 18 septembre 2019 - Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour la réalisation de travaux d'électricité et d'automatisation pour les chambres de régulation et de mesure, pour une somme maximale de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, taxes, contingences et incidences incluses.
CG19 0180 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à Groupe Michel Leclerc, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Beaconsfield", pour un montant de 1 765 487,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10296 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 206 858,90 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0122 - 28 mars 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0060 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement du Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG19 0059 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction principalement pour la réalisation du second secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Les travaux visent à réguler toute l'eau entrant dans une partie de l'arrondissement et ainsi réguler la pression et mesurer la consommation de l'eau :
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation sur la conduite principale existante du Grand Boulevard, près du parc William-Hurst;
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation sur le chemin de la Côte-St-Antoine, près du boulevard Décarie;
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation d'urgence sur le boulevard Maisonneuve Ouest, près de la rue Ste-Catherine;
· la construction d'une nouvelle chambre de vanne sur l'avenue Girouard, près du chemin de la Côte-St-Luc;
· l'instrumentation de 2 chambres de vanne existante pour la mesure de la pression, une sur l'avenue Old Orchard et l'autre sur l'avenue Royal;
· l'installation de 2 nouveaux poteaux d'incendie sur le chemin Upper-Lachine, une près de l'avenue Harvard et l'autre près de l'avenue Régent;

Le contrat comprend également des travaux pour d'autres secteurs de régulation et pour la mesure de débit sur le réseau de transport et celui de distribution:

· la construction d'une nouvelle chambre de régulation d'urgence sur la rue St-Patrick, près de la rue Lapierre (en prévision du secteur de régulation de LaSalle);
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation sur l'avenue Coolbrook, près du chemin de la Côte-St-Luc (en prévision du troisième secteur de régulation de Côte-des-Neiges);
· l'instrumentation d'une chambre de vanne existante pour la mesure du débit sur le réseau principal sur le chemin de la Côte-Ste-Catherine, près de l'avenue Woodbury;
· le remplacement de 2 chambres de vanne aux limites avec Ville Mont-Royal, sur le chemin Canora et sur l'avenue Trenton;
· la démolition d'une chambre vanne existante à la limite avec Ville Mont-Royal, sur la rue Paré.

Les arrondissements et la ville liée concernés par les travaux furent informés.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 367 910,80 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protections d'utilités publiques non identifiées aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc.).

Des frais incidents de 367 910,80 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :
· alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec (la totalité des branchements sont souterrains);
· déplacement d'utilités publiques;
· contrôle qualitatif des matériaux (110 373,24 $, taxes incluses soit 3% des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu dix-sept (17) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, sept (7) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 41 % des preneurs de documents. Parmi les dix (10) qui n'ont pas déposé d'offre, un (1) était un sous

-traitant et deux (2) étaient des fournisseurs. Enfin, pour les sept (7) derniers preneurs, un s'est désisté par manque de temps et un autre parce qu'il avait déjà beaucoup de travaux. Pour ceux qui n'ont pas déposé d'offres, ils n'ont fourni d'explications. La liste des preneurs de documents se trouve en pièce jointe.
Lors de l'analyse de conformité, un soumissionnaire a été jugé non-conforme car le montant soumis à l'article "Assurances, garanties et frais généraux de chantier" excédait la limite permise aux instructions aux soumissionnaires. Les six (6) autres soumissions ont été jugées conformes et aucune erreur de calcul n'a été identifiée. L'analyse peut être consultée en pièce jointe. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires conformes :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10 %)	Total
Sanexen	3 679 108,02 $	367 910,80 $	4 047 018,82 $
CMS Ent. Gén.	4 403 508,01 $	440 350,80 $	4 843 858,81 $
Eurovia	4 516 026,00 $	451 602,60 $	4 967 628,60 $
KF Construction	4 637 777,77 $	463 777,78 $	5 101 555,54 $
Roxboro	4 835 000,00 $	483 500,00 $	5 318 500,00 $
Ali Excavation	4 876 779,60 $	487 677,96 $	5 364 457,56 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	2 775 852,92 $	277 585,29 $	3 053 438,21 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			4 940 503,22 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			22,1 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 317 438,74 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			32,6 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			993 580,61 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			32,5 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			796 839,99 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			19,7 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart défavorable de 32,6 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L'analyse des montants soumis a permis de constater

que la différence entre l'estimation et la soumission la plus basse se situait principalement sur la structure des chambres de régulation. Les hypothèses suivantes peuvent expliquer ces différences :

La prolifération de chantiers effectués simultanément dans la région de Montréal (Échangeur Turcot, réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, travaux de réfection et de construction de son réseau de transport en commun);
La rareté de la main-d'oeuvre;
La complexité des travaux dans des endroits où la circulation est forte;
La difficulté de déplacement des équipements et matériaux vers les différents sites.

Il est également probable que d'autres éléments qui représentent des montants importants pour les travaux de structure aient été sous-évalués :

L'augmentation des prix des chambres de vannes;
Les coûts associés à la mise en place de béton en pente dans le fond des chambres de vannes;
Les travaux d'excavation et l'évacuation de ces matériaux de déblais sur des sites distants;
Les coûts plus importants que prévu des matériaux de remblai;
La mise en place des chambres de mesure à l'aide de grues;
Le contrôle de la circulation et la signalisation aux abords de ces chantiers.

Vu ces explications et vu le nombre de soumissionnaires, nous croyons que les prix soumis sont représentatifs du marché compte tenu de cette période de l'année où les chantiers sont nombreux dans la région de Montréal.

Les coûts des travaux étant nettement supérieurs à ce qui avait été estimé, nous avons réévalué la rentabilité du projet. Avant de construire un nouveau secteur de régulation, nous vérifions toujours si le projet est rentable économiquement. Pour que le projet se réalise, il faut que les économies liées à la diminution des bris, à la diminution des pertes d'eau et à l'augmentation de la durée de vie des conduites soient supérieures aux coûts de construction et d'exploitation. La période de revenu est de 10 ans. Pour le SRP de Côte-des-Neiges, malgré les coûts plus importants, le projet est toujours rentable.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés Publics (AMP) pour l'adjudicataire recommandé, l'entreprise Sanexen Services Environnementaux, est expirée depuis le 14 juillet 2019. Par contre, la demande de renouvellement a été déposée conformément aux exigences, l'autorisation demeure donc valide, comme en fait foi la présence du soumissionnaire sur le "registre des entreprises autorisées à contracter et à sous-contracter" de l'AMP.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats: En effet, le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et il présente un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 4 414 929,62 $ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 4 031 419,20 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par les règlements d'emprunts :
- RCG 16-039 Optimisation des réseaux, pour un montant de 4 220 391,92 $ taxes incluses

- RCG 16-041 Chambres de compteurs, pour un montant de 194 537,70 $ taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites, et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 8 juin 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'enjeu avec la pandémie COVID-19 si ce n'est que le début des travaux pourraient être retardé par une ordonnance d'arrêt de travaux de construction émise par le gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 mai 2020
Début des travaux : juillet 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Chantal HOOPER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Chantal HOOPER, 24 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

Tél : 514-872-9402
Télécop. : 514-868-4275

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

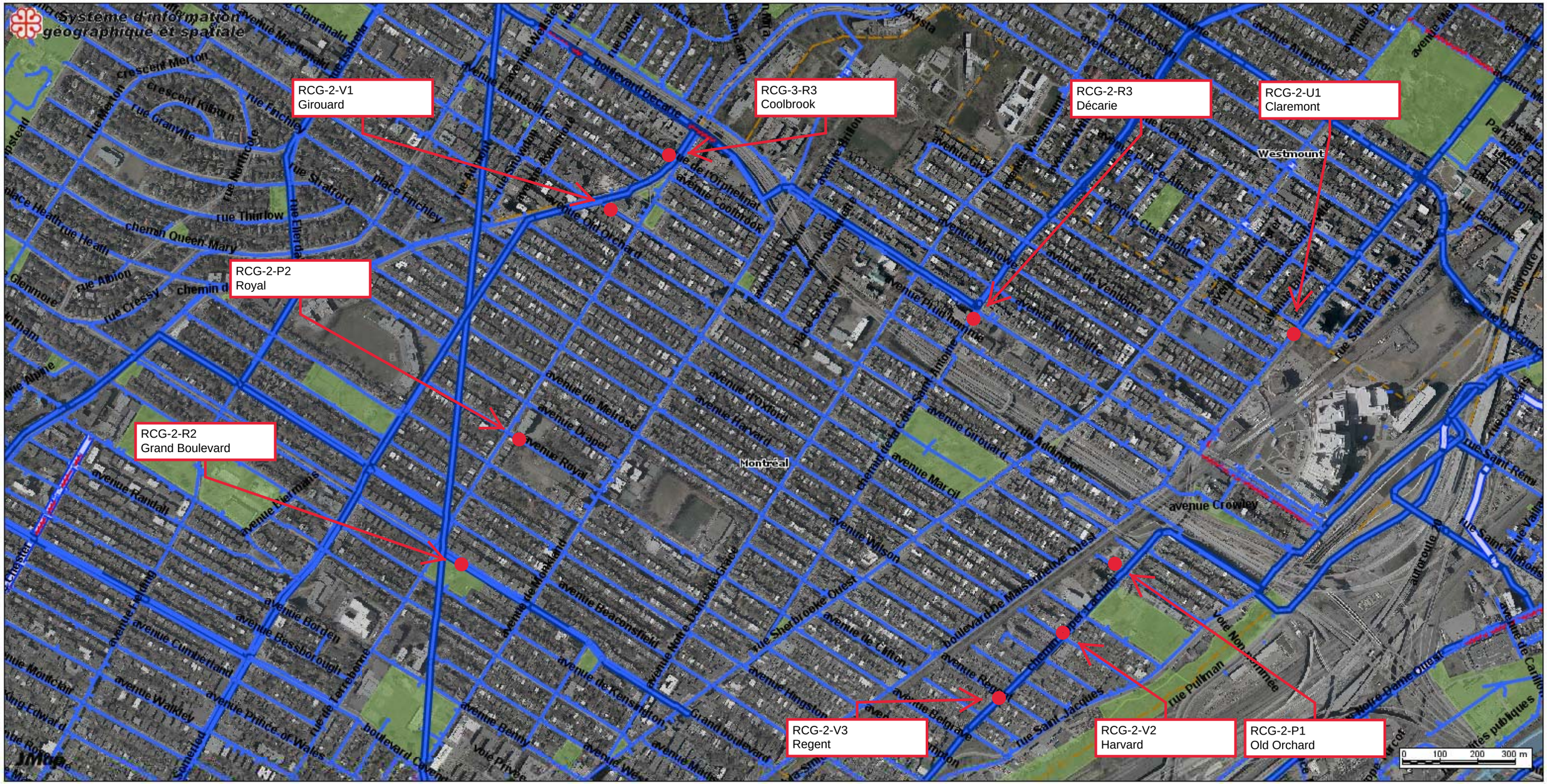
Tél : 514.872.7476
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-05-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-05-04



Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Échelle 1:10000

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

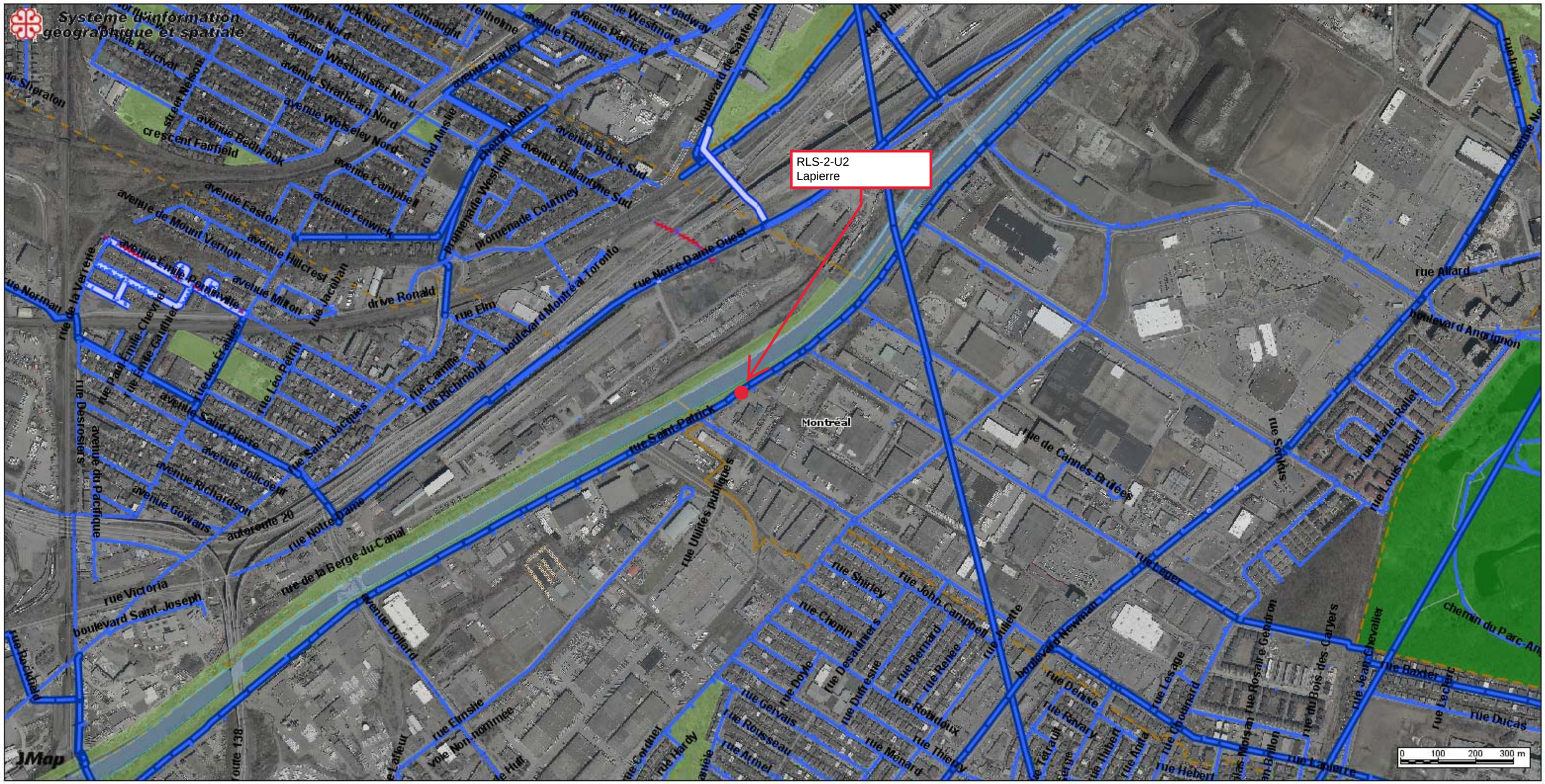


Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 avril 2017

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2017-CPSM-1021694
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVA-TECH
- EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
- REGENERATION
- REGÉNÉRATION
- SANEXEN
- SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Autorité des marchés publics
Québec

Numéro de client : 2700007373

Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Confirmation de transmission

Nous confirmons avoir reçu votre demande.

Un accusé de réception sera déposé dans la section « Communications sécurisées ». Si vous devez nous transmettre des pièces justificatives en format papier, un bon de numérisation à joindre avec chacun de ces documents se trouve à la fin de l'accusé de réception.

Veuillez utiliser le numéro ci-dessous pour toute communication avec nous en lien avec cette demande.

N° client: 2700007373

N° de demande: 1900000981

Date de création : 15 avril 2019 08:36

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10341
Numéro de référence : 1343204
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1696622)** 2020-02-10 14 h 22 **Transmission :** 2020-02-10 18 h 02	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, QC, J7J 0W7	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1697488)** 2020-02-11 14 h 54 **Transmission :** 2020-02-11 14 h 54	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	Monsieur Yanick Blouin Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1695888)** 2020-02-07 15 h 27 **Transmission :** 2020-02-07 21 h 07	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202	Madame Johanne Vallée	**Commande : (1696218)** 2020-02-10 9 h 42	

Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-02-10 12 h 28	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1696306)** 2020-02-10 10 h 42 **Transmission :** 2020-02-10 10 h 42	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1697072)** 2020-02-11 9 h 44 **Transmission :** 2020-02-11 10 h 53	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1696687)** 2020-02-10 15 h 04 **Transmission :** 2020-02-10 18 h 14	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1696299)** 2020-02-10 10 h 37 **Transmission :** 2020-02-10 10 h 37	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1696536)** 2020-02-10 13 h 31 **Transmission :** 2020-02-10 17 h 45	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 1255 boul. Lebourgneuf suite 450 Québec, QC, G2K0M6 http://www.filtrum.qc.ca	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1699522)** 2020-02-14 9 h 58 **Transmission :** 2020-02-14 10 h 11	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1709438)** 2020-03-03 7 h 53 **Transmission :** 2020-03-03 7 h 53	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-03-03 7 h 53 - Téléchargement 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-03-03 7 h 53 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9	Monsieur Yves Lefebvre Téléphone : 450 681-8338 Télécopieur : 450 681-7612	**Commande : (1696150)** 2020-02-10 9 h 04 **Transmission :** 2020-02-10 10 h 53	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928	**Commande : (1696654)** 2020-02-10 14 h 45 **Transmission :** 2020-02-10 14 h 45	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel

	Télécopieur : 450 454-7254		3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions Triangle Inc. 1811 rue Lucerne Laval, QC, H7M 2G5	Madame Maria Fabrizio Téléphone : 514 881-8052 Télécopieur : 514 881-8078	**Commande : (1700529)** 2020-02-17 12 h 38 **Transmission :** 2020-02-17 12 h 38	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1695674)** 2020-02-07 11 h 36 **Transmission :** 2020-02-07 12 h 01	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Adrien Vigneault Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1710325)** 2020-03-04 7 h 48 **Transmission :** 2020-03-04 7 h 48	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-03-04 7 h 48 - Téléchargement 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-03-04 7 h 48 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-04 7 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1696451)** 2020-02-10 12 h 06 **Transmission :** 2020-02-10 16 h 19	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1203775001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $)



Rapport - mandat_SMCE203775001.pdf

Dossier # :1203775001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203775001

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203775001

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $).

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :
  - un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les particularités de ce contrat de travaux spécialisés en génie civil et mécanique, et ce, en plus d'apporter plusieurs informations concernant l'important écart de prix défavorable de 32,5% par rapport à l'estimé interne.

Ainsi, le Service a d'abord expliqué que l'appel d'offres, d'une durée de 33 jours, a permis de recevoir un total de sept soumissions, dont une qui n'était pas conforme en raison d'un prix trop élevé à l'un des items du devis. En ce qui a trait à l'important écart défavorable observé, le Service l'a expliqué par la sous-évaluation des coûts de construction et d'installation des nouvelles chambres de vannes à l'estimé des consultants. À cet effet, le consultant a produit un nouvel estimé en employant la méthode des coûts réels, ce qui a permis d'obtenir des prix similaires à ceux proposés

par les firmes soumissionnaires, En outre, le Service a expliqué que toutes les soumissions proposaient des prix plus élevées que l'estimé. Le Service a donc jugé les prix obtenus comme représentatifs du marché. Ne voyant pas la possibilité d'obtenir de meilleurs résultats en relançant cet appel d'offres, le Service a opté pour une analyse afin de valider la rentabilité des travaux, et ce, préalablement à la recommandation de l'octroi à Sanexen. Les résultats de cette analyse ont montré une récupération des coûts sur 10 ans, ce qui sert de barème de référence en matière de rentabilité pour la Ville et qui dispose le Service de l'eau à recommander l'octroi aux instances décisionnelles.

En conclusion, la Commission apprécie les mesures de mitigation prévues à ce projet, notamment en ce qui concerne la production d'un devis spécifique à chacun des sites, de concert avec chaque arrondissement concerné, dans l'objectif de limiter les entraves. Aussi, la Commission salue le déploiement de moyens concrets pour ouvrir le marché en scindant ce type de travaux par spécialité puisqu'elle constate qu'il en résulte la réception d'un plus grand nombre de soumissions. En somme, bien que la Commission soit particulièrement préoccupée par cet important écart de prix, les commissaires ont grandement apprécié la démarche d'analyse de rentabilité réalisée et les résultats obtenus à l'appui de la recommandation d'octroi de ce contrat. À cet effet, la Commission demande l'ajout du résumé de cette analyse au dossier décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE203775001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1203775003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $)

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme Ali Excavation, plus bas soumissionnaires conformes, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Pierrefonds, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 871 517,06 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10343 ;

2. d'autoriser une dépense de 187 151,71 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 187 151,71 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-29 12:03

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203775003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.
Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :
· en 2014, les secteurs Côte Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
· en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
· en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
· en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et Montréal-Ouest.
· en 2019, les secteurs Le Plateau Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield, ainsi que le secteur de suivi du débit Dollard-des-Ormeaux.

Le présent projet couvre le premier secteur de suivis du débit pour l'année 2020. Il s'agit du second secteur de Saint-Laurent. Deux secteurs de régulation (Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et Pierrefonds - Roxboro) et un autre secteur de suivi du débit (Kirkland) font l'objet d'autres dossiers décisionnels. Comme pour les travaux de 2019, ce premier contrat couvre les travaux de civil, de structure et de mécanique. Les travaux d'électricité et d'instrumentation feront l'objet d'un autre appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 14 février 2020. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'édifice Lucien-Saulnier le 19 mars 2020, soit 34 jours après le lancement.

Deux addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications :

Addenda no 1	2020-03-10	Clarifications et réponses aux soumissionnaires
Addenda no 2	2020-03-11	Clarifications

La validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au 17 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0413 - 18 septembre 2019 - Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour la réalisation de travaux d'électricité et d'automatisation pour les chambres de régulation et de mesure, pour une somme maximale de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, taxes, contingences et incidences incluses.
CG19 0180 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à Groupe Michel Leclerc, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Beaconsfield", pour un montant de 1 765 487,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10296 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 206 858,90 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0122 - 28 mars 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0060 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement du Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG19 0059 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction principalement pour la réalisation du second secteur de suivis du débit de l'arrondissement Saint-Laurent. Ces travaux visent à mesurer toute l'eau entrant dans une partie de l'arrondissement et ainsi permettre d'établir un bilan précis et mieux connaître le comportement du réseau:
· la construction d'une nouvelle chambre de mesure du débit sur la conduite principale du boulevard Henri-Bourassa Ouest, près de l'avenue Félix-Leclerc;
· la construction d'une nouvelle chambre de mesure du débit sur la conduite principale du boulevard Poirier, près du boulevard Thimens;
· la construction d'une nouvelle chambre de mesure du débit sur la conduite principale de la rue Pomba, près de la route Transcanadienne.

Le contrat comprend également des travaux pour d'autres secteurs de régulation et pour la mesure de débit sur le réseau de distribution:

· la construction d'une chambre de régulation d'urgence sur la rue Jarry, près de la rue d'Iberville;
· la construction de la mécanique de la chambre de régulation sur le boulevard Crémazie Ouest, près du boulevard St-Michel;
· le raccordement de la chambre de régulation de la 19e Avenue à la conduite principale du boulevard Crémazie Ouest;
· la mise à niveau de la chambre de mesure du débit de L'Île-Dorval, près des terrasses Bellerive;
· la désaffectation de la chambre de vanne de la rue Deacon, près du boulevard St-Régis.

Les trois premiers points serviront à compléter le secteur de régulation de Villeray - St-Michel - Parc-Extension, secteur dont la construction a débuté en 2016.

Les arrondissements et les villes liées touchés par les travaux ont été informés.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 187 151,71 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protections d'utilités publiques non identifiées aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc.).

Des frais incidents de 187 151,71 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :
· alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec;
· déplacement d'utilités publiques;
· contrôle qualitatif des matériaux (56 145,51 $, taxes incluses soit 3 % des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu dix (10) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, six (6) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 60 % des preneurs de documents. Parmi les quatre (4) qui n'ont pas déposé d'offre, un (1) était un fournisseur. Enfin, pour les trois (3) derniers preneurs, ils n'ont pas jugé à propos de nous fournir d'explications quant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé d'offres. La liste des preneurs de documents se trouve en pièce jointe.
Lors de l'analyse de conformité, tous les soumissionnaires ont été jugé conformes et aucune erreur de calcul n'a été identifiée. L'analyse peut être consultée en pièce jointe. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires conformes :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
Ali Excavation	1 871 517,06 $	187 151,71 $	2 058 668,77 $
C.M.S. Entrepreneurs Généraux	2 277 309,83 $	227 730,98 $	2 505 040,81 $
Roxboro Excavation	2 685 000,00 $	268 500,00 $	2 953 500,00 $
K.F. Construction	2 757 777,77 $	275 777,78 $	3 033 555,55 $
Les Entreprises Cogenex	2 859 428,25 $	285 942,83 $	3 145 371,08 $
Sanexen Services Environnementaux	3 400 458,06 $	340 045,81 $	3 740 503,87 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	2 365 631,32 $	236 563,13 $	2 602 194,45 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			2 906 106,68 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			41,2%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 681 835,10 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			81,7%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-543 525,69 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-20,9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			446 372,04 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			21,7%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 20,9 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L’analyse des montants soumis a permis de constater que la différence de prix venait principalement du montant soumis pour les fosses d’exploration.

L’analyse a également permis de constater une différence de 21,7 % entre le premier et le second soumissionnaire. La différence se situe principalement au niveau des montants soumis pour les fosses, mais également pour les travaux dans le secteur Villeray. Les deux entrepreneurs n’ont probablement pas évalué le même impact des conditions de circulation sur leurs travaux dans Villeray.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour l'adjudicataire recommandé, Ali Excavation, est valide jusqu'au 6 janvier 2023, on retrouve d'ailleurs le soumissionnaire sur le "registre des entreprises autorisées à contracter et à sous-contracter" de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Le présent dossier répond à deux critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats:

- le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et il présente un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

- et qu'il existe un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 2 245 820,47 $ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 2 050 733.45 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par les règlements d'emprunts :
- RCG 16-039 Optimisation des réseaux, pour un montant de 1 967 121,07 $ taxes incluses

- RCG 16-041 Chambres de compteurs, pour un montant de 278 699,40 $ taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites, et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 17 juin 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'enjeu avec la pandémie COVID-19 si ce n'est que le début des travaux pourraient être retardé par une ordonnance d'arrêt de travaux de construction émise par le gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 mai 2020
Début des travaux : juillet 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Genny PAQUETTE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Dang NGUYEN, Saint-Laurent

Lecture :

Jean-François DUBUC, 24 mars 2020
Genny PAQUETTE, 23 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

Tél : 514-872-9402
Télécop. : 514-868-4275

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-23

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

Tél : 514.872.7476
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-04-28

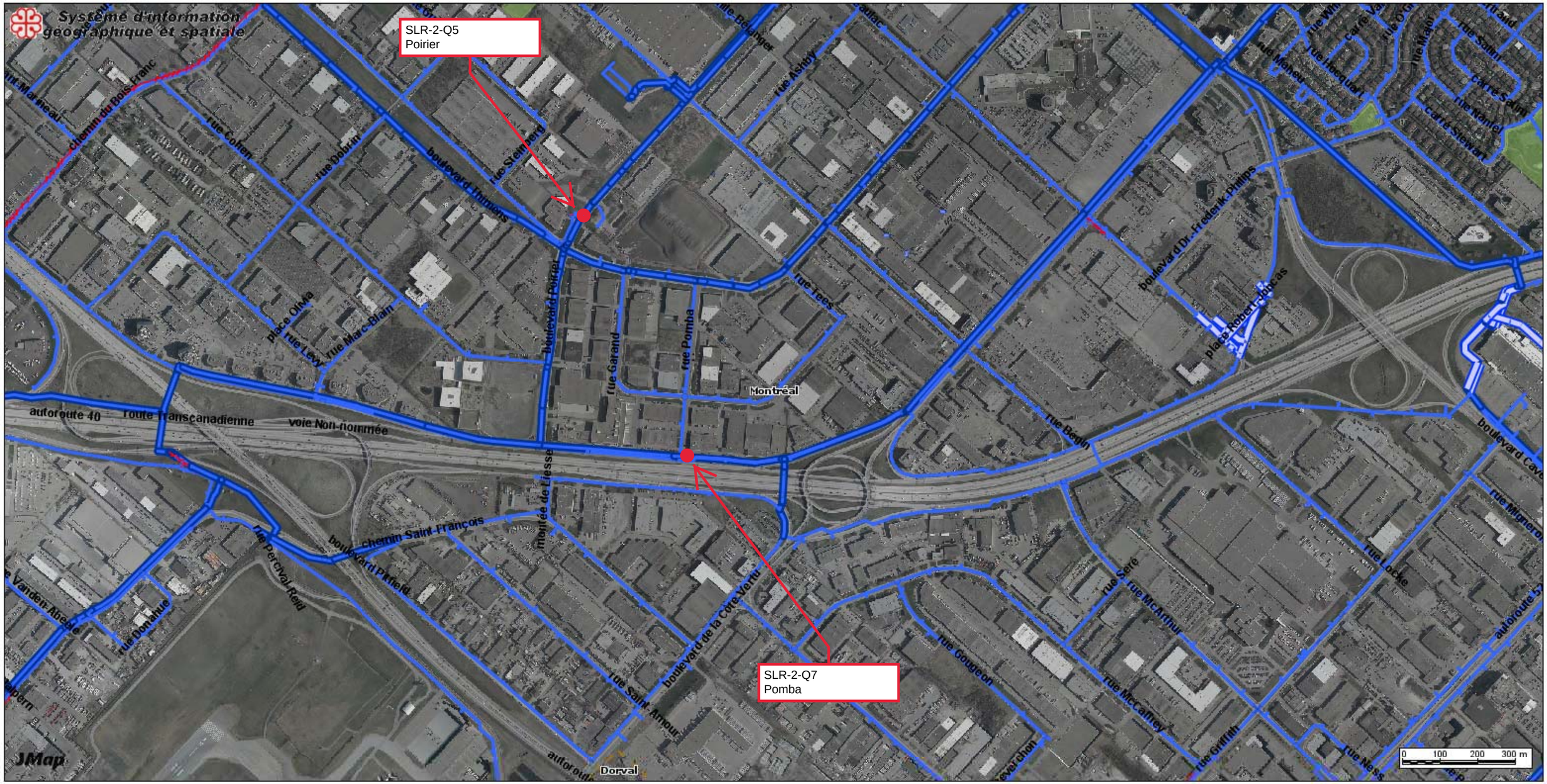


Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000

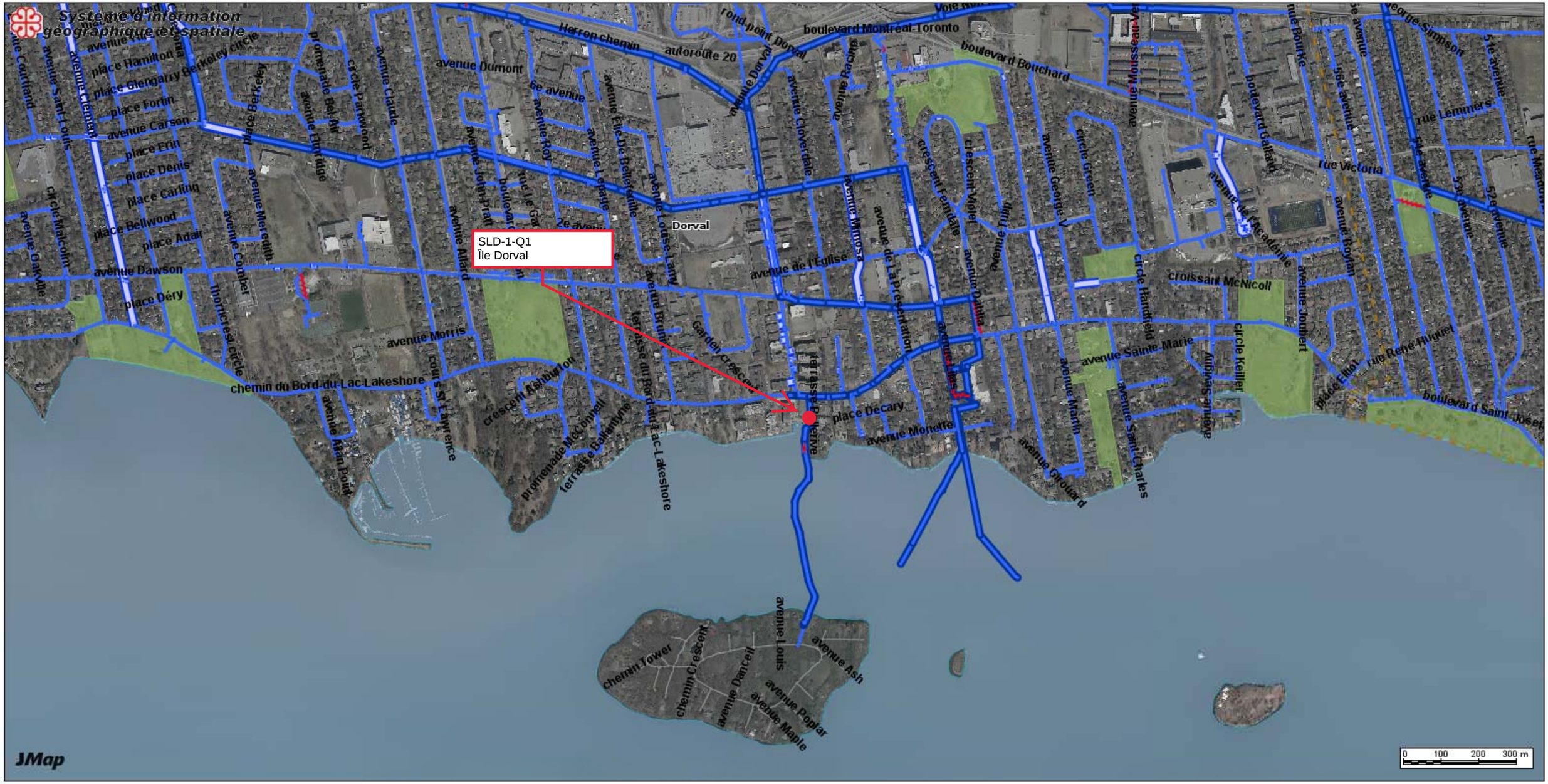


Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Échelle 1:10000

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

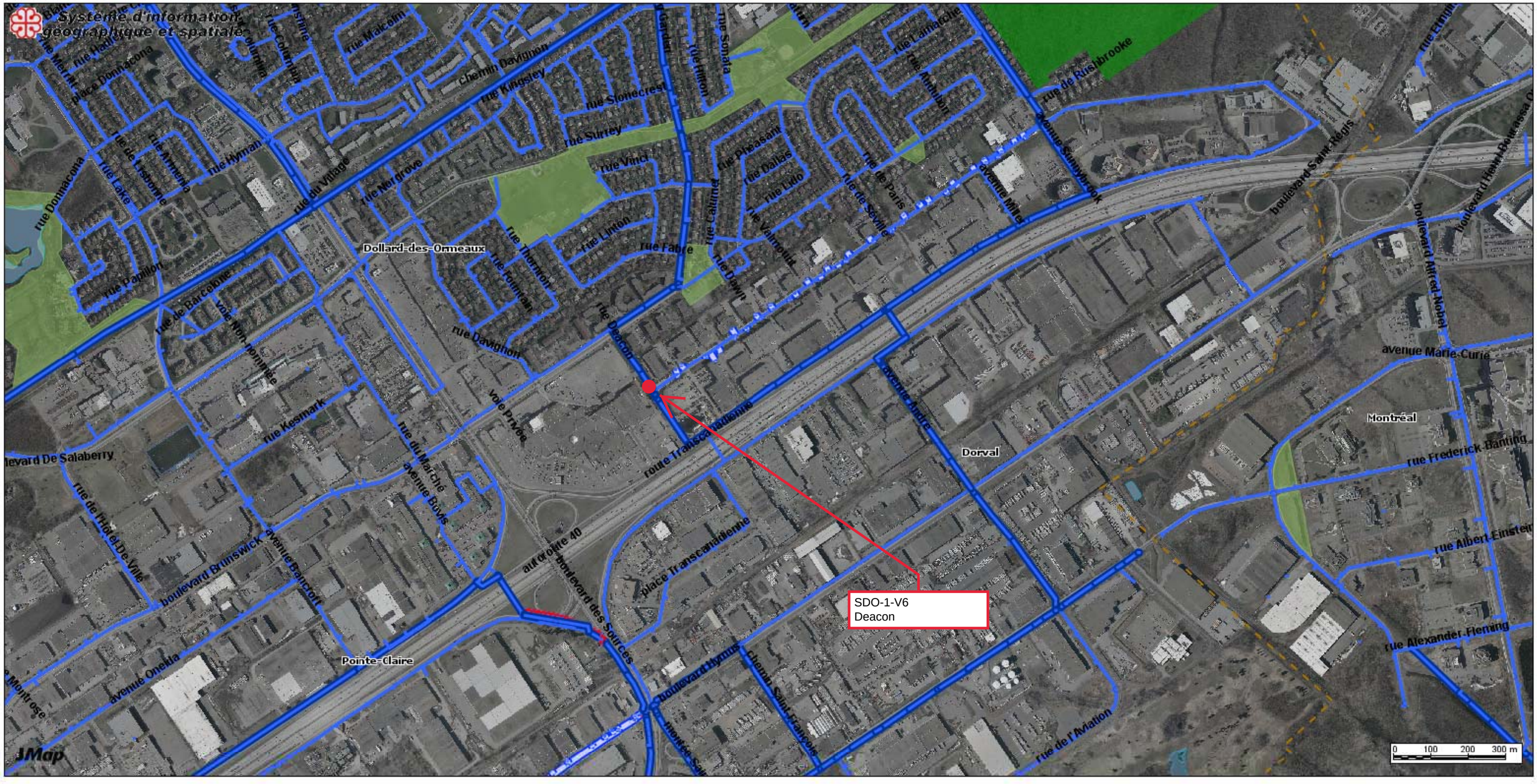


Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 7 janvier 2020

ALI EXCAVATION INC.
A/S MONSIEUR MARC-ANDRÉ LOISELLE
760, BOUL DES ÉRABLES
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6T 6G4

N° de décision : 2020-DAMP-1001
N° de client : 2700025521

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ALI EXCAVATION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **6 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10343
Numéro de référence : 1346168
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1705944)** 2020-02-25 15 h 34 **Transmission :** 2020-02-25 21 h 07	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 57 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 https://cmsgenie.qc.ca	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1701354)** 2020-02-18 11 h 50 **Transmission :** 2020-02-18 12 h 26	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 56 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1700627)** 2020-02-17 14 h 01 **Transmission :** 2020-02-17 18 h 03	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 58 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau	Monsieur Alexandre Coulombe	**Commande : (1700350)** 2020-02-17 10 h 25	

Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Transmission :** 2020-02-17 10 h 25	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 55 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1701454)** 2020-02-18 13 h 19 **Transmission :** 2020-02-18 13 h 20	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 55 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9	Monsieur Yves Lefebvre Téléphone : 450 681-8338 Télécopieur : 450 681-7612	**Commande : (1714712)** 2020-03-11 9 h 33 **Transmission :** 2020-03-11 10 h 28	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 56 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1702973)** 2020-02-20 11 h 05 **Transmission :** 2020-02-20 11 h 05	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1702536)** 2020-02-19 17 h 48 **Transmission :** 2020-02-20	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 54 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur : 514 788-4606	**Commande : (1711028)** 2020-03-04 16 h 43 **Transmission :** 2020-03-04 21 h 45	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 57 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1700308)** 2020-02-17 9 h 54 **Transmission :** 2020-02-17 13 h 12	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 54 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203775003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1203775003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.17

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1203775003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $)

Rapport - mandat_SMCE203775003.pdf

Dossier # :1203775003

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203775003

Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203775003

Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $).

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire,*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les particularités de ce contrat de travaux d'excavation, pour lequel l'appel d'offres, d'une durée de 34 jours, a permis de recevoir un total de six soumissions, parmi les 10 preneurs des documents. Ainsi, le Service a expliqué que l'écart de prix, de 20,9% favorable à la Ville par rapport à l'estimé de contrôle, provient essentiellement d'un seul item au devis : les fosses d'exploration. Quant à l'écart de 21,7% par rapport à la soumission du deuxième soumissionnaire conforme, il provient de deux éléments : les fosses d'exploration et les coûts de maintien

de la mobilité pour les sites de régulation dans le secteur de la rue Iberville, évalués de façon plus substantielle par le deuxième plus bas soumissionnaire.

Le Service a proposé trois explications pour l'écart entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimé de contrôle. Il pourrait s'agir d'une sous-estimation par l'entrepreneur des coûts de réalisation des fosses puisque les montants unitaires soumis sont nettement inférieurs aux prix proposés par les autres firmes soumissionnaires. L'écart pourrait également être le résultat d'une surestimation à l'estimé de contrôle. Il n'en demeure pas moins que cet écart du prix unitaire multiplié par le grand nombre de fosses à construire a pour effet de produire l'écart observé, et ce, tant par rapport à l'estimé qu'à la deuxième plus basse soumission conforme, bien que dans une moindre mesure. L'analyse globale des soumissions reçues amène tout de même le Service a jugé les prix obtenus comme représentatifs du marché de la région de Montréal, d'où la recommandation de l'octroi.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues et les mesures de mitigation prévues à ce projet afin de limiter les entraves. Aussi, la Commission salue le déploiement de moyens concrets pour ouvrir le marché en scindant ce type de travaux par spécialité. Elle constate, une fois de plus, qu'il en résulte la réception d'un plus grand nombre de soumissions. Néanmoins, la Commission rappelle l'importance de retrouver, au dossier décisionnel, toutes les justifications de chacun des critères d'examen pour lesquels les dossiers sont soumis à l'examen de la CEC. Par conséquent, il a été demandé d'ajouter au sommaire décisionnel l'explication manquante relativement à l'écart de plus de 20% entre les deux plus basses soumissions conformes.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire,*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE203775003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2020/05/28
17:00

(2)

Dossier # : 1205308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder un contrat aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour une période de 24 mois, pour la réception, le tri et la valorisation du bois, au prix de leur soumission, pour les sommes maximales indiquées taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18043 et au tableau de prix reçus ;

Firmes	Lots	Montant des contrats (taxes incluses)
Multi Recyclage S.D. Inc.	Lots 1, 2, 4, 6	**3 125 637 $**
GFL Environmental Inc.	Lots 3, 7	**1 030 778 $**
Tria Écoénergie Inc.	Lot 5	**837 018 $**

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-27 10:58

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205308001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q.;chapitre E-20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles sont des compétences d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération et octroie par conséquent des contrats permettant aux territoires et aux écocentres de transporter le bois vers des sites de traitement autorisés afin de le valoriser.

Le présent sommaire décisionnel a pour objet de renouveler les trois (3) contrats actuellement en vigueur de réception, de tri et de mise en marché du bois en provenance des villes et arrondissements ainsi que des sept (7) écocentres de l'agglomération de Montréal. Ces trois (3) contrats viennent tous à échéance le 30 juin 2020. La synchronicité de la date d'échéance de ces contrats provient d'un choix stratégique faisant suite à la résiliation des trois (3) contrats ayant été octroyés à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. (CG 19 0134 et CE19 0407) en raison de son inscription au Registre des entreprises non

admissibles aux contrats publics (RENA) en janvier 2019 par le Sous-secrétariat aux marchés publics. Le Service de l'environnement a dû procéder à la tenue d'un appel d'offres réalisé en urgence pour six (6) territoires ainsi qu'à trois appels d'offres consécutifs pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle (aucun soumissionnaire lors de l'appel d'offres 19-17698; un seul soumissionnaire conforme dont le site était situé à 98 kms de l'écocentre lors de l'appel d'offres 19-17501). Deux contrats ont été octroyés pour des périodes respectives de 16 mois (CE19 0407) et de huit (8) mois (CE19 1805). Le troisième contrat venant à échéance est issus de l'appel d'offres 15-14291 (CG 15 0461) et avait une durée déterminée de 58 mois.

Le marché de valorisation du bois a évolué de façon défavorable au cours des dernières années faisant en sorte d'augmenter les coûts de traitement unitaire (de 20 $ en 2015 à plus de 80 $ la tonne en 2019). Ce contexte s'explique notamment par :

- l'inscription sur le RENA en janvier 2019 de l'entreprise Centre de tri Mélimax Inc. ayant pour conséquence de réduire la compétition dans ce secteur d'activités dans la grande région métropolitaine;
- les modifications et le resserrement de la réglementation concernant la qualité de l'air par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) ayant pour conséquence un effondrement du marché du "bois trié" qui était utilisé principalement comme biomasse.

Il est à noter que dans le cadre des précédents appels d'offres réalisés par l'agglomération de Montréal pour la réception, le tri et la mise en marché du bois notamment ceux réalisés en 2015 (34 territoires et 7 écocentres) et en 2019 (6 territoires), les devis techniques présentaient la matière à valoriser comme étant du "bois trié" issu à la fois des activités d'émondage et de déconstruction.

Dans ce contexte, la stratégie de sollicitation du marché préconisée par le Service de l'environnement pour le renouvellement des services de réception, de tri et de valorisation du bois en provenance des 34 territoires et des 7 écocentres de l'agglomération de Montréal fut de :

- proposer deux types de matières à valoriser, soit le bois en provenance des écocentres, composé principalement de bois issus de la déconstruction, et le bois des activités d'émondage des arrondissements et villes liées en raison de sa qualité supérieure afin d'obtenir un meilleur prix ;
- procéder selon un découpage territorial de l'agglomération en sept (7) lots, décrits ci-après, afin d'ouvrir le marché à de plus petites entreprises ;
- inclure à cet appel d'offres la fourniture de copeaux issus de la transformation du bois en provenance des territoires, pour combler les besoins éventuels des services d'horticulture des villes et arrondissements.

Lot 1	10 Territoires de la zone Ouest	Baie-d'Urfé
		Beaconsfield
		Dollard-des-Ormeaux
		Dorval/île Dorval
		Kirkland
		L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
		Pierrefonds - Roxboro
		Pointe-Claire
		Sainte-Anne-de-Bellevue
		Senneville
Lot 2		Ahuntsic - Cartierville

	15 Territoires de la zone centre	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
		Côte-St-Luc
		Hampstead
		Lachine
		LaSalle
		Le Plateau-Mont-Royal
		Le Sud-Ouest
		Montréal-Ouest
		Mont-Royal
		Outremont
		Saint-Laurent
		Verdun
		Ville-Marie
		Westmount
Lot 3	8 Territoires et services centraux de la zone est	Anjou
		Mercier - Hochelaga - Maisonneuve
		Montréal-Est
		Montréal-Nord
		Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
		Rosemont - La Petite-Patrie
		Saint-Léonard
		Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
		Services centraux (Grands Parcs, jardin botanique)
Lot 4	Écocentres zone Ouest	Écocentre Acadie
		Écocentre Côte-des-Neiges
		Écocentre Saint-Laurent
Lot 5	Écocentre LaSalle	
Lot 6	Écocentres zone Est	Écocentre La Petite-Patrie
		Écocentre Saint-Michel
Lot 7	Écocentre Rivière-des-Prairies	

Le processus d'appel d'offres s'est déroulé comme suit :

· L'appel d’offres public N° 20-18043 a été lancé le 26 février 2020.
· L'appel d'offres a été annoncé dans le Journal de Montréal et publié dans le SEAO.
· L'ensemble des entrepreneurs œuvrant dans ce secteur ont été contactés par le Service de l'approvisionnement pour les informer de l'appel d'offres en cours.
· La date initiale d’ouverture des soumissions était le 19 mars 2020 (23 jours calendrier). Cette date a été reportée à trois reprises étant donné le contexte de la pandémie du COVID-19.
· Les soumissionnaires ont eu 43 jours calendrier pour préparer leur dossier.
· Les soumissions ont été ouvertes le 9 avril 2020.
· Les soumissions ont un délai de validité de cent-quatre-vingts (180) jours calendrier (cautionnement de soumission).
· Six addenda ont été produits dans ce dossier :
- Addenda 1, 12 mars : report de la date d'ouverture au 24 mars et réponse à 9 questions portant sur les cautionnements ainsi que des précisions décrites au devis
- Addenda 2, 19 mars : report de la date d'ouverture au 31 mars
- Addenda 3, 20 mars : modification aux garanties de soumission et mesures prises pour ouverture des soumissions au bureau du Greffe en raison de la pandémie du Covid-19

- Addenda 4, 24 mars : réponses à 3 questions portant sur les lettres de garanties irrévocables, et demande de révision des délais
- Addenda 5, 30 mars : report de la date d'ouverture au 9 avril de date, acceptation exceptionnelle d'autres formes de garanties de soumission (chèques certifiés)
- Addenda 6, 3 avril : correction à l'heure d'ouverture
· Il y a eu six (6) preneurs de cahier de charges dont quatre (4) ont déposé des soumissions.
· Aucune soumission n'a été jugée non admissible ou non conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1805 - 27 novembre 2019 - Accorder un contrat à Multirecyclage S.D. Inc. pour la réception, le tri et la mise en marché de bois en provenance de l'écocentre LaSalle. Dépense totale de 201 206,25 $, taxes incluses pour une période de 8 mois. Appel d'offres public 19-17806 - (4 soumissionnaires).
CG19 0134 - 28 mars - Résilier le contrat accordé à Centre de tri Mélimax inc. (CG18 0351) pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié en provenance de 5 territoires, pour une période de 24 mois - Résilier le contrat accordé à Centre de tri Mélimax inc. (CG18 0406), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'écocentre de LaSalle, pour une période de 22 mois.

CE19 0407 - 13 mars 2019 -
1 - Résilier le contrat accordé à Centre de tri Mélimax inc. (CE15 1363), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'arrondissement de LaSalle, pour une période de 58 mois;
2 - Accorder à Recyclage Notre-Dame inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois en provenance de 6 territoires, pour une période de 16 mois, aux prix de sa soumission, soit pour la somme maximale de 311 950,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17500 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel.

CG18 0406 - 23 août 2018 - Accorder un contrat au Centre de tri Mélimax inc pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 22 mois, pour la somme de 781 744,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17092 (2 soum., 1 seul conforme) / Autoriser un virement budgétaire de 85 541,06 $ en 2018 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 252 577,78 $ en 2019, et de 121 239,26 $ en 2020.

CG18 0351- 21 juin 2018 - Accorder un contrat à Centre de tri Mélimax inc., pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié, en provenance de 5 territoires, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 338 567,51 $, taxes incluses / Autoriser une demande de budget additionnel de 181 664,64 $, taxes nettes - Appel d'offres public 18 -16879 (2 soum.).

CG 15 0461 - 20 août 2015 - Accorder deux contrats, pour une période de 58 mois, à Ecoservices Tria inc. pour une somme maximale de 611 688 $, taxes incluses, et à Multi-Recyclage S. D. inc., pour une somme maximale de 3 440 964 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié - Appel d'offres public 15-14291 (3 soum.).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer des contrats pour la réception, le tri et la valorisation de deux types de bois en provenance des 34 territoires et des 7 écocentres, répartis en sept

(7) lots.
Les deux types de bois à valoriser sont :

- le bois d'émondage en provenance des activités d'arboriculture (élagage et abattage) réalisées par ou pour les trente-quatre (34) territoires de l'agglomération de Montréal (dont une partie provient des abattages massifs de frênes), de certaines cours de voirie et de la collecte des arbres de Noël en bordure de rue ou de toutes autres sources désignées par la Ville (service de parcs et pépinières).
- le bois mélangé issu de travaux de démolition ou de déconstruction, déposés par les citoyens et les petites entreprises, en provenant des sept (7) écocentres situés sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Les quantités prévisionnelles totales pour la durée du contrat (deux ans) sont de 68 356 tonnes (29 333 tonnes en provenance des territoires et 39 023 tonnes en provenance des écocentres). Ces prévisions ont été estimées à partir de la moyenne des quantités de bois produits ou récupérés par les territoires et par les écocentres au cours des trois dernières années. Elles se déclinent de la façon suivante en fonction des lots présentés dans le cadre de l'appel d'offres :

- Bois d'émondage - Zone ouest : 7 661 tonnes
- Bois d'émondage - Zone centre : 14 408 tonnes
- Bois d'émondage - Zone est : 7 264 tonnes
- Bois d'écocentres - secteur ouest : 8 272 tonnes
- Bois d'écocentre LaSalle : 10 495 tonnes
- Bois d'écocentres - secteur est : 13 830 tonnes
- Bois d'écocentre Rivière-des-Prairies : 6 426 tonnes

Le bois est transporté par la Ville ou par des camions de type transroulier (« roll-off ») chargés de conteneurs de 40 verges cubes (parfois des 20 verges cubes), ou tout autre camion utilisé par les territoires ou par un entrepreneur travaillant pour ceux-ci. Une fois livré au lieu de réception de l'entreprise, le bois est broyé en copeaux, pour être envoyé par la suite dans des sites de valorisation, soit en biomasse énergétique, soit pour être recyclé en palettes ou en panneaux de fibres isolantes.

L'appel d'offres 20-18043 demandait également des prix en option pour la fourniture sur demande de copeaux issus de la transformation du bois en provenance des territoires afin de combler les besoins éventuels des services d'horticulture des villes et arrondissements ainsi que de services corporatifs. Les prix soumissionnés sont significativement plus élevés que ce qui avait été estimé (écart de 160% à 250% supérieur à l'estimé des professionnels), conséquemment le Service de l'environnement recommande de ne pas octroyer ces options de contrats (trois (3) lots de l'appel d'offres; lot#1.2, #2.2, #2.3). Une estimation des besoins en copeaux sera faite et une nouvelle sollicitation du marché sera effectuées au besoin.

Ces contrats s'étaleront sur une période deux ans (24 mois) et disposent de deux options de prolongation de 12 mois. Aucune variation de quantité et aucune contingence ne sont prévues.

JUSTIFICATION

Il y a eu six (6) preneurs du cahier de charges et quatre (4) firmes ont déposé des soumissions jugées conformes (67%). Deux (2) preneurs du cahier des charges n'ont pas soumissionné (33 %). Le Groupe ONYM n'a pas participé car le projet n'était finalement pas dans son champ d'activité. RCI Environnement n'a pas soumis d'explications.

Estimation du professionnel
L'estimation a été faite par les professionnels du Service de l'environnement et établie en tenant compte de la moyenne des prix soumis lors des derniers appels d'offres et majoré d'un pourcentage associé à l'inflation. Pour le bois d'émondage, puisqu'aucun appel d'offres n'avait été réalisé spécifiquement pour cette catégorie de matières, une estimation de l'écart de valeur par rapport au bois d'écocentre, à partir des prix moyens de deux appels d'offres distincts a été réalisée. Une différence de 10 $ a été appliquée à la baisse pour cette matière.

Pour ce qui est de l'estimé de fourniture de copeaux, l'estimation a été réalisée sur la basé des tarifs d'une étude de l'UMQ de 2016-17, rehaussé à 10$ étant donné les récentes fluctuations de cette matière et qu'il s'agissait d'une première sollicitation du marché pour ce service.

Résultats
Voici les résultats du processus d'appel d'offres pour chacun des lots, en comparaison avec l'estimation des professionnels.
PRIX DES LOTS avec prolongation (taxes incluses)

	Lot 1.1 Territoires zone ouest	**Prolongation 2x 12 mois Lot 1.1**	**Grand total avec prolongation et retrait du lot 1.2**
GFL Environmental inc.	572 535 $	572 535 $	1 145 071 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	528 494 $	528 494 $	1 056 988 $
Recyclage Notre-Dame inc	1 118 646 $	1 118 646 $	2 237 292 $
Tria Écoénergie Inc.	730 907 $	730 907 $	1 461 815 $
Estimation des professionnels	524 459 $	524 459 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	737 646 $	737 646 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	40%	40%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	590 152 $	590 152 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	112%	112%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	4 035 $	4 035 $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%)	1%	1%	

((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)			
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	44 041 $	44 041 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	8%	8%	

	Lot 2.1 Territoires zone centre	**Prolongation 2x 12 mois Lot 2.1**	**Grand total avec prolongation et retrait lot 2.2**
GFL Environmental inc.	1 076 764 $	1 076 764 $	2 153 528 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	993 936 $	993 936 $	1 987 872 $
Tria Écoénergie Inc.	1 374 613 $	1 374 613 $	2 749 227 $
Estimation des professionnels	986 225 $	986 225 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	1 148 438 $	1 148 438 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	16%	16%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	380 677 $	380 677 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	38%	38%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	7 711 $	7 711 $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	1%	1%	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	82 828 $	82 828 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la	8%	8%	

plus basse) / la plus basse x 100)			
	Lot 3.1 Territoires zone est	**Prolongation 2x 12 mois Lot 3.1**	**Grand total avec prolongation et retrait du lot 3.2**
GFL Environmental inc.	542 866 $	542 866 $	1 085 732 $
Recyclage Notre-Dame inc	616 362 $	616 362 $	1 232 723 $
Tria Écoénergie Inc.	693 031 $	693 031 $	1 386 062 $
Estimation des professionnels	497 332 $	497 332 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	617 420 $	617 420 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	14%	14%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	150 165 $	150 165 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	28%	28%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	45 534 $	45 534 $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	9%	9%	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	73 496 $	73 496 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	14%	14%	
	Lot 4 Écocentres zone Ouest	**Prolongation 2x 12 mois**	**Grand total avec prolongation**
GFL Environmental inc.	618 198 $	618 198 $	1 236 395 $
Multi Recyclage S.D. Inc. Soumissionnaire retenu	618 198 $	618 198 $	1 236 395 $
Recyclage Notre-Dame inc	1 207 863 $	1 207 863 $	2 415 726 $

Tria Écoénergie Inc.	654 814 $	654 814 $	1 309 628 $
Estimation des professionnels	663 254 $	663 254 $	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(45 057) $	(45 057) $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-7%	-7%	

	Lot 5 Écocentre LaSalle	**Prolongation 2x 12 mois**	**Grand total avec prolongation**
GFL Environmental inc.	784 331 $	784 331 $	1 568 661 $
Tria Écoénergie Inc. Soumissionnaire retenu	830 787 $	830 787 $	1 661 574 $
Estimation des professionnels	841 575 $	841 575 $	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme retenue (la plus basse conforme - estimation)	(10 788) $	(10 788) $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-1%	-1%	

	Lot 6 Écocentres zone Est	**Prolongation 2x 12 mois**	**Grand total avec prolongation**
GFL Environmental inc.	1 033 568 $	1 033 568 $	2 067 136 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	954 063 $	954 063 $	1 908 125 $
Recyclage Notre-Dame inc	1 173 497 $	1 173 497 $	2 346 994 $
Tria Écoénergie Inc.	1 094 787 $	1 094 787 $	2 189 574 $
Estimation des professionnels	1 108 994 $	1 108 994 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	1 063 979 $	1 063 979 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	12%	12%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	219 434 $	219 434 $	

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	23%	23%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(154 931) $	(154 931) $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-14%	-14%	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	79 505 $	79 505 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	8%	8%	

	Lot 7 Écocentre RDP	**Prolongation 2x 12 mois**	**Grand total avec prolongation**
GFL Environmental inc.	480 239 $	480 239 $	960 478 $
Recyclage Notre-Dame inc	545 256 $	545 256 $	1 090 512 $
Tria Écoénergie Inc.	508 684 $	508 684 $	1 017 368 $
Estimation des professionnels	515 268 $	515 268 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	511 393 $	511 393 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	6%	6%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	65 017 $	65 017 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	14%	14%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme	(35 029) $	(35 029) $	

(la plus basse conforme - estimation)			
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-7%	-7%	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	28 445 $	28 445 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	6%	6%	

Description des écarts

L'estimation interne était de 5 204 556$ (taxes incluses) pour l'ensemble des sept (7) lots. Globalement, les plus basses soumissions conformes sont 1% supérieur à l'estimé bien que cet écart varie d'un lot à l'autre.

Les plus bas prix soumis pour le bois d'émondage sont respectivement de 1 % (calculs de données à partir de formule non arrondies) à 9% supérieur au prix estimé par les professionnels (pour le lot#3, prix soumis à 65$/tonne au lieu de 60$). Même si cette matière est considérée comme du bois "pur", elle exige des coûts d'opération importants. L'écart entre la plus basse et la deuxième plus basse soumission varie entre 6 et 8%, excepté pour le lot#3 (14%) avec un prix à la tonne variant de 65$ à 73,80$. Les soumissionnaires de ce lot n'ont probablement pas distingué les deux types de bois.

L'écart au prix estimé par les professionnels pour le bois des écocentres varie de -7% à -14% (lot #6). Cet écart peut s'expliquer par l'identification de nouveaux débouchés ou de nouveaux procédés de valorisation pour ce type de matières.

Concernant la fourniture de copeaux, il s'avère que les soumissions sont largement supérieures a l'estimation réalisée par les professionnels du Service de l'environnement, allant de 26 $ la tonne (écart de 160%) à 65 $ la tonne (écart de 250%). Par conséquent, tel que décrit à l'article 4.2 du devis - Évaluation des besoins copeaux de bois (en option), "la ville se réserve le droit de réclamer ou non un retour partiel ou total du bois transformé en copeaux", la ville n'appliquera pas cette option.

Pour le présent appel d'offres, les soumissionnaires ont déposé des prix variant entre 60$ et 127$/tonne.

Modalités d'adjudication

Les règles d'adjudication prévues à l'annexe du document Régie, prennent en considération les éléments que sont le prix soumis à la tonne, la quantité prévisionnelle et l’ajustement de ce coût, compte tenu de la distance à parcourir entre le lieu de livraison du soumissionnaire et le centroide spécifié pour chacun des lots. Les prix soumis sont donc ajustés afin de prendre en compte les coûts additionnels de transports encourus pour la livraison de la matière et qui devront être assumés par la Ville et par les villes liées de l'agglomération. Cet ajustement est calculé uniquement à des fins d'adjudication.

Le tableau des résultats des prix ajustés est détaillé dans l'intervention du Service de l'approvisionnement (voir page 2 du Sommaire des contrats - selon méthode adjudication VF).

Tel que décrit à l'article 3.2 du devis technique, "Dans le cas où un adjudicataire remporte plusieurs lots, la Ville se réserve le droit de regrouper ces lots pour les gérer, sur le plan administratif, en un seul et même contrat."
C'est pourquoi, les lots sont finalement regroupés en trois (3) contrats qui s'étaleront sur une période de 24 mois, et pourront être prolongés deux fois 12 mois.

Commission permanente sur l'examen des contrats :

Ce dossier décisionnel sera soumis à un examen par la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC), prévue le 13 mai 2020, puisque l'un des contrats répond aux critères suivants:
- Le contrat de biens et services octroyés à l'entreprise Multi Recyclage S.D. Inc. est d'une valeur de plus de 2 M $ (en raison du regroupement des lots 1, 2, 4 et 6);
- L'entreprise Multi Recyclage S.D. Inc. en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Vérifications

Les entreprises ont fournis avec leur soumission, la copie de leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). L'attestation fournie par la compagnie GFL Environmental inc. arrive à échéance le 29 mai 2020. Une demande de renouvellement de l'inscription a été adressée à l'entreprise par le Service de l'approvisionnement.
Après vérifications, ces entreprises ne sont pas inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne se retrouvent pas sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est pour une durée de 24 mois, s'étalant sur trois (3) années financières. La somme requise s'élève à 4 993 433 $ toutes taxes incluses, incluant un ajustement annuel de l'IPC.
La répartition du coût annuel se présente comme suit :

Bois	Adjudicataire	#Lots	2020	2021	2022	Total
Contrat 1	Multi Recyclage S.D. Inc.	Lots 1, 2, 4, 6	773 673 $	1 562 818 $	789 146 $	**3 125 637 $**
Contrat 2	GFL Environmental Inc.	Lots 3, 7	255 776 $	516 668 $	258 334 $	**1 030 778 $**
Contrat 3	Tria Écoénergie Inc.	Lot 5	207 697 $	419 548 $	209 774 $	**837 018 $**
Grand total - taxes incluses			**1 237 146 $**	**2 499 034 $**	**1 257 254 $**	**4 993 433 $**

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement de la Direction de la gestion des matières résiduelles, du Service de l'Environnement, au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles. Elle sera entièrement assumée par l'agglomération.

Les détails du calcul se retrouvent en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La valorisation du bois s'inscrit dans les priorités énoncées au projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal (PDGMR) 2020-2025, pour lesquels la Ville de Montréal s'est engagée à atteindre un taux de détournement des matières organiques de l'enfouissement de 70 % en 2025, en vue de l'objectif zéro déchet en 2030.
La Ville s'est également engagé dans le cadre du C40 Cities à atteindre un taux de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2030.

Le traitement du bois contribue à l'objectif de recycler 60% de la matière organique putrescible résiduelle fixée par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et répond aux objectifs du plan d'action *Montréal Durable 2016-2020* de l'administration montréalaise.

Valoriser les résidus organiques tel le bois contribue également à réduire les gaz à effet de serre émis par la matière en décomposition dans les sites d'enfouissement produits et en limitant les risques de contamination des nappes phréatiques causés par les lixiviats. Selon les marchés, les débouchés pour le bois sont : mise en copeaux, recyclage en panneau de bois aggloméré, valorisation énergétiques, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut d'octroyer ces contrats, le bois des territoires et des écocentres sera acheminé vers d'autres filières qui ne garantissent pas sa pleine valorisation et par conséquent à un recul dans l'atteinte des objectifs environnementaux énoncés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le 23 mars 2020, le gouvernement du Québec a ordonné la fermeture de l'ensemble des commerces et services non prioritaires. Une liste des services et activités prioritaires a été mise en ligne et inclut la collecte des déchets et la gestion des matières résiduelles. Pour la gestion des matières résiduelles, voici la liste des services jugés essentiels :

- Services de collecte et d'élimination des déchets
- Services de collecte et de tri des matières recyclables
- Services de collecte et de traitement des matières dangereuses
- Services de collecte et traitement de matières organiques, incluant le vidage de fosses septiques
- Services de collecte et traitement des déchets biomédicaux
- Entreprises de gestion parasitaire (pour le contrôle des puces de lit, rats et souris notamment)

Dans ce contexte de pandémie relié à la COVID-19, la poursuite des activités prioritaires doit se faire en cohérence avec les recommandations spécifiques développées par les autorités de la santé publique et de santé et sécurité au travail compétentes.

Les entreprises de collecte, de transport et de valorisation des matières résiduelles ont mis en place plusieurs mesures préventives afin de protéger la santé de leurs employés, tout en maintenant la prestation de services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 6 mai 2020
Commission d'examen des contrats : 13 mai 2020
Comité exécutif : 20 mai 2020
Conseil municipal : 25 mai 2020
Conseil d'agglomération : 28 mai 2020
Début du contrat : 1er juillet 2020
Fin du contrat : 30 juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Daniel LÉGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jeanne PARISEAU, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine HERBRETEAU
Agente de recherche

Tél : 514 868-3962
Télécop. : 514-872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - planification et developpement gmr

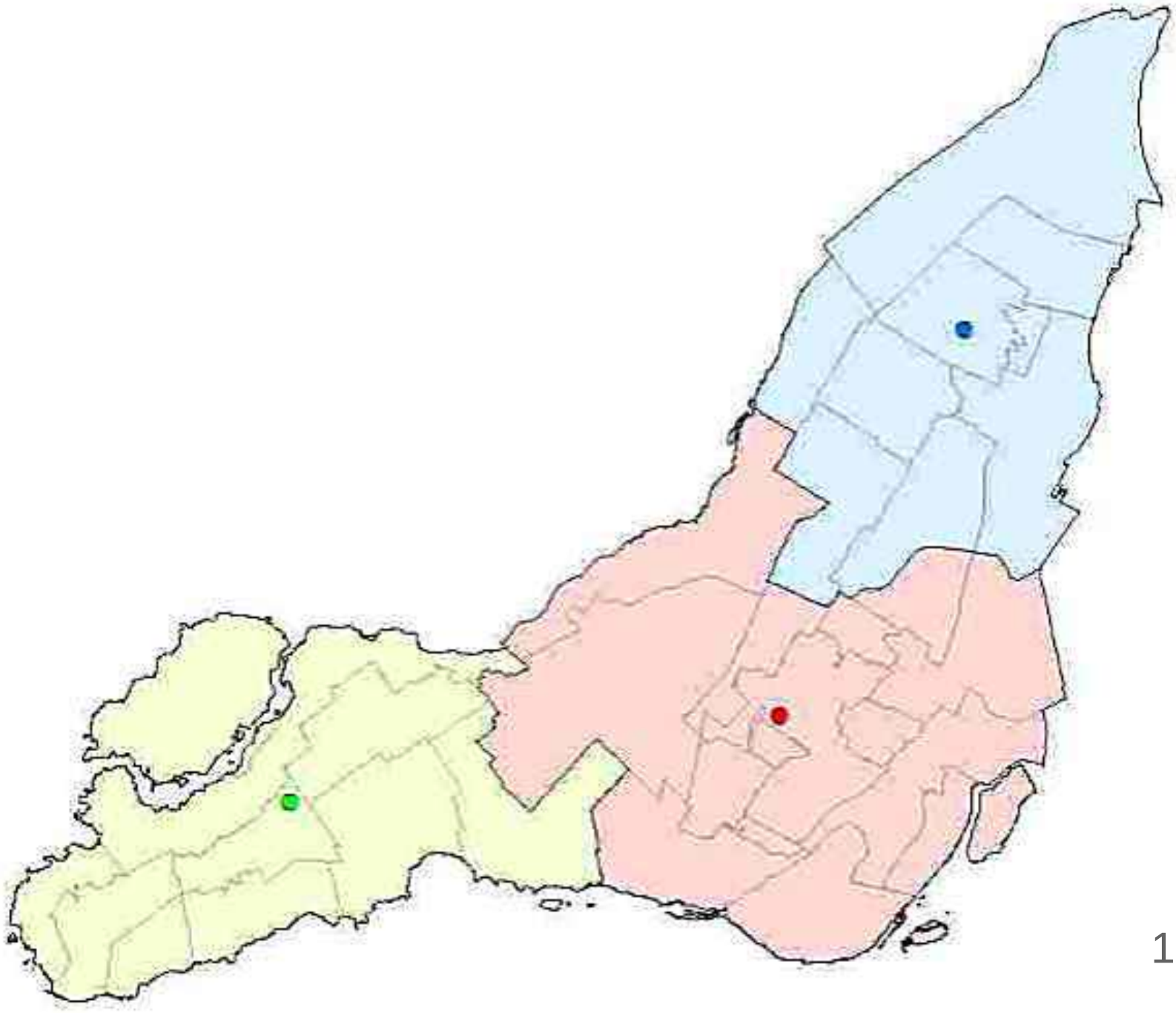
Tél : 514-868-8769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-04-27

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-04-27



Montants des contrats avec regroupement des lots

Bois	Adjudicataire	#Lots	2020	2021	2022	Total
Contrat 1	Multi Recyclage S.D. Inc.	Lots 1, 2, 4, 6	773 673 $	1 562 818 $	789 146 $	**3 125 637 $**
Contrat 2	GFL Environmental Inc.	Lots 3, 7	255 776 $	516 668 $	258 334 $	**1 030 778 $**
Contrat 3	Tria Écoénergie Inc.	Lot 5	207 697 $	419 548 $	209 774 $	**837 018 $**
Grand total - taxes incluses			**1 237 146 $**	**2 499 034 $**	**1 257 254 $**	**4 993 433 $**

Coût des contrats de réception et tri du bois 2020-22
AO 20-18043
du 01 juillet 2020 au 30 juin 2022

				6 mois	12 mois	2% 6 mois	
Contrat 1	**Adjudicataire**	**Tonnage global**	**Prix (1)**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Lot 1.1 Territoires zone ouest	Multi Recyclage S.D. Inc.	7 661	60.00 $	114 915.00 $	229 830.00 $	114 915.00 $	459 660.00 $
Lot 2.1 Territoires zone centre		14 408	60.00 $	216 120.00 $	432 240.00 $	216 120.00 $	864 480.00 $
Lot 4 Écocentres zone Ouest		8 272	65.00 $	134 420.00 $	268 840.00 $	134 420.00 $	537 680.00 $
Lot 6 Écocentres Zone Est		13 830	60.00 $	207 450.00 $	414 900.00 $	207 450.00 $	829 800.00 $
Sous-total avant taxes				**672 905.00 $**	**1 345 810.00 $**	**672 905.00 $**	**2 691 620.00 $**
ajustement ipc (1)					13 458.10 $	13 458.10 $	26 916.20 $
Sous-total avant taxes & IPC				**672 905.00 $**	**1 359 268.10 $**	**686 363.10 $**	**2 718 536.20 $**
TPS			5%	33 645.25 $	67 963.41 $	34 318.16 $	135 926.81 $
TVQ			9.975%	67 122.27 $	135 586.99 $	68 464.72 $	271 173.99 $
Total taxes incluses - Contrat 1				**773 672.52 $**	**1 562 818.50 $**	**789 145.97 $**	**3 125 637.00 $**
Total taxe nette				**706 466.14 $**	**1 427 061.60 $**	**720 595.46 $**	**2 854 123.19 $**

Contrat 2	**Adjudicataire**	**Tonnage global**	**Prix (1)**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Lot 3.1 Territoires zone est	GFL Environmental Inc.	7 264	65.00 $	118 040.00 $	236 080.00 $	118 040.00 $	472 160.00 $
Lot 7 Écocentre RDP		6 426	65.00 $	104 422.50 $	208 845.00 $	104 422.50 $	417 690.00 $
Sous-total avant taxes				222 462.50 $	444 925.00 $	222 462.50 $	889 850.00 $
ajustement ipc (1)					4 449.25 $	2 224.63 $	6 673.88 $
Sous-total avant taxes & IPC				**222 462.50 $**	**449 374.25 $**	**224 687.13 $**	**896 523.88 $**
TPS			5%	11 123.13 $	22 468.71 $	11 234.36 $	44 826.19 $
TVQ			9.975%	22 190.63 $	44 825.08 $	22 412.54 $	89 428.26 $
Total taxes incluses - Contrat 2				**255 776.26 $**	**516 668.04 $**	**258 334.02 $**	**1 030 778.33 $**
Total taxe nette				**233 557.82 $**	**471 786.79 $**	**235 893.40 $**	**941 238.00 $**

Contrat 3	**Adjudicataire**	**Tonnage global**	**Prix (1)**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Lot 5 Écocentre LaSalle	Tria Écoénergie Inc.	10 495	68.85 $	180 645.19 $	361 290.38 $	180 645.19 $	722 580.75 $
Sous-total avant taxes				180 645.19 $	361 290.38 $	180 645.19 $	722 580.75 $
ajustement ipc (1)					3 612.90 $	1 806.45 $	5 419.36 $
Sous-total avant taxes & IPC				**180 645.19 $**	**364 903.28 $**	**182 451.64 $**	**728 000.11 $**
TPS			5%	9 032.26 $	18 245.16 $	9 122.58 $	36 400.01 $
TVQ			9.975%	18 019.36 $	36 399.10 $	18 199.55 $	72 618.01 $
Total taxes incluses - Contrat 3				**207 696.80 $**	**419 547.54 $**	**209 773.77 $**	**837 018.12 $**
Total taxe nette				**189 654.87 $**	**383 102.83 $**	**191 551.41 $**	**764 309.11 $**

Grand total avant taxes - contrat 1 & 2 & 3				**1 076 012.69 $**	**2 173 545.63 $**	**1 093 501.86 $**	**4 343 060.18 $**
Grand total taxes incluses - contrat 1 & 2 &3				**1 237 145.59 $**	**2 499 034.09 $**	**1 257 253.77 $**	**4 993 433.44 $**
Grand total taxe nette - contrat 1 & 2 & 3				**1 129 678.82 $**	**2 281 951.22 $**	**1 148 040.27 $**	**4 559 670.31 $**

Imputation comptable: 1001.0010000.103125.04383.54503.014404.0000.000000.000000.00000.00000

Note:
(1) Le prix unitaire est assujetti à l'ajustement ipc à la date anniversaire, soit à partir du 1 juillet 2021

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1205308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18043 Liste des commandes.pdf
20-18043 pv.pdf
Sommaire des contrats- selon méthode adjudication VF.pdf
20-18043 Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18043 — No du GDD : 1205308001

Titre de l'appel d'offres : Réception, tri et valorisation de bois en provenance des territoires et des écocentres de l'agglomération de Montréal - 24 mois + deux options de prolongation annuelle

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 19 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 9 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 3 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 66,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 10 - 2020

Date d'échéance révisée : 6 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

La recommandation d'octroi de contrats s'applique aux firmes cochées √ pour les lots et montants (TTI) soulignés en caractère gras, conformément à la méthode d'adjudication spécifiée au cahier des charges de l'appel d'offres 20-18043, ainsi qu'à la décision du Service requérant de retirer l'option de fourniture des copeaux, spécifiés aux items 1,2, 2,2 et 3,2 du bordereau de prix.,

Nom des firmes		Montant soumis (TTI)	√	# Lots
GFL Environmental inc :	Lot 1 Montant révisé 572 535,26$	687 027,36$	√	3 et 7
	Lot 2 Montant révisé 1 076763,90$	1 292 146,54$		
	Lot 3 Montant révisé à octroyer **542 865,96$**	651 454,10$		
	Lot 4	618 197,58$		
	Lot 5	784 330,71$		
	Lot 6	1 033 567,76$		
	Lot 7	**480 239,08$**		
Multi Recyclage S.D. inc :	**Lot 1** Montant révisé à octroyer **528 494,09$**	574 290,93$	√	1, 2, 4 et 6
	Lot 2 Montant révisé à octroyer **993 935,88$**	1 080 088,95$		
	Lot 3 Non soumissionné			
	Lot 4	**618 197,58$**		
	Lot 5 Non soumissionné			
	Lot 6	**954 062,55$**		
	Lot 7 Non soumissionné			

Recyclage Notre-Dame inc :	Lot 1 Montant révisé 1 118 645,80$	1 248 638,39$		
	Lot 2 Non soumissionné			
	Lot 3 Montant révisé 616 361,66$	739 633,98$		
	Lot 4	1 207 862,96$		
	Lot 5 Non soumissionné			
	Lot 6	1 173 496,94$		
	Lot 7	545 256,06$		
Écoénergie Tria inc :	Lot 1 Montant révisé 730 907,32$	792 556,91$	√	5
	Lot 2 Montant révisé 1 374 613,30$	1 490 588,60$		
	Lot 3 Montant révisé 693 031,04$	751 493,52$		
	Lot 4	654 813,90$		
	Lot 5	**830 787,22$**		
	Lot 6	1 094 786,78$		
	Lot 7	508 684,01$		

Informations additionnelles

Les soumissionnaires recommandés dans le présent sommaire décisionnel ne sont pas inscrits au RENA (Registre des entreprises non admissibles), ne sont pas rendus non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville et détiennent l'autorisation de contracter délivrée par l'AMP,

Des erreurs de calculs ont été corrigées pour le lot 3 de la soumission déposée respectivement par Recyclage Notre-Dame inc et Écoénergie Tria inc.

En cours d'analyse des soumissions le Service requérant a décidé de retirer les items optionnels 1,2, 2,2 et 2,3 du bordereau de prix. L'application de cette décision ne change pas l'ordre des soumissionnaires recommandé pour l'octroi des contrats,

Préparé par : Daniel Léger Le 22 - 4 - 2020

Sommaire des contrats

Recommandation d'octroi des contrats suite au retrait des lots 1.2, 2.2 et 3.2, selon les prix soumis.

	Description des lots	Soumissionnaires retenus	Montant avant taxes	Montant taxes incluses
Lot 1	10 territoires (Zone Ouest)	Multi Recyclage S.D. Inc.	459 660 $	**528 494 $**
Lot 2	15 territoires (Zone Centre)	Multi Recyclage S.D. Inc.	864 480 $	**993 936 $**
Lot 3	8 territoires (Zone Est)	GFL Environmental inc.	472 160 $	**542 866 $**
Lot 4	3 écocentres (Zone Ouest)	Multi Recyclage S.D. Inc.	537 680 $	**618 198 $**
Lot 5	écocentre LaSalle	Tria Écoénergie Inc.	722 581 $	**830 787 $**
Lot 6	2 écocentres (Zone Est)	Multi Recyclage S.D. Inc.	829 800 $	**954 063 $**
Lot 7	écocentre Rivière-des-Prairies	GFL Environmental inc.	417 690 $	**480 239 $**

Répartition des lots selon la méthode d'adjudication

	Description des lots	GFL Environmental inc	Multi Recyclage S.D. Inc.	Recyclage Notre-Dame inc	Tria Écoénergie inc.
Lot 1.1	10 territoires (Zone Ouest)	1 075 313,28 $	917 634,58 $	1 525 519,61 $	1 200 294,84 $
Lot 1.2	Fourniture de copeaux	215 034,58 $	131 414,96 $	223 561,70 $	166 522,27 $
Lot 2.1	15 territoires (Zone Centre)	1 621 332,24 $	1 432 097,57 $	- $	1 826 732,69 $
Lot 2.2	Fourniture de copeaux	324 311,46 $	188 471,27 $	- $	227 118,89 $
Lot 3.1	8 territoires (Zone Est)	582 500,16 $	- $	620 795,97 $	1 086 127,81 $
Lot 3.2	Fourniture de copeaux	116 516,07 $	- $	124 176,29 $	147 540,53 $
Lot 4	3 écocentres (Zone Ouest)	915 445,70 $	788 983,36 $	1 404 800,67 $	1 020 251,94 $
Lot 5	écocentre LaSalle	1 222 142,75 $	- $	- $	1 184 381,74 $
Lot 6	2 écocentres (Zone Est)	1 282 511,22 $	1 172 701,02 $	1 387 951,14 $	1 677 302,40 $
Lot 7	écocentre Rivière-des-Prairies	481 924,30 $	- $	504 466,70 $	926 706,31 $

Lot 1.1

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		7661		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc	76,9	65	497 965,00 $	1 075 313,28 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	61	60	459 660,00 $	917 634,58 $
Recyclage Notre-Dame inc	73,6	127	972 947,00 $	1 525 519,61 $
Tria Écoénergie inc.	75,2	82,98	635 709,78 $	1 200 294,84 $

Lot 1.2

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		1532		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc.	76,9	65	99 580,00 $	215 034,58 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	61	26	39 832,00 $	131 414,96 $
Recyclage Notre-Dame inc	73,6	73,8	113 061,60 $	223 561,70 $
Tria Écoénergie Inc.	75,2	35	53 620,00 $	166 522,27 $

Montant du lot 1 (avant taxes) 499 492,00 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 2.1

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h **)**		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		14408		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc.	48,5	65	936 520,00 $	1 621 332,24 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	40,2	60	864 480,00 $	1 432 097,57 $
Recyclage Notre-Dame inc			- $	- $
Tria Écoénergie Inc.	44,7	82,98	1 195 575,84 $	1 826 732,69 $

Lot 2.2

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h **)**		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		2882		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc	48,5	65	187 330,00 $	324 311,46 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	40,2	26	74 932,00 $	188 471,27 $
Recyclage Notre-Dame inc			- $	- $
Tria Écoénergie inc.	44,7	35	100 870,00 $	227 118,89 $

Montant du lot 2 (avant taxes) 939 412,00 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 3.1

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		7264		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc.	15,5	65	472 160,00 $	582 500,16 $
Multi Recyclage S.D. Inc.			- $	- $
Recyclage Notre-Dame inc	11,9	73,8	536 083,20 $	620 795,97 $
Tria Écoénergie Inc.	67,9	82,98	602 766,72 $	1 086 127,81 $

Lot 3.2

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		1453		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc	15,5	65	94 445,00 $	116 516,07 $
Multi Recyclage S.D. Inc.			- $	- $
Recyclage Notre-Dame inc	11,9	73,8	107 231,40 $	124 176,29 $
Tria Écoénergie inc.	67,9	35	50 855,00 $	147 540,53 $

Montant du lot 3 (avant taxes) 566 605,00 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 4

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h **)**	0,98	
Quantité prévisionnelle du contrat (T)	8272	

Compagnie	Distance Aller/Retour (D)	Prix unitaire soumis (CU)	Coût traitement (avant taxes)	Coût ajusté
GFL Environmental inc.	46,6	65	537 680,00 $	915 445,70 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	31	65	537 680,00 $	788 983,36 $
Recyclage Notre-Dame inc	43,7	127	1 050 544,00 $	1 404 800,67 $
Tria Écoénergie Inc.	55,6	68,85	569 527,20 $	1 020 251,94 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 5

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		10495		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc.	52,5	65	682 175,00 $	1 222 142,75 $
Multi Recyclage S.D. Inc.			- $	- $
Recyclage Notre-Dame inc			- $	- $
Tria Écoénergie Inc.	44,9	68,85	722 580,75 $	1 184 381,74 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 6

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)	0,98	
Quantité prévisionnelle du contrat (T)	13830	

Compagnie	Distance Aller/Retour (D)	Prix unitaire soumis (CU)	Coût traitement (avant taxes)	Coût ajusté
GFL Environmental inc.	28,3	65	898 950,00 $	1 282 511,22 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	25,3	60	829 800,00 $	1 172 701,02 $
Recyclage Notre-Dame inc	27,1	73,8	1 020 654,00 $	1 387 951,14 $
Tria Écoénergie Inc.	53,5	68,85	952 195,50 $	1 677 302,40 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 7	**Facteur d'ajustement (FA)** (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
	Quantité prévisionnelle du contrat (T)		6426		
	Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
	GFL Environmental inc.	10,2	65	417 690,00 $	481 924,30 $
	Multi Recyclage S.D. Inc.			- $	- $
	Recyclage Notre-Dame inc	4,8	73,8	474 238,80 $	504 466,70 $
	Tria Écoénergie Inc.	76,9	68,85	442 430,10 $	926 706,31 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 juin 2018

MULTI RECYCLAGE S.D. INC.
A/S MONSIEUR MARTIN CLOUTIER
3030, MONTEE SAINT-FRANÇOIS
LAVAL (QC) H7E 4P2

N° de décision : 2018-CPSM-1036222
N° de client : 3001527465

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous MULTI et MULTI RECYCLAGE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). MULTI RECYCLAGE S.D. INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 juin 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 9 septembre 2019

ÉCOÉNERGIE TRIA INC.
A/S MONSIEUR ROGER TISSEUR
1985, RUE JEAN-MARIE-LANGLOIS
LA PRAIRIE (QC) J5R 5Z8

No de décision : 2019-DAMP-0788
N° de client : 1100028078

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous TRIA ECOENERGY INC., une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ÉCOÉNERGIE TRIA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **8 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 18 mai 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GFL ENVIRONMENTAL INC.
Adresse du siège social : 100, NEW PARK PL, UNIT 500, CONCORD, ON, L4K 0H9, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000216212
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1175311910

Autres noms d'affaires

- BLANCHARD
- CENTRE TECHNOLOGIQUE AES
- ENVITO PB
- GESTION MICHEL COUTURE
- JEAN-PAUL BLANCHARD ET FILS
- LES ENTREPRISES ENVIRONNEMENTALES PIERREFONDS
- LES SERVICES MATREC
- MATREC
- MATREC, DIVISION ADMINISTRATION
- MATREC, DIVISION BEAUCE
- MATREC, DIVISION BROSSARD
- MATREC, DIVISION CENTRE DE TRI ST-HUBERT
- MATREC, DIVISION CENTRE TECHNOLOGIQUE AES
- MATREC, DIVISION CHAMPLAIN
- MATREC, DIVISION CHARLESBOURG
- MATREC, DIVISION CHICOUTIMI
- MATREC, DIVISION DOMESTIQUE
- MATREC, DIVISION DRUMMONDVILLE

- MATREC, DIVISION ÉCOCENTRE ET TRANSBO BEAUCE
- MATREC, DIVISION ÉCOCENTRE STE-MARIE
- MATREC, DIVISION ÉCOCENTRES BEAUCE
- MATREC, DIVISION ESTRIE
- MATREC, DIVISION GARAGE BOUCHERVILLE
- MATREC, DIVISION GARAGE QUÉBEC
- MATREC, DIVISION GATINEAU
- MATREC, DIVISION GRANBY
- MATREC, DIVISION LACHUTE
- MATREC, DIVISION LAVAL
- MATREC, DIVISION MONTRÉAL
- MATREC, DIVISION MUNICIPALE
- MATREC, DIVISION PIERREFONDS
- MATREC, DIVISION QUÉBEC
- MATREC, DIVISION QUÉBEC CONTENEURS
- MATREC, DIVISION SÉLECTIVE
- MATREC, DIVISION SHERBROOKE
- MATREC, DIVISION TRANSBO ST-HUBERT
- MATREC, DIVISION TRANSPORT SPÉCIALISÉ
- MATREC, DIVISION TROIS-RIVIÈRES
- PARC TECHNOLOGIQUE AES
- ROLAND THIBAULT
- SERVICES ENVIRONNEMENTAUX GFL
- SERVICES MATREC
- SERVICES MATREC, DIVISION ADMINISTRATION

- SERVICES MATREC, DIVISION BEAUCE
- SERVICES MATREC, DIVISION BROSSARD
- SERVICES MATREC, DIVISION CENTRE DE TRI ST-HUBERT
- SERVICES MATREC, DIVISION CENTRE TECHNOLOGIQUE AES
- SERVICES MATREC, DIVISION CHAMPLAIN
- SERVICES MATREC, DIVISION CHARLESBOURG
- SERVICES MATREC, DIVISION CHICOUTIMI
- SERVICES MATREC, DIVISION DOMESTIQUE
- SERVICES MATREC, DIVISION DRUMMONDVILLE
- SERVICES MATREC, DIVISION ÉCOCENTRE ET TRANSBO BEAUCE
- SERVICES MATREC, DIVISION ÉCOCENTRE STE-MARIE
- SERVICES MATREC, DIVISION ÉCOCENTRES BEAUCE
- SERVICES MATREC, DIVISION ESTRIE
- SERVICES MATREC, DIVISION GARAGE BOUCHERVILLE
- SERVICES MATREC, DIVISION GARAGE QUÉBEC
- SERVICES MATREC, DIVISION GATINEAU
- SERVICES MATREC, DIVISION GRANBY
- SERVICES MATREC, DIVISION LACHUTE
- SERVICES MATREC, DIVISION LAVAL
- SERVICES MATREC, DIVISION MONTRÉAL
- SERVICES MATREC, DIVISION MUNICIPALE
- SERVICES MATREC, DIVISION PIERREFONDS
- SERVICES MATREC, DIVISION QUÉBEC
- SERVICES MATREC, DIVISION QUÉBEC CONTENEURS
- SERVICES MATREC, DIVISION SÉLECTIVE
- SERVICES MATREC, DIVISION SHERBROOKE

- SERVICES MATREC, DIVISION SOREL
- SERVICES MATREC, DIVISION TRANSBO ST-HUBERT
- SERVICES MATREC, DIVISION TRANSPORT SPÉCIALISÉ
- SERVICES MATREC, DIVISION TROIS-RIVIÈRES
- SERVICES SANITAIRES DE RECYCLAGE EXPERT
- TRANSPORT SPÉCIALISÉ

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 22 mars 2018

SERVICES MATREC INC.
A/S MONSIEUR DENIS BOURQUE
4, CH DU TREMBLAY
BOUCHERVILLE (QC) J4B 6Z5

Nº de décision : 2018-CPSM-1019977
N° de client : 3000216212

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- BERGERON
- BLANCHARD
- BLANCHARD-MATREC
- CABINETS EXPRESS
- CABINETS SANITAIRES EXPRESS
- CDEV
- CENTRE TECHNOLOGIQUE A E S
- CONTENEURS H.M.F.
- CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ENVIRO-VIRIDIS
- EDB
- ENLÈVEMENT DE DÉCHETS BERGERON
- ENTREPRISE MATREC
- FONTAINE
- GESTION MATREC
- GESTION MICHEL COUTURE
- H.M.F.
- JEAN-PAUL BLANCHARD ET FILS
- LES CARRIÈRES THIBAULT
- MATREC

- MATREC BESSETTE
- MATREC BESSETTE, DIVISION DE SERVICES MATREC
- MATREC BONSECOURS
- MATREC BROSSARD
- MATREC BROSSARD, DIVISION DE SERVICES MATREC
- MATREC TRANSVICK
- MATREC TRANSVICK, DIVISION DE SERVICES MATREC
- MATREC VERT POUR LA VIE, UNE SOCIÉTÉ DE GFL
- PAUL RENAUD TRANSPORT
- PAUL RENAUD TRANSPORT ET FILS
- RÉCUPÉRATION MATREC
- RÉCUPÉRATION MATREC, DIVISION DE SERVICES MATREC
- RECYCLAGE LA FORESTIÈRE
- RECYCLAGE MÉTROPOLITAIN
- RECYCLAGE MÉTROPOLITAIN, DIVISION DE SERVICES MATREC
- SABLIÈRE DU CAP
- SABLIÈRE DU CAP, DIVISION DE SERVICES MATREC
- SABLIÈRE TROIS-RIVIÈRES
- SABLIÈRE TROIS-RIVIÈRES, DIVISION DE SERVICES MATREC
- SERVICES DE REBUTS MATREC
- SERVICES DE REBUTS MATREC, DIVISION DE SERVICES MATREC
- SERVICES MATREC INC. DIVISION ADMINISTRATION
- SERVICES MATREC INC. DIVISION ATELIER MÉCANIQUE BOUCHERVILLE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION ALEX ENVIRONNEMENT
- SERVICES MATREC INC., DIVISION BROSSARD
- SERVICES MATREC INC., DIVISION CENTRE DE TRI ST-HUBERT
- SERVICES MATREC INC., DIVISION CENTRE TECHNOLOGIQUE AES
- SERVICES MATREC INC., DIVISION CHAMPLAIN
- SERVICES MATREC INC., DIVISION CHICOUTIMI
- SERVICES MATREC INC., DIVISION COMMERCIALE MONTRÉAL
- SERVICES MATREC INC., DIVISION DOMESTIQUE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION ECOCENTRE ET TRANSBO BEAUCE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION ECOCENTRE STE-MARIE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION ESTRIE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION PORTNEUF
- SERVICES MATREC INC., DIVISION QUÉBEC
- SERVICES MATREC INC., DIVISION SÉLECTIVE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION STE-FOY

- SERVICES MATREC INC., DIVISION TRANSBO MONTRÉAL
- SERVICES MATREC INC., DIVISION TRANSBO ST-HUBERT
- SERVICES MATREC INC., DIVISION TROIS-RIVIÈRES
- SERVICES MATREC INC., DIVISON BEAUCE
- SERVICES SANITAIRES BRODEUR
- SERVICES SANITAIRES TRANSVICK
- TRANSPORT SPÉCIALISÉ
- TRANSVICK

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SERVICES MATREC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 mai 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18043
Numéro de référence : 1348556
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réception, tri et valorisation de bois en provenance des territoires et des écocentres de l'agglomération de Montréal - 24 mois + deux options de prolongation annuelle

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
GFL Environmental Inc.. 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 645-3182 Télécopieur : 450 641-4458	**Commande : (1712882)** 2020-03-09 9 h 16 **Transmission :** 2020-03-09 9 h 16	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date 2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe ONYM 115 Martin, 115 Martin Adstock, QC, g0n1s0	Monsieur YVON NADEAU Téléphone : 418 333-6223 Télécopieur :	**Commande : (1707326)** 2020-02-27 11 h 46 **Transmission :** 2020-02-27 11 h 46	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date 2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Multi Recyclages S.D. Inc. 3030 Montee St-Francois Laval, QC, H7E 4P2	Monsieur YVAN SMITH Téléphone : 450 625-	**Commande : (1713557)** 2020-03-09 16 h 34 **Transmission :**	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date

	9191 Télécopieur : 450 625-9628	2020-03-09 16 h 34	2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
R.C.I. Environnement une division de WM Québec 9501 Boul. Ray Lawson Montréal, QC, H1J 1L4	Madame Geneviève Roy Téléphone : 514 352-2020 Télécopieur : 514 352-7557	**Commande : (1708580)** 2020-03-02 8 h 02 **Transmission :** 2020-03-02 8 h 02	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date 2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
recyclage notre-dame inc 8155 rue larrey Montréal, QC, h1j2l5	Monsieur Maxim Sylvestre Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1708141)** 2020-02-28 11 h 54 **Transmission :** 2020-02-28 11 h 54	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date 2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Tria Écoénergie inc.
1985 Jean-Marie Langlois
La Prairie, QC, j5r5z8

Monsieur Roger Tisseur
Téléphone : 450 659-9333
Télécopieur : 450 659-2454

Commande : (1707433)
2020-02-27 13 h 37
Transmission :
2020-02-27 13 h 37

3275208 - 20-18043 Addenda 1
Report de date
2020-03-12 18 h 35 - Courriel

3280567 - 20-18043 addenda 2
Report de date
2020-03-19 17 h 35 - Courriel

3281829 - 20-18043 addenda 3
2020-03-20 17 h 30 - Courriel

3283872 - 20-18043 addenda 4
2020-03-25 7 h 24 - Courriel

3286784 - 20-18043 Addenda 5
Report de date
2020-03-30 15 h 04 - Courriel

3289407 - 20-18043 Addenda 6
2020-04-03 15 h 40 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière - GDD 1205308001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Marie-Claude JOLY
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0562
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.18

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1205308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

Rapport - mandat_SMCE205308001.pdf

Dossier # :1205308001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE205308001

Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses – Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE205308001

Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses – Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Multi Recyclage S.D. inc. en raison du regroupement des lots 1, 2, 4 et 6)*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'environnement et du Service de l'approvisionnement, ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en précisant d'abord que les contrats de 24 mois actuellement en cours venaient à échéance à la fin du mois de juin, puis en expliquant les différentes particularité de ce contrat de biens et services, pour lequel l'appel d'offres, d'une durée de 43 jours, a permis de recevoir un total de quatre soumissions parmi les six preneurs des documents. De plus, le Service a expliqué qu'une analyse en profondeur avait été effectuée préalablement au lancement de l'appel d'offres afin de réviser les besoins dans un objectif de réduction des coûts. Une distinction entre le bois d'émondage et les résidus de construction a été effectuée et prise en compte, totalisant 34 000 tonnes de bois à revaloriser chaque année.

Ainsi, le Service a expliqué l'octroi d'un troisième contrat à l'adjudicataire, notamment en lien avec la résiliation des contrats de l'entreprise Mélimax à l'issue d'une décision de l'inspectrice générale. De plus, la satisfaction du Service à l'égard des services fournis par l'adjudicataire l'amène à recommander l'octroi de ce troisième contrat à Multi Recyclage S.D. inc.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues. Néanmoins, malgré les écarts raisonnables observés, la Commission est d'avis que la méthode d'estimation des coûts basée sur les prix historiques, n'est pas idéale et qu'un calcul sur la base des coûts réels aurait été préférable. La conclusion de ce processus d'appel d'offres, qui montre des écarts, somme toute, raisonnables, lui semble être davantage le résultat d'une heureuse coïncidence. La Commission comprend néanmoins que les nouvelles règles gouvernementales encadrant les opérations de manière plus restrictive ont eu pour effet de faire diminuer la valeur du bois, produisant ainsi une diminution de l'intérêt des fournisseurs de services pour ce type de contrats. Au terme de son examen, la Commission demeure perplexe quant à l'absence de soumission déposée par le principal joueur de ce marché, sans justification. En somme, la Commission salue l'analyse de quantités et le découpage du territoire réalisé par secteur puisque ceci a permis l'ouverture du marché. À cet effet, il a été demandé au Service d'ajouter la carte du découpage territorial au dossier décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'environnement et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Multi Recyclage S.D. inc. en raison du regroupement des lots 1, 2, 4 et 6)*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE205308001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2020/05/28
17:00

(2)

Dossier # : 1207231031

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepeneurs Construction Viatek inc., pour des Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie , et dans la rue Berri du Boulevard Crémazie au boulevard Gouin. Dépense totale de 5 542 321,12 $ (contrat: 3 947 952,11 $ + contingences: 420 679,01 $ + incidences: 1 173 690,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 456111 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder aux Entrepeneurs Viatek inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie , et dans la rue Berri du Boulevard Crémazie au boulevard Gouin , aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 947 952,11 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 456111 ;

2. d'autoriser une dépense de 420 679.01 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 1 173 690,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 78,25% par l'agglomération, pour un montant de 3 959 894,51 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-03 13:52

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231031**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepeneurs Construction Viatek inc., pour des Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie , et dans la rue Berri du Boulevard Crémazie au boulevard Gouin. Dépense totale de 5 542 321,12 $ (contrat: 3 947 952,11 $ + contingences: 420 679,01 $ + incidences: 1 173 690,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 456111 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan de transport adopté en juin 2008 prévoit un ensemble de mesures visant à accroître les déplacements actifs sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal. L'objectif étant de favoriser l'émergence de nouveaux liens cyclables sur le territoire des arrondissements et des villes liées dans la perspective d'accroître les déplacements actifs et d'encourager l'utilisation du vélo à des fins utilitaires et non seulement de loisirs.
Une modification à ce Plan de transport concernant la mise à jour du réseau cyclable projeté de l'île de Montréal a été approuvée par le Conseil d'agglomération en 2015. Une deuxième mise à jour a été rendue nécessaire en 2019 pour ajouter des liens cyclables projetés dans le cadre du Réseau express vélo (REV). Une troisième mise à jour est en cours pour permettre à l'agglomération de poursuivre le développement du réseau cyclable. Le potentiel cumulatif de voies cyclables, selon cette mise à jour, est de 1815 kilomètres, alors que le réseau cyclable actuel compte 968 kilomètres.

Dans ce contexte, l'agglomération se doit de poursuivre le développement du réseau cyclable et de continuer à offrir aux cyclistes des conditions de déplacement qui soient optimales, sécuritaires, attirantes et compétitives par rapport aux autres modes de transport. Les nouvelles infrastructures à mettre en place doivent donner un accès le plus direct possible aux pôles d'emplois, aux services ainsi qu'aux zones commerciales, touristiques, institutionnelles et autres, de telle sorte qu'un transfert modal soit possible et encouragé.

Le Réseau express vélo (REV) est une infrastructure cyclable de grande capacité, conviviale et accessible 12 mois par année qui est initiée en 2020.

Le REV est une option de mobilité supplémentaire complémentaire aux réseaux existants de transport actif et collectif. Il offrira des axes cyclables continus et permettra de diminuer le temps de parcours des usagers en leur donnant accès aux grands pôles d'activités comme les universités, les rues commerciales et aux principales stations de métro. Il vise les objectifs suivants :

1. Améliorer la sécurité pour l'ensemble des usagers de la route en lien avec Vision Zéro

2. Offrir un réseau cyclable s'adressant aux personnes intéressées de se déplacer à vélo, mais qui n'en ont pas encore pris l'habitude. Il vise à rejoindre tous les niveaux d'usagers peu importe leur âge ou leur condition physique.

3. Contribuer à l'objectif de la Ville de Montréal d'être carboneutre d'ici 2050. Telle une colonne vertébrale du réseau cyclable montréalais, le REV se greffe aux réseaux cyclables locaux.

Aménagé selon les plus hauts standards de qualité avec un niveau de sécurité optimal, il est conçu pour réduire les conflits potentiels avec les autres usagers de la route.

Le vélo devient ainsi un mode de transport à part entière à la portée de tous et attrayant pour les nouveaux utilisateurs.

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a mandaté le service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0118 - 26 février 2015 - Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - Modification au Plan de transport 2008 (1144368010).

DESCRIPTION

Les travaux de voirie d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis seront réalisés entre la rue Jarry et le boulevard Crémazie et dans la rue Berri entre le boulevard Crémazie et le boulevard Gouin. Ces travaux s'échelonnent sur une longueur approximative de 3620 m.

Sans s'y limiter, les travaux principaux décrits dans le présent devis consistent essentiellement en les éléments de voirie suivants :

· Construction des terre-pleins centraux 830 m2

· Reconstruction des trottoirs, la ou requis;420 m2

· Planage pleine largeur et revêtement bitumineux, la ou requis 24900 m2

· la reconstruction et mise aux normes des lampadaires des deux côtés

· la reconstruction et mise aux normes des feux de circulation

Les plans de localisation et des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 420 679,01$, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 10,65 % du coût des travaux assumés par la ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière :

- d'utilités publiques ;
- de gestion des impacts;
- d'achat de mobilier urbain et de travaux horticoles;
- d'achat de mobilier et d'accessoires pour les feux de circulation et divers besoins en éclairage;
- de frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion environnementale des sols;
- de marquage et de signalisation;

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et ils sont décrites à l'article 3.5 des Clauses administratives générales du cahier des charges de l'appel d'offres 456111 , L'Entrepreneur doit noter que la clause 5.1.14.3 «Retard dans l'exécution des travaux» a été remplacée par celle-ci :

a) Le délai stipulé au Cahier des charges pour la réalisation des travaux est de l'essence même du Contrat et le simple retard dans l'exécution des obligations de l'Entrepreneur peut entraîner l'imposition, par le Directeur, d'une pénalité.

b) Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité journalière correspondant à un pourcentage du prix du contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec(TVQ). Le montant de la pénalité applicable est établi selon la caractéristique des axes indiqué à l'ANNEXE 2 – CARTE DU RÉSEAU ROUTIER HIÉRARCHISÉ du DTNI-8A, définissant ici quatre (4) types :

Type 1 Local
Type 2 Collectrices
Type 3 Artères
Type 4 Artères à caractère régional

Pour les contrats multisites avec un délai contractuel global, le montant de la pénalité est établi selon la caractéristique de l'axe la plus sensible (Type 1 à Type 4).

Le calcul de la pénalité est réalisé par tranche et décrite au Tableau 1 et le montant de la pénalité est prélevé à même les sommes dues à l'Entrepreneur. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard.

Tableau 1 - Pénalité applicable pour un retard dans l'exécution des travaux

	Montant de pénalité par tranche	**Montant de pénalité par tranche**	**Montant de pénalité par tranche**	**Montant de pénalité par tranche**
Prix du contrat	**Type 1**	**Type 2**	**Type 3**	**Type 4**
Moins de 10 millions $	0.05 %	0.075 %	0.1 %	0.1 %
10 millions $ ou plus	0.025 %	0.05 %	0.05 %	0.05 %

Pour fins de calcul de la pénalité pour retard dans l'exécution des travaux prévue à la clause 3.5 du CCAS, le projet est classifié comme type 3.. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

-

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme GLT+ inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l'analyse des cinq (5) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 25.87% a été constaté entre la plus basse soumission conforme reçue et l'estimation de soumission.

La DGPÉC a constaté que plus de la moitié de cet écart, soit 14.67 %, est concentrée dans les articles suivants:

1. Puisard de rue sur conduite existante avec percement
2. Massifs de conduits proposés
3. Maintien de la mobilité et de la sécurité routière

En ce qui concerne les articles de puisard et de massifs, la firme a révisé ses hypothèses. Effectivement, des productions trop élevées avaient été utilisées sans considérer la disparité des travaux. L'écart à ces articles, qui représentait 11.44 %, devient 1.78 %.

L'article de maintien de la mobilité et de la sécurité routière, quant à lui, est difficile à expliquer. Ce type de travaux dépend de la stratégie et des techniques de travail choisies par l'entrepreneur.

Considérant l'étalement régulier et concurrentiel de quatre (4) des cinq (5) soumissionnaires et un écart défavorable corrigé de 14.98 %, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le présent dossier répond à l'un des critères et à une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le montant du contrat est supérieur à 2 000 000$ et a un écart de plus de 20 % avec le montant de l'estimation.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 5 542 321,12 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec les Entrepeneurs Construction Viatek inc . pour un montant de 3 947 952,11 $ taxes incluses;
- plus un budget des contingences de 420 679,01 $ taxes incluses;
- plus un budget des incidences de 1 173 690,00 $ taxes incluses.

Cette dépense est assumée à 78,25% par l'agglomération pour un montant de 3 959 894,51 $ taxes incluses puisqu'elle concerne le réseau cyclable qui est de compétence d'agglomération en vertu de la loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et à 21,75% par la ville centrale pour un montant de 1 100 983,38 $ taxes incluses, représente un coût net de 5 060 877,89 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 aux projets suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti:

Programme	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
45000 - Réseau Express Vélo : Développement réseau cyclable	3960	-	-	-	3960
	3960	-	-	-	**3960**
Programme	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55856 - Programme complémentaire planage revêtement - Artériel	1101	-	-	-	1101
	1101	-	-	-	**1101**

· # RCG 18-028 pour un montant de 3 959 894,51 $, pour les travaux des pistes cyclables;
· # 15-019 pour un montant de 1 100 983,38 $, Programme Complémentaire de Planage-Revêtement (PCPR)
.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 1 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* « Augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 14 août 2020, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact conditionnel au maintien de la date du 11 mai 2020 pour la reprise des chantiers de construction

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux :fin juin 2020
Fin des travaux : septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds : ; Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES

Parties prenantes

Stéphane BLAIS, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Genny PAQUETTE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
France L LEGAULT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Jean CARRIER, 22 avril 2020
Genny PAQUETTE, 22 avril 2020
Michel BORDELEAU, 22 avril 2020
Stéphane BLAIS, 21 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Khemais JOUINI
Agent(e) technique en ingenierie municipale

Tél : 514 872-9158
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-05-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-01

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 456111 — No du GDD : 1207231031

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie , et dans la rue Berri du Boulevard Crémazie au boulevard Gouin . Réseau Express Vélo 2020 (Axe

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 / 3 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 7 / 4 / 2020

Ouverture faite le : 16 / 4 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
31 / 3 / 2020	Des modifications ont été apportées au Cahier des charges (modification de la date d'ouverture), au bordereau des prix de la formule de soumission (modification de la date d'ouverture) et au DTSI-V , DTSI-M DTSI-E DTSI-F Ajustement des quantités de bordereau des prix d'éclairage de feux de circulation et de la Maintien et gestion de la Mobilité	92 000.00
8 / 4 / 2020	Des modifications ont été apportées au Cahier des charges (cautionnement), au DTSI-V (raccordement des nouveaux puisards, tableaux question réponse	Néant

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs 13 — Nbre de soumissions reçues 5 — % de réponses 38

Nbre de soumissions rejetées 0 — % de rejets 0.0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 14 / 8 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
CONSTRUCTION VIATEK INC.	3 947 952.11
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	3 962 759.34
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE CRH CANADA INC.	4 077 753.59
ROXBORO EXCAVATION INC.	4 195 000.00
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	5 215 417.13
Estimation — **externe**	3 136 408.70

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **25.9%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **0.4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CONSTRUCTION VIATEK INC.

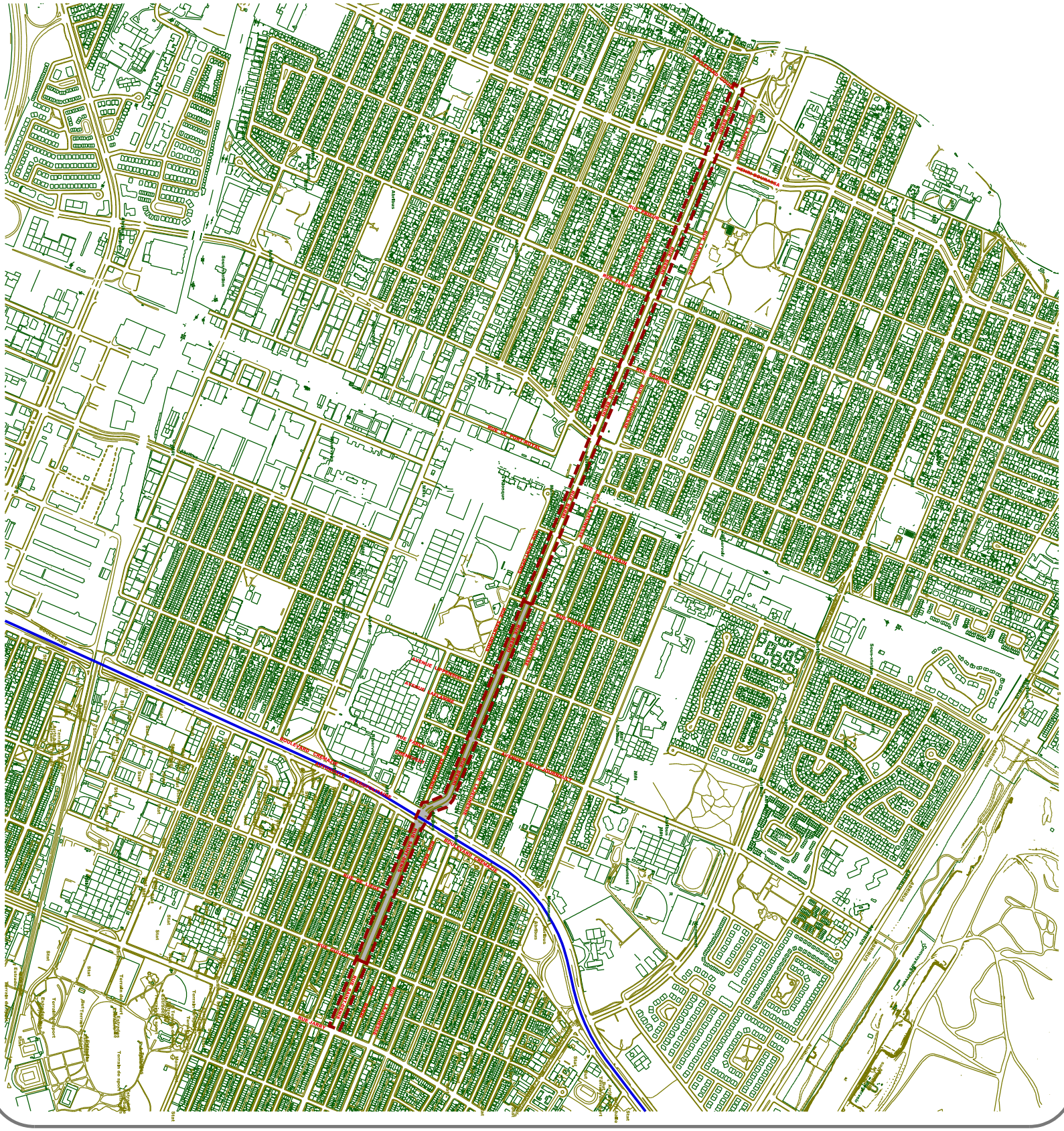
Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 3 947 952.11


Montant des contingences ($) : 420 679.01

Montant des incidences ($) : 1 173 690.00

Date prévue de début des travaux : 29 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 15 / 9 / 2020

Plan de localisation





Projet: **Rue Saint-Denis** De la rue Jarry au boul. Crémazie — **Rue Berri** Du boul. Crémazie au boul. Gouin

Arrondissement(s): Ahuntsic - Villeray-Saint-Michel-Parc Extension

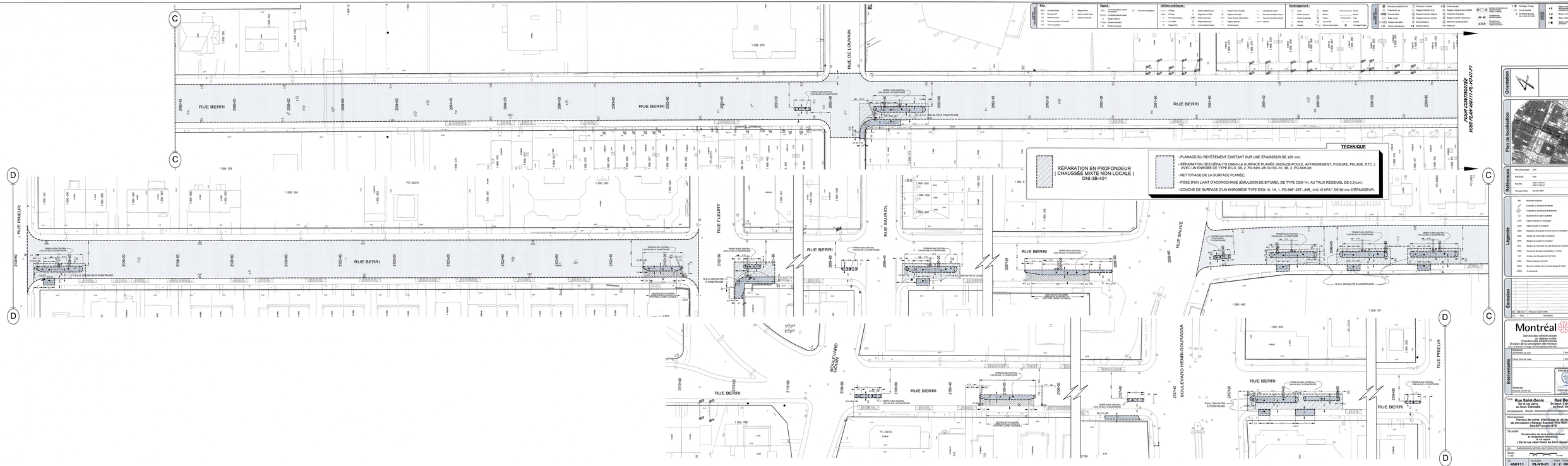
Nature des travaux: **Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation (Réseau Express Vélo REV 2020) Axe:01Tronçon:01B**

Titre du plan: **Construction de terre-pleins centraux et revêtement bitumineux, là où requis (De la rue Jean-Talon au boul. Gouin)**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
456111	PL-VO-01	1 / 2	000	-


RUE BERRI
RUE DE LOUVAIN
RUE PRIEUR
RUE FLEURY
RUE SAURIOL
RUE SAUVÉ
BOULEVARD HENRI-BOURASSA
RÉPARATION EN PROFONDEUR (CHAUSSÉE MIXTE NON-LOCALE) DNI-3B-401
TECHNIQUE
- PLANAGE DU REVÊTEMENT EXISTANT SUR UNE ÉPAISSEUR DE ±60 mm;
- RÉPARATION DES DÉFAUTS DANS LA SURFACE PLANÉE (NIDS-DE-POULE, AFFAISSEMENT, FISSURE, PELADE, ETC..) AVEC UN ENROBÉ DE TYPE EC-5, 3B, 2, PG 64H -28 OU EC-10, 3B, 2, PG 64H-28;
- NETTOYAGE DE LA SURFACE PLANÉE;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), DE TYPE CSS-1H, AU TAUX RÉSIDUEL DE 0.3 L/m²;
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28T, JNR, é=0.15 KPA ^ DE 60 mm D'ÉPAISSEUR;
VOIR PLAN 456111-PL-VG-01-F1
TERRE-PLEIN CENTRAL (Dni-3a-001 à CONSTRUIRE)
R.A.U. Dni-3A-705 A CONSTRUIRE
SECTEUR DE CHAUSSÉES RÉFECTION CHAUSSÉE (ACTUALISÉE)
Eau :
Égout :
Utilités publiques :
Aménagement :
Montréal
Service des infrastructures
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
Rue Saint-Denis
De la rue Jarry
au boul. Crémazie
Rue Berri
De la rue Cartier
au boul. Gouin
Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation (Réseau Express Vélo REV 2020) Arr.(TT)rondissement
Construction de terre-plein central et remplacement bidirectionnel
(De la rue Jean-Talon au boul. Gouin)
Échelle 1 : 100
456111
FL-VG-01
2 / 2
000

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	456111	DATE:
#GDD:	1207231031	DRM:	4561	2020/04/20
RESPONSABLE:	Khemais Jouini,ing			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie et dans la rue Berri, du boulevard Crémazie au boulevard Gouin (Réseau Express Vélo 2020) Axe : 01			

PROJET INVESTI: 45000 Desc et client-payeur: **Direction de la mobilité**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A)
2045000011	182415	158 533.12 $	150 969.07 $	22 645.36 $	0.00 $	A
2045000009	182413	290 187.29 $	288 902.65 $	28 890.27 $	0.00 $	A
2045000008	182412	1 437 315.88 $	1 430 952.98 $	143 095.30 $	0.00 $	A
2045000010	182414	999 597.87 $	0.00 $	0.00 $	1 094 690.00 $	A
2045000013	182417	385 079.99 $	366 706.78 $	55 006.02 $	0.00 $	A
2045000029	183039	689 180.36 $	686 129.41 $	68 612.94 $	0.00 $	A
SOUS-TOTAL		**3 959 894.51 $**	**2 923 660.89 $**	**318 249.89 $**	**1 094 690.00 $**	

PROJET INVESTI: 55845 Desc et client-payeur: **Direction de la mobilité**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Corpo (C)
2055845007	182419	1 028 845.85 $	1 024 291.22 $	102 429.12 $	0.00 $	C
2055845008	182420	72 137.53 $	0.00 $	0.00 $	79 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 100 983.38 $**	**1 024 291.22 $**	**102 429.12 $**	**79 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**5 060 877.89 $**	**3 947 952.11 $**	**420 679.01 $**	**1 173 690.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**5 542 321.12 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 456111	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**20/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie et dans la rue Berri, du boulevard Crémazie au boulevard Gouin (Réseau Express Vélo 2020) Axe : 01**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			3 947 952.11 $
TRAVAUX CONTINGENTS			420 679.01 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		79 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		155 000.00 $	
Marquage et signalisation		300 000.00 $	
Gestion des impacts		45 000.00 $	
Horticulture+Mobilier+compteur+bollard flexible(Ahuntsic)		183 140.00 $	
Horticulture+Mobilier+compteur +bollarrd flexible(villeray)		151 550.00 $	
Achat mobilier FC+ surveillance externe et autres dépenses		195 000.00 $	
Achat mobilier éclairage		65 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	1 173 690.00	1 173 690.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			5 542 321.12 $
Imputation (crédits)			5 060 877.89 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		241 022.88	480 840.65
Ristournes TPS et TVQ à 50%		481 443.21	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000011**	**SOUMISSION:**	**456111**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182415**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE DE RUE DANS LA RUE ST-DENIS ET BERRI**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction Vitek.INC**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			150 969.07 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00%		22 645.36 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			173 614.43 $
Imputation (crédits)			158 533.12 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	7 550.09	15 062.44
Ristournes TPS et TVQ à 50%	15 081.31	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000009**	**SOUMISSION:**	**456111**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182413**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**PLANAGE ET REVETEMENT BITUMINEUX**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction Vitek.INC**			

Ce montant correspondant aux travaux de planage et revetement assumé par la pist cyclable (45000) qui est soustrait du sp # 2055845007 (182419)

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			288 902.65 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		28 890.27 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Incidende technique			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			317 792.92 $
Imputation (crédits)			290 187.29 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	13 820.09	27 571.08
Ristournes TPS et TVQ à 50%	27 605.63	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000008**	**SOUMISSION:**	**456111**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182412**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**CONSTRUCTION DES TERRE-PLENS CENTRAUX, BORDURES, FOSSES DE PLANTATION DANS LA RUE ST-DENIS ET BERRI**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction Vitek.INC**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 430 952.98 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		143 095.30 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
-Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Horticulture+Mobilier			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 574 048.28 $
Imputation (crédits)			1 437 315.88 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	68 451.76	136 561.27
Ristournes TPS et TVQ à 50%	136 732.40	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000010**	**SOUMISSION:**	**456111**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182414**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie incidence technique et professionnelle**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif	155 000.00 $	
Marquage et signalisation	300 000.00 $	
Gestion des impacts	45 000.00 $	
Horticulture+Mobilier+compteur+bollard flexible(Ahuntsic)	183 140.00 $	
Horticulture+Mobilier+compteur+bollard flexible(Villeray)	151 550.00 $	
Achat mobilier FC+ surveillance externe et autres dépenses	195 000.00 $	
Achat mobilier éclairage	65 000.00 $	
TOTAL À REPORTER	1 094 690.00	1 094 690.00 $

Dépenses totales à autoriser	1 094 690.00 $
Imputation (crédits)	999 597.87 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	47 605.57	94 973.11
Ristournes TPS et TVQ à 50%	95 092.13	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000013**	**SOUMISSION:**	**456111**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182417**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**TRAVAUX DE FEUX DE CIRCULATION DANS LES RUES ST-DENIS ET BERRI**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction Vitek.INC**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			366 706.78 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00%		55 006.02 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			421 712.80 $
Imputation (crédits)			385 079.99 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	18 339.33	36 586.96
Ristournes TPS et TVQ à 50%	36 632.81	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000029**	**SOUMISSION:**	**456111**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183039**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**MAINTIEN DE LA CIRCULATION**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction Vitek.INC**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			686 129.41 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		68 612.94 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			754 742.35 $
Imputation (crédits)			689 180.36 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	32 822.02	65 479.93
Ristournes TPS et TVQ à 50%	65 561.99	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2055845007**	**SOUMISSION:**	**456111**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183091**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**PLANAGE ET REVETEMENT BITUMINEUX**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction Vitek.INC**			

Ce montant exclu la valeur des travaux du sous-projet 2045000009 (182413) de 288 902,65$

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 024 291.22 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		102 429.12 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 126 720.34 $
Imputation (crédits)			1 028 845.85 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	48 998.49	97 751.99
Ristournes TPS et TVQ à 50%	97 874.49	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2055845008**	**SOUMISSION:**	**456111**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183092**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie incidence technique et professionnelle**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques	79 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	79 000.00	79 000.00 $

Dépenses totales à autoriser	79 000.00 $
Imputation (crédits)	72 137.53 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	3 435.53	6 853.88
Ristournes TPS et TVQ à 50%	6 862.47	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

SOUMISSION 456111 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie, et dans la rue Berri du Boulevard Crémazie au boulevard Gouin (Réseau Express Vélo 2020) Axe : 01 tronçon 01B
Rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie, et rue Berri du boulevard Crémazie au boulevard Gouin	Les travaux sont répartis en 10 phases. **Délai** : 75 jours - 2020 **PHASE 1** : Travaux d'ajouts et de raccordements de puisards sur la rue Saint-Denis entre la rue Jarry E. et le boulevard Crémazie E. et sur la rue Berri entre le boulevard Crémazie E. et le boulevard Gouin E. **Horaire de travail :** Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension : Lundi à vendredi 9 h 30 à 19 h et samedi et dimanche de 9h à 17h Arrondissement Ahuntsic-Cartierville : Lundi à vendredi 9 h 30 à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à (un tronçon à la fois) : - Fermer complètement la direction sud de la rue Saint-Denis entre la rue Jarry E. et le boulevard Crémazie E. en période de vacances scolaires; - Fermer complètement la rue Berri entre le boulevard Crémazie E. et la rue Legendre E. avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée; - Fermer complètement la rue Berri entre la rue Legendre E. et la rue Sauvé E. en période de vacances scolaires avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue de Louvain E. à la hauteur des travaux en période de vacances scolaires; - Fermer complètement la rue Berri entre la rue Sauvé E. et la rue Fleury E. avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée; - Fermer complètement la rue Berri entre la rue Fleury E. et le boulevard Henri-Bourassa E. avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée; - Fermer complètement la rue Berri entre le boulevard Henri-Bourassa E. et le boulevard Gouin E. en période de vacances scolaires avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée. **PHASE 2** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Saint-Denis entre la rue Jarry E. et le boulevard Crémazie E. **Horaire de travail :** Lundi à vendredi 9 h 30 à 19 h et samedi et dimanche de 9 h à 17 h en période de vacances scolaires **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement la direction sud de la rue Saint-Denis entre la rue Jarry E. et le boulevard Crémazie E.; - Maintenir trois (3) voies de circulation par direction sur le boulevard Crémazie E. à la hauteur des travaux. **PHASE 3** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Berri entre le boulevard Crémazie E. et la rue Legendre E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Berri entre le boulevard Crémazie E. et la rue Legendre E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la direction est de la rue Legendre E. entre la rue Berri et la rue Saint-Denis.

Rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie, et rue Berri du boulevard Crémazie au boulevard Gouin (suite)	**PHASE 4** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Berri entre la rue Legendre E. et la rue Sauvé E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h en période de vacances scolaires **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Berri entre la rue Legendre E. et la rue Sauvé E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la direction est de la rue de Louvain E. entre la rue Saint-Denis et la rue Berri. **PHASE 5** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Berri entre la rue Sauvé E. et la rue Fleury E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Berri entre la rue Sauvé E. et rue Fleury E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la direction est de la rue Sauriol E. entre la rue Saint-Denis et la rue Berri; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Fleury E. à la hauteur des travaux. **PHASE 6** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Berri entre la rue Fleury E. et le boulevard Henri-Bourassa E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Berri entre la rue Fleury E. et le boulevard Henri-Bourassa E avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux. **PHASE 7** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Berri entre le boulevard Henri-Bourassa E. et le boulevard Gouin E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h en période de vacances scolaires **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Berri entre le boulevard Henri-Bourassa E. et le boulevard Gouin E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la rue Berri entre la rue Sommerville et le boulevard Gouin E.; - Fermer complètement la direction est du boulevard Gouin E. entre la rue Saint-Denis et la rue Berri. **PHASE 8** : Travaux d'éclairage sur la rue St-Denis entre la rue Jarry E. et le boulevard Crémazie E et sur la rue Berri entre le boulevard Crémazie E. et le boulevard Gouin E. (remplacement de fûts et de luminaires) non inclus dans les phases précédentes **Horaire de travail** : Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension : Lundi à vendredi 7h à 19h et samedi et dimanche de 9h à 17h Arrondissement Ahuntsic-Cartierville : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 10 h à 19 h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation à la hauteur des travaux, un tronçon à la fois. **PHASE 9** : Travaux de planage, de correction, si applicable, et d'ajustement des structures sur la rue Berri entre le boulevard Crémazie E. et le boulevard Gouin E., là où requis **Et**

Rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie, et rue Berri du boulevard Crémazie au boulevard Gouin (suite)	**PHASE 10** : Travaux de pavage final sur la rue Berri entre le boulevard Crémazie E. et le boulevard Gouin E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 9 h 30 à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h. Intersection Crémazie/Berri : Lundi à vendredi 9 h 30 à 15 h 30, samedi et dimanche 9 h à 17 h en période de vacances scolaires **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à (un tronçon à la fois) : - Fermer complètement la rue Berri entre le boulevard Crémazie E. et la rue Legendre E.; - Fermer complètement l'avenue Émile-Journault entre la rue Lajeunesse et la rue Saint-Denis; - Maintenir une voie de circulation par direction sur le boulevard Crémazie E. à la hauteur des travaux en période de vacances scolaires; - Fermer complètement la rue Berri entre la rue Legendre E. et la rue Sauvé E. en période de vacances scolaires; - Fermer complètement les rues Chabanel E. et de Louvain E. entre la rue Lajeunesse et la rue Saint-Denis en période de vacances scolaires; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Legendre E. et sur la rue Sauvé E. à la hauteur des travaux en période de vacances scolaires; - Fermer complètement la rue Berri entre la rue Sauvé E. et le boulevard Henri-Bourassa E.; - Fermer complètement la rue Fleury E. entre la rue Lajeunesse et la rue Saint-Denis; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Prieur E. à la hauteur des travaux. - L'Entrepreneur est autorisé à fermer la bande cyclable en direction sud sur la rue Berri en maintenant un lien cyclable temporaire sur la chaussée, sauf lors des travaux de pavage où les cyclistes sont invités à descendre de leur vélo et à emprunter le trottoir.
Mesures de gestion des impacts applicables	- En plus des exigences de la CNESST en matière de sécurité en milieu du travail et aux abords du chantier, notamment en ce qui concerne les mesures de distanciation physique liées à la pandémie du COVI-19, l'entrepreneur est tenu de suivre les instructions du guide de la Ville de Montréal «Guide pour l'application de mesures visant la distanciation sociale aux abords des chantiers - Signalisation des corridors piétons» pour l'application de mesures visant la distanciation sociale dans les corridors piétons aux abords des chantiers. Ces mesures visent à respecter la distance sécuritaire de 2 mètres avec toutes personnes comme recommandé par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) et la Direction de la santé publique (DSP). Ces mesures peuvent inclure des panneaux d'information général ou PMVM, de la signalisation verticale, de la signalisation horizontale, des signaleurs aux points de rencontre de piétons et/ou cyclistes pour informer et sensibiliser ces usagers et des aménagements pouvant rendre un corridor piéton à sens unique ou l'élargissant pour atteindre 2.5 mètres lorsque possible ou appliquer une gestion par alternance des passages piétons; - Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux;

Mesures de gestion des impacts applicables (suite)	- L'Entrepreneur doit prévoir la relocalisation du stationnement sur rue réservé aux résidents SRRR; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M); - L'Entrepreneur doit installer des itinéraires facultatifs signalés à l'aide de panneaux à messages variables mobiles (PMVM) et de panneaux de signalisation.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 10 janvier 2018

CONSTRUCTION VIATEK INC.
A/S MONSIEUR PATRICK FRANCOEUR
4915, LOUIS-B.-MAYER
LAVAL (QC) H7P 0E5

N° de décision : 2018-CPSM-1001876
N° de client : 3001157827

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION VIATEK INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **9 janvier 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

AVIS AU SOUMISSIONNAIRE
ADDENDA NO. 2

Le 8 avril 2020

Objet : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie et dans la rue Berri, du boulevard Crémazie au boulevard Gouin (Réseau Express Vélo 2020) Axe : 01 tronçon 01B

Soumission : 456111

Veuillez prendre note que des modifications ont été apportées au Cahier des Charges et au DTSI-E.

Cahier des charges

Instructions aux soumissionnaires

Le soumissionnaire doit prendre note de l'ajout de l'article 2.9.3 « Présentation des documents de garanties à fournir avec la soumission» au cahier des instructions aux soumissionnaires soit :

> Le cautionnement de soumission qui inclut la lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services tel que prescrit à l'Annexe B du CCAG et prévu à l'article 2.9 des Instructions aux Soumissionnaires, devra être joint à la Soumission dans l'une ou l'autre des formes suivantes :
>
> a) L'original du cautionnement de soumission qui inclut la lettre d'engagement à fournir un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services;
>
> ou
>
> b) le cautionnement de soumission qui inclut la lettre d'engagement à fournir un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services qui est une copie du cautionnement généré numériquement, disponible auprès de la compagnie de caution, auquel cas cette copie du document généré numériquement sera réputée respecter les exigences énoncées à la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information*, RLRQ, chapitre C.-11 pour remplir les fonctions d'original. Dans un tel cas, le Soumissionnaire doit joindre les informations et le lien internet permettant à la Ville de vérifier sur le site internet de la compagnie de caution la validité du cautionnement et de la lettre d'engagement soumis.

DTSI-V

À la page V-16 de V-20, le paragraphe suivant a été ajouté pour compléter l'article 10 « DESCRIPTION DES ITEMS DU BORDEREAU » :

> Pour les travaux de raccordement des nouveaux puisards de rue sur conduite existante, la largeur maximale de réfection de tranchée qui sera payée à l'Entrepreneur est de 3.2m.

…2

Vous trouverez en annexe la page modifié du DTSI-V et le tableau des questions et réponses reçues dans la boîte courriel : appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca concernant l'appel d'offres cité à l'objet.

Vous êtes priés d'en tenir compte lors de la préparation de votre soumission et d'effectuer les corrections nécessaires. Le présent addenda fait partie intégrante des documents d'appel d'offres.



Khemais Jouini, ing. 08-04-2020
Chargé de projet

KJ/aa

10 DESCRIPTION DES ITEMS DU BORDEREAU

Pour les travaux de raccordement des nouveaux puisards de rue sur conduite existante, la largeur maximale de réfection de tranchée qui sera payée à l'Entrepreneur est de 3.2m.

10.1 ARTICLES SPÉCIAUX

Le coût unitaire de tous les items non-normalisés doit comprendre l'ensemble des exigences établies à l'article 10 Description des items du bordereau des DTNI-1A DTNI-3B et DTNI-3A

10.2 SOUS-FAMILLE 6100 – PLANAGE

En plus des exigences prévues à la Sous-Famille 6100 – Planage du DTNI-3B, l'Entrepreneur doit inclure dans le prix au mètre carré du planage du revêtement bitumineux existant tous les frais et les travaux nécessaires pour :

- le sciage de joints droits et linéaires sur le pourtour des zones à planer;
- la détection et la localisation des pièces de métal ou de fonte enfouies sous le revêtement bitumineux existant.

10.3 SOUS-FAMILLE 2200 – ENROBÉ BITUMINEUX

En plus des exigences prévues à la Sous-Famille 2200 – Enrobé bitumineux du

DTNI-3B, l'Entrepreneur doit inclure, dans le prix à la tonne du revêtement bitumineux de la couche de surface, tous les frais et les travaux nécessaires pour :

- La fourniture et la pose des délinéateurs;
- La mise en place d'une bande bitumineuse, lorsque requis;
- L'ajustement de la plaque d'acier existante de puisards-trottoirs, lorsque requis, ou sa fourniture, son remplacement et sa pose, lorsqu'elle est manquante ou détériorée;
- le contournement des ouvrages indiqués aux plans.

Liste des items correspondants :

- II-TS-3570 Enrobé bitumineux ESG-10, 1a, 1, PG 64E-28, épaisseur 60 mm.

10.4 SOUS-FAMILLE 2100 – TRAVAUX CONNEXES

En plus des exigences et des prescriptions prévues à la Sous-Famille 2100 – Travaux connexes du DTNI-3B, l'Entrepreneur doit tenir compte dans le prix au mètre carré du liant d'accrochage des différents taux de pose prévus au bordereau.

Liste des items correspondants :

- II-TS-3702 Liant d'accrochage – taux 0,20 L/m²
- II-TS-3704 Liant d'accrochage – taux 0,30 L/m²

PAGE MODIFIÉE LE 8 AVRIL 2020

TABLEAU DES QUESTIONS ET RÉPONSES PENDANT LA PÉRIODE D'APPEL D'OFFRES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES
SOUMISSION : 456111

OUVERTURE : 2020-04-16

DESCRIPTION : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie et dans la rue Berri, du boulevard Crémazie au boulevard Gouin (Réseau Express Vélo 2020) Axe : 01 tronçon 01B

# ligne	Question (telle que reçue du soumissionnaire)	RÉPONSE DU CHARGÉ DE PROJET
1	1. On aimerait savoir est ce que utilisation de Véhicule de transport de matériel (VTM) est obligatoire pour les travaux relatifs à la présente Soumission. 2. Comment devons-nous calculer les « Travaux contingents (10%) » inclus au sous-projet 2806004237. Est-ce que le 10% est calculé seulement sur les articles du sous-projet 2806004237 ou sur l'ensemble de tous les articles?	1-oui l'utilisation de Véhicule de transport de matériel (VTM) est obligatoire 2- L' addenda #1 a répondu à la question.
2	L'item concernant les bosses de ralentissement au DTSI-V n'est pas au bordereau.	L' addenda #1 a répondu à la question.
3	Q1: Quelle est la profondeur et le type d'égout ou nous devons raccorder les 22 puisards de rue. Q2: Est-ce-qu'il y à présence de services souterrains tel que massif électrique, gaz etc.	Q1: L' addenda #1 a répondu à la question. Q2:L'entrepreneur et responsable de s'informer de la localisation exact des services souterrain (info-excavation)
4	Pour les items de maintien de circulation suivant (glissière type jersey, atténuateur d'impact et PMV) la durée est par jrs (unité/jrs) ou par mois (unité/mois)	L' addenda #1 a répondu à la question.
5	quelles sont les spécifications des Jersey requis (longueur, hauteur, ancrage?)	L' addenda #1 a répondu à la question.

# ligne	Question (telle que reçue du soumissionnaire)	RÉPONSE DU CHARGÉ DE PROJET
6	Où somme nous payé pour l'excavation du roc (ex: nouveaux puisards)	En plus de ce qui est décrit a chacun des items du DTNI 1A (exemple item puisard: II-1A-15201 Puisard de rue sur conduite existante avec percement – page 89 du DTNI 1A), le soumissionnaire doit inclure dans le prix unitaire ou global de chaque item (exemple item puisard: II-1A-15201 Puisard de rue sur conduite existante avec percement) les coûts des éléments décrit au point 10 de la dernière version du DTNI 1 A (page 152 et 153), dont voici un extrait: « 10 DESCRIPTION DES ITEMS DU BORDEREAU Le Soumissionnaire doit respecter l'ensemble des exigences du présent document technique normalisé et du Cahier des charges aux fins de soumission et doit inclure dans le prix unitaire ou global de chaque item les coûts des éléments suivants : • l'enlèvement de la totalité des déblais (matériaux de 1re classe et de 2e classe, conduites, raccords, accessoires, structures et les autres éléments existants) comprenant le sciage, la démolition, l'excavation, la ségrégation, le tamisage, le chargement, le transport et la disposition vers le lieu d'élimination; • la gestion hors site de la totalité des déblais conformément aux exigences du DTNI-7A en considérant, dans ses prix, la contamination maximale A-B pour l'ensemble du volume de déblais. Cette exigence est applicable pour les sols ≤A, les sols A-B, les sols A-B à teneurs naturelles, les granulats naturels, les fragments de roc et les débris de construction ou de démolition issus des travaux de la démolition des ouvrages existants. Cette exigence est également applicable pour les sols B-C, les sols >C, les sols RESC, les matières résiduelles et les matières dangereuses pour lesquels les items de la sous-famille 2300 du DTNI-7A couvrent les frais supplémentaires de gestion hors site, soit le différentiel entre le transport et la gestion hors site des déblais supérieurs au critère B par rapport à une plage de contamination A-B..... » La définition des matériaux de 1ere et 2e classe (voir page 21 du DTNI 10A) est comme suit:

# ligne	Question (telle que reçue du soumissionnaire)	RÉPONSE DU CHARGÉ DE PROJET
		• Matériau de 1re classe : Matériaux qui doivent préalablement être fragmentés au moyen d'explosifs, marteau pneumatique, dent défonceuse (ripper) ou meule avec dents. Ils comprennent le roc solide, les blocs de roc et les ouvrages massifs en béton, en pierre ou en maçonnerie lorsqu'ils ont un volume supérieur à 1 m3. Les sols gelés, trottoirs et chaussées en enrobé ou en béton sont exclus de cette classe; • Matériau de 2e classe : Tous les matériaux d'excavation qui ne sont pas décrits comme déblai de matériau de 1re classe;
7	Pour faire suite à l'addenda #01, qui report la date de dépôt au 16 avril, nous tenons à vous indiquer qu'il sera impossible aux sous-traitants électriques (éclairage et feux de circulation) de déposer au BSDQ. Pour leurs permettre de déposer au BSDQ, la date de dépôt devrait être fixée le ou après le 22 avril.	Suite à votre questionnement dans le cadre de nos projets, et tel que nous l'avons mentionné dans notre correspondance du 30 mars dernier, il vous est possible de proposer des prix aux entrepreneurs généraux malgré la fermeture du BSDQ, vu que les règles du BSDQ sont suspendues en raison de sa fermeture.
8	Suite à l'annonce du gouvernement à prolonger les fermetures des services non essentiel jusqu'au 4 mai, est-ce que la date de dépôt pour l'appel d'offres cité en objet est maintenu pour le 16 avril 2020 Si oui est-ce que vous pensez mettre en place un dépôt électronique de la soumission.	La date de dépôt pour la soumission 456110 et 456111 est maintenue. Pour le dépôt électronique des soumissions, la Loi provinciale empêche les municipalités d'accepter le dépôt électronique des soumissions.

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 456111

Date de publication : 2020-03-11
Date d'ouverture : 2020-04-16

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Systèmes Urbains Inc.
2	Construction NRC Inc
3	Construction Viatek Inc.
4	De Sousa
5	Demix Construction, une division de CRH Canada inc.
6	Environnement Routier NRJ Inc
7	Eurovia Québec Construction
8	Eurovia Québec Grands Projets
9	GLT+ inc.
10	Les Entrepreneurs Bucaro Inc.
11	Meloche, Division de Sintra
12	Neolect Inc
13	Roxboro Excavation INC..

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231031

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepeneurs Construction Viatek inc., pour des Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie , et dans la rue Berri du Boulevard Crémazie au boulevard Gouin. Dépense totale de 5 542 321,12 $ (contrat: 3 947 952,11 $ + contingences: 420 679,01 $ + incidences: 1 173 690,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 456111 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207231031 Trav Voirie ST_Denis.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Cédric AGO
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.19

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1207231031

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepeneurs Construction Viatek inc., pour des Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie , et dans la rue Berri du Boulevard Crémazie au boulevard Gouin. Dépense totale de 5 542 321,12 $ (contrat: 3 947 952,11 $ + contingences: 420 679,01 $ + incidences: 1 173 690,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 456111 - 5 soumissionnaires

Rapport - mandat_SMCE207231031.pdf

Dossier # :1207231031

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231031

Accorder un contrat aux Entrepreneurs Construction Viatek inc., pour des Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie, et dans la rue Berri du Boulevard Crémazie au boulevard Gouin. Dépense totale de 5 542 321,12 $ (contrat: 3 947 952,11 $ + contingences: 420 679,01 $ + incidences: 1 173 690,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 456111 – 5 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231031

Accorder un contrat aux Entrepreneurs Construction Viatek inc., pour des Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis de la rue Jarry au boulevard Crémazie, et dans la rue Berri du Boulevard Crémazie au boulevard Gouin. Dépense totale de 5 542 321,12 $ (contrat: 3 947 952,11 $ + contingences: 420 679,01 $ + incidences: 1 173 690,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 456111 – 5 soumissionnaires.

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que ce contrat s'insère dans le cadre du Plan de transport, notamment pour accroître la portée du Réseau express vélo (REV), pour lequel l'appel d'offres, d'une durée de 35 jours, a permis de recevoir un total de cinq soumissions, parmi les 13 preneurs des documents. De plus, le Service a expliqué que l'analyse des soumissions reçues a permis de constater que la moitié de l'écart défavorable de 25,87% était concentré parmi trois éléments du devis : puisards de rue sur conduites existante, massif de conduits et maintien de la mobilité et de la sécurité routière. À la lumière de l'ensemble des données, la firme externe a révisé l'estimé de contrôle, ce qui permis d'obtenir un écart corrigé de 14,98%, ce qui est plus acceptable du point de vue du Service, qui est disposé à recommander l'octroi.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues. Au terme de son examen, la Commission note cependant l'absence de l'information relative aux nouvelles pénalités et aux aspects de sécurité prévus à ce projet. À cet effet, il a été demandé au Service d'ajouter au sommaire décisionnel l'addenda numéro 2 relatif aux nouvelles pénalités, et ce, en plus d'un supplément de précisions relativement aux aspects de sécurité prévus dans le cadre de ces travaux.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE207231031 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1207231030

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin. Dépense totale de 7 016 070,18 $ (contrat: 4 767 617,55 $ + contingences: 715 142,63 $ + incidences: 1 533 310,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 456110 - 6 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin , aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 767 617,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 456110 ;

2. d'autoriser une dépense de 715 142,63 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 1 533 310,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 70,80% par l'agglomération, pour un montant de 4 535 628,00 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-05 12:19

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231030**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin. Dépense totale de 7 016 070,18 $ (contrat: 4 767 617,55 $ + contingences: 715 142,63 $ + incidences: 1 533 310,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 456110 - 6 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan de transport adopté en juin 2008 prévoit un ensemble de mesures visant à accroître les déplacements actifs sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal. L'objectif étant de favoriser l'émergence de nouveaux liens cyclables sur le territoire des arrondissements et des villes liées dans la perspective d'accroître les déplacements actifs et d'encourager l'utilisation du vélo à des fins utilitaires et non seulement de loisirs.
Une modification à ce Plan de transport concernant la mise à jour du réseau cyclable projeté de l'île de Montréal a été approuvée par le Conseil d'agglomération en 2015. Une deuxième mise à jour a été rendue nécessaire en 2019 pour ajouter des liens cyclables projetés dans le cadre du Réseau express vélo (REV). Une troisième mise à jour est en cours pour permettre à l'agglomération de poursuivre le développement du réseau cyclable. Le potentiel cumulatif de voies cyclables, selon cette mise à jour, est de 1815 kilomètres, alors que le réseau cyclable actuel compte 968 kilomètres.

Dans ce contexte, l'agglomération se doit de poursuivre le développement du réseau cyclable et de continuer à offrir aux cyclistes des conditions de déplacement qui soient optimales, sécuritaires, attirantes et compétitives par rapport aux autres modes de transport. Les nouvelles infrastructures à mettre en place doivent donner un accès le plus direct possible aux pôles d'emplois, aux services ainsi qu'aux zones commerciales, touristiques, institutionnelles et autres, de telle sorte qu'un transfert modal soit possible et encouragé.

Le Réseau express vélo (REV) est une infrastructure cyclable de grande capacité, conviviale et accessible 12 mois par année qui est initiée en 2020.

Le REV est une option de mobilité supplémentaire complémentaire aux réseaux existants de transport actif et collectif. Il offrira des axes cyclables continus et permettra de diminuer le temps de parcours des usagers en leur donnant accès aux grands pôles d'activités comme les universités, les rues commerciales et aux principales stations de métro. Il vise les objectifs suivants :

1. Améliorer la sécurité pour l'ensemble des usagers de la route en lien avec Vision Zéro

2. Offrir un réseau cyclable s'adressant aux personnes intéressées de se déplacer à vélo, mais qui n'en ont pas encore pris l'habitude. Il vise à rejoindre tous les niveaux d'usagers peu importe leur âge ou leur condition physique.

3. Contribuer à l'objectif de la Ville de Montréal d'être carboneutre d'ici 2050. Telle une colonne vertébrale du réseau cyclable montréalais, le REV se greffe aux réseaux cyclables locaux.

Aménagé selon les plus hauts standards de qualité avec un niveau de sécurité optimal, il est conçu pour réduire les conflits potentiels avec les autres usagers de la route.

Le vélo devient ainsi un mode de transport à part entière à la portée de tous et attrayant pour les nouveaux utilisateurs.

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a mandaté le service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0118 - 26 février 2015 - Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - Modification au Plan de transport 2008 (1144368010).

DESCRIPTION

Les travaux de voirie d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse seront réalisés entre la rue De Castelnau et le boulevard Gouin. Ces travaux s'échelonnent sur une longueur approximative de 4360 m.

Sans s'y limiter, les travaux principaux décrits dans le présent devis consistent essentiellement en les éléments de voirie suivants :

· Construction des terre-pleins centraux 790 m2

· Reconstruction des trottoirs, la ou requis;765 m2

· Planage pleine largeur et revêtement bitumineux, la ou requis 39600 m2

· Construction des saillies, des fosses d’arbres et des bordures armées de 300 mm

· la reconstruction et mise aux normes des lampadaires des deux côtés

· la reconstruction et mise aux normes des feux de circulation

Les plans de localisation et des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 715 142,63$, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 15 % du coût des travaux assumés par la ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière :

- d'utilités publiques ;
- de gestion des impacts;
- d’achat de mobilier urbain et de travaux horticoles;
- d’achat de mobilier et d'accessoires pour les feux de circulation et divers besoins en éclairage;
- de cadre et de couvercles de Bell
- de frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion environnementale des sols;
- de marquage et de signalisation;

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et ils sont décrites à l'article 3.5 des Clauses administratives générales du cahier des charges de l'appel d'offres 456110 , L’Entrepreneur doit noter que la clause 5.1.14.3 «Retard dans l’exécution des travaux» a été remplacée par celle-ci :

a) Le délai stipulé au Cahier des charges pour la réalisation des travaux est de l’essence même du Contrat et le simple retard dans l’exécution des obligations de l’Entrepreneur peut entraîner l’imposition, par le Directeur, d’une pénalité.

b) Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l’Entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité journalière correspondant à un pourcentage du prix du contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec(TVQ). Le montant de la pénalité applicable est établi selon la caractéristique des axes indiqués à l’ANNEXE 2 – CARTE DU RÉSEAU ROUTIER HIÉRARCHISÉ du DTNI-8A, définissant ici quatre (4) types :

Type 1 Local
Type 2 Collectrices
Type 3 Artères
Type 4 Artères à caractère régional

Pour les contrats multi-sites avec un délai contractuel global, le montant de la pénalité est établi selon la caractéristique de l’axe la plus sensible (Type 1 à Type 4).

Le calcul de la pénalité est réalisé par tranche et décrit au Tableau 1 et le montant de la pénalité est prélevé à même les sommes dues à l'Entrepreneur. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard.

Tableau 1 - Pénalité applicable pour un retard dans l'exécution des travaux

	Montant de pénalité par tranche	**Montant de pénalité par tranche**	**Montant de pénalité par tranche**	**Montant de pénalité par tranche**
Prix du contrat	**Type 1**	**Type 2**	**Type 3**	**Type 4**
Moins de 10 millions $	0.05 %	0.075 %	0.1 %	0.1 %
10 millions $ ou plus	0.025 %	0.05 %	0.05 %	0.05 %

Pour fins de calcul de la pénalité pour retard dans l'exécution des travaux prévue à la clause 3.5 du CCAS, le projet est classifié comme type 3. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) disponibles du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l'analyse des cinq (5) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable de 12.3 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

Cet écart est réparti sur l'ensemble de la soumission et démontre la compétition dans le domaine du pavage de grande envergure. Le plus bas soumissionnaire conforme a été très agressif afin de remplir son carnet de commandes. Les prix de la DGPÉC sont très proches des prix moyens soumis.

Dans ce contexte et en considérant que l'écart favorable de 12.3 % est acceptable, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 7 016 070,18 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec les Entrepreneurs Pavages Métropolitain Inc . pour un montant de 4 767 617,55 $ taxes incluses;
- plus un budget des contingences de 715 142,63 $ taxes incluses;
- plus un budget des incidences de 1 533 310,00 $ taxes incluses.

Cette dépense est assumée à 70,8% par l'agglomération pour un montant de 4 535 628,00 $ taxes incluses puisqu'elle concerne le réseau cyclable qui est de compétence

d'agglomération en vertu de la loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et à 29,2% par la ville centrale pour un montant de 1 870 979,23 $ taxes incluses, représente un coût net de 6 406 607,23$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 aux projets suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti:

Programme	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
45000 - Réseau Express Vélo : Développement réseau cyclable	4536	-	-	-	4536
	4536	-	-	-	**4536**
Programme	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55856 - Programme complémentaire planage revêtement - Artériel	1871	-	-	-	1871
	1871	-	-	-	**1871**

· # RCG 18-028 pour un montant de 4 535 628,00 $, pour les travaux des pistes cyclables;
· # 15-019 pour un montant de 1 870 979,23 $, Programme Complémentaire de Planage-Revêtement (PCPR)
.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 1 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* « Augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 14 août 2020, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact conditionnel au maintien de la date du 11 mai 2020 pour la reprise des chantiers de construction

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier

lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux :fin juin 2020
Fin des travaux : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds : ; Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES

Parties prenantes

Stéphane BLAIS, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Genny PAQUETTE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
France L LEGAULT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karine CÔTÉ, 23 avril 2020
Jean CARRIER, 22 avril 2020
Stéphane BLAIS, 22 avril 2020
Genny PAQUETTE, 22 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Khemais JOUINI
ingénieur

Tél : 514 872-9158

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816

Télécop. : 514 872-2874 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-05-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-04

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 456110 — No du GDD : 1207231030

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin. Réseau Express Vélo REV 2020 (Axe : 01 tronçon 01A)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 / 3 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 7 / 4 / 2020

Ouverture faite le : 16 / 4 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
31 / 3 / 2020	Des modifications ont été apportées au Cahier des charges (modification de la date d'ouverture), au bordereau des prix de la formule de soumission (modification de la date d'ouverture) et au DTSI-V , DTSI-M DTSI-E DTSI-F Ajustement des quantités de bordereau des prix d'éclairage de feux de circulation et de la Maintien et gestion de la Mobilité	113 000,00
8 / 4 / 2020	Des modifications ont été apportées au Cahier des charges (cautionnement), au DTSI-V (raccordement des nouveaux puisards, tableaux question réponse	Néant

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15 — Nbre de soumissions reçues : 6 — % de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 14 / 8 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
PAVAGES METROPOLITAIN INC.	4 767 617,55
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	5 493 410,53
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE CRH CANADA INC.	5 889 069,22
AMÉNAGEMENT DE SOUSA - 4042077 CANADA INC.	5 969 083,49
ROXBORO EXCAVATION INC.	6 862 083,53
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	6 944 111,16
Estimation **interne**	5 438 814,22

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-12,3%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **15,2%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : PAVAGES METROPOLITAIN INC.

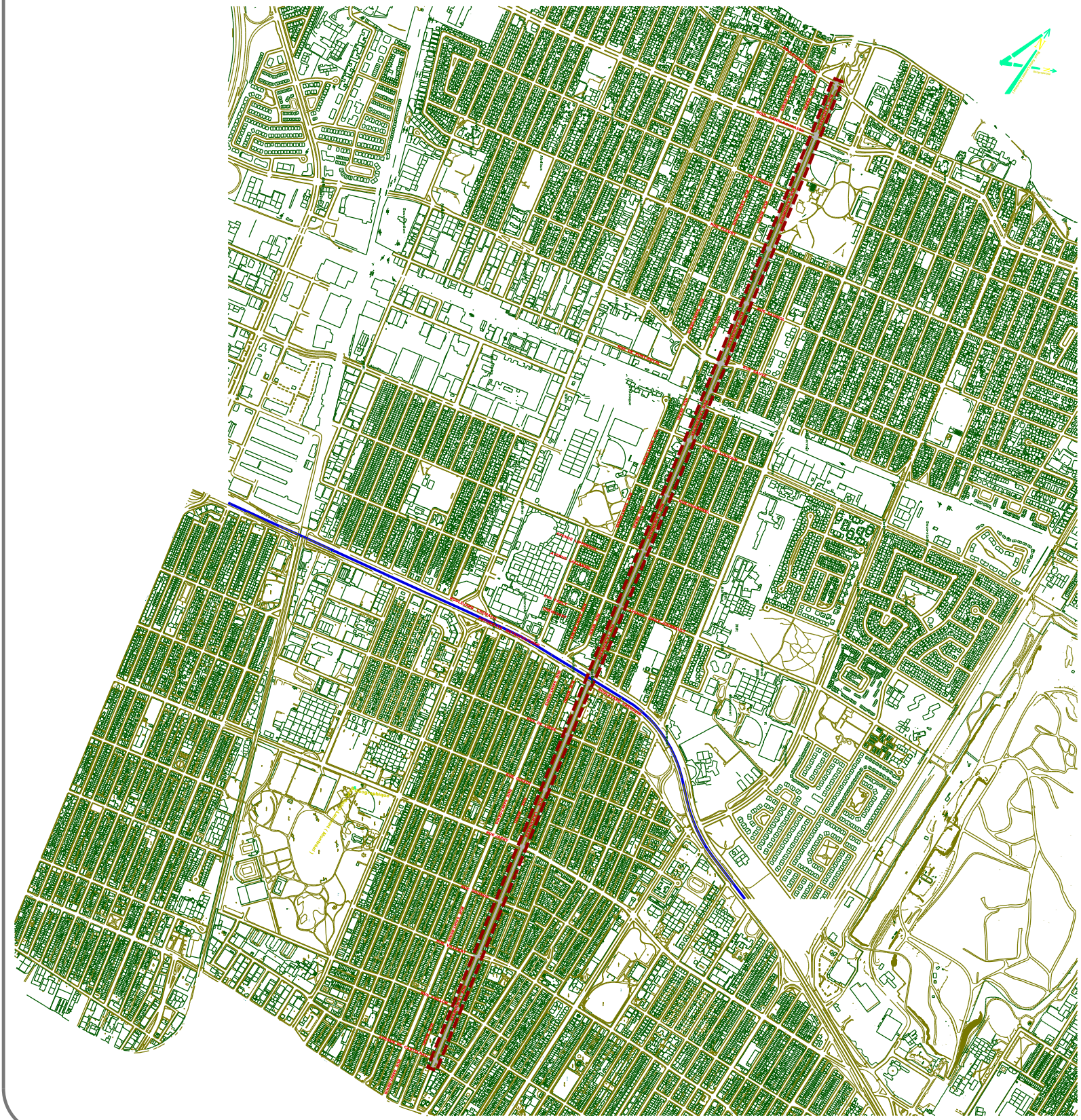
Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 4 767 617,55

Montant des contingences ($) : 715 142,63

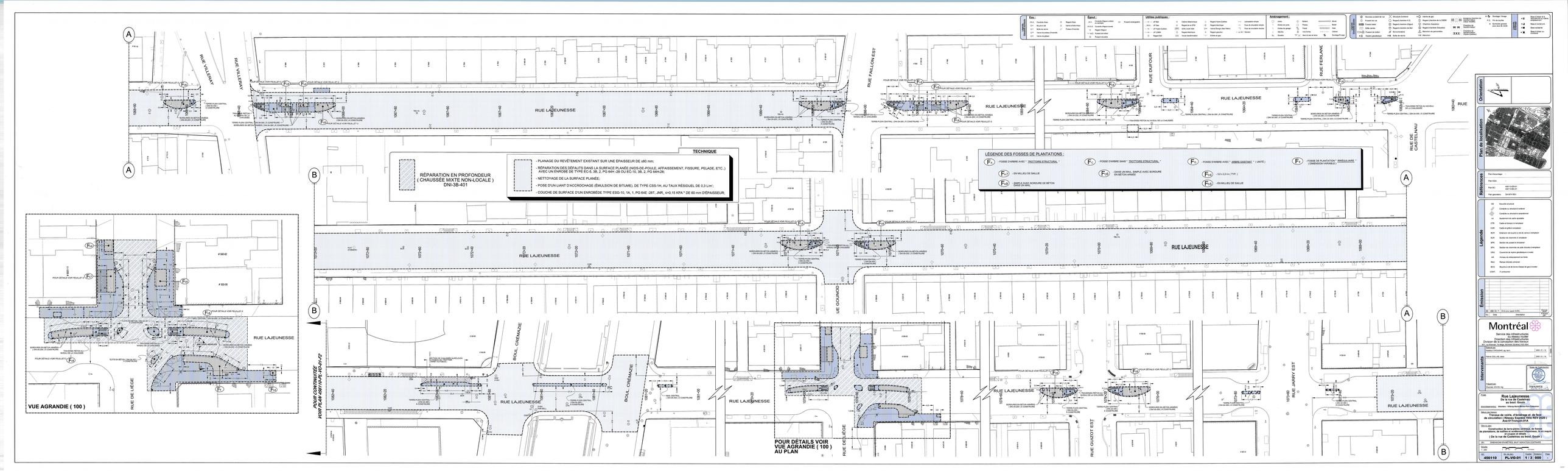
Montant des incidences ($) : 1 533 310,00

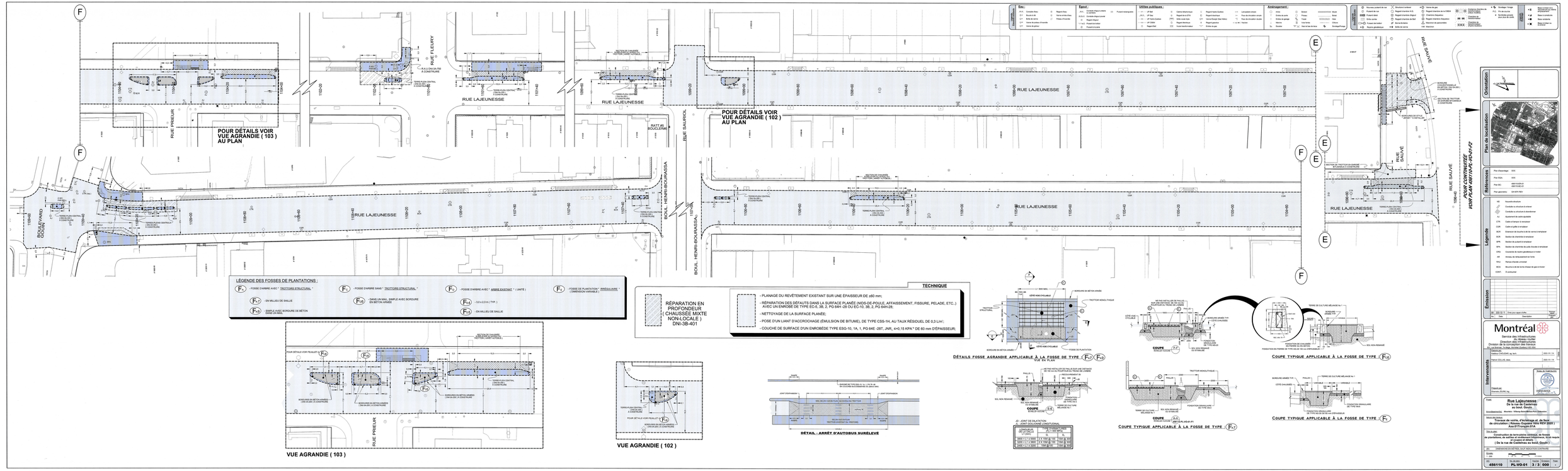
Date prévue de début des travaux : 29 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 30 / 10 / 2020

Plan de localisation




RUE LEGENDRE
RUE LAJEUNESSE
AVENUE EMILE-JOURNAULT
RUE SAINT-ARS
RUE DE LOUVAIN
RUE CHABANEL
RUE DE PORT-ROYAL
RUE FREMONT
RUE SAUVÉ
POUR CONTINUITÉ VOIR PLAN 456110-PLVO-01-VO-01-F1
POUR DÉTAILS VOIR VUE AGRANDIE (101) AU PLAN
VUE AGRANDIE (101)
TERRE-PLEIN CENTRAL CSN 50-120 À CONSTRUIRE
RÉPARATION EN PROFONDEUR (CHAUSSÉE MIXTE NON-LOCALE) DNI-3B-401
TECHNIQUE
- PLANAGE DU REVÊTEMENT EXISTANT SUR UNE ÉPAISSEUR DE ±60 mm;
- RÉPARATION DES DÉFAUTS DANS LA SURFACE PLANÉE (NIDS-DE-POULE, AFFAISSEMENT, FISSURE, PELADE, ETC..) AVEC UN ENROBÉ DE TYPE EC-S, 3B, 2, PG 64H -28 OU EC-10, 3B, 2, PG 64H-28;
- NETTOYAGE DE LA SURFACE PLANÉE;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (EMULSION DE BITUME), DE TYPE CSS-1H, AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 L/m²;
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉDÉ TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28T, ,INR, ε=0,15 KPA^ DE 60 mm D'ÉPAISSEUR;
LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :
F-1 - FOSSE D'ARBRE AVEC " TROTTOIRS STRUCTURAL "
F-1-1 - EN MILLIEU DE SAILLIE
F-1-2 - SIMPLE AVEC BORDURE DE BÉTON DANS UN MAIL
F-2 - FOSSE D'ARBRE SANS " TROTTOIRS STRUCTURAL "
F-2-1 - DANS UN MAIL, SIMPLE AVEC BORDURE EN BÉTON ARMÉE
F-3 - FOSSE D'ARBRE AVEC " ARBRE EXISTANT " (UNITÉ)
F-3-1 - 3,0 x 2,5 m (TYP)
F-3-2 - EN MILLIEU DE SAILLIE
F-4 - FOSSE DE PLANTATION " BIRÉGULIÈRE " (DIMENSION VARIABLE)
Eau :
Conduite d'eau
Bouche à clé
Boîte de vanne
Vanne de prise d'incendie
Vanne de gâchur
Regard d'eau
Vanne arrêtée d'eau
Poteau d'incendie
Égout :
Conduite d'égout unitaire (EU)
Conduite d'égout pluvial (EP)
Regard d'égout
Puisard à double
Puisard circulaire
Puisard rectangulaire
Utilités publiques :
HP Bell
HP Rue
HP Hydro-Québec
HP CSEM
Regard Bell
Cable électronique
Regard de la STS
Grille route Hydro
Regard Mecfibre
Voute transformateur
Regard Hydro-Québec
Regard électrique
Vanne Energir (Gaz Métro)
Regard gazifère
Entrée de gaz
Lampadaire simple
Feu de circulation simple
Feu de circulation double
Hauteur
Aménagement :
Arbre
Entrée de cour
Entrée de garage
Marche
Escalier
Palissade
Poteau
Voie ferrée
Haie de fleurs
Muret
Mobilier
Haie
Clôture
Signalisation
Nouveau puisard de rue
Puisard de rue
Puisard latéral
Grille centre
Puisard de ruelle
Regard chambre H.G.
Regard chambre d'égout
Regard chambre d'épuisard
Regard chambre de Bell
Borne-fontaine
Boîte de vanne
Structure à enlever
Regard chambre d'accès de la STEM
Chambre d'épuisard
Regard chambre de Bell
Borne-fontaine
Boîte de vanne
Entrée de gaz
Regard chambre de la STEM
Chambre d'épuisard
Regard chambre de Bell
Borne-fontaine
Boîte de vanne
Entrée d'égout de la chambre de la STEM
Entrée d'égout de la chambre de la STEM
Entrée d'égout de la chambre de la STEM
Borduge / forge
P.C. Pic de roche
Symbolise grande tour plus de cents
Base à base et hauteur de la chambre de la STEM
Base à extérieur
Base existante
Base à base et hauteur de la chambre de la STEM
Orientation
Plan de localisation
Références
Plan d'arpentage XXX
Plan SQA XXX
Plan BC 4567110-PLVO-01
4567110-SC-01
Plan géomètre 24-0001-1620
Légende
NE Nouvelle structure
Conduite ou structure à enlever
Conduite ou structure à transformer
Ajustement de cadre ajustable
CTR Cadre et trappe à remplacer
CDR Cadre et grille à remplacer
BCR Extension de bouche à clé de vanne à remplacer
BVR Boîtier de vannes à remplacer
BPR Boîtier de puisard à remplacer
BRV Boîtier de chambre de grille d'accès à remplacer
CRG Couvercle de regard galvanisé à mailler
ARL Arrêtes de rétablissement en forme
RVA Revue d'accès universel
BCG Bouche à clé de borne d'essai de gel d'hiver
CRAR À remplacer
Émission
Montréal
Service des infrastructures
du réseau routier
Division Ouest des infrastructures
801, rue Brennan, Tr Nap, Montréal (Québec) H3C 0G4
Intervenants
Tracé par : Thomas Lavoie, ing. tech. 2022-10-13
Vérifié par : Patrice COLLIN, biole 2022-10-13
Tirage par : Thomas Lavoie
Ordre de compétence
Ingénieur
Patrice COLLIN
OIQ# 5000 5
Titre
Rue Lajeunesse
De la rue de Castelnau
au boul. Gouin
Arrondissement(s) Ahuntsic-Cartierville / Saint-Laurent
Nature des travaux
Travaux de voirie, d'éclairage et, de feux de circulation (Réseau Express Vélo REV 2021)
Axe-01Tronçon-01A
Titre du plan
Construction de terre-plein central, de fosses de plantation, de saillies de trottoirs, de feux de circulation et coupes en détails
(De la rue de Castelnau au boul. Gouin)
Échelle 1 : 250
Dessiné par : Thomas Lavoie
Vérifié par : Patrice COLLIN, biole
Approuvé par : Patrice COLLIN, biole
Date : 2022-10-13
No. de dossier 456110
No. de plan PL-VO-01
Feuille 2 / 3
No. de révision 000


RUE LAJEUNESSE
RUE VALLERAY
RUE VALLERAND
RUE PAILLON EST
RUE DUFOUR
RUE FERNLANE
RUE DE CASTELNEAU
RUE GOUNOD
BOUL. CRÉMAZIE
RUE DE LIÉGE
RUE GUIZOT EST
RUE HARVEY EST
RUE
RÉPARATION EN PROFONDEUR
(CHAUSSÉE MIXTE NON-LOCALE)
DNI-3B-401
TECHNIQUE
- PLANAGE DU REVÊTEMENT EXISTANT SUR UNE ÉPAISSEUR DE ±60 mm;
- RÉPARATION DES DÉFAUTS DANS LA SURFACE PLANÉE (NIDS-DE-POULE, AFFAISSEMENT, FISSURE, PELADE, ETC...) AVEC UN ENROBÉ DE TYPE EC-5, 3B, 2, PG 64H -28 OU EC-10, 3B, 2, PG 64H-28;
- NETTOYAGE DE LA SURFACE PLANÉE;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), DE TYPE CSS-1H, AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 L/m²;
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28T, JNR, ε=0,15 KPA.* DE 60 mm D'ÉPAISSEUR;
LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :
- FOSSE D'ARBRE AVEC " TROTTOIRS STRUCTURAL "
- FOSSE D'ARBRE SANS " TROTTOIRS STRUCTURAL "
- FOSSE D'ARBRE AVEC " ARBRE EXISTANT " (UNITÉ)
- FOSSE DE PLANTATION " IRRÉGULAIRE " (DIMENSION VARIABLE)
- EN MILIEU DE SAILLIE
- DANS UN MAIL SIMPLE AVEC BORDURE EN BÉTON ARMÉ
- 5,0 x 2,5 m (TYP.)
- SIMPLE AVEC BORDURE DE BÉTON DANS UN MAIL
- EN MILIEU DE SAILLIE
VUE AGRANDIE (100)
POUR CONTINUITÉ VOIR PLAN 45811-PLVO-01-01-F2
POUR DÉTAILS VOIR VUE AGRANDIE (100) AU PLAN
Eau :
Égout :
Utilités publiques :
Aménagement :
Orientation
Plan de localisation
Référence
Légende
Émission
Montréal
Service des infrastructures
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
Arrondissement de Ville-Marie / Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Intervenants
Rue Lajeunesse
De la rue de Castelnau
au boul. Gouin
Travaux de voirie, d'éclairage et, de feux de circulation / Réseau Express Vélo REV-2020 / Axe-St-François-D'A
Construction de bore-pierre continue, de fentes de plantations, de trottoirs structuraux, de bordures, de saillies, et coupes et détails
(De la rue de Castelnau au boul. Gouin)
456110
PL-VO-01
1 / 3 000


POUR DÉTAILS VOIR VUE AGRANDIE (103) AU PLAN
POUR DÉTAILS VOIR VUE AGRANDIE (102) AU PLAN
POUR CONTINUITÉ VOIR DWG PL-VO-01 F1/F2
RUE LAJEUNESSE
RUE PRIEUR
RUE FLEURY
RUE SAUVAGEAU
RUE SAUVÉ
BOULEVARD DE L'ACADIE
BOUL. HENRI-BOURASSA
RATT #5 BOUCLEVARD
RÉPARATION EN PROFONDEUR (CHAUSSÉE MIXTE NON-LOCALE) DNI-3B-401
TECHNIQUE
- PLANAGE DU REVÊTEMENT EXISTANT SUR UNE ÉPAISSEUR DE ±60 mm;
- RÉPARATION DES DÉFAUTS DANS LA SURFACE PLANÉE (NIDS-DE-POULE, AFFAISSEMENT, FISSURE, PELADE, ETC..) AVEC UN ENROBÉ DE TYPE EC-5, 3B, 2, PG 64H -28 OU EC-10, 3B, 2, PG 64H-28;
- NETTOYAGE DE LA SURFACE PLANÉE;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), DE TYPE CSS-1H, AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 L/m²;
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28T, JNR, s=0,15 KPA ^ DE 60 mm D'ÉPAISSEUR;
LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :
VUE AGRANDIE (103)
VUE AGRANDIE (102)
DÉTAILS FOSSE AGRANDIE APPLICABLE À LA FOSSE DE TYPE
DÉTAIL - ARRÊT D'AUTOBUS SURÉLEVÉ
COUPE TYPIQUE APPLICABLE À LA FOSSE DE TYPE
Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
Rue Lajeunesse
De la rue de Castelnau à la rue Fleury
Arrondissement(s) : Ahuntsic - Cartierville et Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
Titre du plan
Construction de terre-plein central, de fosses de plantations, de saillie et revêtement bitumineux, fil de rayon et coupes et détails
(De la rue Castelnau au bout, Gauche)
PL-VO-01
3 / 3
000
456110

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	456110	DATE:
#GDD:	1207231030	DRM:	4561	2020/04/20
RESPONSABLE:	Khemais Jouini,ing			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin. Réseau Express Vélo REV 2020 (Axe : 01 tronçon 01A)			

PROJET INVESTI: 45000 Desc et client-payeur: Direction de la mobilité

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A)
204500004	182406	190 779,41 $	181 676,81 $	27 251,52 $	0,00 $	A
2045000002	182404	475 885,55 $	453 179,76 $	67 976,96 $	0,00 $	A
2045000001	182403	1 514 317,43 $	1 442 065,23 $	216 309,78 $	0,00 $	A
2045000003	182405	1 241 231,21 $	0,00 $	0,00 $	1 359 310,00 $	A
2045000006	182408	528 552,17 $	503 333,51 $	75 500,03 $	0,00 $	A
2045000028	183038	584 862,23 $	556 956,87 $	83 543,53 $	0,00 $	A
SOUS-TOTAL		**4 535 628,00 $**	**3 137 212,18 $**	**470 581,82 $**	**1 359 310,00 $**	

PROJET INVESTI: 55856 Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Corpo (C)
2055856008	183093	1 712 094,04 $	1 630 405,37 $	244 560,81 $	0,00 $	C
2055856009	183095	158 885,19 $	0,00 $	0,00 $	174 000,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
SOUS-TOTAL		**1 870 979,23 $**	**1 630 405,37 $**	**244 560,81 $**	**174 000,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**6 406 607,23 $**	**4 767 617,55 $**	**715 142,63 $**	**1 533 310,00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**7 016 070,18 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**20/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin. Réseau Express Vélo REV 2020 (Axe : 01 tronçon 01A)**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			4 767 617,55 $
TRAVAUX CONTINGENTS			715 142,63 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		96 000,00 $	
Cadre et couvercles de Bell		78 000,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		190 000,00 $	
Marquage et signalisation		305 000,00 $	
Gestion des impacts		50 000,00 $	
Horticulture+Mobilier+compteur+bollard flexible(Ahuntsic)		169 510,00 $	
Horticulture+Mobilier+compteur +bollarrd flexible(villeray)		327 800,00 $	
Achat mobilier FC+ surveillance externe et autres dépenses		240 000,00 $	
Achat mobilier éclairage		77 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	1 533 310,00	1 533 310,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			7 016 070,18 $
Imputation (crédits)			6 406 607,23 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		305 112,86	608 700,15
Ristournes TPS et TVQ à 50%		609 462,94	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**204500004**	**SOUMISSION:**	**456110**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182406**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE DE RUE DANS LA RUE LAJEUNESSE**			
ENTREPRENEUR ▸	**Pavages Métropolitain Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			181 676,81 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,00%		27 251,52 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			208 928,33 $
Imputation (crédits)			190 779,41 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	9 085,82	18 126,20
Ristournes TPS et TVQ à 50%	18 148,92	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000002**	**SOUMISSION:**	**456110**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182404**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**PLANAGE ET REVETEMENT BITUMINEUX**			
ENTREPRENEUR ▸	**Pavages Métropolitain Inc.**			

Ce montant correspondant aux travaux de planage et revetement assumé par la pist cyclable (45000) exclu la valeur des travaux du sous-projet 2055845006 (182411)

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			453 179,76 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,00%		67 976,96 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Incidende technique		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	521 156,72 $
Imputation (crédits)	475 885,55 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	22 663,91	45 214,51
Ristournes TPS et TVQ à 50%	45 271,17	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000001**	**SOUMISSION:**	**456110**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182403**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**CONSTRUCTION DES TERRE-PLENS CENTRAUX, BORDURES, FOSSES DE PLANTATION DANS LA RUE LAJEUNESSE**			
ENTREPRENEUR ▸	**Pavages Métropolitain Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 442 065,23 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,00%		216 309,78 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
-Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Horticulture+Mobilier			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			1 658 375,01 $
Imputation (crédits)			1 514 317,43 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		72 118,94	143 877,28
Ristournes TPS et TVQ à 50%		144 057,58	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000003**	**SOUMISSION:**	**456110**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182405**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie incidence technique et professionnelle**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques,			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		190 000,00 $	
Marquage et signalisation		305 000,00 $	
Gestion des impacts		50 000,00 $	
Horticulture+Mobilier+compteur+bollard flexible(Ahuntsic)		169 510,00 $	
Horticulture+Mobilier+compteur+bollard flexible(Villeray)		327 800,00 $	
Achat mobilier FC+ surveillance externe et autres dépenses		240 000,00 $	
Achat mobilier éclairage		77 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	1 359 310,00	1 359 310,00 $
Dépenses totales à autoriser			1 359 310,00 $
Imputation (crédits)			1 241 231,21 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	59 113,29	117 931,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	118 078,79	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000006**	**SOUMISSION:**	**456110**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182408**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**TRAVAUX DE FEUX DE CIRCULATION DANS LA RUE LAJEUNESSE**			
ENTREPRENEUR ▸	**Pavages Métropolitain Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			503 333,51 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,00%		75 500,03 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			578 833,54 $
Imputation (crédits)			528 552,17 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	25 172,15	50 218,43
Ristournes TPS et TVQ à 50%	50 281,37	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000028**	**SOUMISSION:**	**456110**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183038**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**MAINTIEN DE LA CIRCULATION**			
ENTREPRENEUR ▸	**Pavages Métropolitain Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			556 956,87 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,00%		83 543,53 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			640 500,40 $
Imputation (crédits)			584 862,23 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	27 853,90	55 568,53
Ristournes TPS et TVQ à 50%	55 638,17	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2055856008**	**SOUMISSION:**	**456110**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183093**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**PLANAGE ET REVETEMENT BITUMINEUX**			
ENTREPRENEUR ▸	**Pavages Métropolitain Inc.**			

Ce montant exclu la valeur des travaux du sous-projet 2045000002 (182404) de 453 179,76$

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 630 405,37 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,00%		244 560,81 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	1 874 966,18 $
Imputation (crédits)	1 712 094,04 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	81 537,99	162 668,30
Ristournes TPS et TVQ à 50%	162 872,14	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2055856009**	**SOUMISSION:**	**456110**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183095**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie incidence technique et professionnelle**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques+Cadre et couvercles de Bell	96 000,00 $	
Cadre et couvercles de Bell	78 000,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	174 000,00	174 000,00 $

Dépenses totales à autoriser	174 000,00 $
Imputation (crédits)	158 885,19 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	7 566,86	15 095,89
Ristournes TPS et TVQ à 50%	15 114,81	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 456110	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**20/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Khemais Jouini,ing

Montréal

SOUMISSION 456110 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue de Castelnau au boulevard Gouin (Réseau Express Vélo 2020) Axe : 01 tronçon 01A
Rue Lajeunesse, de la rue de Castelnau E. au boulevard Gouin E.	Les travaux sont répartis en 12 phases. **Délai** : 120 jours - 2020 **PHASE 1**: Travaux d'ajouts et de raccordements de puisards sur la rue Lajeunesse entre la rue Jarry E. et la rue Prieur E.; **Horaire de travail :** Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension : Lundi à vendredi 7 h à 15 h 30 et samedi et dimanche de 9 h à 17 h Arrondissement Ahuntsic-Cartierville : Lundi à vendredi 7 h à 15 h 30, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à (un tronçon à la fois) : - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre la rue Jarry E. et le boulevard Crémazie E. en période de vacances scolaires avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue de Liège E. à la hauteur des travaux en période de vacances scolaires; - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre le boulevard Crémazie E. et la rue Legendre E. avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée; - Fermer complètement l'avenue Émile-Journault entre la rue Lajeunesse et la rue Basile-Routhier; - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre la rue Legendre E. et la rue Frémont en période de vacances scolaires avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée; - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre la rue Sauvé E. et la rue Fleury E. avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée; - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre la rue Fleury E. et la rue Prieur E avec maintien d'un corridor cycliste sur la chaussée. **PHASE 2** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Lajeunesse entre la rue de Castelnau E. et la rue Villeray **Horaire de travail :** Lundi à vendredi 7 h à 19 h et samedi et dimanche de 9 h à 17 h **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Lajeunesse entre la rue de Castelnau E. et la rue Villeray en plus d'un corridor pour cyclistes; - Fermer complètement la rue Ferland entre la rue Chateaubriand Est et la rue Lajeunesse; - Fermer complètement la rue Dufour entre la rue Lajeunesse et la rue Saint-Gérard; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue de Castelnau E., sur la rue Faillon E. et sur la rue Villeray E. à la hauteur des travaux. **PHASE 3** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Lajeunesse entre la rue Villeray et la rue Jarry E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h et samedi et dimanche de 9 h à 17 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Lajeunesse entre la rue Villeray et la rue Jarry E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Maintenir deux (2) voies de circulation par direction sur la rue Villeray E. et une voie de

Rue Lajeunesse, de la rue de Castelnau E. au boulevard Gouin E. (suite)	circulation par direction sur la rue Gounod E. à la hauteur des travaux. **PHASE 4** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Lajeunesse entre la rue Jarry E. et le boulevard Crémazie E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h et samedi et dimanche de 9 h à 17 h en période de vacances scolaires **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Lajeunesse entre la rue Jarry E. et le boulevard Crémazie E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Guizot E. à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la rue de Liège E. entre la rue Lajeunesse et la rue Saint-Gérard; - Fermer complètement la direction est de la rue de Liège E. entre la rue Lajeunesse et la rue Berri; - Maintenir trois (3) voies de circulation par direction sur le boulevard Crémazie E. à la hauteur des travaux. **PHASE 5** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Lajeunesse entre le boulevard Crémazie E. et la rue Legendre E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Lajeunesse entre le boulevard Crémazie E. et la rue Legendre E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la direction ouest de l'avenue Émile-Journault entre la rue Basile-Routhier et la rue Lajeunesse; - Fermer complètement la direction ouest de la rue Legendre E. entre la rue Basile-Routhier et la rue Lajeunesse. **PHASE 6** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Lajeunesse entre la rue Legendre E. et la rue Sauvé E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h en période de vacances scolaires **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Lajeunesse entre la rue Legendre E. et la rue Sauvé E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la direction ouest des rues Louvain E. et de Port-Royal E. entre la rue Basile-Routhier et la rue Lajeunesse; - Fermer complètement la direction est de la rue Frémont entre la rue Basile-Routhier et la rue Lajeunesse. **PHASE 7** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Lajeunesse entre la rue Sauvé E. et la rue Fleury E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Lajeunesse entre la rue Sauvé E. et la rue Fleury E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Sauvé E. et sur la rue Fleury E. à la hauteur des travaux.

Rue Lajeunesse, de la rue de Castelnau E. au boulevard Gouin E. (suite)	**PHASE 8** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Lajeunesse entre la rue Fleury E. et le boulevard Henri-Bourassa E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Lajeunesse entre la rue Fleury E. et le boulevard Henri-Bourassa E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Prieur E. à la hauteur des travaux. **PHASE 9** : Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage sur la rue Lajeunesse entre le boulevard Henri-Bourassa E. et le boulevard Gouin E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h en période de vacances scolaires. Intersection Gouin/Lajeunesse : lundi à vendredi 9 h 30 à 15 h 30, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h en période de vacances scolaires **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation sur la rue Lajeunesse entre le boulevard Henri-Bourassa E. et le boulevard Gouin E. avec déviation de la bande cyclable à la hauteur des travaux; - Maintenir une voie de circulation par direction sur le boulevard Gouin E. à la hauteur des travaux. **PHASE 10** : Travaux d'éclairage sur la rue Lajeunesse entre la rue de Castelnau E. et le boulevard Gouin E. (remplacement de fûts et de luminaires) non inclus dans les phases précédentes **Horaire de travail** : Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension : Lundi à vendredi 7 h à 19 h et samedi et dimanche de 9 h à 17 h Arrondissement Ahuntsic-Cartierville : Lundi à vendredi 7 h à 19 h, samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Maintenir une voie de circulation à la hauteur des travaux, un tronçon à la fois. **PHASE 11** : Travaux de planage, de correction, si applicable, et d'ajustement des structures sur la rue Lajeunesse entre la rue de Castelnau E. et le boulevard Gouin E., là où requis **Et** **PHASE 12** : Travaux de pavage final sur la rue Lajeunesse entre la rue de Castelnau E. et le boulevard Gouin E. **Horaire de travail** : Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension : Lundi à vendredi 7 h à 15 h 30 et samedi et dimanche de 9 h à 17 h Arrondissement Ahuntsic-Cartierville : Lundi à vendredi 7 h à 15 h 30, samedi et dimanche 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à (un tronçon à la fois) : - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre la rue de Castelnau E. et la rue Jarry E.; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Faillon E. et sur la rue Villeray E. à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la rue Gounod entre la rue Berri et la rue Saint-Gérard; - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre la rue Jarry E. et la rue Legendre E.; - Fermer complètement la rue de Liège E. entre la rue Saint-Gérard et la rue Berri; - Maintenir une voie de circulation par direction sur le boulevard Crémazie E à la hauteur

Rue Lajeunesse, de la rue de Castelnau E. au boulevard Gouin E. (suite)	des travaux; - Fermer complètement la rue Saint-Arsène entre la rue Lajeunesse et la rue Basile-Routhier; - Fermer complètement l'avenue Émile-Journault entre la rue Berri et la rue Basile-Routhier; - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre la rue Legendre E et la rue Sauvé E.; - Fermer complètement les rues Legendre E., Chabanel E. et de Louvain E. entre la rue Berri et la rue Basile-Routhier; - Fermer complètement les rues Frémont et de Port-Royal E. entre la rue Lajeunesse et la rue Basile-Routhier; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Sauvé E. à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre la rue Sauvé E. et le boulevard Henri-Bourassa E.; - Fermer complètement la rue Sauriol E. entre la rue Berri et la rue Basile-Routhier; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Fleury E. à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la rue Prieur E. entre la rue Berri et la rue Lajeunesse; - Maintenir trois (3) voies de circulation par direction sur le boulevard Henri-Bourassa E. à la hauteur des travaux; - Fermer complètement la rue Lajeunesse entre le boulevard Henri-Bourassa E. et le boulevard Gouin E.; - Fermer complètement le boulevard Gouin E. entre la rue Berri et la rue Basile-Routhier; - L'Entrepreneur est autorisé à fermer la bande cyclable en direction nord sur la rue Lajeunesse en maintenant un lien cyclable temporaire sur la chaussée, sauf lors des travaux de pavage où les cyclistes sont invités à descendre de leur vélo et à emprunter le trottoir.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - L'Entrepreneur doit prévoir la relocalisation du stationnement sur rue réservé aux résidents SRRR; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M); - L'Entrepreneur doit installer des itinéraires facultatifs signalés à l'aide de panneaux à messages variables mobiles (PMVM) et de panneaux de signalisation.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 9 juillet 2018

PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.
A/S MONSIEUR JEAN CHAGNON
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT (QC) J3Y 6T1

N° de décision : 2018-CPSM-1040068
N° de client : 3000157721

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous RECYCLAGES MÉTROPOLITAIN et RECYCLAGES MÉTROPOLITAIN - BÉTON, ASPHALTE, PIERRES, GRAVIER, TERRE VÉGÉTALE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 1 novembre 2019

PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT QC J3Y 6T1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 3000157721

N° de demande : 1900014781

N° de confirmation de paiement : 036918

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 456110
Numéro de référence : 1354346
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin. Réseau Express Vélo REV 2020 (Axe : 01 tronçon 01A)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Monsieur Jean-François Beaulieu Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1718371)** 2020-03-17 16 h 53 **Transmission :** 2020-03-18 8 h 36	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 54 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction DJL Inc. (Montréal) 6200 rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E 1B3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur : 514 769-2784	**Commande : (1718211)** 2020-03-17 14 h 05 **Transmission :** 2020-03-18 7 h 24	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel

			3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 50 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1716642)** 2020-03-13 14 h 40 **Transmission :** 2020-03-13 21 h 07	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 49 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Viatek Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 514 370-8371 Télécopieur : 450 664-2819	**Commande : (1717080)** 2020-03-16 9 h 36 **Transmission :** 2020-03-16 11 h 37	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 48 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 56 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1716276)** 2020-03-13 9 h 21 **Transmission :** 2020-03-13 10 h 15	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 49 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1728641)** 2020-04-14 11 h 33 **Transmission :** 2020-04-14 11 h 56	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-04-14 11 h 33 - Téléchargement 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-14 11 h 33 - Téléchargement 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-04-14 11 h 33 - Téléchargement 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-14 11 h 33 - Téléchargement 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-14 11 h 33 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-04-14 11 h 33 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-14 11 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1715578)** 2020-03-12 9 h 56 **Transmission :** 2020-03-12 9 h 56	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel

			3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 52 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1718215)** 2020-03-17 14 h 09 **Transmission :** 2020-03-17 14 h 09	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 51 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1716474)** 2020-03-13 11 h 38 **Transmission :** 2020-03-13 11 h 38	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-

			30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 53 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Josée Guindon Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 802-9689	**Commande : (1716253)** 2020-03-13 9 h 05 **Transmission :** 2020-03-13 10 h	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 56 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Meloche, Division de Sintra 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9 http://sintra.ca	Madame Vanessa Clément-Riendeau Téléphone : 514 695-3395 Télécopieur :	**Commande : (1723758)** 2020-03-30 14 h 30 **Transmission :** 2020-03-30 14 h 44	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 48 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1716012)** 2020-03-12 15 h 18 **Transmission :** 2020-03-12 18 h 06	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 54 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1717611)** 2020-03-16 16 h 11 **Transmission :** 2020-03-16 16 h 11	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 51 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Madame Caroline Tapp Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur :	**Commande : (1715845)** 2020-03-12 13 h 15 **Transmission :** 2020-03-12 13 h 15	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel

			3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 50 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1716682)** 2020-03-13 15 h 17 **Transmission :** 2020-03-13 15 h 17	3287765 - 456110_AD_01 avec report de date d'ouverture 2020-03-31 16 h 41 - Courriel 3287768 - 456110_Annexes voirie _taille mod._2020-3-26 2020-04-01 11 h 14 - Courriel 3287774 - 456110_DTSI-M-R01_2020-03-27_Addenda 2020-03-31 16 h 49 - Courriel 3287776 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (devis) 2020-04-01 9 h 49 - Courriel 3287777 - 456110_FR_soumission_R01_2020-03-30_AD1 (bordereau) 2020-04-01 9 h 49 - Téléchargement 3287779 - 456110_Plans_2020-03-31_AD 2020-03-31 17 h 52 - Messagerie 3291455 - 456110_addenda 2_2020-04-08_AD 2020-04-08 20 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231030

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin. Dépense totale de 7 016 070,18 $ (contrat: 4 767 617,55 $ + contingences: 715 142,63 $ + incidences: 1 533 310,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 456110 - 6 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207231030 travaux voirie REV Lajeunesse-Castelnau-Gouin.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7363
Division : Service des finances - Dir. conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1207026001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres 20-18063, pour une somme maximale de 381 428.68 $, taxes incluses (1 soumission/fournisseur unique)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire (fournisseur unique) M.D.Charlton Co Ltd., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 381.428.64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **(20-18063)** ;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-08 15:25

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207026001**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres 20-18063, pour une somme maximale de 381 428.68 $, taxes incluses (1 soumission/fournisseur unique)

CONTENU

CONTEXTE

L'arme à impulsion électrique (AIE) fait partie des équipements utilisés par des policiers de la Gendarmerie et certaines sections spécialisées dans le cadre des pratiques policières inhérentes à leur fonction. En outre, pour se conformer aux normes et pratiques, chaque policier appelé à se servir de cet appareil doit préalablement être formé, et être requalifié annuellement, dans le cadre d'un programme de maintien des compétences.
L'entente-cadre précédente avec le fournisseur pour l'acquisition des armes à impulsion électrique (AIE), des munitions et des accessoires a atteint le montant maximal prévu. Pour couvrir les besoins en maintien de compétence ainsi que les bris, une nouvelle entente-cadre de 12 mois, avec une année de prolongation doit être signée afin d'éviter un bris de service. La présente entente ne vise pas à augmenter le nombre d'AIE déployé au sein de ses rangs.

La compagnie MD Charlton Co LTD est toujours le fournisseur unique ayant les droits de distribution au Canada des produits de Axon. La lettre d'exclusivité est annexée au présent dossier.

En collaboration avec le Service de l'approvisionnement, un appel d'offres public 20-18063 a été publié du 12 février au 17 mars 2020 et une seule soumission du fournisseur MD Charlton Co LTD a été reçue le 17 mars 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 19 0251- 16 mai 2019- Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 12 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (Demande de prix 19-17502), pour une somme maximale de 278 295.08$ $, taxes incluses (fournisseur unique).

DESCRIPTION

Le but du présent dossier décisionnel est de conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, à la suite d'un appel d'offres public 20-18063, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE) de marque Taser X2, de même que les munitions de pratique utilisées pour la formation en maintien de compétences, les munitions utilisées pour les opérations ainsi que les accessoires connexes (piles et cibles), le tout correspondant au modèle actuellement utilisé au SPVM.

SOUMISSION CONFORME	**MD CHARLTON CO LTD**		
Produits	Quantité	Prix unitaire (sans taxes)	Coût (sans taxes)
Taser X2	4	1 720.58 $	6 882.32 $
Munitions X2 (Opération)	1600	56.93 $	91 088.00 $
Munitions X2 (Formation)	3350	55.20 $	184 920.00 $
Pile TPPM	470	103.21 $	48 508.70 $
Cible	7	50.03 $	350.21 $
		Montant total avant taxes	331 749.23 $
		TPS (5%)	16 587.46 $
		TVQ (9.975%)	33 091.99 $
		Montant total (avec taxes)	381 428.68 $

La majeure partie de la dépense est pour les activités de formation nécessaires à la certification des policiers et au maintien de leurs compétences (requalification). L'École Nationale de police du Québec (ENPQ) a modifié, depuis la dernière entente, la méthode de formation augmentant ainsi le nombre de cartouches de pratique nécessaires ; ce qui explique qu'une plus grande quantité de cartouche de pratique est demandée pour la présente entente.

JUSTIFICATION

Selon les règles administratives, les documents de l'appel d'offres (20-18063) ont été préparés par le Service de l'approvisionnement en collaboration avec la Division des ressources matérielles et informationnelles (DRMI) du SPVM. La publication fut du 12 février au 17 mars 2020 et la soumission a été reçue pour évaluation de la conformité au Service de l'approvisionnement.

SOUMISSION CONFORME	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
MD CHARLTON CO LTD	381 428.68 $	381 428.68 $
Dernière estimation réalisée ($)	383 240.26 $	383 240.26 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)	(1 811.58 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100] 0,00 %	-0.47%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse)	N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100]	N/A

L'estimation initiale était de 383 240.26 $ (taxes incluses). Ce qui représente une différence à la baisse de - 0.47% par rapport à la soumission reçue.

Ce contrat comporte une option de prolongation de 12 mois au montant de 197 894.22 $ (taxes incluses).

Ce contrat n'est pas visé par la Loi de l'intégrité en matière de contrats publics, l'entreprise n'avait pas à fournir l'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

L’adjudicataire recommandé n’est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et n’a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) (contrat de construction) et n’est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits budgétaires nécessaires pour les dépenses du SPVM sont prévus dans son budget de fonctionnement. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Les imputations comptables sont détaillées dans l’intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100% par l’agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas octroyé, la DRMI ne pourra offrir les équipements nécessaires au travail opérationnel des patrouilleurs, des différentes sections spécialisées ainsi que de la Division de la Formation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne devrait pas avoir d'enjeux médiatique. Il s'agit d'achat de matériel pour les opérations courantes du SPVM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'entente-cadre entrera en vigueur dès l'approbation des instances.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maline GAGNÉ-TRINQUE
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-3404
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Martin M BERNIER
Chef de section ressources matérielles et tehnologiques

Tél : 514-280-3195
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint
Tél : 514 280-2602
Approuvé le : 2020-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2020-04-23

ROYAL BANK PLAZA, SOUTH
TOWER, SUITE 3800
TORONTO, ON M5J 2Z4
CANADA

CA.AXON.COM

April 1, 2020

To: SPVM

Re: Sole Source Letter for Axon Enterprise, Inc.'s Conducted Electrical Weapons in Canada

A sole source justification exists because the following goods and services required to satisfy the agency's needs are only manufactured by Axon Enterprise and are only available for purchase through the authorized distributor listed below.

TASER CEW Descriptions

TASER 7 CEW

- Multiple-shot CEW
- High-efficiency flashlight
- Close Quarter and Standoff cartridges
- Green LASER and dual red LASERs that adjust for cartridge angle
- Arc switch enables drive-stun with or without a Smart Cartridge installed
- Central Information Display (CID): Displays mission critical data such as remaining battery energy, burst time, and cartridge status.
- Weapon logs
- TASER 7 Dock connected to Axon Evidence (Evidence.com) services
- Onboard self-diagnostic and system status monitoring and reporting
- Real-time clock updated when the battery pack is plugged into the TASER 7 Dock
- Ambidextrous safety switch
- Can be configured by the agency to alert Axon camera systems
- The trigger activates a single cycle (approximately five seconds). Holding the trigger down will continue the discharge beyond the standard cycle (unless configured by the agency to stop at five seconds). The CEW cycle can be stopped by placing the safety switch in the down (SAFE) position.
- Compatible with TASER 7 Cartridges only

X2 CEW

- Multiple-shot CEW
- High efficiency flashlight
- Static dual LASERs (used for target acquisition)
- ARC switch enables drive-stun with or without a Smart Cartridge installed
- Central Information Display (CID): Displays mission-critical data such as remaining battery energy, burst time, operating mode, and user menu to change settings and view data on a yellow-on-black display
- The Trilogy log system records information from a variety of sensors into three data logs: Event log, Pulse log, and Engineering log. Data can be downloaded using a universal serial bus (USB) data interface module connected to a personal computer (PC). Data may be transferred to Evidence.com services.
- Real-time clock with back-up battery
- Onboard self-diagnostic and system status monitoring and reporting

ROYAL BANK PLAZA, SOUTH
TOWER, SUITE 3800
TORONTO, ON M5J 2Z4
CANADA

CA.AXON.COM

- Ambidextrous safety switch
- Capable of audio/video recording with optional TASER CAM HD recorder
- The trigger activates a single cycle (approximately 5 seconds). Holding the trigger down will continue the discharge beyond the standard cycle (except when used with an APPM or TASER CAM HD AS). The CEW cycle can be stopped by placing the safety switch in the down (SAFE) position.
- Compatible with TASER Smart Cartridges only

X26P CEW

- High efficiency flashlight
- Red LASER (used for target acquisition)
- Central Information Display (CID): Displays data such as calculated remaining energy, burst time, and notifications
- The Trilogy log system records information from a variety of sensors into three data logs: Event log, Pulse log, and Engineering log. Data can be downloaded using a universal serial bus (USB) data interface module connected to a personal computer (PC). Data may be transferred to Evidence.com services.
- Real-time clock with back-up battery
- Onboard self-diagnostic and system status monitoring and reporting
- Ambidextrous safety switch
- Capable of audio/video recording with optional TASER CAM HD recorder
- The trigger activates a single cycle (approximately 5 seconds). Holding the trigger down will continue the discharge beyond the standard cycle (except when used with an APPM or TASER CAM HD AS). The CEW cycle can be stopped by placing the safety switch in the down (SAFE) position.
- Compatible with TASER standard series cartridges

Axon Signal Performance Power Magazine (SPPM)

- Battery pack for the X2 and X26P conducted electrical weapons
- Shifting the safety switch from the down (SAFE) to the up (ARMED) positions sends a signal from the SPPM. Upon processing the signal, an Axon system equipped with Axon Signal technology transitions from the BUFFERING to EVENT mode.

TASER Brand CEW Model Numbers

1. Conducted Electrical Weapons (CEWs):
   - TASER 7 Models: 20008, 20009, 20010, and 20011
   - TASER X2 Models: 22002 and 22003
   - TASER X26P Models: 11002 and 11003

2. Optional Extended Warranties for CEWs:
   - TASER 7 – 4-year extended warranty, item number 20040
   - X2 - 4-year extended warranty, item number 22014
   - X26P - 2-year extended warranty, item number 11008
   - X26P - 4-year extended warranty, item number 11004

3. TASER 7 Cartridges (compatible with the TASER 7; required for this CEW to function in

ROYAL BANK PLAZA, SOUTH
TOWER, SUITE 3800
TORONTO, ON M5J 2Z4
CANADA

CA.AXON.COM

the probe deployment mode)
  - Standoff cartridge, 3.5 degrees, Model 20012
- Close Quarter cartridge, 12 degrees, Model 20013

4. TASER standard cartridges (compatible with the X26P; required for this CEW to function in the probe deployment mode):
   - 15-foot Model: 34200
   - 21-foot Model: 44200
   - 21-foot non-conductive Model: 44205
   - 25-foot Model: 44203
   - 35-foot Model: 44206

5. TASER Smart Cartridges (compatible with the X2; required for this CEW to function in the probe deployment mode):
   - 15-foot Model: 22150
   - 25-foot Model: 22151
   - 25-foot inert simulation Model: 22155
   - 25-foot non-conductive Model: 22157
   - 35-foot Model: 22152

6. Power Modules (Battery Packs) for TASER 7 CEWs:
   - Tactical battery pack Model 22018
   - Compact battery pack Model 22019

7. TASER CAM HD recorder Model: 26810 (full HD video and audio) and TASER CAM HD with AS (automatic shut-down feature) Model: 26820. The TASER CAM HD is compatible with both the X26P and X2 CEWs.
   - TASER CAM HD replacement battery Model: 26764
   - TASER CAM HD Download Kit Model: 26762
   - TASER CAM HD optional 4-year extended warranty, item number 26763

8. Power Modules (Battery Packs) for X26P and X2 CEWs:
   - Performance Power Magazine (PPM) Model: 22010
   - Tactical Performance Power Magazine (TPPM) Model: 22012
   - Automatic Shut-Down Performance Power Magazine (APPM) Model: 22011
   - eXtended Performance Power Magazine (XPPM) Model: 11010
   - eXtended Automatic Shut-Down Performance Power Magazine (XAPPM) Model: 11015
   - Axon Signal Performance Power Magazine (SPPM) Model: 70116

9. TASER 7 Dock:
   TASER 7 Dock Core and Multi-bay Module: 74200

10. TASER Dataport Download Kits:
    - Dataport Download Kit for the X2 and X26P Model: 22013

11. TASER Blast Door Repair Kit Model 44019 and TASER Blast Door Replenishment Kit Model 44023

ROYAL BANK PLAZA, SOUTH
TOWER, SUITE 3800
TORONTO, ON M5J 2Z4
CANADA

CA.AXON.COM

12. CEW Holsters:
    - Right-hand X2 holster by BLACKHAWK Model: 22501
    - Left-hand X2 holster by BLACKHAWK Model: 22504
    - Right-hand X26P holster by BLACKHAWK Model: 11501
    - Left-hand X26P holster by BLACKHAWK Model: 11504

13. TASER Simulation Suit II Model 44550

14. TASER 7 conductive target Model: 80087

SOLE AUTHORIZED DISTRIBUTOR FOR TASER BRAND CEW PRODUCTS	SOLE AUTHORIZED REPAIR FACILITY FOR TASER BRAND CEW PRODUCTS
M.D. Charlton Company Ltd Unit E-2200 Keating X Road Saanichton, BC V8M 2A6 Canada	**M.D. Charlton Company Ltd Unit E-2200 Keating X Road Saanichton, BC V8M 2A6 Canada**

Please contact your local Axon authorized distributor or call us at 1-800-978-2737 with any questions.

Sincerely,

Josh Isner
Chief Revenue Officer
Axon Public Safety Canada, Inc.

BLACKHAWK! is a trademark of the Blackhawk Products Group.

The 'Delta Axon' logo, Axon, Axon Signal, Evidence.com, Smart Cartridge, TASER CAM, Trilogy, X2, X26P, TASER,TASER 7, and TASER 7 Dock are trademarks of Axon Enterprise, Inc. some of which are registered in the US and other countries. For more information, visit www.axon.com/legal. All rights reserved. © 2019 Axon Public Safety Canada.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207026001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres 20-18063, pour une somme maximale de 381 428.68 $, taxes incluses (1 soumission/fournisseur unique)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18063_Intervention.pdf 20-18063_SEAO _ Liste des commandes.pdf 20-18063 PV.pdf

20-18063_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
c/s acquisition
Tél : 514-872-5396
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18063 — No du GDD : 1207026001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'arme a impulsions électrique (AIE) et accessoires de marque Taser X2 pour le SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 17 - 3 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 9 - 2020

Date d'échéance révisée : 13 - 9 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
M.D.Charlton co.LTD	381 428.68	√	

Information additionnelle

L'autre preneur de cahier de charges est une municipalité.

Préparé par : Bernard Boucher — Le 16 - 4 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18063

Agent d'approvisionnement
Bernard Boucher

Conformité	(Tous)

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
								(vide)	- $	- $
Total ()									**- $**	**- $**
MD Charlton Co Ltd									**331 749.23 $**	**381 428.68 $**

Liste des commandes

Numéro : 20-18063
Numéro de référence : 1345106
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'AIE et accessoires de marque Taser X2 pour le SPVM

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
M.D. CHARLTON CO. LTD 588 Clos-du-Marquis Prévost, QC, J0R 1T0	Monsieur Frederic Duchesne-Frienze Téléphone : 450 224-4826 Télécopieur :	**Commande : (1698412)** 2020-02-12 17 h 58 **Transmission :** 2020-02-12 17 h 58	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Longueuil . 4250, Chemin de la Savane Longueuil, QC, J3Y 9G4	Monsieur Franklin Azangue Téléphone : 450 463-7100 Télécopieur :	**Commande : (1706598)** 2020-02-26 13 h 50 **Transmission :** 2020-02-26 13 h 50	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207026001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres 20-18063, pour une somme maximale de 381 428.68 $, taxes incluses (1 soumission/fournisseur unique)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1207026001 MD Charlton - Taser X2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-9146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Line DESJARDINS
Chef d'équipe
Tél : 514-280-2192
Division : Services des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1192748003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	1 - Accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17400 (Groupe 1 : 2 soum. un seul conforme ; Groupe 2 : 3 soum. un seul conforme ; Groupe 5 : 1 seul soumissionnaire) 2 - Autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le SPVM, pour une dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) ;

2. d'autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-05 17:44

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1192748003**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	1 - Accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17400 (Groupe 1 : 2 soum. un seul conforme ; Groupe 2 : 3 soum. un seul conforme ; Groupe 5 : 1 seul soumissionnaire) 2 - Autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

En tenant compte du contexte mondial en matière d'événements à haut risque et dans un contexte terroriste, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) souhaite former plus de ressources au sein de ses groupes d'intervention (GI) des services de la gendarmerie Nord-Est et Sud-Ouest desservant le territoire de l'agglomération de Montréal. Parallèlement, le SPVM a entamé un remaniement de ses ressources au sein du Groupe tactique d'intervention (GTI) pour former davantage de ressources en fin d'année 2019, et ce, dans le but de bonifier son offre de service et d'augmenter sa couverture opérationnelle.

Ces deux situations suscitent une évaluation de l'inventaire d'armes de support, afin de gérer efficacement la désuétude des équipements et les nouveaux achats ainsi qu'une distribution efficiente, et ce, en vue d'assurer une robustesse opérationnelle et une disponibilité des équipements appropriés aux premiers répondants.

Le Service de l'approvisionnement a procédé à un appel d'offres 19-17400 du 16 octobre 2019 au 26 novembre 2019 pour l'acquisition d'armes de support. L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal et dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO).

Le délai de réception des soumissions a été de 40 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 180 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission.

À la demande de la Ville, le délai de validité du prix des soumissions a été prolongé jusqu'au 29 mai 2020 pour Rampart International Corp (groupes 2 et 5) et jusqu'au 19 juin pour MD Charlton Co Ltd (groupe 1).

Deux addendas ont été émis durant la période de sollicitation :

- Addenda no 1 émis le 24 octobre 2019 : pour répondre aux questions des preneurs du cahier des charges; et
- Addenda no 2 émis le 13 novembre 2019 : pour répondre aux questions des preneurs du cahier des charges, et demander un report de la date dépôt des soumissions qui était initialement prévu le 19 novembre 2019.

La règle d'adjudication utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 19-17400 est celle d'un octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme. Il a eu 8 preneurs de cahier de charges et 4 soumissions et 2 firmes étaient non conformes. L'appel d'offres a été constitué de 6 groupes d'items lesquels faisaient référence à différentes pièces pour les armes de support.

Le SPVM a procédé à une enquête d'accréditation sécuritaire des dirigeants des firmes et les résultats ont été déclarés concluants.

Le présent dossier décisionnel nécessite l'approbation du conseil d'agglomération pour les groupes 1, 2 et 5, car il s'agit d'une dépense liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 100 000 $ lorsqu'un seul soumissionnaire est conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le déploiement au Groupe tactique d'intervention (GTI)

Le GTI a pour mission de conduire des opérations à haut risque telles que les perquisitions, les prises d'otages et les réponses aux situations où des individus sont armés et barricadés. Le SPVM doit également faire face à la nouvelle réalité qu'est la réponse policière aux actes terroristes. Le déploiement d'une arme de support qui allie puissance de feu, précision, efficacité balistique et fiabilité est une condition essentielle au succès opérationnel.

Actuellement, ces missions sont réalisées à l'aide de deux armes différentes, la solution proposée, afin de répondre à tous les besoins pour les opérations du GTI, vise à acquérir un seul type d'arme pour chacun des membres du GTI. Cette arme de support étant plus adaptée et est modulaire.

Le déploiement en groupe d'intervention (GI)

Le SPVM compte quatre unités de GI réparties dans chacune des deux services de la gendarmerie (Nord-Est et Sud-Ouest). La mission des GI est de supporter les policiers des postes de quartier, pour toutes situations requérant des ressources supplémentaires. À cet effet, une de leur activité principale est le support des agents de PDQ, lors d'une situation impromptue nécessitant un déploiement rapide d'une équipe pour endiguer un tireur actif,

un sujet armé ou dont on pense qu'il pourrait être armé sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Chacun des quatre groupes d'intervention ont des utilisateurs ayant une arme personnalisée avec lunette de précision, le SPVM souhaite augmenter ce nombre par groupe de travail en formant davantage d'ulisateurs.

Ce faisant, le SPVM augmentera sa robustesse par une capacité d'intervention accrue ainsi que son efficience.

Cette optimisation s'explique notamment par :

- la sélection d'une arme modulable pour le GTI (l'arme est polyvalente et permet de répondre aux multiples contraintes environnementales et d'intervention) ;
- la revalorisation des armes du GTI par l'unité du GI ;
- la mise au rancart des armes qui étaient utilisées par le GTI représentant une économie puisque le coût d'opération actuel étant très élevé.

Le présent dossier décisionnel vise à accorder trois (3) contrats aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1) et Rampart International Corp (groupes 2 et 5) pour l'acquisition d'armes de support pour le SPVM (approximativement 55 armes), pour une dépense totale de 446 565.57 $.

Groupe	Adjudicataire	Équipement	Prix soumission (taxes incluses)
1	MD Charlton Co Ltd	Arme de support - GTI	177 826,82 $
2	Rampart International Corp	Système de visée - GTI	116 810,52 $
3	Facta Global inc.	Suppresseur – GTI	86 765,88 $
4	MD Charlton Co Ltd	Accessoire – GTI (poignée, sangle, boîtier)	27 428,60 $
5	Rampart International Corp	Pointeur laser et lampe - GTI	151 928,23 $
6	MD Charlton Co Ltd	Arme de support – GI	11 277,94 $

Il est à noter que pour les groupes 3, 4 et 6 les contrats seront octroyés par bon de commande incluant une note explicative SIMON et approuvés par le fonctionnaire autorisé, et ce, conformément à l'article 19 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Les pièces authentiques seront sous garantie selon les modalités prévues par chacun des fabricants.

JUSTIFICATION

L'ajout d'armes de support au personnel agissant en deuxième ligne (GI) est rendu nécessaire, tenant compte du contexte mondial en matière de risque de tireur actif, non seulement dans les grandes métropoles, mais également pour les villes où l'on retrouve un aéroport de grande envergure. L'objectif est de rendre les armes disponibles et accessibles rapidement aux ressources, afin de donner une capacité de réponse appropriée et faire face à une menace de manière efficace et optimale en attente des unités spécialisées.
Le GTI recevra des armes de support performantes et versatiles pour répondre à ses besoins opérationnelles et ses nombreux mandats.

Groupe 1

Soumissions conformes	Prix soumis	Autre (préciser)	Total
MD Charlton Co Ltd	177 826.82 $		177 826,82 $
Dernière estimation réalisé ($)	187 915,92 $		187 915,92 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			10 089,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *[(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100]*			-5,34 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *[(la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100]*			N/A

Groupe 2

Soumissions conformes	Prix soumis	Autre (préciser)	Total
Rampart International Corp	116 810,52 $		116 810,52 $
Dernière estimation réalisé ($)	129 078,06 $		129 078,06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			12 267,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *[(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100]*			-9,5 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *[(la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100]*			N/A

Groupe 5

Soumissions conformes	Prix soumis	Autre (préciser)	Total
Rampart International Corp	151 928,23 $		151 928,23 $
Dernière estimation réalisé ($)	155 611,76 $		155 611,76 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			3 683,53 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *[(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100]*			-2.37 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *[(la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100]*			N/A

Ce contrat n'est pas visé par la Loi de l'intégrité en matière de contrats publics, l'entreprise n'avait pas à fournir l'attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totalisant une somme de 125 472.42 $ (taxes incluses) assumée par le budget de fonctionnement du SPVM en 2020.

Firme	Description	Montant (taxes nettes)	Montant (taxes incluses)
Facta Global inc.	Suppresseur – GTI	79 228.81 $	86 765.88 $
MD Charlton Co Ltd	Accessoire – GTI (poignée, sangle, boîtier)	25 045.97 $	27 428.60 $
MD Charlton Co Ltd	Arme de support – GI	10 298.26 $	11 277.94 $
TOTAL :		**114 573.04 $**	**125 472.42 $**

Dépense totalisant une somme de 446 565.57 $ (taxes incluses) provenant du fonds de contingence en 2020.

Firme	Description	Montant (taxes nettes)	Montant (taxes incluses)
MD Charlton Co Ltd	Arme de support - GTI	162 379.59 $	177 826.82 $
Rampart International Corp	Système de visée - GTI	106 663.58 $	116 810.52 $
Rampart International Corp	Pointeur laser et lampe - GTI	138 756.83 $	151 928.23 $
TOTAL :		**407 800.00 $**	**446 565.57 $**

Une somme de 407 800$ en provenance des dépenses contingentes devra être virée au budget de fonctionnement du SPVM en 2020.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépenses sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Met le SPVM à niveau en terme de capacité opérationnelle en cas de tireur actif ou d'attentat terroriste dans les endroits publics comme l'aéroport de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 20 mai 2020
Conseil municipal : 25 mai 2020
Conseil d'agglomération : 28 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Andres LARMAT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel G GERVAIS
Commandant
Section du groupe tactique d'intervention

Tél : 514-280-4234
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

François B LEBLANC
Inspecteur-chef
Service des enquêtes criminelles

Tél : 514 280-7757
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francesco SECONDI
Directeur adjoint
Direction des enquêtes criminelles
Tél : 514 280-6719
Approuvé le : 2020-05-05

Sylvain CARON
Directeur

Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2020-05-05

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 7 avril 2020

Monsieur Fréderic Firenze
M.D. Charlton Co. Ltd
1000 – 1255, rue Peel
Montréal (Québec) H3B

Courriel: frederic@mdcharlton.ca

Objet : **Prolongation de la durée de validité de soumission**
Appel d'offres n° 19-17400
Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 19 juin 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 17 avril 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :		
	Signature	Date 2020/04/17
Je refuse le délai de prolongation :		
	Signature	Date

Andrés Larmat
Agent d'approvisionnement II
Courriel: andres.larmat@montreal.ca

LN86Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 20 avril 2020

Monsieur Gilles Mercier
Directeur des ventes
Rampart International Corp
2574, Sheffield Road,
Ottawa (Ontario) K1B 3V7

Courriel: gmercier@rampartcorp.com

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres no 19-17400
Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 29 mai 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 24 avril 2020**.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :		
Alex Pinos - Sales Manager	Alex Pinos	20 avril 2020
	Signature	Date
Je refuse le délai de prolongation :		
	Signature	Date

Andrés Larmat
Agent d'approvisionnement II
Courriel: andres.larmat@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1192748003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Objet :	1 - Accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17400 (Groupe 1 : 2 soum. un seul conforme ; Groupe 2 : 3 soum. un seul conforme ; Groupe 5 : 1 seul soumissionnaire) 2 - Autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17400 pv.pdf 19-17400 - DetCah_SEAO.pdf 19-17400 - TCP_Lot 1, 2 & 5.pdf

19-17400-Intervention-par groupe_SPVM révisé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Andres LARMAT
Agent d'approvisionnement
Tél : 514 872-5502

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Lina PICHÉ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17400 (Groupe 1)

No du GDD : 1192748003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 19 - 11 - 2019

Ouverture faite le : 26 - 11 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Rampart International Corp	Administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 5 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 26 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Groupe
MD Charlton Co Ltd	177 826,82 $	√	1

Information additionnelle

Désistements : (6)
1X - Firme non accréditée pour contracter avec la Ville, car elle n'a pas réussie une enquête de sécurité récemment.
2X - la firme ne rencontrerait pas les spécifications demandées
2X - la firme n'a pa eu le temps pour préparer sa soumission dans le délai alloué
1X - Aucune réponse.

Préparé par : Andres Larmat

Le 5 - 5 - 2020

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17400 (Groupe 2)

No du GDD : 1192748003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 19 - 11 - 2019

Ouverture faite le : 26 - 11 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Korth Group	Administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 5 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 5 jrs

Date d'échéance révisée : 29 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Groupe
Rampart International Corp	116 810,52 $	√	2

Information additionnelle

Désistements : (5)
1X - Firme non accréditée pour contracter avec la Ville, car elle n'a pas réussie une enquête de sécurité récemment.
1X - La firme ne rencontrerait pas les spécifications demandées
2X - la firme n'a pa eu le temps pour préparer sa soumission dans le délai alloué
1X - Aucune réponse.

Préparé par : Andrés Larmat

Le 5 - 5 - 2020

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17400 (Groupe 5)

No du GDD : 1192748003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 19 - 11 - 2019

Ouverture faite le : 26 - 11 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 12,5

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 5 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 5 - 2020

Date d'échéance révisée : 29 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Groupe
Rampart International Corp	151 928,23 $	√	5

Information additionnelle

Désistements : (7)
1X - Firme non accréditée pour contracter avec la Ville, car elle n'a pas réussie une enquête de sécurité récemment.
3X - La firme ne rencontrerait pas les spécifications demandées
2X - la firme n'a pas eu le temps pour préparer sa soumission dans le délai alloué
1X - Aucune réponse.

Préparé par : Andrés Larmat

Le 5 - 5 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Montréal

Tableau d'analyse des prix

No de l'appel d'offres
19-17400

Agent d'approvisionnement
Andrés Larmat

Conformité	Oui

Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
LOT1	Arme de support GTI	MD CHARLTON CO LTD	1	Carabine de support GTI	49	Chaque	1	2 613,71 $	128 071,79 $	147 250,54 $
			2	Châssis supérieur sous-compact	8	Chaque	1	2 064,90 $	16 519,20 $	18 992,95 $
			3	Fut pour silencieux compact	8	Chaque	1	232,49 $	1 859,92 $	2 138,44 $
			4	Crosse pliante fixe	8	Chaque	1	230,18 $	1 841,44 $	2 117,20 $
			5	Chargeurs pour Carabine 30 cartouche	245	Chaque	1	24,45 $	5 990,25 $	6 887,29 $
			6	Chargeurs pour Carabine 20 cartouche	16	Chaque	1	23,94 $	383,04 $	440,40 $
		Total (MD CHARLTON CO LTD)							**154 665,64 $**	**177 826,82 $**
LOT2	Organe de visée pour arme de support GTI	RAMPART INTERNATIONAL CORP	1	Télescope à grossissement variable	16	Chaque	1	3 498,96 $	55 983,36 $	64 366,87 $
			2	Monture pour télescope à grossissement variable	16	Chaque	1	471,14 $	7 538,24 $	8 667,09 $
			3	Mire reflexe point rouge	37	Chaque	1	849,15 $	31 418,55 $	36 123,48 $
			4	Monture alternative pour mire reflexe	37	Chaque	1	179,90 $	6 656,30 $	7 653,08 $
		Total (RAMPART INTERNATIONAL CORP)							**101 596,45 $**	**116 810,52 $**
LOT5	Pointeur/illuminateur laser et lampe pour carabine de support GTI	RAMPART INTERNATIONAL CORP	1	Pointeur/illuminateur laser pour carabine	31	Chaque	1	3 699,97 $	114 699,07 $	131 875,26 $
			2	Lampe pour carabine	31	Chaque	1	305,97 $	9 485,07 $	10 905,46 $
			3	Pile pour lampe (Article 2)	31	Chaque	1	23,45 $	726,95 $	835,81 $
			4	Interrupteur externe pour lampe et pointeur laser (Articles 1 et 2)	31	Chaque	1	139,94 $	4 338,14 $	4 987,78 $
			5	Monture pour lampe pour carabine de support GTI	49	Chaque	1	59,00 $	2 891,00 $	3 323,93 $
		Total (RAMPART INTERNATIONAL CORP)							**132 140,23 $**	**151 928,23 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17400
Numéro de référence : 1291089
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Agence Gravel Inc / Gravel Agency Inc 5175, rue John-Molson Québec, QC, G1X3X4	Monsieur Michel Lavertue Téléphone : 418 682-3000 Télécopieur : 418 682-3343	**Commande : (1663328)** 2019-11-12 11 h 08 **Transmission :** 2019-11-12 11 h 08	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-11-12 11 h 08 - Téléchargement 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CRAFM inc 2206 52e ave Montréal, QC, h8t 2y3	Madame Lizie-Anne Perron Téléphone : 514 635-4867 Télécopieur :	**Commande : (1659192)** 2019-10-31 9 h 57 **Transmission :** 2019-10-31 9 h 57	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-31 9 h 57 - Téléchargement 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Facta Global cp 398 succ place d'armes Montréal, QC, H2Y3H1 http://www.factaglobal.com	Monsieur G. Pelletier Téléphone : 1866 632-2821 Télécopieur :	**Commande : (1653688)** 2019-10-17 10 h 23 **Transmission :** 2019-10-17 10 h 23	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Korth Group ltd. 64186 393 Loop East OKOTOKS, AB, T1S0L1	Monsieur Jason Ross Téléphone : 705 706-4099 Télécopieur :	**Commande : (1653151)** 2019-10-16 10 h 41 **Transmission :** 2019-10-16 10 h 41	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
M.D. CHARLTON CO. LTD	Monsieur Frederic Duchesne-	**Commande : (1654063)**	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1

588 Clos-du-Marquis Prévost, QC, J0R 1T0	Frienze Téléphone : 450 224-4826 Télécopieur :	2019-10-17 18 h 02 **Transmission :** 2019-10-17 18 h 02	2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Metak Distributing PO Box 2071 Strathmore, AB, T1P1K1	Monsieur Anthony Aleksic Téléphone : 403 519-7250 Télécopieur : 587 701-5050	**Commande : (1653853)** 2019-10-17 13 h 34 **Transmission :** 2019-10-17 13 h 34	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Rampart International Corp 2574 Sheffield Road Ottawa, ON, K1B 3V7 http://www.rampartcorp.com	Monsieur Armon Vaziri Téléphone : 613 729-0446 Télécopieur :	**Commande : (1653669)** 2019-10-17 10 h 06 **Transmission :** 2019-10-17 10 h 06	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stoeger Canada (1990) Ltd 1010 Thornton Rd South Oshawa, ON, L1J 7E2	Monsieur David Macdonald Téléphone : 1905 436-9077 Télécopieur : 1905 436-9079	**Commande : (1667240)** 2019-11-21 15 h 14 **Transmission :** 2019-11-21 15 h 14	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-11-21 15 h 14 - Téléchargement 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-21 15 h 14 - Téléchargement 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-21 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1192748003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Objet :	1 - Accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17400 (Groupe 1 : 2 soum. un seul conforme ; Groupe 2 : 3 soum. un seul conforme ; Groupe 5 : 1 seul soumissionnaire) 2 - Autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1192748003 Armes de support.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-9146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Yves COURCHESNE
Directeur de service - Finances et trésorier
Tél : 514-872-6630
Division : Services des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2020/05/28
17:00

(2)

Dossier # : 1200160001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes WSP Canada Inc. (2 618 222,20$ taxes incluses), FNX-INNOV Inc. (1 631 150,33$ taxes incluses) et Stantec Experts-Conseils Ltée (1 095 585,28$ taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité (Division du développement de projets et intégration des réseaux, Division sécurité et aménagement durable et Division aménagement et grands Projets), pour une durée de 3 ans / Appel d'offres public 20-17732 - (6 soumissionnaires conformes).

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres d'une durée de trois ans, avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels de soutien technique à la mise en oeuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17732;

Firmes	Montant maximal, (taxes incluses)
1- WSP Canada Inc.	2 618 222.20 $
2 - FNX-INNOV Inc.	1 631 150.33 $
3 - Stantec Experts-conseils ltée	1 095 585.28 $
Total	5 344 957.81 $

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la direction de la mobilité ou de ses requérants, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-24 08:07

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200160001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes WSP Canada Inc. (2 618 222,20$ taxes incluses), FNX-INNOV Inc. (1 631 150,33$ taxes incluses) et Stantec Experts-Conseils Ltée (1 095 585,28$ taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité (Division du développement de projets et intégration des réseaux, Division sécurité et aménagement durable et Division aménagement et grands Projets), pour une durée de 3 ans / Appel d'offres public 20-17732 - (6 soumissionnaires conformes).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de maintenir les efforts nécessaires à la réalisation des projets et des programmes prévus au Plan Triennal d'Immobilisations (PTI), la Direction de la mobilité requiert des services professionnels afin de soutenir ses activités et sollicite l'octroi de trois (3) nouveaux contrats-cadres d'une durée maximale de trois ans.
L'expertise recherchée via ces ententes-cadres concerne principalement les études de mobilité, les études de concept, d'opportunité, de faisabilité, d'avant-projets et de plans et devis en lien avec le transport routier et les transports actifs et collectifs. Ces services doivent être obtenus à l'externe pour permettre à la Direction de la mobilité de disposer de certaines expertises techniques de pointe non disponibles à la Ville, ainsi que des ressources techniques nécessaires à la réalisation d'activités non récurrentes, à l'intérieur des délais requis.

Concrètement, ces ententes-cadres serviront entre autres à réaliser des études de mobilité, d'aménagement et de sécurisation d'intersections, ainsi que des études de réaménagement géométrique sur diverses rues.

Les quatre (4) dernières ententes-cadres octroyées en avril 2017 à cet effet arrivent à échéance le 3 mai 2020.

Appel d'offres

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels. L'appel d'offres numéro 20-17732 a été lancé et publié dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) le 21 janvier et le 06 février 2020, ainsi que dans le journal de Montréal le 20 janvier et le 11 février 2020, pour une durée de publication de 37 jours. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 27 février

2020.

Addenda

Cinq (5) addenda ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs des cahiers de charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres :

Addenda 1 : Émis le 3 février 2020 - Précisions demandées pour certains articles du devis et à l'annexe A "Formulaire d'offres de services" - Mise à jour du devis et de l'annexe A, et réponses aux questions des soumissionnaires;

Addenda 2 : Émis le 6 février 2020 - À la demande des fournisseurs, la date limite de dépôt des soumissions a été reportée d'une semaine, pour une ouverture le 27 février 2020. Réponses et compléments d'information sur le devis et l'annexe A;

Addenda 3 : Émis le 6 février 2020 - Modification de libellés à l'annexe A et émission d'une nouvelle version;

Addenda 4 : Émis le 13 février 2020 - Révision de l'annexe A, Section pour l'ingénieur électrique de relève; Remplacement du bordereau de prix;

Addenda 5 : Émis le 17 février 2020 - Révision 2 de l'annexe A.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0145 - 27 avril 2017 (dossier 1177372001) - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Cima+ S.E.N.C. (2 173 199,96 $ taxes incluses), AECOM Consultants Inc. (1 918 523,73 $ taxes incluses), SNC-Lavalin Inc. (1 365 989,23 $ taxes incluses) et Stantec Experts-conseils ltée (719 979,15 $ taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction des transports / Appel d'offres public 17-15623 - (8 soumissionnaires conformes) / Approuver les projets de conventions à cette fin.

CG15 0761 - 17 décembre 2015 (dossier 1151097007) - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec WSP Canada inc. (1 759 955,67 $, taxes incluses), AECOM Consultants inc. (1 195 633,65 $, taxes incluses) et CIMA+ s.e.n.c. (608 965,09 $, taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction des transports / Appel d'offres public 15-14463 (6 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cet effet

CG14 0295 - 19 juin 2014 (dossier 1145897003) - Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en œuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719 $ taxes incluses (appel d'offres public N^{o} 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

CG14 0217 - 1er mai 2014 (dossier 1145897005) - Autoriser une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Aecom Consultants Inc pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en œuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 235 753,14 $ taxes incluses (appel d'offres public N^{o} 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Pour permettre la réalisation des projets et programmes prévus au PTI et des nombreux grands projets de développement sur le territoire de l'agglomération, la Direction de la mobilité aura besoin de confier des mandats à des firmes d'experts en mobilité, en circulation et en aménagement géométrique afin de réaliser des études de mobilité, des avant-projets, des plans et devis d'aménagement de rue (géométrie, signalisation, feux de circulation, mobilier urbain, etc.), ainsi que des études connexes en support à ses activités. Ces ententes-cadres sont prévues pour répondre aux besoins en études pour un maximum de trois ans.
Le mode de rémunération sera au choix du requérant des services professionnels entre la méthode horaire avec un plafond équivalant à l'enveloppe budgétaire du programme de travail ou la méthode forfaitaire.

JUSTIFICATION

Les quatre (4) dernières ententes-cadres octroyées en avril 2017 pour un montant total de 6 177 692,07 $ taxes incluses arrivent à échéance le 3 mai 2020. La Direction de la mobilité ne dispose plus de la marge de manœuvre pour la réalisation de nouvelles études, incluant celles nécessaires au développement de nouveaux projets prévus au PTI.
À la suite du lancement de l'appel d'offres numéro 20-17732, douze (12) firmes ont retiré le cahier des charges, parmi lesquelles six (6), soit 50%, ont déposé une offre pour chacune des trois (3) ententes. Il était possible pour une firme de déposer autant d'offres qu'elle le souhaite pour chacune des ententes pourvu que les équipes de travail soient différentes. Parmi les six preneurs n'ayant pas déposé une soumission, une firme a participé comme sous-traitant et une autre s'est désistée jugeant l'appel d'offres restrictif pour des raisons de capacité. Les quatre autres preneurs n'ont pas fourni d'explication.

La durée de validité des soumissions est de 180 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 25 août 2020.

Le bordereau de soumission demandait aux soumissionnaires de soumettre un taux horaire pour chacune des différentes catégories de ressources spécifiées (ingénieurs, professionnels, techniciens, etc.), pour la durée de trois ans de l'entente-cadre . Les adjudicataires soumettent un prix calculé globalement pour les trois (3) années.

Les résultats d'analyses des soumissions pour les trois (3) ententes sont les suivants:

Entente # 1 - WSP Canada Inc.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	total soumission (taxes incluses)
WSP Canada Inc.	79.3	0.494	2 618 222.20 $
FNX-INNOV Inc.	78.5	0.471	2 728 701.68 $
Stantec Experts-conseils ltée	77.5	0.463	2 751 880.64 $
Les Services EXP Inc.	75.8	0.444	2 830 937.45 $
CIMA+S.E.N.C.	76	0.434	2 903 578.65 $
SNC-Lavalin inc.	76.5	0.379	3 338 011.69 $
Dernière estimation réalisée			2 371 048.94 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			247 173.26 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100			10.42%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire			110 479.48 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100			4.22%

L'adjudicataire recommandé a soumis une offre supérieure de 10,42% à l'estimé. Cette différence est principalement due au fait que le taux horaire soumissionné pour la catégorie d'emploi professionnel junior (moins de 5 ans), est de 46% plus élevé que le taux estimé (soit 60$ / heure au lieu de 41$ / heure).

Entente # 2 - FNX-INNOV Inc.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	total soumission (taxes incluses)
FNX-INNOV Inc.	78.5	0.788	1 631 150.33 $
Stantec Experts-conseils ltée	77.5	0.775	1 644 464.43 $
Les Services EXP Inc.	75.8	0.744	1 691 788.14 $
CIMA+S.E.N.C.	76	0.699	1 803 095.44 $
SNC-Lavalin inc.	76.5	0.634	1 995 425.62 $
WSP Canada Inc.			
Dernière estimation réalisée			1 417 641.75 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			213 508.58 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100			15.06%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire			13 314.10 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100			0.82%

L'adjudicataire recommandé a soumis une offre supérieure de 15, 06% à l'estimé réalisé. Cette différence est principalement due au fait que le taux horaire soumissionné pour la catégorie d'emploi professionnel junior (moins de 5 ans), est de 95% plus élevé que le taux estimé (soit 80$ / heure au lieu de 41$ / heure), également, le taux soumissionné pour la catégorie technicien junior (moins de 5 ans), est de 60% plus élevé que le taux estimé (soit 60$ / heure au lieu de 36$ / heure).

La firme WSP Canada Inc. a été écartée pour la deuxième entente car elle a été choisie pour la première.

Entente # 3 - Stantec Experts-conseils ltée

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	total soumission (taxes incluses)
Stantec Experts-conseils ltée	77.5	1.164	1 095 585.28 $
Les Services EXP Inc.	75.8	1.117	1 126 663.02 $
CIMA+S.E.N.C.	76	1.049	1 201 028.85 $
SNC-Lavalin inc.	76.5	0.952	1 329 030.52 $
FNX-INNOV Inc.			
WSP Canada Inc.			
Dernière estimation réalisée			943 887.26 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			151 698.02 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100			16.07%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire			31 077.74 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100			2.84%

L'adjudicataire recommandé a soumis une offre supérieure de 16, 07 % à l'estimation. Cette différence est principalement due au fait que le taux horaire soumissionné pour la catégorie d'emploi professionnel junior (moins de 5 ans), est de 76% plus élevé que le taux estimé (soit 72$ / heure au lieu de 41$ / heure), également, le taux soumissionné pour la catégorie technicien junior (moins de 5 ans), est de 53% plus élevé que le taux estimé (soit 55$ / heure au lieu de 36$ / heure).

Les firmes WSP Canada Inc. et FNX-INNOV Inc. ont été écartées pour la troisième entente, car elles ont été choisies respectivement pour la première et la deuxième.

Les trois (3) firmes retenues ne figurent pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne sont pas sur la liste de rendement insatisfaisant. Elles détiennent également les attestations les autorisant à conclure des contrats publics.

Suite à une vérification effectuée le 21 avril 2020 au niveau du site Internet de l'Autorité des Marchés Publics (AMP), il apparaît que les trois firmes (3) sont inscrites au Registre des entreprises admissibles (REA) sous les numéros suivants (voir pièces jointes) : WSP Canada Inc (3000211093), FNX-INNOV Inc (3001642376) et Stantec Experts-conseils ltée (3000241872).

L'attestation AMP de Stantec Experts-conseils ltée a été émise le 15 mars 2019, l'attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) de FNX-INNOV Inc a été émise le 8 novembre 2018, alors que l'attestation AMF de WSP Canada Inc a été émise le 8 mai 2018 (voir pièces jointes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents mandats octroyés par le biais de ces ententes seront effectués sur demande. La Direction de la mobilité assurera la gestion des services et le suivi budgétaire.
Chacun des mandats confiés aux firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépenses, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre. L'entente pourrait engager des dépenses d'agglomération.

Les dépenses d'honoraires professionnels représenteront un coût maximal (taxes incluses)

de 2 618 222,20 $ pour WSP Canada Inc., de 1 631 150,33 $ pour FNX-INNOV Inc. et de 1 095 585,28 $ pour Stantec Experts-Conseils ltée.

Les fonds requis pour réaliser les mandats proviendront de différentes sources budgétaires de la Ville, que ce soit des budgets déjà affectés aux différents projets et programmes de la Direction de la mobilité, d'autres Directions du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), ou d'autres unités municipales pour lesquelles la Direction de la mobilité offre ses services en appui. Il n'y a donc pas de budget ou de dépenses spécifiques liées à la conclusion de ces ententes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'optimisation des déplacements permet de minimiser les impacts environnementaux liés aux transports.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer d'ententes de services professionnels avec des firmes expertes en mobilité, voirie, circulation, aménagement, etc. permettra à la Direction de la mobilité d'octroyer plus rapidement des mandats d'étude, d'accélérer la réalisation de ses projets prévus au PTI ainsi que de nombreux projets de développement sur le territoire de l'agglomération, tout en permettant de soutenir plus efficacement les autres unités de la Ville en matière de réalisation d'études, notamment de mobilité.
Dans le cas où la décision n'est pas approuvée ou retardée, les différents mandats devront passer à travers les processus d'appel d'offres et d'octroi de contrat spécifique, ce qui aura pour conséquence de ralentir la réalisation des projets et programmes, surtout ceux prévus au PTI.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En raison de la pandémie de la Covid-19, ce sommaire accuse déjà un retard pour sa présentation aux instances municipales. Comme les ententes-cadres en cours arrivent à échéance le 3 mai 2020, la Direction de la mobilité se retrouvera sans ententes entre la fin des contrats actuels et le début de ceux concernés par le présent sommaire. Aussi, l'octroi des mandats et le démarrage des projets pourraient aussi être retardés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue pour le moment.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi des contrats: Mai 2020
Services professionnels dispensés: Mai 2020 à Mai 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eddy DUTELLY, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Eddy DUTELLY, 20 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rachid REKOUANE
INGÉNIEUR

Tél : 514-868-3476
Télécop. : 514-872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Isabelle MORIN
Chef de division

Tél : 514 872-9948
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-04-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-04-23

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 mai 2018

WSP CANADA INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ JR. DESAUTELS
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 16E ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

Nº de décision : 2018-CPSM-1030358
N° de client : 2700018263

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AQUAPRAXIS
- CELLMAG
- CONSUMAJ ESTRIE
- DÉCIBEL CONSULTANTS
- ÉNERGIE & ANALYSES ENAQ DU QUÉBEC
- ENTREPRISE NORMAND JUNEAU
- FOCUS CORPORATION
- GENIVAR GPM
- GENIVAR
- GESPRO SST
- GILLES TACHÉ ET ASSOCIÉS
- GIROUX ÉQUIPEMENT D'ARPENTAGE
- GROUPE G. L. D.
- GROUPE OPTIVERT
- ISACTION
- LABELLE RYAN GENIPRO
- LES CONSULTANTS GENIPLUS
- LES INVESTISSEMENTS R.J.
- NAGECO

- PARSONS BRINCKERHOFF HALSALL
- PROBEMES
- PROGEMES CONSULTANTS

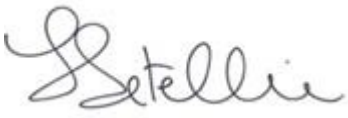
le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). WSP CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 20 avril 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : WSP CANADA GROUP LIMITED
Adresse du siège social : 100, COMMERCE VALLEY DR W, , THORNHILL, ON, L3T 0A1, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000211093
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165425654

Autres noms d'affaires
• GROUPE MMM LIMITÉE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sania Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 26 novembre 2018

FNX-INNOV INC.
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 1831973192

Objet : Changement de nom de 11017870 CANADA INC. à FNX-INNOV INC.

Monsieur François Gaudreau,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise 11017870 CANADA INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant FNX-INNOV INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1174002437 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise 11017870 CANADA INC. autorisée le 1ER MAI 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Amélie Bergevin au 1 877 525-0337, poste 4852.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Gaudreau, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 08 mars 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : FNX-INNOV INC.
Adresse du siège social : 433, RUE CHABANEL O, BUR. 1200, MONTRÉAL, QC, H2N 2J8, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3001642376
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1174002437

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 15 mars 2019

STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
A/S MONSIEUR PAUL JEREMY DAVID ALPERN
10220, 103 AVE NW
BUR.400
EDMONTON (AB) T5J 0K4

No de décision : 2019-DAMP-0131
N° de client : 3000241872

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- DESSAU/CIMA+
- DESSAU/GÉNIPUR
- GESTRANS
- GROUPEMENT DESSAU - CIMA +
- GROUPEMENT DESSAU – GENIVAR
- GROUPEMENT DESSAU – GFBH
- GROUPEMENT DESSAU -SM- ROCHE
- GROUPEMENT DESSAU/ BPR
- GROUPEMENT DESSAU/PLURITEC
- GROUPEMENT DESSAU/SNC LAVALIN
- GROUPEMENT DST
- LVM/DESSAU
- SOCIÉTÉ GESTRANS
- STANTEC CONSULTING LTD.
- STANTEC/HYDROSYS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 mars 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 20 avril 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : FNX-INNOV INC.
Adresse du siège social : 433, RUE CHABANEL O, BUR. 1200, MONTRÉAL, QC, H2N 2J8, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3001642376
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1174002437

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1200160001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes WSP Canada Inc. (2 618 222,20$ taxes incluses), FNX-INNOV Inc. (1 631 150,33$ taxes incluses) et Stantec Experts-Conseils Ltée (1 095 585,28$ taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité (Division du développement de projets et intégration des réseaux, Division sécurité et aménagement durable et Division aménagement et grands Projets), pour une durée de 3 ans / Appel d'offres public 20-17732 - (6 soumissionnaires conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17732 pv.pdfSEAO _ Liste des commandes.pdf

20-17732 TABLEAU_Résultat Global Final_REV WSP Contrat1.pdf

20-17732 TABLEAU_Résultat Global Final_REV FNX-INNOV Contrat2..pdf

20-17732 TABLEAU_SP_REV STANTEC Contrat3.pdf

20-17732 Intervention Nouvelle Appel D'offres FNX C2.pdf

20-17732 Intervention Nouvelle Appel D'offres Stantec C3.pdf

20-17732 Intervention Nouvelle Appel D'offres WSP C1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-20

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17732 — No du GDD : 1200160001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le soutien technique à la mise en oeuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 20 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 18 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 17 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 50

% de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada Inc.	Non conforme, adjudicataire pour le contrat 1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 25 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
FNX-INNOV Inc.	1 631 150,33 $	√	2
Stantec Experts-Conseils ltée	1 644 464,43 $		
Les Services EXP Inc.	1 691 788,14 $		
CIMA+S.E.N.C.	1 803 095,44 $		
SNC-Lavalin Inc.	1 995 425,62 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 2 à la firme : FNX-INNOV Inc. ayant obtenu le plus haut pointage. Des SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges, une (1) trouvait restrictive dû à la capacité, 1 a participé comme étant sous-traitant et 4 n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 20 - 4 - 2020

20-17732 - Services professionnels pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+S.E.N.C.	3,00	6,00	11,33	14,00	25,00	16,67	76,0	1 803 095,440 $	0,699	**4**
FNX-INNOV Inc.	3,83	7,33	12,33	14,67	24,00	16,33	78,5	1 631 150,330 $	0,788	**1**
Les Services EXP Inc.	3,67	6,67	10,83	14,67	23,67	16,33	75,8	1 691 788,140 $	0,744	**3**
SNC-Lavalin Inc.	4,00	7,67	11,83	15,00	23,00	15,00	76,5	1 995 425,620 $	0,634	**5**
Stantec Experts-Conseils ltée	3,83	6,67	11,33	14,67	24,33	16,67	77,5	1 644 464,4300 $	0,775	**2**
WSP Canada Inc.	4,00	6,67	13,00	14,33	24,33	17,00	79,3		-	**N,C,**
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy DUTELLY

Contrat 2

Comité	
Date	mercredi 18-03-2020
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie EST, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17732 — No du GDD : 1200160001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le soutien technique à la mise en oeuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 20 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 18 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 17 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 50

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada Inc.	Non conforme, adjudicataire pour le contrat 1
FNX-INNOV Inc.	Non conforme, adjudicataire pour le contrat 2

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 25 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Stantec Experts-Conseils ltée	1 095 585,28 $	√	3
Les Services EXP Inc.	1 126 663,02 $		
CIMA+S.E.N.C.	1 201 028,85 $		
SNC-Lavalin Inc.	1 329 030,52 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 3 à la firme :Stantec Experts-Conseils ltée ayant obtenu le plus haut pointage. Des SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges, une (1) trouvait restrictive dû à la capacité, 1 a participé comme étant sous-traitant et 4 n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 20 - 4 - 2020

20-17732 - Services professionnels pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+S.E.N.C.	3,00	6,00	11,33	14,00	25,00	16,67	76,0	1 201 028,850 $	1,049	3
FNX-INNOV Inc.	3,83	7,33	12,33	14,67	24,00	16,33	78,5		-	N,C,
Les Services EXP Inc.	3,67	6,67	10,83	14,67	23,67	16,33	75,8	1 126 663,020 $	1,117	2
SNC-Lavalin Inc.	4,00	7,67	11,83	15,00	23,00	15,00	76,5	1 329 030,520 $	0,952	4
Stantec Experts-Conseils ltée	3,83	6,67	11,33	14,67	24,33	16,67	77,5	1 095 585,2800 $	1,164	1
WSP Canada Inc.	4,00	6,67	13,00	14,33	24,33	17,00	79,3		-	N,C,
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy DUTELLY

Comité	Contrat 3
Date	mercredi 18-03-2020
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie EST, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17732

No du GDD : 1200160001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le soutien technique à la mise en oeuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 20 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 18 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 17 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 25 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
WSP Canada Inc.	2 618 222,20 $	√	1
FNX-INNOV Inc.	2 728 701,68 $		
Stantec Experts-Conseils ltée	2 751 880,64 $		
Les Services EXP Inc.	2 830 937,45 $		
CIMA+S.E.N.C.	2 903 578,65 $		
SNC-Lavalin Inc.	3 338 011,69 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 1 à la firme : WSP Canada Inc. ayant obtenu le plus haut pointage. Des SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges, une (1) trouvait restrictive dû à la capacité, 1 a participé comme étant sous-traitant et 4 n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 20 - 4 - 2020

20-17732 - Services professionnels pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+S.E.N.C.	3,00	6,00	11,33	14,00	25,00	16,67	76,0	2 903 578,650 $	0,434	5
FNX-INNOV Inc.	3,83	7,33	12,33	14,67	24,00	16,33	78,5	2 728 701,680 $	0,471	2
Les Services EXP Inc.	3,67	6,67	10,83	14,67	23,67	16,33	75,8	2 830 937,450 $	0,444	4
SNC-Lavalin Inc.	4,00	7,67	11,83	15,00	23,00	15,00	76,5	3 338 011,690 $	0,379	6
Stantec Experts-Conseils ltée	3,83	6,67	11,33	14,67	24,33	16,67	77,5	2 751 880,6400 $	0,463	3
WSP Canada Inc.	4,00	6,67	13,00	14,33	24,33	17,00	79,3	2 618 222,200 $	0,494	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Eddy DUTELLY**									

Comité — Contrat 1

Date	mercredi 18-03-2020
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie EST, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-17732
Numéro de référence : 1337167
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1686520)** 2020-01-22 10 h 12 **Transmission :** 2020-01-22 10 h 12	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement

				3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Arup Canada Inc 1 Place Ville-Marie suite 3270 Montréal, QC, H3B 3Y2 NEQ : 1164114226	Madame Mireille Lepage Téléphone : 1514 940-9327 Télécopieur :	**Commande : (1687716)** 2020-01-24 9 h 05 **Transmission :** 2020-01-24 9 h 05	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Arup Canada Inc 1 Place Ville-Marie suite 3270 Montréal, QC, H3B 3Y2 NEQ : 1164114226	Madame Mireille Lepage Téléphone : 1514 940-9327 Télécopieur :	**Commande : (1702783)** 2020-02-20 9 h 15 **Transmission :** 2020-02-20 9 h 15	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur	**Commande : (1685701)** 2020-01-21 9 h 53 **Transmission :** 2020-01-21 9	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis)

		: 450 682-1013	h 53	2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CPCS Transcom Ltée 417, rue St-Pierre 8e étage, Suite # 800 Montréal, QC, H2Y2M4 http://www.cpcs.ca/fr/ NEQ : 1166697814	Monsieur Renaud Gignac Téléphone : 613 237-2500 Télécopieur :	**Commande : (1687239)** 2020-01-23 11 h 09 **Transmission :** 2020-01-23 11 h 09	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 -

				Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ESRI Canada inc 1425, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 1110 Montréal, QC, H3G 1T7 http://www.esri.ca NEQ : 1160463304	Monsieur Guillaume Pelud Téléphone : 514 875-8568 Télécopieur :	**Commande : (1686646)** 2020-01-22 12 h 17 **Transmission :** 2020-01-22 12 h 17	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732

				ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1694043)** 2020-02-05 11 h 45 **Transmission :** 2020-02-05 11 h 45	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-05 11 h 45 - Téléchargement 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Gestion Deloitte s.e.c. Bay Adelaide East 8 Adelaide Street West, Suite 200	Madame Mary Conway Téléphone	**Commande : (1686438)** 2020-01-22 9 h 23	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel

	Toronto, ON, M5H 0A9 http://www.deloitte.ca NEQ : 3364165525	: 613 751-6696 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-01-22 9 h 23	3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IGF Axiom Inc 4125 AUTOROUTE DES LAURENTIDES Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfaxiom.com NEQ : 1147455431	Madame Stéphanie Boivin Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur :	**Commande : (1688863)** 2020-01-27 13 h 59 **Transmission :** 2020-01-27 13 h 59	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda

				no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon. Téléphone : 514 316-7936 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1689462)** 2020-01-28 12 h 52 **Transmission :** 2020-01-28 12 h 52	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A

				REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1688915)** 2020-01-27 14 h 37 **Transmission :** 2020-01-27 14 h 37	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils	Madame	**Commande**	3246933 - 20-17732 Addenda

	ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**: (1685820)** 2020-01-21 10 h 58 **Transmission :** 2020-01-21 10 h 58	no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1686315)** 2020-01-22 7 h 53 **Transmission :** 2020-01-22 7 h 53	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD

(devis)
2020-02-06 18 h 42 - Courriel

3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau)
2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement

3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis)
2020-02-13 11 h 26 - Courriel

3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau)
2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement

3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis)
2020-02-17 13 h 48 - Courriel

3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau)
2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

La sélection d'un fournisseur est obligatoire.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors

À propos
À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés publics

Autorité des marchés financiers

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2020/05/28
17:00

(2)

Dossier # : 1207952001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Autoriser la résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Fondation du Startup de Montréal

Il est recommandé :
- d'autoriser la résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Fondation du Startup de Montréal (CG18 0359).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-30 16:06

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207952001**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Autoriser la résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Fondation du Startup de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2018, la Ville a approuvé une convention avec la Fondation du Startup de Montréal pour une contribution financière de 1,35 M$ sur 3 années (2018, 2019 et 2020) visant à appuyer son plan de croissance.
Le présent dossier vise à recommander la résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Fondation du Startup de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0359 - 21 juin 2018 - Approuver le nouveau projet de convention entre la Ville et la Fondation du startup de Montréal (CG18 0175), accordant un soutien financier de 1 350 000 $, pour une durée de 3 ans, afin d'appuyer son plan de croissance.
CG18 0175 – 29 mars 2018 - Accorder une contribution financière, maximale, de 1 350 000 $ à la Fondation du startup de Montréal, pour une durée de 3 ans (2018 à 2020), afin d'appuyer son plan de croissance.

CG17 0307 – 24 août 2017 - Accorder un soutien financier de 131 500 $ à la Fondation du startup de Montréal pour la réalisation de ses projets « Expérience Startup » et « Accroissement du contenu du Startupfest ».

CM15 0526 - 27 avril 2015 - Accorder un soutien financier annuel de 75 000 $ à la Fondation du startup de Montréal pour l'organisation des éditions 2015, 2016 et 2017 du Festival international du startup de Montréal dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec.

CE14 0946 - 11 juin 2014 - Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à La Fondation du startup de Montréal, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec, pour l'organisation de la 4e édition du Festival international du startup de Montréal.

CE13 0935 - 19 juin 2013 - Accorder un soutien financier non récurrent de 35 000 $ à La Fondation du startup de Montréal, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec, pour l'organisation d'une journée portes ouvertes le 13 juillet 2013.

DESCRIPTION

La Ville de Montréal souhaite se prévaloir de l'article 8.1 de la convention financière lui permettant, à sa discrétion, de mettre fin à la convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou les frais engagés dans le cadre du projet en date de l'avis du responsable administratif.
Le 13 mars 2020, le Service de développement économique de la Ville de Montréal a informé la Fondation de son intention de recommander au conseil d'agglomération la résiliation de la convention financière (CG18 0359), et ce, conformément à l'article 8.1 de ladite convention.

Conformément à l'article 8.1, les dépenses encourues par l'organisme entre le 1er octobre 2019 et le 12 avril 2020 devront faire l'objet d'une reddition de comptes.

JUSTIFICATION

En regard des résultats du projet de l'organisme à ce jour, celui-ci ne s'inscrit plus dans les priorités d'intervention de la Ville de Montréal.
La Fondation comprend la recommandation de résiliation de la convention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon DÉCARY
Commissaire au développement économique

Tél : 514 868-7674
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-29

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-29

Service du développement économique
700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage
Montréal (Québec) H3B 4L5

PAR COURRIEL

Le 13 mars 2020

Fondation du Startup de Montréal
1361, rue Greene
Bureau 2
Westmount (Québec) H3Z 2A5

OBJET : Résiliation conformément à l'article 8.1 de la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et la Fondation du startup de Montréal

Monsieur le président du conseil,
Monsieur le directeur général par intérim,

Nous avons pris acte de votre communication du 10 mars dernier.

La présente vise à vous informer que nous recommanderons au conseil d'agglomération de la Ville de Montréal de résilier la convention de contribution financière (CG18 0359) que la Ville de Montréal a conclu avec la fondation du startup de Montréal à partir du 23 avril conformément à l'article 8.1 de la convention de contribution financière.

Sachez que l'appui à l'écosystème des startups reste une priorité pour la Ville de Montréal tel que démontré par le soutien offert à divers projets au sein de cette industrie.

Nous vous souhaitons bon succès dans vos projets.

Cordialement,

Véronique Doucet

Véronique Doucet
Directrice

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1200575003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver l'addenda #1 pour l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) approuvée par la résolution CG18 0234.

Il est recommandé de :
- Approuver l'addenda #1 à l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) approuvée par la résolution CG18 0234.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-05 13:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200575003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver l'addenda #1 pour l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) approuvée par la résolution CG18 0234.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet SRB Pie-IX est un projet intégré qui est codirigé par l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal. Le volet transport collectif du projet inclut notamment l'installation de systèmes de transport intelligents (STI) dans les stations (afficheurs dynamiques, caméras, équipements de vente et de validation, etc.) et au niveau du corridor (mesures préférentielles aux feux de circulation), ainsi que l'intégration avec les systèmes technologiques en place ou prévus par les différents transporteurs. La Ville de Montréal s'intègre au projet en réalisant les travaux nécessaires aux deux volets suivants :
• Réfection des infrastructures municipales (voirie, réseaux souterrains);

• Bonification de l'aménagement du domaine public (verdissement, élargissement des trottoirs, mobilier urbain).

Le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné, en novembre 2015, une entente détaillée avec l'AMT (étape 1 de 2) prévoyant la création d'un bureau de projet conjoint et le lancement de l'ingénierie détaillée du projet intégré SRB Pie-IX. Suite à cette entente, la Ville de Montréal et l'AMT ont octroyé, en février 2016, un mandat d'ingénierie détaillée pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais (axe Pie-IX entre Boul Henri-Bourassa jusqu'à l'avenue Pierre De-Coubertin). Depuis le 1er juin 2017, l'AMT est dissoute et ses missions ont été confiées à l'ARTM et au Réseau de transport métropolitain (RTM). L'ARTM, laquelle demeurera propriétaire des actifs de transport collectif, remplace l'AMT

dans le cadre de la réalisation du projet intégré SRB Pie-IX.

En avril 2018, le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives (étape 2 de 2) du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal dans l'axe Pie-IX entre le boul Henri-Bourassa jusqu'à l'avenue Pierre De-Coubertin d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet.

Les instances gouvernementales et municipales ont annoncé le 13 décembre 2019, le prolongement du SRB Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame et dans le cadre de l'entente détaillée, la Ville de Montréal est responsable du processus d'appel d'offres visant sa réalisation.

En intégrant le lot Notre-Dame qui constitue le dernier tronçon du projet sur le boulevard Pie-IX, le volet transport collectif du projet vise maintenant l'aménagement de treize (13) kilomètres de voies réservées (11 à Montréal et 2 à Laval) entre la rue Notre-Dame à Montréal, et le boulevard Saint-Martin, à Laval. Les voies réservées seront surtout situées au centre du boulevard Pie-IX. Le projet prévoit la construction de vingt (20) stations (18 à Montréal et 2 à Laval). Le projet comprend également la construction d'un stationnement incitatif à proximité du boulevard Saint-Martin, à Laval et la construction de stations intermodales aux intersections de la 56^{e}, la rue Jean-Talon Est et l'avenue Pierre De-Coubertin.

Un addenda est donc nécessaire à l'entente détaillée afin d'intégrer le tronçon lot Notre-Dame au projet SRB Pie-IX.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0165 - 24 février 2020 - Accepter une contribution d'un montant de 5 179 084 $ (taxes non applicables) de l'ARTM, afin d'assumer les coûts des ressources de la Ville de Montréal - Autoriser une dépense d'un montant total de 5 940 599 $ (taxes non applicables) pour les coûts des ressources de la Ville de Montréal et de l'ARTM ainsi que pour le maintien de la structure du Bureau de projet pour la période de la phase 2 de réalisation des travaux (2018-2023) dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX
CE20 0012 - **8 janvier 2020 -** Autoriser le lancement de l'appel d'offres public # 20-17802 d'un contrat de services professionnels pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame dans le cadre du projet intégré SRB-Pie-IX.

CM19 1102 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 2 213 818 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CM19 1103 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 2 217 044 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel– Parc-Extension, dans le cadre du projet SRB Pie-IX / Abandonner l'expropriation pour remplacement du lot 2 217 044 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, prévue à la résolution CM18 0648;

CM19 1104 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 2 213 510 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans

l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CM19 1105 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX de 10 lots : 1 412 734, 1 412 733, 1 412 732, 1 412 731, 1 412 745, 1 412 744, 1 412 730, 1 412 697, 1 412 784 et 1 412 783 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CM19 0765 - 18 juin 2019 - Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 4 588 841 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Montréal-Nord et ce, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CG18 0502 – 20 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Sud du tronçon montréalais, dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 75 676 545 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212003 (3 soum.) / Autoriser une dépense totale de 88 469 719,98 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 173 138,27 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM remboursables par l'ARTM conformément à l'entente intervenue entre la Ville et l'ARTM (CG18 0234);

CM18 1142 – 17 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Nord du tronçon montréalais dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 55 972 336,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212001 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 65 740 233,75 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 1 372 046,82 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM qui sont remboursables par l'ARTM selon l'entente intervenue entre l'ARTM et la Ville (CG18 0234);

CM18 1141 – 17 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Centre du tronçon montréalais dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 60 269 895 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212002 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 70 668 488,93 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 737 205,01 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM qui sont remboursables par l'ARTM selon l'entente intervenue entre l'ARTM et la Ville (CG18 0234);

CM18 0860 – 18 juin 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 53 930 000,00 $ pour le financement de la troisième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX**)**;

CM18 0648 - 29 mai 2018 - Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction dans le cadre du projet SRB-Pie IX / Autoriser le remplacement des plans et des descriptions techniques sur plusieurs lots (CM17 0586 et CM17 0778) / Autoriser l'abandon de l'expropriation relativement au lot 2 216 986 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal / Autoriser une dépense additionnelle de 313 505 $, taxes incluses;

CG18 0234 - 26 avril 2018 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du

boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet;

CM18 0486 - 23 avril 2018 - Autoriser la modification du contrat accordé conjointement par la Ville et l'Agence métropolitaine de transport (AMT), maintenant devenue l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), à Aecom Consultants Inc. le 23 février 2016, pour la somme de 9 074 807,74 $, majorant ainsi le montant du contrat à 10 376 494 $, taxes incluses, relativement à la préparation des plans et devis d'ingénierie détaillée du Projet SRB-PIE-IX, tronçon montréalais (CM16 0238) / Autoriser une dépense additionnelle de 623 289,82 $ représentant la part payable par la Ville, celle de l'ARTM étant de 678 397,34 $, soit une majoration totale du contrat de 1 301 687,16 $, taxes incluses / Autoriser l'exercice par la Ville de Montréal, conjointement avec l'ARTM, de l'option d'accompagnement technique en chantier prévue au contrat / Autoriser, à cet effet, une dépense additionnelle de 546 473 $, taxes incluses, pour la Ville de Montréal, celle de l'ARTM étant de 1 275 104,90 $ - Considérant ce qui précède la dépense totale de la Ville associée à ce contrat est alors majorée de 3 216 756 $ à 3 892 205,02 $, taxes incluses, majorant le montant total du contrat de 9 074 807,74 $ à 12 198 070,90 $;

CM17 0778 – 12 juin 2017 – Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles sur 39 lots situés du côté est et 17 lots situés du côté ouest du boulevard Pie-IX, pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction / Autoriser une dépense maximale de 2 415 032,20 $, taxes incluses, pour ces acquisitions;

CM17 0586 - 15 mai 2017 - Abroger la résolution CM16 0758 / Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles sur 25 lots situés du côté ouest du boulevard Pie-IX pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction dans le cadre du projet de SRB-Pie-IX / Autoriser une dépense maximale de 1 163 040,78 $, taxes incluses pour ces acquisitions;

CM16 1443 - 20 décembre 2016 - Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de transport, un contrat de services professionnels à Les services exp inc. pour la revue de qualité et l'estimation de contrôle des plans et devis à 70 % du projet intégré SRB Pie-IX, sur les tronçons de Montréal et de Laval - Dépense totale 424 963,01 $, taxes incluses;

CM16 0758 - 22 juin 2016 - Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de 15 servitudes temporaires essentiellement pour l'installation d'un réseau électrique souterrain de la Commission des services électriques de Montréal sur 15 lots situés du côté ouest du boulevard Pie-IX, entre la 56e Rue et la rue Jean-Rivard, dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IXSRB Pie-IX / Autoriser une dépense d'un montant maximal de 11 448 685 $, taxes incluses;

CE16 1066 - 15 juin 2016 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Gaz Métro, fournisseur unique, pour la réalisation des plans et devis de modification de leur réseau dans la cadre du projet intégré du SRB Pie-IX. Dépense totale de 478 296,00 $, taxes incluses;

CE16 1067 - 15 juin 2016 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Bell Canada, fournisseur unique, pour la réalisation des plans et devis de modification de leur réseau dans la cadre du projet intégré du SRB Pie-IX. Dépense totale de 362 976,08 $, taxes incluses (montant de la soumission: 329 978,25 $; réserve pour imprévus 32 997,82 $);

CM16 0373 - 22 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX);

CM16 0238 - 24 février 2016 - Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de transport, un contrat de services professionnels à Aecom Consultants inc. pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX pour une somme maximale de 9 074 807 $, taxes incluses (comprenant une option d'accompagnement de chantier pouvant ainsi porter le montant total du contrat à 10 722 520 $) / Autoriser une dépense maximale de 2 722 442 $, taxes incluses, pour financer la contribution de Montréal (30 %) à ce contrat. / Approuver un projet de convention à cet effet;

CG15 0703 - 26 novembre 2015 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal pour la mise sur pied d'un bureau de projet intégré visant la reconstruction et la requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation de la portion montréalaise d'un système rapide par bus (SRB) / Autoriser l'embauche de 8 personnes requises pour la création du bureau de projet / Autoriser une dépense globale de 2 714 947 $, taxes non applicables.

DESCRIPTION

Ce dossier est requis pour inclure le tronçon du lot Notre-Dame au projet SRB Pie-IX dans l'entente détaillée (étape 2 de 2), qui a déjà fait l'objet d'une approbation par les différentes instances (CG18 0234). Cette entente établit la répartition des responsabilités, de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX sur le tronçon montréalais.
En résumé, l'entente détaillée a pour objectif d'établir les modalités relatives à la réalisation des travaux du projet compris dans le cadre du projet SRB Pie-IX. Voici les points saillants de l'entente:

· maintenir et structurer le Bureau de projet à l'égard de sa composition, de son budget, du partage des coûts entre l'ARTM et la Ville de Montréal, ainsi que de sa démobilisation;
· réaliser les travaux en commun de l'ARTM et de la Ville; permettant de réaliser des appels d'offres en commun pour l'exécution de tels travaux;
· réaliser les éléments d'intégration au projet de prolongement de la ligne bleue du métro, dans le cadre des travaux du projet intégré SRB Pie-IX;
· gérer les contrats de services relatifs aux travaux en commun;
· gérer le déplacement des RTU auprès des compagnies responsables;
· coordonner les services de gestion de la circulation effectués par le Service de Police de la Ville de Montréal;
· coordonner les mesures d'atténuation mises en place par la Société de transport de Montréal afin de maintenir le service autobus durant les travaux;
· élaborer un plan détaillé de mise en service;
· effectuer la mise en exploitation du Projet;
· effectuer les acquisitions de terrains et de servitudes en lien avec l'élimination des stationnements en peigne;
· réaliser toute autre activité nécessaire, notamment la conclusion d'ententes d'entretien et d'exploitation;
· procéder à la clôture administrative du Projet.

L'addenda pour cette entente a été validé également par les affaires juridiques de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM).

JUSTIFICATION

Suite à la décision en décembre dernier des instances gouvernementales et municipales de poursuivre le projet SRB Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame ainsi qu'un budget inhérent pour sa réalisation, un addenda est requis à l'entente détaillée afin d'y ajouter le tronçon lot Notre-Dame.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel est nécessaire pour les coûts devant être assumés par la Ville afin de réaliser les travaux prévus débutés en 2021 jusqu'en 2023, ayant pour but le prolongement du projet SRB Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame, incluant trois nouvelles stations et l'aménagement en rive de la station Pierre-De Coubertin (Voir nouveau tracé à l'annexe A). Un dossier décisionnel est donc planifié en début de l'année 2021 pour l'approbation des dépenses associées à la réalisation du tronçon Notre-Dame, conditionnellement à l'obtention de budgets d'immobilisation additionnels.
La répartition des coûts assumés par la Ville et par l'ARTM demeure cependant inchangée dans l'entente avec l'intégration du tronçon Notre-Dame. Selon cette entente avec l'ARTM, la Ville assume 30 % des coûts pour les effectifs du bureau de projet. La réalisation du tronçon Notre-Dame requière une augmentation des ressources et de coûts pour le bureau de projet et cette dépense éventuelle devra également faire l'objet d'une approbation en début d'année 2021. (Voir montant prévisionnel en annexe C).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet SRB Pie-IX s'inscrit dans une vision de développement des modes de transport collectif et aura un impact positif sur la mobilité de passagers, de 40 000 personnes/jour à 70 000 personnes/jour. De plus, les interventions vont permettre la bonification de l’aménagement urbain par le biais de la reconstruction des trottoirs, l’ajout de plusieurs arbres et de mobilier urbain.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'addenda de l'entente détaillée est requis et s'insère dans les prochaines activités dans l'échéancier du projet intégré SRB Pie-IX.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'addenda intégrant le tronçon Notre-Dame au projet dans l'entente détaillée étape 2 pourrait faire l'objet d'une opération de communication, le cas échéant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2020
Printemps Approbation de l'addenda à l'entente détaillée;
Octroi contrat services professionnels plans et devis pour le lot Notre-Dame;
Début de contrat.
2021
Printemps Octroi contrat de réalisation lot Notre-Dame.
Été Début travaux du lot Notre-Dame
2023
Automne Fin de contrat et mise en service complète

2024 Automne Fermeture des contrats et du projet SRB.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Reak Sa SEN, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denys CYR
Cadre sur mandat, projet SRB Pie-IX

Tél : 514-350-0800 # 81687
Télécop. :

Tatiane Pallu, ing, Chef de section

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

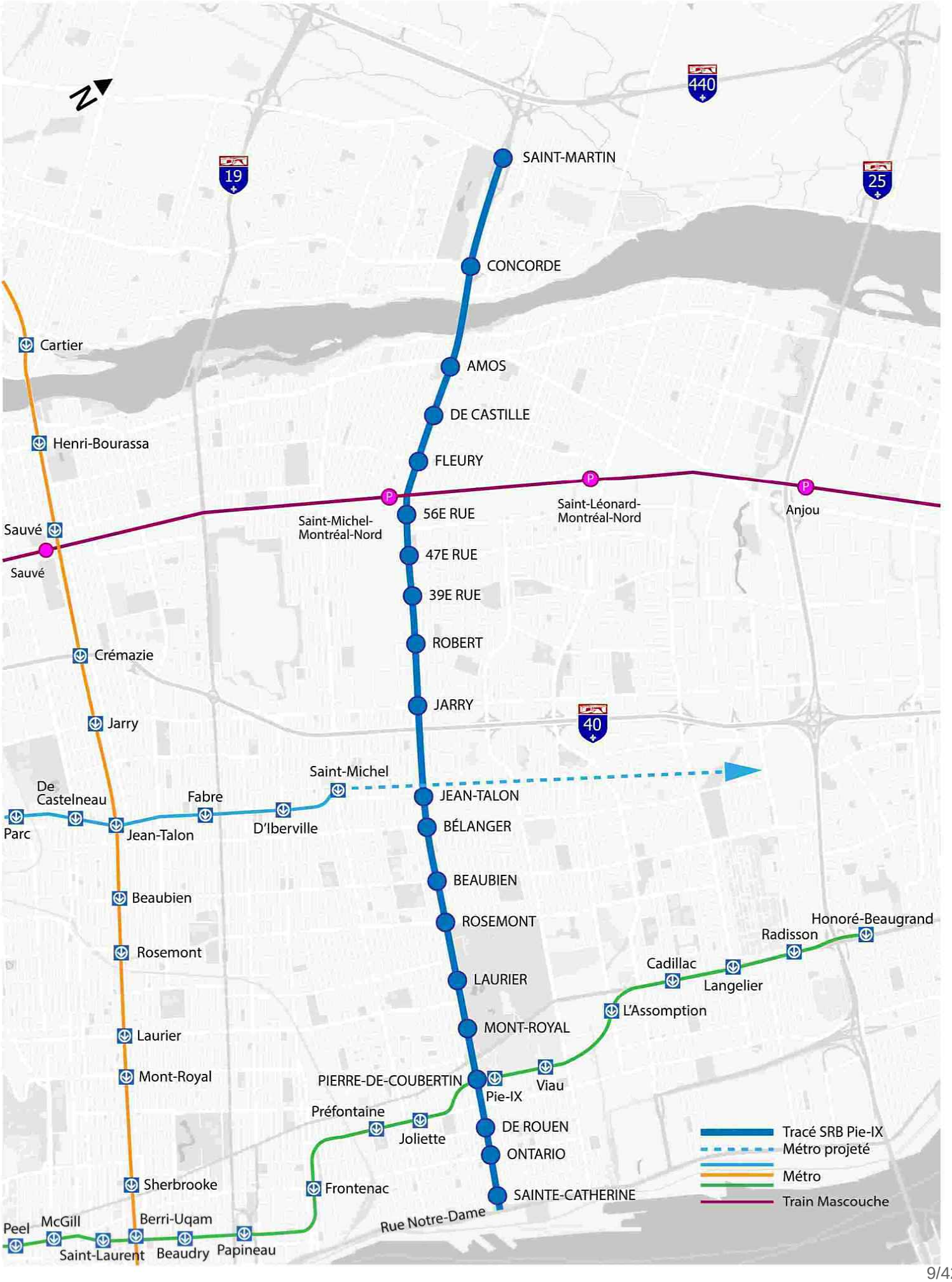
Tél : 514 872-4685
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-05-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-05


N
440
19
25
40
SAINT-MARTIN
CONCORDE
AMOS
DE CASTILLE
FLEURY
56E RUE
47E RUE
39E RUE
ROBERT
JARRY
JEAN-TALON
BÉLANGER
BEAUBIEN
ROSEMONT
LAURIER
MONT-ROYAL
PIERRE-DE-COUBERTIN
Pie-IX
DE ROUEN
ONTARIO
SAINTE-CATHERINE
Rue Notre-Dame
Saint-Michel-
Montréal-Nord
Saint-Léonard-
Montréal-Nord
Anjou
Cartier
Henri-Bourassa
Sauvé
Sauvé
Crémazie
Jarry
Saint-Michel
De
Castelneau
Parc
Jean-Talon
Fabre
D'Iberville
Beaubien
Rosemont
Laurier
Mont-Royal
Sherbrooke
Peel
McGill
Saint-Laurent
Berri-Uqam
Beaudry
Papineau
Frontenac
Préfontaine
Joliette
Viau
L'Assomption
Cadillac
Langelier
Radisson
Honoré-Beaugrand
Tracé SRB Pie-IX
Métro projeté
Métro
Train Mascouche



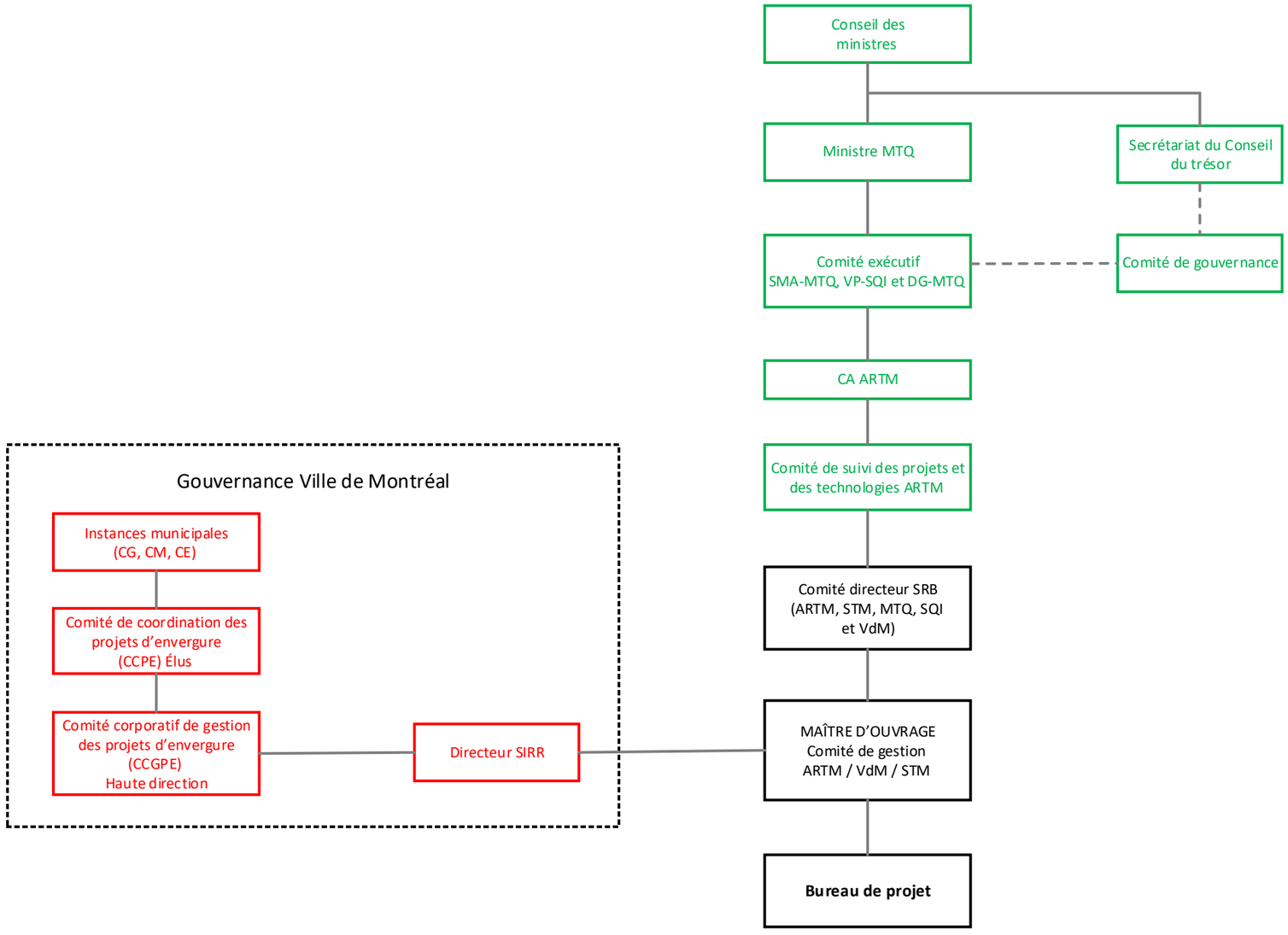
STRUCTURE ET GOUVERNANCE DU PROJET INTÉGRÉ SRB PIE-IX – ÉTAPE 2

14 avril 2020

STRUCTURE ET GOUVERNANCE DU BUREAU DE PROJET INTÉGRÉ SRB PIE-IX – ÉTAPE 2

Le présent document détaille la structure de gouvernance, la composition et l'organisation du bureau de projet intégré pour l'étape 2 du projet, soit la réalisation des travaux, incluant le processus d'approvisionnement, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet. Le présent document a été préparé dans un souci de simplification et d'efficacité des structures décisionnelles et de concertation.

Structure de gouvernance et composition du Bureau de projet intégré SRB Pie-IX
Volets stratégique et décisionnel



PROJET INTÉGRÉ SRB PIE-IX

ARTM Montréal Québec

Gouvernance

Directeur principal

Adjointes administratrives (2)

PCO

PCO

Agent de bureau

Conseiller financier

Analyste Financier (2)

Responsable relations partenaires

Soutien technique relations partenaires

Responsable communications

Chargé des communications

Soutien technique communications

Responsable acquisition de terrains

Soutien technique acquisition de terrains

Responsable mise en exploitation

Directeur construction

Directeur construction

Chargé du Lot Sud

Chargé du Lot Jean-Talon

Chargé du Lot Laval

Soutien technique STI

Administrateur de contrats

Responsables techniques (3)

Responsable STI

Équipe feux de circulation

Responsable maîtrise d'oeuvre

Agents de prévention (2)

Responsable gestion des impacts

Coordonnateur maintien circulation

Agents de liaison (2)

Chargé du Lot Nord

Chargé du Lot Centre

Chargé du Lot Notre-Dame

Services de soutien STM

- Finances
- Planification et innovation
- Affaires juridiques
- TI / STI
- Approvisionnement

Services de soutien Ville de Montréal

- Transport: DERA /SARA / GAV
- Environnement
- Archéologie
- Laboratoire
- Service de l'eau (DEP et DGSRE)
- Approvisionnement
- Acquisition de terrains
- Affaires juridiques
- Communications
- Finances
- Arrondissements
- SPVM

Partenaires

RTU
- CSEM
- Hydro-Québec
- Énergir
- Bell
- Telcos

Transport
- STL
- EXO

- Comité de gérance
- Comité pilotage
- Comité maîtrise d'oeuvre
- Comité technique
- Comité communications
- Comité d'affaires
- Comité bon voisinage
- Comité mise en service
- Comité exploitation
- Comité enjeux opérationnels
- Comité gestion des impacts

Légende

- Ressource VDM
- Ressource STM
- Ressources autres
- Ressources soutien

COMITÉ EXÉCUTIF DES GRANDS PROJETS

Composition

Le *comité exécutif des grands projets* est composé des membres suivants :

- Présidence : sous-ministre adjoint, Sous-ministériat aux grands projets;
- Directeur général, Direction générale des grands projets routiers;
- Directeur général, Direction générale du projet Turcot;
- Directeur général, Direction générale des grands projets de transport collectif et des partenariats;
- Directeur général, Direction générale des contrats du Sous-ministériat à la gestion contractuelle et à la surveillance des marchés;
- Directeur, Direction des affaires juridiques;
- Directeur, Direction de la gouvernance des grands projets;
- Directeur général, de la DGT visée par un projet ou des directions générales du SMARMM, pour les projets les concernant;
- Vice-président Gouvernance des projets, SQI, pour les projets où celle-ci est associée (dont le projet de voies réservées Pie-IX);
- Au besoin, des membres externes pourraient être invités (Représentant de l'ARTM dans le cadre du projet SRB Pie-IX).

Responsabilités

Le *comité exécutif des grands projets* exerce un double rôle, puisqu'il gère à un niveau décisionnel chacun des grands projets routiers et en transport collectif et assure une gestion de portefeuille des projets majeurs.

Le *comité exécutif des grands projets* assume des responsabilités en regard de la gestion de chacun des grands projets et effectue une gestion de portefeuille des projets majeurs. La gestion de projet doit permettre au Comité exécutif d'exercer un suivi rigoureux et de prendre des décisions éclairées et en temps opportun sur chacun des projets, alors que la gestion de portefeuille doit permettre d'avoir un portrait d'ensemble de la progression des projets sous la responsabilité du Sous-ministériat des grands projets (SMGP), identifier les enjeux de portefeuille, faire les arbitrages ou des recommandations aux autorités ministérielles sur les priorités.

De façon plus spécifique, le *comité exécutif des grands projets* a comme mandat de :

- Assurer un suivi périodique des projets pour en connaître la progression et les mesures de gestion des risques approuvées par le *comité directeur*, pour apprécier les risques d'écart par rapport aux paramètres autorisés, pour donner des orientations au *comité directeur* et pour faire des recommandations aux autorités ministérielles, au besoin;
- Faire des recommandations aux autorités ministérielles sur les priorités relatives aux grands projets;
- Veiller à l'application uniforme de la Directive, prendre des mesures pour régler les problèmes ou les incohérences qui existent entre les grands projets et veiller à l'amélioration des pratiques de gestion de projets par les leçons apprises;
- Approuver la charte, l'énoncé et le plan de gestion d'un projet, ainsi qu'attribuer les ressources nécessaires à sa réalisation (ressources gouvernementales);
- Identifier les enjeux, fixer des orientations stratégiques et des balises en regard des solutions et des modes d'approvisionnement à évaluer pour répondre au besoin identifié et obtenir les retombées recherchées, ainsi qu'en regard des paramètres du projet (portée, coût, stratégie de financement, échéancier ou tout autre élément stratégique jugé pertinent);

- Se prononcer notamment sur le contenu des DO et des DA à mi-chemin de leur réalisation (DO partiel et DA partiel) afin de s'assurer que le travail entrepris répond aux orientations fixées et est conforme aux meilleures pratiques en matière de planification de grands projets. Examiner tout document qui doit être soumis à l'attention du Ministre, du Conseil des ministres ou du SCT ou qui doit être attesté par la SQI;
- Recommander au Ministre les documents, rapports, mémoires, notes qui doivent être portés à l'attention du Conseil des ministres (FAP, DO, DA, demande de modification significative du projet, demande d'application d'une mesure différente de celles prévues à la Directive ou tout autre document exigé par le Conseil des ministres);
- Recommander au Ministre et à la SQI (lorsque requis), à des fins d'approbation, les documents qu'il doit attester (rapports sommaires de l'état d'avancement, rapport de clôture ou tout autre document exigé par le SCT), ainsi que le document confirmant la date de réception formelle de l'infrastructure publique;
- Informer le Ministre, le SCT, le Comité de gouvernance des projets stratégiques du SCT et le gouvernement fédéral, si applicable, de l'état d'avancement des grands projets et de tout enjeu jugé pertinent concernant un ou plusieurs projets;
- Appuyer le comité directeur des différents projets dans son mandat;
- Faire les arbitrages sur les éléments non résolus par le comité directeur d'un projet;
- Documenter et faire le suivi des réunions, demandes et décisions du comité.

Fonctionnement

Le *comité exécutif des grands projets* est présidé par le sous-ministre adjoint aux grands projets.

Le mode de fonctionnement du *comité exécutif des grands projets* est établi de manière à satisfaire aux exigences propres aux deux rôles exercés par celui-ci (gestion des grands projets et gestion de portefeuille des projets majeurs).

Les réunions se tiendront au minimum une fois par mois, soit à une fréquence permettant au *comité exécutif des grands* projets de suivre sur une base mensuelle l'avancement des projets.

De plus, le *comité exécutif des grands projets* pourra tenir des réunions supplémentaires au besoin, notamment pour l'examen des rapports sommaires de l'état d'avancement des projets ou pour traiter de façon plus spécifique des enjeux de ceux-ci.

Le *comité exécutif des grands projets* fonctionne sous l'autorité du président, qui a compétence pour décider de tous les sujets discutés après avoir entendu les points de vue des membres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION (ARTM)

Responsabilités

Le *conseil d'administration (ARTM)* a la responsabilité d'approuver toute modification significative à l'échéancier, à la portée ou aux coûts du projet.

COMITÉ DE SUIVI DES PROJETS ET DES TECHNOLOGIES (ARTM)

Responsabilités

Le *comité de suivi des projets et des technologies (ARTM)* effectue un suivi du déroulement du projet. Il formule, à l'intention du *conseil d'administration*, toute recommandation visant une modification significative à l'échéancier, à la portée ou aux coûts du projet.

COMITÉ DIRECTEUR SRB

Composition

Le *comité directeur SRB* est composé de 7 membres, dont notamment :

- Un représentant de l'ARTM (président);
- Le Directeur général des grands projets de transport collectif du MTMDET;
- Le Directeur principal du projet;
- Un représentant de la STM;
- Un représentant de la SQI;
- Un représentant de la Ville de Montréal;
- Un membre interne du MTMDET.

Responsabilités

Le *comité directeur SRB* assume des fonctions tactiques et exerce un rôle central dans l'organisation, la planification et le suivi du projet en faisant les liens entre les activités opérationnelles, la gestion et la gouvernance du projet.

Le *comité directeur SRB* s'assure que le *comité de gérance* et le Bureau de projet intégré veillent à la réalisation des travaux dans le respect des orientations, objectifs et paramètres fixés (portée, budget et échéancier) et approuvés au DA. De plus, le *comité directeur SRB* s'assure d'une reddition de comptes répondant aux besoins des diverses instances. Il doit aussi s'assurer que l'infrastructure livrée sera d'une qualité qui répond aux normes de performance attendues.

Le *comité directeur SRB* a la responsabilité de s'assurer de la réalisation du projet autorisé par le Conseil des ministres, et doit répondre du respect de la portée du projet, du budget autorisé et du calendrier de réalisation du projet. Il doit s'assurer du financement et de l'attribution des ressources au projet.

Le *comité directeur SRB* établit et fait le suivi en termes de portée, de coûts de délais et d'autres éléments jugés pertinents.

De façon plus spécifique, le *comité directeur SRB* a comme mandat de :

- S'assurer que l'équipe du projet mise en place convient à l'ampleur et à la complexité du projet;
- Veiller à l'utilisation des meilleures pratiques en gestion de projet et à l'application rigoureuse des normes et règles en vigueur en matière de gestion de projets et d'octroi de contrats;
- Veiller à ce que le projet se réalise selon la portée, le plan de gestion, le budget et l'échéancier établis au DA approuvé par le Conseil des ministres;
- Assurer un suivi serré et périodique du projet en regard de sa planification, de la gestion des risques et de la probabilité d'atteindre les objectifs fixés, tant en termes de résultats recherchés, de la qualité de l'infrastructure livrée que des paramètres de réalisation autorisés (portée, coût, stratégie de financement et échéancier);
- Approuver les modifications non significatives au projet, en ce sens qu'elles ne compromettent pas le respect des paramètres autorisés pour la réalisation du projet (portée, coût, stratégie de financement et échéancier);
- Appuyer le Directeur principal du projet et le *comité de gérance* dans leurs actions et faire les arbitrages sur les éléments non résolus par le *comité de gérance*;
- Présenter sur une base mensuelle au *comité exécutif des grands projets* l'état d'avancement du projet et une appréciation à jour des risques matérialisés et lui faire part de tout enjeu ou élément pouvant compromettre l'atteinte des objectifs fixés ou le respect des paramètres autorisés;

- Mettre à la disposition du *comité exécutif des grands projets* ou de toute autre instance décisionnelle ou consultative (COGE du ministère, Ministre, Conseil des ministres, SQI, SCT, comité ministériel de coordination des grands projets, etc.) une information concise, juste, pertinente et adaptée au besoin du destinataire sur l'état d'avancement du projet et ses enjeux;
- Valider la qualité des données, documents et rapports destinés au *comité exécutif des grands projets* ou à toute autre instance décisionnelle ou consultative;
- Approuver l'utilisation des différentes réserves (risques, contingences, etc.);
- Approuver les mesures d'atténuation des risques proposées par le *comité de gérance* ou lui faire des recommandations à cet effet dans le but de maximiser la probabilité de livrer une infrastructure de qualité dans le respect des paramètres autorisés et en informer le *comité exécutif des grands projets*;
- Formuler des recommandations au *comité exécutif des grands projets* sur les changements qui ont une incidence significative sur le coût, la stratégie de financement, le calendrier et la portée du projet;
- Faire des recommandations au *comité exécutif des grands projets* visant l'amélioration des pratiques de gestion de projet par les leçons apprises;
- Recommander au *comité exécutif des grands projets* les documents, rapports, mémoires et notes qui doivent être portés à l'attention du Conseil des ministres (demande de modification significative du projet, demande d'application d'une mesure différente de celles prévues à la Directive ou tout autre document exigé par le Conseil des ministres) ou qui doivent être attestés par le Ministre et la SQI (rapports sommaires de l'état d'avancement, rapport de clôture et document confirmant la date de réception formelle de l'infrastructure publique);
- Recommander au *comité exécutif des grands projets*, à des fins d'approbation, les autres documents, notes et fiches sur le projet qui doivent être déposés au COGE du Ministère ou au Ministre;
- Documenter et faire le suivi des réunions, demandes et décisions du comité;
- Assurer le cheminement du projet au sein de l'ARTM, de la STM et des autorités gouvernementales afin d'obtenir les autorisations requises, dont celles prévues à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique;
- Approuver les stratégies de consultation, de communication et d'approvisionnement.

Fonctionnement

Le *comité directeur SRB* se réunit au moins une fois par mois. Le *comité directeur SRB* peut se réunir plus souvent, si nécessaire, notamment si le *comité de gérance* ou le Directeur principal du projet le demande.

À chaque réunion, le président présente l'état d'avancement du projet, la mise à jour du registre des risques, de l'utilisation de l'enveloppe de contingences, des enjeux, des résultats atteints en regard des paramètres fixés et des mesures d'atténuation des risques mises de l'avant ou de tout autre élément pour lequel des orientations ou des décisions du *comité directeur SRB* sont requises.

Le *comité directeur SRB* est sous la responsabilité du représentant de l'ARTM qui en assume la présidence. Suivant les recommandations de chacun des membres, la prise de décision se fait par consensus.

Les rencontres ont de manière quasi statutaire deux points à l'ordre du jour, à savoir :

- Rapport d'avancement du projet (objectifs, performance, suivi budgétaire, utilisation des enveloppes de risques et de contingences, échéancier, livrables, qualité, sécurité, etc.) et recommandations sur les enjeux;
- Rapport et suivi des décisions du *comité exécutif des grands projets*.

Le représentant de la Ville de Montréal assiste uniquement à la première partie de la rencontre. C'est l'occasion d'échanger ouvertement, non seulement quant à l'avancement et la performance du projet intégré, mais également au sujet de certains enjeux spécifiques à un volet du projet (voie réservée,

reconstruction ou requalification du boulevard Pie-IX) et de leurs conséquences sur les autres volets, le cas échéant.

Le *comité directeur SRB*, par l'intermédiaire du directeur général du MTMDET, rend des comptes au *comité exécutif des grands projets*. Au besoin, le directeur général du MTMDET invitera le président du *comité directeur SRB* à se joindre au *comité exécutif des grands projets*.

COMITÉ DE COORDINATION DES PROJETS D'ENVERGURE (VILLE DE MONTRÉAL)

Composition

Le *comité de coordination des projets d'envergure (CCPE)* est composé de membres du comité exécutif (CE) de la Ville de Montréal, désignés par le maire, et de représentants de la haute direction.

Lors des rencontres concernant le projet intégré SRB Pie-IX, les maires des quatre arrondissements concernés sont également invités.

Responsabilités

Le *CCPE* a pour rôle de :

- assurer une concertation multidisciplinaire;
- recommander le passage des projets à la phase suivante, aux points de passage et aux étapes critiques intermédiaires;
- assurer le suivi mensuel d'avancement des projets (contenu, budgets et échéanciers);
- formuler des recommandations sur certains enjeux pouvant survenir durant les phases des projets;
- recommander le cheminement des projets au comité exécutif.

Fonctionnement

Le *CCPE* se réunit aux deux semaines. Le projet intégré SRB Pie-IX est suivi à haut niveau (respect de la portée, du budget, de l'échéancier). Lorsque requis, notamment lors des points de passage, le projet peut être présenté de façon plus détaillée au *CCPE*.

COMITÉ CORPORATIF DE GESTION DES PROJETS D'ENVERGURE (VILLE DE MONTRÉAL)

Composition

Le *comité corporatif de gestion des projets d'envergure (CCGPE)* est formé de représentants administratifs de la haute direction de la Ville de Montréal.

Lors des rencontres concernant le projet intégré SRB Pie-IX, les directeurs des quatre arrondissements concernés sont également invités.

Responsabilités

Le *CCGPE* a pour rôle de :

- assurer l'intégration et la coordination des expertises municipales multidisciplinaires;
- recommander le passage des projets à la phase suivante, aux points de passage et aux étapes critiques intermédiaires;
- suivre l'avancement des projets en s'assurant du respect du contenu, des budgets et des échéanciers;
- résoudre les problèmes et les enjeux pouvant survenir durant les phases des projets;
- recommander le cheminement des projets au *comité de coordination des projets d'envergure* (CCPE).

Fonctionnement

Le *CCGPE* se réunit aux deux semaines. Le projet intégré SRB Pie-IX est suivi à haut niveau (respect de la portée, du budget, de l'échéancier). Lorsque requis, notamment lors des points de passage, le projet peut être présenté de façon plus détaillée au *CCGPE*.

COMITÉ DE GESTION

Composition

Le *comité de gestion* est composé du Directeur principal du projet, ainsi que d'un représentant de l'ARTM, d'un représentant de la STM et d'un représentant de la Ville de Montréal. Ce comité est présidé par le Directeur principal du projet.

Responsabilités

À titre de maître d'ouvrage, le *comité de gestion* a notamment les responsabilités suivantes :

- proposer la structure de gouvernance du projet;
- déléguer les activités opérationnelles de réalisation des travaux et contrôler leur mise en œuvre;
- assurer le respect des orientations stratégiques du projet établies par les instances de gouvernance des parties;
- valider les orientations et assurer le déroulement du projet conformément à la portée, à l'échéancier et au budget approuvés;
- au besoin, assurer la mise en œuvre des mesures nécessaires au respect de la portée, de l'échéancier et du budget;
- veiller à la collaboration de l'ensemble des parties prenantes;
- assurer le suivi des risques du projet et recommander l'utilisation de la réserve pour risques lorsque requis;
- veiller à l'atteinte des objectifs du projet;
- coordonner la mise en exploitation du corridor SRB au terme des travaux en commun;
- recommander l'approbation des avenants aux contrats;
- veiller à l'application des ententes conclues avec les partenaires et fournisseurs;
- recommander les termes d'ententes relatives au règlement des réclamations;

Fonctionnement

Le *comité de gestion* se réunit selon les besoins.

COMITÉ DE GÉRANCE

Composition

Le *comité de gérance* est composé du Directeur principal du projet, ainsi que des coordonnateurs d'activités spécifiques, d'un représentant de l'ARTM, d'un représentant du MTMDET et d'un représentant de la SQI. Ce comité est présidé par le Directeur principal du projet.

Responsabilités

Sous l'autorité du Directeur principal du projet, le *comité de gérance* est responsable de la coordination et de la validation des travaux requis à toutes les étapes du projet, dans le respect des orientations fournies et des paramètres autorisés. Il appuie le Directeur principal du projet dans la réalisation de son mandat.

De façon plus spécifique, le *comité de gérance* est responsable de :

- Valider la qualité des données, documents et rapports (fiches de gouvernances, rapport sommaire d'avancement, rapport de clôture, rapports d'études, etc.) destinés au *comité directeur SRB* ou à toute autre instance décisionnelle ou consultative;
- Soulever tout enjeu ou opportunité pouvant en découler;
- En informer le *comité directeur SRB* et lui présenter les recommandations appropriées;
- Recommander au *comité directeur SRB*, à des fins d'approbation, l'utilisation des différentes réserves (risques, contingences, etc.), le calendrier de réalisation et les modifications mineures au projet;
- Valider le plan de communication et faire des recommandations au *comité directeur SRB* et en faire le suivi;
- Valider le registre des risques et faire des recommandations au *comité directeur SRB* sur les mesures d'atténuation des risques, et en faire le suivi;
- Valider le plan d'approvisionnement et faire des recommandations au *comité directeur SRB* sur sa gestion et en faire le suivi;
- Prendre connaissance du suivi budgétaire et de l'utilisation des enveloppes de contingences et de risques actualisées et projetées et émettre les recommandations appropriées au *comité directeur SRB*;
- S'assurer que la reddition de comptes soit produite en temps opportun, qu'elle soit juste, pertinente, de qualité et adaptée aux besoins spécifiques de chaque instance à laquelle l'équipe de projet doit rendre des comptes;
- Proposer au *comité directeur SRB* des solutions pour corriger toute situation susceptible de compromettre le respect des paramètres autorisés pour le projet (portée, coût, stratégie de financement et échéancier);
- Autoriser la mise en application de certains outils de gestion, dont ceux visant les mesures d'atténuation des risques résiduels, le plan d'audit à appliquer durant la réalisation et les vérifications spécifiques sur la gestion du projet;
- S'assurer d'avoir une définition claire des indicateurs de performance pour chacun des objectifs du projet, ainsi qu'une description précise de la façon de les mesurer;
- S'assurer de la coordination des activités des professionnels, consultants, fournisseurs et entrepreneurs impliqués dans la planification et la réalisation du projet;
- Proposer au *comité directeur SRB* les outils de gestion et les indicateurs de performance afin de suivre l'évolution des variables stratégiques (coûts, échéancier, risques, portée) du projet;
- Proposer au *comité directeur SRB* des mesures et approches permettant d'améliorer la gestion de projet, dans un esprit de partage des leçons apprises;
- Documenter et faire le suivi des réunions, demandes et décisions du comité.

Fonctionnement

Le Directeur principal du projet préside le *comité de gérance* et rend des comptes au *comité directeur SRB*.

Le *comité de gérance* se réunit au moins une fois par mois. Il peut se réunir plus souvent, si nécessaire.

La surveillance des activités du projet doit être assez fréquente pour permettre au Directeur principal du projet, au Bureau de projet intégré et aux autres membres de l'équipe de cerner les enjeux et d'identifier les moyens pour les régler en temps opportun ou d'en informer rapidement le *comité directeur SRB*.

COMITÉ PILOTAGE

Composition

Le *comité pilotage* est composé du Directeur principal du projet et des directeurs construction. Ce comité est présidé par le Directeur principal du projet.

Responsabilités

Le *comité pilotage* a pour rôle de :

- procéder à la réalisation des travaux en commun;
- coordonner la surveillance des travaux en commun ainsi que des mesures de maîtrise de la circulation;
- contrôler la qualité des matériaux et leur mise en place;
- effectuer la mise en service des équipements;
- effectuer le suivi de l'échéancier global du projet et proposer des solutions en cas de retard ou de glissement;
- effectuer le suivi et le contrôle des coûts du projet;
- effectuer le suivi des risques du projet et des mesures d'atténuation à mettre en œuvre;
- assurer la maîtrise d'œuvre du projet, incluant la mise en place et le suivi du programme de prévention-cadre du maître d'œuvre;
- effectuer la gestion administrative des contrats;
- mettre en œuvre et effectuer le suivi des activités liées au processus d'acquisition de terrains et de servitudes;
- supporter la mise en œuvre des principes d'exploitation du SRB;
- coordonner les processus d'approvisionnement en concertation avec les services de soutien des parties;
- recommander l'approbation des avenants;
- effectuer l'analyse des réclamations;
- assurer la cohérence entre les différentes composantes du projet;
- coordonner la mise en exploitation du corridor SRB au terme des travaux en commun;
- approuver les choix techniques;
- gérer les parties prenantes en concertations avec les services de soutien des parties;
- formaliser les réceptions provisoires et définitives;
- assurer l'application des ententes conclues avec les partenaires et fournisseurs;
- recommander les termes d'ententes relatives au règlement des réclamations;
- produire les rapports de suivi et de reddition de comptes aux différentes instances concernées;
- assurer la clôture du projet, incluant la fermeture administrative des dossiers et l'indentification des leçons apprises.

Fonctionnement

Le *comité pilotage* se réunit sur une base bimensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ MAÎTRISE D'ŒUVRE

Composition

Sauf décision contraire de la CNESST, la Ville de Montréal sera désignée comme maître d'œuvre des travaux sur le tronçon montréalais. Le *comité maîtrise d'œuvre* est composé des directeurs construction, du responsable maîtrise d'œuvre, de représentants des intervenants concernés par la santé et la sécurité du SRB et du chantier, à savoir l'ARTM, la Ville de Montréal, la STM ainsi que les services d'urgence et les entreprises adjudicataires des contrats de réalisation des travaux. Plus précisément, ce comité est composé de représentants des organisations suivantes :

- ARTM
- Ville de Montréal
- STM
- Sûreté du Québec (SQ), au besoin
- Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), au besoin
- Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), au besoin
- Urgences santé, au besoin
- Entreprises adjudicataires des contrats de réalisation des travaux
- Tout autre partenaire impliqué dans les enjeux de sûreté et de sécurité

Ce comité est présidé par le responsable maîtrise d'œuvre.

Responsabilités

Le *comité maîtrise d'œuvre* a pour responsabilité de faire la promotion de bonnes pratiques en matière de santé, de sécurité et de prévention des accidents, en plus de veiller au respect de l'ensemble des normes de sûreté, de sécurité et d'intervention applicables à la réalisation du projet ainsi qu'à l'opération d'un système de transport collectif. Plus précisément, ce comité verra à :

- s'assurer du respect du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* en matière de santé et sécurité sur le chantier;
- s'assurer du respect des lois, des règlements et des normes de sûreté et sécurité applicables au projet, notamment dans le contexte de l'implantation d'une voie réservée à haut niveau de service au centre d'un boulevard urbain densément peuplé;
- s'assurer que le projet respecte les plans de mesures d'urgence des services en place, ainsi que les requis opérationnels des services d'urgence, tels que les fréquences de radiocommunications, les procédures d'évacuation, les accès d'eau, etc.;
- le cas échéant, proposer des mesures d'amélioration des règles et programmes établis.

Fonctionnement

Le *comité maîtrise d'œuvre* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ TECHNIQUE

Composition

Le *comité technique* est composé des directeurs construction, des chargés de lot, de l'administrateur de contrats et des responsables techniques. Au besoin, des représentants de la Ville de Montréal et de la Ville de Laval pourront se joindre au comité. Ce comité est coprésidé par les directeurs construction.

Responsabilités

Le *comité technique* a notamment pour responsabilités de :

- effectuer le suivi de la réalisation des travaux d'aménagement des stations, des infrastructures souterraines, de la chaussée, de l'éclairage, des feux de circulation, de la signalisation, du marquage, etc.;
- effectuer le suivi des risques;
- effectuer le suivi des avenants;
- participer à l'analyse des réclamations;
- coordonner les travaux des différents lots et gérer les interfaces;
- échanger sur les enjeux techniques survenant en cours d'élaboration des travaux;
- échanger sur les enjeux spécifiques aux travaux de RTU et de tirage de câbles;
- convenir des mesures les plus appropriées afin de résoudre les difficultés rencontrées.

Fonctionnement

Le *comité technique* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ COMMUNICATIONS

Composition

Le *comité communications* est composé de responsables du volet communication des organisations suivantes :

- ARTM
- MTMDET
- SQI
- Ville de Montréal
- Arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve
- Arrondissement Montréal-Nord
- Arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie
- Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension
- Ville de Laval
- STM
- STL
- RTM (Exo)

Ce comité est présidé par le responsable communications.

Responsabilités

Le *comité communications* a notamment pour responsabilités de :

- diffuser l'information sur le projet et son état d'avancement;
- relayer la stratégie de communication approuvée par le *comité directeur SRB*, conformément au protocole de communication convenu entre les parties;
- s'assurer de la cohérence des stratégies de communication ou de relations publiques en lien avec le projet;
- s'assurer de l'uniformisation des messages, documents et sorties de presse des principaux partenaires impliqués dans le projet.

Fonctionnement

Le *comité communications* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ D'AFFAIRES

Composition

Le *comité d'affaires* est composé du Directeur principal du projet, du responsable communications ainsi que de commerçants, d'industries, d'institutions, d'associations et de conseillers en développement économique des arrondissements et de la ville-centre. Ce comité est présidé par le responsable communications.

Responsabilités

Le *comité d'affaires* a notamment pour responsabilités de :

- informer les parties prenantes des changements à la configuration du chantier;
- informer les parties prenantes des travaux à réaliser;
- informer les parties prenantes des mesures d'atténuation à mettre en place pour limiter les impacts sur l'activité commerciale;
- échanger sur les préoccupations et, au besoin, identifier les mesures de mitigation;
- échanger sur les situations vécues et, le cas échéant, apporter les améliorations nécessaires en vue d'étapes à venir;
- partager la stratégie de communication en vue du maintien de l'activité commerciale;
- coordonner l'application des programmes municipaux visant à soutenir l'activité économique.

Fonctionnement

Le *comité d'affaires* se réunit sur une base trimestrielle ou selon les besoins.

COMITÉ BON VOISINAGE

Composition

Le *comité bon voisinage* est composé du Directeur principal du projet, du responsable communications, du coordonnateur maintien de la circulation ainsi que de citoyens, de représentants de la STM, de représentants du SPVM et de représentants des arrondissements. Ce comité est ouvert au grand public et est présidé par le responsable communications.

Responsabilités

Le *comité bon voisinage* a notamment pour responsabilités de :

- informer les parties prenantes des changements à la configuration du chantier;
- informer les parties prenantes des travaux à réaliser;
- informer les parties prenantes des mesures d'atténuation à mettre en place pour limiter les impacts générés par les travaux;
- effectuer une rétroaction sur les situations vécues et, le cas échéant, apporter les améliorations nécessaires en vue d'étapes à venir;
- échanger sur les préoccupations et, au besoin, identifier les mesures de mitigation.

Fonctionnement

Le *comité bon voisinage* se réunit à tous les deux mois ou selon les besoins.

COMITÉ MISE EN SERVICE

Composition

Le *comité mise en service* est composé des directeurs construction, des chargés de lot, du responsable STI et des responsables des compagnies de transport collectif. Ce comité est présidé par le responsable STI.

Responsabilités

Le *comité mise en service* a pour responsabilité de s'assurer de la fonctionnalité de tous les équipements intégrés au projet préalablement à la mise en exploitation du SRB. Plus précisément, le *comité mise en service* a notamment pour responsabilités de :

- définir, en collaboration avec les représentants des compagnies de transport collectif, la liste des équipements dont la fonctionnalité doit être validée;
- définir les procédures de tests en vue de la mise en service du projet;
- définir un plan d'intégration, de supervision, de vérification et de validation de l'ensemble des systèmes;
- organiser et participer aux marches à blanc et essais en vue de la mise en service;
- consigner toutes les démarches en lien avec les essais de mise en service;
- rassembler les manuels d'opération des équipements;
- s'assurer du bon fonctionnement des équipements avant l'expiration des délais de garantie.

Fonctionnement

Le *comité mise en service* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ EXPLOITATION

Composition

Le *comité exploitation* est composé du Directeur principal du projet, d'un représentant de l'ARTM, de la Ville de Montréal, de la STM, de la STL, du RTM (Exo) et du MTMDET. Ce comité est présidé par le responsable mise en exploitation.

Responsabilités

Le *comité exploitation* a pour responsabilité de valider les besoins fonctionnels et les contraintes relatifs à l'exploitation du SRB en s'appuyant sur les normes du l'ARTM, de la Ville de Montréal, de la STM, de la STL, du RTM (Exo) et du MTMDET. Plus précisément, le *comité exploitation* a notamment pour responsabilités de :

- identifier les impacts du projet et des stations sur le réseau supérieur ainsi que les ramifications requises pour assurer la fluidité des déplacements routiers;
- identifier les effets réseaux du projet sur les services des AOT concernées;
- planifier les rabattements de service des AOT concernées vers les stations du SRB;
- contrôler l'application des principes d'exploitation et d'entretien convenus avec les partenaires relativement au prototype de la station Amos;

- veiller à l'application des ententes conclues relativement à l'exploitation et l'entretien du corridor Pie-IX, notamment en ce qui concerne les fonctionnalités du matériel roulant, les activités d'opération du projet et les exigences d'entretien des infrastructures du projet.

Fonctionnement

Le *comité exploitation* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES RESSOURCES DU BUREAU DE PROJET INTÉGRÉ

Les principales responsabilités des ressources humaines composant le bureau de projet intégré SRB Pie-IX sont décrites ci-après. La description des postes réfère à la structure de gouvernance présentée à la FIGURE 1 du présent document.

Directeur principal du projet – contractuel

Le Directeur principal du projet voit à la bonne marche de l'ensemble du projet, en dirigeant une équipe estimée à une vingtaine de personnes. La santé et la sécurité au travail font parties intégrantes du projet. Il s'attend à ce que chaque personne travaillant sur le projet respecte toutes les consignes de sécurité. Il organise et dirige l'étape de réalisation des travaux, selon la portée, l'échéancier et le budget prévus. Il s'assure du respect des coûts, de l'échéancier, des normes techniques, administratives, de la qualité, de la sécurité, ainsi que des exigences de la *Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique* et du *Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes* du gouvernement du Québec. Il voit également au respect des procédures et règles de fonctionnement de la Ville de Montréal et de l'ARTM. Relevant de l'ARTM et de la Ville de Montréal, cette personne a notamment pour responsabilités de :

- *Gestion santé et sécurité au travail*

- s'assurer que les entrepreneurs et sous-traitants qui œuvrent sur le chantier s'engagent par écrit à respecter leur Programme de prévention spécifique et le *Programme de prévention cadre du maître d'œuvre*;
- s'assurer de la coordination des travaux dans le but d'éliminer les situations dangereuses créées par l'interaction des divers entrepreneurs;
- voir au respect et à l'intégration des procédures et règles de fonctionnement de la Ville de Montréal et de l'ARTM en matière de santé et sécurité;
- s'assurer qu'un plan de mesures d'urgence intégré soit élaboré et communiqué avec tous les intervenants.

- *Gestion et gouvernance du bureau de projet*

- gérer et optimiser, si requis, l'organisation du bureau de projet;
- présider le *comité de gestion*, le *comité de gérance* et le *comité de pilotage*;
- participer au *comité directeur SRB*;
- définir et implanter un système de gestion de projet respectant les processus internes de l'ARTM et de la Ville de Montréal, ainsi que les meilleures pratiques, et permettant une reddition de comptes adéquate;
- s'assurer du respect de la portée, de l'échéancier et des coûts du projet;
- gérer et négocier les litiges;
- mettre en place un système de suivi des risques et assurer la mise en place des mesures d'atténuation appropriées;

- gérer des indicateurs de performance et suivre leur évolution dans un esprit d'amélioration continue;
- coordonner et approuver les rapports d'avancement pour soumission aux instances requises, tant du côté du gouvernement du Québec que de la Ville de Montréal;
- agir comme expert-conseil dans la prise des décisions importantes, en fournissant les documents d'analyse, de contrôle et de planification quant aux opérations et à leur développement;
- lorsque requis et sans si limiter, agir à titre de responsable du projet auprès des instances décisionnelles de l'ARTM et de la Ville de Montréal mais également pour des représentations publiques avec l'approbation des responsables communications concernés;
- réaliser la clôture du projet incluant la fermeture administrative, l'identification des leçons apprises et la production du rapport de clôture.

o *Communications avec les parties prenantes*

- organiser et assurer le suivi des relations harmonieuses avec les professionnels et les multiples partenaires internes et externes;
- gérer les communications internes et externes associées au projet et faire les représentations et présentations selon les besoins.

o *Approbations gouvernementales et municipales*

- coordonner et approuver les dossiers et documents requis pour l'obtention des autorisations gouvernementales et municipales requises;
- coordonner et faire le suivi des activités nécessaires à l'obtention des permis de voirie, certificats d'autorisation environnementaux ou autres autorisations requises pour la réalisation du projet.

o *Acquisitions de terrains et servitudes*

- coordonner le processus des acquisitions de terrains et servitudes requises pour le projet, selon les politiques en vigueur.

o *Activités durant l'étape de réalisation des travaux*

- administrer tous les contrats et leurs avenants et en contrôler la qualité et les pièces justificatives selon les normes et règlements de la Ville de Montréal, de l'ARTM et de la STM;
- administrer les demandes de paiement et conditions afférentes;
- attester de la conformité des factures et avenants en apposant sa signature;
- coordonner le déploiement des mesures d'atténuation des impacts sur la circulation, des mesures de maintien de la circulation ainsi que des mesures d'apaisement pour les riverains concernés;
- suivre l'implantation et le respect des mesures de santé et de sécurité sur les chantiers de construction et mettre en place les protocoles de communication nécessaires;
- veiller à ce que les activités des entrepreneurs, parties prenantes et entreprises de réseaux techniques urbains soient réalisées en conformité avec le budget, l'échéancier et la qualité prévus, et ce, dans le respect des normes de santé et sécurité;
- analyser l'état d'avancement et de performance des travaux de construction;
- évaluer les impacts de l'avancement des travaux de construction sur les autres activités du projet et sur l'engagement en termes de contenu, d'échéancier, de coût, de ressources, de qualité et de risques;
- coordonner la réalisation des travaux du projet avec les travaux relatifs aux autres projets sur les territoires lavallois et montréalais;
- négocier le règlement des litiges et réclamations.

Adjointe administrative – STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- assurer le soutien de secrétariat pour le personnel de l'équipe;
- organiser les réunions et assurer la coordination des invitations;
- organiser les rencontres avec les membres externes (gestion de l'agenda);
- rédiger les ordres du jour, comptes rendus, correspondances, etc.;
- préparer les formulaires, rapports ou chiffriers pour différents suivis;
- effectuer ou faire faire les reproductions de documents;
- vérifier et tenir à jour les inventaires nécessaires aux activités du projet;
- mettre à jour les différents registres de suivi;
- assurer la revue qualité des livrables (lettres, rapports, etc.);
- réceptionner et gérer les factures et autres demandes.

Technicien en gestion documentaire – STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- assurer le classement des documents du projet;
- mettre à jour les différents registres de suivi;
- réceptionner et gérer les factures et autres demandes.

Administrateur de contrats – STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- effectuer le suivi du plan d'approvisionnement pour le projet;
- participer à la définition des stratégies d'approvisionnement;
- préparer les échéanciers des processus d'appel d'offres et ce, pour chacun des contrats;
- participer à l'élaboration des documents d'appel d'offres;
- s'assurer que les appels d'offres respectent les règles d'attribution des contrats de l'ARTM et de la Ville de Montréal;
- agir à titre d'administrateur de contrats auprès des différents fournisseurs et mandataires;
- évaluer l'impact de tout changement, particulièrement sur les engagements monétaires et l'échéancier des contrats, en collaboration avec les planificateurs, contrôleurs de coûts et les chargés de projet;
- effectuer le suivi budgétaire des contrats, en collaboration avec les planificateurs, contrôleurs de coûts;
- veiller à ce que les livrables ou services soient rendus, et ce, en lien avec les attentes du bureau de projet intégré;
- agir à titre d'expert conseil dans la négociation des avenants et des réclamations, en faisant le lien entre les changements allégués et les dispositions contractuelles;
- coordonner la rédaction des avenants et la résolution des réclamations, incluant la négociation avec les parties impliquées, en collaboration avec les différents responsables;
- assurer la gestion des sous-traitants, notamment en effectuant le suivi des quittances;
- supporter l'équipe de projet dans la gestion des risques contractuels avec les fournisseurs.

Planificateur, contrôleur de coûts - STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- élaborer la structure de découpage du projet;

- assurer le suivi des risques, des coûts et de l'échéancier;
- coordonner la préparation de l'échéancier global du projet, en assurer le suivi et la mise à jour;
- développer et assurer la mise à jour des différents registres de suivi pour le projet (risques, coûts);
- produire et suivre les indicateurs de performance pour les coûts de l'ARTM;
- effectuer le suivi et le traitement des factures, des contrats et des avenants en collaboration avec l'administrateur de contrats;
- préparer les états de situation, les sommaires mensuels et les rapports périodiques d'avancement du projet;
- produire la demande d'autorisation finale (DAF) pour l'étape de réalisation des travaux;
- proposer et assurer le suivi du principe de partage des coûts ARTM / Ville de Montréal;
- participer de façon ad hoc aux différentes rencontres telles que : *comité directeur SRB, comité de gestion et comité pilotage*.

À noter que les suivis seront effectués conjointement avec le planificateur, contrôleur de coûts de la Ville de Montréal.

Planificateur, contrôleur de coûts – Ville de Montréal

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- participer à l'élaboration de la structure de découpage du projet;
- assurer le suivi des risques, des coûts et de l'échéancier;
- produire et suivre les indicateurs de performance pour les coûts de la Ville de Montréal;
- effectuer le suivi et le traitement des factures, des contrats et des avenants en collaboration avec l'administrateur de contrats;
- assurer la production des documents administratifs requis par la Ville de Montréal;
- proposer et assurer le suivi du principe de partage des coûts ARTM / Ville de Montréal;
- participer de façon ad hoc aux différentes rencontres telles que : telles que : *comité directeur SRB*, *comité de gestion* et *comité pilotage*.

À noter que les suivis seront effectués conjointement avec le planificateur, contrôleur de coûts de l'ARTM.

Directeur construction – STM / Ville de Montréal

Ces personnes ont notamment pour responsabilités de :

- gérer les coûts, l'échéancier, les risques, la qualité, la sécurité et les mandats octroyés pour le SRB de concert avec l'administrateur de contrats et le Directeur principal du projet;
- gérer les contrats de construction pour chacun des lots de construction;
- gérer les mandats de surveillance des travaux et de contrôle de la qualité;
- suivre les mesures de santé, sécurité au travail (SST) sur les chantiers;
- participer à l'émission de recommandations de demandes de changement aux contrats;
- autoriser toutes dépenses contingentes aux contrats;
- valider les factures;
- recommander les réceptions provisoires et définitives;
- participer à la négociation de règlement des réclamations;
- rédiger les protocoles d'essai préalables à la mise en service;
- s'assurer du suivi de la mise en œuvre et du respect (par son équipe) des dispositions du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et/ou du Programme de prévention spécifique de l'entrepreneur;

- s’assurer que la santé et la sécurité au travail demeurent un enjeu prioritaire;
- utiliser une approche proactive face à la santé et la sécurité au travail;
- promouvoir la communication afin de s’assurer que l’ensemble des travailleurs soient informés des objectifs en santé et sécurité au travail;
- assurer un suivi périodique du système de gestion des risques en santé et sécurité au travail;
- s’assurer que les exigences en santé et sécurité au travail sont incluses dans tous les contrats;
- approuver au besoin, les pénalités émises aux entrepreneurs;
- animer les rencontres de suivi des contrats de services professionnels;
- effectuer le suivi des contrats de services professionnels;
- si requis, participer aux rencontres des comités suivants : *comité directeur SRB, comité de gestion, comité pilotage*, *comité communications*, *comité exploitation*, *comité maîtrise d’œuvre*;
- présider les rencontres du comité suivant : *comité technique*.

Chargé de lot – STM / Ville de Montréal

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- gérer les coûts, l’échéancier, les risques, la qualité, la sécurité de concert avec le directeur construction;
- gérer le contrat de construction du lot sous sa responsabilité;
- gérer la portion du mandat de surveillance des travaux relatif au lot sous sa responsabilité;
- suivre les mesures de SST sur le chantier sous sa responsabilité;
- négocier les demandes de changement aux contrats et formuler ses recommandations;
- vérifier les factures de l’entrepreneur général et recommander leur approbation;
- vérifier les factures du surveillant et recommander leur approbation;
- animer les réunions de suivi des contrats sous sa responsabilité;
- valider le contenu des livrables fournis par les mandataires (rapports d’avancement, journal de chantier, etc.);
- coordonner les essais de mise en service;
- participer au processus de réceptions provisoires et définitives du lot sous sa responsabilité;
- participer à la résolution de problèmes rencontrés en chantier, en collaboration avec le responsable technique, le surveillant et l’entrepreneur;
- participer à la fermeture des contrats sous sa responsabilité;
- participer à la négociation de règlement des réclamations;
- promouvoir l’implication personnelle de tous les entrepreneurs, sous-traitants, surveillants, travailleurs et contremaîtres visant à assurer un chantier de construction sécuritaire;
- s’assurer que le contrôle de la circulation sur le chantier visé respecte les règles de l’art;
- s’assurer de la sécurité du public et des travailleurs, de concert avec les entrepreneurs et leurs sous-traitants, dans le cadre des lois et règlements en vigueur;
- s’assurer que les entrepreneurs qui œuvrent sur le chantier s’engagent à ce que tous leurs intervenants directs et indirects respectent les lois et règlements applicables;
- s’assurer que les entrepreneurs et les sous-traitants établissent et fournissent, dans chacun des cas et selon leur mandat propre, un Programme de prévention spécifique.
- s’assurer de l’application des lois et règlements en vigueur, des mesures prévues à l’intérieur du *Programme de prévention-cadre du maître d’œuvre*, des Programmes de prévention spécifiques des entrepreneurs, des avis de correction de la CNESST et de toutes les mesures appropriées à une saine gestion d’un chantier de construction;
- s’assurer de la mise en place des plans de mesures d’urgence et en assurer le suivi;

- enquêter, conjointement avec les entrepreneurs et les représentants des travailleurs, sur les accidents de travail selon les dispositions de l'article 62 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, et dans les autres cas où la santé et la sécurité des personnes et des équipements auraient pu être affectées;
- exiger un plan de redressement de l'entrepreneur lorsque la situation l'exige;
- coordonner les travaux superposés pour éliminer les situations dangereuses créées par l'interaction des entrepreneurs;
- faire le suivi de l'application des clauses pénales pour non-respect des règles de sécurité;
- présider les réunions de chantier;
- participer au *comité technique*.

Responsable technique – Ville de Montréal

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- s'assurer que les travaux sont réalisés dans le respect des normes de la Ville de Montréal;
- veiller à la qualité des travaux;
- assurer la coordination avec les concepteurs lorsque leur contribution est requise en cours des travaux;
- collaborer avec les directeurs construction relativement à la gestion des mandats de surveillance des travaux;
- agir à titre d'expert-conseil technique en support aux chargés de lot;
- participer à la négociation de demandes de changement aux contrats;
- participer aux essais de mise en service;
- participer au processus de réceptions provisoires et définitives;
- participer à la négociation de règlement des réclamations;
- si requis, participer aux rencontres de comité suivant : *comité technique.*

Responsable STI – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- prendre connaissance et effectuer la mise à jour des exigences fonctionnelles relatives aux STI en corridor et en station;
- effectuer le suivi de l'intégration des STI dans les documents d'ingénierie détaillée;
- coordonner la rédaction des clauses techniques relatives aux appels d'offres STI;
- assurer la réalisation des travaux dans le respect des normes et des documents contractuels;
- assurer la coordination avec les concepteurs lorsque leur contribution est requise en cours de travaux;
- participer à la négociation des avenants aux contrats;
- participer à la négociation du règlement des réclamations;
- participer aux essais de mise en service;
- assurer la coordination et le suivi du mandat de surveillance TI / STI.

Équipe feux de circulation – contractuel

Cette équipe a notamment pour responsabilités de :

- analyser et déterminer quel mode de mesure préférentielle pour autobus est le plus efficace pour chacune des intersections avec feux de circulation;
- déterminer la position optimale des détecteurs pour chacune des intersections avec feux de circulation;
- déterminer la norme de service pour les autobus;
- effectuer le comptage et l'optimisation des feux lors de la mise en service;

- effectuer le suivi et l'optimisation de la performance des autobus suivant la mise en service.

Responsable maîtrise d'œuvre – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- promouvoir l'implication personnelle de tous et chacun du bureau de projet, entrepreneurs, sous-traitants, surveillants, travailleurs et contremaîtres visant à assurer un chantier de construction sécuritaire;
- faire le suivi avec diligence, avec les entrepreneurs, de toute dérogation aux tolérances 0 de la CNESST et prendre les mesures correctives appropriées;
- assurer le contrôle de la circulation sur le chantier visé;
- assurer la sécurité du public et des travailleurs de concert avec les entrepreneurs et leurs sous-traitants dans le cadre des lois et règlements en vigueur;
- appliquer tout nouveau règlement, norme ou directive adopté en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*;
- s'assurer que les entrepreneurs qui œuvrent sur le chantier s'engagent par écrit à respecter le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et s'engagent à ce que tous leurs intervenants directs et indirects respectent les lois et règlements;
- s'assurer que les représentants des entreprises de services publics comme, Hydro-Québec, Gaz Métro, etc., respectent les normes de sécurité du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- s'assurer que les entrepreneurs et les sous-traitants établissent, dans chacun des cas et selon leur mandat propre, un Programme de prévention spécifique conforme aux exigences des lois et règlements en vigueur et décrivant les principales étapes de réalisation des travaux et les risques associés, les méthodes particulières de travail, ainsi que les moyens spécifiques de prévention des lésions professionnelles qui seront mis en œuvre selon l'évolution des travaux, pour assurer une prévention efficace et concrète en matière de santé et sécurité au travail. Ces Programmes de prévention spécifiques doivent être présentés au maître d'œuvre ou à son représentant pour des fins d'analyse et de vérification avant la mobilisation au chantier pour qu'ils soient compatibles avec le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- contrôler, sur le chantier, l'application des lois et règlements en vigueur, des mesures prévues à l'intérieur du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*, des Programmes de prévention spécifiques des entrepreneurs, des avis de correction de la CNESST et de toutes les mesures appropriées à une saine gestion d'un chantier de construction;
- obtenir des données relatives aux divers entrepreneurs qui travailleront sur le chantier, en particulier le calendrier, le nombre de travailleurs, les équipements, etc.;
- recevoir et évaluer, en tenant compte des travaux spécifiques à effectuer, les méthodes particulières de travail des entrepreneurs;
- s'assurer que chaque entrepreneur a le nombre de secouristes requis par les lois et règlements et que ceux-ci soit clairement identifiés et formés;
- s'assurer de la mise sur pied et du bon fonctionnement d'un comité de chantier en visant une participation active de tous les participants;
- prendre les mesures appropriées et faire les correctifs nécessaires suite aux dérogations constatées par le maître d'œuvre et par l'inspecteur de la CNESST;
- s'assurer que le maître d'œuvre rencontre les entrepreneurs avant le début des travaux pour faire la présentation du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre;*
- participer à l'organisation des plans de mesure d'urgence avec tous les intervenants impliqués afin d'avoir une vision globale de tous les chantiers et en assurer la coordination et le suivi;

- faire exécuter les travaux nécessaires pour la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs (aux frais de l'entrepreneur) dans le cas du non-respect des exigences de santé et de sécurité établies par le maître d'œuvre des lois, des règlements et des normes;
- ordonner l'arrêt des travaux lorsqu'il y a danger pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs ou du public;
- s'assurer de la mise à jour du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- s'assurer que les Programmes de prévention spécifiques des entrepreneurs et des sous-traitants ont été déposés; les évaluer et les accepter avant le début des travaux, et s'assurer que les entrepreneurs se sont engagés, par écrit, à respecter le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre;*
- recevoir pour des fins d'analyse, les plans, devis, méthodes et procédés de travail transmis à la CNESST (il s'agit des plans, méthodes et procédés de travail déjà prévus au règlement ou qui peuvent être exigés par l'inspecteur de la CNESST);
- enquêter, conjointement avec les entrepreneurs et les représentants des travailleurs, sur les accidents de travail selon les dispositions de l'article 62 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et dans les autres cas où la santé et la sécurité des personnes et des équipements auraient pu être affectées;
- exiger un plan de redressement de l'entrepreneur lorsque la gestion de la santé et la sécurité au travail sur le chantier a subi un manque de rigueur important;
- coordonner les travaux superposés pour éliminer les situations dangereuses créées par l'interaction des entrepreneurs;
- présider et faire animer par des personnes en autorité le comité de chantier;
- s'assurer que des sessions d'accueil soient organisées par le maître d'œuvre pour informer les travailleurs (avant leur premier quart de travail) des principales règles de base de santé et de sécurité du travail.
- coordonner le travail des agents de prévention;
- assurer la formation des partenaires en lien avec le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- présider les rencontres du *comité maîtrise d'œuvre*.

Coordonnateur maintien de la circulation – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- assurer l'application des mesures de maintien de circulation prévues;
- valider les plans de maintien de circulation ainsi que les itinéraires de détour;
- valider le paiement des items en lien avec le maintien de la circulation;
- au besoin, suggérer des modifications aux mesures de maintien de la circulation;
- coordonner l'implantation des mesures de maintien de circulation proposées avec les différents partenaires, notamment les quatre arrondissements concernés, la STM, le service de police, le service d'incendie, les entrepreneurs, le Bureau d'intégration et de coordination (BIC), etc.;
- participer aux rencontres de coordination du COP de la Ville;
- faire le lien avec le responsable communications préalablement aux changements de configuration;
- assurer la mise en œuvre des mesures déjà définies sur les artères parallèles au boulevard Pie-IX;
- proposer et suivre les mesures d'atténuation des impacts des travaux;
- participer aux réunions de chantier;
- participer aux rencontres du *comité maîtrise d'œuvre*.

Agent de prévention – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- collaborer à la mise en application du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et de ceux des entrepreneurs et sous-traitants;
- s'assurer que tous les entrepreneurs fournissent leur Programme de prévention spécifique conforme au *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et en font le suivi;
- procéder à des inspections quotidiennes sur le chantier et recommander les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité de tous les travailleurs;
- rédiger un rapport quotidien d'inspection en indiquant au minimum les dérogations constatées au chantier et faire parvenir le rapport aux directeurs construction;
- consigner dans le rapport quotidien tout avertissement émis avec le nom des travailleurs et du contremaître de l'entreprise impliquée;
- exiger que des corrections soient apportées aux conditions dangereuses constatées lors de ces inspections;
- appliquer les consignes et toute mesure de sécurité propres au chantier et au *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- s'assurer que les mesures d'hygiène prévues au règlement de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* soient respectées;
- enquêter, conjointement avec l'entrepreneur et le représentant des travailleurs, sur toute lésion professionnelle, en faire rapport au coordonnateur santé et sécurité et faire les recommandations qu'il juge pertinentes;
- analyser les situations à risques pour les travailleurs;
- animer les réunions du comité de chantier;
- faire appliquer les décisions prises lors de la réunion du comité de chantier;
- organiser des sessions d'accueil pour les entrepreneurs et les travailleurs afin de leur présenter le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et l'organisation de la santé et la sécurité sur le chantier visé;
- accompagner l'inspecteur de la CNESST lors de ses interventions sur le chantier;
- s'assurer qu'une personne désignée chez l'entrepreneur vérifie mensuellement (au minimum) le carnet de bord des grues et exiger le certificat d'inspection de tout équipement lourd à l'arrivée sur le chantier;
- consigner toutes les interventions ayant eu comme conséquence la modification de méthodes de travail, non-conformité ou arrêt des travaux;
- participer, au besoin, aux pauses-sécurité;
- compléter, après compilation des données, les rapports mensuels des statistiques de fréquence et de gravité des accidents;
- prendre action suite à des remarques ou des suggestions provenant de tout travailleur ou autre intervenant sur le chantier;
- transmettre des avis de non-conformité au surveillant du chantier, aux entrepreneurs ou à tout autre intervenant concerné;
- au besoin, participer aux rencontres du *comité maîtrise d'œuvre*.

Responsable communications - STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- mettre en œuvre la stratégie de communication et d'interaction avec les parties prenantes;
- gérer les relations publiques;
- gérer l'ensemble des communications de proximité en lien avec la réalisation des travaux;
- rédiger les communiqués, allocutions et autres contenus médiatiques;
- assurer le partage de l'information avec le service des communications des partenaires du projet;

- participer, au besoin, aux rencontres ad hoc organisées avec les associations de commerçants;
- participer, au besoin, aux rencontres ad hoc organisées avec les comités de citoyens;
- présider le *comité communications*;
- présider le *comité d'affaires;*
- présider le *comité de bon voisinage*.

Le responsable communication, sera appelé à coordonner ses interventions avec les différents partenaires impliqués dans le projet.

Chargé de communications - contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- participer à la rédaction des stratégies et des plans de communication pour le projet;
- saisir les enjeux liés au chantier et les communiquer par l'intermédiaire d'avis, courriels d'information et médias sociaux;
- participer au déploiement et à la mise en place des différents moyens de communication conçus pour approcher et informer les riverains;
- travailler en collaboration avec les agents de liaison, établissant des canaux de communication continus entre les riverains, les partenaires et les divers intervenants;
- gérer la boîte courriel du projet dédiée aux demandes et préoccupations des citoyens.

Agent de liaison – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- collaborer avec les équipes de communication du bureau de projet, des arrondissements et de la ville centre en vue de la rédaction de communiqués, lettres et rapports;
- collaborer avec le commissaire au développement économique des arrondissements afin de répondre aux différentes demandes particulières des commerçants touchés par les travaux;
- rencontrer les citoyens en vue de connaître leurs préoccupations et participer activement au traitement des plaintes;
- participer aux rencontres ad hoc organisées avec les associations de commerçants;
- participer aux rencontres ad hoc organisées avec les comités de citoyens;
- informer les arrondissements de tout évènement pertinent en lien avec l'exécution des travaux;
- effectuer un suivi des requêtes et plaintes des citoyens et des commerçants.

Responsable mise en exploitation – STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- veiller à l'application des ententes d'entretien et d'exploitation;
- coordonner la rédaction des protocoles d'essais et de mise en exploitation;
- assister aux essais de mise en exploitation;
- participer au processus de réceptions provisoires et définitives;
- présider les rencontres du *comité exploitation*.

Responsable acquisition de terrains – Ville de Montréal

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- établir la stratégie et le calendrier des procédures d'acquisition de terrains;
- coordonner la production des documents requis en vue des expropriations (rapports d'évaluation, plans d'expropriation, documentation administrative, etc.);

- assurer le suivi des négociations et transactions de terrains, tronçon montréalais;
- effectuer la gestion des expropriations requises, ce qui comprend notamment la gestion de l'arpentage légal, la recherche de titres, l'obtention d'un règlement d'emprunt municipal spécifique à l'acquisition des terrains, l'envoi des avis d'expropriation, les négociations avec les propriétaires, le suivi des litiges, ainsi que la production des titres révisés de propriété.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES SERVICES DE SOUTIEN – VILLE DE MONTRÉAL

Composé de ressources de diverses équipes de la Ville de Montréal et des quatre arrondissements concernés, les services de soutien ne font pas partie intégrante du bureau de projet, mais seront appelés à intervenir de façon ad hoc, en fonction de l'avancement de l'étape 2 du projet (réalisation des travaux) et des besoins.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES SERVICES DE SOUTIEN – ARTM

Composé de ressources de diverses équipes de l'ARTM, les services de soutien ne font pas partie intégrante du bureau de projet, mais seront appelés à intervenir de façon ad hoc, en fonction de l'avancement de l'étape 2 du projet (réalisation des travaux) et des besoins.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES SERVICES DE SOUTIEN – STM

Composé de ressources de diverses équipes de la STM, les services de soutien ne font pas partie intégrante du bureau de projet, mais seront appelés à intervenir de façon ad hoc, en fonction de l'avancement de l'étape 2 du projet (réalisation des travaux) et des besoins.

Sommaire des coûts du BdP et répartition ARTM/VdM

Description	Proportion ARTM	Proportion VdM	Total
Bureau de projet - Ressources humaines	21 629 061 $	8 843 398 $	30 472 460 $
Frais divers	2 335 964 $	1 001 127 $	3 337 091 $
TOTAL	**23 965 025 $**	**9 844 526 $**	**33 809 551 $**

Note : le BdP inclut les ressources ARTM, VdM, contractuelles et les services pro. Le budget du BdP a été révisé à la suite du changement d'envergure du projet SRB Pie-IX en incluant le lot Notre-Dame.

Écart par rapport à la version présentée à l'entente détaillée de la phase 2 de réalisation des travaux - 2018

Description	Proportion ARTM	Proportion VdM	Total
Bureau de projet - Ressources humaines	16 405 005 $	7 030 717 $	23 435 722 $
Frais divers	851 589 $	364 967 $	1 216 556 $
TOTAL	**17 256 594 $**	**7 395 684 $**	**24 652 278 $**
Écart	**(6 708 431) $**	**(2 448 841,69) $**	**(9 157 273,16) $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200575003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Approuver l'addenda #1 pour l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) approuvée par la résolution CG18 0234.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente entente est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2020-04-29 - Addenda no 1 Entente Étape 2 - SRB Pie IX.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
29 AVR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Services des affaires juridiques

ADDENDA NO. 1 À L'ENTENTE DÉTAILLÉE ÉTABLISSANT LA RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS RELATIVES À L'ÉTAPE 2 DU PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE REQUALIFICATION DU BOULEVARD PIE-IX COMPRENANT L'IMPLANTATION DU TRONÇON MONTRÉAL D'UN SERVICE RAPIDE PAR BUS (SRB)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN**, personne morale de droit public dûment instituée, ayant son emplacement au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 4e étage, Montréal, Québec, H3B 5M2, *agissant et représentée par monsieur* Benoît Gendron, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____

Ci-après appelée « **ARTM** »

La Ville et l'ARTM étant collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente détaillée établissant la répartition des responsabilités entre elles relativement à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB) (ci-après, l' « Entente détaillée – Étape 2 »);

ATTENDU QUE l'Entente détaillée – Étape 2 a été dûment approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 26 avril 2018 en vertu de la résolution CG18 0234 et par le conseil d'administration de l'ARTM le 27 avril 2018 en vertu de la résolution 18-CA(ARTM)-36;

ATTENDU QUE des changements significatifs à la portée, au budget et à l'échéancier du projet visé par l'Entente détaillée – Étape 2 découlant des coûts liés à son prolongement jusqu'à la rue Notre-Dame ont été approuvés par l'ARTM en vertu des résolutions du 25 avril 2019 (19-CA(ARTM)-45) et du 29 août 2019 (19-CA(ARTM)-97);

ATTENDU QUE les instances gouvernementales et municipales concernées par le projet visé par l'Entente détaillée – Étape 2 ont annoncé, le 13 décembre 2019, le prolongement dudit projet jusqu'à la rue Notre-Dame plutôt que l'avenue Pierre-de-Coubertin;

ATTENDU QU'en raison d'un tel prolongement, les Parties conviennent qu'il est nécessaire de modifier certaines dispositions de l'Entente détaillée – Étape 2;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'ARTM.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

L'Entente détaillée – Étape 2 est modifiée comme suit :

2.1 par le remplacement de l'article 2.13 par l'article suivant :

« **2.13 « Projet » :** projet d'environ 629,4 millions de dollars dont 472,5 millions sont assumés par l'ARTM et 156,9 millions sont assumés par la Ville en lien avec le Tronçon Montréal, ayant pour objet la mise à niveau de l'ensemble des infrastructures municipales du boulevard Pie-IX et l'implantation d'un corridor de 13 km de voies réservées pour autobus à haut niveau de service dans l'axe du boulevard Pie-IX, dont 2 km dans le Tronçon Laval et 11 km dans le Tronçon Montréal, depuis le boulevard Saint-Martin à Laval jusqu'à la rue Notre-Dame à Montréal, comprenant l'implantation de 20 stations, dont 18 à Montréal et 2 à Laval et l'aménagement d'un stationnement incitatif à l'angle du boulevard Saint-Martin à Laval. »;

2.2 par le remplacement de l'article 2.20 par l'article suivant :

« **2.20 « SRB Pie IX » ou « SRB » :** corridor de 13 km de voies réservées pour autobus à haut niveau de service situé dans l'axe du boulevard Pie-IX, dont 2 km dans le Tronçon Laval et 11 km dans le Tronçon Montréal, depuis le boulevard Saint-Martin à Laval jusqu'à la rue Notre-Dame à Montréal, comprenant l'implantation de 20 stations, dont 18 à Montréal et 2 à Laval et l'aménagement d'un stationnement incitatif à l'angle du boulevard Saint-Martin à Laval. »;

2.3 par le remplacement, à l'article 2.23 d), des termes « l'avenue Pierre-de-Coubertin » par les termes « la rue Notre-Dame »;

2.4 par le remplacement de l'article 2.25 par l'article suivant :

« **2.25 « Tronçon Montréal »** : portion du Projet ayant trait à la zone débutant à la rue d'Amos dans l'arrondissement Montréal-Nord et se terminant à la rue Notre-Dame dans l'arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve. Cette portion comprend la reconstruction et la requalification du boulevard Pie-IX, incluant la mise à niveau ou la modification des infrastructures municipales, le déplacement des réseaux techniques urbains (RTU), la bonification de l'aménagement du domaine public, l'implantation d'un tronçon de voies réservées pour autobus à haut niveau de service de 11 km sur le boulevard Pie-IX et l'implantation de 18 stations SRB, un tel tronçon incluant les tronçons définis aux articles 2.26 à 2.30. »;

2.5 par l'ajout de l'article 2.30 suivant :

« **2.30 « Tronçon Notre-Dame »** : portion du Projet débutant au sud à l'avenue Pierre-De Coubertin dans l'arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve et se terminant au nord de la rue Notre-Dame dans l'arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve. »;

2.6 par le remplacement de l'article 6.1 par l'article suivant :

« **6.1 Processus d'approvisionnement des contrats de réalisation des Travaux en commun :**

Les Parties conviennent que plusieurs appels d'offres seront lancés afin d'octroyer les contrats de réalisation des Travaux en commun.

La Ville sera responsable du processus d'approvisionnement pour chacun des contrats de réalisation des Travaux en commun, selon les règles d'adjudication des contrats applicables à la Ville en y incluant certaines règles plus strictes applicables à l'ARTM, le cas échéant, que les Parties prendront le soin de *spécifier, mais qui ne devront en aucun cas avoir pour effet de contrevenir à* une règle applicable à la Ville.

Les Parties s'engagent à revoir le contenu des documents d'appel d'offres public pour chacun des contrats de réalisation des Travaux en commun avant toute émission. Advenant tout désaccord entre les Parties sur le contenu de ces documents, elles feront appel au Comité de gestion qui tranchera tout désaccord. Ces documents préciseront que la Ville et l'ARTM agissent conjointement à titre de donneurs d'ouvrage et que la Ville agit à titre de maître d'œuvre. Ces documents requerront des soumissionnaires sélectionnés de nommer l'ARTM comme assuré additionnel et comme bénéficiaire de tout cautionnement, dans les mêmes termes que la Ville.

Les soumissions seront analysées par le Bureau de projet intégré. »;

2.7 par l'enlèvement des termes « quatre (4) » aux articles 6.2 et 6.3;

2.8 par le remplacement de l'Annexe A par l'Annexe A ci-jointe;

2.9 par le remplacement de l'Annexe B par l'Annexe B ci-jointe;

2.10 par le remplacement de l'Annexe C par l'Annexe C ci-jointe.

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

3.1 Les Parties conviennent de modifier l'entente de confidentialité et de non divulgation bilatérale jointe en Annexe G de l'Entente détaillée – Étape 2 qu'elles ont acceptée de reconduire pour l'Étape 2 du Projet (tel que ce terme est défini à l'Entente détaillée – Étape 2) en remplaçant les termes « l'avenue Pierre-de-Coubertin » par les termes « la rue Notre-Dame » dans le deuxième ATTENDU.

3.2 Tous les autres termes et conditions de l'Entente détaillée – Étape 2 demeurent inchangés.

3.3 Le présent Addenda no.1 entre en vigueur à sa date de signature par les Parties.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2020

AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

Par : _____
Benoît Gendron, directeur général

Cet Addenda no.1 a été approuvé par le Conseil d'agglomération de Montréal, le e jour de 2020 (résolution CG20).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1206496001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	Montréal bleu
Objet :	Mandater Conservation de la nature Canada (CNC), en tant que copropriétaire avec la Ville de Montréal, à déposer une demande de financement au « Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue sur le territoire métropolitain » de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), pour des travaux de protection et de mise en valeur de milieux naturels et d'accessibilité à l'île Bonfoin.

Il est recommandé que :

- La Ville de Montréal mandate CNC pour présenter une demande d'aide financière à la CMM au nom de la Ville de Montréal.
- La Ville de Montréal s'engage à maintenir un accès permanent et public (en tant que copropriétaire) à l'île Bonfoin.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-30 21:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206496001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	Montréal bleu
Objet :	Mandater Conservation de la nature Canada (CNC), en tant que copropriétaire avec la Ville de Montréal, à déposer une demande de financement au « Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue sur le territoire métropolitain » de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), pour des travaux de protection et de mise en valeur de milieux naturels et d'accessibilité à l'île Bonfoin.

CONTENU

CONTEXTE

L'île Bonfoin, d'une superficie de 13 ha, se situe au carrefour de la rivière des Prairies et du fleuve Saint-Laurent, sur le territoire de la Ville de Montréal, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. Cette île a le statut de réserve naturelle depuis 2005 et bénéficie d'une protection à perpétuité. Son territoire est associé au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies et fait partie de l'écoterritoire de la Trame verte de l'est. La Ville de Montréal et Conservation de la nature Canada ci-après désigné (CNC) sont copropriétaires. Dans le cadre du projet de Mise en valeur et d'accessibilité des îles du Saint-Laurent, initié par CNC, plusieurs aménagements ont été réalisés en 2018 sur l'île Bonfoin. Ils ont permis de rendre cette île accessible tout en conservant sa valeur écologique. Ce projet répond à une demande grandissante d'accès au fleuve et à ses îles.

Le projet pour lequel CNC dépose une demande de financement auprès de la Communauté métropolitaine de Montréal ci-après désigné (CMM) couvre des dépenses déjà engagées pour des aménagements réalisés en 2018, de même que des frais pour des travaux à réaliser en 2020 visant à finaliser les installations et à mettre en œuvre d'autres éléments relatifs au projet. La totalité du projet de CNC représente un montant de 168 526 $.

Les travaux de 2020 permettront de compléter et de bonifier les infrastructures de l'île

Bonfoin en la rendant sécuritaire et attrayante. Le projet permettra également d'encadrer un circuit nautique sur le fleuve Saint-Laurent à partir de points de mise à l'eau dans des parcs riverains urbains pour se diriger vers l'île. Cette activité encouragera la population du Grand Montréal à pratiquer des activités sportives et de plein air (canot, kayak et randonnée) tout en découvrant ces milieux naturels uniques.

Puisque la Ville de Montréal est copropriétaire de cette île, CNC doit obtenir l'accord de la Ville de Montréal pour déposer sa demande auprès de la CMM. Par ailleurs, la Ville de Montréal doit s'engager à maintenir un accès permanent et public à l'île Bonfoin, en tant que copropriétaire, et ainsi assurer la pérennité des installations pour lesquelles la demande de financement est présentée.

La Ville de Montréal a contribué au projet en couvrant les dépenses reliées à une activité découverte sur l'île Bonfoin, offerte aux citoyens en 2018 et 2019, et cette activité fort populaire sera reprise en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

En regard des propositions d'aménagement qui lui ont été présentées en 2017, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) de la Ville de Montréal a travaillé de concert avec CNC afin de développer des aménagements prenant en compte les éléments composant les écosystèmes, soit des friches herbacées et un marais, de même que de l'environnement hydrique de cette aire de milieux naturels protégés.
Les aménagements proposés s'intègrent adéquatement au milieu d'intervention, tout en minimisant les impacts sur les espaces sensibles et les milieux humides permanents. De plus, ils favoriseront un accès au site et une appropriation par les visiteurs, et ce, dans le respect du patrimoine naturel. Le projet est localisé dans le périmètre de la Trame verte et bleue du Grand Montréal identifié à la carte 24 du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD). Ces divers aspects correspondent aux conditions d'admissibilité du Programme de la CMM.

<u>Description des travaux</u>
La première phase des travaux a été entamée en 2018. Lors de cette première étape, les aménagements suivants ont été réalisés :

§ un sentier de 419 m tracé par débroussaillage, hors de la zone inondable, qui permet d'encadrer la circulation des visiteurs sur l'île;
§ une plateforme d'observation en bois permettant aux visiteurs de découvrir les paysages de l'île avec vue sur le fleuve;
§ une aire d'accueil en rive;
§ des panneaux d'interprétation en rive et en bordure du sentier qui traitent de la faune, de la flore et de l'histoire de l'île;
§ huit balises installées en rive afin de délimiter l'aire d'accueil et préciser l'aire d'accostage, protégeant ainsi les herbiers aquatiques et sa faune entourant l'île.

Pour conclure la mise en valeur du site, certains aménagements devront être réalisés en 2020 :

§ construction d'un escalier encastré dans le talus donnant accès à l'île de façon sécuritaire, tout en protégeant les habitats sensibles;
§ construction de passerelles de bois positionnées au début du sentier et au seuil de la plateforme;

§ ajout de deux bancs : le long du sentier et sur la plateforme;
§ installation d'un panneau identifiant l'île Bonfoin et précisant son accessibilité aux amateurs d'activités nautiques passant à proximité.

De plus, le financement demandé servira à développer une carte interactive et une application permettant de bonifier l'expérience des randonneurs sur l'île, de même qu'à mettre en place une patrouille nautique estivale.

Une autorisation en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* a été reçue du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) pour les travaux en milieux humides.

JUSTIFICATION

La demande de financement auprès de la CMM est une occasion pour CNC d'obtenir du financement pour recouvrir les investissements engagés et finaliser les aménagements. Les aménagements initiés et réalisés par CNC offrent aux citoyens l'accès à un nouvel espace vert et favorisent la découverte du fleuve Saint-Laurent et de ses îles par des activités de plein air, une initiative unique à proximité de Montréal, plus particulièrement pour l'est de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun crédit budgétaire provenant de la Ville de Montréal n'est requis pour ce projet et, par conséquent, en tant que copropriétaire de cette aire protégée, elle bénéficiera également de la subvention qui pourra être accordée à CNC permettant de donner accès à l'île Bonfoin.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à la priorité suivante du Plan Montréal durable 2016-2020 : « Assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé ». Il contribue à l'objectif de « Réduire de 10 % la sédentarité de la population de l'île de Montréal ». Il répond à l'Action 10 « Protéger, restaurer et mettre en valeur le patrimoine montréalais ».
Le projet participe également à l'action « Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts » du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise adopté par le conseil d'agglomération en 2010 (CG10 04 13).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet aura des retombées bénéfiques pour la conservation de cette aire de milieux naturels protégés, tout en la rendant accessible au public.
De plus, le développement du parcours nautique, par l'utilisation d'embarcations non motorisées, donc sans impact environnemental sur le milieu hydrique, répond aux principes directeurs du Plan d'action Montréal physiquement active et contribue ainsi à la qualité de vie des citoyens. Ce projet permettra d'augmenter l'offre nature à Montréal.

De plus, le projet s'arrime aux principaux objectifs que l'on retrouve dans divers plans ou politiques de la Ville de Montréal, tels que le Réseau bleu, la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, le Plan bleu et vert de l'arrondissement de RDP-PAT, la Trame verte et bleue de la CMM découlant du PMAD. Il cadre également avec le Plan stratégique de développement des parcs-nature de la Ville de Montréal qui propose l'intégration de l'ensemble des éléments-nature aux autres composantes des parcs-nature.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Si ce sommaire était reporté en raison de la situation actuelle, la CNC n'aurait plus accès au financement de la CMM. Le chantier n'est pas considéré comme essentiel, il est donc assujetti au restrictions provinciales touchant le milieu de la construction.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Selon les modalités de la demande de subvention qui sera déposée par CNC en tant que projet particulier dans le cadre du « Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue sur le territoire métropolitain », CNC doit s'engager à réaliser des activités de communication. La Ville, en tant que copropriétaire de l'île, sera impliquée au moment opportun et le Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville sera informé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de la signature de la résolution de la Ville, CNC pourra déposer sa demande de financement.
À l'obtention du financement, CNC pourra procéder à l'exécution des travaux d'aménagement et autres réalisations prévues.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle GUILLEMETTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-0825
Télécop. : 514 872-8046

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-26

Steve BILODEAU BALATTI
Chef de division

Tél : 514 872-6472
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics
Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-04-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-04-16


Pont Charles-De Gaulle
Rivière des Prairies
Île Bonfoin
Boul. Gouin Est
Parc-nature de la
Pointe-aux-Prairies
Autoroute 40

Ministère
du Développement durable,
de l'Environnement
et de la Lutte contre les
changements climatiques
Québec

Direction générale de l'analyse et de l'expertise de Montréal,
de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de l'Outaouais

Repentigny, le 17 mai 2018



Monsieur Julien Poisson
Conservation de la Nature Québec
55, avenue du Mont-Royal Ouest, bureau 1000
Montréal (Québec) H2T 2S6

N/Réf. : 7410-14-01-11907-11
N/Doc. : 401664511

Objet : Travaux en rive et en plaines inondables de grand courant

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint l'autorisation signée par M. Alain Latreille, coordonnateur pour M^me^ Marie-Josée Gauthier, directrice régionale, le 17 mai 2018 concernant le sujet mentionné en objet.

À la suite de l'entrée en vigueur, le 23 mars 2018, de la nouvelle *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) et du nouveau régime d'autorisation, nous vous informons que votre autorisation a été délivrée en vertu du second alinéa du nouvel article 22 de la LQE au lieu du 1^er^ alinéa de l'article 22 de la LQE telle qu'elle se lisait avant cette date.

Veuillez accepter, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Amélie Gagnon, analyste
Service de l'analyse et de l'expertise
de Lanaudière et des Laurentides

p. j. Autorisation

Bureau régional de Lanaudière
100, boulevard Industriel
Repentigny (Québec) J6A 4X6
Téléphone : 450 654-4355 poste 235
Télécopieur : 450 654-6131
Courriel : amelie.gagnon@mddelcc.gouv.qc.ca
Internet : www.mddelcc.gouv.qc.ca

Bureau régional des Laurentides
300, rue Sicard, bureau 80
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5
Téléphone : 450 433-2220, poste
Télécopieur : 450 433-1315

Ce papier contient 100 % de fibres recyclées après consommation.

Ministère
du Développement durable,
de l'Environnement
et de la Lutte contre les
changements climatiques
Québec

Repentigny, le 17 mai 2018

AUTORISATION
Loi sur la qualité de l'environnement
(RLRQ, chapitre Q-2, article 22)

Conservation de la nature Québec
55, avenue du Mont-Royal Ouest, bureau 1000
Montréal (Québec) H2T 2S6

N/Réf. : 7430-14-01-11907-11
401664511

Objet : Travaux en rive et en plaines inondables de grand courant

Mesdames,
Messieurs,

À la suite de la demande de certificat d'autorisation du 15 février 2018, reçue complète le 16 février 2018, en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2), telle qu'elle se lisait à la date de réception, j'autorise, conformément à l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2), le titulaire mentionné ci-dessus à réaliser le projet comportant l'activité décrite ci-dessous :

> Procéder à l'aménagement d'un escalier dans la rive de l'île Bonfoin et de passerelles sur pilotis dans les plaines inondables de grand courant des îles aux Cerfeuils, de L'Aigle et Beauregard situées dans le fleuve Saint-Laurent.

L'activité doit débuter dans le délai prévu à l'autorisation ou, à défaut, dans les deux ans, sinon la ministre pourra la modifier, la suspendre ou la révoquer, conformément au troisième paragraphe de l'article 115.10 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2).

Le document suivant fait partie intégrante de la présente autorisation:

- Demande d'autorisation : document signé par Pierre-Olivier Côté, de la firme BC2 mandatée par Conservation de la Nature – Québec, daté du 15 février 2018 et reçu le 16 février 2018, 15 pages et 15 annexes.

Le projet devra être réalisé et exploité conformément à ce document.

En outre, cette autorisation ne dispense pas le titulaire d'obtenir toute autre autorisation requise par toute loi ou tout règlement, le cas échéant.

Pour la ministre,

AL/AG

Par : Alain Latreille
Coordonnateur de l'analyse
et de l'expertise de Lanaudière
et des Laurentides

Pour : Marie-Josée Gauthier
Directrice régionale de l'analyse
et de l'expertise de Lanaudière
et des Laurentides

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1203438006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $, afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG 15-057) de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 $ pour un total de 29 300 000 $.

Il est recommandé:
d'adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG 15-057) de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 $ pour un total de 29 300 000 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 21:14

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438006**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $, afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG 15-057) de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 $ pour un total de 29 300 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.Marcotte (Station) intercepte et traite près de 99,6 % des eaux usées produites sur le territoire de l'île de Montréal. Cependant, lors d'épisodes de très fortes précipitations et afin de soulager le réseau des intercepteurs, la Ville se voit dans l'obligation de déverser des eaux usées vers les milieux récepteurs.
En 2001, le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) a mis en place un programme de «Suivi des débordements». Ce programme définit et encadre les exigences et objectifs de rejet et oblige la Ville de Montréal à mettre en place des mesures correctives visant l'atteinte de ces exigences.

En 2011, la ville de Montréal et le ministère des Affaires municipales ont signé un protocole d'entente relatif à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantier Canada-Québec visant le contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie. Le protocole d'entente vise la construction de quatre ouvrages de rétention d'envergure : les bassins de rétention Lavigne, Rockfield, William et Leduc. Au total, c'est une capacité de rétention de plus de 145 000 m³ qui sera ajoutée au réseau des collecteurs de la Ville.

Un ouvrage de rétention est une structure souterraine. Elle permet d'emmagasiner temporairement les eaux usées lors de très fortes précipitations, afin d'éviter leur déversement dans le milieu récepteur. Lorsque la pluie est terminée et que le réseau n'est plus engorgé, les eaux sont par la suite acheminées vers la Station pour y être traitées.

La première phase du projet William qui comprend la construction du bassin de rétention, de la conduite d'amenée et des structures de dérivation se terminera en avril 2020. Le deuxième phase qui inclut la construction du bâtiment de service pour le branchement des équipements mécaniques et électriques devrait débuter en septembre 2020 et se terminer en décembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0556 – 13 décembre 2019 – Adoption du programme triennal d'immobilisation 2020-2022 du conseil d'agglomération - 1193843017

CG15 0322 - 30 avril 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs.

CG14 0486 - 14 novembre 2014 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (volet agglomération) - 1143843014

CG11 0149 – Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relatif à l'octroi d'une aide financière de 98,6 M$ dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada-Québec pour la construction de quatre bassins de rétention sur le territoire de la Ville de Montréal - 1103334056

DESCRIPTION

Le projet consiste en la construction d'un bassin de rétention d'eaux usées d'un volume approximatif de 12 000 m³ dans le quadrilatère formé des rues Ottawa, Ann, William et Dalhousie dans le secteur Griffintown de l'arrondissement du Sud-Ouest.
Il est à noter que le site retenu pour l'implantation du bassin de rétention permet un contrôle des débordements optimal et assure une meilleure protection hydraulique aux résidents du secteur.

Actuellement, le secteur Griffintown, situé à l'intérieur du bassin de drainage Saint-Jacques d'Youville est desservi par les collecteurs William (1800 mm x 1200mm) et Saint-Jacques d'Youville de 3200 mm de diamètre. La construction du bassin de rétention William permet de diminuer le volume ainsi que la fréquence de débordement à partir de la structure de régulation McGill vers le fleuve en temps de pluie. Il vise également l'amélioration de la performance du réseau de collecte en limitant la mise en charge et le refoulement du collecteur William pour une période de récurrence de dix ans.

La construction du bassin permettra de dériver les eaux drainées, lors des épisodes de forte pluie, par les collecteurs William et Saint-Jacques d'Youville et de les emmagasiner temporairement dans le bassin de rétention pour ensuite les acheminer vers l'intercepteur sud par la chute à neige Wellington au moment jugé opportun.

Les travaux de construction du bassin de rétention William comprennent, sans s'y limiter :

• l'excavation et la gestion des matériaux contaminés sur le site;

• le contrôle des eaux contaminées;

• les travaux d'archéologie;

• la construction du bassin de rétention avec 1400 mètres linéaires de conduites dont les diamètres varient entre 3000 et 3300 mm;

• la construction de chambres et structures auxiliaires au bassin;

• l'installation de conduites variant entre 1 500 mm et 3 300 mm de diamètre.

Le montant supplémentaire de cinq millions sera entièrement consacré à la construction du bâtiment technique prévu dans la dernière phase du projet. Ce dernier est en cours de conception et le lancement de l'appel d'offres est prévu en juin 2020.

JUSTIFICATION

Lors de l'élaboration des budgets nécessaires à la réalisation des projets, l'emplacement exact des ouvrages, les conditions géotechniques et le niveau de contamination des sols, les profondeurs d'excavation, la disponibilité des équipements, les matériaux utilisés ainsi que les modes de fonctionnement étaient inconnus ou très peu élaborés. Les coûts, comprenant un haut niveau d'incertitude, ont donc été établis en fonction des volumes de rétention.

Le site finalement choisi pour la construction du bassin William présentait un niveau élevé de contamination. Les coûts associés à la décontamination d'un site de cette nature n'ont pas été considérés lors de l'élaboration des budgets. De plus, de nombreuses restrictions d'utilisation du site ont été imposées en raison de la présence des travaux du REM à proximité. Ces restrictions ont causé des difficultés au niveau de l'aménagement du site, de l'espace disponible pour le stockage de matériaux et des accès au chantier. Ces conditions n'étaient pas connues lors l'élaboration des budgets.

En plus de ne pas tenir compte des éléments mentionnés précédemment, les hypothèses budgétaires retenues en 2011 ne comprenaient pas de réserve pour l'inflation et les incidences. Il est également important de noter que les conditions générales du marché en 2020 sont différentes de celles de 2011 et que peu d'adjudicataires possèdent l'expertise ainsi que la capacité de réaliser ce type d'ouvrage. L'ensemble de ces facteurs impose une pression à la hausse sur les coûts de construction.

La DEEU se voit donc dans l'obligation de rehausser son estimation pour la dernière phase du projet. La majoration du règlement d'emprunt permettra de finaliser les travaux de construction requis pour compléter l'ouvrage par la construction d'un bâtiment technique au poste de pompage. Cette majoration permettra également à la DEEU d'acquérir les services professionnels requis pour la conception architecturale du bâtiment, la surveillance et le contrôle de la qualité des travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la ville de Montréal – volet agglomération. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le Ministre des affaires municipales et de l'habitation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où cette modification au règlement d'emprunt ne serait pas approuvée, il serait impossible de terminer le projet du bassin William dans les conditions actuelles du marché. En conséquence, nous ne serions pas en mesure de respecter les objectifs environnementaux de rejet (OER) formulés par le Ministère de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1) Avis de motion : 23 avril 2020;
2) Adoption : 28 mai 2020;
3) Approbation du règlement d'emprunt par le Ministère des Affaires municipales et de l'habitation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Renaud GOSSELIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-28

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-03-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1203438006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $, afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG 15-057) de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 $ pour un total de 29 300 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le projet de règlement ci-joint.

FICHIERS JOINTS

RG - 1203438006 - Règl modif Règl RCG 15-057.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renaud GOSSELIN
Avocat
Tél : 514-872-0185

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Renaud GOSSELIN
Avocat
Tél : 514-872-0185
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE « RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 24 300 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION WILLIAM SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS » (RCG 15-057)

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-057) est modifié par le remplacement de « 24 300 000 $ » par « 29 300 000 $ ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 24 300 000 $ » par « 29 300 000 $ ».

_____

GDD 1203438006

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $, afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG 15-057) de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 $ pour un total de 29 300 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement d'emprunt 1203438006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget

Tél : 514 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-10

Louise B LAMARCHE
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe
Tél : (514) 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1203438005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RGC15-058), de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 $ pour un total de 68 000 000 $.

Il est recommandé:
- d'adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RGC15-058), de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 $ pour un total de 68 000 000 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 21:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438005**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RGC15-058), de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 $ pour un total de 68 000 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) intercepte et traite près de 99,6 % des eaux usées produites sur le territoire de l'île de Montréal. Cependant, lors d'épisodes de très fortes précipitations et afin de soulager le réseau des intercepteurs, la ville de Montréal (Ville) se voit dans l'obligation de déverser des eaux usées vers les milieux récepteurs.
En 2001, le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) a mis en place un programme de « Suivi des débordements ». Ce programme définit et encadre les exigences et objectifs de rejet et oblige la Ville à mettre en place des mesures correctives visant l'atteinte de ces exigences.

En 2011, la ville de Montréal et le MAMH ont signé un protocole d'entente relatif à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantier Canada-Québec visant le contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie. Le protocole d'entente vise la construction de quatre ouvrages de rétention d'envergure : les bassins de rétention Lavigne, Rockfield, William et Leduc. Au total, c'est une capacité de rétention de plus de 145 000 m³ qui sera ajoutée au réseau des collecteurs de la Ville.

La phase 1 de la construction du bassin Lavigne qui consistait à l'excavation des tunnels et du bassin de rétention, l'installation des conduites en tunnel et la construction des structures d'accès s'est terminée en septembre 2019. La phase 2, qui doit débuter à l'été 2020 consiste à la construction des ouvrages situés dans le parc Lefebvre, soit: la structure

du bassin de rétention, la chambre de régulation et l'édicule de service. Cette dernière phase du projet de construction du bassin Lavigne va permettre de raccorder le bassin au réseau existant sur le boulevard Gouin.

Une première autorisation a été obtenue en mai 2017 pour rehausser le règlement d'emprunt original du bassin Lavigne de 35 M$ à 51 M$ (CG17 0119). Cette augmentation était en contrepartie d'une diminution équivalente de 16 M$ du règlement d'emprunt pour le bassin Rockfield. Compte tenu de la complexité de l'ouvrage, des imprévus et des conditions actuelles du marché, il est requis de rehausser pour une dernière fois le règlement d'emprunt de 51 M$ à 68 M$ pour compléter la phase finale du bassin Lavigne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0556 – 13 décembre 2019 – Adoption du programme triennal d'immobilisation 2020-2022 du conseil d'agglomération - 1193843017

CG17-0119 - 30 mars 2017 - Adoption - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

CG16 0652 – 2 novembre 2016 – Adoption du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la ville de Montréal (volet agglomération) – 1163843006

CG15 0360 – 30 juillet 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs – 1152839002

CG15 0323 – 22 mai 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs - 1152839005

DESCRIPTION

Le projet du bassin Lavigne consiste à construire un ouvrage de rétention d'un volume d'environ 23 000 m³ dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Le concept retenu pour le projet consiste à construire un bassin de rétention souterrain relié à l'intercepteur nord et au collecteur Gouin, en amont de la station de pompage Lavigne, par des conduites en tunnel. Cet ouvrage sera raccordé au système de contrôle intégré en temps réel des intercepteurs (CIDI) de la Station. Le système CIDI permet de contrôler les intercepteurs avec l'objectif de minimiser la fréquence et le nombre de surverses effectuées en temps de pluie à la rivière des Prairies et au fleuve Saint-Laurent.
La construction de l'ouvrage de rétention Lavigne permettra de réduire le volume d'eaux usées déversé dans la rivière des Prairies et, par conséquent, la quantité de polluants rejetée lors des épisodes de surverses. L'ouvrage permettra également d'améliorer le niveau de service du collecteur Gouin en ce qui concerne les refoulements d'égout, et ceci pour des pluies jusqu'à récurrence de 10 ans.

JUSTIFICATION

Lors de l'élaboration des budgets nécessaires à la réalisation des projets, l'emplacement exact des ouvrages, les conditions géotechniques et le niveau de contamination des sols, les profondeurs d'excavation, la disponibilité des équipements, les matériaux utilisés ainsi que les modes de fonctionnement étaient inconnus ou très peu élaborés. Les coûts, comprenant un haut niveau d'incertitude, ont donc été établis en fonction des volumes de rétention.

Le mode de fonctionnement retenu qui permet à la fois de limiter les déversements vers le milieu naturel ainsi que les refoulements d'égouts et en considérant que les études de sol étaient inconnues, en plus de l'emplacement de l'ouvrage situé dans un parc, tous ces facteurs ont contraint les concepteurs à retenir une solution nécessitant un niveau élevé de complexité. Cette solution inclut une excavation à ciel ouvert de quarante mètres de diamètre à plus de 15 m de profondeur dans le roc, la construction en tunnel d'environ 1.8 km de conduites, la construction de structures de chutes ainsi que la construction de nouveaux collecteurs dans le boulevard Gouin.

En plus de ne pas tenir compte du niveau de complexité de l'ouvrage, les hypothèses budgétaires retenues de 2011 et 2017 ne comprenaient pas de réserves pour l'inflation et les incidences. De plus, l'information disponible lors de la modification du règlement d'emprunt en 2017 était incomplète, puisque les plans et devis n'étaient pas encore terminés. Il est également important de noter que les conditions générales du marché en 2020 sont différentes de celles de 2017 et que peu d'adjudicataires possèdent l'expertise ainsi que la capacité de réaliser ce type d'ouvrage. L'ensemble de ces facteurs impose une pression à la hausse sur les coûts de construction.

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) se voit donc dans l'obligation de rehausser son estimation pour la dernière phase du projet. La majoration du règlement d'emprunt permettra de finaliser les travaux de construction requis pour compléter l'ouvrage : coffrage/bétonnage du bassin de rétention, réalisation des deux structures d'interception sur le boulevard Gouin, installation de vannes murales et installation d'un toit préfabriqué en usine. Cette majoration permettra également à la DEEU d'acquérir les services professionnels requis pour la surveillance et le contrôle de la qualité des ouvrages.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux ne sont pas prévus au programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la ville de Montréal – volet agglomération. Ils seront priorisés dans le PTI 2021-2023. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales et de l'habitation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où cette modification au règlement d'emprunt n'était pas approuvée, il serait impossible de finaliser le projet du bassin de rétention Lavigne. En conséquence, nous ne

serions pas en mesure de respecter les objectifs environnementaux de rejet (OER) formulés par le Ministère de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1) Avis de motion : 23 avril 2020;
2) Adoption : 28 mai 2020;
3) Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Renaud GOSSELIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-28
Michel SHOONER Conseiller analyse et contrôle de gestion	Michel VERREAULT Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-03-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1203438005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RGC15-058), de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 $ pour un total de 68 000 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le projet de règlement ci-joint.

FICHIERS JOINTS

RG - 1203438005 - Règl modif Règl RCG 15-058.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renaud GOSSELIN
Avocat
Tél : 514-872-0185

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Renaud GOSSELIN
Avocat
Tél : 514-872-0185
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE « RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 51 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION LAVIGNE SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS » (RCG 15-058)

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) est modifié par le remplacement de « 51 000 000 $ » par « 68 000 000 $ ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 51 000 000 $ » par « 68 000 000 $ ».

_____

GDD 1203438005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RGC15-058), de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 $ pour un total de 68 000 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement d'emprunt GDD 1203438005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget

Tél : 514 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-13

Louise B LAMARCHE
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe
Tél : (514) 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1203843003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2020)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2020).

- de prendre acte que le report de la seconde date d'échéance des taxes foncières au 2 juillet 2020 prévue par le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier 2020), aura également pour effet de reporter au 2 juillet 2020 la date d'échéance de la contribution des municipalités reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier de 2020) prévue par la Résolution CM19 1378.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-01 16:16

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203843003**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2020)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. À chaque exercice financier, en vertu de l'article 118.81 de cette loi, le conseil d'agglomération prévoit, par règlement assujetti au droit d'opposition, les modalités de l'établissement et du paiement des quotes-parts. Ce processus annuel a été complété pour l'année 2020. Par contre, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, les municipalités liées ont demandé de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées de celles-ci, au jeudi 2 juillet 2020. Dans ce contexte, un amendement au Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020), RCG 19-030, est donc nécessaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0627 - 19 décembre 2019 - Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020), RCG 19-030

DESCRIPTION

Dans le cadre de la COVID-19, le présent sommaire vise à adopter un règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts basées sur le potentiel fiscal de 2020, afin de reporter la seconde échéance des comptes des quotes-parts exigées des municipalités liées, du lundi 1er juin au jeudi 2 juillet 2020.
Les quotes-parts basées sur le potentiel fiscal sont les suivantes :

1. La quote-part générale;
2. La quote-part pour le service de l'eau;
3. La quote-part pour le service des premiers répondants;
4. La quote-part pour le financement du déficit d'un exercice financier antérieur.

Par ailleurs, plusieurs règlements adoptés par le conseil d'agglomération font référence aux dispositions relatives aux dates d'échéances du règlement annuel établissant les modalités de paiement de la quote-part générale afin de fixer les dates d'échéances d'autres quotes-

parts, notamment le Règlement établissant la quote-part pour financer la dette relative aux travaux effectués sur le réseau artériel de l'agglomération entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2008 (RCG 09-027) ainsi que les règlements d'emprunt prévoyant des quotes-parts spécifiques visant des travaux relatifs à l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux au moyen des conduites principales admissibles à la TECQ et FCCQ

Il est également important de souligner que le report de la seconde date d'échéance des taxes foncières au 2 juillet 2020, prévu par le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier 2020) (Voir dossier décisionnel 1203843002) dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, aura pour effet de reporter la date d'échéance de la contribution pour le financement des dépenses engagées pour le centre-ville, pour l'exercice financier 2020 prévue par la Résolution CM19 1378 puisque celle-ci fait référence au règlement sur les taxes aux fins d'en fixer les dates échéances.

JUSTIFICATION

Pour alléger le fardeau fiscal des citoyens dans le cadre dans la pandémie de la Covid-19, les municipalités liées ont demandé de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées de celles-ci, car elles-mêmes envisagent de reporter l'échéance du deuxième paiement des taxes foncières exigées de leurs citoyens.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les recettes budgétaires des quotes-parts reportées par l'adoption de ce règlement totalisent approximativement 205 M$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Avril 2020
Conseil d'agglomération : Avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eleni KOUROS
Conseillère recettes fiscales

Tél : 514-868-4438
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Isabelle HÉBERT
Directrice - Revenus

Tél : 514 872-2455
Télécop. : 514 872-2247

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle HÉBERT
Directrice - Revenus

Tél : 514 872-2455
Approuvé le : 2020-03-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
TRÉSORIER ET DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-03-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1203843003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2020)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1203843003 - Regl modif règl modalités quotes-parts 2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-29

Véronique BELPAIRE
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514-872-7017
Division : Service des affaires juridiques

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LES MODALITÉS DE PAIEMENT DES QUOTES-PARTS PAR LES MUNICIPALITÉS LIÉES (EXERCICE FINANCIER 2020) (RCG 19-030)

Vu l'article 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 3 du Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030) est modifié par le remplacement de «1er juin » par « 2 juillet ».

_____

GDD 1203843003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1204309001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020).

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-01 16:18

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204309001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ c. E-20.001). À chaque exercice financier, en vertu de l'article 118.81 de cette loi, le conseil d'agglomération prévoit, par règlement assujetti au droit d'opposition, les modalités de l'établissement et du paiement d'une quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable. Cette quote-part vise à financer les coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées. Ce processus annuel a été complété pour l'année 2020.
Par contre, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les municipalités liées ont demandé de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées de celles-ci, au jeudi 2 juillet 2020. Dans ce contexte, un amendement au Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020), RCG 19-031, est donc nécessaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0628 - 20 décembre 2019 - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020), RCG 19-031

DESCRIPTION

Dans le cadre du COVID-19, le présent sommaire vise à adopter un règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable de 2020, afin de reporter la seconde échéance des comptes des quotes-parts établies sur la base du taux provisoire exigées des municipalités liées, du lundi 1er juin au jeudi 2 juillet 2020. Ces quotes-parts servent à financer les coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées.

JUSTIFICATION

Pour alléger le fardeau fiscal des citoyens dans le cadre dans la pandémie de la Covid-19, les municipalités liées ont demandé de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées de celles-ci, car elles-mêmes envisagent de reporter l'échéance du deuxième paiement des taxes foncières exigées de leurs citoyens.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les recettes budgétaires de la quote-part reportée par l'adoption de ce règlement totalisent approximativement 12 M$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Avril 2020
Conseil d'agglomération : Avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eleni KOUROS
Conseillère recettes fiscales

Tél : 514-868-4438
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Isabelle HÉBERT
Directrice

Tél : 514 872-2455
Télécop. : 514 872-2247

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle HÉBERT
Directrice
Tél : 514 872-2455
Approuvé le : 2020-03-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-03-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204309001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1204309001 - Regl modif règl quote-part eau potable 2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-29

Véronique BELPAIRE
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514-872-7017
Division : Service des affaires juridiques

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (EXERCICE FINANCIER 2020) RCG 19-031

Vu l'article 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le deuxième alinéa de l'article 7 du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031) est modifié par le remplacement de «1er juin » par « 2 juillet ».

_____

GDD 1204309001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1201179004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal – Commerce) (RCG 15-082)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal – Commerce) (RCG 15-082).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-08 16:33

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201179004**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal – Commerce) (RCG 15-082)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal - Commerce) et abrogeant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux (Programme Réussir@Montréal - Commerce) (RCG 07-028) (RCG 15-082) a été adopté le 26 novembre 2015 par le conseil d'agglomération. Il consiste à aider les commerçants et propriétaires immobiliers situés dans les secteurs désignés aux fins du programme à réaliser des projets de rénovation en vue de mettre en valeur le parc immobilier commercial. Le soutien financier s'articule autour de deux volets :
1. La rénovation
Dans ce volet, le soutien financier couvre le tiers du coût des travaux admissibles jusqu'à un maximum de :

- 50 000 $ pour un bâtiment comportant jusqu'à 10 mètres de façade principale;
- 125 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 10 mètres et jusqu'à 20 mètres de façade principale;
- 250 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 20 mètres de façade principale.

2. Le design
Dans ce volet, le soutien financier couvre 50 % du coût des honoraires professionnels en design d'aménagement jusqu'à un maximum de :

- 4 000 $ pour un bâtiment comportant jusqu'à 10 mètres de façade principale;
- 10 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 10 mètres et jusqu'à 20 mètres de façade principale;
- 20 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 20 mètres de façade principale.

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent l'ensemble de l'écosystème commercial dans une situation telle que des demandeurs potentiels ou des requérants se retrouvent dans un ou plusieurs des cas suivants :

- il est impossible de déposer une demande d'admissibilité dans le cadre de ce programme;
- la grande incertitude économique annihile tout intérêt à déposer une demande d'admissibilité dans le cadre de ce programme;
- il est actuellement ou il sera impossible de réaliser les travaux admissibles à l'intérieur du délai fixé par le règlement;
- de graves problèmes de liquidité sont provoqués par la fermeture actuelle des commerces non essentiels.

Dans ce contexte, un projet d'ordonnance modifiant les ordonnances numéros 7,8,9,10,11 et 12 édictées en vertu de l'article 4 du Règlement a été soumis au Comité exécutif afin de suspendre son application dans les six secteurs désignés (dossier décisionnel numéro 1201179003).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 XXXX (15 avril 2020) : Édicter l'ordonnance modifiant les ordonnances numéros 7,8,9,10,11 et 12 édictées en vertu de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal – Commerce) (RCG 15-082) - Dossier décisionnel numéro 1201179003
CG16 0756 (22 décembre 2016) : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal - Commerce) et abrogeant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux (Programme Réussir@Montréal - Commerce) (RCG 07-028) (RCG 15-082) »

CG15 0719 (26 novembre 2015) : Adopter le règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal - Commerce) et abrogeant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux (Programme Réussir@Montréal - Commerce) (RCG 07-028) (RCG 15-082)

DESCRIPTION

Le Service du développement économique recommande de modifier le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal – Commerce) (RCG 15-082) de façon à y apporter les modifications suivantes :

1. modification des articles 4 et 7 afin de permettre plus d'une période d'application du règlement dans les différents secteurs désignés ainsi qu'une plus grande période maximale durant laquelle il s'y applique;
2. modification des articles 8 et 15 afin de permettre un délai de réalisation des travaux admissibles plus long pour tous les requérants dont la demande aura été déclarée admissible entre le 13 mars 2018 et le 22 juin 2020 ainsi que pour ajuster le délai dont ils disposent pour fournir tous les documents requis en vue du versement de la subvention en conséquence;
3. abrogation de l'article 16 afin d'accélérer le versement des subventions.

JUSTIFICATION

La modification des articles 4 et 7 permettra de reprendre plus tard les périodes d'application respectives du règlement suspendues par l'ordonnance du Comité exécutif (dossier décisionnel numéro 1201179003) dans les secteurs désignés par des projets d'ordonnances qui seront éventuellement soumis au comité exécutif suite à une pause

nécessaire en raison de la crise actuelle. Étant donné qu'à l'heure actuelle, nous n'avons aucune indication quant à une date de sortie de crise et de reprise économique suffisamment soutenue pour permettre aux entreprises de disposer des liquidités nécessaires à des investissements, nous nous assurerons que les requérants potentiels auront disposé à terme de périodes d'application équitables du règlement dans les secteurs désignés.
La modification des articles 8 et 15 permettra d'accorder un délai de 36 mois, plutôt que 24, pour la réalisation des travaux par tous les requérants affectés par la crise, soit parce que les activités de leur chantier ont dû cessé quelque temps avant la fin du délai dont ils disposaient, soit parce qu'il pourrait possiblement être assez difficile de reporter la réalisation d'un chantier prévu dans un délai assez court compte tenu des retards qu'auront accumulés les entrepreneurs en construction suite à la sortie de la crise.

Enfin, l'abrogation de l'article 16 permettra d'accélérer de plusieurs semaines les versements des subventions à chacun des requérants et permettra ainsi de soulager en partie les graves problèmes de liquidité qui sont provoqués par la fermeture actuelle des commerces non essentiels. Des délais importants de plusieurs semaines sont actuellement engendrés par la crise sanitaire liée à la COVID-19 parce que les arrondissements sont incapables de procéder aux inspections requises.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recommandation du Service du développement économique n'a aucun impact sur le cadre financier du programme.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Comme une seule période d'application du programme limitée à 24 mois est actuellement prévue au règlement, le fait de ne pas modifier les articles 4 et 7 aurait pour effet que les requérants potentiels ne pourront pas disposer à terme de périodes d'application équitables du règlement dans les différents secteurs désignés suite à la suspension de l'application du règlement par l'ordonnance du Comité exécutif (dossier décisionnel numéro 1201179003). Ceci ferait en sorte que plusieurs requérants potentiels qui auraient normalement été en mesure de déposer une demande de subvention dans des conditions que nous connaissions avant la COVID-19 ne pourraient pas le faire lors de la sortie de la crise.
Également, puisqu'un délai de réalisation des travaux limité à 24 mois suite à la déclaration d'admissibilité de la demande est actuellement prévu au règlement, le fait de ne pas modifier les articles 8 et 15 aurait pour effet de tronquer de façon importante les délais dont disposent plusieurs dizaines de requérants pour effectuer leurs travaux. On pense particulièrement à ceux qui ont été déclarés admissibles au cours des 24 derniers mois ou qui le seront prochainement pour les dernières demandes qui ont été déposées.

Enfin, le fait de ne pas abroger l'article 16 aurait pour effet d'augmenter de façon importante les délais de versements des subventions aux requérants, provoquant une grande insatisfaction en termes d'expérience client et ayant également pour effet d'accroître de façon significative leurs problèmes de liquidité dans la situation que nous connaissons actuellement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue.
Le Service du développement économique communiquera toutefois avec les sociétés de développement commercial et association de commerçants visées afin de leur faire part des modifications. Ces dernières pourront communiquer avec leurs membres et les investisseurs potentiels pour les informer et leur indiquer que l'application de ce programme pourra reprendre avec une période de temps suffisamment longue lorsque la situation se sera normalisée.

Le Service du développement économique communiquera également avec tous les requérants admissibles au délai supplémentaire pour la réalisation de leurs travaux pour les informer.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À une date à déterminer, adoption d'ordonnances rendant applicable le règlement aux secteurs visés pour une période de temps correspondant au temps qui restait à la période d'application avant la modification des ordonnances.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Genevieve LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-06

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201179004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal – Commerce) (RCG 15-082)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1201179004 Règlement mod. RCG 15-082.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-08

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À LA REVITALISATION DES RUES COMMERÇANTES (PROGRAMME RÉUSSIR@MONTRÉAL – COMMERCE) (RCG 15-082)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal – Commerce) (RCG 15-082) est modifié par l'insertion, suite au mot « appliquer », des mots « ainsi que toute période, qui ne peut excéder 36 mois, durant laquelle il s'y applique ».

2. Le premier alinéa de l'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « dans les 24 mois de l'application du présent règlement » par les mots « durant une période d'application du présent règlement, fixée en vertu de l'article 4, ».

3. L'article 8 de ce règlement est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, le propriétaire ou le locataire dont la demande a été déclarée admissible en vertu du présent article pour la période du 13 mars 2018 au 15 juin 2020 dispose de 36 mois pour effectuer les travaux admissibles à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande. ».

4. L'article 15 de ce règlement est modifié par le suivant :

« Si, au plus tard deux ans et six mois après la date de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 8 ou trois ans et six mois après la date de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 8, le bénéficiaire n'a pas fourni tous les documents requis en vertu de l'article 9, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement. ».

5. L’article 16 de ce règlement est abrogé.

GDD: 1201179004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 42.06

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1201179005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083) avec changement.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-04 11:41

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 23 avril 2020 Séance tenue le 23 avril 2020	Avis de motion: CG20 0225

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.06 1201179005
/pl

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 24 avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1201179005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083)

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083) doit être modifié afin d'y ajouter une modification requise à l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

514 872-8508
Tél :
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201179005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1201179005 Règlement mod. RCG 15-083.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat

Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-30

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À LA REVITALISATION DES SECTEURS COMMERCIAUX FAISANT L'OBJET DE TRAVAUX MAJEURS D'INFRASTRUCTURE (PROGRAMME RÉUSSIR@MONTRÉAL – ARTÈRE EN CHANTIER) (RCG 15-083)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083) est modifié par le remplacement de « 24 mois » par « 36 mois ».

2. L'article 8 de ce règlement est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, le propriétaire ou le locataire dont la demande a été déclarée admissible en vertu du présent article pour la période du 13 mars 2018 au 15 juin 2020 dispose de 36 mois pour effectuer les travaux admissibles à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande. ».

3. L'article 15 de ce règlement est modifié par le suivant :

« Si, au plus tard deux ans et six mois après la date de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 8 ou trois ans et six mois après la date de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 8, le bénéficiaire n'a pas fourni tous les documents requis en vertu de l'article 9, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement. ».

4. L'article 16 de ce règlement est abrogé.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.06

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1201179005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083)

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-09 10:10

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201179005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083) a été adopté le 26 novembre 2015 par le conseil d'agglomération. Il consiste à aider les commerçants et propriétaires immobiliers situés dans les secteurs désignés aux fins du programme à réaliser des projets de rénovation en vue de mettre en valeur le parc immobilier commercial. Le soutien financier s'articule autour de deux volets :
1. La rénovation
Dans ce volet, le soutien financier couvre 40 % du coût des travaux admissibles jusqu'à un maximum de :

- 50 000 $ pour un bâtiment comportant jusqu'à 10 mètres de façade principale;
- 150 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 10 mètres et jusqu'à 20 mètres de façade principale;
- 300 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 20 mètres de façade principale.

2. Le design
Dans ce volet, le soutien financier couvre 50 % du coût des honoraires professionnels en design d'aménagement jusqu'à un maximum de :

- 4 000 $ pour un bâtiment comportant jusqu'à 10 mètres de façade principale;
- 10 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 10 mètres et jusqu'à 20 mètres de façade principale;
- 20 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 20 mètres de façade principale.

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent

l'ensemble de l'écosystème commercial dans une situation telle que des demandeurs potentiels ou des requérants se retrouvent dans un ou plusieurs des cas suivants :

- il est impossible de déposer une demande d'admissibilité dans le cadre de ce programme;
- la grande incertitude économique annihile tout intérêt à déposer une demande d'admissibilité dans le cadre de ce programme;
- il est actuellement ou il sera impossible de réaliser les travaux admissibles à l'intérieur du délai fixé par le règlement;
- de graves problèmes de liquidité sont provoqués par la fermeture actuelle des commerces non essentiels.

Dans ce contexte, un projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance numéro 7 édictée en vertu de l'article 4 du Règlement a été soumis au Comité exécutif afin de suspendre son application dans le seul secteur désigné où son application prendra fin après le 15 avril 2020 (dossier décisionnel numéro 1201179003).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 XXXX (15 avril 2020) : Édicter l'ordonnance modifiant l'ordonnance numéro 7 édictée en vertu de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083) - Dossier décisionnel numéro 1201179003.
CG17 0571 (14 décembre 2017) : Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083).

CG17 0519 (28 septembre 2017) : Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083).

CG16 0756 (22 décembre 2016) : Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083).

CG15 0720 (26 novembre 2015) : Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal-Artère en chantier) ».

DESCRIPTION

Le Service du développement économique recommande de modifier le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083) de façon à y apporter les modifications suivantes :

1. modification de l'article 4 afin de permettre une plus grande période maximale durant laquelle il s'y applique;
2. modification des articles 8 et 15 afin de permettre un délai de réalisation des travaux admissibles plus long pour tous les requérants dont la demande aura été déclarée admissible entre le 13 mars 2018 et le 22 juin 2020 ainsi que pour ajuster le délai dont ils disposent pour fournir tous les documents requis en vue du versement de la subvention en conséquence;
3. abrogation de l'article 16 afin d'accélérer le versement des subventions.

JUSTIFICATION

La modification de l'article 4 permettra de reprendre plus tard les périodes d'application respectives du règlement suspendues par l'ordonnance du Comité exécutif (dossier décisionnel numéro 1201179003) dans les secteurs désignés par des projets d'ordonnances qui seront éventuellement soumis au comité exécutif suite à une pause nécessaire en raison de la crise actuelle. Étant donné qu'à l'heure actuelle, nous n'avons aucune indication quant à une date de sortie de crise et de reprise économique suffisamment soutenue pour permettre aux entreprises de disposer des liquidités nécessaires à des investissements, nous nous assurerons que les requérants potentiels auront disposé à terme de périodes d'application équitables du règlement dans les secteurs désignés.
La modification des articles 8 et 15 permettra d'accorder un délai de 36 mois, plutôt que 24, pour la réalisation des travaux par tous les requérants affectés par la crise, soit parce que les activités de leur chantier ont dû cessé quelque temps avant la fin du délai dont ils disposaient, soit parce qu'il pourrait possiblement être assez difficile de reporter la réalisation d'un chantier prévu dans un délai assez court compte tenu des retards qu'auront accumulés les entrepreneurs en construction suite à la sortie de la crise.

Enfin, l'abrogation de l'article 16 permettra d'accélérer de plusieurs semaines les versements des subventions à chacun des requérants et permettra ainsi de soulager en partie les graves problèmes de liquidité qui sont provoqués par la fermeture actuelle des commerces non essentiels. Des délais importants de plusieurs semaines sont actuellement engendrés par la crise sanitaire liée à la COVID-19 parce que les arrondissements sont incapables de procéder aux inspections requises.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recommandation du Service du développement économique n'a aucun impact sur le cadre financier du programme.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Comme des périodes d'application du programme limitées à 24 mois sont actuellement prévues au règlement, le fait de ne pas modifier l'article 4 aurait pour effet que les requérants potentiels ne pourront pas disposer à terme d'une période d'application équitable du règlement dans les secteurs désignés suite à la suspension de l'application du règlement par l'ordonnance du Comité exécutif (dossier décisionnel numéro 1201179003). Ceci ferait en sorte que plusieurs requérants potentiels, qui auraient normalement été en mesure de déposer une demande de subvention dans des conditions que nous connaissions avant la COVID-19, ne pourraient pas le faire lors de la sortie de la crise.
Également, puisqu'un délai de réalisation des travaux limité à 24 mois suite à la déclaration d'admissibilité de la demande est actuellement prévu au règlement, le fait de ne pas modifier les articles 8 et 15 aurait pour effet de tronquer de façon importante les délais dont disposent plusieurs dizaines de requérants pour effectuer leurs travaux. On pense particulièrement à ceux qui ont été déclarés admissibles au cours des 24 derniers mois ou qui le seront prochainement pour les dernières demandes qui ont été déposées.

Enfin, le fait de ne pas abroger l'article 16 aurait pour effet d'augmenter de façon

importante les délais de versements des subventions aux requérants, provoquant une grande insatisfaction en termes d'expérience client et ayant également pour effet d'accroître de façon significative leurs problèmes de liquidité dans la situation que nous connaissons actuellement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue.
Le Service du développement économique communiquera toutefois avec les deux sociétés de développement commercial visées afin de leur faire part des modifications. Ces dernières pourront communiquer avec leurs membres et les investisseurs potentiels pour les informer et leur indiquer que l'application de ce programme pourra reprendre avec une période de temps correspondant au temps qui restait à la période d'application avant la modification des ordonnances lorsque la situation se sera normalisée.

Le Service du développement économique communiquera également avec tous les requérants admissibles au délai supplémentaire pour la réalisation de leurs travaux pour les informer.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À une date à déterminer, adoption d'ordonnances rendant applicable le règlement aux secteurs visés pour une période de temps correspondant au temps qui restait à la période d'application avant la modification des ordonnances.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Genevieve LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-06

Alain MARTEL
Conseiller économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. :

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-08

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 42.07

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1201179006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal –Sainte-Catherine (RCG 17-023)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal – Sainte-Catherine (RCG 17-023) avec changement.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-04 08:32

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 23 avril 2020 Séance tenue le 23 avril 2020	Avis de motion: CG20 0226

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine (RCG 17-023)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal – Sainte-Catherine) (RCG 17-023) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.07 1201179006
/pl

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 24 avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1201179006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal –Sainte-Catherine (RCG 17-023)

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal – Sainte-Catherine (RCG 17-023) doit être modifié afin d'y ajouter une modification requise à l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal –Sainte-Catherine (RCG 17-023).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

514 872-8508
Tél :
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201179006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal –Sainte-Catherine (RCG 17-023)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1201179006 Règlement mod. RCG 17-023.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat

Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-30

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À LA REVITALISATION DE LA RUE SAINTE-CATHERINE ET SES ABORDS (PROGRAMME RÉUSSIR@MONTRÉAL – SAINTE-CATHERINE) (RCG 17-023)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal – Sainte-Catherine) (RCG 17-023) est modifié par le remplacement de « 24 mois » par « 36 mois ».

2. L'article 8 de ce règlement est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, le propriétaire ou le locataire dont la demande a été déclarée admissible en vertu du présent article pour la période du 13 mars 2018 au 15 juin 2020 dispose de 36 mois pour effectuer les travaux admissibles à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande. ».

3. L'article 15 de ce règlement est modifié par le suivant :

« Si, au plus tard deux ans et six mois après la date de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 8 ou trois ans et six mois après la date de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 8, le bénéficiaire n'a pas fourni tous les documents requis en vertu de l'article 9, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement. ».

4. L'article 16 de ce règlement est abrogé.

GDD: 1201179006

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.07

2020/05/28
17:00

(1)

Dossier # : 1201179006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal –Sainte-Catherine (RCG 17-023)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal – Sainte-Catherine (RCG 17-023).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-09 10:12

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201179006**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal –Sainte-Catherine (RCG 17-023)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal –Sainte-Catherine (RCG 17-023) a été adopté le 26 novembre 2017 par le conseil d'agglomération. Il consiste à aider les commerçants et propriétaires immobiliers situés dans les secteurs désignés aux fins du programme à réaliser des projets de rénovation en vue de mettre en valeur le parc immobilier commercial. Le soutien financier s'articule autour de deux volets :
1. La rénovation
Dans ce volet, le soutien financier couvre 40 % du coût des travaux admissibles jusqu'à un maximum de :

- 50 000 $ pour un bâtiment comportant jusqu'à 10 mètres de façade principale;
- 150 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 10 mètres et jusqu'à 20 mètres de façade principale;
- 300 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 20 mètres de façade principale.

2. Le design
Dans ce volet, le soutien financier couvre 50 % du coût des honoraires professionnels en design d'aménagement jusqu'à un maximum de :

- 4 000 $ pour un bâtiment comportant jusqu'à 10 mètres de façade principale;
- 10 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 10 mètres et jusqu'à 20 mètres de façade principale;
- 20 000 $ pour un bâtiment comportant plus de 20 mètres de façade principale.

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent l'ensemble de l'écosystème commercial dans une situation telle que des demandeurs potentiels ou des requérants se retrouvent dans un ou plusieurs des cas suivants :

- il est impossible de déposer une demande d'admissibilité dans le cadre de ce programme;
- la grande incertitude économique annihile tout intérêt à déposer une demande d'admissibilité dans le cadre de ce programme;
- il est actuellement ou il sera impossible de réaliser les travaux admissibles à l'intérieur du délai fixé par le règlement;
- de graves problèmes de liquidité sont provoqués par la fermeture actuelle des commerces non essentiels.

Dans ce contexte, un projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance numéro 2 édictée en vertu de l'article 4 du Règlement a été soumis au Comité exécutif afin de suspendre son application dans le secteur désigné (dossier décisionnel numéro 1201179003).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0544 (30 novembre 2017) : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023) ».
CG17 0393 (24 août 2017) : Adopter le règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023).

DESCRIPTION

Le Service du développement économique recommande de modifier le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023) de façon à y apporter les modifications suivantes :

1. modification de l'article 4 afin de permettre une plus grande période maximale durant laquelle il s'y applique;
2. modification des articles 8 et 15 afin de permettre un délai de réalisation des travaux admissibles plus long pour tous les requérants dont la demande aura été déclarée admissible entre le 13 mars 2018 et le 22 juin 2020 ainsi que pour ajuster le délai dont ils disposent pour fournir tous les documents requis en vue du versement de la subvention en conséquence;
3. abrogation de l'article 16 afin d'accélérer le versement des subventions.

JUSTIFICATION

La modification de l'article 4 permettra de reprendre plus tard la période d'application du règlement suspendue par l'ordonnance du Comité exécutif (dossier décisionnel numéro 1201179003) dans le secteur désigné par un projet d'ordonnance qui sera éventuellement soumis au comité exécutif suite à une pause nécessaire en raison de la crise actuelle. Étant donné qu'à l'heure actuelle, nous n'avons aucune indication quant à une date de sortie de crise et de reprise économique suffisamment soutenue pour permettre aux entreprises de disposer des liquidités nécessaires à des investissements, nous nous assurerons que les requérants potentiels auront disposé à terme d'une période d'application équitable du règlement dans le secteur désigné.
La modification des articles 8 et 15 permettra d'accorder un délai de 36 mois, plutôt que 24, pour la réalisation des travaux par tous les requérants affectés par la crise soit parce que les activités de leur chantier ont dû cessé quelque temps avant la fin du délai dont ils disposaient, soit parce qu'il pourrait possiblement être assez difficile de reporter la réalisation d'un chantier prévu dans un délai assez court compte tenu des retards qu'auront

accumulés les entrepreneurs en construction suite à la sortie de la crise.

Enfin, l'abrogation de l'article 16 permettra d'accélérer de plusieurs semaines les versements des subventions à chacun des requérants et permettra ainsi de soulager en partie les graves problèmes de liquidité qui sont provoqués par la fermeture actuelle des commerces non essentiels. Des délais importants de plusieurs semaines sont actuellement engendrés par la crise sanitaire liée à la COVID-19 parce que l'arrondissement est incapable de procéder aux inspections requises.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recommandation du Service du développement économique n'a aucun impact sur le cadre financier du programme.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Comme des périodes d'application du programme limitées à 24 mois sont actuellement prévues au règlement, le fait de ne pas modifier l'article 4 aurait pour effet que les requérants potentiels ne pourront pas disposer à terme d'une période d'application équitable du règlement dans le secteur désigné suite à la suspension de l'application du règlement par l'ordonnance du Comité exécutif (dossier décisionnel numéro 1201179003). Ceci ferait en sorte que plusieurs requérants potentiels, qui auraient normalement été en mesure de déposer une demande de subvention dans des conditions que nous connaissions avant la COVID-19, ne pourraient pas le faire lors de la sortie de la crise.
Également, puisqu'un délai de réalisation des travaux limité à 24 mois suite à la déclaration d'admissibilité de la demande est actuellement prévu au règlement, le fait de ne pas modifier les articles 8 et 15 aurait pour effet de tronquer de façon importante les délais dont disposent plusieurs requérants pour effectuer leurs travaux. On pense particulièrement à ceux qui ont été déclarés admissibles au cours des 24 derniers mois ou qui le seront prochainement pour les dernières demandes qui ont été déposées.

Enfin, le fait de ne pas abroger l'article 16 aurait pour effet d'augmenter de façon importante les délais de versements des subventions aux requérants, provoquant une grande insatisfaction en termes d'expérience client et ayant également pour effet d'accroître de façon significative leurs problèmes de liquidité dans la situation que nous connaissons actuellement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue.
Le Service du développement économique communiquera toutefois avec la Société de développement commercial visée afin de lui faire part des modifications. Cette dernière pourra communiquer avec ses membres et les investisseurs potentiels pour les informer et leur indiquer que l’application de ce programme pourra reprendre avec une période de temps correspondant au temps qui restait à la période d'application avant la modification des ordonnances lorsque la situation se sera normalisée.

Le Service du développement économique communiquera également avec tous les

requérants admissibles au délai supplémentaire pour la réalisation de leurs travaux pour les informer.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À une date à déterminer, adoption d'une ordonnance rendant applicable le règlement au secteur visé pour une période de temps correspondant au temps qui restait à la période d'application avant la modification de l'ordonnance.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Genevieve LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-07

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-08

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.08

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1208468005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	COVID-19 : Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017

Il est recommandé de :
- Adopter le règlement modifiant le *Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017*

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-24 15:39

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208468005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	COVID-19 : Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017

CONTENU

CONTEXTE

Depuis mars 2019, les entreprises montréalaises sont exposées à de nombreux défis financiers du fait de la crise économique du covid-19. Cette situation nécessite la modification des mesures d'aides aux entreprises d'économie sociales que la Ville a mis en place, et ce, afin de tenir compte des enjeux particuliers auxquels elles font face.

- Adopté le 28 mars 2019, le « Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises » permet à la Ville de soutenir les entreprises d'économie sociale dans le développement de projets d'affaires.
- Le 18 avril 2018, le comité exécutif de la Ville, adoptait la Stratégie de développement économique 2018-2022, *Accélérer Montréal* qui comportait le Plan d'action en Innovation sociale;
- Le 21 septembre 2017, le Gouvernement du Québec a adopté la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec.* L'article 9 de cette Loi vient ajouter l'article 10.1 à l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal qui prévoit que la Ville peut, par règlement, adopter tout programme d'aide à l'entreprise afin de soutenir le développement économique. L'aide octroyée peut prendre toute forme, incluant une subvention, un crédit de taxes, un cautionnement ou la cession ou la location d'un immeuble.

Le présent dossier vise à modifier l'Annexe D Conditions minimales d'octroi d'une contribution de la sous-catégorie « Économie sociale » du règlement 19-017.

Pour rappel, la Ville a constitué le réseau PME MTL en 2015, composé des six (6) pôles de services suivants:

- PME MTL Centre-Est;
- PME MTL Centre-Ouest;
- PME MTL Centre-Ville;

- PME MTL Est-de-l'Île;
- PME MTL Grand Sud-Ouest;
- PME MTL Ouest-de-l'Île.

Le réseau PME MTL offre un ensemble de services professionnels et de financements accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale établis sur l'île de Montréal. PME MTL gère également le Fonds jeunes entreprises, le Fonds de développement de l'économie sociale ainsi que le Fonds d'investissement PME MTL.

Le présent dossier s'inscrit dans l'établissement des mesures d'urgences promulguées pour appuyer les entreprises de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0157- 28 mars 2019 « Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises »

CG18 0674 – 20 décembre 2018 – Accorder une contribution financière maximale de 17 150 100 $ aux six organismes du réseau PME MTL, pour les années 2019 à 2021, afin de bonifier l'offre de service d'accompagnement dédiés aux entrepreneurs / Approuver les projets de convention à cet effet.

CE18 1159 – 27 juin 2018 – Approuver le plan d'action en développement économique du territoire 2018-2022, un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.

CE18 0916 – 23 mai 2018 – Approuver le Plan d'action en innovation sociale 2018-2022.

CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.

CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à modifier l'Annexe D, "Conditions minimales d'octroi d'une contribution de la sous-catégorie « Économie sociale » du règlement 19-017", afin d'assouplir les conditions de soutien aux projets de consolidation des entreprises d'économie sociale, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 .
Le présent dossier propose les assouplissements suivants pour les projets en phase de consolidation - Section II du règlement:

- Supprimer le plancher de 15 000 $ pour le montant minimum des contributions
- exiger une mise de fonds de 10% du coût total du projet, au lieu de 20% habituellement
- ne pas exiger de prévisions financières complètes sur 2 ans mais plutôt un budget de caisse sur 12 mois à l'appui du sommaire exécutif

Les modifications prévues dans la sous-section II s'appliquent jusqu'au 30 septembre 2020.

Il est à noter que les conditions habituelles du Règlement continuent de s'appliquer pour les projets d'économie sociale non touchés par la cise (projets de pré-démarrage, démarrage, et expansion), bien qu'on anticipe une moindre prévalence de ces dossiers pendant les mois à venir.

JUSTIFICATION

Cette modification permetrait à la Ville de Montréal de poursuivre le déploiement de mesures d'urgences pour aider les PME, et ce, en demeurant conforme à la Stratégie de développement économique 2018-2022, *Accélérer Montréal* et ainsi que l'entente intervenue entre la Ville et le Ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation relative à l'octroi d'une aide de 150 M$ pour la mise en œuvre de cette stratégie.
La modification permettra de simplifier les conditions d'octroi de subventions pour les entreprises d'économie sociale en phase de consolidation, ce qui leur permettra :

- De mettre sur pied des projets d'affaires qui leur permettront de faire face aux défis de gestion et de maintien des opérations que pose la crise économique;
- De limiter leur niveau d'endettement de renforcer leur chance de survie à la suite de la crise.
- De mieux soutenir les cas particuliers des entreprises d'économie sociale en service essentiels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement de ce programme n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.
Au moment de l'adoption du Règlement, les sommes pour l'exercice financier 2020 versées aux six (6) organismes PME MTL ont déjà été versées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme contribuera au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise par le soutien financier de projets d'affaires en lien avec :
- l'économie sociale;

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La modification du règlement permettra d'offrir un soutien supplémentaire aux entreprises d'économie sociale financées par le Réseau PME MTL dans le contexte du COVID-19 et ainsi augmenter leur niveau de résilience

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Une manque de soutien aux entreprises d'économie sociale pourrait compromettre leur capacité de maintenir leurs opérations dans le contexte COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 :

· Avis motion CG - 28 mai;

Juin 2020 :

· Adoption de la modification du règlement 19-017 - 18 juin;
· Réception des projets de consolidation des entreprises d'économie sociale.

Septembre 2020 :

· Fin de la réception des projets de consolidation des entreprises.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourtala SALHA-HALADOU
Chef d'équipe

Tél : 514 872-3854
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Johanne CÔTÉ-GALARNEAU
Directeur(trice) - investissement et developpement strategique

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208468005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Objet :	COVID-19 : Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1208468005 Règl modif RCG 19-017 assouplis économie sociale 20200423.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE VISANT LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS D'AFFAIRES D'ENTREPRISES MONTRÉALAISES (RCG 19-017)

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Décret 177-2020 du 13 mars 2020 concernant une déclaration d'urgence sanitaire conformément à l'article 118 de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), (2020) 152 G.O. II, 1101A, le Décret 222-2020 du 20 mars 2020 concernant le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique et certaines mesures pour protéger la santé de la population, (2020) 152 G.O. II, 1139A et le Décret 223-2020 du 24 mars 2020 concernant l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19, (2020) 152 G.O. II, 1140A ainsi que leurs renouvellements;

À l'assemblée du_____ 2020, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) est modifié par l'insertion, après l'article 22, de l'article suivant :

« **22.1** L'organisme transmet au directeur un rapport en date du 30 septembre 2020 dans lequel il dresse la liste des interventions effectuées en vertu des conditions minimales prévues à la Section II de l'annexe D et qui précise les mêmes renseignements que ceux exigés en vertu du premier alinéa de l'article 22.

Le rapport prévu au premier alinéa doit être transmis au directeur dans les 30 jours qui suivent le 30 septembre 2020. »

2. L'annexe D de ce règlement est modifiée par l'insertion, entre le titre de cette annexe et l'article 1, du titre suivant :

« SECTION I
CONDITIONS MINIMALES GÉNÉRALES D'OCTROI D'UNE CONTRIBUTION »

3. L'annexe D de ce règlement est modifiée par l'ajout, après l'article 12, de la section suivante :

« SECTION II
CONDITIONS MINIMALES D'OCTROI D'UNE CONTRIBUTION DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19

13. Les dispositions de la Section I s'appliquent à l'octroi d'une contribution avec les adaptations suivantes :

1° aux fins de la définition de « phase de consolidation », le contexte de la pandémie de la COVID-19 est réputé un changement dans l'environnement externe d'une entreprise ;

2° aux fins de l'article 2, le projet d'affaires en lien avec la consolidation des activités d'une entreprise peut constituer en l'atteinte de son seuil de viabilité;

3° le montant minimum de contribution par entreprise par exercice financier prévu à l'article 3(2°) n'est pas applicable lorsqu'il s'agit d'un projet d'affaires en lien avec la consolidation des activités d'une entreprise ;

4° la mise de fonds exigée à l'article 4 atteint au moins 10 % du coût total du projet lorsqu'il s'agit d'un projet d'affaires en lien avec la consolidation des activités d'une entreprise ;

5° le plan d'affaires ou sommaire exécutif exigé à l'article 5 est remplacé par un plan d'affaires ou un sommaire exécutif incluant un budget de caisse prévisionnel d'un minimum de 12 mois lorsqu'il s'agit d'un projet d'affaires en lien avec la consolidation des activités d'une entreprise.

14. Les conditions prévues par la présente section s'appliquent jusqu'au 30 septembre 2020. »

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.09

2020/05/28
17:00

(2)

Dossier # : 1207796008

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le "Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises" (RCG 19-017) / Réserver une somme de 2 M$ pour la mise en oeuvre des modifications

Il est recommandé:
- d'adopter le "Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises";

- de réserver une somme de 2 M$ pour la mise en oeuvre des modifications.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-04 08:30

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207796008**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le "Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises" (RCG 19-017) / Réserver une somme de 2 M$ pour la mise en oeuvre des modifications

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent l'ensemble de l'écosystème commercial dans une grande incertitude et ont provoqué la fermeture temporaire des commerces non essentiels. Alors qu'une reprise de l'activité commerciale s'amorce à compter du 11 mai 2020, que des mesures sanitaires et de distanciation sociale sont imposées aux établissements commerciaux et que la clientèle n'a pu fréquenter ces établissements depuis le début de la crise, il y a lieu de mettre en place des mesures d'aide à l'entreprise qui viseront les commerces.
Plusieurs acteurs du secteur commercial ont récemment fait part de leurs préoccupations aux différents paliers de gouvernement face aux différentes mesures adoptées, en soulignant que les mesures de soutien financier offertes sont essentiellement constituées de prêts. Le présent dossier décisionnel a pour objet de soumettre un projet de règlement visant à accorder des subventions aux entreprises commerciales (commerces de détail, établissements de restauration et bars et commerces de services de soins personnels et de blanchissage) afin qu'elles réalisent des projets de consolidation de leurs activités, dans le contexte de la COVID-19.

Ce dossier s'inscrit ainsi dans l'établissement des mesures d'urgence adoptées pour appuyer les entreprises de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0157 (28 mars 2019) : « Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises »
CG18 0674 (20 décembre 2018) : Accorder une contribution financière maximale de 17 150 100 $ aux six organismes du réseau PME MTL, pour les années 2019 à 2021, afin de bonifier l'offre de service d'accompagnement dédiés aux entrepreneurs / Approuver les projets de convention à cet effet.

CE18 1096 (13 juin 2018) : approuver le Plan d'action en commerce intitulé : « Vivre

Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal.*

CG18 0245 (26 avril 2018) : Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.

CE18 0491 (28 mars 2018) : Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à créer une nouvelle sous-catégorie de subvention au Règlement: « Consolidation des activités des commerces dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 », qui vise à accorder des subventions aux entreprises commerciales admissibles afin de réaliser un projet d'affaires ayant pour but la consolidation ou la reprise des activités, dans le contexte de la COVID-19 dans le but d'atteindre son seuil de viabilité, notamment:

- la digitalisation de l'entreprise;
- la mise en place d'une boutique en ligne;
- l'aménagement physique du lieu d'affaires afin de mettre en place les mesures de prévention recommandées par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.

Le projet de Règlement soumis dans le cadre du présent dossier précise les conditions minimales d'octroi des subventions, notamment:

- La contribution est d'un maximum de 75% du coût total du projet d'affaires, sans excéder 10 000 $;
- La mise de fonds par l'entreprise dans le projet d'affaires atteint au moins 10 % du coût total du projet;
- L'entreprise a déposé un plan d'affaires ou un sommaire exécutif incluant un budget de caisse prévisionnel d'un minimum de 12 mois.

Des contributions financières pourront être octroyées aux entreprises en vertu de cette nouvelle sous-catégorie jusqu'au 30 septembre 2020.

Le règlement est aussi modifié afin de prévoir un montant de 2 M$ aux fins de cette nouvelle sous-catégorie pour laquelle une demande d'aide devra être présentée par les organismes PME-MTL à la Ville. De plus, tout montant d'aide financière déjà octroyé à PME MTL en vertu de la sous-catégorie « Entrepreneuriat commercial » dont le versement n'aurait pas été autorisé en date de l'entrée en vigueur de la modification réglementaire proposée au présent dossier décisionnel, sera réputé avoir été octroyé aux fins de cette nouvelle sous-catégorie « consolidation des activités des commerces dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 ». Par conséquent, le réseau PME MTL ne serait donc pas en mesure de financer les projet de démarrage, de développement et de croissance des entreprises commerciales.

Enfin, le solde résiduel à la sous-catégorie « consolidation des activités des commerces dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 », en date du 1er octobre 2020 devra être utilisé aux fins de la sous-catégorie « Entrepreneuriat commercial ».

JUSTIFICATION

Cette modification réglementaire permettra à la Ville de Montréal de poursuivre le déploiement de mesures d'urgences pour aider les commerces, et ce, en demeurant conforme à la Stratégie de développement économique 2018-2022, *Accélérer Montréal* et ainsi que l'entente intervenue entre la Ville et le Ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation relative à l'octroi d'une aide de 150 M$ pour la mise en œuvre de cette stratégie.
La modification permettra d'accorder des subventions aux entreprises commerciales afin de consolider leurs activités dans le cadre de la pandémie, ce qui leur permettra :

- De mettre sur pied des projets d'affaires qui leur permettront de faire face aux défis de gestion et de maintien des opérations que pose la crise économique;
- De limiter leur niveau d'endettement de renforcer leur chance de survie à la suite de la crise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à la poursuite du programme en 2020 sont de 2 000 000 $. La somme est prévue au budget 2020 du Service du développement économique - bouquet de mesures COVID-19 (entente 150 M$).
Il s'agit d'une dépense de la compétence de l'agglomération. Les fonds seront gérés par les organismes du réseau PME MTL, les organismes de développement local et régional oeuvrant sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le soutien technique destiné aux commerces favorise la prise en charge des rues commerciales par les communautés d'affaires et la recherche de la cohérence commerciale pour le bénéfice des montréalais. La Ville favorise la consommation à proximité des milieux de vie, une notion importante pour le développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le fait de ne pas adopter le Règlement aurait pour effet de ne pas permettre l'octroi de subventions aux entreprises commerciales afin qu'elles réalisent des projets de consolidation de leurs activités, dans le contexte de la COVID-19. Un manque de soutien aux entreprises commerciales pourrait compromettre leur capacité de maintenir leurs opérations dans le contexte pandémie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication ne sera élaborée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis motion CG
Adoption CG
Entrée vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-30

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-05-01

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE VISANT LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS D'AFFAIRES D'ENTREPRISES MONTRÉALAISES (RCG 19-017)

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Décret 177-2020 du 13 mars 2020 concernant une déclaration d'urgence sanitaire conformément à l'article 118 de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), (2020) 152 G.O. II, 1101A, le Décret 222-2020 du 20 mars 2020 concernant le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique et certaines mesures pour protéger la santé de la population, (2020) 152 G.O. II, 1139A et le Décret 223-2020 du 24 mars 2020 concernant l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19, (2020) 152 G.O. II, 1140A ainsi que leurs renouvellements;

À l'assemblée du_____ 2020, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 3 du Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) est modifié par l'insertion, après les mots « l'article 10 », des mots « ou de l'article 24.2 ».

2. L'article 4 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement au premier alinéa de « 26 200 000 $ » par « 28 200 000 $ »;

2° le remplacement, au paragraphe 1° du deuxième alinéa de « 16 200 000 $ » par « 18 200 000 $ ».

3. L'article 5 de ce règlement est modifié par l'ajout du paragraphe suivant :

« 6° la sous-catégorie « consolidation des activités des commerces dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » dont l'objectif est d'aider un organisme à soutenir des projets d'affaires en lien avec la consolidation ou la reprise des activités de commerces sur rue, dont les conditions minimales d'octroi sont prévues à l'annexe H, dont la valeur totale de l'aide est de 2 000 000 $ pour l'exercice financier 2020 et pour laquelle des règles particulières sont prévues à la section VIII.1. »

4. L'article 8 de ce règlement est modifié par :

1° par l'insertion, après les mots « l'article 11 », des mots « ou de l'article 24.3 »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 2.1° pour une intervention visant à soutenir le projet d'affaires d'une entreprise sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-35) ou en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3). »

5. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 13, de l'article suivant :

« **13.1**. Malgré l'article 13, tout montant d'aide financière octroyé à un organisme aux fins de la sous-catégorie « entrepreneuriat commercial » de la catégorie « fonds de subvention » dont le versement n'a pas été autorisé avant le [*entrer ici la date du jour de calendrier qui correspond au lendemain du jour de l'entrée en vigueur du présent règlement*] à titre de contribution financière à une entreprise en vertu des conditions prévues à l'annexe B, est réputé avoir été octroyé aux fins de la sous-catégorie « consolidation des activités des commerces dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » de la catégorie « fonds de subventions » et doit être octroyé à titre de contribution financière à une entreprise, à compter de cette date, en vertu des conditions prévues à l'annexe H. »

6. L'article 17 est modifié par l'insertion, après les mots « l'article 11 », des mots « ou de l'article 24.3 ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 24, de la section suivante :

« SECTION VIII.1
AIDE FINANCIÈRE DE LA SOUS-CATÉGORIE « CONSOLIDATION DES ACTIVITÉS DES COMMERCES DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 » DE LA CATÉGORIE « FONDS DE SUBVENTION »

24.1. Les dispositions de la présente section visent principalement l'octroi et la reddition de compte relatifs à une aide financière de la sous-catégorie « consolidation des activités des commerces dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » de la catégorie « fonds de subventions » pour l'exercice financier 2020.

Les dispositions du présent règlement demeurent applicables à la présente sous-catégorie dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente section.

24.2. Un organisme peut obtenir une aide financière de la sous-catégorie « consolidation des activités des commerces dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » de la catégorie « fonds de subventions » pour l'exercice financier 2020 en présentant une demande à cet effet, au moyen du formulaire fourni par la ville et en indiquant le montant demandé.

La demande doit être présentée au directeur au plus tard le [*entrer ici la date qui correspond au 7e jour de calendrier suivant le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement*].

La demande d'aide financière doit être accompagnée des documents suivants :

1° une copie de la résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la présentation de la demande d'aide financière;

2° un document présentant l'impact négatif lié à la pandémie de la COVID 19 sur le développement économique des entreprises du territoire d'intervention faisant partie des secteurs d'activité économique mentionnés à l'annexe H et une projection de l'aide nécessaire à l'organisme pour soutenir les entreprises de ces secteurs vers l'atteinte d'un seuil de viabilité financière.

24.3. Dans les 5 jours ouvrables suivant le [*entrer ici la date qui correspond au 7e jour de calendrier suivant le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement*], le directeur déclare admissible toute demande d'aide financière conforme à l'article 24.2.

Le directeur avise l'organisme de l'admissibilité de sa demande par écrit en indiquant le montant d'aide financière de la présente sous-catégorie à être versé à la suite des calculs effectués selon l'article 24.4.

24.4. Le directeur détermine le montant d'aide financière à être versé à un organisme en vertu de la présente sous-catégorie en vertu des mêmes règles que celles applicables à la sous-catégorie « entrepreneuriat commercial » de la catégorie « fonds de subventions » prévues l'annexe G.

Le montant à être versé ne peut excéder le montant demandé par l'organisme dans le formulaire prévu à l'article 24.2.

24.5. À la suite de l'avis prévu à l'article 24.3, l'aide financière, calculée selon les dispositions prévues à l'article 24.4, est versée à l'organisme, sous réserve des dispositions de l'article 14.

24.6. L'organisme transmet au directeur un rapport en date du 30 septembre 2020 dans lequel il dresse la liste des interventions effectuées en vertu de la présente sous-catégorie et qui précise les mêmes renseignements que ceux exigés en vertu du premier alinéa de l'article 22.

Le rapport prévu au premier alinéa doit être transmis au directeur dans les 30 jours qui suivent le 30 septembre 2020.

24.7. L'organisme transmet au directeur un rapport en date du 31 mars 2021 qui indique par secteur d'activité économique identifiés à l'annexe H, le nombre d'entreprises ayant bénéficié de l'aide de la présente sous-catégorie ainsi que le nombre d'entreprises toujours en activité à cette date.

Le rapport prévu au premier alinéa doit être transmis au directeur dans les 30 jours qui suivent le 31 mars 2021.

24.8. Tout montant d'aide financière octroyé à un organisme en vertu de l'article 24.5 ou réputé avoir été octroyé à un organisme en vertu de l'article 13.1 aux fins de la présente sous-catégorie dont le versement n'a pas été autorisé avant le 1er octobre 2020, à titre de contribution financière à une entreprise en vertu des conditions prévues à l'annexe H, est réputé avoir été octroyé aux fins de la sous-catégorie « entrepreneuriat commercial » de la catégorie « fonds de subvention » et doit être octroyé à titre de contribution financière à une entreprise, à compter du 1er octobre 2020, en vertu des conditions prévues à l'annexe B. »

ANNEXE H
CONDITIONS MINIMALES D'OCTROI D'UNE CONTRIBUTION DE LA SOUS-CATÉGORIE « CONSOLIDATION DES ACTIVITÉS DES COMMERCES DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 »

GDD1207796008

ANNEXE H

(article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**(6°))

CONDITIONS MINIMALES D'OCTROI D'UNE CONTRIBUTION DE LA SOUS-CATÉGORIE « CONSOLIDATION DES ACTIVITÉS DES COMMERCES DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 »

1. La contribution vise à aider l'entreprise à réaliser un projet d'affaires en lien avec la consolidation ou la reprise de ses activités à la suite du changement dans son environnement externe provoqué par le contexte de la pandémie de la COVID-19, dans le but d'atteindre son seuil de viabilité, notamment :

1° la digitalisation de l'entreprise ;

2° la mise en place d'une boutique en ligne (e-commerce) ;

3° l'aménagement physique du lieu d'affaires afin de mettre en place les mesures de prévention recommandées par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

2. Le projet d'affaires de l'entreprise se situe dans l'un des secteurs ou sous-secteurs d'activité économique suivants, décrits dans le « Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada », édition 2017, version 2.0 publié par Statistique Canada :

1° les secteurs 44 et 45 (commerce de détail), à l'exception des sous-secteurs 441 (concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles) et 447 (stations-service);

2° le sous-secteur 722 (services de restauration et débits de boissons);

3° le sous-secteur 812 (services personnels et services de blanchissage), à l'exception des sous-secteurs 8122 (services funéraires), 81293 (stationnements et garages).

3. L'entreprise a déposé un document expliquant les impacts négatifs de la pandémie de la COVID-19 sur ses activités.

4. L'entreprise a démontré qu'en raison de la pandémie de la COVID-19, l'accès au lieu d'affaires où le projet d'affaires est réalisé est fermé ou a été fermé temporairement à la clientèle.

5. La contribution est d'un maximum 75 % du coût total du projet d'affaires sans excéder 10 000 $.

6. Lorsque l'entreprise est une société par actions, son capital-actions est détenu majoritairement par des citoyens canadiens ou des résidents permanents.

7. La mise de fonds par l'entreprise dans le projet d'affaires atteint au moins 10 % du coût total du projet.

8. L'entreprise a déposé un plan d'affaires ou un sommaire exécutif incluant un budget de caisse prévisionnel d'un minimum de 12 mois.

9. Si l'entreprise est le propriétaire de l'immeuble où le projet d'affaires est réalisé, elle a déposé copie d'un document établissant qu'elle en est le propriétaire selon l'inscription au registre foncier.

10. Si l'entreprise est locataire de l'immeuble où le projet d'affaires est réalisé, elle a déposé un bail dont la durée restante au moment de l'octroi de la contribution est d'un minimum de 2 ans.

11. L'entreprise a obtenu le certificat d'occupation et tout autre permis requis pour la réalisation de son projet d'affaires.

12. L'entreprise n'est pas débitrice d'une créance de l'État pour des sommes dues en vertu des lois fiscales.

13. La contribution ne vise pas à financer une dépense de cette entreprise qui a été déclarée admissible ou qui bénéficie d'une subvention ou d'une autre contribution financière de la Ville dans le cadre du même projet d'affaires.

14. L'organisme et l'entreprise ont conclu une convention écrite qui prévoit les termes et conditions du versement de la contribution.

15. La présente annexe s'applique jusqu'au 30 septembre 2020.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207796008

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	COVID-19 - Adopter le "Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises" (RCG 19-017) / Réserver une somme de 2 M$ pour la mise en oeuvre des modifications

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207796008 - COVID-19.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.10

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1202021011

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 2 juillet 2020

Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-10 14:15

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202021011**
Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 2 juillet 2020

CONTENU

CONTEXTE

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie de la Covid-19 le 11 mars 2020. Le 13 mars 2020, le gouvernement a adopté le Décret 177-2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois, lequel a été renouvelé le 20 mars 2020 (Décret 222-2020 renouvelant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois) pour une période de 10 jours, soit jusqu'au 29 mars 2020.

La mairesse de Montréal, municipalité centrale de l'agglomération de Montréal, a déclaré l'état d'urgence local en vertu de l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile le 27 mars 2020 et le conseil d'agglomération a renouvelé l'état d'urgence pour une période de 5 jours le 29 mars 2020. Le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) a d'ailleurs été adopté le 3 avril 2020, afin de permettre au comité exécutif de prolonger l'état d'urgence pour des périodes maximales de 5 jours, et ce, jusqu'au 1er juin 2020. Le comité exécutif a renouvelé l'état d'urgence le 3 avril (CE20 0452), le 8 avril (CE20 0490), le 13 avril 2020(CE20 0499), le 16 avril 2020 (CE20 0562), le 21 avril 2020 (CE20 0568), le 26 avril (CE20 0573), le 1er mai (CE20 0601) et le 6 mai 2020 (CE20 0614).

L'île de Montréal est la région du Québec la plus touchée par la Covid-19. On y compte plus de 17 400 cas de personnes infectées à la Covid-19, soit approximativement 50 % de tous les diagnostics positifs dans la province. Parmi ses caractéristiques particulières, on recense un nombre important de sans-abri qui ont nécessité rapidement une prise en charge immédiate pour éviter la propagation accélérée du virus au sein de la population sans-abri. Cette prise en charge se doit d'être maintenue afin d'éviter une recrudescence de la transmission au sein de cette population. Montréal accueille aussi plusieurs résidences à risque élevé, soit de nombreux immeubles multi logements qui ont l'effet de concentrer les personnes au sein d'un même lieu et qui, souvent, hébergent des personnes particulièrement vulnérables à la COVID-19. Finalement, la densité urbaine de l'agglomération rend difficile le respect des consignes de distanciation sociale, car même

avec une réduction majeure d'activité, les rues, le transport collectif et les lieux de services autorisés demeurent chargés.

En temps normal, la population itinérante de Montréal peut profiter d'hébergement temporaire au sein de refuges ainsi que de services alimentaires, hygiéniques et de repos par l'entremise de centres de jour, une grande proportion de tous ces services étant soutenu par des personnes bénévoles. De plus, la circulation régulière et quotidienne de la population montréalaise offre une source de revenus en argent et en bien à la population itinérante. La COVID-19 a non seulement grandement réduit cette source de revenus, mais a aussi créé un départ important de bénévoles et, par subséquent, une perte presque entière des services de jour et d'environ 50% des services de nuit. Le manque d'abris, de nourriture, de lieux sanitaires, d'alcool et de drogues a causé une situation de crise pour cette population itinérante et plusieurs cas de geste d'intimidation ou insalubres (cris, gestes violents, actions de cracher sur des personnes, uriner et déféquer sur l'espace public) ont été recensés. À cet effet, la situation est devenue non seulement une urgence sanitaire pour Montréal, mais aussi une urgence en matière de sécurité publique. En effet, depuis le début de la crise, l'agglomération de Montréal a dû ouvrir près de 800 lits pour l'hébergement d'urgence, 4 haltes chaleur et 6 sites de distribution alimentaire afin de combler le besoin créé par l'arrêt des services habituellement offerts à la population itinérante. Ces services doivent actuellement être maintenus, car la réouverture des services habituels ne peut être envisagée à l'heure actuelle.

L'application des consignes de distanciation sociale demeure un enjeu important pour l'agglomération. Une charge extraordinaire s'est ajoutée aux services de police pour assurer le respect des décrets gouvernementaux en place depuis plusieurs semaines. Cette charge se poursuit et se complexifie en conséquence de la planification de reprise graduelle d'activité. Pour assurer la protection des citoyens et l'atténuation de la transmission communautaire présente sur le territoire, l'agglomération doit maintenir ses efforts d'interventions humaines sur les espaces publiques, son service de transport collectif et les lieux de travail; elle doit même bonifier ces mesures par un déploiement rapide, ample et étendu de mesures matérielles et logistiques. Spécifiquement, Montréal est dans l'obligation - dès maintenant - de voir à ce que l'aménagement de son territoire et la configuration de ses services autorisés soient adaptés pour limiter les risques à la santé, sécurité et vie de la population.

Ainsi, dans le contexte actuel explicité ci-dessus et compte tenu du déconfinement graduel envisagé au cours des prochaines semaines et dont les conséquences sont encore inconnues, il pourrait être requis de prolonger l'état d'urgence au-delà du 1er juin 2020. En contexte ce contexte de pandémie, il demeure non souhaitable que le conseil d'agglomération soit tenu de se réunir aux cinq jours afin de renouveler cet état d'urgence. Ainsi, le présent sommaire décisionnel vise à permettre la modification du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger cette délégation jusqu'au 2 juillet 2020 inclusivement.

Une telle délégation est possible en vertu de l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et de l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0170 - Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014)
CG20 0167 - le 29 mars 2020, résolution du conseil d'agglomération pour renouveler l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars dans le contexte de la pandémie liée à la

COVID-19 (1202021001)

Déclaration de l’état d’urgence de la mairesse du 27 mars 2020 selon l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile.

DESCRIPTION

En ce contexte de pandémie, il n’est pas souhaitable que le conseil d’agglomération soit tenu de se réunir aux cinq jours afin de renouveler l’état d’urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile. Ainsi, le présent sommaire décisionnel vise à permettre la modification du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) afin que le pouvoir délégué du comité exécutif prenne fin le 2 juillet 2020 plutôt que le 1er juin 2020 tel que le prévoit actuellement le Règlement.
Une telle délégation est possible en vertu de l’article 16 du Décret concernant l’agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et de l’article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4). Toute décision en ce sens du conseil d’agglomération doit comporter à la fois la majorité des voix des membres qui représentent les municipalités constituées.

À noter qu’en vertu de l’article 49 de la Loi sur la sécurité civile, le conseil d’agglomération peut mettre fin à l’état d’urgence dès qu’il estime que celui-ci n’est plus nécessaire. Ainsi, le conseil d’agglomération conservera le pouvoir de mettre fin à l’état d’urgence lorsqu’il le jugera opportun.

JUSTIFICATION

Comme la situation est toujours critique sur l'île de Montréal et que dans ce contexte il n'est pas souhaitable que le conseil d'agglomération se réunisse tous les 5 jours pour renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile, il est requis de modifier le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) afin que le pouvoir délégué du comité exécutif prenne fin le 2 juillet 2020 plutôt que le 1er juin 2020 tel que le prévoit actuellement le Règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Jean-Philippe GUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4030
Télécop. : 514 280-6667

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-09

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4030
Télécop. : 514 280-6667

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard LIEBMANN
Directeur par intérim
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2020-05-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur par intérim
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2020-05-10

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1202021011

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 2 juillet 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Règlement modifiant le RCG 20-014.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-Philippe GUAY
Chef de division, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-09

Jean-Philippe GUAY
Chef de division, droit public et législation
Tél : 514-872-6887
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 20-014-1

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION AU COMITÉ EXÉCUTIF DU POUVOIR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DE RENOUVELER L'ÉTAT D'URGENCE EN VERTU DE LA LOI SUR LA SÉCURITÉ CIVILE

Vu les articles 42, 43 et 49 de la Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005, tel que modifié);

Vu l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du 14 mai 2020, le conseil d'agglomération décrète :

1. L'article 1 du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) est modifié par le remplacement de la date du « 1ier juin » par la date du « 2 juillet ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XX.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 45.01

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1208464003

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-170-1 modifiant le règlement R-170 autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer le projet Centre de transport Bellechasse, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

Il est recommandé
d'approuver le règlement R-170-1 modifiant le règlement R-170 autorisant un emprunt de deux cent quarante-neuf millions sept cent vingt-trois mille neuf cent soixante-six dollars (249 723 966 $) pour financer la construction du nouveau centre de transport Bellechasse, afin de modifier les objets, le terme et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à trois cent soixante-cinq millions huit cent soixante et un mille quatre cent soixante-trois dollars (365 861 463 $) et la modification du programme des immobilisations 2020-2029, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (RLRQ c. S-30.01)

Signé par Sylvain - Ext JOLY **Le** 2020-04-21 15:20

Signataire : Sylvain - Ext JOLY

Secrétaire corporatif et directeur – Affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208464003**

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-170-1 modifiant le règlement R-170 autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer le projet Centre de transport Bellechasse, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte - Ext HÉBERT
Assistante - secrétaire

Tél : 514-350-0800 poste 86100

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Frédérick - Ext ROUSSEL
Secrétaire corporatif adjoint

Tél : 514 350-0800 poste 85203

Télécop. :

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Recommandation R-170-1 modifiant le R-170 Centre de transport Bellechasse

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, pour modifier dans la section autorisée le projet intitulé « Centre de transport Bellechasse » pour le secteur des bus pour un montant total de 370 322 951 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER le règlement R-170-1 modifiant le règlement R-170 autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer le projet Centre de transport Bellechasse, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER le règlement R-170-1 modifiant le terme du financement de vingt (20) ans pour un terme de trente (30) ans.

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme additionnelle maximale de 11 613 749 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : **$** –

DE responsable : Planification et Finances

Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Nom : Linda Lebrun

DE responsable :

Nom :

Secrétaire de l'assemblée : Sylvain Joly
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)

☑ Améliorer l'expérience client ☐ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☑ Maîtriser les finances ☑ Attirer, développer et mobiliser les talents

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2025 cette recommandation vise-t-elle:

Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise

Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible

Améliorer l'expérience client - Réduire le déficit de maintien des actifs

Améliorer l'expérience client - Poursuivre l'électrification du réseau

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2025

Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité

Attirer, développer et mobiliser les talents - Développer les compétences

Modification du Programme des immobilisations 2020-2029
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Centre de transport Bellechasse, pour le secteur des bus, il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2020-2029.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)*

Autorisation et octroi de contrat

Président (cochez si requis) : ☐ Vice-président (cochez si requis) : ☐

Directeur général:		

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-170-1 modifiant le R-170 Centre de transport Bellechasse

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité :	Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets)	Date: (jj/mm/an)	30	01	2020
Comité :	Comité suivi des actifs	Date: (jj/mm/an)	13	02	2020

Démarche, solution proposée et conclusion

Le conseil d'administration de la STM a autorisé en avril 2017 un règlement d'emprunt (R-170) de 249,7 M$ pour la construction du nouveau centre de transport Bellechasse.

La surchauffe du marché de la construction occasionne une escalade des coûts de construction sans précédent. La tendance à la hausse des coûts de construction nous mène à augmenter les estimations de coûts de construction en raison du marché.

Ces dépassements de coûts s'expliquent principalement par la surchauffe du marché de la construction et par l'ajout d'une contingence de projets qui n'avait pas été considérée lors du dépôt du budget initial ainsi qu'à l'intégration de travaux d'envergure supplémentaires reliés au programme de l'électrification des bus. Ces causes ont des effets collatéraux sur d'autres paramètres du projet dont notamment les activités connexes, l'inflation, les taxes et les frais financiers.

Afin de valider que le contexte du marché n'était pas spécifique aux projets de la STM, cette dernière a octroyé un mandat à une firme externe afin d'évaluer les impacts liés à la surchauffe du marché de la construction dans la région de Montréal. Les faits saillants et constats ont été présentés lors du comité spécial de suivi des actifs du 5 mars.

Considérant ces différents éléments, il est donc requis d'augmenter le budget d'un montant de 116,1 M$ afin de compléter la réalisation de ce projet.

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2025 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD - 2 - Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients

DD - 3 - Maintenir un positionnement d'employeur responsable

DD - 4 - Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles

DD - 5 - Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols

DD - 6 - Renforcer la démarche en approvisionnement responsable

☑ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Conseiller corporatif - projets
Nom : Yves Jacques

Service : Trésorerie, Portefeuille de projets et invest.
Nom : Louis-Samuel Cloutier

Certification juridique
En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Josie Castronovo
Signé avec ConsignO Cloud (18/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-170-1 modifiant le R-170 Centre de transport Bellechasse

Informations financières ☑ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2020	2021	2022 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention basée sur ce budget révisé sera déposée sous peu au MTQ qui confirmera cette qualification.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorier : Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-170-1 modifiant le R-170 Centre de transport Bellechasse

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☑ Exposé du besoin / PSO-2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Autorisation d'emprunt pour le projet Centre de transport Bellechasse
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO 2025). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM.

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO 2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☑ Développement durable / Accessibilité universelle

DD - 7 - Impliquer les parties prenantes externes et accroître les liens avec les collectivités locales
DD - 8 - Accroître la contribution économique et sociale de la STM

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	Centre de transport Bellechasse	**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-170-1	**Montant :**	RE : 365 861 463 $

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'administration de la STM a autorisé en avril 2017 un règlement d'emprunt (R-170) de 249,7 M$ pour la construction du nouveau centre de transport Bellechasse.

La surchauffe du marché de la construction occasionne une escalade des coûts de construction sans précédent. La tendance à la hausse des coûts de construction nous mène à augmenter les estimations de coûts de construction en raison du marché.

Ces dépassements de coûts s'expliquent principalement par la surchauffe du marché de la construction et par l'ajout d'une contingence de projets qui n'avait pas été considérée lors du dépôt du budget initial ainsi qu'à l'intégration de travaux d'envergure supplémentaires reliés au programme de l'électrification des bus. Ces causes ont des effets collatéraux sur d'autres paramètres du projet dont notamment les activités connexes, l'inflation, les taxes et les frais financiers.

Afin de valider que le contexte du marché n'était pas spécifique aux projets de la STM, cette dernière a octroyé un mandat à une firme externe afin d'évaluer les impacts liés à la surchauffe du marché de la construction dans la région de Montréal. Les faits saillants et constats ont été présentés lors du comité spécial de suivi des actifs du 5 mars.

Considérant ces différents éléments, il est donc requis d'augmenter le budget d'un montant de 116,1 M$ afin de compléter la réalisation de ce projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- **9 février 2017** : Conseil d'administration de la STM => Approbation du règlement R-170 au montant de 249,7 M$;
- **30 janvier 2020** : Comité GPP – modification => Le dossier a été présenté au comité;
- **13 février 2020 :** Comité de suivi des actifs (CSA) => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget supplémentaire de 116,1 M$. Le budget passe donc de 254,2 M$ à 370,3 M$ en considérant le budget spécial d'exploitation de 4,5 M$

JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION

L'augmentation budgétaire de 116,1 M$ s'explique principalement par :

Description	Montant (en M$)
1) Marché	72,5
2) Contingence de projet	30,3
3) Travaux additionnels reliés à l'électrification	5,6
4) Ajustements - frais financiers, taxes, inflation et autres	7,7
Total	**116,1**

1) Marché

Des informations provenant de diverses sources démontrent que le marché de la construction a connu une période de surchauffe notamment à Montréal et qui continuera pour les prochaines années avec l'annonce des nombreux projets majeurs de la région.

Le pourcentage a été établi à 29 % sur les montants des coûts de construction entre 2017 et 2019 ainsi qu'une hypothèse de 10 % par année subséquente de 2020 et 2021.

2) Contingence de projet

Seules les contingences de design et de réalisation ont été incorporées dans le budget autorisé en 2016. Afin d'assurer une bonne gestion du projet l'ajout d'un 10 % de contingence de projet est primordial pour l'exécution du projet, notamment en raison :

- Du contexte du marché;
- De sa réalisation dans un contexte d'échéancier très serré;
- Des interfaces avec le milieu à haute densité résidentielle et autres projets (viaduc Van Horne, REV, station Rosemont, Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), etc.);
- Des ressources humaines : expertise, disponibilité en période de pénurie de main-d'œuvre;
- De d'autres risques potentiels.

3) Travaux additionnels reliés à l'électrification

Des travaux supplémentaires ont été demandés afin de prévoir toutes les infrastructures nécessaires pour l'électrification de l'entièreté de la flotte d'autobus du centre de transport (CT) Bellechasse. Étant donné que certains travaux reliés à l'électrification ont dû être entrepris avant l'autorisation du RE de l'électrification, une partie des coûts du projet d'électrification doit être maintenue dans le RE du CT Bellechasse, notamment des mandats et des études ainsi qu'un surplus d'excavation pour l'accueil d'un étage technique additionnel dans le CT.

4) Ajustements – gestion de projet, taxes et frais financiers, inflation et autres coûts

Les coûts estimés pour la gestion de projet, les taxes et frais financiers, l'inflation et les autres coûts ont été ajustés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet du projet est maintenant de 370 322 951 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 116 137 497 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 365 861 463 $ et d'un montant de 4 461 488 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	357 245 766 $
Frais financiers	8 615 697 $
Total RE	**365 861 463 $**
Budget spécial d'exploitation	4 461 488 $
Coût complet du projet	**370 322 951 $**

Admissibilité du projet à une subvention :

Ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention basée sur ce budget révisé sera déposée sous peu au MTQ qui confirmera cette qualification.

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Le projet contribue à 6 des 16 objectifs du *Plan stratégique organisationnel 2025* de la STM :

- Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise;
- Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible;
- Améliorer l'expérience client - Réduire le déficit de maintien des actifs;
- Améliorer l'expérience client - Poursuivre l'électrification du réseau;
- Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité;
- Attirer, développer et mobiliser les talents - Développer les compétences.

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	Centre de transport Bellechasse	**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-170-1	**Montant :**	RE : 365 861 463 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à 7 des 9 chantiers du *Plan de développement durable 2025* de la STM :

- Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients;
- Maintenir un positionnement d'employeur responsable;
- Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles;
- Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols;
- Renforcer la démarche en approvisionnement responsable;
- Impliquer les parties prenantes externes et accroître les liens avec les collectivités locales;
- Accroître la contribution économique et sociale de la STM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Autorisation de la modification du RE par le CA-STM	3 avril 2020
Autorisation du nouveau RE par le MAMH	Juillet 2020
Activités de mise en œuvre (MEO)	2018 à 2022
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

RÈGLEMENT R-170-1

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS, LE TERME ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)

ATTENDU que le 9 février 2017, la Société de transport de Montréal (ci-après la « **Société** ») approuvait le « RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2017-2026 » (résolution CA-2017-035) (ci-après le « **Règlement R-170** »);

ATTENDU que le Règlement R-170 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 août 2017 (CG17 0399) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 12 octobre 2017 (AM 289841);

ATTENDU que depuis le début de la réalisation du projet, en raison de la surchauffe du marché de la construction, de la nécessité d'ajouter une contingence pour le projet et de l'intégration de travaux d'envergure supplémentaires reliés au programme de l'électrification des bus, l'estimation de l'ensemble des coûts a été dépassée;

ATTENDU qu'en considération de ces différents éléments, il y a lieu de modifier le terme de financement actuel de vingt (20) ans pour un terme de trente (30) ans;

ATTENDU qu'en considération de ces mêmes éléments, afin de compléter la réalisation du projet, il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels;

ATTENDU qu'en plus, pour poursuivre la réalisation du projet, certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement;

ATTENDU que le projet « Centre de transport Bellechasse» à la rubrique « Bus » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-170;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-170, tel que modifié par le présent Règlement R-170-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **CENT SEIZE MILLIONS CENT TRENTE-SEPT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT DOLLARS (116 137 497 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe 1.1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe 1 du Règlement R-170;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe 1.1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe 1.1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **ONZE MILLIONS SIX CENT TREIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS (11 613 749 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-170, tel que modifié par le règlement R-170-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-170.

PAR CONSÉQUENT, IL EST DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-168-1 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du Règlement R-170, tel que modifié par le Règlement R-170-1;

ARTICLE 2 Le libellé du Règlement R-170, tel que modifié par le Règlement R-170-1 est remplacé par ce qui suit :

« Règlement R-170 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-170-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $) POUR FINANCER LE PROJET « CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE »

ARTICLE 3 L'article 2 du Règlement R-170, est modifié en le remplaçant par ce qui suit :

« La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée maximale de **TRENTE (30) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)**, dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées au présent règlement et à l'Annexe 1.1 du règlement R-170-1;»

ARTICLE 4 L'Annexe 1 jointe au Règlement R-170 est remplacée par l'Annexe 1.1 jointe au présent Règlement R-170-1 pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 5 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer ou de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-170, tel que modifié par le présent règlement R-170-1;

ARTICLE 6 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de **ONZE MILLIONS SIX CENT TREIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS (11 613 749 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement R-170, tel que modifié par le présent règlement, pour les sommes engagées pour les fins du règlement R-170-1 avant son adoption;

ARTICLE 7 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 3 AVRIL 2020.

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVAIN JOLY
Secrétaire corporatif

Page suivante : Annexe 1.1

ANNEXE 1.1

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT R-170-1

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Centre de transport Bellechasse		-
		-
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		-
		-
Main-d'œuvre interne	16 714 743 $	-
Biens et services	266 792 912 $	283 507 654 $
		-
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :		**283 507 654 $**
		-
Taxes nettes de ristournes	13 306 296 $	-
Contingences / risques	51 967 946 $	-
Inflation	8 463 869 $	73 738 111 $
Sous-total avant frais financiers :		**357 245 765 $**
		-
Frais financiers	8 615 698 $	8 615 698 $
		-
Total :		**365 861 463 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

RECOMMANDATION/SOMMAIRE EXÉCUTIF

SUITE DE LA RUBRIQUE INTITULÉE :

« Démarche, solution proposée et conclusion »

L'augmentation budgétaire de 116,1 M$ s'explique principalement par :

Description	Montant (en M$)
1) Marché	72,5
2) Contingence de projet	30,3
3) Travaux additionnels reliés à l'électrification	5,6
4) Ajustements - frais financiers, taxes, inflation et autres	7,7
Total	**116,1**

1) Marché

Des informations provenant de diverses sources démontrent que le marché de la construction a connu une période de surchauffe notamment à Montréal et qui continuera pour les prochaines années avec l'annonce des nombreux projets majeurs de la région.

Le pourcentage a été établi à 29 % sur les montants des coûts de construction entre 2017 et 2019 ainsi qu'une hypothèse de 10 % par année subséquente de 2020 et 2021.

2) Contingence de projet

Seules les contingences de design et de réalisation ont été incorporées dans le budget autorisé en 2016. Afin d'assurer une bonne gestion du projet, l'ajout d'un 10 % de contingence de projet est primordial pour l'exécution du projet, notamment en raison :

- Du contexte du marché;
- De sa réalisation dans un contexte d'échéancier très serré;
- Des interfaces avec le milieu à haute densité résidentielle et autres projets (viaduc Van Horne, REV, station Rosemont, OMHM, etc.);
- Des ressources humaines : expertise, disponibilité en période de pénurie de main-d'œuvre;
- De d'autres risques potentiels.

3) Travaux additionnels reliés à l'électrification

Des travaux supplémentaires ont été demandés afin de prévoir toutes les infrastructures nécessaires pour l'électrification de l'entièreté du parc d'autobus du centre de transport (CT) Bellechasse. Étant donné que certains travaux reliés à l'électrification ont dû être entrepris avant l'autorisation du RE de l'électrification, une partie des coûts du projet d'électrification doivent être maintenus dans le RE du CT Bellechasse, notamment des mandats et des études ainsi qu'un surplus d'excavation pour l'accueil d'un étage technique additionnel dans le CT.

4) Ajustements – gestion de projet, taxes et frais financiers, inflation et autres coûts

Les coûts estimés pour la gestion de projet, les taxes et frais financiers, l'inflation et les autres coûts ont été ajustés.

Volet financier

Le coût complet du projet est maintenant de 370 322 951 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 116 137 497 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 365 861 463 $ et d'un montant de 4 461 488 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	357 245 766 $
Frais financiers	8 615 697 $
Total RE	**365 861 463 $**
Budget spécial d'exploitation	4 461 488 $
Coût complet du projet	**370 322 951 $**

Extrait du procès-verbal d'une assemblée extraordinaire du conseil d'administration

de la Société de transport de Montréal

tenue le 3 avril 2020

par voie de conférence téléphonique

CA-2020-051 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS, LE TERME ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $) ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2020-2029

ATTENDU que le 9 février 2017, la Société de transport de Montréal (ci-après la « **Société** ») approuvait le « RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2017-2026 » (résolution CA-2017-035) (ci-après le « **Règlement R-170** »);

ATTENDU que le Règlement R-170 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 août 2017 (CG17 0399) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 12 octobre 2017 (AM 289841);

ATTENDU que depuis le début de la réalisation du projet, en raison de la surchauffe du marché de la construction, de la nécessité d'ajouter une contingence pour le projet et de l'intégration de travaux d'envergure supplémentaires reliés au programme de l'électrification des bus, l'estimation de l'ensemble des coûts a été dépassée;

ATTENDU qu'en considération de ces différents éléments, il y a lieu de modifier le terme de financement actuel de vingt (20) ans pour un terme de trente (30) ans;

ATTENDU qu'en considération de ces mêmes éléments, afin de compléter la réalisation du projet, il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels;

ATTENDU qu'en plus, pour poursuivre la réalisation du projet, certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement;

ATTENDU que le projet « Centre de transport Bellechasse » à la rubrique « Bus » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-170;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-170, tel que modifié par le présent Règlement R-170-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **CENT SEIZE MILLIONS CENT TRENTE-SEPT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT DOLLARS (116 137 497 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe 1.1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe 1 du Règlement R-170;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe 1.1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe 1.1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **ONZE MILLIONS SIX CENT TREIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS (11 613 749 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-170, tel que modifié par le règlement R-170-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-170.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification et finances

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par monsieur Georges Bourelle
APPUYÉ par madame Catherine Morency

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° DE MODIFIER le livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, dans la section autorisée le projet intitulé « Centre de transport Bellechasse » pour le secteur « Bus » pour un montant total de 370 322 951 $, incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers;

2° D'ADOPTER le règlement R-170-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS, LE TERME ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $), pour un terme maximal de TRENTE (30) ANS, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et le Secrétaire corporatif de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° DE REMPLACER le libellé du Règlement R-170 par ce qui suit : « Règlement R-170 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-170-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $) POUR FINANCER LE PROJET « CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE »;

4° DE CONSENTIR à ce que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-170, tel que modifié par le règlement R-170-1;

5° D'AUTORISER la Société à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de ONZE MILLIONS SIX CENT TREIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS (11 613 749 $) provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Frédérick Roussel
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Centre de transport Bellechasse		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	16 714 743 $	
Biens et services	266 792 912 $	283 507 654 $
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :		**283 507 654 $**
Taxes nettes de ristournes	13 306 296 $	
Contingences / risques	51 967 946 $	
Inflation	8 463 869 $	73 738 111 $
Sous-total avant frais financiers :		**357 245 765 $**
Frais financiers	8 615 698 $	8 615 698 $
Total :		**365 861 463 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 45.02

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1208464002

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-168-1 modifiant le règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de vingt (20) ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

Il est recommandé
d'approuver le règlement R-168-1 modifiant le règlement R-168 autorisant un emprunt de deux cent dix millions de dollars (210 000 000 $) pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à trois cent cinquante-neuf millions cent mille dollars (359 100 000 $) et la modification du programme des immobilisations 2020-2029, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (RLRQ c. S-30.01)

Signé par Sylvain - Ext JOLY **Le** 2020-04-21 15:21

Signataire : Sylvain - Ext JOLY

Secrétaire corporatif et directeur – Affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208464002**

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-168-1 modifiant le règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de vingt (20) ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

CONTENU

CONTEXTE

voir pièces jointes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte - Ext HÉBERT
Assistante - secrétaire

Tél : 514-350-0800 poste 86100

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Frédérick - Ext ROUSSEL
Secrétaire corporatif adjoint

Tél : 514 350-0800 poste 85203

Télécop. :

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Recommandation R-168-1 modifiant le R-168 Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, pour modifier dans la section autorisée le projet intitulé « Programme d'accessibilité des stations de métro » pour le secteur métro pour un montant total de 361 828 364 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER le règlement R-168-1 modifiant le règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de vingt (20) ans.

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme additionnelle maximale de 14 910 000 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : **$** –

DE responsable : Planification et Finances

Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Nom : Linda Lebrun

DE responsable :

Nom :

Secrétaire de l'assemblée : *Sylvain Joly*
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)

☑ Améliorer l'expérience client ☐ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☑ Maîtriser les finances ☐ Attirer, développer et mobiliser les talents

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2025 cette recommandation vise-t-elle:

Améliorer l'expérience client - Poursuivre le déploiement de l'accessibilité universelle

Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2025

Modification du Programme des immobilisations 2020-2029
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, pour le secteur métro, il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2020-2029.

Autorisation d'emprunt pour le projet Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO 2025). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM dans son souci constant d'accessibilité universelle et dans ses objectifs d'efficacité opérationnelle.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)*

Autorisation et octroi de contrat

Président (cochez si requis) : ☐ Vice-président (cochez si requis) : ☐

Directeur général:		

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-168-1 modifiant le R-168 Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité :	Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets)	Date: (jj/mm/an)	27	09	2019
Comité :	Comité suivi des actifs	Date: (jj/mm/an)	09	10	2019

Démarche, solution proposée et conclusion

Depuis le début de la réalisation du programme d'accessibilité, nous constatons de nombreux dépassements budgétaires lors de l'octroi des contrats. Nous anticipons que cette tendance se poursuivra durant toute la phase de mise en œuvre du programme.

Ces dépassements de coûts s'expliquent principalement par la surchauffe du marché de la construction, le niveau de complexité plus élevé de certains travaux, l'intégration d'opportunités non prévues à la portée initiale du programme et la durée des processus d'ingénierie et de mise en œuvre d'une durée supplémentaire de 13 mois pour compléter les travaux.

Considérant ces différents éléments, il est donc requis d'augmenter le budget d'un montant de 149,1 M$ afin de compléter la réalisation de cette première phase du programme d'accessibilité des stations de métro.

L'augmentation budgétaire s'explique principalement par :

1) Marché et inflation (55,3 M$)

Des informations provenant de diverses sources nous indiquent que le marché de la construction connaît une période de surchauffe importante. Afin de se prémunir contre cette escalade des coûts, une hausse de 30 % du budget a été prévue pour les prochains lots de construction.

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2025 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD - 1 - Décarboniser le transport collectif pour contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques

DD - 2 - Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients

DD - 3 - Maintenir un positionnement d'employeur responsable

DD - 4 - Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles

DD - 5 - Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols

☐ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Conseiller corporatif - projets

Nom : Yves Jacques

Service : Trésoerie, Portefeuille de projets et invest.

Nom : Louis-Samuel Cloutier

Certification juridique

En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Josie Castronovo
Signé avec ConsignO Cloud (18/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

stm

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-168-1 modifiant le R-168 Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1

Informations financières ☑ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2020	2021	2022 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, une demande de subvention a été soumise au MTQ le 16 octobre 2018 dans le cadre du programme régulier. La demande est en cours d'évaluation par le MTQ.

Une nouvelle demande de subvention incorporant les montants de la présente demande de modification sera effectuée.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorier : Linda Lebrun stm
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Objet : R-168-1 modifiant le R-168 Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2025 ☐ Subvention
☑ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

2) Modification de la portée des travaux (65,1 M$)

La portée initiale des travaux se basait intégralement sur l'étude de caractérisation des stations de 2012. Il s'avère que la réalisation de 7 des 14 stations est plus complexe que prévue (travaux supplémentaires en structure, en civil, en architecture, ainsi que l'ajout de puits de ventilation naturelle (PVN)).

Quelques travaux supplémentaires ont été demandés pour des raisons de fluidité, d'architecture ou divers autres besoins qui demandent à être faits en même temps que les travaux d'accessibilité.

De plus, une somme additionnelle est nécessaire pour couvrir les frais additionnels liés à l'acquisition des terrains et des ententes de construction.

Évidemment, l'augmentation des coûts de construction combinée à un décalage de 13 mois sur l'échéancier global du programme a un impact direct sur les frais connexes.

Des frais additionnels sont anticipés pour les œuvres d'art, les mandats de travaux connexes, les transports et accompagnements, les services professionnels (architecture, laboratoire, géotechnique), les activités connexes internes ainsi que l'intégration des équipements (plus nombreux) à la commande centralisée.

3) Gestion de projet, contingence, taxes et frais financiers (28,7 M$)

Les coûts estimés pour la gestion de projet, la contingence de programme, les frais financiers et les taxes ont été ajustés afin de refléter les coûts finaux estimés.

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO 2025 ☐ Subvention
☑ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Volet financier

Le coût complet du projet est maintenant de 361 828 364 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 149 100 000 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 359 100 000 $ et d'un montant de 2 728 364 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	349 534 613 $
Frais financiers	9 565 387 $
Total RE	**359 100 000 $**
Budget spécial d'exploitation	2 728 364 $
Coût complet du projet	**361 828 364 $**

	Sommaire décisionnel du règlement		
Titre	Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1	**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-168-1	**Montant :**	RE : 359 100 000 $

CONTENU

CONTEXTE

En juillet 2009, le conseil d'administration de la Société de transport de Montréal adoptait la politique d'accessibilité universelle dans laquelle la STM s'engage à incorporer « dans l'exercice de ses activités quotidiennes les moyens qui favorisent et qui encouragent l'accessibilité universelle dans tous les domaines de ses opérations, tout en respectant les ressources dont elle dispose ».

En septembre 2016, le conseil d'administration de la STM autorisait un règlement d'emprunt (R-168), au montant de 210 M$, afin de financer le Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1. Ce programme vise à améliorer l'accessibilité physique des infrastructures de la STM, faciliter les déplacements verticaux, fidéliser davantage la clientèle et améliorer le service à la clientèle en rendant universellement accessible entre 10 et 14 stations du réseau du métro de Montréal.

Depuis le début de la réalisation du programme d'accessibilité, nous constatons de nombreux dépassements budgétaires lors de l'octroi des contrats. Nous anticipons que cette tendance se poursuivra durant toute la phase de mise en œuvre du programme.

Ces dépassements de coûts s'expliquent principalement par la surchauffe du marché de la construction, le niveau de complexité plus élevé de certains travaux, l'intégration d'opportunités non prévues à la portée initiale du programme et la durée des processus d'ingénierie et de mise en œuvre d'une durée supplémentaire de 13 mois pour compléter les travaux.

Considérant ces différents éléments, il est donc requis d'augmenter le budget d'un montant de 149,1 M$ afin de compléter la réalisation de cette première phase du programme d'accessibilité des stations de métro.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1 a été présenté :

- **22 septembre 2016** : Conseil d'administration de la STM => Approbation du règlement R-168 au montant de 210 M$;
- **6 avril 2017** : Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - Approbation du règlement R-168 au montant de 210 M$;
- **27 septembre 2019** : Comité GPP – modification => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget supplémentaire de 149,1 M$. Le budget passe donc de 212,7 M$ à 361,8 M$ en considérant le budget spécial d'exploitation de 2,7 M$
- **9 octobre 2019 :** Comité de suivi des actifs (CSA) => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget complet du projet pour permettre la réalisation des travaux proposés.

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1		**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-168-1	**Montant :**	RE : 359 100 000 $	

JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION

L'augmentation budgétaire de 149,1 M$ s'explique principalement par :

Description		Montant (en M$)
1) Marché et inflation		**55,3**
2) Modification de la portée des travaux		
A - Travaux non prévus	29,6	
B - Travaux additionnels	13,1	
C - Effets collatéraux	9,0	
D - Activités connexes	13,4	**65,1**
3) Gestion de projets, contingence, taxes et frais financiers		**28,7**
Total		**149,1**

1) Marché et inflation

Des informations provenant de diverses sources nous indiquent que le marché de la construction connaît une période de surchauffe importante. Afin de se prémunir contre cette escalade des coûts, une hausse de 30 % du budget a été prévue pour les prochains lots de construction.

2) Modification de la portée des travaux

La portée initiale des travaux se basait intégralement sur l'étude de caractérisation des stations de 2012. Il s'avère que la réalisation de 7 des 14 stations est plus complexe que prévue (travaux supplémentaires en structure, en civil, en architecture, ainsi que l'ajout de puits de ventilation naturelle (PVN).

Quelques travaux supplémentaires ont été demandés pour des raisons de fluidité, d'architecture ou divers autres besoins qui demandent à être faits en même temps que les travaux d'accessibilité.

De plus, une somme additionnelle est nécessaire pour couvrir les frais additionnels liés à l'acquisition des terrains et des ententes de construction.

Évidemment, l'augmentation des coûts de construction combinée à un décalage de 13 mois sur l'échéancier global du programme a un impact direct sur les frais connexes.

Des frais additionnels sont anticipés pour les œuvres d'art, les mandats de travaux connexes, les transports et accompagnements, les services professionnels (architecture, laboratoire, géotechnique), les activités connexes internes ainsi que l'intégration des équipements (plus nombreux) à la commande centralisée.

3) Gestion de projet, contingence, taxes et frais financiers

Les coûts estimés pour la gestion de projet, la contingence de programme, les frais financiers et les taxes ont été ajustés afin de refléter les coûts finaux estimés.

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1		**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-168-1	**Montant :**	RE : 359 100 000 $	

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet du projet est maintenant de 361 828 364 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 149 100 000 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 359 100 000 $ et d'un montant de 2 728 364 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	349 534 613 $
Frais financiers	9 565 387 $
Total RE	**359 100 000 $**
Budget spécial d'exploitation	2 728 364 $
Coût complet du projet	**361 828 364 $**

Admissibilité du projet à une subvention :
Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, une demande de subvention a été soumise au MTQ le 16 octobre 2018 dans le cadre du programme régulier. La demande est en cours d'évaluation par le MTQ.

Une nouvelle demande de subvention incorporant les montants de la présente demande de modification sera effectuée.

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Le projet contribue à 2 des 16 objectifs du *Plan stratégique organisationnel 2025* de la STM :

- Améliorer l'expérience client - Poursuivre le déploiement de l'accessibilité universelle;
- Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à 5 des 9 chantiers du *Plan de développement durable 2025* de la STM :

- Décarboniser le transport collectif pour contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques;
- Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients;
- Maintenir un positionnement d'employeur responsable;
- Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles;
- Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Autorisation de la modification du RE par le CA-STM	3 avril 2020
Autorisation du nouveau RE par le MAMH	Août 2020
Activités de préparation et de mise en œuvre (PMEO)	Décembre 2017 à 2023
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Décembre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

RÈGLEMENT R-168-1

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-168 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $)

ATTENDU que le 22 septembre 2016, la Société de transport de Montréal (ci-après la « **Société** ») approuvait le « RÈGLEMENT R-168 RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1 » (résolution CA-2016-283 (ci-après le « **Règlement R-168** »);

ATTENDU que le Règlement R-168 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 novembre 2016 (CG16 0648), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 23 février 2017 (CC17-009) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 6 avril 2017 (AM 288128);

ATTENDU que depuis le début de la réalisation du projet, en raison de la surchauffe du marché de la construction, du niveau de complexité plus élevé de certains travaux, de l'intégration d'opportunités non prévues à la portée initiale du programme et de la durée supplémentaire des processus d'ingénierie et de mise en œuvre pour compléter les travaux, l'estimation de l'ensemble des coûts a été dépassée;

ATTENDU qu'en considération de ces différents éléments, afin de poursuivre la phase 1 du projet, il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels;

ATTENDU qu'en plus, pour poursuivre la réalisation du projet, certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement;

ATTENDU que le projet « Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1 » à la rubrique « Réseau du métro » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-168;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-168, tel que modifié par le présent Règlement R-168-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (149 100 000 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $)** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe 1.1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe 1 du Règlement R-168;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe 1.1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe 1.1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **QUATORZE MILLIONS NEUF CENT DIX MILLE DOLLARS (14 910 000 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-168, tel que modifié par le règlement R-168-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-168.

PAR CONSÉQUENT, IL EST DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-168-1 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du Règlement R-168, tel que modifié par le Règlement R-168-1;

ARTICLE 2 Le libellé du Règlement R-168, tel que modifié par le Règlement R-168-1 est remplacé par ce qui suit :

« Règlement R-168 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-168-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $) POUR FINANCER LE PROJET « PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1 »

ARTICLE 3 L'article 2 du Règlement R-168, est modifié en le remplaçant par ce qui suit :

« La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée maximale de **VINGT (20) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $)**, dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées au présent règlement et à l'Annexe 1.1 du règlement R-168-1;»

ARTICLE 4 L'Annexe 1 jointe au Règlement R-168 est remplacée par l'Annexe 1.1 jointe au présent Règlement R-168-1 pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 5 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer ou de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-168, tel que modifié par le présent règlement R-168-1;

ARTICLE 6 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de **QUATORZE MILLIONS NEUF CENT DIX MILLE DOLLARS (14 910 000 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement R-168, tel que modifié par le présent règlement, pour les sommes engagées pour les fins du règlement R-168-1 avant son adoption;

ARTICLE 7 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 3 AVRIL 2020.

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVAIN JOLY
Secrétaire corporatif

Page suivante : Annexe 1.1

ANNEXE 1.1

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-168 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $)

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	58 090 408 $	
Biens et services	250 780 957 $	308 871 365 $
Sous-total avant taxes, contingences, et frais financiers :		**308 871 365 $**
Taxes nettes de ristournes	13 845 248 $	
Contingences / risques	26 818 000 $	40 663 248 $
Sous-total avant frais financiers :		**349 534 613 $**
Frais financiers	9 565 387 $	9 565 387 $
Total :		**359 100 000 $**

**Les montants indiqués en regard de chacun des items étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses items s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément prévu au présent règlement, incluant les frais financiers, dont la dépense est plus élevée.*

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	58 090 408 $	
Biens et services	250 780 957 $	308 871 365 $
Sous-total avant taxes, contingences, et frais financiers :		**308 871 365 $**
Taxes nettes de ristournes	13 845 248 $	
Contingences / risques	26 818 000 $	40 663 248 $
Sous-total avant frais financiers :		**349 534 613 $**
Frais financiers	9 565 387 $	9 565 387 $
Total :		**359 100 000 $**

Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée extraordinaire du conseil d'administration

de la Société de transport de Montréal

tenue le 3 avril 2020

par voie de conférence téléphonique

CA-2020-050 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-168 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $) ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2020-2029

ATTENDU que le 22 septembre 2016, la Société de transport de Montréal (ci-après la « **Société** ») approuvait le « RÈGLEMENT R-168 RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1 » (résolution CA-2016-283 (ci-après le « **Règlement R-168** »);

ATTENDU que le Règlement R-168 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 novembre 2016 (CG16 0648), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 23 février 2017 (CC17-009) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 6 avril 2017 (AM 288128);

ATTENDU que depuis le début de la réalisation du projet, en raison de la surchauffe du marché de la construction, du niveau de complexité plus élevé de certains travaux, de l'intégration d'opportunités non prévues à la portée initiale du programme et de la durée supplémentaire des processus d'ingénierie et de mise en œuvre pour compléter les travaux, l'estimation de l'ensemble des coûts a été dépassée;

ATTENDU qu'en considération de ces différents éléments, afin de poursuivre la phase 1 du projet, il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels;

ATTENDU qu'en plus, pour poursuivre la réalisation du projet, certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement;

ATTENDU que le projet « Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1 » à la rubrique « Réseau du métro » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-168;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-168, tel que modifié par le présent Règlement R-168-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (149 100 000 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **trois cent cinquante-neuf millions cent mille dollars (359 100 000 $)** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe 1.1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe 1 du Règlement R-168;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe 1.1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe 1.1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **QUATORZE MILLIONS NEUF CENT DIX MILLE DOLLARS (14 910 000 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-168, tel que modifié par le règlement R-168-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-168.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification et finances

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par madame Laurence Parent
APPUYÉ par madame Marie-Andrée Mauger

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU 1° DE MODIFIER le livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, dans la section autorisée le projet intitulé « Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1 » pour le secteur métro pour un montant total de 361 828 364 $, incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers;

2° D'ADOPTER le règlement R-168-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-168 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $), pour un terme maximal de VINGT (20) ANS, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et le Secrétaire corporatif de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° DE REMPLACER le libellé du Règlement R-168 par ce qui suit : « Règlement R-168 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-168-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $) POUR FINANCER LE PROJET « PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1 »;

4° DE CONSENTIR à ce que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-168, tel que modifié par le règlement R-168-1;

5° D'AUTORISER la Société à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT DIX MILLE DOLLARS (14 910 000 $) provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Frédérick Roussel
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 45.03

2020/05/28 17:00

(2)

Dossier # : 1208464001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-156-2 modifiant le règlement R-156-1 autorisant un emprunt de 394 500 000 $ pour financer le projet Garage Côte-Vertu, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de trente (30) ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

Il est recommandé
d'approuver le règlement R-156-2 modifiant le règlement R-156 autorisant un emprunt de vingt-neuf millions cinq cent mille dollars (29 500 000 $) pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, tel que modifié par le règlement R-156-1 ayant modifié les objets et le libellé du règlement 156 et augmenté le montant de l'emprunt à trois cent quatre-vingt-quatorze millions cinq cent mille dollars (394 500 000 $), afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à quatre cent quatre-vingt-douze millions deux cent cinquante-six mille cinq cent quinze dollars (492 256 515 $) et modification du programme des immobilisations 2020-2029, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (RLRQ c. S-30.01)

Signé par Sylvain - Ext JOLY **Le** 2020-04-21 15:18

Signataire : Sylvain - Ext JOLY

Secrétaire corporatif et directeur – Affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1208464001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-156-2 modifiant le règlement R-156-1 autorisant un emprunt de 394 500 000 $ pour financer le projet Garage Côte-Vertu, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de trente (30) ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

CONTENU

CONTEXTE

voir pièces jointes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte - Ext HÉBERT
Assistante - secrétaire

Tél : 514-350-0800 poste 86100

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Frédérick - Ext ROUSSEL
Secrétaire corporatif adjoint

Tél : 514 350-0800 poste 85203

Télécop. :

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Recommandation R-156-2 modifiant le R-156-1 Garage Côte-Vertu

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, pour modifier dans la section autorisée le projet intitulé « Garage Côte-Vertu » pour le secteur du métro pour un montant total de 500 196 515 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER le règlement R-156-2 modifiant le règlement R-156-1 autorisant un emprunt de 394 500 000 $ pour financer le projet Garage Côte-Vertu, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de trente (30) ans.

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme additionnelle maximale de 9 775 651 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : **$** –

DE responsable : Planification et Finances

Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Nom : Linda Lebrun

DE responsable :

Nom :

Secrétaire de l'assemblée : *Sylvain Joly*
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)

☑ Améliorer l'expérience client ☐ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☑ Maîtriser les finances ☑ Attirer, développer et mobiliser les talents

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2025 cette recommandation vise-t-elle:

Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise

Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible

Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité

Attirer, développer et mobiliser les talents - Encourager l'implication et le leadership

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2025

Modification du Programme des immobilisations 2020-2029
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Garage Côte-Vertu, pour le secteur du métro, il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2020-2029.

Autorisation d'emprunt pour le projet Garage Côte-Vertu
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO 2025). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)*

Autorisation et octroi de contrat

Président (cochez si requis) : ☐ Vice-président (cochez si requis) : ☐

Directeur général:		

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-156-2 modifiant le R-156-1 Garage Côte-Vertu

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité : Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) Date: (jj/mm/an) 30 01 2020
Comité : Comité suivi des actifs Date: (jj/mm/an) 05 03 2020

Démarche, solution proposée et conclusion

Le 3 février 2016, le conseil d'administration de la STM autorisait un règlement d'emprunt (R-156-1), au montant de 394,5 M$, afin de financer le Garage Côte-Vertu.

En 2019, des risques, associés notamment au manque de disponibilité de la main-d'œuvre en construction et touchant plus spécifiquement le contrat CI01 « Excavation et bétonnage », se sont matérialisés ce qui a eu un impact direct sur les travaux de ce contrat et, par conséquent, sur l'échéancier de projet.

En 2016, le risque de pénurie de la main d'œuvre en construction n'avait pas été identifié. En effet, la difficulté de mobiliser le personnel spécialisé lors du bétonnage est devenue un enjeu majeur pour le projet. Plusieurs projets au Québec sont impactés par le manque de disponibilité de ces ressources, surtout pour les quarts de nuit et de fins de semaine. Des enjeux similaires ont été vécus récemment sur plusieurs chantiers de la région de Montréal, dont celui du nouveau pont Champlain. Plus spécifiquement, l'augmentation du nombre de projets de construction dans la région de Montréal, incluant celui du REM, a accru le niveau de difficulté de combler les quarts de nuit et de fins de semaine surtout pour les travaux de bétonnage.

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2025 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD - 2 - Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients
DD - 3 - Maintenir un positionnement d'employeur responsable
DD - 4 - Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles
DD - 5 - Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols
DD - 6 - Renforcer la démarche en approvisionnement responsable

☑ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Conseiller corporatif - projets
Nom : Yves Jacques

Service : Trésorerie, Portefeuille de projets et invest.
Nom : Louis-Samuel Cloutier

Certification juridique
En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Josie Castronovo
Signé avec ConsignO Cloud (18/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-156-2 modifiant le R-156-1 Garage Côte-Vertu

Informations financières ☑ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2020	2021	2022 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Actuellement deux programmes de subvention soutiennent ce projet :

- Programme d'Aide Financière au Fonds pour l'Infrastructure de Transport en commun (PAFFITC)
- Programme d'Aide Gouvernementale au Transport Collectif des Personnes (PAGTCP)

Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, une nouvelle demande de subvention incorporant les montants de la présente demande de modification sera effectuée.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorier : Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-156-2 modifiant le R-156-1 Garage Côte-Vertu

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☑ Développement durable / Accessibilité universelle

DD - 7 - Impliquer les parties prenantes externes et accroître les liens avec les collectivités locales
DD - 8 - Accroître la contribution économique et sociale de la STM

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO 2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	Garage Côte-Vertu	**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-156-2	**Montant :**	RE : 492 256 515 $

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 février 2016, le conseil d'administration de la STM autorisait un règlement d'emprunt (R-156-1), au montant de 394,5 M$, afin de financer le Garage Côte-Vertu.

En 2019, des risques, associés notamment au manque de disponibilité de la main-d'œuvre en construction et touchant plus spécifiquement le contrat CI01 « Excavation et bétonnage », se sont matérialisés ce qui a eu un impact direct sur les travaux de ce contrat et, par conséquent, sur l'échéancier de projet.

En 2016, le risque de pénurie de la main-d'œuvre en construction n'avait pas été identifié. Depuis, la difficulté de mobiliser le personnel spécialisé lors du bétonnage est devenue un enjeu majeur pour le projet. Plusieurs projets au Québec sont impactés par le manque de disponibilité de ces ressources, surtout pour les quarts de nuit et de fins de semaine. Des enjeux similaires ont été vécus récemment sur plusieurs chantiers de la région de Montréal, dont celui du nouveau pont Champlain. Plus spécifiquement, l'augmentation du nombre de projets de construction dans la région de Montréal, incluant celui du REM, a accru le niveau de difficulté de combler les quarts de nuit et de fins de semaine surtout pour les travaux de bétonnage.

Afin de valider que le contexte du marché n'était pas spécifique aux projets de la STM, cette dernière a octroyé un mandat à une firme externe afin d'évaluer les impacts liés à la surchauffe du marché de la construction dans la région de Montréal. Les faits saillants et constats ont été présentés lors du comité spécial de suivi des actifs du 5 mars.

Considérant ces éléments, il est donc requis d'augmenter le montant du règlement d'emprunt d'une somme de 97,8 M$ passant de 394,5 M$, à 492,3 M$ afin de compléter la réalisation de ce projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- **3 février 2016** : Conseil d'administration de la STM => Approbation du règlement R-156-1 au montant de 394,5 M$;
- **30 janvier 2020** : Comité GPP – modification => Le dossier a été présenté au comité;
- **5 mars 2020 :** Comité de suivi des actifs (CSA) => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget supplémentaire de 82,1 M$. Le budget total passe donc de 418,1 M$ à 500,2 M$ en considérant le budget spécial d'exploitation de 7,9 M$. Puisque le règlement d'emprunt était demeuré à 394,5 M$, celui-ci sera augmenté de 97,8 M$.

JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION

La pénurie de main-d'œuvre, combinée à des enjeux géotechniques qui ont généré plusieurs changements à la conception du garage, a particulièrement touché le contrat CI01 « Excavation et bétonnage ». Des retards importants ont été constatés pour ce premier contrat. Les retards du CI01 ont des impacts sur les contrats subséquents (finition architecturale, équipements de voie, mécanique, électrique, ventilation, etc.) et décalent, par le fait même, la livraison du garage.

En tenant en compte des différentes mesures et avec la révision des divers échéanciers, la mise en service du garage est maintenant prévue en mars 2022, pour un report de 10 mois. Les mesures tiennent compte d'incitatifs monétaires afin de mobiliser du personnel supplémentaire et d'intégrer des mesures d'accélération dans les différents échéanciers de travaux.

Une enveloppe additionnelle est requise afin d'assurer le bon déroulement du projet et respecter les engagements de la STM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet du projet est maintenant de 500 196 515 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 97 756 515 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 492 256 515 $ et d'un montant de 7 940 000 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	482 529 116 $
Frais financiers	9 727 399 $
Total RE	**492 256 515 $**
Budget spécial d'exploitation	7 940 000 $
Coût complet du projet	**500 196 515 $**

Admissibilité du projet à une subvention :

Actuellement deux programmes de subvention soutiennent ce projet :

- Programme d'Aide Financière au Fonds pour l'Infrastructure de Transport en commun (PAFFITC) : Suite à une évaluation du dossier par le MTQ, une subvention de 90 % des dépenses admissibles a été autorisée pour un montant maximal de 166,8 M$ avant taxes et frais financiers. Cette subvention a été autorisée le 7 août 2018.

- Programme d'Aide Gouvernementale au Transport Collectif des Personnes (PAGTCP) : Suite à une évaluation du dossier par le MTQ, une subvention de 75 % des dépenses admissibles a été autorisée pour un montant maximal de 214,2 M$ avant taxes et frais financiers. Cette subvention a été autorisée le 28 septembre 2018.

Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, une nouvelle demande de subvention incorporant les montants de la présente demande de modification sera effectuée.

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Le projet contribue à 4 des 16 objectifs du *Plan stratégique organisationnel 2025* de la STM :

- Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise;
- Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible;
- Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité;
- Attirer, développer et mobiliser les talents - Encourager l'implication et le leadership.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à 7 des 9 chantiers du *Plan de développement durable 2025* de la STM :

- Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients;
- Maintenir un positionnement d'employeur responsable;
- Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles;
- Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols;
- Renforcer la démarche en approvisionnement responsable;
- Impliquer les parties prenantes externes et accroître les liens avec les collectivités locales;
- Accroître la contribution économique et sociale de la STM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Autorisation de la modification du RE par le CA-STM	3 avril 2020
Autorisation du nouveau RE par le MAMH	Août 2020
Activités de mise en œuvre (MEO)	2016 à mars 2022
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	Garage Côte-Vertu		**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-156-2	**Montant :**	RE : 492 256 515 $	

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

RÈGLEMENT R-156-2

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 AYANT MODIFIÉ LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT 156 ET AUGMENTÉ LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $), AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)

ATTENDU que le 6 mai 2015, la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») approuvait le « RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU » (résolution CA-2015-130) (ci-après le « Règlement R-156 »);

ATTENDU que le Règlement R-156 était approuvé par la Ville de Montréal le 18 juin 2015 (CG15 0433), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 1er octobre 2015 (CC15-032) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 19 novembre 2015 (AM 283844);

ATTENDU que le 3 février 2016, la Société approuvait le « RÈGLEMENT R-156-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $) » (résolution CA-2016-014) (ci-après le « Règlement R-156-1 »);

ATTENDU que le Règlement R-156-1 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 mars 2016 (CG16-0225), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 28 avril 2016 (CC16-021) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 21 juin 2016 (AM 283844);

ATTENDU que le projet de construction d'un troisième quai à la station Côte-Vertu tel que décrit au Règlement R-156 a été abandonné;

ATTENDU que le projet de construction d'un garage sous-terrain pour les voitures de métro (ci-après le « Garage Côte-Vertu ») tel que décrit au Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1, requiert l'octroi de nombreux contrats de services professionnels, de construction, de gestion et des travaux de transfert;

ATTENDU que certains contrats de services reliés à l'acquisition de terrains et d'autres reliés à la réalisation d'études, plans, devis et estimations pour la construction du garage ont déjà été octroyés suivant le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1;

ATTENDU que de nombreux autres coûts sont désormais à prévoir dans le cadre du projet du Garage Côte-Vertu afin de procéder à la construction, la mise en service et le transfert de celui-ci à l'exploitation de la Société;

ATTENDU que le projet « Garage Côte-Vertu » à la rubrique « Réseau du métro » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (97 756 515 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)** incluant les taxes et les frais financiers à court terme, le tout tel que plus amplement décrit à

l'Annexe A-2 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe A-1 du Règlement R-156-1 qui a remplacé l'Annexe A du Règlement R-156;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe A-2 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe A-2 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **NEUF MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (9 775 651 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et le Règlement R-156-2, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1.

PAR CONSÉQUENT, IL EST DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-156-1 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et le Règlement R-156-2;

ARTICLE 2 Le libellé du Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et le Règlement R-156-2, est remplacé par ce qui suit :

« RÈGLEMENT R-156 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 ET PAR LE RÈGLEMENT R-156-2, AUTORISANT UN EMPRUNT DE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE POUR VOITURES DE MÉTRO »

ARTICLE 3 L'article 3 du Règlement R-156-1 est modifié en le remplaçant par ce qui suit :

« La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée maximale de **TRENTE (30) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)**, dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées au présent règlement et à l'Annexe A-2 du Règlement R-156-2»

ARTICLE 4 L'Annexe A jointe au Règlement R-156, telle que remplacée par l'Annexe A-1 jointe au Règlement R-156-1, est remplacée par l'Annexe A-2 jointe au présent Règlement R-156-2 pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 5 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer ou de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2;

ARTICLE 6 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de **NEUF MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (9 775 651 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2, pour les sommes engagées pour les fins du règlement R-156-2 avant son adoption;

ARTICLE 7 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 3 AVRIL 2020

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVAIN JOLY
Secrétaire corporatif

Page suivante : Annexe A-2

ANNEXE A-2

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT R-156-2

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 AYANT MODIFIÉ LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT 156 ET AUGMENTÉ LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $), AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)

	Montant estimé*	Total*
A) Garage Côte-Vertu		-
		-
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		-
		-
Main-d'œuvre interne	28 976 543 $	-
Biens et services	345 886 875 $	374 863 418 $
		-
Sous-total avant taxes, contingences et frais financiers :		**374 863 418 $**
		-
Taxes nettes de ristournes	21 546 312 $	-
Contingences / risques	86 119 386 $	107 665 698 $
Sous-total avant frais financiers :		**482 529 116 $**
		-
Frais financiers	9 727 399 $	9 727 399 $
		-
Total :		**492 256 515 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Garage Côte-Vertu		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	28 976 543 $	
Biens et services	345 886 875 $	374 863 418 $
Sous-total avant taxes, contingences et frais financiers :		**374 863 418 $**
Taxes nettes de ristournes	21 546 312 $	
Contingences / risques	86 119 386 $	107 665 698 $
Sous-total avant frais financiers :		**482 529 116 $**
Frais financiers	9 727 399 $	9 727 399 $
Total :		**492 256 515 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

RECOMMANDATION/SOMMAIRE EXÉCUTIF

SUITE DE LA RUBRIQUE INTITULÉE :

« Démarche, solution proposée et conclusion »

Afin de valider que le contexte du marché n'était pas spécifique aux projets de la STM, cette dernière a octroyé un mandat à une firme externe afin d'évaluer les impacts liés à la surchauffe du marché de la construction dans la région de Montréal. Les faits saillants et constats ont été présentés lors du comité spécial de suivi des actifs du 5 mars.

Considérant ces éléments, il est donc requis d'augmenter le montant du règlement d'emprunt d'une somme de 97,8 M$ passant de 394,5 M$, à 492,3 M$ afin de compléter la réalisation de ce projet.

La pénurie de main-d'œuvre, combinée à des enjeux géotechniques qui ont généré plusieurs changements à la conception du garage, a particulièrement touché le contrat CI01 « Excavation et bétonnage ». Des retards importants ont été constatés pour ce premier contrat. Les retards du CI01 ont des impacts sur les contrats subséquents (finition architecturale, équipements de voie, mécanique, électrique, ventilation, etc.) et décalent, par le fait même, la livraison du garage.

En tenant en compte des différentes mesures et avec la révision des divers échéanciers, la mise en service du garage est maintenant prévue en mars 2022, pour un report de 10 mois. Les mesures tiennent compte d'incitatifs monétaires afin de mobiliser du personnel supplémentaire et d'intégrer des mesures d'accélération dans les différents échéanciers de travaux.

Une enveloppe additionnelle est requise afin d'assurer le bon déroulement du projet et respecter les engagements de la STM.

Volet financier

Le coût complet du projet est maintenant de 500 196 515 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 97 756 515 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 492 256 515 $ et d'un montant de 7 940 000 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	482 529 116 $
Frais financiers	9 727 399 $
Total RE	**492 256 515 $**
Budget spécial d'exploitation	7 940 000 $
Coût complet du projet	**500 196 515 $**

Extrait du procès-verbal d'une assemblée extraordinaire du conseil d'administration
de la Société de transport de Montréal
tenue le 3 avril 2020
par voie de conférence téléphonique

CA-2020-049 ADOPTION DU RÈGLEMENT R-156-2 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 AYANT MODIFIÉ LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT 156 ET AUGMENTÉ LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $), AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $) ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2020-2029

ATTENDU que le 6 mai 2015, la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») approuvait le « RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU » (résolution CA-2015-130) (ci-après le « Règlement R-156 »);

ATTENDU que le Règlement R-156 était approuvé par la Ville de Montréal le 18 juin 2015 (CG15 0433), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 1er octobre 2015 (CC15-032) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 19 novembre 2015 (AM 283844);

ATTENDU que le 3 février 2016, la Société approuvait le « RÈGLEMENT R-156-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $) » (résolution CA-2016-014) (ci-après le « Règlement R-156-1 »);

ATTENDU que le Règlement R-156-1 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 mars 2016 (CG16-0225), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 28 avril 2016 (CC16-021) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 21 juin 2016 (AM 283844);

ATTENDU que le projet de construction d'un troisième quai à la station Côte-Vertu tel que décrit au Règlement R-156 a été abandonné;

ATTENDU que le projet de construction d'un garage sous-terrain pour les voitures de métro (ci-après le « Garage Côte-Vertu ») tel que décrit au Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1, requiert l'octroi de nombreux contrats de services professionnels, de construction, de gestion et des travaux de transfert;

ATTENDU que certains contrats de services reliés à l'acquisition de terrains et d'autres reliés à la réalisation d'études, plans, devis et estimations pour la construction du garage ont déjà été octroyés suivant le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1;

ATTENDU que de nombreux autres coûts sont désormais à prévoir dans le cadre du projet du Garage Côte-Vertu afin de procéder à la construction, la mise en service et le transfert de celui-ci à l'exploitation de la Société;

ATTENDU que le projet « Garage Côte-Vertu » à la rubrique « Réseau du métro » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (97 756 515 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)** incluant les taxes et les frais financiers à court terme, le tout tel que plus amplement décrit à

l'Annexe A-2 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe A-1 du Règlement R-156-1 qui a remplacé l'Annexe A du Règlement R-156;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe A-2 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe A-2 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **NEUF MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (9 775 651 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et le Règlement R-156-2, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification et finances

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par monsieur Georges Bourelle
APPUYÉ par madame Claudia Lacroix Perron

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU 1° DE MODIFIER le livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, dans la section autorisée le projet intitulé « Garage Côte-Vertu » pour le secteur métro pour un montant total de 500 196 515 $, incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers (intérêts court terme);

2° D'ADOPTER le règlement R-156-2 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 AYANT MODIFIÉ LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT 156 ET AUGMENTÉ LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $), AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $), pour un terme maximal de TRENTE (30) ANS, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et le Secrétaire corporatif de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° DE REMPLACER le libellé du Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement 156-1 par ce qui suit : « RÈGLEMENT R-156 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 ET PAR LE RÈGLEMENT R-156-2, AUTORISANT UN EMPRUNT DE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE POUR VOITURES DE MÉTRO »;

4° DE CONSENTIR à ce que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue l'article 2 du règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2;

5° D'AUTORISER la Société à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de **NEUF MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (9 775 651 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Frédérick Roussel
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1200044001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approbation de l'entente relative à la COVID-19 entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section locale 125), signée le 26 mars 2020

Approuver l'entente relative à la Covid-19 entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationnale des pompiers, section locale 125), signée le 26 mars 2020

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-15 18:03

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200044001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approbation de l'entente relative à la COVID-19 entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section locale 125), signée le 26 mars 2020

CONTENU

CONTEXTE

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie de la COVID-19 le 11 mars 2020 et le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a adopté un décret en vertu de la *Loi sur la santé publique* par lequel il a déclaré un état d'urgence sanitaire relatif à cette pandémie , ordonné des mesures pour protéger la santé de la population et habilité la ministre de la Santé et des Services sociaux à en ordonner toute autre, lequel décret a été suivi par plusieurs autres décisions du gouvernement, de la ministre et des autorités de santé publique, notamment concernant la suspension de toute activité en milieu de travail, sauf à l'égard de ceux où sont offerts des services prioritaires maintenus dont les services d'incendie.
Par ailleurs, la Ville, l'Association et les employés pompiers assument des obligations pour l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité des travailleurs, en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travai l.*

Ainsi, les parties ont dû entreprendre des négociations pour adapter, de façon temporaire et exceptionnelle, leur convention collective à cet état d'urgence sanitaire en vue de maintenir les opérations du Service de sécurité incendie de Montréal et de protéger la santé, la sécurité et l'intégrité des employés pompiers, ce qui les ont conduites à une entente signée le 26 mars 2020, sous réserve de son approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville, en l'occurrence le conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 19-0529 21 novembre 2019 Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal Inc. (Association internationale des pompiers - section locale 125), visant dans certaines circonstances la rémunération des activités de la procédure de décontamination d'une exposition lors d'un incendie**.**
CG 19-0447 19 septembre 2019 Approuver la Lettre d'entente no 45 entre la Ville de Montréal et L'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section local 125), laquelle Lettre d'entente vise à apporter des modifications aux modalités de l'article 26 de la convention collective 2010-2017 qui concernent l'attribution

et la distribution des uniformes des employés pompiers.
CG 12-0090 22 mars 2012 Approuver le projet de renouvellement de la convention collective à intervenir entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. pour la période du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2017.

DESCRIPTION

Ces adaptations de la convention collective sont en résumé les suivantes:
Vacances Les vacances planifiées à partir du 30 mars 2020 jusqu'au 30 juin 2020 sont annulées. L'employé pompier a deux choix : être payé pour ses semaines de vacances ou prendre ces semaines plus tard, selon des modalités à être convenues entre les parties en tenant compte des dispositions de la convention collective et des besoins du service. Cependant, l'employé pompier qui, pour des raisons exceptionnelles, aurait besoin de maintenir ses vacances, peut les prendre, sur autorisation.

Échanges de temps Les échanges de temps planifiés du 30 mars 2020 au 30 juin 2020 sont annulés et aucune nouvelle demande d'échange de temps n'est accordée d'ici le 30 juin 2020 sauf si nécessaire, dans certaines circonstances, sur autorisation.

Mutations L'affichage des résultats du processus de mutation a été fait, mais ne sont applicables qu'à une date ultérieure, à déterminer d'un commun accord entre les parties.

Retrait de véhicules L'exigence qu'il n'y ait pas d'employés pompiers d'une autre caserne pour remplacer des employés pompiers absents n'est pas applicable aux fins du retrait de véhicules du service. Dans le cas d'un manque d'effectif sur un véhicule et que la Ville juge nécessaire d'en retirer un, elle procède au transfert des effectifs restants de ce véhicule sur le deuxième véhicule de la même caserne.

Congé différé Un employé pompier en congé différé pouvait retourner immédiatement au travail s'il le souhaitait et tout employé pompier sur le point de commencer un tel congé pouvait ne pas le débuter. Les parties peuvent convenir ultérieurement des modalités de la remise du temps.

935 Afin de réduire les contacts entre les employés pompiers, le pompier remplaçant n'est pas ajouté en effectif sur l'unité 935.

Remplacement Les remplacements se font par l'offre de temps supplémentaire en rotation, par caserne. Les casernes en surplus d'effectifs gardent leur personnel et les casernes en sous effectif ont recours à des heures supplémentaires qui doivent provenir de leur propre caserne.

Remplacement des unités La Ville s'assure que les unités qui sont retirées du service ne nécessitent pas de remplacement pour couvrir le territoire pour l'ensemble du quart de travail. Une procédure opérationnelle est mise en place pour éviter le croisement d'unités de casernes différentes. En cas d'incendie, ces remplacements pour la couverture du territoire sont également effectués en évitant que deux unités de casernes différentes se retrouvent en même temps dans la caserne du territoire à couvrir.

Horaire de travail L'horaire de travail des employés pompiers travaillant selon un régime de rotation en est un de 24 heures, proposé par la Ville.

Réévaluation Les parties se sont engagées à réévaluer la situation vers la mi-mai pour apporter toute modification nécessaire à la présente après le 30 juin 2020.

Modification Toute modification à l'entente peut être apportée par entente signée par les mêmes signataires ou leur remplaçant autorisé et est applicable à la date convenue par les parties.

Durée L'entente s’est appliquée, malgré ses dispositions relatives à son approbation et à son entrée en vigueur, à compter de la date de sa signature, sauf quant à l’horaire de travail prévu à l’article 11 qui n'a débuté que lundi le 30 mars 2020, et ce, pour toute la durée de l’état d’urgence sanitaire, étant entendu par les parties que si des décrets et arrêtés étaient adoptés par le gouvernement ou par la ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de la *Loi sur la santé publique* et ayant pour effet de modifier la présente, elle se sont engagées à réévaluer la situation pour apporter toute modification nécessaire sans délai. Cependant, malgré la fin de l’état d’urgence sanitaire, les parties respecteront une période transitoire de 30 jours et de toute durée additionnelle convenue entre elles par écrit, pour leur permettre de revenir aux dispositions de la convention collective existante de manière ordonnée.

Condition l'entente est conditionnelle à son approbation par les instances et autorités compétentes au sein de chaque partie.

Entrée en vigueur L'entente entre en vigueur lors de la dernière de ces approbations.

JUSTIFICATION

Les parties ont recherché cette entente en consultation avec les autorités de santé publique afin d'assurer un maximum d'effectifs disponibles en raison des risques de contamination communautaire et de diminuer ces risques entre casernes, et ce en vue de maintenir les opérations du service et de protéger la santé, la sécurité et l’intégrité des employés pompiers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service des finances a estimé les coûts de cette entente à une somme de 1,2 M$ par mois.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Tel qu'il appert de l'ensemble de ce sommaire décisionnel, la conclusion de cette entente s'est imposée pour diminuer les risques de contamination des employés pompiers à la Covid -19 et pour maintenir les opérations du service.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'entente est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Guy AUCOIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard LIEBMANN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Richard LIEBMANN, 14 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean ROCHETTE
Adjoint au directeur des realtions de travail

Tél : 514.872.0131
Télécop. : 514.872.1675

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Jean-Yan GAGNON
Directeur des relations de travail

Tél : 514.872.4655
Télécop. : 514.872.7079

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Yan GAGNON
Directeur des relations de travail
Tél : 514 872-4655
Approuvé le : 2020-04-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée LAPOINTE
Directrice
Tél : 514 872-5849
Approuvé le : 2020-04-14

PROCÈS VERBAL NUMÉRO _____(2010-2017)- ENTENTE RELATIVE À LA COVID-19

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,**

Ci-après désignée l' « Employeur »

ET: **L'ASSOCIATION DES POMPIERS DE MONTRÉAL INC (ASSOCIATION INTERNATIONNALE DES POMPIERS, SECTION LOCALE 125).**

Ci-après désignée « l'Association »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie de la COVID-19 le 11 mars 2020;

ATTENDU QUE le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a adopté le décret 177-2020 en vertu de la *Loi sur la santé publique*, RLRQ c. S-2.2, par lequel il a déclaré un état d'urgence sanitaire relatif à cette pandémie pour une période de 10 jours, ordonné certaines mesures pour protéger la santé de la population et habilité la ministre de la Santé et des Services sociaux à en ordonner toute autre;

ATTENDU QUE la ministre de la Santé et des Services sociaux a adopté les arrêtés 2020-003 le 14 mars 2020, 2020-004 le 15 mars 2020, 2020-005 le 17 mars 2020 et 2020-006 le 19 mars 2020;

ATTENDU QUE le 20 mars 2020, le gouvernement a également adopté le décret 222-2020, par lequel il a renouvelé cet état d'urgence sanitaire jusqu'au 29 mars 2020, continué certaines des mesures ordonnées par le décret et les arrêtés précédents, en a ordonné d'autres et a habilité la ministre de la Santé et des Services sociaux à en ordonner toute autre;

J-Y.G.	R.L.	C.R.	L.B.

ATTENDU QUE la ministre de la Santé et des Services sociaux a adopté les arrêtés 2020-007 le 21 mars 2020, 2020-008 le 22 mars 2020 et 2020-009 le 23 mars 2020;

ATTENDU QUE le 24 mars 2020, le gouvernement a adopté le décret 223-2020, par lequel il a ordonné la suspension de toute activité en milieu de travail, sauf à l'égard de ceux où sont offerts des services prioritaires prévus en annexe concernant les services prioritaires maintenus;

ATTENDU QUE le Service de sécurité incendie de Montréal constitue un service prioritaire maintenu;

ATTENDU QUE l'Employeur, l'Association et les employés pompiers assument des obligations pour l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité des travailleurs, en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, RLRQ, c. S-2.1;

ATTENDU QUE les parties ont entrepris des négociations pour adapter de façon temporaire et exceptionnelle leur convention collective à cet état d'urgence sanitaire en vue de maintenir les opérations du Service de sécurité incendie de Montréal et de protéger la santé, la sécurité et l'intégrité des employés pompiers;

ATTENDU QUE les parties en sont venues à une entente à ces fins;

À CES CAUSES, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Préambule** Le préambule fait partie intégrante de la présente, mais ses articles priment aux fins de son interprétation.

2. **Convention collective** La présente s'applique malgré toute disposition contraire de la convention collective. Par ailleurs, toute disposition de la convention collective qui n'est pas adaptée par la présente entente continue de s'appliquer.

3. **Vacances** Les vacances planifiées à partir du 30 mars 2020 jusqu'au 30 juin 2020 sont annulées. L'employé pompier aura deux choix : être payé pour ses semaines de vacances ou prendre ces semaines plus tard, selon des modalités à être convenues entre les parties en tenant compte des dispositions de la convention collective et des besoins du Service.

J.Y.G.	R.L.	C.R.	L.B.

L'employé pompier qui, pour des raisons exceptionnelles, aurait besoin de maintenir ses vacances, pourra les prendre, sur autorisation d'un représentant de l'Employeur. Une demande en ce sens devra être faite par l'employé pompier à son supérieur immédiat dans un délai d'une semaine de la date de début de sa période vacances.

4. En raison de l'introduction par la présente d'un horaire 24 heures, il est entendu qu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire, un exercice de comparaison des heures de vacances dans cet horaire 24 heures par rapport à ce qu'elles auraient été dans l'horaire prévu à la convention collective, sera effectué par les parties. La différence selon que ces heures seront supérieures ou inférieures à celles selon l'horaire prévu à la convention collective, seront respectivement créditées ou débitées à l'employé pompier. Dans le cas où des vacances seront créditées, les parties conviendront de modalités pour leur reprise en tenant compte des dispositions de la convention collective et des besoins du Service. Dans le cas où des vacances seront débitées, l'employé pompier aura le choix de remettre le temps à l'employeur soit directement ou en moins prenant sur ses autres crédits de vacances. L'employé pompier pourra aussi choisir de les payer.

Échanges de temps Les échanges de temps planifiés du 30 mars 2020 au le 30 juin 2020 seront annulés. Sous réserve des présentes, aucune nouvelle demande d'échange de temps ne sera accordée d'ici le 30 juin 2020.

L'employé pompier qui a déjà travaillé en remplacement d'un autre employé pompier, aura le choix d'être payé pour sa prestation de travail ou de reprendre son temps plus tard, si possible, en raison des besoins du Service.

Cependant, l'employé pompier qui, pour remplir des obligations reliées à la garde, à la santé ou à l'éducation de son enfant ou de l'enfant de son conjoint ou de sa conjointe, ou en raison de l'état de santé de son conjoint ou sa conjointe, de son père, de sa mère, d'un frère, d'une sœur ou de l'un de ses grands-parents, aurait besoin de maintenir sa reprise de temps, pourra, sur autorisation d'un représentant de l'employeur, reprendre son temps au moment prévu. Une demande en ce sens devra être faite à son supérieur immédiat dans un délai de sept (7) jours de la date prévue de sa reprise de temps.

Cependant, pour remplir ces mêmes obligations, un employé pompier pourra procéder à un échange de temps avec lui-même, sur autorisation d'un représentant de l'employeur et une demande en ce sens devra également être faite à son supérieur immédiat dans un délai de sept (7) jours de la date prévue de l'échange de temps, à moins d'une urgence.

J.Y.G. R.L. C.R. L.B.

5. **Mutations** L'affichage des résultats du processus de mutation sera fait, mais ne seront rendus applicables qu'à une date ultérieure, à déterminer d'un commun accord entre les parties.

6. **Retrait de véhicules** L'exigence relative au sous-paragraphe 23.03 e) de la convention collective n'est pas applicable aux fins du sous-paragraphe 13.03 b). Dans le cas d'un manque d'effectif sur un véhicule et que l'employeur juge nécessaire de retirer un véhicule dans le cadre de l'application du paragraphe 13.03, il procède au transfert des effectifs restants de ce véhicule sur le 2e véhicule de la même caserne.

7. **Congé différé** Un employé pompier présentement en congé différé pourra retourner immédiatement au travail s'il le souhaite et tout employé pompier sur le point de commencer un tel congé pourra ne pas le débuter. Les parties pourront convenir ultérieurement des modalités de la remise du temps.

8. **935** Afin de réduire les contacts entre les employés pompiers, le pompier remplaçant ne sera pas ajouté en effectif sur l'unité 935.

9. **Remplacement** Les remplacements se feront par l'offre de temps supplémentaire en rotation, par caserne. Les casernes en surplus d'effectifs garderont leur personnel et les casernes en sous-effectif auront recours à des heures supplémentaires qui doivent provenir de leur propre caserne.

   Avant la mise en œuvre du nouvel horaire, les parties pourront, au besoin, s'entendre afin de procéder au balancement des effectifs en surplus. Les parties s'engagent également à collaborer dès le premier quart de travail affecté aux termes du présent article afin d'examiner son impact et appliquer des solutions en direct.

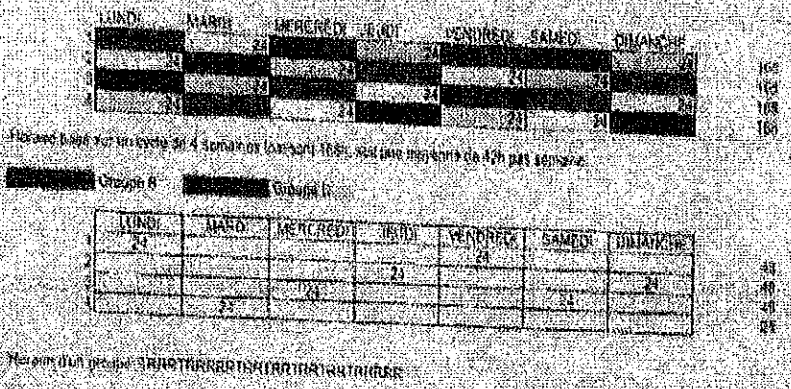
10. **Remplacement des unités** L'Employeur s'assurera que les unités qui sont retirées du service ne nécessiteront pas de remplacement pour couvrir le territoire pour l'ensemble du quart de travail.

    Une procédure opérationnelle sera mise en place pour éviter le croisement d'unités de casernes différentes (ex : Pour les remplacements ponctuels de 1 à 2 heures, l'unité de remplacement sera laissée à l'extérieur).

    En cas d'incendie, ces remplacements pour la couverture du territoire seront également effectués en évitant que deux unités de casernes différentes se retrouvent en même temps dans la caserne du territoire à couvrir.

J-Y.G.	R.L.	C.R.	L.B.

11. **Horaire de travail** L'horaire de travail des employés pompiers travaillant selon un régime de rotation sera le suivant :



12. **Réévaluation** Les parties s'engagent à réévaluer la situation vers la mi-mai pour apporter toute modification nécessaire à la présente après le 30 juin 2020.

13. **Modification** Toute modification à la présente pourra être apportée par entente signée par les mêmes signataires de la présente ou leur remplaçant autorisé et sera applicable à la date convenue par les parties.

14. **Durée** La présente s'applique, malgré les articles 18 et 19 relatifs à son approbation et son entrée en vigueur, à compter de la date de sa signature, sauf quant à l'horaire de travail prévu à l'article 11 qui ne débutera que lundi le 30 mars 2020, et ce, pour toute la durée de l'état d'urgence sanitaire, étant entendu par les parties que si des décrets et arrêtés étaient adoptés par le gouvernement ou par la ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de la *Loi sur la santé publique* et ayant pour effet de modifier la présente, elle s'engagent à réévaluer la situation pour apporter toute modification nécessaire sans délai.

Malgré la fin de l'état d'urgence sanitaire, les parties respecteront une période transitoire de 30 jours et de toute durée additionnelle convenue entre elles par écrit, pour leur permettre de revenir aux dispositions de la convention collective de manière ordonnée.

15. **Loi 24** La présente de même qu'aucune des mesures adoptées en vertu de la présente ne pourront être invoquées, en tout ou en partie, devant le médiateur ou le conseil de règlement des différends prévus à la Loi *concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal*, RLRQ, c. R-8.3. De même, les parties conviennent que les dispositions de la présente entente

J.-Y.S.	R.L.	C.R.	L.B.
	RL		

ne peuvent être invoquées entre elles à titre de précédent, dans quelque circonstance que ce soit.

16. **Mésententes** Toute mésentente quant à l'interprétation ou à l'application de la présente entente, celle-ci est assujettie à la procédure de griefs et d'arbitrage prévue à la convention collective.

17. **Paiements et remboursements** Tout paiement ou remboursement dû en vertu de la présente entente est effectué dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la fin de l'année civile dans laquelle l'obligation a pris naissance.

18. **Condition** La présente est conditionnelle à son approbation par les instances et autorités compétentes au sein de chaque partie.

19. **Entrée en vigueur** La présente entre en vigueur lors de la dernière de ces approbations.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal ce 26 mars 2020 :

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Yan Gagnon
Directeur
Direction des relations de travail
Service des ressources humaines

Richard Liebman

Directeur par intérim
Service de sécurité incendie de Montréal

ASSOCIATION DES POMPIERS DE MONTRÉAL INC.

Christ Ross
Président

Luc Bolevert
Secrétaire

J.Y.G	R.L.	C.R.	L.B.

PROCÈS VERBAL NUMÉRO _____(2010-2017)- ENTENTE RELATIVE À LA COVID-19

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,**

Ci-après désignée l' « Employeur »

ET: **L'ASSOCIATION DES POMPIERS DE MONTRÉAL INC (ASSOCIATION INTERNATIONNALE DES POMPIERS, SECTION LOCALE 125).**

Ci-après désignée « l'Association »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie de la COVID-19 le 11 mars 2020;

ATTENDU QUE le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a adopté le décret 177-2020 en vertu de la *Loi sur la santé publique*, RLRQ c. S-2.2, par lequel il a déclaré un état d'urgence sanitaire relatif à cette pandémie pour une période de 10 jours, ordonné certaines mesures pour protéger la santé de la population et habilité la ministre de la Santé et des Services sociaux à en ordonner toute autre;

ATTENDU QUE la ministre de la Santé et des Services sociaux a adopté les arrêtés 2020-003 le 14 mars 2020, 2020-004 le 15 mars 2020, 2020-005 le 17 mars 2020 et 2020-006 le 19 mars 2020;

ATTENDU QUE le 20 mars 2020, le gouvernement a également adopté le décret 222-2020, par lequel il a renouvelé cet état d'urgence sanitaire jusqu'au 29 mars 2020, continué certaines des mesures ordonnées par le décret et les arrêtés précédents, en a ordonné d'autres et a habilité la ministre de la Santé et des Services sociaux à en ordonner toute autre;

J-Y.G.	R.L.	C.R.	L.B.

ATTENDU QUE la ministre de la Santé et des Services sociaux a adopté les arrêtés 2020-007 le 21 mars 2020, 2020-008 le 22 mars 2020 et 2020-009 le 23 mars 2020;

ATTENDU QUE le 24 mars 2020, le gouvernement a adopté le décret 223-2020, par lequel il a ordonné la suspension de toute activité en milieu de travail, sauf à l'égard de ceux où sont offerts des services prioritaires prévus en annexe concernant les services prioritaires maintenus;

ATTENDU QUE le Service de sécurité incendie de Montréal constitue un service prioritaire maintenu;

ATTENDU QUE l'Employeur, l'Association et les employés pompiers assument des obligations pour l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité des travailleurs, en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, RLRQ, c. S-2.1;

ATTENDU QUE les parties ont entrepris des négociations pour adapter de façon temporaire et exceptionnelle leur convention collective à cet état d'urgence sanitaire en vue de maintenir les opérations du Service de sécurité incendie de Montréal et de protéger la santé, la sécurité et l'intégrité des employés pompiers;

ATTENDU QUE les parties en sont venues à une entente à ces fins;

À CES CAUSES, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Préambule** Le préambule fait partie intégrante de la présente, mais ses articles priment aux fins de son interprétation.

2. **Convention collective** La présente s'applique malgré toute disposition contraire de la convention collective. Par ailleurs, toute disposition de la convention collective qui n'est pas adaptée par la présente entente continue de s'appliquer.

3. **Vacances** Les vacances planifiées à partir du 30 mars 2020 jusqu'au 30 juin 2020 sont annulées. L'employé pompier aura deux choix : être payé pour ses semaines de vacances ou prendre ces semaines plus tard, selon des modalités à être convenues entre les parties en tenant compte des dispositions de la convention collective et des besoins du Service.

J-Y.G.	R.L.	C.R.	L.B.

L’employé pompier qui, pour des raisons exceptionnelles, aurait besoin de maintenir ses vacances, pourra les prendre, sur autorisation d’un représentant de l’Employeur. Une demande en ce sens devra être faite par l’employé pompier à son supérieur immédiat dans un délai d’une semaine de la date de début de sa période vacances.

4. En raison de l’introduction par la présente d’un horaire 24 heures, il est entendu qu’à la fin de l’état d’urgence sanitaire, un exercice de comparaison des heures de vacances dans cet horaire 24 heures par rapport à ce qu’elles auraient été dans l’horaire prévu à la convention collective, sera effectué par les parties. La différence selon que ces heures seront supérieures ou inférieures à celles selon l’horaire prévu à la convention collective, seront respectivement créditées ou débitées à l’employé pompier. Dans le cas où des vacances seront créditées, les parties conviendront de modalités pour leur reprise en tenant compte des dispositions de la convention collective et des besoins du Service. Dans le cas où des vacances seront débitées, l’employé pompier aura le choix de remettre le temps à l’employeur soit directement ou en moins prenant sur ses autres crédits de vacances. L’employé pompier pourra aussi choisir de les payer.

Échanges de temps Les échanges de temps planifiés du 30 mars 2020 au le 30 juin 2020 seront annulés. Sous réserve des présentes, aucune nouvelle demande d’échange de temps ne sera accordée d’ici le 30 juin 2020.

L’employé pompier qui a déjà travaillé en remplacement d’un autre employé pompier, aura le choix d’être payé pour sa prestation de travail ou de reprendre son temps plus tard, si possible, en raison des besoins du Service.

Cependant, l’employé pompier qui, pour remplir des obligations reliées à la garde, à la santé ou à l’éducation de son enfant ou de l’enfant de son conjoint ou de sa conjointe, ou en raison de l’état de santé de son conjoint ou sa conjointe, de son père, de sa mère, d’un frère, d’une sœur ou de l’un de ses grands-parents, aurait besoin de maintenir sa reprise de temps, pourra, sur autorisation d’un représentant de l’employeur, reprendre son temps au moment prévu. Une demande en ce sens devra être faite à son supérieur immédiat dans un délai de sept (7) jours de la date prévue de sa reprise de temps.

Cependant, pour remplir ces mêmes obligations, un employé pompier pourra procéder à un échange de temps avec lui-même, sur autorisation d’un représentant de l’employeur et une demande en ce sens devra également être faite à son supérieur immédiat dans un délai de sept (7) jours de la date prévue de l’échange de temps, à moins d’une urgence.

J-Y.G.	R.L.	C.R.	L.B.

5. **Mutations** L'affichage des résultats du processus de mutation sera fait, mais ne seront rendus applicables qu'à une date ultérieure, à déterminer d'un commun accord entre les parties.

6. **Retrait de véhicules** L'exigence relative au sous-paragraphe 23.03 e) de la convention collective n'est pas applicable aux fins du sous-paragraphe 13.03 b). Dans le cas d'un manque d'effectif sur un véhicule et que l'employeur juge nécessaire de retirer un véhicule dans le cadre de l'application du paragraphe 13.03, il procède au transfert des effectifs restants de ce véhicule sur le 2^{e} véhicule de la même caserne.

7. **Congé différé** Un employé pompier présentement en congé différé pourra retourner immédiatement au travail s'il le souhaite et tout employé pompier sur le point de commencer un tel congé pourra ne pas le débuter. Les parties pourront convenir ultérieurement des modalités de la remise du temps.

8. **935** Afin de réduire les contacts entre les employés pompiers, le pompier remplaçant ne sera pas ajouté en effectif sur l'unité 935.

9. **Remplacement** Les remplacements se feront par l'offre de temps supplémentaire en rotation, par caserne. Les casernes en surplus d'effectifs garderont leur personnel et les casernes en sous-effectif auront recours à des heures supplémentaires qui doivent provenir de leur propre caserne.

   Avant la mise en œuvre du nouvel horaire, les parties pourront, au besoin, s'entendre afin de procéder au balancement des effectifs en surplus. Les parties s'engagent également à collaborer dès le premier quart de travail affecté aux termes du présent article afin d'examiner son impact et appliquer des solutions en direct.

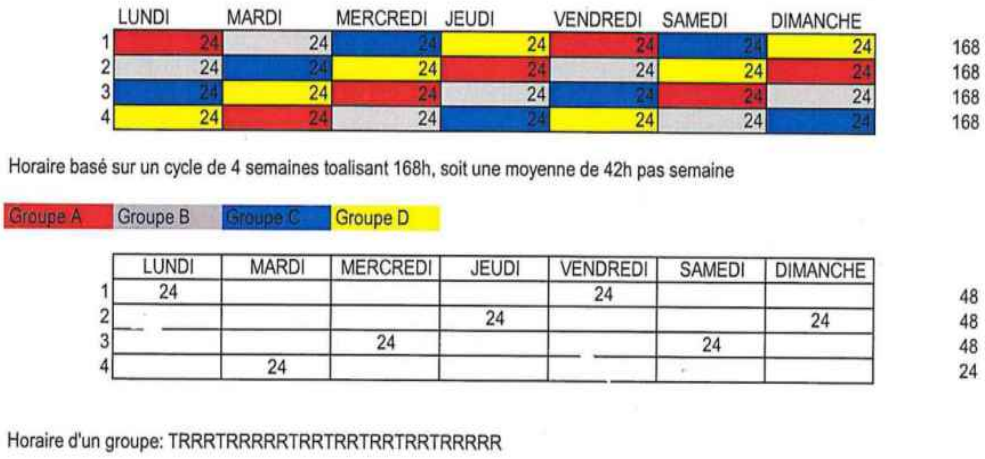
10. **Remplacement des unités** L'Employeur s'assurera que les unités qui sont retirées du service ne nécessiteront pas de remplacement pour couvrir le territoire pour l'ensemble du quart de travail.

    Une procédure opérationnelle sera mise en place pour éviter le croisement d'unités de casernes différentes (ex : Pour les remplacements ponctuels de 1 à 2 heures, l'unité de remplacement sera laissée à l'extérieur).

    En cas d'incendie, ces remplacements pour la couverture du territoire seront également effectués en évitant que deux unités de casernes différentes se retrouvent en même temps dans la caserne du territoire à couvrir.

J-Y.G.	R.L.	C.R.	L.B.

11. **Horaire de travail** L'horaire de travail des employés pompiers travaillant selon un régime de rotation sera le suivant :



	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	
1	24	24	24	24	24	24	24	168
2	24	24	24	24	24	24	24	168
3	24	24	24	24	24	24	24	168
4	24	24	24	24	24	24	24	168

Horaire basé sur un cycle de 4 semaines toalisant 168h, soit une moyenne de 42h pas semaine

Groupe A Groupe B Groupe C Groupe D

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	
1	24				24			48
2				24			24	48
3			24			24		48
4		24						24

Horaire d'un groupe: TRRRTRRRRRTRRTRRTRRTRRTRRRRR

12. **Réévaluation** Les parties s'engagent à réévaluer la situation vers la mi-mai pour apporter toute modification nécessaire à la présente après le 30 juin 2020.

13. **Modification** Toute modification à la présente pourra être apportée par entente signée par les mêmes signataires de la présente ou leur remplaçant autorisé et sera applicable à la date convenue par les parties.

14. **Durée** La présente s'applique, malgré les articles 18 et 19 relatifs à son approbation et son entrée en vigueur, à compter de la date de sa signature, sauf quant à l'horaire de travail prévu à l'article 11 qui ne débutera que lundi le 30 mars 2020, et ce, pour toute la durée de l'état d'urgence sanitaire, étant entendu par les parties que si des décrets et arrêtés étaient adoptés par le gouvernement ou par la ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de la *Loi sur la santé publique* et ayant pour effet de modifier la présente, elle s'engagent à réévaluer la situation pour apporter toute modification nécessaire sans délai

    Malgré la fin de l'état d'urgence sanitaire, les parties respecteront une période transitoire de 30 jours et de toute durée additionnelle convenue entre elles par écrit, pour leur permettre de revenir aux dispositions de la convention collective de manière ordonnée.

15. **Loi 24** La présente de même qu'aucune des mesures adoptées en vertu de la présente ne pourront être invoquées, en tout ou en partie, devant le médiateur ou le conseil de règlement des différends prévus à la Loi *concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal*, RLRQ, c. R-8.3. De même, les parties conviennent que les dispositions de la présente entente

J-Y.G.	R.L.	C.R.	L.B.

ne peuvent être invoquées entre elles à titre de précédent, dans quelque circonstance que ce soit.

16. **Mésententes** Toute mésentente quant à l'interprétation ou à l'application de la présente entente, celle-ci est assujettie à la procédure de griefs et d'arbitrage prévue à la convention collective.

17. **Paiements et remboursements** Tout paiement ou remboursement dû en vertu de la présente entente est effectué dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la fin de l'année civile dans laquelle l'obligation a pris naissance.

18. **Condition** La présente est conditionnelle à son approbation par les instances et autorités compétentes au sein de chaque partie.

19. **Entrée en vigueur** La présente entre en vigueur lors de la dernière de ces approbations.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal ce 26 mars 2020 :

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Jean-Yan Gagnon
Directeur
Direction des relations de travail
Service des ressources humaines

_____

Richard Liebman

Directeur par intérim
Service de sécurité incendie de Montréal

ASSOCIATION DES POMPIERS DE MONTRÉL INC.

_____

Christ Ross
Président

_____

Luc Boisvert
Secrétaire

J-Y.G.	R.L.	C.R.	L.B.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200044001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Direction , -
Objet :	Approbation de l'entente relative à la COVID-19 entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section locale 125), signée le 26 mars 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1200044001 - Entente Pompiers Covid 19.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guy AUCOIN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-4231

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Hélène DÉRY
Chef d'équipe - Professionnelle d'expertise
Tél : 514 872-9782
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.02

2020/05/28 17:00

(1)

Dossier # : 1195326004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda modifiant rétroactivement au 1er avril 2019 l'entente de détachement d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC) et autoriser le directeur du SPVM à le signer.

Il est recommandé de :
1. approuver l'addenda modifiant rétroactivement au 1er avril 2019 l'entente de détachement d'un policier du SPVM au Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC) prévoyant notamment de nouvelles dispositions financières d'un détachement sans remboursement;

2. autoriser la réduction de l'effectif policier permanent d'un (1) poste à compter du 1er avril 2019;

3. autoriser le directeur du SPVM à signer l'addenda à l'entente de détachement;

4. imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-22 13:55

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195326004**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda modifiant rétroactivement au 1er avril 2019 l'entente de détachement d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC) et autoriser le directeur du SPVM à le signer.

CONTENU

CONTEXTE

Le Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) est une unité du Service divisionnaire du renseignement criminel (SDRC) de la Division C de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Créé en 2011, le GIRC est la seule unité permanente au sein de la Structure de gestion policière contre le terrorisme (SGPCT) sur la sécurité nationale. Sous l'autorité immédiate du Comité de coopération stratégique du renseignement (CCSR), le GIRC se définit comme une association active de plusieurs services policiers, dont le SPVM, qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser un objectif commun qui est d'améliorer le partage de renseignement criminel afin de prévenir, de détecter et contrer toute menace à caractère terroriste et extrémiste au Québec.
Outre le superviseur et l'officier responsable, le GIRC est composé d'une ressource de chacune des organisations policières, soit la GRC, la SQ et le SPVM. Dans ce cadre, le SPVM prête, depuis 2012 une ressource policière au GIRC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DG195326001 : Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un agent du SPVM au GIRC du SDRC de la Division C de la GRC, pour une période de trois (3) ans, soit du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2021, selon les termes et conditions stipulés à l'entente de détachement intervenue entre la Ville de Montréal et la GRC ; d'autoriser le maintien de l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent d'un poste pour la même

période ; d'autoriser le directeur du SPVM à signer cette entente pour et au nom de la Ville de Montréal et d'imputer les revenus et dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

L'entente prévoyant le détachement d'un maximum d'un employé du SPVM au GIRC de la GRC a été convenue entre les parties et dûment approuvée par le directeur général de la Ville de Montréal le 4 mars 2019 par la Décision déléguée DG195326001.

L'entente de détachement, en vigueur rétroactivement au 1er octobre 2018, est prévue pour une durée de trois (3) ans, et ce, jusqu'au 30 septembre 2021. Cette entente prévoit à son article 8 des modalités de remboursement par la GRC au SPVM.

À compter du 1er avril 2019, la GRC, la SQ et le SPVM ont convenu que les policiers en détachement à la GRC dans le cadre de la structure de gestion policière contre le terrorisme (« SGPCT ») devraient être au frais de son organisation policière.

L'article 8 de l'entente de détachement doit donc être modifié en conséquence afin de prévoir des nouvelles modalités financières applicables rétroactivement au 1er avril 2019. L'addenda faisant l'objet du présent dossier décisionnel a donc été rédigé à ce sujet.

Considérant que le détachement d'un employé ne sera pas remboursé à compter du 1er avril 2019, la décision d'autoriser un tel détachement relève de la compétence du conseil d'agglomération de la Ville et il est conséquence requis que le présent addenda soit approuvé par celui-ci.

L'addenda prévoit également le remplacement de l'article 19.4 afin de permettre la modification de l'entente sur consentement mutuel écrit de la GRC et du SPVM, sous réserve de l'approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville.

La réduction de l'effectif policier permanent d'un (1) poste à compter du 1er avril 2019, date à laquelle le poste est aux frais du SPVM doit être autorisé.

Il y a lieu d'autoriser le directeur du SPVM à signer l'addenda à l'entente de détachement.

JUSTIFICATION

En assurant, une participation active au GIRC, le SPVM développe ses capacités de collecte, d'échange et d'analyse de renseignements en matière de terrorisme. Aussi, la contribution du SPVM au GIRC est incontournable; il permet en effet, la mise en commun des ressources fédérales, provinciales et municipales afin de mieux cibler et contrer les menaces des groupes terroristes.

L'addenda a été préparé afin d'énoncer les modifications des dispositions financières stipulés à l'article 8 du protocole d'entente. Il sera signé par Monsieur Sylvain Caron, directeur du SPVM, en vertu de l'autorisation du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal. Notons que les démarches de validation de l'addenda ont occasionné un retard dans le traitement du présent dossier décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À partir du 1er avril 2019, le SPVM assume l'ensemble des coûts reliés au détachement d'un employé du SPVM au GIRC qui sont prévus au budget.

Les crédits budgétaires pour les dépenses sont prévus dans les budgets de fonctionnement.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Les crédits requis pour les années subséquentes seront priorisés lors de la confection des budgets.

Le présent dossier relève de l'autorité décisionnelle du conseil d'agglomération considérant les dépenses occasionnées en vertu de l'entente de détachement et l'augmentation de l'effectif policier.

La dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claudia BLOUIN, Service des ressources humaines

Lecture :

Claudia BLOUIN, 9 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stavroula ARVANITIS
Lieutenant

Tél : 514 280-2975
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-06

Francesco SECONDI
Directeur adjoint (int)

Tél : 514 280-6719
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2020-04-14

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
21 FEV. 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTÉGÉ A

ENTENTE DE DÉTACHEMENT

JANVIER 2019

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL
REPRÉSENTÉE PAR
LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après « SPVM »)

ET

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,
REPRÉSENTÉE PAR
LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA
(ci-après « GRC »)

CONCERNANT LE

DÉTACHEMENT D'EMPLOYÉS DU SPVM
(Remboursés)

AU
GROUPE INTÉGRÉ DU RENSEIGNEMENT CRIMINEL
DU SDRC DE LA DIVISION C DE LA GRC

Table des matières

1.	BUTS ET OBJECTIFS	4
2.	AUTORISATION	4
3.	STATUT DE L'EMPLOYÉ EN DÉTACHEMENT	4
4.	FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ EN DÉTACHEMENT	5
5.	CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION	6
6.	INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT	7
7.	UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE	7
8.	DISPOSITIONS FINANCIÈRES	8
9.	INDEMNISATION	10
10.	SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	10
11.	SÉCURITÉ	11
12.	UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS	11
13.	SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATION	11
14.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	12
15.	REPRÉSENTANTS	12
16.	SUIVI	13
17.	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	13
18.	DÉSIGNATION AUX TERMES DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION	13
19.	DURÉE ET RÉSILIATION	13
20.	INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE	14
21.	SIGNATURES	14
	Annexe A – Titre du poste et description des fonctions	15
	Annexe B – POLITIQUES DE LA GRC	16
	Annexe B.1 – Manuel des opérations de la GRC, partie 12 – Sécurité nationale	16
	Ann. 12 – Généralités-1 – Instructions du ministre – Sécurité nationale – Responsabilité et obligation de rendre compte	19
	Ann. 12 – Généralités-2 – Instructions du ministre – Accords et coopération reliés à la sécurité nationale	20
	Ann. 12 – Généralités-3 – Instructions du ministre – Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales	21
	12.1 Signalement des incidents	21
	12.2 Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale	23

Ann. 12-2-1 - Investigations (article 83.28 du C. cr.) 31

Ann. 12-2-2 - Engagement assorti de conditions - Arrestation préventive (article 83.3 du C.cr.) 33

12.3. Échange, traitement et communication ou diffusion des renseignements 35

12.4. Relations avec les médias/communications et exposés/notes de synthèse 41

12.5. Présentations, conférences, réunions de planification des activités, ateliers et formation 41

12.6. Financement des activités terroristes 41

12.7. Demandes d'aide provenant d'organismes étrangers 43

12.8. [omis] 44

12.9. Ententes de la Police fédérale 44

12.10. Évaluation des menaces et renseignements relatifs à la protection 45

Ann. 12-10-1 - Documents relatifs aux menaces 51

Ann. 12-10-2 – Catégories des niveaux de menace 51

Ann. 12-10-3 – Mises en garde 54

Ann. 12-10-4 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques 55

Ann. 12-10-5 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à des postes de juge visés par la loi sur les juges 60

12.11. Gestion de l'information obtenue de sources humaines 62

Annexe B.2 – Manuels des opérations de la GRC - Partie 5 – Sécurité routière - 5.4 Conduite d'un véhicule prioritaire (poursuites) 64

Annexe B.3 – Manuel d'administration de la GRC - Partie XI – Sécurité - 1. Sécurité organisationnelle et administrative - N – Communication de renseignements classifiés ou protégés 69

Annexe B.4 – Manuel de la sécurité de la GRC – Partie 1 – Sécurité du personnel - 15. Directives relatives à la loi sur la protection de l'information 70

Annexe B.5 – Manuel de la gestion de l'actif – Chapitre 6.4 – Appareils de communication sans fil 73

Annexe B.6 – Manuel d'administration – Partie VIII – Questions juridiques – 1. Perte, endommagement ou vol de biens appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins 76

Annexe B.7 – Manuel de l'informatique – Partie III – Informatique – 1. Normes sur la technologie de l'information - Annexe III-1-2 – Contraintes d'usage des technologies de l'information de la GRC 86

Annexe C – Attestation de l'employé(e) détaché(e) 91

1. BUT ET OBJECTIFS

1.1. La présente Entente de détachement vise à énoncer les droits et les obligations du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) et de la Division C de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à l'égard du détachement d'un maximum d'un(e) employé(e) du SPVM au Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC), à Montréal, Québec. (Ci-après « employé(e) en détachement »). Le SPVM et la GRC conviennent que la présente Entente est une entente-cadre pour ce détachement. Chaque détachement sera finalisé par la signature d'une Annexe C par l'employé(e). L'Annexe C est réputée faire partie de la présente Entente.

1.2. Les objectifs de la présente Entente sont les suivants :

- améliorer la compréhension mutuelle du mandat, des responsabilités et des pratiques d'enquête de chaque organisme et tirer mutuellement profit des aptitudes, de l'expertise, des connaissances et des compétences de chacun d'eux.

- analyser et diffuser des renseignements criminels sur le crime organisé, les activités criminelles ou en lien avec les menaces à la sécurité nationale.

2. AUTORISATION

2.1. La présente Entente est conclue par Sylvain Caron, Directeur du SPVM, sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente de la Ville de Montréal à cet effet et par le Commissaire adjoint François Deschênes, Commandant de la Division « C » de la GRC autorisé à signer en vertu des articles 5 et 20 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (la « *Loi sur la GRC* »).

3. STATUT DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT

3.1. L'employé(e) en détachement sera affecté(e) temporairement auprès du SDRC de Montréal de la GRC, pendant la période décrite à l'Annexe C. La période du détachement ne peut en aucun cas excéder la durée de la présente Entente.

3.2. L'employé(e) en détachement demeurera à l'emploi du SPVM et, à ce titre, restera assujetti(e) à celui-ci pour ce qui est de la discipline. L'employé(e) en détachement continuera de se conformer aux exigences des lois, règlements et règles applicables aux employés du SPVM pendant la période de détachement.

3.3. Il est entendu et convenu par les Parties que les enquêteurs et employés affectés au SDRC de Montréal doivent bien connaître la nature des enquêtes criminelles ou avoir de l'expérience dans la gestion des cas graves.

3.4. L'employé(e) en détachement est à l'emploi du SPVM et n'est ni employé(e) ni mandataire de la GRC.

3.5. Il est entendu et convenu par les Parties que l'employé(e) en détachement ne deviendra pas un membre, ni un(e) employé(e) de la GRC. À ce titre, il (elle) continuera d'avoir droit aux avantages et conditions de travail prévus à la Convention collective intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (ci-après la «convention collective»).

3.6. Pendant la période de détachement, l'employé(e) en détachement continuera d'avoir accès aux possibilités d'avancement conformément à la convention collective.

3.7. Il est convenu que si l'employé(e) en détachement ne répond pas aux exigences linguistiques du poste auquel il (elle) est affecté(e), l'officier responsable du SDRC de Montréal veillera au respect des obligations prévues aux parties IV (communications avec le public et prestation des services) et V (langue de travail) de la *Loi sur les langues officielles*.

4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT

4.1. L'employé(e) en détachement devra s'acquitter de toutes les fonctions nécessaires afin de réaliser les objectifs de la présente Entente, conformément aux principes énoncés dans les politiques et procédures du gouvernement du Canada et de la GRC.

4.2. Les fonctions et responsabilités de l'employé(e) en détachement sont énoncées à l'Annexe A, conformément au code d'emploi qui figure dans le Manuel de la gestion des carrières de la GRC. L'Annexe A est réputée faire partie de la présente Entente.

4.3. L'officier responsable du SDRC de Montréal de la GRC ou son remplaçant assurera la supervision de l'employé(e) en détachement et aura le pouvoir de formuler à son intention et en des termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires aux fins de la réalisation des objectifs de la présente Entente. Dans le cas où l'employé(e) en détachement a droit, dans la convention collective, à une compensation pour les heures supplémentaires, celles-ci seront approuvées au préalable par la GRC.

4.4. Le SPVM demeurera habilité à prendre des mesures disciplinaires et/ou administratives à l'égard de l'employé(e) en détachement.

4.5. L'employé(e) en détachement respecte les dispositions de l'article 10 de la partie 20.1 du *Manuel des opérations de la GRC* comme s'il/elle était un/une «employé (e)» au sens défini dans cet article, et il/elle observe les procédures propres à la Division de la GRC où il/elle est détaché/détachée en matière de divulgation, conformément aux exigences fixées par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R.* c. *McNeil*, 2009 CSC 3, [2009] 1 R.C.S. 66, y compris la divulgation du casier criminel et celle des relevés de mesures disciplinaires simples et graves ou des conclusions faisant état d'une faute aux termes de quelconque loi fédérale ou provinciale.

4.6. La politique de la GRC intitulée Conflit d'intérêts, y compris la section concernant les relations interpersonnelles en milieu de travail, s'applique à toutes les ententes de détachement. Voir la partie XVII.1 du Manuel d'administration de la GRC.

L'employé(e) en détachement demeure soumis aux politiques et directives du SPVM et de la Ville de Montréal non incompatibles avec ses fonctions au sein du SDRC. Celles s'appliquant à l'utilisation d'un outil ou d'un équipement de travail fourni par la Ville de Montréal ne s'appliquent toutefois pas à l'utilisation de cet outil ou équipement s'il est fourni par la GRC dans le cadre du détachement.

L'employé(e) en détachement continue de se conformer aux exigences des lois visant le SPVM, à savoir la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1), avec ses modifications successives, le Code de déontologie des policiers du Québec (RLRQ, c. P-13.1, r. 1), le Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal, (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.01), et le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026), pendant la période de détachement.

4.7. L'employé(e) en détachement prendra connaissance des politiques et directives de la GRC jointes à l'Annexe B. L'Annexe B est réputée faire partie de la présente Entente.

Dans l'éventualité où un employé(e) en détachement se considère devant une politique ou une directive de la GRC qui soit incompatible avec celle du SPVM ou de la Ville de Montréal, il doit se référer à son officier responsable pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances du détachement.

4.8. La GRC veillera à offrir à l'employé(e) en détachement toute formation spécialisée dont il (elle) aura besoin afin d'exécuter les fonctions propres aux activités de la GRC.

4.9. Durant la période de détachement, le SPVM veillera à ce que l'employé(e) en détachement obtienne la formation requise et maintienne ses compétences, le cas échéant, en matière de maniement d'armes à feu, de dispositifs de frappe, de vaporisateurs de défense, d'armes à impulsion et de tout autre outil et procédure dont l'utilisation est approuvée par le SPVM. Les coûts de la formation seront pris en charge en totalité par le SPVM.

4.10. L'employé(e) en détachement informera l'officier responsable du SDRC de Montréal, ou son (sa) remplaçant(e), des dates de formation.

5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION

5.1. L'employé(e) en détachement pourra prendre des congés de maladie pendant la période de détachement conformément à la convention collective. Les demandes de congés de maladie seront présentées à la GRC pendant ou immédiatement après le congé.

5.2. L'employé(e) en détachement pourra prendre des congés annuels et tout autre congé accumulé au cours de la période de détachement, conformément à la convention collective. Les demandes de congés seront présentées au préalable à la GRC et seront recommandés par cette dernière en fonction des besoins opérationnels.

5.3. Chaque année, la GRC, en collaboration avec le gestionnaire de l'employé(e) en détachement, au SPVM, remettra au SPVM et à l'employé(e) en détachement un rapport d'évaluation du rendement de l'employé(e) en détachement conforme à la convention collective. L'employé(e) en détachement aura l'occasion d'examiner le rapport et de formuler des commentaires avant que celui-ci ne soit transmis au SPVM. De plus, le SPVM et la GRC doivent se communiquer dans les plus brefs délais tous renseignements pertinents concernant le travail et le comportement de l'employé(e) en détachement.

6. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT

6.1. La GRC fournira à l'employé(e) en détachement un espace de bureau, le mobilier, les fournitures, le téléphone, l'équipement, la technologie et les banques de données dont il (elle) aura besoin pour s'acquitter de ses fonctions; le tout conformément aux politiques de la GRC.

6.2. La GRC fournira un espace de stationnement à l'employé(é) en détachement avec un véhicule de police du SPVM en autant que l'attribution du véhicule à l'employé(e) en détachement fait partie de la convention collective. Ce véhicule de police du SPVM est payé et entretenu par le SPVM conformément aux politiques du SPVM.

6.3. Tous les biens de la GRC fournis en application du la présente Entente sont la propriété de la GRC et le demeurent jusqu'au terme de la période de validité de l'Entente. L'utilisation et la manipulation de ces biens doivent être parfaitement conformes aux politiques, directives, procédures et lignes directrices du gouvernement du Canada et de la GRC.

6.4. La GRC veillera à offrir à l'employé(e) en détachement toute formation spécialisée dont il (elle) aura besoin afin d'exécuter les fonctions propres aux activités du SDRC de Montréal.

7. UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE

7.1. La GRC permettra à l'employé(e) en détachement de conduire des véhicules à moteur dont le gouvernement du Canada est propriétaire ou qu'il loue, et plus précisément les véhicules de police de la flotte divisionnaire, aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente, aux conditions suivantes :

- Selon la disponibilité des véhicules;

- L'employé(e) en détachement devra être titulaire du permis requis pour conduire de tels véhicules dans la province de Québec; et

- L'employé(e) en détachement devra se conformer aux principes prévus aux politiques et procédures applicables du gouvernement du Canada, de la GRC et du SPVM.

7.2. Les véhicules de police sont fournis par la GRC à l'employé(e) en détachement selon ses politiques en vigueur, pour des fins opérationnelles et reliées aux fonctions du SDRC.

7.3. Les directives et procédures du SPVM relatives à l'utilisation des véhicules sont, en outre des règlements édictés par la GRC et plus amplement décrits ci-après, applicables à l'employé(e) en détachement.

7.4. L'employé(e) en détachement s'engage à ne pas entamer ni à participer à titre de conducteur à une poursuite avec un véhicule de police de la GRC. Il est interdit d'utiliser un véhicule de police banalisé pendant une poursuite.

7.5. Il demeure entendu que la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q. ch. A-25) prévaut sur toutes les dispositions des règlements de la GRC ci-devant mentionnés qui lui sont inconciliables.

7.6. La GRC est responsable de mener, selon ses politiques et directives en vigueur, l'enquête des circonstances de tout accident impliquant un de ses véhicules.

7.7. Le SPVM sera tenu responsable du règlement des pertes partielles ou entières, si à défaut d'admission de sa part, la négligence de l'employé(e) en détachement, du SPVM ou de l'un de ses employé(e)s est établie lors de l'enquête décrite à l'article 7.6 ci-haut.

8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

8.1. L'employé(e) en détachement travaillera dans les locaux de la GRC au 4225, boulevard Dorchester, Westmount, Québec, H3Z 1V5.

8.2. Pendant la période de détachement, le SPVM continuera de payer ses cotisations et de retenir les cotisations de l'employé(e) en détachement à tous les régimes d'avantages sociaux applicables, y compris les cotisations aux régimes d'assurance-maladie, d'assurance-invalidité, d'assurance-vie et de retraite.

8.3. Le SPVM continuera d'être tenu de verser, pendant la période de détachement, le taux de rémunération régulier, les avantages et les heures supplémentaires de l'employé(e) en détachement au SDRC de Montréal, incluant heures supplémentaires approuvées par l'Officier responsable du SDRC ou son remplaçant.

8.4. La GRC remboursera au SPVM le salaire, les cotisations et les avantages (en vertu de la convention collective en vigueur) liés au travail, versés à l'employé(e)

en détachement ou pour celui-ci, qui s'est acquitté(e) de ses fonctions conformément à la présente Entente, ou pendant un congé approuvé. Les heures supplémentaires dont il est fait mention au paragraphe 8.3 et qui ont été versées à l'employé(e) en détachement conformément à la présente Entente et qui ont été approuvées au préalable par l'Officier responsable du SDRC ou son remplaçant, seront également remboursées par la GRC, en surplus du salaire. La GRC ne remboursera pas les heures supplémentaires effectuées à la demande du SPVM.

8.5. La GRC remboursera au SPVM les frais admissibles de l'employé(e) en détachement qui sont liés au travail à la GRC et qui sont engagés pendant la période de détachement, tels les frais de formation, de transport, de logement, de repas et les frais accessoires (ci-après « frais admissibles »), conformément aux principes énoncés dans la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor du Canada et les politiques et procédures de la GRC applicables en la matière.

8.6. Si l'employé(e) en détachement doit, durant ses fonctions en détachement auprès de la GRC, effectuer des heures supplémentaires ou engager des frais admissibles, il (elle) devra remplir les formulaires approuvés à cet effet par le SPVM pour obtenir paiement.

8.7. Chaque trimestre, le SPVM fera parvenir à la GRC une facture équivalant aux heures supplémentaires de l'employé(e) en détachement et frais admissibles payés conformément à la présente Entente. Afin de faciliter le processus comptable de la fin de l'exercice financier (31 mars) de la GRC, la facturation des services accumulés aura lieu au plus tard une semaine après le 31 mars.

8.8. La GRC reconnaît que les montants réclamés pour heures supplémentaires ou frais admissibles pourraient être revus et renégociés en fonction des augmentations salariales ou conventions collectives négociées par les syndicats ou agents négociateurs désignés de l'organisme participant, en l'occurrence le SPVM.

8.9. Le SPVM entend fournir à la GRC, sur demande, tous les renseignements et toutes copies de documents utiles à la vérification des montants des factures envoyées à la GRC en vertu de la présente Entente.

8.10. La GRC n'acquittera aucun frais de réinstallation concernant la présente Entente de détachement.

8.11. La présente Entente de détachement ne doit pas imposer d'obligations financières supplémentaires au SPVM.

8.12. Dans l'éventualité où l'employé(e) en détachement est appelé à témoigner devant un tribunal relativement à une intervention ou à une cause en lien avec les fonctions qu'il a effectuées au SDRC, la GRC remboursera au SPVM uniquement le temps supplémentaire dudit(e) employé(e) aux fins de son témoignage, et ce, même si ce dernier n'est plus en détachement au moment de son témoignage.

9. INDEMNISATION

9.1. Le SPVM demeurera responsable à l'égard de toute réclamation ou demande en justice consécutive à une blessure que l'employé(e) en détachement peut subir, à une invalidité dont il (elle) peut être atteint(e), ou à son décès survenu dans le cadre de l'exécution de ses fonctions conformément à la présente Entente.

9.2. L'employé(e) en détachement sera dégagé de toute responsabilité dans la mesure où il (elle) a agi dans les limites de ses fonctions auprès du SDRC de Montréal.

9.3. La GRC est tenue d'indemniser le SPVM et / ou l'employé(e) en détachement des dommages-intérêts, dépens, débours, intérêts, pertes et autres dépenses qui découlent de toute demande en justice (y compris les revendications, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), réclamation, cause d'action, action, procédure judiciaire ou enquête intentée, présentée ou ouverte par un tiers relativement ou consécutivement à la conduite dont l'employé(e) a fait preuve dans l'exercice des fonctions qui lui incombent aux termes de l'Entente, pourvu que l'employé(e) en détachement ait agi de bonne foi sans sortir du cadre de ses fonctions et sans nuire aux intérêts de la Couronne.

9.4. La GRC peut prendre des mesures pour que le SPVM ou l'employé(e) en détachement assume les frais associés à la perte ou à l'endommagement d'un véhicule automobile appartenant au gouvernement du Canada ou loué par celui-ci dans le cas où cette perte ou ces dommages résultent de la négligence dont l'employé(e) a fait preuve dans la conduite du véhicule en question ou découlent du fait que l'employé(e) n'était pas occupé à remplir les fonctions qui lui incombent en vertu de l'Entente au moment où la perte ou les dommages se sont produits.

9.5. Si l'employé(e) en détachement n'est pas admissible à l'indemnisation prévue par la présente Entente, il (elle) bénéficiera tout de même des protections prévues à la convention collective à cet égard.

10. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

10.1. La GRC a la responsabilité de veiller à la santé et à la sécurité de l'employé(e) en détachement dans les locaux de la GRC.

10.2. En cas de blessure de l'employé(e) en détachement, ce sont les dispositions pertinentes de la loi sur la rémunération des travailleurs à laquelle le SPVM est assujettie qui s'appliquent. La GRC s'acquitte des obligations que lui impose la partie II (« Santé et sécurité au travail ») du *Code canadien du travail* ainsi que de celles qui découlent des règlements visant les personnes ayant accès au lieu de travail. Il incombe en dernier ressort du SPVM d'assumer tous les frais associés à l'indemnisation des travailleurs, peu importe la partie désignée

comme responsable par la commission d'indemnisation provinciale ou territoriale compétente

11. SÉCURITÉ

11.1. L'employé(e) en détachement pourra être assujetti(e) à un processus d'enquête de sécurité si celui-ci était jugé nécessaire aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente. L'employé(e) en détachement devra se conformer aux exigences requises en matière d'enquête de sécurité pendant toute la période de détachement.

11.2. L'employé(e) en détachement devra se conformer en tout temps aux principes énoncés dans les politiques et procédures de sécurité du gouvernement du Canada et de la GRC. La GRC informera l'employé(e) en détachement des exigences en matière de sécurité à son arrivée et l'affranchira à son départ.

12. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS

12.1. L'employé(e) en détachement doit se conformer à la politique du SDRC de la GRC.

12.2. L'employé(e) en détachement veillera à ce que la collecte, la transmission, la divulgation, la conservation et l'élimination de l'information et/ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente soient conformes à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à la *Loi sur l'accès à l'information*, à la *Politique sur la sécurité du gouvernement* (Conseil du Trésor du Canada), aux politiques et directives de sécurité de la GRC et aux lois, règlements, politiques et procédures applicables.

12.3. L'employé(e) en détachement ne communiquera à aucune personne ou organisme (y compris le SPVM) de renseignements ou de documents auxquels il (elle) a accès dans le cadre de son détachement, sans le consentement préalable écrit et exprès de la GRC, à moins que la loi ne l'exige. Dans ce cas, il (elle) devra, dans la mesure du possible, en informer au préalable la GRC.

12.4. L'employé(e) en détachement se conformera aux mises en garde qui se rattachent aux renseignements et traitera les renseignements conformément à la classification de sécurité inscrite sur le document. Tous les renseignements fournis aux termes de la présente Entente de détachement seront pleinement protégés et toutes les mises en garde et classifications de sécurité imposées par une Partie seront respectées dans la mesure prévue par la loi.

13. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATIONS

13.1. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement se communiquer mutuellement tous les renseignements pertinents concernant des incidents qui mettent en cause la personne détachée ou qui sont survenus dans le cadre de la présente Entente et qui pourraient donner lieu à des réclamations (y compris les réclamations de tiers, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), de

demandes, de causes d'action, d'actions, de poursuites ou d'enquêtes. Le corps de police chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit consulter l'autre service de police, et celui-ci doit offrir de l'aide. Le service de police chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour empêcher que ne surviennent d'autres incidents.

13.2. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement s'informer mutuellement, de toute demande faite en vertu de la loi applicable en matière d'accès à l'information ou sur la protection des renseignements personnels, ou de toute autre autorité légitime, concernant de l'information ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente. Le service de police chargé de gérer ce type de demande doit consulter l'autre corps de police, et celui-ci doit fournir de l'aide. Le service de police chargé de gérer ce type de demande doit s'efforcer de protéger l'information ou les documents de manière à ce qu'ils ne soient divulgués que dans les limites prévues par la loi.

14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1. Toute propriété intellectuelle développée dans le cadre de la présente Entente sera la propriété du gouvernement du Canada.

15. REPRÉSENTANTS

15.1. Les représentants du SPVM et de la GRC pour les besoins de la présente Entente sont :

Pour le SPVM :		Pour la GRC :	
Nom :	**Lieutenant Stavroula Arvanitis** Responsable du module des missions internationales et des services affaires Service de police de la Ville de Montréal	Nom : Titre :	**Surintendant Michel Arseneau** Officier responsable du Service divisionnaire du renseignement criminel, Division C
Adresse :	1441, rue Saint-Urbain, 6e étage Montréal (Québec) H2X 2M6	Adresse :	4225, boul. Dorchester Ouest, Westmount, Québec H3Z 2V5
Téléphone :	514-280-2975 Prets.services@spvm.qc.ca	Téléphone :	514-939-8400

15.2. Le remplacement des représentants du SPVM et de la GRC doit faire l'objet d'un préavis écrit à l'intention de l'autre service de police.

16. SUIVI

16.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se rencontreront au besoin afin d'examiner et d'évaluer l'application et l'efficacité des modalités de l'Entente.

17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

17.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se consulteront en cas de différends découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente Entente et tenteront de bonne foi de résoudre le problème. Si les Parties n'y parviennent pas, elles conviennent de renvoyer la question au Directeur du SPVM ou son représentant et au surintendant principal Claude Castonguay, OREC de la GRC à la Division « C ».

18. DÉSIGNATION AUX TERMES DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION (LPI)

18.1. L'employé(e) en détachement, à titre de membre affecté auprès du SDRC de Montréal de la GRC, doit satisfaire aux exigences de la *Loi sur la protection de l'information (LPI)* afin d'être désigné(e) à titre de personne astreinte au secret à perpétuité. Il (elle) doit être désigné(e) à ce titre par le détenteur des renseignements à moins qu'il (elle) ne soit déjà astreint au secret à perpétuité.

18.2. L'employé(e) en détachement doit également être affranchi(e) à son départ, conformément aux exigences de la *Loi sur la protection de l'information (LPI)* et du Manuel de la sécurité de la GRC chapitre 1.15.

19. DURÉE ET RÉSILIATION

19.1. La présente Entente entrera en vigueur à la date de la dernière signature à la clause 21, et sera rétroactive à partir du 1er octobre 2018. Elle s'appliquera pendant trois (3) ans, soit jusqu'au 30 septembre 2021, sauf si elle est prolongée ou résiliée conformément aux dispositions ci-après.

19.2. Chacune des Parties peut en tout temps résilier la présente Entente ou un détachement signé en vertu de la présente Entente, pour quelque raison que ce soit, en donnant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre Partie.

19.3. La résiliation de la présente Entente ne dégage ni le SPVM ni la GRC des obligations contractées durant son exécution. Cependant, en cas de résiliation de la présente Entente, la totalité des détachements signés en vertu de la présente Entente seront aussi résiliés.

19.4. La présente Entente peut être modifiée sur consentement mutuel écrit du SPVM et de la GRC.

19.5. Aucune disposition de la présente Entente ne saurait avoir pour effet de remplacer ou de modifier une obligation dont le SPVM ou la GRC est tenue de s'acquitter ou d'exercer en vertu de la loi.

19.6. L'Entente doit être interprétée d'une façon qui soit compatible avec les lois de la province du Québec et avec les lois fédérales applicables.

20. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

20.1. La présente constitue l'intégralité de l'entente entre le SPVM et la GRC et annule et remplace toutes les communications, négociations ou ententes, écrites ou verbales, qui lui sont antérieures.

20.2. Comme la présente Entente servira d'entente-cadre pour plusieurs détachements, il est entendu qu'une Annexe C sera complétée et signée pour chaque employé(e) détaché(e).

21. SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les représentants autorisés du SPVM et de la GRC ont signé la présente Entente :

Pour le SPVM :

Signé à MTL, province de Québec, le 11 MARS 2019.

Sylvain Caron
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal

Pour la GRC :

Signé à Ville St-Laurent, province de Québec, le 4 mars ~~2019~~ 2020

Commissaire adjoint François Deschênes
Commandant de la Division « C »
GRC

Cette entente a été approuvée par la résolution : DG 195326001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1195326004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Objet :	Approuver l'addenda modifiant rétroactivement au 1er avril 2019 l'entente de détachement d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC) et autoriser le directeur du SPVM à le signer.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Cette intervention vise à confirmer la validité de l'addenda à l'entente de détachement quant à sa forme et son contenu.

FICHIERS JOINTS

Addenda FINAL.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL
Avocate en droit du travail
Tél : 514-872-1319

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-16

Audrey LÉVESQUE
Chef de division
Tél : 514-872-1437
Division : Droit du travail

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 MAR. 2020
POUR DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Services des affaires juridiques

PROTÉGÉ A

ADDENDA

À
L'ENTENTE DE DÉTACHEMENT

JANVIER 2019

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL
REPRÉSENTÉE PAR
LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après « SPVM »)

ET

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,
REPRÉSENTÉE PAR
LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA
(ci-après « GRC »)

CONCERNANT LE

DÉTACHEMENT D'EMPLOYÉS DU SPVM

AU
GROUPE INTÉGRÉ DU RENSEIGNEMENT CRIMINEL
DU SDRC DE LA DIVISION C DE LA GRC

ATTENDU qu'une entente prévoyant le détachement d'un maximum d'un employé du Service de police de la Ville de Montréal (« SPVM ») au Groupe intégré du renseignement criminel (« GIRC ») de la Gendarmerie royale du Canada (« GRC ») a été convenue entre les parties et approuvée par le directeur général de la Ville de Montréal (« Ville ») le 4 mars 2019 (Décision déléguée DG195326001), laquelle entente est jointe en Annexe (ci-après « l'Entente de détachement») ;

ATTENDU que l'article 19 de l'Entente de détachement prévoit qu'elle est en vigueur rétroactivement au 1er octobre 2018 et ce, pour une durée de trois (3) ans, soit jusqu'au 30 septembre 2021;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions financières à l'article 8 de l'Entente de détachement, les parties ont convenu des modalités de remboursement par la GRC au SPVM;

ATTENDU qu'à compter du 1er avril 2019, la GRC et le SPVM ont convenu que les policiers en détachement à la GRC dans le cadre de la structure de gestion policière contre le terrorisme (« SGPCT ») devraient être au frais de son organisation policière;

ATTENDU que l'article 8 de l'Entente de détachement doit être modifié en conséquence afin de prévoir des nouvelles modalités financières applicables rétroactivement à compter du 1er avril 2019;

ATTENDU que la décision d'autoriser un tel détachement sans remboursement relève de la compétence du conseil d'agglomération de la Ville et qu'il est conséquence requis que le présent addenda soit approuvé;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8 de l'Entente de détachement est remplacé par ce qui suit:

« 8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

8.1. L'employé(e) en détachement travaillera dans les locaux de la GRC au 4225, boulevard Dorchester, Westmount, Québec, H3Z 1V5.

8.2. Pendant la période de détachement, le SPVM continuera de payer ses cotisations et de retenir les cotisations de l'employé(e) en détachement à tous les régimes d'avantages sociaux applicables, y compris les cotisations aux régimes d'assurance-maladie, d'assurance-invalidité, d'assurance-vie et de retraite.

8.3. Le SPVM continuera d'être tenu de verser, pendant la période de détachement, le taux de rémunération régulier, les avantages et les heures supplémentaires de l'employé(e) en détachement au SDRC de Montréal, incluant les heures supplémentaires approuvées par l'Officier responsable du SDRC ou son remplaçant.

À compter du 1er avril 2019, les parties conviennent qu'un maximum de cent (100) heures supplémentaires sera effectué annuellement par l'employé(e). L'officier responsable du SDRC devra communiquer avec le Directeur adjoint des enquêtes au SPVM afin de faire approuver au

préalable toute heure supplémentaire en excédent de ces heures. Il est entendu que toute heure supplémentaire effectuée par l'Employé à la demande de la GRC sans l'autorisation du SPVM sera remboursée par la GRC à la Ville.

8.4. Jusqu'au 31 mars 2019 inclusivement, la GRC remboursera au SPVM le salaire, les cotisations et les avantages (en vertu de la convention collective en vigueur) liés au travail, versés à l'employé(e) en détachement ou pour celui-ci, qui s'est acquitté(e) de ses fonctions conformément à la présente Entente, ou pendant un congé approuvé. Jusqu'à cette date, les heures supplémentaires dont il est fait mention au paragraphe 8.3 et qui ont été versées à l'employé(e) en détachement conformément à la présente Entente et qui ont été approuvées au préalable par l'Officier responsable du SDRC ou son remplaçant, seront également remboursées par la GRC, en surplus du salaire. La GRC ne remboursera pas les heures supplémentaires effectuées à la demande du SPVM.

8.5. Jusqu'au 31 mars 2019 inclusivement, la GRC remboursera au SPVM les frais admissibles de l'employé(e) en détachement qui sont liés au travail à la GRC et qui sont engagés pendant la période de détachement, tels les frais de formation, de transport, de logement, de repas et les frais accessoires (ci-après « frais admissibles »), conformément aux principes énoncés dans la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor du Canada et les politiques et procédures de la GRC applicables en la matière.

8.6. Si l'employé(e) en détachement doit, durant ses fonctions en détachement auprès de la GRC, effectuer des heures supplémentaires ou engager des frais admissibles, il (elle) devra remplir les formulaires approuvés à cet effet par le SPVM pour obtenir paiement.

8.7. Jusqu'au 31 mars 2019 inclusivement, le SPVM fera parvenir chaque trimestre à la GRC une facture équivalant aux heures supplémentaires de l'employé(e) en détachement et frais admissibles payés conformément à la présente Entente. Afin de faciliter le processus comptable de la fin de l'exercice financier (31 mars) de la GRC, la facturation des services accumulés aura lieu au plus tard une semaine après le 31 mars.

8.8. La GRC reconnaît que les montants réclamés pour heures supplémentaires ou frais admissibles pourraient être revus et renégociés en fonction des augmentations salariales ou conventions collectives négociées par les syndicats ou agents négociateurs désignés de l'organisme participant, en l'occurrence le SPVM.

8.9. Le SPVM entend fournir à la GRC, sur demande, tous les renseignements et toutes copies de documents utiles à la vérification des montants des factures envoyées à la GRC en vertu de la présente Entente.

8.10. La GRC n'acquittera aucun frais de réinstallation concernant la présente Entente de détachement.

8.11. La présente Entente de détachement ne doit pas imposer d'obligations financières supplémentaires à la GRC.

8.12. Dans l'éventualité où l'employé(e) en détachement est appelé à témoigner devant un tribunal relativement à une intervention ou à une cause en lien avec les fonctions qu'il a effectuées au SDRC, la GRC remboursera jusqu'au 31 mars 2019 inclusivement au SPVM uniquement le temps supplémentaire dudit(e) employé(e) aux fins de son témoignage, et ce, même si ce dernier n'est plus en détachement au moment de son témoignage. »

2. L'article 19.4 de l'Entente de détachement est remplacé par ce qui suit :

«19.4 La présente Entente peut être modifiée sur consentement mutuel écrit de la GRC et du SPVM, sous réserve de l'approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville. »

3. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de détachement demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu le présent addenda, en acceptent les termes et y apposent leur signature.

Pour le SPVM :

Signé à MONTRÉAL, province de Québec, le 10 MARS 2020.

Sylvain Caron
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal

Pour la GRC :

Signé à WESTMOUNT, province de Québec, le 4 mars 2020.

Commissaire adjoint François Deschênes
Commandant de la Division « C »
GRC

Cet addenda à l'Entente de détachement a été approuvé par la résolution du Conseil d'agglomération : _____

GG 24025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195326004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Objet :	Approuver l'addenda modifiant rétroactivement au 1er avril 2019 l'entente de détachement d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC) et autoriser le directeur du SPVM à le signer.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1195326004_GIRC.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-9146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-10

Line DESJARDINS
Chef d'équipe
Tél : 514-280-2192
Division : Services des finances, Direction du conseil et du soutien financier